DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER SCHWEIZ

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

13

1939–1940

CHRONOS • ARMANDO DADÒ EDITORE • ÉDITIONS ZOÉ

COMMISSION NATIONALE
POUR LA PUBLICATION DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION
FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE
PER LA PUBBLICAZIONE DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER SCHWEIZ

DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

1848–1945

VOLUME 13 (1939–1940)

1er janvier 1939 – 31 décembre 1940

préparé à
l'Institut d'Histoire
de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich

par

Jean-François Bergier et André Jäggi
avec la collaboration de Marc Perrenoud

BENTELI VERLAG BERN

Documents reproduits sur la jaquette:
Notice autographe du Conseiller fédéral Pilet-Golaz, sur la séance du Conseil fédéral du 1er septembre 1939 (en haut, à droite); notice autographe du Général Guisan, du 8 mai 1940 (en bas, à gauche); signatures autographes de Pilet-Golaz et Guisan (sur la tranche de la jaquette).

Dokumente auf dem Umschlag:
Handschriftliche Notiz von Bundesrat Pilet-Golaz über die Sitzung des Bundesrates vom 1. September 1939 (oben rechts); handschriftliche Notiz von General Guisan vom 8. Mai 1940 (unten links); Unterschriften von Pilet-Golaz und Guisan (auf dem Buchrücken).

©
1991 Benteli-Werd Verlag, 3084 Wabern-Bern
Gestaltung, Satz und Druck: Benteli Druck AG, 3084 Wabern-Bern
Printed in Switzerland

ISBN 3-7165-0725-3

COMMISSION NATIONALE POUR LA PUBLICATION
DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE PER LA PUBBLICAZIONE
DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

Président	Jacques Freymond, Directeur honoraire de l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Vice-président	Oscar Gauye, Directeur des Archives fédérales, Berne (†28.11.1990)
Secrétaire	Antoine Fleury, Chargé de cours à l'Université de Genève

Membres

Jean-François Bergier	Professeur à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich
Jean Charles Biaudet	Professeur honoraire de l'Université de Lausanne
Daniel Bourgeois	Adjoint scientifique aux Archives fédérales, Berne
Erwin Bucher	Professor em. der Universität Zürich
Yves Collart	Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Jean-Claude Favez	Professeur à l'Université de Genève
Walther Hofer	Professor em. der Universität Bern
Georg Kreis	a.o. Professor an der Universität Basel
Herbert Lüthy	Professor em. der Universität Basel
Philippe Marguerat	Professeur à l'Université de Neuchâtel
Beatrix Mesmer	Professor an der Universität Bern, Präsidentin der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz
†Jean Monnier	Ambassadeur, Jurisconsulte du Département fédéral des Affaires étrangères
Louis-Edouard Roulet	Professeur honoraire de l'Université de Neuchâtel
Roland Ruffieux	Professeur aux Universités de Fribourg et de Lausanne, Membre du Conseil national suisse de la recherche
Franz von Däniken	Minister, Vizedirektor bei der Direktion für Völkerrecht im Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten

TABLE DES MATIÈRES – *INHALTSÜBERSICHT*

I. Avant-propos VII
Vorwort X

II. Introduction XIII
Einleitung XVIII

III. Abréviations XXIII

IV. Plan de la table méthodique des documents XXVI

V. Table méthodique des documents XXIX

VI. Documents 1

VII. Annexes 1045
1. Conseil fédéral et départements fédéraux 1046
2. Département politique 1048
3. Département de l'Economie publique et offices de l'Economie de guerre 1050
4. Organisation militaire 1052
5. Les postes diplomatiques et consulaires suisses à l'étranger 1054
6. Les postes diplomatiques et consulaires étrangers en Suisse 1060

VIII. Index 1066
1. Noms de personnes 1066
2. Noms géographiques 1086

IX. Liste des fonds des Archives fédérales d'où proviennent les documents publiés 1095

X. Liste de paraphes des correspondants du département politique 1098

I. AVANT-PROPOS

L'objectif de la collection de « Documents diplomatiques suisses » est à la fois scientifique et pratique. Il s'agit, dans l'esprit de ceux qui en assument la responsabilité, de mettre à la disposition des chercheurs et des praticiens, les sources officielles utiles pour la reconstitution et pour la compréhension de l'histoire de la politique étrangère de la Suisse, d'un Etat neutre mais profondément impliqué dans le système politique international.

Placée sous le patronage de la Société Générale Suisse d'Histoire, l'entreprise a reçu l'appui du Département fédéral des Affaires étangères[1] et le soutien financier du Fonds national suisse de la recherche scientifique. L'Association suisse de politique étrangère lui a apporté le témoignage de son intérêt. Une Commission nationale pour la publication de documents diplomatiques suisses, comprenant des représentants de tous les milieux concernés, assume la responsabilité de la publication. L'édition des 15 volumes prévus pour la période 1848—1945 est assurée par les divers Instituts d'histoire des Universités et Hautes Ecoles suisses: Bâle, Berne, Fribourg, Genève, Lausanne, Neuchâtel et Zurich, par le Bureau de la commission de publication et par les Archives fédérales. L'ordre de parution des volumes est fonction de l'avancement des travaux au sein de chacune de ces institutions.

Les documents publiés proviennent des Archives fédérales où sont conservés les actes du Parlement, du Gouvernement et des départements fédéraux (ministères). La Suisse ayant un gouvernement collégial, toutes les décisions de quelque portée relèvent du seul Conseil fédéral. De plus, les divers départements et offices sont concernés par l'un ou l'autre aspect de la politique étrangère de la Suisse. Il s'ensuit que les documents publiés ne reproduisent pas uniquement les actes du Département fédéral des Affaires étrangères; une part appréciable des textes provient des actes du gouvernement lui-même — ainsi les procès-verbaux des séances et des décisions du Conseil fédéral – de divers départements ou d'offices spécialisés, ou encore de délégations et de commissions spéciales qui ont transmis des rapports au gouvernement, sans oublier des lettres de personnalités officielles ou exerçant des fonctions semi-officielles, voire de représentants d'institutions privées.

La collection ne vise pas à documenter l'ensemble des événements extérieurs intéressant la Suisse ni à reconstituer toute l'évolution de la politique étrangère de la Confédération. Elle s'attache plutôt à illustrer les traits essentiels de la politique extérieure suisse dans ses diverses dimensions ainsi que les conceptions et les données fondamentales des relations internationales. Ont été retenus pour la publication d'abord des textes qui font saisir l'orientation générale de la politique extérieure suisse ou qui ont pu déterminer, à un moment donné, cette orienta-

1. Anciennement: Département politique fédéral

tion; ensuite des textes qui montrent le rôle de la Suisse dans la politique internationale ou qui éclairent son attitude face à tel événement ou face à tel problème; des rapports, des analyses de situation qui contiennent des informations originales ou qui reflètent le point de vue du neutre sur des événements importants; enfin, des instructions, des avis, des notices et des correspondances qui sont indispensables à la compréhension de telle ou telle affaire.

Les documents sont présentés dans l'ordre chronologique à l'exception des textes placés en annexe. Afin d'en faciliter la consultation thématique, on a établi une table méthodique et un index. En règle générale, les documents sont publiés intégralement et dans leur langue d'origine. Les passages supprimés sont indiqués par des points de suspension entre crochets; une note en donne parfois l'essentiel. Les formules de salutations ont été supprimées, sauf dans le cas où elles paraissent avoir une signification particulière.

La partie rédactionnelle est écrite dans la langue du directeur du volume. Elle se distingue du texte du document lui-même reproduit en caractère romain, par l'emploi de l'*italique*. Les passages soulignés ou en caractères espacés du document original sont également rendus par l'italique. Les interventions de la rédaction à l'intérieur du document figurent entre crochets. L'orthographe et la ponctuation ont été modifiées sans autre dans les cas de fautes évidentes ou pour unifier l'écriture à l'intérieur du texte.

L'en-tête des documents comprend les éléments suivants: la cote d'archives, le titre rédactionnel – pour les auteurs et les destinataires des documents, on indique soit les noms et les initiales des prénoms des personnes avec leur fonction, soit les administrations et les services concernés –, la qualification du texte (copie, minute) dans le cas où l'on n'a pu reproduire l'original, le genre du document, sa date et son lieu de rédaction. En outre, lorsque ces indications apparaissent sur l'original, l'en-tête peut comprendre encore: le degré de classification (confidentiel, secret) ou d'urgence du document, son numéro d'ordre, les initiales (ou la référence) du rédacteur et du secrétariat, l'objet du texte reproduit. Quand il est repris littéralement, le titre du document lui-même est rendu en PETITES CAPITALES DE CARACTÈRE ROMAIN. Lorsqu'elles sont suffisamment caractérisées dans le texte qui les introduit, les annexes sont reproduites sans nouvel intitulé. Des organigrammes en fin de chaque volume fournissent des renseignements sur la structure administrative et sur la représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger et des pays étrangers en Suisse.

L'appareil critique est délibérément limité. Les notes visent avant tout à corriger les inconvénients de l'indispensable sélection, en fournissant notamment des références aux documents non publiés et aux imprimés officiels que le lecteur voudrait pouvoir consulter. Dans la mesure du possible, il est fait renvoi aux documents mentionnés dans les textes publiés, sauf dans les cas où leur contenu ressort suffisamment du document. La formule «non reproduit», sans indication de provenance, signifie que les documents en question figurent dans les mêmes dossiers que le texte reproduit. Lorsqu'un document présumé important a fait l'objet d'une recherche approfondie qui aboutit à un résultat négatif, on l'indique par la formule «non retrouvé».

Ces quelques règles ont pour objet d'assurer l'homogénéité de cette publication de documents qui couvre près d'un siècle tout en laissant aux éditeurs de chaque volume la liberté nécessaire pour tenir compte de l'esprit d'une époque et de la variété des problèmes qui se sont posés au gouvernement et au peuple suisses.

Genève et Berne, septembre 1979

Commission nationale
pour la publication de documents
diplomatiques suisses:
JACQUES FREYMOND, *Président*
OSCAR GAUYE, *Vice-président*

I. VORWORT

Das Anliegen der Reihe «Diplomatische Dokumente der Schweiz» ist ein wissenschaftliches und praktisches zugleich. Den verantwortlichen Herausgebern geht es darum, der Forschung und Praxis die amtlichen Quellen zur Verfügung zu stellen, die nötig sind für die Rekonstruktion und das Verständnis der aussenpolitischen Geschichte der Schweiz, eines neutralen Staates, der jedoch zutiefst ins internationale politische System verwickelt ist.

Das Unternehmen steht unter dem Patronat der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz; es fand die Unterstützung des Eidgenössischen Departementes für Auswärtige Angelegenheiten[1] und die finanzielle Hilfe des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung wie auch das Interesse der Schweizerischen Gesellschaft für Aussenpolitik. Die Verantwortung für die Publikation trägt eine nationale Kommission für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente der Schweiz, in der alle betroffenen Kreise vertreten sind. Für die Periode 1848—1945 sind 15 Bände vorgesehen; mit der Bearbeitung sind die Schweizer Universitäten und Hochschulen betraut: Basel, Bern, Freiburg, Genf, Lausanne, Neuenburg und Zürich, sowie das Büro der Publikationskommission und das Schweizerische Bundesarchiv. Die Reihenfolge des Erscheinens hängt ab vom Voranschreiten der Arbeiten innerhalb dieser Institutionen.

Die veröffentlichten Dokumente stammen aus dem Schweizerischen Bundesarchiv, das die Akten von Parlament, Regierung und eidgenössischen Departementen (Ministerien) aufbewahrt. Die Schweiz hat eine Kollegialregierung, und alle Entscheide von irgendwelcher Tragweite fällt der Gesamtbundesrat. Darüber hinaus sind die verschiedenen Departemente und Amtsstellen von einen oder andern Aspekt der schweizerischen Aussenpolitik betroffen. Demzufolge geben die veröffentlichten Dokumente nicht allein die Akten des Eidgenössischen Departementes für Auswärtige Angelegenheiten wieder; ein beachtlicher Teil der Texte sind Akten der Regierung selbst — so die Sitzungsprotokolle und Entscheide des Bundesrates —, der verschiedenen Departemente und besonderer Ämter oder gar von Delegationen und Spezialmissionen, die der Regierung Berichte zukommen liessen, selbst Briefe von Persönlichkeiten in amtlicher oder halbamtlicher Funktion oder gar von privaten Institutionen waren zu berücksichtigen.

Die Reihe strebt keine lückenlose Dokumentation aussenpolitischer Ereignisse aus schweizerischer Sicht an und kann auch nicht die ganze Entwicklung der eidgenössischen Aussenpolitik vollständig aufzeigen. Vielmehr versucht sie, die Grundzüge, die Leitideen und fundamentalen Gegebenheiten der internationalen Beziehungen der Schweiz in den verschiedenen Sparten zu illustrieren.

---

1. vormals: Eidgenössisches politisches Departement

Abgedruckt werden darum vornehmlich: Texte, die eine generelle Ausrichtung der schweizerischen Aussenpolitik erkennen lassen oder die zu einem gegebenen Zeitpunkt diese Orientierung nachhaltig beeinflussen konnten; ferner Texte, welche die Rolle der Schweiz in der internationalen Politik zeigen oder Erklärungen bieten für die Haltung der Schweiz gegenüber wichtigen Geschehnissen oder Problemen; sodann Berichte und Lageanalysen, die originale Informationen enthalten oder die den neutralen Blickwinkel geben zu wichtigen Vorgängen; schliesslich Instruktionen, Gutachten, Aufzeichnungen und Korrespondenzen, die unerlässlich sind für das Verständnis des jeweiligen Geschehens.

Die Dokumente sind in chronologischer Reihenfolge abgedruckt, ausgenommen die Anhänge. Zur Erleichterung der Benutzung wird jeder Band mit einem thematischen Verzeichnis der Dokumente und einem Register ausgestattet. Im allgemeinen sind die Dokumente vollständig und in der Originalsprache abgedruckt. Gestrichene Abschnitte sind durch Auslassungszeichen in eckiger Klammer gekennzeichnet. Mitunter gibt eine Fussnote eine Zusammenfassung der Tilgung. Anrede- und Grussformeln wurden weggelassen ausser in Fällen, wo sie eine besondere Bedeutung zu haben scheinen.

Der redaktionelle Teil ist in der Sprache des Leiters des Bandes abgefasst und setzt sich deutlich *(kursiv)* vom Text des Dokumentes (aufrecht) ab. Kursivsatz innerhalb des Dokumentes gibt originale Auszeichnungen an (Unterstreichungen, Sperrungen). Eingriffe der Redaktion in den Dokumenten sind kursiv in eckiger Klammer gesetzt. Orthographie und Interpunktion wurden nur bei offensichtlichen Fehlern stillschweigend bereinigt und die Schreibweise einzig innerhalb des Textes vereinheitlicht.

Der Kopf der Dokumente enthält folgende Elemente: Archivsignatur, redaktioneller Titel – für Absender und Empfänger werden entweder die Initialen des Vornamens, Name und Funktion angegeben oder die betreffenden Amtsstellen –, Kennzeichnung der Textvorlage (Kopie, Minute), falls nicht das Original abgedruckt werden konnte, Gattungsbestimmung des Dokumentes, Ort und Datum seiner Entstehung. Der Titel enthält ferner, wenn die Angaben auf der Vorlage stehen: Klassifikation (vertraulich, geheim) oder Dringlichkeitsvermerk des Dokumentes, seine Ordnungsnummer, Paragraphen von Autor und Sekretariat und Inhaltsangabe des abgedruckten Textes (Randvermerk). Wörtlich wiedergegebene Titel, die auf dem Dokument selbst stehen, sind in aufrechten KAPITÄLCHEN gesetzt. Bei Anhängen, die im vorangehenden Haupttext hinreichend charakterisiert sind, wird auf eine Wiederholung der Angaben verzichtet. Die Organigramme am Ende jedes Bandes geben Aufschluss über die Struktur der Verwaltung und der diplomatischen Vertretung der Schweiz im Ausland und des Auslandes in der Schweiz.

Der wissenschaftliche Apparat ist bewusst sparsam gehalten. Die Fussnoten wollen vor allem die Unzulänglichkeiten, die jede Auswahl mit sich bringt, beheben, indem sie die Fundstellen nicht veröffentlichter Dokumente angeben und auf amtliche Publikationen verweisen, die den Leser weiter führen können. Soweit möglich, wird auf Dokumente, die in den veröffentlichen Texten erwähnt sind, verwiesen, ausser wenn ihr Inhalt hinreichend aus dem Text hervorgeht. Die Formel «non reproduit / nicht abgedruckt» ohne Angabe der Herkunft heisst, dass sich die betreffenden Dokumente im selben Dossier befin-

den wie der veröffentlichte Text. Wo ein wichtig scheinendes Dokument trotz gründlicher Nachforschungen nicht ermittelt werden konnte, steht die Formel «non retrouvé / nicht ermittelt».

Diese paar Regeln sollen die Einheitlichkeit der Aktenpublikation sichern, die beinahe ein Jahrhundert umspannt; freilich haben die Herausgeber jedes Bandes die nötige Freiheit, um dem Geist der Epoche und der Vielfalt der Probleme, die sich dem Schweizer Volk und seiner Regierung stellten, Rechnung zu tragen.

Genf und Bern im September 1979

Nationale Kommission
für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente
der Schweiz:
JACQUES FREYMOND, *Präsident*
OSCAR GAUYE, *Vize-Präsident*

II. INTRODUCTION

1939, 1940. L'angoisse sourd, monte, elle éclate dans le fracas des blindés, dans le sang et les larmes. C'est le paroxysme d'un siècle lourd de drames. Les documents que rassemble ce treizième volume (le chiffre fatidique a-t-il valeur de symbole rétrospectif?) de la série des *Documents Diplomatiques Suisses 1848-1945* reflètent, du premier au dernier, la peur et le désarroi qui règnent sur ces vingt-quatre mois. Peur et désarroi des peuples, plongés dans des situations matérielles et morales que nul n'avait voulu imaginer. Peur et désarroi des autorités politiques, administratives et militaires, confrontées à des responsabilités que toutes n'étaient pas préparées à assumer. A la détermination de quelques-uns répond l'incertitude des autres. Aux illusions qui tentent de survivre répond un destin à croix gammée et visage de mort.

La Suisse a pu, ou su, rester en-dehors de la guerre. C'est-à-dire de l'engagement direct, total, des armes et de ceux qui les manient. Les horreurs de la guerre lui ont été épargnées. Ceci, nous le savons, nous. Mais ceux qui vécurent en Suisse ces deux années ne le savaient pas encore. Ils avaient même toutes raisons de craindre le pire: le poids de cette appréhension, qui semble se préciser à plusieurs reprises (déjà en mars 1939), pèse sur les auteurs des documents qui suivent, même lorsque ces papiers ne semblent que le produit d'un pensum administratif et quotidien. L'angoisse, le lecteur s'en convaincra, agit sur les uns ou sur les autres en sens inversés: elle stimule l'imagination, bande les muscles; ou bien elle paralyse l'esprit de décision, se réfugie dans le souci des détails et des formes, se noie dans l'illusion... L'angoisse, en tout cas, révèle les caractères, ceux des nations comme ceux des individus.

La Suisse épargnée – provisoirement – par la guerre n'en est pas moins concernée par elle, de façon bien concrète et très immédiate. Pareille évidence n'a plus besoin d'être soulignée. Mais elle mérite peut-être d'être précisée, d'être vérifiée à travers toutes ses implications. C'est à quoi le choix des documents que nous proposons espère réussir. Un choix que nous avons voulu aussi neutre, c'est-à-dire aussi réaliste que possible. Un choix qui s'efforce d'adhérer à une réalité quotidienne en évolution de plus en plus accélérée. Non point la réalité telle que les historiens ont déjà pu et pourront mieux désormais peut-être l'interpréter, mais la réalité telle que l'ont vécue et perçue les acteurs, grands ou modestes, obscurs parfois, auxquels nous donnons la parole.

Les problèmes qu'affronte la Suisse en guerre sont légion. Ils sont, d'autre part, beaucoup plus imbriqués les uns dans les autres qu'en temps normal, au point qu'il devient délicat d'isoler des documents «diplomatiques», soit ceux qui informent sur les relations du pays avec le reste du Monde, et sur cela seulement. Tout, ou presque, ce qui se passe en Suisse est lié à la situation internationale, que ce soit au plan économique, ou culturel, ou social ou, bien sûr, politique. Inversement, toutes les liaisons de la Suisse avec l'étranger se répercutent à l'intérieur: sur la vie matérielle, sur l'opinion publique, sur les sentiments de la population. L'étranger d'ailleurs, plus que jamais, se montre attentif aux

réalités internes et cherche à les influencer, à s'en servir. De sorte que la diplomatie, au sens classique du mot, n'est plus seule en cause. Chaque autorité, pour remplir sa mission, doit se mêler de tout: le militaire d'économie et d'information, le juriste de questions humanitaires, le diplomate de navires et de canons, l'ingénieur de stratégie, le commerçant d'une image de la Suisse à l'étranger, et ainsi de suite. Pareil concert ne s'entend pas sans dissonances: nos documents y font écho.

Dans ce foisonnement de préoccupations qui s'entrecroisent, il y a pourtant des points forts, des lignes de convergence. Le thème majeur de la neutralité tout d'abord: proclamée plus fort que jamais dès lors qu'elle est moins assurée de respect. Elle reste en tout cas, avec quelque grandeur, l'épine dorsale de la politique extérieure de la Suisse dans la montée des périls, puis leur éclatement. Discours sans doute, voilé par le bruit des armes. Mais discours cohérent, ferme. Auquel répondent les gestes de la défense nationale sur le terrain, ou dans l'espace aérien. Il est vrai que les exigences politiques de la neutralité et les dispositions militaires de sécurité – deux faces d'une même volonté – sont apparues à l'expérience difficiles à concilier, propres à nourrir un conflit entre le pouvoir civil et l'autorité militaire. Situation d'autant plus délicate qu'étaient contrastées les personnalités affrontées; et embarrassées par les libertés de la presse et les passions d'une opinion publique plus unanime et plus catégorique, en somme, que ses dirigeants. Moins sensible, en tout cas, aux subtilités de la diplomatie.

La survie matérielle de la Suisse en temps de guerre est un propos aussi essentiel que la neutralité qui serait, sans elle, vide de sens. Ces deux thèmes, d'ailleurs, se conjuguent sans cesse puisque la neutralité est aussi économique. S'étonnera-t-on de la place prépondérante que les questions économiques occupent dans le présent volume des *Documents diplomatiques*? C'est, d'une part, que ces questions sont complexes, souvent techniques, ne se laissent donc pas traiter dans une lettre ou un mémoire brefs. L'évolution rapide de la situation internationale, dès avant la guerre, mais plus nettement à partir du printemps 1940, en modifie sans cesse les données, bloque ou fait rebondir les négociations tous azimuts. Il faut à tout moment tout reprendre. C'est d'autre part que la survie matérielle de la Suisse a été l'angoisse quotidienne des technocrates et des négociateurs qui avaient la responsabilité de l'assurer. Ils n'eurent pas seulement à faire preuve d'imagination, de ténacité, de courage physique parfois; ils eurent aussi à se tenir informés entre eux de leurs démarches au jour le jour, et à en informer l'instance de décision souveraine en la matière – un Conseil fédéral souvent dépassé et d'autant plus porté à faire confiance aux fonctionnaires, mais non à les laisser agir à leur guise.

Le gouvernement et l'administration affrontèrent deux problèmes connexes. L'un fut d'assurer le ravitaillement de la population en vivres, en matières premières pour l'industrie, en ressources énergétiques. Il s'agissait de conclure des marchés et – service beaucoup plus délicat – d'assurer les transports vers la Suisse par voie maritime, par chemin de fer et par route. Affréter des navires en dépit des réquisitions et des embargos. Obtenir la garantie d'usage des ports et celle de la liberté des trafics de transit à travers les trois puissances voisines.

Chacune de ces dernières y mit une bonne volonté variable: formaliste mais décidée pour l'Italie; tracassière et instable pour la France; stricte, donnant-donnant, pour l'Allemagne. Le chef de l'Office de guerre pour les transports, Erwin Matter, ne connut aucun répit – c'est une des figures centrales de ce livre.

En sens inverse, il s'agissait de maintenir au plus haut niveau possible les exportations suisses. Afin de se procurer des devises, mais surtout pour faire marcher les fabriques, assurer le travail de près de la moitié de la population active. Alors même que les clients traditionnels restreignent leurs achats. Alors même, dès le début de la guerre, que les belligérants organisent le blocus (franco-anglais) ou le contre-blocus (allemand) de leurs adversaires et entendent – les premiers surtout – y inclure la Suisse, suspecte de réexporter sous une forme ou sous une autre les biens qu'on pourrait lui consentir. A partir de juin 1940, lorsque la Suisse fut pratiquement isolée du reste du monde par les forces ou l'influence de l'Axe, la négociation parallèle sur trois tableaux, Berlin, Rome et Londres, devint le jeu harassant de nos diplomates, relayés d'ailleurs par l'équipe de la Division du Commerce (Jean Hotz et le professeur Paul Keller) et le directeur du Vorort (H. Homberger), présents semble-t-il partout à la fois malgré les voyages compliqués. Mieux que tout l'or des coffres, l'atout paradoxal de la Suisse neutre, c'est son industrie d'armement: les fameux canons Oerlikon, que les armées (suisse comprise) s'arrachent littéralement...

Les grandes questions qui viennent d'être évoquées constituent les «leitmotifs» tantôt enflammés, plus souvent froidement analytiques, du présent recueil. Elles sont traversées d'autres affaires récurrentes: liberté de la presse, réfugiés et internés, relations avec l'URSS, etc. Mais aussi d'événements limités dans le temps, cependant d'une grande portée internationale, qui laissent souvent perplexes la politique et la diplomatie suisse: victoire de Franco en Espagne; dislocation de la Tchécoslovaquie; invasions successives, de la Pologne à la France. Et cent autres incidents ponctuels – de Mandchourie au Costa-Rica, en passant par le Liechtenstein – qu'il faut chaque fois évaluer dans un contexte global de plus en plus impossible à maîtriser.

Ce recueil n'offre, bien sûr, qu'un choix de documents. Un choix sévère: 429 pièces (plus quelques-unes glissées en contrebande sous forme d'annexes) sur plus de 6000 que nos dépouillements avaient distinguées. Nous ne saurions prétendre, au terme d'une sélection si brutale, avoir échappé tout à fait à l'arbitraire. Nous nous sommes efforcés en tout cas à l'équilibre: une pondération des problèmes qui nous paraît refléter au plus près leur complexité et leur diversité; une répartition chronologique égale, trimestre par trimestre, malgré la tentation de privilégier les saisons de fièvre. Un horizon géographique qui reste incomplet, certes, mais illustre pourtant une diplomatie – et une économie – qui ne négligent aucun recoin de l'Europe ni du Monde. La même volonté d'équilibre nous a conduits délibérément à ne point tenir compte des publications antérieures de séries ou de documents isolés, en particulier les trois volumes constitués par Edgar Bonjour en complément de son grand «rapport» (*Histoire de la neutralité suisse*, vol. VII-XI, 1974-1976). La tentation n'était pas mince d'y renvoyer le lecteur chaque fois que possible, au profit de pièces

encore inédites. Mais nous aurions ainsi compromis l'unité et la lisibilité de notre propre compilation. Il n'en reste pas moins que l'ouvrage de Bonjour et le nôtre, conçus sur des plans différents (le premier thématique, le second strictement chronologique) viendront se compléter sur la table de travail des chercheurs de demain. Le périodique qu'éditent les Archives fédérales, *Etudes et Sources*, propose lui aussi, ponctuellement, des documents de la période en cause; par exemple sur la genèse et le contenu du discours (sans texte) du Général sur la prairie du Rütli le 25 juillet 1940.

Avouons-le tout de suite: notre volume ne contient aucune bombe (même s'il y est souvent question de cet engin de guerre, de Madrid à Courrendlin). Tout au plus des bombes déjà désarmorcées: affaires des contacts du général Guisan avec l'armée française, de son discours au Rütli, de l'or allemand, par exemple. L'intérêt que nous croyons à notre ouvrage n'est donc pas dans la sensation ponctuelle de telle ou telle pièce propre à sortir des cadavres d'une armoire. Il est avant tout dans l'halètement d'un temps déconcerté. Dans le film continu de la perception helvétique des événements et des réactions qu'elle suggère ou commande. Dans une vision quasi au jour le jour, où les tracas immédiats prennent plus de place, et plus de sens, que les grandes perspectives à tête reposée. De cette façon, il nous paraît que le présent recueil offre une approche nouvelle. Nous la souhaitons utile.

Par gain de place, nous avons réduit l'annotation au strict minimum nécessaire à l'intelligence des textes et de leur réception par leur destinataire (remarques notées en marge; nous avons renoncé à signaler ce que le destinataire avait simplement souligné, pratique trop fréquente notamment sous la plume de Giuseppe Motta). Nous avons pris soin de renvoyer aux autres pièces concernant le même objet, ou à celles que nous n'avions pas pu retenir mais dont nous précisons la cote d'archives. L'identification sommaire des personnes, sociétés, institutions ou lieux mentionnés est proposée dans l'index.

Il nous reste, aimable coutume, à remercier.

En premier lieu l'Ecole polytechnique fédérale, sa Direction et sa Commission de recherche, qui ont financé le long travail de dépouillement, de sélection et de préparation des documents; et le Fonds national suisse pour la recherche scientifique, qui supporte les frais d'édition. Nos collègues de la Commission nationale pour la publication des Documents Diplomatiques Suisses nous ont encouragés, conseillés, entourés – mais nous ont garanti la plus bienveillante des libertés.

Ensuite, tous ceux qui de près ou de loin nous ont aidés de leur savoir et de leur temps: le personnel des Archives fédérales; nos collègues de l'Institut d'histoire à l'EPFZ, H. W. Tobler, K. Urner, S. Winkler ainsi que M^me^ M.-C. Däniker – et notre inestimable secrétaire M^lle^ Y. Angst. M. Marc Perrenoud – opportunément mis à notre disposition par le Fonds national de la recherche scientifique – a mis sa compétence et l'expérience acquise en préparant le volume XV au service d'une révision finale de notre manuscrit; il a veillé en outre avec soin sur l'impression de l'ouvrage. H. R. Hegi et surtout M^me^ U. Ackmann-Bodenmann ont relu les textes en allemand, M^me^ C. Krüttli-Tüscher les quelques textes en anglais.

Enfin, nos futurs lecteurs. Nous souhaitions qu'ils trouvent à feuilleter ce livre le même intérêt que nous avons pris à le réaliser. La même joie, allais-je dire. Mais saurions-nous exprimer de la joie devant tant d'angoisses et de douleurs que ce livre reflète, celles des années 1939 et 1940?

J.-F. B. et A. J.

Zurich, janvier 1990

II. EINLEITUNG

1939, 1940. Beklemmende Angst greift um sich. Sie entlädt sich im Entsetzen, als die Panzer dröhnen und Blut und Tränen fliessen. Es ist der entfesselte Wahnwitz eines von Leid übervollen Jahrhunderts. Die in diesem dreizehnten Band (hat die Unglückszahl rückwirkend Symbolwert?) gesammelten Dokumente der Reihe «Diplomatische Dokumente der Schweiz» widerspiegeln, vom ersten bis zum letzten, die Angst und Verstörtheit jener vierundzwanzig Monate. Angst und Verstörtheit der Völker, die physisch und moralisch in ein Elend gestürzt wurden, wie es sich niemand hätte vorstellen wollen. Angst und Verstörtheit auch der Regierungen, der zivilen und militärischen Behörden, die vor eine Verantwortung gestellt wurden, für die sie nicht immer gerüstet waren. Der Entschiedenheit der einen stand die Unentschlossenheit der anderen gegenüber. Auf die Illusionen, an die man sich klammerte, antwortete das Schicksal mit Hakenkreuz und Totenkopf.

Die Schweiz vermochte, oder verstand es, sich aus dem Krieg herauszuhalten. Das heisst aus der direkten und totalen Konfrontation mit den Waffen und denen, die sie handhabten. Die Schrecken des Krieges blieben ihr erspart. Wir, die Menschen von heute, wissen dies. Doch die Menschen, die in diesen beiden Jahren in der Schweiz lebten, wussten es noch nicht. Sie hatten sogar allen Anlass, das Schlimmste zu befürchten. Und diese mehrmals (schon im März 1939) konkret werdende Befürchtung lastet auf den Verfassern der hier abgedruckten Dokumente, selbst wenn es nur Schriftstücke täglicher Verwaltungsroutine zu sein scheinen. Die Angst wirkt sich, wie der Leser selbst feststellen kann, ganz unterschiedlich aus: Beim einen führt sie zu Erfindungsreichtum und zur Anspannung aller Kräfte; beim anderen zur Lähmung des Entscheidungsvermögens und zur Flucht ins Detail und in die Form, zum Versinken in der Illusion... Die Angst verrät die Charaktere, sowohl der Nationen als auch der einzelnen Menschen.

Die – wie lange noch? – vom Krieg verschonte Schweiz ist dennoch von ihm betroffen, sogar sehr konkret und unmittelbar. Diese offensichtliche Tatsache braucht nicht mehr hervorgehoben zu werden. Doch ist es wohl angebracht, sie genauer zu betrachten und in allen ihren Auswirkungen zu überprüfen. Dies möchte die Auswahl der hier vorgelegten Dokumente erreichen. Eine Auswahl, die wir so neutral, das heisst so realistisch wie möglich gestalten wollten. Eine Auswahl, die sich eng an eine tägliche, sich fortwährend schneller entwickelnde Wirklichkeit anlehnt. Nicht an die Wirklichkeit, wie sie von den Historikern bereits interpretiert wurde und nun vielleicht noch besser interpretiert werden kann, sondern an die Wirklichkeit, wie sie erlebt und wahrgenommen wurde von den grossen und kleinen, manchmal im Dunkeln bleibenden Akteuren, die wir hier zu Wort kommen lassen.

Die Probleme, mit denen die Schweiz im Krieg zu kämpfen hatte, sind Legion. Sie sind auch sehr viel stärker miteinander verquickt als in Friedenszeiten, so dass es schwierig wird, rein «diplomatische» Dokumente herauszufil-

tern, das heisst Dokumente, die ausschliesslich die diplomatischen Beziehungen der Schweiz mit der übrigen Welt zum Inhalt haben. So gut wie alles, was in der Schweiz geschieht, steht mit dem internationalen Geschehen in Zusammenhang, auf wirtschaftlicher wie auf kultureller, gesellschaftlicher und natürlich politischer Ebene. Umgekehrt wirken sich alle Beziehungen der Schweiz zum Ausland auch nach innen aus: auf das praktische Leben, auf die öffentliche Meinung, auf die Gefühle der Bevölkerung. Das Ausland verfolgt übrigens aufmerksamer denn je das innere Geschehen und versucht, es zu beeinflussen und auszunützen. So ist die Diplomatie im klassischen Sinne nicht mehr alleine im Spiel. Jeder Verantwortungsträger muss, um seinen Dienst auszuüben, sich mit allem befassen: der Offizier mit Wirtschafts- und Informationsfragen, der Jurist mit humanitären Angelegenheiten, der Diplomat mit Schiffen und Kanonen, der Ingenieur mit Strategie, der Geschäftsmann mit dem Bild der Schweiz im Ausland, und so fort. Das Zusammenspiel funktioniert nicht immer reibungslos – unsere Dokumente zeugen davon.

Im Gewirr dieser sich überschneidenden Bemühungen gibt es gleichwohl feste Orientierungspunkte, konvergierende Linien. Da ist zunächst das Hauptthema Neutralität: Nachdem nicht mehr sicher ist, dass sie respektiert wird, verkündet man sie um so lauter. Sie bleibt jedenfalls, und nicht ohne Grösse, das Rückgrat der schweizerischen Aussenpolitik, als das Unheil aufzieht und dann losbricht. Gewiss, es sind Worte, die vom Lärm der Waffen übertönt werden. Doch sie sind überzeugend und entschieden. Sie werden begleitet von Aktionen zur Verteidigung des Hoheitsgebiets, auch des Luftraums. Es zeigte sich allerdings, dass die Erfordernisse der Neutralitätspolitik und die militärischen Massnahmen – zwei Seiten ein- und desselben Verteidigungswillens – in der Praxis schwer miteinander zu vereinbaren waren und zu Konflikten zwischen den zivilen Behörden und den militärischen Befehlshabern führen mussten. Die Situation war umso heikler, als sich dabei auch gegensätzliche Persönlichkeiten gegenüberstanden, die zudem Rücksicht zu nehmen hatten auf eine freie Presse und auf eine erhitzte öffentliche Meinung, die insgesamt einhelliger und kategorischer reagierte als die politisch Verantwortlichen. Jedenfalls hatte sie weniger Verständnis für diplomatische Feinheiten.

Das physische Überleben der Schweiz während des Kriegs ist ein ebenso wesentliches Thema wie die Neutralität, die ohne dieses Überleben sinnentleert wäre. Beides greift übrigens ständig ineinander, denn es geht auch um wirtschaftliche Neutralität. Erstaunt es da noch, dass wirtschaftliche Fragen in diesem Band der «Diplomatischen Dokumente der Schweiz» das Übergewicht haben? Einerseits sind diese Fragen komplex und oft technischer Natur, sie lassen sich also nicht in einem kurzen Brief oder Bericht abhandeln. Die internationale Lage, die sich schon vor dem Kriegsausbruch, dann aber besonders ab Frühjahr 1940 immer schneller entwickelt, verändert ständig die Ausgangsdaten; einmal lässt sie Verhandlungen festfahren, ein andermal führt sie zu fieberhafter Verhandlungstätigkeit nach allen Richtungen. Ständig muss überall von vorn begonnen werden. Andererseits ist das physische Überleben der Schweiz die ständige Angst der Experten und der Unterhändler, auf denen die Verantwortung dafür lastet. Sie müssen nicht nur Einfallsreichtum, Zähigkeit

und manchmal auch körperlichen Mut beweisen, sie haben sich auch täglich über das, was sie unternehmen, gegenseitig auf dem Laufenden zu halten und die oberste zuständige Instanz zu informieren – und das ist ein oft überforderter Bundesrat, der deshalb um so bereitwilliger den Beamten vertraut, sie aber nicht nach Belieben schalten und walten lässt.

Regierung und Verwaltung hatten mit zwei zusammenhängenden Problemen zu kämpfen. Das eine war, die Bevölkerung mit Nahrungsmitteln und die Industrie mit Rohstoffen und Energie zu versorgen. Es galt, Handelsverträge abzuschliessen und – was weit problematischer war – den Transport über den Seeweg, die Schiene oder die Strasse zu bewerkstelligen. Trotz Requisitionen und Embargos Handelsschiffe zu chartern, Zusicherungen zu erreichen für die Benützung der Häfen und den ungehinderten Transport durch das Gebiet der drei benachbarten Mächte. Das Entgegenkommen dieser drei Mächte war unterschiedlich: Bei Italien war es bürokratisch, doch eindeutig; bei Frankreich schikanös und schwankend; bei Deutschland auf Gegenleistung aufbauend. Erwin Matter, der Chef des Kriegs-Transport-Amtes, war pausenlos gefordert – er ist eine der zentralen Gestalten dieses Buches.

Umgekehrt mussten die schweizerischen Exporte auf höchstmöglichem Niveau gehalten werden. Um Devisen zu beschaffen, doch vor allem um die Fabriken laufen zu lassen und die Arbeitsplätze von fast der Hälfte der aktiven Bevölkerung zu sichern. Ungeachtet rückläufiger Bestellungen durch die traditionellen Kunden. Und ungeachtet der seit Kriegsausbruch bestehenden (französisch-britischen) Blockade und der darauf antwortenden (deutschen) Gegenblockade, in welche die kriegführenden Mächte – vor allem die ersteren – die Schweiz einzubeziehen gedachten, weil sie argwöhnten, das Land könne die ihm zugestandenen Güter in irgend einer Form wieder ausführen. Ab Juni 1940, als die Schweiz durch die Streitkräfte oder Einflusssphären der Achsenmächte praktisch von der übrigen Welt abgeschnitten war, wurden parallele Verhandlungen auf drei Ebenen – Berlin, Rom und London – zum zermürbenden Geduldspiel unserer Diplomaten; übrigens sprangen ihnen der Stab der Handelsabteilung (Jean Hotz und Prof. Paul Keller) und der Delegierte des Vororts (sein Direktor H. Homberger) bei, die trotz komplizierter Reiseverhältnisse überall gleichzeitig zu sein schienen. Mehr noch als alles Gold der Tresore war paradoxerweise die Rüstungsindustrie der Haupttrumpf der neutralen Schweiz: die legendären Kanonen von Oerlikon rissen sich die Armeen (einschliesslich der schweizerischen) buchstäblich aus der Hand...

Die genannten grossen Fragen bilden die bisweilen leidenschaftlichen, meist aber kalt analytischen Leitmotive der vorliegenden Sammlung. Andere, sich immer wieder neu stellende Fragen schieben sich dazwischen: Pressefreiheit, Flüchtlinge und Internierte, Beziehungen zur UdSSR usw. Aber auch zeitlich begrenzte Ereignisse, die allerdings von grösster internationaler Bedeutung sind und Politik und Diplomatie der Schweiz oft ratlos lassen: Francos Sieg in Spanien, die Zerschlagung der Tschechoslowakei, der Einmarsch in Polen und in Frankreich. Und hundert andere Einzelereignisse in der ganzen Welt – von der Mandschurei über Liechtenstein bis nach Costa Rica – die jedesmal in einem immer weniger beherrschbaren Globalzusammenhang zu beurteilen sind.

Diese Sammlung enthält natürlich nur eine Auswahl von Urkunden. Eine strenge Auswahl sogar: 429 Schriftstücke (ein paar zusätzliche wurden in den Anhang geschmuggelt) aus über 6000 Dokumenten, die sich bei unseren Recherchen angesammelt hatten. Wir wissen uns nach so unerbittlichem Aussieben nicht frei von jeder Willkür. Doch zumindest waren wir um Ausgewogenheit bemüht: Wir haben eine Gewichtung der Probleme vorgenommen, die uns so unmittelbar wie möglich ihrer Komplexität und Vielfalt zu entsprechen schien. Wir haben uns an eine gleichmässige chronologische Aufteilung per Trimester gehalten, obwohl die Versuchung bestand, den «heissen» Zeiten mehr Raum zu geben. Der geographische Horizont bleibt zwar unvollständig, doch illustriert er immerhin eine Diplomatie bzw. eine Wirtschaftstätigkeit, die noch die hinterste Ecke Europas oder der Welt einbezieht. Dieselbe Sorge um Ausgewogenheit hat uns bewogen, auch Dokumente aufzunehmen, die einzeln oder in Sammlungen bereits vorlagen, insbesondere in den drei Zusatzbänden zu Edgar Bonjours grosser *Geschichte der schweizerischen Neutralität* (Bände 7-9, 1974-1976). Die Versuchung war recht gross, den Leser so oft wie möglich darauf zu verweisen, um so noch unveröffentlichtes Material aufnehmen zu können. Doch wir hätten dadurch die Geschlossenheit und Lesbarkeit unserer eigenen Zusammenstellung beeinträchtigt. Wohl oder übel werden sich also Bonjours Werk und unsere Sammlung, die beide nach verschiedenen Gesichtspunkten aufgebaut sind (die eine thematisch, die andere streng chronologisch), am Arbeitsplatz des künftigen Forschers ergänzen müssen. Auch die vom Bundesarchiv herausgegebene Zeitschrift, *Studien und Quellen*, bringt gelegentlich Dokumente aus dem fraglichen Zeitabschnitt heraus; zum Beispiel über Entstehung und Inhalt der Rede General Guisans auf dem Rütli vom 25. Juli 1940 (ohne Text).

Es sei gleich verraten: Unser Band enthält keine einzige Bombe (auch wenn diese Höllenmaschine oft auftaucht, von Madrid bis Courrendlin). Wenigstens keine, die nicht schon entschärft wäre: General Guisans Kontakte zur französischen Armee zum Beispiel, seine Rütlirede, das deutsche Gold usw. Die Bedeutung des Bandes, wie wir sie sehen, liegt denn auch weniger in einzelnen sensationellen Enthüllungen durch dieses oder jenes Schriftstück, das irgendwelche Leichen im Keller zum Vorschein brächte. Sie liegt in erster Linie darin, die Fieberhaftigkeit einer Zeit der Ungewissheit und Angst deutlich zu machen. Wie in einem Film zu zeigen, wie man in der Schweiz die Ereignisse wahrnahm und wie in Wort und Tat darauf reagiert wurde. Die Perspektive ist die des täglichen Erlebens, in dem die unmittelbaren Sorgen mehr Raum einnehmen und mehr Sinn erhalten als die grosse Zusammenschau, die im ausgeruhten Kopf entsteht. In dieser Hinsicht, so glauben wir, bringt die vorliegende Sammlung ein neues Herangehen. Wir hoffen, dass es dienlich ist.

Aus Platzgründen haben wir die Anmerkungen auf das zum Verständnis der Texte und ihrer Rezeption durch die Adressaten erforderliche Mindestmass reduziert (Randvermerke sind aufgenommen; doch wurde darauf verzichtet, vom Adressaten vorgenommene Unterstreichungen anzugeben, mit denen insbesondere Giuseppe Motta sehr viel gearbeitet hat). Entsprechende Vermerke verweisen gegebenfalls auf andere Schriftstücke, die dieselbe Angelegenheit behandeln, oder geben, falls diese nicht in die Sammlung aufgenommen wer-

den konnten, die Archivnummer an. Kurze Angaben zu den Personen, Gesellschaften, Institutionen und Orten finden sich im Stichwortverzeichnis.

Es bleibt uns die angenehme Pflicht, zu danken.

In erster Linie der Eidgenössischen Technischen Hochschule, ihrer Leitung und ihrer Forschungskommission; sie hat die aufwendige Arbeit des Recherchierens, Sichtens und Aufbereitens der Dokumente finanziert. Und dem Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung, der die Kosten der Publikation trägt. Unsere Kollegen von der nationalen Kommission für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente der Schweiz haben uns angeregt und sind uns beratend zur Seite gestanden – haben uns aber auf zuvorkommendste Art völlig freie Hand gelassen.

Danken möchte wir auch allen, die uns aus nah und fern ihr Wissen und ihre Zeit zur Verfügung gestellt haben: dem Personal des Bundesarchivs in Bern; unseren Kollegen vom Institut für Geschichte der ETH Zürich, H.W. Tobler, K. Urner, S. Winkler und Frau M.-C. Däniker, ausserdem unserer damaligen Sekretärin Fräulein Y. Angst für ihre unschätzbare Hilfe. Herrn Marc Perrenoud – er wurde uns freundlicherweise vom schweizerischen Nationalfonds zur Verfügung gestellt – besorgte mit seiner bei der Vorbereitung von Band 15 gesammelten Kompetenz und Erfahrung die Endredaktion des Manuskripts; ausserdem hat er sorgfältig die Drucklegung des Werkes beaufsichtigt. H. R. Hegi und vor allem Frau U. Ackmann-Bodenmann haben die Texte in deutscher Sprache noch einmal gelesen, Frau C. Krüttli-Tüscher die wenigeren in Englisch.

Und schliesslich unseren Lesern. Das Blättern in diesem Buch möge für sie ebenso anregend sein, wie für uns dessen Verwirklichung war. Gerne hätten wir ihnen Freude dabei gewünscht. Doch wie könnten wir Freude empfinden bei so viel Angst und Not, die uns in diesem Buch entgegentritt: die Angst und Not der Jahre 1939 und 1940.

J.-F. B. und A. J.

Zürich, im Januar 1990

(Übersetzung von Josef Winiger)

III. ABRÉVIATIONS – *ABKÜRZUNGEN*

Remarque: Les éditeurs n'ont pas jugé utile de résoudre systématiquement toutes les abréviations usuelles utilisées par les auteurs des documents.

A	Annexe
Abs.	Abstaz
Abt.	Abteilung
A.H.Q.	Armeehauptquartier
A.K.	Armeekorps
AM	Aide-mémoire
Art.	Artikel
B.I.T.	Bureau International du Travail
bat.	bataillon
bezw.	beziehungsweise
Biga	Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit
BLS	Bern-Lötschberg-Simplonbahn
BNS	Banque Nationale Suisse
Br.	Brigade
BV	Bundesverfassung
ca.	circa
cav.	cavalerie
C.A.	Corps d'Armée
CFF	Chemins de fer fédéraux
Chade	Compania Hispano-American de Electricidad S.A.
CR	Compte rendu
crt.	courant
cwts	hundredweights (poids de 112 livres, environ 1 quintal)
DAE	Division des Affaires étrangères (du DPF)
DCA	Défense contre avions
DEP	Département fédéral de l'Economie publique
DFD	Département fédéral des Finances et des Douanes
DFI	Département fédéral des Postes et des Chemins de fer
d.h.	das heisst
Div.	Division
d.J.	des Jahres
DJP	Département fédéral de Justice et Police
d.M.	des Monats
DMF	Département militaire fédéral
DNB	Deutsche Nachrichten-Büro
DPF	Département politique fédéral
dr.	droite
E	Est
eidg.	eidgenössisch
EMD	Eidgenössisches Militärdepartement

EMG	Etat-Major Général
engl.	englisch
EPD	Eidgenössisches Politisches Departement
EVD	Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement
evtl.	eventuell
f.	für
FF	Feuille fédérale
Fl.	Flieger-, Flug-
Fl.B.M.D.	Fliegerbeobachtungs- und Meldedienst
franz.	französisch
g.	gauche
Geb.	Gebirg
gr. expl.	groupe d'exploration
Gst.	Generalstab
Gz.	Grenze, Grenzschutz
H.M.	His Majesty
Hptm.	Hauptmann
i./S.	in Sachen
Inf.	Infanterie
ital.	italienisch
J	Journal
Kav.	Kavallerie
Kdt.	Kommandant
Kp.	Kompagnie
KTA	Kriegstechnische Abteilung
L	Lettre
LC	Lettre-circulaire
Lt. Col.	Lieutenant-colonel
M	Mémoire/Mémorandum
m. E.	meines Erachtens
m. W.	meines Wissens
Mitr.	Mitrailleur / Mitrailleuse
Motf.	Motorfahrer-
MSTrG	Militär-Strafrecht-Gesetz
N	Note (diplomatique) / Nord (dans les documents militaires)
N.H.G.	Neue Helvetische Gesellschaft
No	Notice
NSDAP	Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei
NV	Note verbale
NZZ	Neue Zürcher Zeitung
Oberstkkdt.	Oberstkorpskommandant
of.	Officier
OFIAMT	Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail
P.C.	Poste de Commandement
Patr.	patrouille
PSM	Agence «Presse Suisse Moyenne» / S.M.P.
PSS	Parti socialiste suisse

PV	Procès-verbal
PVCF	Procès-verbal des séances du Conseil fédéral
R	Rapport
RAF	Royal Air Force
RC	Rapport commercial
Rens	Renseignement (de caractère militaire)
resp.	respektive
RG	Rapport de gestion
Rgt.	Regiment
RO	Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse
RP	Rapport politique
S	Sud
S.B.B.	Schweizerische Bundesbahnen
Schw.	Schwadron (dans les documents militaires)
S.E.	Son Excellence
S.I.G.	Schweizerische-Industrie-Gesellschaft
S.L.M.	Schweizerische Lokomotiv-&-Maschinenfabrik, Winterthur
S.M.	Sa Majesté
S.M.P.	Schweizer Mittelpresse / (Agence) P.S.M.
SdN	Société des Nations
sh.	shilling
SNCF	Société Nationale des Chemins de fer (français)
SSS	Société suisse de Surveillance Economique
T	Télégramme
Trp.	Troupes / Truppe
u.	und
u.a.	unter anderem, unter anderen
USCI	Union suisse du Commerce et de l'Industrie
usw.	und so weiter
vgl.	vergleiche
W	West / Ouest (dans les documents militaires)
z. B.	zum Beispiel
z.T.	zum Teil

IV. PLAN DE LA TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I. Politique générale et principe de la neutralité XXX

II. Relations bilatérales XXXIII

A. Avec les Etats limitrophes XXXIII
1. Allemagne XXXIII
1.1. Affaires politiques et militaires XXXIII
1.2. Affaires économiques XXXVIII
1.3. Transit par l'Allemagne et transports XLII
2. France XLIII
2.1 Affaires politiques et militaires XLIII
2.2. Affaires économiques XLIV
2.3. Transports, transit, douanes XLVII
3. Italie XLVII
3.1. Affaires politiques XLVII
3.2. Affaires économiques L
3.3. Transports, transit, douanes LI
4. Liechtenstein LIII

B. Avec les Etats européens non limitrophes LIV
1. Belgique LIV
2. Bulgarie LV
3. Danemark LV
4. Espagne LV
4.1. Guerre civile et reconnaissance du régime de Franco LV
4.2. Autres aspects des relations avec l'Espagne LVI
5. Finlande et conflit finno-soviétique LVII
6. Grande-Bretagne LVII
6.1. Affaires politiques et militaires LVII
6.2. Affaires économiques LVIII
7. Grèce LXI
8. Hongrie LXII
9. Luxembourg LXII
10. Norvège LXII
11. Pays-Bas LXIII
12. Pologne LXIII
12.1. Affaires économiques LXIII
12.2. Pologne occupée et gouvernement en exil .. LXIII
13. Portugal LXIV
14. Roumanie LXV
15. Suède LXV

16. Tchécoslovaquie, Etat slovaque, Protectorat de Bohême et Moravie LXV
17. Union soviétique LXVI
17.1. Relations commerciales LXVI
17.2. Le problème des relations diplomatiques avec l'URSS LXVII
17.3. Annexion des Etats baltes par l'URSS LXVIII
18. Yougoslavie LXVIII

C. Avec les Amériques LXVIII
1. Argentine LXVIII
2. Canada LXVIII
3. Colombie LXIX
4. Costa-Rica LXIX
5. Les Etats-Unis LXIX
5.1. Relations politiques LXIX
5.2. Relations économiques LXX
6. Venezuela LXXI

D. Avec l'Asie, l'Afrique et le Proche-Orient LXXI
1. Chine et Mandchourie LXXI
2. Japon LXXII
3. Egypte LXXII
4. Palestine LXXII
5. Turquie LXXIII

III. Organisations internationales et démarches pour la paix LXXIII
1. Société des Nations LXXIII
2. Comité international de la Croix-Rouge LXXIV
3. Groupe d'Oslo LXXIV
4. Démarches internationales en faveur de la paix .. LXXIV

IV. Politique et activités économiques LXXV
1. Situation générale, principes et neutralité économique LXXV
1.1. Situation économique générale LXXV
1.2. Politique économique et financière LXXVI
1.3. Neutralité économique LXXVII
2. Ravitaillement de la Suisse en temps de guerre ... LXXVII
2.1. Vers un réseau de ravitaillement (avant les hostilités) LXXVII
2.2. L'économie de guerre LXXIX
2.3. Blocus franco-britannique LXXXII
2.4. Contre-blocus de l'Axe et guerre maritime . LXXXVI
3. Trafic d'armes et de matériel de guerre LXXXVII
3.1. Importations LXXXVII
3.2. Exportations LXXXVII

4. Affaires financières internationales LXXXIX
5. Trafic de l'or et des valeurs XCI

V. Affaires militaires et faits de guerre XCIII
1. Stratégie générale XCIII
2. Mouvements et menaces sur les frontières, faits de guerre au sol XCV
3. Guerre aérienne XCVI
4. Contacts militaires avec l'étranger XCVIII
5. Espionnage et sabotage C

VI. Affaires de presse, censure, propagande et opinion publique C

VII. Affaires sociales et humanitaires CIV
1. Questions de travail CIV
2. Réfugiés, émigrés CIV
3. Internés et prisonniers de guerre CVI

V. TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I. POLITIQUE GÉNÉRALE ET PRINCIPE DE LA NEUTRALITÉ

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
15	30.1.1939 RP	Berlin (Frölicher) au DPF	Entretien avec von Weizsäcker: l'Allemagne et la neutralité suisse.
19	2.2.1939 RP	Berlin (Frölicher) au DPF	Discours de Hitler: l'Allemagne et les pays neutres.
21	7.2.1939 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Le gouvernement britannique envisagerait une intervention commune avec la France si l'Allemagne devait attaquer la Suisse et/ou les Pays-Bas.
65	12.4.1939 L	DPF (Bonna) aux Légations et Consulats généraux de Suisse	Il n'y a eu aucun contact diplomatique avec la Suisse au sujet d'une intervention franco-britannique en cas de violation de la neutralité.
67	14.4.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Ni l'Allemagne, ni l'Italie n'ont donné d'assurances quant à leur intervention en cas de violation de la neutralité par la France.
69	17.4.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Affaire des promesses françaises d'intervention. Conduite à tenir.
78	2.5.1939 L	Paris (Stucki) au DPF (Bonna)	Stucki fait préciser par le Directeur politique du Ministère français des Affaires étrangères que la France n'interviendrait en Suisse qu'à la suite d'un appel du Conseil fédéral.
79	2.5.1939 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	Intentions franco-britanniques d'intervention. L'Italie s'engage aussi à intervenir, mais seulement sur demande formelle de la Suisse.
113	6.7.1939 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Entretien avec Ciano. Entre autres sujets, les garanties données par la France, la Grande-Bretagne et l'URSS contre toute violation de la neutralité.
120	14.7.1939 No	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Réaction allemande aux mêmes garanties.
122	26.7.1939 Proposition	DPF (Motta) au Conseil fédéral	Le Parti socialiste suisse a lancé un appel pour que la Suisse n'entretienne des relations amicales qu'avec les Etats démocratiques. Le Conseil fédéral préconise pour sa part une attitude de stricte impartialité basée sur la neutralité.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
134	28.8.1939 PVCF	Conseil fédéral	Evaluation de la situation internationale. Décision de lever les troupes de couverture frontières. Convocation de l'Assemblée fédérale pour l'élection du Général et l'octroi des pleins pouvoirs. Mesures d'ordre économique.
136	29.8.1939 No	DPF (Keel)	Sur l'absence, à cette date, d'une déclaration des autorités françaises de respect quant à la neutralité.
139	31.8.1939 PVCF	Conseil fédéral	Déclaration de neutralité.
141	31.8.1939 No	DPF (Motta)	Déclaration du Ministre d'Italie à Berne sur le respect de la neutralité suisse et de la liberté de transit par l'Italie.
143	1.9.1939 T	Berlin (Frölicher) au DPF	L'Allemagne a pris acte des déclarations de neutralité de la Suisse et du Liechtenstein.
164	16.9.1939 L	DPF (Bonna) à Berlin (Frölicher)	Neutralité économique. La Suisse et le Groupe d'Oslo.
180	10.10.1939 LC	DPF aux Légations de Suisse	Les problèmes de la neutralité suisse en temps de guerre, sous ses différents aspects. Exigence politique d'une observance stricte de ses règles. Dispositions particulières du Conseil fédéral à cet effet.
183	13.10.1939 No	DPF (Feldscher)	Notice d'entretien avec von Bibra. Regret que la maladie de Motta retienne ce dernier de jouer un rôle de négociateur entre l'Axe et les Alliés.
282	19.5.1940 T	Berlin (Frölicher) au DPF	En cas d'agression allemande, Frölicher recommande de renoncer à toute entente avec les Alliés.
295	30.5.1940 Communiqué	Commission des Affaires étrangères du Conseil national	Lors d'une séance de la Commission parlementaire, le Chef du DPF, Pilet-Golaz, fait un exposé sur la situation internationale de la Suisse, dont la neutralité et l'indépendance sont défendues.
303	11.6.1940 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Pilet-Golaz)	L'Allemagne sur le point de gagner la guerre. La Suisse doit s'adapter, se préparer à l'Europe nouvelle. Elle doit appuyer sa neutralité sur l'amitié des puissances de l'Axe. Et d'abord, se retirer de la Société des Nations.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
315	21.6.1940 L	Q.G.A. (Général Guisan) au DMF (Minger) à l'intention du Conseil fédéral	Appel du Général à la réserve et à la discipline du pays. Eviter toutes réactions susceptibles d'irriter l'Allemagne et l'Italie. Le Général exige l'institution de la censure préventive; sans quoi il demande que l'Armée soit déchargée de la surveillance de la presse.
318	25.6.1940 Discours	Président de la Confédération	Message radiodiffusé de Pilet-Golaz au peuple suisse.
329	3.7.1940 No	Commission des Affaires étrangères du Conseil national	Exposé du Chef du Département politique sur la situation internationale.
367	14.8.1940 L	Q.G.A. (Général Guisan) au DMF (Minger)	Changement d'équilibre en Europe et nécessité d'une nouvelle politique étrangère de la Suisse, fondée sur l'idée de prestige et sur une propagande active. Critiques à l'adresse du Ministre Frölicher. Suggestion d'envoyer C.J. Burckhardt en mission extraordinaire à Berlin. Relations de la Suisse avec l'Italie et les Etats-Unis.
379	10.9.1940 PVCF	Conseil fédéral	«Lignes directrices» de la politique du Conseil fédéral. Principes de sa politique étrangère. Neutralité.
429	31.12.1940 L	Q.G.A. (Général Guisan) au Président de la Confédération	Le Général n'a passé aucune convention militaire avec une puissance étrangère.

Cf. aussi la rubrique V.1, Stratégie générale.

En outre:

II.1.1. Allemagne, affaires politiques, N^os^ 5, 24, 55, 56, 127, 132, 214, 383, 392, 410.
II.A.2.1. France, affaires politiques, N° 51.
II.A.2.2. France, affaires économiques, N° 47.
II.A.3.1. Italie, affaires politiques, N° 107.
II.B.6.1. Grande-Bretagne, affaires politiques, N° 226.
II.B.12.2. Pologne occupée, N° 264.
II.B.17.2. Relations diplomatiques avec l'Union soviétique, N° 112.
III.3. Groupe d'Oslo, N° 172.
IV.1. Situation générale principes et neutralité économiques, N^os^ 162, 388.

II. RELATIONS BILATÉRALES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		A. AVEC LES ÉTATS LIMITROPHES	
		1. Allemagne	
		1.1. Affaires politiques et militaires	
5	17.1.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Les relations germano-suisses. Attitude de l'Allemagne à l'égard de la neutralité suisse. Affaires de presse.
9	25.1.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF	Rumeurs sur des mouvements de troupes allemandes à la frontière suisse: elles sont probablement aussi dénuées de fondement que celles qui évoquent la propagande nazie et antisémite au Liechtenstein.
14	30.1.1939 R	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Audience auprès du Maréchal Göring. Relations germano-suisses en général. Affaires de presse. Emigrés allemands en Suisse.
15	30.1.1939 R	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Entretien avec von Weizsäcker: l'Allemagne et la neutralité suisse. Incident de presse à propos de cet entretien.
19	2.2.1939 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Commentaire d'un discours de Hitler: l'attitude de l'Allemagne à l'égard des pays neutres.
24	10.2.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Plainte de von Weizsäcker à propos d'une déclaration du Conseiller national Vallotton selon laquelle l'Allemagne aurait l'intention d'annexer la Suisse.
25	11.2.1939 L	Procureur de la Confédération (Stämpfli) au DPF (Bonna)	Mouvements de troupes allemandes aux abords de la frontière. Propagande nazie.
42	15.3.1939 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Occupation de la Tchécoslovaquie. Réactions berlinoises et commentaires.
46	20.3.1939 No	DPF (Feldscher)	Protestation du Chargé d'affaires d'Allemagne à Berne au sujet d'une déclaration d'Adrien Lachenal, Président du Conseil d'Etat de Genève, s'indignant de l'agression allemande contre la Tchécoslovaquie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
55	27.3.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	L'Allemagne s'inquiète des promesses franco-britanniques, même officieuses, d'intervention en cas d'agression contre la Suisse. Elle y voit une atteinte au principe de la neutralité.
56	28.3.1939 L	Sous-Chef EMG (Frick) au Chef EMG (Labhart)	L'Allemagne interprète le renforcement de la couverture frontière comme une mesure hostile à son égard. Elle appuie cette idée sur un article du «Volksrecht» et sur les propos de diverses personnalités. Nécessité de contrôler la presse et d'empêcher la diffusion de rumeurs qui puissent compromettre la neutralité.
67	14.4.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Ni l'Allemagne, ni l'Italie n'ont donné d'assurances quant à leur intervention en cas de violation de la neutralité suisse par la France.
69	17.4.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Affaire des promesses françaises d'intervention; conduite à tenir.
74	26.4.1939 RP	Munich (Ritter) à Berlin (Frölicher)	Observations sur la politique en général et sur les relations germano-suisses, vues de Munich par le Consul général.
120	14.7.1939 No	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Réaction des autorités allemandes aux garanties françaises, anglaises et soviétiques en cas de violation de la neutralité.
127	12.8.1939 L	Bâle (C.J. Burckhardt) au DPF (Motta)	Audience chez Hitler. La situation de Danzig. Hitler et la neutralité suisse.
132	26.8.1939 No	DPF (Motta)	Le Ministre d'Allemagne à Berne a fait à Motta une déclaration sur le respect de la neutralité suisse.
143	1.9.1939 T	Berlin (Frölicher) au DPF	L'Allemagne a pris acte des déclarations de neutralité de la Suisse et du Liechtenstein.
146	1.9.1939 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse se chargera des intérêts allemands en Grande-Bretagne.
152	4.9.1939 No	Q.G.A. (Frick, Sous-Chef de l'EMG)	Entretien avec l'Attaché militaire allemand à Berne sur l'état de préparation de l'armée. Risque de provocation entraîné par certaines rumeurs.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
183	13.10.1939 No	DPF (Feldscher)	Entretien avec von Bibra. Motta empêché par la maladie de jouer un rôle de négociateur entre l'Axe et les Alliés. Hitler irrité par la presse suisse.
200	11.11.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	La «Thurgauer Zeitung» et le «Berner Tagblatt» interdits en Allemagne. Protestation suisse. Menace allemande d'une campagne de presse contre la Suisse. Frölicher critique la presse suisse.
205	22.11.1939 RP + M	Division Presse et Radio de l'EMG (Hasler) au Chef EMG (Labhart)	A l'initiative de Hasler, contacts avec des personnalités allemandes en vue d'améliorer les rapports de presse entre la Suisse et l'Allemagne.
214	12.12.1939 L	DPF (Motta) à Berlin (Frölicher)	Les craintes allemandes que l'Assemblée de la Société des Nations consacrée au conflit finno-soviétique ne donne lieu à une opération de propagande anti-allemande ne sont pas fondées. Un débat de la SdN ne met pas en cause la neutralité suisse.
240	s.d. (env. mi-février 1940) No	H. Vallotton, (Conseiller national) au DPF	Notice sur un entretien privé de M. et Mme Vallotton avec von Weizsäcker à Berlin (12.2.1940). Les relations générales entre la Suisse et l'Allemagne; l'attitude de la presse suisse; les sentiments de la population suisse.
266	25.4.1940 N	Berne (Légation d'Allemagne) au DPF	Note de protestation contre l'interdiction de la célébration, à Rorschach, de la Fête du travail national par les résidents allemands.
271	2.5.1940 T	Berlin (Frölicher) au DPF (Pilet-Golaz)	Hitler fâché par l'intention du Conseil fédéral d'agréer un nouveau représentant du gouvernement polonais en exil. Attitude de la presse suisse. Pilet-Golaz reçoit le Ministre d'Allemagne sur ces mêmes objets.
275	9.5.1940 No	DPF (Feldscher)	Entretien avec von Bibra. Le gouvernement allemand irrité par les commentaires de la presse suisse sur l'invasion du Danemark et de la Norvège.
276	10.5.1940 No	DPF (Feldscher)	Téléphone de von Bibra: invasion de la Hollande et de la Belgique. Accusations allemandes contre la presse de ces pays: avertissement pour la Suisse.
285	22.5.1940 T	Helsinki (Légation de Suisse) au DPF	L'Allemagne n'hésitera pas à envahir la Suisse si la situation militaire le commande.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
291	28.5.1940	DPF (Feldscher)	Interventions allemandes (et de Frölicher) contre la presse suisse. Suggestion d'une censure préalable. La pression allemande s'accentue.
293	30.5.1940 NV	Berlin (Ministère des Affaires étrangères) à la Légation de Suisse	L'Allemagne nie avoir violé la neutralité aérienne en mars 1940.
300	8.6.1940 PVCF	Conseil fédéral	Combats aériens germano-suisses.
303	11.6.1940 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Pilet-Golaz)	L'Allemagne sur le point de gagner la guerre. Place de la Suisse dans l'Europe nouvelle. La neutralité appuyée sur l'amitié de l'Allemagne et de l'Italie. Quitter la Société des Nations.
309	17.6.1940 L	Service technique du DMF (Fierz) au DMF (Minger)	Entretien avec von Weizsäcker: bonnes dispositions de l'Allemagne envers la Suisse, mais une adaptation sera nécessaire. Frölicher très apprécié à Berlin.
324	1.7.1940 NV	Berlin (Ministère des Affaires étrangères) à la Légation de Suisse	Les territoires de la Norvège, des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg désormais sous souveraineté allemande. La Suisse est invitée à en retirer ses représentations diplomatiques avant le 15 juillet 1940.
327	2.7.1940 T	Berlin (Frölicher) au DPF	Le correspondant à Berlin de la «Neue Zürcher Zeitung», R. Caratsch, est expulsé.
333	5.7.1940 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Pilet-Golaz)	Bonnes dispositions du gouvernement allemand envers la Suisse. Y répondre par des gestes amicaux (presse; Société des Nations; Pologne; coopération culturelle; etc.). Le dispositif de défense de l'armée suisse n'a plus de raison d'être.
338	11.7.1940 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	A propos de l'expulsion de R. Caratsch. Polémiques de presse et de radio.
344	17.7.1940 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Pilet-Golaz)	Entretien avec von Weizsäcker. Attitude de la presse suisse. Règlement à l'amiable des incidents aériens entre la Suisse et l'Allemagne: les deux parties renoncent à exiger des réparations.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
353	31.7.1940 L	DPF (Bonna) à Berlin (Frölicher)	Rapport d'Armée au Grütli, du 25 juillet 1940. «Mauvaise humeur» des légations d'Allemagne et d'Italie. Explications à fournir à Berlin, s'il y a lieu.
355	3.8.1940 T	Berlin (Légation de Suisse) au DPF	Berlin irrité contre Guisan. Documents compromettants aux mains du haut commandement de l'armée allemande.
356	4.8.1940 T	DPF à Berlin (Légation)	Berlin donne du rapport du Grütli une fausse interprétation.
358	6.8.1940 L	DPF (Bonna) à Berlin (Frölicher)	Il est important et urgent de créer entre la Suisse et l'Allemagne un climat psychologique meilleur, tout en évitant des incidents de politique intérieure.
362	10.8.1940 M	Berne (Légations d'Allemagne et d'Italie) au DPF (Etter, suppléant du Chef)	Notes (identiques) de protestation contre le discours prononcé par le Général Guisan au Grütli.
369	19.8.1940 L	Berlin (von Werdt) à l'EMG	Hitler opposé à la visite d'une mission militaire suisse en Allemagne.
376	6.9.1940 PVCF	Conseil fédéral	Levée de l'interdiction (depuis le 17 juillet 1934) du journal allemand «Völkischer Beobachter», organe du parti national-socialiste.
383	17.9.1940 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Affaire des documents compromettants découverts en France par l'armée allemande. Exemples de la raideur des autorités allemandes à l'égard de la Suisse. Le Ministre de Suisse à Berlin plaide pour une adhésion de la Suisse à l'Europe nouvelle. Bonna répond (24 septembre 1940) que la Suisse a amplement démontré sa bonne volonté.
386	24.9.1940 L	[Ziegelbrücke?] (Jenny) à Zürich (Homberger)	Une rencontre officieuse a réuni à Wülflingen des personnalités allemandes et suisses afin d'améliorer les relations entre les deux pays, notamment dans le domaine de la presse.
392	3.10.1940 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Le Ministre de Suisse à Berlin fait part une nouvelle fois de ses impressions et de ses recommandations sur la ligne politique à adopter par la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
407	1.11.1940 L	DPF (Pilet-Golaz) au Général Guisan	Il est souhaitable de créer une atmosphère plus amicale entre l'Allemagne et la Suisse. Toutefois, la mission militaire proposée par le Général Guisan risque de se heurter à un nouveau refus des autorités allemandes.
410	9.11.1940 L	Général Guisan au DPF (Pilet-Golaz)	Lettre personnelle sur les relations germano-suisses. Guisan revient sur sa proposition de confier à C.J. Burckhardt une mission auprès du gouvernement allemand.
421	4.12.1940 RP	Berlin (Kappeler) au DPF (Pilet-Golaz)	Indignation soulevée en Allemagne par une chronique londonienne dans la «Neue Zürcher Zeitung». La Suisse jugée pro-britannique, alors qu'elle devrait s'adapter à l'ère nouvelle.

Cf. aussi:

I. Politique générale, N° 367.
II.A.3.1. Italie, affaires politiques, N^{os} 90, 273.
II.B.12.2. Pologne occupée, N^{os} 193, 382.
II.B.16. Tchécoslovaquie, N° 115.
V.1. Stratégie générale, N° 331.
V.2. Menaces sur les frontières, N° 39.
VI. Affaires de presse, N° 204.

1.2. Affaires économiques

3	10.1.1939 L	DJP (Rothmund) à OFIAMT (Willi)	L'Allemagne demande de pouvoir engager pour son agriculture et son industrie des chômeurs suisses. Le DJP suggère plutôt de rapatrier des travailleurs allemands résidant en Suisse.
57	29.3.1939 N	Berlin (Légation de Suisse) au Ministère des Affaires étrangères	Règlement entre l'Allemagne et la Suisse du contentieux relatif aux crédits que la Confédération avait accordés à l'ancienne République d'Autriche.
68	15.4.1939 L	DJP (Baumann) au DEP (Obrecht)	Conflit entre les deux Départements fédéraux sur l'opportunité du séjour en Suisse de représentants allemands d'entreprises industrielles.
80	5.5.1939 PVCF	Conseil fédéral	Négociations en cours avec l'Allemagne pour un nouvel accord de clearing.
91	26.5.1939 PVCF	Conseil fédéral	Deuxième phase des négociations pour l'accord de clearing.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
92	26.5.1939 L	DFD (Wetter) au DPF (Motta)	Effets des dévaluations sur les dettes allemandes envers les créanciers suisses. Le DFD déconseille toute démarche à Berlin et même le recours à l'arbitrage prévu par traité.
97	5.6.1939 PVCF	Conseil fédéral	L'Allemagne propose un accord sur l'emploi des chômeurs suisses. Plutôt qu'un tel accord, favoriser l'emploi en Allemagne des Suisses ou résidents qui en feront la demande.
114	7.7.1939 PVCF	Conseil fédéral	Accord de clearing conclu à Berne.
116	8.7.1939 L	Banque nationale (Schwab) au DPF (Motta)	Commentaires de la Banque nationale sur le nouvel accord de clearing.
159	12.9.1939 PVCF	Conseil fédéral	Négociations avec l'Allemagne sur les relations commerciales et le clearing.
171	27.9.1939 No	DMF (Fierz)	Acquisition d'avions Messerschmitt. Difficultés de livraison, problèmes de compensation et de clearing.
184	13.10.1939 PVCF	Conseil fédéral	Négociations commerciales et financières en cours à Berne.
224	8.1.1940 L	Zurich (*Vorort*) aux DPF (Motta), DMF (Minger) et DFD (Wetter)	Le courant commercial normal avec l'Allemagne ne doit pas être mis en péril ou restreint par les négociations avec les Alliés au sujet du blocus.
289	24.5.1940 PVCF	Conseil fédéral	Echéance de l'accord de clearing à fin juin. Négociations pour son renouvellement sur des bases révisées en fonction de la situation.
292	28.5.1940 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Pilet-Golaz)	Début des négociations à Berlin. Livraisons de charbon. Concessions nécessaires.
302	11.6.1940 PVCF	Conseil fédéral	Etat des négociations sur l'accord de clearing.
310	17.6.1940 No	DPF (Kohli)	Notice d'entretien entre Hemmen et Hotz sur les questions économiques à négocier: validité de l'accord avec les Alliés sur le blocus; échanges de matériel de guerre contre du charbon. Evaluation de la situation générale.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
314	20.6.1940 Proposition	DEP au Conseil fédéral	Etat des négociations sur le clearing. Les importations de charbon suspendues. Pression allemande contre l'accord avec les Alliés sur le blocus.
328	2.7.1940 PVCF	Conseil fédéral	Accord sur le clearing prorogé pour un mois. Les négociations pour un nouvel accord ont abouti pour quelques questions d'ordre financier, mais des obstacles subsistent en matière de commerce. Berlin exige la suspension des exportations vers la Grande-Bretagne. Crédit à l'Allemagne de 100 millions de francs.
336	9.7.1940 PVCF	Conseil fédéral	Etat des négociations de Berlin sur le clearing. Crédit porté à 150 millions de francs, en échange de charbon.
346	19.7.1940 PVCF	Conseil fédéral	A Berlin, quelques questions ont été réglées: assurances; trafic frontalier; hypothèques sur l'or; transferts financiers. Restent les questions du trafic des marchandises (charbon) et du crédit à l'Allemagne. Opposition allemande à l'accord anglo-suisse sur le blocus. Rapport parallèle de Berlin (Kohli) non daté destiné à Pilet-Golaz (qui le lit le 18 juillet 1940).
348	24.7.1940 L	Berlin (Hotz) au Président de la Confédération (Pilet-Golaz)	Rapport intermédiaire du chef de la délégation suisse à Berlin. Pression allemande au sujet de l'accord anglo-suisse (exportations vers l'Angleterre).
351	29.7.1940 No	DPF (Kohli)	Compte rendu d'une séance des négociations germano-suisses à Berlin sur la question du blocus économique (exportations suisses vers la France et l'Angleterre, vers les Etats neutres, matériel de guerre).
357	5.8.1940 L	DPF (Pilet-Golaz) à DFD (Wetter)	Les circonstances internationales nécessitent que le Conseil fédéral fasse élaborer une documentation et qu'il envisage l'envoi d'une mission à Berlin pour discuter de l'avenir des relations économiques entre l'Allemagne et la Suisse.
363	13.8.1940 PVCF	Conseil fédéral	Accord économique signé à Berlin le 9 août 1940. Crédit de 150 millions de francs accordé à l'Allemagne; compromis sur la question des exportations vers la Grande-Bretagne.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
364	13.8.1940 L	Banque nationale (Schwab) au DPF (Pilet-Golaz)	En marge des négociations de Berlin: pression allemande pour une démobilisation de l'Armée; problèmes d'emploi et d'exportations accrues vers l'Allemagne, à la décharge du clearing.
374	3.9.1940 PVCF	Conseil fédéral	Négociations avec l'Allemagne à propos des relations économiques de la Suisse avec la Bohême-Moravie annexée au Reich dès le 1er octobre 1940. Trafic des paiements avec les pays occupés par l'Allemagne.
389	28.9.1940 L	Zurich (Union suisse des commerçants en soieries) aux DPF et DEP	Les mesures antisémites limitent les possibilités d'exporter vers l'Allemagne. L'association professionnelle demande que la Suisse refuse les discriminations religieuses. La Division du Commerce estime qu'il convient d'être prudent dans l'intérêt de l'ensemble des relations économiques avec le Reich.
406	1.11.1940(?) No	Le Président de la Commission fédérale des banques (Schulthess) au Président de la Confédération (Pilet-Golaz)	L'ancien Chef du DEP expose son point de vue sur une éventuelle mission suisse à Berlin pour améliorer les relations bilatérales. La Suisse devrait faire des propositions, notamment dans le domaine économique.
417	26.11.1940 PVCF	Conseil fédéral	L'Allemagne demande que soit étendue la limite du crédit consenti par la Suisse, et que soient augmentées les fournitures d'armes, de munitions et de machines. Compensations à exiger en charbon, métaux et dans la question du contre-blocus allemand.

Cf. aussi la rubrique 1.3. ci-dessous.

En outre:

IV.1.1. Situation économique générale, N° 319.
IV.2.1. Ravitaillement de la Suisse, N° 8.
IV.2.4. Contre-blocus de l'Axe.
IV.3. Importations et exportations d'armes, N°s 217, 228, 418.
IV.5. Trafic de l'or, N°s 47, 242, 270.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		1.3. Transit par l'Allemagne et transports	
11	27.1.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Transit par l'Allemagne du ravitaillement à destination de la Suisse en cas de guerre.
89	20.5.1939 L	DEP (Minger, suppléant) au DPF (Motta)	Discussions avec les autorités allemandes au sujet du ravitaillement de la Suisse en cas de guerre et du transit par l'Allemagne.
110	28.6.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	L'Allemagne garantit le transport vers la Suisse des biens de première nécessité en cas de guerre.
121	22.7.1939 L	DEP (Matter) au DEP (Obrecht)	Transit des marchandises à travers l'Allemagne en cas de guerre.
131	26.8.1939 M	Berlin (Ministère des Affaires étrangères) à la Légation de Suisse	En cas de guerre, garantie pour les navires neutres transportant du ravitaillement à destination de la Suisse.
236	12.2.1940 NV	Berlin (Ministère des Affaires étrangères) à la Légation de Suisse	L'Allemagne ne peut garantir que ses navires opérant en haute mer laissent circuler sans contrôle les bateaux chargés de ravitaillement pour la Suisse. Ni la sécurité de ces bateaux à l'entrée du port de Marseille.
254	19.3.1940 L	Section renseignements de l'EMG (Masson) au DPF	Un accord germano-italien prévoit un fort accroissement des livraisons de charbon allemand à l'Italie. Cet accord confère aux voies de transit par la Suisse (Gothard, Simplon) une valeur stratégique plus importante encore.
298	3.6.1940 T	Stockholm (Légation de Suisse) au DPF	Selon un avis du 31 mai 1940 aux Chemins de fer suédois, la frontière germano-suisse fermée au trafic ferroviaire.
339	13.7.1940 L	DPF (Hohl) à Berlin (Frölicher)	Le trafic ferroviaire allemand vers ou à travers la Suisse est bloqué: inconvénients graves pour le ravitaillement.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		2. France	
		2.1. Affaires politiques et militaires	
51	22.3.1939 No	Section renseignements de l'EMG (Masson) à l'EMG	Communications de l'Attaché militaire français: 1° le gouvernement français confirme sa garantie de la neutralité suisse par un appui militaire au besoin; 2° l'Etat-Major français s'inquiète de savoir si les ponts du Rhin à Bâle sont gardés. Masson s'en assure par téléphone.
78	2.5.1939 L	Paris (Stucki) au DPF (Bonna)	A propos des intentions françaises d'intervention en cas de violation de la neutralité.
136	29.8.1939 No	DPF (Keel)	La France n'a fait encore aucune déclaration de respect de la neutralité.
154	6.9.1939 No	Section renseignements de l'EMG (Masson) au Chef EMG (Labhart)	Message du Commandant en Chef, Général Gamelin, au sujet des concentrations de troupes françaises aux abords de la frontière suisse.
192	1.11.1939 L	DPF (Motta) à Paris (Stucki)	Collaboration discrète (au plan militaire?) avec «n'importe lequel de nos voisins».
194	2.11.1939 L	PC Cdt Rgt front 49 (von Arx) au Cdt 2e C.A. (Prisi)	Contacts franco-suisses au niveau des commandants de troupes sur la frontière bâloise. Par ailleurs, le Général Guisan affirme la nécessité de défendre la Suisse face à tous les Etats voisins.
233	10.2.1940 N	Berne (Ambassade de France) au DPF	La censure militaire a fait interdire l'entrée en Suisse de journaux et périodiques français. Propositions pour régler cette question avec l'autorité de censure.
262	10.4.1940 L	Q.G.A. (Général Guisan) à Paris-Vincennes (Général Gamelin)	Guisan remercie Gamelin pour le prêt à l'armée suisse de trois chars de combat Renault, pour des essais.
306	13.6.1940 RP	Ballan/Tours (Stucki) au DPF (Pilet-Golaz)	La Légation de Suisse en plein exode. La France ne peut plus rien pour le ravitaillement de la Suisse, ni pour la sécurité du transit. Les drames de l'exode et ses leçons pour la Suisse. Situation précaire de la Légation.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
Cf. aussi:			
I.	Politique générale, N[os] 65, 69, 79, 120.		
II.A.3.1.	Italie, affaires politiques, N° 113.		
V.4.	Contacts militaires, N° 196.		
VII.3.	Internés et prisonniers de guerre, N[os] 311, 320, 401, 408, 416, 426.		
		2.2. Affaires économiques	
36	4.3.1939 L	DPF (Motta) à Zurich (Direction générale de la Banque nationale)	Le Département politique propose que l'émission d'un emprunt français de 315 millions de francs suisses soit autorisée à la condition que les autorités fiscales françaises s'engagent à ne pas léser des intérêts suisses.
47	21.3.1939 L	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	A la lumière des événements de Tchécoslovaquie, le gouvernement français avertit la Suisse: 1° que les Allemands pourraient chercher à se saisir de l'or conservé en Suisse et du contenu des coffres privés des banques; 2° qu'en cas de violation de la neutralité suisse, la France n'hésitera pas à intervenir pour protéger ses intérêts.
50	22.3.1939 No	DPF (Bonna)	La France recommande vivement l'évacuation des réserves d'or de la Suisse.
73	25.4.1939 L	Paris (Stucki) au DEP (Obrecht)	Ravitaillement en cas de guerre: mettre une organisation sur pied à temps. Donner aux partenaires la garantie que les denrées acquises ne seront pas réexportées chez l'ennemi. Négociations à ce sujet avec la France.
84	11.5.1939 L	DEP (Hotz) à Paris (Stucki)	Mauvaise volonté des autorités françaises à l'égard des importations de Suisse et déficit de la balance commerciale suisse vis-à-vis de la France.
96	5.6.1939 L	Paris (Stucki) au DEP (Hotz)	Exercer une forte pression sur les autorités françaises en vue d'améliorer les échanges commerciaux. Les efforts de Stucki dans ce sens sont mal compris à Berne – où l'on attend la visite du Ministre français du Commerce.
102	12.6.1939 L	DEP (Hotz) à Paris (Stucki)	Visite du Ministre du Commerce à l'Exposition nationale de Zurich et à Berne. Etat des relations commerciales entre les deux pays.
106	16.6.1939 L	Paris (Stucki) au DEP (Hotz)	Entretien avec des responsables français sur les difficultés du commerce franco-suisse et le niveau insuffisant des importations françaises.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
108	24.6.1939 L	DEP (Hotz) à Paris (Stucki)	Perspectives pour une re-négociation des accords commerciaux franco-suisses.
111	28.6.1939 L	Paris (Stucki) au DEP (Hotz)	Mauvaise volonté des interlocuteurs français.
148	3.9.1939 No	Paris (Stucki)	Les autorités françaises ont fermé la frontière: conséquences commerciales, psychologiques. Stucki exige une solution immédiate du problème.
155	6.9.1939 No	Paris (Stucki)	Négociations en vue de la réouverture des frontières.
160	12.9.1939 PVCF	Conseil fédéral	Ouverture de négociations avec la France sur le commerce entre les deux pays et le transit du ravitaillement.
175	29.9.1939 L	Paris (Stucki) au DEP (Hotz)	Réquisition par l'armée française de marchandises destinées à la Suisse.
179	9.10.1939 L	DEP (Matter) au DEP (Obrecht)	Rapport sur les négociations avec la France.
182	13.10.1939 No	Paris (Stucki) au DEP (Hotz)	La France bloque certaines exportations vers la Suisse en l'absence d'une déclaration de non-réexportation vers l'Allemagne. Menace de représailles.
189	30.10.1939 PVCF	Conseil fédéral	Blocus franco-anglais. Engager des négociations à Paris et à Londres en vue de préserver le ravitaillement de la Suisse.
195	3.11.1939 L	Paris (Stucki) au DEP (Hotz)	Entretien avec le Ministre français du Blocus sur le maintien de relations commerciales normales entre la Suisse et tous ses voisins.
206	28.11.1939 PVCF	Conseil fédéral	Négociations avec la France: relations commerciales et problèmes du blocus.
219	27.12.1939 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur l'état des négociations commerciales. Aucun progrès dans la question du blocus.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
225	10.1.1940 L	Bâle (Association suisse des banquiers) au DPF (Motta)	Les banques françaises exigent, avant d'effectuer certaines opérations avec les banques suisses, des renseignements personnels sur les clients de ces dernières concernées par de telles opérations, afin de s'assurer qu'il ne s'agit pas d'«ennemis». Les exigences sont contraires au secret bancaire. Les banquiers demandent qu'une démarche soit entreprise à ce sujet à Paris.
231	31.1.1940 L	DMF (Fierz) à Paris (de Blonay)	Retards dans les livraisons de canons Oerlikon à l'armée française.
247	7.3.1940 No	Paris (Stucki)	Entretien avec R. Dautry, Ministre français de l'Armement, au sujet des livraisons de métaux pour l'industrie suisse (y compris pour la fabrication d'armes pour la France). Stucki n'obtient pas d'engagements précis.
278	15.5.1940 No	Paris (Stucki)	Le Ministre français de l'Armement intervient pour que, malgré la mobilisation générale en Suisse, les entreprises qui exécutent des commandes d'armements pour la France n'interrompent pas leurs fournitures. En contrepartie, la France ne réduira pas les siennes.
287	23.5.1940 L	Paris (Stucki) au DPF (Pilet-Golaz)	Nouvelle intervention pressante du Ministre de l'Armement pour accélérer les fournitures suisses et obtenir la levée de réquisitions de l'Armée suisse sur des canons Oerlikon destinés aux Alliés.
359	6.8.1940 L	DEP (Stampfli) à Vichy (Stucki)	Les exportations françaises vers la Suisse, si restreintes soient-elles, sont vitales pour l'économie du pays et pour assurer l'emploi. Proposer à la France des modalités de paiement rapide afin de ne pas compromettre ce courant.

Cf. aussi:

IV.1.2. Politique économique et financière, N° 336.
IV.3.2. Exportations d'armes et de matériel de guerre, N^os^ 168, 169.
IV.5. Trafic de l'or et des valeurs, N^os^ 272, 281.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		2.3. Transports, transit	
63	4.4.1939 L	Paris (Stucki) au DEP (Obrecht)	Projet suisse d'un pipeline entre La Rochelle et la Suisse. Aspects juridiques et politiques (neutralité).
77	1.5.1939 R	DEP (Matter) au DEP (Obrecht)	Négociations avec la France sur les conditions de transport des marchandises en provenance de ce pays ou en transit, en cas de guerre.
153	4.9.1939 L	DEP (Obrecht) au DPF (Motta)	Ravitaillement de la Suisse en carburants en transit par la France.
157	9.9.1939 L	DEP (Matter) au DEP (Obrecht)	Négociations avec les autorités françaises sur le transit du ravitaillement à destination de la Suisse et sur les ports maritimes utilisables.
160	12.9.1939 PVCF	Conseil fédéral	Ouverture de négociations avec la France sur le commerce et le transit du ravitaillement.
179	9.10.1939 L	DEP (Matter) au DEP (Obrecht)	Rapport sur les négociations concernant le ravitaillement de la Suisse.
345	18.7.1940 No	Vichy (Légation)	Démarches au sujet de marchandises bloquées à Bordeaux, Alger, Marseille, en Syrie, etc.
360	8.8.1940 L	Vichy (Stucki) au DEP (Hotz)	Démarches au sujet de marchandises bloquées à Marseille.
Cf. aussi: IV.2.1. Vers un réseau de ravitaillement..., N° 8. IV.2.2. L'économie de guerre, N° 350.			
		3. Italie	
		3.1. Affaires politiques	
37	7.3.1939 L	DPF (Bonna) aux Légations de Suisse	Mise au point confidentielle sur l'expulsion d'Italie de trois journalistes suisses.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
76	30.4.1939 N	Rome (Ruegger) au Ministre italien des Affaires étrangères (Ciano)	Plainte de la Suisse au sujet d'articles hostiles parus dans des revues périodiques italiennes.
79	2.5.1939 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	A propos des intentions de la France et de la Grande-Bretagne d'intervenir en cas de violation de la neutralité suisse. L'Italie s'engage aussi à une telle intervention, mais seulement sur une demande formelle de la Suisse.
85	12.5.1939 T	Rome (Ruegger) au DPF	Déclaration rassurante de Mussolini à l'endroit de la Suisse.
90	24.5.1939 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Conséquences politiques et économiques pour la Suisse du traité signé à Berlin entre l'Allemagne et l'Italie.
98	9.6.1939 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	Interdiction en Italie du «Bund» et de la «Neue Zürcher Zeitung». Démarches du Ministre de Suisse à ce sujet.
107	23.6.1939 N	Rome (Ruegger) au Ministère italien de la Culture (Rocco)	Protestation suisse à propos d'un article du «Messagero» consacré à l'Exposition nationale de Zurich et particulièrement critique à l'égard du principe de neutralité armée.
113	6.7.1939 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Entretien avec Ciano: affaire de l'interdiction du «Bund» et de la «Neue Zürcher Zeitung»; campagne irrédentiste; garanties de la France, de la Grande-Bretagne et de l'URSS contre une violation de la neutralité; fournitures italiennes de munitions; ravitaillement en cas de guerre. Les relations italo-suisses en général.
141	31.8.1939 No	DPF (Motta)	Déclaration du Ministre d'Italie en Suisse devant Motta sur le respect par l'Italie de la neutralité suisse et de la liberté de transit.
144	1.9.1939 T	Rome (Ruegger) au DPF	L'Italie a pris acte de la déclaration suisse de neutralité. Etat des relations italo-suisses.
161	13.9.1939 RP	Rome (Ruegger) au DPF	Entretien avec Ciano: plaintes italiennes très vives contre la presse suisse; risque d'une campagne de presse en Italie contre la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
202	20.11.1939 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Entretien avec Ciano sur toutes les questions bilatérales, politiques et économiques, et sur la situation générale: négociations économiques à venir; circulation des personnes entre les deux pays; réfugiés et juifs (éventualité d'une colonie en Ethiopie); affaires de presse; etc.
273	6.5.1940 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Pilet-Golaz)	Entretien avec Ciano. Eventualité d'une rencontre Ciano-Pilet-Golaz. Souci des Italiens et surtout des Allemands devant la prépondérance romande à la tête de l'Etat et de l'Armée. Sentiments des Italiens (et de Ciano) à l'égard de l'Allemagne. Réaction suisse devant l'invasion du Danemark et de la Norvège.
286	23.5.1940 T	Rome (Ruegger) au DPF	Mussolini aurait refusé de se joindre à une agression contre la Suisse.
297	1.6.1940 T	Rome (Ruegger) au DPF	Mussolini aurait retenu Hitler d'attaquer la Suisse. L'Italie pourrait cependant intervenir au Tessin.
316	22.6.1940 L	Berne (Légation d'Italie) au DPF (Pilet-Golaz)	Plainte italienne devant l'attitude hostile de la population du Tessin à l'égard des résidents italiens. Réponse apaisante de Pilet-Golaz (lettre du 27 juin).
A 2	22.6.1940 L	Section renseignements de l'EMG (Masson) au DPF	Mussolini se serait opposé, en mai, à une attaque allemande contre la Suisse. Nécessité de préserver avec l'Italie des relations normales et d'éviter les manifestations d'hostilité.
341	16.7.1940 L	Rome (Ruegger) au DPF (Pilet-Golaz)	Entretien avec Ciano à propos d'un incident de presse. Considérations sur la politique de presse à l'égard de l'Italie.

Cf. aussi:

I. Politique générale..., N^os^ 67, 367.
II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques, N^os^ 353, 362.
V.4. Contacts militaires, N° 250.
VII.2. Réfugiés, N° 181.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		3.2. Affaires économiques	
4	17.1.1939 L	Rome (Ruegger) au DEP (Obrecht)	L'administration italienne des douanes cherche à obtenir la dénonciation des accords commerciaux italo-suisses.
17	1.2.1939 L	Rome (Ruegger) au DEP (Hotz)	Dénonciation des accords commerciaux en raison des problèmes douaniers.
100	10.6.1939 L	DEP (Hotz) à Rome (Ruegger)	Déficit italien de la balance commerciale avec la Suisse et problèmes de clearing entre les deux Etats.
128	12.8.1939 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Discussions avec les autorités italiennes au sujet du ravitaillement de la Suisse en cas de guerre.
163	16.9.1939 L	Rome (Ruegger) au DEP (Hotz)	Discussions avec les autorités italiennes sur le maintien des exportations vers la Suisse.
202	20.11.1939 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Entretien avec Ciano (cf. ci-dessus, 3.1.); entre autres objets, les négociations économiques qui doivent s'ouvrir prochainement.
223	8.1.1940 L	DEP (Hotz) à Rome (Ruegger)	Le retard des négociations commerciales à Paris et Londres empêche de constituer une délégation pour celles qui devraient s'ouvrir à Rome; et les Italiens refusent de venir à Berne. De toute façon les négociations avec l'Italie sont moins urgentes. Examen des revendications italiennes.
268	26.4.1940 PVCF	Conseil fédéral	Situation des échanges commerciaux et du clearing à la veille des négociations qui vont s'ouvrir à Rome. Les prétentions commerciales des deux parties, l'état du clearing et des paiements en devises libres. Composition de la délégation suisse à Rome.
322	28.6.1940 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	Deuxième phase des négociations commerciales avec l'Italie, du 13 au 22 juin. D'importantes concessions suisses sur le clearing ont permis d'aboutir à l'accord signé le 22. Les principaux articles de cet accord.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
354	2.8.1940 L	Zurich (Direction générale de la Banque nationale) aux DEP (Stampfli), DFD (Wetter) et DPF (Pilet-Golaz)	L'Italie souhaite contracter en Suisse un gros emprunt (300 millions de francs, ramené ensuite à 200 millions). Aspects politiques positifs et négatifs, modalités de l'opération. En annexe, accord des départements fédéraux concernés et finalement (20 août) du Conseil fédéral.
370	20.8.1940 L	Rome (Ruegger) au DEP (Hotz)	Extension à l'Italie des dispositions de l'accord germano-suisse du 9 août concernant le blocus.
377	6.9.1940 L	DEP (Hotz) à Rome (Ruegger)	Les conditions politiques du crédit de 200 millions de francs consenti à l'Italie et la contrepartie commerciale que la Suisse en attend.
427	20.12.1940 PVCF	Conseil fédéral	L'Italie demande une nouvelle tranche de 75 millions de francs d'avance sur le clearing, pour ses achats en Suisse. Contrepartie à exiger (exportations, ravitaillement, transit).

Cf. aussi la rubrique ci-dessous:

3.3. Transports, transit, douanes.

En outre:

IV.3.2. Exportations d'armes, N° 217.

3.3. Transports, transit, douanes

4	17.1.1939 L	Rome (Ruegger) au DEP (Obrecht)	Hostilité de l'administration italienne des douanes au trafic commercial entre l'Italie et la Suisse.
17	1.2.1939 L	Rome (Ruegger) au DEP (Hotz)	Les difficultés douanières, particulièrement à Chiasso, conduisent l'Italie à dénoncer les accords commerciaux avec la Suisse.
23	9.2.1939 L	DEP (Hotz) à Rome (Ruegger)	Le Directeur de la Division du Commerce du DEP estime qu'il faut s'opposer à une interruption des relations commerciales avec l'Italie.
28	15.2.1939 L	Rome (Ruegger) au DEP (Hotz)	Affaire des douanes de Chiasso: l'échange de notes de 1923 fait partie intégrante du traité de commerce. La Suisse s'oppose au projet italien de «dénonciation».

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
44	16.3.1939 L	Rome (Ruegger) au DEP (Hotz)	Affaire des douanes de Chiasso, provoquée par l'exigence de la France d'un privilège analogue à Modane.
82	10.5.1939 NV	Rome (Légation de Suisse) au Ministère des Affaires étrangères	Ravitaillement de la Suisse en Italie ou par transit, en cas de guerre.
141	31.8.1939 No	DPF (Motta)	Déclaration à Motta du Ministre d'Italie à Berne sur le respect par l'Italie de la neutralité suisse et sur la liberté du transit.
158	12.9.1939 AM	Rome (Ministère des Affaires étrangères) à la Légation de Suisse	Disponibilité des ports italiens pour le ravitaillement de la Suisse en carburants.
165	18.9.1939 PV	Rome (Fumasoli)	Négociations en cours sur l'accès des ports italiens et le transit vers la Suisse.
167	22.9.1939 L	Rome (Ruegger) au DEP (Hotz)	Accord sur le transit entre les ports italiens et la Suisse. Problèmes du carburant acheté en Italie et du clearing.
170	24.9.1939 L	DEP (Matter) au DEP (Obrecht)	Accord sur le transit du ravitaillement.
198	10.11.1939 PVCF	Conseil fédéral	Accord signé avec l'Italie sur le transit des marchandises.
251	14.3.1940 L	Q.G.A. (Guisan) au DMF (Minger)	Le Général signale le danger de voir l'Italie fermer ses ports au ravitaillement de la Suisse; il recommande de s'assurer l'accès d'un port français.
304	11.6.1940 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	Même après son entrée en guerre, l'Italie garantit le transit des marchandises vers la Suisse. Mais il n'est pas sûr que le port de Gênes reste accessible.
337	9.7.1940 No	Rome (Troendle)	Transit par l'Italie des exportations suisses à destination des pays d'outre-mer non ennemis de l'Italie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
361	10.8.1940 L	Rome (Ruegger) au Ministre des Affaires étrangères (Ciano)	La Suisse demande les autorisations de survol pour rouvrir le trafic aérien Locarno-Barcelone, nécessaire au ravitaillement et au trafic postal.
405	31.10.1940 L	DEP (Hotz) à Rome (Ruegger)	L'Italie fait entrave aux exportations suisses vers des pays tiers, même dans le cadre des accords de contre-blocus avec Berlin et Rome.

Cf. aussi la rubrique ci-dessus:

3.2. Affaires économiques.

En outre:

II.1.1.3. Allemagne, N° 254.
IV.2.1. Vers un réseau de ravitaillement, N° 8.
IV.2.2. L'économie de guerre, N° 350.
IV.2.3. Blocus franco-britannique, N° 313.

4. Liechtenstein

16	30.1.1939 PVCF	Conseil fédéral	Négociation avec la Principauté sur une correction des frontières. Propagande nazie au Liechtenstein.
37	7.3.1939 L	DPF (Bonna) aux Légations de Suisse	Mise au point confidentielle sur deux événements, dont la visite du Prince de Liechtenstein à Hitler.
52	24.3.1939 PVCF	Conseil fédéral	Renforcement de la couverture frontière. En cas d'attaque contre le Liechtenstein, l'Armée se bornera à couvrir sa frontière suisse; le cordon douanier à la frontière orientale de la Principauté sera ramené sur la frontière suisse.
118	12.7.1939 L	DFD (Wetter) au DPF (Motta)	Les banques suisses envisagent de dénoncer les prêts hypothécaires consentis au Liechtenstein, en raison du risque d'annexion de la Principauté à l'Allemagne. Eventualité d'une intervention financière (sous forme de garantie) de la Confédération.
143	1.9.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	L'Allemagne a pris acte de la déclaration de neutralité du Liechtenstein en même temps que de celle de la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
349	24.7.1940 L	DPF (Bonna) au DEP (Stampfli)	Le Liechtenstein entend améliorer sa situation économique en resserrant ses liens avec la Suisse. La forme appropriée serait une révision de l'accord douanier. Le vœu de la Principauté rejoint les intérêts de la Suisse.
413	22.11.1940 PVCF	Conseil fédéral	Le Liechtenstein souhaite une intégration plus étroite avec la Suisse; ses citoyens devraient pouvoir librement venir travailler ou étudier en Suisse.

Cf. aussi:

II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques, N° 9.

B. AVEC LES ÉTATS EUROPÉENS NON LIMITROPHES

1. Belgique

276	10.5.1940 No	DPF (Feldscher)	Invasion de la Belgique et de la Hollande.
277	10.5.1940 PVCF	Conseil fédéral	L'agression contre la Belgique et la Hollande entraîne la décision de mobilisation générale.
324	1.7.1940 NV	Berlin (Ministère des Affaires étrangères) à la Légation de Suisse	La Suisse est invitée à retirer ses représentations diplomatiques des Etats occupés et désormais placés sous la souveraineté allemande, dont la Belgique.

Cf. aussi:

IV.1.2. Politique économique et financière, N° 336.
IV.2.1. Vers un réseau de ravitaillement, N° 8.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		2. Bulgarie	
174	29.9.1939 PVCF	Conseil fédéral	Trafic des marchandises et règlement des paiements avec les Etats balkaniques, dont la Bulgarie.
Cf. aussi: IV.2.2. L'économie de guerre, N° 403.			
		3. Danemark	
246	5.3.1940 PVCF	Conseil fédéral	Difficultés avec le Danemark à propos du contingent de marchandises à échanger au cours de l'exercice 1940. Pour éviter tout conflit (les ports danois abritent des marchandises destinées à la Suisse), on négociera un accord limité aux six premiers mois de l'année.
Cf. aussi: II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques, N° 275. II.A.3.1. Italie, affaires politiques, N° 273. IV.1.2. Politique économique et financière, N° 336.			
		4. Espagne	
		4.1. Guerre civile et reconnaissance du régime de Franco	
7	24.1.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Frölicher recommande de reconnaître le régime de Franco.
18	1.2.1939 L	Saint-Sébastien (Broye) au DPF (Motta)	Le représentant du Conseil fédéral auprès du Gouvernement de Burgos (Franco) plaide pour la reconnaissance *de jure* du gouvernement nationaliste en Espagne.
20	4.2.1939 L	DPF (Bonna) à Madrid (Guéra)	Depuis que les forces nationalistes occupent Barcelone, il n'y a plus de représentation diplomatique auprès de l'Espagne républicaine. Le Chef de la Chancellerie de la Légation à Madrid pourrait demander l'aide du Consul de France sur place.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
27	14.2.1939 PVCF	Conseil fédéral	La situation en Espagne, les intérêts et la présence suisses dans ce pays. Nomination de Broye comme Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès du gouvernement nationaliste (Franco).
29	16.2.1939 L	Madrid (Guéra) au DPF (Bonna)	Situation de la colonie suisse de Madrid à l'annonce de la reconnaissance du gouvernement de Franco par le Conseil fédéral. Réfugiés dans la Légation. Bombardement de Madrid, les locaux de la Légation dévastés.

Cf. aussi:

V.1. Stratégie générale, N° 13.

4.2. Autres aspects des relations avec l'Espagne

59	1.4.1939 L	Zurich (Direction générale de la Banque nationale) au DFD (Wetter)	Augmentation d'un crédit consenti à l'Espagne (gouvernement nationaliste) en 1938 par la Société de Banque Suisse.
151	4.9.1939 N	Berne (Légation d'Espagne) au DPF (Motta)	La Suisse est invitée à appuyer le message que Franco adresse aux puissances belligérantes.
213	9.12.1939 N	Madrid (Ministère des Affaires étrangères) à Madrid (Légation de Suisse)	Le gouvernement espagnol est intéressé par la proposition suisse d'ouvrir des négociations économiques, mais avec des réserves.
255	19.3.1940 L	Zurich (Direction générale de la Banque nationale) au DFD (Wetter)	L'Espagne demande un délai de six à douze mois pour le remboursement du crédit consenti en 1938 par la Société de Banque Suisse, qui vient à échéance le 20 avril 1940.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
257	29.3.1940 PVCF	Conseil fédéral	Conclusion d'un accord de commerce et de clearing avec l'Espagne.

Cf. aussi:

IV.2.2. L'économie de guerre, N° 350.

5. Finlande et conflit finno-soviétique

209	5.12.1939 PVCF	Conseil fédéral	L'Assemblée de la Société des Nations convoquée en raison de la guerre finno-soviétique. Souci de voir le débat s'étendre à d'autres questions.
234	10.2.1940 RM	Berlin (Vallotton) au Q.G.A. (Guisan)	Rapport du Conseiller national Vallotton sur sa visite au front en Finlande. Envoi éventuel d'un officier en mission. Aide matérielle à la Finlande.

Cf. aussi:

II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques, N° 214.
IV.3.2. Exportations d'armes, N° 217.

6. Grande-Bretagne

6.1. Affaires politiques et militaires

10	26.1.1939 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Entretien avec Sir Alexander Cadogan sur la situation générale. Informations de source anglaise sur les desseins agressifs de l'Allemagne à l'égard de la Suisse et de la Hollande.
21	7.2.1939 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Le gouvernement britannique aurait envisagé la possibilité d'une intervention aux Pays-Bas et peut-être, avec la France, en Suisse si l'Allemagne venait à attaquer ces pays.
146	1.9.1939 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse se charge des intérêts allemands en Grande-Bretagne.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
226	18.1.1940 RP	Londres (Thurnheer) au DPF (Motta)	Audience chez Lord Halifax. Exposé des difficultés que connaît la Suisse du fait de la guerre; état des relations économiques bilatérales. Neutralité de la Suisse.
384	18.9.1940 No	Londres (Thurnheer)	Memorandum du gouvernement britannique au sujet des violations «techniques» de la neutralité aérienne par la *Royal Air Force*. Entretien de Thurnheer avec Butler. Tout en défendant fermement à Londres le point de vue suisse, Thurnheer recommande à Berne une certaine retenue dans cette affaire, d'ordre militaire plus que diplomatique.
393	5.10.1940 T	Londres (Thurnheer) au DPF	Entretien avec Lord Halifax. Le gouvernement Churchill veillera à éviter dans toute la mesure possible le survol de la Suisse; mais il ne peut prendre d'engagement formel à cet égard.

Cf. aussi:

I. Politique générale et principe de la neutralité, N° 65.
II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques et militaires, N° 120.
II.A.1.2. Allemagne, affaires économiques, N° 328.
II.A.3.1. Italie, affaires politiques, N° 113.
V.3. Guerre aérienne, N^{os} 305, 330, 368, 371, 373, 375, 378, 399, 404, 409, 425, 428.
V.4. Contacts militaires avec l'étranger, N° 283.

6.2. Affaires économiques

1	5.1.1939 NV	Berne (Légation de Grande-Bretagne) au DPF	Les autorités britanniques prêtes à négocier, si besoin est, la mise à disposition de navires pour le ravitaillement de la Suisse en cas de guerre.
83	10.5.1939 N	Berne (Légation de Grande-Bretagne) au DPF	Navires disponibles pour le ravitaillement de la Suisse en cas de guerre.
178	5.10.1939 PVCF	Conseil fédéral	Ouverture de négociations avec la Grande-Bretagne sur le trafic de transit, les relations commerciales et les fournitures de matériel de guerre.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
190	30.10.1939 PV	Zurich (Frey)	Procès-verbal d'une réunion organisée par le *Vorort* pour que les industriels concernés expriment leurs souhaits en vue des négociations avec la Grande-Bretagne.
191	31.10.1939 No	Londres (Girardet)	Entrevue au *Board of Trade*. L'avenir des relations commerciales anglo-suisses; le blocus franco-britannique; les fournitures de matériel de guerre.
197	6.11.1939 M	Londres (Légation de Suisse) au *Foreign Office*	Mémoire remis au *Foreign Office* par la Délégation suisse venue négocier à Londres un accord commercial. Situation générale du commerce suisse et principes qui inspirent la politique économique de la Suisse en temps de guerre.
208	Fin 11.1939 RC	Londres (Keller) au DEP (Hotz)	Rapport sur les négociations commerciales de Londres. Stricts principes du gouvernement britannique. Tous les accords d'avant-guerre sont considérés comme caducs. Seuls les articles indispensables sont encore importés.
210	6.12.1939 L	DEP (Keller) au DEP (Matter)	Importations de charbon anglais et problèmes de son transport.
211	7.12.1939 L	DPF (Bonna) au DEP (Obrecht)	Proposition britannique en vue d'un accord de paiements qui distingue l'échange normal de marchandises et les achats anglais de matériel de guerre en Suisse, à régler sur un compte spécial.
212	7.12.1939 L	DFD (Wetter) au DEP (Obrecht)	Consentement à l'ouverture d'un crédit à la Grande-Bretagne, sous certaines conditions.
215	19.12.1939 PV	Londres, Délégation commerciale (Nussbaumer)	Entretien décevant avec un représentant de la Banque d'Angleterre au sujet de l'accord de paiement à conclure. L'institution d'un clearing entre les deux pays nuirait aux exportations suisses.
220	28.12.1939 RC	DEP (Keller)	Nouvelles propositions britanniques pour un accord de paiement, cette fois acceptables comme base de discussion.
237	12.2.1940 L	Londres (Keller) au DEP (Hotz)	Négociations avec la Grande-Bretagne: conditions d'un crédit de 100 millions de francs; politique anglaise du blocus; importations de produits suisses de caractère civil. Les Anglais ont consenti un maximum de concessions.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
243	24.2.1940 PVCF	Conseil fédéral	Rapport du DEP sur les négociations de Londres. Concessions anglaises sur la question des exportations suisses.
245	4.3.1940 L	DPF (Baumann, suppléant du Chef) au DEP (Obrecht)	Un crédit à la Grande-Bretagne ne peut être consenti que par les banques. Or, celles-ci créent des difficultés et manquent de discrétion dans cette affaire, qui risque d'être portée à la connaissance des Allemands; ceux-ci ne manqueront pas d'y voir une entorse à la neutralité économique.
259	1.4.1940 PVCF	Conseil fédéral	Négociations de Londres: accord en vue, sur la base du crédit de 100 millions sur trois ans, accordé par un consortium de quatre banques.
261	4.4.1940 M	Londres (Délégation commerciale) au Gouvernement britannique	Mémoire sur la situation de l'économie suisse depuis le début de la guerre et sur l'importance vitale pour elle des exportations vers la Grande-Bretagne. L'atout du crédit de 100 millions de francs.
269	26.4.1940 L	DEP (Renggli) au DEP (Division du commerce)	Projet d'accord anglo-suisse qui ferait obligation au gouvernement suisse de faciliter les fournitures de matériel de guerre. Divers services fédéraux jugent inacceptable l'idée d'une garantie fédérale en cas de retard des livraisons.
284	21.5.1940 PVCF	Conseil fédéral	L'accord commercial et financier avec la Grande-Bretagne était sur le point d'être conclu lorsque les événements, à partir du 10 mai, sont venus tout remettre en question.
313	19.6.1940 T	Londres (Thurnheer) au DPF	Problèmes du blocus. Importance, désormais, de la Grande-Bretagne pour garantir le ravitaillement de la Suisse.
342	16.7.1940 T	Londres (Thurnheer) au DPF	Le gouvernement anglais déclare caduc l'accord sur le blocus. Convois de céréales et de charbon bloqués.
343	16.7.1940 L	Londres (Thurnheer) au DPF (Bonna)	Difficultés des relations avec Londres. Le ravitaillement de la Suisse, objet de divergences entre le *Foreign Office* et le Ministère du blocus. Problème des exportations suisses vers la Grande-Bretagne (contrebande).
372	27.8.1940 PVCF	Conseil fédéral	Négocier au plus vite avec Londres la question du blocus.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
380	11.9.1940 L	Londres (Thurnheer) au DEP (Stampfli)	Entretiens avec le Ministre de l'économie de guerre sur les raisons et l'objet des négociations demandées par la Suisse sur la question du blocus.
387	25.9.1940 RC	Londres (Keller)	Rapport du Délégué aux accords commerciaux sur la première phase de ses entretiens londoniens sur la question du blocus. Information réciproque. Les négociations entravées par trop d'incertitudes sur la situation réelle.
400	22.10.1940 L	Londres (Keller) au DEP (Hotz)	Les milieux d'affaires londoniens adressent de vives critiques aux banques suisses, qui font leur profit de la situation internationale et se comportent d'une manière peu conforme à la neutralité.

Cf. aussi la rubrique IV.2.3. Blocus franco-britannique.

En outre:

IV.3.1. Importations d'armes, N^os^ 43, 216.
IV.3.2. Exportations d'armes, N^os^ 229, 258.

7. Grèce

394	5.10.1940 RC	Londres (Keller)	La menace de guerre entre l'Italie et la Grèce rend problématique la navigation des cargos battant pavillon grec affrétés par la Suisse pour son ravitaillement.
411	11.11.1940 N	Athènes (Ratzenberger) au Ministère grec des Affaires étrangères	La Grèce envisage de dérouter ses cargos affrétés par la Suisse sur Lisbonne. La Suisse propose de les faire naviguer sous pavillon du Panama. Refus hellénique: ce serait contraire au droit grec; et d'ailleurs, tout le tonnage grec est réquisitionné.
414	22.11.1940 L	DEP (Matter) au DFD	A propos des navires grecs affrétés à Londres par la Suisse: problèmes juridiques et financiers. Il serait difficile de trouver d'autres bateaux.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		8. Hongrie	
117	11.7.1939 PVCF	Conseil fédéral	Rapport du DEP sur les négociations et l'accord conclu le 5 juillet 1939 avec la Hongrie sur les échanges commerciaux et sur le trafic des paiements entre les deux pays.
174	29.9.1939 PVCF	Conseil fédéral	Trafic des marchandises et règlement des paiements entre la Suisse et les pays danubiens, dont la Hongrie.
		Cf. aussi: IV.2.2. L'économie de guerre, N° 403.	
		9. Luxembourg	
		Cf.: II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques, N° 324. IV.1.2. Politique économique et financière, N° 336. V.1. Stratégie générale, N° 277.	
		10. Norvège	
324	1.7.1940 NV	Berlin (Ministère des Affaires étrangères) à la Légation de Suisse	La Suisse est invitée à retirer ses représentations diplomatiques dans les Etats occupés et désormais placés sous la souveraineté allemande, dont la Norvège.
		Cf. aussi: II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques, N° 275. II.A.3.1. Italie, affaires politiques, N° 273. IV.1.2. Politique économique et financière, N° 336.	

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		11. Pays-Bas	
276	10.5.1940 No	DPF (Feldscher)	Invasion de la Belgique et de la Hollande.
277	10.5.1940 PVCF	Conseil fédéral	L'agression contre la Belgique et la Hollande entraîne la décision de mobilisation générale.
324	1.7.1940 NV	Berlin (Ministère des Affaires étrangères) à la Légation de Suisse	La Suisse est invitée à retirer ses représentations diplomatiques des Etats occupés et désormais placés sous la souveraineté allemande, dont les Pays-Bas.
Cf. aussi:			
II.B.6.1. Grande-Bretagne, affaires politiques, N^os^ 10, 21.			
IV.1.2. Politique économique et financière, N° 336.			
		12. Pologne	
		12.1. Affaires économiques	
22	8.2.1939 L	Varsovie (Martin) au DEP (Hotz)	Difficultés intervenues dans les négociations sur l'importation de blé polonais en Suisse, et par conséquent dans le trafic des paiements compensatoires (clearing).
31	17.2.1939 AM	Service technique du DMF	Les échanges commerciaux avec la Suisse sont déficitaires pour la Pologne. On pourrait acheter à celle-ci des chevaux de cavalerie, du matériel militaire, des avions et «sphériques».
33	22.2.1939 L	DEP (Hotz) à Varsovie (Martin)	Echec des négociations avec la Pologne sur les achats de blé et les modalités de leur paiement.
		12.2. Pologne occupée et gouvernement polonais en exil	
177	3.10.1939 Tf	Bucarest (Martin) au DPF	Martin, replié à Bucarest, informe Berne de la formation d'un gouvernement polonais en exil, qu'il est invité à rejoindre.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
193	1.11.1939 AM	Berne (Légation d'Allemagne) au DPF	Formation d'une Légion polonaise en France. L'Allemagne considère comme incompatible avec la neutralité toute action qui puisse favoriser le recrutement de Polonais en Suisse.
264	23.4.1940 PVCF	Conseil fédéral	Que répondre à la notification officielle de l'entrée en fonctions du Président de la République de Pologne en exil? Le Conseil fédéral répond selon l'usage qu'il reconnaît la légitimité du Président polonais.
271	2.5.1940 T	Berlin (Frölicher) au DPF (Pilet-Golaz)	Hitler irrité par l'intention du Conseil fédéral de donner son agrément à un représentant en Suisse du gouvernement polonais en exil.
382	16.9.1940 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	A propos d'une affaire concernant des intérêts polonais en Suisse, Frölicher pose la question de la reconnaissance par la Suisse des mesures prises en Pologne par les autorités d'occupation.

Cf. aussi:

II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques, N° 204.

13. Portugal

124	29.7.1939 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	Projet pour l'équipement d'une fabrique de munitions au Portugal par des entreprises suisses, et autres affaires d'exportations de matériel de guerre. De telles affaires sont à encourager d'une façon générale.

Cf. aussi:

IV.2.2. L'économie de guerre, N° 350.
IV.2.3. Blocus franco-britannique, N° 423.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		14. Roumanie	
109	26.6.1939 L	Bucarest (de Weck) au DEP (Hotz)	Difficultés de fonctionnement du clearing entre la Roumanie et la Suisse.
174	29.9.1939 PVCF	Conseil fédéral	Trafic des marchandises et règlement des paiements avec les pays danubiens, dont la Roumanie.
232	7.2.1940 L	Zurich (Direction générale de la Banque nationale) au DPF (Baumann, suppléant du chef)	Préavis défavorable de la Banque nationale à l'octroi d'un crédit à la Roumanie.
332	5.7.1940 PVCF	Conseil fédéral	Importance accrue des ressources (pétrole; céréales) de la Roumanie pour le ravitaillement de la Suisse. Négociations pour obtenir des livraisons plus élevées, avec des conditions améliorées de paiement. Conclusion d'un accord à Bucarest le 30 juillet.
365	13.8.1940 L	DEP (Ebrard) à Berne (Légation de Grande-Bretagne)	Problèmes du transport vers la Suisse du pétrole acheté en Roumanie, par voie de mer: autorisations de passage.
Cf. aussi: IV.2.2. L'économie de guerre, N° 403.			
		15. Suède	
Cf.: IV.3.2. Exportations d'armes, N° 217.			
		16. Tchécoslovaquie, Etat slovaque, Protectorat de Bohême et Moravie	
40	15.3.1939 Décision présidentielle	Conseil fédéral	Occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes allemandes. Réintroduction d'un visa pour l'entrée en Suisse des ressortissants de ce pays.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
42	15.3.1939 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Réactions berlinoises et commentaires sur l'occupation de la Tchécoslovaquie.
66	14.4.1939 PVCF	Conseil fédéral	Fondation de l'Etat slovaque. Etablir avec lui de bonnes relations mais éviter une reconnaissance formelle.
71	18.4.1939 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse prend acte de la dissolution de l'Etat tchécoslovaque. La Légation de Suisse à Prague est remplacée par un Consulat général.
115	8.7.1939 L	DEP (Hotz) au Chef de la Délégation commerciale allemande (Hemmen)	Relations commerciales et financières avec le Protectorat de Bohême et Moravie.
235	12.2.1940 L	Vienne (von Burg) au DPF (Bonna)	Le gouvernement slovaque veut intensifier ses relations extérieures. Il entend ouvrir une représentation diplomatique à Berne. Décision favorable du Conseil fédéral du 27 février 1940, motivée politiquement et économiquement.

Cf. aussi:

II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques, N° 46.
II.A.1.2. Allemagne, affaires économiques, N° 374.
II.A.2.2. France, affaires économiques, N° 47.
IV.1.1. Situation économique générale, N° 61.
IV.5. Trafic de l'or, N° 296.

17. Union soviétique

17.1. Relations commerciales

2	9.1.1939 L	Le Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux (Ebrard) au Représentant commercial de l'URSS à Berlin	Règlement du contingent des échanges commerciaux entre la Suisse et l'URSS pour le 1er trimestre de 1939.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
323	28.6.1940 No	DEP (Ebrard) au DEP (Obrecht)	Relations commerciales avec l'URSS; leur importance accrue pour l'économie de guerre. Il conviendrait de négocier directement à Moscou plutôt qu'avec la Représentation commerciale soviétique à Berlin.
420	2.12.1940 PVCF	Conseil fédéral	Décision d'engager des négociations commerciales directes avec l'URSS, mais sans renouer les relations diplomatiques. Réserves du DPF (Pilet-Golaz).

Cf. aussi la rubrique 17.2. ci-dessous, N^os^ 53, 95, 126.

17.2. Le problème des relations diplomatiques avec l'URSS

53	24.3.1939 No	DPF (Bonna)	Entretien avec Ebrard sur les avantages et les inconvénients d'une normalisation des relations diplomatiques avec l'URSS. Du moins, l'établissement de relations commerciales directes semble opportun.
95	3.6.1939 RP + C	DPF (Bonna)	Rapport sur les relations économiques et politiques avec l'URSS.
112	5.7.1939 No	Paris (Stucki)	Notice sur un entretien téléphonique avec le DPF (Bonna): attitude de la Suisse à propos d'une garantie accordée par l'URSS à la neutralité de la Suisse (et de la Hollande).
126	11.8.1939 L + R	DPF (Bonna) à la Commission des Affaires étrangères du Conseil national	Rapport sur l'évolution des relations entre la Suisse et l'URSS: la situation internationale et l'attitude du gouvernement soviétique incitent à ne pas renouer les relations diplomatiques.

Cf. aussi la rubrique 17.1. ci-dessus, N^os^ 323, 420.

En outre:

II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques, N° 120.
II.A.3.1. Italie, affaires politiques, N° 113.
II.B.5. Finlande, N° 209.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		17.3. Annexion des Etats baltes par l'URSS	
352	30.7.1940 Proposition	DEP au Conseil fédéral	A la suite de l'annexion des Etats baltes par l'URSS, la Division du Commerce du DEP analyse les relations économiques de la Suisse avec cette région. La défense des intérêts suisses touchés par les mesures d'expropriation ne doit pas entraver le développement des négociations commerciales avec l'URSS. Le Conseil fédéral décide le 1er août de bloquer les avoirs baltes en Suisse.
		18. Yougoslavie	
174	29.9.1939 PVCF	Conseil fédéral	Trafic des marchandises et règlement des paiements avec les pays danubiens, dont la Yougoslavie.
227	19.1.1940 PVCF	Conseil fédéral	Institution d'une Légation et nomination d'un Ministre de Suisse à Belgrade, afin de renforcer les relations avec la région danubienne.
Cf. aussi: IV.2.2. L'économie de guerre, N° 403.			
		C. AVEC LES AMÉRIQUES	
		1. Argentine	
218	22.12.1939 L	DEP (Vollenweider) au Secrétaire général du DEP (Péquignot)	Projet d'investissements suisses en Argentine; rapport sur l'évolution des relations économiques avec ce pays. Difficultés du clearing.
		2. Canada	
Cf.: II.C.5.2. Etats-Unis, N° 104.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		3. Colombie	
312	18.6.1940 PVCF	Conseil fédéral	Après l'ouverture d'une Légation à Caracas (Venezuela), le Conseil fédéral décide d'élever le Consulat général de Bogota au rang de Légation de Suisse en Colombie. Les échanges commerciaux ainsi que des raisons politiques justifient cette mesure. Nomination d'un Chargé d'affaires.
		4. Costa-Rica	
48	21.3.1939 L	DEP (Vollenweider) à San José de Costa-Rica (Herzog)	Le Costa-Rica envisage une augmentation de 100% des droits de douane sur les marchandises importées de Suisse. La Suisse répliquerait par une mesure analogue. Le Costa-Rica renonce et conserve à la Suisse le privilège de la nation la plus favorisée.
249	11.3.1940 L	DEP (Hotz) à (Consul du Costa-Rica)	Difficultés créées par le Costa-Rica aux exportations vers la Suisse. La Division du commerce s'en étonne et relève l'importance des achats suisses au Costa-Rica, dont la balance commerciale est «notoirement favorable».
		5. Etats-Unis	
		5.1. Relations politiques	
238	13.2.1940 PVCF	Conseil fédéral	Projet du Président Roosevelt pour une concertation des Etats neutres en vue de l'établissement d'une paix durable au terme des hostilités. Conditions d'un système économique international; réduction des armements. Réponse prudente du Conseil fédéral (19 mars) et réaction du gouvernement des Etats-Unis (2 avril).

Cf. aussi la rubrique 5.2. ci-dessous.

En outre:

I. Politique générale..., N° 367.
III.4. Démarches en faveur de la paix, N° 70.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		5.2. Relations économiques	
34	2.3.1939 L	New York (Nef) à Washington (Peter)	Réponse, pour la circonscription consulaire de New York, à une enquête de la Légation à Washington sur les contacts possibles avec des exportateurs, en vue du ravitaillement de la Suisse en cas de guerre. Impossibilité de dresser une liste détaillée des citoyens suisses résidant dans la circonscription et susceptibles de rendre service à leur patrie (économie ou propagande).
64	11.4.1939 M	Washington (Peter) au Département d'Etat	Besoins de la Suisse en produits d'origine américaine, en cas de guerre.
75	28.4.1939 L	Washington (Peter) au DPF (Bonna)	Conclusions sceptiques de l'enquête sur les citoyens suisses aux Etats-Unis susceptibles d'apporter une aide économique à leur pays en cas de guerre, et sur les possibilités d'un ravitaillement à partir de l'Amérique.
88	17.5.1939 M	Washington (Real)	Audience de l'Envoyé spécial de Suisse, F. Somary, chez le Secrétaire d'Etat Cordell Hull: licences d'exportation et disponibilité de navires pour le ravitaillement de la Suisse en cas de guerre.
93	26.5.1939 N	Washington (Peter) au Secrétaire d'Etat (Hull)	La Suisse demande l'autorisation de passer des contrats à option avec des compagnies américaines pour l'achat de denrées alimentaires et de matières premières et pour l'affrètement de navires.
94	27.5.1939 N	Washington, Secrétaire d'Etat (Hull) à la Légation de Suisse (Peter)	Le gouvernement des Etats-Unis accède à la demande de la Suisse, sous réserve des circonstances.
104	14.6.1939 RC	Zurich (Somary) et Berne (Liechti) au DEP (Obrecht)	Rapport sur leur mission en Amérique: contacts avec les autorités et les entreprises américaines et canadiennes; contrats d'option obtenus.
207	30.11.1939 N	Washington, Secrétaire d'Etat (Hull) à la Légation de Suisse (Bruggmann)	Le gouvernement des Etats-Unis prend acte des intentions suisses d'achats en Amérique et de la mise en place d'un organisme à cet effet.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
288	24.5.1940 PVCF	Conseil fédéral	Achat de quelque 200000 t de charbon aux Etats-Unis.
321	27.6.1940 RC	Washington (Somary) au DEP	Les Anglais menacent de bloquer le ravitaillement de la Suisse en provenance d'Amérique. Les autorités américaines promettent d'intervenir à Londres.
347	19.7.1940 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Une cargaison de charbon américain a pu atteindre la Suisse. Une démarche américaine pourrait faire fléchir Londres sur la question du blocus.
366	13.8.1940 L	Washington (Bruggmann) au DPF (Bonna)	L'intervention américaine a incité les Anglais à délivrer des autorisations de passage, mais au compte-gouttes. Bruggmann s'efforce d'accélérer les opérations, mais demande à être mieux informé.
395	7.10.1940 T	DEP à Washington (Légation de Suisse)	Obtenir l'appui américain dans les négociations de Londres sur le blocus. Le Secrétaire d'Etat Cordell Hull promet cet appui.
424	14.12.1940 L + M	Washington (Bruggmann) au Sous-Secrétaire d'Etat (Welles)	Bruggmann remet un mémorandum sur le rôle de la Suisse comme place financière. L'objectif est d'éviter que les comptes suisses aux Etats-Unis ne soient bloqués. S. Welles répond qu'une telle mesure n'est pas envisagée dans l'immédiat et promet qu'il sera tenu compte de la situation économique et financière de la Suisse.

6. Venezuela

Cf.: II.C.3. Colombie, N° 312.

D. AVEC L'ASIE, L'AFRIQUE ET LE PROCHE-ORIENT

1. Chine/Mandchourie

6	19.1.1939 L	DPF (Bonna) au DEP (Hotz)	La Suisse n'est pas disposée à reconnaître le nouvel Etat mandchou.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
26	13.2.1939 L	Berlin (Kappeler) au DEP (Hotz)	Projet privé d'une Chambre de commerce sino-helvétique.
124	29.7.1939 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	Projets divers, notamment d'exportations d'armes vers la Chine.
221	29.12.1939 L	Shanghai (Fontanel) au DEP (Hotz)	Recul des échanges commerciaux avec la Mandchourie. La Suisse pourrait se substituer à l'Allemagne comme importateur de soja. Valeur nutritive de cette plante et conditions d'achat.
		2. Japon	
32	18.2.1939 L	Zurich (Direction générale de la Banque nationale) au DPF	Projet de commandes du Japon à l'industrie suisse des machines pour un montant de 50 millions de francs, à couvrir par un crédit des banques suisses aux importateurs.
		3. Egypte	
176	2.10.1939 L	DEP (Hotz) au Caire (Brunner)	Restrictions égyptiennes aux exportations de coton.
244	27.2.1940 L	Le Caire (Brunner) au DPF (Bonna)	Le Chargé d'affaires au Caire déconseille d'inciter les Suisses qui regagnent l'Egypte à s'y livrer à des activités d'espionnage. Le contrôle policier anglo-égyptien est trop sévère.
		4. Palestine	
86	12.5.1939 L	Tel Aviv (Lutz) à Lausanne, Office suisse d'expansion commerciale (Masnata)	L'opinion publique en Palestine est scandalisée par l'attitude des autorités suisses à l'égard des réfugiés juifs. Effets sur le commerce suisse avec la Palestine.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		5. Turquie	
241	19.2.1940 L	Ankara (Lardy) au DPF (Bonna)	Démarche discrète des autorités turques pour se procurer clandestinement, par la Suisse, des pièces de rechange allemandes pour avions. Les Anglais s'opposent à tout paiement à l'Allemagne en devises libres. La Suisse refuse d'entrer en matière.
Cf. aussi: IV.2.2. L'économie de guerre, N° 403.			

III. ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET DÉMARCHES POUR LA PAIX

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		1. Société des Nations	
58	31.3.1939 No	DPF (Bonna)	M. Avenol, Secrétaire général de la Société des Nations, a confié son intention, en cas de guerre, d'arrêter toute l'activité du siège et d'en évacuer le personnel. Le Bureau International du Travail poursuivrait en revanche son activité.
105	15.6.1939 L	DPF (Motta) au DFD (Wetter)	Budget de la Société des Nations et sa politique «artificielle».
209	5.12.1939 PVCF	Conseil fédéral	Convocation de l'Assemblée de la Société des Nations à propos du conflit entre la Finlande et l'URSS. Souci de voir le débat s'étendre à d'autres problèmes.
Cf. aussi: II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques, N^os^ 214, 303, 358, 379, 392. *Haut-Commissariat de la Société des Nations pour les réfugiés, cf.* VII.2. Réfugiés. *Bureau international du Travail, cf.* N^os^ 58, 358.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		2. Comité International de la Croix-Rouge	
99	10.6.1939 LC	Conseil fédéral aux Etats parties à la Convention de Genève	Le Conseil fédéral propose de réunir une conférence internationale pour compléter la Convention de 1929, notamment à propos de l'emploi des avions sanitaires en cas de guerre, de la création de zones sanitaires et de la protection des civils en territoire ennemi.
130	23.8.1939 L	DPF (Motta) au DFD (Wetter)	Dispositions du CICR en cas de conflit. Demande d'une subvention fédérale.
248	7.3.1940 No	DPF (Zurlinden)	Le Président du CICR, M. Huber, demande la collaboration du DPF pour un appel concernant la protection des civils contre les bombardements aériens.
256	26.3.1940 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide de répondre favorablement à la demande du CICR concernant la protection des civils contre les bombardements aériens. Toutefois, le Département militaire émet des réserves sur l'efficacité des mesures proposées.
Cf. aussi: VII.3. Internés et prisonniers de guerre, N° 203.			
		3. Groupe d'Oslo	
164	16.9.1939 L	DPF (Bonna) à Berlin (Frölicher)	Neutralité économique et participation de la Suisse au Groupe d'Oslo.
172	28.9.1939 LC	DPF (Bonna) aux Légations de Suisse	Raisons pour lesquelles la Suisse n'a pas adhéré formellement au Groupe d'Oslo, malgré une évidente communauté d'intérêts. Elle en suit cependant les travaux au titre d'observateur.
		4. Démarches internationales en faveur de la paix	
70	17.4.1939 No	DPF (Feldscher)	Appel du Président Roosevelt à l'Allemagne et l'Italie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
151	4.9.1939 N	Berne (Légation d'Espagne) au DPF (Motta)	Message de Franco aux puissances étrangères, qu'il demande à la Suisse d'appuyer.
238	13.2.1940 PVCF	Conseil fédéral	Projet du Président Roosevelt d'une concertation des pays neutres en vue de l'établissement, au terme des hostilités, d'une paix durable. La consultation américaine envisage deux problèmes fondamentaux: les conditions d'une économie internationale saine et la réduction des armements. Réponse prudente du Conseil fédéral (19 mars) et réaction du gouvernement américain (2 avril).

IV. POLITIQUE ET ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		1. Situation générale, principes et neutralité économique	
		1.1. Situation économique générale	
54	24.3.1939 L	Zurich (Direction générale de la Banque nationale) au DFD	Rapport sur l'évolution du cours du franc suisse et des autres devises depuis la dévaluation de 1936, et les effets de cette évolution sur le coût de la vie, les exportations et le tourisme.
61	3.4.1939 L	Zurich (Direction générale de la Banque nationale) au DFD (Wetter)	Signification des événements de Tchécoslovaquie pour l'économie de la Suisse et sa politique en matière de devises.
186	19.10.1939 PV	Commission consultative pour la surveillance des importations et des exportations	Séance constitutive de cette commission. Tour d'horizon de la situation économique générale.
197	6.11.1939 M	Londres (Légation de Suisse) au *Foreign Office*	La Délégation commerciale venue négocier à Londres remet un mémorandum sur la situation du commerce extérieur de la Suisse et sur les principes qui dirigent la politique économique du pays en temps de guerre.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
319	25.6.1940 RC	DEP (Hotz) au DPF (Pilet-Golaz)	Les nouvelles conditions de la politique commerciale de la Suisse, encerclée par l'Axe. Relations entretenues ou reprises avec divers pays. L'essentiel réside pourtant dans les rapports avec l'Allemagne; celle-ci exige la modification de l'accord sur le blocus avec les Alliés.

Cf. aussi:

II.B.6.2. Grande-Bretagne, affaires économiques, N° 190, 261.
II.C.5.2. Etats-Unis, relations économiques, N° 424.

1.2. Politique économique et financière

38	8.3.1939 L	Zurich (*Vorort* de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) au DFD (Wetter) et au DEP (Obrecht)	Proposition de porter de 50 à 75 millions de francs la limite du crédit de garantie par la Confédération aux risques à l'exportation.
101	12.6.1939 PVCF	Conseil fédéral	Institution d'un organe public de contrôle des importations et des exportations en temps de guerre.
134	28.8.1939 PVCF	Conseil fédéral	L'évolution de la situation internationale entraîne, avec la mobilisation des troupes de couverture frontière, une série de mesures d'ordre économique.
185	16.10.1939 L	DEP (Obrecht) à Paris (Stucki)	Introduction de l'organe de contrôle du commerce extérieur.
263	19.4.1940 L	DEP (Renggli) au DEP (Division du Commerce)	Le Chef de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail s'oppose à l'achat de camions Ford pour l'armée. Il importe de favoriser l'industrie nationale dans l'intérêt de l'économie de guerre, et des exportations après guerre.
336	9.7.1940 PVCF	Conseil fédéral	Alors que des négociations économiques sont menées avec l'Allemagne, le Conseil fédéral introduit le blocage des avoirs en Suisse de pays occupés par le Reich.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
388	27.9.1940 L	DEP (Hotz) au DPF (Bonna)	Incompétence fréquente des représentants diplomatiques suisses en matière économique. La Division du commerce réclame une plus grande stabilité des diplomates experts dans ces questions, de meilleures conditions pour eux et la participation de la Division au choix de ces agents.
		1.3. Neutralité économique	
162	15.9.1939 RP	Q.G.A., EMG (Schindler) au DPF	Avis de droit sur la neutralité économique.
164	16.9.1939 L	DPF (Bonna) à Berlin (Frölicher)	Neutralité économique; participation de la Suisse au Groupe d'Oslo.
199	10.11.1939 L	DPF (Motta) à Paris (Stucki)	Les exigences de la neutralité économique en temps de guerre comme base des négociations avec les Alliés.
400	22.10.1940 L	Londres (Keller) au DEP (Hotz)	Les banques suisses vivement critiquées par les milieux d'affaires londoniens: elles font leur profit de la situation et leur comportement est peu conforme à la neutralité.

Cf. aussi:

II.A.3. Italie, affaires économiques, N^os^ 341, 377.
II.B.6.2. Grande-Bretagne, affaires économiques, N^os^ 245, 261.
III.3. Groupe d'Oslo, N° 172.

		2. Ravitaillement de la Suisse en temps de guerre	
		2.1. Vers un réseau de ravitaillement (avant les hostilités)	
1	5.1.1939 NV	Berne (Légation de Grande-Bretagne) au DPF	Disponibilités de navires pour le ravitaillement de la Suisse: les autorités britanniques prêtes à négocier, si besoin est.
8	24.1.1939 L	DEP (Obrecht) au DPF	Négociations avec la France, la Belgique, l'Allemagne et l'Italie sur le principe de la liberté de transit pour le ravitaillement de la Suisse en cas de guerre.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
11	27.1.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Transit par l'Allemagne du ravitaillement de la Suisse en cas de guerre.
60	3.4.1939 L	Bâle (Lloyd A.G.) au DPF (Motta)	Exposé sur les voies de transit vers la Suisse et les conditions de transport en cas de guerre.
64	11.4.1939 M	Washington (Peter) au Département d'Etat	Besoins de la Suisse en denrées américaines, en cas de guerre.
73	25.4.1939 L	Paris (Stucki) au DEP (Obrecht)	Nécessité de mettre sur pied à temps un organe propre à assurer le ravitaillement de la Suisse en temps de guerre. Il importe de garantir que les denrées importées ne seront pas réexportées chez l'ennemi. Négociations à ce sujet avec la France.
75	28.4.1939 L	Washington (Peter) au DPF (Bonna)	Conclusions sceptiques du Ministre de Suisse à partir d'une enquête sur les Suisses aux Etats-Unis, l'appui économique qu'ils pourraient apporter à leur patrie en cas de guerre et les possibilités d'un ravitaillement à partir de l'Amérique.
77	1.5.1939 R	DEP (Matter) au DEP (Obrecht)	Transports de France ou à travers la France du ravitaillement en cas de guerre; négociations avec les autorités françaises.
82	10.5.1939 NV	Rome (Légation de Suisse) au Ministère italien des Affaires étrangères	Approvisionnements en Italie ou par transit à travers l'Italie en cas de guerre.
83	10.5.1939 N	Berne (Légation de Grande-Bretagne) au DPF	Navires disponibles pour le ravitaillement de la Suisse en cas de guerre.
88	17.5.1939 M	Washington (Real)	Licences américaines d'exportation et disponibilité de navires pour le ravitaillement de la Suisse en cas de guerre.
89	20.5.1939 L	DEP (Minger, suppléant du Chef) au DPF (Motta)	Discussions avec les autorités allemandes au sujet du ravitaillement de la Suisse et du transit par l'Allemagne en cas de guerre.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
93	26.5.1939 N	Washington (Peter) au Département d'Etat (Hull)	Contrats à option avec des sociétés américaines pour l'achat de denrées alimentaires et de matières premières, et pour l'affrètement de navires.
94	27.5.1939 N	Washington (Hull) à la Légation de Suisse (Peter)	Le gouvernement américain autorise des contrats à option, sous réserve des circonstances.
104	14.6.1939 RC	Zurich (Somary) et Berne (Liechti) au DEP (Obrecht)	Rapport sur leur mission en Amérique: contacts avec les autorités et les sociétés américaines et canadiennes; les contrats à option conclus.
110	28.6.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Le gouvernement allemand garantit le transport des biens de première nécessité vers la Suisse en cas de guerre.
121	22.7.1939 L	DEP (Matter) au DEP (Obrecht)	Transit à travers l'Allemagne en cas de guerre.
128	12.8.1939 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Discussions avec les autorités italiennes sur le ravitaillement de la Suisse en cas de guerre.
131	26.8.1939 M	Berlin (Ministère des Affaires étrangères) à la Légation de Suisse	Garantie, en cas de guerre, pour les navires neutres chargés de ravitaillement pour la Suisse.

Cf. les rubriques ci-dessous.

En outre:
II.A.3.1. Italie, affaires politiques, N° 113.
II.C.5.2. Etats-Unis, relations économiques, N° 34.

2.2. L'économie de guerre

137	29.8.1939 PVCF	Conseil fédéral	Acquisition, en coopération avec la Swissair, de deux avions de transport à long rayon pour les besoins de l'économie de guerre.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
153	4.9.1939 L	DEP (Obrecht) au DPF (Motta)	Ravitaillement en carburants en transit par la France.
157	9.9.1939 L	DEP (Matter) au DEP (Obrecht)	Négociations avec les autorités françaises sur le transit du ravitaillement et sur les ports de mer utilisables.
158	12.9.1939 AM	Rome (Ministère des Affaires étrangères) à la Légation de Suisse	Disponibilité de ports italiens pour le ravitaillement de la Suisse en carburants.
160	12.9.1939 PVCF	Conseil fédéral	Ouverture de négociations avec la France sur les relations commerciales et sur le transit du ravitaillement.
165	18.9.1939 PV	Rome (Fumasoli)	Ports italiens et transit.
167	22.9.1939 L	Rome (Ruegger) au DEP (Hotz)	Transit par les ports italiens. Achats de carburants en Italie.
170	24.9.1939 L	DEP (Matter) au DEP (Obrecht)	Accord avec l'Italie sur le transit des marchandises.
179	9.10.1939 L	DEP (Matter) au DEP (Obrecht)	Négociations avec la France sur le ravitaillement de la Suisse.
187	24.10.1939 PVCF	Conseil fédéral	Affrètement de navires («Timecharter») pour le ravitaillement de la Suisse.
198	10.11.1939 PVCF	Conseil fédéral	Accord signé avec l'Italie sur le transit des marchandises.
207	30.11.1939 N	Washington (Hull) à la la Légation de Suisse (Bruggmann)	Le gouvernement américain prend acte des intentions d'achats de la Suisse aux Etats-Unis et de la mise en place d'un organisme à cet effet.
210	6.12.1939 L	DEP (Keller) au DEP (Matter)	Importations et transport de charbon anglais.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
251	14.3.1940 L	Q.G.A. (Général Guisan) au DMF (Minger)	Craintes du Général de voir l'Italie fermer ses ports au trafic à destination de la Suisse. S'assurer un port français.
252	18.3.1940 L	DEP (Obrecht) au DPF (Pilet-Golaz)	Droit de prise exercé par la marine de guerre allemande et insécurité des liaisons maritimes pour le ravitaillement de la Suisse. Nécessité d'informer à temps les belligérants du mouvement des navires neutres affrétés par la Suisse. Situation du port de Marseille.
288	24.5.1940	Conseil fédéral	L'approvisionnement en charbon devenu difficile. Achat d'environ 200 000 t aux Etats-Unis.
290	26.5.1940 T	Paris (Stucki) au DPF	Charbon à destination de la Suisse entreposé dans les ports français de l'Atlantique; son transport actuellement impossible.
292	28.5.1940 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Pilet-Golaz)	Négociations à Berlin. Question du charbon.
304	11.6.1940 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	Même après son entrée en guerre, l'Italie continue de garantir le transit vers la Suisse. Il n'est cependant pas sûr que le port de Gênes reste utilisable.
334	6.7.1940 L	Bâle (Basler Rhein-schiffahrt A.G.) au DPF	La *Royal Air Force* est intéressée à perturber le trafic sur le Rhin. Or, la presse suisse publie régulièrement des avis concernant ce trafic qui peuvent attirer l'attention des services anglais de renseignement. Proposition d'interdire de tels avis.
339	13.7.1940 L	DPF (Hohl) à Berlin (Frölicher)	Le trafic ferroviaire à travers l'Allemagne vers la Suisse et l'Italie est bloqué. Graves inconvénients pour le ravitaillement.
345	18.7.1940 No	Vichy (Légation de Suisse)	Démarches à propos de marchandises bloquées à Bordeaux, Alger, Marseille, en Syrie, etc.
350	26.7.1940 L	DEP (Matter) au DEP (Stampfli)	Conditions de transport vers la Suisse en transit par la France (zone libre), l'Espagne et le Portugal, l'Italie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
365	13.8.1940 L	DEP (Ebrard) à la Légation de Grande-Bretagne (Setchell)	Besoins de la Suisse en carburants. Les fournitures roumaines de pétrole se heurtent aux difficultés de transport. La voie continentale est peu satisfaisante, celle du Danube incertaine: il ne reste que la voie maritime. La Suisse demande les autorisations de passage en Méditerranée.
403	29.10.1940 PVCF	Conseil fédéral	Importance vitale désormais pour la Suisse du ravitaillement fourni par les pays des Balkans: Yougoslavie, Bulgarie, Roumanie, Turquie et Hongrie. Ceux-ci en profitent pour accroître leurs exigences; ils sont soumis à la pression de l'Axe. Urgent de négocier avec ces pays aux meilleures conditions encore possibles.
414	22.11.1940 L	DEP (Matter) au DFD	Guerre entre l'Italie et la Grèce, problème des navires grecs affrétés par la Suisse. Difficulté de les remplacer.

Cf. aussi les rubriques qui suivent.

En outre:

II.A.1.2. Allemagne, affaires économiques, N^os^ 314, 346.
II.A.2.1. France, affaires politiques, N° 306.
II.A.2.2. France, affaires économiques, N° 359.
II.A.2.3. France, transports, N° 360.
II.B.3. Danemark, N° 246.
II.B.7. Grèce, N° 411.
II.B.14. Roumanie, N° 332.
II.B.17.1. Union soviétique, relations commerciales, N° 323.

2.3. Blocus franco-britannique

185	16.10.1939 L	DEP (Obrecht) à Paris (Stucki)	Le blocus entrave le ravitaillement de la Suisse.
189	30.10.1939 PVCF	Conseil fédéral	Blocus franco-britannique. Négociations à engager avec Paris et Londres pour préserver le ravitaillement.
191	31.10.1939 No	Londres (Girardet)	Entrevue au *Board of Trade* sur les relations commerciales anglo-suisses et sur le blocus.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
195	3.11.1939 L	Paris (Stucki) au DEP (Hotz)	Entretien avec le Ministre du Blocus sur le maintien de relations commerciales normales de la Suisse avec tous ses voisins.
201	18.11.1939 No	DEP (Werthmüller)	Notice sur l'état des négociations avec la France et la Grande-Bretagne sur le blocus.
206	28.11.1939 PVCF	Conseil fédéral	Négociations avec la France: relations bilatérales et problèmes du blocus.
219	27.12.1939 PVCF	Conseil fédéral	Même objet: aucun progrès sur la question du blocus.
222	3.1.1940 L	Paris (Stucki) au DEP (Hotz)	Stucki croit rencontrer une certaine compréhension des autorités françaises dans la question du blocus; un accord semble possible.
224	8.1.1940 L	Zurich (*Vorort* de l'Union suisse du commerce et de l'industrie) aux DPF (Motta), DMF (Minger) et DFD (Wetter)	Les négociations avec les Alliés sur le blocus ne doivent en aucun cas porter préjudice au commerce normal avec l'Allemagne.
237	12.2.1940 L	Londres (Keller) au DEP (Hotz)	Positions anglaises sur la question du blocus et problèmes commerciaux bilatéraux. Les Anglais ont consenti un maximum de concessions.
260	2.4.1940 L	Paris (Stucki) au DEP (Obrecht)	La question des minerais de fer livrés à l'Allemagne étant réglée, rien ne semblait plus s'opposer à un accord sur le blocus lorsqu'au dernier moment les Anglais ont soulevé de nouvelles difficultés.
265	23.4.1940 PVCF	Conseil fédéral	Rapports des 23 mars et 22 avril du DEP sur les négociations et l'accord final sur le blocus. La Suisse autorisée à des contingents raisonnables d'exportation vers l'Allemagne et les «mauvais neutres». Dispositions pour la signature du traité simultanément à Berne et Paris.
313	19.6.1940	Londres (Thurnheer) au DPF	Les Anglais sont peu enclins à laisser des navires neutres gagner les ports italiens, craignant la confiscation des cargaisons. Ils consentent à un essai, avec un cargo dirigé sur Savone.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
321	27.6.1940 RC	Washington (Somary) au DEP	Les Anglais menacent de bloquer les navires en provenance d'Amérique avec du ravitaillement pour la Suisse. Les autorités américaines promettent d'intervenir à Londres.
342	16.7.1940 T	Londres (Thurnheer) au DPF	Les Anglais déclarent caduc l'accord sur le blocus. Convois de céréales et de charbon bloqués.
343	16.7.1940 L	Londres (Thurnheer) au DPF (Bonna)	Difficultés avec Londres et divergences de vues entre le *Foreign Office* et le Ministère du Blocus au sujet des autorisations de passage pour les navires affrétés par la Suisse. Dans un mémorandum du 19 juillet, la Division du Commerce rappelle les garanties de bon usage des cargaisons, énumère celles-ci et évalue les besoins annuels suisses en céréales.
347	19.7.1940 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Une cargaison de charbon a franchi le blocus et atteint la Suisse. Esquisse de la situation. Une démarche américaine pourrait assouplir la position britannique.
366	13.8.1940 L	Washington (Bruggmann) au DPF (Bonna)	Grâce à l'intervention américaine, les Anglais accordent de nouveau des autorisations de passage depuis le 1er août, mais au compte-gouttes.
372	27.8.1940 PVCF	Conseil fédéral	Urgence de re-négocier à Londres sur la question du blocus.
380	11.9.1940 L	Londres (Thurnheer) au DEP (Stampfli)	Entretiens au Ministère de l'économie de guerre sur les raisons et l'objet des négociations réclamées par la Suisse au sujet du blocus.
387	25.9.1940 RC	Londres (Keller)	Première phase des négociations sur le blocus maritime: information réciproque. Les négociations arrêtées par l'incertitude sur la situation réelle.
390	1.10.1940 PVCF	Conseil fédéral	Blocus britannique et contre-blocus de l'Axe. Rapports du DEP sur les négociations avec les deux parties.
394	5.10.1940 RC	Londres (Keller)	Seconde phase des négociations sur le blocus maritime. Elles sont au point mort. La menace de guerre entre l'Italie et la Grèce pèse sur les navires battant pavillon grec affrétés par la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
395	7.10.1940 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Obtenir l'appui américain dans les négociations de Londres sur le blocus maritime. Le Secrétaire d'Etat, Cordell Hull promet cet appui.
396	15.10.1940 RC	Londres (Keller)	Troisième phase des négociations sur le blocus maritime. Défiance des autorités britanniques; mais Londres entend maintenir les échanges avec la Suisse. Les Anglais ne veulent pas que s'accumulent en Suisse des réserves pour plus de deux mois. Critique londonienne à l'égard des banques suisses.
397	18.10.1940 T	Londres (Thurnheer pour Keller) au DPF	La limite des deux mois de réserves semble l'ultime concession que l'on peut attendre des Anglais, sauf cas de certaines marchandises.
402	s.d. (env. 24.10.1940) RC	Londres (Keller)	Quatrième phase des négociations sur le blocus maritime. Guère d'espoir d'obtenir mieux que la limite des deux mois de réserves, mais divergences de vues à ce sujet au sein de l'administration britannique. Diverses questions pendantes.
412	15.11.1940 L	Londres, Ministre du Blocus (Dalton) à la Délégation suisse (Keller)	Autorisation de passage pour des vivres, afin de rétablir les deux mois de réserves compromis par l'entrée en guerre de l'Italie contre la Grèce. D'autres demandes suisses sont à l'examen.
423	6.12.1940 PVCF	Conseil fédéral	Un accord de principe avec la Grande-Bretagne sur la levée du blocus maritime n'a pu être obtenu; les négociations sont interrompues. Concessions ponctuelles cependant, dans la limite des deux mois de réserves. Les relations se poursuivront sur cette base, que les Anglais promettent de ne pas tenir de façon trop rigide.

Cf. aussi:

II.A.1.2. Allemagne, affaires économiques, N^os^ 310, 314, 346, 348, 363.
II.B.14. Roumanie, N° 365.
IV.1.1. Situation économique générale, N° 310.
IV.1.3. Neutralité économique, N° 199.
IV.5. Trafic de l'or, N^os^ 270, 279.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		2.4. Contre-blocus de l'Axe et guerre maritime	
236	12.2.1940 NV	Berlin (Ministère des Affaires étrangères) à la Légation de Suisse	L'Allemagne ne peut garantir que ses navires opérant en haute mer puissent laisser passer sans contrôle tous les navires chargés de ravitaillement pour la Suisse. Elle ne peut garantir non plus que de tels navires soient épargnés à l'entrée du port ennemi de Marseille en cas d'opérations navales contre cette base.
252	18.3.1940 L	DEP (Obrecht) au DPF (Pilet-Golaz)	Droit de prise exercé par la marine de guerre allemande et insécurité des liaisons maritimes pour le ravitaillement de la Suisse. Informer à temps les belligérants des mouvements de bateaux neutres affrétés par la Suisse. Situation du port de Marseille.
348	24.7.1940 L	Berlin (Hotz) au DPF (Pilet-Golaz)	Pression allemande dans la question du blocus (exportations vers la Grande-Bretagne).
363	13.8.1940 PVCF	Conseil fédéral	Accord économique signé avec l'Allemagne le 9 août; entre autres points, compromis (actuellement plutôt théorique) sur la question du blocus et des exportations vers la France et l'Angleterre.
370	20.8.1940 L	Rome (Ruegger) au DEP (Hotz)	Echange de notes entre l'Italie et la Suisse pour étendre à l'Italie les dispositions de l'accord germano-suisse du 9 août concernant le blocus.
390	1.10.1940 PVCF	Conseil fédéral	Blocus britannique et contre-blocus germano-italien.

Cf. aussi les rubriques précédentes.

En outre:

II.A.1.2. Allemagne, affaires économiques, N° 417.
II.A.3.3. Italie, transports, N° 405.
II.B.7. Grèce, N° 411.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		3. Trafic d'armes et de matériel de guerre	
		3.1. Importations	
31	17.2.1939 AM	Service technique du DMF	Eventualité d'achats en Pologne de chevaux de cavalerie, d'avions, de ballons «sphériques» et autre matériel militaire.
43	15.3.1939 L	Service technique du DMF (Fierz) au DMF	Le Service technique n'est pas intéressé à acquérir la licence de construction des avions britanniques *Spitfire*. L'entreprise Pilatus S.A. s'y intéresse, mais la Confédération ne saurait servir de couverture à une opération commerciale privée.
171	27.9.1939 No	Service technique du DMF (Fierz)	Acquisition d'avions *Messerschmitt*. Difficultés de livraisons. Problème des compensations et du clearing.
216	20.12.1939 No	Service technique du DMF (Fierz)	Les autorités britanniques refusent de livrer 3 *Spitfire*. Le DMF y renonce mais suggère de refuser aux Anglais la priorité de livraison de canons Oerlikon.
228	19.1.1940 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	Nouvelles difficultés dans les livraisons d'avions *Messerschmitt*. Eventualité de les remplacer par des appareils italiens.
263	19.4.1940 L	DEP (Renggli) à la Division du Commerce du DEP	Le Chef de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail s'oppose à l'achat de camions *Ford*, même munis de moteurs Diesel. Il importe de favoriser l'industrie nationale dans l'intérêt de l'économie de guerre et celui des exportations après-guerre.
		3.2. Exportations	
124	29.7.1939 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	A propos d'un projet d'équipement d'une fabrique de munition au Portugal et d'exportations d'armes en Chine: encourager d'une façon générale les exportations suisses de matériel de guerre.
138	30.8.1939 N	Berne (Ambassade de France) au DPF	Demande d'autoriser l'exportation vers la France de canons Oerlikon.
145	1.9.1939 N	DPF à Berne (Ambassade de France)	Le Conseil fédéral accorde l'autorisation d'exporter 30 canons.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
150	3.9.1939 No	Service technique du DMF (Fierz)	Notice d'entretien avec l'Attaché militaire français, commandant Siméon, sur les livraisons de matériel de guerre à la France.
156	8.9.1939 PVCF	Conseil fédéral	Principe des exportations de matériel de guerre vers les pays belligérants.
168	22.9.1939 PVCF	Conseil fédéral	Exportations de matériel de guerre: réserves du DMF et nouvelles dispositions du Conseil fédéral.
169	22.9.1939 N	DEP (Obrecht) à Berne (Ambassade de France)	Assentiment du Conseil fédéral à l'exportation de canons Oerlikon et autre matériel de guerre vers la France, sous réserve des besoins de l'Armée suisse. Le personnel nécessaire sera démobilisé.
211	7.12.1939 L	DPF (Bonna) au DEP (Obrecht)	Proposition britannique pour un accord de paiement selon lequel les acquisitions en Suisse de matériel de guerre devraient être réglées sur un compte spécial.
217	21.12.1939 No	Service technique du DMF (Fierz)	Entretien avec Bonna (DPF) sur les livraisons d'armes à la Suède (destinées à la Finlande); et sur des livraisons considérables aux Alliés mais non à l'Allemagne, qui d'ailleurs n'en demande pas. L'Italie, elle, souhaite livrer du matériel de guerre à la Suisse.
229	19.1.1940 N	DMF (Minger) au Ministre de Grande-Bretagne à Berne (Kelly)	Fournitures d'armes de la fabrique d'Oerlikon pour le compte de l'Amirauté britannique. Echéances de livraisons. Problème des munitions: la Suisse a besoin de toutes les poudres qu'elle produit.
231	31.1.1940 L	DMF (Fierz) à la Légation de Suisse à Paris (de Blonay)	Explications sur les retards de livraisons de canons Oerlikon à l'armée française.
258	30.3.1940 L	DEP (Obrecht) au DMF (Minger)	Retards du programme de fabrication d'Oerlikon à l'intention de la Grande-Bretagne, en raison des mobilisations d'ouvriers. Les livraisons attendues peuvent influencer les négociations qui vont s'ouvrir à Londres.
269	26.4.1940 L	DEP (Renggli) à la Division du commerce	Projet d'accord anglo-suisse: le gouvernement suisse s'engagerait à faciliter les exportations de matériel de guerre vers la Grande-Bretagne. L'idée d'une garantie fédérale en cas de retard des livraisons est inacceptable.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
278	15.5.1940 No	Paris (Stucki)	Intervention du Ministre français de l'Armement pour que la mobilisation générale en Suisse ne compromette pas les livraisons de matériel de guerre à la France.
287	23.5.1940 L	Paris (Stucki) au DPF (Pilet-Golaz)	Nouvelle intervention pressante du Ministre français de l'Armement pour activer les fournitures suisses et pour obtenir la levée de réquisition par l'Armée suisse de canons Oerlikon destinés aux Alliés.
335	8.7.1940 No	DMF (Fierz) au DEP (Hotz)	La Fabrique d'Oerlikon en négociations avec Rome et Berlin pour d'importantes fournitures d'armes et de munitions. Problèmes des paiements hors clearing et des matières premières (cuivre pour les cartouches).
417	26.11.1940 PVCF	Conseil fédéral	L'Allemagne demande un accroissement des fournitures d'armes, de munitions et de machines. Contrepartie à exiger.
418	27.11.1940 L	Berlin (Kappeler) au DPF (Bonna)	Mécontentement allemand à propos des fournitures suisses de mécanismes d'horlogerie à la Grande-Bretagne.

Cf. aussi:

II.A.1.2. Allemagne, affaires économiques, N° 310.
II.A.3.1. Italie, affaires politiques, N° 113.
II.B.6.2. Grande-Bretagne, affaires économiques, N^os^ 178, 190.
II.D.5. Turquie, N° 241.

4. Affaires financières internationales

32	18.2.1939 L	Zurich (Direction générale de la Banque nationale) au DPF	Projet de commandes japonaises à l'industrie suisse des machines pour un montant de 50 millions de francs, à couvrir par un crédit ouvert aux importateurs par les banques suisses.
38	8.3.1939 L	Zurich (*Vorort* de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie) au DFD (Wetter) et au DEP (Obrecht)	Proposition de porter de 50 à 75 millions de francs la limite du crédit de garantie fédérale aux risques à l'exportation.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
49	22.3.1939 L	Zurich (Direction générale de la Banque nationale) à Paris (Stucki)	Evolution récente du cours des devises; léger fléchissement du franc suisse depuis la crise tchécoslovaque. La Banque nationale contrôle la situation.
54	24.3.1939 L	Zurich (Direction générale de la Banque nationale) au DFD	Rapport sur l'évolution des cours du franc suisse et des autres devises depuis la dévaluation de 1936; effets sur l'indice du coût de la vie, sur les exportations et sur le tourisme.
62	4.4.1939 RE	Zurich (Direction générale de la Banque nationale) au DFD (Wetter)	Evolution du marché des devises.
218	22.12.1939 L	DEP (Vollenweider) au DEP (Péquignot)	Projet d'investissements suisses en Argentine. Difficultés de clearing que ce projet risque d'accroître. D'une façon générale, le moment semble peu opportun pour exporter des capitaux.
232	7.2.1940 L	Zurich (Direction générale de la Banque nationale) au DPF (Baumann, suppléant)	Préavis défavorable à l'octroi d'un crédit à la Roumanie. D'une façon générale, le moment n'est pas favorable pour accorder des crédits ni exporter des capitaux.
239	16.2.1940 L	Zurich (Direction générale de la Banque nationale) au DFD (Wetter)	Avis de la Banque nationale à propos de la fuite des capitaux à l'étranger. Evolution du marché des capitaux depuis la dévaluation de 1936. Récente diminution des réserves de la Banque nationale due à l'excédent des importations. Modalités de l'exportation des capitaux. La Banque opposée à des mesures de contrôle trop sévères.
274	7.5.1940 L	Zurich (Direction générale de la Banque nationale) au DFD (Wetter)	Avis de la Banque nationale sur l'exportation de capitaux. Réserves monétaires de la Banque et gestion des devises.
280	17.5.1940 PVCF	Conseil fédéral	La situation internationale impose que la Banque nationale soit libérée de l'obligation légale de conserver au moins 40% de ses réserves monétaires suisses.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
419	28.11.1940 L	Banque nationale (Weber) au DFD (Wetter)	Le Vice-Président de la *Deutsche Reichsbank* s'est exprimé à Bâle en faveur du maintien du franc suisse comme devise livre: c'est «une raison pour laisser libre la Suisse».
422	4.12.1940 L	DPF (Bonna) à Washington (Bruggmann)	Critiques anglaises et américaines à l'égard des banques suisses, qui mènent à New York des opérations sur les titres allemands pour le compte de clients allemands. Points de vue de la Banque nationale et de l'Association suisse des banquiers.

Cf. aussi:

II.A.1.2. Allemagne, affaires économiques, N° 92.
II.B.4.2. Espagne, relations..., N^os^ 59, 255.
II.B.6.2. Grande-Bretagne, affaires économiques, N° 245.
II.C.5.2. Etats-Unis, relations économiques, N° 424.
II.D.5. Turquie, N° 241.
IV.1.1. Situation économique générale, N° 61.

5. Trafic de l'or et des valeurs

47	21.3.1939 L	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	A la lumière des événements de Tchécoslovaquie, le gouvernement français avertit la Suisse que les Allemands, au cours d'une attaque contre la Suisse, pourraient se saisir non seulement des réserves d'or mais du contenu des coffres privés des banques.
50	22.3.1939 No	DPF (Bonna)	La France recommande vivement l'évacuation des réserves d'or de la Suisse.
87	16.5.1939 L	Berne (Banque nationale) au DPF (Bonna)	Une partie de l'or suisse a été transférée à New York et à Londres. Situation des réserves d'or de la Banque nationale.
242	23.2.1940 L	Procureur de la Confédération (Stämpfli) au DFD (Wetter)	Transport d'or de Berlin au Locle.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
270	2.5.1940 L	Paris (Stucki) au DFD (Wetter)	Informations de source française officielle sur des transactions d'or allemand et russe, amené au Locle pour y être fondu, puis réexporté aux Etats-Unis, sous l'égide de la Société de Banque Suisse. Les autorités du blocus allié se jugent trompées par ce qu'elles considèrent comme une atteinte à la neutralité de la Suisse.
272	6.5.1940 L	DPF (Pilet-Golaz) à Paris (Stucki)	Offre française pour l'évacuation de l'or suisse. Les négociations de la Banque nationale avec la Banque de France ne concernent pas une évacuation, mais un transfert commercial vers les Etats-Unis. Toutes précautions ont été prises pour la sécurité de l'or et des valeurs suisses.
279	16.5.1940 No	DPF (Bonna)	Intervention des Alliés à Berne pour recommander l'évacuation en France des stocks suisses de métaux non ferreux, des titres au porteur et des diamants.
281	18.5.1940 L	Paris (Stucki) au DPF (Pilet-Golaz)	Evacuation de l'or suisse: Stucki met en doute les explications de Pilet-Golaz (N° 272). Le Ministre français des Finances s'est déclaré prêt à recevoir en France l'or de la Banque nationale et à en restituer la contre-valeur aux Etats-Unis. Stucki vexé de n'avoir pas été tenu au courant des discussions entre les deux banques centrales. Explications du Vice-Président de la Banque nationale.
296	31.5.1940 T	Prague (Consulat général) au DPF	Les banques et les entreprises de Prague auraient reçu le conseil de retirer leurs dépôts d'or en Suisse et de convertir en dollars leurs avoirs en francs.

V. AFFAIRES MILITAIRES ET FAITS DE GUERRE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		1. Stratégie générale	
13	28.1.1939 PV	Commission de défense nationale	Examen de la situation internationale à la suite des événements d'Espagne et ses répercussions en Suisse. Eventualité d'un exercice de mobilisation.
35	s. d. (2.3.1939?) R	s. l. (EMG du DMF?)	Rapport sur la situation stratégique générale et évaluation du risque de guerre. Mesures politiques et psychologiques à prendre. Nécessité d'une influence de l'armée et du corps des officiers supérieurs sur la politique nationale.
45	18.3.1939 L	Sous-Chef EMG (Huber) au Chef EMG (Labhart)	Au lendemain de l'occupation de la Tchécoslovaquie, il est urgent de renforcer la couverture frontière.
133	27.8.1939 PVCF	Conseil fédéral	Situation internationale et préparation de la Suisse.
134	28.8.1939 PVCF	Conseil fédéral	Situation internationale. Levée des troupes de couverture frontières, convocation de l'Assemblée fédérale pour l'élection du Général et l'octroi des pleins pouvoirs. Mesures d'ordre économique.
135	28.8.1939 No	Chef de la Section opérations de l'EMG (von Erlach)	Situation politique et militaire. Hypothèses stratégiques pour la Suisse.
140	31.8.1939 L	Conseil fédéral au Général	Instructions au Général Guisan.
142	1.9.1939 PVCF	Conseil fédéral	Mobilisation générale.
188	25.10.1939 J	Chef EMG (Labhart)	Entretiens avec Masson, Frick, puis avec le Général Guisan: avertissements concernant une attaque allemande imminente. Evaluation de la situation.
277	10.5.1940 PVCF	Conseil fédéral	Agression allemande contre la Belgique, la Hollande et le Luxembourg. Mobilisation générale. Instructions à la presse et à la radio. Contrôle des frontières.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
299	3.6.1940 Ordre d'armée	Général Guisan	Le Général a pris les mesures nécessaires pour repousser une attaque moderne. Les militaires suisses doivent résister à toutes les offensives (attaques d'avions, de chars blindés et de parachutistes).
301	9.6.1940 L	Q.G. 4e Corps d'Armée (Kobelt) au Chef EMG (Labhart)	Importance de la voie ferrée du Gothard pour l'Allemagne. Préparer sa destruction en cas d'agression.
317	22.6.1940 PV	Q.G.A. (Bracher)	Sous la présidence du Général Guisan, les plus hauts responsables de l'Armée débattent de la situation générale et de la nouvelle stratégie défensive.
326	2.7.1940 Ordre d'armée	Général Guisan	Au moment de la démobilisation partielle de l'Armée, le Général Guisan met en garde contre les dangers qui persistent et préconise la confiance dans la force de résistance de la Suisse.
331	4.7.1940 L	Q.G.A. (Général Guisan) au DMF (Minger) à l'intention du Conseil fédéral	Situation militaire aux frontières de la Suisse: importante concentration de divisions allemandes. S'informer de sa raison par voie diplomatique. Selon la réponse, une démobilisation partielle sera possible.
340	16.7.1940 L	Président de la Confédération (Pilet-Golaz) au DMF (Minger)	Le Conseil fédéral a examiné et approuvé, avec certaines suggestions, le nouveau dispositif de défense exposé par une note du Général du 12 juillet.

Cf. aussi:

I. Politique générale, N° 315.
II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques et militaires, Nos 56, 152, 205, 410.
II.A.1.1.3. Allemagne, transit, N° 254.
II.A.2.1. France, affaires politiques et militaires, Nos 192, 194, 262.
IV.5. Trafic de l'or, Nos 279, 281.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		2. Mouvements et menaces sur les frontières, faits de guerre au sol	
9	25.1.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF	Des rumeurs sur des mouvements de troupes allemandes aux abords de la frontière suisse sont probablement sans fondement.
25	11.2.1939 L	Procureur de la Confédération (Stämpfli) au DPF (Bonna)	Mouvements de troupes allemandes signalés aux abords de la frontière.
39	11.3.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Des rumeurs sur l'existence de plans allemands pour une offensive à travers la Suisse ont été démenties, mais il serait intéressant d'en déceler la source.
51	22.3.1939 No	Section renseignements de l'EMG (Masson) à l'EMG	L'Etat-Major français s'est inquiété de savoir si les ponts sur le Rhin à Bâle sont gardés. Masson s'en assure par téléphone.
52	24.3.1939 PVCF	Conseil fédéral	La couverture frontière renforcée. En cas d'attaque sur le Liechtenstein, l'Armée se contentera de couvrir sa propre frontière. Le cordon douanier sera replié sur celle-ci.
149	3.9.1939 R	Section renseignements de l'EMG (Masson) au Sous-Chef Front de l'EMG (Frick)	Existence d'un plan allemand d'opérations offensives à travers la Suisse.
154	6.9.1939 No	Section renseignements de l'EMG (Masson) au Chef EMG (Labhart)	Message du Général Gamelin au sujet des concentrations de troupes françaises près de la frontière suisse.
173	29.9.1939 No	Sous-Chef Front de l'EMG (Frick)	Rumeurs d'une invasion imminente de la Suisse par les Allemands; peut-être sont-elles d'origine anglaise.
196	3.11.1939 No	Chef EMG (Labhart)	Menace allemande et contacts du Général Guisan avec le commandement militaire français. Labhart les désapprouve.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
297	1.6.1940 T	Rome (Ruegger) au DPF	Mussolini aurait détourné Hitler d'une attaque contre la Suisse. Mais l'Italie pourrait intervenir au Tessin.
298	3.6.1940 T	Stockholm (Légation de Suisse) au DPF	Frontière germano-suisse fermée au trafic ferroviaire.

Cf. aussi la rubrique 1 ci-dessus.

En outre:

II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques, N^os^ 56, 285.
II.A.3.1. Italie, affaires politiques, N° 286.
II.B.6.1. Grande-Bretagne, relations politiques, N° 10.

3. Guerre aérienne

123	27.7.1939 PVCF	Conseil fédéral	Guerre aérienne et neutralité. Création d'une escadrille de surveillance.
147	3.9.1939 PV	Conférence au Q.G.A.	Mesures à prendre pour éviter les violations de l'espace aérien.
267	26.4.1940 M	Londres (Légation de Suisse) au *Foreign Office*	Tout appareil des forces aériennes de l'un des belligérants qui violerait l'espace aérien de la Suisse serait attaqué.
293	30.5.940 NV	Berlin (Ministère des Affaires étrangères) à la Légation de Suisse	L'Allemagne nie avoir violé la neutralité aérienne de la Suisse à diverses reprises en mars 1940.
300	8.6.1940 PVCF	Conseil fédéral	Protestation allemande à la suite de combats aériens germano-suisses. Relation détaillée de l'incident.
305	12.6.1940 T	DPF à Londres (Légation de Suisse)	Protestation suisse contre la violation anglaise de l'espace aérien et les bombardements de Daillens et de Genève (2 morts, 18 blessés). Les Anglais admettent leur responsabilité.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
325	1.7.1940 PV	Q.G.A. (Barbey)	Une conférence réunit le Conseil fédéral (Obrecht absent), le Général Guisan, le Colonel Logoz et le Major Barbey afin d'adopter une réponse à une note allemande sur les combats entre des avions allemands et suisses.
330	3.7.1940 T	DPF à Londres (Légation de Suisse)	Violation de l'espace aérien par la *Royal Air Force* dans la nuit du 29 au 30 juin. Bombes lâchées.
344	17.7.940 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Pilet-Golaz)	Entretien avec von Weizsäcker: classement *ad acta* des incidents aériens germano-suisses (bombardements de Bâle et de Courrendlin). Les deux parties renoncent à exiger des réparations. La Confédération prend à sa charge l'indemnisation des victimes en Suisse.
368	19.8.1940 N	Londres *(Foreign Office)* à la Légation de Suisse (Thurnheer)	Donnant suite aux protestations suisses, le gouvernement britannique reconnaît avoir violé à plusieurs reprises l'espace aérien. Thurnheer propose une explication de ces violations.
371	25.8.1940 T	DPF à Londres (Légation de Suisse)	Nouvelle violation et protestation.
373	28.8.1940 T	Londres (Thurnheer) au DPF	A propos des violations répétées. Le Conseil fédéral envisage l'intervention de l'aviation suisse.
375	4.9.1940 M	Londres (Thurnheer)	Entrevue du Ministre de Suisse avec le Sous-Secrétaire d'Etat Butler au sujet des violations de l'espace aérien.
378	9.9.1940 T + N	DPF à Londres (Légation de Suisse)	Note d'excuses du *Foreign Office*. Berne n'est pas satisfaite et demande à Thurnheer une nouvelle intervention.
384	18.9.1940 No	Londres (Thurnheer)	Mémorandum du gouvernement britannique à propos des violations «techniques» de la neutralité aérienne de la Suisse. Entretien de Thurnheer avec Butler. Thurnheer défend fermement à Londres le point de vue suisse, mais incite Berne à une certaine réserve dans cette affaire d'ordre militaire plus que diplomatique.
385	23.9.1940 PVCF	Conseil fédéral	Pouvoir est donné au Général d'ordonner l'obscurcissement de l'ensemble du territoire suisse si les violations anglaises de l'espace aérien viennent à se répéter.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
393	5.10.940 T	Londres (Thurnheer) au DPF	Entretien avec Lord Halifax au sujet des violations de l'espace aérien. Le cabinet Churchill promet d'éviter ces violations dans toute la mesure du possible, mais il ne peut prendre d'engagement formel.
399	22.10.1940 PVCF	Conseil fédéral	Nouvelle violation, nouvelle protestation. Le Général hésite pourtant à ordonner l'obscurcissement (que réclame la Légation d'Allemagne). Le Conseil fédéral partage cette hésitation: on attendra la prochaine violation.
404	29.10.1940 N	Londres (Thurnheer) au *Foreign Office* (Lord Halifax)	Réponse suisse au mémorandum britannique du 18 septembre (N° 384). Interprétation du principe de la neutralité.
409	6.11.1940 L	Légation de Grande-Bretagne (Kelly) au DPF (Pilet-Golaz)	L'obscurcissement a été ordonné. La Grande-Bretagne rend la Suisse attentive au fait que les pilotes de la *Royal Air Force* ne distingueront plus la frontière et pourraient commettre des erreurs fatales. Réponse de Pilet-Golaz et protestation de Thurnheer à Londres.
425	18.12.1940 N	Londres (Thurnheer) au *Foreign Office*	Nouvelles violations graves. Bombardement de la gare de Bâle, nombreuses victimes.
428	24.12.1940 No	Londres (Thurnheer)	Entretien avec Butler au sujet des violations et du bombardement inexcusable de Zurich (nuit du 22 au 23 décembre).

Cf. aussi:

V.4. Contacts militaires avec l'étranger, N° 283.

4. Contacts militaires avec l'étranger

192	1.11.1939 L	DPF (Motta) à Paris (Stucki)	Collaboration discrète (au plan militaire?) avec «n'importe lequel de nos voisins».
194	2.11.1939 L	P.C. Cdt régiment front. 49 (von Arx) au Cdt 2e Corps d'Armée (Prisi)	Contacts franco-suisses au niveau des commandants de troupes. Le détachement français stationné à la frontière bâloise a l'ordre d'intervenir immédiatement en soutien des troupes suisses, à la demande de celles-ci.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
196	3.11.1939 No	Chef EMG (Labhart)	Labhart désapprouve les contacts du Général Guisan avec le commandement militaire français.
250	12.3.1940 L	DPF (Bonna) à Rome (Ruegger)	Le DPF considère inopportune et dangereuse la visite envisagée du Chef de la Section de renseignements de l'EMG, R. Masson, auprès de ses collègues italiens. Un tel voyage pourrait être mal interprété.
262	10.4.1940 L	Q.G.A. (Guisan) au Q.G. français (Général Gamelin)	Le Général Guisan remercie Gamelin pour le prêt de trois chars de combat Renault pour des essais.
283	20.5.1940 No	Service technique du DMF (Fierz)	Entretien avec l'Attaché militaire britannique sur l'état de la défense antiaérienne suisse. Les Anglais sûrs de leur supériorité militaire.
308	16.6.1940 No	DPF (Bonna)	Question des conventions militaires à conclure avec les Alliés en cas d'agression allemande. Point de vue politique et militaire. Note de l'EMG à ce sujet.
355	3.8.1940 T	Berlin (Légation de Suisse) au DPF	Irritation allemande contre le Général. Documents découverts en France, qui compromettent le haut commandement de l'Armée.
369	19.8.1940 L	Berlin (von Werdt) à l'EMG	Hitler s'est opposé à la visite d'une mission militaire suisse en Allemagne.
429	31.12.1940 L	Q.G.A. (Guisan) au Président de la Confédération	Le Général n'a passé aucune convention militaire avec une puissance étrangère.

Cf. aussi:

I. Politique générale, N° 282.
II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques, N° 383.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		5. Espionnage et sabotage	
155	6.9.1939 No	Paris (Stucki)	Ecoutes téléphoniques sur la ligne de la Légation de Suisse à Paris.
244	27.2.1940 L	Le Caire (Brunner) au DPF (Bonna)	Le Chargé d'affaires au Caire déconseille d'inciter les Suisses qui rentrent en Egypte après avoir accompli leur service de se livrer à des activités d'espionnage militaire. Le contrôle policier anglo-égyptien est trop sévère.
398	18.10.1940 PVCF	Conseil fédéral	En juin 1940, des saboteurs venant d'Allemagne ont été arrêtés en Suisse. Leur procès doit être organisé sans envenimer les relations germano-suisses et en tenant compte des Suisses détenus par l'Allemagne.

VI. AFFAIRES DE PRESSE, CENSURE, PROPAGANDE ET OPINION PUBLIQUE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
9	25.1.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF	Diverses rumeurs sans fondement, entre autres sur une propagande nazie et antisémite au Liechtenstein.
16	30.1.1939 PVCF	Conseil fédéral	Propagande nazie au Liechtenstein.
25	11.2.1939 L	Procureur de la Confédération (Stämpfli) au DPF (Bonna)	Propagande nazie en Suisse.
37	7.3.1939 L	DPF (Bonna) à toutes les Légations de Suisse	Mise au point confidentielle à propos de l'expulsion d'Italie de trois journalistes suisses.
56	28.3.11939 L	Sous-Chef EMG (Frick) au Chef EMG (Labhart)	A propos de l'interprétation allemande du renforcement de la couverture frontière, Frick souligne la nécessité de contrôler la presse et d'empêcher la diffusion de rumeurs qui mettent en question la neutralité.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
98	9.6.1939 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	Interdiction en Italie du *Bund* et de la *Neue Zürcher Zeitung*. Démarches auprès des autorités italiennes à ce sujet.
107	23.6.1939 N	Rome (Ruegger) au Ministère de la culture populaire (Rocco)	Protestation à la suite d'un article du *Messagero* sur l'Exposition nationale de Zurich, particulièrement agressif à l'égard du principe de neutralité armée.
125	9.8.1939 L	Section renseignements de l'EMG (Masson) au DPF (Rezzonico)	Les attaques de la presse et de l'opinion contre les Etats totalitaires sont dangereuses.
129	21.8.1939 PVCF	Conseil fédéral	La participation de Eduard Beneš et de Heinrich Mann à une assemblée de l'*Europa-Union* à Zurich est indésirable.
161	13.9.1939 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Entretien avec Ciano: plaintes très vives envers la presse suisse et risques d'une campagne de la presse italienne contre la Suisse.
166	20.9.1939 L	DPF (Rezzonico) à la Division Presse et Radio de l'EMG (Hasler)	Censure du courrier consulaire et de la correspondance adressée de Suisse à des stations étrangères de radio.
183	13.10.1939 No	DPF (Feldscher)	Entretien avec von Bibra. Hitler irrité par la presse suisse.
200	11.11.1939 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Interdiction en Allemagne de la *Thurgauer Zeitung* et du *Berner Tagblatt*. Protestation suisse. Menace d'une campagne contre la presse suisse. Frölicher s'exprime de manière critique à l'égard de celle-ci.
204	22.11.1939 No	DPF (Feldscher)	Protestation allemande contre un article publié dans la *Gazette de Lausanne* par le représentant en Suisse du gouvernement polonais en exil.
205	22.11.1939 RP + M	Division Presse et Radio de l'EMG (Hasler) au Chef EMG (Labhart)	A l'initiative de Hasler, contacts avec des personnalités allemandes pour améliorer des rapports de presse entre les deux pays.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
233	10.2.1940 N	Berne (Ambassade de France) au DPF	La censure militaire suisse a fait interdire l'entrée de journaux et périodiques français. Propositions pour régler cette affaire en accord avec l'autorité de censure.
253	19.3.1940 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral et le Général examinent ensemble le problème de la censure. Ils fixent quelques principes: neutralité intégrale de l'Etat; liberté de pensée et d'opinion; objectivité fondée de la presse et de la radio, évitant toute offense et toute passion.
275	9.5.1940 No	DPF (Feldscher)	Entretien avec von Bibra. L'Allemagne irritée par les commentaires de la presse suisse sur l'invasion du Danemark et de la Norvège. Influence de la presse suisse à l'étranger.
276	10.5.1940 No	DPF (Feldscher)	Invasion de la Hollande et de la Belgique. Une proclamation du gouvernement allemand accuse la presse de ces pays: avertissement pour la Suisse...
291	28.5.1940 No	DPF (Feldscher)	Intervention allemande (et de Frölicher) contre la presse suisse et suggestion d'une censure préalable. La pression allemande à cet égard s'intensifie.
307	15.6.1940 No	DPF (Feldscher)	Compte-rendu d'une rencontre informelle organisée le 14 juin à la Légation d'Allemagne à Berne au sujet du problème de la presse dans les relations germano-suisses.
315	21.6.1940 L	Q.G.A. (Général Guisan) au DMF (Kobelt) à l'intention du Conseil fédéral	Appel à la réserve et à la discipline du pays. Eviter toute réaction susceptible d'irriter l'Allemagne ou l'Italie. L'Armée a la mission de surveiller la presse mais n'a pas les moyens d'en prévenir les excès. Le Général exige l'institution de la censure préalable, sans quoi il demande à être déchargé de cette responsabilité.
316	22.6.1940 L	Légation d'Italie (Tamaro) au DPF (Pilet-Golaz)	Plainte italienne au sujet de l'attitude hostile de la population tessinoise à l'égard des résidents italiens. Réponse apaisante de Pilet-Golaz (lettre du 27 juin 1940).
327	2.7.1940 T	Berlin (Frölicher) au DPF	R. Caratsch, correspondant à Berlin de la *Neue Zürcher Zeitung*, est expulsé.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
338	11.7.1940 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Expulsion de Caratsch. Polémiques de presse et de radio. Remarques critiques de Frölicher et projet de réponse du DPF (Rezzonico).
341	16.7.1940 L	Rome (Ruegger) au DPF (Pilet-Golaz)	Entretien avec Ciano à propos de moqueries de la presse tessinoise; considérations sur la politique suisse de presse vis-à-vis de l'Italie.
376	6.9.1940 PVCF	Conseil fédéral	Levée de l'interdiction en Suisse (depuis le 17 juillet 1934) du journal allemand *Völkischer Beobachter*, organe du parti national-socialiste.
381	14.9.1940 L	DPF (Rezzonico) à Berlin (Frölicher)	Le Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz, a reçu les chefs du «Mouvement national suisse», ce qui a provoqué une vive réaction dans l'opinion publique. Le Conseil fédéral publie un communiqué pour préciser sa politique.
415	25.11.1940 L	DPF (de Stoutz) aux Légations de Suisse à Berlin, Rome et Vichy	Le Conseil fédéral a décidé le 19 novembre 1940 d'interdire le «Mouvement national suisse» et un autre mouvement extrémiste qui défiaient l'autorité du gouvernement et menaçaient la stabilité des institutions suisses.
421	4.12.1940 RP	Berlin (Kappeler) au DPF (Pilet-Golaz)	Une chronique de Londres publiée par la *Neue Zürcher Zeitung* provoque l'indignation de la presse allemande. La Suisse est accusée de sentiments anglophiles; l'Allemagne ne comprend pas que les Suisses ne mettent pas tout en œuvre pour s'adapter à l'ère nouvelle.

Cf. aussi:

I. Politique générale, N° 318.
II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques, N^os^ 240, 266, 271, 344.
II.A.3.1. Italie, affaires politiques, N^os^ 113, 202.
IV.2.2. L'économie de guerre, N° 334.

VII. AFFAIRES SOCIALES ET HUMANITAIRES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
		1. Questions de travail	
3	10.1.1939 L	DJP (Rothmund) à l'OFIAMT (Willi)	L'Allemagne propose d'engager pour son agriculture des chômeurs suisses. Le DJP suggère plutôt de rapatrier les travailleurs allemands en Suisse.
97	5.6.1939 PVCF	Conseil fédéral	L'Allemagne propose un accord pour l'emploi de chômeurs suisses. Un tel accord n'est pas souhaitable, mais les bureaux compétents pourront faciliter l'emploi en Allemagne des Suisses ou résidents qui en feront la demande.
169	22.9.1939 N	DEP (Obrecht) à l'Ambassade de France (Alphand)	Fourniture à la France de canons Oerlikon: le personnel nécessaire de cette entreprise sera démobilisé.
Cf. aussi: II.A.1.2. Allemagne, affaires économiques, N° 364. IV.3.2. Trafic d'armes, exportations, N^{os} 258, 278.			
		2. Réfugiés, émigrés	
12	27.1.1939 L	DJP (Rothmund) à La Haye (de Pury)	Le Chef de la Division de Police expose les mesures prises afin de limiter l'entrée des réfugiés en Suisse.
30	16.2.1939 L	Londres, Haut-Commissariat de la Société des Nations pour les réfugiés (Kullmann) au DJP (Rothmund)	Informations sur une session du Comité intergouvernemental pour les réfugiés, où la Suisse n'avait pas été convoquée.
41	15.3.1939 L	DJP (Rothmund) à Prague (Bruggmann)	En dépit des représentations de Bruggmann, des visas pour la Suisse ne peuvent être accordés que par la Police fédérale des étrangers. Rothmund justifie cette mesure par l'afflux de réfugiés juifs.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
72	23.4.1939 L	DJP (Rothmund) au DPF (Bonna)	Problème des réfugiés en Suisse, des Juifs surtout, et de leur réinstallation dans d'autres pays d'accueil. La Suisse devrait collaborer avec le Comité intergouvernemental pour les réfugiés, dont le siège est à Londres.
81	9.5.1939 L	DJP (Rothmund) à Londres, Haut-Commissariat de la Société des Nations pour les réfugiés (Kullmann)	La Suisse, le Comité intergouvernemental et le problème des réfugiés en transit par la Suisse.
86	12.5.1939 L	Tel-Aviv (Lutz) à Lausanne, Office suisse d'expansion commerciale (Masnata)	L'opinion publique en Palestine est scandalisée par l'attitude des autorités suisses à l'égard des réfugiés juifs.
103	13.6.1939 L	Londres, Haut-Commissariat de la Société des Nations pour les réfugiés (Kullmann) au DJP (Rothmund)	Nécessité d'une participation de la Suisse au Comité intergouvernemental.
119	14.7.1939 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse et le Comité intergouvernemental. Participation de la Suisse à la session convoquée à Londres pour le 19 juillet 1939.
181	12.10.1939 L	DJP (Rothmund) à Rome (Ruegger)	De nombreux réfugiés, surtout des Juifs, franchissent illégalement la frontière italo-suisse avec le consentement et même l'aide de la police italienne.
230	20.1.1940 L	DJP (Baumann) au Président de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés (Briner)	Réponses aux questions et propositions de l'Office central concernant l'accueil des réfugiés, l'internement de certains d'entre eux, la création d'emplois, la décentralisation de l'aide, la coordination entre organes de police et organisations privées d'entraide, le placement de réfugiés dans d'autres pays, etc.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
391	2.10.1940 L	DJP (Rothmund) à Vichy (Stucki)	La Suisse ne peut être qu'un pays de transit pour les réfugiés. Le Chef de la Division de Police du DJP rappelle les efforts entrepris depuis 1933 et expose les projets pour faire partir outre-mer des Juifs réfugiés en Suisse.

Cf. aussi:

II.A.1.1. Allemagne, affaires politiques, N° 14.
II.A.3.1. Italie, affaires politiques, N° 202.
II.B.16. Tchécoslovaquie, N° 40.
V.1. Stratégie générale, N° 277.

3. Internés et prisonniers de guerre

203	21.11.1939 PVCF	Conseil fédéral	Sur la demande du C.I.C.R., la Suisse est prête à accueillir des prisonniers de guerre à hospitaliser, interner ou rapatrier. Elle le fera savoir aux Etats belligérants.
294	30.5.1940 L	EMG (de Muralt) au Chef EMG (Labhart)	Internement éventuel des ressortissants des pays ennemis résidant en Suisse: conditions d'exécution.
311	18.6.1940 PVCF	Conseil fédéral	Internement d'importantes formations de troupes françaises. Assentiment du Conseil fédéral.
320	26.6.1940 Décision présidentielle	Conseil fédéral	17 militaires allemands internés en Suisse sont rapatriés.
401	23.10.1940 L	Q.G.A. (Guisan) au DMF (Minger) à l'intention du Conseil fédéral	L'internement de 42 000 militaires français et polonais inquiète le Général: il est urgent de les rapatrier.
408	4.11.1940 L	DPF (Pilet-Golaz) au Général Guisan	Les négociations avec l'Allemagne pour le rapatriement des internés d'origine alsacienne ou lorraine doivent être traitées avec une circonspection particulière.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
416	26.11.1940 L	DPF (Pilet-Golaz) à Vichy (Stucki)	Le Corps d'Armée français interné en Suisse en juin 1940 devrait être rapatrié, mais des négociations sont nécessaires afin de concilier la neutralité suisse et la situation particulière (absence d'un traité de paix, relations franco-allemandes fondées sur une convention d'armistice, guerre entre le Reich et la Grande-Bretagne).
426	18.12.1940 L	DPF (Pilet-Golaz) au Général Guisan	Le Conseil fédéral désire liquider l'internement le plus rapidement possible. Des négociations délicates sont en cours avec la France et l'Allemagne, notamment sur la garantie de non-utilisation à des fins de guerre des hommes qui seraient rapatriés.

Cf. aussi:

III.2. CICR, N° 130.

VI. DOCUMENTS

1

E 2001 (D) 2/236

La Légation de Grande-Bretagne à Berne au Département politique[1]

N Berne, 5 janvier 1939

Par sa note C 22.41.10. PK du 12 décembre[2], le Département Politique Fédéral a bien voulu faire savoir à la Légation de Sa Majesté que les autorités compétentes à Londres avaient fait le meilleur accueil à la demande des autorités fédérales de savoir si la Suisse pourrait compter obtenir en cas de conflit armé un certain tonnage pour assurer son approvisionnement et avaient proposé que les autorités fédérales se mettent en rapport avec la Légation pour discuter l'aspect technique de cette question. A cet effet M. Erwin Matter avait été chargé de l'étude de la question avec la Légation.

Il paraîtrait que la Légation de Suisse à Londres ait attribué une portée précise à la réponse orale donnée à son mémorandum du 22 septembre (P 9/1 (N))[3].

La réponse était en effet ainsi conçue (1) en principe, les autorités du Royaume-Uni feraient leur possible afin que la Suisse reçoive de l'étranger, le cas échéant, les approvisionnements essentiels, (2) en cas de guerre, les autorités du Royaume-Uni seraient disposées à entamer des négociations à ces fins avec la Légation de Suisse, moyennant certaines garanties.

Le Foreign Office a souligné qu'il ne pouvait donner des assurances au sujet du tonnage sans consultations préalables avec le Département de la Marine Marchande. Vu l'amélioration dans la situation européenne, le Foreign Office n'a pas estimé nécessaire de donner une suite à l'affaire[4].

---

1. *Annotation manuscrite du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna:* Remis, le 5 janvier 1939, par Sir George Warner.
2. *Non reproduite.*
3. *Cf. lettre du 30 septembre 1938 de C.R. Paravicini au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique sur un entretien avec Sir Hughe Knatchbull-Hugessen* (E 2001 (D) 2/236).
4. *Annotation manuscrite de Bonna à la fin du document:* Sir George ajoute que le Foreign a repris l'examen de cette affaire et qu'il espère recevoir prochainement des instructions pour entamer avec nous des négociations préliminaires. Celles-ci ne pourraient pas, cependant, être strictement limitées à la question technique. Le g[*ouvernemen*]t britannique entend lier la question du tonnage à celle des garanties (S.S.S.). *Par une lettre du 7 janvier 1939, P. Bonna informe le Département de l'Economie publique du contenu de cet entretien. Cf. aussi* E 7800 1/162. *Sur la Société Suisse de Surveillance économique (constituée le 27 octobre 1915), cf. DDS, vol. 6, table méthodique, II. Les négociations économiques et financières avec les Alliés.*

2

E 7110 1967/32/370.0.1/1940

Le Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux[1]
au Représentant commercial de l'URSS à Berlin

Copie
L
Bor. 370.01.h.
Regelung des schweizerisch-sowjetischen Handelsverkehrs

Bern, 9. Januar 1939

Ich bestätige, dass ich auf Grund der am 22. und am 23. Dezember 1938 in Berlin mit Ihrer Handelsvertretung geführten Verhandlungen der nachfolgenden Regelung des schweizerisch-sowjetischen Warenverkehrs für das I. Quartal 1939 meine Zustimmung erteile:

I.

Auf das I. Quartal 1939 werden übertragen die erst nach dem 10. Januar 1939 ziffernmässig feststellbaren Saldi per 31. Dezember 1938 der unausgenützten Kompensationskontingente der nachfolgenden Kompensationswaren, für welche die Union der sozialistischen Sowjetrepubliken bereits Bestellungen erteilt hat:

Ware	Nummer des schweiz. Zolltarifs	Provisorische Saldi per 30. Nov. 1938
Weizen	1	(1) —
Roggen	2	(1) —
Gerste	4	(1) —
Speiseerbsen/Futtererbsen	9	100 t
Speiselinsen/Futterlinsen	10	392 t
Sperrholz	259a	65 t
Teppiche	482	4706 kg
Zündhölzer	1087	10787 kg
Anthrazit	643a	6383 t
Schmieröl	1131b	829 t
Gasöl	643b	4315 t
Rohopium	968	2786 kg

(1) Die Saldi für die betreffenden Positionen werden erst dann festgestellt werden können, nachdem die für das IV. Quartal 1938 vereinbarten ordentlichen Kompensationskontingente kompensiert sein werden.

1. *La lettre n'est pas signée par le Délégué lui-même, H. Ebrard, mais* in Vertretung *par H. Borel.*

Die endgültigen Saldi der einzelnen Tarifnummern, Valuta 31. Dezember 1938, werden der Handelsvertretung der UdSSR Berlin wie üblich nach dem 10. Januar 1939 mitgeteilt.

II.

Die Kompensationskontingente, die am 4. Oktober 1938 für das IV. Quartal 1938 vereinbart waren, sind bis heute noch nicht kompensiert worden. Die Schweizerseite behält sich vor, die im IV. Quartal 1938 zur Einfuhr freigegebenen Kontingente nach Feststellung der bis 31. Dezember 1938 tatsächlich eingeführten Mengen zu kompensieren und die eventuell unausgenützt verbliebenen Saldi der bereits kompensierten Kontingente auf das I. Quartal 1939 zu übertragen.

III.

Im Laufe des IV. Quartals 1938 ist im übrigen Sowjetrussland zulasten der Kontingente des I. Quartals 1939 ein weiteres Kompensationskontingent eröffnet worden und zwar ein Kontingent von 5000 Tonnen Mais (Pos. 7 des schweiz. Zolltarifs), wobei die Schweizerseite sich bereit erklärte, diejenigen Mengen Mais zu kompensieren, die im IV. Quartal a.p. zulasten des erwähnten Kontingents von schweizerischen Importeuren gekauft werden, und zwar auch wenn die betreffenden Lieferungen erst im I. Quartal 1939 erfolgen sollten.

IV.

Die schweizerischen und sowjetischen Begehren für die kompensationsweise Einfuhr sowjetischer Waren im I. Quartal 1939 ergeben sich aus nachfolgender Zusammenstellung:

Ware	Nr. des schweiz. Zolltarifs	Sowjetische Begehren	Schweizerische Begehren
Teppiche	482	8000 kg	6000 kg
Benzin	1065b	3700 t	3700 t
Gasöl	643b	10000 t	10800 t**
Anthrazit	643a	—	5000 t
Gefrorenes Geflügel	84	—	100 t
Petroleum	1126 & 1126a	5000 t	—
Weizen	1	25000 t*	—
Gerste	4	10000 t*	—
Speise- bzw. Futterlinsen	10	2000 t*	—
Opium	968	2000 kg	—

* *Zu Lasten des II. Quartals 1939.*
** *Für das I. und das II. Quartal 1939.*

V.

Die Schweizerseite wird im I. Quartal 1939 für die kompensationsweise Einfuhr der nachfolgenden sowjetischen Waren Kontingente eröffnen:

Ware	Nr. des schweiz. Zolltarifs	Menge
Teppiche	482	8 000 kg
Benzin	1065b	3 700 t
Gasöl	643b	10 800 t

VI.

Gemäss Schreiben des Delegierten für Handelsverträge des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements von 4. Oktober 1938[2] weist die schweizerisch-sowjetische Kompensationsrechnung nach Durchführung des letzten Kompensationsgeschäftes, das die Nr. 63 trägt, einen Saldo zugunsten der Schweiz, Valuta 15. September 1938, von Fr. 3 402 219.55 auf. Ab 16. September 1938 sind der Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements von verschiedenen Schweizerfirmen folgende sowjetische Bestellungen gemeldet worden:

a) Vom 16. bis 30. September 1938:
Gemäss Beilage zum Schreiben des Delegierten für Handelsverträge vom 8. Oktober 1938 an die Handelsvertretung der UdSSR Berlin (Seite 9):
Wert der Bestellungen SFr. 225 300.24, die bei einem Kompensationsverhältnis von 1:1,4 einem Kompensationswert entsprechen von SFr. 315 421.20

zuzüglich Reduktionswert folgender sowjetischer Bestellungen:

1. Firma A.G. Fritz Studer, Glockenthal:
Reduktion der am 27. Juni 1938 gemeldeten Bestellung
(Komm.-Nr. 064/03769)..... SFr. 8 225.31
2. Starrfräsmaschinen A.G., Rorschach:
Reduktion der am 14. Februar 1938 gemeldeten Bestellung
(Komm.-Nr. 064/06821)..... SFr. 2 622.93
Gesamtreduktionswert SFr. 10 848.24
die bei einem Kompensationsverhältnis von 1:1,4 einem Kompensationswert entsprechen von SFr. 15 187.55
SFr. 3 101 985.90

2. *Non reproduit.*

b) Vom 1. Oktober bis zum 17. Dezember 1938:
Gemäss Kontrolle der Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements:

Wert der Bestellungen: SFr. 2923665.92,
die bei einem Kompensationsverhältnis von
1:1,4 einem Kompensationswert entsprechen von SFr. 4093132.30

Kompensationswert zugunsten der UdSSR
Valuta 17. Dezember 1938 SFr. 991146.40

Gemäss dem Wunsch der Sowjetseite wird ihr zu gegebener Zeit eine Liste der sowjetischen Aufträge übermittelt, die im Laufe des IV. Quartals 1938 der Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements gemeldet worden sind[3].

3. *Sur les relations commerciales entre la Suisse et l'URSS, cf. aussi* E 7110 1976/16/53 *et* E 7800 1/33.

3

E 4300 (B) 2/1

Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, au Directeur de l'Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail du Département de l'Economie publique, G. Willi

Copie
L

Bern, 10. Januar 1939

Mit ihrem Schreiben vom 31. Dezember[1] haben Sie uns zwei Aides-Mémoire vom 29. Dezember 1938[2] überwiesen, die Ihnen von Herrn Dr. Budde von der Deutschen Gesandtschaft überbracht worden sind und in denen angefragt wird, ob arbeitslose schweizerische landwirtschaftliche Arbeitskräfte, sowie auch solche für Industrie, Handel und Gewerbe für den deutschen Arbeitsmarkt, dem solche fehlten, zur Verfügung gestellt werden könnten. Es wird dafür eine zwischenstaatliche Vereinbarung angeregt. Sie haben Herrn Budde erklärt, es erscheine Ihnen zurzeit ausgeschlossen, in der Schweiz land-

1. *Non reproduits. Cette lettre mentionne l'opposition du Directeur de l'Union suisse des paysans, E. Laur, à un rapatriement de la main-d'œuvre allemande engagée dans l'agriculture helvétique. Les besoins de l'industrie suisse en personnel qualifié sont aussi exposés.*
2. *Non reproduits. L'Allemagne propose à la Suisse un accord analogue à ceux qu'elle a conclus avec la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'Italie.*

wirtschaftliche Knechte und Mägde für Deutschland engagieren zu können, da sich unsere eigene Landwirtschaft teilweise über Mangel an Arbeitskräften beklage. Für die anderen Kategorien von Arbeitskräften haben Sie Prüfung der Frage in Aussicht gestellt.

Wir beehren uns, Ihnen in folgendem unsere Auffassung zu dieser Angelegenheit bekanntzugeben.

Die gegenwärtige politische Situation Deutschland gegenüber erschwert die rein sachliche Abwicklung der Frage. Wir müssen Ihnen allerdings gestehen, dass wir die Auffassung nicht teilen, die offenbar weitherum in der Schweiz, besonders in Gewerkschaftskreisen herrscht, dass schweizerische Arbeitskräfte, die vorübergehend in Deutschland tätig wären, in ihrer politischen Einstellung zur Schweiz erschüttert werden könnten und als «Nazi» heimkehren würden. Wir glauben gegenteils, Arbeitslose, die bei uns Gefahr laufen, wegen der langen Arbeitslosigkeit politisch labil zu werden, würden draussen gesunden, einmal weil sie wieder arbeiten könnten und sodann, weil sie den Unterschied des freien Lebens, das sie von der Schweiz her kennen, zu den ständigen Bindungen und Beschränkungen bald empfinden würden. In dieser Richtung dürften auch die sehr grossen Abzüge am Lohn und die ausserordentlich bescheidene Lebensweise wirken. Es besteht nun aber einmal in weiten Kreisen bei uns die Angst vor dem Nazisiertwerden, sodass auch wir gewisse Hemmungen hätten, ohne weiteres auf den Plan einzutreten.

Vielleicht könnte die Sache jedoch anders angepackt werden. Unter den unterstützten Arbeitslosen – wohl auch unter den ausgesteuerten – befinden sich doch sicherlich auch zahlreiche Deutsche. Es wäre zweifellos zweckmässig, wenn wir diese abschieben könnten. Vielleicht könnte man doch auf eine Vorbesprechung eintreten und den Versuch machen, zum mindesten alle arbeitslosen Deutschen loszuwerden, auch diejenigen, die nicht zu den qualifizierten Arbeitskräften zählen, wenn wir es Deutschland ermöglichen würden, auch eine Anzahl qualifizierte schweizerische Arbeitslose zu erhalten. Nachdem Deutschland ohne Rücksicht auf unsern Arbeitsmarkt die deutschen Dienstmädchen heimruft, könnten wir unseres Erachtens noch einen Schritt weiter gehen und ihnen sagen, es wäre natürlicher, wenn sie neben den deutschen Arbeitslosen auch solche heimrufen, die in Stellungen sind, für deren Besetzung schweizerische Arbeitslose zur Verfügung stehen.

4

E 2200 Rom 23/1

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

Copie
L 39.A.b./1. Rome, 17 janvier 1939

A la fin de la semaine dernière, le Sénateur Amedeo Giannini, Directeur Général des Affaires Commerciales au Ministère des Affaires Etrangères, m'avait convoqué pour m'entretenir d'une série d'affaires au sujet desquelles nous renseignerons séparément la Division du Commerce.

A la fin de l'entretien, il m'a toutefois fait une communication d'une certaine gravité touchant la base de nos Accords commerciaux avec l'Italie. Il m'a dit que jusqu'ici le Ministère des Affaires Etrangères avait réussi à «retarder» toute décision quant à une proposition de l'Administration italienne des douanes qui demande avec insistance la dénonciation de nos Accords (il s'agit évidemment du Traité de commerce de 1923 même)[1], en raison des difficultés pour l'Italie d'appliquer dans le domaine du dédouanement la clause de la nation la plus favorisée et vu aussi la situation spéciale, à la douane internationale de Chiasso, qui s'était créée au cours des derniers mois.

[...][2]

Il va de soi que j'ai très vivement réagi en demandant à l'Ambassadeur Giannini de reporter l'affaire devant le Comité interministériel en faisant valoir tous les arguments dont le Ministère des Affaires Etrangères peut se servir mieux que d'autres dicastères. En effet, lui ai-je expliqué, il faut bien réfléchir du côté italien, avant de vouloir ouvrir des négociations sans doute très longues et de dénoncer un Accord qui durant plus de 15 ans a été favorable à l'Italie. Je lui ai fait allusion aux efforts faits par l'Administration fédérale et par des groupements suisses intéressés pour augmenter les achats en Italie d'une manière qui permettrait d'alléger le clearing. Tout ce courant favorable d'achats risquerait évidemment d'être compromis si nous nous trouvions en face d'une décision brusque et difficilement soutenable des Autorités italiennes. Au surplus, j'ai fait appel aux souvenirs personnels de M. Giannini en lui demandant s'il n'était pas convaincu, comme je l'étais, des désavantages psychologiques résultant au point de vue des innombrables affaires en cours entre les deux pays, de négociations très longues et par la force des choses fort dures car, il est évident que la Suisse aussi en cas de dénonciation du Traité de commerce doit ouvrir complètement les dossiers renfermant ses griefs et ses exigences. Enfin j'ai pu me servir d'une dernière arme qui, en ce moment, est de nature à impressionner les Ita-

---

1. *Cf. FF, 1923, I, pp. 253 ss.*
2. *Suivent quelques exemples de maisons d'expédition de Chiasso qui ont essayé de frauder la douane italienne durant les années de validité du traité, notamment au cours du deuxième semestre de 1938.*

liens: il s'agit des nombreux crédits suisses à des banques italiennes et même à l'Istcambi pour un montant qui a été autrefois couvert par la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. En effet, sur la base de critères qui nous échappent mais au sujet desquels la Banque Nationale pourra, sans doute, obtenir des précisions, nos banques suisses se sont substituées à la banque des trois puissances susmentionnées dans l'octroi de crédits à court et à moyen terme. M. Giannini savait que des représentants de nos grandes banques auront à la fin de ce mois même des contacts en très haut lieu, au sujet de la prolongation éventuelle d'une partie des crédits en question. Il était donc sans aucun doute très frappé par ma déclaration qu'à l'avenir l'on ne saurait guère scinder du côté suisse les affaires commerciales et financières et que des mesures peut-être défavorables pour nous au point de vue économique (ou qui apporteraient du moins un certain trouble durant la période des négociations) ne resteraient sûrement pas sans répercussion sur les dispositions de la finance suisse, désormais en contact étroit avec la Banque Nationale dans sa politique de crédit. En conclusion M. Giannini m'a promis de ne pas considérer la «décision» du Comité interministériel comme définitive, mais de reporter toute la question devant cet organisme. A cet effet, le Ministère des Affaires Etrangères souhaiterait, toutefois, pour faire valoir nos arguments à vrai dire assez convaincants, pouvoir se baser sur un exposé de notre point de vue qui lui serait remis par la Légation. Je vous demande donc de vouloir bien nous autoriser à remettre à M. Giannini, au cours d'un nouvel entretien que je devrai avoir, si possible, dans les 10 jours avec lui en présence de M. Fumasoli, un exposé qui, à mon sens, doit essentiellement résumer mes déclarations verbales provisoires auxquelles, bien entendu, je vous serais reconnaissant d'ajouter les éléments qui vous paraîtront indiqués. De toute manière, il me semble indispensable, dans l'état actuel de la situation, de pouvoir faire comprendre que selon le développement prochain et l'attitude du Comité interministériel italien, la Banque Nationale encouragera ou n'encouragera point la finance suisse dans la continuation sur la même échelle, de la politique de crédit envers l'Italie[3].

---

3. *Le renouvellement de ces crédits accordés notamment par le Crédit Suisse et la Société de Banque Suisse fait l'objet d'un échange de correspondance entre la Légation de Suisse à Rome, la Division du Commerce du Département de l'Economie publique et la Banque nationale au début de 1939, cf.* E 2001 (D)2/268. *Sur l'attitude des banques suisses, cf.* E 2001 (D) 1/221 *(notamment le procès-verbal de la séance du 7 juin 1939 du «Comité Italie» de l'Association suisse des banquiers).*

5

E 2001 (E) 1/5

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta[1]

L IV 1/3.-F/YS. Berlin, 17. Januar 1939

Gestern besuchte ich Herrn von Weizsäcker wegen des Artikels von Dr. jur. Ernst Hermann Bockhoff in den Nationalsozialistischen Monatsheften[2].

Der Staatssekretär antwortete mir auf meine Ausführungen, dass er den Artikel nicht gelesen habe, und dass ihm der Verfasser eine unbekannte Grösse sei. Er könne mir aber jetzt schon sagen, dass für die Auslegung der Neutralitätserklärungen der deutschen Regierung und des deutschen Reichskanzlers nicht Herr Bockhoff sondern die deutsche Regierung und in erster Linie Hitler selbst zuständig seien.

Herr von Weizsäcker versicherte, dass die deutsche Regierung nichts anderes wünsche, als weiterhin mit der Schweiz freundschaftliche Beziehungen zu unterhalten, und er wiederholte, was er mir schon früher gesagt hatte, dass Hitler sich nach den Ereignissen des Herbstes mit aller Deutlichkeit und Entschiedenheit in diesem Sinne ausgesprochen habe.

Allerdings verhehlte mir Herr von Weizsäcker nicht, dass die Einstellung der Schweiz Deutschland gegenüber zu Bedenken Anlass gegeben habe. Man habe sich vor den Ereignissen im Herbst gefragt, ob bei der deutschfeindlichen Einstellung der schweizerischen Presse nicht eine Lage geschaffen werden könnte, die im Falle einer Neutralitätsverletzung Frankreichs es der schweizerischen Regierung schwer machen würde, die schweizerische Neutralität mit der Waffe zu verteidigen. Aber man anerkenne durchaus die Neutralitätspolitik des Bundesrates und seine Bemühungen, Verständnis dafür im Schweizervolk zu schaffen.

Es sei nun im nationalsozialistischen Staate schwierig, solche mehr theoretischen Ausführungen, wie sie im Artikel von Bockhoff enthalten seien, öffentlich zu desavouieren, aber er könne mich nochmals versichern, dass durch den Artikel von Bockhoff die gegebenen Zusicherungen keineswegs in Frage gestellt seien.

---

1. *Remarque manuscrite de Motta dans la marge:* Dem Bundesrat mitgeteilt. 24.1.39.

2. *Il s'agit d'un article intitulé* Neutralität und Demokratie im 20. Jahrhundert *paru dans les* Nationalsozialistische Monatshefte. Zentrale politische und kulturelle Zeitschrift der NSDAP, *N° 106, janvier 1939, p. 46 ss. L'auteur soutenait que la véritable neutralité englobe non seulement la neutralité de l'Etat, mais aussi celle des particuliers. Ce texte s'oppose aux conceptions de Dietrich Schindler et fustige le droit d'asile.*

Cf. la lettre de D. Schindler à Motta du 17 janvier 1939 (E 2001 (D) 3/304). *Le Chef du Département politique s'entretient de cette affaire avec le Ministre d'Allemagne à Berne et von Bibra, en soulignant le fait que cet article* contrecarre l'effort que fait le Conseil fédéral pour arriver à ce que la presse suisse montre plus de modération *(lettre du 19 janvier 1939 de Motta à Frölicher, non reproduite).*

Ich antwortete, dass die Ausführungen Bockhoffs immerhin in einer repräsentativen nationalsozialistischen Zeitschrift erschienen seien, die zudem von einem Reichsleiter[3] herausgegeben werde. Ich betonte, dass ich in dieser Angelegenheit zwar noch keine Instruktionen erhalten habe, aber ich möchte doch darum bitten, dass die Reichsregierung dafür sorge, dass diese Kampagne gegen die schweizerische Neutralität, wie sie im Völkischen Beobachter eingeleitet und in den süddeutschen Zeitungen und jetzt in den Nationalsozialistischen Monatsblättern weitergeführt werde, aufhöre. Ferner wäre ich dankbar, wenn das Auswärtige Amt später, wenn es von dem Artikel Bockhoffs Kenntnis genommen habe, zum mindesten zu Handen des Bundesrates zu den Ausführungen Stellung nehmen würde und davon abrücke. Auf Grund der Besprechung, die ich mit Ihnen im Dezember hatte, hielt ich mich auch für ermächtigt zu erklären, dass der Bundesrat entschlossen sei, seine bisherigen Bemühungen fortzusetzen, um die öffentliche Meinung in der Schweiz in Übereinstimmung mit seiner Neutralitätspolitik zu bringen.

Ich sehe also Ihren Weisungen entgegen und werde dann erneut mit Herrn von Weizsäcker Rücksprache nehmen. Hitler hält in der Reichstagssitzung Ende Januar eine grosse politische Ansprache. Es frägt sich, ob dem Auswärtigen Amt eine Anregung gemacht werden sollte, die Anerkennung der Neutralität zu erwähnen und damit implizite von den Ausführungen Bockhoffs sich zu distanzieren.

Bei der Besprechung mit Herrn von Weizsäcker erhielt ich den bestimmten Eindruck, dass die deutsche Aussenpolitik keineswegs darauf abzielt, ihre Zusicherungen hinsichtlich der Neutralität in Frage zu stellen. Die politische Aktivität Deutschlands geht nach dem Südosten und nach dem Osten, und zu diesem Zweck will das Deutsche Reich im Westen Ruhe haben. Herr von Weizsäcker sagte mir denn auch, dass seines Erachtens die Lage der Schweiz durch die Ereignisse des Jahres 1938 im Gegensatz zu dem, was man im allgemeinen in der Schweiz glaube, eine gesicherte geworden sei. Solange Frankreich im Osten engagiert gewesen sei, habe die Schweiz geographisch auch im Schnittpunkt der verschiedenen unterschiedlichen Interessen gelegen. Heute, nachdem sich Frankreich auf sein ausgedehntes Kolonialreich beschränke, müsse Deutschland auch nicht mehr mit der Möglichkeit eines französischen Durchmarsches durch die Schweiz rechnen. Die jetzt zwischen Deutschland und Frankreich getroffene Verständigung müsse sich auch für die Schweiz beruhigend auswirken. An diesen Ausführungen ist jedenfalls zutreffend, dass Deutschland auch zu unserm Vorteil im Westen den Status quo aufrechterhalten will. Wie mir der französische Botschafter heute sagte, hat ihm Hitler bei der Übergabe des Beglaubigungsschreibens mit Vehemenz erklärt, dass das Deutsche Reich endgültig auf Elsass-Lothringen verzichtet habe, weil er das deutsche Volk nicht wegen dieser Frage den Lasten und Schrecken eines Krieges mit Frankreich aussetzen könne.

Sowenig man daher zu befürchten braucht, dass Deutschland etwas gegen

---

3. *Les* Nationalsozialistische Monatshefte *était un organe officiel de la NSDAP. L'éditeur du mensuel était Alfred Rosenberg.*

die Integrität oder gegen die Neutralität der Schweiz plant, so sehr muss man im Auge behalten, dass das nationalsozialistische Deutschland bezüglich seines Ansehens sehr empflindlich und vielleicht überempfindlich ist, und dass es sich auf die Dauer nicht gefallen lässt, dass ein kleiner Nachbar dieses Ansehen zu verkleinern sucht. Die Kampagne in der nationalsozialistischen Parteipresse ist ein Beweis dafür, wenn es überhaupt dafür eines Beweises bedarf.

Es wäre unklug, unsere an sich nicht ungünstige aussenpolitische Lage durch eine unvorsichtige Journalistik weiterhin zu unserem eigenen Nachteil zu ändern.

6

E 2001 (D) 3/66

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique[1] *au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz*

Copie
L B.15.21.Mandch.-SD.
ad Sb.Mand.870.

Berne, 19 janvier 1939

En nous référant à votre lettre du 14 de ce mois[2], nous avons l'honneur de vous faire connaître que vous avez fort bien répondu à la demande de la maison Bernheim à La Chaux-de-Fonds[3], au sujet de la reconnaissance par la Suisse du nouvel Etat mandchourien.

Il s'agit, en effet, d'une question politique, et d'un caractère des plus délicats. Nous ne demanderions pas mieux, quant à nous, de ne pas fermer à notre industrie, par un formalisme intransigeant, des débouchés dans une région du globe qui peut offrir d'intéressantes possibilités d'exportation. Mais nous sommes liés, comme vous le savez, au même titre que les autres Etats membres de la Société des Nations, par la résolution de l'Assemblée en date du 24 février 1933[4], et nous n'éprouverions aucune propension à nous singulariser en étant les premiers, parmi les membres de la Société des Nations, à rompre avec l'engagement contracté il y a plus de cinq ans.

La Hongrie semble avoir pris tout récemment, il est vrai, une initiative dans ce sens, mais elle l'a fait surtout pour bien marquer ses attaches avec l'axe

---

1. *La lettre est signée par C. Gorgé.*
2. *Non reproduite.*
3. *Non reproduite.*
4. *Cf. DDS, vol. 10, N° 278: Un rapport du Département politique indique que des diplomates helvétiques ont été appelés à participer à la rédaction de cette résolution et souligne que, si l'attitude de la Suisse* a été ferme sur les principes, elle a été conciliante et modérée dans l'application. *Conformément à cette résolution, le Conseil fédéral décide, le 4 juillet 1933, de ne reconnaître ni* de jure *ni* de facto *le régime établi en Mandchourie par le Japon après l'invasion de la Chine.*

Rome-Berlin et les tenants du pacte anti-Komintern. Ce serait une raison de plus pour ne pas modifier l'attitude d'expectative que nous avons adoptée jusqu'ici.

Quoi qu'il en soit, nous suivons de près l'évolution de la situation en Extrême-Orient, et il va de soi que, si d'autres membres de la Société des Nations finissaient par reconnaître en fait, sinon en droit, l'existence politique du nouvel Etat, nous examinerions sérieusement la possibilité de ne pas sacrifier nos intérêts légitimes à des scrupules excessifs.

Il ne faut pas oublier d'ailleurs que les Etats qui se font les plus chauds défenseurs de la résolution du 24 février 1933 – il s'agit avant tout de la France et de la Grande-Bretagne, auxquelles on pourrait même ajouter les Soviets – peuvent ne pas éprouver une hâte particulière à reconnaître diplomatiquement le nouvel état de choses, ne fût-ce que pour ne pas chagriner les Chinois, étant donné qu'ils possèdent, au Mandchoukouo, des représentations consulaires suffisantes pour sauvegarder leurs intérêts. Il y a donc une certaine inégalité entre leur situation et la nôtre, inégalité qui nous permettrait, le cas échéant, d'envisager les voies et moyens d'entretenir avec Hsinking, faute de rapports pleinement officiels, certaines relations par l'entremise d'une agence consulaire. Ce serait autant de gagné, et cela serait peut-être suffisant pour nous mettre en état, comme la Grande-Bretagne et la France, d'attendre avec une patience asiatique la suite des événements.

7

E 2001 (D) 1/ 31

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta[1]

L F/AZ Berlin, 24. Januar 1939

Entschuldigen Sie, wenn ich mich zu einer Frage äussere, die zwar nicht in meine Zuständigkeit fällt, aber die mich aus meiner früheren Tätigkeit[2] her begreiflicherweise stark interessiert.

---

1. *Annotation manuscrite de Motta en haut du document:* Dieser Brief ist sehr interessant. Er deckt sich mit den Auffassungen, die ich gestern ausgesprochen habe. 26.1.39. *Lors de sa séance du 24 janvier, le Conseil fédéral examine une demande d'audience du représentant du gouvernement franquiste en Suisse. A la suite de la prise de position de Motta, qui* hält es für durchaus zulässig, ja sogar für angezeigt, dass der Herr Bundespräsident [*Etter*] dem Vertreter von Franco-Spanien die nachgesuchte Audienz gewähre, *le Conseil fédéral accepte la demande d'audience* (E 1004.1 1/381, *N°* 170).

2. *Avant d'être accrédité à Berlin en 1938, Frölicher avait été adjoint du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique. A ce titre, il avait participé aux démarches entreprises pour la défense des intérêts suisses en Espagne; cf. DDS, vol. 11, N° 312.*

Es handelt sich um die schweizerische Politik gegenüber Spanien. Zur Zeit ist die Regelung die, dass die Regierung in Barcelona de jure anerkannt ist, während mit Franco nur de facto Beziehungen bestehen. Es liegt somit eine bevorzugte Behandlung des republikanischen Spaniens vor, eine unterschiedliche Behandlung, die sich bisher vom Gesichtspunkte der Priorität aus rechtfertigen lässt.

Es fragt sich nun aber, ob heute diese ungleiche Behandlung noch angezeigt erscheint, nachdem der endgültige Erfolg Francos in greifbarer Nähe ist und bereits der grösste Teil Spaniens von den nationalen Truppen besetzt ist. Es liegt daher nahe, eine Lösung zu wählen, bei der die völkerrechtliche Gleichbehandlung beider Bürgerkriegsparteien zum Ausdruck kommt, nämlich offizielle Beziehungen mit beiden Teilen, d.h. de jure-Anerkennung Francos, ohne Abbruch der bestehenden offiziellen Beziehungen mit dem republikanischen Spanien. Jede der beiden Regierungen würde also anerkannt werden für diejenigen Gebiete des spanischen Territoriums, die von ihr beherrscht werden. Die Beziehungen zu dem republikanischen Spanien würden aufhören, sobald diese Regierung in Spanien nicht mehr existiert.

Ich bin mir bewusst, dass diese Lösung bisher noch von keinem anderen Land gewählt worden ist. Das ist aber kein Nachteil, sondern scheint mir vom Standpunkt unserer unabhängigen Neutralitätspolitik aus eher erwünscht. Die jetzige Lösung haben wir auch beinahe als erstes Land gefunden und dann gesehen, dass sie von England und vielen anderen Staaten nachgemacht wurde. Bleiben wir bei der jetzigen Lösung, so segeln wir in der Beurteilung Nationalspaniens und unserer autoritären Nachbarstaaten im Kielwasser Englands. Eine originelle Lösung, die auf der Gleichbehandlung ruht, wäre eine Manifestation für eine schweizerische unabhängige Neutralitätspolitik.

Die Volksfrontfreunde bei uns würden allerdings bei ihrer antifaschistischen Einstellung opponieren. Aber das haben sie ja bisher auch immer getan, ohne dass man sich hat hindern lassen diejenigen Massnahmen zu ergreifen, die die aussenpolitischen Interessen der Schweiz erfordern. Frankreich, das unter dem Einfluss der Volksfront in seiner spanischen Politik sehr unglücklich manövriert hat, – heute empfiehlt endlich der «Temps» die Entsendung eines diplomatischen Agenten nach Burgos – müsste, wenn meiner Anregung Folge gegeben wird, anerkennen, dass die Schweiz im Gegensatz zu den autoritären Staaten die Beziehungen mit dem republikanischen Spanien nicht abgebrochen hat.

Die Völkerrechtler könnten wohl darüber streiten, ob die offizielle Anerkennung zweier Regierungen in Spanien eine de jure-Anerkennung sei. Rechtlich betrachtet handelt es sich meines Erachtens in der Tat um eine provisorische Anerkennung beider Bürgerkriegsparteien. Sie würde automatisch zu einer endgültigen Anerkennung, sobald die eine oder andere Regierung das gesamte spanische Territorium beherrscht. Für das schweizerische Ansehen in den autoritären Staaten – und deshalb glaube ich mich auch zu einer Frage äussern zu dürfen, die mich direkt nichts angeht – dürfte ein solcher Schritt im gegenwärtigen Moment vorteilhaft sein. Er würde zum Ausdruck bringen,dass wir ohne Druck von irgendeiner Seite diejenigen Lösungen wählen, die wir in Wahrung unserer Interessen und im Hinblick auf unsere Neutralitätspolitik als die richtigen ansehen.

8

E 2001 (D) 2/234

Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht, au Chef du Département politique, G. Motta

L[1] Bern, 24 Januar 1939

Mit Schreiben vom 16. November 1938[2] haben wir Ihnen zur Kenntnis gebracht, dass die von den schweizerischen Gesandten in Paris und Bruxelles bei den betreffenden Regierungen unternommenen Schritte über Massnahmen zur Sicherstellung der Güterzufuhr aus dem Ausland während eines Krieges nunmehr soweit gediehen seien, dass unseres Erachtens Herr a. Oberbetriebschef Matter, Chef des Kriegs-Transport-Amtes, mit den zuständigen französischen und belgischen Behörden Fühlung nehmen sollte, um die technischen Fragen abzuklären.

Wir sehen uns veranlasst, auf die Sache zurückzukommen und Ihnen über den seitherigen Verlauf und den heutigen Stand der mit den auswärtigen Regierungen gepflogenen Verhandlungen folgendes mitzuteilen:

Frankreich. Das Ministère des Affaires Etrangères hat unserem Gesandten in Aussicht gestellt, dass die Fragen, deren Regelung schweizerischerseits gewünscht wird, der Commission de la Défense Nationale zur Prüfung unterbreitet würden. Mit Note vom 22. Dezember 1938[3] verlangt das Ministère des Affaires Etrangères noch verschiedene Auskünfte, die zum Teil von der Generaldirektion der Schweizerischen Bundesbahnen geliefert werden müssen. Wir werden Ihnen die gewünschten Angaben sobald als möglich liefern.

Belgien. Auf unser eingangs erwähntes Schreiben vom 16. November 1938 sind uns Nachrichten nicht mehr zugekommen[4].

Deutschland. Mit Schreiben AS/GS 8-51 vom 22. November 1938[5] hat das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit der Abteilung für Auswärtiges zu einer Aufzeichnung, die das Deutsche Auswärtige Amt dem schweizerischen Gesandten in der Form eines Vorschlages übergeben hatte, eine Ergänzung beantragt. Es gab ferner dem Wunsche Ausdruck, die Deutsche Regierung möchte sich nicht nur mit einer grundsätzlichen Erklärung begnügen, sondern sich auch dazu bereit finden, eine Amtsstelle zu bezeichnen, mit welcher gewisse Massnahmen, die zu einer geordneten Abwicklung der Transportgeschäfte im Kriegsfall nötig sind, besprochen und geregelt werden können.

Eine Antwort ist hierauf nicht eingegangen.

Italien. Der schweizerische Gesandte in Rom meldete mit Schreiben vom

---

1. *Annotation manuscrite de R. Hohl:* Urgent. M. Merminod, m'en parler s.v.p..
2. *Non reproduit.*
3. E 2001 (D) 2/236.
4. *R. Hohl a écrit dans la marge:* Le BIGA aura reçu entre-temps la lettre affirmative de M. de Stoutz. *Cf. lettre du 19 janvier 1939* (E 2001 (D) 2/235).
5. E 2001 (D) 2/235.

15. November 1938[6], dass er mit dem Aussenminister, Graf Ciano, eine zweite Besprechung gehabt habe, wobei ihm dieser mitgeteilt hätte, dass zwischen Rom und Berlin ein Gedankenaustausch über die Angelegenheit stattgefunden habe. Dem Rate des Grafen Ciano folgend werde er in der Folge in Fühlung bleiben mit dem Ambassadeur Buti, Directeur général des Affaires politiques, und mit dem Minister Vitetti, Directeur des Affaires générales.

Seit dem Eingang dieses Schreibens haben wir weitere Mitteilungen nicht mehr erhalten.

Der Bundesratsbeschluss vom 16. September 1938[7] über die Sicherstellung der Landesversorgung mit lebenswichtigen Gütern sieht vor, dass mit den Regierungen der obgenannten Länder Verhandlungen angebahnt werden sollen, um

1. eine Zusage zu erhalten, wonach sie sich bereit erklären, im Kriegsfall die Versorgung der Schweiz mit lebensnotwendigen Gütern aufrecht zu erhalten,

2. Vorbereitungen zum Abschluss von Vereinbarungen zu treffen, wonach der Schweiz gewisse Zusicherungen über die Benützung von Häfen, sowie den Umschlag überseeischer Güter und deren Beförderung bis an die Schweizergrenze gegeben werden,

3. zu erwirken, dass in den verschiedenen Staaten eine bestimmte Amtsstelle bezeichnet wird, mit welcher die Schweiz alle zur Erzielung einer reibungslosen Ausführung der Transporte erforderlichen Punkte besprechen und ordnen kann.

Die Verhandlungen sind bedauerlicherweise noch mit keinem Lande soweit fortgeschritten, dass die Besprechungen über die Regelung der technischen Fragen, die dem Abschluss von Vereinbarungen vorausgehen müssen, aufgenommen werden konnten. Angesichts der grossen Wichtigkeit, die der Angelegenheit zukommt, wären wir Ihnen zu besonderem Dank verpflichtet, wenn Sie die schweizerischen Gesandten in Bruxelles, Berlin und Rom veranlassen würden, bei den betreffenden Regierungen nachdrücklich auf baldige Stellungnahme zu den gestellten Begehren zu dringen[8].

---

6. E 2001 (D) 2/237.

7. E 1004.1 1 377, *N°* 1549.

8. *Dans une lettre signée par P. Bonna, du 26 janvier 1939, le DPF expose l'état d'avancement des négociations avec les six pays concernés. Une copie de cette lettre est adressée, «à titre d'orientation», aux six Légations de Suisse qui participent à ces démarches.*

9

E 2001 (D) 1/21f

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta

L F/YS. Vertraulich Berlin, 25. Januar 1939

In Beantwortung Ihrer Zuschrift vom 24. dieses Monats[1] betreffend Gerüchte über Truppenbewegungen an der deutsch-schweizerischen Grenze kann ich Ihnen mitteilen, dass ich gestern bei einem Empfang des Reichspressechefs Gelegenheit hatte, mit einem hohen Beamten des Propagandaministeriums mich über diese Nachrichten zu unterhalten. Die Meldung des englischen Senders, über die ich Ihnen gestern schrieb[2], ist auch auf dem Propagandaministerium beachtet worden. Man sah sich veranlasst, ein Dementi der Presse zu geben, indem man darauf hinwies, dass es sich lediglich um harmlose Truppenübungen in Vorarlberg handle. Ich machte meinerseits darauf aufmerksam, dass es unrichtig sei, dass militärische Massnahmen seitens der Schweiz ergriffen wurden, vielmehr habe der Kanton St. Gallen die Grenzorgane um einige Polizisten verstärkt.

Zu den alarmierenden Gerüchten, über die Sie mir berichten, kann ich kein abschliessendes Urteil abgeben, ohne die Quelle zu kennen, aus der sie stammen. Ich halte es für sehr angezeigt, wenn die Gerüchte überprüft werden, schon deshalb, um den Gerüchtemachern entgegenzutreten. Die richtige Stelle hierfür ist der Nachrichtendienst des Generalstabes. Es wäre auch möglich, die Konsularagentur Bregenz und das Konsulat Mannheim damit zu beauftragen. Herr Bitz und Herr Villiger wären aufzufordern, sich auf Schweizerboden zu begeben, wo ihnen telephonisch die nötigen Instruktionen erteilt werden können. In Waldshut besteht eine grosse Schweizerkolonie, das Konsulat hat einen Vertrauensmann, sodass es nicht schwer sein sollte festzustellen, was für eine Bewandtnis es mit diesen Gerüchten hat.

Die Behauptungen über einen beabsichtigten deutschen Angriff auf die Schweiz – bezüglich Liechtenstein könnte allerdings eine andere Sachlage vorliegen – halte ich für ein lächerliches Geschwätz, das von linksgerichteter Seite verbreitet wird, um innerpolitische Geschäfte zu machen. Eine falsch eingestellte geistige Landesverteidigung, die Deutschland alle schwarzen Absichten andichtet, hat es zustande gebracht, in einem Teil unserer Bevölkerung eine unwürdige Nervosität zu erzeugen[3].

---

1. *Non reproduit.*
2. *Non reproduit.*
3. *Le 26 janvier, la Division des Affaires étrangères du Département politique répond à Frölicher:* Nous aimerions attirer tout spécialement votre attention sur le troisième alinéa de notre lettre du 24 janvier. Vous verrez que les informations sur lesquelles nous avons basé communication n'émanent pas des milieux de la gauche, mais qu'elles proviennent d'une source sérieuse et bien renseignée. Dans ces circonstances, nous vous saurions gré de vouloir bien poursuivre l'examen de cette question (E 2001 (D) 1/21f). *Cf. aussi* E 2001 (D) 1/218.

Le Ministre de Suisse à Berlin répondra par une lettre du 6 mars 1939:

In Beantwortung Ihres Schreibens vom 26. Januar dieses Jahres gestatte ich mir, nach reiflicher Überlegung zu bemerken, dass ich keine Möglichkeit für mich sehe, militärische Vorkommnisse, wie Truppenansammlungen an der Rheinlinie, rechtzeitig zu erfahren oder auch deren Zweck festzustellen.

Meine Organe sind der Militärattaché und die Konsulen.

Beiden ist alles – somit auch jede Organisation – untersagt, was als Spionage ausgelegt werden könnte.

Bis ausserordentliche Truppenbewegungen, die natürlich nicht veröffentlicht werden, nach Berlin oder zu einem der Konsulen gelangen, dürfte es voraussichtlich zu spät sein.

Selbst wenn durch einen zufälligen Besuch im richtigen Moment sofort eine derartige Massnahme zu einem Konsul gelangt, müsste sie doch erst überprüft werden punkto Stärke, Waffenzusammensetzung, voraussichtliche Dauer und Zweck, was ja nur durch am Ort tätige Personen möglich ist.

Die in dem Falle harmloseste Art: Die Nachforschung durch den Konsul gut bekannte Schweizer im Wege eines Autobummels, braucht finanzielle Aufwendungen im Sinne von Spesenersatz, wozu der Konsul keine Mittel hat, und dürfte ausserdem nicht immer zuverlässig sein.

Rechtzeitige Meldungen und zuverlässige und erschöpfende Überprüfung können nur, wie erwähnt, am Ort ansässige und dort Vertrauen geniessende Leute mit guten Beziehungen liefern, also Vertrauensleute oder direkt Agenten.

Damit aber fällt meines Erachtens nach diese Berichterstattung in die Kompetenz des militärischen Nachrichtendienstes (E 2001 (D) 1/21f).

10

E 2300 London/33

Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini, au Chef du Département politique, G. Motta

RP N° 5. La situation actuelle et la Suisse

Londres, 26 janvier 1939

J'ai eu ce matin un entretien avec Sir Alexander Cadogan, au Foreign Office, au cours duquel j'ai amené la conversation sur la Suisse et sur l'opinion qu'on avait, à Downing Street, de la situation dans laquelle pourrait se trouver notre pays suivant la marche des événements et la tournure que prendront éventuellement les affaires de l'Europe.

Sans insister ici sur les commentaires de nature plus générale au sujet de l'aspect politique du moment, je me bornerai à vous rapporter les observations de mon interlocuteur nous intéressant directement.

La façon dont Sir Alexander, à la mention de la Suisse, s'est tout de suite enquis du degré, dans les milieux officiels de chez nous et dans la population, de notre inquiétude par rapport aux dangers auxquels nous pourrions avoir à faire face, n'a pas manqué de me frapper. J'ai cru pouvoir constater qu'il s'agissait là d'une question qui n'est pas pour lui un sujet inattendu et auquel il n'avait jamais voué d'attention, mais plutôt d'une chose qui semble préoccuper en ce moment même sa Chancellerie.

J'ai touché à la controverse existant entre Berne et Berlin par rapport à la définition de notre neutralité, et il ne m'a pas caché que, selon lui, le fait même que la Wilhelmstrasse semblait vouloir maintenir la discussion, montrait qu'on avait l'intention, à Berlin, d'attacher du prix à ce qu'il y ait un sujet en cours sur lequel l'Allemagne n'était pas d'accord avec la Suisse. Le sujet même, a-t-il relevé, est d'ailleurs d'une nature qui pourrait facilement, en cas de nécessité, être un prétexte à des mesures inquiétantes! J'ai répondu, en ce qui concerne l'objet même, que nous nous basions strictement sur les thèses reconnues du droit international et que nous n'admettions naturellement pas que ce soit un Gouvernement individuel étranger qui établisse, selon des principes de son propre choix, les obligations que nous impose notre neutralité. Dans cette conception, qui est celle de Sir Alexander autant que la nôtre, gît, selon lui, précisément la raison pour laquelle on doit réfléchir sur le but que peut poursuivre la Wilhelmstrasse en insistant sur cette différence d'interprétation[1].

Sir Alexander sait qu'en Pologne on est, après l'entrevue Hitler-Beck, décidément soulagé. Le fait que le sentiment de satisfaction à Varsovie ne fait aucun doute, incline à conclure que le Führer a donné certaines assurances au Colonel Beck, assurances qui ne pourraient guère être autre chose que la sécurité pour la Pologne en vue des opérations à venir. Cela fait penser que, s'il y a des projets qui peuvent être menaçants, les menaces ne seraient pas dans la direction de l'Europe orientale. Il faut ajouter que jusqu'ici, il n'a pas été possible à mon interlocuteur d'avoir des informations *exactes* sur ce qui s'est passé entre MM. Hitler et Beck.

Or, au Foreign Office, on admet que M. Hitler est en train de préparer, disons pour après la mi-février ou mars, l'exécution d'un de ses projets. Si ce n'est pas vers l'Est, cela sera vers l'Ouest, soit directement, soit à la suite d'une opération qui aurait commencé dans d'autres régions, par exemple en Méditerranée. Les pays en danger seraient alors la Hollande et la Suisse.

En effet, on paraît avoir voué, ces temps-ci à Downing Street, une très grande attention à la situation de ces deux pays; on y suit avec attention la propagande naziste et ses effets. On parle à peine de la Belgique, on la considère bien moins exposée au danger, du moins pendant la période initiale d'un conflit. Ceci pour différentes raisons, entre autres celle des réserves d'or.

La situation économique de l'Allemagne, ajoute Sir Alexander, demandera nécessairement bientôt une nouvelle provision de richesses, bien que les levées et les confiscations à l'intérieur du Reich soient portées jusqu'à l'extrême limite. Le Führer trouverait les richesses qu'il cherche en Hollande et en Suisse, s'il arrive, ce qui ne lui sera pas très difficile, à créer un prétexte quelconque pour attaquer ces deux pays.

Lord Halifax s'est adressé hier à l'Ambassadeur de France aux fins de savoir si l'on possédait également, au Quai d'Orsay, des informations inquiétantes au sujet des desseins nazistes visant les Pays-Bas et la Suisse. Il semblerait que les

---

1. *Remarque manuscrite de Motta dans la marge:* Mais il ne s'agit pas, en attendant, de la Wilhelmstrasse! *Sur la controverse germano-suisse, cf. N° 5.*

informations à Paris et à Londres seraient à peu près de même nature[2]. Ce qui inquiète surtout, ce sont les mouvements de troupes et de matériel qu'on aurait constaté en Autriche et on affirme que la semaine dernière, une trentaine de trains plombés auraient passé de Silésie en Autriche à travers la Tchécoslovaquie.

On ne peut se tromper sur l'inquiétude qui règne tant en France qu'ici et qui est entre autres causée par le renforcement éclatant de la force militaire du Reich moyennant le récent décret. On croit être dans le vrai en admettant qu'à aucun moment dans le passé M. Hitler n'a concentré à un tel point l'organisation de toute la population et de toutes les ressources de la nation dans le seul but de la «Kriegsbereitschaft». Cette organisation comprend définitivement, outre les forces armées, l'économie totale, le training de toutes les classes, hommes, femmes et enfants; elle s'étend aux habitudes de vie, publique et privée, à chaque ménage individuellement, aux devoirs de tout citoyen, tant matériels que moraux.

Et, dans cette connexion, je me souviens d'un propos de Sir Alexander; il ne faut pas oublier, dit-il, la rapidité avec laquelle le matériel de guerre devient démodé de nos jours; il demande, pour être à la hauteur, un renouvellement presque continu, spécialement l'arme aérienne. Ainsi, lorsqu'on a créé une armée «moderne» en tous points, il faut s'en servir vite, pour empêcher l'adversaire de la dépasser. Ceci surtout dans le cas d'un pays qui est sans argent.

2. *Annotation manuscrite de Motta dans la marge:* M. Paravacini téléphone que, renseignements pris à l'Ambassade de France, ceci n'est pas exact. Les informations inquiétantes sont exclusivement de source anglaise.

11

E 2001 (D) 2/235

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L IV 7/19. -F/YS
ad B.21.463.111.1.-PK. Berlin, 27. Januar 1939

Entsprechend Ihren Weisungen vom 24. November[1] betreffend Güterzufuhr im Kriegsfall habe ich am 2. Dezember v.J. Herr Woermann die von Ihnen aufgestellte Formulierung für eine deutsche Antwort übergeben.

Gestern empfing mich nun der Unterstaatssekretär und übergab mir den beiliegenden deutschen Vorschlag.

Wie Sie daraus ersehen, unterscheidet er sich in gewissen Punkten von unserer Version. Zunächst wird in Satz 1 die deutsche Zusicherung durch die Beifü-

1. *Non reproduit. Sur cette affaire, cf. aussi* E 7800 1/162.

gung der Worte «nach Möglichkeit» eingeschränkt. Begründet wird dies damit, dass auch die schweizerischen Zusicherungen betreffend des deutschen Durchgangsverkehrs durch die Schweiz diesen Vorbehalt enthalten. Ich denke, dass diesbezüglich keine Einwendungen zu erheben sind.

Ferner aber wird nun die deutsche Zusicherung auf den Transport lebenswichtiger Güter nach der Schweiz im Durchgangsverkehr beschränkt, während unser Vorschlag sich allgemeiner auf die Versorgung der Schweiz mit lebenswichtigen Gütern bezog. Zur Begründung dieser Abänderung führte Herr Woermann an, dass in der Erklärung sonst die schweizerische Gegenleistung fehle, weil hier nur vom deutschen Durchgangsverkehr die Rede sei und nicht von der weitern Belieferung Deutschlands mit schweizerischen Waren. Ferner habe das Auswärtige Amt geglaubt, dass wir bezüglich Deutschland das Hauptgewicht auf die Frage des Durchgangsverkehrs richteten.

Demgegenüber machte ich darauf aufmerksam, dass für die Schweiz Deutschland auch als Lieferant von lebenswichtigen Gütern in Frage komme, ferner dass die von deutscher Seite behauptete mangelnde Gegenseitigkeit in der von uns vorgeschlagenen Erklärung dadurch ausgeglichen sei, dass die Schweiz verspreche, den deutschen Durchgangsverkehr zu *erleichtern,* während Deutschland zusage, die Versorgung lediglich *aufrecht zu erhalten.* Weiterhin beziehe sich die deutsche Zusage nur auf lebenswichtige Güter, während diese Einschränkung in der schweizerischen Zusage nicht enthalten sei. Schliesslich müssten wir doch im Auge behalten, dass Deutschland ein Interesse daran habe, wenn die Schweiz dank der Versorgung mit lebenswichtigen Gütern ihre Neutralität im Kriegsfall aufrecht erhalten könne.

Ich wollte, da die Angelegenheit zurzeit nicht dringlich ist, nicht von mir aus einen Vorschlag machen, sondern einigte mich mir Herrn Woermann dahin, zunächst Ihre Instruktionen einzuholen.

Es scheint mir, dass daran festgehalten werden sollte, dass Deutschland eine Zusicherung auch bezüglich der Versorgung der Schweiz mit lebenswichtigen Gütern geben soll. Ich käme also auf Grund dieser Überlegungen zu folgender Formulierung:

«Entsprechend dem vom Schweizerischen Bundesrat zum Ausdruck gebrachten Wunsche erklärt sich die Deutsche Regierung im Hinblick auf die spezielle geographische Lage der Schweiz bereit, auch im Falle eines Krieges dafür zu sorgen, dass die Versorgung der Schweiz mit lebenswichtigen Gütern und insbesondere der Durchgangsverkehr von Gütern solcher Art nach Möglichkeit aufrecht erhalten bleibt. Die Deutsche Regierung geht hierbei davon aus, dass gegebenenfalls auch die Schweiz den Export schweizerischer Waren nach Deutschland und den deutschen Durchgangsverkehr durch die Schweiz aufrecht erhält, soweit dies nicht im Widerspruch steht mit den vom Bundesrat zur Aufrechterhaltung der schweizerischen Neutralität und zur Verteidigung des Landes getroffenen Massnahmen.»[2]

---

2. *Par lettre (non reproduite) du 9 février 1939, le DPF consulte le DEP afin de savoir si celui-ci partage son approbation de la rédaction proposée par Frölicher. Dans sa réponse du 11 mars 1939 (non reproduite), le DEP, après consultation des personnalités compétentes, propose une nouvelle rédaction, à laquelle se rallie le DPF.*

ANNEXE

GÜTERZUFUHR AUS DEUTSCHLAND IM KRIEGSFALL

I. deutscher Vorschlag (vom 21.10.38)	*II. deutscher Vorschlag* (vom 27.1.39)	*schweizerischer Vorschlag*
Entsprechend den vom Schweizerischen Bundesrat zum Ausdruck gebrachten Wunsche erklärt sich die Deutsche Regierung im Hinblick auf die besondere geographische Lage der Schweiz bereit, auch im Falle eines Krieges		
die Versorgung der Schweiz mit lebenswichtigen Gütern aufrecht zu erhalten.	dafür zu sorgen, dass der Transport lebenswichtiger Güter nach der Schweiz im Durchgangsverkehr nach Möglichkeit aufrecht erhalten bleibt.	dafür zu sorgen, dass die Versorgung der Schweiz mit lebenswichtigen Gütern und insbesondere der Durchgangsverkehr von Gütern solcher Art nach Möglichkeit aufrecht erhalten bleibt.
Die Deutsche Regierung geht hierbei davon aus,		
dass die Schweiz ihrerseits gegebenfalls den deutschen Durchgangsverkehr durch die Schweiz nicht nur nicht hindern, sondern nach Möglichkeit erleichtern wird		dass gegenfalls auch die Schweiz den Export schweizerischer Waren nach Deutschland und den deutschen Durchgangsverkehr durch die Schweiz aufrecht erhält, soweit dies nicht im Widerspruch steht mit den vom Bundesrat zur Aufrechterhaltung der schweizerischen Neutralität und zur Verteidigung des Landes getroffenen Massnahmen.

12

E 2001 (D) 3/264

Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, au Ministre de Suisse à La Haye, A. de Pury

Copie
L

Bern, 27. Januar 1939

Gestatten Sie mir, dass ich Ihre Dienste in Anspruch nehme in der für uns so ausserordentlich wichtigen Emigrantenfrage. Zu Ihrer Orientierung lege ich ein Exemplar der Antwort bei, die Herr Bundespräsident Baumann in der Dezembersession des Nationalrates auf die Interpellationen Trümpy und Müller[1] erteilt hat. Zu deren Ergänzung füge ich bei, dass die Weiterreise der bei uns sich aufhaltenden Emigranten von Woche zu Woche schwieriger wird. Unsere Einreisepraxis ist deshalb ausserordentlich streng geworden. Wir geben nur noch Einreisebewilligungen zu kurzfristigem Aufenthalt an Emigranten, deren Weiterreise vor der Erteilung der Bewilligung durch das Visum eines anderen Landes, in das der Emigrant auch wirklich reisen will, sichergestellt ist. Es musste ein besonderes Bureau unter besonderer Leitung geschaffen werden, das die zu hunderten einlaufenden Gesuche prüft. Wie Sie unserem Kreisschreiben vom 20. Januar[2] entnommen haben werden, hat der Bundesrat das Visum für Emigranten im allgemeinen wiedereingeführt. Sein Beschluss ermächtigt uns zudem, mit Italien, der Tschechoslowakei, Ungarn und den russischen Randstaaten über die allgemeine Wiedereinführung des Visumszwangs Besprechungen aufzunehmen, was demnächst geschehen wird. Wenn wir nicht Garantien für eine lückenlose Kontrolle bei der Einreise über die Angehörigen dieser Länder, die Emigranten sind, erreichen, werden wir zu dieser Massnahme kommen müssen. Wir haben zudem einen neuen Antrag an den Bundesrat[3] in Vorbereitung, der uns Kompetenzen geben soll für eine bedeutende Verschärfung der Inlandkontrolle. Wir müssen namentlich dafür sorgen, dass wir in allernächster Zeit alle hier anwesenden Emigranten erfassen können. Vielleicht werden wir sogar an teilweise Internierungen denken müssen, auch um diesen Ausländern klar zu machen, dass ihre Weiterreise unter allen Umständen binnen möglichst kurzer Frist erzwungen werden muss. Wir haben nicht seit zwanzig Jahren mit dem Mittel der Fremdenpolizei gegen die Zunahme der Überfremdung und ganz besonders gegen die Verjudung der Schweiz gekämpft, um uns heute die Emigranten aufzwingen zu lassen[4].

---

1. *Cf.* E 1301 1/331, pp. 31-49.
2. *Cf. annexe I du présent document.*
3. E 1001 1/1.1-30.4.39 *(proposition du 15 mars 1939).*
4. *Cf. FF, 1918, IV, pp. 451 ss: Le Conseil fédéral a créé, par son ordonnance du 21 novembre 1917 concernant la police à la frontière et le contrôle des étrangers, un office central de la police des étrangers attaché à la Division de la police. Cet office gardera de son importance après la*

Ich befürchte sehr, die Besprechungen des Amerikaners Rublee vom Evian-komitee in Berlin und auch die Tätigkeit des neuen vom Völkerbund eingesetzten Hochkommissärs, Sir Herbert Emerson in London, seien nur darauf gerichtet, die sich noch in Deutschland aufhaltenden Emigranten zur geregelten Auswanderung zu bringen mit der Überlegung, diejenigen, die Deutschland schon verlassen haben und von einem anderen Lande aufgenommen worden sind, seien ja in keiner Gefahr. Sollte meine Vermutung stimmen, so wären wir nach Abschluss dieser Besprechungen mit der Auswanderung unserer Schützlinge noch schlimmer dran als heute, wo es nur möglich ist, mit viel Mühe Weiterwanderungen in Einzelfällen zustande zu bringen. Wir müssen aber, ich wiederhole es, alle Emigranten weiterbringen, zum Beispiel auch Kinder und junge Leute, die sich in ziemlich grosser Zahl bei uns aufhalten. Bewilligungen zum Dableiben können wir nur an ganz alte Leute ohne Anhang erteilen, die ihren Lebensabend in der Schweiz verbringen wollen ohne Ausübung jeder Erwerbstätigkeit und die nötigen Mittel dazu haben. Es scheint mir nun, dass Holland, Belgien und Frankreich in der gleichen Lage sind wie wir mit der einzigen Ausnahme, dass sie Kolonien haben, in die sie letzten Endes die bei ihnen sich aufhalten den Emigranten abschieben könnten. Auch sind diese Länder nicht überfremdet wie die Schweiz, sodass die Entfernung der Emigranten für sie nicht ein so lebenswichtiges Interesse ist wie für unser kleines Binnenland. Holland gegenüber ist noch etwas hervorzuheben: die Zahl der holländischen Juden soll etwa 150 000 betragen, die der schweizerischen beträgt nur 18 000, ihre finanziellen Mittel für die Durchhaltung der mittellosen Emigranten sind deshalb natürlich bedeutend geringer als die ihrer holländischen Glaubensgenossen, sodass gegen 300 000 Franken im Monat auf die Dauer eine unerträgliche Belastung werden.

Der Presse habe ich entnommen, dass der kleine Ausschuss, den das Comité intergouvernemental aus Evian bestellt hat, nach der vorübergehenden Zurückkehr des Herrn Rublee aus Berlin kürzlich in Paris zusammengetreten ist. Diesem Ausschuss gehört auch Holland an und ich nehme an, dass Herr Beucker-Andreae an dieser Sitzung teilgenommen haben wird. Ich wäre Ihnen zu grossem Dank verpflichtet, wenn Sie den Versuch machen wollten, von ihm möglichst erschöpfende Auskunft zu erhalten über das, was er in dieser Sitzung gehört hat und was fernerhin beabsichtigt ist. Auch wäre ich sehr froh zu wissen, welche grundsätzliche Einstellung Holland heute zu dem Problem hat. Sie können Herrn Beucker-Andreae vertraulich orientieren über meine Ausführungen. Ich würde ihm selbstverständlich ebenfalls vertrauliche Behandlung seiner Mitteilungen zusichern, die er Ihnen zu machen in der Lage ist. Könnten wir auf die Unterstützung Hollands rechnen, dass unsere Emigranten auch in die internationale Auswanderungsaktion einbezogen werden? Wenn nichts zu

---

guerre et subsistera à certains égards comme institution permanente. Cf. RO, 1919, pp. 781 ss (loi fédérale sur l'organisation du DJP du 27 juin 1919). Cf. RO, 1934, vol. 50, p. 3 (ACF du 28 décembre 1933 concernant l'incorporation de la police fédérale des étrangers à la Division de police du DJP). Cf. DDS, vol. 7/II, Table méthodique, XIII. La question de la police des étrangers et des visas.

erreichen wäre, müssten wir uns eben letztlich entschliessen, unsere Emigranten nach Deutschland zurückzuschicken, damit sie dort einbezogen würden.

Da die von uns zu ergreifenden Massnahmen für die Inlandkontrolle und für die Weiterbringung der Emigranten abhängig sind von dem, was in dieser Frage von den Londoner Stellen getan wird, wäre ich Ihnen sehr verpflichtet wenn Sie bald berichten könnten.

ANNEXE I

Circulaire du Département de Justice et Police aux Légations et Consulats de Suisse[5]

Berne, 20 janvier 1939

Concerne: Nouvelles prescriptions pour l'entrée en Suisse des émigrants.

Les mesures dirigées contre les Juifs se sont accentuées ou précisées ces derniers temps dans divers Etats; nous pensons plus particulièrement à la Pologne, à la Tchécoslovaquie, à la Hongrie et à l'Italie. On peut prévoir que d'autres Etats encore suivront cet exemple. Actuellement, il est possible de contrôler avant leur entrée les émigrants juifs ressortissants des Etats balkaniques et de Pologne, puisqu'ils sont encore soumis à l'obligation de se munir d'un visa pour entrer en Suisse. Ce n'est pas possible en revanche pour les ressortissants tchécoslovaques, hongrois et italiens, ni pour ceux des Etats baltes, l'obligation du visa n'existant plus pour eux. Depuis quelque temps d'ailleurs, nos postes-frontière nous signalent de nombreuses arrivées de Tchécoslovaques et de Hongrois.

Comme la Suisse hospitalise déjà des milliers d'émigrants d'Allemagne et d'ailleurs et que jusqu'à présent une très faible partie d'entre eux seulement ont pu être évacués au prix des plus grandes difficultés, nous avons été amenés à envisager de nouvelles mesures pour nous défendre contre l'arrivée de nouveaux émigrants. Sur notre proposition, le Conseil fédéral a, dans sa séance de ce jour, pris la décision suivante:

«Les émigrants étrangers ne sont autorisés à pénétrer en Suisse soit pour y séjourner ou s'y fixer, soit pour transiter par son territoire, que s'ils possèdent une pièce d'identité munie d'un visa suisse. Est considéré comme émigrant tout étranger qui, sous la pression des événements politiques ou économiques, a quitté ou doit quitter son domicile à l'étranger et ne peut ou ne veut pas y retourner. Cette décision entre immédiatement en vigueur.»

Cette décision s'applique donc à tous les émigrants quelle que soit leur nationalité et même s'ils sont munis de papiers de légitimation valables. Elle ne permettra pas de contrôler les émigrants de manière stricte à leur arrivée à la frontière; mais nous comptons que grâce à la publicité qui lui sera donnée, la plupart des émigrants n'essaieront pas de venir en Suisse sans visa, par crainte des conséquences qui pourraient en résulter pour eux. En outre, ceux qui entreraient quand même en Suisse sans visa pourront plus facilement être refoulés sur les Etats d'où ils nous viendraient.

Nous vous prions donc de vouloir bien donner immédiatement toute la publicité à cette mesure (publication dans les journaux, affichage dans vos locaux où le public pénètre, avis donné aux organisations qui s'occupent des réfugiés, etc.). Vous pourrez utiliser à cet effet le texte du communiqué que vous trouverez en annexe [6].

---

5. *Il est indiqué sur le document que cette circulaire est transmise aux Directions de police des cantons pour leur information.*
6. *Non reproduit.*

ANNEXE II

E 2001 (D) 3/266

Le Ministre de Suisse à Stockholm, P. Dinichert,
au Directeur de l'Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail
du Département de l'Economie publique, G. Willi

Copie
L

Stockholm, 28. Januar 1939

[...]

Es kann nicht bestritten werden, dass jüdische Vertreter meistens erstklassige Verkäufer sind, jedoch kann nicht damit gerechnet werden, dass diese Kategorie von Ausländern für schweizerische Firmen arbeiten würden, falls sie bei der Übernahme von belgischen, englischen usw. Vertretungen grössere Vorteile haben. Zu befürchten ist deshalb, dass Emigranten, denen in der Schweiz die Aufenthaltsbewilligung erteilt wird, nicht ausschliesslich für schweizerische Unternehmen tätig sein werden. Übrigens ist die Judenhetze sowie die Xenophobie im allgemeinen, die in Schweden sich mehr und mehr bemerkbar macht, nicht zu unterschätzen. Die Tüchtigkeit der jüdischen Vertreter dürfte jedoch bis heute den Unwillen gegen Ausländer ohne grosse Schwierigkeiten überwinden. In den meisten Fällen dürfte noch immer ein rühriger Jude einem Einheimischen vorzuziehen sein.

Um zu rekapitulieren bin ich der Auffassung, dass jedes Gesuch um Aufenthaltsbewilligung in der Schweiz eines jüdischen Kaufmannes einzeln und genau zu prüfen ist. Bewilligungen sollten nur in Spezialfällen erteilt werden, da meiner Ansicht nach die meisten guten Agenten bereits versorgt sind und zu befürchten ist, dass Nichtarier sich in der Schweiz niederlassen, um von unserem Lande aus ausländische Vertretungen zu übernehmen und mit unserer einheimischen Industrie zu konkurrieren.

13

E 27/4060

COMMISSION DE DÉFENSE NATIONALE [1]
Procès-verbal de la séance du 28 janvier 1939

Internationale Lage

Bundesrat Minger orientiert über die internationale Lage, wie sie sich als Folge der überstürzenden Ereignisse in Spanien ergibt. Nach uns zugegangenen Meldungen aus Paris, London und USA rechnet man in diesen Staaten mit der Möglichkeit eines Krieges im Frühjahr 1939. Die Stimmung sei in diesen Staa-

1. *La loi fédérale de 1907 concernant l'organisation militaire de la Confédération précise, à l'article 191, qu'*une Commission de défense nationale, composée des commandants de corps d'armée, du chef du service de l'état-major général et du chef du service de l'infanterie, délibère, sous la présidence du chef du département militaire, sur les questions importantes intéressant la défense du pays. Dès que le général est nommé, la Commission cesse de fonctionner (*RO, 1907, vol. 23, p. 747*).

ten sehr pessimistisch. Die Erwartungen der Achsenmächte seien in Folge der Ereignisse in Spanien hochgeschraubt. Es sei kaum anzunehmen, dass Italien oder Deutschland direkt den Krieg herbei wünschen, aber doch, wie schon im Jahre 1938 ihre Nachbaren und Widersacher bluffen werden. Bundesrat Minger verliest die Schreiben unserer Militärattachés von Berlin und Paris, wobei namentlich im Schreiben von Oberstlt. de Blonay dargelegt wird, dass man in Frankreich mit einer Probemobilmachung Deutschlands auf Ende Februar rechnet [2]. Von Seiten Deutschlands mehren sich die Vorwürfe, dass die Schweiz ihre Neutralität nicht zu wahren wisse. Die Stimmung unserer Grenzbevölkerung, namentlich in St. Gallen, ist sehr gedrückt. Es besteht die Möglichkeit, dass Mussolini sehr weitgehende Forderungen stellen wird, die bei Deutschland Unterstützung finden. Eine Probemobilmachung mit Truppenzusammenziehungen im Vorarlberg und auf dem rechten Ufer des Rheines zwischen Bodensee und Basel, würde für uns gegenüber den Septembertagen eine ganz veränderte Lage schaffen. Diese Probemobilmachung würde ganz neue Momente bilden, die wir bis heute nicht kannten und für deren Eintreten wir uns vorsehen müssen. Für diese veränderte Situation müssen unsererseits Massnahmen vorgesehen werden, die zu besprechen Sache der L.V.K. [3] ist. Es können in dieser Beziehung verschiedene Möglichkeiten in Frage kommen. Entweder eine Ermächtigung für den Bundesrat ebenfalls eine Probemobilmachung vorzusehen, wenn die Lage an unsern Grenzen gefährlich wird. Es wäre aber auch möglich, die Grenzkurse regimentsweise durchzuführen unter Einhaltung einer längern Kursdauer, als dies für das Jahr 1939 ursprünglich vorgesehen war. Damit würde zugleich dem Begehren auf vermehrte Ausbildungsmöglichkeiten der Grenztruppen entsprochen. Letzten Endes kann auch mit dem Entladen der Minen vorsorglicherweise zugewartet werden. Bundesrat Minger möchte die Auffassung der L.V.K. zu all den verschiedenen Spielarten einer erhöhten Bereitschaft der Armee kennen.

Oberstkorpskommandant Guisan ist in der Lage, die Mitteilung von Bundesrat Minger durch Meldungen, die ihm von französischer Seite zugekommen sind zu bestätigen. Es scheint, dass in ganz Europa eine erhöhte Aktivität der Juden eingesetzt hat. Der Gedanke einer Probemobilmachung wäre sehr gut. Man könnte auch die Möglichkeit erwägen, das Schultableau so aufzustellen, dass immer eine ganze Division miteinander im Dienst steht und damit schon eine gewisse Bereitschaft der Armee gewährleistet wird. Die Grenztruppen regimentsweise aufzubieten geht wohl kaum an, nachdem man bei der Aufstellung des Schultableaus diese Unmöglichkeit eingesehen hat. Dagegen wären Kurse von 3 Wochen für die Grenztruppen sehr wünschenswert.

Oberstkorpskommandant Wille. Zur politischen Lage ist zu sagen, dass wir im September 1938 aus guten Gründen sehr ruhig blieben. Es wäre verfehlt, diese ruhige Überlegung den kommenden Ereignissen gegenüber beiseite zu lassen und überstürzte Massnahmen vorzusehen. Wir dürfen auf Nachrichten, die uns aus mehr oder weniger zuverlässigen Quellen zukommen, nicht allzu gros-

2. *Cf.* E 27/9758/2.
3. Landesverteidigungskommission.

ses Gewicht legen. Sicher ist, dass Deutschland auch bei einem schroffen Vorgehen von Italien vorerst eine wohlwollende Neutralität einnehmen wird und nur im äussersten Falle sich als Druckmittel zur Verfügung stellt. Für uns ist die Gefahr heute nicht grösser als im September. Deutschland und Italien können und wollen heute keinen europäischen Krieg führen. Militärisch betrachtet ist die Lage ebenfalls nicht ungünstig. Die Bündner- und Walliseralpen sind bis in den Sommer hinein operativ kaum in Rechnung zu stellen. Italien wird mit aller Voraussicht auf der Front vom Mont Blanc bis zum Mittelmeer defensiv bleiben und einen allfälligen Krieg nur im Mittelmeer führen. Im Prinzip ist gegen die einzelnen Vorschläge nicht viel einzuwenden. Wir müssen aber in der Anwendung einer allfälligen Ermächtigung sehr kaltblütig und ruhig bleiben. Eine Änderung des Schultableaus in dem Sinne, dass immer eine Division unter der Fahne steht, bringt uns zu wenig Kräfte, um damit gerüstet zu sein. In dieser Hinsicht ist deshalb Vorsicht am Platze.

Oberstkorpskommandant Miescher ist sehr skeptisch in Bezug auf die Einsatzbereitschaft der Achsenmächte. Aus verschiedenen Anzeichen (Stockungen im Eisenbahnverkehr, Nahrungsmittelmangel) geht hervor, dass es in Deutschland wirtschaftlich nicht zum besten bestellt ist. Im Verhältnis zwischen Regierung und Armee ist ebenfalls nach zuverlässigen Meldungen nicht alles in Ordnung. Bei der heutigen Stimmung wird die deutsche Regierung dem Volk kaum verständlich machen können, dass man Italien zuliebe einen Krieg führen muss. Im Vergleich zu den Ereignissen im Herbst ist es gegenwärtig verhältnissmässig sehr ruhig in Deutschland. Eine Lage, wie sie in der letzten operativen Übung gespielt wurde, ist kaum denkbar. *[...]*[4]

Oberstkorpskommandant Prisi. Die Lage ist heute für die Schweiz gefährlicher als im September. In Deutschland herrscht eine ausgesprochene Krisenstimmung und es ist nicht ganz ausgeschlossen, dass man der Krise beizukommen sucht mit einer Explosion nach aussen. Um innern Spannungen abzuhelfen sucht man äussere Konflikte. Es ist auch nicht ganz belanglos, dass die gleichgeschaltete, von den Regierungsstellen stark beeinflusste deutsche Presse anhaltend gegen die Schweiz hetzt. Es herrscht in Deutschland gegenwärtig eine schlechte Stimmung gegen die Schweiz, die allmählich auch auf die deutsche Wehrmacht, insbesondere auf die Offiziere übergreift.

Deutschland hat zweierlei dringende Bedürfnisse zu befriedigen: Die Beschaffung von Lebensmitteln und Rohstoffen, sowie die Beschaffung von Zahlungsmitteln.

Die *Rohstoffe* liegen im *Osten,* das *Geld* im *Westen.* Ich verweise auf einen in der «Deutschen Allgemeinen Zeitung» am 13.9.38 erschienenen von einem Mitarbeiter hg. Zürich verfassten Artikel: «Die Wehrwirtschaft der Schweiz», dessen letztes Kapitel mit «Gold in der Gotthardfestung» überschrieben ist. Ich selbst habe *nur* auf diesem Umwege über eine *Deutsche Zeitung* erfahren, dass der *Goldschatz der Nationalbank* im Betrage von mehreren Milliarden in der Festung St. Gotthard untergebracht worden ist. *[...]*[5]

---

4. *Miescher juge inefficace la mise sur pied d'une division.*
5. *Prisi ne voit pas non plus que faire d'une division.*

Bundesrat Minger betont noch einmal, dass wir bei einer Truppenkonzentration im Vorarlberg und im Schwarzwald, wenn dazu noch von Seiten Frankreichs ebenfalls gewisse Truppenverschiebungen stattfinden, nicht untätig zusehen dürfen. Die Probemobilmachung ist nur vorzusehen, um allenfalls weiter aufzubietenden Divisionen die Mobilmachung zu decken.

Oberstkorpskommandant Labhart. Deutschland wird sich sehr wahrscheinlich demonstrativ am Handel beteiligen. Wir kommen aber auch bei einer Demonstration in eine etwas gefährliche Lage. Truppenansammlungen bei Tuttlingen oder Bregenz würden sicher auf unser Volk beunruhigend wirken. Der Bundesrat sollte sich daher die Ermächtigung geben lassen, Truppen mit vollen Kriegsbeständen einrücken zu lassen. Eine Abänderung des Schultableaus, wie sie von Oberstkorpskommandant Guisan vorgeschlagen wird, ist nicht zu empfehlen, da allzu grosse Schwierigkeiten damit verbunden sind. *[...]*

Bundesrat Minger erklärt, dass er sich ohne weiteres der Auffassung der L.V.K. anschliessen könne. Bei einer Änderung des Schultableaus hätte vermieden werden können, dass bei einer Probemobilmachung einzelne Teile unter Umständen im gleichen Jahre zweimal einrücken müssen. Richtig ist, was Oberstkorpskommandant Wille ausführt, dass gerade im heutigen Falle, wie er sich nach allen Mutmassungen entwickeln wird, unsere Neutralität sowohl für die Achsenmächte, wie für Frankreich eine ganz gewaltige Bedeutung gewinnt.

Oberstkorpskommandant Miescher. Bei einem aufgehobenen Schultableau müsste man kriegsmässig mit allen Folgen einer Kriegsmobilmachung aufbieten. Er ist nach wie vor der Auffassung, dass man mit der Ausbildung der Grenztruppen nicht zuwarten sollte, bis die aussenpolitische Lage ein derartiges Vorgehen aufzwingt. Man könnte schliesslich beschliessen, dass gewisse ältere Jahrgänge des Grenzschutzes früher entlassen werden.

Bundesrat Minger stellt fest, dass die L.V.K. mit Ausnahme von Oberstkorpskommandant Guisan gegen eine Abänderung des Schultableaus ist. Dagegen ist die L.V.K. einstimmig der Auffassung, dass Vollmachten nachzusuchen sind, zur Aufbietung von Truppen mit vollen Beständen, gegebenenfalls zur Verlängerung der Kurse der Grenztruppen, sofern die aussenpolitische Lage dies erfordert. Von den vorgelegten Entwürfen zu einem dringenden Bundesbeschluss wird die von der Generalstabsabteilung in Verbindung mit dem E.M.D. ausgearbeitete Fassung 3 bevorzugt. Sie lautet:

Art. 1

Der Bundesrat wird ermächtigt im Laufe des Jahres 1939 Truppen mit vollen Beständen einzuberufen und sie solange im Dienst zu behalten, als Zweck und Umstande es erfordern, in der Regel 3 Wochen. Derart geleisteter Dienst wird den Wiederholungskurspflichtigen als W.K. angerechnet.

Art. 2

Dem Bundesrat wird der für die in Art. 1 vorgesehenen Massnahmen nötige Kredit zur Verfügung gestellt. Es ist in der Staatsrechnung 1939 darüber Rechnung abzulegen.

Art. 3

Dieser Beschluss wird als dringlich erklärt und tritt sofort in Kraft.
[...][6]

6. *Suit une discussion sur la démission du commandant de la brigade frontière 4.*

14

E 2001 (E) 1/5

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Département politique

RP F/AZ Berlin, 30. Januar 1939

BERICHT ÜBER DIE BESPRECHUNG
MIT GENERALFELDMARSCHALL GÖRING

Schon im letzten Sommer nach Beginn meiner hiesigen Tätigkeit hatte ich das Gesuch gestellt, bei Generalfeldmarschall Göring zu einer Antrittsaudienz empfangen zu werden. Ende letzten Jahres teilte mir dann der Chef des Ministeramtes beim Kriegsministerium, General Bodenschatz, mit, dass der Generalfeldmarschall infolge der ausserordentlichen Inanspruchnahme leider bisher verhindert gewesen sei mich zu empfangen, dass er aber gerne bereit sei, dies nach Neujahr zu tun.

Ich wurde nun zu einer Audienz auf Samstag, den 28 Januar, vormittags 12.30 Uhr, gebeten.

Der Generalfeldmarschall empfing mich sehr freundlich und kam bald auf die deutsch-schweizerischen Beziehungen zu sprechen. Er sagte, dass er ein grosser Freund der Schweiz sei und dass ihn angenehme Erinnerungen mit unserem Lande verbinden. Deutschland wolle nichts von der Schweiz. Sie soll ein unabhängiger Staat bleiben und man habe auch nichts gegen die schweizerische Demokratie, die, wie die Schweiz überhaupt, bei ihrer volksmässigen Zusammensetzung einen Sonderfall darstelle.

Aber auf zwei Dinge möchte er unsere Aufmerksamkeit lenken. Das sei einmal die Pressefrage. Gegen Kritik habe man in Deutschland nichts einzuwenden, aber die Pressehetze könne sich ein grosser selbstbewusster Staat auf die Dauer nicht gefallen lassen. Ferner möchte er uns vor den Emigranten warnen.

Ich setzte dem Generalfeldmarschall auseinander, dass auch der Bundesrat das ihm Mögliche tue, um eine systematische Pressehetze zu verhindern und dass auch wir nichts anderes wünschen, als ein freundschaftliches Neutralitätsverhältnis mit Deutschland wie mit allen anderen Staaten aufrecht zu erhalten.

Bezüglich der Emigranten wies ich darauf hin, dass die jüdische Einwande-

rung eingeschränkt worden sei[1], und dass wir den Visumszwang für Judenpässe eingeführt hätten, was deutscherseits durch die Kennzeichnung der Pässe praktisch ermöglicht worden sei. Ich hatte allerdings den Eindruck, dass der Generalfeldmarschall einen Wink bekommen hatte, sich gegen die politische Tätigkeit deutscher Emigranten auszusprechen.

Ich brachte dann das Gespräch auf die Jagd. Der Reichsjägermeister Göring erkundigte sich eingehend über die Jagdverhältnisse in der Schweiz, zeigte Verständnis für unsere Volksjagd in den Kantonen mit dem Patentsystem, meinte aber doch, dass es fast unmöglich sei, damit zu geordneten Jagdverhältnissen und zu einer ertragreichen Jagd zu kommen.

Schliesslich nahm ich noch die Gelegenheit wahr, dem Generalfeldmarschall dafür zu danken, dass er uns Militärflugzeuge geliefert hat. Die Unterredung dauerte über eine halbe Stunde.

---

1. *Des négociations germano-suisses se sont déroulées à Berlin à la fin de septembre 1938 et ont abouti le 29 septembre à la signature d'un protocole qui prévoit que tous les passeports servant à franchir la frontière ou à séjourner à l'étranger «des ressortissants du Reich de race juive», définie selon les lois de Nuremberg, seront munis «d'un signe indiquant que le titulaire est juif»* (*Cf.* E 4300 (B) 1969/78/1). *Ce document a été accepté par le Conseil fédéral le 4 octobre 1938* (E 1004.1 1 378/*N°* 1670). *Cf. aussi* E 2001 (D) 2/114 *et* 115, *et* E 4300 (B) 3/2 *et* 34.

15

E 2001 (E) 1/5

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta

R F/AZ Berlin, 30. Januar 1939

BERICHT ÜBER DIE BESPRECHUNG MIT DEM STAATSSEKRETÄR FREIHERRN VON WEIZSÄCKER IN DER FRAGE DER SCHWEIZERISCHEN NEUTRALITÄT

Die Besprechung fand am Freitag, den 27. Januar, vormittags, statt. Herr von Weizsäcker sagte im wesentlichen folgendes[1]:

Die deutsche Regierung hat keineswegs die Absicht ihre Erklärungen betreffend die schweizerische Neutralität in Frage zu stellen. Sie muss aber darauf hinweisen, dass die Neutralität auch gewisse Verpflichtungen der Schweiz im Gefolge habe. Sie kann die Auffassung nicht teilen, dass diese Pflichten erst dann beginnen, wenn ein Krieg ausgebrochen ist, und dass die Neutralität nur eine Sache des Staates und nicht des Volkes sei. Übrigens könne sich die deut-

---

1. *Sur cet entretien, cf. aussi le télégramme de Frölicher au DPF du 28 janvier 1939* (E 2001 (D) 3/304).

sche Regierung diesbezüglich auf einen Aufsatz der Abhandlung stützen, die Herr Professor Burckhardt im Politischen Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft, Band 26, 1912, veröffentlicht hat[2].

Theoretisch gesehen, sind schon im Frieden zwei Verpflichtungen hervorzuheben: einmal, dass im neutralen Land nichts geschieht, was im Kriegsfalle es dem neutralen Staat schwer oder unmöglich machen müsste, seine Neutralität einzuhalten; ferner dürfe schon im Frieden nichts geschehen, was die Stellung des Neutralitätsgaranten im Kriege schädigen müsste.

Herr von Weizsäcker gab zu, dass die Grenzen dieser Verpflichtungen schwer zu bestimmen seien, aber, um von der Theorie auf die Praxis überzugehen, sagte er, dass es mit den Neutralitätspflichten nicht vereinbar sei, wenn in einem neutralen Land eine systematische Hetze, wie dies durch die Presse und gewisse Verlage geschehe, geduldet werde. Von den Zeitungen nannte er die Linkspresse und die «National-Zeitung». Er sagte aber auch, dass er in der grossen deutschschweizerischen bürgerlichen Presse höchst selten etwas Erfreuliches lese und holte die «Basler Nachrichten», um mir dies zu beweisen. Allerdings konnte er in der betreffenden Nummer nichts finden, was mit Recht beanstandet werden konnte.

Ich setzte dann Herrn von Weizsäcker unseren bekannten schweizerischen Standpunkt zu dieser Frage auseinander, worauf wir zu der Feststellung gelangten, dass im Ergebnis die Auffassungen nicht wesentlich auseinandergehen, wenn wir auch schweizerischerseits nicht zugeben können, dass unser Neutralitätsstatut uns[3] Rechtspflichten auferlege, wie dies von deutscher Seite angenommen wird.

Herr von Weizsäcker ist bei seinen Erklärungen nicht so weit gegangen wie Bockhoff, zu sagen, dass die von ihm behaupteten Neutralitätspflichten eine Voraussetzung für die Gültigkeit der deutschen Neutralitätserklärung seien. Ich habe aber diesen Punkt nicht abgeklärt. Es ist vielleicht besser, dies offen zu lassen.

Um schliesslich zu einem praktischen Ergebnis zu gelangen, schlug ich vor, dass man auf beiden Seiten von einer Fortsetzung der Pressekampagne über diese Frage absehe. Herr von Weizsäcker versprach, dies in wohlwollendem Sinne zu prüfen, da ja leicht die öffentliche Erörterung solcher Fragen zu einer Störung der Beziehungen führe.

Am Samstag, den 28. Januar, telegraphierte ich dem Politischen Departement über das Ergebnis obiger Besprechung. Das Telegramm war abgesandt, als Herr von Weizsäcker mir entrüstet telephonierte, dass die Depeschenagentur eine Nachricht verbreitet habe über den Inhalt unserer Besprechung. Er las mir die Veröffentlichung vor und ersuchte mich, innert kürzester Zeit ein Dementi zu veranlassen unter der Drohung, dass er sonst die «Schleusen» der deutschen Presse öffne, um gegen diese «unrichtige» Darstellung vorzugehen. Ich antwortete, dass ich von der Meldung der Depeschenagentur keine Kenntnis hätte, dass sie sich offenbar auf unsere erste Besprechung beziehe und dass

---

2. *Il s'agit d'un article intitulé* Neutrale Politik *publié par Walter Burckhardt, professeur de droit à l'Université de Berne.*

3. *Frölicher a ajouté lui-même dans la marge:* derartige.

ich es auch als ungehörig erachte, wenn über schwebende Besprechungen einseitige Veröffentlichungen erfolgen.

Nachdem ich mit dem Politischen Departement Fühlung genommen hatte, konnte ich dann gegen 2 Uhr Herrn von Weizsäcker davon verständigen, dass ein kategorisches Dementi noch im Verlauf des Nachmittags erscheinen werde. Herr von Weizsäcker sprach hierfür seinen Dank aus.

Auch Gesandter Aschmann, der Leiter der Presseabteilung des Auswärtigen Amtes, rief mich kurz nach meiner Mitteilung an den Staatssekretär an und fragte mich, ob das Dementi nunmehr erscheinen werde, was ich ihm bestätigen konnte[4].

---

4. *A la suite de ces entretiens, le DPF rédige un projet de communiqué à la presse suisse qui avait vivement réagi à la publication de l'article de Bockhoff. Toutefois, à la suite de la discussion sur la proposition du DPF lors de sa séance du 8 février, le Conseil fédéral décide de renoncer à publier le communiqué et charge Motta d'informer la presse dans ce sens:*

Le Conseil fédéral constate que ces conversations n'ont pas porté sur la validité des déclarations faites en son temps par le gouvernement allemand touchant sa volonté de respecter la neutralité suisse. Cette validité n'est pas en cause. Aussi bien l'article mentionné traite-t-il seulement de la question de savoir comment en fait doit se comporter en temps de paix un état dont la neutralité a été reconnue et ne peut, comme tel, être assimilé à une déclaration d'un gouvernement. Personne n'a contesté à la presse suisse son droit à la critique objective. Il ne faut pas oublier néanmoins qu'une excitation systématique contre un état voisin et ami pourrait éveiller à l'étranger des doutes quant à la volonté de neutralité du peuple suisse, même si cette excitation n'émane que de quelques journaux. Le Conseil fédéral continuera par conséquent ses efforts en vue d'éviter que la presse suisse se livre à des excès. Comme par le passé il veillera également à ce que notre droit d'asile ne serve pas à favoriser des menées politiques.

(*Cf. PVCF N° 274 du 8 février 1939,* E 1004.1 1/382.)

16

E 1004.1 1/381

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 janvier 1939[1]

212. Revision der liechtensteinisch-schweizerischen Landesgrenze und national-sozialistische Propaganda in Liechtenstein

Politisches Departement. Antrag vom 26. Januar 1939

Das Politische Departement berichtet nachstehend über den Verlauf von Verhandlungen, die in letzter Zeit mit der liechtensteinischen Regierung über eine Revision der liechtensteinisch-schweizerischen Grenze geführt wurden und

---

1. *Etait absent: M. Pilet-Golaz.*

schlägt daran anschliessend gewisse Massnahmen vor, die auf Grund der entstandenen Sachlage gegenüber Liechtenstein zu treffen sind.

Mit Beschluss vom 17. Mai 1938[2] hat der Bundesrat das Politische Departement beauftragt, der liechtensteinischen Regierung vorzuschlagen, gegenseitige Delegationen zu bestellen, mit der Aufgabe, den Grenzverlauf zwischen den beiden Staaten auf der Grundlage der bisherigen Verträge neu zu ordnen und durch Markierung im Gelände, sowie durch die Erstellung von modernen Grenzdokumenten eindeutig festzulegen. Die Liechtensteinische Regierung hat dieser Anregung beigestimmt und eine liechtensteinische Delegation für die Grenzrevision ernannt. Schweizerischerseits wurde eine Dreier-Delegation, bestehend aus je einem Vertreter der Eidgenossenschaft und der Kantone Graubünden und St. Gallen gebildet.

Das Politische Departement wurde mit Bundesratsbeschluss vom 28. Sept. 1938[3] auf Antrag des Militärdepartements im Zuge der Verhandlungen über die Grenzbereinigung damit betraut, die Abtretung des sogenannten Ellhorns gegen geeignete territoriale und andere Kompensationen vorzuschlagen. Die bewaldete Anhöhe des Ellhorns erhebt sich gegenüber Sargans etwa 200 m über dem Rhein und bildet einen Ausläufer des Fläscherberges. Militärisch ist diese Bergkuppe vor allem deshalb von Wichtigkeit, weil sie in unmittelbarer Nähe der schweiz. Befestigungswerke an der Luziensteig und der neu zu erstellenden Fortifikationen im Talkessel Sargans liegt und von ihr aus alle Vorgänge auf Schweizerseite vorzüglich beobachtet werden können. Zudem würde sich die Anhöhe in Ergänzung der übrigen militärischen Anlagen im Sarganser Becken zur Sperrung der Rheinebene durch Anlegung von kleinen Befestigungen gut eignen.

Über den Gegenstand sind in der Folge vom Politischen Departement vom Oktober bis Dezember 1938 mündliche, telephonische und auch briefliche Verhandlungen mit dem liechtensteinischen Regierungschef, Dr. Hoop, geführt worden[4]. Letzterer hat zwar seine Bedenken über die Schwierigkeiten, die von Seiten liechtensteinischer Interessenten und vielleicht auch von deutscher Seite entstehen könnten, nicht verhehlt. Da indessen für das von Liechtenstein erwartete Entgegenkommen eine ganze Anzahl schweizerischer Kompensationen auf den verschiedensten Gebieten in Aussicht gestellt werden konnte, so war eine gute Grundlage für Verhandlungen geschaffen. Es konnten Liechtenstein als schweizerische Gegenleistungen angeboten werden: Eine territoriale Abtretung schweizerischen Hoheitsgebietes, die allerdings nicht sehr umfangreich und in jedem Fall weit unter der Ausdehnung des abzutretenden liechtensteinischen Gebietes bleiben wird; ferner die kostenfreie Durchführung einer Güterzusammenlegung und Melioration im Grenzgebiet zugunsten der liechtensteinischen Gemeinde Balzers, eine Abfindungssumme für durch die Grenzabtretung dem Fürstentum entstehende Unkosten und Mehrauslagen und schliesslich weitgehende Berücksichtigung der liechtensteinischen wirtschaftlichen Forderungen, vorab auf dem Gebiete des schweiz. Arbeitsmarktes.

---

2. *Cf.* E 1004.1 1/373, *N°* 842.
3. *Cf.* E 1004.1 1/377, *N°* 1641.
4. *Cf.* E 2001 (E) 1969/262.

Davon abgesehen wurde bereits am 12. Dezember 1938 vom Bundesrat der liechtensteinischen Regierung die Gewährung eines Kredites von zwei Millionen Franken zugesichert[5]. Letzterer Beschluss wurde gefasst, nachdem der liechtensteinische Regierungschef, Herr Dr. Hoop, sich grundsätzlich mit der Aufnahme der gewünschten Grenzverhandlungen auf der in Aussicht genommenen Grundlage einverstanden erklärt und im besondern die beruhigende Zusicherung abgegeben hatte, dass von der Gemeinde Balzers keine Einwendungen gegen die beabsichtigte Grenzregulierung gemacht würden. Ein Verkauf des Waldes komme für die Gemeinde anderseits nicht in Frage. Die Erledigung des Kreditbegehrens konnte schweizerischerseits nicht wohl länger hinausgeschoben werden, weil die Landesbank die Gelder dringend benötigte; im übrigen war auch eine schriftliche Festlegung der Besprechungen angesichts des diskreten Charakters der Verhandlungen nicht wohl möglich.

Herr Dr. Hoop gab anlässlich einer Besprechung auf dem Politischen Departement bekannt, dass er seine Erhebungen, wie abgemacht, mit möglichster Unauffälligkeit und Diskretion vorgenommen, dass aber das deutsche Generalkonsulat in Zürich anscheinend durch seinen Vertrauensmann in Vaduz von der Sache Wind bekommen habe. Er vermutete, die Indiskretion sei von schweizerischer militärischer Seite im Rheintal erfolgt, doch ist mit ebenso grosser Wahrscheinlichkeit anzunehmen, dass sie liechtensteinischen Personen zur Last fällt.

Zur Abklärung der Frage, inwieweit den Forderungen Liechtensteins auf freie Zulassung liechtensteinischer Arbeiter und sonstiger Erwerbstätiger zum schweizerischen Arbeitsmarkt entsprochen werden könnte, mussten von den eidg. Departementen noch gewisse Feststellungen vorgenommen werden; im besondern erforderte die Prüfung der Frage, wie weit sich derartige Konzessionen zu Lasten der Kantone rechtfertigen liessen, eine gewisse Zeit. In der ersten Hälfte Januar waren die Vorarbeiten so weit gediehen, dass sowohl ein Entwurf für ein Grenzabkommen wie ein solcher für ein fremdenpolizeiliches Abkommen vorlagen. Herr Dr. Hoop erklärte sich bereit, mit seinem Stellvertreter, Herrn Dr. Vogt, zu Verhandlungen nach Bern zu kommen. Die Besprechungen über das Grenzabkommen wurden auf 19. Januar und diejenigen des fremdenpolizeilichen Abkommens auf 20. Januar anberaumt.

[...][6]

---

5. *Cf.* E 1004.1 1/380, *N°* 2140.

6. *M. Feldscher reçut en effet le 19 janvier MM. Frommelt, président du Landtag, et Vogt, suppléant du Chef du gouvernement, remplaçant M. Hoop empêché au dernier moment. Les représentants du Liechtenstein déclarèrent d'emblée que, contrairement aux avis précédemment exprimés par M. Hoop, une cession du Ellhorn était exclue. La commune de Balzers s'y opposait absolument; et d'ailleurs l'Allemagne avait eu vent du projet, ce qui compliquait énormément les choses. M. Feldscher se plaignit alors du tort fait à la Suisse par la propagande nazie au Liechtenstein visant à dresser celui-ci contre la Suisse (cf. annexe); les représentants du Liechtenstein minimisèrent ces incidents* (belanglos). *La discussion reprit sur l'ensemble des corrections de frontières envisagées et sur les compensations proposées par la Suisse. Elle n'aboutit à aucun accord. Les représentants du Liechtenstein firent valoir que des élections auraient lieu en février,* es sei deshalb schon aus diesem Grunde unmöglich, weittragende Verbindlichkeiten einzugehen.

Schweizerischerseits wurde zugegeben, dass dem Argument der Behördenerneuerung eine gewisse Bedeutung eingeräumt werden müsse, wenn auch eine dringliche Behandlung der Angelegenheit erwünscht wäre. Es könne deshalb Liechtenstein Zeit gelassen werden, sich die ganze Sache nochmals zu überlegen und spätestens Anfang März nach Zusammentritt des neuen Landtags sich hiezu endgültig zu äussern. So sehr man seitens der Bundesbehörden bedaure, das Fürstentum in eine Zwangslage versetzt zu sehen, so sei doch eine Änderung des schweiz. Standpunktes nicht zu erwarten und weitere Unterhandlungen auf andern Gebieten, im besondern auch auf denjenigen des schweiz. Arbeitsmarktes fielen somit ausser Betracht. Mit dieser Feststellung wurden die Verhandlungen beendet.

Gemäss der von den schweiz. Vertretern bezogenen Stellung wurden die auf den nächsten Tag vorgesehenen weitern Besprechungen abgesagt.

Mag das beabsichtigte Vorgehen gegenüber unserm liechtensteinischen Nachbarn vielleicht etwas scharf anmuten, so legt die unsichere Lage im Fürstentum und das zweideutige Verhalten der liechtensteinischen Regierung den Bundesbehörden doch die Pflicht auf, eine rasche Klärung der Situation herbeizuführen. Die liechtensteinischen Vertreter waren am 16. Januar beim Fürsten in Wien, der, von einer schweren Erkrankung genesen, sich noch nicht nach Liechtenstein begeben konnte. Der intransigente liechtensteinische Standpunkt wurde somit nach eingehender Beratung mit dem Fürsten festgelegt. Nach gewissen Meldungen soll der Fürst, mit Rücksicht auf die Erhaltung seiner grossen Besitzungen im sudetendeutschen Gebiet und in der Tschechoslowakei, gewillt sein, der nationalsozialistischen Bewegung in Liechtenstein freie Hand zu lassen. Ob nun die Nachricht begründet sei oder nicht, so kann leider nicht bestritten werden, dass die nationalsozialistische Propaganda in der letzten Zeit in Liechtenstein bedenklich zugenommen hat, ohne dass ernstliche polizeiliche oder andere administrative Massnahmen von der liechtensteinischen Regierung bisher ergriffen worden wären. So liegt die Vermutung nahe, dass die führenden Regierungsmänner, im besondern der Regierungschef, Dr. Hoop, und sein Stellvertreter, Dr. H. Vogt, beabsichtigen, den Dingen mehr oder weniger ihren Lauf zu lassen. Um von den Ereignissen nicht überrascht zu werden, erscheint es angezeigt, die Regierung des Fürstentums zu veranlassen, eindeutig Farbe zu bekennen.

Zu diesem Zweck nimmt das Politische Departement die Absendung einer Note an die Fürstliche Regierung in Aussicht[7]. Darin soll nicht von der Grenzbereinigung und dem Ellhorn die Rede sein, denn in dieser Angelegenheit wird nunmehr das Land Liechtenstein ohne unser Zutun den richtigen Weg finden müssen. Hingegen werden zwei Dinge in der Note aufzuführen sein, in denen die liechtensteinische Regierung versagt hat: die nationalsozialistische Werbetätigkeit und die Niederlassung bezw. Einbürgerung von jüdischen Emigranten. Was schweizerischerseits zu dem ersten Punkt vorzubringen ist, wurde bereits oben ausgeführt. Hinsichtlich der Zulassung von jüdischen Emigranten ist daran zu erinnern, dass der liechtensteinische Regierungschef verschiedentlich

7. *Reproduite en annexe.*

den eidg. Departementen versprochen hatte, sich den schweiz. Vorschriften anzupassen; er hat in einer Konferenz, die kurz nach dem Anschluss Österreichs stattfand, feierlich erklärt, überhaupt keine Einbürgerungen mehr vorzunehmen. Nun sind in den letzten Monaten nach zuverlässigen Mitteilungen noch eine ganze Anzahl solcher Einbürgerungen erfolgt; die letzte soll dem Land Fr. 80000.— eingebracht haben. In einem weitern, unerledigt gebliebenen Fall sollen über Fr. 100000.— verlangt worden sein. Dieser Bürgerrechtsschacher berührt die Schweiz nach zwei Seiten. Einmal können die Eingebürgerten, die häufig von den schweiz. Behörden mit ihren Gesuchen schon abgewiesen wurden, wegen Nichtbestehen einer Grenzkontrolle zwischen Liechtenstein und der Schweiz, frei in der Schweiz sich aufhalten, wobei die Gefahr besteht, dass bei einem eventuellen Aufgehen Liechtensteins im Deutschen Reiche diese Neubürger der Schweiz zur Last fallen. Ferner aber mutet die Liechtensteinische Regierung dem Politischen Departement, das mit der Vertretung der liechtensteinischen Interessen im Auslande beauftragt ist, auch zu, sich jeweilen der Interessen solcher Neubürger gegenüber fremden Staaten anzunehmen.

Das Politische Departement ist deshalb der Ansicht, dass gewisse Massnahmen gegenüber Liechtenstein nicht länger zu umgehen sind. Vor allem ist der Regierung des Landes mitzuteilen, dass die schweizerische Überwachung der Einfuhr von Propagandamaterial an der liechtensteinischen Zollgrenze stark verschärft werden wird. Ferner ist zu verlangen, dass die Bestimmungen des Bundesratsbeschlusses vom 5. Dezember 1938[8] sinngemäss vom Fürstentum zu übernehmen sind. Eine weitere Masshahme wird darin bestehen, dass der vom eidg. Finanzdepartement mit Bundesratsbeschluss vom 12. Dezember 1938[9] der liechtensteinischen Regierung eröffnete Kredit von zwei Millionen Franken, soweit er nicht beansprucht ist, vorsorglich gesperrt wird. Es soll gegenwärtig die Hälfte des Kredites, d.h. eine Million Franken, noch unbenützt sein. Die bereits ausbezahlten Beträge können übrigens jederzeit auf 30 Tage fällig erklärt werden. Die getroffene Vorsichtsmassnahme scheint umso mehr gerechtfertigt als das anfänglich entgegenkommende Verhalten des liechtensteinischen Regierungschefs in der Frage der Grenzrevision sich dahin erklären lässt, dass er glaubte, Versprechungen auf eine die Schweiz befriedigende Lösung machen zu sollen, solange über die Gewährung des Kredites an Liechtenstein ein Entscheid noch ausstand.

Das Politische Departement wird im Einverständnis mit dem Finanz- und Zolldepartement dem Bundesrat Bericht erstatten, sobald die Verhängung der Sperre sich als wieder hinfällig erweisen sollte[10].

Das Politische Departement stellt im Einvernhehmen mit dem Justiz- und Polizeidepartement und dem Finanz- und Zolldepartement den Antrag und der Rat

beschliesst:

1. Von dem Bericht des Politischen Departements über die Grenzrevisions-

8. *Cf.* E 1004.1 1/380, *N°* 2093.
9. *Ibidem.*
10. *Ceci fut fait le 8 septembre 1939; cf.* E 1004.1 1/389, *N°* 1718.

verhandlungen mit Liechtenstein wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen;

2. der Entwurf einer Note des Politischen Departements an die Liechtensteinische Regierung wird nach Streichung eines Satzes gutgeheissen und das Departement mit deren Ausführung beauftragt.

ANNEXE

Le Département politique
au Gouvernement de la Principauté du Liechtenstein [11]

Der Fürstlich Liechtensteinischen Regierung beehrt sich das Politische Departement auftragsgemäss mitzuteilen, dass den Bundesbehörden verschiedene Vorkommnisse zur Kenntnis gelangt sind, welche das schweiz. Interesse in vesentlichem Masse berühren.

Vor einigen Wochen unterrichtete Herr Regierungschef Dr. Hoop die Öffentlichkeit über nächtliche Anschläge mit Sprengkörpern, die anscheinend gegen jüdische Bewohner Liechtensteins gerichtet waren. Es soll der Polizei nicht gelungen sein, der Täter habhaft zu werden. In den letzten Tagen sind in liechtensteinischen Gemeinden zahlreiche Flugblätter verteilt worden, die zum Teil gegen die jüdische Beeinflussung des öffentlichen Lebens in Liechtenstein, zum Teil aber auch gegen die Vertragsgemeinschaft des Fürstentums mit der Schweiz sich wenden und die liechtensteinische Bevölkerung auffordern, an deren Stelle Anschluss an den deutschen Wirtschaftsraum zu suchen [12].

Das Politische Departement muss mit Bedauern feststellen, dass gegen alle diese Erscheinungen in Liechtenstein bisher kaum ernstlich behördliche Vorkehren getroffen wurden, oder dass solche zum mindesten durchaus erfolglos geblieben sind. Es kann nicht verschwiegen werden, dass dieser Zustand die schweiz. Behörden mit einer gewissen Besorgnis erfüllt und sie nötigt, zur Wahrung der schweiz. Rechte und Interessen in Liechtenstein vorsorglich Massnahmen zu treffen. Es sind deshalb vor allem die schweiz. Zollorgane an der liechtensteinisch-deutschen Grenze angewiesen worden, die Kontrolle über die Einfuhr von Gegenständen national-sozialistischer Propaganda zu verschärfen und solches Material, das ansonst ungehindert in die Schweiz eindringen könnte, gegebenenfalls zu beschlagnahmen. Ferner darf das Departement die Erwartung zum Ausdruck bringen, dass seitens der Fürstlichen Regierung so rasch als möglich ähnliche Vorschriften, wie sie in dem beigegebenen Bundesratsbeschluss vom 5. Dezember 1938 [13] betr. staatsgefährliche Umtriebe enthalten sind, auch für das Gebiet des Fürstentums erlassen werden.

Das Politische Departement gestattet sich ferner, daran zu erinnern, dass seitens des Herrn Regierungschefs verschiedentlich die Erklärung abgegeben worden ist, es würden keine Einbürgerungen jüdischer Emigranten im Fürstentum mehr zugelassen. Nach zuverlässigen Mitteilungen sollen entgegen dieser Zusicherung noch in der allerletzten Zeit Einbürgerungen von Emigranten erfolgt sein, die ganz bedeutende Gebühren hiefür hätten erlegen müssen. Diese Praxis berührt die Schweiz in verschiedener Hinsicht. Denn einmal wird es für die schweiz. Behörden mit Schwierigkeiten verbunden sein, solche Neubürger am Betreten schweiz. Gebietes zu verhindern, solange die Grenzkontrolle an der liechtensteinisch-schweizerischen Grenze aufgehoben ist. Ausserdem aber wird das Politische Departement vielleicht auch genötigt, sich der Interessen solcher neu eingebürgerter Liechtensteiner gegenüber fremden Staaten anzunehmen, da es die Vertretung der liechten-

---

11. *La note a été envoyée le 3 février 1939.*

12. *Ici la phrase suivante a été biffée:* Ausserdem seien Hakenkreuzfeuer angezündet, deutsche national-sozialistische Propagandaliteratur eingeführt worden u.a.m. (*Cf.* E 1001 1/EPD 1.1.-30.6.1939).

13. *Cf.* E 1004.1 1/380, *N°* 2093.

steinischen Interessen im Auslande ausübt. Schliesslich ist nicht zu verkennen, dass die Niederlassung solcher Emigranten im Grenzlande Liechtenstein der national-sozialistischen Propaganda Stoff zu einer vielleicht nicht in allen Teilen ungerechtfertigten Kritik bietet und Grund zu steter Beunruhigung bildet, die für das Land auch in finanzieller und kreditpolitischer Hinsicht, wie die Ereignisse des letzten Jahres zeigten, sehr nachteilig sein kann.

Angesichts der geschilderten Verhältnisse sehen sich die Bundesbehörden veranlasst, der Fürstlichen Regierung diese Sachlage zu ganz besonderer Beachtung zu empfehlen und sie zu bitten, gleichzeitig davon Kenntnis zu nehmen, dass bis zur Klärung der Situation der noch nicht in Anspruch genommene Kredit des Bundesrates gesperrt bleiben muss.

Das Departement gibt sich gerne der Hoffnung hin, dass die Fürstliche Regierung in der Lage sein wird, bald beruhigende Aufschlüsse zu geben, die es erlauben würden, die ergriffenen Vorsichtmassnahmen wieder aufzuheben [14].

14. *Le contenu de cette note est examiné le 30 mars 1939 lors d'une séance qui réunit des responsables du DPF, du DJP, de l'OFIAMT et les deux représentants du Liechtenstein* (*Cf.* E 2001 (E) 1969/262/54).

17

E 7110 1967/32/821 Italien/3/1939

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz

L 39.A.b/1.
Traité de commerce
italo-suisse

Rome, 1er février 1939

Ainsi que nous vous l'avons fait savoir hier par téléphone, le Sénateur Giannini a fait demander, il y a trois jours, à la Légation, si j'avais reçu des instructions des Autorités fédérales au sujet des déclarations qu'il m'avait faites en ce qui concerne la «dénonciation des Accords» [1]. Nous avons insisté pour savoir exactement quelles étaient les clauses contractuelles auxquelles le Ministère des Affaires Etrangères faisait allusion et on nous a dit qu'il s'agissait des dispositions visant le dédouanement à la frontière italo-suisse. Nous vous avons communiqué cette réponse et vous nous avez répondu [2] qu'elle ne vous paraissait pas suffisamment claire pour vous prononcer d'une façon définitive sur la question. Avant-hier soir, M. Giannini ayant fait de nouveau demander si nous avions reçu vos instructions, nous vous avons téléphoné hier et vous nous avez dit que vous désiriez connaître d'une façon précise quelles étaient les dispositions que l'Italie aimerait modifier ou supprimer.

1. *Cf. N° 4.*
2. *Non reproduit.*

J'ai donc envoyé au Ministère des Affaires Etrangères mon collaborateur pour les Affaires Commerciales[3], afin qu'il transmette votre réponse au remplaçant de M. Giannini qui, pour le moment, est M. Formichella. Ce dernier a essayé de mettre M. Fumasoli en contact direct avec le Sénateur Giannini, qui était en séance de négociation, mais M. Giannini a préféré envoyer M. Bagli. Ce dernier et M. Formichella ont donc précisé que l'Italie désirait supprimer purement et simplement l'échéance de notes du 27 janvier 1923[4] entre le Chef du Département de l'Economie publique et le Ministre d'Italie à Berne, concernant les opérations douanières relatives aux expéditions en service international, à la frontière italo-suisse.

Nous devons ajouter que M. Bagli a essayé d'être aussi objectif que possible en exposant les motifs qui poussaient le Gouvernement italien à demander à la Suisse la renonciation aux concessions renfermées dans l'échange de notes précité. Nous ne reviendrons pas sur son long discours, mais nous voulons encore une fois retenir les deux arguments qu'il avait déjà rappelés dans d'autres occasions et sur la base desquels la Commission interministérielle a enfin accepté de nous saisir de la question. Il s'agit des deux arguments suivants:

1° L'échange de notes italo-suisses du 27 janvier 1923 est, pour l'Italie, la source d'un dommage matériel grave, parce que – par une politique certainement très habile et sur laquelle les Autorités italiennes s'abstiennent de porter un jugement – la Suisse (chemins de fer et maisons d'expédition) a concentré à Chiasso un nombre énorme d'opérations douanières qui devraient normalement avoir lieu dans d'autres douanes. Ces opérations ont pris une telle importance et une telle envergure que l'Administration italienne ne voit plus comment y faire face, bien qu'elle ait, depuis 1923, triplé le personnel. Il est impossible pour l'Administration de créer un outillage technique suffisant pour que les opérations que l'on a concentrées à Chiasso puissent être effectuées d'une façon normale. Les maisons d'expédition ont fourni une preuve éclatante des irrégularités extrêmement graves qu'elles pouvaient commettre à cause justement de la désorganisation forcée de la gare internationale.

2° Toutefois, le motif principal de la nouvelle attitude de l'Italie, en ce qui concerne la réglementation du dédouanement au point frontière italo-suisse, doit être recherché dans de graves difficultés d'ordre international. La France a exigé un régime analogue à la gare de Modane. L'Italie a affirmé qu'elle ne pouvait pas accéder à cette demande et la France a répondu en jetant sur le pavé 300 familles italiennes qui travaillaient à la gare de Modane, en disant qu'elles auraient pu reprendre leur travail lorsque la France aurait été traitée comme la Suisse (je me réserve d'éclaircir ce point aujourd'hui ou demain, à l'Ambassade de France)[5]. Ce que vient de faire la France – disent les Italiens – d'autres pays peuvent le faire dans un avenir rapproché, sur d'autres points de la frontière italienne. Il n'est donc plus possible pour l'Italie de maintenir à la frontière suisse les concessions contenues dans l'échange de notes dont il s'agit et elle

3. *Mario Fumasoli.*
4. *Cf. FF, 1923, I, pp. 258 à 415.*
5. *Cf.* E 2200 Rom 23/1.

doit nous demander de revenir au régime de la Convention internationale de Berne, aux termes de laquelle les opérations douanières doivent être accomplies par les agences en douane des chemins de fer de chaque pays.

Nous n'entrerons pas dans le détail de notre réponse à MM. Formichella et Bagli. Nous avons d'abord insisté sur le fait que l'échange de notes en question faisait partie intégrante du Traité de commerce de 1923. Vous nous aviez, en effet, confirmé hier encore dans cette opinion. Nos deux interlocuteurs ont essayé de nous démontrer que ce point de vue était très difficile à soutenir et que tout le Traité de commerce de 1923, y compris son article 15, pouvait très bien rester ferme, malgré la suppression de l'échange de notes dont nous parlons. Nous avons insisté de nouveau sur notre argumentation consistant à affirmer que le Traité de 1923, dans son ensemble, avait valu à l'Italie d'énormes avantages, qu'il avait amené notre pays à suivre vis-à-vis de l'Italie une politique commerciale dont le Royaume ne pouvait pas oublier les conséquences heureuses pour lui en toutes occasions et qu'on ne pouvait pas venir nous dire tout à coup que l'Italie désirait supprimer – dans le Traité lui-même – le seul point qui lui déplaisait, pour maintenir toutes les autres clauses. Nous avons particulièrement insisté sur l'importance de l'organisation de Chiasso, surtout du point de vue social, pour toute une région de la Suisse et sur les conséquences très graves d'une modification fondamentale apportée à l'improviste à ce régime.

Nos deux interlocuteurs nous ont répondu qu'ils comprenaient très bien nos difficultés, mais que l'Italie devait insister dans son attitude et que le Ministère des Affaires Etrangères désirait recevoir à brève échéance une réponse quant à sa demande de suppression de l'échange de notes du 27 janvier 1923.

J'ajoute encore que j'ai eu l'occasion d'entretenir, hier, personnellement M. D'Agostino, Chef de la Direction Générale des Devises, de notre surprise au sujet des difficultés que l'Italie paraissait vouloir nous faire en ce qui concerne les opérations de dédouanement et des conséquences qui découleraient de ces difficultés pour l'ensemble de nos relations commerciales. M. D'Agostino m'a répondu que cette question avait été discutée au sein de la Commission Interministérielle lorsqu'il était absent. Je ne doute pas qu'il pourra insister au sein de ladite Commission sur la nécessité pour l'Italie de ne pas compromettre l'ensemble de nos Accords pour le point particulier dont il s'agit. Evidemment, il est difficile de dire jusqu'à quel point on écouterait cette personnalité pourtant très influente. Je ne sais pas non plus si vous avez réellement l'intention de lier en quelque sorte la question de l'échange de notes du 27 janvier 1923 à celle du Traité de commerce et des Accords économiques en général. Pour le moment, nous l'avons fait dans un but de tactique, dans l'attente de vos instructions, après une étude approfondie de l'ensemble du problème.

Je relève encore que mon collaborateur pour les Affaires économiques a, de son côté, entretenu M. Masi, Directeur Général pour le Commerce Extérieur, des ouvertures qui nous ont été faites par le Ministère des Affaires Etrangères et de la pénible impression qu'elles nous avaient causée. M. Masi s'est borné à répondre que, quant à lui, «il avait conseillé de faire grand'attention».

Pour résumer, nous avons exposé hier aux fonctionnaires auxquels nous avons fait allusion au début de ce rapport, que l'Administration italienne

devait se rendre compte qu'il s'agissait d'une question d'une importance très grande et qu'elle ne pouvait pas s'attendre à recevoir de nous une réponse prochainement[6]. Les dits fonctionnaires nous ont exposé qu'ils comprenaient fort bien cette objection, mais que l'Italie avait réellement besoin de connaître au plus tôt notre manière de voir, attendu qu'elle est constamment en négociation avec des pays étrangers vis-à-vis desquels elle doit pouvoir soutenir un point de vue précis à propos des opérations de dédouanement.

6. *Cf. N° 23.*

18

E 2001 (D) 1/31

Le Représentant du Conseil fédéral auprès du Gouvernement de Burgos, E. Broye, au Chef du Département politique, G. Motta

L P.15/I Saint-Sébastien, 1er février 1939

J'ai eu l'honneur de recevoir votre télégramme N° 15[1] par lequel vous avez bien voulu me prier de vous donner d'urgence mon opinion sur les avantages qui découleraient de la reconnaissance de jure du Gouvernement National par ma nomination de Ministre à Burgos, mais en cherchant à éviter une rupture avec Madrid où nous avons encore des asilés et des intérêts importants. La question ainsi posée apparaît fort complexe et délicate. Je puis vous assurer que les avantages d'ordre moral et matériel que la Suisse recueillerait d'un geste consommé par votre Gouvernement avant les grandes Puissances occidentales et avant le groupe des petits Etats neutres auquel nous appartenons, seraient considérables et auraient des répercussions favorables dès maintenant et après la victoire finale du Général Franco, qui est absolument certaine, tant dans le domaine de l'établissement que et surtout sur le terrain économique.

L'Espagne Nationale qui lutte avant tout contre le communisme et pour son entière indépendance, se sent meurtrie du refus des droits de belligérance opposé par les Puissances faisant partie du Comité de Non-Intervention et ressent quelque amertume aussi de l'omission de la reconnaissance de jure de la part de la grande majorité des Etats. Elle apprécierait infiniment encore à l'heure actuelle une reconnaissance de jure qui, émanant d'un petit pays comme la Suisse, mais qui représente une des plus grandes autorités morales de l'Europe et à laquelle seule, les Etats autoritaires pardonnent d'être une démocratie, parce qu'elle est la seule véritable et la plus ancienne démocratie du monde. Chaque Espagnol porte cet axiome dans son cœur. Nos compatriotes

1. *Non reproduit.*

rencontreraient sans doute des facilités plus grandes pour s'établir en Espagne dont la porte serait certainement plus largement ouverte, en tout cas pour les nouveaux venus qui n'étaient pas établis en Espagne avant la guerre. Mais c'est surtout dans le domaine économique que la Suisse bénéficierait, dès maintenant et également après la paix, d'une priorité dans la répartition des contingents, des compensations, des soumissions, d'autant plus qu'à l'heure actuelle c'est le régime des compensations qui est exclusivement appliqué et qui permet au Gouvernement National de répartir comme bon lui semble, ses achats et ses ventes. D'une manière générale également toutes nos requêtes rencontreraient un accueil plus empressé et une solution plus accélérée dans tous les domaines. Et cette priorité se maintiendra après la paix, le Gouvernement National Espagnol extrêmement sensible et sentimental, étant décidé à cataloguer ses amis dans l'ordre chronologique de leur manifestation d'adhésion. Dans le domaine commercial, l'Allemagne s'est déjà taillée la part du lion, l'Italie n'ayant pu la suivre parce qu'au lieu de produits complémentaires, elle dispose de produits similaires, de même que le Portugal; c'est pourquoi la Suisse pourrait s'assurer une place privilégiée vis-à-vis d'autres Etats du même ordre, en se rangeant aux côtés des pays qui seront servis les premiers.

Mais il y a le revers de la médaille et bien que vous ne m'ayez pas invité à vous faire connaître les désavantages d'une reconnaissance de jure, bien que vous envisagiez celle-ci en cherchant à éviter une rupture avec Madrid, j'estime de mon devoir de mettre en pleine lumière ici-même, les dangers que comporterait à l'heure actuelle la normalisation de nos rapports avec le Général Franco. La présence à Madrid, à Valence et dans la zone rouge d'une colonie suisse dont je ne connais pas l'importance numérique exacte, mais que j'évalue à quelque 200 personnes après l'incorporation de la Catalogne et de Barcelone à la zone nationale, ainsi que la présence de 28 asilés sous notre protection à Madrid constituent un obstacle assez sérieux à la reconnaissance de jure actuelle, car une telle reconnaissance ne saurait guère avoir lieu en évitant une rupture avec les rouges. L'expérience est là pour le démontrer [2]. Pas plus tard qu'au mois de décembre la Légation du Japon qui avait été fermée et placée sous la protection de l'Ambassade du Brésil, a été saccagée ainsi que ses archives. Il y a peu de temps encore, lorsque la Belgique avait décidé d'envoyer un Agent, bien qu'officieux à Burgos, le Gouvernement de Barcelone a rompu ses relations avec Bruxelles et ne les a reprises que lorsque la décision a été ajournée.

Lorsque l'Allemagne et l'Italie se sont mises du côté de Franco, leur Ambassade a été également saccagée de même que celle du Portugal et même l'appartement particulier du Chargé d'Affaires portugais. Il y a donc lieu de craindre en cas d'une reconnaissance de jure de notre part, des actes de rétorsion de la part des dirigeants de Madrid qui se traduiraient par des actes de violence contre nos compatriotes, contre leurs propriétés et même contre notre Chancellerie de Madrid et son personnel et contre notre Agence Consulaire de Valence car ces dernières ne seraient pas à l'abri de la vengeance des Gouvernants

2. *Motta a mis un point d'interrogation dans la marge. Il a souligné plusieurs passages de la lettre.*

rouges qui feraient expulser ou détenir nos compatriotes et saccager ou confisquer leurs propriétés. Quant aux asilés ils seraient à la merci de ces derniers.

Un moyen d'éviter ces graves dommages, consisterait à négocier avec une Légation ou une Ambassade d'un pays ami à Madrid la reprise sous sa protection de nos asilés. C'est ce que la Roumanie est en train de faire avec l'Ambassade du Brésil, sauf erreur, au moment où elle est sur le point de passer à la reconnaissance de jure. Quant à nos compatriotes, il faudrait en tout cas les confier à la protection d'un autre Etat également, mais il serait beaucoup plus prudent de les rapatrier ce qui ne paraît pas impossible. Il n'est d'ailleurs point exclu que les rouges de Madrid, sentant venir la défaite et le châtiment et peut-être l'impossibilité de s'évader, ne se livreront plus à l'heure actuelle aux mêmes actes de vengeance qu'ils ont accomplis naguère avec les pays qui ont rompu avec eux. L'évacuation de Barcelone sans résistance et sans destruction systématique de la ville, pourrait renforcer cette hypothèse.

La Pologne qui est sur le point de reconnaître de jure le Gouvernement Franco, hésite à le faire avant la chute de Madrid, bien qu'elle n'ait en cette dernière ville plus qu'une demi-douzaine d'asilés et 35 familles polonaises. Elle a demandé à la France de reprendre ses asilés mais celle-ci a refusé. Devant ce refus, et en faisant une question d'honneur et de prestige, la Pologne renonce à confier ses asilés à une quelconque République Sud-Américaine et gardera jusqu'au bout ses protégés. La Pologne ferait ainsi différer sa reconnaissance de jure jusqu'à la prise de Madrid, qu'elle escompte dans un délai de 4 à 6 semaines.

Quant à la Tchéco-Slovaquie qui vient de procéder officiellement à la reconnaissance de jure, elle a abandonné à leur sort sa Légation à Madrid avec un ou deux fonctionnaires ainsi que quelques ressortissants tchéco-slovaques, tandis qu'elle avait réussi déjà depuis quelque temps à évacuer ses asilés en prétendant qu'elle les transférait en Tchéco-Slovaquie alors qu'elle s'est bornée à les conduire en France d'où ils ont pu gagner l'Espagne Nationale.

Quant à la procédure qui a été suivie par les pays qui ont reconnu de jure, ces derniers se sont abstenus de faire une communication au Représentant rouge dans leur capitale, lequel a compris la situation nouvelle, et s'est retiré lui-même en faisant abandon, non toutefois sans quelques difficultés, de l'immeuble de la Légation à son successeur, Représentant de l'Espagne Nationale.

Dans un télégramme que je vous envoie ce soir encore[3], je résume ce qui est dit plus haut de la façon suivante:

Les avantages d'ordre moral et matériel (établissements, débouchés, commerce) sont certains et importants. Toutefois il est presque impossible d'éviter une rupture avec Madrid dont il y a lieu de craindre des actes de violence contre nos immeubles et nos archives, contre nos compatriotes et leurs propriétés ainsi que contre nos asilés. Pour ne pas perdre le fruit d'une reconnaissance en ce moment, il faudrait pouvoir assurer l'évacuation de nos compatriotes et le transfert de nos asilés à une tierce Puissance. Sinon il faudrait attendre la chute de Madrid.

---

3. *Non reproduit.*

Enfin je ne voudrais pas vous cacher ici ma très grande satisfaction éprouvée en prenant connaissance de votre intention de me nommer Ministre en Espagne dès que les circonstances vous le permettront et je vous en exprime à l'avance ma profonde reconnaissance.

19

E 2300 Berlin/40

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta

RP P.B. Nr.2. – F/YS. Vertraulich. Berlin, 2. Februar 1939

Die Hitlerrede hat bezüglich der deutsch-schweizerischen Beziehungen sowie hinsichtlich der allgemeinen politischen Lage gewisse bedeutungsvolle und, wie ich glaube, erfreuliche Abklärungen gebracht[1]. Was zunächst unser Land betrifft, so hat Hitler gemäss der offiziellen Wiedergabe des «Reichs- und Staatsanzeigers» erklärt:

«*Deutschland ist glücklich, heute im Westen, Süden und Norden befriedete Grenzen besitzen zu dürfen*[2].

Unsere Verhältnisse zu den *Staaten des Westens und des Nordens*[2] – also der Schweiz, Belgien, Holland, Dänemark, Norwegen, Schweden, Finnland und den baltischen Staaten – sind um so erfreulichere, je mehr sich gerade in diesen Ländern die Tendenzen einer Abkehr von gewissen kriegsschwangeren Völkerbundsparagraphen zu verstärken scheinen.

Niemand kann es mehr schätzen an seiner Reichsgrenze wahrhaft befreundete neutrale Staaten zu wissen als Deutschland.»

In diesen Erklärungen liegt eine erneute Anerkennung unserer Grenzen, und unserer Neutralitätspolitik, die zur Wiedergewinnung der totalen Neutralität geführt hat. Die Bedeutung dieser Ausführungen wird man nicht übersehen in Anbetracht der bekannten deutschen Pressekampagne, die glaubte, die diesbezüglichen Regierungserklärungen wegen der Haltung unserer Presse in Frage stellen zu können. Von dem Wunsche Deutschlands, mit den neutralen Staaten freundschaftliche Beziehungen zu pflegen, wird man nur mit Zustimmung Kenntnis nehmen können.

Es wäre wohl am Platze gewesen, wenn die «Neue Zürcher Zeitung» in ihren schwarzseherischen Kommentaren auch diese Stellen der Rede, die unser Land direkt betreffen, wenigstens erwähnt hätte[3].

---

1. *Le texte du discours d'Hitler du 30 janvier 1939 au Reichstag est paru sous la forme d'une brochure que Motta transmet à la Division des Affaires étrangères le 24 février 1939.* (*Cf.* E 2001 (D) 3/304).
2. *Passage souligné par Frölicher.*
3. *Remarque marginale de Motta:* Richtig!

Aber auch die Ausführungen des Reichskanzlers zur allgemeinen Lage dürften meines Erachtens eine zuversichtliche Beurteilung gestatten. Hitler hat frühere Äusserungen wiederholt, wenn er sagte, dass er wegen des Kolonieanspruches allein keinen Krieg führen werde. Der Grund für diese Abstinenz liegt wohl in der Erkenntnis, dass ohne eine übermächtige Flotte die Kolonien den Westmächten nicht weggenommen werden können. Deutschland kann aber bei seiner auch vom Reichskanzler als schwierig geschilderten Wirtschaftslage nicht mit England einen Rüstungswettlauf beginnen.

Wenn aber Deutschland nicht beabsichtigt, für die Rückgewinnung seiner eigenen Kolonien einen Krieg zu führen, so dürfte es auch wenig wahrscheinlich sein, dass es für die entsprechenden Aspirationen Italiens das Schwert zieht. Diese Überlegung findet in der Rede Hitlers ihre Bestätigung. Hitler hat nur die Waffenhilfe dem Achsenpartner versprochen für den Fall, dass ein Krieg gegen Italien «vom Zaune gebrochen wird». In diplomatischen Kreisen hatte man etwas Mühe, diese Ausdrucksweise ins französische oder englische zu übersetzen und die Bedeutung zu erkennen. Soviel ich bis jetzt hörte, sind meine Kollegen der Ansicht, dass Hitler die Waffenhilfe nur für einen unprovozierten Angriff gegen das faschistische Italien zur Verfügung gestellt hat, nicht aber für die Durchsetzung der italienischen Aspirationen im Mittelmeer. Diese wird er gemeinsam mit Italien «vertreten». Der Satz «Ich aber glaube an einem langen Frieden» wird daher so beurteilt, wie er lautet und nicht nur als eine Äusserung, die bezweckt, die Verantwortung für einen allfälligen Krieg dem Gegner zuzuschieben. Mein holländischer Kollege, der gestern mit Herrn von Neurath und Herrn von Weizsäcker gesprochen hat, erfuhr von dieser Seite ebenfalls, dass Deutschland nicht beabsichtigt, mit Kriegsdrohungen die italienischen Aspirationen zu unterstützen; Italien wisse dies und werde seine Forderungen, wenn es mit Frankreich ins Gespräch gekommen sei, nicht überspannen. Mein Kollege ist daher auch der Meinung, dass die Rede Hitlers die Kriegsgefahr für dieses Jahr gebannt hat; später aber werde die englische Aufrüstung eine weitere Sicherung des Weltfriedens bringen.

P.S. Zuzugeben ist allerdings, dass die Ausdrucksweise Hitlers in bezug auf die Unterstützung der italienischen Aspirationen nicht derart klar und bestimmt ist, dass jeder Zweifel an der obigen Auslegung ausgeschlossen erscheint. Das kann aber nicht verwundern, denn Hitler konnte im jetzigen Zeitpunkt nicht durch einen Ausschluss jeder Waffenhilfe die diplomatische Stellung Italiens schwächen. Ich bitte auch, die von mir erwähnten Äusserungen Neuraths und von Weizsäckers als streng *konfidentiell* zu behandeln; denn es ist sehr wahrscheinlich, dass andere Stellen des nationalsozialistischen Deutschlands der Ansicht sind, man müsse jetzt im Interesse Italiens nicht beruhigen. Namentlich muss vermieden werden, dass Italien von jenen Äusserungen erfährt.

20

E 2001 (D) 1/142

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Chef de la Chancellerie de la Légation de Suisse à Madrid, A. Guéra

Copie
L B.73.E.7.-RT. Bern, 4. Februar 1939

Am 26. Januar d.J. wurde nach mehr als zweieinhalbjähriger Dauer des Bürgerkrieges Barcelona von den national-spanischen Truppen besetzt. Da die Schweizerische Gesandtschaft und Herr Konsul Gonzenbach die Stadt unseren Weisungen gemäss nicht verlassen haben, befindet sich im republikanischen Spanien keine diplomatische Vertretung mehr. Wir sind uns bewusst, dass Ihre Stellung hierdurch insofern noch wesentlich schwieriger geworden ist, als Sie bei der Erfüllung Ihrer Aufgaben zum Schutze der schweizerischen Interessen nun nicht mehr die Intervention der schweizerischen diplomatischen Vertretung beim Staatsministerium in Anspruch nehmen können. Aus diesem Grunde sandten wir Ihnen am 26. Januar unser Telegramm Nr. 7 und in Ergänzung desselben am 3. Februar unser Telegramm Nr. 13[1]. Um Ihnen die Erfüllung dieser Aufgaben im Rahmen des Möglichen zu erleichtern, fragten wir Sie mit diesem Telegramm an, ob sich der französische Konsul Neuveville noch in Madrid befindet und ob Sie glauben, dass er Ihnen falls nötig seinen Rat und eventuell Beistand gewähren würde. Wir gehen dabei nicht von dem Gedanken aus, die französische Regierung zu bitten, den diplomatischen Schutz unserer Interessen im Gebiete des republikanischen Spanien zu übernehmen, sondern wir möchten Ihnen lediglich anheimstellen, sich gegebenenfalls an den französischen Konsul in Madrid zu wenden und ihn zu ersuchen, Ihnen wo es sich nötig erweisen sollte, seinen Rat und seinen Beistand zu gewähren.

Wir möchten bei dieser Gelegenheit nicht unterlassen Ihnen, Herr Vize-Konsul und Ihren Mitarbeitern für Ihre aufopfernde Tätigkeit mit der Sie während dieser Jahre des spanischen Bürgerkrieges den schweizerischen Interessen gedient haben, unsern verbindlichen Dank auszusprechen.

---

1. *Non reproduit.*

21

E 2300 London/33

Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta

RP N° 8. Confidentiel.
Situation en Europe et en Suisse

Londres, 7 février 1939

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche confidentielle du 3 courant [1] à laquelle était annexé le texte d'un rapport du 31 janvier, de mon collègue aux Pays-Bas. Je saisis cette occasion pour vous exprimer en même temps mes remerciements pour votre lettre du 31 janvier qui se réfère à mes R.P. N^os^ 5 et 6 [2] et à laquelle était jointe la copie d'une dépêche de M. le Ministre Frölicher du 17 janvier [3].

Je crois être en mesure de vous renseigner d'une façon à peu près exacte sur les circonstances qui ont amené M. Patijn à parler à M. de Pury de consultations entre Londres et Paris concernant l'intégrité des territoires néerlandais et suisse. Mes renseignements proviennent d'un entretien avec le Chargé d'Affaires des Pays-Bas et, en outre, d'une source «directe» que je ne suis pas autorisé à nommer et qui, selon moi, peut avoir été l'informateur originaire de mon interlocuteur hollandais.

En utilisant les informations recueillies, je reconstruis ce qui s'est passé de la façon suivante:

Le Foreign Office, ou peut-être le Cabinet lui-même, inquiété par les rumeurs de préparations ou projets nazistes, a examiné la position qui se présenterait dans l'éventualité d'une agression allemande contre la frontière orientale de la Hollande. L'intégrité du territoire néerlandais constituant pour la Grande-Bretagne un intérêt vital, le Foreign Office s'est mis à consulter la France afin que les deux Gouvernements s'entendent secrètement sur une attitude ou une action commune pour le cas où la Hollande viendrait à être sérieusement menacée du côté est.

Les deux parties furent d'accord sur le fait que pareille attaque toucherait directement la sécurité des Iles Britanniques et indirectement celle de la France et que, dès lors, une entente définie à ce sujet serait chose à examiner de près. Cependant, du côté français, on a saisi l'occasion pour faire ressortir que, ce que les Pays-Bas sont pour la Grande-Bretagne, la Suisse l'est dans la même mesure pour la France. Donc un arrangement de précaution franco-britannique devrait comprendre non seulement la Hollande, mais aussi la Suisse.

Je n'ai pas pu savoir d'une manière certaine s'il y a eu des échanges de vue proprement dits entre le Foreign Office et le Quai d'Orsay. Je suis enclin à dire qu'il ne s'est agi jusqu'ici que de conversations plus ou moins provisoires entre

1. *Non reproduite.*
2. *Non reproduits.*
3. *Cf. N° 5.*

Lord Halifax et M. Corbin, conversations au sujet desquelles les deux Gouvernements furent tenus au courant. La Belgique, paraîtrait-il, a également été attirée à un moment donné, mais je ne sais pas quelle fut l'attitude que l'Ambassadeur de Belgique avait été chargé d'adopter par Bruxelles. Dans tous les cas, je ne crois pas me tromper en disant que le champ des échanges de vue n'a pas dépassé les milieux diplomatiques de Londres.

Les choses en sont restées là. Il n'y a pas eu de négociations entre les Ministères des Affaires Etrangères et il semble que, jusqu'à nouvel ordre, on ne poursuit pas plus loin ce projet. Mon interlocuteur hollandais m'a encore dit que sa première source d'information s'était dédite peu de jours après lui avoir causé, l'informant que sa communication était due à une confusion et qu'il ne fallait pas en faire usage. Sans doute, au moment de l'entretien Patijn-de Pury, cette rectification n'était-elle pas encore entre les mains du Ministère hollandais des Affaires Etrangères.

Or, je n'ai aucune raison pour croire qu'il y ait eu confusion. La chose s'est sans doute passée comme je viens de l'exposer. Mon collègue de Hollande est d'ailleurs de mon avis. Mais on s'est apparemment dit, au sein du petit cercle qui s'occupait de ce projet, qu'il vaudrait mieux le garder secret et qu'il faudrait effacer autant que possible la trace de l'information communiquée, à titre secret il est vrai, mais d'une façon très positive quand même.

Jusqu'ici, la presse n'a fait aucune mention directe de ce projet. Je sais cependant que certains journalistes en ont connaissance depuis quelque temps déjà. S'ils n'en ont pas parlé, c'est évidemment par suite des instructions reçues des quartiers officiels.

Je comprends fort bien votre point de vue de ne pas vouloir faire des sondages au Foreign Office. Tout en n'ayant pas d'intérêt à décourager de pareilles mesures de protection à notre égard, nous devons cependant éviter de donner l'impression d'avoir nous-mêmes quoi que ce soit à faire avec ce projet. Nous ne pouvons pas empêcher les autres de prendre des précautions pour l'éventualité d'une situation internationale dans la nature de laquelle rentre géographiquement et stratégiquement, entre autres, la Suisse, mais nous pouvons, vu notre neutralité, l'ignorer, tout en tâchant, bien entendu, de savoir aussi exactement que possible ce qui en est. Un sondage au Foreign Office pourrait facilement induire en erreur au sujet de notre attitude.

Nous possédons d'ailleurs déjà les indications voulues de ce côté-là. Lord Halifax m'a déclaré, comme vous le savez, que la situation de notre pays n'a pas fait l'objet d'un examen au sein du Cabinet. Il n'a pas ajouté que, d'autre part, le Foreign Office s'en est occupé. Or, puisque je crois savoir que le Foreign Office a en effet fait certaines études, à la suite des conversations susmentionnées, sur les possibilités en Hollande et en Suisse, les milieux dirigeant la politique étrangère sont évidemment arrivés à la conclusion qu'il est plus prudent de garder le silence et de ne pas attirer l'attention des Gouvernements de Berne et de La Haye, ou de leurs représentants à Londres. Cette ligne de conduite fut sans doute aussi la raison de la rectification subséquente de la première information donnée au Chargé d'Affaires des Pays-Bas.

Donc, en résumé, je dirais que:

1. l'information comme telle est, dans ses lignes principales, exacte;

2. le Foreign Office (ou le Cabinet) juge indiqué de garder le secret et de répondre négativement ou évasivement à des sondages venant des côtés hollandais ou suisse;

3. le projet se trouve actuellement en suspens en ce sens qu'il a peut-être été abandonné jusqu'à nouvel ordre. On ne se trompera pas en prévoyant une reprise des pourparlers dans un avenir plus ou moins rapproché suivant les événements;

4. j'ai personnellement des indications dignes de confiance que, dans le cas où un arrangement serait conclu, le Foreign Office et le Quai d'Orsay s'arrangeraient de façon à ce que les Gouvernements Suisse et Néerlandais n'en sachent rien – officiellement ou officieusement –, ce qui ne nous empêcherait probablement pas de nous procurer autrement, dans les lignes essentielles, l'information dont nous aurions besoin.

22

E 7110 1967/32/900 Polen (2)

Le Ministre de Suisse à Varsovie, H. Martin,
au Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, J. Hotz

L B/Bl. 5663314.f. ad Ba.pol.900.1.G.
Polen: Zahlungsverkehr. Regierungskommissionen.

Warszawa, 8. Februar 1939

Ich beehre mich, Ihnen in der Beilage Aktennotizen über die im Zusammenhang mit den Regierungskommissionsverhandlungen in Bern geführten Telephongespräche der Gesandtschaft zu Ihrer gefl. Kenntnisnahme zugehen zu lassen.

Nachdem sich der Präsident der polnischen Regierungskommission am 6. d.M. entschlossen hat, seine Delegierten von Bern zurückzurufen[1], scheint es, dass über die Frage einer allfälligen Getreidetransaktion keine Einigung erzielt werden kann. Dies ist natürlich sehr bedauerlich, weil damit die Hoffnungen auf eine baldige Entlastung des Kompensationszahlungsverkehrs begraben werden müssen. Ich bin aber mit Ihnen überzeugt[2], dass schweizerischerseits alles getan wurde, um dem polnischen Partner entgegenzukommen. Wenn trotzdem eine Einigung nicht gelang, so liegt dies in der unerfreulichen polnischen Wirtschafts- und insbesondere Finanzpolitik. Bei allem Verständ-

---

1. *Le début de cette phrase est souligné à la main et Hotz a mis un point d'interrogation dans la marge.*
2. *Cf.* E 7110 1967/32/900 Polen (2) *(notamment la lettre du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie du 27 janvier 1939) et* E 2001 (D) 1/222 *et* 254.

nis für die schwierige Lage dieses Staates, welcher nach dem Kriege ein weitgehend passives Erbe antreten musste, kann ich nicht umhin, die Haltung der polnischen Regierung gegenüber der Schweiz zu bemängeln, denn es scheint mir, dass bei einsichtiger[3] Würdigung der Sachlage das Finanzministerium eine konziliantere Haltung hätte einnehmen können, wenn die gegenwärtige polnische Regierung überhaupt noch vom Willen beseelt ist, den Anschluss an den Weltmarkt nicht ganz zu verlieren, um sich mehr und mehr ins Fahrwasser der Wirtschafts- und Finanzpolitik Grossdeutschlands zu begeben.

Wenn auch Herr Dr. Stoga durchblicken liess, dass er selbstredend weiterhin bemüht sei, für die Probleme des polnisch-schweizerischen Warenaustausches den Interessen beider Teile gerecht werdende Lösungen zu finden, so habe ich doch wenig Hoffnung, dass es in absehbarer Zeit möglich sein wird, den Kompensationszahlungsverkehr durch Getreidebezüge aus Polen zu befruchten. Nichtsdestoweniger werde ich aber jede Möglichkeit eingehend überprüfen und ständig mit dem Präsidenten der polnischen Regierungskommission in Kontakt bleiben. Hiebei wäre es für mich sehr wertvoll, für die künftige diesbezügliche Tätigkeit Ihrerseits Instruktionen zu erhalten[4].

ANNEXE

N° 566.33.14.f.B/B1.

AKTENNOTIZ

1. Februar 1939:

Herr Dr. Stoga (St.) teilt mir[5] telephonisch mit, er habe von Bern Nachricht erhalten, dass die schweizerische Delegation mit einer vollständig neuen Proposition hervorgetreten sei, nämlich Beschränkung auf eine eigentliche Getreidetransaktion (keine allgemeine Devisenspitze), wobei 30% in freien Devisen, 30% Maschinen, 30% frei und 10% für touristische Zwecke.

Dr. St. erklärt diese Proposition vollkommen unannehmbar und stellt erneut fest, dass für Polen eine Getreidetransaktion mit Exportsubventionierung nur dann in Frage kommen könne, wenn 60% in freien Devisen bezahlt werden.

Dr. St. wird nicht nach Bern fahren, wenn nur auf der vorerwähnten Basis verhandelt werden soll. Er hat noch gestern abend diesen Bescheid telephonisch nach Bern übermittelt, informiert aber auch die Gesandtschaft mit der Anregung, allenfalls ebenfalls mit Bern Fühlung zu nehmen. Ich stelle Dr. St. telephonische Rücksprache mit Bern in Aussicht und enthalte mich vorderhand jeglicher materiellen Äusserung.

2. Februar 1939:

Telephongespräch mit der Handelsabteilung (Dr. Hauswirth (H.); Herr Bauer krank, Dr. Ebrard abwesend):

---

3. *Martin a corrigé à la main le texte dactylographié qui portait* einseitiger *au lieu de* einsichtiger.
4. *Cf. N° 33*
5. *M. Troendle.*

Ich übermittle Herrn Dr. H. den Bescheid des Präsidenten der polnischen Regierungskommission, welcher auf dem andern Wege, d.h. über die Polnische Gesandtschaft in Bern noch nicht bis zur Handelsabteilung gelangt ist.

Dr. H. teilt mir mit, der neue schweizerische Vorschlag sei dadurch entstanden, dass die polnischen Delegierten (Getreidefachleute) sich ausserstande erklärten, die Getreidetransaktionen in den drei ersten Quartalen 1939 durchzuführen, vielmehr kämen lediglich Lieferungen in den Monaten Februar, März und April in Frage. Dadurch haben sich die Voraussetzungen grundlegend geändert, denn eine Devisenspitze auf dem Warenverkehr auf das ganze Jahr oder wenigstens auf neun Monaten berechnet sei natürlich nur möglich, wenn sich auch die Getreidelieferungen auf mindestens drei Quartale erstrecken.

Der neue schweizerische Vorschlag beruht auf folgender Berechnung: Als Grundlage können nur 40 000 Tonnen Getreide angenommen werden, weil weitergehende Lieferungen fraglich sind. (Auch hierhin liegt also wieder eine Änderung der Verhandlungsgrundlage.) Diese stellen einen Wert dar von Fr. 3 930 000.—:

Fr. 1 179 000.— = 30% in freien Devisen
Fr. 1 179 000.— = 30% für Maschinen
Fr. 1 572 000.— = 40% in freien Kompensationen und Finanz.

Für die freie Quote hätte Polen
Zł. 960 000.— Exportprämien aufzubringen, ebenfalls für die Maschinenquote
Zł. 960 000.—, also
Zł. 1 920 000.— im Total[6].

Schweizerischerseits würde für die 30%ige Maschinenquote eine Prämie von 10% eingeführt, was Zł. 143 800 ergibt.

Für die freie Quote beträgt die Prämie 25% und ergibt
Zł. 408 900.—, im Total: Zł. 143 800.— (10%)
Zł. 408 900.— (25%)
Zł. 552 700.—

Das polnische und schweizerische Opfer ergibt zusammen rund 2,5 Millionen Złotys, welche für Subventionen der Getreideexporte zur Verfügung stehen. Das Quantum von 40 000 Tonnen benötigt bei Annahme einer Exportprämie von Zl. 8.— 3.2 Millionen Złotys. Es ergibt sich also ein Fehlbetrag von 0,7 Millionen Złotys, welche das Opfer darstellen, das Polen für die ganze Transaktion zu bringen hätte. Hiebei ist noch zu bemerken, dass vom schweizerischen Standpunkt aus die 30%ige Maschinenquote ebenfalls als Devisenquote betrachtet wird, denn vom Standpunkt der polnischen Volkswirtschaft aus stellen schweizerische Maschinen freie Devisen dar.

Der schweizerische Vorschlag beruht auf gründlicher Prüfung der ganzen Sachlage, es kann daher nicht mit einer weitergehenden Konzession gerechnet werden. Äusserstenfalls wäre eine geringe Erhöhung (5%) der freien Devisenquote noch möglich.

Herr Dr. H. stellt mir für heute nachmittag telephonische Instruktionen in Aussicht, damit ich morgen vormittag mit Dr. St. verhandeln kann, und zwar über folgende Punkte.

1. Materielle Begründung des neuen schweizerischen Vorschlages gemäss vorstehenden Ausführungen.

2. Beeinflussung des Präsidenten der polnischen Regierungskommission, auf alle Fälle nach Bern zu fahren.

3. Allfällige Möglichkeit des Eintreffens eines schweizerischen Vertreters in Warschau im Falle der Weigerung Dr. Stogas, nach Bern zu fahren.

---

6. *Le Złoty valait Fr.s. 83,75 (cotation du 9 février 1939).*

2. Februar 1939, nachmittags:

Telephonanruf der Handelsabteilung (Dr. Hauswirth):

Herr Dr. H. informiert mich darüber, dass nach dem Telephongespräch von heute vormittag auch durch Vermittlung der Polnischen Gesandtschaft in Bern die Einstellung von Herrn Dr. St. zum schweizerischen Vorschlag bekanntgegeben wurde. Die in Bern anwesenden polnischen Delegierten verhandeln nun mit der dortigen Polnischen Gesandtschaft. Ein Zusammentreffen mit ihnen ist erst wieder für Samstagvormittag vorgesehen. Vorderhand ist es nicht notwendig, dass die Gesandtschaft bei Herrn Dr. St. interveniert; die Initiative ist jetzt vielmehr der Polnischen Gesandtschaft in Bern zu überlassen. Immerhin hat Herr Dr. H. nichts dagegen einzuwenden, dass ich mich mit Herrn Dr. St. telephonisch in Verbindung setze, um ihn auf dem laufenden zu halten.

Materiell teilt Herr Dr. H. mit, dass schweizerischerseits nicht beabsichtigt sei, vom neuen Vorschlag (Beschränkung auf die Getreidetransaktion) wieder abzugehen. Die Zuerkennung einer Devisenspitze auf den Getreidelieferungen selbst sei übrigens auch im Interesse Polens, weil es damit viel rascher in den Besitz der Devisen gelange. Hiebei seien allerdings 30% Devisenspitze das Maximum, das man schweizerischerseits zuerkennen könnte mit Rücksicht auf die handelspolitischen Beziehungen mit andern Oststaaten.

Herr Dr. H. glaubt auch, dass die Polnische Gesandtschaft in Bern die Situation richtig erkannt habe und ihren Einfluss zu Gunsten des schweizerischen Vorschlages geltend machen wird.

Ich bespreche noch mit Herrn Töndury telephonisch eine Anzahl Detailfragen, die schriftlich behandelt werden, sodass sich eine Aktennotiz erübrigt.

4. Februar 1939:

Ich informiere Herrn Dr. St. telephonisch über das Telephongespräch vom 2. Februar, wobei ich erfahre, dass derselbe seitens der Gesandtschaft in Bern noch nicht verständigt worden ist. Ich sehe aber davon ab, auf Einzelheiten einzugehen und beschränke mich darauf, Herrn Dr. St. darüber zu unterrichten, dass Samstagvormittag in Bern wiederum eine Sitzung stattfindet.

7. Februar 1939:

Herr Dr. St. ruft mich telephonisch an und gibt bekannt, er habe sich auf Grund der aus der Schweiz erhaltenen Berichte genötigt gesehen, am Montagabend Herrn Krzemień und die übrigen Mitglieder der polnischen Delegation zurückzurufen. Er selbst könne nicht nach Bern fahren, solange schweizerischerseits keine anderen Vorschläge gemacht werden.

Herr Dr. St. legt grossen Wert darauf, mir gegenüber seinen Entschluss zu rechtfertigen oder wenigstens zu erklären, indem er feststellt, dass er seitens des Finanzministeriums strikte Weisung habe, in jedem Fall für subventionierte Getreidelieferungen 60% in Devisen zu verlangen und weiterhin 30% für Maschinenkompensationen zu reservieren, sodass nur über eine Quote von 10% schweizerischerseits frei verfügt werden könnte. Der Präsident der polnischen Regierungskommission bedauert, dass es seit den Verhandlungen in Warschau im vergangenen Dezember zu einem neuen Vorschlag gekommen ist, denn er ist der Überzeugung, dass damals die schweizerische Delegation mit der Devisengrenze von 60% grundsätzlich einverstanden war und lediglich aus formellen Erwägungen eine Devisenspitze auf dem Warenumsatz einer mehrmonatigen Periode einführen wollte. Der den polnischen Delegierten in Bern unterbreitete neue Vorschlag trage diesem grundsätzlichen Einverständis vom vergangenen Dezember keine Rechnung mehr, weswegen es ihm nicht möglich sei, nach Bern zu fahren, um zu verhandeln. Die weitere Initiative für den Abschluss einer Getreidetransaktion müsse nun dem schweizerischen Partner überlassen bleiben, wobei er keine Hoffnung habe, dass sich die Einstellung des Finanzministeriums ändern werde.

Ich erwiderte Herrn Dr. St., dass die Änderung der Verhandlungsbasis in erster Linie polnischerseits verursacht worden sei, indem die Getreideexperten nur über eine auf zwei bis drei Monate beschränkte Transaktion verhandeln konnten. Im weitern habe auch das Studium der technischen Einzelheiten ergeben, dass die Einführung einer Devisenspitze auf dem gesamten Warenverkehr ausserordentlich kompliziert werden würde. Ferner versuchte ich, Herrn Dr. St.

klar zu machen, dass volkswirtschaftlich gesprochen die schweizerischen Maschinenlieferungen für die Bank Polski ebenfalls Devisen darstellen, und daher ihr kategorisches Verlangen auf die 60%ige freie Quote nicht begründet ist.

Zum Schluss der Unterredung legt Herr Dr. St. Wert darauf festzustellen, dass es ihm fern liegt, durch Zurückrufen der Delegierten irgendwie eine Spannung in den Beziehungen herbeizuführen oder gar dem schweizerischen Partner ein Ultimatum in der Frage der Getreidelieferungen zu stellen. Auf Grund der erhaltenen Instruktionen sehe er sich aber genötigt, Herrn Krzemień zurückzurufen, weil derselbe in Bern nichts erreichen könne, was die Genehmigung der polnischen Regierung finde.

Ich verspreche Herrn Dr. St., die Handelsabteilung von unserer heutigen Besprechung zu informieren.

23

E 2200 Rom 23/1

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger

L V.It.821.
Handelsvertrag mit Italien. Bern, 9. Februar 1939

Wir verdanken bestens Ihre Berichte vom 1.[1], 2.[2] und 3.[2] dies über die italienischerseits beabsichtigte Kündigung des Notenwechsels vom 27. Januar 1923[3] betreffend die Zollabfertigung und die Zollförmlichkeiten an der schweizerisch-italienischen Grenze. Von Ihren ausführlichen Mitteilungen haben wir mit grossem Interesse Kenntnis genommen.

Angesichts der Tragweite der Angelegenheit ersuchen wir sowohl die Abteilung für Auswärtiges als auch den Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins um ihre Vernehmlassung[4].

Heute schon können wir Ihnen aber bestätigen, dass der Notenwechsel zweifelsohne nicht losgelöst vom Handelsvertrag, zu dem er gehört, gekündigt werden kann. Es ist dies eine allgemeine internationale Regel, da derartige Notenwechsel einen integrierenden Bestandteil der am gleichen Tage abgeschlossenen Abkommen bilden. Ein solcher Notenwechsel könnte nur getrennt vom Hauptabkommen, zu dem er gehört, gekündigt werden, falls dies darin ausdrücklich vorgesehen würde. Es ist uns deshalb unverständlich, dass Ihnen gegenüber Herr Giannini erklären konnte, es sei die Kündigung des Notenwechsels beschlossen worden und es werde gar nicht an eine Diskussion über eine Abänderung der Vereinbarungen gedacht, sondern die vollständige Beseitigung der Abmachungen verlangt.

---

1. *Cf. N° 17.*
2. *Non reproduit.*
3. *FF, 1923, I, pp. 259-415.*
4. *Cf.* E 7110 1967/32/ 821 Italien/3/1939.

Wenn die italienischen Behörden wirklich glauben würden, sie könnten den in Frage stehenden Notenwechsel einfach durch die Kündigung ausser Kraft setzen, so wäre es kaum zu begreifen, dass Herr Giannini Ihnen gegenüber mit so viel Insistenz ein Exposé über unsere Stellungnahme verlangen würde[5].

Materiell können wir, ohne der Vernehmlassung der Abteilung für Auswärtiges und des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins vorzugreifen, heute schon bemerken, dass eine Aufhebung des jetzigen Zustandes der Verzollung in Chiasso als untragbar erscheint. Sie wissen selbst und haben es übrigens in Ihrem Bericht vom 3. dies bereits hervorgehoben, dass Chiasso sozusagen vom Spediteurengewerbe lebt. Die Beseitigung des jetzigen, langjährigen Zustandes würde für diesen Grenzort eine wirtschaftliche Katastrophe bedeuten.

Zudem geht es natürlich nicht an, aus dem Handelsvertrag einen wichtigen Teil herausreissen und ihn ohne Verhandlungen und ohne Gegenleistungen einfach aufheben zu wollen. Während solche Gegenleistungen in Fällen der Beseitigung handelsvertraglicher Zollzugeständnisse in der Regel möglich sind, sehen wir einstweilen nicht, wie der Schaden wettgemacht werden könnte, der für Chiasso aus der Beseitigung des jetzigen, jahrzehntelangen Zustandes entstehen müsste. Es könnte ja nur eine Kompensation in Betracht kommen, die für Chiasso selbst einen Ersatz bieten würde; denn sonst wäre dieser Grenzort dem Ruin ausgeliefert[6].

Die Begründung der Notwendigkeit der Kündigung mit den französischen Forderungen hat uns insofern sehr erstaunt, als gesagt wird, Frankreich habe die Meistbegünstigungsklausel des französisch-italienischen Niederlassungsvertrages angerufen. Wir kennen diesen Vertrag nicht, können uns aber nicht vorstellen, dass er irgend eine Klausel enthalten würde, die Frankreich gestatten könnte, gestützt darauf den Mitgenuss von Vereinbarungen über die Zollabfertigung in Chiasso zu verlangen. Es ist ein allgemein anerkannter internationaler Grundsatz, dass die Meistbegünstigung für die Regelung von Grenzverhältnissen nicht angerufen werden kann. Dies weiss Frankreich und ebensogut Italien, sodass uns wirklich nicht verständlich ist, wieso man uns gegenüber den französischen Anspruch der Meistbegünstigung geltend machen will, statt diesen Anspruch einfach zurückzuweisen. Wir gewärtigen über diesen Punkt gerne noch Ihre Aufklärung[7].

Sollte Herr Giannini auf die Angelegenheit zurückkommen, bevor Sie unsere endgültige Stellungnahme nach Eingang der Rückäusserungen der von uns befragten Stellen in Händen haben, so könnten Sie schon zum vornherein erneut erklären, dass eine getrennte Kündigung des genannten Notenwechsels gar nicht in Betracht komme, und dass ein italienisches Begehren um Aufhebung seiner Vereinbarungen im Hinblick auf die Folgen für Chiasso als absolut untragbar erscheint. Zugleich können Sie auch darauf hinweisen, dass nach

---

5. *Remarque manuscrite de Fumasoli dans la marge:* Questi sono *fatti*. Non c'è da chiedere nè perchè, nè come. È così.

6. *Remarque manuscrite de Fumasoli dans la marge:* Quale? Credo sia meglio non dirlo per noi – per non indebolirci.

7. *Cf. N° 28.*

unserer Auffassung die französischen Begehren keinen Grund für die Aufhebung der jahrzehntealten Regelung mit der Schweiz bilden können, weil Frankreich hinsichtlich der Regelung dieser Grenzverhältnisse-Frage sich nicht auf die Meistbegünstigung berufen kann.

24

E 2001 (E) 1/5

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta[1]

L IV 1/3.-/YS.
ad B.51.12.A.-SB. Berlin, 10. Februar 1939

Herr Dr. Feldscher hatte mich am letzten Mittwoch telephonisch beauftragt, Herrn von Weizsäcker davon in Kenntnis zu setzen, dass der Bundesrat beschlossen habe, von einer Veröffentlichung des vereinbarten Communiqués[2] abzusehen und dafür Sie zu ersuchen, mündlich die Presse von dem Ergebnis der Besprechungen zu unterrichten. Ich habe schon damals geantwortet, dass das Auswärtige Amt sich sicherlich mit dieser Lösung einverstanden erklären werde.

Heute hat mich nun Herr von Weizsäcker empfangen, und ich konnte ihm bereits sagen, in welcher Weise die Aufschlüsse der Presse erteilt worden sind. Herr von Weizsäcker hatte zwar von den Artikeln, die über Ihre Äusserungen an die Bundesstadtkorrespondenten erschienen sind, noch keine Kenntnis. Er sagte aber, dass er diesen Abschluss lebhaft begrüsse und hoffe, dass in den Schweizerzeitungen in dieser Frage keine weitern polemischen Kommentare folgen, die zu Antworten von deutscher Seite Anlass geben könnten. Er werde sich seinerseits dafür einsetzen, dass nunmehr auch in der deutschen Presse die gewünschte Beruhigung eintritt.

Nachdem ich wieder auf der Gesandtschaft war, rief mich Herr von Weizsäcker noch einmal an um mir folgendes mitzuteilen: Kurz nachdem ich sein Bureau verlassen hatte, sei ein gemeinsamer Berliner Bekannter von uns, Herr von Winterfeldt, gekommen und habe ihm erzählt, dass er in Zürich gewesen sei und mit Herrn Nationalrat Henry Vallotton zu Abend gegessen habe. Herr Vallotton habe im Laufe des Abends dann erklärt, man wisse genau, dass Deutschland die deutsche Schweiz zu annektieren beabsichtige. Herr von Win-

---

1. *Remarque manuscrite de Motta en haut de la lettre:* Ecrire *prudemment* à M. Vallotton pour l'informer. *Une lettre résumant le rapport de H. Frölicher est adressée le 14 février 1939 au Président du Conseil national* (E 2001 (D) 3/304). *La réponse de H. Vallotton est reproduite en annexe au présent document.*
2. *Cf. N° 14.*

terfeldt habe dann Herrn Vallotton auf die kategorischen Erklärungen hingewiesen, die der deutsche Reichskanzler Herrn alt-Bundesrat Schulthess abgegeben hat[3]. Daraufhin habe unser Landsmann geantwortet, dass diese Erklärungen ohne Bedeutung seien, weil sie ja nur einem Privatmann gegenüber geäussert wurden. Im übrigen sei das Gespräch in durchaus freundschaftlichem Sinne geführt worden und Herr Vallotton habe Herrn von Winterfeldt ersucht, Herrn von Weizsäcker seine Grüsse zu übermitteln.

Herr von Weizsäcker sagte mir, dass er mich nicht mit dieser Sache behelligt hätte, wenn es sich nicht um eine so prominente Persönlichkeit wie Herr Vallotton handeln würde. Herr von Weizsäcker fügte bei, dass unsere gemeinsamen Bemühungen zu einer bessern Atmosphäre wenig nützten, wenn sogar von solchen einflussreichen Politikern die Zusicherungen des deutschen Staatsoberhauptes, die er ja auch mir gegenüber wiederholt habe, in Zweifel gezogen werden[4].

Es dürfte wohl am Platze sein, wenn Sie Herrn Vallotton von dieser Mitteilung, die mir Herr von Weizsäcker gemacht hat, Kenntnis geben wollten, damit er sich darüber äussern kann, ob tatsächlich diese Aussagen von seiner Seite erfolgt sind. Jedenfalls sollte vermieden werden, dass Äusserungen einflussreicher schweizerischer Parlamentarier in einer Art und Weise verstanden werden können, die unsern Interessen nur abträglich sind und unsere Bemühungen zur Verbesserung der Atmosphäre erschweren.

ANNEXE

E 2001 (D) 3/304

Le Président du Conseil national, H. Vallotton,
au Chef du Département politique, G. Motta

L Lausanne, 18 février 1939

Laissez-moi vous remercier très vivement pour votre lettre du 14 février puisqu'elle me permet de dissiper immédiatement un malentendu.

Il est exact que, le 9 janvier 1939, à Zurich, à l'issue de l'Assemblée Générale de la S.A. Albiswerk présidée par M. le Conseiller National Roman Abt, j'eus le plaisir de rencontrer à dîner M. de Winterfeldt, membre du Conseil d'Administration de Siemens S.A.. A l'heure du dessert, M. Roman Abt prononça une fort intéressante allocution. M. de Winterfeldt y répondit avec la courtoisie irréprochable qui lui est propre. M. de Winterfeldt regretta entre autres que les relations entre l'Allemagne et la Suisse ne fussent pas aussi parfaites qu'il le désirait et il fit une allusion discrète à l'attitude de la presse suisse. Il parut à mes voisins suisses que l'on devait répondre de notre côté. Je le fis donc brièvement. Voici le résumé de cette allocution:

1. Je rappelai d'abord un mot d'un Ambassadeur de France quittant Berne: il avait cru, à son arrivée en Suisse, qu'il y avait 3 Suisses distinctes: la Suisse allemande, romande et italienne. Il

3. *A l'occasion d'un entretien avec l'ancien Conseiller fédéral E. Schulthess le 23 février 1937, Hitler avait déclaré qu'il respecterait toujours la neutralité et l'intégrité de la Suisse* (*Cf.* E 2001 (D) 3/304).

4. *Remarque manuscrite de Motta dans la marge:* Ganz richtig!

n'avait pas tardé à constater qu'il n'y avait qu'une Suisse... – Je soulignai combien cette constatation était vraie: il n'y a qu'une frontière, à l'extérieur du pays; mais il n'y a pas de frontière (pas plus que de fossé) à l'intérieur; la Suisse est une et indivisible, «usque ad mortem et ultra».

2. Je rappelai l'indépendance totale de notre presse qui, si elle est parfois sévère à l'égard des hommes d'Etat étrangers, est, plus souvent encore, fort dure envers les membres de notre propre gouvernement.

3. J'exprimai le désir que des réunions d'hommes d'affaires appartenant à l'Allemagne et à la Suisse (comme c'était le cas ce soir-là) ne s'occupent point seulement d'administrer leurs sociétés, mais soient l'occasion d'échange de vues et de rapprochement, – la ferme volonté de la Suisse étant d'entretenir les relations les meilleures avec *tous* ses voisins, dont l'Allemagne.

4. Et puisque bientôt le Chancelier Hitler ferait un grand discours, peut-être serait-ce là l'occasion pour notre peuple d'entendre de la bouche même du Führer le renouvellement des paroles si nettes et si rassurantes touchant la Suisse qu'il avait déjà tenues à nos représentants? J'ajoutai gaiement que si le Chancelier utilisait une radio «Telefunken» (fabriquée par Albiswerk), à cette occasion, nous en serions doublement enchantés puisque ce serait une précieuse réclame pour nos Maisons.

Je suis convaincu que cette brève et cordiale allocution (dont les Suisses présents voulurent bien m'exprimer leur satisfaction) ne pouvait donner lieu au plus léger malentendu et que vous l'auriez approuvée.

Au cours de la conversation qui suivit, j'eus le plaisir de discuter encore de la situation avec M. de Winterfeldt. Je ne pus lui dire que «l'on savait en Suisse que l'Allemagne voulait annexer la Suisse allemande», car cela est contraire à tout ce que je pense; mais je crois me souvenir que nous nous sommes entretenus de l'inquiétude exprimée ouvertement à diverses reprises par la presse suisse-allemande et des déclarations faites par le Chancelier Hitler à M. Schulthess.

J'ajoute que je me suis réjoui sincèrement des déclarations faites par le Chancelier Hitler à M. Schulthess puis à notre Ministre à Berlin. J'ai eu l'honneur de le dire au Conseil National comme Président de la Commission des affaires étrangères. Il n'en est pas moins vrai qu'une déclaration semblable faite par le Chancelier Hitler à la radio, à l'occasion d'un de ses grands discours, aurait, à mon avis, un retentissement profond dans notre peuple qui entendrait *lui-même* cette déclaration venant spontanément et directement de la bouche du Chef du 3e Reich. Un contact étroit et quotidien avec notre peuple me le fait penser, aujourd'hui encore.

Nous avons parlé de M. de Weizsäcker, que j'avais eu l'honneur et le plaisir de connaître à Berne et dont nous avons tous gardé le souvenir le meilleur: je priai M. de Winterfeldt de lui présenter mes compliments.

Voilà ce dont je me souviens. Il me serait bien précieux que vous vouliez bien transmettre ce message à notre Ministre à Berlin, afin que se dissipe un malentendu qui s'explique aisément:

Des propos tenus dans le brouhaha d'un dîner d'hommes d'affaires n'ont évidemment pas le caractère d'un entretien officiel, minutieusement préparé, tenu dans le silence d'un cabinet de travail, en tête-à-tête.

25

E 2001 (D) 1/21f

Le Procureur de la Confédération, F. Stämpfli,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna

L Cg.15.8 Bern, 11. Februar 1939

Von zuverlässiger Quelle wird uns gemeldet, dass seitens der deutschen Heeresverwaltung in allen Ortschaften der deutschen Rheingegend für Mannschaften und Pferde Kantonnemente vorbereitet worden sind. Eine Belegung der Ortschaften mit Truppen soll erst dann erfolgen, wenn Frankreich unter militärischen Druck gesetzt wird; dieser Zeitpunkt soll jedoch nicht allzu fern sein.

Mit Bezug auf die nationalsozialistische Propaganda wird uns von derselben Quelle mitgeteilt, dass nachdem die bisherige Propaganda in der Schweiz nicht den erwarteten Erfolg gebracht hatte, man demnächst zu einer andern Methode übergehen werde. Die schweizerischen rechtsextremen Bewegungen sollen dafür gewonnen werden, eine vermehrte Propaganda für das Dritte Reich zu entfalten. Es soll die Absicht bestehen, im kommenden Frühjahr Versammlungen abzuhalten, wobei jedoch die Redner sich ausschliesslich aus Schweizern rekrutieren werden. Es soll dabei jeweils betont werden, dass Hitler an die Schweiz nie territoriale Forderungen stellen werde; damit wolle man versuchen, die Wachsamkeit der schweizerischen Bevölkerung einzuschläfern und ihren Abwehrwillen zu untergraben. Wegen derartiger Propagandaversammlungen sollen bereits zwischen deutschen Nationalsozialisten und schweizerischen Rechtsextremisten Besprechungen stattgefunden haben.

Wir geben Ihnen von dieser Meldung mit allem Vorbehalt Kenntnis. Irgendwelche positiven Tatsachen haben wir bisher noch nicht eruieren können. Sobald wir irgend etwas in dieser Richtung vernehmen sollten, werden wir nicht verfehlen, Ihnen weitern Bericht zugehen zu lassen. Gleichzeitig bitten wir Sie, uns über Ihre allfälligen Wahrnehmungen benachrichtigen zu wollen.

26

E 2001 (D) 1/48

Le Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Berlin, F. Kappeler, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz

Copie
L XXII 8/94 – V/MK. Berlin, 13. Februar 1939

Herr Dr. Lifschitz, Fürsprecher in Bern, Schauplatzgasse 11, hat der Gesandtschaft mitgeteilt, dass er sich mit den Vorarbeiten zur Gründung einer chinesisch-schweizerischen Handelskammer in Bern befasst. Er ersuchte um Übersendung der Statuten der deutsch-chinesischen Handelskammer in Berlin. Ich habe dem Genannten mitteilen müssen, dass eine solche Institution in Deutschland nicht besteht.

Da die Entwicklung der Verhältnisse in China sehr unsicher ist, scheint mir der Zeitpunkt der Gründung einer chinesisch-schweizerischen Handelskammer denkbar ungünstig. Angesichts der Person des Herrn Lifschitz scheint mir auch der Verdacht nicht unbegründet zu sein, dass eine chinesisch-schweizerische Handelskammer in der Schweiz zu andern Zwecken als zur Förderung des gegenseitigen Warenaustausches missbraucht werden könnte[1].

---

1. *L'idée de la création d'une Chambre de commerce sino-suisse n'a pas été poursuivie au sein du Département politique (cf.* E 2001 (D) 1/48 *et* E 2001 (D) 1/256*). Aucune trace n'a été retrouvée dans les fonds de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique. Avocat aux nombreuses activités, Boris Lifschitz était Consul du Nicaragua à Berne.*
Sur les relations économiques avec la Chine, cf. notamment E 2001 (E) 1967/113/697.

27

E 1004.1 1/382

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 février 1939

303. Die Beziehungen der Schweiz zu der Regierung des Generals Franco [1]

Politisches Departement. Antrag vom 13. Februar 1939 [2]

Am 26. Januar 1939 zogen die national-spanischen Truppen in Barcelona ein und besetzten seither den Rest Kataloniens. In diesem wirtschaftlich bedeutendsten Gebiet Spaniens, das nunmehr unter die Oberhoheit der national-spanischen Regierung gekommen ist, befindet sich zugleich der grösste Teil der schweizerischen Interessen. Mehr als 300 schweizerische Staatsangehörige hielten sich im Augenblick des Einzuges der Truppen General Francos in Barcelona auf. Herr Konsul Gonzenbach, der während der letzten Monate als Geschäftsträger par interim die Schweizerische Gesandtschaft leitete, hat die Stadt nicht mit der Regierung und den übrigen diplomatischen Vertretungen verlassen. Er hat sich in der Zwischenzeit unseren Instruktionen entsprechend dem offiziösen schweizerischen Vertreter bei der Regierung von Burgos, Herrn Legationsrat Dr. Broye, zur Verfügung gestellt und die Leitung des Konsulats wieder übernommen [3].

Diejenigen Landsleute, die sich nach der Besetzung noch in Katalonien aufhalten, stellen aber nur einen kleinen Teil unserer ehemals blühenden Schweizerkolonie in diesem Gebiet Spaniens dar. Eine grosse Zahl unserer Landsleute, die durch den Bürgerkrieg gezwungen in die Schweiz zurückgekehrt sind, warten darauf, so schnell als möglich ihr Gastland wieder aufsuchen zu können um am kulturellen und wirtschaftlichen Wiederaufbau des Landes mitzuarbeiten. In Katalonien befindet sich eine grosse Anzahl industrieller und kaufmännischer Unternehmungen, die im Besitze von schweizerischen Staatsangehörigen sind oder in denen schweizerisches Kapital massgebend beteiligt ist. Dazu

---

1. *Lors de sa séance du 8 février 1939, le Conseil fédéral discute de la reconnaissance du Gouvernement de Franco: G. Motta demande l'autorisation de convoquer le Ministre d'Espagne, Fabra Ribas, afin de lui expliquer que le Conseil fédéral a l'intention de reconnaître très prochainement le régime de Franco et donc que sa mission en tant que représentant du Gouvernement républicain est terminée. Le Président de la Confédération, Ph. Etter, précise que, dans le cas d'une éventuelle démarche de l'Ambassadeur de France et du Ministre de Grande-Bretagne pour que la Suisse maintienne ses relations avec les* rouges, *le Chef du Département politique serait autorisé à déclarer à H. Alphand et à G. Warner que le Conseil fédéral a déjà pris la décision de reconnaître le régime de Franco. Toutefois, J. Baumann exprime des réserves, car une décision immédiate menacerait les intérêts suisses à Madrid et Valence. Finalement, le Conseil approuve la position exprimée par le Président de la Confédération.*
2. *Cf.* E 2001 (D) 1/31.
3. *Sur la représentation officieuse de la Suisse auprès du Gouvernement de Franco, cf. la circulaire du Département politique aux Légations de Suisse du 22 juin 1938* (E 2001 (D) 1/139).

gehören die spanischen Fabriken und Verkaufsniederlassungen der Firma Nestlé, die Textilunternehmungen der Familien Dubler und Bébié und die spanischen Tochtergesellschaften schweizerischer Versicherungsunternehmungen. Ohne Zweifel befindet sich nach der Angliederung Kataloniens in dem der Regierung von Burgos unterstehenden Gebiet in welchem sich etwa 1200 schweizerische Staatsangehörige aufhielten, der weitaus grösste Teil der schweizerischen Interessen. Es wird Aufgabe unserer Vertretung bei der Regierung von Burgos sein, diese Interessen zu verteidigen und unsere Ansprüche geltend zu machen. Die Hauptsorge gilt der Frage der Beschaffung der Aufenthalts- und Arbeitsbewilligung für unsere Landsleute, die vor dem Bürgerkrieg in Spanien ansässig waren. Es sind ferner eine Reihe wichtigster Fragen durch Verhandlungen mit der Regierung von Burgos zu Regeln. Es seien in diesem Zusammenhang nur die folgenden erwähnt: Die Anerkennung der Konto-Korrent- und Sparguthaben sowie die Sicherung von Bankdepots enthaltend Aktien und andere Wertpapiere, die Rückgängigmachung von Kollektivisierungen von Betrieben und die Wiedereinsetzung ehemaliger Eigentümer, Direktoren, Prokuristen, Angestellter usw. in ihre früheren Rechte; die Rückgängigmachung der Municipalisierung des Grundbesitzes, die Aufhebung der von Regierungsstellen und Komitees verschiedener politischer Organisationen durchgeführten Sequestrierungen von Maschinen, Automobilen, Mobiliar usw. Es sei ferner auf die mit der Wiedergutmachung der eigentlichen Kriegsschäden zusammenhängenden Fragen hingewiesen.

Seit längerer Zeit werden zwischen dem national-spanischen Handelsministerium und der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung Wirtschaftsverhandlungen geführt, an denen während der Dauer eines Monats auch ein Delegierter der Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes teilnahm. Verhandlungen die zum Zwecke haben das bereits bestehende «Gentlemen Agreement» auszubauen und den Handelsverkehr zwischen den beiden Staaten weitmöglichst zu intensivieren. Wenn die Verhandlungen bisher nicht den gewünschten Erfolg hatten, so dürfte dies in erster Linie an den wirtschaftlichen Schwierigkeiten liegen, mit denen die national-spanische Regierung im Innern des Landes zu kämpfen hat. Die Lage dürfte sich aber durch die Eroberung Kataloniens, des wirtschaftlich mächtigsten Gebietes Spaniens, weitgehend geändert haben.

Im Vergleich zu diesen grossen schweizerischen Interessen im Gebiet der Regierung von Burgos verlieren die Interessen, die wir in dem noch von der republikanischen Regierung abhängigen Gebiet zu wahren haben, an Bedeutung. In Madrid befinden sich noch etwa 120, und in den Städten Valencia und Alicante etwa 100 schweizerische Staatsangehörige. Dazu kommen die Interessen derjenigen unserer Landsleute, die sich gegenwärtig in der Schweiz oder im nationalen Spanien aufhalten, ihr Hab und Gut aber an ihrem früheren Wohnsitz zurücklassen mussten. Es ist auch in Erwägung zu ziehen, dass auf der Gesandtschaftskanzlei in Madrid Banknoten, Titel, Kunstgegenstände usw. von schweizerischen Staatsangehörigen deponiert wurden, die einen grossen Wert darstellen. Ferner ist darauf hinzuweisen, dass sich in der Gesandtschaft 26 spanische Staatsangehörige als Asylierte befinden.

Wenn man indessen unsere Aufgaben im Gebiet der republikanischen Regie-

rung, die im wesentlichen darin bestehen das noch Vorhandene vor Übergriffen zu schützen, mit den grossen und schwierigen Aufgaben vergleicht, die unsere Vertretung bei der Regierung von Burgos und unsere konsularischen Vertretungen im nationalen Spanien zu erfüllen haben, so erscheint es wünschenswert und nötig, die Stellung von Herrn Legationsrat Dr. Broye soweit als möglich zu verstärken auch wenn dies nur um den Preis der Anerkennung der national-spanischen Regierung möglich ist.

Es ist in diesem Zusammenhang darauf hinzuweisen, dass auch die meisten anderen Staaten, unter ihnen Frankreich und England die Frage der Anerkennung der Regierung des Generals Franco prüfen und dies teils aus politischen Gründen, teils um der Notwendigkeit ihre Interessen in diesem Gebiet Spaniens zu wahren, Rechnung zu tragen. Wie sich aus verschiedenen Berichten des schweizerischen Vertreters bei der Regierung von Burgos und aus Äusserungen des national-spanischen Vertreters in Bern ergibt, ist es heute allerdings nicht mehr möglich, die Anerkennung der Regierung des Generals Franco auszusprechen ohne die Beziehungen zur republikanischen Regierung abzubrechen. Es ist jedoch zu beachten, dass der Präsident der spanischen Republik, Azaña und die spanische Regierung sich durch den Vormarsch der national-spanischen Truppen gezwungen, nach Frankreich begeben haben. Und wenn auch nach den neuesten Meldungen Madrid als Hauptstadt bezeichnet wird und Ministerpräsident Negrin mit einzelnen Mitgliedern des Kabinetts sich dort oder in Valencia aufhält, so ist doch schwer einzusehen, wie es praktisch möglich wäre, mit dieser «Regierung» in Verbindung zu treten oder Demarchen bei ihr zu unternehmen. Es ist ferner bemerkenswert, dass der Staatspräsident Azaña sich in Frankreich aufhält und von dort aus keine Staatsakte vorzunehmen in der Lage ist.

Der Chef des Politischen Departements hatte übrigens dieser Tage Gelegenheit, den spanischen Gesandten in Bern, Herrn Minister Fabra Ribas auf die veränderte Situation aufmerksam zu machen und ihn auf den bevorstehenden Abbruch der Beziehungen zur republikanischen Regierung vorzubereiten. Der von dem Chef der diplomatischen spanischen Vertretung eingenommenen Haltung ist zu entnehmen, dass er uns keine Schwierigkeiten bereiten wird, wenn der Bundesrat die Aufnahme der offiziellen diplomatischen Beziehungen zu der Regierung des Generals Franco beschliessen sollte.

Unter diesen Voraussetzungen stellt das Eidgenössische Politische Departement den Antrag, der Bundesrat möge

beschliessen:

1. Das Politische Departement wird beauftragt, das Agrément für die Ernennung von Herrn Legationsrat Dr. Broye zum ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Schweiz bei der national-spanischen Regierung nachzusuchen[4].

---

4. *Le 17 février, le Conseil fédéral nomme E. Broye envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse auprès du Gouvernement national de l'Etat espagnol (FF, 1939, I, p. 308).*

2. Das Politische Departement wird beauftragt, den vom Präsidenten Azaña beim Bundesrat akkreditierten spanischen Gesandten Fabra Ribas von der Aufnahme der offiziellen diplomatischen Beziehungen mit der nationalspanischen Regierung zu benachrichtigen und ihm mitzuteilen, dass damit die Beziehungen der Schweiz zu seiner Regierung ihr Ende gefunden haben.

ANNEXE[5]

Notice sur les relations de la Suisse avec l'Espagne

Wenn die schweizerischen Interessen im republikanischen Spanien in dem Antrag an den Bundesrat betr*[effend]* die Anerkennung der Regierung Francos als «unbedeutend» bezeichnet werden, so scheint mir dies nicht ganz den Tatsachen zu entsprechen. Unter den 220 Schweizern in diesem Gebiet befindet sich eine Anzahl von Vertretern schweizerischer Firmen, die sehr grosse Interessen in Madrid und Valencia haben. Gewiss ist der grösste Teil der früher in diesem Gebiet ansässigen Schweizer in die Heimat zurückgekehrt, aber sie haben all ihr Hab und Gut zurückgelassen. Die Interessen dieser Leute konnten bis jetzt in weitgehendem Masse geschützt werden, sie würden aber voraussichtlich alles verlieren, wenn die Beziehungen zwischen der republikanischen Regierung und der Schweiz abgebrochen werden. Es ist ferner darauf hinzuweisen, dass in der Gesandtschaft selbst grosse Werte von Schweizern deponiert wurden. Die Banknotendepots alleine dürften mehrere hunderttausend Peseten, die von der Regierung Francos anerkannt werden, betragen. Dazu kommen Depots von Wertpapieren, Gold, Schmucksachen, Kunstgegenstände, Silber, die ich auf mehr als 2 Millionen Schweizerfranken schätze. Es ist wahr, dass wir ausdrücklich jede Verantwortung für diese Depots abgelehnt haben, es scheint mir aber möglich, dass wir dafür haftbar gemacht werden, wenn sie infolge Abbruchs der Beziehungen gestohlen oder beschlagnahmt werden.

Als wir uns entschlossen, Herrn Leg*[ations]*-Rat Broye nach Burgos zu senden, machten wir in unserem Antrag an den Bundesrat geltend[6], dass eine ganze Reihe Demarchen zum Schutze unserer Interessen unternehmen müssten. Dazu gehören: Erhältlichmachen der Aufenthaltsbewilligung für unsere Landsleute, Handelsvertrag, Moratorium für Bezahlung der Patenttaxen usw. Die Demarchen wurden unternommen, erreicht wurde nichts. Die Regierung von Burgos hat nichts getan, um den Austausch der Asylierten in die Wege zu leiten.

Als Mindestbedingung für die Anerkennung sollte daher gefordert werden, dass die nationalistische Regierung unsere Gesuche betreffend die Aufenthalts- und Arbeitsbewilligungen für diejenigen Schweizer, die früher in Spanien wohnten, ohne Einhaltung einer Frist zur Prüfung entgegengenommen werden, und dass die ungerechtfertigten Ausweisungen *[...]*[7] rückgängig gemacht werden[8].

---

5. E 2001 (D) 1/31. *Cette notice manuscrite est agrafée à une copie de la proposition du 13 février du Département politique au Conseil fédéral. Les deux textes ont été rédigés par Erwin Bernath, fonctionnaire du Département politique.*

6. *Proposition du 28 avril 1938 adoptée par le Conseil fédéral le 3 mai 1938* (E 1004.1 1/373, *N° 766*).

7. *Suit une allusion à deux cas particuliers.*

8. *Sur un autre aspect des relations de la Suisse avec l'Espagne, cf. le* Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant les demandes d'amnistie en faveur des participants à la guerre civile espagnole (du 20 janvier 1939), *FF, 1939, I, pp. 116-125.*

Cf. aussi PVCF N° 244 du 4 février 1939, E 1004.1 1/382.

De plus, le 14 février 1939, le Conseil fédéral décide de participer à une action de secours pour les enfants victimes de la guerre civile (PVCF N° 304, E 1004.1 1/382 *et* E 2001 (D) 1/148).

28

E 7110 1967/32/821 Italien (3) 1939

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, J. Hotz

L 39.A.b/1
ad V.It.821
Traité de commerce avec l'Italie

Roma, 15 février 1939

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 9 de ce mois[1], concernant la déclaration italienne au sujet de l'échange de Notes italo-suisse du 27 janvier 1923 sur les opérations de dédouanement à Chiasso.

J'ai pris note de vos instructions et je ne manquerai pas de m'en servir au cas où le Sénateur Giannini reviendrait à la charge en ce qui concerne la question qui nous occupe.

Notre argumentation tendant à établir que l'échange de notes dont il s'agit fait partie intégrante du traité de commerce est d'autant plus solide qu'aucune clause de l'échange de notes lui-même ne fait allusion à la durée des stipulations, ni aux conditions de leur dénonciation. Par ailleurs, dans le recueil italien des traités de commerce, la note du Ministre d'Italie à Berne au Chef du Département fédéral de l'Economie Publique et la note de réponse des Autorités fédérales portent les numéros 3 et 4, les numéros 1 et 2 étant réservés à l'échange de notes relatif à d'autres questions commerciales. Les quatre notes suivent immédiatement le texte du traité de commerce. Dans ces conditions, il me semble bien difficile que les Autorités italiennes puissent réellement soutenir que les stipulations renfermées dans les notes auxquelles je viens de faire allusion ne font pas partie intégrante du traité.

Pour ce qui a trait au fait que la France s'est fondée sur la clause de la nation la plus favorisée pour invoquer à Modane le statut douanier dont nous bénéficions à Chiasso, je me réserve de vous transmettre d'autres précisions dès que possible[2].

P.S. J'incline à penser que si M. Giannini attache du prix à avoir un exposé de notre manière de voir, c'est parce qu'il se rend compte – vu nos réactions immédiates et même véhémentes – que la «dénonciation» décidée par le Comité interministériel constitue une décision erronée et qu'il souhaiterait avoir, aussi un point de vue formel, un document entre les mains lui permettant d'exiger une nouvelle discussion, sur des bases plus précises, au sein de ladite Commission interministérielle.

---

1. *Cf. N° 23.*
2. *Non reproduites. Les deux parties resteront sur leurs points de vue jusqu'à mi-mars; cf. N° 44.*

29

E 2001 (D) 1/142

Le Chef de la Chancellerie de la Légation de Suisse à Madrid, A. Guéra, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L D.4/III/39/I/V. Madrid, 16. Februar 1939[1]

Kaum eine Stunde nach Absendung meines Telegramms Nr. 11[2], hatte ich die Ehre Ihre telegraphische Meldung Nr. 17[3] über die Anerkennung «de jure» durch den hohen schweizerischen Bundesrat der Regierung von Burgos, zu erhalten.

Sofort nach Empfang Ihres Telegramms berief ich die führenden Mitglieder der Schweizerkolonie zu einer Zusammenkunft auf die Gesandtschaft, um mit ihnen die durch die Anerkennungs Franco's für die Kolonie geschaffene Sachlage zu besprechen. Der erste Eindruck meiner Mitbürger war deprimierend, man gab der Befürchtung Ausdruck, dass die hiesigen Behörden, wie es gegenüber Angehörigen solcher Staaten, die die Regierung von Burgos ebenfalls anerkannt hatten, getan worden war, zu zum wenigsten schikanösen Massnahmen den Schweizern gegenüber greifen würden. Aber Ratschläge wie der geschaffenen Situation zu begegnen sei, hörte ich von den Anwesenden, unter denen sich auch Herr Arbenz befand, keine. Ich erklärte meinen Mitbürgern, dass das eidgenössische Politische Departement gewiss, bei der Fassung des Beschlusses der Anerkennung der Regierung von Burgos die Interessen der in Volksfrontspanien verbliebenen Schweizer und der schweizerischen Unternehmungen nicht aus den Augen gelassen und vorsorgliche Massnahmen ergriffen haben werde zur Gewährleistung der weitern Sicherheit von Leben, Hab und Gut unserer Landsleute. Die Versammlung ging dann auseinander, mit der Erklärung von meinen Ausführungen und mit meinem Verbleiben auf dem Posten beruhigt zu sein.

Am gleichen Abend, um halb acht Uhr, hörte ich auf der Gesandtschaft selber die von der Radioemission von Beromünster gegebenen nähern Aufklärungen über die Anerkennung der Regierung von Burgos und ich konnte dann die im Schweizerklub versammelten Landsleute vollends beruhigen. Bis jetzt ist auch der Betrieb auf der Gesandtschaft ganz normal weitergegangen und weder die Gesandtschaft, noch ein Schweizer sind irgendwie behelligt worden. Trotzdem die Nachricht in ganz Madrid durch die Radio bekannt wurde, hat die Madriderpresse über die fragliche Anerkennung noch keine Mitteilung publiziert. Von Seiten der Redaktionen der Zeitungen «El Socialista», «C.N.T.,» «Castilla Libre» ist mir, ohne, dass ich darum nachgesucht hatte, aus deren eigener Initiative, die Zusicherung gegeben worden, dass wenn diese Zeitungen

1. *Reçue à Berne le 6 mars.*
2. *Non reproduit.*
3. *Non reproduite; cf. N° 27.*

zur Publikation der Nachricht gezwungen würden, dies ohne hässigen Kommentar der Schweiz gegenüber geschehen würde.

In unserer Zufluchtsstätte herrschte auch grosse Aufregung am letzten Dienstag Nachmittag, denn die Asylierten hatten die Nachricht, schon bevor ich das Telegramm Ihrer Abteilung erhielt, durch eine italienische Radioemission vernommen. Eine Anzahl der Asylierten hatten schon damit begonnen ihre Habseligkeiten zu packen, um auf das erste Anzeichen von Gefahr die Zufluchtsstätte zu verlassen. Als mir dies bekannt gegeben wurde, liess ich den Leuten sofort eine beruhigende Mitteilung zukommen. Gestern verliess ein einziger Asylierter, José Maria de Simon Planas, die Zufluchtsstätte. Demselben war allerdings schon vorher durch einen Onkel, der eine einflussreiche Stellung zu haben scheint, ein Posten im Bureau eines Generalstabes zugesichert worden.

Für heute hatte ich eine Zusammenkunft mit dem chilenischen Geschäftsträger vereinbart, um mit ihm die Ergreifung von eventuellen Schutzmassnahmen durch die chilenische Botschaft, für den Fall, dass sich solche in der Folge doch als notwendig für unsere Asylierten erweisen sollten, zu besprechen. Aber zu der für diese Besprechung festgesetzten Stunde, ist der chilenische Geschäftsträger auf der in der Nähe des Palace Hotel gelegenen Botschaft nicht erschienen, weil wieder mal gerade um diese Zeit eine Bombardierung der Stadt im Gange war. Ich werde morgen Freitag wieder bei ihm vorsprechen.

Ich habe mich entschlossen die chilenische Botschaft um die Übernahme des Schutzes dieser Gesandtschaft, sowie, ihrer Zufluchtsstätte zu ersuchen aus der Erwägung heraus, dass laut den Radiomeldungen von Burgos und Salamanca die englische und französische Regierung diejenige von Burgos in den nächsten Tagen auch anerkennen werden und somit eine Schutzübernahme durch eine der diplomatischen Vertretungen dieser beiden Staaten höchst problematischen Wert hätte. Dagegen ist von Chile mit seiner gegenwärtigen Volksfrontregierung, kaum anzunehmen, dass es sich sobald zum gleichen Schritt entschliessen werde.

Seit Madrid wieder zum Regierungssitz erklärt wurde, ist die Stadt, vom letzten Sonntag ab Tag für Tag von der Artillerie Francos beschossen worden. Am Sonntag explodierten eine Anzahl Granaten in der nähern Umgebung meiner in der Calle General Pardiñas gelegenen Wohnung, gestern Abend nach sieben Uhr kam auch die Umgebung der Gesandtschaft selber an die Reihe. Das Gesandtschaftspersonal wartete während einer Stunde in einem im Untergeschoss eingebauten Unterstand das Ende der Bombardierung ab.

Die ganze Kolonie würde für den Augenblick wirklich ernster Gefahr für sie im Gebäude der tchechoslovakischen Gesandtschaft, mit ihrem absolute Sicherheit bietenden Unterstand untergebracht. Vorräte an Lebensmitteln, sowie auch Matratzen sind vorsorglicherweise schon dorthin verbracht worden.

Sie dürfen überzeugt sein, dass der Unterzeichnete alles aufbietet um die ihm anvertrauten Interessen so gut als möglich zu verteidigen und er sich nötigenfalls den Beistand anderer diplomatischer Missionen und den Rat deren Leiter zu sichern wissen wird. Alle meine Mitarbeiter helfen mir treu in der Erfüllung der mir anvertrauten Aufgabe.

P.S. Trotz des eingesetzten Bombardements, blieb ich in meinem Bureau um diesen Bericht fertig abzufassen. Als ich nach Abschluss des Berichtes etwa 13 Uhr 15 Minuten mein Bureau nun doch verliess, weil ich in nächster Nähe einen Granateneinschlag gehört hatte, ertönte hinter mir, gerade als ich die Bureautüre geöffnet hatte, ein furchtbarer Krach und ich befand mich im Moment in eine Wolke von Rauch und Staub eingehüllt. Eine Granate hatte am Fusse der an der Calle Don Ramon de la Cruz gelegenen Westfassade des Gesandtschaftsgebäudes eingeschlagen. An Stelle eines der Fenster der Räume des Ökonomats im Untergeschoss besteht ein grosses Loch in der Mauer, die Gangwand im Untergeschoss ist an verschiedenen Stellen durchbrochen, in meinem über diesen Räumen gelegenen Bureau flog die ganze Fenstereinrahmung an die gegenüber liegende Wand, mein Schreibtisch, der Bureausessel waren mit Glas- Holz- und Metallsplittern übersät, wie auch das ganze Bureau und die daneben befindliche grosse Kanzlei. An der ganzen Westfassade ist keine Scheibe ganz geblieben. Die Räume des Okonomats und ein Teil des dazu führenden Ganges sind ein Haufen von Schutt und Splittern. Wäre ich zwei-drei Sekunden länger an meinem Schreibtisch geblieben, so würde ich mich wahrscheinlich nun im bessern Jenseits befinden, statt Ihnen die Vervollständigung meines Berichtes zu schreiben. Opfer sind Gottlob keine zu beklagen, sozusagen alle die im Gesandtschaftsgebäude befindlichen Personen hatten sich schon in das Untergeschoss und in den Unterstand begeben. Ein Teil des Personals hatte die Bureaux schon verlassen, um sich nach Hause zu begeben.

Diesen Nachmittag ist sofort mit der Aufräumung von Schutt und Splittern, Sortieren und Reinigung der Waren im Ökonomat, und mit einer Umstellung der Bureaux begonnen worden. Namentlich ich habe ein anderes Bureau beziehen müssen, da ja dort die ganze Fenstereinfassung mitflog, die eisernen Jalousien vor dem Fenster sind nebenbei gesagt vom Eisenhagel der Granate durchlöchert. Sollten sich die Fensterscheiben nicht ersetzen lassen, weil es in Madrid ebenfalls an Fensterglas fehlt, so wäre ich gezwungen einen Umzug der Gesandtschaft in Erwägung zu ziehen. Aber es wird ein schwieriges Problem sein einen Umzug in der gegenwärtigen Zeit durchzuführen und geeignete Räumlichkeiten zur Unterbringung von Kanzlei, Ökonomat und den vielen Depotsachen zu finden.

Ich habe sofort alles Notwendige zur Ausbesserung der Mauerbresche angeordnet und ich hoffe auch das notwendige Glas zur Reparatur der Fenster aufzutreiben um den Umzug zu vermeiden. Die Wasserleitung ist durch Granatsplitter auch defekt geworden und muss repariert werden. Bis dahin müssen die Wasserzufuhr im Gebäude und auch die Zentralheizung abgestellt bleiben.

Heute schlug ebenfalls eine Granate in einer im vierten Stock gelegenen Wohnung des von mir bewohnten Hauses Calle General Pardiñas Nr. 24 ein. Ich wohne im ersten Stock. Die getroffene Wohnung im vierten Stock wurde ganz verwüstet, fast alle Scheiben der auf den Hof gehenden Fenster des Hauses wurden zersplittert.

Das Quartier Buenavista, in welchem die Gesandtschaft sich befindet, hat aufgehört eine privilegierte Zone zu sein, es wird in letzter Zeit bei den Bombardierungen immer mehr in Mitleidenschaft gezogen.

Bei[4] der letzten Bombardierung sind eine hübsche Anzahl Granaten in verschiedene Häuser der nächsten Umgebung der Gesandtschaft gefallen, u[*nter*] A[*nderem*] auch in das der Westfassade gegenüberliegende Hospital Chirurgico, wo ein Arzt und eine Krankenschwester getötet wurden. Es hiess allgemein unter den Schweizern: «Der Dank Francos für die Anerkennung seiner Regierung durch die Schweiz.»

ANNEXE

E 2001 (D) 1/143

Le Ministre de Suisse en Espagne, E. Broye,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L Saint-Sébastien, 1er mai 1939

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai reçu hier dimanche, sur sa demande, la visite du Chef du Protocole du Ministère des Affaires Extérieures venu tout exprès de Burgos à Saint-Sébastien notifier verbalement aux Représentants des Etats dont les Ambassades et Légations à Madrid ont recueilli des asilés pendant la guerre civile, la communication suivante:

Le Gouvernement du Général Franco ne reconnaît pas aux Ambassades et Légations le droit de continuer à user du droit d'asile au profit de réfugiés rouges à l'heure actuelle, c'est-à-dire après la fin de la guerre civile. J'ai fait aussitôt remarquer au Baron de las Torres que la Suisse n'avait recueilli aucun asilé rouge sous sa protection, ce qu'il a déclaré savoir exactement. La situation de fait et de droit semble en effet différente en juillet 1936 et en 1939. Aujourd'hui les réfugiés rouges ne risquent plus d'être livrés arbitrairement à la mort sans forme de procès, mais au contraire ils ont la garantie de comparaître devant des tribunaux constitués. C'est d'ailleurs le point de vue que j'ai eu l'honneur de soutenir devant vous dans ma lettre du 9 janvier 1939[5], à la veille de la chute de Barcelone, où je vous avais soumis la question en prévision d'un afflux possible de réfugiés rouges dans nos Chancelleries à Barcelone et à Madrid.

Fort heureusement M. Guéra, dans sa lettre du 4 avril[6], m'a affirmé avoir rejeté une vingtaine de demandes d'admission au droit d'asile présentées par des communistes ou des partisans de gauche en justifiant son refus catégorique par les mêmes arguments que ceux énoncés plus haut.

---

4. *Les deux dernières phrases ont été écrites à la main.*
5. *Non reproduite.*
6. *Non reproduite.*

30

E 4800 (A) 1967/111/206

Le Haut-Commissaire adjoint pour les réfugiés sous la protection de la Société des Nations, G. Kullmann, au Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund

Copie
L Personnelle

Londres, 16 février 1939

Mon cher Rothmund,

En raison des différentes péripéties que vous connaissez des négociations Rublee à Berlin, la date de la session plénière du Comité Intergouvernemental[1] a dû être changée à plusieurs reprises et les convocations ont été faites au dernier moment.

Par ailleurs, pour ce qui concerne le Haut Commissariat, nous avons été quelque peu tenus à l'écart des préparatifs qui étaient faits pour cette réunion.

Ce n'est donc que vendredi dernier, au cours d'un entretien avec MM. Randall et Reilly (ce dernier remplace M. Roger Makins comme Secrétaire du Comité), que j'ai appris, à mon grand étonnement, que la Suisse n'avait pas été convoquée.

On m'explique que les déclarations faites antérieurement par le Gouvernement Fédéral avaient été interprétées comme signifiant que la Suisse n'avait pas l'intention d'être associée aux travaux futurs du Comité.

Je présume que le Foreign Office se référait à votre communication en date du 28 juillet 1938 adressée à M. Myron C. Taylor, Président du Comité intergouvernemental à cette époque[2].

Or, dans cette lettre il était dit: «J'ajoute que le Conseil Fédéral demeure tout disposé à examiner la possibilité de se faire représenter à une conférence ultérieure, si des questions techniques touchant la situation particulière de la Suisse comme pays de transit pour les réfugiés venant d'Allemagne venaient à se présenter».

Par ailleurs, j'avais cru comprendre, au cours des entretiens que j'ai eus avec vous, qu'il n'était nullement dans les intentions du Gouvernement Fédéral de se désintéresser complètement du Comité intergouvernemental.

Mes interlocuteurs au Foreign Office m'expliquèrent qu'ils avaient cru comprendre que le Gouvernement Fédéral s'était désintéressé des travaux du Comité et ils ajoutèrent qu'aucun document ne vous avait été adressé depuis le mois d'août.

---

1. *A la suite d'une invitation lancée le 23 mars 1938 par le Président Roosevelt, les représentants de 32 Etats s'étaient réunis à Evian pour traiter le problème des réfugiés. La Conférence nomma un «comité intergouvernemental d'aide aux réfugiés».*
2. E 2001 (D) 3/267.

Comme je ne leur dissimulais pas ma surprise, ils firent valoir qu'il était trop tard pour adresser une convocation officielle étant donné que la session s'ouvrirait le lundi suivant.

J'estime qu'il est de mon devoir de vous mettre officieusement au courant de cet entretien. J'ai participé les 13 et 14 février aux travaux du Comité intergouvernemental et j'ai pu constater que tous les pays européens de refuge temporaire y étaient représentés, aussi bien les trois pays scandinaves, que la Belgique, les Pays-Bas, sans parler de la France et du Royaume-Uni.

Le Comité a pris deux décisions importantes. Il a pris bonne note du rapport confidentiel de M. Rublee sur les négociations qui se sont poursuivies à Berlin, et a adopté à ce sujet une Résolution qui ne saurait être qu'assez vague et souple en l'occurrence, mais qui permet de poursuivre les négociations officieuses en vue d'établir les modalités d'un exode méthodique.

Je vous fais tenir le Rapport aussi bien que la Résolution, en annexe[3]. Il va sans dire que le Rapport soulève un nombre considérable de questions graves et délicates sur lesquelles le Comité n'était pas à même de se prononcer.

L'autre décision importante est d'offrir à Sir Herbert Emerson le poste de Directeur du Bureau permanent du Comité intergouvernemental en remplacement de M. Rublee démissionnaire.

On arrive ainsi à une direction unique de l'action intergouvernementale relative aux réfugiés. Toutefois, afin de ménager le Gouvernement des Etats-Unis, il a été entendu que le bureau du Haut Commissaire et celui du Comité intergouvernemental resteraient entièrement séparés. Il n'y a donc qu'union personnelle en la personne de Sir Herbert Emerson. C'est néanmoins un grand progrès de nature à faciliter le travail à accomplir.

En regard de l'évolution remarquable de la situation telle qu'elle vient d'être esquissée, je me demande si le Gouvernement Fédéral ne devrait pas examiner à nouveau son attitude envers les travaux du Comité intergouvernemental et, si au cas où cet examen aboutirait à des conclusions différentes de celles communiquées antérieurement au Comité, il ne devrait pas faire savoir, par la voie la plus appropriée, au Foreign Office, qui assume le secrétariat du Comité, son intention de suivre dorénavant ses travaux.

J'ajoute qu'au cours des entretiens que j'ai eus avec les Délégués belges, ces derniers m'ont fait part du regret que leur causait l'absence de la Suisse, et ils n'ont pas manqué de souligner combien il serait opportun que les petits Etats de refuge temporaire, voisins de l'Allemagne, fassent cause commune afin de faire valoir leur situation particulière au sein du Comité.

Je laisse à vos bons soins de parler des questions qui font l'objet de cette lettre à MM. Baumann et Motta.

A mon avis, l'absence de la Suisse, seul petit pays de refuge occidental non représenté au sein du Comité, est regrettable et sujette, de la part des autres puissances, à des interprétations qui ne sont pas dans l'intérêt de notre pays.

Je vous saurais infiniment gré de vouloir bien me faire part, à titre confidentiel, des réflexions que vous suggère ce qui précède[4].

---

3. *Non retrouvé.*
4. *Cf. N^os 72 et 81.*

31

E 5155 1968/12/19

Aide-mémoire du Service technique militaire du Département militaire[1]

AM Berne, 17 février 1939

Au terme de la statistique suisse officielle, l'exportation polonaise à destination de la Suisse atteignait, en 1938, la somme de Fr. 25 750 000.— tandis que les importations polonaises de provenance suisse, atteignaient Fr. 22 700 000.— soit un léger excédent de Fr. 3 000 000.— en faveur de la Pologne.

Si, l'on défalque, toutefois, les frais de transport qui grèvent l'exportation de quantités importantes de marchandises de Pologne en Suisse, il s'avère que les échanges polono-suisses se bouclent, en définitive, par un solde déficitaire, au désavantage de la Pologne.

Les relations commerciales entre les deux pays, s'effectuant à la faveur de transactions de compensation de caractère privé, calculées, quant à la valeur, franco frontière du pays destinataire, de sérieuses difficultés en résultent, lors du règlement des payements dûs pour les exportations suisses. Si, l'on considère, en outre, que les exigences financières, telles que licences, intérêts, etc. rentrent dans ce système de comptes et décomptes, la conclusion logique qui s'impose est, qu'en vue de faciliter le fonctionnement de l'échange, il est de nécessité impérieuse, d'augmenter les exportations polonaises destinées à la Suisse.

En raison, toutefois, des innombrables difficultés, qui entravent les opérations, le problème n'est guère aisé à résoudre, quand on tient compte des frais élevés de transport et de la rentabilité minime des prix sur le marché suisse. Il est, d'autre part, certain, que le système appliqué des primes de compensation, y porte, jusqu'à un certain point, remède, qui ne suffit toutefois pas, à assurer une solution satisfaisante.

D'où, l'obligation de trouver de nouvelles denrées et marchandises qui se prêteraient à l'exportation de Pologne en Suisse.

Jusqu'ici, il est un domaine qui n'avait pas été exploité, dans les échanges polono-suisses, à savoir celui des fournitures d'Etat et, en particulier des fournitures militaires.

L'achat de chevaux de cavalerie pour l'armée suisse entrerait, au premier chef, en ligne de compte, comme aussi celui de matériel technique, à l'usage de l'aviation militaire, tel qu'avions et sphériques. Les milieux compétents se sont abstenus, jusqu'ici, d'examiner cette éventualité, continuant de s'en tenir exclusivement, à leurs anciennes sources d'achat. Or, précisément, d'autres pays qui tentèrent l'expérience, ont vu leurs tentatives couronnées du plus heureux succès.

Il paraîtrait donc singulièrement indiqué de s'enquérir en cette matière et, en

1. *Ce document non signé a probablement été rédigé par R. Fierz.*

vue d'acquérir des vues exactes sur les possibilités existant en Pologne, d'y dépêcher une délégation, spécialement chargée d'étudier sur place, les conditions du marché polonais, tant en ce qui concerne l'achat de chevaux pour l'armée, que l'entrée en contact avec l'industrie polonaise des armements[2].

2. *Le 6 juin 1939, Fierz rapportera un entretien avec Stefan J. Ryniewicz, Premier Secrétaire de la Légation de Pologne* (E 5155 1968/12/19). *La Pologne souhaite exporter en Suisse du matériel de guerre (avions, ballons, vêtements protecteurs contre les gaz). Fierz acceptera une invitation à visiter, en juin, les entreprises polonaises qui produisent ce matériel.*

32

E 2001 (D) 1/222

La Direction générale de la Banque nationale à la Division des Affaires étrangères du Département politique

L Sr/F. Vertraulich
Ihre No. C. 42.10.Ja. SX.
Betr. Japan.[1]

Zürich, 18. Februar 1939

In Bestätigung Ihrer gestrigen Mitteilung[2] bringen wir Ihnen zur Kenntnis, dass wir heute zu der von Ihnen aufgeworfenen Frage gleichzeitig von zwei Seiten folgendes erfahren haben:

1. Die Generaldirektion der Schweizerischen Kreditanstalt teilt uns mit, dass vor etwa vier Wochen bei ihr ein Deutscher namens Dr. Hacke wegen eines schweizerischen Warenkredites an Japan in der Höhe von Fr. 150 000 000.— vorgesprochen habe. Dieser Kredit würde der Finanzierung japanischer Warenbestellungen in der Schweiz, zur Hauptsache von Maschinen aller Art, aber auch von Kriegsmaterial dienen. Dr. Hacke habe den Herren der Kreditanstalt keinen besonders vertrauenswürdigen Eindruck gemacht, weswegen der Angelegenheit keine weitere Beachtung geschenkt wurde. Vor zwei Wochen habe der Genannte den Besuch bei der Kreditanstalt in Begleitung von zwei Japanern wiederholt. Im Verlaufe des Gespräches sei von der Werkzeugmaschinen-Fabrik Oerlikon als einer präsumptiven Hauptlieferantin der fraglichen japanischen Bestellungen, ferner von B.B.C. Baden und der Lokomotiv- und Maschinenfabrik Winterthur die Rede gewesen. Eine gewisse Fühlungnahme mit schweizerischen Industrieunternehmungen sei im Gange und es stelle sich die Frage, ob die schweizerischen Banken bereit wären, die

1. *La lettre est signée par G. Bachmann et par E. Weber. Remarque manuscrite de R. Meier en haut de la lettre:* Schreiben Herrn Dr. Ebrard von der Handelsabteilung am 20. II. unterbreitet.
2. *Non reproduite. La Légation de Suisse à Tokio avait informé le Département politique que des hommes d'affaires discutaient actuellement de la possibilité d'un emprunt japonais de 50 millions de francs suisses.*

Warenlieferungen auf dem Vorschusswege zu finanzieren. Dr. Hacke soll beigefügt haben, dass er auch bereits mit behördlichen Stellen in Bern[3] und mit Exportfirmen bezüglich der Exportrisikogarantie in Verbindung getreten sei und dass mit einer staatlichen Risikogarantie von 90% der Bestellungssumme zu rechnen sei. Die Schweizerische Kreditanstalt habe jedoch der Sache kein Vertrauen abgewinnen können, umso weniger, als ihr nachher zu Kenntnis gekommen sei, dass im Zusammenhang mit den jüngsten Inhaftierungen deutscher Staatsangehöriger in Paris auch der Name Hacke aufgetaucht sei. Allerdings habe sich eine Identität der beiden Namen nicht feststellen lassen. Zu erwähnen bleibt noch, dass Dr. Hacke bereits auch mit der Übersee-Handels A.G. Zürich[4] Fühlung genommen hatte und dass ein Vertreter dieser Gesellschaft bei den Besprechungen mit der Kreditanstalt anwesend war.

2. Die Übersee-Handels A.G. Zürich hat uns heute Abschrift einer von ihr am 17. ds. an den Verein Schweizerischer Maschinenindustrieller, Zürich, gerichteten Eingabe in dieser Sache Kenntnis gegeben. Daraus geht im wesentlichen folgendes hervor:

Von offizieller japanischer Seite sei die Übersee-Handels A.G. beauftragt, sich mit der Möglichkeit schweizerischer Warenlieferungen nach Japan zu befassen. Japan wäre bereit, bei der schweizerischen Maschinenindustrie in aller nächster Zeit Aufträge in der Höhe von rund 50 Millionen Franken zu erteilen unter der Voraussetzung, dass ihm ähnliche Erleichterungen gewährt würden, wie sie angeblich von deutscher und italienischer Seite bevorstehen sollen. Man spricht von einem deutschen Warenkredit von 100 Millionen Mark, der sich drei Jahre wiederholen soll, sowie von Konpensationsmöglichkeiten mit japanischen Produkten. Italien kompensiere seine Lieferungen an Japan bereits mit mandschurischen Waren.

Da die schweizerischen Banken japanische Warenbezüge nicht finanzieren ohne volle Deckung, käme nach Ansicht der Übersee-Handels A.G. nur die Exportrisikogarantie des Bundes in Frage. Sie hält es für möglich, dass Japan auf folgende Bedingungen einginge, jedenfalls würde die gennante Gesellschaft auf dieser Basis verhandeln.

I. *Betrag*: Franken 50 000 000.—.

II. *Anzahlung*: 30% bei Auftragserteilung.

III. *Verbleibender Betrag*: zahlbar in einem Jahr nach Ablieferung, mit der Möglichkeit einer Fristverlängerung um 6-12 Monate, sofern beide Verhandlungspartner einverstanden sind.

Weil die Industrie zurzeit kaum einen Selbstbehalt übernimmt und die Banken nur gegen 100%ige Deckung Vorschüsse gewähren, sieht die Übersee-Handels A.G. keinen andern Weg, als dass die verbleibenden 70% durch Exportrisikogarantie, möglichst zu 80%, gedeckt würden.

---

3. *Annotation manuscrite de R. Meier dans la marge:* Herrn Dr. Ebrard ist hievon nichts bekannt.

4. *Sur cette société qui figure parmi les 9 principales entreprises suisses actives en Extrême-Orient, cf.* E 2001 (E) 1967/113/448.

IV. *Vorbehalte*:
1. Die Kredite dürfen eventuelle Kompensationen nicht vorbelasten.
2. Die Kredite dürfen ein in der Zwischenzeit eventuell zustande kommendes Clearing nicht vorbelasten.
3. Die Kredite müssen bei Fälligkeit unter allen Umständen in freien Devisen zurückbezahlt werden, ungeachtet ob inzwischen ein Clearing oder ähnliches Abkommen getroffen wird.
4. Die offenen Beträge müssen vom japanischen Staat und der Yokohama Specie Bank garantiert werden.

Die Übersee-Handels A.G. ersucht den Verein Schweizerischer Maschinenindustrieller um grundsätzliche Prüfung dieser Exportangelenheit, mit dem Bemerken, dass die Japaner ihr dringlichen Charakter beimessen.

Nach der Beurteilung der voraufgeführten Eingabe der Übersee-Handels A.G. an den Verein Schweizerischer Maschinenindustrieller handelt es sich um die Finanzierung eines reinen schweizerischen Warenexportes mit Hilfe schweizerischer Banken. Ein Kapitalexportgeschäft im Sinne des eidgenössischen Bankengesetzes[5] scheint also ausser Frage zu sein. Es ist uns zurzeit nicht bekannt, welche Haltung der Verein Schweizerischer Maschinenindustrieller dazu einnehmen und welche Form der Exportfinanzierung allenfalls gegeben wird. Die Nationalbank hat deshalb zur Frage vorderhand keine Stellung zu beziehen. Ein Anlass dazu ergäbe sich erst dann, wenn, sofern das Exportgeschäft zustande kommt, die Nationalbank von den kreditgebenden Schweizerbanken in die Exportfinanzierung im Sinne der Mobilisierung von Exporttratten einbezogen würde. Eine solche Transaktion würde jedoch, wie schon erwähnt, nicht unter die Bestimmungen des eidgenössischen Bankengesetzes betreffend Kapitalexport fallen.

5. *Sur la* Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne (du 8 novembre 1934), *cf. FF 1934, III, pp. 633-653 et RO, 1935, vol. 51, pp. 121-172.*

33

E 7110 1967/900 Polen (2)

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Ministre de Suisse à Varsovie, H. Martin

Copie
L Ba.Pol.900.1.G.
Polen: Zahlungsverkehr.
Regierungskommissionen

Bern, 22. Februar 1939

Wie Ihnen bekannt ist, sind die Verhandlungen mit der polnischen Delegation, die sich zur Weiterführung der in Warschau unterbrochenen Besprechun-

gen Ende Januar nach Bern begeben hatte, nach mühsamen Diskussionen ergebnislos abgebrochen worden[1].

Schon die rein technischen Besprechnungen mit den polnischen Getreideexperten waren ausserordentlich schwierig. Vor allem konnte über den Begriff «Weltmarktpreis» keine Einigung erzielt werden, indem Polen den billigsten Preis, den es für sein Getreide in anderen Staaten erhält, als Weltmarktpreis betrachtet wissen wollte. Dieser Preis lag aber immerhin noch 60 Rappen für Gerste und 70 Rappen für Hafer über dem von uns als Weltmarktnotierung bezeichneten Preis, zu dem wir Ware gleicher Qualität aus andern Lieferstaaten beziehen konnten.

Weit grössere Schwierigkeiten aber ergaben sich in den Verhandlungen über die für eine Sondertransaktion mit polnischem Getreide zu gewährende Devisenspitze und über die Verwendung des nach Abzug dieser Spitze verbleibenden Restbetrages. Nachdem Polen schon in den Verhandlungen in Warschau die Umrechnung einer Devisenspitze für ein besonderes Getreidegeschäft auf den schweizerischen Gesamtimport aus Polen während eines ganzen Jahres als untragbar bezeichnet hatte, erklärte die in Bern erschienene Delegation, dass die Frist für die polnischen Getreidelieferungen auf drei Monate (Februar, März, April) reduziert werden müsste, wobei auch die Frist für die Erhebung bez*[iehungs]*w*[eise]* Ablieferung der Devisenspitze entsprechend gekürzt werden müsste, weil das polnische Finanzministerium es ablehne, für die von polnischer Seite auszurichtenden Exportprämien in Vorschuss zu treten. Wir haben daraufhin eine Lösung gesucht, die diesen Wünschen Rechnung trägt und erklärten uns schliesslich bereit, im Sinne eines weitgehenden Entgegenkommens eine Devisenspitze von 30% ausschliesslich für die Getreidetransaktion zuzugestehen und weitere 30% des Gegenwertes für den Bezug schweizerischer Maschinen durch Polen verwenden zu lassen. Dadurch war unserer Ansicht nach dem polnischen Begehren um 60% Devisenspitze entsprochen, die die Beschaffung dringend benötigter Maschinen einer Devisenzahlung gleichgestellt werden durfte. Wir wären sogar schliesslich noch weiter gegangen und hätten uns bereit erklärt, ausser einer Devisenspitze von 30% weitere *50%* für schweizerische Maschinen und die restlichen 20% für Finanzforderungen bereitzustellen. Wir wurden jedoch der Sorge enthoben, diesen auch nach Ansicht des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins ausserordentlich weitgehenden Vorschlag überhaupt zu machen, da Herr Baron Battaglia, der vom 11. bis 14. Februar in der Schweiz anwesend war, uns nach Fühlungnahme mit dem polnischen Handelsministerium und dem Finanzministerium offiziell mitteilte, dass infolge der neuen Währungspolitik der Bank Polski das polnische Finanzministerium nunmehr für eine allfällige Sondertransaktion mit polnischem Getreide die Zahlung von 60% des Gegenwertes in freien Devisen verlangen müsse, wobei die Lieferung von schweizerischen Maschinen nicht als Devisenzahlung zu betrachten sei. Es ist ohne weiteres klar, dass wir auf dieses Begehren nicht eintreten konnten, sodass zu unserem eigenen Bedauern die beidseitigen vielen Bemühungen um den Abschluss eines

1. *Cf. N° 22.*

solchen Sondergeschäftes und die Ausweitung der polnischen Einfuhr in die Schweiz als gescheitert betrachtet werden mussten[2].

Mit Ausnahme von Herrn Dir*[ektor]* Wawrzecki hatten wir die übrigen Mitglieder der polnischen Delegation schon tagelang nicht mehr gesehen. Wir konnten erst Ihrem Brief vom 8. Februar[3], wofür wir Ihnen bei dieser Gelegenheit bestens danken, entnehmen, dass Herr Dr. Stoga beschlossen habe, seine Delegation zurückzurufen. Wir haben selbstverständlich diesem Rückruf nicht die Bedeutung eines Ultimatums beigemessen, schon darum nicht, weil wir davon erst durch Ihre Mitteilung Kenntnis erhielten. Immerhin wäre eine direkte Benachrichtigung vonseiten der polnischen Delegation bez*[iehungs]*-w*[eise]* der Polnischen Gesandtschaft am Platze gewesen. Wie vorstehend erwähnt, war es dann auch Herr Baron Battaglia, der uns die diese Angelegenheit negativ entscheidenden Aufschlüsse brachte.

Wir dürfen uns weiterer Einzelheiten enthalten, da Sie auch während der Verhandlungen durch unsere telephonischen Unterredungen über die wesentlichsten Ereignisse unterreichtet worden sind. Aus unserem gestrigen Telephongespräch haben Sie ersehen, dass wir versuchen, unsere Bezugsmöglichkeiten in polnischem Getreide dadurch doch noch zu verwerten, dass wir Getreide für Finanzkompensationen freigeben. Nachdem die schweizerischen Finanzgläubiger in der kürzlich abgeschlossenen Malztransaktion 40% Prämie zugestanden haben, was vom polnischen Exportpreis berechnet 50% ausmacht, so dürfte die Überbrückung des noch fehlenden Anteils des bestehenden Überpreises vielleicht doch möglich sein[4].

---

2. *Cf. N° 31.*

3. *Cf. N° 22.*

4. *Dans sa réponse du 7 mars 1939, la Légation de Suisse à Varsovie retient* dass es aber angesichts der polnischerseits gestellten Bedingungen leider nicht möglich ist, zum Nutzen unseres Kompensationszahlungsverkehrs Getreideimporte zu tätigen. Diese Erkenntnis lässt natürlich wenig Hoffnung übrig, dass es in den kommenden Monaten zur Erweiterung der Kompensationsbasis und damit zum Sinken der Kompensationsprämie kommt. *Sur quoi l'affaire semble avoir été close, du moins momentanément. Cf. aussi* E 2001 (D) 1/223 *et* 254.

Les Commissions gouvernementales polono-suisses se réuniront pour des négociations économiques à Berne du 30 juin au 8 juillet 1939.

34

E 2200 Washington 16/1

Le Consul général de Suisse à New York, V. Nef,
au Ministre de Suisse à Washington, M. Peter

L 18.21.38 EG/EH Vertraulich.
Kriegswirtschaftliche Vorbereitungen. New York, 2. März 1939

Ich beehre mich, auf Ihr Schreiben vom 30. Dezember 1938[1] und unsere seitherige mündliche Rücksprache von Ende Januar, betreffend kriegswirtschaftliche Vorbereitungsmassnahmen, zurückzukommen.

Dem Durchschlag Ihres Briefes vom 30. Nov.[2] an die eidg[*enössische*] Handelsabteilung entnehme ich, dass Sie eine Rundfrage bei schweizerischen Importeuren über deren Beziehungen zu amerikanischen Exporteuren angeregt haben. Ein solches Verzeichnis dürfte für die Weiterbehandlung dieser Angelegenheit gute Dienste leisten.

Bei näherer Prüfung des ganzen Problems, dessen Bedeutung und Tragweite unverkennbar sind, sind mir, angesichts der Besonderheit der Verhältnisse in den USA, gewisse Zweifel über die Durchführungsmöglichkeit der gewünschten weitgehenden Einzelmassnahmen gekommen. Wohl war im letzten Weltkrieg *vor* Kriegseintritt der USA der Bezug und Handel von Nahrungsmitteln und Rohstoffen staatlich so gut wie frei, und waren somit direkte Einkäufe auf dem offenen Markte möglich. In einem künftigen Konflikt könnte dies jedoch, bei den heutigen bereits bestehenden behördlichen Eingriffen in die Wirtschaft, auch anders sein, und es kann damit gerechnet werden, dass im Falle eines europäischen Krieges, selbst ohne direkte Kriegsteilnahme der USA, eine staatliche Kontrolle sofort einsetzen würde[3]. Bei effektivem Kriegsbeitritt müsste dagegen bestimmt mit einer weitgehenden Reglementierung des Nahrungsmittel- und Rohstoffverkehrs, insbesondere der Ausfuhr gerechnet werden; sehr wahrscheinlich wiederum durch Einsetzung eines gesonderten, von der ordentlichen Verwaltung losgelösten «War Trade Board» mit entsprechenden Unterabteilungen. So setzten sich z. B. schon letztmals die einzelnen Sektionen der «U.S. Food Administration» überwiegend aus politisch unabhängigen Handels- und Finanzleuten zusammen. Das gleiche ist wohl von den übrigen Abteilungen des «War Trade Board» zu sagen.

Ich habe in dieser Sache vertraulich Mr. Julius Howland Barnes (den ich seit Jahren kenne), 1917/18 Präsident der «Grain Corporation» der «US Food Administration» konsultiert. Mr. Barnes hält es für sehr wohl möglich, dass im Falle eines neuen europäischen Konfliktes eine weitgehende Ausfuhrkontrolle

---

1. *Non reproduit.*
2. *Non reproduit.*
3. *Sur la contribution des Etats-Unis au ravitaillement de la Suisse pendant la Première Guerre mondiale, cf. DDS, vol. 6, Table méthodique, II. Les négociations économiques et financières avec les Alliés.*

schon frühzeitig, d*[as]* h*[eisst]* auch ohne Kriegsteilnahme der USA, einsetzen könnte. Der Zweck dieser Kontrolle würde wohl weniger in der Erhaltung der Selbstversorgung Amerikas zu suchen sein (indem diese bei dem grossen Reichtum des Landes wohl nicht gefährdet ist), als vielmehr in der Überwachung der Ausfuhr zur Sicherstellung der Bezahlung, der Aufrechterhaltung der Neutralitätsgesetze, der Preisregulierung usw.

Sobald dabei die erforderliche behördliche Exportbewilligung vorliegen würde, sollte in der Meinung des Mr. Barnes der effektive Einkauf – wie erwähnt wohl durch Vermittlung einer technischen Sonderkommission nach festgelegter Regelung inbezug auf Preise usw. – normalerweise keine allzu grosse Schwierigkeit bereiten.

Damit scheint es mir, dass wir es höchstwahrscheinlich mit einer neuen Situation und auch mit neuen Amtsstellen und neuen Männern zu tun haben würden. Wenn deshalb unsere Zentralbehörden auf politische Beziehungen Gewicht legen, so scheint mir dies gerade für die USA nur in beschränktem Masse von Bedeutung zu sein. Es ist hier, ungleich mehr als in der Schweiz, mit dem häufigen Wechsel auf der politischen Bühne und mit einer allgemeinen politischen Labilität zu rechnen, ferner mit der mehrheitlich negativen, teilweise stark oppositionellen Einstellung der Handelskreise zu den einzelnen Regierungsstellen, namentlich des «New Deal» und auch zu den Lokalpolitikern. So könnten im Ernstfalle gewisse, heute vielleicht nützliche politische Beziehungen unserer Vertrauensleute, unter Umständen eher zu einem Nachteil werden.

Weiter habe ich mich mit Herrn Frederic Rohner, dem Leiter des schweizerischen Einkaufsbüros aus der Zeit 1917/19 in Verbindung gesetzt. Herr Rohner hält im Falle eines neuen europäischen Konfliktes eine Zentralisation der schweizerischen Einkäufe in der Hand eines einzigen amtlichen schweizerischen Einkaufsagenten wiederum für erforderlich. Er macht hierbei auf die unbedingte Notwendigkeit einer durch und durch seriösen und zuverlässigen Persönlichkeit aufmerksam und weist auf seine zahlreichen Erfahrungen mit Bestechungsversuchen, Anschlägen auf Wirtschaftsspionage, dem Auftauchen dubioser Zwischenhändler und Agenten usw. hin.

Herr Rohner erwähnt ferner die seinerzeitige plötzliche Entstehung zahlreicher neuer Firmen der Nahrungsmittel- und Rohstoffbranche (meistens Schieberfirmen), sowie der Transportbranche, und verweist auch hier auf die grosse Beweglichkeit des Wirtschaftslebens in den USA, im Gegensatz zu unseren stabilen Verhältnissen in der Schweiz.

Nun ersuchen Sie mich um eine weitgreifende Erfassung «aller jener Landsleute, die, sei es als Geschäftsinhaber oder Geschäftsteilhaber, sei es als Mitarbeiter oder Angestellte, mit der Exportindustrie verbunden sind,» vorzunehmen. Sie möchten von mir ein «genaues Verzeichnis aller jener Landsleute» – welche dank ihrer beruflichen Stellung in der Lage sind, der Schweiz im Kriegsfalle wirtschaftlich und propagandistisch wichtige Dienste zu leisten» und «die wichtige Verbindungen zur Wirtschaft, zur Finanz, zur Industrie, zur Politik, zu Behörden und einflussreichen Persönlichkeiten des Landes haben» erhalten, wobei ich Sie «in jedem einzelnen Fall genau über die Natur und Wichtigkeit der Unternehmung, über die Stellung die der in Frage stehende Landsmann

dort einnimmt, sowie über dessen Namen, Vornamen, Geburtsdatum, Beruf und genaue Adresse zu unterrichten» habe; Sie bitten mich ferner «noch anzugeben, seit wie lange der betreffende Landsmann in den USA niedergelassen ist und welche Beziehungen er zur Schweizer Kolonie unterhält», ferner soll ich «in jedem Falle... Vorschläge unterbreiten und kurz ausführen, welche speziellen Aufgaben unserem Landsmann... im Kriegsfalle anvertraut werden könnten».

Ich möchte nicht unterlassen hervorzuheben, dass es vollständig ausgeschlossen ist, ein derartiges Verzeichnis überhaupt anzufertigen. Der Konsularbezirk New York umfasst ein Territorium, das grösser ist als Italien, in welchem 50 000 Schweizer niedergelassen sind; von diesen wiederum sind verhältnismässig wenige im Konsulat eingetragen. Erfahrungsgemäss sind aber nicht sehr viele effektiv erreichbar, da unsere Landsleute nicht sesshaft sind.

Ganz abgesehen von der Unmöglichkeit der Anlegung eines derartigen Verzeichnisses, möchte ich darauf hinweisen, dass meines Erachtens der praktische Wert irgend eines Verzeichnisses dieser Art sehr problematisch ist. Es wäre jedenfalls verkehrt, wenn man sich durch den Umfang von Adressenmaterial blenden liesse und sich in einer falschen Sicherheit wiegen würde.

Was mir dagegen in erster Linie erforderlich scheint, ist die Ermittlung einer auserlesenen Zahl (20-25) absolut zuverlässiger, erfahrener und patriotisch gesinnter Landsleute, die sich uns voll und ganz zur Verfügung stellen würden, und in welche wir volles Vertrauen besitzen. Diese Vertrauensleute, auf die wir im Notfalle rechnen könnten und die jede Gewähr leisten, dass sie keinerlei Bestechungsmanövern und Spionageversuchen zugänglich sind, dürften sich zur Hauptsache im «Trade Council» finden, der in ständigem Kontakt mit uns steht. Als einer der Vorsteher eines schweiz. Einkaufsbüros zur Landesversorgung wäre wieder an Frederic Rohner, der in Bern von seiner letzten Tätigkeit her bekannt ist, zu denken.

Was die Verbindungen zu Schiffahrtsgesellschaften anbelangt, so kann ich im Augenblick einzig an die hiesige schweizerische Transportfirma Rohner, Gehrig & Co. Inc. denken. Daneben vielleicht an die Gondrand Shipping Co., Inc., New York, welche zwei Landsleute in leitender Stellung beschäftigt. Es scheint mir jedoch sehr fraglich, ob diese beiden Firmen über entsprechende Verbindungen verfügen, die uns im Kriegsfalle wirklich nützliche Dienste leisten würden. Ich erfahre übrigens, dass im letzten Krieg die Frachtzuteilungen Amerika/Europa stets von London aus stattfanden, und nicht von den USA aus.

Immerhin bitte ich Sie, die in meinem Brief vom 14. Dezember[4] übermachte provisorische Liste zu zerstören und sie durch das beiliegende Verzeichnis zu ersetzen[5]. Wenn unsere eidg*[enössischen]* Behörden ein umfassenderes Verzeichnis wünschen, könnte ich keine Gewähr für die Vertrauenswürdigkeit übernehmen und müsste mich darauf beschränken, weitere Namen aus bestehenden zum Teil gedruckten Verzeichnissen zu nehmen. Ich müsste Sie dann

4. *Non reproduit.*
5. *Non reproduit.*

überdies bitten, mir einen weiteren Beamten zuzuteilen, der die umfangreichen Erhebungen durchführen könnte, welche mehrere Monate beanspruchen würden.

35

E 27/9617

Rapport sur la situation politique et militaire de la Suisse[1]

Copie
R (Si) *[Berne?]* mars 1939

DIE SCHWEIZ IM ANGRIFFSFELD DER ACHSE BERLIN-ROM

I. Der Aktionsplan der Achse

1. Die Bedrohung Frankreichs von der Schweiz aus

Das Verhältnis innerhalb der Achse Berlin-Rom ist gegenwärtig solcherart, dass Italien nicht mehr länger gewillt ist nur Deutschland die Früchte der Achsenpolitik ernten zu lassen, sondern dass Italien nun auch «einkassieren» will. Die Deutschen sind zwar nicht sehr erfreut darüber, dass Italien *schon jetzt* seine Wechsel präsentiert, und es wäre ihnen lieber, die italienischen Forderungen noch hinausschieben zu können. Sie werden aber trotzdem, soweit es die allgemeine politische Situation erlaubt, die italienischen Forderungen propagandistisch und diplomatisch unterstützen, schon deshalb, weil sonst die Gefahr einer «Erlahmung des Dynamismus» der Achse bestände.

Dass es Frankreich ist, das die italienischen Wechsel bezahlen soll, ist ja inzwischen so offenkundig geworden, dass es nicht mehr besonders erwähnt zu werden braucht. Jedoch denkt niemand innerhalb der Achse an einen deutsch-italienischen Krieg gegen Frankreich (jedenfalls nicht für das Jahr 1939), sondern an eine Politik der Einschüchterung, der Unterwühlung und der *Kriegsdrohung*, mit welchen Mitteln man hofft aus Frankreich die nötigen Konzessionen zugunsten Italiens herauszupressen. Die wichtigste Rolle in diesem Spiel ist dabei der Schweiz zugedacht.

Alle Vorbereitungen und Überlegungen der Achse zielen heute darauf hin, *mit welchen* Mitteln und Methoden und in welchem Tempo die Schweiz in das System der Achse Berlin-Rom eingegliedert werden kann. In Berlin und Rom

---

1. *Ce rapport non signé se trouve dans les archives du Service de l'Etat-Major Général du Département militaire. Il n'est pas possible d'en préciser l'auteur et la date de rédaction. Selon une annotation au crayon, il daterait de mars 1939. On y trouve des allusions à la capitulation des républicains à Barcelone (annoncée le 26 janvier 1939), à la fin de la résistance en Catalogne (constatée le 9 février) et à l'occupation de la Tchécoslovaquie par Hitler (survenue le 16 mars).*

wird es direkt als eine «Anormalität» betrachtet, dass es innerhalb der geographischen Lage der Achse überhaupt noch «so etwas Altmodisches» wie eine «freie Schweiz» gibt.

Die gegen die Schweiz geplante Aktion wird aber in einem ganz andern Stil durchgeführt werden als die Aktionen gegen Österreich und die CSR, – d.h. die Achse wird dabei auf die propagandistische Vorbereitung von langer Dauer verzichten, um dafür ihre Aktion «schlagartig, blitzartig» zu führen. Denn die «Eingliederung» der Schweiz ist ja kein eigentliches «politisches Ziel» für die Achse, sondern nur ein Mittel für ein anderes Ziel: die Bedrohung Frankreichs. Dieses eigentliche Hauptziel bestimmt deshalb auch die Mittel und Methoden und das Tempo der gegen die Schweiz geplanten Aktion.

Für die Beurteilung der Strategie der Achse ist es wichtig zu wissen, dass die gegen die Schweiz geplante Aktion derart angelegt ist, um die in der Schweiz zu erobernde Position dann *sofort* als ein direktes Mittel der Bedrohung Frankreichs auszunützen. Sollte sich z. B. in den nächsten Wochen und Monaten die internationale politische Situation in einer Weise entwickeln, dass eine direkte Drohpolitik gegenüber Frankreich noch nicht zweckmässig oder noch zu riskant wäre, dann würde auch die gegen die Schweiz geplante Aktion solange aufgeschoben werden bis zur entsprechenden internationalen Situation, – denn die Achse will, in ihrer Schweizer Politik, ihre Karten nicht zu früh aufdecken.

2. Die Methoden für die «Eingliederung» der Schweiz

Eine militärische Besetzung der Schweiz durch die Achse wird in Berlin und Rom *noch nicht* beabsichtigt (oder höchstens für die Kantone Schaffhausen und Tessin), sondern dieses Mittel würde erst dann angewendet werden, wenn die anderen Methoden, das Schweizervolk «für die Achse zu gewinnen», versagen sollten. An eine militärische Besetzung denkt man auch deshalb nicht, weil man das Schweizervolk nicht bis zur «letzten Kraftanstrengung» des militärischen Widerstandes gegen die Achse provozieren will, denn immerhin besteht, nach Ansicht Berlins und Roms, die Gefahr eines allgemeinen europäischen Krieges, falls die Schweiz zum militärischen Widerstand entschlossen wäre.

Die geplante Kapitulation der Schweiz will man mit «elastischeren» und wirksameren Mitteln erzielen. Der strategisch-politische Gedanke ist dabei der folgende: Durch eine Politik der Kriegsdrohung die moralische Existenz der Schweiz so stark zu erschüttern, dass diese «freiwillig» kapituliert, indem dem Schweizervolk dabei ganz handgreiflich vordemonstriert werden soll, dass es von seiten Frankreichs auf keine Hilfe rechnen kann, d.h. man hofft dabei in der Schweiz eine solche «Wut und Enttäuschung gegen den Westen» zu erzeugen, dass sich die Schweiz dann, aus dieser psychologischen Stimmung heraus, der antifranzösischen Politik der Achse «freiwillig» anschliessen werde.

(Dieselben psychologischen Wirkungen haben die Deutschen ja auch beim tschechischen Volk erprobt, wo es heute schon genug tschechische Nationalisten gibt, die – aus Wut, Enttäuschung und Verzweiflung – je eher, je lieber, *mit* den Deutschen *gegen* die Franzosen, Polen oder Russen marschieren möchten. Dasselbe Rezept soll auch in der Schweiz angewendet werden!)

Das Hauptziel, das die Achse bei ihrer gegen die Schweiz geplanten Aktion verfolgt, ist dieses: zu erreichen, *nicht nur*, dass die deutsche und italienische Armee durch die Schweiz hindurchmarschieren und an der schweizerisch-französischen Grenze aufmarschieren dürfen, *sondern auch dieses*, dass sich die Schweizer Armee dabei aktiv, als «Bundesgenosse» einer deutsch-italienischen Militärkoalition, beteiligt. Es ist zwar *noch nicht* geplant, nach einer politischen Kapitulation der Schweiz *dann auch sofort* mit einem militärischen Aufmarsch der deutschen und italienischen Armee in der Schweiz zu beginnen, sondern die Achse will nur *diese Möglichkeit* dann sofort, *als politisches Druck- und Drohmittel* gegen Frankreich propagandistisch und diplomatisch ausspielen, um Frankreich derart einzuschüchtern, dass es die von Italien im Mittelmeer und in Nordafrika geforderten Konzessionen (samt der Rückgabe der deutschen Kolonien) bewilligt. Auch England hofft die Achse dabei so weit einschüchtern zu können, dass die englische Regierung die «Vermittlung» zu einer neuen «Konferenz à la München» übernehmen werde, auf welcher Konferenz eben dann die von Frankreich verlangten Konzessionen erpresst werden sollen. Der allgemeine europäische Friede würde dabei «gerettet» werden.

Zur Erzwingung der politischen Kapitulation sollen folgende Methoden angewendet werden: Hitler und Mussolini werden «plötzlich» Reden halten (und event. noch entsprechende diplomatische Noten in Bern abgeben), in welchen sie erklären werden, dass sie die Neutralität der Schweiz nicht mehr anerkennen können, weil das Schweizervolk, infolge seiner deutschfeindlichen und antiitalienischen Haltung, die «Neutralität» der Schweiz schon längst selbst vernichtet habe. Denn die Achse erkennt den Unterschied zwischen «völkerrechtlicher Neutralität» und «liberaler Meinungsfreiheit» nicht an, sondern verlangt eine «totale» Neutralität. Die Deutschen und Italiener wissen natürlich ganz genau, dass wenn die Schweiz das totale Neutralitätsprinzip anerkennen würde, dies einer totalen Verfassungsänderung gleichkäme, wobei die Schweiz zwangsweise in das totalitäre Diktatursystem hineingleiten würde. Aber die Forderung der «totalen» Neutralität ist von der Achse gar nicht ernst gemeint, sondern nur der «juristische» Vorwand, um die Schweiz in das Achsensystem einzugliedern.

Denn welches werden die Folgen sein, wenn Hitler und Mussolini «schlagartig» die Schweizer Neutralität nicht mehr anerkennen? Nach der Meinung der Deutschen die folgende: Die Schweiz werde sofort in eine Wirtschaftskatastrophe von unvorstellbarer Grösse geraten, beginnend mit einer *panikartigen* Flucht des schweizerischen und ausländischen Kapitals nach Westeuropa und Amerika. Die Deutschen rechnen damit, dass die Schweiz damit in wenigen Tagen ihren ganzen Goldbestand verlieren werde, und dass der Run auf die Banken so gross sein werde, dass diese alle gezwungen werden würden, ihre Schalter zu schliessen.

Die Schweiz hätte natürlich die Möglichkeit, – so sagen die Deutschen – durch eine Devisenkontrolle und durch eine Kontrolle des Zahlungsverkehrs der Banken (Moratorium) diese Kapitalflucht und den Run auf die Banken zu vermeiden. Aber in diesem Falle würde die Schweiz, und zwar gerade durch diese Massnahme, in das «totalitäre System» hineingleiten, denn schwere Schädigungen in dem Kapital- und Handelsverkehr zwischen der Schweiz und

dem Westen, sowie eine grosse wirtschaftliche Verwirrung innerhalb der Schweiz selber, wären die notwendigen Folgen einer Devisen- und Bankkontrolle.

Auf beiden Wegen also, sei es durch Kapitalflucht oder durch Devisenkontrolle, würde die Schweiz in kurzer Zeit «mürbe gemacht» werden können, um dem System der Achse beizutreten. Denn die Achse hätte dabei die Möglichkeit den Schweizer Kapitalmarkt unter ihre Kontrolle zu bringen und dabei den Aussenhandel der Schweiz derart neu zu organisieren, indem der Schweizer Industrie neue Absatzmärkte, sowohl bei der deutschen und italienischen Aufrüstung, wie auch bei der deutschen Expansion im Donaugebiet, gesichert werden können.

Aber neben diesen wirtschaftlichen Folgen erwarten die Deutschen noch viel bedeutendere politische Folgen bei der geplanten Drohpolitik. Sie rechnen damit, dass die Schweiz die Unterstützung und die Hilfe Frankreichs und Englands anrufen werde (in finanzieller, militärischer und diplomatischer Hinsicht) – wenn Hitler und Mussolini erklären, die Neutralität der Schweiz nicht mehr anerkennen zu wollen – und dass die Schweiz dabei von den Westmächten im Stich gelassen, bezw. mit platonischen Erklärungen abgespeist werden würde, was dann den erhofften Umschwung in der Stimmung des Schweizervolkes herbeiführen soll: d.h. die Zerstörung seines moralischen Widerstandswillens.

Die Deutschen rechnen damit, dass, am Anfang der Kampagne, im Schweizervolk ein «wilder Sturm der Entrüstung» gegen die Achse losbrechen werde, aber dass diese Stimmung dann rasch in Wut und Hass auf die Westmächte umschlagen werde, sobald das Schweizervolk zu erfahren bekommen wird, dass es auf die Hilfe des Westens nicht rechnen kann.

Die einzige Möglichkeit, vor der die Deutschen und Italiener bei ihrer gegen die Schweiz geplanten Kampagne Angst haben, ist die, dass Frankreich und England plötzlich mobilisieren und dabei erklären würden, die Unabhängigkeit der Schweiz mit Waffengewalt veteidigen zu wollen. Die Deutschen meinen nun, dass ein solcher Akt von Seiten der Westmächte nicht zu erwarten sei, denn Frankreich würde vielleicht mobilisieren, um seine Grenzen zu schützen, aber Frankreich würde nie erklären, die Unabhängigkeit der Schweiz mit Waffengewalt schützen zu wollen, und zwar aus zwei Gründen:

1) weil die öffentliche Meinung Westeuropas einen baldigen *politischen* Angriff der Achse gegen die Schweiz gar nicht erwartet, und

2) weil Frankreich nur Krieg führen kann, wenn es die Unterstützung Englands dabei hat, und England an der Verteidigung der Schweizer Unabhängigkeit kein Interesse habe, denn die Schweiz habe für England nicht dieselbe Bedeutung wie Belgien und Holland. Deshalb hoffen auch Berlin und Rom, dass das von ihnen geplante Spiel gegen die Schweiz einen vollen Erfolg mit sich bringen werde.

3. Die für die Eingliederung der Schweiz notwendige internationale Situation

Die eine Bedingung wurde bereits genannt, nämlich: das völlige Desinteressement Englands an der Schweiz und damit der Zwang Frankreichs, sich defensiv verhalten zu müssen. Eine weitere Bedingung ist die völlige Entspannung

der früheren italienisch-englischen Kampfstimmung, um England für die ihm zugedachte «Vermittler-Rolle» reif zu machen. Und die dritte Bedingung ist die Vollendung der «Einkreisung Frankreichs» von Spanien her, d.h. die Eroberung Barcelona's durch die Truppen Franco's und der mit ihm verbündeten italienischen Freikorps.

Die Bedrohung Italiens, die Frankreich von Corsika aus ausüben kann, soll kompensiert werden durch eine italienische Bedrohung Südfrankreichs von Barcelona aus. Die Italiener haben die feste Absicht, *ihre Posten in Katalonien* (die sie sich in den nächsten Wochen zu schaffen hoffen) *nicht eher zu räumen*, ehe sie nicht von Frankreich die notwendigen Konzessionen in Afrika erhalten haben. Die Italiener richten heute alle ihre Hoffnungen auf die Eroberung Kataloniens durch Franco, weil sie damit rechnen, dass eine Bedrohung Frankreichs von Katalonien aus für England kein Kriegsgrund sein werde, – was z. B. der Fall sein könnte, wenn Italien von Südspanien und Spanisch-Marokko aus die Strasse von Gibraltar bedrohen würde.

Katalonien und die Schweiz sind die beiden Aktionsfelder, auf denen *gleichzeitig* gespielt werden wird. Sollte sich die Eroberung Barcelona's noch hinauszögern, so wird auch die Aktion gegen die Schweiz noch entsprechend hinausgezögert werden. Und sollte Italien es nicht wagen, infolge einer *sehr energischen* Haltung Englands (und nur dann!!) Frankreich von Katalonien aus offen zu bedrohen, dann wird die Aktion gegen die Schweiz ebenfalls aufgeschoben werden. Denn die Aktion gegen die Schweiz soll ja kein nur auf dieses Land beschränktes isoliertes Unternehmen werden (wie z. B. die Aktionen gegen Österreich und gegen die CSR), sondern die Aktion ist darauf angelegt, innerhalb eines grossen internationalen Manövers, den wichtigsten «Überraschungsstoss» gegen Frankreich zu bilden.

Zu dem gegen Frankreich gerichteten grossen internationalen Manöver gehört auch die *Neutralisierung Polens*, wobei den Polen versprochen wird, dass sie bei der späteren Aufteilung des französischen (und später auch des englischen) Kolonialreiches mitbeteiligt werden sollen. Deshalb tun auch die Italiener alles, eine Verständigung zwischen Polen und Deutschland herbeizuführen, da sie befürchten, dass ein deutsch-polnischer Konflikt wegen Oberschlesien und des Weichselkorridors, die von Italien geplante Drohpolitik zum Scheitern bringen könnte. Denn die Deutschen sind, im Grunde genommen, «nur mit halbem Herzen» an der geplanten Drohpolitik gegen Frankreich beteiligt, bezw. will Deutschland eine solche Politik erst dann einleiten, wenn vorher Ungarn, Rumänien und die ehemaligen deutschen Gebiete Polens fest in den Händen Deutschlands sein werden. Hier ist auch heute noch der kritische Punkt in allen Operationsplänen der Achse.

Die Deutschen haben ein grosses Misstrauen gegen die Polen. Sie wissen natürlich, dass Polen «neutral» bleiben wird, wenn Frankreich bei der, via Schweiz und Katalonien geplanten, Drohpolitik, infolge einer «friedlichen» Haltung Englands, zum Nachgeben gezwungen werden wird. Aber die Deutschen wissen ebenfalls, dass Polen auf die Seite der Westmächte umschwenken würde, wenn es zu einem Krieg zwischen der Achse und diesen Westmächten kommen sollte.

Für die Deutschen ist es deshalb ebenso wichtig, jede derartige polnische

Aktionsmöglichkeit unmöglich zu machen. Vorerst *noch nicht* durch einen direkten Angriff oder durch eine direkte Angriffsdrohung gegen Polen, sondern durch eine «Einkreisung Polens». Dazu gehört das geplante deutsch-litauische Bündnis, wobei den Litauern versprochen wird, Wilna zu erhalten, wenn sie Memel an Deutschland verlieren werden. Ferner der Eintritt Ungarns in den «Anti-Komintern-Pakt» und die damit geplante Eroberung oder Revolutionierung Rumäniens durch Deutschland und Ungarn, sodass Polen (und speziell die polnische Ukraine) auch von der rumänischen Bukowina aus bedroht werden kann. Nach Vollendung dieser «Einkreisung Polens» rechnen die Deutschen damit, dass Polen dann gezwungen sei, die ehemaligen preussischen Provinzen (oder mindestens den Weichselkorridor, das Netzegebiet und Oberschlesien) «ohne Schwertstreich» an Deutschland wieder zurückzugeben.

Wenn die deutsche Presse gegenwärtig die italienische Revisionspolitik im Mittelmeer unterstützt, so ist dies nur ein Manöver, darauf berechnet, Mussolini in «guter Stimmung» zu halten und den Widerstandswillen Englands abzutasten. In Wirklichkeit wäre es den Deutschen heute gar nicht unangenehm, wenn England *sehr energisch* gegen alle italienischen Revisionsforderungen Stellung nehmen würde, weil dann die Deutschen den Italienern «beweisen» könnten, dass eine offene Drohpolitik gegen Westeuropa (und speziell gegen Frankreich) *erst dann* eingeleitet werden könne, wenn vorher ganz Ost-Europa (bis zur russischen Grenze) unter die deutsche Herrschaft gebracht sei. Nach den deutschen Absichten müsste Italien noch ein Jahr lang sich auf «Sekundantendienste» beschränken und müsste sich in der Zwischenzeit mit der propagandistischen Vertretung seiner Revisionsforderungen begnügen, sodass die bestehende Spannung zwischen Frankreich und Italien aufrecht erhalten bleibt. Obwohl die Deutschen der Ansicht sind, dass Frankreich auf jede aktive Politik in Osteuropa verzichtet habe, so halten sie es doch für notwendig, dass Frankreich auch jede Möglichkeit zu einer solchen aktiven Politik dadurch abgeschnitten werden muss, indem Frankreich von Italien aus in Schach gehalten wird.

Aber selbst wenn die (via Schweiz und Katalonien) gegen Frankreich geplante Drohpolitik in den nächsten Monaten glücken sollte, so rechnen die Deutschen nicht damit, dass Italien dabei «auf den ersten Hieb» hin von Frankreich grosse territoriale Konzessionen erhalten werde, da die englische «Vermittlung» dies verhindern würde. Die Deutschen meinen, es genüge, wenn Italien vorerst folgendes erhielte: den südlichen Teil von Tunis (südlich der befestigten Linie von Gabes), den nördlichen Teil von Djibouti, ferner einen Freihafen in der Stadt Djibouti, sowie die Hälfte der Aktien der Eisenbahn Djibouti-Addis-Abbeba und einen kleinen Anteil an den Aktien des Suezkanals. Dazu neue Rechte für die Italiener in ganz Tunis und eine erhöhte Einwandererquote für den nördlichen Teil von Tunis.

Diese «vorläufigen Konzessionen» würden vor allem den «Appetit» Italiens stärken und Italien wäre nun gezwungen, ganz fest bei der Achse zu bleiben, d.h. alle weiteren Osteroberungen Deutschlands zu unterstüzzen, weil Italien ja erst dann an neue Erwerbungen in Afrika denken könne, wenn die deutsche Hegemonie über Ost- und Mitteleuropa gesichert wäre. Nur weil die Deutschen wissen, dass eine «vorläufige Abfindung» Italiens auf Kosten Frankreichs, die

italienisch-französischen Beziehungen nicht verbessern, sondern verschlechtern wird, nur deshalb sind die Deutschen auch bereit, schon im Frühjahr 1939 an einer italienischen Drohpolitik gegen Frankreich mitzumachen und dabei die Verwirklichung der deutschen Ostpläne erst nach der französischen Kampagne in Angriff zu nehmen. Die Verwirklichung dieser Ostpläne wird aber von den Deutschen immer dann in den Vordergrund gerückt werden, sobald sie damit rechnen müssen, dass eine deutsch-italienische Drohpolitik gegen Frankreich zu einem Krieg mit Frankreich und England führen könnte.

Schlussfolgerung

Das bei aller Rücksichtslosigkeit doch vorsichtige Operieren der Achse zeigt schon jetzt, dass alle gegen Frankreich gerichteten Anschläge durch eine entschlossene und sehr energische Politik Frankreichs (und Englands) pariert werden können. Auch wenn sich England weigern sollte (was wahrscheinlich ist), der Schweiz gegenüber irgendwelche Verpflichtungen einzugehen, so darf sich Frankreich dabei nicht beirren lassen, sondern es muss seine eigene Linie einschlagen und England zwingen, auf diesem Weg mitzumachen. D*[as]* h*[eisst]* jede Bedrohung Frankreichs von der Schweiz aus muss, im geeigneten Moment, mit dem *Angebot eines Militärbündnisses Frankreichs an die Schweiz* beantwortet werden. Denn jede Bedrohung der Schweiz durch die Achse Berlin-Rom bedroht auch *direkt* die westeuropäische und afrikanische Basis Frankreichs und England wird deshalb immer gezwungen sein, sich hinter Frankreich zu stellen, wenn Frankreich erklären würde, eine Eingliederung der Schweiz in die Achse müsse von Frankreich mit militärischen Mitteln abgewehrt werden. Gerade eine solche entschlossene Haltung Frankreichs wird, aller Wahrscheinlichkeit nach, zu *keinem* Krieg führen, denn eine solche entschlossene Haltung Frankreichs (obwohl sie von der Achse nicht für wahrscheinlich gehalten wird) ist ja das *einzige Risiko*, mit welchem die Achse auch heute noch bei ihren gegen die Schweiz gerichteten Plänen rechnet und deshalb beabsichtigt die Achse ja *auch keinen direkten militärischen Angriff* gegen die Schweiz, sondern eine Kombination aus Drohung, Bluff, Verwirrung, wirtschaftlicher Erschütterung, moralischer Zersetzung usw.

II. Die Gegenaktion der Schweiz

Es besteht heute kein Zweifel daran, dass das Schweizer Volk fest entschlossen ist, jeden militärischen Angriff der Achse Berlin-Rom mit Waffengewalt abzulehnen. Dabei besteht in der Masse des Volkes die Überzeugung, dass Frankreich der Schweiz dabei zu Hilfe kommen werde. Aber weder das Schweizer Volk noch seine Regierung, ist schon heute genügend darauf vorbereitet und eingerichtet, wie ein Angriff abgewehrt werden soll und kann, von der Art wie er von der Achse geplant ist.

Selbst wenn im Fall einer zweideutigen und unentschlossenen Haltung Frankreichs, das Schweizer Volk in seinen Sympathien für Westeuropa enttäuscht werden sollte, so kann man aber auch in diesem Fall damit rechnen, dass die Masse des Volkes und die militärisch denkenden bürgerlichen Kreise entschlossen sein werden die politische und wirtschaftliche Unabhängigkeit des

Landes zu verteidigen. Aber bei den überwiegend kapitalistisch denkenden Bürgern wird eine wirtschaftliche Panikstimmung (wie sie von der Achse geplant ist) Unterwerfungsgefühle hervorrufen, in dem bekannten Sinn «das kleinere Übel zu wählen», und «zu retten, was noch zu retten ist».

Es steht nun zu befürchten, dass diese kapitalistischen Angst- und Sicherheitsgefühle bei einer «schlagartig» einsetzenden politischen und wirtschaftlichen Krisis leicht die Oberhand gewinnen können gegenüber einer alle Risiken eingehenden militärischen und politischen Abwehrbereitschaft, die z. B. im hohen Offizierskorps fast durchweg vorhanden ist.

In den letzten Wochen wurde in der Schweiz viel darüber diskutiert, ob die für den Kriegsfall vorgesehene oberste Armeeleitung schon in Friedenszeiten konstituiert und mit den dafür vorgesehenen militärischen Führern besetzt werden soll. Auf Grund der bisherigen Verfassung wird die oberste Armeeleitung erst im Mobilmachungsfall gewählt und besetzt werden. Die neuartige Strategie, wie sie speziell von der Achse praktiziert wird, verlangt aber – nach Ansicht fast aller höhern Schweizer Offiziere – eine Armeeleitung, die schon in Friedenszeiten permanent besetzt ist, damit von dieser Seite aus *schon vor* Kriegsbeginn alle Massnahmen getroffen werden können, wie sie gegenüber der «militärisch-revolutionären» Strategie der Achse besonders notwendig sind. Damit wäre zugleich auch ein politisches Willenszentrum vorhanden, das in die Politik eingreifen, bzw. die Führung der Politik in die Hand nehmen könnte, wenn, bei einer allgemeinen Panikstimmung, das Parlament und die von ihm abhängige Regierung versagen oder ratlos werden sollte.

Nun haben gerade das Parlament und die Regierung diese Vorschläge abgelehnt, wenn sie auch einige Verbesserungen gegenüber den bisherigen Zuständen eingeführt haben. Der Grund liegt darin, dass das Parlament Angst hat, das Offizierskorps könnte eine selbständige Politik treiben, eine Angst, die von rein kapitalistisch denkenden Bürgern, wie auch von der durch antimilitarische Parolen irregeführten sozialistischen Arbeiterschaft genährt wird.

Trotzdem kommt heute alles darauf an, möglichst vorsichtig und unauffällig, die Position des Offizierskorps zu verstärken, da dies *die einzige solide Basis* ist, von der aus die Schweiz ihren politischen Existenzkampf führen kann. Auch kann nur das Militär das Auseinanderfallen der Schweiz in verschiedene nationale Teile verhindern. Und die Deutschen rechnen sehr stark auf ein solches Auseinanderfallen. Die deutsche Propaganda ist bemüht, in der romanischen Schweiz die Vorstellung zu erwecken, dass dieser Teil der Schweiz, auf Grund des «Selbstbestimmungsrechtes», an Frankreich fallen würde, wenn sich die deutsche Schweiz an Deutschland angliedern müsse. Natürlich denken die Deutschen nicht im geringsten daran, solche Versprechungen zu verwirklichen. Sondern der Zweck dieser Propaganda ist der, in der deutschen Schweiz eine anti-französische Stimmung zu erwecken, mit dem Ziel, bei der Gefahr eines Auseinanderfallens der Schweiz, die romanische Schweiz, von der deutschen Schweiz her, erobern zu lassen und die Erweiterung eines solchen Eroberungsdranges nach Frankreich hin.

Alle solchen Tendenzen (kapitalistische Angst, Antimilitarismus der Sozialisten, Gefahr der Teilung der Schweiz, usw.) können nur dadurch überwunden werden, dass in der gegenwärtigen Zeit, die militärische Führung einen immer

stärkeren Einfluss auf die Politik erhält. Dazu gehört aber auch die immer enger zu gestaltende wirtschaftliche Verflechtung (speziell in Hinsicht der Rüstungs- und Kriegswirtschaft) zwischen der Schweiz und Frankreich-England und eine solide Untermauerung des schweizer Kredit- und Bankwesens von Westeuropa her. Denn gerade auf die wirtschaftliche Verwirrung zielt ja der erste Stoss der Achse. Je schwieriger dies der Achse gemacht werden wird, desto besser wird die Schweizer Wirtschaft auch die geplante Panik aushalten können, und desto geringer wird auch die dabei zu erwartende politische Verwirrung sein.

Ferner ist zu beachten und zu unterstützen: die Oppositionsstimmung der katholischen und sonstigen mehr konservativ gesinnten Kantone gegen die defaitistischen Tendenzen der Berner Zentralregierung und gewisser Freimaurerzirkel. Im Schweizer Katholizismus herrscht heute, nach den üblen Erfahrungen mit Österreich, eine sehr starke antifaschistische antinationalsozialistische, und auch eine gegen die Politik des Vatikans gerichtete Stimmung, die im Ausland fast kaum beachtet wird, obwohl sich hier genügend Möglichkeiten bieten, auf den süddeutschen und österreichischen Katholizismus einzuwirken. Je mehr es nun gelingt, diese militärischen, konservativen und katholischen Kreise zu stärken desto eher wird gerade von hier aus die allgemeine Politik der Bundesregierung dirigiert werden können.

36

E 2001 (D) 2/268

Le Chef du Département politique, G. Motta,
à la Direction générale de la Banque nationale

Copie
L C.42.10.F.-SX.
ad Sr/F.

Bern, 4. März 1939

Wir beehren uns, den Empfang Ihres Schreibens vom 2. März[1] betreffend eine neue Anleihe der französischen Republik von insgesamt ca. Fr. 315 000 000.— zu bestätigen und erlauben uns, Ihnen die Stellungnahme unseres Departements bekannt zu geben.

Anlässlich der zu Ende des abgelaufenen Jahres erfolgten Ausgabe der 4%igen unifizierten Anleihe der französischen Republik hatten wir an unsere Zustimmung die Bedingung geknüpft, dass unser Doppelbesteuerungsabkommen mit Frankreich die parlamentarische Genehmigung erhalte und sodann unverzüglich in Kraft gesetzt werde. Diese Bedingung wurde in der Folge er-

1. *Non reproduite. Au sujet de la convention franco-suisse sur la double imposition, cf.* E 2001 (D) 3/209.

füllt. Da das Abkommen schon auf den 31. Dezember 1939 gekündigt werden kann, besteht die Gefahr, dass trotz der eben erst erfolgten Ratifizierung, die französische Regierung die Kündigung ausspricht, wenn an der Aufrechterhaltung des Abkommens in Frankreich keine Interesse besteht. Es ist für unser Land von grossen Wert, dass das Abkommen, das seine Wirkungen eben erst zu äussern beginnt, nicht auf den nächsten Termin ausser Kraft gesetzt werde. Wir machen demnach die Zustimmung unseres Departements, zu der neuen Anleihetransaktion, von der Bedingung abhängig, dass die französische Regierung die Zusicherung gebe, während der Dauer der Anleihe, d.h. während 6 Jahren das Doppelbesteuerungsabkommen nicht zu kündigen.

Im Zusammenhang mit der Ausgabe der 4%igen unifizierten Anleihe hatten wir Sie ferner gebeten, die Unterhändler der Kreditanstalt und des Bankvereins zu veranlassen, der französischen Regierung zur Kenntnis zu bringen, dass der Bundesrat es gerne sehen würde, wenn die seit mehreren Jahren gegen die Basler-Handelsbank und die Schweizerische Diskontbank hängigen fiskalischen Verfahren im Sinne einer raschen, für die Banken günstigen Lösung, endgültig beigelegt werden könnten. Inzwischen wurde bekannt, dass Verhandlungen zur Regelung dieser Angelegenheiten eingeleitet wurden. Wir geben der Erwartung Ausdruck, dass diese Besprechungen zum gewünschten Ziele führen werden. Unter dieser Voraussetzung sehen wir davon ab, die rasche Beilegung dieser Kontroversen zur ausdrücklichen Bedingung für unsere Zustimmung zu machen. Den Unterhändlern der Banken wäre Auftrag zu erteilen, hievon die französische Regierung in Kenntnis zu setzen.

ANNEXE

Notice du Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
sur un entretien avec le Ministre français des Finances, P. Reynaud

Paris, 13 mars 1939

Der Finanzminister hat mich heute zu sich gebeten und mir folgendes mitgeteilt:

Die schweizerischen Bankiers informierten uns darüber, dass der Bundesrat an die Zustimmung zur neuen Anleihenskonversion die Bedingung knüpft, dass die französische Regierung während der neuen Anleihensdauer, sechs Jahre, das Doppelbesteuerungsabkommen nicht kündige. Ich bin etwas erstaunt, sagt Herr Paul Reynaud, dass die Schweiz, die nicht nur kein neues Geld gibt, sondern altes zurückerhält, glaubt eine Bedingung stellen zu können, während Holland, bei dem es sich wirklich um neuen Kapitalexport handelt, nichts verlangt.

Abgesehen davon, ist es der französischen Regierung nicht möglich, die schweizerische Bedingung anzunehmen, weil dies einer Änderung des vom französischen Parlament ratifizierten Abkommens gleichkäme, und zwar in einem sehr wichtigen Punkte, dem der Dauer des Abkommens. Die französische Regierung müsste deshalb ans Parlement gelangen, wo mit Sicherheit eine grosse Diskussion entstünde, namentlich mit Bezug auf die «assistance fiscale», die bekanntlich für alle Kreise des «Front populaire» ein besonders wichtiger Punkt ist. Eine Ablehnung durch das Parlament wäre mit umso grösserer Sicherheit zu erwarten, als die französische Regierung auf dem Gebiete der «assistance fiscale» nicht einmal auf dem limitierten Gebiet des Anhanges zum Doppelbesteuerungsabkommen etwas Positives vorweisen könnte.

Herr Paul Reynaud bittet deshalb den Bundesrat, auf die gestellte Bedingung zu verzichten.

Ich antwortete: Ich bin in keiner Weise autorisiert, in dieser Angelegenheit irgend welche Erklärungen abzugeben und muss mich darauf beschränken, diejenigen des französischen Finanzministers nach Bern weiterzuleiten. Ganz persönlich möchte ich immerhin bemerken:
a. dass die schweizerische Nationalbank die Behauptung, es werde aus der neuen Finanztransaktion ein Kapitalrückfluss nach der Schweiz entstehen, in Zweifel setzt,
b. dass bei der letzen Transaktion, vor einigen Monaten, die Situation umgekehrt war, indem die Schweiz mehr leistete als Holland, so dass heute wirklich nur von einem billigen Ausgleich gesprochen werden könne,
c. dass die bei Anlass der letzten Transaktion von der Schweiz gestellte Bedingung, Ratifikation des Doppelbesteuerungsabkommens, nicht etwa für sie einen neuen und ungewöhnlichen Vorteil bedeutete, sondern eine absolute Selbstverständlichkeit,
d. dass es wohl richtig sei, dass das Doppelbesteuerungsabkommen der Schweiz vielleicht mehr Vorteile bringe als Frankreich, die aber nur eine kleine Kompensation bedeute für andere schweizerisch-französische Verträge, wie dem Handelsvertrag, bei dem die Vorteile ganz überwiegend auf französischer Seite liegen,
e. dass man verstehen müsse, dass man in Bern nach den gemachten Erfahrungen etwas vorsichtig sei und unter keinen Umständen riskieren könne, dass das Doppelbesteuerungsabkommen kurz nach seiner endlichen Inkraftsetzung schon wieder gekündigt werde.

Im Verlaufe des weitern Gesprächs erklärt der Finanzminister, dass, solange er in seiner jetzigen Stelle sei, das Doppelbesteuerungsabkommen nicht gekündigt werde und dass er auch der französischen Regierung vorschlagen könne, der Schweiz die Erklärung abzugeben: «Le Gouvernement français n'a pas l'intention de dénoncer la Convention sur la double-imposition dans le courant de l'année 1939.» Er sei überzeugt, dass, wenn man von der ganzen Angelegenheit möglichst wenig spreche, auch nach 1939 kein Mensch an die Kündigung denken werde. Weitergehende *rechtliche* Verbindungen einzugehen, sei ihm aber absolut unmöglich. Endlich fügte er noch bei: Wenn die ganze Konversionstransaktion an der schweizerischen Bedingung scheitern sollte, so würde dies hier sehr unliebsames Aufsehen erregen und könnte dann gerade, aus der Verärgerung heraus, zu einer Kündigung des Doppelbesteuerungsabkommens auf den nächsten Termin führen.

Ich versprach dem Finanzminister, ihm so rasch als irgend möglich die Antwort meiner Regierung zukommen zu lassen[2].

---

2. *Finalement, l'emprunt sera lancé publiquement en mai 1939.*
Sur la ratification de l'accord sur la double imposition avec la France, cf. les procès-verbaux du Conseil fédéral du 14 février et du 18 avril 1939 (E 1004.1 1/382 *et* 384).

37

E 2001 (D) 2/29

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, à toutes les Légations de Suisse et aux Consulats généraux à Dublin, Shanghai, Montréal et Caracas

Copie
LC TG. Strictement confidentiel. Berne, 7 mars 1939

La presse internationale a voué ces derniers temps son attention aux deux problèmes qui intéressent plus particulièrement notre pays.

1. L'expulsion d'Italie de trois journalistes suisses.

2. La visite que le Prince de Liechtenstein a faite au Chancelier Hitler.

Pour votre propre information, nous tenons à vous fournir sur ces deux questions les précisions suivantes.

1. Affaire des journalistes

Le 25 février dernier, M. Hodel (correspondant de la Neue Zürcher Zeitung), M. Gentizon (correspondant de la Gazette de Lausanne, d'autres journaux suisses encore et du «Temps» de Paris), M. Pedrazzini (correspondant occasionnel de divers journaux tessinois), étaient invités par les Autorités de police romaines à quitter l'Italie dans un délai de sept jours. Les agences télégraphiques saisissaient immédiatement de cette nouvelle la presse du monde entier au détriment d'une réglementation rapide et équitable de l'affaire par notre Légation, qui fut chargée par le Département Politique d'exprimer aux Autorités italiennes nos vifs regrets d'une mesure semblable, de demander au Ministère des Affaires Etrangères des explications sur les motifs qui paraissaient justifier une pareille décision et, enfin, de demander qu'il soit sursi à son exécution [1].

Le Ministère des Affaires Etrangères déclara d'emblée de la manière la plus formelle à notre Légation qu'il ne s'agissait pas d'une mesure dirigée contre la Suisse, son Gouvernement ou sa presse, ni même d'un avertissement aux journaux représentés par nos compatriotes entrant en ligne de compte, mais qu'elle était dictée par des raisons personnelles à l'égard des intéressés. Il expliqua que nos ressortissants étaient victimes d'une dénonciation. Un délateur les accusait de s'être, au cours d'une conversation privée, exprimés d'une manière offensante pour le Chef du Gouvernement, l'armée italienne, le niveau de culture du peuple italien. La Légation fit immédiatement observer qu'une telle dénonciation était mensongère et demanda qu'il fût donné aux trois journalistes la possibilité de le prouver. Le Chef du Département Politique eut un entretien dans le même sens avec le Ministre d'Italie à Berne, qui promit de s'entremettre pour arranger les choses.

Les démarches de notre Légation aboutirent en premier lieu à un renvoi de la date fixée pour l'éloignement de nos compatriotes. Puis, le 4 mars, le Comte Ciano qui, dès son retour de Varsovie, s'était occupé de cette affaire, faisant savoir au Ministre de Suisse à Rome que la mesure prise huit jours auparavant à l'égard de nos journalistes était suspendue. Le Chef du Gouvernement italien n'avait pas pu être amené à prononcer la révocation pure et simple de la mesure en raison de la répercussion qu'avait eue l'incident dans la presse. L'essentiel est que les journalistes puissent rester à Rome. La suspension de la mesure s'identifiera avec une révocation d'ici une quinzaine de jours et nous pouvons admettre que l'affaire est désormais définitivement classée, sauf des circonstances imprévues et malheureuses.

La presse étrangère s'est perdue en conjectures sur le but et la portée de la mesure dont ont été frappés nos compatriotes. Ces commentaires étaient pour la plupart nettement tendancieux. Sans connaître exactement l'origine de la

---

1. *Sur cette affaire, cf.* E 2001 (D)1/15 *et* 100, E 2001 (D) 2/17 *et* E 2200 Rom 23/17.

dénonciation qui a causé ce fâcheux incident, nous pensons que ce serait une erreur de voir dans le renvoi de trois correspondants de journaux suisses à Rome, ainsi que certains journaux l'ont prétendu, une manœuvre de l'axe Rome-Berlin. Vous savez que la nouvelle lancée il y a quelque temps par l'agence Reuter au sujet d'une démarche que les Ministres d'Italie et d'Allemagne auraient entreprise auprès du Chef du Département au sujet de l'attitude de la presse suisse a été démentie. Il s'agissait d'une pure invention sortie du cerveau d'un journaliste suisse de quatrième ordre. D'autre part, l'affaire qui nous occupe n'est pas liée non plus, ainsi qu'on pouvait le lire dans certains journaux, à l'attitude du Gouvernement fédéral ou de la presse suisse vis-à-vis de l'article du «Giornale d'Italia» (Svizzera 1939) qui contenait sur notre Gouvernement et sur notre pays des appréciations que le Conseil fédéral lui-même a taxées de méséantes[2]. Le renvoi de nos compatriotes n'a constitué qu'un incident isolé.

2. Liechtenstein

Le Prince de Liechtenstein arrivait à Berlin le 2 mars au matin. Les détails de cette visite avaient été arrangés directement entre le Chef du protocole de la Maison princière et le Ministère des Affaires Etrangères du Reich. Contrairement à notre attente, le Ministre de Suisse à Berlin ne fut pas invité à prendre part à ces manifestations. En revanche, le Prince fit une visite à notre Légation le lendemain de son entretien avec M. Hitler et il convia notre Ministre et son premier collaborateur à un déjeuner au cours duquel il informa notre représentant à Berlin qu'il n'avait pas été reçu seulement par le Chancelier, mais qu'il avait également rendu visite au Maréchal Goering et au Ministre Frick. Les visiteurs avaient emporté de leurs conversations l'impression que l'Allemagne n'avait aucune intention d'entreprendre quoi que ce soit à l'égard de la Principauté. Aucune pression n'aurait été exercée sur le Gouvernement Liechtensteinois en vue d'obtenir qu'il tolère une propagande nationale-socialiste sur son territoire. A titre confidentiel et pour votre information seulement, nous aimerions relever que nous attachons, pour notre part, une certaine importance à la situation au Liechtenstein et que nous la suivons très attentivement.

Le problème du Liechtenstein comporte deux aspects qu'il est essentiel de ne pas perdre de vue. D'une part, le Prince et indirectement son Gouvernement ont un intérêt bien compréhensible d'entretenir avec le Gouvernement du Reich des relations aussi amicales que possible. En effet, la Maison princière possède dans le pays des Sudètes et en Allemagne des propriétés considérables. C'est la raison pour laquelle sans doute le Gouvernement a montré une tendance à ignorer une certaine propagande nationale-socialiste déployée par les agents de sa voisine sur son territoire au cours de ces derniers mois. Nous avons cru devoir attirer l'attention du Chef du Gouvernement sur cette question, ainsi

---

2. *Lors de sa séance du 21 février 1939, le Conseil fédéral a pris position par un communiqué de presse dans lequel il regrette cet article* wegen seines ungenauen und unanständigen Charakters. (*Cf.* E 1004.1 1/382, N° 358).

que sur les naturalisations plutôt fréquentes dans la Principauté de réfugiés juifs appelés à verser des honoraires considérables[3].

Nous savons, d'autre part, que la population qui n'a pas entièrement les mêmes intérêts que la Maison princière et le Gouvernement d'afficher des sympathies spéciales à l'égard de l'Allemagne est, dans sa grande majorité, désireuse de maintenir les relations contractuelles qui la lient à la Confédération. Des élections auront lieu dans une semaine environ pour le renouvellement du «Landtag» et du Gouvernement. Il n'est guère possible de prévoir quelle sera l'issue de ces votations car, si les intérêts du Gouvernement sont liés au sort du Prince, on ne peut pas ignorer entièrement que ceux du peuple le sont également dans une certaine mesure[4].

3. *Cf. annexe au N° 16.*

4. *Sur la tentative de prise de pouvoir national-socialiste au Liechtenstein le matin du 24 mars 1939, cf.* E 2001 (E) 1969/262/12.

38

E 6100 (A) 18/1299

Le Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie[1]
au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter

L He/J
Betrifft Bundesbeschluss über
die Erhöhung der Kreditgrenze
der staatlichen Risikogarantie
vom 31. März 1938

Zürich, 8. März 1939

Wir erlauben uns Ihnen einen Durchschlag unserer heutigen Eingabe an das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement zu übersenden. Wir wären Ihnen sehr dankbar, wenn auch Sie den Antrag auf Erhöhung der Kreditgrenze von 50 auf 75 Millionen Franken vertreten könnten.

1. *La lettre est signée par le directeur, H. Homberger, et le secrétaire, H. Herold.*

ANNEXE I

Le Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

Copie
L He/J
Betrifft Bundesbeschluss über die Erhöhung der Kreditgrenze der staatlichen Risikogarantie vom 31. März 1938

Zürich, 7. März 1939

Mit dem Bundesbeschluss über die Erhöhung der Kreditgrenze der staatlichen Risikogarantie vom 31. März 1938 ist[2] der Bundesrat ermächtigt worden, Exportrisikogarantien zu gewähren, die unter Einrechnung der bereits auf Grund der Bundesbeschlüsse vom 28. März 1934[3] und 8. Oktober 1936[4] gewährten Garantien in keinem Zeitpunkt 50 Millionen übersteigen sollen. Seit Inkrafttreten der staatlichen Risikogarantie, d.h. vom 28. März 1934 bis zum 28. Februar 1939 wurden

545	Gesuche bewilligt, mit einer totalen Auftragssumme von	ca. 166 Mill. Fr.
	Davon konnten	
432	Aufträge mit einem totalen Lieferungsbetrag von abgeschlossen werden, während	ca. 107 Mill. Fr.
74	Gesuche mit einem Offertbetrag von hinfällig wurden, da keine Geschäftsabschlüsse zustandekamen.	ca. 39 Mill. Fr.
	Für die restlichen	
39	Gesuche mit einem Offertbetrag von stehen die schweizerischen Exporteure noch in Unterhandlungen mit ihren Kunden.	ca. 20 Mill. Fr.

Von den 432 zustandegekommenen Geschäften mit der erwähnten Auftragssumme von ca. 107 Mill. Franken konnten 211 Geschäfte mit einer Auftragssumme von ca. 42,5 Mill. Franken bereits verlustlos abgewickelt werden. Eingerechnet die 50 Mill. Franken, wofür Garantien heute noch laufen, darf also gesagt werden, dass die staatliche Risikogarantie Exporte im Umfange von 92,5 Mill. Franken ermöglichte. Die eingetretenen Verluste haben laut der Bundesrätlichen Botschaft vom 8. Februar[5] betreffend den Erlass eines Bundesgesetzes über die Exportrisikogarantie bis jetzt den Bund 9147 Franken gekostet, wobei allerdings einige Geschäfte nicht eingerechnet sind, bei denen nicht sicher ist, ob sie wirklich verlustlos abgewickelt werden können. Aus diesen Zahlen geht eindeutig der grosse Wert dieser Institution für die schweizerische Exportindustrie von Produktionsgütern hervor, mit welcher die Hereinnahme einer grossen Auftragssumme mit sehr geringen Bundesmitteln möglich war. Hätten die schweizerischen Exporteure das volle politische Risiko der übernommenen Aufträge allein tragen müssen, so wäre ein grosser Teil dieser Aufträge überhaupt nicht zustandegekommen und unserer Volkswirtschaft verloren gegangen. Seit Ende 1937 haben die politischen Risiken erheblich zugenommen, und es besteht vorläufig wenig Aussicht auf eine Verminderung derselben. Die Zahl der im Jahre 1938 eingegangenen Gesuche ist daher im Vergleich zum Vorjahr stark gestiegen. In neuester Zeit sah sich die Kommission bei-

2. *Cf. FF, 1938, I, pp. 45 ss.*
3. *Cf. FF, 1933, II, pp. 889 ss.*
4. *Cf. FF, 1936, II, pp. 405 ss.*
5. *Cf. FF, 1939, I, pp. 185 ss.*

spielsweise auch veranlasst, Risiken zu garantieren, die mit der Entwicklung des Pfundkurses zusammenhängen, was sofort zu einer vermehrten Inanspruchnahme des Kredites führte. Verschiedene langfristige, grosse Exportgeschäfte benötigen mehrere Jahre, bis alle Teilzahlungen eingegangen sind, sodass die frei werdenden Beträge heute noch lange nicht genügen, um die neuen Garantiebedürfnisse zu decken. Gegenwärtig ist der vorhandenen Kredit von 50 Mill. Franken vollständig gebunden. Neue Gesuche können nur noch im Rahmen derjenigen Summen berücksichtigt werden, die in nächster Zeit verfügbar werden. Die Beanspruchung der Risikogarantie am 28. Februar 1939 war folgende:

abgeschlossene, jedoch noch nicht abgewickelte Geschäfte beanspruchen eine Garantiesumme von	ca. 30,711 Mill. Fr.
für pendente Geschäfte, die noch nicht abgeschlossen werden konnten, wurde eine Garantiesumme von in Aussicht gestellt	ca. 10,775 Mill. Fr.
Total	ca. 41,486 Mill. Fr.

Zu dieser Garantiesumme sind noch 9,961 Mill. Fr. hinzuzurechnen, deren Bewilligung die Kommission für staatliche Exportrisikogarantie in ihren Sitzungen vom 26. Januar und 3. März 1939 für 46 Gesuche beantragt hat. Zur Zeit wäre somit eine Garantiesumme von rund *51,447 Mill. Franken* gebunden. Wir legen eine Tabelle bei, woraus der Stand der staatlichen Exportrisikogarantie am 28. Februar 1939 mit besonderer Anführung der einzelnen Gruppen von Geschäften ersichtlich ist. Inzwischen sind bei der Geschäftsstelle für Exportrisikogarantien weitere Gesuche eingegangen, worunter ein solches für ein aussichtsreiches Exportgeschäft nach Brasilien im Betrag von 4,8 Millionen Franken und ein Gesuch für die Lieferung von 6 dieselelektrischen Triebwagenzügen nach Iran im Betrag von 8 Mill. Franken. Auch Spanien meldet sich wieder als Besteller und nach Japan stehen grosse Werkzeugmaschinenlieferungen zur Diskussion. Wir wissen, dass der Bundesrat der Bundesversammlung ein Gesetz für die Exportrisikogarantie bereits vorgelegt hat, das bekanntlich von der Ständerätlichen Kommission schon behandelt wurde. Nachdem in sehr erfreulicher Weise die vorbereitenden Instanzen alles getan haben, um möglichst bald den Gesetzesentwurf den Räten vorzulegen, wofür wir ihnen sehr dankbar sind, wird es jedoch im besten Fall, unter Einrechnung der Referendumsfrist, Sommer werden, bis das Gesetz in Kraft treten kann. Wir ersuchen Sie daher, sehr geehrter Herr Bundesrat, durch das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit eine Vorlage für einen einfachen Bundesbeschluss ausarbeiten zu lassen, worin der Bewilligungskredit von bisher *50 auf 75 Mill. Franken* erhöht wird.

Mit Inkrafttreten des Bundesgesetzes würde dessen ziffermässige Begrenzung im Sinne von Ziffer 6 der Botschaft dahinfallen.

ANNEXE II

STAATLICHE EXPORTRISIKOGARANTIE. STAND 28. FEBRUAR 1939.

	An-zahl	Für die Berechnung der Garantiesumme massgebender Betrag Fr.	Maximale Garantieleistung des Bundes Fr.	Fr.	Voraussichtliche Lohnsumme Fr.
A. Bewilligte Gesuche für abgeschlossene Exportgeschäfte und	427	98 325 640.25	50 018 323.25		30 123 267.—
bleibende Belastung durch Verlustgeschäfte und Zinsen	5	34 539.35	9 147.—		11 190.—
B. Entlastung durch verlustlos abgewickelte Geschäfte und eingegangene Zahlungen	210	41 292 448.85	19 316 291.45		14 399 365.—
A.-B. Am 28. Februar 1939 noch laufende Geschäfte	222	57 067 730.75	30 711 178.80	30 711 178.80	15 735 092.—
C. Bewilligte Gesuche für pendente Offerten	113	56 247 103.70	29 384 809.85		16 352 415.—
D. Entlastung durch hinfällige Offerten	74	38 679 537.—	18 609 678.70		12 035 065.—
C.-D. Am 28. Februar 1939 noch pendente Offerten	36	17 567 566.70	10 775 131.15	10 775 131.15	4 317 350.—
Am 28. Februar 1939 total beanspruchte Garantiesumme				41 486 309.95	
Unerledigte Gesuche, für welche die Kommission die Bewilligung von Garantien beantragt hat	46	16 646 335.85		9 961 029.40	4 293 300.—
				51 447 339.35	

39

E 2001 (D) 2/138

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna

L II 7/220 – I/AZ Berlin, 11. März 1939

Unter Bezugnahme auf meine Zuschrift vom 10. dieses Monats[1], mit der ich Ihnen eine offiziöse Äusserung durch die «Deutsche diplomatisch-politische Korrespondenz» zu den angeblichen deutschen Durchmarschplänen durch die Schweiz und Holland übermittelte, möchte ich beifügen, dass ich gestern in einer Abendgesellschaft Gelegenheit hatte, auch mit Herrn Unterstaatssekretär Woermann über diese Frage zu sprechen.

Ich habe bisher stets vermieden, mich in dieser Sache offiziell mit dem Auswärtigen Amt zu unterhalten, um den Schein zu vermeiden, dass wir solchen Gerüchten irgendeine Bedeutung beimessen würden und beunruhigt seien. Ich habe daher auch nicht irgendetwas unternommen, um die deutsche Regierung zu veranlassen, ein Dementi zu erteilen, und hoffe, dass Sie mit dieser Haltung einverstanden sind.

Herr Woermann sagte mir nun in rein privater Unterhaltung, dass diese Gerüchte nur den Beweis dafür lieferten, dass gewisse Kreise im Ausland ein Interesse daran hätten, Deutschland zu verdächtigen und die Beziehungen zwischen Deutschland einerseits und Holland und der Schweiz anderseits zu stören. Herr Woermann meinte, dass es interessant wäre, diesen Quellen einmal nachzuspüren und die Zusammenhänge klarzulegen.

Das Deutsche Nachrichtenbureau hat verschiedentlich auf die Zurückweisungen hingewiesen, die in den Schweizerzeitungen zum Ausdruck kamen. Selbst die Basler «National-Zeitung» wurde mit Genugtuung in diesem Zusammenhang erwähnt. Die bürgerliche Schweizerpresse hat mit ihrer spontanen Stellungnahme hier zweifellos guten Eindruck gemacht.

In der französischen Presse ist behauptet worden, Herr von Weizsäcker habe dem französischen Botschafter gegenüber die in Frage stehenden Gerüchte dementiert. Wie ich nun von der französischen Botschaft erfahre, sind diese Nachrichten über ein Dementi frei erfunden. Der französische Botschafter habe seit 14 Tagen Herrn von Weizsäcker überhaupt nicht gesehen. Auch die französische Botschaft hat sich offenbar nicht veranlasst gesehen, die deutsche Regierung zu einer Erklärung über unsinnige Gerüchte zu veranlassen.

---

1. *Non reproduit.*

40

E 1004.1 1/383

CONSEIL FÉDÉRAL
Décision présidentielle du 15 mars 1939

558. Wiedereinführung des Visums auf dem tschechoslowakischen Pass

Justiz- und Polizeidepartement. Antrag vom 15. März 1939

Nach den heute Vormittag eingegangenen Meldungen haben deutsche Truppen die Tschechoslowakei besetzt und ist das tschechische Volk unter den Schutz des deutschen Reiches genommen worden. Da zu befürchten ist, dass die von der tschechoslowakischen Regierung oder von ihren Konsulaten im Ausland ausgegebenen Pässe ihre Gültigkeit verlieren werden und Inhaber solcher nicht nach der Tschechoslowakei zurückkehren können, sowie dass Flüchtlinge unkontrolliert schweizerisches Gebiet betreten wollen, wird die Wiedereinführung des Visums auf dem tschechoslowakischen Pass als notwendig erachtet.

Gestützt auf Art. 25, Abs. 1, litt. a, des Bundesgesetzes über den Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer vom 26. März 1931 [1] wird antragsgemäss

beschlossen:

Das Visum auf dem tschechoslowakischen Pass wird wieder eingeführt. Dieser Beschluss tritt sofort in Kraft [2].

---

1. *FF, 1931, I, pp. 425 ss.*
2. *Cf.* E 2001 (D) 3/271 *et* 281.
Le 18 mars, le Président de la Confédération, Ph. Etter, prononce une allocution au sujet de ces événements politiques. Ce texte est diffusé par les trois émetteurs nationaux, puis publié par la presse; cf. E 2001 (D) 3/511.

41

E 2001 (D) 3/281

Le Chef de la Division de Police du Département
de Justice et Police, H. Rothmund,
au Ministre de Suisse à Prague, K. Bruggmann

Copie
L

Bern, 15. März 1939

Sie haben mich heute vor 12 Uhr angerufen, nachdem Sie durch Herrn Dr. Feldscher erfahren hatten, dass wir das Visum auf dem tschechoslowaki-

schen Pass einführen würden[1] und den Konsulaten und Gesandtschaften keine Zuständigkeit zur Erteilung von Einreisevisa ohne vorherige Befragung der eidgenössischen Fremdenpolizei erteilen könnten. Sie insistierten sehr ernstlich, diese Zuständigkeit trotzdem zu erhalten und erklärten, Sie würden die volle Verantwortung für zu erteilende Visa übernehmen; es könnten übrigens höchstens etwa zehn Fälle in Frage kommen von Leuten, die Ihnen persönlich bekannt seien. Ich erklärte Ihnen, unsere Instruktionen müssten so lauten, dass Sie vorläufig keinerlei Kompetenz erhalten würden. Auf Ihr Insistieren gab ich in dem Sinne nach, dass ich Ihnen sagte, wenn Sie trotzdem in einzelnen Fällen, für die Sie persönlich die Verantwortung übernehmen könnten, ein Visum zur Durchreise erteilen würden, so würden wir das nicht als ein Handeln gegen die Instruktionen betrachten unter folgenden Voraussetzungen: Die Weiterreise muss durch vorhandene Visa, über deren Gültigkeit Sie sich beim betreffenden ausländischen Kollegen vorher noch erkundigen würden, gesichert sein. Das schweizerische Transitvisum dürfte zu einem Aufenthalt in der Schweiz von höchstens 48 Stunden berechtigen. Sie müssten in jedem Fall dem Chef der eidgenössischen Fremdenpolizei nach Erteilung des Visums schriftlich die Gründe und die Verumständung genau bekanntgeben. Sie erklärten sich mit diesem Vorgehen einverstanden.

Zu Ihrer Orientierung über unsere Lage in der Flüchtlingsfrage lege ich ein Exemplar der Antwort von Herrn Bundespräsident Baumann[2] auf die Interpellationen Trümpy und Müller von 6. Dezember 1938 im Nationalrat bei[3]. Seither hat sich die Situation noch wesentlich verschlimmert. Wir zählen ungefähr 18 000 schweizerische Juden in der Schweiz, von denen nur ein kleiner Teil dem schweizerischen israelitischen Gemeindebund angehört. Da die Zahl der mittellosen Emigranten, die sich bei uns aufhalten, auf 3000 gestiegen ist, muss die schweizerische Judenschaft Monat für Monat je über 300 000 Franken nur für deren Unterhalt in der Schweiz bezahlen. Die Weiterreise ist sozusagen überall gesperrt. Wir sind in allergrösster Sorge. Ich hatte den Eindruck am Telephon, als ob Sie glaubten, es gehe uns das menschliche Empfinden ab. Wenn Hunderttausende noch jenseits der Grenze stehen, die auf uns drücken, so können wohl solche Überlegungen nicht durchschlagend sein, angesichts des sehr grossen Interesses, das unser Land hat, von inneren Unruhen – Antisemitismus – und äusseren Konflikten verschont zu bleiben. Sie wissen ja, was für Bewegungen aus dem Antisemitismus andernorts entstanden sind. Sie haben mir gesagt, wir könnten ja den Einzelfall nicht so gut prüfen wie Sie. Darauf entgegnete ich Ihnen schon am Telephon, dass Sie nicht in der Lage seien, unsere Verhältnisse zu überblicken. Ich glaubte deshalb, es wäre für Sie eine Entlastung, wenn Sie die Verantwortung für Verweigerungen von Visa auf uns abladen könnten.

Ich habe nicht Zeit, Ihnen länger zu schreiben. Es bleibt bei dem am Telephon Abgemachten. Ich bitte Sie aber dringend, äusserste Vorsicht walten zu

---

1. *Cf. N° 40.*
2. *Baumann avait été Président de la Confédération en 1938.*
3. *Cf.* E 4260 (C) 1969/183/3.

lassen und keinem Ihrer Mitarbeiter über unser heutiges Kreisschreiben[4] hinausgehende Kompetenz zu erteilen. Im übrigen wird es ja wohl nicht sehr lange gehen, bis die Verhältnisse in der Tschechoslovakei geklärt sein werden, sodass wir für Nichtemigranten die Kompetenz der Visumserteilung den Konsulaten übertragen können.

4. *Non reproduit.*

42

E 2300 Berlin/40

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta

RP P.B. Nr. 8 - F/AZ. Vertraulich. Berlin, 15. März 1939

Als ich gestern nachmittags von Mannheim wieder in Berlin eintraf, teilte mir Dr. Kappeler mit, dass er am Tage zuvor den Besuch des Hochkommissars von Danzig hatte. Professor Burckhardt habe vom Auswärtigen Amt erfahren, dass man die Lage in der Tschechoslowakei für sehr ernst ansehe, so dass er annehme, der Einmarsch sei beabsichtigt. Polen hätte Zusicherungen erhalten, dass die Lösung nicht in einer Art und Weise erfolge, die den polnischen Interessen widerspreche. Bezüglich Danzig und Memel seien keine Änderungen beabsichtigt, aber man könne nicht wissen, ob die Ereignisse nicht auch in jenen Gebieten Rückwirkungen haben werden.

Im Laufe des gestrigen Nachmittags hörte ich dann von Kollegen, das der tschechoslowakische Staatspräsident am Abend bei Hitler eintreffen werde. Ich habe Sie telephonisch hiervon verständigt. Man schloss daraus, dass die Tschechen bereit sind, die Forderungen Deutschlands anzunehmen, und glaubte allerdings irrtümlich, dass dies den Einmarsch unnötig machen werde. Es wurde auch bekannt, dass die Ungarn die Ermächtigung erhalten haben, in die Karpatho-Ukraine einzumarschieren und damit die gemeinsame Grenze mit Polen zu verwirklichen. Man sagte auch, dass am Abend zuvor die tschechische Regierung ihre Einwilligung geben musste, die Slowakei als unabhängigen Staat anzuerkennen. Bezüglich der Forderungen, die hinsichtlich der Tschechoslowakei gestellt wurden, erging man sich in Mutmassungen. Man erfuhr auch, dass Göring seinen Ferienaufenthalt in Italien unterbrochen habe und am Abend in Berlin eintreffen werde.

An einem Diner auf der Schwedischen Gesandtschaft, wo auch der tschechische Gesandte und Staatsminister Meissner hätte erscheinen sollen, aber im letzten Moment absagten, hörte man dann, dass die deutschen Truppen bereits die tschechische Grenze überschritten hätten. Widerstand sei bisher nicht erfolgt. Die Tschechoslowakei würde als selbständiger Staat aufhören, entwaff-

net und den Tschechen würde nur noch gestattet ihre völkische Eigenart zu pflegen. Herr von Neurath, der ebenfalls anwesend war, betonte, dass die Ereignisse Deutschland vollständig überrascht hätten. Man wird diesbezüglich skeptisch sein. Richtig ist, dass man sich deutscherseits offiziell den Anschein gab, dass sich im März nicht das Geringste ereignen werde. Alle meine Kollegen und auch ich haben daher diese Entwicklung nicht kommen sehen. Rückblickend wird man sich aber daran erinnern, dass Deutschland mir der Haltung der Tschechoslowakei nicht befriedigt war (vgl. meinen Bericht von 10. Februar [1]) und dass der Besuch des tschechoslowakischen Aussenministers anfangs Februar in Berlin dazu benutzt wurde, um ihn vor den Folgen zu warnen. In den diplomatischen Kreisen nahm man aber an, dass die tschechoslowakische Regierung bereit sei, den berechtigten Wünschen Deutschlands Rechnung zu tragen und dass daraus keine Weiterungen entstehen würden. Ich legte daher auch gewisse Meldungen aus privater Quelle, die ich vor circa vier Wochen erhielt, dass Mitte März die Aufteilung der Tschechoslowakei vor sich gehen werde, keine Bedeutung bei, ebenso einer gleichlautenden Information, die mir vor acht Tagen zuging. Diese Informationen lassen immerhin darauf schliessen, dass die Entwicklung für Deutschland nicht überraschend kam und dass man geschickt Fehler der tschechischen Staatsführung ausnutzte, um die extremen Pläne zu verwirklichen, die im Herbst in Anbetracht des Widerstandes der Westmächte nicht durchgesetzt werden konnten [2].

1. *Non reproduit.*
2. *Motta a souligné ou marqué en marge de nombreux passages de cette lettre.*

43

E 5155 1968/12/11

Le Chef du Service technique militaire du Département militaire, R. Fierz, au Département militaire

Copie
L St

Bern, 15. März 1939

Mit Schreiben vom 13. Oktober 1938 [1] seitens des Vertreters von Vickers Armstrong erhielten wir einen Vorschlag für eine Lizenzerteilung betreffend das Flugzeug «Spitfire».

Es handelt sich um das neueste Jagdflugzeug, das für die englische Armee gegenwärtig in Serie gebaut wird und dessen Leistungen ungefähr die gleichen

1. *Cf.* E 5155 1968/12/4.

sein dürften wie die Jagdflugzeuge «Messerschmitt» mit DB-Motor, die wir in Deutschland bestellt haben.

Im Spätsommer hat bekanntlich eine Reise nach England stattgefunden mit Vertretern der Abteilung für Flugwesen und Fliegerabwehr und der K.T.A., wobei die dabei befindlichen Piloten das Flugzeug Spitfire fliegen konnten und sehr befriedigt waren. Der Vollständigkeit halber sei doch noch erwähnt, dass die Maschine, besonders wenn man den Lizenzbau ins Auge fasst, zwei wesentliche Nachteile hat:

a) Man kann heute nur den englischen Rolls-Royce-Motor verwenden und wäre demzufolge gezwungen, diese Motorfabrikation in der Schweiz ebenfalls aufzunehmen. Der Hispano-Motor lässt sich auf Spitfire nicht einbauen.

b) Die ganze Konstruktion rechnet naturgemäss nicht mit Millimetern, sondern mit engl. Zoll und um eine Fabrikation in der Schweiz aufzunehmen, muss alles vom Zoll auf die Millimeter übersetzt werden, eine Angelegenheit, die nicht so leicht ist wie man gelegentlich vermutet und die sehr viel Zeit in Anspruch nimmt.

Der erwähnte Lizenzvorschlag ging ein in einem Zeitpunkt, als die Lieferungsverträge mit Messerschmitt schon nahezu perfekt waren. Kurz nachher fuhr die Delegation nach Amerika und von unserer Seite ist darum hinsichtlich der Spitfire-Lizenz nichts geschehen.

Wir erhalten nun, datiert vom 27. Februar[2], ein Schreiben von Vickers-Armstrong, worin man uns anfragt, ob wir nunmehr weitere Informationen benötigen, mit andern Worten, wir sollen dazu Stellung nehmen, ob wir uns für die Lizenz interessieren oder nicht.

Dieser zuletzt erwähnte Brief hängt zusammen mit den Bestrebungen des Herrn G.[3], Aufträge für die zu gründende Pilatus A.G. zu erhalten. Er behauptet, dass er von der englischen Regierung einen Auftrag für 200 Spitfire erhalte, sobald die Pilatus nachgewiesen habe, dass sie in der Lage sei, Spitfire zu bauen.

Er, G., sei der einzige, der infolge seiner guten Beziehungen zum englischen Luftministerium eine Lizenz für die Fabrikation erhalten könne. Wir, resp. der Unterzeichnete persönlich solle nun der Pilatus behilflich sein, eine Anzahl Spitfire zu bauen, damit dann nachher die grosse Bestellung komme. Die Sache sei aber ausserordentlich delikat, es dürfe gar niemand etwas von der Sache wissen, weder hier in der Schweiz noch in England, und ganz besonders Vickers dürfe es nicht wissen.

Die Herstellung einer ersten kleinen Serie von Spitfire (womit der Nachweis erbracht werden soll, dass man die Maschinen in der Schweiz fabrizieren könne) werde keine Schwierigkeiten machen, indem man einfach von Vickers die fertigen Bestandteile beziehe und sie denn zusammensetze. Dieses Verfahren wäre gelinde gesagt eine Vorspiegelung falscher Tatsachen, denn damit, dass man fertige Teile aus dem Ausland kommen lässt, hat man nicht den Beweis erbracht, dass man in der Lage sei, die Sachen auch zu fabrizieren, wobei es ganz besonders darauf ankommt, vorzudemonstrieren, wie rasch man

2. *Non retrouvé.*
3. *Gazda.*

in der Lage sei, Lieferungen auszuführen. Die Absicht ist wohl die, auf Grund dieses sozusagen Befähigungsnachweises eine Bestellung zu erhalten, ohne sich darum zu bekümmern, dass nachher mindestens ein Jahr verstreichen dürfte, bis man nur die Fabrikationseinrichtungen für eine Seriefabrikation in der Schweiz geschaffen hätte.

Es ist einleuchtend, dass der Unterzeichnete es ablehnen musste, seine Person in dieser Weise einzusetzen, ganz abgesehen davon, dass er den Standpunkt vertrat, er sei gar nicht dazu kompetent. Letzteres ist ganz selbstverständlich, denn was Herr G. wollte, war nichts anderes, als dass die K.T.A. der Pilatus A.G. eine Bestellung der Spitfire übertrage, dass aber niemand offiziell wissen dürfe, dass dieser Auftrag gar nicht für die Schweiz bestimmt sei.

Herr G. hat in seinem Aktendossier ein Schreiben vom Luftministerium in London, worin deutlich zum Ausdruck gebracht ist, dass das Luftministerium nichts dagegen hätte, wenn für Bedürfnisse der schweizerischen Regierung eine Lizenz abgegeben würde, dass aber er, (G.) sich auch diesbezüglich mit der Fabrikationsfirma, d.h. mit Vickers verständigen musste und hier liegt nun für ihn der schwierige Punkt. Er hat bei Vickers sondiert und dabei festgestellt, dass diese Firma es ablehnt, mit Drittpersonen zu verhandeln, wenn Geschäfte in Frage kommen, die die Schweizer Regierung betreffen und den Standpunkt vertritt, die Firma habe selbst bereits der K.T.A. Vorschläge für eine Lizenz unterbreitet und sie beharre darauf, direkt mit der K.T.A. zu verhandeln. Sie weiss auch, dass wir es unsererseits nicht lieben, Geschäfte, die für die Schweizer Regierung bestimmt sind, mit Agenten zu behandeln.

Der Unterzeichnete hatte seinerzeit dem G. gesagt, wir hätten einen Lizenzvorschlag von Vickers, worauf er behauptete, das sei gar nicht möglich, sich dann aber nachher in London davon überzeugen musste, dass dies tatsächlich der Fall sei, und er verlangte nun von uns, wir sollen Vickers mitteilen, dass wir nicht auf diese Lizenz reflektieren, die Firma gleichzeitig aber veranlassen, dass die Pilatus A.G. die Lizenz erhalte, wobei es deutlich zum Ausdruck kam, dass die Fiktion aufrecht erhalten werden sollte, diese Lizenz solle für die Zwecke der schweizerischen Regierung angewendet werden. Wenn dann nachher die Lieferungen effektiv für die englische Regierung bestimmt seien, so stellt sich Herr Gazda wahrscheinlich vor, dass Vickers vor einem fait accompli stehen würde und das übrige werde dann das Luftministerium schon besorgen.

Ganz abgesehen davon, dass es sehr unklug wäre, sich in ein solches Gespinst von Fiktionen und – man darf eigentlich sagen – Lügen zu engagieren, so kommt noch ein anderes Moment hinzu. Alle unsere Lieferanten wissen seit lange, und wir haben dem auch schon zum Beispiel in Kommissionssitzungen öfters Ausdruck gegeben, dass wir, sofern es sich um Lizenzfabrikation handelt, einen speziellen Wert darauf legen, dass die betreffenden Lizenzverträge von uns abgeschlossen werden. Es handelt sich dabei aber naturgemäss stets nur um Lizenzen für die Schweiz und nicht um exklusive, die auch gültig wären für andere Länder. Wir glauben nun, dass es einen sehr sonderbaren Eindruck machen würde, wenn wir nun plötzlich ein ganz anderes Verfahren einschlagen würden und glauben annehmen zu dürfen, dass man vermuten würde, es werde da irgend etwas unreelles gemacht.

Wir haben dem G. gesagt, wir hätten gar keine Veranlassung, heute Vickers

inbezug auf die Lizenz zu schreiben. Wenn uns Vickers anfrage, ob wir nun definitiv eine solche Lizenz abschliessen wollen, so könnten wir nur antworten, wir für unsere eigenen Bedürfnisse hätten momentan nicht die Absicht; anderseite hätten wir aber gar nichts einzuwenden, wenn Vickers an die Pilatus A.G. die Lizenz für Lieferungen an Dritte abgebe in der Meinung, dass, sofern wir späterhin uns doch für Spitfire interessieren würden, wir dann direkt mit Vickers in Beziehung treten. Von einer solchen Behandlung wollte aber G. unter keinen Umständen etwas wissen, damit sei ihm in keiner Weise geholfen, was wir begreifen, da damit seine ganze Konstruktion unhaltbar würde. Er machte uns darauf einen andern Vorschlag: wir sollten die Lizenz übernehmen und sie dann der Pilatus übertragen, was wir naturgemäss auch nicht können, da wir ja Lizenzen nur für eigene Bedürfnisse kaufen und, wenn etwas anderes beabsichtigt wäre, notwendigerweise die Lizenzgeberin begrüsst werden müsste, was wiederum nicht in die Kombination des G. passt.

Wir ergänzen noch, dass der Unterzeichnete vor einigen Wochen mit Herrn Minister Dr. H. Sulzer eine Aussprache hatte, der uns die positive Frage stellte, ob die K.T.A. in der Lage sei, bei der Pilatus A.G. eine Anzahl Spitfire zu bestellen. Wir haben dies verneint schon deswegen, weil wir uns dann in dieser ganzen «unklaren» Situation hätten engagieren müssen. Auf welcher Rechtslage hätte die Pilatus fabrizieren wollen, doch nur auf Grund einer Lizenz, die Vickers nicht geben will, wenn es sich um Material für uns handelt, oder auf Grund einer Lizenz von Vickers, die wir übernehmen, wobei wir dann das Recht gehabt hätten, einen Dritten mit der Ausführung zu betreuen, aber nur für unsere Bedürfnisse. Damit wäre wiederum nicht die Basis für Lieferungen, die die Pilatus nach dem Ausland machen will, geschaffen.

Wir haben den Herrn Chef des eidg. Militärdepartementes mündlich über die obigen Verhältnisse orientiert und auch mitgeteilt, dass wir eine entsprechende diesbezügliche Anfrage von Vickers, wie wir uns zu der Lizenz stellen, vermutlich erhalten werden. Dieses Schreiben von Vickers ging nun ein und wir legen es in Abschrift und Übersetzung bei. Man sieht, dass es sehr vorsichtig abgefasst ist.

Im weitern wurde auch Herr Bundesrat Obrecht, der verschiedentlich mit G. Besprechungen hatte, von Unterzeichneten orientiert und desgleichen der Herr Departementssekretär und sein Stellvertreter.

Der Herr Departementssekretär hat den Unterzeichneten beauftragt, sofern eine solche Anfrage eingehe, dass dem Departement ein eingehender Bericht erstattet werde, damit dazu Stellung genommen werden könne.

Diesen erwähnten Bericht haben wir mit obigem nunmehr gegeben und möchten, was eine Antwort an Vickers anbelangt, folgendes ausführen:

Momentan hat die Flugwaffe für die Spitfire kein Interesse, schon deswegen, weil noch im Laufe dieses Monats die Ablieferungen der unseres Wissens gleichwertigen Messerschmitt-Maschinen beginnen sollen. Worüber wir uns mit möglichster Beschleunigung entscheiden müssen ist die Frage, was für Flugzeuge anschliessend an die jetzt in Gang kommende Fabrikation der Morane-Jagdflugzeuge in der Schweiz gebaut werden sollen. Diese Morane-Type ist in Frankreich weiter entwickelt worden und es wäre nicht abwegig, für die Fortsetzung inbezug auf Jagdflugzeuge diese Entwicklung mitzumachen,

damit man möglichst eine konstante Richtung einhält, denn es ist sehr unerwünscht, bei jeder neuen Serie wieder ganz andere Baukonstruktionen zu verwenden, obschon das nicht immer zu vermeiden ist.

Trotz dieser obigen Überlegungen wäre es nicht ausgeschlossen, dass man sich später doch für Spitfire interessieren dürfte, denn auch diese Maschinen werden zweifellos weiter entwickelt und aus diesem Grund müsste unsere Antwort an Vickers gerade so vorsichtig abgefasst werden wie die Anfrage der Firma. Wir würden vorschlagen, in unserer Antwort ungefähr folgende Gesichtspunkte zum Ausdruck zu bringen:

Gegenwärtig sei für die nächste Zeit das Fabrikationsprogramm für Jagdflugzeuge festgelegt, es sei aber nicht ausgeschlossen, dass wir uns vielleicht schon in einigen Monaten doch mit der Spitfire-Angelegenheit näher befassen könnten und dass wir dann gern auf die Angelegenheit zurückkommen. Es wäre auch erwünscht, zu vernehmen, ob man in nächster Zeit eventuell 2 oder 3 solcher Maschinen erwerben könnte, um sich mit dem Material näher vertraut zu machen, da ja die Flugversuche, die von unseren Piloten im letzten Herbst vorgenommen wurden, nur einen ersten unvollständigen Einblick gestattet haben.

Wir ersuchen das E.M.D., uns Weisung zu geben, wie wir uns in der Angelegenheit verhalten sollen. Wir fügen bei, dass seinerzeit von Herrn G. verlangt wurde, dass wir niemanden über die Verhältnisse orientieren, weil dies grosse Schwierigkeiten in England verursachen könnte, haben ihm aber damals erklärt, auf alle Fälle seien wir gezwungen, in erster Linie unseren vorgesetzten Departementschef zu orientieren. Wie oben erwähnt, mussten wir aber weitergehen, da wir ohne eine solche weitere Orientierung die ganze Angelegenheit nicht hätten behandeln können.

44

E 7110 1967/32/ 821 Italien (3) 1939

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, J. Hotz[1]

L 39 A. b/1. Très confidentielle.
Traité de Commerce italo-suisse. Roma, 16 mars 1939

Par lettre du 11 de ce mois[2], vous avez bien voulu me faire part des informations que notre Légation à Paris a pu recueillir au Quai d'Orsay, en ce qui

1. *Annotation manuscrite de Ruegger au haut de la lettre*: Par courrier spécial.
2. *Lettre (non reproduite) avec, en annexe, la copie d'une lettre du Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, du 7 mars 1939; cf.* E 2200 Rom 23/1.

concerne les circonstances dans lesquelles le Gouvernement français avait sollicité, en faveur des transitaires français à Modane, le traitement dont bénéficient les maisons d'expédition à Chiasso.

Après avoir examiné encore à fond toute la question avec un fonctionnaire de l'Ambassade de France qui, très amicalement, nous a ouvert son dossier (en nous demandant cependant la plus grande discrétion et en nous priant de ne jamais faire savoir, ni à Rome, ni à Paris, d'où nous tenions nos informations), nous ne pouvons que vous confirmer notre rapport du 2 février dernier[3]. Le fonctionnaire avec lequel s'est entretenue notre Légation à Paris, ou bien n'était pas au courant de toute la question, ou bien il a cru nécessaire de cacher la vérité, car on se rend fort bien compte du côté français – à l'Ambassade de Rome tout au moins – que la tactique suivie par la France dans cette affaire n'est pas pour nous faciliter les choses.

Nous avons vu nous-mêmes une note, datée de 1932 (alors que les décrets-loi invoqués par le Quai d'Orsay, vis-à-vis de notre Légation, comme base des revendications françaises portent la date du 30 octobre 1935 et du 16 avril 1936), par laquelle l'Ambassade de France, à Rome, sollicitait des Autorités italiennes, pour les transitaires français à Modane, les facilités accordées aux maisons d'expédition à Chiasso. Le Ministère italien des Affaires étrangères avait alors répondu que le statut de Chiasso représentait une concession unique faite par l'Italie en raison de circonstances d'ordre international tout à fait spéciales, concession dont profitaient toutes les maisons d'expédition de n'importe quelle nationalité, donc sans discrimination entre maisons suisses ou italiennes et maisons françaises, alors qu'à Modane l'Italie avait créé le monopole des opérations douanières en faveur des Chemins de fer italiens, monopole qui excluait l'intervention de tous les transitaires, aussi bien italiens, que français, qu'étrangers en général.

Les Autorités françaises ont alors essayé (sans beaucoup d'empressement d'ailleurs, parce qu'au fond, le nombre des opérations de dédouanement à Modane, direction Italie-France, était encore suffisamment important pour fournir assez de travail aux transitaires français et italiens et aussi parce que l'Ambassade ne désirait pas des complications se reflétant sur la politique entre les deux Pays) de soutenir que la clause de la nation la plus favorisée contenue dans le *Traité de Commerce* italo-français obligeait l'Italie à accorder aux transitaires français à Modane, pour le trafic France-Italie, la même situation existant à Chiasso. L'Italie répondit que ladite clause ne visait que les concessions tarifaires et d'autres concessions douanières intéressant les échanges des deux Pays, mais ne pouvait pas concerner un statut particulier, comme celui des maisons d'expédition, réglé, du reste, dans un échange de notes à part.

Retenons ce point.

L'Ambassade de France laissa alors traîner la question, se rendant compte que la clause de la nation la plus favorisée figurant dans les *Traités de Commerce* en général ne fournissait pas des arguments très probants, vu qu'elle avait été impunément violée un peu partout dans le domaine du contingentement, de sorte qu'il pouvait paraître quelque peu risqué de fonder toute l'argu-

3. *Non reproduit; cf. aussi* E 2200 Rom 23/1.

mentation sur la clause dont il s'agit, pour obtenir gain de cause dans une question étrangère, en somme, au trafic des marchandises, objet principal du Traité de Commerce italo-français.

L'affaire en était là, lorsque survinrent les mesures de contingentement général en Italie; la forte réduction de trafic à Modane et, en conséquence, le désir des transitaires français d'éloigner les concurrents italiens; les décrets-loi français des 30 octobre 1935 et 16 avril 1936 réglant la profession des commissionnaires en douane et donnant à la France un nouvel argument pour solliciter la réciprocité de traitement dans ce domaine. C'est alors que l'Ambassade reçut pour instruction de reprendre la question sur cette nouvelle base avec les Autorités italiennes, vu les plaintes des transitaires français à Modane. L'Italie répondit que la réciprocité était garantie à la France, puisque dans toutes les douanes du Royaume les transitaires français pouvaient effectuer les opérations douanières, sauf à Modane, où il y avait une situation de monopole. La France se serait peut-être rendue à cet argument – d'après ce que prétend l'Ambassade – si entre-temps la situation politique entre les deux pays ne s'était pas envenimée, surtout au cours de l'été dernier, lorsque l'Italie arrêta tout à coup le tourisme vers la France et procéda à l'expropriation de plusieurs propriétés que des citoyens français possédaient depuis de longue date sur territoire italien, à la frontière italo-française. A ce moment-là la France, un peu par mesure de représailles et un peu parce que les transitaires français à Modane profitèrent de la mauvaise humeur surgie en France à la suite des mesures que je viens de rappeler, posa à l'Italie, par l'entremise d'une délégation française et de son Ambassade, le «aut aut» dans le sens que si l'Italie n'autorisait pas les transitaires français à effectuer des opérations douanières à Modane pour le trafic direction France-Italie, la France empêcherait les transitaires italiens établis à Modane d'intervenir en douane pour le trafic direction Italie-France. Il est vrai que les Français commencèrent par solliciter la concession sur la base du principe de la réciprocité prévu par les décrets-loi français rappelés ci-dessus, mais lorsque l'Italie insista, quant à ce point, sur l'argumentation également déjà mentionnée plus haut, alors les Français répondirent que le *Traité d'Etablissement italo-français*[4] garantissant l'exercice réciproque des professions et renfermant la clause de la Nation la plus favorisée, ne permettait pas à l'Italie de refuser à la France ce qu'elle octroyait à la Suisse. Le Sénateur Giannini tenta alors de soutenir que les Français bénéficiaient du traitement national, mais les Français sollicitèrent l'application intégrale de la clause et n'ayant pas obtenu tout de suite satisfaction, ils ont retiré aux transitaires italiens à Modane l'autorisation d'exécuter des opérations douanières, en les obligeant de quitter Modane. A l'Ambassade on ignore si de ce fait le nombre des familles italiennes qui ont dû quitter Modane s'élève vraiment à 300, comme le prétendent les Autorités italiennes.

Le Sénateur Giannini protesta vivement, vis-à-vis de l'Ambassade de France à Rome, contre cette mesure et menaça de faire des représailles. L'Ambassade lui fit remarquer que les représailles avaient déjà été faites par l'Italie et obtint

4. *Annotation sténographique en marge:* Wegen Niederlassungsvertrag an Gesandtschaft bereits geschrieben.

même que la Presse italienne ne fasse pas de bruit autour du départ obligé de Modane, des transitaires italiens et de leurs familles. Le Sénateur Giannini déclara alors qu'il considérait la question en suspens et qu'il se faisait fort d'amener la Suisse à abandonner le statut de Chiasso.

Les informations que je viens de vous rapporter, à titre d'ailleurs très confidentiel, prouvent bien que M. Bagli a enfin trouvé, au Ministère des Affaires étrangères, un puissant allié dans sa tentative de démolir l'organisation douanière de Chiasso. Cela ne saurait nous laisser indifférents.

Le noyau de la question réside donc bien dans le point relatif à la réclamation soutenue par la France. Nous ne savons pas si l'Allemagne a aussi réclamé, en faveur de quelques douanes à la frontière italo-allemande, des concessions analogues à celles dont nous bénéficions à Chiasso. Le fait est, que le Sénateur Giannini a bien précisé que les motifs qui poussaient l'Italie à solliciter la suppression de l'Echange de Notes du 27 janvier 1923[5], résidaient dans les difficultés d'ordre international que le statut douanier de Chiasso avait valu à l'Italie, à cause des réclamations de pays tiers. Les irrégularités commises par les maisons d'expédition à Chiasso ont été mentionnées, mais comme point secondaire.

Il s'agit donc pour nous d'approfondir tout d'abord la question de savoir si la clause de la nation la plus favorisée contenue dans le Traité d'Etablissement italo-français constitue une base juridique suffisante pour justifier la réclamation de la France. Il suffirait peut-être d'étudier la question sous un angle plus général, en examinant si, au cas où le traitement de la nation la plus favorisée serait accordé par l'Italie à un Etat tiers, dans un Traité d'établissement visant entre autres l'exercice des métiers et des professions, le dit Etat tiers pourrait réclamer un statut douanier analogue à celui de Chiasso, pour une des douanes quelconques qu'il aurait en commun avec l'Italie.

Ce qu'il y a de décevant dans cette question (et nous ne manquerons pas de le rappeler à l'Italie dans la forme consentie), c'est que même si nous étions amenés à renoncer au statut de Chiasso, la France n'autoriserait presque certainement pas le retour des transitaires italiens à Modane[6]. En effet, tant que l'Italie exclut les expéditionnaires italiens et étrangers des opérations douanières dans le trafic France-Italie, à Modane, pour laisser aux Chemins de Fer de l'Etat le monopole des dites opérations, il est peu probable que la France admette, elle, que les transitaires italiens puissent opérer à Modane, dans le trafic Italie-France. Cela à cause du principe de réciprocité établi par les deux décrets-loi susmentionnés. MM. Giannini et Bagli croient le contraire; peut-être à tort. Nous ne manquerons pas de soulever cette question, bien qu'elle soit délicate en elle-même, parce qu'elle renferme un très fort argument en faveur du maintien du statut de Chiasso. M. Bagli ne s'y laissera peut-être pas prendre, car il veut à tout prix la fin de l'organisation de Chiasso, mais le Sénateur Giannini réfléchira sans doute à ce point très important. Et s'il se décide

5. *Cf. FF, 1923, I, pp. 253 ss.*

6. *Annotation sténographique dans la marge*: Also hätte unser Verzicht gar keinen praktischen Wert für Italien gehabt.

à poser la question aux Français, il recevra peut-être une réponse conforme à nos intérêts.

En d'autres mots, nous devons nous battre sur les arguments:

1) La clause de la nation la plus favorisée contenue dans un traité d'établissement ne donne pas le droit à l'Etat qui en bénéficie de solliciter les faveurs spéciales accordées à un autre Pays, pour des raisons tout à fait particulières, sur un point de frontière déterminé. Sur ce point, qui constitue, je le répète, le noyau de la question, j'attends avec intérêt de connaître votre opinion et l'argumentation que vous désirez, le cas échéant, faire valoir. A première vue, il me semble que des garanties réciproques, d'Etat à Etat, en faveur de l'exercice des professions, ne peuvent être invoquées dans le cas qui nous occupe.

2) Du point de vue pratique, l'Italie n'obtiendra presque certainement pas l'autorisation, pour ses transitaires, de se réinstaller à Modane, même si elle arrive à supprimer les clauses italo-suisses concernant Chiasso. Donc l'Italie – en insistant dans son idée de dénoncer l'Echange de Notes dont il s'agit – soulève une question qui a tout l'air d'une pure chicane, vu qu'elle ne règle pas les difficultés internationales sur la base desquelles le Royaume affirme baser sa requête vis-à-vis de nous.

3) Les conditions dans lesquelles se développent les opérations douanières à Chiasso sont telles qu'avec un peu de bonne volonté de la part de la Direction Générale des Douanes à Rome, dans le cadre des dispositions précises du Traité de commerce, elles pourraient donner satisfaction aux intéressés et écarter les inconvénients qui se produisent à Chiasso, de temps en temps, à cause surtout de l'attitude de la Direction Générale des Douanes italiennes. Sur ce point, nous aurons à nous référer à vos lettres des 9 février[7] et 10 mars[8], de même qu'à l'exposé de M. le Conseiller national Rusca[9].

Nous attendons donc encore vos instructions sur le point résumé sous chiffre *1*[10]. Si entre-temps le Sénateur Giannini nous faisait de nouvelles déclarations au sujet de la question dont il s'agit, nous commencerions par lui exprimer notre surprise en ce qui concerne la réponse de l'Istituto Nationale per i Cambi con l'Estero à quelques-unes de nos Banques, étant donné que nous ne pouvons en aucun cas admettre que l'Echange de Notes du 27 janvier 1923 a déjà été dénoncé par le Gouvernement italien ainsi que le prétend l'Institut précité. Nous discuterions ensuite avec lui les autres arguments rappelés ci-dessus.

En vous priant de considérer comme confidentielles les informations que nous avons obtenues à l'Ambassade de France *[...]*.

---

7. *Cf. N° 23.*
8. E 2200 Rom 23/1
9. E 7110 1967/32/821 Italien (3) 1939
10. *Lettre non reproduite du Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, du 29 mars 1939 demandant un supplément d'information. Une sorte d'«instruction» est reproduite en annexe.*

ANNEXE

E 2200 Rom 23/1

La Division du Commerce du Département de l'Economie publique[11]
au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger

L V. It.821.
Handelsvertrag mit Italien.-Chiasso Bern, 27. April 1939

Wir haben mit grossem Interesse Ihren Bericht vom 20. dies (Nr. 39.a.b/1.)[12] über eine neue Unterredung mit der dortigen französischen Botschaft über die französischen Forderungen hinsichtlich der Zollabfertigung in Modane gelesen. Mit Befriedigung nehmen wir davon Vormerkung, dass man sich französischerseits einstweilen nur auf das geltende Niederlassungsabkommen, nicht aber auf den Handels-Modus vivendi zwischen Frankreich und Italien bezieht. Wir sind nach wie vor der Ansicht, dass eine solche Berufung auf den Niederlassungsvertrag nicht stichhaltig sei, tun aber, wie Sie richtig bemerken, gut daran, diese Auffassung den französischen Stellen nicht bekannt zu geben.

Im übrigen sind wir mit dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins der Auffassung, dass alles vermieden werden muss, was dazu beitragen könnte, unsererseits die Diskussion über das italienische Begehren an die Schweiz zu beschleunigen. Für uns ist es zweckmässig, uns ruhig zu halten, solange man nicht italienischerseits auf die Angelegenheit zurückkommt. Wir sind deshalb froh, von Ihnen zu erfahren, dass anlässlich zwei Besprechungen, die Sie in den letzten Tagen mit Herrn Giannini hatten, dieser auf die Frage der Zollabfertigung in Chiasso nicht mehr zurückgekommen ist.

---

11. *La lettre est signée*: i.V. Vollenweider.
12. E 7110 1976/32/ 821 Italien (3) 1939.

45

E 27/13268

Le Sous-Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, J. Huber,
au Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, J. Labhart

Copie
L H/zg.
Verstärkung des
permanenten Grenzschutzes Bern, 18. März 1939

1. Ich habe bis jetzt an einen Überfall der Schweiz, der wie ein Blitz aus heiterem Himmel käme, nicht geglaubt. Der von langer Hand vorbereitete, aber raffiniert camouflierte (Ferienaufenthalt Görings in Italien, etc., etc.) Überfall der Tschechoslowakei beweist, dass wir damit rechnen und uns darauf vorbereiten müssen. Das Datum ist vielleicht schon festgesetzt. Es unterliegt kaum einem Zweifel, dass zwischen den Achsenstaaten Abmachungen bestehen, dahingehend, dass Italien den Gebiets- und Machtzuwachs des Reiches zuliesse

unter der Bedingung, dass dieses ihm im Krieg gegen Frankreich beistehe. Das deutsch-französische Verständigungsabkommen dürfte zu den Camouflage-Massnahmen der Achsenmächte gehören. Es ist jetzt erwiesen, dass die diese beiden Staaten beherrschenden Gauner vor keinerlei Lug und Trug zurückschrecken, um sich die Erreichung ihrer Ziele zu erleichtern. Die Schweiz wird als Loch im französisch-belgischen Befestigungssystem das wichtigste und erste Ziel eines handstreichartigen Überfalls sein. Die Deutschen können auch zur Zeit der kurzen Nächte ihre motorisierten Kolonnen 3 Autostunden = 150 km (München, Ulm, Stuttgart) von der Grenze unter irgend einem Manövervorwand bereit stellen, um Mitternacht über *alle* Rheinbrücken fahren und bei Tagesgrauen in Bern stehen. Dazu kommen die Flieger.

Wenn Deutschland auch gegenwärtig noch nicht voll bereit sein sollte, so dürfte für die Achsenmächte der günstigste Zeitpunkt gekommen sein, wenn es das tschechische Kriegsmaterial verdaut und die tschechische Rüstungsindustrie sich dienstbar gemacht hat: in einigen, vielleicht wenigen, Monaten; nachher arbeitet die Zeit wieder zugunsten der demokratischen Mächte.

2. Unser jetziger permanenter Grenzschutz ist gegen einen Überfall völlig ungenügend.

Um jederzeit bereit zu sein, müssen die Grenzbefestigungen nicht nur bewacht, sondern ständig besetzt sein. Wo Befestigungswerke noch fehlen, müssen die Minen zündbereit sein, derart, dass man buchstäblich nur auf den Knopf zu drücken braucht, um die Brücken, etc. zu sprengen (wie es z. B. in Belgien gemacht wird). Das Knallen der Minen und Knattern der Festungswaffen müsste das Aufgebotssignal für die Grenzmilizen sein. Wenn durch Zerstörungen die Motorfahrzeuge aufgehalten werden können, ist schon sehr viel gewonnen.

3. Zur ständigen Besetzung der Befestigungen und Bewachung der zündbereiten Minen brauchen wir 3 Ablösungen, d.h. für die deutsch und italienische Grenze (Frankreich ist nicht nötig) ungefähr 4500 Mann. Eine Verstärkung der Freiwilligen auf diesen Bestand ist nicht möglich ohne Änderung des Systems, d.h. Daueranstellung der Freiwilligen für etwa 20 Jahre, also nicht in nützlicher Frist. Wir müssen das System des permanenten Grenzschutzes neu ordnen, aber bis dahin sofort Massnahmen zu dessen Verstärkung treffen. Ich beantrage, Kader- und Mannschaften der Grenztruppen durch persönliches Aufgebot à tour de rôle zur Verstärkung der Freiw*[illigen]* G*[ren]*z Truppe derart einzuberufen, dass die ständige Besetzung der verwendbaren Befestigungen und die Bewachung der zündbereiten Minen ermöglicht wird. Der Grenzschutz der Nord-Ost-Südfront zählt etwa 50 000 Kombattante. Wir brauchen zur demnächstigen Verstärkung der Freiw*[illigen]* G*[ren]*z Tr*[up]*pe 2500 Mann. Es trifft somit pro Mann im Jahr ungefähr 20 Tage Extradienst. Leider erlaubt der Wortlaut des Bundesbeschlusses vom 3.2.39[1] derartige Aufgebote nicht. Die entsprechenden Vollmachten sollte der Bundesrat noch in der kommenden Session verlangen und ein Entscheid ist daher *dringlich.*

4. Die Minen müssen im allgemeinen ergänzt werden durch permanente, gesicherte (eingegrabene) Zündkabel vom Objekt zum Wachtlokal.

---

1. *Cf. RO, 1939, vol. 55, p. 254.*

46

E 2001 (D) 1/20

Notice du suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. A. Feldscher

No -SB Bern, 20. März 1939

In einer Unterredung, um die der deutsche Geschäftsträger von Bibra heute mittags telephonisch dringend gebeten hatte, macht er auf eine Äusserung des Genfer Staatspräsidenten Adrien Lachenal aufmerksam, die im Bericht der Schweizerischen Depeschenagentur über eine Verhandlung des Genfer Grossen Rates wiedergegeben worden ist. In seiner Antwort an Herrn Nicole, der wegen der Vergewaltigung der Tschecho-Slowakei die Einberufung der Völkerbundsversammlung angeregt hatte, habe Herr Lachenal im Namen der Regierung des Kantons Genf eine Erklärung abgegeben, in der u*[nter]* a*[nderem]* dem Bedauern über die Vernichtung der so teuer erkauften Freiheiten eines souveränen Staates durch *die Anwendung brutaler Gewalt* Ausdruck gegeben wird [1] «Il déplore, dans un sentiment intense de commisération, l'anéantissement par l'application de la force brutale, des libertés chèrement acquises d'un Etat souverain».

Herr von Bibra betont, dass die deutschen Behörden bisher die Haltung der Schweiz gegenüber den jüngsten Ereignissen als ruhig und zurückhaltend beurteilt hätten und dass es höchst bedauerlich wäre, wenn solche Ausfälle von Seiten der Regierung eines Kantons Anlass dazu geben könnten, diese Beurteilung der Dinge zu ändern. Er würde deshalb grossen Wert darauf legen, nach Berlin berichten zu können, welche Stellung das Politische Departement zu der fraglichen Äusserung einnehme.

Ich erwiedere, dass der gegenüber einer befreundeten Regierung verwendete Ausdruck in der Tat sehr bedauerlich erscheine. Im übrigen käme es nicht der Genfer Regierung zu, in derartigen auswärtigen Angelegenheiten Erklärung abzugeben, sondern das sei Sache der eidgenössischen Behörden [2].

Herr von Bibra nimmt diese Bemerkungen zur Kenntnis und erklärt, an das Auswärtige Amt in Berlin telegraphisch einen aufklärenden Bericht abgehen lassen zu wollen, um der ganzen Sache etwas die Spitze zu nehmen [3].

---

1. *Une copie de la réponse de Lachenal à la proposition du député Léon Nicole du 18 mars 1939 est annexée à la présente notice; non reproduite.*
2. *Cf. annexe.*
3. *Le 20 mars, le Chef de la DAE du DPF adresse ces documents à G. Motta en écrivant:* La lettre ci-jointe *[cf. note 1]* fait mieux comprendre la situation dans laquelle le gouvernement genevois s'est trouvé. Estimez-vous qu'il faudra lui écrire que la Légation d'Allemagne s'est plainte?

   Le jour-même, le Chef du DPF répond: Il faudrait avertir M. Lachenal, qui se trouve à Berne, verbalement. Il vaudrait mieux, en effet, s'abstenir de manifestations *inutiles*.

ANNEXE

E 2001 (D) 1/20

Mémorandum du Conseiller de légation, C. Rezzonico, du Département politique

M TG. Berne, 22 mars 1939

M. Lachenal vient voir M. le Ministre Bonna pour lui exprimer ses regrets au sujet de la déclaration contenue dans la réponse qu'il a faite au Conseil d'Etat de Genève («Le Conseil d'Etat déplore dans un sentiment intense de commisération l'anéantissement par l'application de la force brutale des libertés chèrement acquises d'un Etat souverain»). Il relève à ce propos que ces paroles lui avaient été imposées.

M. Feldscher a eu l'occasion de porter ce qui précède à la connaissance du Chargé d'Affaires d'Allemagne, qui a reçu cette communication avec satisfaction. Il a ajouté qu'à la suite de son rapport à Berlin l'affaire semblait avoir perdu de l'importance qu'elle aurait pu assumer.

47

E 2001 (D) 2/138

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki, au Chef du Département politique, G. Motta[1]

L I-B-/39. Paris, 21. März 1939

Soeben wurde ich zum politischen Direktor des Quai d'Orsay gebeten, der mir im Auftrage des Aussenministers folgende Mitteilungen machte:

1. Wir möchten die Aufmerksamkeit des Bundesrates darauf lenken, dass den Deutschen bei ihrem Überfall auf die Tschechoslovakei nicht nur den Goldschatz der dortigen Nationalbank in die Hände gefallen ist, sondern dass sie auch den Inhalt der privaten Coffres-forts aller privaten Banken beschlagnahmt haben und damit in den Besitz sehr bedeutender Vermögenswerte gelangt sind. Die französische Regierung weiss, dass der Bundesrat mit Bezug auf das Gold der privaten Banken Massnahmen getroffen hat. Angesichts der Tatsache, dass sich in unmittelbarer Nähe der deutschen Grenze (Basel) grosse und wichtige Bankinstitute befinden, erlaubt sie sich den Hinweis darauf, dass nach gemachten Erfahrungen auch der Inhalt der privaten Tresors dieser Banken attraktiv wirken könnte.

2. Die französische Regierung wünscht den Bundesrat wissen zu lassen, dass eine Verletzung des schweizerischen Territoriums durch fremde Truppen Frankreich zu einer unverzüglichen Intervention veranlassen würde, einer

1. *Annotation de Motta en haut de la lettre:* sehr unerfreulich.

Intervention, die sich nicht nur auf die von Frankreich 1815 übernommenen feierlichen Verpflichtungen gründet, sondern die auch unabhängig davon notwendig wäre, weil dadurch vitale französische Interessen direkt berührt würden.

Ich betone, dass die Initiative zu diesen Mitteilungen ausschliesslich von Frankreich ausgeht[2] und ich zu ihrer Entgegennahme ins Aussenministerium gebeten wurde. Ich habe mich darauf beschränkt, dieselben zu verdanken.

Von meinem holländischen Kollegen habe ich erfahren, dass ihm die erste der beiden Mitteilungen heute ebenfalls gemacht worden ist.

[...][3]

---

2. *Annotation de Motta en marge:* fort bien. *Cf. N° 51.*

3. *Stucki relève combien il est difficile de convaincre l'opinion française de la nécessité d'une intervention armée dans le cas d'une nouvelle agression allemande en Europe orientale. A cette lettre, Bonna répond le 23 mars. Il résume son entretien avec Hélouis (cf. N° 50) et ajoute:* Die Gedankengänge der französischen Regierung können leider nicht als völlig abwegig bezeichnet und leicht genommen werden. Anderseits darf man aber nicht verkennen, dass sie offenbar dem Wunsch entspringen, die Bemühungen zur Rapatrierung des französischen Fluchtgeldes zu begünstigen; insofern ist der französische Schritt sicher nur ein Glied in der Kette der französischen Massnahmen, bei denen naturgemäss nur der eigene Vorteil im Auge behalten wird. Die Schweiz wird daher auch in dieser Beziehung sich in erster Linie auf sich selbst verlassen müssen (E 2200 Paris 12/37). *Le 27 mars, Stucki contestera en retour l'interprétation de Bonna:* Ich glaube deshalb, dass die Bedeutung der Frage nicht unterschätzt werden sollte und die Demarche sehr viel mehr auf politisch militärische Gründe als auf solche fiskalischer Art zurückzuführen ist.

48

E 7110 1967/32/821 Costa Rica

La Division du Commerce du Département de l'Economie publique[1] *au Consul de Suisse à San José, Costa Rica, A. Herzog*

Copie
L BM V. C.R.821
C.R.841.0.
Handelsverkehr Schweiz-Costa Rica.
Costa Rica.-Zölle

Bern, 21. März 1939

Wir erhielten am 18. dies Ihr Telegramm vom vorhergehenden Tage folgenden Wortlauts:

«Bezugnehme meinen Brief 25/2[2]. Gesetzentwurf angenommen Schweizerimport mit Zollaufschlag belegt. Empfehle Kabelaufgabe durch Costaricakonsul Genf welche Bezugsländer und Wert.»

---

1. *La lettre est signée* Vollenweider.
2. *Non reproduite.*

Wie wir schon in unserm Briefe vom 13. dies[3] erwähnten, ist es der Eidgenössischen Oberzolldirektion nicht möglich, nachträglich mit Genauigkeit festzustellen, wo die costaricensischen Erzeugnisse, die in die Schweiz eingeführt worden sind, gekauft wurden. Wir haben die genannte Verwaltung jedoch ersucht, womöglich durch eine Rückfrage bei den hauptsächlichsten Importeuren nachträglich wenigstens in groben Umrissen in Erfahrung zu bringen, welches die Bezugsländer der erwähnten Erzeugnisse sind. Sollte es der Oberzolldirektion möglich sein, diese Angaben zu erhalten, so werden wir gemäss Ihrer Empfehlung das Generalkonsulat von Costa Rica in Genf ersuchen, den zuständigen Stellen die Angaben zu telegraphieren.

Nach Ihrem Briefe vom 25. vorigen Monats müssen wir annehmen, dass der Zollzuschlag für die schweizerischen Waren 100% betrage. Wir haben eine Veröffentlichung in diesem Sinne erlassen und gewärtigen nun noch Ihre brieflichen Mitteilungen. Sollte der Zollzuschlag nicht raschenstens wieder aufgehoben werden, so würden wir uns zu unserm Bedauern gezwungen sehen, die Einfuhr von Erzeugnissen Costa Ricas ebenfalls mit einem entsprechenden Zollzuschlag zu belasten und die bestehenden Einfuhrbeschränkungen restriktiv anzuwenden[4]. Ausserdem werden voraussichtlich die schweizerischen Importeure schon aus Solidarität mit den Exporteuren keine Costa Rica-Waren mehr kaufen, falls dieses Land durch den Zollzuschlag die Einfuhr schweizerischer Erzeugnisse verhindert.

ANNEXE

E 7110 1967/32/821 Costa Rica

Le Consul du Costa Rica à Genève, V. Figueredo-Lora,
au Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, J. Hotz

L Genève, 29 mars 1939

J'ai l'honneur et le plaisir de vous informer que je viens de recevoir à l'instant même le télégramme suivant:

«Figueredolora. – Genève.
De acuerdo sus informes Suiza no estará afectada paga recargo aduanero. –
Hacienda.»

Ainsi donc, les marchandises suisses continueront à payer, comme jusqu'ici, les droits de douane correspondants à la nation la plus favorisée.

Je n'ai pas besoin d'insister sur le plaisir que me cause le fait que les relations commerciales entre nos deux pays non seulement ne diminueront pas mais, au contraire, seront chaque jour plus étroites, et ceci par suite d'une réelle compréhension mutuelle.

---

3. *Non reproduite.*
4. *La Division du Commerce du Département de l'Economie publique en informe le Consulat du Costa Rica à Genève par lettre (non reproduite) du 25 mars 1939. La réponse du Costa Rica est reproduite en annexe.*

49

E 6100 (A) 17/1117

Le troisième Département de la Banque nationale[1]
au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki

Copie
L RP/MN

Zürich, 22. März 1939

Unter Bezugnahme auf Ihre telephonische Unterredung von heute morgen mit dem Erstunterzeichneten beehren wir uns, Ihnen noch schriftlich die Gründe für die gegenwärtige Kursgestaltung unserer Landeswährung darzulegen.

Was zunächst die tatsächliche Kursentwicklung des Schweizerfrankens in den letzten Tagen der internationalen politischen Spannung betrifft, so ergibt sich aus der nachfolgenden Gegenüberstellung, dass unsere Währung gegenüber den wichtigsten fremden Valuten eine gewisse Abschwächung erfahren hat.

	Geldkurse für Sichtdevisen in der Schweiz auf			
	New York	London	Amsterdam	Paris
	in Franken			
1939				
16. März	4.39 ¾	20.59 ¾	233.37 ½	11.65 ¼
22. März	4.44 ⅞	20.83	236.—	11.77 ½

Der Rückgang unserer Valuta gegenüber den übrigen Währungen beträgt rund 1 %. Die Schweizerische Nationalbank intervenierte erst am 20. März und stellte dem Markt bis heute einige Millionen Dollar zur Verfügung. Am 21. März waren Angebot und Nachfrage ziemlich ausgeglichen, wogegen heute die Devisenbegehren wieder ein gewisses Ausmass annahmen. Die Nationalbank hat die Devisennachfrage zu steigenden Kursen befriedigt, d.h. sie hat den Schweizerfranken langsam auf sein heutiges Niveau absinken lassen.

---

1. *La lettre est signée par le Président de la Direction générale, E. Weber et par le Directeur général du troisième département, F. Schnorf.*

La Direction générale de la Banque nationale suisse est formée par les trois directeurs généraux, qui dirigent les trois départements de l'institut d'émission. Le siège du premier et du troisième département est à Zurich, celui du deuxième à Berne.

Le troisième département dirige les opérations de devises étrangères et les relations avec les correspondants pour les virements, les avances sur nantissement, etc.

(Pour plus de renseignements, cf. la lettre du 26 avril 1939 du Conseil de banque de la Banque nationale au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter, E 6100 (A) 18/1394).

Der Rückgang unserer Währung ist somit bewusst zugelassen worden. Die Nationalbank ging dabei von der Überlegung aus, dass eine gewisse Festigung des Pfundkurses nur günstige Auswirkungen auf die schweizerischen Exportmöglichkeiten haben kann. Eine leichte Abschwächung des Schweizerfrankens drängt sich umsomehr auf, als das englische Pfund wie auch der holländische Gulden im vergangenen Jahre, bzw. in den letzten Monaten eine deutliche Kurssenkung erfahren haben, die nicht ohne Rückwirkungen auf unsere Ausfuhrmöglichkeiten geblieben ist. Bei diesen valutarischen Bewegungen handelte es sich um ins Gewicht fallende Änderungen; es mag dies durch die Feststellung belegt werden, dass das Pfund von anfangs Juli bis Ende Dezember 1938 gegenüber der Goldwährung des Dollars um etwa 6% entwertet worden ist.

Die Schweizerische Nationalbank ist stark genug, um in jedem Zeitpunkt den Kurs des Schweizerfrankens gegenüber den ausländischen Valuten auf dem ihr angezeigt erscheinenden Niveau zu halten. Falls sich erneute massive Rückzüge aus unserer Währung geltend machen sollten, wird die Nationalbank zu prüfen haben, ob sie den Schweizerfranken noch um eine geringe Fraktion weiter zurückgehen lassen will.

Wir möchten betonen, dass sich die geschilderte Kursentwicklung unserer Valuta immer noch im Rahmen der der Nationalbank vom Bundesrat vorgezeichneten währungspolitischen Richtlinie bewegt[2]. Bekanntlich ist die Nationalbank vom Bundesrat angewiesen worden, den Kurs des Schweizerfrankens auf einem Stand zu halten, der gegenüber der frühern Parität einer Abwertung von «ungefähr 30%» entspricht. Der effektive Abwertungssatz betrug am 16. März, unmittelbar vor Ausbruch der gegenwärtigen Krise, 29,95% und beläuft sich heute auf 30,69%. Im Einverständnis mit dem Bundesrat besitzt die Nationalbank die Möglichkeit, Schwankungen in der Kursgestaltung unserer Währung von 1-1 ½ % nach beiden Seiten des mittleren Abwertungssatzes von 30% eintreten zu lassen.

Wir hoffen gerne, Ihnen mit den vorstehenden Ausführungen gedient zu haben. Falls Sie irgendwelche weitere Erklärungen benötigen, halten wir uns jederzeit zu Ihrer Verfügung.

---

2. *Cf. DDS, vol. 11, N° 297 avec les 3 annexes.*

50

E 6100 (A) 16/1041

Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

Copie
No RU. *[Berne],* 22 mars 1939

M. Hélouis, Conseiller de l'Ambassade de France, vient me voir à 17 heures 15. Il se réfère à la communication qui a été faite à M. Stucki par les Services du Quai d'Orsay au sujet des précautions à prendre concernant le trésor de la Banque nationale et des banques particulières [1]. Il accentue davantage encore le point de vue du Gouvernement français. Un journal allemand aurait publié la photographie du fort du Gothard où se trouverait la réserve or de la Banque nationale [2]. Il serait, d'autre part, de notoriété publique que les banques de Zurich et de Bâle envisagent des mesures d'évacuation de leur or et de leurs valeurs en cas de danger grave, mais que ces mesures d'évacuation ont grande chance de ne pas pouvoir être effectuées en cas d'attaque brusquée. Le Gouvernement français attribue au désir de s'emparer des ressources financières de la Tchéco-Slovaquie la rapidité foudroyante avec laquelle les opérations contre cet Etat ont été menées et il tient à nous mettre en garde contre les inconvénients qu'il y a à tenter un prédateur éventuel. De l'avis de M. Hélouis, il serait urgent que la Suisse mît à l'étranger, notamment en Amérique, la majeure partie de son trésor et le fît savoir de façon non équivoque, pour démontrer l'inanité d'une attaque contre la Suisse pour des buts militaires.

J'ai laissé voir à M. Hélouis que son raisonnement ne m'impressionnait pas beaucoup. Je ne suis pas allé jusqu'à donner à entendre qu'il ressemblait beaucoup à une manœuvre financière. Je me suis borné à lui dire que je prenais acte de ce qu'il me disait et que j'en ferais part aussitôt aux autorités compétentes.

---

1. *Cf. N° 47.*
2. *Il s'agit probablement de l'article paru dans la* Deutsche Allgemeine Zeitung *du 13 septembre 1938, intitulé* Die schweizerische Kriegswirtschaft. Gold in der Gotthardfestung.

51

E 27/13268

Notice du Chef de la Section de renseignements de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson

No Berne, 22 mars 1939

COMMUNICATION DE L'ATTACHÉ MILITAIRE FRANÇAIS

1) Le mercredi 22 mars, à 21 heures 45, alors que je me trouvais à mon bureau, je reçois un coup de téléphone du commandant Siméon, attaché militaire près l'ambassade de France à Berne, lequel me dit avoir une communication urgente à me faire. Je lui réponds que je suis prêt à la recevoir et le prie de passer sans retard à mon bureau.

2) A 22 heures, le commandant Siméon me transmet les deux communications suivantes qu'il me dit avoir reçues de l'Etat-major français par télégramme chiffré:

a) Devant l'inquiétude provoquée en Suisse par l'éventualité d'une violation ou d'une attaque du territoire helvétique de la part de l'Allemagne, l'ambassadeur de France a posé à Paris la question de l'attitude que la France adopterait au cas où la Suisse serait entraînée dans un conflit armé avec l'Allemagne. A cet effet, un agent de liaison de l'ambassade de France fut dépêché, le 19 au soir, à Paris.

Le *Gouvernement français* a répondu qu'il ne pouvait que confirmer la teneur des traités en vigueur, qui garantissent par un appui militaire la neutralité suisse. En cas d'agression de la Suisse ou de violation de la neutralité, même sous la forme d'une prise de gages, l'Armée française se trouverait immédiatement engagée [1].

L'ambassadeur de France devant se rendre à Genève le jeudi 23.3.39 désire faire cette déclaration avant son départ. Il la confirmera officiellement à son retour à Berne au Département politique fédéral [2].

L'attaché militaire française précise que la note ci-dessus n'a pas de caractère confidentiel ou secret. Le Gouvernement français compte naturellement que la Suisse, ce qui ne fait du reste aucun doute, sera la première à s'opposer par les armes à toute atteinte à sa neutralité. Monsieur Stucki, ministre de Suisse à Paris, aurait déjà fait une démarche dans le même sens à Paris et aurait reçu du Gouvernement français les assurances rappelées ci-dessus [3].

b) Le commandant Siméon me remet le texte d'un message chiffré qu'il vient de recevoir de l'Etat-major français et dont la teneur est la suivante:

«Prière de me faire savoir de toute urgence si les ponts du Rhin sont en ce moment gardés par l'armée helvétique à Bâle».

---

1. *Cf. N° 47.*
2. *Aucune trace écrite d'une telle démarche n'a été retrouvée; cf. N° 78.*
3. *Ceci est en contradiction avec la déclaration de Stucki; cf. N° 47.*

3) *Je réponds:*

a) En ce qui concerne le message relatif à *l'appui militaire* de la France, que je le communiquerai jeudi matin à mon chef.

b) En ce qui concerne la demande de renseignements sur l'état de notre préparation dans la région frontière de Bâle: que notre conception de la neutralité et les devoirs que cette dernière nous impose, je ne suis pas en mesure de donner à un officier étranger des précisions qui relèvent de notre *couverture-frontière.* J'ajoute cependant qu'il est de notoriété publique que nos ponts sont surveillés à la fois par nos organes de douanes et des éléments de nos compagnies volontaires, ce que tout le monde connaît.

Le commandant Siméon me rend attentif au fait qu'il n'a jamais reçu de Paris une demande par t*[élé]*g*[ramme]* et que ce message insolite pourrait refléter une situation critique à nos frontières du nord.

Je lui demande alors s'il croit que le t*[élé]*g*[ramme]* de Paris a sa source dans le désir de l'Etat-major français d'être informé à titre documentaire (j'avais fait suivre aujourd'hui par mon S*[ervice de]* R*[enseignements]* une reconnaissance du Général Gamelin avec son état-major dans la région de St. Hippolyte) ou si cette demande était inspirée par la crainte d'un événement grave sur notre frontière nord.

Le commandant Siméon me dit qu'il n'est pas en mesure de préciser, que ma question lui paraît importante et qu'il va demander immédiatement des précisions à Paris. Je lui dis que, bien entendu, une telle démarche relève de sa seule initiative et qu'il ne m'appartient pas de provoquer des explications de ce genre.

Le commandant Siméon me quitte à 23 heures.

Resté seul dans mon bureau, je relis le t*[élé]*g*[ramme]* de Paris, qui me laisse quelque peu perplexe, bien que mes fonctions m'aient habitué à recevoir sans émotions des nouvelles aussi sensationnelles.

Je me mets en communication téléphonique avec le colonel Hafner, lui dis en deux mots de quoi il s'agit et lui demande si notre frontière nord en général et les ponts en particulier sont gardés ou surveillés par des éléments de nos compagnies volontaires. Il me répond que nous avons le long de notre frontière un service de patrouilles et que les ponts sont surveillés.

Je me demande ensuite si je veux avertir le chef du Service de l'Etat-major général. Ce serait une manière de dégager ma responsabilité, *quoi qu'il arrive.* Cependant, me rendant compte que le télégramme de Paris ne contient aucun élément ne justifiant une *décision* de la part de mon chef, qu'en outre ce dernier ne peut pas réagir sur la base d'un renseignement d'un état-major étranger avec lequel nous ne sommes pas en état de collaboration, je décide de conserver le secret de cette affaire, me réservant d'en informer le chef *[de l']* E*[tat]* M*[ajor]* G*[énéral]* jeudi matin 23 mars, à la première heure. Je décide en outre de passer la nuit à mon bureau pour être prêt à la moindre alerte.

Entre 0200 et 0300, je prends contact avec le commandement des gardes-frontières de Bâle, que je prie de se mettre en liaison avec tous les postes de douanes du secteur pour avoir la confirmation que rien d'anormal se passe à notre frontière.

A *0400*, la direction des douanes de *Bâle* me téléphone qu'elle a eu la liaison avec tous ses postes et que tout est normal.

A *0420*, téléphoné à la direction des douanes de *Schaffhouse*; donné même instruction qu'à Bâle.

A *0515, Schaffhouse* rend compte que tout est calme dans son secteur.

ANNEXE

Notice du Chef de la Section de renseignements de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson

No Berne, 22 mars 1939, 22 h 05

– Message dicté par l'attaché mil[*itaire*] français (C[*omman*]d[*an*]t Siméon) au Major Cuénoud le mercredi 22.3.39 à 2200.

– Il est stipulé que ce message est transmis à titre officieux. Devant l'inquiétude manifestée en Suisse en cas de violation ou d'attaque du territoire helvétique par l'Allemagne, l'Ambassadeur de France et l'attaché mil*[itaire]* français accrédités à Berne ont posé la question à Paris. (Un agent de liaisons spécial a été envoyé dimanche soir 19.3.39).

M. Stucki, Ministre de Suisse à Paris, avait déjà fait une démarche dans le même sens[4]. Il lui fut alors donné toutes les assurances nécessaires.

Le Gouvernement français ne peut que confirmer la teneur des traités en vigueur qui garantissent d'une façon complète la neutralité suisse. En cas d'agression ou d'atteinte à la neutralité helvétique même sous forme de prise de gages, l'Armée française se trouverait immédiatement engagée.

Le Gouvernement français compte naturellement que la Suisse, ce qui ne fait du reste aucun doute, sera la première à s'opposer par les armes à toute atteinte à sa neutralité.

L'Ambassadeur de France devant se rendre à Genève le jeudi 23.3.39 désire faire cette déclaration avant son départ, déclaration qu'il récidivera officiellement dès son retour à Berne au Département politique fédéral.

L'attaché mil*[itaire]* français ajoute que le Gouvernement français ne reconnaît pas à cette démarche un caractère secret ou confidentiel.

---

4. *Ceci est en contradiction avec le document N° 47.*

52

E 1004.1 1/383

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 24 mars 1939

615. Verstärkung der Grenzbewachung

Militärdepartement. Mündlich

Der Vorsteher des Militärdepartements teilt mit, dass verschiedene Meldungen eingegangen sind, die einen verstärkten Schutz der Landesgrenze wünschbar machen [1].

In einem Bericht und Antrag der Generalstabsabteilung vom heutigen Tag heisst es:

«Zur Erhöhung der Sicherheit gegen allfällige Überfälle erachten wir es als dringend notwendig, alle Vorkehrungen zu treffen. Deshalb wurde am 23.3.39 angeordnet, dass am 25.3.39 längs der Landesgrenzen und weiter rückwärts die an den Haupteinfallstrassen und Bahnlinien gelegenen Objekte zu laden und zündbereit zu machen seien. Des weitern sollen sämtliche verteidigungsfähigen Grenzbefestigungen besetzt werden.

[...] [2]

Im Verlaufe der weiteren Beratung wird festgestellt, dass im Falle eines Überfalles auf das Fürstentum Liechtenstein [3], die Schweiz *[sich]* lediglich mit der Besetzung der Schweizergrenze begnügen sollte zur ausschliesslichen Verteidigung des schweizerischen Gebietes. Allerdings müsste in einem solchen Fall unser Zollkordon, der jetzt an der Ostgrenze Liechtensteins liegt, zurückgezogen werden und eine neue Zollbewachung zwischen der schweizerischen und liechtensteinischen Landesgrenze aufgebaut werden.

---

1. *Cf. N° 51; aussi* E 27/4060.
2. *A la fin de son rapport, l'Etat-Major Général de l'Armée souligne la nécessité de mettre sur pied des troupes plus nombreuses et formées afin de renforcer la surveillance des frontières et d'édifier des ouvrages défensifs.*

   Le Conseil fédéral se rallie à cette proposition et décide la mise sur pied des brigades frontières dès le 27 mars. De plus, le Président de la Confédération, le Chef du Département militaire et le Chef du Département politique se consulteront pour prendre les mesures nécessaires, notamment en fonction des décisions de la Commission de défense nationale qui doit se réunir le 25 mars.
3. *Cf. N° 16; aussi* E 2001 (E) 1969/262/12.

53

E 2001 (D) 9/1

Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna [1]

Copie
No RU. *[Berne],* 24 mars 1939

CONVERSATION AVEC M. EBRARD, DÉLÉGUÉ DU CONSEIL FÉDÉRAL POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR, AU SUJET DE NOS RELATIONS AVEC LA RUSSIE.

M. Ebrard vient me voir à 19 heures. Il part le lendemain pour Belgrade.

J'expose que nous nous préoccupons depuis longtemps des inconvénients que pourrait avoir, en cas d'accentuation du conflit, le fait que nous n'avons pas de relations normales avec l'U.R.S.S., qui sera sans doute appelée à jouer un rôle important dans le bloc des Puissances adversaires de l'axe Rome-Berlin. Cet état de choses ne nous empêchera sans doute pas de maintenir avec la France et l'Angleterre des relations amicales, mais pourrait compliquer gravement des questions telles que celle du contrôle interallié des approvisionnements, celle de nos relations avec le Secrétariat de la Société des Nations et d'autres encore. A cet égard, une réconciliation avec l'U.R.S.S. serait souhaitable. En ce moment, cependant, il ne paraît pas possible d'entrer complètement dans les vues des milieux socialistes, qui réclament la reprise pure et simple des relations diplomatiques entre la Suisse et l'U.R.S.S.. Des considérations de politique intérieure s'y opposent, mais plus encore le fait qu'une mesure de ce genre, dans l'état de pression existant, nous serait reprochée, à Rome et à Berlin, comme un glissement vers l'autre camp et provoquerait des réserves dangereuses au sujet de notre neutralité. Un moyen terme peut-il être trouvé?

M. Ebrard est d'accord avec moi pour penser que l'installation d'une Légation de Suisse à Moscou n'aurait aucune utilité quelconque. Il est notoire que le Corps diplomatique à Moscou est soumis à une surveillance telle qu'il ne peut pas se renseigner sur la situation réelle, ni exercer une influence en dehors des relations strictement officielles avec les organes du Commissariat des Affaires étrangères. M. Ebrard ne voit pas non plus l'utilité d'une Agence commerciale suisse à Moscou. Il pense que nos exportations en Russie pourraient être légèrement augmentées si le climat politique des relations entre les deux pays était meilleur, mais cette augmentation ne pourrait être que de l'ordre de 30 à 50 millions par an au maximum et ne dépend pas de la présence sur place de représentants du commerce suisse. La création d'une Légation ou d'une Agence commerciale suisses en Russie et l'acceptation, par réciprocité, d'une Légation ou d'une Agence commerciale russes en Suisse doivent, selon lui, être examinées

1. *Motta a souligné plusieurs passages de la notice et a écrit:* 25.3.39.

exclusivement du point de vue politique, puisque ce n'est pas l'activité commerciale de ces organismes, mais l'amélioration du climat politique qui pourrait seule avoir une influence pratique sur l'augmentation de nos débouchés en U.R.S.S., et que cette augmentation ne peut, en tout état de cause, être d'une extrême importance.

M. Ebrard partage mon avis que l'envoi réciproque d'agents commerciaux aurait plus d'inconvénients que d'avantages et que, une normalisation complète de nos relations avec l'U.R.S.S. devant être écartée pour le moment, ce n'est pas sur ce terrain qu'une solution moyenne est à rechercher.

Je demande alors à M. Ebrard s'il lui paraîtrait concevable que nous arrivions à conclure avec l'U.R.S.S. un accord de demi-normalisation de nos relations par lequel les deux Gouvernements conviendraient de ne pas s'envoyer, pour le moment, de représentants diplomatiques ou consulaires, mais de correspondre directement entre eux touchant les relations entre les deux pays. M. Ebrard répond que cela lui paraîtrait concevable, bien qu'il n'ait aucune indication lui permettant de dire si une proposition dans ce sens serait acceptée ou non par l'U.R.S.S.. Les délégués avec lesquels il a traité des questions économiques ont souvent changé. Lors des premières prises de contact, le représentant de l'U.R.S.S. a fait des allusions aux avantages économiques qu'entraînerait pour la Suisse une normalisation des relations. Dans les entrevues subséquentes, il n'en a plus été question. S'il recevait des instructions dans ce sens, M. Ebrard serait prêt à profiter d'une prise de contact économique pour sonder très prudemment le délégué de l'U.R.S.S. sur l'accueil que recevrait à Moscou une proposition de normalisation des rapports sans reprise des relations diplomatiques. Il doit rencontrer dans une quinzaine de jours une délégation soviétique. Il se peut qu'elle offre déjà une occasion favorable pour un sondage prudent.

54

E 6100 (A) 18/1271

La Direction générale de la Banque nationale [1]
à l'Administration des Finances
du Département des Finances et des Douanes

L A/S Zürich, 24. März 1939

Mit Ihrem Schreiben vom 15. Februar a.c. [2] ersuchten Sie uns um unsere Meinungsäusserung zu Punkt 5 der Eingabe des Schweizerischen Textilarbeiterverbandes und des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes vom 15. Januar

1. *La lettre est signée* Weber *et* Schnorf.
2. *Non reproduite.*

1939[3]. Wir beehren uns, Ihnen folgende Bermerkungen zur gegenwärtigen Währungslage zukommen zu lassen.

Wir möchten vorausschicken, dass seit der am 26. September 1936 erfolgten Abwertung der Schweizerfranken nicht mehr fest an das Gold gebunden ist; die Nationalbank muss jedoch nach der bundesrätlichen Weisung den Franken auf einer Höhe halten, die einer Abwertung um ungefähr 30% entspricht[4]. Bei der Wahl dieses Satzes war die Überlegung massgebend, dass durch eine Abwertung in dem vorgeschlagenen Ausmass die Angleichung des inländischen Kosten- und Preisniveaus an das Ausland in genügender Weise herbeigeführt sein dürfte. Gewiss gab es schon damals Kreise, die eine stärkere Abwertung des Schweizerfrankens für notwendig erachteten. Die spätere Entwicklung unseres Aussenhandels hat gezeigt, dass der Abwertungssatz von 30% für die meisten Exportindustrien zur Wiederherstellung der internationalen Konkurrenzfähigkeit ausreichte. Allerdings kann die im Jahre 1937 eingetretene Belebung der schweizerischen Wirtschaftstätigkeit nicht allein der Abwertung zugeschrieben werden. Die Schweiz zog auch aus der aufsteigenden Weltkonjunktur und aus den allgemeinen Rüstungen Nutzen. Umgekehrt dürfen die im abgelaufenen Jahre aufgetretenen neuen Exportschwierigkeiten ebenfalls nicht allein der Abschwächung verschiedener Währungen zugeschrieben werden; diese sind in der ungünstigen Konjunkturlage in grossen Wirtschaftsräumen, in der Schutzzollpolitik und in den Exportförderungsmassnahmen des Auslandes mitbegründet. Auch die autarkischen Tendenzen in zahlreichen Ländern konnten nicht spurlos an der Schweiz vorübergehen.

Mitte März dieses Jahres steht das Pfund gegenüber dem Dollar um 6% tiefer als vor Jahresfrist. Den Bewegungen der Pfundvaluten folgten die Länder des Sterlingblocks sozusagen automatisch. Der französische Franken hat innert Jahresfrist 9 1/2% seines Goldwertes eingebüsst. Die Nationalbank vermag nicht zu beurteilen, in welchem Ausmass der Faktor Kursrückgang der ausländischen Valuten die Exportmöglichkeit der einen oder andern Industrie beeinträchtigt. Sie kann auch nicht feststellen, inwieweit andere Faktoren, wie Zölle, Kontingente, Zahlungsschwierigkeiten etc., exporthemmend wirken und unter Umständen noch mehr ins Gewicht fallen als der Kursrückgang verschiedener Valuten. Ferner ist darauf hinzuweisen, dass bei der Bestimmung des Goldwertes einer Valuta nicht nur Exportindustrie und Hotellerie, sondern die gesamte Wirtschaftsstruktur und Wirtschaftslage eines Landes in Berücksichtigung gezogen werden muss. Infolgedessen ist es für die Nationalbank, bei der eben nicht alle Fäden zusammenlaufen, äusserst schwierig zu beurteilen, welcher Wechselkurs den Interessen der gesamten Volkswirtschaft am besten entspricht.

Die Nationalbank kennt vor allem die Währungs- und Kreditlage unseres Landes. Der aus Kreisen der Hotellerie stammende Vorschlag zur Einführung eines Touristenfrankens ist Beweis dafür, dass das Valutaproblem für die Schweiz erneut Bedeutung erlangt hat. Es ist uns auch bekannt, dass namentlich Genf wirtschaftlich unter der mehrmaligen Abwertung des französischen

3. *Non reproduits.*
4. *Cf. DDS vol. 11, N° 297 et ses trois annexes.*

Frankens leidet. Auch die Begehren nach Zollerhöhungen zum Schutze der Binnenindustrie deuten nach der gleichen Richtung. Ferner besteht die Tatsache, dass gewisse Exportindustrien mit vermehrten Schwierigkeiten zu kämpfen haben.

In der folgenden Übersicht vergleichen wir das ausländische Preisniveau mit dem schweizerischen. Beim Vergleich ist zu berücksichtigen, dass die Indexzahlen in den einzelnen Ländern verschieden aufgebaut sind und daher nicht ein mathematisch genaues Bild von der Preislage geben. Im weitern kann bei der Prüfung der Konkurrenzfähigkeit der Länder nicht nur auf das Preisniveau abgestellt werden; es müssen noch verschiedene andere Faktoren – Löhne, Qualität, Exportzuschüsse, um nur einige zu nennen, – in Betracht gezogen werden.

Grosshandelspreise und Lebenskosten
(auf Goldbasis reduziert; Schweizerische Indexziffern = 100)

Land	Anfangs 1936	Jahresdurchschnitt 1937	Jahresdurchschnitt 1938	Anfangs 1939
	Grosshandelsindexziffern			
Schweiz	100	100	100	100
England	75,0	103,3	99,2	93,4
Vereinigte Staaten von Amerika	78,1	96,7	91,9	92,3
Frankreich	90,0	102,2	85,1	84,3
Belgien	76,6	104,2	100,0	97,5
Schweden	75,0	99,5	97,0	93,4
Holland	96,9	111,8	109,8	107,4
	Lebenskostenindex			
Schweiz	100	100	100	100
England	66,7	94,5	94,6	91,8
Vereinigte Staaten von Amerika	61,7	87,6	85,6	86,0
Frankreich	106,2	113,9	91,4	88,4
Belgien	75,3	110,4	112,9	116,4
Schweden	70,4	98,2	98,5	96,4
Holland	100,0	111,1	111,9	110,8

Auch wenn, wie soeben gesagt, internationale Preisindexzahlen nur unter Vorbehalten verglichen werden können, so geht aus der vorstehenden Übersicht doch eindeutig hervor, dass seit Mitte 1938 vom Preisstandpunkt aus sich die Konkurrenzfähigkeit der Schweiz verschlechtert hat, und zwar ganz besonders gegenüber England und Frankreich. Während im Jahresdurchschnitt 1937 nach dem auf Goldbasis reduzierten Grosshandelsindex nur die Vereinigten Staaten etwas günstiger dastanden als die Schweiz, ist anfangs 1939 das Preis-

niveau mit Ausnahme von Holland in allen übrigen erwähnten Ländern tiefer als bei uns. Inbezug auf die Lebenskosten fällt nur die starke Senkung, in Gold gerechnet, bei Frankreich ins Gewicht.

Wie aus der Gestaltung unserer Ausfuhr hervorgeht, kommt es inbezug auf die Exportmöglichkeiten nicht nur auf den Verlauf der Preisindexzahlen an.

		Januar – Februar	
	1937	1938	1939
		in Mill. Fr.	
Gesamte Ausfuhr	*163,2*	*195,2*	*209,3*
Ausfuhr nach:			
Deutschland	25,9	30,3	33,9
Frankreich	22,2	19,9	22,4
Italien	10,4	15,2	13,2
Belgien	6,8	6,5	6,5
Holland	5,4	8,1	15,2
Grossbritannien	18,5	21,3	27,9
U.S.A.	16,2	15,1	14,9

Trotz der Abschwächung des englischen Pfundes, des französischen Frankens und des holländischen Guldens konnte die schweizerische Ausfuhr nach England, Frankreich und Holland erheblich gesteigert werden. Die Gründe dürften allerdings im starken Rüstungsbedarf und auch in der Tatsache liegen, dass das Ausland wegen eigener Rüstung nicht mehr in vollem Umfang oder überhaupt nicht mehr lieferfähig ist.

Die Ausfuhr nach den wichtigsten Industrien zeigt folgendes Bild.

	1937	1938	1939
		in Mill. Fr.	
Textilindustrie	28,8	31,0	34,2
Metallindustrie	54,9	79,3	73,4
davon Uhren	24,8	35,6	24,0
Nahrungsmittelindustrie	6,9	7,8	8,9
Chemische Industrie	26,5	22,9	33,3

In Anbetracht dessen, dass die Textilindustrie in den beiden ersten Monaten des laufenden Jahres den Exportwert gegenüber den korrespondierenden Monaten 1937 um rund 10% steigern konnte, ist es zum vornherein nicht ohne weiteres verständlich, dass die Begehren nach einer weitern Anpassung des Schweizerfrankens an das englische Pfund gerade von seiten der Textilindustrie kommen. Der Grund dürfte darin zu suchen sein, dass einzelne Zweige dieser Industrie besonders stark unter der Abschwächung des englischen Pfundes und des französischen Frankens leiden.

Es ist nicht möglich, sich ein genaues Bild über die wirtschaftliche Bedeutung der einzelnen Währungen für den Güter- und Kapitalverkehr unseres Landes zu machen. Zahlreiche Posten der Zahlungsbilanz sind uns in unserer länderweisen Aufteilung nicht bekannt.

In der uns übermittelten Eingabe wird eine Hebung des Pfundkurses auf das durchschnittliche Niveau von 1937 befürwortet. Vom 1. Januar bis 26. September 1936 betrug der durchschnittliche Pfundkurs in der Schweiz Fr. 15,30; im Jahresdurchschnitt 1937 erreichte er Fr. 21,55 und Ende Februar stand er auf etwa Fr. 20,62. Eine Hebung des Pfundkurses auf die Höhe von 1937 bedeutet aber eine Senkung des Schweizerfrankens gegenüber allen Valuten um rund 5%. Bei der Ende Februar bestehenden Dollar-Pfund Relation von 4,69 würde der Dollarkurs in der Schweiz auf etwa Fr. 4,59 ansteigen. Gleichzeitig müsste eine Erhöhung des Goldpreises auf Fr. 5136.– eintreten. Am Golde gemessen betrüge die Abwertung des Schweizerfrankens rund 33%. Sie hielte sich immer noch innert der im Bundesratsbeschluss vom 27. September 1936 festgelegten Grenzen. Hingegen wäre es der Nationalbank ohne eine Änderung der währungspolitischen Weisung des Bundesrates vom 27. September 1936 nicht möglich, den Schweizerfranken dem Pfunde folgen zu lassen. Die geringe Spanne, innert der sie den Franken schwanken lassen kann, genügt nicht, um den Vorsprung, den verschiedene Länder mit der weitern Entwertung ihrer Währungen erhielten, kompensieren zu können. Infolgedessen müsste der Bundesrat seine Weisung an die Notenbank in der Weise abändern, dass der Franken entweder zwischen den im Bundesratsbeschluss fixierten Punkten – 190 und 215 Milligramm – schwanken dürfte oder der Spielraum um die 30%ige Abwertung vergrössert würde.

Wäre auch das Ausmass der erneuten Senkung unserer Währung relativ bescheiden, so würden doch zum Teil wieder die gleichen Probleme und Diskussionen wie vor der Abwertung im September 1936 aufgerollt, da ja bekanntlich die Meinungen über Erfolg und Misserfolg der Abwertung immer noch auseinandergehen. Es lässt sich heute, in den politisch unruhigen Zeiten, wohl kaum voraussagen, welche Wirkungen eine weitere Währungsanpassung auslöste. Die Aufwertung der Gold- und Devisenbestände hätte zweifelsohne eine weitere Verflüssigung des Geld- und Kapitalmarktes zur Folge. Diese könnte durch den Zustrom ausländischer Gelder noch verstärkt werden, falls die Währungsanpassung in politisch ruhigen Zeiten erfolgte. Sollte dies der Fall sein, so würde die Abdrängung ausländischer Gelder aus der Schweiz unter Umständen zu einem noch dringenderen Problem werden als es heute schon ist. Es handelt sich hier aber keineswegs um eine leicht zu lösende Aufgabe.

Ebenso bleibt die Auswirkung einer allfälligen Währungsanpassung auf die Zinssätze ungewiss. Eine weitere Verflüssigung des Geld- und Kapitalmarktes führte zu einer Senkung des Zinsniveaus. Die Erfahrung hat jedoch gezeigt, dass einerseits der billige Zinsfuss für sich allein nicht genügt, um die Wirtschaft anzukurbeln oder in Gang zu halten und anderseits die niedrigen Sätze für viele Gläubigerkategorien, vor allem für die Versicherten, erhebliche Nachteile in sich bergen. Es wäre aber auch denkbar, dass eine weitere Entwertung des Schweizerfrankens eine gewisse Beunruhigung unter der schweizerischen Bevölkerung und damit einen Kapitalabfluss aus unserm Lande auslöste. In

diesem Fall wäre mit einer Befestigung der Zinssätze zu rechnen. Je nach den äussern Umständen, unter denen die Angleichung des Schweizerfrankens an den Pfundkurs erfolgt, werden die Wirkungen verschieden sein. Die Eingabe des Textilarbeiterverbandes und des Gewerkschaftsbundes verlangt allerdings keine sklavische Bindung an das Pfund. Wir erlauben uns immerhin darauf hinzuweisen, dass eine Währungspolitik, die sich bald an eine Valuta bindet und bald sich wieder von ihr löst, nicht ohne erhebliche Nachteile für die Wirtschaft eines Landes bleiben kann.

Gewiss wäre eine weitere Anpassung des Schweizerfrankens an das englische Pfund dazu angetan, den Export nach einer Reihe von Ländern zu stimulieren. Aber man darf nicht vergessen, dass eine Senkung unserer Währung ein Ansteigen sämtlicher ausländischer Devisenkurse und damit eine Verteuerung des Importes im Gefolge hätte. Besonders ungünstig würde sich der Clearingverkehr mit Deutschland und Italien gestalten. Schon jetzt hat die Schweiz wegen des Rückgangs der Einfuhr aus Deutschland und Italien erhebliche Clearingsorgen, so dass der Export nach diesen Ländern eingeschränkt werden muss. Denn aus den Erträgnissen der schweizerischen Einfuhr aus Deutschland z. B. werden nicht nur der Reiseverkehr in die Schweiz und die Zahlungen an die Finanzgläubiger sondern vor allem die Exporte nach Deutschland finanziert. Das Ansteigen des Clearingmarkkurses würde zweifelsohne einen weitern Rückgang der Einfuhr aus Deutschland nach sich ziehen. Wir sehen, dass selbst für unsern Export eine Abwertung des Frankens nicht nur Vorteile sondern auch gewisse Nachteile bringt.

Wir verkennen die Sorgen und Schwierigkeiten unserer Exportindustrie und der Hotellerie keineswegs. Die Prüfung der Frage, ob eine weitere Anpassung des Schweizerfrankens an das englische Pfund anzubahnen sei, darf aber nicht nur auf die Schwierigkeiten weniger Industrien abstellen, sondern sie muss die Interessen unserer gesamten Wirtschaft berücksichtigen.

55

E 2001 (D) 2/138

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta

L IV 1/3 – F/AZ Berlin, 27. März 1939

Herr von Weizsäcker, den ich heute wegen Liechtenstein aufsuchte, wies, als wir auf die deutsch-schweizerischen Beziehungen zu sprechen kamen, darauf hin, dass in Schweizerzeitungen zu lesen war, es hätten keine offiziellen Besprechungen zwischen der Schweiz einerseits und Frankreich und England andererseits wegen einer militärischen Hilfe dieser Mächte im Falle einer Neutralitätsverletzung durch Deutschland stattgefunden. Daraus müsse man nach Ansicht

des Unterstaatssekretärs schliessen, dass offiziöse Besprechungen geführt worden seien. Dies sei nach deutscher Auffassung für ein neutrales Land nicht unbedenklich. Ich antwortete, dass mir über offiziöse Besprechungen nichts bekannt sei. Sicher sei aber, dass die Schweiz an diesen Abmachungen sich nicht beteiligt habe. Die Schweiz werde sich im Falle einer Neutralitätsverletzung, von welcher Seite sie auch komme, mit allen Mitteln wehren, gleichgültig, ob man ihr von dritter Seite helfe oder nicht. Der schweizerische Standpunkt gegenüber solchen Hilfsversprechungen sei ferner der, dass auch im Falle eines Angriffs auf unser Gebiet die Hilfe von dritter Seite nicht automatisch sondern nur auf unser Begehren gewährt werden dürfe[1].

Herr von Weizsäcker antwortete, dass Deutschland und Italien davon Umgang genommen hätten, ähnliche Versprechungen über eine militärische Hilfe abzugeben, da dies der neutralen Schweiz ja nur Ungelegenheiten bereitet hätte[2]. Er bat mich, ihm gelegentlich mitzuteilen, welches die Sachlage sei und welchen Standpunkt die schweizerische Regierung bezüglich dieser Hilfsversprechungen Englands und Frankreichs einnehme.

ANNEXE

E 2001 (D) 2/138

Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L
B.51.20.1.– RU

Berne, 28 mars 1939

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 27 mars concernant la conversation que vous avez eue avec M. de Weizsäcker au sujet des publications récemment faites par la presse franco-britannique touchant l'aide que ces deux pays donneraient à la Suisse au cas où sa neutralité serait violée. Nous en avons pris connaissance avec un vif intérêt et nous vous remercions de la façon dont vous avez répondu à votre interlocuteur à ce propos.

Non seulement cette affaire n'a fait l'objet d'aucune conversation diplomatique entre la Suisse et la France et la Grande-Bretagne, ni officiellement ni à titre officieux, mais nous ne sommes pas encore exactement renseignés sur ce qui a été réellement convenu entre les Gouvernements français et anglais à ce sujet. Nous croyons savoir que le Gouvernement des Pays-Bas, qui pas plus que nous n'a été abordé avant la décision qui semble avoir été prise, n'est pas plus avancé que nous à cet égard. Il nous est difficile, dans ces conditions, de vous donner des instructions précises concernant une nouvelle conversation avec M. de Weizsäcker, à qui vous avez déjà dit, pensons-nous, tout ce qui était commandé par les circonstances: La Suisse n'a sollicité aucune aide et aucun appui, mais il va sans dire qu'au cas où elle se trouverait attaquée par l'un de ses voisins, elle croit pouvoir compter sur l'aide de ses autres voisins pour combattre les armées de l'Etat qui l'aurait attaquée. Le fait que la France se serait assuré, pour une semblable éventualité, le concours de son alliée la Grande-Bretagne ne saurait nous déplaire, mais il s'agit d'arrangements – inter alios acta – auxquels nous n'avons aucune part, même indirecte.

---

1. *Cf. N° 65.*
2. *Cf. N° 67.*

Nous sommes reconnaissants à M. de Weizsäcker de vous avoir déclaré que la Suisse pouvait compter sur l'aide de l'Allemagne et de l'Italie au cas où elle serait attaquée par la France, mais que des déclarations à ce sujet avaient été évitées pour ne pas nous mettre dans une situation embarrassante. Nous apprécions à la fois la promesse et la discrétion dont il est fait preuve du côté allemand et italien au sujet d'une question dont nous avons toujours admis que la solution allait de soi[3].

3. *Le 30 mars, Frölicher donne connaissance à von Weizsäcker de la réponse de Motta. Le lendemain, le Ministre de Suisse adresse une lettre au Chef du DPF pour l'informer de cet entretien et précise:* Herr von Weizsäcker nahm mit Genugtuung von dieser Nachricht Kenntnis und fügte bei, dass er auch dem Aussenminister davon Mitteilung machen werde. *Une annotation de la main de Motta indique:* Communiqué au C. féd. en séance, 3.4.39 (E 2001 (D) 2/138).

56

E 2001 (D) 1/103

Le Sous-Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, H. Frick, au Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, J. Labhart

Copie
L Fk/zg.Geheim!
Unterredung mit Oberstlt. v. Ilsemann und Legationsrat v. Bibra

Bern, 28. März 1939

Herr Oberstkorpskommandant melde ich, dass gestern, 27.3. kurz nach 1800 der deutsche Militärattaché, Oberstlt. von Ilsemann, bei mir anrief und um eine Unterredung, möglichst noch am Abend bat. Ich empfing ihn ca. 1830 und zog, nachdem ich den Inhalt der Anfrage kannte, auch Oberstlt. Masson zu den Unterredung bei. Oberstlt. von Ilsemann schien sehr besorgt wegen unserer Massnahmen[1], indem ihm gerüchteweise und wohl auch durch Presseäusserungen zugetragen worden war, es handle sich um einseitig gegen Deutschland gerichtete Massnahmen. Herr v. Bibra habe diesbezüglich mit Legationsrat Dr. Feldscher vom Politischen Departement gesprochen, der ihn auf mich verwiesen habe[2].

Ich habe Herrn von Ilsemann sofort erklärt, dass diese Massnahmen keineswegs einseitig gegen Deutschland gerichtet seien, sondern auf allen Fronten ganz genau gleich befohlen worden seien. Ich habe ihm auch angedeutet, dass die Notwendigkeit vorgelegen habe, eine auf Grund der Spannungen und Ereignisse der letzten Zeit entstandene und an sich verständliche Beunruhigung

1. *Cf. N° 52.*
2. *Non reproduit.*

unseres Volkes durch Vorkehren militärischer Natur zu beruhigen. Ich habe Herrn von Ilsemann auch erneut erklärt, dass sowohl von Seiten des Bundesrates als der militärischen Instanzen peinlich genau – auch hinsichtlich der militärischen Vorkehren – unsere Neutralitätspolitik gewahrt werde.

Herr von Ilsemann wollte ferner gehört haben, dass Wiederholungskurse an die Nordfront verlegt worden seien. Ich stellte dies der Wahrheit gemäss sofort des Bestimmtesten in Abrede.

Schliesslich wiesen wir Herrn von Ilsemann darauf hin, dass die Schweiz, die keine stehende Truppen besitze, zweifellos genötigt sei, Vorkehren für ihre Sicherheit zu treffen in einer Zeit, wo alle umliegenden Staaten Massnahmen der Kriegsvorbereitung treffen. Daraus könne unmöglich geschlossen werden, dass sich diese gegen irgend einen Nachbarn besonders richteten.

Nach der Unterredung mit Oberstlt. v. Ilsemann wurde mir bekannt, dass Legationsrat v. Bibra Legationsrat Feldscher mitgeteilt habe, ich hätte in einem Gespräch zugegeben, dass wir nur gegen Deutschland Befestigungen errichteten. Ich stellte dann heute früh fest, dass Herr v. Bibra tatsächlich eine derartige Aussage gegenüber Herrn Dr. Feldscher gemacht hatte. Da gerade das Gegenteil wahr war, rief ich unverzüglich Herrn v. Bibra an und teilte ihm mit, ich hätte vernommen, dass er die oben erwähnten Äusserungen getan habe. Er bestritt dies sofort und erklärte der Wahrheit gemäss, dass ich ihm den Rückstand der Westbefestigungen gegenüber den Nordbefestigungen aus rein militärgeographischen Rücksichten erklärt habe. Die ganze Sache bezog sich auf ein Gespräch bei einem gesellschaftlichen Anlass kurz nach der Septemberkrise, wo Herr v. Bibra mir wieder einmal seine Besorgnisse wegen unserer Neutralität vortrung und u[*nter*] a[*nderem*] sagte, wir befestigten ja nur gegen Deutschland. Ich habe ihm damals sofort mit aller Deutlichkeit geantwortet, dass dies den Tatsachen nicht entspreche, indem in der besonders gefährdeten Gegend unserer Westfront im Abschnitt Ste. Croix – Vallorbe schon ein sehr starker Festungsgürtel angelegt sei. Ich fügte bei, dass wir die Dringlichkeitsordnung unserer noch nicht beendigten Befestigungsbauten nach rein militärgeographischen und nicht nach politischen Gesichtspunkten getroffen hätten, und da könne doch kein Zweifel walten, dass der Jura ein unendlich schwierigeres Gelände sei als die ganze Nordfront.

Aus der nachträglich abgestrittenen Äusserung des Herrn v. Bibra an Herrn Dr. Feldscher kann nur vermutet werden, dass er versuchte, Herrn Dr. Feldscher gewissermassen «aus dem Busch zu klopfen».

Im weiteren Verlauf der telefonischen Unterredung mit Herrn v. Bibra sagte dieser dann, es wären eben in der Presse (er nannte das Volksrecht) Artikel erschienen, die offen sagten, unsere ganzen Massnahmen richteten sich nur gegen Deutschland. Nachdem er nun gestern nach meiner Unterredung mit Oberstlt. von Ilsemann ein beruhigendes Telegramm nach Berlin gesandt habe, wäre es doch peinlich, wenn ihm nun von Berlin aus der betreffende Artikel als eine Art Gegenbeweis gegen seine Nachrichten gesandt würde. Ich erklärte daraufhin, er müsste doch unsere schweizerischen Verhältnisse hinreichend kennen, um zu wissen, dass derartige Äusserungen der Linkspresse keinerlei Bedeutung für die Haltung der Regierung und der verantwortlichen militärischen Instanzen besässen. Herr v. Bibra kam dann ebenfalls auf die Frage der Ver-

schiebung von Wiederholungskursen an die Nordgrenze zu sprechen. Anlässlich einer gesellschaftlichen Veranstaltung habe ihm jemand – auf Befragen sagte er, ein Schweizer – lächelnd gesagt, in Basel sei ein Tessiner Regiment. Es soll dabei auch eine Nummer genannt worden sein: 72 oder 73. Ich erklärte sofort ganz bestimmt, dass weder von uns irgend ein Befehl zur Verschiebung von Wiederholungskursen an die Nordgrenze gegeben worden sei, noch irgend jemand sonst in der Lage wäre, derartiges zu befehlen. Es sei ausgeschlossen, dass ein Tessiner-Regiment in Basel sei, übrigens seien diese Nummern keine Tessinernummern und die Bataillone, die diese Nummern trügen, stünden gar nicht im Dienst. Wenn überhaupt ein Anlass zu solchem Gerücht bestände, so könnte es höchstens daraus entstanden sein, dass sich irgendwelche Rekruten dieser Bataillone während ihres normalen Sonntagsurlaubs in Basel befunden hätten, was bei uns jederzeit vorkommen könnte, da die Rekruten während des Sonntagsurlaubes ermächtigt seien, zu reisen wohin sie wollen.

Ich habe schliesslich Herrn v. Bibra erneut erklärt, und zwar unter Berufung auf meine Eigenschaft als Soldat, dass wirklich nicht der geringste Grund für die Befürchtung vorliege, als stellten wir uns einseitig gegen Deutschland. Der Bundesrat sei – und unser Volk mit ihm – nach wie vor auf dem Standpunkt strengster Neutralität und würde in dieser Auffassung auch von den verantwortlichen militärischen Instanzen mit aller Energie unterstützt. Ich fügte bei, dass man es doch in Deutschland verstehen müsse, wenn die kleine Schweiz, die über keine stehenden Truppen verfüge, gewisse Sicherheitsmassnahmen treffe in einer Zeit, wo dies auch die Grossmächte um uns herum in mehr oder weniger grossem Massstabe täten.

Ich habe den Eindruck, Herrn v. Bibra durch die Unterredung beruhigt zu haben.

Ich habe nachher mit den Herren Minister Bonna, Dr. Feldscher und Rezzonico vom Politischen Departement die Sache besprochen. Wir suchten bei dieser Gelegenheit den betreffenden Volksrechtartikel heraus[3], der in der Tat unglaublich ist (siehe Beilagen[4]). Da uns allen der Tatbestand einer Verletzung der bundesrätlichen Verordnung betreffend Massnahmen gegen staatsgefährliche Umtriebe zum Schutze der Demokratie vom 5.12.38[5] gegeben erschien, habe ich Herrn Bundesanwalt Stämpfli gebeten, gegen das Blatt vorzugehen. Es ist vielleicht erwünscht, wenn auch von Seiten des Herrn Departmentsvorstehers in der Sache beim Herrn Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartments noch ein Vorgehen gegen das Blatt nachdrücklich verlangt wird.

Aus der ganzen Angelegenheit werden meines Erachtens folgende Punkte klar:

1. Das Vorgehen unserer Linkspresse bringt uns in eine immer grössere Gefahr. Sie vor allem ist dafür verantwortlich, dass deutscherseits immer wieder der Verdacht auftaucht, wir halten unsere Neutralität nicht ein. Wer Gelegenheit hat, hie und da mit deutschen Diplomaten zusammenzutreffen,

---

3. *Il s'agit d'un commentaire intitulé* Gespannte Lage, *paru dans le* Volksrecht *du 27 mars 1939, en première page.*

4. *Non reproduit.*

5. *Cf. RO, 1938, vol. 54, p. 880.*

kann das immer wieder feststellen, wie ich von verschiedenen Seiten weiss. Wenn wir uns nicht endlich entschliessen, hier schärfere Seiten aufzuziehen, kann uns dies eines Tages den Krieg bescheren. Gegenüber dieser Möglichkeit müssen die innenpolitischen Bedenken eben rücksichtslos zurücktreten. Ich werde Herrn Oberstkorpskommandant über diese Frage eine besondere Eingabe unterbreiten[6]. Ich kann nur beifügen, dass die Herren des Politischen Departements diese Sachlage genau gleich beurteilen wie ich.

2. Es ist von höchster Bedeutung, dass unsere militärischen Massnahmen sich genau gleich gegen alle unsere Nachbarn richten. Wir dürfen uns hierin weder durch das Geschrei der Presse, noch durch den Druck von Politikern oder Regierungen aufgeregter Grenzkantone, noch auch durch Verlangen von Truppenkommandanten, die nur ihren Abschnitt sehen, beirren lassen. Insbesondere ist es wichtig, dass der Festungsbau auf der Westfront wieder aufgenommen wird, sobald es die Witterungsverhältnisse irgendwie erlauben.

3. Gegen die Gerüchtemacherei müssen scharfe Massnahmen ergriffen werden. Insbesondere sollten ausländische Elemente, Emigranten und dergleichen, die Gerüchte verbreiten, festgenommen und sofort ausgewiesen werden. Es ist überhaupt notwendig, unsere öffentliche Meinung von Regierungsseite schärfer am Zügel zu führen. Um eine Art Propagandastelle werden wir bestimmt nicht herumkommen.

4. Gegen neutralitätswidrige Reisen und Reden unserer Linkspolitiker wie die des Herrn Nationalrat Oprecht an den Kongress der französischen Beamtenorganisation, muss endlich einmal ein Mittel gefunden werden, das wirksam ist (Beilage 2[7]).

5. Soviel ich beurteilen kann und auch aus verschiedenen Äusserungen entnehmen muss, hat die alarmmässige Einberufung der Bewachungsmannschaften durch Telegramm und die Ansage durch Lautsprecher, z[*um*] B[*eispiel*] in Basel, eher beunruhigend gewirkt. Es wäre wohl vorteilhafter gewesen, die Sache in aller Ruhe für einen bestimmten Zeitpunkt anzuordnen, etwa für Montag, da ja eine unmittelbare Gefahr nicht vorlag. Wir laufen m[*eines*] E[*rachtens*] Gefahr, im Gegensatz zu den Verhältnissen in der Septemberkrise, dass uns von politischer Seite überstürzte Massnahmen aufgedrängt werden wollen, die das Gegenteil des erstrebten Zweckes bewirken.

Nachtrag

Ich traf am 28.3 abends, nachdem dieser Bericht schon geschrieben war, Herrn von Bibra bei einem Tee. Hier erklärte er, seine Quelle für die auf Seite 2 vorstehend gegebenen Mitteilungen sei ein Diplomat der Gegenseite, mit dem er sehr gut stehe. Ich erwiderte sofort, dieser Diplomat habe mit dieser Mitteilung besondere Absichten verfolgt; diese könne daher nicht ernst genommen werden.

---

6. *Non retrouvé.*

7. *Il s'agit probablement d'une copie ou d'un compte rendu du discours d'Oprecht; cf.* E 2001 (D) 3/2.

57

E 6100 (A) 17/1253a

La Légation de Suisse à Berlin [1] *au Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne*

Copie
N VI 5/4 b. Vertraulich. Berlin, 29. März 1939

Ich beehre mich, den Empfang Ihrer Note vom 29. März 1939 zu bestätigen, die folgenden Wortlaut hat:

«1. Die Deutsche Regierung erklärt sich bereit – ohne eine rechtliche Verpflichtung hierzu anzuerkennen – der Schweizerischen Regierung als einmalige und endgültige Entschädigung für die folgenden von der Schweizerischen Regierung der früheren Republik Österreich gewährten Regierungskredite:

a) 4 ½ % Garantierte Konversionsanleihe 1934/1959 im Nennbetrag von 13 894 000.— Fr. und mit einem am 1. September 1938 noch ausstehenden Kapitalbetrag von 13 693 168.55 Fr.,

b) 4% Internationale garantierte Österreichische Bundesanleihe 1933/1953 im Nennbetrag von 4 667 532.— Fr. und mit einem am 1. Juli 1938 noch ausstehenden Kapitalbetrag von 4 468 959.99 Fr.,

c) zinslose Darlehen aus Anlass der Sanierungsmassnahmen für die Stickereiindustrie gemäss dem Übereinkommen vom 30. Dezember 1933/18. Januar 1934 mit austehendem Kapitalsaldo von 320 000.— Fr.

zugleich mit der Regelung gemäss Ziffer 3 einen Betrag von 7 901 100.— RM (in Worten Siebenmillionenneunhunderteintausendeinhundert Reichsmark) zu zahlen [2].

Die Zahlung erfolgt nach durchgeführtem Notenaustausch zu Gunsten der Schweizerischen Eidgenossenschaft, Eidgenössische Finanzverwaltung in Bern, bei der Reichshauptbank in Berlin, auf ein Sonderkonto.

3. Die Schweizerische Eidgenossenschaft wird gegen Zahlung des in Ziffer 1 erwähnten Reichsmarkbetrages die nachstehenden Schuldverschreibungen entwerten und der Deutschen Regierung über die Deutsche Gesandtschaft in Bern übergeben:

a) von der 4 ½ % Garantierten Österreichischen Konversionsanleihe 1934/1953 die Schuldverschreibungen Nrn. 1 bis 22 im Nennbetrag von 13 894 000.— Fr.,

b) von der 4% Internationalen Garantierten Österreichischen Bundesanleihe 1933/1953 die Schuldverschreibungen Nrn. 5 bis 20 im Nennbetrage von 4 667 532.— Fr.»

Die Schweizerische Regierung erklärt sich – ohne damit dem von der Deut-

---

1. *La note est signée par le Ministre de Suisse à Berlin, Frölicher.*
2. *Cf. annexe, ainsi que DDS, vol. 10, Table méthodique, II. 2.3. Autriche. Emprunt international, et DDS, vol. 11, N^os 82 et 143.*

Sur cette affaire, cf. aussi E 2001 (E) 1/348 *et* E 7110/1967/32/910. Deutschland (2) 1939-1946.

schen Regierung vertretenen Rechtsstandpunkt beizustimmen – mit dieser Regelung einverstanden.

Für das zinslose Darlehen aus Anlass der Sanierungsmassnahmen für die Stickereiindustrie gemäss der Übereinkommen vom 30. Dezember 1933/18. Januar 1934 mit ausstehendem Kapitalsaldo von 320000.— Fr. besteht keine Schuldverschreibung.

ANNEXE

E 6100 (A) 17/1253a

La Légation de Suisse à Berlin[3] *au Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne*

Copie
N VI 5/4 b. Vertraulich Berlin, 29. März 1939

Ich beehre mich den Empfang Ihrer vertraulichen Note vom 29. März 1939 zu bestätigen, die folgenden Wortlaut hat:

«Durch Notenwechsel vom heutigen Tage ist über die in diesem aufgeführten, von der Schweizerischen Regierung der früheren Republik Österreich gewährten Regierungskredite eine Regelung getroffen worden. Für die Verwendung des bei der Reichshauptbank in Berlin auf ein Sonderkonto einzuzahlenden Betrages von 7901100.— RM. (in Worten: Siebenmillionenneunhunderteintausendeinhundert Reichsmark) wird hierdurch gleichzeitig folgende Regelung vorgesehen:

1. Die Deutsche Regierung ist damit einverstanden, dass die Mittel des Sonderkontos dazu verwendet werden, um 85% der auf Grund des Bauprogramms gemäss dem Staatsvertrag zwischen Deutschland und der Schweiz über die Regulierung des Rheins zwischen Strassburg/Kehl und Istein, vom 28. März 1929[4], auf die Schweiz entfallenden anteiligen Kosten, die wie folgt veranschlagt sind:

Baujahr 1939	RM. 964200.—
Baujahr 1940	RM. 603600.—
Baujahr 1941	RM. 330000.—

zu begleichen, wenn bei der Fälligkeit gleichzeitig 15% in freien Devisen bezahlt werden.

2. Wenn und soweit auf Grund des unter Ziffer 1 erwähnten Staatsvertrages die in den früheren Baujahren nicht voll beanspruchten Kredite für noch auszuführende Arbeiten übertragen werden oder Kreditüberschreitungen oder Ergänzungsarbeiten beschlossen werden, ist die Deutsche Regierungen damit einverstanden, dass die auf die Schweiz entfallenden anteiligen Kosten für die in Deutschland vorgenommenen Arbeiten entsprechend dem Notenwechsel vom 14. August/28. September 1933 von der Schweiz bezahlt werden.

3. Werden neue Staatsverträge über die Regulierung des Rheins abgeschlossen, wo wird über die Bezahlung der Kostenbeiträge der Schweiz verhandelt werden. Die Deutsche Regierung erklärt sich aber bereits jetzt schon damit einverstanden, dass die auf die Schweiz entfallenden Kosten in der Höhe von 85% aus den Mitteln des Sonderkontos bei der Reichshauptbank bezahlt werden können, falls bei der Fälligkeit gleichzeitig 15% in freien Devisen gezahlt werden und es sich um in Deutschland ausgeführte Arbeiten handelt.

4. Die Schweizerische Eidgenossenschaft, Eidgenössische Finanzverwaltung, ist berechtigt, nach Fühlungnahme mit den zuständigen deutschen Stellen, zur vorübergehenden oder lang-

3. *La note est signée* Frölicher.

4. *Cf. DDS vol. 9, N° 519. Cf. aussi RO, 1930, vol. 46, pp. 390 ss.*

fristigen Anlage aus den Mitteln des Sonderkontos auf Reichsmark lautende, festverzinsliche Rentenwerte zu erwerben. Die auf die Rentenwerke entfallenden Zinsen, ferner der Gegenwert der Rentenwerte bei Fälligkeit oder Verkauf werden auf dem Sonderkonto bei der Reichshauptbank gutgeschrieben und können gemäss dieser Vereinbarung verwendet werden.»

Die Schweizerische Regierung gibt ihre Zustimmung zu der Regelung, die Gegenstand der vorliegenden Note ist. Sie beabsichtigt, die auf dem Sonderkonto bei der Reichshauptbank eingezahlten Beträge bis zur Höhe von 3 850 000 Reichsmark in der Weise zu verwenden, dass damit 83% des Preises noch zu vereinbarender Warenbezüge bezahlt werden können, während 17% des Preises in freien Devisen zu leisten sind. Die Schweizerische Regierung wird mit entsprechenden Vorschlägen an die Deutsche Regierung herantreten.

58

E 2805 1971/29

Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

No RU. *[Berne],* 31 mars 1939

M. Edouard de Haller est venu dîner hier au soir avec moi. Il m'a fait la communication suivante:

M. Avenol, qui partira au milieu d'avril pour New York, où il est invité à assister à l'inauguration de l'Exposition internationale, l'a convoqué pour lui dire ce qui suit:

Avant de partir pour l'Amérique, il a voulu tranquilliser ses collaborateurs en prenant ses responsabilités. Il a l'intention, si la guerre éclate, – quel que soit le sort de la Suisse, – d'arrêter toute activité de la Société des Nations et même de s'opposer à des velléités d'action en raison de la composition de la Société (Etats neutres et non neutres). Il ne compte pas consulter le Conseil, car cela ne donnerait rien (avis contradictoires et abstentions).

Il compte évacuer le personnel non suisse du Secrétariat, n'en garder en Suisse qu'un noyau et mettre le reste en congé. Les bureaux de Genève seraient fermés, sous réserve d'une petite équipe pour en assurer l'administration et la garde. M. Avenol se réfère aux entretiens qu'il a eus l'automne dernier à Berne: une des raisons de sa décision, c'est sa préoccupation de ce que deviendraient et feraient en Suisse des fonctionnaires qui ne seraient plus soumis à la discipline.

M. Avenol désire que le Gouvernement suisse soit informé de ses intentions; il est prêt à accueillir toute observation ou suggestion quant au modus procedendi. Il demande, toutefois, que le secret le plus complet soit conservé. M. Avenol n'a parlé de ses intentions qu'à un minimum de collaborateurs indispensables, mais ceux-là même ignorent que M. de Haller a été chargé de les communiquer à Berne.

En ce qui concerne le Bureau international du Travail, le Conseil d'administration prétend que celui-ci poursuivra intégralement son activité, même en cas de guerre. Il est prévu, cependant, qu'il quitterait également Genève pour aller s'installer dans le sud-ouest de la France.

A la question que l'évacuation du Secrétariat et du Bureau international du Travail poserait des problèmes très difficiles, M. Avenol répond que non, car, en tout état de cause, il ne s'agirait pas de transports considérables de documents et d'archives. Si la neutralité suisse est respectée, cette évacuation peut se faire avec tous les délais indispensables. Si, au contraire, la Suisse est attaquée, la région limitrophe sera évacuée et l'évacuation du Secrétariat de la Société des Nations s'incorporerait dans le mouvement [1].

1. *Sur la question de l'évacuation du Secrétariat de la Société des Nations en cas de guerre, cf.* E 2001 (D) 4/53.

59

E 6100 (A) 18/1279

La Direction générale de la Banque nationale [1]
au Chef du Département
des Finances et des Douanes, E. Wetter

L Sr/F. Streng vertraulich.
Betr. Kredit an die spanische Regierung.

Zürich, 1. April 1939

Wie Ihnen bekannt ist, hat der Schweizerische Bankverein im Oktober 1938 der national-spanischen Regierung in Burgos einen durch in- und ausländische Obligationen sowie Chade-Aktien mit einer angemessenen Marge gedeckten Kredit im Betrag von SFr. 12 000 000.— und £400 000.— gewährt, mit Fälligkeit per 20. Oktober 1939 und mit dem Recht der Schuldnerin eine Verlängerung um weitere sechs Monate zu verlangen. Dieser Kredit ist zurzeit benützt mit SFr. 6 216 000.— und £200 000.—. Sie haben damals in mündlichen Besprechungen in die vom Schweizerischen Bankverein unternommene Kredittransaktion eingewilligt.

Der Schweizerische Bankverein teilt uns mit, dass die spanische Regierung um die Erhöhung des Kredites um £500 000.— bez*[iehungs]*w*[eise]* Gegenwert von Schweizerfranken nachgesucht hat. Das genannte Institut wäre grundsätzlich bereit, diesem Wunsche zu entsprechen. Der Kredit würde zum Teil in Schweizerfranken und zum Teil in Pfund-Sterling in einem noch festzusetzenden Verhältnis beansprucht. Der fragliche Kredit wäre bei angemessener Marge durch Titel aus dem Gebiete Grossbritanniens (Obligationen von Kolonien, Dominions, Mandatsgebieten, Verkehrs- und Industriegesellschaften, Aktien

1. *La lettre est signée* Weber *et* Schnorf.

von Banken und Industrien) sowie durch französische, holländische, norwegische und schwedische Titel zu decken. Es handelt sich dabei um Titel, die kotiert sind und breite gangbare Märkte haben. Die Kreditdauer würde ein Jahr von einem noch festzusetzenden Tage an betragen, mit dem Recht für die Schuldnerin, eine einmalige sechsmonatige Verlängerung verlangen zu können.

Wir ersuchen Sie, uns Ihre Stellungnahme zu obigem Kreditgesuch des Schweizerischen Bankvereins bekannt zu geben und bemerken, dass dieser beabsichtigt, die Kreditverhandlungen sofort nach Ostern weiter zu führen.

Das Direktorium ist der Ansicht, dass sich der gegenwärtige Zeitpunkt mit Rücksicht auf die obwaltenden unsicheren Verhältnisse zur Tätigung von Anlagegeschäften im Ausland nicht besonders gut eignet. Trotzdem wäre es grundsätzlich nicht abgeneigt, der Kreditvorlage vom Standpunkt der Währung und des Geld- und Kapitalmarktes aus zuzustimmen, da es sich dabei um einen verhältnismässig bescheidenen Betrag handelt und in Erwägung zu ziehen ist, dass durch die Kreditoperation für unser Land eine günstige Ausgangslage für künftige Wirtschaftsverhandlungen mit Spanien geschaffen werden könnte.

ANNEXE

Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht, à la Direction générale de la Banque nationale

Copie
L Hz 241
Kredit an die spanische Regierung

Bern, 6. April 1939

Mit ihrem Schreiben vom 1. dies[2] unterbreiten Sie uns das Kreditgesuch des Schweizerischen Bankvereins, der spanischen Regierung eine Erhöhung des früher eingeräumte Lombard-Kredits von Fr. 6216000.— und £200000.— und £500000.— bez*[iehungs]*w*[eise]* dessen Gegenwert einzuräumen, zur Stellungnahme.

Sie bermerken dazu, dass sie nicht abgeneigt wären, dieser Kreditvorlage vom Standpunkt der Währung und des Geld- und Kapitalmarktes aus zuzustimmen, wobei Sie insbesondere in Erwägung ziehen, dass durch diese Kreditoperation für unser Land eine günstige Ausgangslage für künftige Wirtschaftsverhandlungen mit Spanien geschaffen werden könnten.

Mit Rücksicht darauf, dass es sich um einen durch Wertpapiere gedeckten und sichergestellten Kredit handelt, halten wir dafür, das es wohl kaum möglich sein dürfte, irgendwelche handelspolitischen Bedingungen oder Auflagen an die Erhöhung dieses Kredits zu knüpfen[3]. Um aber dem

---

2. *Ci-dessus. La Banque nationale avait adressé sa demande au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter.*

3. *Dans une lettre du 14 juin 1939 (non reproduite), la Direction générale de la Banque nationale informe le Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter, que l'Espagne désire à nouveau augmenter le montant du crédit de £500000.—. Dans sa réponse du 15 juin 1939 le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht, fait savoir à la Banque nationale qu'il n'y voit pas d'objection. Il serait toutefois souhaitable* wenn es sich als möglich erweisen sollte, von der spanischen Regierung eine Zusicherung in dem Sinne zu erhalten, dass allfällige Schweizerwarenexporte, die auf Wunsch der spanischen Regierung der besondern Lage des Falles wegen auf Kredit ausgeführt werden sollten, um der spanischen Volkswirtschaft im gegenwärtigen Moment den grössten Nutzen zu bringen, zulasten dieses neuen Kredits sichergestellt werden.

Delegierten der Schweizerischen Handelszentrale in Bilbao, Herrn P. Brand, der damit beauftragt ist, schon vor Aufnahme der eigentlichen Handels- und Clearingvertragsverhandlungen mit Spanien die Schwierigkeiten, die sich bei der Durchführung des provisorischen Abkommens[4] ergeben haben, nach Möglichkeit aus dem Weg zu räumen, die Aufgabe möglichst zu erleichtern, werden wir uns gestatten, ihn von dieser Kredittransaktion in Kenntnis zu setzen, womit wir Sie einverstanden hoffen.

Trotzdem keine unmittelbare Gefahr für eine künftige Belastung des Clearings besteht, erachten wir es als selbstverständlich, dass durch die vorliegende Kredittransaktion nicht irgendwelche Belastung weder direkt noch indirekt herbeigeführt wird.

ANNEXE II

E 6100 (A) 18 /1279

Le Conseiller national J.-M. Musy au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

Copie
L

Middes, 18 mai 1939

A l'occasion de mon dernier voyage en Espagne[5], j'ai pu me rendre compte qu'il existe dans ce pays des possibilités intéressantes pour la Suisse. On examine actuellement les modalités d'un emprunt collectif en faveur de l'Espagne, auquel s'intéresseraient avec l'Angleterre et la France, plusieurs autres pays. Ne serait-il pas indiqué de voir si la Suisse ne pourrait pas faire une opération distincte, ou une opération connexe, mais particulière à la Suisse, afin de pouvoir lier l'emprunt à

---

4. *Il s'agit d'un accord provisoire conclu en octobre 1937 entre l'Office suisse d'expansion commerciale et le Gouvernement franquiste, prévoyant un régime de compensations privées; cf.* E 7110 1967/32/900 Spanien.

5. *Sur ce voyage, cf. notamment la lettre du 22 mars 1939 du Secrétaire de Chancellerie du Consulat de Suisse à Barcelone, E. Meylan, à la Division des Affaires étrangères du Département politique:*

Ainsi que vous en aurez certainement connaissance, Monsieur Jean-Marie Musy, ancien Conseiller Fédéral, a fait don au Généralissime Franco d'une copie du film «La Peste Rouge», qui a été édité par ses soins, dans le but de lutter contre le communisme en Suisse et dans le monde. Ce film, que Mr. Musy a présenté personnellement à Burgos, vient aussi d'être projeté devant les autorités de Barcelone et de la Colonie Suisse, gracieusement invitée à cet acte. Cette séance privée a eu lieu sous la présidence d'honneur du Général Eliseo Alvarez Arenas, Chef de la 4ème Région Militaire, avec l'assistance de Mr. Musy, de Mr. Burrus, Maire de Boncourt, qui accompagne Mr. Musy dans son voyage en Espagne, et des principales autorités militaires et civiles de Barcelone. Monsieur Mateu, Maire-Président de la Ville de Barcelone, présenta Mr. Musy et son film en des paroles d'éloges, tant pour sa personne et sa campagne anti-communiste, que pour notre pays, dont Mr. Mateu est un grand admirateur. Le film a obtenu l'approbation générale du nombreux public militaire et civil, qui occupait la grande salle du ciné Astoria de Barcelone. De vifs applaudissements saluèrent la fin du film qui ne manque pas d'être aussi un moyen de propagande en faveur de notre pays. Puis l'assemblée, debout, bras tendu, comme le prescrit le règlement, écouta les hymnes nationaux suisse et espagnol qui se terminèrent par de vifs bravos en faveur de la Suisse et de l'Espagne et par un vigoureux «Mort au communisme» poussé par le Général Alvarez Arenas. Monsieur Musy, qui était l'hôte du Gouvernement espagnol, s'est présenté le samedi 18 mars au Consulat, accompagné par Mr. Mateu, Maire de Barcelone et Monsieur Burrus. Ils furent reçus par le soussigné, qui ne

des clauses d'ordre économique. Je sais que d'autres pays s'efforceront de s'assurer certains marchés espagnols, qui pourraient être très intéressants pour nous. J'envisage qu'il serait possible de lier un emprunt en faveur de l'Espagne à certaines conditions, et en particulier à une clause de transfert, qui est naturellement de capitale importance dans les circonstances actuelles.

J'ai estimé devoir attirer votre attention sur cette situation[6].

---

manqua pas de remercier le Maire de Barcelone pour les attentions dont notre ex-Conseiller Fédéral est l'objet en Espagne. Monsieur Musy est reparti le 21 mars pour la Suisse. La presse de Barcelone a publié plusieurs articles élogieux sur la visite de Mr. Musy et sur le film en question, que je me permets de joindre à la présente pour votre information. Cette visite aura, j'en suis certain, contribué efficacement à resserrer les liens d'amitié entre l'Espagne et la Suisse.

Dans une lettre du 24 mars au Chef du Département politique, G. Motta, le Ministre de Suisse en Espagne, E. Broye annonce que J.-M. Musy a repassé par Saint-Sébastien à son retour de Barcelone.

J'ai eu un long entretien avec lui au cours duquel il m'a confirmé qu'il avait été reçu par le Généralissime Franco, avec qui il a causé de ses sujets de prédilection, le communisme et le syndicalisme. (E 2001 (D) 3/38)

6. *Après avoir étudié cette suggestion, d'entente avec les administration intéressées, le Chef du Département de l'Economie publique répond, par une lettre du 19 juin 1939:*

Des rapports qui m'ont été soumis, il ressort que l'autorité fédérale suit attentivement la question d'un emprunt en faveur de l'Espagne. Les divers départements que j'ai consultés estiment avec vous qu'un tel emprunt devrait être lié à des clauses d'ordre économique. La Division du commerce notamment a précisé dans un rapport interne les concessions qui pourraient être demandées à l'Espagne, afin de ranimer nos exportations à destination de ce pays.

Je puis dès lors vous donner l'assurance que l'administration fédérale a étudié le problème sous tous ses aspects et qu'elle serait en mesure de se prononcer en connaissance de cause, si elle était saisie d'une proposition ferme de la part de l'Espagne (E 6100 (A) 18/1279, *cf. aussi le rapport du DEP du 5 juin 1939*, E 7110/1967/32/900 Spanien/3).

60

E 2001 (D) 2/234

La Lloyd A.G., Bâle[1]*, au Chef du Département politique, G. Motta*

L Basel, 3. April 1939

Wir gestatten uns, Ihnen in der Beilage ein Exposé zu übergegen über Zufuhrwege und Transportmöglichkeiten zur Schweiz während eines Krieges.

Wir nehmen an, dass dessen Inhalt auch Sie interessieren wird.

---

1. *La lettre est signée* Groschupf *et* Bischoff.

ANNEXE

Rapport de la Lloyd A.G., Bâle[2]

RP + C Basel, 31. März 1939

ZUFUHRWEGE UND TRANSPORTMÖGLICHKEITEN ZUR SCHWEIZ WÄHREND EINES KRIEGES

Vorbemerkung.

Die folgenden Darlegungen sind hervorgerufen worden durch die geschäftliche Tätigkeit in Rhein- und Rhoneschiffahrt, durch Studium des Seekriegs 1914/18 und der kriegswirtschaftlichen Massnahmen in der Schweiz und den umliegenden Ländern. Sie sind nicht vollständig. Sie beschränken sich darauf, einige Transportaufgaben aufzuzeigen, die mit der Versorgung der Schweiz im Kriegsfall zusammenhängen.

Es wird besonders auf die Wichtigkeit der Seetransporte und auf die Schwierigkeit der Verbindung der Schweiz mit Seehäfen hingewiesen.

Veranlasst wurde die Niederschrift durch Besprechungen mit dem Chef des Eidg. Kriegstransportamtes, Herrn a. Oberbetriebschef Matter[3], der sich von amtswegen mit seiner grossen Erfahrung tatkräftig mit der Vorbereitung der Transporte der Landesversorgung abgibt.

Allgemeine Lage.

Die Schwierigkeiten der Landesversorgung mit Lebensmitteln und Rohstoffen werden in einem europäischen Krieg für die Schweiz *viel grösser* sein als 1914/18.

Folgende Überlegungen sollen diese Behauptung begründen:

I.

Abhängigkeit der schweizerischen Wirtschaft von der Seeschiffahrt.

Die schweizerische Wirtschaft ist in viel grösserem Masse, als allgemein angenommen wird, von der Seeschiffahrt abhängig, heute mehr als 1914.

Flüssige Brennstoffe kommen fast ausschliesslich von Übersee.

Die Getreideversorgung benützt den Seeweg mit Ausnahme für ungarisches und jugoslawisches Getreide.

Für die wichtigsten Rohstoffe der Textilindustrie, der Chemischen Industrie sind wir auf den Seeweg angewiesen. (Wolle, Baumwolle, Pyrite.)

Auch die Kohlenversorgung der Schweiz wird in einem künftigen Krieg viel schwieriger sein als im Weltkrieg. Sie muss evtl. die Seeschiffahrt benützen. Der Vormarsch der deutschen Armee 1914 hatte für die Schweiz den Vorteil, dass sowohl das Saargebiet, als auch vor allem das Rheinland und das Ruhrgebiet aus der Kriegszone entfernt wurden.

Stossen jetzt die deutschen und französischen Armeen an den befestigten Grenzen zusammen, so ist das Saargebiet, Kampfgebiet. Ebenso wie das Aachener Revier und das Braunkohlenrevier bei Köln, liegt das Ruhrgebiet im Bereich der französischen Luftwaffe.

Es darf angenommen werden, dass die Produktion in diesen wichtigsten deutschen Kohlengebieten wesentlich gestört wird, in dem Moment, in dem Deutschland einen aussergewöhnlich grossen Kohlenbedarf hat, nicht nur für sich selbst, unter anderm für die Herstellung von synthetischen flüssigen Brennstoffen, sondern auch für Italien.

---

2. *Le rapport est signé* Groschupf.
3. *Un document relatant les contacts de Matter avec la Lloyd et mentionnant la demande d'un tel rapport n'a pas été retrouvé.*

Es ist schwer, ein Kohlengebiet ausfindig zu machen, von dem die Schweiz ohne Benützung der Seeschiffahrt versorgt werden könnte. Je nach der Kriegslage kommen vielleicht Nordfrankreich oder Belgien und Holland in Frage.

Selbstverständlich wird versucht werden müssen, Umleitung unserer Bezüge zu veranlassen, wenn dadurch die Zufuhr zur Schweiz erleichtert wird, beispielsweise Getreide aus dem Balkan oder aus Russland.

Diese Umleitung wird aber auch sehr schwer sein, weil wir ja auch im Osten von Kriegführenden umgeben sind und zwar gerade von Kriegführenden, die alle diese für die Schweiz in Frage kommenden Bezugsquellen für ihren eigenen Bedarf dringend nötig haben.

Der Weltkrieg wurde entschieden durch den Seekrieg. Dieser spielte sich in der Hauptsache ab in der Nordsee und in England umgebenden Teilen des atlantischen Ozeans (Kanal, Irische See).

Das Weltmeer und das Mittelmeer beherrschte die englische Flotte trotz dem uneingeschränkten Unterseebootkrieg dauernd.

Bei der heutigen politischen Konstellation ist es wahrscheinlich, dass in einem Seekrieg eine veränderte Situation dadurch entsteht, dass neben der *Nordsee* auch das *Mittelmeer* zu einem Hauptkampfgebiet wird. Dies hat für uns sicher zur Folge, dass die französischen Mittelmeerhäfen, die im Weltkrieg für die Versorgung der Schweiz zur Verfügung gestellt wurden, ebenso wenig zur Verfügung sein werden, wie die italienischen Mittelmeerhäfen oder die Nordseehäfen im Weltkrieg.

Der Seekrieg dürfte gegenüber 1914/18 ebenfalls eine veränderte Gestalt annehmen, ähnlich wie der Landkrieg. Das Flugzeug, das Unterseeboot und die Minen, und für die Küstenverteidigung, das kleine, sehr schnell fahrende Motortorpedoboot, sowie die entsprechenden Abwehrmittel, sind bei allen Seemächten ausserordentlich stark entwickelt worden.

Für den Überseeverkehr, zu dessen Schutz der Seekrieg ja geführt wird, hat die technische Entwicklung der Seekriegsmittel zur Folge, dass die Kriegsvorbereitungen der Seemächte die Handels-Schiffahrt in viel höherem Masse berücksichtigen, als dies vor 1914 der Fall war.

A. Schiffsraum.

Es darf als sicher angenommen werden, *dass die Handelsflotte aller kriegführenden Staaten von Kriegsausbruch an, von den Krieg führenden Regierungen beschlagnahmt werden.*

Freier Schiffsraum, den die Schweiz sich chartern könnte, wird aus den Handelsflotten der am Kriege direkt beteiligten Staaten sicher nicht mehr zur Verfügung stehen. Es ist sehr schwer zu beurteilen, welche Rolle die Handelsflotten der neutralen Staaten spielen werden. Fast sicher werden die stärkeren Seekriegsmächte diese neutrale Tonnage sich in irgend einer Form sichern, wie dies auch im Weltkrieg schon der Fall war.

Für die Schweiz entsteht hier eine erste schwierige Aufgabe, nämlich

Sicherung von Schiffsraum durch Schiffsgestellungsverträge mit Reedereien von voraussichtlich neutralen Staaten, und mit Staaten — die im Kriegsfall über genügend Handelsschiffsraum verfügen, um der Schweiz zu helfen.

Diese Schiffsgestellungsverträge müssen von den *Regierungen* der betreffenden Staaten *genehmigt werden.*

Für den Kriegsfall braucht es aber auch Anerkennung dieser Verträge durch die Regierungen aller seekriegführenden Mächte.

Auf die Schwierigkeit *Tankschiffraum* zum Transport flüssiger Brennstoffe zu beschaffen, sei ganz besonders hingewiesen. Tankschiffraum gehört im Krieg zur *Kriegsflotte*, für den unentbehrlichen Nachschub des Betriebsstoffes (Öl und Benzin für die Luftflotte).

Der Schutz der Handelsschiffahrt durch die Kriegsflotten wird in einem zukünftigen Krieg voraussichtlich ähnlich organisiert werden, wie er es im Jahre 1918 war.

Die Handelsschiffe werden in Geleitzügen (Convois) gesammelt und durch die bedrohten Seegebiete unter dem Schutz der Kriegsschiffe geführt.

Hieraus ergibt sich eine zweite Aufgabe für den Bundesrat: Es muss vertraglich festgelegt werden, dass auch für schweizerische Rechnung fahrende Schiffe den Geleitzugschutz erhalten, soweit dies nötig ist und soweit als neutraler Schiffsraum in den Geleitzugschutz muss. Es ist denkbar, dass besondere Geleitzüge von neutralen Seemächten nach neutralen Häfen organisiert werden.

Auch hier müssen Verhandlungen mit der Regierung Klarheit über die Möglichkeiten der für schweizerische Rechnung fahrenden Schiffe schaffen.

Der Abschluss von Schiffsraumstellungsverträgen mit ausländischen Regierungen und Reedereien wird sicher von der Schweiz finanzielle Opfer fordern. Die Reedereien werden für ihre Verpflichtung eine Entschädigung verlangen. Der Abschluss von Schiffsraumstellungsverträgen und die Fortsetzung dieser Entschädigungen, ist eine ganz *ausserordentliche schwierige Aufgabe von sehr grosser finanzieller Tragweite.*

Von ihrer richtigen Lösung kann aber unter Umständen die Existenz der Schweiz abhängen.

Es werden sicher auch schweiz. Importeure allein oder mit befreundeten ausländischen Interessenten versuchen, sich Schiffsraum durch Kauf oder Charterung zu sichern und ihn durch Schiffsraumstellungsverträge dem Bundesrat anbieten. Sicher werden auch direkte und indirekte Bundeshilfen verlangt werden.

Es muss hier auf die Erfahrung mit der Union maritime Suisse 1918/19 hingewiesen werden. Sie soll als Warnung dienen.

Selbstverständlich sollen schweiz. Unternehmer versuchen mit Hilfe ihrer Erfahrungen, Kenntnissen und ausländischen Verbindungen mitzuarbeiten an der Lösung der sehr schwierigen Seeschiffahrtsaufgaben, welche die Versorgung der Schweiz im Kriegsfalle stellt. Ohne Mithilfe von Männern mit Erfahrung aus der Praxis, können Bundesbeamte die Aufgaben gar nicht lösen. Aber die Lage darf nicht dazu verleiten, Bundesgeld und Bundeshilfe für alle möglichen und unmöglichen unwirtschaftlichen Seeschifffahrtsprojekte zu verlangen.

B. Häfen.

Gelingt es der Schweiz, sich den für ihre Versorgung nötigen Seeschiffsraum zu sichern, so braucht sie für den Betrieb der Schiffe Hafenanlagen.

Im Weltkrieg wurden von Frankreich Sète, Marseille, Port St. Louis du Rhône und zum Teil auch Bordeaux für den Umschlag und Abtransport der für die Schweiz bestimmten Überseegüter zur Verfügung gestellt. Im zukünftigen Krieg dürfte die Lage für die Schweiz auch mit Rücksicht auf die Hafenanlagen viel ungünstiger sein.

Die *Kanalhäfen* werden sicher, wie während des Weltkrieges, als Basis für die englische Armee dienen. Sie werden, wie der gesamte Verkehr im Kanal, für die Handelsschiffahrt Neutraler vollständig gesperrt werden. Für England und Frankreich ist die militärische Bedeutung dieser kürzesten Verbindung viel zu gross.

Die *belgischen und holländischen Häfen* werden für die Schweiz kaum frei gegeben werden können, weil ihre Verbindung mit der Schweiz durch Deutschland führt. Es ist nicht anzunehmen, dass lebenswichtige Rohstoffe und Lebensmittel von einer kriegführenden Partei zum Transit nach der Schweiz freigegeben werden, wenn dieser Transit durch das Gebiet der andern kriegführenden Partei führt.

Ein Abtransport aus den belgisch/holländischen Häfen durch Frankreich nach der Schweiz dürfte von dem französischen Generalstab aus militärischen Gründen kaum genehmigt werden können[4], denn dieser Transport schneidet auf der ganzen Länge von der belgisch/französischen Grenze bis zur Schweizergrenze die wichtigsten Nach- und Rückschublinien der an der deutsch/französischen Grenze stehenden französisch/englischen Armee.

Die *französischen Atlantikhäfen* Bordeaux, Rochefort, La Rochelle, Nantes, Bayonne sind nicht sehr leistungsfähig. *Auf sie wird sich zwangsläufig der gesamte eigene französische Überseeverkehr konzentrieren müssen.* Solange die englisch/französischen Flotten die ungestörte Seeherrschaft auch gegen Unterseeboote im westlichen Mittelmeer nicht besitzen, wird sogar der Verkehr aus Nordafrika nach Frankreich über diese Atlantikhäfen geleitet werden. Vorarbeiten hierfür sind in der französischen Schiffahrt schon gemacht worden.

Es besteht wenig Aussicht, *dass unter diesen Umständen diese Häfen für den Schweizer Verkehr in wesentlichem Umfang zur Verfügung gestellt werden können.*

Die *Mittelmeerhäfen* scheiden aus ähnlichen Gründen wie die Nordseehäfen aus. Solange das

---

4. *Un point d'interrogation manuscrit se trouve dans la marge.*

Mittelmeer Kampfzone ist dürften die franz. Häfen für die franz./engl. Flotten beansprucht werden. Ihre Leistungsfähigkeit wird sehr stark reduziert sein.

Es dürfte bekannt sein, dass die englische Admiralität die Umleitung des gesamten englischen Verkehrs mit Indien und Ostasien um Afrika plant für solange, als die englisch/französische Seeherrschaft im Mittelmeer nicht gesichert ist. Es dürfte ausgeschlossen sein, dass unter diesen Umständen für die Schweiz bestimmte Schiffe in grossem Masse regelmässig nach französischen oder italienischen Häfen geleitet werden können. Gegen die Benützung italienischer oder neutraler Balkanhäfen sprechen die gleichen Gründe wie gegen die Benützung belgisch/holländischer Häfen.

II.

Zufahrtswege.

A. Eisenbahn.

Zur Verbindung der Seehäfen mit der Schweiz muss in erster Linie die Eisenbahn verwendet werden.

Der Chef des Eidg. Kriegstransportamts, Herr a. Oberbetriebschef Matter, hat schon während des Weltkrieges diese Organisation in vorzüglicher Art und Weise durchgeführt. Wir dürfen annehmen, dass, was auf diesem Gebiete vorgekehrt werden kann, von ihm auch wieder vorgekehrt wird.

B. Lastwagen.

Der Transport mit Lastwagen wird kaum in Frage kommen. Die Strecken von den Seehäfen nach der Schweiz sind zu lang. Ausserdem benötigen wir die in der Schweiz vorhandenen Lastwagen für unsere Armee und für den Inlandtransport zur Entlastung der SBB, denn diese wird mit ihrem Güterwagenpark durch den Verkehr Seehäfen – Schweiz ganz ausserordentlich stark beansprucht werden.

C. Rheinschiffahrt.

Dieser wohl leistungsfähigste Zufahrtsweg zur Schweiz dürfte im Kriegsfall leider ganz ausfallen. Die Lage der Rheinmündungshäfen Antwerpen/Dordrecht/Rotterdam/Amsterdam haben wir schon geschildert.

Die Benützung des Rheines auch nur teilweise bis zu einem der leistungsfähigen deutschen Häfen und von da, die Benützung der Bahn, bis zur Schweizer Grenze dürfte daran scheitern, dass der Transit durch Deutschland von für die Schweiz bestimmter Ware von der andern kriegführenden Seite aus, nicht gestattet wird. Soviel mir bekannt, ist derartiger Transit auch im Weltkrieg nie gestattet worden.

D. Kanalschiffahrt.

Das französische Kanalnetz kann zur Verbindung der französichen Seehäfen mit der Schweiz gewisse Dienste leisten. Von den Nordsee- und Ärmelkanalhäfen aus führen ziemlich leistungsfähige Kanäle in die Nähe der Schweizer Grenze, Besançon, Chalon s/Saône. Von den Seine-Mündungshäfen aus könnte die Seine bis Paris benützt werden.

Die geographische Richtung dieser Wasserstrasse ist aber im Kriegsfall ungünstig.

Die Fahrt über Paris von den Seinemündungshäfen ist militärisch sicher unerwünscht. Paris dürfte ein Brennpunkt des Luftkriegs werden. Trotzdem wird es ein wichtiger Produktionsort für die französische Kriegsindustrie bleiben. Zu einer Versorgung werden sicher auch die französischen Wasserstrassen herbeigezogen, ebenso wie zur Entlastung des militärischen sicher stark beanspruchten Nord- und ostfranzösischen Eisenbahnnetzes.

Die Kanäle die von Antwerpen, Dünkirchen gegen die Schweizer Grenze führen, haben den Nachteil, dass sie unmittelbar hinter, zum Teil durch das französische Grenzbefestigungssystem führen und die Nachschublinie der an der deutsch/französischen Grenze stehenden Armee schneiden. Es scheint mit sehr fraglich, ob der französische Generalstab diese Wasserstrasse für Zivilverkehr frei gibt.

Für die französischen Kanäle gilt allgemein, dass sie nur benützt werden können, wenn die Schleusenbedienung aufrecht erhalten werden kann. Das Kanalnetz erfordert auch einen sorgfältigen Unterhalt. Es ist fraglich, ob dieser im Kriege geleitet werden kann. In der französischen

Grenzzone wohl kaum. Da werden die Kanäle streckenweise wohl eher als Hindernis in die Verteidigungsstellungen einbezogen.

E. Rhoneschiffahrt.

Wenn die Lage im Verlauf eines Krieges sich so ändert, dass die französischen Mittelmeerhäfen für die Versorgung der Schweiz frei gegeben werden können, so kann die Rhoneschiffahrt als Zufahrtsweg verwendet werden. Die Darlegungen von Herrn Louis Vassalli, Direktor der Rhodania S.A. Lyon (besonderes Exposé vom Kriegstransportamt eingeholt[5]) geben Auskunft über das, was von der Rhone erwartet werden kann und was evtl. vorzubereiten ist.

F. Donauschiffahrt.

Für die Versorgung aus den Balkanländern, Rumänien, Bulgarien, Serbien und Ungarn kann der Donauweg von Bedeutung sein. Die Donau könnte bis Regensburg benützt werden. Die Bahnstrecke von Regensburg bis zur Schweizer Grenze wird dann auf etwa 300 km reduziert.

Die Donauschiffahrt selbst ist bei weitem nicht so leistungsfähig wie die Rheinschiffahrt. Sie wird sicher von Deutschland in weitgehendem Masse in seinem Kampf gegen eine Blockade zu seiner Versorgung herbeigezogen.

Die Benützung der Donauschiffahrt und der Abtransport von Regensburg zur Schweiz können nur durch vertragliche Abmachungen mit Deutschland gesichert werden.

Sie ist möglich solange die Balkanstaaten neutral sind und Deutschland einen Teil ihrer Produktion für die Schweiz freigeben will und kann.

G. Benutzung des Luftweges zur Versorgung der Schweiz.

Die bisherigen Darlegungen haben geziegt, dass für die Versorgung der Schweiz sehr grosse Schwierigkeiten bestehen:

1. in der Beschaffung des nötigen Seeschiffsraumes,
2. in der Benützung der Seehäfen,
3. durch das Fehlen von auch im Krieg genügend leistungsfähigen Verbindungen von den Seehäfen zur Schweiz.

Wir haben gesehen, dass alle diese Schwierigkeiten *viel grösser* sein werden als im Weltkrieg. Wenn das Mittelmeer Kriegszone wird, so wird die Benützung von französischen Häfen wahrscheinlich unmöglich, ebenso wie die Landverbindungen.

Als letztes Mittel bleibt die *Benützung des Luftweges*. So fremdartig der Gedanke ist, Massentransporte auf dem Luftweg durchzuführen, so scheint er doch einer gründlichen sachkundigen Prüfung wert zu sein.

Schon heute sind kleinere Massentransporte im Kriegsfall mit Erfolg durchgeführt worden (Abessinien, Indien).

Technisch ist ein Massentransport mit Flugzeugen durchaus möglich. Er würde für die Versorgung der Schweiz sehr grosse Vorteile haben, die ihn unter Umständen auch finanziell, wenigstens für die Kriegszeit, den andern Wegen gegenüber als brauchbar erscheinen lassen.

Ein modernes Bombenflugzeug oder Grossflugzeug für den Zivilverkehr kann auf Strecken bis zu 1500 km 5 Tonnen Nutzlast mitführen. Wenn es in einem Jahr 250-300 Flüge zwischen einem neutralen Seehafen und der Schweiz zurücklegen kann, so kann es 1250-1300 Tonnen bewältigen, also eine beträchtliche Gütermenge.

Eine Luftflotte von etwa 500 Grossflugzeugen wäre also imstande, eine Menge von 600/750 000 Tonnen zu transportieren.

Die Menge kann beträchtlich erhöht oder die Anzahl Flugzeuge beträchtlich ermässigt werden, wenn der Verkehr auf Häfen konzentreiert werden kann, die 2 Hin- und Herflüge oder wenigstens einen Hin- und Herflug und einen Rückflug an einem Tag gestatten. Als solche Hafenanlagen würden in Frage kommen die spanischen von Bilbao bis nach La Coruna. (Bilbao-Genf ca. 1000 km)

---

5. *Non retrouvé.*

Das Flugzeug ermöglicht die Benützung derartiger, *nicht überlasteter* neutraler Häfen. Dies hat wieder eine ganz bedeutende Rückwirkung auf die Seeschiffahrt. Das Risiko für die für schweizerische Rechnung nach solchen Häfen fahrenden Seeschiffe ist *ganz bedeutend geringer*, als wenn die Gefahrzonen nach kriegführenden Häfen durchfahren werden müssen.

Die für schweizerische Rechnung fahrenden Seeschiffe können in diesen Seehäfen rasch gelöscht werden, *ihre Leistungsfähigkeit steigt sehr stark*, die *Frachten* und die Versicherungsprämien *sinken in beträchtlichem Mass.*

Werden diese Vorteile berücksichtigt, so ist für jeden Schiffahrtkundigen klar, dass der sehr teure Luftweg von den Seehäfen nach der Schweiz zum Teil kompensiert werden kann durch den billigeren Seetransport nach dem neutralen Hafen.

Ich weiss sehr wohl, dass es noch gründlicher Vorarbeit und gründlicher Untersuchung bedarf, um einen Teil der Versorgung der Schweiz auf dem Luftweg durchzuführen.

Ich glaube aber, dass es sehr zweckmässig ist, wenn schon jetzt Fachkundige und mit Organisationsarbeit Vertraute aus dem Luftverkehr und dem Seeverkehr diese Möglichkeit unbefangen gründlich prüfen.

Die sehr hohen Anschaffungskosten von ca. 700 000.— bis 1 Million Franken für ein Bombenflugzeug oder Grossflugzeug dürfen nicht abschrecken. Einmal sind die Bombenflugzeuge für den Fall, dass die Schweiz in den Krieg verwickelt wird, eine ausserordentlich wichtige Waffe. Ihr Anschaffungswert darf also nicht nur zu Lasten der Landesversorgung gerechnet werden. Sodann spielen die Kosten bei der Landesversorgung, von der die Existenz der Schweiz abhängt, nicht die ausschlaggebende Rolle. Auch für die übrigen Transportwege und für Sicherung von Seeschiffsraum müssen Summen ausgegeben werden in einem Betrag, den man in Friedenszeiten kaum für möglich hält. Ich erinnere an die Union Maritime Suisse mit ca. 120 Millionen Franken Totalverlust, ohne den geringsten Wert im Jahre 1918/19.

Von der Überwindung der Versorgungsschwierigkeiten im Kriegsfall hängt die Möglichkeit der Aufrechterhaltung der Neutralität der Schweiz ab, davon wahrscheinlich ihre Existenz.

61

E 6100 (A) 17/1117

La Direction générale de la Banque nationale[1] *au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter*

L Sr/F Zürich, 3. April 1939

Das Direktorium hat kürzlich Anlass genommen, die Frage zu prüfen, wie weit unsere Wirtschaft durch die jüngsten politischen Vorgänge in Mitteleuropa in Mitleidenschaft gezogen wird und welche Rückwirkungen valutapolitischer Natur allenfalls damit verbunden sein könnten.

Die Bedeutung des ehemaligen tschechoslowakischen Staatsgebietes für unsere Wirtschaft ergibt sich in erster Linie aus den wechselseitigen regen Handelsbeziehungen.

---

1. *La lettre est signée par* E. Weber *et* F. Schnorf.

	Import in Mill. Fr.	Rang unter den Importländern	Export in Mill. Fr.	Rang unter den Exportländern
1935	39,9	8.	23,9	6.
1936	45,8	7.	39,2	6.
1937	75,2	8.	52,5	6.
1938	57,2	8.	43,9	7.

Diese Tabelle zeigt, dass der schweizerische Aussenhandel mit der Tschechoslowakei sich in den letzten Jahren vor der politischen Krise in rasch aufsteigender Richtung entwickelt hat. So ist der Export zwischen 1935 und 1937 um mehr als das Doppelte in die Höhe gegangen. Im letzten Normaljahr 1937 machte die Ausfuhr nach der Tschechoslowakei, die unter den Exportländern an sechster Stelle rangierte, beinahe die Hälfte des schweizerischen Exportes nach den U.S.A. aus und überstieg den Export nach Belgien bez*[iehungs]*-w*[eise]* Holland um ein Wesentliches. Er war beinahe so gross wie der zusammengerechnete Export nach den drei skandinavischen Ländern und um einige Millionen höher als der gesamte Export nach Ungarn, Jugoslavien, Griechenland, Bulgarien, Rumänien und nach der Türkei zusammengerechnet.

Die Schweiz verliert in der Tschechoslowakei nicht nur einen ausgezeichneten Kunden, sondern mit der Eingliederung dieses Staates in das deutsche Wirtschaftsgebiet, wobei wohl damit gerechnet werden muss, dass die Slowakei mit der Zeit dem deutschen Zollgebiet einverleibt wird, ist ein weiteres Land aus der Reihe der clearingfreien Staaten zu streichen. Die Gliederung des Exportes nach verschiedenen Ländergruppen zeigte 1938 folgendes Bild:

	Schweiz*[erische]* Ausfuhr nach	
	in Mill. Fr.	in %
Goldwährungsländer incl*[usive]* Länder des Dollarblocks	235,5	17,89
Länder des Pfundblocks	543,5	41,28
Clearingländer (Länder, mit denen die Schweiz Verrechnungs- und Kompensationsabkommen hat)	405,9	30,83
Andere Länder	131,7	10,00
	1316,6	100,00

Mit der Überführung der Tschechoslowakei in die Gruppe der Clearingländer würde die Gliederung des Exportes, unter Zugrundelegung der Ausfuhr nach der Tschechoslowakei des Jahres 1937 als dem letzten Normaljahr vor der Krise, wie folgt aussehen:

	Schweiz*[erische]* Ausfuhr nach	
	in Mill. Fr.	in %
Goldwährungsländer incl*[usive]* Länder des Dollarblocks	183,0	13,90

Länder des Pfundblocks	543,5	41,28
Clearingländer	458,4	34,82
Andere Länder	131,7	10,00
	1316,6	100,00

Die Einverleibung der Tschechoslowakei in das deutsch Wirtschaftsgebiet bringt für die Gliederung der schweizerischen Ausfuhr nach clearingfreien und clearinggebundenen Ländern eine deutliche Verschlechterung. Wird darauf abgestellt, dass die Schweiz 1937 nach der Tschechoslowakei für 52,5 Millionen Franken Waren geliefert hat, so würde sich der prozentuale Anteil der Clearingländer am gesamten schweizerischen Export von 30,83 auf 34,82% erhöhen, während der Anteil der Gruppe der Goldwährungsländer einschliesslich Dollarblock von 17,89 auf 13,90% zurückgehen würde. Der Export nach den Ländern mit Clearingregelung und nach Ländern mit schwankender Währung (Pfundblock) macht von der gesamten schweizerischen Ausfuhr rund 76% aus, wovon etwa 35% auf Clearingländer und 41% auf Länder mit schwankenden Währungen entfallen.

Vom gesamten Export nach Clearingländern in der Höhe von 458 Millionen Franken (die Tschechoslowakei zum Exportbetrag des Jahres 1937 dazu gerechnet) würden 1938 total 289,2 Millionen Franken oder 63% auf Grossdeutschland entfallen.

Der Anteil Grossdeutschlands am schweizerischen Export erhöht sich im Zuge der Eingliederung der Tschechoslowakei von 17,9 auf 21,9%. Freilich wird sich der Export nach Deutschland nicht auf dieser Position halten können, denn es ist wahrscheinlich damit zu rechnen, dass die Aufnahmefähigkeit des ehemaligen tschechoslowakischen Staatsgebietes für schweizerische Waren wesentlich zurückgehen wird. Schon die im letzten Herbst verkleinerte Tschechoslowakei war nicht mehr imstande, im gleichen Verhältnis wie früher schweizerische Produkte zu kaufen. Der tschechoslowakische Wirtschaftsverkehr war nach der Abtretung des Sudetenlandes schon derart stark vom Deutschen Reich mit Beschlag belegt worden, dass im internationalen Handelsverkehr auf andere Staaten immer weniger abfiel.

Wie diese Zahlen darzulegen vermögen, treten die wirtschaftlichen Nachteile des Untergangs der freien Tschechoslowakei in verschiedener Gestalt in Erscheinung. Zunächst ist festzustellen, dass die schweizerische Exportindustrie den endgültigen Verlust eines Teils des ehemaligen Absatzgebietes in der Tschechoslowakei zu beklagen haben wird. Es dürfte ihr nicht leicht fallen, dafür in andern Ländern Ersatz zu finden. Zu diesem Verlust tritt hinzu, dass es für den verbleibenden Handel fortan keine clearingfreie Zahlungsregelung mehr geben wird. Ob wir wollen oder nicht, wird durch die Unterstellung des schweizerischen Aussenhandels mit den ehemaligen Gebieten der Tschechoslowakei unter das Clearingsregime unsere wirtschaftliche Position abermals stärker mit den transfergebundenen Ländern verknüpft; m*[it]* a*[nderen]* W*[orten]*, wenn wir unseren Export nach den angegliederten Gebieten Grossdeutschlands nur einigermassen auf einem unseren wirtschaftlichen Notwendigkeiten entsprechenden Stand halten wollen, sind wir gezwungen, unsere Importe aus Gross-

deutschland zu erhöhen, gleichgültig, ob die Tschechei in der künftigen Zahlungsregelung dem deutschen Clearingverkehr untergeordnet wird oder ob, wie wir vernehmen, beabsichtigt ist, das genannte Land zum Gegenstand einer separaten Clearingregelung zu machen[2]. In diesem Sinne wird ein Teil unserer Wirtschaft durch den Zwang der Geschehnisse in ein verstärktes Abhängigkeitsverhältnis zu den Clearingstaaten gedrängt.

Endlich ergeben sich aus den wirtschaftspolitischen Verschiebungen in Mitteleuropa für unsere Währungslage bestimmte Rückwirkungen. Die Exportmöglichkeiten nach den Clearingländern sind weitgehend eine Funktion des Importes, den wir aus diesen Ländern tätigen, d*[as]* h*[eisst]* wir können nur soweit und solange exportieren, als unsere Wirtschaft in der Lage ist, die Produkte der Clearingländer aufzunehmen. Jede Verminderung des Importes wirkt sich exporthemmend aus. Die nach den Clearingländern und insbesondere nach Grossdeutschland orientierte Exportindustrie hat deshalb ein vitales Interesse daran, dass der Clearing- be*[ziehungs]*w*[eise]* Markkurs einen möglichst tiefen Stand innehält. Jede Steigerung des Verrechnungskurses ist gleichbedeutend mit einer Beeinträchtigung des Exportes.

Wohl liegt das Übergewicht im Export noch auf der Seite der Länder mit freier Wirtschaft und ungehindertem internationalem Zahlungsverkehr. Doch hat anderseits der Anteil der Clearingländer an der schweizerischen Ausfuhr nicht unbeträchtliche Ausmasse angenommen. Mit Rücksicht darauf, dass vom gesamten schweizerischen Export nunmehr 22% nach Grossdeutschland (einschliesslich Tschechoslowakei und rund 7% nach Italien gehen (dazu weiter c*[irc]*a 6% nach andern Ländern), ist es für einen wesentlichen Teil der schweizerischen Wirtschaft nicht gleichgültig, ob die Clearingkurse steigen oder fallen. Für die Valutapolitik unseres Landes ergeben sich deshalb aus der Regelung des Handelsverkehrs auf dem Verrechnungswege gewisse Bindungen, indem eine und dieselbe währungspolitische Massnahme je nach der Orientierung nach dem einen oder andern Staatenblock einem Teil der Exportwirtschaft zum Vorteil und dem andern Teil zum Nachteil gereicht. Eine einseitige Orientierung unserer Valutapolitik zum Beispiel nach dem Pfundblock im Sinne einer Anpassung unserer Währung an das Pfund hätte vom Standpunkt des Exportes aus gesehen neben den Vorzügen auch beträchtliche wirtschaftliche Ausfälle zur Folge. Die Erleichterung, die der schweizerische Export nach den Ländern freier Währung oder des Dollarblocks aus einer weiteren Abwertung des Frankens gewinnen würde, müsste nicht nur mit einer Verschlechterung des Exportes nach den Clearingländern, sondern auch mit einer abermaligen Benachteiligung der schweizerischen Finanzgläubiger erkauft werden.

Der Umstand, dass die Clearingregelung im internationalen Zahlungsverkehr die Autonomie der Notenbank auf währungspolitischem Gebiet schwächt, gibt dem Direktorium zwingend Anlass, die handelspolitische Entwicklung mit aller Aufmerksamkeit zu verfolgen. Wir glaubten, die Gelegenheit wahrnehmen zu dürfen, Sie auf die damit verbundenen Schwierigkeiten

---

2. *Lors de sa séance du 28 avril 1939, le Conseil fédéral adoptera un protocole provisoire germano-suisse réglant le trafic des paiements entre la Suisse et la Bohême/Moravie; ces paiements s'effectueront comme auparavant en devises libres. Cf.* E 1004.1 1/384, *N°* 918.

und Gefahren aufmerksam zu machen. Wir sind mit dem Bankausschuss, in dessen Schoss die aufgeworfenen Frage ebenfalls eine einlässliche Behandlung erfahren hat, der Auffassung, dass das Bestreben unserer Wirtschaftspolitik dahin gerichtet sein sollte, den Handel mit Ländern mir freier Wirtschaftsordnung und freiem Zahlungsverkehr nach Möglichkeit zu fördern, um auf diese Weise einer stärkeren Verquickung unserer Wirtschaft mir derjenigen der grossen Clearingstaaten entgegenzuwirken und eine gewisse Lockerung unserer Handelsbeziehungen mit diesen Ländern in die Wege leiten zu können.

62

E 6100 (A) 17/1117

La Direction générale de la Banque nationale[1]
au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter

RE RP/MN Zürich, 4. April 1939

Unter Bezugnahme auf unser Schreiben vom 22. März[2], mit welchem wir Ihnen durch Kopie unseres Schreibens vom gleichen Tage an Herrn Minister Stucki in Paris eine Orientierung über die damalige Währungslage übermittelten[3], möchten wir Ihnen hiemit über die seitherige Entwicklung einen kurzen Bericht zukommen lassen.

Die starken politischen Spannungen der vergangenen Wochen haben scheinbar die Stabilität der internationalen Währungslage in keiner Weise gestört. Die Tatsache, dass die massgebenden Weltwährungen, insbesondere Pfund und Dollar, in ihrem gegenseitigen Verhältnis fast keine Schwankungen durchgemacht haben, ist sehr wahrscheinlich darauf zurückzuführen, dass die Währungsbehörden der einzelnen Länder mit Hilfe der Währungsausgleichsfonds die Gestaltung der Valuten regulierten.

Was die Schweiz im besonderen betrifft, so waren bei uns in der vergangenen Woche erhebliche Kapitalabflüsse ins Ausland festzustellen. Mitte der Woche erreichten sie den Höchstbetrag von rund 13,8 Millionen Dollar an einem Tage. Gegen das Wochenende trat dann eine Beruhigung ein, die auch zu Beginn der laufenden Woche weiter angehalten hat. Wir haben den Eindruck, dass es sich bei diesen Kapitalabwanderungen zur Hauptsache um ausländische Fluchtgelder handelt, die teils auf Sicht, teils in Form von Wertschriften vorübergehend in der Schweiz Anlage gesucht hatten. In geringerem Masse sind auch gewisse schweizerische Kreise zur Liquidation von inländischen Anlagen und zur Transferierung des Gegenwertes in Devisen geschritten. Wie bereits erwähnt, ist heute die Lage wieder ruhig, wenn auch nicht vorausgesehen werden kann, ob und inwieweit neuerliche. Kapitalabflüsse stattfinden werden.

---

1. *La lettre est signée* par Weber *et* Schnorf.
2. *Non reproduit.*
3. *Cf. N° 49.*

In bezug auf die Entwicklung der Devisenkurse bei uns können wir feststellen, dass Nationalbank die Kursbildung jederzeit fest in der Hand gehabt hat. Wir benützten den Kapitalabfluss, um den Dollar bei uns von rund 4,44 1/2 bis auf 4,46 und das Pfund von 20,81 auf 20,87 3/4 ansteigen zu lassen. Dieser Pfundkurs entspricht einer Abwertung des Schweizerfrankens, am Golde gemessen, um 30,91 %[4].

Als Folge des seit dem letzten Samstag zu beobachtenden Versiegens der Kapitalabflüsse wurde unsere Valuta gegenüber den übrigen Währungen wieder fester. Heute notiert der Dollar 4,45 3/8, das Pfund 20,85, was noch einer Entwertung unserer Valuta von 30,76 % entspricht. Insgesamt sind im Verlaufe der letzten 10 Tage etwa 200 Millionen Franken abgeflossen. Vom Standpunkt der Geldmarktlage und der Verminderung der übermässigen Goldbestände ist diese Abnahme zu begrüssen. Anderseits sind die Auswirkungen am Kapitalmarkt, die sich aus der Liquidation von Anleihenstiteln ergeben haben, nicht gerade erfreulich; auf jeden Fall wird dadurch der Zeitpunkt für die Konsolidierung der schwebenden Schulden durch die öffentliche Hand weiter hinausgeschoben.

4. *Depuis la dévaluation du 26 septembre 1936. Cf. DDS, vol. 11, N° 297.*

63

E 7001 (B) 1/454

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki, au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

Copie
L

BERICHT ÜBER DIE BESPRECHUNG MIT
ARBEITSMINISTER A. DE MONZIE
BETR. PIPELINE VON LA ROCHELLE NACH DER SCHWEIZ

Paris, 4. April 1939

Nach Empfang Ihres Schreibens vom 30. März habe ich mich sofort mit Herrn Minister de Monzie in Verbindung gesetzt und wurde heute von ihm empfangen. Ich habe ihm im Sinne Ihrer Instruktionen zunächst das schweizerische Interesse an der Einführung unseres Systems der automatischen Zugssicherung dargelegt. Er erklärte, meine Ausführungen mit Interesse gehört zu haben und sie nach Möglichkeit berücksichtigen zu wollen.

Was die Frage der «pipe line» von La Rochelle nach der Schweiz anbelangt, so muss, wenn ich mich gelinde ausdrücken soll, ein «Missverständnis» vorliegen, das mir einmal mehr zeigt, wie richtig es war, in dieser Sache vorsichtig zu sein:

Herr de Monzie liess mich nicht zu Worte kommen, sondern kam mir zuvor mit der Erklärung: «Ich bin vollständig einverstanden, dieses Projekt der schweizerischen Regierung mit allen Mitteln zu fördern und habe bereits entsprechende Weisungen gegeben, wie Vorbereitung von Expropriationen, etc. Ich bin bereit, die *offiziellen* Verhandlungen darüber im einzelnen in circa 10 Tagen aufzunehmen!»

Ich habe, im Sinne Ihrer vollständig klaren Instruktionen, sofort darauf aufmerksam gemacht, dass es sich keineswegs um ein Projekt der schweizerischen Regierung und um offizielle Verhandlungen handle und dass ich überrascht sei, dass man bereits von Expropriationen spreche. Es handle sich um ein rein privates Unternehmen, dem die schweizerische Regierung aus Gründen, die ich darlegte, Interesse und Sympathie entgegenbringe, um mehr nicht.

Herr de Monzie war äusserst erstaunt, da ihm die ganze Angelegenheit vollkommen anders dargestellt worden sei und man ihm auch behauptet habe, ich hätte in der Frage einen offiziellen Schritt im Ministerium für Auswärtiges vorgenommen, was selbstverständlich nicht zutrifft. Der Minister fügte bei, dass sich für ihn damit die Frage wesentlich anders stelle, da er nun lediglich die für private Projekte vorgesehene Prozedur, nicht aber das rasche und sogar etwas brutale Verfahren des «intérêt public» anwenden könne. Selbstverständlich werde er bei dieser veränderten Sachlage mit Rücksicht auf meine Erklärungen dem Projekt nicht nur keine Schwierigkeiten bereiten, sondern es nach Möglichkeit zu fördern versuchen, die ausserordentlichen Staatsmittel aber könne er nun nicht einsetzen.

An dieser seiner Stellungnahme würde meines Erachtens nur dann etwas zu ändern sein, wenn ich gestützt auf einen Budesratsbeschluss beauftragt würde, im Ministerium des Auswärtigen einen ganz offiziellen Schritt zu unternehmen, in dem Sinne, dass die rasche Erstellung dieser Linie für die Schweiz eine Lebensnotwendigkeit sei. Meines Erachtens hätte dabei der Bundesrat die Frage auch vom Standpunkt unserer Neutralitätspolitik aus zu beurteilen.

64

E 2200 Washington 16/1

La Légation de Suisse à Washington au Département d'Etat[1]

Copie
M C 1-3

Washington, D.C. April 11, 1939

MEMORANDUM

The experience of the years 1914-1918 has shown that in the case of a European war, Switzerland would become dependant, to a very large degree, upon

1. *Annotation de Peter en tête du document:* Remis à l'amiral E. Land, Président de la Commission maritime le 12 avril 39.

the United States for her supply of food and raw materials. A rough estimate of the freight room Switzerland would need in such an event for transportation from American to European ports shows the following figures:

	long tons per year
Wheat	500 000
Oats	50 000
barley	15 000
corn	35 000
cattle feed	15 000
sugar	50 000
malt	5 000
meat, fresh and canned	2 000
bacon	5 000
tobacco	4 000
cotton	10 000
gasoline	200 000
fuel oil	150 000
lubricating oil	20 000

65

E 2001 (D) 2/138

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, aux Légations et Consulats généraux de Suisse

LC TG. Confidentiel — Berne, 12 avril 1939

Le 22 mars dernier, l'Agence Havas publiait une nouvelle selon laquelle le Ministre des Affaires Etrangères de France aurait, au cours des conversations qu'il avait eues dès son arrivée à Londres avec Lord Halifax, discuté la question d'une intervention franco-britannique au cas où la neutralité de notre pays serait violée et qu'un accord aurait été conclu à ce sujet.

Nous tenons à préciser que cette affaire n'a fait l'objet d'aucune conversation diplomatique entre la Suisse, d'une part, et la France et la Grande-Bretagne, d'autre part, ni officiellement, ni à titre officieux. Le Gouvernement français s'est borné, le 21 mars, à faire savoir au Conseil fédéral, par l'entremise du Ministre de Suisse à Paris[1], qu'une violation du territoire de la

1. *Cf. N° 47; cf. aussi N^os 51 et 78.*

Confédération par des troupes étrangères donnerait lieu immédiatement à une intervention française, qui ne serait pas dictée seulement par les engagements solennels pris en 1815, mais indépendamment de ceux-ci en raison du fait qu'une attaque contre la Suisse affecterait les intérêts vitaux de la France. Aucune allusion n'a été faite à un accord franco-anglais à ce sujet et, aujourd'hui encore, nous ne sommes pas exactement renseignés sur ce qui a pu être convenu entre les Gouvernements français et britannique à propos de notre pays.

Nous croyons savoir qu'à la fin de mars, le Gouvernement des Pays-Bas, qui, pas plus que nous, n'a été abordé avant la décision qui semble avoir été prise, n'était pas plus avancé que nous à cet égard.

La Suisse n'a, vous le voyez, sollicité aucune aide et aucun appui qui puisse paraître, même au critique le plus sévère, contraire à sa politique de neutralité. Elle a toujours compté, en revanche, qu'au cas où elle se trouverait attaquée par l'un de ses voisins, elle recevrait l'aide de ses autres voisins pour combattre les armées de l'Etat qui l'aurait attaquée. Le fait que la France se serait assuré pour une semblable éventualité le concours de son alliée la Grande-Bretagne ne saurait donc nous déplaire, mais il s'agit d'arrangements – inter alios acta – auxquels nous n'avons aucune part, même indirecte.

Le Ministère des Affaires Etrangères à Berlin a suivi cette affaire avec beaucoup de soin[2]. Nous pensons que nos déclarations ont été comprises. Elles ont, en tout cas été accueillies fort amicalement et le Secrétaire d'Etat a déclaré à M. Frölicher que la Suisse pouvait compter sur l'aide de l'Allemagne et de l'Italie au cas où elle serait attaquée par la France, mais que les Gouvernements allemand et italien ont évité toute déclaration à ce sujet pour ne pas nous mettre dans une situation embarrassante. Cette déclaration confirme que notre point de vue répond aux intentions de tous les Etats qui nous entourent.

---

2. *Cf. N^os 55 et 67.*

66

E 1004.1 1/384

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 avril 1939

798. Gründung der Slowakischen Republik

Politisches Departement. Antrag vom 23. März 1939

Mit Note vom 14. März 1939[1] teilt Dr. Durcansky, slowakischer Minister der Auswärtigen Angelegenheiten, dem Politischen Departement folgendes mit:

«Le Ministre des Affaires Etrangères de l'Etat Slovaque a l'honneur de vous notifier que

l'Assemblée Nationale de la Slovaquie, seul représentant officiel des Slovaques, dans sa réunion solennelle tenue le 14 mars 1939 à Bratislava, a proclamé son indépendance et la création de l'Etat Slovaque dans les frontières actuelles du pays slovaque.

[...]

Le Ministre des Affaires Etrangères a l'honneur de vous prier de bien vouloir reconnaître l'Etat qui vient d'être créé et de nous en faire part.»

Das Politische Departement ist der Auffassung, dass es genügt, den Empfang der Note zu bestätigen und beizufügen, dass das Departement sich freuen werde, mit dem Slowakischen Ministerium des Äussern angenehme Beziehungen zu unterhalten. Von einer formellen Anerkennung des Slowakischen Staates sollte hingegen, für den Augenblick wenigstens, besser Umgang genommen werden.

Antragsgemäss wird daher beschlossen:

Das Politische Departement wird ermächtigt, den Empfang der Note des Slowakischen Aussenministeriums vom 14. März 1939 in der vom Departement vorgeschlagenen Form zu bestätigen[1].

---

1. *Cf.* E 2001 (D) 3/67.
Le 16 juin, le Conseil fédéral décide d'engager avec le gouvernement de Slovaquie des négociations en vue d'un accord de compensation (clearing). Un protocole signé à Berlin le 27 avril a déjà réglé les relations commerciales avec le Protectorat de Bohême et Moravie; mais avec la Slovaquie, les relations sont pratiquement interrompues. Die Slowakei ist gegenwärtig ein staatsrechtlich autonomes Gebiet mit rund 2 1/2 Millionen Einwohnern. In den letzten Jahren dürften aus dem schweizerisch-tschechoslowakischen Handelsverkehr etwa für 8-10 Millionen Franken schweizerische Exporte auf diesen Landesteil entfallen sein. Die schweizerischen Finanzguthaben in der Slowakei belaufen sich auf c*[irc]*a 17 Millionen Franken und Prämienzahlungen in der Höhe von 1 Million Kronen aus diesem Gebiet. Es bestehen somit schweizerische Export- und Finanzinteressen, welche die Wiederaufnahme der Wirtschaftsbeziehungen und deren vertragliche Regelung als wünschenswert erscheinen lassen. *Un système de compensation directe semble le mieux approprié; cf. PVCF N° 1215 du 16 juin 1939,* E 1004.1 1/386.

67

E 2001 (D) 2/138

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna[1]

L IV 1/3 – F/AZ Berlin, 14. April 1939

Unter Bezugnahme auf Ihr Zirkularschreiben vom 12. dieses Monats[2] und mein heutiges Telegramm[3] beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass es mich beunruhigt hat, wenn in dem Zirkularschreiben stand, dass Herr von Weizsäcker mir gegenüber erklärt habe, die Schweiz könne im Falle einer Neutralitätsverletzung durch Frankreich auf deutsche und italienische Hilfe rechnen.

In meinem Schreiben vom 27. März[4] steht gerade das Gegenteil, nämlich, dass anlässlich der Garantierung der schweizerischen Neutralität durch die beiden erwähnten Staaten von einem solchen Hilfeversprechen abgesehen worden sei.

Es ist mir allerdings aufgefallen, dass im Schreiben von Herrn Bundesrat Motta vom 28. März (Nr.B.51.20.1.)[5] schon irrtümlich behauptet wurde, es sei mir vom Staatssekretär ein solches deutsch-italienisches Hilfsversprechen gegeben worden. Ich beabsichtigte dies bei meinem Besuch in Bern zu korrigieren. Leider ist es dann unterlassen worden.

Wenn man auch kaum einen Zweifel darüber haben kann, dass im Falle einer Neutralitätsverletzung seitens Frankreichs die beiden Achsenstaaten nicht gleichgültig bleiben würden, so geht es doch nicht an, dass man nun behauptet, es seien diesbezüglich Zusicherungen gegeben worden, die wir übrigens wohl nicht nachsuchen wollen.

Vor meiner Abreise aus Bern orientierte mich Herr Bundesrat Motta noch über seine Besprechung mit Herrn Minister Köcher und teilte mir mit, dass er ihm nicht verschwiegen habe, es sei unserem Gesandten in Paris, ohne dass wir darum nachgesucht hätten, die Intervention Frankreichs bei einer Neutralitätsverletzung durch Deutschland in Aussicht gestellt worden. Herr Bundesrat Motta fügte jedoch bei, dass die Schweiz nur dann solchen Zusagen beipflichten könne, wenn es ihr überlassen bleibe zu entscheiden, ob eine Neutralitätsverletzung vorliege und ob die ausländische Intervention gewünscht werde.

Bisher habe ich mit dem Auswärtigen Amt in dieser Sache keine Besprechungen gehabt. Es wäre mir wertvoll, wenn ich vorgängig wüsste, ob der französischen Regierung die erwähnten Voraussetzungen, unter denen wir uns mit dem

---

1. *Annotation de Frölicher en haut de la lettre:* Dringlich.
2. *Cf. N° 65.*
3. *Non reproduit.*
4. *Cf. N° 55.*
5. *Non reproduit.*

Hilfsversprechen einverstanden erklären können, irgendwie zur Kenntnis gebracht worden sind[6]. Für eine diesbezüglich telegraphische Verständigung wäre ich dankbar[7].

6. *Cf. N^os 69 et 70.*
7. *Non retrouvé.*

68

E 7110 1967/32/900 Deutschland (6) 1939

Le Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann, au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht[1]

L Bern, 15. April 1939

Wir beehren uns, auf Ihr Schreiben vom 21. Februar[2] zurückzukommen, mit dem Sie uns mitgeteilt haben, Herr Dr. Budde von der Deutschen Gesandtschaft habe erneut bei Ihnen vorgesprochen und eindringlich auf die Tatsache hingewiesen, dass die Praxis der Fremdenpolizei und der Arbeitsämter die Erhaltung eines ausreichenden Vertreterstabes deutscher Firmen auf dem schweizerischen Markte ernstlich in Frage stelle. Sie nehmen Bezug auf die zwischen dem Direktor der Handelsabteilung und dem Chef der Polizeiabteilung gewechselte Korrespondenz und vertreten die Auffassung, dass eine zu scharfe Handhabung der Bewilligungspraxis in den Fällen, wo es sich um den Ersatz abgehender Vertreter deutscher Firmen durch fachkundige Herren handle, unter Umständen einen Rückgang des schweizerischen Exports und damit einen unerwünschten Ausfall an schweizerischen Beschäftigungsmöglichkeiten nach sich ziehen könne.

Es fällt uns auf, dass die Deutsche Gesandtschaft immer wieder an Ihr Departement gelangt in diesen fremdenpolizeilichen Fragen. */.../*[3] Offenbar gibt sich die Deutsche Gesandtschaft Rechenschaft darüber, dass sie vernünftigerweise heute von der Fremdenpolizei kein weiteres Entgegenkommen erwarten kann und versucht deshalb, durch einen Druck bei den Wirtschaftsverhandlungen zum Ziel zu gelangen. Wir sind überzeugt, dass die Praxis der Fremdenpolizei der Entwicklung des Exportes deutscher Waren nach der Schweiz in keiner Weise hemmend im Wege steht und dass die eingehenden Ausführungen des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit in seinem Schreiben vom 11. Januar 1939 an die Handelsabteilung[4], sowie diejenigen der Polizeiabtei-

1. *Annotation en haut de la lettre:* Kopie an Delegation Berlin gesandt 19.IV.39.
2. *Reproduit en annexe.*
3. *Suit l'exposé d'un cas particulier.*
4. *Non reproduit.*

lung vom 16. Januar[5] zu durchaus richtigen Schlüssen kommen. Der Export aus Deutschland nach der Schweiz ist behindert durch die vergiftete politische Atmosphäre. Gerade angesichts dieser ist es aber ohne Zweifel deutschen Firmen heute viel leichter möglich, ihre Waren durch schweizerische Verkäufer in der Schweiz an den Mann zu bringen.

Neben andern Überlegungen hat wahrscheinlich auch der Abbau der Juden in den deutschen Vertretungen in der Schweiz den Wunsch grösser werden lassen, mehr Deutsche aus Deutschland nach der Schweiz zu bringen. Es ist doch auffällig, dass es nicht möglich sein sollte, aus der noch weit über hunderttausend Köpfe zählenden deutschen Kolonie in der Schweiz tüchtige Männer auszulesen, die als Vertreter deutscher Firmen bei uns tätig sein könnten, obgleich die Auswahl unter diesen Leuten, sofern sie die Niederlassungsbewilligung besitzen, was fast durchwegs der Fall ist, durch keine fremdenpolizeiliche Vorschrift behindert ist.

Wir verstehen durchaus, dass der Druck, den die Deutsche Gesandtschaft gegenwärtig in dieser Richtung auf Sie ausübt, angesichts der heiklen Lage, in der Sie sich wegen des reduzierten deutschen Exportes nach der Schweiz im Hinblick auf die kommenden neuen Wirtschaftsverhandlungen befinden, für Sie sehr unbequem ist. Wir müssen Sie jedoch dringend bitten, in diesem ausserordentlich wichtigen Punkte unserer Auffassung Rechnung zu tragen. Wenn die Fremdenpolizei ihre heute ganz besonders wichtige Aufgabe erfüllen und den Kampf gegen die Überfremdung aus wirtschaftlichen, politischen, kulturellen und letzten Endes auch militärischen Gründen pflichtgemäss führen will, so darf sie sich nicht vom Ausland unter Druck setzen lassen, vor allem nicht mit Scheingründen. Dies umso weniger, als sie im Verein mit dem Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit wirklichen wirtschaftlichen Notwendigkeiten stets Rechnung getragen hat. Das wird auch von zahlreichen bedeutenden deutschen Firmen, deren einziger Zweck der Verkauf ihrer Produkte in der Schweiz mit unter Berücksichtigung aller Faktoren möglichst fähigen Fachleuten ist, anerkannt.

ANNEXE

E 7110 1967/32/900 Deutschland (6) 1939

Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht,
au Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann

Copie
L Sch Ke. D. 900. Bern, 21. Februar 1939

Schon in den Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland vom Oktober/November 1938 und neuerdings anlässlich eines Besuchs des Herrn Legationsrat Budde von der Deutschen Gesandtschaft in Bern sind wir von deutscher Seite eindringlich auf die Tatsache hingewiesen worden, dass die Praxis der Fremdenpolizei und der Arbeitsämter die Erhaltung eines ausreichenden Vertreterstabes deutscher Firmen auf dem schweizerischen Markte ernstlich in Frage stelle.

5. *Non reproduit.*

Die Handelsabteilung ist am 30. Dezember 1938 an den Chef der Polizeiabteilung des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes[6] mit der Bitte um Prüfung des deutschen Vorbringens gelangt unter besonderem Hinweis auf die Notwendigkeit der Erhaltung der bisherigen schweizerischen Importe aus Deutschland im Interesse des Clearings und damit auch des schweizerischen Warenexportes nach Deutschland. Die Polizeiabteilung hat geantwortet, dass sie ihre bisherige Praxis für richtig halte und keine Veranlassung sehe, von ihr abzuweichen. Sie begründet diese Stellungnahme mit der Notwendigkeit, durch die Ablehnung von Ausländern sämtliche frei werdenden Arbeitsgelegenheiten unsern Landsleuten zuzuhalten.

Nach den Darlegungen des Herrn Dr. Budde, dessen Besuch wir dieser Tage erneut erhielten, geht es um die Erhaltung – nicht um eine Erweiterung – des für die Vertretung deutscher Firmen in der Schweiz notwendigen Vertreterstabes. Aus fremdenpolizeilichen und arbeitsmarktpolitischen Gründen sei der Ersatz abgehender Vertreter durch fachkundige deutsche Herren in letzter Zeit nicht mehr möglich gewesen. Es handle sich nicht um einen Einzelfall, sondern um eine allgemeine Erscheinung, die besonders im Gebiet des Kantons Zürich deutlich sei.

Aus der Sorge um das Schicksal der deutsch-schweizerischen Wirtschaftsbeziehungen vertreten wir die Auffassung, dass eine zu straffe Handhabung der Bewilligunspraxis in diesen besonderen Fällen unter Umständen einen Rückgang des schweizerischen Exports und damit einen unerwünschten Ausfall an schweizerischen Beschäftigungsmöglichkeiten nach sich ziehen kann. Wir sind der Überzeugung, dass diese Folgen durch eine möglichst elastische Bewilligungspraxis im Interesse des Landes vermeiden werden sollten. Wir bitten Sie deshalb um die wohlwollende Prüfung der Angelegenheit.

6. *Non reproduit.*

69

E 2001 (D) 2/138

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher, au Chef du Département politique, G. Motta[1]

L IV 1/3 - F/AZ Berlin, 17. April 1939

Im Anschluss an mein Schreiben vom 14. dieses Monats[2] und mein Telegramm vom gleichen Tage betreffend das französische Hilfsversprechen möchte ich nicht unterlassen, Ihnen einige Überlegungen und Anregungen zu unterbreiten, da das Vorgehen der Schweiz in dieser Frage auch von Bedeutung für die deutsch-schweizerischen Beziehungen ist.

Man darf sich keinen Illusionen darüber hingeben, dass Deutschland von solchen Hilfsversprechen wenig erbaut sein wird. Es sieht darin mit Recht oder Unrecht ein Glied in der Einkreisungskette. Deshalb hat sich seinerzeit Herr von Weizsäcker erkundigt, ob solche Zusagen offiziös gegeben worden seien, und hat mit Genugtuung davon Kenntnis genommen, dass weder offizielle

1. *Annotation de Frölicher en haut de la lettre:* Vertraulich!
2. *Cf. N° 67.*

noch offiziöse Besprechungen über diese Frage stattgefunden haben. Allerdings hat sich nun nachträglich herausgestellt, dass Frankreich in offiziöser Weise, d.h. durch eine vertrauliche Mitteilung an Herrn Minister Stucki bekanntgab[3], dass die Schweiz gegebenenfalls auf die Hilfe Frankreichs rechnen könne. Der deutsche Gesandte ist, wie Sie mir in Bern mitteilten und wie ich auch von ersterem erfuhr, von Obigem verständigt worden; Sie teilten aber dem deutschen Gesandten auch mit, dass auf jeden Fall die Schweiz zu entscheiden habe, ob die ausländische Hilfe beansprucht werde.

Die Schweiz hat nun dieses Hilfsversprechen nicht nachgesucht. Ich glaube, wir tun gut, an dieser grundsätzlichen Richtlinie festzuhalten. Es genügt, dass wir Zusicherungen über die Respektierung der Neutralität erlangt haben und für die Garantierung der Neutralität selbst, d.h. mit unserer Armee sorgen. Das Garantieversprechen in der Neutralitätsakte von 1815 wird ja richtigerweise auch nicht im Sinne einer militärischen Gewährleistung ausgelegt, sondern das Wort «garantir», das übrigens nur bezüglich des schweizerischen Gebiets ausgesprochen wird, bedeutet nichts anderes als eine feierliche Form der Anerkennung unserer Grenzen. Wirkliche Garanten zu suchen ist ein Zeichen der Schwäche. Es ist dies aber auch gefährlich. Aus Garanten werden leicht Protektoren, was sich mit Unabhängigkeit nicht mehr verträgt, und wenn dann diese Garantien einseitig nachgesucht und gewährt werden, so wird dadurch die neutrale Stellung unseres Landes kompromittiert. Solche Hilfsversprechen sind daher eigentliche Danaergeschenke. Sie sollten weder nachgesucht noch angenommen werden.

Tatsächlich zeigt nun aber auch das Vorgehen Frankreichs in dieser Sache, dass man bei den Westmächten für solche Erwägungen neutraler Staaten ein gewisses Verständnis hat. Holland, Belgien und die Schweiz sind jedenfalls von offiziellen öffentlichen Hilfsversprechen, wie sie Rumänien und Griechenland erhalten haben, verschont geblieben. Wir haben allen Grund es zu begrüssen, dass man wenigstens in der Form unseren Bedenken Rechnung getragen hat. Dass Frankreich im Falle einer Neutralitätsverletzung seitens Deutschlands oder Italiens nicht passiv bleibt, so wenig wie die beiden letzteren Staaten im umgekehrten Falle, liegt in den tatsächlichen Verhältnissen begründet und bedarf daher auch keiner besonderen Zusicherung. Sicher ist, dass die Schweiz sich jeder Neutralitätsverletzung gegenüber mit allen Mitteln zur Wehr setzen wird, ob man ihr hilft oder nicht. Sie hat gegen eine Hilfe nur dann nichts einzuwenden, wenn sie selbst darüber entscheidet, ob eine Neutralitätsverletzung vorliegt, und wenn sie selbst die Hilfe nachsucht.

Gewiss kann man diesen Standpunkt den in Betracht kommenden Regierungen in diplomatischen Gesprächen zur Kenntnis bringen. Aber dies sollte meines Erachtens nur mit der grössten Zurückhaltung geschehen. Erörterungen, die den Bruch feierlicher Zusicherungen zur Voraussetzung haben, sind heikel und scheinen mir kaum angängig zu sein, wenn man nur die Neutralitätsverletzung der einen Seite in Rechnung stellt.

Damit komme ich zu dem Ergebnis, dass es am besten vermieden würde, das Gespräch über das französische Hilfsversprechen weiterzuführen. Die offi-

3. *Cf. N^os 47 et 51.*

ziöse Mitteilung Frankreichs bedarf keiner Antwort. Wenn die Frage trotzdem aufgegriffen wird, so sollte schweizerischerseits darauf hingewiesen werden, dass es der neutralen Stellung unseres Landes nicht förderlich ist eine Sachlage näher zu erörtern, die eine Neutralitätsverletzung einer bestimmten Macht oder Mächtegruppe bereits voraussetzt.

70

E 2001 (D) 1/105

Notice du suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères, P. A. Feldscher, sur un entretien avec le Ministre d'Allemagne à Berne, O. Köcher

No *Berne*, 17 avril 1939

Der deutsche Gesandte, Herr Minister Köcher, spricht vor um im Auftrage seiner Regierung mitzuteilen, dass die Reichsregierung eine Rückantwort des Bundesrates über folgende zwei Fragen wünscht:

1. Hat der Bundesrat den amerikanischen Präsidenten Roosevelt ermächtigt oder veranlasst, die Schweiz in die Reihe der Staaten aufzunehmen, die in seinem Appel an die deutsche und italienische Regierung aufgeführt werden?
2. Fühlt sich die Schweiz von Deutschland mit Krieg bedroht?

Ich gebe Herrn Minister Köcher bekannt, dass die Schweiz der Aktion des amerikanischen Präsidenten gänzlich fernstehe und nicht einmal auf amtlichem Wege von der amerikanischen Regierung eine Mitteilung über den Appell des Präsidenten erhalten habe[1]. Von einer kriegerischen Bedrohung der

---

1. *Lors de sa séance du 18 avril 1939, le Conseil fédéral constate:* Der Bundesrat hatte keine Kenntnis von der Absicht des Präsidenten Roosevelt, einen Friedensappel an die deutsche und italienische Regierung zu richten. Er hat auch nachträglich offiziell keine Kenntnis von diesem Schritt erhalten (E 1005 4/1939).

C'est le 21 avril seulement que le Ministre des Etats-Unis d'Amérique, L. Harrison, demande une entrevue au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, afin de lui communiquer le télégramme suivant: Please call on the appropriate official and after informally leaving a copy of the President's message of April 15 to Chancellor Hitler, suggest that a message or statement to the general effect that it was welcome as a constructive move in the promotion of world peace would be of help in building up a public opinion against aggression and war. For your information, all of the governments on this hemisphere have sent messages of approval and others are now being received from Europe and the Near East (E 2001 (D) 1/105).

Dans une notice, Bonna résume l'entrevue avec Harrison de la façon suivante: M. Harrison a fait, à 16 h., la démarche prescrite par le télégramme ci-dessus, dont, sur ma demande, il m'a laissé le texte.

J'ai dit à M. Harrison que, sans nul doute, le message de M. Roosevelt avait été accueilli en Suisse avec la plus grande sympathie, mais qu'il serait peut-être un peu difficile pour le C*[onseil]*

Schweiz durch Deutschland könne ebenfalls nicht gesprochen werden, doch sei nicht zu bestreiten, dass der Bevölkerung sich eine Beunruhigung bemächtigt habe, der die Befürchtung zu Grunde liege, in einen Krieg zwischen den Grossmächten hinein zu geraten[2]. Ich behalte mir vor, dem Chef der Abteilung und dem stellvertretenden Chef des Departementes von der Anfrage Kenntnis zu geben und telephonisch gegenüber der deutschen Gesandtschaft auf die Angelegenheit zurück zu kommen[3].

---

f*[édéral]* de faire à ce sujet «a message or statement» destiné à la publicité, vu la nécessité où nous sommes de ménager nos voisins du N*[ord]* et du S*[ud]*. M. Harrison m'a dit qu'il le comprenait très bien et qu'il se chargerait au besoin de le faire comprendre à Washington (E 2001 (D) 1/105).

Lors de sa séance du 25 avril 1939, le Conseil fédéral prend connaissance de la démarche de Harrison et décide de charger le Département politique de répondre verbalement (E 1005 4/1939). *Le jour même, Bonna communique à Harrison la réponse suisse (rédigée par le Conseiller fédéral Pilet-Golaz qui a quelque peu modifié le texte proposé par le Département politique):* L'effort du Président Roosevelt en vue de diminuer la tension internationale a provoqué dans notre pays, profondément attaché à la paix, un sympathique écho. Conformément à la neutralité traditionnelle de la Suisse, le Conseil fédéral doit se borner, toutefois, à prendre acte du message de M. le Président des Etats-Unis (E 2001 (D) 1/105).

2. *Lors de sa séance du 18 avril 1939, le Conseil fédéral prend position de la façon suivante:* Der Bundesrat weist hin auf die Neutralität der Schweizerischen Eidgenossenschaft, die von sämtlichen Nachbarstaaten ausdrücklich anerkannt ist. Immerhin besteht angesichts der gespannten internationalen Lage auch in der Schweiz eine gewisse Beunruhigung (E 1005 4/1939).

Le 21 avril 1939, le suppléant du Chef du Département politique, J. Baumann, remet au Ministre d'Allemagne à Berne, O. Köcher, une note dont la teneur diffère un peu: Der Bundesrat vertraut auf die Respektierung der durch die eigene Wehrkraft verteidigten Neutralität der schweizerischen Eidgenossenschaft, die von Deutschland und den übrigen Nachbarstaaten ausdrücklich anerkannt ist (E 2001 (D) 1/105).

3. *Le Conseiller fédéral Baumann semble s'être entretenu déjà avec Köcher deux jours avant de lui remettre la note susmentionnée. Une notice relatant une entrevue ou un téléphone n'a toutefois pas été retrouvée.*

71

E 1004.1 1/384

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 18 avril 1939[1]

837. Auflösung der Tschecho-Slowakei

Politisches Departement. Bericht und Antrag vom 18. März 1939

Das Politische Departement berichtet:

«Durch Note vom 16. März 1939[2] hat die deutsche Gesandtschaft im Auftrag ihrer Regierung dem Politischen Departement den Wortlaut des Abkommens vom 15. März 1939 zur Kenntnis gebracht, mit welchem der tschechoslowakische Staatspräsident das Schicksal des tschechischen Volkes und Landes in die Hände des Führers des Deutschen Reiches legt und der Führer das tschechische Volk unter den Schutz des Deutschen Reiches nimmt.

Ferner wurde dem Politischen Departement mit Note der deutschen Gesandtschaft vom 17. März d.J.[3] der Erlass der deutschen Regierung über die Errichtung eines Protektorates Böhmen und Mähren notifiziert. Nach diesem Erlass bildet das Protektorat Böhmen und Mähren einen autonomen Verwaltungskörper innerhalb des Deutschen Reiches. Das Protektorat wird unter den militärischen Schutz des Reichs gestellt, das auch seine auswärtigen Angelegenheiten wahrnimmt. Das Reich führt die unmittelbare Aufsicht über das Verkehrs-, Post- und Meldewesen. Das Protektorat gehört zum Zollgebiet des Deutschen Reichs und untersteht seiner Zollhoheit.

In der Note vom 17.v.M. wird bemerkt, dass die bisherigen diplomatischen Vertretungen der Tschecho-Slowakei zu Amtshandlungen nicht mehr berufen seien. Gemäss mündlichen Mitteilungen des derzeitigen deutschen Geschäftsträgers, Herrn Legationsrat von Bibra, und des tschecho-slowakischen Gesandten, Herrn Minister Strér, sind vom tschecho-slowakischen Gesandten die Geschäfte seiner Gesandtschaft am 16. März 1939 der deutschen Gesandtschaft in Bern übergeben worden. Nach telephonischen Mitteilungen des schweizer. Gesandten in Prag ist das dortige Aussenministerium geschlossen worden.

Vorgängig der Besitzergreifung Böhmens und Mährens durch das Deutsche Reich wurde die Slowakei als unabhängiger Staat proklamiert[4]. Sie hat sich nachträglich auch unter den Schutz des Deutschen Reiches gestellt. Dem Politischen Departement sind diese Staatsakte bisher nicht notifiziert worden.

In das dritte Teilgebiet der bisherigen Tschecho-Slowakei, nämlich der Karpatho-Ukraine, sind ungarische, z.T. auch rumänische Truppen eingerückt.

Aus den oben dargelegten Tatsachen geht hervor, dass ein tschecho-slowaki-

---

1. *Etaient absents: G. Motta, H. Obrecht, M. Pilet-Golaz.*
2. *Cf.* E 2001 (D)3/20 *et* 511.
3. *Cf.* E 2001 (D)3/67.
4. *Cf. N° 66.*

sches Staatswesen nicht mehr existiert. Die unabhängige souveräne Regierung in Prag, bei welcher der schweizerische Gesandte beglaubigt war, ist nicht mehr vorhanden. Unser dortiger diplomatischer Vertreter ist in dieser Eigenschaft nicht befugt, mit der deutschen Regierung oder ihren Behörden zu verkehren. Im Hinblick auf die beträchtlichen schweizerischen Interessen in Böhmen und Mähren erscheint es deshalb unumgänglich, den veränderten Verhältnissen sofort Rechnung zu tragen und die bisherige diplomatische Vertretung in Prag durch eine konsularische Vertretung zu ersetzen.

In Anbetracht der Erfahrungen, die nach dem Anschluss Österreichs mit der vorübergehenden Leitung des schweizer. Generalkonsulats in Wien durch den bisherigen diplomatischen Postenchef gemacht wurden, empfiehlt es sich, von einem solchen provisorischen Regime, das allerlei Unzukömmlichkeiten in sich schliesst, Umgang zu nehmen. Nachdem anderseits die Ernennung eines schweizer. Generalkonsuls für den Prager Posten noch nicht möglich ist, erscheint es am zweckmässigsten, die Leitung der neuen konsularischen Vertretung in Prag einem Beamten der schweizerischen Gesandtschaft in Berlin zu übertragen. Das Politische Departement nimmt in Aussicht, mit dieser Aufgabe Herrn Dr. Alfred Escher zu betrauen, der bisher in Bangkok, Warschau und Berlin in unserm konsularischen und diplomatischen Dienst tätig gewesen ist. Er bekleidet seit drei Jahren den Grad eines Gesandtschaftssekretärs 2. Klasse, und das Departement erachtet es als angezeigt, ihn wegen der ihm zu übertragenden neuen Stellung zum ersten Gesandtschaftssekretär zu befördern.»

In teilweiser Abweichung vom Antrage des Politischen Departements wurde in der Sitzung vom 14. April 1939[5] auf Grund der Beratung folgendes beschlossen, was hiermit protokollarisch festgestellt wird, da ein bezügliches Protokoll für die Sitzung vom 14. April 1939 nicht erstellt wurde:

1. Das Politische Departement wird beauftragt, der deutschen Gesandtschaft den Empfang ihrer Noten vom 16. und 17. März 1939 zu bestätigen und ihr mitzuteilen, dass der Bundesrat von deren Inhalt Kenntnis genommen habe[6];

2. die schweizerische Gesandtschaft in Prag wird aufgehoben und der schweizerische Gesandte, Herr K. Bruggmann, zu anderer Verwendung zur Verfügung des Bundesrates gestellt;

3. in Prag wird ein Konsulat für Böhmen und Mähren errichtet.

In der heutigen Sitzung wird dieser *Beschluss* mit Bezug auf Ziffer 3 wie folgt abgeändert: «in Prag ist ein *General*konsulat zu errichten, und nicht bloss ein Konsulat»[7].

---

5. *Le Conseil fédéral a déjà parlé de la* Vergewaltigung der Tschechoslowakei *le 17 mars 1939, sans prendre de décision. Sur la base de la proposition du Département politique ci-dessus, le Conseil fédéral a de nouveau débattu du problème le 24 mars 1939* (Auflösung der Tschechoslowakei. E 1004.1 1/383, N° 664), *toujours sans prendre de décision. Aucune trace de la discussion concernant cette question lors de la séance du 14 avril 1939 n'a été retrouvée.*

6. *Cf.* E 2001 (D) 1/20.

7. *Ceci eut pour effet qu'Escher ne fut pas nommé Consul de Suisse à Prague. Le Conseil fédéral désigna A. Huber.*

72

E 2001 (D) 3/266

Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[1]

L Bern, 23. April 1939

Ich habe heute den Versuch gemacht, eine Antwort aufzusetzen an Kullmann, in London, auf dessen Brief vom 16. Februar[2]. Ich bitte Sie den beiliegenden Entwurf[3] durchsehen zu wollen. Wie Sie bemerken werden, habe ich den Spiess umgedreht und versucht, auf diesem Wege zum Ziel zu gelangen. Ich muss Ihnen aber sagen, dass ich Bedenken habe, bei dieser negativen Einstellung zu bleiben. Schon der Umstand, dass Herr Taylor den Eingang meines Briefes vom 28. Juli 1938[4] nicht bestätigt und das Sekretariat mir nach der Konferenz vom 3. August 1938 das gewünschte Material nicht geschickt hat, zeigt, dass man in London verschnupft ist. Deshalb wird Kullmann auch geschrieben haben. Ich habe die Antwort auch aus dem Grunde hinausgezogen, weil ich hoffte, wir könnten vielleicht doch noch positiver Stellung nehmen zu dem Londoner Komitee. Mag es nun langsam gehen und mögen die meisten Sitzungen des Komitees für uns direkt kein Interesse bieten, so frage ich mich doch ernstlich, ob es zweckmässig sei, durch Wegbleiben die Leute zu verärgern. Das Komitee ist eben doch das Sinnbild der humanitären Einstellung zu dem Problem der Flüchtlinge. Ein konsequentes Fernbleiben, dessen Gründe ja der Öffentlichkeit nicht auseinandergesetzt werden können, müsste nicht nur bei uns in der Schweiz, sondern auch bei der öffentlichen Meinung der für uns wichtigen Länder, die mit uns das barbarische Vorgehen gegen die Juden in Deutschland aus tiefster Menschlichkeit ablehnen, auf absolutes Unverständnis stossen und würde sicherlich ganz falsch aufgefasst. Die bisherigen Konferenzen haben übrigens bewiesen, dass das Problem als solches angepackt wird und dass man sich ausserordentlich bemüht, es nicht politisch auszuschlachten. Diese Einstellung ist ja allerdings die einzig mögliche, da sonst eine Lösung überhaupt nicht möglich wäre, weil Deutschland jede politische Aktion des Komitees mit neuen Massnahmen gegen die Juden beantworten würde. Die deutsche Regierung kann es uns doch gar nicht übelnehmen, wenn wir in London mitmachen, denn sie kennt ja die Lage, in die wir durch den Zustrom der Emigranten gekommen sind und weiss, dass deutsche Organe nicht unerheblich

---

1. *Annotation de Bonna en haut du document:* Cette lettre a servi de trame à une conversation entre M. Rothmund et moi. Il a été constaté qu'un certain rapprochement entre la Suisse et le Comité de Londres était désirable; qu'aussi bien le C*[onseil]* f*[édéral]* n'avait jamais eu l'intention de ne pas collaborer avec le Comité, mais seulement de ne pas participer à toutes les séances et qu'il convenait de dissiper le malentendu à ce sujet. Ad acta. 28.4.
2. *Cf. N° 30.*
3. *Non reproduit. Cf. N° 81.*
4. E 2001 (D)3/267.

daran mitschuld sind. Sie weiss, dass wir alles tun wollen und tun müssen, um die Emigranten weiterzubringen und hat alles Interesse daran, dass eine geregelte Auswanderung zustande kommt, weil sie die Juden sonst überhaupt nicht losbringt. Dies zur politischen Seite, die Sie natürlich besser beurteilen können als ich.

Nun aber zu meinem Problem. Ich kann Ihnen gar nicht sagen, wie gross meine Sorgen um die Weiterbringung der Emigranten sind. Ich habe mir wohl eine Zeitlang gesagt, wir müssten eben den Versuch machen, durch offizielle direkte Fühlungnahme mit gewissen Einwanderungsländern zum Ziele zu gelangen. Wir haben es in einem Fall, für eine kleine Gruppe von 2-300 Leuten, durch Ihre Vermittlung auch versucht. Wir erhalten aber von Bolivien keine Antwort, obgleich eine solche schon lange in Aussicht gestellt ist. Auch können wir kaum jemand in alle diese Länder schicken. Nachdem dieses Londoner Komitee durch die Initiative Roosevelts zustande gekommen ist und die Amerikaner offenbar alles tun, damit es einen Erfolg bringt – wohl schon aus Prestigegründen – und zwar nicht nur einen Erfolg in Deutschland, sondern auch einen solchen für die Schaffung von Einwanderungsmöglichkeiten in Übersee, so ist zu erwarten, und zu befürchten, dass letzten Endes wirkliche Einwanderungsmöglichkeiten ausschliesslich oder doch zum grössten Teil nur durch dieses Komitee zu finden sein werden. Kommt die Abmachung mit Deutschland zustande, so braucht man die Schweiz auch nicht mehr als Durchgangsland und weiss übrigens ganz genau, dass sie sich dafür zur Verfügung hält, auch wenn man ihr in London Schwierigkeiten macht. Selbst wenn meine Befürchtungen praktischer Art nicht zutreffen sollten, so laufen wir Gefahr, bedeutend länger Zeit zu brauchen, bis wir die Leute weiterbringen können. Zudem ist unsere Judenschaft auf die finanzielle und moralische Mitwirkung der internationalen jüdischen Auswanderungsorganisationen angewiesen. Wenn sich diese von der Schweiz abkehren, was jedenfalls zu befürchten ist, wenn wir weiterhin London fernbleiben, kann sich das katastrophal auswirken. Wir müssen aber unbeding bald für die Weiterwanderung sorgen können, schon weil unsere heutige Zureisepraxis derart scharf und rücksichtslos ist, dass wir früher oder später mit einem Krach rechnen müssen. Dazu kommt noch, dass wahrscheinlich mehrere Tausend der sich in der Schweiz aufhaltenden Emigranten nicht auswanderungsfähige Berufe haben. Diese müssen vor der definitiven Auswanderung umgeschult werden. Wir haben aber in der Schweiz keine Umschulungsmöglichkeiten, die den Arbeitsmarkt nicht direkt oder indirekt berühren. Kleine Versuche in Flüchtlingslagern sind zahlenmässig unbedeutend. Wir müssen deshalb den Versuch machen, zahlreiche unserer Emigranten zur Umschulung in andere Durchgangsländer zu bringen, selbst wenn die Kosten dafür von der Schweiz aus bezahlt werden müssen. Wir denken dabei hauptsächlich an Frankreich und England. Wenn wir bei dem Londoner Komitee nicht mitmachen, werden wir bestimmt in England nicht ankommen.

Ich bitte Sie dringend, sich die Frage noch einmal zu überlegen. Ich kann mir gar nicht denken, dass uns die Mitwirkung beim Londoner Komitee politisch schaden könnte. Wäre es nicht möglich, die deutsche Regierung über die Gründe dieser Mitwirkung zu verständigen?

Verzeihen Sie bitte, dass ich so heftig insistiere. Sie wissen ja, dass ich in Evian [5] in der anderen Richtung vorgearbeitet habe. Aber ich sehe heute wirklich keinen anderen Weg mehr, um in absehbarer Zeit unsere Emigranten weiterzubringen, als im Kontakt mit London. Die Gründe, weshalb es vorwärts gehen muss mit der Weiterwanderung, brauche ich Ihnen ja nicht auseinanderzusetzen. Haben Sie ein Einsehen und helfen Sie mir.

5. *Cf. N° 30.*

73

E 2200 Paris 12/38

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

Copie
L Wirtschaftliche Versorgung der Schweiz im Kriegsfalle.

Paris, 25. April 1939

Wenn ich mir erlaube, Ihnen in dieser Angelegenheit direkt und persönlich zu schreiben, so liegt der Grund darin, dass mir dieses Problem sehr ernsthafte Sorgen macht. Trotzdem schon die letzte schweizerische Ministerkonferenz am 2. September 1938 [1] die grosse Dringlichkeit dieser Frage und insbesondere der Aufnahme von Verhandlungen mit den in Betracht kommenden Regierungen nachdrücklich betont hat, konnten erst dieser Tage die eigentlichen technischen Besprechungen mit der französischen Regierung begonnen werden, wobei Herr Matter und der Handelsattaché der Gesandtschaft sich einer grossen französischen Delegation gegenüber sahen. Diese hat sich nicht mit Unrecht darüber beklagt, dass es Monate gedauert hat, bis die Schweiz die von der französischen Regierung geforderten statistischen Angaben lieferte. Ein gütiges Geschick hat uns davor bewahrt, dass der Krieg im letzten September sowohl wie in den letzten Wochen bis jetzt vermieden werden konnte. Im andern Falle wäre es mit der Sicherung unserer Landesversorgung schlimm, sehr schlimm gestanden. Die hiesigen Besprechungen konnten selbstverständlich noch nicht zum Abschluss gebracht werden, nicht zum wenigstens deshalb, weil von schweizerischer Seite niemand da gewesen ist, um auf Fragen zu antworten und um Vorschläge zu machen mit Bezug auf Probleme, die sich nicht nur auf das eigentliche technische Transportwesen beschränken.

Eines der wichtigsten dieser Probleme, das selbstverständlich von französischer Seite sofort aufgeworfen worden ist, betrifft die Frage der Kontrolle der aus und durch England und Frankreich in die Schweiz eingeführten Waren hin-

1. *Un procès-verbal de cette conférence n'a pas été retrouvé.*

sichtlich der Garantie, dass sie nicht über die Schweiz in Feindesland gelangen. Dieses Problem, das während des letzten Krieges in bekannt unbefriedigender Weise durch die SSS[2] gelöst worden war, bedarf auch heute dringend einer raschen Lösung. Dabei wird man bedenken müssen, dass heute Italien auf der andern Seite steht. Wenn ich mich daran erinnere, welche ungeheuren Schwierigkeiten diese Fragen während des letzten Krieges bereitet haben und wie sehr wir mangels eigener Vorbereitung und eigener Vorschläge dem ausländischen Druck ausgesetzt waren, so komme ich zur Entscheidung, dass es höchste, allerhöchste Zeit ist, dass die Schweiz selber die Initiative ergreift und den interessierten Regierungen klare und möglichst günstige Vorschläge macht. Dabei werden nur aussenpolitische Gesichtspunkte, sondern auch innerpolitische Fragen von Bedeutung sein, wie diejenige ob wiederum eine an sich privatwirtschaftlich aufgezogene Organisation zu schaffen sei (SSS), die in den verschiedenen Hauptstädten neben den Gesandtschaften ihre eigenen autonomen Vertretungen hat und die in der Hauptsache mit Konventionalstrafen arbeitet, oder ob nicht diesmal von vornherein der ganze Apparat staatlichen Charakter haben soll. Die Frage ist so schwerwiegend, dass es meines Erachtens nicht nur keinen Sinn hat, sondern sogar sehr gefährlich wäre, wenn zu ihrer Diskussion Beamte in die verschiedenen Hauptstädte geschickt werden, die die Tragweite des ganzen Fragenkomplexes unmöglich übersehen können. Meines Erachtens sollte diese Frage so rasch als möglich vom Bundesrat als Gesamtbehörde einlässlich geprüft und dann entschieden werden[3]. Gestützt darauf wären entweder Spezialdelegierten oder den Gesandtschaften bestimmte Instruktionen zu erteilen. Was aber meiner Auffassung nach unbedingt vermieden werden muss ist, dass ohne klare Richtlinien des Bundesrates von verschiedenen Gesandtschaften oder von mehr oder weniger kompetenten Delegierten an diesem Problem «herumgeknappert» wird.

Was die Verhandlungen mit Frankreich speziell anbelangt, so wird Ihnen Herr Matter über das eigentliche Transportproblem Bericht erstatten[4]. Aus diesem Bericht wird hervorgehen, dass durch die verschiedenen Departemente und dann durch den Bundesrat noch folgende Fragen möglichst umgehend abzuklären sind:

1. Spezieller völkerrechtlicher Schutz für neutrale Schiffe, die ausschliesslich mit Schweizerwaren beladen sind.

2. Allfälliger völkerrechtlicher Schutz für Meer- und Flusshäfen, die ausschliesslich schweizerischen Verkehr besorgen.

3. Transport überseeischer Waren aus belgischen Häfen (falls Belgien in einem Krieg neutral bleibt), über deutsches Gebiet nach der Schweiz, und

---

2. *Sur la Société Suisse de Surveillance économique, cf. DDS, vol. 6, Table méthodique, II. Les négociations économiques et financières avec les Alliés.*

3. *Lors de la séance du Conseil fédéral du 12 mai 1939* (E 1004.1 1/385, *N°* 1011), *le Département de l'Economie publique demande* l'autorisation de préparer, pour le cas de guerre, une organisation de contrôle des importations et des exportations qui soit placée, en principe, entre les mains de l'Etat. *Le Conseil fédéral renvoie la proposition au Département politique pour avis. Ce n'est que le 12 juin 1939 que le Conseil fédéral prendra sa décision: cf. N° 101.*

4. *Cf. N° 77.*

schliesslich die oben eingehender behandelte Frage betreffend schweizerische Kontrollorganisation.

Ich bitte Sie um Entschuldigung, wenn ich Ihre persönliche Aufmerksamkeit auf die Wichtigkeit und die Dringlichkeit dieser Frage hinlenke. Sie wissen, dass hiefür ausschliesslich sachliche Gründe massgebend sind.

74

E 2200 München 2/3

Le Consul général de Suisse à Munich, P. Ritter,
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
RP 1300.– A/t. München, 26. April 1939

Seit der telegraphischen Botschaft des Oberhauptes der Vereinigten Staaten von Amerika an den Herrn Reichskanzler[1], die, da derselbe damals nicht in Berlin sondern in Bayern weilte, offenbar etwas später in dessen Hände gelangte, als man in Washington D.C. annahm, hat auch in München ein grosses Rätselraten eingesetzt, dies im Zusammenhang mit der Antwort vor dem Reichstag am nächsten Freitag. Unkontrollierbare Gerüchte gingen dabei so weit, von einem Abschluss eines Nichtangriffspaktes Deutschlands mit der Sowjetunion zu sprechen. Es dürfte sich um arge Übertreibungen handeln, doch glaubt man in wohlinformierten Kreisen, dass in der kommenden Reichstagssitzung erneut die Forderung nach Kolonien aufgestellt werden soll. In zuständigen Parteiinstanzen ist die enge Fühlungnahme des Heiligen Stuhles mit General Franco nicht übersehen worden und es frägt sich, ob der Vatikan, der eine antikommunistische Politik treibt, nicht über Madrid in erster und Rom in zweiter Linie eine Bereinigung des gespannten Verhältnisses mit Berlin wird erreichen können, die hier nicht unerwünscht wäre.

[...][2]

Im Verhältnis Deutschland-Schweiz ist von München aus gesehen zu berichten, dass, wie ich aus Bemerkungen, die man mir gegenüber in diesem Zusammenhang fallen lässt, entnommen habe, das Nichtmittun der Eidgenossenschaft bei den Gratulationen zum 50. Geburtstag des Staatsoberhauptes da und dort etwas empfunden wurde. Auf der andern Seite ist man in München erfreut über die Herrn Nationalrat Bodenmann erteilte Antwort auf seine «kleine Anfrage» betreffend die Aufnahme von Beziehungen zwischen der Schweiz und

1. *Cf. N° 70.*
2. *Ritter évoque ensuite la situation dans les Balkans, les motifs économiques de l'intervention de Roosevelt, les réactions à Munich devant la mobilisation partielle aux Pays-Bas.*

Sowjetrussland[3]. Wie schon in der Presse erwähnt wurde, sah man es hier besonders gern, dass ein neutraler Staat die Sowjetregierung mit der Komintern gleichstellte und ablehnenden Bericht damit begründete, dass eine Normalisierung des Verhältnisses zwischen den beiden Staaten so lange nicht stattfinden könne, als Moskau sich in die innere Politik der andern Staaten einmische.

Obschon, was das Verhältnis Deutschland-Schweiz anbelangt, laut kompetenten grossen Politikern eine direkte Gefahr für unser Land keineswegs besteht, wird an Vereinigungen mittlerer und kleinerer Parteileute, so scheint es, ab und zu von der deutschen Schweiz leider so gesprochen, als ob sie im Grunde genommen zu Grossdeutschland gehören müsste. Es ist dies insofern ein heikles Thema, als man dabei nie weiss, wo der Trennungsstrich zwischen offiziell und privat und zwischen Ernst und Scherz zu ziehen ist. Eine entschiedene Beruhigung der Angrenzer könnte eben jetzt durch den Umstand bewirkt werden, dass derartige Redereien verboten würden. *[...]*[4]

---

3. *Le Conseiller national Marino Bodenmann avait posé une «petite question» le 4 avril 1939 au Conseil fédéral afin de savoir quelle valeur le gouvernement accordait aux déclarations d'Hitler à Schulthess sur le respect de la neutralité, alors que le III^e^ Reich a agressé la Tchécoslovaquie. Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique propose, le 6 avril, cette réaction gouvernementale:* Le Conseil fédéral n'estime pas avoir à répondre à une question dont le but évident est de nuire aux intérêts du pays (E 2001 (D) 3/304). *Selon une notice manuscrite de Motta (non reproduite), cette proposition a été retenue le 14 avril. Or, un autre membre du Parti communiste suisse, le Conseiller national Jules Humbert-Droz avait posé, le 24 mars 1939, une question au Conseil fédéral sur la reconnaissance du régime de Franco et de l'annexion de l'Ethiopie par l'Italie et sur le refus de renouer des relations diplomatiques avec l'URSS (Cf.* E 2001 (D) 9/1: *proposition de réponse du Département politique, datée du 5 avril). Le 18 avril, le Conseil fédéral approuve la réponse proposée* (E 1004.1 1/384, *N°* 799). *Ritter doit avoir confondu les interventions des deux parlementaires communistes.*

4. *Ritter rapporte ici une anecdote tendant à montrer,* dass auf der Welt zur Zeit viel und überflüssig gesprochen wird: *la rumeur a circulé dans Munich qu'une personnalité (non nommée) de la ville, en vacances dans les Grisons, aurait été insultée par le personnel suisse de son hôtel; la population suisse serait donc hostile aux Allemands. Contact pris par téléphone avec la «victime», celle-ci a affirmé n'avoir au contraire jamais été traitée si aimablement qu'au cours de son séjour aux Grisons. Ritter revient ensuite à des considérations d'ordre très général sur la politique et mentionne en vrac la Pologne, la Roumanie, les sympathies pour la France et la haine de l'Angleterre. Il termine ce long rapport en évoquant la fermeture du consulat général de Tchécoslovaquie à Munich.*

75

E 2200 Washington 16/1

Le Ministre de Suisse à Washington, M. Peter,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna

Copie
L R/ss
ad B.21.463.11.1. PK. Washington, 28. April 1939

Unter Bezugnahme auf die früher gewechselte Korrespondenz betreffend die Erfassung von in den Vereinigten Staaten von Amerika niedergelassenen Landsleuten im Rahmen kriegswirtschaftlicher Vorbereitungsmassnahmen [1] beehre ich mich, Ihnen in der Beilage [2] zu Handen des eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes ein Verzeichnis von Landsleuten, die im Sinne Ihres Zirkularschreibens vom 12. November 1938 [3] im Falle eines Krieges mit einer besondern Aufgabe betreut werden könnten, zu unterbreiten. Meinen Vorschlägen erlaube ich mir noch folgende Ausführungen beizufügen:

In Verfolgung des sehr komplexen Problems der wirtschaftlichen Mobilisierung gewisser Landsleute in den Vereinigten Staaten im Falle eines europäischen Konfliktes, wie sie vom Eidg*[enössischen]* Volkswirtschaftsdepartement angeregt worden ist, bin ich in Übereinstimmung mit unserem Generalkonsulat in New York zur Überzeugung gelangt [4], dass weitgehende Einzelmassnahmen im gegebenen Moment nicht den gewünschten Erfolg zeitigen würden. Es kann mit Sicherheit angenommen werden, dass in einem künftigen Konflikt, selbst im Falle der Nichtbeteiligung der U.S.A. am Kriege, in den Vereinigten Staaten sofort eine staatliche Kontrolle im Nahrungsmittel- und Rohstoffverkehr mit dem Auslande eingesetzt würde. Direkte Einkäufe auf dem offenen Markt würden von diesem Moment an unmöglich. Unter diesen Umständen müsste aber auch die Tätigkeit einer ganzen Reihe von im voraus für bestimmte Aufgaben vorgesehenen Landsleuten aufhören und die getroffenen Einzelmassnahmen würden tatsächlich hinfällig.

Eine wirksame Abwicklung der Güterversorgung unseres Landes aus den Vereinigten Staaten würde meiner Auffassung nach auch in einem zukünftigen Kriege wiederum über ein unter einem fähigen Leiter zentralisierten schweizerischen Einkaufsbüro gehen müssen. Es kann sich tatsächlich nur darum handeln, eine Liste von ganz wenigen, dafür aber absolut zuverlässigen und fähigen Landsleuten aufzustellen, die im gegebenen Zeitpunkt einer solchen Einkaufsstelle zur Verfügung gestellt werden könnten. Unser Generalkonsulat New York bringt für eine solche Aufgabe in erster Linie die im «Trade Coun-

1. *Non reproduits; cf. aussi N° 34.*
2. *Non reproduit.*
3. *Non reproduit.*
4. *Cf. N° 34.*

cil» in New York vertretenen Vertrauensmänner in Vorschlag. Ich gehe mit diesem Vorschlag einig und möchte Sie noch speziell auf die Ausführungen unseres Generalkonsuls in seinem Schreiben vom 2. März[5] an diese Gesandtschaft verweisen. Ich lege zwei Abschriften des erwähnten Schreibens diesem Briefe bei.

Die Sichtung der nunmehr von allen unseren Konsulaten in den Vereinigten Staaten eingereichten Vorschlägen und Listen verursachte eine nicht geringe Mühe und Zeitaufwand. Es sind mir im ganzen 200 Vorschläge unterbreitet worden. Bei der näheren Prüfung derselben hat sich aber gezeigt, dass nur ein kleiner Teil der vorgeschlagenen Landsleute, sei es als selbstständige Kaufleute oder Industrielle, sei es als Mitarbeiter oder Angestellte bei Unternehmungen in wirklich einflussreicher Stellung sich befinden, um im Sinne meiner obigen Ausführungen in Betracht gezogen werden zu können. Ich habe deshalb eine mir gutfindende Auswahl getroffen, die leider infolge der oft ungenügenden Informationen über unsere Landsleute oder über die Unternehmungen, bei denen sie arbeiten, zuweilen etwas willkürlich ausfallen musste. Sie dürfen nicht vergessen, dass von den in den U.S.A. niedergelassenen Landsleuten nur etwa 5% bei unseren Konsulaten immatrikuliert sind. Ein grosser Teil unserer Landsleute unterhalten mit den Konsularvertretern keine Beziehungen, weshalb es bei den amerikanischen Verhältnissen so schwierig ist, genaue Auskünfte über die persönlichen und beruflichen Verhältnisse einzelner Landsleute zu erhalten. Instruktionsgemäss durften bei unserer Enquete die in Frage kommenden Persönlichkeiten nicht direkt angegangen werden.

Zu Ihrer Orientierung möchte ich hier noch einige Ausführungen wiedergeben, die ich im Zusammenhang mit dieser Enquete von den Konsulaten Chicago, St. Louis, Los Angeles und San Francisco erhalten habe:

Die Konsulate führen aus:

Chicago. «Mit Ausnahme einiger ganz weniger Ingenieure und Techniker, setzt sich das Mehr der verschiedenen Kolonien meines Konsularbezirks aus Mechanikern, Bäckern, Kellnern, Hotelküchenpersonal, Käsern, Landwirten und unqualifizierten Arbeitern zusammen, die für einen derartigen Dienst, mangels der nötigen Qualifikationen, von vornherein nicht in Betracht kommen. Die erwähnten Ingenieure und Techniker arbeiten hinwiederum meistens als Werkführer in Fabriken oder als Zeichner und Kalkulatoren in grösseren technischen Bureaus; sie sind aber weder unabhängig noch üben sie irgendwelchen entscheidenden Einfluss in den betreffenden Unternehmen aus.

Kaufmännische Angestellte haben wir sozusagen keine und die wenigen, die da sind, arbeiten in völlig untergeordneter Stellung; das gleiche trifft für Bankangestellte zu.»

St. Louis. «Wie anlässlich der für das Sekretariat des Auslandschweizerwerks der N.H.G. veranstalteten berufsmässigen Kategorierung unserer Landsleute hier in Erfahrung gebracht wurde, ist nur ein geringer Prozentsatz der hiesigen Schweizer im Handel und in der Industrie tätig, sodass leider in dieser Hinsicht in unserem Konsularkreis nur spärliche Kontaktmöglichkeiten zur hiesigen Exportindustrie bestehen.

---

5. *Cf. N° 34.*

Der Umstand, dass unsere Konsulatmatrikel nur einen äusserst geringen Prozentsatz der effektiv in diesem Konsulardistrikt ansässigen Landsleute aufweist, gestaltet die Sammlung von Adressen jener Schweizer, die wichtige Verbindungen zur Wirtschaft, Finanz, Industrie, Politik, zu Behörden und einflussreichen Persönlichkeiten unterhalten, äusserst schwierig. Trotzdem hoffe ich mittels eines nochmaligen Rundschreibens an die hiesigen Schweizerkolonien eine so weit wie möglich vollständige Liste der in Betracht kommenden Landsleute dieses Konsularkreises zusammenstellen zu können.»

Los Angeles. «Leider sind in diesem Konsularbezirk keine Landsleute verfügbar, welche dank ihrer beruflichen Stellung in der Lage wären, unserem Lande im Kriegsfalle wirtschaftlich und propagandistisch wichtige Dienste zu leisten.

Auf die in der beigeschlossenen Liste aufgeführten Leute dürfte man sich im Ernstfalle kaum stark verlassen können, weil dieselben meistens in einer nicht genügend führenden Stellung tätig sind oder dann auch wieder in Abteilungen arbeiten, die keinen Zusammenhang haben mit der Ausfuhr hiesiger Produkte.

Falls es sich zeigen sollte, dass gegen Erwartung sich geschäftliche Möglichkeiten verwirklichen sollten, dann wäre es jedenfalls angezeigt, dass ich mich persönlich jedem speziellen Falle annehmen würde. In Berücksichtigung meiner langjährigen geschäftlichen Beziehungen, besonders auf dem Gebiete der Erdölindustrie, sollte mir dies möglich sein.»

San Francisco. «Ce travail présente d'assez grandes difficultés du fait de la très modeste proportion des Suisses immatriculés (environ 550) par rapport au total approximatif des compatriotes résidant dans mon arrondissement consulaire, qui est de 40 000. C'est aussi pour ce motif que je n'ai pas été toujours en mesure de vous fournir toutes les données demandées sur les 16 Suisses mentionnés dans la liste incluse, dont le plus grand nombre ne sont pas immatriculés.»

Das beiliegende Verzeichnis habe ich in der Weise angelegt, dass jeder einzelne Landsmann auf einem separaten mit einer Nummer versehenen Blatt aufgeführt ist. Das Blatt enthält die Personalien, sowie Angaben über Beruf, Stellung, militärische Einteilung und Verwendbarkeit des betreffenden Landsmannes. Es gibt ferner an, in welchem Konsularbezirk der Vorgeschlagene immatrikuliert ist oder sich aufhält. Auf diese Weise kann das Verzeichnis leicht ergänzt und à jour gehalten werden.

Aus den Konsularbezirken Denver und Seattle liegen keine brauchbaren Vorschläge vor.

76

E 2001 (D) 1/100

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, au Ministre des Affaires étrangères d'Italie, Comte G. Ciano

Copie
N

Rome, 30 avril 1939

C'est à regret que je me vois appelé à faire connaître à Votre Excellence, selon les instructions de mon Gouvernement[1], que la revue hebdomadaire «Libro e Moschetto» a publié de nouveaux articles offensants contre la Suisse, sur lesquels j'ai l'honneur d'attirer l'attention des Autorités Royales. Si j'ai d'abord pu admettre que la publication de l'article particulièrement regrettable intitulé «Svizzera e Neutralità» du «Libro e Moschetto» du 11 mars avait peut-être pu paraître à la suite d'une inadvertance de la rédaction, la suite de cet article, intitulée «Baggianate» dans un numéro suivant, démontre la persistance de tendances hostiles.

Ce qui paraît grave, c'est que l'organe en question, édité sous la direction du Secrétariat du Parti National Fasciste comme organe des groupes universitaires, ne se limite pas à des diatribes violentes ou injustes contre le peuple suisse, mais, poursuivant une campagne signalée par ma note du 23 décembre 1938[2], s'en prend aux bases de mon pays, mettant en cause son existence même.

Faisant suite à une série de publications de caractère du même ordre (dont j'ai été amené à signaler une partie à S.E. le Ministre de la Culture Populaire lors de sa conversation du 9 mars dernier[3]), cette campagne, s'adressant à la jeunesse universitaire fasciste, aux milieux militaires, intellectuels et sportifs, tend à créer en Italie des notions erronées sur l'histoire et le rôle de la Suisse, comme pour ce qui a trait à nos relations amicales dans les divers domaines. Ces attaques de fond, qui s'écartent entièrement des polémiques journalistiques courantes et des contestations sur des points particuliers, contrastent si directement avec les déclarations officielles précieuses des plus hautes Autorités italiennes que l'opinion de mon pays ne parvient à se les expliquer.

Mon Gouvernement se plaît à espérer que le Ministère Royal, poursuivant les efforts constants de bonne entente de Votre Excellence et dont j'ai eu souvent le témoignage, voudra encourager les diverses publications entrant en ligne de compte, c'est-à-dire notamment «Libro e Moschetto», la revue alpine mensuelle «Montagna», la revue mensuelle romaine «Giornale di Politica e di Letteratura», dirigée par M. Biscottini, le «Notiziario Alpino» militaire, puis la «Raetia» et l'«Archivio storico della Svizzera italiana», fondées dans un but difficilement perceptible, à une plus saine appréciation du respect de l'intégrité d'un Etat et d'un peuple voisin et ami.

---

1. *Non reproduit.*
2. *Cf.* E 2200 Rom 23/11.
3. *Cf.* E 2200 Rom 23/17.

Confiant dans l'appui renouvelé de Votre Excellence en cette importante matière, je Vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

77

E 7110 1973/134/4

Le Chef de l'Office de guerre pour les transports du Département de l'Economie publique, E. Matter, au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

Re + P Ma/RS. Vertraulich. *Bern,* 1. Mai 1939

Vom 24.-28. April 1939 haben in Paris endlich die längst ersehnten Besprechungen mit den französischen Behörden über die Regelung der Transporte im Kriegsfalle aus und durch Frankreich stattgefunden[1]. Ich beehre mich, Ihnen nachstehend über die bezüglichen Verhandlungen Bericht zu erstatten:

A.
Besprechung am 24. April 10 Uhr auf dem Ministère des Affaires Etrangères.

Anwesend waren Vertreter der Ministères des Affaires Etrangères, de la Marine, du Commerce, de la Guerre, des Travaux Publics, des Finances sowie des Conseil Supérieur de la Défense Nationale.

Den Vorsitz führte Herr Delenda, Conseil général, sous-directeur de la Sous-Direction des relations commerciales au Ministère des Affaires Etrangères.

Der Vorsitzende gab zunächst eine Darstellung über die gepflogenen mündlichen Besprechungen und den Schriftwechsel zwischen den französischen Behörden und der Schweizerischen Gesandtschaft in Paris vom Monat September 1938 bis zum April 1939[2]. Es waren französischerseits in diesem Zeitraum wiederholt ergänzende statistische Angaben über den Umfang und die Art des aus und durch Frankreich nach der Schweiz im Kriegsfalle in Frage kommenden Verkehrs verlangt worden. Der Vorsitzende erklärte, dass Frankreich grundsätzlich bereit sei, die in der Liste «Importation commerciale suisse provenant de la France» vom März 1939 verzeichneten Güter zu liefern. Er fügte bei, dass die in der Liste für die gleichen Gattungen von Waren gesamthaft angegebenen Gewichtsmengen indessen nicht genügten, sondern es sei erwünscht, dass die Mengen für jeden Artikel besonders angegeben werden. Bei der Prüfung der neuen Zusammenstellung sei dann auch die Frage der Überwachung über die Verwendung von Gütern zu erörtern[3]. Ich unterliess nicht, sofort darauf hin-

1. *Cf. N° 73.*
2. *Cf.* E 2200 Paris 12/38, E 7001 (B) 1/454, E 7110 1973/134/4, J I 131 1971/186/56.
3. *Cf. N°s 73 et 101.*

zuweisen, dass es sich bei dieser Angelegenheit nicht um eine eigentliche Transportfrage handle und ihre Behandlung daher in die Zuständigkeit anderer Dienststellen falle, mit denen ich sofort Fühlung nehmen wolle.

Im weiteren sind noch einige Fragen von denen unter Abschnitt C, Sonderbesprechungen mit Herrn Delenda, die Rede ist, kurz gestreift worden. Es wurde beschlossen, durch einen aus Vertretern der beteiligten französischen Verwaltungen (Krieg, Marine, Travaux Publics, Société Nationale des Chemins de Fer Français) bestehenden Unterausschuss in Verbindung mit der Schweizerischen Delegation prüfen zu lassen, welche Massnahmen für die Annahme und Weiterleitung der für die Versorgung der Schweiz im Kriegsfalle benötigten Waren erforderlich sind.

B.

Der Unterausschuss entledigte sich seiner Aufgabe in drei, am 24. 26. und 27. April 1939 auf dem Ministère des Travaux Publics abgehaltenen Sitzungen. Das Ergebnis der Besprechungen wurde in einem Memorandum niedergelegt, wovon ein Exemplar beiliegt[4]. Zu den einzelnen Abschnitten des Memorandums ist zu bemerken was folgt:

Allgemeine Bemerkungen.

Es wurde französischerseits ausdrücklich betont, dass die in Aussicht genommenen Massnahmen für die Ausführung der Transporte der Waren sowohl ab überseeischer als ab englischer und belgischer Herkunft erst nach Verfluss des ersten Monats nach Ausbruch von Feindseligkeiten in Kraft gesetzt werden können. Hiegegen kann nichts eingewendet werden. Man muss sich damit abfinden, dass eine Unterbrechung der Zufuhr von 35-40 Tagen eintritt und wird sich dementsprechend einrichten müssen.

I. Marchandises en provenance d'Angleterre ou de la Belgique.

1. England.

Die Güter englischer Herkunft werden über die Häfen von Le Havre und Rouen und von da hauptsächlich auf der Seine, eventuell auch über andere schiffbare Wege in die Gegend von Dole, St-Jean-de-Losne, Chalon-sur-Saône, Mâcon befördert, hier umgeschlagen und soweit möglich über Vallorbe und Pontarlier weitergeleitet.

2. Belgien.

Die belgischen Behörden haben bei den Verhandlungen die Benützung der Häfen von Anvers und Gand für überseeische Güter mit Bestimmung Schweiz grundsätzlich zugestanden. Es war in Aussicht genommen, diese Güter mit der Eisenbahn oder auf dem Wasserweg nach der französischen Grenze, eventuell auf einer Strecke des Rheins und dann mit der Eisenbahn oder ausschliesslich mit der Eisenbahn über deutsches Gebiet zu befördern. Die französischen

4. *Reproduit en annexe.*

Behörden erklärten aber nicht in der Lage zu sein, weder mit der Eisenbahn noch auf dem Wasserweg überseeische Güter von Belgien nach der Schweiz zu übernehmen. Sie sind aber bereit, Güter belgischer Herkunft bis zu einem Umfang wie die englischen Waren auf dem Flussweg zu befördern.

Die englischen und belgischen Transporte werden in den Transportplan den die Generaldirektion der Eisenbahnen für die Transporte (Ministère des Travaux Publics) für den eigenen französischen Verkehr ausarbeitet, einbezogen, mit anderen Worten, sie werden dem französischen Verkehr gleichgestellt.

Den französischen Behörden ist noch der Umfang des in Frage kommenden Verkehrs belgischer Herkunft bekannt zu geben. Das Nötige ist in die Wege geleitet.

II. Marchandises en provenance d'outre-mer.

Es ist für uns von eminenter Wichtigkeit dass die Schiffe, die ausschliesslich mit Waren nach der Schweiz beladen sind, unbehelligt gelassen werden. Bezüglich der Frage der Immunität für diese Schiffe wird auf Abschnitt C verwiesen.

Die Wahl der Häfen gab Anlass zu langen Erörterungen. Im September 1938 war für die Schweiz der atlantische Hafen La Pallice in Aussicht gestellt worden. Es wurde an der Konferenz erklärt, dass dieser der Schweiz nicht abgetreten werden könne. Er hätte übrigens verschiedene Nachteile aufgewiesen. Einmal wäre er für den gesamten Verkehr nach der Schweiz ungenügend, ferner hätte der Wagenumlauf nach den während des Weltkrieges gemachten Erfahrungen doppelt solange gedauert als nach den Mittelmeerhäfen Marseille und Sète.

Nach reiflicher Prüfung wurde beschlossen, es seien der Schweiz hauptsächlich der Hafen von Sète und daneben die Häfen von Marseille und Bordeaux zur Verfügung zu stellen. Damit wird der gleiche Zustand hergestellt wie während des Weltkrieges.

Von der ausschliesslichen zur Verfügungstellung des Hafens von Sète für die Schweiz musste abgesehen werden, weil dieser, wie aus den Ausführungen im Memorandum hervorgeht ungenügend ist und daselbst nicht alle Schiffe am Quai zum Auslad gestellt werden könnten. Dieser Hafen war früher für den Umschlag von gewöhnlichen Gütern nicht eingerichtet, weil er hauptsächlich für den Umschlag von Wein dient. Es fehlten auch Lagerhäuser und die Geleise waren in der Hauptsache nur über Drehscheiben zugänglich. Auf meine Anfrage hin wurde angegeben, es seien inzwischen Verbesserungen angebracht worden. Es ist notwendig, dass hierüber noch nähere Untersuchungen vorgenommen werden.

Es wurde auch der Fall ins Auge gefasst, dass die Mittelmeerhäfen nicht benutzt werden können. Für diesen Fall wurde vorgesehen, dass für den schweizerischen Verkehr nach Möglichkeit der Hafen von Bordeaux zur Verfügung gestellt und dieser Verkehr in die Transporte Frankreichs einbezogen würde.

III. Matériels de transport.

A. Güter mit Ausnahme von flüssigen Brennstoffen.

1. Verkehr belgischer Herkunft.

Es wird vorgesehen, dass der Verkehr aus Belgien grundsätzlich mit belgischen Schiffen bewältigt wird. Hierüber ist noch mit der belgischen Regierung zu verhandeln. Abzuklären bleibt noch, ob diese Verhandlungen durch die französische Regierung vorgenommen werden. Der Unterausschuss glaubte, dass dies der Fall sein werde.

2. Verkehr englischer Herkunft.

a. Güter verschiedener Art: Hiefür werden etwa 70 Schiffe benötigt, die von Frankreich gestellt werden. Hievon sind abzuziehen die in diesem Lande befindlichen schweizerischen Schiffe, die für diesen Verkehr zur Verfügung gestellt werden sollen.

b. Kohlen: Für diesen Verkehr sind etwa 400 Schiffe nötig, die Frankreich stellen wird.

Allgemeine Bemerkungen zu a und b.

Die Schweiz hat nach Möglichkeit Schiffspersonal schweizerischer Nationalität zur Verfügung zu stellen. Ich machte darauf aufmerksam, dass wir nur wenig solches Schiffspersonal besässen.

Der Verkehr von den Fluss- und Kanalumschlagstellen nach der Schweiz sowohl für die verschiedenen Güter als für die Kohle wird in das Programm für die allgemeinen Transporte Frankreichs einbezogen und zwar auch unter Berücksichtigung der Wagenstellung.

3. *Verkehr von überseeischen Ländern.*
(Mit Ausnahme von flüssigen Brennstoffen).

Grundsätzlich stelle die S.N.C.F. (Société Nationale des Chemins de Fer) die Wagen, verlangt aber, dass sich die Schweiz an der Wagenstellung beteiligt, wenn Frankreich nicht in der Lage ist, alle nötigen Wagen zur Verfügung zu stellen.

Im weiteren wird gewünscht, dass die Bundesbahnen als Ausgleich für die Führung der Verproviantierungszüge für die Schweiz, nötigenfalls gewisse Züge auf den in der Nähe der schweizerischen Grenze liegenden Strecken ausführen.

Diese beiden Begehren hatte das Ministère des Affaires Etrangères, Direction des Affaires Politiques et commerciales in Paris bereits mit Schreiben vom 22. Dezember 1938 an unsere Gesandtschaft gestellt[5]. An der Besprechung wurden anfänglich über beide Punkte sehr weitgehende Verlangen gestellt. Man wollte beispielsweise französischerseits nur die Stellung von 120 Bahnwagen zusagen. Ferner wurde verlangt, dass die Schweiz 100 Lokomotiven stelle. Diese Grundsätze waren für die Schweiz nicht annehmbar. Ich kam mit

5. *Non retrouvé.*

den Vertretern der S.N.C.F. überein, dass wir uns über diese Fragen ausserhalb der offiziellen Verhandlungen des Unterausschusses unterhalten wollten. Hiebei einigten wir uns auf die im Memorandum enthaltene Fassung. Diese trägt den tatsächlichen Verhältnissen Rechnung. Ich legte insbesondere Wert darauf, dass in das Memorandum eine Bestimmung aufgenommen wurde, wonach die näheren Abmachungen über die Modalitäten betreffend die Stellung von Wagen, die Abgabe von Lokomotiven, ferner über die Ausarbeitung von Fahrplänen für direkte Güterzüge usw. zwischen der S.N.C.F. und den S.B.B. zu treffen seien. Dies deshalb, weil es sich dabei um Angelegenheiten handelt, deren Behandlung in den Geschäftskreis der Generaldirektion der S.B.B. fallen und um zu erwirken, dass die Frage der Entschädigungen für die Benützung der Wagen und der Lokomotiven zum Voraus geregelt wird. Dabei machte ich darauf aufmerksam, dass die Mietentschädigung für die Bestellung von Wagen für gemeinsame Transporte im Übereinkommen über die gegenseitige Benützung der Güterwagen im internationalen Verkehr geregelt ist. Es lag mir daran zu vermeiden, dass Anstände entstehen, wie dies beim Weltkrieg der Fall war. Die PLM[6] lehnte vom Oktober 1915 an die Bezahlung einer Miete für die von der Schweiz für die Abholung der Güter in den Häfen beigestellten Wagen kurzerhand ab und war von ihrem Standpunkt trotz fortwährenden energischen Vorstellungen von Seiten der Bundesbahnen nicht abzubringen. Die Bundesbahnen und die schweizerischen Privatbahen hatten bis Ende 1919 zusammen ein Guthaben von über 5 Millionen Franken. Ende 1921 kam endlich eine Einigung zustande, nach der die PLM sich verpflichtete, eine Pauschalentschädigung von SFr. 1 800 000.— zu bezahlen. Die schweizerischen Bahnen erlitten somit einen Verlust von über 3 Millionen Franken. Die Regelung der Frage nach dem Kriege wurde zufolge der Abwertung des französischen Frangens erheblich erschwert.

Da für die Beförderung der Güter die tarifgemässen Frachten bezahlt werden müssen, ist es recht und billig, wenn die französischen Bahnen für die Stellung der Wagen die übereinkommensgemässe Miete entrichten.

Es empfiehlt sich, dass die Bundesbahnen die Verhandlungen mit der S.N.C.F. unverzüglich aufnehmen, damit die Angelegenheit möglicht bald endgültig geordnet wird.

Es ist vorauszusehen, dass während des Krieges an den schweizerischen Güterwagenpark vermehrte Anforderungen gestellt werden. Die Frage der eventuellen vorsorglichen Anschaffung von Wagen wird Gegenstand einer besonderen Behandlung bilden.

B. Flüssige Brennstoffe (380 000 Tonnen).

Die französischen Behörden erklären, dass alle im Park der französischen Bahnen immatrikulierten Kesselwagen mit Ausbruch des Krieges sofort requiriert würden, weil sie für ihre eigenen Bedürfnisse nötig seien. Es bestehen französische Wagenleihgesellschaften, die über einen ziemlich grossen Park von Kesselwagen verfügen, von denen gegenwärtig eine Anzahl für die schweizerischen Bedürfnisse, namentlich im Binnenverkehr, gemietet sind. Ich erinnere

6. *Compagnie ferroviaire «Paris-Lyon-Méditerranée».*

daran, dass die belgischen Behörden bei den Verhandlungen ebenfalls erklärten, dass sie nicht in der Lage seien, im Kriegsfall Kesselwagen für Benzintransporte usw. nach der Schweiz abzugeben. Es wird in Erwägung gezogen werden müssen, in der Schweiz gegebenenfalls für Benzintransporte auf die Weinwagen zu greifen, deren 706 mit einem Fassungsraum von 10 000 170 l vorhanden sind. Auch wird zur Zeit geprüft, ob nicht noch auf anderem Wege Kesselwagen beschafft werden können (Einstellung von fremden Wagen in den Park der S.B.B.). Ich werde mir erlauben, Ihnen hierüber eine besondere Vorlage mit Anträgen zu unterbreiten.

IV. Transports complémentaires de charbon.

Wenn grössere Mengen Kohlen aus überseeischen Ländern bezogen werden müssten, würde der Umschlag im französischen Hafen und ihre Durchführung über Frankreich auf die allergrössten Schwierigkeiten stossen, wenn nicht sogar unmöglich sein. Es ist auch sehr fraglich, ob es gelänge, hiefür den nötigen Schiffsraum zu beschaffen. Jedenfalls wird man gut daran tun alles daranzusetzen, um sich Kohlen aus europäischen Ländern zu sichern.

Appendice. Transports des marchandises en provenance de la France.

Diese Transporte werden ins Programm der allgemeinen Transporte von Frankreich einbezogen und daher, soweit die Verhältnisse während eines Krieges es gestatten, in normaler Weise ausgeführt.

C.

Sonderbesprechungen mit Herrn Delenda, Conseil général, sous-directeur de la Sous-Direction des relations commerciales au Ministère des Affaires Etrangères.

I.

Unter Abschnitt A wurde darauf hingewiesen, dass über einzelne Punkte kurz gesprochen wurde, ohne aber hiezu Stellung zu nehmen. Es handelt sich um folgende Fragen:

1) Die Immunität für die ausschliesslich mit Waren nach der Schweiz beladenen Schiffe.

2) Die Leitung von überseeischen Gütern nach der Schweiz über die belgischen Häfen Anvers und Gand und ihre Weiterleitung entweder gänzlich mit der Eisenbahn oder teilweise auf dem Wasserweg und teilweise mit der Eisenbahn über deutsches Gebiet.

3) Stationierung schweizerischer Vertreter in den für die Schweiz in starkem Masse benutzten Häfen.

Der Unterausschuss vertrat die Auffassung, dass er sich zu diesen Punkten nicht zu äussern habe. Ich hatte daher wiederholt mit Herrn Delenda allein Besprechungen, wobei ich die Unterredung auf die obgenannten Punkte lenkte. Hierbei ergab sich folgendes:

Zu 1: Herr Delenda vertrat die Meinung, dass es möglich sein dürfte, den ausschliesslich mit Gütern für die Schweiz beladenen Schiffen, deren Abfahrt

den kriegführenden Mächten unter Bekanntgabe der Waren und des europäischen Bestimmungshafens mitzuteilen wäre, die Immunität einzuräumen. Die Schiffe könnten gegebenenfalls auf den Seitenwänden mit dem schweizerischen Hoheitszeichen versehen werden.

Zu 2: Herr Delenda glaubt, dass die Alliierten die Zustimmung geben dürften, Güter überseeischer Herkunft für die Schweiz nach Anvers und Gand und von da über deutsches Gebiet zu leiten. Er hält dafür, dass vorwiegend solche Güter in Frage kommen dürften, die voraussichtlich nicht als Kriegskonterbande bezeichnet werden. Er ersuchte, es möchten diese Güter in einer Liste bezeichnet und diese dem Ministère des Affaires Etrangères zugestellt werden.

Zu 3: Nach den für die Leitung der überseeischen Güter vom Unterausschuss vorgeschlagenen Massnahmen käme die Stationierung eines schweizerischen Vertreters (commissaire fédéral) in den Häfen von Sète, Marseille, Bordeaux und eventuell Le Havre in Frage. Ich übergab Herrn Delenda ein Verzeichnis in dem die den Vertretern in den Häfen zufallenden Aufgaben umschrieben sind. Herr Delenda ist der Ansicht, dass der Entsprechung des Wunsches nichts entgegenstehen würde. In den genannten Häfen waren auch während des Weltkrieges schweizerische Vertreter stationiert.

Herr Delenda erklärt, dass er alle drei Begehren der Regierung unterbreiten müsse und stellte eine endgültige Antwort in Aussicht.

II.

Ich stelle Herrn Delenda noch folgende Fragen:

1. Ob seiner Ansicht nach Schiffe, die die Schweizerflagge tragen, in höherem Masse gesichert seien als die unter 2 vorstehend bezeichneten, ausschliesslich für die Schweiz beladenen neutralen Schiffe?

2. Ob Schiffe mit der schweizerischen Flagge gegen Beschlagnahme durch die Alliierten Grossmächte gesichert wären?

Die Antworten lauteten:

Zu 1: Die von der Schweiz gemieteten oder gekauften, mit der Schweizerflagge schwimmenden Schiffe würden zweifellos gleich behandelt wie die oben unter Ziffer 2 bezeichneten Schiffe.

Zu 2: Diese Frage sollte in erster Linie der englischen Regierung unterbreitet werden. Der einzige Vorteil, den der Ankauf von Schiffen durch die Schweiz und ihre Ausrüstung mit der Schweizerflagge bieten würde, wäre, soweit die Sache sich überblicken lässt, der, dass die Schiffe bei Ausbruch eines Krieges für die Schweiz dienstbar gemacht werden könnten.

Die Frage ist bei den Verhandlungen in London ebenfalls gestellt und hierauf eine Antwort versprochen worden.

III.

1. Herr Delenda betonte, wie oben bemerkt, dass Frankreich grundsätzlich bereit sei, die Güter, die wir nach der vorgelegten Statistik aus diesem Lande zu beziehen wünschten, zu liefern. Er fügte aber bei der letzten Besprechung am 27. April noch bei, dass mit der Möglichkeit gerechnet werden müsste, dass Waren gleicher Art später auch aus anderen Ländern geliefert werden würden. Aus diesem Grunde erscheine es angezeigt, über die Verwendung solcher Güter

eine Überwachung einzuführen. Die ganze Frage sei aber von französischen Fachabteilungen noch zu prüfen. Aus diesem Grunde und da die Angelegenheit den Geschäftsbereich des Kriegs- Transport-Amtes nicht direkt betrifft, wurde hierüber nicht weiter verhandelt.

Herr Delenda fügte schliesslich noch bei, dass auch die Frage der Lieferung von Waren für Kriegszwecke, die aus den von den alliierten Ländern bezogenen Rohstoffen hergestellt werden, geordnet werden müsse. Dieser Punkt soll mit den übrigen noch zu regelnden Fragen behandelt werden.

2. Die von Herrn Delenda gewünschte Statistik, in der insbesondere die Art und die Mengen derjenigen Güter, die für die Lieferung über Anvers und Gand – deutsches Gebiet in Frage kommen können, ferner die Güter die voraussichtlich von Belgien zu beziehen gewünscht werden, bezeichnet werden sollen, ist möglichst rasch zu erstellen und dem Ministère des Affaires Etrangères durch die Schweizer Gesandtschaft nebst allfälligen Bemerkungen zuzustellen.

3. Es ist mit grosser Befriedigung festzustellen, dass die französischen Behörden volles Verständnis für die besondere Lage haben, in der die Schweiz sich hinsichtlich der Landesversorgung im Kriegsfalle befindet und den festen Willen zeigen, den gegebenen Verhältnissen nach Möglichkeit Rechnung zu tragen. Der Durchgangsverkehr für die Schweiz durch Frankreich wird soweit sich die Sachlage heute übersehen lässt, noch grösser sein als während des Weltkrieges. Gestützt auf die damals gemachten Erfahrungen steht zu befürchten, dass Frankreich diesen Verkehr während gewissen Perioden nicht zu bewältigen vermag. Die Gefahr besteht mit Sicherheit dann, wenn die Mittelmeerhäfen nicht benützbar sind und alle überseeischen Transporte über die Häfen des atlantischen Ozeans geleitet werden müssten. Zu der Überlastung dieser Häfen würde sich dann noch der Umstand gesellen, dass die Entfernung gegenüber denjenigen des Mittelmeers sich nahezu verdoppeln würde, was in einer wesentlich vermehrten Beanspruchung des Rollmaterials (Lokomotiven und Wagen) zum Ausdruck käme. Ob dann der Weg über Genf noch benützt werden könnte wäre zum mindesten fraglich.

Aus diesem Grunde muss meines Erachtens mit allem Nachdruck darauf hingewirkt werden, dass ein Teil der überseeischen Güter für die Schweiz über die belgischen Häfen und von da über deutsches Gebiet geleitet werden kann.

Diese Lösung hat noch den bedeutenden Vorteil, dass Belgien voraussichtlich den grössten Teil der benötigten Wagen für diesen Verkehr stellen würde. Es ist zu wünschen, dass die Verhandlungen mit den deutschen Behörden nun möglichst bald aufgenommen werden können.

4. Wenn Frankreich wie oben, unter C, Abschnitt III ausgeführt, sich wirklich bereit erklärt, die von uns gewünschten Güter zu liefern, so würde sich die Einholung einer Ausfuhrbewilligung für jede Sendung aus Frankreich, wie es während des Bestehens der S.S.S. vom November 1915 an der Fall war, erübrigen. Jedenfalls sollte, wie ich mir bei mehreren Anlässen anzuregen gestattete, unter allen Umständen eine wesentliche Vereinfachung der «Überwachung über den Verbrauch gewisser Güter» anzustreben gesucht werden. Wenn eine Wiederauferstehung des unwürdigen und unmoralischen Angebertums und der darauf zurückzuführenden «Schwarzen Listen» vermieden werden könnte, so wäre dies für das Land von unschätzbarer Bedeutung.

Ich erlaube mir die Anregung zu machen, die Frage der Organisation der Überwachung nebst den anderen in diesem Bericht berührten Punkte, möchten unter Ihrem Vorsitz mit den beteiligten Leitern der Kriegswirtschaft mündlich besprochen werden.

Zum Schluss sei mir noch gestattet darauf hinzuweisen, dass es ausserordentlich erwünscht wäre, wenn die Verhandlungen mit Frankreich möglichst bald wieder aufgenommen und zu Ende geführt werden können. Von ihrem Ergebnis hängt die Erledigung von wichtigen, das Transportproblem betreffenden Fragen ab.

ANNEXE

Le Ministère français des Travaux publics à la Délégation suisse

Copie
M JM

Paris, 27 avril 1939

RAVITAILLEMENT DE LA SUISSE EN TEMPS DE GUERRE

Au cours de la Conférence tenue au Ministère des Affaires Etrangères le 24 avril 1939 à 10 h, sous la présidence de M. *Delenda*, Sous-Directeur des Relations Commerciales, il a été décidé notamment de confier à un sous-Comité comprenant des experts des diverses Administrations intéressées (Guerre, Marine, Travaux Publics, Société Nationale des Chemins de fer), la mission de préparer de concert avec les représentants de la Suisse des propositions en vue de régler les conditions pratiques de réception et d'acheminement des marchandises destinées au ravitaillement de la Suisse en période de conflit armé.

Ce sous-Comité a tenu 3 séances au Ministère des Travaux Publics les 24, 26 et 27 avril 1939. *[...]*[7]

Au cours de cette réunion, le sous-Comité a décidé de présenter les propositions suivantes:

Remarque générale.

Il est précisé que les dispositions de réception et d'acheminement envisagées ci-après, tant pour les marchandises en provenance d'Outre-Mer que d'Angleterre et de Belgique, ne pourront être assurées qu'après le premier mois qui suivra l'ouverture des hostilités.

I - *MARCHANDISES EN PROVENANCE D'ANGLETERRE OU DE BELGIQUE*

§ 1 - *Transports en provenance d'Angleterre.*

Trafic prévu: 126300 T (tableau annexé à la lettre du Ministre des Affaires Etrangères du 23 mars 1939)[8], auxquelles s'ajouteraient éventuellement 500000 T de charbon.

Les conférents ont exprimé l'avis qu'en principe ce trafic ne pourrait être acheminé de bout en bout par voie ferrée.

Il a été admis de même que l'acheminement pourrait emprunter de préférence la Seine, par Le Havre et Rouen, et éventuellement les voies navigables à l'ouest de la Sambre, Sambre incluse (Sambre, Escaut, Scarpe).

---

7. *Suit la liste des membres du sous-Comité, soit deux représentants suisses et neuf français (4 pour le Ministère des Travaux publics, 1 pour le Ministère de la Guerre, 1 pour le Ministère de la Marine et 3 pour la S.N.C.F.).*

8. *Non reproduit.*

§ 2 – *Trafic en provenance de Belgique.*

Il est bien entendu qu'il ne s'agit ici que des marchandises en provenance de la Belgique seule, les conditions générales de transport ne permettant pas l'acheminement, soit par voie fluviale, soit par voie ferrée, de marchandises provenant d'Outre-Mer et déchargées dans les ports belges.

Des indications seront données par les représentants de la Suisse en ce qui concerne le tonnage des marchandises en provenance de la Belgique seule.

Dans la mesure où ce tonnage ne dépasserait pas celui d'Angleterre, il pourrait être acheminé par les voies fluviales du Nord (Sambre, Scarpe, Escaut).

§ 3 – *Disposition commune aux §§ 1 et 2.*

Les points de transbordement de la voie d'eau à la voie ferrée seraient situés dans la région de Dole, St-Jean-de-Losne, Chalon-sur-Saône, Mâcon. La continuation par fer serait assurée autant que possible par Pontarlier et Vallorbe.

§ 4 – *Remarque générale.*

Il est entendu que ces transports seront aménagés dans le cadre du programme à établir par la Direction Générale des Transports.

II – *MARCHANDISES EN PROVENANCE D'OUTRE-MER.*

§ 1 – *Immunité des navires.*

Il est entendu que les représentants de la Suisse entreprendront les démarches nécessaires auprès des divers Gouvernements intéressés en vue d'obtenir l'immunité en faveur des navires chargés exclusivement de marchandises à destination de la Suisse et portant les signes distinctifs de ce genre de chargement.

§ 2 – *Choix des ports.*

Il a été admis que le trafic serait en principe orienté vers la Méditerranée, ce qui aurait entre autres avantages celui de réduire la durée de rotation du matériel roulant.

Il a été également admis que ce trafic se ferait par le port de Sète dans toute la mesure du possible, mais il a été reconnu d'une part que le port de Sète pourrait être momentanément insuffisant pour le trafic suisse, et d'autre part qu'il n'était pas apte à recevoir les navires de toutes dimensions. Dans ces conditions, on en a conclu qu'il ne convenait pas de l'affecter en exclusivité au trafic suisse et que, par conséquent, la question de l'immunité de ce port n'était pas à poser.

Outre le port de Sète, et dans la mesure où il ne pourrait pas être utilisé, on fera appel aux ports de Marseille et de Bordeaux-Queyries.

Dans le cas où les ports méditerranéens ne seraient pas praticables, les transports suisses seraient intégrés dans les transports généraux du pays, étant entendu que, dans toute la mesure du possible, le port à utiliser serait celui de Bordeaux.

III – *MATÉRIEL DE TRANSPORT.*

A) *Marchandise autres que les hydrocarbures non conditionnés.*

§ 1 – *Trafic en provenance de Belgique.*

Il est admis en principe que le trafic en provenance de la Belgique seule sera effectué au moyen de bateaux belges. Il conviendra donc que les démarches soient faites auprès du Gouvernement belge en vue d'obtenir toutes assurances à cet égard.

§ 2 – *Trafic en provenance d'Angleterre.*

a) *marchandises diverses:* 126300 T en admettant que les 13200 T d'hydrocarbures prévues dans ce total arrivent conditionnées.

Ce trafic nécessiterait l'emploi d'une centaine de bateaux chargés à 250 T en moyenne, en admettant une durée de rotation de 70 jours.

Ces bateaux seraient fournis par le parc français sous déduction des bateaux suisses se trouvant en France et que le Gouvernement suisse s'engage à affecter en totalité au trafic ci-dessus.

b) *charbons* (500 000 T). Ce trafic nécessiterait l'utilisation de 400 bateaux dans les même hypothèses que ci-dessus (chargement à 250 T en moyenne, durée de rotation de 70 jours). Etant donné qu'il s'agit là d'un transport éventuel, et d'un tonnage maximum, le sous-Comité admet que ces 400 bateaux pourront être prélevés sur le parc existant.

Remarques générales applicables aux §§ a et b:

En raison des difficultés qu'on aura à assurer la conduite des bateaux, il conviendra que la Suisse fournisse, dans toute la mesure de ses moyens, le personnel spécialisé nécessaire (mécaniciens, chauffeurs et mariniers).

En ce qui concerne les 126 300 T de marchandises diverses, le sous-Comité ne s'est pas arrêté à la question du matériel nécessaire pour assurer le transport par voie ferrée à partir des points de transbordement (entre la région de Dole, St-Jean-de-Losne, Chalon-sur-Saône, Mâcon d'une part, et la Suisse d'autre part), en raison de la faible importance de ce parcours. En ce qui concerne le transport éventuel des 500 000 T de charbons, à partir des mêmes points de transbordement, le sous-Comité ne juge pas nécessaire de prévoir des dispositions spéciales estimant qu'il serait intégré dans le programme des transports généraux du pays.

§ 3 – *Trafic en provenance d'Outre-Mer* (hydrocarbures exclus).

Le tonnage prévu de 1 600 000 T correspond à un trafic journalier moyen d'environ 4 500 T, exigeant une fourniture de matériel d'environ 300 wagons (de 15 T de capacité moyenne de chargement) par jour, et la mise en marche de 5 trains de ravitaillement de 900 T utiles.

La durée d'évolution du matériel entre le départ d'un port de la Méditerranée et son retour peut être évaluée de 10 à 12 jours, ce qui représente un parc d'environ 4 000 wagons.

Au cas où la Méditerranée serait impraticable, l'utilisation du port de Bordeaux conduirait à affecter un contingent supplémentaire de l'ordre de 500 wagons.

La Société Nationale des Chemins de fer ne peut garantir en temps de guerre la fourniture régulière du matériel nécessaire dans ces hypothèses et demande que les C.F.F. contribuent à cette fourniture dans la mesure où la Société Nationale ne pourra y pourvoir.

La Société Nationale des Chemins de fer demande également que les C.F.F. prennent l'engagement d'assurer la remorque de certains trains dans la zone voisine de la frontière suisse au cas où les circonstances conduiraient la Société Nationale à réclamer cette aide.

Les détails d'exécution des mesures ci-dessus ainsi que les conditions de rémunération des diverses prestations feront l'objet d'ententes directes entre les C.F.F. et la S.N.C.F..

Les représentants de la Suisse ont appelé l'attention du sous-Comité sur le fait que les chemins de fer suisses n'utilisent plus que du matériel d'un empattement minimum de 4 m 50.

B) *Hydrocarbures non conditionnés* (380 000 T).

En raison des besoins de la France en matériel de transport spécialisé, tant fluvial que terrestre, il n'est pas possible de garantir un tonnage quelconque.

IV – *TRANSPORTS COMPLÉMENTAIRES DE CHARBONS.*

Les représentants de la Suisse ayant indiqué l'éventualité d'une importation supplémentaire de 2 000 000 T de charbons en provenance d'Outre-Mer, le sous-Comité ne peut que faire toutes réserves sur la possibilité tant de réception que d'acheminement de ce contingent supplémentaire.

APPENDICE. – Transports des marchandises en provenance de la France.

Le tableau annexé à la lettre du Ministre des Affaires Etrangères en date du 23 mars 1939[9] prévoit à cet égard un tonnage de 726 000 T.

Etant donné que l'origine de ce trafic serait répartie sur l'ensemble du territoire, le sous-Comité estime qu'il n'y a pas lieu d'étudier spécialement les conditions du transport, celui-ci ne pouvant qu'être intégré dans le programme des transports généraux du Pays.

---

9. *Non reproduit.*

78

E 2001 (D) 2/138

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef de la Division
des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L I-H-2/39. Paris, 2. Mai 1939

Mit bestem Dank bestätige ich Ihnen den Empfang Ihres Schreibens vom 28. April [1], mit welchem Sie mir Kenntnis gaben von einer Meinungsäusserung meines Kollegen in London über die Frage der schweizerischen Neutralität. Ich habe mich darüber etwas gewundert, da ich bei meinen hiesigen Besprechungen nie die Auffassung vertreten oder auch nur andeuten hörte, Frankreich würde oder könnte im Falle der Verletzung der schweizerischen Neutralität durch einen Drittstaat ohne weiteres, das heisst ohne Aufforderung des Bundesrates, in der Schweiz bewaffnet intervenieren. Um jedenfalls alle Zweifel zu beseitigen, habe ich meine heutige Unterredung mit dem politischen Direktor des Quai d'Orsay dazu benutzt, den Punkt vollkommen abzuklären. Herr Minister Charvériat bestätigte mir in aller Form, dass auch die französische Regierung durchaus auf unserem Boden stehe und dass die von ihr angebotene Intervention selbstverständlich einen «appel du Conseil Fédéral» (wörtlich) zur Voraussetzung habe. Die französische Regierung, fügte er bei, betrachte es allerdings als selbstverständlich, dass die Schweiz sich mit allen Mitteln verteidigen und gleichzeitig die Garantierstaaten von 1815 um Beistand ersuchen werde [2].

Ich glaube, dass damit dieser Punkt wirklich als abgeklärt gelten darf.

---

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. N^os 47 et 51.*

79

E 2001 (D) 2/138

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef de la Division
des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L 38-1-C-1-
ad.C.22.41.10.-
Neutralité de la Suisse.
Question des garanties et ravitaillement. Rome, 2 mai 1939

Par ma lettre du 17 avril[1] je vous avais remercié de vos deux lettres TG, du 12 du mois dernier[2], concernant la question d'une intervention étrangère au cas où la neutralité de notre pays serait violée, ainsi que de la lettre B.51.20.1, du 14 avril[3], renfermant, en annexe, un complément d'informations apporté par M. le Ministre Frölicher à son précédent rapport.

Depuis lors, vous avez bien voulu, par votre lettre circulaire B.51.20.1, du 20 du mois dernier[4], me donner des directives supplémentaires dont j'ai soigneusement pris note et dont je vous remercie également.

J'ai été amené, au cours d'une conversation que j'ai eue le 27 avril avec l'Ambassadeur Buti et qui avait principalement trait au problème du ravitaillement de notre pays en cas de guerre, à m'inspirer des directives contenues dans votre dernière circulaire. Je m'empresse de dire que le Directeur général des Affaires politiques ne s'est point départi, au cours de notre conversation, de la discrétion complète à l'égard du problème d'une intervention franco-britannique en cas de violation de notre neutralité, dont ont fait preuve jusqu'ici toutes les autorités italiennes et en premier lieu le Ministre des Affaires Etrangères, Comte Ciano.

Incidemment, la question a dû, toutefois, être abordée à propos du problème de l'étude en commun, avec les autorités italiennes, des possibilités techniques de coopération au point de vue de la fabrication, de la livraison et de l'emploi de munitions en cas d'attaque de notre pays par un adversaire de l'Italie. Vous vous souvenez que, d'entente avec le Département Militaire fédéral, vous nous aviez chargés d'opérer des sondages à ce sujet auprès des instances italiennes compétentes[5]. Notre Attaché militaire s'est mis en rapport avec le Ministre de la Guerre, mais, comme il s'agissait d'une question de principe et non sans importance, nous avions estimé indiqué, – et d'entente avec vous, le Département Militaire avait approuvé cette manière de procéder – de faire une

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. N° 65.*
3. *Non reproduit; cf. aussi N° 67.*
4. *Non reproduit; les directives avisaient les représentants suisses à l'étranger d'appuyer sur le fait* dass eine militärische Unterstützung erst auf schweizerisches Ansuchen hin zulässig und angenommen werden könnte (E 2001 (D) 2/138).
5. *Cette instruction n'a pas été retrouvée.*

démarche de principe auprès des Affaires Etrangères. Pour votre dossier, vous trouverez, sous ce pli, copie de la note confidentielle que j'avais remise le 28 mars au Comte Ciano[6] et qui exprime en des termes, je crois, aussi prudents et «neutres» que possible, le désir de nos Autorités. Or, malheureusement, tandis qu'à Berlin et à Paris les pourparlers au sujet du problème spécial de la livraison et du ravitaillement en munitions paraissent progresser, la même question se trouve encore «bloquée» ici auprès des instances administratives, et j'ai donc été amené à demander avec insistance une réponse (que l'Ambassadeur Buti m'a promis de faire accélérer).

La conversation au sujet de ce point spécial a amené le Directeur général à poser, dans un esprit d'ailleurs tout à fait compréhensif, des questions au sujet des modalités de la collaboration éventuelle de notre armée, en cas d'attaque contre notre territoire, avec l'adversaire de l'envahisseur. M. Buti a tout de suite dit qu'il admettait que même dans ce cas d'une attaque contre la Suisse par un ennemi de l'Italie, la Suisse ne «deviendrait pas automatiquement «alliée» de l'Italie, mais plutôt «associée» ». Je l'ai évidemment confirmé dans cette manière de voir et j'ai cru opportun de préciser, selon vos directives, qu'une coopération des armées ne saurait avoir lieu dans ce cas hypothétique que sur une demande formelle du Conseil Fédéral Suisse. M. Buti a parfaitement compris, mais a estimé que cette indication était si importante «qu'il devait en informer le Ministre des Affaires Etrangères». Pour être sûr de ne pas trahir notre pensée, il a fait devant moi une petite notice pour le Comte Ciano qui précise le caractère «*non automatique*» d'une intervention étrangère en cas de violation de notre neutralité par une autre puissance.

Incidemment, j'ai eu l'occasion de rappeler, au cours de cet entretien, le mot que M. Mussolini m'avait dit à fin 1936 et à teneur duquel l'Italie nous défendrait en cas d'attaque contre notre territoire[7]. Je crois qu'ainsi la balance est complètement rétablie à l'égard de la nouvelle reproduite par l'Agence *Havas* le 22 mars dernier en ce qui concerne l'aide mutuelle franco-britannique en cas d'une attaque contre la Suisse.

ANNEXE

La Légation de Suisse à Rome au Ministère des Affaires étrangères d'Italie

Copie
NV 00369 Confidentielle — Rome, 28 mars 1939

En vertu des obligations que comporte le statut international de la neutralité perpétuelle de la Suisse, le Gouvernement de la Confédération, qui a, à maintes reprises, confirmé sa volonté et son devoir de défendre en toutes circonstances l'inviolabilité du territoire suisse, se voit évidemment amené, entre autres, et en observant rigoureusement le principe d'une parité entière vis-à-vis de

6. *Reproduit en annexe.*
7. *Cf. DDS, vol. 11, N° 324.*

toutes les Puissances, à examiner l'éventualité d'une coopération avec le ou les pays qui, en cas de conflit international, seraient les adversaires d'un envahisseur éventuel du territoire de la Confédération.

Au nombre des mesures devant, dans cette hypothèse, être étudiées sur place, entre autres et en particulier, la question du ravitaillement éventuel et supplémentaire en munitions de l'armée suisse. A cet égard, et toujours en s'inspirant du principe d'une parité sans restrictions, les Autorités militaires de la Confédération souhaiteraient étudier, dans le détail, les possibilités techniques de la coopération en question au point de vue de la fabrication, la livraison et l'emploi de munitions avec les Autorités compétentes des autres pays.

La Légation de Suisse souhaiterait être informée, grâce à l'obligeante entremise des Autorités italiennes, avec quelle instance l'Attaché militaire près la Légation pourrait entrer en contact en cette matière.

80

E 1004.1 1/385

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 mai 1939[1]

967. Deutschland. Verrechnungsabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 2. Mai 1939

Das Volkswirtschaftsdepartement legt folgenden Bericht über die vom 17. bis 29. April 1939 in Berlin stattgefundenen Verhandlungen betreffend den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vor.

I.

1. Der schweizerischen Verhandlungsdelegation war vom Bundesrat für die auf deutsches Begehren vom 2. März 1939 nach vertraglicher Vereinbarung notwendig gewordenen Besprechungen über die Anpassung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehrs an die seit längerer Zeit sinkenden Clearingeinzahlungen die Instruktion erteilt worden[2]:

Es soll eine neue Verteilung der Clearingeinnahmen in der Weise versucht werden, dass nach Vorwegnahme der Quote für den Reiseverkehr in der bisherigen Höhe von monatlich 3,8 Millionen Franken die verbleibenden Beträge nach dem folgenden Verteilungsschlüssel den einzelnen Gruppen zugewiesen würden:

Warenkonto, inkl. Nebenkosten,	statt 63% = 75%,
Transferkonto	statt 20% = 15%,
Reichsbankquote	statt 17% = 10%.

1. *Etaient absents: R. Minger et G. Motta.*
2. *Cf.* E 7110/1967/32/900 Deutschland (7) 1939-1940.
Cf. Procès-verbaux du Conseil fédéral des 25 mars et 14 avril 1939 (E 1004.1 1/383, N° 654 *et* E 1004.1 1/384, N° 806).

Dieser Schlüssel entspricht der tatsächlichen Verteilung der Clearingeinnahmen, wie sie sich seit der Eingliederung Österreichs und der Sudetengebiete durch die mit Deutschland im Jahre 1938 abgeschlossenen provisorischen Vereinbarungen ergeben hat[3].

Zur Korrektur des durch die ungenügenden Clearingeinzahlungen bedingten Gleichgewichtsbruches ist in der Instruktion eine Herabsetzung der Wertgrenzen im Warenverkehr von bisher 77% auf 65% und des Zinsentransfers von bisher maximal 3 1/4% auf 2 3/4% sowie eine wesentliche Beschneidung des Anteils der deutschen Reichsbank vorgesehen. Die Instruktion sieht die Beibehaltung der Quote für den Reiseverkehr im bisherigen Umfange vor allem deshalb vor, weil starke deutsche Angriffsabsichten auf diese Quote bekannt geworden waren.

2. Diesen schweizerischen Vorschlägen, welche für die Wiederherstellung des Clearinggleichgewichts genügend und geeignet erschienen, stellte die *deutsche Delegation* sofort Forderungen entgegen, die weit über den Rahmen einer Sanierung des Clearings hinaus gingen und das bisherige Verrechnungssystem an sich betrafen durch die Forderung *der freien Warenwahl* auf deutscher Seite und der *Berechnung der Auszahlungen im Clearing* nicht mehr auf Grund einer aus längerer Erfahrung ermittelten festen Durchschnittszahl, sondern *nach Massgabe der im Vormonat tatsächlich erreichten Einzahlungen*. Ganz abgesehen von diesen sehr einschneidenden grundsätzlichen Forderungen, erschienen auch die deutschen *Vorschläge für die Sanierung* des gegenwärtigen Clearingstandes: Privilegierte Reichsbankspitze von 3,7 Millionen Franken monatlich, Amortisation der Rückstände mit 5 Millionen Franken monatlich, vom Rest: 10% für Reisezwecke, max. 1,2 Millionen Franken,
15% für Transferkonto, max. 1,8 Millionen Franken,
75% für Warenkonto und Nebenkosten,
der einigen schweizerischen Delegation als völlig unannehmbar.

Die deutschen Vorschläge bedeuten die volle Wahrung der deutschen Interessen mit Bezug auf die freie Reichsbankquote und die rasche Amortisation der Rückstände; sie bedeuten dementsprechend den Ruin des deutsch-schweizerischen Reiseverkehrs sowie eine Speisung des Transferfonds, welche die Überweisung eines Jahreszinses von nicht mehr einem vollen Prozent ermöglichen würde. So pfleglich der Warenverkehr in den deutschen Sanierungsvorschlägen behandelt wird, so unannehmbar werden diese durch die Hypothek der freien Warenwahl, welche sämtliche historischen Sicherungen des schweizerischen Exports nach Deutschland beseitigen würde.

Es hat einer Reihe von mehrstündigen Unterhaltungen im kleinen Kreise und des Einsatzes aller schweizerischer Abwehrkräfte bedurft, um die deutsche Delegation von der Unannehmbarkeit ihrer Forderungen und vom festen Willen der schweizerischen Delegation, es auf einen Bruch ankommen zu lassen, zu überzeugen.

3. Am 25. April hat sich die deutsche Delegation neue Instruktionen geben lassen und daraufhin einen abgeänderten Verteilungsschlüssel als Diskussions-

---

3. *Cf. RO, 1938, vol. 54, pp. 353 ss.*

basis in Vorschlag gebracht. Die neue deutsche Haltung erschien der schweizerischen Delegation wohl als bemerkenswertes Abgehen von der ursprünglich extremen und starren Haltung, blieb aber – wiederum nach einheitlicher Auffassung der schweizerischen Delegation – immer noch unannehmbar. Dies vor allem deshalb, weil wieder die deutschen Belange (Reichsbank- und Tilgungsquoten) gegenüber den schweizerischen Interessen einseitig bevorzugt waren. Auf Grund der kritischen schweizerischen Darlegungen und positiven Anregungen und wohl auch im Hinblick auf die allgemein wenig günstige deutsche Exportlage revidierte die deutsche Seite nochmals ihre Vorschläge, sodass sich *heute die folgende Verhandlungslage* ergibt:

a) Die deutsche Delegation hält weder an einer Reichsbankquote von 17% noch an einem monatlichen Mindestertrag von 3,7 Millionen Franken mehr fest. Sie verzichtet auf die vorerst beanspruchte Privilegierung der Reichsbankquote und stellt diese in der Form von Einsparungen für einen «wesentlichen Beitrag» an die Sanierung des Clearings zur Verfügung.

b) Die deutsche Delegation verlangt nicht mehr die Abtragung der aufgelaufenen Rückstände mit hohen monatlichen Quoten von 4-5 Millionen Franken, sondern findet auch hier eine Quelle, aus welcher die übrigen Clearinganteile erhöht werden können. Sie liess durchblicken, dass man sich mit einer Abtragung der Rückstände auf 25-30 Millionen Franken begnügen und diese dann anstehen lassen wolle, was eine ziemlich starke Annäherung an die schweizerische Auffassung darstellt.

c) Der durch die Kürzung der Reichsbankquote und die gemilderte Tilgung der Rückstände frei zu machende Betrag soll zur Verbesserung der einzelnen Gruppen oder im Interesse der Gesamtheit – in gegenseitigem Einvernehmen – verwendet werden. Am wenigsten liegt der deutschen Auffassung eine Verwendung dieser Beträge zugunsten des Reiseverkehrs, der damit als die meist gefährdete Position erscheint und heute im vorgeschlagenen deutschen Verteilungsschlüssel mit einem Anteil von nur 6%, d.h. auf der Basis von 29 Millionen monatlicher Clearingeinzahlungen mit ca. 1,8 Millionen gegen bisher 3,8 Millionen Franken völlig ungenügend dotiert erscheint. Die deutsche Delegation hat weiter erklärt, dass für sie die bisher privilegierte Stellung des Reiseverkehrs (Vorwegnahme einer festen Quote) nicht mehr tragbar sei.

d) In der grundsätzlichen Forderung nach freier Warenwahl hat die deutsche Delegation ihre bisher starre Haltung aufgegeben und scheint sich mit einer elastischeren Gestaltung der Wertgrenzen im Rahmen der bisherigen Struktur der schweizerischen Ausfuhr nach Deutschland zufrieden geben zu wollen. Die Annäherung der Standpunkte ist hier vorläufig allerdings nur grundsätzlicher Natur im Sinne der wesentlichen Erhöhung der bisherigen Pauschalwertgrenzen, in deren Rahmen Deutschland die freie Wahl der zu beziehenden Waren hat.

e) Es liegt der deutschen Delegation ganz wesentlich daran, jede neue Verschuldung durch die Bildung von Rückständen zu verhindern. Sie sieht das hierfür geeignete Mittel in der Berechnung der Clearingauszahlungen auf Grund der tatsächlichen Einzahlungen im Vormonat resp. mehrerer Vormonate. Die schweizerische Delegation hat dieser Auffassung gegenüber den Standpunkt vertreten, dass es andere und weniger störende Mittel und Wege

gäbe, um das gemeinsame Ziel der Vermeidung neuer Rückstände zu erreichen. Dieser Punkt wurde noch nicht im einzelnen diskutiert, muss aber entsprechend der eindeutigen schweizerischen Haltung gegen sog. Zahlungsabkommen abgelehnt werden.

4. Aus der eben geschilderten Verhandlungslage ergab sich für die schweizerische Delegation *die Notwendigkeit, die Verhandlungen zu unterbrechen*, um die Lage mit den Interessenten zu überprüfen und sich vom Bundesrat neue Instruktionen geben zu lassen; denn es ist ausgeschlossen, dass im Kampf um die Reichsbankquote und die Tilgung der Rückstände jene Beträge frei gemacht werden können, die nötig wären, um die bisherige, der Instruktion gemässe schweizerische Stellung voll halten zu können. Zur Besprechung der neuen Lage und damit zur Vorbereitung der weiteren Verhandlungen, welche mit dem deutschen Partner zunächst in Unterkommissionen über Einzelfragen geführt werden sollen, ist auf Freitag den 5. Mai 1939 eine Delegationssitzung nach Zürich einberufen worden[4].

II.

Über die *Neuregelung des Zahlungsverkehrs mit dem Protektorat Böhmen und Mähren* hatte unsere Gesandtschaft in Berlin bereits Ende März Besprechungen aufgenommen, ohne jedoch zu einem endgültigen Ergebnis gelangen zu können. Diese Verhandlungen sind durch einen Unterausschuss unter Zuzug zweier Prager Vertreter weitergeführt worden und haben am 28. April 1939[5] mit der Unterzeichnung eines Protokolls ihren Abschluss gefunden. Durch dieses Protokoll wird im Zahlungsverkehr zwischen der Schweiz und dem Protektorat Böhmen und Mähren der freie Zustand wieder eingeführt, der vor dem 15. März 1939 im Zahlungsverkehr zwischen diesen Wirtschaftsgebieten bestanden hat. Eine vertrauliche Zusage von deutscher und Prager Seite sichert der Schweiz die Verwendung der in den Wochen des unterbrochenen Zahlungsverkehrs bei der Schweizerischen Nationalbank eingegangenen Beträge von ca. 3 Millionen Franken zugunsten schweizerischer Gläubiger zu. Die deutsche Delegation hat auf die möglichst rasche Regelung des Zahlungsverkehrs zwischen der Schweiz und dem Protektorat grösstes Gewicht gelegt. Die Lösung dieser Frage in der angeführten liberalen Weise hat wesentlich zum bisherigen deutschen Entgegenkommen in den Hauptverhandlungen beigetragen.

III.

Das Volkswirtschaftsdepartement wird dem Bundesrat sofort nach der erwähnten Sitzung der erweiterten Verhandlungsdelegation seine Anträge für neue Instruktionen zur Genehmigung unterbreiten[6]. Die Weiterführung der Verhandlungen – vorerst in einzelnen Unterkommissionen – kann frühestens für Mitte nächster Woche, wiederum in Berlin, in Aussicht genommen werden.

Antragsgemäss wird *beschlossen:*

Vom obigen Bericht wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

---

4. *Un compte rendu de cette séance se trouve dans le procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du 9 mai 1939, reproduit en annexe.*
5. *Cf. RO, 1939, vol. 55, I, pp. 459 ss.*
6. *Reproduit en annexe.*

ANNEXE

E 1004.1 1/385

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 9 mai 1939[7]

991. Deutschland. Verrechnungsabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 8. Mai 1939

Über die Neuregelung des Verrechnungsabkommens mit dem Deutschen Reich berichtet das Volkswirtschaftsdepartement folgendes:

«In seiner Sitzung vom 12. April 1939[8] hat der Bundesrat die Instruktionen für die schweizerische Delegation, welche mit dem Deutschen Reich über die Neuregelung des Verrechnungsverkehrs zu verhandeln hat, festgelegt. Auf Grund dieser Weisungen sind vom 17.-29. April in Berlin Verhandlungen geführt worden, über deren Verlauf wir Ihnen am 2. Mai Bericht erstattet haben.

Wie aus unserem Bericht hervorgeht, ist durch das Festhalten der schweiz. Delegation an ihrer Verhandlungsbasis ein Abgehen der deutschen Delegation von ihren ursprünglich extremen und völlig unannehmbaren Forderungen erreicht worden. Es bestehen auch heute noch zwischen der schweiz. und der deutschen Auffassung so starke Differenzen, dass es für eine Verständigung noch grosser Anstrengungen bedarf. Immerhin ist auf deutscher Seite der Wille, mit der Schweiz zu einer Verständigung zu gelangen, klar erkennbar; er hat die deutsche Delegation zu neuen Vorschlägen geführt, welche zur Grundlage künftiger Verhandlungen – zunächst in Unterausschüssen – genommen werden können. Als schweizerisches Entgegenkommen gegenüber den neuen deutschen Vorschlägen, hat unsere Delegation bescheidene Korrekturen an der bisherigen schweizerischen Stellungnahme in Aussicht gestellt und zu deren Abklärung die Verhandlungen unterbrochen.

Die erweiterte schweizerische Verhandlungsdelegation ist am 5. Mai 1939 in Zürich zu einer eingehenden Besprechung der neuen Verhandlungslage zusammengetreten. Sie ist nach Fühlungnahme ihrer Mitglieder mit den verschiedenen Interessentenkreisen in erfreulicher Einhelligkeit zu folgender Stellungnahme gelangt:

I. Schlüsselung.

1. Freie Reichsbankquote.

Die schweiz. Delegation wird die Herabsetzung der Reichsbankquote mit aller Energie weiter verfolgen, weil in dieser Quote die Quelle liegt, aus welcher allein die nach den schweiz. Vorschlägen notwendigen Mittel für den Reiseverkehr und den Transferfonds fliessen können. Zu diesem schweiz. Bestreben stehen die deutschen Forderungen in scharfem Gegensatz. Eine Einigung auf der bisherigen schweizerischen Basis mit einer Reichsbankquote von 10% (anstatt 17%) ist kaum wahrscheinlich. Es scheint deshalb richtig, den Weg für ein begrenztes schweiz. Entgegenkommen auf dieser Position zu öffnen. Damit wird der schweiz. Grundsatz, dass die Reichsbank nicht mehr erhalten solle als bisher, nicht verlassen, da je nach der Zeitspanne, welche man der Berechnung zu Grunde legt, der historische Anteil der Reichsbank mit 10% bis ca. 11% an den Einzahlungen im Verkehr mit Grossdeutschland bestimmt werden kann.

Es ist die Meinung der Delegation, dass zunächst an der ersten schweiz. Stellungnahme, d.h. an einer Reichsbankquote von nur 10% festzuhalten und dem deutschen Begehren auf einen höheren Anteil der Reichsbank mit dem Hinweis auf neue Anfälle von freien Devisen oder ihrer Äquivalente in erneuten Kriegsmaterialbezügen, welche nach besonderer Regelung abgewickelt werden, und durch die Ausweitung der Pauschalwertgrenzen zu begegnen sei. Aus beiden Quellen erhält Deutschland devisengleiche Waren, d.h. solche, die sonst in freien Devisen beschafft werden müssten.

---

7. *Etait absent: G. Motta.*
8. *Il doit s'agit du 14 avril 1939* (E 1004.1 1/384, *N°* 806).

2. Reiseverkehr.

Die erste Instruktion an die schweiz. Verhandlungsdelegation sah vor, dass der Reiseverkehr wie bisher eine feste monatliche Quote von 3,8 Millionen Fr. erhalten solle. Der erwartete deutsche Angriff auf diese Position ist in aller Schärfe erfolgt. Die von uns als unannehmbar bereits zurückgewiesenen deutschen Vorschläge geben dem Reiseverkehrskonto an Stelle der bisherigen 3,8 Millionen nur noch 1,2 Millionen wovon nur noch die unbedeutende Summe von 0,3 Millionen Fr. auf den eigentlichen Reiseverkehr entfielen. Anderseits sehen auch die Vertreter des schweiz. Reiseverkehrs die absolute Notwendigkeit ein, der veränderten deutschen Einstellung zu den Reisen nach der Schweiz, wie sie insbesondere an höchster Stelle mit aller Eindeutigkeit vertreten wird, Rechnung zu tragen.

Die schweiz. Delegation ist einhellig in der Auffassung, es sei unsere Forderung mit bezug auf die Dotierung des Reiseverkehrs je nach den Notwendigkeiten der Verhandlungslage schliesslich bis auf 3 Millionen Fr. per Monat zu reduzieren, unter Aufrechterhaltung des Rechts der Vorwegnahme dieser Summe – wie bisher – als fester Quote. Die Vertreter des Reiseverkehrs haben der Herabsetzung ihres Anteils nur unter der Voraussetzung zugestimmt, dass ihnen bei einer event. Besserung der Clearing-Einzahlungen eine Chance der Erhöhung ihrer Quote gegeben werde. Es soll demnach versucht werden, eine Vertragsbestimmung folgenden Inhalts zu Gunsten des Reiseverkehrs durchzusetzen:

«Wenn während dreier aufeinanderfolgender Monate die schweiz. Einzahlungen im Clearing die Summe von insgesamt 96 Millionen Franken übersteigen, so soll der Anteil des Reiseverkehrskonto im nächstfolgenden Monat 3,8 Millionen Fr. für solange betragen als die Summe von 96 Millionen Fr. jeweils in den 3 vorangehenden Monaten erreicht wird.»

3. Transferfonds.

Die Vertreter der Finanzgläubiger halten an ihrer bei Beginn der Verhandlungen erhobenen Forderung auf einen Anteil von mindestens 15% an den Clearing-Einzahlungen fest und sehen keine Möglichkeit, die der Reichsbank unter Umständen zu gewährende Quotenverbesserung auf den Transferfonds zu übernehmen. Da die ursprünglich von der Schweiz für die Schlüsselung vorgeschlagene Basiszahl von 31,3 Millionen Fr. durchschnittlicher monatlicher Einzahlungen nach deutscher Auffassung viel zu optimistisch ist (die Deutschen rechnen mit Einzahlungen von durchschnittlich bloss 21 Millionen Fr.) und die schlechten Resultate der jüngsten Monate eine tiefere Basis gerechtfertigt erscheinen lassen, bedeutet ein 15%iger Anteil der Finanzgläubiger bereits eine knappe Dotierung des Transferfonds. Bei einer Einzahlung von 29 Millionen, wie sie in den letztvergangenen Monaten nicht immer erreicht wurde, würde der 15%ige Anteil = 3,9 Millionen Fr. monatlich nur noch eine Zinstransfer von 2,44% nominell (anstatt der bisher nominell 3 1/4%) gestatten.

Um die mit Sicherheit vorauszusehende Reduktion des bisherigen Zinsentransfers für die Finanzgläubiger eher tragbar zu gestalten, soll

a) die Wiedereinführung der 1938 unter deutschem Druck aufgegebenen, seither jedoch von Deutschland anderen Ländern wieder zugestandenen Reichsmarkanweisungen A verlangt werden. Durch sie soll dem in seinem Zinstransfer weiter eingeengten schweizerischen Finanzgläubiger die Möglichkeit einer Verwendung der Differenz zwischen den transferierten und dem nicht transferierten Teil seines Zinsanspruches bis zu 5 1/2% in Deutschland geschaffen werden;

b) da eine Reduktion des transferierten Zinses unter 2 3/4% nom kaum tragbar erscheint, sollte die von deutscher Seite gemachte Anregung: zunächst für eine gewisse Zeit ohne Rücksicht auf die tatsächlichen Clearing-Einzahlungen einen Zins von 2 3/4% auszuzahlen, geprüft werden. Sollten die Clearing-Einzahlungen einen Monatsdurchschnitt von etwas über 30 Millionen Fr. erreichen, so erhielte der Transferfonds aus seinem Anteil von 15% genügend Mittel, um diese Auszahlungen laufend leisten zu können; sollten die Clearing-Einzahlungen unter diesem Durchschnitt bleiben, so würden für die Zukunft auch im Zinsendienst Auszahlungsfristen für so lange entstehen, bis sie infolge allzuschlechter Einzahlungen schliesslich doch durch eine weitere Reduktion der Zinsauszahlungen in der Schweiz korrigiert werden müssten.

4. Warenkonto, inkl. Nebenkosten.

Die Behandlung des Warenverkehrs in den neuen deutschen Vorschlägen kommt in ihrer arithmethischen Struktur den schweiz. Vorschlägen sehr nahe. Das deutsche Verlangen nach möglichst freier Warenwahl, das zwar nicht mehr in seiner ursprünglich extremen Form, jedoch immer noch grundsätzlich aufrecht gehalten wird, bedeutet eine sehr schwere Belastung des Warenverkehrs, die noch viele Schwierigkeiten bereiten wird. Es scheint notwendig, dem deutschen Verlangen durch eine Erhöhung der bisherigen Pauschalwertgrenzen von schweizer Seite etwas entgegen zu kommen. Dies könnte am reibungslosesten dadurch geschehen, dass bei der Berechnung der künftigen Warenwertgrenzen für Grossdeutschland diejenigen des Altreichs zwar um die Wertgrenzen für das ehemalige Österreich vermehrt, dagegen der Anteil der Sudetengebiete (ca. 1 Million Fr. monatlich) den Deutschen in Gestalt erhöhter Pauschalwertgrenzen für eine freiere Warenwahl zur Verfügung gestellt würden. Ferner geben die neuen Kriegsmaterialbezüge Deutschland eine vermehrte Freiheit der Warenwahl.

Bei der allgemeinen Reduktion der Wertgrenzen nach schweiz. Vorschlag auf 65% und bei Verzicht auf die Anrechnung der Sudetengebiete werden gewiss Härtefälle entstehen, die in Einzelabreden mit den Deutschen ausgeglichen werden sollen.

II. Tilgung der Rückstände.

Die im deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr auf Warenkonto bis Ende April 1939 aufgelaufenen Rückstände betragen 58,2 Millionen Fr. An ihrer Abtragung besteht in Anbetracht der unsicheren Zeitumstände auch ein schweizerisches Interesse, wenn wir es auch ablehnen müssen, die Tilgung auf die von den Deutschen geforderte radikale Weise mit monatlichen Tilgungsquoten von 5 Millionen Fr. durchzuführen. Die schweiz. Auffassung geht dahin, diese Rückstände nicht durch die technische Ausscheidung eines besonderen Tilgungskontos abzutragen, sondern den Abbau im Warenkonto selbst vorzunehmen und dafür einen Teil des in die künftigen Wertgrenzen nicht mehr einbezogenen bisherigen Exports nach den Sudetengebieten zu verwenden und im übrigen auf die nicht unberechtigte Hoffnung auf verbesserte Clearing-Einzahlungen abzustellen.

Entsprechend der von der Schweiz immer vertretenen Auffassung muss die deutsche Forderung, die Clearing-Auszahlungen nach den tatsächlichen Eingängen der Vormonate zu bemessen, abgelehnt werden. Es soll versucht werden, dem deutschen Bedenken gegenüber einer neuen Verschuldung auf dem Waren- und Nebenkosten – Konto durch eine Vertragsbestimmung Rechnung zu tragen, nach welcher beim unerwarteten Eintritt neuer Rückstände diese Entwicklung durch eine entsprechende Reduktion der Warenwertgrenzen aufgehalten würde.

III. Kursfrage.

Der gegenwärtige offizielle Clearing-Kurs von RM 100 = Fr. 178.– bis 179.– und insbesondere dessen ständige Schwankungen bilden ein Hindernis sowohl für den Import deutscher Waren, wie auch für den regelmässigen Eingang der Clearing-Einzahlungen in der Schweiz. Es soll der bereits in der ersten Verhandlungsetappe unternommene Versuch, mit Deutschland zu einer Kursstabilisierung auf tieferem Niveau in ähnlicher Weise zu gelangen, wie sie zwischen der Schweiz und Italien vereinbart ist und sich bewährt. In der Aufhebung der Kursschwankungen innerhalb gewisser Grenzen und der dadurch bedingten grösseren Stabilität liegt wohl eines der Mittel, den Import deutscher Waren in die Schweiz zu stimulieren und die gegenwärtig ungenügende Clearing-Speisung etwas zu korrigieren.

Vom vorstehenden Bericht wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen[9].

---

9. *Cf. N^os 91 et 92.*

81

E 4800 (A) 1967/111/206

Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, au Haut-Commissaire adjoint pour les réfugiés sous la protection de la Société des Nations, G. Kullmann

Copie
L Vertraulich. Bern, 9. Mai 1939

Mein lieber Kullmann,

Mit Ihrem Brief von 16. Februar [1] hatten Sie die Liebenswürdigkeit, mir den vertraulichen Bericht des Herrn Rublee über seine Verhandlungen mit Deutschland über die Auswanderung der Juden, sowie die Resolution der Konferenz des Comité Intergouvernemental vom 13. und 14. Februar 1939 zu übersenden. Zugleich regten Sie an, die Schweiz möchte ihre bisherige Einstellung zum Comité Intergouvernemental einer neuen Prüfung unterziehen.

Ich habe die Beantwortung dieses Schreibens, sowie Ihres weiteren Schreibens vom 20. März [2] zurückgestellt, weil wir zunächst die weiter Entwicklung des Problems der Emigranten beobachten wollten [3], und beehre mich, Ihnen heute meine Auffassung bekanntzugeben.

Sie kennen mein Schreiben vom 28. Juli 1938 an Herrn Taylor, den damaligen Präsidenten des Comité Intergouvernemental. Wenn es auch, in Bestätigung dessen was ich Herrn Taylor nach Abschluss der Konferenz in Evian mündlich mitgeteilt hatte, die Eröffnung enthielt, dass der Bundesrat sich an der Zusammenkunft des Comité Intergouvernemental in London vom 3. August 1938 nicht vertreten lassen könne, so war doch hervorgehoben, dass der Bundesrat durchaus bereit sei, die Möglichkeit zu prüfen, sich an einer späteren Konferenz vertreten zu lassen, wenn technische, die besondere Lage der Schweiz als Transitland für die Emigranten aus Deutschland berührende Fragen vorliegen würden. Zugleich ersuchte ich Herrn Taylor, das Sekretariat des Comité einzuladen, mir die Protokolle und die Beschlüsse der Konferenz vom 3. August zu übersenden. Ich habe weder eine Bestätigung des Empfangs dieses Schreibens, noch in der Folge das erwähnte Material über die Konferenz vom 3. August erhalten.

Ihre Mitteilungen über die am 13. und 14. Februar 1939 stattgehabte weitere Konferenz des Comité Intergouvernemental habe ich entnommen, dass dort lediglich die Organisation der direkten Auswanderung aus Deutschland besprochen worden ist, eine Frage, an der die Schweiz auch in ihrer Rolle als blosses Transitland kaum beteiligt ist. Den Umstand, dass wir zu dieser Konferenz nicht eingeladen worden sind, hatten wir so verstanden, dass keine techni-

---

1. *Cf. N° 30. Cf. aussi* E 2001 (D) 3/266.
2. *Non reproduit.*
3. *Cf. N° 72.*

schen Fragen zur Sprache kamen, die unser Land berühren. Es hat nun aber den Anschein, als ob unser Schreiben an Herrn Taylor missverstanden worden sei. Nachdem der schweizerische Vertreter in Evian ausdrücklich erklärt und die Gründe dafür auseinandergesetzt hatte, dass die Schweiz nur ein Transitland sein könne für die Emigranten, dass sie ihre Dienste als solches aber anerbiete, dürfte es doch wohl verstanden werden, dass sie zögerte, einem ständigen Organismus als ständiges Mitglied beizutreten, in dessen Sitzungen in der Regel Fragen behandelt werden sollten, zu deren Lösung sie nicht beitragen kann. Dies umsomehr, als sie ja, wie gesagt, die Mitarbeit für den Fall in Aussicht gestellt hat, in dem ihre Mitwirkung bei der Behandlung von technischen Fragen notwendig und erwünscht ist. Dazu kommt noch, dass die Schweiz einer sehr grossen Zahl von Emigranten den vorübergehenden Aufenthalt bis zu ihrer endgültigen Auswanderung bewilligt, dem humanitären Gedanken, der Herrn Präsident Roosevelt zur Einberufung der Konferenz von Evian veranlasst hat, also in weitgehendem Mass und bis an die Grenze dessen, was uns zugemutet werden kann, praktischen Ausdruck gegeben hat. Sind doch 10 – 12 000 Emigranten hier aufgenommen worden, von denen 3000 mittellos sind, für die die schweizerischen Juden, deren Zahl nur etwa 18 000 beträgt, bis zu 300 000 Franken im Monat auslegen müssen. Die praktische Mitwirkung bei der sachlichen Lösung des Problems durch die Schweiz dürfte, alle Verumständungen in Betracht gezogen, deshalb unter allen Staaten in vorderster Linie stehen.

Ich weiss, dass der Bundesrat den Bestrebungen zur Lösung der Flüchtlingsfrage auf internationalem Boden auch in Zukunft seine vollste Aufmerksamkeit und Unterstützung zuteil werden lassen wird. Er legt Gewicht darauf, dass die praktische Mitwirkung der Schweiz an der Lösung des Problems, sofern eine solche als Transitland in Frage kommen kann, weiterhin bis an die Grenze des Möglichen aufrecht erhalten bleibe. Dazu ist aber leider zu sagen, dass wir bis heute zo ziemlich von überall her im Stich gelassen worden sind. Man hat wohl von allem Anfang an die Menschlichkeit namentlich der Nachbarstaaten Deutschlands appelliert, den Verfolgten die Grenzen zu öffnen, hat aber bis jetzt nirgends wirksam in Ländern, die für die Einwanderung aufnahmefähig sind, die Türe geöffnet, sodass wir als Binnenland, mit gerade heute besorgniserregender Überfremdung und moralisch sowie finanziell schwer belastender Arbeitslosigkeit, vollgestopft sind mit Elementen, deren längerdauernder Aufenthalt ihnen und uns nur schwere Unzukömmlichkeiten bringen kann. An der Konferenz des Comité Intergouvernemental vom 13. und 14. Februar ist gemäss der Tagesordnung wiederum nur von der Auswanderung aus Deutschland gesprochen worden, nicht aber von der Weiterwanderung der in den Nachbarstaaten Deutschlands bereits angehäuften Emigranten. Wenn eine Regelung der ersteren gewiss auch in dem Sinne eine Entlastung ist für die Nachbarländer Deutschlands, als der Einwanderungsdruck auf sie nachlassen wird, so ist doch zu bemerken, dass wir zahlreichen Emigranten Einlass gewährt haben im Vertrauen darauf, dass man uns für deren Weiterwanderung dann auch an die Hand gehen werde. Wenn ein ständiger, gesicherter Abfluss ermöglicht werden kann, so könnten wir unsere praktische Mitwirkung an der Lösung des Problems als Transitland für weitere Emigranten sicherlich mit Gewinn für die

Grundidee des Herrn Präsidenten Roosevelt weiterhin zur Verfügung stellen und würden dies sogar sehr gerne tun. Es wäre zu wünschen, dass diese Frage auf die Traktandenliste einer kommenden Konferenz gesetzt würde.

Sie werden verstehen, dass ich etwas überrascht war über den nicht sehr freundlichen Brief, den Herr Vizedirektor Pell am 18. April der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe geschrieben hat[4] und der wie folgt lautet:

«In view of the fact that the Government of Switzerland has not continued its membership of the Intergovernmental Committee, I am afraid that no purpose will be served by continuing our correspondence.»

Das heisst also wohl: Wer in unserem Komitee sich nur für die technische Mitarbeit, die für ihn einzig in Betracht fallen kann, zur Verfügung stellt, mit dem wollen wir überhaupt nichts zu tun haben, auch wenn er die wirklich humanitäre praktische Mitwirkung offeriert. Herr Pell scheint mir mit diesem Brief etwas daneben geraten zu sein. Die Schweizerische Zentralstelle für Flüchtlingshilfe hatte ja nur um Auskunft gebeten, ob die bisherigen Anstrengungen des Comité Intergouvernemental, einwanderungsbereite Länder zu finden, Erfolg gehabt hätten, und hat dabei Auskunft erteilt über das, was die Schweiz bisher getan hat.

Wenn wir bis heute nicht an das Sekretariat des Comité Intergouvernemental gelangt sind mit dem Ersuchen um Auskunft über Weiterwanderungsmöglichkeiten, so geschah dies deshalb, weil wir bisher keinen Überblick hatten über die Zusammensetzung der zu uns gezogenen Emigranten. Eine Erhebung ist nun abgeschlossen worden über die ca. 3000 mittellosen Emigranten. Für die Erfassung der anderen ist ein Bundesratsbeschluss in Vorbereitung. Doch sind dafür noch organisatorische Vorarbeiten zu leisten. Bis wir so weit waren, hatte es keinen Sinn, das Sekretariat, das wohl von allen Seiten mit Anfragen bestürmt wird, zu behelligen. Ich denke mir das weitere Vorgehen wie folgt: Wir werden die Zusammensetzung der 3000 mittellosen Emigranten nach Geschlecht, Alter, Beruf, u.s.w. dem Sekretariat bekanntgeben und es ersuchen, uns mitzuteilen, wie wir nach seinen Erfahrungen die Weiterwanderung dieser Leute an die Hand nehmen sollen. Wenn die Erhebungen über die anderen Emigranten, die wie gesagt noch vorbereitet werden müssen, abgeschlossen sein werden, werden wir das gleiche tun.

Was die Auffassung über unsere künftige Mitwirkung an den Sitzungen des Comité Intergouvernemental betrifft, so kann ich mir die bisherige Einstellung des Londoner Bureaus nur erklären aus einem Missverständnis über unser Schreiben vom 28. Juli 1938. Nachdem unserem Wunsche, uns die Protokolle und die Ergebnisse der ferneren Konferenzen zuzustellen, nicht Folge gegeben worden ist, waren wir ja auch gar nicht in der Lage, die Arbeiten des Comités zu verfolgen und die Notwendigkeit und Nützlichkeit unserer ferneren Teilnahme zu prüfen. Ich wäre Ihnen deshalb zu grossem Dank verpflichtet, wenn Sie Sir Herbert Emerson und die anderen massgebenden Persönlichkeiten des Comité Intergouvernemental in geeigneter Weise aufklären und dafür besorgt

4. *Non retrouvé.*

sein wollten, dass uns das Material der bisherigen Konferenzen zugestellt wird, um dem Bundesrat die Möglichkeit zu geben, zu prüfen, ob und in welcher Weise er sich an künftigen Konferenzen vertreten lassen solle.

82

E 2001 (D) 2/237

La Légation de Suisse à Rome
au Ministère des Affaires étrangères d'Italie

Copie
NV 38-1-C-1- Roma, 10 maggio 1939

La Legazione di Svizzera ha avuto l'onore di ricevere la Nota Verbale del R. Ministerio degli Affari Esteri no. 213066/43 (A.N.M.Uff.I°), del 1° maggio 1939[1], a riguardo del Memorandum delle Legazione in data 27 settembre 1937 circa il vettovagliamento della Svizzera nel caso di un conflitto europeo.

Nel ringraziare il R. Governo della Sua dichiarazione, le Autorità federali incaricano la Legazione di precisare quanto segue. Il R. Governo, in considerazione della neutralità tradizionale e della particolare situazione geografica della Svizzera, ha consentito nel assicurare di aver cura, nel caso di un conflitto europeo, che il trasporto delle merci indispensabili al vettovagliamento della Confederazione, in transito attraverso l'Italia, abbia, per quanto possibile, il suo corso. Il Governo della Confederazione, prendendone atto, sarebbe lieto di veder confermare che questa dichiarazione non riguarda soltanto il transito, ma, per quanto possibile, l'approvvigionamento generale, anche con derrate e merci di prima necessità in provenienza dal Regno[2].

D'altra parte, il R. Governo, nel fare la sua dichiarazione, ha aggiunto che esso ritiene corrispondentemente che la Svizzera, da parte sua, se del caso, non solo non impedirà il traffico italiano attraverso la Svizzera, ma lo faciliterà nella misura del possibile.

Il Governo Federale è ben lieto di dare questa assicurazione, pur rilevando che la sua azione in riguaro non sarà limitata che dalle misure che eventualmente il Consiglio Federale dovesse prendere a salvaguardia della neutralità e della difesa del paese.

---

1. *Non reproduite.*
2. *Lors d'une entrevue avec le Comte Ciano, le Ministre de Suisse à Rome rappellera cette demande le 5 juillet 1939* (E 2001 (D) 2/119). *Cf. N° 128.*

83

E 2001 (D) 2/236

La Légation de Grande-Bretagne à Berne
au Département politique

N N° 29. (17/17/39) Confidential. Berne, May 10th, 1939

His Majesty's Legation present their compliments to the Federal Political Department and have the honour to refer to their Note C.22.41.10.-SY of the 9th March last [1] and to the conversations which Monsieur Matter subsequently had in London on the subject of Swiss tonnage requirements in the event of war [2].

His Majesty's Legation are now instructed by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to request that the following assurance may be conferred to Monsieur Matter:

«If the Swiss Federal Government complete their arrangements to obtain an option to hire a block of non-British tonnage, not belonging to a possible ally, to cover about one-third of their total shipping requirements in war, and will keep His Majesty's Government in the United Kingdom fully advised of the arrangements they make and the names of the ships concerned, His Majesty's Government will undertake not to requisition or force into their service any such ships, subject to their being satisfied that the ships and their cargoes will not be used in a manner which might assist an enemy. His Majesty's Government will be prepared to discuss arrangements for ensuring this with the Swiss Federal Government and, if necessary, also with the French authorities.» [3]

---

1. *Non reproduit. A la suite de la note verbale de la Légation de Grande-Bretagne du 5 janvier 1939 (cf. N° 1), la Division des Affaires étrangères avait à nouveau demandé que E. Matter soit reçu par les autorités britanniques compétentes.*
2. *Sur ces entretiens, cf. aussi* E 7800 1/162 *et* E 7110 1973/134/14.
3. *Cf. N° 175.*

84

E 2200 Paris 12/38

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki

L Bern, 11. Mai 1939

Ich bestätige Ihnen dankend den Empfang Ihrer freundlichen Zeilen vom 8. crt. [1], die meine vollste Aufmerksamkeit und Zustimmung gefunden haben. Wenn auch die bisherigen mühsamen Verhandlungen über die gegenseitigen Einfuhrkontingente durchaus unbefriedigend verlaufen sind, möchte ich doch nicht unterlassen, Ihnen und Ihren Mitarbeitern auch bei dieser Gelegenheit für die grosse Mühewaltung und das Verständnis für diese schwierigen und wichtigen Fragen aufrichtig zu danken. Auch wir haben den Eindruck, dass das absolut ungenügende französische Entgegenkommen auf Informationen und die Haltung des hiesigen französischen Botschafters und dessen Handelsattachés wenigstens teilweise zurückzuführen ist.

Ich bin durchaus mit Ihrem Vorschlag einverstanden, dass ich ohne Verzug Herrn Minister Juge mit aller Deutlichkeit erkläre, dass es so nicht weitergehen könne und dass die Schweiz angesichts der immer ungünstiger werdenden Handelsbilanz am Ende ihrer Geduld angelangt sei. In der Tat hat sich unser Passivum in Millionen Franken in den letzten Jahren andauernd vergrössert, wie aus folgenden Zahlen hervorgeht:

1936	1937	1938	1. Quartal	
			1938	1939
72,3	105,8	107,8	19,1	*29,8*!

Eine solche Entwicklung – ca. 30 Millionen Defizit in einem Quartal – ist für unser Land einfach nicht mehr tragbar.

Ich werde Herrn Juge auch mit allem Nachdruck daran erinnern, dass gemessen am *Ausfuhrüberschuss* die Schweiz im Aussenhandel Frankreichs bei weitem den ersten Rang einnimmt und dass pro Kopf der Bevölkerung unser Land auf Frankreich für c*[irc]*a 30 Franken Waren kauft, während umgekehrt Frankreich nur für Fr. 3,33 bezogen hat. Ich werde nicht ermangeln, die Herren Bundesräte Obrecht und Motta zu bitten, bei nächster Gelegenheit die gleichen Erklärungen *mit allem Nachdruck* auch dem französischen Botschafter gegenüber abzugeben, um auf diese Weise das Terrain zu präparieren, sodass Sie dann Ihrerseits beim Handelsministerium und beim Aussenministerium, nötigenfalls auch in parlamentarischen Kreisen und in der Presse, einen

1. *Non reproduite; cf. aussi N^os^ 73 et 77. Dans sa lettre, Stucki se plaint de l'*absolut ungenügende Entgegenkommen *de la France, qu'il attribue* auf die Haltung des französischen Botschafters in Bern und dessen Handelsattachés.

wirklich nützlichen Vorstoss unternehmen können[2]. Ich bin mit Ihnen durchaus der Auffassung, dass Sie nötigenfalls auch die Möglichkeit einer Kündigung der bestehenden Abkommen durchblicken lassen werden.

[...][3]. Ich werde aber noch vor meiner Abreise mit Minister Juge sprechen und ihn nicht im Zweifel darüber lassen, dass wir schliesslich sogar den französischen Wein auch mit Vorteil aus andern Ländern beziehen können.

2. *Stucki entreprit surtout des pressions en vue de la visite du Ministre français du Commerce en Suisse au mois de juin 1939. Cf. aussi Nos 96 et 102.*
3. *Suit l'information que Hotz est sur le point de se rendre à Berlin afin de négocier des contingents pour des tissus de laine.*

85

E 2001 (D) 3/305

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, au Département politique[1]

Transcription
T B 2398 Nr. 32.

Roma, 12 mai 1939, 12.20 h.
(*reçu:* 12 mai, 16.15)

Hier soir, à dîner Cour, M. Mussolini me demanda si préoccupations en Suisse se calmaient en déclarant que nous pouvions être plus rassurés que n'importe quel autre pays[2].

1. *Annotation manuscrite au bas:* Etat-major en informé, 12.5.39.
2. *Dans une lettre du même jour, Ruegger précise au Département politique que Mussolini a déclaré:* s'il y a un peuple qui peut dormir tranquille (dormire fra due gancaiali), c'est bien la Suisse *[...]* à laquelle personne ne touchera (E 2300 Rom/39).

86

E 2001 (D) 2/114

Le Chancelier du Consulat de Suisse à Tel Aviv, C. Lutz, au Directeur de l'Office suisse d'expansion commerciale, A. Masnata

Copie[1]
L T.2.39

Tel-Aviv, 12. Mai 1939

Ich nehme hiermit Bezug auf Ihr an Herrn Dr. Weinert, Leiter der Schweizerischen Handelsagentur in hier, gerichtetes Schreiben vom 4. Mai d.J.[2] betreffend die Stellungnahme gewisser hiesiger Kreise gegenüber der Handhabung der Flüchtlingsfrage seitens der Schweizerbehörden. Dazu möchte ich folgendes bemerken.

Veranlassung zu den Protesten gab hier vor allem die Bestimmung der Eidg. Fremdenpolizei, eine unterschiedliche Behandlung in den Einreisebestimmungen für jüdische und nichtjüdische deutsche Passinhaber einzuführen. Die Schritte der Fremdenpolizei, die deutschen Behörden zu veranlassen, sämtliche jüdischen Pässe mit dem roten Buchstaben «J» zu versehen, hat hier starkes Befremden hervorgerufen, indem dies in jüdischen Kreisen als Brandmarkung und daher als Beleidigung empfunden wird. Ein Teil der Presse wollte die freie Schweiz bereits im Lager der antisemitischen Staaten wissen. Dass diese Massnahmen besonders unter der Bevölkerung der 100% jüdischen Stadt Tel-Aviv Missfallen erregt haben, darf in Anbetracht des Flüchtlingselendes, von dem fast jeder jüdische Einwohner Palästinas direkt oder indirekt betroffen ist, nicht überraschen.

Ich versuchte zwar durch eine Erklärung in der Presse verschiedene ungenaue Berichte richtig zu stellen, indem ich auf das akute Flüchtlingsproblem in der Schweiz aufmerksam machte, welches Spezialmassnahmen seitens der schweizerischen Kontrollorgane erforderte. Immerhin blieb die Tatsache bestehen, dass auch für Nicht-Flüchtlinge jüdischer Konfession der Visazwang für die Schweiz eingeführt wurde und dass andere Länder, z*[um]* B*[eispiel]* Holland, Belgien und Frankreich die Scheidung zwischen Flüchtlingen und Nicht-Flüchtlingen ohne die Bezeichnung «J» im Passe bewerkstelligten.

Die Nachricht über die von den schweizerischen Behörden getroffene Anordnung hatte nun allerdings ihre Auswirkungen auch in hiesigen Importkreisen, doch gelang es den Vertretern, mit Unterstützung des Konsulates und der Handelsagentur, die Importeure davon zu überzeugen, dass die Stellungnahme der Schweizerbehörde nach wie vor nur von dem Motiv diktiert ist, die bestmögliche Lösung für das Flüchtlingsproblem zu finden. Es liegt daher kein Grund zur Annahme vor, die Schrumpfung der Ausfuhr nach Palästina in 1938 etwa als Folge einer boykottartigen Bewegung zu deuten, sondern der Rückgang ist vielmehr als eine vorübergehende Erscheinung zu betrachten, die mit

1. *Annotation en haut de la lettre:* Abschrift an die Polizei-Abteilung gemacht, 22.V.39.
2. *Non retrouvé.*

der unsicheren politischen Lage in Europa und Palästina im besonderen, im Zusammenhang steht. Bei dieser Gelegenheit möchte ich auch darauf hinweisen, dass sich für den schweizerischen Export nach hier bereits die Folgen des Ausscheidens verschiedener Lieferländer für den hiesigen Markt auszuwirken beginnen, indem der Import an Schweizerwaren von Fr. 145 000.— im Januar erfreulicherweise auf Fr. 418 000.— im März angewachsen ist. Es darf angenommen werden, dass der schweizerische Export nach Palästina sich auch in der nahen Zukunft wieder auf ansteigender Linie bewegen wird.

87

E 2001 (D) 2/28

Le Directeur du deuxième Département de la Banque nationale, R. Motta, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[1]

L M/BF Strictement confidentiel[2]. Berne, 16 mai 1939

Vous nous aviez fait part, en son temps, de l'appréhension qu'avait manifestée le Gouvernement français au sujet de notre réserve d'or conservée à l'intérieur du pays, laquelle, à ses yeux, constituait un appât dangereux pour un de nos pays voisins[3].

La question de savoir si les tensions politiques au-delà de nos frontières commandaient soit, quant au lieu, une nouvelle répartition de nos dépôts d'or en Suisse, soit le transfert d'un montant plus considérable de ceux-ci à l'étranger, a occupé ces derniers temps à plusieurs reprises nos instances supérieures.

Comme l'initiative de déposer une partie de notre stock d'or en lieu sûr en dehors des bâtiments de la Banque était partie de l'Etat-Major, nous avons

---

1. *Sur l'organisation des trois départements de la Banque nationale, cf. N° 49, note 1. Le deuxième département a notamment pour tâche de diriger l'émission des billets, d'administrer la caisse principale et les réserves d'or, d'assurer les relations avec les administrations fédérales. Annotation de Bonna en haut de la lettre:* M. Meier. Il faudrait, *très prudemment* renseigner M. Stucki, et aussi remercier M. Rossy.

2. *Annotation de Meier au bas de la première page:* Afin de réduire la correspondance au sujet de cette affaire délicate au strict minimum, j'ai, d'accord avec M. Motta, accusé réception de cette lettre par téléphone. J'ai en même temps donné connaissance à M. Motta de notre lettre à la Légation à Paris du 17 mai 39. *Dans sa lettre du 17 mai, Bonna écrit notamment que la Tchécoslovaquie* avait une très grande partie de son stock d'or à Londres et ce fait, qui n'était probablement pas inconnu dans les milieux intéressés, n'a rien empêché. Nous ne saurions cacher qu'en ce qui nous concerne, l'attitude qui nous était conseillée présentait de très graves inconvénients, notamment du point de vue de notre neutralité.

3. *Cf N^os 47 et 50.*

tenu à le consulter sur l'opportunité qu'il y avait éventuellement à placer cet or en d'autres régions du pays ou à l'évacuer à l'étranger.

L'Etat-Major nous fit savoir que, si d'un côté il ne s'opposait pas à une diminution des dépôts d'or à l'intérieur du pays, il estimait par contre que l'entrepôt aménagé spécialement «extra muros» était et restait l'endroit stratégiquement le plus sûr aux fins de la cause.

Fort de cette déclaration, notre Comité a décidé de laisser le dépôt susvisé tel quel, mais de faire transférer à New York et à Londres, pour une valeur de quelques centaines de millions de francs, de l'or entretenu jusqu'ici auprès de nos sièges et succursales, et cela surtout en vue de reconstituer nos réserves à l'étranger qui à la suite de demandes de devises d'une certaine ampleur, auxquelles nous avons dû faire face lors de la dernière crise européenne, avaient sensiblement diminué.

Ceci dit, nous avons l'honneur de vous indiquer ci-dessous la répartition de nos dépôts d'or:

	en millions de francs
en Suisse	1 086,1
à l'étranger[4]	1 705,9.

A ces dépôts à l'étranger viennent s'ajouter des créances en devises qui représentaient en francs suisses, ces derniers jours, un montant global de 264,2 millions de francs, dont 260,7 millions contre-valeur de dollars, c'est-à-dire d'une monnaie qui repose encore sur l'or.

---

4. *Depuis le mois de juillet 1938, la Banque nationale ne publiait plus l'encaisse or en Suisse et à l'étranger séparément.*

88

E 2200 Washington 16/1

Notice du Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Washington, F. Real

May 17th, 1939

MEMORANDUM:
INTERVIEW WITH THE SECRETARY OF STATE, MR. CORDELL HULL ON MAY 16, 1939

The interview took place from 3 to 3.45 p.m. Present were:
The Secretary of State, Mr. Cordell Hull,
Dr. Feis, Economic adviser,
Mr. Somary, and the undersigned.

Mr. Somary explained the political, military, and economic situation of our country. He tried to persuade the Secretary of State that he needs more precise assurance from the American Government that in case of war the export of the goods, which he and Mr. Liechti are about to obtain through optional contracts, will not be prohibited by legislation or any other measures of the United States Government. He also asked Mr. Hull for written assurance that the chartered ships would be permitted in case of war to bring over these goods to a neutralized French port which would be put at the disposal of Switzerland by the French Government.

The Secretary of State explained the reason why he cannot go further than what he has set forth in the draft answer to the Minister's note of May 11 [1]. He explained that he cannot give any written assurance of the kind Mr. Somary would like to have. He said that the U.S. Government do not know at the present time what would be the situation in time of war and that it is impossible for the State Department to make any secret commitments. He assured Mr. Somary and me, however, that the United States will help Switzerland in case of war as much as they can, but they cannot make any commitments at the present time. He feared that a secret arrangement with the Swiss Government would raise the opposition of Congress and would have just the opposite effect of what our delegation wishes. If such a commitment would become known to Congress, he fears that it may pass legislation to forbid the exports of goods and the sending of American ships into war zone. Furthermore, he said that the whole problem to assist neutral powers in case of war and how far such assistance should go, is now under consideration in connection with the passing of a new neutrality act.

Mr. Feis pointed out that there is no chance whatsoever that the export of such goods as the Swiss are about to contract would be forbidden for export to neutrals in case of war. The real problem is, he thinks, how to bring such goods over to Europe through the war zone. He made it clear that nothing further than this verbal assurance by the Secretary of State can be obtained at the present time.

Mr. Somary then asked for the arrangement of an interview with the President of the United States. I suggested that this interview should take place when the Minister is again able to attend the conferences and should not be set at least before next week. The Secretary of State and Mr. Feis believe that the President could not go any further than what they have said and also are uncertain whether the President could receive the Swiss delegation. Mr. Feis, however, promised to get in touch with the Office of the President and to find out what the President's schedule for next week will be. He said that in his opinion the only time such an interview could take place would be next week because of the visit of the King and Queen of England [2].

---

1. *Non reproduite.*
2. *Une rencontre entre les envoyés spéciaux suisses et le Président Roosevelt n'aura pas lieu. Cf. N^os 93 et 104.*

89

E 2001 (D) 2/235

Le suppléant du Chef du Département de l'Economie publique, R. Minger, au Chef du Département politique, G. Motta[1]

L Vertraulich. Bern, 20. Mai 1939

Wir beehren uns hiermit, auf Ihr Schreiben vom 13. April[2] zurückzukommen, worin Sie uns das Ergebnis der weiteren Besprechungen mitteilten, welche zwischen Herrn Minister Frölicher und Herr Unterstaatssekretär Woermann über die Abgabe einer Erklärung Deutschlands betreffend die Sicherstellung der Landesversorgung im Kriegsfall stattfanden. Es geht daraus hervor, dass Deutschland offenbar nicht geneigt ist, dem mit Ihrem Brief vom 15. März[3] formulierten Wortlaut beizustimmen. Wenn auch deutscherseits eine nochmalige Prüfung des schweizerischen Antrages in Aussicht gestellt wurde, so können wir doch wohl kaum damit rechnen, dass Deutschland seinen Standpunkt zugunsten der Schweiz ändert. Jedenfalls sind seither keine weitern Nachrichten mehr eingetroffen, was uns befürchten lässt, dass die ganze Angelegenheit auf einem toten Punkte angelangt sei. Es ist jedoch für die kriegsvorsorglichen Vorbereitungen von grösster Wichtigkeit, dass auch mit Deutschland Verhandlungen insbesondere über den Transitverkehr geführt werden können. Anlässlich der kürzlichen Zusammenkunft des Herrn Matter, Chefs des Kriegs-Transport-Amtes, mit einer Delegation der französischen Behörden[4] zeigte es sich nämlich, dass bei allem Entgegenkommen Frankreichs in Bezug auf die Erleichterung der Güterzufuhr dieses Land während gewissen Perioden nicht imstande wäre, den gesamten Überseeverkehr der für die Schweiz notwendigen Warenmengen aufzunehmen und nach unserm Lande durchzuleiten. Infolgedessen ist die Schweiz unbedingt darauf angewiesen, einen Teil der Importwaren auch im Transit durch Deutschland hereinnehmen zu können, abgesehen natürlich davon, dass es dringend zu wünschen wäre, wenn die Schweiz im Kriegsfall nicht von einem einzigen Zufahrtsweg für die überseeischen Güter abhängen müsste.

Wie wir feststellen konnten, hat man deutscherseits Bedenken gegen die von der Schweiz vorgeschlagene Formulierung der Erklärung, weil man der Auffassung ist, es bestehe insofern eine Disparität zwischen den beidseitigen Zusicherungen, als Deutschland sowohl die Versorgung der Schweiz mit lebensichtigen Gütern als auch den Durchgangsverkehr zu gewährleisten habe, während die Schweiz ihre Zusicherungen auf den Transit beschränkt. Angesichts dieser Sachlage drängt sich die Frage auf, ob es nicht zweckmässig wäre, den vielleicht nicht ganz unberechtigten Einwänden Deutschlands durch die Einreichung

---

1. *Annotation manuscrite de Bonna: Urgent. M. Merminod.* M'en parler *(avec le dossier)* 22.5.
2. *Non reproduit.*
3. *Non reproduit. Cf. N° 11.*
4. *Cf. N^os 73 et 77.*

eines neuen Vorschlages Rechnung zu tragen und damit den Weg zu den Verhandlungen zu ebnen. Wir glauben, es biete sich hierfür eine Möglichkeit, ohne dass vom bisher eingenommenen Standpunkt der Schweiz grundsätzlich abgewichen werden müsste und zwar dadurch, dass man auf die von Herrn Minister Frölicher mit Schreiben vom 27. Januar 1939[5] vorgeschlagene Fassung zurückkommen würde. *[...]*

Diese Formulierung wäre im letzten Satz lediglich noch folgendermassen zu erweitern:

«... soweit dies nicht im Widerspruch steht mit den vom Bundesrat zur Aufrechterhaltung der schweizerischen Neutralität sowie zur Verteidigung und Versorgung des Landes getroffenen Massnahmen.»

Wir glauben, dass mit dieser Fassung eine Einigung möglich wäre. Sie würden uns zu besonderem Danke verpflichten, wenn es Ihnen im Verein mit Herrn Minister Frölicher gelänge, auf Grund der neuen Formulierung die grundsätzliche Seite der Angelegenheit nunmehr so bald als möglich abzuklären, damit im Anschluss daran die Verhandlungen über die Regelung der technischen Fragen unverzüglich aufgenommen und zum Abschluss gebracht werden könnten.

ANNEXE I

E 2001 (D) 2/235

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L IV/7/19 – F/MS.
ad C.22.41.10. – SY. Berlin, 26. Mai 1939

Unter Bezugnahme auf Ihr Schreiben vom 23. dieses Monats[6] betreffend die Versorgung der Schweiz in Kriegszeiten beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass ich heute in dieser Sache eine Besprechung mit Herrn Unterstaatssekretär Woermann hatte. Herr Woermann entschuldigte sich, dass er mir bisher auf meine letzte Demarche hin noch keine Antwort erteilt habe; das Reichswirtschaftsministerium, das überlastet sei, habe ihn im Stich gelassen.

Während wir uns über die Angelegenheit unterhielten, wurde dem Unterstaatssekretär die schriftliche Vernehmlassung des Reichswirtschaftsministeriums zugestellt, die er mir vorlas.

Daraus ergab sich, dass das Reichswirtschaftsministerium bereit sei, die Zusicherungen bezüglich der Durchfuhr durch eine gemeinsame Erklärung zu ergänzen, dass im Kriegsfalle die beiden Regierungen in wohlwollendem Sinne prüfen werden, in welcher Weise die Versorgung mit lebenswichtigen Gütern aufrechterhalten werden kann. Ich bemerkte, dass wir uns mit einer solchen Lösung einverstanden erklären könnten, bat aber Herrn Woermann, auch den Vorschlag zu prüfen, wie er im Schreiben des Volkswirtschaftsdepartements vom 22. Mai an Ihr Departement[7] formuliert ist. Sachlich dürften die beiden Lösungen voneinander nicht wesentlich differieren; der Vorschlag des R*[eichs]* W*[irtschafts]* M*[inisteriums]* enthält mehr in der Form eine

---

5. *Cf. N° 11.*
6. *Non reproduite.*
7. *Il s'agit certainement du document reproduit ci-dessus. La confusion de date est probablement due au fait que l'expédition avait été retardée à cause de l'absence d'Obrecht, malade. Un brouillon de la lettre est d'ailleurs daté du 17 mai déjà.*

Abschwächung. Ferner teilte ich mit, dass nach Klärung der grundsätzlichen Frage möglichst bald technische Besprechnungen aufgenommen werden sollten und dass zu diesem Zweck ein höherer Beamter in Berlin zur Verfügung stehe[8]. Herr Woermann war persönlich der Auffassung, dass nunmehr keine Schwierigkeiten mehr bestünden, um die in Frage stehende deutsche Erklärung abzugeben[9]. Immerhin wollte er sich noch einmal mit dem R*[eichs]* W*[irtschafts]* M*[inisterium]* besprechen und auch prüfen, ob der Lösung, wie sie R*[eichs]* W*[irtschafts]* M*[inisteriums]* nunmehr anregt, oder der von mir vorgeschlagenen Formulierung bezüglich der Versorgung der Vorzug zu geben sei. Er stellte mir eine Antwort für nächste Woche in Aussicht.

Ich darf Sie bitten mir mitzuteilen, wann ungefähr Herr Matter, Chef des Kriegstransportamtes, bereit wäre, seine Besprechungen in Berlin aufzunehmen, damit ich dies vorbereiten kann[10].

ANNEXE II

E 7800 1/162

Le Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne
à la Légation de Suisse à Berlin

Copie
N

Berlin W8, 26. Mai 1939[11]

Entsprechend dem vom Schweizerischen Bundesrat zum Ausdruck gebrachten Wunsch erklärt sich die Deutsche Regierung im Hinblick auf die besondere geographische Lage der Schweiz bereit, auch im Fall eines Krieges dafür zu sorgen, dass der Transport lebenswichtiger Güter nach der Schweiz im Durchgangsverkehr nach Möglichkeit aufrecht erhalten bleibt[12].

Die Deutsche Regierung geht hierbei davon aus, dass die Schweiz gegebenenfalls den deutschen Durchgangsverkehr aufrecht erhält, soweit dies nicht im Widerspruch steht mit den vom Bundesrat zur Aufrechterhaltung der schweizerischen Verteidigung und Versorgung des Landes getroffenen Massnahmen.

Die Deutsche Regierung wird bei Eintritt eines Kriegsfalles im gemeinsamen Einvernehmen mit der Schweizerischen Regierung wohlwollend prüfen, in welchem Umfang die gegenseitige Versorgung mit lebenswichtigen Gütern sichergestellt werden kann[13].

---

8. *Frölicher a corrigé sur l'original:* zur Verfügung stehen werde.
M. Matter se trouvera à Berlin durant la deuxième moitié du mois de juin. Cf. N° 121.
9. *La note remise à Frölicher par le Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne est reproduite en annexe au présent document.*
10. *Consulté par le Département politique, le Département de l'Economie publique répond, par une lettre du 6 juin 1939 signée par Obrecht, que Matter, tout en étant disposé à se rendre à Berlin, est absorbé par les négociations avec les autres pays et qu'il serait préférable d'attendre 8 à 10 jours.*
11. *La présente note a été antidatée. Une première version, du 26 mars, fut retouchée les 1er et 6 juin avant d'être remise à la Légation.*
12. *Cf. N° 121.*
13. *Cf. Nos 110 et 159.*

90

E 2300 Rom/39

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta

RP R.P.32. Rome, 24 mai 1939

[...][1]

La signature du pacte de Berlin met chaque Etat voisin des Etats de l'axe – et surtout ceux qui, comme nous, voisinent avec les deux pôles de Rome et de Berlin – devant la nécessité d'étudier dans quelle mesure le nouvel instrument peut, en théorie et en pratique, affecter leur propre situation.

En ce qui nous concerne, une première constatation s'impose probablement: celle que le jeu normal du Traité de conciliation et de règlement judiciaire italo-suisse[2] peut, dans le cas tout à fait hypothétique *d'un conflit très grave*, devenir plus qu'aléatoire. Si le traité de Berlin est appliqué à la lettre, le Gouvernement de Rome sera tenu, dans l'hypothèse d'un conflit entre la Suisse et l'Allemagne, de prêter d'emblée et sans discussion son concours diplomatique et politique au Reich – ce qui pourrait écarter la possibilité de faire appel, en pratique, à la Commission de conciliation italo-suisse. D'un autre côté, le Reich allemand risque de se mêler sans autre d'un conflit à notre frontière méridionale si, par malheur, il en surgissait un. On peut dire, et sans doute avec raison, que ce sont là des hypothèses purement théoriques. Mais il y a un domaine, celui de l'action concertée à l'égard de notre presse qui, depuis la création de l'axe, a dû être contemplé par nous, et ce souci s'aggrave peut-être depuis la signature de l'acte de Berlin[3].

D'autres conséquences sont possibles dans le domaine économique. Dès avant la signature du Pacte de Berlin, j'avais attiré votre attention sur cet aspect du problème, et je redoute d'avoir à y revenir. Certes, l'instrument de Berlin ne prévoit une collaboration intime que dans le champ de l'«économie de guerre». Mais en régime d'autarcie et par les temps que nous vivons, il est fort difficile de tracer une limite entre l'économie en temps de paix et en temps de guerre. Il faut souhaiter que la création des Commissions ministérielles dans les deux pays n'aboutisse pas à une ingérence indirecte, dans les relations économiques italo-suisse, d'influences et de méthodes allemandes.

---

1. *Rapport sur les réactions dans la presse italienne après la signature du Traité de Berlin entre l'Italie et l'Allemagne survenu le 18 mai 1939 à Berlin. Ruegger souligne le fait que cette signature semble annoncer une recrudescence des revendications italiennes.*
2. *Cf. RO, 1925, vol. 41, pp. 183 ss (Traité du 20 septembre 1924) et RO, 1933, vol. 49, pp. 820ss (Convention du 1er janvier 1933). Cf. DDS, vol. 8, N° 348.*
3. *Cf. N° 76; en outre,* E 2001 (D) 1/4, E 2001 (D) 1/14, E 2001 (D) 1/100.

91

E 1004.1 1/385

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 26 mai 1939[1]

1083. Deutschland. Verrechnungsabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 25. Mai 1939

Das Volkswirtschaftsdepartement unterbreitet folgenden Bericht über die Verhandlungen betreffend den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr, 2. Etappe, die in Berlin vom 15.-24. Mai 1939 stattgefunden haben:

I.

Am Ende der ersten Verhandlungsetappe schien zwischen den beiden Delegationen eine Annäherung der Standpunkte soweit erreicht, dass auf Grund der Instruktionen, welche der Bundesrat am 9. Mai erteilte[2], neu Verhandlungen mit Aussicht auf Erfolg aufgenommen werden konnten. Sie haben vom 15.-24. Mai in Berlin stattgefunden. In Abwesenheit des Herrn Gesandten Hemmen, der zu Verhandlungen in Paris weilt, führte Herr Ministerialrat Seyboth die deutsche Verhandlungsdelegation.

Die am Schluss der ersten Verhandlungsetappe in allgemein gehaltenen Erklärungen beider Delegationen scheinbar erreichte Annäherung erwies sich als trügerisch, sobald bestimmte Grössen und Ziffern an die Stelle der weniger exakten Worte traten. Es zeigten sich immer noch so tiefgehende Differenzen, dass die vorgesehene Arbeit in den Unterkommissionen nach der Ansicht aller Beteiligten für so lange unmöglich bleiben muss, bis eine klare Übereinstimmung in grundsätzlicher Hinsicht sowie in den wichtigsten Grössenordnungen zwischen den Gesamtdelegationen erreicht ist. Diese Einigung in den grossen Linien herbeizuführen, blieb deshalb auch noch die Aufgabe der zweiten Verhandlungsetappe.

Als ihr Ergebnis muss festgestellt werden, dass wohl eine weitere Annäherung in den beiderseitigen Stellungnahmen, jedoch noch keine Einigung über die Grundlagen des neuen Vertragswerks erzielt werden konnten. Eine Verständigung wird insbesondere durch die deutsche Haltung erschwert, die sich mit einer blossen Sanierung des revisionsbedürftig gewordenen Verrechnungssystems auf seinen bisherigen Grundlagen nicht begnügen will, sondern darüber hinaus wichtige Veränderungen am System selbst fordert. Bei allem Verständnis für die seit der Schaffung des deutsch-schweizerischen Verrechnungssystems in den Jahren 1934/35 im deutschen Wirtschaftsgebiet und seiner Wirtschaftspolitik eingetretenen Wandlungen, musste die schweizerische Delegation im wohlverstandenen Landesinteresse die in den früheren Verhandlun-

---

1. *Etait absent: H. Obrecht.*
2. *Cf. N° 80.*

gen mit Deutschland erkämpften Positionen mit aller Hartnäckigkeit verteidigen und konnte deshalb der deutschen Auffassung nur in bescheidenem Ausmasse entsprechen. Die deutsche Delegation hält das bisherige schweizerische Entgegenkommen für ungenügend. Sie war weiter durch die Abwesenheit ihres Delegationschefs, sowie durch eine starke Inanspruchnahme in gleichzeitigen Verhandlungen mit Italien in ihrer Verhandlungsfähigkeit schliesslich so sehr gehemmt, dass eine erneute Unterbrechung der Verhandlungen sich auch aus technischen Gründen aufdrängte.

II.

Der heutige Verhandlungsstand ist der folgende:

1. *Schlüsselung.*

	Letzte schweizerische Forderung vom 24.5.39.	letzter deutscher Vorschlag vom 20.5.39.
Reiseverkehr	3 Mill. als feste Quote vorweg	10% der Einzahlungen
Transferfonds	15% der Einzahlungen	12% der Einzahlungen
Reichsbankquote	10% der Einzahlungen	10,6% der Einzahlungen
Warenkonto	75% der Einzahlungen	67,4% der Einzahlungen

Berechnet man die Anteile der 4 Clearinggruppen auf der dem Durchschnitt der Monate Januar-April 1939 entsprechenden Summe der Einzahlungen in der Schweiz von 28,3 Millionen Franken, so ergibt sich nach der schweizerischen Forderung die folgende Aufteilung:

Einzahlungen monatlich		28,3 Millionen
feste Quote des Reiseverkehrs		3,0 Millionen
		25,3 Millionen
davon 15% für den Transferfonds	3,795	
davon 10% für die Reichsbank	2,530	
davon 75% für das Warenkonto	18,975	
		25,3 Millionen

Nach dem jüngsten deutschen Vorschlag dagegen ergeben sich auf Grund der obigen Einzahlung als Quoten:

10% für den Reiseverkehr	2,830
12% für den Transferfonds	3,396
10,6% für die Reichsbank	3,000
67,4% für das Warenkonto	19,074
	28,3 Millionen.

Aus der Gegenüberstellung der beiden Schlüssel für die Verteilung der Clearingeinnahmen ergeben sich heute noch die folgenden Differenzen:

a) *Reiseverkehr.*

Nach der schweizerischen Auffassung, wie sie sich auch in den Instruktionen des Bundesrates niedergeschlagen hat, soll eine Mindestquote von 3 Millionen Franken monatlich für den Reiseverkehr in dem Sinne «privilegiert» behandelt werden, dass sie als feste Quote vorweg genommen wird. Die Schlüsselung

nach Prozentsätzen zugunsten der übrigen Clearingpartner soll nach dieser Auffassung erst nach dem Abzug der Reiseverkehrsquote eintreten. Die deutsche Delegation will diese Privilegierung des Reiseverkehrs nicht mehr anerkennen. Sie hat jedoch in ihren aufeinanderfolgenden Vorschlägen die Dotierung des Reiseverkehrs allmählich von 6% auf 10% der Gesamteinnahmen verbessert und die ursprüngliche Begrenzung auf eine Höchstsumme von 1,2 Millionen Franken fallen gelassen. Die Schwierigkeiten einer Verständigung mit Bezug auf die künftige Stellung des Reiseverkehrs im deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr scheinen deshalb nicht mehr so sehr in der Höhe der für Reisezwecke ausgesetzten Summe als vielmehr in deren privilegierter Behandlung im System der Schlüsselung zu liegen.

b) *Transferfonds.*

Auch hier zeigt der neueste deutsche Vorschlag eine bessere Quote und ebenso ist die in früheren deutschen Stellungnahmen geforderte maximale Dotierung mit 1,8 Millionen Franken weggefallen. Es ist klar, dass die von der Schweiz verlangte Vorwegbedienung des Reiseverkehrs die Prozentsätze der übrigen Beteiligten beeinflussen muss. Wenn zwischen der schweizerischen (15%) und der deutschen Forderung (12%) mit Bezug auf den Transferfonds scheinbar noch eine Differenz von 3% besteht, so ist dieses Bild deshalb trügerisch, weil die Berechnungsgrundlagen verschiedene sind. Es fehlen nach deutschem Vorschlag dem Transferfonds bei 28,3 Millionen Franken Clearingeinzahlungen noch 400 000 Franken monatlich, um auf die als absolut notwendig erachtete Quote von 15% zu kommen. Die Anspannung zwischen Einnahmen und Auszahlungen wird im Transferfonds um so grösser, als jetzt im Vergleich zur ersten Verhandlungsetappe mit geringeren Clearingeinzahlungen gerechnet wird.

c) *Reichsbankquote.*

Die Annäherung der Prozentsätze:

schweizerische Forderung 10%
deutscher Vorschlag 10,6%

ist eine stark nur äusserliche. Der wirkliche Inhalt der beiden Dotierungen liegt deshalb noch recht weit auseinander, weil die Deutschen ihre 10,6% von der Gesamtsumme der Clearingeinzahlungen (28,3 Mill. Fr.), wir dagegen die von uns geforderte Reichsbankquote von 10% nach Abzug des Reiseverkehrs (d.h. von 25,3 Mill. Fr.) berechnen.

Die Reichsbankquote ist die einzige Quelle, aus welcher die notwendigen Beträge für eine den schweizerischen Forderungen entsprechende Dotierung des Reiseverkehrs und des Transferfonds fliessen können. Es war deshalb auch in der zweiten Verhandlungsetappe gegeben, dass die schweizerische Delegation jede Gelegenheit zu Angriffen auf die Reichsbankspitze nutzte und der deutschen Delegation klar zu machen versuchte, dass 10% Reichsbankquote nach schweizerischem Rechnungsschema das Maximum dessen sei, was nach der neuen Clearinglage gerechtfertigt und zugestanden werden könne.

d) *Warenkonto inkl. Nebenkosten.*

Über die in der Schlüsselung der Clearingeinnahmen für den Warenverkehr vorgesehene Dotierung bestehen zwischen der schweizerischen und deutschen Auffassung keine wesentlichen Differenzen mehr. Die Meinungen gehen nicht

über die Höhe der dem Waren- und Nebenkostenkonto zufallenden Beträge auseinander, wohl aber über deren Verwendung.

Zusammenfassend muss festgestellt werden, dass die noch offenen Differenzen mit Bezug auf die Schlüsselung einmal in der grundsätzlichen Frage der Vorwegbedienung des Reiseverkehrs mit einer festen Quote und weiter in der nach unserer Auffassung immer noch ungenügenden Dotierung des Reiseverkehrs und des Transferfonds, sowie in der von den Deutschen geforderten übergrossen Zuteilung an die Reichsbank liegen.

2. *Pauschalwertgrenzen.*

Die ursprünglich von deutscher Seite in extremer Weise vertretene Forderung nach freier Warenwahl ist bereits Ende April etwas gemildert worden. In ihrem jüngsten Vorschlag fordert jedoch die deutsche Delegation immer noch eine Pauschalwertgrenze von 1,5 Millionen Franken monatlich. Ihr gegenüber vertrat die schweizerische Delegation den Standpunkt, dass eine freie Warenwahl in solchem Umfang unmöglich zugestanden werden könne. Sie macht den Vorschlag,

a) die bisher bestandenen Globalwertgrenzen – trotz des Abbaus aller übrigen Wertgrenzen im Interesse der Clearingsanierung – auf der alten Höhe zu belassen;

b) sie durch Einsparungen an andern Stellen des Warenverkehrs und auf dem Nebenkostenkonto um 100-200 000 Franken zu erhöhen,

c) im übrigen eine Vermehrung der Pauschalwertgrenzen und damit eine freiere Warenwahl auf deutscher Seite von der Besserung der Clearingeinzahlungen abhängig zu machen.

Dem immer wieder gehörten deutschen Vorbringen, dass auch aus der Pauschalwertgrenze Waren schweizerischen Ursprungs gekauft würden, steht die schweizerische Sorge um die gekürzten Exportpositionen (beispielsweise der Textilindustrie) sowie das grosse volkswirtschaftliche Bedenken gegen tiefgreifende Wandlungen in der schweizerischen Exportproduktion als Folge einer veränderten und voraussichtlich nur kurzfristigen deutschen Nachfrage gegenüber. Die schweizerische Delegation ist der Überzeugung, dass jedes weitgehende Entgegenkommen gegenüber der deutschen Forderung nach einer hohen Pauschalwertgrenze gefährlich ist; sie sieht in der Koppelung dieser Wertgrenzenerhöhung mit gebesserten Clearingeinzahlungen zugleich ein wertvolles Mittel, die Deutschen an ihrer eigenen Exportförderung lebhaft und dauernd zu interessieren.

3. *Berechnungsgrundlagen.*

Wir haben bereits im ersten Verhandlungsbericht die deutschen Bedenken gegen jede neue Verschuldung im Verrechnungsverkehr dargelegt. Die sukzessive Herabsetzung der zu erwartenden und allen Berechnungen zugrunde gelegten künftigen monatlichen Clearingeinzahlungen von ursprünglich 31,3 auf nun 28,3 Millionen Franken, erwies sich als nicht genügend, um die deutsche Besorgnis vor einer fortschreitenden Vermehrung der Rückstände zu beschwichtigen. Die deutsche Delegation machte aus dem Grundsatz, dass die Auszahlungen im Clearing an alle Beteiligten nach Massgabe der während eines voraufgehenden Zeitabschnittes tatsächlich erzielten Einnahmen zu erfolgen

habe, eine ihrer Hauptforderungen. Wir glaubten ihr entsprechen zu können, da auch die Schweiz in Anbetracht der Unsicherheit der Zeitläufe kein Interesse an bloss geschätzten Berechnungsgrundlagen hat, die unter Umständen schon bald durch die Wirklichkeit überholt werden können. Dies ist umso mehr der Fall, als der Stossfänger unbedenklicher Rückständevermehrung durch das auch nach schweizerischer Auffassung gefährliche Ansteigen der Rückstände in den letzten Monaten weggefallen ist. Wenn die schweizerische Delegation in Wahrung eigener Interessen und in ihrem Entgegenkommen auf die von den Deutschen an erster Stelle gerückte Forderung des Abstellens auf die tatsächlichen Clearingeinzahlungen eingetreten ist, so geschah dies mit dem Vorbehalt, dass nicht schon jede geringfügige und vielleicht nur vorübergehende Rückstandsbildung zu Wertgrenzkorrekturen führen soll.

Durch die Anerkennung der Berechnungsgrundlage von 28,3 Millionen Franken, d.h. des Durchschnitts der in den schlechten Monaten Januar-April 1939 in der Schweiz erreichten Clearingeinzahlungen dürfte es auch der deutschen Delegation möglich geworden sein, die schweizerische Auffassung zu teilen, wonach die Abtragung der bestehenden Rückstände im Verrechnungsverkehr eine Funktion der zu erwartenden höheren Clearingeinzahlungen sein soll.

Die Unterbrechung der Verhandlungen erfolgte, trotz aller Beachtung der noch bestehenden grundsätzlichen und zahlenmässigen Differenzen, in freundschaftlichem Geiste. Die schweiz. Delegation hat als letzte ihre Stellungnahme dargelegt, sodass sie nun von deutscher Seite eine Äusserung erwarten darf. Die Wiederaufnahme der Verhandlungen ist für die Zeit nach Pfingsten in Bern vorgesehen[3].»

Antragsgemäss wird von obigem Bericht in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

---

3. *Cf. les procès-verbaux des séances du Conseil fédéral des 23 et 28 juin 1939 (non reproduits); cf. aussi N^os 115 et 116.*

92

E 6100 (A) 15/809

Le Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter, au Chef du Département politique, G. Motta

Copie
L F.1.7.2

Berne, 26 mai 1939

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 24 mars par laquelle vous nous demandiez notre avis au sujet de la demande de l'association suisse des banquiers, soutenue par Mr. L.F. Meyer, conseiller national,

d'entreprendre les démarches diplomatiques et en cas d'insuccès, d'avoir recours à l'arbitrage afin de faire respecter par les débiteurs allemands la clause-or stipulée dans les obligations dont sont porteurs des créanciers suisses [1].

Nous avons attendu pour vous répondre de voir quelle serait l'évolution des rapports internationaux car nous sommes d'accord avec vous qu'en cette affaire les considérations politiques l'emportent sur les arguments juridiques.

En fait, la situation se présenterait probablement ainsi:

Les démarches diplomatiques faites par la Suisse auprès du gouvernement allemand seraient vouées à l'insuccès complet. Nous ne croyons pas que l'on puisse avoir des doutes sur l'issue d'une démarche de ce genre. Nous ne devons donc envisager une intervention que si nous sommes résolus à mener l'affaire jusqu'au bout. Il serait tout à fait maladroit de faire une démarche et de renoncer à poursuivre l'affaire par suite du refus opposé par le gouvernement allemand. Reste donc l'arbitrage.

En temps normaux, nous n'hésiterions pas à nous prononcer pour le recours à l'arbitrage prévu par le traité germano-suisse [2], ne serait-ce que par respect du droit. Cependant, nous ne croyons pas, actuellement, bien que la situation internationale paraisse momentanément un peu moins tendue, qu'il soit opportun d'engager la procédure arbitrale.

Le succès d'abord ne paraît pas certain, du moins pour les obligations dont la loi applicable au contrat est la loi allemande. Il n'est pas exclu que le tribunal arbitral déclare ces contrats soumis aux prescriptions quelque peu spéciales, il est vrai, du droit allemand. Il serait extrêmement fâcheux de mettre en branle toute la procédure arbitrale, ce qui ne manquerait pas de compliquer nos relations avec l'Allemagne, pour être débouté, car les avis sont extrêmement partagés sur le respect de la clause-or. N'oublions pas que plusieurs pays ont édicté des prescriptions abrogeant les clauses-or et que dans d'autres la clause-or n'est pas reconnue comme valable par la jurisprudence, même en l'absence de toute prescription expresse de la loi.

Le succès de l'arbitrage nous paraît plus redoutable encore que l'échec. Car un des effets certains du succès sera d'envenimer nos relations avec l'Allemagne. Ce qui est en revanche beaucoup moins sûr c'est que le gain du procès profite aux créanciers. Le Reich dispose de tant de variétés de marks qu'il lui est facile de faire en sorte que finalement les créanciers toucheront moins en francs suisses que s'ils n'avaient pas demandé l'application de la clause-or. L'Allemagne qui a édicté des prescriptions spéciales annulant la clause-or et réduisant ainsi sa dette extérieure n'est sûrement pas disposée à faciliter l'application d'un jugement qui ne reconnaîtrait pas la validité de ses lois.

---

1. *Dans sa lettre (non reproduite) du 24 mars 1939, Motta explique que les difficultés résultent d'une loi allemande du 26 juin 1936, stipulant que* wenn eine im Ausland aufgenommene, in Wertpapieren verbriefte, Anleihe auf eine ausländische Währung – unbeschadet ob mit oder ohne Goldklausel – laute, im Falle einer Abwertung dieser Währung für den Umfang der Zahlungsverpflichtung des Schuldners die abgewertete Währung massgebend sei.

2. *Il s'agit du traité du 3 décembre 1921. Cf. RO, 1922, vol. 38, pp. 349ss. Cf. aussi DDS, vol. 8, Table méthodique, Allemagne II.2.4. Le traité d'arbitrage.*

Et les conséquences éventuelles d'un succès? Il n'est pas exclu que l'Allemagne réponde simplement par un: «non possumus». Que faire alors? Nous incliner? Des représailles? Nous ne pourrions que faire triste figure.

Aussi bien le droit strict que l'équité parlent en faveur de l'intervention. Mais comme nous ne croyons pas que celle-ci aboutisse à des résultats pratiques avantageux pour les créanciers, nous pensons que les arguments d'ordre politique l'emportent sur ceux d'ordre juridique et financier et nous nous en remettons à votre libre appréciation.

93

E 2200 Washington 16/1

Le Ministre de Suisse à Washington, M. Peter,
au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, C. Hull

Copie
N C 1-3

[Washington], May 26th, 1939

On behalf of my Government regarding the mission of Dr. Felix *Somary* and Mr. Ernest *Liechti*, I have the honor to inform you that the Federal Council of Switzerland is contemplating the conclusion of «option contracts» lasting several years, with American leading firms, for the purchase of foodstuff and raw materials of which the specification and quantities are listed in the attached document [1], and, furthermore, the conclusion of «charter contracts» for vessels, also with an option for several years [2].

All these agreements are framed in binding terms, without any qualification for all possible events, including an international conflict, as they are especially framed for these eventualities. The Government of Switzerland desires particularly to bring to the knowledge of the American Government these plans before entering into negotiations with the firms concerned.

Because of her location in Central Europe, without access to the sea, because of her highly developed national economy and of her free trade traditions opposed to any autarchy tendencies, Switzerland depends on world economy more than any other country. Swiss foreign trade exceeds per capita that of any other nation. With not much more than 4 million inhabitants in a small area, Switzerland has nearly the same value of exports as the great Russian empire with 160 million inhabitants. Switzerland must import raw materials and foodstuff and export mainly manufactured goods. Switzerland is, therefore, disturbed more than any other country by international troubles. Considering the

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. N° 88.*

eventuality of troubles in our times, it is feared that the traffic with the countries East of Switzerland and in the Mediterranean Sea could be entirely interrupted, and so, Switzerland would be deprived of her normal supplies. Therefore, the only possible way of replacing these imports would be an extension of the trade with the United States. Mention should be made that Switzerland would limit the proposed contracts with concerns in the United States to foodstuff and raw materials, excluding war materials. Besides, Switzerland would guarantee not to re-export any of these imported goods to belligerent countries.

The Swiss Government is asking the Government of the United States whether it would have any objections to the negotiations of such options contracts[3]. The contracts are to be made on a cash and not a credit basis. It is to be noticed that Switzerland has no financial engagements with the United States, has never failed in her obligations and has repaid all the loans issued in the United States or in other countries.

Switzerland is prepared to send copies of all these agreements to the State Department.

Switzerland is also compelled to make option contracts for vessels. So far, the negotiations with other great Powers on that line have not been successful, because they all declared they would need all their vessels themselves. Switzerland must, therefore, have the possibility to obtain also American tonnage, especially for the transportation of American goods. Eventual option contracts for vessels, which would likewise be on a cash and not a credit basis, would also be brought to the knowledge of the State Department.

Switzerland has good reasons to believe that ports would be especially placed at her disposal by her neighbours for her foreign trade[4]. From these ports, the goods would be transported to Switzerland with Swiss railroad material. The supply of these goods is of vital interest for the Swiss people and for maintaining the national economy of Switzerland. The Government of Switzerland has, therefore, a high interest to know the attitude of the American Government concerning the fulfilment of these proposed contracts. It is indeed exceedingly important for Switzerland to know in advance that if some difficulties should arise which would endanger in any way the fulfilment of the contracts, the Swiss Government could be assured that the American Government would in so far as possible endeavor to render assistance in overcoming these difficulties[5], so that Switzerland could obtain from the United States the commodities necessary for her existence[6].

---

3. *Cf. N° 93.*
4. *Cf. N°s 82, 83, 84 et 88.*
5. *Cf. N° 88.*
6. *Cf. N° 104.*

94

E 2200 Washington 16/1

Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, C. Hull, au Ministre de Suisse à Washington, M. Peter

N *[Washington]*, May 27th, 1939

Most sympathetic consideration has been given to your note of May 26, 1939[1] transmitting information regarding arrangements contemplated by the Federal Council of Switzerland for securing certain supplies from the United States.

I have noted your statement of the desire of the Federal Council of Switzerland to negotiate option contracts with American concerns for the supply of certain foodstuffs and raw materials to Switzerland in the event of a general European conflict. You inquire as to whether there would be any objection on the part of this Government to the negotiation of such contracts, and I am glad to be able to state that so far as this Department is aware there would be no objection, provided, of course, that the proposed transactions would not be in conflict with the rules and principles of international law or statutoty enactments, regulations, or treaty obligations of this Government.

I have noted also your statement that the Government of Switzerland would likewise desire to negotiate option contracts to charter certain American vessels in the event of a general European conflict. You also inquire if there would be any objection on the part of the American Government to such contracts, and, again, I can assure you that so far as this Department is aware there would be no objection, provided that the contractual obligations assumed by the American concerns, and the actual carrying out of the plan, would not conflict with the rules and principles of international law, or statutory enactments, regulations, or treaty obligations of the United States.

I need not assure you that in the future as in the past, both the Government and the people of the United States will have the steady desire to maintain the friendliest and fullest possible commercial relations with the Government and people of Switzerland. This desire, I am confident, will be present under all circumstances. The action that this Government, however, may be compelled to take under any future sets of circumstances cannot be determined in advance and would have to fall within the rules of international law and the course of domestic legislation.

---

1. *Cf. N° 93.*

95

E 2001 (D) 9/1

Rapport du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

Copie
RP+C RU

Berne, 3 juin 1939

REPRISE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LA RUSSIE[1]

I. Aspect économique[2].

En 1919, puis, à la suite de l'affaire Vorovsky, en 1923, la Suisse et l'U.R.S.S. ont pris l'une contre l'autre des mesures de boycott économique, mais ces mesures ont été rapportées en application de la déclaration commune du Ministre de Suisse et de l'Ambassadeur de l'U.R.S.S. à Berlin. Depuis douze ans, les relations commerciales ont donc été rétablies entre les deux Etats. Bien que basées sur le système des compensations ou le monopole du commerce extérieur en U.R.S.S., elles se soldent chaque année par une balance commerciale fortement active en faveur de l'U.R.S.S..

	1934	*1936*	*1938*
Importations russes (céréales, benzine, huiles minérales, platine, bois, etc.)	10,4	11,3	29,0
Exportations suisses (horlogerie, machines, produits chimiques, etc.)	5,8	6,9	10,1

Les échanges entre les deux pays pourraient-ils être fortement activés par une reprise des relations diplomatiques? Les experts répondent négativement, car les échanges commerciaux ne sont pas affaire de bon vouloir réciproque, mais de besoins économiques. Une mission diplomatique – ou même commerciale – ne saurait influencer la capacité d'absorption d'un Etat. Or la capacité d'absorption de la Russie est très faible: malgré ses 166 millions d'habitants, le total de ses importations n'atteint pas la moitié des importations totales de la Suisse.

---

1. *Le 17 mai, la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers avait soumis à l'approbation du Département de l'Economie publique, avant publication, un texte du professeur Fritz Marbach intitulé* Der Handel der Schweiz mit Russland: Bericht über das handelspolitische Verhältnis zu Russland und über die handelspolitische Bedeutung der *de jure* Anerkennung der USSR. *Le 2 juin, le Secrétaire général du DEP, E. Péquignot, présenta au Chef du Département un rapport par lequel, sans s'opposer à cette publication, il suggérait plusieurs modifications* (E 7800 1/33).
2. *Cf. N° 53.*

Importations suisses en 1937: Fr.s. 2 238 500 000.—
Importations russes en 1937: Fr.s. 1 099 829 100.—
(Rouble à 0,82 – 1 341 255 000).

En 1937, à l'apogée du «Front populaire», la France, alliée de l'U.R.S.S., lui a vendu pour R. 28,3 millions de marchandises, soit Fr.s. 22,2 millions (à la Suisse: 245,3 millions).

Ces chiffres montrent que, même si l'établissement de relations politiques meilleures avec l'U.R.S.S. favorise dans une certaine mesure les échanges commerciaux entre les deux pays, cela ne peut être dans une proportion susceptible d'influer sérieusement sur le volume de nos exportations (en 1937: 1286,1 million). Ils permettent de juger la valeur du sophisme politique qui tend à représenter la reprise de relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. comme un moyen efficace de mettre fin au chômage.

II. Aspect politique.

La révolution de 1917 et le régime bolchéviste en Russie ont coûté fort cher à la Suisse. Les dommages enregistrés par la «Secrusse», auxquels le Conseil fédéral s'est engagé à songer lorsqu'il envisagerait de reprendre des relations normales avec la Russie, atteignent près d'un milliard et demi de francs suisses (1 476 700 000), auxquels s'ajoutent Fr.s. 3,5 millions d'avances consenties par la Confédération pour venir en aide aux victimes suisses de la révolution. Six mille compatriotes ont dû être rapatriés. Il en reste encore un millier en Russie (dont 560 doubles nationaux), 250 d'entre eux ne subsistent que grâce aux secours que nous leur envoyons. Comme aucun Etat n'a jamais pu obtenir la moindre indemnité de la Russie pour les pertes de révolution, tout espoir de les récupérer, en si faible partie que ce soit, doit aujourd'hui être abandonné.

Ce ne sont d'ailleurs pas ces pertes, si lourdes soient-elles, ni même les actes contraires au droit des gens commis à notre préjudice, tels que le pillage de notre Légation à Pétrograd et l'assassinat de notre chancelier, qui ont causé la rupture entre la Suisse et l'U.R.S.S.. Cette rupture a pour cause l'activité révolutionnaire déployée, au moment de la grève générale de 1918, par les agents diplomatiques, non officiellement reconnus, mais bénéficiant néanmoins des immunités accordées aux représentants étrangers, que le Gouvernement de l'U.R.S.S. avait envoyés à Berne pour y négocier l'établissement de relations normales entre les deux Etats.

La Suisse désire entretenir des relations amicales avec tous les pays. Sa politique de stricte neutralité le lui recommande. S'il est manifestement exagéré de dire, comme l'a fait M. Humbert-Droz dans sa question du 24 mars[3], que «le refus de rétablir avec l'Union soviétique des relations diplomatiques normales enlève à notre politique extérieure son caractère de stricte neutralité», il n'est pas contestable qu'il y aurait avantage à pouvoir mettre de côté un différend qui date de vingt ans. Pour pouvoir le faire, il faudrait, pourtant, que les motifs de la rupture de 1918 appartiennent vraiment au passé et qu'il y eût quelque cer-

3. *Cf.* E 1001 1/EPD 1.I – 30.VI 1939, E 1004.1 1/384, *N° 839 et* E 2001 (D) 9/1. *Cf. aussi N° 74, note 3.*

titude que le Gouvernement soviétique ne cherchera plus à intervenir dans notre politique intérieure par les méthodes qui ont obligé le Conseil fédéral à expulser la mission Bersine. Cette certitude est malheureusement loin d'exister.

Le congrès tenu, ce printemps, à Moscou par le parti communiste russe a démontré à nouveau les étroits rapports existant entre le Gouvernement soviétique et la IIIe Internationale. Il y a été affirmé que l'U.R.S.S. ne renonçait nullement à poursuivre ses plans de révolution mondiale. Son action sur le parti communiste suisse n'est pas contestable. Il n'a donc pas cesse d'intervenir dans notre politique intérieure. L'assassinat sur notre territoire d'un agent bolchéviste par la Guépéou date de 1937[4]. L'affaire vient à peine de se terminer par la condamnation de comparses. Est-ce réellement le moment d'admettre au bénéfice des immunités diplomatiques des agents soviétiques qui ne pourraient, sans renier le programme de leur Gouvernement, rester complètement à l'écart d'agissements contre lesquels nous devons lutter? Une réconciliation faite dans ces conditions ne porte-t-elle pas en elle-même le germe d'une nouvelle rupture, qui aurait des inconvénients beaucoup plus graves que le statu quo?

Si la présence d'une mission diplomatique soviétique à Berne n'aurait, en pratique, que des inconvénients pour la Suisse, l'envoi d'une mission diplomatique suisse à Moscou n'aurait guère d'utilité. Les intérêts qu'elle aurait à défendre seraient extrêmement restreints. Elle n'y réussirait même pas, car la situation faite au corps diplomatique en Russie ne lui concède que fort peu de moyens et d'information. L'échange de Légation entre Berne et Moscou n'aurait, en définitive, pour nous que la valeur d'un geste consacrant la réconciliation. Ce serait, à tous points de vue, un geste extrêmement coûteux.

Un tel geste prêterait, en outre, en Allemagne et en Italie, à de fausses interprétations. Au moment où la France et la Grande-Bretagne concluent une alliance défensive avec l'U.R.S.S., il serait extrêmement difficile de persuader nos voisins que la reprise des relations diplomatiques entre la Suisse et l'U.R.S.S. n'a aucun lien avec la politique des grandes Puissances et ferait naître des doutes sur notre volonté inébranlable de neutralité. En Suisse même, quelques fanatiques n'en seraient pas fâchés. Les journaux de M. Nicole, d'ailleurs parfaitement conséquent avec lui-même, le montrent clairement. Mais la position qu'ils prennent – et qui n'échappe pas à l'étranger – accentue le risque d'une interprétation inexacte et dangereuse d'une liquidation du différend russo-suisse. A cet égard déjà, la sagesse commande de remettre cette liquidation à un moment plus favorable.

La question de savoir si cette liquidation pourrait être préparée est assez délicate. En matière de réconciliation, les demi-mesures ne sont guère à recommander; elles peuvent faire plus de mal que de bien. Si l'on n'est pas décidé à aller jusqu'au bout, mieux vaut rester sur la réserve. Cela n'empêche pas de chercher à éliminer toute tension. A cet égard, le nécessaire a été fait de part et d'autre. Dans l'ordre économique, des délégations commerciales suisses et soviétiques se rencontrent chaque fois que cela est nécessaire. Dans l'ordre

---

4. *Ignace Reiss, agent de l'Internationale communiste rallié au mouvement dirigé par Léon Trotsky, a été assassiné à Chamblandes (commune de Pully). Cf. l'annexe au N° 126 ainsi que* E 2001 (D) 1/20 *et* E 2001 (D) 3/36.

diplomatique, nos agents ont pour instructions de ne pas faire grise mine à leurs collègues soviétiques: sans les rechercher, ils ont avec eux des relations correctes. Sur le terrain de la Société des Nations, nous réglons avec obligeance tout ce qui concerne la venue et le séjour en Suisse des délégués de l'U.R.S.S.. Aucun heurt ne s'est jamais produit. Du côté soviétique, l'attitude relativement conciliante et les paroles aimables de M. Litvinoff dans l'affaire de la neutralité suisse marquent la même volonté de ne pas aggraver la tension. Il est clair que, sauf incident, nous continuerons dans cette voie. Elle conduit plus sûrement au but que celle qui consiste à ameuter périodiquement l'opinion au sujet des relations entre la Suisse et l'U.R.S.S..

Une étape pourrait être marquée par l'établissement de communications directes entre le Département politique et le Commissariat des Affaires étrangères à Moscou, chaque fois que cela est nécessaire et notamment pour ce qui concerne la gestion des conventions collectives auxquelles la Suisse et l'U.R.S.S. participent. Ces communications directes seraient une simplification et n'auraient aucun inconvénient pratique. Pour éviter une possible rebuffade et des interprétations tendancieuses, il serait préférable de présenter cette méthode plus normale comme une simplification plutôt que comme une étape vers la reprise des relations diplomatiques.

96

E 2200 Paris 12/38

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Directeur de la Division du Commerce du Département
de l'Economie publique, J. Hotz

Copie
L Verbesserung der schweiz.-französischen Wirtschaftsbeziehungen

Paris, 5. Juni 1939

Lieber Herr Doktor,

Wie Sie wissen, habe ich durch das hiesige Propagandakomitee, die schweizerische Handelskammer in Paris und die schweizerischen Konsulate in Frankreich schon seit Wochen in der französischen Presse ein «Trommelfeuer» organisiert und durchgeführt zwecks Vorbereitung eines ernsthaften und intensiven Vorstosses zur Verbesserung unserer Handelsbeziehungen mit Frankreich [1]. Ich habe letzte Woche von der Handelsabteilung auch das vollständige Material erhalten, das mir dazu notwendig erscheint.

Im gleichen Augenblick lese ich aber in schweizerischen Zeitungen mit einiger Überraschung, dass der Bundesrat den französischen Handelsminister

1. *Cf. N^os 73, 77 et 88.*

Gentin auf den 19. Juni zu einem offiziellen Besuch nach Bern eingeladen hat. Es erscheint mir nun als kaum angängig, dass ich unmittelbar vor diesem Besuch bei Herrn Gentin den beabsichtigten Angriff, eventuell mit Drohung der Kündigung der Handelsvertrages, unternehme. Man kann doch nicht wohl einen französischen Handelsminister sehr stark unter Druck setzen im Moment, da man ihn offiziell zu einem Besuche bei der eigenen Regierung einlädt. Bei dieser Sachlage ist es wohl besser, wenn die Attacke direkt von den Mitgliedern des Bundesrates und namentlich vom Chef des Volkswirtschaftsdepartements aus bei Herrn Gentin geritten wird. Allerdings setzt dies eine sorgfältige Vorbereitung voraus. Ich brauche kaum zu betonen, dass die zukünftigen Schritte der Gesandtschaft zur vollständigen Ergebnislosigkeit verurteilt würden, wenn Herr Gentin in Bern den Eindruck bekäme, der Bundesrat messe diesem Problem eigentlich keine sehr grosse Bedeutung bei und es handle sich nur um den «bösen und unangenehmen» schweizerischen Gesandten in Paris. Sie wissen, dass seit langem der französische Botschafter und namentlich sein Handelsattaché die hiesigen massgebenden Kreise in dieser Richtung orientieren. Diese Kreise, namentlich der Sohn des Botschafters, sind unseres Pressefeldzuges wegen ausserordentlich nervös geworden. Der Gedanke ist ziemlich naheliegend, dass von ihnen aus dieser Besuch des Herrn Gentin in Bern angetrieben wurde, um auf diese Weise den vorgesehenen Angriff der Gesandtschaft nicht unelegant zu parieren.

Ich muss es Ihnen überlassen, ob Sie diesen Brief Herrn Bundesrat Obrecht vorlegen wollen. Jedenfalls interessiert es mich sehr zu vernehmen, wie das Departement die Angelegenheit beurteilt[2].

ANNEXE

E 2200 Paris 12/38

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki, au Directeur du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, H. Homberger

Copie
L Persönlich und vertraulich. Paris, 6. Juni 1939

Mein lieber Herr Doktor und Freund,

Sie werden etwas verwundert sein, von mir heute einen persönlichen und vertraulichen Brief zu erhalten, der aber keineswegs persönliche Punkte betrifft. Es handelt sich um folgendes:

Ganz selbstverständlich habe ich zu Beginn meiner hiesigen Mission einen gewissen Ehrgeiz dahin gesetzt, den Absatz schweizerischer Waren in Frankreich zu verbessern. In aufreibender Kleinarbeit mussten zahllose Einzelfragen behandelt werden und es war auch dieser oder jener Erfolg zu verbuchen. Einen gross angelegten Plan zu einer wesentlichen Änderung hatte ich längst, konnte aber nie losschlagen, weil die aussenpolitischen Verhältnisse und die damit zusammenhängenden Fragen alles andere dominierten. Als vor einigen Wochen eine gewisse Entspannung eintrat, habe ich zunächst durch unser hiesiges Propagandakomitee und durch die Handelskammer

2. *Cf. N° 102.*

das «Trommelfeuer» in der ganzen französischen Presse losgelassen, um den eigentlichen Angriff vorzubereiten. Fast auf den Tag genau, da ich meine Armatur beieinander hatte und beim Handelsminister und einer Reihe von befreundeten Parlamentariern losschlagen wollte, las ich zu meiner Überraschung in der Zeitung, dass nicht nur die Landesausstellung, sondern auch der Bundesrat den französischen Handelsminister zu einem offiziellen Besuch in der Schweiz eingeladen haben. Nach meinen Informationen sind dazu die Tage vom 18. bis 21. Juni vorgesehen. Am 21. Juni findet ein vom Bundesrat offeriertes Frühstück in Bern statt. Vorher will Herr Gentin Zürich und St. Gallen besuchen.

Nun wissen Sie ja, dass der französische Botschafter in Bern und namentlich sein Handelsattaché die hiesigen Stellen, wozu in erster Linie des Botschafters Sohn gehört, ständig dahin informieren, in der Schweiz sei man mit den Handelsbeziehungen zu Frankreich eigentlich sehr zufrieden und es sei immer nur der «böse» Stucki, der Krach schlage und persönliche Erfolge erringen wolle. Ich brauche Ihnen nicht zu sagen, wie verheerend es wäre, wenn Herr Gentin in der Schweiz diesen Eindruck gewinnen sollte. Alle zukünftigen Interventionen der Gesandtschaft wären sinn- und resultatlos und statt zu einer Verbesserung würden wir sehr rasch zu einer wesentlichen Verschlechterung unseres Absatzes in Frankreich gelangen. Ich habe aus diesem Grund meinem Nachfolger in Bern einen einlässlichen Brief geschrieben und dringend gebeten, die Zusammenkunft zwischen den Mitgliedern des Bundesrates und Herrn Gentin zu «organisieren» und insbesondere dafür zu sorgen, dass alle kompetenten Schweizerstellen übereinstimmend erklären, die gegenwärtige Situation könne nicht weiter ertragen werden und Frankreich müsse sich endlich namentlich in den Kontingentsfragen wesentlich grosszügiger zeigen. Ich hoffe sehr, dass eine wirklich sorgfältige Vorbereitungsarbeit geleistet wird und dass die Bundesräte dann auch fest zur Stange stehen. Eine Eingabe des Vorortes könnte in dieser Hinsicht vielleicht Wunder wirken[3]!

Was ich in Bern angeregt und vorbereitet habe, genügt aber nicht. Es scheint mir unbedingt notwendig zu sein, dass auch die Männer der schweizerischen Wirtschaft, mit denen Herr Gentin in Zürich und St. Gallen zusammentreffen wird, die gleiche Sprache führen und möglichst deutlich und bestimmt erklären, die schweizerische Wirtschaft sei mit den gegenwärtigen Verhältnissen durchaus unzufrieden und müsse auf eine Kündigung der Verträge dringen, wenn nicht bald eine wesentliche Verbesserung eintrete. Sie würden dem ohnehin umfangreichen handelspolitischen Lorbeerkranz, den Sie auf Ihrem Haupte tragen, neue Blätter beifügen, wenn Sie diese Geschichte mit der nötigen Vorsicht und Diskretion etwas organisieren und an die Hand nehmen wollten. Wie das zu machen ist, wissen Sie ja mindestens so gut wie ich. Von ausschlaggebender Bedeutung bei der ganzen Operation ist selbstverständlich, dass mein Name vollkommen aus dem Spiele bleiben muss.

Nur wenn in dieser Weise in Bern, Zürich und St. Gallen die Sache gehörig vorbereitet wird, kann der feine Plan der beiden «Alphands» zum Vorteil der schweizerischen Wirtschaft umschlagen. Dass diese nämlich den ganzen Besuch des Herrn Gentin in der Schweiz und namentlich in Bern inszeniert haben, um die Gesandtschaft zu umgehen und kalt zu stellen, kann ich aus bestimmten Anhaltspunkten als ganz sicher annehmen. Herr Gentin sollte die Überzeugung gewinnen, dass nur der schweizerische Gesandte in Paris, nicht aber der Bundesrat und die schweizerische Wirtschaft, unzufrieden sind und auf Verbesserung dringen. Wenn in der Schweiz geschickt gearbeitet wird, so kann der feine Plan eine wesentliche Verstärkung unserer Position zur Folge haben[4].

---

3. *Aucune intervention écrite de ce genre n'a été retrouvée.*
4. *Homberger répondra le 19 juin qu'il est entièrement d'accord,* einige «Minen» zu legen.

97

E 1004.1 1/386

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 juin 1939

1145. Vermittlung von Arbeitskräften nach Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 3. Juni 1939

I.

In einem Aide-Mémoire, das am 29. Dezember 1938 von der Deutschen Gesandtschaft dem Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit überreicht worden ist[1], wurde unter Hinweis auf den in Deutschland bestehenden grossen Bedarf an ausländischen Arbeitskräften die Frage aufgeworfen, ob die Möglichkeit bestünde, die in Deutschland fehlenden Arbeitskräfte für Landwirtschaft, Industrie, Gewerbe und Handel auch aus der Schweiz und Liechtenstein zu erhalten, und zur Erwägung gestellt, ob diese Frage nicht Gegenstand einer zwischenstaatlichen Vereinbarung bilden könnte.

II.

Die Anregung ist vom Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit nach allen Richtungen hin geprüft worden[2]. Die befragten führenden Arbeitgeberkreise empfehlen eine gewisse Zurückhaltung, glauben aber, dass eine in bescheidenem Rahmen sorgfältig vorgenommene Vermittlung solcher schweizerischer Stellensuchenden, die sich für eine Stelle in Deutschland interessieren, ohne allzu grosse Bedenken ermöglicht werden könnte. Diese Auffassung wird auch von den Arbeitsämtern vertreten. Von Seiten der Gewerkschaften wird eine noch weitergehende Zurückhaltung an den Tag gelegt; wenn sie auch eine auf völlig freiwilliger Basis vorzunehmende Vermittlung schweizerischer Arbeitskräfte im allgemeinen nicht grundsätzlich ablehnen, so mahnen sie doch zu äusserster Vorsicht. Alle erwähnten Kreise erachten es aber als logisch und zweckmässig, dass in erster Linie in der Schweiz ansässige arbeitssuchende deutsche Staatsangehörige zur Deckung des Bedarfes an Arbeitskräften in Deutschland angeboten werden sollten, sofern ihre Rückwanderung in die Heimat für sie nicht mit politischen Gefahren verbunden wäre. Die Gewerkschaften zeigen zwar auch in Bezug auf die Vermittlung Deutscher eine gewisse Zurückhaltung, im Gegensatz zu dem in der «Tagwacht» vom 20. April 1939 erschienenen Artikel.

III.

In Berücksichtigung der kurz dargelegten Auffassungen, die im grossen und ganzen der herrschenden Volksmeinung entsprechen dürften, wurde dieser

---

1. *Cf.* E 4300 (B) 2/1 *et* E 7110/1967/32/900 Deutschland (6) 1939.
2. *Cf. N° 3.*

heikle Fragenkomplex zwischen Vertretern der Abteilung für Auswärtiges, der Polizeiabteilung und des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit eingehend beraten. Die hiefür zugezogenen Sachverständigen sind zu folgenden Überlegungen und Schlüssen gelangt:

Der Abschluss eines Abkommens zwecks Zurverfügungstellung einer nach dem jeweiligen Bedarf in Deutschland sich richtenden, mehr oder weniger bestimmten Anzahl schweizerischer Arbeitskräfte, wie von der Deutschen Gesandtschaft angeregt wird, erscheint weder erwünscht noch angezeigt zu sein. Abgesehen von naheliegenden Erwägungen allgemeinen Charakters wäre es praktisch schwierig, sich auf eine bestimmte Zahl von Schweizerkräften festzulegen, die je nach Bedarf Deutschland zur Verfügung gestellt werden könnten, weil die Zahl der verfügbaren Arbeitskräfte in der Schweiz weitgehend vom saisonmässigen Bedarf abhängt und unvermeidlichen wirtschaftlichen Schwankungen unterworfen ist. Da jeglicher Zwang gegenüber schweizerischen Arbeitskräften unterbleiben müsste, könnte auch beim besten Willen nicht vorausbestimmt werden, wieviele der in einem noch unbestimmten Zeitpunkt allfällig verfügbaren Arbeitskräfte sich tatsächlich für eine Stelle in Deutschland interessieren würden.

Für die Vermittlung von schweizerischen Arbeitskräften nach Deutschland ist übrigens ein Abkommen keineswegs notwendig. Der seit einiger Zeit wachsende Bedarf an Arbeitskräften in Deutschland hat schon eine Anzahl von Schweizern der verschiedensten Berufe zur Stellenannahme in diesem Lande bewogen. Sowohl einzelne Arbeitsämter als auch das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit wurden und werden heute noch von einzelnen Mitbürgern angefragt, ob ihnen nicht eine Stelle in Deutschland vermittelt werden könnte. Soweit Schweizer aus freiwilligem Entschluss sich für eine Stelle in Deutschland interessieren, kann es der öffentliche Arbeitsnachweis kaum ablehnen, sie auf ihm allfällig bekannte geeignete Arbeitsmöglichkeiten in Deutschland aufmerksam zu machen. Allein, es liegt wohl im allgemeinen Interesse, dass jegliche Propaganda und persönliche Aufforderung unterbleibt.

Logischerweise sollte in erster Linie versucht werden, die stellensuchenden Deutschen in ihre Heimat zu vermitteln. Eventuell könnten nach Verständigung mit den deutschen Behörden auch Angehörige anderer Staaten in die Vermittlungsaktion einbezogen werden, sofern sie sich zur Annahme einer konkreten Arbeitsmöglichkeit in Deutschland bereit erklären würden.

Erfolgt eine Arbeitsvermittlung schweizerischer Arbeitsloser nach Deutschland oder nach andern Ländern, so hat diese einen rein freiwilligen Charakter, und es ist eine Ablehnung dieser Arbeit im Ausland auf keinen Fall als Verweigerung einer angemessenen Arbeit mit den in der Arbeitslosenversicherung vorgesehenen Folgen des Entzugs des Taggeldes zu betrachten.

Wohl darf aber für in der Schweiz ansässige, gegen Arbeitslosigkeit versicherte deutsche Arbeitslose eine in Deutschland zur Vermittlung angebotene Arbeit im Sinne der Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Beitragsleistung an die Arbeitslosenversicherung vom 17. Oktober 1924 und der Vollziehungsverordnung VI vom 19. Januar 1937[3] als angemessen und zumutbar

3. *RO, 1924, vol. 41, pp. 239-244, et RO, 1937, vol. 53, pp. 44ss.*

betrachtet werden, wenn diese Arbeit zu dem in Deutschland berufsüblichen Lohn und den berufsüblichen Bedingungen angeboten wird. Die Versetzbarkeit bei dieser ausserwohnörtlichen Arbeit wäre nicht nur für ledige, beziehungsweise nichtunterstützungspflichtige, sondern auch für verheiratete, beziehungsweise unterstützungspflichtige deutsche Arbeitslose zu bejahen. Ausnahmen in Bezug auf die Anwendung der versicherungsrechtlichen Sanktionen wären nur bei Vorliegen besonderer Umstände zulässig. Emigranten und politische Flüchtlinge kämen von vornherein für die Vermittlung nicht in Frage.

Die Organisation der Vermittlung wäre von den kantonalen Arbeitsämtern in Verbindung mit den in Frage kommenden deutschen Arbeitsämtern auf Grund von Richtlinien zu treffen, die vom Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit zu erlassen sind. Die Vermittlung einer angemessenen, zumutbaren Arbeit müsste individuellen Charakter haben, d.h. es müsste den Arbeitslosen eine nach Beruf, Arbeitsort und Arbeitsbedingungen näher spezifizierte Arbeit durch den schweizerischen Arbeitsnachweis offeriert werden, der in jedem Fall eine allfällige Verweigerung der Arbeitsannahme zuhanden der Kassenorgane gemäss Art. 28 und 29 der erwähnten Verordnung VI zu beurteilen hätte. Da die deutsche Volkswirtschaft, wie aus dem Aide-Mémoire vom 29. Dezember 1938 hervorgeht, einen grossen Bedarf an ausländischen Arbeitskräften hat, sollte die Vermittlung von deutschen Arbeitskräften, insbesonders solcher, die gegen Arbeitslosigkeit versichert und zur Zeit der Vermittlung arbeitslos sind, keine Schwierigkeiten bieten. Nach den bisherigen Wahrnehmungen scheint die Deutsche Gesandtschaft der Vermittlung von in der Schweiz ansässigen arbeitslosen Deutschen in ihre Heimat sympathisch gegenüberzustehen.

Auf Grund dieser Darlegungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Das unter Ziffer III in Aussicht genommene Vorgehen wird gebilligt;
2. Die praktische Verwirklichung dieses Vorgehens ist in geeigneter Form mit der deutschen Gesandtschaft zu besprechen und entsprechend den gegebenen Möglichkeiten vorzunehmen[4].

---

4. *Cf.* E 4300 (B) 2/1.

98

E 2001 (D) 2/7

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[1]

L 39-10-G-3-
ad.A.15.43J.o.
Interdiction de journaux
suisses en Italie.

Urgent et Confidentiel. Rome, 9 juin 1939

En me référant à mon dernier entretien téléphonique avec M. Rezzonico au sujet des fâcheuses mesures interdisant en Italie l'entrée et la vente du «Bund» et de la «Neue Zürcher Zeitung», j'ai l'honneur de vous confirmer que je n'ai cessé de rester en contact en cette matière avec le Ministre *Rocco*, Chef de service de la presse étrangère, qui, personnellement, a sans aucun doute fait preuve de la compréhension nécessaire mais qui, sans vouloir l'avouer, est certainement désarmé vis-à-vis des décisions venant de plus haut.

Ce matin, M. Rocco (que je n'avais pu atteindre, à mon regret, hier à la suite de votre télégramme d'avant-hier soir[2]), m'a fait savoir que le Ministre de la Culture populaire, M. Alfieri, venait de rapporter du Palais de Venise une nouvelle décision négative à la suite de ma nouvelle démarche formelle. M. Rocco ayant, au cours de notre dernier entretien, pris soigneusement note de tous les arguments, aussi politiques, que j'avais avancés à l'appui de ma nouvelle pressante demande, on ne pourra donc certes pas dire en haut lieu d'avoir ignoré les circonstances qui nous amènent, cette fois, à attacher un prix particulier à la levée d'une mesure d'interdiction d'entrée.

M. Rocco m'a dit qu'à son regret il ne pouvait rien ajouter à sa communication. En réponse à ma suggestion que le moment serait maintenant peut-être venu pour une entrevue directe avec le Comte Ciano, demandée d'urgence, M. Rocco m'a conseillé de surseoir pour l'instant à cette démarche, le second refus gouvernemental «étant trop récent». Je ne puis, d'autre part, vous dissimuler qu'en ce moment, où les arrivées de Missions et les défilés et revues de tout genre se succèdent, le Ministre des Affaires Etrangères n'est pas très facilement accessible.

En vue d'un entretien qui pourra avoir lieu la semaine prochaine, j'adresse donc au Comte Ciano la lettre que je porterai demain personnellement au Palais Chigi et dont vous trouverez le texte sous ce pli[3]. Tout en se présentant sous forme d'une lettre personnelle, cette communication tend à indiquer, une fois de plus, les raisons d'ordre politique que je prie le Ministre des Affaires

---

1. *Annotation de Motta en haut de la lettre:* Communiqué au C*[onseil]* féd*[éral]*, 12.6.39.
2. *Non reproduit.*
3. E 2200 Rom 23/17.

Etrangères d'exposer au Chef du Gouvernement pour le déterminer à révoquer des décisions en tous points regrettables.

Je déplore devoir ajouter qu'il devient de plus en plus difficile d'écarter l'impression que les mesures prises à l'égard de nos principaux organes de presse de la Suisse allemande ont été souhaitées à Berlin d'une manière qui peut avoir conduit les Ministres compétents de Rome à des engagements regrettables. Il est, en effet, assez probable que M. Alfieri, qui lui-même ne connaît absolument rien de notre presse, ait été à nouveau «travaillé» à Vienne par M. Goebbels.

D'autre part, on m'a dit à *titre confidentiel* que M. Mussolini est aujourd'hui d'une susceptibilité particulière en ce qui concerne les chapitres suivants:

1°) Comte et Comtesse Ciano;

2°) nouvelles quant à une influence de sa part relativement restreinte dans le cadre de l'axe, vis-à-vis de celle de son partenaire de Berlin;

3°) racontars quant à de prétendues dissensions entre le Gouvernement et la Maison royale.

Tout ce qui touche à ces sujets dans la presse (et c'est aujourd'hui tous les jours le cas dans les journaux français) provoquerait son violent courroux.

99

E 2001 (D) 2/204

Le Conseil fédéral aux gouvernements des Etats parties à la Convention de Genève

B.65.101.03. – SD.
L Berne, 10 juin 1939

Comme votre Excellence le sait, le réseau des stipulations conventionnelles qui constitue dans son ensemble le droit de la Croix-Rouge est encore loin de répondre aux besoins les plus pressants[1]. L'expérience a révélé des lacunes et mis en relief l'insuffisance de plus d'un texte. La grande œuvre humanitaire conçue par Henri Dunant a rendu et rendrait encore d'immenses services en temps de guerre. Mais son efficacité dépend, dans une large mesure, des moyens juridiques dont elle dispose pour agir. Plus ces moyens seront éprouvés, étendus, perfectionnés, plus il lui sera possible, malgré les moyens

1. *Cette circulaire est adressée par les Ministres de Suisse aux Ministres des Affaires étrangères dans les Etats où ils sont accrédités.*
Le 27 avril 1939, le Comité international de la Croix-Rouge propose au Conseil fédéral un Plan des activités humanitaires ayant été ou pouvant être exercées par la Suisse, en cas de guerre générale, dans le cadre de la neutralité active. *Cette proposition est discutée au cours de plusieurs séances. Cf.* E 2001 (D) 4/1 *et* E 27/19824.

modernes de destruction, de faire reculer les horreurs de la guerre ou du moins d'en atténuer les effets. Il est donc du devoir des membres de la communauté internationale de ne rien négliger pour mettre la Croix-Rouge en mesure d'exercer avec un succès toujours plus grand sa mission charitable sur le champ de bataille ou en tout autre lieu visité par la ruine et la mort. C'est bien dans ce sentiment que la XVI[e] Conférence internationale de la Croix-Rouge, réunie à Londres en juin 1938, avait adopté, à l'unanimité des délégations gouvernementales et des délégations des sociétés nationales, le vœu suivant:

«La XVI[e] Conférence internationale de la Croix-Rouge,

donnant suite à la proposition de sa Commission juridique,

exprime le vœu que la conférence chargée d'examiner les projets de convention actuellement à l'étude se réunisse dans le plus bref délai,

recommande aux gouvernements de répondre favorablement à l'invitation qui leur serait adressée par le gouvernement auquel sera confiée la tâche de convoquer la conférence,

invite le Comité international de la Croix-Rouge à entreprendre les démarches nécessaires afin d'assurer aussitôt que possible la réunion de ladite conférence.»

Ce vœu a été porté à la connaissance des Autorités fédérales par le Comité international de la Croix-Rouge. Le Gouvernement de la Confédération serait vivement désireux de réunir à Genève, dans un proche avenir, une conférence diplomatique appelée à compléter ou à améliorer le droit contractuel de la Croix-Rouge. Il y a d'ailleurs longtemps que, pour sa part, il nourrit ce désir.

On se souviendra que la conférence diplomatique d'où étaient sorties les deux conventions de 1929 avait adopté, dans son acte final, les deux vœux que voici:

«La Conférence émet le vœu que les pays participant aux Conventions de Genève se réunissent en conférence, dans un avenir rapproché, en vue de réglementer, avec toute l'ampleur nécessaire, l'emploi de l'aviation sanitaire en temps de guerre.»

«La Conférence, faisant siennes les résolutions unanimes de ses deux Commissions, exprime le vœu que des études approfondies soient entreprises en vue de la conclusion d'une convention internationale concernant la condition et la protection des civils de nationalité ennemie qui se trouvent sur le territoire d'un belligérant ou sur un territoire occupé par lui.»

Pour donner suite à ce double vœu, le Comité international de la Croix-Rouge avait élaboré deux avant-projets de convention relatifs, l'un, à l'emploi des aéronefs sanitaires en temps de guerre, l'autre, à la condition et à la protection des civils de nationalité ennemie qui se trouvent sur le territoire d'un belligérant ou sur un territoire occupé par lui. Ces avant-projets paraissaient si importants qu'ils auraient justifié, à eux seuls, la convocation d'une conférence internationale. Les sondages auxquels le Conseil fédéral avait procédé, en 1936, dans diverses capitales l'amenèrent cependant à surseoir, en raison de la situation générale, à toute réunion diplomatique.

On ne continua pas moins, dans les milieux de la Croix-Rouge, à se préoccuper d'améliorer le droit en vigueur. Depuis 1929, les événements de guerre qui s'étaient produits dans diverses régions du globe n'avaient fait d'ailleurs

que mettre en évidence la regrettable insuffisance des principes tutélaires de la Croix-Rouge. Ces principes devaient être non seulement étendus à de nouvelles zones, mais encore renforcés dans leurs effets là où leur empire n'était plus contesté. Il n'aurait plus suffi, en effet, d'ajouter, pour le compléter, une ou deux conventions à l'appareil de protection existant; le besoin se faisait également sentir de réviser les instruments de base comme la Convention de Genève du 27 juillet 1929 et la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, sur l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève.

C'est à cette tâche difficile et complexe que s'employa activement le Comité international de la Croix-Rouge. Conformément aux mandats qu'il avait reçus des conférences de la Croix-Rouge, il élabora, avec le concours d'experts qualifiés, toute une série de textes destinés à donner plus d'efficacité ou plus d'ampleur au droit existant. Sur l'activité qu'il a déployée à cet effet, on se reportera utilement au compte rendu de la XVI[e] Conférence internationale de la Croix-Rouge et, singulièrement, au rapport présenté en séance plénière par le président de la Commission juridique.

Les objets traités dans cet ordre d'idées par le Comité international sont au nombre de cinq; ils ont donné lieu chacun à un rapport spécial que nous avons fait imprimer et dont on trouvera le texte annexé à la présente communication. Il s'agit des matières suivantes:

1. Projet de révision de la Convention de Genève, du 27 juillet 1929;
2. Projet de révision de la X[e] Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, sur l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève;
3. Projet de convention sur l'aviation sanitaire;
4. Projet de convention sur la création de localités et zones sanitaires;
5. Projet de convention sur les civils de nationalité ennemie.

Pour ce qui est du projet sur les localités et zones sanitaires, il y a lieu de rappeler qu'il doit son origine à une résolution de la Conférence internationale de la Croix-Rouge réunie à Tokio en 1934. Un comité d'experts avait établi un premier texte en 1936. Lors de la Conférence internationale de la Croix-Rouge à Londres en 1938, le vœu avait été exprimé que la question fût examinée de plus près. C'est ce que fit un comité d'experts convoqué, en octobre de la même année, par le Comité international de la Croix-Rouge.

De même que le comité d'experts de 1936, le comité d'experts de 1938 ne s'arrêta pas à l'étude de «lieux de sécurité», dits «lieux de Genève», qui serviraient de refuges en temps de guerre à tout ou partie de la population civile; il limita son examen aux «localités et zones sanitaires», soit aux refuges destinés en premier lieu aux blessés et malades militaires. Il restait ainsi strictement dans le cadre des conventions de Genève.

Le Conseil fédéral n'aurait pu retenir sans autre, pour être renvoyées aux délibérations d'une conférence diplomatique à convoquer par ses soins, les cinq questions qui ont fait l'objet de rapports du Comité international de la Croix-Rouge. Il en est deux, en effet, qui relevaient, en tout premier lieu, de la compétence des Pays-Bas: la révision de la X[e] Convention de La Haye et le projet de convention sur les civils de nationalité ennemie, qui n'est qu'un élargissement d'un des chapitres de la IV[e] Convention de La Haye concernant les

lois et coutumes de la guerre sur terre. Il paraissait cependant désirable que la future conférence diplomatique traitât en même temps deux questions aussi connexes que l'application des principes de la Croix-Rouge à la guerre sur terre et l'application de ces mêmes principes à la guerre maritime. Consulté sur ce point, le Gouvernement des Pays-Bas nous fit très obligeamment savoir qu'il ne voyait pas d'objection à ce que, pour la raison susénoncée, le projet de révision de la X[e] Convention de La Haye fût inscrit à l'ordre du jour de la conférence à convoquer par la Suisse. Il fut d'ailleurs convenu d'une manière générale que les conférences convoquées par le Conseil fédéral pourraient porter désormais sans autre sur toutes les questions touchant spécifiquement à la Croix-Rouge, tandis que le Gouvernement de la Reine, en tant que gérant des conventions de La Haye, se réserverait les matières concernant plus spécialement le droit de la guerre et de la neutralité.

Quant au projet de convention sur les civils de nationalité ennemie, il se rattache sans aucun doute à ces dernières matières. Mais comme, de l'avis surtout du Comité international, cet objet ne laissait pas de présenter une certaine urgence, le Gouvernement néerlandais a accepté qu'il fût exceptionnellement compris parmi les questions à renvoyer à la prochaine conférence diplomatique qui s'ouvrirait à Genève.

L'ordre du jour initial de la conférence serait donc constitué par les cinq questions dont nous venons de parler et qui sont traitées dans les cinq rapports qu'on trouvera à l'annexe.

Le Conseil fédéral n'a pas encore pris de décision, en raison des circonstances, quant à la date même de la conférence. Il espère toutefois vivement être en mesure de lancer les convocations à bref délai. Il se borne, pour l'instant, à remettre les documents préliminaires aux gouvernements en les priant de consentir à charger leurs services compétents d'en entreprendre l'étude aussitôt que faire se pourra.

Eu égard à l'importance du but poursuivi, le gouvernement de la Confédération est d'ores et déjà certain que tous les Etats parties à la Convention de Genève répondront avec empressement, le moment venu, à l'invitation qui leur sera adressée, d'autant plus que, comme nous l'avons rappelé, la dernière Conférence internationale de la Croix-Rouge insistait, l'an dernier déjà, sur la nécessité de pousser activement l'étude des réformes jugées nécessaires.

Le Conseil fédéral publiera volontiers, en temps utile, un nouveau document contenant les observations que les gouvernements auraient à présenter au sujet des documents préliminaires préparés par les soins du Comité international de la Croix-Rouge. Il leur serait donc très obligé de bien vouloir lui faire connaître toutes les remarques et critiques qu'ils jugeraient utile de soumettre aux divers Etats avant l'ouverture de la conférence[2].

---

2. *La guerre rendra impossible la convocation de la conférence prévue...*

100

E 7110 1967/32/821 Italien/3/1939

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger

Copie
L BM Streng vertraulich
V. It. 842.0.
It. 821.
Italien.-Wirtschaftliche Lage.
Verhandlungen mit der Schweiz.

Bern, 10. Juni 1939

Wir sind Ihnen sehr dankbar für Ihren ausführlichen Bericht vom 22. vorigen Monats (Ref. Nr. 39. A.o/1.e)[1] über die Wirtschaftslage Italiens, die engere Verknüpfung der italienischen Wirtschaft mit der deutschen und über die sich daraus ergebenden Schwierigkeiten und Voraussichten. Ausserdem haben wir aus Ihrem Bericht ersehen, dass Herr Minister Guarneri anlässlich Ihrer Besprechungen erneut auf die Notwendigkeit hingewiesen hat, dass die Schweiz mehr in Italien kaufe, während er dagegen kein Wort über die Notwendigkeit baldiger Verhandlungen mit unserm Lande fallen gelassen hat. Schliesslich bemerken Sie, dass die wirtschaftliche Lage Italiens und das enge Zusammengehen mit Deutschland auf der ganzen Linie Sie jeden Tag mehr von der Zweckmässigkeit überzeugt, dass wir womöglich den Betrag unserer eingefrorenen Handelsguthaben in Italien vermindern. Wir nehmen an, dass Sie unter den eingefrorenen Handelsguthaben nur den Clearingsaldo im Auge haben; denn Sie wissen ja noch besser als wir, dass kaum eine Möglichkeit besteht, auch die schweizerischen Kapitalanlagen in Italien zu reduzieren.

Selbstverständlich bereitet auch uns der hohe Clearingsaldo kein Vergnügen[2], zumal damit gerechnet werden muss, dass er weiter ziemlich stark ansteigen könnte, wenn einmal Spanien wieder als Konkurrent Italiens auf dem schweizerischen Markt auftreten wird. Um den Clearingsaldo herabzudrücken, kommen, sofern von Italien nicht freie Devisen erhältlich sind – was Sie kaum annehmen werden–, nur zwei Wege in Betracht: die Erhöhung der Einfuhr und/oder die Verminderung der Ausfuhr. Wie es mit den Möglichkeiten der Erhöhung der Einfuhr steht, wissen Sie selbst am besten. Italien ist kein Lieferant von Artikeln des Massenverbrauchs wie Benzin, Getreide, Zucker usw. und, soweit es nicht lebensnotwendige Erzeugnisse ausführt, bestehen bekanntlich die grössten Schwierigkeiten, sie, wenn überhaupt, zu annehmbaren Preisen zu erhalten. Wir verweisen auf unsere Korrespondenz über die italienischen Lieferungen von Häuten und Fellen, Ölkuchen und

1. *Non reproduit; cf.* E 2300 Rom/39.
2. *Cf.* E 2001 (E) 1970/3/2.

andern Futtermitteln, Reis, Pyrit usw.[3] Italien verbraucht, infolge der Notwendigkeit, seinen Goldvorrat zu schonen und auch infolge der Kriegswirtschaft, die genannten Erzeugnisse selbst. Als Exporteur anderer Erzeugnisse wie Geflügel, Eier und Butter ist Italien schon längst ausgeschieden und dafür sogar zum Einfuhrland geworden. Wenn Sie von der Vorkriegseinfuhr die Rohseide abziehen, die wir nur noch in höchst bescheidenem Masse beziehen können, weil unsere Seidenindustrie zusammengebrochen ist, und weil Kunstseide in weitgehendem Masse die Naturseide verdrängt hat, so werden Sie feststellen, dass sich im Grunde genommen unsere Einfuhr der beiden letzten Jahre und des laufenden Jahres aus Italien trotz der Schwierigkeiten in der Erlangung mancher wichtiger Erzeugnisse erstaunlich gut gehalten hat. Dies ist zweifelsohne wenigstens zu einem Teil unserm Bestreben zuzuschreiben, die Einfuhr aus Italien nach Möglichkeit zu begünstigen. Ohne die auch von italienischer Seite öfters verlästerten Einfuhrbeschränkungen wäre zweifelsohne der Import geringer, weil Italien für eine Reihe von Erzeugnissen wie beispielsweise frischen Früchten und Gemüsen, Olivenöl usw. gegenüber Frankreich nicht wettbewerbsfähig wäre. Die Tatsache, dass wir die Einfuhr aus Italien zum Nutzen des Clearings schon bisher nach Kräften zu fördern suchten, hat zur Folge, dass die Möglichkeiten einer weitern Steigerung sehr gering eingeschätzt werden müssen. Sie wissen dies übrigens aus Ihren eigenen Erhebungen im Verein mit der Schweizer Handelskammer in Mailand bereits ebenfalls. Unsere Untersuchungen sowie eine Umfrage der Zürcher Handelskammer haben kein anderes Ergebnis gezeitigt. Wie Ihnen ferner bekannt ist, konnte auch der hiesige italienische Handelsattaché auf der Suche nach vermehrten Importmöglichkeiten, die er im Verein mit der Italienischen Handelskammer für die Schweiz durchgeführt hat, nur wenige Artikel von insgesamt sehr bescheidenem Werte ausfindig machen, deren Einfuhr aus Italien noch gesteigert werden könnte, falls Italien Zusatzkontingente gewährt würden. Soweit Italien für einfuhrbeschränkte Waren in vermehrtem Masse lieferungsfähig wäre, zeigt es sich nicht selten, dass diese Lieferungsfähigkeit nur dank eines Dumpings vorhanden ist, gegen das sich natürlich die schweizerischen Produzenten zur Wehr setzen.

Bleibt der andere Weg: die Beschränkung der schweizerischen Ausfuhr nach Italien. Dieser Weg wurde von uns zusammen mit dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins schon seit mehr als einem Jahre geprüft. Abgesehen davon, dass wir nicht einseitig die vertraglich festgelegten Kontingente herabsetzen dürften, ist die Beschränkung der Ausfuhr stets das letzte Mittel zur Sanierung eines Clearings und ein Mittel, zu dem man nicht gerne greift. Wenn einmal Spanien wieder als Lieferant auftritt, dürften wir allerdings kaum um dieses Mittel herumkommen. Dafür wird aber dann eben unsere Industrie als Ersatz wieder gewisse Absatzmöglichkeiten in Spanien haben, die ihr heute fehlen.

Sollten Sie in der Lage sein, uns konkrete Anregungen für die von Ihnen – wie natürlich auch von uns – als wünschenswert betrachtete Verminderung unseres Clearingsaldos machen zu können, so wären wir Ihnen für deren Bekanntgabe sehr dankbar. Vor allem belieben Sie uns wissen zu lassen, ob Sie

3. *Cf.* E 7110 1967/32/900 Italien.

die wirtschaftliche Entwicklung so einschätzen, dass es Ihnen als unbedingt notwendig erscheint, möglichst rasch Verhandlungen mit Italien über eine Herabsetzung der Kontingente für die Einfuhr in jenes Land zu verlangen. [4]

4. *Dans sa réponse du 27 juin, Ruegger propose de parer au déficit du clearing en accordant un crédit bancaire à l'Italie* (E 2001 (D) 2/49). *Cette proposition sera rejetée par la Division du Commerce le 12 juillet 1939* (E 7110 1967/32/821 Italien/3/1939).

101

E 1004.1 1/386

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 12 juin 1939

1194. Überwachung der Ein- und Ausfuhr im Kriegsfall

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 8. Mai 1939
Politisches Departement. Mitbericht vom 9. Juni 1939

Es ist mit Sicherheit vorauszusehen, dass im Falle eines Krieges das Ausland an die Ausfuhr seiner Waren nach der Schweiz Bedingungen für deren Verwendung knüpfen wird, um zu verhindern, dass dem Gegner aus solchen Warenlieferungen Vorteile erwachsen.

Das gleiche Bestreben des Auslandes hat im Jahre 1915 zur Errichtung der «Société Suisse de Surveillance économique» (S.S.S.) und der «Schweizerischen Treuhandstelle» (S.T.S.) geführt. Es handelte sich bei diesen Organisationen um Überwachungsstellen, die der schweizerischen Wirtschaft vom Ausland aufgezwungen worden waren. Diese unerfreuliche Tatsache, zusammen mit der im Drange der Verhältnisse stark improvisierten Schaffung der Kontrollorgane führten zu einem grossen und schwerfälligen Überwachungsapparat mit starker Einmischung des Auslandes durch Delegation seiner Vertreter in die Organisationen. *Dies gilt es in einem künftigen Krieg zu vermeiden.* Die Schweiz muss aus der Einsicht in die Notwendigkeit einer Überwachung der Ein- und Ausfuhr autonom eine möglichst einfache Kontrollorganisation errichten und durch deren Vorbereitung im Frieden Improvisationen bei Kriegsausbruch zu vermeiden suchen.

In den Verhandlungen über die Zufuhr von lebenswichtigen Gütern, welche die Schweiz mit sämtlichen Nachbarstaaten und weiteren Ländern vorsorglich schon jetzt führt, wird vom Ausland die Frage aufgeworfen, welche Sicherheit unser Land für die Innehaltung der an die Ausfuhr bestimmten Waren nach der Schweiz geknüpften Bedingungen biete. In diesen zwischenstaatlichen Verhandlungen werden die vom Bundesrat bestellten Unterhändler dem Ausland

gegenüber die Garantie der Innehaltung der Bedingungen erklären müssen. Eine solche Garantie-Erklärung verpflichtet die Eidgenossenschaft. Es erscheint deshalb als wichtig, dass der Bund durch eine eigene, staatliche Überwachungsorganisation die Innehaltung der mit dem Ausland vereinbarten Verwendungsvorschriften innerhalb der schweizerischen Wirtschaft sicherstellt.

Die Überwachungsstellen des Weltkrieges waren private Organisationen, deren Verhältnis zum Staat kein eindeutiges war. Man kann sich fragen, ob nicht auch in einem künftigen Kriegsfall eine private Überwachungsorganisation einer staatlichen vorzuziehen wäre. Die Prüfung dieser Frage auf Grund der Erfahrungen des Weltkrieges (u*[nter]* a*[nderem]* auch Einmischung des Auslandes) und aus der Beurteilung der gegenwärtigen Lage führen uns zum Schluss, dass für die Zukunft *einzig eine staatliche Überwachung* der Ein- und Ausfuhr in Betracht kommen kann. Die Eidgenossenschaft verpflichtet sich dem Ausland gegenüber zur Innehaltung der Verwendungsvorschriften, und das Ausland würde sich heute kaum mehr mit der Übertragung der Kontrolle an mehr oder weniger unabhängige private Organisationen einverstanden erklären. Der Bund selbst hat – vor allem im Zusammenhang mit der übrigen kriegswirtschaftlichen Organisation und der damit verbundenen Einflussnahme auf die nationale Wirtschaft – ein Interesse daran, die Überwachung, wenigstens in ihrer Spitze und Leitung, in eigene Hände zu nehmen. Das soll nicht hindern, dass für die praktische Durchführung von Kontrollfunktionen in den einzelnen Wirtschaftszweigen jene privatrechtlichen Syndikate genutzt werden, welcher die kriegswirtschaftliche Organisation zur Beschaffung und Verteilung der Güter bedarf.

Sowohl die Wahrung der wirtschaftlichen Interessen gegenüber dem Ausland, d*[as]* h*[eisst]* vor allem die Führung der notwendigen Verhandlungen über die Freigabe der Warenausfuhr nach der Schweiz, wie auch die Überwachung der eingeführten Waren, sind nach der Verordnung des Bundesrates über die Organisation der Kriegswirtschaft vom 8. März 1938[1] und nach dem vom Volkswirtschaftsdepartement am 24. November 1938 erlassenen Reglement[2] über die Aufgaben der Kriegswirtschaftsämter Aufgaben der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements. Sie wird dabei in steter Fühlung mit den übrigen Kriegswirtschaftsämtern und in engstem Zusammenwirken mit den schweizerischen Gesandtschaften im Ausland vorgehen. Die interne Überwachungsorganisation ist so geplant, dass ihre Spitze in der Sektion für Ein- und Ausfuhr der Handelsabteilung, die praktische Durchführung der einzelnen Kontrollmassnahmen dagegen bei den kriegswirtschaftlichen Syndikaten, d*[as]* h*[eisst]* bei sachkundigen Branchenorganisationen liegen würden. Das Volkswirtschaftsdepartement wird dem Bundesrate nach weiterer Förderung der bereits unternommenen Vorarbeiten den Entwurf zu einem Bundesratsbeschluss über die Überwachung der Ein- und Ausfuhr zur vorsorglichen Kenntnisnahme und Genehmigung unterbreiten[3].

---

1. *Sur les travaux préparatoires de cette ordonnance, cf.* E 7389.1/22.
2. *Cf.* E 7800/1/151 *(textes allemands et français).*
3. *Cf. Procès-verbaux du Conseil fédéral du 2 septembre* (E 1004.1 1/389, *N°* 1682) *et 24 octobre 1939* (E 1004.1 1/390, *N°* 1998). *Cf. aussi* E 7110 1973/134/11.

Für die Weiterführung der Vorbereitungsarbeiten sowie für notwendig werdende Auskünfte gegenüber fremden Regierungsstellen ist heute schon ein vorläufiger, grundsätzlicher Entscheid des Bundesrates über den privaten oder staatlichen Charakter der zu schaffenden schweizerischen Überwachungsorganisation wünschbar.

Das Volkswirtschaftsdepartement *beantragt* deshalb, seinem Vorschlag, es seien die Vorbereitungen für eine Überwachungsorganisation der Ein- und Ausfuhr so zu treffen, dass die Kontrolle grundsätzlich in den Händen *staatlicher* Organe liegt, zuzustimmen.

In seinem Mitbericht erklärt sich das Politische Departement mit diesem Antrage einverstanden und beantragt Zustimmung. Überdies macht es folgende Anregungen:

1. Déclarer d'emblée aux Puissances intéressées que nous renonçons à réexporter les marchandises qu'elles nous procureraient, étant entendu que la Suisse s'entendrait préalablement avec elles chaque fois que certaines quantités de ces marchandises lui seraient indispensables pour des échanges;

2. Communiquer aussitôt que possible à ces Puissances les dispositions d'ordre interne régissant la future organisation, ces dispositions devant reposer sur des principes clairs et frapper les fraudes de sanctions sévères, en rendant ainsi inutile toute ingérence inadmissible de l'étranger.

Es wird *beschlossen:*

1.) Dem Antrage des Volkswirtschaftsdepartements wird zugestimmt;

2.) Das Volkswirtschaftsdepartement wird beauftragt, die obenstehenden Anregungen zu prüfen.

102

E 2200 Paris 12/38

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki

L FR Bern, 12. Juni 1939

Lieber Herr Minister,

1. Ich bestätige Ihnen hiermit den Empfang Ihrer freundlichen Zeilen vom 5 crt.[1] i*[n]* S*[achen]* Kontingentsverhandlungen mit Frankreich und verdanke Ihnen Ihre Mitteilungen und Bemühungen aufs beste. Wie Ihnen die Handelsabteilung bereits am 26. Mai geschrieben hat[2], ist der Herr Departementsvorsteher immer noch der Ansicht – ich habe ihm auch Ihren Brief vom 5. Juni a.c.

1. *Cf. N° 96.*
2. *Non reproduite.*

unterbreitet – dass Sie Ihren Vorstoss beim französischen Handelsminister Gentin *nunmehr möglichst bald vornehmen können,* da Ihnen das vollständige Material zugestellt worden ist.

2. Die Einladung durch den Bundesrat erfolgte, nachdem feststand, dass Herr Gentin etwa Mitte Juni tatsächlich die Landesausstellung in Zürich besuchen werde. Es wird hier selbstverständlich nichts unterlassen werden, um den französischen Handelsminister davon zu überzeugen, dass die jetzigen schweizerisch-französischen Austauschverhältnisse untragbar sind und dass dies auch die klipp und klare Meinung der schweizerischen Regierung ist. Meine verschiedenen Besprechungen mit Minister Juge dürften übrigens auch in Paris die nötige Aufklärung gebracht haben; ich werde selbstverständlich weiterfahren, ganz systematisch im Sinne Ihrer Bemühungen auch hier in Bern zu wirken und der Herr Departementsvorsteher wird die nächste Gelegenheit dazu benutzen, unsere gemeinsamen Bestrebungen auch seinerseits mit aller Deutlichkeit zu unterstützen.

3. Wir werden übrigens auch mit der Landesaustellungsleitung in Zürich Fühlung nehmen um zu erreichen, dass auch dort die gleiche «Grammophonplatte» wie in Paris und Bern auf Herrn Gentin losgelassen wird. Wir haben zu diesem Zwecke beiliegendes Exposé ausgearbeitet, das nicht nur den Herren Bundesräten, sondern auch Dir*[ektor]* Meili von der Landesausstellung zugestellt werden wird. Auch der «Vorort» und die Handelszentrale werden unsere Bestrebungen verständnisvoll unterstützen, sodass sicherlich alles Nützliche und Mögliche bei dieser Gelegenheit unternommen wird.

ANNEXE

Exposé Juin 1939

QUELQUES REMARQUES SUR LES RELATIONS COMMERCIALES FRANCO-SUISSES

Un resserrement des relations commerciales de la Suisse avec la France, unies toutes deux par une vieille et solide amitié, est plus que jamais souhaitable. Comme un des grands journaux économiques français vient de le rappeler, le rapprochement des intérêts matériels entre les peuples contribuerait à créer un élément de sécurité dans le monde. Dans les temps de «nationalisme économique» où nous vivons, la tendance est de vouloir exporter davantage et importer moins. Telle n'est pas la politique de la Suisse. Bien qu'ayant dû prendre aussi certaines mesures de protection en faveur de son industrie, elle ouvre en général largement son marché aux produits de l'étranger. Sa balance commerciale est continuellement déficitaire[3]. Il est juste, toutefois, que les pays bénéficiant de cet état de choses[4] favorisent autant que possible l'achat des marchandises suisses. La France jouit d'une situation particulièrement privilégiée sur le marché suisse. Elle est, en rang d'importance, notre deuxième fournisseur. La Suisse se classe troisième des clients étrangers de la France, après l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et la Grande-Bretagne, mais avant l'Allemagne, les Etats-Unis, les Pays-Bas etc.; par contre, elle ne figure qu'au huitième rang des fournisseurs de la France. Le Suisse est avec le Belge le plus gros consommateur de produits fran-

3. *H. de Torrenté a souligné cette phrase et noté dans la marge:* donc cela serait un état normal!
4. *H. de Torrenté a biffé* cet état de choses *et l'a remplacé par* d'une balance commerciale en défaveur de la Suisse.

çais (consommation de produits français par tête d'habitant en 1938: Belge-Luxemb*[ourgeois]*: 498 fr.fr.; Suisse 472; Hollandais: 170; Anglais: 77; Allemands: 26; Américains: 13). Le Français ne consomme que pour 23 fr.fr. de marchandises suisses. Comme le montrent les chiffres ci-après, c'est avec la Suisse (exception faite de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise) que la balance du commerce français accuse le solde de beaucoup le plus favorable[5]:

Solde actif de la balance commerciale de la France avec différents pays en 1938

	fr.fr.
Union Economique belgo-luxembourgeoise	1 milliard
Suisse	937 millions
Grande-Bretagne	314 millions
Tchécoslovaquie	206 millions
Pays-Bas	157 millions
Roumanie	131,7 millions

En sens inverse, le déficit résultant pour la Suisse de ses échanges avec la France s'est aggravé ces dernières années, dans les proportions suivantes.

Années	*Importation suisse de France*	*Exportation suisse en France*	*Déficit*
	(en millions de francs suisses)		
1936	186,8	114,5	72,3
1937	245,3	139,5	105,8
1938	229,2	121,4	107,8
1939 (5 mois)	115,4	60,6	54,8

Alors que les exportations totales de la Suisse ont augmenté en 1938, ses exportations en France ont sensiblement diminué. En produits agricoles, la Suisse n'a pas même vendu à la France, l'année dernière, un tiers de ce qu'elle lui a acheté. Durant les 5 premiers mois de 1939, le déficit de la balance du commerce suisse avec la France a augmenté de plus de 64% par rapport à la période correspondante de 1938. Dès lors, il est naturel qu'en sa qualité de meilleur client de la France, la Suisse attend de cette dernière qu'elle facilite, dans toute la mesure du possible, l'importation de ses produits. Le Gouvernement français a précisément aujourd'hui une occasion de le faire, en accueillant favorablement les demandes de la Suisse tendant à adapter certains contingents aux besoins actuels de son exportation vers la France (fromages, machines, produits textiles etc.). Nos amis français font valoir, il est vrai, que la balance commerciale de la Suisse n'est pas seulement déficitaire à l'égard de leur pays, mais «que c'est là une situation normale pour elle». A cela, il y a lieu de répondre que la France est un des Etats dont le commerce avec la Suisse laisse le solde passif le plus élevé pour cette dernière. Les chiffres ci-après en font foi:

Solde passif de la balance commerciale de la Suisse avec différents pays en 1938[6]*.*
(en millions de francs suisses)

France	107,8
Etats-Unis	34,6
Union Economique belgo-lux*[embourgeoise]*	27,1
Italie	25,5
Argentine	22,6
Tchécoslovaquie	13,2

5. *Annotation de H. de Torrenté dans la marge:* oui, mais la proportion entre le solde actif et la totalité des échanges commerciaux avec la Belgique est moins favorable qu'avec la Suisse, 13% contre 32%.

6. *Annotation de H. de Torrenté dans la marge:* et les autres éléments de la balance des comptes *et* l'Allemagne? 167 millions!

La balance du commerce de la Suisse est active avec treize pays. Certes, les exportations invisibles (tourisme, intérêts des capitaux placés à l'étranger etc.) occupent une place importante dans le commerce de la Suisse avec la France; toutefois, elles ne sauraient justifier à elles seules le déficit fortement accru de la balance des échanges de marchandises [7].

Ce serait aller trop loin de prétendre que les sympathies unissant la Suisse et la France suffisent à exclure toutes difficultés dans le développement de leur commerce réciproque. Il est certain, toutefois, que ces difficultés peuvent être facilement surmontées, les économies suisse et française n'étant pas seulement concurrentes, mais se complétant aussi l'une l'autre, dans une certaine mesure. Un proverbe dit que «les bons comptes font les bons amis». Il faut souhaiter que la France et la Suisse en fassent chaque jour davantage l'expérience.

7. *H. de Torrenté a biffé cet alinéa et noté dans la marge:* Il faudrait resserrer le problème – la balance des comptes entre la Suisse et la France est entièrement au détriment de notre pays.

103

E 4800 (A) 1967/111/206

Le Haut-Commissaire adjoint pour les réfugiés sous la protection de la Société des Nations, G. Kullmann, au Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund

L A/401/80883. GK/O
Confidentielle. Londres, 13 juin 1939

Mon cher Rothmund,

Par votre lettre en date du 9 mai 1939 [1], vous avez bien voulu me faire connaître les observations que vous a suggéré ma lettre en date du 16 février 1939 [2], ayant trait à la position de notre pays au sein du Comité Intergouvernemental.

Je vous remercie vivement de cette communication qui confirme pleinement l'interprétation que j'avais cru pouvoir donner à l'attitude prise par le Gouvernement fédéral sur la base de nos conversations à Genève et de votre lettre à M. Myron Taylor, en date du 28 juillet 1938, dont vous aviez eu la bonté de me faire tenir copie.

Des conversations que j'ai eues avec Sir Herbert Emerson et avec M. Robert T. Pell, Vice-Directeur du Bureau Permanent du Comité Intergouvernemental, il résulte qu'il y a bien eu malentendu sur les intentions du Gouvernement fédéral et que l'on se croyait ici fondé à penser que la Suisse s'était désintéressée des travaux du Comité.

1. *Cf. N° 81.*
2. *Cf. N° 30.*

Les explications que j'ai été à même de fournir, en m'inspirant des considérations consignées dans votre lettre, ont, je l'espère, dissipé entièrement ce malentendu. Aussi bien Sir Herbert que M. Pell et les milieux compétents du Foreign Office souhaitent vivement la participation active de notre pays aux travaux du Comité.

M. Pell m'a promis qu'il ne manquerait pas de vous faire tenir tous les documents pertinents, ainsi qu'une convocation à la prochaine session plénière qui se réunira à Londres le 10 juillet prochain. Au cours de cette session seront examinées des questions susceptibles d'intéresser tous les pays européens de transit confrontés avec une large population flottante de personnes contraintes d'abandonner leurs foyers en Allemagne.

Permettez-moi de faire suivre ce qui précède de quelques considérations de caractère plus général que je vous soumets à titre personnel. Quoiqu'au début ce Comité ait concentré son attention sur le problème d'un exode méthodique des personnes résidant encore sur le territoire du Reich, il a dû reconnaître, par la suite, que le problème de l'établissement définitif, ainsi que des débouchés à trouver à cette fin, constituait un tout indivisible. En d'autres termes, on est arrivé à la conclusion que la question, telle qu'elle se posait, devait être résolue en même temps pour toutes les catégories de personnes frappées par les mesures du Gouvernement allemand, qu'elles aient été contraintes à demeurer pour l'instant en Allemagne, ou qu'elles aient été à même de chercher un refuge temporaire dans certains pays de transit européens.

Les choses en étant là, il me semble qu'une participation active d'un petit pays de transit, tel que la Suisse, encombrée d'un grand nombre de réfugiés à titre temporaire sur son territoire, s'impose à tous égards.

En effet, la politique de la «présence» permet aux petits pays de veiller eux-mêmes à ce qu'au moment de l'examen des questions d'émigration des personnes encore en Allemagne, la situation extrêmement pénible des petits pays de transit ne soit pas perdue de vue.

En outre, ils ont l'occasion d'insister pour que les débouchés restreints existant à l'heure actuelle, soient utilisés non seulement au profit des personnes demeurant en Allemagne, ou en faveur de celles résidant à titre temporaire dans les pays européens disposant d'importants territoires outre-mer, mais également pour qu'une quote-part de ces débouchés disponibles leur soit réservée.

Sir Herbert Emerson est pleinement conscient de la situation particulièrement pénible des petits pays voisins de l'Allemagne ne disposant pas de colonies au-delà des mers. Dans maintes déclarations qu'il a été appelé à faire sur le problème général des réfugiés, le Haut Commissaire n'a pas manqué de mettre en lumière la nécessité de remédier, dans la mesure du possible, à cette situation et d'indiquer qu'en ce qui le concernait il veillerait à ce que ne soient pas perdus de vue les intérêts des petits pays saturés de réfugiés.

La responsabilité que le Haut Commissaire assume ainsi pour ces pays serait, sans aucun doute, allégée par leur collaboration active aux travaux du Comité Intergouvernemental.

Si je me permets d'insister sur le rôle que la Suisse est appelée à jouer dans son intérêt même au cours de débats qui, à première vue, ne sembleraient pas l'affecter directement, c'est que ce point de vue me semble être conforme à

l'attitude d'autres pays dont la situation est analogue à celle de la Suisse, et qui ont poursuivi leurs activités au sein du Comité[3].

3. *Lors de sa séance du 14 juillet 1939, le Conseil fédéral décidera de déléguer Rothmund aux séances du Comité intergouvernemental pour les réfugiés; cf. N° 119.*

104

E 7800 1/162

Les Chargés de mission aux Etats-Unis pour assurer le ravitaillement en cas de guerre, F. Somary et E. Liechti, au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

RC Zürich und Bern, 14. Juni 1939

BERICHT ÜBER DIE REISE NACH U.S.A. UND KANADA DER HERREN DR. FELIX SOMARY VOM BANKHAUS BLANKART & CIE, ZÜRICH UND ERNST LIECHTI, DIREKTOR DER SCHWEIZERISCHEN GENOSSENSCHAFT FÜR GETREIDE UND FUTTERMITTEL IN BERN, VON MITTE APRIL BIS ANFANG JUNI 1939.

Ihrem Auftrag zufolge begaben sich die Unterzeichneten nach U.S.A. und Kanada, um Verhandlungen zu führen betreffend die Versorgung der Schweiz mit Lebensmitteln und industriellen Rohstoffen im Falle eines internationalen Konfliktes. Es sollten soweit möglich Optionsverträge abgeschlossen werden, nicht nur für Waren der vorgenannten Gattungen, sondern auch für Frachtschiffe. Herr Fürsprech Hauser, der Beauftragte für Kriegswirtschaft in Bern, übergab uns Listen der Waren, die im Kriegsfalle aus Amerika zu beziehen wären[1].

Wir haben die Ehre, Ihnen als Ergebnis unserer Reise folgende Aktenstücke vorzulegen:

[...][2]

Als Fachmann der Chemischen Branche wurde uns durch Herrn Generalkonsul Dr. Nef Herr Sänger, New Yorker Vertreter der Geigy A.-G., Basel, genannt. Wir erkundigten uns bei diesem, sowie Herrn Direktor Moerikofer der Geigy A.-G., der zufällig in New York anwesend war, über die Verhältnisse der Branche in den U. S.A. Die Herren sind der Ansicht, dass vorsorgliche Vereinbarungen mit chemischen Konzernen in U.S.A. nicht notwendig seien. Die

1. *Non reproduites.*
2. *Suit une liste détaillée des 16 contrats d'option conclus pour le ravitaillement en céréales de tous genres, riz, sucre, coton, et une esquisse d'un contrat pour le ravitaillement en acier. Des copies de ces contrats sont annexées à l'original et ne sont pas reproduites ici.*

chemische Industrie dieses Landes habe sich seit dem letzten Kriege derart ausgedehnt und sei heute so leistungsfähig, dass sie auch im Kriegsfalle jeder Nachfrage genügen könnte. Wir unterliessen es daher, hier weitere Schritte zu unternehmen.

Kupfer: Optionsverträge bezüglich Kupfer konnten nicht abgeschlossen werden, da auf Grund der internationalen Syndikatsverträge den einzelnen Lieferanten spezielle Gebiete zugewiesen sind und wir hierüber nicht Material besassen. Sobald wir über die Bedürfnisse der Schweiz genauere Informationen erhalten werden, werden wir die eingeleiteten Verhandlungen fortzusetzen in der Lage sein.

Benzin und Schweröl sind gleichfalls regional festgelegt. Standard Oil und Gulf Oil, die beide durch liierte Gesellschaften in der Schweiz vertreten sind, haben dieselben verständigt, eventuell entsprechende Abkommen auf Basis der bisherigen Lieferungsquantitäten abzuschliessen. Standard Oil und Gulf Oil wären prinzipiell bereit, das Quantum, das sie im Frieden liefern, uns auch im Krieg mit Panamatankers nach Frankreich zu senden, aber nur dieses. Wieweit das übrige Quantum von England, Holland, wieweit von Mexiko und Südamerika zu beschaffen sein wird, wird von den hiesigen Ölverhandlungen und dem Ergebnis der Schiffsoptionen abhängen.

Tabak: Wir fanden die Bereitwilligkeit zum Abschluss von Optionsverträgen vor, konnten aber nicht die benötigten Qualitäten angeben; wir verblieben mit den beteiligten Firmen dahin, dass wir sie darüber verständigen werden.

Frachtschiffe: Die Charterung amerikanischer oder kanadischer Frachtschiffe für den Kriegsfall ist aussichtslos, da die an und für sich geringe Zahl für Eigenbedarf benötigt wird. Durch eine führende amerikanische Schiffsbrokerfirma traten wir in Beziehung zu Fredrik Odjfell, einem leitenden norwegischen Schiffsfinanzmann und Generalkommissar der norwegischen Ausstellung in New York, der nach längerer Verhandlung sich bereit erklärte, mit einem Syndikat norwegischer Schiffseigentümer bezüglich mehrjähriger Charteroptionen Fühlung zu nehmen und uns zu berichten. Wir halten diese Verhandlung auf einem so schwierigen und wichtigen Terrain für recht interessant und verständigen hievon Herrn alt Betriebschef Matter.

Allgemeiner Bericht.

I. Verhandlungen mit den Behörden.

a) *U.S.A:* Unsere erste Sorge war, möglichst rasch mit den zuständigen Regierungsstellen der U.S.A. in Kontakt zu kommen. Wir sprachen daher gleich nach unserer Ankunft in Amerika bei der Schweizerischen Gesandtschaft in Washington vor. Durch Minister Peters Vermittlung wurden wir am 27. April von Staatsekretär Cordell Hull empfangen[3], der zum Studium der Frage eine interdepartementale Kommission einsetzte (Handel, Landwirtschaft, Krieg, Marine) unter Vorsitz von Unterstaatssekretär Sayre. Die Verhandlungen gestalteten sich aus zwei Gründen besonders schwierig: Das

3. *Cf. N^os 88 et 93.*

Neutralitätsgesetz war eben abgelaufen und die Beratungen über das künftige Neutralitätsgesetz noch nicht abgeschlossen, sodass die Regierung selbst über die legale Grundlage nicht Klarheit besass; das andere Problem lag darin, dass die von uns gewünschte Erklärung der Regierung für alle Fälle, auch den, dass einer der beiden Staaten oder beide in einen Krieg verwickelt würden, gelten sollten, und die Formulierung dieser Frage aus begreiflichen Gründen auf grosse Schwierigkeiten stiess. Die endgültige Formulierung dieses Punktes in der offiziellen Erklärung des Staatssekretärs Cordell Hull lautete dahin: «Ich brauche nicht zu versichern, dass in der Zukunft wie in der Vergangenheit Regierung und Volk der Vereinigten Staaten den dauernden Wunsch haben werden, die freundschaftlichsten und möglichst umfassendsten wirtschaftlichen Beziehungen mit Regierung und Volk der Schweiz zu unterhalten. Dieser Wunsch, ich bin dessen sicher, wird unter allen Umständen vorwalten.»

Diese Erklärung des Staatssekretärs des State Department ist nur bindend bis November 1940, b*[e]z[iehungs]*w*[eise]* nur dann über diesen Zeitpunkt hinaus, wenn kein Regierungswechsel eintritt. Sämtliche Referenten des State Department wurden von dieser Erklärung durch den Staatssekretär verständigt. Eine bindende Erklärung über den Zeitpunkt des Novembers 1940 hinaus wäre nur mit Genehmigung von Kongress und Senat möglich gewesen, was selbstredend sowohl wegen der Öffentlichkeit, wie wegen des Zeitverlustes zu vermeiden war.

Das State Department hat keinen Einwand dagegen erhoben, dass die Optionsverträge ihm zur Kenntnisnahme zugesandt werden, was u*[nseres]* E*[rachtens]* den Wert dieser Optionsverträge wesentlich erhöht, da sich amerikanische Grossfirmen zu scheuen pflegen, Verträge die der Regierung bekannt sind, zu verletzen. Das State Department nimmt von diesen Verträgen Kenntnis, sodass bei eventueller Ausübung der Optionen im Krieg die Verhandlungen mit den Regierungsstellen sich wesentlich erleichtern dürften. In der letzten abschliessenden Besprechung erklärte Staatssekretär Cordell Hull in Gegenwart des Wirtschaftsreferenten, Herbert Feis, und des Attachés unserer Gesandtschaft, Dr. Real, dem Erstunterzeichneten[4]: «Sie brauchen keinerlei Sorge zu haben, dass der Ausführung der Verträge jemals Exporthindernisse in den Weg gestellt werden.»

b) *Kanada:* Am 8. Mai begaben wir uns in Begleitung von Generalkonsul Jaccard aus Montreal nach Ottawa und wurden von Unterstaatssekretär Dr. Skelton, im Beisein von Unterstaatssekretär Clark vom Finanzministerium empfangen. Wir hatten die Unterredung durch die Kanadische Gesandtschaft in Washington vorbereiten lassen. Am 9. Mai folgten weitere Besprechungen mit Handelsminister Euler und Unterstaatssekretär Clark. Wir trugen den Herren unsere Wünsche vor. Infolge Abwesenheit von Ministerpräsident Mackenzie King und Krankheit des Finanzministers Dunning konnte man uns eine schriftliche Antwort erst nach dem englischen Königsbesuch in Aussicht stellen. Wir verliessen daher Ottawa schon nach zweitägigem Aufenthalt wieder und baten, die Antwort an Herrn Generalkonsul Jaccard in Montreal zu richten. Wir glauben erwarten zu dürfen, dass eine befriedigende Antwort aus

4. *Somary.*

Kanada kommt. Herr Generalkonsul Jaccard ist gebeten, die Sache nicht ruhen zu lassen.

II. Verhandlungen mit den privaten Industrie- und Handelsfirmen.

Die geschäftlichen Verhandlungen zum Zwecke des Abschlusses von Optionsverträgen konnten restlos in New York geführt werden, weil alle grossen Firmen hier niedergelassen oder vertreten sind. Herr Generalkonsul Dr. Nef und namentlich leitende Persönlichkeiten amerikanischer Grossbanken leisteten uns dabei wertvolle Dienste. Wie aus den eingangs erwähnten sechzehn Optionsverträgen hervorgeht, haben alle Firmen unseren einheitlichen Vertragstext fast ohne Änderungen akzeptiert. Die Optionsverträge enthalten keine Verpflichtungen für die Schweiz. Die meisten Firmen versuchten, Bezugsverpflichtungen in den Vertrag hineinzubringen, doch lehnten wir dies durchwegs ab. Moralisch wäre die Schweiz allerdings gehalten, die begrüssten Firmen zu berücksichtigen, wenn effektive Geschäfte in den vorgesehenen Artikeln und Provenienzen getätigt würden. Die Aufnahme von Vorbehalten zugunsten der Exportfirmen für Fälle höherer Gewalt oder Zustände, die ausserhalb des Einflusses der Exportfirmen liegen, war unumgänglich.

III. Schlussbemerkungen.

Wir sind uns bewusst, dass sowohl der Brief des State Department der U.S.A.[5] wie die einzelnen Optionsverträge mit Privatfirmen, nur relativen Wert haben. Im Kriegsfalle wird es auf die dannzumal herrschenden Verhältnisse und Zustände, sowie auf den guten Willen der Regierungen und Firmen ankommen. Wir waren bemüht, in Vertragsform festzulegen, was immer in dieser Form fixiert werden kann. Wir haben den Eindruck, dass die Produzenten von Baumwolle, Reis, Tabak und selbst von Stahl und Stahlprodukten nicht glauben, dass im Kriegsfalle mit einer ernsthaften Knappheit zu rechnen wäre. Auch im Getreide ergeben sich normalerweise gute Exportüberschüsse. Auf all diesen Gebieten dürfte die Situation gegenüber dem letzten Weltkrieg sehr verschieden sein. Diese veränderte Lage der Warenmärkte ermöglichte uns den Abschluss einseitiger Optionsverträge zu unsern Gunsten. In der Transportfrage, die grössere Schwierigkeiten bereiten dürfte, glauben wir einen Lösungsweg gefunden zu haben.

Wenn uns auch gegen die bei unserer Abreise ausgesprochene Erwartung der Abschluss der wichtigsten Optionsverträge geglückt ist, möchten wir doch nachdrücklich darauf hinweisen, dass die erfahrensten Männer der amerikanischen Regierung für jeden europäischen Staat einen Vorrat im Land in Höhe des 9–12 monatlichen Bedarfs als notwendige Kriegsmassnahme ansehen; sie schätzen die Komplikationen des See- und Landtransportes im Krieg besonders hoch ein[6].

---

5. *Il s'agit de la Note reproduite au N° 94.*

6. *Le Conseil fédéral approuvera ce rapport lors de sa séance du 23 juin 1939* (E 1004.1 1/386, *N°* 1258).

105

E 6100 (A) 13/633

Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter

L E.274. – SD. Berne, 15 juin 1939

Nous avons l'honneur de vous remettre, sous ce pli, le document que nous adresse le Secrétariat de la Société des Nations et qui contient le rapport de la Commission de répartition des dépenses (doc. A.11)[1].

Comme vous le verrez, la Commission «est d'avis que, vu la situation générale et les difficultés que traverse la Société des Nations, il ne serait pas opportun d'apporter des modifications appréciables au barème». Elle s'est bornée, en conséquence, à proposer de réduire légèrement la contribution de quelques Etats.

Nous pensons également, quant à nous, qu'il serait bien difficile, dans les conjonctures présentes, de remanier de fond en comble le barème en vigueur. Ce n'est pas ce qui importe le plus. L'essentiel est que la Société des Nations tienne compte de sa situation actuelle et réduise les dépenses au niveau compatible avec les services qu'elle peut encore rendre. Vous serez sans doute du même avis.

Il est assez curieux de constater que la Commission feint de considérer la Tchécoslovaquie, qui, politiquement, n'est plus qu'un souvenir, comme faisant toujours partie de la Société. La contribution de cet ex-Etat est cependant ramenée à une unité. Tout cela est bien artificiel, aussi artificiel que le fait de faire figurer la défunte Ethiopie parmi les Etats payant leur cotisation, avec la réserve toutefois qu'elle ne versera plus de contribution. Ces procédés, dont l'opinion s'étonne toujours à bon droit, font plus de mal que de bien à la Société des Nations.

---

1. *Non reproduit. Cf. aussi* E 2001 (D) 4/14.

106

E 2200 Paris 12/38

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Directeur de la Division du Commerce du Département de
l'Economie publique, J. Hotz

Copie
L

Paris, 16. Juni 1939

Besten Dank für Ihr Schreiben vom 12. Juni[1] betreffend Kontingentsverhandlungen mit Frankreich. Dem Wunsche von Herrn Bundesrat Obrecht entsprechend, habe ich heute den Vorstoss beim französischen Handelsminister unternommen und mit ihm eine sehr eingehende und sehr ernste Unterhaltung gehabt. Ich habe dabei etwa folgendes ausgeführt:

Als die französische Regierung im September 1936 ihren Wirtschaftsminister Spinasse nach Bern schickte, um dem Bundesrat nahezulegen, gemeinsam mit Frankreich und Holland eine Abwertung der Währung der drei Länder um circa 30% vorzunehmen, ging man in Bern und namentlich unmittelbar darauf in Genf vom Gedanken aus, diese gemeinsame Abwertung sollte zu einer spürbaren Erleichterung der französisch-schweizerischen Handelsbeziehungen werden und insbesondere schon damals das als hoch empfundene Defizit zu Lasten der Schweiz vermindern. Vom gleichen Gedanken gingen aus die französisch-schweizerischen Kontingentsverhandlungen des Jahres 1937 und die damaligen Vereinbarungen. Die seitherigen Ziffern der Handelsstatistik beweisen, dass der Zweck nicht erreicht wurde, indem sich das Defizit nicht verminderte, sondern erhöhte. Es ist dies wohl vor allem darauf zurückzuführen, dass nach der gemeinsamen Abwertung der Schweizerfranken stabil blieb, der französische Franken dagegen in verschiedenen Etappen neue und wesentliche Senkungen erfuhr. Dagegen wurden die gegenseitigen Konkurrenzverhältnisse zum Nachteil der Schweiz sehr spürbar verändert. Die Ziffern der gegenseitigen Handelsbilanz sind nun, namentlich in den letzten Monaten so geworden, dass die Weiterdauer dieser Verhältnisse für die Schweiz absolut untragbar wird. In aller Freundschaft, aber mit der grössten Bestimmtheit muss sie heute Frankreich erklären, dass die bestehenden Verträge nur dann aufrecht erhalten werden können, wenn uns Frankreich in den Kontingentierungsfragen ganz wesentlich mehr entgegenkommt als bisher. Es geht bei dieser allgemeinen Situation nicht mehr an, dass untergeordnete französische Stellen schweizerischerseits gewünschte Zusatzkontingente ohne zwingende Not ablehnen oder sie nur gegen entsprechende Gegenkonzessionen zugestehen wollen. Die Haltung der «Direction des Accords Commerciaux» und der «Direction du Commerce» anlässlich der letzten hier geführten Besprechungen zeigt ausserordentlich wenig Verständnis für die allgemeine Lage und muss geradezu als wenig freundschaftlich bezeichnet werden. Wir sind unter keinen Umständen gesonnen, uns ein solches Verhalten weiter gefallen zu lassen.

1. *Cf. N° 102.*

Bei der geschilderten allgemeinen Lage müssten wir eigentlich verlangen, dass unserem Export nach Frankreich die Möglichkeit gegeben werde, sich um Hunderte von Millionen zu verbessern. Wir sehen aber wohl ein, dass wir dies nicht auf einmal erreichen können und wir stehen auch keineswegs auf dem Standpunkt, dass das Defizit der Handelsbilanz zum Verschwinden gebracht werden müsse. Was wir aber mit allem Nachdruck verlangen müssen, ist, dass uns Zusatzkontingente im jährlichen Wert von circa 50 Millionen franz. Franken zugebilligt werden und zwar grundsätzlich ohne Gegenleistungen unsererseits. Das soll nicht bedeuten, dass wir nicht dem oder jenem französischen Wunsche ebenfalls entgegenkommen wollen. Was wir aber nicht zugestehen können, ist die Erhöhung von Kontingenten in manchen Fällen, wie Wollgarne und Wollgewebe, wo wir dies unserer eigenen schwer kämpfenden Industrie einfach nicht zuzumuten in der Lage sind. Im weitern müssen wir verlangen, dass bei Vergebung öffentlicher Aufträge, insbesondere für die französische Aviatik und die französische Marine, die Schweiz ganz anders berücksichtigt wird als bisher. Es hat keinen Sinn, mit solchen Begehren an untergeordnete Stellen in den verschiedenen Ministerien zu gelangen. Es scheint mir eine noble und wichtige Aufgabe des Handelsministers zu sein, die Gesamtheit der schweizerisch-französischen Wirtschaftsbeziehungen bei nächster Gelegenheit im Ministerrat vorzubringen und dort zu bewirken, dass alle in Betracht kommenden Ministerien angewiesen werden, die Schweiz bei Vergebung von Bestellungen weitgehend zu berücksichtigen, da dies auch wirtschaftlich sowohl wie politisch im Interesse Frankreichs liegt. In dieser Hinsicht ist darauf aufmerksam zu machen, dass Deutschland schon versucht hat, die schweizerische Industrie zu einer gemeinsamen Wirtschaftsarbeit in Osteuropa zu veranlassen und dass deutsche Anstrengungen unverkennbar sind, eine solche Zusammenarbeit für den wirtschaftlichen Wiederaufbau Spaniens herbeizuführen. Es wäre eine kluge Politik Frankreichs, der schweizerischen Industrie französische Aufträge zuzuweisen, statt sie zu zwingen, auf eine solche nicht ungefährliche Zusammenarbeit mit andern Nachbarn einzutreten. Auch ist zu betonen, dass die national-sozialistische und die fascistische Propaganda in der Schweiz nur dann und erst dann gefährlich werden könnte, wenn sie sich an eine grosse Masse von Arbeitslosen richtet. Auch von diesem Gesichtspunkte aus liegt es im direkten Interesse Frankreichs, unsere Wirtschaft nach Möglichkeit zu stützen.

Wenn man, so führe ich weiter aus, von französischer Seite geltend macht, das Defizit in der Handelsbilanz werde ausgeglichen durch aktive Posten bei den übrigen Faktoren der Zahlungsbilanz, so ist diese Rechnung falsch. Infolge der Entwicklung der beidseitigen Währungsverhältnisse sind wir auch im Reiseverkehr mit Frankreich passiv geworden. Die schweizerische Statistik zeigt, dass die Besucherzahl der französichen Touristen in die Schweiz seit 1937 rapid zurückgegangen ist, während umgekehrt immer mehr schweizerische Touristen nach Frankreich kommen, einmal der vorteilhaften Währung wegen und sodann, weil die Anziehungskraft der übrigen Nachbarn der Schweiz aus naheliegenden Gründen wesentlich nachgelassen hat. Ein allfälliges schweizerisches Aktivum im Versicherungsverkehr wird mehr als ausgeglichen durch die grossen schweizerischen Zahlungen, die an französische Schiffs- und Eisen-

bahngesellschaften und an französische Häfen gemacht werden. Infolge der französischen Fremdengesetzgebung geht die Zahl der in Frankreich lebenden Schweizer und damit auch deren Ersparnisse, die nach der Heimat gesandt werden können, ständig und stark zurück. Lediglich den Ertrag der schweizerischen Kapitalien in Frankreich bedeutet für uns noch einen spürbaren Aktivposten. Er kann aber nur einen Bruchteil des Defizites in der Handelsbilanz ausgleichen. Es kann deshalb ernsthaft nicht bestritten werden, dass auch die Zahlungsbilanz mit Frankreich für die Schweiz stark passiv geworden ist.

Herr Minister Gentin hat meine Darlegungen ausserordentlich wohlwollend und verständnisvoll aufgenommen und hat nicht einmal den Versuch gemacht, die wichtigsten Argumente zu entkräften. Er erklärte, für unsere Situation volles Verständnis zu haben und einzusehen, dass Frankreich einen «effort» machen müsse, um die vorteilhaften Handelsbeziehungen mit der Schweiz aufrecht zu erhalten. Er sei auch fest entschlossen, dies zu tun, werde seinen Entschluss auch gegen den Widerstand der eigenen Industrie und seiner eigenen Mitarbeiter durchsetzen und ihn anlässlich der bevorstehenden Reise in die Schweiz dem Bundesrat zur Kenntnis bringen[2].

Ich glaube sagen zu dürfen, dass das Terrain durch unsere monatelange Propaganda, durch meine verschiedenen Besprechungen mit einflussreichen Parlamentariern und durch die heutige Unterredung gut vorbereitet ist. Wenn die Regie in Bern, Zürich und St. Gallen klappt, so bin ich überzeugt, dass wir eine spürbare Verbesserung herausholen werden[3].

[...][4]

---

2. *Cf. N° 108.*
3. *Cf. N° 111.*
4. *Suivent des remarques de Stucki sur l'exposé annexé à la lettre de Hotz du 12 juin; cf. N° 102.*

107

E 2001 (D) 1/15

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Service de la Presse étrangère du Ministère
de la Culture populaire d'Italie, G. Rocco

Copie
N 39-10-G-18 Roma, 23 giugno 1939

Caro Ministro,

Essendomi fatto, più di una volta (e Lei lo sa), interprete di reclami della Sua Direzione generale che stimavo giustificati in materia di stampa – debbo vera-

mente oggi richiamare la Sua attenzione sul carattere insidioso della corrispondenza pubblicata stamane sul «Messaggero» sotto il titolo già oltremodo tendenzioso: «Variazioni sulla neutralità. Ostentazioni politiche all'Esposizione nazionale di Zurigo. Lo sgradevole effetto della insistente ripetizione che la Svizzera è pronta a scendere in campo per difendersi» [1].

Presentandosi sotto l'aspetto di «consigli amichevoli», dopo non aver negato ciò che è impossibile contestare, l'articolista prosegue con una critica appena velata dei discorsi dei supremi magistrati del mio paese, discorsi che confermano la volontà e la possibilità della Svizzera di difendersi contro attacchi non provocati (una critica analoga di membri del Governo italiano varrebbe senza dubbio a corrispondenti svizzeri in Italia le noie che Lei sa). L'articolista fa mostra anche di deplorare che l'Esposizione Nazionale di Zurigo abbia insistito sulla preparazione militare del mio paese.

Benchè io non mi illuda sulla possibilità di opporsi alla malafede o a preconcetti voluti, vorrei proprio che il giornale *ufficioso* in parola fosse invitato a riflettere sui fatti seguenti:

1°) Se la Svizzera si è armata fino al punto constatato oggi dal Presidente della Confederazione, in virtù dell' obbligo internazionale che le spetta di difendersi ad oltranza contro ogni agressione, l'Italia trova anch'essa una garanzia in quest'inviolabile difesa delle Alpi.

2°) Da un secolo a questa parte, la Svizzera, malgrado gli impegni solenni presi da tutti gli Stati, ha avuto conoscenza di piani di Stato maggiore dei suoi vicini che non sembravano tener conto delle solenni promesse di Capi di Stato e di Governo. La neutralità armata senza armamenti è una parola.

3°) Spetta proprio alla stampa ufficiosa dell'Italia di criticare gli armamenti e la preparazione *difensiva* di uno Stato vicino, mentre essa stessa trae vanto di aver inquadrato militarmente anche i bambini e che non c'è stato – negli ultimi tempi – discorso ufficiale di membri del Governo, militari o civili, che non abbia fatto allusione al numero delle baionette dell'esercito italiano ed alla preparazione militare del paese? [2]

---

1. *Il s'agit d'un article rédactionnel dans le* Messagero *du 23 juin 1939. Une coupure du journal se trouve dans* E 2001 (D) 1/15.

2. *Par lettre du 30 juin, le Département politique fait savoir à Ruegger qu'il est entièrement d'accord avec le contenu et la forme de son intervention et espère* que les autorités italiennes méditent avec l'attention qu'il mérite votre exposé en faveur de notre neutralité armée. Seul un manque total de la plus simple culture historique peut être à l'origine des affirmations du *Messaggero*.

108

E 2200 Paris 12/38

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki

L FR Bern, 24. Juni 1939

Im Nachgang zu meinem Schreiben vom 23. crt.[1] i/S. Verhandlungen mit dem französischen Handelsminister beehre ich mich, Ihnen noch folgendes mitzuteilen:

1. Gestern avisierte Minister Juge bei mir für heute seine Visite mit dem Zweck, eine Einigung in der längst hängigen Kontingentsfrage dadurch zu fördern, dass er mit mir entsprechende Notenentwürfe bereinige und wir beide dann dieselben nach Paris weiterleiten sollten. Da mir dies schon letzten Sonntag abend beim Dîner mit dem Handelsminister Gentin und der französischen Botschaft in Muri angedeutet worden ist, war ich nicht unvorbereitet. Ich liess aber Juge nicht zu Worte kommen, sondern eröffnete ihm den Stand der jetzigen Verhandlungen entsprechend Ihrem Bericht vom 16. crt[2].

2. Er wird nun seiner Regierung ungefähr folgendes berichten:

a) Die Schweiz verlangt einen bessern Ausgleich der Handelsbilanz durch vorläufige Zusatzkontingente von 50 Millionen f.Fr., grundsätzlich ohne schweizerische Gegenleistungen;

b) als «geste amical» ist die Schweiz bereit, etwa für 10 Millionen f.Fr. schweizerische Konzessionen zu gewähren.

c) Da auch die Zahlungsbilanz für die Schweiz hoch passiv ist, kann die Schweiz die Dinge nicht mehr in bisheriger Weise gehen lassen.

d) Die Frage einer «action concertée» betreffend Aufhebung gewisser Einfuhrbeschränkungen zusammen mit England, Holland und Belgien hat mit diesen Verhandlungen nichts zu tun.

3. Juge hat dann vorerst erwas erstaunt von meinen Mitteilungen Kenntnis genommen, hat aber seine gelbe Enveloppe mit sehr bescheidenen Kontingentsentgegenkommen dann nicht einmal geöffnet, sondern die Bemerkung gemacht, dass also offenbar die Schweiz die bisherigen Kontingentsverhand-

---

1. *Non reproduit. Hotz y fait part d'échos favorables, en Suisse, à la visite du Ministre du Commerce, Gentin: il cite des extraits du* Journal de Genève. *Il en conclut que les négociations de Stucki avec Gentin devraient* nunmehr auf guten Boden fallen. *Il ajoute*: Zu Ihrer Orientierung teile ich Ihnen noch mit, dass von französischer Seite offenbar wieder mit dem Gedanken umgegangen wird, durch eine gemeinsame Aktion mit England, Holland und Belgien – und wenn möglich auch der Schweiz – für einen gewissen Abbau bestehender Kontingentierungen einzutreten. Ich habe mich sehr skeptisch verhalten und auf ähnliche frühere Versuche hingewiesen und insbesondere unsere besondere Lage deutlich unterstrichen etc. Dass dieses Problem mit unsern Verhandlungen natürlich nichts zu tun hat, brauche ich Ihnen wohl nicht besonders zu erwähnen.

2. *Cf. N° 106.*

lungs-Resultate als annulliert betrachte. Ich erklärte, dass es sich um *wesentliche Erweiterungen* auf französischer Seite handeln solle. Schliesslich hat Minister Juge rasch sein Gleichgewicht wieder gewonnen und sich in freundlicher Weise bereit erklärt, genau in Paris zu rapportieren. Ich betone noch ausdrücklich, dass sich die etwa einstündige Unterhaltung – die ich im wesentlichen bestritten habe – in sehr freundschaftlichem Tone abgespielt hatte. Juge weiss nun aber klipp und klar, um was es geht, und dass es keinen Sinn hat, etwa weitere Ablenkungsmanöver zu inszenieren[3].

Ich wollte nicht unterlassen, Ihnen sofort von dieser eingehenden Orientierung des hiesigen französischen Handelsattachés ebenfalls Kenntnis zu geben und verbleibe, sehr verehrter Herr Minister, mit freundlichen Grüssen

3. *Cf. N° 111.*

109

E 7110 1967/32/900 Rumänien

Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, J. Hotz[1]

L XI-A-9. No. 2851 Bucarest, 26 juin 1939

Depuis plus de six ans que j'ai l'honneur de représenter le Conseil fédéral en Roumanie, je n'ai jamais constaté, dans le fonctionnement du clearing roumano-suisse, des difficultés comparables à celles que je rencontre actuellement. Elles semblent tenir beaucoup moins à des défectuosités de nature technique qu'à une insuffisance absolue dans *l'alimentation de certains comptes*[2], particulièrement de ceux qui représentent le prix des achats effectués par la Suisse sur le marché roumain.

Ces tous derniers jours, j'ai reçu de la Banque Nationale de Roumanie plusieurs réponses à des requêtes que je lui avais adressées à l'effet de savoir pour quelles raisons certaines sommes représentant des paiements de dettes commerciales et dont la contre-valeur avait été versée depuis assez longtemps déjà par des débiteurs roumains n'étaient pas encore transférées en Suisse. Toutes ces réponses expliquent le retard apporté au transfert par un manque de disponibilités au compte «Marchandises» de Zurich[3]. Il m'intéresserait d'apprendre de vous si la situation, à cet égard, est réellement aussi fâcheuse que le donnent à penser les explications fournies par la Banque Nationale de Roumanie[4].

1. *Annotation d'Ebrard en haut de la lettre:* Copie dem Vorort zugestellt.
2. *Souligné à la main.*
3. *Siège de l'Office suisse de Compensation.*
4. *Dans sa réponse (non reproduite) du 15 juillet 1939, la Division du Commerce explique que les autorités suisses attendent le résultat de la récolte céréalière roumaine avant de prendre position et d'envisager d'éventuelles négociations.*

Pour le moment, je me heurte, dans toutes les directions, à des «non possumus» catégoriques. S'il est exact que les paiements relatifs à des marchandises achetées en Suisse se trouvent paralysés par le manque de disponible, je ne saurais m'étonner de n'avoir pu obtenir des devises pour les voyageurs désireux de visiter notre Exposition de Zurich. Je ne parle pas, et pour cause, de nos créances financières. Le Crédit Général Foncier de Bâle, dont j'ai secondé les efforts depuis plus d'une année, n'a pu arriver à une solution définitive, c'est-à-dire au remboursement de l'emprunt consenti par lui à la ville de Timisoara, qu'en acceptant un règlement hors clearing qui réduit de plus de 50% le solde en capital de sa créance.

Une telle situation ne saurait se prolonger sans apporter des troubles graves dans tout l'ensemble des relations commerciales et financières entre la Suisse et la Roumanie.

Il importe donc de reprendre sans tarder l'étude de ce vaste problème. Si le prix élevé des céréales et des carburants de provenance roumaine nous oblige à réduire nos achats, ne pourrions-nous pas obtenir des industries suisses qui tiennent à conserver ou même à consolider leurs positions sur le marché roumain un concours financier permettant d'importer de plus grandes quantités de produits roumains sans qu'il en résulte, sur le marché suisse, une augmentation sensible des prix de détail? Mes conversations avec les représentants de diverses firmes suisses qui réalisent en Roumanie d'importants bénéfices et qui pourraient sans peine, si la question des moyens de paiement était résolue, étendre leur champ d'activité et augmenter leur chiffre d'affaires me donnent à penser que les maisons intéressées ne refuseraient pas de faire des sacrifices pour stimuler l'importation chez nous des blés et des pétroles, condition préalable du développement futur de leurs propres affaires dans le Royaume danubien.

D'autre part, M. A. Peter, Directeur de la Société Sulzer de Bucarest, m'a communiqué un mémoire qu'il doit avoir remis à divers gros industriels roumains, clients de notre industrie métallurgique et susceptibles, par leur influence personnelle, de peser sur les décisions du Gouvernement[5]. Notre compatriote paraît croire qu'une exportation supplémentaire d'essence roumaine, avec octroi d'une cote de 20% de devises négociables mise à la disposition des exportateurs, permettrait à la Suisse de développer ses achats de l'article dont il s'agit, favoriserait le fonctionnement du clearing et laisserait à la disposition de l'Etat roumain des devises qu'il pourrait utiliser pour approvisionner en marchandises suisses ses diverses entreprises d'utilité publique, ainsi que celles des administrations municipales.

Il m'est revenu que, tout récemment, M. Georges Cranfil aurait eu, en Suisse, de nouveaux entretiens avec votre collaborateur M. Ebrard[6]. Il m'intéresserait vivement de savoir s'il en est résulté quelques perspectives d'amélioration pour l'avenir. Je me plais à espérer que, dès avant l'échéance des accords

---

5. *Annotation d'Ebrard en marge:* Es dürfte den Vorort interessieren, welches Unheil bisher durch unmögliches Vorgehen des Sulzer-Directors geschaffen wird!

6. *Des pourparlers ont eu lieu fin avril à Berne et début mai à Bucarest. Le compte-rendu de ces négociations a été approuvé par le Conseil fédéral lors de sa séance du 26 mai 1939* (E 1004.1 1/385, *N°* 1084).

du 12 mai dernier, c'est-à-dire dans le courant de l'été, de nouvelles dispositions pourront être prises pour mettre fin à une situation qui ne tarderait pas, si elle devait se prolonger, à devenir intolérable.

110

E 2001 (D) 2/235

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta

L IV 7/19 – F/AZ
ad C.22.41.10.-SY. Berlin, 28. Juni 1939

Unter Bezugnahme auf Ihr Schreiben vom 24. dieses Monats[1] betreffend Versorgung der Schweiz mit lebensnotwendigen Gütern im Falle eines Krieges beehre ich mit, Ihnen in der Beilage Abschrift der Noten zu übersenden, die unter dem heutigen Datum zwischen der Gesandtschaft und dem Auswärtigen Amt gewechselt wurden.

Bei der vorgängigen Besprechung mit Herrn Unterstaatssekretär Woermann habe ich mich bemüht, den letzten Absatz der deutschen Erklärung dahin abzuändern, dass das Wort «sichergestellt» durch «aufrechterhalten» ersetzt wird. Als Begründung führte ich an, dass eine volle Versorgung, insbesondere von Seiten der Schweiz, selbstverständlich nicht in Frage komme. Diesem Gedanken tragen zwar die Worte «in welchem Umfang» Rechnung; es wäre aber angezeigt, der tatsächlichen Lage durch Berücksichtigung meines Vorschlages Rechnung zu tragen.

Herr Woermann meinte, dass es sich nur um eine redaktionnelle Änderung handle, die ihn aber doch veranlassen müsste, nochmals mit den innern Ressorts Rücksprache zu nehmen. Um die Angelegenheit nicht weiter zu verzögern, habe ich mich dann mit der jetzigen Fassung einverstanden erklärt.

Was die Besprechungen von Herrn Matter anbetrifft[2], so wird es, da der Wunsch zu solchen Besprechungen von unserer Seite ausgeht, an uns liegen, den Besuch unseres Experten anzumelden. Deutscherseits hat man sich grundsätzlich bereit erklärt, unseren Experten mit den in Betracht kommenden Stellen in Verbindung zu setzen.

---

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. N° 121.*

ANNEXE

Le Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne
à la Légation de Suisse à Berlin

NV Pol II 2276 Berlin, 28. Juni 1939

Das Auswärtige Amt beehrt sich, der Schweizerischen Gesandtschaft in Beantwortung der am 24. September 1938 von dem Herrn Schweizerischen Gesandten übergebenen Notiz über die Versorgung der Schweiz mit lebensnotwendigen Gütern im Falle eines Krieges die anliegende Erklärung zu übermitteln, in der die Stellungnahme der Deutschen Regierung zu dieser Frage zum Ausdruck gelangt. Das Auswärtige Amt wäre der Schweizerischen Gesandtschaft für eine Bestätigung dankbar, dass die Schweizerische Regierung mit dieser Erklärung einverstanden ist und dass der Schweizerische Bundesrat auch seinerseits gewillt ist, bei Eintritt eines Kriegsfalles gemeinsam mit der Deutschen Regierung wohlwollend zu prüfen, in welchem Umfange die gegenseitige Versorgung mit lebenswichtigen Gütern sichergestellt werden kann.

ERKLÄRUNG DER DEUTSCHEN REGIERUNG

Entsprechend dem vom Schweizerischen Bundesrat zum Ausdruck gebrachten Wunsch erklärt sich die Deutsche Regierung im Hinblick auf die besondere geographische Lage der Schweiz bereit, auch im Fall eines Krieges dafür zu sorgen, dass der Transport lebenswichtiger Güter nach der Schweiz im Durchgangsverkehr nach Möglichkeit aufrechterhalten wird.

Die Deutsche Regierung geht hierbei davon aus, dass die Schweiz gegebenenfalls den deutschen Durchgangsverkehr aufrecht erhält, soweit dies nicht im Widerspruch steht mit den vom Bundesrat zur Aufrechterhaltung der schweizerischen Neutralität sowie zur Verteidigung und Versorgung des Landes getroffenen Massnahmen.

Die Deutsche Regierung wird bei Eintritt eines Kriegsfalles gemeinsam mit der Schweizerischen Regierung wohlwollend prüfen, in welchem Umfang die gegenseitige Versorgung mit lebenswichtigen Gütern sichergestellt werden kann[3].

---

3. *La Légation de Suisse à Berlin répond par une note datée du même jour (non reproduite) que le Conseil fédéral est d'accord avec la déclaration du Gouvernement allemand.*

111

E 2200 Paris 12/38

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, J. Hotz

Copie
L

Paris, 28. Juni 1939

Besten Dank für Ihre Berichte vom 23. und 24. d*[iese]*s M*[ona]*ts[1]. Danach ist offenbar der Besuch des französischen Handelsministers in der Schweiz ziemlich programmgemässig abgelaufen. Ich habe sofort bei Herrn Gentin eine Unterredung verlangt. Sie hat heute stattgefunden, wobei leider auch Herr Alphand junior zugezogen wurde. Dieser ist, wie ich immer vermutete, mit Juge zusammen, der böse Geist in dieser ganzen Angelegenheit. Er hat offenbar auch seinen Minister nach allen Regeln der Kunst bearbeitet, denn Herr Gentin war bedeutend weniger verständnisvoll und entgegenkommend als das letzte Mal. Die ganze Diskussion, die sich vorwiegend zwischen Alphand und mir abspielte, war ziemlich unerquicklich, ja teilweise etwas dramatisch. Alphand hat unsere ganzen Klagen und Begehren bagatellisiert und zwar in der recht süffisanten Art, die ihm eigen ist. Die Schweiz, so sagt er, hätte sich in keiner Weise zu beklagen und solle durchaus zufrieden sein. Die Verhältnisse seien heute nicht schlechter als früher und er teile unseren Standpunkt durchaus nicht, dass Frankreich uns entgegenkommen müsse. Jedenfalls werde es und könne es dies nur in bescheidenem Ausmasse tun und gegen volle schweizerische Gegenkonzessionen. Dazu brachte er die bekannte Argumentation betreffend die übrigen Posten der Zahlungsbilanz und lehnte vor allem auch die französische Exportstatistik als unrichtig ab.

Ich brauche Ihnen hier nicht darzulegen, dass und was ich im Einzelnen geantwortet habe. Jedenfalls erklärte ich mit Deutlichkeit und Schärfe, dass es unsere und nicht seine Sache sei, zu beurteilen, ob uns der heutige Zustand befriedige oder nicht. Sollten die Verhandlungen von französischer Seite in dem Geiste geführt werden, den er zum Ausdruck brachte, dann, fuhr ich fort, sei es schade für die Zeit und dann hätte ich keine Lust, mich mit ihm herumzuschlagen. Ich liess durchblicken, dass ich dann noch andere französische Kräfte mobilisieren könne und würde und, sollte auch dies nichts nützen, man die Schweiz einfach zur Kündigung zwinge. Entweder sehe man in Frankreich ein, dass etwas Wesentliches geschehen müsse, dann seien wir zu freundschaftlichen Verhandlungen im Rahmen unserer durchaus bescheidenen Begehren bereit. Oder aber die französische Regierung überlasse diese wichtige Frage weiter dem kleinlichen und unfreundlichen Geist ihrer Verwaltung, dann trage sie aber auch die Verantwortung für die Konsequenzen.

In seiner Replik war Herr Alphand dann etwas gemässigter und bezog sich

1. *Cf. N° 108.*

hauptsächlich auf die Schwierigkeiten der eigenen französischen Produktion und auf diejenigen der Meistbegünstigungsklausel. Auch Herr Gentin selber griff begütigend ein und versicherte, dass er persönlich unsere Begehren mit Wohlwollen prüfen werde[2] und zu jedem möglichen Entgegenkommen bereit sei.

[...][3]

---

2. *Les négociations auront lieu en août 1939 à Paris; cf. N^os 148, 153 et 157.*

3. *Suivent des remarques sur les sociétés Sulzer et S.I.M. ainsi que le prochain départ en vacances de Stucki.*

112

J.I. 131/44

Notice du Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki

No I-H-2/39
Neutralität

Paris, 5. Juli 1939

Nachdem ich mich gestern mit dem holländischen Gesandten über die Demarche unterhalten hatte, die er im Auftrage seiner Regierung am Quai d'Orsay in der Frage einer allfälligen Garantie Hollands durch die Sovietunion unternommen hat, sprach ich heute am Telephon über diese Frage eingehend mit Herrn Minister Bonna. Ich machte ihn darauf aufmerksam, dass die heutige Morgenpresse die Wichtigkeit der Frage der russischen Garantie für Holland und die Schweiz stark unterstreiche und der holländischen Demarche eine ziemliche Bedeutung beimesse. Es stelle sich deshalb die Frage, ob die Schweiz nicht ebenfalls intervenieren sollte, da sonst leicht Missverständnisse über ihre Haltung entstehen könnten.

Herr Bonna antwortete mir, dass das Politische Departement diese Frage dem Bundesrat nicht unterbreitet habe, dass er aber mehrfach darüber mit Herrn Bundesrat Motta gesprochen hätte[1]. Dieser sei zur Überzeugung gekommen, es sei besser, in dieser Sache nichts zu unternehmen, einmal um den Anschein zu vermeiden, die Schweiz bereite den englisch-französisch-russischen Verhandlungen Schwierigkeiten. Sodann ist die Lage der Schweiz wesentlich anders, als diejenige der baltischen Staaten und Hollands, da die schweizerische Neutralität und Unverletzlichkeit schon seit langer Zeit und zuletzt noch im letzten Jahr von allen in Betracht kommenden Staaten ausdrücklich anerkannt worden ist. Über die Lage und der *[sic!]* Stellungnahme der Schweiz kann deshalb kein Zweifel herrschen.

---

1. *Le même jour, le Chef de la Division des Affaires étrangères du DPF adresse une circulaire aux diplomates suisses à l'étranger afin de communiquer la position exposée par Bonna lors de sa conversation téléphonique avec Stucki* (E 2001 (D) 2/139).

Ich erklärte, mich dieser Auffassung anschliessen zu können, es aber als angezeigt zu betrachten, dass das Politische Departement die schweizerische Presse über diese Haltung kurz orientiere, wobei anzunehmen sei, dass die Klarstellung dann auf diesem Wege auch in die französische Presse gelange. Bonna wird in diesem Sinne mit Herrn Motta sprechen. Er ist einverstanden, dass ich gegebenenfalls auch hiesige Journalisten im oben erwähnten Sinne aufkläre.

113

E 2001 (D) 2/119

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta

Copie
L 38-1-C-4 R.G.5 Très confidentielle
Relations italo-suisses. Rome, 6 juillet 1939[1]

ENTREVUE AVEC LE COMTE CIANO,
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU JEUDI 6 JUILLET 1939

Avant son départ pour l'Espagne, fixé au matin du samedi 8 juin, le Ministre des Affaires Etrangères m'a reçu, à ma demande, en une très longue audience, dans la matinée du jeudi 6 juillet. Après lui avoir réitéré verbalement mes condoléances exprimées à l'occasion du décès de son père, j'ai abordé successivement les questions dont j'avais été chargé de l'entretenir, en passant ensuite à celles que je m'étais proposé, depuis quelque temps déjà, à rappeler à son attention personnelle, faute de toute réponse écrite du Ministère des Affaires Etrangères à nos nombreuses démarches.

I.

Tout d'abord, j'ai parlé de la question préoccupante de l'interdiction d'entrée en Italie qui frappe la «N.Z.Z.» et le «Bund»[2].

J'ai dit au Comte Ciano que j'avais, quant au fond, peu à ajouter à ma lettre détaillée du 10 juin[3], restée sans réponse et sans suite apparente, malgré mes recharges et mes conversations avec de hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires Etrangères. Je ne lui ai pas caché que j'avais été déçu de rester sans un

---

1. *Au compte-rendu qui suit, Ruegger a joint une brève lettre d'accompagnement, où il se réserve de compléter verbalement ce rapport.*
2. *Cf. N° 98. Après l'expulsion de A. Casagrande en 1938, Alfred Kepler est devenu le correspondant du* Bund *à Rome (cf. la lettre de Ruegger à la DAE du DPF du 3 juillet 1939,* E 2001 (D) 3/16).
3. *Cf.* E 2200 Rom 23/17.

signe de réponse, bien que je ne l'eusse pas laissé ignorer que le Gouvernement Fédéral avait attaché du prix, au moment où il venait de décréter la suspension de la «S.Z. am Sonntag» et qu'il devait affronter un débat à ce sujet au Parlement, à pouvoir annoncer ou du moins constater le retrait des mesures – vraiment incompréhensibles pour nous, à la lumière de l'état réel des relations italo-suisses – qui avaient frappé deux de nos plus grands organes de presse de la Suisse allemande.

Le Comte Ciano m'a dit très nettement qu'en ce domaine il ne pouvait absolument rien faire. En s'échauffant de plus en plus au cours de la conversation, il est allé jusqu'à affirmer que la presse suisse insultait jour par jour l'Italie, recherchait des fêlures dans l'axe, rapportait des racontars quant à la subordination de l'Italie vis-à-vis de l'Allemagne, quant au contrôle de la GESTAPO en Italie, etc. En présence de cette attitude de plus en plus hostile de la totalité de la presse suisse, disait-il, il n'y avait absolument pas moyen d'accueillir notre demande. Au surplus, le Chef du Gouvernement, est, selon lui, tellement irrité contre la presse suisse qu'il est complètement inutile de lui suggérer la révocation de mesures prises par lui-même et dont il a décidé lui-même le maintien en présence des démarches de la Légation. Le Comte Ciano a ajouté – je vous fais grâce des épithètes qu'il a employées dans un moment de grande tension nerveuse – que si lui-même était autrefois souvent intervenu pour modérer, à ma demande, des écarts de quelques feuilles italiennes et aussi pour révoquer des mesures prises autrefois à l'égard de la presse ou de journalistes suisses, il ne pouvait ni ne voulait le faire maintenant, vu le «servilisme» dont la presse suisse faisait preuve vers les démocraties, etc. Il est évident que j'ai répliqué sur un ton qui n'était pas moins ferme que celui du Ministre des Affaires Etrangères. J'ai déploré qu'il s'était laissé à un tel point tromper et induire en erreur par des informations et des informateurs tendancieux. J'ai aussi ajouté que je croyais le connaître assez pour croire personnellement que s'il prenait la peine de se former une opinion personnelle de la presse suisse, l'injustice et l'inexactitude de l'opinion qu'on lui avait donnée lui sauteraient aux yeux.

Inutile de dire aussi que j'ai essayé de faire un exposé aussi exact que possible de l'attitude rédactionnelle de la «Nouvelle Gazette de Zurich», de ses correspondants à Rome et de l'importance de ce journal et de l'erreur qui était en train d'être commise en décourageant les sentiments italophiles des milieux autour de la «Gazette de Zurich». J'ai également, en m'inspirant de vos directives, parlé du «Bund», de son nouveau correspondant à Rome, etc., etc. Pour toute réplique, j'ai eu la réitération des regrets du Comte Ciano de ne pouvoir rien faire, ainsi que la réflexion que «l'on savait très bien du côté italien que la «Nouvelle Gazette de Zurich» était durement frappée au point de vue commercial par l'interdiction de ses ventes en Italie.» (Je crois reconnaître dans ces informations inopportunes la trace de ce qui peut avoir été dit, peut-être par des agents d'affaires occasionnels du Comte Ciano). En tout état de cause, le Ministre était surpris lorsque je lui ai répété que la question des ventes du journal en Italie était tout à fait insignifiante en comparaison de la question politique et du tort psychologique fait par la mesure d'interdiction dans les milieux de la colonie suisse d'Italie.

Après avoir répété sans succès ma demande d'être fixé au moins sur le point

de savoir si les interdictions frappant les journaux de Zurich et de Berne pouvaient être rapidement levées, j'ai suggéré, selon votre autorisation, que tout au moins les abonnés suisses des journaux en question puissent être assurés du service de leurs abonnements. Contrairement à mon attente, la réaction de M. Ciano a été aussi tout à fait négative sur ce point. J'ai dû alors aborder franchement la question des rétorsions possibles touchant la «Squilla Italica», le «Popolo d'Italia» et le «Corriere della Sera», à laquelle j'avais déjà fait allusion auparavant[4]. Cela n'a guère fait d'impression sur le Ministre des Affaires Etrangères qui, pour toute réponse, m'a dit que les interdictions de journaux suisses pouvaient, comme cela avait déjà été comtemplé, fort bien être étendues à d'autres organes de presse, et qu'il ne se voyait plus en mesure d'intervenir pour freiner les «publications que je lui signalais périodiquement» (il s'agit de la prose irrédentiste que vous connaissez). D'après ce que j'ai cru comprendre – sans qu'il l'ait expressément dit – dans l'hypothèse de notre rétorsion naturelle, une campagne de presse sera déclenchée dans la presse italienne, de nombreuses interdictions seront prononcées et les écluses de la campagne irrédentiste seront plus largement ouvertes. Je vous ai donc suggéré d'attendre mon rapport verbal avant de prendre, du côté suisse, des décisions qui peuvent devenir inéluctables, mais dont il faut mesurer à l'avance toutes les conséquences.

Je dois ajouter, à mon regret, qu'ayant insisté particulièrement sur les intérêts de la colonie suisse, M. Ciano a cru constater qu'il y avait là un point vulnérable pour nous et qu'il a même ajouté que si l'on faisait un compte exact des intérêts italiens en Suisse et des intérêts suisses en Italie, ces derniers pouvaient, en somme, être plus vulnérables. A tort ou à raison, j'ai vu ici une allusion à certaines enquêtes en cours, que j'ai immédiatement relevées, tout en ajoutant que personne ne pouvait ignorer de quel côté était l'avantage commercial de nos rapports économiques...

Après avoir passé aux autres questions à discuter, je suis revenu – l'atmosphère s'étant un peu rassérénée – à la fin de l'entrevue sur la question de la presse. J'ai prié le Comte Ciano de charger à tout le moins une personne *objective* et sachant l'allemand d'examiner, numéro par numéro, ce que les deux grands journaux interdits avaient publié au cours des dernières semaines, et de se faire donner par cette personne, qui devait cependant être de toute confiance, un tableau exact de la situation. Sans accueillir formellement cette suggestion, M. Ciano a fini par me dire que s'il avait la conviction d'une modification de l'«attitude hostile», il recommanderait, vu l'ensemble de nos rapports, au Chef du Gouvernement un nouvel examen de la mesure et, le moment venu, une levée des interdictions. Mais cette déclaration est si conditionnée et elle laisse la porte ouverte à tant de marchandages que je ne puis, pour le moment, y attacher une importance excessive.

II. Irrédentisme.

Au cours de notre discussion sur les questions de presse, j'ai évidemment parlé, à plusieurs reprises, de la sournoise campagne irrédentiste qui se poursuit. Je lui ai laissé copie de la notice préparée par mes collaborateurs et dont

4. *Cf. N° 107.*

vous avez vous-même, Monsieur le Conseiller Fédéral, remis un exemplaire à M. Tamaro[5]. M. Ciano, *qui ne connaissait pas ce papier,* l'a lu en entier, en a paru un peu vexé, mais n'a voulu me donner aucune assurance outre que celle qu'il la ferait examiner et que nous en reparlerions à son retour d'Espagne. Ensuite, j'ai remis au Ministre des Affaires Etrangères une nouvelle notice, dont je vous transmets le texte[6], protestant contre l'activité du Professeur Biscottini, Attaché à la Direction des *Italiens à l'étranger* du Ministère et rédacteur responsable de la revue «Il Giornale di Politica e di letteratura», et dont le dernier numéro accueille une prose hostile pour la Suisse sous la signature «Viator»[7].

[...][8]

V.

Le Ministre des Affaires Etrangères a voulu ensuite aborder la question des garanties de la Suisse contre une agression étrangère, qui font, selon la presse italienne, (voir notre dernier bulletin de presse[9]) objet de négociations entre Paris, Londres et Moscou[10].

J'avais prévu que la conversation en arriverait là, et sans laisser le Ministre Ciano finir ses déclarations, j'ai immédiatement expliqué en détail, en me basant sur les informations très détaillées du Département relatives à la phase antérieure de la question, qu'il s'agissait entièrement d'une «res inter alios acta», et qu'au surplus, comme je l'avais expliqué au Ministère dans ma conversation avec l'Ambassadeur Buti[11], la Suisse n'admettrait l'aide de personne, que ce fût de la France, de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Angleterre ou de n'importe qui, sans avoir, en cas de violation de la neutralité, auparavant *requis cette aide*[12]. Je me suis référé, au surplus, à votre discours prononcé à Zurich à l'occasion de la Journée tessinoise, dont les termes avaient été si mûrement pesés. J'ai constaté que ce discours n'avait pas été signalé à l'attention du Comte Ciano, auquel on envoie, en revanche, des ragots extraits de feuilles de choux! Ainsi informé, le Comte Ciano a immédiatement changé de ton. Mais il a voulu quand même achever la phrase à laquelle il s'était visiblement préparé, je pense sur instructions, pour indiquer qu'au cas où la Suisse aurait accepté une garantie unilatérale, les Puissances de l'axe qui, elles aussi, venaient de reconnaître la neutralité de la Suisse, auraient pu se considérer comme libérées de leur nouvel engagement...! Il était dès lors très nécessaire que j'aie pris les devants.

---

5. *Non reproduit; cf.* E 2001 (D) 1/14, E 2001 (D) 1/15, E 2001 (D) 3/298.
6. *Non reproduit.*
7. *Cf. à ce sujet aussi N° 76.*
8. *Suivent l'évocation de cas d'arrestations sans explications de Suisses en Italie; et une observation sur l'absence de commentaires, dans les journaux italiens, à propos de l'Exposition nationale de Zurich.*
9. *Non reproduit; cf.* E 2001 (D) 1/14.
10. *Cf. N° 112.*
11. *Cf. N° 79.*
12. *Cf. N°s 39, 47, 51, 55, 65, 67 et 78. Sur le discours de Motta; cf.* E 2001 (D) 3/299.

VI.

Toujours à propos de la neutralité et de la violation éventuelle de notre territoire, j'ai rappelé au Comte Ciano que j'attendais toujours une réponse officielle du Ministère à la demande formulée selon vos instructions et celles du Département Militaire, pour connaître dans quelle mesure l'Italie pourrait, le cas échéant, nous venir en aide en matière de fournitures de munitions. (La Note que j'avais remise le 28 mars au Ministère vous a été communiquée en annexe à mon rapport de l'époque [13]). J'ai indiqué qu'ici encore une réponse du Ministère des Affaires Etrangères faisait défaut et que, pour des raisons de parité, je tenais vraiment à voir se poursuivre les négociations parallèlement avec celles entamées dans les autres capitales.

M. Ciano a parfaitement compris et a promis de faire activer la réponse, dont nous avons réellement besoin, les services du Ministère de la Guerre attendant toujours des instructions du Palais Chigi pour commencer les pourparlers envisagés avec notre Attaché militaire.

VII.

J'ai enfin saisi l'occasion de cet entretien pour reparler au Comte Ciano, en lui remettant un double de notre dernière note, du problème du ravitaillement de la Suisse en temps de guerre, en dehors du cas de transit déjà réglé [14].

Là encore, le Ministre des Affaires Etrangères a promis d'activer la réponse attendue.

VIII.

Au cours de la discussion, par moment extrêmement échauffée, j'avais dit au Ministre des Affaires Etrangères que l'état réel de nos rapports italo-suisses ne justifie aucunement et rendait même incompréhensible l'importance attribuée, du côté italien, aux questions de presse. J'ai même ajouté que cela étant, le soupçon devait naître dans bien des milieux chez nous qu'il s'agissait d'une action politique qui n'était pas née sur le champ des rapports italo-suisses, mais ailleurs. M. Ciano a voulu m'affirmer formellement que dans tous ses entretiens avec le Chancelier Hitler et MM. Goering et Goebbels, «il n'avait jamais et à aucun moment été question de la Suisse et de la politique à suivre à son égard». J'ai naturellement dit à M. Ciano que je vous rapporterai ces paroles, mais que je comptais que s'il en avait été autrement, vu les nombreux gestes d'amitié désintéressée faits par la Suisse au cours des dernières années *vis-à-vis de l'Italie,* nous étions en droit de compter sur une compréhension et sur une sympathie réelles du côté italien...

Durant tout l'entretien portant sur les questions auxquelles le Comte Ciano était préparé, j'ai eu l'impression que son intransigeance était dictée par des instructions du Chef du Gouvernement. En ce qui concerne son attitude personnelle, j'ai tout de même constaté un changement sensible à la fin de la conversation par rapport à ce qu'il avait dit au début. Lorsque j'ai, en effet, invoqué la compréhension de M. Mussolini pour la «démocratie suisse», M. Ciano m'a dit qu'*à plusieurs reprises* Mussolini lui avait répété que la Suisse

13. *Non reproduit; cf.* E 2200 Rom 23/1.
14. *Cf. N° 82.*

était le seul pays dans lequel la démocratie était naturelle. C'est tout de même une déclaration dont je prends acte.

Enfin, en ce qui concerne la question brûlante de la presse, j'ai eu à la fin l'impression que M. Ciano, à son retour d'Espagne, pourra être amené à intervenir pour lever les interdictions prononcées. Mais, évidemment, jusque-là tout le problème peut avoir évolué.

114

E 1004.1 1/387

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 7 juillet 1939

1373. Deutschland. Verlängerung des Verrechnungsabkommens

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 6. Juli 1939

In Ergänzung seines Berichts vom 29. Juni i*[n]* S*[achen]* Verhandlungen mit Deutschland[1] gibt das Volkswirtschaftsdepartement über die erzielten Resultate noch folgendes bekannt:

[...][2]

3. Die ungenügenden Eingänge aus der Einfuhr deutscher Waren in die Schweiz bedingen eine Kürzung der schweizerischen Exportmöglichkeiten gegenüber Deutschland um durchschnittlich 22% ihres bisherigen Ausmasses. Der Berechnung der Wertgrenzen für die schweizerische Ausfuhr nach Deutschland hat man in den vergangenen Jahren eine durchschnittliche Clearingeinnahme von 32,5 Millionen Franken monatlich zugrunde gelegt. Da die tatsächlichen Einzahlungen trotz der eingetretenen Gebietserweiterung des Deutschen Reiches beträchtlich hinter diesen Erwartungen zurückblieben und in den ersten vier Monaten des laufenden Jahres bloss den Durchschnitt von 28,3 Millionen Franken erreichten, ist die Herabsetzung der Wertgrenzen unausweichlich geworden. Der neuen Wertgrenzenberechnung werden die tatsächlichen Clearingeinnahmen der vorangehenden drei Monate zugrunde gelegt. Es ist Vorsorge getroffen, dass bei einer erhofften Verbesserung der deutschen Einfuhr in die Schweiz auch der schweizerischen Ausfuhr nach Deutschland über eine Heraufsetzung der Wertgrenzen neuer Raum geschaffen werden kann. Umgekehrt trägt der schweizerische Export in erster Linie auch das Risiko eines weiteren Absinkens der Clearingeinzahlungen.

---

1. *Cf.* E 1004.1 1/386, *N°* 1322; *cf. aussi N°* 91.
2. *La proposition débute par un exposé des problèmes techniques rencontrés au cours des négociations.*

4. Die Reichsbankquote wird nunmehr auf 11,8% festgesetzt. In der Verminderung des frei verfügbaren Anteils der Deutschen Reichsbank am Verrechnungsverkehr mit der Schweiz liegt der deutsche Beitrag zur Sanierung des Clearings. Mit ihrer Quote bestreitet die Reichsbank gewisse Zinszahlungen an schweiz. Gläubiger. Nach deutschen Darlegungen wird gegenwärtig der ganze der Reichsbank anfallende Betrag in der Schweiz ausgegeben. Damit dürften annähernd die gesamten Clearingeinzahlungen für schweiz. Leistungen verwendet werden.

5. Pauschalwertgrenze: Zu der den Deutschen zugebilligten Pauschalwertgrenze von monatlich 0,5 Millionen Franken tritt noch folgende Regelung hinzu:

a) Übersteigen die Einzahlungen den Betrag von 28,3 Millionen Franken in einem Monat, und sind die Rückstände unter 40 Millionen Franken gesunken, so werden zunächst 10% des Mehrbetrages, höchstens aber 200000 Fr. dem Warenkonto zur Beschaffung von Waren schweiz. Ursprungs überwiesen; der Rest dient der Tilgung der Rückstände.

b) Sind die Rückstände auf 30 Millionen Fr. gesunken, werden ferner von einem weitern Überschuss die Hälfte, max. aber Fr. 100000.– der Pauschalwertgrenze solange zugewiesen, als nicht die Klausel betr. die generelle Erhöhung der Wertgrenzen des Art. 10 des Warenzahlungsabkommens spielt. Sobald diese Voraussetzungen geschaffen sind, erhält hier die Pauschalwertgrenze max. 20% = 0,1 Millionen Franken, sodass von den Mehreinnahmen über 28,3 Millionen Fr. Clearingeinzahlungen hinaus die Pauschalwertgrenze mit max. 0,3 Millionen Franken gespiesen wird.

6. Durch die getroffenen Vereinbarungen ist es für ein weiteres Jahr gelungen, im Verrechnungsverkehr mit Deutschland diejenigen Summen für unsere Volkswirtschaft herauszuholen, die im Interesse eines gegenseitig vertraglich geregelten Wirtschaftsverkehrs liegen. Der beste Beweis dafür ist die Tatsache, dass die Verhandlungsdelegation bis zum Schlusse der Verhandlungen in den wesentlichen Fragen einhellig war.

Gestützt auf die obigen Ausführungen wird antragsgemäss *beschlossen:*

Das vorgelegte Vertragswerk wird genehmigt[3].

---

3. *Cf. RO, 1939, vol. 55, pp. 642 ss.*

115

E 2200 Prag 3/13

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz[1], *au Chef de la Délégation allemande pour les négociations commerciales, R. Hemmen*

Copie
L Ke. D. 906

Bern, 8. Juli 1939

In den jüngsten Verhandlungen über die Verlängerung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens in Bern[2] sind von schweizerischer Seite Klagen über den unbefriedigenden Zustand im Zahlungsverkehr mit dem Protektorat Böhmen und Mähren vorgebracht worden. Sie haben von den schweizerischen Wünschen nach Besprechungen in dieser Angelegenheit Kenntnis genommen und um eine kurze Darlegung der beanstandeten Verhältnisse gebeten.

Im Protokoll zur Regelung des wirtschaftlichen Verkehrs zwischen dem Protektorat Böhmen und Mähren und der Schweiz vom 27. April 1939[3] ist nicht nur festgelegt, dass die Zahlungen aus der Schweiz nach dem Protektorat wie bisher in freien Devisen geleistet werden, sondern ebenso (Art. II), dass die Einfuhr von Waren schweizerischen Ursprungs in das Protektorat Böhmen und Mähren, sowie die Zahlungen aus dem Protektorat Böhmen und Mähren nach der Schweiz in der bisherigen Weise gehandhabt werden sollen. Zur bisherigen Handhabung gehörte u.a. auch die Überweisung von Kapitalerträgnissen, zu denen die Möglichkeit aus der aktiven Handelsbilanz der ehemaligen Tschechoslowakei gegenüber der Schweiz ohne weiteres gegeben war. Nach den jüngsten Veröffentlichungen der Aussenhandelszahlen des Protektorats betrug in der Zeit vom 15. März bis zum 31. Mai 1939 die Einfuhr aus der Schweiz 27,5 Millionen Kronen, die Ausfuhr nach der Schweiz 41,7 Millionen Kronen. Es wäre nach dieser für das Protektorat günstigen Lage der Dinge ohne weiteres zu erwarten, dass der Waren- und Zahlungsverkehr wirklich im bisherigen Umfange aufrecht erhalten würde.

Das Gegenteil ist leider der Fall. Mit grösster Mühe konnten Devisenbewilligungen für jene schweizerischen Warenlieferungen erreicht werden, welche vor dem 1. Mai im Protektorat verzollt worden waren, während für den laufenden Warenverkehr solche Bewilligungen kaum zu erhalten sind und dessen Struktur sich unter dem Einfluss der Protektoratsbehörden wesentlich zu verschieben scheint. Die Handelsabteilung erhält täglich Beschwerden, die den gegenwärtigen Zustand als unhaltbar erscheinen lassen müssen.

Für Leistungen ausserhalb des Warenverkehrs sind bisher Devisenbewilligungen durch das Protektorat überhaupt nicht erteilt worden, obwohl der

---

1. *La lettre est signée* i*[n]* V*[ertretung]* Keller.
2. *Cf. N*os *80, 91, 114, 115, 116.*
3. *Cf. FF, 1939, II, pp. 308 ss.*

Überschuss der Handelsbilanz heute auch dafür die Möglichkeit geben würde.

Unter diesen Umständen ist der im Protokoll vom 27. April gegenseitig vereinbarte freie Zahlungsverkehr zu einem praktisch bloss einseitig freien geworden. Die Schweiz sieht sich deshalb veranlasst, mit den kompetenten Reichs- und Pragerstellen in eine Aussprache über die Änderung des bestehenden Zustandes einzutreten.

116

E 2001 (D) 1/250

Le Directeur du premier Département de la Banque nationale[1]*, M. Schwab, au Chef du Département politique, G. Motta*

L S/Sp Betrifft deutsch-schweizerische Wirtschaftsverhandlungen

Zürich, 8. Juli 1939

Ihrem an die Nationalbank gerichteten Wunsche entsprechend hat der Unterzeichnete in Vertretung des Politischen Departements als Mitglied der schweizerischen Delegation auch an den nun in Bern zu Ende geführten Verhandlungen teilgenommen. Da jedoch auch ein Sektionschef Ihres Departements, Herr Fürsprech Kohli, speziell den Sitzungen der Finanzunterkommissionen beiwohnte und somit, was die Behandlung der Finanzprobleme anbetrifft, laufend orientiert war, dürften Sie über das Ergebnis wohl bereits unterrichtet worden sein. Ich darf mich daher auf einige wenige Bemerkungen beschränken[2].

1. Es handelte sich bei diesen Verhandlungen in der Hauptsache um eine *Sanierung des Clearingverkehrs* mit Deutschland, die notwendig geworden war im Hinblick auf das bedrohliche Anwachsen der Rückstände im Warenverkehr (Guthaben für schweizerischen Warenexport), die Ende Juni den Betrag von Fr. 60 Millionen bereits überschritten hatten. Diese Situation ist in der Hauptsache daraus entstanden, dass der schweizerische Export im Verhältnis zum Import aus Deutschland während längerer Zeit in zu grossem Umfang erfolgte. Es bestehen allerdings für die einzelnen Exportkategorien bestimmte Wertgrenzen und es werden die für jede Ausfuhr erforderlichen sogenannten Clearingcertifikate den Exporteuren nur im Rahmen dieser Wertgrenzen aus-

---

1. *Sur l'organisation interne de la Banque nationale, cf. N° 49 note 1.*
Le premier département est principalement chargé de faire des études et de donner son avis sur les questions intéressant la politique monétaire et la politique de la banque d'émission, de traiter les affaires que la loi fédérale de 1934 sur les banques et les caisses d'épargne attribue à la Banque nationale, de s'occuper des statistiques, des questions juridiques.
2. *Cf. N°s 80, 91 et 114, ainsi que* E 1004.1 1/384, N° 806, E 1004.1 1/385, N° 991.

gehändigt. Diese Wertgrenzen wurden nun aber zur Zeit des Abkommens vom Juni 1937[3] festgesetzt und zwar auf der damaligen Basis von durchschnittlich 32 1/2 Millionen Fr. Einzahlungen in der Schweiz; sie blieben in der Folge bestehen, obwohl die Einzahlungen in der Schweiz seither zeitweise ganz erheblich zurückgegangen sind und beispielsweise in den ersten 4 Monaten dieses Jahres noch wenig mehr als 28 Millionen monatsdurchschnittlich erreichten, im Jahre 1938 mehrmals sogar nur 25-26 Millionen. Daraus ergab sich dann diese bedauerliche Störung des Gleichgewichts im Clearing bzw. die erwähnten Rückstände, zu deren Tilgung nun geschritten werden muss. Zu diesem Zwecke wird allmonatlich ein Teil der Einzahlungen in der Schweiz zu Tilgungszwecken verwendet, sodass für die Abwicklung des sogenannten laufenden Geschäftes entsprechend weniger Einzahlungsvolumen zur Verfügung stehen wird, was eine entsprechende Reduktion der bezüglichen Zuteilungsquoten bedingt.

Man einigte sich auf eine neue Ausgangsbasis von 28,3 Mill. Fr. monatlicher Einzahlungen in der Schweiz sowie ferner dahin, dass die Tilgung der Rückstände zu Lasten der die Basis von 28,3 überschreitenden Mehreinzahlungen zu gehen habe. Die neue Aufteilung der in der Schweiz zur Einzahlung gelangenden Beträge geschieht nun unter dem neuen Abkommen wie folgt:

Einzahlungen in der Schweiz:	Fr. 28,3 Millionen
Davon werden zugeteilt:	
dem Reiseverkehr (wie bisher privilegiert) vorweg	Fr. 2,8 Millionen
(hiezu kommen monatlich Fr. 200 000 aus einem noch unter dem früheren Abkommen für Reisezwecke ausgeschiedenen, aber nicht entsprechend verwendeten Betrag von rund Fr. 4 Mill., sodass für den Reiseverkehr monatlich Fr. 3 Mill. gesichert sind)	
Von dem verbleibenden Betrag von	Fr. 25,5 Millionen
erhalten: die Reichsbank,	
als freie Devisenspitze, 11,8% =	Fr. 3 Millionen
der Transferfonds, 15% =	Fr. 3,8 Millionen
und der Warenexport inkl. Nebenskosten	
mit 6,4 Mill. die verbleibenden = 73,2%.	Fr. 18,7 Millionen

Der Überschuss an Einzahlungen über 28,3 Mill. Fr. wird wiederum in gleicher Weise (unter Weglassung des mit 2,8 Mill. privilegierten Reiseverkehrs) geschlüsselt, sodass beispielsweise bei einem Einzahlungstotal von 32,3 Millionen der Überschuss von 3 Millionen wie folgt aufgeteilt wird: Fr. 3,00 Mill.

Reichsbankspitze	11,8% =	Fr. 0,35 Mill.
Transferfonds	15% =	Fr. 0,45 Mill.
Warenkonto	Rest mit	Fr. 2,2 Mill.

Dieser auf das Warenkonto entfallende Anteil soll nun ausschliesslich zur Tilgung Verwendung finden, bis die Rückstände auf den Betrag von 40 bzw.

3. *Cf. RO, 1937, vol. 53, pp. 665 ss.*

30 Millionen zurückgeführt sind, worauf das Ausmass der Tilgung etwas reduziert wird.

2. Der Transfersatz für die Finanzforderungen. Gemäss dem Ende vorigen Monats abgelaufenen Abkommen vom 30. Juni 1938[4] wurden bekanntlich die Ansprüche für Erträgnisse aus schweizerischen Kapitalforderungen gegenüber Deutschland mit einem Bartransfer von 3 1/4%, unter gänzlichem Verzicht auf die Differenz zwischen diesem Satz und den vertraglichen Zinsansprüchen, abgegolten. Der schweizerische Gläubiger hatte sich somit mit diesem in bar zur Ausschüttung gelangenden Satz von 3 1/4% abzufinden, obwohl der deutsche Schuldner die von ihm vertraglich geschuldeten Leistungen nach wie vor in vollem Umfang bei der Deutschen Konversionskasse einzuzahlen hat. (Während die obgenannte Differenz unter früheren Abkommen dem schweizerischen Gläubiger zur teilweisen oder gänzlichen Verwendung in Deutschland in bestimmter Form (wie beispielsweise Fundingbonds, Reichsmarkanweisungen, usw.) zur Verfügung gestellt wurde, nimmt seit Inkrafttreten des Abkommens vom 30. Juni 1938 das Reich diese Differenzbeträge vollständig für sich in Anspruch, allerdings in der Meinung, dass sie zur Ausrichtung von sogen. Exportförderungszuschüssen für die Warenausfuhr nach der Schweiz Verwendung finden sollen; eine Kontrollmöglichkeit besteht jedoch schweizerischerseits diesbezüglich nicht.) Das Total dieser dem Reich zufallenden Differenzbeträge, auf die der schweizerische Gläubiger verzichten muss, belief sich in der Zeit vom 1.7.38 bis 31.3.39 (also in 10 Monaten) auf rund 22 Millionen Franken.

Die Dotierung des Transferfonds mit 15% der Einzahlungen (nach Vorwegnahme der 2,8 Mill. für den Reiseverkehr) ermöglicht bei einigermassen normalem weitern Verlauf des Verrechnungsverkehrs die Ausschüttung eines Bar-Transfersatzes an die Finanzgläubiger von 2 3/4% (statt bisher 3 1/4%); es ist jedoch vorgesehen, gegen Ende d[*iese*]s J[*ahre*]s mit der deutschen Seite die dannzumalige Situation des Transferfonds zu überprüfen um festzustellen, ob event. für die Fälligkeiten der zweiten Hälfte des Vertragsjahres (1. Jan.-30. Juni 1940) der Transfersatz auf 3% erhöht werden kann. Würden die Einzahlungen in der Schweiz sich weiter auf dem in den beiden letzten Monaten erreichten Niveau von ungefähr 32-33 Mill. halten, so sollte eine solche Erhöhung des Transfersatzes auf 3% möglich sein.

Die schweizerischen Kapitalanlagen in Deutschland, soweit deren Erträgnisse zulasten des Transferfonds zu überweisen sind, belaufen sich z[*ur*] Z[*eit*] noch auf ca. 2,1 Milliarden Franken. Die abermalige Reduktion des als Abgeltung ausgerichteten Bar-Transfersatzes um 1/2% kommt vom Gesichtspunkt des Ertrages einer weitern Entwertung dieses Kapitals um rund 325 Millionen Fr. gleich.

3. Bezüglich der *Heimschaffung der sogen*[*annten*] *Rückwanderer-Vermögen* konnte die bisherige Regelung in der Hauptsache auch für die neue Vertragsperiode, d.h. bis Ende Juli 1940 erreicht werden.

4. In Sachen *Erbschaftsclearing* erhielten wir zuerst in der Finanz-Unterkommission eine Absage, wo der deutsche Vertreter die ihm entgegengehal-

---

4. *Cf. RO, 1938, vol. 54, pp. 353 ss.*

tene, letztes Jahr zwischen dem Reich und U.S.A. getroffene Sonderregelung vorerst in Abrede stellte und, nach Vorlage der bezüglichen amerikanischen Publikation, sich dann den Anschein geben wollte, als hätte er von einer solchen Abmachung keine Kenntnis gehabt. Nachdem er sich im übrigen ablehnend verhielt, wurde die Angelegenheit dann noch in einer Konferenz zwischen den beiden Delegationschefs und ihren Hauptmitarbeitern offiziell vorgebracht, worauf jedoch eine kategorische Absage erfolgte. Nachdem man deutscherseits der Schweiz eine Lösung verweigert, wie sie einem andern Staate glatt zugebilligt wurde, wird sich das Reich nicht beklagen können, wenn man nun schweizerischerseits zu einer autonomen Regelung dieses Problems schreiten sollte, was sehr zu begrüssen wäre.

5. In der sogenannten *Bussenfrage* hielten die Deutschen ebenfalls strikte an ihrer Auffassung und bisherigen Praxis fest. Bekanntlich verlangen die deutschen Polizei- und Gerichtsbehörden von in Deutschland wegen Devisenvergehen inhaftierten oder zu Gefangenschaft verurteilten Schweizern (wie offenbar von allen übrigen Ausländern) die Zahlung der ihnen auferlegten Bussen, Gefängniskosten, usw., in freien Devisen. Auch stellt man ihnen gelegentlich eine Milderung der Strafe bzw. eine frühere Haftentlassung in Aussicht, wenn sie Devisen zur Zahlung der meist kräftig bemessenen Bussen, usw., sofort beibringen. Die Leute versuchen dann, aus der Schweiz Devisen kommen zu lassen, während die Schweiz. Verrechnungsstelle auf Grund der Generalklausel im Verrechnungsabkommen sich auf den Standpunkt stellen muss, dass die Überweisung solcher Bussen, etc., auf dem Wege der Einzahlung ins Clearing zu erfolgen hat, welcher Auffassung sich aber die deutsche Verhandlungsdelegation widersetzte und die Überweisung in freien Devisen postulierte. Da eine Einigung in diesen divergierenden Standpunkten nicht zu erzielen war, so bleibt es beim bisherigen Zustand und man wird schweizerischerseits weiterhin darauf bestehen, dass solche Bussen-Überweisungen auf dem Clearingwege erfolgen.

6. Eine heikle Angelegenheit spielte bei verschiedenen Gelegenheiten die sogen[*annte*] *Arierfrage*, wo die Deutschen unerbittlich sind[5]. Man suchte die Angelegenheit auch schweizerischerseits mit aller Behutsamkeit nach Möglichkeit zu umgehen und beschränkte sich in der Hauptsache auf die Wahrung unseres grundsätzlichen Standpunktes, dass wir im Gesamt-Vertragswerk nur eine Sorte von Schweizerbürgern kennen und eine unterschiedliche Behandlung aus Rassen- oder Religionsgründen grundsätzlich nicht anerkennen können. Zweifellos werden in der Folge in diesem Punkte bei der Durchführung des Verrechnungsabkommens noch vermehrte Schwierigkeiten zu gewärtigen sein.

---

5. *Sur les conséquences des mesures antisémites sur les relations financières; cf. aussi la lettre du 4 mars 1939 du Directeur de la* Schweizerische Lebensversicherungs- und Rentenanstalt, *H. König, à J. Hotz* (E 7110/1967/32/900 – Deutschland/7 *et* E 2001 (D) 1/226).

117

E 1004.1 1/387

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 11 juillet 1939[1]

1395. Ungarn.- Verhandlungen über den Waren- und Zahlungsverkehr

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 10. Juli 1939

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes über die Verhandlungen mit Ungarn betr[*effend*] den Waren- und Zahlungsverkehr:

"I.

Anlässlich der im Januar 1939 zwischen einer schweizerischen und einer ungarischen Delegation in Budapest gepflogenen Verhandlungen[2] waren sowohl schweizerischer- als auch ungarischerseits weitere Besprechungen betreffend den Zahlungs- und Warenverkehr zwischen der Schweiz und Ungarn vorgesehen worden. Auf Verlangen Ungarns wurden die Verhandlungen am 22. Juni 1939 in Bern aufgenommen, in Zürich fortgesetzt und am 5. Juli a.c. mit der Unterzeichnung eines Abkommens über die Regelung des gegenseitigen Zahlungs- und Warenverkehrs abgeschlossen, das für die Dauer eines Jahres gültig und, unter Vorbehalt der Genehmigung durch die beiden Regierungen, rückwirkend ab 1. Juli 1939 in Kraft getreten ist[3]. Die Vereinbarungen wurden ungarischerseits vom a[*usser*]o[*rdentlichen*] Gesandten und bevollmächtigten Minister Alfred von Nickl, schweizerischerseits vom Delegierten für Handelsverträge, Herrn Dr. H. Ebrard, unterzeichnet.

Zwecks Vereinfachung und Vereinheitlichung sind die bisher geltenden Verträge, nämlich das Protokoll vom 27. Mai 1937[4] (modus vivendi), das Protokoll vom 3. September 1937, die Zusatzvereinbarungen vom 21. Dezember 1937[5], das Protokoll vom 23. Juli 1938, das Protokoll vom 24. November 1938 und der Zusatz vom 25. Januar 1939[6] mit wenigen, im Abkommen ausdrücklich erwähnten Ausnahmen, aufgehoben und durch die Bestimmungen des neuen Abkommens ersetzt worden. Das Abkommen enthält folgende Bestandteile:

1. Abkommen über den Waren- und Zahlungsverkehr zwischen dem Königreich Ungarn und der Schweizerischen Eidgenossenschaft;

2. Liste A, Liste der für Waren schweizerischer Herkunft vereinbarten ungarischen Kontingente für ein Vertragsjahr;

---

1. *Etaient absents: Ph. Etter, R. Minger.*
2. *Cf.* E 1004.1 1/382, N° 229; E 1004.1 1/386, N° 1235; E 7110 1973/135/27.
3. K.I. 1295/1.
4. K.I. 1280/3.
5. K.I. 1280/4. *Cf. aussi RO, 1937, vol. 53, pp. 1151 ss.*
6. *RO, 1939, vol. 55, pp. 698 ss.*

Liste B, Liste der für Waren ungarischer Herkunft vereinbarten schweizerischen Einfuhrkontingente für ein Vertragsjahr;

3. Briefwechsel zwischen den beiden Delegationschefs betreffend den Einbezug des Karpathenlandes in den schweizerisch-ungarischen Waren- und Zahlungsverkehr; Nebenkosten im Warenverkehr; Reiseverkehr aus Ungarn in die Schweiz; Finanzforderungen, Versicherungszahlungsverkehr usw.;

4. Briefwechsel zwischen der Schweizerischen Verrechnungsstelle und der Ungarischen Nationalbank über die Durchführungsmassnahmen betreffend das Abkommen vom 5. Juli 1939[7];

5. XV. Weizenabkommen Ungarn – Schweiz.

II.

Was vorab den Zahlungsverkehr anbetrifft, so konnte gleich zu Beginn der Verhandlungen die Lage insoweit abgeklärt werden, dass die beiden Delegationen sich dahin verständigten, die Struktur des bisherigen Zahlungssystems (das bisher auf dem modus vivendi vom 27. Mai 1937 beruhte) für die Dauer des neuen Abkommens, d.h. bis Ende Juni 1940, unverändert beizubehalten. Freilich wies die ungarische Delegation darauf hin, dass sie umso mehr bei Bemessung der Ungarn zu eröffnenden Einfuhrkontingente, bezw. bei deren Erhöhung, auf eine entgegenkommende Haltung der Schweiz rechne, im Hinblick auf die Sicherung der Alimentierung des laufenden Zahlungsverkehrs, nicht zuletzt auch mit Rücksicht auf den Umstand, dass der derzeitige Status der Zahlungen (Konto A und Konto B) des schweizerisch-ungarischen Verrechnungsverkehrs für Ungarn passiv sei.

Im Zuge der Verhandlungen war sodann die Frage der Unterstellung des Zahlungsverkehrs zwischen der Schweiz und den von Ungarn im letzten Frühjahr besetzten Gebieten des Karpathenlandes unter die Bestimmungen des neuen schweizerisch-ungarischen Zahlungsabkommens zu regeln. Es wurde vereinbart, dass aus dem Warenverkehr vor dem 16. März 1939 herrührende, zwischen Beteiligten in der Schweiz und in den mit dem Königreich Ungarn wieder vereinigten Gebieten des Karpathenlandes zu leistende Zahlungen in den Geltungsbereich des am 5. Juli 1939 abgeschlossenen Abkommens fallen.

III.

Hinsichtlich des Warenverkehrs konnte wiederum beiderseits festgestellt werden, dass der Güteraustausch zwischen den beiden Ländern im Rahmen der vertraglich festgesetzten Kontingente sich im allgemeinen in befriedigender Weise abwickelt. Die ungarische Delegation hat ihre bereits früher abgegebenen Zusicherungen in Bezug auf eine loyale Handhabung der Einfuhrbewilligungspraxis gegenüber der Schweiz erneuert. Es gelang ausserdem, für den schweizerischen Export nach Ungarn, neue, bezw. erhöhte Kontingente für das Vertragsjahr (1. Juli 1939 – 30. Juni 1940) zu erwirken.

Die schweizerische Delegation konnte sich dem Wunsche der ungarischen Delegation um Erweiterung des Kontingentsrahmens für die ungarische Einfuhr in die Schweiz nicht verschliessen angesichts des Umstandes, dass sich der

7. E 7110 1967/32/900 Ungarn/3.

Güteraustausch in den letzten Monaten stark zugunsten der Schweiz entwickelt hat. Immerhin wurde den ungarischen Begehren um Eröffnung weiterer, bezw. um Erhöhung bestehender Kontingente nur in dem Masse Rechnung getragen, als die Steigerung der ungarischen Einfuhr in die Schweiz zur Aufrechterhaltung eines reibungslosen Güteraustausches, namentlich mit Bezug auf die Alimentierung des Verrechnungsverkehrs zugunsten schweizerischer Exporteure erforderlich erschien.

IV.

Wie bereits betont, hat die Schweiz augenblicklich ein Interesse daran, das gestörte Gleichgewicht im Zahlungsverkehr mit Ungarn durch Förderung des ungarischen Exportes wieder herzustellen. Die vermehrte Abnahme ungarischer Produkte, speziell des Weizens, erscheint umso notwendiger, als die dadurch bedingte Beschaffung zusätzlicher Devisen eine Voraussetzung bildet für die Begleichung unerledigter Forderungen schweizerischer Finanzgläubiger, für die Regelung des gegenseitigen Versicherungszahlungsverkehrs sowie des Fremdenverkehrs aus Ungarn in die Schweiz. Zu diesem Zweck wurde eine Übereinkunft über die Lieferung und Abnahme von 60000 Tonnen ungarischen Weizens getroffen, welche im XV. Weizenabkommen Ungarn-Schweiz niedergelegt ist und einen integrierenden Bestandteil des gegenwärtigen Abkommens bildet.

Was die Preisfrage anbelangt, ist folgendes festzustellen:

Im Zeitpunkt des Abschlusses des XV. Weizenabkommens Schweiz-Ungarn begreiflicherweise nur für die erste Rate von *20000 Tonnen,* die in den Monaten August, September und Oktober 1939 zur Abwicklung gelangt, feste Preise vereinbart werden. Diese Preise betragen für Merkantilweizen *Fr. 11.15* und für Standardweizen *Fr. 11.40* per % kg Frachtparität Buchs unverzollt, lose verladen. Sie entsprechen unter Berücksichtigung des Qualitätsmomentes den Weltmarktpreisen; *d.h. es mussten keine Überpreise angelegt werden.*

Im Zeitpunkt des Abschlusses kosteten beispielsweise Hardwinter 1 Gulf dark Fr. 11.25, Bahia Blanca 80 kg Fr. 12.10, Rosafé 80 kg Fr. 10.95 und Canada Western Garnet 2 Fr. 11.45 per % kg franko Basel unverzollt.

Über die Preise für die 2. und 3. Rate, die in den Monaten November, Dezember und Januar 1939/1940 bezw. Februar, März und April 1940 zur Abwicklung gelangen sollen, werden die Preise für Merkantil- und Standardweizen bis zum 20. Oktober 1939 bezw. bis zum 20. Januar 1940 in Anlehnung an die Preise der 1. Rate unter Berücksichtigung allfälliger Veränderungen der Weltmarktpreislage festgesetzt werden.

Für Musterweizen bleibt die Preisfestsetzung wie bisher den Kontrahenten überlassen.

V.

Was den Reiseverkehr von Ungarn nach der Schweiz anbelangt, so gelang es, trotz anfänglichem Widerstand der Ungarischen Nationalbank, die bisherige allgemeine Regelung beizubehalten; der für das neue Vertragsjahr von dieser Bank zuzuteilende Rahmenbetrag wurde wiederum auf 2 Millionen Fr. festgesetzt, womit den schweizerischen Verkehrsinteressen unter den gegebenen Umständen weitgehend Rechnung getragen ist. Nach wie vor bildet dieser

Betrag eine Minimalwertgrenze, über die hinaus die ungarische Nationalbank, wie bisher, mit Wohlwollen zusätzliche Beträge zur Verfügung stellen wird. Insbesondere wird sie Besuchern der in Zürich stattfindenden schweizerischen Landesausstellung die erforderlichen Schweizerfrankenbeträge mit weitestgehendem Wohlwollen zuteilen.

Mit Bezug auf die den beiderseitigen sachverständigen Stellen vorbehaltenen Durchführungsbestimmungen haben die beiden Delegationen ausdrücklich davon Kenntnis genommen, dass zwischen dem ungarischen Landesamt für Fremdenverkehr und dem Schweizerischen Fremdenverkehrsverband am 24. Januar 1939 ein Protokoll über die Reiseverkehrsbeziehungen zwischen Ungarn und der Schweiz errichtet worden ist[8]; die Ungarische Nationalbank hat ihm zugestimmt. Sie hat sich ferner verpflichtet, die erforderlichen devisentechnischen Massnahmen zur reibungslosen Abwicklung dieses Reisesonderabkommens zu ergreifen.

VI.

Hinsichtlich einzelner finanzieller Fragen, wie beispielsweise diejenigen der individuellen Finanzforderungen, der Finanzguthaben schweizerischer Privatgesellschaften, des Schuldendienstes Ungarns in der Schweiz und des schweizerisch-ungarischen Versicherungszahlungsverkehrs war es im Verlaufe der Verhandlungen aus technischen Gründen, insbesondere wegen vorzeitiger Abreise des zuständigen Vertreters der Ungarischen Nationalbank, nicht möglich, über die von der schweizerischen Delegation aufgeworfenen Fragen die Besprechungen zu Ende zu führen. Der ungarische Delegationschef hat daher in einem Brief an den schweizerischen Delegationschef zugesichert, dass zur Wiederaufnahme der Besprechungen über diese Fragen für den 14. Juli 1939 ein Vertreter der Ungarischen Nationalbank in die Schweiz entsandt werde.»

Auf Grund der vorstehenden Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

Das vorgelegte am 5. Juli 1939 unterzeichnete Abkommen über den Waren- und Zahlungsverkehr zwischen dem Königreich Ungarn und der Schweizerischen Eidgenossenschaft mit sämtlichen Beilagen, die integrierende Bestandteile dieses Abkommens bilden, wird genehmigt.

---

8. E 7110 1973/135/27.

118

E 6100 (A) 18/1273

Le Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter, au Chef du Département politique, G. Motta

Copie
L Liechtensteinische Hypotheken bei schweizerischen Banken

Bern, 12. Juli 1939

Auf eine Anfrage der St. Gallischen Kantonalbank, ob sich der Bund nicht bereitfinden würde, allfällige Verluste auf ihrem Bestand an liechtensteinischen Hypotheken aufzukommen, antwortete Ihr Departement am 11. Juni 1939[1], dass es im Hinblick auf die gesamtschweizerischen Interessen derzeit angezeigt erscheine, von einer Kündigung der Darlehen abzusehen[2], da ein derartiges Vorgehen sicherlich Beunruhigung im Fürstentum erwecken würde. Immerhin müsse es das Departement der Kantonalbank überlassen, die ihr gutscheinenden Massnahmen zu treffen, falls ihr das Risiko zu gross erscheinen sollte.

Dieser Mahnung eingedenkt hat die St. Gallische Kantonalbank seither darauf verzichtet, irgendwelche Kündigungen auf dem liechtensteinischen Hypothekardarlehen vorzunehmen. Es ist Ihrem Departement jedoch bekannt, dass die Behörden der Bank verschiedentlich zu verstehen gaben, dass sie über das Schicksal Liechtensteins nach wie vor beunruhigt seien und den bisherigen Schwebezustand mit Bezug auf die Hypothekardarlehen auf die Dauer nicht aufrecht erhalten und die damit verbundene Verantwortung nicht weiter tragen könnten. Auf Wunsch des Herrn Nationalrat Gabathuler hat vor kurzem auf Ihrem Departement eine Aussprache mit Vertretern der St. Gallischen Regierung, der Kantonalbank und der andern zwei am liechtensteinischen Hypothekargeschäft interessierten St. Gallischen Banken stattgefunden. Es ergab sich dabei, dass die Gesamtsumme der sich im Besitze St. Gallischer Banken befindlichen liechtensteinischen Hypotheken auf 2,9 Millionen Franken beläuft, wovon 1,7 Millionen auf die St. Gallische Kantonalbank, 1 Million auf die Bank in Buchs und 0,2 Millionen auf die Bank in Ragaz entfallen.

Unter den heutigen politischen Verhältnissen, die den beteiligten St. Gallischen Banken als höchst undurchsichtig erscheinen, ist es nicht ausgeschlossen, dass sie daran gehen – jede für sich oder nach getroffener Vereinbarung – ihre liechtensteinischen Hypotheken, die privatwirtschaftlich erstklassig sind, allmählich zu kündigen. Ob sie eine gesamthafte Kündigung wagen würden, steht dahin, erscheint uns aber nicht sehr wahrscheinlich. Die betroffenen liechtensteinischen Schuldner würden versuchen, das Geld anderswie aufzubringen. Möglicherweise besitzt der eine oder andere Guthaben oder Titel auf die Schweiz und verwendet sie zur Rückzahlung. In manchen Fällen werden sie

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. aussi N° 16.*

sich an die Landessparkasse wenden und um die Übernahme der gekündigten Hypotheken ersuchen. Ob es diesem Institute gelingen würde, etwa durch die Emission einer neuen Pfandbriefanleihe im Lande selbst oder in der Schweiz genügende Gelder zu beschaffen, dürfte zweifelhaft sein. Es müsste damit gerechnet werden, dass die Sparkasse an den Bund gelangen und den gesperrten Kredit von einer Million Franken beanspruchen würde. Wir nehmen an, dass sich das Politische Departement in einem Bericht an den Bundesrat darüber äussern würde, ob diesem Begehren im politischen und militärischen Interesse der Schweiz zu entsprechen sei und ob nötigenfalls darüber hinaus noch weitere Kredite zur Verfügung gestellt werden sollten. Dabei müsste man sich wohl auch mit der Finanzdelegation der eidgenössischen Räte ins Einvernehmen setzen, die gegen eine weitere Darlehensgewährung an Liechtenstein Einspruch erhoben hatte. Vielleicht findet das Politische Departement, dass man den Kündigungen der St. Gallischen Banken zuvorkommen sollte, weil die damit verbundene finanzielle und wirtschaftliche Beunruhigung des Landes sich auch politisch verhängnisvoll auswirken könnte.

Hält das Politische Departement dafür, dass es sehr wohl in die Lage kommen könnte, dem Bundesrate eine finanzielle Intervention zu beantragen, so liesse sich die weitere Frage stellen, ob nicht statt der Kreditgewährung ein anderes Mittel zum gleichen Ziele führte, ohne dass der Bund im gleichen Masse belastet würde. Wir denken nämlich an eine Bürgschaft des Bundes zugunsten der in Betracht fallenden Banken für einen allfälligen Ausfall auf den von ihnen gewährten liechtensteinischen Hypothekarkrediten. Diese Ausfallbürgschaft wäre dabei auf 50% des Verlustes zu begrenzen und an die Bedingung zu knüpfen, dass den liechtensteinischen Hypothekarschuldnern ein Zwang zur jährlichen Tilgung ihrer Schuld zum festen Satze von beispielsweise ½ % auferlegt würde. Wir haben Grund zur Annahme, dass sich die Banken mit einer solchen Teilgarantie durch den Bund zufriedengeben würden. Es ist zu bedenken, dass im Fall einer Annexion Liechtensteins durch Deutschland die Bundesdarlehen an das ehemalige Fürstentum wahrscheinlich nicht mehr anerkannt würden, während die privatrechtlichen Forderungen unserer Banken gegenüber liechtensteinischen Einwohnern ebenso wahrscheinlich keine oder nur geringe Anfechtung zu befürchten hätten. Wir sind uns freilich bewusst, dass sich der Bundesrat für eine derartige Ausfallbürgschaft auf keine konkrete rechtliche Grundlage stützen könnte, sondern sich wohl darauf berufen müsste, dass es gelte, höhere politische und militärische Interessen der Eidgenossenschaft zu wahren (B[*undes*] V[*erfassung*] Art.102, Absatz 8)[3].

---

3. *Sur proposition du Département politique, le Conseil fédéral décide, lors de sa séance du 8 septembre 1939, de débloquer le crédit gelé (cf. N° 16) d'un million afin de garantir la liquidité de la Caisse d'Epargne de la Principauté* (E 1004.1 1/389, *N°* 1718). *Cf. aussi* E 2001 (D)1/225.

119

E 1004.1 1/387

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 juillet 1939[1]

1419. Séance du comité intergouvernemental pour les réfugiés du 19 juillet 1939 à Londres

Département politique. Proposition du 13 juillet 1939

Le Conseil fédéral, en acceptant au cours de la réunion du 27 juillet 1938[2] le rapport de ses délégués à la conférence d'Evian, décida sous chiffre 2 de se rallier à la conclusion finale de la délégation suisse que la Confédération, tout en suivant les travaux ultérieurs du comité et des sous-comités précités avec l'intérêt qu'ils méritent, devrait s'abstenir de prendre part à la première session du comité intergouvernemental, convoqué, à Londres, pour le 3 août de la même année.

La première conférence du comité intergouvernemental pour la continuation et le développement de l'œuvre de la conférence d'Evian qui s'est tenue à Londres en date du 3 août 1938, après avoir élu Lord Winterton comme président du comité, proposa que les quatre pays suivants: Etats-Unis, Brésil, France et Pays-Bas, désignent chacun un vice-président. D'autre part, le représentant des Etats-Unis, M. Georges Rublee, était élu comme directeur permanent. Il était chargé d'entreprendre des négociations en vue d'améliorer le présent état des choses et de substituer à l'exode actuel une émigration ordonnée. Il était convenu d'autre part que les pays de refuge doivent continuer à fournir pendant un certain temps un asile temporaire aux émigrants involontaires en route vers leur établissement définitif. En même temps, il a été décidé, afin d'assurer la coordination du travail du comité intergouvernemental avec les services des réfugiés de la Société des Nations, que le Haut-Commissaire pour les réfugiés venant d'Allemagne sera invité à se faire représenter aux réunions du comité intergouvernemental de même que le directeur du bureau international du travail.

La deuxième séance du comité intergouvernemental a eu lieu les 13 et 14 février 1939 à Londres[3]. Ont pris part à cette séance tous ceux qui ont assisté à la conférence d'Evian, à l'exception de Costa Rica et de la Suisse, total donc 30 pays. Un vice-président supplémentaire fut nommé en la personne du représentant de la République d'Argentine. M. Rublee, directeur du comité, avant de lire le mémorandum strictement confidentiel sur l'émigration des juifs d'Allemagne, expliqua que le gouvernement allemand n'était pas disposé à établir un accord avec le comité en ce qui concerne l'émigration involontaire d'Allemagne, et qu'il n'était pas non plus disposé à reconnaître officiellement

---

1. *Etait absent: Ph. Etter.*
2. *Cf.* E 1004.1 1/375, *N°* 1269 *et* E 2001 (D) 3/267.
3. *Cf. N°s 30, 81 et 103.*

l'existence du comité. Il était cependant disposé, par l'intermédiaire du Dr Schacht et de M. Wohltat, et pour donner à M. Rublee la possibilité de présenter un rapport au comité, à lui donner des informations officielles quant aux mesures que le gouvernement allemand serait disposé à prendre, sous certaines conditions, en ce qui concerne l'organisation et le financement de l'émigration involontaire du Reich. M. Rublee a été informé, d'autre part, que toute mesure que le gouvernement allemand pourrait prendre pour mettre à exécution la politique et le programme exposés dans le mémorandum, serait prise indépendamment et de façon unilatérale par le gouvernement allemand. Le mémorandum se compose de trois parties:

I. Organisation de l'émigration,
II. Statut des personnes restant à titre permanent en Allemagne et des personnes en instance d'émigration,
III. Financement de l'émigration.

Le comité a pris acte du rapport du directeur. Il a autorisé celui-ci à signaler au gouvernement allemand qu'agissant unilatéralement, le comité a fait, fait et fera tout son possible pour développer les possibilités d'établissement permanent des émigrants involontaires d'Allemagne dans le cadre des lois et usages des gouvernements participants. D'autre part, le comité prit connaissance de la formation projetée d'une corporation internationale privée destinée à servir d'agence pour le financement des plans d'établissement, et pour le maintien des contacts avec les autorités allemandes susceptibles de servir à cette fin.

En raison du fait que M. Rublee quitte le poste de directeur, le comité a invité Sir Herbert Emerson, Haut-Commissaire pour les réfugiés sous la protection de la Société des Nations, à accepter le poste de directeur du comité, étant entendu qu'il ferait tout en son pouvoir pour assurer l'exercice des deux mandats qui lui sont confiés, de sorte que les activités du bureau du comité intergouvernemental et des services de la Société des Nations en faveur des réfugiés puissent se compléter tout en restant indépendantes. M. Robert Pell a été nommé directeur adjoint.

Le président fut autorisé à nommer, de concert avec les vice-présidents, un négociateur spécial chargé au moment opportun de continuer les négociations destinées à améliorer les conditions d'exode du pays d'origine.

Le problème du passage à l'étranger des émigrants d'Allemagne qui séjournent en Suisse, est devenu d'une importance capitale. Il y a lieu d'examiner toutes les possibilités pour la résoudre d'une façon urgente. En plus de plusieurs milliers, il se trouve dans notre pays encore 2800 émigrants indigents. La pression que la police des étrangers exerce pour provoquer les départs dans des cas individuels et la peine que se donnent les différentes organisations d'assistance privées, surtout la «Fürsorgestelle des Schweizerischen Israelitischen Gemeindebundes», ne sont pas suffisantes. Il est indispensable de rétablir le contact avec le comité intergouvernemental à Londres et avec les organisations internationales privées, afin d'utiliser toutes les possibilités qui peuvent se présenter.

La prochaine session du comité intergouvernemental aura lieu à Londres, le 19 juillet 1939. Le bureau a établi l'ordre du jour suivant:

1. Rapport du directeur sur les travaux du comité intergouvernemental et sur l'état actuel du problème des réfugiés.
2. Etude des possibilités et des projets pour l'émigration des émigrants involontaires du territoire allemand par infiltration.
3. Etude des possibilités et des projets pour l'établissement par groupes des émigrants involontaires du territoire allemand dans des régions différentes.
4. Rapport sur la formation d'une corporation internationale privée pour coordonner les efforts pour l'assistance des émigrants involontaires de l'Allemagne.
5. Rapport du directeur sur les finances du comité.

En ce qui concerne les paragraphes 2 et 3 de l'ordre du jour, le comité se propose de discuter, non seulement l'émigration des réfugiés d'Allemagne, mais aussi de ceux qui se trouvent déjà dans des pays qui leur ont accordé un asile temporaire.

Dans ces conditions, il est indiqué que la Suisse prenne part à la prochaine séance du comité intergouvernemental *[...]*[4].

Etant donné ce qui précède et vu la proposition du département politique, il est

décidé:

1. de désigner M. H. Rothmund, chef de la division de police, et M. G. Zwerner, collaborateur de celui-ci pour les questions de l'émigration des réfugiés, comme délégués du Conseil fédéral à la séance du comité intergouvernemental à Londres;
2. de leur donner pour instruction de poursuivre les lignes directrices contenues dans le rapport des délégués du Conseil fédéral à la conférence d'Evian[5];
3. de charger le département politique d'établir les indemnités de voyage de ses délégués, en accord avec le département des finances et des douanes.

---

4. *Suit la proposition de deux délégués (Rothmund et Zwerner).*
5. *Cf.* E 4800 (A) 1967/111/206.

120

E 2001 (D) 2/139

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta

No F/AZ Vertraulich — Berlin, 14. Juli 1939

I.

Staatssekretär von Weizsäcker bat mich aufs Auswärtige Amt und sagte mir gestern folgendes:

Das Auswärtige Amt ist mit der Haltung der Schweizerischen Regierung in Sachen Hilfsversprechen nicht zufrieden[1].

Es sind zu unterscheiden das französisch-englische Hilfsversprechen und das beabsichtigte Hilfsversprechen der Westmächte gemeinsam mit Russland[2].

Bezüglich des ersteren hat Gesandter Köcher berichtet, dass Herr Bundesrat Motta ihm in der ersten Hälfte April folgenden Aufschluss erteilt habe:

Der Politische Direktor im Quai d'Orsay, Herr Charvériat, habe Minister Stucki eröffnet, dass Frankreich im Falle einer Neutralitätsverletzung durch die Achse intervenieren werde und dass beabsichtigt sei, auch England zu einer gleichen Stellungnahme zu veranlassen[3]. Minister Stucki habe zwar festgestellt, dass ein Hilfsversprechen schweizerischerseits nicht verlangt worden sei, habe aber für die französischen Erklärungen gedankt und sie nach Bern weitergeleitet. Seines Wissens sei eine Ablehnung des Hilfsversprechens nicht erfolgt. Infolgedessen müsse man annehmen, dass das Hilfsversprechen angenommen worden sei, vielleicht nicht ausdrücklich, aber stillschweigend gemäss dem Satz «qui tacet consentire videtur».

Richtig sei, dass man dem russischen Hilfsversprechen gegenüber sich eher ablehnend verhalten habe. Aber auch hier sei die Haltung der Schweiz unklar im Gegensatz zu Holland, das durch geeignete diplomatische Schritte deutlich davon abgerückt sei. Das Mitgeteilt der Depeschenagentur über die Stellungnahme des Bundesrates gehe der Frage aus dem Wege; im Bericht der «Basler Nachrichten» könne man allerdings zwischen den Zeilen lesen, dass man sich eher ablehnend verhalte, was auch einer Äusserung von Herrn Bundesrat Pilet-Golaz an Herrn Köcher entspreche. Das betreffe aber nur das Hilfsversprechen im russisch-französisch-englischen Pakt.

Deutschland müsse von einem neutralen Staat erwarten, dass er sich ausserhalb der «Einkreisungsfront» halte. Auf meine Zwischenfrage sagte Herr von Weizsäcker, dass er beipflichte, wenn die Schweiz sich bei einer Neutralitätsverletzung für berechtigt halte, die anderen Staaten, die die Neutralität anerkannt haben, um Hilfe anzugehen. Er müsse aber beanstanden, wenn sie wie jetzt *nur von einer Seite* Hilfsversprechen entgegennehme; denn dadurch stelle sie sich ebenfalls in die Einkreisungsfront.

Die Deutsche Gesandtschaft in Bern sei beauftragt gewesen, dies zur Sprache zu bringen. Sie hätte dies getan, aber nicht das Nötige erreicht. Die Erklärungen von Herrn Bundesrat Motta in einer Rede an der Landesausstellung in Zürich hätten die Klärung ebenfalls nicht gebracht[4]. Er sei genötigt, seinem Aussenminister von diesem unbefriedigenden Zustand Kenntnis zu geben. Bei seiner freundschaftlichen Einstellung der Schweiz gegenüber bedauere er dies und möchte mich vorgängig davon in Kenntnis setzen.

II.

Ich stellte mich demgegenüber auf den Standpunkt, dass die Schweiz jeden-

1. *Cf. N^os 39, 47, 51, 56, 65, 67, 69 et 78.*
2. *Cf. N^os 112 et 113.*
3. *Cf. N^o 78.*
4. *A ce sujet, cf. la lettre de Frölicher à Feldscher du 5 juin 1939* (E 2001 (D) 3/299).

falls berechtigt sei, im Falle einer Neutralitätsverletzung die Hilfe der «Garanten» in Anspruch zu nehmen. Dagegen hatte Herr von Weizsäcker nichts einzuwenden.

Ferner machte ich geltend, dass die Schweiz, wie dies übrigens Minister Stucki schon betont habe, das Hilfsversprechen nicht nachgesucht habe. Sie habe weder von Frankreich noch von England eine offizielle Mitteilung über ein Hilfsversprechen erhalten. Herr Minister Stucki habe in Paris nur im persönlichen Namen gedankt und die offiziösen Mitteilungen an seine Regierung weitergeleitet. Eine Annahme des Hilfsversprechens sei nicht erfolgt, weder offiziell noch offiziös; es sei eine res inter alios acta.

Ich sei überzeugt, dass die Schweiz, falls sie offiziell von einem Hilfsversprechen Kenntnis erhalten würde, es ablehnen würde. Im vorliegenden Falle sei aber kein Anlass dazu gewesen. Der Satz «qui tacet consentire videtur» sei hier nicht anwendbar.

Unsere grundsätzliche Einstellung in dieser Frage sei ungefähr folgende:

Eine Annahme von Hilfsversprechen nur von einer Seite komme nicht in Frage. Hilfsversprechen von allen Nachbarstaaten, wie dies für Belgien zutrifft, haben wir bisher nicht nachgesucht, weil unsere Neutralität allgemein anerkannt ist und wir uns bezüglich deren Gewährleistung auf uns selbst verlassen.

III.

Herr von Weizsäcker hält an seiner Beurteilung fest, dass das französische Hilfsversprechen angenommen worden sei. Ich versuche ihn vergeblich vom Gegenteil zu überzeugen. Schliesslich erkläre ich mich damit einverstanden, seine Äusserungen meiner Regierung zur Kenntnis zu bringen und ihr zur Prüfung anheimzustellen, ob es möglich ist, durch eine Klarstellung die unterschiedliche Beurteilung unserer Stellungnahme in Deutschland einerseits und in der Schweiz andererseits zu beseitigen.

ANNEXE

E 2001 (D) 2/139

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher, au suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P.A. Feldscher

L IV/1/3. – F/MS.
ad B. 51/20/7. – SB. Berlin, 22. Juli 1939

Im Anschluss an mein offizielles Schreiben von gestern betreffend Hilfsversprechen möchte ich noch privat auf einige Ausführungen in der Zuschrift des Departements vom 20. dieses Monats[5]

5. *Lors de la séance du Conseil fédéral du 19 juillet 1939, le Chef du Département politique communique le contenu des entretiens de von Weizsäcker et Frölicher.* D'accord avec lui, M. Motta a établi un projet de déclaration que M. Frölicher serait autorisé à communiquer à l'occasion à M. von Weizsäcker et qui expose le point de vue du Conseil fédéral dans la question de la neutralité, en insistant notamment sur le fait qu'en cas de violation de cette dernière,

zurückkommen, die jedenfalls von Ihnen verfasst worden ist. Ich tue es um zu vermeiden, dass in den beidseitigen Auffassungen, d.h. in Bern und auf der Gesandtschaft, die Ansichten in wesentlichen Punkten divergieren, und weil ich auch den Eindruck habe, dass auf dem Politischen Departement die deutsche These und die Gefahren, die sich für uns daran knüpfen, noch nicht vollständig erkannt worden sind.

Im Schreiben des Departements wird gesagt, dass uns die Bedenken von Herrn von Weizsäcker nicht wenig «befremden» und uns «eigentümlich anmuten». Demgegenüber möchte ich doch darauf hinweisen, dass ich schon im April in mehreren Schreiben auf diese Bedenken aufmerksam gemacht habe[6], damit man mir die Möglichkeit gibt, sie rechtzeitig zu zerstreuen. Sie bestehen, wie ich Ihnen ja mündlich auseinandersetzte, darin, dass die Zusagen der Westmächte nur von der einen Mächtegruppe kommen und sich gegen bestimmte Staaten richten[7]. Deutschland macht geltend, und das hat Herr von Weizsäcker auch in meiner Unterredung wieder betont, dass die Achsenmächte es vermieden haben, solche einseitigen Versprechen[8] den neutralen Staaten zuzumuten. An Belgien und Holland seien ausschliesslich multilaterale Angebote gemacht worden, d.h. solche die nur in Kraft treten, wenn auch die andere Seite das gleiche tut. Bezüglich Belgien kam diese Garantierung zustande, Holland dagegen lehnte es ab, sich garantieren zu lassen.

Sie führen nun in dem offiziellen Schreiben aus, dass bei meinen Besprechungen vor allem von dem neutralen Statut der Schweiz auszugehen sei. Aber wenn ich das tue, so stosse ich gerade auf Schwierigkeiten, denn man wendet mir ein, gerade weil die Schweiz ein allgemein anerkannter neutraler Staat sei, müsse sie es vermeiden, sich irgendwie an einseitigen und gegen gewisse Staaten gerichteten Machenschaften zu beteiligen[9]. Deshalb hat man auch in Rom und Berlin gefunden, dass wir, wie Holland, gegen solche Garantien hätten Einspruch erheben müssen. Es wurde also von deutscher Seite keineswegs verlangt, dass die Schweiz auf ihre Neutralität noch besonders aufmerksam mache, vielmehr erwartete man eine ablehnende Haltung, die angeblich ihrer Neutralität entspricht.

Mit der Argumentation res inter alios acta ist meines Erachtens auch nicht viel anzufangen, weil es sich ja um unser Land und die Garantierung seiner Neutralität handelt. Man antwortet uns ebenfalls lateinisch: tua res agitur. Das beste Argument für unsere jetzige Stellungnahme, die darin besteht, dass wir weder annehmen noch ablehnen, sondern die Frage offen lassen, ist meines Erachtens folgendes: Es kann unserem Land nicht zugemutet werden, durch eine ablehende Haltung sein Recht auf Hilfe im Fall eines Neutralitätsbruches im negativen Sinne zu präjudizieren. Wie ich dem Departement offiziell geschrieben habe, und dies halte ich auch für sehr wichtig, habe ich bei Herrn von Weizsäcker und bei dem italienischen Botschafter Zustimmung dafür gefunden, dass wir diesen Anspruch auf Hilfe haben und dass sie auch nur auf unser Verlangen gewährt werden kann. Ich sage also, man kann uns keine Ablehnung zumuten, aber es scheint mir doch zu weit zu gehen, wenn im Departementsschreiben steht, dass es sich um eine ungebührliche Zumutung handle.

Schliesslich möchte ich betonen, dass hier niemand behauptet hat, die Schweiz habe bei ihrer

---

la Suisse n'admettrait une assistance étrangère que sur sa demande. Après discussion, le projet de déclaration est approuvé avec une modification de forme (E 1005/4/1939). *Les instructions du Conseil fédéral sont transmises le 20 juillet à Frölicher par un entretien téléphonique avec Feldscher et par une lettre (non reproduite) de Motta. Reçu le jour même par von Weizsäcker qui se montre satisfait des explications données, Frölicher adresse à Motta le 21 juillet une lettre (non reproduite) à ce sujet.*

Dans une annotation manuscrite, Motta écrit que la question de la neutralité n'a pas été abordée par le Ministre d'Allemagne à Berne lors de son entretien du 25 juillet avec le Chef du DPF.

6. *Cf. N° 67; cf. aussi* E 2001 (D) 2/138.

7. *Feldscher a souligné la fin de la phrase et noté en marge:* es sind keine «Zusagen», sondern einseitige Erklärungen.

8. *Annotation de Feldscher en marge:* es sind keine formellen Versprechen!

9. *Feldscher a souligné* zu beteiligen *et noté dans la marge:* das hat sie eben nicht getan!

Haltung in dieser Frage ihre Neutralität verletzt. Man hat nur davon gesprochen, dass unser Verhalten nicht einer richtigen Neutralitätspolitik entspreche, und sicherlich wäre es unklug für einen neutralen Staat, in seiner Diplomatie nach aussen mit Hypothesen zu rechnen, die sich einseitig gegen eine Mächtegruppe richten. Deshalb sollten wir auch in Zukunft solchen Erklärungen gegenüber eine Haltung einnehmen, die nicht als Annahme ausgelegt werden kann.

Noch beifügen möchte ich, dass nicht Herr von Weizsäcker, aber der italienische Botschafter mir gegenüber behauptete, unsere Stellungnahme sei die gleiche wie diejenige von Rumänien und Griechenland. Ich habe mich bei meinen Kollegen dieser Länder erkundigt, die mir bestätigten, dass diese Behauptung unzutreffend ist. Sowohl Griechenland wie Rumänien haben die Hilfsversprechen angenommen, während wir dazu nicht Stellung nahmen.

Wenn ich Ihnen in dieser Frage noch persönlich so ausführlich schreibe, so tue ich es deshalb, um zu vermeiden, dass man der Deutschen Gesandtschaft eine Auskunft gibt, die mit meinen Erklärungen hier im Widerspruch sein und die zu neuen «Bedenken» Anlass geben könnte.

121

E 2001 (D) 2/238

Le Chef de l'Office de guerre pour les transports du Département de l'Economie publique, E. Matter,
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

Copie
L Verhandlungen mit Deutschland über die Sicherstellung der Schweiz mit lebenswichtigen Gütern

Bern, 22. Juli 1939

Nach langen Verhandlungen kam am 28. Juni 1939 zwischen dem auswärtigen Amt in Berlin und unserer Gesandtschaft eine grundsätzliche Verständigung zu stande über die Wünsche, die die Gesandtschaft der deutschen Regierung mit Notiz vom 24. September 1938 unterbreitet hatte[1]. Dem Gesuche, es möchte mir nun Gelegenheit gegeben werden, gewisse, die Transporte betreffenden Fragen mit den zuständigen deutschen Stellen zu besprechen, wurde entsprochen. Die bezüglichen Verhandlungen fanden am 19. und 20. Juli in Berlin statt.

Die deutsche Regierung hatte in einer Erklärung vom 28. Juni[2] ihre Bereitwilligkeit zum Ausdruck gebracht, auch im Falle eines Krieges dafür zu sorgen, dass der Transport lebenswichtiger Güter nach der Schweiz im Durchgangsverkehr nach Möglichkeit aufrecht erhalten bleibt. Dadurch wurde einem in der Note vom 24. September 1938, die unser Gesandter dem auswärtigen Amt übergeben hatte, geltend gemachten, wichtigsten Wunsche entsprochen. Es erhob sich nun die Frage, ob nicht gewisse Einzelheiten über die Durchführung

1. E 2001 (D) 3/235.
2. *Cf. annexe au N° 110.*

des Durchgangsverkehrs durch Deutschland schon heute geregelt werden könnten. Dieser Verkehr lässt sich nach seiner Herkunft in drei Gruppen einteilen, nämlich in solchen von den östlichen Staaten, von den skandinavischen Ländern, sowie von den Niederlanden und von Belgien mit Einschluss der überseeischen Transporte. Die deutsche Vertretung stellte sich auf den Standpunkt, dass es nicht möglich sei, hierüber heute bestimmte Abmachungen zu treffen, weil nicht vorauszusehen sei, wie die Dinge sich im Kriegsfall entwickelten. Die oben erwähnte Note vom 28. Juni enthalte die Zusicherung, dass die deutsche Regierung die der jeweiligen Sachlage entsprechenden Massnahmen treffen werde, um der übernommenen Verpflichtung nachzukommen. Die Erklärung schliesse auch die Entsprechung des in der Notiz der schweizerischen Gesandtschaft vom 24. September 1938 enthaltenen Wunsches in sich, dass die für die Schweiz bestimmten Güter, die sich bei Ausbruch eines Krieges in Deutschland befinden oder dorthin unterwegs sind, ungehindert in die Schweiz durchgelassen werden.

Ein Begehren um Abgabe von Lokomotiven als Ausgleich für die der deutschen Reichsbahn durch die Durchführung des Durchgangsverkehrs nach der Schweiz entstehenden Leistungen wurde nicht gestellt. Beim Weltkrieg sind den Grh. Badischen Eisenbahnen vom Februar 1917 bis Ende des Krieges 60 S.B.B.-Lokomotiven abgegeben worden. Der Umstand, dass nicht heute schon ein bezügliches Begehren gestellt wurde, schliesst natürlich nicht aus, dass später ein solches Verlangen geltend gemacht wird.

Bemerkenswert ist, dass die Frage bezüglich des Verbrauchs der nach der Schweiz durchgelassenen oder ihr gelieferten Güter nicht aufgerollt wurde.

Ich unterbreitete noch folgende Wünsche:

a) es möchte von der Requisition von Schiffen, die die Schweiz gegebenenfalls für den Kriegsfall vorsorglich chartert, abgesehen werden,

b) Schiffe, die ausschliesslich mit Frachten für die Schweiz geladen sind, möchten unbehelligt gelassen werden.

Die deutsche Vertretung, die an der ersten Besprechung vom 19. Juli teilgenommen hatte, erklärte, für die Behandlung dieser Fragen nicht zuständig zu sein. Sie müssten dem auswärtigen Amt unterbreitet werden.

Das Ergebnis der Verhandlungen wurde im mitfolgenden Aktenvermerk zusammen gefasst.

Über die unter a) und b) erwähnten Punkte fertigte unsere Gesandtschaft die in Abschrift beiliegende Notiz aus[3]. Diese wurde dem Unterstaatssekretär Woermann durch unsern Minister, Herrn Legationssekretär Escher und den Unterzeichneten übergeben. Herr Minister Frölicher konnte der Besprechung nur teilweise beiwohnen, weil er kurz nach deren Beginn zu einer Audienz beim Staatssekretär Weizsäcker eingeladen war.

---

3. *Non reproduites; il s'agit de deux notices dans lesquelles la délégation suisse retient qu'elle a soumis le problème à l'Allemagne. La Suisse s'engagerait notamment à ce que:* Der Abgang solcher Schiffe wird den kriegführenden Parteien unter Bekanntgabe der Ladung und des kontinentaleuropäischen Bestimmungshafens mitgeteilt. Diese Schiffe tragen die Flagge des neutralen Landes, in dem sie registriert sind und würden zur besonderen Kenntlichmachung an den Seitenwänden mit dem schweizerischen Hoheitszeichen versehen werden. *Cf. N° 131.*

Herr Unterstaatssekretär Woermann erklärte, dass er die aufgeworfenen Fragen durch die zuständigen Amtsstellen prüfen und die Antwort unserer Gesandtschaft zukommen lassen werde. Er versprach auch, meinem dringenden Wunsche um Herbeiführung eines baldigen Entscheides entsprechen zu wollen. Ich verschwieg natürlich nicht, dass englischerseits bereits Zusicherungen im Sinne unserer Wünsche gegeben worden sind.

Das Ergebnis der Verhandlungen darf als zufriedenstellend bezeichnet werden. Ich erhielt den Eindruck, dass man deutscherseits bereit ist, der eigenartigen Lage, in der die Schweiz sich befindet, Rechnung zu tragen. Die drei ersten Vertreter des Reichsverkehrsministeriums, deren Namen im Aktenvermerk aufgeführt sind, kannte ich seit Jahren von meiner früheren Amtstätigkeit her.

122

E 2001 (D) 3/301

Proposition du Département politique au Conseil fédéral[1]

B.51.10.5.SB
Aufruf der sozialdemokratischen Partei — Bern, 26. Juli 1939

Die sozialdemokratische Partei der Schweiz erlässt einen Aufruf an das Schweizervolk[2], in welchem eine Anzahl von Leitsätzen programmatischen Inhalts aufgestellt sind. Der Aufruf enthält folgende Stelle:

«Welche Aussempolitik will das Schweizervolk?

Keine ängstliche Verehrung von Grösse und Macht. Keine Bücklinge vor den Tyrannen der Welt. Keine Neutralisierung der öffentlichen Meinung und der Presse.

Sondern eine tapfere und stolze Haltung, die das Recht vor die Gewalt setzt, die eine von jeder fremden Beeinflussung unabhängige, *wahre* Neutralität pflegt, die mit allen Staaten korrekte, mit den demokratischen freundschaftliche Beziehungen unterhält und damit die vornehmste Mission der Schweiz erfüllt: Dem Frieden zu dienen.»

In dem letzten Satz wird unzweideutig die Forderung nach unterschiedlicher Behandlung der sog. demokratischen und der «nichtdemokratischen» Staaten erhoben. Diese Forderung steht nicht nur im Widerspruch zu der Neutralitätserklärung des Bundesrates von 21. März 1938[3], sondern auch zu der Erklärung der sozialdemokratischen Fraktion, die mit den übrigen Fraktionen der damaligen Haltung des Bundesrates zugestimmt hat. Es wäre geradezu ver-

---

1. *Une copie de cette proposition a été adressée aux Conseillers fédéraux Pilet-Golaz, Wetter et Minger, ainsi qu'au Chancelier de la Confédération Bovet.*
2. *Non reproduit.*
3. *Cf.* Bulletin sténographique de l'Assemblée fédérale, 13e session de la 30e législature, séance du 21 mars 1938, Déclaration sur les événements d'Autriche, *pp. 149-151.*

hängnisvoll, wenn im Volk der Glaube aufkäme, wir könnten mit den Staaten einer Gruppe bloss korrekte Beziehungen unterhalten und mit der Pflege freundschaftlicher Beziehungen uns auf die Mächte der andern Gruppe beschränken. Wenn eine solche Auffassung nicht von vornherein mit aller Entschiedenheit bekämpft wird, so könnte von Seiten interessierter Mächte dem Bundesrat entgegengehalten werden, dass er die Verbreitung solcher Ansichten widerspruchslos dulde und seine Haltung nicht mehr als einwandfrei neutral gelten könne.

Es kann sich fragen, ob die Veröffentlichung des Aufrufs nicht untersagt werden sollte, weil seine Sätze über die Aussenpolitik geeignet sein könnten, die Unabhängigkeit und die Neutralität unseres Landes zu gefährden und deshalb Art. 1 des Bundesratsbeschlusses betreffend Massnahmen gegen staatsgefährliches Propagandamaterial anwendbar wäre. Auch könnte Ziffer 2 des Bundesratsbeschlusses vom 26. März 1934[4] betreffend Massnahmen gegen die Presse herangezogen werden, wo vorgesehen ist, dass Druckschriften, die geeignet sind, die guten Beziehungen der Schweiz zu andern Staaten zu gefährden, durch die Kantone vom öffentlichen Ausstellen und vom Vertrieb ausgeschlossen werden können.

In Anbetracht aller Umstände erachtet es indessen das Politische Departement als richtiger, von einem Verbot abzusehen, das sich nicht nur auf die wenigen beanstandeten Sätze, sondern auf den ganzen Aufruf erstrecken müsste, nachdem eine Abänderung des bereits gedruckten Aufrufs nicht mehr möglich erscheint. Es dürfte auch politisch zweckmässiger sein, den von der sozialdemokratischen Partei vertretenen Standpunkt in der Öffentlichkeit richtigzustellen, indem dadurch besser als durch ein Verbot unser Volk über den wirklichen Sachverhalt und die Tragweite der in Rede stehenden Frage aufgeklärt werden kann.

Das Politische Departement schlägt deshalb vor, es sei der Aufruf, dessen Veröffentlichung vorsorglicherweise in den meisten Kantonen noch nicht gestattet wurde, freizugeben, dagegen sei gleichzeitig vom Bundesrat der Presse eine Mitteilung[5] zuzustellen, die im Entwurf als Anlage beigefügt ist[6].

---

4. *Cf. DDS, vol. 11, N° 23.*

5. *Le Département politique proposait de publier le communiqué suivant:* Le parti socialiste suisse a lancé pour le 1er août un appel contenant un programme dont beaucoup de points trouveront sans doute l'approbation générale. Le Conseil fédéral a notamment pris acte avec vive satisfaction de la déclaration relative à la défense nationale. Il est, en revanche, obligé de faire des réserves très nettes concernant certaines idées émises au sujet de la politique extérieure. Le Conseil fédéral réprouve l'intention exprimée dans l'appel du parti socialiste de n'entretenir des relations amicales qu'avec les seuls Etats dits démocratiques. Il est convaincu que l'observation d'une politique de neutralité lui impose le devoir d'agir de la même façon envers tous les Etats, quel que soit leur régime interne, tant qu'ils s'abstiennent de s'immiscer dans nos affaires intérieures et sont eux-mêmes amicaux à notre égard. Une attitude de stricte impartialité, qui est à la base de la déclaration faite le 21 mars 1938 par toutes les fractions de l'Assemblée fédérale, doit demeurer à l'avenir la règle de notre politique extérieure; elle correspond certainement à la volonté de l'immense majorité du peuple suisse. Une telle attitude peut seule conserver à notre pays sa neutralité et l'empêcher d'être entraîné dans une politique d'alliances et dans la guerre.

6. *Annotation manuscrite de Motta en tête du document:* Le C.f. estime qu'il n'y a pas de raisons suffisantes d'intervenir. La proclamation du parti socialiste n'engage pas l'Etat. 27.7.39.

ANNEXE

E 1004.1 1/387

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 juillet 1939[7]

1475. Aufruf der sozialdemokratischen Partei

[...]

In der Beratung wird das Plakat als ungehörig und unwürdig bezeichnet und als ein Beweis dafür, wie wenig die sozialdemokratische Partei sich ihrer Verantwortung bewusst ist und auf die Interessen des Landes Rücksicht nimmt. Doch werden gegen die Abgabe einer Erklärung im Sinne des Antrages des Politischen Departements Bedenken geäussert. Wenn das Plakat staatsgefährlich und geeignet ist, unsere guten Beziehungen zum Auslande zu trüben, so müsste es verboten werden. Können wir ein solches Verbot nicht aussprechen, so wäre von der Abgabe einer Erklärung abzusehen, weil dies ein Präjudiz schaffen würde, dessen Folgen jetzt nicht zu erkennen sind. Es handle sich nun hier um ein Plakat und eine Äusserung einer Oppositionspartei, einer in der Bundesregierung nicht vertretenen Partei, sodass ein allfälliger Protest der davon betroffenen Staaten zurückgewiesen werden müsste. Auch seien darin keine Beschimpfungen und dergleichen enthalten. Es dürfte überhaupt schwer fallen, eine Vorzensur vorzunehmen. Dem Plakat sollte nicht durch eine bundesrätliche Erklärung eine übertriebene Bedeutung gegeben und die allgemeine Aufmerksamkeit darauf gelenkt werden, sondern es sei möglichst zu ignorieren. Sollte dann dieses Plakat zu Bemerkungen Anlass geben, so werde es noch früh genug sein, dazu Stellung zu nehmen. Was den Entwurf der bundesrätlichen Erklärung anbetrifft, so wird der erste Absatz beanstandet, der jedenfalls wegzulassen wäre.

Gestützt auf diese Meinungsäusserungen zieht der Vorsteher des Politischen Departements seinen Antrag zurück, wovon der Rat Notiz nimmt.

---

7. *Etaient absents: J. Baumann, Ph. Etter et H. Obrecht.*

123

E 1004.1 1/387

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 juillet 1939[1]

1479. Schaffung eines Überwachungsgeschwaders

Militärdepartement. Antrag vom 26. Juli 1939
Finanz- & Zolldepartement. Mitbericht vom 27. Juli 1939

Das Militärdepartement berichtet folgendes:

«Wenn heute in deutschen Pressestimmen die bekannte Tatsache der Luftneutralität Belgiens und Hollands die Ansicht aufkommen lässt, ein Luftan-

---

1. *Etaient absents: J. Baumann, Ph. Etter et H. Obrecht.*

griff Englands gegen das Industriezentrum der Ruhrgegend werde durch die Tatsache dieser Luftneutralität stark gehemmt, so kann auch die Schweiz daraus die Bedeutung der Luftneutralität in ihrem vollen Umfange und der ganzen Tragweite ermessen.

Es geht auf die Tage der Abrüstungskonferenz zurück, dass vom eidg. Militärdepartement ein Gutachten von Prof. Max Huber über die Wahrung der Luftneutralität eingeholt wurde. Prof. Huber legte damals seinem Gutachten auch den Bericht bei, den er schon 1914 in der gleichen Sache zu Handen des Generalstabes der Armee verfasst hatte[2].

Für die Abwägung der militärischen Interessen ist es vor allem wichtig festzustellen, inwieweit die Schweiz verpflichtet ist, dem Versuche eines kriegführenden Nachbarstaates zum Überfliegen des schweizerischen Luftraumes mit starken Geschwadern, mit eigenen Kräften entgegenzutreten. Es kann uns auch nicht gleichgültig sein, welches die Folgen sind, wenn wir derartige Staffeln nur von der Erde aus bekämpfen oder sie, solange ein Angriff gegen die Schweiz nicht stattfindet, überhaupt ziehen lassen.

Als im Verlaufe des spanischen Bürgerkrieges ein ziemlich lebhafter Luftverkehr Deutschland – Spanien durch unsern Luftraum einsetzte, war es gegeben, angesichts der möglichen, daraus entstehenden internationalen Verwicklungen, die Frage der Luftneutralität in beschleunigter Weise abzuklären. Zu den bereits vorhandenen Vorarbeiten von Prof. Huber, liess das eidg. Militärdepartement ein weiteres Gutachten von Prof. von Waldkirch ausarbeiten, dem ein Entwurf zu einer Verordnung über die Neutralität im Luftraume beigegeben war[3].

Der Text dieser Verordnung sah als wichtige Bestimmung vor, dass der Verkehr schweizerischer und ausländischer Luftfahrzeuge im schweizerischen Luftraume nur nach Erteilung einer entsprechenden Bewilligung zuzulassen sei. Ein Luftfahrzeug, das gegen diese Vorschrift handle, könne mit Gewalt zum Landen gezwungen werden.

Neben diesen Vorarbeiten des eidg. Militärdepartements wurde vom eidg. Luftamt selbst, der Entwurf zu einem Bundesratsbeschluss auf provisorische Einschränkung des Überfliegens schweizerischen Gebietes ausgearbeitet.

Noch in die Zeit dieser Vorarbeiten fielen die Bestrebungen des Politischen Departements, vom Völkerbund die Rückgewinnung unserer integralen Neutralität zu erreichen. Das Politische Departement hat das Militärdepartement anschliessend an diese Beratungen davon in Kenntnis gesetzt, dass von Frankreich besonderes Gewicht auf die Frage gelegt werde, ob die Schweiz auch in der Lage sei, die Neutralität des Luftraumes in gleicher Weise zu wahren, wie dies auf der Erde geschehe. Frankreich wünschte dringend, dass von Seiten der Schweiz eine entsprechende Willenskundgebung ausgehe. Der Vorsteher des Politischen Departements liess uns in der Folge wissen, dass er in der öffentlichen Sitzung des Völkerbundrates vom 14. Mai 1938 folgende Erklärung abgegeben habe[4]:

---

2. *Cf.* E 27/15797.
3. *Idem.*
4. *Cf.* E 2001 (D) 1/21f.

«La Suisse demeurera fidèle à l'idéal de collaboration et de bonne entente internationale qui a toujours été le sien et qui continuera à l'animer. Elle ne reculera pas, comme je l'avais déjà déclaré, devant les sacrifices que lui impose sa position géographique. Elle a toujours eu la volonté – et cette volonté est inébranlable – de défendre par tous les moyens en son pouvoir son sol et *son domaine aérien* dans l'intérêt commun de tous les Etats et notamment de ses voisins.»

Neben den Gutachten Huber und von Waldkirch ergab nun diese Erklärung eindeutig, dass es sich für die Schweiz bei der Wahrung der Neutralität des Luftraumes um eine, aus ihrer neutralen Stellung fliessende Pflicht handle. In richtiger Erkenntnis der ganzen Tragweite dieser Frage gelangten wir deshalb zur Überzeugung, dass vor dem Erlass von Vorschriften über die Handhabung der Neutralität im Luftraume, eine Luftüberwachungsorganisation in normalen Zeiten geschaffen werden müsse, die befähigt sei, allen aus dieser Haltung entstehenden Lagen gerecht zu werden.

In mehreren Besprechungen zwischen der Oberzolldirektion, dem eidg. Luftamt, der Generalstabsabteilung und der Abteilung für Flugwesen und Fliegerabwehr wurden die Grundlagen zur Aufstellung einer Luftüberwachungsorganisation vorbereitet. Von allem Anfang an war man sich klar, dass es sich bei dieser Organisation nur um eine solche militärischer Natur handeln könne. Bei den Beratungen kam vor allem auch zum Ausdruck, dass die bei den aussenpolitischen Spannungen im März und September 1938 angeordnete erhöhte Einsatzbereitschaft von Piloten und Flugzeugen unserer Luftwaffe und die Verstärkung der Funküberwachung nur einen Notbehelf darstellen könne und deshalb unverzüglich durch eine zweckmässigere und unabhängige Organisation ersetzt werden sollte. Die Lösung erblickte man vor allem in der Schaffung eines Überwachungsgeschwaders, das ähnlich wie das Grenzwachtkorps und die freiwillige Grenztruppe auf der Erde, ständig die mit der Grenzsicherung im Luftraume zusammenhängenden Aufgaben zu erfüllen hätte.

Um mit grösster Raschheit neutralitätswidrige Vorgänge in unserm Luftraume verhindern zu können, muss diesen Überwachungsgeschwadern eine angemessene Gefechtskraft innewohnen. Die rasche Bereitschaft erfordert überdies eine Auflockerung des Geschwaders in einzelne Staffeln, die entsprechend den Aufgaben der Grenzüberwachung, auf die Landesteile verteilt werden. Nach gründlicher und allseitiger Abklärung halten wir ein Geschwader von drei Staffeln, jede zu 9 Flugzeugen als Mindestbestand einer stets einsatzbereiten Luftüberwachungsorganisation. Mit Einschluss eines Flugzeuges für den Geschwaderkommandanten, aber ohne Zuteilung von Reservemaschinen, sind deshalb 28 Flugzeuge notwendig.

Bevor jedoch auf die personelle und materielle Organisation des Überwachungsgeschwaders eingetreten wird, sei über den Aufgabenkreis folgendes ausgeführt:

In der Zuweisung der Aufgaben ergeben sich vor allem Änderungen, je nach dem ob es sich um einen Zustand des allgemeinen Friedens oder, bei kriegerischen Verwicklungen in den Nachbarstaaten, um die Wahrung der Neutralität handelt.

Im Frieden werden die Überwachungsflieger, in ähnlicher Weise wie die

Grenzwächter und die freiwillige Grenztruppe auf der Erde, die Grenzüberwachung im Luftraume zu besorgen haben. Gleichzeitig wie bei der Bewachung der Erdgrenze, wird bei aussenpolitischen Spannungen auch in der Luft eine verstärkte Kontrolle und erhöhte Bereitschaft einzusetzen haben, ohne dabei schon an die Mobilmachung der Fliegertruppe denken zu müssen. Im weitern muss dem Verbot auf Überfliegen der verbotenen Zonen die notwendige Nachachtung verschafft werden, verbunden mit einer Kontrolle des Photoverbotes. Auf Anforderung des eidg. Luftamtes hin, werden dem Überwachungsgeschwader auch weitere Kontrollfunktionen des Flugverkehrs übertragen werden können, namentlich im Zusammenhange mit dem Funküberwachungssender in Münchenbuchsee.

Schon mehr militärischer Natur ist die überaus wichtige Verhinderung von neutralitätswidrigen Vorgängen in unserm Luftraume. Gerade dort werden wir mit aller Deutlichkeit unsern Nachbarn zu verstehen geben, dass wir die Wahrung der Neutralität des Luftraumes mit aller Kraft und aus eigenen Mitteln sicherstellen werden.

Ganz in das militärische Gebiet gehört alsdann der Schutz militärischer Objekte, besonders der Grenzbefestigungen gegen Spionage aus der Luft. Es wird auch zur moralischen Stärkung der Grenzschutzorgane und der Grenzbevölkerung beitragen, wenn sie sich auch in der Luft ständig vor Überraschungen gesichert wissen.

In politisch unsichern Zeiten hat das Überwachungsgeschwader die sofortige erhöhte Kontrolle der Grenze zu übernehmen und bereit zu stehen zur Aufnahme der Zusammenarbeit mit den alarmierten Grenztruppen. Im Kriegsfalle selbst tritt hinzu der Schutz der Mobilmachung in Verbindung mit den Grenztruppen, gefolgt von Späherdienst in Verbindung mit dem Fliegerbeobachtungs- und Meldedienst.

[...][5]

Antragsgemäss und mit Zustimmung des Finanz- und Zolldepartements wird daher *beschlossen,* von den Ausführungen des eidg[*enössischen*] Militärdepartements über die Schaffung eines Ueberwachungsgeschwaders in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen.

---

5. *Suivent des propositions sur l'équipement (avions et munitions), le personnel, les troupes et le financement de l'escadrille.*

124

E 2001 (D) 3/350

Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département militaire, R. Minger

Copie
L E.582.02.-RZ. Bern, 29. Juli 1939

Unter Bezugnahme auf den neulichen Beschluss des Bundesrates betreffend die Kriegsmateriallieferungen an fremde Staaten [1] beehren wir uns, Ihnen mitzuteilen, dass laut Bericht der Schweizerischen Gesandtschaft in Portugal [2] die portugiesische Regierung zur Zeit die Errichtung einer Fabrik für die Herstellung von Pulver und Explosivstoffen studiere.

Herr Antonio Alvaro da Costa, der für die Schweizerische Industriegesellschaft in Neuhausen kürzlich die Lieferung von Maschinen beim portugiesischen Kriegsministerium vermittelt habe, gelangte in diesem Zusammenhang neulich an die Gesandtschaft, um in Erfahrung zu bringen, ob es in der Schweiz Unternehmen gebe, die sich mit Einwilligung der zuständigen Bundesbehörden für die Lieferung der vollständigen Einrichtung einer Pulverfabrik interessieren. In Frage käme nicht nur die Lieferung der betreffenden Maschinen der projektierten Fabrik, sondern auch der Verkauf oder die Lizenzabgabe von Verfahren zur Herstellung moderner Explosivstoffe.

Vom Standpunkte unseres Departementes erheben wir gegen diese Lieferung an Portugal keine Einwendungen und dürfen es Ihnen überlassen, falls auch Sie damit einverstanden sind, die Anfrage an die Kriegstechnische Abteilung zur weiteren Veranlassung weiterzuleiten und uns gegebenenfalls mitzuteilen, welche schweizerischen Firmen an diesem Geschäft Interesse haben könnten.

Ausserdem geben wir Ihnen bekannt, dass die Masstabfabrik Schaffhausen A.G. vor kurzem unsere Gesandtschaft in London ersuchte, ihr Firmen in England namhaft zu machen, die sich mit dem Handel von Kriegsmaterialien nach China befassen, da sie Absatz über England nach China für 20000 Gewehrschäfte aus Nussbaum suche.

Die Gesandtschaft erwiderte der Firma unseres Erachtens zutreffend, sie sei nicht in der Lage, solche Gesuche zu behandeln. Es kann unsern Auslandsvertretungen in der Tat kaum zufallen, Absatzmöglichkeiten für Kriegsmateriallieferungen ausfindig zu machen.

Schliesslich regt die Schweizerische Gesandtschaft in Paris an, es möchte die Kriegstechnische Abteilung jeweils ihrerseits die einzelnen unterstützungswürdigen Lieferungsangebote schweizerischer Firmen bei den ausländischen technischen Staatsstellen befürworten, falls sich dazu eine Gelegenheit biete. Die Gesandtschaft ist der Meinung, die Beziehungen zwischen den betreffenden

---

1. *Cf. le document publié en annexe.*
2. *Cf. la lettre (non reproduite) du 18 juillet 1940 du Chargé d'affaires de Suisse à Lisbonne, Ch. Redard, à la Division des Affaires étrangères du Département politique.*

Fachleuten seien in solchen Fällen ebenso nützlich wie diplomatische Demarchen und es habe sich gerade letzthin gezeigt, dass durch Vermittlung und infolge Unterstützung durch die Kriegstechnische Abteilung beachtliche Lieferungsaufträge seitens der französischen Behörden an schweizerische Unternehmen vergeben wurden.

Wir sind selbstredend mit dieser Anregung einverstanden, soweit unterstützungswürdige Offerten in Frage kommen und die Kriegstechnische Abteilung Gelegenheit findet, die Angebote zu empfehlen. Wir dürfen es Ihnen anheimgeben, diese Amtsstelle unter Umständen in diesem Sinne zu verständigen.

ANNEXE

E 1004.1 1/386

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 juin 1939

1315. Kriegsmateriallieferungen an fremde Staaten

Politisches Departement. Antrag vom 28. Juni 1939

Die schweizer. Gesandtschaft in Paris hat dem Politischen Departement neulich davon Kenntnis gegeben, dass sie in letzter Zeit immer häufiger von Seiten schweizerischer Industrieller und Kaufleute um Unterstützung angegangen werde bei Schritten, die diese bei den französischen Behörden unternehmen oder vorzunehmen gedenken, um Aufträge für die Lieferung von Kriegsmaterial zu erhalten[3]. Die Gesandtschaft erbittet sich Weisungen dafür, wie solche Gesuche zu behandeln sind, und regt an, diese grundsätzliche Frage, ob schweizerische Kriegsmateriallieferungen an fremde Staaten amtlich befürwortet werden können, dem Bundesrate vorzulegen.

Die politische und wirtschaftliche Bedeutung der gestellten Frage liegt auf der Hand. Während des Weltkrieges gestalteten sich die Lieferungen an die beiden kriegführenden Staatengruppen so, dass beide Teile ungefähr in gleichem Umfange Kriegsmaterial aus der Schweiz bezogen. Damit war einerseits Gewähr dafür geboten, dass der Schweiz eine ungleiche Behandlung der Kriegführenden nicht zum Vorwurf gemacht werden konnte, und andererseits bedeutete diese Ausfuhr für die schweizerische Volkswirtschaft ein nicht zu unterschätzender Faktor, der mit dazu beigetragen hat, die wirtschaftlichen Folgen des Krieges für unser Land erträglicher zu gestalten. Es ist nicht vorauszusehen, ob die Verhältnisse in einem zukünftigen Kriege gleich bleiben werden. Man wird indessen in Anbetracht der modernen totalen Kriegführung wohl damit rechnen müssen, dass die Belieferung eines Staates mit Kriegsmaterial von seinen Gegnern als eine feindselige Handlung wird betrachtet werden. Der Bundesrat wird in diesem Falle die sich ergebenden Massnahmen treffen müssen und es stellt sich die Frage, ob dafür vorzusorgen ist, dass schon jetzt dem Vorwurfe der Begünstigung einzelner Mächtegruppen begegnet wird.

Um darüber auf Grund tatsächlicher Angaben befinden zu können, hat auf Ersuchen des politischen Departementes das Militärdepartement, unter dessen Aufsicht die Herstellung, die Beschaffung und der Vertrieb sowie die Ein- und Ausfuhr von Kriegsmaterial gestützt auf die Verordnung des Bundesrates von 8. Juli 1938 steht, nachfolgende Aufstellung der Kriegsmaterialausfuhr aus der Schweiz an fremde Staaten in der Zeit vom 1. September 1938 bis 31. Mai 1939 beschafft:

---

3. *Cf. la réponse de Motta à la lettre de W. Stucki du 30 juin 1939* (E 2001 (D) 3/350).

Argentinien	Fr. 4341009.50
Belgien	241431.—
Brasilien	30850.—
Bulgarien	9200.—
Chile	8775.—
China	1934325.—
Dänemark	304730.60
Deutschland	60000.—
Finnland	1445309.70
Frankreich und Kolonien	13151195.95
Griechenland	843043.—
Grossbritannien u. Kolonien	9036137.30
Irland	8000.—
Italien	2780.—
Japan	9581893.20
Jugoslawien	53020.—
Litauen	866140.—
Niederlande u. Kolonien	16629202.—
Norwegen	3000.—
Polen	363362.—
Rumänien	519800.—
Schweden	4185017.50
Siam	1713.—
Tschechoslowakei	4042881.—
Ungarn	2080.—

Aus dieser Aufzählung ergibt sich, dass die Lieferungen von Kriegsmaterial nach beinahe allen in Betracht fallenden Staaten erfolgen, wobei freilich Deutschland und Italien wohl zufolge devisentechnischer Umstände in der fraglichen Zeitspanne nur in geringem Masse Bestellungen aufgegeben haben. Es kann sich mithin zur Zeit erübrigen, besondere Massnahmen in Aussicht zu nehmen. Dagegen scheint es angezeigt, die Ausfuhr von Kriegsmaterial aus der Schweiz weiterhin seitens des mit der Aufsicht betrauten Militärdepartements aufmerksam zu verfolgen und hinsichtlich der Unterstützung der Lieferungsangebote schweizerischer Interessenten durch die schweizerischen Auslandsvertretungen, einer Anregung des Militärdepartements folgend, das Erforderliche zu veranlassen, damit durch Vermittlung des Politischen Departementes solche Gesuche dem Militärdepartement zur Begutachtung unterbreitet werden[4].

Antragsgemäss wird daher von vorstehenden Ausführungen zustimmend Kenntnis genommen.

---

4. *A ce sujet, la Division des Affaires étrangères du Département politique adresse une circulaire aux Légations de Suisse à l'étranger le 5 juillet 1939* (E 2001 (D) 3/350).

125

E 2001 (D) 1/4

Le Chef de la Section de renseignements de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson, au Chef du Service de la presse et de la propagande du Département politique, C. Rezzonico

L Berne, 9 août 1939

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un rapport émanant de l'un de mes correspondants et qui est de nature à vous intéresser [1]. Son contenu me semble digne de retenir l'attention et de susciter la vigilance de nos autorités.

Dans ce même ordre d'idée, je ne puis que répéter combien j'estime urgent que des mesures officielles soient prises en vue de neutraliser la campagne de dénigrement et de fausses nouvelles entreprise par certains de nos journaux contre les états totalitaires. Il importerait également que notre peuple, ou du moins une partie de nos populations se montre plus décente envers les étrangers et notamment les Allemands. C'est ainsi qu'à plusieurs reprises, notre attaché militaire à Berlin a attiré notre attention sur les nombreuses plaintes qu'il reçoit de la part de ressortissants allemands qui ont été l'objet d'insultes ou à tout le moins de remarques déplacées pendant leur séjour en Suisse.

Je pense faire mon simple devoir de chef de notre service de renseignements en vous signalant une fois de plus la nécessité de remédier à un état de fait qui peut avoir un jour pour nous de graves conséquences. Il est inutile de proclamer à l'échelon gouvernemental notre neutralité traditionnelle alors que le même gouvernement supporte que ce principe soit largement infirmé par l'attitude d'une partie de notre presse.

Certes je me rends compte des difficultés que comporte ce problème, mais c'est une raison, me semble-t-il, pour l'aborder de face, et ceci au plus tôt.

Je vous écris cette lettre par «voie latérale»; elle s'adresse plus à vous-même qu'au Département dont vous relevez. En effet, nous avons, vous et moi, des préoccupations communes qui justifient que nous échangions de temps en temps notre manière de voir dans le domaine de la défense spirituelle du pays [2].

---

1. *Non retrouvé; Masson avait demandé à Rezzonico de lui* retourner *ce rapport.*
2. *Annotation de Rezzonico en haut de la lettre:* Donné connaissance à M. le Ministre Bonna et liquidé verbalement.

126

E 1001 1/EPD 1.7-31.12.1939

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Chancelier de la Confédération, G. Bovet

L B. 15. R. TW Berne, 11 août 1939

Nous avons l'honneur de vous transmettre sous ce pli le texte d'un rapport sur les relations entre la Suisse et l'U.R.S.S., qui est destiné à être communiqué à titre confidentiel aux membres de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national[1]. Ce rapport devrait être examiné par le Conseil fédéral dans sa séance du 15 août[2].

ANNEXE I

RP+C TW.

10 août 1939

RAPPORT SUR LES RELATIONS ENTRE LA SUISSE ET L'U.R.S.S.

[...][3]

La reprise des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. n'est pas la seule chance de développer, peut-être d'une façon sensible, le trafic commercial russo-suisse. Bien plus, par le moyen de conférences économiques qui devraient être tenues à Moscou, le terrain pourra être tâté et, à la place d'une expérience douteuse, il sera possible de constater sur la base des méthodes de tractation employées jusqu'à présent, si, et avec quelles chances de succès, le commerce russo-suisse peut s'engager dans de nouvelles voies.

---

1. *En réponse à un postulat Billieux, Motta avait prononcé le 13 juin 1939 au Conseil national un discours sur les relations entre la Suisse et l'URSS. Par circulaire du 24 juin, Bonna en avait donné connaissance à toutes les Légations de Suisse. Une autre circulaire, du 12 juillet, revenait sur la question en proposant aux Ministres de Suisse des directives de comportement à l'égard des diplomates* soviétistes *(sic) qu'ils pourraient être amenés à rencontrer. Il s'agissait d'améliorer le climat des rapports occasionnels,* ceci d'autant plus que, malgré les tendances manifestées dans certains milieux, il n'est nullement certain que l'établissement de relations officielles normales entre la Suisse et l'U.R.S.S. intervienne à très bref délai. *Le rapport ci-dessous reprend la question plus en détail. Il a été préparé par le Département politique (La paraphe « TW » indique que ce texte a été rédigé par Perrin) avec la collaboration d'Ebrard, Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux* (*Cf.* E 7110/1976/16/53). *Cf. à ce sujet N° 420 où ce rapport est à nouveau évoqué devant le Conseil fédéral.*

2. *Lors de sa séance, le Conseil fédéral décide qu'une conclusion précise doit être formulée explicitement. Le rapport adressé à la Commission le 15 août se termine ainsi:* Ces constatations conduisent à conclure en faveur du maintien du statu quo et contre l'établissement de relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. (*Cf.* E 2001 (D) 9/1 *et* E 1004.1 1/388, *N°* 1539).

3. *Le rapport débute par un rappel du développement du commerce russo-suisse depuis 1914 et insiste sur les faits qui ont amené à la rupture diplomatique entre les deux pays en 1918. Sur cette question, cf. DDS, vol. 6 et 7.I, Tables méthodiques.*

Une telle méthode permet de continuer à traiter les problèmes économiques russo-suisses indépendamment du domaine de la politique extérieure pure et de remettre des décisions plus importantes de politique intérieure et extérieure à une époque où elles pourront être prises hors de toutes préoccupations économiques.

III.

Les considérations développées par le délégué aux accords commerciaux montrent que l'établissement de relations diplomatiques normales avec le Gouvernement soviétique doit être examiné essentiellement du point de vue politique.

Bien que chaque pays soit libre de se donner les institutions qu'il désire, un sentiment d'éloignement est compréhensible devant certains événements qui se sont passés en Russie. Les méthodes fort différentes de celles qui sont pratiquées dans les pays occidentaux comme la suppression de la liberté d'opinion, les persécutions contre la famille et la religion, les récents procès qui ont envoyé à la mort tant de chefs politiques et militaires, ont suscité dans l'esprit de beaucoup des préventions passionnées contre le régime soviétique.

La position prise par le Conseil fédéral à l'égard de l'U.R.S.S. ne lui a cependant jamais été dictée par la passion. Il n'est pas opposé par parti pris à renouer des relations diplomatiques avec le Gouvernement soviétique. Ayant toujours refusé de se placer sur le terrain de l'antagonisme idéologique, il n'a jamais cédé aux sentiments fanatiques de haine ou d'admiration que l'U.R.S.S. a pu inspirer. A maintes reprises, le Conseil fédéral a déclaré qu'il était disposé à renouer avec la Russie, si les circonstances s'y prêtaient.

La Suisse a un intérêt incontestable à vivre en bonne intelligence avec tous les autres pays. Petit Etat sans accès à la mer, qui, pour nourrir toute sa population, doit exporter les produits de son travail, la Suisse a besoin de ne négliger aucune bonne volonté dans le monde. Elle est ennemie d'une politique de prestige qui la pousserait à éterniser des querelles. Sa neutralité traditionnelle elle-même lui conseille de régler aussi promptement que possible les différends qui se produisent dans ses relations avec les autres Etats. Les suites d'une rupture, avec quelque pays que ce soit, peuvent toujours, selon l'évolution des événements, entraîner des conséquences fâcheuses. Si l'U.R.S.S. entrait vraiment dans la coalition des «Etats démocratiques», l'absence de relations diplomatiques avec elle pourrait présenter en cas de guerre générale des inconvénients dont il importe d'analyser la portée.

Ces inconvénients n'affecteraient certes pas la confiance que l'on a en France et en Grande-Bretagne dans la volonté de la Suisse de rester neutre, et nul ne pourrait sérieusement lui reprocher de n'avoir pu mettre fin à une ancienne mésentente avec une de leurs alliées; mais, si des difficultés venaient à surgir avec le contrôle interallié des approvisionnements, le mauvais vouloir de l'U.R.S.S. serait une raison ou un prétexte qui viendrait compliquer le problème difficile du ravitaillement de la Confédération. La perspective de complications de cette nature constitue-t-elle un argument décisif en faveur d'une réconciliation à tout prix avec l'U.R.S.S.?

Si souhaitable qu'il puisse être à bien des égards de mettre fin à une rupture qui s'est produite il y a plus de vingt ans, il convient de se demander si l'installation à Berne d'une Légation soviétique peut s'effectuer sans qu'il soit à craindre que les faits qui ont contraint en 1918 le Conseil fédéral à expulser la mission Bersine ne se reproduisent à brève échéance et ne conduisent à une nouvelle rupture, dont les conséquences seraient infiniment plus fâcheuses que le maintien du «modus vivendi» actuel.

Les expériences faites par d'autres pays ne sont pas très rassurantes. On se souvient des difficultés que la Grande-Bretagne a eues avec l'Arcos, représentation commerciale de l'U.R.S.S., dont les agissements ont causé la rupture diplomatique anglo-russe de 1927 à 1929. En France, l'influence de l'Ambassade des Soviets sur une partie de l'opinion s'est avérée assez forte pour que, lorsque Moscou a eu intérêt au réarmement français, le parti communiste transformât complètement son attitude à l'égard des crédits militaires. Le rôle de la diplomatie soviétique dans la guerre civile espagnole est si manifeste qu'il est superflu d'insister. Ce n'est que dans les pays qui ont une police politique extrêmement forte et où les représentants de l'U.R.S.S. sont étroitement surveillés que des intrigues telles que celle qui a provoqué la rupture russo-suisse de 1918 semblent avoir été évitées.

L'organisation policière de la Suisse, comme elle est conçue actuellement, se révèle insuffisante pour empêcher, même en l'absence de relations officielles entre la Suisse et l'U.R.S.S., les agissements des agents de la IIIe Internationale et de la Guépéou. Deux ans viennent à peine de s'écouler depuis que la police soviétique a fait assassiner à Chamblandes (commune de Pully (Vaud)), avec le concours de membres du personnel de l'Ambassade de l'U.R.S.S. à Paris et de communistes suisses, le Polonais Ignace Reiss, dont l'orthodoxie politique avait paru suspecte aux dirigeants de Moscou[4].

Ce serait une erreur de croire qu'aujourd'hui, le Gouvernement soviétique a abandonné ses méthodes et renonce à intervenir dans la politique intérieure des autres Etats.

[...][5]

Serait-il possible à une Légation soviétique installée à Berne de refuser de servir d'intermédiaire entre les dirigeants de la IIIe Internationale et les chefs du parti communiste suisse ou d'autres groupements qui ont dans leur programme la révolution mondiale? Même si des engagements formels étaient pris par la Légation soviétique de ne pas participer à une action révolutionnaire, pourrait-elle se comporter différemment que les missions soviétiques dans les autres pays? Pourrait-elle se refuser à donner des conseils, à faciliter des contacts, à exercer, en un mot, une action directrice sur ceux qui mettent au-dessus du patriotisme l'application intégrale dans tous les pays des principes du marxisme?

IV.

La Suisse n'est pas seule à hésiter à laisser s'installer chez elle les représentants officiels de l'U.R.S.S.. Vingt-cinq Etats seulement entretiennent des relations diplomatiques avec Moscou; trente-deux n'ont pas accueilli dans leur capitale une mission soviétique. Parmi ces derniers, vingt-trois sont membres de la Société des Nations.

Aucun des Etats du continent sud-américain n'a de rapports avec l'U.R.S.S.. En Europe, sans compter l'Espagne depuis la victoire de Franco, quatre petits Etats neutres, les Pays-Bas, le Portugal, la Yougoslavie et la Suisse, sont dans le même cas.

Ont des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. les Etats protégés par une forte police politique, les grandes puissances, obligées par leurs intérêts mondiaux à faire partout une politique de présence, les pays limitrophes que des frontières communes obligent à écarter tout différend avec leur grand voisin. Aucun de ces vingt-cinq Etats ne semble entretenir avec l'U.R.S.S. des relations particulièrement étroites et cordiales. Les diplomates étrangers qui ont été en poste à Moscou se plaignent de la difficulté qu'ils éprouvent à obtenir des informations. Comme il est compromettant pour les ressortissants de l'U.R.S.S. d'avoir des rapports avec eux, ils n'ont que des contacts strictement officiels, généralement assez décevants. L'attitude des Autorités soviétiques à l'égard de l'étranger est méfiante et énigmatique.

[...][6]

En dépit de ce qui pourrait rapprocher l'U.R.S.S. révolutionnaire des Etats qui s'intitulent eux-mêmes «les puissances prolétaires», le Gouvernement britannique n'a pas hésité à inviter le Gouvernement de Moscou à faire alliance avec lui pour arrêter l'expansionnisme de l'axe Rome-Berlin. La méticuleuse prudence avec laquelle il a été répondu à cet appel éveille l'idée que le Gouvernement de Moscou manque d'enthousiasme. Il a peut-être plus d'intérêt à la guerre qu'à la paix, à condition de pouvoir rester en dehors d'un conflit jusqu'au moment où son action permettrait d'assurer le triomphe de la révolution mondiale. Bien qu'extrêmement laborieuses, les négociations anglo-russes ne s'en poursuivent pas moins et l'opinion persiste, dans des cercles étendus,

---

4. *Cf.* E 2001 (D) 1/20 *et* E 2001 (D) 3/36.

5. *Suit une description des* rapports étroits entre le Gouvernement soviétique et la IIIe Internationale *ainsi qu'une liste des principaux participants et des participants suisses au Congrès du parti communiste russe (mars 1939).*

6. *Suivent des extraits de documents d'origine soviétique; et une appréciation sur les difficultés qu'il y a à savoir si l'U.R.S.S. incline davantage à poursuivre* une politique de révolution mondiale ou de lutte contre les puissances dont l'expansion pourrait menacer l'intégrité du pays.

à penser que l'U.R.S.S. est l'Etat le plus déterminé à s'opposer aux visées des autres puissances totalitaires.

Cette opinion est si répandue que dans les conjonctures actuelles, le rétablissement de relations diplomatiques entre Berne et Moscou donnerait certainement à penser à Berlin et à Rome que la Suisse, abandonnant sa politique de stricte neutralité, cherche à se rapprocher du groupe des puissances que le Gouvernement britannique a entrepris d'organiser. Cette interprétation serait corroborée par les nouvelles de presse – dont l'exactitude, il est vrai, n'est pas absolument certaine – selon lesquelles les négociations anglo-russes se seraient achoppées à la question d'une garantie de l'intégrité de la Suisse, parce que l'absence de relations officielles entre l'U.R.S.S. et la Confédération empêcherait le Gouvernement soviétique de souscrire à semblable garantie. En vertu de l'adage «post hoc, propter hoc», comment pourrait-on douter qu'un rapprochement russo-suisse parût aujourd'hui destiné à rendre possible une garantie russe à la Suisse? Comment persuaderait-on qu'en réalité, le Conseil fédéral juge cette garantie non seulement inutile et inefficace, mais nuisible?

Ceux qui voudraient donner au rétablissement de relations diplomatiques entre Berne et Moscou une portée impliquant un affaiblissement de la volonté de la Suisse de rester neutre trouveraient justification de leur point de vue dans de nombreux articles de la presse suisse. Le «Droit du Peuple» du 19 avril 1939 a écrit ce qui suit: «La Russie soviétique, nous ne saurions trop le dire, joue un rôle de premier plan, par son armée et par son aviation, dans l'organisation de la sécurité collective dont dépend la sécurité de la Suisse ainsi que l'indépendance et la liberté de nos habitants».

Le «Travail» du 23 juin 1939 a déclaré que «notre mentalité ne saurait supporter plus longtemps que, pour répondre aux vœux des deux Etats totalitaires qui menacent notre sécurité et notre indépendance, nous persistions à n'entretenir aucune relation diplomatique avec un grand pays qui, par le jeu des forces en présence en Europe, nous protège contre nos agresseurs éventuels».

Dans la «Freiheit» du 10 juin 1939, on peut lire que «wir stehen auf dem Standpunkt, dass die politische Seite der Frage bei der gegebenen internationalen Lage viel wichtiger ist. Wenn auch mit Schwierigkeiten und Widerständen, so besteht doch Aussicht, dass eine Front der kollektiven Sicherheit gegen die Achsenmächte entsteht. Ihr Zustandekommen dient vor allem den kleinen Staaten, besonders einem Lande wie der Schweiz, die zwischen dem Reich der Nazi und dem der Schwarzhemden sich befindet. In dieser grossen Verteidigungsfront bildet die Sovjetunion ein mächtiger und ausschlaggebender Faktor. Es ist ein unhaltbarer Zustand, dass die Schweiz mit diesem grossen mächtigen Land, welches heute schon indirekt ein Garant (Sic!) für die schweizerische Unabhängigkeit bildet, keine normalen Beziehungen unterhält. Je rascher dieser unmögliche Zustand behoben wird, um so besser für die Schweiz».

La certitude qu'un rapprochement entre Berne et Moscou sera jugé de bonne foi à l'étranger comme l'indice d'un fléchissement de la neutralité suisse fait donc apparaître une modification du statu quo comme une opération particulièrement risquée.

V.

Les considérations qui précèdent peuvent se résumer comme suit:

1) Il est inexact de parler d'une reprise des relations officielles entre la Suisse et l'U.R.S.S., surtout d'une reprise de relations commerciales, car ces relations, qui n'ont jamais complètement cessé d'exister, existent aujourd'hui en fait et en droit. Ce qui donne un caractère anormal aux relations entre la Suisse et l'U.R.S.S., c'est essentiellement que les deux Etats n'entretiennent pas l'un chez l'autre des missions diplomatiques.

2) Les négociations directes, qui ont lieu chaque fois que cela est opportun entre délégations suisse et soviétique, fournissent les bases nécessaires aux échanges commerciaux entre les deux pays. Ce n'est pas l'absence de relations diplomatiques entre Berne et Moscou, mais le régime autarcique de l'U.R.S.S., joint à l'appauvrissement consécutif à la révolution de 1917, qui est cause de ce que la valeur des échanges est très inférieure à ce qu'elle était avant 1914.

3) L'établissement des relations diplomatiques entre Berne et Moscou n'exercerait, vu le régime spécial de l'U.R.S.S., aucun effet décisif sur les exportations suisses dans l'ancien empire russe.

Les inconvénients du système de compensations bilatérales actuel peuvent être atténués par des négociations directes. Lors de récentes conférences entre les délégations suisse et russe des allusions ont déjà été faites à ce sujet.

4) De sérieux avantages économiques ne pouvant résulter de relations diplomatiques entre Berne et Moscou, cette question essentiellement politique doit donc être élucidée à la lumière surtout de considérations politiques.

5) Rechercher l'amitié de tous les Etats est un principe fondamental dans la politique de la Suisse et inclinerait à liquider complètement le différend qui empêche depuis plus de 20 ans des relations normales entre la Confédération et l'U.R.S.S..

6) Il faut prendre garde, toutefois, que le statu quo actuel est certainement préférable à une réconciliation un peu artificielle, si celle-ci devait conduire à une nouvelle rupture. L'U.R.S.S. n'ayant pas abandonné ses plans de révolution mondiale et cherchant à s'immiscer dans la politique intérieure des autres Etats, des intrigues semblables à celles qui ont rendu nécessaire l'expulsion de la mission Bersine semblent difficilement évitables. Il est permis de craindre qu'elles conduisent au même résultat.

7) Après que le nom de la Suisse ait été mêlé, bien malgré elle, aux laborieuses négociations entre Londres et Moscou, un rapprochement entre la Suisse et l'U.R.S.S. ne peut pas ne pas être interprété par certains voisins de la Confédération comme une modification de la politique suivie ces 20 dernières années et comme impliquant un affaiblissement de la volonté de neutralité du peuple suisse. Dans la période d'extrême tension actuelle, laisser naître des doutes à cet égard peut avoir des conséquences de la plus grande gravité.

ANNEXE II

E 2001 (D) 9/1

Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L Bucarest, 5 octobre 1939

Par lettre du 20 juillet dernier, répondant à la vôtre du 4 du même mois[7], j'avais eu l'honneur de vous faire connaître que je me proposais de vous soumettre verbalement, durant mon séjour en Suisse, quelques considérations sur le problème de nos rapports avec l'U.R.S.S..

Les événements m'ayant obligé à regagner Bucarest en toute hâte avant la fin d'août, il ne m'a pas été possible de donner suite à ce projet.

Aujourd'hui, tous les arguments que l'on pouvait invoquer naguère pour ou contre l'idée d'une reprise des relations diplomatiques entre la Suisse et la Russie des Soviets me paraissent avoir perdu toute valeur actuelle et pratique en présence du pacte germano-russe du 23 août 1939 et de ses conséquences.

L'avis que vous aviez bien voulu me demander peut donc s'exprimer brièvement et sans hésitations.

Après une rupture de plus de vingt ans, la reconnaissance officielle du gouvernement soviétique par le Conseil Fédéral serait interprétée partout, dans les circonstances présentes, comme un acte de faiblesse inspiré par la peur. Dans certains pays, un tel geste pourrait même donner lieu à des réflexions plus malveillantes encore: on y verrait une approbation du rôle joué par l'U.R.S.S. dans la guerre de Pologne, en même temps qu'une entorse donnée à notre neutralité, un encouragement adressé aux «totalitaires», un blâme aux démocraties.

Le rétablissement de relations diplomatiques avec Moscou ne serait pas moins inopportun au point de vue de notre politique intérieure s'il se produisait au moment précis où le parti socialiste

---

7. *Non reproduits.*

suisse, naguère partisan d'un rapprochement avec la Russie, vient d'exclure de ses rangs les admirateurs de Staline[8]. Il y a tout lieu de présumer que les socialistes formaient chez nous l'élément le plus nombreux de la partie de l'opinion qui désirait voir le Conseil Fédéral passer l'éponge sur les anciens griefs que la Suisse pouvait avoir contre les Soviets. Si cet élément adopte aujourd'hui une autre attitude, on peut se demander qui, en dehors des communistes, se déclarerait satisfait de voir s'établir une légation de Suisse à Moscou et une légation soviétique à Berne[9].

---

8. *Le 16 septembre 1939, le Comité central du PSS décida d'exclure L. Nicole et de ne plus reconnaître «Le Travail» et «Le Droit du Peuple» comme organes officiels du PSS, ce qui incita la majorité des membres vaudois et genevois à quitter le PSS.*

9. *Dans sa lettre du 16 octobre 1939, P. Bonna répond:*

Nous partageons entièrement votre avis que la question de la reprise des relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et la Suisse ne peut être résolue en temps de guerre. Un changement de l'attitude que nous avons conservée pendant vingt ans ne pourrait, en effet, que donner lieu à une interprétation tendancieuse et nuire, par conséquent, à la clarté de notre politique de scrupuleuse neutralité. Le fait que l'U.R.S.S. est aujourd'hui plus que jamais, un facteur essentiel de la politique européenne et qu'il y a inconvénient manifeste à ne pas être exactement renseigné sur ce qui se prépare et se décide à Moscou ne saurait modifier notre point de vue.

Il importe, en revanche, aujourd'hui plus encore qu'il y a quelques mois, de garder présent à l'esprit que l'absence de relations diplomatiques entre la Suisse et l'U.R.S.S. n'implique ni absence complète de relations entre les deux pays ni un état d'hostilité larvée, qui obligerait les représentants des deux Etats dans des pays tiers à se faire grise mine ou à s'ignorer complètement. Les considérations développées à ce sujet dans l'exposé que nous avons adressé, le 15 septembre [*sic! août*] 1939, aux membres de la Commission des Affaires Etrangères et que vous voudrez bien trouver sous ce pli gardent, à notre avis, toute leur valeur (E 2001 (D) 9/1).

127

J.I.1 1/5

Le Haut-Commissaire de la Société des Nations à Danzig, C. J. Burckhardt, au Chef du Département politique, G. Motta[1]

L Streng V*[ertraulich]*
Conf*[identiel]*, Pers*[onnel]*!

Basel, 12. August 1939

Für 24 Stunden bin ich in Basel und fahre Morgen Abend nach Danzig zurück.

Vorgestern Donnerstag Nacht wurde mir telephonisch mitgeteilt, dass Reichskanzler Hitler mich auf dem Obersalzberg zu sprechen wünsche. Ich wurde gestern früh im Flugzeug geholt und verbrachte 2 Stunden in Privataudienz in dem seltsamen Haus aus Granit, das Herr Hitler sich auf einem Felskegel auf 1900 m Höhe errichten liess und das man durch das Innere des Felsens mittelst eines Fahrstuhles erreicht.

---

1. *Cette lettre, manuscrite, se trouve dans une enveloppe adressée par Burckhardt personnellement.*

Die Ereignisse haben sich in den letzten Wochen in Danzig überstürzt. Ich denke, dass Sie, Herr Bundesrat, genau orientiert sind, möchte aber dem eigentlichen Inhalt und Anlass dieses Briefes zwei Worte vorausschicken, um Verschiedenes richtigzustellen, was in der Schweizer Presse irrtümlich dargestellt wurde.

In Kürze: im Juni befand der deutsche Reichskanzler sich im Irrtum (den Ribbentrop veranlasste und bestärkte), Polen werde im Stiche gelassen werden und werde sich ausser Stande befinden, im Fall einer plötzlichen Lösung der Danzigerfrage einzugreifen. Ich erlaubte mir damals, Ihnen Kenntnis von meinem spontanen Kontakt mit dem italienischen Botschafter in Berlin zu geben und seine Intervention zu erwähnen; in einem besonders kritischen Moment setzte ich mich mit dem Gauleiter Ostpreussens Koch in Verbindung, nach unserem eindringlichen Gespräch begab sich dieser nach Berlin, durchbrach die Consigne und gelangte bis zu Hitler, dem er die Unterhaltung wiedergab. Einige Zeit darauf liess Hitler den Danziger Gauleiter kommen, und dieser suchte mich gleich nach seiner Rückkehr auf. Er sagte nur: «Der Führer hat mir neue Instruktionen gegeben, es soll hier alles ruhig bleiben, unsere Konflikte lokaler Art sollen wir langsam abbauen, nicht kapitulationsartig, aber stetig, so dass wir über den Herbst kommen, dann kann das Danziger-Problem warten, wenn es sein muss 2 bis 3 Jahre. Ich wollte Sie nun fragen, da kein direkter Kontakt besteht, ob Sie vermitteln, all diese laufenden Fragen zwischen Senat und polnischer Vertretung behandeln wollen; der Führer sagt, dieser Notenkrieg müsse aufhören.» Es gab viele Spannungsmomente, u.a. die Tatsache, dass die Polen entgegen den bestehenden Abmachungen unangemeldet massive Militärtransporte auf ihren Bahnen durch das Freistaatgebiet führten. (Das hat vor allem zu den milit[*ärischen*] Massnahmen in Danzig geführt, natürlich leugnen die Polen die Wichtigkeit dieser Sache.)

Ich machte nun den Polen die Eröffnung von der günstigen Wendung der Lage, einer Wendung, die zu einem bestimmten Teil das Ergebnis meiner Bemühungen war. Die Polen reagierten wie immer (Komarnicki ist typisch für diese Art!). Sie sagten: «Aha, er hat Angst!», und das erste, was sie machten, war die Eröffnung von Wirtschaftssanktionen, die den Danziger Export (Exportziffer 120 Millionen Gulden) um 15 Millionen schädigen.

Hier nun interveniert eine jener für das Nazi-Regime bezeichnenden Absurditäten, eine erbärmliche personelle Angelegenheit – ich schilderte Ihnen einmal in Genf diese tragischen und jämmerlichen Verhältnisse: Herr Forster hatte mir seinen Auftrag übermittelt, hatte aber, wie er selbst zugab, damit Greiser gegenüber einige Tage gewartet; er hoffte, «dieser werde sich durch einen Streich die Nase brechen». Und so geschah; der von Natur gutmütige Greiser, der immer nazistischer als ein Nazi tun muss, antwortete auf diesen wirtschaftlichen Druck mit einer Note giftigsten Inhaltes und der Drohung, die polnischen Zollinspektoren an der Ausübung ihres Amtes zu verhindern. – All das hat Hintergründe, diese Inspektoren gehören vielfach nicht dem Zolldienst, sondern dem dritten Büro an, die Polen leugnen es natürlich. – Wie dem sei, ein Subalternbeamter, Regierungsrat Beil, schrieb an den Chef der polnischen Inspektoren sua sponte einen Brief, in dem er diesen Passus aus der Senatsrede zitierte. Nun dieses Zitat war der Anlass zu dem polnischen Ulti-

matum und zwar deswegen – rein äusserlich – weil der leichtsinnige, elegante Kartenspieler, der polnische Generalkommissar – ein charmanter Mensch –, den subalternen Regierungsrat Beil mit dem Volkstagspräsidenten Beyl verwechselte[2]. Die wirklichen Hintergründe aber sind andere: Freitag Morgen teilte ich Chodacki mit, der Präsident Greiser sei bereit, in meinem Büro mit ihm zusammenzutreffen und alle Fragen, Zollinspektoren wie Wirtschaftssanktionen, in freundlichem Geiste zu besprechen.

Chodacki telephoniert von Gdynia an Beck, das Resultat: Aha Schwäche! Das Ergebnis muss für Beck der Opposition gegenüber eingeheimst werden, und somit auf den Beilschen Brief hin telephoniert Chodacki nach mehreren geistigen Getränken um ein Uhr nachts an den ahnungslosen Greiser, den man aus dem Bett holt, und sagt ihm: «in einer halben Stunde erhalten Sie eine ultimative Note, lassen Sie einen Übersetzer holen, das Ultimatum läuft um 6 Uhr Abends ab.» Die Note kennen Sie. Um zehn Uhr früh ruft Greiser zuerst mich, dann wieder Chodacki an und sagt der Wahrheit entsprechend, «nie wurde ein solcher Befehl erteilt, die Note ist ohne Grundlage, sie beruht auf einem Missverständnis». Chodacki telephoniert an Beck: «Danzig kapituliert, ich verlange aber noch eine schriftliche Bestätigung», Beck lässt den französischen und den englischen Botschafter kommen und schmettert in die Welt, «Danzig und das Reich vor meinem Ultimatum in die Knie gebrochen!», und die Weltpresse von Vancouver bis Basel schreibt das ab.

Ich gestehe, dass ich sehr niedergeschlagen war. Wieviel Arbeit war dadurch vergeblich geworden. Natürlich haben die Danziger Nationalsozialisten, in ihrer oft verbrecherischen Hybris jahrelang das Gesetz gebrochen, Unsinn auf Unsinn begangen; aber jetzt in dieser Sache waren sie im Recht. Ich befürchtete die allerschwersten Folgen. An dem bewussten Samstag kam Chodacki um 8 Uhr früh zu mir und sagte, «ich habe dieses Ultimatum überreicht» etc., etc., «ich evacuiere bis drei Uhr Nachmittags Frauen und Kinder, lassen Sie Ihre Familie abreisen». Ich antwortete meiner Stimmung entsprechend. Die Folgen liessen nicht auf sich warten; was Forster anbetrifft, so konnte ich am Sonntag ihn aus seiner primitiven Wut noch einmal befreien, ihn veranlassen, die Note beantworten zu lassen – auf die Form der Beantwortung konnte ich allerdings keinen Einfluss nehmen. Ich hütete mich zu sagen, dass auf meine an Chodacki gerichtete Frage: «Frauen und Kinder evacuieren, an welche Massnahmen denken Sie denn?», dieser geantwortet hatte: «Schwerste wirtschaftliche Massnahmen, und wenn die Danziger die ostpreussische Grenze öffnen, dann bombardieren wir die Stadt!» – Diese Drohung kam dann am nächsten Tag in der polnischen Presse, und jetzt liess man Lipski zu Weizsäcker kommen, und dieser erklärte: jeder polnische Angriff auf Danzig bedeute Krieg, – was auch die Konzequenzen seien.

In diesem Moment, 24 Stunden später, liess Hitler mich nach Berchtesgaden kommen, es führt zu weit, das lange Gespräch wiederzugeben, strengstens confidentiell will ich nur sagen, dass er das Schlimmste verhindern möchte und in Danzig selbst nichts unternehmen wird, wenn die Andern ruhig bleiben! Sodann hat er mich sondiert, ob die Engländer ihm jemand zu direkten Ver-

2. *Cf. l'index des noms de personnages, sous «Beil» et «Beyl».*

handlungen schicken würden. Morgen Samstag kommt ein Herr vom Foreign-Office zu mir nach Basel.

Und nun die Hauptsache und der Anlass dieses Briefes: Hitler sagte mir: «Die schweizerische Neutralität ist für mich absolut unverletzlich, die Schweiz ist gut vorbereitet, sie deckt meine Flanke. Wenn es zum Krieg kommen sollte, wird die Schweiz ihre Neutralität nach jeder Seite verteidigen?» Ich antwortete: «Herr Reichskanzler, ich bin nicht als Schweizer hier, ich habe keinerlei offizielle Eigenschaft als solcher, aber als Schweizer Staatsbürger darf ich Ihnen sagen, mein Vaterland wird seine Neutralität in allen Fällen mit allen ihm zu Gebote stehenden Mitteln verteidigen» – darauf Hitler: «Die Schweiz kann darauf rechnen, dass sie von meiner Seite nicht das Geringste zu fürchten hat.» – Ich erwiderte: «Darf ich das Herrn Bundesrat Motta sagen?» Hitler: «Ich bitte Sie sehr darum!» Vielleicht wäre es gut, diesen Ausspruch bei nächster Gelegenheit Hitler gegenüber erwähnen zu lassen.

Verzeihen Sie, Herr Bundesrat, dieses lange Schreiben; nach Danzig kann es nicht beantwortet werden, ich bitte, im Herbst die Freude zu haben, Sie wiederzusehen. Ein interessantes Licht auf die ganze Lage wirft der Umstand, dass ich gebeten wurde zu veranlassen, dass von einem eventuellen englischen Besuch die Wilhelmstrasse nicht in Kenntnis gesetzt werde!

ANNEXE

E 2300 Berlin/40

Le Conseiller de légation de la Légation de Suisse à Berlin, F. Kappeler, au Chef du Département politique, G. Motta

L Persönlich und vertraulich[3] Berlin, 19. August 1939

Über die Mitteilungen, die mir Herr Prof. Burckhardt am letzten Montag gemacht hat, wagte ich in meinem Bericht vom 15. d*[es]* M*[onats]*[4] nur andeutungsweise zu berichten, um bei seiner heiklen Lage alles zu verhüten, was ihm schaden könnte. Leider hat sich die Presse doch der Sache bemächtigt, so möchte ich Ihnen jetzt auf sicherem Wege noch einige genaueren Angaben machen.

Von den Äusserungen Hitlers über die Schweiz hat Ihnen Herr B*[urckhardt]* selbst Mitteilung gemacht. Er meint, es würde sich empfehlen, dem Reichskanzler dafür zu danken; doch sollte dieser Dank nicht über das Auswärtige Amt, sondern an Hitler selbst oder eine Person aus seiner Umgebung gerichtet werden.

Über die politische Lage äusserte sich H*[itler]*, er nehme jeden Angriff auf Danzig als auf sich gerichtet, weil ein Nachgeben Danzigs unter den jetzigen Umstanden als Nachgeben von ihm selbst gelten wurde. Er werde die geringste Handlung Polens wirtschaftlicher oder praktischer Art zum Anlass nehmen, augenblicklich zurückzuschlagen, und zwar rasch. Mit 74 Divisionen halte er die Westfront und richte die ganze übrige Macht gegen Polen, das in 3 Wochen erledigt sein werde, sodass man von diesen Leuten nicht mehr «spricht». Dies begründete er mit der Überlegenheit der mechan*[ischen]* deutschen Waffen. Wenn Frankreich und England Polen zur Versteiffung seiner Haltung aufforden, so nehme er einen allgemeinen Krieg lieber dieses als nächstes Jahr in Kauf. Italien u*[nd]* Japan werden unlöslich an seiner Seite sein. Er werde keine moralischen Hemmungen

3. *Lettre manuscrite adressée à Motta personnellement.*
4. *Non reproduit.*

wegen der Waffenanwendung haben wie das wilhelmische Deutschland, sondern brutal bis zum letzten Einsatz alle Zerstörungsmittel anwenden.

Nach diesem Fortissimo kamen dann ruhige und freundliche Ausführungen.

Er habe nicht die geringsten Absichten gegen die Westmächte u*[nd]* den Westen. Die Tschekei habe er erledigen müssen, weil sie ein gefährliches Waffenarsenal gewesen sei. Das Protektorat sei eine leidliche Lösung. (Eine spätere Änderung scheint also nicht ausgeschlossen.) Die Slowakei lasse er nach Gutdünken handeln, und er würde sie nicht am Anschluss an Ungarn hindern, wenn sie ihn wolle. Ungarn würde aber nicht imstande sein sie zu organisieren.

Nur zwei Sachen seien absolute Voraussetzung für den Frieden. Er habe weder romantische Aspirationen noch einen unbegrenzten Machttrieb. Er brauche Weizen und Holz. Deutschland könne im jetzigen Zustand leben, weil es zwei ausgezeichnete Ernten hatte, dank dem Fleiss der Bauern, dem hohen Stand der landwirtschaftlichen Wissenschaft und der Reizung des Bodens durch chemische Düngemittel. Der Boden könnte aber, wie das bei solchen künstlichen Mitteln geschehe, einmal plötzlich streicken. Sollte das eintreten, so würde er eine Hungersnot nicht zulassen, sondern lieber 15 Millionen auf dem Schlachtfeld sterben lassen.

Freier Handel sei schön, nütze aber nichts, wenn er von den seefahrenden Mächten unterbrochen werden könne. Darum sei «eine gewisse Entwicklung nach Osten u*[nd]* eine Kolonie für Holz» nötig. Über beide lasse sich vernünftigerweise reden und *er möchte gerne reden*. Er sei jederzeit dazu bereit.

Er habe gedacht, erst die Zündstoffe Memel und Danzig aus der Welt zu schaffen.

Auf die Frage, ob er auch jetzt noch für die im Frühjahr angeregte Lösung zu haben wäre, antwortete er, dass er sich im Gegensatz zu seiner Umgebung hinsichtlich des Korridors mit Autobahn u*[nd]* Eisenbahn begnügen würde; aber Beck könne heute nicht mehr über seine damaligen Vorschläge diskutieren. Danzig werde jetzt als Kriegsanlass gegen ihn benützt.

B[5] erwiderte darauf, er glaube die Westmächte gerne verhandeln. Danzig sei nur zufällig zum Ausgangspunkt für die Frage geworden, ob bestehende inter*[nationale]* recht*[liche]* Verhältnisse einseitig gewaltsam geändert werden können.

Die ganze Besprechung fand in Gegenwart von Forster statt. H[6] schickte dann diesen hinaus und machte B. eine Andeutung, die Engländer sollen ihm doch jemand senden, der deutsch spreche.

B. hat am Sonntag in *Basel* einen Vertreter Bonnets[7] u*[nd]* einen Vertreter v*[on]* Halifax[8] getroffen (nicht in Genf) und diesen über die Unterredung berichtet. Er benützte eine kurze Abwesenheit der Franzosen, um die zuletzt erwähnte Andeutung dem Engländer allein mitzuteilen. Er betrachtete sie als so delikat, dass er mich bat, nur Ihnen u*[nd]* Herrn Frölicher davon zu sagen, sonst niemandem u*[nd] [nichts?]* aufzuschreiben.

Die Reaktion der beiden Vertreter des franz*[ösischen]* u*[nd]* brit*[ischen]* Minister war zunächst, dass Vorsicht geboten sei und es sich um eine Finte handle. Aber viele Leute erblicken doch in diesem Versuch, in ein Gespräch zu kommen, *die* Hoffnung auf einen friedlichen Ausgang. Über die Folgen, die man ihm in London gegeben hat, konnte ich bis heute nichts vernehmen. Unter den hiesigen Diplomaten besteht augenblicklich die Meinung, dass nun bald sich zeigen werde, welche Wendung die Dinge nehmen. Würde vor der Tannenbergfeier nichts geschehen, so sei dann ein gewisser Aufschub zu erwarten.

---

5. *Burckhardt.*
6. *Hitler.*
7. *P. Arnal.*
8. *R. Makins.*

128

E 2001 (D) 2/237

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta

L 39-16-A-11 – ad.C.22.41.10.-SY.
Ravitaillement. Rome, 12 août 1939

J'ai l'honneur de revenir sur votre lettre du 26 juillet [1] concernant la question, d'une importance si capitale, du ravitaillement de la Suisse par nos voisins en temps de guerre.

Vous savez que je n'ai laissé passer aucune occasion pour essayer de hâter les réponses définitives de l'Italie et que j'en ai parlé pour le moins quatre ou cinq fois au Ministre des Affaires Etrangères, Comte Ciano, personnellement, sans compter nos nombreuses démarches et recharges auprès de nombreux services du Ministère.

Lors de mon dernier long entretien avec le Comte Ciano du 6 juillet, au sujet duquel je vous ai adressé un rapport détaillé [2], j'avais à nouveau parlé de nos désirs et attentes, et le Comte Ciano m'avait promis de s'en occuper personnellement. Comme cependant rien n'est venu, je me suis de nouveau adressé à la Direction Générale des Affaires politiques au Palais Chigi, dont le chef temporaire, en l'absence de l'Ambassadeur Buti, est le Vice-directeur général Guarnaschelli. Ce dernier, qui m'a paru assez au courant de la question savait parfaitement que nous attendions, en complément des déclarations contenues dans la note du Ministère du 1er mai [3], à laquelle la Légation a répondu le 10 du même mois [4], une assurance de principe non seulement pour le transit, mais aussi pour l'approvisionnement direct de l'Italie. Il m'a dit qu'à ce sujet le Palais Chigi s'était mis à nouveau en rapport avec le «Auswärtiges Amt» à Berlin, qui lui aurait fait savoir que ses déclarations «se limitaient à la question du transit» [5]. Cela n'est évidemment pas tout à fait exact, du moment que le troisième alinéa de la déclaration allemande, ainsi que le passage final de la note verbale de l'Office des Affaires Etrangères du 28 juin [6], font allusion à la question de l' «approvisionnement» en général. M. Guarnaschelli a pris acte des communications que j'étais en mesure de lui fournir et a promis de faire son possible pour que la réponse sur le point de principe encore ouvert fût accélérée.

Je n'ai pas besoin de souligner que j'ai répété que la question de l'approvisionnement direct se posait pour l'Italie en des termes autres que pour l'Alle-

1. *Non reproduite.*
2. *Cf. N° 113.*
3. *Non reproduit.*
4. *Cf. N° 82.*
5. *Cf. N°s 89, 110 et 121.*
6. *Cf. annexe au N° 110.*

magne, pays vis-à-vis duquel nous avions dû insister, avant tout et dès le début, sur les facilités à apporter au transit, tandis que l'approvisionnement direct peut jouer un rôle en ce qui concerne l'Italie. Toutefois, je ne puis me dissimuler que depuis le moment où des négociations ont été entreprises – une période de presque une année s'étant bientôt écoulée! – la jonction de la politique de l'Allemagne et de l'Italie est devenue bien plus étroite et que le Palais Chigi, dans des cas de ce genre, souhaite de plus en plus se mettre d'accord sur chaque détail avec son partenaire de l'axe. Il faut bien tenir compte, dans les circonstances présentes, de cette situation.

J'ai, en outre, insisté pour que, sans attendre nécessairement la réponse de principe, des dispositions fussent rapidement prises pour passer à l'examen pratique des questions qui nous préoccupent. A ce sujet, il m'a été précieux de pouvoir faire allusion non seulement à l'état des pourparlers qui ont déjà eu lieu à Berlin, mais aussi à différentes autres indications contenues dans votre lettre du 26 juillet. M. Guarnaschelli m'a prié de ne pas douter de la bonne volonté du Palais Chigi, mais a tout de suite dit que l'on avait, depuis des mois, des difficultés à prévoir des dates pour des échanges de vues, étant donné que toutes questions de ce genre aboutissent à la Direction Générale dirigée par l'Ambassadeur et Sénateur Amedeo Giannini, qui est partiellement surchargé de besogne. Néanmoins, on m'a promis à la Direction Politique de faire le possible. J'ai aussitôt essayé de relancer l'ambassadeur Giannini, qui est cependant absent de Rome en ce moment.

Néanmoins, je ne désirerais pas quitter Rome pour mon congé avant d'avoir des assurances plus précises quant à la date proposée par l'Italie de l'ouverture de pourparlers[7].

Cette affaire vous montre à nouveau avec quelles difficultés nous avons à lutter ici chaque fois qu'il s'agit d'obtenir une assurance formelle de principe écrite – les assurances verbales sont données plus facilement et elles m'avaient, en effet, été faites d'une manière satisfaisante dès l'automne dernier –, mais aussi quand il s'agit de passer de questions de principe à l'application concrète.

---

7. *Cf. N° 144.*

129

E 1004.1 1/388

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 21 août 1939[1]

1571. Europa-Union

Verbal

M. le *Chef du Département politique* communique que l'association Europa-Union, qui tiendra prochainement ses assises à Zurich, se propose de faire venir MM. Benès et Heinrich Mann, qui y prendraient la parole. L'autorité cantonale ayant demandé à ce sujet l'avis du département, M. Motta estime que la participation de ces messieurs à l'assemblée de l'Europa-Union n'est pas désirable et propose de répondre dans ce sens à l'autorité zurichoise.

Il en est ainsi *décidé*[2].

---

1. *Etaient absents: R. Minger, M. Pilet-Golaz et E. Wetter.*

2. *Cf.* E 2001 (D) 3/27.

Par une lettre du 4 octobre 1939 (E 2001 (D) 3/347), *le Président central de l'association Europa-Union, Hans Bauer, s'adresse à la Police fédérale des étrangers pour demander qu'à l'occasion du 11 novembre soient autorisées des assemblées avec un orateur alsacien et trois britanniques. Consulté à ce sujet, le Ministère public de la Confédération est très réticent:* Obschon an und für sich gegen das Postulat der Völkerverständigung selbstverständlich nichts einzuwenden ist, zeigt die Auswahl der vorgesehenen ausländischen Redner, dass die Tagungen sich wahrscheinlich einseitig gegen Deutschland richten würden. Wir glauben deshalb, dass derartige Veranstaltungen im Interesse unserer Neutralität besser unterblieben. Gegebenenfalls käme auch eine Bewilligung unter einschränkenden Bedingungen in Frage, wie z. B. das Verbot eines jeden Angriffes auf fremde Staatsoberhäupter und Regierungen und die Unterlassung jeder Diskussion über die Kriegschuldfrage. Wahrscheinlich würde es aber schwer fallen, die Innehaltung solcher Bedingungen zu erzwingen (*lettre du 9 octobre 1940 à la DAE du DPF*). *Dans sa réponse du 10 octobre, la DAE du DPF s'oppose au projet de l'Europa-Union:* ... die Durchführung einer derartigen Zusammenkunft, an der nur Teilnehmer einer Kriegspartei als Redner auftreten, sehr unerwünscht erscheint. Wir sind der Ansicht, dass es den Grundsätzen unserer Neutralitätspolitik zuwiderlaufen würde, wenn solche Tagungen politischen, Charakters mit ausländischen Rednern abgehalten werden könnten und glauben, dass es sich empfehlen würde, derartige Veranstaltungen für die Dauer des Krieges überhaupt zu untersagen (*lettre signée par P. A. Feldscher,* E 2001 (D) 3/347).

Lors de sa séance du 3 novembre 1939, le Conseil fédéral approuve un projet de circulaire du Département de Justice et Police aux Directions des Polices cantonales (*PVCF N° 2076,* E 1004.1 1/391). *Diffusé le 7 novembre, ce texte précise que la neutralité implique d'éviter des déclarations publiques hostiles à des Etats étangers et de se montrer correct avec les étrangers afin de ne pas susciter des interventions diplomatiques de pays qui peuvent menacer la Suisse.*

130

E 6100 (A) 18/1306

Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter

L B.55.10.- TR. Berne, 23 août 1939

Le Comité international de la Croix-Rouge a attiré l'attention du Département Politique – tout d'abord par une visite d'un de ses membres au Chef du Département, puis par écrit – sur les travaux préparatoires qu'il accomplit en vue de son action immédiate au cas où éclaterait un conflit armé dans lequel la Suisse ne serait pas impliquée. Dans l'éventualité envisagée, il faudrait que le Comité international fût en mesure d'engager sur-le-champ des dépenses considérables auxquelles ses fonds disponibles ne lui permettraient pas de faire face. Les dons dus à la générosité publique, qui pourraient arriver par la suite, ne rendraient pas moins indispensable qu'il pût disposer immédiatement d'un premier crédit.

Dans la pensée que le Conseil fédéral apprécie sans doute l'utilité qu'aurait pour notre pays l'action du Comité international de la Croix-Rouge, celui-ci nous a donc soumis une requête tendant à lui accorder, en cas de conflagration générale dans laquelle la Suisse ne serait pas impliquée, un crédit de 200 000.— francs.

Nous inclinions à admettre, pour notre part, qu'une question comme celle-là pourrait être réglée en quelques heures lors d'événements d'une particulière gravité. Mais le Comité international juge nécessaire d'être fixé aussitôt que possible sur les ressources qui pourraient être mises à sa disposition par le Conseil fédéral et il nous a remis, à cet effet, la notice dont vous voudrez bien trouver copie ci-jointe[1]. Cet exposé contient des considérations de nature à justifier l'ouverture du crédit. Le montant susindiqué ne saurait couvrir les frais du Comité que pendant une courte période en attendant que les collectes publiques et les souscriptions des gouvernements et des Sociétés de la Croix-Rouge aient pu s'organiser.

Il serait superflu d'insister sur l'utilité de l'œuvre humanitaire de la Croix-Rouge et sur le prix que nous attacherions à ce que le Comité international pût agir, dans les circonstances envisagées, avec toute la promptitude et l'énergie possibles.

Nous ne verrions dès lors, quant à nous, pas d'inconvénients à donner une suite favorable à la requête du Comité, que nous vous prions d'examiner, de votre côté.

Dans le cas où vous pourriez vous ranger au point de vue du Comité international, nous serions disposés à saisir le Conseil fédéral de la question, à moins que vous ne préfériez lui soumettre vous-même une proposition à ce sujet[2].

---

1. *Reproduit en annexe.*
2. *Le Conseil fédéral accorde ce subside lors de la séance du 5 septembre 1939* (E 1004.1 1/389, N° 1689).

ANNEXE

E 2001 (D) 2/179

Le Président de la Commission des œuvres de guerre du Comité international de la Croix-Rouge, J. Chenevière au Chef du Département politique, G. Motta

L CR 222 GV Genève, 5 août 1939

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 20 juillet[3]. Nous avons noté avec satisfaction que le Département Politique envisagerait la possibilité de nous donner certaines assurances au sujet de la subvention qui pourrait nous être octroyée au début d'un conflit[4]. Nous vous remercions des bonnes dispositions que vous avez manifestées à cet égard.

Selon votre désir, nous vous soumettons quelques considérations de nature à justifier l'ouverture du crédit de Fr. 200 000.— dont nous vous avions parlé.

L'Agence internationale des prisonniers de guerre de 1914 à 1918 a coûté 2 272 000 francs. Une provision de 200 000 francs ne saurait donc couvrir nos frais que pendant une courte période en attendant que les collectes publiques et les souscriptions des gouvernements et des Sociétés de la Croix-Rouge aient pu s'organiser.

Cette somme de Fr. 200 000.— serait affectée grosso modo comme suit:

a) Adaptation des locaux, mobilier, chauffage	Fr. 20 000.—
b) Achat de matériel, fourniture de bureau, machines à écrire, fichiers	20 000.—
c) Salaires du personnel	100 000.—
d) Indemnités de déplacement et de séjour des délégués dans différents pays	40 000.—
e) Frais de bureau des délégations permanentes à l'étranger	20 000.—
Total	Fr. 200 000.—

Nous jugeons bon d'ajouter à ce tableau quelques remarques complémentaires:

ad a).– Le musée Rath, dont la surface utilisable est de 973 mètres carrés, serait mis à notre disposition par la Ville de Genève; il présente le grand avantage d'une position centrale et d'avoir abrité l'Agence des prisonniers de 1914-1918. Des travaux de charpente et de menuiserie seraient indispensables pour l'aménagement des locaux, le rayonnage, la confection des cartothèques et des tables nécessaires pour un millier de personnes au minimum.

ad b).– Nous devons prévoir le matériel et les fournitures non seulement pour notre personnel salarié, mais encore pour le grand nombre de collaborateurs bénévoles que nous escomptons recruter.

ad c).– En 1914, l'Agence des prisonniers comptait une centaine de collaborateurs salariés pour 1200 volontaires. En tablant sur la même proportion, une somme de 100 000 francs couvrirait à peine les salaires durant les premiers mois.

Nous espérons que les données qui précèdent répondent à votre attente. Nous restons, bien entendu, à votre entière disposition pour vous fournir tous les renseignements supplémentaires que vous pourriez désirer.

---

3. *Non reproduite.*
4. *Il s'agit notamment de l'approvisionnement en benzine, d'une aide diplomatique à l'étranger, de l'octroi de la franchise postale, etc..*

131

E 2001 (D) 2/235

Le Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne à la Légation de Suisse à Berlin

M R 1388 g Berlin, 26. August 1939

Das Auswärtige Amt beehrt sich, der Schweizerischen Gesandtschaft auf die von dem Herrn Schweizerischen Gesandten persönlich übergebene Notiz vom 20. Juli d.J.[1] IV 7/19 –, betreffend den Überseetransport schweizerischer Güter auf neutralen Schiffen im Falle eines Krieges das Folgende zu erwidern:

1.) Im Falle eines Krieges werden neutrale Schiffe, die ausschliesslich Waren für die Schweiz führen, auf hoher See von deutscher Seite grundsätzlich die gleiche Behandlung wie andere neutrale Schiffe erfahren. Die deutschen Seestreitkräfte werden jedoch neutralen Schiffen, die ausschliesslich zur Versorgung der Schweiz mit den für sie notwendigen Waren verwendet werden, jede Rücksicht zuteil werden lassen, die mit der Kriegslage vereinbart werden kann.

2.) Die Deutsche Regierung beabsichtigt nicht, Schiffe zu requirieren, die von der Schweiz für den Kriegsfall durch Abschluss von Optionsverträgen mit Reedereien neutraler Staaten für Transporte von Waren für die Schweiz vorgesehen sind und im Einzelfall für diesen Zweck ausschliesslich verwendet werden.

1. *Non reproduite; cf. N° 121.*

132

E 2001 (D) 3/303

Notice du Chef du Département politique, G. Motta, sur un entretien avec le Ministre d'Allemagne à Berne, O. Köcher

Berne, 26 août 1939

Sur sa demande, je reçois ce matin à 11 heures M. Köcher, ministre d'Allemagne.

M. Köcher est chargé par son Gouvernement de nous renouveler les déclarations précédentes dans le sens que le Reich *respectera notre neutralité et notre territoire*[1].

Il me pose la question de savoir quelle sera l'attitude de la Suisse dans un

1. *Cf. notamment les N^os 67, 69, 70 et 127.*

conflit éventuel. Je lui réponds: *la neutralité rigoureuse et totale.* Nous l'avons déclaré déjà plus d'une fois: nous restons *fidèles à cette politique.*

M. Köcher – qui espère encore une solution pacifique du conflit – me dit que si dans le cours des événements des *difficultés naissaient* au sujet de questions particulières, le Reich sera toujours disposé à en discuter avec nous. J'ai pris acte de cette déclaration.

Toutes les déclarations de M. Köcher ont été faites verbalement. Mes réponses aussi. J'ai écrit ce résumé immédiatement après la conversation.

133

E 1004.1 1/388

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 août 1939

1615. Internationale Lage

Herr Bundespräsident Etter orientiert über die internationale Lage, wie sie sich seit Freitag ergeben hat. Es hat eine Konferenz zwischen dem Generalstab und dem Stellvertreter der Abteilung für Auswärtiges stattgefunden wegen einer allfälligen Mobilmachung.

In der Beratung wird allgemein die Meinung geäussert, dass heute eine Mobilisation noch nicht beschlossen werden sollte. Morgen oder übermorgen werden wir klarer sehen. Der Generalstab ist vollständig bereit, der Grenzschutz kann innert wenigen Stunden in Stellung sein. In unsern Nachbarländern besteht allerdings eine gewisse Besorgnis, weil die Schweiz noch nicht mobilisiert hat und keine Massnahmen traf zur wirksamen Abwehr einer allfälligen Grenzverletzung. Es sollen an gewissen Punkten unserer Grenze bereits starke Truppenkonzentrationen beobachtet worden sein. Mag auch rein materiell ein Grund zur Aufbietung unserer Armee nicht vorliegen, so müssen wir uns immerhin fragen, ob wir vom internationalen Standpunkt aus noch lange warten können ohne mindestens teilweise zu mobilisieren. Gewiss hat sich die Lage gegenüber Freitag nicht verschlechtert. Doch sollte jetzt schon geprüft werden, was von einer Stunde zur andern vorzukehren wäre, wenn eine plötzliche Verschlimmerung eintreten sollte. Man darf sich jedenfalls nicht einem übertriebenen Optimismus hingeben. Bei Aufbietung des Grenzschutzes muss dann sofort die Bundesversammlung einberufen werden zur Erteilung der Vollmachten an den Bundesrat und zur Wahl des Generals.

Auf Grund der Aussprache wird

beschlossen,

es sei festzustellen, dass sich die Lage in den letzten zwei Tagen nicht verschlimmert habe und daher keine Veranlassung bestehe, zurzeit weitere Massnahmen

zu treffen. Die Mitglieder des Bundesrates sollen über den Sonntag in Bern bleiben, um jederzeit zusammentreffen zu können und allfällige Massnahmen zu ergreifen. Von diesem Beschluss soll der Presse zuhanden der Öffentlichkeit und zur Verkündigung durch das Radio am Mittag Kenntnis gegeben werden. Überdies wird das Volkswirtschaftsdepartement beauftragt werden, zu prüfen, ob nicht sofort Vorkehren getroffen werden sollen zur Einschränkung des Benzinverbrauches für die Privatautos.

134

E 1004.1 1/388

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 28 août 1939

1617. Internationale Lage

Herr Bundespräsident Etter orientiert über die Feststellungen hinsichtlich der internationalen Lage, die seit gestern Sonntag gemacht worden sind. Es steht fest, dass Deutschland vollständig mobilisiert hat; Frankreich hat die Mobilisation zu 6/8 durchgeführt; Holland hat heute morgen das gesamte Heer und die Flotte vollständig mobilisiert; in Italien stehen 1,7 Millionen Mann unter den Waffen. Morgen Dienstag dürfte der kritische Zeitpunkt sein. Was Italien tun wird, ist noch nicht abgeklärt. Jedenfalls ist die Lage äusserst heikel, wie wir aus Berichten unserer Gesandtschaften in Paris, London und den Niederlanden folgern. Es dürfte überraschend sein, dass z. B. Holland die Generalmobilmachung beschlossen hat. Es stellt sich an die Schweiz die Frage, ob sie diesem Beispiel folgen und ebenfalls zur Generalmobilmachung schreiten soll.

In der *Beratung* werden hinsichtlich des Ernstes der Lage verschiedene Ansichten geäussert. Einzelne Mitglieder halten die Friedenschancen heute für grösser als gestern und haben bestimmte Hoffnung auf Verhinderung des Kriegsausbruches. Andere Mitglieder sind der Auffassung, dass sich die Lage eher verschlimmert habe und dass nunmehr mit der Möglichkeit eines Krieges gerechnet werden müsse. Deshalb sei es namentlich auch militärisch nicht zu verantworten, noch länger Gewehr bei Fuss zu stehen. Je nach der Antwort aus England, die noch heute abend oder in der Nacht dem deutschen Reichskanzler übergeben werden soll, wäre mit einer militärischen Aktion Deutschlands gegen Danzig und Polen schon innert wenigen Stunden zu rechnen. Der Vorsteher des Militärdepartements stellt daher den Antrag auf sofortige Aufbietung des ganzen Grenzschutzes. Er bemerkt dabei, dass dies das Minimalbegehren des Generalstabs sei, der sogar die Pikettstellung der ganzen übrigen Armee für geboten erachte. So weit möchte aber der Vorsteher des Militär-

departements vorläufig noch nicht gehen. Der Rat hält angesichts der Ausführungen des Vorstehers des Militärdepartements und namentlich einer soeben eingetroffenen Meldung aus Paris die Aufbietung des Grenzschutzes für dringend geboten [1]. Die Frage ist nur, ob das Aufgebotsplakat jetzt schon angeschlagen und der Grenzschutz unverzüglich, d.h. zum Einrücken noch im Verlaufe dieser Nacht, aufgefordert werden soll, oder ob es genügt, wenn das Plakat morgen bei Tagesgrauen angeschlagen wird und so die Grenzschutztruppen erst im Verlaufe des Vormittags ihre Stellungen beziehen. – Es wird sodann auch noch über die Einberufung der Bundesversammlung sowie über die Ergreifung von Massnahmen zur Einschränkung des Benzinverbrauches und zur Verhinderung von Hamsterei beraten.

Hierauf wird

beschlossen:

1. Der Grenzschutz wird auf morgen früh aufgeboten, in der Meinung, dass das Aufgebotsplakat spätestens um 5 Uhr in den Gemeinden angeschlagen sein soll und die Mannschaften sofort einzurücken haben. Bekanntmachung auch durch das Radio.

2. Die Bundesversammlung wird auf Mittwoch einberufen und zwar in der Meinung, dass die Kommissionen schon um 10 Uhr zusammentreten würden, dass um 14 1/2 Uhr eine Präsidentenkonferenz und um 15 1/2 Uhr die Fraktionssitzungen stattfinden sollen, während die vereinigte Bundesversammlung am Abend Sitzung hätte, zur Wahl des Generals, nachdem die beiden Kammern um 17 Uhr getrennt getagt haben werden zur Beschlussfassung über die ausserordentlichen Vollmachten. Traktanden wären für die vereinigte Bundesversammlung, die Wahl des Generals; für die beiden getrennten Sitzungen der Kammern, die Erteilung der ausserordentlichen Vollmachten an den Bundesrat.

3. Das Volkswirtschaftsdepartement hat mit sofortiger Wirkung (noch in dieser Nacht vom Montag zum Dienstag ab 00 Uhr) Massnahmen zur Einschränkung des Benzinverbrauches zu erlassen.

4. Ferner lässt das Volkswirtschaftsdepartement sofort (ebenfalls mit Wirkung von 00 Uhr an in dieser Nacht von Montag auf Dienstag) die Vorschriften über die Einstellung der Abgabe bestimmter Lebensmittel, ausgenommen an Bedürftige im Besitze blauer Lebensmittelkarten, in Kraft treten.

5. Der Herr Bundespräsident wird heute um 19.30 Uhr durch das Radio eine Ansprache an das Volk richten.

---

1. *Cf.* E 2300 Paris 92-93/346. *Cf. aussi* E 2300 Rom 99/399, E 27/ 14286-14289 *et* 9693/2.

135

E 27/14231

Rapport du Chef de la Section des opérations de l'Etat-Major Général de l'Armée. R. von Erlach

N°. 33/2/10 Bern, 28. August 1939

BEURTEILUNG DER LAGE

1. Die *Heere in den drei Nachbarländern* sind fertig oder nahezu fertig mobilisiert.

Der *deutsche Aufmarsch* gegen Polen mit Verteidigung gegen Frankreich scheint beendet zu sein. In dem uns direkt interessierenden Raume Süddeutschlands stehen abgesehen von der Westfront im Schwarzwald keine Truppen von Belang (nur einzelne Reservistenbat. älterer Jahrgänge in Ausbildung; an der Grenze «Landsturm»-(?) posten in Zivil).

Frankreich hat die Maginotlinie voll besetzt und ist auch mit Deckungsdivisionen und zugehörigen Reserven voll aufmarschiert. Mit der am 26.8. begonnenen Ergänzungsmobilmachung von 700 000 Mann wird es nun in Bälde seine ganze Wehrkraft zum Kriege bereitgestellt haben. Hinter dem rechten Flügel der Maginotlinie stehen im Raume Pontarlier – Morteau – Besançon einerseits und an und hinter der Grenze der Ajoie andererseits sehr ansehnliche Kräfte (nach Feststellungen der Nachrichtensektion je 1 verstärktes A.K.). Nordwestlich von Basel stehen, in der Maginotlinie nicht eingesetzte Truppen in der Stärke von ebenfalls 1 A.K.

Von *Italien* sind bis jetzt keine Truppenkonzentrationen in Richtung gegen die schweiz. Grenze gemeldet worden. Gerüchte über ital. Truppentransporte über den Brenner sind noch unkontrolliert und m.E. unwahrscheinlich.

[...][1]

5. Nach meiner Überzeugung sorgt die engl.-französische Heeresleitung am besten für das Gelingen einer innert nützlicher Frist durchzuführenden Operation aus Oberitalien gegen Deutschland/Böhmen durch eine *Einleitungsoffensive durch die Schweiz*[2], mit beschränktem Ziel, allgemein bis an die alte österreichisch-bayrische Grenze im Raume Salzburg-Bodensee. Damit wird die rasche Operation durch das Südtirol und Nebenräume über Brenner und Nebenpässe sichergestellt und mit Brenner und Arlberg als leistungsfähige Bahn- und Strassenverbindungen eine strategisch in genügender Nähe vom polnischen Kriegsschauplatz gelegene Operationsbasis im Inntal gewonnen.

6. Die Bereitschaft der franz. Heere lässt es ohne weiteres als möglich erscheinen, dass der *Durchmarsch durch die Schweiz* binnen ganz weniger Stun-

---

1. *Sous les points 2 à 4, von Erlach fait état des rumeurs sur des ouvertures britanniques auprès de l'Italie et de l'éventualité d'une intervention franco-anglaise contre l'Allemagne à partir de l'Italie du Nord. Il y voit le seul espoir pour la Pologne.*
2. *Cf. le document reproduit en annexe.*

den angetreten werden kann. Es ist aber bei dieser Bereitschaft starker franz. Kräfte längs unserer Westgrenze und bei den kurzen Distanzen von der Grenze bis in das Landesinnere weiter möglich, dass franz. Truppen ziemlich weit in unser Land vormarschieren können, bevor die Grenztruppen ihre Stellungen bezogen haben. Dieser Stellungsbezug dauert, vom Erlass des Aufgebots an gerechnet, in den günstiger gelegenen Abschnitten 12, im allgemeinen aber 24 Stunden; im Gebirge noch länger.

Ich bin deshalb der Meinung, dass bei der heutigen militärpolitischen Lage sofort dann, wenn auch nur mit der Möglichkeit kriegerischer Verwicklung zwischen Deutschland und Polen gerechnet werden muss, unsererseits alles getan wird, was zur *Sicherstellung von Mobilmachung und Aufmarsch der Armee* getan werden muss. Das mindest Notwendige ist meines Erachtens das Aufgebot der Grenztruppen mit gleichzeitiger Pikettstellung der Armee.

Nachdem man weiss, dass heute die englische Antwortnote in Berlin überreicht wird, ist nach meinem Dafürhalten unbedingt mit der Möglichkeit eines Abbruchs der Verhandlungen und mehr oder weniger sofortanschliessender kriegerischer Verwicklungen zu rechnen. Was uns betrifft mit der sofortigen Möglichkeit der Forderung auf freien Durchmarsch für französische Heere durch die Schweiz. Dabei sehe ich voraus, dass die Beantwortung der an uns gerichteten Forderung kurz befristet würde.

Aus allen diesen Erwägungen halte ich dafür, dass im Moment, da erkannt wird, dass eine Verständigung zwischen Deutschland und Polen, bezw. zwischen Deutschland und England auf dem diplomatischen Weg möglicherweise nicht zustande kommt, das Aufgebot der Grenztruppen mit Pikettstellung der Armee sofort verfügt werden muss. Die Kunst wird sein, diesen Moment klar zu erkennen. Unter allen Umständen wird es aber besser sein, zu früh oder sogar unnötig aufzubieten, als eine halbe Stunde zu spät. Diese halbe Stunde könnte bei der Bereitschaft der fremden Heere und den kurzen Distanzen in unserem Lande entscheidend sein. Angesichts der heute schon bestehenden starken franz. Truppenkonzentration längs unserer Westgrenze ist zu prüfen, ob nicht unabhängig von dem Ergebnis der engl.-deutschen Verhandlungen in Berlin, sofort gehandelt werden muss.

Die Überlegung, dass Frankreich doch bestimmt nie so brüsk gegen die Schweiz vorgehen werde, darf keine Rolle spielen. Nur die sachlichen Voraussetzungen der einen und andern Möglichkeit dürfen gewertet werden, und die sind, wie ich glaube, für den Durchmarsch durch unser Land von Seiten Frankreich ungefähr so wie ich oben angegeben habe. Dass der französische Oberkommandierende, General Gamelin, unseren Militärattaché in Paris wissen liess, dass Frankreich nicht daran denke, durch die Schweiz zu marschieren, darf uns nicht abhalten das zu tun, was nach Berechnung der militärisch-technischen Möglichkeiten getan werden muss. Die franz. Absicht kann übrigens ändern und sie ist vielleicht nicht einmal massgebend (Vernichtungskrieg zwischen England und Deutschland!).

ANNEXE

E 27/14231

Notice du Chef de la Section des opérations de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. von Erlach

Berne, 29 août 1939

POSSIBILITÉ D'UNE ACTION FRANÇAISE EN SUISSE

I. Situation le 29.8.39, 1200 (d'après 5e section).

Le *7e C.A.* occupe avec la *14e div.* la ligne Maginot (aile dr. vers Sierentz). La *13e div.*, plus *1 div. rés.* (?) sont à Belfort. Le gr. expl. de la 13e div. occupe le front E de Belfort (défense extérieure) face à l'E. Des *trp. frontières et de forteresse* tiennent la ligne Maginot entre Sierentz et la frontière suisse (Blochmont).

Le *13e C.A.* (P.C. Montbéliard) avec *2 div.* (1 active, 1 réserve) paraît se trouver dans la région de Montbéliard – Pont de Roide – Héricourt.

La *2e D.L.M.* (div. légère mécanique) a une brigade dans la région Montbéliard – Belfort. Il est possible que la seconde brigade se trouve au camp de Valdahon où sont signalées des troupes motorisées.

Une div. stationne dans la zone Morteau – Pontarlier, un quatrième rgt. est à Maîche en observation face aux Franches-Montagnes.

Une div. (réserve) se trouve dans la région de Bellegarde.

Des *trp. frontières renforcées* (3 rgt. cav., 2 bat.) sont en Haute-Savoie et occupent des positions défensives face à l'E sur la Dranse et dans la région du Salève (confirmé).

Plus en arrière sont signalés:

- Un groupement de chars (200) à Besançon.
- Un groupement d'artillerie (11 rgt.) à Dijon, probablement artillerie de «réserve générale».
- La zone Lyon – Dijon – Belfort – Besançon a été sillonnée de transports, mais aucun débarquement important de troupes n'y est signalé.

II. Groupement de forces susceptibles d'agir en Suisse.

Ayant décompté les trp. qui occupent la ligne Maginot on trouve:

– 4 div. + 1 D.L.M.	face à l'Ajoie (Rangiers)
– 1 ou 2 div.	face au Jura neuchâtelois et Franches-Montagnes
– 1 div.	face à Genève

au total 6-7 div., 1 D.L.M.

III. Objectif opératif et exécution.

Ces forces sont suffisantes pour tenter un genre de «coup de main opératif» destiné à donner la possession de tous les passages du Jura entre Solothurn et Rolle, après quoi des forces plus importantes, maintenues au début loin de la frontière pour ne pas donner l'éveil, partiraient de cette base pour poursuivre l'opération principale sur le plateau suisse.

a) *Groupement des Rangiers (5 div.).*

Le *7e C.A.* (2 div.) pourrait attaquer par Bourrignon – Pleigne du N au S sur Delémont, puis pousser sur Solothurn. Son aile g. serait à Pfirt au début; puis flanc garderait dans le Jura vers l'E à La Scheulte et au Passwang. Les troupes de frontière de la région de Waldighofen pourraient chercher à atteindre la Birse vers Laufen et prolonger vers le NE la sûreté du flanc g.

Le *13e C.A.* (2e div.) peut être destiné à l'attaque frontale des Rangiers en coopération étroite avec le 7e C.A. qui les tournerait par le N. Les Rangiers tombés, progressant parallèlement mais au S. du 7e C.A., après s'être emparé de Delémont, il peut pousser sur Biel pour venir y border l'Aare avec le 7e C.A. plus en aval.

La *2e D.L.M.* (div. légère mécanique) peut être, soit réserve d'exploitation soit former le

1er échelon de l'attaque. Pour une division de ce genre l'exploitation dans le Jura n'est guère plausible; il faudrait plutôt l'entrevoir au S de l'Aare, sous la forme d'un *raid* sur Bern par exemple. Comme l'échelon d'une attaque elle peut avoir à refouler notre troupe frontière de l'Ajoie jusqu'au pied des Rangiers, ou plus vraisemblablement participer à l'attaque de Pleigne et Bourrignon, une fois les passages sur la Lützel rétablis.

b) *Groupement de Neuchâtel* (1-2 div.).

Son objectif peut être de s'emparer du Jolimont ou de l'Orbe, entre Orbe et Yverdon. S'il existe deux div. on peut admettre que chacune d'entre elles aurait l'un de ces objectifs. Ce groupement se trouve sur un secteur de frontière très perméable sans aucun obstacle naturel entre Morteau et Les Verrières. L'attaque se poursuivrait sur Jolimont avec l'effort par La Tourne – Chaumont, un détachement pouvant chercher à percer le défilé de Noiraigue ou le tourner par le sud (Creux-du-Van), les troupes de la région de Maiche pouvant être destinées à fixer notre couverture du Doubs et des Franches-Montagnes. Pour la percée sur l'Orbe par Sainte-Croix il est vraisemblable d'admettre un effort brutal et frontal, justifié par le peu de profondeur de la zone à traverser. Le flanc droit, en l'air, devra être protégé vers Vallorbe et Romainmôtier par des forces prélevées sur les gros.

c) *Groupement de Genève* (1 div.).

L'envahissement du canton de Genève ne présente aucune difficulté, le Jura et ses défilés étant français. Il s'agit ensuite de pousser entre le Jura et le lac pour venir border si possible la Venoge et tendre la main à l'autre groupement vers Orbe et prendre aussi à revers le Marchairuz, puis le Mollendruz. Toutefois cette mission à la fois profonde et couvrant une vaste superficie de terrain paraît bien vaste pour une seule division qui, à partir de la Promenthouse, ne pourrait plus avoir le bénéfice absolu de la surprise.

d) *Groupement de Savoie.*

Composé surtout de rgt. de cav. à moitié motorisés, ces forces pourraient à la rigueur chercher à forcer le défilé de Saint-Gingolph. Les 2 Bat. s'ils étaient engagés sur le Pas-de-Morgins et le col de Coux sont plus faibles que la couverture frontière de la région et ne sauraient avoir de succès.

IV. Déclenchement de l'opération.

Notre couverture en place, cette offensive ne peut plus bénéficier de l'effet de surprise totale qui pouvait compenser la faiblesse relative des forces mises en œuvre pour atteindre l'objectif opératif.

Toutefois le cordon de notre couverture peut être rompu en particulier vers Les Rangiers et dans le Jura neuchâtelois. Si l'attaque est prononcée avant la fin de la mobilisation de l'armée, entendu des troupes de combat (2e j. mob. 1200) elle permet d'atteindre en moins d'une journée une série de places de rassemblement de corps et peut compromettre gravement la mobilisation (Biel, Colombier, Tavannes, Yverdon). Aussi actuellement la *violence du premier choc* doit remplacer la surprise qui n'est plus possible. Le rapport des forces en présence, permet ce choc puissant et d'escompter le succès vers les Rangiers et dans le Jura neuchâtelois.

V. Conclusion

Une *attaque brusquée* visant le pied du Jura entre Solothurn et Rolle est possible. Le choc peut être très violent en direction de Delémont, puis de l'Aare entre Solothurn et Biel. Elle peut être *accompagnée* à travers le Jura neuchâtelois sur Jolimont et le défilé de Sainte-Croix sur l'Orbe. Dans la région de Genève une *démonstration* est aussi possible, mais à partir de la Promenthouse elle a peu de chances de gagner beaucoup de terrain. Par contre la région de Genève et ses ressources serait perdue.

136

E 2001 (D) 2/138

Notice sur les relations franco-suisses [1]

SM Berne, 29 août 1939, 9 h 30

Monsieur le Conseiller national Grimm téléphone et voudrait parler à Monsieur le Ministre Bonna. Monsieur le Ministre étant occupé, il me pose la question si l'Ambassadeur de France avait fait ou fera prochainement à Berne une démarche (analogue à celle qui avait été faite hier à Bruxelles) pour déclarer que la neutralité suisse sera respectée par la France[2]. Je réponds à M. Grimm qu'une telle démarche n'avait pas été faite jusqu'à présent et qu'il ne me semblait pas probable qu'elle sera faite dans le courant de la journée, vu que la neutralité suisse était déjà suffisamment garantie par les traités. M. Grimm déclare qu'en rapport avec certains renseignements qu'il ne voulait pas communiquer par téléphone, cela lui paraissait très regrettable.

Il m'avait déjà été signalé hier que la démarche franco-anglaise à Bruxelles sans contre-partie à Berne causait de l'alarme dans certains milieux. M. le Ministre Stucki s'était déclaré prêt à demander à Paris pourquoi cette démarche n'avait pas été faite à Berne. Je le lui ai déconseillé. Il me semble, d'une part, peu opportun de marquer de la nervosité en courant après des déclarations de respect de notre territoire et de compromettre la netteté des réponses qui seront faites à la déclaration de neutralité du Conseil fédéral en provoquant avant son envoi des déclarations plus ou moins officielles.

Le point de vue exprimé par M. Grimm correspond toutefois à la préoccupation basée sur la répartition des troupes françaises le long du Jura dont le Colonel Frick m'avait fait part quelques instants auparavant. J'ai rassuré le Colonel Frick en lui exposant que, sur la base des renseignements téléphonés par notre Légation à Bruxelles, la démarche franco-britannique a eu lieu à l'instigation du Gouvernement belge lui-même, qui avait informé les Ambassades de France et de Grande-Bretagne de la démarche allemande, en soulignant qu'une démarche franco-britannique serait bienvenue.

Contrairement à ce qu'ont dit les journaux, aucune démarche franco-britannique n'a été faite à La Haye.

---

1. *Rédigée par G. Keel, de la Division des Affaires étrangères du Département politique.*
2. *Annotation de Bonna en haut de la page:* M. Motta est d'avis de s'en tenir à l'attitude ci-après.

137

E 1004.1 1/388

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 29 août 1939

1640. Anschaffung von zwei Gross-Distanz-Flugzeugen für kriegswirtschaftliche Transportzwecke

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 28. August 1939

I. Angesichts der schwierigen Versorgungslage, in der sich die Schweiz in Zeiten des Krieges oder der wirtschaftlichen Absperrung befindet, wurden dem Kriegs-Transport-Amt des Volkswirtschaftsdepartements seit längerer Zeit verschiedene Vorschläge unterbreitet, für den Ausbau der Transportmöglichkeiten auf dem Luftwege zu sorgen. Eingehende Studien, die in Verbindung mit dem eidg. Luftamt angestellt worden sind, haben ergeben, dass das Flugzeug sich aus ökonomischen Gründen nicht zum Transport von Massengütern eignet. Eine grosse Luftflotte für den Kriegsfall bereit zu halten, würde sich als unmöglich erweisen, weil man ausserstande wäre, diese Flotte in Friedenszeiten in Betrieb zu erhalten, was eine der wichtigsten Voraussetzungen für das Funktionieren im Ernstfalle darstellt.

Dabei muss aber betont werden, dass für wichtige Sonderzwecke der Einsatz von leistungsfähigen Gross-Distanz-Flugzeugen von grosser Bedeutung ist, beispielsweise für Lufttransporte von besonders hochwertigen Gütern, deren rasches Hereinbringen von grösster Wichtigkeit ist (z. B. Maschinenteile, ohne deren Vorhandensein Industriewerke still-liegen müssten, wichtige Rohstoffe mässigen Gewichtes usw.), dazu würden Sonderaufgaben treten, wie beispielsweise dringliche Flüge zu Verhandlungszwecken, Evakuationsmassnahmen usw.

II. Das Volkswirtschaftsdepartement und sein Kriegstransportamt mussten sich deshalb über die Frage Rechenschaft geben, ob für diese Sonderzwecke unsere bestehende Luftverkehrsflotte ausreicht. Während die Kriegstechnische Abteilung und die Generalstabsabteilung ein Bedürfnis nach einer Vermehrung des Parkes der Luftfahrtgesellschaften nicht bejahten, äusserte sich das eidg. Luftamt, das als Aufsichtsorgan die Transportmöglichkeiten der bestehenden Verkehrsgesellschaften in Friedens- u. Kriegszeiten genau abschätzen kann, wie folgt:

«Wir sind überzeugt, dass im Kriegsfall unsere Luftverkehrsflotte als zu gering befunden wird, um nur dem notwendigsten Bedürfnis der Kriegswirtschaft zu genügen, für die Hereinbringung wichtigster Spezialgüter und Ersatzteile in pressanten Fällen. Eine Verstärkung unserer Zivilluftflotte ist vom Standpunkt der Kriegswirtschaft dringend nötig.»...

«Wir können jährlich Fr. 300 000 Subventionen für die normale Entwicklung der Swissair zur Verfügung stellen. Damit ist nur eine ganz allmähliche

zahlenmässig bescheidene Entwicklung möglich, die den Bedürfnissen der Kriegswirtschaft nicht genügt.»

«Wir empfehlen Ihnen, angesichts der internationalen Lage sofort mit der Swissair in Verbindung zu treten zwecks Beschleunigung des Ausbaues ihres Flugzeugparkes.»

III. Das Volkswirtschaftsdepartement erachtet es deshalb als seine Pflicht, ohne Verzug eine bescheidene Ergänzung des Parkes an Gross-Distanz-Flugzeugen in die Wege zu leiten. Angesichts der Schwierigkeiten, bei der jetzigen Überbeanspruchung der massgebenden Flugzeugproduktion eine zweckdienliche kurze Lieferfrist zu erhalten, müssten die nötigen Vorbereitungen sofort getroffen werden. Das eidg. Luftamt erteilte der Swissair den Auftrag, sich umzusehen und zu versuchen, ob nicht günstige Lieferfristen erreicht werden könnten. Der Swissair gelang es in der Folge, auf zwei allen Ansprüchen gerecht werdenden Douglas Flugzeugen, die im Laufe des Monats August 1939 und September 1939 nach Europa gelangen werden, eine Option zu erhalten. Um diese günstige befristete Gelegenheit nicht ungenutzt verstreichen zu lassen, trat die Swissair mit dem Ersuchen an das Volkswirtschaftsdepartement heran, diese beiden Flugzeuge als zusätzliche kriegswirtschaftliche Maschinen zu erwerben und der Swissair zu übergeben mit der Aufgabe, sie zu kriegswirtschaftlichen Transportzwecken in Reserve zu halten. An Stelle dieses Vorschlages hat das Volkswirtschaftsdepartement der Swissair einen Gegenvorschlag vorgelegt, der eine gleich starke Vermehrung des Flugzeugparkes bewirkt aber den Bund so weitgehend belastet.

Demnach werden für nichtmilitärische Bedürfnisse bei der Swissair zwei spezielle Reservemaschinen angeschafft, die eine nach dem Typus Douglas DC-3, die andere voraussichtlich nach dem Typus Douglas DC-5. Von diesen beiden Gross-Distanz-Flugzeugen, die sofort angeschafft werden müssten, würde nur das erste auf Kosten des Bundes, das zweite auf Kosten der Swissair gehen. Beide Maschinen müssten ständig von der Swissair auf eigene Kosten in Startbereitschaft gehalten werden.

Zufolge der Dringlichkeit der Anschaffung der ersten Maschine Douglas DC-3 und der fristlichen Begrenzung des Optionsrechtes musste sich das Volkswirtschaftsdepartement ohne Verzug entscheiden, diesem Abkommen, das noch im einzelnen festgelegt wird und mit welchem die Swissair einiggeht, seine Zustimmung zu erteilen und die Anschaffung der ersten Douglas Maschine DC-3 in der Höhe von 700000 Fr. zulasten der kriegswirtschaftlichen Kredite zuzugestehen.

Gestützt auf diese Ausführungen wird daher antragsgemäss

beschlossen:

Vom dem vorstehenden Berichte und der mit der Swissair getroffenen Vereinbarung auf Anschaffung von zwei zusätzlichen Gross-Distanz-Flugzeugen, wovon eines auf Rechnung des Bundes und zulasten der kriegswirtschaftlichen Kredite geht, wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

138

E 2001 (D) 2/137

L'Ambassade de France à Berne au Département politique[1]

N Urgent. Berne, 30 août 1939

L'Ambassade de France a l'honneur d'appeler la bienveillante attention du Département Politique fédéral sur l'affaire suivante:

Le 26 août 1939, le Département Militaire a bien voulu autoriser l'exportation vers la France de 25 canons antiaériens Oerlikon du calibre de 20 m/m[2]. Etant donné les circonstances, le Département Militaire s'est déclaré incompétent pour accorder la même autorisation pour 30 nouveaux canons dont 9 sont susceptibles de partir dès maintenant, et les autres d'ici le 2 septembre.

L'Ambassade de France serait très reconnaissante au Département Politique fédéral de bien vouloir accorder cette autorisation dans les délais les plus rapides.

L'Ambassade de France serait également très obligée au Département Politique fédéral de bien vouloir lui faire savoir si, en cas de guerre, l'exportation d'éléments de fusées d'obus, de petit calibre, fabriqués par l'horlogerie suisse de Jura serait autorisée.

L'Ambassade attacherait du prix à recevoir aussi vite que possible la réponse du Département Politique fédéral à ce sujet[3].

---

1. *Annotation de Motta en haut et en marge:* le Conseil fédéral accorde l'exportation de 30 canons. L'autre question (pour le cas de guerre) reste réservée. *Une décision à ce sujet ne se trouve pas dans les procès-verbaux du Conseil fédéral.*
2. *Non retrouvé.*
3. *Cf. N^os 145, 150 et 169.*

139

E 1004.1 1/388

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 31 août 1939[1]

1653. Neutralitätserklärung

Politisches Departement. Antrag vom 30. August 1939

Gestützt auf den Bundesbeschluss vom 30. August 1939[2] betreffend Massnahmen zum Schutz des Landes und zur Aufrechterhaltung der Neutralität hat das Politische Departement den Entwurf zu einer Neutralitätserklärung des Bundesrates ausgearbeitet.

Diese Erklärung wird mit einer Abänderung *genehmigt.*

Ferner wird antragsgemäss die vom Bundesrat am 14. April 1939 beschlossene Verordnung über die Handhabung der Neutralität (Neutralitätsverordnung)[3] in Kraft gesetzt.

DÉCLARATION DE NEUTRALITÉ DU 31 AOÛT 1939

Le Conseil fédéral suisse a décidé de faire la déclaration de neutralité suivante:

La tension internationale qui a obligé la Confédération suisse à prendre des mesures militaires l'incite à manifester à nouveau son inébranlable volonté de ne se départir en rien des principes de neutralité qui inspirent sa politique depuis plusieurs siècles et auxquels le peuple suisse est profondément attaché parce qu'ils répondent à ses aspirations, à son organisation intérieure et à sa situation vis-à-vis des autres Etats.

En vertu du mandat spécial qui vient de lui être décerné par l'Assemblée fédérale, le Conseil fédéral déclare donc formellement que la Confédération suisse maintiendra et défendra par tous les moyens dont elle dispose l'inviolabilité de son territoire et la neutralité que les traités de 1815 et les engagements qui les complètent ont reconnues être dans les vrais intérêts de la politique de l'Europe entière.

La Confédération tiendra à honneur de faciliter, ainsi qu'elle l'a fait au cours des dernières guerres, l'activité impartiale des œuvres humanitaires qui peuvent contribuer à atténuer les souffrances qu'engendrerait un conflit.

Se fondant sur les assurances qui lui ont été solennellement réitérées, le Conseil fédéral a la conviction que la présente déclaration sera considérée comme l'affirmation loyale des conséquences résultant pour la Confédération suisse des traités et engagements internationaux qui la concernent.

---

1. *Etait absent: H. Obrecht. La séance du Conseil fédéral a lieu de 10 h 00 à midi.*
2. *Cf. RO, 1939, vol. 55, pp. 781 ss. Cf.* E 2001 (D) 3/301 *et* 303.
3. *Cf. RO, 1939, vol. 55, pp. 818 ss (errata, p. 1470). Le 2 septembre, le Conseil fédéral décide l'entrée en vigueur de cette ordonnance pour le jour même.*

NEUTRALITÄTSERKLÄRUNG VOM 31. AUGUST 1939

Der Schweizerische Bundesrat hat beschlossen, folgende Neutralitätserklärung zu erlassen:

Die internationale Spannung, welche die Schweizerische Eidgenossenschaft zur Ergreifung militärischer Massnahmen genötigt hat, gibt ihr neuen Anlass, den unerschütterlichen Willen kundzutun, von den Grundsätzen der Neutralität, die seit Jahrhunderten ihrer Politik als Richtschnur dienen, in keiner Weise abzuweichen, indem diese Grundsätze den Bestrebungen des Schweizervolks, seinen staatsrechtlichen Verhältnissen, sowie seiner Stellung gegenüber andern Staaten entsprechen und ihm deshalb besonders teuer sind.

Einem von der Bundesversammlung erteilten Auftrag nachkommend, erklärt der Bundesrat ausdrücklich, dass die schweizerische Eidgenossenschaft mit allen ihr zu Gebote stehenden Mitteln die Unverletzlichkeit ihres Gebietes und die Neutralität, welche durch die Verträge von 1815 und die sie ergänzenden Abmachungen als im wahren Interesse der gesamten europäischen Politik liegend angesehen wurden, aufrecht erhalten und wahren werde.

Die Eidgenossenschaft wird, wie sie es bereits in den letzten Kriegen getan hat, ihre Ehre darein setzen, den Werken der Menschlichkeit, welche allseitig die infolge eines Konfliktes entstehenden Leiden zu mildern beabsichtigen, jede Förderung angedeihen zu lassen.

Indem sich der Bundesrat auf die wiederholten feierlich gegebenen Zusicherungen stützt, gibt er der Überzeugung Ausdruck, dass die vorstehende Erklärung als gewissenhafte Bekräftigung von Umständen, wie sie sich zwangsläufig für die schweizerische Eidgenossenschaft aus den sie berührenden internationalen Verträgen und Abmachungen ergeben.

ANNEXE

E 1050.1 I/1

Exposé du Chef du Département politique, G. Motta, sur la situation internationale[4]

PV *[Berne, 30 août 1939]*

Bundesrat Motta bemerkt einleitend, dass sein Kollege Bundesrat Baumann alles Notwendige über den Vollmachtenbeschluss als solchen bereits gesagt habe. Man möge ihm daher gestatten, dass er seine Ausführungen auf die Beurteilung der politischen Lage beschränke. Die Frage, die man sich heute allenthalben stellt, gipfelt in dem Satz: Was ist wahrscheinlich, Krieg oder Frieden?

---

4. *Le 30 août à 10 h 00, les commissions du Conseil national et du Conseil des Etats se réunissent pour examiner le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur les mesures pour la protection du pays et le maintien de la neutralité. Le Chef du Département politique expose alors l'analyse de la situation internationale.*

Niemand kann mit Sicherheit eine Antwort hierauf geben. Wäre er aber zu Ende der letzten Woche nach seiner Ansicht befragt worden, so hätte er gesagt, es muss – im weitern Sinn dieses Wortes – ein Wunder geschehen, wenn der Friede gewahrt werden soll. Seit drei Tagen hat sich diese Lage jedoch augenscheinlich geändert. Heute bestehen bedeutend mehr Chancen für den Frieden als für den Krieg. Und warum dies? Die letzte Nachricht, die man heute früh um 7 Uhr am Radio vernahm, ging dahin, dass Hitler seine Antwort auf die Botschaft Hendersons nach London gesandt habe. Wohl ist zur Stunde über den Inhalt dieser Antwort, die im Foreign Office dechiffriert wird, noch nichts bekannt, aber der Ton der deutschen Presse, insbesondere gegenüber England, hat sich gemildert.

Woher kommt nun diese Hoffnung und worauf gründet sich diese Beurteilung der Lage? Der grundlegende Gedanke ist der: Hitler hat gezögert, den Krieg zu entfesseln und damit seine Unsicherheit bekundet. Oder einfacher gesagt: Hitler hat Angst. Er gibt sich Rechenschaft darüber, dass, wenn er den Krieg auslösen würde, er fast die ganze Welt gegen sich hätte.

Es sind auch mannigfache Friedensbemühungen am Werk. Der Papst [*Pie XII*] hat einen ergreifenden Appell erlassen, Präsident Roosevelt ist mit einer Botschaft an Hitler, an Mussolini und an den König von Italien gelangt. Der König der Belgier hat sich anlässlich der vor ungefähr einer Woche stattgefundenen Zusammenkunft der Vertreter der Oslo-Staaten in Brüssel für den Frieden eingesetzt. Was die Einstellung der Schweiz zu dieser Kundgebung der Oslo-Staaten anbelangt, sei wiederholt, dass von den genannten Staaten am letzten Dienstag auch unser Land zur Beteiligung nach Brüssel eingeladen worden war. Der Bundesrat hielt es für ratsamer, sich der fraglichen Kundgebung nicht direkt anzuschliessen, dem Gedanken des Königs der Belgier aber seine volle moralische Unterstützung zuteil werden zu lassen. Es wurde hierüber, wie bekannt, eine besondere Mitteilung in der Presse veröffentlicht. Heute hat der König der Belgier erneut und diesmal im Verein mit der Königin der Niederlande seine guten Dienste für die Erhaltung des Friedens angeboten. Man muss sich wirklich fragen: Wer würde angesichts dieser allseitigen Friedensbemühungen noch den Mut aufbringen, den Krieg zu erklären, vorausgesetzt, dass er nicht von allen guten Geistern verlassen sei?

Die mustergültige Haltung von Polen hat die Lage gerettet. Hätte sich dieses Land nicht zum letzten Einsatz entschlossen gezeigt, so würde es ohne Zweifel das Schicksal der Tschechoslowakei erlitten haben. Polen besitzt aber eine vorbildlich ausgerüstete Armee, die zudem die Idee der Gerechtigkeit auf ihrer Seite weiss, was allenthalben einen nachhaltigen Eindruck erweckt. Dies führte zur Unsicherheit des Führers Deutschlands und zu der Tatsache, dass der Krieg heute gleichsam moralisch unmöglich geworden ist. Sollte er trotzdem erklärt werden, so braucht man über die sittliche Beurteilung eines solchen Aktes kein Wort zu verlieren.

Wie man weiss, hat Deutschland durch seine Gesandtschaft in Bern dem Sprechenden gegenüber ausdrücklich bestätigen lassen, dass es im Falle eines Krieges die schweizerische Neutralität respektieren werde. Die Besprechung die stattfand, lässt sich in wenigen Sätzen wiedergeben. Herr Minister Köcher sagte: Im Namen meiner Regierung erkläre ich, dass das Reich die Unabhängigkeit und Unversehrtheit der Schweiz und ihrer Neutralität auf alle Fälle achten wird. Was machen Sie? Die Antwort war: Wir werden allen gegenüber eine integrale, eine absolute Neutralität wahren.

Die Tatsache, dass andere Staaten, insbesondere unsere Nachbarn Frankreich und Italien, bisher nicht mit analogen Erklärungen an uns herangetreten sind, erweckte in weiten Kreisen Überraschung oder gar Beunruhigung. Im Gegensatz zu diesen Kreisen begrüsst der Bundesrat die Haltung der genannten Staaten. Die Erklärung Frankreichs Belgien gegenüber wurde nämlich von der belgischen Regierung provoziert. Wir haben dies nicht nötig, da unsere Neutralität eine feierlich anerkannte und durch internationale Verträge gewährleistete Neutralität ist. Übrigens braucht man sich, was im besondern die Haltung Frankreichs anbelangt, nur der eindrücklichen Worte von Botschafter Alphand am offiziellen Tage des Eidg. Schützenfestes in Luzern zu erinnern, wo der Vertreter Frankreichs öffentlich in seiner Rede erklärte, dass die schweizerische Neutralität für Europa eine Notwendigkeit bedeute. Auch von Italien wissen wir zur Genüge, dass es gleicher Auffassung ist. Die Angstmeiereien, wie man sie in den letzten Tagen zu hören bekam, sind daher nicht nur unbegründet, sondern auch zweckwidrig.

Nach der Annahme des Vollmachtenbeschlusses durch die Eidgenössischen Kammern wird der Bundesrat die Neutralitätserklärung den Staaten, die hierfür in Betracht kommen, offiziell zur Kenntnis bringen. Die Staaten werden den Empfang der schweizerischen Erklärung anzeigen und bei diesem Anlass die Respektierung unserer Neutralität auch bestätigen.

Man kann sich nun die Frage vorlegen, ob man angesichts des Umstandes, dass sich die internationale Lage nicht weiter verschlechtert hat, dennoch den General wählen und dem Bundesrat die nachgesuchten Vollmachten erteilen solle. Die dringende Bitte des Sprechenden geht dahin, dass dies geschehe. Es stehen gegen die 100 000 Soldaten im Feld, die eines Kommandanten bedürfen. Was die Wahl dieses Kommandanten betrifft, ist es die einstimmige Auffassung des Bundesrates, dass Oberstkorpskommandant Guisan zum General gewählt werden sollte. Zweifel sind in dieser Hinsicht gar nicht möglich. Herr Guisan besitzt alle Eigenschaften, um das Oberkommando über die Armee zu führen, und seine Wahl ist auch politisch angezeigt. Er ist der gegebene General des Augenblicks. Die Mitglieder der Kommissionen mögen bei den Fraktionsberatungen von heute nachmittag allenthalben den Namen Guisan auf den Schild erheben.

Wenn alles geht, wie wir hoffen, werden die bisher aufgebotenen Truppen nicht lange an der Grenze zu stehen haben. Der Bundesrat nimmt aber dessen ungeachtet an, dass die Bundesversammlung den Vollmachtenbeschluss gutheissen wird. Es handelt sich hier um einen Akt des Vertrauens. Die Mitglieder der eidgenössischen Räte dürfen versichert sein, dass der Bundesrat mit den ihm erteilten Vollmachten keinen Missbrauch treiben und auf ausserordentlichem Wege nur das vorkehren wird, was unbedingt notwendig ist. Die Stunde erheischt, dass dem In- und Ausland gegenüber die Geschlossenheit und Solidarität zwischen Regierung und Parlament bekundet werde. Es wäre bedauerlich, wenn man sich daher in kleinlichen Diskussionen ergehen wollte.

Und noch ein letztes politisches Wort. Wir wissen nicht, welches unter den gegenwärtigen Umständen die endgültige Stellungnahme Italiens sein wird. Auf alle Fälle ist nicht zu verkennen, dass dort gegenwärtig starke Kräfte am Werk sind, um den Frieden zu erhalten. Dies ist ein wichtiges neues Element für die Friedenssicherung. Ich stehe nicht an, zu erklären, dass es für Italien ein grosses Glück wäre, wenn die Sache so enden könnte, dass die Achse nicht zu spielen braucht. Man mag sich fragen, ob für den Fall, dass es doch zum Kriege kommen sollte, Italien mitmachen müsste oder ob es noch neutral bleiben könnte. Es ist wohl eine Tatsache, dass das Zögern von Hitler bei seinem Achsenpartner grossen Zweifel darüber gerufen hat, ob sich ein Krieg überhaupt mit Erfolg führen liesse. Wie dem aber auch immer sei, ist die Welt heute doch noch zur Hoffnung berechtigt, dass Europa nicht durch ein «unglaubliches Fatum» ins Blut gestürzt werde.

140

E 1004.1 1/388, N° 1655

Le Conseil fédéral au Commandant en Chef de l'Armée suisse, le Général H. Guisan [1]

L Berne, 31 août 1939

L'Assemblée fédérale vous ayant nommé général, nous vous donnons, en nous fondant sur l'article 204 de l'organisation militaire, les

instructions

suivantes:

1. Vous avez pour mission de sauvegarder l'indépendance du pays et de maintenir l'intégrité du territoire en mettant en œuvre tous les moyens militaires appropriés. Il vous incombe notamment d'apprécier si et à quel moment le Conseil fédéral devrait appeler sous les drapeaux d'autres éléments de l'armée, ou l'armée entière.

2. Les puissances limitrophes et autres Etats intéressés ont été avisés qu'en cas de conflit armé la Suisse observerait une stricte neutralité. Ainsi, tant que nos frontières et notre indépendance ne sont pas menacées par une puissance étrangère, vous vous inspirerez, dans toutes vos mesures, du principe de la neutralité.

3. Le droit de déclarer la guerre, de signer la paix et de conclure des alliances appartient aux autorités fédérales.

4. A l'ouverture d'hostilités entre la Suisse et un Etat voisin, sauf s'il ne s'agit que d'un incident local, toutes les dispositions prises en vertu du principe de neutralité deviendraient caduques et la Suisse se trouverait placée dans la situation d'un Etat belligérant, et en posséderait tous les droits. Dès ce moment-là vous auriez pleine et entière liberté de prendre, en deçà et au-delà de nos frontières, toutes mesures militaires utiles.

S'il ne s'agit que d'une violation involontaire de nos frontières, ou d'une violation de courte durée et de faible étendue, à laquelle ne participent que de petits effectifs, vous informerez immédiatement le Conseil fédéral des circonstances de l'incident et des mesures prises par vous pour rétablir sans délai la situation de droit.

5. Dès l'instant où la Suisse se trouve en état de guerre, vous avez le droit de conclure des conventions avec les commandants voisins d'une armée étrangère, en tant qu'il ne s'agit que du règlement passager et purement militaire de questions d'une portée plutôt locale.

Mais dès qu'il s'agit d'une convention militaire intéressant l'ensemble des deux armées, le Conseil fédéral décide.

6. A l'intérieur du pays, l'armée doit en cas de besoin prêter son aide pour

---

1. *La lettre est signée par le Président de la Confédération, Ph. Etter, et par le Chancelier de la Confédération, G. Bovet. Son contenu a été approuvé par le Conseil fédéral lors de sa séance du même jour. Cf. les projets et annotations dans* E 27/ 14110 *et* E 2809 1/2.

protéger des autorités ou des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, et en général pour maintenir l'ordre public.

Nous recommandons notre armée, notre pays et notre peuple à la protection divine.

[*Suit une version allemande des instructions.*]

141

E 2001 (D) 3/303

Notice du Chef du Département politique, G. Motta

Berne, 31 août 1939

M. Tamaro, ministre d'Italie à Berne, s'est rendu cet après-midi chez M. Motta, chef du Département Politique, pour lui déclarer, au nom du Gouvernement royal d'Italie, que l'Italie respectera, en cas de guerre, scrupuleusement la neutralité et l'intégrité de la Confédération suisse [1].

M. Motta a répondu que la Confédération pratiquerait une politique de neutralité stricte et rigoureuse.

M. le ministre d'Italie a déclaré en même temps qu'en cas de guerre les voies et ports de l'Italie resteraient ouverts aux marchandises destinées à la Suisse. L'Italie est prête à s'entendre au plus tôt avec la Suisse sur toutes les questions de détail quant à cette liberté de transit [2].

M. Motta a remercié M. Tamaro des communications faites au nom de son Gouvernement.

1. *Cf. N° 113.*
2. *Cf. N^os 128, 144 et 158.*

142

E 1004.1 1/389

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 1^er septembre 1939

1665. Mobilmachung der Armee

Militärdepartement. Antrag vom 1. September 1939 [1]

Die aussenpolitische Lage hat sich in den letzten Tagen derart zugespitzt, dass es dringend notwendig erscheint, die Sicherheit der Landesgrenzen und den Schutz unserer Neutralität der Armee anzuvertrauen.

Auf Vorschlag des Generals ist das eidg. Militärdepartement entschlossen, die Armee aufzubieten und kriegsmobil zu machen.

1. *Sur les circonstances de cette décision, cf. notamment le document reproduit en annexe.*

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*:

Der vom eidg. Militärdepartement vorgelegte Entwurf zu einem Bundesratsbeschluss betreffend die Kriegsmobilmachung der Armee[2] wird gutgeheissen.

ANNEXE

E 2809 1/2

Notice du Chef du Département des Postes et des Chemins de fer, M. Pilet-Golaz

manuscrite

Ce dimanche 3 septembre 1939, 20 h 30

Si les circonstances me le permettent, je voudrais noter brièvement, lorsqu'ils en vaudront la peine, les faits et incidents politiques ou militaires qui se sont produits ou se produiront depuis l'octroi de pleins pouvoirs au Conseil fédéral et la nomination du Général.

Vendredi 1er septembre. Séance du Conseil fédéral le matin à 10 h. Le général y assiste en partie. Nous décrétons – d'avis unanime – la mobilisation complète de l'armée, vu les concentrations françaises à notre frontière ouest, qui indiquent la crainte de nos voisins quant à une surprise allemande en Suisse, et la conviction que très rapidement la situation internationale va s'aggraver.

L'après-midi déjà la fièvre et le totalitarisme de l'E.M.G. se manifestent. Le Dr Muri, des Télégraphes et Téléphones, m'annonce que le chef du télégraphe de l'armée, Lt. Col. Moesch, par ordre sans doute du sous-chef E.M.G. Frick, veut que l'administration coupe le câble important de transit Allemagne-Italie par le Gothard. Je prescris de n'en rien faire sans accord de ma part. Téléphone à Minger, sans effet: il n'a plus rien à dire. Il m'envoie cependant son officier de liaison. Je remontre à celui-ci l'importance de l'acte que l'on voudrait perpétrer et l'expédie chez Frick. – Celui-ci, un peu plus tard, m'annonce qu'il renonce et que le câble est rétabli. Le pauvre: il croit qu'on l'avait coupé!

Au cours d'une conférence entre 17 et 18 h, Paschoud, directeur général des C.F.F. et directeur militaire des chemins de fer, m'apprend en présence du Président Etter (CFF) et d'Hunziker qu'à Bâle le militaire avait réclamé 40 wagons pour obstruer des tranchées; nous qui craignons de manquer de matériel roulant!

Le lendemain. Samedi 2 septembre quand je rapporte ce qui précède à mes collègues – en séance extraordinaire du matin – ils lèvent les bras au ciel. Nous nous étions réunis, d'urgence, à la demande du Département militaire pour examiner un projet d'ordonnance concernant la censure sur les nouvelles, informations, transmissions préparé par l'E.M.G. qui étrangle tout[3]. Sur ma proposition, le Conseil, qui semble partager mon sentiment que le projet est inacceptable, renvoie la décision pour me laisser le temps de préparer un contre-projet.

Rencontré Logoz, adjoint comme colonel chargé des questions juridiques au Chef E.M.G. Il est tout à fait de mon avis. L'après-midi, je l'appelle pour lui soumettre mes contre-propositions. Il les trouve acceptables et me suggère de consulter pour le grand projet d'ordonnance sur la neutralité – une aberration – Burckhardt et Trüssel. Très aimablement il me promet de nous aider à résister au clan «militariste» et se met à ma disposition s'il peut m'être utile.

Je téléphone au Colonel Trüssel. Nous verrons lundi.

[...]

---

2. *Non reproduit.*

3. *Cf.* E 27/14231. *Le 8 septembre 1939, le Conseil fédéral publie un arrêté* assurant la sécurité du pays en matière d'informations *et un autre arrêté* concernant le régime de la presse. *Cf. RO, 1939, vol. 55, pp. 921-923. Les projets se trouvent dans* E 1001 1/ EMD/ 1.7-31.12.1939.

143

E 2001 (D) 3/303

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher, au Département politique

Copie de réception
T B 2 5 4 6
N° 32.

Berlin, 1er septembre 1939, 13 h 25
(Reçu: 1er septembre, 16 h 45)

Habe Neutralitätserklärung 1.30 Uhr Weizsäcker übergeben. Sie wurde mit Dank entgegengenommen. Insbesondere auch Versicherung Förderung Werke der Menschlichkeit. Staatssekretär verwies im übrigen auf Erklärung, die Minister Köcher betreffend Respektierung Neutralität abgegeben hat [1]. Auch Neutralitätserklärung Liechtenstein wurde in zustimmendem Sinne entgegengenommen. Kriegszustand bestehe noch nicht, doch werde im Laufe des Tages Botschaft in Warschau Weisung zur Abreise erhalten. Um Westerplatte werde gekämpft. Der Krieg lasse sich kaum mehr vermeiden. Burckhardt in Königsberg beabsichtige über Litauen, Finnland zurückzureisen. Auswärtiges Amt Weisung erteilt Rückreise in jeder Hinsicht zu erleichtern.

1. *Cf. N° 132.*

144

E 2001 (D) 2/237

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, au Département politique

Copie de réception
T B 2 5 4 7
N°.55.

Rome, 1er septembre 1939, 17 h 00
(Reçu: 1er septembre, 19 h 00)

En absence Ciano retenu Conseil des Ministres ai remis sous-secrétaire d'Etat Bastianini déclaration notre neutralité. Bastianini remercia au nom Gouvernement et ajouta que chargé par Ciano assurer qu'Italie faciliterait dans limites possibles transit et approvisionnement notre pays [1]. En réponse remarque inofficielle sous-secrétaire exprimant recommandation de veiller en temps de guerre à excès de presse pouvant créer ennuis. Ai expliqué que ne pouvions pas admettre discussion sur extension notion neutralité fixée par droit des gens. Ai toutefois ajouté que pleins pouvoirs Conseil fédéral pouvaient cas échéant permettre action analogue à celle durant la grande guerre. En réponse

1. *Cf. Nos 113 et 128.*

question, Bastianini concernant absence déclaration française, j'ai répondu que selon précédentes déclarations françaises suivrait sans doute remise note sous réserve décision Gouvernement. Bastianini ne croit pas encore à mobilisation générale en Italie. Ai impression persistante désir Italie limiter autant que possible conflit. Crois encore possible qu'Italie pourrait proposer trêve armistice suggérant cas échéant conférence germano-polonaise.

145

E 2001 (D) 2/137

Le Département politique à l'Ambassade de France à Berne

Copie
N E.584.12.- TC.
ad 3.A.C.

Berne, 1er septembre 1939

En se référant à la note du 30 août de l'Ambassade de France [1], le Département Politique Fédéral a l'honneur de lui faire savoir, en confirmation de son entretien téléphonique, que le Conseil fédéral accorde l'autorisation pour l'exportation vers la France des trente canons antiaériens Oerlikon du calibre 20 m/m qui devaient être expédiés jusqu'au 2 septembre.

En ce qui concerne l'autorisation, en cas de guerre, de l'exportation d'éléments de fusées d'obus de petit calibre fabriqués par l'horlogerie suisse, la question doit encore être examinée et le Département se réserve de revenir sur ce point par une communication ultérieure [2].

1. *Cf. N° 138.*
2. *Cf. N° 150.*

146

E 1004.1 1/389

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 1er septembre 1939

1662. Vertretung der deutschen Interessen in England

Politisches Departement. Mündlich

Der Vorsteher des Politischen Departements teilt mit, der deutsche Gesandte habe bei ihm vorgesprochen und angefragt, ob die Schweiz bereit wäre, im

Kriegsfalle den Schutz der deutschen Interessen in England und in seinen Besitzungen, ausser Süd-Afrika, zu übernehmen [1].

Der Vorsteher des Departements ist der Meinung, dass wir dies wohl tun können, sofern England die Zustimmung dazu gibt. Dabei könnten wir uns einverstanden erklären, einen ähnlichen Dienst auch England zu leisten.

Es wird

beschlossen,

sich mit der Übernahme der deutschen Interessen im oben angedeuteten Sinne einverstanden zu erklären, sofern England zustimmt [2].

---

1. *Afin de l'informer d'un entretien entre Motta et Köcher du 26 août 1939, le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, adresse une lettre au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher. Bonna termine sa lettre ainsi:* Il est clair, toutefois, que, si les choses en venaient au point que l'Allemagne soit amenée à faire appel à nous pour la protection de ses intérêts dans certains pays, nous apporterions beaucoup d'empressement à soumettre sa demande au Conseil fédéral. Malgré les complications et les inconvénients incontestables qu'entraîne pour un Etat neutre la représentation des intérêts ennemis d'un belligérant, il s'agit là d'une mission honorable, à laquelle nous n'estimons guère pouvoir nous soustraire, en même temps que d'une garantie supplémentaire vis-à-vis de l'Etat auquel nous rendons service. Nul doute par conséquent, à notre avis, que le Conseil fédéral ne refusera pas d'assumer des tâches que l'on désigne dans certains milieux sous le nom de «neutralité active» (*lettre du 26 août,* E 2001 (D) 3/303).

2. *Il s'agit du premier cas où la Suisse se charge de représenter les intérêts d'un pays belligérant dans un autre pays. Cette activité de la diplomatie suisse va se multiplier par la suite. Il sera nécessaire de constituer la «Division des Intérêts étrangers» du Département politique, comme cela fut le cas au cours de la guerre de 1914-1918. Le 8 septembre 1939, le Conseil fédéral approuve les mesures d'organisation de cette nouvelle Division et nomme à sa tête Charles Lardy, ancien Ministre de Suisse, qui décédera le 18 octobre 1939. A sa place, le Conseil fédéral nomme, le 3 novembre 1939, le Professeur Hans Fehr. Sur les activités de la Division des Intérêts étrangers du Département politique de 1939 à 1945, cf.* E 2001 (D) 3/97 *ainsi que* E 2001 (D) 11/1 *et* 2.
En réponse à une lettre du Président du Conseil national, H. Valloton, le Chef du Département politique, G. Motta, écrit le 18 septembre 1939: Vous avez parfaitement raison de penser que, si la guerre se prolongeait, il sera bien difficile de faire accepter par les belligérants notre attitude de neutralité. C'est un problème qui nous préoccupe fort et nous a déjà amenés à prendre certaines mesures pour organiser, à l'étranger, une propagande discrète en notre faveur. Dans ce problème si délicat, notre meilleur atout sera l'action humanitaire que le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organismes s'apprêtent à déployer. Inutile de dire que le Conseil fédéral fera son possible pour soutenir et faciliter cette action (E 2001 (D) 3/299).

147

E 2001 (D) 1/21f

Conférence sur les mesures à prendre afin d'éviter le survol du territoire suisse par des avions belligérants

PV[1] *[Quartier Général de l'Armée, 3 septembre 1939, 16 h 00]*

KONFERENZ BETR[*EFFEND*] VERDUNKELUNGSMASSNAHMEN UND VERHINDERUNG DES ÜBERFLIEGENS SCHWEIZERISCHEN GEBIETS DURCH FLUGZEUGE DER KRIEGFÜHRENDEN.

Anwesend:

Oberstkkd. Labhart	Chef des Generalstabes, Vorsitzender
Minister Bonna	Chef der Abt. f. Auswärtiges des E.P.D.
Oberstdiv. Bandi	Kdt. der Flieger- und Fliegerabwehrtrp.
Oberst Frick	Unterstabschef Front
Oberst von Erlach	Chef der Operationssektion
Prof. von Waldkirch	Chef der Abteilung f. passiven Luftsch[*utz*].
Oberst Isler	Direktor des eidg. Luftamtes
Oberst Logoz	dem Gst. Chef zugeteilt
Oberstlt. Masson	Chef der Nachrichtensektion
Hptm. Prisi	dem Gst. Chef zugeteilt, Protokoll.

Oberstkkdt. Labhart: Diese Besprechung soll zur Klärung verschiedener Fragen dienen, über welche dem General bezw. dem E.M.D. Antrag zu stellen sein wird.

Traktandum 1. Sofortiges Einsetzen der Verdunkelungsmassnahmen in der Schweiz.

Es stellt sich die Frage, ob die Schweiz heute und in den folgenden Nächten zu verdunkeln sei. Wie bekannt, befinden sich Frankreich und England seit heute mit Deutschland im Kriege. Es ist demzufolge zu erwarten, dass schon diese Nacht deutsche Flugzeuge versuchen werden, in den Raum von Lyon zu gelangen und dabei schweizerisches Gebiet überfliegen. Ebenso muss mit einer französischen Luftaktion in die Gegend von Ulm gerechnet werden.

Sofern die Schweiz nicht verdunkelt, wird sie für die ausländischen Flieger eine beleuchtete Insel darstellen, nach der die Orientierung trotz der Verdunkelung im Ausland stattfinden kann. Es ist nicht ausgeschlossen, dass uns der betroffene Staat deswegen neutralitätswidriges Verhalten vorwerfen wird.

Andererseits ist zu sagen, dass, wenn wir heute mit der Verdunkelung beginnen, dies auch für die Zukunft für die ganze Dauer des Krieges tun müssten.

Der französische Luftattaché hat uns gegenüber soeben die Befürchtung

1. *Le procès-verbal est signé* A. Prisi.

ausgesprochen, dass Deutschland einen Angriff wie oben dargelegt, ausführen werde[2].

Oberstdiv. Bandi: Hervorzuheben ist, dass flugtechnisch Nachtflüge verhältnismässig harmlos sind, sobald Richtungspunkte bestehen. Die Sache wird aber sehr erheblich schwieriger, wenn dies nicht der Fall ist. Dieser Umstand wird für einen Kriegführenden sehr wesentlich sein. Wenn wir nicht verdunkeln, so können ausländische Flugzeuge auf 6-7000 Meter Höhe fliegen, ohne dass man gegebenenfalls etwas merkt. Dies kann uns von der geschädigten Kriegspartei sehr schwere Vorwürfe einbringen.

Oberst Frick stimmt dem im wesentlichen bei; dagegen besteht die Möglichkeit des versehentlichen Abwerfens von Bomben auf unser Gebiet; in erster Linie haben wir doch für unsere eigene Sicherheit zu sorgen. Sollte eine Kriegspartei bei uns intervenieren, weil wir nicht verdunkelt haben, so kann die Verdunkelung immer noch stattfinden. Im übrigen handelt es sich um eine politische Frage. Weiterhin ist auf folgendes hinzuweisen: wenn nichts passiert, d.h. wenn die Neutralität unseres Luftraumes geachtet wird, so werden aus dem Inland bald alle möglichen Begehren um Linderung der Massnahmen einlaufen, wobei dann die Gefahr besteht, dass wir, wenn die Verkunkelung unerlässlich wird, nicht bereit sind.

Ich möchte aber noch keinen Antrag stellen.

Oberstkkdt. Labhart resümiert: Es machen sich zwei voneinander abweichende Auffassungen geltend, deren eine die Verdunkelung befürwortet, um ausländischen Fliegern keine Richtpunkte zu bieten; die andere Meinung möchte von der Verdunkelung im Hinblick auf Rückwirkungen im Inland noch absehen.

Prof. von Waldkirch hat stets die Auffassung vertreten, wie sie Oberstdiv. Bandi heute aussprach. Völkerrechtlich steht es im Ermessen jedes neutralen Staates, ob er verdunkeln will oder nicht; er ist aber dazu nicht verpflichtet. Das Argument des Abwerfens von Bomben auf schweizerisches Gebiet ist auf den ersten Anblick bestechend; jedoch werden wir früher oder später ohnehin zu einer Verdunkelung kommen. Das Ausland kann seinerseits auch Grenzgebiete gegen die Schweiz beleuchtet lassen, um den Eindruck zu erwecken, es handle sich um Schweizergebiet. Die Verdunkelung ist in der Schweiz für den Fall der Kriegsgefahr vorgesehen. Die Bevölkerung wird diese Massnahme verstehen und ein Abbau wird immer noch möglich sein. Gegenwärtig sind die Tage noch lang, so dass Einwendungen gegen die Verdunkelung aus wirtschaftlichen Gründen nicht gerechtfertigt wären; bei vorgerückter Jahreszeit stellt sich die Frage allerdings anders; die Betriebe haben sich jedoch vorbereiten müssen.

Minister Bonna: Die Pflicht zur Verdunkelung liegt einem neutralen Staate sicher nicht ob. Ich teile die Meinung von Oberst Frick, dass nicht verdunkelt werden sollte, wenn es nicht unbedingt notwendig ist.

Oberst Logoz: Juristisch ist die Sache so, wie sie von Prof. von Waldkirch

---

2. *Le jour même à midi, le Colonel Paul Thiébaut, Attaché de l'Air à l'Ambassade de France à Berne, avait eu un entretien avec R. Masson* (*Cf.* E 5795/328 *et* J.I.49/2).

und Minister Bonna dargelegt wurde. Es handelt sich demnach nicht um eine Rechtsfrage, sondern um eine Frage des praktischen Vorgehens. Vor allem ist hervorzuheben, dass bei sofortiger Verdunkelung die Gefahr besteht, dass Bomben auf unser Land abgeworfen werden.

Oberstdiv. Bandi: Wenn wir die Verdunkelung jetzt nicht durchführen, so können sich die ausländischen Flieger so einarbeiten, dass es belanglos ist, ob wir später noch verdunkeln oder nicht. Andererseits trifft es zweifellos zu, dass ausländische Grenzgebiete gegen die Schweiz beleuchtet werden können, um den Anschein zu erwecken, es handle sich um Schweizergebiet. Ausserdem besitzen wir die für eine überall wirksame Fliegerabwehr notwendingen art[*illerie*] Mittel nicht.

Oberst von Erlach: Es wäre zu untersuchen, wie sich z. B. Holland, Belgien, Luxemburg zu dieser Frage verhalten; meines Erachtens sollten alle diese Staaten und die Schweiz in gleicher Weise vorgehen.

Oberst Frick: Hervorzuheben ist, dass Italien, so weit ich orientiert bin, nicht verdunkelt.

Oberst Isler: Zuerst sollten wir unsere Neutralitätspflicht erfüllen, dann kommt unser eigener Schutz. Eine Neutralitätspflicht zur Verdunkelung besteht nicht, sodass wir die Masnahmen für unsere eigene Sicherheit treffen können.

Oberstdiv. Bandi: Demnach brauchte man bloss unsere eigene Grenze zu markieren; damit wäre alles getan, was notwendig ist.

Oberstkkdt. Labhart: Wir müssen mit den Mitteln rechnen, die wir heute haben. Die Stimmen sind sehr geteilt; ich werde mir die Sache noch überlegen und dann meinen Antrag stellen.

Traktandum 2. Neutralität des Luftraumes.

Es hat sich die Frage gestellt, ob unser Luftraum ganz neutral sei oder nur bis zu einer bestimmten Höhe. Im Bundesratsbeschluss betr. Verbot des Luftverkehrs im Mobilmachungsfall scheint man dieser erstern Auffassung Folge geben zu wollen[3]. Es ist nicht bekannt, wie sich die Oslo-Staaten zu dieser Frage gestellt haben.

Oberst Frick: Gegen aussen muss vorläufig die ganze Sperre aufrecht erhalten werden. Praktisch stellt sich die Frage, wie viel wir tatsächlich sperren wollen. Man muss sich den Möglichkeiten anpassen. Wenn wir Auftrag geben, jedes Flugzeug zur Landung zu zwingen, so besteht die Gefahr des offenen Konfliktes mit dem Staat, der unsere Neutralität verletzt hat; dies wird viel schlimmer sein, als wenn wir eine Neutralitätsverletzung bloss feststellen und dann auf diplomatischem Wege vorgehen. Demnach sollte an die Flieger der – natürlich geheime – Auftrag gegeben werden, nicht über eine bestimmte Höhe zu fliegen.

Oberstdiv. Bandi: Man sollte in dieser Sache gar nichts weiter tun; wenn wir

---

3. *L'Arrêté* du Conseil fédéral interdisant le survol du territoire suisse en cas de mobilisation (du 24 février 1939) *a été publié le 29 août 1939 (Cf. RO, 1939, vol. 55, pp. 752-754). Sur l'élaboration de cet arrêté, cf.* E 2001 (D) 3/539.

«vertrauliche» Weisungen geben, so sind sie nicht mehr vertraulich. Wenn wir die Verfolgung ausländischer Flugzeuge aufnehmen, so müssen wir froh sein, wenn wir sie vor der Grenze noch erwischen, da die Tiefe unseres Landes, flugtechnisch gesprochen, sehr gering ist. Ferner müssen unsere Flugzeuge ohnehin auf einer bestimmten Höhe bleiben, da unsere Atmungsgeräte noch nicht vollwertig sind. Ich beantrage deshalb, in Bezug auf Begrenzung der Höhe gar nichts vorzukehren.

Oberst von Erlach: Vor 6-7 Jahren wurde Prof. Max Huber von der Generalstabsabteilung aus ersucht, seine Auffassung über die Neutralität des Luftraumes niederzulegen. Aus seinen Ausführungen ging hervor, dass es sehr schwierig ist, rechtlich und praktisch eine gute Lösung zu finden[4]. Aus völkerrechtlichen Gründen sollte man unbedingt vermeiden, eine Grenze in der Höhe festzusetzen. Es erhebt sich jedoch die Frage, ob es genügt, wenn wir gegen ein erkanntes Überfliegen unseres Gebietes Fliegerstreitkräfte einsetzen, oder ob wir auf diese Neutralitätsverletzung auch mit unseren Erdstreitkräften reagieren müssen. Dies ist eine rein politische Frage, die jedoch beantwortet wurden muss. Anzustreben ist eher eine Lösung ohne den Einsatz der Gesamtarmee.

Prof. von Waldkirch weist darauf hin, dass er über Neutralität des Luftraums im Juli 1936 an die Generalstabsabteilung ein Gutachten erstattet hat[5]. Der neutrale Staat ist nach Massgabe der ihm zur Verfügung stehenden Mittel und Möglichkeiten verpflichtet, Neutralitätsverletzungen entgegen zu treten. Die Reaktion wird sich danach richten, ob die Verletzung absichtlich oder unabsichtlich geschah, und ob sie schwer oder leicht ist. Es wird unmöglich sein, den ganzen Luftraum wirksam zu überwachen. Setzt man eine Höhengrenze fest, so ist es für ausländische Flugzeuge ein leichtes, sich bald über, bald unter der festgesetzten Grenze zu halten.

Minister Bonna weist auf die Schwierigkeit der Frage hin und kann sich noch nicht abschliessend äussern. Vom politischen Standpunkt aus besteht folgende Bindung der Schweiz: Erklärung von Bundesrat Motta in Genf 1938, wonach die Schweiz die Opfer auf sich nimmt, die ihr für ihre Neutralität durch ihre geographische Lage auferlegt werden und wonach sie Neutralitätsverletzungen mit allen ihr zur Verfügung stehenden Mitteln entgegen treten wird[6]. Er glaubt, dass dem Bundesrat empfohlen werden soll, alle ausländischen Flugzeuge im schweizerischen Luftraum zu verfolgen, jedoch nur nach Massgabe der uns zur Verfügung stehenden Mittel.

Oberstkkdt. Labhart: Nach dem Bundesratsbeschluss über die Luftsperre

---

4. *Cf.* E 27/15797: *expertise de Max Huber du 22 avril 1933.*
5. *Cf.* E 27/15797: *expertise d'Ed. von Waldkirch du 22 juillet 1936.*
6. *La déclaration de Motta lors de la séance du 14 mai 1938 se trouve dans le* Journal officiel de la Société des Nations: *au nom du Conseil fédéral, le Chef du Département politique déclare:* La Suisse demeurera fidèle à l'idéal de collaboration et de bonne entente internationale qui a toujours été le sien et qui continuera à l'animer. Elle ne reculera pas (...) devant les sacrifices que lui impose sa position géographique. Elle a toujours eu la volonté – et cette volonté est inébranlable – de défendre par tous les moyens en son pouvoir son sol et son domaine aérien dans l'interêt commun de tous les Etats et, notamment, de ses voisins. *A ce sujet, cf. la lettre de Motta à Minger du 19 mai 1938* (E 27/15797).

können Flugzeuge durch jedes Mittel zur Landung gezwungen oder beschossen werden. Im Vordergrund steht die politische Frage. Werden Reaktionen unsererseits als Handlungen zur Wahrung der Neutralität oder als kriegerische Handlungen aufgefasst werden?

Die Organe unserer Fliegerabwehr und der Luftwaffe müssen genaue Weisungen erhalten. Ich frage mich, ob Neutralitätsverletzungen vorderhand nicht bloss festgestellt werden sollen, worauf eine diplomatische Aktion einzuleiten wäre.

Oberst Frick weist darauf hin, dass sich die kürzliche Unterredung des französischen Luftattachés Thiébaud gerade auf das Verhalten der Schweiz gegenüber Neutralitätsverletzungen durch Flieger bezog. Eine Abwehr unsererseits sollte uns nicht zwingen, dann auf der Seite des Gegners desjenigen, der die Neutralitätsverletzung begeht, kämpfen zu müssen. Die Weisung betr. Begrenzung der Höhe dürfte nur an die Kommandanten gegeben werden, welche an ihre Untergebenen entsprechende Weisung nur im Einzelfall erteilten. Die Erklärungen an das Ausland betr. Abwehr von Neutralitätsverletzungen durch Flieger sollten sehr vorsichtig abgefasst werden.

Prof. von Waldkirch: Nach dem Haager Abkommen ist jedes gewaltsame Zurückweisen einer Neutralitätsverletzung erlaubt und darf nicht als feindliche Handlung angesehen werden. Es steht ganz im Ermessen des Neutralen, welches Verhalten er bei einer Neutralitätsverletzung einnehmen will; im äussersten Fall wird er gegen den Verletzer in den Krieg eintreten. Dass das Abschiessen von Flugzeugen, mit welchen Neutralitätsverletzungen begangen werden, als kriegerische Handlung angesehen werden könnte, ist nicht nur juristisch, sondern auch faktisch unhaltbar. Ein Abschuss kann nicht nur über oder unmittelbar unter einer als Grenze festgesetzten Höhe stattfinden, sondern auch 50 oder 100 Meter über dem Boden, so dass hier die Festsetzung einer bestimmten Höhengrenze doch wieder wertlos wäre.

Oberstdiv. Bandi hält an seiner Auffassung fest, dass in Bezug auf Höhenbegrenzung gar nichts vorzukehren sei. Die Truppen haben jetzt Befehl, gegebenenfalls zu schiessen; wenn wir dies nicht tun, so kann ein Kriegführender sagen, dass wir gar nicht in der Lage seien, unsere Neutralitätspflichten zu erfüllen, und sich so in unerwünschter Weise in unsere Angelegenheiten einmischen.

Oberst von Erlach: Wenn sich Flieger in sehr grosser Höhe befinden, können dann Meinungsverschiedenheiten entstehen, ob sie sich über der Schweiz befinden oder nicht?

Oberstdiv. Bandi: Es kommt auf den Standort an; in der Nähe der Grenze wird die Feststellung sehr schwierig sein. Aber in der Landesmitte wird man dies bei Tag und guter Sicht unbedingt feststellen können. Auf der von den ausländischen Fliegern voraussichtlich eingeschlagenen Route wird jedoch die Erkennbarkeit des Überfliegens schweizerischen Gebiets sehr schwierig, wenn nicht unmöglich sein.

Oberstlt. Masson: Meine Unterredung mit Herrn Thiébaud hatte rein privaten Charakter; Herr Thiébaud ist aber über die französischen Interessen sehr gut orientiert; insbesondere möchten die Franzosen wissen, wie wir auf Neutralitätsverletzungen reagieren. Ich habe mich dahin ausgedrückt, dass, wenn eine

Luftflotte die Schweiz überfliegt, dies als Verletzung unserer Neutralität angesehen würde.

Oberstdiv. Bandi: Wenn ich vorhin sagte, dass es in der Nähe der Grenze nicht einwandfrei festzustellen sei, ob schweizerisches Gebiet überflogen werde oder nicht, so galt dies für einzelne Flugzeuge, nicht aber für ganze Geschwader oder Luftflotten.

Oberstkkdt. Labhart: Die Flieger haben ihre Aufträge erhalten und werden gegebenenfalls schiessen; dieser Auftrag sollte aufrecht erhalten werden. Die Erledigung der eventuellen Zwischenfälle wird Sache der Diplomatie sein.

Oberst Logoz: Dieses Verhalten ist genau im Sinne der Erklärung von Bundesrat Motta. Welche Weisungen sind für das Verhalten gegen ausländische Flieger an die Erdtruppen gegeben worden?

Oberst von Erlach: Die Erdtruppen reagieren gleich wie die Flieger: Signale und Beschuss.

Oberstkkdt. Labhart stellt fest, dass wir unsere Neutralität im *ganzen* Luftraum nach Massgabe der Möglichkeiten und der uns zur Verfügung stehenden Mittel wahren sollen[7].

---

7. *Le Chef du Département politique, G. Motta, adresse le 21 septembre 1939 une lettre (non reproduite) au Chef du Département militaire, R. Minger. Il y affirme notamment:* Nous pensons que, pour le moment du moins, il n'y a pas lieu de prendre d'initiative en vue d'une limitation de notre domaine aérien, en ce sens que, passé une certaine altitude, les avions militaires étrangers seraient censés naviguer dans un espace libre, comparable à la haute mer en droit maritime. C'est d'ailleurs à cette conclusion qu'avait abouti la conférence tenue, le 3 septembre, au Quartier général, sous la présidence du Colonel Commandant de corps Labhardt, Chef de l'Etat-Major général de l'Armée. Si les Etats du groupe d'Oslo examinent ce problème, nous serons renseignés et verrons, d'entente avec vous, dans quel sens nous pourrions, le cas échéant, faire connaître notre opinion. Mais il est douteux que lesdits Etats aboutissent à des solutions s'écartant sensiblement de la pratique actuelle.

148

J. I. 131/46

Notice du Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki, sur les négociations économiques avec la France

Paris, 3. September 1939.
11 Uhr 45.

Verbal

Ich begebe mich zum Handelsminister, Herrn Gentin, der dazu auch Direktor Alphand beizieht. Ich setze eindringlich auseinander, dass die getroffenen französischen Massnahmen[1] geeignet seien, den schweizerisch-französischen

---

1. *Il s'agit de la fermeture complète de la frontière.*

Handel lahm zu legen und auch den schweizerischen Transit durch Frankreich und nach andern Ländern verheerend zu treffen. Ich mache darauf aufmerksam, dass die von Deutschland getroffenen Massnahmen viel weniger weit gehen und übrigens bereits eine deutsche Delegation mit Bern verhandelt. Es ist verheerend für die gegenwärtig ausserordentlich starken Sympathien der Schweiz für Frankreich, wenn man von dort aus unser Wirtschaftsleben derartig trifft. Frankreich scheint zu vergessen, dass von seinen Nachbarn die Schweiz das einzige Land ist, welches keinen Zugang zum Meere hat. Ich kann deshalb unter gar keinen Umständen das Argument gelten lassen, man dürfe die Schweiz nicht besser behandeln als andere. Es ist wirklich nicht zu erwarten, dass die einzigen beiden Länder, die in Betracht kommen könnten, Belgien und Italien, irgendwelche Einwendungen erheben würden (Herr Alphand stimmt ausdrücklich zu).

Ich führe weiter aus, dass ich hätte verstehen können, dass man vielleicht die näher dem Kriegsgebiet liegenden Zollstellen im nördlichen Teil der schweizerisch-französischen Grenze geschlossen und den Verkehr auf die Strecke Delle-Genf beschränkt hätte. Schliesslich hätte man sich auch mit Ursprungszeugnissen in gewissen Fällen wohl abfinden müssen. Die brutale und meines Erachtens vom französischen Standpunkt aus keineswegs notwendige allgemeine Unterbindung des Verkehrs ist für uns absolut untragbar. Ich muss mit Bestimmtheit verlangen, dass man uns nicht auf den Weg verweist, für jeden einzelnen Fall in manigfachen Ausfertigungen Ein-, Aus- und Durchfuhrgesuche zu stellen. Das ist vollkommen undurchführbar. Ich ersuche mit dem allergrössten Nachdruck, sofort *generelle* Lösungen zu suchen und in Kraft zu setzen, die, wenn unbedingt notwendig, auf gewisse Zollämter beschränkt werden können und für welche Frankreich uns Garantien (Ursprungszeugnisse, Exportverbote) vorschlagen soll, wenn es wirklich meint, darauf nicht verzichten zu können.

Die beiden Herren sind von diesen Ausführungen sichtlich beeindruckt. Sie versprechen des allerbestimmtesten, sich dieser Fragen sofort intensiv anzunehmen und der Schweiz entgegenzukommen, soweit als irgendwie möglich. Herr Gentin gibt deutlich zu verstehen, dass er sich auch der politischen Seite der Frage bewusst ist.

149

E 27/14334

Le Chef de la Section de renseignements de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson, au Sous-Chef du Groupe Front de l'Etat-Major Général de l'Armée, H. Frick

R confidentiel Berne, 3 septembre 1939

J'ai l'honneur de vous confirmer par le présent rapport l'information que je vous ai transmise en date du 31.8.39[1] relative à l'existence d'un plan allemand d'opération offensive à travers la Suisse. Ce plan, qui existait dans les archives de l'état-major aurait été repris le jour de la constitution du «Verteidigungsrat» où prédominent les éléments du parti national-socialiste. Ce conseil de défense aurait arrêté en principe qu'une opération en Suisse serait décidée le jour où les hostilités franco-britanniques *et* allemandes commenceraient.

Je vous transmets cette information sans être naturellement en mesure d'affirmer que la décision des Allemands est définitivement prise. Je précise cependant que notre informateur (lequel se trouve à Berlin et fréquente le bureau Ribbentrop) nous a fourni des renseignements sûrs jusqu'à ce jour et dont la plupart ont été confirmés par les événements.

Le chancelier Bovet nous a téléphoné (1.9.39.1500): «L'Ambassade de France lui a communiqué, à titre privé, une nouvelle qu'elle tient d'une source digne de foi, mais sans croire à la véracité de la nouvelle: la nuit dernière (Masson: donc la veille 31.8. jour où nous avons reçu notre information), Ribbentrop aurait demandé un plan pour l'attaque de la Suisse. Cette attaque aurait été décidée pour dimanche soir et s'effectuerait sur la ligne Schaffhouse-Constance».

---

1. *Non reproduit.*

150

E 27/14335

Notice du Chef du Service technique militaire du Département militaire, R. Fierz

St Vertraulich Bern, 3. September 1939

BESPRECHUNG VOM 2. SEPTEMBER UM 16.15 UHR
MIT COMMANDANT SIMÉON,
MILITÄRATTACHÉ BEI DER FRANZÖSISCHEN BOTSCHAFT.

Commandant Siméon kam auf Veranlassung von Herrn Oberstlt. Masson zu mir in einer Angelegenheit, über die er schon früher mit mir gesprochen hatte[1]. Es handelt sich darum, dass Frankreich eventuell in der Schweiz Aufträge für die Lieferung von Zünderbestandteilen placieren möchte und zwar in den Uhrenfabriken im Jura. Er möchte gern wissen, ob solche Lieferungen gestattet würden. Ich habe ihm früher schon mitgeteilt, dass im Prinzip die Sache nicht unmöglich scheine, vorausgesetzt, dass keine Kollision mit unseren eigenen Bedürfnissen entstehe, dass aber die ganze Angelegenheit in erster Linie eine politische sei.

Die eingangs erwähnte Besprechung ergab noch folgendes:

Es kommen eine Anzahl Firmen in Frage, die auch bei Grossbetrieb nicht in sehr grossem Mass für uns beschäftigt sein werden. Die Firmen sind: Perrenoud, Le Locle; Omega, Biel; Marvin, La Chaux-de-Fonds und Tavannes Watch in Tavannes.

Ich habe ausdrücklich erwähnt, dass nach meiner Auffassung die Aufträge bei dieser Firma möglich seien, mit dem Vorbehalt, dass Aufträge, die für uns notwendig sind, den Vorrang erhalten, hauptsächlich auch hinsichtlich der Arbeitskräfte.

Im fernern müssen wir als Voraussetzung annehmen, dass von seiner Regierung den Firmen das Rohmaterial zur Verfügung gestellt werde.

Gleichzeitig sollten wir aber Zusicherungen erhalten, dass Lieferungen, die entweder aus Frankreich für uns bestimmt sind oder im Transit durch Frankreich geführt werden müssen, anstandslos zu uns kommen. Gegenwärtig ist z. B. eine Lieferung von Spruceholz für Flugzeugbau hängig und eine grössere Lieferung Kupfer, die für die Metallwerke Dornach in Antwerpen liegt.

Zum Schluss erwähnte ich die Angelegenheit der Lieferungen von Waffen nach Frankreich, im besondern die Frage der Lieferung der 20 mm Oerlikon-Kanone. Ich habe ihm dargelegt, dass es unbedingt notwendig sei, zu einem gewissen Modus vivendi zu kommen, denn es sei für uns unerlässlich, dass wir zum mindesten einen Teil der Produktion im konkreten Fall von Oerlikon für uns beanspruchen können. Die Angelegenheit ziehe aber noch weitere Kreise, denn es seien Firmen vorhanden, die für Auslandaufträge so stark beschäftigt

1. *Cf. N^os 138 et 145.*

seien, dass sie sich ausserstande erklären, Aufträge für uns zu übernehmen, Aufträge die wir unbedingt placieren müssen und nur bei diesen Firmen placieren können. Im konkreten Fall handelt es sich um Lieferungen der Schweiz. Industriegesellschaft Neuhausen, die aber, soviel wir bis heute orientiert sind, weniger mit französischen als englischen Bestellungen kollidieren.

Commandant Siméon teilte mir ferner mit, dass der französische Botschafter mit Herrn Bundesrat Motta über den rein politischen Teil der Angelegenheit gesprochen habe[2]. Er glaubt, dass sich hier ein Modus vivendi finden lasse.

Ich habe ihm ferner mitgeteilt, dass ich voraussichtlich nächsten Montag oder Dienstag mit Industriellen eine Besprechung habe bezüglich der Schwierigkeiten, Lieferungen zu placieren und dass ich nachher mich mit ihm in Verbindung setzen werde, um zu prüfen, wie man eine Vereinbarung betreffend die Waffenausfuhr resp. Nichtausfuhr treffen könnte.

Ich hatte den Eindruck, dass Commandant Siméon die Sachlage gut begriffen hat und dass er als Kompensation für Lieferungen von Zünderteilen sich einsetzen werde, eine Lösung zu finden. Er bemerkte dabei, man sei in Frankreich jetzt eben im Begriff, mit der Ausrüstung bei der Truppe mit leichten Flab-Waffen zu beginnen und daher lege man so grossen Wert auf die Lieferungen. Seine Regierung ist also momentan genau in der gleichen Lage wie wir.

2. *Cf. N° 138.*

151

E 2001 (D) 1/105

Le Ministre d'Espagne à Berne, P. de Churruca y Dotres, Marquis d'Aycinena, au Chef du Département politique, G. Motta [1]

N

Berne, 4 septembre 1939
Año de la Victoria

Suivant les instructions urgentes que je viens de recevoir de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence le texte du message que Son Excellence le Généralissime Franco, Chef de l'Etat Espagnol, adresse aux Puissances étrangères:

1. *Annotation de Motta en haut et dans la marge:* Je viens de recevoir la visite du Ministre d'Espagne. Je lui ai déclaré que nous sommes de tout cœur avec le Chef de l'Etat espagnol, mais que pour des raisons de politique générale nous n'avions pas le droit de nous associer formellement au message du Caudillo de l'Espagne, 4.9.39. 5 heures du soir. *Bonna a écrit directement en dessous de l'annotation de Motta:* Je pense que la déclaration de Motta n'a pas besoin de confirmation écrite. *Par ailleurs, Bonna a demandé à Feldscher de renseigner le Ministre de Suisse en Espagne. A cette fin, une lettre (non reproduite) est adressée par le Chef de la Division des Affaires étrangères du DPF à E. Broye le 5 septembre.*

«Après avoir souffert pendant trois longues années le poids et les horreurs d'une guerre de libération de ma Patrie, je me crois avec l'autorité nécessaire pour m'adresser aux Gouvernements, entre les mains desquels se trouve la responsabilité de déchaîner une catastrophe sans précédent dans l'Histoire, pour leur prier de tâcher d'éviter à leur peuple les douleurs et les tragédies subies par le peuple espagnol, malgré la limitation dans notre lutte de l'emploi des moyens de destruction. Ces horreurs seraient centuplées dans une nouvelle guerre. Il serait d'une lourde responsabilité de répandre la guerre actuelle à d'autres contrées et mers éloignées du foyer du conflit. L'extension du terrible fléau serait la cause d'une profonde et insurmontable perturbation économique pour le monde entier et des pertes incalculables de ses richesses, la paralisation *[sic]* de son commerce avec des graves répercussions dans le coût du niveau de vie des familles modestes. L'amplification de la querelle ne fait qu'augmenter les germes des futures guerres. Dans ces conditions, le bon sens et la responsabilité des différents Gouvernements, doivent s'efforcer de limiter les effets de la catastrophe dans le monde».

Je me permets de solliciter de Votre Excellence, agissant toujours d'accord avec les instructions que j'ai reçues, d'obtenir du Gouvernement de la Confédération sa bienveillante coopération pour que le message du Caudillo de l'Espagne, trouve tout l'appui que méritent les sentiments humanitaires qui l'ont inspiré, et que le public suisse en soit informé par sa presse, dont la coopération est également demandée.

152

E 27/14335

Notice du Sous-Chef du Groupe Front de l'Etat-Major Général de l'Armée, H. Frick

No – RD Bern, 4. September 1939

AKTENNOTIZ ÜBER MEINE UNTERREDUNG MIT DEM DEUTSCHEN MILITÄR-ATTACHÉ OBERSTLT. VON ILSEMANN AM 4.9.1939, 0930.

Oberstlt. von Ilsemann verlangte am 3.9. bei der Nachrichten-Sektion, von mir empfangen zu werden. Die Unterredung fand heute 0930 im Beisein von Oberstlt. Masson statt. Oberstlt. von Ilsemann stellte zunächst die Frage, ob wir in der Lage wären, ihm gelegentlich zuhanden seiner Heeresleitung einige allgemeine Auskünfte über unsere Armee zu geben. Ich erwiederte darauf, dass wir, soweit nicht militärische- oder Neutralitäts-Rücksichten entgegenstünden, dazu gerne bereit seien. Er erkundigte sich daraufhin, wie weit unsere Bereitschaft im Falle eines Angriffes sei. Ich erklärte darauf, die Armee sei nunmehr derart operativ gegliedert, dass sie jeder Möglichkeit zu begegnen in der Lage

sei. Er erkundigte sich darauf weiter, wie wir die Lage hinsichtlich einer Angriffsgefahr auf unser Land beurteilten. Ich erwiederte darauf, dass wir unsererseits im Augenblick keinerlei Befürchtungen hätten vor einer Bedrohung, die sich indirekt auch gegen Deutschland auswirken könnte. Ich benutzte die Gelegenheit Oberstlt. von Ilsemann darauf aufmerksam zu machen, dass vielleicht von gewisser Seite ein Interesse vorliegen könnte, Deutschland Meldungen zukommen zu lassen, wonach Frankreich einmarschieren wolle oder unsere Neutralität nicht ganz sicher sei. Diese Meldungen könnten den Zweck haben, Deutschland zu provozieren. Ich hielt es als sowohl im deutschen wie im schweizerischen Interesse liegend, wenn Deutschland derartige Meldungen mit äusserster Vorsicht betrachten würde. Oberstlt. von Ilsemann sicherte dies zu und erklärte, er werde in solchen Fällen gerne mit uns in Verbindung treten. Damit fand die Unterredung ihr Ende.

153

E 7390 (C) 1/271

Le Chef de Département de l'Economie publique, H. Obrecht, au Chef du Département politique, G. Motta

Copie
L

Bern, 4. September 1939

Am 31. August, sowie am 1. und 2. September haben in Paris neuerdings Verhandlungen über gewisse das Transportproblem berührende Fragen und andere Angelegenheiten stattgefunden[1]. Bei diesem Anlass wurden der Schweiz für den Kriegsfall die Mittelmeerhäfen von Sète, Marseille, La Caronte und Saint-Louis-du-Rhône, sowie nötigenfalls die atlantischen Häfen von Bordeaux-Quèries[2], La Rochelle und La Pallice zur Verfügung gestellt.

Bezüglich der flüssigen Brennstoffe wurden von der Direction française des carburants in einer Sonderkonferenz folgende zwei Vorschläge gemacht.

1. Entweder die Schweiz verschafft sich im Einvernehmen mit den grossen Benzingesellschaften (Konzern) den erforderlichen Schiffsraum und sorgt für den Umlad der Ware in den vorgenannten Häfen, insbesondere von Sète und Saint-Louis-du-Rhône, oder
2. die französische Regierung kauft die für den Bedarf der Schweiz an flüssigen Brennstoffen nötigen Rohstoffe und versorgt die Schweiz mit jenen durch die französischen Raffinerien. In diesem Falle hätte die Schweiz natürlich für

---

1. *Cf.* E 7110 1973/134/11, E 2200 Paris 14/5, E 7390 (C) 1/271; *cf. aussi N° 157.*
2. *Sic! Lire: Queyries. Il s'agit d'une section du port de la ville de Bordeaux, attestée dès le Moyen Age.*

die Frankreich entstehenden Ausgaben (Transportkosten, Kriegsrisikoversicherung usw.) aufzukommen.

Hiezu ist folgendes zu bemerken:

Zu 1. Deutschland hat uns zugesichert, den Schiffen, die ausschliesslich Güter für die Schweiz führen, jede Rücksicht zu Teil werden zu lassen, die mit der Kriegslage vereinbart werden kann[3].

England und Frankreich haben uns die Einräumung der Immunität für solche Schiffe zugestanden, sich aber vorbehalten, die Ladungen zu kontrollieren[4].

Entschliesst man sich für die Lösung 1, so ist zu untersuchen, ob auf den in Frage kommenden Häfen besondere Einrichtungen (Reservoirs, Tanks) zu erstellen sind oder ob die daselbst vorhandenen der Schweiz zur Verfügung gestellt werden können. Eine Vermischung der für die Schweiz bestimmten Frachten mit den französischen dürfte in den Häfen mit Rücksicht auf die den Kriegführenden Parteien abzugebenden Erklärungen, dass die Schiffe nur Schweizergüter enthalten, nicht erfolgen.

Zu 2. Diese Lösung hätte den Nachteil, dass wir hinsichtlich der *Beschaffung* der flüssigen Brennstoffe ausschliesslich von Frankreich abhängig wären. Diesem Punkt kommt aber nicht eine allzu grosse Bedeutung zu, weil die Abhängigkeit von Frankreich hinsichtlich des Transportes ohnedies besteht.

Für die Beförderung der Brennstoffe, sowohl ab den Häfen, als ab den Raffinerien haben wir die Wagen zu stellen.

Da es sich um eine Frage handelt, bei der die Importeure stark interessiert sind, so konnte an der Konferenz ein bestimmter Beschluss nicht gefasst werden. Ein in Paris anwesender Vertreter der Standard Mineralölprodukte A.G. in Zürich wurde gebeten, die Angelegenheit unverzüglich den schweizerischen Interessenten zu unterbreiten und dem Kriegstransportamt ihre Stellungnahme bekanntzugeben.

Wir wären Ihnen zu Dank verpflichtet, wenn Sie prüfen und uns sobald als möglich mitteilen würden, ob gegen den Vorschlag 2 vom Standpunkt unserer Neutralität aus Bedenken bestehen[5].

---

3. *Cf. N^os 121 et 131.*
4. *Cf.* E 7110 1973/134/11.
5. *Une prise de position du Département politique n'a pas été retrouvée. Cf. N° 160.*

154

E 5795/328

Le Chef de la Section de renseignements de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson, au Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, J. Labhardt

No Geheim Quartier général de l'Armée, 6 septembre 1939

J'ai l'honneur de vous faire connaître ce qui suit:

Le 31.8.39, le colonel Frick et moi-même avons eu un entretien avec le commandant Siméon, attaché militaire de France à Berne relatif aux concentrations de troupes françaises dans la région N.W. de l'Ajoie et Morteau-Pontarlier. A l'issue de cet entretien, le commandant Siméon promit d'aviser l'état-major français et de lui faire part de nos idées.

Le 5.9.39 (1100), le commandant Siméon vint me trouver à mon bureau de Berne; il était porteur d'un message provenant directement du Général Gamelin. En voici le texte reproduit intégralement:

«Il n'y a pas de concentrations de troupes actives, d'une façon générale *au sud de la ligne Clerval-Pont de Roide*; vous pouvez en donner l'assurance à l'état-major suisse. Les forces qui se mobilisent dans Maîche-Morteau sont des unités à caractère défensif et destinées à tenir nos organisations. Dans la région de Montbéliard, il n'y a que *les services* qui tiennent la Haute-Alsace. Par ailleurs, il est bien évident que la mobilisation doit s'effectuer sur tout le territoire français, dans tous nos centres de mobilisation, mais ces forces ne sont pas destinées à y demeurer lorsque leur mobilisation sera terminée.

Vous pouvez garantir l'état-major suisse qu'aucune concentration de forces ne se fera *au sud de Montbéliard.*

J'ajoute que l'état-major suisse peut nous faire connaître tout ce qui les inquiète; nous ne manquerons pas d'y donner satisfaction dans le sens des excellentes relations qui ont toujours existé entre la Suisse et la France.»

155

J. I. 131/46

Notice du Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki

Paris, 6 septembre 1939

Von *11 Uhr 05* bis *11 Uhr 35* Alarm. Jedermann im Luftschutzraum.

11 Uhr 50.

Telephon von Professor Keller, der mir mitteilt, die von Herrn Bundesrat

Obrecht erteilten Instruktionen gingen dahin[1]: Sorgen Sie für die freie Ausfuhr der französischen Waren nach der Schweiz und für den freien Transit. Ich will keine SSS[2] mehr und akzeptiere entsprechende Bedingungen der Franzosen nicht.

Ich antworte, dass mir diese Bedingungen unverständlich seien. Es sei ein Irrtum zu glauben, Herr Bundesrat Obrecht könne dem im Kriege befindlichen Frankreich Befehle erteilen. Da wir in hohem Masse von Frankreich abhängen, wäre eine andere Sprache wohl angemessen. Ich verlange im übrigen schriftliche oder telegraphische Instruktionen und werde unterdessen nach eigenem Gutfinden arbeiten[3].

Das Telephongespräch hatte im Schweizerdialekt begonnen. Wir wurden aber sofort von der Zentrale unterbrochen, die von uns verlangte, französisch zu sprechen. Ich tat dies unter energischem Protest gegen diese Verletzung völkerrechtlicher Grundsätze[4].

---

1. *Dans une notice sur un entretien du même jour à 9 heures 45 (non reproduite), Stucki rapporte une conversation téléphonique avec Bonna: Stucki a protesté auprès de Gentin contre la fermeture totale de la frontière et l'interruption du transit (cf. N° 153). Gentin a proposé de commencer immédiatement des négociations à ce sujet. Stucki demande des instructions.*
2. *Cf. N° 101. Sur la SSS (Société Suisse de Surveillance économique) constituée en 1915, cf. DDS, vol. 6, table méthodique: Les négociations économiques et financières avec les Alliés.*
3. *Cf. N° 160.*
4. *Le cas se reproduit l'après-midi du 6 et par deux fois le 7 septembre. Le soir du 7 septembre, la Légation de Suisse reçoit un appel téléphonique retranscrit ainsi par De Torrenté:* Herr Boissanger vom Aussenministerium telephoniert, dass gemässe den Instruktionen vom Kriegsministerium Telephongespräche mit dem Ausland nur in französischer Sprache geführt werden dürfen.

Le 8 septembre, Stucki se rend au Ministère des Affaires étrangères et proteste auprès du Ministre Rochat:

Im Völkerrecht ist die Meinung unbestritten, dass der Chef de Mission diplomatique das Recht hat, uneingeschränkt und unüberwacht mit seiner Regierung zu verkehren. Dazu gehört unbestreitbar, dass er mit ihr in seiner eigenen Sprache telephonieren kann. Die Sache hat auch eine praktische Bedeutung: Nachdem uns Frankreich mit seinen militärischen Massnahmen jede rasche Kurierverbindung mit der Schweiz genommen hat – die ganz wenigen noch zirkulierenden Züge brauchen 17 bis 20 Stunden nur bis an die Grenze, die von Zeit zu Zeit hermetisch verschlossen wird –, ist der uneingeschränkte Telephonverkehr umso wichtiger geworden. In der Schweiz spricht man bekanntlich in der grossen Mehrheit unseren besondern deutschschweizerischen Dialekt. Gewiss verstehen die Mitglieder der Regierung und die höheren Beamten in der deutschschweizerischen Stadt Bern auch französisch. Es ist aber etwas anderes, in dieser Sprache eine gewöhnliche Konversation zu führen, als darin genau über technische Einzelheiten sprechen zu können. Um nur ein Beispiel zu zitieren: Die uns letzthin von der französischen Delegation zugestellten Vorschläge mussten wir mangels anderer Möglichkeit telephonisch durchgeben. Es ist so für einen Deutschschweizer fast unmöglich, sich gerade über diese Materie französisch mit der nötigen Genauigkeit auszudrücken.

Ich muss deshalb unter allen Umständen verlangen, dass für Telephonverbindungen der Nr. Inv. 62.92 in Paris und der Nr. 61 in Bern (Bundeshaus), die ich persönlich verlange oder erhalte, die Sprache frei gegeben wird. Mehr verlange ich nicht. Andernfalls müsste ich dafür sorgen, dass in der schweizerischen Presse bekannt wird, wie Frankreich schon in den ersten Tagen mit dem Völkerrecht umgeht.

Herr Rochat war sichtlich sehr verlegen und versprach mir, nochmals sein Möglichstes zu tun.

156

E 1004.1 1/389

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 8 septembre 1939

1716. Livraison de matériel de guerre aux belligérants

Département politique. Proposition du 6 septembre 1939

L'article 3 de l'ordonnance du Conseil fédéral sur le maintien de la neutralité du 14 avril 1939[1], entrée en vigueur le 2 septembre, a la teneur suivante:

«Sont interdits et doivent être empêchés:

a) l'exportation d'armes, de munitions, d'explosifs, d'autre matériel de guerre et de pièces détachées, dans les Etats belligérants, ainsi que le rassemblement d'objets de cette nature à proximité de la frontière ou en vue d'un transport au-delà de la frontière.

b) l'achat et, d'une manière générale, l'acceptation d'armes, de matériel de guerre et d'objets d'équipement apportés sur territoire suisse par des déserteurs; ces objets doivent être remis au commandant de troupe ou aux organes de police les plus proches.

D'autres interdictions ou restrictions d'exportation peuvent être ordonnées.»

Une disposition semblable figurait dans l'ordonnance sur le maintien de la neutralité du 4 août 1914[2].

Cette prohibition d'exportation et de transit du matériel de guerre à destination des pays belligérants n'est pas strictement imposée aux Etats neutres par la Convention de La Haye de 1907 concernant les droits et les devoirs des puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre. Cette convention leur impose en revanche (art. 9) l'obligation impérieuse d'appliquer uniformément aux belligérants toutes mesures restrictives ou prohibitives prises par elles à cet égard.

Durant la guerre de 1914-1918, de très importantes livraisons de matériel de guerre aux deux groupes de belligérants ont été effectuées par la Suisse avec l'autorisation du Conseil fédéral en dérogation à l'article 8 de l'ordonnance sur le maintien de la neutralité du 4 août 1914. Ces livraisons ont constitué une part essentielle de nos exportations durant cette période. Elles ont, dans une large mesure, servi de contre-partie aux importations nécessaires au ravitaillement du pays. Elles ont fourni durant toute la guerre du travail à notre industrie mécanique et ont empêché que le fléau du chômage ne vienne s'ajouter dans cette période critique aux autres difficultés que notre population a dû supporter. La solution de parfait équilibre entre les belligérants, que le Conseil

---

1. *Cf. RO, 1939, vol. 55, pp. 818 ss (Errata, p. 1470).*
2. *Cf. DDS, vol. 6, N° 15, n. 5.*

fédéral a su trouver au problème de la livraison de matériel de guerre par un pays neutre aux pays en guerre, a donc eu en fait les conséquences les plus heureuses, en dépit de certaines critiques fondées sur des considérations idéologiques.

Si durant la guerre qui vient de commencer l'on devait s'en tenir strictement à l'article 3 de l'ordonnance sur le maintien de la neutralité du 14 avril 1939, nul doute que la situation morale de notre pays s'en trouverait renforcée. En revanche, cette stricte observance de la prohibition édictée ne pourrait être réalisée qu'au prix de difficultés économiques et financières très graves qui agiraient comme un dissolvant social. Il serait donc à souhaiter que des solutions analogues à celles auxquelles il a été recouru durant la dernière guerre puissent également être trouvées dans les présentes conjonctures.

Des démarches assez pressantes ont déjà été faites par l'Ambassade de France à Berne [3] en vue de savoir si, en cas de guerre, l'exportation d'éléments de fusées d'obus fabriqués par l'horlogerie suisse du Jura serait autorisée.

Il résulte des délibérations du Conseil qu'il n'y aurait pas lieu de refuser cette autorisation, à condition toutefois que l'Allemagne soit traitée sur le même pied, c'est-à-dire que les mêmes principes soient appliqués vis-à-vis des deux parties belligérantes, soit en posant à l'une et à l'autre la condition qu'elles nous livrent les matières premières nécessaires à la fabrication des objets qu'elles désirent nous acheter et que des garanties soient fournies pour le payement des livraisons.

Des négociations au sujet des accords économiques germano-suisses dont le gouvernement allemand a pris l'initiative sont actuellement en cours à Berne. Il se peut que la question de livraisons de matériel de guerre à l'Allemagne y soit évoquée. Si tel était le cas, la possibilité de trouver des solutions analogues à celles auxquelles il a été recouru dans la guerre précédente nous serait fournie. Elle ne devrait pas être négligée.

Le Conseil fédéral *décide* dès lors, en principe, que du matériel de guerre peut être livré à l'Allemagne comme à la France et à la Grande-Bretagne, à des conditions qui seront fixées ultérieurement en dérogation à l'article 3 de l'ordonnance du Conseil fédéral sur le maintien de la neutralité du 14 avril 1939.

Cette décision de principe est à tenir secrète.

---

3. *Cf. N^os 138, 145, 150. Cf. aussi la notice de Meister du 24 octobre 1945* (E 2001 (D) 3/350): *une démarche de Warner et de Alphand auprès de Motta aurait eu lieu.*

157

E 7110 1973/134/4

Le Chef de l'Office de guerre pour les transports du Département de l'Economie publique, E. Matter, au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

Copie
L

Bern, 9. September 1939

Am 31. August, sowie am 1. und 2. September 1939 fanden in Paris neuerdings Verhandlungen über die Regelung von Transportfragen statt[1]. Ferner wurde bei diesem Anlass die Frage der Kontrolle des Importes berührt und auch über das von den französischen Behörden plötzlich verfügte Verbot der Ein- und Ausfuhr verhandelt[2]. Die schweizerische Delegation bestand aus Herrn Prof. Keller, Herrn Dr. v. Salis von der Schweizer. Gesandtschaft in Paris und dem Unterzeichneten.

Das Protokoll über die Konferenz liegt bei[3]. Ich gestatte mir, hiezu folgendes zu bemerken.

Häfen:

Der Vorsitzende, Herr Delenda, Sous-Directeur des Relations Commerciales führte aus, dass die Verhältnisse sich seit der Konferenz im April geändert hätten. Es könne nun mit grösserer Bestimmtheit auf die Benützung der Mittelmeerhäfen im Kriegsfall gerechnet werden. Es wurden uns zugeteilt in erster Linie Sète, sodann die Häfen von Marseille (Saint-Louis-du-Rhône, Caronte, Marseille, etc.). Auf Drängen der schweizerischen Delegation wurden auch Bordeaux-Queyries, Rochelle und La Pallice zur Verfügung gestellt, und zwar sowohl für den Fall, dass die Mittelmeerhäfen nicht benützbar sind, als für den Fall, dass diese den Anforderungen nicht genügen sollten.

Dagegen wurde die Freigabe der belgischen Häfen Gand und Antwerpen, für deren Benützung im April Aussicht bestund, strikte abgelehnt, wie erklärt wurde, namens der französischen und der englischen[4] Regierung. Auf meine Mitteilung hin, dass deutscherseits nun die Zusicherung vorliege, dass der Durchgangsverkehr ungehindert aufrechterhalten werde, erwiderte Herr Delenda «La parole des Allemands est zéro pour nous».

Wenn nun die italienischen Häfen benützt werden können, worüber noch Verhandlungen nötig sind, so kommt der Verweigerung der Benützung der belgischen Häfen eine weniger grosse Bedeutung zu. Die Sache muss immerhin im Auge behalten werden.

Flüssige Brennstoffe.

Es wurde angeregt, es möchte geprüft werden, ob für den Transport von

---

1. *Cf. aussi N° 153.*
2. *Cf. N°s 145 et 155.*
3. *Non reproduit.*
4. *Le dactylogramme proposait* belgischen, *que Matter a corrigé à la main en* englischen.

flüssigen Brennstoffen nicht Fässer verwendet werden könnten. Eine Prüfung namentlich darüber, ob Fässer vorhanden sind, wurde unverzüglich in die Wege geleitet.

Die Frage der Versorgung der Schweiz mit flüssigen Brennstoffen wurde mit dem Direktor des Carburants weiterbehandelt, der eine Sitzung mit den hiebei beteiligten Stellen einberief. Hiebei wurden folgende Vorschläge gemacht:

1. Die Schweiz verschafft sich im Einvernehmen mit den grossen Benzingesellschaften (Konzern) den erforderlichen Schiffsraum und sorgt für den Umlad der Ware in den obgenannten Häfen, namentlich Sète und Saint-Louis-du-Rhône.

2. Die französische Regierung kauft die nötigen Rohmaterialien und versorgt die Schweiz aus ihren Raffinerien. Die Schweiz hat Frankreich die entstehenden Ausgaben zu vergüten.

Wir haben Ihnen hierüber mit Zuschrift vom 4. September 1939[5] berichtet.

Den Vertretern der Benzingesellschaften in Paris und Herrn Huber der Standard A.G. in Zürich, die auf Pikett waren, wurde von diesen Vorschlägen unverzüglich Kenntnis gegeben. Sie erklärten aber, nicht ermächtigt zu sein, zu den Vorschlägen Stellung zu nehmen. Daraufhin wurde Herr Huber gebeten, diese wichtige Frage sofort den schweizerischen Benzin-Importfirmen zu unterbreiten. Diese haben uns soeben einen Bericht zukommen lassen, der sich in Prüfung befindet.

Flusstransporte.

Bei den früheren Besprechungen wurde französischerseits verlangt, dass die in Frankreich befindlichen Schiffe und soweit möglich schweizerisches Schiffspersonal zur Verfügung gestellt werden solle für die Beförderung der Güter englischer Herkunft von Rouen bis in die Gegend von Dijon bis Mâcon. Zur Behandlung der damit zusammenhängenden Fragen wurde Herr Frank, Direktor der Schweizerischen Reederei A.G., Basel zugezogen. Es fand hierüber am 2. September 1939 eine Sonderkonferenz auf dem Ministère des Travaux publics statt. Leider zeitigte diese keine positiven Ergebnisse, weil die französischen Vertreter nicht orientiert waren und keine Kompetenzen besassen. Erschwerend wirkte der Umstand, dass der 1. September der erste Mobilmachungstag war. Es fehlten daher eine Anzahl Beamte. Die Angelegenheit muss an einer weiteren Konferenz behandelt werden.

Statistik.

Herr Delenda übergab uns eine Note[6] enthaltend Bemerkungen zu der Statistik betreffend die Frankreich transitierenden und die von diesem Land nach der Schweiz zu befördernden Güter.

Stationierung von Commissaires fédéraux in den französischen Häfen.

Die französische Regierung hat unseren Anträgen zugestimmt. Ich habe das Entgegenkommen mit dem in Abschrift beiliegenden Schreiben verdankt. Hierüber folgt eine Spezialvorlage[7].

Immunität für die ausschliesslich mit Schweizerfrachten beladenen Schiffe.

Frankreich stimmt der von mir im April verlangten Gewährung der Immunität für unsere Schiffsladungen in gleicher Weise zu wie England[8].

5.-8. *Non reproduits.*

Kontrolle der Ein- und Ausfuhrgebühr.

Herr Professor Keller übergab Herrn Delenda auf Wunsch ein kurzes Exposé über die in Aussicht genommene Organisation des Kontrolldienstes. Herr Delenda stellte eine Äusserung hinzu nach Anhörung der beteiligten Amtsstellen in Aussicht und ein anderer französischer Vertreter teilte mit, dass die französischen Behörden die Fortsetzung der Lieferung von gewissen Gütern verlangen werden.

Die nötigen Angaben konnten bis zur Abreise der schweizerischen Delegation nicht geliefert werden.

Zurückgehaltene Güter.

Es wurden bei unseren Stellen Schritte unternommen, um die für die Schweiz angehaltenen Güter frei zu bekommen.

Zur Behandlung der Transporte der flüssigen Brennstoffe, der Flusstransporte und der Note über die Statistik, sowie der Kontrolle der Ein- und Ausfuhrgüter ist eine nochmalige Konferenz nötig.

158

E 2200 Rom 23/8

Le Ministère des Affaires étrangères d'Italie à la Légation de Suisse à Rome

AM 231455

Roma, 12 settembre 1939
Anno XVII

Con riferimento al Promemoria della Legazione di Svizzera in data 9 settembre corrente[1] si assicura che i porti italiani potranno essere utilizzati per il carico e lo scarico di carburanti liquidi provenienti d'oltremare e da paesi orientali purchè destinati all'approvvigionamento della Svizzera.

---

1. *Non reproduit; cf. N^os 141 et 144.*

159

E 1004.1 1/389

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 12 septembre 1939

1744. Wirtschaftsverhandlungen mit dem Ausland; Verhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 9. September 1939

«I.

Mit Note vom 28. Juni 1939[1] wurde durch unsere Gesandtschaft in Berlin mit dem Auswärtigen Amt u.a. vereinbart: «Die deutsche Regierung wird bei Eintritt eines Kriegsfalles gemeinsam mit der schweiz. Regierung wohlwollend prüfen, in welchem Umfang die gegenseitige Versorgung mit lebenswichtigen Gütern sichergestellt werden kann.»

Gestützt auf diese Vereinbarung stellte die deutsche Regierung am 3. crt. das Gesuch, mit der Schweiz in obigem Sinne unverzüglich in Verhandlungen einzutreten[2]. Bereits am 4. crt. gelangte unter Führung vom Gesandten Hemmen die bekannte deutsche Verhandlungsdelegation in Bern an, und nahm sofort mit dem Direktor der Handelsabteilung Fühlung, worauf der Beginn der Verhandlungen auf Dienstagvormittag festgesetzt worden ist. Vorgängig der Aufnahme der Besprechungen zwischen den beiden Delegationen hat eine kurze Besprechung zwischen den Herren Gesandten Dr. Köcher und Hemmen mit dem unterzeichneten Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements – im Beisein von Direktor Hotz – stattgefunden. Dabei wurde deutscherseits die Erklärung abgegeben, die bisherigen Wirtschaftsbeziehungen mit der Schweiz in möglichst vollem Umfang auch weiterhin aufrecht zu erhalten. Der Chef des Volkswirtschaftsdepartements dankte für die deutsche Erklärung betr. die Respektierung der schweiz. Neutralität und erklärte seinerseits den schweiz. Willen, ebenfalls nach Möglichkeit die Wirtschaftsbeziehungen mit Deutschland aufrechterhalten zu wollen. Dabei wurde auf die nicht leichte Lage der Schweiz hinsichtlich Ein- und Ausfuhr hingewiesen und ausdrücklich erklärt, dass die Schweiz die Überwachung ihrer Wirtschaftsbeziehungen mit dem Ausland staatlich und ohne jegliche Einmischung des Auslandes zu regeln gedenke. Die Schweiz werde sich energisch gegen alle Versuche ausländischer Einmischung wie seinerzeit durch die SSS. – Organisation zur Wehr setzen[3].

II.

In den bisherigen sehr vorsichtig geführten Besprechungen mit der deutschen Delegation hat sich die deutsche Einstellung einstweilen wie folgt abgezeichnet:

---

1. *Cf. N° 110.*
2. *Cf.* E 7110 1967/32/821 Deutschland *et* E 2001 (D) 2/228.
3. *Cf. N° 101.*

Die Grundlagen des bisherigen Verrechnungsabkommens sollen beibehalten werden, weil sie auch im Falle von Einschränkungen anpassungsfähig gehalten sind; die Frage der Verschuldung infolge von Rückständen auf dem Warenkonto müsse jetzt vor der viel wichtigeren Bedarfsbefriedigung zurücktreten. Deutschland stehe in einem Kampfe auf Leben und Tod und müsse deshalb bei seinen Einkäufen im Ausland zuerst das aller dringenste berücksichtigen. Gewisse Luxusartikel wie z. B. Stickereien kämen einstweilen nicht mehr in Betracht, dagegen wäre zu prüfen, ob nicht Industrien, die bisher Luxusartikel nach Deutschland exportierten, dringend benötigte Ersatzprodukte für Deutschland herstellen könnten. Die Bezahlung der zu liefernden Waren hat im Verrechnungsverkehr zu erfolgen: a. aus dem normalen vertraglichen Anfall, b. aus nunmehr freiwerdenden Mitteln aus dem Fremdenverkehr, event. auch beim Zinsentransfer – entsprechende Anträge überlassen sie einstweilen der Schweiz – und schliesslich noch nötigenfalls durch ausservertragliche Zahlungen. Bezüglich des dringend benötigten Exportes aus der Schweiz haben sich die Deutschen vorläufig nur allgemein ausgesprochen, nämlich möglichst viele lebensnotwendige industrielle und landwirtschaftliche Artikel. Wir haben die deutsche Delegation gebeten, uns möglichst bald eine eingehende Liste ihrer dringenden Wünsche zu unterbreiten, die wir selbstverständlich mit dem grössten Wohlwollen, aber unter Berücksichtigung der schweiz. kriegswirtschaftlichen Versorgung prüfen werden. Es dürfte den Deutschen durch das behutsame Vorgehen der schweiz. Delegation nicht entgangen sein, dass keine Möglichkeit besteht für die neutrale Schweiz, nunmehr in grossem Umfange Rohstofflieferant Deutschlands zu werden. Immerhin wird die Schweiz, wenn sie leben will, auch in Zukunft alles daran setzen müssen, ihren Export nach Möglichkeit aufrechterhalten zu können. Die schweizerische Delegation hat ihrerseits eine Liste der dringenden Wünsche betr. Bezüge aus Deutschland (Kohle, Eisen, Saatkartoffeln, Stroh, Düngemittel usw.) in Aussicht gestellt, nachdem die Angelegenheit eingehend mit den kriegswirtschaftlichen Ämtern konferenziell behandelt worden ist. Es wird sich dann anlässlich der Besprechungen über diese Liste zeigen, in welchem Umfange Deutschland tatsächlich in der Lage ist, seine allgemeine Bereitwilligkeit die Schweiz möglichst in bisherigem Umfange beliefern zu wollen, auch wirklich zu honorieren.

III.

Die schweiz. Stellungnahme war, wie bereits bemerkt, bisher sehr vorsichtig und abtastend. Sie konnte dies umsomehr, als sich sofort zeigte, dass ohne eine befriedigende Regelung der Zahlungsseite, nennenswerte und von Deutschland besonders dringend begehrte Exporte bei einem Clearingrückstand auf Warenkonto von ca. 64 Mo. Fr. von der schweizerischen Privatwirtschaft kaum erfolgen würden. Anfänglich erklärten die Deutschen nicht in der Lage zu sein, nennenswerte Warenimporte in die Schweiz zu ermöglichen zur Abtragung des erwähnten Rückstandes auf Warenkonto. Sie mussten sich dann aber davon überzeugen, dass dann eben die gesamten wirtschaftlichen Beziehungen zum Erliegen kommen müssten. Eine sehr vorsichtig gehaltene deutsche Anregung, der gesamte Clearingrückstand von 64 Mo. Fr. sei durch Übernahme durch den Bund – ähnlich wie s.Zt. beim Reiseverkehr – zu «sterilisieren» und so

einstweilen zum Verschwinden zu bringen, fand schweizerischerseits nach Fühlungnahme mit dem Chef des Volkswirtschaftsdepartements, des Finanzdepartements, sowie der einstimmigen erweiterten Verhandlungsdelegation keine Gegenliebe. Deutscherseits erklärte man sich daher bereit, diese Seite des Problems weiter zu prüfen. Es sei noch beigefügt, dass die schweizerische Verhandlungsdelegation in der letzten Sitzung vom 7 crt. der deutschen Delegation formell eröffnete, dass die schwebenden Wirtschaftsverhandlungen nicht nur gestützt auf den Notenwechsel vom 28. Juni a.c., sondern auch auf Grund von Art. VIII des geltenden Verrechnungsabkommens geführt werden, wo von Verhältnissen die Rede ist, die sich gegenüber denjenigen bei Vertragsabschluss wesentlich verändert haben. Dadurch erhalten beide Parteien die Möglichkeit, das Abkommen mit einer Frist von 10 Tagen zu kündigen, wenn die Verhandlungen binnen 21 Tagen zu keiner Verständigung führen sollten. Wir brauchen kaum besonders zu bermerken, dass der Hinweis auf den erwähnten Art. VIII schweizerischerseits in sehr vorsichtiger Art als rein vorsorglichen Akt erfolgte und deutscherseits in zustimmendem Sinne hingenommen worden ist.

IV.

Die erweiterte schweizerische Verhandlungsdelegation (Dir. Hotz, Prof. Keller, Dir. Homberger, Prof. Laur, Dr. Vieli, Nat. Rat. Gafner und R. Kohli, Chef des Rechtsbureaus des Politischen Departementes) hat die Lage am 7. crt. eingehend geprüft und empfiehlt nahezu einhellig folgendes weiteres Vorgehen:

Vorläufig soll im Rahmen des bestehenden Verrechnungsabkommens eine Verständigung mit Deutschland gesucht werden. Stellt sich dies als unmöglich heraus – und es spricht die grösste Wahrscheinlichkeit für diesen Fall – dann wird nichts anderes übrig bleiben, als die im Abkommen selbst vorgesehenen Liquidationsklauseln spielen zu lassen, was bis zur Abdeckung der Rückstände auf Waren- und Finanzkonto auf einen einseitigen Clearingvertrag hinausläuft, indem eben solange die deutschen Einfuhren via Nationalbank bezahlt werden müssen.

Je nach dem weitern Verlauf der Besprechungen und insbesondere nach der Art der zu erwartenden Listen für die dringend benötigten Ein- und Ausfuhren wäre auch noch folgende Mittellösung zu versuchen:

Wie bisher für die Regelung betr. die schweiz. Kriegsmaterialbezüge könnte eine ähnliche Sonderregelung für die lebenswichtigen Güter über ein Sonderkonto getroffen werden. Für die Kriegsmaterialbezüge der KTA gilt folgende Regelung: Vom Gegenwert der deutschen Kriegsmateriallieferungen werden

- 11,8% der Einzahlungen der deutschen Verrechnungskasse auf ein freies Konto gutgeschrieben,
- 18,2% der Einzahlungen werden dem Warenkonto gutgeschrieben und
- 70% der Einzahlungen stehen der deutschen Regierung in erster Linie für den Bezug von schweizerischen Eisenerzen zur Verfügung und der Rest für den Ankauf von Schweizerwaren nach freier deutscher Auswahl.

Für die Sonderregelung für diese lebenswichtigen Güter wäre etwa folgende Aufteilung des Einfuhrerlöses zu erwägen:

- ca. 3/5 für den Export für Deutschland lebenswichtiger schweiz. Exportgüter,
- ca. 1/5 für die beschleunigte Tilgung des ca. 64 Mo. Fr. betragenden Clearingrückstandes,
- Rest wäre zu verteilen auf die besonders lebenswichtigen Nebenkosten des Warenverkehrs, für einen stark eingeschränkten genehmigungspflichtigen Reiseverkehr (Sanatorien, Erziehungs- und Studienaufenthalte usw.) und ferner für die Finanzverpflichtungen Deutschlands.

Der Einfuhrerlös der übrigen Importe aus Deutschland wäre dann besonders intensiv für die Tilgung der Clearingrückstände (30%) zu verwenden, je 15% fielen auf Nebenkosten und Finanzverpflichtungen und ca. 40% verblieben für solche Exporte, die Deutschland als nicht lebensnotwendig bezeichnen würde.

Über die verschiedenen Prozentsätze wäre natürlich zu verhandeln und es ist begreiflich, dass die Vertreter der Finanzgläubiger die dringende Bitte an die Behörden richten, auch ihre Belange im Rahmen des Möglichen zu berücksichtigen. Der Vertreter des Fremdenverkehrs möchte einstweilen die nicht zur Verwendung gelangenden Beträge der monatlich 3 Mo. Fr. betragenden Reiseverkehrsquote in Reserve behalten, was offenbar ein blosser Wunsch bleiben wird.»

Gestützt auf obige Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Dieser Bericht wird im Sinne von Instruktionen an die Verhandlungsdelegation genehmigt;

[...][4]

---

4. *Suit la liste des délégués.*

Ce document dactylographié comporte d'assez nombreuses fautes de frappe ou d'orthographe qui ont été ici corrigées pour en faciliter la lecture.

160

E 1004.1 1/389

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 12 septembre 1939

1745. Wirtschaftsverhandlungen mit dem Ausland; Verhandlungen mit Frankreich

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 11. September 1939

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet was folgt:

«I.

A. Das Ausfuhrverbot für eine Reihe lebenswichtiger Waren, das von der Französischen Regierung am 28. August 1939 erlassen wurde [1], hat zusammen mit den durch die gespannte internationale Lage insbesondere auf dem Rhein und dem Rhein-Rhone-Kanal vorher schon aufgetretenen Transportschwierigkeiten die Zufuhr aus Frankreich nach der Schweiz stillgelegt.

Den Interventionen der Schweizerischen Gesandtschaft in Paris und einer schweizerischen Delegation ist es am 1. September 1939 gelungen, von den französischen Behörden eine Reihe von Waren allgemein für die Ausfuhr nach der Schweiz frei zu bekommen, sofern diese Waren vor dem 29. August 1939 in Frankreich nach der Schweiz unterwegs waren [2]. Auf der Liste der so freigegebenen Waren befinden sich als wichtigste: Eisen, Weizen, flüssige Treibstoffe und Düngmittel. Sie sind, sofern die bereits in der Nähe der Schweizergrenze waren, noch ins Land hereingekommen; recht bedeutende Mengen flüssiger Treibstoffe, die in Kanalschiffen unterwegs waren, gelangen gegenwärtig auf dem Bahnweg nach der Schweiz. Für alle nicht auf der Liste der ausdrücklich freigegebenen Waren verzeichneten Güter sind in jedem Einzelfall Gesuche um Ausfuhrbewilligung an die zuständigen französischen Ministerien zu richten. Diese Vorschrift verzögert und erschwert zurzeit die Zufuhr der in Frankreich liegenden und für die Schweiz bestimmten Waren.

Durch ein am 1. September 1939 von Frankreich erlassenes generelles Einfuhrverbot wurde die Lage für die Schweiz noch entscheidend verschlechtert. Nach den geltenden Vorschriften müsste für Schweizerwaren, welche auf dem Seeweg zur Durchfuhr nach der Schweiz nach Frankreich gelangen, sowohl eine französische Einfuhrbewilligung als auch eine Ausfuhrbewilligung erreicht werden. Unsere Gesandtschaft in Paris hat die Gefährdung der schweizerischen Landesversorgung durch diese Vorschriften erkannt und sofort beim französischen Handelsminister interveniert um eine Regelung zu erwirken, die der besonderen geographischen Lage der Schweiz angemessen ist. Die französische Regierung hat daraufhin Vorschläge für eine vorläufig provisorische

1. *Cf. N^os 148 et 155.*
2. *Cf. N^o 157.*

Regelung der gegenseitigen Wirtschaftsbeziehungen unter den gegebenen ausserordentlichen Verhältnissen gemacht; sie sollen als Grundlage der aufzunehmenden Verhandlungen dienen. Diese Vorschläge sind durch die Ergebnisse der Verhandlungen zu ergänzen, welche Herr Matter als Chef des Kriegs-Transport-Amts im Auftrag des Volkswirtschaftsdepartements schon längere Zeit vor Kriegsausbruch mit den französischen Behörden gepflogen hat, und in denen ausser Transportfragen auch Fragen der Belieferung der Schweiz mit französischen Erzeugnissen eine weitgehende Abklärung erfahren haben[3].

II.

Die mit Frankreich aufzunehmenden Verhandlungen werden sich auf folgende Gegenstände zu beziehen haben:

1. *Regelung der Ausfuhr von Waren, welche vor dem Erlass der Ausfuhrverbote unterwegs waren.*

Die Französische Regierung erklärt sich bereit, die am 1. September 1939 getroffene Regelung auch nach dem Eintritt des Kriegszustandes aufrecht zu halten und fordert von der Schweiz die freie Ausfuhr jener Waren, welche vor der Inkraftsetzung des generellen schweizerischen Ausfuhrverbots (4. September 1939) in der Schweiz nach Frankreich zur Beförderung aufgegeben waren. Wir könnten der französischen Forderung umso eher zustimmen, als es sich um ganz geringe Warenmengen handelt, die auf schweizerischer Seite an der Grenze aufgehalten sind, und durch deren Freigabe die Landesversorgung nicht gefährdet wird. Wir finden aber die generelle Freigabe der aufgehaltenen Waren durch die Schweiz in keiner Weise in Harmonie mit der bloss teilweisen Freigabe der in Frankreich aufgehaltenen Güter durch die Französische Regierung (Liste vom 1. September 1939) und dem Weiterbestehen der Vorschrift, dass für alle übrigen Sendungen, welche vor dem 29. August 1939 nach der Schweiz unterwegs waren, der mühsame und unerwünschte Weg der Einzelgesuche und Einzelbewilligung beschritten werden muss. Die Schweiz muss daher von Frankreich volles Gegenrecht verlangen, d.h. die freie Ausfuhr aller Waren, die vor dem 29. August 1939 zur Spedition nach der Schweiz aufgegeben waren.

2. *Regelung der Einfuhr von Waren, welche vor Erlass des französischen Einfuhrverbots (1. September 1939) unterwegs waren.*

Die Französische Regierung erklärt sich bereit, Waren, welche vor dem 2. September nach Frankreich mit Bestimmung für die Schweiz aufgegeben waren, ohne besondere Einfuhrbewilligung hereinzulassen. Sie fordert als schweizerische Gegenleistung eine entsprechende Handhabung der «jüngst erlassenen schweizerischen Einfuhrverbote». Da von der Schweiz keine solchen Einfuhrverbote erlassen worden sind, ist die französische Forderung gegenstandslos, abgesehen davon, dass über die Einfuhrregelung zwischen der Schweiz und Frankreich ein Abkommen besteht, das einstweilen noch nicht aufgehoben ist. Das Einfuhrverbot Frankreichs steht denn auch im Wider-

3. *Cf. N° 157.*

spruch mit der bestehenden vertraglichen Regelung im «Arrangement complémentaire de la Convention commerciale franco-suisse», vom 31. März 1937[4], dessen weitere Anwendung die Schweiz verlangen muss.

3. *Regelung der Durchfuhr.*

Die Französische Regierung erklärt sich bereit, eine generelle Ausnahme von ihren Ein- und Ausfuhrverboten für jene Waren zu machen, welche im direkten Transit zur Durchfuhr durch Frankreich nach der Schweiz oder aus der Schweiz durch Frankreich nach Drittländern gelangen. Sie fordert die gleiche Behandlung für französiche Waren, welche die Schweiz nach Drittländern transitieren und für Waren aus Drittländern bei ihrer Durchfuhr durch die Schweiz nach Frankreich. Da die Schweiz bisher den direkten Transit in keiner Weise eingeschränkt hat, besteht kein Hindernis für die Annahme des französischen Vorschlags, der uns für den Transitverkehr eine sehr willkommene Erleichterung bringt.

Da der Begriff des «transit direct», wie er im französischen Vorschlag verwendet wird, nicht ohne weiteres auch jene für die Schweiz wichtigen Fälle deckt, in denen schweizerische Durchfuhrgüter vorübergehend in französischen Lagerhäusern eingelagert werden, ist durch die Verhandlungen die Tragweite des französischen Vorschlages noch genauer abzuklären. Für den Fall einer engen Interpretation durch die französischen Behörden müsste die Einbeziehung der genannten Fälle erwirkt und als schweizerische Gegenkonzession die Freigabe des gebrochenen Transits, der heute bewilligungspflichtig ist, zugestanden werden.

Der französische Vorschlag verknüpft die Gewährung der generellen Durchfuhrbewilligung mit den jeweils gegebenen Transportmöglichkeiten. Es wird das Ziel der schweizerischen Unterhändler sein, dahin zu wirken, dass die französische Durchfuhrbewilligung unabhängig von den jeweiligen Transportverhältnissen gegeben wird.

4. *Die gegenseitige Belieferung mit Erzeugnissen der nationalen Wirtschaft.*

In den durch Herrn Matter geführten Verhandlungen war es zur Feststellung der zu befördernden Gütermengen notwendig geworden, den französischen Behörden eine Liste jener Waren zu unterbreiten, deren Lieferung durch Frankreich die Schweiz auch im Falle eines Krieges erwartet. Durch eine Note vom 30. August 1939[5] ist uns ein weitgehendes Entgegenkommen mit Bezug auf die Belieferung der Schweiz aus der französischen Produktion in Aussicht gestellt worden. Die schweizerische Warenliste wird zurzeit in Zusammenarbeit mit dem Kriegs-Ernährungs- und Kriegs-Industrie- und Arbeits-Amt überprüft und bereinigt; auf einige von französischer Seite gestellte Aufklärungsbegehren ist noch Antwort zu erteilen. Die französischen Behörden haben uns eine Liste jener Waren in Aussicht gestellt, auf deren Lieferung durch die Schweiz sie besonderes Gewicht legen.

---

4. K. I. 1607. *Cf.* E 7110 1967/32/821 Frankreich.
5. *Cf. N° 138.*

Als französische Begehren in dieser Richtung sind uns bis heute bekannt geworden:

a) die Lieferung des bis zum 2. September 1939 in der Schweiz bestellten Kriegsmaterials,

b) die Weiterbelieferung Frankreichs mit elektrischer Energie,

c) die Aufrechterhaltung des zwischen der Aluminiumgesellschaft Neuhausen und der Société pour l'Aluminium française im Juli 1938 abgeschlossenen Abkommens, das die Belieferung Neuhausens mit französischem Bauxit und eine entsprechende Rücklieferung von Aluminium vorsieht.

5. *Die französischen Verwendungs-Vorschriften.*

In den französischen Vorschlägen findet sich der Passus:

«Le Gouvernement suisse s'engage à ne pas réexporter en pays tiers les marchandises qui auront été importées de France en Suisse, qu'elles soient d'origine française ou de toute autre origine.

Les dispositions qui seront prises à cet égard par le Gouvernement suisse seront appliquées en collaboration avec les Services commerciaux de l'Ambassade de France à Berne.»

Es wird eine der schwierigsten Aufgaben der kommenden Verhandlungen sein, dieses französische Begehren so zu konkretisieren, dass die schweizerische Neutralität und die Grundlagen der wirtschaftlichen Existenz unseres Landes gewahrt bleiben. Die Organisation, welche die Schweiz in autonomer Weise zur Überwachung der Ein- und Ausfuhr zu schaffen im Begriffe ist, sind den französischen Behörden bereits kurz zur Kenntnis gebracht worden; es ist dabei besonderes Gewicht auf die Tatsache gelegt worden, dass diese Überwachungsorganisation – im Gegensatz zu jenen, welche in den Jahren 1915-1918 bestanden haben – eine staatliche sein wird. Dem oben zitierten französischen Begehren (Verbot der Wiederausfuhr) gedenken wir einen schweizerischen Gegenvorschlag folgenden Inhalts entgegenzustellen:

«Le Gouvernement suisse s'engage à ne pas réexporter en pays tiers les marchandises qui auront été importées de France en Suisse, qu'elles soient d'origine française ou de toute autre origine.

Sont toutefois exceptées de cet engagement les marchandises ayant subi en Suisse une transformation complète ou une des opérations essentielles du processus de fabrication ainsi que les marchandises pour lesquelles la part du travail effectué en Suisse s'élève à 50% au moins du prix de vente du produit fini.

Le Gouvernement suisse prendra les mesures nécessaires pour la stricte exécution de ses engagements. Il désignera les organismes chargés de l'application de ces mesures et en communiquera la liste au Gouvernement français.»

III.

Um wertvolle Zeit zu sparen und die für unsere Landesversorgung notwendige Zufuhr durch Frankreich in Fluss zu bringen, wird es angebracht sein, in den Verhandlungen zunächst eine Verständigung über die Freigabe der in Frankreich blockierten Sendungen und über den Transitverkehr durch Frankreich (Verhandlungsgegenstände 1-3) zu suchen. Dabei wird in der Diskussion der Durchfuhrbedingungen aller Wahrscheinlichkeit nach auch die Frage der

Verwendung der Waren in der Schweiz (Verhandlungsgegenstand 5: Wiederausfuhr) zur Sprache kommen.

Da wir heute noch nicht im Besitze der Liste jener Waren sind, die Frankreich aus der Schweiz zu beziehen wünscht, und auch die Fertigstellung der schweizerischen Warenliste noch etwas Zeit beanspruchen wird, soll die Frage der gegenseitigen Belieferung mit Erzeugnissen der nationalen Wirtschaft (Verhandlungsgegenstand 4) erst in einer zweiten Phase der Verhandlungen zu lösen versucht werden.

Es wird sich, um die gesteckten Ziele zu erreichen, immerhin als unumgänglich erweisen, schon in der ersten Etappe auch über die Belieferung mit Kriegsmaterial eine Verständigung zu treffen. Ohne der Entscheidung des Bundesrates vorzugreifen, glauben wir, dass – unter Voraussetzung des Gegenrechts und der Sicherstellung der Bezahlung sowie der Sicherung der Schweizerischen Landesversorgung – zunächst einmal die vor dem 2. September 1939 in Auftrag gegebenen Kriegsmateriallieferungen, soweit die Waren bis Ende 1939 fertiggestellt sind, zur Ausfuhr freigegeben werden sollten. Die gleiche Regelung müsste dann allerdings in Aufrechterhaltung der Neutralität auch gegenüber allen andern Ländern getroffen werden. Die zeitliche Beschränkung erscheint uns notwendig, solange nicht ein Abkommen auf längere Sicht getroffen werden kann, da mit grossen Kriegsmaterialbestellungen gerechnet werden muss, welche noch vor dem 2. September 1939 in der Schweiz untergebracht worden sind.

B. In der Beratung wird darauf hingewiesen, dass, was die Lieferung von Kriegsmaterial anbetrifft, die September- und die Novemberproduktion an Oerlikoner Tankabwehr-Kanonen für die Schweiz vorbehalten bleiben müssen. Herr Direktor Hotz, von der Handelsabteilung, soll sich diesbezüglich noch mit dem Vorsteher des Militärdepartements ins Benehmen setzen.

Infolgedessen wird *beschlossen*:

C. 1. Der Bericht des Volkswirtschaftsdepartements unter Buchstabe *A* ist im Sinne von Instruktionen an die Verhandlungsdelegation und dem obigen Vorbehalt unter Buchstabe *B* zu genehmigen.

2. Da der Handelsrat bei der Französischen Botschaft in Bern von seiner Regierung beauftragt ist, über ein provisorisches Abkommen die Verhandlungen in Bern aufzunehmen, werden die dafür notwendigen Besprechungen in Bern geführt werden[6]. Für die Führung dieser Verhandlungen werden als Delegierte bezeichnet die Herren Direktor Hotz, Prof. Keller, Direktor Homberger, Prof. Laur, R. Kohli (von der Abteilung für Auswärtiges).

---

6. *Les négociations aboutissent à la conclusion d'un accord provisoire le 22 septembre; cf.* E 7110 1967/32/821 Frankreich.

161

E 2300 Rom/39

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta[1]

RP N° 7. 39-1-C-4-
Relations italo-suisses. Rome, 13 septembre 1939

Ainsi que je viens de vous le faire savoir[2], j'ai eu hier soir un entretien avec le Comte Ciano, Ministre des Affaires Etrangères. Malheureusement, comme presque toujours lorsque le Ministre des Affaires Etrangères prend l'initiative d'une entrevue, il s'est agi largement de questions de presse.

Le Comte Ciano s'est amèrement plaint dès le début de notre conversation de «l'attitude de la presse suisse à l'égard de l'Italie». En présence de mon geste de surprise et de ma réplique qu'au contraire j'avais pu constater moi-même que la grande presse de notre pays suivait depuis le début des hostilités une ligne de conduite sobre et digne, M. Ciano a maintenu très vivement son affirmation en disant que M. Mussolini, extrêmement susceptible sur ce chapitre et outré par ce qu'il lisait dans la presse suisse, l'avait chargé de me communiquer qu'au cas où l'état de choses actuel continuerait, il déclencherait, aux risques de créer de gros incidents, une campagne de presse violente à notre égard[3].

Prié de préciser ses griefs, qui me paraissaient incompréhensibles, M. Ciano a dit qu'il s'agissait de commentaires, interrogations, de suppositions continuellement émises dans notre presse au sujet de l'attitude de l'Italie. Il se refusait à comprendre qu'à un moment où nous faisons nous-mêmes les plus gros efforts pour notre défense nationale, nos journaux tentent de scruter la politique de nos voisins. Toute discussion raisonnée sur ce point fut d'ailleurs vaine. M. Ciano a affirmé et répété ce qui suit: dans le moment diplomatique actuel qui est extrêmement délicat, même la France et la Grande-Bretagne, tout en étant bien plus directement intéressées que la Suisse, ont donné, par ordre supérieur, l'injonction au journaux de ne pas commenter l'attitude de l'Italie. Cette attitude, selon M. Ciano, est essentielle pour les pourparlers actuellement en cours. Seule, selon lui, la presse suisse continue, «avec une indiscrétion rare», à demander jour par jour si l'Italie est neutre, quelle forme a sa neutralité, combien de temps durera-t-elle, est-ce que les Puissances occidentales peuvent se contenter de cet état de choses, ces Puissances ne devraient-elles pas demander des gages à l'Italie, quel est le secours que l'Italie peut donner à l'Allemagne, quel est le trafic italo-allemand, l'Italie fait-elle un revirement complet ou non? etc. En conclusion, M. Ciano a affirmé et m'a prié de vous dire très instamment

---

1. *Annotation de Motta en marge:* Le service de presse de l'armée doit être averti. Je suppose qu'il l'est déjà.
2. *Par télégramme du même jour;* E 2001 (D) 2/7. *Cf. aussi* E 2200 Rom 23/17.
3. *Ruegger a ajouté à la main* et sans précédents. *Motta a marqué un point d'exclamation dans la marge de cette phrase. Selon son habitude, il a souligné maints passages de la lettre.*

que ce genre de commentaires gênait l'action diplomatique en cours et dont le but était de prévenir une extension du conflit et, si possible, d'en hâter la fin.

Je dois dire que si l'exposé de M. Ciano avait été présenté avec plus de calme et d'une manière plus raisonnée, il y aurait beaucoup à dire en faveur de sa thèse. Preuve en est que M. François-Poncet m'avait lui-même dit – je vous l'ai référé dans un de mes derniers rapports politiques[4] – combien il est nécessaire que les journalistes ne laissent pas trop courir leur imagination en ce moment. Et il peut dès lors y avoir un véritable intérêt à enrayer, si la chose est faisable, les questions et suppositions de nos journaux (la «Nouvelle Gazette de Zurich», par exemple, téléphone quatre fois par jour à son correspondant de Rome pour savoir «Italien ist wirklich neutral und auf welche Weise»? etc.). Ce qui est surtout déplaisant dans la communication que j'ai été prié de vous transmettre, c'est cette perpétuelle menace, peut-être suggérée par des agents italiens au dehors, d'une campagne de presse. A cet égard, j'ai dû répliquer très vivement en demandant au Comte Ciano sa parole qu'il ne cherchait pas lui un incident avec la Suisse. Il m'a donné aussitôt cette assurance – naturellement –, mais fut un peu déconcerté par ma demande. La question peut, en effet, malheureusement être posée ainsi. Bien que, pour l'instant, nous devions faire crédit à l'Italie et à ses tentatives, dont on doit admettre l'existence, pour enrayer le conflit, il ne faut tout de même pas entièrement écarter la possibilité d'une politique éventuelle qui consisterait, pour le Gouvernement de Rome, à se joindre à Berlin lorsque la situation lui paraîtrait favorable. Dans ce cas, la situation de notre pays peut devenir délicate, et il n'est pas superflu de marquer que nous ne serions pas dupes d'un jeu qui consisterait à parler tout à coup de «provocations suisses». La violence même des termes employés par M. Ciano, qui déclarait citer son beau-père, donne à réfléchir, et je vous prie de considérer aussi cet aspect de la question; ceci afin que nous ne soyons pas pris au dépourvu par une campagne de presse, au sujet de laquelle on ne manquerait pas de nous dire qu'on nous a «amplement avertis à l'avance».

Dans ce cas, notre réaction, je crois, devrait être immédiate, comprenant, par exemple, la saisie des journaux italiens injurieux à notre égard.

En outre, il y a lieu d'examiner s'il ne faudrait pas convoquer le Ministre d'Italie à Berne pour lui expliquer clairement les limites de compréhension auxquelles nous pouvons aller et que nous ne pouvons pas dépasser[5]. Pour l'instant, je répète que des avis de modération donnés à nos grands journaux seraient opportuns.

---

4. *Non reproduit.*
5. *Annotation de Motta dans la marge:* Ceci me paraît douteux.

162

E 27/12954

Le Professeur de droit international à l'Université de Zurich, D. Schindler, en tant que Lieutenant-Colonel à l'Etat-Major Général de l'Armée[1]

R H.Q., 15. September 1939

BEMERKUNGEN ZUR FRAGE DER WIRTSCHAFTLICHEN NEUTRALITÄT

1) Nach der Mitteilung des Deutschen Nachrichtenbureaus, die im «Bund» vom 13. Sept. unter dem Titel «Deutschland und die wirtschaftliche Neutralität» veröffentlicht wurde, geht die Auffassung der deutschen Regierung dahin, dass «wirtschaftliche Neutralität die Fortsetzung des normalen Warenaustausches und Warentransites bedeutet». Die deutsche Regierung habe «als eine unneutrale Haltung klargestellt, wenn die neutralen Staaten sich von andern Staaten tatsächliche Einschränkungen aufdrängen liessen, die gegen die Fortsetzung des normalen Warenaustausches und Warentransits der neutralen Staaten mit Deutschland gerichtet sind».

Solche Einschränkungen und Kontrollen haben bekanntlich während des Krieges 1914-1918 bestanden. M[*eines*] W[*issens*] sind sie damals von Deutschland nicht als neutralitätswidrig betrachtet worden. Vielmehr hat Deutschland selbst die Schaffung solcher Organisationen in neutralen Ländern gefordert, wie z. B. der «Treuhandstelle» in der Schweiz[2].

Es trifft nicht zu, dass die deutsche Regierung mit ihrer jetzigen Haltung sich im «Einklang mit der allgemeinen Auffassung des Völkerrechts» befinde. Jedoch ist es ihr gelungen, in den Nichtangriffsverträgen mit Dänemark, Estland und Lettland vom 1. resp. 7. Juni 1939, Bestimmungen aufnehmen zu lassen, welche ihrem heutigen Standpunkt entsprechen. Ich habe schon in meinem Referat am Rapport der Justizoffiziere am 5. Juni auf die Gefahr dieser Bestimmungen hingewiesen. (Vgl. den Text in der Beilage I[3].) Diese Pakte gehen in der Tat sehr weit, indem sie nicht nur den normalen Warenaustausch, sondern sogar den normalen Transitverkehr fördern. Freilich ist zu bemerken, dass diese Verträge dem Kriegführenden keinen *Anspruch* auf den normalen Warenverkehr mit dem Neutralen geben, sondern lediglich bestimmen, dass der Neutrale diesen Verkehr mit dem *andern* Kriegführenden aufrechterhalten kann, ohne seine Neutralitätspflichten gegenüber dem ersten zu verletzen.

Jedoch handelt es sich hier um drei neuere Partikularverträge, die für nicht beteiligte Staaten in keiner Weise verbindlich sind, trotzdem der Wortlaut so gewählt wurde, dass die Bestimmungen über Warenaustausch als Ausfluss der «allgemeinen Regeln der Neutralität» erscheinen.

2) Das auf den Landkrieg bezügliche Neutralitätsrecht enthält über den allgemeinen wirtschaftlichen Verkehr der Neutralen mit den Kriegführenden

---

1. *Annotation manuscrite en haut du document*: Abschr[*ift*] an Polit[*isches*] Dep[*artement*].
2. *Cf. DDS, vol. 6, en particulier N^os 131 et 141.*
3. *Non reproduit.*

keine Bestimmungen (sh. aber unter 4)). Die Schweiz hat sich auch immer auf den Standpunkt gestellt, dass sich im Gebiete der wirtschaftlichen Beziehungen aus der Neutralität keine bestimmten Verpflichtungen ergeben. Am entschiedensten ist das geschehen in der Botschaft über den Beitritt der Schweiz zum Völkerbund, zwecks Rechtfertigung der «differentiellen Neutralität»[4]. Wenn auch die integrale Neutralität am 14. Mai 1938 wieder hergestellt wurde, so bedeutet das doch nicht die Anerkennung von eigentlichen Neutralitätspflichten in wirtschaftlicher Hinsicht, sondern lediglich die Befreiung von der Verpflichtung zur Ergreifung wirtschaftlicher Zwangsmassnahmen[5].

3) Bezeichnend ist, dass selbst die neuesten Kodifikationen des Neutralitätsrechts den Grundsatz der allgemeinen wirtschaftlichen Neutralität nicht kennen. Das gilt einmal für das italienische Neutralitätsgesetz vom 8. Juli 1938, dessen einschlägige Bestimmungen im Anhang II wiedergegeben werden. Die Tatsachen, dass nach diesem Gesetz nur ganz bestimmte wirtschaftliche Handlungen verboten werden können, beweist, dass das übrige wirtschaftliche Leben vom Neutralitätsrecht nicht eingeschränkt ist.

Auch die am 27. Mai 1938 von Dänemark, Finnland, Island, Norwegen und Schweden aufgestellten gleichartigen Neutralitätsregeln enthalten keine Vorschriften über den allgemeinen Warenverkehr zwischen Neutralen und Kriegführenden.

4) Das Neutralitätsabkommen vom 18. Okt. 1907 entält zwei Artikel, die für die vorliegende Frage von Bedeutung sind, Art. 7 und 9 Abs. 1.

«Art. 7. Eine neutrale Macht ist nicht verpflichtet, die für Rechnung des einen oder des andern Kriegführenden erfolgende Ausfuhr oder Durchfuhr von Waffen, Munition und überhaupt von allem, was für ein Heer oder eine Flotte nützlich sein kann, zu verhindern.»

«Art. 9 Abs. 1. Alle Beschränkungen oder Verbote, die von einer neutralen Macht in Ansehung der in den Art. 7 und 8 erwähnten Gegenstände angeordnet werden, sind von ihr auf die Kriegführenden gleichmässig anzuwenden.»

Art. 7 bezieht sich auf «alles, was für ein Heer oder eine Flotte nützlich sein kann». Durch diese Formulierung wird bei der heutigen Art der Kriegführung viel mehr umfasst, als 1907. In der Tat gehören heute fast sämtliche Wirtschaftsprodukte dazu. Die kürzlich veröffentlichte englische Konterbandeliste ist zwar für den Landkrieg nicht massgebend, zeigt aber doch, welche Gegenstände als für die Kriegführung notwendig oder nützlich erachtet werden.

Aus den Art. 7 und 9 des Neutralitätsabkommens ergibt sich daher, bei der heutigen Bedeutung der Wirtschaft für die gesamte Kriegführung, eine Pflicht zur Gleichbehandlung der Kriegführenden beinahe im ganzen Gebiet der Wirtschaft. Man kann also doch von einer Art von wirtschaftlicher Neutralität sprechen. Die schweizerische Regierung hat das m.E. nie anerkannt und zwar mit Recht. Ich möchte bemerken, dass ich selbst in öffentlichen, schriftlichen oder mündlichen Äusserungen, die Neutralität immer als eine rein militärische Angelegenheit erklärt habe. Jedoch scheint es mir notwendig, in diesem rein

---

4. *Cf. DDS, vol. 7.I, N° 178, annexe.*
5. *Cf.* E 2001 (D) 3/299 *et* E 2001 (D) 4/ 1 *et* 2.

für den *internen Gebrauch* bestimmten Schriftstück auf die Konsequenzen aufmerksam zu machen, die sich aus den Art. 7 & 9 ergeben.

5) Immerhin ist folgendes zu bemerken: Art. 9 schreibt lediglich eine Gleichbehandlung bei Erlass von Beschränkungen und Verboten vor. Es ergibt sich aus Art. 9 keinerlei Recht eines Kriegführenden, bestimmte Lieferungen von einem Neutralen zu erhalten. Es ist zudem selbstverständlich, dass der Neutrale alle zum Schutze seines eigenen Wirtschaftslebens notwendigen Massnahmen treffen kann. Auch im militärischen Gebiet ist die Selbstverteidigung dem Neutralen nicht nur gestattet, sondern sie ist die notwendige Voraussetzung der Neutralität. Das muss analog für das Wirtschaftsleben gelten. In den meisten Staatsverträgen wirtschaftlicher Art dürften sich die Staaten zwecks Ergreifung der notwendigen Massnahmen im Kriegsfall – sei es dass sie in den Krieg verwickelt werden oder neutral bleiben – freie Hand vorbehalten haben. Wenn ein solcher Vorbehalt nicht ausdrücklich gemacht wurde, so ist er doch stillschweigend in solchen Verträgen enthalten.

Die Gleichbehandlung nach Art. 9 kann nur eine formelle, nicht eine materielle sein (so auch der Kommentar zu den Staatsverträgen betr. Landkrieg), d.h. es genügt, dass gegenüber beiden Kriegführenden die gleichen Verbote bestehen, es ist gleichgültig, wenn damit der eine mehr betroffen wird als der andere.

Überdies kann selbst die formelle Gleichbehandlung nur hinsichtlich des Waffen- und Munitionsausfuhrverbots usw. gelten, nicht aber hinsichtlich der übrigen Wirtschaftsbeziehungen. Im Bereich der Wirtschaftsbeziehungen handelt es sich eben nicht nur darum – wie in der Sphäre der rein militärischen Angelegenheiten – Verbote aufzustellen, die gegenüber allen gleich sein können, sondern es muss eine *positive* Regelung des Warenaustausches getroffen werden. Damit uns der Kriegführende A bestimmte Waren liefert, werden wir die Verpflichtung übernehmen müssen, zu seinen Gunsten bestimmte Exporte zuzulassen, während wir zu Gunsten des Kriegführenden B, der uns andere Waren als A liefert, andere Artikel ausführen müssen. Das ergibt notwending eine sachliche Verschiedenheit der für den Wirtschaftsverkehr mit A und B geltenden Bestimmungen, also ein Abweichen vom Erfordernis der formellen Gleichbehandlung. Art. 9 des Neutralitätsabkommens ist auf rein militärische Verhältnisse zugeschnitten und auf die wirtschaftlichen Beziehungen nicht nach seinem starren Wortlaut anwendbar. Es ist übrigens darauf aufmerksam zu machen, dass die deutsche Kundgebung nur die Fortsetzung des *normalen* Warenaustausches und Transits verlangt (d.h. also wohl des bisherigen); darin liegt eine Anerkennung des Zulässigkeit der individuellen Unterschiede im Warenverkehr zwischen dem Neutralen und dem einen und andern Kriegführenden.

6) Wenn jene Kundgebung es als eine unneutrale Haltung bezeichnet, wenn die Neutralen sich von andern Staaten «tatsächliche Einschränkungen aufdrängen lassen» so ist dies ein rechtlich völlig unhaltbarer Standpunkt. Der Neutrale kann selbstverständlich nicht für Einschränkungen verantwortlich gemacht werden, die von seinem Willen unabhängig sind. Diese Einschränkungen sind eine Folge der Blockade kraft Seekriegsrecht, deren Zulässigkeit von Deutschland grundsätzlich nie bestritten wurde und die Deutschland gegenüber

England selbst anwendet (ob formelle Blockadeerklärungen bisher ergangen sind, ist mir nicht bekannt). Wenn England die neutralen Länder in das blockierte Gebiet in der Weise einbezieht, dass diese die als Kriegskonterbande erklärten Artikel, die ihnen geliefert werden, nicht nach Deutschland ausführen können, so hat vielleicht England seine Rechte gegenüber den Neutralen überschritten, aber es ist schlechthin ausgeschlossen, daraus eine Neutralitätsverletzung der Neutralen gegenüber Deutschland abzuleiten. Gewiss darf sich der Neutrale eine Neutralitätsverletzung durch einen Kriegführenden nicht gefallen lassen, ohne sich selbst einer Neutralitätsverletzung gegenüber dem andern Kriegführenden schuldig zu machen. Aber, ganz abgesehen davon, dass die Einbeziehung neutraler Staaten in das blockierte Gebiet in der angegebenen Art kaum eine Verletzung ihrer neutralen Rechte bedeutet, kann jedenfalls ein Neutraler von einem Kriegführenden nicht für Neutralitätsverletzungen des andern verantwortlich gemacht werden, die zu hindern ihm völlig unmöglich ist. (Dieser Grundsatz wäre auch bei Überfliegung neutralen Gebietes in sehr grosser Höhe anzuwenden.) Was die Blockade anbetrifft, so ist überdies auf Art. 5 Abs. 2 des Neutr. Abkommens zu verweisen: keine Verantwortlichkeit für Handlungen ausserhalb des Gebietes des Neutralen.

7) Heikler ist die Sache, wenn, wie sich die deutsche Kundgebung ausdrückt, die Neutralen sich «formelle Kontrollen» aufdrängen lassen. Gemeint sind wohl Fälle, in denen auf Grund einer Willenseinigung zwischen dem einen Kriegführenden und dem Neutralen Organisationen ähnlich der SSS geschaffen werden. In diesem Fall hat der Neutrale formell seine Zustimmung zu einer einschränkenden Massnahme gegeben.

Um eine möglichst weitgehende Gleichbehandlung der beiden Kriegführenden zu erreichen wäre es notwendig, mit beiden Abkommen solcher Art zu treffen, wie das die Schweiz 1915 getan hat. Dadurch, dass der Bundesrat am 2. Sept. 1939 ein allgemeines Ausfuhrverbot erlassen hat, hat er eine für alle Kriegführenden formell gleiche Massnahme getroffen. Damit ist die Grundlage für solche Abkommen geschaffen worden.

163

E 2200 Rom 23/6

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, J. Hotz

Copie
L 39.A. g/8.a.
Italie-Suisse: Défense d'exportation Rome, 16 septembre 1939

Nous avons eu l'honneur de vous transmettre, par notre rapport d'hier [1], le texte du *décret ministériel du 1er septembre* visant les nouvelles défenses d'exportation mises en vigueur en Italie et les formalités à remplir par les exportateurs désirant obtenir des licences d'exportation pour toutes les marchandises qui ont été soumises jusqu'ici par l'Italie à la licence d'exportation.

A ce sujet, nous vous confirmons au surplus nos communications téléphoniques d'hier, au cours desquelles nous vous avons exposé que nous avions immédiatement sollicité une entrevue avec M. Masi, Chef de la Direction Générale du Commerce Extérieur et nommé – par le décret du 1er septembre rappelé ci-dessus – Président du «*Comité des dérogations aux dispositions relatives aux défenses d'exportation et de transit*», comité créé par le même décret du 1er septembre.

Nous avons vu M. Masi hier dans la soirée. Il nous a exposé que l'Italie avait été obligée – comme les autres pays européens en général – de penser à son propre ravitaillement et à la vie de ses industries et de son commerce interne; que, cependant, M. Guarneri et lui-même, M. Masi, avaient immédiatement pensé aux échanges commerciaux italo-suisses et qu'on était tout de suite tombé d'accord, dans les milieux gouvernementaux, sur le fait que ces échanges devaient être maintenus et intensifiés si possible. M. Masi a ajouté qu'il avait tout de suite fait savoir ce qui précède au Sénateur Giannini, Chef de la Direction Générale des Affaires Commerciales au Ministère des Affaires Etrangères, pour qu'il nous donne connaissance de ces dispositions du Gouvernement et pour qu'il convoque une réunion de délégués italiens et suisses afin qu'ils puissent s'entendre sur les bases des échanges réciproques «en ces temps exceptionnels». M. Masi a, en effet, tout de suite ajouté que le maintien des exportations vers la Suisse [2], en dépit des défenses d'exportation, demeure subordonné à l'*engagement à prendre par le Gouvernement suisse, de maintenir les exportations vers l'Italie.* Le Gouvernement italien désire une assurance formelle de votre part à ce propos [3].

Cela, en ce qui concerne les principes mêmes relatifs aux échanges réciproques. Pour ce qui a trait aux détails, M. Masi a relevé que, naturellement, la

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. Nos 141, 144 et 158.*
3. *Cf. Nos 165 et 167.*

Suisse ne pouvait pas prétendre de recevoir, maintenant, de l'Italie, beaucoup plus de marchandises (parmi celles soumises aux défenses d'exportation) qu'elle n'en avait importé au cours des *années normales;* que l'Italie nous vendra tout ce qu'elle pourra, mais que nous devrons faire preuve de compréhension et ne pas exagérer nos demandes d'achats pour les articles de première nécessité. Cela pour deux raisons: 1) parce que l'Italie peut avoir besoin elle-même de ces marchandises; 2) parce que ces marchandises constituent pour l'Italie, dans les circonstances actuelles, la seule monnaie d'achat à l'étranger. Donc pour les articles de première nécessité: *maintien de volume des exportations effectuées dans les années normales;* augmentation de ce volume seulement si les circonstances le permettent. M. Masi ne nous a pas caché que nous ne devons pas nous persuader que c'est maintenant le moment pour nous de décongeler à grande vitesse notre arriéré de clearing[4]. «Si vous pouvez le faire, a-t-il dit, tant mieux, mais vous ne devez pas prétendre que nous payions, juste en ce moment, nos dettes avec les marchandises qui sont notre seule monnaie. Nous vous donnerons des produits alimentaires et vous devrez nous permettre, par des achats de machines et autres, de terminer certaines installations industrielles en cours. Notre collaboration jusqu'ici a été plus qu'amicale; notre accord de 1936[5] est le seul qui a fonctionné sans retouches et sans inconvénients graves; il faut que notre collaboration devienne encore plus intime.»

Nous ne nous arrêterons pas sur les détails de cette conversation qui, forcément, a effleuré plusieurs questions commerciales et politiques. Nous avons répondu à M. Masi que nous vous aurions fait part de ce qui précède et que nous lui aurions donné connaissance au plus tôt de votre *réponse de principe.* Nous avons ajouté que si vous pouviez faire une déclaration analogue à celle que M. Masi venait de nous faire, au sujet du maintien des exportations suisses, on aurait peut-être pu renoncer, pour le moment, à une réunion de délégués des deux parties, quitte à y songer plus tard, si les expériences que nous allons faire pendant les premiers temps du «régime d'exception» conseilleront une mise au point des bases de nos échanges. Cela, bien entendu, sous réserve de votre accord.

Nous avons enfin prié M. Masi de consentir à donner, cependant, dès à présent, des instructions à tous les bureaux compétents dans le sens que *les exportations vers la Suisse doivent continuer sans interruption.* M. Masi nous a donné l'assurance qu'il le ferait aujourd'hui même. Il reste toutefois entendu que les exportateurs doivent se soumettre aux nouvelles dispositions et solliciter le permis d'exportation selon les dispositions en vigueur. Ceci vaut aussi pour les marchandises en transit.

En ce qui concerne le régime des défenses à l'exportation mis en vigueur en Italie, M. Masi nous a remis la circulaire complète, avec formulaires, transmise aux bureaux italiens chargés de l'exécution des nouvelles mesures. Nous avons fait copier cette circulaire et nous vous la transmettons en cinq exemplaires[6].

M. Masi nous a priés de solliciter de vous le texte des dispositions mises en

---

4. *Cf.* E 7110 1967/32/962 Italien 1939.
5. *Cf. DDS, vol. 11, N° 221.*
6. *Non reproduite.*

vigueur en Suisse au sujet des restrictions à l'exportation, ainsi que les formulaires etc. qui en font partie.

Vous nous obligeriez en voulant bien nous mettre en mesure de déférer à la demande de M. Masi.

164

E 2001 (D) 1/198

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L RU. ad II 7/220- I/AZ. Berne, 16 septembre 1939

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 13 septembre[1] et nous vous en remercions bien vivement. L'article de la «Deutsche diplomatisch-politische Korrespondenz» du 12 septembre concernant le problème de la neutralité économique ne nous avait, bien entendu, pas échappé, et nous comprenons sans peine votre désir d'être exactement renseigné sur notre attitude à l'égard de cette question si délicate.

Vous êtes sans doute parfaitement au clair sur la question de principe. Le Conseil fédéral est résolu à sauvegarder la neutralité suisse dans tous les domaines, y compris le domaine économique, et vous pouvez affirmer à Berlin que nous ne nous prêterons à rien qui soit en contradiction avec les devoirs des neutres tels que nous les avons toujours observés et pratiqués notamment au cours de la dernière guerre.

C'est donc sur les modalités des échanges entre la Suisse et les pays belligérants que vous désirez être renseigné. Nous ne nous trouvons malheureusement pas en état de le faire avec précision parce que celles-ci font actuellement l'objet de négociations en cours à Berne aussi bien avec la France qu'avec l'Allemagne et qu'il n'est pas encore possible de préjuger des solutions qui seront adoptées.

Il est clair que nous ne pouvons guère espérer obtenir des belligérants qu'ils autorisent la livraison ou le transit de marchandises considérées comme contrebande de guerre sans exiger l'engagement que ces marchandises ne seront pas réexportées à leurs adversaires. Nous sommes disposés, en principe, à assumer de tels engagements et à prendre les mesures pour les observer. Nous n'accepterons pas, en revanche, l'organisation d'un contrôle étranger à cet égard.

Ajoutons que les conversations nécessaires sur les questions relatives au ravitaillement de la Suisse en temps de guerre se sont ouvertes sur notre initiative

1. *Non reproduite.*

depuis assez longtemps déjà avec les Etats susceptibles de mettre à notre disposition les moyens de communication. Nous n'avons pas eu, par conséquent, à prendre position sur des notes de principe comparables à celle que la Grande-Bretagne a adressée aux Etats du Groupe d'Oslo. C'est un des points sur lesquels notre position diffère de celle de ces Etats dont la situation présente de fortes analogies avec la nôtre et avec lesquels nous restons en contact, notamment par l'intermédiaire de M. de Stoutz que le Conseil fédéral a autorisé à assister en qualité d'observateur aux séances du Comité permanent de Bruxelles[2].

P.-S. Il va de soi que ce qui précède est exclusivement destiné à votre orientation personnelle. Les postes de radio allemands ont publié ce matin que la Suisse allait adhérer complètement au Groupe d'Oslo et même en prendre la tête. Ainsi que nous avons eu l'occasion de le dire au Ministre d'Allemagne[3], cette nouvelle n'est pas exacte. La Suisse est en contact avec les Etats du Groupe d'Oslo, dont les intérêts sont analogues aux siens, mais non pas identiques. Les différences de fait et de forme qui existent entre la position de la Suisse et celle des Etats nordiques empêchent complètement notre pays de s'associer au Groupe d'Oslo. Nous n'en suivons pas moins avec grand intérêt, par l'intermédiaire de M. de Stoutz, les travaux du Comité permanent de Bruxelles.

---

2. *La décision du Conseil fédéral de désigner un observateur mais de ne pas prendre part comme Etat membre à la Conférence du Groupe d'Oslo organisée à Bruxelles remonte au 2 septembre 1939* (E 1004.1 1/398, N° 1681). *Cf. aussi N° 172.*

3. *Cf. la notice (non reproduite) de Bonna sur cet entretien qui eut lieu le 16 septembre à 11 h du matin. Bonna déclara notamment:* La vérité est que la situation des Etats neutres du Nord de l'Europe, tous riverains à la mer, et celle de la Suisse présente sans doute des analogies, notamment sur certaines questions de principe et se présente en fait et même formellement d'une façon assez différente. La Suisse suit avec beaucoup d'intérêt, par l'intermédiaire de M. de Stoutz, les travaux du Groupe d'Oslo, mais sa situation étant différente, elle ne peut s'associer à ce groupe. M. Köcher semble très bien comprendre, mais souligne qu'il y a une différence essentielle entre la neutralité de la Suisse qui est permanente et contractuelle et celle des Etats du Nord qui est de date récente et ne repose sur aucun traité. *Köcher et Bonna discutent ensuite de la représentation des intérêts égyptiens en Autriche.* M. Köcher se montre comme toujours extrêmement souriant et amical. En prenant congé, il remarque que le ton de la presse s'est déjà beaucoup amélioré depuis que l'affaire est entre les mains de l'Etat-Major Général.

165

E 2200 Rom 23/8

Compte-rendu sur les négociations italo-suisses

Copie
PV

Rome, 18 septembre 1939

TRANSIT DE MARCHANDISES SUISSES À TRAVERS L'ITALIE[1]. NÉGOCIATIONS DE SEPTEMBRE 1939. PREMIÈRE SÉANCE, 11 HEURES.

[...][2]

M. Giannini ouvre la séance en souhaitant la bienvenue à M. Matter. Celui-ci le remercie d'avoir bien voulu nous donner les assurances de principe que nous connaissons et lui dit que sa mission est celle de discuter à Rome uniquement les questions relatives aux transports et au transit[3]. M. Giannini est tout à fait d'accord de limiter les pourparlers avec M. Matter à ces deux questions.

Giannini: Pour ce qui concerne les transports maritimes, désirez-vous un tonnage?

Matter: Nous avons besoin en Suisse de 1 500 000 tonnes de marchandises d'outre-mer et de 400 000 tonnes d'hydrocarbure. Pour les carburants, il y a à examiner, outre le tonnage, la question des tanks et des autres moyens de transport. Je voudrais laisser de côté, pour le moment, la question du tonnage pour examiner celle des wagons, des réservoirs et des ports. Pour les carburants, nous voudrions disposer des ports de Trieste, de Vado et Gênes.

Giannini: Il existe dans les trois ports les installations nécessaires *et les ports sont à votre disposition.* Quant aux réservoirs, nous verrons la question après.

Matter: Remercie M. Giannini de cette déclaration et lui répond qu'il voudrait savoir maintenant si l'Italie pourrait éventuellement mettre à notre disposition le tonnage nécessaire.

Ingianni: Nous pouvons vous fournir tout le tonnage que vous voulez pour les marchandises en général. Nous ne frétons pas les bateaux, mais vous n'avez qu'à en disposer selon les conditions usuelles. Il faut cependant tenir compte de la provenance et de la nature des marchandises. Vous prenez aussi des marchandises en vrac. Pour celles-ci vous frétez les navires nécessaires. Il faut cependant que vous preniez vos dispositions au plus vite.

Giannini: Ceci est important parce que nous avons des demandes de tous les pays. Vous connaissez nos lignes, elles font l'Australie, l'Afrique, les Amériques, etc. Les navires italiens, à fréter le cas échéant par la Suisse, utiliseront les lignes italiennes et les ports italiens restent ouverts au tonnage de tous les pays.

---

1. *Par erreur, le document original porte en tête* Transit de Marchandises italiennes à travers la Suisse. *Ce procès-verbal a été rédigé par le Conseiller de légation chargé des affaires commerciales à la Légation de Suisse à Rome, M. Fumasoli.*
2. *Le procès-verbal commence par la liste des participants.*
3. *Cf. N^os 141, 144 et 163.*

Bagli: Je dois attirer votre attention sur les dispositions italiennes en matière de défense d'exportation. Les marchandises qui viennent de l'étranger et qui vous sont destinées doivent porter clairement votre adresse et ne doivent pas venir avec des connaissements au nom d'Italiens. Les marchandises qui ne sont pas adressées à des entreprises à l'étranger, dès qu'elles arrivent dans des ports italiens, sont considérées comme des marchandises à nationaliser et ne peuvent pas être livrées à l'étranger. Donc pas de connaissement sur Gênes, Trieste, etc., mais des documents adressés à des entreprises en Suisse. Ces documents doivent accompagner la marchandise dès le début. Sur une demande de M. Matter, M. Bagli répond que si des marchandises destinées à la Suisse arrivaient dans des ports italiens sans connaissement ou sans indication du destinataire suisse, il faudrait – pour que la Suisse puisse les retirer – qu'on fît la preuve, par exemple par des contrats, que ces marchandises nous étaient destinées. *Il y a donc une communication urgente à faire en Suisse à ce sujet*[4].

Ingianni: Relève que l'indication précise du destinataire est indispensable aussi à cause des dispositions sur la contrebande de guerre.

Giannini: Ajoute que cela est nécessaire à cause des «prétentions» anglaises qui veulent limiter les besoins normaux de chaque pays. Il a protesté en ce qui concerne l'Italie en disant qu'il était très difficile de fixer les besoins normaux du Royaume qui, depuis les sanctions, vit en dessous des besoins normaux. Toutefois, il tient à nous avertir des «prétentions» anglaises, pour que nous sachions que nous ne devons pas aggraver la situation de l'Italie. La France et l'Angleterre, dit M. Giannini, exigent encore un autre engagement, à savoir: que les marchandises importées dans un pays ne soient pas réexportées par celui-ci. Il a protesté, en disant que l'Italie n'était pas un gendarme et qu'elle ne pouvait pas aller contrôler ce que devenait l'acier suédois une fois importé, à travers l'Italie, en Yougoslavie. Il dit encore: «Nous refuserons le contrôle, mais vous, défendez-vous aussi.»

Matter: Répond que nous avons déjà examiné cette question soulevée par l'Angleterre en avril. Nous avons indiqué les mesures prises. Nous défendons l'exportation des marchandises qui nous sont destinées, sauf dans des cas exceptionnels, lorsque l'exportation de marchandises travaillées en Suisse est nécessaire pour l'achat, par exemple, de matière premières.

Giannini: Paris pose encore d'autres prétentions: les matières premières ne doivent pas être travaillées pour d'autres pays. Nous refusons d'accepter. Tenez cependant compte de ces prétentions.

Nous vous donnerons dans l'Accord à conclure *une clause en vertu de laquelle nous nous engagerons à ne pas saisir en Italie les marchandises qui vous sont destinées.*

Trafic terrestre

Giannini: Pour ce qui concerne le trafic terrestre, j'attire votre attention sur le fait que si vous voulez faire des transports par camion, il faudra que vous fournissiez le carburant nécessaire pour l'aller et le retour. Vu la surprise de

4. *Ce qui fut fait le même jour par une lettre de Ruegger à Hotz* (E 2200 Rom 23/1).

M. Matter, M. Giannini répond que l'Italie pourrait bien avoir les carburants nécessaires. Mais qu'elle ne peut pas les payer en devises. Donc nous devrons y songer nous-mêmes.

de Corné: Relève qu'en 1938 l'Italie a effectué pour la Suisse des transports pour 238 000 tonnes dont 40 000 visaient les carburants, maintenant nous demandons des transports pour 10 fois plus seulement pour les carburants. Comment transporter par chemin de fer ces 400 000 tonnes.

Giannini: Nous avons très peu de wagons-citerne. L'Etat en a à peu près 60, les particuliers en ont 8000. Nous ne pourrons en tout cas pas vous fournir plus de 40 wagons-citerne appartenant à l'Etat. On calcule pour ces wagons un cycle de deux fois par mois. Il ne vous reste donc qu'à fournir vous-mêmes les wagons-citerne ou bien à vous mettre d'accord avec les particuliers.

Matter: Cela est très grave pour nous, parce que nous n'avons pas de wagons-citerne. Vous devriez nous promettre de nous donner tout ce que vous pouvez.

Giannini: Je vous garantis environ 8000 tonnes. Pour des transports continus, nous ne pouvons vous fournir aucune garantie, mais nous espérons pouvoir en outre continuer à assurer le transport de 40 000 tonnes des années précédentes.

Matter: Êtes-vous d'accord que les particuliers nous louent leurs wagons? Je sais que certaines compagnies ont déjà offert 130 wagons aux intéressés suisses, à savoir 80 wagons la SIAP et 50 wagons la SHELL.

Giannini: Sur ce point, je vous donnerai une réponse aussitôt que possible. En principe, je désire insérer dans l'Accord l'engagement *que les wagons ne seront pas saisis et qu'ils seront utilisés avec la plus grande rapidité possible.*

Dépôts et Réservoirs.

Giannini: Nous étudierons la question des dépôts et réservoirs dont vous avez besoin pour les carburants, mais je ne vois pas de grandes difficultés à vous venir en aide. Il faudra ajouter aux trois ports déjà cités celui de *Venise.*

Matter: Demande si pour le charbon nous pourrons utiliser comme par le passé le port de *Savona* par lequel nous avons fait passer jusqu'ici 30 000 tonnes de charbon russe et environ 40 000 tonnes de charbon anglais.

de Corné: Au fond, nous ne pourrions même pas vous garantir le trafic de 1938. Vous devriez envoyer vous-mêmes les wagons prendre la charge dans nos ports. Nous vous avons déjà dit que nous ne sommes pas en état de vous assurer d'une façon certaine les transports de 1938 en général qui n'étaient que de 238 000 tonnes.

Matter: En règle générale, l'Administration du pays qui effectue les transports fournit le matériel. Nous comprenons jusqu'à un certain point vos difficultés. Vous aviez du matériel de transport qui vous était nécessaire en 1938 et que vous n'employerez peut-être plus maintenant. En 1915, nous avons fait un Accord par lequel vous vous êtes engagé à fournir les wagons en quantité suffisante.

Giannini: Ce n'était pas du tout la même situation. A l'heure actuelle nous continuons notre trafic avec tous les pays, alors qu'en 1915 nous étions en guerre avec plusieurs d'entre eux.

Matter: Nous devrions savoir ce que vous pouvez nous donner afin que nous puissions nous mettre d'accord avec la France qui nous offre également des facilités de transit. *Nous devrions prévoir dans l'Accord l'engagement pour vous de nous fournir le plus possible de wagons, quitte aux deux administrations des deux pays de s'entendre sur les détails. Je demande, en outre, que vous nous autorisiez à faire stationner à Gênes, comme pendant la grande guerre, un Commissaire des Chemins de Fer Fédéraux.* Nous avons le permis pour les ports français. Je vous indiquerais quelles seraient les compétences de ce Commissaire.

Giannini: Je n'ai pas de difficultés à accéder à votre désir, mais je réserve encore ma réponse définitive.

Frais de Transport.

M. de Corné soulève deux questions et dit: 1° Comme vous le savez, nous vous avons fait jusqu'ici des prix exceptionnels pour le transport de vos marchandises, non seulement pour des raisons de concurrence, mais aussi pour des motifs politiques et sociaux (marchandises destinées au Tessin). Actuellement, nous devons relever nos prix pour certaines marchandises et nous vous demandons de ne pas vous y opposer. D'ailleurs nos prix sont quelquefois le tiers et le quart des vôtres.

2° Le principe de neutralité, observé par les Chemins de fer suisses en ce qui concerne les ports, nous impose des sacrifices que nous ne pouvons plus supporter. Les C.F.F. appliquent les mêmes prix pour des marchandises venant des ports méditerranéens. Il en résulte que la marchandise venant de Marseille, par exemple, effectue en Suisse pour arriver dans vos zones industrielles, qui sont toutes dans le nord, un très petit trajet. Sur le prix de transport, il en reste donc à la France une bonne partie. Par contre, les marchandises venant de Gênes doivent effectuer en Suisse pour aller de la frontière italienne dans vos régions du nord, un long parcours qui absorbe presque tout le prix du transport. Il en résulte que pour pouvoir transporter vos marchandises nous avons dû faire des sacrifices énormes et nous avons même dû payer certaines différences à la France. Il faut maintenant que vous nous aidiez à résoudre ce point.

Matter: Répond à M. de Corné qu'il prend note de ses desiderata, mais qu'il n'a pas qualité pour les discuter[5].

Matter: Je me permets d'attirer votre attention sur les questions pour lesquelles j'attends encore des réponses.

1° Fixation des quantités pour les marchandises en transit et que vous pouvez transporter;

2° Nombre des wagons-citerne que vous pouvez mettre à notre disposition;

3° Est-ce que ces wagons sont conformes aux prescriptions internationales (question du frein de Westinghouse). A ce sujet, je vous prie de faire tous les efforts possibles pour que le nombre des wagons soit suffisant;

4° L'installation d'un Commissaire fédéral à Gênes;

---

5. *Cf. à ce sujet* E 7110 1967/32/962 Italien.

5° Il faut que les Administrations des deux pays fassent un plan pour la création de trains directs entre Gênes et la Suisse, Trieste et la Suisse.

Giannini: Au sujet du point 5, il faut que l'Administration suisse prenne l'initiative. Des wagons directs doivent être créés pour tous les points de frontière.

On convient qu'une réunion aura lieu demain au Ministère des Communications pour examiner quelques points de détail. La réunion se fera à 10 heures à la Direction de la Marine Marchande, dans le bureau du Général Ingianni, à Piazza Minerva. Les intéressés suisses qui sont à Rome, accompagneront les délégués suisses[6].

---

6. *Cf. N° 167.*

166

E 2001 (D) 1/103

Le Chef du Service de la presse et de la propagande du Département politique, C. Rezzonico, au Chef de la Division Presse et Radio de l'Etat-Major Général de l'Armée, E. Hasler

Copie
L TG.

Berne, 20 septembre 1939

En me référant à la conversation téléphonique que j'ai eue avec vous ce matin, j'aimerais préciser ce qui suit. Une lettre adressée à la Police fédérale des étrangers par le Consulat de Suisse à Bregenz a été ouverte par la censure allemande. Nous estimons, par conséquent, qu'à l'occasion, sans vouloir en faire une règle générale, il pourrait être utile qu'une lettre adressée à un Consulat d'Allemagne en Suisse fût ouverte par notre censure. Il va bien sans dire que la correspondance destinée à des Légations qui jouissent des immunités diplomatiques ne devrait pas être censurée.

On me signale que les postes de radio française ont lu hier soir des lettres provenant soi-disant de citoyens suisses établis à Zurich, dans lesquelles la germanophilie de la Suisse est décrite en termes exagérés. Il n'est pas sûr, évidemment, que ces communications ne soient pas inventées de toutes pièces par le Ministère de la Propagande à Paris. Néanmoins, je me demande si on ne pourrait pas faire censurer toutes les correspondances adressées de Suisse à des postes de radio à l'étranger. Nous aurions en tout cas ainsi la conscience nette. C'est une proposition que je vous fais et que vous pourriez traiter de la façon qui vous paraîtrait la plus opportune.

167

E 2200 Rom 23/8

Le Ministre de Suisse à Rome, R. Ruegger,
au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, J. Hotz

Copie
L 39. A. r/3. confidentiel
Accord de clearing italo-suisse. Carburants.
Ad No Gy. It. 900.373 Rome, 22 septembre 1939

Votre lettre du 19 de ce mois [1], relative aux paiements visant les carburants destinés à la Suisse et originaires ou en transit à travers l'Italie, j'ai l'honneur de vous exposer que pour vous renseigner à l'égard de la suite donnée par la Légation à vos instructions, il est peut-être utile que je vous fasse rapport en même temps sur le développement des pourparlers qui ont eu lieu ces jours-ci à Rome, en vue de la conclusion d'un Accord sur le transit.

Les séances concernant l'Accord que M. le Directeur Matter a été chargé de négocier, en ce qui concerne les transports, ont eu lieu au cours de cette semaine [2]. Les pourparlers ont été conclus ce matin et les résultats ont été résumés dans un document paraphé par MM. Matter et Giannini et portant la date d'aujourd'hui [3]. Il s'agit en réalité d'un Accord à part. Toutefois, la délégation italienne a été de l'avis que les clauses faisant partie de cet arrangement devront être insérées dans l'Accord qui sera stipulé sur la base de l'ordre du jour qu'elle nous a transmis lundi dernier et que je vous ai expédié par lettre du 18 de ce mois [4]. La délégation italienne estime que les questions figurant sur le dit ordre du jour doivent être examinées à cause de la situation économique particulière créée par le conflit actuel et qu'elles devront être résolues sous cet angle spécial. La délégation italienne en conclut que les résultats des pourparlers de cette semaine et des conversations futures doivent donc être consignés dans un unique Accord. Cela ne signifie point, d'après les négociateurs italiens, que les clauses relatives au transit, négociées par M. Matter, ne puissent pas entrer en vigueur tout de suite. Le contraire est vrai, sous réserve toutefois du point relatif aux paiements. La dernière clause de l'arrangement négocié par M. Matter, et dont je pourrai vous transmettre la copie seulement demain, dit, en effet, que la mise en vigueur de l'arrangement est conditionnée par les dispositions qui seront prises ultérieurement en matière de paiements. M. Fumasoli a beaucoup insisté pour que la délégation italienne renonce à insérer cette clause dans un Accord qui ne vise que des questions techniques. Toutefois, M. D'Agostino n'a pas consenti à renoncer à sa formule en disant que s'il ne

1. *Non reproduite.*
2. *Cf. N° 165.*
3. *Cf. N° 170.*
4. *Non reproduite.*

la faisait pas figurer dans l'Accord qui venait d'être conclu, nous aurions pu lui dire que cet Accord avait été signé sous le régime de la Convention de clearing de 1935 et que, par conséquent, les paiements rentrant dans le cadre de l'Accord sur le transit doivent être réglés conformément aux prescriptions de l'Accord de clearing. Vu l'attitude intransigeante de la délégation italienne, la clause proposée par M. D'Agostino a été maintenue. M. Fumasoli a essayé d'apprendre quels étaient les paiements qui pouvaient découler de l'application de l'Accord concernant le transit et que M. D'Agostino refuserait d'effectuer en clearing. M. D'Agostino répondit qu'il nous avait déjà orientés quant aux frets maritimes, mais qu'il y avait encore d'autres paiements sur lesquels il désirait s'entendre avec nous dès qu'une délégation suisse serait autorisée à discuter ces points avec une délégation italienne. Le représentant de la Légation a répondu que les Autorités suisses étaient d'accord de commencer les pourparlers demandés par l'Italie et qu'il appartenait maintenant au Gouvernement italien de décider quand une délégation italienne irait à Berne.

C'est dans cette phase des conversations de ce matin que M. Fumasoli a repris les questions contenues dans votre lettre du 19 septembre[5]. Voici les réponses de M. D'Agostino: «Dans toute la matière que nous aurons à examiner prochainement, je dois vous rendre attentif au fait que le plus grand esprit de compréhension réciproque est nécessaire. Vous venez nous demander des facilités de transit et de transport, nous ne désirons que vous être agréable, mais il faut que vous en fassiez de même. Nous ne sommes plus en mesure d'effectuer certains paiements en devises. Les Accords de 1935 vous ont été très favorables, mais nous ne pouvons plus en supporter les conséquences dans plusieurs domaines. Il faut revoir ces Accords et il faut le faire d'urgence. En ce qui concerne les trois questions précises que vous me posez aujourd'hui, je vous réponds

1° que si vous achetez de l'essence d'origine italienne, vous devez la payer en devises. Nous ne pouvons absolument pas accepter que même le 50% soit payé en clearing. La benzine nous l'importons de l'étranger et nous la payons nous-mêmes en devises. Il est donc tout à fait exclu que l'on puisse vous en vendre en clearing;

2° pour ce qui a trait aux frais de transit relatifs aux carburants que vous importez de l'étranger à travers l'Italie, c'est-à-dire à toutes les dépenses que nous appelons «spese di piazza», je suis d'accord quant au paiement en clearing;

3° pour ce qui concerne les frais de raffinage des huiles minérales brutes que vous achetez à l'étranger et que vous importeriez à Trieste pour le perfectionnement, je me réserve encore de vous donner une réponse définitive. Toutefois, je dois vous dire que le représentant de l'«Aquila», de Trieste, est venu me poser la question pour sa société. Je lui ai répondu que les frais du trafic de perfectionnement devaient être payés en devises, ou bien en benzine. Je serais tout à fait d'accord d'admettre le paiement avec même des sous-produits. Pour prendre une décision définitive, je devrais connaître le volume des produits qu'il s'agirait de faire perfectionner par l'«Aquila».»

5. *Non reproduite.*

M. Fumasoli a insisté sur l'état du clearing, sur les conséquences graves pour l'Italie qu'entraînait le fait que les exportateurs suisses doivent attendre les paiements pendant six mois, etc. Il en est résulté un échange de vues sur les fournitures que l'Italie est en mesure de faire à la Suisse. Nous nous sommes plaints du fait que l'Italie nous refuse plusieurs marchandises et lorsque le délégué italien nous a invités à nous approvisionner en Italie en denrées alimentaires, nous avons pu citer le cas tout récent des pommes de terre. Nous n'insistons pas sur le détail de la conversation qui s'en est suivie. M. D'Agostino est resté ferme quant aux réponses rapportées ci-dessus.

J'ajoute qu'après la séance, M. Fumasoli a eu l'occasion de s'entretenir pendant une heure, seul avec M. D'Agostino. Celui-ci ne lui a pas caché son vif désappointement du fait que les banques suisses coupent – comme il dit – chaque jour un nouveau crédit à l'Italie. M. D'Agostino a exposé à mon collaborateur qu'il s'est rendu, dimanche dernier, à Chiasso, pour demander à certains banquiers suisses les raisons de cette situation. Les banquiers suisses lui ont répondu que si le Gouvernement suisse ne garantissait pas les crédits vers l'Italie, ils ne pouvaient pas les maintenir. M. D'Agostino a trouvé que cette réponse était injurieuse pour l'Italie et que nos banquiers ne tiennent aucun compte des résultats considérables que pourrait donner, en ce moment, une collaboration étroite entre la Suisse et l'Italie, demeurées neutres au milieu des belligérants. M. D'Agostino a ajouté que les banques suisses adoptaient cette tactique juste au moment où les banques anglaises avaient fermé tout crédit à l'étranger. Il prétend que cette attitude dessert les intérêts suisses en Italie et qu'elle constitue une politique qui crée naturellement des difficultés graves à l'Italie, mais qui n'est pas loin d'en créer aussi pour les intérêts suisses. Par souci de brièveté, je passe sur les réponses de mon collaborateur. Je ne vous ai rapporté ce qui précède que pour que vous soyez au clair quant aux réactions italiennes en ce qui concerne nos propres demandes en cours. Ainsi, par exemple, comme nous avons insisté pour obtenir l'exportation de 2000 tonnes de paille à fournir par la maison Mereghetti (vous connaissez ce cas), on nous a répondu, ce matin, d'une façon péremptoire négative, alors que l'on nous avait déjà demandé hier quelles étaient les douanes par lesquelles cette marchandise devait passer pour être exportée en Suisse.

Je ne voudrais pas terminer le présent rapport sans vous communiquer que nous avons transmis au Sénateur Giannini votre réponse à sa demande de négociation sur la base de l'ordre du jour que je vous ai transmis le 18 de ce mois. M. Giannini nous a répondu qu'il ne pouvait pas s'absenter de Rome en ce moment, mais qu'il essayerait de constituer une délégation qui pourrait aller à Berne.

Je me demande si, vu, d'une part, l'ampleur de l'ordre du jour italien et, d'autre part, la nécessité de régler désormais le plus vite possible certains points relatifs à l'application de l'Accord de clearing, il ne serait pas opportun de proposer à l'Italie de procéder par étapes dans les pourparlers et de commencer par régler les questions relatives aux paiements. Quoi qu'il en soit, nous avons demandé à la délégation italienne des éclaircissements sur les différents points de l'ordre du jour. On nous a promis que ces informations nous seront communiquées au plus vite. M. Fumasoli a tout de suite fait remarquer à M. D'Agos-

tino que les pourparlers ne pouvaient pas être immédiatement entrepris à cause du fait que les Autorités italiennes ne nous avaient pas suffisamment renseignés sur les points qu'elles désirent discuter et qu'il dépend donc d'elles de rapprocher la date des négociations.

168

E 1004.1 1/389

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 22 septembre 1939

1808. Ausfuhr von Kriegsmaterial

Militärdepartement. Antrag vom 16. September 1939
Volkswirtschaftsdepartement. Mitbericht vom 21. September 1939
Politisches Departement. Vernehmlassung vom 19. September 1939

Mit Beschluss vom 8. Sept. 1939 hat der Bundesrat festgestellt[1], dass dem Grundsatze nach Kriegsmaterial geliefert werden kann an Deutschland sowohl wie an Frankreich und England zu den Bedingungen, die späterhin bestimmt werden sollen, in Abweichung von Art. 3 der bundesrätlichen Verordnung vom 14. April 1939 über die Aufrechterhaltung der Neutralität.

Die mit diesem Beschluss zusammenhängenden Fragen sind auch vom Militärdepartement weiter verfolgt worden und es legt Wert darauf, dem Bundesrat die Bedingungen vorzulegen, die seinerseits an Ausfuhr von Kriegsmaterial ins Ausland im Zustand der bewaffneten Neutralität zu knüpfen sind. Es handelt sich vor allem darum, den schweiz. Bedürfnissen mit Bezug auf das Kriegsmaterial, die Arbeitskräfte, die Fabrikationseinrichtungen und das Rohmaterial einen Vorrang einzuräumen vor allen Lieferungen ins Ausland, und um die verschärfte Überwachung der Unternehmungen, die sich mit der Herstellung und dem Verkauf von Kriegsmaterial befassen. Die vom Militärdepartement aufgestellten Bedingungen sind dem Politischen Departement und dem Volkswirtschaftsdepartement zum Mitbericht überwiesen worden. Beide Departemente haben Ergänzungen (Ia & Ziff. 5) vorgeschlagen, die vom Militärdepartement genehmigt wurden. Diese Bedingungen lauten nun wie folgt:

1. Vorrang der schweiz. Interessen.

a) Bereitstellung der für die eigene Armee notwendigen Ausrüstungsgegenstände oder Teile von solchen darf unter keinen Umständen beeinträchtigt werden, es sei denn, dass mit der Zulassung einer Ausfuhr Gegenleistungen des Bestimmungslandes eingehandelt oder sichergestellt werden können, die

1. *Cf. N° 156.*

für unsere militärische Landesverteidigung von grosser Bedeutung sind. In Zweifelsfällen entscheidet der Bundesrat.

b) Sofern für die Bedürfnisse der eigenen Armee Aufträge erteilt sind oder erteilt werden, sind die vorhandenen Arbeitskräfte in erster Linie hiefür einzusetzen.

c) Die vorhandenen Fabrikationseinrichtungen sind für Bedürfnisse der eigenen Armee in erster Linie einzusetzen.

2. Rohmaterial.

a) Sofern Auslandaufträge erteilt werden und hiefür Rohmaterialien und Werkstattbedürfnisse notwendig sind, die aus dem Ausland eingeführt werden müssen, so ist grundsätzlich die auswärtige Regierung oder die von ihr ermächtigte Stelle, die bei der schweiz. Industrie für den Export nach dem Ausland Bestellungen aufgeben will, gehalten, das notwendige Rohmaterial und die Werkstattbedürfnisse zur Verfügung zu stellen.

b) Sofern es sich um Rohmaterialien schweiz. Ursprungs handelt, dürfen solche nur verwendet werden, wenn der Schweizer Bedarf dadurch nicht beeinträchtigt wird.

3. Überwachung.

a) Jedes Unternehmen, das Auslandaufträge übernehmen will, ist gehalten, auf Grund der Verordnung vom 8. Juli 1938 über Herstellung, Beschaffung und Vertrieb, Einfuhr und Ausfuhr von Kriegsmaterial[2], entsprechend Meldung zu erstatten resp. Bewilligungen nachzusuchen. Die genannte Verordnung findet in dieser Beziehung Anwendung.

b) Die Unternehmen sind verpflichtet, den Kontrollorganen jederzeit Auskunft zu geben in Ergänzung der in der genannten Verordnung erlassenen Bestimmungen über die Frage der Lieferungsmöglichkeiten, der Arbeitskräfte und der Fabrikationseinrichtungen, damit jederzeit festgestellt werden kann, ob den obigen Bestimmungen nachgelebt wird.

4. Ausfuhrbewilligung.

Die Ausfuhrbewilligung wird nur erteilt, wenn der Gesuchsteller den Nachweis erbringt, dass es sich um die Lieferung an eine auswärtige Regierung oder an eine von dieser zur Entgegennahme der Lieferung ermächtigte Stelle handelt. Die Ausfuhrbewilligung ist von einer befriedigenden Regelung der Zahlungen abhängig zu machen. Der Barzahlung in der Schweiz, die die Regel bilden soll, ist gleichzusetzen die Vorleistung oder Leistung Zug um Zug in der Form der Lieferung von Waren, die für die Schweiz lebenswichtig oder volkswirtschaftlich notwendig sind.

Es wird

beschlossen:

1. Den obigen Bedingungen wird zugestimmt und dieselben sind bei allen Verhandlungen mit dem Ausland oder ausländischen Stellen innezuhalten.

2. Die im Bundesratsbeschluss vom 8. Sept. 1939 vorgesehenen Bedingungen unter denen die Fabrikation und die Ausfuhr von Kriegsmaterial erfolgen kann sind beförderlichst festzulegen.

---

2. *RO, 1938, vol. 54, pp. 318ss.*

169

E 5155 1968/12/2

Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht, à l'Ambassadeur de France à Berne, H. Alphand

N Confidentielle. Berne, 22 septembre 1939

En me référant aux conversations qui ont abouti en date de ce jour[1], j'ai l'honneur de vous faire connaître l'assentiment du Conseil fédéral suisse sur les dispositions suivantes[2]:

«Sous réserve des besoins de la défense nationale, le Gouvernement suisse autorisera l'exportation en France des marchandises et du matériel ayant donné lieu à des commandes passées, avant le 2 septembre 1939, par l'Etat français ou les Administrations et Services dépendant de l'Etat français, pour des livraisons devant être effectuées avant le 31 décembre 1939, étant entendu que le Gouvernement français accordera la réciprocité de ce traitement pour les commandes en vue de fabrications ou de livraisons de marchandises pour le Gouvernement suisse.

Le Gouvernement suisse est en mesure de faire savoir au Gouvernement français que les commandes françaises dont il a connaissance n'entrent pas en concurrence avec les besoins de la défense nationale suisse. C'est notamment le cas des commandes passées à la Société Hispano-Suiza, de Genève, à la Société Tavaro, de Genève, aux Ateliers des Charmilles, de Genève, ainsi qu'aux entreprises fabriquant des fusées ou pièces de fusées.

Toutefois, en ce qui concerne la production de canons de 20 mm type «1 S» de la S.A. Machines-Outils Oerlikon jusqu'au 31 décembre 1939, production qui s'élève à 250 pièces, 120 pièces seront réservées au Gouvernement suisse, dont soixante à livrer pendant une première période de fabrication allant du 10 septembre au 10 octobre, et soixante à livrer pendant une seconde période de fabrication allant du 10 novembre au 10 décembre. Chacune de ces périodes pourra être prorogée de quelques jours si la fabrication du nombre de pièces prévu pour chacune d'elles le rend nécessaire.

La production de la Société Oerlikon ainsi que celle de ses sous-traitants sera disponible pour l'exportation pendant deux mois complets, à savoir un mois complet à partir de la fin de la première période réservée pour le Gouvernement suisse, un mois complet à partir de la fin de la seconde période.

D'une manière générale, les commandes passées avant le 2 septembre 1939 et non livrées avant le 31 décembre 1939 seront exécutées et exportées aussitôt que possible pendant l'année 1940.

Le personnel mobilisé nécessaire sera mis à la disposition des Etablissements Oerlikon et des Etablissements visés plus haut ainsi que de leurs sous-traitants, dans les mêmes conditions qui sont appliquées pour le personnel mis à la disposition des entreprises travaillant pour le Gouvernement suisse.»

---

1. *Cf. à ce sujet N^os 138, 145 et 148.*
2. *Cf. N^o 168.*

170

E 2200 Rom 23/8

Le Chef de l'Office de guerre pour les transports du Département de l'Economie publique, E. Matter, au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

Copie
L M/EM Verhandlungen mit Italien. Bern, 24. September 1939

Vom 18.-22. September abhin haben in Rom die Verhandlungen über die Regelung des Durchgangsverkehrs durch Italien und andere Transportfragen stattgefunden[1]. Ich habe die Ehre, Ihnen anmit Abschrift des Abkommens zu übermitteln[2]. Ich gestatte mir, hiezu folgendes zu bemerken.

1. *Erleichterung des Transitverkehrs.*

Die italienische Regierung verpflichtet sich, den Durchgangsverkehr nicht nur für Güter, sondern auch für Personen zu erleichtern und die Güter weder zu beschlagnahmen noch zu requirieren.

2. *Güterwagen.*

Mit Rücksicht auf die Knappheit an Wagen haben die italienischen Staatsbahnen und die schweizerischen Bundesbahnen gemeinsam Massnahmen zu treffen, um den Wagenumlauf nach Möglichkeit zu beschleunigen (Erstellung von Transportplänen, Einführung direkter Güterzüge).

Die Generaldirektion der S.B.B. wurde verständigt.

3. *Auto-treni.*

Für die Beförderung von flüssigen Brennstoffen für den Kanton Tessin wurde die Verwendung von Camions (Auto-treni) ins Auge gefasst. Aus devisentechnischen Gründen wurde italienischerseits verlangt, dass die Schweiz den hiefür nötigen Brennstoff liefert. Die Organisation dieser Transporte und der Abschluss von Verträgen mit italienischen Autounternehmungen ist Sache der schweizerischen Benzinimporteure, von denen sich während den Verhandlungen eine Vertretung in Rom befand. Diese wurde entsprechend verständigt.

4. *Häfen.*

Für den schweizerischen Verkehr werden die Häfen von Genua, Savona, Vado Ligure, Venedig und Trieste zur Verfügung gestellt. Die Häfen von Genua, Vado Ligure und Trieste sind namentlich für den Umschlag von flüssigen Brennstoffen wichtig, weil sich daselbst die nötigen Reservoirs befinden (siehe Ziffer 7).

5. *Schiffsraum.*

Italien hat von sich aus eine beliebige Menge Schiffsraum für die Dauer des Krieges angeboten und zugesichert, die gemieteten Schiffe nicht zu requirieren. Ich habe Prüfung der Miete von Schiffen mit einer Tragfähigkeit von etwa 30 000 t. in Aussicht gestellt und gebeten, die Reeder möchten veranlasst wer-

---

1. *Cf. N^os 165.*
2. *Reproduit plus loin en annexe du N^o 198, sous sa forme définitive.*

den, hiefür eine Offerte einzureichen. Die Frage, ob es angezeigt erscheint, ausser den griechischen Schiffen noch weitere Schiffe zu mieten, wird im Einvernehmen mit den beteiligten Stellen sofort geprüft. Die italienische Regierung ersuchte um baldige Antwort, weil sie auch von andern Ländern um Abgabe von Schiffsraum angegangen worden sei.

6. *Commissaire fédéral.*

Die Stationierung eines schweizerischen Vertreters in Genua wurde nicht von allen italienischen Stellen gerne gesehen. Es ist mir aber gelungen, sie zu überzeugen, dass eine solche Vertretung im Interesse aller beteiligten Behörden und der Bahnkunden liege. Ich wies dabei auch darauf hin, dass man damit beim letzten Krieg sehr gute Erfahrungen gemacht, ferner dass Frankreich bereits seine Zustimmung zur Stationierung von schweizerischen Vertretern in gewissen Häfen erteilt habe. Dem Vorschlag wurde schliesslich bedingungslos zugestimmt.

Die wichtigsten, dem Commissaire fédéral zufallenden Aufgaben sind im Abkommen aufgeführt.

7. *Flüssige Brennstoffe.*

Für die Häfen von Genua, Vado Ligure und Trieste wurde die Benützung der für etwa 200 000 t. flüssiger Brennstoffe, also für etwa die Hälfte des Gesamtbedarfs der Schweiz benötigten Reservoirs zugestanden. Die Angaben über die Bedürfnisse der Reservoirs sind von den schweizerischen Benzinfirmen im Einvernehmen mit ihren italienischen Geschäftsfreunden geliefert worden.

Die Benützer dieser Reservoirs müssen sich verpflichten, wie die italienischen Benzinimporteure, in den Reservoirs ständig eine Reserve von 30% ihres Fassungsvermögens zu halten.

Ich legte Wert darauf, dass zur Beruhigung der schweizerischen Importeure im Abkommen eine Bestimmung aufgenommen wurde, wonach im Falle, dass über diese Reserve durch die zuständige italienische Behörde verfügt wird, Bezahlung erfolgt. Diesem Wunsche wurde nur ungern entsprochen mit der Begründung, dass dies selbstverständlich sei.

Eine Verpflichtung zur Stellung von Tankschiffen wurde italienischerseits nicht übernommen. Immerhin wird gegen die Verwendung solcher, sofern sie verfügbar sind, keine Einwendung erhoben. Bahneigene Kesselwagen werden zur Verfügung gestellt, soweit solche verfügbar sind. Gegen die Abgabe von Kesselwagen, die Privaten gehören, wird nichts eingewendet, wenn diese überschüssige Wagen haben.

8. *Einverleibung des Abkommens in die Wirtschaftsvereinbarung zwischen Italien und der Schweiz.*

Der Vorsitzende der Konferenz, Herr Senator Giannini, erklärte gleich zu Beginn der Verhandlungen, er wünsche, dass das Transportabkommen in die italienisch-schweizerische Wirtschaftsvereinbarung einbezogen werde. Aus diesem Grunde wurde italienischerseits mit Nachdruck auf die Aufnahme der Ziffer 8 des beiliegenden Abkommens gedrungen.

9. *Adressierung der über Italien eingeführten Transporte.*

a) Auf meine am ersten Sitzungstage gestellte Frage, ob für die Durchfuhr der für die Schweiz bestimmten Güter durch Italien besondere Formalitäten zu erfüllen seien, antwortete der italienische Generalzolldirektor, dass solche

Sendungen vom Ausgangspunkt aus direkt an den Empfänger in der Schweiz adressiert sein müssen. Transporte, die an die Adresse eines italienischen Vertreters oder Spediteurs eintreffen (Connaissement par ordre), würden wie Güter italienischer Provenienz behandelt, d.h. sie würden nationalisiert. Dieser Bestimmung kommt eine ausserordentlich grosse Bedeutung zu. Ich veranlasste deshalb von Rom aus unverzüglich, dass sie den Interessenten mittels Zirkular bekannt gegeben wurde.

b) Ich stellte hierauf die weitere Frage, wie es mit den Gütern gehalten werde, die wohl direkt an einen schweizerischen Empfänger adressiert sind, aber aus irgend einem Grunde in einem Magazin, Silo, Reservoir usw. vorübergehend eingelagert werden müssten, wie dies beispielsweise beim Getreide, bei flüssigen Brennstoffen usw. nötig sei. Darauf wurde erklärt, dieser Punkt müsse noch geprüft werden. An der am 22. September abgehaltenen letzten Sitzung teilte der Generalzolldirektor mit, dass die Prüfung noch nicht abgeschlossen sei, eine Antwort werde aber so bald als möglich gegeben. Ich vertrat natürlich nachhaltig den Standpunkt, dass die Güter erwähnter Art wie die direkt an den Empfänger in der Schweiz adressierten Güter, die ohne Aufenthalt weitergeleitet werden können, behandelt werden sollten.

10. *Kontrolle der Güter.*

Im Anschluss an die Erörterungen über die unter Ziffer 9 behandelte Frage führte Herr Senator Giannini aus, die direkte Adressierung sei auch nötig wegen den englischen Forderungen (prétentions), wonach die normalen Bedürfnisse jedes Landes begrenzt werden wollen. Er habe, soweit Italien in Frage komme, hiegegen protestiert und geltend gemacht, es sei sehr schwer, die Bedürfnisse des Königreichs, das seit den Sanktionen unter seinem normalen Bedarf lebe, festzustellen. Er lege Wert darauf, uns von den englischen Ansprüchen Kenntnis zu geben, damit wir wüssten, dass wir die Lage Italiens nicht erschweren sollen.

Frankreich und England stellten übrigens noch ein weiteres Begehren, nämlich dass über die Verwertung der einem andern Lande übergebenen Transitgüter Kontrolle geführt werde. Herr Giannini habe hiegegen protestiert und gesagt, Italien sei kein Gendarme und könne nicht kontrollieren, was z. B. mit schwedischem Stahl, der von Jugoslavien durch Italien eingeführt werde, geschehe. Er schloss seine interessanten Ausführungen mit den Worten: «Nous refuserons le contrôle, mais vous, défendez-vous aussi!»

Schlussbemerkungen.

Die Verhandlungen mit Italien haben ein sehr günstiges Ergebnis gezeitigt. Durch den Umstand, dass uns die obgenannten italienischen Häfen zur Verfügung gestellt werden, kommt das mit der Landesversorgung eng verknüpfte Transportproblem in ein neues Stadium. Wir sind von der schweren Sorge befreit, dass uns nur ein einziger Leitungsweg zur Verfügung gestanden wäre, nachdem uns die Leitung überseeischer Güter über die belgischen Häfen und von da über deutsche Wege bei den letzten Verhandlungen in Paris durch die französische und die englische Regierung abgelehnt worden war.

Der Hafen von Genua, über den beim letzten Krieg nahezu 1/3 der Güter überseeischer Provenienz für die Schweiz eingeführt wurden, ist seither bedeutend vergrössert und dementsprechend leistungsfähiger geworden. Gegenwär-

tig hat er einen Tagesverkehr von nur etwa 800 Wagen. Er könnte einen um ein mehrfaches grössern Verkehr bewältigen. Die Maximalleistung soll etwa 2800 Wagen betragen haben. Es ist unter diesen Umständen verständlich, dass die italienische Regierung darnach trachtet, Verkehr heranzuziehen. Ausser für die flüssigen Brennstoffe sind für die Leitung der Gütermengen über die italienischen Häfen keine Grenzen festgesetzt worden. Es könnten gegebenenfalls auch noch grössere Mengen als wie sie vorgesehen wurden über Italien geleitet werden. Wichtig ist nun, dass die Organisation der Abfuhr der Güter ab den Häfen und die Zufuhr des Leermaterials zweckmässig organisiert wird. Es besteht kein Zweifel, dass dies geschehen wird.

171

E 5155 1968/12/2

Notice du Chef du Service technique militaire du Département militaire, R. Fierz

Copie
No St

Bern, 27. September 1939

BESPRECHUNG MIT HERRN BUNDESRAT OBRECHT AM 27. SEPTEMBER 1939.

[...][1]

Die Clearingverhältnisse mit Deutschland seien heute sehr unbefriedigend für die Schweiz, indem die Schweiz ein Clearing-Guthaben von über 60 Millionen Franken habe. Verhandlungen, um diese Angelegenheit zu regeln und im besondern um Wege zu finden, die Schweizer Gläubiger zu befriedigen, seien mit einer deutschen Delegation gegenwärtig im Gang.

Die Delegation stellt sich nun auf den Standpunkt, die Gläubiger sollen vorschussweise von der Bundesverwaltung befriedigt werden in der Meinung, dass diese letztere dann eben successive bei Eingang von Clearing-Guthaben schadlos gehalten werde. Der Herr Bundesrat kann sich mit einer solchen Lösung aber absolut nicht einverstanden erklären, denn es bedeute dies effektiv, dass das ganze Risiko auf die Bundeskasse abgewälzt werde, wo man doch nicht 100 prozentig sicher sei, dass diese Clearing-Guthaben überhaupt noch in vollem Umfang eingehen.

Ich brachte bei dieser Gelegenheit zur Sprache die Angelegenheit Maschinenlieferungen von Maag und diesbezügliche Clearing-Guthaben. Bekanntermassen hat die Fabrik Ausstände von 1 Million Franken, für die sie Deckung haben will, wenn neue Lieferungen getätigt werden sollen.

---

1. *Cf. N° 159.*

Von der Handelsabteilung war in einer Besprechung mit mir die Frage aufgeworfen worden, ob wir diesen Betrag nicht vorschussweise übernehmen könnten, und nachdem Herr Bundesrat Minger von Herrn Oberst Kissling über die Sache orientiert worden ist, habe ich im Einverständnis mit dem Herrn Departementschef im Prinzip zugesagt, von der Überlegung ausgehend, dass für uns das allerwichtigste sei, die zum Teil schon seit längerer Zeit bereitstehenden Flugzeuge zu erhalten.

Herr Bundesrat Obrecht ist mit dieser Lösung ebenfalls einverstanden als Ausnahmefall. Die Sache kann ja auch gut begründet werden, dass es sich hier um eine Leistung resp. Übernahme eines Risiko durch den Bund handelt für Angelegenheiten die den Bund resp. das Militärdepartement direkt wesentlich interessieren. Es ist zu erwähnen, dass wenn man 1 Million Franken vorschussweise bezahlt, dies im schlimmsten Fall, d.h. wenn sie nicht nachträglich wieder eingehen sollten, eine Verteuerung des Flugmaterials um rund 5% bedeuten würde. Ob bei den Verhandlungen mit der deutschen Delegation, die bezüglich des Flugzeuggeschäftes geführt wurden, von dieser Eventualität Gebrauch gemacht worden ist, weiss ich noch nicht.

Herr Bundesrat Obrecht wollte sich nun informieren, ob nicht eventuell noch andere grössere Lieferungen aus Deutschland kommen könnten, z. B. noch weitere Flugzeuge, um die Clearingverhältnisse zu sanieren. Ich habe ihn aufmerksam gemacht, dass das E.M.D eigentlich nur ungern die Zustimmung gegeben habe, 50 weitere Messerschmitt zu bestellen, womit die Gesamtzahl dann auf 90 ansteigen wird[2] und dass es wohl nicht beabsichtigt sei, weitere gleiche Maschinen zu beschaffen.

Anderseits sei es richtig, dass Deutschland eine andere Flugzeugtype habe: die Messerschmitt-Maschine Me 110, das zweimotorige leichte Kampfflugzeug, das unsere Fliegertruppe sehr gern haben möchte. Die Besprechungen, die ich im Juni in Berlin mit General Udet, dem Generalluftzeugmeister hatte, seien aber negativ verlaufen[3], von seiten Udets mit der Begründung, diese Maschinentype komme eben jetzt bei der deutschen Armee zur Einführung, und es sei noch nicht denkbar, dass man dieses allerneueste Produkt heute schon ans Ausland abgebe. Es wäre wohl notwendig, dass man noch 6 Monate oder etwas länger zuwarte, aber das sei sicher, der erste Staat, der solches Material erhalten solle, sei die Schweiz. Dies wurde Mitte Juni gesagt und ob die Verhältnisse heute, Ende September, noch gleich sind, ist sehr fraglich; sehr wahrscheinlich für uns heute ungünstiger.

Ich erwähnte, dass wir gegenwärtig in Unterhandlungen seien mit Siemens betreffend Lieferungen von Scheinwerfern, nachdem die Erprobung von verschiedenem Scheinwerfermaterial zur Schlussfolgerung durch die Flugabwehr-

---

2. *Dans une précédente note d'entretien, du 13 septembre 1939, Fierz signalait que l'Allemagne était prête* nach wie vor *à livrer 50 Messerschmitt, si la Suisse se décidait rapidement à passer commande. Celle-ci semble avoir été ramenée à 40 unités. L'Allemagne exigeait en compensation des machines, à fournir principalement par les entreprises Maag et Société genevoise d'Instruments de Physique. La première y était disposée, sous réserve que son personnel soit démobilisé. La seconde n'avait pas encore été consultée.*

3. *Cf.* E 5155 1968/12/2 *et* 12/19.

truppen geführt habe, man möchte gern das Siemens-Modell übernehmen. Bei einer Besprechung mit den Siemens-Vertretern[4] haben diese geäussert, sie seien ermächtigt, solches Material auf dem Clearingweg zu verkaufen. Ich selbst zweifle sehr an der Richtigkeit dieser Angabe und bin überzeugt, dass wenn in Berlin so etwas geäussert wurde, man damals den Sonderclearing für Kriegsmaterial im Auge hatte, der ja hinsichtlich der schweizerischen Clearing-Guthaben keinen grossen Spielraum gibt. Bei dieser Angelegenheit der Schweinwerfer handle es sich um Lieferungen, die bis gegen 10 Millionen Franken gehen könnten.

Eine weitere Angelegenheit sei im Studium bezüglich eventuellen Bezug von Flab-Geschützen, doch hierüber seien wir noch ohne nähere Nachricht, ob eine Lieferungsmöglichkeit überhaupt bestehe.

Ganz allgemein glaube ich aber, dass Deutschland Lieferungen und besonders solche, die mit dem Luftministerium zusammenhängen, nicht machen wolle oder werde, um damit alte Schulden zu begleichen, sondern Deutschland habe wohl ein dringendes Bedürfnis, den Export zu fördern, wolle aber für Lieferungen, die es heute mache, auch Lieferungen erhalten[5].

ANNEXE

Notice du Chef du Service technique militaire du Département militaire, R. Fierz

No St Bern, 25. November 1939

LIEFERUNG VON MESSERSCHMITT-MASCHINEN.

Wir bestätigen die Herrn Oberst Kissling am 24. crt. gemachte Mitteilung, dass bis dato 15 Flugzeuge der neuen Messerschmitt-Bestellung eingetroffen seien. Wir haben uns nun heute, den 25. crt. mit Messerschmitt in Augsburg in Verbindung gesetzt, warum weitere Maschinen nicht kämen und erhielten den Bescheid, vier Maschinen seien in Friedrichshafen startbereit, die Ausfuhr aber gesperrt. Direktor Kokothaki erwähnte, dass er erst jetzt erfahren habe, dass die Sperrung schon vor 14 Tagen von Berlin aus angeordnet worden sei und zwar mit der Begründung, die Schweiz käme ihren Verpflichtungen bezüglich der Kompensationslieferungen nicht nach, insbesondere werden die bei der Firma Maag Zürich bestellten Maschinen nicht geliefert.

Direktor Kokothaki ist heute den 25. crt. nach Berlin gefahren, um bei General Udet die Freigabe des Materials zu erwirken. Wir werden versuchen, ihn Montag in Berlin telephonisch zu erreichen, denn in der ganzen Angelegenheit stimmt etwas nicht. Die Angelegenheit ist folgende:

Es sind mit der deutschen diesbezüglichen Delegation Vereinbarungen getroffen worden betreffend Lieferungen von verschiedenem Material; in weitern wurde zugesagt, dass die Ausfuhr einer grossen Anzahl von Werkzeugmaschinen gestattet werde und dass wir uns dafür einsetzen, die Lieferungen zu unterstützen. Anderseits sind uns von deutscher Seite mit ausserordentlicher Verspätung Spezifikationen betreffend das zu liefernde Material gegeben worden und inbezug auf die betreffenden Werkzeugmaschinen hat man von seiten der deutschen Besteller gar nichts unter-

4. *Non reproduit.*
5. *Sur la suite de cette affaire, cf. le document reproduit en annexe, ainsi que le N° 228.*

nommen, um die Ablieferungen bei den Firmen zu fördern. Da es sich bei den Maschinen total um Lieferungen von mehreren Millionen Franken handelt, können wir doch nicht diese Fabrikationen überwachen, damit der Export möglichst rasch erfolge. Unseres Erachtens hätte von deutscher Seite aus den betreffenden Firmen, die die Maschinen bestellt haben – es sind dies alles Privatfirmen und nicht der Staat – mitgeteilt werden sollen, dass für die Lieferungen dieser Maschinen besondere Erleichterungen gewährt werden. Dann hätten die Fabrikationsfirmen ihre Begehren insbesondere betreffend Dispensationen stellen können. Dies ist allem Anschein nach nirgends erfolgt und sollte nach unserer Auffassung nachgeholt werden und zwar durch Vermittlung der Handelsabteilung, die ja mit der zuständigen deutschen Delegation in Verbindung steht. Im weitern wäre es notwendig, dass man der Handelsabteilung eine Dringlichkeitsliste über die verschiedenen Maschinen zustellt und wenn wir sie dann erhalten, können wir unsererseits bei den Firmen wenn nötig vorstellig werden. Unter Umständen wird es notwendig, dass jemand speziell nach Berlin fährt, um die Verhältnisse zu klären; es dürfte dann aber wahrscheinlich notwendig sein, jemand von der technischen Seite zu delegieren. Eventuell wäre das Kriegs-, Industrie- & Arbeitsamt, Sektion Eisen und Maschinen, hierfür in der Lage[6].

P.S. Ich habe am 26. Nov. 39 mit Oberst Hanesse, dem deutschen Luftattaché, gesprochen. Er behauptet, von der Sache gar nichts zu wissen, fahre aber am 27., spätestens 28. crt. nach Berlin und werde sich der Sache annehmen[7].

---

6. *Cf.* E 5155 1968/12/2.

7. *Le 11 décembre 1939, F. Gygax, chef de section à la Division du Commerce, informe Fierz de l'état de la question: il a eu le 9 un entretien avec le Ministre Hemmen, chef de la délégation commerciale allemande, le directeur de l'entreprise Maag (roues dentées) et les représentants de celle-ci en Allemagne. Le problème des paiements a été réglé.* Auf Grund dieses Ergebnisses versprach Minister Hemmen, sich mit seinem ganzen Einfluss in Deutschland dafür einzusetzen, dass die Ausfuhrsperre auf den Messerschmitt-Maschinen mit sofortiger Wirkung aufgehoben wird. *Gygax se montre optimiste, pour autant que Maag puisse tenir ses engagements.*

172

E 2001 (D) 1/198

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, aux Légations de Suisse à l'étranger

Copie
LC A 21/21 N° 33 – UF, Confidentiel. Berne, 28 septembre 1939

En complément des informations que nous vous avons fournies les 20, 22, 23 et 25 de ce mois[1] sur les principaux aspects de l'actualité politique, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance, *sur la Suisse et le groupe d'Oslo,* les renseignements ci-après:

---

1. *Non reproduites.*

Depuis quelques années, le Danemark et les deux états de la Scandinavie, la Norvège et la Suède, ont constitué un groupement connu sous le nom de groupe des états d'Oslo.

Il semble bien qu'à l'origine, le but que l'on se proposait d'atteindre ait été défini par une convention dite «accord d'Oslo» de 1930, qui porte notamment sur des questions de politique douanière et sur les rapports commerciaux entre les états contractants. Le groupe tient, depuis lors, des conférences périodiques auxquelles les ministres des affaires étrangères des trois pays ont l'habitude de prendre part.

Des conversations ont eu lieu également en marge des assemblées de la Société des Nations.

Le but premier paraît s'être rapidement élargi et les rencontres subséquentes ont plutôt facilité des échanges de vues «sur les questions de politique générale ainsi que sur d'autres problèmes offrant un intérêt commun».

Le 16 juin 1938, M. Munch, ministre des affaires étrangères du Danemark, agissant en son nom personnel et en celui de ses deux collègues, invita un nombre d'états plus élevé à se rencontrer à Copenhague les 21 et 22 juillet. L'élargissement du groupe devait s'étendre à la Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas et *à la Suisse.*

La réunion de Copenhague se proposait d'élucider certains problèmes tels que celui de la neutralité et les sanctions économiques, telles qu'elles sont prévues aux termes de l'article 16 du pacte de la Société des Nations.

Or, la Suisse avait recouvré depuis le 14 mai précédent sa neutralité intégrale dans le cadre de la Société des Nations [2] et nous ne tenions pas beaucoup à voir se rouvrir, même dans le cadre restreint de la conférence de Copenhague, un débat que nous avions tout intérêt à considérer comme clos.

Le Conseil fédéral fut d'avis de refuser l'invitation du ministre danois, l'opinion publique suisse admettant difficilement les voyages à l'étranger des membres du gouvernement, et le gouvernement lui-même ayant pris l'habitude de réduire les exceptions aux cas extraordinaires.

La conférence de Copenhague avait décidé de tenir à Bruxelles sa prochaine session, et celle-ci a eu lieu le 23 août 1939.

La Belgique aurait eu l'intention d'élargir encore le cadre du groupe d'Oslo et d'y inviter l'Espagne, peut-être aussi le Portugal, voire même la Roumanie.

Il n'en reste pas moins vrai que les états représentés à Bruxelles le 23 août étaient: la Belgique, le Danemark, la Finlande, le Grand Duché du Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède.

La Belgique paraît avoir attaché un très grand prix à cette manifestation, et notre légation à Stockholm nous a donné à ce sujet les informations suivantes:

«Sa convocation est due à une initiative absolument personnelle du roi des Belges. C'est aux environs du 10 août qu'il en entretint le président du conseil, M. Pierlot, qui se rallia aussitôt à l'idée royale. Aucun autre membre du cabinet belge n'en eut connaissance avant que la réunion ne fût assurée.

Un diplomate belge attaché au ministère des affaires étrangères, le prince

---

2. *Cf.* E 2001 (D) 1/21, E 2001 (D) 3/299, E 2001 (D) 4/1 *et* 2.

de Ligne, fut immédiatement dépêché par avion auprès des rois de Suède, d'abord, de Danemark et de Norvège, ensuite. Les trois souverains, d'entente avec leurs ministères des affaires étrangères, firent bon accueil à la proposition venue de Bruxelles. La Finlande fut ensuite saisie et un envoyé spécial également chargé de la même mission auprès de la reine des Pays-Bas.

Le roi des Belges eût souhaité associer d'autres états encore à la manifestation de paix qu'il envisageait, tels le Portugal et, le cas échéant, l'Espagne, ainsi que la Roumanie et tout particulièrement la Suisse. Les pays du nord firent objection à ce projet. La Norvège aurait été seule, cependant, à formuler une réserve quant à la Suisse, estimant préférable de ne s'adresser qu'aux pays du groupe d'Oslo. A Bruxelles, où l'on tenait à la participation de la Suisse, on fit un nouvel effort à cet effet en envoyant voler le prince de Ligne une deuxième fois vers le nord. Il en aurait rapporté l'acquiescement général à la convocation de la Suisse. Mais cela avait pris du temps et c'est ainsi que l'invitation envoyée à Berne subit un regrettable retard[3].»

Un premier résultat de la conférence de Bruxelles fut l'appel en faveur de la paix dont le roi Léopold a donné lecture, le 23 août au soir, avant le dîner offert à Bruxelles en l'honneur des ministres des affaires étrangères du groupe.

Comme le Danemark l'avait fait en 1938, la Belgique, elle aussi, a invité le Conseil fédéral et celui-ci a, derechef, décliné l'invitation.

Le communiqué publié à l'issue de la séance du Conseil fédéral a la teneur suivante:

«Le chef du Département politique a rendu compte au Conseil fédéral *des raisons de politique générale* pour lesquelles il n'a pas été possible de donner suite à la démarche faite le 22 août par le ministre de Belgique à Berne tendant à ce que le gouvernement fédéral se fasse représenter, le lendemain, à Bruxelles, à la conférence des délégués des gouvernements des états du groupe d'Oslo. Le Conseil fédéral a approuvé cette attitude. Il a cependant pris connaissance avec sympathie de l'appel que le roi des Belges a formulé, au nom des chefs d'états représentés, à l'issue de la conférence de Bruxelles. Les nobles paroles du roi Léopold III rencontrent sa pleine adhésion morale.»

La conférence de Bruxelles a eu pourtant un autre résultat. Notre légation en Belgique l'esquissait le 23 août en ces termes:

«Un second point pourrait faire l'objet des discussions de la conférence, c'est-à-dire les répercussions d'un conflit éventuel sur les états signataires de la convention d'Oslo. Ici deux questions priment: celles de la défense nationale et celle du ravitaillement.

On s'attend d'autre part à une déclaration de la part des états d'Oslo faisant ressortir leur ferme volonté de maintenir une stricte indépendance et leur neutralité.

Selon la presse belge, le travail le plus utile pourrait être fourni sur la question du ravitaillement des différents pays en cas de guerre. Ce travail devrait consister à rechercher les moyens de se venir mutuellement en aide, vu les restrictions inévitables qui se produiraient dans les transports maritimes internationaux et de trouver une solution pratique à ces problèmes.»

---

3. *En bas de page:* N.B. Nous avons, en effet, reçu l'invitation belge la veille de la conférence.

En effet, la légation de Belgique à Berne nous informait, le 28 août, de la décision qui avait été prise par la conférence de poursuivre l'étude des intérêts communs aux états du groupe, notamment sur les points suivants:

1°) contrôle des échanges commerciaux en temps de guerre;
2°) ravitaillement, transports maritimes, etc. en temps de guerre;
3°) statut de la neutralité.

Le gouvernement belge demandait également si la Suisse pourrait s'associer au comité permanent constitué pour l'étude de ces problèmes.

Dans sa séance du 2 septembre[4], le Conseil fédéral, tout en estimant ne pas pouvoir faire adhésion au groupe d'Oslo et au comité permanent de Bruxelles, a retenu tout l'intérêt qu'il y aurait pour la Suisse à être au courant des points de vues d'autres états neutres sur des questions qui se posent également pour notre pays. Il a proposé, en conséquence, que la Suisse soit autorisée à «assister» aux délibérations du comité permanent, ce qui a été accepté, et par la Belgique, et par les autres états neutres du groupe.

Notre intention n'est pas de nous étendre plus longuement sur les travaux qui se poursuivent au sein du comité et de ses deux sous-comités. M. de Stoutz nous renseigne à ce sujet et nous pourrons, le moment venu et si besoin est, vous transmettre des informations.

Nous voudrions plutôt commenter brièvement les raisons du refus que nous avons opposé aux invitations danoise et belge ainsi que les motifs de la décision que le Conseil fédéral a prise de se faire représenter au comité permanent par un observateur.

Notre neutralité diffère de celles des autres états neutres en ceci qu'elle est perpétuelle, contractuelle, et que la Suisse l'a érigée en maxime d'état, ce qui nous permet de parler de son caractère spécial, voire unique. Ce caractère exceptionnel a d'ailleurs été reconnu le 14 mai 1938 par la Société des Nations elle-même. Notre pays éprouve également une certaine appréhension, justifiée à notre avis, à l'égard de toute politique d'association. Nous préférons régler nos difficultés nous-mêmes, prendre des mesures autonomes de protection ou de surveillance, conformes à nos besoins, à nos moyens et à nos usages.

Le groupe d'Oslo ne compte que des états riverains de la mer et il n'est pas impossible que ces états se trouvent, du fait de leur situation géographique, plus soumis que nous aux pressions que pourraient être tentés d'exercer sur eux les deux groupes de belligérants.

La mesure que nous avons prise et qui consiste simplement à être tenus au courant des travaux du comité de Bruxelles nous paraît marquer d'une façon suffisante notre solidarité à l'égard des autres pays neutres, souligner, sans y insister, notre situation particulière et, enfin, satisfaire le besoin que nous pou-

---

4. *Cf.* E 1004.1 1/389, *N°* 1681. *Dans la séance du 29 août, le Chef du Département politique avait informé ses collègues de la demande du Ministre de Belgique à Berne; puis Motta avait proposé de répondre dans le sens indiqué dans le présent document. Toutefois, le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht, avait demandé l'ajournement de la décision. Lors de la séance du 2 septembre, Obrecht apporta son adhésion à la proposition de Motta qui fut adoptée par le Conseil fédéral.*

vons éprouver d'informations et de renseignements. Nous sommes donc d'avis, pour le moment, de persister dans notre attitude et de poursuivre dans la voie où nous nous sommes engagés.

173

E 2805 1971/29

Notice du Sous-Chef du Groupe Front de l'Etat-Major Général de l'Armée, H. Frick

Copie
NO 5/Fk/zg. Quartier général de l'Armée, 29 septembre 1939

AKTENNOTIZ ÜBER MEINE BESPRECHUNG MIT HERRN MINISTER BONNA.

Donnerstag, 28.9., nachmittags hatte ich eine Besprechung mit Herrn Minister Bonna über die allgemeine politische Lage unter spezieller Berücksichtigung der in letzter Zeit mehrfach umgehenden Gerüchte einer bevorstehenden deutschen Invasion in die Schweiz. Die Auffassung von Herrn Minister Bonna ist im Ganzen genommen folgende:

Alle politischen Erwägungen, wie auch das gegenwärtige Verhalten Deutschlands sprechen deutlich dagegen, dass Deutschland in nächster Zeit etwas gegen die Schweiz unternehmen könnte. Deutschland muss heute suchen, Frankreich von der Nutzlosigkeit eines weiteren Krieges zu überzeugen und es so von England zu trennen, um entweder den Kampf mit England allein auszufechten oder dieses ebenfalls zum Frieden zu bringen. Dieses Ziel kann auf alle Fälle erst nach einer gewissen Zeitspanne, die Wochen oder Monate beträgt, erreicht werden. Jede Aktion im Westen oder gar gegen einen neutralen Staat, müsste diese Politik durchkreuzen und sie unmöglich machen. Die unklaren Verhältnisse im Osten, wo Deutschland Russland gegenüber ins Hintertreffen geraten ist, scheinen Derartiges für die nächste Zeit ebenfalls auszuschliessen.

Herr Minister Bonna ist weiter der Auffassung, dass die Alarmnachrichten, die uns periodisch auf verschiedenen Wegen zukommen, sehr wohl aus ursprünglich englischer Quelle stammen können und dass systematisch versucht werden will, uns aus der Neutralität herauszumanövrieren. Seiner Meinung nach ist es aber von höchster Bedeutung, dass wir auch hinsichtlich der Verwendung unserer Armee strikteste Neutralität wahren und nicht durch eine einseitige Gruppierung unserer Truppen unserem nördlichen Nachbarn Anlass zu berechtigtem Argwohn geben [1].

1. *Cf. aussi* E 27/9911/1.

174

E 1004.1 1/389

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 29 septembre 1939

1860. Règlement des paiements et trafic des marchandises entre la Suisse et la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie et la Bulgarie

Département de l'Economie publique. Proposition du 29 septembre 1939

Le département de l'économie publique expose ce qui suit:

«I. Dès le début des hostilités en Europe la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie et la Bulgarie ont, tout en restant neutres, pris certaines mesures en vue d'adapter leur commerce extérieur aux nouvelles conditions résultant de l'économie de guerre. Ces dispositions, qui seront examinées plus en détail sous chiffre II ci-après, ont apporté de graves perturbations dans nos échanges avec les pays précités, tels qu'ils étaient réglés par les accords en vigueur. De nombreux marchés qui avaient jusqu'à ces derniers temps absorbé des quantités appréciables de nos produits d'exportation, vont se trouver partiellement ou complètement fermés du fait de la guerre. Il est, dès lors, d'autant plus nécessaire de sauvegarder les débouchés dont notre industrie d'exportation dispose encore, notamment en Europe orientale. On peut estimer que certaines sources d'approvisionnement en produits fabriqués et semi-manufacturés dont la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie et la Bulgarie avaient bénéficié en temps de paix vont maintenant se trouver taries. La Suisse, tout en assurant l'approvisionnement du pays en marchandises indispensables, aurait là une occasion de réoccuper la place laissée libre par d'autres. Certains de nos produits finis vont même devenir, on peut l'espérer, une intéressante monnaie d'échange pour l'obtention de matières premières et de denrées de première nécessité, destinées à l'alimentation de notre population. Il convient de relever, en effet, que les quatre pays de l'Europe orientale, qui font l'objet de notre proposition, constituent des réservoirs importants de matières premières qui ont le grand avantage d'être à notre portée et reliés à notre pays par des voies de communication encore presque entièrement libres. Mentionnons, pour mémoire, parmi les principaux produits que les quatre Etats en question sont susceptibles de nous livrer, les carburants, les céréales, les bois, les œufs et autres produits agricoles.

Au cours d'une séance tenue à Berne le 26 septembre 1939[1] et présidée par

---

1. *H. Homberger avait ouvert cette séance par l'exposé suivant:*

Die durch den Kriegsausbruch geschaffene Lage der Ostclearings lässt es als wünschbar erscheinen, die Clearingausschüsse des Vorortes zum Zwecke einer orientierenden Aussprache zu einer gemeinsamen Sitzung einzuladen.

Der Kriegsausbruch hat den internationalen Wirtschaftsverkehr vollends aus den Fugen gebracht. In einigen Ländern sind totale Massnahmen ergriffen worden. Die Einfuhr wird jetzt erschwert, die Ausfuhr, deren Förderung in ruhigen Zeiten eine Hauptaufgabe der Wirtschafts-

le directeur du Comité de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, les représentants des principales industries suisses ont exprimé le désir qu'une délégation soit envoyée immédiatement à Budapest, Bucarest, Belgrade et Sofia en vue d'adapter les accords existants au régime de l'économie de guerre instauré par les gouvernements hongrois, roumain, yougoslave et bulgare ou ce régime lui-même aux arrangements en vigueur.

Nous estimons qu'il y aurait lieu de donner suite à cette demande, afin d'assurer le ravitaillement du pays et de sauvegarder les intérêts de notre industrie d'exportation.

II. Vu l'ampleur des problèmes à résoudre, il n'est pas possible de donner des instructions précises à la délégation qui sera chargée de la conduite des négociations envisagées. Cependant, afin de faire ressortir les difficultés qu'elle rencontrera dans sa tâche, nous croyons indiqué de mentionner les principales mesures de l'économie de guerre prises dans les quatre pays avec lesquels des pourparlers sont projetés.

En ce qui concerne tout d'abord la *Hongrie*, il y a lieu de relever qu'un décret du 2 septembre 1939 prévoit la mise sous séquestre de tous les stocks de mar-

---

politik ist, wird unterbunden. Die Tatsache, dass verschiedene Staaten bereits seit Jahren die Devisenzwangswirtschaft eingeführt haben, gibt der gegenwärtigen weltwirtschaftlichen Lage ein ganz anderes Gepräge als 1914. Die Kriegswirtschaft bricht diesmal viel rascher aus, als vor 25 Jahren.

Die Schweiz hat bereits am 4. September ihre kriegswirtschaftlichen Organisationen in Funktion treten lassen. Das aus handelspolitischen Gründen erlassene Ausfuhrverbot trat ebenfalls am 4. September in Kraft. Das Ziel der schweizerischen Handelspolitik ist: die Sicherstellung der Landesversorgung und die Aufrechterhaltung der Wirtschaft. Insbesondere soll der schweizerischen Exportwirtschaft die Kontinuität gesichert werden. Es finden gegenwärtig Verhandlungen mit Deutschland und Frankreich statt. Vorläufige Verhandlungsergebnisse liegen bereits vor. Das mit Frankreich abgeschlossene Abkommen sieht vor, dass Sendungen, die in Frankreich aufgehalten wurden, nach der Schweiz global freigegeben werden. Auch konnte die Durchfuhr der für die Schweiz bestimmten Waren und somit unsere Versorgung sichergestellt werden. Auf dem Verhandlungswege konnte erreicht werden, dass die Verwendungskontrolle der Waren durch schweizerische Organe durchgeführt wird. Die Schweiz musste lediglich die Verpflichtung übernehmen, die eingeführten Waren entweder selbst zu konsumieren oder im weiterverarbeiteten Zustand im bisherigen Umfange wieder auszuführen. Die Ausfuhrbeschränkung ist ein Instrument der Überwachung. Die Durchführung der Kontrolle soll im übrigen Überwachungsorganisationen überbunden werden, die gegenwärtig ins Leben gerufen werden.

Ein provisorisches Abkommen von grosser Bedeutung ist in den letzten Tagen mit Italien abgeschlossen worden. Nach diesem stehen der Schweiz die italienischen Häfen von Genua, Savona, Vado Ligure und Triest offen.

Der freie Transit durch Frankreich und Italien bedingt, dass die Sendungen nach der Schweiz direkt aufgegeben werden. Es ist voraus zu sehen, dass es bei den generellen Kontrollgrundsätzen nicht bleiben wird. Die Schweiz wird darnach trachten müssen, sich ihre Bezugsfreiheit zu sichern und dafür Sorge zu tragen, dass der Export im Rahmen des bisherigen strukturellen Umfangs erhalten bleibt.

Der andere Grundzug der kriegswirtschaftlichen Handelspolitik der Schweiz, die Überwachung der Ausfuhr durch autonome Organe, muss auch vertraglich mit anderen Staaten angestrebt werden (E 7110/1976/32/900 International/1). *Les relations économiques bilatérales avec les différents pays ont ensuite été discutées par les participants à cette réunion.*

chandises intéressant la défense nationale. Ce séquestre a été, par la suite, étendu à d'autres articles. Les produits frappés ne peuvent donc plus être exportés qu'avec une autorisation spéciale. En outre, le gouvernement hongrois nous a fait parvenir par l'intermédiaire de sa légation à Berne une liste des marchandises dont l'exportation en Suisse est prohibée ou dont la sortie n'est autorisée que contre paiement en devises libres, c'est-à-dire sans tenir compte des conditions fixées dans l'accord de paiements hungaro-suisse en vigueur[2]. Cette liste comprend la plupart des articles sur lesquels nos achats ont normalement porté ces derniers temps. Notre commerce d'importation se trouve de ce fait presque entièrement paralysé.

A teneur d'un décret du 16 septembre 1939, la *Roumanie* a institué un nouveau régime du commerce extérieur et une nouvelle réglementation des échanges avec l'étranger. Ce décret prévoit une nouvelle répartition des sommes provenant de l'exportation de produits roumains: Une cote de 45% est affectée aux besoins d'armement, aux fournitures d'Etat, au service de la dette publique, aux dépenses des offices diplomatiques à l'étranger et à tous les autres paiements de l'Etat; une cote de 30% est réservée pour le paiement des matières premières et enfin une cote de 25% pour le paiement des produits nécessaires au développement de la production roumaine, à la consommation intérieure, au transfert de paiements privés pour études, tourisme, santé ainsi que tous autres paiements. Ensuite, dans son article 2, il prévoit entre autres, la possibilité d'introduire par décision du Conseil des Ministres des restrictions à l'exportation dans les pays qui restreignent ou prohibent eux-mêmes l'exportation des marchandises intéressant la défense nationale ou l'économie nationale de la Roumanie, ainsi que des restrictions à l'exportation dans les pays qui accumulent des disponibilités de devises ne pouvant être utilisées conformément à la répartition précitée et enfin, la dénonciation des accords de paiement ou de clearing qui ne fonctionneraient pas normalement et de façon utile à la suite de l'état de guerre (du point de vue roumain naturellement). Les dispositions de ce décret sont de nature à bouleverser complètement l'économie des relations commerciales et financières entre la Suisse et la Roumanie.

De son côté, la *Yougoslavie* a pris, d'une part, des mesures visant à étendre le contrôle de l'importation qui existait déjà pour certains articles à l'ensemble des importations en provenance des pays sans clearing avec elle, dont notamment la Suisse. D'autre part, le gouvernement de Belgrade a institué un contrôle portant sur la totalité des exportations, et a, en outre, prohibé complètement la sortie de certaines marchandises qui intéressent précisément notre commerce d'importation.

Enfin, la *Bulgarie* a fait opérer, selon un décret du 13 septembre 1939, le rencensement complet des stocks existants dans le pays. Elle a, en outre, interdit, selon une décision du Conseil des Ministres du 31 août 1939, l'exportation de toute une série de marchandises. Ces interdictions sont susceptibles d'entraver dans une mesure considérable notre commerce de compensation avec la Bulgarie.»

---

2. *Cf. PVCF N° 1962 du 17 octobre 1939* (E 1004.1 1/390) *et* E 7110/1967/32/900 Ungarn/3.

Vu les considérations qui précèdent, le département propose et le Conseil

décide:

1. D'entamer immédiatement avec les gouvernements hongrois[3], roumain[4], yougoslave[5] et bulgare[6] les négociations rendues nécessaires par les mesures dont il est fait mention ci-dessus.

2. De charger de la conduite de ces pourparlers une délégation composée du Dr H. Ebrard, délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, en qualité de chef de délégation et du Dr Aebi, 1er secrétaire du Comité directeur de l'Union suisse du commerce et de l'industrie.

3. D'autoriser le département fédéral de l'économie publique à adjoindre à cette délégation les experts qui lui seront nécessaires pour l'accomplissement de sa mission.

ANNEXE

E 7110 /1967/ 32/900 International/1

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, à la Division des Affaires étrangères du Département politique, à la Banque nationale, au Comité Balkans de l'Association suisse des banquiers, à l'Association des Compagnies suisses d'assurances concessionnaires et à la Fédération suisse du tourisme

Copie
L

Berne, 29 septembre 1939

Bar. Int. 900. allg.
Règlement des paiements et
trafic des marchandises
entre la Suisse et la Hongrie,
la Roumanie, la Yougoslavie
et la Bulgarie

[...][7]

Le but essentiel des pourparlers en question, dont il est absolument impossible de retarder l'ouverture, est d'assurer le ravitaillement du pays en marchandises indispensables destinées à couvrir les besoins les plus urgents de l'armée et de la population. Les questions qui devront être

---

3. *Un* avenant à l'accord du 5 juillet 1939 concernant les échanges commerciaux et le règlement des paiements entre la Confédération suisse et le Royaume de Hongrie *sera signé à Budapest le 10 octobre 1939* (K.I. 1295/2 *et RO, 1939, vol. 55, pp. 1349-1352).*

4. *Un* modus-vivendi concernant les échanges commerciaux et le règlement des paiements entre la Confédération suisse et le Royaume de Roumanie *sera conclu à Bucarest le 2 novembre 1939 (RO, 1939, vol. 55, pp. 1459-1461) et approuvé par le Conseil fédéral le 10 novembre* (E 1004.1 1/391, N° 2138). *Cf.* E 7110/1967/32/900 Rumänien/3.

5. *Cf.* E 7110/1976/16/27 *et* E 7110/1967/32/900 Jugoslavien.

6. *Cf.* E 7110/1976/16/3 *et* E 7110/1967/32/900 Bulgarien.

7. *Le document commence par un exposé de la situation et une explication sur la décision du Conseil fédéral d'envoyer immédiatement une délégation dans ces quatre pays.*

réglées tout d'abord et d'urgence au cours des négociations projetées, sont donc de nature commerciale et concernant, avant tout, l'importation en Suisse de marchandises étrangères.

L'importance primordiale de ces questions, dans les circonstances actuelles, ne vous échappera pas. Il suffit de mentionner, à cet égard, que la Hongrie, la Yougoslavie et la Bulgarie sont des réservoirs très importants de matières premières, qui ont le grand avantage d'être à proximité de la Suisse et reliés à notre pays par les voies de communication encore presque entièrement libres.

Certaines sources d'approvisionnement en produits fabriqués et semi-manufacturés dont les quatre pays précités avaient bénéficié en temps de paix vont maintenant se trouver taries. La délégation suisse s'efforcera de profiter de cet état de choses pour sauvegarder les débouchés dont notre industrie d'exportation peut encore disposer en Europe orientale. Par ailleurs, elle assumera dans toute la mesure du possible la défense des intérêts légitimes.

Vu la nécessité d'entamer immédiatement des négociations avec les Autorités hongroises, roumaines, yougoslaves et bulgares, il n'a pas été matériellement possible de réunir des conférences pour permettre à la délégation suisse de prendre contact avec les milieux intéressés. Ceux-ci peuvent cependant, s'ils estiment nécessaire, nous donner connaissance d'urgence de leurs desiderata éventuels, par écrit[8]. Les délégués suisses feront tout ce qui sera en leur pouvoir pour assurer l'aboutissement de leurs demandes.

(aux compagnies d'assurances seulement)

P.S. En ce qui concerne les pourparlers avec la Hongrie, nous nous référons à nos entretiens téléphoniques, au cours desquels il a été décidé que vous enverriez directement un représentant à Budapest. Celui-ci sera chargé d'informer la délégation suisse de vos desiderata particuliers.

---

8. *L'Association suisse des banquiers répond par une lettre du 3 octobre 1940, signée par son Premier Secrétaire, A. Caflisch:* Il nous paraît en effet évident que l'intérêt de notre pays exige actuellement des efforts en vue d'augmenter dans la mesure du possible l'importation de produits qui nous sont indispensables, mais nous estimons que, dans la mesure où cela peut se réaliser, l'accroissement des importations provenant des pays en question devrait profiter en premier lieu aux créanciers financiers dont les intérêts dans ces pays ont gravement été atteints. Il va sans dire que nous sommes d'accord également avec une augmentation des exportations suisses dans la mesure où les circonstances le permettront. En l'état actuel et à défaut d'indications plus précises sur les négociations envisagées, il ne nous est pas possible de nous prononcer plus en détails (*Cf. aussi* E 2001 (D) 2/280).

175

E 7110 1967/32/821.0 Frankreich/1

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz

L XI.D.bis.2.39. Paris, 29 septembre 1939

A l'occasion d'un entretien téléphonique qu'un de mes collaborateurs a eu, ce matin, avec M. Bonhôte, il a informé ce dernier que plusieurs cas de réquisition par les autorités militaires françaises étaient parvenus à la connaissance de

la Légation et qu'un des collaborateurs du Ministère des Affaires Etrangères avait exprimé l'opinion que ces mesures d'ordre militaire pouvaient faire échec à l'application de notre accord provisoire du 22 septembre[1].

Cette interprétation me semblant contraire à l'esprit de l'arrangement précité, je suis intervenu, ce matin, auprès de la Direction du Commerce Extérieur en vue d'obtenir que les instructions nécessaires soient données aux Autorités militaires que cela concerne pour que des réquisitions ne soient pas ordonnées en ce qui concerne les marchandises faisant l'objet de notre accord. M. Bonnefon-Craponne s'est entretenu de la question avec le Ministère des Affaires Etrangères et m'a fait savoir ensuite qu'il partageait entièrement ma manière de voir, selon laquelle les marchandises bénéficiant de notre accord ne devaient pas être soumises à des mesures de réquisition militaire. Des instructions à cet effet seront données et M. Bonnefon-Craponne m'a promis d'intervenir immédiatement dans les deux cas qui exigeaient une solution rapide, c'est-à-dire l'envoi de 85 tonnes de cuivre en souffrance au Havre, que les autorités militaires se proposaient de répartir incessamment parmi les fabriques travaillant pour la Défense Nationale, et le cas des cotons qui sont en train d'être déchargés d'un navire à Marseille et que l'intendance militaire veut soumettre à l'ordre général de réquisition existant pour ce produit.

J'espère donc pouvoir surmonter à brève échéance ces nouvelles difficultés qui viennent de surgir et j'estime qu'il conviendra de régler d'une manière précise la question des réquisitions militaires dans l'accord définitif à intervenir.

En ce qui concerne les envois de pommes de terre arrêtés à la frontière ou en cours de route par les autorités militaires, je suis également intervenu auprès de la Direction du Commerce Extérieur qui était au courant de la question et m'a promis de s'entremettre à nouveau en notre faveur auprès des autorités militaires compétentes[2].

---

1. *Il s'agit de l'*Arrangement provisoire avec la France concernant les exportations et le transit (K.I. 1034). *A ce sujet cf. aussi N^os^ 138, 145, 148 et 169.*

2. *Une notice du Secrétaire de légation P. von Salis, du 30 septembre* (E 2200 Paris 12/38) *indique qu'il a été reçu par Bonnefon-Craponne et que celui-ci, contre l'avis d'un autre fonctionnaire, donne raison à la Suisse. Le Ministère des Affaires étrangères est aussi* de l'avis que des réquisitions touchant des marchandises bénéficiant des clauses de l'accord (*sont*) contre l'esprit de cet accord. *Bonnefon-Craponne promet* d'intervenir d'une manière générale auprès des services que cela concerne et d'urgence...

176

E 2001 (D) 2/235

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Chargé d'affaires de Suisse au Caire, A. Brunner

Copie
L St Ba. Aeg.843.0.
Ägypten: Ausfuhrbeschränkungen.
Rohbaumwolle.

Bern, 2. Oktober 1939

Wir möchten nicht verfehlen, Ihnen der Ordnung halber den Empfang Ihres an des eidg. Politische Departement gerichteten Telegramms vom 27. September[1] zu bestätigen, das folgenden Wortlaut hatte:

«exportation coton à destination Suisse rencontre difficultés stop
pouvez-vous garantir non réexportation câblez réponse»

Die Frage der Abgabe einer Erklärung, dass bestimmte, aus dritten Staaten bezogene Waren nicht zur Wiederausfuhr gelangen, gehört zu den heikelsten Problemen deren Lösung uns gegenwärtig beschäftigt. Was die Ausfuhr von ägyptischer Rohbaumwolle anbelangt, haben wir in den letzten Tagen verschiedene Anfragen schweizerischer Importeure erhalten, woraus hervorgeht, dass offenbar die ägyptischen Zollbehörden in mehreren Fällen eine solche Erklärung vom schweizerischen Importeur verlangt haben. Wir haben die in Betracht fallenden Firmen darauf aufmerksam gemacht, dass irgendwelche von ihnen abgegebene Erklärungen die schweizerische Regierung selbstverständlich in keiner Weise verpflichten könnten und dass wir diese Frage lediglich von Staat zu Staat zu behandeln wünschen. Dies zu Ihrer Orientierung.

Es ist selbstverständlich, dass die Schweiz fest entschlossen ist, auch auf wirtschaftlichem Gebiete ihre traditionelle Neutralität peinlich genau einzuhalten[2]. Was die Kontrolle der aus dem Auslande eingeführten Waren anbelangt, so ist sie ebenso fest entschlossen, eine Einmischung ausländischer Staaten nicht zu dulden und diese Kontrolle selbst zu übernehmen. In dieser Beziehung dürfen wir auf den Bundesratsbeschluss vom 22. September 1939 über die Überwachung der Ein- und Ausfuhr[3] verweisen, der im Zusammenhang mit den übrigen auf diesem Gebiet getroffenen Massnahmen die erforderliche Grundlage bildet, um diese Kontrolle nach allen Richtungen hin auszuüben. Wir verweisen auch auf den Bundesratsbeschluss über kriegswirtschaftliche Syndikate, ebenfalls vom 22. September 1939, deren Schaffung eine weitere Garantie für eine einwandfreie Durchführung dieser Überwachung bietet[4]. Gestützt auf die von der Schweizerischen Regierung getroffenen

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. N^os 101, 162 et 164.*
3. *Cf. N° 168.*
4. *Cf.* Arrêté du Conseil fédéral sur les syndicats de l'économie de guerre, *RO, 1939, vol. 55, pp. 1090 ss.*

Massnahmen können wir daher die von der Ägyptischen Regierung verlangte Garantie übernehmen, dass die aus Ägypten eingeführte Rohbaumwolle in diesem Zustand nicht wiederexportiert wird. Dagegen sollte es der Schweiz nach wie vor möglich sein, ihren traditionellen Export in verarbeiteter Ware aufrechtzuerhalten. Rohbaumwolle haben wir nicht exportiert; dagegen bildet der Export von verarbeiteter Baumwolle (in Form von Garnen, Geweben, Konfektion, etc.) von jeher einen Bestandteil unserer Ausfuhr, deren Aufrechterhaltung für uns auch unter den gegenwärtigen Verhältnissen ausserordentlich wichtig ist.

Wir haben Sie daher mit unserem Chiffre-Telegramm vom 29. September ersucht[5], mit der Ägyptischen Regierung im Sinne der vorstehenden Ausführungen in Verbindung zu treten und wären Ihnen dankbar, wenn Sie uns über den Gang Ihrer Unterhandlungen telegraphisch unterrichten wollten, da die Aufrechterhaltung unseres Importes in ägyptischer Rohbaumwolle im Interesse der Landesversorgung ausserordentlich wichtig ist. Sollte beabsichtigt sein, die Ausfuhr ägyptischer Rohbaumwolle nach der Schweiz auf eine bestimmte Menge zu beschränken, so bitten wir ebenfalls um Ihren sofortigen Bericht, damit wir auch zu dieser Frage Stellung nehmen können. Selbstverständlich bitten wir Sie, in Ihren Verhandlungen von einer solchen Beschränkung solange nichts zu erwähnen, als Ihnen von einer solchen Absicht von ägyptischer Seite nicht gesprochen wird.

5. *Non reproduit.*

177

E 2001 (D) 2/50

Notice sur les relations polono-suisses

Berne, 3 octobre 1939

M. le Ministre Martin téléphone de Bucarest à 5 heures du matin, à M. Ludwig[1]:

Au moment où je me préparais à partir, je reçus ce soir la visite du Conseiller de l'Ambassade de Pologne qui, au nom de son chef, l'Ambassadeur Raczynski, me remit la note suivante:

«Selon les instructions de Son Excellence Monsieur Auguste Zaleski, Ministre des Affaires étrangères de Pologne, actuellement à Paris, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence l'entrée en fonctions du nouveau Président

1. *H. Ludwig était Chef du Service du chiffrage de la Division des Affaires étrangères du Département politique.*

de la République Monsieur Wladislaw Raczkiewicz[2] et la formation du Gouvernement polonais sous la présidence de Monsieur le Général Wladislaw Sikorski. J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir reprendre la collaboration directe et personnelle avec le Chef de l'Etat polonais ainsi que le Gouvernement de la République établi provisoirement en France.

(sig.) Raczynski.»

Après avoir insisté pour que je rejoigne aussitôt que possible le Gouvernement polonais installé en France, le Comte Poninski, Conseiller de l'Ambassade, ajouta que, dans l'esprit du Gouvernement, il ne serait pas nécessaire que de nouvelles lettres de créance fussent présentées.

Je pars à l'instant pour rentrer en Suisse et je serai mercredi après-midi, 4 octobre, à votre Légation à Budapest, où je vous prie de m'adresser tous messages que vous pourriez avoir à me faire.

ANNEXE

Le suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Feldscher, au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki

Copie
L SB.

Bern, 4. Oktober 1939

Infolge des Zusammenbruchs des polnischen Staates und der in der polnischen Regierung eingetretenen Änderung ist vielfach an uns die Frage gerichtet worden, welche Stellung die Schweiz dazu einnehme.

Zu Ihrer Unterrichtung beehren wir uns Ihnen mitzuteilen, dass wir keinerlei Notwendigkeit erblicken, dass die schweizerische Regierung zu dieser Lage sich äussere und Stellung beziehe. Das Politische Departement hat sich damit begnügt, den Empfang einer Note der Polnischen Gesandtschaft[3], in welcher die oberwähnten Tatsachen mitgeteilt werden, zu bestätigen. Der Umstand, dass der Bundesrat weiterhin den Verkehr mit dem hiesigen Polnischen Gesandten aufrecht erhält, besagt schon, dass der bisherige Zustand nicht in Frage gestellt werden soll. Wenn aber von schweizerischer Seite gleichzeitig vermieden wird, bestimmte Erklärungen zur Anerkennung oder Nichtanerkennung der polnischen Regierung abzugeben, so ist das wohl auch ohne weiteres verständlich.

---

2. *Le même jour, le Conseil fédéral examine la demande d'entrée en Suisse de l'ancien Président de la République polonaise, Moscicky, qui s'était réfugié à Budapest après la capitulation de Varsovie le 27 septembre. Ancien étudiant et assistant à l'Université de Fribourg, Moscicky avait acquis la nationalité suisse en 1908 (Cf.* E 2001 (D) 3/262*):*

Es liegt kein Grund vor, Herrn Moscicky die Einreise in die Schweiz nicht zu gestatten, namentlich auch angesichts des Umstandes, dass er Schweizerbürger ist. Doch wird er sich als Privatmann zu fühlen und zu leben haben und jede politische Tätigkeit unterlassen müssen. Der Rat erklärt sich mit der Einreise von Herrn Moscicky einverstanden (E 1004.1 1/390, *N°* 1873).

3. *Non reproduite.*

Unser Gesandter in Warschau wird sich einstweilen in der Schweiz aufhalten, um seinen wohlverdienten Urlaub, den er im Sommer jäh unterbrechen musste, fortzusetzen. In Polen werden wir mit dem bisherigen Konsulat in Lodz und einer Kanzlei in Warschau auszukommen suchen[4].

4. *Le 8 octobre, Frölicher rapporte sur l'évacuation du personnel de la Légation et de la colonie suisse de Varsovie par les services allemands et sur le maintien d'une liaison, par la poste militaire, avec le consulat de Lodz* (E 2300 Berlin/40).

178

E 1004.1 1/390

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 octobre 1939[1]

1910. Wirtschaftsverhandlungen mit dem Ausland, Verhandlungen mit Grossbritannien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 5. Oktober 1939

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«I. Schon vor Eintritt des Kriegszustandes hat Grossbritannien Ausfuhrverbote für eine Reihe von lebenswichtigen Waren erlassen u. diese am 1. September 1939 verschärft. Am 2. September 1939 erging im weiteren ein britisches Einfuhrverbot, von dem insbesondere eine Anzahl der wichtigsten schweizerischen Exportwaren (Uhren, Stickereien, Schuhe usw.) betroffen wurden. Diese kriegswirtschaftlichen Massnahmen haben – zusammen mit den Transportschwierigkeiten – den schweizerisch-englischen Handel seit einem Monat nahezu zum Stillstand gebracht. Die schweizerische Wirtschaft leidet unter diesem Zustand sowohl in ihrer Versorgung wie auch in ihren lebensnotwendigen Ausfuhr- u. Arbeitsmöglichkeiten. Die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements hat deshalb am 25. September 1939[2] unsere Gesandtschaft in London beauftragt, der englischen Regierung den Wunsch zur Kenntnis zu bringen, sofort Verhandlungen über eine Regelung der gegenseitigen Wirtschaftsbeziehungen unter den gegenwärtigen aussergewöhnlichen Zuständen aufzunehmen.

II. Wir sind uns klar, dass es sich bei den ständig verändernden Bedingungen zunächst nur um eine Vereinbarung handeln kann, in welcher die dringendsten Fragen eine vorläufige Regelung erfahren. Als solche müssen zur Behandlung gestellt werden:

1. *Etait absent: G. Motta.*
2. *Cf.* E 7110 1967/32/821 Grossbritannien.

1. *Die Regelung der Auslieferung der vor dem 2. Sept. 1939 gegenseitig bestellten oder zur Spedition aufgegebenen Waren.*

Durch die britischen Ausfuhrverbote vom 24. August und vom 1. Sept. 1939 sind Sendungen, welche bereits auf dem Wege zum schweizerischen Besteller waren, in England zurückgehalten und teilweise bis heute nicht freigegeben worden. Im ähnlicher Weise mögen auch durch die schweizerischen Ausfuhrverbote für England bestimmte Sendungen in der Schweiz zurückgehalten sein. Es wird das erste Ziel der Verhandlungen sein müssen, diese aufgehaltenen Waren freizubekommen. Dabei soll versucht werden, in diese Liquidation der Vorkriegsbeziehungen nicht nur die Güter einzubeziehen, welche vor dem 2. September bereits nach der Schweiz unterwegs waren, sondern auch die Ausführung jener Bestellungen sicherzustellen, die vor diesem Zeitpunkt gegenseitig fest im Auftrag gegeben waren. Die Schweiz wird ohne grosse Bedenken in beiden Hinsichten Gegenrecht zusagen können, mit Ausnahme der englischen Bestellungen von Kriegsmaterial, die unter Ziffer 6 gesondert behandelt sind.

2. *Die Regelung des Transitverkehrs.*

In ähnlicher Weise wie dies in den Verhandlungen mit Frankreich[3] vorläufig gelungen ist, muss auch von Grossbritannien der freie Transit für die nach der Schweiz bestimmten Sendungen verlangt werden.

Die weitere Behandlung der gegenwärtig akuten Frage der Transportwege für solche Waren – Durchfuhr durch Belgien, Holland und insbesondere durch Deutschland – wird in Zusammenarbeit mit dem Kriegs-Transport-Amt geschehen müssen.

3. *Die Regelung der gegenseitigen Einfuhr.*

Das englische Einfuhrverbot vom 3. September 1939 sperrt die Einfuhr einer langen Liste von Waren in das Vereinigte Königreich, sofern ihre Hereinnahme nicht durch eine ausdrückliche Bewilligung des Board of Trade im Einzelfall zugestanden wird. Eine im «Board of Trade Journal» vom 14. September 1939 veröffentlichte «Notice to Importers» verschärft das genannte Einfuhrverbot dadurch, dass sie für eine Reihe von Waren die Erteilung von Einfuhrbewilligungen «bis auf weiteres» verbietet. Unter diesen von der Einfuhr nach Grossbritannien zur Zeit völlig ausgeschlossenen Waren befinden sich wichtigste schweizerische Exportprodukte wir Uhren, Schuhe, Leinengewebe, Stickereien, Seifen, Motorlastwagen usw.

Während unser Export in Grossbritannien eine verschlossene Tür findet, ist die Einfuhrordnung der Schweiz seit Beginn des Kriegszustandes nicht geändert worden; die Einfuhr englischer Erzeugnisse steht somit unter den gleichen Bedingungen wie früher. Dieser auffallende Unterschied in der Behandlung der gegenseitigen Einfuhren wird in den Verhandlungen Anlass zur Forderung an England geben müssen, die schweizerischen Erzeugnisse entweder vom Einfuhrverbot auszunehmen oder zum mindesten Pauschaleinfuhrlizenzen für

3. *Cf. N^os 160 et 175.*

deren Einfuhr in einem zu vereinbarenden und den schweizerischen Exportbedürfnissen gerecht werdenden Umfang zu erteilen.

In diesem Zusammenhang stellt sich als Sonderfrage die seit Kriegsbeginn von britischer Seite erlassenen Vorschriften über die Ursprungszeugnisse.

Hier ist eine Lösung anzustreben, welche sich auf die Regelung der Ursprungszeugnisse durch die schweizerische Gesetzgebung stützt und die Einmischung ausländischer Amtsstellen (Konsulate) auf das unumgänglich Notwendige begrenzt.

4. *Die Regelung der gegenseitigen Ausfuhren.*

Sowohl Grossbritannien wie die Schweiz haben ihre Ausfuhren von Bewilligungen abhängig gemacht. Durch die Handhabung ihrer Ausfuhrverbote beabsichtigt die Schweiz keineswegs die normalen Handelsbeziehungen mit dem Ausland zu unterbinden; insbesondere muss dies gegenüber Grossbritannien, mit dem unsere Handelsbilanz bisher in sehr erfreulicher Weise aktiv war, der Fall sein. Auch Grossbritannien hat zu mehreren Malen offiziell erklärt, dass die neutralen Länder trotz des Krieges mit allen notwendigen Gütern versorgt werden sollen. Es wird Sache der Verhandlungen sein, dieses Versprechen mit Bezug auf die Zufuhrbedürfnisse der schweizerischen Wirtschaft näher zu präzisieren und zu konkretisieren. Dies muss auf eine Weise geschehen, dass nicht bloss der Eigenbedarf der schweizerischen Bevölkerung, sondern auch der Rohstoffbedarf unserer Exportindustrie gedeckt werden kann. Man wird in diesem Punkte ein weitgehendes Verständnis für die besondere Lage und die Existenzbedürfnisse der schweizerischen Wirtschaft von den Engländern fordern müssen.

Als gewichtige Gegenleistung von schweizerischer Seite kommt vor allem die Lieferung gewisser kriegswichtiger Erzeugnisse unserer Industrien[*an*] Grossbritannien in Frage, von denen unter Ziff. 6 dieses Antrags die Rede ist.

5. *Überwachung der Ein- und Ausfuhr.*

Die gesamte Ausfuhr von Waren aus Grossbritannien, auch diejenige von Transitwaren, unterliegt den strengen Blockadevorschriften, deren Sinn von britischer Seite dahin umschrieben worden ist, «Deutschland alle jene Güter vorzuenthalten, welche ihm eine Verlängerung der Kriegsführung gestatten würden».

Grossbritannien ist in diesen Zufuhrfragen bisher noch nicht offiziell an die Schweiz herangetreten, hat aber bereits von schweiz. Firmen, welche englische Waren beziehen wollen, eine formelle Erklärung des Inhalts verlangt, dass die bezogenen Waren nur für den schweizerischen Verbrauch bestimmt seien. Hingegen hat Grossbritannien gegenüber einzelnen Staaten der sog. «Oslo-Gruppe», insbesondere gegenüber Belgien Abkommensvorschläge gemacht, die einen deutlichen Begriff von den geplanten weitgehenden Eingriffen in den Handel der neutralen Länder vermitteln.

Es wird eines der Hauptziele der Verhandlungen sein müssen, den britischen Blockadeforderungen gegenüber die Rechte der neutralen schweizerischen Wirtschaft zu verteidigen und zu wahren. Dabei wird die elastische Formulie-

rung der Verwendungsvorschriften für eingeführte Waren, wie sie im «Accord provisoire» mit Frankreich vom 22. September 1939[4] vereinbart werden konnte, voraussichtlich als wertvolles Präjudiz dienen können.

Die angeführte Bestimmung lautet:

«Les marchandises importées de France en Suisse ne pourront en aucun cas être réexportées en l'état. Elles seront destinées à la consommation du pays ou à la fabrication de produits manufacturés. La Suisse s'engage à veiller à ce que les produits manufacturés avec des marchandises importées de France ne soient exportés sans limitation que dans les pays expéditeurs de ces marchandises ou dans les pays qui auront été désignés d'un commun accord. Dans tous les autres cas, les courants normaux devront être maintenus.»

Nach den uns bekannt gewordenen Absichten soll für eine Übergangszeit die Versorgung Deutschlands durch den neutralen Handel zunächst im Umfange der letzten Jahre weiterhin gestattet sein, dies wenigstens für so lange, bis in definitiven Vereinbarungen Verwendungsvorschriften für jede einzelne Warenkategorie getroffen werden können.

Grossbritannien ist bisher das einzige Land, das seine Einfuhr auf den Gehalt an «feindlichen Erzeugnissen» untersucht. Diese Tatsache, von welcher bei der Behandlung der Ursprungszeugnisse bereits die Rede war, muss für eine Veredlungswirtschaft – wie es die schweizerische Wirtschaft ist – deren Werteschaffung nicht in den verwendeten Rohstoffen, sondern in der aufgewandten Arbeit liegt, besonders hinderlich sein. Auch über diese Seite des Überwachungsproblems muss in den Verhandlungen eine für uns tragbare Lösung gefunden werden.

Es muss sich schon aus diesen Darlegungen ergeben, dass die mit Grossbritannien zu vereinbarenden Verwendungsbestimmungen für britische Produkte in der Schweiz wohl die bedeutsamste und zugleich schwierigste Aufgabe der schweizerischen Unterhändler sein wird.

6. *Kriegsmaterial-Lieferungen.*

Grossbritannien hat ein sehr lebhaftes Interesse an der Ausführung grosser Kriegsmaterialbestellungen, die es an schweizerischen Firmen vergeben hat. Frankreich sind für die Ausführung ähnlicher Bestellungen zeitlich und inhaltlich begrenzte Zugeständnisse gemacht worden, wie sie im Antrag an den Bundesrat vom 11. September 1939[5] formuliert worden sind. Ein schweizerisches Entgegenkommen gleicher Art gegenüber Grossbritannien müsste angesichts des Ausmasses der britischen Kriegsmaterialbestellungen in der Schweiz und der dafür im Aussicht genommenen Liefertermine von britischer Seite mit Sicherheit als ungenügend bezeichnet werden. Es ist wünschbar, den schweizerischen Unterhändlern hier die Möglichkeit weitergehender Zusagen an die Hand zu geben. Leider stehen zur Zeit die Bedürfnisse der schweizerischen Armee in Konkurrenz mit der Erzeugung des für Grossbritannien bestimmten Kriegsmaterials. Es wäre im Interesse einer befriedigenden Regelung der vielen

4. *Cf. N° 169.*
5. *Cf. N° 160.*

hängenden und für die wirtschaftliche Zukunft unseres Landes schicksalsschweren Fragen sehr zu begrüssen, wenn eine Lösung dieses Interessenkonflikts gefunden werden könnte, die den dringenden britischen Bedürfnissen entgegenkommt.

7. *Die Bezahlung schweizerischer Waren durch Grossbritannien.*

Die bei Ausbruch des Kriegs in England erlassenen Devisenvorschriften haben eine Lage geschaffen, die vorläufig noch völlig undurchsichtig ist. Es wird sich in den Verhandlungen Gelegenheit geben, hier abzuklären, und auf eine Handhabung der Devisenvorschriften zu dringen, welche die Bezahlung schweizerischer Leistungen sicherstellt und am wenigsten hindert. Die Schweiz kann dies umso berechtigter tun, als sie selbst den freien Zahlungsverkehr aufrecht hält.»

Gestützt auf diese Darlegungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Der vorstehende Bericht wird im Sinne von Instruktionen an die Verhandlungsdelegation genehmigt;

2. a) die Führung der Verhandlungen wird der durch Bundesratsbeschluss vom 12. September 1939 bestellten Verhandlungsdelegation bestehend aus den Herren Direktor Hotz, Prof. Keller, Direktor Homberger, Prof. Laur und R. Kohli übertragen;

b) für den Fall, dass die Besprechungen in London stattfinden, sind als weitere Delegierte zu ernennen die Herren Dr. A. Koch, Adjunkt der Handelsabteilung und Dr. Girardet von der schweizer. Gesandtschaft in London;

c) sollten es die Verhältnisse als angezeigt erscheinen lassen, so ist als weiterer Delegierter Minister Dr. Hans Sulzer in Aussicht zu nehmen, der bekanntlich über äusserst wertvolle internationale Beziehungen verfügt;

3. das Militärdepartement wird beauftragt, die Möglichkeiten und Bedingungen der Belieferung Grossbritanniens mit Kriegsmaterial zu Handen der Verhandlungsdelegation festzulegen.

179

E 2001 (D) 1/236

Le Chef de l'Office de guerre pour les transports du Département de l'Economie publique, E. Matter, au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

Copie
L M/AM
Verhandlungen mit Frankreich
über die Landesversorgung.

Bern, 9. Oktober 1939

An den am 31. August, 1. und 2. September in Paris abgehaltenen Verhandlungen über die Regelung des Durchgangsverkehrs durch Frankreich nach der Schweiz[1] sind noch folgende Punkte unerledigt geblieben:

Ankauf und Leitung der flüssigen Brennstoffe.

Organisation der Flusstransporte.

Sodann war zu untersuchen, ob die veränderte Sachlage, welche die inzwischen zugestandene Benützung von italienischen Häfen gebracht hat, Änderungen in den mit Frankreich getroffenen Abkommen zur Folge haben werde.

Die Verhandlungen wurden am 5.-7. Oktober in Paris fortgesetzt. Ich habe die Ehre, Ihnen hierüber was folgt zu berichten.

I. Allgemeine Aussprache.

Am 5. Oktober hatte der Unterzeichnete bei Herrn Delenda, Ministre Plénipotentiaire, Sous-Directeur des Relations Commerciales eine längere Besprechung, der auch Herr Dr. v. Salis, I. Sekretär der Schweiz. Gesandtschaft in Paris und Herr Giraudet de la Sous-Direction des Relations Commerciales beiwohnten.

Herr Delenda kam sofort auf die Frage der Leitung von Gütern über Italien zu sprechen. Er führte aus, dass den französischen Behörden zur Kenntnis gekommen sei, dass die Schweiz beabsichtige, sich auch italienischer Häfen zu bedienen[2]. Das habe aber zur Folge, dass eine lückenlose Kontrolle der für die Schweiz bestimmten Güter wenn nicht gänzlich verunmöglicht so doch bedeutend erschwert werde. Die ausschliessliche Benützung von französischen Häfen für den schweizerischen Durchgangsverkehr würde eine einwandfreie Kontrolle ermöglichen. Frankreich sehe daher die Zersplitterung nicht gerne. Die Alliierten müssten sich vorbehalten, die nach einem italienischen Hafen bestimmten Schiffe anzuhalten, sie einer genauen Untersuchung zu unterziehen und Waren, die als Kriegskonterbande gelten, zu beschlagnahmen. Die Immunität könne solchen Schiffen nicht gewährt werden. Es sei den französischen Behörden bekannt, dass Italien Deutschland Waren liefere usw.

Ich wies diesen Ausführungen gegenüber nachdrücklich darauf hin, dass ich

1. *Cf. N^os 153, 155, 157 et 160.*
2. *Cf. N^os 165, 167 et 170.*

nicht zuständig sei, über die Frage der Kontrolle zu verhandeln, und dass ich mich lediglich mit den Fragen des Transportes und der Behandlung des Durchgangsverkehrs zu befassen hätte. Ich bat daher eindringlich, die Besprechung möchte auf diese Punkte beschränkt werden. Herr Delenda anerkannte, dass mit mir tatsächlich stets nur über Transport- und Transitangelegenheiten verhandelt worden ist. Ich gestattete mir alsdann noch darauf aufmerksam zu machen, dass sofern eine Änderung in der Behandlung der Güter *mit Bestimmung nach der Schweiz über Italien in Aussicht genommen sei, dies möglichst bald bekannt gegeben werden möchte, um Verzögerungen und erhebliche mit grossen Mehrkosten verbundene Umtriebe zu vermeiden.*

Herr Delenda kam hierauf auf die Leitung von flüssigen Brennstoffen über Italien zu sprechen. Er erklärte, dass den französischen Behörden von der Schweiz aus gemeldet worden sei, diese habe mit Italien ein Abkommen getroffen, wonach sie diesem Lande 30% der eingeführten flüssigen Brennstoffe abtreten müsse. Ich erwiderte, dass es sich hier um ein Missverständnis handle. Die Benützung der den italienischen Benzinfirmen gehörenden Reservoirs durch die schweizerischen Firmen bedinge eine Vereinbarung zwischen den beiden Parteien. Nun habe die italienische Regierung erklärt, dass die Eigentümer der Reservoirs von der Verpflichtung, eine den gesetzlichen Vorschriften entsprechende Reserve zu halten nicht entbunden werden. Diese Reserve muss heute 30% des Fassungsvermögens der Reservoirs betragen. Da die in Zukunft von der Schweiz benützten Reservoirs diese Reserve schon bisher enthielten, so wird der Vorrat an flüssigen Brennstoffen in Italien durch das Abkommen in keiner Weise vergrössert. In Wirklichkeit hatten die schweizerischen Importfirmen die Reserve nicht in natura zu liefern, sondern sie entschädigten ihre italienischen Geschäftsfreunde in bar.

Es kostete ausserordentlich grosse Mühe, um Herrn Delenda und seinen Mitarbeiter zu überzeugen, dass die Meldung, die sie aus der Schweiz erhalten hatten, auf Irrtum beruht. Bedenklich erscheint aber, dass eine solche Meldung überhaupt gemacht wurde. Im Abkommen mit Italien wird nämlich nur von der gesetzlich vorgeschriebenen Reserve gesprochen. Dagegen ist in meinem Bericht M/EM vom 24. September 1939[3] ausgeführt, dass die Reserve heute 30% des Fassungsvermögens der Reservoirs beträgt. *Es handelt sich hier unzweifelhaft um eine sehr bedauerliche Indiskretion*[4].

Herr Delenda war überhaupt ungehalten darüber, dass beabsichtigt ist, flüssige Brennstoffe für die Schweiz über Italien zu leiten. Unvermittelt bemerkte Herr Delenda alsdann: «Wir wissen, dass Deutschland Zusicherungen bezüglich der Besorgung des Durchgangsverkehrs gegeben hat. Frankreich und England geben aber keinesfalls zu, dass überseeische Güter nach der Schweiz über Deutschland geleitet werden. Frankreich wird fortfahren, der Schweiz in der Landesversorgung entgegenzukommen, verlangt aber eine Kontrolle. Diese hat bei den über Italien geführten Gütern ein Loch.»

---

3. *Cf. N° 170.*

4. *Annotation manuscrite de R. Hohl dans la marge:* M. Matter a certains soupçons et m'en parlera encore.

Der Unterzeichnete stellte und begründete schliesslich noch das Gesuch um Beistellung französischer Kesselwagen für die Beförderung flüssiger Brennstoffe nach der Schweiz.

II. Konferenzen mit den an den einzelnen Fragen beteiligten Diensten.

Die verschiedenen Punkte, die noch der Erledigung harrten, wurden mit den interessierten Diensten in Sonderkonferenzen behandelt. Das Ergebnis wurde in Protokollen niedergelegt. Ich gestatte mir, Ihnen nachstehend über das Ergebnis das Wesentlichste mitzuteilen.

1. Flüssige Brennstoffe.

An der Konferenz vom 2. September 1939 wurden französischerseits zwei Vorschläge gemacht: nämlich entweder kauft die Schweiz die fertigen Produkte an und führt sie über französische Häfen ein, oder die französische Regierung verpflichtet sich, die Schweiz durch Raffinerien zu versorgen. Gestützt hierauf hat ein Vertreter der schweizerischen Benzinimporteure im Einvernehmen mit den drei französischen Gruppen ein Exposé ausgearbeitet, das den Ankauf von etwa 180000 bis 200000 t. schwarze Produkte und ihre Lieferung über französische Mittelmeerhäfen vorsah. Mit dieser Lösung, die nur die Hälfte des schweizerischen Bedarfs vorsah, weil der übrige Teil nun über Italien geleitet werden kann, erklärte das Ministère des Affaires Etrangères sich nicht einverstanden. Es verlangte, dass die Direction des Carburants prüfe, ob nicht ermöglicht werden könne, den ganzen schweizerischen Bedarf über französische Häfen zu führen. Diese arbeiteten einen bezüglichen Plan aus. Hienach ist für je drei Monate für jedes Produkt der Bedarf festzustellen. Die Produkte sind durch die schweizerischen Importeure einzuführen, werden in den Reservoirs der französischen Gesellschaften eingelagert und zwar in den französischerseits bezeichneten Häfen. Wenn eine separate Lagerung nicht möglich ist, werden die Brennstoffe in den gleichen Reservoirs untergebracht wie die französischen.

Haben die am Mittelmeer gelegenen Raffinerien Überschuss an gewissen Produkten, so kann dieser innerhalb des aufgestellten Generalprogramms ganz oder teilweise den schweizerischen Gesellschaften angeboten werden. Diese haben sich zu verpflichten, den französischen Gesellschaften den gelieferten Produkten entsprechenden Schiffsraum zu beschaffen.

Ich wies darauf hin, dass diesem Programm der grosse Nachteil anhaftet, dass den für die Beförderung der schweizerischen Produkte verwendeten Schiffen die Immunität nicht gewährt werde.

Die schweizerischen Gesellschaften werden diesen Vorschlag sofort prüfen und unserem Amt mitteilen, ob sie ihm zustimmen. Die Einzelheiten wären gegebenenfalls zwischen den schweizerischen und französischen Gesellschaften zu vereinbaren.

Das Ministère des Affaires Etrangères hat sich vorbehalten, nach Erhalt des Programms hiezu und namentlich zu der Frage der Leitung eines Teiles des schweizerischen Bedarfs über italienische Häfen Stellung zu nehmen!

2. Wagenstellung.

Ich habe mein Begehren, Frankreich möchte sich an der Beistellung von Kesselwagen für flüssige Brennstoffe beteiligen, nochmals erneuert und begründet. Der zuständige Funktionär war aber abwesend. Herr Dr. v. Salis wird sich mit ihm noch ins Einvernehmen setzen.

3. Flusstransporte.

Die bezüglichen Verhandlungen fanden unter dem Vorsitz des Herrn Crescent, Directeur général des voies fluviales du Ministère des travaux publics statt. Ausser seinen nächsten Mitarbeitern wohnten ihnen zwei Vertreter der Schweizerischen Reederei A.G. Basel bei. Es wurde vereinbart, dass für die Transporte ab Rouen 44 schweizerische, in Basel registrierte Schiffe zur Verfügung gestellt werden. Der Betrieb wird von den schweizerischen Reedereien, die sich über das Verfahren zu verständigen haben, besorgt. Als Ausladehäfen wurden bezeichnet: Mâcon, Besançon und eventuell Morvillars. Die Verhältnisse in diesen Häfen müssen noch geprüft werden.

Meinem schon früher vorgebrachten Wunsche, es möchte ein Augenschein in diesen Häfen durch Vertreter des Service des voies fluviales, der französischen nationalen Eisenbahngesellschaft, der SBB und der Schweiz. Reederei A.G. stattfinden, wurde entsprochen. Ich habe es übernommen, das Erforderliche in die Wege zu leiten.

4. Tankschiffe.

Es wurden den französischen Behörden 11 schweizerische Tankschiffe angeboten für die Besorgung von französischen Transporten auf den schiffbaren Kanälen und Flüssen, in der Meinung, dass uns als Gegenleistung französische Kesselwagen für die Transporte nach der Schweiz zur Verfügung gestellt werden. Diese Frage wird von den französischen Behörden noch geprüft.

5. Seehäfen

Als Hafen, der für die Transporte in erster Linie in Frage kommt, wurde von Anfang an Sète bestimmt. Ich habe wiederholt auf die grossen Mängel hingewiesen, die dieser Hafen aufweist (Ungenügender Tiefgang, Fehlen von Magazinen und Entrepôts, Verbindung der Geleise über Drehscheiben mit einem Durchmesser von 3,75 m statt mit Weichen usw.). Subsidär kamen noch die Häfen von Marseille, Saint-Louis-du-Rhône, Caronte, usw. in Frage. Es ist nun gelungen zu erwirken, dass *die Häfen Marseille in erster Linie benützt werden können.* Der Haupthafen ist in den letzten Jahren erheblich vergrössert und verbessert und damit dessen Leistungsfähigkeit gehoben worden. Herr Crescent vertrat die Ansicht, dass dieser Hafen den schweizerischen Importverkehr leicht werde bewältigen können und Sète nicht mehr benützt werden müsse.

Ich habe natürlich nicht verfehlt, dieses Zugeständnis, das noch durch Vermittlung unserer Gesandtschaft in Paris schriftlich bestätigt werden wird, gebührend zu verdanken. Es bedeutet für den schweizerischen Importverkehr

eine namhafte Vereinfachung und Verbesserung und wird von den schweizerischen Importeuren unzweifelhaft sehr begrüsst werden.

6. Organisation der Seetransporte.

Es wurde vereinbart:

a) dass der Direction générale des Transports durch das Kriegs-Transport-Amt je für 14 Tage ein Programm über die zu erwartenden Transporte einzusenden und ihr allfällige Änderungen jeweilen bekannt zu geben sind, und dass

b) der Commissaire fédéral der Direktion des Hafens von Marseille die Ankunft der Schiffe meldet und sich mit dieser und dem Chef de triage d'exploitation (SNCF) bezüglich der Lieferung der Beförderungsmittel in Verbindung setzt.

Schlussbemerkungen.

Ich habe den Eindruck erhalten, dass man in Frankreich bestrebt ist, die Dienstabwicklung nach Möglichkeit zu verbessern.

Es ist festgestellt worden, dass diese Verhandlungen mit Frankreich eine Reihe namhafter Verbesserungen für die Schweiz gezeitigt haben. Einige Beunruhigung verursachte die Eröffnung betreffend die Kontrolle der über Italien zu leitenden Güter. *Die Verhältnisse zwingen dazu, dass nun mit allen Mitteln auf schleunige Erledigung dieser hochwichtigen Angelegenheit gedrungen wird. Es sind zahlreiche Transporte nach italienischen Häfen unterwegs.* Werden plötzlich drakonische Massnahmen eingeführt und wie nach den bisherigen Erfahrungen zu erwarten ist, von einem Tag auf den andern angewendet, so sind Störungen und bedeutende Kosten unvermeidlich[5].

Es wird abzuwarten sein, ob, wie es anfänglich den Anschein hatte, uns bezüglich der Leitung von Gütern, insbesondere von flüssigen Brennstoffen über italienische Häfen, Verpflichtungen auferlegt werden wollen. Gegen gewisse Zumutungen müsste Stellung genommen werden.

---

5. *Cf. N° 182.*

180

E 2001 (D) 3/300

La Division des Affaires étrangères du Département politique[1]
aux Légations et Consulats généraux de Suisse

Copie
LC B.51/10 – SB. Bern, 10. Oktober 1939

Wir lassen nachstehend eine kurze zusammenfassende Darstellung der rechtlichen und tatsächlichen Verhältnisse folgen, die sich für die Schweiz aus der Beobachtung der Neutralität im gegenwärtigen Krieg und der Notwendigkeit, diesem politischen Grundsatz strenge Nachachtung zu verschaffen, ergeben.

Mit der Resolution des Völkerbundsrates vom 14. Mai 1938 wurde die Schweiz aus der Verpflichtung des Völkerbundspaktes, an Sanktionen teilzunehmen, entlassen und damit war ihre uneingeschränkte Neutralität wieder hergestellt. Diese Tatsache wurde der deutschen und der italienischen Regierung zur Kenntnis gebracht, die beide daraufhin eine beinahe gleichlautende Erklärung abgaben, in der hervorgehoben wird, dass dem Willen der Schweiz zur Neutralität bei ihnen jederzeit der Wille entsprechen werde, diese Neutralität zu achten[2].

Unmittelbar vor Ausbruch der Feindseligkeiten zwischen Deutschland und Polen hat die deutsche Regierung am 26. August[3] unter Hinweis auf ihre vorerwähnte Erklärung diese durch ihren Gesandten in Bern in mündlicher Form wiederholt, der Erwartung Ausdruck gebend, dass die Schweiz sich ihrerseits an die Richtlinien strenger Neutralität halten werde. Der italienische Gesandte in Bern hat, ebenfalls in mündlicher Form, eine ähnliche Erklärung abgegeben[4]. Nach Empfang der wenige Tage nachher erfolgten schweizerischen Neutralitätserklärung haben die deutsche und die italienische Regierung auf ihre frühern Kundgebungen verwiesen.

Wir fügen die schweizerische Neutralitätserklärung und die auf sie ergangenen Antworten im Wortlaut (unter Gegenüberstellung des Textes für das Jahr 1914)[5], sowie eine Liste der Neutralitätserklärungen dritter Staaten als Anlage bei[6] und beschränken uns hier noch auf einige allgemeine Bemerkungen.

Die französische Regierung hat unsere Neutralitätserklärung dahin beantwortet, dass Frankreich sie peinlich achten werde. Die an sich selbstverständliche Voraussetzung der Innehaltung der Neutralitätspflichten durch die Schweiz hat sie dabei nicht erwähnt; hingegen hat die britische Regierung nicht

---

1. *La lettre circulaire est signée* Feldscher.
2. *Cf.* E 2001 (D) 3/299.
Sur le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, cf. aussi E 2001 (D) 1/21, E 2001 (D) 4/1 *et* 2.
3. *Cf. N° 132.*
4. *Cf. N° 141.*
5. *Cf. DDS, vol. 6, N° 16.*
6. *Non reproduite.*

unterlassen zu bemerken, dass sie die schweizerische Neutralität in vollem Umfang achten werde, soweit die Schweiz ihrerseits alle erforderlichen Massnahmen treffe, um eine uneingeschränkte Neutralität zu wahren und aufrechtzuerhalten.

Die britische Regierung hatte ursprünglich beabsichtigt, ihre Erklärung über die Achtung der schweizerischen Neutralität an die Bedingung zu knüpfen, dass sie von der gegnerischen Kriegsführung ebenfalls beobachtet werde. Wäre eine solche Bedingung zugelassen worden, so hätte England es in der Hand gehabt, bei wirklichen oder vermeintlichen Neutralitätsverletzungen einer Feindesmacht, sofort und ohne erst die Schweiz zu befragen, auf dem Gebiet der Eidgenossenschaft militärisch einzugreifen. Der Bundesrat hat die britische Regierung nicht im Zweifel darüber gelassen, dass er einen solchen Standpunkt nicht anerkennen und jede Verletzung der schweizerischen Neutralität aus eigenen Kräften zurückweisen würde. Eine Intervention einer dritten Macht könne erst auf ein ausdrückliches schweizerisches Begehren hin in Betracht kommen, und wenn sie ohne ein solches eintreten würde, müsste darin ebenfalls eine Neutralitätsverletzung erblickt werden. Diese Feststellung ist schon vor einigen Monaten auch gegenüber der französischen Regierung gemacht und vom Vorsteher des politischen Departements öffentlich vertreten worden. Sie ist unbestritten geblieben und hat auf die deutsche Regierung, die wegen der von England und Frankreich gegenüber einer Reihe von Staaten gegebenen Sicherheitsgarantien misstrauisch geworden war, beruhigend gewirkt.

Während des Kriegszustandes befolgt die schweizerische Neutralitätspolitik den Grundsatz, keine feindselige Handlungen gegen kriegführende Staaten zu unternehmen sowie keinen Staat in seiner Kriegführung zu unterstützen. Diese Richtlinien finden sich in den Art. 1 und 2 der Verordnung des Bundesrates über die Handhabung der Neutralität vom 14. April 1939 niedergelegt (s. eidg. Gesetzsammlung 1939, Bd. 55, S. 810). Es gehört zur Pflicht des Neutralen, jeder Verletzung seiner Gebietshoheit durch einen Kriegführenden sofort entgegenzutreten. Dass dieser entschlossene Wille zur Abwehr gegenüber allen Nachbarn sich in gleicher Weise bekunde, ist besonders wichtig, denn eine kriegführende Partei, deren Sache beim Volke des Neutralen starken Sympathien begegnet, könnte sich leicht von dem Gedanken verleiten lassen, mit einem Einmarsch in das Land des Neutralen offene Türen einstossen zu können. Armee und Behörden unseres Landes sind sich deshalb bewusst, dass jedem Versuch einer Neutralitätsverletzung mit Nachdruck begegnet werden muss, und auch die öffentliche Meinung bringt der Notwendigkeit, diesen Grundsatz strenge anzuwenden, Verständnis entgegen.

Soweit eine Verteidigung des Luftraums in Betracht kommt, wird nicht so sehr der Wille zur Abwehr als deren Wirksamkeit häufig fraglich sein. Alle in dieser Hinsicht wahrgenommenen Verletzungen werden den hiefür verantwortlichen Staaten mitgeteilt, und in schwerwiegenden Fällen erfolgt eine diplomatische Intervention. Was die schwierige Frage betrifft, ob der schweizerische Luftraum nur bis zu einer gewissen Höhe geschützt werden und demnach als neutral gelten könne, so lässt sich die Ansicht des Bundesrates dahin fassen, dass die Schweiz, wie es hinsichtlich ihres territorialen Gebiets geschieht, auch ihr Luftgebiet mit allen ihr zur Verfügung stehenden Mitteln zu verteidigen

gewillt ist. Von unserm Land wird somit grundsätzlich der Standpunkt eingenommen, der übrigens auch von mehreren Staaten der Oslo-Gruppe geteilt wird, dass der Neutrale seiner Pflicht genügt, wenn er nach Massgabe seiner Kräfte den Luftraum schützt. Ultra posse nemo tenetur.

Die bisherigen Erfahrungen zeigen, dass namentlich einige exponierte Grenzzipfel unseres Landes der Überfliegung durch fremde Flieger ausgesetzt sind, so z.B. das Gebiet der Ajoie, von Schaffhausen und des Sotto Cenere. Diplomatische Schritte mussten von unserer Seite in Paris und Rom unternommen werden, wobei indessen hervorzuheben ist, dass die italienischen Verletzungen unserer Gebietshoheit keine Verletzungen der Neutralität darstellten, da sie nicht seitens einer kriegführenden Macht erfolgten. Die italienischen Behörden haben strenge disziplinarische Massnahmen zur Beseitigung vorgekommener Misstände getroffen. Eine Antwort der französischen Regierung steht noch aus. Die deutsche Regierung hat sich für eine in Schaffhausen begangene Verletzung unseres Luftraums spontan entschuldigt.

Soweit in wirtschaftlichen Dingen die Neutralitätspolitik eine Rolle spielt, besitzt sie ebenfalls politischen oder militärischen Charakter, und es ist unzulässig, wie es oft geschieht, von einer wirtschaftlichen Neutralität zu sprechen[7]. Denn auf wirtschaftlichem Gebiet hat die Schweiz keine andere Neutralitätsbestimmung einzuhalten als Art. 9 des Abkommens betreffend die Rechte und Pflichten der neutralen Mächte und Personen im Falle eines Landkrieges, der vorsieht, dass bei autonomen Massnahmen einer neutralen Macht, die sich auf Ausfuhr oder Durchfuhr von Waffen und Ausrüstungsgegenständen für Heer oder Flotte beziehen, gegenüber allen Kriegführenden gleiches Mass anzuwenden sei. Die besondern Handelsverträge mit den einzelnen Staaten bleiben selbstverständlich vorbehalten. Die Schweiz hat mit ihren drei Nachbarstaaten bereits Abmachungen über Ermöglichung von Durchfuhren zur Versorgung unseres Landes getroffen. Sie steht mit Deutschland und Frankreich in Wirtschaftsunterhandlungen zur Anpassung an die Kriegswirtschaft, und solche mit Grossbritannien sind bevorstehend. Die Bestimmungen der Kriegskonterbande berühren als eine Sache des Seerechts die Schweiz nur indirekt. Besondere Bedeutung kommt in den Wirtschaftsabkommen der Behandlung des Kriegsmaterials zu, dessen Ausfuhr gemäss der oberwähnten Haager Konvention den Regierungen der neutralen Staaten selbst grundsätzlich untersagt ist, den Angehörigen dieser Staaten aber offensteht. In der Neutralitätsverordnung vom 14. April 1939 hat der Bundesrat auch für Privatpersonen die Ausfuhr von Kriegsmaterial verboten, doch sind Ausnahmen statthaft, soweit wirtschaftliche Erwägungen es erfordern und die hiefür festgesetzten Bedingungen allgemeiner Natur innegehalten werden. Der Bundesrat hat denn auch bereits die Erlaubnis erteilt zur Ausfuhr von solchem Kriegsgerät nach Deutschland, Frankreich und England, das vor Ausbruch des Krieges in der Schweiz bestellt worden war. Er hat ausserdem den grundsätzlichen Beschluss gefasst, dass schweizerische Firmen Kriegsmaterial nach kriegführenden Staaten liefern könnten, wenn vom Standpunkte der militärischen

7. *Cf. N° 162.*

Bedürfnisse des eigenen Landes aus dem nichts entgegenstehe und die Rohstoffe für das ausgeführte Material aus dem betreffenden Staat eingeführt werden. Der Grundsatz der Parität unter den kriegführenden Parteien muss auch in diesem Falle beobachtet werden.

Schliesslich wäre noch zu erwähnen, dass der Nachrichtendienst, sowie das Presse- und Filmwesen der Aufsicht der militärischen Instanzen unterstellt worden sind, welche, soweit das Ausland in Betracht kommt, in engster Fühlungnahme mit dem Politischen Departement arbeiten (Bundesratsbeschluss vom 8. September 1939 betreffend die Landessicherheit[8] auf dem Gebiete des Nachrichtenwesens und Bundesratsverordnung vom 22. September 1939 über die Wahrung der Sicherheit des Landes[9]. Die allgemeine Vorzensur kann nur durch besondern Beschluss des Bundesrates eingeführt werden. Die Konzessionspflicht für Presse- und Nachrichtenagenturen ist, auf Ermächtigung des Bundesrates hin, durch das Armeekommando verfügt worden.

ANNEXE

E 1001 1/EPD / 1.7.-31.12.1939

Proposition du Département politique au Conseil fédéral[10]

Berne, 12 septembre 1939

Alors que, en matière touristique et commerciale, notre propagande à l'étranger est assurée par des organismes spéciaux bénéficiant d'assez larges crédits (Office suisse du tourisme, Bureau de propagande des Chemins de fer fédéraux, Office suisse d'expansion commerciale), dans le domaine politique, aucun appareil spécialisé n'a été constitué jusqu'ici pour faire comprendre et apprécier en dehors de nos frontières par l'opinion publique les raisons qui dictent l'attitude de notre pays à l'égard des questions d'ordre général. Cette propagande dont aucun Etat ne saurait

---

8. *Cf. RO, 1939, vol. 55, pp. 921 ss.*
9. *Cf. RO, 1939, vol. 55, pp. 1115 ss.*
Sur les débuts de la Division Presse et Radio, *cf. notamment* E 27/ 14397-14444 *et* E 4450/ 33.
10. *Le code qui figure en tête de ce document indique que ce texte a été rédigé par P. Bonna, Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique.*
Sur l'origine de cette proposition, *cf. la lettre du 6 janvier 1939 du Directeur de la* Neue Zürcher Zeitung, *Ernst Rietmann, et la réponse du 12 janvier du Chef du DPF, G. Motta* (E 2001 (D) 3/15 *et* E 2001 (D) 1/4).
Le Conseil fédéral approuve cette proposition *lors de sa séance du 18 septembre 1939* (E 1004.1 1/ 389/ *N°* 1178).
A cette même date, le journaliste Eric Kessler est attribué à la Légation de Suisse en Grande-Bretagne pour la durée de la guerre, comme collaborateur qualifié qui puisse se consacrer entièrement aux questions de presse et de propagande. En raison des excellents services qu'il rend à notre légation, M. Kessler, assimilé tout d'abord à un attaché de légation, *sera nommé en 1943 secrétaire de légation de II^e classe, puis de I^re classe* (*PVCF N° 2185 du 14 décembre 1944,* E 1004.1 1/452).

se passer complètement n'a naturellement jamais cessé de retenir l'attention de nos représentants diplomatiques et a donné lieu de leur part, de tout temps, à une activité incessante bien que discrète. Cependant, depuis assez longtemps déjà, la question de savoir si cette activité spéciale ne devrait pas être plus systématique et plus développée a été posée de divers côtés. Le Conseil fédéral a déjà eu à examiner des suggestions formulées dans ce sens par des milieux n'appartenant pas à l'Administration. Par décision du 4 juillet 1939[11], il a chargé le Département Politique d'en poursuivre l'examen.

Les circonstances récentes de la guerre donnent à cette question délicate un caractère d'extrême acuité. Il ne s'agit plus, en effet, d'étudier comment nous pourrions améliorer notre crédit moral dans les pays étrangers, mais de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour empêcher que notre volonté de stricte neutralité soit mal comprise et que des appréciations tendancieuses ou malveillantes nuisent à nos intérêts vitaux. La nécessité d'une action immédiate à cet égard s'impose à tous les esprits préoccupés de l'avenir de notre pays; l'Etat-Major Général de l'Armée nous a notamment fait savoir qu'elle retenait très sérieusement son attention et qu'il considérait comme extrêmement souhaitable qu'une organisation en vue de la propagande suisse à l'étranger soit rapidement mise sur pied.

L'opportunité d'agir rapidement ne saurait être contestée. Elle ne doit pas faire oublier cependant que l'action à entreprendre est de caractère fort délicat. Elle exige beaucoup de prudence et de tact, surtout lorsqu'il s'agit d'un pays qui, comme la Suisse, fait une politique d'équilibre et d'amitié envers chacun et n'a à faire triompher aucun programme d'expansion politique. Une propagande trop retentissante provoque immédiatement des réactions et il est frappant de constater que, de tous les pays d'Europe, celui qui a déployé dans ce domaine l'activité la plus grande au cours de ces dernières vingt années est précisément la Tchécoslovaquie. La transposition dans le domaine politique des méthodes qui peuvent être employées avec succès en matière touristique ou commerciale serait une erreur à éviter à tout prix. Une propagande efficace en faveur de la Suisse doit répudier résolument les moyens un peu gros et se faire nuancée et discrète. Elle doit, d'autre part, s'adapter aux habitudes et au tempérament de chaque pays, utiliser les bonnes volontés et les sympathies et éviter tout ce qui pourrait avoir un caractère agressif à l'égard de quiconque.

Une besogne aussi nuancée ne peut pas être réglée à distance par un organe central en Suisse. Il importe absolument qu'elle soit accomplie par nos Légations à l'étranger qui ont déjà acquis dans ce domaine une précieuse expérience. Il faut laisser à nos Ministres le soin d'agir pour le mieux en tirant parti des concours bénévoles auxquels ils ont déjà recouru dans le passé et s'en remettre à eux pour continuer, avec des moyens nouveaux, la tâche déjà commencée à laquelle ils ont mûrement réfléchi.

Les moyens nouveaux à mettre à la disposition de nos Légations pour leur permettre de se consacrer plus activement que par le passé à la propagande sont de deux ordres. Il faudra, sans doute, surtout dans les postes particulièrement chargés, renforcer légèrement le personnel diplomatique actuel pour permettre à un des collaborateurs du Ministre de consacrer l'essentiel de son temps aux questions de presse et de propagande, au contact avec les journalistes suisses et étrangers et à l'étude soigneuse des nouvelles concernant la Suisse, paraissant dans la presse du pays. Il conviendra, d'autre part, de mettre nos Légations en mesure de recourir sur place à un ou plusieurs agents officieux capables d'exercer une action qu'une mission officielle ne peut pas déployer. Nous n'entendons nullement faire allusion par là aux démarches équivoques auxquelles pourrait donner lieu la vénalité de beaucoup de journaux. Nous sommes d'avis, au contraire, que la corruption est un moyen à écarter pour le moment, non seulement parce qu'il est extrêmement coûteux, mais parce qu'il ne donne pas des résultats durables et que, du jour où nous y aurons recours, la bonne volonté dont nous bénéficions gratuitement de la part de journaux notoirement vénaux ne pourra plus être obtenue qu'au prix de subsides de plus en plus chers. L'action officieuse à laquelle nous pensons est celle qui doit se déployer discrètement par des relations personnelles dans les rédactions, par des rapports de camaraderie avec les journalistes et pour laquelle une personnalité

11. E 1004.1 1/387, *N°* 1342.

revêtue d'une fonction diplomatique officielle, même de celle d'«attaché de presse», a les coudées beaucoup moins franches qu'un publiciste ou un journaliste suisse déjà installé dans le pays. Jusqu'ici nos Légations ont eu maintes fois recours au concours bénévole des journalistes suisses pour une activité de ce genre. Elles ne sauraient toutefois les mettre plus largement à contribution et surtout leur demander une action systématique que si elles sont en mesure de rémunérer les services qu'elles demandent. Il ne s'agirait pas, dans notre esprit, d'un traitement, mais d'une indemnité en rapport avec le temps qui sera consacré à l'action de propagande en faveur du pays. Nous sommes dans l'impossibilité d'indiquer, même approximativement, l'ampleur de la dépense qui serait nécessaire à cet effet. Des propositions concrètes devront être demandées à chacune des Légations qui devront recourir au concours de tels agents. Nous recommanderons une prudente économie et nous souhaiterions être autorisés à régler les détails de l'indemnisation, d'entente avec le Département des Finances.

Tout en laissant à nos Légations le soin et la responsabilité d'agir pour le mieux, étant données les circonstances spéciales des pays dans lesquels elles sont accréditées, il convient cependant de les aider dans leur besogne délicate en leur fournissant, périodiquement et au fur et à mesure des besoins, les informations et la documentation qui pourra servir de base aux articles qu'elles tenteront de faire publier par la presse étrangère. Il ne s'agit naturellement pas de concurrencer les agences de presse qui diffusent quotidiennement des nouvelles sur la Suisse, mais bien de réunir et de renouveler des notes permettant de dissiper des malentendus, de rectifier des inexactitudes et de faire pénétrer dans l'opinion étrangère un ensemble d'idées, évidentes chez nous, mais moins facilement comprises en dehors de nos frontières, que l'on peut résumer par les quatre thèmes suivants:

1) La neutralité est une nécessité organique pour la Suisse. Elle répond à une évolution historique.

2) La neutralité suisse est dans l'intérêt de l'Europe.

3) La Suisse est résolue à défendre sa neutralité contre quiconque et elle est en mesure de le faire.

4) Cette neutralité n'est pas égoïste, mais généreuse, car elle permet d'atténuer les maux de la guerre pour les belligérants.

Ces informations périodiques ne peuvent être utilement préparées que par des personnalités supérieures. Nous nous proposons de faire appel à cet effet en première ligne à Monsieur Pierre KOHLER, professeur à l'Université de Berne et à Monsieur Jean de SALIS, professeur à l'Ecole polytechnique fédérale, qui nous ont déjà promis leur concours. Nous nous réservons de leur associer d'autres personnalités du même ordre. Ces collaborations devront faire l'objet d'une indemnisation équitable au prorata du travail fourni.

Nous pensons avoir ainsi tracé l'esquisse d'un organisme de propagande basé sur nos Légations à l'étranger, susceptible de s'adapter au fur et à mesure des circonstances à tous les besoins et de rendre, avec un appareil administratif aussi simple que possible les services qu'exige l'intérêt du pays. Le système que nous préconisons est, pensons-nous, celui qui entraînera le minimum de frais. Comme il doit s'adapter aux événements et aux conditions locales, nous ne voyons pas la possibilité d'en établir à l'avance le budget. Nous croyons que, vu les circonstances, le Conseil fédéral peut s'en remettre à notre Département et au Département des Finances pour en autoriser, au fur et à mesure des besoins, les dépenses dans un esprit de sage économie. Il est bien entendu que ce plan ne sera réalisé que progressivement et ne s'étendra d'abord qu'aux pays où il est essentiel de nous concilier l'opinion publique. Il va également de soi qu'au moment où l'organisation prévue par le Département de l'Intérieur sera en état de fonctionner, une étroite collaboration devra s'établir entre la Fondation Pro Helvetia et notre service de propagande politique à l'étranger [12].

L'action de propagande à entreprendre devant être discrète et prudente, il serait préférable de ne pas publier ce que nous avons l'intention de faire à cet égard. La nouvelle que le Conseil fédéral a décidé d'organiser une action de ce genre ferait, en effet, immanquablement croire à des projets beaucoup plus vastes et donnerait lieu à de fausses interprétations et à des commentaires nuisibles.

---

12. *Cf.* E 3800 1/51 *et* 55.

181

E 2001 (D) 1/95

Le Chef de la Division de Police
du Département de Justice et Police, H. Rothmund,
au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger

Copie
L B 12/13
E 11/7 A.

Bern, 12. Oktober 1939

Nachdem schon in früheren Jahren von Italien her Ausländer unter Umgehung der schweizerischen Grenzkontrolle in unser Land eingereist sind (Beilage 1)[1], mehren sich in der letzten Zeit solche Fälle in bedenklichem Masse.

Von den auf diese Weise Zugereisten wird dabei sehr häufig behauptet, dass italienische Grenzorgane ihnen zur unrechtmässigen Einreise verholfen hätten, ja dass die italienische Polizei sie zwang, sich illegal in die Schweiz zu begeben.

Die schwarz eingereisten Ausländer sind meist deutsche oder polnische Juden sowie Staatenlose, alles Menschen, die nur mit der allergrössten Mühe verhalten werden können, die Schweiz legal zu verlassen, und die häufig jeglicher Mittel bar sind.

Wir möchten Sie daher bitten, bei den italienischen Behörden vorstellig zu werden und dieselben zu ersuchen, ihren Polizeiorganen Weisung zu erteilen, nicht mehr bei illegalen Grenzübertritten in die Schweiz behilflich zu sein oder gar dieselben zu fördern. Als Unterlage für Ihre Besprechungen übermitteln wir Ihnen einige Protokollauszüge und Depositionen (Beilage 2)[2].

Sollte von den italienischen Behörden erwähnt werden, dass auch schweizerische Polizeiorgane die gleiche Praxis der illegalen Abschiebungen üben, so bitten wir Sie, die nötigen Angaben entgegenzunehmen, damit kantonale Instanzen, die etwaige solche Massnahmen decken sollten, zur Rechenschaft gezogen werden können.

In dem Zusammenhang melden wir Ihnen, dass sich in der italienischen Enklave Campione zur Zeit zahlreiche jüdische Flüchtlinge aus Deutschland befinden, die befristeten Aufenthalt haben und von denen zu befürchten ist, dass sie nach Ablauf der Aufenthaltsdauer in die Schweiz abgeschoben werden. Wir hoffen, auch das könne verhindert werden.

---

1. *Non reproduit.*
2. *Non reproduit.*

182

E 2200 Paris 12/38

Notice du Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki

Paris, 13. Oktober 1939. 16 Uhr 15

Ich telephoniere Herrn Direktor Hotz, Handelsabteilung, Bern, folgendes:

1. Sie wissen, dass die französischen Behörden für die Schweiz bestimmte Waren, die als «contrebande» angesehen werden, nur frei geben wollen, wenn die Schweiz die Erklärung abgibt, dass diese Waren weder im ursprünglichen Zustand noch verarbeitet nach Deutschland exportiert werden[1]. Die Schweiz hat bisher die Abgabe dieser Erklärung abgelehnt. Es hat unter diesen Umständen keinen Sinn, uns weiter mit Interventionen in Einzelfällen zu beauftragen. Zuerst muss die prinzipielle Frage entweder anlässlich der Verhandlungen in Bern oder aber hier endgültig abgeklärt werden.

Herr Hotz antwortet mir, er habe sich in dieser Sache bereits an Herrn Juge gewandt und diesem mitgeteilt, dass es nach schweizerischer Ansicht gemäss Art. 4 des provisorischen Abkommens unzulässig sei, eine solche Erklärung zu verlangen[2]. Herr Juge habe bis jetzt nicht geantwortet.

2. Es hat meines Erachtens keinen grossen Zweck, Frankreich gegenüber nach wie vor den Standpunkt zu vertreten, die bestehenden Handelsabkommen seien trotz Ausbruch des Krieges noch in Kraft. Es wäre m.E. wirksamer, Repressalien zu ergreifen und die Einfuhr aller französischen Waren zu sperren, die die Schweiz nicht unbedingt braucht.

Herr Dr. Hotz antwortet, dass er diesen Standpunkt sehr wohl verstehe, dass Frankreich das einzige Land sei, welches bisher diesen Standpunkt eingenommen habe und dass die Schweiz die von mir angetönte Abwehrmassnahme bereits ergriffen hätte.

3. Frankreich ist stark darauf angewiesen, ziemlich viel direktes und indirektes Kriegsmaterial aus der Schweiz zu beziehen[3]. Gewisse hiesige Ministerien legen darauf grössten Wert. Die Schweiz sollte deshalb in der Erteilung der nachgesuchten Ausfuhrbewilligungen möglichst zurückhaltend sein, damit wir diesen Punkt in den Verhandlungen mit dem Blockadeministerium und dem Handelsministerium möglichst ausnutzen können.

4. Nach eingelaufenen Meldungen werden Schiffe mit Schweizerwaren, die über Italien exportiert worden sind, von der englischen und französischen Seekontrolle angehalten. Der Marinekommandant von Marseille soll sogar angeordnet haben, dass alle Kisten geöffnet werden müssen. Eine derartige Ausfuhrkontrolle brauchen wir uns offenbar nicht gefallen zu lassen. Herr Dr. Hotz antwortet, dass ihm dies vollkommen neu sei und nach seinen Infor-

---

1. *Cf. N° 179.*
2. *Cf. N°s 153, 155, 157 et 160.*
3. *Cf. N°s 168 et 169.*

mationen der Transit durch Italien bei der Ein- und Ausfuhr reibungslos vor sich gehe.

5. Solange die Verhandlungen lediglich mit dem französischen Handelsattaché in Bern und nicht hier in Paris geführt werden, muss ich selbstverständlich alle Verantwortung ablehnen.

183

E 2001 (D) 3/306

Notice du suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P.A. Feldscher

Streng vertraulich. *[Berne, 13 octobre 1939]*

Anlässlich eines Déjeuners, das heute zu Ehren der deutschen Delegation für die Wirtschaftsunterhandlungen gegeben wurde, sprach mein Tischnachbar, Legationsrat von Bibra, von einer soeben durch das Radio verbreiteten Meldung des «Völk[*ischen*] Beobachters», derzufolge das Deutsche Reich nach der gestrigen Rede Chamberlains den Grosskampf gegen England aufnehmen werde. Es sei bedauerlich, dass Herr Bundesrat Motta gegenwärtig erholungsbedürftig sei. Wenn die heutige Situation vor zwei Jahren entstanden wäre, so hätte Herr von Bibra keinen Augenblick gezögert, Herrn Motta zu bitten, bei Mussolini, Daladier und Chamberlain zur Rettung des Friedens zu intervenieren, und er sei überzeugt, dass bloss dank seiner persönlichen Eigenschaften, seinem Einfluss und seinem Ansehen ein Ausweg hätte gefunden werden können. Meinen Aufwand, dass hierfür auch gewisse sachliche Voraussetzungen hätten gegeben sein müssen, liess er nicht gelten, sondern bedauerte nur wiederholt, dass man heute Herrn Motta die für eine solche Vermittlungstätigkeit erforderliche grosse physische Anstrengung nicht mehr zumuten könne.

Herr von Bibra betonte in anderem Zusammenhang, dass der Führer gegen die Schweiz sehr schlecht gestimmt sei, und dass die jüngsten Entgleisungen der Schweizerpresse ihn zu Äusserungen veranlasst hätten, die, wie der Berliner sage, bis zu äusserst an die Palmenspitzen gingen! Er habe im übrigen meine aufklärenden Mitteilungen hinsichtlich zweier Artikel in der «Gazette de Lausanne» und den «Basler Nachr*[ichten]*» nach Berlin weitergegeben und suche weiterhin durch Übermittlung vernünftiger Presseartikel die dortige Athmosphäre für die Schweiz zu bessern. Doch entgegne man in Berlin auf seine Bemühungen, dass man gewisse Auslassungen schweiz*[erischer]* Blätter schwarz auf weiss besitze, an denen es somit nichts zu deuteln gebe. Ich habe ihn daraufhin daran erinnert, dass man noch in jüngster Zeit gegen die Haltung der Schweizerpresse im allgemeinen in Berlin nicht mehr viel einzuwenden gehabt habe und dass die neuesten Massnahmen der schw*[eizerischen]* militär*[ischen]* und

zivilen Behörden geeignet seien, weiteren unerfreulichen Pressevorkommnissen einen Riegel zu schieben.

Dieses Gespräch hinterlässt den Eindruck, dass die deutschen Regierungskreise eine Intervention von neutraler Seite zugunsten des Friedens nicht ungern gesehen hätten und dass es H*[e]*r*[rn]* v*[on]* B*[ibra]* gelockt hätte, von Bern aus eine derartige Aktion in die Wege zu setzen. Aber man gibt sich wohl Rechenschaft darüber, dass alle Bedingungen für ein solches Eingreifen fehlen. Dagegen versucht man von Berlin aus, auf wirtschaftlichem wie auf propagandistischem Gebiet auf die neutralen Staaten einzuwirken, sei es nun, um sich in dieser Hinsicht gewisse Ausfalltore zu erhalten, sei es, um gegebenenfalls Grund zu einer Einmischung zu bekommen[1].

1. *Cf. le rapport du 16 octobre 1939 de A. Schwengeler, de la Section de renseignements de l'Etat-Major Général de l'Armée, sur son entretien avec Feldscher à propos des déclarations de von Bibra* (E 27/9912).

184

E 1004.1 1/390

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 13 octobre 1939[1]

1937. Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 10. Oktober 1939

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«Über den Stand der am 4. September aufgenommenen und auf Grund der mit Antrag vom 9. September durch den Bundesrat genehmigten Instruktionen[2] seither fortgeführten Verhandlungen beehren wir uns, folgenden Bericht zu erstatten:

Die vorsichtige Abtastung der Positionen durch die schweizerische Delegation hat bald ergeben, dass ein künftiger Abschluss der Besprechungen von der Regelung zweier Kardinalfragen abhängt. Einmal die möglichst rasche Abtragung der deutschen Verschuldung auf dem Warenkonto und auf dem Transferfonds, die gegenwärtig mit insgesamt rund 80 Millionen Franken zu veranschlagen ist und zum zweiten die Erfüllung des deutschen Wunsches nach freierer Warenwahl, soweit dies mit der schweizerischen Versorgungslage und

1. *Etaient absents: G. Motta, M. Pilet-Golaz.*
2. *Non reproduites; cf. N° 159.*

den Schwierigkeiten der Rohstoffbeschaffung sowie mit den Pflichten der Neutralität in Übereinstimmung zu bringen ist. Hinsichtlich der Abtragung des Schuldsaldos standen die beiden Delegationen vorerst auf einem diametral entgegengesetzten Standpunkt. Die deutsche Seite, die natürlich in Anbetracht der gegenwärtigen Lage ihre Interessen auf eine möglichst weitgehende Versorgung mit lebenswichtigen Gütern konzentriert, brachte dem schweizerischen Begehren auf massive Tilgung wenig Verständnis entgegen, sondern stellte vielmehr die These auf, dass eine Weiterbelieferung der Schweiz mit deutschen Waren nur zu verantworten sei, wenn der Gegenwert wiederum zum Bezug von Waren schweizerischen Ursprungs weit möglich zur Verfügung gestellt wird, wobei die Interessen der Finanzgläubiger und des Reiseverkehrs eine angemessene Berücksichtigung finden sollen. Gestützt auf diese These verlangte die deutsche Delegation, es sei entweder vom Bund oder privater Seite (Banken, Versicherungsunternehmungen) ein so hoher Betrag in den Verrechnungsapparat einzuschiessen, dass die rückständigen schweizerischen Gläubigeransprüche auf einmal befriedigt werden können. Damit würden die gegenwärtig bestehenden Wartefristen aus der Welt geschaffen und die künftigen Geschäfte könnten hinsichtlich der Zahlungsseite Zug um Zug erfolgen. Die deutsche Delegation ermangelte nicht beizufügen, dass die Schweiz durch die Erfüllung dieses Vorschlages absolut kein Risiko laufe, eine Ansicht, welche von der schweizerischen Delegation aus guten Gründen keineswegs geteilt wurde.

Nach langwierigen und hartnäckigen Verhandlungen gelang es endlich, die deutsche Delegation zu überzeugen, dass weder der Bund noch private Geldgeber bereit sind, die erforderliche Summe vorzuschiessen. Dagegen wurde der deutschen Delegation zur Beseitigung der Schwierigkeiten, die unzweifelhaft in den langen Wartefristen liegen und die in der gegenwärtigen Lage auf die schweizerische Exportfreudigkeit einen ausserordentlich hemmenden Einfluss ausüben, der Vorschlag gemacht, die bereits bestehende Möglichkeit der Bevorschussung der an die Deutsche Verrechnungskasse einbezahlten Guthaben schweizerischer Exporteure gegenüber ihren deutschen Abnehmern durch die Darlehenskasse der Schweizerischen Eidgenossenschaft in grosszügiger und wirksamer Weise auszubauen. Die zuständigen Organe der Darlehenskasse haben sich bereit erklärt, eine Bevorschussungsaktion im vorgesehenen Umfange auszuführen unter der Voraussetzung, dass sie vom Bundesrat einen entsprechenden Auftrag erhält. Dabei ist in Aussicht genommen, die bestehende Belehnungslimite der Clearingforderungen von 60 auf 90% heraufzusetzen zu einem Zinsfuss von maximal 1% über dem offiziellen Diskontsatz der Nationalbank, was gegenwärtig 2½% statt 3% ausmacht. Die insgesamt auszuschüttende Darlehenssumme wurde grundsätzlich nicht fixiert; es müssen jedoch höchstens 50-60 Millionen Fr. in Anspruch genommen werden, die auch fortlaufend für neue Bevorschussungen zur Verfügung stehen, da die früher gewährten Darlehen zur Rückzahlung gelangen nach Massgabe der chronologischen Befriedigung der schweizerischen Forderungen aus den Mitteln des Sammelkontos der Deutschen Verrechnungskasse bei der Schweizerischen Nationalbank. Eine weitere Erleichterung der Darlehensaktion ist darin zu erblicken, dass die Bonität des schweizerischen Schuldners nicht geprüft wird.

Dieses grosszügige Angebot wurde der deutschen Delegation unterbreitet

unter der Voraussetzung, dass an den schweiz. Tilgungsvorschlägen nichts abgeändert werde. Es gelang letzten Endes, diesem Stankpunkt grundsätzlich zum Durchbruch zu verhelfen

[...][3]

Gestützt auf obige Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

Von vorstehendem Verhandlungsbericht wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen und die schweizerische Delegation ermächtigt, die Besprechungen auf der skizzierten Grundlage zum Abschluss zu bringen.

3. *Suivent les propositions techniques des deux délégations.*

185

E 7001 (B) 1/454

Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht, au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki

Copie
L

Bern, 16. Oktober 1939

Durch unser Schreiben vom 13. Juli 1939[1] ist der französischen Regierung via Gesandtschaft Paris notifiziert worden, dass der Bundesrat für den Fall eines Kriegsausbruches ein Kontrollsystem für importierte Waren einzuführen gedenke, das er selbst organisiert und für das er die volle Verantwortlichkeit zu übernehmen beabsichtige.

Diese Organisation ist inzwischen an die Hand genommen worden und ist heute so weit gefördert, dass sie der Vollendung entgegengeht[2]. Das Kontrollsystem unterliegt der Handelsabteilung und wird durch diese über die Sektion für Ein- und Ausfuhr ausgeübt. Für die verschiedenen Warenkategorien werden Syndikate gegründet – für die meisten ist die Gründung schon erfolgt – welche u.a. gegenüber den einzelnen Importfirmen die Kontrolle zu übernehmen haben.

Die obengenannte Notifikation ist gleichzeitig auch gegenüber England erfolgt[3]. Weder von der einen noch von der andern Seite ist uns eine Stellungnahme zur Kenntnis gebracht worden. Wir waren der Auffassung, es sei nicht an uns, die Regierungen Frankreichs und Englands zu befragen, ob ihnen die

1. *Non reproduite.*
2. *Cf. N° 102.*
3. *Cf.* E 7110 1967/32/821 Grossbritannien.

schweizerische Lösung genehm sei oder nicht. Das Stillschweigen der Gegenseite ist wohl darauf zurückzuführen, dass man in Paris und in London über die Belieferungs- und Transitbedingungen noch nicht völlig im klaren ist.

Mit Frankreich gelangten wir inzwischen durch Verhandlungen in Bern zu einer vorläufigen, provisorischen Regelung, die in folgenden Worten enthalten ist:

«Les marchandises importées de France en Suisse ne pourront en aucun cas être réexportées en l'état. Elles seront destinées à la consommation du pays ou à la fabrication de produits manufacturés. La Suisse s'engage à veiller à ce que les produits manufacturés avec des marchandises importées de France ne soient exportés sans limitation que dans les pays expéditeurs de ces marchandises ou dans les pays qui auront été désignés d'un commun accord. Dans tous les autres cas, les courants normaux devront être maintenus.»

Nun hat uns Herr Baumann[4] aus Paris bei seinem kürzlichen Besuch behaupten wollen, dass diese Regelung mit Frankreich nicht funktioniere[5]. Die Schwierigkeiten für den Handelsverkehr zwischen Frankreich und der Schweiz seien immer noch an der Tagesordnung. Und Herr alt Oberbetriebschef Matter, Chef des Kriegstransportamtes, hat uns nach seinem letzten Besuch in Paris berichtet, dass man bei den französischen Verhandlungspartnern hie und da Bermerkungen über Kontrollmassnahmen höre, ohne dass man sich über die Art und den Umfang dieser Massnahmen eine Vorstellung machen könnte[6]. Man habe durchblicken lassen, dass über die Güter mit Bestimmung nach der Schweiz, die über Italien geleitet werden, ein strenges Kontrollverfahren eingeführt werde.

Es beunruhigt uns auch die Tatsache, dass in den letzten Tagen eine Reihe für die Schweiz bestimmter Sendungen (Baumwolle, Getreide) auch aus neutralen Schiffen auf ihrer Fahrt nach Genua oder Antwerpen herausgenommen wurden und für die Schweiz nur auf Grund einer Erklärung freigegeben werden, welche jede Wiederausfuhr ausschliesst. Wir erkennen in diesem Vorgehen der französischen und britischen Kontrollbehörden zur See die Absicht, die Zufuhr von Waren über Italien und Belgien nach der Schweiz zu unterbinden und die gesamte Versorgung der Schweiz aus Übersee der Kontrolle Frankreichs zu unterstellen. Die Erklärungen, welche uns Herr Minister Juge zu diesem Vorgehen der französisch-englischen Kontrollbehörden abgegeben hat, vermögen uns in keiner Weise zu beruhigen. Der Direktor der Handelsabteilung, mit dem Sie sich bereits telephonisch in Verbindung gesetzt haben, wird sich in dieser Angelegenheit selbst an Sie wenden.

Diese Situation ist nicht befriedigend. Und doch möchten wir nicht durch eine voreilige Neugierde den Anschein erwecken, als ob wir verschärfte Bedingungen und Beschränkungen noch gewärtigen würden. In dieser Sachlage haben wir uns entschlossen, Sie ins Bild zu setzen und es Ihnen anheim zu stel-

---

4. *F. Baumann, président de la Commission des questions douanières de la Chambre de commerce suisse en France. Cf. sa lettre du 4 octobre 1939 au Chef du Département de l'Economie publique* (E 2001 (D) 3/230 *et* E 7110 1967/32/821.0 Frankreich/1).

5. *Cf. N^os 175 et 179.*

6. *Cf. N° 182.*

len, ob und wie Sie durch gelegentliche Sondierungen abzuklären versuchen wollen, was allenfalls bei den französischen Ministerien noch unterwegs sein könnte[7].

ANNEXE

E 2200 Paris 12/38

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

Copie
L Englisch-französische Blockademassnahmen Paris, 19. Oktober 1939

Soeben erhalte ich Ihr Schreiben vom 16. Oktober[8]. Ich bin sehr froh, endlich Aufklärungen und einen Auftrag zu erhalten, auf die ich seit Kriegsbeginn gewartet habe. Ich möchte mir aber erlauben, doch die Frage aufzuwerfen, ob dieser Auftrag, der lediglich auf gelegentliche Sondierungen geht, nicht erweitert werden sollte. Dies aus folgenden Gründen:

Wenn ich auch die ausserordentliche Zurückhaltung, die die Schweiz bisher in der Frage der englisch-französischen Kontrollmassnahmen beobachtet hat, einigermassen verstehen kann, so bin ich doch persönlich vollkommen davon überzeugt, dass diese Taktik nicht richtig war. Sie scheint mir zu verkennen, dass die Alliierten den Krieg auf längere Zeit weder zu Lande, noch in der Luft, noch auf dem Meer in entscheidender Weise führen wollen, sondern diese Entscheidung in der wirtschaftlichen Blockade suchen. Bei einer derartigen Zielsetzung und bei den in Frage stehenden für beide Länder absolut ausschlaggebenden Interessen, sowie bei der überall herrschenden *Kriegs*-mentalität wird man weder in London noch in Paris der Tatsache Bedeutung beimessen, dass die Schweiz im Juli gewisse Mitteilungen gemacht hat. Man entscheidet einseitig und stellt sich auf den Standpunkt, die Neutralen hätten diese Entscheidungen ohne weiteres zu schlucken[9]. Da die Schweiz zweifellos bedeutend stärker von England und Frankreich abhängig ist, als diese Länder von ihr, so hätte man meines Erachtens vom ersten Augenblick an versuchen sollen, die Entscheidungen, bevor sie Tatsache wurden, durch Verhandlungen bei den allerobersten Persönlichkeiten in London und Paris in günstigem Sinne zu beeinflussen. Nachdem kürzlich, wie Sie sicherlich der Presse entnommen haben, der französische Blockademinister in London war, ist leider anzunehmen, dass diese Entscheidungen schon getroffen sind, uns es ausserordentlich schwer halten wird, sie nachträglich abzuändern. Ich habe schon vor mehreren Wochen den Besuch des Chefs der belgischen Delegation gehabt, der über diese Fragen in London und Paris verhandelt. Er fragte mich nach unserer Stellungnahme. Ich musste ihm leider antworten, ich sei nicht näher informiert, da die Verhandlungen ausschliesslich in Bern stattfinden.

Bei dieser nun sehr schwierig gewordenen Sachlage[10] möchte ich mir den Vorschlag gestatten, dass die schweizerischen Gesandten in London und Paris unverzüglich und offiziell beauftragt werden, an der höchsten für Blockadefragen zuständigen Stelle zu intervenieren und insbesondere zu verlangen:

1. Dass für die Schweiz bestimmte, auf der Contrebandeliste figurierende und von englischen oder französischen Schiffen angehaltene Waren frei gegeben werden gegen die Erklärung der schweizerischen Behörden, dass sie entweder für den schweizerischen Konsum oder für die Weiter-

7. *La réponse de Stucki est publiée en annexe au présent document.*
8. *Document reproduit ci-dessus.*
9. *Annotation d'Obrecht en marge*: Das wollen wir doch nicht!
10. *Cf. N^os 175 et 182.*

verarbeitung in der Schweiz bestimmt sind. Wenn nötig müsste das Mass der Weiterverarbeitung präzisiert werden.

2. Dass Waren, die von der Schweiz *exportiert* werden, nicht angehalten und beschlagnahmt werden dürfen.

Ich fürchte, dass es vielleicht schon zu spät ist, diese Grundsätze durchzusetzen und sehe nicht recht ein, wie wir dies erzwingen könnten. Jedenfalls aber sollte der Versuch meines Erachtens sofort gemacht werden. Gleichzeitig sollte meiner Auffassung nach auch festgestellt werden, wie sich Belgien, Holland, Schweden und Norwegen zu diesen Fragen stellen und wie weit ihre bezüglichen Verhandlungen mit England und Frankreich gediehen sind.

Ich muss immer und immer wieder betonen, dass Verhandlungen mit Herrn Juge die wertvollste Zeit kosten und kaum zu einem Resultat führen können. Der hiesige «Directeur Général du Blocus» sagte mir noch kürzlich, er hätte Herrn Juge niemals Instruktionen erteilt und lehne jede Verantwortung für dessen Besprechungen in Bern ab! Man sollte nicht vergessen, dass Herrn Juge ausschliesslich Vertreter der hiesigen Handelsvertragsabteilung ist, während die entscheidenden Persönlichkeiten in ganz andern Ministerien sitzen.

Ich bitte Sie, Herr Bundesrat, meine Offenheit zu entschuldigen[11]. Ich glaubte, Ihnen meine Auffassung darlegen zu *müssen* und gewärtige gerne Ihre endgültigen Instruktionen[12].

---

11. *Annotation d'Obrecht dans la marge*: Nicht ganz!
12. *Cf. N° 195.*

186

E 7110 1976 /134/5

COMMISSION CONSULTATIVE POUR LA SURVEILLANCE DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS

Procès-verbal de la première séance du 17 octobre 1939.

Bern, 19. Oktober 1939

Der *Vorsitzende*[1] stattet einleitend den Herren Bundesrat Obrecht und Direktor Hotz seinen Dank dafür ab, dass das Präsidium dieser Kommission einem Vertreter der Privatwirtschaft übertragen wurde. Es geschah dies wohl vor allem aus der Überlegung, dass die Wirtschaft die Folgen des Krieges in erster Linie zu tragen haben wird, sodass ihr auch ein massgebendes Mitspracherecht zukommen soll. Der Bundesrat hat übrigens diesem Gedanken bereits Rechnung getragen bei der Besetzung der leitenden Stellen der Kriegswirtschaftsämter.

Eine grosse Verantwortlichkeit lastet auf der ganzen Kommission. Deren Aufgabenkreis ergibt sich aus Art. 1 des Bundesratsbeschlusses über die Über-

---

1. *Le Ministre H. Sulzer.*

wachung der Ein- und Ausfuhr vom 22. September 1939[2], der besagt, dass die Einfuhr und Ausfuhr aller Waren sowie die Verwendung eingeführter Waren einer staatlichen Überwachung unterstellt ist. Das Tätigkeitsfeld der Kommission wird Herr Direktor Hotz im einzelnen noch näher umschreiben.

Der jetzige Krieg wird noch viel schwierigere Probleme stellen als es während des letzten Weltkrieges der Fall war. Wenn unser Land wiederum, wie vor 25 Jahren, von direkten Kriegswirren verschont werden sollte, so wird sich nichtsdestoweniger der Wirtschaftskrieg auch für uns in stärkstem Masse auswirken.

Es wird ein Gebot nationaler Würde und menschlicher Solidarität sein, in unsern Ansprüchen Mass zu halten und den durch den Krieg direkt Betroffenen nach Möglichkeit zu helfen. In diesem Rahmen müssen wir selbst aber Anspruch auf Leben und Arbeit erheben. Wir müssen auch den Standpunkt wahren, dass es ausschliesslich unsere Sache sein soll, die Ein- und Ausfuhr zu überwachen. Alle allfälligen Einmischungen von aussen sind strikte abzulehnen. Wo uns Verpflichtungen auferlegt werden, ist deren Einhaltung mit peinlichster Sorgfalt geboten.

Was die Arbeit der Kommission in innenpolitischer Hinsicht betrifft, so ist damit zu rechnen, dass sich die Ansichten der einzelnen Mitglieder nicht immer decken werden. Es ist aber notwendig, dass jeder auch das nötige Verständnis für die Sorgen des andern aufbringt. In diesem Sinne wollen wir unsere Arbeit beginnen unter der Devise «Pro Helvetiae dignitate et securitate».

Herr Direktor Hotz gliedert seine Ausführungen in zwei Abschnitte, in deren erstem erläutert wird, *was* die Handelsabteilung seit Beginn des Krieges bereits vorgekehrt hat, und in deren zweitem Teil er sich darüber ausspricht, *wie* die Durchführung vor sich ging und was zu tun noch beabsichtigt ist.

I. Als sich die politische Lage immer mehr verschärfte, haben wir eine Massnahme schwerwiegender Natur getroffen, indem ein *allgemeines Ausfuhrverbot* erlassen wurde. Für ein Land wie die Schweiz, das vom Export lebt, bedeutete diese vorsorgliche Vorkehr gewiss eine Härte. Damit waren aber die Vorbedingungen geschaffen, um weitere notwendige Massnahmen in aller Ruhe durchdenken und treffen zu können. Das Ausfuhrverbot hat den Zweck gehabt, uns gegenüber dem Ausland vollständige Unabhängigkeit zu wahren. Wir werden unsere Dinge selber zu ordnen wissen und uns auch nicht zu illoyalen Vermittlungsgeschäften hergeben. Es wird füglich behauptet werden dürfen, dass der Erlass dieses Ausfuhrverbotes im Ausland keinen schlechten Eindruck ausgelöst hat. Diese Massnahme haben wir dann in der Folge verstärkt durch den Bundesratsbeschluss und die Departementsverfügung vom 22. September 1939 über die Überwachung der Ein- und Ausfuhr.

Wir haben, kaum dass die Feindseligkeiten eröffnet worden sind, eine *deutsche* Verhandlungsdelegation in unserem Lande empfangen[3]. Es dürfte nicht ausgeschlossen sein, dass wir unsern Verkehr mit Deutschland im bisherigen Rahmen werden weiterführen können. Wir haben im September 1939 aus

---

2. *Non reproduit: cf.* E 1004.1 1/389, *PVCF N° 1814; et ci-dessus, N° 101.*
3. *Cf. N°s 159 et 184.*

Deutschland Waren im Betrage von 28.7 Millionen Franken eingeführt, sind also weit unter der normalen Einfuhr geblieben; die Ausfuhr betrug lediglich 6.4 Millionen Franken. Unter diesen Voraussetzungen kann nicht die Rede sein davon, dass Gefahr im Verzuge ist, sodass uns das Ausland ruhig wird gewähren lassen dürfen.

Wir haben vom Bundesrat den Auftrag, mit allen unsern wichtigsten Partnern nach Möglichkeit die bisherigen Beziehungen aufrechtzuerhalten, und nicht etwa anormale Beziehungen zu pflegen. Dieser Grundsatz ist wichtig und wegleitend.

Wir haben mit Deutschland schon am 28. Juni 1939[4] einen Notenwechsel treffen können, der gegenseitig den Transit regelt. Diese Fragen haben denn auch bis jetzt, soweit Deutschland betreffend, im Sinne der getroffenen Abmachungen funktioniert.

Unsere Wirtschaftsbeziehungen mit *Italien* werden revisionsbedürftig. Italien ist uns gegenüber stark verschuldet, und es muss unser Bestreben sein, die 50 Millionen möglichst rasch abzubauen.

Mit *Frankreich* haben wir ebenfalls Besprechungen[5]. Für unsere Zufuhr sind wir in wesentlichem Masse auf den Weg über Frankreich angewiesen. Wir mussten mit diesem Staate zunächst zu irgendeinem Abkommen gelangen, um die gestockte Zufuhr wieder funktionieren lassen zu können. Es ist bereits am 22. September gelungen, einen *accord provisoire* zu treffen, der zunächst die blockierten Warensendungen freigab, die vor Kriegsausbruch unterwegs waren, und der uns auch den Transit wieder sicherte. Dieser accord provisoire hat jedenfalls den Weg zu definitiven Verhandlungen geöffnet, die nun bereits seit längerer Zeit geführt werden.

Etwas Wichtiges konnte erwirkt werden, nämlich die Aufnahme einer *Klausel über die Kontrolle der eingeführten Waren*. Wir haben erklärt, dass es für uns nicht tragbar sei, die Waren nicht mehr ausführen zu können. Es konnte denn auch eine Formel gefunden werden, die unsern Bedürfnissen Rechnung trägt: Die eingeführten Waren sollen grundsätzlich im Lande konsumiert werden. Die Waren, die in der Schweiz weiterverarbeitet werden, dürfen dagegen wieder ausgeführt werden, aber nur in den normalen Dimensionen. Diese Einschränkung müssen wir uns auferlegen, doch sollte es wenn immer möglich dabei bleiben können. Für sog. Kompensationswaren (namentlich Getreide und Brennstoffe), die wir dringend bedürfen, haben wir durch unsere Gesandtschaft oder die betreffenden Firmen eine Erklärung abgegeben, wonach die Schweiz für deren Ausfuhr ein totales Ausfuhrverbot erlassen hat. Diese Kompensationswaren haben wir ohnehin nie ausgeführt.

Diese Formel können wir dort nicht anwenden, wo es sich um Artikel handelt, die wir verarbeiten und wieder ausführen müssen, wie Textilien, Metalle usw. Hier besteht noch eine gewisse Unsicherheit. Vorläufig haben wir uns auf den Standpunkt gestellt, dass wir eine Erklärung, wonach solche Ware nicht wieder ausgeführt werde, nicht abgeben würden. Gewisse Firmen haben in Einzelfällen von sich aus die Erklärung abgegeben, dass sie solche Ware für sich

4. *Cf. N° 110.*
5. *Cf. N°s 160, 175, 179, 182 et 185.*

brauchen oder z.B. nach Amerika ausführen. Es ist wichtig, dass wir zäh und soweit möglich unsere Belange vertreten, dies schon mit Rücksicht auf die andere Staatengruppe. Diese sagt, dass, solange wir uns nicht eine englisch-französische Kontrolle auferlegen lassen, sie uns ihre Ware ohne irgendeine Einschränkung weiter liefern werde.

Direktor Hotz zitiert verschiedene Stellen aus einem Bericht von Minister Stucki, Paris, datiert vom 11. Oktober a.c.[6], aus dem hervorgeht, dass auch die Belgier in den bezüglichen Verhandlungen mit Frankreich auf grosse Schwierigkeiten stossen.

Es wurde schon oft die Frage gestellt, was mit *England* geschehe, warum hier nichts vorgekehrt werde. An Bemühungen unserseits hat es indessen nicht gefehlt[7]. Wir haben uns anerboten, mit einer Delegation nach London zu reisen, aber wir haben bis jetzt keine Zusage bekommen; sogar einen fertig ausgearbeiteten Vertragsentwurf haben wir unterbreitet. In England haben wir jedenfalls einen zähen Verhandlungspartner. Wir dürfen aber nicht zu weit gehen und vor allem nicht etwa den Engländern heute schon etwas zugestehen, das sie dann vielleicht später einmal verlangen könnten. Unter diesem schwierigen Problem leidet die Wirtschaft heute. Wir werden aber nach London gehen und den Engländern etwas Vernünftiges vorschlagen, und die Garantie geben, dass wir getroffene Abmachungen loyal durchzuführen bestrebt sind.

Der Exportdrang, wie er noch im Jahre 1914 in Erscheinung trat, ist heute nicht in gleichem Masse vorhanden. 1914 waren die Zahlungsmöglichkeiten noch vorhanden, und überhaupt lagen ganz andere Verhältnisse vor, als sie sich heute präsentieren. Es sollte also möglich sein, mit den Engländern zu einer vernünftigen Regelung zu gelangen. Schlimmstenfalls würden wir uns dem englischen Standpunkt annähern müssen. Es ist ohnehin keine gute Politik, sich auf Prinzipien festzufahren. Wir haben das weder bei Frankreich noch bei England gemacht, wir haben etwa eingelenkt; bei allen wichtigen Importartikeln haben wir ehrlich die Erklärung abgeben können, dass die Schweiz von sich aus ein totales Ausfuhrverbot erlassen habe.

Was andere Artikel betrifft, so waren wir hier mit gewissen Firmen der Meinung, man solle sehr zurückhaltend sein mit der Abgabe dieser Erklärung; wo es nicht anders sein könne, solle man sie nur abgeben für einzelne Sendungen. Wir sind da und dort sogar noch etwas weiter gegangen, indem wir nicht nur für Kompensationswaren diese Erklärung abgegeben haben, sondern z.B. auch bei Baumwolle sagten, dass wir diese bei uns verarbeiten wollen, und dass ein anormaler Export nicht beabsichtigt sei. Das hat etwas gewirkt. Bei noch andern Artikeln (z.B. Kakaobohnen/Schokolade) haben wir gesagt, dass ein Grossteil des Exportes wieder auf die Seite der Lieferstaaten gehe.

England hat auch bei den Oslostaaten eingegriffen und erklärt, dass sie die Ware schon nach der Schweiz bringen dürften, aber nicht über Deutschland. Auch diese Zumutung müssen wir ablehnen.

Dringlich sind nun im gegenwärtigen Moment das Definitivum mit Frankreich und Verhandlungen überhaupt mit England.

---

6. *Non reproduit; cf.* E 7001 (B) 1/454.
7. *Cf. N° 178.*

II. Was wir bis jetzt abgemacht haben, brauchte keine grössere Organisation, weil die Exporte nach Deutschland nur geringen Umfang hatten. Die Ausfuhrsektion schaut dort zum Rechten, wo mehr exportiert werden möchte, als dies bis jetzt der Fall war. Schwieriger wird es dann, wenn sich solche Verwendungsvorschriften verallgemeinern sollten, wenn auch andere Staaten kommen, und die Vorschriften nicht mehr eine einfache Formel tragen.

Die Überwachungsorganisation ist im Werden begriffen. Vorläufig genügt die vernünftige Handhabung des Ausfuhrverbotes. Ich kann mir vorstellen, dass, früher als wir es wünschen, zur Handelsabteilung, zu den Delegierten für Handelsverträge, zur Überwachungskommission, zur Sektion für Ein- und Ausfuhr und zu den Syndikaten noch etwas dazu kommen muss, nämlich eine *Zentralstelle zur Überwachung der Ein- und Ausfuhr.* Es würde sich dabei um ein Organ handeln, das ganz unter der Leitung der Kommission und der Handelsabteilung zu funktionieren hätte. Dieser Dienst ist bei uns im Entstehen begriffen. Als Leiter dieser Zentralstelle haben wir einen Inspektor der Oberzolldirektion vorgesehen.

Der *Vorsitzende* schlägt für die weitere Diskussion vor, dass zunächst über Fragen diskutiert werde, welche die Verhandlungen mit den fremden Staaten betreffen, und dass nachher die innere Organisation zur Sprache gebracht werden soll.

Herr Dr. Homberger: Unsere Kommission hat sich mit den aussenwirtschaftlichen Beziehungen des Landes im Kriege zu befassen. Als Fortsetzung zur Einleitung von Herrn Direktor Hotz mache ich aus der Perspektive der Verhandlungen mit Deutschland auf die folgenden Punkte aufmerksam.

Der Krieg beginnt auf wirtschaftlichem Gebiet früher, als dies im letzten Weltkrieg der Fall war. Bei uns war entsprechend das Bild bei Kriegsbeginn ein ganz anderes als das letzte Mal. Am 2. September wurde das Ausfuhrverbot erlassen[8]; hierin liegt ein wichtiges Instrument für die Aufgabe, mit der sich die Kommission zu befassen hat. Am 4. September hat die Schweiz ihren kriegswirtschaftlichen Apparat in Tätigkeit gesetzt und sofort begonnen, Syndikate zu organisieren. In den Ausfuhrverboten und den Syndikaten erblicke ich zwei der wirksamsten Mittel, um die Kontrolle des Aussenhandels so zu organisieren, dass diese Kontrolle mit unsern eigenen Mitteln autonom durchgeführt und die Einmischung des Auslandes ausgeschaltet wird, und damit zu vermeiden, was wir jetzt in der Übergangszeit bereits haben, dass es für jede Transaktion über die Grenze einer einzelnen Erklärung der betreffenden Firma bedarf, wie es von verschiedenen Ländern verlangt wird. Es muss das Ziel sein, diese Einzelerklärungen auszuschalten, damit nicht die einzelne Firma unter Bevormundung des betreffenden Staates gestellt wird. Es wird eine harte Aufgabe sein, aber bei deren Erfüllung wird die Tatsache, dass wir das totale Ausfuhrverbot organisiert haben und die Syndikate zu organisieren im Begriffe sind, eine wichtige Rolle spielen. Es scheint mir wichtig zu sein, dass unsere Kommission sich hierüber Rechenschaft gibt.

Diese beiden Mittel stehen nicht nur allein im Dienste der Kontrolle des Aussenhandels, sondern sie haben auch noch andere, intern-kriegswirtschaftliche

8. *Cf. RO, 1939, vol. 55, pp. 833-840.*

Aufgaben zu erfüllen. Was die Ausfuhrverbote betrifft, so begegnet man sehr oft der Auffassung, dass es sinnlos sei, dass wir ein totales Ausfuhrverbot erlassen hätten, indem viele Waren vorhanden seien, für die aus kriegswirtschaftlichen Gründen ein Ausfuhrverbot keinen Zweck habe, wo wir im Gegenteil die Ausfuhr im Kriege fördern sollten. Dies ist der innere kriegswirtschaftliche Aspekt des Ausfuhrverbotes. Diese Massnahme hat aber einen eminenten aussenhandelspolitischen Aspekt. Dieses Mittel hat uns bis jetzt wenigstens geholfen, mit Frankreich den accord provisoire abzuschliessen. Es hilft uns, eine totale Überwachung der Ausfuhr, und mit verhältnismässig einfachem Apparat den Grundsatz sicherzustellen, dass aus dem Ausland eingeführte Rohstoffe und Halbfabrikate nicht unverarbeitet wieder ausgeführt werden dürfen. So unbequem das Ausfuhrverbot in dieser Gestaltung für die Wirtschaft und die Zollverwaltung ist, so soll uns dieses doch helfen, ein Schlimmeres zu verhüten, nämlich die Einmischung des Auslandes. Es kann nicht in Frage kommen, dass wir dieses totale Ausfuhrverbot lockern, es soll auch keine Erleichterung in Form weiterer genereller Ausfuhrbewilligungen geschaffen werden. Wir müssen darüber klar sein, es wird sich in der weitern Entwicklung zeigen, dass dieses Instrument für uns unentbehrlich ist, dass es uns weiter helfen kann, auch bei den verfeinerten Kontrollen, die wir werden garantieren müssen. Der springende Punkt ist immer der, dass man der Schweiz die Ware schon geben will, dass aber die Wiederausfuhr der Ware das Misstrauen des Auslandes nährt.

Eine andere Erfahrung bezieht sich auf die Syndikate: hier hat sich bisher in Verhandlungen mit einzelnen Ländern gezeigt, dass man geneigt ist, diesen Syndikaten mit einer erheblichen Dosis Misstrauen entgegenzutreten. Wir müssen uns darauf einrichten, dass wir dieses Misstrauen von Anfang an ersticken und unmöglich machen. Misstrauen besteht vor allem hinsichtlich der Zusammensetzung der Syndikate. Sodann wird der direkten Einkaufstätigkeit Misstrauen entgegengebracht. Solange es geht, sollen die einzelnen Firmen selber einkaufen, allerdings nach Anordnungen des Staates. Wir haben offenbar ein ganz grosses Interesse daran, die verantwortlichen Organe der Syndikate so zu bestellen, dass man ihnen nicht etwas vorwerfen kann. Unsere Kommission ist dafür berufen, Richtlinien aufzustellen, dass in der Organisation der Syndikate darauf Bedacht genommen wird, dass in den leitenden Organen grundsätzlich nur Firmen schweizerischer Nationalität vertreten sind.

Zusammenfassend ist zu sagen:

1. Das totale Ausfuhrverbot ist ein unentbehrliches Instrument; es ist nötig, in der Wirtschaft aufklärend zu wirken, damit eingesehen wird, dass damit Schlimmeres erspart wird.

2. Bei der Syndikatsorganisation wird man peinlich darauf Rücksicht nehmen müssen, dass die Syndikate nicht vom Ausland her als nicht rein schweizerische Elemente verdächtigt werden.

[...][9]

---

9. *Suit la discussion de diverses propositions et la décision de charger la Division du Commerce de suivre l'évolution et d'en informer les membres de la Commission ainsi que les syndicats et l'Organisation de l'économie de guerre.*

187

E 1004.1 1/390

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 24 octobre 1939[1]

1999. Timecharter-Vertrag mit der Grossreederei Rethymnis & Kulukundis Ltd. in London

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 20. Oktober 1939
Finanz- und Zolldepartement. Mitbericht vom 23. Oktober 1939

I. Im Weltkrieg 1914/18 begegnete die Beschaffung von Schiffsraum schon von Ende 1916 an Schwierigkeiten. Der Mangel an Tonnage nahm fortwährend zu und steigerte sich bis zur Unerträglichkeit. Im Jahre 1917 war die Schweiz ausschliesslich auf die spanische und schwedische Flotte angewiesen. Die unserem Lande bewilligte Tonnage machte knapp die Hälfte vom Bedarf aus, und es war oft nicht einmal möglich, sich diesen zu sichern. Trotz unzähligen und mühsamen Verhandlungen in Washington, London und Paris gelang es nicht, den den Bedürfnissen einigermassen entsprechenden Schiffsraum zu erhalten. Nur mit grosser Mühe konnte noch so viel Schiffsraum aufgetrieben werden, um unser Land mit dem Mindestbedarf an den allernotwendigsten Lebensmitteln und Rohstoffen zu versorgen. Lebenswichtige Güter waren in überseeischen Ländern genügend vorhanden, es fehlte lediglich an Transportmöglichkeiten. Diese sich immer mehr zuspitzenden, bedrohlichen Verhältnisse führten zu der Gründung der schweizerischen Seetransport-Union, bei der innert etwa 2 Jahren das ganze schweizerische Aktienkapital von 60 Millionen Franken verloren war.

Zufolge der erwähnten trüben Erfahrungen ist in der Schweiz die Auffassung weit verbreitet, dass eine schweizerische Schiffahrtsgesellschaft gegründet werden sollte, deren Schiffe die schweizerische Flagge zu tragen hätten, um den erwähnten Schwierigkeiten im Kriegsfall vorzubeugen. Dies setzt die Schaffung eines schweizerischen Seerechts voraus. Es fehlte tatsächlich auch nicht an bezüglichen Eingaben an den Bundesrat, die alle das gemeinsam hatten, dass sie eine starke Beteiligung des Bundes in der einen oder andern Form vorsahen. So wurde anfangs dieses Jahres von privater Seite ein Vorschlag unterbreitet, wonach eine schweizer. Schiffahrtsgesellschaft zu gründen gewesen wäre, die nach und nach etwa 10 ältere Schiffe anzukaufen hätte. Der Bund hätte auf den auf etwa 15 Millionen Fr. geschätzten Anschaffungskosten eine Hypothek von 2/3 zu einem Zinsfuss von etwa 2% gewähren müssen. Im weitern wurde verlangt, dass der Bund der Gesellschaft die gleiche Subvention ausrichte, die die englische Regierung ihren Reedereien bezahlt. Diese beläuft sich gegenwärtig auf über 60 000 Fr. pro Schiff u. Jahr, somit für 10 Schiffe auf über 600 000 Fr. Die Gesellschaft hätte die Schiffe in der Friedenszeit selber betrieben und sie im

1. *Etaient absents: R. Minger, H. Obrecht.*

Kriegsfall dem Bund gegen eine entsprechende Entschädigung zur beliebigen Verwendung überlassen. Bis zur Schaffung eines schweizer. Seerechts hätten die Schiffe die Flagge eines neutralen Landes tragen sollen. Dem Vorschlag konnte schon mit Rücksicht auf die dem Bund zugemuteten grossen Opfer, die in keinem Verhältnis zu den ihm im Kriegsfall entstehenden Vorteile stunden, nicht näher getreten werden. Daneben gab es noch eine ganze Reihe von Gründen, die es nicht angezeigt erscheinen liessen, das Projekt zu unterstützen.

Im weitern hat die schweizer. Reederei A.G. Basel im Monat Mai[2] abhin in einer Eingabe an den Bundesrat sich anerboten, drei Schiffe mit einer Tragfähigkeit von 12 500 t anzuschaffen, sofern ein schweizerisches Seerecht geschaffen werde, und der Bund ein Darlehen im Ausmass von 75% des Anschaffungspreises für die Schiffe zu einem Zinsfuss von 3% gewährt. Zur Begründung dieses Begehrens wurde angeführt das Vorhandensein von mit der Schweizerflagge schwimmenden Schiffen trage im Kriegsfall wesentlich zur Sicherung der Landesversorgung mit lebenswichtigen Gütern bei. Während der Friedenszeit sollten die Schiffe hauptsächlich für Küstenfahrten und nicht für Fahrten zwischen überseeischen und europäischen Häfen verwendet werden.

Berechnungen haben ergeben, dass die Schweiz im Kriegsfall, nicht inbegriffen die flüssigen Brennstoffe, eine Tonnage von ungefähr 400 000 t benötigt. Daraus ist ersichtlich, dass die erwähnten Schiffe mit einer Tragfähigkeit von 12 500 t im Kriegsfall für die Landesversorgung einen Tropfen auf einen heissen Stein bedeuten.

Ausser diesen beiden Vorschlägen sind den Bundesbehörden noch andere, auf die Anschaffung von Schiffen durch den Bund abzielende Anregungen unterbreitet worden. Die Frage der Schaffung eines schweizer. Seerechts ist schon wiederholt geprüft worden. Im Jahre 1918 hat Herr Professor Max Huber ein einlässliches Gutachten «Über die rechtlichen Verhältnisse einer schweizerischen Meerschiffahrt unter Schweizerflagge» ausgearbeitet. Hierin wurde nachgewiesen, dass für die Schaffung eines schweizer. Seerechts weitgehende Massnahmen rechtlicher Natur und viele diplomatische Verhandlungen nötig sind, ferner, dass die Erledigung aller in Betracht kommenden Fragen lange Zeit beansprucht. Von den gesetzgeberischen Vorbereitungen seien erwähnt:

1. Vorschriften über das Recht der Flaggenführung, über die Ausstellung der Schiffspapiere und über deren Inhalt;
2. die Rechtsverhältnisse der Schiffe;
3. die seerechtlichen Geschäfte, wie Havarie, grosse u. kleine;
4. die Rechtsverhältnisse des Schiffspersonals, Heuervertrag, Haftpflicht usw.;
5. das zur See anzuwendende Seerecht, sowie besondere Bestimmungen betr. Seeraub usw.;
6. polizeiliche u. disziplinarische Vorschriften für Schiffsbemannungen;
7. prozessiale Vorschriften.

Sodann sind auch Staatsverträge notwendig, wegen Auslieferung desertierender Mannschaften, wegen Seepolizei u.a.m.

---

2. *Cf.* E 7110 1973/134/4.

Das Politische Departement hat die Eingabe der schweizer. Reederei A.G. Basel den Herren Prof. W. Burckhardt in Bern und Prof. R. Haab in Basel zugestellt, mit dem Ersuchen, hiezu Stellung zu nehmen. Die beiden Herren kommen in einem Vorbericht zu den gleichen Schlussfolgerungen, wie Herr Prof. Max Huber. Sie wiesen darauf hin, dass das Tragen der Schweizerflagge die Schaffung einer schweizer. Seegesetzgebung, die Lösung einer Reihe schwieriger, rechtlicher Fragen notwendig mache usw. Auch sie erklärten, dass eine Seerechtsordnung nicht von heute auf morgen geschaffen werden kann.

II. Das Departement war sich bei der Aufnahme der vorbereitenden kriegswirtschaftlichen Massnahmen von Anfang an klar darüber, dass getrachtet werden müsse, der Schweiz wenn immer möglich Schiffsraum für die ganze Dauer eines Krieges zu sichern. Schon der Bundesratsbeschluss vom 16. September 1938[3] über Massnahmen zur Sicherstellung der Güterzufuhr aus dem Ausland während eines Krieges sah vor, dass die Gesandten in London und Washington bei den Regierungen Grossbritanniens und den Vereinigten Staaten über die Möglichkeit der Abgabe von Schiffsraum während eines Krieges an die Schweiz Erkundigungen einziehen sollen. Die Regierungen beider Länder antworteten, dass sie nicht in der Lage seien, der Schweiz Schiffe zuzusichern.

Der Betrieb einer Seeschiffahrts-Gesellschaft ist mit ausserordentlich grossen Risiken verbunden, den Anforderungen, die an die Leitung eines solchen Unternehmens gestellt werden müssen, sind nur Personen gewachsen, die über umfassende Erfahrungen auf dem Gebiete des Seetransportwesens verfügen. Die Flotte, die eine schweizer. Seeschiffahrts-Gesellschaft hätte, wäre, auch wenn sie, was unumgänglich sein würde, Transporte nicht nur für die Schweiz, sondern auch für andere Länder ausführt, so gering, dass sie nur einen bescheidenen Teil des von der Schweiz im Kriegsfall benötigten Schiffsraumes ausmachen würde. In Betracht zu ziehen ist ferner, dass, wie oben gezeigt wurde, die Schaffung eines schweizerischen Seerechts geraume Zeit benötigt.

Aus allen diesen Gründen konnte die, von mehreren Seiten angeregte Anschaffung von Schiffen oder die Beteiligung durch den Bund an privaten Seeschiffahrts-Gesellschaften nicht in Frage kommen. Das Departement glaubt, die den Verhältnissen am besten Rechnung tragende Lösung in der Weise suchen zu sollen, dass es mit Reedereien von voraussichtlich neutral bleibenden Ländern Verträge abschliesst, wonach ihm während der Dauer eines Krieges ein bestimmter Schiffsraum zu gewissen Bedingungen zur Verfügung gestellt wird. Die meisten Reedereien verlangten für die Friedenszeit eine Entschädigung mit der Begründung, sie seien in der Verwendung der vermieteten Schiffe eingeschränkt. Aus diesem Grunde und damit uns ein derartiges Abkommen im Kriegsfall den erhofften Nutzen auch wirklich bringt, war es notwendig, von den kriegführenden Parteien und vom Lande, deren Flagge die Schiffe tragen, die Zusicherung zu erhalten, dass die gemieteten Schiffe im Kriegsfall nicht requiriert werden. Hierüber waren lange Verhandlungen erforderlich. Das Departement hat die kriegführenden Parteien gleichzeitig ersucht, sie möchten den Schiffen, die ausschliesslich Güter für die Schweiz führen, die

3. *Cf.* E 1004.1 1/ 377, *N°* 337 *et RO, 1938, vol. 54, p. 484. Sur la préparation et l'application de cette décision, cf.* E 2001 (D) 2/234.

Immunität gewähren und stellte in Aussicht, dass es an den Seitenwänden dieser Schiffe das schweizerische Hoheitzeichen anbringen lassen und deren Abgang jeweilen bekanntgeben werde. Die englische Regierung gab schliesslich, auch im Namen von Frankreich, die Erklärung ab, dass sie auf die Requisition eines Drittels des von der Schweiz benötigten Schiffsraums verzichten werde, unter den Bedingungen, dass die Schiffe neutralen Ländern gehören und dem Feinde in keiner Weise dienstbar gemacht werden. Im weiteren teilte sie mit, dass sie die ausschliesslich mit Schweizerfrachten beladenen Schiffe unbehelligt lassen werde und zwar unbekümmert darum, ob sie die Flagge der Schweiz oder eines anderen neutralen Landes tragen.

Die deutsche Regierung antwortete mit Memorandum vom 26. August 1939[4]:

1. Sie beabsichtige nicht, die von der Schweiz gemieteten Schiffe neutraler Staaten zu requirieren.

2. Im Falle eines Krieges werden neutrale Schiffe, die ausschliesslich Waren für die Schweiz führen, auf hoher See von deutscher Seite grundsätzlich die gleiche Behandlung wie andere neutrale Schiffe erfahren. Die deutschen Seestreitkräfte werden jedoch neutralen Schiffen, die ausschliesslich zur Versorgung der Schweiz mit den für sie notwendigen Waren verwendet werden, jede Rücksicht zuteil werden lassen, die mit der Kriegslage vereinbart werden kann.

Damit war die umstrittene Frage, ob es im Interesse der Landesversorgung im Kriegsfall notwendig sei, Schiffe anzuschaffen, und ein schweizerisches Seerecht zu schaffen, in verneinendem Sinn entschieden.

Voraussetzung ist dabei, dass es gelingt, sich neutralen Schiffsraum zu sichern.

Mit den Regierungen der neutralen Länder gingen die Verhandlungen ebenfalls äusserst schleppend vor sich. Das Departement hat die Anfragen an alle Regierungen gerichtet, die über eine, den eigenen Bedarf übersteigende Handelsflotte verfügen, nämlich an Griechenland, Niederlande, Schweden, Dänemark, Norwegen und Lettland. Eine vollständig befriedigende Antwort erhielt es einzig von den Regierungen von Dänemark u. Norwegen, aber erst in den Monaten Juli und August. Griechenland, das über eine sehr grosse Flotte verfügt, antwortete u.a.: «Wenn Griechenland neutral bleibt, ist es nicht wahrscheinlich, dass die griechischen Schiffe, die gewöhnlich Reisen ausserhalb des Mittelmeeres ausführen, requiriert werden. Allein hierüber kann eine Zusicherung nicht gegeben werden[5].» Niederlande und Schweden lehnten es ab, eine bestimmte Zusage anzugeben und von Lettland war, allen Bemühungen unseres Gesandten in Helsinki zum Trotz, eine endgültige Antwort nicht erhältlich, was deshalb zu bedauern war, weil das Departement im Besitz einer günstigen Offerte einer lettischen Reederei war.

III. Das Departement stand mit der Grossreederei Rethymnis & Kulukundis Ltd. in London schon seit dem Monat Februar 1939 wegen der Abgabe von Schiffen im Kriegsfall in Unterhandlung. Die Bedingungen für den Abschluss eines Vertrages waren auf Grund eines ausgedehnten Schriftwechsels und von

4. *Cf. N° 131.*
5. *Cf.* E 2200 Athen 2/8.

mündlichen Besprechungen festgelegt. Das Departement lehnte es aber immer ab, zu der Offerte endgültig Stellung zu nehmen mit der Begründung, dass die Verhandlungen mit den Regierungen betr. den Verzicht auf die Requisition gemieteter Schiffe noch nicht abgeschlossen seien. Der aufgestellte Vertrag wäre nach zwei Jahren erloschen, wenn innert diesem Zeitraum kein Krieg ausgebrochen wäre. Für die Zeit vom Abschluss des Vertrages bis zum Ausbruch eines Krieges, hätte eine Entschädigung von £20000.—, also über 410000 Fr. ausgerichtet werden müssen.

Im Monat Juli erhielt das Departement eine weitere Offerte von der norwegischen Reederei Odfjell in Minde bei Bergen[6]. Die Bedingungen dieser Reederei schienen anfänglich annehmbar. Der Chef des Kriegs-Transport-Amtes arbeitete mit einem Vertreter dieser Firma, die die Schiffe gemeinsam mit anderen norwegischen Reedereien zu stellen vorgeschlagen hatte, in Bern den Entwurf zu einem Abkommen aus. Die hierauf von Minde eingegangene Antwort sah dann aber eine wesentliche Verschärfung einer Reihe von Bedingungen vor, ferner wurden darin Begehren gestellt, die nicht annehmbar waren. Es war vorauszusehen, dass die weitern Verhandlungen mit der Firma Odfjell zu keiner Einigung führen werden, und da inzwischen der Krieg ausgebrochen war, wurden die Verhandlungen mit der Firma Rethymnis & Kulukundis Ltd. in London wieder aufgenommen. Diese führten zum Abschluss des in Abschrift vorgelegten Timecharter-Vertrages. Eine Übergangszeit zwischen dem Abschluss des Vertrages bis zum Kriegsausbruch kam nicht mehr in Frage, weshalb eine Entschädigung für diese Zeit dahinfällt. Dank der Verhandlungen, die mit der Reederei Odfjell geführt wurden, ist es gelungen, noch einige Verbesserungen gegenüber dem früheren Entwurf zu erwirken. Zum Vertrags-Entwurf ist u.a. zu bemerken was folgt:

Die Anfangsmiete von 1 Dollar 80 pro Tonne bzw. 2 Dollar ist sehr günstig. Es wurden dem Kriegs-Transport-Amt vor einigen Tagen Schiffe zu 4 Dollar 50 pro Tonne angeboten. Das für die Festsetzung der Mietansätze vorgesehene Verfahren entspricht den üblichen Usanzen.

Bei Zeitcharter-Verträgen hat der Befrachter, also der Bund, die Kriegsrisikoversicherung zu übernehmen. Um sich vor übersetzten Wertangaben zu schützen, wurde vorgesehen, dass die Schweiz das Kriegsrisiko zu keiner Zeit für mehr als den doppelten Anfangsgwert der Schiffe zu übernehmen habe.

Der eigentliche Betrieb der Schiffe kann nicht von Bern aus geleitet werden. Er wurde zwei Maklerfirmen in London übertragen, denen u.a. überbunden wurde: die Bezahlung der Mietgelder, die Einholung der Lizenzen für Befrachtungen, Bunkerkohlen- und Ölverträge, Prüfung des Journals der Kapitäne, Prüfung und Bezahlung der Rechnungen der Agenturen in den Häfen usw.

Die vorgesehene Kommission von 3% von der Schiffsmiete wird hinreichen für die den Maklerfirmen für ihre Bemühungen zu zahlende Entschädigung und zur Deckung, der der Zentralstelle in Bern (Kriegs-Transport-Amt) für die Regelung der Seetransporte entstehenden Kosten. Die Vertragsbestimmungen wurden s.Zt. von allen beteiligten Stellen u.a. auch von der Finanzverwaltung geprüft, soweit ihnen eine Prüfung überhaupt möglich war.

---

6. *Cf.* E 7110 1976/16/31.

Gestützt auf diese Darlegungen wird antragsgemäss und mit Zustimmung des Finanz- u. Zolldepartements

beschlossen:

Der Bundesrat genehmigt nachträglich den Timecharter-Vertrag mit der Grossreederei Rethymnis & Kulukundis Ltd. in London betr. Lieferung von 15 Schiffen mit einer Tragfähigkeit von höchstens 115 000 Tonnen während der ganzen Dauer des Krieges.

188

J.I. 49/2

Notice du
Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, J. Labhardt

J *[Quartier Général de l'Armée, 25 octobre 1939]*

[...]

Darauf unterhielt ich mich mit Oberstlt. Masson und Oberst Frick über die Lage. Einen besonders bedrohlichen Charakter vermag ich nicht zu erkennen; immerhin scheint es mir notwendig, die Bereitschaft an unserer Grenze zu erhöhen.

1800 treffen wir beim General ein, der uns über seine Besprechung mit Minister Stucki orientiert; danach sei man in Frankreich der festen Überzeugung, dass die Deutschen angreifen werden und voraussichtlich mit einem Zangenangriff, so dass auch die Schweiz in Mitleidenschaft gezogen werde. Er, Stucki, hätte diese Nachrichten unter anderem auch vom frühern Minister Coulondre; was man in Frankreich besonders befürchte, sei, dass ihre militärische Hilfe infolge des langen diplomatischen Weges zu spät komme. Stucki sei deshalb hier, um alles so vorzubereiten, dass bei einem Angriff von Deutschland sofort Verbindung mit der französischen Regierung aufgenommen werden könne[1]. Im Anschluss an diese Meldung sprach sich der General auch dahin aus, dass er die Lage als bedrohlich ansehe, hingegen zuerst noch mit mir besprechen wolle. Daraufhin veranlasste ich Oberstlt. Masson und Oberst Frick, sich zu äussern. Oberstlt. Masson ergänzte mündlich die Meldungen des Nachrichtenblattes, sprach sich weder für eine bedrohliche Lage noch für das Gegenteil aus; demgegenüber Oberst Frick die Auffassung vertrat, dass die Wahrscheinlichkeit eines Grossangriffs von Deutschland gegen Frankreich sehr gering sei, indem Deutschland mit allen Mitteln danach trachte, die Franzosen von den Engländern zu trennen. Daraufhin sprach ich mich ungefähr folgendermassen aus: ich erinnerte daran, dass eigentlich das Aufgebot der Grenztruppen und

1. *Cf. N° 192.*

nachher auch der gesamten Armee hauptsächlich unter dem Einfluss der Bedrohung durch Frankreich an unserer Westgrenze entstanden sei. Seither seien diese Truppen dort geblieben, sogar noch vermehrt worden; immerhin sei ich der Auffassung, dass diese Aufstellung defensiver Natur sei. Demgegenüber sei bis vor einer Woche der Raum zwischen Bodensee und Ulm-Stuttgart sozusagen frei von Truppen gewesen. Es seien einige Ausbildungszentren und rückwärtige Staffeln konstatiert worden, aber nicht Truppenkörper, mit denen ein Angriff hätte durchgeführt werden können. Ich hätte mich direkt verwundert, dass diese Lage so lange vorhanden gewesen sei, und heute wundere ich mich nicht, dass eben auch dieser Raum mit grössern Kampftruppen-Verbänden belegt sei; was Frankreich tue, könne auch Deutschland nicht verwehrt werden, und ich sei auch heute noch der Ansicht, dass diese Belegung keine unmittelbare Bedrohung für uns bilde, indem der Hauptgegner Deutschlands eben doch England sei und die Hauptoperationsrichtungen gegen England doch über Holland und Belgien durchführen werde und nicht über die Schweiz.

189

E 1004.1 1/390

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 octobre 1939[1]

2046. Wirtschaftsverhandlungen mit dem Ausland; Verhandlungen mit Frankreich und Grossbritannien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 28. Oktober 1939

Das am 23. September 1939 zwischen der Schweiz und Frankreich geschlossene provisorische Abkommen[2] hat die Freigabe der seit Kriegsausbruch in Frankreich zurückgehaltenen, für die Schweiz bestimmten Warensendungen bewirkt. Es hat im weiteren, wenigstens während der ersten Zeit seiner Wirksamkeit, die Zufuhr überseeischer Güter durch Frankreich nach der Schweiz gestattet. Die jüngste Entwicklung der Dinge, insbesondere seit der verstärkten Aktivität der französischen und britischen Konterbande-Behörden, schuf neue schwere Störungen in der Zufuhr lebenswichtiger Waren nach der Schweiz. Für die Schweiz bestimmte Sendungen, welche auf neutralen Schiffen nach neutralen Häfen (Italien, Belgien und Holland) fahren, werden durch Kontrollschiffe aufgebracht und in französische oder britische Häfen geleitet und dort zurück-

1. *Etait absent: H. Obrecht.*
2. *Non reproduit. Cf. à ce sujet N^os 138, 145, 169, 175.*

gehalten[3]. So sind zur Zeit für unsere Versorgung wichtige Mengen Baumwolle, Wolle, Benzin, Getreide usw. blockiert. Die französischen und britischen Blockadebehörden verlangen für die Freigabe dieser Sendungen vom schweizerischen Empfänger Erklärungen so weitgehender Art, dass diese nur in Ausnahmefällen ohne Beeinträchtigung der schweizerischen Wirtschaft abgegeben werden können. Also lautet die verlangte Erklärungsformel in ihrer neuesten Form:

Déclaration.

«Je déclare formellement que ces marchandises sont destinées à la consommation intérieure de la Suisse, et qu'elles ne seront réexportées ni directement, ni indirectement, ni en totalité, ni en partie, ni à l'état brut, ni sous forme de produits manufacturés et qu'elles ne seront pas employées à libérer pour l'exportation une quantité égale ou inférieure de produits analogues.»

Es ist klar, dass die Abgabe solcher Erklärungen durch schweizerische Firmen ein gefährliches Präjudiz für die Durchsetzung des Willens des Bundesrates bildet, der auf die Aufrechterhaltung unserer Aussenhandelsbeziehungen auch während des Krieges gerichtet ist. Andererseits ist die laufende Zufuhr gewisser Waren für die einzelnen Firmen sowohl wie für die Landesversorgung so wichtig, dass die Abgabe privater Garantie-Erklärungen nicht einfach verbieten werden kann.

Dieser unbefriedigende Zustand veranlasst das Departement, in Paris und London an höchster Stelle vorstellig zu werden, um trotz der Blockade zu einer Zufuhr lebenswichtiger Waren unter Bedingungen zu gelangen, welche der Eigenart der schweizerischen Wirtschaft und unseren Lebensrechten entsprechen.

Mit der Intervention in Paris soll Herr Minister Stucki beauftragt werden[4]. Da die Blockadefragen nicht völlig losgelöst von den Fragen der schweizerisch-französischen Wirtschaftsbeziehungen behandelt werden können, ist vorauszusehen, dass die durch die Intervention des Herrn Minister Stucki in Paris eingeleiteten Besprechungen Verhandlungen allgemeinerer Natur nach sich ziehen werden. Bisher sind diese zwischen einer schweizerischen Delegation und dem Handelsrat der französischen Botschaft in Bern, Herrn Minister Juge, geführt worden. Sie sind in der letzten Zeit, wohl infolge des komplizierten französischen Dienstwegs – es sind eine ganze Reihe französischer Ministerien an den Verhandlungen interessiert – ins Stocken geraten[5]. Es scheint richtig zu sein, die künftigen Diskussionen über die schweizerisch-französischen Wirtschaftsbeziehungen während des Krieges nach Paris zu verlegen. Das Departement beantragt dafür der vom Bundesrat bestellten Verhandlungsdelegation Herrn Oberzollinspektor Comte als neuen Delegierten beizugeben.

Die in London notwendigen Interventionen sollen durch eine besondere Mission in Zusammenarbeit mit der dortigen Gesandtschaft unternommen werden[6]. Ausser der Behandlung der Blockadefragen wird es die Aufgabe

---

3. *Cf. N^os 182 et 185.*
4. *Cf. N^o 195.*
5. *Cf. N^os 160, 182 et 185.*
6. *Cf. N^o 197.*

dieser Delegation sein, die dringend notwendigen Verhandlungen über die Regelung der schweizerisch-britischen Wirtschaftsbeziehungen während des Krieges einzuleiten. Die Instruktionen für diese Verhandlungen hat der Bundesrat bereits in seiner Sitzung vom 6. Oktober 1939 erteilt[7].

Gestützt auf diese Darlegungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Der vorstehende Bericht wird im Sinne von Instruktionen genehmigt,
2. mit der Mission in London werden die Herren Minister Dr. H. Sulzer und Prof. Dr. P. Keller beauftragt.

---

7. *Cf. N° 178.*
Le Conseil fédéral approuve un mémorandum sur la spécificité de la situation économique de la Suisse. Probablement rédigé par P. Keller, ce document est traduit en français et en anglais afin de le transmettre à Londres et à Paris. Lors de son entretien du 3 novembre 1939 avec le Ministre français du Blocus, W. Stucki utilisera ce document pour plaider la cause de la Suisse (cf. N° 195). Datée du 6 novembre, la version anglaise de ce document est publiée ci-dessous, N° 197. Pour le texte allemand, cf. E 7110 1973/134/11.

190

E 7110 1973/134/14

Compte-rendu d'une séance préparatoire pour les négociations économiques avec la Grande-Bretagne

Protokoll-Notizen über die Sitzung vom 30. Oktober 1939, 10 Uhr 15 auf dem Vorort betreffend Entsendung einer diplomatischen Mission nach London.

Copie
PV

Zürich, 30. Oktober 1939

Anwesend Herr Minister Dr. Sulzer; Herr Prof. Keller; Vertreter der Stickerei-Industrie, der Schuh-Industrie, der Seidenweberei, der Seidenband-Industrie und der Uhren-Industrie.
Vorsitz: Herr Dr. Homberger.
Protokoll: Sekretär Dr. Frey.

Der Vorsitzende orientiert einleitend über die Bemühungen, die unternommen worden sind, um Verhandlungen mit England, zur Besprechung der sich zufolge des Kriegsausbruches ergebenden Fragen, anzubahnen. Trotz wohlwollender Einstellung in London blieben die Vorstösse der Schweiz bei den

untern Beamten stecken. Die Schweiz sieht sich daher veranlasst, zu einer ganz aussergewöhnlichen Massnahme zu schreiten in der Form von Sondermissionen, die in London durch Herrn Minister Sulzer und Herrn Prof. Keller und in Paris durch Herrn Minister Stucki geführt werden.

Herr Dir. Hug: Es ist erfreulich, dass man endlich energisch wird. Einfuhrbewilligungen seitens England wurden gar keine gegeben. Auch Bestellungen sind keine mehr erfolgt. Aber auch der Shipping Trade ist stark gehemmt, da man keine Muster nach England schicken kann. Es wird unvermeidlich sein, nächstens eine grosse Anzahl von Leuten zu entlassen.

Herr Naef (Seidenindustrie): Was für St. Gallen von Herrn Dr. Hug gesagt worden ist, gilt auch für die Seide. Der Seideexport ist im September dieses Jahres auf weniger als die Hälfte der früheren Monatsexporte gefallen. Die Ausfuhr nach England fiel auf etwa 1/10; dabei handelt es sich wahrscheinlich um Ware, die schon vor Inkrafttreten der englischen Einfuhrverbote unterwegs war. Neue Sendungen sind nicht mehr möglich. Es herrscht das Gefühl, dass man in Bern die Sache zu wenig ernst nimmt.

Begehren:

1. England muss die bestellte Ware hereinlassen, die Ware wird sonst altmodisch und unverkäuflich.
2. Neue Geschäfte müssen, wenigstens in beschränktem Umfange getätigt werden können.

Herr Dr. Sarasin (Seidenbandindustrie): meldet die gleiche Lage wie in der Seidenstoffindustrie. Der Handel mit England macht etwa 50% des Exportes der Seidenbandindustrie aus. Die Kontingente für neue Lieferungen müssen wahrscheinlich wertmässig festgesetzt werden. Schon ein Kontingent in Pfund Sterling in der Höhe früherer Importe in England würde eine starke Einschränkung bedeuten, da das Pfund gesunken ist. In erster Linie sollte die bestellte Ware abgesetzt werden können.

Herr Dir. Flunser (Bally): Der Export nach England beschäftigt etwa 1200 Personen, etwa 1/5 der gesamten Produktion geht nach England. Seit Kriegsbeginn konnte nichts mehr nach England exportiert werden. Kleinere Sendungen nach Südafrika und Kanada waren möglich. In erster Linie muss die bestellte Ware abgenommen werden. Grosse Schwierigkeiten bestehen auch beim Import England. Teilweise war Ware erhältlich ohne dass Unterschriften bezüglich der Verwendung der Ware notwendig wurden. Manchmal wurde verlangt, dass britische Konsulatsbeamten Einsicht in die Bücher nehmen dürfen zwecks Ausübung der Verwendungskontrolle. Solche Unterschriften sind bis jetzt nicht gegeben worden.

Nationalrat Rais (Uhrenindustrie): Die vorliegenden Bestellungen machen 17,5 Mio. Franken aus. Es sind teilweise Einfuhrbewilligungen erteilt worden.

Herr Dir. Hug: Der Export der Stickerei-Industrie beträgt etwa 10% der Ausfuhr von 1913-1914. Auf keinen Fall darf die Kontingentsverwaltung in englische Hände gelegt werden. Es würden daraus die grössten Unzukömmlichkeiten: Preisdrückereien, zu kleine Einzelkontingente etc. entstehen. Die Ausfuhr nach England wurde durch das deutsche Dumping niedergehalten. Am besten wäre es, wenn die Kontingentsfrage überhaupt bei Seite gelassen werden könnte.

Herr Zürcher (Stickerei-Industrie) referiert über die Schwierigkeiten, die im Jahre 1917 und 1918 in der gleichen Frage in London zu überwinden gewesen waren. Es konnte damals ein Einfuhrkontingent von 40% der Einfuhr im Jahre 1908 erreicht werden. Unter Hinweis auf die eingetretene Pfundentwertung seit 1908 konnte eine 40%ige Erhöhung des Wertkontingentes erzielt werden. Es waren grosse Schwierigkeiten zu überwinden bis das System praktisch zu wirken begann.

Herr Dr. Niggli: Es ist englischerseits gefragt worden, ob man die Exporterlöse in England stehen lassen würde. Das kommt selbstverständlich nicht in Frage.

Herr Naef weist auf die grosse Gefahr der Wertkontingente hin (Pfundsturz, Preissteigerungen). Es sollte entweder auf Gewichte oder square yards abgestellt werden.

Herr Dir. Hug: Für die Stickerei-Industrie kann nur ein Wertkontingent in Frage kommen. Dieses Kontingent muss eventuell den Währungsschwankungen angepasst werden.

Herr Dr. Stein (Stickerei-Industrie): Einfuhrbewilligungsanträge sind bis jetzt alle ohne Begründung abgelehnt worden. Einfuhrbewilligungen wären unter den heutigen Verhältnissen wahrscheinlich nur möglich für Ware, die im aktiven Veredlungsverkehr in der Schweiz gestickt wurden, sowie für Ware die schon vor dem Krieg bezahlt worden ist. Die Angelegenheit ist dringlich, da es sich um Weihnachtsartikel handelt. Besondere Schwierigkeiten bestehen auch bei den Wertmustern, wie sie insbesondere bei den Taschentüchern und auch bei andern Artikeln üblich sind. Diese Wertmuster sollten generell einfuhrfrei sein.

Herr Dir. Flunser: Es sollten für die Schuheinfuhr keine Wert-, sondern Paar- oder eventuell Gewichtskontingente erteilt werden.

Herr Dr. Sarasin: Das Gegebene für die Seidenbandindustrie wäre die Kontingentsbemessung nach Karton. Es ist fraglich, ob das Board of Trade darauf eingehen wird. Eventuell Kontingent in Schweizerfranken oder in Pfund Sterling unter Festsetzung einer bestimmten Kursrelation. Auch in dieser Industrie existierte ein starkes deutsches Dumping, wodurch die Exportmengen gedrosselt und die Preise ungenügend waren.

Herr Amez-Droz (Uhren-Industrie): Für die Uhrenindustrie sollten Stückkontingente festgestellt werden. England wird versuchen, selbst billige Uhren herzustellen, die bis jetzt von Deutschland geliefert worden sind. Lizenzen für Lieferungen an Regierungsstellen sind gegeben worden. Auch für Bestandteile und Fournituren wurden Einfuhrbewilligungen erteilt. Die meisten Rohmaterialien für die Uhrenindustrie werden in England gekauft.

Herr Wehrli (Seidenindustrie): Es sind bis jetzt schon bedeutende Verzögerungen entstanden; die Ausführung vieler Kontrakte wird dadurch aus Saisongründen nicht mehr möglich sein. Es sollte in diesem Fall vereinbart werden, dass dafür andere Ware nach England geschickt werden kann.

Herr Prof. *Keller:* Die Schweiz hat bis jetzt keine Zeit verloren. Die übrigen neutralen Länder, die schon in Unterhandlung mit England stehen, haben noch gar nichts erreicht. London war für diese Verhandlungen nicht organisiert. Das Handelsamt hat nicht mehr die gleichen Vollmachten wie früher. Das

Blockadeministerium als neue Instanz hat wichtige Vollmachten erhalten. Der erste Stoss muss gegen das Blockadesystem geführt werden. Eine moderne Vertragsbasis zwischen England und der Schweiz existiert nicht. Der alte Vertrag datiert aus dem Jahr 1855. In einem spätern Stadium der Verhandlungen muss die schweizerische Delegation in London technische Experten zur Hand haben. Über das Resultat der Verhandlungen darf man sich keine Illusionen machen. England will seine Devisenbestände schonen; England wünscht lebensnotwendige und nicht Luxus-Produkte. Die Situation ist sehr schwierig. Es handelt sich darum, zunächst einmal ins Gespräch zu kommen und das Eis zu brechen. Nachher erst können Detailfragen behandelt werden.

Herr *Thommen* (Seidenbandindustrie): Die englische Regierung hat einen Trade Adviser nach Basel gesandt: Sir Frank Nelson. Von diesem Herrn hat man einen guten Eindruck erhalten.

Der *Vorsitzende* wiederholt, dass schweizerischerseits nichts unterlassen worden ist, um mit England ins Gespräch zu kommen. Die englischen Massnahmen haben eine eigentliche Vernichtung gewisser schweizerischer Industriezweige zur Folge. England muss darüber aufgeklärt werden. Die dringendste Frage (neben denjenigen, die sich aus der Blockadepolitik ergeben) ist die Angelegenheit der hängigen Bestellungen. Sehr schwierig wird sich die praktische Durchführung der Massnahmen gestalten. Man wird versuchen müssen, die Nachweise darüber, dass es sich um alte Bestellungen handelt, von der Schweiz aus zu erbringen; wahrscheinlich durch das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement, das seinerseits denn die Verbände und Handelskammern heranzieht. Gegenüber Frankreich ist eine analoge Regelung gelungen. Diese Bestimmungen müssen möglichst einfach gehalten werden. Über den Ernst der Lage gibt man sich im Bundeshaus volle Rechenschaft. Sonst wäre man nicht zu dieser ganz ungewöhnlichen Methode geschritten. Zu diesem Zweck war es aber notwendig, einen gewissen Reifezustand abzuwarten. In zweiter Linie müssen dann auch laufende Exporte ermöglicht werden. Eine gewisse Hilfe für die schweizerische Delegation bedeutet das Interesse Grossbritanniens am eigenen Export.

Herr *Sulzer:* Zunächst muss das Eis gebrochen werden. Wenn das gelungen ist, werden sich technische Experten der Delegation anschliessen müssen. Man muss England die Struktur der schweizerischen Wirtschaft vor Augen führen. Repressalien besitzt die Schweiz gegenüber England, im Gegensatz zur Situation gegenüber Frankreich, leider keine.

Herr *Flunser:* Es sollte den Spediteuren gesagt werden, dass sie keine solchen Garantieverpflichtungen mehr herumsenden, da sonst die Gefahr besteht, dass sie unterzeichnet werden.

Herr *Sulzer:* Die Firma Bally hat sich verpflichtet, die Kontrolle durch den eigenen Staat zuzulassen.

Der *Vorsitzende:* Es wird durch öffentliches Recht verboten werden, Bescheinigungen zu unterzeichnen, die die Kontrolle in einem schweizerischen Betrieb durch ausländische Staatsorgane vorsehen.

191

E 7110 1973/134/15

Notice du Conseiller de légation chargé des affaires commerciales à la Légation de Suisse à Londres, A. Girardet

Copie Londres, 31 octobre 1939

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES.

Entrevue au Board of Trade le 31 octobre 1939 sur convocation de Mr. Fraser.

Présent: Mr. Fraser, Board of Trade, Carr, Board of Trade, *[en blanc]*, Ministry of Economic Warfare.

Mr. Fraser expose d'abord qu'il m'a prié de venir pour être mis au courant de l'attitude du Board of Trade à l'égard du plan général d'arrangement que j'ai remis à Mr. J.J. Wills le 28 septembre[1]. Ces propositions ont fait, le 30 octobre, l'objet d'une séance entre les divers ministères intéressés.

Immédiatement, Mr. Fraser déclare que le Gouvernement Britannique n'est pas en état d'accorder des licences d'importation pour toutes les commandes passées en Suisse avant le 3 septembre, propositions, article 1. Il ne peut pas davantage considérer comme une base acceptable d'arrangement les clauses 5 et 6 qui prévoient le maintien des échanges commerciaux entre les deux pays sur les bases de l'année la plus favorable de 1937 ou 1938.

Ces déclarations sont suivies d'une assez longue conversation dont les points principaux sont ceux-ci:

L'Angleterre est actuellement dans une lutte vitale («We are fighting for our life.») Elle est donc dans l'obligation absolue de s'interdire l'importation de tout article de luxe, c'est-à-dire de broderies, de chaussures, de textiles, etc. Elle est, par contre, disposée à acheter en quantités beaucoup plus considérables encore que par le passé, des articles dont elle a besoin pour la conduite de la guerre: aluminium, machines-outils, canons (Oerlikon), munition et probablement des quantités considérables d'autres articles. Ceci implique évidemment une modification des lignes générales du commerce entre l'Angleterre et la Suisse et probablement une adaptation de la production suisse. C'est une conséquence qui est rendue nécessaire par les circonstances et que la Suisse est obligée d'admettre comme telle.

La question de l'exportation de matériel de guerre fait dévier la conversation sur le problème de la contrebande. Il semble que la Suisse autorise encore l'exportation de matériel de guerre commandé avant l'ouverture des hostilités. Je fais observer qu'il se peut qu'à l'avenir des commandes semblables passées après la déclaration de guerre puissent ne pas être acceptées en Suisse en vertu

1. *Non reproduit.*

de l'Arrêté de 1935 sur la contrebande de guerre[2]. Cette déclaration paraît déconcerter passablement mes interlocuteurs.

Je fais ensuite observer:

a) Que le refus de la Grande-Bretagne d'autoriser l'importation des marchandises commandées avant la déclaration de guerre causerait certainement en Suisse une impression très pénible, cela d'autant plus que l'arrangement conclu avec la France le 22 septembre dernier[3], prévoit que les commandes passées des deux côtés avant l'ouverture des hostilités seront exécutées et payées. Ceci encore marque un point.

b) En ce qui concerne le règlement des relations commerciales pendant la guerre, il est pour la Suisse d'un intérêt vital de pouvoir continuer son commerce d'exportation. La Suisse est à cet égard dans la même position que la Grande-Bretagne, toutefois sans les possibilités territoriales et économiques de la Grande-Bretagne. Si la Suisse ne peut pas exporter, sa viabilité économique n'est plus qu'une question de temps. Il est évident que le Gouvernement suisse ne peut pas accepter la mise en péril de l'existence économique du pays et dans la mesure où la Grande-Bretagne tient à la bonne volonté des neutres et à sa réputation de libéralisme, elle ne peut pas se refuser à tenir compte de cette situation. La Suisse et la Grande-Bretagne sont dans des positions analogues. Elles importent toutes deux leurs matières premières et exportent leurs produits manufacturés. C'est la raison pour laquelle les négociations commerciales des années dernières ont été si compliquées. C'est pourtant une situation de fait qui ne peut être méconnue ni d'un côté, ni de l'autre. Si l'on veut créer une balance commerciale entre la Grande-Bretagne et la Suisse uniquement, le problème est presque insoluble. Si, par contre, on fait entrer dans la balance commerciale anglaise des achats de matières premières faits par la Suisse dans l'Empire, la situation change. Mr. Fraser répond que la Grande-Bretagne considère tout le bloc de la Livre Sterling comme faisant partie de l'Empire financier britannique et l'Angleterre est entièrement prête à compter à la Suisse ce qu'elle importe de l'Empire à l'exception du Canada.

Il serait intéressant de savoir s'il y a des branches de la production suisse auxquelles nous désirerions particulièrement intéresser l'Angleterre dans le sens de son orientation économique actuelle. Il y a un très vif intérêt pour les machines-outils et la production suisse de l'industrie de grande précision. Je relève, à ce propos, que le Ministry of Supply fait des difficultés pour laisser exporter en Suisse des machines-outils anglaises dont on a besoin en Suisse pour exécuter des commandes britanniques (cas de Sulzer et de la S.L.M.). Mr. Fraser réagit immédiatement très vivement et me prie de lui soumettre immédiatement les cas d'espèces dont je pourrais avoir connaissance.

Après environ une heure de conversation, Mr. Fraser déclare qu'en somme le Board of Trade est suffisamment orienté pour commencer à discuter avec la délégation suisse et me demande si la délégation pense venir prochainement. Je

---

2. *Cf. N° 168. Sur l'arrêté du Conseil fédéral du 28 octobre 1935, cf. DDS, vol. 11, N° 172.*
3. *Cf. N^os 168 et 169.*

lui annonce à ce moment-là l'arrivée jeudi de MM. Sulzer et Keller[4] en disant que leur désir est d'abord de prendre contact, probablement avec Mr. Hudson, avec Mr. Cross et peut-être d'une façon générale avec des représentants importants du commerce, de l'industrie et des finances britanniques avant que les négociations commencent. Mr. Fraser croit que cette manière de faire est opportune et indique que la délégation britannique comprendra des représentants du Board of Trade, du Ministère de la Guerre économique et, selon les besoins, du Ministry of Supply, etc. Il prévoit une grande conférence d'ouverture, probablement sous la présidence d'un ministre ou très haut fonctionnaire (je pense Mr. Hudson ou Sir Frederick Leith-Ross), puis ensuite des séances plus restreintes où l'on fera venir les experts des divers départements.

Il mentionne aussi la forme de l'accord. Il voit deux accords, l'un réglant la situation au 3 septembre, l'autre réglant les relations commerciales pour la durée de la guerre. Les grandes lignes paraissent dans son esprit analogues à celles de notre arrangement avec la France. Quant au principal arrangement lui-même, on peut se figurer une série de clauses de portée générale complétées par des protocoles ou échanges de lettres au sujet de certains points de détail qu'il faudrait régler.

Une question qui sera posée, sera celle du remploi des paiements en livres reçus d'Angleterre. Mr. Fraser a dit: «Nous n'avons aucun désir que vous transformiez des livres en dollars.» et cette question devra très probablement être discutée[5].

4. *Cf. Nos 178 et 189.*
5. *Cf. No 197.*

192

J. I. 131/44

Le Chef du Département politique, G. Motta, au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki

L Berne, 1er novembre 1939

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 27 octobre[1] et je vous en remercie bien vivement. J'ai fait parvenir au Général Guisan, à titre personnel et confidentiel, un des exemplaires du mémorandum que vous avez bien voulu

1. *Non retrouvée. Il s'agit fort probablement d'un document rédigé à la suite de l'entretien du 25 octobre (cf. ci-dessus No 188).*

établir[2] en me bornant à faire observer que les idées que vous avez exprimées me paraissent raisonnables, mais que la préparation à envisager doit prévoir une collaboration avec n'importe lequel de nos voisins et qu'il importe que cette préparation soit faite de la façon la plus discrète pour ne pas devenir dangereuse. Je suis parfaitement convaincu, d'ailleurs, que c'est ainsi que vous l'avez toujours conçue.

---

2. *Stucki doit avoir suggéré de créer une liaison avec le haut commandement militaire français ou le gouvernement, prête à fonctionner en cas d'agression allemande contre la Suisse. Le mémorandum de Stucki a été détruit en 1940 avec d'autres documents sur* la mission Franco-Suisse. *Cf. la notice de Huber du 30 septembre 1940,* E 27/14353. *Le 11 avril 1940, W. Stucki adresse une lettre au Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz, pour l'informer de cette réunion avec le prédécesseur de celui-ci à la tête du Département politique:* Am 25. Oktober 1939 habe ich sowohl mit Herrn Bundesrat Motta als mit dem General die Eventualität eines deutschen Angriffes auf die Schweiz besprochen und insbesondere die Frage zur Diskussion gebracht, wie in einem solchen Falle die äusserst wichtigen Verbindungen zwischen Bern und Paris und in Paris selber sichergestellt werden können. *Afin de préciser l'accord convenu entre Guisan, Motta et Stucki, le Ministre de Suisse à Paris a rédigé le mémorandum du 25 octobre. Toutefois, Stucki n'est pas sûr que les mesures nécessaires aient été prises à Berne et il insiste sur la nécessité d'assurer une communication rapide et constante:*

Nach dem blitzartigen Vorgehen Deutschlands im Norden scheint es mir mehr als je geboten, für den Eventualfall gewappnet zu sein und alles vorzukehren, was irgendwie möglich ist. Ich habe damals dem General gegenüber die Meinung vertreten, dass im Fall eines deutschen Angriffes auf die Schweiz die Frage eines rechtzeitigen Eingreifens der französischen Flugwaffe von geradezu ausschlaggebender Bedeutung sein dürfte und dass es in dieser Hinsicht auf Stunden, ja vielleicht auf Minuten ankommen kann. Er hat diese Ansicht ausdrücklich als richtig bezeichnet. Es ist deshalb entscheidendes Gewicht darauf zu legen, dass ich in einem solchen Falle ohne den allergeringsten Zeitverlust orientiert werden kann (J.I. 131/44).

Dans ce but, W. Stucki demande que des mesures techniques soient prises à Berne comme à Paris.

193

E 2001 (D) 3/301

La Légation d'Allemagne à Berne au Département politique

AM Nr. 4252. Bern, 1. November 1939

Die Vertretungen des früheren polnischen Staates in der Schweiz haben die hier lebenden wehrpflichtigen Polen zur Gestellung bei der in Frankreich gebildeten polnischen Legion aufgefordert.

Nach Auffassung der Deutschen Regierung bedeutet jede Förderung solcher Bestrebungen durch schweizerische amtliche Stellen, z.B. durch Erteilung der Durchreiseerlaubnis, der Zulassung der Aushändigung von Gestellungsbefehlen, der Stellung von Transportmitteln, der Androhung der Ausweisung im

Falle der Nichtbefolgung des Gestellungsbefehles usw., eine Vorschubleistung zum Eintritt in eine den Gestellungspflichtigen fremde Armee. Es handelt sich bei den polnischen Staatsangehörigen, die jetzt in der Schweiz erfasst werden, nicht um die für Kriegsfälle international zugelassene Rückkehr Wehrpflichtiger in die Heimat. Die Deutsche Regierung hält daher jede Massnahme, die geeignet ist, den Eintritt von polnischen Wehrpflichtigen in Formationen einer unter französischer oder englischer Führung stehenden Armee zu fördern, als mit der Neutralität der Schweiz unvereinbar[1].

1. *Le Département politique a soumis l'aide-mémoire allemand à l'Etat-Major de l'Armée qui répond le 9 novembre (lettre non reproduite de Labhart à Bonna):* Das Aide-Memoire bezeichnet die «Förderung solcher Bestrebungen durch schweizerische amtliche Stellen» als neutralitätswidrig. Nun wird leicht nachzuweisen sein, dass die schweizerischen amtlichen Stellen solche Bestrebungen nicht fördern, sondern höchstens dulden. *De plus, l'Etat-Major Général de l'Armée s'en remet à l'article 6* des Abkommens betr*[effend]* die Rechte und Pflichten der neutralen Mächte und Personen im Falle eines Landkrieges vom 10. Okt*[ober]* 1907..., welcher bestimmt, dass eine neutrale Macht nicht dafür verantwortlich ist, dass Leute einzeln die Grenze überschreiten, um in den Dienst eines Kriegführenden zu treten. *Labhart termine ainsi sa lettre:* Zu erwähnen wäre überdies, dass die Schweiz sich stets an diese Bestimmungen gehalten hat und dass sie gewillt ist, sich daran auch in Zukunft zu halten.

194

E 5795/328

Le Commandant du Régiment frontière 49, W. von Arx, au Commandant du Deuxième Corps d'Armée, F. Prisi

L Betr.: Besprechung mit franz. Of. K.P., 2. 11. 1939

Durch Vermittlung der Gz.-Bewachungs Kp. III/249 liess mir der Kdt. der im Abschnitt Hegenheim 6– Leymen stehenden franz. Trp. den Wunsch zu einer Begegnung übermitteln. Dieselbe fand am 1.11.39. 1130 auf der Strasse Benken – Leimen statt. Franz. seits erschienen:

Cdt. Guillaumy, Capt. de Bastard und 2 Lieut. Cdt. Guillaumy ist Cdt. d'escadron, er kommandiert 1 Kav. Schw, 1 Mitr. Schw., 1 Motf. Schw.. l'escd. de service (D.h.d.F.) selber trägt er die No. 11, welche Truppe im Raume Hegenheim, Hagenthal, Neuweiler, Leimen stehen. Zugeteilt seien 2 Inf. Bat., etwas weiter zurück untergebracht, dazu reichlich Art. verschiedener Kaliber.

Cdt. Guillaumy erklärte mir, dass seine Aufgabe sei, jeglichen Übertritt deutscher Truppen auf franz. Boden zu verhindern. Vor wenigen Tagen sei

seine Trp. und sein Abschnitt von höchsten franz. Kdt. inspiziert worden. Die Rede war von einem Chef de groupe d'armée[1]. Es handelt sich dabei um die Of, welche auf Landskron beobachtet worden sind. Dies bestätigt mir Cdt. Guillaumy. Cdt. Guillaumy war ausdrücklich ermächtigt, mir vom Zweck der Inspektion in Landskron vertraulich Kenntnis zu geben. Er führte ungefähr aus:

Die Mobilisation und der Aufmarsch in Frankreich sind erst jetzt beendigt. Vor Wochen waren nur wenige und ungenügende Trp. an der schweiz.-franz. Grenze. Heute ist Frankreich für jede Eventualität gerüstet; kein deutscher Soldat wird auch nur einen Fussbreit franz. Boden betreten. Kdt. Guillaumy hat Befehl, auf erstes Ansuchen eines schweiz. Kdt. hin – aber ausdrücklich nur auf ein solches hin, sofort in Unterstützung schweiz. Trp. einen allfälligen deutschen Angriff abzuwehren. Das Det. Guillaumy kann sofort das Bruderholz sperren, es kann sofort das Gempenplateau besetzen. Dies sei von Landskron aus in 2 Std. langem Rapport festgelegt worden. Analoge Befehle hätten auch andere Kdt. von Trp.-körpern längs der schweiz. Grenze vor allem aber er, als der einem allfälligen deutschen Angriff zu nächst stehende Kdt. Guillaumy zeigte sich äusserst zuversichtlich im Falle eines deutschen Angriffs Richtung Belfort, sei es über den Rhein, sei es durch die Schweiz. Die Trp. Konzentration sei so gross, dass alle Überraschungen und durchschlagenden Erfolge deutscher Truppen ausgeschlossen seien.

[...][2]

---

1. *Annotation dans la marge:* Gal Besson.
2. *Enfin, von Arx souligne que Guillaumy serait un proche parent du nouveau Chef de l'EMG italien, Graziani.*
Von Arx informe également le Commandant de la brigade frontière 4 (E 27/14352).
Sur l'attitude de l'Armée face aux Etats voisins, cf. aussi la lettre du Général Guisan au Chef de l'EMG du 30 décembre 1939: [...] Je partage entièrement votre avis que le but que nous devons poursuivre est de tout faire pour éviter que notre pays ne soit entraîné dans le conflit actuel. Dans ce sens, j'ai déjà agi pour que l'attitude de notre peuple, et en particulier de notre presse, soit plus réservée. J'ai l'intention de toucher encore un mot de cette question lorsque je parlerai à la radio le 1er janvier.
En ce qui concerne les dispositions militaires – aussi bien celles concernant le dispositif de l'armée que l'emploi des moyens financiers et la construction des fortifications – j'ai dit que dans l'*ordre d'urgence* le cas N. venait en premier lieu, ce qui n'exclut d'ailleurs aucune des 2 autres. L'histoire de ces deux dernières années doit nous être un enseignement.
Il n'est nullement dans mon intention de déplacer de nouvelles troupes de l'W. vers le N. ou l'E. La constitution du 4. C.A. en est la preuve manifeste. *[...]* Pour les fortifications, il y a lieu de constater qu'à l'heure actuelle, nous n'avons encore rien de construit de permanent sur le front N. Nous n'en sommes qu'à la période des projets. Ainsi, nous n'avons pas de fortifications permanentes sur une position d'armée, ni face au N. ni face à l'W. *[...]* (E 5795/301).

195

E 2001 (D) 2/230

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, J. Hotz

Copie
L Vertraulich.
Schweiz. Standpunkt zur franz.-englischen Blockadepolitik.

Paris, 3. November 1939

Bezugnehmend auf unsere gestrige telephonische Besprechung, beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass ich gestern Abend dem französischen Blockademinister, Herrn Pernot, das Memorandum [1] überreicht habe, dessen französischen Text Sie unterdessen erhalten haben werden. Ich habe das Memorandum auf sehr einlässliche Weise kommentiert und besonders Gewicht auf folgende Argumentation gelegt.

Nach dem letzten Wirtschaftsabkommen, das die Schweiz mit Deutschland abgeschlossen hat [2], wird Deutschland der Schweiz immer ungefähr im doppelten Werte Waren liefern müssen, als die Schweiz Waren nach Deutschland ausführt. Während die Schweiz keinerlei Rohstoffe und nur sehr wenig Lebensmittel ausführen kann, liefert Deutschland wesentliche Mengen solcher Rohstoffe, insbesondere Kohlen und Eisen, und auch in seinen übrigen Lieferungen sind selbstverständlich wesentliche Rohstoffmengen enthalten. Ich glaube deshalb sagen zu dürfen, dass die «Rohstoffbilanz» für Deutschland im Verkehr mit der Schweiz natürlich passiv ist. Dieser Umstand allein ist eigentlich für die Blockadepolitik der Alliierten massgebend. Die Schweiz macht dreierlei Vorschläge, nämlich:

a. sie verpflichtet sich, nach Deutschland keinerlei industrielle Rohstoffe zu liefern,

b. sie beansprucht die Freiheit für die Produkte ihrer Landwirtschaft und ihres Bodens,

c. sie beansprucht eine gewisse Freiheit für diejenigen von ihr hergestellten Produkte, die aus Rohstoffen französisch-englischen Ursprungs oder Transites hergestellt werden, indem sie dafür sorgt, dass diese Rohstoffe in der Schweiz eine wesentliche Bearbeitung erfahren haben müssen. Eine generelle Verpflichtung, solche Fabrikate nicht nach Deutschland auszuführen, kann sie unter keinen Umständen eingehen. Dies ist aber auch vom Standpunkt der englisch-französischen Blockadepolitik aus gesehen, durchaus nicht nötig.

Diese Argumentation ist nicht ohne Eindruck geblieben. Es wäre deshalb zweckmässig, für die eigentlichen Verhandlungen die Frage dieser «Rohstoff-

---

1. *Non reproduit. Cf. N° 189, note 7, et N° 197.*
2. *Accord non reproduit; approuvé par le Conseil fédéral lors de sa séance du 24 octobre 1939* (E 1004.1 1/390, *N°* 1997).

bilanz» näher abzuklären und sie den Franzosen gegenüber möglichst solid dokumentiert zu verfechten. Sie erinnern sich, dass die gleiche These vor Jahren von den Deutschen in den Clearingsverhandlungen vertreten wurde und dass man damals von deutscher wie von schweizerischer Seite Rechnungen aufgestellt hat. Diese müssen sich unbedingt noch in den Akten befinden und dürften vielleicht nützliche Dienste leisten.

Herr Minister Pernot, der mich sehr freundlich empfangen und behandelt hat, beschränkte sich auf Bemerkungen ganz allgemeiner Natur: Die französische Regierung wünsche durchaus keinen Konflikt mit der Schweiz, sei aber anderseits fest entschlossen, den Wirtschaftskrieg gegen Deutschland mit der grössten Energie und allen ihr zur Verfügung stehenden Mitteln durchzuführen. Er hoffe, dass trotz der sehr grossen Schwierigkeiten eine Lösung gefunden werden könne, die auch für die Schweiz erträglich sei. Er interessiere sich ausserordentlich für das kürzlich abgeschlossene deutsch-schweizerische Abkommen und wäre sehr dankbar, wenn wir ihm dies zur Verfügung stellen könnten (!). Er sei sehr bestrebt, die Schweiz von Deutschland und übrigens auch von Italien unabhängig zu machen und suche insbesondere die Möglichkeit, die deutsche Kohle durch französische Kohle zu ersetzen, sowie uns für den Benzintransport durch Frankreich französische Zisternenwagen zur Verfügung zu stellen, damit wir nicht über Italien importieren müssten (!).

Ich antworte darauf, dass solche Vorschläge für uns keine Lösungen bedeuten können, weil wir darauf angewiesen sind, in der Ein- wie in der Ausfuhr einigermassen normale Wirtschaftsbeziehungen mit allen Nachbarn aufrecht zu erhalten. Es könne sich für uns keineswegs darum handeln, die Wirtschaftsbeziehungen mit Deutschland abzubrechen, und schliesslich sei es auch für Frankreich wichtiger, dass die Schweiz mit Deutschland eine passive Rohstoffbilanz beibehalte, als dass der Verkehr theoretisch auf Null reduziert werde. Gerade die Resultate der Sanktionspolitik gegen Italien hätten gezeigt, wie unwirksam, ja verhängnisvoll solche theoretische und schematische Gesichtspunkte sich auswirken.

Diese Einwendungen haben Herrn Pernot sichtlich enttäuscht und er hat das Gespräch damit abgeschlossen, er werde unser Memorandum persönlich und durch seine Dienstzweige einlässlich prüfen und mir dann weitern Bericht geben. Seiner Ansicht nach sollten die schweizerisch-französischen Verhandlungen über diese Fragen möglichst rasch, und zwar in Paris, aufgenommen werden. England sei sicherlich nicht nur einverstanden, sondern froh, wenn die Schweiz zunächst mit Frankreich und erst nachher mit England verhandle.

196

J. I. 49/1

Notice du
Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, J. Labhart

No *[Quartier Général de l'Armée, 3 novembre 1939]*

3.11.1939. Minister Stucki, Paris, suchte am (nach meinen Tagebuchaufzeichnungen)[1] den General auf und besprach mit ihm die mil. pol. Lage. Ich wurde zu dieser Unterredung nicht zugezogen. Anscheinend unmittelbar nachher telephonierte mir der General und teilte mir mit, dass er nach seiner Unterredung mit Herrn Stucki die militärische Lage als sehr bedrohlich durch Deutschland ansehe und Truppenaufgebote erfolgen müssten. Er fragte mich, wann ich ihn aufsuchen könne. Ich gab ihm einen Zeitpunkt an, der mir ermöglichte mit meinen Mitarbeitern noch vorher die Lage zu besprechen und vereinbarte, dass Oberst Frick und Oberstlt. Masson an der Besprechung ebenfalls teilnehmen sollten.

Die Mitteilung des Generals hat mich sehr beeindruckt, da die mir zur Kenntnis gelangten Nachrichten über deutsche Truppenbewegungen keine unmittelbare Gefahr erkennen liessen. In der Besprechung mit dem General vertrat ich denn auch diese Auffassung und es wurde einzig die Rückberufung der Urlauber und die Erhöhung der Bereitschaft der Sprengobjekte verfügt. Die erstere Massnahme habe ich selbst vorgeschlagen und hielt sie für alle Fälle gerechtfertigt, da erkennbar eine gewisse Schlampigkeit in der Auffassung der Heereseinheitskommandanten bezüglich Bereitschaft an der Grenze eingerissen hatte. Der zweiten Massnahme konnte ich aus den nämlichen Gründen ebenfalls zustimmen. In der Unterredung wies der General noch darauf hin, dass es im Falle eines deutschen Angriffs wichtig sei innert kürzester Zeit Verbindung mit der franz. Regierung zu haben, und dass Minister Stucki in Verbindung mit dem Pol. Dep. diesen Weg gesichert habe[2]. Ich mass dieser Bemerkung keine grosse Bedeutung bei in der Annahme, dass das pol. Dep. wohl die nötige Vorsicht walten lasse.

Am 2.11.39 teilte mir Oberst Logoz auf meinem Büreau gesprächsweise folgendes mit: Der General hätte ihm – ebenfalls gesprächsweise – mitgeteilt, dass seine (des Generals) Vorkehren für den Fall Nord schon weit gediehen seien. Es gebrauche nur eines Telephons von der Grenze aus am General...[3], worauf dieser sofort die Generale George und Gamelin benachrichtige.

Ich habe sofort gegenüber Oberst Logoz meine schwersten Bedenken über ein solches Vorgehen ausgedrückt, indem das eine Verletzung unserer Neutralität bedeute und schwerlich geheim gehalten werden könne. Früher oder später

---

1. *Cf. N^os 188 et 192.*
2. *Cf. N° 192.*
3. *Le nom manque (peut-être Besson).*

werde die Öffentlichkeit davon erfahren, da französische Amts- oder Kommandostellen darüber orientiert sein müssten, wenn diese Verbindung funktionieren soll. Von Seiten Deutschland seien wir alsdann den schwersten Vorwürfen ausgesetzt indem dieses uns wiederholt allzu enger Beziehungen mit Frankreich vorgeworfen habe. Frankreich hätte immer und immer wieder versucht uns zu binden, doch erfolglos, weil uns die Tragweite eines solchen Schrittes bekannt war.

Auf diese Eröffnung hin, teilte ich Oberst L[*ogoz*] mit, dass ich mir den Fall noch überlegen müsse. Ich ersuchte auch Oberst L[*ogoz*], der meine Bedenken ganz teilte, sich die Sache zu überlegen.

Heute, den 3.11.39 kam ich mit Oberst L[*ogoz*] wieder auf diese Angelegenheit zu sprechen. Wir waren wieder einer Meinung über das Bedenkliche im Vorgehen des Generals und die Folgen für unser Land, wenn diese Sache an die Öffentlichkeit käme. In erster Linie handelt es sich jetzt darum festzustellen, in welcher Art die Verbindung mit den französischen Kommandostellen vorbereitet wurde. Das kann nur durch eine Aussprache mit dem General geschehen. Wir vereinbarten, dass Oberst L[*ogoz*] dem General mitteile, er hätte mir von seiner Äusserung Kenntnis gegeben und dass ich mit ihm darüber sprechen wolle, indem ich grosse Besorgnis wegen der allfälligen Folgen habe.

197

E 7110 1973/134/15

La Légation de Suisse à Londres
au Ministère britannique des Affaires étrangères

Copie
M[1]

London, November 6, 1939

I. Switzerland's position in Europe is unique both from a geographical and economic point of view. Besides being the only highly industrialized country without any direct access to the sea, she is also the poorest in raw materials. A great part of her population depend for their livlihood upon the manufacturing of goods from raw materials imported from abroad, and on the exportation of the finished products. A considerable number of her inhabitants also depend upon the tourist traffic, which in the present circumstances is completely paralysed. If the country's economic life is to be preserved it is therefore more necessary than ever to maintain the branches of industry connected with the aforementioned transformation of goods.

---

1. *Annotation en haut de la page*: Sulzer – Keller für F[*oreign*] O[*ffice*] London. *Au sujet de ce mémorandum, cf. N° 189, n. 7.*
L'orthographe du document a été respectée.

2. In spite of this, Switzerland is well aware of the fact that the outbreak of hostilities makes it necessary for her to accept certain restrictions. It is understandable that the belligerent countries who supply her with raw materials should ask her for some guarantee about the re-exportation of these goods, nor has she failed to take the necessary measures in this respect. These measures were brought to the knowledge of His Majesty's Government on August 2nd and, on September 22nd, 1939 an Order was issued[2] bringing imports, exports and the use to be made of imported goods under State control. An organisation to furnish the belligerent countries with the desired guarantees has already been formed. In contrast to the system which was in force during the years 1915 to 1918, this control to-day lies exclusively in the hands of the Federal Authorities, who are thus able to guarantee the strictest observance of such obligations as they may have undertaken in connection with the use to be made of such imported goods.

3. It ist necessary to make clear what undertakings might be requested and given in order to enable the Allies to attain the end, they have in view without forcing Switzerland to change her economic policy too drastically. In this connection it would appear that, in pursuance of the economic war aims set forth by the British and French Governments, undue importance is being attached to the commercial exchanges between Switzerland and Germany. Even in normal times Switzerland only contributed very modestly to Germany's supply of goods of war interest, on account of her lack of raw materials. This is clearly shown by the figures given below, which are taken from the German commercial statistics:

(1)	Animals and *animal foodstuffs.* %	Vegetable *foodstuffs.* %	Industrial *raw materials.* %
	0.8	0.3	0.4

(2) *Category of goods.*	German imports from *all countries. Metric quintals*	German imports from *Switzerland. Metric quintals*	Swiss share *in %.*
Foodstuffs:	96,261,230	338,609	0.35
Hides, leather and shoes:	1,438,036	37,494	2.61
Cotton and its products:	3,788,416	47,150	1.24
Iron and its products; machinery:	256,976,027	1,467,986	0.56
Chemicals:	24,398,697	40,869	0.17
Dyes:	1,060,374	8,860	0.84

2. *Non reproduits.*

From (2) above the amount of Swiss imports into Germany can be seen in comparison with the total amount of German imports.

4. It can moreover be said, without risk of mis-statement, that the figures given for the year 1938 will probably shortly be reduced, for the following reasons:

Since 1934, German-Swiss exchanges have been subject to a Clearing system; the application of this system limits the amount of Swiss exports to Germany to the value of German imports into Switzerland. In consequence, goods which are not of Swiss origin are rigorously excluded from such exchanges. Moreover, part of the German imports into Switzerland go to make up the Clearing deficit, which still shows a debit balance of seventy million Swiss francs. Then again, Germany can hardly be expected to maintain the amount of her exports to Switzerland under the circumstances actually prevailing, which must automatically result in a further decrease in the amount of Swiss exports to the Reich. The inequality of the Clearing has made it necessary for Swiss exporters to wait a very long time before obtaining payment of their accounts, and the considerable amount of Swiss capital frozen in Germany, (over two milliard Swiss francs) does little to dispose Swiss firms to continue with their exporting to Germany.

5. When it is taken into consideration that part of the German imports into Switzerland has to be used for the tourist traffic and for the payment of interests on frozen credits, it becomes clear that only 50% of the benefit on German exports can be used to pay for Swiss exports to the Reich. The following figures go to substantiate this point. In point of fact, the value of Swiss imports of German origin amounted, during 1937, to four hundred and three million Swiss francs, and to three hundred and seventy-three million in 1938, whereas Swiss exports to Germany only amounted to two hundred million francs in 1937 and to two hundred and six million in 1938.

6. Lastly, the importation of certain products from Germany is of primary importance to Switzerland. Since it is impossible to pay for these goods in foreign currencies, Switzerland is obliged to export goods to Germany and, in view of Switzerland's lack of raw materials, these goods must include some products manufactured from raw materials imported from other countries.

II. In these circumstances, and for the duration of the war, the Swiss Government, will base their economic policy on the following principles:

(a) Switzerland will in so far as is possible maintain her commercial exchanges with other countries in their present structure and extent. She cannot be a party to any general undertaking which would exclude the re-exportation of goods without taking into consideration the manufacturing processes to which such goods might have been submitted while in Switzerland.

(b) Switzerland claims the right to dispose freely of all her natural and agricultural resources.

(c) In so far as her exports to Germany are concerned, Switzerland will continue to apply the strict prescriptions which have been in force since the drawing up of the Clearing Agreement. These measures, in conjunction with the Export Prohibitions issued on September 4th, will render impossible any

exportation to Germany of imported raw materials or of products manufactured in Switzerland from such imported raw materials as have not by this process undergone an essential transformation. Moreover, as a result of the Agreement of October 24th,[3] 1939, which Switzerland concluded with the Reich for the duration of the war[4], it is to be expected that Swiss exports to Germany will only amount to approximately one half of the value of German imports into Switzerland.

(d) With regard to the use to be made of goods imported from Great Britain and France, Switzerland is prepared to give an undertaking on the lines indicated above; the Swiss Government would wish to enter forthwith into negotiations on this subject with His Majesty's Government and the Government of France.

(e) The Swiss Government will themselves control the application of the regulations concerning the use to be made of imported goods, as set forth in the international agreements into which she may enter. The required legislative measures to this effect have already been taken.

3. *Non reproduit; l'accord a été approuvé par le Conseil fédéral lors de sa séance du 24 octobre 1939* (E 1004.1 1/390, *N°* 1997).

4. *Il est prévu de réviser l'accord avant le 15 janvier 1940.*

198

E 1004.1 1/391

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 novembre 1939

2137. Italien. Clearingabkommen. Transitabkommen. Verhandlungen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 9. November 1939

[...][1]

Um aber wenigstens eine Geste zu machen, entstandte [*die italienische Regierung*] den Chef der italienischen Delegation, Senator und Botschafter Giannini nach Bern zu einer kurzen Besprechung, welche von Donnerstag den 2. bis Samstag den 4. November ds. Js. dauerte.

Diese Besprechung wurde dazu benützt, einen ersten Meinungsaustausch über die im Zahlungs- und Warenverkehr mit Italien austehenden Probleme zu pflegen. Ferner wurde das in Rom am 22. Sept. 1939 paraphierte Transitab-

1. *Le procès-verbal commence par un résumé du rapport de Matter du 24 septembre 1939 (N° 170).*

kommen, über das Herr Matter, Direktor des Kriegs-Transport-Amtes, mit Herrn Giannini verhandelt hatte, endgültig unterzeichnet. *[...]*

Antragsgemäss wird von diesem Bericht in zustimmendem Sinn Kenntnis genommen.

ANNEXE I

E 1001 1/VD 1.10.-31.12.1939

Copie
A

Berne, 4 novembre 1939

ACCORD ENTRE LA SUISSE ET L'ITALIE CONCERNANT LE TRANSIT DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES [2]

Le Gouvernement italien et le Gouvernement suisse, dans le but de faciliter le trafic des marchandises et des personnes en provenance de l'étranger et à destination de la Suisse et vice versa, en transit sur le territoire de l'Italie, sont convenus des dispositions suivantes:

1. – Le Gouvernement italien s'engage à faciliter, dans la mesure du possible, le trafic des marchandises et des personnes en provenance de l'étranger et à destination de la Suisse. A tel effet les marchandises provenant ou à destination du territoire suisse pourront librement transiter sans être saisies ni réquisitionnées sur le territoire italien, en conformité des Accords en vigueur entre les deux Pays.

2. – Les deux Etats prendront les mesures nécessaires pour améliorer l'utilisation des wagons ferroviaires et ils s'engagent à les renvoyer au plus tôt possible et à ne pas les saisir ni réquisitionner. A cet effet les Administrations intéressées des deux Pays prendront toutes les mesures nécessaires pour l'exécution desdits engagements.

3. – Le Gouvernement italien s'engage à donner toutes facilités aux transports par auto à destination de la Suisse, en tant que les chemins de fer ne puissent pas faire face aux besoins du trafic. La Suisse, de son côté, s'engage à fournir à ses dépenses l'essence nécessaire pour effectuer lesdits transports.

4. – Le Gouvernement italien s'engage à faciliter les transports par voie maritime des marchandises à destination de la Suisse et à tel effet:

a) s'engage à ne pas réquisitionner les navires éventuellement affrétés par la Suisse pour ses transports, dans la limite d'un tonnage de 30 000 tonnes. Des accords seront à tel effet conclus entre le Gouvernement suisse et les armateurs italiens. Le Gouvernement italien facilitera dans la mesure du possible la conclusion desdits accords.

b) à faciliter les opérations de déchargement des marchandises et de chargement sur les wagons ferroviaires dans les ports de Gênes, Savona, Vado Ligure, Venise et Trieste.

c) à consentir qu'un Commissaire fédéral suisse soit institué à Gênes, dont les attributions seraient les suivantes:

I. – Surveillance du transbordement et du chargement des marchandises pour la Suisse.

II. – Surveillance de l'accomplissement des formalités douanières pour le transit (expéditeurs, douane, affaires étrangères, etc.).

III. – Désignation des marchandises à expédier par priorité (celles dont la Suisse a le besoin le plus immédiat) d'après les instructions de l'Office Fédéral de Guerre pour les transports à Berne.

IV. – Collaboration avec les autorités du port, avec lesquelles le représentant suisse sera en contact permanent.

---

2. *L'accord (qui n'a pas été publié dans la Feuille fédérale) est signé par Hotz pour la Suisse et par Giannini pour l'Italie.*

V. – Ententes avec les capitaines concernant la location des navires.

Il reste entendu que la surveillance prévue au N. I et II ne modifie pas l'organisation du travail dans le port.

5. – Pour ce qui concerne en particulier le ravitaillement des hydrocarbures destinés à la consommation de la Suisse, le Gouvernement italien s'engage, jusqu'à la concurrence de 200 000 tonnes en total par an desdits produits, de donner la permission aux Sociétés, qui seront indiquées par le Gouvernement suisse, d'utiliser, pendant la durée du présent Accord, dans les ports de Vado, Gênes et Trieste, les réservoirs suivants:

Localité	*Essence*	*Pétrole*	*Résidus*
Vado Ligure	1 pour 10 000 mc. de la S.I.A.P.		1 pour 4 800 mc. de la S.I.A.P.
	1 pour 5 000 mc. de la Société Nafta		1 pour 5 000 mc. de la Société Nafta
Genova			1 pour 5 400 mc. de la Société Nafta
Trieste	2 pour 7150 mc. en total de la B.P.	1 pour 2 500 mc. de la B.P.	6 pour 17 000 mc. en total de la B.P.

Néanmoins les Sociétés titulaires desdits réservoirs ne sont exonérées de l'obligation de conserver à tout moment dans les réservoirs mêmes les quantités de produits pétrolifères, que à titre de réserve, elles doivent toujours tenir à la disposition de l'Ufficio Combustibili Liquidi, en conformité des lois et des règlements italiens en vigueur. En tout cas, pour ce qui concerne les réservoirs de la B.P. à Trieste le Gouvernement italien se déclare disposé à donner, le cas échéant, des autorisations d'exportation vers la Suisse, même si la réserve obligatoire susmentionnée ne serait pas temporairement assurée.

Il reste entendu que tout prélèvement disposé par l'Ufficio Combustibili Liquidi sur la réserve sera payé à l'ayant droit.

6. – Il reste entendu que le Gouvernement italien ne prend aucun engagement pour les navires citernes qui sont nécessaires pour le transport dans les ports italiens des produits pétrolifères à destination de la Suisse. Il ne fera par contre aucune difficulté à l'utilisation éventuelle soit de navires citernes, soit de wagons citernes, en tant qu'ils soient disponibles[3].

ANNEXE II

Le Président de la délégation italienne,
A. Giannini, au Président de la délégation suisse, J. Hotz

Copie
L

Berne, 4 novembre 1939

En me référant au N° 7 de l'Accord entre l'Italie et la Suisse concernant le transit de personnes et de marchandises paraphé à Rome le 22 septembre 1939, j'ai l'honneur de vous communiquer que la question réservée par la Délégation italienne reste résolue dans le sens que les marchandises arrivant dans les ports italiens et adressées à des importateurs suisses ne seront pas considérées comme naturalisées italiennes du fait qu'elles seront emmagasinées temporairement dans des entrepôts ou des réservoirs italiens.

---

3. *L'accord paraphé à Rome le 22 septembre comportant un point 7 (cf. annexe suivante) sur lequel la délégation italienne avait réservé son avis; et un point 8*: Les ententes visées aux N^{os} précédents sont conditionnées aux accords ultérieurs à prendre au sujet des modifications à apporter à l'Accord entre le Royaume d'Italie et la Confédération Suisse concernant le règlement des paiements réciproques signé à Rome le 3 décembre 1935 (*cf. DDS, vol. 11, N° 190).*

199

J. I. 131/56

Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki[1]

L C.21.21.GB.1.-F.1. SP. Bern, 10. November 1939

Der Umstand, dass der Krieg nicht nur auf militärischem, sondern vor allem auch auf wirtschaftlichem Gebiet ausgetragen wird, bringt es mit sich, dass unsern Wirtschaftsbeziehungen zu den Nachbarstaaten und Grossbritannien seit Kriegsausbruch ganz besondere politische Bedeutung zukommt. Als bereits in den ersten Septembertagen Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland und kurz darauf mit Frankreich aufgenommen wurden, hatte unser Departement daher das Bedürfnis, sich über die einzelnen Phasen der Verhandlungen fortlaufend unterrichtet zu halten. Andererseits war es wünschenswert, dass das Politische Departement seine Auffassung zu bestimmten Problemen, die es näher berühren, innerhalb der Verhandlungsdelegation unmittelbar zu Gehör bringen konnte. Herr Direktor Dr. Hotz hatte als Chef der Verhandlungsdelegationen hiefür volles Verständnis, und auf Antrag des Volkswirtschaftsdepartements wurde der Sektionschef des Rechtsbureaus der Abteilung für Auswärtiges, Herr Kohli, als Mitglied der Verhandlungsdelegationen bezeichnet.

Mit der Verlegung der schweizerisch-französischen Verhandlungen nach Paris fragte es sich, ob es notwendig sei, dass Herr Kohli auch an diesen Verhandlungen teilnehme. Wir glauben, diese Frage deshalb verneinen zu können, weil Sie nun ebenfalls die Möglichkeit haben werden, fortwährend über den Gang der Verhandlungen sich zu unterrichten und, wenn Sie es als erforderlich erachten, unsere Meinung über einzelne politische Probleme, die sich etwa stellen werden, einzuholen.

Es ist Ihnen vielleicht damit gedient, wenn wir hier in kurzen Zügen auf einige dieser Probleme hinweisen.

Die deutsche Regierung hat sofort nach Kriegsausbruch wissen lassen, dass es ihr Wunsch sei, den normalen Wirtschaftsverkehr mit den neutralen Staaten aufrecht zu erhalten. Deutschland habe nichts dagegen einzuwenden, wenn die neutralen Staaten ihren normalen Warenaustausch auch gegenüber den Staaten fortsetzen, die mit Deutschland in Konflikt sind. Sie werde keine tatsächlichen Einschränkungen oder formellen Kontrollen für den Warenverkehr der neutralen Staaten mit den Staaten verlangen, die mit Deutschland Krieg führen. Dagegen würde sie es als eine «unneutrale Haltung» betrachten, «wenn die neutralen Staaten sich von andern Staaten tatsächliche Einschränkungen oder formelle Kontrollen aufdrängen liessen, die gegen die Fortsetzung des normalen Warenaustausches und Warentransits der neutralen Staaten mit Deutschland gerichtet sind». Wir übermitteln Ihnen in der Beilage zwei Mitteilungen der amtlichen «Deutschen Diplomatisch-Politischen Korrespon-

1. *Annotation de Stucki en haut de la page:* rappel fait au service neutralité.

denz»[2], damit Sie ihnen die nähere Begründung des deutschen Standpunktes entnehmen können. Herr Gesandter Hemmen hat zu Beginn der schweizerisch-deutschen Verhandlungen Gedankengänge entwickelt, die sich mit den Darlegungen in der Mitteilung der «Deutschen Diplomatisch-Politischen Korrespondenz» vom 12. September, wenigstens dem Inhalte nach, deckten.

Auf die Art und Weise, wie Frankreich und Grossbritannien den Wirtschaftskrieg zu führen gedenken, und die ausserordentlich heikle Lage, in die ihr Vorgehen auch die Schweiz unter Umständen bringen kann, brauchen wir hier nicht weiter einzugehen. Die Grundlinien dieser Politik zeichnen sich nur mit zu grosser Deutlichkeit ab. Es wird auf die Dauer kaum sein Bewenden dabei haben, dass die Schweiz Rohstoffe, die sie über Frankreich einführt, nicht in unverändertem Zustand nach Deutschland wiederausführt. Nur zu bald wird bewusst darauf hingezielt werden, uns in der Versorgung so knapp zu halten, dass eine straffe Rationierung notwendig wird, weil darin die beste Gewähr für die Nichtwiederausfuhr erblickt wird. Auch für die Sicherung eines Vorkaufsrechtes für Fabrikate aus Rohstoffen, die bei der Einfuhr die französische oder britische Kontrolle passieren müssen, bestehen Ansätze. Auf die bedenkliche Tendenz, uns den Transitverkehr über Italien nach Möglichkeit abzuschneiden, hat ausser dem Bericht von Herrn Matter vom 9. Oktober[3] mit Recht Ihr Schreiben vom 3. November an Herrn Direktor Hotz[4] noch besonders aufmerksam gemacht.

Angesichts der mannigfachen Fährlichkeiten *[sic]*, die der Wirtschaftskrieg der Grossmächte für unser Land in sich birgt, ist es notwendig, sich darüber Rechenschaft zu geben, was die Wahrung unserer Neutralität erfordert. Mit dem Armeestab, der schon in einem vorläufigen Gutachten vom 15. September aus der Feder von Herrn Professor Schindler[5] zu diesen Fragen Stellung genommen hat, stehen wir auf dem entschiedenen Standpunkt, dass die Neutralität eine rein militärische Angelegenheit ist. Wir fügen jenes vertrauliche Gutachten des Armeestabes, dessen Ausführungen wir uns zur Hauptsache anschliessen können, zu Ihrem persönlichen Gebrauch hier bei.

Die Artikel 7 und 9 des Haager Abkommens über die Rechte und Pflichten der neutralen Mächte und Personen im Falle eines Landkrieges machen es uns immerhin zur Pflicht, auch in wirtschaftlicher Hinsicht das Gleichgewicht zwischen den beiden kriegführenden Parteien zu wahren. Doch gilt auch hier der Satz: ultra posse nemo tenetur. Als Binnenstaat wird uns nicht Verantwortung für Massnahmen des Seekrieges zugeschoben werden können, die sich unserem Machtbereich völlig entziehen. Wir werden uns auch damit abfinden müssen, dass Frankreich und Grossbritannien gewisse Garantien dafür verlangen, dass die Waren, die ihrer Kontrolle unterliegen, nicht zur Durchbrechung der über Deutschland verhängten Blockade dienen. Dagegen wird man uns keine *positive Mitarbeit* an Blockademassnahmen zumuten dürfen; wir sind, wie Sie Herrn Minister Pernot entgegengehalten haben, darauf angewiesen, möglichst

---

2. *Non reproduits. Cf. aussi* E 2001 (D) 2/231.
3. *Cf. N° 179.*
4. *Cf. N° 195.*
5. *Cf. N° 162.*

normale Witschaftsbeziehungen mit *allen* Nachbarn aufrechtzuerhalten. Dass der Bundesrat auf Schweizergebiet keine ausländische Kontrolle dulden, sondern Herr im eigenen Hause bleiben will, ist von Herrn Bundesrat Obrecht wiederholt mit aller Deutlichkeit ausgesprochen worden.

Die Schweiz ist bis jetzt in die Kontroverse über die Pflichten der Neutralen im Wirtschaftskrieg zum Glück direkt nicht hineingezogen worden. Die scharfe Sprache, die Deutschland mehrmals gegenüber den Oslostaaten und jüngst namentlich gegenüber den Niederlanden angeschlagen hat, das geringe Verständnis, das andererseits diese Staaten für ihre Lebensnotwendigkeiten in Paris und London gefunden haben sollen, lassen die bevorstehenden Verhandlungen auch vom aussenpolitischen Gesichtspunkt aus als besonders heikel erscheinen. Wir sind Ihnen daher zu besonderm Dank verpflichtet, wenn Sie diesen Problemen Ihre Aufmerksamkeit widmen und uns auf dem laufenden halten wollten.

200

E 2001 (D) 1/11

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna[1]

L IV 14/5 – F/AZ
ad A.15.49.10.A.-UI. Berlin, 11. November 1939

In Beantwortung Ihres Schreibens vom 30. Oktober[2] betreffend die deutsch-schweizerischen Pressebeziehungen beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass ich persönlich mit der Presseabteilung des Auswärtigen Amtes vor einigen Tagen eine längere Aussprache hatte, nachdem schon vorher Legationsrat Kappeler wegen des Verbots der «Thurgauer Zeitung» und des «Berner Tagblatts» dort vorstellig geworden war. Der jetzige Chef der Presseabteilung, Herr Schmidt, ist seit längerer Zeit krank, weshalb ich von seinem Stellvertreter, Herrn Geheimrat Braun von Stumm, empfangen wurde.

Das Ergebnis der Aussprache war folgendes: Man versicherte mich, dass die Wiedergabe des unfreundlichen Kommentars in der «Regime Fascista» in der deutschen Presse, die mit Einwilligung der Presseabteilung erfolgt war, eine einmalige ist und dass es sich also nicht wiederholen werde. Ferner versprach man mir mit dem Propagandaministerium wohlwollend zu prüfen, ob das Verbot der «Thurgauer Zeitung» wieder aufgehoben werden könne.

---

1. *Annotation de Feldscher en haut:* Hr. Frölicher gefällt sich weiterhin in der Rolle des Kritikers der Schweizer Presse!
2. *Non reproduit.*

Die erwähnten Presseverbote bergründete man weniger mit der Schreibweise dieser Blätter; vielmehr machte man geltend, dass die Einstellung Deutschlands gegenüber den deutsch geschriebenen Zeitungen im Kriege eine andere sei als in Friedenszeiten. Es müsse vermieden werden, dass ausländische Nachrichten, deren Weiterverbreitung in Deutschland verboten ist, durch ausländische Zeitungen zur Kenntnis eines grösseren deutschen Publikums gelangen. Mein Hinweis auf die Kürzung der betreffenden Wertgrenze im abgeänderten Clearingabkommen konnte diese Bedenken zum Teil zerstreuen. Selbstverständlich erwähnte ich auch das berechtigte Interesse der Auslandschweizer, ihre Zeitung aus der Heimat lesen zu dürfen. Schliesslich gab ich auch zu verstehen, dass unsere Bemühungen, der Schweizerpresse Verständnis für Zurückhaltung und Mässigung beizubringen, nicht durch solche Verbote erschwert werden dürfen.

Ich hoffe also, dass die Ausfälle gegen unsere Presse wenigstens bis auf weiteres aufhören und dass das Verbot der «Thurgauer Zeitung» wieder rückgängig gemacht wird.

Was nun Ihre allgemeinen Ausführungen zu den deutsch-schweizerischen Pressebeziehungen betrifft, so schreiben Sie, dass die deutsche Presse in letzter Zeit *gegenüber der Schweiz* eine sehr unsympathische Haltung einnehme und dass offensichtlich ein *Pressefeldzug* gegen unser Land eingesetzt habe. Diese Behauptungen scheinen mir nun aber entschieden unrichtig zu sein.

Was den Pressefeldzug anbetrifft, so liegt im wesentlichen nur die Wiedergabe eines Artikel der «Regime Fascista» vor, die sich nach den mir gemachten Zusicherungen nicht wiederholen wird. Im übrigen ist festzustellen, dass die deutsche Presse durchaus freundlich über unser Land schreibt, insbesondere über unsere staatlichen und militärischen Massnahmen. Als Beispiel darf ich auf die beiden Artikel des politischen Redaktors der «Deutschen Allgemeinen Zeitung» verweisen, Artikel, die allerdings in unserer Presse totgeschwiegen wurden. Auch die Korrespondenten der deutschen Blätter in der Schweiz berichten in der Regel in durchaus freundschaftlichem Sinne.

Ungenau ist auch, dass sich die Auslassungen, die an den Artikel des «Regime Fascista» anknüpften, sich gegen die Schweiz als solche und gegen unser Land richteten. Sie richten sich gegen unsere Presse. Ich teile zwar nicht die extreme Auffassung, wonach in der Frage der Neutralität bis in die letzten Konsequenzen zwischen Bürger und Presse einerseits und dem Staat andererseits unterschieden werden muss. Denn die Haltung des Bürgers und der Presse ist für die zwischenstaatlichen Beziehungen und sogar für unsere Neutralitätspolitik nicht gleichgültig. Aber man sollte immerhin beachten, dass sich die bestehenden deutschen Kommentare nicht gegen unseren Staat richten, sondern ausschliesslich gegen die Haltung unserer Presse, die allerdings ihrerseits weniger die deutsche Presse als vielmehr die deutsche Regierung aufs Korn nimmt.

Man darf sich nicht verwundern, dass Deutschland mit der Haltung der Schweizerpresse nicht immer zufrieden ist und dass die Deutsche Gesandtschaft mit ihren Demarchen in dieser Angelegenheit Ihnen unangenehm auffällt. Bei der propagandistischen Isolierung ist es für das deutsche Propagandaministerium enttäuschend, dass der deutsche Standpunkt in einem neutralen Land par excellence wenig Zustimmung findet, sodass sogar die «Tagwacht»

und «Le Travail» als Zeugen angerufen werden müssen. Dazu kommt, dass unsere Presse fast immer den Westmächten Recht gibt mit mehr oder weniger Zurückhaltung, je nach dem Takt der betreffenden Zeitung. Man darf sich deshalb auch nicht verwundern, wenn ab und zu ein Echo aus Deutschland zurückschallt. Es ist dies auch nicht tragisch zu nehmen, solange dieses Echo nicht zum Dauerton wird und solange es sich nur gegen die Presse und nicht gegen unser Land richtet, wie dies heute zutrifft.

Selbstverständlich wäre es für die beidseitigen Beziehungen besser, wenn auch die noch vorhandenen unfreundlichen Erscheinungen verschwinden würden. Einen Erfolg kann ich mir aber nicht von der Taktik des Gegenangriffs versprechen, d.h. dass man die Bemühungen der Deutschen Gesandtschaft in Bern als unzulässige Einmischung zurückweist und gewissermassen mit der Lupe[3] nach entsprechenden deutschen Unfreundlichkeiten sucht, wie zum Beispiel die angebliche deutsche Kritik an unserer Lebensmittelrationierung[4]. Diese Taktik führt nur zu einer unnützen Streiterei ohne jedes praktische Resultat.

Vielleicht liegt die Lösung darin, dass man unserer Presse nicht nur Zurückhaltung in der Form empfiehlt, sondern auch materiell eine neutralere und mehr unparteiische Haltung. Weshalb soll der Schweizer ausschliesslich für die eine oder die andere Seite sein? Die Vermittlerrolle steht uns besser an als die Rolle des Richters. Wenn ein solches Wort auch nichts nützt, so wird es jedenfalls bei den Konfliktsparteien weniger Anstoss erregen. Was der Papst und die Staatsoberhäupter von Belgien und Holland in dieser Richtung getan haben, dürfte auch von schweizerischer Seite aus zu vertreten sein.

---

3. *Feldscher a souligné* mit der Lupe *à la main et marqué le passage de deux points d'exclamation en marge.*
4. *Feldscher a noté en marge:* Dicke Rede!

201

E 7110 1967/32/ 821 Frankreich

Notice du Vice-directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, E. Werthmüller

Copie
No Wm. – G.B. 821 Fr. 821 Bern, 18. November 1939

VERTRAULICHE NOTIZ ÜBER DEN STAND DER VERHANDLUNGEN MIT ENGLAND UND FRANKREICH

1. *England.* In London wird über den gegenseitigen Warenverkehr weiter verhandelt. Bisher hat England zu den schweizerischen Begehren über Zulas-

sung der vor Kriegsausbruch durch englische Firmen in der Schweiz bestellten waren (Ausnahmen vom englischen Einfuhrverbot für sog. alte Kontrakte) geantwortet. Diese Antwort befriedigt die Schweiz nicht, sodass deswegen erneute Schritte durch unsere Gesandtschaft in London bei der englischen Regierung unternommen worden sind und auch die hiesige Englische Gesandtschaft angelegentlichst gebeten wurde, sich bei ihrer Regierung einzusetzen.

Es wird u.a. auch verhandelt über schweizerische Kohlenbezüge aus England; hierfür scheinen die Aussichten nicht schlecht zu sein, hingegen wird die Transportfrage noch Schwierigkeiten bereiten.

Über die Blockadefragen wird in Paris verhandelt, wo der französischen Verhandlungsdelegation ein Vertreter der englischen Regierung beigegeben ist.

2. *Frankreich.* In Paris wird verhandelt einerseits über den gegenseitigen Warenverkehr und anderseits, wie unter Ziffer 1bis hiervor erwähnt, über die Fragen, die mit der Blockade zusammenhängen.

Beim Warenverkehr handelt es sich, wie bei England, namentlich darum, gegenüber den dortigen Einfuhrverboten Erleichterungen für unsern Export zu erlangen, aber auch Ausnahmen von den dortigen Ausfuhrverboten zugunsten unseres Importes im Interesse der Landesversorgung. Welche Resultate erreicht werden können, ist noch ungewiss.

Auch darüber, welche Ergebnisse die Verhandlungen über die Schwierigkeiten zeitigen werden, welche namentlich unserem Import durch die Blockademassnahmen entstanden sind, kann noch nichts vorausgesagt werden.

In diesem Zusammenhang sei noch bemerkt, dass das seinerzeitige provisorische Abkommen mit Frankreich (vom 22. September), das den Transit durch Frankreich regeln wollte, in der Praxis infolge der Blockademassnahmen nicht mehr spielt[1].

3. In der Zwischenzeit bemüht sich die Handelsabteilung sehr intensiv in Verbindung mit unsern Gesantschaften in Paris[2] und London[3], aber auch mit der hiesigen englischen Gesandtschaft, in den dringenden hängigen Fällen (durch die Blockade zurückgehaltene Sendungen für die Schweiz) möglichst befriedigende Lösungen zu erreichen. Dabei wird ein Hauptaugenmerk darauf gerichtet, die ausländische Kontrolle bei den schweizerischen Firmen zu verhüten. Es soll Sache der schweizerischen Organe sein, die notwendigen Kontrollen selber vorzunehmen.

---

1. *Cf. N° 175.*
2. *Cf. N^os 189, 195 et 199.*
3. *Cf. N^os 191 et 197.*

202

E 2300 Rom/39

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta

RP 39.1.C.4.
Relations générales italo-suisses Rome, 20 novembre 1939

J'ai été reçu avant-hier par le Comte Ciano, Ministre des Affaires Etrangères, que j'avais exprimé le désir de voir pour un rapide examen en commun des questions actuellement à l'ordre du jour entre Berne et Rome. Je dois tout de suite dire que l'accueil que le Ministre des Affaires Etrangères m'a réservé était tout particulièrement amical et que le Comte Ciano s'est visiblement employé à vouloir marquer l'amélioration des rapports italo-suisses que nous constatons en ce moment.

Une partie de notre entretien était visiblement consacré aux prochaines négociations économiques. J'ai rappelé en passant à cette occasion que, s'agissant d'intérêts réciproques très considérables, nous ne pouvions peut-être pas espérer une conclusion très rapide des pourparlers; mais qu'il n'y avait rien d'étonnant en cette circonstance, le volume des échanges italo-suisses se traduisant en des chiffres fort considérables et généralement atteints seulement entre deux grandes Puissances.

Il n'y a pas longtemps, une Agence italienne a donné une expression graphique à cet état de choses en démontrant que les échanges italo-suisses n'étaient pas de beaucoup inférieurs aux échanges entre l'Italie et les Etats-Unis. Des rappels de ce genre sont à l'occasion opportuns. Nous nous sommes ensuite entretenus des mesures d'exception devenues absolument nécessaires en Suisse et qui avaient temporairement mis des entraves assez grandes aux voyages d'Italiens en Suisse. Le Ministre des Affaires Etrangères a apprécié la nouvelle mesure prise et qui permet d'accélérer la procédure d'octroi de visas en faveur de citoyens italiens.

Ensuite, j'ai abordé à nouveau, en donnant suite à un désir réitéré récemment par M. le Directeur de la Division Fédérale de Police[1], la question de savoir si éventuellement, dans la nouvelle situation actuelle, nous pouvions voir reprendre en Italie une partie des Israélites étrangers qui avaient quitté la péninsule à la suite de l'Anschluss d'abord, des événements tchécoslovaques ensuite et, enfin, de certaines mesures prises par Rome, pour se réfugier en très grand nombre dans notre pays. Sur ce point seulement, la réaction du Ministre des Affaires Etrangères était négative. Il déclara qu'en cette matière les directives du Gouvernement italien, exécutées par le Ministère de l'Intérieur, étaient formelles, et qu'il fallait chercher – c'est d'ailleurs ce que nous devions présumer – un autre débouché pour ces malheureux réfugiés.

---

1. *Cf. N° 181.*

J'ai également abordé le point de savoir ce qu'il y avait d'authentique ou de faux dans la nouvelle, accréditée en Hollande, que le Gouvernement italien envisageait de créer en Ethiopie une zone de colonisation réservée à des Israélites. Vous savez par nos précédents rapports qu'il n'a pas été facile d'obtenir sur ce point une réponse absolument claire, bien que les derniers renseignements transmis à ce sujet par la Légation aient laissé paraître comme peu probable l'exactitude de la nouvelle en question. Le Comte Ciano m'a dit qu'il s'agissait, en effet, d'une question largement débattue dans la presse, mais qu'il pouvait me dire positivement qu'il n'y avait au fond rien de vrai dans cette nouvelle. Je répète que cette réponse ne m'a pas étonné, tous les renseignements touchant à l'Ethiopie qui nous sont parvenus ces derniers temps permettant au contraire de conclure que l'«Impero» traverse actuellement une période d'attente au cours de laquelle on ne songe pas encore à développer l'immigration sur une vaste échelle.

Passant aux questions de presse, j'ai insisté très vivement près le Comte Ciano, auquel j'ai remis un nouveau pro memoria, sur la nécessité de venir à l'encontre de nos désirs légitimes – et de tenir effectivement compte des gestes accomplis par le Conseil fédéral – en admettant rapidement dans le Royaume, outre la «Nouvelle Gazette de Zurich», le «Bund» et la «Thurgauer Zeitung». Le Comte Ciano n'a pas donné une réponse immédiate, mais s'est, au contraire, réservé de se mettre en rapport avec les instances compétentes, c.à.d. le Ministère de la Culture populaire et, sans doute, le Chef du Gouvernement. J'ai toutefois cru comprendre qu'il était disposé à traiter la question dans l'esprit que nous attendions.

Nous avons enfin parlé de la nouvelle équipe ministérielle qui s'est formée, et j'ai tenu à dire à cette occasion au Ministre des Affaires Etrangères combien nous avions apprécié la compréhension trouvée toujours auprès du Ministre Guarneri. Le Comte Ciano, qui m'a engagé à aller voir bientôt le nouveau Ministre des échanges et des devises, que je connais d'ailleurs, m'a assuré que nous trouverons certainement la même compréhension auprès de M. Riccardi. Il est évident que nous avons aussi parlé du climat général des relations italo-suisses, et en constatant l'amélioration actuelle, j'ai fait observer qu'il n'y avait au fond jamais eu de réelles raisons pour que les affaires aillent moins bien. M. Ciano a répondu en déclarant «que je verrais, et très rapidement, que nos rapports s'amélioreraient encore d'une manière progressive».

203

E 1004.1 1/391

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 21 novembre 1939[1]

2202. Internement de prisonniers de guerre en Suisse

Département politique. Proposition du 16 novembre 1939

A la suite de questions qui lui ont été posées officieusement par des Etats belligérants, le Comité international de la Croix-Rouge a demandé si la Suisse serait «prête à faire connaître sans délai son adhésion de principe à l'hospitalisation de prisonniers en Suisse, tout en se réservant de traiter avec les Puissances belligérantes les conditions de l'internement sous tous ses aspects pratiques». Il ne s'agirait d'ailleurs pas d'hospitalisation seulement; il peut être aussi question d'assurer par notre territoire le transport de grands blessés ou grands malades rapatriés dans leur pays d'origine.

A ce double problème se rattachent nécessairement une foule de questions pratiques sur lesquelles il n'y a pas lieu de s'étendre pour le moment. Ce qu'il sied de résoudre en toute urgence, c'est la question de principe de savoir si, comme durant la guerre mondiale, la Suisse devrait s'offrir à prendre les mêmes mesures en faveur des prisonniers à interner ou à rapatrier.

Quant à lui et conformément à ce qu'il écrivait récemment au département militaire[2], le département politique estime que la Suisse ne devrait pas hésiter à offrir ses services aux Etats belligérants dans le sens des articles 68 à 79 du Code des prisonniers de guerre, du 27 juillet 1929. Pareille initiative humanitaire aurait indéniablement l'approbation sans réserve de notre peuple. Notre pays jouit d'un renom de charité trop bien établi pour qu'il assiste en spectateur passif aux misères de la présente guerre. Ces misères, il doit aider à les soulager; il est dans ses plus hautes traditions de se dévouer à cet égard. Ce dévouement trouverait déjà sa récompense en lui-même, mais il ne se traduirait pas moins par un accroissement de notre sécurité. Plus on se rendra utile aux victimes de la guerre, plus la Suisse se montrera secourable et hospitalière envers les combattants désarmés, plus ceux qui pourraient en menacer l'existence seront enclins, ne fût-ce que par simple gratitude, à respecter l'intégrité de son sol. La neutralité de la Suisse, on l'a souvent dit et il sied de le répéter, doit être «active»; elle doit l'être autant que possible. Le pays qui a été le berceau de la Croix-Rouge doit, de surcroît, montrer l'exemple; il n'a pas à attendre que d'autres lui indiquent la voie à suivre. Son devoir autant que son propre intérêt l'exigent.

Le département militaire a fait savoir au département politique qu'il se ralliait entièrement à sa manière de voir. Le Commandement de l'Armée, qu'il a

---

1. *Etaient absents: G. Motta, H. Obrecht.*
2. *Correspondance non reproduite, début novembre 1939; cf.* E 5795/527 *et* E 5795/528.

préalablement consulté, a été catégorique à cet égard. Le Colonel Commandant de corps Labhart écrit entre autres ce qui suit, sur préavis favorable du Médecin en chef de l'armée:

«In der Frage der *Hospitalisierung von kranken und verwundeten Kriegsgefangenen* aus fremden Ländern in der Schweiz und der Möglichkeit des *Transportes von zu repatriierenden kranken und verwundeten Kriegsgefangenen* durch unser Land stimme ich grundsätzlich dem vom eidg. Politischen in seinem Schreiben vom 9.11.39 vertretenen Standpunkte vollkommen zu. Es ist nicht nur die traditionelle Rolle der Schweiz, hier nach Möglichkeit zu helfen, sondern es liegt auch im höchsten Interesse unserer Landesverteidigung, unsere Neutralität auch in dieser Richtung aktiv zu gestalten.»

Vu ce qui précède et d'entente avec le département militaire, le département politique *propose* de le charger de faire savoir aux pays belligérants que les Autorités fédérales seraient toutes disposées à l'hospitaliser, aux conditions à convenir ultérieurement, les prisonniers de guerre à interner ou à rapatrier conformément aux décisions des commissions médicales mixtes prévues par l'article 69 du Code des prisonniers de guerre, du 27 juillet 1929.

Il est

décidé

d'approuver cette proposition. Pour l'exécution, il faudra s'adresser à l'office fédéral de guerre pour les transports, près le département des postes et des chemins de fer.

ANNEXE I

E 2001 (D) 2/204

Le Président du Comité international de la Croix-Rouge, M. Huber, au Chef du Département politique, G. Motta

L Genève, 16 novembre 1939

Nous avons l'honneur de vous soumettre un mémorandum sur les activités parallèles des Puissances protectrices et du Comité international de la Croix-Rouge, notamment en ce qui concerne l'application de la Convention de 1929 sur le traitement des Prisonniers de guerre[3]. Nous soumettons ledit mémorandum aux Puissances belligérantes ainsi qu'aux Puissances protectrices.

Nous avons été très heureux de pouvoir nous entretenir récemment avec Monsieur le Ministre Gorgé, lors de sa visite à Genève, de la question de savoir dans quelle mesure le Conseil fédéral suisse, soit par votre intervention personnelle, soit par celle des représentants diplomatiques suisses, pourrait favoriser l'accomplissement des diverses activités du Comité international de la Croix-Rouge[4]. En temps de guerre, la principale activité est représentée par l'Agence centrale des Prisonniers de guerre à Genève; or cette Agence ne peut donner son plein effet que si les Puissances belligérantes s'en servent et lui font parvenir les renseignements dont elle a besoin et si les services des Puissances protectrices ne se substituent pas en partie à ceux qu'elle peut rendre.

---

3. *Non reproduit.*

4. *Cf. les notices de C. Gorgé des 5, 7 et 25 septembre 1939 sur ses entretiens à Genève;* E 2001 (D) 2/179.

La présence de M. Gorgé nous a fourni aussi l'occasion de traiter avec lui une question au sujet de laquelle nous étions sur le point de vous écrire.

Nous avons voulu vous soumettre la question de savoir si vous jugiez opportun de faire examiner par des représentants des autorités fédérales, de la Croix-Rouge suisse et de notre Comité, le plan que la Croix-Rouge suisse et nous-mêmes vous avions soumis au mois d'avril sur l'ensemble des activités comprises sous la dénomination de «neutralité active»[5].

Un échange de vues nous avait paru très désirable pour fixer les tâches qui, de l'avis des autorités fédérales, devraient être assumées par la Confédération et celles qui incombent aux organismes de la Croix-Rouge. Notre principale préoccupation a été que toutes les initiatives favorables à la Suisse soient prises et ne soient pas retardées en raison de l'incertitude sur les responsabilités et compétences respectives.

Nous avons conclu de l'entretien avec M. Gorgé qu'un examen pour ainsi dire théorique des différentes activités prévues par le plan susdésigné, n'aurait pas une grande utilité pratique. Au contraire, des décisions utiles peuvent être prises par les autorités civiles et militaires lorsque des questions concrètes se posent. C'est ainsi que, du reste, nous nous sommes déjà adressés à vous pour la formation des commissions médicales mixtes, l'hospitalisation, le rapatriement des grands blessés et malades.

Nous avons été très heureux d'apprendre par M. Gorgé que nous agissions conformément aux vues des autorités fédérales en donnant suite à toutes les initiatives dans le domaine de la neutralité active et en signalant à Votre Département tous les cas où l'intervention de la Suisse peut être souhaitable. Nous serions naturellement heureux d'être tenus au courant des initiatives que vous envisageriez vous-mêmes.

ANNEXE II

E 2001 (D) 2/204

Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département militaire, R. Minger

Copie
L

Berne, 21 novembre 1939

[...]

L'examen du mémorandum ne nous a pas suggéré d'observations particulières. Nous pouvons, quant à nous, nous rallier entièrement aux conceptions du Comité. Il nous apparaît notamment indispensable que la collaboration entre les représentants du Comité international et les représentants de chaque puissance protectrice soit aussi étroite et surtout aussi harmonieuse que possible. Il ne faut pas qu'entre les uns et les autres s'institue une sorte de concurrence dont ne pourrait que pâtir l'application du Code des prisonniers de guerre. Le Comité international doit être assisté, et non pas contrarié, dans son œuvre humanitaire.

Nous ne pensons pas qu'il soit besoin d'insister sur ce point auprès de nos propres missions diplomatiques. Il nous paraîtrait cependant utile de leur communiquer, à toutes bonnes fins, les conceptions du Comité.

Avant de leur écrire dans ce sens, nous attacherions du prix à connaître vos remarques éventuelles à l'égard des différentes questions exposées dans ce mémorandum.

Comme vous le constaterez, le Comité fait également allusion, dans sa lettre d'envoi, à l'idée qu'il avait eue d'examiner avec les Autorités fédérales tous les problèmes que soulèverait la question de la neutralité active. Une conférence de cette nature ne nous paraît pas nécessaire. Il suffit

5. *Cf. N° 99.*

de continuer à faire ce que nous avons fait jusqu'ici, c'est-à-dire à examiner avec le Comité international, au fur et à mesure qu'ils se poseront, les problèmes d'ordre humanitaire dont il serait désirable que la Suisse s'occupât sur le plan international. Non seulement le Comité de Genève serait pleinement fondé à nous signaler les initiatives qui, selon lui, pourraient être avantageusement prises par la Suisse, mais encore nous lui serions reconnaissants de nous faire part, chaque fois, de ses suggestions. De notre côté, nous ne verrions pas d'inconvénients à l'informer des initiatives qui seraient prises par le Conseil fédéral dans le domaine de la neutralité active.

Une collaboration confiante et suivie entre les autorités fédérales et le Comité international nous paraît nécessaire. Elle nous vaudra tout profit. Vous serez sans doute aussi de cet avis.

ANNEXE III

E 2001 (D) 3/308 a

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer

Copie
L

Berne, 7 mai 1940

Je vous remercie bien vivement de l'aimable lettre du 27 avril[6] par laquelle vous voulez bien me demander mon avis personnel sur l'opportunité d'accepter d'hospitaliser en Suisse des prisonniers de guerre non malades. C'est une question fort délicate, qui ne dépend pas de moi et sur laquelle je ne suis pas exactement orienté. Si mon sentiment personnel peut vous être de quelque utilité, je vous le donne néanmoins bien volontiers.

L'hospitalisation de prisonniers de guerre, qui a été, en 1914/18[7], un succès pour la Suisse, comporte dans la guerre actuelle, des risques beaucoup plus grands que naguère. Il serait superflu d'en énumérer les raisons. Vous les voyez comme moi. Il ne peut être question, pourtant, de nous soustraire à notre mission humanitaire et le Conseil fédéral s'est déjà déclaré prêt à recevoir en Suisse les «petits blessés» et «petits malades» prévus sous chiffre II B dans l'accord-type annexé à la Convention du 27 juillet 1929 sur le traitement des prisonniers de guerre. Il faudra, néanmoins, lorsque cette hospitalisation sera pratiquement réalisée, prendre des précautions superflues en 1914/18 et soumettre nos hôtes à un contrôle propre à les empêcher de se transformer en «cinquième colonne».

Avec des militaires malades ou blessés, même légèrement, je pense qu'il sera possible d'obtenir une discipline suffisante pour prévenir des risques graves. Il pourrait, en revanche, être dangereux d'accueillir en Suisse des prisonniers de guerre en bonne santé ou des internés civils qui se plieraient mal à la discipline.

Il conviendrait donc d'y réfléchir à deux fois avant d'accepter, si la demande en était formulée, d'aller au-delà de nos engagements et de tenter une expérience toute nouvelle. Si la question pouvait ne pas être posée, cela n'en vaudrait, bien entendu, que mieux.

J'ajoute que M. de Saussure, que j'ai tenu à consulter dans un domaine qui m'est fort étranger, pense comme moi.

---

6. *Non reproduite.*
7. *Cf. DDS vol. 6, Table méthodique: VII. Politique humanitaire.*

204

E 2001 (D) 3/301

Notice du suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P.A. Feldscher

Bern, 22. November 1939

H*[err]* Legationsrat v*[on]* Bibra spricht bei mir vor, um mir Kenntnis zu geben von einer telegraphischen Weisung des Auswärtigen Amtes, vorstellig zu werden wegen der Veröffentlichung eines Schreibens des poln*[ischen]* Gesandten Komarnicky in der Gazette de Lausanne v*[om]* 20. Nov. d.J., worin von der deutschen Regierung ein gröblicher Verstoss gegen die Neutralität erblickt wird.

Ich erwidere, dass nach meiner Ansicht von einer Neutr*[alitäts]*verletzung nicht wohl die Rede sein könne, dass hingegen derartige Veröffentlichungen auch uns wenig erwünscht erscheinen.

Nach Rücksprache mit der Presseabteilung des Armeestabes kann ich Herrn v*[on]* Bibra telephonisch mitteilen, dass man in der Presseabteilung dafür besorgt sein werde, dass solche Publikationen nicht mehr vorkommen. Die Deutsche Gesandtschaft erklärt sich von der Erledigung des Falles befriedigt.

205

E 2001 (D) 3/306

Le Chef de la Division Presse et Radio de l'Armée, E. Hasler au Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, J. Labhart

R 4/Ha/Mü Armeestab, 22. November 1939

Zuhanden des Herrn Generals erstatte ich Bericht über die Schritte, die ich unternommen habe, um das Verhältnis zu Deutschland auf dem Gebiete der Presse irgendwie zu verbessern. Dieser Bericht ist eine Zusammenfassung meiner mündlichen Mitteilungen, die ich Ihnen vor einigen Tagen gemacht habe.

Durch Vermittlung des Ihnen bekannten und von Ihnen mir empfohlenen Architekten v[*on*] Tscharner, Bürger des Kantons Graubünden und ehemaliger Offizier der schweizerischen Armee, seit langem wohnhaft in Bregenz, fand Donnerstag, den 9. November 1939 in Zürich eine Besprechung statt mit folgenden Herren: Landesstatthalter Kopf aus Bregenz, Dr. Hügel und Dr. Peter aus Stuttgart und Berlin. Der schweizerische Konsul in Bregenz hatte mir tele-

fonisch die Persönlichkeit des Landesstatthalters Kopf als durchaus loyal und zuverlässig geschildert. Vor Beginn der Unterredung in Zürich sagte der Landesstatthalter das gleiche über die beiden andern, aus Deutschland eingetroffenen Herren aus. Von diesen erfuhr ich, dass sie mit Wissen des Auswärtigen Amtes in Berlin die Reise in die Schweiz zu dieser Besprechung unternommen haben, und dass dieses die Besprechung und die ihr zu Grunde liegende Tendenz, bessere Verhältnisse auf dem Gebiet der Presse für beide Länder herzustellen, begrüsse. Die Besprechung hatte vollständig privaten Charakter und vollzog sich im Sinne einer sehr freien und freundschaftlichen Aussprache.

Über den Inhalt der Besprechung lässt sich zusammenfassend sagen, dass wir uns hinüber und herüber gegenseitig mitteilten, welche Fehler und Mängel wir an der Presseführung jedes andern Landes auszusetzen hätten und wie diese abgestellt werden könnten. Ich sagte den Herren auch ganz offen, dass die von Deutschland in der Schweiz betriebene Propaganda unangenehm, ja oft stossend sei und dass sie durch ihre Aufdringlichkeit die Sache Deutschlands eher verderbe. Besonders wies ich daraufhin, dass es sehr schwer sei, eine ruhigere oder gar völlig objektive Haltung der Presse zu erzielen, solange die Bevölkerung und mit ihr die Presseleute durch diese Propaganda ständig beunruhigt würden. Sodann wies ich auf den Umstand hin, dass in Deutschland alle Zeitungen, in denen unsere eidgenössischen Belange richtig dargestellt würden, verboten seien und dass deshalb keine Möglichkeit bestehe, unsere Belange, unsere Eigenart, unsere Verhältnisse und unsern guten Willen in der Schweiz der deutschen Leserwelt objektiv zur Darstellung zu bringen. Die Herren aus Deutschland gaben dies unumwunden zu und machten ihre zum Teil berechtigten Aussetzungen an der teilweise immer noch invektiven Haltung unserer Presse, die sich ja allerdings inzwischen, von einigen Ausnahmen abgesehen, auch gebessert hat.

Am Schluss der Unterredung sprachen die deutschen Herren ausdrücklich den Wunsch aus, es möchte auf beiden Seiten ein besseres Verständnis und namentlich eine ruhigere und objektive Haltung herbeigeführt werden, und es möchte zu diesem Zwecke von Zeit zu Zeit eine Aussprache, wie die eben erfolgte, stattfinden, damit man au fur et à mesure in inoffizieller, freundschaftlicher Weise die Mittel beraten könne, um diesen Zweck zu erreichen.

Als erste Massnahme wurde von mir gewünscht, dass es einzelnen schweizerischen Redaktoren ermöglicht würde, in einigen angesehenen deutschen Blättern und daneben auch in einigen kleineren Grenzzeitungen Artikel zur Aufnahme zu bringen, durch die das Ansehen der neutralen Schweiz in Deutschland gefördert werden könnte. Die Herren begrüssten diese Anregung, fanden, dass sie durchaus in der Richtung unserer Bestrebungen liege, und dass sie mir nach Rücksprache in Berlin die hiefür zu öffnenden Zeitungen bekannt geben würden. Zu diesem Zwecke ist beabsichtigt, mit dem einen oder andern Herrn in Bälde wieder zusammenzutreffen. Konkrete Anforderungen an mich oder an unsere Presse wurden von keiner Seite gestellt.

Besprechungen, wie die erwähnte, sollen also möglichst regelmässig und in gewissen Zeitabständen auch in Zukunft stattfinden in derselben inoffiziellen Art und im gleichen Geiste, wie die erste. Daran anschliessend sollte – ich äusserte den Herren diesen Wunsch – auch die Möglichkeit geboten werden, dass

Herren aus der Schweiz Besuche bei den Redaktionen einiger deutscher Hauptzeitungen machen könnten. Auch dieser Gedanke wurde gerne aufgenommen. Man hätte sogar eine Reise von mir nach Deutschland begrüsst, was ich aber selbstverständlich in meiner jetzigen Stellung ablehnen muss.

Es stellt sich nun die Frage, ob und in welcher Form die angebahnten privaten Verhandlungen weiter gepflegt werden sollen. Ich bin der Ansicht, dass kein Schritt unterlassen werden darf, der uns die Möglichkeit bietet, Misstimmungen des Auslandes zu heben und schweizerische Belange im Ausland in geeigneter Form der Bevölkerung klar zu machen. Es scheint mir auch jeder Weg begehrenswert, der im Ernste dazu führen kann, die Presse des kriegführenden Auslandes uns günstig zu stimmen. Wir erreichen damit nicht nur eine sympathische Stellungnahme der ausländischen Bevölkerung, sondern ein günstiges Echo der schweizerischen Presse zur Einstellung des Auslandes uns gegenüber. Ich errinnere nur daran, wie gut die positive Stimme aus Italien von der schweizerischen Presse jüngst aufgenommen worden ist.

Noch ein Punkt, der nicht unerwähnt bleiben darf: Die Leute, mit denen ich zu reden hatte, machten wir persönlich einen sehr sympathischen und durchaus loyalen Eindruck, und ich kann nicht daran zweifeln, dass sie persönlich von dem Wunsch beseelt waren, der zu der geschilderten Besprechung führte. Ob dieselbe reine Absicht auch hinter dem Ganzen steht, dies bleibt als die schwierigste Frage offen. Ich machte von mir aus gegenüber den deutschen Herren gar kein Hehl daraus, dass wir hinter allen auf dem Gebiete des Geistes und der Kultur zu Verständigung unternommenen Schritten den politischen Machtanspruch wittern. Sie zeigten nach den Ereignissen der jüngsten Geschichte auch dafür Verständnis. Die Frage indessen, in welchem Geiste letzten Endes die Verhandlungen weiter gepflegt werden können, kann nicht jetzt, sondern nur durch die Entwicklung selbst gelöst werden. Diese Frage darf aber m. E. kein Grund sein, von vorneherein eine Begehung des vorgezeichneten und zurzeit völlig unverbindlichen Weges abzulehnen.

Ich bitte den Herrn General, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen, mein Vorgehen zu billigen und mich zu ermächtigen, jeweils unter Meldung an ihn oder an dern Herrn Generalstabschef die aufgenommenen Verhandlungen weiter zu pflegen. Schon jetzt möchte ich beantragen, dass, wenn sich die Gelegenheit bietet, mit den Redaktionen in Deutschland und evtl. mit massgebenden Persönlichkeiten in Berlin unmittelbar Fühlung zu nehmen, eine Persönlichkeit oder zwei Herren aus Redakteur- oder Gelehrtenkreisen bestimmt werden, die im Interesse unseres Landes diese Mission übernehmen. Nach meiner Ansicht könnten dafür in Betracht kommen: Nationalrat Oberleutnant Gut, Herr Prof. Dr. Fueter oder andere Herren, die gleich wie diese beiden zu Deutschland schon gewisse gesellschaftliche oder kulturelle Beziehungen haben.

Es ist selbstverständlich, dass alle diese Schritte vollständig inoffiziellen Charakter haben müssen, dass aber gleichwohl der Chef des Politischen Departements über alles, was weiterhin geschieht, vorher unterrichtet werden muss und dazu seine Zustimmung zu geben hat. Ebenso soll der Chef des Politischen Departements über den Erfolg solcher Schritte und alle Beobachtungen, die gemacht werden, sofort unterrichtet werden. Wenn letzten Endes, was ich allerdings nicht hoffe, auch kein positives Resultat gezeitigt werden sollte, so

bietet sich doch auf alle Fälle die Möglichkeit, für unser Land wichtige Erfahrungen und wohl auch wesentliche persönliche Eindrücke zu sammeln, die in anderer Richtung ausgewertet werden können.

[...][1]

---

1. *Ce rapport a été transmis au Général Guisan, qui écrit au Chef d'Etat-Major Général de l'Armée le 29 novembre*:

Je considère que les pourparlers de Zurich ont été très utiles et ont permis de constater un état d'esprit qui peut faciliter la poursuite de négociations diplomatiques. Cet heureux résultat ne permet cependant pas de tirer la conclusion que des pourparlers officieux, menés par un représentant de l'armée, simultanément aux négociations diplomatiques faciliteraient l'amélioration de la situation actuelle (*Cf. lettre du 1er décembre 1939 du Colonel P. Logoz à P. Bonna*; E 2001 (D) 3/306).

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna répond, le 4 décembre, afin de préciser la relation entre les pourparlers officieux et les négociations diplomatiques: Les relations de presse entre la Suisse et l'Allemagne ont fait l'objet de très nombreuses démarches officielles de notre part touchant des cas particuliers, tels que l'interdiction de vente en Allemagne de certains journaux suisses ou les mesures que pourraient appeler des articles inadmissibles parus dans la presse allemande. Des démarches semblables ont été faites par la Légation d'Allemagne à Berne pour certains articles publiés par des journaux suisses, mais l'ensemble de la question n'a jamais fait l'objet de «négociations» au sens propre du terme, pouvant conduire à un accord de portée générale entre les deux Gouvernements. Un accord au sujet des relations de presse entre les deux pays ne pourrait que limiter le principe de la liberté de presse inscrit dans notre Constitution et serait par conséquent inadmissible.

En revanche, en marge des diverses démarches susmentionnées, des conversations sur les moyens par lesquels la presse allemande et la presse suisse pourraient être amenées à témoigner de plus de compréhension pour l'autre pays ont eu fréquemment lieu entre des représentants du Département Politique et la Légation d'Allemagne ou entre des journalistes suisses et allemands. Ces diverses conversations ont eu un caractère officieux; elles ont conduit, momentanément à des résultats appréciables; elles ne se gênent pas les unes les autres, au contraire. Les pourparlers qui ont eu lieu récemment à Zurich sont du même ordre que ces conversations. C'est la raison pour laquelle ils ont été salués avec beaucoup de satisfaction au Département Politique.

Il va sans dire que si des journalistes suisses mobilisés à la Section de Presse et de Radio devaient poursuivre ces pourparlers en Suisse ou en Allemagne et faire parvenir des articles à des journaux allemands, ce serait non pas en leur qualité militaire mais civile et à titre purement personnel. La responsabilité de l'Armée ne saurait s'en trouver engagée. Il est souhaitable, à notre avis, que le fait qu'ils sont en ce moment en service n'empêche pas des journalistes particulièrement qualifiés pour le faire de travailler à une œuvre d'apaisement (E 2001 (D) 3/302).

Dans une lettre du 16 janvier 1940 adressée à la Légation de Suisse à Berlin, P. Feldscher précise:

En ce qui concerne les échanges de vues qui avaient été entamés entre le Colonel Hasler d'une part et MM. Peter et Hügel de l'autre, nous désirons attirer votre attention sur le fait que l'Etat-Major de l'Armée a décidé, pour des raisons d'opportunité, de suspendre ces conversations. Il y a lieu de relever en outre que la personnalité du Dr Peter ne nous inspire pas un grand enthousiasme. L'examen du problème que représentent les rapports de presse entre la Suisse et l'Allemagne n'est pas abandonné et nous verrons de quelle manière cette affaire pourrait être traitée par d'autres personnalités que celles qui l'ont suivie jusqu'à maintenant (E 2001 (D) 3/306). *Cf. aussi No 386 et* E 2805 1971/29.

206

E 1004.1 1/391

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 28 novembre 1939[1]

2248. Wirtschaftsverhandlungen mit Frankreich

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 27. November 1939

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

I.

Wie in unserem letzten Antrag an den Bundesrat mitgeteilt[2], haben die Verhandlungen mit Frankreich betreffend die Kontrolle der eingeführten Waren, sowie den gegenseitigen Warenverkehr am 14. ds. vereinbarungsgemäss begonnen. Französischerseits werden sie vom Directeur des accords commerciaux (Alphand) und bei dessen Verhinderung durch seinen Vorgänger (Bonnefon-Craponne) geführt. Den Verhandlungen betreffend die Kontrolle der eingeführten Waren wohnten, als «observer» auch Vertreter der englischen Regierung bei. Leider hat sich sofort gezeigt, dass die Franzosen für die Besprechungen mit unserem Land wenig vorbereitet waren, was schon daraus hervorging, dass sie uns den gleichen Vertragsentwurf für die Kontrollfragen (question du blocus) unterbreitet haben wie den Belgiern. Die schweizerische Delegation hat dann aber schon am 2. Verhandlungstag den Franzosen eigene «propositions concernant l'emploi des marchandises importées» überreicht. Erst am 20. ds. haben uns dann die Franzosen besonders für unser Land ausgearbeitete neue Vorschläge mit entsprechenden Listen gemacht.

II.

Regelung der «Blockade»-Fragen.

Die Franzosen verlangen, dass die wichtigsten Waren für unsere Landesverteidigung, sowie die Ernährung unseres Volkes (Liste I) in *unverändertem* Zustand nicht wieder ausgeführt werden dürfen[3]. Über diese Liste ist weitgehend

---

1. *Etaient absents: G. Motta, H. Obrecht, M. Pilet-Golaz.*
2. *Cf. N° 189.*
3. *La liste comprend:* Céréales. Farines de céréales. Pommes de terre et pommes de terre de semence. Houblon. Café ou succédanés. Thé. Cacao et ses produits. Sucre. Huiles comestibles. Saindoux. Oléomargarine, suif comestible. Beurre de margarine, etc., graisses comestibles. Beurre de coco. Salpêtre autres. Scories Thomas. Engrais préparés, superphosphates, engrais artificiels. Graines et fruits oléagineux. Bois de noyer et bois exotiques, bruts. Matières textiles et à tresser. Confections. Crins. Feutres et couvertures de cheval. Caoutchouc brut. Caoutchouc gutta-percha. Couvertures de parapluie en soie. Bâches. Ciment. Electrodes non montées. Emeri brut. Carborundum. Ouvrages en émeri et en carborundum. Amiante et vêtements en amiante. Houille. Résidus de pétrole. Lignite. Coke. Briquettes de tous genres. Creusets,

Einverständnis erzielt worden, wobei die Schweiz folgende Grundsätze angewendet wissen will:

1. Bei den Waren der Liste I handelt es sich nur um *eingeführte* Waren, die unverändert nicht reexportiert werden dürfen; daraus ziehen wir die Folgerungen, dass

a) die Produkte der schweizerischen Landwirtschaft und des schweizerischen Bodens ohne weiteres exportiert werden können,

b) ebenfalls alle in der Schweiz aus importierten Gütern hergestellten Produkte, die in unserem Land eine wesentliche Bearbeitung erfahren haben.

2. Zu unserer Überraschung mussten wir feststellen, dass die Franzosen von der Wiederausfuhr völlig ausschliessen wollen rohe Felle und Häute, Eisenerze und Abfälle aller Art. Wir haben dagegen den Standpunkt vertreten, dass dies ebenfalls Schweizerwaren seien – also nicht importierte – und daher nicht unter das Verbot der Wiederausfuhr fallen. Da diese Waren für unsern Export eine wichtige Rolle spielen, könnten wir höchstens eine Reduktion der bisherigen Ausfuhr in Erwägung ziehen für Häute und Felle, sowie für Abfälle und Hadern, nicht aber für Eisenerze. Hier müssen wir mit Rücksicht auf die neu zum Export gelangenden Fricktaler-Erze sogar eine gewisse Erhöhung unserer Exportmengen verlangen. Da unser Export nicht einmal 1 % der gesamten Erz-Einfuhr in Deutschland ausmacht und nach erhaltenen Mitteilungen England Schweden die normale Erz-Ausfuhr nach Deutschland zugestanden hat, hoffen wir, dass unsern Bedürfnissen ebenfalls Rechnung getragen wird. Erz ist besonders wichtig als Kompensationsware für Eisen und Stahl, die wir aus Deutschland einführen müssen.

3. Im Zusammenhang mit dieser Grundlegenden Liste I zeigt sich nun eine weitere sehr ernste Differenz gegenüber dem französischen Standpunkt. Wir haben uns schliesslich bereit erklärt, die Wiederausfuhr der in der Schweiz aus Produkten der Liste I hergestellten Fabrikate auf die sog. «courants normaux» zu beschränken gegenüber den mit den Westmächten im Kriegszustand befindlichen Staaten (also Deutschland). Das französisch-englische Verlangen geht nun aber dahin, die Beschränkung des Exportes auf die «courants normaux» auch auf gewisse neutrale Staaten auszudehnen. (Voraussichtlich handelt es sich dabei um Holland, Dänemark, Ungarn, Italien, Jugoslawien, Russland, Bulgarien und Rumänien.) Eine Überschreitung der «courants normaux»

---

moufles et cazettes. Métaux et leurs minerais. Métaux précieux. Minerais et métaux non dénommés ailleurs. Machines, engins mécaniques et véhicules. Instruments et appareils. Saccharine. Huile de ricin. Produits chimiques autres. Peroxyde de baryum, de plomb et de sodium. Bioxyde d'hydrogène. Brome et sels de brome, iode et sels d'iode. Carbure de calcium. Chromate de soude. Acétate de soude, etc. Sels de soude non dénommés ailleurs. Matières auxiliaires préparées, inorganiques, non dénommées ailleurs, pour usage industriel, autres. Acide lactique, esprit de bois, etc. Extrait de châtaignier. Extraits de tannants, autres. Gélatine, colle de poisson. Munitions pour armes à feu, portatives. Feux d'artifices. Couleurs d'aniline, etc. Huile d'olives dénaturée; huile d'amandes; oléine. Huile de ricin. Graisses animales de tous genres. Noch fraglich: Café décaféiné et autre. Cuirs et peaux. Tourteaux et produits servant à l'alimentation du bétail. Chiffons, drilles de tous genres. Crins. Alcool méthylique. Dérivés du goudron de houille, etc. Combinaisons d'aniline pour la fabrication des couleurs. Chlorure de benzyle, etc. Huile de lin.

unserer Ausfuhr nach diesen Staaten wäre nur zulässig, wenn die Schweiz für diese Mehrausfuhr sich mit den betreffenden neutralen Staaten dahin verständigen würde, dass für diese Mehrausfuhr eine Wiederausfuhr nicht stattfindet (selbstverständlich in erster Linie nicht nach Deutschland). Wir haben diese Zumutung strikte abgelehnt und erklärt, es sei Sache der Westmächte, mit diesen neutralen Staaten die entsprechenden Abkommen mit den nötigen Garantien selbst abzuschliessen. Vor allem wegen dieser Fragen sind dann die Verhandlungen mit Frankreich am 23. ds. unterbrochen worden. Herr Minister Stucki wird in der Zwischenzeit unsern Standpunkt auch höhern Ortes mit aller Energie vertreten.

Sollten die Franzosen an ihrem Standpunkt festhalten – was durchaus den Anschein hat – dann wäre die genannte Liste I zu modifizieren resp. zu kürzen.

Das Verbot der Wiederausfuhr durch gewisse neutrale Staaten von Importen aus der Schweiz über die «courants normaux» hinaus ist unter allen Umständen auf möglichst wenige Waren resp. Warengruppen zu beschränken. Da die Schweiz wegen der Kriegsverhältnisse sicherlich nicht unbedeutende Exportverluste nach verschiedenen kriegführenden Staaten erleiden wird, muss sie die Möglichkeit, sich bei den neutralen Staaten einen Ausgleich schaffen zu können, mit äusserster Hartnäckigkeit verteidigen, ganz abgesehen davon, dass diese Frage auch vom politischen Standpunkt aus betrachtet mit grösster Vorsicht behandelt werden muss. Es ist zu hoffen, dass es den Westmächten gelingt, mit verschiedenen der genannten Staaten selber die nötigen Garantien zu vereinbaren und dass in Verbindung mit unsern Clearingverträgen mit den noch verbleibenden Staaten eine wirtschaftlich und politisch tragbare Lösung gefunden werden kann.

4. Eine Liste II[4] umfasst die meisten Artikel der Liste I und wird von den Franzosen wie folgt umschrieben: «Pour les marchandises énumérées à la liste II ainsi que pour les produits qui en dérivent, le gouvernement suisse est disposé à négocier des accords spéciaux portant réduction des courants normaux à destination des pays autres que les pays expéditeurs ou les pays neutres énumérés à la note jointe» (fehlt noch).

Wir haben uns gegen diese weitgehende Einschränkung der «courants normaux» ausgesprochen, indem wir auf die ganz besondere Lage unseres Landes hingewiesen haben (vgl. unser Aide-mémoire vom 30. Oktober 1939)[5]. Insbesondere haben wir uns dagegen gewendet, dass die «courants normaux» unserer Ausfuhr nicht nur nach den kriegführenden Staaten (besonderes Deutschland), sondern auch nach neutralen Staaten reduziert werden sollen. Während der Verhandlungen hat sich offenbar bei den Franzosen hier eine gewisse Wandlung vollzogen, indem sie nun erklärten, dass gar keine Verpflichtung zu solchen accords spéciaux bestehe; es werde sich dann zeigen, ob und in welchem Umfang sie überhaupt möglich und nötig würden. Die Franzosen bezweckten übrigens nicht in erster Linie eine Einschränkung des schweizerischen Exportes nach gewissen Staaten, sondern eine Ausdehnung desselben nach

4. *Cf.* E 7110 1967 32/821.0 Frankreich.
5. *Cf. N° 189 et* E 2200 Paris 12/38.

Frankreich. Diese accords spéciaux sollten ermöglichen, dass Frankreich auf verschiedenen Gebieten uns zusätzliche Exportaufträge (natürlich für die Kriegsführung) bei gleichzeitiger Lieferung des nötigen Rohmaterials erteile. Das gebe dann in der Schweiz eine gewisse Umstellung einzelner Produktionen und habe dann eben zur Folge eine Reduktion der schweizerischen Ausfuhr nach andern Staaten. Es würde sich also hier um eine Art Veredlungsverkehr unseres Landes für Frankreich handeln. Bei dieser neuen Formulierung dürfte eine tragbare Lösung für unser Land eher zu finden sein als nach der ursprünglichen Fassung. Schwierig wird vor allem die Frage des Exportes von Erzen, Abfällen, Häuten und Fellen, sowie von Hadern zu lösen sein.

Eine weitere Differenz besteht darin, dass Frankreich für alle Waren, die nicht in den Listen I und II figurieren, grundsätzlich bei der Ausfuhr aus der Schweiz nur die «courants normaux» zulassen will (Les produits non repris aux listes I & II ne pourront être exportés que dans la limite des courants normaux). In der Folge haben dann allerdings die Franzosen eine Überschreitung der «courants normaux» nach den meisten neutralen Staaten zugestanden. Die schweizerische Delegation hat sich jedoch damit nicht zufrieden gegeben und jede Einschränkung über die Listen I & II hinaus abgelehnt.

5. Ernste Schwierigkeiten werden sich voraussichtlich auch noch aus der Notwendigkeit ergeben, die Voraussetzungen zu umschreiben, unter denen eine Ware in der Schweiz nationalisiert wird, um als schweizerisches Erzeugnis nach Deutschland ausgeführt werden zu können. Die Schweiz muss grundsätzlich verlangen, dass ihre Ursprungskriterien für den Clearing-Verkehr auch für die vorliegenden Zwecke der Blockade-Politik anerkannt werden, wobei es sich lediglich darum handeln kann, gewisse Ausnahme-Toleranzen, die bis jetzt von der Schweiz autonom gewährt wurden, aufzuheben. Für den Export nach neutralen Staaten kann die Schweiz sich jedoch derartige Einschränkungen nicht auferlegen lassen.

III.

Regelung der gegenseitigen Ein- und Ausfuhr.

1. Auch auf diesem Gebiet gehen die Auffassungen der beiden Delegationen noch sehr weit auseinander. Während die Schweiz grundsätzlich die Aufrechterhaltung – mit den durch die Verhältnisse bedingten Abänderungen – der bisherigen vertraglichen Regelung postuliert hat, erklärt Frankreich das sehr wichtige arrangement complémentaire de la Convention commerciale franco-suisse vom 31. März 1937[6] als dahingefallen. Die schweizerische Delegation hat daher der französischen Delegation bereits am 16. crt. einen Gegenentwurf zu einem projet d'accord commercial unterbreitet. Darin figuriert die bisherige Bestimmung betreffend die Zollbindungen, sowie die wichtigen Abmachungen betreffend die Durchführung zahlreicher französischer Einfuhrbeschränkungen durch die Schweiz, sowie die besondere Regelung für die Maschinenindustrie durch das Mittel der sog. «bons de commande». Die Franzosen wollen aber für alle diese Probleme keine vertraglichen Abmachungen mehr, sondern

6. K.I. 1607 *et Cf. Feuille officielle suisse du Commerce 1937, vol. I, pp. 875 ss.*

es soll auch hier die neue französische Gesetzgebung gelten. Es würden somit alle Zollbindungen, sowie die schweizerische Kontingentsverwaltung für zahlreiche französische einfuhrverbotene Waren dahinfallen. Die Erfahrungen haben aber gezeigt, dass ein halbwegs richtiges Funktionieren der französischen Einfuhrverbote nur möglich ist, wenn der Schweiz bei der Bewilligungserteilung ein ziemlich weitgehendes Mitspracherecht eingeräumt wird. Nur auf diese Weise ist zu verhindern, dass unsere Exporteure völlig der Willkür der französischen Konkurrenz ausgeliefert werden.

2. Auch die uns von Frankreich in Aussicht gestellten *Einfuhrkontingente* sind für zahlreiche Waren ungenügend, ganz abgesehen davon, dass die Schweiz infolge des totalen französischen Einfuhrverbots auch für die bisher nicht kontingentierten Waren sich genügende Einfuhrmöglichkeiten nach Frankreich sichern muss. Es kommt hinzu, dass Frankreich nicht mehr Jahres-, sondern nur noch Quartalskontingente zubilligen will. Ferner hat Frankreich für zahlreiche Warengruppen *Ausfuhrverbote* erlassen, sodass auch hier auf vertraglichem Wege für ausreichende Ausfuhrbewilligungen nach der Schweiz gesorgt werden muss. Ferner sieht unser Gegenentwurf folgende Klausel für die Versorgung der Schweiz vor: «En dehors des échanges de marchandises auxquels se réfèrent les articles ci-dessus, des accords spéciaux pourront intervenir pour la fourniture et l'acheminement des marchandises originaires et en provenance de France qui seraient nécessaires au ravitaillement de la Suisse.»

3. Ferner haben wir Bestimmungen aufgenommen für die Sicherung der Zahlung unseres Exportes, für die sehr wichtigen Fragen des Transites, des Veredlungsverkehrs, sowie die Regelung der Preise für nach Frankreich eingeführte Waren. In Art. X (Transit de ou pour la Suisse) unseres Gegenvorschlages haben wir für die Regelung der Frage der Requisitionen folgenden Passus aufgenommen: «Les marchandises bénéficiant du régime de transit conformément aux dispositions ci-dessus, ne pourront pas faire l'objet de mesures de réquisition. Une rupture de charge due à la réquisition du matériel de transport ne privera pas ces marchandises du bénéfice du régime de transit.» Es ergibt sich aus diesen Ausführungen, dass auch betr. die *handelspolitischen* Probleme noch grosse Meinungsverschiedenheiten bestehen und es grosser schweizerischer Anstrengungen bedarf, besonders für unsere althergebrachten schweizerischen Exportindustrien – im Gegensatz zu den Kriegsindustrien – von Frankreich genügende Exportmöglichkeiten zugesichert zu erhalten. Der kurze Aufenthalt der schweizerischen Verhandlungsdelegation in der Schweiz wird dazu benutzt werden, um mit den wichtigsten Wirtschaftsgruppen konferenziell Fühlung zu nehmen und insbesondere auch der begutachtenden Kommission für die Warenüberwachung Gelegenheit zu einer Aussprache zu geben. Es ist vorgesehen, dass die Verhandlungen in Paris am 30. ds. wiederum aufgenommen werden sollen.»

Gestützt auf diese Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Vom vorliegenden Verhandlungsbericht wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen;

2. die schweizerische Delegation wird beauftragt, die schweizerischen Interessen im Sinne dieses Berichtes mit allen ihr zur Verfügung stehenden Mitteln zu vertreten und nach Möglichkeit vertraglich zu sichern.

207

E 2200 Washington 16/1

Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, C. Hull, au Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann

N Washington, November 30, 1939

In your note of November 28, 1939[1] you inform me that the Swiss Government is disposed to begin the purchase in the United States of various commodities under option contracts concluded earlier in this year. I also note that the Swiss Government is considering the creation in the United States of an organization for the purpose of supervising these purchases and the storage and transportation of the commodities so acquired.

You suggest that it seems to you desirable that the United States Government should agree to examine and discuss appropriate means by which this Government could keep in permanent touch with the projected Swiss organization. This Government will be glad through appropriate channels to maintain contact with the Swiss organization to consider all matters of mutual interest in order to eliminate, as far as possible, difficulties that may arise in connection with the organization's operations. The specific transactions of purchasing, storage and transportation would, of course, be matters between the Swiss Government and private American interests.

So far as I understand the nature and general terms of the proposed transactions, they would appear to encounter no difficulty by reason of any existing legislation in the United States. As I stated in my note to you of May 27, 1939[2], it is the desire of the Government and people of the United States to maintain the friendliest and fullest possible commercial relations with the Government and people of Switzerland. As I stated at that time, however, the action that this Government may be compelled to take under any future sets of circumstances cannot be determined in advance and would have to fall within the rules of international law and the course of domestic legislation.

---

1. *Non reproduite. Le nouveau Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann, y soulignait que la guerre avait placé la Suisse dans la situation envisagée lors des discussions avec les autorités américaines en mai-juin 1939. Il rappelait le contenu de la note de Hull du 27 mai (N° 94) et annonçait que la Suisse entendait engager les démarches prévues et créer aux Etats-Unis un organisme à cet effet, d'entente avec le gouvernement américain. La présente note reprend à peu près les termes de celle de Bruggmann.*

2. *Cf. N° 94.*

208

E 7110 1973/134/15

Le Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, P. Keller, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz

RC *[Non daté, fin novembre 1939]*

BERICHT ÜBER DIE WIRTSCHAFTSVERHANDLUNGEN MIT GROSSBRITANNIEN (IN DER ZEIT VOM 3. BIS 25. NOVEMBER 1939)[1]

I.

Grossbritannien ist entschlossen, seine ganze Kraft für die Kriegsführung einzusetzen. Da seine Stärke insbesondere auf dem Gebiet der Wirtschaft liegt, wird die britische Wirtschaftspolitik der Gegenwart vollständig den Zielsetzungen und Bedürfnissen der Kriegführung untergeordnet. In der Aussenhandelspolitik bedeutet dies den Einsatz der verfügbaren Kaufkraft für den Erwerb lebenswichtiger und kriegsnotwendiger Güter und damit den Verzicht auf die Zufuhr aller entbehrlichen Waren. Dieses Leitmotiv bestimmt die Haltung sämtlicher Departemente, in denen aussenhandelspolitische Entscheidungen getroffen werden. Es wirkt umso stärker, als – im Gegensatz zu 1914 bis 1918 – kriegswichtige Dinge vom Ausland, insbesondere von den Vereinigten Staaten, nicht mehr auf Kredit sondern nur gegen Barzahlung erhältlich sind. Die notwendige Konzentration der britischen Kaufkraft auf das Kriegswichtige drängt alle andern Motive, etwa der Rücksichtnahme auf den individuellen Bedarf der eigenen Bürger oder der Rücksichtnahme auf die unterschiedlichen Lebensbedingungen der neutralen Völker, ja selbst das Prinzip der absoluten Vertragstreue in den Hintergrund. Der Aussenstehende ist erstaunt über die starre Grundsätzlichkeit der britischen Haltung, die jede Konzession erschwert, sowie über die Rücksichtslosigkeit, mit der alle verfügbaren wirtschaftlichen Mittel für die Kriegführung eingesetzt werden. Man erkennt mehr oder weniger deutlich, in der britischen Einstellung gegenüber neutralen Ländern die Überlegung, dass eine rücksichtslose Führung des Wirtschaftskrieges zwar die Neutralen hart in Mitleidenschaft ziehen werde, ihnen aber durch die Verkürzung der Kriegsdauer die Möglichkeit einer baldigen Erholung bieten könne[2].

---

1. *Ce rapport sera en grande partie repris, textuellement ou sous une forme abrégée ou légèrement modifiée, dans le rapport soumis le 8 décembre au Conseil fédéral et approuvé par celui-ci le 11 décembre; avec des compléments concernant un accord de paiement (cf. annexe au N° 211) et l'ouverture d'un crédit (cf. annexe au N° 212).*

2. *Dans un Aide-Mémoire de la Légation de Grande-Bretagne au Département politique du 11 décembre, Sir George Warner s'exprimera dans le même sens: [...]* Il est d'une importance capitale d'empêcher l'Allemagne l'acquisition de tout ce qui lui est nécessaire à la poursuite de la guerre et en fin de compte il ne serait pas avantageux à la Suisse que l'Allemagne l'acquière.

II.

Es ist verständlich, dass auf einem Boden von solcher stimmungsmässiger und bewusst-entschlossener Beschaffenheit es der vom Bundesrat am 27. Oktober 1939 bestellten und nach London entsandten Sondermission[3], bestehend aus Herrn Minister Dr. Hans Sulzer und dem Unterzeichneten, nicht leicht fallen musste, Verständnis für die besondere Lage der Schweiz und insbesondere für die Exportbedürfnisse ihrer eigenartigen, in hohem Masse auf nichtkriegswichtige Erzeugnisse eingestellten Volkswirtschaft zu wecken. Die Sondermission hat dies in eindringlichen mündlichen und schriftlichen Darlegungen gegenüber dem Chef des Foreign Office, Lord Halifax, dem Chef des Ministry of Economic Warfare, Herrn Cross, und dem Chef des Department of Overseas Trade, Herrn Hudson, unternommen. Die Mitglieder der Sondermission, die durch Herrn Minister Paravicini bei den verschiedenen Ministerien eingeführt und durch ihn sehr vorteilhaft unterstützt wurden, gewannen den Eindruck, durch ihre offiziellen Besuche sowie durch inoffizielle Besprechungen mit einer Reihe von wirtschaftspolitisch einflussreichen Persönlichkeiten Verständnis für die besondere Lage der Schweiz geweckt zu haben[4]. Leider hat sich dieser Erfolg nicht in einer Durchbrechung der eingangs erwähnten grundsätzlichen Haltung der britischen Regierung und in entsprechenden Weisungen an die britischen Unterhändler ausgewirkt. Trotzdem ist der Grundton der Verhandlungen ein freundlicher; man versucht, uns in Einzelfragen soweit als möglich entgegenzukommen, wobei allerdings neben der grundsätzlichen Einstellung die Angst, folgenschwere Präzedenzfälle zu schaffen, bremsend wirkt.

Ausser der Darlegung der wirtschaftlich und politisch eigenartigen Lage der Schweiz im gegenwärtigen Wirtschaftskrieg vor den Mitgliedern der britischen Regierung war es die weitere Aufgabe der Sondermission, die Klärung der Blokadefragen in gemeinsamen Besprechungen mit einer französisch-britischen Delegation herbeizuführen. Dies ist gelungen. Die Blokadefragen werden seit dem 14. November 1939 in Verhandlungen in Paris zu lösen versucht[5]. Die britische Regierung ist in diesen Verhandlungen vertreten; sie hat sich aber vorbehalten, nach deren Beendigung eventuell noch besondere Fragen aufzuwerfen, bevor sie sich den in Paris zu treffenden Vereinbarungen anschliesst. Auf diese Weise sind die Blokadefragen aus den Londoner Verhandlungen ausgeschaltet und zunächst nach Paris verwiesen worden. Es blieb

---

Il est évident... que si les Alliés ne parvenaient pas à écraser l'ambition agressive de l'Allemagne, la Suisse elle-même en souffrirait parmi les premiers. La Grande-Bretagne et la France se battent non seulement pour elles-mêmes, mais pour les autres états européens et surtout pour les petits états limitrophes à l'Allemagne. Quoique ne demandant aucune aide de ces états, la Grande-Bretagne et la France estiment que ceux-ci doivent se rendre compte qu'ils ont un intérêt dans l'issue de la guerre tout aussi grand qu'ont elles-mêmes la Grande-Bretagne et la France. Pour les petits états il s'agit d'une perte économique temporaire *[...]* (E 2001 (D) 2/231).

3. *Cf. N° 189.*
4. *Cf. N^os 191 et 201.*
5. *Cf. N^os 206.*

als Verhandlungsgegenstand in London die Regelung der gegenseitigen Handelsbeziehungen während der Dauer des Krieges.

III.

Als vordringlich erwies sich in den schweizerisch-britischen Wirtschaftsverhandlungen die Abklärung des Schicksals der «alten Verträge», d.h. der gegenseitig vor Kriegsbeginn erteilten Bestellungen. Grossbritannien hatte am 2. September 1939 in der Schweiz für über 20 Millionen Franken Waren fest in Auftrag gegeben, deren Hereinnahme nach England durch die inzwischen ergangenen britischen Einfuhrverbote verunmöglicht worden ist. Der grössere Teil dieser für den englischen Markt bestimmten Waren lag bei Kriegsausbruch versandbereit in der Schweiz und war für das Weihnachtsgeschäft bestimmt (Uhren, Stickereien, Seidengewebe und Seidenbänder, Schuhe und Wirkwaren). Die schweizerische Delegation vertrat den Standpunkt, dass diese Vorkriegsverträge gegenseitig zu erfüllen seien. Die britische Regierung vertritt dagegen die Auffassung, dass der Krieg eine völlig neue Lage geschaffen und damit die «alten Verträge» aufgehoben habe. Sie anerkennt diese Verträge nicht mehr, sondern nimmt für sich das Recht in Anspruch, unter den veränderten Verhältnissen und in Verfolgung ihrer kriegswirtschaftlichen Zielsetzungen die Einfuhr ausländischer Waren nach Grossbritannien nach ihrem Gutdünken zu ordnen. In diesem Vorgehen der britischen Regierung liegt keine Diskriminierung der Schweiz; die gleiche Haltung gilt auch gegenüber andern neutralen Ländern, selbst gegenüber den eigenen Dominions. Eine Milderung tritt einzig in der Behandlung des alliierten Frankreich ein.

Diese Haltung der britischen Regierung bedeutete nicht bloss für die schweizerischen Unterhändler sondern sofort nach ihrem Bekanntwerden in der Schweiz auch für die schweizerische Öffentlichkeit eine grosse Enttäuschung, die in der englischen und schweizerischen Presse Ausdruck gefunden hat. Es erschien notwendig, die möglichen politischen Rückwirkungen einer solchen Behandlung der Vorkriegskontrakte in der Schweiz den britischen Regierungsstellen vor Augen zu führen. In London ist dies durch Herrn Minister Paravicini geschehen, der nochmals auf dem Foreign Office vorgesprochen hat; in Bern hat der am 17. November nach der Schweiz zurückgekehrte Herr Minister Sulzer in dieser Angelegenheit den britischen Gesandten, Sir George Warner, aufgesucht. In einer mehr privaten Unterredung hatte Herr Legationsrat Girardet von der Schweizerischen Gesandtschaft in London Gelegenheit, Herrn Burgin, Minister of Supply, entsprechende Ausführungen zu machen.

IV.

Für Grossbritannien gibt es kein Problem der Vorkriegsverträge. Bei allem persönlichen Verständnis für die der Schweiz aus dieser Einstellung entstehenden materiellen Verluste und für die mit dem britischen Vorgehen verbundene moralische Enttäuschung in der schweizerischen Öffentlichkeit, lehnen es die britischen Regierungsstellen ab, auf die «alten Verträge» einzutreten. Umso bedeutsamer wird die Abklärung der künftigen Einfuhrmöglichkeiten für schweizerische Erzeugnisse nach Grossbritannien. Nach den bestehenden

Einfuhrbeschränkungen sind (wertmässig) zwei Drittel der bisherigen Einfuhr dem Bewilligungssystem unterworfen und damit vollständig in die Hand der englischen Behörden gelegt. Durch eingehende mündliche und schriftliche Darlegungen wurde durch die schweizerische Delegation die Stellungnahme der britischen Regierung in der Einfuhrfrage vorbereitet. Auf Grund der bisher erhaltenen Antworten kann folgendes festgestellt werden:

1. Die britische Regierung lehnt jede generelle Einfuhrbewilligung für den bisherigen Import schweizerischer Waren (etwa auf der Basis des Vorjahres) ab. Sie will sparen und zu diesem Zwecke jede Ware einzeln daraufhin untersuchen, ob ihre Zufuhr auch während des Krieges notwendig sei.

2. Etwa ein Drittel der bisherigen Einfuhr aus der Schweiz ist bis heute frei geblieben. Neue wichtige Einfuhrverbote sind zunächst nicht mehr zu erwarten; sie sind jedoch nicht ausgeschlossen und eine Verpflichtung, keine weiteren Beschränkungen eintreten zu lassen, wird abgelehnt.

Etwa ein weiterer Drittel wird auf Grund der erhaltenen Zusagen – unter Aufrechterhaltung des Lizenzsystems – auch in Zukunft zugelassen werden. Die Festlegung bestimmter Kontingente wurde in der Regel als unmöglich und mit Rücksicht auf die veränderlichen Bedürfnisse als nicht im beiderseitigen Interesse liegend bezeichnet und abgelehnt. Eine Ausnahme wird für den Bezug schweizerischer Uhren gemacht, von denen ein Drittel der Einfuhr in den entsprechenden Monaten des Vorjahres (1. September 1938 bis 31. August 1939) zur Einfuhr zugelassen wird. Es wurde uns zugesagt, den Saisoncharakter gewisser Importe durch eine elastische Bewilligungspraxis – das Volumen für vier bis sechs Monate soll auf einmal bewilligt werden – zu berücksichtigen. Das Verhältnis der einzelnen Posten der Uhreneinfuhr aus der Schweiz nach Grossbritannien, insbesondere das Verhältnis zwischen fertigen Uhren und kompletten Uhrwerken ist noch nicht festgelegt worden; eine Verschiebung von den Luxusuhren zu den gewöhnlichen Gebrauchsuhren ist als sicher vorauszusehen.

Für die Einfuhr von Stickereien wurde ein bereits vor den Verhandlungen gemachter britischer Vorschlag: Stickereien auf englischen Geweben frei hereinzulassen, aufrechterhalten. Unterstützt durch einen Fachmann aus St. Gallen ist die schweizerische Verhandlungsdelegation gegenwärtig damit beschäftigt, die Tragweite dieses britischen Vorschlags genau abzuklären.

3. Als «einfuhrverboten» hat ein Wert von zirka 30 bis 35 Millionen Franken der bisherigen schweizerischen Ausfuhr nach Grossbritannien zu gelten. Von dieser Ablehnung werden in erster Linie betroffen: Seidengewebe (mit Ausnahme des Seidenbeuteltuches), Seidenbänder, kunstseidene Gewebe und Bänder, Baumwoll- und Wollgewebe, Schuhe, Hüte, Wirkwaren sowie «pictures» (von denen wir 1938 für zirka 80 000 Pfund nach Grossbritannien ausgeführt haben).

Um dieser Ablehnung der künftigen Einfuhr schweizerischer Textilerzeugnisse und Schuhe zu begegnen, hat die schweizerische Delegation in zunächst unverbindlicher und mehr abklärender Weise den Vorschlag gemacht, durch Mehrbezüge von englischen Baumwollprodukten Grossbritannien die Mittel zu verschaffen, trotz der Devisenknappheit schweizerische Erzeugnisse, die hier als «Luxus» gelten, hereinzunehmen. Dieser Gedanke hat im Board of Trade

unter der Bedingung Anklang gefunden, dass ein Teil der aus dem Mehrexport englischer Baumwollprodukte anfallenden Devisen zur freien Verfügung der britischen Regierung für den Ankauf kriegsnotwendiger Waren in der Schweiz stehe. Die in der Schweiz gegebenen Möglichkeiten für den Mehrbezug englischer Baumwollwaren wird zur Zeit unter der Führung des Vororts geprüft. Die schweizerische Verhandlungsdelegation sieht auf diesem Wege eine Möglichkeit, zu einer beschränkten Einfuhr der gegenwärtig einfuhrverbotenen Waren auf den englischen Markt zu gelangen. Sie hat im übrigen nach Möglichkeit die englischen Importeure, welche an der Aufrechterhaltung ihrer Zufuhren aus der Schweiz interessiert sind, mobilisiert und beim «Import Licensing Department» vorstellig werden lassen. Über den endgültigen Erfolg dieser Bemühungen kann heute noch nichts ausgesagt werden. Die Delegation bittet, diesen möglichen Ausweg mit grösster Diskretion zu behandeln, da er zunächst nur mit der Schweiz diskutiert zu werden scheint.

4. Über die Ausfuhr aus Grossbritannien nach der Schweiz, die ebenfalls weitgehend einem Bewilligungsverfahren unterworfen ist, erwarten wir nächste Woche die britische Stellungnahme. Wir haben auch diese in mündlichen und schriftlichen Darlegungen nach Möglichkeit zu beeinflussen versucht.

Als Sonderfall haben wir ein verstärktes schweizerisches Bedürfnis nach englischen Kohlen auf dem Mines Department vorgetragen. Es scheint uns nach den erhaltenen Auskünften wahrscheinlich, im Jahre 1940 an Stelle der bisherigen Bezüge im Umfang von zirka 30 000 Tonnen Gaskohlen zirka 1 Million Tonnen englischer Kohlen verschiedener Sorten zu erhalten.

5. Die schweizerische Delegation hat eine gemeinsame Behandlung der Ein- und Ausfuhrfragen verlangt und zugesagt erhalten. Leider besitzen wir in den bedeutenden britischen Kriegsmaterialbestellungen in der Schweiz keine Verhandlungswaffe, da die Ablieferung dieses Materials in der Schweiz aus den Ihnen bekannten Umständen stark im Rückstand ist, was hier recht verstimmt hat. Einen bescheidenen Trumpf liefert uns das britische Begehren nach Holzlieferungen aus der Schweiz. Wir haben diese Möglichkeiten abgeklärt und wollen unsere Zusage von entsprechenden britischen Entgegenkommen abhängig machen.

V.

Die bisherigen Verhandlungen haben gezeigt, dass durch eine frühere Einleitung der Besprechungen, wie sie von verschiedenen Seiten in der Schweiz gefordert worden ist, in London nicht nur nicht von Vorteil sondern unerwünscht gewesen wäre. Wir hätten im September eine noch viel stärkere Ablehnung unserer Begehren erfahren; dies ist uns mehrmals gesagt worden. Es will der schweizerischen Delegation scheinen, dass die eingangs skizzierten Grundsätze der britischen Wirtschaftspolitik, insbesondere der britischen Aussenhandelspolitik während des Krieges, mit der Entwicklung der Dinge eher eine Milderung erfahren und es uns in Zukunft in immer wieder aufzunehmenden Verhandlungen ermöglichen werden wird, neue Entgegenkommen für die schweizerische Ausfuhr zu finden. Es wird nicht möglich sein, langfristige Abmachungen und grundsätzliche Erklärungen zu erhalten. Es wird vielmehr notwendig sein, praktische Versuche zu machen und auf Grund der Erfahrung wieder mit den britischen Regierungsstellen in Verhandlung zu treten.

VI.

Die in London tätige schweizerische Verhandlungsdelegation besteht zur Zeit aus dem Unterzeichneten, aus den Herren Legationsrat Girardet, Dr. A. Koch und A.C. Nussbaumer, Direktor der Swiss Bank Corporation, als Spezialist für Finanz- und Währungsfragen, die im weiteren Verlauf der Verhandlungen noch eine bedeutsame Rolle spielen können. Der Delegation ist als Experte für Stickereiangelegenheiten Herr Fabrikant W. Zürcher aus St. Gallen beigegeben. Die Zuziehung weiterer Fachexperten hat sich bisher durch die britischen Stellungnahmen erübrigt; sie wird erfolgen, sowie dafür eine sachliche Veranlassung vorliegt.

209

E 1004.1 1/392

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 décembre 1939[1]

2288. Finnisch-russischer Konflikt; Völkerbundsversammlung

Präsidentschaft. Mündlich

Herr Bundespräsident Etter teilt mit, dass auf Verlangen Finnlands die Völkerbundsversammlung einberufen werden soll. Die Abteilung für Auswärtiges wünscht vom Bundesrat zu wissen, welche Stellung sie in der ganzen Angelegenheit einnehmen soll.

Herr Minister Bonna wird zur Berichterstattung in die Sitzung gerufen. Er führt aus, das Begehren Finnlands habe bei der gegenwärtig in Genf tagenden technischen Kommission etwelche Verwirrung geschaffen. Die schweizerische Delegation sei der Überzeugung, dass die Verhandlungen auf den Konflikt Finnland-Russland beschränkt werden sollten. Es scheine, dass Russland sich voraussichtlich an den Verhandlungen nicht vertreten lassen werde[2]. – Nach

---

1. *Etaient absents: G. Motta, H. Obrecht.*

2. *Dans une lettre du 6 décembre 1939 au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki, Bonna explique la situation de la Suisse face à ce conflit de la façon suivante* (J. I. 131/53): Notre position n'est pas facile car nous devons tenir compte du fait que la Finlande, petit pays neutre, vient d'être victime d'une agression caractérisée et que c'est elle qui en appelle à la Société des Nations. D'autre part, notre qualité d'Etat siège nous impose certains devoirs vis-à-vis de la Société des Nations elle-même. Mais notre position d'Etat neutre, en revanche, nous oblige également à beaucoup de prudence, une action caractérisée de la Société des Nations contre la Russie (sanctions) pouvant avoir des répercussions sur l'Allemagne. Enfin nous pourrions assister à une recrudescence de vitalité de la Société des Nations, ce qui pourrait nous causer un jour ou l'autre des embarras.

diesen Ausführungen verlässt Herr Minister Bonna den Saal wiederum.

Auf Grund der Beratung wird

beschlossen,

zu verlangen, dass die Verhandlungen der Völkerbundsversammlung sich strikte auf den finnisch-russischen Konflikt beschränken sollen; falls sich diese auf ein anderes Gebiet ausdehnen sollten, so müsste der Bundesrat sich seine Stellungnahme vorbehalten[3]; dieser Beschluss soll sowohl dem Generalsekretariat als dem Ratspräsidenten und dem Präsidenten der Versammlung mitgeteilt werden; es sollen intern auch die erforderlichen Massnahmen ergriffen werden, damit auch in der Presse diesem Beschlusse Nachachtung verschafft werde: über die Haltung unserer Delegation soll in der nächsten Sitzung Beschluss[4] gefasst werden und das Politische Departement bis dahin die erforderlichen Instruktionen vorbereiten.

ANNEXE I

J. I. 149/75

Le Délégué suisse auprès de la Société des Nations, W. Rappard, au Président de la Confédération, Ph. Etter

Copie
L WR/JA

Genf, 6. Dezember 1939

Darf ich mir gestatten Ihnen in aller Offenheit einige Überlegungen zu unterbreiten, die sich für mich aus dem Auftrag, den wir gestern im Namen des Bundesrats hier ausgeführt haben, ergeben?

Wie Sie es zweifellos schon durch das Politische Departement erfahren haben werden, haben wir gestern Abend dem Generalsekretär des Völkerbundes die Stellungnahme unserer obersten Behörde mitgeteilt, in der Form, die uns vorgeschrieben war.

Diese Stellungnahme scheint mir an und für sich durch die allgemeine Lage so durchaus geboten, dass ich von mir aus schon am Montag durch mehrere Besprechungen hier das internationale Milieu darauf vorzubereiten versucht habe. Was aber in mir vaterländische Bedenken erweckt, ist das Procedere, das in dieser Angelegenheit zur Anwendung kam. Der Bundesratsbeschluss wurde uns Wort für Wort auf deutsch übermittelt, mit der Anweisung wir sollten ihn unumgänglich schriftlich dem Generalsekretär und durch ihn dem Völkerbundsrat und dem Präsidenten der Völkerbundsversammlung übermitteln. Diesen Auftrag haben wir auch wörtlich und pünktlich ausgeführt.

Obwohl ich versucht hatte bei der Übersetzung ins Französische den imperativen und fast drohenden Ton der Mitteilung für die Empfindlichkeit der Vertreter anderer Staaten etwas annehmbarer zu gestalten, so konnte es mir doch bei der wörtlichen Durchführung dieses Auftrages nur zum Teil gelingen.

Wie es nicht anders zu erwarten war, hat sich der Generalsekretär, der unsere nationale Lage sehr wohl begreift und aufrichtig bemüht ist uns in unseren Schwierigkeiten behülflich zu sein,

---

3. *Cf. le document reproduit en annexe.*
4. *Non reproduit. Cf.* E 2001 (D) 4/6 *et* 16.
Cf. aussi le rapport du 30 janvier 1940 du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la XX[e] session de l'assemblée de la Société des Nations, *FF, 1940, I, pp. 145-163.*

ziemlich heftig über den Wortlaut unserer Mitteilung ausgedrückt. Dass der Bundesrat dem Völkerbund in einigen kurzen Worten vorschreiben sollte, was er zu tun und zu lassen habe, mit der beinahe ultimativen Formulierung, dass er sich ihm gegenüber, im Falle einer Zuwiderhandlung dieser Vorschriften, seine volle Handlungsfreiheit vorbehalte, konnte den Generalsekretär und wird auch die Vertreter aller auswärtigen Staaten, an die er die Mitteilung übermitteln wird, nur vor den Kopf stossen.

Um keinerlei Missverständnis über meine Ansicht aufkommen zu lassen, wiederhole ich ausdrücklich, dass die Stellungnahme des Bundesrates an und für sich mir nicht nur begreiflich, sondern auch durch die Umstände als geboten erscheint. Was mir in der Angelegenheit als unnötigerweise schroff und fast herausfordernd vorgekommen ist, sind die paar Sätze, die uns wörtlich und fast wie zwischen Anführungszeichen vorgeschrieben wurden, mit dem Auftrag sie sofort dem Generalsekretär mitzuteilen. Ich bin völlig überzeugt, dass das erwünschte Resultat nicht nur ebensowohl, sondern sogar viel erfolgreicher hätte erreicht werden können, wenn wir etwas anders vorgegangen wären. Man hätte, scheint es mir, entweder in einem längeren und etwas ausführlicher gehaltenem Schreiben des Politischen Departements die Mitteilung machen oder uns hier auftragen können, den Beschluss des Bundesrats gewiss gleich fortiter in re, aber etwas mehr suaviter in modo mitzuteilen.

Sie werden mir wohl glauben, hochverehrter Herr Bundespräsident, wenn ich Sie versichere, dass es nur eine wirklich dringende vaterländische Pflicht ist, die es mir vorschreibt Ihnen diese Bedenken ganz klar und offen vorzulegen. Ich bin mir der Schwierigkeit, ja sogar der Gefährlichkeit der gegenwärtigen Lage voll und ganz bewusst. Auch halte ich es für unumgänglich notwendig, es unter allen Umständen zu vermeiden, uns durch die Zulassung einer heftigen Debatte, an der z. B. der polnische Redner sich hier über das Los seines Vaterlandes öffentlich beschweren würde, einem Druck von Berlin auszusetzen. Unsere Lage wird aber gewiss dadurch nicht erleichtert, dass wir unnötigerweise das Wohlwollen der hiesigen Kreise, und, was viel wichtiger ist, dasjenige von Paris und London, beeinträchtigen.

Die Angelegenheit scheint mir so wichtig, besonders in der äusserst zu bedauernden Abwesenheit von Herrn Bundesrat Motta, der natürlich wie kein Zweiter in der Lage wäre den Kontakt zwischen Bern und Genf ständig aufrecht zu erhalten, dass ich es mir zur Pflicht gemacht habe Sie darüber völlig aufzuklären.

Wir sind hier, Herr Minister Gorgé und ich, selbstverständlich in fortwährender telephonischer Verbindung mit Herrn Minister Bonna. Sollten Sie es aber für notwendig halten mit mir telephonisch und auch persönlich Rücksprache zu nehmen, so würde ich es dankbar begrüssen.

ANNEXE II

E 1004.1 1/392

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 11 décembre 1939[5]

2321. Instructions de la délégation suisse à l'Assemblée de la Société des Nations

Département politique, Proposition du 9 décembre 1939

[...]

Reste la question la plus importante: la suite à donner à la demande de la Finlande. Il ne fait pas de doute qu'on s'achemine vers une exclusion des Soviets prononcée conformément à l'article 16, alinéa 4, du Pacte. L'agression de l'URSS est si manifeste que les sanctions purement écono-

5. *Etait absent: H. Obrecht.*

miques et financières pourraient lui être appliquées sans que la légalité de cette mesure souffre la moindre discussion. Mais les circonstances ne permettent guère de recourir à un blocus contre la Russie. La seule sanction qui paraît pratiquement possible aujourd'hui est l'exclusion. Sanction purement morale, certes, mais on ne saurait dire qu'elle serait dépourvue de tout effet même sur un gouvernement sans scrupules comme celui de Moscou.

La sanction de l'exclusion sera proposée par l'Argentine à la commission qui sera constituée aussitôt après l'exposé du représentant de la Finlande pour l'examen des griefs d'ores et déjà constatés à la charge du gouvernement soviétique.

Quelle devra être l'attitude de la délégation suisse à l'égard de la mesure qui va frapper justement de son ignominie l'agresseur bolchévique?

On pourrait être tenté, à première vue, de dire qu'il s'agit d'une question de participation ou de non-participation à la Société des Nations et, dans ce cas, la Suisse serait fondée à prononcer, conjointement avec les autres membres de la Société des Nations, l'exclusion de l'Etat indigne. Mais, en réalité, il s'agit bel et bien de l'application d'une sanction qui est, de surcroît, expressément prévue par l'article 16 du Pacte: l'exclusion. Or, par sa résolution du 14 mai 1938, qui nous a permis de recouvrer notre neutralité intégrale dans le cadre de la Société des Nations, le conseil a expressément pris acte «de l'intention exprimée par la Suisse invoquant sa neutralité perpétuelle, de ne plus participer en aucune manière à la mise en œuvre des dispositions du Pacte relatives aux sanctions». Ce texte est net; notre engagement est précis. Si indignée qu'elle soit de l'agression russe, la Confédération ne saurait donc, sans manquer à ce qu'elle a proclamé il y a un peu plus d'une année, s'associer à une décision de l'assemblée entraînant l'expulsion des Soviets de la Société des Nations. Il ne lui resterait d'autre parti à prendre que celui de s'abstenir.

Cette attitude d'abstention ne devrait toutefois pas avoir pour effet de créer une équivoque, à l'assemblée ou dans notre opinion, sur nos sentiments envers le peuple finlandais. Elle devrait donc être motivée brièvement de manière à ne laisser subsister aucun doute quant à l'attitude que nous eussions adoptée si nous n'étions pas liés par la résolution du 14 mai 1938[6]. La délégation suisse pourrait en conséquence, au moment du vote de la résolution soumise à l'assemblée, faire une déclaration dont nous soumettons le texte au conseil.

Ce texte est approuvé avec deux adjonctions et a la teneur suivante:

«Chacun connaît les sentiments qui animent le peuple suisse à l'égard de la Finlande. A ce peuple valeureux qui défend fièrement son indépendance contre une injuste agression vont notre entière sympathie et notre profonde admiration. Mais, comme on le sait, la Suisse, par la résolution du conseil en date du 14 mai 1938, a recouvré sa neutralité intégrale dans le cadre de la Société des Nations. Cette résolution lui fait un devoir «de ne plus participer en aucune manière à la mise en œuvre des dispositions du Pacte relatives aux sanctions». C'est uniquement pour cette raison que la délégation suisse s'abstiendra dans le vote sur la résolution soumise à l'assemblée».

En conséquence, vu la proposition du département politique, il est

décidé:

1° d'approuver les considérations qui précèdent quant aux questions soumises à l'assemblée de la Société des Nations, en laissant à la délégation suisse la faculté d'agir pour le mieux dans leur sens;

2° de charger la délégation suisse, au cas où un vote aurait lieu à l'assemblée sur l'exclusion de l'URSS de la Société des Nations, de faire une déclaration conforme au texte ci-dessus.

---

6. *Sur le retour à la neutralité intégrale, Cf.* E 2001 (D) 1/21, E 2001 (D) 3/299, E 2001 (D) 4/1 *et* 2.

210

E 7710 1967/32/821 Grossbritannien

Le Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, P. Keller, au Chef de l'Office de guerre pour les transports du Département de l'Economie publique, E. Matter

L Ke.- GB. 821. Bern, 6. Dezember 1939

Ihrem Wunsche entsprechend, bestätige ich Ihnen schriftlich die Ihnen gestern mündlich gemachten Ausführungen mit Bezug auf die Kohlenlieferungen aus England.

1. Kohle.

a) Auf Grund der Angaben der «Carbo» habe ich vom Mines Department die Ausfuhrbewilligung für eine Million Tonnen Kohle verschiedener Sorten gefordert. Die Vertreter des Mines Departments haben mich daraufhin nach dem normalen schweizerischen Kohlenbezüger aus Frankreich gefragt. Das sind rund eine halbe Million Tonnen Kohle. Das Mines Department war der Auffassung, dass Frankreich nicht mehr in der Lage sein werde, uns diese Kohle abzugeben, sodass England auch für die französischen Lieferungen nach der Schweiz aufzukommen haben werde. Es wären somit insgesamt mindestens 1½ Millionen Tonnen Kohle aus England zu beziehen und es besteht die Aussicht, dass wir diese Bezugsrechte zugestanden erhalten werden. Das Mines Department prüft gegenwärtig die Liefermöglichkeiten der von uns verlangten Sorten und Qualitäten.

b) Nach einem jüngsten Schreiben des Mines Department können die Kohleneinkäufe direkt bei englischen Firmen vorgenommen werden. Ein gesamthafter Einkauf durch die «Carbo» ist nicht notwendig. Doch ist absolut notwendig, dass die Käufe auf schweizerischer Seite derart organisiert werden, dass nicht eine wilde Konkurrenz zwischen den schweizerischen Einkäufern, von denen die wenigsten alte Beziehungen zum englischen Markte haben, entsteht.

2. Transporte.

a) Es ist vom Mines Department darauf hingewiesen worden, dass die grösste Schwierigkeit der Versorgung der Schweiz mit englischer Kohle in den Transporten liege. Die Lösung der Transportfrage wird der Schweiz überlassen und es wurde darauf hingewiesen, dass für diese Transporte keine oder nur sehr geringe englische Tonnage zur Verfügung stehe.

b) Eine französische Kohlenmission, die ständig in London weilt und die Beschaffung und den Transport der von Frankreich in England angeforderten Kohlenmengen (nach erhaltenen Informationen 18-20 Millionen Tonnen) besorgt, hat mit der schweizerischen Verhandlungsdelegation Fühlung genommen. Sie wünschte mit der Schweiz über die Ordnung der Kohlentransporte von England durch Frankreich nach der Schweiz in Verbindung zu treten. Die schweizerische Delegation hat die französische Kohlenmission daraufhin mit dem Vertreter des Kriegs-Transport-Amtes in London, Herrn Gysin, in Ver-

bindung gebracht. Es hat unter Beisein des Handelsattachés bei der Schweizerischen Gesandtschaft in London zwischen den Herren eine Besprechung auf der Gesandtschaft stattgefunden.

Die Franzosen denken an eine gemeinsame Planung der Kohlentransporte und möchten eine gegenseitige Konkurrenzierung auf dem Markte für Schiffsraum verhindern. Die schweizerische Seite hat vorläufig diese französischen Erklärungen zur Kenntnis genommen und ohne Präjudizierung einer zu treffenden Ordnung meines Wissens grundsätzlich eine Kollaboration in Aussicht gestellt.

c) Aus meinen Erfahrungen in London erscheint mir die gesamthafte Organisation der schweizerischen Kohlentransporte aus England als notwendig. Ich erachte diese Organisation als eine Aufgabe des Kriegs-Transport-Amtes, das wohl bereits bestehende Transportbeziehungen und Transportorganisationen in seinen Plan eingliedern wird.

Gegenüber der in London neu geschaffenen «Swiss Shipping Agency» hat die schweizerische Verhandlungsdelegation in London vorläufig den dringenden Wunsch geäussert, dieses Unternehmen möge künftige Charterungen nur noch in engster Zusammenarbeit mit der Schweizerischen Gesandtschaft in London vornehmen.

Eine gewisse Selbständigkeit der Schweiz gegenüber der französischen Kohlenmission in London kann und soll auch in Zukunft gewahrt bleiben.

E 7110 1973/134/14 *ANNEXE*

Notice du Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, P. Keller

Copie
No

Bern, 23. Dezember 1939

SCHWEIZERISCH-BRITISCHE WIRTSCHAFTSVERHANDLUNGEN.
BETR. KOHLENBEZÜGE AUS GROSSBRITANNIEN.

In einer Sitzung vom 20. Dezember 1939 wurde der schweizerischen Verhandlungsdelegation in London durch das Mines-Department auf die gestellten Begehren hin folgende Antwort erteilt:

1. Kohle.

Die von schweizerischer Seite angeforderten 1-1,2 Millionen Tonnen Kohle verschiedener Qualität können auf Grund der heutigen Produktion und Sachlage geliefert werden.

Seit Kriegsausbruch sei für die schweizerischen Bezüger bereits eine Kohlenausfuhr von 200 000 Tonnen staatlich bewilligt worden, was 2/3 eines normalen Jahresbezuges ausmacht.

2. Koks.

Die Lieferung der angeforderten 4-450 000 Tonnen bester Durham-Koks ist als unmöglich bezeichnet worden.

Die Schweiz soll untersuchen, für welche Zwecke die angeforderten Koksmengen in ihrer Wirtschaft Verwendung finden und insbesondere darauf achten, ob sich nicht ein grösserer Teil dieses Koks durch Anthrazit oder doch durch Yorkshire-Koks ersetzen lasse. Sollte sich ein absolut notwendiger Mindestbedarf an Durham-Koks ergeben, so würde seine Befriedigung neu geprüft. Yorkshire-Koks und Anthrazit sind zurzeit auf dem englischen Kohlenmarkt in genügenden Mengen zu haben.

3. Transport der Kohle.

Die Engländer – und mit ihnen die besondere französische Kohlenmission in London – vermissen bis heute die von schweizerischer Seite grundsätzlich zugesagte enge Zusammenarbeit für den Kohlentransport. Sie empfinden die Konkurrenzierung durch schweizerische Schiffsraummiete zu bedeutend höheren Sätzen als Gefährdung der französischen Kohlentransporte. Die oben angeführten britischen Zugeständnisse für eine vermehrte Belieferung der Schweiz mit Kohle werden deshalb an die Bedingung geknüpft, dass die Zusammenarbeit insbesondere mit der französischen Kohlenmission in London sofort organisiert und in Ausführung gesetzt werde. Die französische Kohlenmission ist insbesondere an einer Zusammenarbeit mit Bezug auf den Transport jener Kohlenmengen interessiert, welche über Rouens nach der Schweiz befördert werden sollen.

4. Kauf der Kohle.

a) Die britischen Behörden wünschen, dass die schweizerischen Kohlenkäufe direkt bei britischen Firmen und nicht durch die Vermittlung von Drittpersonen, welche in Belgien oder Holland sitzen, vorgenommen werden.

b) Die britischen Behörden und mit ihnen die britischen Kohlenexportfirmen beabsichtigen, ihre bisherigen Geschäftsfreunde in der Schweiz zu bevorzugen. Sie verpflichten sich nicht, sämtliche Begehren um Ausfuhrbewilligungen ohne Rücksicht auf die Person des schweizerischen Bezügers im Umfang der unter Ziff. 1 angegebenen Mengen zu genehmigen.

211

E 2001 (D) 2/231

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

Copie
L B.14.21.GB. – SP. Vertraulich. Bern, 7. Dezember 1939

Der schweizerischen Delegation für die Wirtschaftsverhandlungen mit Grossbritannien ist vom Board of Trade der Entwurf zu einem beschränkten schweizerisch-britischen Zahlungsabkommen übergeben worden[1]. Dieser Entwurf war gestern Gegenstand einer vorläufigen Aussprache unter Vertretern der drei beteiligten Departemente und der Schweizerischen Nationalbank. Um es Ihrem Departement zu ermöglichen, dem Bundesrat in einer seiner nächsten Sitzungen den britischen Vorschlag mit den erforderlichen Anträgen zur Erteilung neuer Instruktionen an die Verhandlungsdelegation zu unterbreiten, wurde der Wunsch ausgesprochen, dass das Finanz- und Zolldepartement und das Politische Departement, wie auch das Direktorium der Schweizerischen Nationalbank zu der Angelegenheit Stellung nehmen. Wir kommen diesem Begehren hiermit gerne nach.

Wie in der Ausprache vom 6.d.M. von Herrn Prof. Keller ausgeführt wurde,

1. *Non reproduit; cf. N° 208.*

ist die britische Regierung aus Gründen ihrer Währungspolitik bestrebt, den Wert der Einfuhr aus der Schweiz dem Werte der britischen Ausfuhr nach der Schweiz möglichst anzugleichen. Sofern die Verhandlungen zu einer Einigung führen, darf mit einer schweizerischen Ausfuhr von jährlich rund 100 Millionen Franken gerechnet werden. Nun hat aber die britische Regierung bereits seit längerer Zeit bedeutende Kriegsmaterialaufträge nach der Schweiz vergeben, und es besteht die Absicht, weitere Lieferungen zu bestellen, sobald die Umstände es gestatten. Damit die Zahlungen für diese ausserordentlichen Lieferungen nicht auf die 100 Millionen Franken des schweizerischen Exportes nach Grossbritannien angerechnet werden müssen, ist der schweizerischen Delegation ein besonderes Zahlungsabkommen vorgeschlagen worden. Darnach würden die Kriegsmateriallieferungen von der britischen Regierung in Pfund Sterling auf ein Spezialkonto der Schweizerischen Nationalbank bei der Bank of England einbezahlt. Diese Guthaben könnten von der Schweizerischen Nationalbank nur innerhalb des britischen Empires, Ägyptens und Iraks (jedoch mit Ausschluss von Kanada, Neufundland und Hongkong) verwendet werden. Die schweizerischen Lieferanten von Kriegsmaterial würden von der Schweizerischen Nationalbank bei Eingang der Anzeige über die Einzahlung auf das Pfundkonto in Schweizerfranken bezahlt.

Es ist in der gestrigen Aussprache betont worden, dass es sich nicht darum handle, der britischen Regierung einen Kredit für ihre Kriegsmaterialbezüge zu eröffnen, sondern dass lediglich ein Transferproblem zu lösen sei. Es müsse nach einer Regelung gesucht werden, die es Grossbritannien ermögliche, trotz den Kriegsmaterialbezügen den normalen Import schweizerischer Waren in der Höhe von 100 Millionen Franken jährlich zuzulassen, ohne dass die Zahlungsseite dieser Einfuhr die britische Währung belaste. Für die Beurteilung des Vorschlags vom politischen Gesichtspunkt aus ist jedenfalls die Feststellung wichtig, dass das Zahlungsabkommen der britischen Regierung einen Transfervorteil sichern soll. Gegen die Einräumung eines solchen Vorteils haben wir grundsätzlich nichts einzuwenden, sobald man bereit ist, den nämlichen Vorteil der andern Kriegspartei, d.h. Deutschland, nicht vorzuenthalten. Nun muss aber daran erinnert werden, dass in den letzten Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland die deutsche Delegation für die Rückstände auf dem Warenkonto einen durchaus analogen Antrag vorgebracht hat [2]. Der Gegenwert dieser nach Deutschland ausgeführten Waren war bei der deutschen Verrechnungskasse bereits einbezahlt, und die Auszahlung des Gegenwertes an die schweizerischen Exporteure hätte nach deutscher Auffassung, wie nach den britischen Vorschlag, vorschussweise durch die Schweizerische Nationalbank bezw. die Darlehenskasse erfolgen sollen. Dieser deutsche Vorschlag wurde in langwierigen Verhandlungen als völlig unannehmbar abgelehnt. Darüber hinaus wurde eine beschleunigte Tilgung der Rückstände auf dem Warenkonto erreicht. Es schiene uns deshalb sehr bedenklich, den britischen Antrag, wie er vorliegt, anzunehmen, es wäre denn, man wollte sich nachträglich entschliessen, ein gleiches Angebot an die deutsche Regierung zu richten, was als ausgeschlossen gelten muss.

2. *Cf. N° 184.*

Wir hätten umso grössere Bedenken, dass auf dem Boden des englischen Vorschlags eine Lösung gesucht würde, als dieser Vorschlag im Ergebnis eben doch auf die Übernahme sehr bedeutender Kursrisiken durch die Eidgenossenschaft für Kriegsmateriallieferungen an Grossbritannien hinausläuft. Eine solche Vereinbarung könnte die Schweiz zweifellos gegenüber Deutschland politisch in eine recht heikle Lage bringen.

Damit, dass der britische Vorschlag abgelehnt wird, ist allerdings für die Fortsetzung der Verhandlungen nichts gewonnen. Wir können uns daher der Auffassung anschliessen, dass der schweizerischen Delegation die Möglichkeit verschafft werden muss, dem Board of Trade Gegenvorschläge zu unterbreiten. In der Aussprache vom 6. d.M. hat Herr Dr. Kellenberger als Vertreter des Eidgenössensischen Finanzdepartements bereits darauf hingewiesen, dass daran gedacht werden könnte, die *schweizerischen Exporteure* im Sektor des «normalen» Warenverkehrs mit England (im Gegensatz zu den Kriegsmateriallieferungen) durch das Mittel der Exportrisikogarantie in die Lage zu versetzen, mit längeren Zahlungsfristen zu liefern. Ob den britischen Wünschen nach Sicherung der Währung mit dieser Lösung in genügendem Mass entsprochen würde, wagen wir nicht zu beurteilen. Wir möchten aber auch unsererseits dringend empfehlen, dass die Lösung in der Richtung gesucht wird, dass sich die zu treffenden Massnahmen als Hilfe für die schweizerische Exportindustrie und nicht als Unterstützung der britischen Währungspolitik darstellen. Wir sind uns zwar bewusst, dass unsere Wirtschaftsbeziehungen zu Grossbritannien einerseits und zu Deutschland andererseits ihrer gesamten Struktur nach einen viel zu verschiedenen Charakter aufweisen, als dass man mit einer bloss formalen Gleichbehandlung durchkommen könnte. Trotzdem möchten wir diesen formalen Parallelismus soweit als immer tunlich aufrechterhalten. Die schweizerische Delegation sollte daher vor allem nach einer Regelung suchen, die sich möglichst eng an diejenige anlehnt, die im Briefe des Vorsitzenden der schweizerischen Delegation an den Vorsitzenden der deutschen Delegation, vom 24. Oktober 1939[3], betreffend die Bevorschussung der Guthaben schweizerischer Exporteure aus Warenlieferungen nach Deutschland niedergelegt ist.

ANNEXE

E 7110 1973/134/15

La Délégation économique suisse à Londres au Ministère britannique du Trésor

Copie
M

London, December 11, 1939

1) On the 1st of December the Swiss Trade Delegation was handed a draft for a proposed Agreement in connection with the purchases of the Government of the United Kingdom in Switzerland.

3. *Cf.* E 2001 (D) 1/248.

2) The draft provided that all debts so due on the coming into force of the proposed agreement or falling due while it is in force, should be paid in Sterling to a Special Account at the Bank of England in the name of the Swiss National Bank at the official rate for Swiss Francs fixed by the Bank of England on the date on which payment in Sterling is made, the Swiss National Bank to pay the equivalent of the Sterling sums received at the same rate in Swiss Francs to the Swiss creditors.

3) It also provided that the National Bank would pay into the Special Account all sums in Sterling and the proceeds of the sale of any gold or securities (if and when sold) at present owned by them in the United Kingdom, with the provision that the free export of such gold, if desired, would not be subject to restrictions.

4) It was further proposed that the sums standing from time to time to the credit of the Special Account should be employed only for payments of goods purchased in the United Kingdom and the rest of the British Commonwealth of Nations (with certain qualifications), of debts due from persons in Switzerland to persons in the same countries in respect of freight, royalties, insurance, patents, commissions, contracts made before a certain date, or for such other purposes as may be agreed upon between H.M. Government and the Swiss Government.

5) The Swiss Delegation has since discussed in Switzerland with the Swiss Authorities and the National Bank the new situation created by these proposals and they feel it is their duty to state that the proposals have caused disappointment and no little surprise. This proposal is in fact tantamount to the establishment between the United Kingdom and Switzerland of a system involving on the part of Switzerland purchases of British or Empire goods and services as high as the purchases of Swiss goods by H.M. Government. In the present state of affairs it is out of the question that Switzerland should ever be in a position to be able to use such an amount of British goods and services.

6) The Swiss Government fully realize and appreciate the reasons which prompted H.M. Government to seek a solution to the currency and transfer problems arising out of the purchases made and to be made by H.M. Government in Switzerland, and they, in conjunction with the National Bank, have therefore carefully considered in what way they could best contribute to the furthering of the future exchange of trade between the two countries.

7) The Swiss Government and the National Bank feel however that the proposals contained in the draft agreement would not be compatible with the present Neutrality Laws of Switzerland. In addition the proposals, apart from the limited capacity of Switzerland to absorb in goods, freights, insurance etc. the huge Sterling balances which would accumulate from time to time in the Special Account, would involve exchange risks which could not be borne by the Swiss National Bank or the Swiss Government.

8) Furthermore, and although the Swiss Government believe that it is not the intention of H.M. Government to cause in respect of their purchases a deviation from the guiding principles adopted by the Swiss Government for the execution of orders for war material entrusted to Swiss Industry, the proposals contained in the draft agreement submitted on December 1st would in fact result in a direct credit being given for such war material by way of advances to be made by the Swiss National Bank to the Swiss manufacturers against the Sterling balances accruing on the Special Account.

9) While it is not possible for the reasons explained to accept the proposals contained in the draft agreement, the Swiss Government, in their effort to enter into H.M. Government's intentions and to find a solution to the currency and transfer problems involved, have decided to offer an alternative solution which they feel would in practice more directly obviate the most acute of the problems with which H.M. Government is concerned. The Swiss Government are to this effect prepared in principle to authorize the opening of a substantial credit in Swiss Francs which for obvious reasons should preferably take the shape of an agreement between a syndicate of British and Swiss Banks. Such a credit would in their opinion make it possible to improve considerably the results so far reached in the negotiations for the normal exchange of trade between the two countries and to find a satisfactory solution to the difficulties of those Swiss Industries mostly affected by the policy hitherto followed by H.M. Government, and having regard also to the pre-war contracts and the Tourist Trade.

10) The credit which might be revolving by nature and, once the amount has been fixed in relation to the ultimate outcome of the trade negotiations, could offer certain important possibilities to use Sterling in the United Kingdom and the British Empire, whereby the freeing of fresh Swiss Franc supplies could be made available from time to time.

11) In view of the stringent necessities falling on the Swiss Money Market for the financing of the Swiss Mobilisation and Defence expenditure, and to avoid a too heavy strain being put on the country's financial resources by similar credits being demanded from other sources, it would appear to be of paramount importance that under the special circumstances the proposed credit should be provided with adequate guarantees or safeguards and possibilities for the Swiss Banks to mobilize it in case of need, so as to ensure the fulfilment of its comprehensive purpose[4].

---

4. *Par une lettre du 16 décembre 1939 (non reproduite) adressée à P. Keller, le sous-secrétaire d'Etat au Trésor, S. D. Waley, remercie le gouvernement suisse d'avoir proposé une nouvelle version de l'accord. Toutefois, il estime possible d'entamer des négociations afin de trouver un compromis sur la base d'amendements à la proposition anglaise. Cf. aussi N^os 212 et 215.*

212

E 7110 1973/134/15

Le Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter, au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

L Englisch-Schweizerische Handelsvertragsverhandlungen. Bern, 7. Dezember 1939

Unser Departement bekam gestern durch die schweizerische Delegation für die Handelsvertragsverhandlungen mit England Kenntnis vom derzeitigen Stande der gegenseitigen Beratungen und den neuesten, schriftlich formulierten Begehren der englischen Unterhändler. Was das wichtigste dieser Begehren betrifft, nämlich die Einräumung eines Schweizerischen Kredites an England, so kann sich das Finanz- und Zolldepartement damit abfinden, ihm zu entsprechen, sofern der Kredit in eine streng kommerzielle Form gekleidet wird und normale Friedensexporte aus der Schweiz nach England in gleicher Höhe damit verbunden sind. Das Departement lässt sich dabei von der Erwägung leiten, dass ein solcher auswärtiger Handel der Schweiz, der auf blosser Kompensation von Import und Export beruht, einen beträchtlichen Teil unserer Volkswirtschaft brach lässt wodurch der Bund wohl oder übel genötigt sein wird, die beschäftigungslose Bevölkerung mit grossen Kosten zu unterstützen und durchzuhalten. Gewährt man auf der andern Seite in beschränktem Masse Warenkredite in das Ausland, so ist die Volkswirtschaft besser beschäftigt und kann auf die finanzielle Unterstützung durch den Bundesfiskus verzichten. Wohl besteht keine Sicherheit, dass die gewährten Kredite an das Ausland voll und ganz zurückbezahlt werden. Es gilt daher, gegeneinander abzuwägen, welche Art möglicher Einbussen von unserm Land wirtschaftlich, finanziell und

politisch leichter zu ertragen ist, und da neigen wir zur Auffassung, dass eine begrenzte Kreditgewährung an das Ausland eher verantwortet werden kann, und zwar schon deshalb, weil die produktive Arbeitsbeschaffung durch grössern Export besser geeignet ist, unser Land moralisch und auch militärisch leistungsfähig zu erhalten.

Keinem Zweifel unterliegt, dass die Auflage von ausländischen Anleihen auf dem schweizerischen Markt nicht in Betracht kommt. Am zweckmässigsten erscheint uns, wenn die Kreditierung auf dem Wege schweizerischer Normalexporte und hinausgeschobener Barzahlung geschieht; dagegen soll vom Ausland bezogenes Kriegsmaterial möglichst durch Lieferungen aus dem Ausland kompensiert werden. In den Dienst zusätzlicher Exporte von schweizerischen Normalexporten kann zweckmässigerweise unsere staatliche Risikogarantie wie bisher schon gestellt werden, wobei den schweizerischen Banken die Rolle zufällt, die Barzahlung in der Schweiz zu übernehmen und den ausländischen Importeuren oder Banken entsprechende, auf Schweizerfranken lautende Kredite einzuräumen. Dass auf diesem Gebiete allerdings Mass gehalten werden muss, ist schon deswegen erforderlich, wenn von andern Ländern Gegenrecht beansprucht werden wird und die Kapitalkraft der Schweiz ihre Grenze hat. Zwar wird ein gewisses Anziehen der Zinssätze auf unserm Kapitalmarkt kaum zu vermeiden sein; allein, eine gute Beschäftigung der Industrie, des Handels, der Landwirtschaft und des Gewerbes dürfte diesen Nachteil mehr als aufwiegen.

Es ist klar, dass zusätzliche Normalexporte aus der Schweiz nach England, wenn sie von dort aus bar bezahlt werden müssten, auf den Kurs des Pfundsterlings drücken würden. Erklärt sich die Schweiz dagegen einverstanden, diesen Druck durch Gewährung von Warenkrediten auszuschalten, so sollte es möglich sein, von England den Verzicht auf andere Begehren zu erhalten, die in dem Entwurf zu einem englisch-deutschen[1] Zahlungsabkommen enthalten sind und die namentlich die schweizerische Nationalbank übermässig belasten würden. Da unser Noteninstitut sich über diese Seite der Angelegenheit selbst äussern wird, treten wir an dieser Stelle nicht weiter auf diese Punkte ein.

---

1. *Sic! Il s'agit évidemment de la proposition britannique d'accord anglo-suisse.*

ANNEXE

E 1004.1 1/392

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 11 décembre 1939[2]

2326. Wirtschaftsverhandlungen mit dem Ausland;
Verhandlungen mit Grossbritannien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 8. Dezember 1939

[...][3]

Zahlungsabkommen.

Im Laufe der Verhandlungen sind der schweizerischen Delegation zu ihrer grossen Überraschung von britischer Seite Vorschläge für ein teilweises Zahlungsabkommen mit der Schweiz unterbreitet worden[4]. Über das vorgeschlagene Zahlungsabkommen soll die englische Währung dadurch geschützt werden, dass ein Überangebot von Pfunden auf den fremden Märkten verhindert wird. Nach dem bisherigen Stand der Verhandlungen wäre im friedensmässigen Warenaustausch zwischen Grossbritannien und der Schweiz ein ungefähres Gleichgewicht erreicht; nicht ausgeglichen hingegen sind die Zahlungen, welche Grossbritannien für bereits bestelltes und in Zukunft noch zu bestellendes Kriegsmaterial nach der Schweiz zu leisten haben wird. Die britischen Vorschläge für ein partielles Zahlungsabkommen gehen nun dahin, die Zahlungen für Kriegsmaterial zu dem jeweils von der Bank von England festgesetzten offiziellen Kurs für Schweizerfranken auf ein Sonderkonto bei dieser Bank zu leisten. Auf Grund der Einzahlungen in London soll die Schweizerische Nationalbank Auszahlungen an die schweizerischen Exporteure vornehmen. Das Guthaben in Pfunden, das ihr damit in London anfällt, soll für schweizerische Zahlungen innerhalb des britischen Weltreiches, Ägyptens und Iraks (jedoch mit Ausschluss von Kanada, Neufundland und Hongkong) verwendet werden.

Dieser britische Vorschlag ist von der Verhandlungsdelegation unter Beizug von Herrn Minister Sulzer mit Vertretern des Politischen Departements, des Finanz- und Zolldepartements und der Nationalbank eingehend besprochen worden. Die übereinstimmende Meinung ging dahin, dass die unterbreiteten Vorschläge für die Schweiz unannehmbar sind. Die praktische Konsequenz eines derartigen Zahlungsabkommens wäre nicht nur die weitgehende Dienstbarmachung der schweizerischen Wirtschaft für die englische Währungspolitik und Kriegswirtschaft, sondern könnte auch weiteren britischen Vorschlägen nach einem umfassenden Clearingsabkommen, wie es in den Verhandlungen bereits angetönt worden ist, Vorschub leisten. Ferner müsste es in der Schweiz zu einer beschränkten Devisenbewirtschaftung führen, da auf Grund der heutigen Gesetzgebung keine Möglichkeit besteht, schweizerische Exporteure britischer Waren zum Kauf englischer Pfunde zum offiziellen Kurs bei der Schweizerischen Nationalbank zu verpflichten. Im weitern würde der britische Vorschlag ein Eurorisiko für die Schweizerische Nationalbank bringen, das diese nicht zu tragen vermag. Die Tatsache schliesslich, dass sich dieses Abkommen auf die Bezahlung des in der Schweiz bestellten Kriegsmaterials bezieht, könnte Folgen zeitigen, die mit der schweizerischen Neutralitätspolitik nicht vereinbar wären. Aus all diesen Gründen sind die begrüssten Stellen zur Ablehnung des britischen Vorschlags gekommen.

Kreditaktion.

Mit der Ablehnung des partiellen Zahlungsabkommens sind die schweizerisch-britischen Verhandlungen sehr stark gefährdet, da die Britischen Regierungsstellen auf eine Regelung des Zah-

---

2. *Etait absent: H. Obrecht.*
3. *Cf. N^os 208 et 211.*
4. *Cf.* E 7110 1973/134/15.

lungsverkehrs, welche ihren währungspolitischen Absichten gerecht wird, grösstes Gewicht legen. Es muss daher ein Ausweg gesucht werden, welcher es der Verhandlungsdelegation ermöglicht, den britischen Absichten entgegenzukommen und dabei gleichzeitig das vorgeschlagene Zahlungsabkommen zu vermeiden. Durch ein solches Entgegenkommen der Schweiz könnten wohl auch noch Konzessionen für die normale Ausfuhr aus der Schweiz nach Grossbritannien, für die Erledigung der Vorkriegsbestellungen und vielleicht auch für eine bescheidene Dotierung des Reiseverkehrs erreicht werden. Nach der übereinstimmenden Ansicht der genannten schweizerischen Stellen könnte dieser Ausweg in einer sorgfältig aufgebauten Kreditaktion gefunden werden. Dabei kommt grundsätzlich nur ein Kredit in Schweizerfranken in Frage, der bis zu einem Höchstbetrag von 100 Millionen Franken durch ein schweizerisches Bankenkonsortium einem britischen Bankenkonsortium zur Verfügung gestellt würde. Diese Kreditaktion wäre so aufzuziehen und mit solchen Sicherheiten und Mobilisierungsmöglichkeiten auszustatten, dass die Gefahr ähnlicher Anforderungen von anderer Seite an die Schweiz entweder auf ein Minimum beschränkt würde oder dann der Schweiz Sicherheiten geboten wären, welche ihr weitere Kreditgewährungen nach Massgabe der Lage des Geld- und Kreditmarktes gestatten könnten.

213

E 2200 Madrid (1861-1957)/892

Le Ministre des Affaires étrangères d'Espagne, J. Beigbeder, au Ministre de Suisse à Madrid, E. Broye

N

Madrid, 9 diciembre 1939
Año de la Victoria

Tengo la honra de acuser recibo a la atenta Nota de V.E. R.17-II de 2 del corriente[1], por la que se sirve comunicarme, siguiendo instrucciones de su Gobierno y con referencia a nuestras anteriores conversaciones sobre la posibilidad de entablar en plazo breve negociaciones comerciales, las proposiciones siguientes que su Gobierno formula como base de negociación: 1) Desarrollo del intercambio comercial. 2) Gastos accesorios de este intercambio, por ejemplo: licencias, patentes. 3) Tráfico de seguros. 4) Transferencia de los intereses vencidos. 5) Amortización de los atrasos procedentes de la exportación de mercancías y de intereses vencidos.

El Gobierno nacional acepta gustosamente el entablar conversaciones con los Representantes acreditados del Gobierno Federal suizo sobre el conjunto de los problemas relativos al intercambio comercial entre los dos países. En este sentido, tengo el honor de manifestar a V.E. que, una vez se sirva confirmar el nombramiento de negociadores y comunicar a este Ministerio la fecha de su

1. *Non reproduite.*

llegada a España, no habrá inconveniente en ponerse de acuerdo para entrar en contacto con los mismos en plazo breve[2].

Interesa de manera especial al Gobierno nacional hace presente que, aceptando el verificar un cambio de impresiones sobre los expresados problemas, así como los puntos 1 y 2 antes expresados, no parece que en principio puedan dar lugar a dificultades de ninguna clase por ambas partes, en lo que se refiere al número 3 (tráfico de seguros) se establecen desde ahora las más expresas reservas ya que la definición del mismo y de los derechos y obligaciones que su eventual regulación pudiera producir para ambas partes, debe ser primero considerada con todo detalle.

En cuanto a los puntos 4 (transferencia de intereses vencidos) y 5 (amortización de los atrasos procedentes de la exportación de mercancías y de intereses vencidos) debo hacer presente a V.E., de la manera más explícita, que por el momento el Gobierno nacional no se encuentra en condiciones de aceptar la reglamentación definitiva de ambos problemas y que en este sentido se cursarán las pertinentes órdenes a los servicios interesados.

---

2. *Les négociations auront lieu au cours de l'hiver. Le Conseil fédéral en approuvera les résultats le 29 mars 1940* (E 1004.1 1/395, *N°* 517).

214

E 2001 (D) 4/6

Le Chef du Département politique, G. Motta, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L E. 231.41. RU. Berne, 12 décembre 1939

Nous vous remercions vivement d'avoir bien voulu nous rendre compte par le moyen le plus rapide de l'entretien que vous avez eu hier avec M. de Weizsäcker au sujet de la 20e assemblée de la Société des Nations[1].

---

1. *Le 11 décembre 1939 à 21 h 25, le Département politique avait reçu ce télégramme de Frölicher:*

Bei meinem heutigen Besuche kam der Staatssekretär auf den Völkerbund zu sprechen. Er hatte Kenntnis von unserer Stellungnahme, doch äusserte er die Befürchtung, dass die Diskussion auf das deutsche Vorgehen in Polen abgleiten könnte. Deutschland könnte aber eine antideutsche Propaganda durch den Völkerbund auf neutralem Boden der Schweiz nicht hinnehmen. Der Staatssekretär wies auf den Wortlaut der deutschen Neutralitätsnote vom vorletzten Juni, sowie auf unsere damaligen Erörterungen über die Gefahren des Völkerbundssitzes in der Schweiz in Kriegszeiten hin. Ich empfehle unter Berufung auf unsere Neutralität durchzusetzen, dass während Kriegszeiten Konflikte unserer Nachbarstaaten nicht vom Völkerbund auf Schweizerboden erörtert werden dürfen.

Nous avons lieu de croire que les craintes qui vous ont été exprimées par le Secrétaire d'Etat ne sont pas justifiées. L'accueil qui a été fait à la démarche que la délégation suisse a effectuée au nom du Conseil fédéral et au sujet de laquelle vous avez déjà été renseigné, montre clairement que, non seulement le Secrétariat de la Société des Nations, mais aussi les principales délégations ont le souci de ne pas créer des difficultés inutiles. Les journaux de ce matin vous auront montré, d'autre part, que les délégations du groupe d'Oslo ont fait au Président de l'Assemblée une communication qui témoigne d'un souci identique au nôtre. Tout porte donc à penser que les travaux de la 20e Assemblée se dérouleront sans incidents de nature à heurter gravement la susceptibilité de l'Allemagne. Nous souhaitons vivement qu'il en soit ainsi et notre délégation fera, soyez-en assuré, ce qu'elle pourra pour arriver à ce résultat.

Si nous partageons pleinement, vous le voyez, votre avis qu'en temps de guerre il est souhaitable que la Société des Nations ne discute pas sur territoire suisse des conflits intéressant nos voisins, il nous paraît néanmoins nécessaire, pour l'avenir, de ne pas admettre sans autre, vis-à-vis du Gouvernement allemand, que celui-ci serait fondé à exiger comme un droit ce que nous nous efforçons d'obtenir pour des raisons d'opportunité politique.

Nous ne contestons pas que si la Société des Nations comme telle organisait sur notre territoire une action hostile à l'Allemagne, telle que des sanctions militaires ou économiques ou même une campagne de propagande systématique, le Gouvernement du Reich serait fondé à nous demander d'y mettre ordre au nom de notre neutralité. Si la Société des Nations se transformait en un Comité interallié, les arrangements pris nous fourniraient un moyen d'agir et nous serions dans notre tort en ne nous en servant pas. En revanche, notre neutralité ne saurait être légitimement mise en cause par le fait qu'une délégation aurait proposé sur notre territoire une action de ce genre; elle le serait moins encore si au cours d'un discours des paroles blessantes à l'égard de l'Allemagne venaient à être prononcées et nous devrions nous opposer très fermement à toute prétention de nous en rendre responsables.

Il serait sans doute fort peu indiqué d'engager en ce moment avec le Gouvernement allemand une controverse au sujet de ce que la Société des Nations peut faire en Suisse sans que notre neutralité soit en cause. Nous savons pouvoir compter sur vous pour l'éviter soigneusement. Nous vous saurions gré, toutefois, de laisser entendre que nous ne pourrions éviter de nous rebiffer si l'on formulait à Berlin des prétentions exagérées.

215

E 7110 1973/134/15

Notice du Directeur du siège de Londres de la Société de Banque Suisse, A. Nussbaumer, sur les négociations économiques anglo-suisses

London, 19. Dezember 1939

BESPRECHUNG BEI DER BANK VON ENGLAND VOM 18. DEZ. 1939.

Gegenstand der Besprechung war das von Herrn S.D. Waley unter Datum des 16. Dezember an Herrn Professor Keller gesandte Schreiben gemäss Beilage [1], in welchem gewisse Andeutungen über die Wünschbarkeit und Möglichkeit einer Verbindung der ursprünglichen englischen Vorschläge für ein Zahlungsabkommen mit den in unserem Memorandum vom 11. Dezember [2] enthaltenen Gegenvorschlägen enthalten waren.

Auf Grund des Inhaltes des erwähnten Schreibens war zu erwarten dass Herr Cobbold uns konkrete Vorschläge unterbreiten würde und lud ich Herrn Cobbold ein, den Sinn der gemachten Andeutungen zu erklären. Zu unserer Überraschung erwiderte Herr Cobbold, dass er zwar vom Inhalt des Schreibens von Herrn Waley Kenntnis habe, dass er aber als Vertreter der Bank von England nicht in der Lage sei, die Meinung der Treasury zu interpretieren. Er könne sich immerhin in Bezug auf die Absichten der Treasury gewisse Vorstellungen machen und gäbe dahingehend der Meinung Ausdruck, dass unsere Gegenvorschläge, trotzdem sie sehr geschätzt werden, keine Lösung für die Schwierigkeiten auf englischer Seite gebracht hätten. Es sei deshalb notwendig, dass von Schweizerischer Seite ein weitergehendes Entgegenkommen in der Richtung eines Ausgleiches des gesamten Warenaustausches zwischen beiden Ländern inklusive der Kriegsbestellungen der englischen Regierung gezeigt werde; insbesondere sei es notwendig, dass abgesehen von dem in Aussicht gestellten Kredit, eine Verwendung von Pfunden für Käufe von Waren und Zahlungen im Britisch Empire erreicht werde, um den erwähnten Ausgleich zu schaffen. Wie dies in praktischer Hinsicht zu erreichen sei, überlasse er weiteren Vorschlägen der Schweizerischen Delegation, wobei die technische Bereinigung keine unüberwindbaren Schwierigkeiten bieten sollte.

Die weitere Besprechung war sehr schwammiger Natur, ohne dass es gelang, von Herrn Cobbold irgendwelche praktische Vorschläge oder Anregungen zu erhalten.

Ich setzte dann nochmals eingehend die Stellungnahme der Schweizerischen Regierung und die unüberwindbaren Schwierigkeiten auseinander, die es der Schweiz in Anbetracht ihrer Neutralität und der bestehenden diesbezüglichen Gesetze unmöglich machen, eine Finanzierung der Kriegsbestellungen ins Auge

1. *Non reproduit; cf. N° 211 note 4.*
2. *Cf. N° 211 (Annexe).*

zu fassen; anderseits setzte ich die Gründe auseinander, warum die Schweiz vom rein wirtschaflichen Standpunkt aus gesehen nicht die Möglichkeit habe, für die Kriegsbestellungen im Wege von Käufen und Zahlungen im British Empire einen Ausgleich zu schaffen. Herr Cobbold schien offenbar für diese Schwierigkeiten nicht viel Verständnis zu haben und wiederholte lediglich, dass es für England notwendig sei zu erreichen, dass im Handelsverkehr zwischen den beiden Ländern kein Überschuss an Schweizerfranken verauslagt werde; zu diesem Zwecke sei die Einführung eines Clearings die einzig praktische Lösung, wobei ein Zustand geschaffen würde, der nicht unbillig wäre und auch den guten Beziehungen der Schweiz mit Deutschland keinen Einhalt zu tun vermöchte. Es folgte darauf eine animierte Auseinandersetzung in Bezug auf die untragbaren Folgen eines Clearings mit England, welches im Gegensatz zu den bestandenen Vorbedingungen eines Clearings zwischen der Schweiz und Deutschland nicht nur nicht gerechtfertigt sei, sondern wirtschaftlichen Beziehungen zwischen der Schweiz und England schwer schaden und zuguterletzt nicht den Interessen England entsprechen würde. Wenn von englischer Seite beabsichtigt wäre, ein Clearing mit der Schweiz einzuführen und darin die Kriegsbestellungen einzuschliessen, würde für die Schweiz eine total unhaltbare Sachlage geschaffen, indem die Schweiz keine praktische Möglichkeit besitzt, im britischen Reich Käufe zu tätigen oder Zahlungen zu leisten, die den jetzigen und noch zu erwartenden Kriegsbestellungen in der Schweiz auch nur annähernd entsprechen könnten[3]. Ein solches Clearing käme praktisch darauf hinaus, dass der Grossteil, wenn nicht der Gesamtbetrag der Schweizerischen normalen Exporte nach England zu Gunsten der Kriegslieferungen in Wegfall kommen müsste, was für die Schweiz einen Zustand schaffen würde, der nicht nur unhaltbar und unakzeptierbar wäre, sondern Folgen innerpolitischer Natur nach sich ziehen müsste, die bestimmt nicht im Interesse Englands lägen. Die Folge eines solchen Clearings wäre, dass die Schweiz auf die Kriegslieferungen verzichten müsste, da ein Verzicht auf den normalen Export zu Gunsten der ersteren, die ohnehin nur einzelnen Firmen zugute kämen, gänzlich ausgeschlossen wäre. Ich fügte bei, dass es nicht nur aus wirtschaftlichen Gründen, sondern auch auf Grund der schon im letzten Kriege in der öffentlichen Meinung bestandenen Abneigung gegen Kriegslieferungen und Kriegsgewinne einzelner Firmen der Schweizerischen Regierung unmöglich wäre, mit England ein Abkommen zu treffen, welches, speziell beim bisher erreichten Resultat für den normalen Handelsaustausch, als eine eindeutige Kreditaktion zur Finanzierung der Kriegslieferungen interpretiert werden müsste, und dass deshalb ein Kredit praktisch nur durchführbar sei, falls zumindest ein Teil des Kredites durch ein weiteres Entgegenkommen Englands für den normalen Schweizerischen Export gerechtfertigt wird.

Herr Cobbold schien sich nach und nach etwas vermehrt von den Schweizerischen Schwierigkeiten Rechenschaft zu geben und meinte beiläufig, dass eine Verwendung von Pfunden under Umständen nicht auf das British Empire beschränkt werden müsste, dass eventuell Möglichkeiten für Schweizerische Warenkäufe und Zahlungen in andern Ländern der Sterling Area. z. B. in Bra-

3. *Cf. N° 216.*

silien, geschafft werden könnten. Ich erwiderte darauf, dass solche weitergehende Möglichkeiten wohl gerne von der Schweizerischen Delegation geprüft würden, dass ich aber nicht sehe, wie dadurch die Schwierigkeiten aus dem Wege geräumt würden, ganz abgesehen von den Komplikationen, die sich aus solchen Dreieckvereinbarungen ergeben müssten.

In Anbetracht der fruchtlosen Aussprache versuchte ich erneut, die Diskussion auf die Erörterung von konkreten Lösungsmöglichkeiten zu führen und fragte Herrn Cobbold, ob die Bank von England im Prinzip bereit wäre, falls ein Kredit in Schweizerfranken gewährt würde, und ein Teil des Gegenwertes in Pfunden in England stehen gelassen würde, eine Kursgarantie für diesen Pfundbetrag zu übernehmen. Herr Cobbold glaubte, dass eine solche Möglichkeit wohl bestünde, vorausgesetzt dass der Kredit für die Dauer des Krieges gewärt und demgemäss die Pfunde während der gleichen Dauer in England liegen würden; er fügte aber bei, dass eine solche Kursgarantie nur für eine Transaktion in Frage käme, welche eine Kreditgebung in Schweizerfranken gegen Pfunde zur Basis hätte, dass aber die Bank von England unter keinen Umständen eine Kursgarantie gegenüber dem offiziellen Kurs für die Verwendung von Pfunden für Warenkäufe und Zahlungen im British Empire zugestehen könnte, m.a.W. wenn ein Kredit von beispielsweise 100 Millionen Franken gegeben würde und für die Hälfte desselben Pfunde entgegen genommen würden, z. B. £ 2,5 Millionen und dafür £ 1 Million für Warenkäufe und Zahlungen verwendet würden, so würde sich die Kursgarantie nur auf die restlichen nicht verwendeten £ 1,5 Millionen beziehen. Ich wies Herrn Cobbold darauf hin, dass eine solche Kursgarantie insofern keinen praktischen Wert habe, als in der Schweiz keine gesetzliche Basis bestehe, die Schweizerischen Importeure zu zwingen, die Pfunde von der Nationalbank oder den kreditgebenden Banken zu einem andern als dem von Fall zu Fall geltenden freien Pfundkurs abzunehmen. Herr Cobbold meinte, dass es gerade die Absicht der englischen Regierung sei, dass Pfunde vom Schweizerischen Import zum offiziellen Kurs der Bank von England gegen Devisen abgenommen würden, da eine Kursgarantie sonst einer Subvention der englischen Regierung an die Schweizerische Import- und Exportindustrie gleichkäme und dass überdies bei unserem Vorgehen der Bank von England keine direkten Devisen zufliessen würden. Ich erwiderte darauf, dass England von uns nicht erwarten könne, die Folgen von Kursschwankungen zwischen dem offiziellen und freien Kurs zu tragen und dass was die Zufliessung von Devisen an die Bank von England anbelangt, eine Lösung darin bestünde, dass die Bank von England z. B. der Lloyds und National Provincial Bank in Genf die erforderlichen Pfunde zum freien Kurs zur Verfügung stelle, wogegen ihr von dieser Bank der Gegenwert in Schweizerfranken zukommen würde. Herr Cobbold zog es vor, sich zu dieser Anregung nicht zu äussern.

Ich erörterte dann in Bezug auf den Kredit die Möglichkeit dessen Mobilisierung durch die Kreditgebenden Banken bei der Schweizerischen Nationalbank und stellte die Frage, ob die Bank von England bereit wäre, den Schweizerischen Banken zu diesem Zwecke englische Treasury Bills in Schweizerfranken zur Verfügung zu stellen. Herr Cobbold erklärte, dass eine solche Möglichkeit wohl ins Auge gefasst werden könne, vorausgesetzt dass der Kredit für die

Dauer des Krieges erteilt, resp. die Erneuerung der Treasury Bills im vornherein zugesichert werde, wobei er immerhin die Einschränkung machte, dass Treasury Bills nur über einen gewissen Betrag hinaus, der sich in London in Pfunden in Bezahlung der Kriegslieferungen ansammeln würde, ausgehändigt werden sollten. Er gab folgendes Beispiel: Die Schweiz gibt einen Kredit von Fr. 100 Millionen und nimmt für die Hälfte Pfunde entgegen; für die Halfte, welche nicht durch Pfunde sichergestellt sind, würden Treasury Bills ausgehändigt. Angenommen dass überdies bei der Bank von England für Rechnung der Nationalbank £5 Millionen eingezahlt werden als Gegenwert der Kriegslieferungen und dass die Schweiz erklärt, sie könne dafür nur 3 Millionen für Käufe und Zahlungen im British Empire verwenden, so wäre die Bank von England bereit, für den Betrag, der sich auf dem Spezialkonto über die Summe der restlichen £2 Millionen ansammelt, ebenfalls Treasury Bills auszuhändigen.

Ich erwähne dieses Beispiel lediglich, um zu zeigen, wie fruchtlos die Diskussion war und wie auf jede Anregung eine ausweichende Antwort gegeben wurde.

Zusammenfassend kann gesagt werden, dass die englische Regierung oder die Bank von England von der Schweiz einen grösstmöglichen Kredit in Schweizerfranken und überdies eine Verpflichtung für die Verwendung eines zusätzlichen Betrages in Pfunden für Käufe und Zahlungen im British Empire erwartet.

Die Besprechung wurde an diesem Punkte abgebrochen, wobei Herr Cobbold den Wunsch äusserte, dass vor der Rückkehr der Delegation in die Schweiz für die Weihnachtsferien noch eine Aussprache in seiner Gegenwart mit Herrn Waley stattfinde.

Die heutige Besprechung verfolgte offenbar englischerseits den Zweck, einen Druck auf die Schweiz auszuüben, wobei die Treasury und die Bank von England gegenseitig versuchen, sich die Verantwortung dafür zuzuschieben; unsere Erwartung, ein konkretes Finanzprojekt aufstellen zu können, wurde enttäuscht[4].

---

4. *Cf. N° 220.*

216

E 5155 1968/12/2

Notice du Chef du Service technique militaire du Département militaire, R. Fierz

Copie
No St

Bern, 20. Dezember 1939

FLUGZEUGE «SPITFIRE» VON VICKERS-ARMSTRONG.

Wir waren im August 1939 in Unterhandlungen mit der Firma Vickers-Armstrong betreffend Lieferung von 3 Jagdflugzeugen Type «Spitfire» und haben mit der Firma die Lieferungsbedingungen bereinigt und auch mündlich mitgeteilt, dass wir mit der Bestellung einverstanden seien[1]. Der definitive Vertrag wurde aber nicht unterschrieben, so dass wir am 22. November 1939 die Schweizerische Gesandtschaft in London ersuchten, beim Luftministerium zu intervenieren[2]. Auf dieses Schreiben erhielten wir durch die Vermittlung der Gesandtschaft in London nachfolgendes Schreiben:

«We have the honour to acknowledge the receipt of your letter of the 29th ultimo regarding the supply of 3 Spitfire Aircraft which were the subject of negotiations between your Government and ourselves.

It is observed that it is stated in your letter under reply that these aircraft were ordered on August 29th last. We beg respectfully to point out that a contract for this supply has not been concluded between your Government and ourselves, although the terms of such a contract were definitely agreed between us.

We were, however, subsequently advised by the Air Ministry that a decision had been reached that these aircraft could not, in existing circumstances, be supplied to your Government. We were, therefore, to our regret, not in a position to complete the negotiations.»

Zum 1. Alinea ist zu erwähnen, dass es richtig ist, dass die Bestellung an diesem Datum juristisch nicht als perfekt zu betrachten war, da sie damals noch nicht in aller Form abgeschlossen sein konnte.

Zum 2. Alinea ist zu bemerken, dass die Firma den Standpunkt vertritt, ein Vertrag sei nicht zustande gekommen, gibt aber immerhin zu, dass die Vertragsbedingungen definitiv zwischen den beiden Vertragspartnern vereinbart worden seien.

Im 3. Alinea teilt die Firma mit, dass das Luftministerium die Exportbewilligung für die Flugzeuge nicht erteilen könne. Tatsächlich war sie erteilt gewesen, aber wieder rückgängig gemacht.

---

1. *Non reproduit.*
2. *Non reproduit.*

Unter diesen Umständen verzichten wir darauf, irgendwelche weitern Schritte zu unternehmen und betrachten die ganzen früher geführten Vertragsverhandlungen als hinfällig.

Die Einstellung der Firma Vickers ist anderseits nicht ohne wesentliches Interesse, da damit ein gewisser Präzedenzfall geschaffen wird. Bekanntermassen hat die britische Admiralität bei der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon eine grössere Anzahl 20 mm Automatkanonen bestellt, 500 im Frühjahr 1939 und weitere 1000 mündlich, wie man behauptet Mitte August 1939. Die formelle Bestellung mit der Unterschrift der Admiralität datiert aber vom 16. September. Auf Grund der Einstellung, die wir bei Vickers gefunden haben, ist man unseres Erachtens absolut berechtigt, anzunehmen, dass diese Bestellung von 1000 Stück eine solche ist, die man nach dem 2. September, d.h. nach Kriegsausbruch aufgegeben hat und dass man dieser Bestellung eine gewisse Vorzugsstellung als Vorkriegsbestellung nicht einzuräumen braucht[3].

3. *Cf.* E 5155 1968/12/2 *et aussi N° 229.*

217

E 5155 1968/12/2

Notice du Chef du Service technique militaire du Département militaire, R. Fierz

No St Bern, 21. Dezember 1939

BESPRECHUNG VOM 20. DEZEMBER MIT HERRN MINISTER BONNA.

1. Bezüglich der Anfrage der S.I.G. Neuhausen betreffend Lieferungen von Waffen an Schweden, die für Finnland bestimmt sind, hat das Politische Departement keine Bedenken. Herr Minister Bonna hat die Angelegenheit auch Herrn Bundesrat Motta unterbreitet.

2. Lieferungen von Kriegsmaterial an das Ausland. Herr Minister Bonna ist etwas beunruhigt, dass in grösserer Menge Kriegsmaterial nach Frankreich und England geliefert wird, nicht aber nach Deutschland und er fragt an, ob es nicht zweckmässig wäre, damit ein gewisses Gleichgewicht entsteht, wenn auch nach Deutschland Lieferungen gemacht würden.

Ich habe ihm mitgeteilt, dass mir kein Fall bekannt sei, dass Deutschland hätte Bestellungen von Kriegsmaterial in der Schweiz placieren wollen. Anderseits habe Deutschland in der Schweiz in sehr grossem Umfang Werkzeugmaschinen bestellt, die ja im Grund genommen ebenfalls als Kriegsmaterial betrachtet werden können. Meines Erachtens seien die Verhältnisse so, dass Deutschland sich in den letzten Jahren so intensiv für die Fabrikation von

Kriegsmaterial organisiert habe, dass es allem Anschein nach die Auffassung vertrete, es wäre nicht notwendig, Fertigmaterial im Ausland zu kaufen. Anderseits habe Deutschland verschiedentlich als Käufer von Rohmaterial auftreten wollen, wobei es sich aber sozusagen ausschliesslich um solche Materialien handelt, die wir selbst aus dem Ausland, meistens Amerika importieren müssen und die wir darum nicht liefern können.

3. Herr Minister Bonna hatte den Besuch von Minister Tamaro, dem italienischen Gesandten, der wieder einmal darauf hin plädierte, man möchte doch auch in Italien Bestellungen aufgeben. Er sprach insbesondere von Flugzeugen. Ich habe Herrn Minister Bonna ganz eingehend über die Verhältnisse seit 1937 orientiert, aus denen klar hervorgeht, dass man von Italien die nötigen Unterlagen und Muster nicht rechtzeitig erhalten konnte und dass dasjenige Material, das wir dann schliesslich zu erproben in der Lage waren, für unsere Verhältnisse nicht geeignet war. Gegenwärtig hätten wir eine Bestellung im Wert von 400 000 Franken für Sprengstoff in Auftrag gegeben, wir hätten aber den unterzeichneten Lieferungsvertrag von Italien noch nicht zurückerhalten. Weitere Unterhandlungen betreffend andere Gegenstände seien noch pendent.

Ich möchte hier beifügen, vergass dies aber Herrn Minister Bonna zu sagen, dass in neuerer Zeit Italien gern Geschäfte machen möchte, aber ausserhalb Clearing oder dann nur zu einem geringen Prozentsatz über den Clearing. Solche Geschäfte sind für uns volkswirtschaftlich naturgemäss nicht interessant, da es sich nicht um Gegenstände handelt, die wir nicht auch sonst von anderswoher beziehen können.

218

E 2001 (D) 2/235

Le Premier-adjoint de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Vollenweider, au Secrétaire général du Département de l'Economie publique, E. Péquignot

Copie
L BM V. Arg.870.
Wirtschaftsbeziehungen mit Argentinien. Bern, 22. Dezember 1939

Wir senden Ihnen hiermit die uns mit Notiz vom 20. dies übermittelten Schriftstücke (Brief von Herrn Dr. Ed. Sillig in Vevey an Herrn Bundespräsident Pilet-Golaz vom 14. und Kopie seiner Antwort vom 18. Dezember)[1]

1. *Non reproduits.*

zurück, indem wir zum Projekt des Herrn Alfred Dufour[2] in Buenos Aires folgendes bemerken:

Die Beziehungen zwischen der Schweiz und Argentinien sind stets sehr freundschaftlich gewesen und sind es auch heute noch. Die gegenseitigen Wirtschaftsbeziehungen wurden auf der Grundlage der Meistbegünstigung abgewickelt, obwohl diese nicht in einem Vertrag verankert war. (Schon in den 90er Jahren des vergangenen Jahrhunderts wurde allerdings zwischen Argentinien und der Schweiz ein Handelsvertrag abgeschlossen, doch fand er nicht die Genehmigung des argentinischen Kongresses. Das gleiche Schicksal teilte bis jetzt auch ein neues, im Mai 1934[3] abgeschlossenes Handelsabkommen, dem ebenfalls argentinischerseits die notwendige Ratifikation versagt blieb und das deshalb noch nicht in Kraft gesetzt werden konnte.)

Wegen der argentinischen Devisenbeschränkungen sahen wir uns gezwungen, im Mai 1934 mit Argentinien ein Zahlungsabkommen abzuschliessen. Dieses ist aber für die Schweiz insofern sehr ungünstig, als Argentinien unserm Lande nur diejenigen Devisen gutschreibt, die es aus schweizerischen Warenbezügen wirklich erhält und anderseits dem Devisenkonto alle schweizerischen Lieferungen nach dem Werte cif[4] argentinischen Hafen belastet. Sowohl bei der Einfuhr aus Argentinien als auch bei der Ausfuhr nach jenem Lande gehen demnach die Frachten ganz zulasten der Schweiz. Da bei der Einfuhr aus Argentinien der Frachtanteil am Preise der argentinischen Erzeugnisse franko Schweizergrenze 30-40% ausmacht, müssen wir demnach sehr grosse Mengen argentinischer Erzeugnisse kaufen, um auch nur die erforderlichen Devisen für unsere Ausfuhr nach Argentinien zu erhalten. Bei der Verrechnung über das Devisenkonto gehen zudem einige Millionen Franken für Finanzverpflichtungen den Warenlieferungen vor. Nach diesen Lieferungen kommen dann bei der Verrechnung über das Devisenkonto erst noch die Zinsen und Dividenden aus den schweizerischen privaten Kapitalanlagen in Argentinien. In den meisten Jahren bleibt für die Überweisung jener Zinsen und Dividenden im Devisenkonto überhaupt nichts mehr übrig. Glücklicherweise hat die argentinische Regierung bis jetzt nicht verlangt, dass die Zinsen und Dividenden jener Anlagen unbedingt über das Devisenkonto abgerechnet werden müssten, sondern die Überweisung konnte durch Kauf von Devisen auf dem freien Markt gedeckt werden. In den letzten Jahren konnte aber dieser Kauf meistens nur zu einem viel ungünstigeren Kurse bewerkstelligt werden, während gerade jetzt kein grosser Unterschied zwischen dem amtlichen Kurs der Verrechnung über das Devisenkonto und dem Kurs des freien Marktes besteht. Die Lage kann sich aber auch wieder ändern. Auch wäre es nicht unmöglich, dass eines Tages die argentinische Regierung auch die Überweisungen von Zinsen und Dividenden über das Devisenkonto des Abkommens mit der Schweiz vornehmen wollte, was dann für unsere Ausfuhr nach Argentinien von katastrophalen Folgen wäre. Die Vermehrung der schweizerischen Kapitalanlagen in Argentinien, die

---

2. *Il s'agit d'un projet d'investissements de capitaux suisses, notamment dans l'industrie électrotechnique.*
3. *Cf. DDS, vol. 11, N^os 30, 41 et 58.*
4. *"Cast, insurance and freight" (mode de facturation).*

jetzt schon über 400 Millionen Franken betragen, ist deshalb nicht ganz unbedenklich. Man kann sich auch fragen, ob die Kriegszeit nun der gegebene Zeitpunkt wäre, um schweizerischerseits Kapitalexport zu betreiben, während doch unzweifelhaft der eigene Kapitalbedarf während eines längeren Krieges infolge der Preiserhöhungen der einzuführenden Waren und der Kosten der Mobilisation sehr stark anschwellen wird. Es ist dies ein Problem, das nicht nur unsere Abteilung berührt, sondern die ganze Wirtschaft, weil eine Zinsverteuerung insbesondere auch für die Landwirtschaft schwerwiegende Folgen haben kann.

Selbst wenn die zuständigen Stellen keine Bedenken gegen eine Kapitalausfuhr während des Krieges hätten, würde es uns scheinen, dass eine gewisse Zurückhaltung mindestens solange erforderlich wäre, als Argentinien die schweizerische Einfuhr ungünstiger behandelt als diejenige aus gewissen wichtigen Konkurrenzländern. Argentinien wendet nämlich seit einiger Zeit die aus devisenpolitischen Gründen eingeführten Einfuhrbeschränkungen auf die Schweiz viel schärfer an als auf Frankreich, Grossbritannien, Italien, Deutschland usw. Verschiedene unserer Industrien, die, wie die Stickereiindustrie, in Argentinien einen gewissen Ersatz für den Rückgang der Ausfuhr nach Grossbritannien und andern Staaten während des Krieges finden könnten, sind dadurch sehr gehemmt. Angesichts der Tatsache, dass die Schweiz fortgesetzt aus Argentinien viel mehr bezieht als sie dorthin liefert, empfinden wir die schlechte Behandlung unseres Landes als unfreundlich. Obwohl unsere Gesandtschaft in Buenos Aires dies der argentinischen Regierung gegenüber schon wiederholt betont hat und obwohl sie auch auf die besonders hohen schweizerischen Bezüge im laufenden Jahre hinweisen konnte, haben sich die argentinischen Behörden noch nicht bereitgefunden, die erwähnte Schlechterstellung der Schweiz zu beseitigen[5]. Statt dass Argentinien der besondern Lage der Schweiz als Binnenland einigermassen Rechnung tragen würde, indem es nicht bei der Devisenverrechnung unser Land die volle Last der hohen Frachten tragen liesse, und statt dass es die schweizerischen Kapitalanlagen als eine erfreuliche und für das Land notwendige Erscheinung behandeln würde, benutzt es, wie gewisse europäische Staaten, den Umstand dazu, uns auf dem Gebiete der Einfuhrbeschränkungen zu drücken. Wie bereits erwähnt, müssen wir diese Behandlung nicht nur als unberechtigt, sondern auch als ungerecht und unfreundlich empfinden.

Nach dem Briefe des Herrn Dr. Sillig hätte der frühere argentinische Präsident General Justo erklärt, dass die argentinische Regierung für alle in Argentinien angelegten schweizerischen Kapitalien die Kursgarantie geben würde. Es ist uns nicht klar, inwieweit diese Erklärung, trotz dem Einfluss der genannten Persönlichkeit auf die argentinische Regierung, diese verpflichten könnte und inwieweit tatsächlich eine Kursgarantie gewährt würde. Dieser Punkt bedürfte zweifelsohne noch der nähern Abklärung.

Gemäss Ihrem Wunsche haben wir die Verhältnisse dargelegt, wie wir sie gegenwärtig sehen. Zusammenfassend möchten wir folgendes sagen:

Es ist begreiflich, dass Argentinien während des Krieges, der Grossbritannien und Frankreich weitgehend als Kapitalgeber ausschliessen wird, sich nach

5. *Cf.* E 2001 (D) 1/ 288, 266 *et* 299.

andern Kapitalquellen umsieht, zumal der argentinischen Regierung eine allzu starke Abhängigkeit von den Vereinigten Staaten nicht erwünscht ist, und diese übrigens mit Kapitalzufuhren nach Argentinien auch zurückhalten dürften, solange nicht zwischen den beiden Ländern eine Einigung über die seit Jahren schwebenden Probleme des gegenseitigen Warenaustausches zustande kommt. Auf der andern Seite wächst aber während des Krieges auch der eigene schweizerische Kapitalbedarf, sodass wohl, sofern man nicht eine schwere Teuerung des Zinsfusses in Kauf nehmen will, für Kapitalexporte kein grosser Spielraum verbleiben wird. Bevor von Seiten eidgenössischer Behörden die Bestrebungen des Herrn Ing. Dufour nach vermehrten schweizerischen Kapitalexporten nach Argentinien in dem von Herrn Dr. Sillig angetönten Sinne unterstützt würden, müsste somit eingehender die Frage abgeklärt werden, ob ein solcher Kapitalexport im gegenwärtigen Augenblick erwünscht wäre. Sollte dies bejaht werden, so müsste zum mindesten die gegenwärtige Schlechterstellung der Schweiz bei der Einfuhr in Argentinien beseitigt werden und es müssten unbedingt bessere Bedingungen hinsichtlich der Verrechnung der Einfuhr und Ausfuhr im Zahlungsverkehr zwischen der Schweiz und Argentinien erreicht werden, bevor von Bundesseite her die Bestrebungen zu einer weitern Kapitalausfuhr nach Argentinien unterstützt werden könnten.

219

E 1004.1 1/392

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 décembre 1939[1]

2452. Wirtschaftsverhandlungen mit Frankreich und Grossbritannien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 23. Dezember 1939

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«I. Mit unserem Antrag vom 27. Nov. 1939[2] haben wir Ihnen über die erste Verhandlungsetappe der in Paris mit einer französisch-englischen Delegation geführten Wirtschaftsbesprechungen Bericht erstattet. Nach kurzem Unterbruch – nachdem Minister Stucki inzwischen mit den zuständigen Ministerien verschiedene Besprechungen geführt hatte – konnten die Verhandlungen am 5. dies in Paris wieder aufgenommen werden und sie dauerten bis am 22. Dez.[3]. Da sich seit unserem letzten Bericht die Blockade-Massnahmen noch wesentlich verschärft haben, prallten die beiden Delegationen auch in die-

1. *Etait absent: H. Obrecht.*
2. *Cf. N° 206.*
3. *Cf.* E 2200 Paris 12/4.

ser Etappe erneut stark aufeinander. Es ist leider wiederum nicht gelungen, zu einem Vertragsabschluss zu gelangen. Nach wie vor klaffen die beidseitigen Standpunkte stark auseinander und es muss festgestellt werden, dass die Westmächte einstweilen wenig Verständnis für die besondere Lage unseres Landes zu zeigen gewillt sind. Die Verhandlungen wurden von der Tatsache beherrscht, dass man uns mit allen Mitteln ein ähnliches Abkommen aufzwingen will, wie es mit der belgisch-luxemburgischen Wirtschaftsunion am 11. Dezember hat abgeschlossen werden können. Die schweizerische Delegation hat sich hartnäckig dagegen gewehrt, weil sich die Schweiz offenbar doch in einer wesentlich andern Lage befindet als Belgien. Der belgische Vertrag schien uns aus folgenden Gründen für unser Land nicht annehmbar:

1. Die ganze Liste derjenigen Waren, für welche nur noch die «courants normaux» beim Export nach Deutschland zugelassen wird, soll auch für gewisse *neutrale* Staaten gelten. Wir haben eine so weitgehende Einschränkung unserer Bewegungsfreiheit gemäss den Instruktionen des Bundesrates energisch bekämpft.

2. Die Beschränkung auf die «courants normaux» soll auch für die Produkte des *Bodens* und der *Landwirtschaft* gelten, was wir für Erz, Vieh, Käse, Obst und Milch mit aller Bestimmtheit abgelehnt haben, da es sich hier um unsere eigenen Produkte handelt und wir unbedingt genügend Kompensationswaren haben müssen.

3. Liste III des belgischen Vertrages enthält diejenigen Waren, für welche sog. accords spéciaux abgeschlossen werden sollen. Da diese Liste fast den ganzen schweizerischen Export umfasst, lehnten wir sie als viel zu weitgehend kategorisch ab. Diese Ablehnung war auch deswegen umso begründeter, weil sich auf diesem Gebiet die Anschauungen der Westmächte offensichtlich ganz wesentlich verschärft haben. Während in der ersten Verhandlungsetappe der Hauptakzent (vergl. letzten Bericht II 4) auf der Ausdehnung des Verkehrs nach den Westmächten zu liegen schien, zeigte sich in der Folge, dass «la réduction des courants normaux» gegenüber Deutschland nunmehr völlig in den Vordergrund gerückt wird.

4. Schliesslich wurde Belgien noch eine sehr *schwerwiegende Bestimmung* aufoktroiert, wonach die unbehinderte Zufuhr aller Waren der Liste III solange nicht gewährleistet wird, als die entsprechenden accords spéciaux noch nicht Tatsache geworden sind.

II.

In der Folge unterbreitete uns die französische Delegation neue Vorschläge für die Regelung der «Blockade»-Fragen mit Listen, die wesentlich weniger gefährlich erschienen als die belgischen. Als wir in eindringlichen Darlegungen die neuen Vorschläge als unannehmbar bezeichnen mussten, wurde uns immer und immer wieder erklärt, wir sollten uns auf den Boden des belgischen Vertrages begeben und dann werde sich hoffentlich eine auch für die Schweiz annehmbare Lösung finden. Als wir dies nochmals ablehnten, wurden die Verhandlungen als «unterbrochen» erklärt. Durch eine eingehende Intervention von Minister Stucki im Verein mit dem Vorsitzenden der schweizerischen Delegation beim französischen Blockade-Minister Pernot schien sich wenigstens auf *praktischem* Boden ein Weg zu zeigen, um die Verhandlungen mit Erfolg

weiterführen zu können. Leider erwies sich diese Hoffnung als trügerisch, da die Franzosen ganz überraschenderweise erklärten, beim Verhandeln im Rahmen des belgischen Abkommens auch die entsprechenden, viel gefährlicheren belgischen Listen – insbesondere Liste III der accords spéciaux – den Verhandlungen zugrunde legen zu müssen. Das stellte nun wiederum eine derart folgenschwere Schwenkung der französischen Delegation dar, dass sich die schweizerische Delegation ausserstande sah, eine Liste auch nur annähernd im Umfange der belgischen Liste der accords spéciaux annehmen zu können.

Die Schweiz hat ihren ablehnenden Standpunkt im wesentlichen wie folgt begründet:

1. Die Schweiz ist aus wirtschaftlichen und politischen Gründen gezwungen, einen einigermassen normalen Wirtschaftsverkehr mit Deutschland aufrecht zu erhalten. Dieser Verkehr ist seit der Einführung des Verrechnungsverkehrs schon ganz wesentlich zusammengeschrumpft und wickelt sich so ab, dass nur ca. 50% des Einfuhrerlöses wiederum für Exporte zur Verfügung stehen. Da wir auf gewisse deutsche Waren wie Kohle, Eisen und Stahl usw. unbedingt für unsere Versorgung angewiesen sind, müssen wir die nötigen Kompensationswaren besitzen, sonst sind wir gezwungen, in freien Devisen zu zahlen, was sicherlich nicht im Interesse der Westmächte liegen würde.

2. Die Rohstoffbilanz mit Deutschland ist stark, etwa im Verhältnis von 1 : 2, zugunsten der Schweiz, sodass auch unter diesem Gesichtspunkt die Beziehungen der Schweiz zu Deutschland den «Blockus» nicht nennenswert tangieren können.

3. Die von der Schweiz gelieferten Mengen derjenigen Waren, die von den Westmächten Deutschland vorenthalten werden sollen, spielen für die Versorgung von Deutschland eine untergeordnete Rolle. So wiesen wir u.a. darauf hin, dass die schweizerische Erzausfuhr nur ca. 1% der deutschen Erzeinfuhr ausmacht. Die Versorgung der deutschen Bevölkerung mit Fleisch erfordert selbst bei der dortigen strengen Rationierung ca. 600000 Stück Vieh per Monat, sodass ein schweizerischer Export von 2-300 Stück per Monat völlig belanglos sei. Dadurch, dass uns Deutschland wesentliche Mengen Saat-Kartoffeln und Zucker liefert, verhalte sich die Kalorien-Bilanz etwa wie 1 : 4 zugunsten der Schweiz.

4. Die Schweiz hat sich bereits bereit erklärt, die Ausfuhr von Kammzug und von Häuten zu sistieren und auch der Export von Florettseide, sowie von Abfällen wird grosse Ausfälle ausweisen, sodass schon auf diese Weise min. 20 Millionen Fr. weniger Exporte nach Deutschland resultieren werden.

5. Sollten die Westmächte wirklich daran festhalten, dass trotz diesen ganz wesentlichen Exportausfällen nach Deutschland auch noch andere wichtige Gruppen, wie Textilien und Metalle, eingeschränkt werden müssten, so ist mit Sicherheit damit zu rechnen, dass auch Deutschland sehr unbequeme Verwendungsvorschriften für die uns zu liefernden Kohlen, sowie für das Eisen und Stahl vorschreiben wird, was zweifellos auch wichtige schweizerische Lieferungen für die Kriegführung der Westmächte treffen müsste.

6. Wir haben immer und immer wieder versucht, der französisch-englischen Delegation klar zu machen, dass es für den «Blockus» nicht wesentlich ins Gewicht fällt, was wir unter dem Regime des Verrechnungsverkehrs nach

Deutschland liefern, dass es doch viel besser ist, wenn wir von Deutschland mit Kohlen, Eisen etc. im Verrechnungswege statt durch freie Devisen versorgt werden; dann muss man uns aber unsere courants normaux nach Deutschland weitgehend belassen und nicht auf einer *unmöglichen* Liste für accords spéciaux beharren.

Leider haben wir bisher für unsere besondere Lage sehr wenig Verständnis gefunden; die französische Delegation liess sich bisher fast ausschliesslich durch doktrinäre Überlegungen leiten. Es ist daher dringend nötig, dass nunmehr in der Zwischenzeit Herr Minister Stucki seine Bemühungen bei den massgebenden Stellen in Paris weiterführt und auch in der Schweiz die französische Botschaft durch den Bundesrat auf den Ernst der Lage ausdrücklich aufmerksam gemacht wird. Es muss unbedingt der Eindruck vermieden werden, dass die schweizerische Regierung die Lage weniger kritisch beurteilt als die Verhandlungsdelegation und dass auch via Bern die französische Regierung mit aller Deutlichkeit auf die verständnislose Haltung der französischen Verhandlungsdelegation aufmerksam gemacht wird. Es wird zu prüfen sein, ob nicht auch die englische Regierung in gleichem Sinne orientiert werden soll.

Im übrigen wurden die Verhandlungen in Paris unterbrochen in der Meinung, es sei vorerst in der Schweiz durch eine besondere Kommission – bestehend aus dem französischen und englischen Handelsattaché in Bern und zwei entsprechenden schweizerischen Experten – möglichst weitgehend abzuklären, für welche Positionen des schweizerischen Zolltarifs eine Verständigung über die Einreihung in die verschiedenen Listen a) Ausfuhrverbote, b) courants normaux, c) accords spéciaux, d) Ausfuhrfreiheit zu erzielen sei. Nur über die strittigen Positionen *(cas spéciaux)* sollte dann nach Neujahr erneut in Paris verhandelt werden[4]. Wir haben diesem Vorgehen – bei aller Skepsis hinsichtlich der Instruktionen, die die beiden genannten Handelsattachés voraussichtlich erhalten werden – auch unsererseits zugestimmt.

III.

Bezüglich der Regelung der Ein- und Ausfuhr verweisen wir auf unsern letzten Bericht; Fortschritte konnten noch nicht erzielt werden, obschon wir vorübergehend im Monat Dezember die Erteilung weiterer Bewilligungen für nicht lebenswichtige Waren suspendiert hatten. Diese Massnahme – die sich durchaus im Rahmen der von Frankreich erlassenen Massnahmen bewegte – hat zeitweise die Fortführung der Verhandlungen verunmöglicht, obschon der französische Verhandlungsleiter zugeben musste, dass sie vertraglich durchaus nicht anfechtbar sei. Frankreich befinde sich aber in einem sehr schweren Kampfe auf Leben und Tod und könne eine *einseitige* Massnahme der Schweiz, die z. B. gegenüber England und andern Staaten nicht zur Anwendung gelange, absolut nicht verstehen. Schliesslich haben wir dann bis Ende des Jahres die Massnahme rückgängig gemacht, nachdem uns französischerseits für Käse, Uhren, Seide und Stickereien Erleichterungen in Aussicht gestellt worden sind.

---

4. *Ces négociations auront lieu dans la deuxième moitié de janvier et début mars 1940; cf.* E 2200 Paris 13/22, E 7800 1/20.

Leider hielten sich diese Erleichterungen für die genannten Warengruppen in sehr engen Grenzen.

Wir nehmen nun in Aussicht, für das erste Quartal des neuen Jahres zwar Bewilligungen für nicht lebensnotwendige Waren nicht gänzlich zu verweigern, sondern für eine Anzahl Waren, die Frankreich interessieren (Seide, Wein, Käse, Schuhe, Möbel, Motoren, Velos etc.), die Gesuche durch die Handelsabteilung näher zu untersuchen und erst zu bewilligen, wenn die schweizerische Gesandtschaft auch eine angemessene Behandlung der schweizerischen Exportinteressen hat erwirken können. Es ist einfach nicht mehr tragbar, wenn Frankreich jede vertragliche kontingentsmässige Bindung für unsern Export strikte ablehnt, und die Schweiz ihrerseits gutmütigerweise die bisherigen Kontingente für französische, entbehrliche Waren aufrecht erhält. Wir betonen aber ausdrücklich, dass wir durchaus bereit sind, solche Gesuche annähernd in bisherigem Umfange zu bewilligen, wenn Frankreich angemessen Gegenrecht hält. Eine andere Haltung würde von den schweizerischen Wirtschaftskreisen nicht mehr verstanden[5].»

Gestützt auf diese Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Vom vorliegenden vorläufigen Verhandlungsbericht wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

2. Die schweizerische Öffentlichkeit ist durch folgendes «Mitgeteilt» aufzuklären:

«Die Wirtschaftsverhandlungen mit Frankreich und Grossbritannien sind erneut unterbrochen worden und die schweizerische Verhandlungsdelegation, bestehend aus den Herren Direktor Hotz, Prof. Laur, Direktor Homberger, Oberzollinspektor Comte, Legationsrat de Torrenté, Dr. von Salis und E. Bonhôte, die in Paris in engster Fühlung mit dem dortigen schweizerischen Gesandten, Minister Stucki, die Verhandlungen führte, ist nach Bern zurückgekehrt. In seiner heutigen Sitzung hat der Bundesrat einen eingehenden Bericht der Verhandlungsdelegation entgegengenommen. Da die Auffassungen der beidseitigen Verhandlungsparteien stark voneinander abweichen, sind noch grosse Schwierigkeiten zu überwinden. Eine Delegation des Bundesrates wird demnächst mit der schweizerischen Verhandlungsdelegation einen mündlichen Gedankenaustausch über die Fortführung der Verhandlungen pflegen.»

3. Die nunmehrige Lage ist durch eine Delegation des Bundesrates mit der Verhandlungsdelegation konferenziell zu besprechen; sie wird bestellt aus dem Herrn Bundespräsidenten und aus den Herren Vorstehern des Finanz- u. Zolldepartements und des Post- u. Eisenbahndepartements[6].

---

5. *Cf. N° 222.*

6. *A ce sujet, cf. N° 224, note 2.*

220

E 7110 1973/134/15

Rapport du Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, P. Keller

Copie
RC

28. Dezember 1939

ZAHLUNGSABKOMMEN MIT GROSSBRITANNIEN.

1. Allgemeines. In den Wirtschaftsverhandlungen mit Grossbritannien sind drei Fragenkomplexe zu behandeln[1]:

1. *Importfragen:* Hier handelt es sich darum, trotz der scharfen britischen Einfuhrbeschränkungen der schweizerischen Produktion genügende Absatzmöglichkeiten auf dem britischen Markt zu sichern.

2. *Exportfragen:* Hier geht es darum, die Versorgung der Schweiz mit Rohstoffen und Fertigfabrikaten, die traditionsgemäss aus dem United Kingdom und dem britischen Weltreich bezogen wurden, auch während des Krieges sicherzustellen und diese Bezüge dort zu steigern, wo andere Lieferantenländer infolge des Krieges ausfallen.

3. *Fragen des gegenseitigen Zahlungsverkehrs,* die uns hier im besondern beschäftigen.

Alle drei Fragenkomplexe bilden zusammen eine Einheit. Ohne eine Übereinstimmung auf allen 3 Gebieten kann kein befriedigendes Ergebnis der Verhandlungen erreicht werden. Sowohl bei der Behandlung der Import- wie der Exportfragen ist die Schweiz in der Stellung des Fordernden, während in der beabsichtigten Neuordnung des Zahlungsverkehrs England an die Schweiz Zumutungen stellt, deren Erfüllung als schweizerische Konzession gewertet werden müsste.

2. Britische Vorschläge. Am 1. Dezember 1939 machte das Treasury Department

a) vom 1.12.39. einen Vorschlag für ein Zahlungsabkommen, der in diesem Kreise eingehend diskutiert worden ist und der aus folgenden Überlegungen als unannehmbar betrachtet wurde:

1. Die ganze Konstruktion des Vorschlages liess die vorgeschlagene Lösung als eine Kreditierung der britischen Kriegsmaterialkäufe in der Schweiz erscheinen, was gegen unsere Neutralitätsgesetzgebung verstösst.

2. Der Nationalbank würde ein Kursrisiko, ja sichere Kursverluste zugemutet, die sie nicht tragen kann.

Das Resultat unserer damaligen Beratungen war: es solle versucht werden, durch das Angebot einer Kreditöffnung durch eine schweizerische Bankengruppe an eine englische Bankengruppe um das vorgeschlagene Zahlungsab-

---

1. *Cf. N^os 208, 211, 212, 215 et 219.*

kommen herumzukommen. In diesem Sinne hat der Bundesrat der Verhandlungsdelegation neue Instruktionen erteilt.

Die Verhandlungsdelegation hat schriftlich und mündlich den schweizerischen Standpunkt vertreten. Die Engländer haben die schweizerische Kreditofferte wohl als Versuch eines schweizerischen Entgegenkommens anerkannt, sie jedoch als *nicht* ihren Absichten entsprechend abgelehnt. Die Engländer treiben eine planvolle Politik des £-Schutzes. Sie wollen den freien Markt für englische £ schliessen. Sie wollen vor allem durch zweiseitige Zahlungsabkommen den Eingang des Gegenwerts ihrer Ausfuhren in fremder Währung (Fr) sicherstellen und zugleich den Partner zu vermehrten Käufen im £-Kreis veranlassen, was nichts anderes heisst als: sie wollen einen möglichst hohen Teil ihrer notwendigen Auslandskäufe mit britischen Waren bezahlen. Da ihnen bis heute sowohl die Gesetzgebung wie vor allem auch der notwendige Apparat für eine umfassende Devisenkontrolle und Devisenbewirtschaftung fehlen, versuchen sie, ihr Ziel durch bilaterale Abkommen zu erreichen. Dieses Vorgehen hat vor einer generellen und einseitigen Regelung den Vorteil, der Elastizität, welche gewisse Anpassungen an die besonderen Verhältnisse in den Beziehungen zu einem bestimmten Partner gestattet. So ist im Währungs- und Zahlungsabkommen mit Frankreich überhaupt kein Bartransfer mehr vorgesehen; nach den über das britisch-schwedische Zahlungsabkommen vorliegenden Nachrichten werden die Einzahlungen für den gesamten Warenverkehr auf ein Sonderkonto gemacht. Der neue britische Vorschlag an die Schweiz scheint einige wichtige Bestimmungen zu enthalten, die in den Abkommen mit andern Staaten wohl kaum enthalten sein werden. Auf meine Frage, ob Grossbritannien andern Staaten gleichlautende Vorschläge für ein Zahlungsabkommen unterbreiten werde, erhielt ich die Antwort: «ähnliche Vorschläge; wir haben im neuen Vorschlag an die Schweiz versucht, der schweizerischen Kritik an unserem 1. Vorschlag gerecht zu werden.»

b) vom 20.12.39. Zum neuen Vorschlag vom 20. Dezember 1939 ist auf Grund der stattgefundenen Besprechungen folgendes zu sagen:

1. Es handelt sich nicht um einen ausgearbeiteten Vertragsentwurf, sondern um eine *rasche Skizzierung der britischen Absichten* in «broad lines». Der neue Entwurf ist durch den ersten in mancher Hinsicht (Verwendung der gesperrten £, Geltungsbereich) zu ergänzen.

[...][2]

Zusammenfassend kann der neue britische Vorschlag wie folgt charakterisiert werden:

Die britischen Zahlungen an die Schweiz erfolgen zum offiziellen Kurs in englischen Pfunden auf ein Sonderkonto. Die Schweizerische Nationalbank zahlt dagegen in Franken an die schweizerischen Exporteure aus.

Die Schweiz disponiert von diesem Sonderkonto für Zahlungen in den £-Kreis. Die Saldi auf dem Sonderkonto sind durch Gold in ihrem Kurswert gesichert.

---

2. *Suit un résumé de la proposition britannique. Au centre de cette proposition se trouve le vœu,* die schweizerische Nationalbank möge (wie bis zum Jahre 1931) £ als durch Gold gesicherte Anlage in London stehen haben.

Der Saldo zu Gunsten der Schweiz auf Sonderkonto soll 5 Mill. £ nicht übersteigen; überschiessende Zahlungen können in Gold gefordert werden.

3. Notwendige schweiz. Massnahmen. Ein britisch-schweizerisches Zahlungsabkommen im vorgeschlagenen Sinne würde auf schweizerischer Seite eine gesetzliche Ordnung notwendig machen, welche für sämtliche Leistungen, die aus der Schweiz nach dem £-Kreis für jene im 1. britischen Vorschlag angeführten Zwecke zu machen sind, den Kauf von Pfunden bei der Nationalbank oder den von ihr autorisierten Banken zum offiziellen Kurs vorschreibt.

4. Wirtschaftspolitische Würdigung. Eine kurze wirtschaftspolitische Würdigung ergibt:

1) Es handelt sich um ein Teilclearing mit fester Kursbasis.

2) Im Verkehr der Schweiz mit dem £-Kreis tritt kein schweizerischer Verlust ein.

3) Da Grossbritannien diese Regelung nicht durch einen allgemeingültigen einseitigen Akt, sondern über zweiseitige Abkommen durchsetzen will, besteht die Möglichkeit, dass einzelne Länder von dieser Regelung nicht ergriffen werden, d.h. weiterhin mit £ zum freien Marktkurs wirtschaften können. Überall dort, wo die schweizerische Wirtschaft mit solchen Ländern in Konkurrenz steht, wird sich ein «handicap» des schweizerischen Exporteurs, der britische Rohstoffe teurer kaufen muss, zeigen. Dieses handicap ist heute nicht abzuschätzen. Wir kennen weder die künftigen Zahlungsabkommen Grossbritanniens noch die künftigen Differenzen zwischen dem offiziellen und freien Marktkurs für Pfunde.

4) Es scheint mir aber notwendig zu sein, auf die britischen Vorschläge einzutreten und sie an all ihren Seiten durchzuberaten. Wir stehen vor Vorschlägen, die noch nicht so weit ausgearbeitet sind, dass keine Einflussnahme von unserer Seite mehr möglich wäre. Jedenfalls müssen wir in der grundsätzlichen Frage zu einer Stellungnahme zu Handen das Bundesrates kommen[3].

ANNEXE

E 1004.1 1/393

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 9 janvier 1940[4]

29. Wirtschaftsverhandlungen mit dem Ausland. Verhandlungen mit Grossbritannien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 8. Januar 1940

Das Volkswirtschaftsdepartement unterbreitet folgenden Bericht:
[...][5]

---

3. *Cf. le document reproduit en annexe.*

4. *Etaient absents: Ph. Etter, H. Obrecht.*

5. *Dans le premier paragraphe, le rapport rappelle la proposition britannique du 1er décembre, puis expose celle du 20 décembre.*

Insgesamt stellt sich der neue britische Vorschlag als eine Entwicklung des Vorschlags vom 1. Dezember 1939 dar. Es ergibt sich aus ihm der eindeutige Wille der britischen Regierung, den Zahlungsverkehr zwischen der Schweiz und Grossbritannien in die Form eines Clearings zu bringen.

In den letzten Dezembertagen hat Grossbritannien mit Schweden bereits ein Zahlungsabkommen abgeschlossen, das durchwegs den skizzierten britischen Richtlinien entspricht.

II. Nach der Ablehnung des schweizerischen Gegenvorschlags, wie er in den bundesrätlichen Instruktionen vom 11. Dezember 1939 enthalten war, ist die Verhandlungsdelegation auf Weihnachten zurückgekehrt, um den neuen britischen Vorschlag mit den interessierten Kreisen zu beraten und neue Instruktionen einzuholen.

Aus mehreren Besprechungen im weiteren und engeren Kreise, in denen Vertreter des Politischen Departements, des Finanz- und Zolldepartements, der schweizer. Nationalbank, der Verrechnungsstelle, der Bankier-Vereinigung, des Vororts und die Herren Minister Dr. Sulzer und Dr. Thurnheer die neue Lage zusammen mit der Verhandlungsdelegation beraten haben, ergab sich als allgemeine Stellungnahme:

1. Nach Ablehnung der schweizerischen Kreditofferte wird der Schweiz im Interesse der Aufrechterhaltung ihrer Handelsbeziehungen zu Grossbritannien keine andere Möglichkeit bleiben, als grundsätzlich auf den britischen Clearing-Gedanken einzutreten. Seine bisherige Formulierung durch die britischen Behörden lässt eine Reihe von wichtigen Fragen offen. Die britische Auffassung zu diesen Fragen muss durch eine Fortsetzung der Verhandlungen abgeklärt werden. Erst nach erfolgter Abklärung wird eine definitive Stellungnahme des Bundesrates und der interessierten schweizerischen Stellen zum britischen Vorschlag möglich sein.

2. Wenn die schweizerische Verhandlungsdelegation auf eine Diskussion des britischen Clearing-Vorschlags eintritt, so kann dies nur unter zwei Voraussetzungen geschehen:

a) dass eine Sicherstellung der bisher von britischer Seite für die Einfuhr schweizerischer Waren nach Grossbritannien gemachten Zusagen und deren Ausdehnung auf die bis heute verbotene Einfuhr wichtiger und im schweizerisch-britischen Warenverkehr altgewohnter Positionen (wie Seidengewebe, Seidenbänder, Schuhe, Hutgeflechte etc.) erfolgt;

b) dass die britische Regierung in den Blockade-Verhandlungen eine entgegenkommendere Haltung einnimmt, welche es der Schweiz gestatten würde, auf eine Stundung von Deviseneingängen aus Grossbritannien im Ausmass von 5 Millionen £ einzutreten, ohne damit Gefahr laufen zu müssen, durch die bereits im Verkehr mit Deutschland mit Sicherheit zu erwartenden Einbussen in eine allzu kritische Entwicklung ihrer Zahlungsbilanz zu geraten.

Der Wille Grossbritanniens zur Verwirklichung dieser beiden Voraussetzungen ist ebenfalls durch die wieder aufzunehmenden Verhandlungen abzuklären.

Gestützt auf die gemachten Darlegungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Dieser Bericht wird im Sinne von Instruktionen an die Verhandlungsdelegation genehmigt.

2. a) Die bisherige Verhandlungsdelegation, bestehend aus den Herren Prof. Keller, Legationsrat Girardet, Dr. Koch und Generaldirektor Dr. Nussbaumer wird durch die Ernennung der Herren Generaldirektor Dr. Schnorf von der schweiz. Nationalbank und Dr. Böhi, Vizedirektor der schweiz. Verrechnungsstelle zu Delegierten ergänzt.

b) Herr Generaldirektor Dr. Nussbaumer von der Swiss Bank Corporation in London wird auf Antrag der Schweiz. Bankier-Vereinigung als deren Vertreter in der Delegation bestätigt;

c) die Verhandlungsdelegation wird ermächtigt, nach Bedarf weitere Fachleute als Experten zuzuziehen.

221

E 2001 (D) 1/32

Le Consul général de Suisse à Shanghai, E. Fontanel,
au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, J. Hotz

Copie
L S.3040.48.
Betr. Schweiz. Handelsbeziehungen
mit der Mandschurei

Shanghai, 29. Dezember 1939[1]

Wie Ihnen bekannt ist, hat sich der schweiz. Handelsverkehr mit der Mandschurei im Laufe der letzten Jahre bedeutend verschlechtert. Während noch in den Jahren 1934 bis 1936 unser Land jährlich für ca. 6- 8 Millionen Franken mandschurische Produkte eingeführt und für ca. 8-9 Millionen Franken schweiz. Erzeugnisse dahin ausgeführt hat, sind die entsprechenden Ziffern im Jahre 1937 auf 1,7 bezw. 2,7 Millionen, 1938 auf 0,75 bezw. 2,5 Millionen und in den ersten 9 Monaten des laufenden Jahres sogar auf nur noch ca. 2-300 000 Fr. in jeder Richtung gefallen. Die Gründe für diesen starken Rückgang, nämlich die scharfen Devisenrestriktionen, die von den mandschurischen Behörden in jüngster Zeit erlassen wurden, sind zur genüge bekannt, um an dieser Stelle besonders hervorgehoben werden zu müssen. Der Delegierte für China der Schweiz. Zentrale für Handelsförderung hat anlässlich seiner Prospektionsreise nach der Mandschurei im Sommer 1938 festgestellt, dass eine Vermehrung des Güteraustausches nur auf Grund von Kompensationsgeschäften erzielt werden könnte, da jedoch die Schweiz für das Hauptexportprodukt der Mandschurei, nämlich Soya, wenig oder keine namhafte Verwendung habe, seien die Aussichten in dieser Hinsicht sehr ungünstig. Die Angelegenheit ist daher nicht weiter verfolgt worden.

Durch den Ausbruch des Krieges in Europa hat die mandschurische Wirtschaft einen schweren Schlag erlitten. Bekanntlich war Deutschland der grösste Abnehmer von mandschurischen Landesprodukten, insbesondere von Soya, und gleichzeitig einer der bedeutendsten Lieferanten von industriellen Erzeugnissen. Dieser Verkehr war in einem Kompensationsabkommen geregelt, welcher eine bedeutende Devisenspitze zugunsten der Mandschurei bezw. Japans ergab. Mit Kriegsausbruch sind die Verschiffungen nach Deutschland von Soya, die jährlich ca. ½ Millionen Tonnen und mehr ausmachten, unmöglich geworden und auch die Einfuhr deutscher Maschinen, die im Rahmen des mandschurischen Industrialisierungsplanes für die Weiterführung und Beendigung der begonnenen Anlagen und Werke benötigt werden, dürfte kaum mehr durchführbar sein. Es ist sehr schwierig, von hier aus genauere Informationen über die derzeitigen Verhältnisse zu erhalten, es ist aber nicht daran zu zweifeln, dass, infolge der erwähnten Ereignisse, die Mandschurei finanziell und wirtschaftlich in eine sehr schwierige Lage gedrängt worden ist.

---

1. *Lettre parvenue à Berne le 20 février 1940.*

Durch den Ausfall Deutschlands dürfte sich für die Schweiz wahrscheinlich eine günstige Gelegenheit bieten, den verlorenen Export nach der Mandschurei wieder zurück zu gewinnen. Voraussetzung dafür ist die Abnahme von Soya, und in dieser Hinsicht dürfte vielleicht die durch die Kriegsverhältnisse geschaffene Ernährungsfrage der Schweiz die Einführung dieses anerkannt sehr hochwertigen und dabei verhältnismässig billigen Produktes erleichtern. Wie schon erwähnt, ist Deutschland ein grosser Konsument von Soya, aber auch kleinere Länder wie Dänemark, Holland, Schweden, etc. importieren regelmässig bedeutende Mengen, Dänemark z. B. 2-300 000 Tonnen jährlich. Hier im Fernen Osten bildet Soya eines der wichtigsten Nahrungsmittel und gilt in China und den nördlichen Ländern, besonders in Form von Beancurd = Soya-Käse, als Fleischersatz für die grossen Massen. Über den hohen Nährwert von Soya geben folgende Analysen-Resultate, die der Schrift «All about the Soya-Bean» von George Douglas Gray (herausgegeben 1936, Verlag John Bele, Sons and Daniellson Ltd., London W.1) entnommen sind, Aufschluss:

	Protein	*Fett*	*Kohlenhydrate*	*Kalorien*
Rindfleisch	14.5%	22.5%	—	2687
Milch	3.3	4.0	5.0%	712
Eier	11.9	9.3	—	1353
Weizen	12.0	1.5	73.0	3612
Soya Bohne	42.8	20.0	28.0	4710

Die Verwendungsarten von Soya sind sehr vielseitig. Es wird daraus Milch, Käse, Mehl, Soya Sauce, Öl für Ess- und industrielle Zwecke, Seife (Glycerin) etc. hergestellt. Für die Schweiz dürfte in erster Linie die Verarbeitung auf Mehl für Beimischung bis zu 20% für Brot und Teigwaren, eventuell auch auf Öl in Frage kommen. Nach den Feststellungen in der genannten Schrift wird der Nährgehalt von Brot, das zu 1 Teil aus Soya- und 4 Teilen Weizenmehl hergestellt wird, gegenüber demjenigen des reinen Weizenbrotes bedeutend erhöht und zugleich verbessert sich auch die Haltbarkeit.

Der Handel von Soya, sowie anderer Stapelprodukte der Mandschurei unterliegt der staatlichen Regelung. Der Exportpreis in Dairen beträgt heute Yen 8.— bis 8.50 per picul (60,5 kg), was auf der gegenwärtigen Kursbasis und bei einer Frachtrate von sh. 70/— per ton of 20 cwts, einen Preis von ca. S.Fr. 20.0 bis 22.— per Tonne Kost und Fracht italienischer Hafen ergibt, wozu noch Seeversicherung von ca. 3-4% hinzukämen.

Für den Fall, dass es möglich sein sollte, in angedeutetem Sinne grössere Verwendung von Soya in der Schweiz zu finden – vielleicht dürfte es sich der Mühe lohnen, wenn das Eidg. Kriegsernährungsamt auch diese Frage näher prüfen würde – könnten ohne Zweifel auf dem Kompensationswege geeignete Gegengeschäfte in der Mandschurei getätigt werden. Zu diesem Zweck müssten natürlich Verhandlungen geführt werden, die, da die Schweiz die mandschurische Regierung bisher nicht anerkannt hat, gewisse Schwierigkeiten bieten dürften. Es ist jedoch nicht ausgeschlossen, dass auch auf offiziösem oder gar privatem Wege, jedenfalls aber durch Verhandlungen mit Japan, die nötigen Vereinbarungen getroffen werden könnten.

Ich möchte Sie bitten, diese Anregungen zu prüfen und mir Ihre Ansichten dazu mitzuteilen. Soviel scheint sicher, dass ohne ein derartiges Abkommen die Aussichten für den Schweiz. Export nach der Mandschurei zur Zeit sehr ungünstig sind [2].

2. *La proposition de Fontanel ne semble pas avoir eu de suite, en tout cas dans l'immédiat.*

222

E 2200 Paris 13/22

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, J. Hotz

Copie
L XI-D 3/40 Paris, 3. Januar 1940

Gestern konnte ich endlich mit Herrn Minister de la Baume über unsere Verhandlungen sprechen. Er hatte offensichtlich von Charvériat Weisung erhalten, etwas entgegenkommender zu sein und hat sich durchaus ruhig und zuversichtlich über den endlichen Ausgang der Verhandlungen geäussert [1]. Er wiederholte, was er mir früher schon sagte: ein Bruch mit der Schweiz muss vermieden werden.

Ich legte ganz besonders eindringlich die absolute Notwendigkeit dar, dass man uns eine genügende «monnaie d'échange» für die Bezahlung unserer Einfuhr aus Deutschland, die wir unbedingt nötig haben, lasse. Ich verwies darauf, dass es unmöglich sein würde, das Bestellungsprogramm des französischen Rüstungsministerium in der Schweiz durchzuführen, wenn Deutschland veranlasst würde, seine Lieferungen an Kohle und Eisen nach der Schweiz einzustellen, wesentlich einzuschränken oder auch nur unter strenge Kontrolle zu stellen. Ich vertrat die Ansicht, dass ein Festhalten an der bisherigen intransigenten Haltung von Seiten der Alliierten nicht nur die Schweiz auf das schwerste schädige, sondern auch die französischen Interessen selber stärker beeinträchtigen würde als auf der andern Seite Nutzen für die Blockadepolitik herausschauen könnte.

De la Baume erklärte mir, er hätte das Problem unter diesem Gesichtspunkt eigentlich noch nie einlässlich durchdacht und er müsse zugeben, dass meinen Darlegungen eine gewisse Berechtigung nicht abgesprochen werden könne. Er werde die Angelegenheit mit seinen Mitarbeitern neuerdings prüfen und für die «Listenarbeit» in Bern Weisungen erteilen, dass man uns eine genügende

1. *Cf. N^os 201, 206 et 219.*

«monnaie d'échange» lasse. Er hat, was bemerkenswert ist, keineswegs eingewendet, die Alliierten könnten selber die allfällig ausfallenden deutschen Lieferungen ersetzen und sogar ausdrücklich zugegeben, dass dies für Kohle und Eisen kaum möglich wäre. Aus seinen Darlegungen erhielt ich den Eindruck, dass man uns insbesondere entgegenkommen wolle für gewisse unserer eigenen Produkte wie Vieh, Käse und Obst, dagegen immer noch mit einer starken Einschränkung unserer Ausfuhren von Textilien nach Deutschland rechnet. Ich verfehlte nicht, immer und immer wieder zu betonen, dass die «monnaie d'échange» auch von Deutschland als genügende Gegenleistung anerkannt werden müsse und man mit «unschuldigen» Waren eben nicht auskomme. In dieser Hinsicht werden bei der Aufstellung der Listen natürlich noch viele Einzelschwierigkeiten zu überwinden sein.

Ich habe einmal mehr den bestimmten Eindruck erhalten, dass noch lange kein Grund vorhanden ist, die Flinte ins Korn zu werfen, sondern dass nun eben mit grosser Geduld und Hartnäckigkeit die Aufstellung der Listen an die Hand genommen werden muss. Nachdem der Grundsatz der «monnaie d'échange» hier an sich nicht mehr bestritten wird, dürfte diese Detailarbeit dazu führen, die entscheidenden Positionen herauszuarbeiten. Sobald dies geschehen sein wird, kann ich dann hier wieder mit Nachdruck die obersten Stellen bearbeiten.

Nach der gestrigen Besprechung halte ich es für vorteilhafter, mit einem weitern Besuch bei Minister Pernot zuzuwarten. Dagegen werde ich Herrn Serruys aufsuchen, sobald er gesundheitlich wieder hergestellt ist.

Ich brachte gegenüber Herrn de la Baume auch die Frage zur Sprache, über die Herr Matter der Delegation anlässlich ihrer letzten Sitzung in Paris berichtet hat[2]: schweizerische Benzineinfuhr durch Frankreich. Herr de la Baume kannte die Frage nicht und erkundigte sich in meiner Gegenwart bei Herrn Delenda. Dieser vertrat die Ansicht, Frankreich könne sich nicht mit unserem strikten Ausfuhrverbot einerseits und mit unserer Monatsstatistik andererseits begnügen. Es müsse sich «associer à notre contrôle». Ich erklärte, dass ich mir hierunter nichts vorstellen könnte, das für uns annehmbar wäre. Herr de la Baume gab dies zu und sagte mir ganz offen, er könne nicht verstehen, was die Herren Delenda und Alphand hier wierderum verlangten und werde die Sache sofort in Ordnung zu bringen versuchen. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie Herrn Matter über diesen Spezialpunkt orientieren wollten.

---

2. *Cf. N° 179; aussi N^os 182 et 199.*

223

E 7110 1967/32/821 Italien/4

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger

Copie
L BM V. It.821.
Verhandlungen mit Italien. Bern, 8. Januar 1940

Wir bestätigen den Empfang Ihres Schreibens vom 29. vorigen Monats (Nr. 39.A.b/5.)[1], womit Sie uns benachrichtigen, dass Ihnen am gleichen Tage Herr Senator Giannini anlässlich einer Unterredung in sehr entschiedenem Ton die Frage stellte, wann nun eigentlich die schweizerische Verhandlungsdelegation in Rom erwartet werden könne.

Zu unserm grössten Bedauern sind wir leider auch heute noch nicht in der Lage, zu sagen, wann die schweizerische Verhandlungsdelegation nach Rom abreisen kann.

Wie Sie wissen, ziehen sich die Verhandlungen mit Frankreich und Grossbritannien viel länger hinaus als wir erwartet hatten[2]. Auch in den Dezember-Unterhandlungen ist es noch nicht gelungen, zu einer Einigung zu gelangen. Der Gegensatz zwischen den beiderseitigen Auffassungen ist noch jetzt sehr gross. Für die Schweiz ist die Regelung der sich aus der Blockade ergebenden Fragen mit den genannten Staaten in einem für sie annehmbaren Sinne eine Lebensfrage, weil sie für viele Erzeugnisse, besonders auch Rohstoffe, auf Lieferungen aus Deutschland und auf die Durchfuhr durch Deutschland angewiesen bleibt. Sie befindet sich demnach sozusagen zwischen Hammer und Amboss.

Die italienischen Behörden und in ihrem Namen auch Herr Senator Giannini haben die Unmöglichkeit der Entsendung einer italienischen Delegation nach der Schweiz damit begründet, dass die Verhandlungsdelegationen in Italien aus Beamten der Verwaltung beständen, die nicht gut auf längere Zeit auswärts gehen könnten. Wir wollten diesem Argument Rechnung tragen, obwohl uns nicht unbekannt war, dass sehr oft Italien Verhandlungen auch im Auslande führt. Auch den schweizerischen Delegationen gehören aber Beamte der Verwaltung, u.a. auch der Unterzeichnete, an, für die die gleichen Argumente geltend gemacht werden können wie für die italienischen Delegationen. Obwohl auch diese Beamten hier in Bern fast unentbehrlich sind, müssen sie nicht selten zu Verhandlungen nach dem Ausland gehen. Auch die meisten Delegationen anderer Länder als Italien, die nach der Schweiz kommen, bestehen aus Beamten, wie ja oft auch – wie bereits erwähnt – die italienischen Delegationen nach

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. N° 219.*

dem Ausland entsandt werden. Es geschieht dies im Sinne der Gegenseitigkeit. Italien ist das einzige Land, das von uns verlangt, dass wir immer wieder in Rom verhandeln sollten, während doch früher auch italienische Delegationen turnusgemäss zu Verhandlungen nach der Schweiz kamen.

Wir wollen daraus Italien keinen Vorwurf machen. Wenn wir diese Tatsachen anführen, so geschieht es lediglich, um darzutun, dass Italien von uns etwas verlangt, was uns kein anderer Staat zumutet und dass deshalb die zuständigen Behörden zum mindesten auch Verständnis dafür haben sollten, dass die schweizerischen Delegationen nicht gleichzeitig an verschiedenen Orten sein können und dass, wenn für die schweizerische Wirtschaft *lebenswichtige* Probleme gelöst werden müssen, diese Probleme nicht hinausgeschoben werden können, indem eine schweizerische Delegation, die jene Probleme behandeln sollte, sich wohlgemut und unbekümmert anderswohin begibt.

Wir wissen, dass die italienische Regierung und besonders auch Herr Giannini ein besonders gutes Empfinden dafür haben, was besonders wichtig ist und was nicht. Wir dürfen deshalb voraussetzen, dass ihnen nicht entgeht, wie schwierig und wichtig für die Schweiz die Fragen sind, die wir mit den übrigen Nachbarländern und mit Grossbritannien dringend regeln sollten. Auf der einen Seite will man uns in den Ring der Blockade in einer Art und Weise einflechten, die für unser Land, das mehr als alle andern Staaten auf die Ausfuhr angewiesen ist und dessen bedeutendster Abnehmer stets Deutschland gewesen ist, einfach nicht tragbar wäre; anderseits will Deutschland nicht weiterhin die Schweiz mit Rohstoffen und andern für unser Land unentbehrlichen Waren beliefern, wenn wir nicht auch ihm gegenüber den bisherigen normalen Warenaustausch möglichst unbeschränkt aufrecht erhalten. Zu diesen Problemen hinzu kommen erst noch die Schwierigkeiten, die für unser Land daraus entstehen, dass Frankreich und Grossbritannien Einfuhrbeschränkungen erlassen haben und diese mit Rücksicht auf den Krieg in einer Art und Weise handhaben wollen, die sich auf verschiedene schweizerische Industrien, die nicht anderswo Ersatz finden können, geradezu katastrophal auswirken müsste.

Betrachten wir demgegenüber die italienischen Verhandlungsbegehren. Das für Italien zweifelsohne wichtigste Begehren war dasjenige der Befreiung der Seefrachten von der Pflicht der Einzahlung ins Clearing. In den Verhandlungen von anfang November haben wir diesem Begehren bis auf weiteres zugestimmt, obwohl wir es als einen Fehler betrachteten, dass Italien dem Clearing bisherige Einnahmen entziehen wollte, die dieses zur Sanierung bitter nötig hätte. Abgesehen von einem oder zwei ganz unbedeutenden Abnehmern hat der italienische Export mit keinem einzigen Lande auch nur annähernd derart lange Wartefristen im Clearing wie die Ausfuhr aus der Schweiz nach Italien. Wir sind überzeugt davon, dass in einem ähnlichen Falle die italienische Regierung auf einen Ausgleich dringen würde, wie sie dies beispielsweise schon gegenüber Deutschland und verschiedenen andern Ländern mit Erfolg getan hat. Statt dieser für die schweizerischen Exporteure höchst ungünstigen Lage Rechnung zu tragen, stellte die italienische Regierung noch Forderungen, die auf eine Mehrbelastung des Clearings hinzielen. Wir können nicht annehmen, dass die massgebenden Behörden, die doch die Clearinglage kennen, ernstlich auf diesem, für das Clearing schädlichen Begehren beharren wollten, und dass sie

demgemäss die betreffenden Forderungen als solche betrachten, über die nun unbedingt ohne Verzug verhandelt werden müsste.

Wenig dringlich sind ausserdem auch die italienischen Begehren nach *Erhöhung der schweizerischen Kontingente*. Soweit wir die Einfuhr über die Kontingente hinaus gestatten können, tun wir dies ja unter den gegenwärtigen Umständen schon jetzt, ohne es an die grosse Glocke zu hängen und ohne jedes Mal an Italien eine Gegenforderung zu stellen. Wir verweisen diesbezüglich auf die Übersicht über die in den ersten drei Vierteljahren 1939 erteilten zusätzlichen Einfuhrbewilligungen, die wir Ihnen kürzlich zugestellt haben. Soweit wir mit Rücksicht auf die Inlandsproduktion oder die Verpflichtung gegenüber andern Staaten keine Bewilligungen über das Mass der Kontingente hinaus gewähren können, könnten wir selbstverständlich auch den italienischen Begehren nicht entsprechen. Die Verhandlungen werden also in bezug auf die Höhe der Einfuhr aus Italien keine wesentlichen Vermehrungen gegenüber dem gegenwärtigen Zustande bewirken können. Auch in bezug auf die Berücksichtigung des Saisoncharakters von Waren, insbesondere der Früchte und Gemüse, haben wir von uns aus schon bisher stets die nötigen Rücksichten genommen, ohne davon viel Aufhebens zu machen.

Wesentlicher könnte für Italien das Begehren hinsichtlich der *Kontingentsverwaltung* sein. Wir glauben aber, annehmen zu dürfen, dass selbst diese Frage für Italien keine sehr hochwichtige sei, weil das System der Grenzkontingente kaum zu Beschwerden Anlass gibt, während wir immer wieder die Mängel in der Erteilung der Einfuhrbewilligungen durch Italien selbst (Verspätungen; Zuteilung von Kontingenten an Leute, die diese gar nicht auszunützen beabsichtigen, usw.) festzustellen haben.

Ob und inwieweit sich unter den Begehren um *Entlassung aus der handelsvertraglichen Zollbindung* solche befinden, die für Italien besonders dringlich sind, entzieht sich unserer Kenntnis. Die Tatsache, dass die italienischen Behörden eine ganze Liste solcher Begehren auflaufen liessen, statt schon vorher Einzelbegehren zu stellen, lässt allerdings eher darauf schliessen, dass keine besonders dringlichen Gesuche vorliegen.

Die Frage der *Farbeneinfuhr* bildet einstweilen den Gegenstand von Verhandlungen zwischen den beteiligten Industrien.

Auch den übrigen aufgestellten Forderungen kommt kein Dringlichkeitscharakter zu.

Auf alle Fälle werden demnach die in Betracht kommenden italienischen Behörden und insbesondere Herr Giannini sich bewusst sein, wie unverhältnismässig weniger wichtig alle diese Begehren gegenüber den Problemen sind, die wir mit den andern Nachbarstaaten, die sich im Kriege befinden, behandeln müssen. Man wird deshalb kaum im Ernste von uns verlangen, dass wir diese Probleme zurückstellen, um mit Italien verhandeln zu können.

Selbstverständlich bedauern wir selbst am meisten, dass es uns nicht möglich war, wie vorausgesehen im Dezember die Verhandlungen mit Italien weiter zu führen und dass wir auch heute noch nicht in der Lage sind, zu erklären, wann die schweizerische Delegation nach Rom kommen kann.

Wie schon anfangs Dezember möchten wir Sie jedoch bitten, Herrn Senator Giannini wissen zu lassen, dass wir gerne bereit sind, hier in Bern über dieje-

nigen italienischen Begehren, die italienischerseits als besonders dringlich betrachtet werden, zu unterhandeln. Da unseres Wissens Italien zur Zeit keine derart lebenswichtigen Verhandlungsprobleme hat wie unser Land infolge der Blockade und der französischen und britischen Einfuhrmassnahmen, nehmen wir an, dass es den zuständigen Behörden möglich wäre, nötigenfalls eine für die in Frage stehenden wichtigsten Begehren zuständige kleine Delegation nach Bern zu entsenden, sofern man glaubt, mit der Behandlung jener Fragen nicht noch etwas zuwarten zu können, bis unsere Verhandlungen mit den im Kriege stehenden Nachbarstaaten eine Klärung gebracht haben und zu einem gewissen Abschluss gelangt sein werden.

So leid es uns tut, müssen wir Sie nochmals bitten, in unserem Namen an das Verständnis von Herrn Senator Giannini für unsere schwierige Lage zu appellieren. Wir bezweifeln nicht, dass der Genannte verstehen werde, dass auf unserer Seite keine Ausflüchte vorliegen, sondern dass ausschliesslich die geschilderte Lage es uns verunmöglicht, unsere Delegation so rasch nach Rom zu entsenden, wie wir es anfangs November – allerdings mit Vorbehalten – glaubten in Aussicht stellen zu können.

Wir sind besonders ausführlich geworden, um Sie in die Lage zu versetzen, Herrn Giannini die Verhältnisse in aller Offenheit und Gründlichkeit auseinanderzusetzen.

224

Archiv für Zeitgeschichte, ETH Zürich
Fonds Dr. Heinrich Homberger
Dossier III, 10

Le Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie[1]
au Président de la Confédération et Chef du Département des Postes et des Chemins de fer, M. Pilet-Golaz,
au Chef du Département militaire, R. Minger,
au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter[2]

Copie
L Ho/J
Blockadeverhandlungen

Zürich, 8. Januar 1940

Die grosse Bedeutung der Verhandlungen, die gegenwärtig mit einer britisch-französischen Delegation über die Blockadefrage geführt werden, hat uns veranlasst, die bestehende Situation und die sich daraus ergebenden Fragen

1. *La lettre est signée par le Président, H. Sulzer, et par le Directeur, H. Homberger.*
2. *M. Pilet-Golaz ne dirigera officiellement qu'à partir du 18 mars 1940 le Département politique dont le Chef, G. Motta, est décédé le 23 janvier 1940. Le suppléant de Motta est, formellement, J. Baumann.*
Cette lettre semble destinée à la Délégation financière du Conseil fédéral, constituée le

auch im Kollegium des Vororts eingehend zu besprechen. Obschon die Aussprache, die am vergangenen Mittwoch zwischen der Finanzdelegation des Bundesrates und der Verhandlungsdelegation stattfand, mehrheitlich eine völlige übereinstimmende Auffassung zeitigte und damit die bei den Blockadeverhandlungen weiter einzunehmende Haltung wohl feststeht, legen wir Wert darauf, Ihnen mitzuteilen, dass der Vorort nach allseitiger Prüfung der Sachlage, wie schon die Unterzeichneten anlässlich der Sitzung vom Mittwoch zum Schlusse kamen, der Meinung ist, dass keine Anstrengung und kein Zeitaufwand gescheut werden darf, um zu erreichen, dass wir trotz der Blockadepolitik auch den wirtschaftlichen Verkehr mit Deutschland soweit als immer möglich aufrechterhalten können. Was die Blockademächte der Schweiz zumuten wollten, würde die Kontinuität unserer wirtschaftlichen Beziehungen mit Deutschland aufs höchste in Frage stellen und damit sowohl die Versorgung der Schweiz mit wichtigen Rohstoffen, wie auch die Beschäftigung ganzer Industrien und schliesslich das Gleichgewicht der schweizerischen Devisenbilanz gefährden. Einhellig ist daher im Vorort die Auffassung geteilt worden, dass ein Abkommen auf einer solchen Basis schlimmer wäre als gar kein Abkommen. So dringlich es unbestreitbar ist, über den Blockadekomplex so rasch als möglich eine Verständigung zu erzielen, so wenig darf uns diese Dringlichkeit dazu verleiten, vorzeitig nachzugeben und uns Einschränkungen auferlegen zu lassen, die uns wirtschaftlich und politisch in Gefahr bringen. Es

---

27 décembre 1939: pour l'année 1940, elle est formée de Wetter, Obrecht et Pilet-Golaz (Cf. E 1004.1 1/392, *N°* 2443).

Au cours de l'hiver 1939/40, Motta et Obrecht, gravement malades, furent souvent empêchés d'exercer leurs fonctions et durent être remplacés; Minger était le suppléant d'Obrecht à la tête du Département de l'Economie publique. Dans une lettre du 12 décembre 1939 à l'ancien Chef du Département de l'Economie publique, Ed. Schulthess, l'ancien Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, W. Stucki, devenu Ministre de Suisse à Paris, écrivait notamment:

Die Verhandlungen selber gehen sehr schleppend vor sich. Der Grund liegt hauptsächlich darin, dass sich England und Frankreich auf ein gewisses den Neutralen aufzuzwingendes Schema geeignet hatten, dass die Beamten in London und Paris nun glauben, dieses Schema auch der Schweiz gegenüber anwendenden zu müssen und dass es ausserordentlich schwer ist, sie nachträglich davon abzubringen. Hätte man, wie ich dies immer verlangt hatte, den schweizerischen Standpunkt und die Besonderheit unserer Lage an massgebender Stelle dargelegt, *bevor* das Schema erstellt war, so wären die Schwierigkeiten sehr viel geringer. Trotz allem wird man mit Energie und sehr viel Geduld zunächst wohl zu einer einigermassen erträglichen Lösung kommen. Auf längere Sicht dagegen bin ich sehr skeptisch. Da dieser Krieg militärische Entscheidungen nicht bringen wird, dürfte der Wirtschaftskrieg immer leidenschaftlicher und intensiver werden und es wäre schon fast ein Wunder, wenn sich die Schweiz bis zum Schluss durchwinden könnte. Vor ihr dürften allerdings andere neutrale Staaten vor entscheidende Entschlüsse gestellt werden.

Ich habe ebenfalls vernommen, dass Ihr Nachfolger sehr ernsthaft krank ist und kaum seine Arbeit voll wieder wird aufnehmen können. Nicht viel besser soll es übrigens mit dem Chef des Politischen Departements stehen. Es ist wirklich beängstigend, dass unter solchen Umständen die «hohe» Politik vom Chef der Abteilung für Auswärtiges und die Aussen-Wirtschaftspolitik von meinem Nachfolger gemacht wird. Ich sehe aber nicht, wie das geändert werden könnte. Vorläufig bleibt nichts anderes übrig, als in intensiver Tagesarbeit seine Pflicht zu tun und nicht allzu viel über die trostlose Zukunft nachzudenken (J.I.131/134).

muss angesichts der auf dem Spiele stehenden gesamtschweizerischen Interessen viel mehr von allen Seiten das Mögliche getan werden, um den schweizerischen Widerstand gegenüber Forderungen von Seiten der Blockademächte, die mit der schweizerischen Unabhängigkeit unvereinbar sind, zu festigen, um auf diese Weise, selbst wenn es noch etwas Zeit kostet, zu erreichen, dass uns die Ausfuhr nach Deutschland in einem Umfang erhalten bleibt, der sowohl die Aufrechterhaltung unserer wirtschaftlichen Tätigkeit wie auch die geordnete Weiterführung unserer wirtschaftlichen Beziehungen mit Deutschland erlaubt. Wir glauben, dass bei konsequenter Haltung die Aussicht, dieses Ziel zu erreichen, so gross die noch zu überwindenden Schwierigkeiten sein werden, keineswegs gering ist und dass der Einsatz, der vorab in Zeit und Geduld besteht, durch die Interessen der Schweiz, um die es geht, mehr als gerechtfertigt wird.

Der Vorort erlaubt sich daher, der bestimmten Erwartung Ausdruck zu geben, dass die anlässlich der Konferenz vom Mittwoch ins Auge gefassten Schritte unverzüglich und nachdrücklich unternommen werden. Wenn auch die inzwischen durch den britischen und den französischen Handelsattaché in Bern im Auftrag der britisch-französischen Delegation abgegebenen Erklärungen geeignet sein können, auf einen gewissen Wandel in der von den Blockademächten bis jetzt eingenommenen Haltung schliessen zu lassen – was offenbar nur die Richtigkeit und Wirksamkeit des bisherigen schweizerischen Vorgehens dartut –, so darf man sich nicht darüber täuschen, dass auf verschiedenen Gebieten, die von grösster Bedeutung für die Lösung des Problems sind, der britisch-französische Widerstand noch keineswegs gebrochen ist. Denn man verlangt von der Schweiz nach wie vor eine absolute Unterdrückung jeglicher Ausfuhr von Waren, die seit jeher exportiert wurden und die wir gegenüber Deutschland für Kompensationszwecke nötig haben (Beispiel: Wollgarne und -gewebe, Ferrosilizium) oder man verweigert uns auch nur die «courants normaux», obschon diese an sich schon genügend Einschränkung bedeuten, auf äusserst wichtigen Gebieten, wie bei der Baumwollindustrie und gewissen Maschinenkategorien. Und schliesslich lehnt man es ab, uns die Ausfuhr landwirtschaftlicher Erzeugnisse, wie Vieh, Käse und Obst, obschon das unsere ureigensten Produkte sind, die jetzt als Kompensationsmittel von erhöhter Bedeutung gerade gegenüber Deutschland werden, freizugeben. Die in Aussicht genommene Aktion des Bundesrates hat deshalb im Prinzip nichts von ihrer Aktualität eingebüsst.

225

E 2001 (D) 2/27

L'Association suisse des banquiers[1]
au Chef du Département politique, G. Motta

L Gr. 760b, EG. Bâle, 10 janvier 1940

Les banques des pays belligérants exigent pour l'encaissement de coupons échus et de titres appelés au remboursement, de même que pour les transactions en papiers-valeurs, certaines déclarations de la part du donneur d'ordre, en vue de faire respecter les prescriptions légales concernant le trafic avec l'ennemi et celles concernant les restrictions du trafic libre des devises. A cet effet, il a été exigé en France peu après le début de la guerre, une déclaration spéciale lors de l'encaissement de coupons échus et de papiers-valeurs appelés au remboursement, ainsi que pour les transactions sur titres. Cette déclaration doit confirmer qu'aucun ennemi ne bénéficie en aucune façon de l'exécution de ces opérations.

Nous avons l'honneur de vous remettre ci-joint, à titre d'exemple, le texte de deux déclarations exigées par le Crédit Lyonnais et le Crédit Commercial de France[2].

Le décret français du 1er septembre 1939 définit les personnes qui sont à considérer comme «ennemi» (voir Journal Officiel N° 219 du 4 septembre 1939, page 11090); les dispositions y relatives sont les suivantes:

a) Tous ressortissants ennemis se trouvant en territoire métropolitain ou colonial de l'ennemi, ou en territoire occupé par l'ennemi, ou ayant leur résidence habituelle dans un de ces territoires;

b) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements, déclarés ou non, qui ont leur siège en territoire ennemi, ou qui ont été constitués conformément aux lois d'un Etat ennemi;

c) Toutes associations, sociétés, agences, succursales ou autres établissements, déclarés ou non, en quelque lieu qu'ils exercent leur activité, dépendant de quelque manière que ce soit d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales visées sous les lettres a) et b) ci-dessus;

d) Les ressortissants ennemis internés en France métropolitaine, en Algérie, dans les colonies françaises ou dans un pays allié;

e) Les ennemis figurant sur la «liste officielle» visée à l'alinéa 3 du décret du 1er septembre 1939 pour l'application du décret-loi du 1er septembre 1939 relatif aux interdictions de rapports avec l'ennemi.

En vertu d'un nouveau décret du gouvernement du 30 novembre 1939 (voir Journal Officiel du 1er décembre 1939), les banques françaises ont en outre, ces derniers temps, procédé à la bonification de la contre-valeur de remises de

---

1. *La lettre est signée par le Président, R. La Roche, et par un membre, R. Speich, du Conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers.*
2. *Non reproduit.*

coupons et de titres sur des comptes différents (comptes anciens et comptes nouveaux), selon que les papiers-valeurs étaient la propriété de personnes domiciliées en France ou de personnes domiciliées hors de France. Il est possible pour le moment, avec l'autorisation des autorités compétentes, de transférer librement les montants versés sur comptes anciens. Par contre, cela ne peut être le cas pour les sommes versées sur comptes nouveaux et provenant de l'encaissement de papiers-valeurs propriété de personnes domiciliées en France. Il n'est à l'heure actuelle pas connu de quelle manière les sommes versées sur comptes nouveaux peuvent être utilisées.

Afin de pouvoir procéder à la bonification sur comptes anciens les banques françaises demandent, à part les déclarations mentionnées plus haut, des déclarations spéciales de «non français», dans lesquelles il doit être indiqué que le montant des coupons et des titres remboursables n'appartient pas à des personnes ayant leur domicile en France. A ces exigences qui gênent considérablement l'activité des banques suisses, est venu s'ajouter dernièrement le fait que lors de *ventes de papiers-valeurs,* les banques françaises exigent des établissements suisses des indications dépassant de beaucoup celles mentionnées plus haut. En effet, maintenant, le nom, le domicile et la nationalité du propriétaire de papiers-valeurs doivent être indiqués dans chaque cas particulier. Il semble que l'«Office de change» ait donné les instructions aux banques françaises de demander ces renseignements.

En vertu du secret bancaire réglementé par la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne[3], les banques suisses ne peuvent pas donner suite à la demande des banques françaises. En indiquant le nom, le domicile et la nationalité de leurs clients, les banques suisses violeraient en réalité le secret professionnel. Elles se voient en conséquence obligées de s'abstenir de ventes de papiers-valeurs en France, au cas où les instances françaises maintiendraient leurs exigences. Il en résulterait non seulement pour les banques suisses une situation très grave du fait que le volume des affaires a déjà subi une sérieuse atteinte à la suite de la guerre et des prescriptions des gouvernements étrangers concernant le trafic du capital et de l'argent, mais encore ces dispositions rendraient pour ainsi dire impossible aux propriétaires de titres la vente de leurs papiers-valeurs en France.

Il y a lieu de remarquer que les décrets du gouvernement français sur lesquels l'«Office de change» et en conséquence les banques françaises s'appuient pour demander les déclarations mentionnées plus haut, ne semblent pas exiger ces indications détaillées et précises. Une déclaration concernant la qualité de «non ennemi» et de «non français» devrait être au contraire suffisante. En effet, lorsque les conditions nécessaires à la remise de ces déclarations sont remplies, il est exclu que des transactions contraires aux prescriptions du gouvernement français puissent être effectuées. Il semble donc qu'il s'agisse en l'occurrence d'une mesure de l'«Office de change» qui dépasse le but poursuivi.

Nous vous prions donc de bien vouloir entreprendre les démarches nécessaires en vue d'obtenir que les instances françaises renoncent à exiger l'indication du nom, de l'adresse et de la nationalité du propriétaire lors de ventes de titres,

---

3. *Loi du 8 novembre 1934. Cf. RO, 1935, vol. 51, pp. 121-172.*

et qu'elles se contentent, comme cela est le cas lors de l'encaissement de coupons et de titres appelés au remboursement, de la déclaration concernant la qualité de «non ennemi» et de «non français».

Il nous semble qu'il y aurait lieu de faire faire des démarches directement auprès du Ministère français des Finances, en vue d'obtenir cette concession, afin que ce Ministère puisse donner les instructions nécessaires à l'«Office de change» qui, à son tour, les transmettrait aux banques françaises.

Il s'agit en l'occurrence d'une question de principe dont la portée ne doit pas être sous-estimée. Nous estimons qu'il est indispensable de s'opposer dans la mesure du possible aux exigences toujours plus grandes des instances étrangères.

Etant donné que cette affaire a un caractère urgent et que nous avons donné aux banques l'instruction de surseoir à l'exécution des ordres de ventes de papiers-valeurs en France, nous vous serions très obligés de vouloir bien donner la suite la plus rapide possible à notre requête[4].

---

4. *Le 9 janvier 1940, le Secrétariat de l'Association suisse des banquiers avait adressé aux banques affiliées à l'Association la circulaire (non reproduite) N° 585 au sujet des* Déclarations exigées par les pays belligérants (affidavits). *(Cf. aussi* E 2001 (E) 1967/113/ 453 *et* 459).

Le Bureau du contentieux du Département politique répond à l'Association suisse des banquiers par une lettre du 17 janvier 1940: L'importance et la nature délicate de la question ne nous échappent pas et le problème qu'elle touche nous est connu par les discussions auxquelles il a donné lieu à l'occasion des pourparlers relatifs à la convention de double imposition avec la France. Nous croyons, par conséquent, devoir vous conseiller de déléguer des représentants auprès de notre Légation à Paris pour qu'ils puissent s'entretenir de vive voix avec elle de cette affaire complexe. Nous nous sommes permis d'informer notre Légation en lui soumettant une copie de votre exposé du 10 janvier.

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki, répond à la lettre (non reproduite) du 17 janvier: [...] le problème qui nous occupe aujourd'hui est, en effet, du même domaine que celui qui a été discuté naguère, mais qu'il ne se présente pas sous le même angle. Lors de l'élaboration de ladite convention, la délégation a voulu lier la question de la double imposition à celle de l'assistance administrative, alors que, par les dispositions actuelles, le Gouvernement français a pris unilatéralement les mesures qui lui semblaient utiles pour contrôler l'application des décrets sur la déclaration des avoirs français à l'étranger et déceler, dans la mesure du possible, les cas de fraudes.

Dans ces circonstances, je ne vois guère comment nous pourrions persuader le Gouvernement français à renoncer à ses exigences et je crains qu'une intervention n'offrirait guère de chances de succès.

Par contre, il me semble que les Autorités françaises pourraient être amenées à tenir compte des desiderata de l'Association Suisse des Banquiers dans le cas où la France émettrait un emprunt sur le marché suisse.

Par une lettre du 7 février, l'Association suisse des banquiers informe la Division des Affaires étrangères du Département politique:

Pour faire suite à notre échange de correspondance des 10 et 17 janvier, nous avons l'honneur de vous informer que les délégués de notre Association, Mr. Golay, Directeur général de la Société de Banque Suisse et le 1er Secrétaire *[A. Caflisch]* ont eu le vendredi 2 février 1940, un entretien à Paris avec Mr. Rueff, sous-gouverneur de la Banque de France, au sujet des déclarations exigées par l'Office des Changes de la part des propriétaires suisses de titres français. Pour votre orientation, nous vous remettons ci-joint, les propositions remises à cette occasion à Mr. Rueff par nos délégués en vue d'un règlement de cette question. Ainsi que vous le constaterez ces propositions sont contenues d'une part dans le projet d'une lettre devant être adressée

par l'Office des Changes à l'Association Suisse des Banquiers et, d'autre part, dans le projet d'un formulaire de déclaration pouvant être établie par les banques suisses. Nos propositions ont trouvé auprès de Mr. Rueff un accueil favorable en principe mais doivent être soumises à la Commission des Changes, compétente en la matière. Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant de la suite qui sera donnée à cette affaire.

En vous remerciant dès maintenant vivement de votre intervention, nous vous prions de bien vouloir transmettre par le courrier diplomatique la lettre ci-jointe adressée à notre Ministre à Paris qui a bien voulu réserver à nos délégués l'accueil le plus aimable.

Afin d'informer du résultat satisfaisant de ces négociations, qui ont abouti à la signature d'un accord avec l'Office français des changes, l'Association suisse des banquiers adresse à ses membres les circulaires du 6 mars (E 2001 (D) 2/27) *et du 21 mars 1940* (E 2001 (E) 1967/113/453).

226

E 2300 London/34

Le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer, au Chef du Département politique, G. Motta

RP P.R. No. 5. London, 18. Januar 1940

Ich bin heute vom britischen Aussenminister empfangen worden.

Lord Halifax ist ein typischer Brite, gross, hager, blond, mit ernstem energischem Gesichtsausdruck. 59 Jahre alt, zeigt er keine Spur von Übermüdung, trotz der ausserordentlichen Arbeitslast und Verantwortung, die auf ihm ruhen, und hat Sinn für Humor. Der Empfang, dessen ursprüngliches Datum wegen Erkältung des Aussenministers und meiner selbst – es herrscht zurzeit eine leichte Grippeepidemie – verschoben werden musste, war ausserordentlich freundlich.

Nach den üblichen einleitenden Höflichkeitsformeln erkundigte sich Lord Halifax nach den Verhältnissen in der Schweiz. Ich benützte die günstige Gelegenheit, um ihn kurz – im Vorzimmer warten bereits drei Herren – über politische, militärische und ökonomische Fragen aufzuklären. Dabei hatte ich besonders auch die Aufgabe der vorgestern hier eingetroffenen Handelsdelegation im Auge.

Ich wies darauf hin, dass der Krieg der Schweiz, die nach wie vor eine strikt neutrale Politik verfolge, grosse Schwierigkeiten bringe; diese hängen hauptsächlich damit zusammen, dass zwei der kriegführenden Staaten unsere Nachbarn seien, wovon der eine, Deutschland, seit Anschluss Österreichs eine besonders lange Grenze mit uns habe. Wegen der in den letzten Jahren sich zuspitzenden politischen Lage in Europa und der Möglichkeit eines Krieges habe unser Land schon vor Längerem umfassende militärische Vorbereitungen getroffen, deren Kosten in viele hundert Millionen Schweizerfranken gehen. Seit Kriegsausbruch sei unsere Armee mobilisiert; die täglichen Ausgaben für

die Truppe und den stets fortschreitenden Ausbau der Bewaffnung und Befestigungen bedeuten eine weitere schwere finanzielle Belastung.

Diese finanzielle Last würde umsomehr empfunden, als gleichzeitig auch unser Export eine starke Einbusse erlitten habe und der Import wegen der Blockade Schwierigkeiten ausgesetzt sei. Der Export von Luxuswaren nach den kriegführenden Staaten sei aus Devisenrücksichten der Letzteren auf ein Minimum zusammengeschmolzen; auch nach neutralen Ländern habe dieser Export eine starke Abnahme erfahren. Ich erwähne besonders die Uhrenindustrie, ferner die Textilen und Stickereien. Lord Halifax frägt mich in diesem Zusammenhang, ob dies auch Arbeitslosigkeit zur Folge habe, was ich bestätige und beifüge, dass es gewissen Industrien eben nicht möglich sei, sich auf andere Wirtschaftszweige umzustellen. Als Beispiel führe ich Qualitätsarbeiten der Uhrenindustrie, ferner auch die St. Gallische Stickerei- und Spitzenindustrie an. Auch für die Hotelindustrie, die schwer betroffen, sei eine Umstellung ausgeschlossen.

Was nun speziell den Verkehr zwischen der Schweiz und England anbelange, bringe man dem Umstande, dass England sich im Kriege befinde und aus Valutaerwägungen gewisse Waren nicht im gleichen Umfange weiter importieren wolle, Verständnis entgegen, doch hoffe man anderseits, dass auch England unsere Lage verstehe; eine zuweitgehende Unterbindung unserer bisherigen Exporte könnte von unserer Wirtschaft kaum ertragen werden. Wenn ich Englands Wirtschaftspolitik richtig verstehe, gehe sie aus Valutagründen dahin, ausgeglichene Handelsbilanzen anzustreben. Die Schweiz habe bis anhin mit England eine aktive Handelsbilanz gehabt, die nun durch die englischen Importeinschränkungen, was den Normalverkehr anbelange, negativ werde.

Wenn die Zukunft vielleicht dennoch einen Aktivsaldo aufweise, so einzig nur wegen der weitgehenden Bestellungen von Kriegsmaterial, die ja England dringend benötige; gerade diese Bestellungen bereiten uns aber viel Kopfzerbrechen. Die schweizerische Armee habe bald nach Kriegsausbruch für eigenen Bedarf die schweizerische Industrie im grössten Aumass in Beschlag nehmen müssen. Eine gut ausgerüstete, zur Verteidigung bereite schweizerische Armee sei für alle wertvoll und wohl besonders für Frankreich und England. Was eine solche Armee bedeute, selbst gegen eine gewaltige Übermacht, könne man in Finnland sehen; was in Finnland die Wälder, bedeuten in der Schweiz die Berge. Trotz der weitgehenden Beanspruchung unserer Industrie für eigene äusserst wichtige Zwecke, bringe man aber den Wünschen Englands für Armeelieferungen Verständnis entgegen; es sei mir angenehm, mitteilen zu können, dass man die englischen Armeelieferungen soviel wie möglich in wohlwollende Erwägung gezogen habe; man werde demnächst in dieser Frage Bericht erstatten (Ich konnte diese Auskunft geben, da die Gesandtschaft am gleichen Vormittag von Herrn Fierz den verdankenswerten Bericht[1] erhielt, er denke, man könne im Prinzip das Minimalprogramm für die englischen Militärbedürfnisse erfüllen. Die Verwendung dieser ausführlicheren Mitteilung wollte ich für die Wirtschaftsdelegation reservieren).

1. *Non retrouvé.*

Von englischer Seite sei im Hinblick auf diese grossen Bestellungen in der Schweiz der Wunsch nach einer Zahlungsabmachung in Kreditform geäussert worden; es handle sich um circa 100 Millionen Schweizerfranken, ein Beitrag, der angesichts der vorgeschilderten finanziellen Lasten für unsere eigene Armee und der allgemeinen Wirtschaftslage sehr bedeutend sei; auch müssten wir mit solchen Krediten wegen unserer neutralen Stellung und eventuellen ähnlichen Forderungen von anderer Seite sehr vorsichtig sein. Für den Fall, dass überhaupt ein Kredit gewährt würde, sollte hiefür eine solche Form gewählt werden, die den Kredit nicht mit den Armeelieferungen in Verbindung bringe. Aus den vorerwähnten Gründen könne eventuell wohl nur ein Kredit von Seiten von Privatinstitutionen in Frage kommen. Trotz all diesen Schwierigkeiten würde auch die Kreditfrage einer wohlwollenden Prüfung unterzogen werden.

Lord Halifax nimmt von den vorstehenden Ausführungen mit lebhaftem Interesse Kenntnis. Insbesondere schien ihm die Mitteilung betreffend die Kriegslieferung angenehm; er versichert mir in diesem Zusammenhang, das man in England in höheren Militärkreisen sich durchaus Rechenschaft gebe von den Schwierigkeiten der Schweiz; ich schliesse daraus, dass eine zuvorkommende Haltung der Schweiz betreffend die dringend erwünschten Militärlieferungen englischerseits als ein wirkliches Entgegenkommen eingeschätzt wird und dass wir demgemäss auch ein Entgegenkommen Englands zugunsten unserer Anliegen fordern können.

Der Aussenminister stellt mir dann die Frage, ob man in der Schweiz einen deutschen Angriff als wahrscheinlich betrachte. Ich antworte mit dem Hinweis darauf, dass neulich unser höchster Offizier, General Guisan, sich in einer Rede dahin geäussert habe, dass die Schweiz unbedingt auf alle Eventualitäten gefasst und bereit sein müsse[2]. Von welcher Seite ein Angriff in erster Linie von uns befürchtet werde, würde Lord Halifax wohl ohne Nennung eines speziellen Landes meinerseits verstehen.

Lord Halifax äussert daraufhin die Ansicht, dass Deutschland sich einen Angriff auf die Schweiz doch zweimal überlegen werde. Erstens einmal allein schon aus wichtigen militärischen Gründen, dann aber auch aus politischen Erwägungen. Die Schweiz habe in der Völkerfamilie eine ganz besondere Stellung. Sie geniesse ein so grosses Ansehen im Ausland, deren unbedingte Neutralität sei so allgemein bekannt, dass ein Angriff Deutschlands auf die Schweiz dem deutschen Prestige einen derart schweren Schaden zufügen würde, dass man annehmen könne, es würde von einem solchen Schritte absehen. Er fügt allerdings bei, dass leider derartige Erwägungen in Berlin bei der Beurteilung militärischer Aktionen offenbar nicht immer die genügende Beachtung finden. Trotz dieses Nachsatzes habe ich den Eindruck gewonnen, dass Lord Halifax allerdings ohne absolute Überzeugung zur Ansicht neigt, Deutschland werde aus den von ihm angeführten Gründen von einem Angriff auf die Schweiz wenn immer möglich Umgang nehmen.

---

2. *Il s'agit probablement de l'allocution radiodiffusée du Général Guisan du 1er janvier 1940. Cf.* E 5795/549 *et* 301 *(lettre du Général Guisan du 30 décembre 1939).*

227

E 1004.1 1/393

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 19 janvier 1940[1]

78. Nomination d'un ministre de Suisse à Belgrade

Département politique. Proposition du 15 janvier 1940
Département des finances et douanes. Rapport-joint du 18 janvier 1940

Le Département politique expose ce qui suit:

«La disparition de l'Autriche a augmenté l'intérêt qu'a notre pays à être parfaitement renseigné sur la situation dans les Etats danubiens qui se trouvent comme nous au pourtour de l'Allemagne et sont placés devant des problèmes analogues à ceux que nous avons à résoudre. Pour la Hongrie, le Conseil fédéral a immédiatement tiré les conséquences du changement survenu en installant à poste fixe à Budapest M. le Ministre Jaeger, déjà accrédité dans la capitale hongroise, mais où il ne faisait précédemment que des séjours espacés. En ce qui concerne la Yougoslavie, l'opportunité d'un renforcement de notre représentation diplomatique nous est apparue dès le printemps 1938, mais nous ne l'avons pas menée à chef. Après avoir entretenu longtemps une légation à Berne, le gouvernement yougoslave l'avait pratiquement supprimée en 1933, se contentant d'accréditer en Suisse son ministre à Paris. La mission honorifique confiée à M. de Weck auprès de la Cour de Belgrade et la présence constante dans cette ville d'un excellent chargé d'affaires de Suisse, M. Steiner, semblaient momentanément suffire aux besoins du service.

La situation s'est modifiée depuis que la crise européenne a abouti à la guerre. Dès le mois de septembre 1933, le gouvernement yougoslave, réalisant à son tour l'utilité d'une légation auprès du Conseil fédéral, a organisé une chancellerie diplomatique à Berne, qu'il a confiée à un ministre plénipotentiaire jouissant de sa pleine confiance, puisque c'est à lui qu'il vient de faire appel pour le représenter dans un poste difficile, celui de Sofia, dont dépend le maintien de l'amitié péniblement rétablie entre lui et le gouvernement bulgare. La demande d'agrément qu'il formule pour assurer le remplacement rapide de M. Milanovitch en Suisse montre l'importance qu'il attache à raffermir les liens existant entre la Suisse et la Yougoslavie. Le moment paraît venu de répondre à ce geste en nommant à notre tour un ministre plénipotentiaire à Belgrade.

Les efforts que les gouvernements des Etats balkaniques poursuivent actuellement pour régler les questions qui les divisent et se mettre en état de résister à la poussée germanique et soviétiste dans l'est de l'Europe sont un des éléments décisifs de la partie diplomatique très serrée qui se joue en marge de la guerre. La Yougoslavie, qui a avec la Suisse deux voisins communs, l'Alle-

1. *Etait absent: H. Obrecht.*

magne et l'Italie, et qui, comme elle, n'a jamais repris de relations diplomatiques avec la Russie, tient dans cette partie un rôle de première importance et, pour pouvoir prévoir tant soit peu ce qui se prépare, il est indispensable d'être exactement renseigné sur ce qui se passe à Belgrade. Notre chargé d'affaires, M. Steiner, s'acquitte de son mieux de cette tâche essentielle d'observation. Nul doute, toutefois, qu'elle lui serait considérablement facilitée par une promotion au grade de ministre, à laquelle il peut prétendre par son ancienneté de service et par ses qualités. Le fait d'être depuis dix ans au même poste sans avoir reçu d'avancement est propre à affaiblir le crédit de n'importe quel agent et nous devons à l'entregent de M. Steiner de n'avoir pas eu davantage à en constater les effets.

Il est hors de doute que la nomination de M. Steiner, qui a noué à Belgrade de solides amitiés, y sera appréciée comme une marque d'égards et aura, non seulement dans le domaine politique, mais dans d'autres encore et, notamment, en matière économique, une influence heureuse sur les relations entre la Suisse et la Yougoslavie. Les règles de la courtoisie internationale obligent néanmoins à solliciter préalablement l'agrément du gouvernement yougoslave à cette nomination. La décision à prendre à cet égard devrait, en temps ordinaire, être précédée, conformément aux engagements pris, d'une procédure parlementaire. Dans les circonstances actuelles, nous sommes d'avis que le Conseil fédéral peut faire le nécessaire en vertu de l'article 3 de l'arrêté fédéral, du 30 août 1939, sur les mesures propres à assurer la sécurité du pays et le maintien de sa neutralité[2].

Quant aux conséquences financières de la nomination de M. Steiner en qualité de ministre de Suisse en Yougoslavie, nous formulerons des propositions, d'entente avec le département des finances, lorsque l'agrément du gouvernement yougoslave aura été obtenu.»

Le Département politique propose donc:

1° de l'autoriser à demander l'agrément du gouvernement yougoslave à la nomination de M. Paul *Steiner* en qualité d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire de Suisse à Belgrade;

2° de garder à cette décision un caractère confidentiel jusqu'au moment où le gouvernement yougoslave se sera prononcé.

Cette proposition est approuvée; toutefois cette décision est prise non en application des pouvoirs extraordinaires, mais de la compétence du Conseil fédéral.

Un crédit supplémentaire sera demandé, le moment venu, à l'Assemblée fédérale.

---

2. *Cf. RO, 1939, vol. 55, p. 782.*

228

E 5155 1968/12/2

Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département militaire, R. Minger

Copie
L C.22.43.1.-VT. Bern, 19. Januar 1940

Mit Schreiben vom 11.d.M.[1] übermittelten Sie uns einen Bericht Ihrer Kriegstechnischen Abteilung, in dem die neuen Schwierigkeiten dargelegt wurden, die in der Ausführung Ihrer Bestellung von Messerschmitt-Flugzeugen deutscherseits eingetreten sind[2]. Auf Grund dieses Berichtes ersuchten Sie uns, bei der deutschen Regierung darauf hinzuwirken, dass die Lieferungen wieder aufgenommen werden.

Mit unserem Auftrag an die Gesandtschaft in Berlin haben wir deshalb einige Tage zugewartet, weil inzwischen Herrn Dr. Hotz, Direktor der Handelsabteilung, der Besuch des Gesandten Hemmen, Vorsitzenden der deutschen Delegation für die Wirtschaftsverhandlungen mit der Schweiz, auf den 15. Januar angemeldet worden war und in Aussicht genommen wurde, die Flugzeugbestellungen bei diesem Anlasse zur Sprache zu bringen. Wie wir nun erfahren, konnte in dieser Unterredung eine Förderung der Angelegenheit leider nicht erzielt werden, weil Herr Hemmen erklärte, über die Einzelheiten nicht orientiert zu sein[3].

Wir beauftragen deshalb nunmehr Herrn Minister Frölicher, bei der deutschen Regierung vorstellig zu werden. Für den Erfolg seiner Bemühungen würde es allerdings kaum von Vorteil sein, wenn man die Unmöglichkeit der Lieferung von Automobilbereifungen mit einem deutschen Verschulden begründen wollte. Ganz abgesehen davon, dass ein solches Vorbringen dem Widerspruch rufen würde in einer Angelegenheit, die nur durch Verständigung befriedigend geregelt werden kann, erscheint uns die Sachlage doch zu wenig eindeutig[4]. Es kann den deutschen Behörden nicht unbekannt sein, dass schon während den Besprechungen über die Lieferung von Automobilreifen gewisse Schwierigkeiten aufgetaucht sind, die dazu geführt haben, dass die Kriegstechnische Abteilung an die Stelle der Lieferfirma treten sollte. Den deutschen Behörden die Nichtinnehaltung des Vertrages zur Last zu legen, wäre auch deshalb heikel, weil schweizerischerseits, was die sogenannten Sparmetalle anbelangt, von den ursprünglich vereinbarten Verkaufsbedingungen ebenfalls abgegangen werden musste[5].

Wir gestatten uns in diesem Zusammenhang die Frage aufzuwerfen, ob nicht

---

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. N° 171.*
3. *Cf.* E 8100 (B) 1971/137/731.O.
4. *Cf. à ce sujet* E 2001 (D) 1/104.
5. *Cf.* E 5155 1968/12/2.

erneut der Bezug italienischer Flugzeuge in Erwägung gezogen werden könnte, wenn sich die Schwierigkeiten bezüglich der Messerschmitt-Apparate nicht ohne weiteres beheben lassen. Von politischen Gesichtspunkten aus wäre eine derartige Transaktion mit Italien sehr willkommen. Auch wirtschaftlich könnte sie, wie uns die Handelsabteilung bestätigt, nur erwünscht sein. Die Durchführbarkeit unserer Anregung dürfte mithin einzig von der Frage der technischen Eignung des Materials abhängen. Obwohl wir überzeugt sind, dass das Problem der Versorgung der Armee mit Flugzeugen von Ihrer Kriegstechnischen Abteilung auch nach dieser Richtung hin schon geprüft worden ist, gestatten wir uns, diese Anregung hier anzubringen, in der Meinung, dass die Vorteile, vor allem diejenigen politischer Natur, einer Bestellung in Italien bei der veränderten Sachlage heute wohl schwerer ins Gewicht fallen als noch vor dem Ausbruch des Krieges[6].

6. *Cf. la réponse du Département militaire du 26 janvier 1940* (E 2001 (D) 3/546).

229

E 5155 1968/12/2

Le Chef du Département militaire, R. Minger,
au Ministre de Grande-Bretagne à Berne, D. Kelly

Copie
L 7541.2.D/G. Berne, 19 janvier 1940

Nous nous référons à l'entretien que nous avons eu l'honneur d'avoir avec Votre Excellence le 13 janvier 1940 au sujet des fournitures de la Fabrique de machines-outils d'Oerlikon pour le compte de l'Amirauté britannique.

Dans le programme de livraison que vous nous avez remis, les échéances sont échelonnées comme suit:

février	1940	30 matériels
mars	1940	60 matériels
avril	1940	80 matériels
mai/août	1940	100 matériels
dès septembre		130 matériels par mois.

Nous avons examiné la situation et constaté que ce programme correspond aux dispositions prises par le fournisseur avec ses sous-traitants. La fabrication a été organisée de telle manière qu'elle pourra se poursuivre sans être gênée par celle en cours pour notre compte, et malgré que, par suite de la mobilisation, il soit difficile parfois au fournisseur de se procurer le personnel nécessaire. Ce programme nous paraît donc réalisable.

En ce qui nous concerne, nous ne passerons pas de nouvelles commandes susceptibles de contrarier l'exécution des contrats conclus par votre Gouverne-

ment, savoir celui d'avril 1939 de 520 matériels et celui du 16 septembre 1939 de 1000 matériels.

Quant à la question d'une augmentation éventuelle de la production, nous n'avons pas la possibilité d'intervenir. La Fabrique de machines-outils d'Oerlikon doit être en mesure d'établir son propre programme et de répartir judicieusement ses livraisons entre les différents Etats qui lui ont passé des commandes. Nous ne nous verrions contraints d'intervenir que seulement dans le cas où, à la suite de nouvelles dispositions, les livraisons indispensables à notre armée courraient le risque d'être retardées.

A cette même occasion, nous nous permettons d'attirer votre attention sur le fait que l'Usine d'Oerlikon rencontre des difficultés dans la couverture de ses besoins en matières premières. Elle peut bien faire fabriquer en Suisse l'acier qui lui est nécessaire, mais des difficultés se présentent concernant la fourniture des métaux d'alliage indispensables, tels, par exemple, que le nickel, le chrome, le molybdène et le manganèse. Il serait nécessaire que le Gouvernement britannique prête son assistance, afin que l'usine d'Oerlikon puisse recevoir les métaux en question en quantités suffisantes.

En réponse à la lettre N° 71/7/40 du 17 janvier 1940[1] de Votre Excellence, nous avons l'avantage de lui exposer ce qui suit:

La question soulevée par le Colonel Fierz ne concernait pas des machines-outils destinées à la Fabrique d'Oerlikon, mais des machines expédiées à l'adresse de notre propre fabrique d'armes. Il s'agissait notamment d'un type de machine nécessaire pour la fabrication d'organes d'armement. Or, comme les maisons qui s'occupent de ce genre de fabrication sont plus ou moins interdépendantes, le défaut de machines chez l'une d'elles se fait sentir de manière générale. Nous sommes cependant heureux de vous annoncer que les machines en question, embarquées sur le vapeur «Birmana», ont été libérées ces derniers jours.

Au sujet de la munition, la situation est la suivante:

L'Amirauté britannique a passé commande d'environ 2 260 000 coups pour canons d'Oerlikon. Environ 250 000 coups ont déjà été livrés, et le reste le sera au fur et à mesure des fournitures de canons. On nous a dit qu'il avait été prévu des livraisons mensuelles de 200 000 coups. Cette livraison pourrait se heurter, dans quelques mois, à une difficulté unique: le manque de poudre. Jusqu'ici, en effet, nous avons tiré de notre propre poudrerie toute la poudre nécessaire à Oerlikon, mais nos besoins pour la défense nationale ayant augmenté, nous aurons l'emploi dans quelques mois de la production totale de notre poudrerie. Notre Service technique s'est vu récemment dans la nécessité de prévenir dans ce sens l'usine d'Oerlikon. Nous nous efforcerons toutefois de continuer nos livraisons aussi longtemps que possible pour permettre à Oerlikon de se couvrir ailleurs de ses besoins en poudre. Il ne s'agit évidemment pas de grosses quantités, 200 000 cartouches par mois ne représentant qu'environ 8 tonnes de poudre, mais ces 8 tonnes sont pour notre petite armée un facteur déjà important.

---

1. *Non reproduite. Kelly y informait du déblocage de caisses de machines destinées à la Fabrique d'Oerlikon, à la suite d'une remarque de Fierz.*

Nous espérons que notre exposé est suffisamment clair et souhaitons que les livraisons de la Fabrique d'Oerlikon soient exécutées conformément au programme arrêté.

230

E 2001 (D) 3/484

Le Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann, au Président de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés, R. Briner

Copie
L

Bern, 20. Januar 1940

Ihre Eingabe vom 22. Dezember[1] hat unsere volle Aufmerksamkeit gefunden, ist doch das Problem der Flüchtlinge für uns, wie für alle Ihrer Zentralstelle angeschlossenen Organisationen schon seit langem und besonders in der gegenwärtigen Zeit eine sehr heikle und drückende Aufgabe geworden. Auch unsere Bestrebungen gehen dahin, den Flüchtlingen eine mit unsern Traditionen übereinstimmende humane Behandlung angedeihen und nichts unversucht zu lassen, ihre legale Weiterreise in Länder zu fördern, die trotz der allseitigen wirtschaftlichen und politischen Schwierigkeiten noch aufnahmefähig sind. Auch uns ist die loyale Zusammenarbeit der Zentralstelle und der ihr angeschlossenen Organisationen mit unserer Fremdenpolizei ein Bedürfnis und wir freuen uns darüber, dass sich unsere Anschauungen über diese Grundfrage decken.

Besonders interessiert haben uns Ihre Mitteilungen über das was die hauptsächlichsten Ihnen angeschlossenen Hilfsorganisationen, die jüdische, die katholische und die evangelische Flüchtlingshilfe, die schweizerische Flüchtlingshilfe Bern (Gewerkschaftsbund) und das Schweizer Hilfswerk für Emigrantenkinder bisher geleistet haben. Abgesehen von den grossen finanziellen Aufwendungen entnehmen wir Ihrer Aufstellung, dass nach Möglichkeit versucht wird, den einzelnen Flüchtling im Hinblick auf die Weiterwanderung durch Sprachkurse und erste Einführung in gewisse manuelle Berufe vorzubereiten, sowie dass für die Leute, die nicht in Heimen und Lagern untergebracht werden können, Freiplätze gesucht werden. Wir vernehmen mit Befriedigung, dass die Hilfsorganisationen bestrebt sind, den einzelnen Fall individuell zu behandeln. Die Verwirklichung von Ziffer 5 Ihrer Begehren[2] hängt ja in erster

---

1. *Non reproduite. La requête de l'Office central commence par une présentation de ses activités depuis sa fondation en 1936 et des actions des autres organisations d'aide aux réfugiés fondées par les milieux juifs, catholiques, protestants et syndicaux. Ensuite, elle expose la situation des réfugiés en Suisse depuis le début de la guerre. Enfin, elle demande une augmentation des crédits fédéraux, une décentralisation de l'aide, un programme de création d'emplois et une plus grande tolérance de la part de la police des étrangers.*
2. *L'Office central demandait notamment:* Humane und individuelle Handhabung der fremdenpolizeilichen Bestimmungen in Einzelfällen; Konsultierung der privaten Hilfsstellen, denen die betr. Emigranten bekannt sind, in Fällen von Massregelungen, Einweisung in Arbeitslager, Internierung etc.

Linie davon ab, dass der einzelne Flüchtling, der von einer privaten Hilfsorganisation betreut wird und mit dem die Fremdenpolizei zu tun hat, der ersteren genau bekannt sei. Da die Fremdenpolizei sehr oft den einzelnen Ausländer nur aus den Akten kennen kann, ist es notwendig, dass die private Hilfsstelle sie auf dem laufenden hält über die Besonderheiten eines Einzelfalles und dass sie namentlich die Fremdenpolizei von allem Anfang an verständigt, wenn der Einzelne ihr Schwierigkeiten irgendwelcher Art bereitet. Die Behörde wird dadurch in die Lage versetzt, rechtzeitig mit Verwarnungen einzugreifen und dürfte mit ihrer Autorität sehr oft eine schlimmere Entwicklung des Einzelfalles verhüten können. Wir heben das besonders hervor, weil die Polizeiabteilung in jüngster Zeit Fälle zur Beurteilung erhalten hat, in denen sich als mildeste Massnahme die Internierung in einer Strafanstalt aufdrängte, während nach ihrer Überzeugung bei einem früheren Eingreifen der Behörde aller Wahrscheinlichkeit nach der Flüchtling durch eine strenge Verwarnung auf den rechten Weg hätte gebracht werden können.

Zur Frage der Internierung teilen wir Ihnen folgendes mit: Flüchtlinge werden, wie andere Ausländer auch, nur interniert, wenn die Ausschaffung sich aufdrängt, ihre Durchführung aber unmöglich ist oder als zu hart erscheint. Ein Flüchtling, der sich nichts hat zuschulden kommen lassen, wird nur interniert, wenn sich niemand seiner annimmt und er sonst der öffentlichen Wohltätigkeit zur Last fallen würde. Sonst ist Voraussetzung erhebliches Vergehen gegen fremdenpolizeiliche Vorschriften, z. B. illegale Einreise und Versteckhalten, unerlaubte Erwerbstätigkeit oder sonst ordnungswidriges Verhalten, z. B. schwere Disziplinwidrigkeit in einem Emigrantenlager, Erschleichen von Unterstützung mit falschen Angaben, usw. Selbstverständlich müssen auch Ausländer mit erheblichen Vorstrafen interniert werden und solche, die in der Schweiz politisch tätig waren oder mit deren politischer Tätigkeit gerechnet werden muss, wie bei den Kommunisten. Diese Aufzählung ist natürlich nicht vollständig, sie soll nur zeigen, in welcher Richtung die Internierungspraxis geht. Es wird jedoch jeder einzelne Fall sorgfältig geprüft. Emigranten, die nicht moralisch schwer belastet sind, werden in den Strafanstalten Witzwil oder Bellechasse interniert. Mit den Leitungen dieser Anstalten ist vereinbart, dass diese Internierten einem besondern Regime unterstellt sind. Sie müssen zwar während der Arbeitszeit mit den andern Insassen der Anstalten zusammensein und erhalten die Anstaltsnahrung. Während ihrer Freizeit und in der Nacht können sie jedoch unter sich sein; auch werden ihnen gewisse Freiheiten gewährt, die den andern Insassen der Anstalten versagt sind, z. B. in der Unterhaltung, der Lektüre, der Korrespondenz, usw. Ihre Korrespondenz muss nicht auf Anstaltspapier geschrieben werden. Damit sind die Voraussetzungen geschaffen, dass der internierte Flüchtling sich nicht als zum Strafvollzug in eine Anstalt gewiesener Rechtsbrecher vorkommen muss. Seine Internierung wird selbstverständlich auch nicht im Strafregister vorgemerkt. Der grosse Vorteil, den die genannten Anstalten bieten, besteht in den zahlreichen Arbeitsmöglichkeiten. Je nach ihrer Vorbildung und ihren Fähigkeiten können die internierten Flüchtlinge in den verschiedenen Zweigen der Landwirtschaft oder als Schneider, Schuhmacher, Schreiner, Schlosser, Buchdrucker, usw. Verwendung finden und ihre Anlagen in dem ihnen zugewiesenen Berufe voll auswerten, da die

Frage der Belastung des Arbeitsmarktes sich nicht stellt. In Witzwil und Bellechasse sind auch leichtere Fälle von Nichtflüchtlingen interniert, solche zum Teil auch in der diesen Anstalten ähnlichen, zur Strafanstalt St. Gallen gehörenden Anstalt im Saxerried. Die anderen, schwereren Fälle kommen in die übrigen Strafanstalten. Diese sind auch vorgesehen zur Überführung von Internierten, die in Witzwil, Bellechasse oder Saxerried wegen ihres Benehmens nicht mehr gehalten werden können. Die Gesamtzahl der in allen Strafanstalten internierten Ausländer beträgt heute ca. 70. Davon sind ca. 50 Flüchtlinge (jüdische, politische, militärische und andere). Die übrigen sind ausgewiesene, früher vielfach von Land zu Land geschobene Schriftenlose, viele davon vorbestraft. Die Zahl der Internierten ist also sehr gering, gemessen an der Gesamtzahl aller Flüchtlinge und schriftenlosen Ausländer in der Schweiz. Die Zahl der heute in Witzwil und Bellechasse Internierten beträgt 44.

Ihr Wunsch, von Bundes wegen besondere Internierungsmöglichkeiten in grossem Stil für Flüchtlinge zu schaffen, deren Einweisung in eine Strafanstalt nicht in Frage kommt, ist leider nicht erfüllbar. Wir zweifeln sogar an der Zweckmässigkeit solcher Lager. Ganz abgesehen von den Kosten, die ein mehrfaches der Kosten für die Unterbringung in Strafanstalten betragen würden, wäre es unmöglich, die Insassen solcher Lager nach ihren besonderen Fähigkeiten zu beschäftigen. Wenn auch einzelne verwendet werden könnten für den Innenbetrieb der Lager, so müssten alle andern zu harter Arbeit verhalten werden, wie Torfstechen oder Meliorationsarbeiten. Es müsste besonders befähigtes Personal gesucht und angestellt werden. Da die Zahl der in einem Lager unterzubringenden Flüchtlinge verhältnismässig klein wäre, würde der Betrieb eines Lagers Kosten verursachen, die in keinem vernünftigen Verhältnis stehen würden zum Zweck der Unternehmung. Wir sind aber auch der Auffassung, dass es nicht möglich ist, über die aus staatspolitischen Erwägungen auf Bundeskosten zu erfolgenden Internierungen hinaus Flüchtlinge auf Bundeskosten in der Schweiz zu unterhalten.

Etwas anderes ist es mit dem Plan, zu schwerer körperlicher Arbeit geeignete Flüchtlinge in die Lager des bisherigen zivilen Arbeitsdienstes einzuberufen zur Verwendung für Strassenarbeiten im Dienste der Armee, jedoch hinter der Front. Nach den Mitteilungen, die wir vor geraumer Zeit von der Armee erhalten hatten, durften wir erwarten, dass dieser Plan sich in verhältnismässig kurzer Zeit verwirklichen lasse. Es hat sich jedoch leider herausgestellt, dass die Frage der Herbeiziehung der schweizerischen Arbeitslosen für im Dienste der Landesverteidigung liegende Arbeiten ein viel grösseres Ausmass annimmt als vorauszusehen war und deshalb umfangreicher Vorarbeiten bedarf. Diese Aktion ist heute im Gange. Bevor diese Organisation ausgebaut ist, ist es jedoch nicht möglich zu übersehen, was für Arbeitsgelegenheiten die Armee für die Emigranten zur Verfügung zu stellen hat. Wir dürfen jedoch hoffen, dass sich auch diese Frage in absehbarer Zeit klären werde, sodass der Plan verwirklicht werden kann. Voraussetzung dafür ist selbstverständlich, dass der Bundesrat den notwendigen Kredit zur Verfügung stellen kann. Wenn Armee und Militärdepartement die Notwendigkeit der geplanten Arbeit bejahen, so werden auch wir dem Bundesrat die Kreditvorlage befürworten.

Da auch uns daran liegt, dass wenigstens eine gewisse Zahl von Flüchtlingen

wenn irgend möglich beschäftigt werden können, hat die Polizeiabteilung beim Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit die Frage aufgeworfen, ob nicht deren Verwendung bei den bevorstehenden Frühjahrsarbeiten in der Landwirtschaft möglich wäre. Das Bundesamt hat die Prüfung der Frage zugesichert.

Sie ersuchen uns ferner, beim Bundesrat einen Kredit nachzusuchen, der den der Zentralstelle für Flüchtlingshilfe angeschlossenen Hilfswerken zur Verfügung gestellt werden soll als Beitrag zum Unterhalt der Flüchtlinge während ihres Aufenthaltes in der Schweiz. Wir können uns mit diesem Gedanken nicht befreunden, sind jedoch bereit, wie bisher Beihilfen für die Weiterreise von Flüchtlingen im Einzelfall zu gewähren. Der Bund hat im vergangenen Jahre ca. 100 000 Franken dafür beigesteuert. Der Bundesrat hat einen etwas höheren Betrag in den Voranschlag für 1940 aufgenommen. Sollte dieser Betrag nicht ausreichen, so sind wir bereit, dem Bundesrat auch für das laufende Jahr Nachtragskreditbegehren vorzulegen. Was jedoch die Unterstützung der Flüchtlinge für ihren Aufenthalt in der Schweiz anbetrifft, so müssen wir die Geldbeschaffung dafür den privaten Organisationen überlassen. Einzelne von diesen erhalten dafür Beiträge auch von internationalen Organisationen, denen ja die Lage in unserem Lande und die Aufgabe, die die Schweiz mit der vorübergehenden Zulassung von Flüchtlingen auf sich genommen hat, bekannt sind. Wir haben Ihrem Bericht mit Genugtuung entnommen, dass jede einzelne der Zentralstelle angeschlossene Hilfsorganisation nach wie vor bestrebt ist, durch Sammlungen ihre Fonds zu äufnen. Wir glauben auch, dass es möglich sein sollte, noch einmal eine allgemeine Sammlung durchzuführen, wenn die Wehrmannsspende durchgeführt ist und das Hilfswerk für Finnland seine Hauptaktion abgeschlossen haben wird.

Neben der Obsorge für die fremdenpolizeiliche Ordnung besteht die Hauptaufgabe der Polizeiabteilung darin, zusammen mit den privaten Hilfsorganisationen, die Beziehungen mit internationalen Hilfswerken haben, Möglichkeiten für die Weiterwanderung der Flüchtlinge zu schaffen. Sie steht der Zentralstelle und den einzelnen Hilfsorganisationen zur Beratung in diesen Fragen zur Verfügung.

Sie haben erneut die Frage nach einer Gesamterfassung aller in der Schweiz sich aufhaltenden Flüchtlinge aufgeworfen. Es bestand zunächst der Plan, diese Gesamterfassung in einer Aktion direkt durch die eidgenössische Fremdenpolizei zu organisieren. Wir hatten Bedenken, da dies einen grossen Apparat erfordert hätte, und haben deshalb die Polizeiabteilung beauftragt, diese Erhebung anhand der der Fremdenpolizei zum Entscheid vorgelegten Einzelfälle zu organisieren. Es soll demnächst mit der Arbeit begonnen werden.

Zum Schlusse möchten wir zusammenfassen, dass unseres Erachtens alle Bestrebungen dahin gehen müssen, für die Flüchtlinge möglichst bald Bewilligungen zur Einwanderung in Länder zu erhalten, in denen sie sich definitiv festsetzen und ein neues Leben aufbauen können. Diese Bestrebungen sind nicht nur ein Erfordernis, das sich aus unseren schweizerischen Interessen ergibt, sondern sie liegen ebensosehr im Interesse der Flüchtlinge selbst. Da wenigstens vorläufig mit Sammeltransporten nach bestimmten Ländern nicht gerechnet werden kann, muss jeder einzelne Fall nach dieser Richtung geprüft werden. Wir sind überzeugt, dass das Problem der Flüchtlinge durch deren

Weiterwanderung Zug um Zug gelöst werden kann, wenn alle Bestrebungen nach dieser Richtung gehen, und wollen deshalb, wie gesagt, Beiträge aus Bundesmitteln im Einzelfall leisten, soweit diese nicht aus privaten Mitteln aufgebracht werden können. Die weitere enge Zusammenarbeit der Polizeiabteilung mit Ihrer Zentralstelle und den ihr angeschlossenen Hilfsorganisationen wird sicherlich beidseitig von grossem Nutzen sein.

231

E 5155 1968/12/2

Le Chef du Service technique militaire, R. Fierz,
à l'Attaché militaire de Suisse à Paris, R. de Blonay

Copie
L St Vertraulich
Lieferungen von Oerlikon nach Frankreich. Bern, 31. Januar 1940

Oberst Masson übermittelt mir Ihr Schreiben Nr. A.I.8. de 40 vom 16. Januar 1940[1] betreffend die Lieferungen von Oerlikon mit dem Ersuchen, Ihnen direkt die notwendigen Angaben zu machen, da ich in den letzten Monaten die Angelegenheit weitgehend habe bearbeiten müssen und darum am besten orientiert bin.

Um Ihnen einen Überblick zu geben, muss ich auf Ende August 1939 zurückgreifen: Im August erhielt Frankreich 60 Oerlikon-Kanonen in zwei Raten. Die erste Rate sollte um den 23. August versandt werden und damals wurde vom Kdo. der Fl. & Flab-Truppe geäussert, man sollte diese Sendung zurückbehalten und für uns beschlagnahmen. Das E.M.D. hat dann entschieden, dass dies im damaligen Moment nicht tunlich sei und die Sendung ging ab.

Die zweite Rate kam Ende August zur Spedition und es wurde versucht, die Sendung zurückzuhalten. Der französische Botschafter hat sich darauf sofort eingesetzt und es wurde an höchster Stelle entschieden, dass im Hinblick auf unsere Beziehungen zu Frankreich die Lieferung freigegeben werden müsse. Der inzwischen ernannte General hat einen Wiedererwägungsantrag gestellt, konnte aber damit nicht durchdringen.

Anfang September hat man dann die in Oerlikon vorhandenen Waffen für uns requiriert, und da es sich um solche handelte, die auf Grund der französischen Bestellungen angefertigt worden waren, kam es zu Verhandlungen mit Frankreich[2], die dann am 22. September 1939 zu einer Vereinbarung führten[3]. In dieser Vereinbarung war festgelegt, dass für den Rest des laufenden

1. *Non reproduite. Masson a remis la lettre de de Blonay à Fierz le 29 janvier 1940.*
2. *Cf. N^os 138, 145, 150.*
3. *Cf. N° 169.*

Jahres wir während zwei Monaten die Fabrikate von Oerlikon erhalten, theoretisch die Produktion von September und November und dass die Fabrikation von Oktober und Dezember für den Export freigegeben werde. In der Vereinbarung wurde erwähnt, es handle sich für uns um $2 \times 60 = 120$ Waffen. Tatsächlich beanspruchten wir aber $2 \times 70 = 140$, wovon je 60 von den französischen Lieferungen stammen und je 10 von holländischen.

Ich habe gesagt, theoretisch die Produktion von September und November und zwar aus folgendem Grund: Durch die Mobilmachung wurde in der ganzen Schweiz die Ausfuhr vorübergehend desorganisiert, indem bei vielen Firmen 50%, sogar bis zu 70% des Personals zum Aktivdienst einrücken mussten. Nur ein Teil des für uns arbeitenden Personals speziell auf dem Munitionsgebiet war schon vorher vom Einrücken befreit. Bis der ganze Apparat hinsichtlich Dienstbefreiungen spielte, dauerte es sehr lange und demzufolge traten überall wesentliche Verschiebungen in den Lieferterminen auf. Tatsächlich erhielten wir die 70 Waffen der September-Produktion erst Ende Oktober und von der vorgesehenen November-Produktion erhielten wir 30 Stück im Dezember und sollten 40 im Januar 1940 erhalten.

In den Abmachungen mit Frankreich war ferner stipuliert, dass diejenigen Waffen, die bis Ende 1939 nicht geliefert werden, dann im Jahr 1940 sobald wie möglich zur Lieferung kommen sollen. Die Sachlage war nun die, dass man entschieden hatte, es müsse vom Januar bis und mit Mai 1940 die Hälfte der Produktion von Oerlikon für uns reserviert werden und der Rest sei für den Export frei gegeben. Durch die Einflüsse der Mobilisation ist nun aber vorübergehend für den Anfang des Jahres 1940 die Produktion zurückgegangen, wobei man sich Rechenschaft geben muss, dass die eigentliche Fabrikation nur zum kleinsten Teil von der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon selbst gemacht wird ausser der Gesamtmontage, und dass sozusagen alle Hauptbestandteile der Waffen von dritten Firmen angefertigt werden. All diese Firmen haben seit September grosse Schwierigkeiten inbezug auf das Personal gehabt und man weiss, dass wenn einmal irgendwo ein Unterbruch entsteht, es sehr schwer ist, die Fabrikation wieder richtig in Gang zu bringen. Ich lege Ihnen eine Tabelle bei, aus der Sie sehen, welche Produktion total ab Januar 1940 verfügbar sein dürfte.

Eine weitere grosse Schwierigkeit, die zu Differenzen mit den französischen Instanzen führte, bestand nun darin, dass Frankreich nicht der einzige Kunde von Oerlikon ist, sondern dass auch noch andere Abnehmer, zum Teil mit älteren Rechten Ansprüche erheben. Im vorliegenden Fall spielt eine wesentliche Rolle nur der Vertrag zwischen Oerlikon und Holland. Man hat nun bei uns konsequent den Standpunkt vertreten, in die Frage der Verteilung der für den Export freigegebenen Gegenstände können und wollen wir uns nicht einmischen, dies sei eine interne Sache des Fabrikanten, denn er müsse sich mit seinen Abnehmern auseinandersetzen.

Der erste Verteilungsplan sah nun vor, dass Frankreich Januar und Februar zusammen nur 25 Waffen erhalten sollte und dies gab Anlass zu wenig erfreulichen Auseinandersetzungen (zum Teil, im Vertrauen gesagt, zwischen mir und Commandant Siméon).

Um einen Ausweg zu finden, hat man nun versucht, zum mindesten von uns

aus den guten Willen zu zeigen. Wir hätten im Januar und Februar je 25 Waffen erhalten sollen und haben vollständig auf die Januar-Lieferung verzichtet in der Meinung, dass wir sie dann im Februar bekommen. Die in der schon erwähnten Tabelle angegebene Januar-Lieferung mit 30 Stück gehört zum Dezember und zählt darum hier nicht mit. Zu erwähnen ist aber, dass wir im Januar vom Dezember her 40 Stück hätten erhalten sollen. Wir haben nun auf 10 Stück verzichtet, die wir dann im Juni (in der Tabelle nicht angegeben) erhalten werden. Anfang Januar hat dann eine Aussprache stattgefunden zwischen Herrn Bührle, Direktor der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon und dem französischen Botschafter Monsieur Alphand[4]. Es muss dabei ziemlich warm zugegangen sein, aber es führte zu der Lösung hinsichtlich der Lieferungen nach Frankreich, wie sie in der beiliegenden Tabelle angegeben ist.

In dieser Angelegenheit haben verschiedene Besprechungen zwischen Herrn Bundesrat Minger und Herrn Alphand stattgefunden und soviel wir heute wissen, hat man sich von seiten Frankreichs mit diesen Lieferungen einverstanden erklärt. Auf alle Fälle haben wir seit Anfang Januar keine neuen Reklamationen mehr, was naturgemäss nicht bedeuten will, dass gelegentlich wieder neue Wünsche kommen.

Ich erwähne im besondern, dass es sich bei all den Unterhandlungen immer nur um diejenigen Waffen gehandelt hat, die von Frankreich vor dem 2. September 1939 bestellt worden sind, indem man in sehr korrekter Weise auch in Paris den Standpunkt vertrat, Sachen, die erst nach Kriegsausbruch bestellt worden seien, könnten keine besondere Bevorzugung beanspruchen. (Die Engländer sind in der Beziehung weniger zurückhaltend.)

Was die in der Tabelle[5] angegebenen Lieferungen für Holland anbetrifft, so bitte ich Sie aus bestimmten Gründen, von diesen Angaben keinen Gebrauch zu machen.

Es ist durchaus begreiflich, dass sich eine ganze Reihe von Instanzen für solche Geschäfte interessiert, man kann sich aber schwer vorstellen, wie schwierig es ist, Lösungen zu finden, bei denen einerseits unsere eigenen Bedürfnisse in minimalen Ausmass berücksichtigt werden und man auch noch die Nachbarn befriedigen kann.

Ich möchte Sie allgemein bitten, möglichst vertraulich von den Mitteilungen Gebrauch zu machen, schon deswegen, damit die ganze Angelegenheit, die momentan sich allem Anschein nach ruhig abwickelt, nicht neuerdings aufgeworfen wird. Ich kann Ihnen bestimmt versichern, dass grössere Lieferungen in nützlicher Frist nicht möglich sind, denn es fehlen uns in der Schweiz die notwendigen Fabrikationseinrichtungen für die Steigerung der Produktion. Man muss nicht vergessen, dass, um nur einen Bestandteil zu nennen, die Herstellung des Verschlusskastens der Oerlikon-Kanone einen Einsatz von über 200 Werkzeugmaschinen benötigt und dass für die gesamten Waffen wahrscheinlich mehrere tausend Maschinen in Betrieb sind.

Ich hoffe, dass ich Ihnen mit obigem die gewünschten Informationen gegeben habe, stehe aber selbstverständlich zur Verfügung, wenn Sie Ergänzungen

---

4. *Un procès-verbal de cette entrevue n'a pas été retrouvé.*
5. *Non reproduit. 55 canons promis à la Hollande, livrables entre mars et juin 1940.*

benötigen und möchte Sie Ihrerseits bitten, mich zu orientieren, sofern Sie Neuigkeiten erfahren, denn je früher man orientiert wird, umso besser kann man sich für die Behandlung solcher Fragen vorbereiten.

232

E 2001 (D) 2/268

La Banque nationale[1] *au suppléant du Chef de Département politique, J. Baumann*

L Vertraulich. Zürich, 7. Februar 1940

Mit Ihrem Schreiben vom 5. Februar a.c.[2] ersuchen Sie uns, zur Frage der Aufnahme eines Anleihens des Königreichs Rumänien in der Schweiz Stellung

---

1. *La lettre est signée par E. Weber et V. Gautier.*
2. *Le Ministre de Suisse à Bucarest avait adressé le 30 janvier 1940 un rapport au Département politique sur son entretien avec Tataresco:*
Il a insisté, d'une part, sur la menace russe qu'il est loin de considérer comme écartée, ainsi que sur le rôle dévolu à la Roumanie dans la défense de la civilisation occidentale et, d'autre part, sur les lourdes charges financières imposées à l'Etat roumain par le souci de la défense nationale.
Il m'a dit ensuite que, d'ordre de Sa Majesté, il me priait de pressentir mon Gouvernement sur le point de savoir si la finance suisse pourrait venir en aide au Royaume danubien. Tout en lui faisant observer qu'il m'était impossible de lui donner sur ce point des indications précises, je lui ai signalé que notre propre défense exigeait de nous, en ce moment, des sacrifices au moins aussi lourds que ceux auxquels la Roumanie doit faire face. Néanmoins, j'ai essayé d'obtenir de M. Tataresco quelques précisions sur l'importance de l'emprunt que son Gouvernement serait désireux de contracter dans notre pays, ainsi que sur les garanties qu'il pourrait nous offrir. Le Président m'a répondu que son Ministre des Finances serait en mesure de m'exposer ses vues à ce sujet. «Ce dont je puis vous assurer, a-t-il ajouté, c'est que nous n'entendons pas nous placer sur le terrain de la philanthropie et du sentiment, mais sur celui de la réalité et des affaires. Notre pays est assez riche pour gager l'opération que j'envisage.»
J'ai répondu à mon interlocuteur qu'il me paraissait sage, avant de poursuivre la conversation, de consulter mon Gouvernement sur le point de savoir si, oui ou non, la situation présente de notre pays permettait au Gouvernement fédéral d'autoriser le placement sur notre marché d'un emprunt roumain.
C'est sur cette question préalable que je serai heureux de connaître votre sentiment. Quel qu'il doive être, j'estime que, si nous pouvons envisager l'octroi de crédits au Royaume danubien, il y aurait lieu de saisir cette occasion pour obtenir en faveur de nos exportateurs, comme pour le règlement de nos créances arriérées, des avantages substantiels. Je présume que, si le Gouvernement fédéral accepte d'examiner la requête roumaine, le Cabinet de Bucarest enverra en Suisse une délégation d'experts pour arrêter les modalités de l'emprunt.
Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, demande le 3 février au Chef du Bureau du Contentieux, R. Kohli, de s'occuper rapidement de cette affaire en précisant qu'il ne peut naturellement s'agir que d'un emprunt privé, mais...
Conformément à cette instruction, le Département des Finances et des Douanes, le Département de l'Economie publique et la Banque nationale sont consultés par une lettre du 5 février (non reproduite).

beziehen zu wollen. Wir sprechen Ihnen für diese Möglichkeit, unsere Auffassung vertreten zu können, den verbindlichsten Dank aus und gestatten uns, zur Sache selbst die folgenden Ausführungen zu machen.

Der gegenwärtige Zeitpunkt ist – vom Gesichtspunkt des schweizerischen Anleihensmarktes aus betrachtet – wohl kaum geeignet, um die Gewährung von Krediten und Anleihen ans Ausland in Erwägung zu ziehen. Es dürfte Ihnen nicht unbekannt sein, dass die Frage des Kapitalexportes heute in gewissen Kreisen wieder in vermehrtem Masse diskutiert und zu Polemiken gegen die Banken und das schweizerische Kapital missbraucht wird[3]. Wenn diesen Vernehmlassungen auch kein Gewicht beizumessen ist, so liegt es doch im allgemeinen Interesse des Landes, wenn heute jede unnötige Diskussion vermieden wird. Tatsache ist im übrigen, dass unsere Eigenbedürfnisse in den letzten Monaten stark gestiegen sind und auch weiterhin steigen werden; es erscheint uns daher gegeben, wenn die verfügbaren Mittel des schweizerischen Marktes in erster Linie für die Finanzierung der Mobilisationskosten reserviert bleiben[4]. Jede vorzeitige, unzweckmässige Abschöpfung müsste eine Verteuerung der Zinskonditionen für den Bund zur Folge haben; wir sind der Auffassung, dass diese Auswirkung auf die Zinsgestaltung nicht nur mit Rücksicht auf die schweizerischen Staatsfinanzen, sondern auf die schweizerische Wirtschaft im allgemeinen tunlichst vermieden oder zum mindesten verzögert werden muss.

Wenn die Gestaltung der Verhältnisse auf dem schweizerischen Geld- und Kapitalmarkt eine Kreditgewährung an das Ausland im gegenwärtigen Zeitpunkt somit nicht als opportun erscheinen lässt, so ist damit jedoch keineswegs gesagt, dass nicht andere Gründe für ein Anleihen sprechen können. Wir müssen es Ihnen überlassen, zu beurteilen, ob nicht beispielsweise handelspolitische Überlegungen eine Gewährung von Krediten rechtfertigen könnten, sei es, dass durch eine derartige Finanztransaktion unsere Exporte nach dem rumänischen

---

3. *Sur ce sujet, cf.* E 2001 (D) 1/221 *et* E 6100 (A) 19/1507: *notamment la requête du Parti socialiste suisse au Conseil fédéral du 9 janvier 1940; et la réponse de la Direction générale de la Banque nationale du 16 février 1940, ci-dessous N° 239.*

4. *Le Chef du Département des Finances et des Douanes répond au Département politique, par une lettre du 14 février: [...]* wir es derzeit für ausgeschlossen erachten, von der Schweiz aus in irgendeiner Form einem ausländischen Staate einen Anleihenskredit zu gewähren. Unser Land muss alle seine finanziellen Kräfte zusammenhalten, um genügend Mittel zur Finanzierung seiner Landesverteidigung aufzubringen. Gerade jetzt schweben Verhandlungen mit den Banken über die Aufnahme einer Mobilisationsanleihe des Bundes. Unter diesen Umständen wird es mit dem besten Willen nicht möglich sein, eine rumänische Anleihe auf dem schweizerischen Geld- und Kapitalmarkte aufzulegen. Im übrigen wird man nicht ausser Acht lassen dürfen, dass Rumänien zu den Ländern gehört, die in erster Linie kriegsgefährdet erscheinen (E 6100 (A) 19/1507). *Cf. le* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale du 19 janvier 1940 sur des mesures propres à ordonner les finances fédérales, *FF, 1940, I, pp. 37-107, et l'*Arrêté fédéral du 11 avril 1940, *idem, p. 428-434.*
Un Emprunt de Défense nationale *sera mis en souscription publique le 28 février 1940. (Cf. l'*Appel *lancé par le Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter, au nom du Conseil fédéral;* J.I.7.1/3/16).

Königreich gefördert oder die Importbedingungen für unser Land verbessert werden könnten[5].

---

5. *A ce sujet, le Département de l'Economie publique répond, par une lettre du 2 mars, à la question posée par le Département politique: [...]*
Seule la question du trafic des marchandises et du règlement des paiements entre notre pays et le Royaume danubien est de notre compétence et fera donc l'objet des considérations ci-après. Afin de donner une idée de l'importance de la Roumanie dans notre commerce extérieur, nous indiquons ci-après les chiffres de notre commerce spécial avec ce pays pendant les 10 dernières années, ainsi que les pourcentages du total de nos achats et de nos ventes qu'ils représentent.

	Importations de Roumanie	% du total de nos achats	Exportations en Roumanie	% du total de nos ventes
	Millions de fr.		Millions de fr.	
1930	20,6	0,8	16,9	1,0
1931	25,9	1,2	10,2	0,8
1932	21,6	1,2	7,2	0,9
1933	21,8	1,4	10,9	1,3
1934	26,1	1,8	16,4	1,9
1935	36,2	2,8	11,0	1,3
1936	35,0	2,8	7,2	0,8
1937	44,8	2,5	15,7	1,2
1938	25,0	1,6	14,0	1,1
1939	29,0	1,5	14,3	1,1

D'après ce tableau, la Roumanie est à la fois un client et un fournisseur important pour la Suisse. Il faut malheureusement relever que nos importations de produits roumains ont de nouveau sérieusement diminué depuis l'année 1938. Ce recul s'est accentué ces derniers temps, particulièrement depuis le début de la guerre, par suite de la hausse des prix roumains et des interdictions d'exportation décrétées par les Autorités roumaines. Le trafic des marchandises roumano-suisse s'opère, comme vous le savez, sur la base du clearing. La diminution des importations en provenance de Roumanie ne va donc pas tarder à entraîner une sérieuse chute de nos livraisons à destination de ce pays. En outre, depuis la mise en vigueur du Modus Vivendi du 2 novembre 1939, 40% de la contre-valeur des importations roumaines en Suisse sont mis à la libre disposition des bénéficiaires roumains, en francs suisses négociables en bourse de Bucarest, ce qui diminue encore l'alimentation du compte de clearing. Enfin, le montant total des créances suisses à compenser par le clearing roumano-suisse s'élevait, au 31 janvier 1940, à 22 millions de francs suisses environ.
Nous estimons, dans ces circonstances, que l'octroi d'un emprunt à la Roumanie devrait être lié à la concession, de la part du Gouvernement de Bucarest, de différentes facilités concernant principalement le ravitaillement de la Suisse en marchandises roumaines à des prix abordables, le relâchement des restrictions roumaines à l'importation pour les produits suisses, l'utilisation des francs suisses négociables provenant de la cote de 40% pour des paiements de tous genres en Suisse et, enfin, le rapatriement accéléré du solde arriéré accumulé en Roumanie en faveur de notre pays. Outre ces avantages, il conviendrait, croyons-nous, de demander aux Autorités roumaines d'utiliser une partie des fonds obtenus en Suisse à des achats dans notre pays et de prévoir que le service de l'emprunt dont il s'agit, ainsi que son remboursement à l'échéance, devront s'opérer hors clearing, car une aggravation des charges pesant actuellement sur celui-ci ne pourrait être admise. *[...]* (E 2001 (D) 2/268).
Cette lettre, signée par le Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli, est transmise au Ministre de Suisse à Bucarest, dont la réponse du 15 mars est publiée en annexe au présent document.

ANNEXE

E 2001 (D) 2/268

Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L Bucarest, 15 mars 1940

Le Département fédéral de l'Economie publique observe avec raison que les données essentielles du problème sont et seront fournies par la situation politique, financière et économique du Royaume danubien.

Il ne me semble donc pas inutile de vous faire connaître mon sentiment sur l'aspect actuel de cette situation.

Au point de vue politique elle demeure assez obscure. La conclusion de la paix de Moscou rendra sans doute à l'URSS une certaine liberté de mouvement dont elle pourrait faire usage contre la Roumanie. Pour le régime stalinien, les pertes en vies humaines, si considérables qu'elles aient été, ne présentent pas une importance de premier ordre. Les pertes matérielles et la désorganisation des transports doivent être regardées comme beaucoup plus lourdes de conséquences. Elles auront pour résultat, selon toute apparence, de paralyser, pendant assez longtemps encore, la puissance militaire de la Russie. D'autre part, il paraît probable que l'Allemagne s'efforcera de stimuler à son profit l'activité économique de l'URSS, mais ne l'encouragera pas à courir de nouvelles aventures guerrières. Le Reich ménagera la Roumanie aussi longtemps que cette dernière pourra lui fournir d'importantes quantités de pétrole et de produits alimentaires. Il se peut, néanmoins, que le Royaume danubien n'arrive pas toujours à donner satisfaction aux exigences allemandes ou qu'il en soit empêché par une contre-pression des Puissances occidentales. Sa position redeviendrait alors assez périlleuse. Actuellement, on ne croit pas ici à un péril immédiat, mais les pronostics que l'on hasarde ne vont guère au-delà de quelques mois.

La situation financière est grave. Les Finances publiques sont obérées par les exigences de la défense nationale. L'émission de bons d'armement, qui revêt de plus l'aspect d'un emprunt forcé, n'assure que d'une manière très insuffisante la couverture des dépenses engagées. De nouveaux impôts sont à l'étude et les ouvertures que m'a faites le Président du Conseil révèlent que l'on songe aussi à solliciter à l'étranger des concours financiers.

En revanche, la situation économique s'améliore. La balance commerciale est nettement favorable. Les prix des produits agricoles et des carburants sont de plus en plus rémunérateurs. Tous les articles que la Roumanie peut exporter sont l'objet d'une demande active. La confirmation barométrique de cette information favorable est fournie par le cours des devises étrangères, qui, depuis quelques semaines, accusent une tendance à la baisse. Du point de vue économique, le raffermissement du Lei auquel nous assistons en ce moment paraît justifié, sans doute l'est-il moins du point de vue financier. L'avenir seul nous dira s'il s'agit d'un phénomène passager ou d'un mouvement durable et profond.

233

E 2001 (D) 2/132

L'Ambassade de France à Berne[1] *au Département politique*

N N° 50 Berne, 10 février 1940

A diverses reprises l'Ambassade de France a dû appeler la sérieuse attention du Département Politique Fédéral sur les préjudices matériels et moraux causés à la presse française par l'arrêt à la frontière et l'interdiction en Suisse de journaux et de périodiques à la suite de décisions prises par la censure militaire.

Le préjudice est particulièrement important pour les journaux qui ont consenti le sacrifice financier d'éditer un tirage spécialement destiné à la Suisse et qui se sont efforcés de rendre ce dernier conforme à la politique de neutralité suivie par la Confédération.

L'Ambassade avait également souligné que la sévérité de la censure suisse paraissait d'autant plus lourde que ces journaux étaient français et que la teneur de leurs articles ne pouvait engager la responsabilité des autorités fédérales au même titre que des publications suisses éditées sur le territoire de la Confédération.

D'ordre de son Gouvernement, l'Ambassade a l'honneur de signaler de nouveau au Département Politique Fédéral les difficultés que, du fait de cette censure la presse française rencontre encore en Suisse où elle a su pourtant acquérir une importante clientèle et où elle doit assurer un service donnant toute satisfaction à ses lecteurs. L'Ambassade a été chargée à ce propos de souligner l'opportunité de trouver une procédure susceptible de concilier la nécessité du contrôle avec les intérêts des journaux. A cet effet, les Autorités françaises ont envisagé deux solutions que l'Ambassade se permet de soumettre au Département Politique:

les directives de la censure suisse seraient communiquées confidentiellement aux organes français de la censure[2] chargés de contrôler, du point de vue français, les tirages spéciaux ou les exemplaires destinés à la Suisse;

un bureau de censure suisse serait installé à la Légation de Suisse à Paris, ainsi que l'Ambassade l'a proposé à diverses reprises. Ce bureau serait ainsi à même d'orienter utilement les publications françaises intéressées sur la nature des écrits à éviter[3].

L'Ambassade sait qu'un service de consultation préalable fonctionne déjà à Genève pour les hebdomadaires et les périodiques[4] mais ce service – qui n'est d'ailleurs qu'empirique – ne peut naturellement pas être employé pour les quotidiens dont le contrôle doit être très rapide.

L'Ambassade de France serait très obligée au Département politique fédéral

---

1. *Note signée* Alphand.
2. *Bonna a marqué ce passage d'un point d'interrogation dans la marge.*
3. *Annotation de Bonna dans la marge*: imposs[*ible*]!
4. *Bonna a marqué ce passage d'un point d'interrogation dans la marge.*

de bien vouloir transmettre les suggestions ci-dessus exposées aux autorités suisses compétentes en les recommandant à leur bienveillant examen et en leur marquant tout l'intérêt qu'y porte le Gouvernement de la République.

234

E 5795/336

Le Conseiller national H. Vallotton au Général H. Guisan

RM Berlin, 10 février 1940

RAPPORT DU COLONEL VALLOTTON AU GÉNÉRAL GUISAN
SUR SA VISITE AU QUARTIER GÉNÉRAL
ET AUX TROUPES DE L'ARMÉE FINLANDAISE.

Dans quelques semaines, j'aurai l'honneur de vous adresser le volume que j'ai écrit au cours de mon voyage d'étude en Finlande. Vous y trouverez de très nombreux renseignements sur l'armée finlandaise telle qu'elle se présente et combat actuellement. J'ai eu le privilège en effet de visiter une partie du front de la Carelie, (Ligne Mannerheim), le Quartier général, l'Etat-Major d'un Corps d'Armée, d'une Division, diverses unités, des hôpitaux et les services arrières. Le gouvernement finlandais a facilité considérablement ce voyage d'étude qu'aucun attaché militaire n'a pu entreprendre à ce jour.

De son côté, le Maréchal Mannerheim a bien voulu m'accorder une audience privée (la 3e qu'il accordait à un étranger depuis le début des hostilités).

En attendant la parution de mes notes de voyage, j'ai l'honneur de vous donner ici les renseignements qui me paraissent les plus urgents:

1. Mission militaire suisse: J'ai pu me rendre compte que les attachés militaires étaient tenus à l'écart, ce qui s'explique fort bien, vu l'alliance de certaine grande puissance avec l'agresseur de la Finlande. On se borne à les «orienter» chaque jour à Helsinki. Il est fort vraisemblable qu'une mission militaire suisse subirait le même sort? Cette mission, qui logerait à Helsinki (bombardée en tout cas 3 ou 4 fois par semaine), courrait certains risques.

La vraie solution ne serait-elle pas d'envoyer un officier de métier, connaissant les langues étrangères (ce qui est indispensable [1]), qui pourrait être détaché à une armée puis à une autre et passerait presque inaperçu et ne dérangerait pas? Le Maréchal Mannerheim, que j'ai sondé sans insister à ce sujet, paraissait bien disposé. J'ai préparé le terrain de la mission de l'officier en prenant de nombreux contacts personnels.

[...] [2]

1. *Guisan a souligné* indispensable *à la main et noté dans la marge:* avec 1 of interprète!
2. *Suit la proposition d'un itinéraire au départ de Berlin.*

A mon avis, il est exclu qu'un officier suisse portant un nom *russe* (p. ex. Lodigenki) soit attaché à cette mission, à quelque titre que ce soit. Les Russes (même de l'ancien régime) ne sont pas en odeur de sainteté en Finlande actuellement.

Cette mission (ou cet officier) ne devrait pas aller les mains vides là-bas: certains petits cadeaux seront les très bienvenus. Je les indiquerais.

[...][3]

7. En quoi la Suisse peut-elle aider la Finlande?

J'ai étudié cette question avec le Président du Conseil des Ministres, plusieurs Ministres et des hauts fonctionnaires. La réponse est claire:

a) par des dons en argent suisse.

b) par le don de certains aliments (cacao, chocolat) et produits. (voir liste des articles sanitaires.)

[...][4]

---

3. *Suit une description de l'état actuel de l'armée finlandaise.*

4. *Suit une description de l'équipement de l'armée finlandaise, selon un questionnaire que Guisan avait remis à Vallotton avant son départ.*

Sur l'aide suisse à la Finlande, cf. la réponse du 19 février 1940 du Conseil fédéral à la question du Conseiller national Ph. Schmid-Ruedin (PVCF N° 278, E 1004.1 1/394). *Cf. aussi* E 2001 (D) 2/189 *et* E 2001 (D) 1968/74/16.

A son retour en Suisse, Vallotton publie aux Editions Payot à Lausanne un ouvrage sur la Finlande qu'il adresse au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki. Par une lettre du 16 mars 1940, celui-ci lui répond: Quelle triste coïncidence! J'ai reçu ton livre sur la Finlande au moment même où celle-ci a dû accepter une «paix» écœurante avec Moscou! (...) Si les événements en Finlande sont révoltants pour tout Européen qui mérite ce nom, ils doivent être presque insupportables pour toi-même, qui t'es donné cœur et âme à ce magnifique peuple. (...) J'ai vu hier mon collègue finlandais; ce pauvre homme est naturellement consterné. Il a loyalement reconnu que les alliés avaient fait leur devoir; mais son jugement sur les amis nordiques, spécialement sur la Suède, était très sévère. Il me fut douloureux de constater qu'il parlait aussi avec amertume de l'attitude de notre pays lors de la dernière session de la S.D.N. à Genève. J'en fus d'autant plus affecté qu'il m'eut été difficile de défendre le rôle de notre délégation à Genève (E 2200 Paris/13/4).

Sur l'attitude de la Suisse, cf. ci-dessus N° 209.

235

E 2001 (D) 3/67

Le Consul général de Suisse à Vienne, W. von Burg,
au Chef de la Division
des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[1]

L P.18/40/II/k. Slowakei.
Streng vertraulich. Wien, 12. Februar 1940

Ich beehre mich, Ihnen zur Kenntnis zu bringen, dass letzten Samstag den 10.ds.Mts. nachmittags die Herren Raduz Radlinsky, Protokollchef im Aussenministerium in Pressburg[2] und Bohdan Galvánek, im Namen des slowakischen Ministers für Auswärtige und Innere Angelegenheiten bei mir vorgesprochen und mich gebeten haben, ich möchte Ihnen mitteilen, dass die slowakische Regierung in allernächster Zeit die Absicht habe, in Bern eine diplomatische Vertretung zu errichten und einen Geschäftsträger zu entsenden.

Anlässlich eines diplomatischen Diner, welches kürzlich der spanische Geschäftsträger in Pressburg zu Ehren des Staatspräsidenten Tiso offerierte und zu welchem ich ebenfalls geladen war, gaben mir der Präsident und speziell der Aussenminister und auch der Wirtschaftsminister zu verstehen, dass die slowakische Regierung Wert auf die de jure Anerkennung durch die Schweiz lege[3] und auch eine noch engere Gestaltung der Wirtschaftsbeziehungen mit unserem Lande begrüssen würde. Bis heute sei die slowakische Republik von 28 Staaten, sei es de jure oder de facto, anerkannt.

Es scheint mir, dass nun die in Rede stehende Demarche dem genannten Zwecke dienen soll. Zudem habe ich den Eindruck gewinnen können, dass die Slowakei nun versucht, den allzu starken deutschen Druck durch intensievere Beziehungen mit anderen Staaten zu mildern. Nebst der Schweiz möchte die Regierung mit anderen neutralen Staaten wie Belgien, Holland und Schweden engeren Kontakt herstellen.

Gegenwärtig sind Deutschland, Italien, Ungarn und Russland, d.h. die Sowjetunion, durch Gesandte, Rumänien und Spanien durch Geschäftsträger, und Jugoslawien durch einen diplomatischen Agenten vertreten. Eine Nunziatur soll demnächst errichtet werden. Bulgarien und Schweden besitzen Konsultate in Pressburg.

Seitens der slowakischen Regierung ist als Geschäftsträger in Bern der oberwähnte Herr Legationsrat Bohdan Galvánek, Direktor der politischen Abteilung des Aussenministeriums in Aussicht genommen. Ein curriculum vitae dieses Herrn, das mit übergeben wurde, liegt hier bei[4].

---

1. *Annotation de Bonna en haut de la lettre*: (Il faut, sans doute, demander à La Haye et Bruxelles ce qu'ils font).
2. *Bratislava.*
3. *Cf. N^os 66 et 71.*
4. *Cf. la fin de l'annexe au présent document.*

Im Hinblick darauf, dass die slowakische Regierung die Angelegenheit als dringlich erachtet, darf ich Sie bitten, mir Ihre Stellungnahme umgehend bekanntgeben zu wollen[5].

ANNEXE

E 1004.1 1/394

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 février 1940[6]

330. Akkreditierung einer diplomat[*ischen*] Vertretung der slowakischen Republik beim Bundesrat

Politisches Departement. Antrag vom 26. Februar 1940

Mit einer Note des slowakischen Aussenministeriums vom 14. März 1939[7] wurde die Schweiz eingeladen, den neugeschaffenen slowakischen Staat anzuerkennen. In Ausführung eines Beschlusses des Bundesrates vom 14. April 1939 hat das Politische Departement sich darauf beschränkt, den Empfang der Note zu bestätigen und gleichzeitig zu bemerken, dass es mit dem slowakischen Aussenministerium gern in direkte Beziehungen treten werde. Wenn somit von einer formellen Anerkennung des neuen Staatswesens auch Umgang genommen wurde, so muss doch in dieser Antwort eine stillschweigende Anerkennung erblickt werden.

In den folgenden Monaten fanden zwischen einer schweizerischen und einer slowakischen Delegation Verhandlungen über ein Verrechnungs- und Kompensationsabkommen statt, die am 15. Juli 1939 in Bratislava (Pressburg) zum Abschluss einer Vereinbarung führten, welcher der Bundesrat mit Beschluss vom 19. Juli v.J. zustimmte[8].

Die slowakische Regierung hat nunmehr durch die Herren Raduz Radlinsky, Protokollchef im Aussenministerium in Pressburg, und Bohdan Galvánek, Legationsrat im slowakischen Aussenministerium, gegenüber dem schweizer. Generalkonsul in Wien mündlich die Absicht bekanntgegeben, in allernächster Zeit in Bern eine diplomatische Vertretung zu errichten und zu diesem Zwecke einen Geschäftsträger zu entsenden. Einen gleichartigen Schritt hat der slowakische Gesandte Cernak in Berlin beim dortigen schweizer. Gesandten unternommen.

Mit der Herstellung diplomatischer Beziehungen zwischen der Schweiz und der Slowakei wird von letzterer die Absicht verfolgt, die rechtliche Anerkennung der slowakischen Republik durch die Schweiz und eine engere Gestaltung der wirtschaftlichen Beziehungen herbeizuführen. Bis heute sollen 28 Staaten de facto oder de jure die Anerkennung ausgesprochen haben. Alle Nachbarstaaten und Italien haben die Slowakei ausdrücklich de jure anerkannt. Die Regierung in Pressburg versucht nun anscheinend die Unabhängigkeit des slowakischen Staates auch durch Herbeiführung offizieller Beziehungen zu andern Staaten zu stärken und zu dokumentieren.

Gegenüber dem Begehren der slowakischen Regierung ist vom schweizerischen Standpunkt aus abzuwägen, welchen Interessen in der Frage der Herstellung diplomatischer Beziehungen massgebende Bedeutung zukommt. An sich wäre wohl kein schweizerisches Bedürfnis vorhanden, über den jetzigen Zustand hinauszugehen, nachdem auf wirtschaftlichem Gebiet eine Regelung erfolgt ist und der Verrechnungsverkehr sich in normalen Bahnen abwickelt. Auch dürfte der Bestand des neuen Staatswesens noch nicht völlig sichergestellt sein und in weitem Masse von dem Ausgang des Krieges zwischen Deutschland und den Westmächten abhängen.

---

5. *Non reproduite; cf. la décision du Conseil fédéral, en annexe du présent document.*
6. *Etait absent: R. Minger; un siège vacant.*
7. *Cf.* E 2001 (D) 3/67.
8. *Cf.* E 1004.1 1/387, *N° 1444.*

Demgegenüber ist aber zu bedenken, dass eine Ablehnung des Begehrens von der Regierung in Pressburg zweifellos als ein unfreundlicher Akt angesehen würde und den schweizerisch-slowakischen Beziehungen abträglich sein könnte. Die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz in der Slowakei sind nicht unbeträchtlich, wie folgende Zahlen dartun:

Seit 24. Juli 1939 betragen im Verrechnungsverkehr die Einzahlungen bei der schweizer. Nationalbank zugunsten slowakischer Gläubiger Fr. 2 426 447, die Einzahlungen an die slowak. Nationalbank zugunsten schweizer. Gläubiger Fr. 927 631, die Auszahlungen an schweizerische Gläubiger Fr. 805 932; daneben sind in einem Umfang von Fr. 535 000 Privat-Kompensationen bewilligt und z.T. auch durchgeführt worden.

Die bei der Verrechnungsstelle angemeldeten Einzelforderungen schweizerischer Gläubiger gegenüber slowakischen Schuldern betragen Kc 82 000 000 plus 8 400 000 Schweizerfranken. Die bei der Bankiervereinigung angemeldeten Titelforderungen schweizerischer Gläubiger belaufen sich auf Fr. 5 150 000.

Es dürfte nun sicherlich auch von den Westmächten und den hinter ihnen stehenden tschechoslowakischen Kreisen gut verstanden werden, wenn die Schweiz die in Frage stehenden wirtschaftlichen Beziehungen nicht ohne Not gefährden lässt, namentlich wenn dabei von ihr vermieden wird, ein besonderes Entgegenkommen gegenüber der slowakischen Regierung zu bekunden und einen schweizerischen diplomatischen Vertreter in Pressburg zu akkreditieren. Das soll nun aber nicht geschehen und die slowakische Regierung wird sich damit begnügen müssen, die rechtliche Anerkennung durch die Schweiz allein aus der Tatsache der Zulassung eines slowakischen diplomatischen Vertreters in Bern abzuleiten. Die Wahrnehmung der schweizerischen Interessen in der Slowakei soll wie bisher auf direktem Wege bzw. durch die offiziöse Vermittlung des schweizer. Generalkonsuls in Wien besorgt werden.

Seitens der slowakischen Regierung ist als Geschäftsträger in Bern Herr Legationsrat Bohdan Galvánek, Leiter der Politischen Abteilung des Aussenministeriums, in Aussicht genommen. Herr Dr. Galvánek ist am 9. November 1903 in der Slowakei geboren. Er hat in Prag, Pressburg, Nancy, Lyon und Paris studiert, mit der Erwerbung des Doktorgrades der Universität Pressburg und des «licencié ès lettres» der Universität Sorbonne seine Studien abgeschlossen, war von 1934 bis 1939 als Beamter des Tschechoslowakischen Unterrichtsministeriums tätig und besorgt seit 1939 im slowakischen Aussenministerium die politischen Angelegenheiten. Er ist verheiratet mit Eleonore geb. Janowska.

Das Politische Departement stellt auf Grund dieser Erwägungen den Antrag und der Rat

beschliesst:

Das Politische Departement wird ermächtigt, die slowakische Regierung wissen zu lassen, dass der Bundesrat Herrn Legationsrat Bohdan *Galvánek* das nachgesuchte Agrément als Geschäftsträger erteile.

236

E 7001 (B) 1/344

Le Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne
à la Légation de Suisse à Berlin

Copie
NV R 1090/40 Ang. II. Berlin, 12. Februar 1940

Das Auswärtige Amt beehrt sich, der Schweizerischen Gesandtschaft auf die Aufzeichnung vom 18. Januar 1940 – 40/3-2 –, betreffend den Überseetransport der für die Schweiz bestimmten Güter auf neutralen Schiffen, das Folgende mitzuteilen:

Wenn auch die in Artikel 25 der deutschen Prisenordnung vom 28. August 1939 aufgestellte Vermutung für die feindliche Bestimmung von Waren, die ihrer Art nach bedingtes Banngut darstellen und an einen der feindlichen Streitmacht als Operations- oder Versorgungsbasis dienenden Platz gerichtet sind, im Einzelfall widerlegt werden kann, so kann doch deutscherseits nicht die Gewähr für eine rechtzeitige Unterrichtung der Kommandanten aller auf See befindlicher deutscher Kriegsfahrzeuge über die Fahrten der von der Schweiz gecharterten Schiffe übernommen werden, zumal in der letzten Zeit mehrfach Mitteilungen hierüber erst an den Abfahrtstagen der Schiffe oder unmittelbar vorher bei der Deutschen Regierung eingegangen sind. Die Kommandanten der im Seehandelskrieg eingesetzten deutschen Kriegsfahrzeuge werden daher in der Regel bei dem Antreffen solcher Sendungen auf hoher See zunächst gemäss der gesetzlichen Vermutung des Artikels 25 der deutschen Prisenordnung vorgehen müssen. Ebensowenig kann, wie bereits in der Verbalnote vom 22. November 1939[1] dargelegt worden ist, eine Gewähr dafür übernommen werden, dass die fraglichen Schiffe bei einem Anlaufen von Marseille keinen Schaden im Falle von Kampfhandlungen deutscher Seestreitkräfte gegen diesen Hafen erleiden.

Die Deutsche Regierung vermag auch nicht anzuerkennen, dass der Umstand, dass die mit Deutschland im Kriege befindlichen Staaten sich mit der Benutzung italienischer – also nicht feindlicher – Häfen durch die für die Schweiz gecharterten Schiffe einverstanden erklärt haben, das Verlangen rechtfertigen könnte, dass die Deutsche Regierung sich ihrerseits mit der Benutzung eines französischen, – also feindlichen – Hafens einverstanden erklären möge. Die Deutsche Regierung vermag vielmehr eine Notwendigkeit für das Anlaufen des Hafens von Marseille durch die von der Schweiz gecharterten Schiffe nicht anzuerkennen und muss daher ihre im freudschaftlichen Geiste erhobenen Bedenken gegen das Anlaufen dieses Hafens durch die für die Versorgung der Schweiz mit Lebensmitteln eingesetzten Schiffe aufrecht erhalten.

1. *Non reproduite.*

237

E 7110 1973/134/15

Le Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, P. Keller, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz

Copie
L Wirtschaftsverhandlungen mit Grossbritannien. London, 12. Februar 1940

Ich benütze die morgige Abreise eines Kuriers, um Ihnen mein heutiges Telephon schriftlich zu bestätigen:

1. Kredit. Die englischen Bedingungen lauten 100 000 000.– Schweizer Franken auf drei Jahre zu 2 3/4%.

Die Engländer sind bereit, uns dafür eine Clearing-freie Periode von 18 Monaten zuzugestehen. Dabei hat es die Meinung, dass in dieser Zeit die heute bestehende Ordnung des Zahlungsverkehrs zwischen dem United Kingdom und der Schweiz aufrecht erhalten bleibe.

Die technische Durchführung ist die folgende: Das britische Treasury Department stellt Dreimonats-Treasury-Bills aus, gibt sie einer privaten Bank, welche sie indossiert und den schweizerischen Kreditgebern übergibt. Damit erhält die schweizerische Bank ein Papier, durch welches sich sowohl eine zahlungsfähige englische Bank, wie auch das englische Schatzamt verpflichten. Die schweizerische Nationalbank hat sich ausnahmsweise bereit erklärt, dieses Papier jederzeit in Rediskont zu nehmen.

2. Blockade. Unsere Delegation hat auftragsgemäss die Diskussion über die Gewährung eines Kredits dazu benützt, um auf die Haltung Grossbritanniens in der Blockadefrage Einfluss zu nehmen. Die englische Antwort geht dahin, dass das Ministry of Economic Warfare in seiner Antwort auf die Berner Vorschläge unsere Darlegungen über die Notwendigkeit, die deutsche Einfuhr durch schweizerische Warenausfuhren bezahlen zu müssen, wohlwollend berücksichtigt hat. Diese Vorschläge seien vor wenigen Tagen nach Paris abgegangen, weil die Leitung der Blockadeverhandlungen bei den Franzosen liege und diese zu den englischen Vorschlägen vorerst Stellung nehmen müssten. Wie mir vertraulich mitgeteilt wurde, haben in dieser Sache auch direkte Besprechungen mit Herrn Alphand, jun. stattgefunden. Die Engländer haben uns erklärt, dass sie alles tun werden, um zu einem raschen Abschluss der Blockadeverhandlungen zu gelangen. Sie glauben, dass dies in derselben Zeit möglich sein werde, in der wir hier zu einer Verständigung gelangen werden; sie halten deshalb ein formelles Versprechen über ihre Haltung in der Blockadefrage in unsern Wirtschaftsverhandlungen für überflüssig und sind sehr wenig geneigt, die beiden Verhandlungen jetzt noch zu verquicken.

3. Einfuhr. Im Zusammenhang mit der Kreditgewährung haben uns die Engländer folgende Konzessionen auf der Einfuhrseite in Aussicht gestellt:

a. Sie sind bereit, für die schweizerische Ausrüstindustrie einen Veredlungsverkehr aufrecht zu erhalten, der demjenigen in der Stickerei sehr ähnlich ist. Sie würden (zunächst ohne Beschränkung) Einfuhrlizenzen für englische

Gewebe erteilen, welche nach ihrer Veredlung in der Schweiz nach dem United Kingdom zurückkehren.

b. Sie sind bereit, Einfuhrlizenzen zu erteilen für Seidenbänder aus Kunstseide und Kunstseide gemischt mit Baumwolle; Seidengewebe aus Kunstseide; Hutgeflechte.

Für alles geltend, im Ausmass von je 25% der Einfuhren in der Zeit vom 1. August 1938 bis 31. Juli 1939. Bei der Berechnung dieser Werte soll berücksichtigt werden, dass der Durchschnittskurs des englischen £ in der Basisperiode rund 21 Franken war.

c. Sie sind bereit, für Schuhe einen Sonderbetrag zu bewilligen im Ausmass von 25 000 £, für welchen Vorkriegsbestellungen nach dem Muster der «Sonderaktion 50 000 £» vom 12. Dezember 1939 honoriert werden sollen.

Um für die Zukunft neue Einfuhrmöglichkeiten öffnen zu können, haben wir den Engländern die folgende Formel in Vorschlag gebracht, die von Ihnen heute akzeptiert worden ist:

«Provided Switzerland increases substantially her past scale of purchases in Great Britain of British and Empire goods, His Majesty's Government will be prepared to take into favourable consideration Swiss demands for additional import facilities into the United Kingdom having special regard to products of such Swiss industries as are mostly affected by present conditions.»

Obwohl der entgültige Wortlaut dieser Formel noch nicht absolut feststeht, besteht doch die Bereitschaft des Board of Trade, sich in diesem Sinne für die Zukunft zu verpflichten. Die Diskussion der künftigen schweizerischen Gesuche ist als eine der Aufgaben der von britischer Seite in Vorschlag gebrachten «Ständigen Kommission» bezeichnet worden.

Wir haben weiter heute Morgen unsere Begehren betreffend die künftige Einfuhr von Aluminiumfolien und der Produkte der Firma Paillard vorgetragen. Die Engländer sind bereit, Einfuhrbewilligungen für Aluminiumfolien zum Wiederexport aus dem United Kingdom zu gewähren, lehnen aber zur Zeit jede weitergehende Konzession ab; die Begehren betreffend Paillard sind in Erwägung gezogen worden.

Für «pictures and prints», künstliche Blumen, Handschube und einige weitere kleinere Ausfuhrposten war ebenfalls kein Entgegenkommen zu erreichen.

Es wurde uns mitgeteilt, dass neue Einfuhrbeschränkungen für Uhrenschalen und Kabel und isolierte Drähte in Aussicht stehen.

4. Schlussbemerkungen. Es ist die Überzeugung der Delegation, dass mit den neuen englischen Konzessionen das Maximum an Entgegenkommen erreicht sei, das zur Zeit erreichbar ist. Ich bitte Sie, um Ihre Weisungen, ob auf dieser Basis – unter Berücksichtigung der bereits vor Weihnachten erreichten Konzessionen: zirka 50 Millionen Franken zugesagter Einfuhren, welche unter das Regime der Einfuhrrestriktionen fallen, ein Drittel Uhreneinfuhr und Sonderregelung für die Stickerei – ein Abschluss möglich ist oder ob Sie die Heimkehr der Delegation zur Berichterstattung und zur Antragstellung an den Bundesrat wünschen. Wir haben den deutlichen Eindruck, dass den Engländern an einer baldigen Verständigung viel liegt[1].

1. *Cf. N° 243.*

238

E 1004.1 1/394

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 13 février 1940[1]

234. Projet de consultation du Président Roosevelt

Département politique. Proposition du 12 février 1940

Lundi soir, 12 février, le ministre des Etats-Unis a informé le département politique, verbalement et à titre confidentiel, de la décision prise par le président Roosevelt de consulter les Etats neutres sur diverses questions concernant l'établissement d'une paix durable[2]. Le ministre d'Amérique a remis à cette occasion au département un texte qui résume de la façon suivante les intentions de M. Roosevelt:

(Traduction) «Le président des Etats-Unis envisage un échange de vues entre le gouvernement américain et d'autres Etats neutres sur deux problèmes fondamentaux de nature à offrir une base saine pour l'établissement d'une paix mondiale durable, à savoir, la recherche des principes sur lesquels instaurer un système économique international sain; la limitation et la réduction des armements. L'échange de vues envisagé ne doit comprendre aucun problème actuel pouvant surgir du fait des hostilités en cours, mais plutôt la question de savoir comment réaliser des conditions permanentes et stables de paix à l'issue de la guerre actuelle.

Le gouvernement des Etats-Unis apprécierait vivement de connaître les vues du gouvernement suisse aussi bien sur la façon la plus indiquée de procéder à semblables échanges de vues par la voie diplomatique que sur la manière la plus pratique d'aborder l'étude des problèmes en question.»

La communication du ministre des Etats-Unis ayant été faite lundi soir à une heure tardive au département politique, celui-ci n'est pas encore en mesure de présenter au Conseil fédéral des suggestions étudiées. Il n'en estime pas moins indispensable de saisir immédiatement le Conseil fédéral de la question, se réservant, si le Conseil voulait bien en décider ainsi, de lui présenter à bref délai des propositions d'un caractère plus définitif.

Dans ces circonstances, le département politique propose et le Conseil

décide:

1° de prendre connaissance du projet de consultation conçu par le président des Etats-Unis;

2° de charger le département politique, en liaison, si besoin est, avec d'autres départements, de mettre le Conseil fédéral en mesure, à une de ses prochaines séances, de se prononcer sur la proposition de M. Roosevelt.

---

1. *Etait absent: H. Obrecht; un siège vacant.*
2. *Cf.* E 2001 (D) 2/195.

ANNEXE I

E 1004.1 1/395

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 19 mars 1940[3]

457. Projet de réponse suisse à la consultation du Président Roosevelt

Département politique. Proposition du 15 mars 1940

Le 12 février dernier, le Ministre des Etats-Unis à Berne a remis au département politique une note disant que le Président Roosevelt tiendrait à connaître l'avis du Conseil fédéral:

a) sur la façon la plus opportune de procéder à des échanges de vues portant sur deux problèmes dont dépendrait l'établissement d'une paix durable:

1) la recherche des principes sur lesquels instaurer un système économique international sain;

2) la limitation et la réduction des armements;

b) sur la manière la plus pratique d'aborder l'étude des problèmes en question.

Le jour même le département politique a tenu à porter le texte de la note américaine à la connaissance du Conseil fédéral afin que celui-ci fût informé, le département s'était réservé de soumettre ultérieurement un projet de réponse.

Depuis lors, le département politique a demandé aux légations de Suisse à Bruxelles, à La Haye et à Stockholm de se renseigner sur le point de savoir si les gouvernements belge, néerlandais et suédois avaient reçu la même communication que le gouvernement suisse et quel accueil lui avait été réservé.

En même temps, les légations de Suisse à Berlin, à Londres, Paris, à Rome et à Washington étaient mises au courant et priées de suivre la question du séjour de M. Sumner Welles en Europe, car il semble bien qu'une corrélation existe entre les trois décisions du président Roosevelt:

1) celle d'avoir un représentant personnel auprès du Saint-Siège;

2) celle de s'informer en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne et en Italie des conditions de la paix et de la guerre;

3) celle de consulter les Etats neutres sur le régime économique du monde de demain et sur le problème du désarmement.

Il ressort des renseignements qui ont pu être recueillis à Bruxelles, à La Haye et à Stockholm que les gouvernements belge, néerlandais, danois et scandinaves font partie eux aussi des Etats consultés par M. Roosevelt. Il semble que la Hollande ait déjà répondu ainsi que les Etats scandinaves.

Le moment paraît donc venu de proposer au Conseil fédéral de répondre lui aussi à la légation des Etats-Unis.

Le département serait d'avis, quant à lui, de s'inspirer, dans sa réponse, des considérations suivantes, qu'il expose comme il suit:

«Nous saluerions avec joie l'initiative américaine et reconnaîtrions toute l'importance que présentent pour une paix durable les problèmes soulevés.

Nous ajouterions que la possibilité d'aborder l'étude de ces questions dans l'atmosphère propice à leur solution dépendra non seulement de la durée des hostilités, et de leur étendue et de leur intensité, mais aussi des conditions de la paix. Si le traité qui mettra fin à la guerre ne répond pas à certaines exigences fondamentales d'équilibre européen et d'équité, s'il ne procède pas d'un esprit de paix, l'après-guerre verra surgir les mêmes difficultés que les vingt années qui viennent de s'écouler.

De toute façon, le régime économique et l'état des armements dans le monde de demain dépendront des conditions morales, politiques, économiques et sociales consécutives à la guerre.

---

3. *Etait absent: E. Wetter.*

Ainsi, nous marquerions que les Etats neutres, s'ils sont profondément affectés par la guerre, le sont au moins autant par la paix plus ou moins bonne qui succède aux hostilités. On pourrait donc se demander s'il ne serait pas indiqué qu'ils fissent entendre leur voix au moment du règlement de la paix, non pas évidemment en prenant une part directe aux négociations, ce qui serait incompatible avec leur statut, mais en cherchant à agir collectivement par exemple sur le cours des pourparlers.

Ainsi, nous ne tenterions pas tant de tirer un parti immédiat de la proposition américaine, ce qui nous paraîtrait peu opportun, mais d'en renvoyer l'étude sur le plan international à l'après-guerre, la possibilité même d'examiner ces questions étant subordonnée aux conditions de paix.

En revanche, nous nous déclarerions prêts à utiliser le temps de la guerre pour étudier sur le *plan national* les deux problèmes soulevés en recourant notamment aux travaux considérables qui ont déjà été effectués par diverses instances internationales; en faisant appel également à l'avis de personnalités suisses éclairées.»

En ce qui concerne les questions de procédure particulièrement soulevées par le memorandum américain, trois méthodes pourraient être envisagées:

1) la consultation des Etats neutres par la voie diplomatique;

2) l'envoi par le Président Roosevelt d'une personnalité qui irait de capitale en capitale recueillir les avis officiels;

3) une conférence gouvernementale d'études.

Il ne nous semble pas, quant à nous, que la voie diplomatique puisse se prêter à ce genre de consultations, exception faite du début des échanges de vues et des pourparlers. Nous n'éprouvons pas non plus une sympathie particulière à l'égard du deuxième mode de faire. Nous croyons que seule une confrontation générale des points de vue peut assurer à chaque gouvernement la liberté indispensable d'appréciation et de mouvement et couronner les études préalables dont nous préconisons la poursuite sur le plan national.

En Belgique par exemple, il s'est constitué dans le cadre du Fonds national de la recherche scientifique un comité privé qui travaillera en contact avec le Ministère des Affaires étrangères.

Un projet de réponse conforme aux quelques idées et principes exposés ci-dessus est annexé à la présente proposition.»

Vu la proposition du département politique, il est

décidé

d'approuver le projet de réponse au Gouvernement américain et de charger le département politique de le remettre au Ministre des Etats-Unis à Berne, à l'intention du Président Roosevelt.

ANNEXE II

RÉPONSE À LA LÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

C'est avec une vive satisfaction que le Conseil fédéral suisse a pris connaissance de l'intention du Président des Etats-Unis d'Amérique de procéder à une consultation d'ensemble des Etats neutres. Il salue avec joie l'initiative du Gouvernement américain et voit dans l'intervention de celui-ci une garantie sérieuse de succès.

Les deux questions auxquelles le Gouvernement des Etats-Unis propose au Conseil fédéral de prêter une attention particulière sont sans aucun doute des problèmes importants; de leur solution peuvent dépendre, pour une large part, le bien-être des peuples et la prospérité du monde ainsi que la possibilité d'alléger, dans une sensible mesure, le poids que fait actuellement peser sur diverses nations la nécessité où elles se trouvent de s'armer fortement.

C'est dire que la Suisse est prête, quant à elle, à reprendre l'étude de ces problèmes avec toute

la ferveur d'un pays profondément attaché à la paix et dont la vie économique, au centre du continent européen, est solidaire pour une si large part de la vie économique du monde; dans toute la mesure, également, compatible avec son statut international, qu'elle a l'obligation de maintenir.

Le Conseil fédéral tient cependant à souligner que la possibilité même d'aborder l'étude de ces questions dans l'atmosphère propice à leur solution et d'obtenir des résultats pratiques dépendra, dans une large mesure, non seulement de la durée des hostilités, de leur étendue et de leur intensité, mais aussi des conditions spirituelles et morales, économiques et sociales, dans lesquelles l'Europe et le monde se trouveront au lendemain de la guerre. En outre si les hostilités devaient se terminer par une paix instaurant un état de déséquilibre contraire aux lois fondamentales de la vie; si les traités qui seront conclus à l'issue des hostilités devaient ne pas tenir compte du profond besoin d'équité et de justice qu'éprouve le monde; s'ils perpétuaient un état de malaise et de tensions, bref, s'ils procédaient d'un esprit de violence, il semblerait difficile d'instituer dans ces conditions un débat vraiment utile et fécond sur un régime économique sain et d'envisager une limitation sérieuse quelconque des dépenses militaires et des armements.

On peut se demander dans ces circonstances s'il ne serait pas opportun que tous les Etats non belligérants – ils constituent actuellement encore la grande majorité dans le monde – fissent entendre leur voix au moment du règlement de la paix pour défendre les principes fondamentaux à la faveur desquels, et desquels seulement, il sera loisible d'abandonner les œuvres de mort et de reprendre les travaux de la paix sous le signe béni de la concorde recouvrée.

Des délais qui séparent encore de l'avènement de cette paix ne doivent pas être perdus; au contraire, ils peuvent être utilement employés, de l'avis du Conseil fédéral, à étudier, d'abord dans le cadre national, les deux problèmes si heureusement soulevés par le Président des Etats-Unis. Les divers pays tiendront sans doute à s'inspirer dans leurs travaux des nombreuses études déjà effectuées par diverses instances internationales, dont la Société des Nations, la Chambre de commerce internationale, la conférence permanente des hautes études, etc.

Lorsque la paix se dessinera, et dans la mesure où elle répondrait à l'attente que le monde fonde sur elle, il sera loisible aux gouvernements de confronter dans une conférence le résultat des recherches auxquelles ils auront procédé, en recourant, cela va sans dire, aux avis les plus éclairés.

ANNEXE III

E 2001 (D) 2/195

La Légation des Etats-Unis à Berne au Département politique[4]

AM *Berne*, 2 avril 1940

C'est avec le plus grand intérêt que le Gouvernement des Etats-Unis a pris connaissance des vues du Conseil fédéral. Il se rend parfaitement compte que la réalisation des résultats concrets dépendra de bon nombre d'éléments y compris ceux qui ont été cités par le Conseil fédéral et que l'espoir de créer un monde dans lequel nous voudrions vivre dépendra largement de la forme de la paix, la durée du conflit et d'autres facteurs analogues.

Néanmoins, si des discussions pour rétablir la paix étaient initiées sans que les pays neutres essayent de définir et d'harmoniser leurs vues, il sera probable que les expressions de ces vues seraient trop divergentes pour être prises en considération par les négociateurs de la paix. Il est évident que les pays qui ne sont pas entrés en guerre auront précisément le plus grand intérêt dans la forme de la paix – en tout cas en ce qui concerne les arrangements économiques et la limitation d'armement. Le droit des Etats non belligérants de procéder à une discussion de ces problèmes et d'essayer de faire prévaloir certaines opinions d'une acceptation générale est indiscutable. Une

4. *Annotation de Pilez-Golaz en haut*: Remis le 2.4.40 par M. Harrison.

concorde de vues ne manquerait d'être une influence puissante lorsque les belligérants au moment venu discuteront des conditions de paix.

Le Gouvernement des Etats-Unis est sensible de la situation générale spéciale du Conseil fédéral relative à la neutralité traditionnelle suisse. Aucune mesure qui pourrait compromettre cette situation est envisagée et ainsi il espère sincèrement qu'il puisse compter sur le conseil du Gouvernement suisse dans les discussions de ces problèmes.

(2) Il va sans dire que le Gouvernement des Etats-Unis est d'accord avec la suggestion du Conseil fédéral que chaque gouvernement en anticipation des négociations pour la paix, doit étudier les expériences et discussions du passé, y compris celles dont fait mention le Conseil fédéral.

(3) Quant à la communication confidentielle éventuelle des vues du Conseil fédéral à certains pays neutres (les pays scandinaves, la Hollande, et la Belgique), Monsieur Hull naturellement déferre au jugement de Monsieur Pilet-Golaz.

239

E 6100 (A) 19/1507

La Direction générale de la Banque nationale[1] *au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter*[2]

L Zürich, 16. Februar 1940

Mit ihrem Schreiben vom 18. Januar[3] übermachte uns die Eidg. Finanzverwaltung Abschrift der Eingabe der sozialdemokratischen Partei der Schweiz über die Kapitalflucht, mit der Bitte, zum Inhalt der Eingabe schriftlich Stellung zu nehmen. Wir kommen hiermit Ihrem Wunsche nach und beehren uns, Ihnen nachstehend die Auffassung des Direktoriums zu dem gemachten Vorschlag bekannt zu geben.

In der Eingabe der sozialdemokratischen Partei wird unter Hinweis auf die Gold- und Devisenabgänge der Nationalbank im Jahre 1939 behauptet, es fänden Kapitalverschiebungen aus der Schweiz ins Ausland statt und eine Kapitalflucht dürfte unbestreitbar sein.

Wer zum Problem des Kapitalabflusses Stellung nimmt, muss wissen, unter welchen Umständen die ausserordentliche Kapitalfülle, die in den letzten Jahren in der Schweiz herrschte, zustande gekommen ist. Vor der Abwertung des Schweizerfrankens betrugen die Guthaben des Marktes bei der Notenbank etwa 450 Millionen; bis Ende 1936 stiegen sie auf 1363 Millionen. Ihren höchsten Stand erreichten sie Mitte Februar 1938 mit 2037 Millionen. Dieses gewaltige Anwachsen der flüssigen Mittel war darauf zurückzuführen, dass nach der Abwertung schweizerische Gelder aus dem Ausland zurückgezogen wurden

1. *La lettre est signée* Weber *et* Schnorf.
2. *Annotation de Wetter en haut:* Kapitalflucht.
3. *Non reproduite.*

und ferner ausländische Gelder in die Schweiz strömten. Die sich auf Milliardenbeträge belaufenden vagabundierenden ausländischen Gelder begaben sich bekanntermassen vorzugsweise dorthin, wo eine Abwertung vollzogen worden war. Massgebend ist dabei wohl die Überlegung, dass eine abgewertete Währung für einige Zeit die sicherste Valuta darstellt.

Die Kapitalfülle der Schweiz machte der Nationalbank nicht geringe Sorgen, betrug doch der Bestand der Nationalbank an Gold und Devisen zeitweise etwa 4 Milliarden Fr. Mit der Möglichkeit, dass diese ausländischen Gelder früher oder später unser Land wieder verlassen würden, war immer zu rechnen. Im weitern war es dieser Verflüssigung des Kapitalmarktes zuzuschreiben, dass die Kurse der Obligationen eine wesentliche Befestigung erfuhren und damit das Zinssatzniveau sich stark ermässigte. Wie vorauszusehen war, trat denn auch mit der Umkehr der Kapitalbewegung, d.h. mit der Abwanderung ausländischer Gelder eine Abschwächung des Kursniveaus und damit verbunden eine Erhöhung des Zinsniveaus ein.

Was nun zunächst die *Verminderung der Währungsreserven der Nationalbank* anbetrifft, auf Grund welcher die sozialdemokratische Partei Rückschlüsse auf den Kapitalexport zieht, so musste in der Tat die Nationalbank, mit Einschluss des Währungsausgleichsfonds, während des ganzen Jahres 1939 für 624 Millionen Gold und Devisen abgeben. Wie aber die folgenden Zahlen dartun, lassen sich dabei deutlich drei Perioden unterscheiden.

	Abgabe an Gold und Devisen	Defizit der Handelsbilanz
1939	in Millionen Fr.	
Jan./April	522	97
Mai/Sept.	20	205
Okt./Dez.	82	290
	624	592

Beim Devisenabfluss im Frühjahr 1939 in der Höhe von 436 Millionen handelt es sich vorwiegend um den Abfluss ausländischer Gelder, die die Schweiz früher beherbergte. Da die Bestrebungen der Nationalbank seit langem auf eine Abdrängung ausländischer Sichtgelder gerichtet waren, kam die durch die politischen Spannungen und Ereignisse ausgelöste Abwanderung dieser vagabundierenden internationalen Gelder, die für die schweizerische Wirtschaft wertlos sind, nicht unerwünscht.

Bis Mitte August herrschte auf dem schweizerischen Devisenmarkte sozusagen vollständige Ruhe. Erst als am 25. August England die Stützung seiner Währung aufgab, musste die Nationalbank dem Markte etwelche Devisenbeträge zur Verfügung stellen. Die Devisenbegehren hörten jedoch schon nach wenigen Tagen wieder auf.

In den Monaten Oktober bis Dezember hatte die Nationalbank für insgesamt 82 Millionen Devisen abzugeben. (Okt. 19, Nov. 34 und Dez. 28 Mill.) Wenn man den Einfuhrüberschuss im letzten Quartal 1939 in der Höhe von 290 Mill. in Betracht zieht, so wird ersichtlich, dass die von der Notenbank dem Markte zur Verfügung gestellten Devisen zum überwiegenden Teil der Import-

finanzierung dienten. Dabei ist zu berücksichtigen, dass der Fremdenverkehr und die übrigen Sektoren der Aussenwirtschaft stark verminderte Devisenerträgnisse abwarfen. Der Deviseneingang dürfte daher kaum zur Bezahlung der verstärkten Einfuhr genügt haben, so dass die Notenbank mit ihrer Devisenreserve einspringen musste. Der Gold- und Devisenabgang von wenig mehr als 100 Millionen von Mitte August bis Ende Dezember kann also unter Berücksichtigung der verstärkten Importe keinen nennenswerten Kapitalexport in sich schliessen.

Seit Mitte Januar dauern die Devisenbegehren des Marktes bei der Notenbank an. Bis zum 14. Februar beträgt der Abgang an Gold und Devisen ca. 110 Mill. Massgebend sind die gleichen Ursachen wie im letzten Quartal 1939. Einmal die anhaltend starke Wareneinfuhr, die ein umso grösseres Ausmass angenommen hat, als Ware in Kriegszeiten ganz allgemein stärker begehrt ist. Sodann Rückzüge von ausländischen Geldern aus der Schweiz. Ferner schaffen die heutige politische Unsicherheit, die Massnahmen der Armeeleitung über die Evakuierung der Zivilbevölkerung, die Diskussionen über das Finanzprogramm und über die Währung eine Atmosphäre, die nicht nur dem ausländischen Kapital Veranlassung zum Rückzug aus der Schweiz gibt, sondern die auch dazu führt, dass schweizerische Gelder in ausländischen Anlagen Unterkunft suchen. Von einer massiven Abwanderung schweizerischer Gelder kann jedoch nicht die Rede sein. Im übrigen können diese Gelder, wie in andern Staaten, im Notfall auch der schweizerischen Volkswirtschaft wieder dienstbar gemacht werden.

Der Kapitalexport hat in der Schweiz und namentlich im Parlament schon häufig zu Diskussionen Anlass gegeben. Wir können wohl darauf verzichten, auf die Bedeutung des Kapitalexportes für die Schweiz erneut einzugehen. Dass Kapitalanlagen im Auslande für die Schweiz sowohl vom Standpunkt der einheimischen Wirtschaft als auch der Landeswährung grundsätzlich eine Notwendigkeit darstellen, dürfte unbestritten sein. Es gibt aber Zeiten, wo ein Kapitalexport im Interesse der Wirtschaft und Währung unterbleiben sollte. Die Auffassung, dass heute ein Kapitalexport, dem nicht Kompensationen zu Grunde liegen, unerwünscht ist, dürfte allgemein sein. Obwohl das Ausmass der Devisenabgaben der Nationalbank nicht einen Umfang angenommen hat, der auf eine Kapitalflucht schliessen liesse, so kann doch die Frage gestellt werden, ob nicht im Sinne der Eingabe der sozialdemokratischen Partei jeglicher Kapitalexport unterbunden werden sollte. Bevor wir auf diese Kernfrage eintreten, wollen wir kurz die wichtigsten *Formen des Kapitalexportes* erwähnen.

Die Nationalbank wird heute über die folgenden Arten des Kapitalexportes zahlenmässig orientiert:

1. *Begebung ausländischer Anleihen in der Schweiz.* Im Jahre 1939 wurden zwei französische Anleihen im Nominalbetrag von zusammen 240 Millionen Schweizerfranken im Inland aufgelegt. Da es sich aber um Konversionen handelte, wobei der Emissionsbetrag der neuen Anleihen geringer war als der Betrag der konvertierten Anleihen, so wurden dem schweizerischen Markte per Saldo mehr Mittel zugeführt als entnommen[4].

4. *Cf. N° 36.*

2. *Begebung von Anteilscheinen der Investment Trust.* Seit Kriegsausbruch hält sich der Betrag der auf diesem Wege ins Ausland abgewanderten schweizerischen Gelder in bescheidenem Rahmen.

3. *Einführung von ausländischen Aktien an den schweizerischen Börsen.* Auch diese Form des Kapitalexportes erreichte nach den der Nationalbank gemachten Angaben bis zum Jahresende keinen ins Gewicht fallenden Betrag.

4. *Kapitalexport der Banken.* Soweit vertrauliche Angaben per Ende 1939 vorliegen, kann keine stärkere Kapitalverlagerung der Banken ins Ausland festgestellt werden. Es ist dies auch wenig wahrscheinlich, weil die Banken in Kriegszeiten ihrer Liquidität vermehrte Aufmerksamkeit schenken müssen.

Kapital kann aber auch ins Ausland verlegt werden, ohne dass die Notenbank direkt davon Kenntnis erhält. Wir erwähnen die Errichtung von Konten in ausländischer Währung, sei es direkt bei ausländischen Banken oder sei es über die schweizerischen Banken. Im weitern können Käufe ausländischer Titel an schweizerischen oder ausländischen Börsen getätigt werden. Schliesslich besteht eine nicht unwichtige Form des Kapitalexportes darin, dass die Erlöse der schweizerischen Aussenwirtschaft (Exporterlös, Ertrag der Kapitalanlagen im Ausland, usw.) im Ausland stehen gelassen, also nicht rapatriiert werden.

Das Direktorium vertritt die Auffassung, dass der Kapitalexport bis jetzt kein solches Ausmass angenommen hat, dass Massnahmen zu seiner Unterbindung getroffen werden müssten. Wir verkennen dabei keineswegs die Nachteile, die aus einem starken Kapitalexport für die schweizerische Volkswirtschaft entstehen können. Die Ursachen einer Kapitalflucht liegen in den herrschenden politischen oder wirtschaftlichen Verhältnissen. Es kann ihnen daher nicht mit Empfehlungen oder mit dem Abschluss von Gentlemen's Agreement mit Banken entgegengetreten werden. Nur die Wiederherstellung des Vertrauens in die politischen und finanziellen Verhältnisse können einen Kapitalabfluss ins Ausland zum Stillstand bringen.

Als einziges wirksames Mittel zur Bekämpfung der Kapitalflucht kommt nur die *Devisenbewirtschaftung* in Frage. Verschiedene Länder haben den Versuch gemacht, Devisenvorschriften nur ganz allmählich einzuführen, um die Umstellung der Wirtschaft zu erleichtern. Die Erfahrung lehrt aber, dass das gewünschte Ziel nur mit umfassenden Massnahmen erreicht werden kann. In Schweden und in England, aber auch in Deutschland und Italien, mussten dauernd die Devisenmassnahmen verschärft werden, weil sich die früheren Massnahmen immer wieder als ungenügend erwiesen haben.

Allfällige Massnahmen können sich daher nicht nur auf den Kapitalverkehr beschränken, sondern sie müssen die gesamte Wirtschaft umfassen. Würde nur der Kapitalverkehr erfasst, so würde ein Kapitalexport auf dem Wege des Warenverkehrs oder in den übrigen Sektoren der Aussenwirtschaft einsetzen. Von den noch bestehenden Möglichkeiten der Devisenbeschaffung würde ausgiebig Gebrauch gemacht. Die Devisenbewirtschaftung kann nur dann ihren Zweck erfüllen, wenn die Massnahmen zu einer vollständigen Erfassung von Angebot und Nachfrage auf dem Devisenmarkt führen, was sich für unser Land noch weit schwieriger gestaltet als dies in andern Staaten der Fall war.

Wenn wir somit mit der sozialdemokratischen Partei in dem Punkte einig gehen, dass eine eigentliche Kapitalflucht nur auf dem Wege einer *umfassenden*

Devisenkontrolle verhindert werden kann, so müssen wir aber doch mit Nachdruck auf die *wirtschaftlichen Folgen* einer solchen Massnahme aufmerksam machen. Es handelt sich nicht nur, wie die sozialdemokratische Partei meint, um die Wahrung oder Lüftung des Bankgeheimnisses. Der Eingriff in die Wirtschaft ist, wie die Erfahrungen im Auslande zeigen, von viel grösserer Tragweite.

Die Devisenbewirtschaftung hätte in erster Linie ihre Auswirkungen auf den *Warenverkehr*. Sie würde zunächst zu einer Flucht in die Ware führen, da einerseits Handel und Industrie bestrebt wären, ihre Vorräte an Waren möglichst zu äufnen und anderseits das Publikum, in der Meinung sich eine wertbeständige Anlage zu sichern, Warenvorräte anlegen würde. Diese Entwicklung würde *[zu]* einer bedeutend erhöhten Devisennachfrage rufen. Als Gegenmassnahme müsste eine scharfe Import- und Preiskontrolle einsetzen. Die meisten Länder mit Devisenbewirtschaftung sahen sich zufolge des mangelnden Deviseneinganges zu einer Einschränkung der Einfuhr veranlasst. Die Beschränkung des Importes könnte leicht zu einer weitern Verteuerung unserer Lebenshaltung führen. Da die Devisen aus dem Exporterlös ohne Zwang der Notenbank nicht mehr angeboten werden, müsste auch der Export einer weitgehenden Kontrolle unterworfen werden. Nur wenn die verschiedenen Devisenquellen aus dem Exportsektor unserer Wirtschaft und diejenigen aus dem Kapitalverkehr weiterhin fliessen, stehen genügend Devisen für die notwendigen Importe zur Verfügung.

Besonders ungünstig würde sich die Devisenbewirtschaftung im *Kapitalverkehr* auswirken. Es bestände die Gefahr, dass unsere Einnahmen aus den Anlagen im Auslande weiter schrumpfen und mit den andern Posten der Ertragsbilanz nicht mehr zum Ausgleich des Passivsaldos der Handelsbilanz genügen würden. Das hätte wiederum Rückwirkungen auf unsere Importtätigkeit. Einen schweren Schlag würde die Devisenbewirtschaftung für das schweizerische Bank- und Versicherungsgewerbe, sowie für alle Zweige, die rege Beziehungen mit dem Auslande besitzen, bedeuten. Insbesondere würde dies bei den Versicherungsgesellschaften zutreffen, die in ganz grossem Ausmass als Devisenquellen in Frage kommen.

Unangenehme Folgen könnten sich auch für unsere *Währung* ergeben. Erfahrungsgemäss zieht das Ausland seine Gelder sobald als möglich aus denjenigen Ländern zurück, die den Kapitalverkehr hemmen. In Anbetracht der grossen Guthaben des Auslandes in der Schweiz würde sich voraussichtlich neben dem offiziellen Kurs der Notenbank je nach den Verwendungsmöglichkeiten der Guthaben ein besonderer Sperrfrankenkurs mit empfindlicher Entwertung bilden.

Auf das *technische Problem* wollen wir, ohne näher darauf einzutreten, nur hinweisen. Dieses dürfte für die Schweiz wegen ihrer intensiven Verflechtung mit dem Auslande im Kapital- und Warenverkehr besonders schwierig sein. Ohne die Schaffung eines grossen bureaukratischen Apparates lässt sich eine Devisenbewirtschaftung nicht durchführen.

Eine Devisenbewirtschaftung kann zweifellos eine Kapitalflucht weitgehend verhindern. Der Preis, der aber dafür bezahlt werden muss, liegt in einer gewaltigen Benachteiligung der gesamten schweizerischen Volkswirtschaft.

Das Direktorium erachtet es nicht für angezeigt, heute eine so schwer ins Gewicht fallende Massnahme zu befürworten. Es kann die Kapitalflucht vom moralischen und wirtschaftlichen Standpunkt aus im heutigen Moment nicht billigen. Es ist indessen der Überzeugung, dass bis anhin von einer eigentlichen Kapitalflucht nicht die Rede sein kann und der sich vollziehende Kapitalexport schweizerischer Kreise keineswegs heute die Einführung der Devisenbewirtschaftung mit allen ihren Nachteilen für die gesamte Wirtschaft rechtfertigen würde.

Die Schweiz hat sich unter dem Regime des freien Kapital- und Devisenverkehrs eine internationale Stellung zu erwerben gewusst. Die Einführung von Devisenvorschriften wäre dazu angetan diese Stellung in kürzester Zeit zu gefährden.

240

E 1001 1/EPD 1.1.-31.5.1940

Le Conseiller national, H. Vallotton,
au Conseil fédéral[1] *et au Général H. Guisan*

No [*sans date*]

RÉSUMÉ D'ENTRETIEN PERSONNEL DE M. ET Mme H. VALLOTTON AVEC M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT BARON VON WEIZSÄCKER, À BERLIN, À L'AUSWÄRTIGES AMT, LE 12 FÉVRIER 1940.

Note préliminaire.

M. et Mme Vallotton sont en relations personnelles avec M. le Baron de Weizsäcker, qui est très lié avec le frère de Madame Vallotton. De passage à Berlin, M. et Mme Vallotton lui ont rendu une visite personnelle, pour lui exprimer leur vive sympathie à l'occasion du décès de son fils, jeune officier tombé en Pologne le premier jour de la campagne.

Cet entretien à bâtons rompus a touché certains points importants que M. Vallotton a considéré comme de son devoir de consigner d'une manière aussi exacte que possible à l'intention du Conseil fédéral et du Général. Ce, à titre confidentiel.

– *M. de W.* exprime son chagrin du décès de M. Motta, doyen des Ministres des Affaires Etrangères. Il regrette une fois de plus que la presse suisse se mêle constamment des affaires de l'Allemagne pour lui donner du «Lektionen». Il

1. *Pilet-Golaz informera le Conseil fédéral de cet entretien le 24 février 1940; c'est pour cette raison que le document figure parmi les «propositions du Département politique», bien qu'il n'ait fait l'objet d'aucune «proposition».*

a lu avec plaisir l'appel du Général Guisan sur la réserve à observer (cet appel est reproduit dans un grand journal allemand que M. de W. avait sur sa table).

Me Vallotton rappelle que la presse suisse est absolument indépendante, qu'elle ne se fait pas défaut de critiquer vertement les membres du Gouvernement eux-mêmes, les partis, les hommes politiques.

– *M. de W.:* Oui, mais ce sont là choses d'ordre intérieur. Les attaques contre l'Allemagne sont d'ordre extérieur. Pourquoi le faire? Pourquoi ne pas les laisser de côté? L'Allemagne n'a pourtant aucune intention désagréable à l'égard de la Suisse.

– *Me V.:* Je n'en ai jamais douté. Mais je suis heureux de vous l'entendre dire.

– *M. de W.:* Y a-t-il vraiment en Suisse des personnes qui croient que l'Allemagne veut attaquer votre pays?

– *Me Vallotton:* Je manquerais à la franchise que je dois à Votre Excellence si je le niais. L'inquiétude s'est manifestée parfois dans certains milieux en Suisse que, suivant les éventualités, l'armée ne cherche à effectuer un mouvement tournant par la Suisse.

– *M. de W.* (qui sourit): Mais cela n'existe pas! Nous avons plusieurs raisons sérieuses pour laisser intacte la Suisse. Raisons économiques. Raisons militaires aussi. Je ne suis pas un soldat mais l'armée m'a toujours dit que l'Allemagne avait un intérêt manifeste à ce que l'armée suisse prolonge notre aile gauche. Et pourquoi passer par la Suisse? Votre armée est solide, nous le savons. Pour tourner la France de ce côté? Mais nous savons que ce n'est pas possible. Et il y a aussi des raisons d'ordre politique: l'Allemagne a tout intérêt à ce que les Etats neutres restent neutres partout où cela est possible.

– *Me V.:* Je suis très heureux de vous entendre. M'autorisez-vous, Excellence, à rapporter cet entretien?

– *M. de W.:* Oui, certainement, dans des conversations, car j'ai exprimé non seulement ma conviction, mais l'opinion de mon Chef d'Etat qui est très nette à ce sujet. Mais que votre presse ne complique pas ma tâche, alors que je ne souhaite que d'excellentes relations entre nos deux pays!

– *Me V.:* La Börsenzeitung s'occupe ces jours derniers de feuilles de choux qui paraissent en Suisse et dont je ne connais même pas le titre! Il est regrettable par ailleurs que les cartes vendues en Allemagne persistent à parler de régions allemandes, de régions françaises ou italiennes de la Suisse. Car il n'y a qu'une seule Suisse, que des Suisses et non pas des Suisses divisés en Suisses français, Suisses allemands, Suisses italiens.

– *M. de W.:* Mais les Suisses français marcheraient-ils contre la France?

– *Me V.:* Sans aucun doute, si, contre toute attente, la France songeait à envahir le pays.

– *M. de W.:* Permettez-moi de marquer ma surprise à ce sujet. Je ne l'aurais pas cru.

– *Me V.:* J'affirme de la manière la plus catégorique que cela est exact. Je l'affirme comme officier. Notre ennemi serait notre agresseur, quel qu'il soit. Et nous nous battrons contre lui jusqu'au bout. Ce n'est pas là une opinion personnelle que j'exprime. C'est l'opinion et la volonté de tous mes camarades, du premier officier au dernier soldat.

(M. de W. paraît attacher à ce passage de notre entretien une importance très particulière et ne le cache d'ailleurs pas.)

L'entretien fut très cordial et détendu. Je pense que la Suisse a, en la personnalité considérable de M. de W., un précieux ami.

241

E 2001 (D) 2/137

Le Ministre de Suisse à Ankara, E. Lardy,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna[1]

L Ankara, 19 février 1940

Le Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Air au Ministère de la Défense Nationale turc appela, il y a quelques jours, la Légation au téléphone et, sans donner d'autres précisions, demanda que l'«Attaché Commercial» voulût bien passer au Ministère, pour une conversation.

Avec mon autorisation, M. Zehnder se rendit alors au Ministère de la Défense. C'est le Général Commandant de l'aviation turque qui le reçut. Il parut d'abord contrarié que M. Zehnder ne fût pas attaché commercial proprement dit, car il s'agissait, expliqua-t-il, d'une affaire de caractère officieux; il se décida cependant à entrer en matière et je me réfère, pour le détail, au mémorandum que l'on trouvera aux annexes.

Ainsi que vous le constaterez, le cas est délicat, car il s'agirait de permettre à l'administration militaire turque de se procurer, par la voie de la Suisse, les pièces de rechange qui lui manquent pour ses avions «Heinkel». L'opération se ferait, évidemment, avec le concours d'un intermédiaire *privé*, qui achèterait et revendrait et qui, cela va sans dire, toucherait une commission intéressante puisque l'affaire se chiffrerait par trois millions de livres turques environ. Indépendamment du bénéfice ainsi réalisé par la maison suisse intermédiaire, l'opération, au point de vue suisse, aurait le gros avantage, semble-t-il, d'aider au déblocage de nos avoirs suisses en Allemagne[2], puisqu'elle entraînerait une exportation allemande en Suisse de plusieurs millions. Le remboursement ne pourrait se faire, du côté turc, qu'en devises libres hors clearing.

L'affaire, cela va de soi, est fort délicate et demande à être examinée sous tous les angles. A première vue, elle me paraît surtout inquiétante par son côté plus ou moins clandestin vis-à-vis du contrôle britannique, qui reste opposé,

---

1. *Annotation de Bonna en haut*: M. Kohli: Qu'en pensez-vous?
2. *Annotation de Kohli dans la marge*: KTA Konto? *Kohli a marqué ce passage d'un trait et d'un point d'interrogation dans la marge.*

même dans ce cas, au versement direct de devises libres par la Turquie à l'Allemagne. L'administration britannique fermerait cependant les yeux, nous dit-on, si les devises étaient payées en Suisse, en contre-valeur de versements effectués par une maison suisse au clearing suisso-allemand. J'ignore, bien entendu, si la procédure envisagée est compatible avec les engagements que nous pourrions avoir contractés soit vis-à-vis des franco-britanniques, soit vis-à-vis de l'Allemagne; elle peut sans doute présenter encore d'autres inconvénients. Cependant, comme la proposition turque est des plus intéressantes à plusieurs égards, je n'ai pas voulu refuser de la transmettre, à titre confidentiel et officieux, bien qu'elle me soit parvenue par une voie anormale et sans aucune participation du Ministère des Affaires Etrangères [3].

P.S. Au cas où vous estimeriez possible d'entrer en matière, il va de soi que je pourrais, à titre préalable, solliciter tous détails sur la manière de procéder. Peut-être s'agirait-il, par exemple, de faire pressentir indirectement une maison suisse appropriée, avec l'agent de laquelle l'affaire se traiterait ensuite sans autre intervention de notre part, à titre strictement privé, soit du côté allemand, soit du côté turc.

ANNEXE I

Notice sur les relations commerciales avec la Turquie

MÉMORANDUM CONCERNANT LA CONVERSATION TENUE LE 8.2.1940 AU MINISTÈRE DE LA GUERRE [4]

Ankara, 9 février 1940

Le Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Air ayant demandé un entretien avec l'«Attaché Commercial Suisse», je me suis rendu au Ministère de la Défense Nationale où j'ai été reçu par le Commandant en chef de l'aviation turque. Celui-ci, en apprenant que j'étais le Secrétaire de la Légation, sembla contrarié et insista pour parler à l'Attaché commercial. De la conversation qui s'ensuivit j'ai cru comprendre que le précédent Sous-Secrétaire d'Etat à l'aviation, démissionnaire depuis peu, avait conseillé au général de s'adresser, pour les questions de matériel de guerre, à l'Attaché commercial suisse. Peut-être s'agissait-il d'une confusion avec M. Bloesch, ancien Secrétaire de la Légation, aujourd'hui dans l'industrie.

Le Général, par la bouche de son adjudant, le Commandant Fehmi, m'a alors exposé ce qui suit:

L'aviation turque possède un grand nombre d'avions «Heinkel» d'origine allemande. L'accord de paiements turco-allemand ayant expiré le 31 août dernier sans être renouvelé, le Ministère ne peut plus se procurer en Allemagne les pièces de rechange dont il a un besoin urgent. Cherchant une solution à ce problème vital pour l'aviation turque, le Ministère a pensé que la Suisse, pays ami de la Turquie, pourrait sans doute lui prêter son concours pour l'obtention des pièces manquantes.

Comme je demandais si ce matériel pourrait être fabriqué en Suisse, le commandant Fehmi répondit que le Ministère avait besoin de moteurs et de pièces de rechange originaux, c'est-à-dire

---

3. *La demande turque sera rejetée par la Suisse: cf. annexe II.*

4. *L'auteur de cette notice est Alfred Zehnder, Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Ankara.*

allemands. Notre rôle serait celui d'intermédiaires et consisterait à acheter aux Allemands le matériel dont il s'agit pour le livrer ensuite aux Turcs; franco port ou frontière turcs.

Je fis observer que l'exportation de matériel de guerre était, en Suisse, soumise à licence et que, de toute façon, l'opération envisagée par le Ministère ne saurait se faire sans l'autorisation préalable du Gouvernement suisse. Indépendamment de cette autorisation, qui restait réservée, des difficultés étaient à prévoir en relation avec le transfert en Suisse des sommes dues par le Ministère. En effet, il ne pourrait être question de paiement par voie de clearing ou de compensations privées et l'opération devrait absolument s'effectuer en dehors de l'Accord actuel de paiements turco-suisse, puisque celui-ci est réservé exclusivement à l'échange des marchandises en provenance d'un des pays contractants et importées dans l'autre. Pour être en mesure de renseigner mon Ministre sur l'importance de la transaction envisagée, je demandai à connaître la valeur approximative des commandes que le Ministère se proposait de passer en Suisse.

Après quelque hésitation et une conversation à mi-voix avec son Général, le Commandant Fehmi déclara que la commande atteindrait, vraisemblablement, la valeur de trois millions de livres turques; elle serait livrable en trois lots, d'environ un million chaque, répartis sur quelques mois.

Vu la valeur relativement élevée de la commande, je répondis qu'il n'y avait, à mon avis, qu'un seul moyen de règlement, à savoir le paiement en devises libres. J'ajoutai que je ne comprenais guère, dans ces conditions, pourquoi le Ministère ne plaçait pas sa commande directement en Allemagne, puisque, s'agissant de devises libres, l'existence ou non d'un accord de paiements était sans importance.

Le Commandant expliqua alors que les Anglais s'opposaient absolument à ce que les Turcs procurent aux Allemands des devises libres.

J'abordai le problème du transport et celui du blocus anglais et demandai si le Gouvernement turc pourrait intervenir dans le cas où le contrôle britannique saisirait la marchandise en Méditerranée.

Le Commandant répondit que le Ministère préférait certainement l'expédition par voie de terre, parce que les autorités britanniques, bien qu'elles insistassent pour que l'équipement de l'aviation turque fut complété, ne voulaient pas savoir où et par quel moyen le matériel serait obtenu.

J'annonçai, en terminant, que je soumettrais l'affaire à mon Ministre, mais qu'en tout état de cause, une réponse ne pourrait vraisemblablement pas être donnée avant un mois.

ANNEXE II

E 2200 Ankara 1969/201/7

Le Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Ankara, A. Zehnder, au Ministre de Suisse à Ankara, E. Lardy

AZ.
No Ankara, 10 avril 1940

Conformément à vos instructions, j'ai rendu visite ce matin au Commandant Fehmi, de l'aviation turque. Il m'a reçu en présence d'un jeune lieutenant.

Je lui ait dit que le Gouvernement suisse avait examiné, avec bienveillance et avec toute l'attention que la demande turque méritait, les possibilités de livrer, par l'intermédiaire de la Suisse, à la Turquie les pièces de rechange pour avions «Heinkel». Cependant l'échange de vues entre les différents départements suisses intéressés avait, à notre vif regret, abouti à un résultat négatif, ceci pour les raisons suivantes:

1) nous-mêmes, nous rencontrons d'énormes difficultés à nous procurer les pièces de rechange pour nos avions de provenance allemande;

2) les Allemands exigent, en compensation du matériel de guerre livré à la Suisse, le libre choix de marchandises à être achetées par les Allemands sur le marché suisse;

3) les Allemands s'intéressant surtout aux matières premières, nous serions obligés, si nous accédions au désir turc, de livrer en Allemagne pour la valeur globale de la commande turque des marchandises qu'elle désignerait;

4) comme nous ne possédons pas suffisamment de matières premières, nous serions obligés d'épuiser nos stocks importés de l'étranger, sans savoir si nous pourrions les compléter ultérieurement.

Le commandant Fehmi a très bien compris que, dans ces circonstances, le Gouvernement suisse n'ait pas pu accéder à la demande turque.

Ainsi qu'il a été convenu, j'ai engagé, par la suite, une conversation privée avec le Commandant à l'effet de lui indiquer la possibilité éventuelle d'une affaire en transit par la Suisse en vue de domicilier les chèques dans un pays neutre. Il objecta cependant que les Allemands ne voulaient pas de devises libres, mais des marchandises turques à leur choix et notamment des blés, minerais, huiles et cotons.

242

E 6100 (A) 19/1484

Le Procureur de la Confédération, F. Stämpfli,
au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter

L Cs 2.10002 Confidentiel Bern, 23. Februar 1940

Wir beehren uns Ihnen mitzuteilen, dass durch den Nachrichtendienst der Kantonspolizei Zürich festgestellt wurde, dass am 20.1.1940 ein Geldtransport mit speziellem deutschen Wagen von Berlin nach Le Locle via Zürich gefahren ist[1]. In Le Locle wurde einwandfrei festgestellt, dass diese

deutschen Geldtransporte

aus ca. 5000 kg Gold bestanden, welche dem Schweizerischen Bankverein in Le Locle zum Einschmelzen übergeben wurden. Es handle sich um russisches Gold, welches in Deutschland gekauft wurde; dies sei bereits die zweite Sendung, welche in Le Locle eintreffe.

Wir geben Ihnen zuhanden der Schweizerischen Nationalbank von diesen Feststellungen Kenntnis[2].

---

1. *Un rapport du 20 février 1940 de l'inspecteur R. Humbert, du Service de police du Ministère public, précise:*
De source sûre, nous avons appris qu'il est parfaitement exact qu'en date du 21 janvier 1940, est arrivé au Locle, dans un wagon venant de Berlin, un envoi d'or, environ 5000 kilos. Deux employés de la Reichsbank accompagnaient ce convoi. Ils logèrent au Locle et se restaurèrent. Ils déclarèrent que le wagon dans lequel ils voyageaient n'était qu'imparfaitement chauffé et qu'ils eurent très froid durant tout le voyage. Le lendemain, ces deux personnages quittaient Le Locle en déclarant vouloir rentrer immédiatement en Allemagne.
D'autre part, nous savons qu'il s'agit d'or russe qui a été acheté en Allemagne et qui est livré à la Société de Banque Suisse du Locle pour le fondre. C'est le second envoi de ce genre qui arrive au Locle (E 4320 1968/195, 41).

2. *Sur cette affaire, cf. les explications contenues dans le document N° 270.*

243

E 1004.1 1/394

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 24 février 1940[1]

315. Wirtschaftsverhandlungen mit Grossbritannien

Streng vertraulich Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 22. Februar 1940

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes über die randvermerkten Verhandlungen:

«Am 25. September 1939 hat die Schweiz der britischen Regierung den Antrag gestellt, unverzüglich Verhandlungen über die gegenseitigen Wirtschaftsbeziehungen während des Krieges aufzunehmen[2]. Der schweizerische Antrag war von einem Verhandlungsprogramm begleitet, in welchem als hauptsächliche Verhandlungsgegenstände die Regelung der gegenseitigen Ein- und Ausfuhr, des Zahlungsverkehrs und der notwendig werdenden Kontrollmassnahmen genannt waren. Die Verhandlungen sind am 27. Oktober 1939 aufgenommen und mit einer 4-wöchigen Unterbrechung über das Jahresende dauernd in London geführt worden. Dem Bundesrat ist zu mehreren Malen (am 5. Oktober 1939, 8. Dezember 1939 und 8. Januar 1940[3]) über den Fortgang der Verhandlungen berichtet worden; er hat der Verhandlungsdelegation am 6. Oktober 1939, am 11. Dezember 1939 und am 9. Januar 1940 Instruktionen erteilt. Nach 3-monatigen Verhandlungen ist eine Lage erreicht worden, die uns zu folgendem zusammenfassenden Bericht veranlasst:

I.

1. Kontrollmassnahmen.

Wir verweisen auf unseren Bericht vom 8. Dezember 1939 über die von einer Spezialmission, bestehend aus den Herren Minister H. Sulzer und Prof. Keller in London bei verschiedenen Ministerien unternommenen Schritte, um eine gemeinsame britisch-französische Behandlung der gesamten Blockade-Fragen mit der Schweiz zu erreichen. Diese Verhandlungen sind inzwischen durch eine besondere schweizerische Delegation unter Führung von Herrn Direktor Hotz in Paris und Bern geführt und der Bundesrat ist durch deren Berichte unterrichtet worden. Die Behandlung der Blockade-Fragen ist deshalb im Verhandlungsprogramm für London weggefallen; die Verhandlungsdelegation, welche in London tätig war, hat jedoch jede Gelegenheit benützt, um auf britischer

---

1. *Etait absent: H. Obrecht; un siège vacant.*
2. *Cf. à ce sujet N° 178.*
3. *Cf. N°s 178 et 220 (annexe).*

Seite für die Notwendigkeit der Aufrechterhaltung schweizerischer Exporte nach Deutschland Verständnis zu wecken.

2. Einfuhr schweizerischer Erzeugnisse nach Grossbritannien.

Durch die zu Kriegsbeginn von britischer Seite eingeführten Einfuhrbeschränkungen sind ca. zwei Drittel der schweizerischen Warenausfuhr nach Grossbritannien (1938: total 150 Millionen Franken) betroffen worden. Es war eine der Hauptaufgaben der Londoner Verhandlungen, auch für die Dauer des Krieges den schweizerischen Exporteuren den Zugang zum englischen Markte offen zu halten. Dies ist bisher noch nicht im wünschbaren Umfang gelungen, da den schweizerischen Einfuhrbegehren die feste britische Haltung entgegenstand, welche die nur beschränkt verfügbare Kaufkraft im Ausland ausschliesslich für Kriegs- und lebensnotwendige Waren reservieren will und die Einfuhr sog. «Luxuswaren» (zu denen wichtige schweizerische Erzeugnisse gezählt werden) verbietet. Immerhin ist es gelungen, wertvolle britische Zugeständnisse für die künftige Einfuhr schweizerischer Waren zu erhalten, welche die zu Kriegsbeginn bestehende Situation nicht unwesentlich verbessern. Es sind dies die Folgenden:

a) Von den zwei Dritteln der nach britischen Vorschriften einfuhrbeschränkten Warenwerten des normalen Friedensverkehrs ist ein weiterer Drittel, an dem die britische Wirtschaft auch in Kriegszeiten interessiert ist, zugestanden worden, womit die friedensmässigen Ein- und Ausfuhren zwischen Grossbritannien und der Schweiz mit rund 100 Millionen Franken wertmässig ins Gleichgewicht gebracht würden.

Im verbleibenden Drittel, der weiterhin unter die Kategorie der einfuhrverbotenen Waren fiel, blieben als hauptbetroffene schweizerische Exportindustrien: die Textilindustrien (Stickerei, Ausrüsterei, Seidenband- und Seidentuchweberei) die Uhrenindustrie, die Schuhindustrie, die Hutflechtindustrie und eine Reihe weiterer, kleinerer, z.T. nicht unwichtiger Exportgewerbe, wie das graphische Gewerbe, die Herstellung von Kino- und Radioapparaten usw. Eine teilweise Erleichterung ihrer Lage konnte durch folgende britische Konzession erreicht werden:

b) Der Veredelungsverkehr für die Stickerei wird aufrechterhalten; englische Gewebe, welche in der Schweiz bestickt werden, werden in Grossbritannien zur Wiedereinfuhr zugelassen, sofern sie weder in ihrer Form noch in ihrem Charakter verändert wurden. Diese letztere Einschränkung nimmt der britischen Konzession viel von ihrem Wert: sie gestattet aber doch manchen schweizerischen Firmen die Aufrechterhaltung eines gewissen Exportes von Stickereien und damit des Kontakts mit dem britischen Markt.

c) Ein ähnlicher Veredelungsverkehr ist für glatte englische Gewebe, welche in der schweizerischen Färberei, Druckerei- und Ausrüstindustrie hoch veredelt werden, zugestanden worden.

d) 33 1/3 % des Vorkriegswertes der schweizerischen Uhrenausfuhr nach Grossbritannien wird weiterhin zur Einfuhr zugelassen, wobei einzelne hochwertige Uhrensorten (wie Platin- und Golduhren) als «Luxuswaren» von der Einfuhr ausgeschlossen bleiben.

e) 25 % des Wertes der Vorkriegs-Ausfuhr kunstseidener Gewebe;

f) 25% des Wertes der Vorkriegs-Ausfuhr kunstseidener Bänder:
g) 25% des Wertes der Vorkriegs-Ausfuhr von Hutgeflechten aus jedem Material

sollen britische Einfuhrbewilligung erhalten.

Zu Beginn der Verhandlungen haben es die britischen Behörden grundsätzlich und ohne Ausnahme abgelehnt, die Auslieferung der vor Kriegsbeginn in der Schweiz bestellten und zum grossen Teil inzwischen angefertigten Waren durch die Gewährung der notwendigen Einfuhrbewilligungen zu ermöglichen. Durch eine besondere Vereinbarung ist es gelungen, wenigstens einen Teil dieser anderswo unverkäuflichen, weil speziell für den britischen Markt gearbeiteten Erzeugnisse doch noch auf den britischen Markt bringen zu können. Insbesondere war für die Einfuhr von Schuhen bisher die Öffnung einer Quote noch nicht zu erreichen. Das Hindernis liegt hier vor allem in der Angst der britischen Behörden, durch ein Zugeständnis an die Schweiz ein gefährliches Präjudiz für die Schuheinfuhr aus den Vereinigten Staaten zu schaffen, die auch in Zukunft verboten bleiben soll. Da aber gerade in der schweizerischen Schuhindustrie noch grosse Bestände vor dem Kriege bestellter und anderswo unverkäuflicher Erzeugnisse liegen, haben die britischen Einfuhrbehörden schliesslich nochmals für einen Wert von £ 25 000.— Einfuhrbewilligungen für Schuhe zugesagt.

Da für einen Teil der gewohnten schweizerischen Ausfuhren nach Grossbritannien zur Zeit keine oder nur bescheidene Absatzmöglichkeiten zu erreichen sind, ist eine Klausel vereinbart worden, welche für die Zukunft den Weg zu weiteren, zusätzlichen Einfuhrmöglichkeiten öffnet. Die Klausel sagt, dass im Falle zunehmender britischer Exporte nach der Schweiz die britische Regierung schweizerische Begehren um neue Einfuhrbewilligungen, insbesondere für jene schweizerischen Waren, die unter den bestehenden britischen Einfuhrbeschränkungen am meisten leiden, in wohlwollende Erwägung ziehen werden. Diese Bindung zugunsten des Friedensexportes scheint uns wertvoll zu sein, weil sie die bisherige britische Auffassung korrigiert, dass jede Steigerung der britischen Ausfuhr für die Bezahlung der Einfuhren ausschliesslich kriegswichtiger Waren zu verwenden sei. Für die Behandlung künftiger schweizerischer Einfuhrbegehren, sowie für die laufende Behandlung weiterer sich stellender Fragen ist eine ständige schweizerisch-britische Kommission vorgesehen, welche je nach Bedarf alle 2-3 Monate zu Besprechungen zusammentreten soll.

Im Gegensatz zu den Absatzschwierigkeiten, welche gegenwärtig für wichtige schweizerische Industrien auf dem britischen Markt bestehen, öffnet der Krieg für andere schweizerische Erzeugnisse neue Absatzmöglichkeiten in Grossbritannien. Dies gilt vor allem für Holz und Holzbauten (Baracken), für deren Lieferung Abschlüsse zu Preisen bevorstehen, welche von den Fachleuten als sehr befriedigend bezeichnet werden. Die Steigerung der Ausfuhr schweizerischer Weissweine nach England (als teilweiser Ersatz der weggefallenen Belieferung mit Rhein- und Mosel-Weinen) wird gegenwärtig geprüft; sie erscheint als aussichtsreich.

3. Ausfuhr britischer Erzeugnisse nach der Schweiz.

Die Schweiz war von Anfang an bereit, die Einfuhr britischer Waren in bisherigem Umfange aufrecht zu halten. Es musste versucht werden, für einige wichtige Warenkategorien höhere Lieferungen aus Grossbritannien und dem britischen Weltreich zu erhalten, als sich aus der britischen Statistik als bisherige schweizerische Friedensbezüge ergaben. Diese Mehrbezüge sind zum Teil aus dem Wegfall einer Reihe von Lieferantenländern (Frankreich, Belgien, Holland, Polen und Russland für Kohle, Dänemark für Speisefette und Speiseöle etc.), zum Teil durch die Tatsache einer bisher indirekten Versorgung der Schweiz zu erklären.

Grossbritannien hat die Belieferung der Schweiz mit 1,5 Millionen Tonnen Kohle für 1940 zugesagt; unsere Friedensbezüge waren rund 300 000 Tonnen. Es bestehen recht bedeutende Transportschwierigkeiten, insbesondere zu Wasser; die notwendige schweizerische Zusammenarbeit in der Kohlenverschiffung von England nach dem europäischen Kontinent ist von der Verhandlungsdelegation nach Möglichkeit gefördert worden.

Es besteht auf britischer Seite durchaus die Bereitschaft, die Schweiz nach Möglichkeit mit den notwendigen Rohstoffen und Fabrikaten zu beliefern. In manchen Fällen wird diese Bereitschaft durch ein lebhaftes englisches Exportinteresse, sei es im Dienste der Arbeits- oder der Devisenbeschaffung, gestützt. Nach den bisherigen Erklärungen von britischer Seite wird es jedoch nicht vermieden werden können, dass gewisse schweizerische Bezugsbegehren (beispielsweise für Koks, für cross-bred-Wolle zur Herstellung von Uniformstoffen, für gewisse Metalle usw.) infolge britischer Zufuhrschwierigkeiten oder als Folge des kriegsbedingten Mehrverbrauchs in England selbst, nicht in vollem Umfange befriedigt werden können.

Definitive Zusicherungen mit Bezug auf die künftigen Zufuhren von britischen und Empire-Produkten sind für solange nicht zu erhalten, bis nicht zwischen der Schweiz und Grossbritannien über die Blockadefragen eine Verständigung erzielt ist. Es werden deshalb die beiden getrennt geführten Verhandlungen in ihrer Schlussetappe wieder in Verbindung gebracht und gleichzeitig zum Abschluss gebracht werden müssen.

[...][4]

«Obwohl die Anregung zu der geschilderten und von Grossbritannien grundsätzlich akzeptierten Kreditaktion zur Vermeidung der Zwangsjacke eines Clearings ursprünglich aus schweizerischen Bankkreisen kam, zeigen sich jetzt beträchtliche Schwierigkeiten bei der Aufbringung der geplanten Summe und mit Bezug auf die von den Engländern vorgeschlagenen weiteren Kreditbedingungen. Diese letzteren scheinen einer Veränderung durch Verhandlungen wenigstens mit Bezug auf den Zinsfuss noch zugänglich zu sein. Ein Kreditbetrag von weniger als 100 Millionen Franken erscheint den britischen Stellen im Hinblick auf die zu erwartende hohe Aktivität der schweizerisch-britischen Handelsbilanz als uninteressant. In der Zusage der anderthalb Jahre «Clearingfreiheit» sehen sie eine sehr weitgehende britische Konzession, die weder durch eine Verlängerung dieser Frist, noch durch eine Kürzung der Kreditdauer

4. *Suit le rapport sur l'aspect financier des négociations; cf. N° 237.*

mehr verändert werden kann. Hingegen scheint über die Höhe des Zinses das letzte Wort noch nicht gesprochen zu sein: 3%, stets aber 1½% über dem Nationalbanksatz scheint erreichbar zu sein. Die bisherige Einstellung einiger schweizerischer Grossbanken, die für diese Kreditgewährung begrüsst wurden, lässt das Zustandekommen der Aktion zur Zeit als gefährdet erscheinen. Es wird unter Umständen notwendig sein, die Banken von Staats wegen auf das gesamtwirtschaftliche Interesse an einer clearingfreien Lösung hinzuweisen und das Zustandekommen des Kredites zu fördern. Mit Hilfe dieser Finanztransaktion hoffen wir bezüglich der *Blockadefragen,* sowie der schweizerischen *Ausfuhr* nach England (besonders für Textilien, Schuhe etc.) noch eine angemessene Verbesserung des bisher Erreichten zu erlangen. Umso grössere Anstrengungen wird es bedürfen, den britischen Forderungen mit Bezug auf die Anleihensbedingungen zu entsprechen, um die handelspolitischen Belange so gestalten zu können, dass diese ganze Transaktion auch wirklich verantwortet werden kann.

Bevor dem Bundesrat in dieser Richtung, sowie mit Bezug auf den Abschluss der Verhandlungen mit Grossbritannien bestimmte Anträge gestellt werden, sollen die weiteren Besprechungen zwischen den interessierten Banken und den von ihnen begrüssten Unternehmungen noch abgewartet werden.

Da die britischen Unterhändler einen gleichzeitigen Abschluss der Handels- und Blockade-Verhandlungen zur Bedingung machen, die Blockadeverhandlungen aber noch einige Zeit beanspruchen werden, ist die Handelsdelegation vorübergehend in die Schweiz zurückgekehrt. Wir werden uns gestatten, dem Bundesrat vor der erneuten und voraussichtlich letzten Wiederaufnahme der Verhandlungen unsere Anträge zu stellen. Wir wollten jedoch nicht unterlassen, dem Bundesrat über den gegenwärtigen Verhandlungsstand sofort Bericht zu erstatten.»

Es wird von diesem Bericht in zustimmenden Sinne Kenntnis genommen.

244

E 2001 (D) 2/2

Le Chargé d'affaires de Suisse au Caire, A. Brunner,
au Chef de la Division
des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L P.A.C. /K.b.2.- Le Caire, 27 février 1940

Plusieurs Suisses rentrés dernièrement en Egypte, après avoir accompli leur service militaire dans notre pays, se sont présentés chez moi et m'ont dit que les Autorités militaires compétentes en Suisse les auraient priés de leur fournir tous les renseignements d'ordre militaire qu'ils pourraient obtenir dans leur rayon d'activité en Egypte. On leur a dit de se mettre en relation avec moi avant d'entreprendre quoique ce soit.

Vous pouvez facilement vous imaginer que l'Egypte, carrefour des peuples européens, asiatiques et africains, transformée depuis la guerre en camp militaire, héberge des éléments douteux et enclins à toute affaire d'espionnage ou de contrebande. Les autorités anglaises, en étroite collaboration avec les autorités égyptiennes, ont commencé à jeter un filet serré sur l'Egypte pour éviter les fuites nombreuses des renseignements confidentiels qui se sont produites ces derniers temps. Le contrôle policier sur les étrangers et la censure de leur correspondance sont de plus en plus sévères. Tout mouvement qui n'entre pas dans l'activité ordinaire d'une personne est considéré comme suspect et souvent suivi d'une expulsion soi-disant administrative sans mentionner les raisons.

J'ai conseillé donc à tous les Suisses munis des instructions du Département Militaire Fédéral de s'abstenir de toute activité d'informations afin de ne pas compromettre leur avenir ainsi que la bonne renommée de la Colonie suisse en Egypte.

Par contre, je suis prêt à fournir au Département Militaire Fédéral tous les renseignements pouvant l'intéresser sans risquer de compromettre nos compatriotes, surveillés de près par les autorités ainsi que par des concurrents jaloux.

Je vous prie d'informer le Département Militaire Fédéral de ce qui précède dans le sens que vous jugerez utile.

245

E 2001 (D) 2/231

Le Chef du Département politique, J. Baumann[1],
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

Copie
L C.21.21.GB.1. – VT. Vertraulich. Bern, 4. März 1940

In den Wirtschaftsverhandlungen mit Grossbritannien wird erwogen, ob ein Warenclearing dadurch vermieden werden kann, dass schweizerischerseits ein Kredit von 75 bis 100 Millionen Franken gewährt wird. Diese Idee ist unseres Wissens zuerst vom Vertreter des Bankvereins in der Delegation vorgebracht worden[2]. Es bestand ursprünglich die Meinung, dass die schweizerischen Grossbanken den Kredit den hauptsächlichsten Londoner Merchant Bankers gewähren würden. Nunmehr ist die Rede von der Übernahme von auf Schweizerfranken lautenden Schatzwechseln der britischen Regierung, die mit dem

1. *Depuis la mort de Giuseppe Motta le 23 janvier 1940, son suppléant J. Baumann dirige le Département politique. L'entrée en vigueur de la nouvelle répartition des départements fédéraux et la prise en charge du Département politique par Marcel Pilet-Golaz n'eurent lieu que le 18 mars 1940.*

2. *Le directeur du siège de Londres de la Société de Banque Suisse, A. Nussbaumer, avait été inclus dans la délégation suisse comme expert financier, puis nommé membre de la délégation.*

Indossament der Merchant Bankers versehen wären. Die Schweizerische Nationalbank würde die Wechsel zum Rediskont annehmen.

In einer konferenziellen Besprechung vom 12. Februar d.J. haben die Vertreter der Grossbanken erklärt, dass sie zu den bis jetzt von der britischen Regierung zugestandenen Bedingungen, insbesondere was den Zinsfuss anbetrifft, den Kredit nicht geben würden [3]. Die Operation komme nur in Betracht, wenn sie im allgemeinen schweizerischen Interesse liege. Es sei deshalb den Banken erwünscht, eine ausdrückliche Aufforderung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements zu erhalten, die sie auch vor dem Vorwurf des Kapitalexportes schütze. Der Vorsitzende der Konferenz, Herr Direktor Hotz, wies demgegenüber sofort darauf hin, dass jedenfalls eine schriftliche Aufforderung nicht opportun wäre. Die Kreditoperation liege allerdings im allgemeinen schweizerischen Interesse, indessen auch in dem der Banken. Sie sei aber nur durchführbar, wenn ihr privater Charakter strikte gewahrt bleibe. Die Vertreter des Schweizerischen Handels- und Industrievereins und des Politischen Departements haben sich in gleichem Sinne geäussert und auf die heikle Lage aufmerksam gemacht, die entstehen müsste, wenn der Eindruck erweckt würde, als werde der Kredit auf behördliche Veranlassung hin erteilt. Aus demselben Grunde wurde auch die von den Grossbanken befürwortete Heranziehung der Kantonalbanken abgelehnt.

Durch Zufall kommt uns nun der Text eines Schreibens zu, das von Grossbanken an schweizerische Industrieunternehmen gerichtet worden ist, um sie für die Teilnahme an der Kreditoperation zu gewinnen. In diesem Schreiben wird ausgeführt:

«Da die eidgenössischen Behörden aus Neutralitätsrücksichten der Auffassung sind, dass ein staatlicher Kredit oder ein Kredit unter staatlicher Mitwirkung nicht in Frage kommen könne, sind das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement und die Schweizerische Nationalbank an die Grossbanken mit dem Wunsche herangetreten, sie möchten das Kapital zusammen mit Versicherungsgesellschaften, sowie grösseren Handels- und Industrieunternehmungen aufbringen. Diese wollen sich der ihnen zugedachten Aufgabe nicht entziehen...»

Das Schreiben, dessen vollständigen Wortlaut wir hier anfügen [4], ist anscheinend an eine grosse Zahl von Handels- und Industriefirmen versandt worden, auch an solche mit Verwaltungsräten deutscher Staatsangehörigkeit. In diesem Fall kann es kaum ausbleiben, dass die deutschen Behörden davon Kenntnis erhalten. Nun hat aber, wie in den Besprechungen mit den Grossbanken immer wieder betont wurde, die deutsche Delegation für die Wirtschaftsverhandlungen im September/Oktober letzten Jahres wiederholt das formelle Begehren gestellt, dass schweizerischerseits zur Abtragung eines Teils der damaligen Rückstände auf dem Warenkonto des Clearings ein Vorschuss von vielleicht 50 Millionen Franken eingeräumt werde. Dieser Antrag wurde von

---

3. *Cf. le procès-verbal de cette séance*, E 7110 1973/134/15.

4. *Non reproduite. La circulaire des banques est datée du 19 février 1940. A ce sujet, cf. la correspondance entre les autorités fédérales et les milieux bancaires*, E 7110/1967/32/821 Grossbritannien/1939.

der schweizerischen Delegation stets mit dem Hinweis auf die Neutralitätspflichten abgelehnt. Die deutsche Regierung könnte an dem Zirkular der Grossbanken umso eher Anstoss nehmen, als die schweizerische Delegation in lange andauernden Verhandlungen mit grösster Hartnäckigkeit auf der Tilgung der deutschen Clearingrückstände bestand und ihr Ziel auch erreicht hat, während der nunmehr an Grossbritannien zu gewährende Kredit effektiv einen Teil des britischen Warenbezuges aus der Schweiz finanzieren soll.

Wir können nicht umhin, das Vorgehen der Banken in dieser Angelegenheit als ungeschickt zu bezeichnen. Es ist geeignet, uns Schwierigkeiten mit der deutschen Regierung zu bereiten, die keineswegs unterschätzt werden dürfen. Wir fragen uns geradezu, ob unter solchen Umständen an dem Plan eines Kredites an Grossbritannien noch festgehalten werden darf.

Sie würden uns zu besonderem Dank verpflichten, wenn Sie die Sachlage einer sorgfältigen Prüfung unterziehen lassen und uns Ihre Auffassung bekanntgeben wollten.

ANNEXE I

E 7110 1973/134/15

Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie
L Ke. GB. 821. Bern, 26. März 1940

Wir bestätigen den Empfang Ihrer beiden Schreiben vom 4.[5] und 6. März 1940[6], in welchen Sie uns um eine Prüfung des Vorgehens der an der Kreditaktion gegenüber Grossbritannien beteiligten Schweizerbanken ersuchen und uns Ihre Bedenken in der Angelegenheit darlegen.

Wir sind mit Ihnen der Überzeugung, dass das Vorgehen der beteiligten Grossbanken – es sind dies der Schweizerische Bankverein, die Schweizerische Kreditanstalt, die Schweizerische Bankgesellschaft und die Eidgenössische Bank – als wenig glücklich bezeichnet werden muss. Das von diesen Banken an einen weiteren Kreis von Industrie- und Versicherungsunternehmungen erlassene gleichlautende Zirkularschreiben kann in dem von Ihnen angeführten Passus beim Leser Zweifel über den privaten und kommerziellen Charakter der Kreditaktion aufkommen lassen. Wir haben deshalb den möglicherweise irreführenden Text des Zirkulars in einem Schreiben an die beteiligten Banken richtiggestellt[7]. Sie finden eine Abschrift davon hier beigeschlossen.

Mit Rücksicht auf die Bedeutung des von den schweizerischen Grossbanken einem englischen Bankenkonsortium zu gewährenden Kredits für die künftige Gestaltung der schweizerisch-britischen Handelsbeziehungen und im Hinblick auf das Verständnis, das diese Banken bei der Festsetzung der Kreditbedingungen nun für das Gesamtinteresse zeigen, möchten wir von einer näheren Untersuchung, wie sie von Ihnen angeregt wurde, absehen. Wir hoffen, Ihre Bedenken durch unser Schreiben an die Bankleitungen einigermassen beruhigt zu haben. Wir werden nicht unterlassen, in unserem Antrag an den Gesamtbundesrat vor der Wiederaufnahme der Verhandlungen mit Grossbritannien auf die von Ihnen uns gegenüber vorgebrachten politischen Bedenken gebührend hinzuweisen[8].

---

5. *Cf. ci-dessus.*
6. *Non reproduit. Le Département politique se disait favorable à l'octroi d'un crédit, mais l'action des banques avait compromis l'affaire.*
7. *Annexe II.*
8. *Cf. N° 259.*

ANNEXE II

E 7110 1973/134/15

Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht,
à la Société de Banque Suisse,
à l'Union de Banques Suisses, au Crédit Suisse et à la Banque Fédérale[9]

Copie
L Ke. GB. 821 Bern, 26. März 1940

Im Zusammenhang mit dem durch ein schweizerisches Bankenkonsortium einer englischen Bankengruppe zu gewährenden Kredit sind die beteiligten Schweizerbanken an einen weitern Kreis von Industrie- und Versicherungsunternehmungen mit der Einladung herangetreten, sich an diesem Kredit zu beteiligen. Dies geschah in einem als «vertraulich» bezeichneten gleichlautenden Schreiben der Banken, in welchem der folgende Passus steht:

«Da die eingenössichen Behörden aus Neutralitätsrücksichten der Auffassung sind, dass ein staatlicher Kredit oder ein Kredit unter staatlicher Mitwirkung nicht in Frage kommen könne, sind das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement und die Schweizerische Nationalbank an die Grossbanken mit dem Wunsche herangetreten, sie möchten das Kapital zusammen mit Versicherungsgesellschaften, sowie grösseren Handels- und Industrieunternehmungen aufbringen. Diese wollen sich der ihnen zugedachten Aufgabe nicht entziehen...»

Ihre erste Feststellung, dass «ein staatlicher Kredit oder ein Kredit unter staatlicher Mitwirkung» nicht in Frage kommen kann, entspricht durchaus der Auffassung der Bundesbehörden. Es hätte dieser Auffassung auch wiedersprechen müssen, wenn das Eidg. Volkswirtschaftsdepartement und die Nationalbank, wie es in Ihrem Schreiben heisst, mit dem Wunsche an die Grossbanken herangetreten wären, sie möchten das notwendige Kapital aufbringen. Es liegt uns daran festzuhalten, dass der Plan, den schweizerischen Export nach Grossbritannien im traditionellen Rahmen durch eine schweizerische Kreditaktion nach Möglichkeit zu erleichtern, aus Bankenkreisen stammt. Über den rein privaten und kommerziellen Charakter dieser Aktion waren sich alle Beteiligten von Anfang an klar. Wir bedauern, dass der Text Ihres Zirkularschreibens geeignet ist, Zweifel über den privaten Charakter des Kredits zu wecken und legen deshalb Gewicht auf diese Richtigstellung.

Wir benützen gerne die Gelegenheit, um Ihnen für Ihre Initiative für das Zustandekommen des Kredits an die englische Bankengruppe zu danken. Wir sind überzeugt, dass er einen günstigen Einfluss auf die künftige Gestaltung der schweizerisch-britischen Handelsbeziehungen ausüben wird.

---

9. *La «Banque Fédérale» était l'une des sept grandes banques. Elle sera absorbée par l'Union de Banques Suisses en 1945.*

246

E 1004.1 1/395

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 mars 1940[1]

373. Dänemark, Regelung des Warenverkehrs für 1940

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 4. März 1940

Der Warenverkehr 1939 zwischen der Schweiz und Dänemark war durch ein Abkommen geregelt. In diesem Abkommen war die Aufnahme von Verhandlungen für die Regelung des Verkehrs im Jahre 1940 vorgesehen. Diese Verhandlungen wurden durch unser Generalkonsulat in Kopenhagen Ende 1939 aufgenommen[2]. Sie führten jedoch bis heute zu keinem Abschluss. Die von den Dänen verlangten Abänderungen gegenüber dem Friedensverkehr konnten nicht ohne weiteres angenommen werden. Es wurde wohl in diesen Verhandlungen eine Steigerung des Verkehrs vorgeschlagen, der jedoch für die Schweiz ungünstige Verschiebungen der Kontingente vorsieht. Die Schweiz hätte z. B. ein Interesse daran, die Einfuhr von Öl und von Gerste, die einen wesentlichen Bestandteil der Einfuhren im abgelaufenen Jahre bildeten, zu erhöhen oder doch zum mindesten beizubehalten. Dänemark hingegen erklärt sich ausserstande, im gleichen Umfange wie früher die Schweiz mit diesen Produkten zu beliefern. Für den Ausfall sind Bezüge von landwirtschaftlichen Produkten vorgesehen. Es wird unter diesen Umständen ausserordentlich schwer werden, die Einfuhr in den ersten sechs Monaten des Jahres auf 11 Millionen Kronen zu halten. Andererseits will Dänemark von der Schweiz einen Drittel der Einfuhr auf Munitionsbezüge verlegen, wobei Dänemark nach wie vor auf einer ausgeglichenen Bilanz, in die diese Munitionsbezüge einzurechnen wären, beharrt. Als Ausweg wurde durch unser Generalkonsulat den Dänen vorgeschlagen, dass eine allfällige Passivität zu Ungunsten Dänemarks im zweiten Halbjahr nur unter Abzug der Munitionsbezüge berücksichtigt werden soll. Dieser Vorschlag ist abgelehnt worden. Daneben sind noch einige Positionen, wie Schuhwaren, für die Dänemark nur recht unbefriedigende Kontingente einräumen will. Die Handelsabteilung hat dem Vorort des schweizerischen Handels- u. Industrie-Vereins die Situation auseinandergesetzt, und man ist sich darüber einig geworden, dass die Schweiz es im Augenblick nicht auf einen Wirtschaftskampf mit Dänemark ankommen lassen darf. Es liegen grössere Mengen Schweizerwaren in den dänischen Häfen, die erst nach Vertragsunterzeichnung zur Einfuhr freigegebem werden. Zudem Können bei einem weitern Zuwarten die Konzessionen, die vielleicht noch zu erzielen wären, mit Rücksicht auf die vorgerückte Saison wertlos bleiben. Es ist daher vorzuziehen, ein kurz befristetes Abkommen (erste 6 Monate 1940) abzuschliessen, in der Meinung, dass

1. *Etait absent: E. Wetter, un siège vacant.*
2. *Cf.* E 7110 1976/16/31.

neue Verhandlungen mit Dänemark gepflogen werden für die Regelung des zweiten Halbjahres. Ausserdem besteht die Möglichkeit, durch Verhandlungen mit den zuständigen militärischen Behörden die Ablieferung von Munition so einzurichten, dass die übrige Ausfuhr nicht allzusehr unter diesen Lieferungen zu leiden hat. An die Lieferung dieser Munitionslieferungen wird noch eine Bedingung geknüpft werden bezüglich der Freigabe der Ausfuhr von dänischen Pferden für die Schweiz.

Antragsgemäss wird *beschlossen:*

Herr *Nestel,* Sekretär des schweizer. Generalkonsulates in Kopenhagen, wird ermächtigt, ein Abkommen gemäss obigen Ausführungen zu unterzeichnen.

247

E 7800 1/20

Notice du Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki[1]

Copie[2]
Verbal

Paris, 7. März 1940

METALL-LIEFERUNGEN FRANKREICHS AN DIE SCHWEIZ.

Ich besuche Herrn Rüstungsminister Dautry um von ihm die Antwort zu empfangen auf das von mir am 15. Februar überreichte Memorandum[3].

Herr Dautry bestätigt mir die das letzte Mal gemachten allgemeinen Angaben über die grossen Schwierigkeiten in der französischen Metallproduktion, die weitgehend durch das Ausbleiben des englischen Koks verursacht worden seien. Frankreich sei selber derartig knapp, dass es vollkommen ausgeschlossen sei, die schweizerischen Begehren – Lieferung der Bestellungsrückstände per 31. Dezember 1939 und monatliches Kontingent von 16 000 Tonnen – zu erfüllen. Er könne überhaupt unter keinen Umständen auf die Garantierung bestimmter Monats-Kontingente eintreten. Er könne mir nur ganz allgemein erklären, dass er jeweils nach den gegebenen Verhältnissen die schweizerischen Bedürfnisse für die durch Frankreich in der Schweiz aufgegebenen Rüstungsbestellungen einerseits, sowie für die schweizerische Landesverteidigung anderseits, wohlwollend prüfen und nach Möglichkeit berücksichtigen werde. Für

---

1. *Annotation d'Obrecht en haut et dans la marge:* M. Péquignot. Herr Minister Stucki ist in Kenntnis zu setzen, dass wir am Samstag ungemeldet den Besuch des Herrn Alphand hatten und seither unter dem Eindruck stehen, wirtschaftl*[iche]* Landesbedürfnisse sollten unter Dach gebracht werden können, und zwar innert der nächsten Tage.
2. *La copie est signée.*
3. *Non reproduit. Stucki demandait la livraison immédiate d'arriérés (métaux et charbon) à la Suisse.*

private kommerzielle Zwecke könne er gegenwärtig nichts in Aussicht stellen. Er sei zu dieser Haltung gezwungen, weil er auch die Bedürfnisse der französischen Rüstungs-Industrie nur teilweise berücksichtigen könne und auch für die französischen Privatinteressen gegenwärtig für viele Produkte nichts, oder nur Bruchteile der Bedürfnisse abgegeben werden könnten.

Ich antwortete dass diese Erklärung für uns ausserordentlich schwerwiegend sei und ich sie nur zur Weiterleitung an meine Regierung entgegennehmen könne. Jedenfalls müsse ich aber schon jetzt darauf aufmerksam machen, dass wir hinsichtlich des Rohmaterials für die französischen Aufträge in der Schweiz eine absolute und verbindliche Garantie verlangen müssten. Herr Dautry versprach schliesslich eine solche, unter der Bedingung, dass die Schweiz ihrerseits die Ausfuhr von zur Fabrikation zugelassenen französischen Aufträgen garantiere. Ich erklärte mich bereit, mich hiefür einsetzen zu wollen, allerdings unter dem selbstverständlichen Vorbehalt der höheren Gewalt.

Ich wies darauf hin, dass Frankreich noch im Rückstande ist mit Lieferungen die vor Kriegsausbruch bestellt worden sind und dass die Schweiz grosse, von der Mission Exbrayat gemachte Bestellungen ausgeführt hat, ohne die dazu notwendigen Rohmaterialien von Frankreich zu verlangen und zu erhalten. Herr Dautry bestreitet dies nicht, verweist aber einerseits auf die absolute Unmöglichkeit, diese grossen Lieferungen heute vorzunehmen und auf die Tatsache, dass er wesentliche Exporte nach der Schweiz gestattet hätte, ohne irgend eine Kompensations-Frage aufzuwerfen. Er stehe überhaupt auf dem Standpunkt, dass zwei Länder wie Frankreich und die Schweiz sich nicht gegenseitig immer eine Apotheker-Rechnung aufstellen sollten, sondern loyal und grosszügig die gegenseitigen Wünsche nach Massgabe der vorhandenen Möglichkeiten weitgehend zu berücksichtigen hätten[4]. Ich könne in dieser Hinsicht immer auf ihn zählen, da er sehr wohl wisse was die Schweiz und ihre Landesverteidigung für Frankreich bedeutet.

Herr Dautry gab zu, dass er den Metallexport nach der Schweiz am 22. Februar vorläufig habe einstellen lassen. Er sei bereit, nach Möglichkeit wieder Ausfuhrbewilligungen zu erteilen, wenn wir, statt an einem Monatskontingent festzuhalten, ihm sofort eine Liste unserer dringendsten Bedürfnisse unterbreiteten. Diese Liste müsste aufgestellt sein:

a) Materiallieferungen zur Ausführung französischer Aufträge in der Schweiz.

b) Schweizerische Landesverteidigung.

c) Private Bedürfnisse.

Ähnlich müsste auch in Zukunft verfahren werden:

Die Schweiz hätte ihm jeden Monat, geordnet nach den gleichen Kategorien, ihre dringendsten Bedürfnisse für den übernächsten Monat aufzugeben. Zu diesem Zwecke müsste jeweils ein schweizerischer Fachmann nach Paris kommen und die Begehren-Liste mit dem Rüstungsministerium diskutieren[5].

Ich wies Herrn Dautry darauf hin, dass bei dieser äusserst prekären und für uns schwer erträglichen Situation, die Haltung der französischen Blokus-Dele-

---

4. *Obrecht a marqué ce passage d'un gros trait dans la marge et a noté:* Gefällt mir!
5. *Obrecht a souligné ces deux lignes et a noté dans la marge:* M. Stadler, Cossonay.

gation umso unverständlicher sei. Deutschland liefere uns nämlich grosse Mengen an Kohle, Eisen und Stahl, die wir nur entweder mit Devisen, oder mit Waren bezahlen könnten. Frankreich habe genau das gleiche Interesse wie wir an der Aufrechterhaltung dieser Bezüge einerseits, sowie an der Bezahlung durch Waren und nicht durch Devisen anderseits. Selbstverständlich seien aber die Deutschen nicht so naiv, an Zahlungsstatt für so wichtige Rohstoffe von der Schweiz Waren entgegen zu nehmen, an denen sie, die Deutschen, kein wesentliches Interesse besitzen. Gerade die Ausfuhr solcher Waren aber werde uns durch die Alliierten-Blockade-Politik ausserordentlich erschwert. Wenn man französischerseits auf diesem Standpunkt beharre, so werde die Folge zweifellos die sein, dass Deutschland seine Lieferungen an Kohle, Eisen und Stahl einstellt, oder wesentlich reduziert, oder aber zum Mindesten verlange, dass eingehendete Kontrolle darüber ausgeübt werde, dass diese Waren weder direkt noch indirekt für Lieferungen nach Frankreich verwendet werden. Dies wäre nicht nur eine wesentliche Schädigung der schweizerischen Wirtschaft, sondern auch die Verunmöglichung der Ausführung der französischen Aufträge in der Schweiz. Herr Dautry gab dies unumwunden zu und erklärte sich bereit, unsere Begehren um grössere Lieferungen unserer Boden-Produkte nach Deutschland beim Blokus-Minister zu vertreten.

Ich verwies endlich noch mit besonderem Nachdruck auf das Begehren unserer Kriegstechnischen Abteilung, betreffend Lieferung von oxydierfreiem Stahl zur Herstellung unserer Morane-Flugzeuge. Herr Dautry versprach diese Angelegenheit persönlich sofort zu prüfen und wenn möglich in unserem Sinne zu erledigen.

Vom Inhalt dieser Unterredung habe ich heute der schweizerischen Handelsdelegation mündlich, sowie Herrn Dr. Hans Sulzer telephonisch Kenntnis gegeben.

248

E 2001 (D) 2/204

Notice du Chef de la Section des Unions internationales du Département politique, H. Zurlinden

Genève, 7 mars 1940

UNTERREDUNG MIT PROFESSOR HUBER
PRÄSIDENT DES INTERNATIONALEN ROTKREUZ-KOMITEES
IN GENF AM 7. MÄRZ 1940.

Herr Professor Huber legte mir zwei Projekte eines Appells an die Signatarstaaten der Genfer Konvention vor, um in der Frage der Bombardierung der Zivilbevölkerung eine befriedigende Lösung zu erzielen. Professor Huber

fragte mich, welchen Entwurf ich für den geeigneteren hielte, in der Meinung, dass unter Umständen die Schweizerische Regierung einen derselben an die fremden Regierungen weiterleite, oder wenigstens, falls das Internationale Rotkreuz-Komitee dieselben direkt verschicke, wenigstens nachträglich durch unsere Gesandtschaften die Aktion unterstütze. Ich entschied mich für den in ruhigeren und gemesseneren Ausdrücken gehaltenen Appell, der übrigens von Professor Huber selbst stammt und glaubte sagen zu können, dass es vielleicht besser sei, wenn das Rote Kreuz den Appell direkt an die fremden Regierungen verschicke, um damit seine eigene Initiative zu betonen und die schweizerische Regierung nicht zu sehr zu engagieren. Eine nachträgliche Unterstützung des Appells durch unsere Gesandtschaften sei wahrscheinlich nicht ausgeschlossen.

Da der psychologische Moment für diese Aktion jetzt günstig ist, wird das Komitee die Angelegenheit dringend behandeln.

ANNEXE

E 2001 (D) 2/204

Le Président du Comité international de la Croix-Rouge,
M. Huber, au Chef du Département politique

Genève, 12 mars 1940

Nous nous permettons de nous référer à notre lettre de ce jour par laquelle nous vous avons remis un appel concernant la protection de la population civile contre les bombardements aériens [1].

Comme le Comité international de la Croix-Rouge a invoqué aussi la Convention de Genève, bien que le problème des bombardements soit surtout du domaine de la IV[e] Convention de La Haye, vous jugerez peut-être possible d'appuyer notre démarche auprès des Gouvernements ainsi que vous l'avez bien voulu faire pour le mémorandum que nous avions adressé aux Puissances belligérantes en date du 21 octobre 1939 et qui a trait à la possibilité de conclure divers accords pour adoucir les souffrances de la guerre.

L'entretien que nous avons eu avec M. Zurlinden lors de la visite des Autorités fédérales nous encourage à vous soumettre cette question [2].

Nous nous adressons aussi au Gouvernement des Pays-Bas au sujet d'un appui éventuel de notre appel, comme nous l'avions fait également pour le mémorandum sus-mentionné.

Le partage sur lequel le Conseil fédéral et le Gouvernement de S. M. la Reine des Pays-Bas sont tombés d'accord [3] quant aux Conventions relatives à la Croix-Rouge et à l'humanisation de la guerre s'impose peut-être d'une façon moins directe lorsqu'il ne s'agit pas de la convocation de conférences diplomatiques générales, mais de simples initiatives de *[la]* Croix-Rouge tendant à pro-

1. *Non reproduit.*
2. *Sur cette visite du 6 mars 1940 et les discours des Conseillers fédéraux Minger et Pilet-Golaz, cf.* E 2001 (D) 2/179.
3. *Le 25 novembre 1938, le Conseil fédéral avait décidé de faire savoir au Gouvernement néerlandais qu'il était disposé à limiter sa gestion aux conventions ayant trait spécifiquement à la Croix-Rouge et de laisser aux Pays-Bas le soin de s'occuper des conventions relevant du droit de la guerre et de la neutralité.*

voquer des accords ad hoc entre des belligérants. Nous nous en remettons entièrement à votre décision, mais nous avons cru devoir nous adresser au Gouvernement suisse et au Gouvernement néerlandais[4].

4. *Lors de sa séance du 26 mars 1940, le Conseil fédéral décide d'accueillir favorablement l'appel du Comité international de la Croix-Rouge et de l'appuyer auprès des Etats signataires de la Convention de Genève. Cf. N° 256.*

249

E 7100 1967/32/821 Costa Rica

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz[1], *au Consul du Costa Rica à Genève, V. Figueredo-Lora*

Copie
L BM V. C.R.821/841.0. Berne, 11 mars 1940

En nous référant à notre correspondance concernant la conclusion d'un accord commercial entre la Suisse et le Costa Rica[2], nous avons l'honneur de vous faire savoir qu'en date du 15 décembre dernier, le Ministre des affaires étrangères à San José a écrit ce qui suit au Consul général de Suisse dans la même ville:

«Tengo la honra de referirme a su atenta nota de fecha 31 de Octubre último, la cual no fué anteriormente contestado debido al exceso de trabajo que los últimos dias ha tenido la Secretaria de Estado a mi cargo.

En su oportunidad se puso en conocimiento del Señor Consul de Costa Rica en Ginebra el contenido de la nota a que he hecho referencia, en la parte correspondiente, con el objeto de que se enviaran a Costa Rica los datos estadisticos remitidos a aquella Oficina Consular por el Departamento Federal de Economia Publica.

Y en lo que respecta al proyecto de tratado comercial, debo manifestarle que la política comercial internacional de mi Gobierno en los últimos dos años, ha sido la de abstenerse de celebrar nuevos tratados comerciales y aplicar los beneficios del tratato comercial celebrado con los Estados Unidos de América a los países que tienen el año anterior la balanza comercial favorable a Costa Rica, todo de conformidad con el artículo 1° de la Ley N° 67 de 16 de Agosto de 1937.»

Nous regrettons de devoir constater ce refus de conclure un accord commercial avec la Suisse et d'exposer le traitement des marchandises suisses lors de

1. *La lettre est signée* p.o. Keller.
2. *Cf. N° 48.*

l'importation au Costa Rica aux aléas de la balance commerciale, qui peut varier d'une année à l'autre.

Il résulte en outre de la lettre reproduite ci-dessus que le Ministre précité a affirmé n'avoir pas reçu les statistiques que nous vous avons remises mensuellement pour être transmises à San José. Le Ministre du commerce a également confirmé à notre consul général qu'il n'avait pas reçu les statistiques en cause. Nous vous serions très reconnaissants de vouloir bien éclaircir cette question.

Aux termes des communications de notre consul général, le Ministre du commerce lui aurait fait savoir en outre qu'il n'admettrait plus comme preuve de l'importation en Suisse de marchandises costariciennes les relevés que nous vous avons régulièrement remis à la demande de son prédécesseur. Il exige pour les achats suisses de produits costariciens effectués dans les ports européens des certificats d'origine visés par les consuls du Costa Rica dans les lieux d'achat (Londres, Amsterdam, etc.). Cette nouvelle exigence signifie que, pour satisfaire à la demande du Ministre du commerce du Costa Rica, la Suisse devrait requérir des certificats d'origine pour l'importation *de tous les pays*, alors qu'actuellement elle ne demande ces documents que dans des cas tout à fait isolés (en ne demandant les certificats que pour l'importation de produits costariciens, nous risquerons que l'origine soit déclarée inexactement dans les cas où ledit document ne pourrait être présenté). Nous examinerons l'exigence en cause qui ne laisse pas de nous étonner, vu les achats très importants de produits costariciens que la Suisse a toujours faits jusqu'ici et la balance commerciale notoirement favorable pour le Costa Rica.

Nous vous serions très obligés si vous vouliez bien vous entremettre auprès des autorités compétentes aux fins de les renseigner derechef sur l'importance de la Suisse comme acheteur de produits costariciens.

A titre d'information complémentaire, nous ajoutons que pour 1940 l'application du tarif minimum sans surtaxe de 100% est assurée à la Suisse, alors que, selon les communications de notre consul général à San José, notre pays risquerait de se voir appliquer la surtaxe de 100% au cas où elle ne donnerait pas suite à la demande relative aux certificats d'origine. Il va sans dire que dans le cas où un traitement discriminatoire serait appliqué à la Suisse, les exportateurs suisses nous contraindraient de prendre des mesures de rétorsion[3].

---

3. *Figueredo-Lora répond le 13 mars 1940. Il se déclare prêt à intervenir auprès de son gouvernement, mais suggère d'attendre le changement de celui-ci, prévu pour le 7 mai.*

250

E 2001 (D) 3/3

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger

Copie
L UW. ad 40.16.A.1. Confidentielle. Berne, 12 mars 1940

Nous avons eu l'honneur de recevoir la lettre du 6 mars[1] par laquelle vous voulez bien nous faire connaître que, d'accord avec le Colonel de Watteville, vous jugez désirable que le Chef de la Section des renseignements de l'Etat-major général suisse se rende en personne à Rome pour prendre, à une date aussi rapprochée que possible, des contacts avec le Service des renseignements du Ministère italien de la Guerre et d'autres Autorités militaires italiennes.

Nous ne saurions cacher que l'établissement d'un contact personnel entre le Chef de la Section des renseignements de l'Etat-major suisse et ses collègues du Ministère italien de la Guerre nous semble, dans les circonstances présentes, devoir soulever tant d'objections, pouvoir prêter à tant de malentendus et nous exposer à des risques si graves que nous hésitons à transmettre votre rapport au Commandement de l'Armée avant d'avoir recueilli de vous des informations complémentaires.

Il ne faut pas oublier que les personnalités dirigeantes de notre Etat-major général sont observées par les agents des autres Etats avec une vigilance soupçonneuse. Leurs moindres actes sont interprétés et commentés. Tout ce qui pourrait être considéré comme une marque d'intimité plus grande envers l'un de nos voisins est retenu. Bien que non belligérante, l'Italie ne saurait être considérée comme neutre. Ses représentants à Berne restent très près des représentants de l'Allemagne alliée. Le voyage que vous voudriez voir entreprendre au Colonel Masson ne passerait pas inaperçu et il donnerait lieu aux interprétations les plus fantaisistes. Du point de vue politique, ce voyage est donc nettement à déconseiller.

Pour que nous puissions renoncer aux objections susexposées, il faudrait que le risque de voir se reproduire des difficultés analogues à celles qui ont compliqué la tâche de notre Etat-major général durant la guerre de 1914/1918 fût contrebalancé par un intérêt capital, que nous ne discernons pas encore. Nous ne voyons pas, en effet, quelles communications décisives pourraient être recueillies par le Chef de la Section des renseignements alors qu'elles ne sauraient l'être par votre Attaché militaire[2].

---

1. *Non reproduite.*
2. *L'affaire ne semble pas avoir eu de suite.*

251

E 5795/152

Le Général H. Guisan,
au Chef du Département militaire, R. Minger

L No. 7191 1/66/ae Geheim.
Betrifft: Seetransporte für die Landesversorgung.

A.H.Q., 14. März 1940

Es ist denkbar, dass Italien, ohne selbst im Kriege gegen die Schweiz sich zu befinden, auf Grund eines von Seiten einer dritten Macht ausgeübten diplomatischen Druckes sich veranlasst sehen könnte, der Schweiz das Recht zur Benützung des Hafens von Genua zu entziehen.

Um dieser Möglichkeit vorzubeugen, erachte ich es als angezeigt, schon heute, sofern es nicht bereits geschehen sein sollte, die nötigen Schritte zu unternehmen, um der Schweiz einen Hafen in Frankreich sicher zu stellen.

252

E 2001 (D) 2/242

Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

L

Bern, 18. März 1940

Wir beehren uns, auf Ihr Schreiben vom 20. Februar 1940[1] zurückzukommen, mit welchem Sie uns einen Bericht der schweizerischen Gesandtschaft im Haag betreffend die Torpedierung des holländischen Dampfers «Burgerdijk» übermittelt haben. Die Gesandtschaft führt aus, Deutschland mache geltend, das Schiff sei, gestützt auf Art. 23 der deutschen Prisenordnung, torpediert worden[2]. Nach dem Wortlaut dieses Artikels müsste von den mit Kriegskonterbande beladenen, die Downs passierenden Schiffen angenommen werden, dass sie als Bestimmung einen feindlichen Hafen hatten. Diese Tatsache sei als «dolus eventualis» zu betrachten, weil sie zu der Annahme berechtigt, die Ladung sei für den Feind bestimmt. Die niederländischen Behörden ihrerseits bezeichnen den deutschen Standpunkt als unhaltbar. Sie führen aus, dass weder der Art. 23, noch der Art. 25 der deutschen Prisenordnung im vorliegenden Fall Anwendung finden könne. Die Gesandtschaft im Haag fügt im wei-

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. à ce sujet N° 236.*

tern bei, in einer Korrespondenz von Berlin sei ausgeführt worden, dass nach der von Deutschland vertretenen Auffassung für die Schweiz befrachtete Schiffe, die vor Erreichung von Genua zuerst in Marseille anlegen, oder ein amerikanisches Schiff, das sich aus irgend einem Grund nach Gibraltar begeben muss, ein ähnliches Schicksal erreichen könnte wie den Dampfer «Burgerdijk». Das käme praktisch darauf hinaus, dass Deutschland das Recht hätte, alle neutralen Schiffe, ohne Rücksicht auf ihre Bestimmung, die sich der britischen oder französischen Kontrolle auf dem Meer unterziehen müssen, zu torpedieren.

Veranlasst durch die Mitteilung der Gesandtschaft im Haag geben Sie uns Aufschluss über einen schweizerisch-deutschen Notenwechsel, der die Frage der Benützung des Hafens von Marseille durch die von der Schweiz gecharterten Schiffe betraf. Sie weisen insbesondere auf eine Verbalnote des Auswärtigen Amtes in Berlin vom 22. November 1939 hin[3], wovon Sie s.Zt. das Kriegstransportamt unterrichtet haben. Darin wird auf die Gefahr aufmerksam gemacht, die das Anlaufen des Hafens von Marseille für unsere Lebensmitteltransporte in sich schliesst; es wird weiter empfohlen, für diese Transporte in Zukunft einen neutralen Hafen zu bestimmen. Nach Rücksprache mit dem Kriegs-Transport-Amt haben Sie beim Auswärtigen Amt den Standpunkt eindringlich vertreten, dass die Benützung des Hafens von Marseille notwendig sei. Die deutsche Regierung ist trotzdem von ihrer, in der Verbalnote vom 22. November 1939 bezogenen Stellungnahme nicht abgerückt[4].

Sie haben sich letzthin veranlasst gesehen, die Angelegenheit bei der deutschen Amtsstelle erneut aufzugreifen. Auf diesen Schritt antwortete die deutsche Regierung in einer Note vom 12. Februar 1940[5], die Sie uns mit Schreiben vom 21. gleichen Monats zur Kenntnis brachten. Die deutsche Regierung erklärt, sie müsse das erhobene Bedenken gegen das Anlaufen des Hafens von Marseille aufrecht erhalten.

Ihrem im Schreiben vom 20. Februar 1940 geäusserten Wunsche gemäss haben wir die Angelegenheit mit dem Kriegs-Transport-Amt im Sinne Ihrer Anregungen erneut geprüft. Wie wir Ihnen am 24. Februar 1940[6] mitteilten, haben wir auch die Handelsabteilung ersucht, sich zum Fragenkomplex vernehmen zu lassen. Diese Amtsstelle hat keine Bemerkungen anzubringen.

Aus dem uns vom Kriegs-Transport-Amt unterbreiteten Bericht[7] geht hervor, dass von der Benützung jugoslawischer Häfen, wie dies deutscherseits angeraten wurde, abgesehen werden musste, einerseits mit Rücksicht auf die seitens der Alliierten für solche Schiffe zu erwartende schärfere Kontrolle und anderseits wegen den mit dem verlängerten Eisenbahntransport verbundenen vermehrten Schwierigkeiten. Dazu kommt, dass mit allen Mitteln zu vermeiden gesucht werden muss, dass sämtliche überseeischen Transporte über einen einzigen Weg geleitet werden müssen. Das würde, wie die Erfahrungen während

---

3. *Non reproduite; cf.* E 7001 (B) 1/344.
4. *Cf. N° 236.*
5. *Cf. N° 236.*
6. *Non reproduite.*
7. *Non reproduit; cf.* E 7001 (B) 1/344, *lettre de Matter à Obrecht du 29 février 1940.*

des letzten Krieges sattsam gezeigt haben, naturnotwendig dazu führen, dass die Schweiz von den Zufuhren während gewissen Perioden vollständig abgeschnitten wäre.

Aus diesen Gründen musste mit der Führung eines gewissen Teils der Güter über Marseille fortgefahren werden. Es sei beigefügt, dass dieser Hafen wegen starker Inanspruchnahme für französische und englische Transporte schon seit einiger Zeit nicht in der Lage ist, grosse Warenmengen für die Schweiz zu bewältigen.

Mit einem weitern Schreiben vom 24. Februar 1940 haben Sie uns eine Zuschrift unserer Gesandtschaft in Berlin übermittelt[8]. Die Gesandtschaft berichtet über eine private Unterredung mit dem zuständigen deutschen Beamten. Dieser habe erklärt, die deutsche Note dürfe nicht so verstanden werden, dass man der Schweiz Schwierigkeiten machen wolle. Im Gegenteil seien strickte Weisungen erteilt worden, die schweizerischen Versorgungsschiffe ganz besonders zu schonen. Daraus ergibt sich, dass Deutschland der Schweiz gegenüber nicht den Standpunkt einnimmt, den es nach dem Bericht der schweizerischen Gesandtschaft im Haag gegenüber den Niederlanden vertritt.

Unser Kriegs-Transport-Amt hat angeordnet, dass der Abgang der ausschliesslich mit Waren für die Schweiz beladenen Schiffe den kriegführenden Parteien so frühzeitig als möglich gemeldet wird. Wenn es auch den deutschen Behörden nicht immer möglich sein sollte, alle Schiffskommandanten rechtzeitig von den Fahrten zu verständigen, so darf dem gegenüber daran erinnert werden, dass die Namen der von uns für die Dauer des Krieges gemieteten 15 Schiffe den beteiligten Ländern bekannt gegeben wurden, und dass diese, sowie die andern auf Grund von Reiseverträgen gecharterten und ausschliesslich für die Schweiz beladenen Schiffe, auf beiden Seiten mit dem schweizerischen Hoheitszeichen und der Aufschrift «Switzerland» versehen werden.

Nach der neusten und vertraulichen Mitteilung des Herrn Minister Frölicher scheint die Gefahr für unsere Marseille benutzenden Schiffe nicht so gross zu sein, wie man aus den ersten Meldungen hätte schliessen können. Das Abkommen mit Frankreich über die Regelung der Transporte sieht vor, dass im Falle Marseille nicht genügen sollte, auch der Hafen von Bordeaux benützt werden kann. Für den Verkehr englischer Herkunft sind Le Havre und Rouen bestimmt[9].

Aus den obigen Darlegungen geht hervor, dass auf die Benützung französischer Häfen nicht verzichtet werden könnte.

---

8. *Cf.* E 7001 (B) 1/344.
9. *Cf. N^os 60, 77, 153, 157, 175 et 179.*

253

E 1004.1 1/395

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 19 mars 1940[1]

452. Allgemeine militärische Fragen

Präsidentschaft. Mündlich

Der Herr General erscheint in der Sitzung zur Besprechung einiger grundsätzlicher Fragen.

Herr *Bundespräsident Pilet-Golaz* begrüsst den General und führt u.a. aus, die allgemeinen Richtlinien für die Zensur seien vielleicht nicht überall gleich aufgefasst worden. Es sei indessen notwendig, dass alle Organe mitwirken, damit überall die gleiche Auffassung zur Geltung gelange. Auch die Frage der Propaganda sollte gemeinsam mit dem General besprochen werden. Die Stellung unseres Landes ist sehr schwierig und heikel. Auch ein Gedankenaustausch über die gegenwärtige internationale Lage erscheint uns wünschbar.

A. Der *Herr General* berichtet über die *internationale militärische Lage*, wie er sie auf Grund der ihm zur Verfügung stehenden Berichte und Meldungen sieht.

Hierauf äussern die *einzelnen Mitglieder des Rates* ihre Ansicht, wobei sie natürlich die politische und die wirtschaftliche internationale Lage beleuchten.

Herr *Bundespräsident Pilet-Golaz* entwickelt folgende Grundsätze, die seines Erachtens wegleitend sein müssen: Integrale Neutralität des Staates; Gedanken- und Meinungsfreiheit ohne jegliche Gleichschaltung, Freiheit, die in ihrer Betätigung vom schweizerischen Standpunkte durchdrungen ist und stets mit objektiver Würdigung dessen betätigt wird, was im Auslande vorgeht, wobei jegliche Beleidigung, jegliche Leidenschaft sowohl in der Presse als im Radio vermieden worden müssen; unbedingter Wille, die Freiheit des Landes unter allen Umständen zu verteidigen.

Der *Rat und der Herr General* schliessen sich diesen Ausführungen an.

B. Hierauf wird geprüft, ob die *Zensur* der Armee entzogen und der Zivilbehörde übertragen werden solle.

Der *Rat* ist grundsätzlich der Meinung, dass am gegenwärtigen Zustande nichts geändert werden solle und Presse und Radio bei der Armee zu verbleiben hätten.

Eine zweite Frage ist, wie eine bessere Koordination zwischen der Abteilung Presse und Funkspruch des Armeestabes und den Zivilstellen erreicht werden könnte. Dies kann in zweifacher Weise geschehen: erstens durch Aufstellung von Richtlinien, zweitens durch Mitwirkung von Zivilpersonen bei der Leitung von Presse und Funkspruch.

---

1. *Etait absent: E. Wetter.*

Der *Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements* teilt mit, es würden schon jetzt von der Armee zivile Stellen beigezogen, die allerdings eine mehr begutachtende und beratende Tätigkeit zu entfalten hätten und keine Entscheidungsbefugnis besässen. Dies habe bei der Presse Unzufriedenheit hervorgerufen. Es wird nun die Schaffung einer Kommission, bestehend aus 2 Offizieren, einem Pressevertreter und 2 Delegierten des Bundesrates, in Aussicht genommen. Wir müssen unterscheiden zwischen militärischen und politischen Interessen. Wo es sich um die militärischen Interessen handelt, ist es klar, dass das Militär das Übergewicht haben muss. Dies soll dadurch erreicht werden, dass die Offiziere in solchen Fragen ein Doppelstimmrecht besitzen. Bei politischen Fragen hingegen würde den Zivilpersonen das gleiche Stimmrecht eingeräumt, wie den Militärpersonen. Bei dieser Neuordnung würde eine Rekurskommission vorgesehen, an die auch die unterliegende Minderheit der Kommission rekurrieren könnte. Zusammenfassend beantragt daher Herr Bundesrat Baumann, es sei die Organisation bei der Armee zu belassen, hingegen eine gemischte Kommission im Sinne des soeben Gesagten zu schaffen.

Der *Vorsteher des Departements des Innern* hält dafür, dass die in Aussicht genommene Kommission mehr als nur 5 Mitglieder zählen sollte. An deren Spitze sollte eine ganz hervorragende Persönlichkeit gestellt werden, die allgemeines Vertrauen und Ansehen geniesst. Eine Zahl von 7 Mitgliedern wäre nicht zu hoch, wobei alle Regionen und alle Grundauffassungen vertreten sein müssten, denn durch eine solche Pressekommission müsse eine Vertrauensbasis geschaffen werden. Ein Rekursrecht für eine Minderheit der Kommission sollte nicht vorgesehen werden. Wichtig und wesentlich erscheint die Leitung der Abteilung sowie der Kurs den sie befolgen wird.

Der *Vorsteher des Militärdepartements* hätte eine genaue Ausscheidung vorgezogen, in dem Sinne, dass die zivile Zensur, d.h. die Kontrolle über politische Meldungen usw. dem Bundesrat überlassen worden wäre. Nun kann aber das nicht mehr geändert werden.

Der *Herr General* macht darauf aufmerksam, dass wir das einzige Land seien, welches die Zensur der Armee übertragen habe. Der vorgesehenen Neuordnung kann er sich anschliessen.

Herr *Bundespräsident Pilet-Golaz* stellt zusammenfassend fest, dass also die Sektion Presse und Funkspruch dort zu belassen wäre, wo sie sich gegenwärtig befindet. Doch müsste das politische, also zivile Element zahlreicher vertreten sein als bisher. Die Zahl der Mitglieder der Kommission – die sich auszusprechen hätte in wichtigen Angelegenheiten, sowie in Grundsatzfällen oder wo ein Präzedenzfall geschaffen würde, – würde im Minimum 7 betragen, wovon 2 Vertreter der Armee. Die verschiedenen Landesgegenden und die grossen Kulturkreise wären ebenfalls vertreten sowie auch die Presse. In militärischen Dingen würden bei Meinungsverschiedenheiten die militärischen Instanzen (z. B. der Leiter der Abteilung) endgültig entscheiden. In politischen Dingen würde die Kommission als Kollegium entscheiden, wobei ein Rekursrecht der Interessenten bestünde, jedoch nicht ein solches für die Mitglieder der Kommission als solche, oder für die Kommission selbst. Der Bundesrat behält von sich aus oder auf Antrag eines seiner Mitglieder die Befugnis, sich mit einer bestimmten Angelegenheit zu befassen und selbst einen Entscheid zu treffen,

wenn die Wichtigkeit des Falles vom diplomatischen Standpunkte aus, oder mit Rücksicht auf die allgemeine Politik dies rechtfertigt. Redner bittet den Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements, den Entwurf zu einer Instruktion auszuarbeiten, der einer kleinen Kommission, bestehend aus den Vorstehern des Justiz- und Polizeidepartements, des Departements des Innern und des Politischen Departements vorzulegen wäre.

C. Was die für das Land selbst oder für das Ausland bestimmte *Propaganda* und nicht diejenige für die Armee allein anbelangt (Literatur, Presse, Theater, Filme, Radio, usw.), führt der Herr *Bundespräsident* ferner aus, so müsste diese in Händen der Regierung verbleiben und zwar am zweckmässigsten beim Departement des Innern.

Der Vorsteher des Departements des Innern ist ebenfalls der Meinung, dass die Propaganda am richtigsten seinem Departement übertragen würde, doch könne es sich nicht um ein eigentliches Propagandadepartement im üblichen Sinne des Wortes handeln[2].

Der Herr General ist mit einer derartigen organisatorischen Regelung des Propagandawesens einverstanden, möchte aber wünschen, dass das Departement des Innern einen engen Kontakt mit der Armee und mit der Abteilung «Haus und Heer» pflege.

Der Vorsteher des Departements des Innern ist einverstanden, macht jedoch darauf aufmerksam, dass die Notwendigkeit eines solchen Kontaktes sich nur in Grenzfällen (Zivilpropaganda – Propaganda innerhalb der Armee) oder für deren Koordinierung ergeben dürfte.

---

2. *A ce sujet, cf.* E 3800 1/55.

254

E 2001 (D) 3/465

Le Chef de la Section de renseignements de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson, au Département politique

L No. 3517 A.H.Q., 19. März 1940

DAS DEUTSCH-ITALIENISCHE KOHLENABKOMMEN UND DIE WIRTSCHAFTSPOLITISCHEN PERSPEKTIVEN FÜR DIE SCHWEIZ.

Das Verbot des Transportes deutscher Kohle nach Italien auf dem Seeweg zwang die Partner der Achse Rom-Berlin die Frage des Eisenbahntransportes über den Brenner und den Gotthard neuerdings zu prüfen. Da es nicht ausgeschlossen ist, dass unsere Regierung um die Zustimmung zu einer bemerkenswerten Erhöhung des Verkehrs durch den Gotthard, besonders hinsichtlich der für Italien bestimmten deutschen Kohlenlieferungen ersucht wird, so müssen

wir die gegenwärtigen Verkehrsverhältnisse der Brenner-, Gotthard- und Simplonbahn vom wirtschaftlichen Standpunkte aus eingehend prüfen. Wir erlauben uns Ihnen hierzu als Beleg und zu gutfindender Verwendung eine Studie über diese Frage zu unterbreiten.

ANNEXE

Copie
RE

A.H.Q., 19. März 1940

DAS DEUTSCH-ITALIENISCHE KOHLENABKOMMEN UND DIE WIRTSCHAFTSPOLITISCHEN PERSPEKTIVEN FÜR DIE SCHWEIZ.

a) *Lieferungsumfang:*

Einer Pressenotiz zufolge ist dieser Tage zwischen Deutschland und Italien ein Abkommen über die Lieferung von 12 Millionen Tonnen deutscher Kohle abgeschlossen worden. Bisher betrug die jährliche Kohlenlieferung Deutschlands an Italien 7 Millionen Tonnen, wovon die eine Hälfte per Schiff und die andere Hälfte auf dem Landwege transportiert wurde.

Auf Grund des neuen Abkommens sollen nicht nur die bis anhin per Schiff verladenen 3,5 Millionen Tonnen zusätzlich per Bahn verfrachtet werden, sondern auch das Mehrkontingent von 5 Millionen Ja*[hr]* to*[nnen]*.

b) *Leistungsfähigkeit der Transitlinien:*

Es gilt im Nachstehenden zu untersuchen, welche Nord-Süd-Verbindungen für den deutsch-italienischen Kohlentransit in Frage kommen und in welchem Umfange diese Linien zusätzlich belastet werden können. Die Leistungsfähigkeit von Gotthard, Lötschberg-Simplon und Brenner im Nord-Süd-Verkehr beträgt auf Grund fachmännischer Schätzung:

	Brutto	Kohlen brutto	Kohlen netto
Gotthard	25 000 t	20 000 t	15 000 t
BLS/Simplon	20 000 t	17 000 t	13 000 t
Brenner[1]	17 000 t	14 000 t	11 000 t
			ca. 39 000 t

Die Albula-Bernina-Bahn ist zu wenig leistungsfähig um für einen Kohlentransport überhaupt nur in Rechnung gestellt zu werden, obwohl der Güterverkehr auf dieser Schmalspurlinie in letzter Zeit ebenfalls merklich zugenommen hat, insbesondere durch die zusätzliche Güterverfrachtung in Tirano nach der Schweiz.

Offen steht die Frage, wie weit das oberschlesische Grubenrevier für die Kohlenlieferungen nach Italien herangezogen wird.

Für diese Kohlen ist als weitere Transitroute die Verbindung über Leibach – Triest möglich. Als eigentliches Rückgrat im deutsch-italienischen Transit dürften dagegen nur der Lötschberg-Simplon, der Gotthard und der Brenner in Frage kommen, wobei die Simplon- und die Gotthard-Route rund 70% der Gesamtleistungsfähigkeit der drei Alpenbahnen aufweisen dürften.

Zur Bewältigung der 12 000 000 Ja to Kohle muss mit einem täglichen Transit von rund 34 000-35 000 Netto-Tonnen bzw. rund 43 000-44 000 Bahntonnen gerechnet werden. Ein Vergleich

1. *En bas de page:* Züge zu 800 t brauchen 2 Lokomotiven. Bozen-Verona Dampfbetrieb. Bozen-Innsbruck Elektrisch.

mit den in obenstehender Tabelle aufgeführten Frachtleistungen ergibt technisch zweifelsohne die Möglichkeit für die Bewältigung eines solchen Frachtvolumens.

Hinzu kommt nun die heute zusätzliche Frachtbelastung des Nord-Süd-Frachtverkehrs durch die deutschen Exportgüter, die den Weg in vermehrtem Masse über Italien nehmen. Wir verweisen auf einen früheren Einvernahmebericht, aus welchem hervorgeht, wie Italien bereitwilligst für deutsche Exporte jedwelche gewünschte Deklaration ausstellt.

Eisenbahnfachleute rechnen bei genauester Verteilung des Frachtvolumens im Maximum mit einer Mehrleistung des Gotthard sowie des Lötschberg-Simplon im Nord-Süd-Transit von rund 30% oder im Tag rund 8000-10000 Netto-Tonnen, bzw. im Jahr rund 3-3,5 Millionen Tonnen.

c) *Die Leistungsfähigkeit der Zufahrten:*

Zur Stunde ist der Güterverkehr auf der Reichsbahn zwischen Offenburg und Basel noch nicht lahmgelegt. Es handelt sich hier um die leistungsfähigste Zufahrtsstrecke der Reichsbahn nach der Schweiz. Ein Unterbruch bedingt eine Umleitung über Ulm nach Friedrichshafen bzw. Bregenz, wobei es fraglich ist, ob im Falle der Verkehrsumleitung eine gleich grosse Güteranfuhr bewältigt werden kann wie über die Rheinstrecke. Dass Deutschland alle Anstrengungen für die Verkehrsumleitung macht, geht aus dem Bau der direkten Geleiseschleife zwischen Rankweil und Feldkirch – Altenstadt hervor. Der projektierte Bahnhof in Lustenau weist ebenfalls nach dieser Richtung, wie auch der kürzlich an der Verkehrskonferenz in München geäusserte Wunsch nach einer Vermehrung der Gütertransporte durch die Schweiz.

d) *Die wirtschaftspolitische Auswirkungsmöglichkeit des Kohlenabkommens auf die Schweiz:*

Sowohl Lötschberg-Simplon als Gotthardbahn dienen schon heute weitgehend dem italienisch-deutschen Güteraustausch. Bei gleichmüssiger Verkehrsverteilung ist es möglich, den beiden Alpenbahnen ein zusätzliches Frachtvolumen von 3,5 Millionen Tonnen im Jahr zuzuweisen.

Die Unterbindung der Verschiffung von deutscher Kohle in Rotterdam durch England geschah als politisches Druckmittel Grossbritanniens gegenüber Italien. Grossbritannien war sehr genau unterrichtet über die Misere der italienischen Kohlenversorgung. Der strenge Winter hat die Kohlenlager der italienischen Industrie bis auf wenige Tagesrationen aufgezehrt. Der Moment der Unterbindung der Kohlenverschiffung war deshalb günstig gewählt. Diesen Absichten Grossbritanniens tritt das deutsch-italienische Kohlenabkommen entgegen.

Die beiden schweizerischen Alpenbahnen sind in der Lage, ungefähr den Ausfall der Kohlenverschiffungen in Rotterdam zu übernehmen. Sie sind jedoch nicht in der Lage, einen wesentlichen Beitrag zur Abwicklung der zusätzlichen 5 Millionen Tonnen deutscher Kohlenlieferungen zu bewältigen. Diese zusätzlichen Transite muss der Brenner in Verbindung mit weiter östlich gelegenen Eisenbahnrouten übernehmen.

Die Frage steht offen, ob England bzw. die Alliierten zugeben, dass die Schweiz diesen zusätzlichen Transit für die Achsenmächte übernimmt. Da dieses Frachtvolumen nur einen kleineren Teil der heutigen Transitmenge beträgt, erscheint es fraglich, inwieweit mit einer Alliierten-Demarche gerechnet werden muss.

Wir tun auf alle Fälle gut, wenn wir die Entwicklung des deutsch-italienischen Kohlenabkommens genauestens verfolgen. Mit diesem Abkommen haben die schweizerischen Alpenbahnen für die Achsenmächte erhöhte Bedeutung erfahren. Sie haben mehr denn je ein Interesse, diese Transitlinien intakt und bei voller Leistungsfähigkeit zu erhalten. Es ist für die politische Führung eines Industrielandes wie Italien, das zur Zeit *ohne* Kohlenreserven dasteht, von ausserordentlicher Bedeutung, alles zu tun, dass unser Eisenbahnbetrieb ja keine Störung, geschweige denn Unterbrechung erleidet. Die Gleichgewichtsstellung der Schweiz in Europa ist durch dieses Kohlenabkommen stärker geworden.

255

E 6100 (A) 18/1279

La Direction générale de la Banque nationale[1]
au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter

L Sr/MN
Betr. Kredit an Spanien. Zürich, 19. März 1940

Wie Ihnen bekannt ist, hat der Schweizerische Bankverein im Oktober 1938 der spanischen Regierung (damals in Burgos) einen durch in- und ausländische Obligationen sowie Chade-Aktien[2] mit angemessener Marge gedeckten Kredit von rund sfr. 20 000 000 gewährt, wovon ein Teil in Schweizerfranken und ein Teil in Pfund sterling mit erstmaliger Fälligkeit per 20. Oktober 1939 und dem Recht der Schuldnerin, eine Verlängerung um weitere 6 Monate zu verlangen. Von der Möglichkeit der Verlängerung wurde seinerzeit Gebrauch gemacht, so dass die endgültige Fälligkeit am 20. April 1940 eintritt.

Der Kredit ist zur Zeit benützt mit sfr. 12 777 405.60 und £ 400 000.

Der Schweizerische Bankverein teilt uns mit, dass die spanische Regierung mit dem Wunsch um eine Verlängerung des Kredites um 6 oder 12 Monate an ihn herangetretem ist. Grundsätzlich wäre das genannte Institut bereit, diesem Wunsche zu entsprechen, wobei es in Aussicht nimmt, die für das Garantiedepot massgebende Marge etwas zu erhöhen, wie auch etwas günstigere Zinsbedingungen herauszubringen.

Selbstverständlich würde die kreditgebende Bank neuerdings eine Klausel in den Kreditvertrag aufnehmen, wonach der Kapital- und Zinsentransfer für alle Umstände zugesichert wird und zwar ausserhalb jeglicher Zahlungs- oder Clearingabkommen mit Spanien. Sehr wahrscheinlich würde diese Klausel unverändert den Wortlaut wie im bisherigen Kreditvertrag haben, nämlich:

«Le Gouvernement s'engage à ne prendre aucune mesure d'ordre législatif ou autre pendant la durée de la présente transaction qui puisse en aucune façon compromettre son dénouement normal et reconnaît d'ores et déjà qu'il autorise le paiement ou remboursement de toutes sommes payables ou remboursables aux termes du présent contrat indépendamment de tout accord de clearing, restrictions de paiement, contrôle des changes etc. et en renonçant à l'avance à toute exception de compensation ou autres ne découlant pas de la présente transaction.»

Wie Sie weiter wissen, gewährte der Schweizerische Bankverein im Einverständnis mit den zuständigen Bundesbehörden und der Nationalbank der spanischen Regierung einen nachgehenden Kredit im Gegenwert von ca. sfr. 10 000 000. Dieser zweite Kredit ist zur Zeit benützt mit sfr. 6 000 000, £ 100 000 und $ 400 000. Er wird erstmals am 28. April 1940 fällig, doch hat die

---

1. *La lettre est signée* Weber *et* Schnorf.
2. *Sur la Compañia Hispano-Americana de Electricidad S.A. (CHADE), cf.* E 2001 (E) 1/327 *et* 388, E 2001 (E) 2/606 *et* 652, *et* E 2001 (E) 1967/113/ 708.

spanische Regierung von dem ihr vertraglich zugesagten Recht einer einmaligen Verlängerung bis zum 28. Oktober 1940 gerade in diesen Tagen Gebrauch gemacht, wovon Sie Kenntnis zu nehmen belieben.

Wir ersuchen Sie unter Hinweis auf Art. 8 des eidg. Bankengesetzes, uns Ihre Stellungnahme zur aufgeführten Kreditangelegenheit bekanntzugeben[3]. Zu Ihrer Orientierung teilen wir Ihnen mit, dass das Direktorium vom Standpunkt der Währung, des Geld- und Kapitalmarktes aus mit Rücksicht auf die Bedeutung der wirtschaftlichen Beziehungen unseres Landes mit Spanien gegen die beabsichtigte Kreditverlängerung keine Einwendungen geltend zu machen hätte[4].

---

3. *Sur la* Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne *(du 8 novembre 1934), cf. FF, 1934, III, pp. 633-653 et RO, 1935, vol. 51. pp. 121-172.*

4. *Par une lettre (non reproduite) du 24 mars 1940, le Chef du Département des Finances et des Douanes fera savoir à la Banque nationale qu'il ne voit pas d'objection à ce prolongement de crédit. Egalement consulté, le Département politique adoptera la même position. (Cf.* E 2001 (D) 2/267).

256

E 1004.1 1 /395

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 26 mars 1940

481. Appell des internationalen Rot-Kreuzkomitees betreffend Schutz der Zivilbevölkerung gegen Luftangriffe

Politisches Departement. Antrag vom 18. März 1940

Auf Grund der Beschlüsse der XVI. Internationalen Konferenz des Roten Kreuzes, die im Juni 1938 in London stattgefunden hatte, war vom Internationalen Rotkreuzkomitee die Vorbereitung einer neuen diplomatischen Konferenz unternommen worden, die folgende fünf Geschäfte auf die Tagesordnung setzen sollte:

1. Projet de révision de la Convention de Genève, du 27 juillet 1929;
2. Projet de révision de la X[e] Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, sur l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève;
3. Projet de convention sur l'aviation sanitaire;
4. Projet de convention sur la création de localités et zones sanitaires;
5. Projet de convention sur les civils de nationalité ennemie.

Im Auftrage des Bundesrates hatte das Politische Departement am 10. Juni 1939 auf diplomatischem Wege eine diesbezügliche Einladung an sämtliche

Mitgliedstaaten der Genfer Konventionen verschickt. Der Ausbruch des Krieges verunmöglichte aber die weitere Verfolgung des Konferenzprojektes [1].

Unter den fünf vorgeschlagenen Abkommen war das «Projet de convention pour la création de localités et zones sanitaires en temps de guerre» von besonderer Bedeutung, indem damit erstmalig versucht werden sollte, Orte und Zonen zu bezeichnen, die als Bereiche des Sanitätsdienstes für Verwundete und Kranke gegen kriegerische Handlungen geschützt werden sollten.

Denselben Gedanken aufnehmend und allgemein auch für die Zivilbevölkerung erweiternd, trat eine vom Roten Kreuz seit einigen Jahren bestehende Genfer Vereinigung «Association internationale pour la protection de la population civile en cas de conflits armés» dit «Lieux de Genève» mit Vorschlägen hervor, sogenannte «Lieux de Genève», «Zones blanches» zu schaffen, die als Schutz- und Sicherheitsgebiet für die Zivilbevölkerung im Kriege dienen sollten.

Da ebenfalls das Internationale Komitee des Roten Kreuzes die Frage des Schutzes der Zivilbevölkerung im Kriege als in den Rahmen seiner Tätigkeit fallend betrachtet, bereitete es in der Folge den beiden internationalen Organisationen einige Mühe, sich gemeinsam über eine Zusammenarbeit auf diesem Gebiete zu verständigen. Es darf wohl gesagt werden, dass das Rote Kreuz als alte, bewährte und bekannte Institution mehr Erfolgsaussichten als eine neue besitzt, dass die Idee der «Lieux de Genève» methodisch und technisch noch nicht über ein gewisses improvisiertes Vorbereitungsstadium hinaus Gestalt angenommen hat, und dass Befürchtungen aufgetaucht sind, die Bezeichnung von «Zones Blanches» sei geradezu angetan, Kriegführende zu der unbeabsichtigten Vermutung zu verleiten, dass ausserhalb dieser Zonen dem Zerstörungswillen freie Bahn gegeben werde.

Das Internationale Rotkreuzkomitee beschäftigte sich weiter mit dem Problem des Schutzes der Zivilbevölkerung. Am 13. September 1939 verschickte es an die Regierungen ein Memorandum, um sie auf die Dringlichkeit dieser Frage aufmerksam zu machen. Am 21. Oktober 1939 gelangte das Komitee mit einem weiteren Memorandum an die Kriegführenden, um vorzuschlagen, die Lücken der Genfer Konventionen, die teilweise durch die technischen Neuerungen der Kriegführung entstanden sind, wenigstens durch bilaterale Abkommen «ad hoc» zwischen den Kriegführenden auszufüllen; in diesem Zusammenhange wurde auch wieder auf das «Projet de convention pour la création de localités et zones sanitaires en temps de guerre» hingewiesen. Dieses Memorandum wurde übrigens auf Wunsch des Rotkreuzkomitees vom Politischen Departement auch an unsere diplomatischen Vertreter im Ausland gesandt mit der Instruktion, gelegentlich die Initiative des Roten Kreuzes zu empfehlen.

Leider sind bis jetzt alle diese Anregungen Projekte geblieben, obgleich die immer bedrohlicher werdende Anarchie auf kriegsrechtlichem Gebiete die Öffentlichkeit und Presse aller Länder dazu geführt hat, sich intensiver und ernsthafter mit dem Problem des Schutzes der Zivilbevölkerung zu befassen. Das Interesse, das ihm auch in den kriegführenden Ländern entgegengebracht wird, geht z. B. daraus hervor, dass im letzten Februar der Oberbürgermeister

1. *Cf. N° 99.*

von Stuttgart auf dem Politischen Departement vorgesprochen hat, um sich über die Bestrebungen des Roten Kreuzes und der «Lieux de Genève» informieren zu lassen.

Gestützt auf dieses allgemeine Interesse hat sich nun das Internationale Komitee des Roten Kreuzes entschlossen, die besondere konkrete und dringliche Einzelfrage des Schutzes der Zivilbevölkerung gegen Luftangriffe herauszugreifen und zum Gegenstand eines Appells an die Mitglieder der Genfer Konvention vom 27. Juli 1929 und der IV. Haager Konvention von 1907 zu machen. Dieser «Appel concernant la protection de la population civile contre les bombardements aériens» vom 12. März 1940 begründet ausführlich und mit trefflichen Worten den neuen Schritt und fasst in vier Punkten die Vorschläge des Roten Kreuzes zusammen:

1. Confirmer l'immunité générale que le droit des gens accorde à la population civile.
2. Proclamer que seuls les objectifs militaires sont objets légitimes d'attaques et prohiber notamment toute attaque dirigée contre la population civile comme telle (bombardements d'intimidation).
3. Déterminer ce qu'il faut entendre par objectif militaire.
4. Reconnaître qu'en tout cas un acte de destruction ne doit pas risquer de causer à la population civile un dommage hors de proportion avec l'importance militaire de l'objet visé par l'attaque.

In seinem Begleitschreiben an das Politische Departement bittet das Rotkreuzkomitee, dass die schweizerische Regierung den Appell wohlwollend aufnehmen und prüfen möge und denselben wie bereits beim Memorandum vom 21. Oktober 1939 bei den fremden Regierungen durch Empfehlung unterstütze.

Das Politische Departement, das mit dem Rotkreuzkomitee über das Problem des Schutzes der Zivilbevölkerung dauernd in Verbindung gestanden hat, kann diesen Appell des Komitees, der übrigens von Herrn Prof. Huber verfasst wurde, nur begrüssen. Sein Erlass erfolgt jetzt im Frühling, der möglicherweise grosse Kraftproben der Kriegsführenden auslöst, im psychologisch richtigen Moment. Falls es zu Verhandlungen kommen sollte, würde das Internationale Rotkreuzkomitee, das die Antworten direkt erhalten wird, als Vermittler dienen.

Im einzelnen geben die Grundsätze der vier Punkte zu keinen Bedenken Anlass. Der Bundesrat kann die Postulate ohne weiteres zu seinen eigenen machen. Sie stimmen mit den Prinzipien des internationalen Kriegsrechts und der heutigen öffentlichen Weltmeinung überein. Höchstens kann der dritte Punkt, der die Definition militärischer Zielpunkte vorsieht, zu Schweirigkeiten führen, insbesondere falls die Antworten der Regierungen hierin grosse Meinungsverschiedenheiten aufweisen würden. Es wäre zunächst Sache des Militärdepartements, in Verbindung mit dem Armeekommando den schweizerischen Standpunkt in dieser Frage auszuarbeiten.

Ebenfalls sieht das Politische Departement keine Bedenken, dem Wunsche des Rotkreuzkomitees, schweizerischerseits auf diplomatischem Wege die fremden Regierungen auf den Appell in empfehlendem Sinne hinzuweisen, zu entsprechen. Ein solcher Schritt bliebe zweifellos im Rahmen unserer neutralen Haltung und wäre als ein Unternehmen aktiver Neutralität zu bewerten.

Das Begleitschreiben des Rotkreuzkomitees erwähnt ferner, dass es dieselbe diplomatische Unterstützung auch von der holländischen Regierung erbitten werde. Dieser Umstand gibt schliesslich Anlass zu erwähnen, dass seinerzeit eine Abmachung zwischen der schweizerischen und der holländischen Regierung über die Abgrenzung der Tätigkeitsbereiche der beiden Regierungen auf dem Gebiete internationaler Konventionen erfolgt ist, wonach die schweizerische sich mit den Konventionen, die das Rote Kreuz betreffen und die holländische sich mit denjenigen, die das Kriegsrecht und die Neutralität zum Gegenstande haben, befassen sollen (Bundesratsbeschluss vom 25. November 1938). Da das Problem des Schutzes der Zivilbevölkerung Ausgangspunkte sowohl in der Genfer Konvention vom 27. Juli 1929 und der IV. Haager Konvention von 1907 hat, versandte das Rotkreuzkomitee den Appell an die Mitgliedstaaten beider Konventionen und ruft die diplomatische Unterstützung durch Bern und den Haag an. Falls der Bundesrat die diplomatische Empfehlung des Appells beschliesst, würde das Politische Departement erst noch die niederländische Regierung davon in Kenntnis setzen, damit sich aus der geplanten doppelten Aktion des Roten Kreuzes keine Missverständnisse ergeben.

Unter diesen Umständen beantragt das Politische Departement und der Rat

beschliesst:

1. Der «Appell concernant la protection de la population civile contre les bombardements aériens» vom 12. März 1940 des Internationalen Komitees des Roten Kreuzes wird zustimmend entgegengenommen und das Politische Departement beauftragt dem Komitee in diesem Sinne zu antworten;
2. das Politische Departement wird ermächtigt, auf diplomatischem Wege die fremden Regierungen empfehlend auf den Appell hinzuweisen;
3. das Militärdepartement ist zu veranlassen, den Begriff «militärische Zielpunkte» zu definieren («déterminer ce qu'il faut entendre par objectif militaire»).

ANNEXE I

E 2001 (D) 2/204

Le Chef du Département militaire, R. Minger,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

L Berne, 15 avril 1940

Bezugnehmend auf den Bundesratsbeschluss vom 26. März 1940 betreffend den Appell des Internationalen Rotkreuzkomitees zur Frage des Schutzes der Zivilbevölkerung gegen Luftangriffe, beehren wir uns Ihnen von dem Bericht des Generalstabschefs über die Definition des Begriffes «militärischer Zielpunkt» Kenntnis zu geben. Er lautet:

«1. Die massenweise Beteiligung der Flugwaffe an den modernen Kampfhandlungen erschwert in hohem Grade die genaue Abgrenzung des Schlachtfeldes.

Der totale Krieg sowie die wirtschaftlichen Repressalien rufen Aktionen der feindlichen Flugwaffe gegen die für die Landesverteidigung arbeitenden Betriebe. Diese Feststellung allein zeigt, wie schwierig es in der Zukunft sein wird, die «militärischen Zielpunkte» festzustellen. Ein Gegner wird stets in der Lage sein, jede auf einen Landesteil vorgenommene Bombardierung zu rechtfertigen.

2. Meines Erachtens sollte es immerhin möglich sein, für den Kriegsfall sogenannte «Zones blanches» zu bezeichnen, in denen die Sanitätsorganisationen vereinigt werden. Voraussetzung ist dabei, dass die hierzu bestimmten Ortschaften ausdrücklich als einzig diesem Zweck dienend erklärt werden.

Das Problem betreffend die ausschliesslich für die Zivilbevölkerung bestimmten «Zones blanches» ist sehr komplex. Die Länder mit grossem Flächeninhalt werden in der Lage sein, gewisse Abschnitte zu bezeichnen, in welchen sie sich verpflichten, keinerlei Kampfhandlungen zu führen und keine der Armee dienenden Arbeiten auszuführen (Kriegsmaterialfabrikation, Errichtung von Lebensmittellagern und dergl.). Für die Länder kleineren Flächeninhalts (Schweiz, Belgien, Niederlande) erscheint eine solche Lösung beinahe unmöglich. Ihr Hinterland ist derart eng begrenzt, dass der ganze Staatsraum als Kriegsgebiet bezeichnet werden muss. Vom Standpunkt eines Angreifers wird also der ganze Lebensraum für gegnerische Luftangriffe in Betracht fallen.

3. Die Erfahrungen der letzten kriegerischen Ereignisse lehren, dass es in keinem Falle genügt, die militärischen Kampfhandlungen vertraglich regeln und beschränken zu wollen. Derartige Massnahmen nützen nichts, wenn die dem internationalen Übereinkommen beigetretenen Länder nicht über die Mittel verfügen, um diejenigen Kriegführenden zu massregeln, die den einschränkenden Vorschriften nicht nachkommen.

4. Ich bin der Auffassung, dass die den edelsten Motiven entspringenden internationalen Übereinkünfte an der Gewalt der heutigen Kampfmittel und am Willem der Kriegführenden, den Sieg um jeden Preis zu erringen, scheitern werden.

Es ist daher meines Erachtens nur möglich, die als «Zones blanches» bezeichneten Räume, die lediglich für den Sanitätsdienst, eventuell auch als Zufluchtstätte der Zivilbevölkerung reserviert sind, durch Anbringung von Rotkreuzabzeichen für eine gegnerische Luftwaffe kenntlich zu machen. Die Respektierung dieser Zonen müssen wir zu erreichen suchen. Alle andern Gebiete dagegen werden von jedem Gegner als militärischer Zielpunkt erklärt und behandelt werden. Eine Definition des Begriffes «militärischer Zielpunkt» lässt sich demnach für unsere Verhältnisse nicht geben.»

Wir erlauben uns, fernerhin auf die im Haag am 19. Februar 1923 vorgeschlagenen «Règles de la Guerre aérienne», die aber nicht Gegenstand eines Abkommens werden konnten, hinzuweisen, insbesondere auf die Art. 22 bis 25, wobei Art. 24 besonders zu erwähnen ist. Wir machen Sie noch auf die Seiten 238 bis 242 des uns übermittelten Buches «La protection des populations civiles contre les bombardements», 1930 vom Internationalen Rotkreuzkomitee in Genf herausgegeben, aufmerksam, für dessen Zustellung wir Ihnen bestens danken.

Dans une notice du 17 avril 1940 destinée au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, le Chef de la Section des Unions internationales du Département politique, H. Zurlinden, écrit:

Lorsque, le 7 mars dernier, M. le Professeur Max Huber m'avait parlé de l'Appel, je l'avais rendu attentif au fait qu'il serait utile de consulter notre Etat-Major. M. Huber me dit alors que c'était déjà chose faite, car il avait transmis l'Appel au Colonel Logoz, qui aurait répondu que l'Etat-Major ne voyait aucun inconvénient à ce qu'il fût lancé. Dans ces conditions, je n'ai pas jugé nécessaire de demander l'avis de l'Etat-Major avant de présenter notre proposition au Conseil fédéral.

Comme vous le constatez, la conclusion du Chef de l'Etat-Major général («Eine Definition des Begriffes «militärischer Zielpunkt» lässt sich demnach für unsere Verhältnisse nicht geben») est absolument négative et inattendue. En effet, la consultation du Colonel Züblin, parue dans le livre «La protection des populations civiles contre le bombardement», Paris, 1930, aboutit à des conclusions tout à fait contraires.

La lettre du Chef de l'Etat-Major causerait une telle consternation au Comité international que je me demande si nous ne devrions pas nous abstenir de la lui communiquer, d'autant plus que nous avons toujours été très sceptiques quant au résultat pratique de l'Appel et que notre appui avait surtout le sens de nous rallier à l'idée morale et humanitaire du Comité international.

(E 2001 (D) 2/204).

ANNEXE II

E 2001 (D) 2/204

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Comité international de la Croix-Rouge

Copie
L

Berne, 14 mai 1940

Par lettre du 28 mars dernier, nous avions eu l'honneur de vous faire connaître l'attitude du Conseil fédéral à l'égard de l'Appel concernant la protection de la population civile contre les bombardements aériens, que vous nous aviez priés d'appuyer auprès des gouvernements parties à la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne. A cette occasion, nous vous avions informés que le Conseil fédéral avait chargé le Département militaire de «déterminer ce qu'il faut entendre par objectif militaire».

Celui-ci n'a pas manqué de se mettre en rapport, à ce sujet, avec les services compétents de l'Etat-Major de l'Armée. Il résulte de cette consultation que l'Etat-Major ne se fait aucune illusion sur les limites qui, dans une guerre totale, peuvent être apportées à l'emploi de la force, ni, par conséquent, sur le respect des conventions concernant le droit de la guerre. Il ne faut donc pas s'exagérer non plus la valeur des garanties dont pourraient être entourés les accords qui, à l'avenir, seraient conclus sur ce point.

Cependant, fidèle à ses traditions de neutralité, la Suisse ne voudrait pas refuser de tenter tout ce qui est possible pour humaniser la conduite de la guerre, ni s'abstenir de prendre part à des négociations visant à

«a) confirmer l'immunité générale que le droit des gens accorde à la population civile;

b) proclamer que seuls les objectifs militaires sont objets légitimes d'attaques et prohiber notamment toute attaque dirigée contre la population civile comme telle (bombardements d'intimidation);

c) déterminer ce qu'il faut entendre par objectif militaire;

d) faire reconnaître qu'en tout cas un acte de destruction ne doit pas risquer de causer à la population civile un dommage hors de proportion avec l'importance militaire de l'objet visé par l'attaque.»

Le Conseil fédéral accepterait par ailleurs volontiers que lesdites négociations s'étendissent au «Projet de convention pour la création de localités et zones sanitaires en temps de guerre» (document préliminaire de la Conférence diplomatique pour la révision et la conclusion d'accords relatifs à la Croix-Rouge).

Quant à la définition du terme «objectif militaire», la Suisse, dont les forces aériennes sont numériquement inférieures à celles des pays qui l'entourent, aurait intérêt à ce que cette notion fût étroitement limitée. Bien que la conclusion d'un accord sur ce point soit des plus problématiques, la Suisse serait disposée, le cas échéant, à accepter, comme base de négociations, l'un ou l'autre des textes suivants qui concernent les «objectifs militaires»:

1. les articles 22 à 25 des «Règles de la guerre aérienne» de La Haye, du 19 février 1923:

«Art. 22.– Le bombardement aérien dans le but de terroriser la population civile ou de détruire ou d'endommager la propriété privée sans caractère militaire ou de blesser les non-combattants, est interdit.

Art. 23.– Le bombardement aérien, exécuté dans le but de contraindre à l'exécution de réquisitions en nature ou au paiement de contributions en argent, est interdit.

Art. 24.– 1) Le bombardement aérien n'est légitime que lorsqu'il est dirigé contre un objectif militaire, c'est-à-dire un objectif dont la destruction totale ou partielle constituerait pour le belligérant un avantage militaire net.

2) Un tel bombardement n'est légitime que s'il est dirigé exclusivement contre les objectifs suivants: forces militaires, ouvrages militaires, établissements ou dépôts militaires, usines constituant des centres importants et bien connus employés à la fabrication d'armes, de munitions ou de four-

nitures militaires caractérisées, lignes de communication ou de transport dont il est fait usage pour des buts militaires.

3) Le bombardement de cités, de villes, de villages, d'habitations et d'édifices qui ne se trouvent pas dans le voisinage immédiat des opérations des forces de terre est interdit. Dans le cas où les objectifs spécifiés à l'alinéa 2 seraient situés de telle manière qu'ils ne pourraient être bombardés sans entraîner un bombardement sans discrimination de la population civile, les aéronefs doivent s'abstenir de bombarder.

4) Dans le voisinage immédiat des opérations des forces de terre, le bombardement des cités, villes, villages, habitations et édifices est légitime pourvu qu'il existe une présomption raisonnable que la concentration militaire y est assez importante pour justifier le bombardement, en tenant compte du danger ainsi couru par la population civile.

5) L'Etat belligérant est soumis à la réparation pécuniaire des dommages causés aux personnes ou aux biens, en violation des dispositions du présent article par un quelconque de ses agents ou l'une quelconque de ses forces militaires.

Art. 25.– Dans le bombardement par aéronef, toutes les mesures nécessaires doivent être prises par le commandant pour épargner, autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les monuments historiques, les navires hôpitaux, les hôpitaux et les autres lieux de rassemblement des malades et des blessés, à condition que ces édifices, ces objectifs et ces places ne soient employés en même temps à des buts militaires. Ces monuments, objets et lieux doivent, de jour, être désignés par des signes visibles aux aéronefs. L'usage de ces signes pour indiquer d'autres édifices, objets ou lieux que ceux spécifiés ci-dessus sera considéré comme un acte de perfidie. Les signes dont il sera fait usage comme ci-dessus seront, dans le cas d'édifices protégés par la Convention de Genève, la croix rouge sur fond blanc et dans le cas des autres édifices protégés, un grand panneau rectangulaire partagé suivant une des diagonales, en deux triangles, l'un blanc et l'autre noir.

Un belligérant qui désire assurer de nuit la protection des hôpitaux et autres édifices privilégiés ci-dessus mentionnés doit prendre les mesures nécessaires pour en rendre les signes spéciaux ci-dessus indiqués suffisamment visibles;»

2. les articles 2 à 7 du projet de convention du Colonel Züblin, publiés dans l'ouvrage «La protection des populations civiles contre les bombardements», Genève 1930:

«Art. 2.– Le bombardement aérien de toutes sortes de la population civile comme telle, sans être dirigé contre des objectifs militaires ou des objectifs destinés à un emploi non militaire, mais acquérant une importance considérable pour l'armée en cas de guerre (objectifs mixtes), est interdit.

Art. 3.– Le bombardement aérien de toutes sortes d'objectifs non militaires est interdit.

Art. 4.– Sont considérés comme objectifs militaires:

a) l'armée ennemie;

b) les places fortes, les forts, les fortifications et leurs communications;

c) les arsenaux, les dépôts de munitions, les fabriques d'armes et de munition, les magasins d'armée;

d) les casernes et abris quelconques;

e) les ports de guerre;

f) les places d'aviation militaires;

g) tous les objectifs dans une zone de combat sauf ceux de l'art. 7.

Art. 5.– Sont considérés comme objectifs mixtes destinés à un emploi non militaire, mais acquérant une importance considérable pour l'armée en cas de guerre:

a) les chemins de fer;

b) les canaux et les moyens de transport par eau;

c) les routes;

d) les usines hydrauliques et électriques;

e) les usines chimiques d'un Etat qui violerait la défense de l'emploi des gaz asphyxiants ou toxiques;

f) les stations d'émission de télégraphie ou de téléphonie sans fil;

Art. 6.– Tous autres objectifs sont considérés comme non militaires, tant qu'ils ne sont pas occupés par les troupes, ne contiennent pas d'installations militaires d'un belligérant et ne sont pas employés à la fabrication de munition ou de matériel de guerre.

Art. 7.– Il est interdit expressément et en tout cas de bombarder d'une façon quelconque les hôpitaux ou autres établissements sanitaires civils.

Les dispositions de la Convention de Genève sont réservées.»

Nous nous permettons, au surplus, d'attirer votre attention sur les articles ci-joints de la loi italienne de guerre et de la loi de neutralité, dont les dispositions nous paraissent dignes de retenir votre attention.

Vous nous obligeriez en voulant bien nous faire connaître les réponses des autres gouvernements et les déterminations éventuelles qu'elles vous auront suggérées.

257

E 1004.1 1/395

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 29 mars 1940

516. Spanien. Clearingabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 26. März 1940

Die gemäss Antrag des Volkswirtschaftsdepartements vom 5. Febr. 1940[1] mit Spanien aufzunehmenden Verhandlungen zum Zwecke der Wiederherstellung von normalen Handelsbeziehungen und eines geregelten Zahlungsverkehrs haben am 16. März laufenden Jahres zum Abschluss eines «Abkommens über die Regelung des Waren- und Zahlungsverkehrs»[2] geführt. Es ist, unter Vorbehalt der Ratifikation durch die beteiligten Regierungen, spanischerseits vom Aussenminister Colonel Juan Beigbeder, schweizerischerseits vom Delegierten für Handelsverträge und Delegationschef Dr. Ebrard unterzeichnet worden. Das Abkommen soll zunächst bis 31. Dezember 1940 gelten, kann aber über diesen Termin hinaus jeweilen um drei Monate verlängert und unter Einhaltung einer zweimonatigen Kündigungsfrist jeweilen auf Ende eines jeden Kalendervierteljahres gekündigt werden.

I.

Vom Anbeginn der Verhandlungen an mussten die vornehmlichsten Verhandlungsziele darin bestehen, den zufolge des spanischen Bürgerkrieges schwer gestörten Warenaustausch zwischen beiden Ländern seines zufälligen Charakters, den er mangels zwischenstaatlicher Regelung, wegen fiktiver Kurs-

---

1. *Accepté par le Conseil fédéral lors de sa séance du 9 février, cf.* E 1004.1 1/394, *N°* 209.
2. *L'accord et ses annexes, le protocole additionnel confidentiel et les lettres échangées par les délégations sont annexés à la proposition du Département de l'Economie publique du 26 mars 1940; cf.* E 1001 1/ VD 1.1.-30.4.1940.

bildung der Peseta und bevorzugter Bedarfsdeckung des eigenen spanischen Marktes genommen hatte, zu entkleiden und von einem Tiefstand von ca. einem Sechstel eines annähernd regulären Jahresumfanges nach Möglichkeit weder auf den alten Stand zu heben.

Ferner war der Zahlungsverkehr aus den Fesseln, die ihm der Bundesratsbeschluss vom 14. Juli 1936 [3] im Sinne der Schaffung eines einseitigen schweizerischen Zwangsclearings angelegt hatte, zu befreien und aus dem mehr zufälligen, saisonmässigen Schwankungen allzusehr ausgesetzten Rahmen einer nur offiziösen Vereinbarung, abgeschlossen lediglich zwischen schweizerischer Handelszentrale und Instituto Español de Moneda, in die Form einer zwischenstaatlichen Regelung überzuführen.

Schliesslich musste mit allen Mitteln darnach getrachtet werden, die schon vor Verhandlungsaufnahme von Spanien vertretene, intransigente Ablehnung jeglicher Diskussion oder gar Regelung der ansehnlichen schweizerischen Rückstände des Waren- und Finanzverkehrs zu brechen und dem schweizerischen Standpunkt zum Durchbruch zu verhelfen, wonach ohne ausdrückliche Anerkennung der unerledigten Rückstände auf diesen Gebieten, verbunden mit einer wenigstens bescheidenen Liquidationsmöglichkeit für den Anfang, nicht an eine Wiederaufnahme eines künftigen geregelten Warenverkehrs gedacht werden könne.

II.

Während der ersten Verhandlungswochen schien es, dass allen Bemühungen der schweizerischen Delegation zum Trotz, wohl auf dem Gebiete des Warenaustausches, nicht aber auf dem der Regelung der Zahlungen noch auf demjenigen der Abtragung alter schweizerischer Warenguthaben, zum Ziele zu gelangen sei. A limine abgelehnt wurde spanischerseits auch nur die Diskussion der Belange des schweizerischen Versicherungs- und Rückversicherungsverkehrs, ferner diejenige einer Regelung des künftigen schweizerischen Finanzverkehrs oder gar der ihm entstammenden rückständigen Forderungen. Begründet wurde die vollkommen ablehnende spanische Haltung mit den als bekannt hier vorauszusetzenden Folgen des kaum beendeten Bürgerkrieges, dem Fehlen jeglicher Devisen, dem Darniederliegen der Devisen schaffenden Inlandsproduktion, insbesondere der Eisen-, Kupfer- und Bleiminen. Dann aber auch mit den Verhandlungsergebnissen mit Drittstaaten, die, wie insbesondere Frankreich, auf jede Regelung selbst der Warenrückstände, völlig verzichtet hatten – was der schweizerischen Delegation aus zuverlässigen Quellen bestätigt wurde –, oder aber zum Teil unverrichteter Dinge die Verhandlungen, teilweise mehrmalig, unter – bzw. abgebrochen hatten, wie die Belgier, oder, wie die englische Delegation, eine Abtragung wenigstens der Warenrückstände durch weitreichende Konzessionen, wie beispielsweise durch Zurverfügungstellung erheblichen englischen Kredits zu Gunsten der englischen Warenrückstands-Gläubiger, zu erkaufen bereit waren. Der schweizerischen Delegation ist es schliesslich unter besonders schwierigen Verhältnissen gelungen, – es verhandelten zeitweilig bis zu sieben fremde Delegationen gleichzeitig in Madrid – ein Verhandlungsergebnis zu erzielen, das in Anbetracht der vorer-

3. *Cf. DDS, vol. 11, N° 266.*

wähnten, mehrfach ungünstigen Faktoren als verhältnismässig annehmbar bezeichnet werden darf.

[...][4]

In einem *vertraulichen Protokoll zum Warenverkehr* räumen sich die beiden vertragschliessenden Parteien gegenseitig die erforderlichen Erleichterungen in der Erteilung ordentlicher und zusätzlicher Kontingente ein und nehmen Bedacht auf die Berücksichtigung besonderer saisonmässiger Bedürfnisse.

Besondere Sorgfalt endlich ist auf eine gewisse Lenkung des schweizerischen Exportes nach Spanien verwendet worden. Hier stand besonders und ausnahmsweise gelagerten Bedürfnissen der vom Bürgerkrieg schwer in Mitleidenschaft gezogenen spanischen Wirtschaft, deren Wünsche sich unter Ausschluss aller von ihr als überflüssig gewerteten Waren auf einige wenige besonders benötigte Produkte wie Motorlastwagen, Düngemittel und Anilinfarben, insbesondere für die spanische Textilindustrie, konzentrierten, das schweizerischerseits mit Nachdruck vertretene Interesse gegenüber, den spanischen Markt auch für die Zukunft nach Möglichkeit allen denjenigen Branchen der schweizerischen Exportwirtschaft offen zu halten, die dort in der Vergangenheit und bis zum Bürgerkriege ein interessantes Absatzgebiet sich geschaffen hatten.

[...][5]

Im vertraulichen Briefwechsel zum Abkommen wird für das Jahr 1940 Spanien ein angemessenes Abweichen von dieser als Grundsatz ins Abkommen aufgenommenen schweizerischen Ausfuhrstruktur zugestanden, um einmal den anzuerkennenden besonderen Bedürfnissen einer vom Kriege zerrüttenden Wirtschaft im erforderlichen Ausmass zu entsprechen und gleichzeitig den Absatz auch solcher schweizerischer Güter zu sichern, deren Einfuhr Spanien grundsätzlich im Hinblick auf seine derzeitige Lage zu unterbinden wünschte.

Die *Regelung des Zahlungsverkehrs* gestaltete sich besonders schwierig, weil sich die Ansichten beider Delegationen über die Preislage der spanischen Exportgüter diametral entgegenstanden. Während die in der Schweiz in den letzten Jahren gesammelten Erfahrungen und die Notwendigkeit eines bisher nur mit besonderen schweizerischen Anstrengungen und Opfern unterhaltenen, offiziösen Kompensationsverkehrs mit Spanien zur Genüge dartaten, dass ein Import spanischer Güter nur vermittels einer ansehnlichen, vom schweizerischen Export getragenen Preisüberbrückungsprämie möglich war, die sich schon seit längerer Zeit bei ca. 28% stabilisiert hatte, vertrat die spanische Delegation die Auffassung, das spanische Exportprodukt werde, mit einigen ganz geringfügigen Ausnahmen, zu Weltmarktpreisen angeboten. Eventualiter erklärte die spanische Delegation im Laufe der Verhandlungen, dass überall, wo es nachweislich erforderlich sei, Spanien künftig eigene Exportförderungsmassnahmen einzuführen gedenke, sodass allenfalls auch aus diesem Grunde jede Kompensationsnotwendigkeit mit Erbringung schweizerischerseits zu tragender Überbrückungsprämien entfalle. Es stehe somit nichts der Einführung

---

4. *Suit un résumé du contenu de l'accord concernant le trafic de marchandises.*
5. *Suit l'attribution des marchandises en cause aux rubriques numérotées du tarif douanier.*

des klassischen Clearingsystems entgegen, wie es Spanien ausnahmslos in den bisherigen Verträgen mit anderen Staaten zugestanden worden sei.

Dabei waren nähere Erklärungen über die Art der geplanten spanischen Exportfördermassnahmen nicht erhältlich und es verstärkte sich im Laufe der Verhandlungen der Eindruck, dass das Allheilmittel wohl in einer nahe bevorstehenden Abwertung der spanischen Währung gefunden werden solle. In besonderen Verhandlungen mit den sachverständigen und kompetenten Vertretern des Instituto Español de Moneda, die das Bestehen von auf den spanischen Exportgütern lastenden Überpreisen keineswegs verneinten, wurde dem Zahlungsverkehr das Clearingsystem zu Grunde gelegt, und zwar unter Beschränkung auf einen reinen Warenclearing, da nach beidseitiger Auffassung die Voraussetzungen, insbesondere diejenigen eines ausreichenden Warenaliments, für einen Generalclearing nicht gegeben waren. Die Privatkompensation, deren unheilvolle Auswirkungen für die spanische Wirtschaft im Verkehr mit dem deutschen Partner noch stark nachzuwirken schienen, wurde dagegen beinahe völlig ausgeschlossen, jedoch stillschweigend zugegeben, dass die Schweiz zunächst, bis ein Wandel in der Preisgestaltung der spanischen Exportgüter eingetreten sei, mit ihrem bewährten System eines Überpreisausgleichs zwischen schweizerischem Importeur und schweizerischem Exporteur wohl fortfahren müsse.

Es ist vorgesehen, dass der Vertreter der schweizerischen Verrechnungsstelle, über die gemäss Abkommen künftig unter Ausschluss der Schweiz. Zentrale für Handelsförderung der Zahlungsverkehr geleitet wird, das komplizierte Gebiet des Überpreisaugleichs durch Vereinbarung eines geeigneten technischen, zwischen beiden Zahlungsinstituten festzulegenden Verfahrens, in Madrid in einem späteren Zeitpunkt besonders regelt.

In dem dem Abkommen beigefügten vertraulichen Briefwechsel ist weiter Vorsorge getroffen worden für die Liquidation der laufenden, noch nicht völlig abgewickelten, von der Schweiz. Zentrale für Handelsförderung eingeleiteten Kompensationsgeschäfte. Ferner wurden die Forderungen für Nebenkosten, Dienstleistungen aus dem Reparatur- und Veredlungsverkehr sowie Ansprüche schweizerischer Firmen für Patente und Lizenzen den Forderungen aus dem Warenverkehr gleichgestellt und zur Regelung im Clearing zugelassen.

Schliesslich wurde unter anderem für die Einschaltung schweizerischer Transithandelsfirmen eine gewisse Erleichterung gesucht und zugestanden.

Besonderen Widerstand setzte, wie ausgeführt, die spanische Delegation jeglicher Verhandlung über die *Warenrückstände* entgegen, und zwar aus den oben angegebenen Gründen. In Verbindung mit dem schweizerischen, im vertraulichen Protokoll zum Zahlungsverkehr niedergelegten Zugeständnis einer mit 5% vorgeschlagenen, schliesslich auf 7½% der Einzahlungen in Zürich erhöhten freien Devisenspitze konnte letzten Endes die grundsätzliche Zustimmung Spaniens zur Aufnahme der Regelung der schweizerischen Warenrückstände nach mehrwöchiger Ablehnung durchgesetzt werden. Und zwar wurden hierzu verwendet weitere 7½% der in Zürich geleisteten Einzahlungen, sodass für den Warenverkehr 85% verbleiben.

Gleichzeitig ist in dem dem Abkommen beiliegenden vertraulichen Briefwechsel eine Liquidation des in Zürich liegenden, aus dem durch Bundesratsbe-

schluss vom 14. Juli 1936 angeordneten Zwangsclearing herrührenden Saldos von ca. 4,4 Millionen Schweizerfranken in die Wege geleitet worden in Form eines pactum de contrahendo, wonach sich beide Regierungen bis spätestens zum 30. Juni 1940 über die zu ergreifenden geeigneten Massnahmen zu einigen haben.

Die Regelung der Liquidation dieses in Zürich liegenden Saldos bot Gelegenheit zu einer indirekten, aber eindeutigen *Anerkennung der Rückstände aus dem Versicherungs- und Rückversicherungsverkehr sowie aus dem Finanzverkehr* durch Spanien. Im vertraulichen, dem Abkommen beigehefteten Briefwechsel anerkennt nämlich Spanien, dass der in Zürich aus dem Zwangsclearing vom 14. Juli 1936 angesammelte Saldo «nicht nur ausschliesslich» für die Befriedigung schweizerischer Warengläubiger reserviert ist.

Für eine Liquidation der Rückstände aus dem Versicherungs- und Rückversicherungsverkehr sowie aus dem eigentlichen Finanzverkehr war die Zeit noch nicht gekommen, wie übrigens die Vertreter dieser Interessengruppen sowohl vor wie während der Verhandlungen selbst zugegeben haben.

Immerhin konnte, ebenfalls in einem vertraulichen Briefwechsel, der dem Abkommen beiliegt, vereinbart werden

a) *für die Finanzgläubiger:*

Aufnahme gesonderter Verhandlungen, spätestens im Laufe des Jahres 1941;

Grundsätzliche Anerkennung der Berechtigung ihrer Ansprüche bzw. deren Befriedigung;

Gewisse Verwertungsmöglichkeiten ihrer Guthaben in internen Peseten im Inlande.

b) *für die schweizerischen Versicherungs- und Rückversicherungsgesellschaften:*

Prüfung und Regelung des Versicherungs- und Rückversicherungsverkehrs anlässlich von spätestens im Laufe des Jahres 1941 aufzunehmenden besonderen Verhandlungen;

Verwendung der Saldi aus dem eigenen Versicherungsgeschäft zur

Deckung eigener Inlands-Versicherungsverpflichtungen;

Wohlwollende Prüfung von Anträgen für Verwendung nicht-firmen-eigener Inlandspeseten im spanischen Inland;

Zuerkennung der Meistbegünstigung.

Es ist ferner im Interesse der Versicherungs- und eigentlichen Finanzgläubiger vereinbart worden, dass die Schweiz autonom die freie Devisenspitze von 7½ % auf 5 % herabzusetzen berechtigt ist, falls Spanien die vorgesehenen Sonderverhandlungen nicht in der vorgesehenen Frist aufnimmt, ferner falls diese nicht zu einer weniger ungünstigen Regelung für die schweizerischen Interessenkreise führen als die bisherige.

Für den *schweizerischen Fremdenverkehr* erwies sich eine Regelung als weder möglich noch für absehbare Zeit unbedingt erforderlich, da Spanien das nötige Aliment für Reisen von Spanien ins Ausland fehlt und im Gegenteil alle Massnahmen getroffen werden, um Ausländer als devisenschaffendes Element nach Spanien zu ziehen.

Abschliessend enthält das Abkommen im vertraulichen Briefwechsel noch

verschiedene einseitige Anträge Spaniens betreffend markenrechtliche und Zolltariffragen. Die schweizerische Delegation hat diese Begehren ad referendum entgegengenommen. Im Zuge der Verhandlungen konnten schliesslich mit dem Instituto Español de Moneda die Fragen der Regelung des Zahlungsverkehrs weitgehend geklärt werden, die sich aus dem vorgesehenen schweizerisch-spanischen Flugverkehr ergeben. Damit steht der Swiss-Air die Aufnahme des Flugverkehrs Locarno-Barcelona offen.

[...][6]

6. *Sur proposition du Département de l'Economie publique, le Conseil fédéral approuve l'accord commercial signé à Madrid le 16 mars par le Ministre espagnol des Affaires étrangères, le Colonel J. Beigbeder, et le Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, H. Ebrard. Désormais, la tâche officielle du délégué de l'Office suisse d'expansion commerciale de la Légation de Suisse en Espagne s'estompe, car M. Fumasoli est nommé attaché commercial à la Légation de Suisse à Madrid; cf. lettre de Ebrard à Broye du 27 mai 1940,* E 2001 (D) 2/48.

258

E 7110 1973/134/15

Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht, au Chef du Département militaire, R. Minger

Copie
L

Bern, 30. März 1940

Wie wir heute erfahren, sind die planmässigen Lieferungen der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon an Grossbritannien erneut in Frage gestellt. Nicht nur haben sie im Februar 1940[1] noch nicht eingesetzt, auch ihre verspätete Ausführung scheint heute insbesondere durch bevorstehende Einberufungen von 20-30 praktisch nicht ersetzbaren Arbeitern stark in Frage gestellt zu sein.

Im vergangenen Dezember und Januar hat die schweizerische Delegation, welche zu Wirtschaftsverhandlungen in London weilte, sehr deutlich die Verärgerung einflussreicher britischer Stellen (Admiralty) verspürt. Die seit einiger Zeit unterbrochenen Verhandlungen sollen nächste Woche wieder aufgenommen und[2], wie wir hoffen, zu einem glücklichen Ende geführt werden. Für den Abschluss sind noch substantielle britische Konzessionen notwendig, welche wichtigen schweizerischen Industriezweigen ein Durchhalten durch den Krieg ermöglichen sollen. Von der Erreichung eines befriedigenden Ausgleichs

1. *Lors de sa séance du 13 février, le Conseil fédéral a approuvé un arrêté sur la fabrication, l'acquisition, le commerce et la distribution, l'importation et l'exportation de matériel de guerre (PVCF N° 233,* E 1004.1 1/394), *cf. RO, 1940, vol. 56, I, pp. 172-174.*
2. *Cf. N° 252.*

der Interessen hängen auch die seit einiger Zeit vorbereiteten schweizerischen Holz- und Barackenlieferungen ab. Wir würden es unter den gegebenen Verhältnissen ausserordentlich bedauern, wenn durch eine erneute Verstimmung britischer Stellen die grossen Schwierigkeiten, die der Erreichung eines befriedigenden Verhandlungsresultats noch entgegenstehen, vermehrt würden[3].

Wir bitten Sie, bei den von den militärischen Stellen zu fassenden Entschliessungen, diese wirtschaftspolitischen Überlegungen mitberücksichtigen zu wollen.

---

3. *Dans une note du même jour adressée à Minger, le Ministre Kelly appuie une démarche de Mitchell auprès de Fierz du matin même:* As Your Excellency is no doubt aware, the commercial negotiations in London have now almost reached their conclusion, and I may say that their progress to this point was greatly facilitated by the assurances which Your Excellency was good enough to convey to me regarding the deliveries in question. I have therefore been most gratified to learn that Colonel Fierz has shown such an immediate appreciation of the important rôle played by this question in the general framework of Anglo-Swiss commercial relations. I sincerely hope that the competent military authorities for their part will equally recognize the wider issues involved and give favourable consideration to Colonel Fierz's recommendations which I understand he is making to them as a result of his meeting with Commander Mitchell today. (E 27/19362)

259

E 1004.1 1/396

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 1er avril 1940

540. Wirtschaftsverhandlungen mit Grossbritannien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 29. März 1940

Am 22. Februar 1940 hat das Volkswirtschaftsdepartement dem Bundesrat einen eingehenden Bericht über den in den Wirtschaftsverhandlungen mit Grossbritannien erreichten Stand erstattet; der Bundesrat hat in seiner Sitzung vom 25. Febr.[1] 1940 von diesem Bericht in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

Für den Abschluss eines schweizerisch-britischen Abkommens über den gegenseitigen Warenaustausch während des Krieges sind von Anfang an zwei Bedingungen gestellt worden:

1) eine Haltung der britischen Blockadebehörden, welche eine für die Schweiz tragbare Ordnung der Blockadefragen ermöglicht;

---

1. *Sic, pour 24 février. Cf. No 243.*

2) die Schaffung von Einfuhrmöglichkeiten für wichtige seit Kriegsausbruch in Grossbritannien einfuhrverbotene schweizerische Exportprodukte in einem für die schweiz. Wirtschaft annehmbaren Ausmasse.

1. *Blockade:*
Der jüngste Verlauf der Blockadeverhandlungen gestaltete sich derart, dass die erste Bedingung als von britischer Seite erfüllt betrachtet werden kann.

2. *Britische Konzessionen für die Einfuhr schweizerischer Waren* (exkl. Kriegsmaterial).
Es muss in einer letzten Verhandlungsphase nochmals versucht werden, genügende Einfuhrmöglichkeiten für Waren aus dem bisherigen schweizerisch-britischen Friedensverkehr zu erreichen. Dies kann mit einiger Aussicht auf Erfolg nur im Zusammenhang mit der vom Bundesrat erstmals in seinen Instruktionen vom 11. Dezember 1939[2] ins Auge gefassten Kreditaktion geschehen.
Wie das Departement in seinem Bericht vom 22. Febr. 1940 dargelegt hat, sind bei der Aufbringung des Kredits durch die schweiz. Banken eine Reihe von Schwierigkeiten aufgetreten, welche erst jetzt einigermassen überwunden werden konnten. Ein Bankkonsortium, bestehend aus dem Schweiz. Bankverein, der Schweiz. Kreditanstalt, der Schweiz. Bankgesellschaft und der Eidg. Bank A.-G. ist bereit, einem britischen Bankenkonsortium einen kommerziellen Kredit von 85-100 Millionen Franken für die Finanzierung schweiz. Warenexporte nach Grossbritannien zu öffnen[3]. Die bisherigen britischen Kreditbedingungen sind: Kreditdauer 3 Jahre, Zins 2¾ %.
Die schweiz. Banken sind nach ihrer eingehenden Informierung über die Verhandlungslage heute bereit, einen Kredit von 100 Millionen Franken auf drei Jahre zu gewähren; sie verlangen einen Zinssatz, der stets 1½ % über dem offiziellen Diskontsatz der schweiz. Nationalbank, mindestens aber 3% betragen soll. Durch ihre Zustimmung zu einem Satz von drei Prozent haben die schweiz. Banken volles Verständnis für die Gesamtinteressen der schweiz. Wirtschaft gezeigt und der Verhandlungsdelegation die Möglichkeit verschafft, als Gegenkonzession von der britischen Regierung vermehrte Einfuhrmöglichkeiten für die Erzeugnisse einer Reihe von notleidenden schweiz. Industrien (insbesondere die Textilindustrie, Aluminium-Folien, Hutgeflechte und die Schuhindustrie) zu verlangen.
Die von den schweiz. Banken formulierten Kreditbedingungen können im wesentlichen von den interessierten britischen Stellen (Treasury und Bank of England) akzeptiert werden. Die Durchsetzung der Bedingung «stets 1½ % über dem offiziellen Diskontsatz der schweiz. Nationalbank», sowie des Minimums von 3% wird voraussichtlich keine grossen Schwierigkeiten bereiten. Offen bleiben vor allem zwei Punkte:
Mit der Einwilligung in den beweglichen Zinssatz werden die britischen Stellen das Verlangen nach einem maximalen Zinssatz verbinden. Die schweizerischen Banken lehnen diesen Gedanken vorläufig ab; sollte von britischer Seite

---

2. *Non reproduit.*
3. *Cf. N° 245 et annexes.*

an der Fixierung eines Maximums festgehalten werden, so müssten sie auf den von ihnen bewilligten Minimalsatz von 3% zurückkommen.

Die schweiz. Banken verlangen die sofortige Vollbenützung des Kredits, während die Bank of England diesen Gedanken heute noch ablehnt und eine Zinsverpflichtung nur nach Massgabe der Kreditbeanspruchung eingehen möchte.

Trotzdem die Kreditaktion wegen dieser Differenzen und der noch möglichen Formulierungsschwierigkeiten noch nicht völlig im Reinen ist, scheint sie dem Departement in ihrer heutigen Gestalt doch die Voraussetzung zu geben, verbesserte schweiz. Ausfuhrmöglichkeiten nach Grossbritannien zu erreichen. Sie dürfte damit ihren Sinn, das der Schweiz von britischer Seite angetragene, für die schweiz. Wirtschaft durchaus unerwünschte Zahlungsabkommen wenigstens für 18 Monate zu vermeiden, die britische Haltung in den Blockadeangelegenheiten günstig zu beeinflussen und verbesserte Einfuhrmöglichkeiten für schweiz. Waren in Grossbritannien zu schaffen aller Voraussicht nach verwirklichen und in den Gesamtverhandlungen eine entscheidende Rolle spielen.

Zur Aufbringung der Kreditsumme sind die Banken in den letzten Wochen an eine Reihe von schweiz. Industrie- und Versicherungsunternehmungen mit der Einladung herangetreten, sich am Kredit zu beteiligen. Die Form, in der dies geschah, muss als wenig glücklich bezeichnet werden. In einem gleichlautenden Schreiben der beteiligten Banken, das zwar als «vertraulich» charakterisiert ist, steht der Satz, dass die Banken den «Kredit an England» auf «Wunsch des Volkswirtschaftsdepartements und der schweiz. Nationalbank» aufbringen. Durch diese Darlegungen erhält die Kreditaktion, welche auf eine Anregung von Seiten der Banken zurückgeht, in den Augen der Adressaten einen stark staatlichen Charakter. Der Bundesrat (in seinen Instruktionen an die Verhandlungsdelegation vom 11. Dezember 1939)[4] und die Verhandlungsdelegation in ihren Besprechungen mit den beteiligten Banken haben stets grosses Gewicht auf den privaten kommerziellen Charakter des Kredits gelegt. Das Politische Departement hat in einem Schreiben an das Volkswirtschaftsdepartement vom 4. März 1940[5] seine Bedenken mit Bezug auf diese Zirkularschreiben der Banken und dessen mögliche politische Konsequenzen dargelegt. Diese Bedenken sind den Banken zur Kenntnis gebracht und es ist ihnen gleichzeitig mitgeteilt worden, dass ihr Zirkularschreiben in einem Briefe des Volkswirtschaftsdepartements an die vier beteiligten Banken richtiggestellt werden wird, was inzwischen geschehen ist. Um jede neue Belastung des Kredits zu vermeiden ist den Banken gegenüber der von ihnen gewünschte Zins-Zuschuss von Seiten des Staates als politisch unerwünscht bezeichnet worden, worauf sie auf eine solche Beihilfe verzichtet haben. Unter diesen Umständen und im Hinblick auf die Bedeutung des Kredits für die schweizerisch-britischen Wirtschaftsbeziehungen erachtet das Departement die Kreditaktion trotz der vom Politischen Departement vorgebrachten verständlichen Bedenken für tragbar.

Auf Grund dieser Ausführungen wird antragsgemäss *beschlossen:*

---

4. *Cf. Nos 211 et 212.*
5. *Cf. No 245.*

Von diesem Bericht wird im Sinne von Instruktionen an die Verhandlungsdelegation Kenntnis genommen und die Delegation wird ermächtigt, nach der in Verbindung mit der Kreditaktion in genügendem Ausmass erfolgten Durchsetzung der schweiz. Einfuhrbegehren mit der britischen Regierung ein Abkommen über den gegenseitigen Warenverkehr während des Krieges abzuschliessen[6].

6. *La Délégation suisse exposera sa position le 4 avril; cf. N° 261.*

260

E 7001 (B) 1/454

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht[1]

L XI-D-3/40. Blockadeverhandlungen Paris, 2. April 1940

Im Nachgange zu meinem gestrigen Bericht[2], beehre ich mich Ihnen folgendes mitzuteilen:

Heute mittag bat mich der Blockusminister, Herr Georges Monnet, zu sich, um mir in Gegenwart des «Directeur Général du blocus», Herrn Minister Labaume, bekannt zu geben, dass der gestrige französische Ministerrat beschlossen habe, dem Vermittlungsvorschlage betreffend Ausfuhr schweizerischer Eisenerze nach Deutschland zuzustimmen, das heisst, eine Ausfuhr von 220 000 Tonnen im Jahre 1940 zu gestatten. Er wies nachdrücklich darauf hin, dass diese Konzession um so schwerer gefallen sei, als bekanntlich der letzte oberste Kriegsrat der Alliierten vor einigen Tagen beschlossen hat, die Blockade gegen Deutschland wesentlich zu verschärfen und namentlich die Lieferung der schwedischen Eisenerze nach Möglichkeit zu unterbinden. Wenn man trotzdem der Schweiz gestatte, mehr Eisenerze nach Deutschland zu liefern als in normalen Zeiten, so liege darin ein schlüssiger Beweis für die Freundschaft und das Vertrauen, das Frankreich der Schweiz entgegenbringe.

Diese in den schweizerisch-französischen Blockusverhandlungen einzig noch offene Frage wäre zu unserer Zufriedenheit erledigt.

1. *Annotation d'Obrecht en haut:* An Herrn Péquignot: Ich gehe mit Herrn Minister Stucki auf ganzer Linie einig. Generalsekretariat oder Handelsabteilung in kürze in diesem Sinn eine Antwort vorlegen.

2. *Le 1er avril, Stucki avait expliqué le retard des discussions par une crise ministérielle et signalé des difficultés (de politique intérieure) sur la question du minerai de fer. Il espérait de ses interventions auprès de G. Monnet, Ministre du Blocus, L. Rollin, Ministre du Commerce et R. Dautry, Ministre de l'Armement, une décision favorable du cabinet de guerre.*

Leider sind nun aber von englischer Seite im allerletzten Augenblick neue Begehren aufgetaucht, die uns neue Schwierigkeiten bereiten dürften. Herr Monnet hat mir nämlich mitgeteilt, die französische Regierung hätte gestern von London ein einlässliches Memorial über die Verhandlungen mit der Schweiz erhalten, in welchem eine ganze Anzahl neuer Begehren aufgestellt worden sind. Die meisten dieser Begehren seien nach französischer Auffassung nicht wichtig genug, um uns im letzten Augenblick noch unterbreitet zu werden. Dagegen müsse die französische Regierung uns zwei neue englische Forderungen hinsichtlich unserer Handelsbeziehungen mit andern neutralen Staaten unterbreiten. Er tue dies sehr ungern und entschuldige sich, damit so spät zu kommen, könne aber diesen Wunsch Londons nicht übergehen. Er legte mir den Entwurf eines Schreibens an den französischen Aussenminister vor, den ich hier in Kopie beilege und dessen Wortlaut ich heute Herrn Péquignot telephonisch bereits mitgeteilt habe.

Meines Erachtens sind diese beiden neuen Forderungen für die Schweiz nicht annehmbar, was ich den beiden Herren sofort erklärt habe. Zu Punkt eins führte ich aus, dass man uns unmöglich zumuten könne, für unsere Sendungen nach Belgien, Holland, Dänemark, sowie den skandinavischen und baltischen Staaten, statt den natürlichen Weg über Deutschland zu benutzen, den viel längeren, komplizierteren, teueren und unsichereren Weg über Frankreich einzuschlagen. Praktisch wäre es überdies nahezu unmöglich, die vielen Tausende von Einzelsendungen vorher der «Commission mixte» zu unterbreiten. Aber auch grundsätzlich könne meines Erachtens die Schweiz sich den Transit nach andern neutralen Staaten so wenig vorschreiben lassen, als sie sich je unter deutschem Druck verpflichten könnte und würde, zum Beispiel ihren Export statt über Frankreich nur noch über Italien zu leiten. Wenn England hoffe, mit diesem Vorschlag der deutschen Reichsbahn Einnahmen zu entziehen und dadurch diesem Feind devisenmässig zu schädigen, so sei ja darauf hinzuweisen, dass die Schweiz solche Transportkosten an Deutschland nicht in Devisen bezahlt.

Bezüglich des zweiten Punktes betonte ich, dass die Alliierten selber in den Verhandlungen auf die jetzt vorgesehene Lösung stark gedrängt haben und dass niemals davon die Rede war, die Garantien betreffend Nichtwiederausfuhr an Deutschland irgend jemandem vorzulegen. Diese Frage habe übrigens meines Wissens praktisch keine sehr grosse Bedeutung. Wenn man insbesondere Italien im Auge haben sollte, so sei auf die unbestreitbare Tatsache hinzuweisen, dass der Achsenfreund Italien von den Alliierten in den Blockadefragen besser behandelt werde, als die wirklich neutrale Schweiz und dass es doch nicht angehe, hinsichtlich von Waren, die aus der Schweiz nach Italien gelangen, schärfere Bedingungen zu stellen, als für Waren, die die Alliierten selber nach Italien liefern.

Die beiden Herren waren von meinen Einwendungen sichtlich beeindruckt. Sie liessen deutlich durchblicken, dass sich Frankreich mit diesen neuen englischen Begehren nicht solidarisiere und diese eigentlich ebenfalls als verspätet und unbegründet betrachte. Man gibt uns den Rat, diese Forderungen nicht einfach abzulehnen, sondern wenn irgend möglich einen nicht sehr viel sagenden Gegenvorschlag zu machen, etwa in dem Sinne, die Schweiz sei damit ein-

verstanden, dass solche Fragen in der «Commission mixte» behandelt werden und dort allfällige Wünsche der Alliierten bezüglich der beiden Punkte wohlwollend geprüft würden.

Was die noch bestehende Differenz bezüglich der Baumwollgewebe anbelangt, so ist darüber weder von französischer Seite noch von mir gesprochen worden. Frankreich stellt sich auf den Standpunkt, diese Frage sei zwischen der Schweiz und England endgültig zu erledigen. Man wird hier jeder Lösung zustimmen, die von England akzeptiert wird.

Unter diesen Umständen möchte ich empfehlen, dass sich die schweizerische Delegation unverzüglich mit dem englischen Handelsattaché in Bern in Verbindung setzt, um wenn möglich diese drei Fragen mit ihm direkt zu erledigen. Da meines Wissens heute abend die schweizerische Handelsdelegation wiederum nach London abreist, so dürfte wohl auch diese Gelegenheit haben, die Engländer zum Rückzuge zu bewegen. Jedenfalls betrachte ich meine Aufgabe hier als vorläufig erledigt und gewärtige gerne möglichst umgehenden Bericht über die erwähnten drei Punkte. Da seit einigen Tagen in allen Blockusfragen ein immer schärferer Wind weht und die Situation für uns nicht besser sondern schlechter werden dürfte, scheint mir allerdings Eile geboten.

Bei dieser Gelegenheit erlaube ich mir darauf aufmerksam zu machen, dass ich seit meinem letzten Bericht über meine Besprechungen mit dem Rüstungsminister Dautry[3] betreffend französischer Metallieferungen an die Schweiz nichts mehr gehört habe. Ich wäre dankbar zu vernehmen, wie sich diese Lieferungen in der letzten Zeit gestaltet haben[4] und welche Stellung man in der Schweiz heute in dieser Frage einnimmt. Gleichzeitig ersuche ich, nun schon zum fünften Male, Herrn Dautry, mir den in Aussicht gestellten Brief zukommen zu lassen.

---

3. *Cf. N° 247.*
4. *Cf. N° 265.*

261

E 7110 1973/134/4

La Délégation commerciale suisse à Londres au Gouvernement britannique

Copie London, April 4, 1940

MEMORANDUM

1. At the outset of these trade negotiations, the Swiss Delegation have emphasized to His Majesty's Government, verbally as well as in writing, the special position of Switzerland during the present hostilities. Since then the economic difficulties have continued to increase. The consequences of the economic warfare (blockade agreements) and of the military operations (Poland, Finland) have hit very hard Switzerland's traditional export relations without any other markets to offer compensation for these losses.

2. Trading with Great Britain is one of the vital economic relations of Switzerland. Since the beginning of the war a number of Swiss Industries are suffering from the wide reaching British import restriction. As these are explained by the present available amount of funds in foreign currencies, the Trade Delegation have tried to find some means to protect the export from Switzerland to Great Britain in a way which will prevent the affected industries from breaking down. These considerations have induced them to propose the opening of a credit.

3. A group of Swiss banks is now prepared to grant a credit at favourable conditions to a group of British bankers [1]. These conditions are:

---

1. *Cf. N^os 245 et 259.*
A ce sujet, l'ancien Chef du Département de l'Economie publique, Ed. Schulthess, devenu Président de la Commission fédérale des banques, adresse, le 9 avril 1940, une lettre personnelle au Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz:
Heute Morgen konnte ich in unserer Besprechung eine Frage nicht mehr berühren, die mir viel zu denken gibt und mich beunruhigt. Ich will Ihnen die Angelegenheit daher schriftlich mitteilen. Obwohl in frühern Verhandlungen mit Deutschland ein Kredit an dieses Land u.a. mit der Motivierung abgelehnt worden ist, es liege in der Gewährung eines Darlehens eine Verletzung der Neutralität, ist nun beabsichtigt, England einen Kredit von 100 Millionen einzuräumen, den die Schweizer Banken auf Wunsch in Verbindung mit den Handelsvertragsverhandlungen gewähren. Bereits informieren sich deutsche Kreise über dieses Zugeständnis und es ist damit zu rechnen, dass die deutsche Regierung unter Berufung auf das Zugeständnis an England dasselbe Recht verlangen wird. Frankreich und Italien werden folgen.
Dass darin eine grosse Gefahr für unsern Geldmarkt liegt, ist unbestreitbar. Wenn auch das englische Darlehen einmal nach Jahr und Tag zurückbezahlt wird, so werden doch zur Zeit unsere Disponibilitäten aufgezehrt und bereits konstatiert man, speziell bei den Grossbanken, eine Reduktion der ursprünglich starken Guthaben bei der Nationalbank. Dazu kommt nun noch, dass die bei England ausbedungene Vermeidung des Clearing nicht unbedingt gesichert scheint, und dass England von uns auf anderem Wege etwas ähnliches verlangen wird, was es durch den Clearing erreicht hätte. Zudem scheint das Anleihen länger zu laufen als die Handelsabmachung.
So scheint mir also das Zugeständnis an England, das diesem Land ja nicht viel nützt, der Konsequenzen halber bedenklich zu sein; denn es wird schwer sein, den andern Ländern zu verweigern, was man England zugestanden hat. Ich erinnere an die Vorgänge vor 25 Jahren. Wenn nun wirklich der Kredit schon zugesichert sein sollte und nicht mehr zu vermeiden wäre, so sollte man ihn doch an Bedingungen knüpfen, die namentlich von Deutschland nicht erfüllt werden können, z. B. Golddepot. Ein Kredit an Deutschland wäre doch eine sehr gewagte Sache und namentlich würde der Bundesrat sich grosser Kritik aussetzen, wenn er dazu Hand böte. Aber anderseits wäre es fraglich, ob er eine Operation verweigern könnte, die er der andern Partei zugestanden hat.
Ich weiss nicht, ob der Bundesrat in der Angelegenheit schon Beschluss gefasst hat, hoffe aber, dass dies nicht der Fall sei, und dass sich noch eine Korrektur an der Abmachung anbringen lasse. Wir müssen mit unsern Geldmitteln sehr sorgfältig umgehen. Weitere Anleihen des Bundes stehen bevor, die Kantone werden folgen und es sind auch auf diesem Gebiete noch Überraschungen zu befürchten. Ein Zeichen, dass die Lage nicht mehr sehr günstig ist, dürfte die Tatsache sein, dass es Genf nicht gelungen ist, ein Anleihen aufzulegen. Auch das Ergebnis der eidg. Anleihe war nicht glänzend.
Ich möchte Sie bitten, der Angelegenheit Ihre Aufmerksamkeit zu schenken und sie vom politischen und wirtschaftlichen Standpunkt aus zu würdigen. Wir können darüber gelegentlich sprechen. Ich hielt es für meine Pflicht, Ihnen Befürchtungen und Bedenken mitzuteilen. (E 2001 (D) 2/231)

Amount of credit:	100 million Swiss francs
Duration of credit:	3 years
Interest:	1½% over the officiel rate of the Swiss National Bank, but not less than 3%.

Further details to be discussed between the parties.

In the course of the previous conversations His Majesty's Government have indicated that the present state of affairs in respect of any payments between the United Kingdom and Switzerland will not be modified for the coming 18 months.

4. The finding of this amount of 100 million francs at the above conditions has met with great difficulties. In many respects this operation means now a particularly heavy burden. The commercial circles in Switzerland would hardly understand the opening of a credit of such an amount and at such conditions in the present circumstances and would strongly oppose it if, as it is the case since the outbreak of the hostilities, important Swiss export goods should further remain excluded from the British market.

5. The Trade Delegation have therefore been instructed to state that the opening of the above mentioned credit must be made subject to the granting of the following import facilites for the duration of the Agreement:

50% of the imports into the United Kingdom between August 3lst, 1938 and September lst, 1939 of:

Shoes:	4 million francs
Embroideries:	2,6 million francs
Silk tissues:	3,0 million francs
Silk ribbons:	1,5 million francs
Braids and hoods:	1,1 million francs
Knitwear:	1,0 million francs
Aluminium foils:	0,6 million francs
Special machines and apparatus:	2,0 million francs

Watches: The quota of 33⅓% already allotted should be increased up to 50%, which would mean an addition of 5 million francs.

Cotton tissues: Admission of the process traffic.

An Open Sum of 1 million francs should further be reserved for distribution by the Mixed Trade Commission suggested by His Majesty's Government.

6. The Trade Delegation would expect to receive in the final Agreement an assurance from His Majesty's Government that for the duration of this Agreement import licences for such products as are now admitted from Switzerland will not be reduced. Should His Majesty's Government issue further import

restrictions, licences are still be granted for an amount equal to the amount of the goods subjected to such restrictions imported in the basic period 1938/1939.

7. The Trade Delegation suggest that the same procedure be used for the management of the imports of the goods mentioned under 5 as has been applied in the case of the special arrangement of December 1939.

8. The extremely heavy sacrifices which Switzerland is making daily for the maintenance of her neutrality and the effective defence of her territory are well known. The necessary financial means for this purpose can only be procured in the long run if those exports which are of vital importance for the Swiss economy can be maintained also during the war.

262

E 5795/77

Le Commandant en Chef de l'Armée suisse, Général H. Guisan, au Commandant en Chef des Armées françaises, Général M. Gamelin, par l'Attaché militaire de Suisse à Paris, Colonel R. de Blonay

Copie
L 1/7/vu

Quartier Général de l'Armée, 10 avril 1940

Vous avez bien voulu mettre à disposition de l'Armée suisse, pour des essais, trois chars de combat type Renault, ainsi que trois camions de transport. J'ai la satisfaction de vous faire savoir que ce matériel nous est parvenu il y a quelques jours et que j'ai ordonné des essais qui doivent nous permettre de nous rendre compte de ses possibilités d'emploi dans notre terrain et de la mesure dans laquelle l'organisation d'unités blindées pourrait renforcer notre dispositif défensif.

Je vous sais gré et vous remercie très vivement d'avoir bien voulu prêter ces chars et ces camions et permettre ainsi l'expérimentation de ce moyen de combat.

263

E 5155 1968/12/1

Le Chef de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail du Département de l'Economie publique, P. Renggli, à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique

Copie
L AB/EB

Bern, 19. April 1940

Bezugnehmend auf die Besprechung von gestern Vormittag betreffend die Einführung von Ford-Diesellastwagen bestätigen wir unsere bereits an der Konferenz mündlich kundgegebene Auffassung, dass dem Begehren um Gewährung der Importbewilligung nicht entsprochen werden sollte. Nachdem an der Aussprache selbst die Sache eingehend erörtert wurde, glauben wir von einer näheren Begründung absehen zu können. Wir möchten lediglich feststellen, dass es uns von grösster Wichtigkeit erscheint, dass der schweizerischen Lastwagenindustrie ihre Weiterexistenz ermöglicht wird, nicht nur im Interesse der Kriegswirtschaft, sondern auch im Hinblick auf die Notwendigkeit, nach dem Krieg exportieren zu können. Was die Frage des Brennstoffverbrauchs betrifft, so wäre an sich vom Standpunkt der Rationierung flüssiger Kraftstoffe die Verwendung von Dieselmotoren zu begrüssen, doch ist gegenwärtig die Inlandversorgung an Benzin und an Dieselöl durchaus befriedigend; sollte in den Zufuhren sich eine Störung ergeben, wäre allerdings die Begünstigung des Dieselölverbrauchs vorzuziehen.

[...][1]

---

1. *Suit le résumé d'une lettre du 12 avril (non reproduite) du Service technique militaire à la Division du Commerce concernant les besoins en carburant de l'Armée.*

264

E 1004.1 1/396

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 23 avril 1940[1]

671. Wahl von Herrn Wladyslaw Raczkiewicz zum Präsidenten der Republik Polen

Politisches Departement. Antrag vom 19. April 1940

Mit Note vom 12. Februar letzthin[2] hat die polnische Gesandtschaft dem Politischen Departement ein Schreiben übermittelt, mit dem der Präsident der polnischen Republik, Herr Wladyslaw Raczkiewicz, den Bundesrat von seinem Amtsantritt in Kenntnis setzt.

Das Politische Departement hat nicht verfehlt, die heikle Frage, ob und in welcher Form diese Notifikation beantwortet werden solle, aufmerksam zu prüfen und hat insbesonderer darauf gehalten, durch eine Umfrage bei andern neutralen Staaten – mit Einschluss des nichtkriegführenden Italiens – sich über deren Haltung zu erkundigen. Das Ergebnis dieser Umfrage lässt sich zusammenfassen wie folgt:

Die *Niederlande* und *Spanien* hatten die Notifikation des polnischen Staatspräsidenten noch nicht erhalten und sahen daher keine Veranlassung, ihre Stellungnahme zum voraus festzulegen. Immerhin wurde unserm Gesandten auf dem Ministerium des Auswärtigen in Madrid gesagt, dass andere Mitteilungen der dortigen polnischen Gesandtschaft, wie z. B. die Bekanntgabe der Verlegung des Sitzes der polnischen Regierung nach Angers, unbeantwortet gelassen worden seien. *Italien* hat die Notifikation erhalten, jedoch von einer Beantwortung abgesehen. *Belgien* hat seinerseits eine Umfrage veranstaltet und hatte, angesichts des Fehlens verschiedener Antworten, noch keinen Entscheid getroffen. Dagegen waren die am 25. Februar in Kopenhagen versammelten *skandinavischen* Aussenminister der übereinstimmenden Meinung, es liege kein Grund vor, die Notifikation des Amtsantrittes des Präsidenten der polnischen Republik nicht in der üblichen Weise zu beantworten.

Die Stellungnahme Italiens und Spaniens, die durch die politische Einstellung dieser Staaten bedingt wird, dürfte kaum für die Schweiz wegleitend sein. Das Departement ist der Ansicht, dass unsere Haltung derjenigen Schwedens, Norwegens und Dänemarks entsprechen sollte. Solange der Bundesrat an seinem Beschluss vom 9. Januar d.J. festhält[3], dahingehend, an der Stellung der polnischen Gesandtschaft in Bern nichts zu ändern und Herrn Minister Martin weiterhin als Gesandten in Polen zu betrachten[4], scheint einer Beantwortung

---

1. *Etaient absents: H. Obrecht, E. Wetter.*
2. *Non reproduite; cf.* E 2001 (D) 2/50.
3. *Non reproduit; cf.* E 1004.1 1/393, *PVCF N°* 22.
4. *Cf. N° 177.*

des Schreibens des Präsidenten der polnischen Republik nichts entgegenzustehen. Das Politische Departement hat am 6. Oktober 1939[5] den Empfang der Note bestätigt, mit der am 1. Oktober die polnische Gesandtschaft ihm den Amtsantritt und die Vereidigung des Präsidenten Raczkiewicz zur Kenntnis gebracht hatte.

Antragsgemäss wird

beschlossen,

die übliche Antwort an den Präsidenten der polnischen Republik zu richten.

5. *Non reproduite; cf.* E 2001 (D) 2/50.

265

E 1004.1 1/396

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 23 avril 1940[1]

677. Wirtschaftsverhandlungen mit Frankreich und Grossbritannien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 22. April 1940

Unterm 23. März unterbreitete das Volkswirtschaftsdepartement dem Bundesrat folgenden Bericht[2]:

«*I.*

In unserem Bericht vom 23. pto. gaben wir Ihnen Kenntnis von den Resultaten der Arbeit der «Berner Experten», bestehend aus den beiden Handelsattachés von Frankreich und England, sowie von Direktor Hotz und Dr. Homberger. Für die meisten Positionen des schweizerischen Zolltarifs ist eine Einigung erzielt worden über die Einreihung in die 4 Listen: a) Ausfuhrverbot, b) courants normaux unseres Exportes auf der Basis der Ausfuhr von 1938, c) besondere Regelung für wichtige Produkte im Sinne von Einschränkung der courants normaux der Ausfuhr und schliesslich d) Liste für die ausfuhrfreien Produkte. Keine Einigung war damals erzielt für die wichtigsten *Produkte unseres Bodens* (Vieh, Käse, Obst, Milch und Eisenerz), sowie für die wichtigsten *Textilien* (Seide, Wolle, Baumwolle), sowie für die *Nicht-Eisen-Metalle* (incl. Waffen und Munition).

1. *Etaient absents: H. Obrecht, E. Wetter.*
2. *Non reproduit. Ce rapport n'avait pas fait l'objet d'une décision du Conseil fédéral. Cf.* E 1001 1/VD 1.1.-30.4.1940.

II.

1. Nach zähem Ringen ist es nun gelungen, für unsere wichtigsten Produkte des Bodens (produits du sol) zwar nicht die völlige Ausfuhr frei, wohl aber *genügende Exportkontingente* für unsere Ausfuhr nach Deutschland zu erhalten.

a) Für *Obst* gibt uns der courant normal des Jahres 1938 genügend Bewegungsfreiheit, ganz abgesehen davon, dass die Westmächte bereit sind, bei ausserordentlich hohen Ernten mit uns über die Ausfuhr zu sprechen.

b) Für *Milch* haben wir uns auf eine Exportmenge von 25 Millionen Liter per Jahr geeinigt, während uns Frankreich/England anfänglich nur 15 Millionen Liter zugestehen wollten.

c) *Vieh:* Hier hätten wir gerne ein Exportkontingent von 10000 Stück gehabt, gaben uns schliesslich mit 7000 Stück zufrieden.

d) *Käse:* Wir erzielten für Hartkäse in Laiben 550 Wagen; rechnet man noch den courant normal für Schachtelkäse, Blockkäse und Kräuterkäse von ca. 70 Wagen hinzu, so übersteigt das Erreichte das uns bisher von Frankreich zugestandene Ausfuhrkontingent von 600 Wagen.

e) *Eisenerz:* Hier hat es der äussersten Anstrengung der Delegation, sowie von Minister Stucki bedurft[3], um hoffentlich zu einer annehmbaren Lösung zu kommen. Wir schätzten die Exportmöglichkeit unserer 3 Eisenerz-Gruben auf 300000 Tonnen per Jahr und die Westmächte wollten uns nur etwas mehr als die Ausfuhr des Jahres 1938 (127000 t) mit 150000 Tonnen bewilligen. Da wir in ausserordentlichem Masse auf die deutsche Eisen- und Stahlzufuhr angewiesen sind und das inländische Erz ein äusserst wichtiger Kompensationsartikel darstellt, haben wir den Kampf bis zur letzten Stunde geführt, schliesslich mit dem reduzierten Begehren, dass uns das Ausfuhrkontingent für das laufende Jahr auf 220000 Tonnen – die *praktische* Ausfuhrmöglichkeit im Jahre 1940 – angesetzt wird mit der Möglichkeit, in der vorgesehenen gemischten Kommission für die folgenden Jahre das Ausfuhrkontingent auf erhöhtem Niveau neu festzusetzen. Leider hat sich der jetzt zurückgetretene Blockade-Minister Pernot auf seinen doktrinären Standpunkt vollkommen verbissen und es ist in mehrfachen Besprechungen durch Minister Stucki nicht gelungen, ihn von seinem Standpunkt abzubringen. Minister Stucki hat sich deshalb mit andern Mitgliedern der Regierung, sowie mit einflussreichen Persönlichkeiten in Verbindung gesetzt und diese ausnahmslos von der Richtigkeit des schweizerischen Standpunktes überzeugt. Die direkte Aktion beim Ministerpräsidenten wurde nun aber infolge der Kabinettskrise verunmöglicht und es erscheint sehr fraglich, dass noch vor Ostern ein für uns günstiger Entscheid des Ministerpräsidenten erwirkt werden kann. Die Delegation, wie auch Herr Minister Stucki sind der bestimmten Auffassung, dass wir, ohne unsere Eisen- und Kohlenversorgung aus Deutschland schwer zu gefährden, nicht auf ein Ausfuhrkontingent eintreten können, das kleiner ist als die zu erwartende Produktion pro 1940, d.h. ca. 220000 Tonnen. *Wir hoffen, dass dieses Ziel mit Energie und Festigkeit doch noch zu erreichen ist, dies umsomehr als die übrigen Fragen des Blockus-Vertrages keine Schwierigkeiten mehr bieten.*

---

3. *Cf. N^os 247 et 260.*

2. *Textilien.*

a) *Wolle:* Wir erhalten die Ausfuhrmöglichkeit für *Garne* nach Deutschland im Umfange von 750 q = ca. 25% derjenigen des Jahres 1938, dagegen erhöht sich die Ausfuhr für *Gewebe* von ca. 200 q des Jahres 1938 auf max 1250 q.

b) *Baumwolle:* Für Garne werden rund 50% des Jahres 1938, d.h. 15 000 q bewilligt und die *Gewebe*-Ausfuhr nach Deutschland von ca. 13 500 q auf max 18 000 q erhöht. Solange die Eisenerz-Frage nicht im Sinne unserer Ausführungen unter e) geregelt ist, halten wir zwar noch an unserem Begehren von 20 000 q fest, sind aber bereit, den englisch/französischen Vermittlungsvorschlag mit 18 000 q anzunehmen.

c) *Seide:* Verboten wird die Ausfuhr nach Deutschland von Abfällen der Pos. 434 a sowie die Rohstoffpositionen 432/36 und ferner wird die Ausfuhr für Florettseide und Seidenzwirn (Pos. 437/9) im Rahmen eines Globalkontingentes auf 50% reduziert. Für Seidengewebe wird die Ausfuhr global im Rahmen der Ausfuhr 1938 zugelassen, während die Pos. 449/54 (Bänder, Stickereien, Spitzen und Decken) ausfuhrfrei sind.

3. *Metalle,* incl. Waffen und Munition. Während das Aluminium und Ferrosylicium praktisch auf die Freiliste kommt, ergaben sich die folgenden weitern erwähnenswerten Ausfuhreinschränkungen: Abfälle der Pos. 708 & 711 = 75% von 1938, Ferrochrom der Pos. 710 b Verbot der Ausfuhr, für Kupfer der Pos. 830 a/b (Schrauben etc.) 50% von 1938, für rohe Kupferwaren der Pos. 833 = Verbot, für die übrigen Kupferwaren der Pos. 834/6 = 50%; für Camions etc. der Pos. 914 d Ausfuhr von 1938, während die elektrischen Apparate der Pos. 924 c^1 und c^2 wie auch alle Maschinen auf die Freiliste kommen. Betreffend Waffen und Munition sind wir einstweilen keine Bindung eingegangen. Wir haben ausdrücklich alle Rechte der Landesverteidigung vorbehalten. *Mündlich* fügten wir immerhin bei, dass seit der Einführung des Doppel-Bewilligungsverfahrens (Fabrikations- und Ausfuhrbewilligung) in keinem einzigen Fall eine zur Fabrikation bewilligte Ware nachträglich nicht auch zur Ausfuhr bewilligt worden sei. *Praktisch* geschehe also bereits das, was die Franzosen von uns fordern und man werde es weiterhin so halten; eine formell einzugehende Bindung im Sinne der französischen Begehren könnte leider nicht gewährt werden. Es wird sich nun zeigen, ob in der Folge im Zusammenhang mit den Versorgungs- und handelspolitischen Fragen Frankreich nicht erneut auf sein Begehren zurückkommt, das im wesentlichen dahin geht, dass wenn einmal eine Ware zur Fabrikation bewilligt worden ist, dann nach ihrer Fertigstellung auch bedingungslos die Ausfuhrbewilligung zu erteilen sei.

III.

Zusammenfassend ergibt sich, dass wir im Verkehr mit Deutschland schätzungsweise mit rund 25 Millionen Fr. jährlichen Exportverlusten zu rechnen haben (Häute und Felle, Textilien incl. Abfälle, Metalle und Kautschuk, Lumpen, Alteisen etc.), was aber durch die vermehrten Ausfuhrmöglichkeiten für die Produkte des Bodens ungefähr ausgeglichen werden kann.

Bezüglich des Textes des Abkommens verweisen wir auf die Beilagen. Auch hier ist es gelungen, befriedigende Formulierungen zu finden, so insbesondere bezüglich der Frage der Behandlung der *Neutralen.* Die Liste der Länder, für

welche vom Empfänger der Ware eine Erklärung der Nicht-Wiederausfuhr nach kriegführenden Staaten verlangt werden muss, beschränkt sich auf die an Deutschland angrenzenden Staaten (Holland, Dänemark, Ungarn, Italien, Russland, Randstaaten, Rumänien und Jugoslawien), sowie Spanien und Bulgarien. Diese Erklärung der non-réexpédition vers des pays belligérants beschränkt sich auf die die Artikel der Listen B 1 und B 2, wobei sie für die Produkte der beiden Listen nur für die Ausfuhr im Jahre 1938 übersteigenden Mengen beizubringen ist. Es kommt hinzu, dass ja für viele wichtige schweizerische Exportartikel (Aluminium, Uhren, Maschinen und Apparate, Chemikalien, Stickereien, Hutgeflechte) die Ausfuhrfreiheit hat erreicht werden können. Besonders hervorzuheben ist, dass nach Inkrafttreten des Blockus-Vertrages die sattsam bekannten Verwendungserklärungen (undertakings, attestations) betreffend Nichtwiederausfuhr völlig in Wegfall kommen werden. Dagegen werden die sog. Navicerts (Warenpass) bleiben, nur werden sie fortan im allgemeinen an die schweizerischen Importeure ohne weiteres erteilt werden, d.h. ohne dass irgendwelche einzelne Verwendungserklärung durch die schweizerischen Firmen verlangt werden. Bekanntlich bezweckt das Navicert, die Seekontrolle zu vereinfachen und die dafür benötigte Zeit zu verkürzen. Der Lieferant hat im Verschiffungshafen beim dortigen britischen Konsul ein bezügliches Gesuch einzureichen und den Abnehmer im Bestimmungsland zu bezeichnen. Im übrigen wird es unvermeidlich, dass – wie es für gewisse Textilien bereits besteht – zahlreiche neue Warengruppen dem Bewilligungsverfahren unterstellt werden müssen, wobei die Bewilligung *ausschliesslich* Kontrollzwecken dient und daher in der Regel durch das zuständige kriegswirtschaftliche Syndikat verabfolgt werden wird. Auch bei der Verabfolgung des nunmehr für jede die Blockade passierende Einfuhr vorgesehenen «Certificat de garantie» (Vergl. ad Art. 2, Ziff. 2) sollen die genannten Syndikate möglichst weitgehend zur Mitarbeit herangezogen werden.

IV.

Aus obigem Bericht geht hervor, dass nach zähem Ringen die *Blockade*-Verhandlungen praktisch und in befriedigender Weise als abgeschlossen betrachtet werden können, sobald noch die *Eisenerz-Frage* mit der französischen Regierung hat geregelt werden können. Wir zählen dabei auf die verständnisvolle Einwirkung der englischen Regierung auf die französischen Persönlichkeiten. Wir hoffen immer noch auf eine Erhöhung des bisher zugestandenen Ausfuhrkontingentes von 150 000 Tonnen für das laufende Jahr auf ca. 220 000 Tonnen, *in den spätern Jahren dann auf 300 000 Tonnen.*»

Das Volkswirtschaftsdepartement legt nunmehr den nachstehenden ergänzenden Bericht vor:

«1. Am 23. März haben wir Ihnen über den Stand der Blockade-Verhandlungen mit Frankreich und Grossbritannien Bericht erstattet und bemerkt, dass vor allem noch die Höhe des Exportkontingentes für Eisenerz offen sei. Inzwischen ist es nun gelungen, unserm Vermittlungsvorschlag von 220 000 Tonnen für das Jahr 1940 dank der intensiven Bemühungen des Herrn Minister Stucki in Paris zum Durchbruch zu verhelfen.

2. Bereits im erwähnten Bericht vom 23. pto. haben wir uns bereit erklärt, die englisch/französische Offerte für 18 000 q Exportkontingent nach Deutsch-

land für Baumwollgewebe anzunehmen, immerhin unter der Voraussetzung, dass die inzwischen englischerseits nachträglich noch aufgeworfenen Fragen ebenfalls in befriedigender Weise geregelt werden können. Es ist uns nun dies in besondern Besprechungen mit dem englischen Handelsattaché in Verbindung mit zwei speziell nach Bern delegierten englischen Experten aus London auch tatsächlich gelungen.

a) Rein redaktionell wird der englisch/französischen Gegenerklärung der in der Beilage unterstrichene Satz beigefügt. Praktisch bedeutet dies nichts Neues, sondern entspricht den in Paris gemachten Erklärungen der Blockade-Mächte (vergl. auch beiliegende Erklärung dazu).

b) Bezüglich der *Überschreibung des «courant normal»* gegenüber den «mauvais neutres» haben wir uns dahin geeinigt, dass in der gemischten Kommission über anormale Ausfuhrsteigerungen gesprochen werden soll und bei vorliegenden *Missbräuchen* nach Abhilfe gesucht werden soll.

c) Hinsichtlich der heiklen Frage der Durchfuhr für unsern Export durch Deutschland, besonders nach den nordischen Staaten, haben wir die Lösung in einer den neuen Verhältnissen besser angepassten Formulierung des Geltungsbereichs Deutschlands gefunden. Danach sind einstweilen zu Deutschland zu rechnen: Deutschland, Tschechoslowakei, Österreich, Polen, Dänemark und ein Teil von Norwegen.

Schliesslich haben wir zugestimmt, dass mit Rücksicht auf die jüngsten Verhältnisse Norwegen und Schweden von der Liste der guten Neutralen gestrichen werden.

d) *Wollabfälle der Pos. 456:* In Liste B2 wird die ganze Position 456 (nicht bloss die sog. blouses) aufgenommen, aber die Ausfuhr für *jeden* Staat beschränkt auf 1/3 des Jahres 1938. Dagegen fällt dann ex Pos. 456 in der Liste A völlig weg.

3. Wir erwähnen noch besonders, dass anlässlich dieser Besprechungen mit den englischen Experten auch noch sehr wichtige *Durchführungsfragen* haben zu unserer vollen Zufriedenheit geregelt werden können (siehe Beilage). Dazu ist allerdings noch zu bemerken, dass das nunmehr vorliegende bereinigte Blockade-Abkommen erst dann auch für die englischen *Dominions* Wirkung hat, wenn dieselben ihrerseits ausdrücklich zugestimmt haben werden. Die Engländer sind aber davon überzeugt, dass dies in sehr kurzer Zeit der Fall sein wird.»

Gestützt auf die erzielte völlige Einigung mit den Westmächten beantragt das Departement und der Rat

beschliesst:

1. Das nunmehr *bereinigte* «Blockade»-Vertragswerk wird genehmigt[4];
2. Herr Minister Stucki in *Paris* wird ermächtigt, die bezüglichen schweizerisch/französischen Erklärungen zu unterzeichnen;
3. bezüglich Grossbritannien wird der *Chef des Politischen Departements* ermächtigt, die Unterzeichnung mit dem hiesigen englischen Gesandten vorzu-

4. *La seule copie complète des accords du 25 avril 1940, y compris protocoles confidentiels et correspondance échangée, semble se trouver dans* E 2200 Madrid (1861-1957)/900.

nehmen. Entgegen einem frühern Antrag erscheint es auch englischerseits als sehr wünschenswert, die Vereinbarungen mit England in *Bern* zu unterzeichnen, weil der hiesige englische Handels-Attaché der einzige Engländer war, der immer an den Besprechungen aktiv teilgenommen hat und so ein weiterer Zeitverlust durch eine eventuelle Unterzeichnung in London vermieden werden kann. Es ist vorgesehen, die Unterzeichnung in Bern und Paris am *nächsten Donnerstag* vorzunehmen;

4. die Presse ist in geeigneter Weise durch ein «*Mitgeteilt*» zu orientieren.

5. Schweizerischerseits werden in die vorgesehene *gemischte Kommission* delegiert:

a) Dir. Dr. J. Hotz, Bern, Stellvertreter Prof. Dr. P. Keller,

b) Dir. Dr. H. Homberger, Zürich.

266

E 2001 (D) 2/32

La Légation d'Allemagne à Berne au Département politique

N Nr. 2125. Bern, 25. April 1940

Die Deutsche Gesandtschaft beehrt sich, dem Eidgenössischen Politischen Departement zur Kenntnis zu bringen, dass der Regierungsrat des Kantons St. Gallen die Veranstaltung verboten hat, die die Deutschen in Rorschach aus Anlass des deutschen Feiertages der Nationalen Arbeit am 1. Mai ds.Js. angekündigt hatten. Aus einem Schreiben, das der Chef des Polizei-Departements des Kantons St. Gallen am gestrigen Tage an den Deutschen Konsul gerichtet hat, geht hervor, dass der Anlass zu diesem Verbot in möglichen Störungen zu suchen ist, denen vorzubeugen der Regierungsrat für erforderlich hält. Die Verfügung sei im Interesse der Aufrechterhaltung von Ruhe und Ordnung ergangen.

Die Deutsche Gesandtschaft erhebt gegen die Verbotsverfügung mit dem Hinweis darauf Einspruch, dass der Feiertag der Nationalen Arbeit von den in der Schweiz ansässigen Reichsdeutschen bisher stets ohne Beanstandung durch die Polizei begangen worden ist. Veranstaltungen aus diesem Anlass haben noch nie zu Störungen der öffentlichen Ruhe und Ordnung geführt und können von der schweizerischen Öffentlichkeit umso weniger als provozierend angesehen werden, als den Schweizern in Deutschland das Recht, die Feier des 1. August gemeinsam zu begehen, niemals von deutscher Seite bestritten worden ist. Herr Regierungsrat Keel hat in einer Unterredung mit Herrn Konsul Weyrauch am 23. ds.Mts. darauf hingewiesen, dass zweimal bei Versammlungen von Reichsdeutschen in Rorschach Fälle von Ordnungsstörungen vorgekommen seien. In einem Fall habe die vor dem Festsaal versammelte Menge Anstoss an dem Absingen von deutschen Liedern genommen und als Einspruch

dagegen die zufällig anwesenden Sänger der Heilsarmee aufgefordert, schweizerische Lieder zu singen. Herr Regierungsrat Keel erwähnte in diesem Zusammenhang ein Lied, das angeblich den Vers enthalte:

«Denn heute gehört uns Deutschland und morgen die ganze Welt».

Die Deutsche Gesandtschaft beehrt sich, darauf hinzuweisen, dass der Text dieses Liedes lautet:

«Denn heute hört uns Deutschland und morgen die ganze Welt».

Der zweite Fall habe sich zugetragen, als bei einer Versammlung der Reichsdeutschen ein junger Mann aus der Menge auf das Haus zugegangen und begonnen habe, auf die geschlossenen Rolladen einzuhämmern.

Die Deutsche Gesandtschaft vermag in beiden Zwischenfällen keine so schwere Störung der Ruhe und Ordnung zu erblicken, dass ein Verbot der Versammlung der Rorschacher Reichsdeutschen aus Anlass des Feiertages der Nationalen Arbeit gerechtfertigt wäre. Die Störung der Ruhe und Ordnung ist zudem in beiden Fällen nicht den versammelten Reichsdeutschen, sondern denen zuzuschreiben, die die störenden Handlungen begangen haben.

Die Deutsche Gesandtschaft wäre deshalb dem Eidgenössischen Politischen Departement zu Dank verpflichtet, wenn der Regierungsrat in St. Gallen von Seiten der Bundesregierung gebeten würde, die getroffene Entscheidung aufzuheben[1].

---

1. *Le 30 avril, le Département politique répond à la Légation d'Allemagne:* Das Politische Departement beehrt sich der Deutschen Gesandtschaft mitzuteilen, dass der in Frage stehende, einstimmig gefasste Beschluss der St. Galler Regierung einzig und allein durch die ernste Besorgnis zu erklären ist, dass die öffentliche Ruhe und Ordnung in Rorschach durch die Abhaltung der Versammlung gestört werden könnte. Es ist nicht zu bestreiten, dass diese Befürchtung angesichts der in Rorschach bestehenden Spannungen nicht unbegründet ist, weshalb die Bundesbehörden leider sich auch nicht mit Erfolg für die Aufhebung des Versammlungsverbotes, zu dessen Erlass die kantonalen Behörden zuständig sind, verwenden konnten.
Um die Wiederholung ähnlicher unliebsamer Vorkommnisse zu vermeiden, erscheint es angebracht, dass die Bekanntgabe derartiger Versammlungen möglichst frühzeitig erfolgt, damit die kantonalen Behörden durch Vermittlung des Politischen Departements und der Bundesanwaltschaft rechtzeitig verständigt werden können (E 2001 (D) 2/32, *cf. aussi* E 2001 (D) 1/99).

267

E 2200 London 44/7

La Légation de Suisse à Londres au Ministère britannique des Affaires étrangères

Copie
M CJ/nb

London, April 26, 1940

MEMORANDUM

On February 24th 1939 the Swiss Federal Council passed an Order to the effect that on the mobilisation of the Swiss frontier troops the crossing of Swiss territory by aeroplanes would be prohibited unless special permission had been

obtained from the Commander in Chief of the Swiss Forces [1]. Every aeroplane crossing the frontier without such permission and not obeying immediately in order to land, would be liable to be shot down without further warning.

On April 5th 1940 the Commander in Chief of the Swiss Army decided that from that day forward the Swiss Air Force would attack without warning every aeroplane recognized as belonging to the Air Force of one of the belligerent Powers. This decision has since been approved by the Federal Council [2].

The Federal Council have asked the Legation to bring these orders to the knowledge of His Majesty's Government.

---

1. *A ce sujet, cf. N° 147.*

2. *Le 18 avril 1940, le Général Guisan adresse une lettre au Chef du Département militaire à l'intention du Conseil fédéral. Il y rappelle d'abord les décisions mentionnées dans le document publié ci-dessus, et poursuit:*

Cependant, l'Arrêté du Conseil fédéral du 24 février 1939 a été notifié aux Etats étrangers. Un pilote militaire appartenant à un Etat belligérant peut raisonnablement s'attendre, s'il survole le territoire suisse, à recevoir l'ordre d'atterrir, et il sait que c'est seulement s'il ne donne pas suite à cet ordre que le feu peut être ouvert contre lui.

Il en résulte, surtout à l'époque actuelle où tous les Etats belligérants tentent d'entraîner les Etats neutres à la guerre, que nous devons, puisque nous modifions notre manière d'agir, notifier aux Etats étrangers cette modification afin de leur enlever tout prétexte de représailles.

Je vous prie en conséquence de bien vouloir faire part aux Etats auxquels avait été notifié l'Arrêté du Conseil fédéral du 24 février 1939 de la modification qui y a été apportée par décision du 31 mars 1940 (E 2001 (E) 1967/113/83).

Le 22 avril 1940, le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, adresse une lettre (non reproduite) aux Légations de Suisse à Londres, Paris, Berlin et Rome pour demander aux Ministres de Suisse de communiquer d'urgence aux Ministères des Affaires étrangères la décision du 5 avril 1940.

268

E 1004.1 1/396

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 26 avril 1940

703. Verhandlungen mit Italien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 19. April 1940

Das Volkswirtschaftsdepartement unterbreitet folgenden Bericht:

«Anlässlich der Verhandlungen vom September vorigen Jahres über den Abschluss eines Transitabkommens stellte Italien eine Reihe von Begehren handels- und clearingpolitischer Natur [1].

---

1. *Cf. N^os 158, 163, 165 et 170.*

Nachdem anfangs November in Bern nur eine dreitägige Besprechung mit einer kleinen italienischen Delegation geführt werden konnte[2], sollen nun die eigentlichen Unterhandlungen nächste Woche in Rom begonnen werden.

A. HANDELSPOLITISCHE FRAGEN.

I.

Italienische Begehren

1. Schweizerische Einfuhrkontingente:

Italien verlangte erhöhte Kontingente für Früchte, Tomaten, andere Gemüse, Kartoffeln, Wein, Wermut und eine Reihe industrieller Erzeugnisse. Von Belang sind hauptsächlich die hiervor erwähnten Begehren für landwirtschaftliche Erzeugnisse. Es kann ihnen nicht entsprochen werden, weil schon die bisherigen Kontingente infolge der Vermehrung der einheimischen Erzeugung und beim Wein infolge des Rückganges des Verbrauches als zu hoch betrachtet werden müssen. Für die Tomaten werden wir sogar eine Herabsetzung des Kontingents oder zum mindesten eine Beschränkung der Einfuhr auf die Zeit anstreben müssen, in der das einheimische Erzeugnis normalerweise noch nicht auf dem Markte erscheint. Desgleichen wird eine Herabsetzung des Kontingents für feinere Gemüse (Pos. 40 b2) erstrebt werden müssen, da dieses Kontingent in den Jahren normaler schweiz. Produktion zu hoch ist. Für den Wein wird vor allem versucht werden müssen, die kuranten Weissweine aus dem Kontingent auszuschliessen. Ein bescheidenes Entgegenkommen wird vielleicht für gewisse frische Früchte, vor allem Pfirsiche, in Betracht kommen, jedoch nur, falls es zur Erreichung gewisser schweizerischer Verhandlungsziele unbedingt notwendig ist.

Ein Entgegenkommen wird dagegen für verschiedene Positionen auf industriellem Gebiet möglich sein, auf dem sich übrigens die italienischen Begehren im Gegensatz zu denjenigen für die landwirtschaftlichen Erzeugnisse in verhältnismässig bescheidenem Rahmen bewegen. Für einige Positionen wird die Gewährung eines Zusatzkontingents an die Erlangung von Zusatzkontingenten oder anderer Vorteile für entsprechende schweizerische Erzeugnisse geknüpft werden müssen.

2. Saisonmässige Verteilung der Kontingente:

Dieses italienische Begehren bezieht sich lediglich auf frische Früchte und Gemüse (einschliesslich Tomaten und Kartoffeln) sowie auf Frauen- und Kinderkleider aus Seide und Wolle. Für die letztgenannten industriellen Produkte kann dem italienischen Begehren entsprochen werden, zumal es unserer bisherigen Praxis entspricht. Dagegen werden wir das Begehren für die landwirtschaftlichen Erzeugnisse ablehnen, da es unsere bisherige Bewegungsfreiheit zu stark beschränken würde. Da wir schon bisher die Früchte- und Gemüsekontingente schon mit Rücksicht auf unsere im allgemeinen später einsetzende Produktion saisonmässig verteilten, dürfte übrigens unsere Praxis den Italienern genügend Gewähr bieten und unter Umständen für sie sogar vorteilhafter sein, als eine starre Verteilung der Kontingente auf die einzelnen Vierteljahre.

---

2. *Cf. N° 198.*

3. Kontingentsverwaltung:

Bekanntlich verwalten wir alle *schweizerischen* Einfuhrkontingente selbst. Anlässlich der Einführung der allgemeinen Kontingentierung für alle Waren in Italien war es uns trotzdem gelungen, für eine grosse Zahl von Waren die schweizerische Verwaltung der *italienischen* Kontingente zu erlangen. Das Bestreben der italienischen Behörden ging jedoch dahin, nach und nach alle Kontingente in die eigene Verwaltung zu nehmen. Im Jahre 1936 ist es uns gelungen, für eine Anzahl Erzeugnisse die schweizerische Verwaltung vertraglich zu sichern. Dies gilt vor allem für folgende Erzeugnisse:

Käse, Obst, die meisten Textilwaren, Schrauben und Drehteile, Erzeugnisse der Uhrenindustrie, Heilmittel. Es handelt sich hier vorwiegend um Waren, die entweder saisonmässig spediert werden müssen oder die in sehr kleinen Mengen zum Versand gelangen.

Italien verlangt nun die eigene Kontingentsverwaltung auch für die vorerwähnten Erzeugnisse. Wir können nicht zustimmen, da leider dem italienischen System der Verteilung der Kontingente durch Berufsverbände überaus schwere Mängel anhaften (Langsamkeit bei der Verteilung, Ausschaltung von im Inland ebenfalls hergestellten Waren, bisweilen sogar Zuteilung der Kontingente an italienische Konkurrenten der schweizerischen Lieferanten) und sich zudem die italienischen Importeure mit oder ohne Druck der Verbände oft scheuen, Einfuhrgesuche stellen zu müssen. Wir werden deshalb unbedingt die Beibehaltung der schweizerischen Kontingentsverwaltung für die vorerwähnten Erzeugnisse verfechten und zudem versuchen müssen, diese Verwaltung auch noch für einige andere Erzeugnisse zurückzugewinnen, die erst auf Anfang Januar 1940 der italienischen Kontingentsverwaltung unterstellt worden sind. Es ist dies das schweizerische Hauptbegehren für die Verhandlungen. Dem Hinweis Italiens darauf, dass wir selbst ebenfalls alle Kontingente verwalten, können wir damit begegnen, dass wir nur einen Teil der Waren (ungefähr 1/3 der Tarifpositionen, für ungefähr 2/3 der Einfuhr aus Italien) der Einfuhrbeschränkung unterworfen haben, während Italien die gesamte Einfuhr beschränkt hat. Die Beibehaltung der schweizerischen Kontingentsverwaltung für eine Anzahl italienische Positionen sei dafür ein bescheidenes Äquivalent.

4. Ausnützung der Kontingentssaldi:

Auf Antrag der Schweiz ist 1936 vereinbart worden, dass die verfügbaren Kontingentssaldi vierteljährlich gemeldet werden müssten, und dass dann auf Rechnung dieser Saldi beliebige Importeure und Vertreter der Branche Gesuche durch Vermittlung der Gesandtschaft des Lieferlandes einreichen könnten[3]. Es bildete dies eine gewisse Sicherung gegen die hiervor bereits erwähnten Übelstände der italienischen Kontingentsverwaltung. Die Italiener verlangen die Aufhebung dieses Systems der Saldiausnützung. Wir werden einstweilen die Aufrechterhaltung des jetzigen Zustandes verfechten müssen, obwohl die Anwendung des Systems auch uns nicht immer eitel Freude bereitete.

---

3. *Cf. DDS vol. 11, N^os 211, 221, 228, 237, 239 et 250.*

5. Schweizerisches Leistungssystem:

Die italienischen Behörden richten wieder einmal einen Angriff auf unser Leistungssystem, wie es für gewisse Früchte und Gemüse (einschliesslich Kartoffeln) gehandhabt wird. Wir werden, wie bei frühern Gelegenheiten, jenes System verteidigen.

6. Aufhebung vertraglicher Bindungen italienischer Zölle:

Italien ersucht um Aufhebung einer Reihe von Bindungen italienischer Zölle, die im Handelsvertrag von 1923 enthalten sind[4]. Mit wenigen Ausnahmen betreffen die italienischen Begehren Waren, deren Einfuhr aus der Schweiz in Italien sehr bescheiden geworden ist, oder die wir überhaupt nicht mehr nach jenem Lande liefern. Daraus ergibt sich, dass wir Italien weitgehend entgegenkommen können. Für einige Positionen werden wir jedoch auf der Beibehaltung der bisherigen Zollbindungen beharren müssen. In andern Fällen werden wir italienische Gegenkonzessionen zu fordern haben. Auch darüber hinaus wird selbstverständlich ein Entgegenkommen nur möglich sein, wenn auch Italien das nötige Verständnis für unsere Begehren zeigt.

7. Farbstoffe:

Schon im Jahre 1936 mussten wir der Beschränkung der Einfuhr von Teerfarben aus der Schweiz auf ein Wertkontingent zustimmen, das zwischen den schweizerischen und den italienischen Interessengruppen privatrechtlich festgelegt worden ist und das weit unter dem steht, was uns auf Grund der frühern Einfuhr aus der Schweiz zustände. Italienischerseits wird nun eine Revision in der Richtung angestrebt, dass fortan nur noch solche schweizerische Farbstoffe in Italien eingeführt werden könnten, die die italienische Industrie nicht selbst herstellt. Einer solchen unannehmbaren Forderung werden wir mit dem Hinweis darauf entgegentreten können, dass wir in einem solchen Falle auch den Ausschluss aller italienischen Erzeugnisse, wie Wein, Früchte, Gemüse, Kunstseide usw., verlangen könnten, die die Schweiz ebenfalls erzeugt.

8. Zollabfertigung an der italienischen Grenze:

Durch einen Notenwechsel im Zusammenhang mit dem Vertrag von 1923 konnte erreicht werden, dass die Spediteure in Chiasso die Zollabfertigung im indirekten Transit direkt mit dem italienischen Zollamt vornehmen können, statt sich der Vermittlung der Zollagentur der italienischen Staatsbahnen bedienen zu müssen. Schon seit Jahren versucht die italienische Generalzolldirektion, diesen Zustand zu ändern[5]. Da dessen Aufrechterhaltung für Chiasso sozusagen eine Lebensfrage ist, müssen wir unbedingt an der Beibehaltung der vertraglichen Vereinbarungen festhalten. Konkrete italienische Begehren sind uns übrigens erst in Aussicht gestellt worden, doch wissen wir ungefähr, in welcher Richtung sie gehen werden.

9. Ausdehnung der italienisch-schweizerischen Wirtschaftsabkommen auf Albanien:

Italien verlangte schon im letzten Sommer die Ausdehnung aller schweizerisch-italienischen Wirtschaftsabkommen auf die am 20. April 1939 abge-

---

4. *Cf. DDS vol. 8, N^os 249, 253 et 302.*
5. *Cf. N^o 4, 17, 23, 28 et 44.*

schlossene italienisch-albanische Zollunion[6]. Wir haben diesem Begehren bis jetzt nicht entsprochen, weil wir vorerst klar sehen wollten, was wir mit der Ausdehnung praktisch gewinnen würden. Nachdem nun auf 1. März 1940 die Zollunion tatsächlich zur Anwendung gebracht wurde, besteht für uns kein Grund des Zuwartens mehr. Wir können deshalb dem italienischen Gesuche ohne weiteres entsprechen. Offen ist lediglich die Frage, in welcher Form die Ausdehnung der Abkommen geschehen soll – ob gemäss dem italienischen Vorschlage unter summarischer Erwähnung der Stoffgebiete oder unter namentlicher Aufführung der in Frage kommenden Abkommen.

10. Abkommen über Campione:

Italien hat schon vor einem Jahre den Entwurf eines Abkommens über die Regelung aller Beziehungen zwischen Italien und der italienischen Enklave Campione, die vom schweizerischen Hoheitsgebiet umschlossen ist, vorgelegt. Es ist dies eine Angelegenheit, die das Politische Departement im Einvernehmen mit den andern in Betracht kommenden Verwaltungen behandelt. Die gegenwärtige Kriegszeit wäre für den Abschluss eines Abkommens am allerwenigsten geeignet. Nachdem man nun schon seit über hundert Jahren ohne Abkommen ausgekommen ist, wird man auch italienischerseits den Abschluss nicht als dringlich bezeichnen können[7].

II.
Schweizerische Begehren.

1. Kontingentsverwaltung:

Wie hiervor unter Ziffer I, 3, dargelegt worden ist, werden wir die Beibehaltung der schweizerischen Kontingentsverwaltung für eine Reihe italienischer Zolltarifpositionen unbedingt durchsetzen müssen. Es ist dies das Hauptbegehren, das wir bei den bevorstehenden Verhandlungen zu stellen haben werden, die nicht von schweizerischer, sondern von italienischer Seite verlangt worden sind.

2. Erhöhung italienischer Einfuhrkontingente:

Mit Rücksicht auf das Clearing werden wir mit Begehren um Erhöhung italienischer Einfuhrkontingente zurückhaltend sein müssen. Es wird sich erst im Verlaufe der Verhandlungen ergeben, in welchem Umfange solche Begehren gestellt werden können.

In Betracht kommen auch einige wenige Begehren um Übertragung von Kontingenten von einer Position auf eine andere.

3. Vieheinfuhr in Italien:

Der Braunviehzuchtverband hat einige Wünsche zur Erleichterung des Zuchtviehverkaufs nach Italien anhängig gemacht, da die im letzten Jahre getroffenen Vereinbarungen wegen einiger Formalitäten und Qualitätsvorschriften einem grössern Absatz hindernd im Wege stehen. Die Frage, ob und inwieweit diese Wünsche bei den bevorstehenden Verhandlungen verfochten

---

6. *Cf.* E 2200 Rom 23/1, E 7110 1967/32/900 Italien, *et aussi N° 44.*
7. *Cf.* E 4260 (C) 1974/34/74.

werden sollen, wird von Herrn Dr. Borel im Einvernehmen mit dem Veterinäramt noch geprüft.

4. Begehren zum italienischen Zolltarif:

Nach dem italienischen Zolltarif werden Drehteile sowie Schrauben aus gewissen unedlen Mettalen nicht nach Material und Beschaffenheit, sondern nach dem Verwendungszweck verzollt. Daraus ergeben sich immer wieder Schwierigkeiten und Unsicherheiten bei der Verzollung, da die italienischen Zollbeamten natürlicherweise immer darnach trachten, Stücke, deren Verwendungszweck nicht sicher ist oder die für verschiedene Maschinen oder Apparate verwendet werden können, unter die höchstbelastete Position einzureihen. Es wird schweizerischerseits versucht werden müssen, diesen Zustand durch Anmerkungen zu den in Betracht kommenden Tarifpositionen zu ändern.

5. Italienische Ausfuhrbeschränkungen:

Italien hat die Ausfuhr aller wichtigern Waren verboten. Teils wegen tatsächlicher Knappheit, teils aber offenbar auch zum Zwecke der Anlegung grosser Lager, zum Teil jedoch ferner zum Zwecke des Verkaufs nach Ländern, die in freien Devisen bezahlen, wendet Italien die Ausfuhrbeschränkungen für die meisten Erzeugnisse, auf deren Bezug aus Italien wir mehr oder weniger angewiesen sind, gegenüber unserm Lande so scharf an, dass verschiedene Waren, deren Einfuhr früher das Clearing sehr stark befruchtet hat, fast oder überhaupt nicht mehr erhältlich sind. Es gilt dies beispielsweise für Heu, Stroh, Häute, Pyrit usw. Schon mit Rücksicht auf das Clearing, aber auch wegen unserer eigenen Landesversorgung werden wir eine Änderung dieses Zustandes anstreben müssen.

6. Herabsetzung schweizerischer Einfuhrkontingente:

Es ist hiervor bereits unter Ziffer I, 1, erwähnt worden, dass wir eine Herabsetzung des Kontingents für feinere Gemüse (Position 40 b 2) und allenfalls auch für Tomaten verlangen müssen. Mit Rücksicht auf das Clearing, auf die schweizerische Landesversorgung während der Kriegszeit und unsere eigenen Begehren, hauptsächlich hinsichtlich der Beibehaltung der Kontingentsverwaltung, werden wir bei Begehren um Herabsetzung schweizerischer Kontingente eine weise Mässigung an den Tag legen müssen.

7. Aufhebung vertraglicher Bindungen schweizerischer Zölle:

Das unter Ziffer I, 6, hiervor erwähnte Begehren um Aufhebung verschiedener vertraglicher Bindungen italienischer Zölle wird uns die erwünschte Gelegenheit bieten, unserseits einige Begehren um Entlassung aus vertraglichen Bindungen schweizerischer Zölle stellen zu können. Da Italien Begehren nur für Positionen stellte, unter denen die Einfuhr aus der Schweiz gleich null oder verhältnismässig bescheiden ist, werden auch wir in der Hauptsache nur Forderungen für Waren anhängig machen können, die Italien nur in verhältnismässig bescheidenen Mengen oder überhaupt nicht nach der Schweiz liefert. Die Dekonsolidierung werden wir verlangen vor allem für:

a) Kautschukwaren der Positionen 517, 518 und 529, deren Zölle nur gegenüber Italien gebunden sind und wo ein vermehrter Schutz der schweizerischen Produktion unbedingt am Platze sein wird.

b) Blumenzwiebeln und Pflanzenknollen der Position 206, da die Kultur im Wallis und in Kerzers aufgenommen worden ist und sehr ausdehnungsfähig sein soll; ein italienischer Verzicht wird aber praktisch erst ausgenützt werden können, wenn wir auch von Belgien den Verzicht auf die Zollbindung erwirkt haben werden.

c) Schnittblumen der Position 207, wofür wir die Aufhebung der Bindung zum mindesten für die Sommermonate Juli/September zu erlangen trachten werden. Auch hier ist der Zoll noch mit Belgien gebunden, das aber seit vielen Jahren jährlich nur einige wenige q geliefert hat.

d) Rizinusöl der Positionen 974a und 1117. Italien, das diese Zölle allein gebunden hat, liefert sozusagen nichts. Ob die Freigabe der Bindung zugunsten der Tessiner Industrie praktisch ausgenützt werden kann, steht allerdings einstweilen noch dahin, da es sich um einen Rohstoff handelt und Rohstoffe in der Regel im Tarif nur mit mehr nominellen Zöllen belastet werden.

e) Baumnüsse und Haselnüsse der Position 39 a 4, Fischkonserven der Positionen 88 und 89 a/b, feine Konserven der Position 103, lederne Handschuhe der Position 202, Hüte der Positionen 564 und 568, Asbest- und Mica-Erzeugnisse der Position 635 b, Kabel der Positionen 825/828, Riechstoffe der Position 1052, falsche Bijouterie der Positionen 1146 und 1146 a.

Es erübrigt sich, auf diese Begehren näher einzustreten, für die wir die Freigabe teils aus fiskalischen Gründen, teils aber auch nur zu taktischen Zwecken verlangen.

Alle hiervor erwähnten Verhandlungsgegenstände haben wir mit den in Betracht kommenden schweizerischen Wirtschaftskreisen erörtert und abgeklärt.

B. CLEARINGPOLITISCHE FRAGEN.

Der schweizerisch-italienische Zahlungsverkehr wickelt sich teilweise innerhalb eines Clearing-Systems ab (Warenverkehr sowie Zins- und Dividenden-Zahlungen), andernteils ausserhalb des Clearings in freien Devisen (Reiseverkehr und Versicherungsverkehr).

I.
Der Zahlungsverkehr innerhalb des Clearings.

Der schweizerisch-italienische Clearingverkehr hatte vom Inkrafttreten des Clearing an, d.h. seit 10. Dezember 1935 bis heute, einen Umsatz von etwas über 500 Millionen Fr. Die dem Clearing zugeflossenen Mittel, d.s. die Einzahlungen bei der Schweizerischen Nationalbank in Zürich, betrugen vom Dezember 1935 bis Ende Februar 1940 505,3 Millionen Fr. oder monatsdurchschnittlich 9,907 Millionen Fr. Nach dem Verteilungsschlüssel des geltenden Clearingabkommens sind 80% der Einzahlungen für Waren und Nebenkosten des Warenverkehrs im weitern Sinne, 20% der Einzahlungen für den Transfer von Zins- und Dividenden-Forderungen aus Italien nach der Schweiz zu verwenden. In Wirklichkeit erhielt der Waren-Sektor (Waren und Nebenkosten) etwa 81½%, während auf den Finanz-Sektor (Zinsen und Dividenden) nur 18,5% entfielen. Dieses Abweichen vom Verteilungsschlüssel des Vertrages hat

seine Ursache in der Hauptsache darin, dass vom Finanz-Konto, welches trotz der 100%igen Überweisung sämtlicher Zins- und Dividenden-Ansprüche Überschüsse aufwies, vorläufige Überträge auf das Warenkonto gemacht worden sind, welches bis unmittelbar vor dem Kriege notleidend war. Diese reichliche Speisung des Finanzkontos einerseits und die zu knappe Dotierung des Warenkontos anderseits bildeten bereits seit langer Zeit das Kernproblem des schweizerisch-italienischen Clearingverkehrs. Die knappe Speisung des Warenkontos äusserte sich darin, dass auf diesem Konto Fehlbeträge entstanden sind, welche sich unmittelbar vor dem Kriege, d.h. Ende August 1939, auf 45½ Millionen beliefen. Diese Fehlbeträge im Clearing bewirken bekanntlich, dass für die schweizerischen Exportgläubiger Wartefristen entstehen. Im schweizerisch-italienischen Clearing belief sich die Zeitspanne zwischen der Einzahlung des Betrages durch den italienischen Schuldner in Rom und der Auszahlung des Betrages in Zürich bei einem Saldo von 45½ Millionen auf über 6 Monate. Es ist klar, dass eine solche Wartefrist besonders in den unruhigen Vorkriegszeiten und in noch viel höherem Masse in den heutigen Kriegszeiten für den Exporteur völlig untragbar ist. Das von der Exportseite seit langem angemeldete Postulat lautete deshalb auf eine bessere Speisung des Warenkontos. Diese Verbesserung kann praktisch nur auf Kosten der Speisung des Finanzkontos erfolgen.

Zwar haben sich die Verhältnisse seit Kreigsausbruch insofern geändert, als die Einzahlungen in Zürich in den letzten 7 Monaten eine starke Zunahme erfuhren. Während sich, wie oben erwähnt, die monatsdurchschnittlichen Einzahlungen seit Beginn des Clearings auf 9,9 Millionen Fr. belaufen, erreichen diese Einzahlungen in der Kriegsperiode vom September 1939 bis Ende März 1940 einen monatsdurchschnittlichen Betrag von 14,8 Millionen. Diese verbesserte Speisung hat sich sofort auf den Clearingsaldo des Warenkontos ausgewirkt. Dieser ist nämlich von 45½ Millionen (Ende August 1939) auf 17½ Millionen (Ende März 1940) gesunken. Damit haben sich auch die Wartefristen für die Transferierung der Exportguthaben entsprechend verringert. Bei gleichbleibenden Einzahlungen wird der Saldo des Warenkontos in einigen wenigen Monaten vollständig verschwunden sein.

Trotz dieser Verbesserung haben Handel, Industrie und Landwirtschaft das dringliche Begehren nach einer Erhöhung der bisherigen Quote von 80% gestellt. Dieses Begehren, welches wir hiermit zu unserem eigenen machen, stützt sich im wesentlichen auf folgende Gründe:

Angesichts der bisherigen knappen Dotierung des Warenkontos musste schweizerischerseits stets dafür gesorgt werden, dass die Ausfuhr schweizerischer Waren nach Italien den Rahmen der allgemeinen Exportkontingente, die sich nach unserer Ausfuhr im Jahre 1934 bemessen, nicht überschritt. Dies führte dazu, dass italienische Begehren für zusätzliche Bezüge aus der Schweiz zulasten des Clearings besonders in der letzten Zeit häufig abgewiesen werden mussten. In solchen Fällen verblieb den Italienern, wenn sie auf die Ware dringend angewiesen waren, nichts anderes übrig, als sie ausserhalb des Clearings, gegen Bezahlung in freien Devisen, zu beziehen. Diese Sachlage ist umso unerfreulicher, als Italien seinerseits in vermehrtem Masse dazu überzugehen trachtet, bestimmte Waren von kriegswirtschaftlicher Bedeutung trotz Bestehen des Clearingabkommens nurmehr gegen Bezahlung in freien Devisen zu liefern. Je

mehr wir unserseits die Benutzung des Clearings für von Italien gewünschte Waren verweigern müssen, desto mehr setzen wir uns der Gefahr aus, dass Italien auch seinerseits Waren, die in der Schweiz dringend benötigt werden, nicht mehr über den Clearing liefert. Es liegt auf der Hand, dass wir darnach trachten müssen, den Gegenwert möglichst aller Warenbezüge aus Italien dem Clearing zuzuführen. Dies ist notwendig einmal um unsern Export nach Italien, welcher von der Höhe der Clearingeinzahlungen abhängig ist, zu fördern, und ferner sollten wir Italien in die Lage versetzen können, die für seinen kriegswirtschaftlichen Bedarf notwendigen Waren (z. B. Maschinen) über den Clearing aus der Schweiz zu beziehen. Das versetzt anderseits wieder die Schweiz in die Möglichkeit, von Italien die Belieferung mit notwendigen Rohstoffen etc. zu verlangen. Im übrigen ist eine möglichst weitgehende Befriedigung italienischer Kaufswünsche in der Schweiz auch dazu angetan, die politischen Verhältnisse der beiden Staaten im günstigen Sinne zu beeinflussen.

Aus diesen Gründen besteht auch heute noch das wichtigste Clearingproblem mit Italien darin, dem Warenkonto bezw. dessen Speisung eine sichere Grundlage zu geben, und zwar nicht nur im Hinblick auf den jetzigen günstigen Stand der Einzahlungen, sondern insbesondere auch im Hinblick auf eine allfällige Verschlechterung der Clearingeinnahmen. Eine solche Verschlechterung muss bei Italien stets in den Bereich des Möglichen gezogen werden. Man denke nur an die grosse Bedeutung der Obsteinfuhr für die Alimentierung des Clearings. Während im letzten Jahr die Obsteinfuhr im Vergleich zum vorangehenden Jahre eine wesentliche Zunahme erfahren hat, kann dieses wichtige Clearingaliment vollständig ausfallen, wenn wir in der Schweiz eine gute Obsternte haben. Ähnlich verhält es sich mit der Einfuhr von Südfrüchten, von Kartoffeln und von Wein, welche für die Clearingspeisung von ausschlaggebender Bedeutung ist. Dabei ist in Betracht zu ziehen, dass Spanien, mit dem kürzlich ein Clearing- und Handelsvertrag abgeschlossen wurde, nach längerem Ausfall nun wieder auf dem Markt in Erscheinung tritt und zwar gerade in denselben Positionen, unter welchen Italien ein wichtiger Lieferant der Schweiz ist. Die Wiedereinschaltung Spaniens in den internationalen Handel könnte auf unsere Importe aus Italien eine stark hemmende Wirkung ausüben. Es ist deshalb angezeigt, das Warenkonto auch für den Fall von abnehmenden Clearingeinnahmen so zu dotieren, dass die in der Vergangenheit so hindernd wirkende Verschuldung nicht mehr in so starkem Umfang eintreten kann.

Der Vertreter des Exportes hat aus diesen Gründen den Vorschlag gemacht, die Finanzquote von 20 auf 12% herabzusetzen, dabei aber dem Finanzkonto bei steigenden Einnahmen eine bessere Speisung zu ermöglichen; diese Besserung sollte auf Vorschlag des Exportvertreters darin bestehen, dass dem Finanzkonto von den monatlichen, 12 Millionen übersteigenden Beträgen 20% gutgeschrieben werden. Auf diese Weise würde das Finanzkonto erhalten:

bei einer Monatseinzahlung von 10 Mio 1,20 monatlich oder 14,4 jährlich
» » » » 11 Mio 1,32 » » 15,8 »
» » » » 12 Mio 1,44 » » 17,3 »
» » » » 13 Mio 1,64 » » 19,7 »
» » » » 14 Mio 1,84 » » 22,1 »

bei einer Monatseinzahlung von 15 Mio 2,04 monatlich oder 24,5 jährlich
» » » » 16 Mio 2,24 » » 26,9 »

Auf der andern Seite ist in Erwägung zu ziehen, dass der Transferierung der Erträgnisse unserer Kapitalguthaben im Ausland angesichts der ganz besondern Anforderungen an die schweizerische Zahlungsfähigkeit im internationalen Zahlungsverkehr eine ganz besondere Bedeutung zukommt. Die schweizerischen Kapitalanlagen in Italien betragen ca. 500 Millionen Fr. Sie sind im Publikum stark verteilt, stellen also keine ausgesprochenen Bankinteressen dar. Wo die Erträgnisse Holding-Gesellschaften, wie der Elektro-Bank in Zürich und der Italo-Suisse in Genf[8] zufliessen, handelt es sich um Institute, deren Aktien wiederum weit im Publikum herum verteilt sind. Soweit es sich um nicht in Form von Wertpapieren gekleidete Forderungsrechte, wie Einzeldarlehen, Hypothekarforderungen und Beteiligungen an kleinern Gesellschaften handelt, so sind diese besonders in den Kantonen Tessin und Graubünden beheimatet, d.h. in schweizerischen Wirtschaftsgebieten, welche heute vielleicht eine besondere Berücksichtigung verdienen. Wenn ferner in Betracht gezogen wird, dass es sich bei unsern Kapitalanlagen in Italien vielfach um das Ergebnis schweizerischer Pionierarbeit im italienischen Wirtschaftsgebiet handelt, welches durch die mehrfachen Lire-Abwertungen schon starken Belastungen unterworfen worden ist, so wird man zum Schluss kommen müssen, dass auch die Finanzinteressen einer angemessenen Berücksichtigung im Clearing teilhaftig werden müssen.

Der heutige Stand der Clearingeinzahlungen erleichtert nun einen Entscheid über die Aufteilung des Clearingsubstrats auf Finanz- und Warengläubiger insofern, als die gegenwärtige Clearingspeisung eine volle Transferierung der Zins- und Dividendenansprüche auch dann erlaubt, wenn die Quote von 20% herabgesetzt wird. Nach angestellten Erhebungen macht die Gesamtsumme der schweizerischen clearingberechtigten Finanzanprüche jährlich ca. 27 Millionen aus. Im Durchschnitt der Jahre 1938/1939 betrug die effektive Beanspruchung des Transferkontos zwar nur etwas über 25 Millionen Fr. jährlich.

Geht man von den Einzahlungsziffern seit Kriegsausbruch aus (unter Weglassung des als anormal zu betrachtenden Monats September, in dem überhaupt alles einigermassen ins Stocken kam), so erhält man eine monatsdurchschnittliche Einzahlung von genau 15 Millionen Fr. Wenn man den von seiten der Exportgläubiger vorgeschlagenen Verteilungsschlüssel etwas verbessert, indem man den Basis-Prozentsatz statt mit 12 mit 13% ansetzt, so erhalten die Finanzgläubiger bei einem Einzahlungsdurchschnitt von 15 Millionen monatlich ungefähr genug, um die anfallenden Vermögenserträgnisse voll zu transferieren, wie sich aus folgender Tabelle ergibt:

---

8. *Sur la Société financière italo-suisse, fondée à Genève en 1902 pour reprendre des participations suisses dans l'industrie électrique de l'Italie méridionale, cf.* E 2001 (E) 2/593-594 *et* E 2001 (E) 1968/78/298.
Pour des exposés généraux sur les investissements suisses en Italie, cf. E 7001 (B) 1/29, E 2001 (D) 1/253 *et* E 2001 (E) 2/592.

	monatl.	*jährl.*
Bei monatl. Einz. von 10 Mio würde das Finanzkonto erhalten	1,30	15,60
Bei monatl. Einz. von 11 Mio würde das Finanzkonto erhalten	1,43	17,16
Bei monatl. Einz. von 12 Mio würde das Finanzkonto erhalten	1,56	18,72
Bei monatl. Einz. von 13 Mio würde das Finanzkonto erhalten	1,76	21,12
Bei monatl. Einz. von 14 Mio würde das Finanzkonto exhalten	1,96	23,52
Bei monatl. Einz. von 15 Mio würde das Finanzkonto erhalten	2,16	25,92
Bei monatl. Einz. von 16 Mio würde das Finanzkonto erhalten	2,36	28,32

Wir möchten Ihnen deshalb vorschlagen, das Finanzkonto in der Weise zu dotieren, dass bei monatlichen Einzahlungen bis zu 12 Millionen Fr. im Minimum 13% dieser Einzahlungen dem Finanzkonto gutgeschrieben werden. Betragen die Einzahlungen in einem Monat mehr als 12 Millionen Fr., so sollen dem Finanzkonto von den darüber hinausgehenden Beträgen 20% gutgeschrieben werden.

Dabei soll eine Bestimmung in den Vertrag aufgenommen werden, wonach allfällige Überschüsse, welche nach einer 100%igen Transferierung der Vermögenserträgnisse noch auf dem Finanzkonto verbleiben, laufend und definitiv auf das Warenkonto überschrieben werden.

Eine solche Übertragung von Überschüssen des Finanzkontos auf das Warenkonto ist auch bis jetzt praktisch schon durchgeführt worden, allerdings in der Weise, dass die Beträge dem Warenkonto nur «leihweise» zur Verfügung gestellt wurden. Augenblicklich beträgt die «Anleihe» des Warenkontos beim Finanzkonto 9 Millionen Fr. Von Warengläubiger-Seite wurde das Begehren gestellt, diese 9 Millionen dem Warenkonto definitiv zuzuschreiben, während die Finanzgläubiger einen Anspruch auf diese 9 Millionen zu haben glauben, insbesondere für den Fall, dass ihr Anteil an den Clearingeinnahmen beschränkt würde. Die Finanzgläubiger weisen zur Begründung ihres Anspruchs darauf hin, dass die Vermögenserträgnisse ursprünglich nur zu 40%, später zu 80% und dann erst zu 100% überwiesen worden sind. Der Saldo sei also entstanden durch Verzichte der Finanzgläubiger auf vollen Transfer. Deshalb sollten nun diese 9 Millionen dem Transferfonds gleichsam als Sicherheitsmarge belassen werden.

Wir müssen darauf hinweisen, dass ein rechtlicher Anspruch auf diese 9 Millionen für die Finanzgläubiger nicht besteht. In der Tat wurde in Dezember 1935 bei Vertragsabschluss die Finanzgläubiger-Quote mit 20% festgesetzt in der Annahme, dass diese Quote nur für eine teilweise Bewältigung der Transferansprüche ausreiche[9]. Wenn nun die Finanzgläubiger nicht nur die damals

9. *Cf. DDS vol. 11, N^os 187 et 188.*

angenommene Transfermöglichkeit von 40% verbessert haben, sondern sogar seit längerer Zeit zur 100%igen Transferierung übergehen konnten, so haben sie praktisch mehr erhalten, als ihnen im Vertrage zugedacht war. Es wurde anderseits bereits darauf hingewiesen, dass die Entwicklung des Warenkontos im umgekehrten Sinne stattfand. Es kann deshalb von einem Rechtsanspruch der Finanzgläubiger nicht wohl gesprochen werden.

Auch in tatsächlicher Hinsicht ist eine Rückübertragung der 9 Millionen vom Warenkonto auf das Finanzkonto nicht angezeigt, denn dadurch würde die Sicherung des Warenkontos für den Fall sinkender Clearingeinnahmen auf längere Zeit illusorisch gemacht. Die durch die Reduktion der Quote herbeigeführte Besserstellung des Warenkontos für den Fall sinkender Clearingeinnahmen würde bei einer Reduktion der Finanzquote von 20 auf 13% ca. 8,4 Millionen Fr. jährlich bei einer durchschnittlichen Monatseinnahme von 10 Millionen ausmachen. Dieser Betrag entspricht fast genau dem Betrag von 9 Millionen, welchen die Finanzgläubiger beanspruchen.

Die übrigen auf dem Gebiete des Clearings zur Diskussion stehenden Probleme haben den Charakter von technischen und Einzelfragen. Sie sollen deshalb in diesem Rahmen nicht berührt werden. Eine Ausnahme gilt höchstens für das italienische Begehren der Abschaffung der sogenannten «Wiederanlage-Lire». Im bisherigen Abkommen war nämlich für die nicht transferierten schweizerischen Kapitalansprüche, also für nicht transferierbare Vermögenserträgnisse und insbesondere zur Rückzahlung fällige Kapitalansprüche eine besonders günstige Wiederanlagemöglichkeit geschaffen, deren Hauptvorteil in der Negoziabilität der auf solche Wiederanlange-Konten einbezahlten Beträge bestand. Die Italiener wünschen die Abschaffung dieser Lireart aus devisenpolitischen Gründen.

Die Delegation wird diesem Begehren nach Möglichkeit entgegentreten, und falls dem italienischen Begehren dennoch stattgegeben werden muss, einen möglichst guten Ersatz für die Wiederanlage-Lire zu schaffen versuchen. Dieses Postulat muss übrigens nicht nur im Interesse der Finanzgläubiger gestellt werden. Es hat seine ganz besondere Bedeutung auch für die Frage der Schaffung einer möglichst günstigen Transfermöglichkeit für die Guthaben schweizerischer Rückwanderer aus Italien.

II.

Der Zahlungsverkehr ausserhalb des Clearings.

Ausserhalb des Clearings, d.h. in freien Divisen, wickeln sich die Zahlungen im Reise- und Versicherungsverkehr ab. Eine genügende Dotierung dieser beiden Gruppen kann von der Schweiz nur im Rahmen einer ausgeglichenen Zahlungsbilanz gefordert werden, d.h. wir werden uns auch Italien gegenüber auf den Boden der Bilateralität stellen müssen und von den Italienern nicht mehr Devisen verlangen können, als wir selbst ihnen zur Verfügung stellen.

Auf dem Gebiete der Zahlungsbilanz war die überragende schweizerische Leistung früher stets der schweizerische Reiseverkehr nach Italien. Diese sehr erhebliche und für Italien als ausgesprochenes Land des Tourismus sehr interessante Devisenquelle ist infolge des Krieges natürlich arg in Mitleidenschaft

gezogen worden. Dafür sind an die Stelle des Reiseverkehrs andere Posten getreten und zwar insbesondere die schweizerischen Zahlungen für Seetransporte auf italienischen Schiffen sowie schweizerische Zahlungen für Waren, welche Italien nur gegen freie Devisen liefert. Diese schweizerischen Leistungen können aber nicht im vollen Umfange angerechnet werden, weil Italien einen Teil der gewonnenen Devisen selbst wieder weiterleiten muss. Dies trifft zu bei den Zahlungen für Seefrachten und bei den Zahlungen für flüssige Brennstoffe, für welche Italien in jüngster Zeit ein für die Schweiz wesentlicher Versorger geworden ist.

Auch Italien macht unter dem gegenwärtigen Zahlungsregime eine Reihe von Zahlungen ausserhalb des Clearingverkehrs, namentlich auf dem uns besonders interessierenden Gebiete des italienischen Reiseverkehrs nach der Schweiz. Ferner gleicht Italien die sich im Bahnabrechnungsverkehr zwischen den Schweizerischen Bundesbahnen und den italienischen Staatsbahnen ergebenden Saldi in freien Devisen aus. Diese Saldi haben hauptsächlich durch die Zunahme des Transitverkehrs Deutschland-Schweiz-Italien (Kohlentransporte) ein wesentliches Ausmass angenommen.

Im Folgenden sind die Leistungen der Schweiz und die Zahlungen Italiens einander gegenübergestellt. Die zahlenmässigen Angaben beruhen grösstenteils auf Schätzungen.

Leistungen der Schweiz in freien Devisen:	
Schweizerischer Reiseveverkehr nach Italien pro Jahr heute ca.	11 Mio Fr.
Kleiner Grenzverkehr, Saldo pro Jahr ca.	1 Mio Fr.
Seefrachten für den Transport von Export- und Importgütern auf italienischen Schiffen pro Jahr ca. 30 Mio; rechnet man, dass Italien davon die Hälfte den Drittstaaten weitergeben muss, so bleibt eine Netto-Devisenleistung der Schweiz von ca.	15 Mio Fr.
Zahlungen ausserhalb Clearing für schweizerische Warenbezüge aus Italien pro Jahr 32 Mio; rechnet man, dass Italien 50% dieser Devisen an Drittländer weiterleiten muss (z. B. für das Rohöl bei der Benzinraffination), so bleibt eine Devisenleistung der Schweiz von netto	16 Mio Fr.
Total Devisenleistungen der Schweiz	43 Mio Fr.
Leistungen Italiens in freien Devisen:	
Italienischer Reiseverkehr nach der Schweiz pro Jahr ca.	3 Mio Fr.
Devisenzahlungen Italiens im sogenannten Bahnabrechnungsverkehr pro Jahr ca.	20 Mio Fr.
Total Devisenleistungen Italiens	23 Mio Fr.

Aus dieser Aufstellung ergibt sich, dass die schweizerische Zahlungsbilanz gegenüber Italien mit etwa 20 Millionen passiv ist. Dabei ist zu berücksichtigen,

dass der schweizerische Kapital-Zahlungsverkehr nach Italien, wie nach dem übrigen Ausland, vollkommen frei ist, während Kapitalzahlungen aus Italien nach der Schweiz praktisch gar nicht in Frage kommen. Deshalb wird das Zahlungsbilanzpassivum der Schweiz praktisch noch höher sein als oben ausgewiesen wurde. Daraus ziehen wir vor allem die Schlussfolgerung, dass in unserer gegenseitigen Zahlungsbilanz noch sehr reichlich Raum ist für eine *bessere Speisung des Reiseverkehrs* aus Italien nach der Schweiz. Der gegenwärtige Zustand auf diesem Gebiet ist vollkommen untragbar. Auf der andern Seite böte gerade Italien für die am meisten betroffenen Fremdenverkehrszentren eine Chance, die in den heutigen Kriegszeiten daniederliegende Fremdenindustrie einigermassen über Wasser zu halten. Es wird deshalb Aufgabe der schweizerischen Delegation sein, von der italienischen Regierung mit allem Nachdruck zu verlangen, dass in irgendeiner Form Mittel zur Verfügung gestellt werden, um die schweizerische Hotelindustrie zu befruchten. Die schweiz. Fremdenverkehrskreise sind darauf vorbereitet, den Italienern auch für die technische Durchführung praktische Vorschläge zu machen, welche die von Italien stets gefürchtete Kapitalflucht nach dem Ausland verhindern soll. Diese Vorschläge gipfeln in der Einführung eines Kontrollsystems, ähnlich wie wir es im Verkehr mit Deutschland besitzen. Ein besonderes Augenmerk wird darauf gerichtet werden müssen, den in Italien domizilierten Schweizern in diesem Rahmen die Möglichkeit zu geben, ihre Ferien in der Schweiz zu verbringen, ihre Kinder in schweizerische Erziehungsinstitute zu schicken oder in schweizerischen Kuranstalten Aufenthalt zu nehmen.

Was schliesslich den Versicherungsverkehr anbelangt, so ist dieser zahlenmässig ungefähr ausgeglichen, sofern man die Leistungen der Schweiz. Unfallversicherungsanstalt in Luzern in den Rahmen der Versicherungsleistungen einbezieht, was durchaus am Platze ist. Auch auf diesem Gebiete hat das bisherige Verhalten Italiens zu sehr viel Klagen Anlass gegeben. Ein gutes Vorzeichen für die Verhandlungen ist vielleicht darin zu erblicken, dass die Schweiz für Italien in der heutigen Zeit als Rückversicherungsmarkt an Interesse stark gewonnen hat und dass die Vertreter der Rückversicherung bereit sind, ihr Gewicht auch zugunsten der sogenannten Direktversicherer (Unfall-, Haftpflichtversicherung etc.) in die Waagschale zu werfen.»

Antragsgemäss wird

beschlossen:

1. Dieser Bericht wird als Instruktion an die Verhandlungsdelegation genehmigt.

2. Es wird eine Verhandlungsdelegation in folgender Zusammensetzung ernannt:

Direktor Dr. J. Hotz, Leiter der Delegation,

ferner als Delegierte:

Oberzollinspektor Häusermann von der Eidg. Oberzolldirektion, Bern;

Dr. A. Borel, Vize-Direktor des Schweiz. Bauernverbandes, Brugg;

M. Schwab, Direktor der Schweiz. Nationalbank, Zürich;

Dr. Ch. Zoelly, Präs. des Komitees Italien der Schweiz. Bankierver. Zürich;

Nat. Rat. Dr. M. Gafner, Präsident des Schweiz. Fremdenverkehrs-Verbandes, Bern;

Dr. H. Herold, Sekretär des Vororts des Schweiz. Handels- und Industrie-Vereins, Zürich;
Dr. E. Frölich, Direktor der Schweiz. Rückversicherungsgesellschaft, Zürich;
Nationalrat F. Rusca, Chiasso.
Als Experte:
Dr. F. Gygax, von der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements.

269

E 5155 1968/12/2

Le Chef de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail du Département de l'Economie publique, P. Renggli, à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique

Copie
L Re/DS

Bern, 26. April 1940

Gemäss Ihrem Schreiben vom 25. April[1] hat heute die in Aussicht genommene Besprechung stattgefunden, an welcher teilnahmen Herr Minister Dr. Sulzer, Herr Oberst Fierz, Herr Direktor Homberger, Herr Dr. Kohli vom Politischen Departement und Herr Stadler.

Auf Grund einlässlicher Aussprache war man allseits einig, dass die Formulierung, wie sie im englischen Entwurf zu einem «Draft-agreement» vorliegt[2], unannehmbar sei. Insbesondere wurde betont, dass die Schweiz keine materielle Garantie für die Einhaltung privater Lieferungsverträge übernehmen könne, schon deshalb nicht, weil oft bei schweizerischen Unternehmern das Bestreben besteht, zuviel zu versprechen.

Andererseits ist man einig darüber, dass es im Interesse unseres Exportes wünschbar wäre, eine Verständigung zu finden, und dass eine ganz allgemeine Erklärung, wie sie in Paris abgegeben wurde, den Engländern wohl nicht genüge. Es ist auch zuzugeben, dass für die kriegführenden Mächte die Einhaltung bestimmter Lieferungsprogramme für Kriegsmaterial so wichtig ist, dass das Bestreben, eine bestimmte Zusicherung zu erhalten, verständlich scheint. Es schien den Anwesenden ferner wünschbar, diese Zusicherung nicht in den Vertrag selbst aufzunehmen, sondern sie in eine separate Note zu kleiden. Ihr Inhalt könnte ungefähr dahin gehen, dass die Schweiz keineswegs die Absicht habe, die Ausführung von Aufträgen, für welche die Kriegstechnische Abteilung die Ausführungsbewilligung erteilt hat, durch nachträgliche Eingriffe der Behörden zu erschweren oder zu verzögern. Es scheint nicht unmöglich, für

1. *Non reproduit; cf.* E 7110 1967/32/821 Grossbritannien.
2. *Reproduit en annexe.*

bewilligte Aufträge die Erteilung der Ausfuhrbewilligung in bestimmte Aussicht zu stellen, wobei immerhin ein Vorbehalt formuliert werden muss, dahingehend, dass wenn die militärische Sicherung der Schweiz es unerlässlich macht, Massnahmen, welche die Sicherung des eigenen Landes erfordert, durch höchste militärische oder zivile Instanzen ergriffen werden können.

Herr Direktor Homberger hat es übernommen, für diesen Gedanken eine Formulierung zu suchen, die nachher noch intern abgeklärt werden muss. Erst nachher soll mit Herrn Setchell Fühlung genommen werden. Herr Direktor Homberger wird auch Herrn Prof. Keller über das Ergebnis der heutigen Besprechung orientieren.

Im Laufe der Diskussion wurde betont, dass es wünschbar wäre anzudeuten, dass die Auftraggeber dafür einzustehen haben, dass das notwendige Rohmaterial zur Ausführung der Aufträge der schweizerischen Industrie zur Verfügung gestellt wird.

Der englische Entwurf spricht nicht nur von Rüstungsaufträgen, für welche in Zukunft seitens der Kriegstechnischen Abteilung die Ausführungsbewilligung erteilt wird, sondern auch von früher bewilligten Aufträgen, die teilweise in die Friedenszeit zurückgehen können. Herr Oberst Fierz glaubt aber, dass bei der Erteilung der Bewilligung vorsichtig genug vorgegangen sei, sodass man keinen Vorbehalt für solche ältere Bewilligungen zu machen brauche. Immerhin wird dieser Punkt von der Kriegstechnischen Abteilung noch genauer überprüft werden müssen.

In Zukunft wird die Kriegstechnische Abteilung bei Erteilung der Ausführungsbewilligung sich jeweilen mit der zuständigen Fachsektion des Kriegs-Industrie-und-Arbeits-Amtes in Verbindung setzen, wie sie dies übrigens schon bis jetzt gewöhnlich getan hat, damit auch vom Standpunkt der schweizerischen Versorgung aus nicht zu viel versprochen wird.

Selbstverständlich ist, dass auch in Zukunft formell eine Ausfuhrbewilligung wird eingeholt werden müssen, schon mit Rücksicht auf die Kontrolle. Dies ist aber eigentlich auch nach dem englischen Wortlaut (I des Entwurfes) vorgesehen.

Ferner wird es nicht möglich sein, inbezug auf erforderliche Dispensationen für die Ausführung dieser Aufträge Bindungen einzugehen, wie sie der englische Entwurf vorsieht. Es könnte höchstens erwogen werden, ob man diesbezüglich zugestehen wollte, dass Dispensationsgesuche in gleicher Weise behandelt würden wie solche für schweizerische Lieferungen. Besser wäre es aber, wenn man diesen Punkt überhaupt weglassen würde.

ANNEXE

DRAFT AGREEMENT BETWEEN SWITZERLAND AND THE UNITED KINGDOM[3]

«(1) The Government of the Swiss Federal Council will do everything in its power to facilitate and increase the import from the United Kingdom into Switzerland and Liechtenstein of available goods and materials for Swiss consumption.

(2) The Government of the Swiss Federal Council undertake, with regard to all contracts already placed or hereafter to be placed in Switzerland by the British Admiralty, War Office, Air Ministry and Ministry of Supply, that the Swiss Government, by giving its approval for the placing of a contract with a Swiss firm by any of the said Government departments, undertake the following obligations:

(I) To grant all necessary export licences.

(II) To do nothing which might prevent the full performance of the contract by the form concerned and/or by its sub-contractors by any requisition or commandeering action, or by any interference by or on behalf of any authority under the control of the Swiss Government, or by giving unreasonable priority to Swiss Government orders.

(III) To exempt from military service without interruption for the duration of the contract all the labour personnel necessary for the performance of the contract.

In order to ensure a division of priority in orders satisfactory to both parties, the Swiss Government agree that by granting approval for the placing of a contract, they recognize that the delivery dates in the contract can be fulfilled without interference with the priority desired by the Swiss Government for its own orders.

(3) The Government of the Swiss Federal Council recognizing the importance to the United Kingdom of the due fulfilment of Admiralty contracts Nos. C.P. 32768/39 and 54461/39 made with the Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon and, having regard to the fact that these contracts were placed before the outbreak of war, undertake that the following additional provisions shall be applicable to these contracts:

(a) That the minimum programme of deliveries shown below (which can be fulfilled by Oerlikon under the conditions at present existing) shall not be interfered with or delayed on account of new or increased Swiss Government orders, or on account of further increases in priority for existing Swiss orders, placed on Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon or on any of its sub-contractors engaged on the British Admiralty contracts.

Programme of Deliveries (Minimum)

	Month.	*No. delivered.*
1940	February	30
	March	60
	April	80
	May	100
	June	100
	July	100
	August	100
	September	130

Thereafter at 130 per month until completion.

(b) That if it is found possible to exceed the above minimum programme by means of additional manufacturing capacity arranged by Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon for this purpose, then the British contracts shall be permitted to have the full benefit thereof.

---

3. *Le texte du* Draft Agreement *figure en annexe d'une lettre (non reproduite) de Sulzer à Renggli, Fierz, Werthmüller, Koechlin et Stadler du 25 avril* (E 5155 1968/12/2).

(c) That the Swiss Government shall afford all necessary facilities for the delivery with the guns ordered under the two Admiralty contracts referred to in ...3 above of a corresponding amount of ammunition ordered under the said contracts.

That where the Swiss Government themselves are a sub-contractor to Oerlikon for ammunition components, they will supply these in sufficient quantities to enable deliveries of ammunition to be made in accordance with the provision of the preceding paragraph.

Nothing in the two preceding paragraphs shall be taken to apply to the supply of Nitro-Cellulose propellant, with regard to which it is recognized that special circumstances exist which render supply by Swiss Government difficult.»[4]

4. *Sulzer commente le* Draft Agreement *de la façon suivante:* Von der Stellungnahme der Schweiz zu diesen Vertragsklauseln hängt der befriedigende Abschluss der gegenwärtigen Verhandlungen weitgehend ab, die sich, wie wir von Herrn Prof. Keller hören, inbezug auf die Exportpostulate der Schweiz auf gutem Wege befinden. England ist bereit uns gegenüber seiner bisherigen Einstellung wesentliche Konzessionen einzuräumen.

270

J.I. 7.1/5

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter

L Paris, 2. Mai 1940

Gestern bat mich der französische Finanzminister, Herr Lamoureux, mit dem ich seit Jahren persönlich befreundet bin, zu sich, um mir folgende Mitteilungen zu machen:

Der französische Ministerpräsident hat vertraulichen Bericht erhalten, wonach sich unter der Führung des Schweizerischen Bankvereins in Basel sehr beträchtliche Goldtransaktionen für deutsche und russische Rechnung über die Schweiz nach den U.S.A. abwickeln. Die Sache soll so vor sich gehen, dass russisches und deutsches Gold in der Nacht in plombierten, von Agenten der Gestapo bewachten Wagen, in die Schweiz eingeführt und nach Le Locle transportiert wird. Dort werde es raffiniert und mit dem schweizerischen Stempel versehen[1]. Hierauf werde es auf italienischen Schiffen nach den U.S.A. verbracht.

Die französisch-englischen Kontrollbehörden in Gibraltar hätten solche Goldsendungen schon verschiedentlich bemerkt, aber angesichts der ganzen Aufmachung und insbesondere des schweizerischen Stempels annehmen müssen, es handle sich um legitime schweizerische Goldsendungen nach Amerika. Diese Behörden seien auf das gröblichste getäuscht worden, wodurch ermöglicht wurde, dass die Feinde der Alliierten für den Import lebenswichtiger

1. *Cf. N° 242.*

Waren sehr beträchtliche Zahlungsmittel zur Verfügung erhalten hätten. Dass die Schweiz solche Machenschaften dulde, sei nicht nur «inamical» sondern neutralitätswidrig. Dass sich eine angesehene schweizerische Grossbank zu diesem Verkehr hergebe, sei äusserst bedauerlich und diese müsse gewärtigen, schwere Konsequenzen zu tragen. Er sprach ausdrücklich von der schwarzen Liste. Die Alliierten seien entschlossen, diesem Verkehr mit allen Mitteln ein Ende zu bereiten. Er, Lamoureux, wäre sehr froh, wenn der Bundesrat von sich aus sofort die nötigen Massnahmen ergreifen würde. Er fügte noch bei, ein Mitglied des Direktoriums der Schweizerischen Nationalbank habe dem Gouverneur der Banque de France ausdrücklich zugegeben, die Nationalbank sei über diese Angelegenheit auf dem Laufenden, bedaure diesen Verkehr und habe vergeblich beim Bankverein Schritte unternommen, um die Angelegenheit zu stoppen.

Ich habe selbstverständlich Herrn Lamoureux sofort darauf aufmerksam gemacht, dass ich nicht einsehen könne, was diese Angelegenheit mit der schweizerischen Neutralität zu tun habe. Entweder sei die Einfuhr und Ausfuhr von Gold allgemein gestattet, dann könnten wir, gerade der Neutralität wegen, nicht die einen Kriegführenden anders behandeln als die andern. Oder aber dieser Goldverkehr sei verboten oder eingeschränkt, dann müssten wieder alle Kriegführenden gleich behandelt werden. Ich könne auch nicht einsehen, dass die Anbringung des schweizerischen Stempels die Kontrollbehörden der Alliierten habe täuschen können, da dieser Stempel ja keineswegs ein Eigentumsrecht beurkunde, sondern lediglich feststelle, dass der Goldgehalt durch schweizerische Behörden kontrolliert worden ist.

Ich versprach ihm selbstverständlich, Ihnen sofort Bericht zu geben, damit diese etwas mysteriöse Angelegenheit, die hier beträchtliches Aufsehen erregt und in der auch das bekannte «2e Bureau» eifrig tätig war und ist, abgeklärt werde.

Ich wäre Ihnen sehr dankbar, wenn Sie mich umgehend in den Stand setzen wollten, den französischen Finanzminister möglichst restlos aufzuklären und wenn möglich zu beruhigen[2].

---

2. *Wetter s'informera de cette affaire auprès de la Banque nationale. Le 16 mai 1940, il enverra à Stucki la copie d'une lettre du vice-président de la Direction générale de la Banque nationale, P. Rossy, du même jour, dans laquelle celui-ci expliquera:* Il y a un certain temps déjà, un membre de la mission diplomatique française m'a interpellé au sujet de ces opérations, qui sont reflétées par la statistique douanière suisse. Il m'a déclaré que les arrivages d'or russe et allemand à l'usine de raffinage de la Société de Banque Suisse au Locle préoccupaient les milieux français. Ces milieux craignaient que la contre-valeur de cet or ne serve partiellement à subventionner le mouvement communiste en France et que le reste ne soit employé à des fins contraires à notre neutralité. J'ai rassuré mon interlocuteur en lui disant qu'à mon avis la contre-valeur de cet or ne restait pas en Suisse et n'allait en aucun cas en France. J'ai ajouté qu'il devait s'agir d'opérations semi-industrielles et semi-financières d'un caractère régulier. Mon interlocuteur a admis avec moi que l'or russe qui, normalement, pourrait être expédié de Vladivostok à San Francisco prenait vraisemblablement le chemin de la Suisse, en raison de ce que l'or russe n'est probablement pas de bonne livraison à New York. *Rossy ajoute s'être entretenu de la question avec le Gouverneur de la Banque de France, Fournier, qui se serait montré rassuré* (J.I.131/58).

271

E 2001 (E) 1/5

La Légation de Suisse à Berlin au Département politique

Copie de réception
T No. 39.

Berlin, 2 mai 1940, 15 h 58
(*Reçu:* 2 mai, 17 h 15)

Der Aussenminister liess mich 11 Uhr 30 zu sich kommen und eröffnete mir Folgendes: Köcher berichtete, dass der Bundesrat neuem polnischen Gesandten das Agrement erteilen werde[1]. Hitler habe angeordnet, dass in diesem Fall der deutsche Gesandte zurückberufen werde. Ferner sei Hitler in höchstem Masse ungehalten über Beschimpfung Deutschlands und seiner Regierung in der Schweizer Presse und entschlossen, dies nicht weiter zu dulden. Deutschland werde, falls keine Änderung eintrete, entsprechend in der Presse antworten und werde dabei von Italien unterstützt werden.

ANNEXE I

E 2001 (E) 1/5

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

L F/MW.

Berlin, 2. Mai 1940.

Wie ich Ihnen telegraphisch berichtete, hatte mich heute früh der Reichsaussenminister gebeten, ihn um 11 Uhr 30 zu besuchen.

Herr von Ribbentrop empfing mich mit todernster Miene, die ich dadurch aufzuheitern suchte, dass ich ihm meine besten Wünsche zu seinem Geburtstag, den er am Vortag feierte, überbrachte.

Er erklärte gleich, dass er mich in einer sehr unerfreulichen Angelegenheit zu sich gebeten habe. Aus einem Bericht des Gesandten Köcher – er hielt den Bericht in den Händen – ergebe sich, dass der Bundesrat in Aussicht genommen habe, einem neuen polnischen Gesandten das Agrement zu erteilen. Der Bericht sei gestern dem Führer vorgelegt worden, und dieser – er habe ihn noch selten so aufgebracht gesehen – habe angeordnet, dass der deutsche Gesandte zurückberufen würde, falls das Agrement tatsächlich erteilt würde. Als Begründung für diese Stellungnahme machte der Reichsaussenminister im wesentlichen geltend, dass die polnische Regierung in Angers eine Emigrantenregierung sei und keine tatsächliche Herrschaft in Polen ausübe.

Herr von Ribbentrop sagte dann, er habe noch etwas weiteres vorzubringen. Der Reichskanzler sei auch sehr empört gewesen über die Haltung der schweizerischen Presse, die täglich das deutsche Volk, seine Institutionen und seine Regierung beschimpfe und beleidige. Diese Klagen würden nicht erst seit heute datieren. Schon vor nicht langer Zeit habe die deutsche Presse auf diese schweizerischen Anwürfe geantwortet. Er habe aber dann veranlasst, dass deutscherseits die Fehde wieder eingestellt werde in der Erwartung, dass auch schweizerischerseits eine Beruhigung eintrete. Diese Erwartung sei nun aber nicht in Erfüllung gegangen, und er könne mich versichern, dass jetzt

1. *Cf. N° 264.*

Deutschland, falls diese Eröffnungen ohne Ergebnis blieben, entsprechend in der deutschen Presse antworten werde. Dabei werde Deutschland auch von Italien unterstützt werden. Herr von Ribbentrop fügte dann bei, er bedaure, dass er mir diese Mitteilungen machen müsse, da er wisse, dass ich mich stets für eine Verbesserung der Pressebeziehungen eingesetzt habe. Überhaupt liege deutscherseits sonst kein Grund vor, seine grundsätzliche Haltung gegenüber der Schweiz zu ändern. Aber ein grosses Volk könne sich auf die Dauer solche Anwürfe nicht gefallen lassen. Er sei überzeugt, dass der Bundesrat in der Lage sei, hier Ordnung zu schaffen. Er wisse, dass, wenn einmal unfreundlich über die Westmächte geschrieben werde, dies jeweils sofort abgestellt werde[2].

Zur Frage des Agrements eines neuen polnischen Gesandten antwortete ich, dass ich dem Bundesrate von den mir gemachten Eröffnungen Kenntnis geben werde. Es sei mir nicht bekannt, dass der bisherige polnische Gesandte in Bern durch einen neuen ersetzt werden soll, dass das Agrement nachgesucht sei und bereits in Aussicht gestellt wurde. Dagegen wüsste ich, dass der bisherige schweizerische Gesandte in Warschau die polnische Regierung nicht nach Angers begleitet hat und dass wir daselbst überhaupt keine Vertretung unterhielten[3]. Der Bundesrat habe damit den tatsächlichen Verhältnissen in weitgehendem Masse Rechnung getragen.

Was die Pressefrage anbelange, so könne ich ihn versichern, dass der Bundesrat stets die Presse zur Mässigung angehalten habe. Ich sei vor einigen Tagen selbst in Bern gewesen und hätte auf die Wichtigkeit der Pressefrage hingewiesen und von Ihnen, Herr Bundespräsident, die Zusicherung erhalten, dass das Mögliche gemacht würde. Ich könnte mich aber des Eindrucks nicht erwehren, dass hier in Berlin die Gesamthaltung der Schweizerpresse unrichtig beurteilt werde. Es entstünde ein ganz anderes Bild, wenn man selbst unsere Blätter lese, als wenn man auf Presseberichte abstelle, in denen die unfreundlichen Äusserungen zusammengetragen seien. Beschimpfungen und Beleidigungen seien die Ausnahme, und es würde gegen sie auf Grund der Presseverordnung des Bundesrates eingeschritten. Man dürfe nicht vergessen, dass wir in Kriegszeiten leben, wo sich ausserordentliche Dinge ereigneten, die zu Meinungsverschiedenheiten führen müssen. Der Bundesrat handhabe die Pressevorschriften in gleicher Weise nach allen Seiten. Die Schweizerpresse habe energisch gegen die Verletzung der norwegischen Territorialgewässer durch England Stellung genommen und ebenso gegen die Ausführungen Churchills bezüglich der Pflichten der Neutralen. Es sei mir nicht bekannt, dass gegen diese Ausführungen der Schweizerpresse von Seiten der Westmächte protestiert worden sei oder dass die schweizerischen Behörden diese freie Meinungsäusserung unterbunden hätten. Man müsse in diesen Zeiten den praktischen Fragen der Neutralitätspolitik das Hauptgewicht beilegen. Wichtiger als was irgend ein unverantwortlicher Zeitungsschreiber zu Papier bringe sei z. B. die Tatsache, dass es der Schweiz gelungen sei, in den Blockadeverhandlungen mit den Westmächten ihre wirtschaftliche Neutralität weitgehend zu wahren, sodass nach Pfingsten die Verhandlungen mit Deutschland unter günstigen Aussichten beginnen könnten. Abschliessend erklärte ich, dass ich einen Wiederbeginn der Pressefehde nur bedauern müsste, dass ich mich wie bis anhin für eine Verbesserung der Pressebeziehungen einsetzen werde und dass ich dem Bundesrat von den Eröffnungen, die mir gemacht wurden, Kenntnis geben werde.

Der Aussenminister, der nur kurz auf meine Bemerkungen einging, verabschiedete mich mit der Bemerkung, dass er diese Aussprache sehr bedaure, weil er persönlich sehr ein Freund der Schweiz gewesen sei, die er auf seinen Reisen habe kennen und schätzen lernen.

Sofort nach der Besprechung habe ich Herrn Feldscher telephonisch mitgeteilt, dass ich beim Reichsaussenminister gewesen sei, dass sich die Aussprache auf die Frage des Agrements eines neuen polnischen Gesandten und auf die Pressefrage bezogen habe. Ich ersuchte, von einem Entscheid in der Agrementfrage abzusehen, bis mein telegraphischer Bericht eingetroffen sei. Herr Feldscher orientierte mich kurz, dass nicht die Absicht bestehe, die Frage des Agrements rasch zu beantworten.

Heute abend habe ich Ihnen dann noch gewisse Anregungen bezüglich des weiteren Vorgehens telegraphisch unterbreitet.

---

2. *Pilet-Golaz a marqué cette phrase d'un point d'interrogation dans la marge.*
3. *Cf. N^os 177 et 264. Le Ministre Martin, bien que résidant à Berne, reste accrédité auprès du Gouvernement polonais.*

Was zunächst die Frage des Agrements betrifft, so habe ich den Eindruck, dass auch in Bern die Auffassung vorherrscht, es sei nicht angezeigt, eine Massnahme zu treffen, die zu einem schweren diplomatischen Zwischenfall mit Deutschland führen müsste. Es ist nicht daran zu zweifeln, dass Deutschland die angedrohte Massnahme der Abberufung des deutschen Gesandten gegebenenfalls zur Ausführung bringen würde. Die Folgen für die neutrale Stellung unseres Landes liegen auf der Hand. Umsomehr sollten diese Folgen unsererseits vermieden werden können, als die Erteilung des Agrements an eine Regierung, die keine Souveränitätsrechte in ihrem Lande ausübt, keineswegs unserer bisherigen Praxis in solchen Fragen entsprechen würde[4]. Diese bewährte Praxis stellt in erster Linie auf die tatsächlichen Verhältnisse ab. Dem Umstand, dass der Krieg weiter dauert und somit keine endgültige Situation vorliegt, kann dadurch Rechnung getragen werden, dass die Vertretungsfrage in der Schwebe gelassen wird und dass also keine neuen Massnahmen getroffen werden, die einer neuen Anerkennung der jetzigen polnischen Regierung gleichkämen. Wenn die polnische Regierung darauf beharrt, ihren jetzigen Gesandten von Bern abzuberufen, so kann sie weiterhin durch einen Geschäftsträger bei uns vertreten sein.

Über den Ernst der Pressefrage wird man sich nach den Eröffnungen des Reichsaussenministers keinen Illusionen mehr hingeben dürfen. Heute droht man uns zwar nur mit einer Pressekampagne, die wir allenfalls trotz grosser Nachteile in Kauf nehmen könnten. Wenn sich aber infolge der Pressefehde die Beziehungen verschlechtern, muss man für morgen auch mit massiveren Drohungen rechnen. Ich darf in diesem Zusammenhang daran erinnern, dass ich Sie, Herr Bundespräsident, in einem persönlichen Schreiben und auch anlässlich meines letzten Besuches in Bern auf die Wichtigkeit der Pressefrage aufmerksam gemacht habe.

Selbstverständlich kann es sich für unser Land nicht darum handeln, ein Presseabkommen abzuschliessen – ein solches Begehren ist vom Reichsaussenminister nicht einmal angedeutet worden – oder den Grundsatz der freien Meinungsäusserung aufzugeben. Herr von Ribbentrop hat der Schweizerpresse Beschimpfungen und Beleidigungen zum Vorwurf gemacht und nicht etwa eine deutschlandfreundliche Haltung gefordert. Es sollte daher genügen, wenn die Presseverordnung des Bundesrates, die Beleidigungen und Kriegspropaganda verbietet, strikte gehandhabt wird. Darüber hinaus sollte aber auch von den verantwortungsbewussten Schweizerjournalisten mehr aussenpolitischer Takt in gefahrvoller Zeit erwartet werden können.

Leider kann ich mich des Eindrucks nicht erwehren, dass die Abteilung für Presse und Rundfunk des Armeestabes bei der Handhabung der Presseverordnung, soweit die Beziehungen zu den kriegführenden Staaten in Frage kommen, zu wenig den aussenpolitischen Gesichtspunkt beachtet und Äusserungen unbeanstandet lässt, die mit Recht zu beanstanden wären. Vielleicht liegt der Grund darin, dass als Maßstab für die Frage, was als Beleidigung im Sinne der Presseverordnung zu gelten hat, ein innerschweizerischer zur Anwendung gelangt. Massgebend ist aber nicht, ob sich bei den Unfreundlichkeiten unserer Presse der einzelne Zeitungsleser beleidigt fühlt, sondern ob nach dem Begriff der comitas gentium eine Beleidigung eines ausländischen Staates vorliegt. Ferner scheint es mir auch ein organisatorischer Mangel zu sein, dass die Abteilung für Presse und Rundfunk bei der Handhabung der Presseverordnung über Fragen von aussenpolitischer Tragweite entscheidet, ohne dass das Politische Departement die Möglichkeit hat, seinen Standpunkt zur Geltung zu bringen. Einer militärischen Stelle sollte es nur angenehm sein, die Erfahrungen des Politischen Departements bei solchen Fragen zunutze zu machen. Wenn ich in meinem Telegramm[5] auf die Person von Herrn Professor Burckhardt hingewiesen habe, so deshalb, weil er überall im In- und Ausland gleiches Ansehen geniesst und mir sein Verständnis für die Aufgaben der schweizerischen Aussenpolitik bekannt ist.

Ich sehe Ihren Weisungen entgegen, welche Antwort ich der Reichsregierung auf die Erklärungen des Herrn Reichsaussenministers erteilen soll.

---

4. *Pilet-Golaz a marqué ce passage d'un point d'interrogation dans la marge.*

5. *Non reproduit. Frölicher faisait cette suggestion dans un deuxième télégramme du même jour.*

ANNEXE II

E 2001 (D) 3/302

Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

UW Berne, 4 mai 1940[6]

M. *Köcher*, Ministre d'Allemagne, qui avait demandé une audience de M. le Président de la Confédération, est reçu par lui samedi 4 mai, à 16 h. 30.

M. Köcher expose que sa visite est la suite officielle de la conversation qui a eu lieu le 29 avril avec M. Charles Stucki[7]. Il en a rendu compte à Berlin et il est maintenant chargé de déclarer officiellement que le Gouvernement allemand considérerait comme un acte inamical le fait pour le Gouvernement suisse de reconnaître un nouveau Ministre de Pologne à Berne.

M. le Président répond que, s'il s'est étonné de la rapidité avec laquelle M. Köcher avait appris le départ de M. Komarnicki alors qu'il ne le connaissait pas lui-même et qu'un agrément pour le nouveau Ministre serait demandé alors qu'aucune demande d'agrément n'avait été formulée, il a trouvé tout naturel que M. Köcher cherche à s'informer, et obligeant de sa part de nous mettre en garde contre des difficultés possibles. M. le Président déclare, en revanche, qu'il ne parvient pas à comprendre en quoi un changement dans le personnel de la Légation de Pologne à Berne pourrait être tenu pour inamical par le Gouvernement allemand[8].

M. le Président souligne les points suivants:

1° Ce qui est important, c'est la présence entre deux Etats de Missions diplomatiques. La question de personnel semble vraiment secondaire. Il ne peut comprendre en quoi le remplacement d'un Ministre par un autre pourrait rendre insupportable avec le nouveau ce qui était tolérable avec l'ancien. Il remarque que la présence d'une Légation de Pologne à Berne n'a pas paru jusqu'ici inadmissible au Gouvernement allemand et qu'on ne s'expliquerait pas qu'il demandât à la Suisse de se montrer moins accommodante que les autres Etats neutres et notamment l'Italie.

A l'objection de M. Köcher qu'il y a une différence entre l'état de choses qui subsiste et l'acceptation d'un nouveau Ministre, M. le Président rétorque qu'il ne voit pas en quoi, que le Comte Ciano a convoqué avant-hier l'Ambassadeur de Pologne à Rome pour lui faire une communication et que cette communication était nécessairement destinée à être transmise au Gouvernement que représente l'Ambassade de Pologne; qu'on ne saurait donc contester que les Etats qui ne prennent pas part à la guerre continuent les relations avec le seul Gouvernement polonais existant et qu'il serait excessif de faire grief à la Suisse seule de conserver ces relations et d'accepter que la composition de la Légation de Pologne à Berne s'y adapte.

M. le Président met clairement en lumière que la neutralité, que la Suisse entend observer scrupuleusement et que l'Allemagne a reconnue, l'oblige à cristalliser la situation à fin août 1939, à conserver, tant que la guerre ne sera pas terminée, des relations avec les Etats qui existaient à cette époque et à ne pas reconnaître, jusqu'à la conclusion de la paix, les Etats nouveaux qui pourraient venir à naître. Si le Gouvernement suisse acceptait d'entrer en rapports, en 1940, avec un Ministre de Tchécoslovaquie, ce fait constituerait indubitablement un acte inamical à l'égard de l'Allemagne. Si le Gouvernement suisse acceptait de rompre ses relations avec le Danemark sous une pression de Londres ou de Paris, le Gouvernement allemand serait fondé à s'en plaindre comme d'un manquement à la neutralité. La France et la Grande-Bretagne pourraient de même retenir comme un manquement à la neutralité une décision de la Suisse qui impliquerait que la Pologne a cessé d'exister, et ceci d'autant plus que l'Allemagne elle-même n'a jamais manifesté l'intention de supprimer cet Etat, avec lequel elle est toujours en guerre.

---

6. *Bonna a adressé ce document le 6 mai à Pilet-Golaz, qui l'a annoté le jour même.*
7. *Karl Theodor Stucki, Chef du Service consulaire du Département politique.*
8. *Cf. N° 264.*

M. le Président ne cache pas que la démarche officielle dont M. Köcher est aujourd'hui chargé ne facilite pas un règlement du problème posé par le départ de M. Komarnicki. Le Conseil fédéral ne tient pas à entrer en rapports avec un nouveau Ministre. Il cherche à faire prévaloir une solution basée sur une gérance intérimaire, mais, s'il n'y réussissait pas, le Gouvernement allemand aurait tort de voir dans la solution à laquelle le Conseil fédéral donnerait son consentement quoi que ce soit qui impliquerait une prise de parti de la part de la Suisse[9]. C'est le contraire qui serait vrai.

M. Köcher déclare qu'il fera immédiatement rapport à Berlin sur cette conversation et qu'il fera son possible pour faire comprendre les explications que M. le Président lui a données. Il remarque, toutefois, que, du moment que M. Frölicher a eu une conversation avec M. de Ribbentrop, il serait souhaitable que notre point de vue fût expliqué directement à Berlin par le Ministre de Suisse.

En ce qui concerne la presse, M. Köcher n'en parle que très brièvement et surtout pour remercier M. le Président de sa lettre du 1er mai[10], qu'il a immédiatement transmise à Berlin. Cette lettre n'était pas en possession de M. de Ribbentrop au moment où il a eu son entretien avec M. Frölicher.

Au cours de toute la conversation, qui a eu lieu partiellement en français, M. Köcher s'est montré extrêmement amical. Il paraissait à la fin de la conversation compréhensif et animé du désir de faire tout ce qui dépendrait de lui pour dissiper un malentendu[11].

---

9. *Annotation de Pilet-Golaz dans la marge:* Je n'ai pas été aussi affirmatif. J'ai dit que nous ne demanderions pas mieux que de trouver une solution agréable à chacun, mais...
10. *Non reproduite.*
11. *Cf. N° 275.*

272

J.I. 131/58

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki

L Confidentiel. Berne, 6 mai 1940

Nous avons eu l'honneur de recevoir les lettres des 29 avril et 2 mai[1] par lesquelles vous avez bien voulu nous mettre au courant des ouvertures qui vous ont été faites au sujet de l'évacuation en France de notre or et de nos valeurs. Nous en avons pris connaissance avec un vif intérêt et nous vous en remercions vivement.

Nous vous approuvons fort de vous être borné à écouter les déclarations qui vous ont été faites. Quel que soit l'intérêt que nous pourrions avoir, dans le cas

---

1. *Non reproduites. Stucki croyait savoir, puis confirmait l'existence d'un accord sur la mise en sécurité en France des réserves d'or et des valeurs de Belgique; l'opération était déjà réalisée. Le Ministre français des Finances, en donnant cette information à Stucki, lui apprenait d'autre part qu'un accord semblable était en discussion entre la Banque de France et un membre de la direction de la Banque nationale suisse. Stucki se montrait fort vexé de n'avoir été tenu au courant de rien.*

d'une attaque allemande, à pouvoir mettre en lieu sûr en dehors de nos frontières notre or et nos valeurs, dans des conditions qui nous en assureraient néanmoins la pleine disposition, notre neutralité nous impose dans ce domaine la même circonspection que celle qui nous empêche de régler à l'avance une collaboration militaire, malgré les avantages qui en résulteraient. Des pourparlers, même purement préliminaires, doivent donc être évités. Le fait que la Belgique se montrerait moins réservée ne saurait modifier notre point de vue. Il vous est loisible, en revanche, de chercher à nous tenir au courant des négociations franco-belges, afin de pouvoir, si les circonstances le voulaient, obtenir du Gouvernement français les facilités qu'il aurait concédées à un autre pays.

Au cas où vous auriez de nouvelles conversations sur cette question délicate, vous ne contreviendriez pas à la vérité en déclarant que la question de la mise en lieu sûr de l'or et des valeurs a fait l'objet en Suisse d'études très poussées et de mesures qui ôtent à un envahisseur, de quelque côté qu'il vienne, la possibilité de mettre la main par surprise sur des quantités importantes d'or et de valeurs. S'il n'y a pas de retraites inexpugnables, il sera pourtant possible, croyons-nous, d'assurer, après le commencement des hostilités, l'évacuation de nos réserves financières. Ces mesures ne concernent pas seulement la Confédération et la Banque Nationale, mais les banques privées qui ont pris depuis longtemps des précautions efficaces. On peut donc espérer qu'il a été paré au péril dont on a cherché parfois à faire un épouvantail.

Quant au voyage que M. Rossy a fait la semaine dernière à Paris, il avait pour l'objet l'étude d'une question connexe, bien qu'assez différente et strictement commerciale. Il s'agissait de trouver le moyen de faire parvenir à New York une certaine quantité d'or, beaucoup moins pour la mettre en sûreté que pour la déposer en un lieu où sa réalisation soit possible. M. Rossy se loue de l'esprit extrêmement compréhensif et amical avec lequel la Direction générale de la Banque de France s'est prêtée à cette étude et a proposé des solutions. Ce problème technique a, toutefois, exigé de si nombreux entretiens que M. Rossy n'a pu mettre à exécution son projet d'aller vous voir et de vous mettre au courant. Il se propose de vous écrire directement[2].

Le Directeur général de la Banque Nationale a entendu parler à la Banque de France de la question qui fait l'objet du début de cette lettre. Il estime comme nous que, pour le moment, il n'est pas possible d'entrer en matière[3].

---

2. *Rossy n'écrira que le 20 mai: cf. l'annexe au document N° 281.*
3. *Cf. N° 281.*

273

E 2300 Rom/40

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

RP Très confidentiel [1] Rome, 6 mai 1940

Je saisis l'occasion du départ d'un courrier pour compléter les indications sommaires de ma dépêche du jeudi 2 mai [2] et de mon R.P. no. 30 d'avant-hier [3], au sujet de mon dernier entretien avec le Comte Ciano.

A la fin de notre tour d'horizon des rapports italo-suisses, nous avons conclu – comme il vous avait été possible de conclure à la suite de mon récent rapport verbal à Berne – que, dans leur ensemble, les rapports italo-suisses se trouvaient dans une phase favorable.

Ainsi que je vous l'ai fait savoir, le Comte Ciano m'a paru, comme j'en étais sûr d'avance, très sensible à l'espoir que j'ai cru pouvoir exprimer, aussi en votre nom, qu'il «tiendrait bon» à son poste actuel. Je compte et souhaite vivement qu'à la fin de la période de votre Présidence, vous ayez l'occasion de le rencontrer.

A la fin de notre entretien et, je crois, avec quelques hésitations, le Ministre des Affaires Etrangères m'a dit ceci: «Je ne puis vous cacher que, *surtout du côté allemand,* on a manifesté ici des préoccupations qui ont été retenues (ceci avec un geste) en haut lieu, en raison du fait que chez vous les postes de commandement sont maintenant «réunis entre les mains de Romands» (circa la riunione dei posti di comando in Isvizzera in mano degli Svizzeri francesi).» Je m'empresse d'ajouter que le Comte Ciano ne paraissait aucunement se solidariser avec les bruits résultant de cette intrigue, et je considère plutôt comme amical de sa part qu'il m'ait signalé ces rumeurs, probablement dans le dessein d'avoir des arguments lui permettant de combattre l'intrigue.

Ma réponse, vous le pensez bien, était bien simple. Après avoir exprimé ma stupéfaction et avoir fait une nouvelle allusion aux bruits le concernant personnellement, et qui avaient visiblement une provenance étrangère, j'ai voulu reprendre, du moins rapidement, les faits à retenir: J'ai rappelé que, dans notre suprême magistrature, au Conseil fédéral, la Suisse romande n'avait pas actuellement sa représentation numérique traditionnelle, ayant retenu pour plus tard sa revendication à ce sujet. M. Ciano m'a alors immédiatement interrompu en disant qu'il s'agissait, d'après les indications qui avaient fait impression ici, surtout de l'Armée. Il m'a été naturellement très facile de prouver, ici encore, l'inanité de l'intrigue, en rappelant les fonctions attribuées au Colonel Wille et le fait que le Chef d'Etat-Major était Suisse allemand, et en faisant aussi allusion aux Commandants de corps. Il est évident, d'ailleurs, que je ne

1. *Ruegger a ajouté* Secret *à la main.*
2. *Non reproduit; cf.* E 2001 (D) 2/120.
3. *Non reproduit.*

suis pas entré dans l'argumentation du Comte Ciano, car, à trois ou quatre reprises, j'ai souligné très vivement que toutes ces questions ne jouaient, aujourd'hui moins que jamais, le moindre rôle en Suisse, et que l'union nationale n'avait jamais été aussi parfaite. Vous me comprendrez si, enfin, je n'ai pu me retenir de sortir un argument qui a fait visiblement impression sur le Comte Ciano. Je lui ai dit que d'après tout ce qui s'était passé ces dernières années et tout spécialement après la violation de la Norvège et du Danemark, il y avait une irritation telle parmi tous les Suisses allemands qu'un des moyens de garder la sérénité relative, dans les limites humainement possibles, était ... de parler aux Allemands par la voix de Suisses romands. M. Ciano m'a dit en riant qu'il me comprenait parfaitement, et j'ai eu l'impression que c'était peut-être l'argument qui a le plus porté. J'ajoute que cette conversation est intervenue au moment où même le grand public peut se rendre compte que les sympathies allemandes en Italie ont baissé jusqu'à un point qui n'a été atteint que rarement. Durant le concours hippique de la semaine qui vient de s'écouler et qui a réuni beaucoup de milieux de la capitale, politiques et autres, les Allemands ont eu les succès prévus grâce à leur méthode technique. Mais chaque insuccès de l'Allemagne a été salué par la foule, qui n'était pas celle de tous les jours, d'explosions de joie révélatrices. On ne peut penser que cette manifestation spontanée de l'opinion publique ait échappé ni au Chef du Gouvernement, ni aux innombrables Allemands actuellement à Rome. Chaque succès même médiocre de nos cavaliers a été, en revanche, applaudi avec une vivacité extraordinaire. Nous ne pouvons regretter qu'une chose, c'est que notre équipe, qui, dans l'ensemble, a fait cependant une figure assez honorable, n'ait pas eu le temps de s'entraîner davantage.

Si je passe à ces détails, c'est pour vous montrer que le Ministre des Affaires Etrangères, qui est assez sensible aux mouvements de l'opinion, paraît, au fond de lui-même, enchanté chaque fois qu'il peut éventer une intrigue de Berlin analogue à celles qui ont été dirigées contre lui-même.

274

E 6100 (A) 19/1507

La Direction générale de la Banque nationale[1]
au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter

L St/A/Br. Zürich, 7. Mai 1940

Mit Ihrem Schreiben vom 1. Mai a.c.[2] ersuchten Sie uns, Ihnen zuhanden der Geschäftsprüfungskommission unsere Stellungnahme zur Frage des Kapi-

1. *La lettre est signée* Weber *et* Schnorf.
2. *Non reproduit.*

talexportes bekannt zu geben. Wir kommen Ihrem Wunsche hiermit gerne nach, wobei wir das Hauptgewicht auf den mutmasslichen Umfang des Kapitalexportes legen.

Der Kapitalexport kann sich in folgenden Formen vollziehen.

1. Begebung ausländischer Anleihen in der Schweiz. Diese Art des Kapitalexportes fand im Bundesgesetz über die Banken und Sparkassen vom 8. November 1934 eine gewisse Regelung[3]. Nach Art. 8 dieses Gesetzes sind Banken und die bankähnlichen Finanzgesellschaften, die sich nicht öffentlich zur Annahme fremder Gelder empfehlen, verpflichtet, bevor sie mehr als ein Jahr dauernde Geschäfte von wenigstens 10 Millionen Fr. abschliessen oder sich im gleichen Umgange an einem solchen Geschäft beteiligen, die Nationalbank davon zu unterrichten. Wenn die Geldmarktlage oder die wirtschaftlichen Verhältnisse es als angezeigt erscheinen lassen, so kann die Nationalbank verlangen, auch über Geschäfte von weniger als 10 Millionen Fr. unterrichtet zu werden. Bei den Geschäften handelt es sich vorwiegend um Anleihen zugunsten des Auslandes, um die Übernahme sowie Ausgabe von Aktien ausländischer Gesellschaften und um Kredite und Anlagen im Ausland. Die Nationalbank ist befugt, mit Rücksicht auf die Landeswährung, die Gestaltung des Zinsfusses auf dem Geld- und Kapitalmarkt oder die wirtschaftlichen Landesinteressen gegen solche Geschäfte Einsprache zu erheben oder an ihre Ausführung Bedingungen zu knüpfen. Erhebt die Nationalbank Einspruch, so darf das Geschäft nicht abgeschlossen werden.

Im Jahre 1939 wurden zwei französische Anleihen im Nominalbetrag von zusammen 240 Millionen Schweizerfranken im Inland aufgelegt[4]. Da es sich aber um Konversionen handelte, wobei der Emissionsbetrag der neuen Anleihen geringer war als der Betrag der konvertierten Anleihen, so wurden dem schweizerischen Markte per Saldo mehr Mittel zugeführt als entnommen.

Seit Kriegsausbruch kam die Übernahme von Auslandsanleihen nicht mehr in Frage.

2. Begebung von Anteilscheinen der Investment Trusts. Diese bildet für die Schweiz eine neue Form des Kapitalexportes. Die Titel lauten auf Schweizerfranken; der Gegenwert wird aber zum grössten Teil in ausländischen Wertpapieren angelegt. Die in Frage stehenden Banken machen der Nationalbank regelmässig Angaben über die Plazierung der von den Trusts ausgegebenen Anteilscheinen. Die Nationalbank hat daher Kenntnis vom Ausmass des Kapitalexportes in dieser Form. Dabei zeigt es sich, dass seit Kriegsausbruch sich der Betrag der auf diesem Wege ins Ausland abgewanderten schweizerischen Gelder auf tragbarer Höhe bewegt. Dabei ist zu berücksichtigen, dass Anteilscheine auch von Ausländern gezeichnet werden und im besondern in der Schweiz liegende ausländische Gelder in solchen Anteilscheinen Anlage suchen. Wenn das Geschäft in den letzten Monaten eine gewisse Belebung erfahren hat, so dürfte dies zum Teil auf die Umwandlung von schweizerischen Pfundguthaben in Anteilscheine der Investment Trusts zurückzuführen sein.

---

3. *RO, 1935, vol. 51, pp. 121-172.*
Cf. E 2001 (D) 1/221 *et* E 7110/1967/32/900 International/1.
4. *Cf. N° 36.*

3. Einführung von ausländischen Aktien an den schweizerischen Börsen. Im Jahre 1939 sind auf Grund der am 7. Juni 1938 in Kraft getretenen Vereinbarung über die Zulassung von ausländischen Wertpapieren zu den fünf bisherigen zwei weitere amerikanische Aktien an den schweizerischen Börsen zum Handel zugelassen worden[5]. Die Nationalbank hat die in Art. 5 dieser Vereinbarung vorgesehene Zustimmung zur Zulassung zum Handel an einer schweizerischen Börse nur unter der Bedingung erteilt, dass die Banken ihr regelmässig über den Umfang der gegen solche Werte ausgegebenen Zertifikate Aufschluss geben. Nach den der Nationalbank gemachten Angaben erreichte diese Form des Kapitalexportes seit Kriegsausbruch keinen ins Gewicht fallenden Betrag. Neue Werte wurden seither keine mehr eingeführt.

4. Kapitalexport der Banken. Seit Jahren erhält die Nationalbank von den grösseren Bankinstituten gesamthafte Angaben über die Anlagen im Ausland für eigene und fremde Rechnung. Auf Grund der zuletzt vorliegenden Aufstellungen kann keine stärkere Kapitalverlagerung der Banken ins Ausland festgestellt werden. Es ist dies auch wenig wahrscheinlich, weil die Banken in Kriegszeiten ihrer Liquidität vermehrte Aufmerksamkeit schenken müssen.

5. Andere Formen des Kapitalexportes. Kapital kann aber auch ins Ausland verlegt werden, ohne dass die Notenbank direkt davon Kenntnis erhält. Ein Weg besteht darin, dass ausländische Titel gekauft werden, sei es durch Vermittlung schweizerischer Banken oder direkt im Ausland. Wir erwähnen ferner die Eröffnung von sogen. Fremdwährungskonti, die bei schweizerischen Banken geführt werden und auf eine ausländische Währung, namentlich auf Dollar, lauten. Auch bei dieser Umwandlung von Schweizerfranken in ausländische Sichtkonti mag es sich zum grossen Teil um ausländische Gelder handeln, die früher aus politischen und valutarischen Gründen in die Schweiz geströmt sind. Die internationalen vagabundierenden Gelder begaben sich bekanntermassen immer dort hin, wo sie den sichersten Hort zu finden hofften. Die Nationalbank hat immer wieder betont, dass diese ausländischen Gelder der schweizerischen Wirtschaft nur zum geringsten Teil dienstbar gemacht werden können und dass mit der Möglichkeit einer spätern Abwanderung gerechnet werden müsse.

Eine weitere Form des Kapitalexportes ergibt sich dann, wenn die Erlöse der schweizerischen Aussenwirtschaft (Exporterlös, Ertrag der Kapitalanlagen im Ausland etc.) im Ausland stehen gelassen, also nicht rapatriiert werden.

Im allgemeinen ist man versucht, aus der *Gestaltung der Währungsreserve* der Notenbank auf die Kapitalwanderung zu schliessen. Wir haben soeben erwähnt, dass in den letzten Jahren namentlich die internationalen Gelder auf der Wanderung begriffen waren. Der Abgang von Gold und Devisen bei der Nationalbank lässt daher keine Schlüsse zu auf den schweizerischen Kapitalexport. Die Veränderung der Währungsreserven der Nationalbank steht aber im weitern im engsten Zusammenhang mit der Entwicklung der schweizerischen Ertragsbilanz. Es unterliegt keinem Zweifel, dass seit Kriegsausbruch der

---

5. *A ce sujet, cf. la lettre du 24 février 1939 de la Banque nationale au Département politique,* E 2001 (D) 1/226.

Fremdenverkehr und die übrigen Sektoren der Aussenwirtschaft stark verminderte Devisenerträgnisse abwerfen. Der verstärkte Import konnte daher nicht mehr mit den aus andern Posten der Ertragsbilanz anfallenden Devisen bezahlt werden. In den folgenden Zahlen über die Abgabe von Gold und Devisen sind die Veränderungen des Währungsausgleichsfonds eingeschlossen.

	Abgabe an Gold und Devisen	*Defizit der Handelsbilanz*
1939	in Millionen Fr.	
Jan./April	522	97
Mai/Sept.	20	205
Okt./Dez.	82	290
Total	624	592
1940		
Jan./März	168	283
April	96	—

Wie bekannt, sind in den letzten Monaten gewaltige Mengen an Waren in die Schweiz verbracht worden. Es hat also, wie obige Zahlen dartun, eine teilweise Umwandlung der Gold- und Devisenreserve in eine Warenreserve stattgefunden. Dabei ist zu berücksichtigen, dass nicht nur die Waren bezahlt werden mussten, die bereits ins Inland verbracht wurden, sondern dass auch gewaltige Mengen an Waren in Häfen oder noch im Bezugslande liegen, die beim Vertragsabschluss bezahlt wurden. Wenn auch in nächster Zeit noch mit weiteren grossen Devisenbedürfnissen für den Warenimport zu rechnen sein dürfte, so wird doch einmal in dieser Hinsicht eine gewisse Sättigung eintreten.

Wie aus obiger Aufstellung ersichtlich ist, lassen sich inbezug auf den Abgang an Währungsreserven verschiedene Perioden unterscheiden. Beim Devisenabfluss im Frühjahr 1939 handelt es sich vorwiegend um den Abfluss ausländischer Gelder, die die Schweiz früher beherbergte. Da die Bestrebungen der Nationalbank seit langem auf eine Abdrängung ausländischer Sichtgelder gerichtet waren, kam, wie gesagt, die durch die politischen Spannungen und Ereignisse ausgelöste Abwanderung dieser vagabundierenden internationalen Gelder, die für die schweizerische Wirtschaft wertlos sind, nicht unerwünscht.

Bis Mitte August herrschte auf dem schweizerischen Devisenmarkte sozusagen vollständige Ruhe. Erst als am 25. August England die Stützung seiner Währung aufgab, musste die Nationalbank dem Markte etwelche Devisenbeträge zur Verfügung stellen. Die Devisenbegehren hörten jedoch schon nach wenigen Tagen wieder auf.

Es unterliegt keinem Zweifel, dass im letzten Quartal 1939 die der Notenbank abverlangten Devisen zum überwiegenden Teil der Importfinanzierung dienten. Der Gold- und Devisenabgang von wenig mehr als 100 Millionen von Mitte August bis Ende Dezember 1939 kann also unter Berücksichtigung der verstärkten Importe keinen nennenswerten schweizerischen Kapitalexport in sich schliessen.

Seit Mitte Januar 1940 dauern die Devisenbegehren mit wenigen Unterbrechungen an. Massgebend sind die gleichen Ursachen wie 1939: Verstärkte Ein-

fuhr und Rückzüge ausländischer Guthaben aus der Schweiz. Wenn auf dem Gebiete der internationalen Politik die Spannung wächst, wie dies im April besonders der Fall war, dann findet jeweils eine Abwanderung ausländischer Gelder statt. Die Abnahme der Spar- und Obligationengelder bei den Banken und die Zunahme der Fremdwährungskonti lassen aber darauf schliessen, dass nicht nur ausländisches, sondern auch schweizerisches Kapital diesen Weg beschreitet. Wir haben immerhin nicht den Eindruck, dass es sich hiebei um eine ausgesprochene Kapitalflucht aus der Schweiz handle.

Im übrigen können diese Gelder, wie in andern Staaten, im Notfall auch der schweizerischen Volkswirtschaft wieder dienstbar gemacht werden. So sehr Kapitalanlagen im Ausland für die Schweiz vom Standpunkt der einheimischen Wirtschaft grundsätzlich eine Notwendigkeit darstellen, so ist doch heute der Kapitalexport unerwünscht.

Wenn auch zuzugeben ist, dass während der gegenwärtigen politischen Hochspannung in Europa der Nationalbank in vermehrtem Masse Devisen abgefordert werden, so haben doch die Abgänge nicht einen Umfang angenommen, der auf eine eigentliche Kapitalflucht schliessen lässt. Gleichwohl kann die Frage gestellt werden, ob nicht der Zinssatzentwicklung wegen jeglicher Kapitalexport unterbunden werden sollte. Wir haben eingangs gezeigt, welche Formen des Kapitalexportes von der Nationalbank überwacht werden und welche Lücken bestehen. Da die Ursachen einer Kapitalflucht in den herrschenden politischen oder auch wirtschaftlichen Verhältnissen liegen, kann ihr nicht mit Empfehlungen oder mit dem Abschluss von Gentlemen's Agreements mit den Banken begegnet werden. Unter den heutigen ausserordentlichen Verhältnissen führte auch ein weiterer Ausbau der geltenden Gesetzgebung nicht zum Ziele. Als einziges wirksames Mittel zur Bekämpfung der Kapitalflucht kommt nur die *Devisenbewirtschaftung* in Frage. Verschiedene Länder haben den Versuch gemacht, Devisenvorschriften nur ganz allmählich einzuführen, in der Hoffnung mit wenigen Vorschriften auszukommen. Die Erfahrung lehrt aber, dass das gewünschte Ziel nur mit umfassenden Massnahmen erreicht werden kann. In Schweden und in England, aber auch in Deutschland und Italien, mussten dauernd die Devisenmassnahmen verschärft werden, weil sich die früheren Vorschriften immer wieder als ungenügend erwiesen haben. Allfällige Massnahmen können sich daher nicht nur auf den Kapitalverkehr beschränken, sondern sie müssen die gesamte Wirtschaft umfassen. Würde nur der Kapitalverkehr erfasst, so würde ein Kapitalexport auf dem Wege des Warenverkehrs oder in den übrigen Sektoren der Aussenwirtschaft einsetzen. Von den noch bestehenden Möglichkeiten der Devisenbeschaffung würde ausgiebig Gebrauch gemacht. Die Devisenbewirtschaftung kann nur dann ihren Zweck erfüllen, wenn die Massnahmen zu einer vollständigen Erfassung von Angebot und Nachfrage auf dem Devisenmarkt führen, was sich für unser Land noch weit schwieriger gestalten wird als dies in andern Staaten der Fall war.

Wir können wohl darauf verzichten, die wirtschaftlichen Folgen einer Devisenbewirtschaftung auf den Waren- und Kapitalverkehr eingehend darzustellen. Wohl könnte damit die Kapitalflucht weitgehend verhindert werden. Der Preis, der dafür bezahlt werden muss, liegt aber in einer gewaltigen

Benachteiligung der gesamten schweizerischen Volkswirtschaft. Die Devisenbewirtschaftung hätte in erster Linie ihre Auswirkungen auf den Warenverkehr. Sie würde zunächst zu einer Flucht in die Ware führen, da einerseits Handel und Industrie bestrebt wären, ihre Vorräte an Waren möglichst zu äufnen, und anderseits das Publikum, in der Meinung sich eine wertbeständige Anlage zu sichern, Warenvorräte anlegen würde. Als Gegenmassnahme müsste eine scharfe Import- und Preiskontrolle einsetzen. Da die Devisen aus dem Exporterlös ohne Zwang der Notenbank nicht mehr angeboten werden, müsste auch der Export einer weitgehenden Kontrolle unterworfen werden. Nur wenn die verschiedenen Devisenquellen aus dem Exportsektor unserer Wirtschaft und diejenigen aus dem Kapitalverkehr weiter fliessen, stehen genügend Devisen für die notwendigen Importe zur Verfügung.

Besonders ungünstig würde sich die Devisenbewirtschaftung im Kapitalverkehr auswirken. Es bestände die Gefahr, dass unsere Einnahmen aus den Anlagen im Auslande weiter schrumpfen und mit den andern Posten der Ertragsbilanz nicht mehr zum Ausgleich des Passivsaldos der Handelsbilanz genügen würden. Das hätte wiederum Rückwirkungen auf unsere Importtätigkeit. Einen schweren Schlag würde die Devisenbewirtschaftung für das schweizerische Bank- und Versicherungsgewerbe, sowie für alle Zweige, die rege Beziehungen mit dem Auslande besitzen, bedeuten.

Unangenehme Folgen könnten sich auch für die Landeswährung ergeben. Erfahrungsgemäss zieht das Ausland seine Gelder sobald als möglich aus denjenigen Ländern zurück, die den Kapitalverkehr hemmen. In Anbetracht der grossen Guthaben des Auslandes in der Schweiz würde sich voraussichtlich neben dem offiziellen Kurs der Notenbank je nach den Verwendungsmöglichkeiten der Guthaben ein oder mehrere Sperrfrankenkurse mit empfindlicher Entwertung bilden.

275

E 2001 (E) 1/5

Notice du suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P.A. Feldscher

No VF. Bern, 9. Mai 1940

In der Besprechung, die ich heute mit Herrn Legationsrat von Bibra hatte, kam er auch auf die Unterredung, die Herr Frölicher mit Herrn von Ribbentrop wegen der Einstellung der schweizerischen Presse zu Deutschland gehabt hat, zu sprechen [1]. Er betonte, dass die Veranlassung zu der Unterredung nicht von Herrn von Ribbentrop, sondern von höchster Stelle ausgegangen sei. Herr von Ribbentrop hatte sich noch zwei Tage vor der Unterredung ihm gegenüber

1. *Cf. N° 271.*

ruhig über die schweizerischen Angelegenheiten geäussert. V*[on]*. Bibra, der zur Auskunftserteilung nach Berlin beordert worden wäre, sei gleich bei seiner Ankunft vom Stellvertreter des Führers, Herrn Hess, darüber befragt worden, was eigentlich der Grund sei, dass die schweizerische öffentliche Meinung derart scharf gegen Deutschland Stellung nehme. Aus allen Gesprächen, die Bibra in Berlin geführt habe, sei zu entnehmen, dass man nicht verstehe, weshalb die Schweiz nicht das geringste Verständnis aufbringe für die absolute Notwendigkeit Deutschlands, der Abschnürung durch England zuvorzukommen. Denn man brauche sich nur vorzustellen, dass nunmehr England statt Deutschland Norwegen und den Eingang der Ostsee beherrschen würde, um zu erkennen, dass für Deutschland das Vorgehen gegenüber Dänemark und Norwegen schlechterdings eine Lebensfrage gewesen sei. V*[on]* Bibra erklärt, er habe sich bemüht darzutun, dass man in der Schweiz befürchte, das Schicksal Dänemarks und Norwegens könne auch ihr beschieden sein und dass man somit die Geschehnisse nur aus dem schweizerischen und nicht aus deutschem Gesichtswinkel betrachte. Was in Berlin ferner unangenehm berühre, sei die Tatsache, dass schweizerische Zeitungen, die gegen Deutschland unfreundlich eingestellt sind, in den Balkanländern (vermutlich auch in Italien, ohne dass Bibra dieses Land nannte) eine ziemliche Verbreitung besitzen und die dortige öffentliche Meinung ungünstig beeinflussen (Weltwoche, Neue Zürcher Zeitung etc.). Die deutsche Regierung sei nicht gewillt, diesen Zustand länger zu dulden und werde die Schleusen einer Pressekampagne gegen die Schweiz öffnen, wenn keine Änderung eintrete. Welche Folgen für die Schweiz und die Schweizer in Deutschland das haben könnte, sei leicht zu ermessen, wenn man bedenke, dass schon jetzt die Stimmung in Deutschland gegenüber der Schweiz sich sehr ungünstig gestellt habe. Herr von Bibra empfiehlt wiederholt, Herrn Minister Frölicher mit einer positiven Antwort nach Berlin zurückkehren zu lassen[2]. Bloss vereinzelte Massnahmen gegen Zeitungen, wie Verwarnungen und einzelne Verbote, könnte an den Verhältnissen kaum mehr etwas ändern.

Ich mache gegenüber meinem Besucher kein Hehl daraus, dass etwa die Einführung einer Zensur für die schweizerische Presse nicht in Frage käme, dass dagegen sicherlich damit gerechnet werden dürfe, dass das Parlament und der Bundesrat ihren Einfluss auch weiterhin zur Herbeiführung einer aufgeklärten und objektiven Haltung der Schweizer Zeitungen geltend machen werden. Der schweizerische Standpunkt sei nicht derjenige der Parteinahme für eine kriegführende Partei, sondern sei von der Sorge um die Erhaltung der Unabhängigkeit der Schweiz diktiert. Herr von Bibra zieht aus dieser Bemerkung selber den Schluss, dass man in der Schweiz von einem Sieg Deutschlands eine Bedrohung der schweizerischen Unabhängigkeit befürchte, während man für den Fall eines Sieges der Alliierten eine solche Gefahr nicht annehme.

---

2. *Cf. annexe II au N° 271.*

276

E 2001 (E) 1/5

Notice du suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. A. Feldscher [1]

Bern, 10. Mai 1940

Herr von Bibra ruft mich heute morgen ca. um 1/2 9 Uhr an, um mich auf eine Proklamation der deutschen Regierung aufmerksam zu machen, welche diese anlässlich des Einmarsches der deutschen Truppen in Holland und Belgien erlassen hat. In dieser Proklamation werde besonders auch der unneutralen Haltung der Presse der betroffenen Staaten gedacht, und Herr von Bibra telephoniere mir deshalb in rein persönlicher und freundschaftlicher Weise, um mich auf diese Tatsache hinzuweisen. Er bemerkt, dass es vielleicht gegenwärtig noch an der Zeit wäre, auf die schweizerische Presse Einfluss zu nehmen, um einer nicht wieder gutzumachenden Haltung der Presse zuvorzukommen.

1. *Feldscher a ajouté cette notice sur la même feuille que la précédente (N° 275). M. Pilet-Golaz a noté en tête du document:* 10.5.40.

277

E 1004.1 1/397

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 mai 1940 [1]

785. Wiedermobilmachung der ganzen Armee

Mündlich

Der Herr General erscheint um 10 Uhr 30 Min. in der Sitzung und gibt einen Überblick über die militärische Lage unseres Landes, wie sie sich aus den Ereignissen der vergangenen Nacht und insbesondere aus dem Überfall auf Belgien, Holland und Luxemburg durch Deutschland und den an unseren Grenzen erfolgten Truppenansammlungen ergeben hat [2].

Auf Grund der Beratung wird

1. Gemäss Antrag des Generals die neuerliche Generalmobilmachung der Armee auf morgen den 11. Mai um 9 Uhr wie folgt beschlossen: (s. beiliegen-

1. *Etaient absents: R. Minger et E. Wetter.*
2. *Cf. aussi* E 27/14151/1 *et* E 5795/51 *et* 170.

den Bundesratsbeschluss betreffend die «allgemeine Wiedermobilmachung der ganzen Armee»)[3], dabei hat es die Meinung, dass die gegenwärtig im Auslande Beurlaubten noch nicht einzurücken brauchen.

2. Der Herr Bundespräsident wird beauftragt, heute Mittag am Radio an das Volk eine kurze Ansprache in den drei Landessprachen zu richten, ebenso der General einen Tagesbefehl an die Armee zu erlassen. In beiden Kundgebungen soll hervorgehoben werden, dass es sich um eine Vorsichtsmassnahme, angesichts der Vorkommnisse der vergangenen Nacht handle, und *alle* unsere Grenzen beschützt werden sollen, gegen jeglichen Angreifer, von welcher Seite er auch kommen mag. (Pour prévenir toute éventualité et faire face à toute attaque, de quel côté qu'elle vienne, et pour sauvegarder notre neutralité.) Regierung, Volk und Armee haben auch fernerhin die Absicht, sich in jeder Beziehung neutral zu verhalten und das Land und die Neutralität mit allen Mitteln *gegen jedermann* zu verteidigen. Der Bundesrat hält es für angezeigt, diesen seinen festen und unerschütterlichen Neutralitätswillen neuerdings durch den Bundespräsident und den General öffentlich bekannt zu geben.

786. Invasion de trois pays neutres. Instructions presse et radio

Présidence. Verbal

M. le Président de la Confédération propose que les instructions suivantes soient données à la division presse et radio à la suite des événements des 9/10 mai 1940:

1. Observer le plus grand calme et un sang-froid absolu.
2. Laisser exprimer la surprise douloureuse que provoquent chez nous les événements et la profonde sympathie que nous éprouvons pour ceux qui en sont victimes.
3. Garder dans tous les commentaires une attitude digne, éviter à tout prix toute injure, toute calomnie et toute expression passionnée.

Le Conseil fédéral adopte cette proposition[4].

787. Visa des passeports

Verbal

A la suite des délibérations du Conseil fédéral sur la situation internationale

---

3. *Cf. le document reproduit en annexe.*

4. *Dans une notice du 14 mai, Theodor Gut, officier de liaison entre le Conseil fédéral et l'Etat-Major de l'Armée, dit avoir reçu ces instructions de Etter. Le 14 mai, Etter a ajouté les recommandations suivantes:* Gegenüber Deutschland Zurückhaltung üben; nicht ausfällig werden; die Meinungen sind ja jetzt gemacht. Delikate Behandlungen aller italienischen Zusammenhänge. *Gut a noté:* Ausführung: Telef. an ganze Presse durchgegeben. (E 3800 1/51). *Cf. aussi* E 27/14193/3.

créée par les événements de cette nuit, délibérations auxquelles assiste le général, il est

décidé

de révoquer les autorisations accordées aux légations et consulats de Suisse à l'étranger de viser les passeports pour l'entrée en Suisse. Le visa desdits passeports ne pourra dorénavant être donné que par la division de police du département fédéral de justice et police. Cette décision entre immédiatement en vigueur.

788. Contrôle à la frontière

Verbal

Ensuite des délibérations du Conseil fédéral sur la situation internationale créée par les événements de cette nuit, délibérations auxquelles assiste le général, il est

décidé

avec effet immédiat, que l'entrée en Suisse de toutes personnes et marchandises provenant de pays belligérants, sera contrôlée à la frontière.

ANNEXE

E 2809/1 /2

Proposition du Département militaire au Conseil fédéral [5]

Br/Rü Bern, 17. April 1940

Der Oberbefehlshaber der Armee unterbreitet einen Vorschlag betreffend die Sicherung der Mobilmachung und der Ruhe und Ordnung im Landesinnern bei Überfall durch eine feindliche Macht. Die in den letzten Jahren nach und nach sich entwickelnden Methoden des *Überraschungskrieges* haben bekanntlich schon zu Friedenszeiten Anlass dazu gegeben, die Heeresorganisation und die Massnahmen für eine Mobilmachung, diesen veränderten Verhältnissen anzupassen. So entstand vor allem die Organisation der Grenztruppen, um Gewähr dafür zu bieten, dass mit einer rasch mobil gemachten Truppe, die Bereitstellung der übrigen Armee erfolgen könne. Ein weiterer Schritt bestand in der Abkürzung der Mobilmachung. – Während früher am 1. Mobilmachungstag nachmittags 1600 die Kavallerie einrückte und die Hauptmasse der Armee erst auf den 2. Mobilmachungstag zu den Sammelplätzen befohlen wurde, hat sich mit der neuen Mobilmachung am Vortage, d.h. unmittelbar nach Beschluss der Mobilmachung, bereits die Ter.Inf. und am 1. Mobilmachungstage selbst die Hauptmasse der Armee zu stellen.

Dass diese beschleunigte Mobilmachung durchführbar ist, und die Armee in viel kürzerer Zeit schlagkräftig wird, zeigte die Mobilmachung im Herbst des vergangenen Jahres.

Die Erfahrungen mit dem Einfall in Österreich, in der Tschechoslovakei, in Polen, ganz besonders aber die betrüblichen Erscheinungen in Dänemark und Norwegen, lassen mit aller wünsch-

5. *Cette proposition est signée par le Chef du Département militaire, R. Minger.*

baren Deutlichkeit feststellen, dass unser heutiges System der Mobilmachung trotz seiner Anpassung noch nicht ausreicht, um den neuesten Formen des Überfalles entgegenzutreten. Die Art der Unterhöhlung jeglichen Widerstandes durch ansässige Angehörige des feindlichen Staates und ihrer Mitläufer in den Reihen des eigenen Volkes, macht es notwendig, dass die Mobilmachung schlagartig einsetzen kann. Es wird also nicht mehr angängig sein, dass zwischen Bekanntgabe der Mobilmachung und Einrückungszeit eine Frist eingeräumt wird. Das Heer wird nur dann seinen Aufgaben gerecht zu werden vermögen, wenn auf einen Schlag sämtliche Wehrpflichtige wieder zu den Waffen greifen.

Neben dieser zwingenden Notwendigkeit ist es aber ebenso unerlässlich, den einrückenden Wehrmännern schon heute bekannt zu geben, dass man von ihnen nicht nur das unverzügliche Einrücken verlangt, sondern dass sie schon auf dem Wege zum Korpssammelplatz unter Umständen zum Schutze der Heimat kämpfen müssen. Die Gewissheit des Volkes, dass die bewaffnete Macht in der Lage ist, alle Versuche, den Widerstand im Innern zu brechen, zu zerschlagen, wird wesentlich zur Beruhigung beitragen und auch im Sinne einer Warnung an einen allfälligen Angreifer nützlich sein.

Der Oberbefehlshaber kommt deshalb zum Schlusse, dass heute schon alle Massnahmen getroffen werden müssen, um gegen einen Überfall gewappnet zu sein. Dazu gehört vor allem die Bekanntgabe von Weisungen über die Pflichten des Wehrmannes beim Überfall. In zweiter Linie muss eine «Kriegsmobilmachung bei Überfall» formell schon jetzt ins Reine gebracht werden.

Zu diesem Zwecke sollte der Bundesrat den Beschluss zu einer «Kriegsmobilmachung bei Überfall» heute fassen, und den General im Rahmen der ihm seinerzeit erteilten Instruktionen ermächtigen, diese Kriegsmobilmachung ohne weiteres auszulösen.

Dementsprechend beehren wir uns, Ihnen zu

beantragen:

Der Bundesrat möge dem beiliegenden Beschlussesentwurf einer «Kriegsmobilmachung bei Überfall» zustimmen[6].

Lors de sa séance du 18 avril, le Conseil fédéral examine et remanie le texte de l'arrêté proposé (PVCF N° 646 du 18 avril 1940, E 1004.1 1/396). *Lors de sa séance du lendemain, il approuve une lettre au Général rédigée par le Président de la Confédération (PVCF N° 653 du 19 avril 1940,* E 1004.1 1/396):

L'arrêté, adopté par le Conseil fédéral le 18 avril 1940 sur la mobilisation générale de l'armée en cas d'attaque par surprise[7] dispose à son article 6 que si les circonstances l'exigent vous êtes autorisé à le mettre immédiatement en vigueur. Que faut-il entendre par «si les circonstances l'exigent»? Simplement que si elles ne permettaient pas sans très grave péril en la demeure d'attendre que le Conseil fédéral ait lui-même délibéré – cas normal – ou de prendre au moins contact préalable avec le Président de la Confédération, à son défaut son remplaçant, vous agissez de votre chef.

Le Conseil aurait voulu également définir exactement ce qu'il faut entendre par attaque par surprise. Il avait d'abord envisagé d'utiliser l'expression «attaque générale par surprise», c'est-à-dire attaque délibérée ne laissant guère de doute sur les intentions hostiles à notre égard du pays agresseur. Mais il y a renoncé, ces termes pouvant prêter à équivoque. Il est persuadé que vous êtes aussi soucieux que lui d'éviter qu'une mesure aussi grave ne soit prise à la suite d'une attaque occasionnelle ou locale due peut-être à l'erreur, l'initiative ou l'impulsivité d'un commandant subordonné.

Plutôt que d'introduire dans l'arrêté des expressions ambiguës ou des alternatives fâcheuses, il a estimé préférable de vous donner connaissance de ce qui précède pour préciser la portée de sa décision.

---

6. *Non reproduit.*
7. *Non reproduit. Cf. aussi FF, 1940, I, pp. 435 ss.*

278

E 2001 (D) 2/137

Notice du Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki[1]

Verbal. *Paris,* 15. Mai 1940. 17 Uhr

Ich erhalte den Besuch des Generals Martignon vom Rüstungsministerium. Er bittet mich im Auftrage von Herrn Dautry, mich in der Schweiz dafür zu verwenden, dass trotz der neuen Generalmobilisation diejenigen Betriebe, die für die französische Rüstung arbeiten, insbesondere Hispano-Suiza und Oerlikon, nicht reduzieren müssen, sondern gleich behandelt werden wie die schweizerischen Rüstungsbetriebe. Herr Dautry ist dafür bereit, uns trotz der neuen gewaltigen Schwierigkeiten Frankreichs – durch die Ereignisse in Belgien, Luxemburg und Longwy und Umgebung hat die französische Eisenproduktion einen Drittel ihrer Kapazität eingebüsst – der Schweiz unter den von ihr gewünschten Bedingungen die bestellten Lieferungen an Eisendraht (fils machine pour barbelés) und Betoneisen (ronds à béton) zu machen.

Ich verspreche ihm, in diesem Sinne nach Bern zu berichten, mache aber darauf aufmerksam, dass natürlich von einem Entscheid, wonach die Rüstungsbetriebe beider Art gleich behandelt würden, keine Rede sein könne. Dagegen sei es vielleicht praktisch doch möglich, den Wünschen des Herrn Dautry zu entsprechen.

---

1. *Stucki a ajouté à la fin du document:* Geht an Herrn Minister Bonna zu Handen des Armeekommandos.

279

E 2001 (D) 2/250

Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[1]

No[2] Berne, 16 mai 1940, midi

Le Ministre de Grande-Bretagne et M. Hélouis ont demandé à être reçus en même temps par moi ce matin. Ils sont venus ensemble à 11 ½ h. et m'ont remis les deux aide-mémoires ci-joints.

J'ai répondu qu'à ma connaissance, ces questions avaient déjà été sérieusement examinées, que le Département communiquerait néanmoins ces recom-

---

1. *Annotation de Pilet-Golaz en bas:* Donné conn*[aissance]* au C*[onseil]* f*[édéral]* le 17.5.40.
2. *Annotation de Feldscher en haut à gauche:* Geheim!

mandations à l'instance compétente, qu'en ce qui concerne les facilités pour l'évacuation, nous en prenions très volontiers note pour l'éventualité où nous nous trouverions entraînés dans la guerre aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne, mais que les mesures préparatoires ne pouvaient pas être envisagées tant qu'une agression ne nous avait pas fait sortir de notre neutralité.

En ce qui concerne l'exportation des titres aux porteurs, M. Kelly s'est montré assez insistant. J'ai maintenu que la question avait été sérieusement examinée et que je ne pensais pas, pour ma part, que les instructions nouvelles aient à être données aux banques.

ANNEXE I

L'Ambassade de France au Département politique[3]

AM Berne, 16 mai 1940

L'Ambassade a été chargée d'attirer l'attention des Autorités fédérales sur certains stocks importants de cuivre, d'étain et de nickel, ainsi que sur des machines-outils.

Il y aurait notamment en Suisse:

cuivre:	12 000 tonnes
étain:	400 tonnes
nickel:	200 tonnes

Au cas où le Gouvernement fédéral en exprimerait le désir, les Autorités françaises sont prêtes à donner toutes facilités pour l'évacuation sur le territoire français.

ANNEXE II

La Légation de Grande-Bretagne au Département politique[4]

AM Berne, 16 mai 1940

La Légation d'Angleterre a été chargée d'attirer l'attention des Autorités suisses sur les avantages de prendre des mesures de précaution afin de pouvoir en temps utile

1) détruire tous les produits pétroliers;

2) rassembler et transférer hors du pays tous les bons internationaux au porteur et tous les diamants, notamment les diamants à usage industriel.

---

3. *Annotation de Bonna en haut:* Remis par M. Hélouis, le 16 mai à 11 h 45.
4. *Annotation de Bonna en haut:* Remis par M. Kelly le 16 mai à 11 h 45.

280

E 1005 4/1940

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 mai 1940

Nationalbank; Deckungstimmungen.

Geheim — Finanz- und Zolldepartement. Antrag vom 17. Mai 1940

Nach Art.19, Absatz 2, des Bundesgesetzes über die Schweizerische Nationalbank muss die Metalldeckung zum mindesten 40% der in Umlauf befindlichen Noten betragen. Ausserdem ist diese Mindestmetalldeckung von 40% ausschliesslich im Inland aufzubewahren.

Die im Steigen begriffene Notenausgabe erreichte am 15. Mai die Höhe von 2,170 Millionen Franken. Die gesamte Golddeckung betrug am gleichen Tage 94,66%. Infolge einer letzten Sendung von Gold über Frankreich nach New York im Betrage von 153 Millionen Franken ist der Goldbestand im Inland am 16. Mai auf 734 Millionen Franken gesunken, womit das Verhältnis des Metallbestandes zum Notenumlauf auf 33,82% zurückgegangen ist und der gesetzlichen Vorschrift nicht mehr entspricht. Auf der andern Seite ist diese Vorschrift durch die tatsächlichen Verhältnisse überholt; niemand bestreitet, dass es ein Gebot der Klugheit und Vorsicht ist, einen beträchtlichen Teil unseres Goldbestandes dort im Ausland aufzubewahren, wo die grösstmögliche Gewähr besteht, dass er uns unangetastet erhalten bleibe. Es empfiehlt sich daher, die der Entwicklung der Tatsachen nicht mehr angepasste gesetzliche Bestimmung zweckentsprechend abzuändern. Die Nationalbank unterbreite denn auch dem Finanz- und Zolldepartement den Entwurf zu einem Bundesratsbeschluss, dessen Form und Inhalt dieses Departement für richtig erachtet. Um eine allfällige Beunruhigung der Bevölkerung zu vermeiden, ersucht die Nationalbank, den Bundesbeschluss unter keinen Umständen der Öffentlichkeit bekannt zu geben.

Es wird antragsgemäss

beschlossen:

«Bundesratsbeschluss
betreffend die Golddeckung des Notenumlaufes
der Schweizerischen Nationalbank
(Vom 17. Mai 1940)

Der Schweizerische Bundesrat,
gestützt auf Art. 3 des Bundesbeschlusses vom 30. August 1939[1] über Massnahmen zum Schutze des Landes und zur Aufrechterhaltung der Neutralität,

beschliesst:

---

1. *RO, 1939, p. 782.*

Art. 1. In Abweichung von Art. 19 des Bundesgesetzes über die Schweizerische Nationalbank vom 7. April 1921[2] ist die Nationalbank von der Pflicht enthoben, die gesetzliche Mindestmetalldeckung von 40% im Inland aufzubewahren.

Art. 2. Dieser Beschluss tritt sofort in Kraft.»

[Une version de l'arrêté en français figure à la fin du procès-verbal du Conseil fédéral]

2. *RO, 1921, vol. 37, p. 582.*

281

E 2001 (D) 2/28

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

L I-C-25/40. Streng vertraulich. Paris, 18. Mai 1940

[...][2]

Durch einen reinen Zufall erfuhr ich nun aber, dass die Nationalbank genau das Gegenteil dessen gemacht hat, was Sie in Ihrem Schreiben vom 6. Mai darlegten, nämlich, dass nicht nur ein Abkommen abgeschlossen worden sei, sondern dass sich dessen Durchführung bereits in vollem Gange befinde.

Ich könnte nun sehr wohl verstehen, dass man mich aus naheliegenden Gründen beiseiten lasse und nicht informieren will. Dann verstehe ich allerdings nicht, dass auf Veranlassung der Nationalbank die Beamten der Banque

1. *Annotation de Pilet-Golaz en haut à droite:* Conférer avec M. Rossy. Puis nous déciderons. Avant ne rien faire de plus que ce qui a été prévu vendredi *[17 mai]*. L'opération perdrait son caractère «commercial», 20.5.40. *Annotation de Bonna en haut à gauche:* j'ai téléphoné à M. Rossy. Il n'est pas question de répondre nous-mêmes. M. Rossy écrira à M. Stucki et nous enverra copie, 20.5.40.
Par une lettre du vendredi 17 mai adressée à Pilet-Golaz (qui la vise le 18 mai), P. Rossy transmet des copies de la correspondance (du 15 au 17 mai) de la Banque nationale avec la Banque de France (Fournier et Boisanger). Rossy écrit notamment au Président de la Confédération: (...) Après bien des ordres et contre-ordres, la Banque de France a pris notre or ferme à Vallorbe et nous bonifie aujourd'hui 95% du contrepoids à New York. Comme nous aurons à payer 3% des frais de transport, le décompte final ne portera que sur 2%. L'opération s'est ainsi déroulée sur une base absolument commerciale (E 2001 (D) 2/28).
2. *Stucki se réfère à sa lettre du 2 mai et à la réponse de Pilet-Golaz du 6 mai (Cf. N° 272 et note 1). Il n'a plus rien entrepris depuis cette date en vue de l'évacuation de l'or suisse.*

de France auf unsere Gesandtschaft geschickt wurden, um in dieser Angelegenheit mit der Schweiz zu telephonieren[3]!

Heute bat mich nun neuerdings Herr Finanzminister Lamoureux zu sich, um mir folgendes mitzuteilen:

Ich habe Ihnen vor einiger Zeit erklärt, Frankreich wäre bereit, dem Gold der schweizerischen Nationalbank, sowie allfälligen andern Wertobjekten Asyl zu gewähren. Dabei könnte gegen eine kleine Kommission das nach Frankreich gebrachte schweizerische Gold von Frankreich übernommen werden gegen Überlassung der entsprechenden Menge des bereits in den U.S.A. liegenden französischen Goldschatzes. Sie haben mir auf diese Offerte nie geantwortet. Nun ist während meiner Abwesenheit und ohne mein Wissen diese Offerte am 15. ds. durch die Banque de France der schweizerischen Nationalbank wiederum gemacht worden. Die Nationalbank ist darauf eingetreten und alle technischen Fragen bezüglich des Transportes u.s.w. wurden durch einen nach der Schweiz geschickten Sous-Gouverneur der Banque de France mit der schweizerischen Nationalbank bereinigt[3]. Die Spedition des Goldes über Vallorbe hatte bereits begonnen. Als ich am 16. Mai davon Kenntnis erhielt, war die Panikstimmung ausserordentlich gross, Paris schien unmittelbar bedroht, die Banque de France und die grossen Privatbanken erhielten Befehl zur Evakuation. Unter diesen Umständen konnte ich der Transaktion meine Zustimmung nicht geben und verfügte den Unterbruch der Speditionsarbeiten. Als verantwortlicher Finanzminister Frankreichs konnte und durfte ich bei der damaligen militärischen Lage nicht in Frankreich schweizerisches Gold entgegennehmen und dafür französisches Gold abtreten, das sich in den U.S.A. in vollständiger Sicherheit befindet. Ich habe den in der Schweiz weilenden Sous-Gouverneur der Banque de France sofort zurückrufen lassen, um ihm persönlich neue Instruktionen zu erteilen. Ich bedaure sehr, dass meine Intervention offenbar in der Schweiz eine gewisse Aufregung verursacht hat und zur Annahme beitragen konnte, die französische Regierung betrachte ganz Frankreich als gefährdet und für das schweizerische Gold nicht mehr sicher. Ich gebe zu, dass am Donnerstag bei der französischen Regierung Pessimismus herrschte, insbesondere wegen der Möglichkeit eines italienischen Angriffes gegen Frankreich.

Unter den heutigen Umständen kann ich der schweizerischen Nationalbank folgenden Vorschlag machen: Das schweizerische Gold wird grundsätzlich und verhältnismässig gleich behandelt wie das noch in Frankreich liegende französische Gold[4]. Dieses soll suksessive durch Kriegsschiffe nach den U.S.A. transportiert werden. Da wir aber für diesen Zweck nur ganz wenige Kriegsschiffe beanspruchen können, so wird diese Operation nur einen Teil umfassen und ziemlich lange dauern. Was nicht derartig nach den U.S.A. spediert werden kann, senden wir zunächst nach den französischen Kolonien in Nordafrika (Oran), deren Sicherheit mir durch Admiral Darlan ausdrücklich garantiert wurde. Von dort wird es dann später und suksessive nach den U.S.A. spediert. Ich bin nun bereit[5]:

---

3. *Pilet-Golaz a marqué ces passages d'un point d'interrogation dans la marge.*

4 et 5. *Pilet-Golaz a noté dans la marge:* exclu.

1. das vorgestern und gestern bereits in Frankreich eingetroffene schweizerische Gold gemäss der ursprünglichen Offerte zu übernehmen und der schweizerischen Nationalbank die entsprechende Quantität in U.S.A. sofort abzutreten[6],

2. schweizerisches Gold, das neu nach Frankreich gelangt, würde gemäss obigen Darlegungen teilweise direkt, teilweise indirekt (über Nordafrika) ebenfalls nach den U.S.A. spediert. Zur Bestimmung der Quantitäten des Schweizergoldes, das direkt nach den U.S.A. gesandt würde, ist massgebend das Verhältnis zwischen der Gesamtmenge französischen Goldes auf Schweizerterritorium und der Gesamtmenge des Schweizergoldes auf französischem Boden. Wenn also mit den erwähnten Kriegsschiffen z. B. ein Drittel des französischen Goldes direkt nach den U.S.A. ginge, so würde auch ein Drittel des von der Schweiz nach Frankreich gelangten Schweizergoldes mitgenommen. Der Rest käme zunächst in die Gegend Bordeaux-Toulon und später über Nordafrika nach Amerika[7].

Die Banque de France wird der schweizerischen Nationalbank in diesem Sinne bald Vorschläge machen. Ich habe darauf gehalten, dass diese Vorschläge und ihre Begründung auch der Schweizerregierung durch Sie zur Kenntnis komme.

Da ich über die bisherigen Verhandlungen und Abmachungen absolut nichts weiss und auch weder die Absichten des Bundesrates noch der Nationalbank kenne, so habe ich mich selbstverständlich zu all diesen Ausführungen in keiner Weise geäussert. Dagegen betrachte ich es natürlich als meine Pflicht, Sie sofort zu orientieren.

Ich lege von diesem Schreiben zwei Kopien bei, die Sie je nach Gutfinden Herrn Bundesrat Wetter und der Nationalbank zukommen lassen können.

Falls Sie wünschen, dass ich mich mit dieser Angelegenheit in irgend einer Weise weiter befasse, so bitte ich um Ihre Instruktionen.

ANNEXE

J.I. 131/58

Le Vice-Président de la Direction générale de la Banque nationale, P. Rossy, au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki

L Strictement confidentielle. Berne, 20 mai 1940

Le Département politique fédéral me transmet à l'instant votre lettre du 18 ct à son adresse, au sujet de nos opérations de transport d'or.

La Banque nationale a constamment tenu au courant le Département politique de toute l'opération qui a subi les phases les plus diverses. Je pensais que le Département politique vous tiendrait directement au courant. Ce dernier croyait de son côté que la Banque nationale vous mettrait au courant. Normalement, d'après tous les renseignements pris, notre directeur de Genève, qui devait

6. *Pilet-Golaz a noté dans la marge du point 1:* C'est la seule transaction possible.
7. *Pilet-Golaz a noté dans la marge du point 2:* Exclu.

accompagner un premier envoi, avait reçu l'ordre de ma part de se rendre chez vous pour vous tenir au courant. Vous verrez tout à l'heure pourquoi il n'a pas été donné suite à cet ordre.

Au début de mai, je me suis rendu à Paris pour examiner avec la Banque de France les possibilités d'envoi d'or de Suisse à New York en transit par la France, opération strictement commerciale et qui devait avoir le même caractère que nos transports actuels via Gênes.

La Banque de France m'a offert de prendre l'or à Paris et de nous mettre immédiatement à disposition un poids correspondant de métal à New York contre paiement par nous des frais de transport et d'assurance. Ces transactions, comme d'autres transactions pour l'envoi de nos titres et coupons échus et un arrangement au sujet de billets de banque français, m'ont accaparé à tel point qu'il m'a été absolument impossible d'aller vous rendre visite. Le meilleur indice que je puisse vous donner sur mes intentions de vous rendre visite est qu'avant mon départ je m'étais offert à prendre la valise diplomatique. Arrivé sur place, j'ai été heureux qu'on ne m'en ait pas chargé car je ne vois guère comment j'aurais pu vous la faire parvenir.

Dès mon retour de Paris, le 2 mai, jusqu'au 14 mai, nous sommes restés sans nouvelles de la Banque de France qui aurait dû me communiquer les conditions de l'opération transitaire. Le 14 mai, le Gouverneur m'a téléphoné pour me dire que l'opération pressait et qu'il pouvait la faire pour n'importe quel montant, mais toujours sans me préciser les conditions. Le *[jeudi]* 16 mai, il m'envoyait le Sous-Gouverneur de la Banque, Monsieur de Boisanger, qui était chargé de débattre les conditions avec moi. Ce même matin, le Gouverneur m'adjurait d'accélérer les opérations. Le Département politique, le Département des finances et le Général, que j'ai consultés entre-temps, se déclaraient d'accord, étant donné le caractère commercial de l'opération. Un premier envoi de 150 millions en chiffre rond était préparé le même jour et le Sous-Gouverneur m'engageait à préparer d'autres envois immédiats. En pleine discussion, jeudi matin, Monsieur de Boisanger reçut l'ordre du Gouverneur de poursuivre la discussion pour ce premier envoi, mais de la suspendre pour tous envois suivants.

Le premier envoi a été exécuté. Il était entendu qu'il était dirigé sur Paris et que le contrepoids d'or nous serait cédé à New York dès l'arrivée de notre or à la Banque de France. Monsieur Compagnon, directeur de notre succursale de Genève, devait accompagner l'envoi jusqu'à Paris pour recevoir quittance et vous rendre visite. Dans le courant de l'après-midi, la Banque de France m'a avisé que l'or devait être dirigé non sur Paris mais sur l'ouest. L'envoi a été retenu à Vallorbe. Dans la nuit, j'ai téléphoné au Gouverneur pour lui demander la destination exacte de l'envoi. Comme il ne la connaissait pas, je lui ai proposé de lui céder l'or à Vallorbe contre remise immédiate du contrepoids à New York. Il a refusé cette opération. Je lui ai déclaré que l'or ne quitterait pas la Suisse avant que je sois fixé. Le lendemain matin *[17 mai]*, Monsieur Carriguel de la Banque de France m'a appelé pour m'annoncer qu'il était d'accord d'accepter l'or à Vallorbe contre cession équivalente à New York. Dès lors, notre directeur n'avait plus à accompagner l'or sur territoire français.

Comme il était impossible à l'inspecteur de la Banque de France, délégué à Vallorbe, d'obtenir des instructions de sa banque et comme Monsieur Carriguel insistait pour que cet inspecteur fasse partir l'or immédiatement de Suisse, j'ai suggéré à Monsieur Carriguel de se servir du téléphone de la Légation de Suisse pour atteindre la gare de Vallorbe.

L'opération est actuellement complètement liquidée et nous avons notre contre-valeur à New York.

L'opération n'a à aucun moment revêtu de caractère diplomatique; elle a été faite entièrement sur des bases commerciales normales et la Banque nationale tenait à lui conserver ce caractère. C'est pourquoi elle n'a pas fait appel à vos services.

Nous n'envisageons pas pour le moment de continuer ces opérations[8].

---

8. *Rossy écrivit une seconde lettre à Stucki le 24 mai, résumant l'affaire et précisant quelques points. Le transfert aurait dû concerner environ un demi-milliard de francs, moyennant une commission d'assurance et de transport fixée à 3 %. L'opération fut brusquement interrompue par le Gouverneur de la Banque de France après le départ du premier envoi de 150 millions.*

282

E 2001 (D) 3/304

La Légation de Suisse à Berlin au Département politique

Copie de réception[1]
T No 54

Berlin, 19. Mai 1940, 13 Uhr 20
(*Reçu:* 19. Mai, 18 Uhr 30)

Angesichts Kriegslage empfehle zu prüfen, ob nicht im Falle deutschen Einmarsches Neutralität mit Alpen im Rücken unter Verzicht auf Bündnis mit Westmächten aus eigener Kraft verteidigt werden sollte. Diese Haltung würde im Falle deutschen Endsieges unsere Aussichten verbessern[2].

1. *La transcription du télégramme porte la mention:* Streng geheim.
2. *Réponse du Département politique, par télégramme du 22 mai:* Ihr 54. Ihre Anregung ist undurchführbar. Erörterung unerwünscht.

283

E 5155 1968/12/2

Notice du Chef du Service technique militaire du Département militaire, R. Fierz

St
Aktennotiz.

Bern, 20. Mai 1940

BESPRECHUNG VOM 18. MAI 1940 MIT OBERST CARTWRIGHT, MILITÄRATTACHÉ BEI DER ENGLISCHEN GESANDTSCHAFT.

Der Genannte sprach am 18. Mai um 1700 Uhr bei mir vor und war unangenehm zudringlich. Er wollte unter anderem wissen, was wir gegenwärtig an Fliegerabwehr disponibel haben. Er machte geltend, es interessiere ihn dies, weil wir doch auf die Royal Airforce angewiesen seien. Ich erwiderte ihm, es seien dies Fragen, die er an Herrn Oberst Masson richten müsse, ich könne ihm darüber keine Auskunft geben. Er wisse ja, dass wir letzter Tage in Oerlikon 20 für Frankreich bestimmte Waffen und 35 von den englischen Lieferungen requiriert hätten[1]. Was seine Bemerkung betreffend Royal Airforce anbelange, so hoffe ich nicht, dass wir die Unterstützung benötigen, und wenn wir von einer Seite angegriffen würden, sei es wahrscheinlich, dass wir die andere um Mitwirkung ersuchen und umgekehrt. Er äusserte sich, es sei doch gar nicht

1. *A ce sujet, cf. la notice (non reproduite) sur l'entretien du 20 mai 1940 de Fierz et Mitchell.*

denkbar, dass wir von den Alliierten angegriffen würden. Ich bemerkte, wir müssten theoretisch alle Möglichkeiten ins Auge fassen, denn wenn wir das nicht täten, wären wir nicht neutral.

Er versuchte im weitern mit grosser Beredsamkeit darzutun, dass die englische Armee viel viel besser sei als die deutsche, sie sei viel beweglicher und wenn auch die Deutschen heute mit neuen taktischen Massnahmen gekommen seien, so werden die Engländer das sehr schnell lernen. Es war ganz offensichtlich, dass sein ganzer Besuch dem Bestreben galt, den etwas peinlichen Eindruck der letzten Tage abzuschwächen.

284

E 1004.1 1/397

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 21 mai 1940

875. Wirtschaftsverhandlungen mit Grossbritannien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 18. Mai 1940

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«Am 1. April 1940 hat der Bundesrat der schweizerischen Verhandlungsdelegation seine Instruktionen für die Fortsetzung und den Abschluss der Wirtschaftsverhandlungen mit Grossbritannien erteilt[1]. Es sollte versucht werden, über den von einer schweizerischen Bankengruppe zu günstigen Bedingungen bereitgestellten Kredit genügende Einfuhrmöglichkeiten für schweiz. Exportprodukte in Grossbritannien zu erreichen.

1. *Britische Konzessionen für die Einfuhr schweizerischer Waren.*

In den erneuten Verhandlungen, welche vom 2. April bis zum 10. Mai 1940 in London stattgefunden haben[2], ist es gelungen, britische Konzessionen für die Einfuhr der bisher am meisten gefährdeten schweiz. Ausfuhrgüter in einem Ausmasse zu erreichen, das als annehmbar bezeichnet werden kann. Die britischen Einfuhrgeständnisse betreffen die folgenden Positionen:
Stickereien, Seidengewebe, Seidenbänder, Hutstumpen und Strohgeflechte, Schuhe, Spezialmaschinen und Apparate, Uhren, Aluminiumfolien. Eine «offene Summe» von jährlich einer Million Franken gestattet, kleinere Ausfuhrpositionen, deren Nennung im Vertrag selbst zu weit geführt hätte, zu berücksichtigen. Über diese zahlenmässig, in Schweizerfranken festgesetzten Kontingente hinaus, hat sich Grossbritannien zur Aufrechterhaltung des für

1. *Cf. N° 259.*
2. *Cf. N°s 261 et 265.*

die Schweiz aktiven Veredlungsverkehrs in glatten Geweben und Stickereien im Vorkriegsumfang verpflichtet.

Als weitere handelspolitisch wertvolle Zugeständnisse sind zu nennen: die Verwaltung der oben genannten Kontingente (mit Ausnahme der bereits eingelebten britischen Praxis für Uhren) durch die Schweiz sowie die Zusicherung des Umwechsels von Fakturabeträgen in englischen Pfunden zum offiziellen Kurs in Schweizerfranken.

2. *Die Gewährung eines 100-Millionen Kredits.*

Durch seinen Beschluss vom 1. April 1940 hat der Bundesrat der Gewährung eines Kredites von 100 Millionen Franken durch eine schweizerische Bankengruppe an eine Gruppe englischer Banken grundsätzlich zugestimmt, den endgültigen Vertragsabschluss jedoch von der Bedingung abhängig gemacht, dass befriedigende handelspolitische Zugeständnisse erreicht werden können. Diese Bedingung darf heute als erfüllt betrachtet werden.

In den Verhandlungen über den Kredit selbst wurde Einigung über die noch offenen Fragen des Zinssatzes (stets 1½% über dem offiziellen Diskontsatz, minimal 3%, maximal 4%) sowie der sofortigen Vollbenutzung des Kredits erreicht. Eine wesentliche Meinungsverschiedenheit ergab sich über den Sinn der bereits im Februar gemachten britischen Zusage der Aufrechterhaltung des clearingfreien Zustandes gegenüber der Schweiz für 18 Monate. Während das Treasury Department in dieser Zusage bloss den Verzicht auf besondere zweiseitige Transfervereinbarungen zwischen Grossbritannien und der Schweiz sah, die Schweiz jedoch künftigen allgemeingültigen britischen Transfermassnahmen mit-unterstellen wollte, vertrat die schweizerische Delegation den Standpunkt, dass ihr die Aufrechterhaltung der heute bestehenden Transferordnung zugesagt sei. Der Vertreter der Treasury, Unterstaatssekretär S.D. Waley, hat schliesslich eine Stellung eingenommen, die grundsätzlich der schweizerischen Auffassung entspricht. Die britische Regierung erklärt, dass sie keine besonderen Transfermassnahmen gegenüber der Schweiz treffen werde und dass sie nicht beabsichtige, solche Massnahmen von allgemeiner Gültigkeit zu treffen. Sollten aber ausserordentliche Verhältnisse sie zum Erlass genereller Transferbestimmungen veranlassen, so sei sie bereit, den von der schweiz. Bankengruppe gewährten Kredit sofort zurückzubezahlen. Da diese Zusage nicht mehr bloss – wie die «Clearingfreiheit» – für 18 Monate, sondern für die ganze Dauer des Kredits gilt, erscheint sie unseren kreditgebenden Banken vorteilhafter als die bisherigen Abreden.

Die unter Ziff. 1 angeführten handelspolitischen Zugeständnisse Grossbritanniens sind nur in Verbindung mit der Kreditaktion erreichbar gewesen. Das Verlangen der britischen Vertreter, bei einer vorzeitigen Rückzahlung des Kredits die damit im Zusammenhang gewährten Einfuhrkonzessionen ebenfalls dahinfallen zu lassen, muss als eine logische Folge der inneren Verbindung dieser beiden Dinge anerkannt und hingenommen werden.

Damit wären in den Verhandlungen sämtliche Schwierigkeiten überwunden und würde einem für die Schweiz tragbaren und interessanten Vertragsabschluss nichts mehr im Wege stehen. Leider haben die allerjüngsten Kriegsereignisse die erklärte Bereitschaft der schweizerischen Bankengruppe

(Schweiz. Bankverein, Schweiz. Kreditanstalt, Schweiz. Bankgesellschaft und Eidg. Bank) zur Krediteröffnung im genannten Umfang getroffen. Die Banken erklärten in einer Sitzung vom 15. Mai 1940, an welcher auch Vertreter des Politischen Departements und des Finanz- und Zolldepartements, der Nationalbank und des Vororts teilgenommen haben[3], dass sie zur Zeit nicht in der Lage seien, einen 100 Millionen Kredit unter den vorgesehenen Bedingungen zu gewähren. Als Grund führten sie die wesentlich veränderte internationale Lage und ihre im Zusammenhang damit veränderte Liquidität an. Sie sehen in der von der Nationalbank zugesagten jederzeitigen Bereitschaft zum Rückdiskont der britischen Treasury-Bills keine praktisch nutzbare Hilfe und äusserten auch Bedenken mit Bezug auf die politische Tragbarkeit des Kredits in der Gegenwart.

In der Unsicherheit dieser Tage wird von den interessierten Banken kaum eine positive Stellungnahme zu erwarten sein. Auf ihren Wunsch nach Verschiebung der abschliessenden Verhandlungen um 2-3 Monate kann jedoch mit Rücksicht auf die mit dem Vertrag verbundenen schweizerischen Produktions- und Exportinteressen sowie mit Rücksicht auf den Vertragspartner, der nach langer Verhandlungsdauer zum Abschluss drängt, nicht eingetreten werden. Es scheint uns richtig, einige Tage zuzuwarten, um nach eingetretener Beruhigung die Frage erneut mit den Banken aufzunehmen.

Diese kurze Verzögerung kann sowohl dem britischen Partner wie auch den schweizerischen Exportindustrien gegenüber, die gegenwärtig durch die Generalmobilmachung in ihrer Erzeugungsfähigkeit getroffen sind, verantwortet werden. Sie gibt auch dem Bundesrat die Möglichkeit, die Opportunität einer staatlich genehmigten Kreditgewährung an eine englische Bankengruppe nochmals zu überprüfen. Die schweizerischen Banken wollen aus jeder Verantwortung für eine «Neutralitätsverletzung» entlassen sein. Andererseits wird zu berücksichtigen sein, dass die schweizerische Verhandlungsdelegation seit 4 Monaten nach bundesrätlicher Instruktion die Kreditgewährung ihren Besprechungen und Erklärungen zugrunde legte und ein plötzliches Abweichen von dieser Grundlage auf britischer Seite kaum verstanden würde. Es müsste dies zur Neuaufnahme schwieriger Verhandlungen auf der Basis eines zweiseitigen schweizerisch-britischen Zahlungs- oder Clearingabkommens, dessen Wünschbarkeit bisher mit guten Gründen von uns verneint wurde, führen. Dem schweizerischen Export wäre damit für eine neue Zeit des vertragslosen Zustandes nicht geholfen. Zu erwartenden kritischen Betrachtungen von deutscher Seite könnte mit dem Hinweis begegnet werden, dass die britischen Gegenleistungen sehr beträchtliche sind: Kontingentseröffnungen für schweizerische Luxuswaren, welche auf die dreijährige Kreditdauer berechnet zwei Drittel der Kreditsumme absorbieren, weitere schweizerische Lieferungen (wie Baracken), die sich auf mindestens 10 Millionen Franken belaufen und deren Durchführung ebenfalls von der Kreditgewährung abhängt, sowie die für die schweizerischen Wirtschaftsbeziehungen zum britischen Weltreich bedeutsame Zusage der Aufrechterhaltung der bisherigen freien Transferordnung.

3. *Non retrouvé.*

Auf Grund der genannten Darlegungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. von diesem Bericht wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen,
2. die Verhandlungsdelegation wird beauftragt, in nächster Zeit die Besprechungen mit der schweiz. Bankengruppe fortzuführen, um einen Abschluss der Verhandlungen mit Grossbritannien auf der bisherigen Grundlage, d.h. der vorgesehenen Kreditgewährung, zu ermöglichen.
3. Über das Ergebnis der Besprechungen mit der schweizerischen Bankengruppe ist dem Bundesrat vor der Wiederaufnahme der Verhandlungen in London Bericht zu erstatten.

285

E 2001 (D) 3/304

La Légation de Suisse à Helsinki au Département politique

Copie de réception
T Nr. 26.

Helsinki, 22. Mai 1940, 12 h 30
(*Reçu:* 22. *[23.?]* Mai, 05.00 h)

Der hiesige deutsche Gesandte erklärt mir privat mit auffallender Betonung, dass Deutschland vor Durchmarsch durch die Schweiz nicht zurückschrecken dürfe, wenn militärische Lage zur Erfüllung deutscher historischer Mission dies erforderlich machen sollte. Minister Blücher ist überzeugt von Eintritt Italiens vor Friedensschluss zwecks Sicherung Interessen im Mittelmeer und Djibuti. Berlin betrachte Krieg als gewonnen.

286

E 2001 (D) 3/465

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Département politique

Copie de réception
T N° 50.

Rome, 23 mai 1940, 18 h 50
(*Reçu:* 24 mai, 01 h 30)

Ambassadeur Etats-Unis vint me signaler rumeurs circulant depuis deux jours à Rome indiquant que Mussolini sollicité par Allemagne se joindre

attaque contre Suisse aurait refusé consentir. Ne put approfondir jusqu'ici bien-fondé nouvelle mais estime maintenant que Italie fortement intéressée position suisse[1]. Néanmoins vigilance nécessaire.

1. *Par un télégramme chiffré expédié le 29 avril 1940, P. Ruegger adresse au Département politique l'information suivante:* Le Ministre des échanges, Riccardi, m'assura que l'Italie n'entrerait pas en guerre, me manifestant son regret sur la décision des banques suisses de couper les crédits à l'Italie sur l'exemple des banques américaines. Il ajouta que le Duce déclara ne pas avoir attendu cette attitude du côté de la Suisse. J'explique que les banques chez nous sont libres dans leurs décisions, ajoutant que les banquiers suisses participant aux négociations en cours seront en mesure de se faire une opinion confiante sur l'évolution de la situation (E 2001 (D) 2/268).

287

E 2001 (D) 2/137

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

L Paris, 23. Mai 1940

Gestern abend telephonierte mir der Rüstungsminister, Herr Dautry, um mich in äusserst dringlicher Weise zu bitten, bei Ihnen direkt zu intervenieren, damit seine in der Schweiz aufgegebenen Rüstungsaufträge beschleunigt zur Ausführung gelangen[1]. Er hob hervor, dass sich Frankreich für die ganze westliche Zivilisation und damit nicht zum wenigsten auch für die Schweiz schlage und dass diese selbst das grösste Interesse hätte, seinen Wünschen zu entsprechen. Er bat mich, sofort den bekannten Herrn Exbrayat, den Chef der französischen Einkaufskommission in der Schweiz, zu empfangen, der mir seine Wünsche präzisieren werde.

Ich erhielt hierauf den Besuch von Herrn Exbrayat, der mir ein Papier überbrachte, auf welchem Herr Dautry selbst seine Begehren resumiert hat. Wir fanden beide sofort, dass diese, wenigstens zum Teil, für die Schweiz absolut unerfüllbar sind und ich verzichte darauf, dieselben tel quel weiterzugeben. Auf ein meines Erachtens diskutierbares Mass reduziert, handelt es sich um folgendes:

1. Die neue schweizerische Generalmobilmachung hat einigen in der Schweiz für Frankreich arbeitenden Fabriken eine Anzahl äusserst wichtiger Spezialisten entzogen, die das Rendement dieser Fabriken ganz gewaltig herabgesetzt haben. Durch Dispensierung von zehn bis zwanzig Personen, die zum Teil im Landsturm oder als Hilfsdienstpflichtige aufgeboten worden sind, könnte schon vieles verbessert werden.

1. *Cf. N° 278.*

2. Gleichstellung der für Frankreich arbeitenden Fabriken mit Bezug auf die Arbeitszeit mit den für die schweizerische Landesverteidigung arbeitenden Betrieben. (Herr Dautry hatte für die ihn interessierenden Fabriken gewünscht, dass man sie autorisiere, täglich 24 Stunden und Sonntags zu arbeiten!)[2].

3. Sofortige Aufhebung der ausgesprochenen Beschlagnahme der Oerlikoner-Kanonen und der zugehörigen Munition[3]. Es handle sich um 20 Kanonen für Frankreich, 25 Kanonen für England und 85 000 Stück Munition. Dieses Begehren sei angesichts der jetzigen Kriegsführung das weitaus wichtigste und von einer ungeheuren Dringlichkeit. Die alliierten Armeen brauchten täglich circa 500 000 Schuss dieser Munition. Die Angelegenheit sei so dringlich, dass, wenn die Schweiz die Beschlagnahme aufhebe, was sie tun *müsse*, er nötigenfalls dieses Material sofort durch eigene Camions in der Schweiz abholen werde[4].

4. Erteilung der Ausfuhrbewilligungen für die Werkzeugmaschinen, die bestimmt sind für die von Oerlikon eingerichtete Fabrik in Guéret. Diese Werkzeugmaschinen seien für die schweizerische Landesverteidigung von keinem oder nur einem kleinen Interesse.

5. Aufhebung der Beschlagnahme und Erteilung der Ausfuhrbewilligungen für die bei der Lonza bestellte konzentrierte Salpetersäure.

Herr Dautry lässt Sie dringend bitten, sofort Ihren ganzen Einfluss bei den zuständigen militärischen und zivilen Stellen geltend zu machen, damit seinen Wünschen entsprochen werde. Für alle Details steht die Mission Exbrayat in Genf[5] zur Verfügung.

---

2. *Pilet-Golaz a marqué cet alinéa de deux points d'exclamation dans la marge.*
3. *Cf. à ce sujet* E 5155 1968/12/2.
4. *Pilet-Golaz a noté* Exclu *dans la marge.*
5. *Pilet-Golaz a marqué un point d'interrogation dans la marge.*

288

E 1004.1 1/397

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 24 mai 1940

903. Einkauf amerikanischer Kohle

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 20. Mai 1940
Finanz- und Zolldepartement. Mitbericht vom 23. Mai 1940

Das Volkswirtschaftsdepartement unterbreitet folgenden, von der Kommission für Kriegswirtschaft gutgeheissenen Antrag betr. den Einkauf von amerikanischer Kohle durch den Bund.

«I.

Die Kohleneinfuhr war bis jetzt im allgemeinen befriedigend, obwohl sich in den letzten Monaten bereits gewisse Schwierigkeiten eingestellt haben. Dagegen wurden durch die letzte tiefgreifende Veränderung der internationalen Lage die bestehenden Zufuhrmöglichkeiten empfindlich gestört, sodass besondere Massnahmen unverzüglich nötig sind.

Holland und Belgien fallen als Lieferantenländer vollständig weg und kommen auch als Umschlagsplätze nicht mehr in Frage. Auch von Frankreich sind keine Zufuhren zu erwarten[1]. Es bleiben demnach nur noch vier Länder, die für Kohlenlieferungen in Betracht fallen: Deutschland, England, Amerika und Indochina. Ebenso beunruhigend sind die Transportverhältnisse. Der Transit durch Frankreich und Italien kann jederzeit in Frage gestellt werden, insbesondere wird die Lage sehr ernst, wenn Italien in den Krieg eintritt. Wie lange Deutschland noch liefern oder transportieren kann, ist ungewiss.

Unter diesen Umständen kommt der Beschaffung von Kohle aus Amerika besondere Bedeutung zu.

II.

Schon vor Eintritt der neuesten kriegerischen Ereignisse haben einzelne Importeure in Amerika Bestellungen aufgegeben, während andere des höheren Preises wegen darauf verzichtet haben. Seit dem 10. Mai 1940 stürzen sich nun die Importeure auf das Amerika-Geschäft. Diese überstürzten und nicht organisierten Einkäufe haben zur Folge, dass die Preise und Frachten der Gefahr empfindlicher Steigerungen ausgesetzt sind.

Um Ordnung in das Kohlengeschäft mit Amerika zu bringen, hat das Kriegs-Industrie- und Arbeits-Amt in Verbindung mit dem Kriegs-Transport-Amt[2] folgende Lösung in Aussicht genommen:

Die für Amerika in Betracht fallenden Importeure der Schweiz gründen eine besondere Einkaufsorganisation. Diese hat ein Vierteljahresprogramm aufzustellen auf der Grundlage einer etwa 50 Prozent betragenden Bedarfsdeckung. Die Einkäufe in Amerika sind zu zentralisieren, was dadurch erreicht wird, dass die Verträge der Genehmigung der Gruppe Einfuhrkontrolle für Kraft und Wärme bedürfen. Die Sektion für Kraft und Wärme ordnet die Verteilung der eingeführten Mengen auf den Handel im Inland an. Die Transporte werden durch das Kriegs-Transport-Amt organisiert.

III.

Die Gründung der vorgesehenen Einkaufsorganisation wird einige Zeit in Anspruch nehmen. Da an der oben angeführten Gründung ein grosses Interesse daran besteht, dass die noch bestehenden Einkaufsmöglichkeiten ausgenützt werden, sollte bis zur Gründung der genannten Einkaufsorganisation sofort amerikanische Kohle durch den Bund eingekauft werden. Die gegenwärtige prekäre Lage der Kohlenversorgung, die noch bestehenden Bezugsmöglichkeiten und der Umstand, dass sich die Lage beim Eintritt Italiens in den

1. *Cf. N° 290.*
2. *Quelques copies de correspondances à ce sujet se trouvent dans* E 2001 (D) 2/235.

Krieg erheblich verschlimmern würde, rechtfertigen eine solche Massnahme. Wenn rasch gehandelt wird, können die Einkäufe getätigt werden, bevor die zu erwartende Preishausse eingetreten ist.

Das einzige Risiko, das ernstlich in Betracht fällt, ist das Transportrisiko. Dieses muss aber angesichts der Lage in Kauf genommen werden.

Sollte sich die Einfuhr aus den andern Bezugsländern wider Erwarten normal gestalten, so könnte eine Verteilung vorgenommen und den Importeuren die Übernahme amerikanischer Ware in einem bestimmten Verhältnis zu ihren Gesamteinfuhren vorgeschrieben werden.

Wir sehen vor, eine Menge von ca. 200 000 Tonnen einzukaufen. Dies bedingt, unter Berücksichtigung der heutigen Preise, Frachtsätze und Versicherungsprämien, einen Kostenaufwand von ca. Fr. 20 000 000.–. Diese Menge macht 5-6% des gesamten Jahresbedarfes aus.»

Antragsgemäss und mit Zustimmung des Finanz- und Zolldepartements wird

beschlossen:

1. Zum sofortigen Einkauf von amerikanischer Kohle durch den Bund wird zulasten der kriegswirtschaftlichen Kredite ein Betrag bis zu Fr. 20 000 000.– bewilligt.
2. Die gekaufte Kohle kann auf Kosten und Gefahr des Bundes auf Lager gelegt oder den Importeuren gegen Vergütung der Selbstkosten zur Verfügung gestellt werden.
3. Das Volkswirtschaftsdepartement (Kriegs-Industrie- und Arbeits-Amt) ist mit dem Vollzug dieses Beschlusses, insbesondere mit dem Einkauf der Kohle, beauftragt.

289

E 1004.1 1/397

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 24 mai 1940

906. Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 24. Mai 1940

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«1. Bekanntlich läuft das gegenwärtige schweizerisch-deutsche Verrechnungsabkommen Ende Juni a.c. ab, sodass schon aus diesem Grunde neue Verhandlungen mit Deutschland unvermeidlich sind. Nun legen die Deutschen aus begreiflichen Gründen Wert darauf, dass die kommenden Wirtschaftsverhandlungen wenigstens am Anfang in Berlin geführt werden, da sie seit Kriegsaus-

bruch bereits zweimal in der Schweiz verhandelt haben. Es kommt hinzu, dass offenbar Gesandter Hemmen bei der Bekanntgabe des Resultats der Blockus-Verhandlungen mit den Westmächten insbesondere bei neueren militärischen Stellen auf starken Widerstand gestossen ist und es daher für unerlässlich hält, dass die schweiz. Delegation auch diesen Stellen gegenüber Gelegenheit bekommt, ihren Standpunkt eingehend vertreten zu können.

2. Es muss zugegeben werden, dass sich unser Abkommen mit Deutschland nicht wie erwartet ausgewirkt hat, indem einer deutschen Verschuldung von über 60 Millionen Fr. nach Kriegsausbruch nunmehr eine solche schweizerischerseits von rund 40 Millionen Fr. gegenübersteht. Es wird sich nun in erster Linie darum handeln, Mittel und Wege zu suchen, dass die Situation wiederum normalisiert wird, d.h. dass die Ausfuhr nach Deutschland gesteigert werden kann, und Deutschland dann in der Folge wiederum Schuldner wird. Es liegt dies auch deshalb im schweizerischen Interesse, weil dann Deutschland nicht dauernd versuchen wird, Begehren an uns zu stellen, die wir mit dem besten Willen einfach nicht erfüllen können, sei es aus «Blockade»-Gründen, sei es wegen kriegswirtschaftlichem Unvermögen. Es besteht auch tatsächlich die Gefahr, dass Deutschland uns die so dringend benötigten Kohlenmengen nicht mehr liefert, da es ja nunmehr auch noch andere neue Staaten im Norden zu beliefern haben wird. Wenn wir bedenken, dass trotz Blockade sich die Ausfuhr nach Deutschland in steigender Richtung bewegt, so sollte es nunmehr nach Abschluss der Verhandlungen mit den Westmächten möglich sein, Ein- und Ausfuhr wiederum in ein besseres Gleichgewicht zu bringen. Seit Anfang des Jahres gestaltete sich unsere Ausfuhr wie folgt in Millionen Franken:

Januar	7,6
Februar	10,9
März	13,1
April	14,6

Die Aussichten für eine wertmässig höhere Ausfuhr sind aber auch deswegen vorhanden, weil ja die Preise steigende Tendenz aufweisen.

3. Ein weiteres Mittel, die schweiz. Ausfuhr zu steigern besteht in einer weitern Lockerung der Ausfuhrhemmnisse, in der Weise, dass die *Wertgrenzen*, die bekanntlich bis anfangs dieses Jahres auf 10 % reduziert waren, im Februar dann gegen den deutschen Willen auf wiederum 40 % angesetzt wurden, erneut weiter erhöht werden. Wir denken dabei etwa an 50-60 %, sodass dann die normale schweiz. Ausfuhr bei 60 % wiederum die gleiche Ausfuhrmöglichkeit hätte wie kurz nach der Abwertung im Jahre 1936. Da hier im Rumpfclearing im Rahmen dieser Wertgrenzen die Deutschen die Ausfuhrwaren nicht frei wählen können, sondern eben im Rahmen des Stichjahres im wesentlichen nur die herkömmlichen schweizerischen Exportprodukte erhalten, werden wir selbstverständlich wiederum auf starke deutsche Opposition stossen. Die Deutschen ziehen eben vor, über Kohle-Eisen-Konto möglichst frei diejenigen Waren aus der Schweiz zu beziehen, die ihnen in der jetzigen Zeit als besonders dringlich und nötig erscheinen.

4. Die Schweiz wird auch verlangen müssen, dass grundsätzlich – wenigstens vorderhand – am bisherigen Verteilungsschlüssel nichts geändert wird und daher die bisher für den Transferfonds, die Nebenkosten etc. reservierten

Mittel auch in Zukunft für diese Zwecke reserviert bleiben. Da die auf ca. 10 Millionen Fr. angestiegenen Rückstände auf dem Transferkonto nunmehr völlig getilgt worden sind, sollte es möglich werden – ohne Änderung des jetzigen Verteilungsschlüssels – den gegenwärtig 2 % betragenden Zinssatz auf ca. 3 % zu erhöhen, nachdem die dem Transferkonto zufliessenden Mittel von monatlich rund 3½ Millionen Fr. auf 5 Millionen Franken angestiegen sind.

5. Da nunmehr genügend Mittel vorhanden sind, sollte versucht werden, auch bezüglich des Deutschland zugefallenen Teils – die wirtschaftlich wertvollsten Gebiete – von Polen eine tragbare Regelung der Wirtschaftsbeziehungen zu vereinbaren. Die bezüglichen deutschen Vorschläge gehen dahin, dass die neuen Geschäfte mit diesen Gebieten über das deutsche Verrechnungsabkommen zu leiten wären, die Rückstände dagegen auf Separatkonti zu buchen wären. Da unsere Aussenstände in Polen aber viel grösser sein dürften als unsere rückständigen Zahlungen dorthin, müssten *[wir]* auf diese Weise namhafte Summen einfach einfrieren. Hier müssen wir unbedingt auf der Abtragung der alten Aussenstände beharren.

6. Im übrigen wird die schweiz. Delegation die mit den Westmächten getroffene Blockade-Abmachung mit gutem Gewissen verteidigen können, da sich diese Abmachungen durchaus im Rahmen der herkömmlichen Wirtschaftsbeziehungen halten und Deutschland anfangs des Krieges ja selber die Regelung der gegenseitigen Handelsbeziehungen auf diesem Boden beantragt hatte. Nicht sehr zufrieden soll man in Berlin sein über die schweiz. Regelung der Kriegsmateriallieferungen, die bekanntlich nach allen Seiten hin möglich sind, wenn die nachfolgenden drei Voraussetzungen gegeben sind:

1. Sicherung der Bezahlung,
2. Lieferung an eine staatliche Behörde und
3. Zurverfügungstellung des nötigen Materials

durch den auftraggebenden ausländischen Staat. Die Delegation wird auch gegenüber Deutschland an der bisherigen bundesrätlichen Instruktion festhalten.»

Gestützt auf obige Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Dieser Bericht wird als Instruktion für die am 27. crt. in Berlin beginnenden Wirtschaftsverhandlungen genehmigt;

2. als Delegierte werden bezeichnet: Direktor Dr. Hotz, Delegationschef; Direktor Homberger, Dir. Schwab, Prof. Laur, Generaldirektor König, Generaldirektor Vieli, Nationalrat Gafner;

3. als Experten werden der Delegation beigegeben: Vize-Direktor Burger von der Verrechnungsstelle, Fürsprech Marti von der Handelsabteilung.

290

J. I. 131/43 Bd. 1

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki, au Département politique

Copie d'expédition
T *[Paris]*, 26 mai 1940, 10 h. 30

RIBEY Für Bundesrat Obrecht stop Aussenministerium teilt mit dass sich gegenwärtig in französischen Atlantikhäfen sechzig bis hunderttausend Tonnen für die Schweiz bestimmter Kohle namentlich aus England befinden stop Schiffe müssen dringend ausgeladen werden stop Weitertransport Richtung Schweiz ist bei gegenwärtigen Verhältnissen absolut unmöglich stop französische Regierung ist deshalb gezwungen diese Kohle zu beschlagnahmen stop sie wird baldmöglichst für Ersatz in Quantität und Qualität besorgt sein stop soweit Kohle bereits bezahlt bietet sie sofortigen Kaufpreisersatz an stop sie bedauert sehr durch militärische Verhältnisse zu diesem Vorgehen gezwungen zu sein. RIBEY

291

E 2001 (E) 1/8

Notice du suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P.A. Feldscher

VF. *[Bern]*, 28. Mai 1940

Nachdem kürzlich von Seiten des Herrn Legationsrat von Bibra mir gegenüber die Frage berührt worden war, ob nicht zur Vermeidung weiterer Pressezwischenfälle zum Mittel der Vorzensur gegriffen werden könnte[1] hat heute Herr Konsul Suter aus Stuttgart die gleiche Frage aufgeworfen. Ferner hat heute im Auftrag von Herrn Minister Frölicher Herr Dr. Haefeli bei mir vorgesprochen, um die grosse Besorgnis unseres Berliner Gesandten über die Entwicklung der Dinge zum Ausdruck zu bringen. Herr Frölicher hat ebenfalls die Ansicht geäussert, dass die Einführung der Vorzensur sich empfehlen würde, um der Gefahr ernster Verwicklungen zu entgehen.

Ich habe gegenüber allen diesen Personen darauf hingewiesen, dass die Einführung der Vorzensur für unsere Presse aus innerpolitischen Gründen nicht in Frage kommen könne. Die Zensurierung der Presse habe mit Rücksicht auf die Bewahrung des Burgfriedens und der Einheit unseres Volkes bisher vom

1. *Cf. N^os 275 et 276.*

Bundesrat nicht in Betracht gezogen werden können. Überdies hätten die Bemühungen und Massnahmen der eidgenössischen Stellen gegenüber den schweizerischen Zeitungen doch beachtliche Erfolge gezeitigt, sodass erwartet werden dürfe, dass eine Zensur sich nicht mehr als unumgänglich notwendig erweisen werde.

Der von deutscher Seite ausgeübte Druck (auch durch Noten der Deutschen Gesandtschaft und Interventionen des deutschen Presseattachés [2]) hat in letzter Zeit aber so zugenommen, dass es unklug wäre, über dessen Absichten sich Täuschungen hinzugeben.

---

2. *G. Trump. Cf.* E 2001 (D) 2/12, E 2001 (E) 1/5 *et* 8.

292

E 2300 Berlin/41

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

RP F/AZ Vertraulich Berlin, 28. Mai 1940

Die Besprechungen zwischen der deutschen und der schweizerischen Handelsdelegation haben gestern nachmittag begonnen. Diese Tatsache darf als ein Zeichen der Entspannung angesehen werden, obwohl man sich nicht dem Optimismus hingeben darf, dass damit die Gefahren für unser Land bereits gebannt sind; sie werden wohl erst dann am grössten sein, wenn die alliierte Nordarmee geschlagen ist und die Frage sich stellt, wie die deutsche Wehrmacht gegen den Rest der französischen Armee vorzugehen gedenkt und welche Rolle Italien in dieser Kriegsphase zu spielen hat. Bei dieser Perspektive ist es wohl selbstverständlich, dass wir auf politisch-diplomatischem Gebiet äusserst vorsichtig sind und auch bei den wirtschaftlichen Besprechungen, die nun ihren Anfang genommen haben.

Dass diese Besprechungen auch einen politischen Hintergrund haben, hat sich bei Beginn der Verhandlungen gezeigt. Herr Botschafter Ritter, der jetzt die Sonderaufgabe hat, die deutschen wirtschaftlichen Belange vom Standpunkt der deutschen Wehrbereitschaft aus wahrzunehmen, bat mich und Herrn Hotz vor der Plenarsitzung zu einer Unterredung, an der auch der deutsche Delegationsführer, Herr Gesandter Hemmen, teilnahm.

Herr Ritter stellte dabei zwei Postulate: Zunächst frage er, ob es nicht möglich sei, vom Text des Blockadevertrages Kenntnis zu erhalten; ferner – und dies wurde mit besonderer Bestimmtheit vorgetragen – will Deutschland keine Kohlen mehr liefern, die zur Herstellung und Beförderung von alliiertem Kriegsmaterial verwendet werden. Man ersuchte uns bald Vorschläge zu machen, wie diesem Petitum Nachachtung verschafft werden könnte.

Herr Hotz legte die grundsätzlichen Bedenken dar, die diesen Wünschen entgegenstehen. Wir sagten aber zu, dass die Frage geprüft werden solle.

Die Forderung betreffend Kohlenlieferung wurde zwar bestimmt, aber in durchaus freundschaftlichem Sinne vorgetragen und begründet. Der Umstand aber, dass man mich ausnahmsweise zu der Besprechung gebeten hat, zeigt, dass man es damit deutscherseits ernst meint und dass es für uns nicht klug wäre, in Anbetracht der Kriegslage ein Entgegenkommen zu verweigern, umsomehr als praktisch einem solchen Entgegenkommen keine unüberwindlichen Hindernisse entgegenstehen dürften.

293

E 2001 (D) 2/41

Le Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne à la Légation de Suisse à Berlin

Copie
NV Pol II 1778 Berlin, 30. Mai 1940

Das Auswärtige Amt hat die Verbalnoten der Schweizerischen Gesandtschaft vom 3., 9. und 10. April d. J.[1] – Nr. IV 6/56 – seinerzeit den zuständigen militärischen Stellen zugeleitet, welche den Inhalt dieser Noten einer eingehenden Nachprüfung unterzogen haben. Diese Nachprüfung hatte das nachstehende Ergebnis:

Hinsichtlich der in der Note vom 3. April erwähnten Fälle konnte folgendes festgestellt werden:

1) Am 9. März um 11.40 Uhr ist kein Kampfflugzeug der für den Einsatz in der Nähe der Schweizerischen Grenze in Frage kommenden Verbände an der Front eingesetzt gewesen.

2) Am Nachmittag des 9. März landete das einzige vielleicht in Frage kommende Flugzeug bereits um 16.27 Uhr auf einem von der schweizerischen Grenze weit entfernt liegenden Flugplatz, sodass es um 16.15 Uhr schweizerisches Gebiet nicht überflogen haben kann.

3) Am 11. März ist weder ein deutsches Kampfflugzeug noch ein deutsches Jagdflugzeug von französischen Fliegern verfolgt worden. Ein Verband von einem Kampfflugzeug und vier Jagdflugzeugen ist an diesem Tage nicht geflogen.

[...][2]

---

1. *Non reproduites.*
2. *Suit une réponse détaillée aux notes de la Légation de Suisse; les autorités allemandes nient que leurs avions aient pu violer l'espace aérien suisse en mars 1940.*

Wie sich aus Vorstehendem ergibt, müssen die von den Schweizerischen Stellen getroffenen Feststellungen auf Irrtümern beruhen. Sollte dennoch tatsächlich schweizerisches Hoheitsgebiet von dem einen oder anderen deutschen Flugzeug überflogen worden sein, so könnte dies nur versehentlich geschehen sein und ohne dass es von dem betreffenden Flugzeugführer auch nur bemerkt wurde. Wie der Schweizerischen Gesandtschaft bereits mitgeteilt wurde, haben die Verbände der deutschen Luftwaffe strikte Anweisung, das schweizerische Hoheitsgebiet nicht zu überfliegen. Bei aller Vorsicht der deutschen Flugzeugführer lassen sich gelegentliche Grenzverletzungen infolge von falscher Orientierung, besonders im Verlaufe von Kampfhandlungen, jedoch nicht immer mit Sicherheit vermeiden.

294

E 27/ 14448

Le Chef du Groupe Id
de l'Etat-Major Général de l'Armée, J. von Muralt[1],
au Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, J. Huber

L No 30/v.M./W1. Geheim — *Quartier Général de l'Armée, 30 mai 1940*

INTERNIERUNG VON AUSLÄNDERN.

Nach reiflicher Prüfung dieser bis jetzt ungelösten Frage komme ich zu folgendem Ergebnis:

Die ca. 2000 gefährlichen Personen, gegen welche ein bestimmter Verdacht besteht, können im Kriegsfall sofort verhaftet und in verschiedenen Gefängnissen versorgt werden. Der Transport ist vorbereitet und soll auch unter schwierigen Verhältnissen funktionieren.

Die grosse Masse der Angehörigen feindlicher Staaten – im Fall Nord 40-45 000 Personen – kann bei Kriegsausbruch verhaftet und in unmittelbarer Nähe des Wohnortes, vor oder hinter der Armeestellung, bewacht werden.

Dagegen ist es nicht möglich, diese Leute abzutransportieren. Zur Bewachung auf dem Transport wären etwa 4-6 Bataillone nötig. Soviele Truppen dürfen nicht ihren Verteidigungsaufgaben entzogen werden. Ferner sind keine Transportmöglichkeiten vorhanden. Die S.B.B. werden nicht mehr fahren und wenn sie es könnten, so müssten sie für die Evakuation der Bevölkerung zur

1. *Le 18 juin 1940, J. von Muralt sera nommé Commissaire fédéral pour l'internement, tout en conservant ses fonctions de Chef du Groupe Id de l'Etat-Major Général de l'Armée* (*cf. PVCF N° 1060*, E 1004.1 1/398 *et* E 27/1492/3).

Verfügung stehen. Die Strassen dürfen nicht mit einer solchen Menschenmenge – Stärke eines A.K. – verstopft werden.

Schliesslich fehlt es an Aufnahmeräumen. Die Unterkunft in Hotels, Schulhäusern usw. ist überall von den rückwärtigen Formationen der Armee, den freiwillig Abgewanderten und den Evakuierten belegt. Es käme also nur eine Unterkunft in Baracken in Frage. Zur Zeit werden für Fr. 5 000 000.— Baracken erstellt, die aber alle von der Armee benötigt werden. Um für 40 000 Internierte Baracken zu bauen, wäre ein weiterer grosser Kredit nötig. Ich halte es nicht für angemessen, einen solchen zu verlangen.

Ich beantrage folgende Lösung:

Im Kriegsfall sind die feindlichen Ausländer zu besammeln und in der Nähe ihres Wohnorts zu bewachen. Was weiter mit ihnen zu geschehen hat, wird nach den Umständen entschieden. Die Ungefährlichen werden zum grössten Teil wieder entlassen. Auf die Vorbereitung von grösseren Transporten und von Internierungslagern für diese Personen wird verzichtet [2].

ANNEXE

E 27/563

Le Général H. Guisan au Chef du Département militaire, R. Minger, à l'intention du Conseil fédéral

L *Quartier général de l'Armée, 4 mai 1940*

Geheim!

Ereignisse der jüngsten Zeit, haben den Bundesrat und den General dazu geführt, dass gewisse Massnahmen getroffen wurden zum Zwecke der Sicherstellung der Mobilmachung der Armee, auch wenn der event. Angreifer gewisse neue Methoden anwendet.

Mit Rücksicht auf die gleichen Möglichkeiten, zwingen die nämlichen Gründe die verantwortliche Landesbehörde, auch für die innere Landessicherheit zu sorgen.

In dieser Hinsicht ist die *Ausländerfrage* auch in der Schweiz zum wichtigsten politischen und militärischen Problem geworden, das deshalb einer sofortigen Behandlung bedarf, weil es mit der Sicherheit des Landes in engstem Zusammenhange steht. Das von den zivilen Behörden und den militärischen Kommandostellen gesammelte Tatsachenmaterial ist derart, dass es die zu treffenden Vorkehren rechtfertigt und die Notwendigkeit der Ergreifung von *Präventiv- und Sicherungs-Massnahmen* klar erkennen lässt.

Wenn von Ausländern gesprochen wird, ist grundsätzlich zu unterscheiden zwischen solchen, die sich in der Schweiz einigermassen assimiliert haben und die unsere Staatsform und ihre Gesetze respektieren und solchen, die sich, einzeln oder in Organisationen zusammengefasst, gegen die

---

2. *Annotation (probablement de Huber) dans la marge:* Einverstanden. *Sur cette question, cf. aussi la notice du 18 juin 1940 (dictée par le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna):* Il me revient que la section de police du commandement territorial aurait donné, dimanche 16 juin, l'ordre de se *préparer* à procéder à l'arrestation des suspects. Il serait très souhaitable que l'ordre de *procéder* à l'arrestation des suspects ne fût pas donné, sans entente avec le Conseil fédéral, en raison des conséquences politiques qui pourraient découler d'arrestations massives et prématurées (E 2809 1/2).

Interessen und die Sicherheit der Schweiz verstossen. Zur Kennzeichnung der gegenwärtigen Lage in dieser Beziehung, möchte ich Ihre Aufmerksamkeit auf folgende Punkte lenken:

a) Die Zahl aller *Ausländer* in der Schweiz beläuft sich heute ca. auf 300000. Gestützt auf Vorakten sind als verdächtig und gefährlich zu bezeichnen ca. 3000 Ausländer, die in ihrer grossen Mehrheit Deutsche sind. Die Zahl verdächtiger und gefährlicher Inländer beläuft sich auf ca. 2000. *Bei Überfall oder besser noch vorher sind ca. 5000 Verhaftungen durchzuführen,* die bis in alle Einzelheiten vorbereitet (Verhaftsbefehle ausgefertigt, Einlieferungsorte bestimmt und Vollzugsorgane und deren verantwortliche Chefs bezeichnet) worden sind. *Es wird ausdrücklich darauf aufmerksam gemacht, dass es sich bei den erwähnten Verhaftungen nur um Personen handelt, die aus Vorakten der Bundesanwaltschaft als gefährlich ersichtlich sind, d.h. den in Frage kommenden Aus- und Inländern konnten Absichten und Handlungen, welche die Staatssicherheit gefährden, nachgewiesen werden.* Die *Gesamtzahl der Ausländer* über die aktenmässig nichts bekannt ist, welche jedoch im *entscheidenden Augenblick* sich gegen die Sicherheit des Landes vergehen werden, ist *unbekannt. Sie beträgt ohne Zweifel ein Mehrfaches der uns als verdächtig und gefährlich bekannt Scheinenden.* Allein die Tätigkeit des Spionageabwehrdienstes der Armee ergibt, dass seit der Kriegsmobilmachung ca. 70 Spionagefälle mit deutschen Tätern, zum Nachteil der Schweiz ihre Erledigung gefunden haben, nicht zu sprechen von der grossen Zahl bei der die Täterschaft wohl schweizerisch, die unfassbaren Anstifter jedoch deutscher Nationalität waren.

b) Die *Zahl der in der Schweiz lebenden Reichsdeutschen* (einschliesslich aller angeschlossenen) beläuft sich auf ca. 160000. Diese Tatsache an sich ist beängstigend, das besonders, wenn in Betracht gezogen wird, dass ca. 35000 organisiert sind und eine grosse Anzahl der übrigen zur deutschen Kolonie in der Schweiz *irgendwelche Beziehungen* unterhalten. Die sogenannte Einsatzbereitschaft ist somit weitgehend vorhanden. Dass ein grosser Teil dieses deutschen Ausländerkorps im Bedarfsfalle seine «Pflicht» im Auslande zu erfüllen hat, steht fest und dürfte unbestritten sein. *Trotzdem heute die Einberufungen in Deutschland in vermehrtem Umfange andauern, werden die deutschen Militärpflichtigen in der Schweiz zur Dienstleistung nicht aufgeboten.* Es wurde schon früher festgestellt, dass die durch deutsche Konsulate in der Schweiz auf Kriegsbeginn erlassenen Stellungsbefehle rückgängig gemacht wurden und bereits Eingerückte nach kürzerer Zeit wieder in die Schweiz zurückkehrten. In Süd-Deutschland werden gegenwärtig die Angehörigen der Jahresklassen 1904/05 eingezogen. In Singen rückten, wie wir wissen, am 22.4.40 nicht weniger als 800 Mann des Jahrgangs 1905 ein. Nach zuverlässigen Schätzungen beträgt die Zahl der im April einberufenen Wehrpflichtigen in ganz Deutschland gegen 800000 Mann. Es ist kaum daran zu zweifeln, dass die vom Militärdienst Befreiten, ihre Aufgaben im Auslande erfüllen werden. Welcher Art sie sind, wissen wir nicht, aber dass es sich hier – neben den deutschen Studenten – meistens um zuverlässige und treue Werkzeuge des Reiches handelt, ist sicher. Wie sich dies gegebenenfalls auswirken kann, zeigen die jüngsten Ereignisse in Norwegen.

Derartige Vorkehren eines befreudeten Staates gegenüber einem neutralen Land, das nichts anderes als den Frieden wünscht, waren im letzten Weltkrieg unbekannt. Das ist eine neue Waffe des Dritten Reiches, die wir mit entsprechenden Massnahmen zu parieren haben. Schweden und Belgien erkannten diese Notwendigkeit gestützt auf die Vorgänge der letzten Wochen und haben Präventivmassnahmen ergriffen, die im letzten Weltkrieg weder bekannt noch erforderlich waren. Ich nenne die Errichtung von Konzentrationslagern, das Verbot des Waffenhaltens und -Tragens für Ausländer, sowie deren Evakuation in gewisse Zonen des Landesinnern.

c) Die an schweizerischen Hochschulen immatrikulierten *deutschen Studenten* bilden eine weitere Gefahr, weil gestützt auf frühere und neue Vorkommnisse als sicher angenommen werden muss, dass sie Sonderaufgaben zum Schaden unseres Landes und unserer Unabhängigkeit erfüllen, oder im gegebenen Zeitpunkt zu erfüllen haben[3]. Das ergibt sich deutlich aus dem Fall «Gutsche/

3. *Par une lettre du 5 mars 1940 adressée au Chef du Département militaire, le Général Guisan transmet deux rapports sur les étudiants allemands en Suisse et demande notamment:* Je vous serais obligé de bien vouloir attirer l'attention du Conseil fédéral sur les indications que ces documents fournissent au sujet de l'activité dangereuse pour notre pays, que rend possible

Morlath», bei dem der Beweis nicht durch Indizien, sondern durch Geständnisse der Beteiligten erbracht worden ist, dass sie sich im Auftrage Deutschlands und zum Schaden unseres Landes als Spione betätigten[4]. *Es ist auch bekannt, dass alle in der Schweiz immatrikulierten deutschen Studenten Angehörige der SS sind. Diese Tatsache vervollständigt das Bild und lässt voraussehen, was wir von diesen Studenten im Kriege zu erwarten hätten.*

d) Eine *weitere Kategorie innerer Feinde* sind zu einem gewissen Teil die Emigranten. Es ist längst bekannt, dass sich viele von ihnen getarnt politisch betätigen, vornehmlich als Journalisten, in einer Form, die mit den Landesinteressen nicht vereinbar ist. Aus soeben von norwegischer Seite erhaltenen Mitteilungen geht hervor, dass die im Jahre 1934 in dieses Land geflüchteten Röhm-Anhänger den Überfall Norwegens in Verbindung mit der Gestapo vorbereitet und in Szene gesetzt haben. Holländischen und englischen Berichten ist zu entnehmen, dass sich in grossem Masse jüdische Emigranten, denen das Asylrecht eingeräumt wurde, als eine nicht unbedeutende Gefahrenquelle entwickeln. Es kann diese Kategorie von Ausländern, gestützt auf die Erfahrungen in Skandinavien, England und Holland nicht ausser Acht gelassen werden. *Mitleid und Nachsicht sind bei der heutigen Lage der Schweiz nicht mehr am Platze, allein Härte tut Not.* In diesem Zusammenhange wird auf die Tatsache verwiesen, dass der deutsche Schriftsteller Ernst *Glaeser,* der s.Zt. aus Deutschland ausgebürgert wurde und lange Zeit in der Schweiz als Emigrant lebte, *heute nach Deutschland zurückgekehrt ist, der NSDAP angehört und im Propagandaministerium tätig ist.* Sogar an den verhassten Schriftsteller Eric Remarque ist das heutige Deutschland herangetreten, um ihn für den Nationalsozialismus zu gewinnen.

e) Als innere Feinde sind nebstdem die *Kommunisten* zu bezeichnen. Sie haben eine staatsfeindliche Einstellung, die sich aus den bekannten Zielen der kommunistischen Partei einwandfrei ergibt. In der Armee sind bereits da und dort deutliche Spuren des kommunistischen Einflusses bemerkbar. Nach neuesten Meldungen sollen auch die Jugendorganisationen der sozialdemokratischen Partei langsam in das kommunistische Lager abschwenken. Die erhöhte Tätigkeit Nicole's, *der zu allem fähig ist,* wird sich mit der Zeit gefährlich auswirken. Im Zusammenhang mit Nicole seien auch Dicker, Vincent und Lentillon genannt. Diese Diener Stalins hoffen, dass das kommunistische Weltreich aus den Trümmern des «imperialistischen» Europas erstehen werde. Wie weit im gegebenen Augenblick ein Teil der Sozialisten, nach deren Getue man den Eindruck erhalten könnte, *sie* hätten die schweizerische Demokratie erfunden, sich direkt oder indirekt zu Staatsfeinden entwickeln, bleibe dahingestellt.

Endlich sei festgestellt, dass es durchaus im Zuge der bisherigen Entwicklung liegt, wenn ich annehme, dass zu einer ganz bestimmten Stunde neben Fliegerangriffen, Angriffe des Landheeres, diplomatischer Druck, eine grossangelegte Propaganda und alle nur erdenklichen Sabotageversuche einsetzen.

---

l'accord en vertu duquel un certain nombre d'étudiants allemands sont admis à venir fréquenter les universités suisses.

Il me serait agréable que vous vouliez bien me faire savoir si le Conseil fédéral estime que cet accord doit être maintenu pour le semestre qui va s'ouvrir (E 5795/152).

Le problème des étudiants allemands est examiné par le Conseil fédéral lors de sa séance du 16 avril 1940: Der Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements teilt mit, es sei von Deutschland um die Einreiseerlaubnis für eine Anzahl Studenten nachgesucht worden, die sich zu Studiumzwecken, namentlich an die Universitäten Genf und Lausanne begeben sollten. Bekanntlich haben vor etwa einem Jahr einige Kantone, namentlich Genf, den Wunsch geäussert, es möchte dafür gesorgt werden, dass die Zahl der deutschen Studenten für ihre Universitäten vermehrt würde. Infolgedessen wäre es schwierig, heute das Gesuch Deutschlands abschlägig zu beantworten.

Der Rat nimmt von dieser Mitteilung in zustimmendem Sinne Kenntnis. (*PVCF N° 620,* E 1004.1 1/396). *Cf. aussi* E 2001 (D) 3/111.

4. *Sur cette affaire d'espionnage, cf.* E 2001 (D) 3/484 *et PVCF N° 841 du 17 mai 1940* (E 1004.1 1/397).

Über die Ereignisse in Norwegen konnte bis jetzt in diesem Zusammenhange folgendes festgestellt werden:

Teilweise schon vor der Landung deutscher Truppen, spätestens aber gleichzeitig mit dieser, setzten in allen Städten planmässige Aktionen der ansässigen Reichsdeutschen und der norwegischen Nationalsozialisten ein. Diese überraschenden Aktionen trafen nirgends auf Widerstand und konnten ohne den geringsten Zwischenfall als volle Erfolge gebucht werden.

Es ergibt sich somit die Notwendigkeit, dass der Bundesrat durch Sondermassnahmen die innere Sicherheit des Landes ohne Verzug gewährleistet.

Zur Erreichung dieses Zweckes sollten verschiedene Beschlüsse gefasst werden, die ich nachstehend anführe.

I) *Anträge betr. Massnahmen für die Gegenwart.*

1. Der Krieg 1939/40 bedingt Massnahmen, die der Gesetzgeber nicht vorsehen konnte. Eine von Ihnen ist die noch in diesem Monat getroffene Regelung der Mobilmachung «bei Überfall»[5].

Aber auch bei bester Organisation der Verbindungen ist es nach den Lehren des Krieges in Polen, in Dänemark und in Norwegen möglich, dass ich zu spät von gewissen Ereignissen in Kenntnis gesetzt werde. Hiezu genügen vielleicht einige zerschnittene Telephondrähte, oder gut aufgestellte Strassensperren. Auch muss mit der Aktion eines bereits im Lande befindlichen Gegners gerechnet werden, sogar wenn man einen Gegner nicht in Betracht zieht, der durch Fallschirmabsprung- oder Luftlande-Truppen den rückwärtigen Raum der Abwehrfront gefährdet. Diese Gefahr muss rasch pariert werden können. Dazu sind die heutigen Mittel im rückwärtigen Raum ungenügend. Die zur Verfügung stehenden Territorialtruppen werden grösstenteils für bestimmte Aufgaben absorbiert, wie Schutz der Behörden, der öffentlichen Betriebe, der Flugplätze u.s.w. Die an Zahl schwache Polizei wird durch besondere Dienstleistungen vollständig in Anspruch genommen.

Aus diesen Gründen ist es eine *dringende Notwendigkeit,* dass im Falle eines überraschenden Angriffes, die Sicherheit und Ordnung im *Innern des Landes* sofort gewährleistet werden kann. *Das ist eine erste Voraussetzung für das feste Halten an der Front.* Zur Erreichung dieses Zweckes sehe ich vor, dass unter der Leitung der *Territorialkommandanten* in jeder Gemeinde eine sogenannte «*Ortswehr*»[6] geschaffen wird (détachement de surveillance et de défense). Mit dem Kommando dieser Ortswehren sind ausgediente oder dauernd beurlaubte Offiziere, oder Unteroffiziere zu betrauen, denen die Rekrutierung ihrer Mannschaft innerhalb der Gemeinde, unter den Schweizerbürgern obliegt, die nicht mobilisiert werden.

Die Aufgaben der Ortswehren wären:

- Verhinderung der Sabotage;
- sofortige Bekämpfung jedes fremden Eindringlings;
- Aufrechterhaltung von Ruhe und Sicherheit im Gemeindegebiet.

Gewehre, Karabiner und Faustfeuerwaffen sind innerhalb der Gemeinde zu requirieren. Ich erwähne ausdrücklich, dass nur dem Kommandanten der Ortswehr die notwendige Munition abgegeben würde. Dessen Aufgabe wird es auch sein, vor jeder Aktion die Verbindung mit dem zuständigen Territorialkommandanten zu suchen.

Die Schaffung dieser Ortswehren ist von besonderer Dringlichkeit und ich stelle den Antrag, der Bundesrat möge mich baldmöglichst dazu ermächtigen.

2. *Waffenbesitz*

Es kann sich nicht darum handeln, dass jeder nicht mit der Armee zusammenhängende Waffenbesitz zur gegenwärtigen Zeit in der Schweiz verboten würde. Diese Verbot liesse sich namentlich mit dem Freiheitsgefühl des Schweizers, gestützt auf die viele Jahrhunderte alte Tradition nicht vereinbaren. Zur Bewaffnung der erwähnten Ortswehren ist es jedoch notwendig zu wissen, welche Schweizerbürger Waffen besitzen und wo sie sich befinden. *Ich beantrage die bundesrätliche*

---

5. *Cf. annexe au N° 277.*
6. *Sur l'organisation des gardes locales, cf.* E 27/563.

Anordnung dieser Erhebung. Die Resultate werden die Territorialkommandos in die Lage versetzen, die vorhandenen Waffenvorräte feststellen zu können, um nach Notwendigkeit den Bedürfnissen der Gemeinden ihres Kreises zu genügen. Selbstverständlich sind Waffen nicht anzugeben, die im Besitze von in der Armee eingeteilten Schweizerbürgern sind, soweit es sich nicht um solche privaten Charakters handelt, die also mit den Waffen nicht identisch sind, mit denen der Wehrmann einzurücken hat. Das gleiche Verfahren ist für die *Explosifstoffe und Munition* durchzuführen. Dieses Vorgehen würde übrigens keine Neuheit bedeuten: In den Jahren 1914/18 wurden die nicht eingeteilten Schweizerbürger dazu angehalten, sich zur Landesverteidigung anzumelden, unter gleichzeitigem Vorweis der in ihrem Besitz befindlichen Waffen. Neu ist lediglich *die Verpflichtung,* die Waffen anzugeben.

Was die *Ausländer* anbetrifft, so ist meines Erachtens der Waffenbesitz, einschliesslich Munition und Explosifstoffe, aus naheliegenden Sicherheitsgründen zu verbieten.

Um einen sichern Erfolg zu gewährleisten, wird es wohl notwendig sein, dass über die bestehende Absicht des Waffenverbotes für die Ausländer sowohl, als auch über den einmal gefassten Bundesratsbeschluss, kein Wort an die Öffentlichkeit dringt. Es sollte somit jede Indiskretion zum vornherein durch Sondermassnahmen verunmöglicht werden. *Im Augenblick der Veröffentlichung des Beschlusses, der zum Beispiel durch das Radio im Frühnachrichtendienst bekannt gegeben würde, müsste durch eine durch den Polizeidienst der Bundesanwaltschaft wohl vorbereitete Aktion, die nur den in Frage kommenden Polizeikommandanten bekannt sein dürfte, eingegriffen werden.* Sofort zu kontrollieren wären selbstverständlich nicht alle Ausländer, sondern die als besonders verdächtig und gefährlich vorgemerkten, damit vorhandene Waffen (auch Uniformen, geheime Sender, usw.) nicht in Sicherheit gebracht werden können, sei es in Gesandtschaften, Konsulaten, oder in schwer auffindbaren Verstecken. Die zur Aktion benötigte Polizeimannschaft wäre zu einem *unbekannten* Zweck auf H-Uhr bereitzustellen. – Es scheint mir, dass auch wir, dem Gebot der Zeit gehorchend, Methoden wählen müssen, die zum Erfolg führen. Die Nachrichtensektion des Armeestabes glaubt zu wissen, dass in Bezug auf den Waffenbesitz der Ausländer mit interessanten Überraschungen zu rechnen ist.

Der in Bezug auf den Waffenbesitz zu fassende *Bundesratsbeschluss* sollte auch die Bestimmung enthalten, dass jeder ausländische Waffen-, Sprengstoff-, oder Munitions-Besitzer diese Gegenstände *sofort* gemäss den Weisungen der kantonalen Polizeibehörden abzuliefern hat. Diese Angelegenheit betrachte ich als besonders wichtig und *dringend*[7].

Um die durch Polizei, Territorialtruppen, H.-D. und Ortswehren durchzuführende Personenkontrolle zu erleichtern, erachte ich es als notwendig, dass mit sofortiger Wirkung angeordnet wird:

- dass jeder Ausländerausweis (Formular A.B.C. oder D.) mit einer dem gegenwärtigen Aussehen identischen Fotografie und dem Abdruck des linken Zeigefingers (bei Fehlen des linken Mittelfingers) versehen wird;
- dass Ausländern die bisher lediglich angemeldet sind, deren Aufenthalt somit noch nicht geregelt ist, ein provisorischer fremdenpolizeilicher Ausweis ausgehändigt wird, der ebenfalls mit Fotografie und Fingerabdruck zu versehen ist;
- dass jeder Ausländer mit sofortiger Wirkung den Ausländerausweis, oder den provisorischen Ausweis, *jederzeit* zu Kontrollzwecken *auf sich zu tragen* hat.

Allein durch diese Massnahmen wird die Möglichkeit einer raschen und sichern Kontrolle der sich im Lande aufhaltenden Ausländer möglich sein.

Den Schweizerbürgern ist auch zu empfehlen, nach Möglichkeit, irgend einen Identitätsausweis auf sich zu tragen. Es kann sich dabei um die Fahrbewilligung, den Alpenklubausweis, usw. handeln. Es sollen dem Schweizerbürger keine Schwierigkeiten bereitet werden; es ist jedoch von Vorteil wenn bei Überfall, d.h. bei Krieg, jedermann seine Identität nachweisen kann. Diese Frage ist namentlich im Zusammenhange mit der Evakuation von Wichtigkeit.

---

7. *Le 11 mai 1940, le Conseil fédéral publie un arrêté* interdisant aux étrangers de détenir des armes à feu. *Cf. RO, 1940, vol. 56, I, pp. 501-502.*

Für die Heereseinheitskommandanten sollte die Möglichkeit geschaffen werden, *für Orte von besonderer taktischer Wichtigkeit* den generellen Identitätsausweis für Schweizerbürger einzuführen.

In Bezug auf die Ausländer erachte ich den notwendigen Bundesratsbeschluss ebenfalls als dringend[8].

4. *Photographieren:* Gestützt auf die bestehenden Befehle und Weisungen haben die zuständigen Kommandanten Massnahmen betreffend das Photographieren militärisch wichtiger Objekte ergriffen. Es ist jedoch unbedingt notwendig, dass für das *Gesamtgebiet der Schweiz* eine allgemeine Verfügung für *die Ausländer* vom Bundesrat getroffen wird. Die Kleinheit unseres Landes und die Möglichkeit des Einsatzes der sogenannten 5. Kolonne erhöhen die Gefahr, wenn die Möglichkeit bestehen bleibt, dass wichtige Objekte (z. B. die oder jene zu besetzende Fabrik, Radiostation, Telephonzentrale, zur Bombenbelegung vorgesehene Elektrizitätswerke, für Luftlandetruppen und Fallschirmabspringer geeignete Plätze, usw.) – nicht nur in der Grenz- und Befestigungszone, sondern auch hinter der Front – photographisch aufgenommen werden können.

Es ist praktisch unmöglich, dass durch Polizeikorps, alle die Objekte, welche hinter der Front nicht photographiert werden dürfen, überwacht werden können. Die notwendige Lösung ist das für alle Ausländer vom Bundesrat erlassene vollständige Verbot, photographische Aufnahmen auf öffentlichem Boden zu machen, oder für ausländische Zwecke machen zu lassen.

5. Die Praxis hat ergeben, dass die Vorschriften über das Melden *in Hotels, Pensionen, Privatwohnungen usw.* nicht lückenlos angewendet werden. Die Vorschrift der Passangabe z. B. wird dort wo sie auf dem Hotel-Bulletin vorgesehen ist, häufig nicht ausgefüllt; man beschränkt sich in die vorgesehene Rubrik einzutragen: «Reisepass». Sehr schlimm ist, dass eine grosse Zahl von neueingereisten Ausländern nur deshalb der polizeilichen Kontrolle entgehen, weil sie beispielsweise nur eine einzige Nacht bei angeblichen Verwandten oder Bekannten Unterkunft nehmen und dann «von Hand zu Hand» weitergegeben werden. Wir haben gegenwärtig alles Interesse daran zu wissen wer in unser Land einreist und wo er sich aufhält. Die Vorschriften des Gesetzes über die Kontrolle und den Aufenthalt der Ausländer in der Schweiz sollten in dem Sinne ergänzt werden, dass, wer als Ausländer nur eine Nacht, selbst wenn er bei Verwandten logiert, *innerhalb 24 Stunden gemeldet werden muss, jedenfalls vor seiner Abreise.*

Wie z. B. in Jugoslavien und Rumänien hat es heute in unserem Lande zuviel deutsche «Touristen». Wir leben in Kriegszeiten und man kann nie wissen, was sich morgen ereignet und wozu die deutschen «Touristen» dienen.

Es ist im übrigen notwendig, *dass die Erteilung der Einreise-Visa, namentlich aus Deutschland, auf das dringend Notwendigste beschränkt wird.* Wenn die grossen Schwierigkeiten in Betracht gezogen werden, die jeder Schweizerbürger zum Erhalt des deutschen Einreisevisums zu überwinden hat, wird erfolgreich das Moment der *gleichen Behandlung* angeführt werden können.

6. *Wir sollten bei uns grundsätzlich dazu kommen, wenigstens für die Kriegszeit, die Zahl der Ausländer systematisch zu reduzieren.* Man darf auch annehmen, dass eine grössere Zahl von Ausländern aus korrekten Gründen einreisten und sich bei uns aufhalten. Es ist jedoch nicht zu vergessen, dass sich das Vaterland, z. B. der Deutschen, im Krieg befindet, was voraussetzen lässt, dass die Gründe, die zum Einreisen und zum Verbleib führten, nicht im Interesse unseres Landes sind. Man hat den Eindruck, dass, wer in Deutschland unter den heutigen Verhältnissen für Auslandsreisen Devisen erhält, als verdächtig angesprochen werden darf. Ich bin der Auffassung, dass alle provisorischen Aufenthaltsbewilligungen bei Ablauf grundsätzlich nicht mehr zu erneuern sind; je schneller dies geschieht, desto besser. Der Aufenthalt sollte weiterhin nur gestattet werden, wenn *besonders wichtige Gründe* dies rechtfertigen. Die Konzentration unserer Truppen an den Grenzen und in der Abwehrfront, sowie der nahezu vollständige Einsatz unserer Territorial-Truppen in

---

8. *Cf. l'*Arrêté du Conseil fédéral (du 17 mai 1940) complétant celui du 17 octobre 1939 qui modifie les prescriptions sur la police des étrangers, *RO, 1940, vol. 56, I, p. 519.*
Cf. aussi les PVCF N° 1280 du 30 juillet et N° 1765 du 5 novembre 1940 (E 1004.1 1/399 *et* 403).

bestimmten Abschnitten, gestattet uns nicht, mehr als notwendig noch Ausländer zu überwachen, die für ihr Vaterland «bei uns Dienst tun». Abgesehen davon wissen wir auch nicht, wie sich im weitern Verlaufe des Krieges die *Ernährung des Volkes gestalten wird.* Wir haben auch aus diesem Grunde keine Interesse, mehr Menschen zu verpflegen als unbedingt notwendig ist. In schwerster Zeit sollen die Vorräte in erster Linie für uns Schweizer Verwendung finden. Zu gegebener Zeit, d.h., wenn unsere Einfuhr scharf beschnitten werden sollte, könnte dies sogar ein Grund werden, das Ausländerproblem radikal, d.h. durch Massenabwanderung zu lösen.

Andererseits habe ich schon auf die Gefahr hingewiesen, welche die sich in der Schweiz noch aufhaltenden deutschen Studenten bedeuten. Die Universität Genf hat in dieser Beziehung vor kurzer Zeit die notwendigen Massnahmen getroffen. Ob die Universität Lausanne, die ebenfalls interessiert ist, das gleiche tun wird, wissen wir z. Zt. noch nicht. Sollte sie es nicht tun, so erachte ich, dass die erforderlichen Massnahmen von Bundes wegen zu treffen wären.

7. In gewissen Zonen, die für die Landessicherheit von besonderer Bedeutung sind, wohnen sodann vorübergehend, oder seit Jahren, Ausländer. Gestützt auf die in diesem Schreiben mehrfach erwähnten Gründe, kann man sich der Tatsache nicht verschliessen, dass dieser Zustand ernste Gefahren in sich birgt. Unsere Nachbarn haben uns selbst in verschiedenen Zusammenhängen gezeigt, wie sich der Staat in solchen Fällen verhalten muss. Es ist nicht meine Absicht, Massenevakuation zu veranlassen, aber ich wünsche, im Interesse der von der Armee zu lösenden Aufgabe, *den Ausländern den Aufenthalt an bestimmten Orten verbieten lassen zu können*, die für die Landesverteidigung von besonderer Wichtigkeit sind. Von dieser Anordnung sollen in besonderen Fällen Ausnahmen möglich sein (langjähriger Vorkriegsaufenthalt von Ausländern, die als sicher und ehrenhaft bekannt sind, usw.). Nebstdem behindert die Anwesenheit gewisser Ausländer im Grenzgebiet die Durchführung von Aufgaben der Truppenkommandanten, besonders für den Kriegsfall. Auch über diesen Punkt wäre ich Ihnen dankbar, mir die Auffassung des Bundesrates sobald als möglich, mitzuteilen.

8. Wenn ich eine gewisse Anzahl von Massnahmen anbegehre, die zum Zwecke haben,
- die Überwachung der Ausländer im Innern des Landes zu verstärken;
- die Einreise von Ausländern in die Schweiz zu erschweren;
- die Aktivität der gefährlichen Ausländer lahm zu legen, unter Beschlagnahme der in ihrem Besitz befindlichen Waffen,

geschieht dies auch deshalb, weil im *Kriegsfall die Internierung* ein sehr wichtiges Problem darstellt, das folgende Fragen in sich schliesst:

Sind nicht Internierungslager vorzusehen?
Wie gross müssten sie sein?
Wer ist zu internieren?

In vielen Fällen ist es notwendig und nützlich, so rasch als möglich zu handeln und *nicht abzuwarten, bis wir in den Krieg hineingezogen sind.* Wir müssen gewissen Möglichkeiten zuvorkommen, wenn wir vermeiden wollen, dass wir eines Tages an der Grenze den Krieg und im Innern Sabotage und Revolution haben. Weil die Zahl der bei Überfall sofort zu internierenden Personen ca. 35 000 beträgt, ist es notwendig, dass der Bundesrat schon jetzt zustimmt, die *als suspekt und gefährlich vorgemerkten Aus- und Inländer* zu internieren. Über diese Personen sind bei der Bundesanwaltschaft Akten vorhanden. Wie bekannt handelt es sich bei diesen Personen nicht nur um Ausländer, sondern auch um gefährliche Inländer. Es ist notwendig, dass diese Personen, bevor es zu spät ist, unschädlich gemacht werden. Ich bin überzeugt, dass bei unserem Volk eine grosse Beruhigung eintritt, wenn einmal diese Massnahme durchgeführt ist.

II) *Anträge betreffend Massnahmen, die in der Zukunft die Landessicherheit fördern.*

Es handelt sich hier um Vorkehren auf weite Sicht, nämlich *Ausbürgerung gewisser Schweizer und die Verheiratung von Schweizern mit Ausländerinnen.*

1. Es ist normal und der grösste Teil des Volkes wird verstehen, dass das Land um seine Unabhängigkeit zu wahren, jedes Opfer bringen muss. Schweizerbürgern aber, die im Ausland leben und sich dort gegen unsere Landesinteressen wenden, könnte es vorbehalten sein, bei einem Über-

fall zurückzukehren, um aus ihrer Verräter-Rolle Nutzen zu ziehen. Gelingt ihr Vorhaben, ist der Zweck erreicht; schlägt es aber fehl, werden die gleichen Personen sich wieder als Schweizer aufspielen und in dem bis dahin geschmähten Vaterland Schutz suchen. Es ist deshalb dringend nötig, dass der Bundesrat so rasch als möglich, die grosse Masse loyaler Bürger und treuer Schweizer vor solchen traurigen Elementen schützt. Es muss deshalb die Möglichkeit geschaffen werden, *unwürdigen Schweizern das Bürgerrecht abzusprechen*[9].

2. Neben der Ausbürgerung als Sanktion sollte aber auch vorbeugend gewirkt werden können. Analog den Bestimmungen der französischen, deutschen und italienischen Staaten, sollte es wenigstens den *Instruktionsoffizieren* unserer Armee verboten werden, Ausländerinnen zu heiraten. In Frankreich z. B. geht man noch weiter. Gewisse qualifizierte Offiziere müssen zur Heirat eine Bewilligung einholen; man will sich überzeugen können, dass die zukünftige Ehefrau dem Offizier würdig ist. Das ist selbst dann der Fall, wenn die Auserwählte französische Staatsbürgerin ist.

Aber nicht nur für die Instruktionsoffiziere und vielleicht für höhere Truppenkommandanten, sondern auch für die Staatsbeamten, sollten bei uns ähnliche Bestimmungen geschaffen werden. Durch Verheiratung von Schweizern mit Ausländerinnen ist in vielen Familien eine Einstellung entstanden, die alles andere ist als schweizerisch. Der Staat muss sich vor der ausländischen Infiltration dadurch schützen.

Es ist meine Pflicht und es steht mit der Lösung meiner Aufgabe in engstem Zusammenhange, dass ich den Bundesrat auf die in diesem Schreiben erwähnten Umstände und Notwendigkeiten aufmerksam mache. Ich bitte um rascheste Behandlung[10].

---

9. *A ce sujet, cf. les PVCF N° 1268 du 26 juillet 1940 et N° 2060 du 20 décembre 1940* (E 1004.1 1/399 *et* 404).

10. *Le 15 mai 1940, une conférence au sujet des étrangers réunit des officiers de l'Etat-major général de l'Armée, des responsables du Département politique et du Département de Justice et Police (procès-verbal non reproduit). Cf. aussi* E 5795/151.
Sur les réponses du Conseil fédéral à ce rapport du Général Guisan, cf. les PVCF N° 761 du 7 mai 1940 et N° 990 du 8 juin 1940 (E 1004.1 1/397 *et* 398).

295

E 2001 (D) 3/299

Communiqué de presse de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national

Berne, 30 mai 1940

La Commission des Affaires étrangères du Conseil national s'est réunie à Berne le 30 mai, sous la présidence de M. le Conseiller national Henry Vallotton. Elle a procédé, en présence de M. Pilet-Golaz, Président de la Confédération, Chef du Département politique, et du Chef de la Division des Affaires étrangères, à un échange de vues sur la situation générale et la position particulière de la Suisse. La Commission a constaté qu'aucun doute n'est possible sur la volonté de la Suisse de défendre son indépendance contre toute agression, de quelque nature qu'elle soit et d'où qu'elle vienne. Rien ne portant à penser que la neutralité suisse soit actuellement menacée, la Commission a pris acte avec satisfaction de l'intention du Conseil fédéral de favoriser dans toute la mesure du possible l'échange des prisonniers et d'aider les œuvres humanitaires à atténuer les souffrances que la guerre cause aux belligérants.

ANNEXE

E 2809 1/1

Notes manuscrites du Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, pour la séance du 30 mai 1940 de la Commission des affaires étrangères du Conseil national[1]

I. Introduction

Opportunité d'un examen commun de la situation internationale.
Discussion publique pas profitable: ou terne ou dangereuse.
La commission, organe approprié.
Discrétion – Pas de publicité.
Désir non seulement d'exposer mais d'écouter.

II. Généralités

Réalisme – à ne pas confondre avec indifférence ou cynisme.
Situation dangereuse pour toute l'Europe.
Les groupes qui s'affrontent très inégalement préparés à la guerre.
Inégalement dans le domaine militaire – économique et moral.
Un de ces groupes militairement supérieur.
L'autre doit gagner du temps.
Il a cédé diplomatiquement.
Puis quand il s'est cru assez fort pour se *défendre*, il a envisagé la guerre.
Porter son poids sur la guerre économique.
Désagrégation politique.
Réserves plus grandes.
Détermination d'user de force offensive.
Probablement sur théâtres secondaires.
Epuiser l'adversaire.
Pologne – Norvège – Hollande – Belgique.
Les faits se sont déroulés autrement.
Force militaire d'un groupe sous-estimée:
Matériel – Tactique – Discipline.
L'autre groupe réduit à la défensive dans des conditions momentanément au moins difficiles.
Gros effort.
Pendant ce temps, extension de la guerre:
4 petits pays y ont été entraînés.
4 sont protégés par des grandes puissances.
Extension n'est pas matériellement limitée:
Entre 1914-1918: plus grande.

---

1. *Les documents rédigés par M. Pilet-Golaz et conservés dans les archives sont particulièrement rares, notamment pendant cette période troublée. Le Président de la Confédération s'abstenait souvent de coucher sur le papier certaines informations. Par exemple, à la suite de son entretien du 19 mai 1940 avec le Général Guisan au cours duquel Pilet-Golaz avait exprimé certaines critiques des activités de la Section de renseignements de l'Etat-Major de l'Armée, le Président de la Confédération répond à une lettre du Général:* Je ne pense pas, cependant, qu'il soit opportun de traiter par écrit – le papier est toujours indiscret – des questions de cet ordre. Mais je suis prêt à en reprendre l'examen avec vous lors d'un prochain entretien, si vous le jugez utile (*lettre du 23 mai 1940*, E 5795/151).
Compte tenu des sources à disposition, les notes reproduites ci-dessus et ci-dessous (N° 329), quoique rédigées en style «télégraphique», donnent un aperçu de l'analyse de la situation internationale par le Chef du Département politique au lendemain des victoires de l'Axe.

Ce qui est différent, c'est l'élément «équilibre» et l'élément «temps».
Modification plus brutale et plus rapide.
Secours et appuis plus aléatoires. (Insuffisants ou tardifs.)

III. La Suisse.

1. *Allemagne*

Correcte.
Aucun indice sérieux ou certain d'un changement d'attitude.
Presse.
Volonté de neutralité militaire dans toutes les directions.
Circonstance importante.
Valeur stratégique de la Suisse comparée.
Doute dangereux quoique injustifié. Le dissiper.

2. *Italie*

Bienveillante.
Economiquement.
Politiquement.
Attitude le resterait sans doute même si elle entrait en guerre, ce qui est plus que probable.
Presse.
Frontière ouest.

3. *France*

A d'autres soucis.

4. *Angleterre*

Toujours la même.

5. *Etats-Unis*

Sympathiques et lointains.

IV. Conclusions à tirer.

Dans une Europe bouleversée et nouvelle
s'attendre à tout
se préparer à tout.
Ne pas croire, cependant, qu'une invasion est inévitable.
Pour le moment du moins.

A. *Neutralité stricte.*

Politique et militaire.
Presse.
Sentiment de nos intérêts nationaux prime tous les autres.
Volonté de neutralité indiscutable.
Réalisme surtout dans le domaine militaire.
Ce n'est pas le cas.
Pour le surplus:
digne et calme.
Pondérée.
Prudente: propagande étrangère.
(Exemple de la Gazette de Lausanne).

B. *Neutralité active.*

Croix-Rouge.
Prisonniers – Blessés.
Sacrifices.
Pas de marché.
Mépris *et* duperie.
Braves *et* généreux.

296

E 2001 (D) 3/465

Le Consulat général de Suisse à Prague au Département politique

Copie de réception
T No. 1.

Prag, 31. Mai 1940, 17 h 10
(*Reçu:* 31. Mai *[1. Juni?]*, 10 h 30)

Erfahre zuverlässiger Seite dass hiesige Grossbanken und Grossindustrie Wink erhielten Golddepots in Schweiz abzuheben und Frankenguthaben in Dollars konvertieren[1].

---

1. *Notice anonyme à la machine à écrire au bas de la transcription:* Herrn Direktor Dr. Motta, Schweiz. Nationalbank und dem Armeestab telephonisch mitgeteilt.
Dans une lettre du 24 mai 1940 adressée au Ministre de Suisse à Paris, le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, écrit notamment:
Nous vous confirmons d'abord que notre pays n'a introduit, pour le moment, aucune restriction légale concernant les opérations de change. Toutefois, prévoyant que les achats en dollars pourraient prendre une grande ampleur, la Banque Nationale Suisse a avisé les banques de notre pays qu'elle ne céderait désormais de la devise américaine que pour des buts commerciaux ou si l'acheteur était domicilié à l'étranger. Les instructions aux banques ont été données verbalement. Les établissements de crédit se sont soumis à une réglementation qui n'est pas non plus sans avantage pour eux. Pour votre usage personnel et confidentiel, nous vous adressons inclus une notice reprenant les termes employés par la Direction générale de la Banque Nationale pour l'exposé de la question. Il conviendrait de ne pas faire état de ces explications détaillées et de ne donner que des renseignements d'ordre général dans l'attente d'une situation plus nette (E 2001 (E) 2/560).
Le texte de cette notice du 24 mai 1940 est le suivant:
Die Weisungen an die Banken über die Devisenabgaben sind insofern verschärft worden, als die Banken Devisen für Warenimporte nur noch verkaufen dürfen, wenn ein schriftliches Gesuch vorliegt, das Angaben enthält über Art und Quantität der einzuführenden Waren und darüber Auskunft gibt, wo sich die Waren zurzeit befinden. Für künftige Bestellungen sind keine Devisen abzugeben. Auch sollen Devisen nur in dem Umfang zur Verfügung gestellt werden, als es sich um einen normalen, im Rahmen der Geschäftstätigkeit der betreffenden Firma sich bewegenden Warenimport handelt. Für Devisenkäufe auf Kredit in anderem als im bisherigen Rahmen sollen keine Devisen abgegeben werden. Mit Bezug auf die Frankenzahlungen an das Ausland ist folgendes angeordnet: Es sollen grundsätzlich keine Schweizerfrankenvergütungen an das Ausland ausgeführt werden, es sei denn, es handle sich um alte Guthaben von im Ausland wohnenden Klienten. Für Warenzahlungen sind Schweizerfrankenvergütungen erst auf Grund schriftlicher Gesuche (in gleicher Weise für Devisen) an das Ausland zu vergüten. Ausländer können über ihre alten Guthaben frei verfügen. Sie können ihre Titel verkaufen und es ist gestattet, ihnen für den Gegenwert Devisen zur Verfügung zu stellen. Dagegen sind keine Devisen abzugeben an Ausländer, die Gold besitzen und dieses Gold nun in der Schweiz verkaufen möchten.

297

E 2001 (D) 3/236

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, au Département politique

Copie de réception
T Numéro 59.

Rome, 1er juin 1940, 16 h 40
(*Reçu:* 1er juin, 20 h 15)

Entourage privé Ciano confirme que Italie serait intervenue Berlin pour empêcher action allemande à travers Suisse [1]. Avis général exprimé aussi par ambassadeur France est cependant que cas agression allemande Italie tenterait intervenir nos régions sud.

1. *Cf. N° 286.*

298

E 2001 (D) 2/235

La Légation de Suisse à Stockholm au Département politique

Copie de réception
T Nummer 14.

Stockholm, 3. Juni 1940 17 h 25
(*Reçu:* 3. Juni, 20 h 40)

Generalbetriebsleitung Ost-Berlin drahtet 31. Mai schwedischen Staatsbahnen, dass ab ersten Juni bis weiteres Annahme Wagenladungen über deutsch-schweizerische Grenzübergänge gesperrt. SBB scheint darüber nicht orientiert. Drahtet Aufschluss [1].

1. *Le Département politique répond par un télégramme (non reproduit) expédié le 4 juin 1940 à 18 h 00 précisant que seuls certains points de passage de la frontière sont bloqués.*
Cf. aussi la lettre (non reproduite) du 5 juin 1940 de E. Ballinari, Chef principal de l'exploitation des Chemins de fer fédéraux à Berne.

299

E 27/14192/3

Le Général H. Guisan à tous les membres de l'Armée

Quartier Général de l'Armée, 3 juin 1940

ORDRE D'ARMÉE

De nouvelles méthodes de combat et de nouveaux moyens d'action ont été employés avec succès en Belgique, en Hollande et en France, au cours des combats de ces dernières semaines. Chacun d'entre nous – du commandant en chef jusqu'au simple soldat – qui a le sens de ses responsabilités vis-à-vis de la patrie s'est posé la question: comment repousser avec succès une attaque de ce genre.

J'ai pris – ainsi que vos chefs – les mesures nécessaires pour résister à une attaque moderne. La configuration de notre terrain nous donne des avantages qui n'existent pas en Belgique, en Hollande et dans le Nord de la France[1].

Mais le succès d'un combat défensif ne dépend pas seulement des mesures prises par le commandement ou des avantages topographiques. Notre fidélité au drapeau et notre volonté inébranlable de combattre jusqu'à la dernière extrémité prouveront que nous sommes capables de soutenir une guerre avec honneur.

Vous observerez constamment, même au cours des durs combats que vous pourriez avoir à soutenir, les principes suivants:

Combattre pour sa patrie, c'est faire le *sacrifice* absolu de sa vie. Aucun moyen de combat nouveau, aucune méthode d'attaque nouvelle ne changent quoi que ce soit à cette vérité vieille de plusieurs siècles. Ce n'est pas seulement l'efficacité du feu qui procure à l'assaillant le succès, mais c'est surtout l'effondrement de la volonté du défenseur de combattre jusqu'au bout.

Aucun de vous ne doit se laisser distraire de sa tâche pendant une *attaque d'avions*. Les héroïques combattants de la guerre mondiale tenaient avec une volonté farouche leurs positions pendant des jours sous le feu infernal de l'artillerie. De même, vous devez et pouvez tenir pendant les attaques de l'aviation. Sans égard au danger, chacun se sert de son arme ou surveille le secteur qui lui a été confié. Dans les états-majors, le travail ne doit pas être interrompu. Celui qui a reçu l'ordre de se rendre en hâte au front n'interrompt pas sa marche. L'alarme-avions n'est valable que pour l'arrière et les troupes au repos.

Aucun de vous ne doit quitter son poste, même si les *chars blindés* attaquent ou sont déjà parvenus sur les flancs ou sur les arrières. Si vous n'avez pas les moyens de les mettre hors combat par des armes antichars ou par le combat

---

1. *Sur l'évolution des dispositifs de défense en fonction de l'évolution de la situation, cf. notamment:* E 27/ 14126, E 5795 /303, E 27 /14307.

rapproché, vous devez faire confiance aux échelons de l'arrière qui les détruiront. Rappelez-vous que la rupture du front par quelques chars blindés ne signifie rien, aussi longtemps que vous tenez vos positions des deux côtés de la brèche et que vous empêchez l'arrivée des renforts. Mais si vous vous croyez battu et hors d'état de lutter davantage, un simple succès local devient alors une victoire pour l'ennemi.

Aucun de vous ne doit quitter son poste parce que des *parachutistes* sont descendus dans votre dos. Ceci aussi ne change rien à votre mission: celui qui est au front tient sa position. Vos chefs détruiront cet adversaire au moyen de leurs réserves ou des détachements mobiles créés à cet effet.

Si jamais votre situation vous semble désespérée et si vous ne voyez plus aucune issue, pensez aux 1500 héros de St-Jacques sur la Birse, dont la mort héroïque a sauvé notre patrie et a donné une gloire immortelle au nom suisse.

Le Général:
Guisan.

Cet ordre doit être lu à la troupe sous une forme prenante. Auparavant, les commandants d'unités s'imprégneront de son sens et de son esprit. Ils sont responsables qu'à l'avenir la troupe soit éduquée selon ces principes.

300

E 1005 4/1940

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 8 juin 1940

Beschwerde der deutschen Regierung wegen den Fliegerzwischenfällen im Jura

Geheim — Politisches Departement. Bericht und Antrag vom 7. Juni 1940

Am 1., 2. und 4. Juni d.J. musste die schweizerische Fliegerabwehr gegenüber deutschen Bombern, die den Weg durch das schweizerische Luftgebiet nahmen, verschiedentlich eingreifen, was zu Luftkämpfen und zum Absturz zweier deutscher Flugzeuge auf schweizerischem Gebiet und zweier deutscher Bomber auf französischem Gebiet führte. Auf schweizerischer Seite ist ein Jagdflugzeug abgestürzt, wobei der Pilot den Tod fand.

Die deutsche Gesandtschaft hat im Auftrag der deutschen Regierung am 5. Juni d.J. in einer Note[1] an das Politische Departement einen sehr scharfen Protest gegen die Angriffe schweizerischer Flugzeuge erhoben, indem sie unter

1. E 2001 (E) 1967/113/83.

anderm geltend machte, dass die schweizerischen Apparate sich auf französisches Hoheitsgebiet begeben hätten und zum Teil dort abgestürzt seien. Die deutsche Regierung hat das Begehren gestellt, es sei eine förmliche Entschuldigung und Ersatz des Personen- und Sachschadens zu leisten.

Über das Ergebnis der vorgenommenen Untersuchung wurden die Organe der deutschen Gesandtschaft mündlich unterrichtet. Das Politische Departement hat im Benehmen mit dem Armeekommando den Entwurf zu einer Antwort an die deutsche Gesandtschaft ausgearbeitet.

Antragsgemäss wird

beschlossen:

Der vorgelegte Entwurf des Politischen Departements zu einer Antwortnote auf die Note der deutschen Gesandtschaft vom 5. Juni d.J. betr. die Fliegerzwischenfälle im Jura wird mit zwei Streichungen genehmigt.

ANNEXE

Le Département politique à la Légation d'Allemagne à Berne

Copie
N

Bern, *[8 juin]*

Mit Note vom 5. Juni d.J. hat die Deutsche Gesandtschaft dem Eidgenössischen Politischen Departement Mitteilungen zukommen lassen, die über die Fliegerzwischenfälle in der Westschweiz vom 1., 2. und 4. Juni d.J. eine Darstellung der Reichsregierung enthalten, die sich wohl auf Aussagen der nach Deutschland zurückgekehrten Kampfflieger stützt. Es wird darin bezüglich zweier deutscher Flugzeuge, die am 1. bezw. 2. Juni von Schweizer Fliegern abgeschossen wurden, hervorgehoben, dass sie ohne jede Warnung beschossen worden seien, obwohl es in Anbetracht der Flugrichtung und der Nähe der französischen Grenze offensichtlich gewesen sei, dass die Flugzeuge von ihrem Kurs nur ganz unwesentlich abgewichen und irrtümlich über Schweizergebiet gelangt waren. Ferner wird als nachgewiesen bezeichnet, dass am 1. Juni Schweizer Flieger auf französischem Gebiet ein deutsches Flugzeug abgeschossen und einen deutschen Verband angegriffen hätten. Schliesslich wird erwähnt, dass am 4. Juni d.J. ein deutscher Flugzeugverband auf französischem Gebiet von mehreren Schweizer Fliegern angegriffen worden sei, wobei eine deutsche Maschine auf französischem Boden niedergehen musste. In dem sich dabei entwickelnden Luftkampf sollen vier Schweizerflugzeuge abgeschossen worden sein. Die Deutsche Regierung erhebt anschliessend an diese Ausführungen das Begehren nach förmlicher Entschuldigung und Ersetzung des entstandenen Sach- und Personenschadens.

In der Überzeugung, dass unter gleichartigen Voraussetzungen die Deutsche Regierung eine entsprechende Haltung einnehmen würde, versichert das Politische Departement die Deutsche Gesandtschaft, dass der Bundesrat keinen Augenblick zögern würde, den Begehren der Reichsregierung nachzukommen, und sogar die Schuldigen nach Massgabe von Art. 92 des schweizerischen Militärstrafgesetzes zur Rechenschaft zu ziehen, wenn die Ereignisse sich wirklich so zugetragen hätten, wie sie in der Note dargestellt sind. Das Departement ist indessen in der Lage, der Gesandtschaft zu Handen ihrer Regierung eingehende Aufschlüsse zu erteilen, welche die Vorkommnisse an denen die schweizerischen Flieger beteiligt sind, in anderm Licht erscheinen lassen. Die folgenden Feststellungen gründen sich nicht nur auf Berichte der beteiligten schweizerischen Flieger, sondern auch auf zahlreiche Bodenbeobachtungen, die zum gleichen Ergebnis gelangten.

Am 1. Juni d.J. ca. 15.48 Uhr ist ein deutscher Flugzeugverband in drei Staffeln von je zwölf Flugzeugen bei Basel in den schweizerischen Luftraum eingeflogen. Zur Abwehr dieses Geschwa-

ders sind 16.05 Uhr schweizerische Jagdflugzeuge aufgestiegen. Dabei kam es zwischen Le Locle und Neuenburg und östlich davon zu einem Luftkampf zwischen einer schweizerischen Abwehrpatrouille und einem deutschen Flugzeug, das bei Lignières (südlich des Chasseral) ca. 16.26 Uhr abstürzte. Die Besatzung kam dabei leider ums Leben.

Am gleichen Tage, 17.08 Uhr, wurden zwei deutsche Flugstaffeln von Frankreich kommend über Crassier und St. Cergue gesichtet, die ihren Flug längs des schweizerischen Jura nahmen. Zur Abwehr aufgestiegene schweizerische Patrouillen stiessen 17.58 Uhr über Les Rangiers auf deutsche Flugzeuge, die zuerst das Feuer eröffneten. Eines der deutschen Flugzeuge musste sodann jenseits der Schweizergrenze in der Nähe des französischen Dorfes Oltingen niedergehen. Die Schweizer Flieger haben französisches Hoheitsgebiet nicht berührt.

Am 2. Juni 9.39 Uhr wurde ein deutsches Kampfflugzeug über dem Kanton Genf gesichtet, das sich auf einem Rückflug aus Frankreich befand. Aus den Erklärungen der Insassen bei ihrer Einvernahme geht hervor, dass der deutsche Flugzeugführer bewusst den Rückweg über die Schweiz genommen hatte, weil einer der Motoren nicht mehr arbeitete und ein Schwerverwundeter an Bord war. Über Yverdon stiess das Flugzeug auf eine schweizerische Abwehrpatrouille, die es 10.23 Uhr zur Notlandung nötigte.

Am 4. Juni drangen von Westen kommend zwischen 14.30 und 14.50 Uhr an verschiedenen Punkten in der Gegend von Brassus und Les Verrières eine grössere Anzahl deutscher Flugzeuge in das schweizerische Hoheitsgebiet ein. Schweizerische Patrouillen flogen zur Abwehr auf, und es entwickelten sich Luftkämpfe über der Gegend südlich Vallorbe-Le Pont um 14.50 Uhr, La Vue des Alpes 14.57 bis 15 Uhr, Montfaucon 15.12 Uhr und La Chaux-de-Fonds 15.45 Uhr und Lajoux 15.55 Uhr. Beim Luftkampf über Lajoux musste ein schweizerisches Flugzeug auf schweizerischem Gebiet in der Gegend von Boécourt niedergehen, wobei ein schweizerischer Offizier den Tod fand. Ein im Luftkampf über La Chaux-de-Fonds abgeschossenes deutsches Flugzeug musste jenseits der Schweizergrenze zu Boden gehen. Auch in diesen Fällen hat kein einziges schweizerisches Flugzeug den französischen Luftraum berührt, noch ist ein solches auf französischen Boden niedergegangen.

Die vorstehend wiedergegebenen Tatsachen bekunden, dass die schweizerischen Flieger ausschliesslich zur Abwehr aufgestiegen sind, in Erfüllung ihrer Pflichten zur Wahrung der schweizerischen Neutralität. Die in der Note der Gesandtschaft angeführten Luftaktionen stimmen, mit Ausnahme der beiden Fälle von Lignières und Yverdon, weder nach Ort noch nach Zeit mit den schweizerischen Feststellungen überein. Auf Wunsch werden die schweizerischen Behörden der Deutschen Regierung auf Grund von Berichten, Beobachtungen und Einvernahmen weitere Ergänzungen und Aufschlüsse über die erwähnten Verletzungen der schweizerischen Gebietshoheit gerne erteilen.

Sollte es auf diesem direkten Wege nicht gelingen, die bestehenden Meinungsverschiedenheiten über den Tatbestand zu beseitigen, wäre die Schweizerische Regierung gerne bereit, die Aufklärung des Tatbestandes und der daraus fliessenden Verantwortlichkeiten einer Untersuchungskommission im Sinne des schweizerisch-deutschen Schieds- und Vergleichsvertrages vom 3. Dezember 1921 zu übertragen.

Der Bundesrat weiss sich mit der Deutschen Regierung einig in dem tiefen Bedauern über die Folgen, welche die Vorkommnisse im besondern für Angehörige beider Länder gezeitigt haben. Die Deutsche Regierung wird indessen die hohe Bedeutung nicht verkennen, die alle Nachbarstaaten der Schweiz einer strikten Erfüllung ihrer Neutralitätspflichten beimessen. Von den Weisungen an die deutsche Luftwaffe, die in der Note des Auswärtigen Amts an die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin vom 30. Mai d.J[2] erwähnt sind, hat der Bundesrat mit Befriedigung Kenntnis genommen, und er gestattet sich, der Zuversicht Ausdruck zu geben, dass durch Beobachtung dieser Vorschriften eine Wiederholung ähnlicher Zwischenfälle vermieden werde.

---

2. *Cf. N° 293. Cf. aussi* E 2001 (E) 1967/113/90.
Ce problème continue de préoccuper les autorités fédérales par la suite. Ainsi, le 20 juin 1940, le Général Guisan adresse de nouvelles instructions *aux* troupes d'aviations: L'évolution rapide

de la situation actuelle risque d'accentuer les difficultés politiques et diplomatiques. En conséquence, à la demande du Conseil fédéral, j'ai dû prendre les mesures que vous trouvez dans l'ordre ci-joint:

Unter Berücksichtigung der gegenwärtigen *politischen Verhältnisse* erhalten Sie folgenden Befehl:

1. Bis auf weiteres sind Luftkämpfe über dem gesamten Hoheitsgebiet der Schweiz zu unterlassen. Demzufolge werden keine Flugzeugbesatzungen mehr weder von der Zentralstelle noch von den Fl. Rgt. gegen fremde, das schweiz. Hoheitsgebiet überfliegende Flugzeuge eingesetzt.

2. Die Alarmpatr. sind einzuziehen, sodass sie für die Weiterausbildung den Kp. zur Verfügung stehen. Dagegen bleibt die für die Alarmpatr. notwendige Boden- und Meldeorganisation bestehen. Die normale Einsatzbereitschaft, wie sie bis anhin war (Alarmpatr. auf den betreffenden Stützpunkten und Einsatzbereitschaft weiterer Besatzungen) muss bei veränderter Lage in kürzester Frist, max. 2 Stunden, wieder hergestellt werden können. Um dies zu gewährleisten, muss die Bereitschaft der Fliegertruppe wie bis anhin am frühen morgen sichergestellt sein. Um aber die Truppe nicht zu überlasten, sind Ruhestunden über Tag einzuschalten.

3. Übungen in Patr.- und Staffelexerzieren haben nur noch innerhalb des Raumes Frauenfeld-Brugg-Olten-Weissenstein-Chasseral-Creux-du-Van-Orbe-Bière-Lausanne-Montreux-Martigny-Sion-Rhonetal-Furka-Airolo-Locarno-Magadino-Bellinzona-Bernhardino Pass-Thusis-Maloja-Pontresina-Zernez-Klosters-Sargans-Wallenstadt-St. Gallen-Frauenfeld zu erfolgen.

4. Die Alarmbereitschaft und der Einsatz der Flab-Truppe sowie des Fl.B.M.D. bleiben unverändert.

(E 27/14192/3; *cf. aussi* E 2001 (E) 1967/113/83). *Cf. N° 325.*

301

E 27/12899

Le Chef de l'Etat-Major du 4e Corps d'Armée, K. Kobelt, au Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, J. Huber

L E/5/85 *Quartier général, 9 juin 1940*

Ausgehend von der Überlegung, dass Deutschland an der Gotthard-Verbindung als Entlastung der Brenner-Linie ein eminentes Interesse hat (wie z.B. die täglichen grossen Kohlentransporte beweisen), muss es meines Erachtens im Falle eines deutschen Angriffs auf die Schweiz das Bestreben des Angreifers sein, die Gotthard-Linie möglichst intakt in seine Hände zu bekommen. Wenn der Angreifer aber damit rechnen muss, dass es uns gelingt, die Gotthardbahn so nachhaltig zu zerstören, dass für die Wiederinstandstellung Wochen oder Monate benötigt werden, so dürfte dies wohl ein schwerwiegendes Argument gegen einen Einmarsch in die Schweiz darstellen. Die Gotthardbahn eignet sich, infolge Ihrer Tracé-Führung (z.B. Strecke Brunnen-Flüelen) und ihrer zahlreichen Kunstbauten, in ausserordentlichem Masse für eine umfassende Zerstörung.

Ich erlaube mir daher, Ihnen die Anregung, eine möglichst umfassende Zerstörung der Gotthardbahn vorzubereiten, zur Prüfung zu unterbreiten. Eine solche Massnahme, die sich mehr auf politische als auf militärische Überlegungen begründet, müsste meines Erachtens durchaus nicht geheim gehalten, sondern im Gegenteil nach Möglichkeit bekannt gemacht werden[1].

1. *Annotation de Huber dans la marge:* einverstanden. *Les préparatifs ont été mis en œuvre.*

302

E 1004.1 1/389

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 11 juin 1940

1019. Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 10. Juni 1940

Seit dem letzten Bericht des Volkswirtschaftsdepartements vom 3. crt.[1] über die erste Verhandlungsetappe der Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland sind die strittigen Fragen weiter nach Möglichkeit abgeklärt worden.

1. So bekam Herr Minister Frölicher von Botschafter Ritter die Auskunft, dass seine ursprüngliche Forderung, es dürfe für alliiertes Kriegsmaterial weder direkt noch indirekt deutsche Kohle verwendet werden, gestellt worden sei, weil Deutschland für die in der Folge vom Verhandlungsleiter Hemmen aufgestellte anders lautende Forderung (gleich viel Kriegsmaterial nach beiden Seiten hin) keinen Rechtstitel habe[2]. Wenn mit der Formel von Gesandten Hemmen (Parität in den Kriegsmateriallieferungen für beide Kriegsparteien) eine Lösung gefunden werde, so würde Deutschland auf der Ausgangsforderung nicht beharren. Ferner wurde Herrn Frölicher erklärt, dass die Drohungen Hemmens missverstanden worden seien, sie hätten keine politische Bedeutung, übrigens wäre Hemmen hiefür auch nicht ermächtigt gewesen.

2. Bezüglich der Frage der Belieferung Deutschlands mit Uhrenmaschinen hat eine konferenzielle Besprechung mit den beteiligten Kreisen stattgefunden[3]. Die überwiegende Meinung ging dahin, dass, wenn eben Deutsch-

1. *Non reproduit; cf.* E 1001 1/VD 1.5.-31.8.40. *Ce rapport n'a pas fait l'objet d'une décision du Conseil fédéral; cf. N° 289.*
2. *Cf. à ce sujet N° 292.*
3. *Cf. la lettre de Hotz du 5 juin 1940,* E 5155/1968/12/2.

land darauf beharren sollte, während der Dauer der jetzigen Feindseligkeiten solche Maschinen aus der Schweiz zu bekommen, auch die Kreise der Uhrenindustrie – wenn natürlich auch nur mit grossen Bedenken – sich den Notwendigkeiten der Stunde nicht verschliessen wollen.

3. Kriegsmateriallieferungen: Hier ist dem Departement am vergangenen Mittwoch nachmittag durch die Deutsche Gesandtschaft eine deutsche Bestelliste für die Gesamtsumme von RM 47 400 000.— übergeben worden. Dagegen steht auch heute die versprochene Liste für die zu tätigenden Maschinenlieferungen noch aus. Ferner wurden gar keine Angaben darüber gemacht, was Deutschland seinerseits für seine Kriegsmaterialbestellungen an Material zu liefern imstande sei. Nach eingehenden internen Besprechungen mit dem Politischen- und Militärdepartement und im Sinne der unter dem Vorsitz des Bundespräsidenten stattgefunden Konferenz vom vergangenen Dienstag mit dem Volkswirtschaftsdepartement, Politischen- und Militärdepartement hat sich das Volkswirtschaftsdepartement zu folgendem Vorgehen entschlossen: Es hat der Deutschen Regierung durch Minister Frölicher mitteilen lassen, dass die schweiz. Verhandlungsdelegation bereit sei, in der Kriegsmaterialfrage eine Lösung in der Richtung der von Deutschland geltend gemachten Gesichtspunkte in gegenseitigem Einvernehmen zu suchen. Die diesem Departement hier in Bern am Mittwoch übergebene deutsche Bestelliste bedürfe aber noch der technischen Abklärung, zu welchem Zwecke Oberst Fierz mit Begleiter Montag den 10. crt. zu Besprechungen mit den zuständigen deutschen Instanzen in Berlin zur Verfügung stehe. Die erste Sitzung ist auf nachmittags 4 Uhr im Auswärtigen Amt angesetzt worden. Inzwischen ist aber von der Schweiz. Gesandtschaft in Berlin Samstag und Sonntag telephonisch und telegraphisch dringend der Wunsch geäussert worden, die schweiz. Verhandlungsdelegation möchte am Dienstag wiederum nach Berlin kommen, indem man einen ganz entscheidenden Wert auf die Erledigung der Kriegsmaterialfrage lege; ansonst sei die in Aussicht gestellte Kohlensperre in den nächsten Tagen zu erwarten. Das Departement hat geantwortet, dass Oberst Fierz der Gesandtschaft nähere Mitteilungen machen könne, es möchte seinerseits vorerst in Bern den Bericht Fierz kennen, um nötigenfalls weitere Abklärungen hier vornehmen zu können. Es wird sich zeigen, ob es als unvermeidlich erscheint, nicht doch in den allernächsten Tagen mit einer Delegation nach Berlin zu fahren. Es wird dies wesentlich davon abhängen, was Oberst Fierz berichtet und was seine eventuellen Mitteilungen, wonach bis zur Abklärung dieser Fragen die Schweiz die Ausfuhrgesuche für Lieferungen nach dem Westen zurückstellt, für eine Wirkung gezeigt haben.

Im übrigen wird es dann Aufgabe der Verhandlungsdelegation sein, eine für unser Land möglichst günstige und erträgliche Lösung in dieser delikaten Frage zu erreichen. Nötigenfalls ist auch die anfänglich vom Botschafter Ritter postulierte Lösung betr. Kohlenverwendung in die Verhandlungen einzubeziehen.

4. Für die Weiterführung der Verhandlungen in Berlin scheint es angezeigt, die bisherige Delegation durch je einen Vertreter des politischen Departements, sowie des Militärdepartements zu ergänzen. Da in dieser neuen Phase der Besprechungen die Versicherungs- Transfer- und Reiseverkehrsfragen nicht

weiter behandelt werden – sondern für die Fortführung der Verhandlungen in der Schweiz reserviert bleiben – beantragt das Departement es sei die Delegation wie folgt zu bestellen:

Direktor Dr. Hotz (Verhandlungsleiter), Direktor Dr. Homberger, Zürich, Prof. Dr. Laur, Brugg, Oberst Fierz, Bern und R. Kohli, Chef des Rechtsbureaus des Politischen Departements, sowie Nationalbankdirektor Schwab, Zürich.

Auf Grund der Beratung wird

beschlossen:

Von einer Vertretung des Politischen Departements wird Umgang genommen und die Delegation wie folgt bestellt:

Direktor Dr. Hotz (Verhandlungsleiter), Direktor Dr. Homberger, Zürich, Prof. Dr. Laur, Brugg, Oberst Fierz, Bern und Nationalbankdirektor Schwab, Zürich.

303

E 2300 Berlin/41

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

RP P.B. Nr. 37 - F/AZ
Vertraulich[1]

Berlin, 11. Juni 1940

Mit dem Eintritt Italiens in den Krieg dürfte dessen Endphase begonnen haben. Im Diplomatischen Korps herrscht die Auffassung, dass Frankreich bald den Widerstand aufgeben wird und dass England, sich selbst überlassen, den Widerstand auf der Insel nicht lange mit Erfolg fortsetzen kann. Amerika sei nicht imstande, rechtzeitig diese Entwicklung zu verhindern. An einem Krieg der Kontinente habe die aussereuropäische Welt kein Interesse, namentlich dann, wenn den Westmächten im Friedensdiktat Lebensmöglichkeiten gelassen werden.

Die grosse Wahrscheinlichkeit, dass Deutschland für lange die entscheidende Kontinentalmacht sein wird und Italien die Mittelmeermacht, muss in unserer Aussenpolitik berücksichtigt werden. Die Schweiz muss sich in ihrer Neutralitätspolitik auf die Freundschaft Deutschlands und Italiens stützen. Bei dem Übergewicht Deutschlands und in Anbetracht der geographischen Lage unseres Landes wäre es falsch, sich an Italien anzulehnen, um sich vor Deutschland zu schützen. Durch eine solche Politik würden nur die offensichtlichen Bemühungen Mussolinis, die Integrität der Schweiz zu erhalten, erschwert. Je

1. *Pilet-Golaz a ajouté:* Secret. Conférer 14.6.40.

rascher es möglich ist, wieder freundschaftliche und vertrauensvolle Beziehungen mit Deutschland herzustellen, desto mehr Aussicht besteht für unsere Sicherheit in dem neuen Europa.

Meines Erachtens sollte die Umstellung auf dem Gebiete der Aussenpolitik damit begonnen werden, dass die Schweiz aus dem Völkerbund austritt. Die Verlegung des Sitzes wird sich während der Dauer von zwei Jahren, bis zu welchem Zeitpunkt der Austritt dann wirksam wird, von selbst klären. Der Bundesrat kann heute den Austritt auf Grund der allgemeinen Vollmachten beschliessen. Die Geste hat nur einen Wert, wenn sie rasch erfolgt und wenn störende Diskussionen im Parlament und Volk vermieden werden. Sicherlich würde die Massnahme hier richtig verstanden werden und zur Entspannung der deutsch-schweizerischen Beziehungen wesentlich beitragen. Der Entschluss müsste vorher vertraulich in Berlin und Rom zur Kenntnis gebracht werden, damit die Massnahme im richtigen Sinne bei den Achsenmächten gewürdigt wird.

304

E 2200 Rom 23/9

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

Copie
L 40.Ar.3-d. Ad-C.22.41.10.-WA.
Transitabkommen mit Italien. Rom, 11. Juni 1940

Ich beehre mich, den Empfang Ihrer Zuschrift vom 6. dies [1] anzuzeigen und Ihnen in Bestätigung meiner telegraphischen Mitteilung bekanntzugeben [2], dass italienischerseits auch im Falle des Eintritts in den Krieg das Bestreben besteht dem Transitverkehr nach der Schweiz keinerlei Schwierigkeiten zu bereiten. Sofern die andern kriegsführenden Mächte das Durchfahren des Mittelmeers durch Transportschiffe im Dienst der schweizerischen Eidgenossenschaft gestatten, wird Italien, wie bis anhin, seine Häfen zur Verfügung stellen und den Transport der gelöschten Waren auf dem Bahnwege nach der Schweiz gemäss dem bestehenden Abkommen erleichtern.

Offen bleibt natürlich die Frage ob, nachdem nun das befürchtete Ereignis eingetreten ist, der Hafen Genua weiterhin benützt werden kann. Auf alle Fälle wird es aber vorläufig noch möglich sein, die für die Schweiz bestimmten Waren über die Adria bezw. über die Häfen Venedig oder Triest einzuführen.

---

1. *Non reproduite.*
2. *Télégramme du même jour, non reproduit.*

Die Gesandtschaft bleibt ständig in Kontakt mit dem hiesigen auswärtigen Amt und wird nicht verfehlen das Kriegs-Transport-Amt zu benachrichtigen, sobald sich die derzeitige Situation in irgendeiner Weise ändern sollte.

---

3. *Le même jour, à la suite d'un entretien téléphonique avec le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, adresse la lettre suivante au Ministre italien des Affaires étrangères, G. Ciano:*
Mon Gouvernement a pris connaissance avec satisfaction du discours de hier de Son Excellence le Chef du Gouvernement italien, par lequel il déclare solennellement que l'Italie n'entend pas entraîner dans la guerre d'autres peuples avoisinant son territoire, citant en premier lieu la Suisse.
Ces assurances, renouvelant celles exprimées maintes fois et consacrées encore récemment, ont réjoui les Autorités et le Peuple suisses, qui y ont vu un nouveau témoignage des intentions constamment amicales de l'Italie à l'égard de la Suisse. Pour sa part, le Gouvernement Fédéral, en retenant la précieuse déclaration de S.E. Monsieur Mussolini, ne peut qu'exprimer l'inaltérable intention de poursuivre les cordiaux rapports entre les deux Pays qu'unissent des liens de confiance mutuelle (E 2001 (D) 3/305).

305

E 2200 London 44/7

Le Département politique à la Légation de Suisse à Londres

Copie
T 44. Bern, 12. Juni 1940

Ausländische Flugzeuge überflogen nacht 11./12. Juni die Umgebung des Genfer-Sees stop Um 1 Uhr 27 wurden 8 Bomben auf den Bahnhof von Renens abgeworfen, welche zwei Personen töteten und am Bahnhof und den naheliegenden Gebäuden Schaden anrichteten stop Kurz nachher fielen drei Bomben in der Nähe von Daillens stop Um 1 Uhr 50 bombardierten sie Genf in der Nähe der Brücke Carouge und töteten einen Soldaten und eine Frau, ferner wurden 18 Personen verletzt und materieller Schaden angerichtet stop Die technische Untersuchung ergab, dass die Bomben englischer Herkunft sind stop Erheben Protest gegen schwere Neutralitätsverletzung Schweiz und machen Vorbehalt betreffend Genugtuung Unrecht und Schaden [1].

---

1. *Cf. l'annexe I au présent document.*

ANNEXE I

La Légation de Suisse à Londres au Ministère britannique des Affaires étrangères[2]

Copie
N CJ/nb

[London], June 13th, 1940

The Swiss Minister presents his compliments to His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and acting on instructions from the Swiss Government, has the honour to submit the following:

During the night of the 11th-12th June foreign aeroplanes flew over the region of the Lake of Geneva. They dropped eight bombs on the railway station at Renens, killing two persons and causing damage to the installations of the station and to houses in the neighbourhood.

Sometime later three bombs were dropped on the village of Daillens. At 1.50 a.m. planes bombed Geneva, near Pont Carouge, killing a soldier and a woman, wounding eighty[3] persons and causing material damage.

The technical enquiry which has been made has proved that the bombs were of British origin.

The Swiss Government have asked Monsieur Thurnheer to protest to His Majesty's Government against this grave violation of Swiss neutrality and reserve the right to claim reparation for the moral and material injuries caused.

ANNEXE II

Le Ministère britannique des Affaires étrangères[4]
au Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer

N No. C 7229/1193/43.

[London], June 21st, 1940

I have the honour to inform Your Excellency that the competent authorities of His Majesty's Government have given careful consideration to your note of 13th June in which it was alleged that bombs of Britisch origin were dropped on Swiss territory in the region of the Lake of Geneva during the night of June 11/12.

2. Enquiries made as a result of this allegation indicate that certain units of the Bomber Command which undertook operations against objectives in Northern Italy on the night in question lost their way on account of severe weather conditions encountered over the Alps and inadvertently flew over Swiss territory. In these circumstances His Majesty's Governement accept responsibility for the bombs dropped in the region of the Lake of Geneva. They have charged me to request Your Excellency to inform the Swiss Government of their profound regret at this unfortunate incident and of their sorrow that it should have had such tragic consequences. They would also assure the Swiss Government of their readiness to pay compensation on account of loss of life, personal injury or material damage; and they will give prompt consideration to such claims on this account as the Swiss Government may see fit to present to them.

---

2. *Annotation (auteur non identifié) en haut de page:* Am 13. VI. von Herrn Minister Butler direkt übergeben.
3. *Sic! Souligné et corrigé en marge:* 18.
4. *La note est signée* R.M. Makins.

306

E 2300 Paris/92

Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP P.B. N° 1. Ballan[2], 13. Juni 1940

Letzten Sonntag abend, den 9. ds., vernahm ich, dass der Nunzius als Doyen des diplomatischen Corps, beim Aussenministerium um die Erlaubnis nachgesucht hatte, Paris verlassen zu können und sich nach der Touraine zurückzuziehen. Diese Erlaubnis wurde erteilt und den Missionschefs am Montag vormittag gemäss beiliegender Kopie[3] zur Kenntnis gebracht. Am Sonntag abend ebenfalls vernahm ich, dass der grösste Teil der Dienste des Aussenministeriums, verschiedene Ministerien und Verwaltungen Paris ebenfalls verlassen sollten. Ich beendigte deshalb sofort die längst vorbereiteten Massnahmen und delegierte suksessive im Laufe des Montag nachmittags einige meiner Mitarbeiter, etwas Hülfspersonal und meine Dienstboten, sowie das sehr beträchtliche Gepäck (Akten, Schreibmaschinen, etc.) nach Ballan (vergleiche meinen Detailbericht[4] von gestern an die Abteilung für Auswärtiges). Am Nachmittag besuchte ich noch den amerikanischen Botschafter Bullitt und den Generalsekretär des Aussenministeriums, Roux[5], der in meiner Gegenwart die Mitteilung über die italienische Kriegserklärung erhielt. Da mir Herr Roux mitteilte, er verlasse Paris um 6 Uhr nachmittags als letzter Vertreter des Aussenministeriums, alle Regierungsmitglieder und die sämtlichen Dienste der uns interessierenden Ministerien seien bereits abgereist, konnte ich nicht mehr länger zögern, mit meiner Frau die Hauptstadt ebenfalls zu verlassen.

Es ist nicht ohne Interesse, festzustellen, dass von Seiten der französischen Regierung an das diplomatische Corps keinerlei andere offizielle Mitteilung erlassen wurde als das beiliegende Schreiben vom 9. Juni[6]. Es erging weder eine Mitteilung, die Regierung reise ab, noch eine Aufforderung an uns, dies zu tun.

[...][7]

---

1. *Pilet-Golaz a mis ce rapport* en circulation *parmi ses collaborateurs le 16 juin. Cf. aussi* J.I. 131/42/1.
2. *Indre-et-Loire, arrondissement et canton de Tours, dans la banlieue de cette ville. Dès l'automne 1939, la Légation de Suisse avait prévu de s'y replier en cas d'impossibilité de rester à Paris, cf. le rapport de H. de Torrenté du 4 octobre 1939*, J.I. 131/40.
3. *Non reproduit.*
4. *Non reproduit.*
5. *Ancien Ambassadeur de France au Vatican, François Charles-Roux a succédé dès le 20 mai 1940 à Alexis Léger au poste de Secrétaire général du Ministère français des Affaires étrangères.*
6. *Non reproduit.*
7. *Suit une longue évocation des péripéties de l'évacuation de la Légation ainsi que des problèmes que vont poser les contacts avec les autorités françaises dispersées et désorganisées.*

Im besten Falle werden wir in einigen Tagen dazu gelangen, die schweizerisch-französischen Probleme mit den wirklich zuständigen Behörden sachlich zu erörtern. Dann beginnen erst die ungeheuern *materiellen* Schwierigkeiten. Ich denke dabei vor allem aus an die Frage der Versorgung der Schweiz mit Rohmaterialien und Lebensmitteln. Frankreich hat jetzt schon die Häfen von Dünkirchen[8], Calais und Rouen verloren. Le Havre ist kaum mehr benutzbar. Welche Auswirkung der Eintritt Italiens in den Krieg auf Marseille und die französisch-schweizerische Versorgung über diesen Hafen haben wird; ist zur Stunde noch nicht übersehbar. Im besten Falle wird Marseille noch teilweise benutzbar sein. Damit konzentriert sich die Versorgung Frankreichs sowohl wie der Schweiz auf Nantes (wie lange noch?), auf den kleinen Hafen von La Rochelle und auf Bordeaux. Diese drei Häfen müssen aber auch noch den ganzen militärischen Verkehr zwischen England und Frankreich bewältigen. Es ergibt sich aus dieser Situation meines Erachtens die brutale Konsequenz, dass die Schweiz mindestens während längerer Zeit nur noch in kleinem Masse über französische Häfen wird versorgt werden können. Es ergibt sich hieraus die weitere Konsequenz, dass wir mit den im Lande liegenden Vorräten werden auskommen müssen und dass deshalb wohl ohne jeden Verzug die Rationierung aller Lebensmittel und Rohstoffe *jetzt schon* auf ein Minimum zu reduzieren ist. Andernfalls besteht die Gefahr, dass die Schweiz, selbst wenn sie nicht militärisch angegriffen werden sollte, an der Verpflegungsfrage zu Grunde geht.

Ein ganz spezielles Kapitel, über welches ich dem Chef des Volkswirtschaftsdepartements schon öfters eindringlich geschrieben habe[9], ist das *Kohlenproblem*. Nicht nur werden wir keinerlei Kohle mehr aus Frankreich bekommen, das ist sicher!, sondern ich sehe auch nicht wie englische und amerikanische Kohle über Frankreich in die Schweiz transportiert werden könnte. Die jetzige sehr ernste Situation wird sich aber noch weiter verschlechtern. Ähnlich steht es mit dem Benzin.

Ich brauche nicht zu betonen, dass ich auch ohne Instruktionen das äusserste tun werde, um uns, wenn möglich über Marseille, jedenfalls aber über Bordeaux, gewisse Zufuhren noch sichern zu können. Ich habe das E.V.D. schon vor Tagen darauf aufmerksam gemacht, dass sofort ein schweizerischer Hafenkommissär in Bordeaux zu ernennen sei[10] und habe auch meinen der Gesandtschaft zugeteilten Transportspezialisten, den ich von den S.B.B. übernommen hatte, gestern nach Bordeaux geschickt, wo er sich zunächst zur Verfügung des Konsulates stellt. Die Arbeit in Bordeaux wird zur Hauptsache nur an Ort und Stelle geleistet werden können. Ich kann von hier aus lediglich allgemeine Richtlinien provozieren, der Distanzen wegen aber nicht selber intervenieren (Distanz Paris-Bordeaux: über 300 km, Telephonverbindungen äusserst prekär). Dazu kommt noch, dass nach einer bis jetzt unbestätigten Nachricht das Ministerium für öffentliche Arbeiten nicht im Departement Indre-et-Loire, sondern in der Nähe von Bordeaux untergebracht sein soll.

---

8. *Dunkerque.*
9. *Cf. N^os 247 et 260 ainsi que* E 7001 (B) 1/454.
10. *Cf.* E 7001 (B) 1/454 *et* E 2200 Paris 13/23.

Wie ich Ihnen telephonisch berichten konnte, hat sich die französische Regierung damit einverstanden erklärt, dass von der Schweiz gemietete, ausschliesslich mit für die Schweiz bestimmten Waren beladene und das schweizerische Hoheitszeichen führende neutrale Schiffe nach italienischen Häfen durchgelassen werden, falls die italienische Regierung dem Bundesrat die feierliche Erklärung abgibt, diese Schiffe und Waren nicht mit Beschlag zu belegen. Zudem muss jedes einzelne Schiff rechtzeitig der Blockadekontrolle der Alliierten mitgeteilt werden. Es würde mich lebhaft interessieren zu vernehmen, wie sich die von Ihnen gleichzeitig mit London und Rom eingeleiteten Besprechungen über diese Frage abwickeln.

Die Flüchtlinge aus Holland, Belgien, Luxemburg, Nordfrankreich und nun auch aus Paris und seiner Umgebung sind jetzt im Zentrum und namentlich in der Südwestecke Frankreichs konzentriert. Es handelt sich wohl für diese Gegend um zusätzliche Unterkunft und Verpflegung für eine Menschenmenge, die auf sieben bis zehn Millionen geschätzt wird. Ich zweifle daran, dass die französische Verwaltung fähig ist, diese Probleme auch nur annähernd zu lösen. Sollten die deutschen Armeen weiter nach Süden vordringen und damit die Konzentration im Südwesten noch entsprechend vergrössern, dann wird, zusammen mit einem neuen Rückzug von Regierung und Verwaltung Richtung spanische Grenze, eine Katastrophe unvermeidbar sein. Die jetzige Rückzugsetappe war wenigstens einigermassen vorbereitet und trotzdem sind die Unterkunfts- und Verpflegungsprobleme kaum gelöst. Selbst als diplomatische Vertretung haben wir uns bis jetzt die Kohle für die Zubereitung unserer Mahlzeiten nur kiloweise beschaffen können. Unsere Mahlzeiten müssen wir bis jetzt, wenigstens teilweise, aus unseren Konservenvorräten bestreiten, die selbstverständlich für 12 Personen, deren Verpflegung meiner Frau obliegt, nicht weit reichen. Sollte eine neue Rückzugsbewegung nötig sein, so ist gar keine Rede davon, dass ich das Personal, Material und Gepäck, das ich jetzt noch hier habe, mitnehmen könnte. Es werden dann im besten Falle ausser mir noch drei bis vier Personen die Weiterreise unternehmen können. Um Material und Gepäck bei einer solchen Eventualität nicht einfach preiszugeben, bleibt dann nichts anderes übrig als dass man mir von der Schweiz aus einen grossen Lastwagen schickt, da solche hier niemals und zu keinem Preis mehr aufzutreiben sind. Ich wäre Ihnen sehr dankbar, Herr Bundespräsident, wenn Sie diese Eventualität jetzt schon prüfen lassen und vorbereiten wollten.

Endlich möchte ich noch auf einen weitern Aspekt der gegenwärtigen Lage hinweisen, der mir sehr ernst erscheint: Es ist meines Erachtens kaum vermeidbar, dass die Tatsache, dass die besitzenden Klassen mit ihren Autos sich, ihre Habe und ihre Wertsachen in eine, allerdings relative Sicherheit begeben konnten, während die Masse des Volkes diese Kolonnen Tag und Nacht hat an sich vorbeiziehen sehen, ohne selber flüchten zu können, bedeutende soziale Auswirkungen haben kann. Wenn dazu eine aus der ständigen Rückzugsbewegung entstehende Deroute des Heeres kommt, Unterkunfts- und Verpflegungsschwierigkeiten noch grösser werden als jetzt schon, dann scheinen mir schwere soziale Unruhen in Wahrscheinlichkeitsnähe gerückt. Hoffentlich sehe ich zu schwarz! Nach meinen bis jetzt gemachten persönlichen Beobachtungen hält sich die Stimmung der Armee sowohl wie der Zivilbevölkerung noch auf einer

ordentlichen Höhe. Das kann aber beim Temperament der Franzosen und bei zunehmenden militärischen Rückschlägen und Verpflegungsschwierigkeiten ziemlich rasch ändern. Die Zukunft sieht jedenfalls für Frankreich und die Schweiz sehr trübe aus. Bei persönlicher Beobachtung der Flüchtlingskolonnen auf allen Strassen, Wegen und Feldern habe ich immer wieder daran denken müssen, was geschehen würde, wenn zum Beispiel die Stadt Basel überraschend angegriffen würde, ohne vorher evakuiert worden zu sein.

307

E 2001 (E) 1/5

Notice du suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P.A. Feldscher

[Berne, 15 juin 1940]

Zum Zwecke einer zwanglosen Aussprache über die schweizerisch-deutschen Pressebeziehungen hatte der Deutsche Gesandte am 14. Juni abends eine Einladung zu einem kleinen Diner ergehen lassen, an dem deutscherseits der Gesandte, Botschaftsrat Kordt, Legationsrat von Bibra, Dr. von Chamier und Dr. Trump, schweizerischerseits Dr. Rothmund, Oberst Iselin, Dr. Balsiger, Dr. Rezzonico und Dr. Feldscher teilnahmen.

Aus den Gesprächen, die nach Tisch geführt wurden, sind folgende Äusserungen wert festgehalten zu werden.

Das Verhältnis zwischen Deutschland und der Schweiz erscheint noch immer stark getrübt durch die unfreundliche Einstellung der Schweizer-Presse und ihre eindeutige Parteinahme für die Sache der Alliierten. Wie Herr von Bibra mir gegenüber vertraulich bemerkt, sind es in letzter Zeit allerdings weniger die schweizerischen Zeitungen als die polizeilichen Einvernahmen, Hausdurchsuchungen und Kontrollen, die deutsche Staatsangehörige in der Schweiz über sich ergehen lassen müssen, die eine grosse Misstimmung in deutschen Kreisen hervorgerufen haben. Es sollte indessen doch vor allem etwas Positives auf dem Gebiet der Presse geschehen, und in dieser Hinsicht sei es besonders erwünscht, wenn einem Anliegen des Dr. Keller, Delegierter des Verwaltungsrates der ehemaligen «Neuen Basler Zeitung», der in der Sache kürzlich bei Herrn von Chamier vorgesprochen hat, auf Wiederzulassung des Blattes entsprochen werden könnte[1]. Chamier bemerkt, dass er beispielsweise in dieser Zeitung Artikel erscheinen lassen könnte, was ihm in der übrigen Schweizer-

1. *Au sujet de ce journal, cf. la notice du 18 juin 1940 rédigée par le Conseiller de légation C. Rezzonico:* Le quotidien «Neue Basler Zeitung» paraissant à Bâle fut interdit à la requête du Chef de Presse du Commandement de l'arrondissement territorial de Bâle, par décision de la Division Presse et Radio de l'Etat-Major de l'Armée datée du 28 décembre 1939. (...) La mesure d'interdiction prise à l'égard de la «Neue Basler Zeitung» date de six mois. Le Départe-

Presse praktisch verwehrt sei. Verschiedentlich wird auch die Ansicht geäussert, dass in der Leitung einiger Zeitungen eine Änderung eintreten sollte, ansonst auf eine dauernde Besserung der Haltung der Schweizer-Presse nicht zu zählen sei. So würde es Herr von Bibra begrüssen, wen z.B. Herr Nationalrat Oeri durch Herrn Dr. Cappis ersetzt würde[2].

Chamier wies darauf hin, dass die Stimmung in Süddeutschland sich gegen die Schweiz derart verschlimmert habe, dass ein Feldzug gegen die Schweiz ausserordentlich populär wäre. Wenn man den Dingen einfach ihren Lauf liesse, so könnte, ohne dass in dieser Bemerkung eine Drohung zu betrachten sei, innerhalb 24 Stunden einmal etwas passieren.

Am Schluss der Aussprache wirft Herr von Bibra die Frage auf, ob nicht eventuell Herr alt Bundesrat Schulthess, der bei Hitler gut eingeführt sei, die Mission übernehmen könnte, eine Lösung der strittigen Fragen herbeizuführen[3].

Von Seiten der schweizerischen Herren wurde namentlich darauf verwiesen, dass die neuesten weltpolitischen Ereignisse von selbst eine Korrektur der Einstellung der Schweizer-Presse mit sich brächten und dass man darauf vertrauen dürfe, dass die Entwicklung sicherlich in der angestrebten Richtung sich vollziehen werde. Gegenüber der Anregung der Entsendung einer angesehenen schweizerischen Persönlichkeit nach Berlin wurde eine reservierte Haltung eingenommen.

In den Gesprächen wurde u.a. von den deutschen Herren hervorgehoben, dass der deutsche Sieg in diesem Umfange sicherlich von niemanden in Deutschland, höchstens von ganz eingeweihten militärischen Fachleuten vorausgesehen worden sei. Es sei unbegreiflich gewesen, dass der alliierte Nachrichtendienst bei der Massenproduktion an Kriegsmaterial, die nicht hätte verheimlicht werden können, sich über den Umfang der deutschen Rüstung in diesem Masse geirrt habe. Deutschland werde eine Mässigung in den künftigen Friedensbedingungen an den Tag legen, die erstaunlich sein werde. Natürlich würde für die notwendigen strategischen Sicherungen vorgesorgt werden. Daneben würde aber die Souveränität der Staaten möglichst unangetastet bleiben. In der ersten Zeit nach dem Kriege seien noch militärische Okkupationen notwendig, nachher würde es dann aber den Staaten freigestellt werden, an dem von Deutschland in Aussicht genommenen Zusammenarbeiten auf dem Gebiete von Wirtschaft und Währung teilzunehmen. Sollten sie vorziehen, sich davon fernzuhalten, so sei das dann ihre Sache.

---

ment Politique l'avait, dans l'ampleur envisagée, toujours considérée comme inopportune au point de vue diplomatique. (...) La mesure consiste en une interdiction «jusqu'à nouvel avis» et non pas en une suppression définitive. Un rappel de cette décision, au moment actuel, serait une soupape utile à nos relations avec l'Allemagne, même si à l'intérieur du pays elle pourrait être critiquée. Il serait préférable que la décision fût prise avant que la question soit soulevée par la Légation d'Allemagne. De nombreux indices existent qui permettent de prévoir une démarche allemande dans ce sens. (...) (E 2001 (D) 2/127). *Datée du 9 juillet, une proposition (non reproduite) du Département politique au Conseil fédéral afin de lever l'interdiction du journal resta à l'état de projet. Cf. aussi N° 392, note 2. Cf.* E 2001 (D) 2/127.

2. *Cf.* E 2001 (D) 3/328, E 2300 Berlin 41, E 3800 1/52 *et* 53.

3. *Cf. N° 406.*

308

E 2809 1/2

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

No UW Berne, 16 juin 1940

Une note interne de l'E.M.G.[1] a attiré l'attention sur le problème des conventions militaires à conclure ou à ne pas conclure dans l'éventualité du cas N.

La solution de ce problème extrêmement délicat et d'une importance capitale est de la compétence du Conseil fédéral. Elle pose toutefois diverses questions militaires au sujet desquelles il convient que le Commandant en chef de l'Armée se prononce avant qu'une décision soit prise. Cette décision ne peut intervenir qu'au dernier moment, car, si le problème comporte certains éléments constants, il est dominé par un élément variable: la situation générale politique et militaire, qui évolue au jour le jour.

La décision à intervenir est entièrement libre. Rien ne la préjuge en droit.

Le traité de Paris du 20 novembre 1815, notamment, donne à la Suisse une base juridique pour appeler à l'aide en cas d'agression. Il ne l'oblige nullement à le faire.

Par la déclaration de Londres du 13 février 1920[2], la Suisse s'est engagée à faire «tous les sacrifices pour défendre elle-même son propre territoire en toutes circonstances». Mais elle reste libre de se défendre seule ou avec d'autres puissances.

Le 4 décembre 1917, les Gouvernements français, anglais et américain renouvelèrent leur précédente déclaration de neutralité sous réserve «que leurs ennemis n'auraient pas pénétré sur son territoire»[3]. Le Conseil fédéral répondit qu'il lui appartenait seul, en vertu de sa souveraineté et conformément aux déclarations des Congrès de Vienne et de Paris, de prendre les mesures nécessaires à la défense de la Suisse. Il était donc décidé à maintenir la neutralité par ses propres forces et, le cas échéant, à s'opposer à toute violation de la frontière. Cette réponse se terminait par ces mots: «La Confédération revendique pour elle seule le droit de décider si et dans quelles conditions il lui conviendrait de faire appel au concours des puissances étrangères». Cette revendication a été réaffirmée à diverses reprises. Elle n'a jamais été contestée.

La Suisse n'a d'autre part, en raison de sa neutralité, conclu aucun accord ni entrepris aucun pourparler en vue d'organiser une coopération avec un autre Etat pour le cas où elle serait attaquée.

Le problème ne comporte donc qu'une *question d'opportunité:* Est-il avan-

---

1. *Reproduite en annexe. La notice de Bonna s'en inspire sans la reprendre à son compte.*
2. *Cf. DDS, vol 7.II, annexe au N° 247.*
3. *Cf. DDS, vol 6, N^os 364, 365, 367 et 368.*

tageux pour la Suisse de se défendre seule ou d'appeler un autre Etat à l'aide?

Le Président Max Huber affirmait dans une conférence faite l'automne dernier à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich: «Es ist ... wichtig festzuhalten ... dass die Stellung eines kleinen Staates innerhalb einer selbstsiegreichen Allianz wenig vorteilhaft ist.» Sans doute un petit Etat ne peut-il espérer vaincre seul un ennemi très supérieur en nombre, mais, en s'alliant avec un ou plusieurs Etats plus puissants que lui, il paie d'avance les chances d'une victoire commune en aliénant une partie de son indépendance au profit de ses alliés. Il doit subordonner son armée à un haut commandement étranger. Il perd sa liberté d'action politique, économique et financière pour rester dans tous les domaines solidaire de ses associés. Il a fallu vingt ans à la Belgique pour s'affranchir de la tutelle franco-britannique sous laquelle la guerre de 1914/1918 l'avait placée. En cas de défaite, sa faiblesse le rend plus vulnérable que ses alliés. En cas de victoire, les intérêts du faible ne sont satisfaits qu'au prorata de la force qu'il a apportée à la coalition.

Une victoire finale ne suffit donc pas à elle seule à contrebalancer les inconvénients d'une alliance. Ces inconvénients ne sont compensés que si l'intervention d'un allié puissant a pour effet d'éviter, au moins en partie, au petit pays l'envahissement et le ravage de son territoire par l'ennemi. Cet effet ne peut être atteint que si le concours militaire qui lui est donné est assez rapide et assez massif pour lui permettre de tenir et de vaincre chez lui.

Le sort de l'Etat allié dont le territoire a été entièrement conquis et dont l'existence nominale ne repose plus que sur un gouvernement sans pouvoir effectif et sur les débris d'une armée reconstituée en terre étrangère n'est certainement pas meilleur que le sort de l'Etat qui s'est battu seul et a succombé. Il est probable qu'il est pire, car il subit des représailles, non seulement pour des faits dont il est responsable, mais aussi pour les actes de ses alliés. La guerre durera pour l'Etat envahi aussi longtemps que pour ses alliés, sauf une paix séparée qui ne peut être meilleure que s'il s'était battu seul et l'exposera de plus au reproche de trahison. Si, en définitive, l'envahisseur est vaincu, les chances du petit Etat seront peut-être influencées par son appartenance à la coalition victorieuse, mais l'Etat qui s'est battu seul et a succombé profitera lui aussi de la défaite de son ennemi, surtout s'il a pu se refuser à un règlement définitif.

L'exemple de la Finlande montre qu'un petit Etat qui résiste par les armes à un adversaire très supérieur en nombre peut, même réduit à ses seules forces, espérer sauvegarder son indépendance et se faire respecter de son adversaire. Il montre aussi que l'absence d'un secours militaire ne le prive pas nécessairement de toute aide du dehors, notamment dans le domaine économique et financier. Pour accepter la guerre sans pouvoir croire à la victoire et se passer de l'espérance qu'un allié apportera ce qui manque (aviation, munitions, vivres, etc.), il faut, toutefois, qu'un peuple ait une force morale peu commune.

A ces remarques d'ordre général s'ajoutent pour la Suisse, dans le cas N, les considérations ci-après:

a) Si la Suisse appelle une aide de l'Ouest et place son armée sous un commandement étranger, la défense sera organisée de façon à retarder le plus longtemps possible une avance de l'ennemi en direction de l'ouest et les mesures qui seront prises à cet effet ne seront peut-être pas celles qui permettraient à

l'armée suisse de tenir elle-même le plus longtemps possible en utilisant les ressources de son terrain.

b) Une aide O. aurait, dans les conjonctures présentes, pour conséquence de provoquer une attaque venant du Sud contre la Suisse, qui aurait ainsi à se battre au nord et au sud des Alpes. Cette éventualité redoutable pourrait peut-être être évitée et même transformée en bons offices si la Suisse se défendait seule.

c) On peut espérer qu'en cas de défaite, l'attitude de l'envahisseur serait plus conciliante si la Suisse s'était défendue seule que si elle faisait partie d'une coalition. Il serait, toutefois dangereux de se faire trop d'illusions à cet égard en raison des aspirations pangermanistes avec lesquelles il faudrait compter.

d) Au rétablissement de la paix générale, la Suisse pourrait plus facilement revenir à son statut de neutralité traditionnelle si elle s'est défendue seule que si elle a appartenu à une coalition[4].

ANNEXE

Notice de l'Etat-Major Général de l'Armée sur les conventions militaires[5]

NOTE.

Concerne: Cas N (conventions militaires) *[S.d.]*[6]

Si le cas N venait à se réaliser, il appartiendrait au Conseil fédéral de prendre les décisions qui sont de sa compétence au sujet d'accords à conclure, ou non, entre la Suisse et d'autres états belligérants. Il s'agit là de décisions très délicates et dont la portée peut être considérable pour l'avenir de notre pays. La présente note n'a pas la prétention d'épuiser le problème. Elle a seulement pour objet de signaler certaines questions dont la solution est de nature à influer sur ces décisions.

1. Jusqu'ici, la Suisse, état neutre, n'a ni entrepris des pourparlers quelconques, ni conclu un accord quelconque avec aucun autre état, en vue d'organiser une coopération au cas où elle serait envahie[7].

Son seul *devoir* de neutre, au point de vue du droit des gens serait de défendre elle-même son territoire dans toute la mesure de ses forces. Cela ne serait pas seulement son devoir; on peut penser que cela serait aussi une condition sine qua non de la possibilité, pour elle, de survivre à la guerre dans laquelle elle aurait été impliquée.

En revanche, la Suisse serait absolument libre de faire, ou non, cause commune avec les adversaires de son envahisseur éventuel. La question à résoudre serait de savoir si elle a *intérêt* à le faire.

---

4. *Le 17 juin 1940, le Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz, adresse une lettre au Général Guisan:* Pour examiner les questions soulevées par la note que le colonel Logoz vous a remise et dont il m'a fait tenir une copie, questions qui depuis ont été étudiées par mon département du point de vue de la politique extérieure, j'aimerais avoir un entretien avec mes collègues de la délégation, M. Minger et vous-même. *Pilet-Golaz propose que la rencontre ait lieu le 19 juin à son domicile. Sur les conséquences de cette conférence, cf. la lettre du Général Guisan du 25 juin 1940, publiée en annexe III au N° 316.*

5. *Ce document a été remis à Pilet-Golaz par le colonel Logoz, juriste attaché à l'Etat-Major Général de l'Armée.* Cf. E 27/14310 *et* E 5795/303.

6. *Pilet-Golaz a noté en haut à droite sur le document:* Reçu le 11.6.40.

7. *Pilet-Golaz a noté dans la marge:* Exact.

Cette question peut naturellement recevoir des réponses différentes selon les circonstances existant au moment où elle se poserait.

2. La situation de la Suisse est différente de celle d'autres états neutres d'Europe qui ont été déjà impliqués dans la guerre. Notamment, la Suisse n'a pas de colonies sur lesquelles elle pourrait éventuellement s'appuyer pour continuer la guerre au cas où son territoire serait totalement occupé par l'agresseur.

3. Du point de vue militaire, on devrait se demander si l'état ou les états entrant en ligne de compte comme alliés éventuels de la Suisse seraient en mesure de nous fournir une *aide militaire efficace et suffisamment prompte* pour la défense de *notre territoire*. On ne doit, en effet, pas perdre de vue que, comme l'a dit Max Huber dans une conférence faite l'automne dernier à l'Ecole Polytechnique fédérale de Zurich: «Es ist ... wichtig festzuhalten, ... dass die Stellung eines Kleinstaates innerhalb einer selbst siegreichen Allianz wenig vorteilhaft ist.» En particulier et tout d'abord, une telle alliance impliquerait la subordination de l'armée suisse à un Haut Commandement étranger. Au point de vue opératif nous serions ainsi, dans une large mesure, liés par les décisions que ce commandement prendrait et qu'il prendrait avant tout *dans son intérêt*. De même, on ne doit pas se dissimuler que les intérêts politiques de la Suise ne pèseraient éventuellement pas lourd aux regards des intérêts des grands états de la Coalition, qui seraient inévitablement d'une tout autre nature.

La question de savoir si ces inconvénients seraient acceptables dépend de divers facteurs; avant tout, il s'agirait d'examiner si l'on est en situation de nous assurer, pour la défense efficace d'une partie au moins de notre territoire, un concours militaire *suffisant et accordé à temps*. Il est clair qu'en particulier, le facteur temps serait, pour la Suisse, d'une très grande importance en ce qui concerne ce concours. Ce qu'il nous faudrait, pour nous permettre de tenir sur notre territoire, ce ne serait pas de l'aviation, des troupes blindées, de l'artillerie, des divisions, etc., dans six mois ou un an, mais un concours *immédiat et assez massif* pour nous permettre de tenir chez nous.

4. On doit se demander également quelle serait, vis-à-vis de la Suisse, l'attitude de l'agresseur éventuel et quel pourrait être l'effet de la guerre sur notre pays, selon que nous ferions, ou non, cause commune avec les grandes puissances déjà en guerre avec l'agresseur.

Il faut tenir compte aussi du facteur italien. L'appui politique de l'Italie, à supposer que nous ayons intérêt à le demander au cours de la guerre éventuelle, pourrait-il être obtenu plus facilement dans le cas où la Suisse ferait partie de la coalition adverse, ou bien dans le cas où la Suisse suivrait l'exemple de la Finlande, c'est-à-dire aurait décidé de se battre seule?

5. Une autre question importante est celle de savoir quelle pourrait être notre situation lors des négociations de paix, selon que nous aurions, ou non, fait cause commune avec les adversaires principaux de notre agresseur éventuel. Si l'on écarte l'hypothèse d'une «paix blanche», deux éventualités sont à considérer:

ou bien la coalition *franco-anglaise* est victorieuse. Dans ce cas, la situation de la Suisse serait-elle plus défavorable si elle s'était battue seule? En tout cas, même dans cette hypothèse, notre résistance aurait, dans une certaine mesure, rendu service à la coalition victorieuse;

ou bien la coalition *italo-allemande* est victorieuse. Dans ce cas, le moins qu'on puisse prévoir est que notre sort ne serait pas aggravé par le fait que nous aurions combattu seuls, sans nous allier à la coalition adverse.

6. Si la Suisse se battait seule, la question se poserait également de savoir quelle serait sa situation au cas où l'agresseur parviendrait à occuper tout ou partie du territoire suisse[8]. D'autres questions encore peuvent se poser. Elles peuvent cependant être laissées de côté pour examen ultérieur.

---

8. *Pilet-Golaz a noté un point d'interrogation dans la marge.*

309

E 5155 1971/202/107

Le Chef du Service technique militaire du Département militaire, R. Fierz, au Chef du Département militaire, R. Minger

Copie
L St Persönlich. Vertraulich. Bern, 17. Juni 1940

Ich habe heute dem Departement meinen Reisebericht über die kürzliche Reise nach Berlin übermittelt [1] und möchte bei dieser Gelegenheit das bestätigen, was ich Ihnen letzter Tage mündlich mitteilte und was nicht im Reisebericht enthalten ist.

Ich habe am 12. crt. nachmittags Herrn Staatssekretär von Weizsäcker privat besucht und habe seinerseits ein sehr grosses Wohlwollen gegenüber der Schweiz gefunden. Er brachte zum Ausdruck, dass es ihm eigentlich unverständlich sei, dass Anfang Mai in der Schweiz eine so grosse Nervosität geherrscht habe, denn es wäre ja ganz unverständlich gewesen, wenn man von deutscher Seite irgend etwas militärisches gegen die Schweiz unternommen hätte.

Er brachte ferner zum Ausdruck, dass sowohl er wie hohe deutsche Militäre es niemals für möglich gehalten hätten, dass der Krieg im Westen einen derartigen Verlauf nehmen werde und dass man Resultate haben würde wie z.B. bei der Schlacht in Flandern. (Die Schlacht in Frankreich war damals ja erst in ihren Anfangsstadien.)

Über die allgemeine politische Lage äusserte er sich im Hinblick auf die Schweiz mit einem feinen Lächeln. Die Schweiz werde doch wohl kaum nur ein Museumsstück der guten alten Zeit bleiben und es dürfte doch wohl notwendig sein, dass mit der Zeit auch einige Änderungen eintreten. Er sagte es lächelnd, ich bin aber überzeugt, dass es ihm dabei sehr ernst war.

Er machte mir ferner Andeutungen, dass man in Deutschland sehr wenig erbaut war über die Haltung unserer Presse, wenn er auch zugab, dass gerade in den letzten Wochen doch eine gewisse Änderung eingetreten sei.

Herr Minister Frölicher scheint in Berlin sehr angesehen zu sein und als ich mich verabschiedete, sagte Herr von Weizsäcker: «Und nun sagen Sie dem Frölicher, er soll nur so weiter arbeiten wie bisher, dann wird alles, alles gut werden.» Ich habe dies Herrn Minister Frölicher mitgeteilt und er sagte, er hoffe, dass ich dies auch in Bern weitersagen werde, was hiermit geschehen soll.

---

1. *Rapport du 14 juin 1940, non reproduit* (E 27/19357).

310

E 2001 (E) 2/47

Notice du Chef du Bureau du Contentieux du Département politique, R. Kohli, sur les négociations économiques germano-suisses

No Bern, 17. Juni 1940

NOTIZ ÜBER DIE BESPRECHUNG ZWISCHEN HERRN DIREKTOR HOTZ UND HERRN GESANDTEN HEMMEN VOM 17. JUNI 1940.

1) Wie zu erwarten war, ist das Problem der Kriegsmateriallieferungen bereits etwas in den Hintergrund geraten. Immerhin besteht ein gewisses deutsches Interesse weiter. Die Aussprache bezog sich auf die allgemeinen Verhandlungsfragen. Herr Hemmen bezeichnete folgende vier Punkte als wichtig:

a. Ersetzung des Verrechnungsabkommens durch ein viel lockereres Zahlungsabkommen.

b. Schweizerische Kriegsmateriallieferungen, insbesondere Übernahme des von Holland, Belgien und Dänemark bestellten Materials durch Deutschland (wobei man sich anscheinend deutscherseits die von diesen Ländern bereits geleisteten Anzahlungen auf den Kaufpreis anrechnen lassen möchte).

c. Lieferung schweizerischer Uhrenmaschinen.

d. Deutsche Kohlenlieferungen nach der Schweiz.

2) Der Blockadevertrag der Schweiz mit Frankreich und Grossbritannien ist nach der Meinung des Herrn Hemmen hinfällig. (Dies kann nicht der schweizerische Standpunkt sein, da unsere Landesversorgung für viele Warenkategorien durch den blossen Wegfall des Vertrags aufs stärkste berührt würde.)

Herr Hemmen kündigte dagegen deutsche Blockademassnahmen an. Es soll ab 1. Juli die Durchfuhr von Pferden, Flachs, Holz aller Art (Zellulose!) durch Deutschland nach der Schweiz gesperrt werden, soweit die Schweiz nicht ein Wiederausfuhrverbot erlässt. (In dieser Ankündigung liegt das Zugeständnis, dass der Blockadevertrag, den die Schweiz mit Frankreich und Grossbritannien geschlossen hat, nicht völkerrechtswidrig sein konnte.)

3) Die seit einiger Zeit bestehenden Transitschwierigkeiten seien dagegen nicht auf eine Sperre, sondern auf die tatsächliche Unmöglichkeit der Ausführung der Transporte infolge des angespannten Bahnbetriebs zurückzuführen.

4) In Berlin war der schweizerischen Verhandlungsdelegation angekündigt worden, dass Deutschland zur Sperre der Kohlenlieferungen schreiten müsste, wenn in der Frage der Kriegsmateriallieferungen keine befriedigende Lösung gefunden werden könnte. Trotzdem Herr Oberst Fierz vor acht Tagen in Berlin über die inzwischen getroffenen internen schweizerischen Massnahmen Mitteilung machte[1], eröffnete Herr Hemmen, dass die Sperre in Anbetracht des Ausbleibens der schweizerischen Stellungnahme nunmehr habe verfügt werden

1. *Cf. le rapport de voyage de Fierz du 14 juin 1940*, E 27/19357.

müssen. (Dies scheint nicht richtig zu sein, da nach den Informationen der Handelsabteilung immer noch Kohlensendungen in der Schweiz eintreffen, wenn auch in viel geringeren Quantitäten. Möglicherweise hat man es mit einer blossen (auf die Verhandlungen hin verfügte) Drosselung der Kohlenlieferungen zu tun, möglicherweise hat sich die Sperre noch nicht völlig ausgewirkt. Die deutsche Massnahme wird von der schweizerischen Delegation bei dem Stand der Verhandlungen als ausgesprochen unfreundlich empfunden.)

5) Herr Hemmen warf im Laufe des Gesprächs, das, abgesehen von der Mitteilung über die Kohlensperre, einen im Tone nicht unfreundlichen Verlauf nahm, die Frage auf, ob es eines neuen Vertrags zwischen der Schweiz und Deutschland überhaupt noch bedürfe. Hiebei ist unklar, ob diese Äusserung mit dem deutscherseits angestrebten Wegfall des eigentlichen Verrechnungsabkommens in Zusammenhang zu bringen ist.

Herr Hemmen meinte auch – immer gesprächsweise – er sei etwas weniger unbesorgt über das Schicksal der Schweiz und wies auf die Haltung der Presse wie auch auf die Flugzeug-Zwischenfälle hin.

Die Übernahme der belgischen und holländischen Kriegsmaterialaufträge durch Deutschland begründete er damit, dass «es ja doch nun so bleiben wird, wie es ist», womit offenbar auf die Annektierung Hollands und wenigstens eines Teils Belgiens angespielt wurde.

311

E 1004.1 1/398

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 18 juin 1940[1]

1061. Internierung französischer Truppen

Präsidentschaft. Mündlich

Herr Bundespräsident Pilet-Golaz gibt bekannt, der General habe mitgeteilt, dass grössere Truppenteile des französischen Heeres in ganz schlechter Verfassung um Einlass in die Schweiz bitten[2]. Dieser Wunsch wird kaum abgelehnt werden können, angesichts der humanitären Mission der Schweiz, und auch des Präzedenzfalles von 1870/71 (Bourbaki-Armee)[3]. Der Sprechende hat bereits seine grundsätzliche Zustimmung gegeben, wobei selbstverständlich eine vollständige Entwaffnung an der Grenze und nachherige Internierung im

1. *Etait absent: H. Obrecht.*
2. *Cf. annexe I du présent document.*
3. *Cf. DDS, vol. 2, Table méthodique: VI.4. Internement de l'armée de Bourbaki.*

Landesinnern zu erfolgen hätte. Er hat jedoch den General wissen lassen, dass der endgültige Entscheid beim Bundesrate liege und er diesen Entscheid dem Armeekommando noch im Laufe dieses Vormittags bekannt geben werde[4].

Der Rat ist einverstanden.

ANNEXE I

E 5795/527

Le Général H. Guisan
au Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz

1/8/vu. Quartier Général de l'Armée, 16 juin 1940

Par l'entremise du Plt. Vogel, vous m'avez informé ce matin de la situation qui se présente à notre frontière de l'Ajoie, où des populations françaises cherchent à obtenir accès en territoire suisse.

Vous m'avez fait savoir que le Gouvernement bernois a envoyé une délégation sur les lieux, et qu'il propose la nomination d'un commissaire fédéral: mais, avant de rien décider, vous souhaitez de connaître mon avis.

Je viens d'étudier la question. *J'estime qu'il nous est impossible d'autoriser l'entrée de ces populations sans nous exposer à de graves dangers d'ordres divers;* ceci pour les raisons suivantes:

1° Le nombre de ces populations, qui est aujourd'hui peu important, pourrait aller croissant dans un délai très rapproché et le mouvement s'étendre à une grande partie de notre frontière.

2° Il s'agirait de prévoir, soit le *transport*, soit l'*hospitalisation* de ces populations.

Le transport, au cas où elles pourraient encore repasser en France, par Genève ou ailleurs; l'hospitalisation au cas, vraisemblable, où le territoire français serait prochainement occupé par les armées allemandes sur toute l'étendue de la frontière franco-suisse.

L'une et l'autre solutions se traduiraient pour nous par des charges économiques excessives et surtout par un trouble dans nos transports éventuels et nos opérations en général.

Il faut également envisager la possibilité que des troupes françaises seraient rabattues à notre frontière pour y être désarmées et internées.

3° Il faudrait organiser un contrôle sanitaire étendu et rigoureux.

4° Dans l'état de tension actuelle, l'entrée en Suisse de populations civiles françaises, comme l'internement d'une armée française, pourraient être exploités par l'Allemagne comme la cause ou le prétexte d'incidents diplomatiques, et se retourner contre nous.

5° Enfin et surtout, la situation militaire actuelle des belligérants au-delà de nos frontières est assez grave et confuse pour qu'il importe avant tout de ne pas causer le moindre trouble, ni dans notre dispositif actuel, ni dans les modifications que je pourrais être appelé à y apporter d'un instant à l'autre, si les menaces d'agression se précisent.

[...]

P.S. Au moment où je termine cette lettre, le Chef d'E.M. de la 2. Div. m'avise qu'il vient de recevoir une demande urgente du Préfet de Belfort pour laisser entrer en Suisse 15-20000 enfants, dont l'évacuation avait été prévue initialement vers le Midi de la France, mais qui ne peut plus être exécutée, les communications se trouvant coupées.

J'ai chargé le Chef de l'E.M.A. de se mettre en relation à ce sujet avec le Département politique. Il est évident que la question des enfants se présente sous un autre angle que celle des populations adultes. A titre de renseignement, j'ajoute, pour votre information, qu'une colonne motorisée allemande est arrivée à Pontarlier.

---

4. *Cf.* E 5795/527 *et* E 27/14445.

ANNEXE II

E 2001 (D) 3/314

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

No Berne, 18 juin 1940, 10h30

Indépendamment de la question des réfugiés civils et des internés militaires qui ont été régulièrement admis et cantonnés par les autorités suisses, il faut se préoccuper des réfugiés clandestins, en partie non français, espagnols, polonais (débris du front populaire). Certains éléments de ce genre pourraient avoir déjà passé la frontière dans la nuit du 17 au 18 juin entre Bâle et Delle. Le Commandant des troupes frontière du Jura vaudois signale d'autre part qu'il a refusé le passage à des groupes de ce genre qui ont alors manifesté leur intention de s'arranger pour entrer clandestinement. On peut se demander s'il convient de prévenir une telle pénétration clandestine dont les inconvénients seraient manifestes, en prenant la décision d'interner nous-mêmes ces gens-là, sous un régime approprié[5].

ANNEXE III

E 27/ 14192/3

Le Département fédéral de Justice et Police aux Départements de Police des cantons de la frontière franco-suisse[6]

Circulaire Berne, 18 juin 1940

La situation de l'autre côté de la frontière franco-suisse a amené le Conseil fédéral et le Général à examiner ce qu'il faut faire des fugitifs qui arrivent à notre frontière. Nous avons l'honneur de vous faire savoir que les décisions suivantes ont été prises:

1. Les militaires seront désarmés et internés par les soins de l'armée.
2. Les fugitifs civils seront refoulés, à l'exception des femmes, des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, des hommes de plus de 60 ans et des invalides.

Il est probable que des civils à qui, selon les décisions susmentionnées, l'accès du territoire suisse doit être refusé, chercheront à passer la frontière clandestinement entre les postes. Nous avons bien demandé au commandement de l'armée de renforcer autant qu'il le pourra les effectifs des troupes à la frontière; mais il ne sera pas possible d'empêcher toute entrée clandestine en Suisse.

---

5. *Pilet-Golaz retourne cette notice le même jour à 11 h 45 à Bonna en lui demandant de prendre contact avec le Département de Justice et Police. Bonna écrit au bas de la notice: Circulaire aux cantons:* Les cantons doivent refouler impitoyablement sauf ceux qui ont obtenu une autorisation.
Sur une autre notice (non reproduite) du même jour, Pilet-Golaz a écrit que le Conseil fédéral se réserve de donner de nouvelles instructions à des corps de troupes si des indésirables se présentaient. Pour l'internement pas plus de 20/30 000 hommes en tout. Il est d'avis que l'internement doit cesser – ne plus être accordé – dès qu'un armistice serait conclu entre la France et l'Allemagne.

6. *Signée par le Conseiller fédéral Baumann, cette circulaire est adressée aux autorités cantonales de Bâle (Ville et Campagne), de Soleure, Berne, Neuchâtel, Vaud, Genève et Valais. Elle est communiquée aux autres cantons pour leur information. Le lendemain, le Général Guisan adresse une circulaire analogue (non reproduite) aux autorités militaires concernées.*

Nous invitons donc de la manière la plus pressante les départements de police des cantons-frontière à renforcer, dans toute la mesure du possible, leur personnel chargé directement ou indirectement du contrôle-frontière ou du contrôle en arrière de la frontière et de lui donner l'ordre de refouler immédiatement les personnes qui auraient franchi la frontière clandestinement. Nous attachons la plus grande importance à ces mesures préventives. Suivant comment les événements se développeront, des fugitifs politiques de toutes sortes (également polonais, espagnols, tchèques, etc.) chercheront à franchir la frontière suisse, difficile à surveiller sur tous ses points. Il est superflu d'insister sur les désagréments que pourrait nous valoir, et même sur le très grand danger politique que pourrait faire courir à notre pays la présence de ces étrangers qui, on en a fait l'expérience, chercheraient à exercer de Suisse leur activité politique. Nous ne pouvons l'empêcher qu'en réagissant dès le début avec la plus grande énergie.

Lorsque, exceptionnellement, le refoulement immédiat n'est pas possible, les étrangers doivent être maintenus en état d'arrestation jusqu'à ce qu'il ait été décidé par quel secteur on peut leur faire repasser la frontière. Les fugitifs ne doivent en aucun cas être refoulés d'un canton dans un autre, sans l'assentiment préalable de ce dernier.

Nous vous prions de vous entendre aussi sur ces questions avec les autorités militaires compétentes pour le secteur frontière de votre canton.

La présente circulaire est communiquée à la Direction générale des douanes, avec prière de donner les instructions nécessaires à son personnel chargé du contrôle à la frontière.

ANNEXE IV

E 2001 (D) 3/313

Le Chef de la Division de Police
du Département fédéral de Justice et Police, H. Rothmund,
aux Chefs des Départements cantonaux de Police

Circulaire
N° 267.
Très important et urgent.
Réfugiés de France. Berne, 25 juin 1940

[...]

Avant que l'ordre du Général fût connu, de nombreux civils, qui selon cet ordre auraient dû être refoulés, ont pu entrer en Suisse par les postes-frontière ou en passant entre ces postes[7]. La plupart de ces réfugiés ont été placés dans le canton de Fribourg; mais beaucoup aussi ont dû se rendre dans d'autres cantons, probablement jusqu'en Suisse centrale.

Notre Département vous a prié de faire refouler immédiatement en France tout particulièrement ceux de ces réfugiés qui sont soupçonnés de devoir exercer une activité politique en Suisse. L'Ambassade de France, avec laquelle nous avons pris contact, nous a déclaré que la France reprendra les personnes qui se sont enfuies en Suisse, même si elles ne possèdent pas la nationalité

---

7. *Dans une lettre du 25 juin 1940 adressée au Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, le Général Guisan écrit notamment:* Je vous ai dit samedi *[22 juin]* au téléphone que j'étais pour le refoulement des indésirables. Vous m'avez en revanche exprimé votre idée de laisser entrer ces hommes sous bonne escorte: votre opinion a été partagée par le Conseil fédéral qui a autorisé leur internement. Heureusement que la signature de l'armistice ne nous mettra pas en devoir de recevoir ces hommes. S'ils se présentent à nos frontières, ils seront refoulés même par les armes, si besoin est (E 27/14445). *Cf.* E 5795/527. *Cf. aussi la lettre de Rothmund à Logoz du 19 juin* (E 2001 (D) 3/314).

française. Ainsi, des membres de ce qu'on a appelé la brigade internationale ont déjà été refoulés dans le courant de la semaine dernière. Il est essentiel de reconduire à la frontière le plus rapidement possible, ces tout prochains jours encore, les non-Français (y compris les réfugiés d'Allemagne qui ont fui de France en Suisse) ainsi que les Français ayant une activité politique (en particulier les communistes) ou qui sont personnellement indésirables. D'ici quelques jours déjà, le renvoi de ces étrangers deviendra sans doute impossible ou se heurtera à de très sérieux obstacles et leur présence en Suisse pourrait nous créer de très graves difficultés politiques. Pour le refoulement de ces réfugiés, les autorités de police des cantons qui n'ont pas de frontière avec la France voudront bien se mettre en relation avec les commandants de police des cantons-frontière. Avant le départ de ces étrangers, il conviendra de noter exactement leurs nom, prénom, date de naissance, nationalité et état-civil et d'établir si possible un bref rapport.

D'après nos informations, la majeure partie des civils de sexe masculin qui ont entre 16 et 60 ans, sont Français. La plupart sont probablement venus des régions frontières et désireront sans doute rentrer chez eux. Nous avons intérêt à hâter le départ de ceux-là également. Pour le faciliter, des bons de transport devront être délivrés à ceux qui doivent faire le voyage en train. Si l'intention qu'ils ont manifestée de rentrer en France ne paraît pas sérieuse, il conviendra d'organiser des transports collectifs qui seront escortés jusqu'à la frontière. Si dès maintenant on explique à ces réfugiés (y compris les Alsaciens) qu'ils ne pourront pas rester en Suisse et qu'en aucun cas ils ne seront autorisés à y exercer une activité lucrative, la plupart d'entre eux reprendront le chemin de leur foyer. Beaucoup l'ont déjà fait spontanément.

L'armistice ayant été signé, les femmes, les enfants de moins de 16 ans, les hommes de plus de 60 ans et les invalides pourront également rentrer chez eux. Nous vous prions de faciliter leur retour par tous les moyens qui sont à votre disposition. S'il en était venu de régions dans lesquelles ils ne peuvent pas encore retourner, nous vous prions de nous le faire savoir, pour que nous puissions nous mettre en relation avec les autorités étrangères compétentes.

Nous supposons que de nombreux réfugiés ont été reçus chez des parents, des connaissances ou d'autres particuliers. Ce qui est dit plus haut s'applique naturellement aussi à eux. Si des femmes, des enfants ou des invalides de nationalité française voulaient rester un certain temps chez des parents, nous vous prions de signaler ces cas sans tarder à la Police fédérale des étrangers.

Il va de soi que les étrangers venus de France de façon régulière, c'est-à-dire avec un visa suisse, ne doivent pas être considérés comme des réfugiés au sens des présentes instructions.

312

E 1004.1 1/398

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 18 juin 1940[1]

1064. Umwandlung des schweiz. Generalkonsulats in Bogotá in eine Gesandtschaft

Politisches Departement. Antrag vom 28. Mai 1940

Am 22. Juni 1939 haben die eidg. Räte die Schaffung einer schweiz. Gesandtschaft in Caracas beschlossen[2]. Dieser Beschluss war eine erste Etappe in

1. *Etait absent: H. Obrecht.*
2. *Cf. FF, 1939, II, p. 87.*

den Bestrebungen, die amtlichen schweiz. Vertretungen in den wichtigeren Staaten des nördlichen Teiles des südamerikanischen Kontinents den vermehrten Bedürfnissen entsprechend auszubauen. Da vorauszusehen war, dass es mit der Errichtung einer Gesandtschaft in Venezuela kaum sein Bewenden werde haben können, sondern sich die Entsendung diplomatischer Vertreter nach andern latein amerikanischen Staaten bald aufdrängen werde, hatte sich der Bundesrat von den eidg. Räten gleichzeitig die Ermächtigung geben lassen, den schweiz. Geschäftsträger in Caracas wenn nötig auch im einen oder andern Nachbarstaate zu beglaubigen und dort Gesandtschaftskanzleien zu errichten. Von allem Anfang an war dabei in erster Linie die Schaffung einer diplomatischen Vertretung in Bogota ins Auge gefasst worden. Die Verhältnisse, wie sie die bundesrätliche Botschaft für Venezuela auseinandergesetzt hatte, liegen nämlich ganz ähnlich mit Bezug auf Kolumbien, jenem ausgedehnten und an Bedeutung stark zunehmenden südamerikanischen Staate, in dem die Schweiz bisher nur durch ein Honorarkonsulat vertreten ist.

Das kolumbianische Hochplateau hat schon vor vielen Jahren eine ansehnliche Zahl schweiz. Auswanderer angezogen. Unsere Interessen in diesem Lande sind alt und entwicklungsfähig. Zur Zeit sind ungefähr 600 Schweizerbürger in Kolumbien ansässig. Dank dem Umstande, dass manche von ihnen sich als Vertreter schweiz. Firmen um den Absatz von Erzeugnissen unserer Industrie bemühen, hat sich besonders in den letzten Jahren die Handelsbilanz in steigendem Masse zu unsern Gunsten entwickelt. Das Verhältnis zwischen Ein- und Ausfuhr ergibt, von der Schweiz ausgesehen, seit dem Jahre 1935 folgendes Bild:

	1935	*1936*	*1937*	*1938*	*1939*
Einfuhr	2,3	2,0	1,9	1,4	3,7
Ausfuhr	1,1	1,4	3,2	4,1	6,8

Es ist beachtenswert, dass trotz diesem starken Missverhältnis zwischen Einfuhr und Ausfuhr die kolumbianischen Behörden bisher davon abgesehen haben, die Schweiz auf die Liste jener Staaten zu setzen, deren Einfuhr der Kontingentierung unterworfen ist.

Das schweiz. Generalkonsulat in Bogota wird seit 1923 ehrenamtlich von Herrn Generalkonsul Walter Röthlisberger geleitet. Schon mehrere Jahre war dem Posten auch ein Berufskanzler, seit 1934 statt dessen ein Berufsvizekonsul, zur Bewältigung der ansehnlichen Geschäftslast zugeteilt. Dank den persönlichen Beziehungen, die unser Generalkonsul zu den massgebenden Kreisen Kolumbiens unterhält, konnte er der Schweiz wertvolle Dienste leisten. Indessen ist es ihm trotz seiner Bemühungen natürlich nicht möglich, die Schweiz bei der kolumbianischen Regierung in vollem Umfang zu vertreten, vorab infolge des konsularischen Charakters, der seine Stellung kennzeichnet. Auch hat die Tatsache, dass Herr Röthlisberger das Amt eines schweiz. Honorargeneralkonsuls mit dem Privatberufe eines Vertreters schweiz. Exporthäuser verbinden muss – eine dem Honorarkonsularsystem fast notwendigerweise anhaftende und an sich nicht zu beanstandende Erscheinung – bei einigen Kaufleuten in der Schweizerkolonie Missgunst und Neid hervorgerufen. Diesen Zustand hat vor zwei Jahren während eines längeren Europaaufenthalts des Herrn

Röthlisberger der Wortführer seiner persönlichen Widersacher in geschickter, aber wenig skrupelhafter Weise ausgebeutet, um die übrigen unzufriedenen Elemente zu sammeln und mit ihnen die «Schweizerische Handelskammer in Kolumbien» zu gründen, eine Institution, zu deren statutarisch festgelegten Zielen unter anderm die Beseitigung der bisherigen ehrenamtlichen Vertretung in Bogota gehört. Herr Generalkonsul Röthlisberger hat vermöge seiner 16-jährigen uneigennützigen und erfolgreichen Tätigkeit zugunsten unseres Landes Anspruch darauf, gegen solche unlautere Machenschaften mit Nachdruck verteidigt zu werden. Er selber tut seither übrigens sein Möglichstes, um die Einigkeit innerhalb der Schweizerkolonie in Bogota wiederherzustellen. Auf der andern Seite steht er aber nicht an, darauf hinzuweisen, dass schon im Jahre 1929 gerade er es gewesen war, der die Schaffung einer schweiz. Gesandtschaft in Kolumbien warm befürwortet habe, und dass er deshalb heute in der raschen Verwirklichung dieses Postulats neben den andern Vorteilen auch die geeignetste Lösung zur Beseitigung der gegenwärtigen Schwierigkeiten in der Kolonie erblicken müsse.

Dem Wunsche nach Umwandlung der schweiz. konsularischen Vertretung in Bogota in eine Gesandtschaft haben neben dem Generalkonsul wiederholt auch die schweiz. Wirtschaftskreise Ausdruck verliehen. Seit der Errichtung einer Gesandtschaft in Caracas wurden insbesondere Stimmen laut, die betonten, dass sich eine analoge Massnahme in Bezug auf Kolumbien nicht weniger rechtfertigt, zumal der Warenaustausch mit diesem Lande noch intensiver sei als mit Venezuela. Der Ordnung halber sei beigefügt, dass die kolumbianische Regierung ihre frühere Gesandtschaft in der Schweiz seit bald einem Jahre wieder hergestellt hat und dass ihr ein bevollmächtigter Minister vorsteht. Wenn dieser Umstand auch nicht unbedingt die Schweiz verpflichtet, Gegenrecht zu halten, so unterstreicht er doch die unterschiedliche Stellung, die demgegenüber unser bloss ehrenamtlicher konsularischer Vertreter in Kolumbien einnimmt, und er weist den Weg, den uns die kolumbianische Regierung einschlagen sehen möchte. Von den europäischen Staaten sind in Bogota ausser den Grossmächten auch Belgien, die Niederlande und Schweden diplomatisch vertreten, indem sie dort Gesandtschaften unter der Leitung ständiger oder interimistischer Geschäftsträger unterhalten. Es erscheint sowohl im Hinblick auf die in Kolumbien wahrzunehmenden Interessen unseres Landes als auch aus den oben dargelegten zusätzlichen Gründen angezeigt, dass die Schweiz eine ähnliche Form der Vertretung wie die genannten Staaten schaffe.

Das Politische Departement hat sich dabei allerdings Rechenschaft davon geben müssen, dass die Lösung, wie sie in der Botschaft vom 24. März 1939[3] angedeutet ist und wonach in Bogota eine der schweiz. diplomatischen Vertretung in Venezuela unterstellte Gesandtschaftskanzlei zu eröffnen wäre, nicht ohne ernste Unzukömmlichkeiten durchführbar wäre. Ein solches Abhängigkeitsverhältnis müsste die Empfindlichkeit der kolumbianischen Behörden, die, wie die lateinamerikanischen Staaten überhaupt, Prestigefragen weit grössere Bedeutung beilegen, verletzen, und könnte so den Erfolg der in Frage stehenden Reorganisationsmassnahme ernsthaft gefährden. Die Schaffung einer

3. *Cf. FF, 1939, I, pp. 509-512.*

selbständigen Vertretung unter der Leitung eines ständigen Geschäftsträgers ist die Minimallösung, die nach reiflicher Erwägung aller Umstände in Betracht kommen kann. Durch den Bundesbeschluss vom 22. Juni 1939[4] ist der Bundesrat ermächtigt, einen interimistischen Geschäftsträger nach Bogota zu entsenden. Wenn statt dessen ein ständiger Geschäftsträger ernannt würde, um den vorliegenden Verhältnissen gebührend Rechnung zu tragen, so berechtigen wiederholte Erfahrungen in ähnlichen Fällen zu der Annahme, dass die eidg. Räte dem wohlerwogenen Entschluss des Bundesrates volles Verständnis entgegenbringen werden, zumal die nun beantragte Lösung, durch die kostspielige Reisen unseres Vertreters in Venezuela von Caracas nach Bogota in Wegfall kommen, geringere finanzielle Lasten verursachen dürfte als die nach Bundesbeschluss vom 22. Juni 1939 vorgesehene Regelung.

Als schweiz. Geschäftsträger in Bogota möchte das Departement Herrn Ephyse Darbellay vorschlagen. Geboren am 24. Juli 1891 in seinem Heimatort Liddes (Wallis), ist er 1922 vom auswärtigen Dienst aus der Post- und Telegraphenverwaltung, wo er bereits 15 Jahre tätig gewesen war, übernommen und zuerst dem schweiz. Konsulat in Saò Paulo und hierauf der Gesandtschaft in Buenos Aires zugeteilt worden. Im Juni 1933 wurde er zum Vizekonsul befördert und mit der Leitung des schweiz. Generalkonsulats in Montevideo betraut. Nachdem er diesem Posten während fünf Jahren in vorbildlicher Weise vorgestanden hatte, wurde er vom Bundesrat am 14. Oktober 1938[5] zum schweiz. Konsul in Besançon ernannt. Er hat sich auch dort durch Sachkenntnis und Initiative ausgezeichnet, hat aber nach dem langjährigen Aufenthalt in Südamerika grosse Mühe, sich wieder an das mitteleuropäische Klima zu gewöhnen. Seine gründliche Vertrautheit mit den südamerikanischen Verhältnissen, seine Sprachkenntnisse und seine Erfahrungen auf wirtschaftlichem Gebiete lassen Herrn Konsul Darbellay besonders geeignet erscheinen, als Geschäftsträger der schweiz. Gesandtschaft in Bogota vorzustehen.

Zur Zeit besteht das Personal unserer Vertretung in Bogota aus dem unbesoldeten Honorargeneralkonsul, einem Berufsvizekonsul, einem provisorischen Hilfskanzlisten und einem Ausläufer. Die Umwandlung des Postens in eine Gesandtschaft würde eine Erhöhung des Personalbestandes kaum nötig machen, wenn auch natürlich etwaige Vorschläge des neuen Postenchefs für die Organisation der Gesandtschaft abzuwarten wären; nach unsern Plänen würde der Geschäftsträger zahlenmässig die Stelle des Berufsvizekonsuls einnehmen. Die Kostenvermehrung bestünde somit im wesentlichen nur in der Differenz zwischen der Besoldung des gegenwärtigen Vizekonsuls und derjenigen des vorgesehenen Geschäftsträgers, ein Betrag, der sich annähernd auf Fr. 15 000.– belaufen dürfte.

Mit Bericht vom 25. Mai unterstützt die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements den vorliegenden Antrag in sachlicher und persönlicher Hinsicht auf das nachdrücklichste, wobei sie die Dringlichkeit einer Schlussnahme besonders betont.

---

4. E 1301 I/1939 *et* E 1401 I/1939.
5. E 1004.1 1/378, *N°* 1717.

Der Vorsteher des Finanz- und Zolldepartements hat sich ebenfalls mit diesem Vorschlag einverstanden erklärt.

Antragsgemäss wird daher

beschlossen:

1. Das schweiz. Generalkonsultat in Bogota wird in eine Gesandtschaft umgewandelt.
2. Das Politische Departement wird ermächtigt, bei der kolumbianischen Regierung um die Genehmhaltung des Herrn Ephyse Darbellay in der Eigenschaft eines Geschäftsträgers nachzusuchen.

313

E 7110 1973/134/4

Le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer, au Département politique

Copie de réception
T Numéro 112.

Londres, 19 juin 1940, 21 h 16
(*Reçu:* 19 *[20?]* juin, 03 h 30)

Réponse ports italiens[1] Foreign Office affirme droit gouvernements alliés saisir toute cargaison sans distinction destination envoyée port italien pas disposé renoncer à droit même faveur neutres faute confiance en déclaration italienne laisser passer. Cependant, vu importance pour Suisse surtout parce que situation guerre empêche arranger actuellement transit important via France disposé collaborer sans préjudicier leurs intérêts ou alliés. Pour témoigner bonne volonté a autorisé Stavros aller Savone. Sitôt preuve de bonne arrivée cargaison en Suisse examinera si même facilité peut être accordée autres cargaisons origine neutre envoyés Suisse via ports italiens. Regrette pas possible autoriser passage cargaisons origine alliée comme a tout lieu croire que seraient saisies arrivée Italie, fin note. Est donc extrême importance que première cargaison libérée comme essai sur ma suggestion arrive intacte Suisse. Confirme mon 88[2] importance être pleinement renseigné avec textes complets montra blessure engagements Italie.

---

1. *Par télégramme du matin même, le Département politique avait demandé s'il était exact que le blocus touchât également les bateaux se dirigeant sur des ports italiens et portant cargaisons à destination de la Suisse.*
2. *Non reproduit.*

ANNEXE I

E 7110 1973/134/4

Le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

Copie
L E.a.2.1939. ad C.22.41.10.
AG/IB/WA. Londres, 28 juin 1940

Pour faire suite à mon télégramme No. 112, j'ai l'honneur de vous remettre ci-joint copie de la note du Foreign Office concernant la question de l'utilisation des ports italiens par les bateaux pris en time-charter par la Confédération.

J'ai reçu cette note le 19 de ce mois et dès le lendemain, en accusant réception, ai demandé à savoir si le «Stavros» avait déjà quitté Gibraltar. Ce n'est que le 25 juin que j'ai été informé par le Ministère de la Guerre Economique que le bateau était autorisé à partir. Il est parti en fait le 26 juin. Ce délai paraît dû pour une bonne part à un retard d'information du Foreign Office à la Commission de Contrebande, mais aussi au fait que sur la base de communications reçues de Gibraltar, le Ministère pensait qu'on désirait du côté suisse que le bateau soit envoyé à Madère. La lettre du Ministère dit au surplus: "You will appreciate that since the 17th June the general situation has changed very materially and whilst the 'Stavros' is to be released for Savona in accordance with the promise made to the Swiss Minister, I have been asked to make it clear that the release of this ship is not to be regarded as establishing a precedence." Cette phrase paraît témoigner d'une certaine divergence de vues entre le Foreign Office et le Ministry of Economic Warfare. J'estime néanmoins que nous pouvons compter sur la promesse du Foreign Office lorsque la cargaison du «Stavros» sera arrivée saine et sauve en Suisse.

Ces précisions me paraissent utiles pour prévenir ce qui semble être une opinion exprimée en Suisse par certaines instances officielles que la réussite de «l'expérience Stavros» entraînera quasiment le libre déchargement des cargaisons pour la Suisse dans les ports italiens et peut-être même à Marseille. La note du Foreign Office ne prévoit pas autre chose en fait qu'une distribution au compte-goutte. Il va sans dire que ce système est tout à fait insuffisant et qu'il faudra en réclamer l'élargissement. J'attendrai avec intérêt vos instructions à ce sujet lorsque la cargaison du «Stavros» sera en Suisse. Je n'ai pas cru indiqué d'intervenir tout de suite. Ici trop de hâte risque de nuire.

On pourrait peut-être envisager, vu le retard apporté au départ du «Stavros» de Gibraltar, de demander dès maintenant qu'un second bateau soit autorisé à partir pour un port italien. Vous savez qu'il y en a un certain nombre à Funchal, sans compter des bateaux d'armement privé (André, Bunge, etc.) qui sont, ou vont arriver à Cadix. Il serait indiqué, me semble-t-il, de choisir pour une démarche un bateau dont la cargaison est désirée en Suisse. Probablement un bateau transportant des céréales serait actuellement le plus indiqué. L'Office Fédéral de Guerre pour les Transports pourra vous renseigner précisément à ce sujet et vous m'obligeriez en me donnant vos instructions, le cas échéant.

En ce qui concerne le problème général du ravitaillement, je ne sais si vous avez ouvert des négociations tant avec le Gouvernement Français au sujet de Marseille qu'avec le Gouvernement Italien. En tout état de cause et si satisfaisants que soient peut-être les résultats obtenus, je crois devoir rappeler que le passage des bateaux tant à Gibraltar qu'à Suez dépend du Gouvernement Britannique et que sans son consentement aucun ravitaillement ne peut être organisé pour le moment par la Méditerranée, pas plus du reste que par les côtes européennes considérées actuellement comme territoire ennemi par l'Angleterre. C'est pourquoi je vous serais reconnaissant de me tenir au courant des négociations qui pourraient être en cours.

Un autre point encore est celui de l'ordre d'importance des divers éléments du ravitaillement. Il pourrait être utile à ce propos d'établir une liste des urgences. Si je suis bien renseigné, le problème des huiles comestibles et industrielles est actuellement l'un des plus sérieux en Suisse. Si le

système du compte-goutte devait l'emporter, il serait donc important de savoir s'il faut insister plus pour faire passer du copra, ou des arachides, ou du charbon, ou de l'anthracite, ou des céréales, ou d'autres marchandises. Peut-être pourrait-on arranger que des instructions nous soient données à intervalles réguliers à ce sujet pour nous permettre de mieux diriger nos efforts.

Je m'excuse de la longueur de cette lettre, mais il m'a paru nécessaire de vous exposer mes vues sur la situation actuelle de l'importante question du ravitaillement passant par le contrôle britannique.

ANNEXE II

Le Ministère britannique des Affaires étrangères au Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer

Copie
N No. W 8300/8300/49 Foreign Office, S.W.1., June 17th, 1940

1. His Majesty's Government have given careful and sympathetic consideration to the request of the Swiss Government that vessels carrying cargoes exclusively destined to Switzerland and marked as such should still be allowed to enter Italian ports.

2. The Swiss Government will realize that the Allied Governments are within their rights under international law in seizing all cargoes consigned via Italian ports irrespective of their ultimate destination. As a general principle His Majesty's Government are not prepared to renounce these rights even in the case of cargoes intended for neutral countries, since they can have little confidence in any undertaking given by the Italian Government to allow free passage for the goods in question. At the same time they appreciate the importance which the Swiss Government attach to the maintenance of transit facilities through Italian ports, the more so since the military situation makes it impossible for the time being to arrange such facilities on any considerable scale through France; and they are prepared to co-operate with the Swiss Government in this matter, in so far as they can do so without prejudice to the own interest or those of their Allies.

314

E 1004.1 1/399

Proposition du Département de l'Economie publique au Conseil fédéral

Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland

Bern, 20. Juni 1940

1. In unserm Bericht vom 10. crt.[1] haben wir mitgeteilt, dass die in Aussicht gestellte Kohlensperre in den nächsten Tagen zu erwarten sei. Nach den Mitteilungen vom Gesandten Hemmen vom letzten Montag ist die genannte Sperre inzwischen erfolgt, was uns gestern von den wichtigsten Kohlenimpor-

1. *Cf. N° 302.*

teuren tatsächlich auch bestätigt worden ist. Dieser Schritt ist umso bedauerlicher, als sich die schweiz. Delegation sehr ernstlich bemüht hat, den deutschen Begehren in der Kriegsmaterialfrage, in der Belieferung mit Maschinen, besonders Uhrenmaschinen, sowie in der Zurverfügungstellung der überschüssigen Beträge auf dem Sonderkonto Kohle-Eisen und KTA auf das freie Konto der Reichsbank weitgehend zu entsprechen.

2. Es ergibt sich nun folgendes Bild: Die Schweiz hat gegenüber den Westmächten die Kriegsmateriallieferungen bis auf weiteres suspensiert, strengt sich ernstlich an, in Zukunft solches Material auch an Deutschland zu liefern; entsprechende Vorschläge im Umfang von ca. 35 Millionen Fr. sind Herrn Hemmen gestern überreicht worden[2]. Ferner sind bei den zuständigen Kreisen Schritte unternommen worden, um allgemein den Export nach Deutschland zu steigern, wobei das Maschinengebiet (inkl. Uhrenmaschinen), sowie dasjenige der Textilien besonders zu erwähnen sind. Trotzdem werden uns die Kohlenlieferungen abgedrosselt mit der Begründung, Deutschland hätte vorgeliefert und in Berlin sei man halt nicht mehr in der Lage gewesen, auf die schweiz. Zustimmung zur Regelung der Kriegsmaterialfrage zu warten, Herr Direktor Hotz sei eben trotz dem Drängen der Gesandtschaft nicht nach Berlin gekommen. Dazu ist festzustellen, dass aber eine Fachdelegation, bestehend aus Oberst Fierz und Direktor Reusser die Kriegslieferungsmöglichkeiten mit den zuständigen Instanzen in Berlin geprüft hat. Die deutsche Massnahme ist nicht nur unerfreulich, sie ist auch geeignet, alle unsere zahlreichen Bemühungen zur Wiederankurbelung unserer Ausfuhr nach Deutschland zu durchkreuzen. Auch weisen wir auf den Zusammenhang zwischen der Kohlenlieferung und der Ausfuhr elektrischer Energie hier ausdrücklich hin.

3. Aber auch in einer andern Beziehung hat sich die Lage zusehends verschärft: bezüglich der Stellung der Deutschen zu unserem Blockade-Vertrag mit den Westmächten. Hemmen erklärte in aller Form, dass er zwar schliesslich begreife, wenn sich unser Land weiterhin bemühe, noch interessante Zufuhren aus Übersee zu bekommen, obschon er eigentlich nicht daran glauben könne. Auf keinen Fall dürften aber unsere Abmachungen bezüglich dieser Zufuhr durch die Blockade Deutschland daran hindern, diejenigen Waren in der Schweiz zu kaufen, die eben bei uns effektiv erhältlich sind. So wurde darauf hingewiesen, dass Deutschland sehr grosses Interesse habe, diejenigen Mengen Aluminium zu beziehen, die bisher nach England bestimmt gewesen seien, ferner könne Deutschland Kondensmilch und Milchpulver in der Schweiz kaufen, werde aber durch den Blockade-Vertrag an der Ausfuhr aus unserem Lande gehindert. Ähnliche Verhältnisse werden sich mit Sicherheit auch auf andern Gebieten ergeben. Wir erklärten uns bereit konkrete deutsche Begehren auf diesem Gebiete zu prüfen, um praktische Lösungen zu ermöglichen, womit sich Hemmen im Prinzip einverstanden erklärte. Wir haben denn auch Gelegenheit gehabt in diesem Sinne die beiden französisch/englischen Mitglieder der Commission mixte zu orientieren und hatten den Eindruck, dass die Schweiz gegebenenfalls bei den Engländern auf Verständnis stossen dürfte[3].

---

2. *Non retrouvé.*
3. *Cf.* E 7110/1973/134/10.

Zur Verteidigung der Blockade-Abmachungen wäre es aber dringend erwünscht, möglichst bald die englische Zustimmung zu den Schritten von Minister Thurnheer betr. Einfuhr über italienische Häfen zu erhalten.

4. Gesandter Hemmen drängt sehr auf eine Regelung bezüglich der Übertragung der Überschüsse auf den eingangs genannten Sonderkonti (Kohle-Eisen, KTA) auf das freie Konto der Reichsbank. Wir haben den Standpunkt vertreten, es bedürfe dazu eines zu unterzeichnenden Protokolls (siehe beiliegenden Entwurf)[4], dessen Unterzeichnung schon in den allernächsten Tagen möglich sei, immer aber unter der Voraussetzung, dass Deutschland die Kohlenzufuhr – wenn auch nicht unwesentlich verlangsame – nicht völlig unterbinde. Hemmen wehrte sich gegen diese Auffassung, wäre aber bereit, die Kohlenfrage im Zusammenhang mit den übrigen Wirtschaftsverhandlungen (Transfer, Reise- und Versicherungsverkehr, Polen Böhmen-Mähren etc.) zu behandeln, wofür eine deutsche Delegation in Bern zu unserer Verfügung stehe; wir könnten für die Aufnahme dieser Verhandlungen nur das Datum bestimmen. Schliesslich hat Deutschland mit Wirkung vom 1. Juli a.c. den Transit für Pferde, Flachs und Holz aller Art gesperrt, ist aber auch hier bereit, mit uns eine Lösung in der Weise zu finden, dass über die Verwendung resp. Wiederexport dieser Produkte mit uns ähnliche Regelungen getroffen würden wie mit den Westmächten (Blockade-Abmachungen gegen die Westmächte)[5].

ANNEXE

E 2001 (D) 2/47

Procès-verbal de la réunion de la Délégation financière du Conseil fédéral et de la Délégation suisse pour les négociations économiques avec l'Allemagne[6]

Copie *Berne, 21 juin 1940*

Bundesrat Minger begrüsst die Herren und entschuldigt Herrn Bundespräsident Pilet-Golaz, der wegen anderweitiger dringender Inanspruchnahme verhindert sei, zu kommen. Er erteilt Herrn Direktor Hotz das Wort zur Orientierung über die Situation.

Direktor Hotz: Nach den vom Herrn Bundespräsidenten in der letzten Sitzung der bundesrätlichen Finanzdelegation aufgestellten Richtlinien handelt es sich darum, «*à faire toutes concessions possibles, tâcher d'arriver à un équilibre dans les livraisons de matériel de guerre et à une solution dans la question de la livraison du charbon.*» Wir suchten insbesondere auf dem Gebiet des Kriegsmaterials so schnell wie möglich eine Lösung zu finden, um die Kohlenlieferungen nicht unterbre-

4. *Non reproduit.*

5. *Ce rapport sera officiellement approuvé par le Conseil fédéral lors de sa séance du 2 juillet (en même temps que le rapport du 1er juillet, ci-dessous N° 328). De plus, le gouvernement précise que les délégués suisses continueront les négociations, en collaboration avec la délégation financière du Conseil fédéral (PVCF N° 1136).*

6. *Les participants à cette séance sont: les Conseillers fédéraux Pilet-Golaz, Minger et Wetter, les Directeurs Hotz, de la Division du Commerce, Homberger, du Vorort, Schwab, de la Banque nationale, le Président de l'Union suisse des paysans, Laur, le Ministre Sulzer et le Conseiller de Légation, R. Kohli, qui rédige le procès-verbal.*

chen zu lassen. Zur Abklärung der von deutscher Seite unterbreiteten unklaren Liste ging Herr Oberst Fierz anstelle der Delegation nach Berlin. Nachdem die Abreise der schweizerischen Delegation bereits angesetzt war, liess Herr Hemmen wissen, dass er nach Bern kommen werde. Im Einvernehmen mit der Abteilung für Auswärtiges ist letzten Montag alsdann die Fühlung mit Herrn Hemmen wieder aufgenommen worden. Als Resultat der Abklärung von Herrn Oberst Fierz wurde ihm ein *Lieferungsprogramm für Kriegsmaterial* von insgesamt 35 Millionen SFr. überreicht, wobei darauf hingewiesen worden ist, dass die Lieferungen allenfalls eine Beschleunigung und eine Erweiterung erfahren dürften. Gleichzeitig wurden alle Hebel in Bewegung gesetzt, eine *Förderung des Exportes* nach Deutschland auf der ganzen Linie herbeizuführen. Zu diesem Zwecke wurden auch die Kriegswirtschafts-Ämter angewiesen, die Rücksichtnahme auf die Inlandsversorgung zurückzustellen. Wir haben Herrn Hemmen mitgeteilt, dass wir tun was wir können und dass wir deshalb auch bereit sein werden, die Überschüsse auf den Sonderkonten auf das freie Konto zu übertragen. Es scheint, dass Hemmen dies gefallen hat. Trotzdem er die Einstellung der Kriegsmateriallieferungen nach den Westmächten begrüsste, liess er mich zum Schlusse wissen, es tue ihm leid, dass die *Kohlenlieferungen nun gestoppt* würden. Ich habe auf diese Mitteilung alle Vorbehalte angebracht. Es war dies in der Tat gegen den seinerzeit in Berlin vereinbarten Kompromiss. Auch das Exerzieren im kleinen Kreise brachte keine weitere Abklärung, als dass offenbar wurde, dass von Deutschland der *Boden des Blockade-Vertrages verlassen* worden ist. Ich fragte Herrn Hemmen, ob Deutschland der Schweiz Baumwolle und andere Rohstoffe liefern wolle und machte ihn darauf aufmerksam, dass Aussicht für eine Zufuhr aus Übersee über italienische Mittelmeerhäfen bestünde. Hemmen erwiderte, dass ihn dies freuen würde, doch zweifle er an dieser Möglichkeit. Auf alle Fälle dürfe der Blockade-Vertrag Deutschland nicht mehr hindern, in der Schweiz diejenigen Waren zu beziehen, die es benötige. Als ich hierauf versuchte, Herrn Hemmen die wirtschaftliche Situation der Schweiz klarzulegen, begann er wieder mit versteckten Anspielungen.

Wir stehen nun vor der Frage, was wir weiter tun sollen. Zu dem Bericht an den Bundesrat füge ich persönlich bei, dass nun sofort ein Protokoll vereinbart werden sollte, worin die Herrn Hemmen in Aussicht gestellten Zugeständnisse schriftlich niedergelegt werden. Bereits ist bei der Schweizerischen Verrechnungsstelle die *Übertragungsorder der Deutschen Verrechnungskasse* eingetroffen. Es frägt sich, ob wir Deutschland einfach nachgeben wollen und auch auf dem Reiseverkehrs-Konto und dem Landwirtschafts-Konto die Überschüsse in Devisen abführen wollen. Meine persönliche Meinung geht dahin, dass Deutschland hierin entgegengekommen werden kann. Wir können alsdann verlangen, dass die Kohlenlieferungen wieder aufgenommen werden. Nach Auffassung von Herrn Hemmen würde darüber bei den Delegationsverhandlungen gesprochen werden können. Durch die Aufnahme der Verhandlungen würde die Frage der Kohlenlieferungen wieder auf konkreten Boden gestellt. Herr Hemmen liess zwar durchblicken, dass die Kohlenlieferungen nur für gewisse Kreise wieder aufgenommen werden könnten. Es lässt dies vermuten, dass hier noch versteckte Forderungen liegen.

Trotz dem deutschen Begehren, dass der Blockade-Vertrag kein Hindernis mehr bilden dürfe, Waren aus der Schweiz zu beziehen, müssen wir den Blockade-Vertrag weiterhin in einer vernünftigen Form aufrechterhalten. Bereits ist ein Kohlendampfer von England für Savona freigegeben worden und es wird abzuwarten sein, wie sich dieser «test case» auswirken wird. Der *commission mixte* wurde in aller Form auseinandergesetzt, wie die Situation liegt. Als Erfolg der letzten Sitzung ist bereits telephonisch *das Einverständnis für die Umarbeitungsgeschäfte* abgegeben worden[7]. Wegen der Ausfuhr von Kondens-und Trockenmilch gewärtigen wir noch Bescheid. Es scheint der Moment gekommen zu sein, wo der Bundespräsident auch mit den Vertretern der Westmächte sprechen sollte, um ihnen in Bestätigung des den Handelsvertretern bereits Gesagten bekanntzugeben, dass die Schweiz dringend auf das Verständnis der Westmächte angewiesen sei. Daneben sollte auch auf diesem Wege eine positivere Arbeitsweise der commission mixte erreicht werden können. Bei den Dispensationen wird inskünftig die Freigabe derjenigen Arbeiter angestrebt werden müssen, die für Lieferungen nach Deutschland arbeiten.

---

7. *Cf.* E 7110/1973/134/10.

Zusammengefasst handelt es sich darum zu entscheiden, ob die Überschüsse auf den Sonderkonten freizugeben sind, ob so schnell wie möglich in Verhandlungen eingetreten werden sollte und ob die weitere Rücksichtnahme auf den Blockadevertrag gerechtfertigt ist. Auf Grund des Verhaltens von Herrn Minister Hemmen heute und gestern geht hervor, dass Verhandlungen noch möglich sind.

Bundespräsident Pilet-Golaz ersucht Herrn Direktor Homberger, sich zu äussern.

Direktor Homberger: Das Problem stellt sich heute eben anders als das letzte Mal. Damals stand die Forderung des Kriegsmaterials und der Parität auf diesem Gebiet im Vordergrund. Dieses Problem hat sich in gewisser Beziehung von selbst gelöst. Die gegenwärtige Problemstellung geht noch tiefer. Jetzt ist nunmehr scharf *zum Ausdruck gekommen, dass sich Deutschland von allen Bindungen, die es bisher im wirtschaftlichen Verkehr mit der Schweiz auf sich nehmen musste, befreien will.* An sich ist diese Forderung nichts Neues. Jahr für Jahr ist Deutschland damit gekommen. Es handelt sich jedoch diesmal nicht mehr bloss um die Clearingbindungen, welche Deutschland schon früher durch ein Zahlungsabkommen abzulösen suchte, wobei die Wertgrenzen verschwinden würden, sondern an Stelle des Problems des Kriegsmaterials kommt Deutschland mit der Ablösung der Bindung hinsichtlich der Blockade. In der ersten Verhandlungsphase in Berlin sind uns noch Komplimente gemacht worden für das erzielte Ergebnis bei den Verhandlungen mit den Westmächten. Nun ist auf diesem Gebiet ein schärferer Wind spürbar, wobei es sich nicht mehr um ein rein wirtschaftliches Gebiet handelt. Es stehen uns hier ganz grosse Auseinandersetzungen bevor. Die weitere Entwicklung der Weltlage beeinflusst fortwährend die weitere Entwicklung der Verhandlungssituation. Leider lässt sich diese Entwicklung nicht voraussehen. Deutschland will, dass sich die Schweiz wirtschaftlich nach ihm orientieren soll. Schon in Berlin wurde uns nahegelegt, dass wir diese Chance nicht ausschlagen sollten, da es Deutschland mit uns gut meine und die Schweiz von der andern Seite ja nichts mehr erwarten könne. Wir drangen damals nachdrücklich auf Herrn Hemmen ein, um ihm klarzulegen, dass die Schweiz, wie sie sich seinerzeit in Paris für ihren Wirtschaftsverkehr mit Deutschland eingesetzt habe, nun auch Deutschland gegenüber die Aufrechterhaltung ihres Verkehrs mit den Westmächten verlange. Herr Hemmen erwiderte darauf, was die Schweiz eigentlich noch von der andern Seite verlange. Es bleibe ihr ja gar keine Wahl mehr. Immerhin hat Herr Hemmen zugegeben, dass es für Deutschland vorteilhaft sein könne, wenn die Schweiz weiterhin mit Rohstoffen aus Übersee versorgt werde, doch glaube er nicht daran. Ihm wäre es recht, wenn dies der Fall sei, doch habe die Schweiz dann dafür zu sorgen, dass Deutschland diejenigen Waren bekomme, die es verlange. Deutschland könne eine Blockade-Fessel nicht mehr anerkennen.

Es frägt sich, ob der Blockade-Vertrag noch zu Recht besteht. De facto bekommen wir nichts mehr aus Frankreich. England hat ausdrücklich erklärt, dass es seine Ausfuhr nach der Schweiz zurzeit eingestellt habe. Es besteht jedoch kein Zweifel, dass wir Waren aus Übersee inskünftig nur bekommen werden, wenn wir die Prinzipien im Blockade-Vertrag einhalten. Wir sind zwischen Hammer und Ambos. Deutschland will im Gegensatz zu der in Berlin vertretenen Auffassung nichts mehr von der Blockade wissen. Nur mit Beweglichkeit können wir den drohenden Schlägen ausweichen. *Es wird zwar Hemmen nicht auf das Prinzip ankommen.* Er äusserte sich, dass er kein Interesse habe an einer versteiften Lage, die uns an die Wand drücke. Um die Prinzipien werden wir uns ja nie einigen können, so wie die Mächte-Konstellation liegt. Deutschland soll uns genau sagen, was es will. Die Begehren von Herrn Hemmen zielten auf die *Lieferung von Kriegsmaterial, Aluminium, landwirtschaftliche Produkte,* unter denen insbesondere Kondens- und Trockenmilch im Vordergrund steht. Bei den meisten Sachen wird die Blockade berührt werden. Wir können ihn im Grund nicht ignorieren, sondern müssen alles tun, um ihn an die Verhältnisse anzupassen. Es setzt dies nicht bloss ein grosses Verständnis bei den Westmächten voraus, sondern auch eine unfehlbare Aktionsfähigkeit. Wir können den Westmächten ruhig sagen, dass, nachdem Deutschland sich nun riesige Vorräte in dem von ihm besetzten Gebiete angeeignet hat, die Blockade vorläufig gar nicht wirksam sei und die Bindungen im Blockade-Vertrag praktisch auf eine Schikane der Schweiz gegenüber hinauslaufe.

Als Gegenstück zur grundsätzlichen Ablehnung des Blockade-Vertrages setzt Deutschland nun mit der *Gegenblockade* ein. Bereits ist ein Durchfuhrverbot für gewisse Artikel von Deutschland

erlassen worden. Die Durchfuhrbewilligung soll nur erteilt werden, sofern von der Schweiz aus garantiert wird, dass die Ware nicht bestimmungsgemäss verwendet werde.

Ausser dem schwerwiegenden Problem der Ablösung der Blockadebindungen stellen sich auch ausserordentliche Schwierigkeiten auf dem klassischen Gebiet der *Clearingfragen.* Wir versuchen hier mit dem bereits im Berlin der deutschen Seite unterbreiteten Kompromiss durchzukommen. Die *Aufgabe der Wertgrenzen* wird nicht nur gewisse Industrien brotlos machen, sondern auch ihre devisenpolitischen Konsequenzen haben. Deutschland will nicht mehr alle Waren von uns beziehen, sondern nur gewisse Waren, die es leider nicht in genügendem Umfange vorfindet. Da es dagegen weiterhin die Garantie der unbeschränkten Wareneinfuhr in die Schweiz verlangt, wird Deutschland laufend Devisen aus der Schweiz abziehen. Gerade in einem Zeitpunkt, wo man sich mit devisenpolitischen Massnahmen beschäftigt, ist dies äusserst verhängnisvoll.

Aus den beiden Fragenkomplexen möchte ich folgende *Konklusionen ziehen,* die grundsätzlich mit denjenigen von Herrn Direktor Hotz übereinstimmen:

Es ist alles zu vermeiden, was die Spannungen erhöht. Soweit wie möglich bei den hängigen Verhandlungen den deutschen Wünschen nachzukommen suchen. Auf die Übertragungsorder ist sofort einzutreten. In normalen Zeiten könnte dies nicht empfohlen werden, sofern nicht auch bereits die Wiederaufnahme der Kohlenlieferungen zugesichert würde. Es ist zwar zuzugeben, dass Deutschland in Bezug auf die Kohlenlieferungen vorgeleistet hat und nun nur das abführen will, was ihm gehört. Beim Landwirtschaftskonto und dem Reiseverkehrskonto wäre jedoch vorläufig die Übertragung noch abzulehnen. Im weitern müssen wir die äussersten Anstrengungen machen, um Deutschland mehr Ware, inklusive Kriegsmaterial, zu liefern. Es setzt dies, ausgenommen beim Kriegsmaterial, wo wir blockademässig frei sind, eine *Lockerung der Blockadebindungen* voraus. Rasches Handeln ist geboten. Aus diesem Grunde wäre es zu begrüssen, wenn Herr Bundespräsident an die diplomatischen Vertreter der Westmächte herantreten würde und gleichzeitig auch in London und in Bordeaux unsere Gesandtschaften ersuchen würde, bei den betreffenden Regierungen vorstellig zu werden. Es handelt sich darum, den Blockade-Staaten zu erklären, dass wir uns in einer Notlage befinden und dass wir auf ihr Verständnis zählen müssen. Zum Schlusse ist noch ein Problem zu erwähnen, welches völkerrechtliche Fragen aufwirft. Deutschland will in die von Holland, Belgien und Norwegen aufgegebenen Kriegsmaterialbestellungen einsitzen. Es will nicht bloss das Material übernehmen, sondern scheint auch die geleisteten Anzahlungen für sich zu verlangen. Zum Glück ist die Frage zurzeit noch nicht praktisch geworden, da die Lieferungen vorläufig noch nicht fällig geworden sind.

Bundespräsident Pilet-Golaz: Il ne faut pas se placer maintenant vis-à-vis de ce que nous craignons et de ce que nous espérons, mais en présence des faits; l'Allemagne peut nous poser maintenant des conditions draconiennes. Il ne s'agira pas d'une invasion militaire, mais ils nous ont déjà mis la corde au cou. Ils pourront la serrer encore davantage pour nous prendre ce dont nous avons besoin pour vivre. Il faut chercher des solutions pratiques et éviter des discussions théoriques. Il nous faut *[nous]* rendre compte que nos relations avec l'Allemagne subiront un changement profond. Nous devons sacrifier tout ce qui est secondaire et accessoire pour sauver ce qui est l'essentiel pour le ravitaillement du pays. En concluant il s'agit premièrement de donner l'argent réclamé. Il sera inopportun de discuter sur un million de plus ou de moins. A part cela il faudra établir une liste des marchandises que l'Allemagne réclame pour se mettre alors en communications avec les Alliés. Nous devons toutefois nous rendre compte que ces communications seront très longues. Il s'ensuit que nous aurions à prendre les décisions avant d'avoir la réponse. Quant au clearing il appert que l'Allemagne a besoin de devises et qu'elle ne se gêne pas de s'imposer à nous. C'est cela la traduction en clair des faits qui se sont déroulés les derniers quinze jours.

Prof. Laur: Ich schliesse mich den Ausführungen des Herrn Bundespräsidenten gänzlich an. Alle Fragen sind in das Licht der Hauptfrage zu stellen, was wir tun können, um uns mit Deutschland zu verständigen, damit es uns kein Diktat stellt. Ich bin ebenfalls der Meinung, dass man sich hüten muss, mit der andern Seite in Diskussionen zu kommen wegen dem Blockade-Vertrag. Wir werden Deutschland konkrete Angebote machen müssen über die Lieferungen, die es interessiert. Gleichzeitig den Vertretern der Westmächte in Bern die Zusicherung abgeben, dass wir uns grundsätzlich an den Blockade-Vertrag halten, jedoch in gewissen Punkten davon abweichen müssen,

wobei es sich zwar nicht um Benzin, Getreide, Baumwolle handle, wo die Innehaltung der Blockade-Bestimmungen ja selbstverständlich sei. Gerade bei den landwirtschaftlichen Artikeln ist eine Lockerung zu suchen. Wir müssen die Westmächte wissen lassen, dass wir uns gezwungen sehen, gewisse Produkte zu exportieren, da wir keine Futtermittel mehr aus Übersee bekommen und dadurch der Inlandsmarkt völlig zusammenzubrechen droht. Es zwingen sich zurzeit folgende Lieferungen auf:

5-10000 Stück Schweine, 2000 Stück Zuchtstiere, die Deutschland auch zum Schlachten verwenden kann, 10000 kg gefrorenes Kalbfleisch, daneben die Freiheit für Kondens- und Trockenmilch; eine Erhöhung der Frischmilchlieferungen hängt von der Abnahmebereitschaft der deutschen Seite ab. Eventuell könnte anstelle der nicht ausnutzbaren Frischmilchkredite Kondensmilch und Trockenmilch treten. Es könnten zurzeit auch noch weitere Käselieferungen über die 60 Wagen, die lieferungsbereit sind, hinaus gemacht werden. Sicherlich wird diese Mehrlieferung auf deutscher Seite Eindruck machen. Auf andern Gebieten haben wir ja leider nicht die Möglichkeit, die Lieferungen zu erhöhen. Z.B. auf dem Textilgebiet können wir ja nicht einmal im Rahmen der Blockade-Schranken alles ausführen. Aus diesen Gründen ist das Landwirtschaftskonto nicht von den überschüssigen Mitteln zu entblössen. Wir werden ja noch auf Übertragungen aus dem Rumpfclearing angewiesen sein.

Die Zunahme der deutschen Einfuhr in die Schweiz beruht im Grunde genommen eigentlich zum grossen Teil auf einer Zunahme der Preise. Vor dem Krieg war z.B. der Steinkohlenpreis Fr. 3.14 und jetzt 6.80. Für den Käse haben wir bis jetzt immer noch den alten Preis verlangt. Wir werden auch hier inskünftig eine kleine Korrektur nach oben vornehmen müssen.

Wenn wir den Deutschen diese Lieferungen machen, dann haben sie uns gefälligst auch die Kohlen wieder zu geben.

Direktor Schwab: Das Resumé des Herrn Bundespräsidenten wird den Schlussfolgerungen von Herrn Direktor Homberger in allen Teilen gerecht. Der Übertragung der Devisenüberschüsse wird auch seitens der Nationalbank nichts entgegengestellt. Da es sich ja zurzeit noch um Vorlieferungen handelt, kann dieser zugestimmt werden. Für weitere solche Übertragungen ist es erforderlich, eine Bindung hinsichtlich der Verwendung der freien Devisen zu verlangen. Es könnte dies ansonst auf die Dauer nicht ohne Einfluss auf unsere Devisenlage sein. Es wird von Vorteil sein, wenn wir den Deutschen sofort Waren anbieten könnten, besonders auch auf dem Landwirtschaftsgebiet. Immerhin müssen wir dabei auch die Preispolitik im Inland im Auge behalten, damit keine Preis- und Lohnerhöhungen verlangt werden. Bereits liegt ein Begehren auf Lohnerhöhung von seiten des Bankpersonals vor.

Minister Sulzer: Die von den Vorrednern aufgestellten Richtlinien sind zutreffend. Wir müssen uns vorderhand noch an das Prinzip halten, dass der Blockade-Vertrag noch besteht, wobei noch zu versuchen ist, ihn in konkreten Fällen an die von Deutschland gestellten Forderungen anzupassen. *Wir müssen solange wie möglich am Prinzip des Blockade-Vertrages festhalten und uns jede Ausnahme zäh von Deutschland abringen lassen.* Wir werden uns dadurch sicherlich günstiger stellen hinsichtlich unserer Zufuhren aus Übersee. Die Zufuhr der Rohstoffe ist sowohl wichtig für die Arbeitsbeschaffung als auch für den Export. Mit den gleichen Schiffen, die uns die Rohstoffe aus Übersee zuführen, können wir, wenn es auch schwierig halten wird, die neutralen Staaten in Übersee beliefern. Ich bin sonst durchaus mit dem procedere einverstanden.

Oberst Fierz: Trotzdem wir bei dem von Herrn Hemmen unterbreiteten Lieferungsprogramm für beträchtliche Mengen Rohmaterial unsere Vorräte zur Verfügung stellen, hat Herr Hemmen die Liste als mager bezeichnet. Wenn die Lieferungen einen grössern Umfang annehmen, was hinsichtlich der Produktionskapazität möglich wäre, wird die Frage der Beschaffung des Materials im Inland sehr delikat. Wegen der Anlaufschwierigkeiten dauert es leider eine gewisse Zeit, bis die Lieferungen aufgenommen werden können. Durch die Verhältnisse sind inzwischen viele Exportfirmen gezwungen worden, Arbeiter zu entlassen. Die *Dispensationsfrage* stellt sich deshalb zurzeit keineswegs mehr so dringlich wie früher. Auf der der deutschen Seite unterbreiteten Liste ist eine im ursprünglichen von den Deutschen geäusserten Wunschprogramm aufgeführte Position, die 500 Stück 20 mm Marine-Geschütze, nicht aufgenommen worden. Es frägt sich, ob wir Oerlikon empfehlen wollen, diesbezüglich dem deutschen Marine-Waffenamt Offerten zu unterbreiten.

Oerlikon hat heute noch über 1000 Stück solcher Geschütze an England zu liefern. Für Deutschland würden bloss 500 Stück in Betracht fallen. Vorläufig könnten 60-80 Stück pro Monat an Deutschland geliefert werden, in ein paar Monaten über 100-120 Stück.

Was die Blockade anbelangt, so stellt sich bei der weitern Lieferung von Kriegsmaterial und der Textilien die dringende Frage der *Rohstoffbeschaffung*. Wir haben zurzeit bloss drei Viertel des notwendigen Heeresbedarfes an Wolle für 1940. Für 1941 stehen wir noch vor einem grossen Fragezeichen. Wir müssen deshalb bei der Ausfuhr von Textilien auch die Bedürfnisse der Inlandsversorgung berücksichtigen. In diesem Punkte teile ich durchaus die Auffassung von Herrn Minister Sulzer, die auf ein grundsätzliches Festhalten an der Blockade hinausgeht.

Bundesrat Wetter: Ich möchte nicht in Einzelheiten eintreten, da nach meinen Erfahrungen die Entscheidung über solche am besten den Unterhändlern zu überlassen sind. *Grundsätzlich müssen wir suchen, nicht vor ein Diktat gestellt zu werden.* Auf keinen Fall darf Deutschland uns ultimative Forderungen stellen. Die Überschüsse auf den Sonderkonten sind auf das freie Konto zu übertragen. Es wäre zwar logisch, in Verbindung damit auch die Wiederaufnahme der Kohlenzufuhr zu verlangen. Trotzdem auch die Kohlenversorgung prekär wird, darf dies kein Hindernis bilden für unsere Stellungnahme. Was die Blockade anbelangt, so müssen wir verstehen, dass Deutschland nun seine Machtposition ausnützt. Bei Kondensmilch spielt zwar die Blockade praktisch keine Rolle, wenn wir in Betracht ziehen, dass Deutschland über die grossen Milchvorräte in Dänemark und Holland verfügt. Auf andern Gebieten ist, wie Herr Oberst Fierz gezeigt hat, die Situation natürlich schwieriger. England wird sich damit abfinden müssen, dass wir Deutschland gewisse Einbrüche in den Blockade-Vertrag zugestehen. Wenn wir auch ohne ausdrückliche Zustimmung handeln, dürfen wir bei England kein Misstrauen erwecken. Deshalb wird es sich empfehlen, die andere Seite über die getroffenen Massnahmen zu unterrichten. Bei der weitern Gestaltung des Clearings ist dafür zu sorgen, dass es nicht ganz zu einer konstanten Devisenschröpfung kommt. Eventuell können wir Deutschland gegenüber generelle Devisenmassnahmen und auch eine Reduktion der deutschen Einfuhr in die Schweiz vorbehalten. Die schweizerische Industrie hat das Möglichste zu tun, um Deutschland zu beliefern. Es wird ja von selbst kommen, nachdem nun viele Leute einzig auf den Absatz in Deutschland angewiesen sind.

Prof. Laur frägt, ob der Kohlentransit durch die Schweiz noch weiter läuft.

Direktor Homberger: Wir haben Herrn Hemmen, ohne irgendwelche Schlussfolgerung zu ziehen, auf diese Anomalie aufmerksam gemacht. Herr Hemmen erwiderte darauf wörtlich: «Es wäre das Ende der Schweiz, wenn mit dem Kohlentransport durch die Schweiz etwas geschehen würde.»

Bundesrat Minger: Deutschland ist nun der Sieger und hat einen Assistent an Italien. Es soll uns ferne liegen, Deutschland um Erbarmen zu bitten. Doch müssen wir einen klaren politischen Kurs fahren. Was die Blockade anbelangt, so ist Frankreich ausgefallen. England wird sicher auch nicht in der Lage bleiben, uns in grösserem Umfange zu beliefern. Wir sind deshalb in hohem Masse von Deutschland abhängig. Wir müssen infolgedessen Deutschland entgegenkommen, aber gleichwohl werden wir die Beziehungen mit England nicht abbrechen können. Es ist nicht ausgeschlossen, dass der Krieg noch lange dauern wird. Selbst wenn England niedergezwungen sein wird, wird der Krieg noch lange nicht entschieden sein. England evakuiert alles nach Kanada. England ist zu spät gekommen mit seinen Rüstungen. Was wird Deutschland mit England machen, wenn sich allenfalls auch die Vereinigten Staaten zu England gesellen? Für die Beschaffung unserer Rohstoffe sind wir in hohem Masse von England und den USA abhängig und deshalb müssen wir an den guten Beziehungen mit England festhalten, wenn auch der Blockade-Vertrag nicht bloss geritzt, sondern in vielen Dingen durchlocht wird.

Zum Schlusse gibt Herr Bundesrat Minger seiner Befriedigung Ausdruck, dass in allen Teilen eine Verständigung erzielt worden sei und dass die vorgeschlagenen Richtlinien der Unterhandlung die Billigung des Bundesrates gefunden hätten. Er schliesst 17 h 45 die Sitzung.

315

E 3800 1/52

Le Général H. Guisan
au Chef du Département militaire, R. Minger,
à l'intention du Conseil fédéral

Copie
L No. 10817 1/8/vu. Quartier Général de l'Armée, 21 juin 1940

L'évolution de la situation militaire, politique et diplomatique, impose à notre peuple un devoir de tenue et de sang-froid.

Sans vouloir jeter un cri d'alarme, j'estime qu'il est grand temps de faire connaître au Pays que notre neutralité lui commande la réserve et la discipline dans l'expression de ses sentiments.

Partout où elles dépassent les mouvements de l'humanité et de la charité, les manifestations qui se répètent sur le passage des réfugiés civils et des internés militaires prouvent que notre peuple n'a pas encore compris ce devoir et cette nécessité (par exemple, incidents de Neuchâtel, Biel, etc.)[1].

Il importe donc de réagir *pendant qu'il est temps et avant que cette réaction ne nous soit imposée de l'extérieur.* La période dans laquelle nous entrons jusqu'à la conclusion d'un armistice ou même jusqu'à la signature de la paix, aura, à cet égard, une importance décisive. Les avertissements, les leçons ne nous auront pas manqué; déjà les moindres réactions de notre opinion, écrite ou parlée, sont «guettées» avec la plus vive attention.

Le Conseil fédéral a indiqué au commandement de l'armée – et, d'ailleurs, j'en ai compris moi-même l'impérieuse nécessité – d'éviter, à la frontière, comme dans notre espace aérien, tout incident susceptible de provoquer des complications diplomatiques[2]. J'ai ordonné les mesures nécessaires; leur exécution a été assurée par les moyens appropriés. Il serait paradoxal de ne pas prendre des *mesures* analogues dans le domaine de la presse, mais les *moyens* me manquent.

Suivant une disposition qui nous est propre et qui ne se retrouve dans aucun pays, quel que soit son régime, démocratique ou totalitaire, la surveillance de

---

1. *Une circulaire du Service territorial du Commandement de l'Armée, datée du 20 juin 1940 et destinée aux Commandants territoriaux, précise notamment:* Lors du passage dans les gares de trains de personnes à interner (ont été désignées spécialement les gares de Bienne, Berne et Neuchâtel), des ovations en faveur de la France se seraient manifestées (acclamations, salutations avec le poing tendu et autres semblables). D'autre part des exclamations dépréciatives à l'égard des puissances de l'axe (Abasso Mussolini et autres semblables) se sont fait entendre. Déjà des journalistes ont téléphoné à l'étranger au sujet de ces incidents. Dans l'intérêt de la sécurité du pays, il faut intervenir (E 27/14448). *Une série de mesures sont prises afin de réprimer immédiatement de telles manifestations et de veiller en général à l'ordre et à la tranquillité. Les instructions du Général à la troupe sur l'attitude à observer à l'endroit des réfugiés civils et militaires sont communiquées à la population par l'Etat-Major Général de l'Armée le 21 juin 1940* (E 5795/175 *et* 527).

2. *Cf. N° 300, note 2.*

la presse (censure et propagande) incombe chez nous au commandement de l'armée. Il ne m'appartient pas d'en apprécier ici les raisons. Je remarque seulement que la presque totalité des questions que pose cette surveillance sont d'ordre politique, et, plus particulièrement, de *politique extérieure*.

Puisque la responsabilité de cette surveillance et de ce contrôle appartient au commandement de l'armée, j'estime qu'il est de mon devoir de déceler le danger, tel qu'il s'accentue aujourd'hui, pour notre défense nationale, dans le domaine de la presse, au même titre qu'à nos frontières terrestres ou dans notre espace aérien, et, par conséquent, d'y faire face en prenant les mesures que comporte la situation.

Je dispose, à cet effet, de la Division «Presse et Radio» de l'Etat-Major de l'Armée.

Fort des expériences faites au cours de ces derniers mois et, notamment, des récentes difficultés survenues avec la «Gazette de Lausanne» (article de M. Denis de Rougemont paru dans le N° du samedi 15 juin[3]) après d'autres journaux de la Suisse allemande et de la Suisse française, je constate que cet organisme est impuissant *à prévenir* les excès de notre presse.

Il ne peut y parer que par des «avertissements» et par des «suspensions», c'est-à-dire *à posteriori*, lorsque les articles ont déjà paru et que le mal est fait. Dans la période critique que nous traversons, l'insuffisance de ce moyen est démontrée.

Je considère donc que la seule manière de prévenir les incartades et les excès de notre presse et les incidents qui en peuvent résulter est la *censure préventive*. C'est, actuellement, une arme indispensable de la défense nationale sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur.

Dans la lettre (N° 6796), que je vous ai adressée le 29.2.40[4], j'ai attiré votre attention sur la gravité de cette situation, à propos du régime institué par l'Ordonnance du 8.9.39[5]; et j'ai ajouté: «... la subordination de «Presse et Radio» au commandement de l'armée, avec la responsabilité qu'elle implique pour celui-ci, pourra-t-elle subsister? Ou bien l'armée devra-t-elle demander que la Division soit subordonnée au Conseil fédéral?... Je dois me réserver de revenir, s'il y a lieu, sur cette question délicate et vous prie de bien vouloir en informer le Conseil fédéral».

L'heure est venue de créer une situation nette. La censure *préventive* est le seul moyen qui l'autorise. Je la demande donc d'une façon formelle.

Si le Conseil fédéral ne devait pas prendre cette demande en considération, je ne pourrais plus exercer la surveillance de la presse par les moyens actuels. Je prierais alors le Conseil fédéral de me décharger de cette responsabilité[6].

---

3. *Le 17 juin 1940, le Colonel Wirth, Chef de l'Inspectorat de la Division Presse et Radio adressa un* sévère avertissement *à Georges Rigassi pour avoir publié cet article sur l'entrée des troupes allemandes dans Paris. Cf.* E 4450/173 *et* 448.

4. E 5795/546.

5. *Cf.* E 1004.1 1/389 *(PVCF N° 1719) et RO, 1939, vol. 55, pp. 921-922. Cf. aussi RO, 1940, vol. 56, I, pp. 575-577.*

6. *Lors de sa séance du 2 juillet 1940, le Conseil fédéral décidera de refuser l'introduction d'une censure préalable de la presse* (E 1004.1 1/399, *N° 1132*) *et adresse une lettre au Général* (*Cf.* E 5795/546).

316

E 2001 (D) 2/27

Le Ministre d'Italie à Berne, A. Tamaro,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

L[1] Berna, 22 giugno 1940

Poiché ho profonda fiducia che Voi, Eccellenza, sentiate, come me, l'opportunità di ripristinare nel Ticino la necessaria tranquillità delle migliaia d'Italiani che danno la loro fatica proletaria all'economia del Cantone, e il necessario rispetto verso l'Italia e i suoi Capi, mi permetto scriverVi che le relazioni che mi pervengono dai RR. Uffici Consolari sono invece ancora molto tristi e dense di episodi riprovevoli[2]. Nessun grave incidente, lo ammetto senz'altro, ma un incessante rinnovarsi di piccoli episodi, sintomatici soprattutto per la loro eccessiva frequenza, un continuo ripetersi

Di parole oltraggiose rivolte al Capo del Governo italiano nei negozi, nelle osterie, nei caffé, nelle strade

Di provocanti ingiurie rivolte ai miei connazionali, costretti troppo spesso a non frequentare i locali pubblici per evitare dispiaceri

Di licenziamenti d'Italiani perché italiani (tipico il licenziamento di un redattore della «Gazzetta Ticinese»)[3]

Di parole di odio pubblicamente pronunciate contro l'Italia combattente e partigiane per i suoi nemici

Di lettere anonime con contumelie e minacce di morte rivolte a pacifici Italiani perché patriotti

Di gesti poco corretti da parte di sindaci, di consiglieri municipali, di sacerdoti e anche da graduati dell'Esercito sempre verso Italiani.

Non voglio dire che la vita di tutti gli Italiani residenti nel Ticino sia divenuta insostenibile, ma posso affermare che il loro disagio è profondo, senza loro

---

1. *Une copie de cette lettre a été adressée au Ministre de Suisse à Rome* (*Cf.* E 2200 Rom/23/21).

2. *A plusieurs reprises, le Ministre d'Italie à Berne avait déjà attiré l'attention du Chef du Département politique sur les menaces d'incidents entre Tessinois et Italiens. Dans une lettre du 27 mai 1940 adressée au Conseiller fédéral Celio, Pilet-Golaz écrit:* Il va sans dire que dans les circonstances actuelles des actes de molestation ou d'injure pourraient avoir des conséquences imprévisibles. Je veux croire que les faits signalés par M. Tamaro sont isolés et n'ont pas l'importance qu'il leur attribue. Mais il va de soi qu'il faut tout faire pour qu'une atmosphère tendue ne s'établisse au Tessin où ce serait plus périlleux encore que dans d'autres parties du pays vu les affinités de race (E 2001 (D) 2/27).
Les autorités civiles et militaires au Tessin et à Berne menèrent des enquêtes. Dans sa réponse adressée à Tamaro le 7 juin 1940, Pilet-Golaz souligne que des mesures étendues *ont été prises pour* réprimer ces faits déplorables *causés par* un nombre minime d'irresponsables. Ces incidents, nous en avons la conviction, sont en contradiction avec les sentiments d'amitié qui animent la grande majorité de notre population pour les Italiens établis dans notre pays. Vous pouvez être assuré que la question continuera à faire l'objet de toute l'attention des autorités suisses (E 2001 (D) 2/27).

3. *Il s'agit du journaliste Caglio.*

responsabilità, soltanto perché sono Italiani devoti alla loro Patria. Vorrete cortesemente ammettere, Eccellenza, che non è proprio piacevole, e non conforme a quanto ci si deve aspettare dalla Svizzera neutrale, il constatare che i prigionieri francesi sono accolti nel Giura, a Neuchâtel e a Bienne con evviva, cioccolatini e fiori, mentre i lavoratori italiani nel Cantone svizzero di lingua italiana sono circondati da un'atmosfera di avversione e apostrofati con parole ingiuriose.

So che l'Autorità Cantonale e la Polizia hanno preso dei provvedimenti: ma questi sono stati e sono insufficienti, perché non hanno portato nessun mutamento nella situazione e la campagna antitaliana continua a infierire. Se punizioni sono state inflitte, come mi consta, non sono state però rese note al pubblico, e perciò non hanno avuto l'effetto che si poteva sperare. La stampa ticinese, forse con una sola eccezione, è tutta, prudentemente sì, ma non perciò meno veementemente e decisamente antitaliana. E' giunta a tale ostilità da avviare un'azione contro l'entrata dei giornali italiani nel Ticino.

Ci si dice che si sono dei casi in cui la provocazione è partita da Italiani. Può essere, ma si tratta di un caso di responsabilità italiana contro novantanove di responsabilità ticinese, sempre prescindendo dall'amarezza che può aver ispirato molte prove della loro amicizia alla Confederazione Svizzera e hanno cercato di giovarle come e quanto è stato possibile in momenti difficili, possono quindi aver ben diritto di chiedere che i loro figli, che osservano le leggi della Confederazione e lavorano con onesto stento, sieno rispettati e tranquilli. Specialmente in un Cantone di lingua italiana. So che si tende a far credere esagerati e troppo zelanti i rapporti dei RR. Uffici consolari: ma so anche, al contrario, che i RR. Funzionari consolari, fedeli alla loro missione, così difficile nel Ticino, sono consapevoli della loro responsabilità, pronti a risolvere ogni incidente con reciproca soddisfazione, e desiderosi soltanto, come me, di vedere gli Italiani circondati di riguardo e di pace.

Vi prego, Eccellenza, di credere ai sentimenti di vera amicizia, dai quali unicamente è dettata questa lettera, e di gradire gli atti della mia più alta considerazione[4].

---

4. *Dès qu'il eut pris connaissance de cette lettre, Pilet-Golaz adressa le 24 juin une lettre au Conseiller fédéral Celio en le priant de* bien vouloir examiner à nouveau ce qui pourrait être fait pour remédier à un état de choses qui me cause beaucoup de souci. J'attends de connaître votre impression pour répondre à M. Tamaro, mais il ne faut pas perdre de temps. Il faut être en ce moment d'une intelligence psychologique dynamique. *Le jour même, Celio répond en adressant deux lettres à Pilet-Golaz. Il écrit notamment:* Je ne vous cache point que le contenu de la lettre de M. le Ministre Tamaro me préoccupe et me déplaît. Elle me préoccupe, car je crois qu'il est possible et même probable que des expressions peu favorables aient été employées à l'égard de l'Italie, après son entrée en guerre. Les Tessinois ne comprendront jamais la manière, et spécialement le moment de l'entrée en guerre de l'Italie contre la France. Mais la lettre me déplaît à cause de son ton et des exagérations évidentes qu'elle contient. Il est permis de douter que l'Italie ait l'intention de préparer une mise sous tutelle spirituelle du Tessin. *Celio propose une conférence avec Tamaro* pour avoir une base sérieuse de discussion et pour prendre ensuite les mesures indispensables pour le maintien de l'ordre et de bonnes relations avec l'Italie (E 2001 (D) 2/27).
Selon une annotation de Bonna du 2 juillet (E 2001 (D) 2/27): L'affaire a été réglée verbalement.

ANNEXE I

E 2001 (D) 2/26

Le Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz, au Ministre d'Italie à Berne, A. Tamaro

Copie
L UW. Berne, 27 juin 1940
ad N° 2634.

La lettre personnelle que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 22 juin pour me signaler la persistance au Tessin de petits incidents susceptibles de nuire aux relations amicales entre la Suisse et l'Italie a retenu toute mon attention car je tiens, vous le savez, à éliminer tout ce qui pourrait devenir une source de difficultés entre nos deux pays.

Je n'avais pas manqué, dès réception de votre lettre, de prendre contact avec mon collègue, M. le Conseiller fédéral Celio et j'ai eu hier l'occasion d'examiner très attentivement la question avec lui et M. Antognini, Président du Conseil d'Etat du Canton du Tessin. J'ai pu me convaincre que les autorités tessinoises sont, elles aussi, très désireuses de réagir contre les petits froissements, peut-être inévitables entre populations limitrophes – lorsque les événements subissent de rapides transformations –, qu'elles ont déjà fait beaucoup dans ce sens et qu'elles sont décidées à continuer leurs efforts.

La bonne volonté agissante des autorités et l'évolution des événements porteront, j'en ai l'impression, rapidement remède à la situation qui nous préoccupe et dont je me propose de vous entretenir encore de vive voix à la première occasion.

ANNEXE II

E 2001 (D) 3/305

Le Chef de la Section de renseignements à l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson, au Département politique

L Quartier général de l'Armée, 22 juin 1940

INFORMATION POLITICO-MILITAIRE

J'ai l'honneur de vous faire connaître que notre attaché militaire à Rome, le colonel de Watteville, a eu récemment un entretien avec l'ex-roi d'Espagne Alponse XIII. A cette occasion, ce dernier aurait déclaré «qu'au moment de l'agression des Pays-Bas, des ordres pour une attaque de la Suisse avaient aussi été donnés en Allemagne, mais que Mussolini y avait opposé un veto absolu, déclarant que cela signifierait la rupture de l'axe»[5].

Cette déclaration confirme ce que nous avons déjà appris par d'autres sources qualifiées, à savoir le rôle important que joue le Duce en ce qui concerne le maintien de notre intégrité territoriale[6].

Il importe donc que dans la situation actuelle, tout soit mis en œuvre pour que les relations entre l'Italie et la Suisse continuent à être normales, et notamment que les mesures soient prises en vue d'empêcher, de la part de nos populations, toute manifestation hostile à l'égard de l'Italie. Si nous

5. *Cf. N^os 286 et 297.*

6. *Pilet-Golaz a marqué cet alinéa d'un trait vertical dans la marge et a noté:* Mon Dieu, que de précipitation à conclure!

nous permettons de revenir ici sur la nécessité d'une attitude rigoureusement objective de la part de notre peuple, c'est que de nombreux et regrettables incidents se sont récemment produits à l'occasion de l'accueil des troupes françaises dans certaines de nos villes[7].

ANNEXE III

E 5795/151

Le Général H. Guisan au Chef du Département militaire, R. Minger (à l'intention du Conseil fédéral)

Copie
L
1/8/vu.

Quartier général de l'Armée, 25 juin 1940

Concerne: mission de l'Armée

Au cours de la conférence qui s'est tenue chez lui, dans la soirée du mercredi 19 juin 1940, le Président de la Confédération m'a chargé de préparer un plan de démobilisation partielle de l'Armée.

Ce plan a été établi, et les mesures qui en résultent font l'objet d'un projet d'ordre qui vous a été communiqué. Ce plan prévoit un licenciement partiel de l'Armée, avec mise de piquet. Il pourrait être réalisé pour le mercredi 3 juillet 1940, s'il était émis aujourd'hui.

Mais ce qui importe en première urgence, c'est d'arrêter:

1° le nouveau dispositif qu'autoriserait la réduction de nos moyens;

2° le nouveau plan de défense qui devrait être adopté en cas de danger de guerre.

A cet effet, au moment de la cessation des hostilités entre les états belligérants limitrophes, je prierai le Conseil fédéral de confirmer ou de préciser, le cas échéant, la mission confiée à l'Armée et qui a été formulée dans les Instructions, du 31 août 1939[8], du Conseil fédéral au Commandant en chef de l'Armée, notamment en ce qui concerne le point 2[9].

Nous prendrons connaissance avec intérêt des dispositions que vous vous proposerez d'arrêter afin d'adapter les mesures propres à sauvegarder l'indépendance du pays à la présente situation et vous prions de bien vouloir, en temps utile, nous renseigner à ce sujet[10].

---

7. *Pilet-Golaz a noté dans la marge:* Armée incapable à cette occasion. *Cf. N° 315, note 1. Cf. aussi* E 5795/527.

8. *Cf. N° 140.*

9. *Le Conseil fédéral répond au Général par une lettre du 2 juillet que le Chef de l'Etat-major particulier du Général, B. Barbey, reçoit le 4 juillet à 16 h 15: [...]*
Or nous estimons que la suspension des hostilités entre nos voisins n'exige pas pour le moment une modification de ces instructions.
Comme nous avons approuvé le projet de démobilisation d'une partie de l'armée que vous nous avez soumis et que vous avez déjà donné entre-temps les ordres en conséquence, il ne nous paraît plus opportun de nous prononcer encore sur ce point.

10. *Le Général Guisan a noté dans la marge à côté du dernier paragraphe:* Renseigné Chef du D.M.F. le 4.7.40 à 17.00.

317

E 27/14111

Compte-rendu de la conférence tenue à Berne le 22 juin 1940 à 14 h 30, sous la présidence du Général H. Guisan[1]

PV A.H.Q., 24. Juni 1940

Geheim!

Anwesend: Die Kdt. des 1., 2., 3. und 4. Armeekorps[2],
der Chef des Generalstabes der Armee[3],
der Chef der Hauptabteilung III[4].

General: Die heutige Besprechung ist der Prüfung der allgemeinen Lage gewidmet, wie sie sich in den letzten Wochen als Folge der sich überstürzenden Ereignisse ergeben hat. Frankreichs Armee ist geschlagen und zieht sich unter stetigen Kämpfen in allgemeiner Richtung nach Süden zurück. Die deutsche Armee folgt ihr auf dem Fusse, wobei sich verschiedene Angriffsrichtungen abzeichnen, vor allem eine Rhonetal abwärts und eine weiter westlich gelegene in allgemeiner Richtung Tours – Poitiers – Bordeaux. Längs unserer Schweizergrenze ziehen die deutschen Verbände in südlicher Richtung vorbei, ohne dass bisher grössere Truppenkörper sich unserer Grenze genähert hätten. Einzelne kleine Patrouillen haben mit unsern Grenzposten Fühlung aufgenommen und sich alsdann wieder zurückgezogen. Hochsavoyen ist vorläufig noch frei von deutschen Truppen; es hat nicht den Anschein, als ob die Deutschen Hochsavoyen besetzen wollen. Dagegen sind deutsche Truppen in Bellegarde, womit unsere Verbindungen mit Frankreich praktisch unterbrochen sind.

In Italien hat sich die Lage wenig verändert. Aktionen lassen sich nicht feststellen. An der Schweizergrenze stehen sozusagen keine italienischen Truppen. Als beruhigendes Moment mag gelten, dass die Stadt Mailand ihre Kinder nach der Schweizergrenze evakuiert hat.

Östlich des Bodensees im Vorarlberg und Allgäu stehen fast keine deutsche Truppen, erst nördlich des Rheins zwischen Schaffhausen und Basel. Im Schwarzwald kann immer noch eine kompakte Masse deutscher Truppen festgestellt werden. Hauptsächlich stark ist das Wiesental belegt.

Für die Schweiz ist in den letzten Tagen namentlich das Problem der Internierung von ca. 40000 Personen (Militär- und Zivilpersonen zusammengerechnet) schwerwiegend geworden. Wir sind durch diese Flüchtlingsströme an einzelnen Orten etwas überrascht worden, doch ist es gelungen, mit wenigen

---

1. *Ce compte-rendu est rédigé par le capitaine Hans Bracher, officier de liaison entre le Chef du Département militaire et l'Etat-Major Général de l'Armée. Cf. aussi N° 316* E 5795/145.
2. *Renzo Lardelli, Fritz Prisi, Rudolf Miescher et Jakob Labhart.*
3. *Jakob Huber.*
4. *Ulrich Wille.*
Pour un organigramme de l'Armée suisse à partir du 6 mai 1940, cf. E 27/ 14192/3.

Ausnahmen den geordneten Abfluss der Kolonnen sicherzustellen. Unter die Flüchtlinge mischten sich auch eine Anzahl unerwünschter Elemente, die an die Grenze zurückgestellt werden mussten. Die gegen die Schweizergrenze marschierenden franz. Soldaten sind auf dem letzten Stück vor der Schweizergrenze von den Deutschen nicht mehr verfolgt worden. In unmittelbarer Nähe der Grenze sind deshalb keine Zwischenfälle und Kampfhandlungen vorgekommen.

Während sich die Armee gegenüber den internierten Soldaten entsprechend den gegebenen Weisungen verhält, kann das gleiche nicht von der Zivilbevölkerung gesagt werden. Die an verschiedenen Orten vorgekommenen Erscheinungen, lassen darauf schliessen, dass es der Bundesrat leider unterlassen hat, das Volk rechtzeitig zu erziehen und über seine Haltung gegenüber den Internierten zu belehren.

Die vor einigen Tagen angeordneten Massnahmen zur stärkern Belegung unserer Westgrenze sind bekannt. Sie brauchen deshalb nicht mehr erwähnt zu werden.

Wirtschaftlich wird die Schweiz in eine recht schwierige Lage geraten und in allernächster Zeit zu einer umfassenden Rationierung aller Bedarfsmittel kommen müssen. Persönlich ist der General überzeugt, dass die Deutschen nunmehr in erster Linie einen politischen und wirtschaftlichen Druck ausüben werden und militärische Aktionen kaum ins Auge fassen. Die Schweiz dient gegenüber der Achse als wertvolles Transitland, dessen Alpenbahnen möglichst unversehrt dem sich sicher steigenden Transitverkehr zur Verfügung stehen sollten.

Trotzdem müssen wir gefasst sein, dass Deutschland in einem gegebenen Zeitpunkt, namentlich dann, wenn wir seinen wirtschaftlichen und politischen Drohungen Widerstand entgegensetzen, mit einem Einmarsch drohen wird. Für diesen Fall des Angriffes von allen Seiten müssen wir gerüstet sein. Hiefür gibt es drei Lösungen:

1. Halten in der Armeestellung, wie bisher. Vorteil: Wir können uns auf eine ausgebaute Armeestellung stützen, die unserer Verteidigung die nötige Kraft verleihen wird. Nachteil: Die Armeestellung hat eine sehr grosse Frontlänge und benötigt den letzten Mann unserer Truppen. Auch dann wird die Besetzung noch ziemlich dünn sein. Als wir zu Beginn des Krieges die Armeestellung festlegten, rechneten wir immer mit einem Verbündeten, dem ein Teil der Verteidigung der Armeestellung überlassen werden könnte. Dieser Verbündete besteht heute nicht mehr, sodass wir für die Verteidigung in der Armeestellung ganz auf uns selbst angewiesen sind.

2. Teilweise Benützung der Armeestellung unter Abbiegen nach Westen und Verlassen des bisherigen nicht ausgebauten Teiles der Armeestellung. Diese Igelstellung hat den Vorteil, dass wir die ausgebauten Teile der Armeestellung Nord von Sargans bis zum Hauenstein ausnützen können und auf der Westfront die ohnehin noch sehr in den Anfängen steckende Armeestellung verlassen zu gunsten einer Frontverkürzung vom Hauenstein in allgemeiner Richtung Napf – Thun – St. Maurice. Nachteil dieser Lösung: Die Westfront dieser Armeestellung muss neu bezogen werden und ist heute in keiner Weise ausgebaut. Wenn wir zu dieser Lösung Zuflucht nehmen, müssten wir heute schon

Vorbereitungen treffen, um unsere Munitions- und Verpflegungsvorräte innerhalb dieser Armeestellung anzulegen.

3. Zurücknahme der Armee in einen Zentralraum, nördlich begrenzt durch die Voralpen ungefähr auf der Linie Zürichsee – Vierwaldstättersee – Napf – Thun – St. Maurice. Diese Lösung hat den Vorteil, dass wir in den Alpen sehr stark sind, dagegen über keine Ressourcen mehr verfügen und sehr bald sowohl die Munitions-und Verpflegungsvorräte aufgebraucht haben werden. Zudem erfordert diese Lösung eine Preisgabe von fast 3/4 des Landes.

Aus diesen Gründen tritt der General für die zweite Lösung ein. Die Übernahme dieser Lösung hat zur Voraussetzung, dass

a) die Verschiebung der Munitions- und Verpflegungsvorräte angeordnet wird,

b) aus der bisherigen Armeestellung gewisse Truppenteile herausgenommen werden, um im neuen Raume bereit zu stehen. Dies hat nicht den Sinn, dass in der neuen Stellung Befestigungen gebaut werden sollen, sondern dass mit den Truppen die mancherorts fehlende Kampfausbildung nachgeholt wird.

Daneben muss die Frage der teilweisen Demobilmachung geprüft werden. Im Augenblicke der Waffenruhe in Frankreich werden wir nicht darum herum kommen, Teile der Armee zu entlassen. Es ist besser, dass wir diese Demobilmachung vorbereiten und nach unserem Gutfinden ausführen können, bevor uns von Seiten Deutschlands diesbezügliche Bedingungen gestellt werden.

Die Frage der Demobilmachung ist auch zu prüfen unter dem Gesichtspunkte der Sicherung vor einem allzugrossen Anwachsen der Arbeitslosenziffer. Darüber hinaus müssen wir auch eine gewisse Truppenstärke bereithalten, um allfälligen Umsturzversuchen im Landesinnern entgegentreten zu können.

Oberstkorpskdt. Wille tritt für einen ganzen Schritt ein und nicht für eine Zwischenlösung. Die Deutschen brauchen gegenwärtig ihre gesamte Armee zur Besetzung Frankreichs und einen allfälligen Angriff gegen England. Auch wenn der Waffenstillstand geschlossen wird, ist kaum anzunehmen, dass die Deutschen ein grosses Interesse daran haben, eine Aktion gegen die Schweiz auszulösen. Auch vor einem Überfall brauchen wir uns heute nicht mehr zu fürchten. Das Vorgehen der Deutschen wird vielmehr so sein, dass zunächst wirtschaftliche und politische Bedingungen gestellt werden. Erst wenn wir uns entschliessen, darauf nicht einzutreten, wird vermutlich von deutscher Seite mit dem Einmarsch gedroht werden. In diesem Augenblicke haben wir noch genügend Zeit, um die Armee, soweit sie entlassen sein sollte, wieder aufzubieten.

Ein entschiedener Schritt rechtfertigt sich auch aus politischen Gründen. Aus innerpolitischen Gründen vor allem deshalb, weil im Volk und der Armee das Vertrauen in die Haltbarkeit unserer Armeestellung stark gesunken ist. Die Stimmung bei den Truppen ist nicht schlecht in Bezug auf Disziplin, dagegen machen sich die Soldaten sicher auch ihre Gedanken darüber, dass sie namentlich in der Linth – Limmatstellung in der schweizerischen umgangenen Maginotlinie stehen. Auch mit einem Abbiegen beim Hauenstein hängt die Armeestellung in der Luft. Zudem wird man es bei uns nicht begreifen können, wenn wir trotz der eingetretenen Waffenruhe im Westen bis an die Zähne bewaffnet bleiben. Wenn gegenwärtig weder die deutsche Gesandtschaft in Bern, noch die

deutsche Regierung in Berlin sich anscheinend stark mit uns befassen und noch nichts haben verlauten lassen, so darf dies nicht täuschen. Es ist erwiesen, dass die Zahl unserer unter den Waffen stehenden Truppen sehr genau kontrolliert wird und früher oder später zu Anfragen, wenn nicht zu Bedingungen von deutscher Seite Anlass geben wird. Die Frage der Demobilmachung wird sich deshalb sicherlich stellen.

Aus diesen Gründen tritt Oberstkorpskdt. Wille für einen unauffälligen Abbau der Truppenstärke ein unter der Voraussetzung, dass die Truppen in einen Ruheraum zurückgenommen werden, in dem vor allem die mangelnde Kampfausbildung nachgeholt werden soll. Erst für einen spätern Zeitpunkt soll der Bezug eines Zentralraumes vorgesehen werden. In der Armeestellung können vorläufig aus Gründen der Bereitschaft und Sicherung Truppen zurückbelassen werden, als Aufräumdetachemente und zur Vollendung angefangener Arbeiten. Unter diesem Titel wird die Belassung von Truppen in der Armeestellung auch von Deutschland sicherlich anerkannt werden.

Im Zentralraum sind keine Befestigungen anzufangen. Die Stellung hat sich auf die Stärke des Geländes zu stützen, das weder den Angriff und die Entwicklung grosser Panzerverbände, noch die Einwirkung der Stukas gestattet.

Auch aus wirtschaftlichen Gründen ist eine Demobilmachung und eine Einstellung der Arbeiten notwendig. Das Volk und der Wehrmann rechnen selbst auch mit den von der Armee aufgebrauchten Geldern und würden es nicht verstehen, wenn im heutigen Zeitpunkt in der Armeestellung noch weitere Kredite aufgebraucht würden.

Als Zentralraum kann gelten das Alpengebiet im Norden begrenzt ungefähr durch die Linie Zürichsee – Einsiedeln – Zug – Zugersee – Napfgebiet – Simmental – Anschluss an St. Maurice. Für den Ruheraum kann dieser Zentralraum ohne Bedenken nördlich ausgedehnt werde bis ungefähr auf die Linie Zugersee – Sursee – Burgdorf – Bern – Saanelinie E. Freiburg.

Oberstkorpskdt. Miescher: Die Armeekorps müssen in aller kürzester Zeit wissen, was weiter zu geschehen hat. Drei Aufgaben sind gegenwärtig im Studium und teils in Ausführung, nämlich:

- Werke in Zürich und an der Limmat,
- Kasematt-Batterien der Landesbefestigung,
- rückwärtige Tanksperren an Einfallsstrassen.

Sowohl im A.K. Stab, wie bei den Truppen macht man sich darüber Gedanken, ob der Ausbau dieser Anlagen noch einen Sinn hat.

Bezüglich der Armeestellung im allgemeinen weiss man schon heute, dass sie ausserordentlich weit gespannt und nur mit schwachen Kräften besetzt ist. Auch der einzelne Mann macht sich diese Überlegungen und vergleicht den erfolgreichen Einbruch der Deutschen bei Breisach mit den Verhältnissen an der Limmat. Die Aufmunterung mit der behaupteten Stärke unseres Geländes hat im Mittelland keine Bedeutung, da dieses Gelände allzu ähnlich ist mit dem bisherigen Kampfgelände in den Ardennen, in den Argonnen, und erst wenn wir zurückgehen in unsere Alpenstellung wird sich der Schweizersoldat mit Recht wieder auf die Stärke und Uneinnehmbarkeit verlassen können. Man kommt unwillkürlich auf die historische Bedeutung und Aufgabe der Schweiz zurück, die darin besteht, die Wache an den Alpenpässen zu übernehmen.

Wenn wir uns darauf beschränken, so haben wir auch Aussicht darauf, ernst genommen zu werden und einem Angriff Stand halten zu können.

In der Armeestellung ist aufzuräumen; Angefangenes, soweit sich der Aufwand lohnt, noch fertig zu stellen und im übrigen alles vorzukehren, um uns im Zentralraum stark zu machen. Sowohl beim Stadtkdo. Zürich, wie an der Limmatstellung müssen die Arbeiten eingestellt werden.

Die neue aussenpolitische Lage lässt keine neutrale Stellung mehr zu. Solange an unsern Grenzen nicht mehr zwei Gegner stehen, sondern ringsum nur noch einer, können wir auch keine Neutralitätspolitik mehr befolgen. Dieser uns umschliessende Nachbar lebt entweder mit uns im Frieden oder im Kriege. Eine Zwischenlösung, wie sie bisher bestund, gibt es nicht mehr.

Die Ansammlung deutscher Truppen im Schwarzwald sollte uns nicht allzusehr verleiten, noch wesentliche Truppen draussen zu belassen. Schliesslich können die Deutschen auf Jahre hinaus im Schwarzwald Truppen konzentrieren, ohne dass wir die Mittel hätten, ebensolange die Armee in Bereitschaft zu halten.

Auch aus wirtschaftlichen Gründen ist für uns eine Änderung angezeigt. Wir müssen danach trachten, dass keine Arbeitslosen im Lande untätig herumstehen und dies gibt uns vorläufig noch gegenüber Deutschland die Begründung, eine gewisse Truppenstärke zu behalten.

Als Ruheraum kann der von Oberstkorpskdt. Wille angegebene Teil unseres Landes bezogen werden. Auch bezüglich der Festsetzung der Grenzen des Zentralraumes ist Oberstkorpskdt. Miescher mit dem Chef der Hauptabt. III einverstanden.

Oberstkorpskdt. Prisi: Es ist richtig, dass die Stimmung bei der Truppe in letzter Zeit starken Beeinflussungen ausgesetzt war. Bei planmässigem Arbeiten und straffer Organisation werden jedoch die Versuche zu einem Sichgehenlassen der Truppe bald behoben sein. Angefangene Bauten sollen vollendet werden, mit neuen ist nicht mehr zu beginnen.

Die wirtschaftliche Abschnürung der Schweiz ist nunmehr vollkommen. Wir werden die Folgen davon in Kürze zu tragen haben. Unsere grossen Fabriken haben wohl noch einen grossen Auftragsbestand für Lieferungen nach England, doch weigern sich die Fabrikationsleiter mit Recht, diese Aufträge auszuführen, da der Absatz illusorisch ist. Der Wegfall des Exportes wird bei unserer Industrie einen Personalabbau zur Folge haben. Unsere Neutralität ist heute nur mehr eine Fiktion.

Der Zustrom der Internierten hat zu wenig schönen Bildern Anlass gegeben. In Delsberg war die Ordnung immerhin besser als in Pruntrut, wo die gesamte Bevölkerung sich mit den fremden Soldaten mischte. Innert kürzester Frist sind deshalb die Internierten vom Kontakt mit der Bevölkerung abzuschliessen und heranzuziehen zu Arbeiten in der Armeestellung. Wenn dies für eigentliche Festungsbauten nicht zulässig ist, so sollten die Internierten zum mindesten mit dem Bau und der Instandhaltung von Verkehrswegen beschäftigt werden.

Eine Demobilisation verlangt umfassende Erhebungen und Vorbereitungen. Das Arbeitslosenproblem wird bei einer allzu raschen Demobilmachung sehr brennend werden und für unser Land wirtschaftlich umso schwerwiegender, als wir durch die Besetzung von Polen, Norwegen, Dänemark, Belgien, Hol-

land und Frankreich ohnehin gewaltige Werte unseres Vermögens verlieren, das in diesen Ländern durch den Kreditverkehr festgebunden liegt.

Zur Frage der Armeestellung ist zu bemerken, dass wir in keiner Stellung lange werden halten können, weder in der vordersten, noch in der mittleren und im Zentralraum. Wenn sich die Armee schon opfern muss und untergehen soll, so geschieht dies mit Vorteil in der ausgebauten und der Truppe bekannten Armeestellung. Schlussendlich ist für den Bezug einer neuen Armeestellung die Haltung der politischen Behörde, d.h. des Bundesrates, massgebend. Die Armee hat heute den Auftrag, das Land zu verteidigen. Wenn wir sie zurücknehmen in die Alpen und 3/4 des Landes preisgeben, so ist das keine Landesverteidigung mehr, sondern eine reine Armeeverteidigung. Im Alpenzentralraum werden wir grössere Schwierigkeiten mit dem Nachschub haben. Im Sommer mag es noch angehen, wenn uns der Feind aber einen Winterfeldzug aufzwingt, werden wir im Alpenzentralraum sehr schlimm daran sein. Endlich ist auch zu bedenken, dass bei einem Zurückgehen in den Zentralraum die gegenwärtig im Schwarzwald stehenden 20 Div. ohne grossen Widerstand nachrücken können und so unser Hauptwirtschaftsgebiet besetzt halten, ohne uns vorläufig in unserer Alpenstellung anzugreifen.

Aus allen diesen Gründen muss die Aufgabe der Armeestellung und die Wahl neuer Massnahmen mit aller Gründlichkeit geprüft werden. Es geht nicht an, derart bedeutende Beschlüsse von einem Augenblick auf den andern zu fassen.

Oberstkorpskdt. Labhart hat eine Eingabe[5] eingereicht, die ähnlich lautet wie das Votum von Oberstkorpskdt. Wille. Er tritt ebenfalls für den Bezug einer Armeestellung im Zentralraum ein.

Die Stimmung bei den Truppen hat sich in der letzten Zeit in der Tat eher verschlechtert. Das Kdo. 4.A.K. sah sich veranlasst, diesbezüglich einen scharfen Befehl an die Einheitskdt. zu erlassen. Die Kampfausbildung bei den Truppen ist durch die Bauarbeiten allzusehr vernachlässigt worden. Wenn man daran denkt, grössere Entlassungen vorzunehmen, so sollten vor allem Vorkehren getroffen werden, dass die unter den Waffen bleibenden Truppen turnusmässig möglichst volle Bestände aufweisen, denn nur mit vollen Beständen in Einheiten, Truppenkörpern und Heereseinheiten lassen sich erfolgversprechende Übungen durchführen.

Bezüglich unserer militärpolitischen Lage ist Oberstkorpskdt. Labhart nicht zuversichtlich. Wir müssen uns gefasst machen, dass Deutschland unter Umständen die Bedingung stellt, die Gotthardbahn in eigenem Betrieb zu übernehmen. Auch bezüglich der Festung Sargans werden wir Einwände zu hören bekommen, die auf eine Einstellung der Bauarbeiten hinauslaufen würden. Wenn wir uns schon entschliessen, die Armee umzugruppieren, muss eine ganze Massnahme erfolgen und nicht nur eine halbe. Grundsätzlich ist er mit dem Zentralraum, so wie er dargestellt wurde und der Möglichkeit, den Ruheraum weiter zu spannen, einverstanden. In der heutigen Stellung können wir ohnehin nicht halten, so dass es angezeigt ist, diese aufzugeben.

Oberstkorpskdt. Lardelli: Die Stimmung im I.A.K. ist gut. Dazu trägt vor allem bei, dass die Truppen des I.A.K. in der letzten Woche ausserordentliche

5. *Non retrouvée.*

Anforderungen zu bestehen hatten aus Folge der Bereitschaft an der Grenze und der Überwachung der Internierung von Truppen. Wenn es hier und dort Anlass zu Reibereien gab, ist das darauf zurückzuführen, dass ursprünglich widersprechende Befehle ausgegeben wurden. Der Kdt. 1.A.K. hat alle Massnahmen ergriffen, um diesen Misständen abzuhelfen. Die Stadt Biel soll am Samstag, 22.6.40, bis 1800 vollständig geräumt sein.

In der gegenwärtigen Lage empfehle es sich keineswegs, allzurasche Entschlüsse zu fassen. Zuerst müsse festgestellt werden, welche Lage sich nach dem Waffenstillstand ergebe und erst dann könnten Massnahmen für die Demobilmachung oder die Verlegung ins Auge gefasst werden. Auf alle Fälle sollten die Grenztruppen in ihren Stellungen belassen werden. Persönlich ist Oberstkorpskdt. Lardelli für die Beibehaltung der Armeestellung, wenn er sich auch heute noch nicht definitiv dazu entschliessen kann. Schliesslich sei es Sache der politischen Behörde, zu entscheiden, welche Vorkehren die neue Lage erfordert. Wichtig sei, dass den Grenztruppen auch Aufgaben der Grenzpolizei übertragen werden können, damit das Eindringen unerwünschter Elemente von allem Anfang an verhindert wird.

Oberstdivisionär Huber: Solange die Lage noch unklar ist, im Schwarzwald eine starke Manövriermasse steht und an unserer Westgrenze zahlreiche motorisierte Det. versammelt sind, kann unsererseits kaum an einen Abbau gedacht werden. Höchstens könnten auf der Südfront, wo gegenwärtig keine ital. Truppen festgestellt werden, gewisse Entlassungen geprüft werden. Die Frage, ob Teile oder die ganze Armee entlassen werden können, sei vor allem von der politischen Behörde zu entscheiden. Wenn man schon zum Schlusse komme, zu entlassen, dann sei eine durchgreifende Massnahme eher am Platze. Abgesehen von Aufräumdet. in der Armeestellung und von Werkbesatzungen an der Grenze, wäre deshalb bejahendenfalls die ganze Armee zu entlassen. Da der Krieg gegenwärtig gerade so gut im Landesinnern ausbrechen kann, nützt ein Belassen der Armee an der Grenze nicht mehr viel. Auch aus Gründen der Wiedermobilmachung würden sich weitaus klarere Verhältnisse ergeben, wenn man mit den teilweisen Entlassungen und Beurlaubungen ganz aufräumen und dafür Sorge treffen würde, dass eine Wiedermobilmachung einwandfrei spielt.

Die Fortsetzung des Stellungsbaues hange davon ab, ob die Armeestellung gehalten werden solle oder nicht. Grundsätzlich sollten in der Armeestellung angefangene Bauten vollendet, dagegen nichts Neues begonnen werden. Die Landesbefestigung sei vorläufig auf die Seite zu legen, da vor dem Beginn derart kostspieliger Arbeiten, die Erfahrungen aus dem gegenwärtigen Kriege verwertet werden sollten.

Nach Auffassung von Oberstdiv. Huber sollte die heutige Armeestellung beibehalten werden unter Herausziehen einer gewissen Reserve, die im Zentralraum zum Einsatz bereit zu halten wäre. Es würden deshalb einem Feinde drei Linien entgegenhalten: die Grenztruppen, die bisherige Armeestellung und eine Anzahl Heereseinheiten im Zentralraum. Zuzugeben sei, dass es sich dabei um eine cordonmässige Aufstellung handle, doch müssten wir bei der Gewissheit, ohnehin unterzugehen, uns da zum Kampfe stellen, wo wir stark sind. Dazu gehört vor allem die nunmehr gut ausgebaute Armeestellung. Im Gebirge sei man, abgesehen von den Verpflegungsschwierigkeiten ebenfalls nicht sehr

gesichert, namentlich oberhalb der Waldgrenze nicht gegen Flugzeuge. Die Nachschubschwierigkeiten an Munition und Verpflegung seien, wenn sich die ganze Armee in den Zentralraum zurückziehe, kaum zu bewältigen. Gegenwärtig sind Vorkehren im Gange, um die Munitionsmagazine Menznau und Emmenmatt zu entleeren und weiter ins Alpengebiet zu verlegen. Desgleichen sollen die Verpflegungsmagazine Payerne und Ostermundigen in die Alpentäler disloziert werden.

Dagegen halte er es angesichts dieser Auffassung, in der Armeestellung zu kämpfen, nicht für notwendig, die Munitions- und Verpflegungsmagazine in der Armeestellung zu verlegen. Grundsätzlich sollte deshalb, abgesehen von der Herausnahme einzelner Truppen aus der Armeestellung, am heutigen Dispositiv nichts geändert werden. Unsere Armee müsse sich grundsätzlich über das ganze Land erstrecken und unter Ausnützung des Kleinkrieges jede Scholle des heimatlichen Bodens verteidigen.

Die nördliche Grenze des Zentralraumes, der mit ungefähr 3 Div. zu besetzen wäre, lässt sich wie folgt bezeichnen: Zürichsee – Zugersee – Luzern – Pilatus – schmalste Stelle des Thunersees – Stockhornkette – St. Maurice. Nach diesem Plane würden die Grenztruppen an der Grenze stehen, die 1., 2., 4., 5. und 6. Div. in der Armeestellung, die 3., 7. und 8. Div. im Zentralraum, während den drei Geb. Br. und der 9. Div. die Sicherung gegen Süden zufällt.

Oberstkorpskdt. Prisi glaubt, dass man den Grenztruppen nicht zumuten könne, vorn zu halten, wenn die ganze Armee teilweise bis 100 km entfernt sich im Zentralraum besammle. Die Armee sei schliesslich das Mittel zur Landesverteidigung und könne nicht 3/4 des Landes vorher preisgeben. Nach seiner Auffassung habe der Grenzschutz weiterhin an Ort und Stelle zu bleiben. In der Armeestellung sei der Weiterausbau angefangener Werke unter möglichster Heranziehung von Internierten zu fördern und überdies 3 Div. als zentrale Reserve im Landesinnern vorzusehen.

Oberstkorpskdt. Wille teilt die geäusserten wirtschaftlichen Bedenken nicht. Deutschland verlange bekanntlich von Frankreich, dass es sofort wieder die Arbeit aufnehme, um im System des Kampfes gegen England eingegliedert zu werden. In gleicher Weise können auch der schweizerischen Industrie Aufträge zukommen, da unsere Industrie intakt ist und sofort mit den Arbeiten beginnen kann. Unsere Wirtschaft muss es nur verstehen können, sich diese Aufträge zu sichern und damit in die neue Wirtschaftspolitik der Achse eingegliedert zu werden.

Es muss dringend davon abgeraten werden, dass mit den Massnahmen noch zugewartet wird, da leicht der Fall eintreten könnte, dass man uns zum Handeln zwingen würde. Wenn wir aus unserer ohnehin schon weit gespannten Armeestellung noch 3 Heereseinheiten wegnehmen, so wird diese Cordonaufstellung so schwach, dass sie auf allen beliebigen Punkten durchstossen werden kann. Dann ist aller Widerstand zu Ende und der Kampf verloren. Die Verteilung unserer Kräfte auf drei verschiedene Linien, wie der Chef des Generalstabes vorschlägt, ist eine Kräftezersplitterung und deshalb nicht zweckmässig. Wir müssen uns darauf beschränken, neben dem Grenzschutz alle Kräfte in einem Raum einzusetzen, in dem wir auch stark sind. Im Zentralraum können wir auf jeden Fall soviele Munition und Verpflegung anhäufen, dass wir im

Stande sind, bedeutend länger zu halten als in der schwachen Cordonaufstellung der heutigen Armeestellung. Damit gewinnen wir aber schon Zeit und der Einsatz des Gegners muss viel höher veranschlagt werden. Nach wie vor sind für Deutschland unsere Alpenbahnen wichtigstes Ziel und nicht die Inbesitznahme des schweiz. Mittellandes, das ihm nichts zu bieten vermag, was es nicht auch schon besitzen würde. Solange wir uns aber darauf konzentrieren, diese Kriegsziele und wichtigen Übergänge kraftvoll zu verteidigen, können wir uns auch Drohungen der bewaffneten Macht besser entgegenstellen.

Oberstkorpskdt. Miescher: Mit der bisherigen Taktik können wir einen Erfolg nicht mehr erhoffen. Wir müssen neue Massnahmen treffen, die unerwartet sind und vom Gegner hoch veranschlagt werden. Dazu gehört die Verteidigung in starken Bergstellungen, die weder von Tanks noch von Flugzeugen mit Erfolg angegriffen werden können.

Oberstkorpskdt. Prisi: Der Gegner wird uns gar nicht den Gefallen tun, uns in den Alpen anzugreifen, sondern die Ausgänge der Alpentäler absperren und uns aushungern.

Oberstdivisionär Huber: Die Alpenbahnen dürften für die Achse ihre Bedeutung wesentlich verloren haben, im Augenblicke wo sie über die Bahnverbindungen durch das Rhonetal bis Marseille verfügen wird.

Oberstkorpskdt. Labhart: Kommen wir zurück auf unsere alte Aufgabe, die Alpenpässe wirksam zu sperren und sehen wir davon ab, eine dünn besetzte Stellung zu halten, die beim ersten Angriff durchstossen wird.

General: Die Besprechungen können wie folgt zusammengefasst werden: Die Korpskdt. Wille, Miescher und Labhart sind der Auffassung, dass man nach einem Waffenstillstand zwischen Deutschland und Frankreich neue Massnahmen treffen muss im Sinne einer Zurückziehung der Armee in den Zentralraum, unter Einschaltung einer intensiven Kampfausbildung und ohne im Zentralraum Befestigungsarbeiten auszuführen.

Oberstkorpskdt. Prisi und Oberstdiv. Huber sind der Auffassung, die Armeestellung unter entsprechender Reduktion zu halten und aus ca. 3 Heereseinheiten eine Zentrale Reserve zu bilden. Auch sie anerkennen die Notwendigkeit der Kampfausbildung der Truppe.

Oberstkorpskdt. Lardelli möchte vorerst zuwarten, die Entschlüsse des Bundesrates hören und erst dann handeln, wobei er eher der Beibehaltung der Armeestellung zustimmen würde.

Alle Anwesenden sind einverstanden, dass die Grenztruppen in ihren Stellungen bleiben, dass ausserdem Vorbereitungen getroffen werden, um Munitions- und Verpflegungsvorräte mehr im Landesinnern anzulegen.

Bezüglich der Entlassungen ist man sich einig darüber, dass nach dem Waffenstillstand eine teilweise Demobilmachung, immerhin unter Berücksichtigung des Arbeitsmarktes, erfolgen sollte, wobei sich einzig Verschiedenheiten im Ausmasse ergeben.

Oberstdivisionär Huber möchte, wenn es sich verantworten lässt, eine möglichst weitgehende Entlassung der ganzen Armee, um damit auch klarere Verhältnisse bei einer Wiedermobilmachung zu schaffen. Die übrigen Herren sind eher der Auffassung, es sollte ein stufenweiser Abbau einsetzen, unter Zurücklassung von Aufräumdetachementen in der Armeestellung. Die Entlassungen

sollten sich vorläufig nicht auf die Grenztruppen ausdehnen, die auch zur Verstärkung der Grenzpolizei im Dienste behalten werden müssen.

[...]

318

E 2809 1/4

Discours radiophonique du Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz[1]

Berne, 25 juin 1940

Confédérés,

Vous vous êtes demandé, sans doute, pourquoi pendant des semaines – sept bientôt – j'avais gardé le silence. Le Conseil fédéral n'avait-il donc rien à dire en présence des événements qui se déroulaient comme un film tragique sur l'écran du monde?

Le Conseil fédéral devait penser, prévoir, décider, agir, non pas discourir – on n'a que trop tendance à parler chez nous, ce qui ne fait pas dévier d'une ligne le cours des choses.

Si, de nouveau, il s'adresse au peuple suisse, aujourd'hui, c'est qu'un événement considérable, gros de conséquences, en partie imprévisibles, s'est produit:

La France vient de conclure une suspension d'armes avec l'Allemagne et l'Italie.

Quelle que soit la tristesse qu'éprouve tout chrétien devant les ruines et les deuils accumulés, c'est pour nous, Suisses, un profond soulagement de savoir que nos trois grands voisins s'acheminent vers la paix; ces voisins avec lesquels nous entretenons des relations intellectuelles et économiques si serrées, ces voisins qui se rejoignent en esprit au sommet de nos Alpes – près du ciel – et dont les civilisations nous ont séculairement enrichis, comme les fleuves descendus du Gothard ont fécondé leurs plaines.

Cet apaisement – n'est-ce pas le mot? – est naturel, humain, surtout chez de modestes neutres épargnés jusqu'ici à tous égards. Il ne doit pas nous leurrer, toutefois. Nous laisser aller à des illusions d'insouciant bonheur serait dangereux; le présent que nous venons de vivre est trop lourd d'avenir pour que nous retombions mollement dans le passé.

---

1. *Ce texte a été lu à la radio par Pilet-Golaz en français, alors que des adaptations allemande et italienne furent lues par Etter et Celio sur les ondes correspondantes (Cf.* E 2001 (D) 3/1 *et* E 1/27*).*
Le 23 juin 1940, le Président de la Confédération avait rédigé une première version de son discours (non reproduite).

Qui dit armistice, ne dit pas encore paix et notre continent reste en état d'alerte.

Certes, puisque la guerre ne sévira plus à nos frontières, pourrons-nous envisager sans retard une démobilisation partielle et graduelle de notre armée. Mais cette démobilisation, elle-même, va poser des problèmes délicats à notre économie nationale profondément modifiée. La collaboration internationale, si nécessaire à la prospérité des peuples, est loin d'être rétablie. L'Empire britannique proclame sa résolution de poursuivre la lutte sur terre, sur mer et dans les airs. L'Europe doit trouver, avant de reprendre essor, son nouvel équilibre, très différent de l'ancien à n'en pas douter et qui se fondera sur d'autres bases que celles que, malgré ses vaines tentatives, la Ligue des nations ne réussit pas à jeter.

Partout, dans tous les domaines – spirituel et matériel, économique et politique – le redressement indispensable exigera de puissants efforts, qui s'exerceront, pour être efficaces, en dehors des formules périmées. Cela ne se fera pas sans douloureux renoncements et sans durs sacrifices.

Pensez à notre commerce, à notre industrie, à notre agriculture, pour prendre un exemple concret. Quelle adaptation difficile que la leur aux circonstances nouvelles! Il en faudra surmonter des obstacles, qu'on aurait tenus pour infranchissables il y a moins d'un an, si l'on veut assurer à chacun – et c'est un devoir primordial – le pain qui nourrit le corps, le travail qui réconforte l'âme.

Afin d'obtenir ce résultat – maigre peut-être aux yeux des blasés, mais capital pour le salut du pays – il en faudra des décisions majeures. Et non pas des décisions longuement débattues, discutées, soupesées. A quoi serviraient-elles devant le flot puissant et rapide des faits à endiguer? Des décisions, à la fois réfléchies et promptes, prises d'autorité.

Oui, je le dis bien, prises d'autorité. Oh, ne nous y trompons pas, les temps que nous vivons nous arracheront à nombre d'habitudes anciennes, confortables, indolentes – je n'ose employer l'expression «pépères», qui répondrait exactement à ma pensée. Qu'importe! N'allons pas confondre routine, ornière desséchée, avec tradition, sève vivifiante qui monte du tréfonds de l'histoire. La tradition, au contraire, exige des renouvellements parce qu'elle n'entend pas piétiner sur place mais marcher intelligemment du passé vers l'avenir. Le moment n'est pas de regarder mélancoliquement en arrière mais avec résolution en avant, pour contribuer de toutes nos forces, modestes et utiles à la fois, à la restauration du monde disloqué.

Le Conseil fédéral vous a promis la vérité. Il vous la dira, sans la farder et sans trembler.

Le temps est venu de la renaissance intérieure. Chacun de nous doit dépouiller le vieil homme.

Cela signifie: Ne pas palabrer, concevoir;
ne pas disserter, œuvrer;
ne pas jouir, produire;
ne pas demander, donner.

Certes, cela n'ira pas sans déchirements, psychologiques autant que matériels.

Ne nous le dissimulons pas: nous devrons nous restreindre. Il faudra, avant de penser à soi, à soi seulement, penser aux autres – au-dehors et au-dedans – aux déshérités, aux faibles, aux misérables. Il ne s'agira pas de faire l'aumône d'une parcelle de son superflu; nous serons appelés certainement à partager ce que nous avons cru jusqu'à maintenant être notre nécessaire. Ce ne sera plus l'obole du riche, mais la pite de la veuve. L'Evangile ressaisit toujours les créatures dans l'adversité.

Nous abandonnerons – nul doute – de multiples convenances ou commodités, auxquelles nous tenons parce qu'elles sont une manifestation inconsciente de notre égoïsme. Loin de nous appauvrir, cela nous enrichira.

Nous reprendrons l'habitude salutaire de peiner beaucoup pour un modeste résultat, alors que nous nous étions bercés de l'espoir d'obtenir un gros résultat sans grand'peine. Comme si l'effort seul n'était pas générateur de joie! Demandez-le aux sportifs: il y a longtemps qu'ils le savent!

Plutôt que de penser à nous et à nos aises, nous penserons aux autres et à leurs besoins élémentaires. C'est ça la vraie solidarité, celle des actes, non des paroles et des cortèges, celle qui bétonne la communauté nationale dans la confiance et l'union, par le travail et par l'ordre, ces deux grandes forces créatrices.

Le travail, le Conseil fédéral en fournira au peuple suisse, coûte que coûte.

L'ordre, il est inné chez nous et je suis persuadé qu'il sera maintenu sans difficulté avec l'appui de tous les bons citoyens.

Ceux-ci comprendront que le gouvernement doit agir. Conscient de ses responsabilités, il les assumera pleinement; en dehors, au-dessus des partis, au service de tous les Suisses, fils de la même terre, épis du même champ. A vous, Confédérés, de le suivre, comme un guide sûr et dévoué, qui ne pourra pas toujours expliquer, commenter, justifier ses décisions. Les événements marchent vite: il faut adopter leur rythme. C'est ainsi, ainsi seulement que nous sauvegarderons l'avenir.

Les divergences particulières, régionales ou partisanes, vont se fondre dans le creuset de l'intérêt national, loi suprême.

Serrez les rangs derrière le Conseil fédéral. Restez calmes, comme il est calme. Demeurez fermes, comme il est ferme. Ayez confiance, comme il a confiance. Le Ciel nous maintiendra sa protection, si nous savons la mériter.

Courage et résolution, esprit de sacrifice, don de soi, voilà les vertus salvatrices. Par elles, notre Patrie libre, humaine, compréhensive, accueillante, poursuivra sa mission fraternelle, qu'inspirent les grandes civilisations européennes.

Suisses, mes frères, dignes du passé, en avant hardiment vers l'avenir.

Que Dieu veille sur nous.

ANNEXE

E 1050.1 I/1

COMMISSION DES POUVOIRS EXTRAORDINAIRES DU CONSEIL NATIONAL

Procès-verbal de la séance du 26 juin 1940

[*Der Vorsitzende, Herr Nationalrat Nietlispach,*] eröffnet die Session, indem er dem Herrn Bundespräsidenten und den Kommissionsmitgliedern seinen Gruss entbietet. Er benützt den Anlass, um unserer Armee seine hohe Anerkennung auszusprechen für die vorbildliche Einsatzbereitschaft, mit der sie in äusserst gefahrvollen Tagen die Grenzen unseres Landes geschützt hat.

Die ureigentliche Aufgabe der Vollmachtenkommission sieht der Vorsitzende gemäss Bundesratsbeschluss vom 30. August 1939 in der Vorberatung der bundesrätlichen Vollmachtenberichte und in der Begutachtung wichtiger Massnahmen, die ihr der Bundesrat vor dem Erlass womöglich zu unterbreiten wünscht[2]. Daneben herrschte aber schon von Anfang an die Auffassung, dass sich die Kommission nicht hierauf beschränken dürfe, sondern gleichzeitig die Rolle eines Funktionärs der «parlamentarischen Kontrolle» übernehmen müsse. Das Bestehen eines solchen Gremiums ist in Zeiten, wo sich infolge der Kriegsereignisse nicht mehr alle Fragen für die Beratung im Ratsplenum eignen, im Interesse des Landes besonders wichtig. Dabei hat die Vollmachtenkommission aber nie eine Vermischung der Gewalten und der Verantwortlichkeiten erstrebt. Die Kompetenz zum Erlass der notwendigen Beschlüsse und die Verantwortung dafür bleiben nach wie vor beim Bundesrat. Doch wäre nichts dem Vertrauen in unsere oberste Landesbehörde abträglicher als eine mangelhafte Orientierung der Volksvertretung über die vom Bundesrat erlassenen oder zu erlassenden Massnahmen. Dies würde, wie jedermann weiss, bald zu einer hemmungslosen Gerüchtemacherei führen. Nichts könnte für die heute mehr denn je notwendige innere Geschlossenheit unseres Volkes schädlicher sein.

Der Zweck der gegenwärtigen Session ist daher die Orientierung der Kommissionsmitglieder über die allgemeine politische Lage und die Beantwortung von «Anfragen», die gestützt auf einen bei der letzten Zusammenkunft gefassten Kommissionsbeschluss an den Bundesrat gerichtet wurden. Es sind im ganzen 29 solcher Anfragen schriftlich eingereicht worden, wobei nicht weniger als 14 von Herrn Nationalrat Oprecht stammen. Die Einberufung der einzelnen Sektionen zur allfälligen Vorbehandlung der wichtigeren Anfragen, wie dies im Kreisschreiben des Sprechenden an die Kommissionsmitglieder vom 12. Juni vorgesehen war, erwies sich aus verschiedenen Gründen als praktisch undurchführbar. Es stellt sich eher die Frage, ob künftig zur Vorbesprechung bedeutsamer Eingaben aus der Kommissionsmitte ein besonderer Ausschuss bestellt werden soll.

Die Antwort des Bundesrats auf die «Anfragen» erfolgt grundsätzlich nur mündlich und nicht schriftlich. Viele Gegenstände, die zur Sprache gebracht werden sollen, erfordern ferner eine gewisse Diskretion. Aus diesem Grunde hat der Vorsitzende davon abgesehen, die eingegangenen «Anfragen» den Kommissionsmitgliedern schon vor der Sitzung durch die Post zustellen zu lassen.

Das Wort erhält der Vertreter des Bundesrats zu einer Orientierung über die allgemeine politische Lage.

M. Pilet-Golaz, Président de la Confédération, relève avec satisfaction que, d'après les déclarations du Président de la Commission, celle-ci a décidé de s'en tenir, en règle générale, pour son activité, à la tâche qui lui incombe selon l'article 6 de l'arrêté fédéral du 30 août 1939, c'est-à-dire à l'examen des rapports périodiques du Conseil fédéral et aux préavis sur des mesures importantes que le Conseil lui soumettrait si possible avant leur entrée en vigueur. Dans les circonstances présentes, il est, en effet, indispensable que le Conseil fédéral assume lui-même ses devoirs et ses responsabilités.

---

2. *RO, 1939, vol. 55, p. 782.*

La situation générale est dominée actuellement par des faits: les armistices franco-allemand et franco-italien, l'occupation de deux tiers du territoire français par les troupes allemandes, la cessation des hostilités autour de nos frontières et la diminution, par conséquent, des risques de violation de notre territoire par une des armées belligérantes. Ces raisons ont amené le Conseil fédéral à décider, pour la fin de la semaine prochaine, une démobilisation partielle de notre armée. Il est nécessaire de rendre au pays les forces dont son économie a un besoin urgent. Cette démobilisation, cependant, ne pourra être que partielle, car il ne s'agit pour le moment, entre nos voisins, que d'armistices et non de paix. Une dénonciation immédiate de ces armistices est possible. De plus, la guerre n'a pas encore quitté l'Europe. Devant cette situation, qui est encore loin de pouvoir être considérée comme stable, il ne saurait être question d'une démobilisation complète.

La démobilisation d'une grande partie de l'armée provoque toujours des troubles économiques graves. Si l'on veut parer aux difficultés d'ordre intérieur, il faut que les hommes licenciés retrouvent une occupation. Les difficultés qui nous attendent risquent d'être d'autant plus grandes que la situation économique du monde entier est elle-même profondément troublée.

Jusqu'à mi-juin, notre économie nationale était, en effet, devenue fonction d'un équilibre qui s'était établi entre nous et les deux parties belligérantes. Aujourd'hui, cet équilibre, déjà instable, est rompu et complètement détruit. Qu'il soit permis à l'ancien chef du Département des chemins de fer de souligner le fait que plus aucun wagon ne peut entrer en Suisse ni en sortir sans l'autorisation de l'Allemagne ou de l'Italie. Les conventions de blocus conclues avec la Grande-Bretagne et la France sont pratiquement caduques. Les textes restent, mais il sera dorénavant impossible d'en appliquer les dispositions. La France et l'Angleterre n'ont plus d'accès direct à la Suisse. Il faut se faire à l'idée que cette nouvelle situation durera au moins un certain temps.

Le Président de la Confédération désire saisir l'occasion de répondre tout de suite à la *Question de M. Grimm,* du 20 juin 1940, sur la politique de neutralité et les conséquences économiques qui découlent pour notre pays des événements de ces dernières semaines.

En ce qui concerne notre politique commerciale, des négociations ont été engagées avec l'Italie et avec l'Allemagne. Comme on a pu le lire dans les journaux d'hier, ces négociations ont abouti, avec l'Italie, à une convention satisfaisante. Les conversations avec l'Allemagne reprendront à Berne aujourd'hui même, à 4 h. et demie. Comme elles ne sont pas achevées, il est impossible de s'en former un jugement et de donner à leur sujet des renseignements précis. Il est de fait que nous devrons entretenir à l'avenir avec l'Allemagne des relations économiques beaucoup plus importantes que durant les six premiers mois de cette année. Sans le consentement de l'Allemagne, nous ne pourrons plus nous approvisionner en charbon, puisqu'elle contrôlera désormais non seulement l'exportation de son propre charbon, mais aussi ceux de Pologne, de Belgique, de France, du Luxembourg et même, en ce qui concerne le transit, de la Grande-Bretagne. Il va sans dire qu'on ne nous fera pas cadeau de ces marchandises et qu'il faudra les payer d'une manière ou d'une autre. Au surplus, nous ne pourrons plus utiliser les ports français sans le consentement exprès des occupants.

On ne peut fixer pour le moment la manière dont vont s'établir les relations commerciales. Tout ce qu'on peut dire, c'est que ces relations

1° subiront un changement essentiel;

2° seront mouvantes au gré des événements.

Tout cela dépendra également, mais dans un avenir plus lointain, des nouvelles possibilités qui seront offertes du côté français.

Devant cet avenir changeant et incertain, nos efforts doivent tendre à ne pas nous laisser assujettir à un seul bloc économique. Il faudra faire contrepoids à certaines pressions économiques qui pourraient s'exercer sur nous du nord, du sud ou de l'ouest.

La situation intérieure du pays sera difficile précisément à cause des obstacles économiques qui gêneront le développement de notre activité habituelle. La possibilité de restrictions à notre exportation implique une grave menace de chômage. Mais quoi qu'il en soit, le Conseil fédéral est fermement résolu à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que le peuple suisse ne tombe ni dans la misère, ni dans l'oisiveté. Nous devrons nous imposer des restrictions. Il ne pourra plus être ques-

tion d'une prospérité générale comme dans le passé. Les décisions du gouvernement sont prises. Il a établi avec rapidité un programme de travaux pour occuper les soldats démobilisés, autant que possible dans leurs professions, sinon d'une autre manière. Ces mesures sont indispensables si l'on veut éviter des périls politiques qui pourraient être extrêmement graves. L'épée de Damoclès suspendue sur la Suisse n'est, à partir d'aujourd'hui, plus le danger d'une invasion militaire provoquée par des considérations stratégiques, mais bien le danger que nous ne soyons pas maîtres à l'intérieur et, de ce fait, considérés comme un élément de troubles en Europe.

Der *Vorsitzende* verdankt die Ausführungen des Herrn Bundespräsidenten und eröffnet die

Allgemeine Aussprache.

Abt gratuliert dem Bundespräsidenten zur Proklamation, die er gestern durch den Rundspruch an das Schweizervolk richtete. Diese Ansprache war ein Meisterwerk ihrer Art, vorausgesetzt, dass sie lediglich ein Präludium bildete für weitere Reden, die dann allerdings im Inhalt etwas deutlicher sein müssen. Der Redner begrüsst lebhaft den vom Bundesrat ausgesprochenen Gedanken einer Teildemobilisation. Er kommt soeben von einer längeren geschäftlichen Reise zurück, die ihn durch grosse Gebiete des deutschen Reiches führte. Dort hatte er Gelegenheit, sich mit Leuten aus wirtschaftlich oder politisch einflussreichen Kreisen zu unterhalten. Man machte ihm gegenüber kein Hehl daraus, dass Mitte Mai die Gefahr einer deutschen Invasion auch für unser Land sehr gross war. Nun, nachdem Frankreich durch das volle Gelingen des Durchstosses im Norden besiegt werden konnte, ist die Gefahr eines strategischen Durchmarsches durch die Schweiz gebannt. Man kann daher ohne Bedenken mit der Demobilmachung beginnen, soll es möglichst rasch – besser schon diese als erst nächste Woche – tun und den Grossteil der Truppen, zum mindesten zwei Drittel, nach Hause entlassen. Die schweizerische Landwirtschaft bedarf dringend der Arbeitskräfte. Die Felder sind verschiedenerorts mangelhaft bestellt und verunkrautet. Die Mannschaften, die im Dienste zurückbehalten werden, sollten sich möglichst aus Leuten zusammensetzen, die bei einer Entlassung arbeitslos würden.

Im übrigen hält der Redner für unser Land den Zeitpunkt für gekommen, dass es aus den politischen und militärischen Tatsachen, wie sie sich nunmehr ergeben haben, in kluger Weise die Konsequenzen ziehe. Deutschland besitzt mit seinem Siege über Frankreich die Herrschaft über den europäischen Kontinent; diese Herrschaft kann ihm auch von England, falls es nicht besiegt werden sollte, nicht wieder entrissen werden. Mit diesen Feststellungen, mögen sie angenehm sein oder nicht, wird sich bei uns nun auch die Presse abfinden müssen. Überall wo der Sprechende auf seiner Reise in Deutschland hinkam, beklagte man sich bitter über die deutschfeindliche Haltung der meisten unserer Zeitungen. Die Stimmung im Reiche ist leider schlecht gegen uns. Nachdem wir nun wirtschaftlich gleichsam von einem Tage auf den andern die «Gefangenen» der Diktaturmächte geworden sind, wird man in Zukunft vermehrte Rücksicht nehmen müssen. Dies heisst natürlich nicht, wir sollen diesen Mächten gegenüber klein beigeben; denn unsere nationale Würde haben wir unter allen Umständen zu wahren. Die schweizerische Presse kann aber, ohne sich in irgendetwas zu vergeben, einen veränderten, für unsern mächtigen Nachbarn weniger beleidigenden Ton anschlagen. Der Redner hofft, dass seine Bermerkungen von den Anwesenden nicht missverstanden werden.

Gorgerat relève que le Président de la Confédération a dit dans son exposé d'aujourd'hui que le danger militaire à nos frontières n'existe plus. Il est d'accord avec ce point de vue pour autant qu'on se laisse guider par des considérations stratégiques; mais il subsiste néanmoins le danger du dynamisme allemand. Ce dynamisme, comme dans le passé, ne nous semble guère résigné à abandonner ses aspirations d'incorporer au Reich tous les territoires habités par des populations de race allemande. Ou ce danger serait-il tombé peut-être d'un moment à l'autre comme par miracle? L'orateur demande si, à ce sujet, le Conseil fédéral est en mesure de donner des apaisements.

Perret avoue que c'est la question du chômage qui le préoccupe tout particulièrement. A son lieu de domicile, c'est-à-dire au Locle, plus d'un millier d'ouvriers ont été mis à la porte d'un jour à l'autre. Des mesures de ce genre, provoquées par les restrictions soudaines à l'exportation risquent d'être un élément de graves difficultés intérieures.

L'orateur salue vivement à cet égard les déclarations du Président de la Confédération qui,

dans son discours radiodiffusé d'hier déjà, a dit qu'il fallait coûte que coûte procurer du travail aux chômeurs suisses.

Il soulève la question de savoir si l'on ne pourrait dès à présent faire un vaste effort pour récupérer certains marchés mondiaux. Une organisation systématique de l'exportation suisse, avec une aide encore plus efficace de nos légations et consulats, ainsi que des agences à l'étranger de l'Office suisse d'expansion commerciale, semble s'imposer impérieusement.

Oprecht ist wie von der gestrigen Radioansprache auch von den heutigen Erklärungen des Bundespräsidenten enttäuscht. Er kam mit der Erwartung, in der Vollmachtenkommission konkretere Angaben zu erhalten über das, was hinter den teils recht schleierhaften Wendungen der gestrigen Rede steckt. Bei verschiedenen Leuten besteht nämlich der Eindruck, dass diese Rede der Ausfluss von etwas sei, was man dem Volke nicht sagen könne oder wolle, vielleicht die Folge eines an unser Land gerichteten Ultimatums. Besonders die deutsche Fassung der Ansprache enthält recht eigentümliche Formulierungen. Hat sich etwa auch unserer Regierung wegen des Zusammenbruchs Frankreichs ein Schwächegefühl bemächtigt? Dies wäre verhängnisvoll. Es böte dem deutschen Dynamismus, über den man sich keinen Illusionen hingeben darf, eine willkommene Handhabe. Nach wie vor richten sich in Deutschland Lieder, Radiosprecher und Zeitungsschreiber gegen die Schweiz; man muss von dort her auf alles gefasst bleiben. Der Redner macht deshalb die grössten Bedenken geltend gegen eine weitgehende Demobilmachung unseres Heeres. Die Gefahr ist nicht vorüber, sie steht vielmehr erst bevor.

Sonderbar musste es schliesslich berühren, dass im innenpolitischen Teil der Rede des Bundespräsidenten mit keinem Wort die Demokratie erwähnt worden ist. Gegen diesen Teil der Rede macht der Sprechende alle Vorbehalte. Er wahrt sich auch seine Rechte für den Fall, dass vom Bundesrate eine eigentliche Gleichschaltung des Schweizervolkes erstrebt werden sollte.

Bratschi ist der Meinung, dass sich Herr Abt Illusionen hingebe, wenn er glaubt, dass mit dem gegenwärtigen Waffenstillstand alle Gefahren für uns vorbei seien. Er teilt die Bedenken, die Herr Gorgerat soeben geäussert hat. Wir sind nicht sicher, dass uns Deutschland in Ruhe lässt und dürfen deshalb auch nicht allzu rasch demobilisieren. Aus aussenpolitischen wie aus innenpolitischen Gründen ist eine langsame Demobilmachung angebracht. Überstürzung in dieser Hinsicht wäre namentlich auch verfehlt wegen der Arbeitslosigkeit in den Industriegebieten, die notwendig erfolgen würde. Mit Genugtuung entnahm der Sprechende der gestrigen Erklärung des Bundesrats, dass dem Schweizervolke unter allen Umständen Arbeit beschafft werden soll, koste es was es wolle. Die Arbeitslosigkeit wäre heute in der Tat eine grosse innenpolitische Gefahr, und Einsparungen auf diesem Gebiete eine kurzsichtige und verfehlte Politik. Der Bundesrat möge darüber Auskunft geben, welche Massnahmen er zum Zwecke der Arbeitsbeschaffung zu ergreifen gedenkt.

Vallotton note que deux opinions différentes se sont manifestées dans le cours de la discussion: celle du Conseil fédéral, qui a décidé une démobilisation partielle et graduelle; celle de M. Abt, qui propose la démobilisation immédiate des deux tiers au moins de l'armée.

Il serait exagéré de prétendre qu'il n'y a plus de danger militaire à nos frontières. 25 à 30 divisions allemandes se trouvent encore à la frontière nord de notre pays, qui n'ont pas bougé. La France était pour nous un voisin sûr. Personne ne croyait sérieusement à la possibilité d'une invasion de ce côté-là. Depuis ces jours derniers, des divisions mécanisées allemandes sont placées aussi le long de l'ancienne frontière française. Ce front, comme on sait, est beaucoup moins bien défendu par les fortifications que la frontière nord. Il en résulte que tout danger n'a pas disparu. L'ancien danger stratégique, oui; mais le danger politique a simplement changé de face. Sommes-nous sûrs que, comme M. Gorgerat vient de l'exposer, il n'y a plus de convoitises allemandes sur la Suisse alémanique. Les conflits renouvelés au sujet de la liberté de la presse ne pourraient-ils amener quelque jour un conflit armé? Il en est de même de certaines exigences dans le domaine économique ou des transports, qui pourraient nous être imposées. M. Vallotton exprime l'espoir que le jour où seraient posées à la Suisse de telles conditions incompatibles avec notre indépendance ou notre honneur, le Conseil fédéral et l'armée feront leur devoir entier.

Il découle de ces différentes considérations qu'il conviendrait de ne pas accélérer outre mesure la démobilisation. Une telle manière d'agir s'impose aussi si l'on veut éviter les conséquences désas-

treuses du chômage. C'est pourquoi la formule du Conseil fédéral, qui prévoit une démobilisation partielle et graduelle, semble justifiée dans les circonstances présentes. Si, à côté des troupes d'élite, on a l'intention de former des compagnies de volontaires, il serait indiqué d'occuper ces dernières à achever les ouvrages de fortification et à veiller à leur entretien.

L'orateur conclut en exprimant son regret que dans le discours présidentiel d'hier, on n'ait pas consacré un mot à nos soldats.

Müller-Grosshöchstetten: Wenn heute noch Gefahren für unser Land bestehen, so können sie nicht in erster Linie durch die Armee abgewehrt werden. Die Schaffung einer geschlossenen Stimmung im Innern des Landes durch eine weitsichtige soziale Politik ist vor allem notwendig. Die Frage der Arbeitslosigkeit darf indessen nicht einfach mit der Armee, d.h. mit der Imdienstbehaltung der beschäftigunslosen Wehrmänner, gelöst werden. Es wird zweckmässig sein, Arbeiterkompagnien oder Arbeitsbataillone auf zivilem Wege zu bilden. Auch im Kampfe gegen die jetzige oder künftige deutsche Gefahr wird eine gerechte Wirtschaftspolitik die wirksamste Waffe bilden.

In seiner Radioansprache kündigte der Bundespräsident die Notwendigkeit eines autoritären Kurses an und ermahnte das Schweizervolk, sich hinter die Regierung einzudecken. Das Schicksal Österreichs – namentlich die Regierungen Dollfuss und Schuschnigg – hat gezeigt, dass die Frage des autoritären Kurses nicht entscheidend sein kann für das Durchkommen, sondern einzig eine Politik, die sich auf das ganze Volk stützt. Man wird in Zukunft auch auf die kleinsten Minderheiten gebührend Rücksicht nehmen müssen.

Grimm erinnert daran, er habe schon wiederholt erklärt, dass der Friede mehr zu fürchten sei als der Krieg. Der Kulminationspunkt der Gefahr ist für die Schweiz nicht vorbei, sondern er fängt erst an. Wir müssen, wie Herr Abt gesagt hat, die neuen Tatsachen anerkennen. Aber welche Folgerungen sind aus diesen Tatsachen zu ziehen? Jahre und Monate lang hat man unserem Volke erklärt, dass es die Demokratie, die verfassungsmässigen Rechte des einzelnen Bürgers und ähnliches hochzuhalten und zu verteidigen habe. Ausserordentliche Vorsicht ist deshalb geboten mit allen Äusserungen, die dahin ausgelegt werden könnten, wie wenn die Schweiz jetzt eine andere Mission hätte als vor dem Waffenstillstand. Wenn wir bestehen wollen, ist es allerdings unerlässlich, dass wir unsere Demokratie in ihrem bisherigen Räderwerk auf eine wesentlich höhere Tourenzahl einstellen. Dies gilt in besonders gebieterischer Weise für die Lösung des Problems der Arbeitslosigkeit. Man spricht heute in weiten Kreisen von der aussenpolitischen Gefahr einer schrittweisen Gleichschaltung. Eine solche Gefahr dürfte weitgehend bestehen. Wenn man gegen unser Land etwas unternehmen will, wird dies künftig kaum durch einen überfallartigen Angriff geschehen, sondern durch das schrittweise Stellen von Zumutungen auf ultimativem Wege und durch den Vormarsch der 5. Kolonne. Wie kann dieser Gefahr begegnet werden? Nur durch Einschränkungen in der Lebenshaltung und das Bringen riesiger Opfer zur Bekämpfung der Arbeitslosigkeit, wie der Bundesrat dies bereits angekündigt hat. Der Grundsatz ist richtig, dass Arbeit gewährt werden muss und nicht Unterstützungen, Tätigkeit und nicht müssige «Stempelei». Die Bundesbehörden werden voraussichtlich eine radikale Umstellung der bisherigen Subventionspolitik vorzunehmen haben. Viele Gemeinden und einzelne Kantone können höhere Beiträge an die Arbeitsbeschaffungskosten auf die Länge nicht mehr leisten. Eine weitergehende Bereitstellung von Bundesmitteln wird sich daher nicht vermeiden lassen. Mit besonderer Sorge wird man sich des Problems der Intellektuellen, d.h. der beschäftigungslosen jungen Akademiker, annehmen müssen. Wie die Frontenbewegung seinerzeit bewiesen hat, können diese Kreise, falls sie sich selber überlassen bleiben, zu einer grossen innenpolitischen Gefahr werden. Endgültig muss man sich aus dem Kopfe schlagen, dass eine Rückkehr zum Wirtschaftssystem, wie es noch bis anfangs September letzten Jahres bei uns bestanden hat, möglich sein werde. Der Redner ist keineswegs für eine brutale Verstaatlichung, sondern sieht die richtige Lösung in einem staatlich dirigierten Verbrauchs- und Produktionsprozess. Sofern uns dies gelingen wird in Verbindung mit der Aufrechterhaltung der geistigen Abwehrkräfte unseres Volkes, werden wir auch im Kampfe gegen die 5. Kolonne bestehen können.

Duttweiler vertritt die Auffassung, dass der Bundesrat dem Ausland gegenüber auch in kleinen Dingen nicht nachgeben dürfe. Die jüngste Geschichte zeigt, dass dies immer nur der Ausgangspunkt zur Stellung umso grösserer Forderungen war. Nur wenn unsere Regierung politisch eine

feste und entschlossene Haltung einnimmt, wird sie dem grossen Nachbarn im Norden imponieren können. Man wird uns, wenn wir uns hartnäckig und unverdaulich zeigen, am ehesten respektieren und vielleicht sogar fürchten.

Im übrigen wird es uns durch eine grosse Vorratshaltung leichter gelingen, politisch unabhängig zu bleiben. Die Vorratshaltung ist heute eine politische und keine wirtschaftliche Frage mehr. Von einem Dirigieren oder Bevormunden der Wirtschaft rät der Redner entschieden ab. Er ist der Meinung, dass nur durch eine freie Wirtschaft die Probleme der Arbeitsbeschaffung und innenpolitischen Geschlossenheit gelöst werden können.

Der *Vorsitzende* erteilt das Wort zu einem abschliessenden Votum dem Vertreter des Bundesrats.

M. *Pilet-Golaz* regrette d'avoir dû constater, au cours de la discussion, qu'on ne lit pas exactement ce qui a été écrit ou ce qui a été dit. Il n'avait jamais parlé d'une démobilisation totale, mais bien d'une démobilisation «partielle et graduelle» de notre armée. Il n'avait pas dit non plus qu'il fallait se garder de démobiliser pour ne pas provoquer le chômage. Il avait simplement constaté que la démobilisation posera des problèmes sérieux d'économie intérieure. Il avait attiré l'attention sur le fait que l'armistice et non la paix a été conclu entre nos voisins et que, de ce fait, le danger militaire subsiste. Il ne peut y avoir aucun doute qu'il faudra défendre notre pays contre toute attaque ou exigence intolérable de l'étranger. Mais il faut le défendre intelligemment. Même sur le plan militaire, il ne sera du reste pas possible de maintenir dans l'ensemble l'organisation ancienne de défense du pays. Il faudra adopter un dispositif différent. Si le Conseil fédéral a décidé hier la démobilisation partielle, il ne l'a pas fait sans avoir préalablement pris les contacts nécessaires avec l'armée. Il ne saurait être question de maintenir sous les armes uniquement des gens sans occupation civile, car il faut avant tout, pour la défense nationale, des troupes prêtes et bonnes et non des corps de chômeurs. Cependant, on fera en sorte de garder comme volontaires les gens sans emploi civil, au lieu de les abandonner à leur sort. Tout cela exigera, comme on vient de le dire, une démobilisation «graduelle et partielle».

Certains orateurs ont évoqué le danger allemand. Certes, ce danger subsiste. Mais, s'il le veut, le Reich aura désormais contre nous d'autres moyens que les armes. Il aura le moyen de la faim. C'est donc au danger économique qu'il s'agira de parer. Et pour cela, il faudra donner au peuple non seulement du pain mais aussi du travail.

On a reproché à l'orateur de n'avoir soufflé mot de la démocratie dans son discours radiodiffusé. Il ne sied pas de rappeler trop souvent les choses qui sont en dehors ou au-dessus de la discussion. «De plus, je me suis bien gardé de parler de dictature; mais j'ai parlé d'autorités et de décisions d'autorités. J'ai voulu dire par là qu'il faudra prendre vite les décisions importantes, sans se perdre dans d'interminables discussions au sein des commissions. Ce n'est pas sans raisons non plus que j'ai parlé d'une patrie libre. Mais pour la conserver telle, il sera indispensable d'avoir une certaine confiance dans le gouvernement et de ne pas user ses forces en de vaines palabres ou longs comptes rendus».

Pourquoi, enfin, n'a-t-il pas été adressé un salut spécial à notre armée? Le moment n'est pas venu pour cela. Aujourd'hui, c'est encore le général qui s'adresse à l'armée. Le gouvernement, de son côté, parle au peuple. Il exprimera ses remerciements à l'armée lorsqu'elle sera démobilisée. Actuellement, elle est encore sous les drapeaux.

Nous aurons à subir de douloureux renoncements, à faire de durs sacrifices si nous voulons garder notre place et notre mission dans le monde.

L'orateur était bien conscient de ce qu'il disait quand il déclarait que le Conseil fédéral fournira coûte que coûte du travail au peuple suisse. Il faudra, pour y arriver, aller très loin et penser aux autres avant de penser à soi-même.

319

E 2001 (D) 2/229

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

RC *Bern*, 25. Juni 1940

HANDELSPOLITISCHE LAGE

1. Es kann nicht geleugnet werden, dass sich die *handelspolitische Lage* der Schweiz seit ihrer völligen *Einkreisung durch die Achsenmächte* sehr stark verschärft hat und sich unser Land einer sehr ernsten Lage gegenüber befindet. In einem gewissen Sinne befinden wir uns zwischen Hammer und Ambos, denn unser Land wird alles tun müssen, um auch in den jetzigen schwierigen Zeiten nicht völlig von ihren überseeischen Zufuhren abgeschnitten zu werden. Die Bestrebungen des Bundesrates gehen daher in richtiger Erfassung der Lage dahin, auch noch von England die Zustimmung zu erlangen, dass für die Schweiz bestimmte Waren via Mittelmeer und italienische Häfen in unser Land gelangen. Es werden übrigens ohne Verzögerung alle diejenigen Massnahmen ergriffen, die geeignet sind, unsere *aussenwirtschaftliche Lage bezüglich Einwie Ausfuhr, aber auch hinsichtlich der Zahlungsfragen* nach Möglichkeit zu verbessern und zu sichern.

2. Es werden gegenwärtig Mittel und Wege geprüft, um unsere Beziehungen zum *Osten* durch Tätigung vermehrter Importe und in der Folge Belebung des Exportes wiederum zu intensivieren. So sind u.a. Besprechungen vorgesehen mit Jugoslawien, Ungarn und Rumänien. Mit der *Türkei* ist bekanntlich jüngst am 30. Mai 1940[1] ein neues Vertragswerk unter Dach gebracht worden. Ferner verweisen wir auf die Tatsache, dass es der Schweiz als einer der ersten Staaten gelungen ist, auch mit *Spanien* am 16. März 1940 zu einer entwicklungsfähigen Regelung des Waren- und Zahlungsverkehrs zu gelangen[2]. Von ganz besonderer Tragweite – besonders auch in politischer Hinsicht – sind die neuen Vereinbarungen vom 22. Juni 1940 mit *Italien* (vergl. Mitgeteilt)[3]. Mit *Dänemark* stehen wir vor dem Abschluss eines befriedigenden Verrechnungsabkommens. Gestützt auf die vorsorglich getroffene Einzahlungspflicht bei der Schweizerischen Nationalbank für alle Verpflichtungen gegenüber Norwegen, Belgien und Holland werden auch mit diesen Staaten neue Vereinbarungen zur Wiederingangsetzung des Handels- und Zahlungsverkehrs getroffen werden, bereits sind solche mit *Norwegen* eingeleitet und auch gegenüber *Finnland* sind Besprechungen im Gange.

3. Das entscheidende Problem stellt aber die Regelung unserer Beziehungen zu *Gross-Deutschland* dar. Bezügliche Besprechungen sind bereits am 27. Mai

---

1. *Cf.* E 7110 1967/32/Türkei 900.
2. *Cf. à ce sujet* E 1001 1/VD 1.1.-30.4.1940.
3. *Communiqué de presse annexé, non reproduit.*

in Berlin aufgenommen worden; sie wurden letzte Woche zwischen den beiden Delegationschefs in Bern weitergeführt und gegenwärtig wird eine deutsche Delegation hier erwartet. Eine der jetzigen Lage entsprechende Regelung unserer Wirtschaftsbeziehungen mit Deutschland setzt aber eine *Anpassung* des am 25. April 1940 mit den Westmächten abgeschlossenen *Blockade-Abkommens* voraus. Entsprechende Vorstösse sind bereits zu 2 Malen in der Commission mixte vom Unterzeichneten unternommen worden und Schritte des Bundespräsidenten sind beim französischen Botschafter, besonders aber beim englischen Gesandten für die nächsten Tage vorgesehen (vergl. die Notiz an den Bundespräsidenten)[4]. Schliesslich werden bereits seit einigen Tagen *intern* besondere *vorsorgliche Massnahmen gegenüber Frankreich* erwogen. Sobald sich die Verhältnisse etwas geklärt haben werden, soll dem Bundesrat eine entsprechende Vorlage unterbreitet werden.

4. Zur *Sicherung unserer Versorgung* sind Schritte unternommen worden betreffend die Möglichkeit der Zufuhr über die Mittelmeerhäfen (vergl. sub. 1). Bereits ist ein Kohlendampfer für die Schweiz von den englischen Blockade-Behörden durchgelassen worden als erster «Versuch». Hoffentlich gelingt es unserem Gesandten Thurnheer in London, weitere Zufuhren über das Mittelmeer für unser Land frei zu bekommen[5].

Schliesslich erinnern wir in diesem Zusammenhang an alle diejenigen Bestrebungen zur *Förderung der landes-eigenen Versorgung*. Eine zusammenfassende Darstellung erschien durch das Schweizerische Bauernsekretariat am 24. crt. in der gesamten Presse.

ANNEXE

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz

No Bern, 25. Juni 1940

NOTIZ FÜR HERRN BUNDESPRÄSIDENT PILET-GOLAZ
I*[IN]* S*[ACHEN]* BLOCKADE

1. Nach dem Blockade-Vertrag vom 25. April 1940 verpflichten sich die Westmächte, der ungehinderten Warenzufuhr in die Schweiz keine Hindernisse zu bereiten. Diese grundlegende Verpflichtung der Gegenseite konnte nicht gehalten werden, denn schon am 14. crt. erklärte uns England, durch seinen hiesigen Gesandten, bis auf weiteres von England und seinen Besitzungen keine Ausfuhrbewilligungen mehr für die Schweiz erteilen zu können. Durch das System der Navicerts ist auch jeder Übersee-Verkehr über das Mittelmeer unterbunden. Andererseits sind Transporte über Frankreich nicht mehr möglich, ganz abgesehen davon, dass dieser Staat auch ein totales Einfuhrverbot erlassen hat. Frankreich scheidet seit gestern überhaupt als Vertragspartner aus der Blockade-Regelung juristisch bereits aus, nachdem es mit Deutschland einen Waffenstillstandsvertrag abgeschlossen und England sofort darauf beschlossen hat, sämtliche Ausfuhren nach Frankreich zu sperren. Die Schweiz könnte also mit gutem Recht den Blockade-Vertrag als

4. *Reproduit en annexe.*
5. *Cf. N° 313.*

dahingefallen betrachten, was sie aber für solange nicht zu tun gedenkt, als noch irgendwelche Möglichkeiten einer wiederum einsetzenden Zufuhr von Rohstoffen und Lebensmitteln aus Übersee bestehen.

2. Diese Möglichkeit wird insbesondere von den Deutschen gleich null betrachtet. Wir sind vorläufig anderer Meinung, haben doch Frankreich und Italien der Zufuhr von fremden Waren nach der Schweiz über italienische Häfen zugestimmt. Auch England scheint der Frage wohlwollend gesinnt zu sein. Einstweilen ist wenigstens versuchsweise ein Kohlendampfer nach Savona mit für die Schweiz bestimmten Waren von den englischen Blockade-Behörden durchgelassen worden. Es ist zu hoffen, dass dieser «test case» Schule machen wird. Solange aber ein Verkehr mit England und Übersee möglich erscheint, hat auch Deutschland kein wohl verstandenes Interesse, uns diese Zufuhren – von denen es auch wiederum Nutzen zieht – zu verunmöglichen. Das setzt aber besonders gegenüber England vernünftige Aufrechterhaltung der Blockade-Abmachungen voraus. Deutschland erklärt nun neuerdings den Blockade-Vertrag in der Weise als dahingefallen, dass es durch ihn nicht mehr gehindert werden will, Waren, die es bei uns kaufen kann, dann wegen den Blockade-Bestimmungen tatsächlich nicht beziehen zu können. Nach Ausführungen vom Gesandten Hemmen wäre es aber bereit, einen Versuch auf dem Boden eines stark gelockerten Blockade-Vertrages durch *praktische* Lösungen zu suchen. Wir halten diesen Weg für einzig möglich für unser Land und wir müssen von den Westmächten, insbesondere England, Verständnis für die neue Lage, in der sich unser Land seit der völligen Einkreisung befindet, verlangen.

3. Für viele Waren der Blockade-Listen ist durch die neuen Verhältnisse die Berechtigung von Einschränkungen gegenüber unserem Land dahingefallen. So hat es wirklich keinen Sinn mehr, uns in unserer *landwirtschaftlichen* Ausfuhr Beschränkungen aufzuerlegen, nachdem grosse landwirtschaftliche Versorgungsmöglichkeiten durch die Okkupation von Holland und Dänemark den Deutschen zugefallen sind. Ähnlich steht es mit vielen industriellen Waren, insbesondere auch mit dem Eisenerz etc. Durch die Entwicklung auf dem Kriegsschauplatz sind ganz einfach die Voraussetzungen für eine wirksame Blockade völlig dahingefallen. Es hat daher auch keinen Zweck, uns weiterhin in unserem Verkehr mit Deutschland mit diesen Warengruppen zu behindern. Ein starres Festhalten an den Blockade-Bestimmungen für zahlreiche Warengruppen hätte vom Standpunkt der Blockade-Mächte aus keinen Sinn, würde dagegen unsere schwierige Lage gegenüber den Achsen-Mächten nur ganz unnötigerweise erschweren.

4. Mit Rücksicht auf diese Sachlage haben wir den beiden Mitgliedern der Westmächte in der Commission mixte (Juge/Setchell) unsere sehr schwierige Lage in unsern Verhandlungen mit Deutschland ganz offen geschildert und um Verständnis für unsere Sonderstellung ersucht. *Es ist unerlässlich, dass die Bindungen des Blockade-Vertrages überall dort aufgehoben oder gelockert werden, wo es der Schweiz gegenwärtig möglich wäre, grössere Exporte nach Deutschland zu tätigen, als es der Blockade-Vertrag zulässt.* Einstweilen verlangten wir ungehinderte Ausfuhr nach Deutschland für Kondensmilch und Milchpulver, lebende Schweine und sonstige landwirtschaftliche Produkte, ferner für Aluminium, Seidengewebe, Uhrensteine, chemische Produkte, Hadern, Tabakextrakt. Weitere Begehren stellten wir in ganz nahe Aussicht.

5. Es ergibt sich somit die dringende Notwendigkeit, die unter ganz andern Verhältnissen zustande gekommenen Blockade-Beschränkungen ganz wesentlich *aufzulockern*. Immer dann, wenn es unsere Inlandversorgung zulässt und die schweizerische Industrie oder die Landwirtschaft zur Erleichterung ihres Existenzkampfes, den sie gegenwärtig führen, vermehrte Exporte nach Deutschland sollten tätigen können oder wenn Deutschland dringend gewisse Ausfuhren aus der Schweiz wünscht, sollte auch in kürzester Frist nötigenfalls die Zustimmung der Westmächte zur Abänderung event. entgegenstehender Blockade-Hemmungen erhältlich sein. Zu diesem Zwecke sollten die hiesigen diplomatischen Vertretungen Grossbritanniens und Frankreichs pleins pouvoirs erhalten, nötigenfalls in einem beschleunigten Verfahren auch Änderungen der vertraglichen Regelung über die Blockade zuzulassen, denn durch die jedesmalige Rückfrage in London geht viel kostbare Zeit verloren. Da wir gegenwärtig mit einer deutschen Delegation in Verhandlungen stehen, ist *rasches Handeln eine unbedingte Notwendigkeit*. In *ganz dringenden* Fällen sollte die Schweiz denn auch ermächtigt werden, Exporte nach Deutschland *auch dann tätigen* zu können, wenn die entsprechenden deutschen Kontingente bereits erschöpft sind, resp. die betreffende

Ware auf der Verbotsliste steht, *ohne* auf die formelle Zustimmung der Westmächte warten zu müssen. Die Schweiz würde sich *aber verpflichten,* die genannten Staaten jeweilen über den Umfang der zusätzlich vorgenommenen Exporte *nachträglich zu informieren.* Da die Verhältnisse zu einer in obigem Sinne geschilderten Lösung sehr drängen, sollte die entsprechende Fühlungnahme mit dem Botschafter von Frankreich, sowie mit dem englischen Gesandten möglichst rasch erfolgen.

320

E 1004.1 1/398

CONSEIL FÉDÉRAL
Décision présidentielle du 26 juin 1940

1108. Libération des internés allemands en Suisse

Département politique. Proposition du 25 juin 1940

Bien que les conditions de l'armistice franco-allemand et franco-italien entré en vigueur ce matin *[25 juin]* à 1 h 30 ne soient pas encore connues, on a des raisons de croire qu'elles prévoient la libération immédiate des prisonniers allemands et italiens en France. La cessation des hostilités à nos frontières et la présence d'une disposition de ce genre dans les conventions d'armistice semblent fournir une base juridique suffisante pour libérer les militaires allemands internés en Suisse. Si, du point de vue strictement juridique, une décision de ce genre peut prêter à controverse du fait que la guerre n'est pas encore terminée, elle aurait de grands avantages d'ordre politique. Cette décision permettrait, d'une part, de mettre fin à la discussion concernant les trois aviateurs allemands qui ont pénétré en Suisse à fin novembre 1939 après avoir atterri en France et détruit leur appareil. Elle créerait certainement, d'autre part, une atmosphère favorable pour trouver une issue à la conversation diplomatique fort désagréable qui se poursuit entre la Suisse et l'Allemagne au sujet des combats aériens des 1er, 2, 4 et 8 juin [1].

Le nombre des internés allemands en Suisse est restreint. Il s'agirait en tout de 17 officiers et sous-officiers; 10 sont valides, 5 légèrement blessés sont transportables, 2 sont encore à l'hôpital et ne pourraient voyager sans danger pour eux, à moins de précautions compliquées.

Vu la proposition du Département politique il est

décidé:

1) d'ordonner la restitution immédiate à l'Allemagne des 15 officiers et sous-officiers allemands transportables, actuellement internés en Suisse, la

1. *Cf. N° 300.*

restitution des deux internés difficilement transportables devant avoir lieu après leur guérison;

2) de charger le département politique de notifier cette décision à la légation d'Allemagne[2].

2. *La note est adressée à la Légation d'Allemagne dans la matinée du 25 juin. Les 15 internés seront libérés le 28 juin. Une note de la Légation de Grande-Bretagne à Berne ayant été adressée au Département politique le 16 juin, celui-ci répondra le 9 août 1940, après avoir consulté le Professeur D. Schindler; cf.* E 2001 (E) 1/106.

321

E 7800 1/163

Rapport de l'envoyé spécial du Département de l'Economie publique aux Etats-Unis, F. Somary

RC+P Washington, 27. Juni 1940

Die Ausfolgung *[sic]* der Navycerts machte in den beiden letzten Wochen stärkste Schwierigkeiten. In den letzten Tagen tauchten – zum Teil an sehr massgebenden Stellen – Gerüchte auf, dass Grossbritannien über den ganzen Kontinent Blockade zu erheben beabsichtigen könnte, ohne dass Ausnahmen gemacht würden. Nachprüfung dieser Gerüchte war nicht möglich.

Ich begab mich zu Mr. Herbert Feis, dem economic adviser des State Department, der im vorigen Jahr (Mai 1939)[1] Referent bei Abschluss der Optionsverträge gewesen war und erinnerte ihn daran, dass damals der Staatssekretär Hull die ausdrückliche Erklärung abgegeben habe, in allen Situationen der Schweiz zu helfen, soweit nicht Völkerrecht oder Gesetz es verhinderten[2]. Herr Feis erkannt die Richtigkeit sofort an und versprach die Intervention des Staatssekretärs in London. Gleichzeitig erklärte er mit Bestimmtheit, dass die Washingtoner Regierung es nie zulassen würde, dass der Schweiz die Zufuhr von Lebensmitteln und Rohstoffen für den Eigenbedarf oder die Zufuhr von Rohstoffen für den Export nach neutralen Ländern unterbunden würde, eine Hungerblockade gegen die Schweiz sei unter allen Umständen ausgeschlossen. Er ersuchte um konkrete Angabe von Schiffen und Ladungen, die bisher zurückgehalten wurden, um sofort intervenieren zu können.

Minister Bruggmann und Dr. Feer sind vom Inhalt dieser Erklärungen von mir verständigt worden.

1. *Cf. N^os 88, 93 et 104.*
2. *Cf. N^os 88 et 207.*

322

E 2001 (D) 2/49

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L 40.A.b/5
Wirtschaftsverhandlungen mit Italien Roma, 28. Juni 1940

Im Nachgange zu meinem Bericht vom 24. Mai d.J. [1] und meiner vorläufigen Mitteilung vom 22. dieses Monats beehre ich mich, Ihnen mit Nachstehendem einen Überblick über den Verlauf der zweiten Verhandlungsphase (13. bis 22. Juni) und über das in 27 Vertragsinstrumenten niedergelegte Gesamtresultat zu vermitteln.

Wie vorauszusehen war, konnten die am Ende des ersten Verhandlungsabschnittes noch bestehenden Differenzen nur durch schwerwiegende Konzessionen schweizerischerseits ausgeglichen werden. Noch vor Eintreffen der reduzierten schweizerischen Delegation setzte ich mich auf Ersuchen der Handelsabteilung mit dem italienischen Delegationschef in Verbindung, um ihm mitzuteilen, dass die Schweiz auf dem Gebiete des Clearingverkehrs (Ausschluss der Zahlungen für Transittransporte) vollkommen nachgebe und hinsichtlich der Aufrechterhaltung der schweizerischen Kontingentsverwaltung einen den italienischen Begehren weitgehend entgegenkommenden Kompromissvorschlag zu unterbreiten bereit sei. Damit war der Weg für einen schnellen Abschluss der Verhandlungen frei gemacht. Wenn die schweizerische Delegation trotzdem nochmals 10 Tage in Rom verweilen musste, so ist dies darauf zurückzuführen, dass Italien im Zusammenhang mit dem Zahlungsverkehr für Transporte ganz neue Vorschläge unterbreitete, indem es mit Rücksicht auf seine äusserst prekär gewordene Devisenlage den Wunsch ausdrückte, in Hinkunft den gesamten Transportzahlungsverkehr durch Clearingverrechnung und nicht mehr in Devisen durch Vermittlung des Internationalen Eisenbahnbureaus in Brüssel zu regeln. Als Beilage übermittle ich Ihnen eine Sammlung der seitens der Gesandtschaft angefertigten Protokollnotizen der zweiten Verhandlungsperiode [2].

Wenn auch in mancherlei Hinsicht die schweizerischen Begehren nicht verwirklicht werden konnten und sogar wertvolle Positionen aufgegeben werden mussten, so darf doch das Gesamtresultat dieser Verhandlungen als durchaus befriedigend bezeichnet werden. Besonders vom politischen Standpunkt aus ist es sehr zu begrüssen, dass wir mit unserem südlichen Nachbar auf wirtschaftlichem Gebiet eine Anzahl heikler Fragen in einer Art und Weise regeln konnten, die auch bei der Gegenpartei – wie das Echo der Presse erkennen lässt – offensichtliche Genugtuung auslöste. Wie Senator Giannini im Verlaufe der

1. *Non reproduit; cf.* E 2001 (D) 1/253 *et* E 7110/1967/32/821 Italien/4/1940.
2. *Non reproduits. Cf. aussi* E 2200 Rom 26/1.

Verhandlungen mehrmals treffend bemerkte, haben zwischenstaatliche Vereinbarungen nur dann Bestand, wenn sie beiden Vertragspartnern Vorteile bringen. Dieser Erkenntnis wurde hüben und drüben nachgelebt, und so war es möglich, eine den geänderten Verhältnissen angepasste Grundlage zu schaffen, auf welcher sich die schweizerischen – italienischen Wirtschaftsbeziehungen fruchtbringend weiter entwickeln können.

Die am 22. Juni d.J. unterzeichneten Abkommen, Noten und Briefe, die in je einem Exemplar diesem Berichte beiliegen[3], betreffend im einzelnen folgende Fragen:

A. Allgemeines, Handelsvertrag, Zollvereinbarungen.

(1) Abkommen betr. die Ausdehnung des Geltungsbereiches der schweizerisch-italienischen Abkommen auf das Gebiet der italienisch-albanischen Zollunion.

Diese Ausdehnung betrifft nur die Vereinbarungen kommerzieller Noten.

(2) Abkommen betr. die Einsetzung einer ständigen gemischen Kommission.

Die Vielgestaltigkeit unserer wirtschaftlichen Beziehungen und die Notwendigkeit laufender Anpassung an die stets ändernden Verhältnisse werden es dieser Kommission anlässlich ihrer Zusammenkünfte nicht an Verhandlungsstoff mangeln lassen, wiewohl selbstredend der Handelsdienst der Gesandtschaft auch weiterhin bemüht sein wird, alle auftretenden Differenzen und Schwierigkeiten gemäss den Instruktionen der Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes in direktem Einvernehmen mit den italienischen Behörden zu beseitigen. Es darf in diesem Zusammenhang jetzt schon bemerkt werden, dass ein allfälliger Versuch der italienischen Regierungsstellen, die Erledigung der neuauftretenden Fragen bis zum jeweiligen Zusammentritt dieser Kommission aufzuschieben, auf den hartnäckigen Widerstand der Gesandtschaft stossen würde.

(3) Internationales Statut für Chiasso.

Wie aus den Verhandlungsprotokollen ersichtlich, gab diese Frage Anlass zu umfangreichen Diskussionen, bei welchen Herr Oberzollinspektor Häusermann den schweizerischen Standpunkt in vortrefflicher Weise vertrat. Wenn man bedenkt, dass der italienische Generalzolldirektor dem Statut für Chiasso den Untergang geschworen hatte, so darf die erreichte Lösung als tragbar bezeichnet werden, wenn sie auch zulässt, dass es in Hinkunft die italienischen Behörden in der Hand haben, Warensendungen nach Inlandszollämtern zu dirigieren, anstatt die Abfertigung in Chiasso vornehmen zu lassen. Auf alle Fälle war es von gutem, dass der schweizerischen Verhandlungsdelegation in der Person von Nationalrat Rusca auch ein Verfechter der lokalen Tessinerinteressen mitgegeben wurde. Es wird nun seine Aufgabe sein, die beteiligten Kreise in Chiasso davon zu überzeugen, dass in dieser Hinsicht die schweizerische Verhandlungsdelegation das Möglichste getan und nicht etwa die durchaus berechtigten Begehren der in Chiasso tätigen Transportunternehmen dem allgemein schweizerischen Interesse geopfert hat.

---

3. K.I. 1097.

(4) Behandlung schweizerischer Patente und Lizenzen in Italien.

Der in dieser Sache erfolgte Notenwechsel bietet leider den schweizerischen Interessenten nicht die gewünschte Gewähr, bei der Vergebung von Lizenzen nach Italien keine unangenehmen Überraschungen mehr erfahren zu müssen. Im Zuge der Autarkiepolitik werden die italienischen Behörden wohl auch in Hinkunft danach trachten, nicht nur bei neuen Lizenzabkommen ein Wort mitzureden, sondern auch bestehende vertragliche Bindungen ausser Acht zu lassen, wenn ihnen dieselben ungünstig erscheinen oder wenn das dem Vertrag zu Grunde liegende Verfahren nicht in ihre Autarkiepläne passt. Immerhin wird aber dieser Notenwechsel, der das Maximum des erreichbar Gewesenen darstellt, wenigstens einen Ausgangspunkt für allfällig notwendig werdende Interventionen im Interesse schweizerischer Lizenzgeber darstellen.

Zollbegehren.

Italien hat seine sämtlichen Dekonsolidierungsbegehren nach Kenntnisnahme der schweizerischen Gegenforderungen auf diesem Gebiete fallen lassen.

B. Warenverkehr.

(5) Zusatzprotokoll zum Kontingentsabkommen vom 20. Juni 1936[4].

In diesem 22-seitigen Vertragsinstrument liegt wohl der Hauptteil der anlässlich der Verhandlungen geleisteten Arbeit. Die ausführlichen Protokolle über die sehr zahlreichen Warensitzungen vermitteln ein genaues Bild über die Schwierigkeiten, die hier bewältigt werden mussten. Die «pièce de résistance» bildete die sogenannte «Liste C», bezw. die Aufrechterhaltung der schweizerischen Kontingentsverwaltung. Es galt hier eine Position zu verteidigen, gegen welche der Gegner gewichtige Argumente ins Feld führen konnte und deren Fall für ihn beinahe eine Prestigefrage war. Die Bedeutung der eigenen Kontingentsverwaltung für unsere Exporteure und die in Italien, vornehmlich im Mailänder Wirtschaftsgebiet, tätigen Schweizerkaufleute braucht in diesem Zusammenhang wohl nicht besonders unterstrichen zu werden. Die schweizerische Verhandlungsdelegation hat sicher keine Mühe gescheut, um der Schweiz die Vorteile dieses sogenannten Grenzkontingentssystems zu erhalten. Es konnte indessen nicht mehr erreicht werden, als die Beibehaltung der bisherigen Liste C bis zum Jahresende und die Sicherung der späteren eigenen Kontingentsverwaltung für Käse, frische Früchte und Uhren. Die wertvollen Textilpositionen dieser Liste mussten geopfert werden; es gelang indessen, für dieselben Sondervorschriften durchzusetzen, welche auch beim künftig zur Anwendung gelangenden Lizenzsystem einigermassen die Ausnützung der Kontingente in der bisherigen Art und Weise sicherstellen.

(6) Zusatzprotokoll zum Abkommen betr. den Heilmittelhandel vom 20. Juni 1936[5].

Dieses Protokoll sichert der Schweiz dieselben Vorteile, die Italien Deutschland zugestanden hat hinsichtlich der Nichtanrechnung der Muster- und Propagandasendungen auf die Einfuhrkontingente, was in Praxis einer Erhöhung derselben um 1/5 der Menge bedeuten dürfte.

---

4. *Cf. RO, 1941, vol. 57, pp. 1048 ss.*
5. *Non reproduit. Cf. DDS vol. 11, N° 250.*

(7) Notenwechsel betr. die Einfuhr von Farbstoffen nach Italien.

Die italienische Erklärung, nur noch Farben einzuführen, die in Italien nicht fabriziert werden, wurde schweizerischerseits ohne Zustimmung entgegengenommen, nachdem es auch durch direkte Fühlungnahme der beiden beteiligten Industrien nicht möglich war, eine Einigung zu erzielen. Der gegenwärtige Entwicklungsstand der italienischen Farbstoffindustrie dürfte vorderhand noch die volle Ausnützung der einschlägigen Kontingente erlauben.

(8) Protokoll betr. den Veredlungsverkehr.

Die Verankerung der italienischerseits bereits früher gegebenen einschlägigen Zusicherungen in einem Protokoll ist für die künftige Entwicklung des Veredlungsverkehrs, insbesondere während des Krieges, sehr wertvoll.

C. Transportfragen.

(9) Zusatzprotokoll zum Transitabkommen vom 4. Nov. 1939[6].

Diese Vereinbarung ist auf den Umstand zurückzuführen, dass zu Jahresbeginn der Hafen von Genua mit schweizerischen Transitwaren in für Italien unerträglicher Weise überlastet war. Die Verhältnisse haben sich aber seither grundlegend geändert, sodass dieses Protokoll nicht von aktueller Bedeutung ist. Die Erfüllung der unter Ziffer 2 übernommenen Verpflichtung, auch in normalen Zeiten den Hafen Genua für schweizerische Transporte zu benützen, wird weitgehend von der künftigen Gestaltung des Konkurrenzverhältnisses mit dem meistens billigeren Weg über den Rhein abhängen.

D. Clearing.

(10) Zusatzabkommen zum Clearingvertrag vom 3. Dezember 1935[7].

a) Der Verteilungsschlüssel zwischen Waren- und Finanzforderungen wurde zu Ungunsten der letzteren geändert, wobei aber, soweit Voraussagungen bei der heutigen Lage überhaupt zulässig sind, damit gerechnet werden darf, dass auch in Hinkunft ein voller Finanztransfer im Clearingwege möglich sein wird.

b) Eine der Clearingbasis schädliche Konzession musste hinsichtlich der durch die Transportfirmen verrechneten Transitfrachten gemacht werden. Durch geschickte schweizerische Frankaturvorschriften konnten bis anhin im Frachtenzahlungsverkehr sehr namhafte Beträge der Aktivseite des Clearings zugeführt werden. Es ist aber verständlich, dass Italien diesen Zustand nicht andauern lassen konnte und eine entsprechende Abänderung der lit. d des Art. 10 des Clearingvertrages anstreben musste.

c) Auch die weiteren Ergänzungen der im Art. 10 enthaltenen Liste (lit. i bis m) werden dem Clearing Beträge entziehen, aber auch hier verlangten die obwaltenden Umstände ein Nachgeben schweizerischerseits.

(11) Schlussprotokoll zum Zusatzabkommen zum Clearingvertrag vom 3. Dezember 1935.

Dieses Protokoll trägt der derzeitigen schlechten italienischen Devisenlage, welche nicht mehr erlaubt, den Bahnabrechnungsverkehr in Devisen zu bedie-

---

6. *Cf. N° 198.*
7. *Cf. RO, 1936, vol. 52, pp. 194 ss et DDS vol. 11, N° 190.*

nen, Rechnung und sieht die Einrichtung eines provisorischen Clearings für die Frachtenzahlungen vor. Italien hat hiebei, mit Rücksicht auf seine umfangreichen Kohlenbezüge aus Deutschland im Transit durch die Schweiz, die Verpflichtung übernommen, zur Deckung des voraussichtlichen Fehlbetrages dieser speziellen Clearingverrechnung zusätzlich Waren zu liefern, für welche die Schweiz Bedarf hat (Listen 1 und 2). Die ständig ändernden Verhältnisse und die Unsicherheit der eigenen Versorgungslage Italiens machten es ausserordentlich schwer, hier eine Lösung zu finden, die etwelche Garantien für die künftige Entwicklung dieses Spezialkontos enthält, und es ist schon jetzt nicht ausgeschlossen, dass in naher Zeit erneut über diesen Punkt verhandelt werden muss.

(12) Notenwechsel betr. Überträge von Konto A auf Konto B des Clearings.

Es handelt sich hier um eine teilweise Rückerstattung von Abzügen, die früher vom Finanzzahlungskonto zu Gunsten des Warenkontos gemacht worden sind.

(13) Notenwechsel betr. Kursrisiko in der Clearingverrechnung.

Italien wollte die durch Note vom 27. Dezember 1937[8] übernommene Kursgarantie nicht unbeschränkt aufrechterhalten, was angesichts seiner heutigen Währungslage ja nur verständlich ist.

(14) Notenwechsel betr. Zahlungen im Veredlungsverkehr

Diese Note sieht im Veredlungsverkehr auch dann Clearingzahlung vor, wenn es sich um Verarbeitung von Rohstoffen im sog. gebrochenen Transit handelt.

(15) Briefwechsel der Verrechnungsinstitute betr. Clearingberechtigung von Lizenzzahlungen, usw.

Die in diesem Briefwechsel enthaltene Einschränkung war nötig, um in Hinkunft zu verhindern, dass sich ausländische Konzerne des schweizerisch-italienischen Clearings bedienen, um ihre Guthaben aus Italien zu erhalten.

E. Finanztransfer.

Das bisherige Finanztransferabkommen wurde durch neue Vereinbarungen ersetzt und zwar in Form eines (16) *Anwendungsabkommens zum Clearingvertrag vom 3. Dezember 1935,* einer dazugehörenden *Konvention* (17) und drei, Detailfragen regelnden *Briefwechsel der Verrechnungsstellen* (18-21).

Die wichtigste Neuerung in diesem Zusammenhang ist die Abschaffung der sogenannten Reinvestitionsliren und die Einführung einer neuen Liresorte, der «Lire miste».

Die ehemaligen Reinvestionsliren kannte Italien nur im Zahlungsverkehr mit der Schweiz. Sie sollten ursprünglich dazu dienen, für Kapitalerträgnisse bevorzugte Verwendungsmöglichkeiten zu schaffen, sofern dieselben nicht in vollem Umfange im Clearingwege transferiert werden konnten. In der Folge erlaubte aber die Clearinglage stets den vollen Transfer, was natürlich Italien ein Argument für die Abschaffung dieser Sorte lieferte.

(21) Notenwechsel betr. Rückwanderertransfer.

---

8. K.I. 1093.

Über diese Frage wird die Gesandtschaft gesondert berichten[9].

(22) Notenwechsel betr. Finanz- und Holdinggesellschaften.

Dieser Notenwechsel befreit in der Schweiz niedergelassene italienische Finanz- und Holdinggesellschaften von der Einzahlungspflicht in den Clearing, für diejenigen Beträge, die ihnen aus dem Ausland in Devisen anfallen.

F. Versicherungszahlungsverkehr.

(23) Zusatzabkommen zum Versicherungsabkommen vom 30. Januar 1937[10].

Die schweizerische Delegation war bemüht, das Prinzip aufrechtzuerhalten, nach welchem sämtliche Zahlungen im Versicherungsverkehr ausserhalb der Clearingrechnung zu erfolgen haben. Gezwungen durch die Devisenknappheit versuchte die italienische Delegation, gewisse Einschränkungen durchzusetzen, wiewohl auch sie bereit war, grundsätzlich bei der bisherigen Regelung zu bleiben.

Erfreulich ist, dass zu Gunsten der Rückwanderer auf dem Gebiet der in Italien abgeschlossenen Lebensversicherungen ein wertvolles Entgegenkommen erkämpft werden konnte.

(24) Notenwechsel betr. Gewinntransfer der in Italien tätigen schweizerischen Versicherungsgesellschaften.

Auch hier führte wiederum die italienische Devisenknappheit dazu, dass für diesen Gewinntransfer Beschränkungen zugestanden werden mussten.

G. Tourismus.

(25) Abkommen betr. den Touristenverkehr.

Die schweizerische Delegation unterbreitete der Gegenpartei zunächst einen Entwurf, welcher nur die Regelung des mit dem Tourismus zusammenhängenen Zahlungsverkehrs von Italien nach der Schweiz vorsah. Die italienische Delegation wünschte jedoch eine Vereinbarung auf Gegenseitigkeit, und es kam in der Folge zum vorerwähnten Abkommen, welches ergänzt wird durch eine

(26) Anwendungskonvention und einen

(27) Notenwechsel betr. Speisung der beidseitig geführten Sonderkonten.

Dieses neue Touristikabkommen kann natürlich erst dann seine Probe bestehen, wenn wieder einigermassen normale Zeiten gekommen sind. Der alsdann einsetzende Fremdenzustrom aus Italien hängt aber leider nicht nur von der möglichen Zuteilung von Reisemitteln ab, sondern auch noch von der innerpolitischen Lage, welche es bis anhin den italienischen Polizeibehörden angezeigt erscheinen liess, mit der Ausstellung von Reisepässen äusserst zurückhaltend zu sein. Vorläufig wird dieses Abkommen in erster Linie den in Italien lebenden Schweizern zugute kommen, vorausgesetzt, dass Italien nicht schon demnächst von seinem Sistierungsrecht gem. Art. 4 alinea 1 Gebrauch macht, wenn es sich herausstellen sollte, dass der Fremdenverkehr von der Schweiz nach Italien weiterhin unterbunden bleibt.

---

9. *Non reproduit.*
10. K.I. 1090. *Cf.* E 2200 Rom/23/4.

323

E 7110 1967/32/370.0.1/1940

Le Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, H. Ebrard, au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht

Notiz für Herrn Bundesrat Obrecht
SO
E. 370.0.1 Betr. die schweizerischen Handelsbeziehungen mit der U.d.S.S.R. und die gegenwärtige internationale Wirtschaftslage.

Bern, 28. Juni 1940

Copie

Der Rapport über die Beziehungen zwischen der Schweiz und der U.d.S.S.R., den das Politische Departement zusammen mit dem Unterzeichneten am 10. August vergangenen Jahres der Kommission für Auswärtige Angelegenheiten erstattet hat[1], ist im Sektor der *wirtschaftlichen Betrachtungen* zum Ergebnis gelangt, dass in dem an sich bescheidenen Rahmen des russischen Gesamtexportes die Schweiz wohl die Möglichkeit besitzt, ihren Warenverkehr mit der U.d.S.S.R. in fühlbarer Weise zu entwickeln, dass jedoch eine wesentliche Verbesserung des gegenseitigen Warenaustausches nur dann erwartet werden könne, wenn das ausgefahrene und untauglich befundene Geleise des seit 1933 bestehenden Kompensationsverkehrs (im besonderen russischen Sinne verstanden) endgültig verlassen werde.

Der obzitierte Bericht führt hierzu (vgl. Seite 22) weiter folgendes aus:
[...][2]

Die im vorerwähnten Rapport vertretene Auffassung besitzt zweifellos auch heute, trotz der inzwischen veränderten allgemeinen politischen Lage, ihre Berechtigung und es ist nichts erfolgt, das uns veranlassen könnte, unser Urteil abzuändern.

Allein das Problem des schweizerisch-sowjetrussischen Warenverkehrs ist in diesem Rapport – es ist immer nur von dessen wirtschaftspolitischem Teil die Rede – betrachtet vornehmlich vom Standpunkt der möglichen Förderung und Entwicklung unseres *Exportes* und unter besonderer Beachtung der handelspolitischen Rückwirkungen, die ein evtl. möglicher Ausbau unseres Handels mit Russland auf andere, für den schweizerischen Export ungleich bedeutendere Drittmächte mit sich bringen könnte, untersucht und behandelt worden.

Heute aber, im Stadium dringlichster Fürsorge um allgemeine Landesversor-

---

1. *Cf. N° 126.*
2. *Suit une longue citation du rapport mentionné, concluant que le système actuel, qui permet des rapports commerciaux indépendamment des relations diplomatiques, donne satisfaction.*

gung und im Besonderen um Deckung des Armeebedarfes ist eine *Überprüfung unseres der Frage des Wirtschaftsverkehrs mit Russland gegenüber eingenommenen Standpunktes* unerlässlich, nicht nur im Hinblick auf allfällige Bezugsmöglichkeiten für ganz besonders benötigte und anderweitig schwer oder gar nicht zu beschaffende Rohprodukte, sondern nicht minder wegen der in der heutigen internationalen Lage unter Umständen relativ günstigen Transitverhältnisse für solche Güter. Es genügt daran zu erinnern, dass Russland wichtige Rohstoffe wie u.a. Getreide, Schmieröle, Holz und selbst Kohle in für die Schweiz beträchtlichen Mengen zu liefern im Stande ist, wenn es auch zweifellos in erster Linie seine Bedürfnisse in den Dienst der Bedarfsdeckung des eigenen Marktes zu stellen die Gewohnheit hat und an Exporten nur aus devisenpolitischen Erwägungen, d.h. wenn sie in Gold bezahlt werden, Interesse besitzt.

Freilich ist es angesichts des Fehlens jeglicher zuverlässiger Statistik für die Jahre 1938 und 1939 unmöglich, sich ein etwas einlässliches Bild darüber zu machen, in welchem Rahmen sich Drittländern gegenüber der russische Export in den wichtigsten Warenkategorien entwickelt hat. Auch die mit andern Staaten in der letzten Zeit abgeschlossenen Handelsabkommen geben, soweit überhaupt Angaben hierüber in unseren Besitz gelangt sind, kein brauchbares Ergebnis; auch die Völkerbunds-Statistik versagt.

Somit wird man für die Beurteilung der heute eine für die Schweiz ganz andere Bedeutung als bisher besitzenden russischen Exportkapazität auf das statistische Material abstellen müssen, wie es für die zurückliegenden letzterfasslichen Jahre besteht, ferner wenigstens teilweise auf die Import-Statistiken einzelner Drittländer.

[...][3].

Was sich aus diesem Material entnehmen lässt, ist das Bestehen der objektiven Möglichkeit, in der gegenwärtigen Periode dringlichen Importbedarfs für eine Reihe von Rohstoffen und rohstoffnahen Produktion auf den sowjetrussischen Markt greifen zu können, der zweifellos, gemessen am in Betracht fallenden schweizerischen Importvolumen, als leistungsfähig anzusprechen ist.

Ob und in welchem Ausmass Sowjetrussland in Anbetracht einmal seiner Lage und der gegenwärtigen internationalen Konstellation, ferner seines Expansionsdranges und damit verbunden seines militärischen Bedarfes, zum andern im Hinblick auf das Fehlen offizieller Beziehungen zur Schweiz in der Lage und bereit ist, in vermehrtem Masse seine Waren auch der Schweiz zur Verfügung zu stellen, dies wird sich nur auf empirischem Wege, eben durch Verhandlungen mit den zuständigen Stellen in Moskau selbst, einwandfrei feststellen lassen.

Hinzu kommt, dass den Fragen des Transits für sowjetrussische Ware derzeit besondere Bedeutung zukommt. Gelingt es, taugliche Transitwege zu eröffnen, so wird die Schweiz dadurch in zusätzlicher Weise unabhängig von den Einwirkungen der Blockademassnahmen der Westmächte sowohl wie auch derjenigen Deutschlands.

Unsere Gesandtschaften in Rumänien und Jugoslawien sind beauftragt wor-

---

3. *Suivent des statistiques sur le commerce extérieur et les capacités de production de l'URSS pour les années 1936 à 1938.*

den, die erforderlichen Erhebungen über die Benützbarkeit des im Eventualfall in Frage kommenden Donauwegs sofort anzustellen. Die schweizerische Gesandtschaft in Rumänien ist dabei zu durchaus positiven Ergebnissen gelangt. Der Bericht aus Jugoslawien steht noch aus; doch ist nicht daran zu zweifeln, dass angesichts der Aufnahme der diplomatischen und wirtschaftlichen Beziehungen zwischen Jugoslawien und der U.d.S.S.R. auch hier Transit- und Umschlagsmöglichkeiten offen stehen.

Zunächst, d.h. solange nicht zwischen Italien und der U.d.S.S.R. Schwierigkeiten entstehen, liegt der Transit durch Dardanellen und Adria durchaus im Bereich normaler Annahmen.

Nicht zu übersehen ist schliesslich, dass auch der *Transit durch* Russland nach dem fernen Osten für die Schweiz von nicht zu unterschätzender Bedeutung ist. So hat sich der Export deutscher Waren nach China dank der Transitmöglichkeit durch die U.d.S.S.R. im ersten Quartal 1940 gegenüber der gleichen Zeit des Vorjahres um ca. 55% vermehrt.

Selbstverständlich ist im voraus kein Urteil darüber möglich, ob die U.d.S.S.R. bei Aufnahme direkter Verhandlungen in Moskau grössere Anstrengungen zu machen bereit ist als bisher, den Handelsverkehr mit der Schweiz, sowohl nach der Export- wie nach der Importseite, wirklich zu entwickeln. Es ist jedoch nicht zu übersehen, dass in der jüngsten Vergangenheit solche Versuche nicht ohne Erfolg von verschiedenen anderen Staaten unternommen worden sind, wenn auch immerhin klar erkennbar ist, dass die Aufnahme von Wirtschaftsverhandlungen in Moskau selbst weniger rein wirtschaftlichen Belangen dienen sollten als vielmehr der Wiederherstellung geordneter zwischenstaatlicher Beziehungen.

Ob angesichts der grundlegenden Änderungen an der gesamten Struktur des europäischen Kontinents nicht auch für die Schweiz sich die Frage stellt, ob nicht eine Überprüfung auch der staatsrechtlichen bzw. völkerrechtlichen Seite des schweizerisch-russischen Problems nunmehr erwogen werden sollte, ist hier nicht zu untersuchen. Zweifellos aber sind Wirtschaftsverhandlungen mit den zuständigen Amtsstellen in Moskau geeignet, eine eventuell nachfolgende Abklärung dieser Fragen zu erleichtern.

Schwierig bleibt die Wahl der Form, in der der U.d.S.S.R. nahezulegen ist, die Besprechungen in Berlin und Bern durch Wirtschaftsverhandlungen in Moskau zu ersetzen. Ich halte dafür, dass die unmittelbar bevorstehende Anwesenheit einer Delegation der russischen Handelsvertretung, Berlin, in Bern hierzu den äusseren und unauffälligsten Anlass zu bieten hat. Nachdem schon die letzte Verhandlung in Berlin im März 1940[4] nicht mehr zum Ziel zu führen vermochte, irgendwelche russische Zusagen für Importe russischer Rohstoffe oder rohstoffnaher Waren zu erhalten, und vorauszusehen ist, dass auch anlässlich der bevorstehenden Verhandlungen in Bern die Einfuhr russischer Waren nicht in Gang zu bringen ist, wird schweizerischerseits mit Nachdruck auf die Aussichtslosigkeit weiterer Unterhandlungen mit der russischen Handelsvertretung hinzuweisen und ihre Fortführung in Moskau vorzuschlagen sein.

4. *Cf.* E 7110 1967/32/370.0.1. *et* E 7110 1976/16/53.

Gestützt auf den obzitierten Rapport des Politischen Departementes an die Kommission für Auswärtige Angelegenheiten vom 10. August 1939 und die dort erklärte Bereitschaft, die Wirtschaftsverhandlungen in Moskau durchzuführen, wenn der Weg des sogenannten Kompensationsverkehrs sich als ungangbar erweise,

beantrage ich Ihnen,

es sei im Sinne dieser Ausführungen dem Bundesrat Antrag zu stellen, sobald die Verhandlungen mit der U.d.S.S.R. hier abgeschlossen worden sind. Dies dürfte in den ersten Tagen des Juli der Fall sein.

324

E 2200 Brüssel 3/6

Le Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne à la Légation de Suisse à Berlin

Copie
NV

Berlin, 1. Juli 1940

Nachdem die deutschen Truppen das gesamte Staatsgebiet Norwegens, der Niederlande, Belgiens und Luxemburgs besetzt haben, ist die gesetzmässige Gewalt in diesen Ländern in deutsche Hand übergegangen. Ausserdem sind die früheren Regierungen dieser Staaten aus ihrem Land geflüchtet, sodass sie legale Regierungsfunktkionen nicht mehr ausüben. Unter diesen Umständen ist der Tätigkeit der bei den früheren Regierungen dieser Länder akkreditiert gewesenen diplomatischen Vertretungen die Grundlage entzogen. Wenn die pp. Regierungen dieser Länder Angelegenheiten politischer Art zur Sprache zu bringen wünschen, würde dieses im Auswärtigen Art durch ihre diplomatischen Vertretungen in Berlin zu geschehen haben.

Das Auswärtige Amt bittet daher die
Schweizerische Gesandtschaft

ihre Regierung veranlassen zu wollen, ihre diplomatischen Vertretungen aus Oslo, Haag, Brüssel und Luxemburg zurückzuziehen und dieses bis spätestens zum 15. Juli dieses Jahres durchzuführen. Die Reichsregierung ist bis auf weiteres damit einverstanden, dass konsularische Vertretungen in den bezeichneten Ländern und Gebieten verbleiben und ihre bisherigen Funktionen dort de facto weiter ausüben [1].

---

1. *La Légation de Suisse à Berlin a adressé ce document par un télégramme du 1er juillet au Département politique. Lors de sa séance du 16 juillet, le Conseil fédéral approuve la proposition datée du 10 juillet 1940 du Département politique:* (...)
Es bleibt offensichtlich kein anderer Ausweg, als sich mit dieser Tatsache abzufinden. Das Politische Departement hat demnach dem schweizerischen Gesandten im Haag, Herrn de Pury, Weisung erteilt, sich auf das festgesetzte Datum hin nach der Schweiz zu begeben. Herr de

Stoutz, Gesandter in Brüssel, war der belgischen Regierung bei ihrer Abreise aus Brüssel (16. Mai) nach Ostende und Poitiers gefolgt und befindet sich bereits seit Mitte Juni in der Schweiz.

Unsere Interessen in Belgien und den Niederlanden sind jedoch zu beträchtlich, als dass es möglich gewesen wäre, sie durch unsere Honorarkonsulate in Antwerpen, Amsterdam und Rotterdam ausreichend wahrzunehmen. Das Departement war daher bestrebt, die Erlaubnis zu erwirken, dass die «Konsularabteilungen» der Gesandtschaften in Brüssel und im Haag weiter amten können. Glücklicherweise ist es unserer Gesandtschaft in Berlin gelungen, das Einverständnis des Auswärtigen Amtes zu diesem Vorschlage zu erlangen. Diese Kanzleien stehen unter der Leitung der bisherigen Gesandtschaftssekretäre, d. h. von Herr Ernst Schlatter in Brüssel und von Herrn Werner Fuchss im Haag.

Das Politische Departement beantragt daher und der Rat

beschliesst:

Von der vorübergehenden Schliessung der schweizerischen Gesandtschaften in Brüssel und im Haag unter Belassung der Konsulatskanzleien wird im Protokoll Vormerk genommen.

(*PVCF N° 1204*, E 1004.1 1/399).

Sur les ressortissants et les intérêts suisses dans ces pays, cf. le rapport sur les marchandises et biens appartenant à des entreprises et particuliers suisses, restés en Hollande, Belgique, Grand-Duché de Luxembourg et France, depuis le 10 mai 1940 (E 7110/1967/146/861.0 Frankreich/20) *et les enquêtes de l'Office suisse de compensation du 26 août 1940* (E 7110/1967/32/861.0. International).

Lors de sa séance du 3 juin 1940, tenant compte de l'évolution de la guerre mondiale, le Conseil fédéral avait nommé P. Lenzinger Consul de Suisse à Batavia:

Die schweizerische Gesandtschaft in Haag wie auch andere genaue Kenner der Verhältnisse in Niederländisch-Indien haben bereits zu wiederholten Malen darauf hingewiesen, dass die Form unserer Vertretung auf die Dauer ungenügend sei, dass insbesondere, angesichts der Bedeutung des grossen niederländischen Kolonialreiches, unser Konsulat in Batavia, das seit dem Rücktritt der letzten Honorarkonsuls, Herrn Golliez, im Jahre 1933, nun schon beinahe sieben Jahre lang von Berufsverwesern geleitet wird, wieder besetzt werden sollte, wenn anders wir nicht eine Einbusse an der Durchschlagskraft unserer Vertretung in Kauf nehmen wollen. Da kein geeigneter Anwärter für das Amt eines Honorarkonsuls in der Schweizerkolonie vorhanden ist, haben wir derartige Anregungen bisher zurückgestellt, wobei für uns finanzielle Erwägungen, daneben aber auch die nicht ganz geklärten Verhältnisse unseres Konsulats in Medan (Sumatra) wegleitend waren.

Seit die Niederlande in den Krieg verwickelt sind und vorab seit das Mutterland gänzlich der Besetzung durch deutsche Truppen anheimgefallen ist, hat sich indessen eine wesentliche neue Lage ergeben: Niederländisch-Indien ist bis auf weiteres gewissermassen das Kernstück des Königreiches geworden, dem Generalgouverneur, dem schon bisher eine der ersten Stellen des Königreichs zukam, ist noch grössere Bewegungsfreiheit eingeräumt worden. Die schweizerischen Interessen in Niederländisch-Indien sind beträchtlich; dazu kommt nun als weiterer Umstand, dass der Bundesrat uns ermächtigt hat, den Schutz der deutschen Interessen auch in Niederländisch-Indien zu übernehmen. (...) (*PVCF N° 949*, E 1004.1 1/398).

325

E 5795 /160

Compte-rendu d'une réunion sur les incidents aériens entre l'Allemagne et la Suisse

SECRET Quartier Général de l'Armée, 1er juillet 1940

PROTOCOLE DE LA CONFÉRENCE DU 1.7.40, 1515, CHEZ LE PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION[1]

Objet:
Incidents aériens des
1., 2. et 4.6.40 et 8.6.[2]

Présents:

Conseillers fédéraux
MM. Pilet-Golaz
Minger
Etter
Baumann
Wetter
Celio

Général Guisan
Col. EMG. Logoz
Maj. EMG. Barbey

M. Pilet-Golaz retrace les circonstances dans lesquelles la mission des Colonels Isler et Magron et le voyage de M. Burckhardt ont été décommandés. Il relate les explications fournies par M. de Pury à son retour de La Haye, via Berlin.

Notre réponse est attendue par le Ministre d'Allemagne le 1.7. à 1830.

«– ... La question qui se pose est celle-ci:

»Que veut l'Allemagne? Cherche-t-elle un *prétexte* pour nous attaquer? Ou s'agit-il essentiellement d'une question de *prestige*?

»La deuxième hypothèse paraît la plus vraisemblable. Divers indices parlent en sa faveur. Ce sont, entre autres le fait que l'Allemagne n'a pas cherché à nous attaquer dans le mouvement général de son offensive contre la France; le tour que prennent nos négociations économiques à Berlin...

»Quoi qu'il en soit et dans les deux hypothèses – prétexte d'attaque ou affaire de prestige – les conséquences sont douloureuses pour nous.

»Un refus nous placerait dans une situation très grave. Il pourrait déclencher immédiatement diverses mesures militaires: bombardements de nos aérodromes, de notre territoire, sabotages, occupation partielle ou totale, etc... prise de gages (Bâle par ex.).

»Il s'agit de sauvegarder l'honneur – et de sauver l'avenir. Il faut essayer d'éviter tout incident pouvant déclencher une catastrophe – jusqu'à la signature de la paix.

---

1. *Ce document a été rédigé par Bernard Barbey, Chef de l'Etat-major particulier du Général.*
2. *Cf. N° 300.*

»Certains indices feraient pressentir un règlement de comptes peut-être plus rapide qu'on ne l'escomptait.

»Cependant, nous franchissons un pas douloureux. Le Conseil fédéral vient de décider, à l'unanimité (moins la voix de M. Obrecht, malade) de répondre à l'Allemagne par la N° 8.

(M. Pilet-Golaz donne lecture de cette note. Voir annexe.)

»Mais, avant de la remettre, je veux entendre le Général.»

M. Pilet-Golaz rappelle combien il est difficile d'atteindre, en ce moment, les personnalités dirigeantes allemandes, en cours de déplacement continuel.

Il suppose que des instructions impératives ont été données, impliquant des délais déterminés, que «les bureaux» ne font qu'exécuter... Et il poursuit:

»... Mon impression est qu'il s'agit surtout d'une question de prestige – prestige du corps des aviateurs. Ce n'est pas pour une question de cet ordre que nous avons le droit d'exposer le Pays à des risques aussi certains, qui le vouerait à la disparition.

»De l'Italie, il n'y a pas grand-chose à attendre en l'occurrence: elle n'est pas en mesure d'imposer sa volonté à l'Allemagne».

Le Général: «– Vous ne pouvez pas me demander mon *consentement.* Je ne pourrais le donner. D'abord, parce qu'il s'agit d'une affaire *purement politique.* Et puis surtout, parce que, si j'acquiesçais, je désavouerais mes aviateurs, dont les témoignages sont irréfutables, et, à travers eux, mon corps d'officiers, l'Armée. Les faits sont là.

»Entre les rapports de mes aviateurs et ceux des Allemands – de bonne ou de mauvaise foi – impossible d'hésiter: les miens connaissent autrement mieux le tracé de la frontière.

»Je considère, moi aussi, que la démarche allemande est motivée, avant tout, par des raisons de prestige.

»Je pense enfin à l'avenir, au précédent redoutable que représente une telle concession.

»C'est pourquoi, comme Commandant en chef de l'Armée, je ne puis consentir à cette réponse.

»Mais je ne m'élèverai pas contre la décision du Conseil fédéral».

M. Pilet-Golaz: «– Votre réponse ne me surprend pas. Si elle eût été différente, elle n'eût pas été d'un soldat».

Le Général: «– Je reconnais qu'il faut mesurer les conséquences de cette réponse, et prévoir, si nous refusons, la mobilisation générale».

M. Pilet-Golaz: «– ... Et la guerre, inévitable.

»Encore une fois, nous ne voudrions pas aller contre vous, contre votre sentiment. Nous aurons trop besoin de l'Armée, bientôt peut-être, non seulement pour lutter contre un danger extérieur, mais aussi pour parer à un danger intérieur. Le chômage va se présenter comme un problème redoutable, qui pourrait engendrer des troubles.

»C'est pourquoi il ne peut être envisagé qu'une démobilisation partielle et graduelle.

»[au Général] Vous m'avez fait une réponse de soldat. Vous vous inclinez,

sans y participer, sans y consentir, devant la décision du Conseil fédéral. Mais nous comptons que vous interviendriez avec l'Armée, fermement, sans arrière-pensée, si c'était nécessaire».

Le Général: «– C'est certain. Mais ne m'en demandez pas davantage, vis-à-vis de mes officiers, de mes aviateurs, de l'Armée.

»Je m'incline – et c'est tout».

Le Colonel Logoz propose d'introduire, dans la Note N° 8, la modification portée au crayon.

Accepté à l'unanimité.

ANNEXE

E 2001 (E) 1967/113/90

Le Département politique à la Légation de Suisse à Berlin

Copie d'expédition Berne, 1er juillet 1940, 23 h 50

T

Nummer 152. Vos numéros 101 et 102[3]. Remîmes 19 heures note suivante:

«Deutsche Gesandtschaft beehrt sich Politisches Departement Empfang der Note vom 19. Juni anzuzeigen in welcher die Gesandtschaft Standpunkt der deutschen Regierung bezüglich Fliegerzwischenfälle vom 1., 2., und 4. Juni darlegt und Darstellung der Vorfälle vom 8. Juni gibt, welche mit den dem Bundesrat zugekommenen Berichten nicht übereinstimmt. Schweizerische Regierung hat in Rede stehende Ereignisse nochmaliger eingehender Prüfung unterzogen, welche frühere Ergebnisse bestätigt hat. Bundesrat muss jedoch zugeben, dass Verlauf des in Frage stehenden Teils der Schweizerischen Grenze zu Irrtumsmöglichkeiten Anlass geben kann. Im Hinblick auf diese Möglichkeiten steht Bundesrat nicht an, sein Bedauern über Vorkommnisse auszusprechen und für jene Fälle, in denen schweizerische Flieger entgegen Befehlen und ohne Wissen ihrer Vorgesetzten sich nach Darstellung der deutschen Regierung auf nicht schweizerischem Gebiet befanden, sich zu entschuldigen. Sobald erforderlichen Unterlagen erbracht, wird für Wiedergutmachung der nach den deutschen Noten auf nicht schweizerischem Gebiet durch schweizerische Flieger entstandenen Schäden Vorsorge getroffen werden.»

Soulignâmes verbalement notre volonté aplanir incidents en raison attitude générale correcte et amicale des troupes allemandes pendant hostilités à nos frontières. Souhaiterions vivement éviter toute publication.

---

3. *Non reproduits.*

326

E 27/14192/3

Le Général H. Guisan à tous les membres de l'Armée

N° 11081 1/8/vu Quartier Général de l'Armée, 2 juillet 1940

ORDRE D'ARMÉE

Au moment où une partie de nos effectifs vont être licenciés et mis de piquet, tandis que le gros de nos troupes demeurera sous les armes, je mets l'Armée en garde contre les dangers qui la guettent, à l'intérieur comme de l'extérieur.

Le premier danger, c'est un excès de confiance dans la situation internationale. L'armistice n'est pas la paix. La guerre continue entre l'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre. D'un jour à l'autre, elle peut se rallumer en des pays nouveaux, se rapprocher de nous et menacer notre territoire.

Le second danger, c'est un manque de confiance en notre force de résistance. Sans doute, l'expérience des dernières batailles vient de révéler l'efficacité des nouvelles méthodes offensives: des armées bien plus puissantes que la nôtre ont été battues.

Mais ce n'est pas une raison pour nous abandonner au défaitisme et douter de notre mission.

Nous possédons un moyen de défense des plus efficaces: notre terrain. Il complète la force et le nombre de nos armes, et, si nous savons en tirer le meilleur parti, il constituera, lui aussi, entre nos mains, une défense redoutable.

La guerre a montré que les escarpements, les gorges qui abondent dans nos forêts et nos montagnes, sont des obstacles infranchissables aux chars. Ils nous offrent aussi une sérieuse protection contre les attaques aériennes.

Mais il ne suffit pas de compter sur cet avantage. Il faut garder un moral solide et un cœur fier.

Lors même que nous ne devions pas remporter une victoire immédiate, nous nous battrons. Nous disputerons notre terrain pied à pied, et nous sauverons l'honneur de l'Armée et du Pays.

327

E 2001 (D) 3/15

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher, au Département politique

Copie de réception
T Nr. 108. Berlin, 2. Juli 1940[1]

Anlässlich günstiger Besprechung mit Staatssekretär betreffend Fliegerzwischenfälle und allgemeine Beziehungen wurde mir gesagt, dass Caratsch[2] sofort ausgewiesen werde. Sein Schuldkonto sei durch seine Auftrübung deutsch-russischer Verhältnisse abzielende Berichterstattung übervoll. Ich hätte allerdings vorgezogen, wenn Genannter von Redaktion längstens versetzt worden wäre. Erklärte, dass Einspruch unsererseits nicht in Frage komme. Lege grosses Gewicht, dass Zeitung bald durch geeignete Persönlichkeit vertreten wird[3].

1. *Expédié à 18 h 25, ce télégramme est reçu à Berne à 22 h le jour-même.*
2. *Reto Caratsch, correspondant de la* Neue Zürcher Zeitung *à Berlin.*
3. *Lorsque Caratsch vint faire ses adieux au Ministre de Suisse, Frölicher chercha à le convaincre que ses articles faisaient du tort à la Suisse:* Herr Caratsch will nicht einsehen, dass die Schweiz in dem neuen Europa eine deutschfreundliche Haltung einnehmen muss.
Frölicher s'inquiète de l'intention de Caratsch de travailler pour la Division Presse et Radio de l'Armée: Ich kann kaum annehmen, dass man bei uns diesen Fehler begehen und gewissermassen den Bock zum Gärtner machen will. (*Lettre, non reproduite, du 8 juillet 1940 de Frölicher à Pilet-Golaz qui fait communiquer ce document à Etter le 12 juillet. Cf.* E 3800 1/53).

328

E 1004.1 1/399

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 2 juillet 1940[1]

1137. Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland. Zwischenbericht

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 1. Juli 1940

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:
«Seit unserem letzten Bericht vom 20. pto.[2] haben sich die Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland wie folgt entwickelt:

1. *Etaient absents: H. Obrecht, E. Wetter.*
2. *Cf. N° 314.*
Sur ces négociations, cf. E 2001 (D) 2/47 *et* E 7110/1967/32/900 Deutschland/8.

1. Am 22. Juni a.c. konnte zwischen den beiden Delegationschefs ein *Protokoll* unterzeichnet werden, wonach die überschüssigen Summen der Spezial-Konti Kohle-Eisen und KTA-Konto im Betrage von 28 Millionen Fr. auf das freie Konto der Reichsbank übertragen wurden.

2. Am 29. Juni a.c. ist zwischen dem Volkswirtschaftsdepartement und der Deutschen Gesandtschaft das *bisherige Verrechnungsabkommen* um einen Monat bis 31. Juli 1940 tale quale verlängert worden.

3. Inszwischen sind die in der Woche vom 16.-22. Juni zwischen den beiden Delegationschefs geführten Besprechungen mit einer *deutschen Delegation,* die am 25. pto. in Bern angekommen ist, *weitergeführt worden.* Wie bereits ausgeführt, dürften die Fragen des *Versicherungsverkehrs,* der *Goldhypotheken,* sowie der *Grenzfragen* in bisheriger Weise geregelt werden können. Für die Finanzgläubiger ist eine Regelung auf einer Barquote von 2% wie bisher möglich, sodass auch dieses Gebiet keine besondern Schwierigkeiten mehr bereiten dürfte. Beim *Reise-Verkehr* sind die Deutschen damit einverstanden, dass auch in Zukunft monatlich 2,8 Millionen Fr. abgezweigt werden und davon 1 Million Fr. dem Landwirtschafts-Konto zur Verfügung gestellt wird und 0,3 Million Fr. monatlich zur Tilgung des Reise-Verkehrs-Kontos I verwendet werden, das bekanntlich noch ca. 9 Millionen Fr. zulasten von Deutschland aufweist und durch zusätzliche Kohlenlieferungen gespiesen werden sollte. Die restlichen 1,5 Millionen Fr. sollen im Betrage von 1,1 Millionen Fr. dem genehmigungspflichtigen Reiseverkehr verbleiben, die übrigen 0,4 Million Fr., die für den noch verbleibenden eigentlichen Reiseverkehr Verwendung finden sollten, jedoch praktisch wegen den Ausreiseschwierigkeiten brachliegen, sollten nach deutscher Auffassung dem Waren-Konto gutgeschrieben werden. Ferner seien die bisher auf diesem Konto aufgelaufenen Mittel im Betrage von 5-6 Millionen Fr. auf das freie Konto der Reichsbank zu übertragen. Wir werden versuchen, von den 0,4 Million Fr. möglichst viel für den eigentlichen Reise-Verkehr, besonders für die Bedürfnisse unserer in Deutschland ansässigen Landsleute, zu retten.

4. Dagegen dauern die Schwierigkeiten auf dem *Waren-Sektor* an. Insbesondere konnte über die Frage der Beibehaltung des *Wertgrenzen-Systems* im Rumpfclearing, das in engstem Zusammenhang mit den schweizerischen Verpflichtungen bezüglich der deutschen Einfuhr in unser Land (Kontingentierungs-Abkommen) steht, bisher noch keine Verständigung erzielt werden, indem die Deutschen nach wie vor auch hier weitgehend die Freiheit bezüglich der Waren-Wahl postulieren. Es ist aber auch bisher nicht gelungen, die von Deutschland verfügte *Kohlen-Sperre* zu lockern und auch hinsichtlich der Belieferung unseres Landes mit gewissen landwirtschaftlichen Hilfsstoffen wie *Phosphate* scheinen die Aussichten für uns wenig günstig zu stehen. Und doch wären alle diese deutschen Einfuhren nicht nur für unsere Wirtschaft dringend nötig, sie sind auch unerlässlich als Clearing-Aliment, angesichts der von Deutschland angemeldeten *grössern Bezüge von landwirtschaftlichen und industriellen Produkten* (insbesondere Kriegsmaterial, Uhren-Maschinen, Werkzeugmaschinen, Aluminium etc.). In der letzten Voll-Sitzung hat denn auch der deutsche Delegationschef ganz offen von der nicht zu umgehenden *Kreditgewährung* durch die Schweiz gesprochen, damit eben die erwähnten *vergrösser-*

ten Bezüge finanziert werden können. Wie weit die Befriedigung der deutschen Wünsche durch das Wiederansteigen der frühern deutschen *Clearing-verschuldung* möglich wird und ob eventuell weitere schweizerische Mittel nötigenfalls durch *Inanspruchnahme der Darlehenskasse* beschafft werden müssen, werden die weitern Verhandlungen zeigen. Wenn man von allem Drum und Dran der Präsentierung der deutschen Forderungen absieht, so wird der *deutsche Vorschlag* dem seinerzeitigen britischen Entwurf ähnlich, der Rückstände-Kredite von ca. 100 Millionen Fr. vorsah. Auch hier stellt sich das Problem der Überbrückung der Auszahlungsfristen, welche normalerweise bei Rückständen entstehen und welche die Deutschen offenbar auch vermeiden wollen, da sie die schweizerische Lieferwilligkeit ungünstig beeinflussen könnten.

5. Aber auch auf dem *Blockade-Gebiet* sind die Deutschen in der letzten Sitzung vom Samstag deutlicher als bisher geworden. Ihr neuestes Begehren geht nun in aller Deutlichkeit dahin, *die schweizerische Ausfuhr nach England vollständig zu unterbinden.* Wir haben diesem Begehren aus allgemeinen Gründen energisch opponiert, ganz abgesehen von der eventuellen Unmöglichkeit, überhaupt noch etwas nach England transportieren zu können. Wir werden weiterfahren, an unserer Haltung festzuhalten, solange es noch wahrscheinlich erscheint, von England resp. Übersee für unser Land wichtige Zufuhren zu erhalten.»

Von diesem *Zwischenbericht* wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

Die Unterhändler werden ermächtigt, die Verhandlungen auf Grund einer Krediteröffnung an Deutschland von 100 Millionen Franken weiterzuführen.

329

E 2809 1/1

Notes manuscrites du Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, pour la séance du 3 juillet 1940 de la Commission des affaires étrangères du Conseil national[1]

I. *Impossibilité de réunir plus tôt la commission*[2]
L'aurait désiré.
Les événements se précipitent.
Jamais sûr du lendemain
Affaires *vraiment* urgentes.

---

1. *Sur le choix de ce document, cf. la note 1 du N° 295.*
2. *Depuis le 6 juin 1940, la Commission des affaires étrangères du Conseil national est présidée par Th. Gut, qui est par ailleurs l'officier de liaison entre le Président de la Confédération et le Commandement de l'Armée. Sur cette nomination et sur la convocation de la Commission, cf. la correspondance de juin 1940 entre Gut et Pilet-Golaz* (E 2809 1/5).

Surcroît de travail considérable.
Personnel en partie mobilisé.

Les conférences qui rongent notre temps.

Très peu d'heures pour le travail gouvernemental proprement dit.
Encore moins pour la réflexion pourtant essentielle.
Les forces ont des limites.
Celles de Monsieur Obrecht sont irrémédiablement perdues[3].
Les miennes très entamées.
Présidence – Pas de Vice-Président – Armée.
Département Politique lorsque son activité devient primordiale.
Négociations commerciales – Pas de plaintes – Simple explication.

A.
Déclarations préliminaires
On est avide de renseignements sur situation internationale.
Cela procède d'un sentiment de sécurité.
Déception.
Situation très confuse sur certains points malgré les apparences
(Angleterre-Allemagne; Allemagne-Russie)
L'avenir est inconnu.
Très délicat dans des circonstances pareilles de discuter politique étrangère.
Discrétion difficile (nombre des initiés: les commissions)
Ici: Commission des Affaires étrangères
Communications – Appréciations confidentielles.

II. *Déclarations présidentielles*

Le gouvernement ne peut partager ses responsabilités.
Ne peut donc renoncer à ses compétences.
La Commission l'a toujours pratiqué ainsi (d'autant plus que pas de Commission semblable aux Etats).
Discrétion absolue.
Confidentielles.
Quelques-unes secrètes.
Sinon mon devoir serait de m'abstenir.
Période où le devoir envers le pays, non l'agrément – l'utilité – l'amitié, commande.
Période très difficile et très dangereuse.
Ne pas camoufler la vérité.

III. *La situation générale*

Victoire éclatante des Allemands.
Impuissance sur terre et dans les airs de ceux qui furent les Alliés.
Garanties sont plus un danger qu'une protection.
Hégémonie germano-italienne sur le continent.

---

3. *H. Obrecht cessera officiellement de siéger au Conseil fédéral le 31 juillet et décédera le 21 août 1940* (*Cf. PVCF N° 1296 et 1374,* E 1004.1 1/400).

On ne voit pas quelle puissance militaire viendrait la briser de si tôt.
Amérique?
Donc vieil équilibre rompu qui nous fut toujours si utile.
Périodes d'hégémonie toujours dangereuses pour nous.
Militairement, cette situation a des répercussions profondes.
Nouveau dispositif – Pas de ma compétence.
Mais économiquement, c'est bien pire.
Nous sommes une enclave.
Blocus anglo-français très désagréable mais pas exclusif.
Compensation.
Actuellement les conventions ne jouent plus.
Que peut fournir l'Angleterre?
Que peut fournir la France?
Rapport *Stucki*[4]
Régime de
l'instabilité gouvernementale
de la parlotte
du système D.
Mais les mesures de blocus restent.
Nos voisins maîtres de nos importations et exportations.
Maîtres de notre ravitaillement.
Nécessité de nous adapter.
Opération difficile et dangereuse.
Chômage?
Gros sacrifices
Mécontentement des uns et des autres
Fermentation et troubles = danger majeur.
Peu ou pas de bonne volonté chez nos partenaires.
Anglais ne pensent qu'à eux
(une colonie – des neutres)
Oran[5].
Reculent devant effort militaire
Moyens économiques.
(Guerre se gagne avec de la chair et du sang).
France?
Que sera-t-elle?
Que pourra-t-elle?
Colonies et Méditerranée
Gibraltar.

---

4. *Cf.* E 2300 Paris/93. *Le rapport expédié depuis Bordeaux le 28 juin par W. Stucki est mis* en circulation *parmi ses collaborateurs par Pilet-Golaz qui ajoute:* Hélas, chaque alinéa est à méditer. 2.7.40.

5. *Allusion au combat naval franco-anglais du 3 juillet 1940 à Mers El-Kébir, dans le Golfe d'Oran.*

Italie

Très amicale
mais pas de matières premières
Ne peut adopter une politique économique opposée à celle de l'Allemagne.

IV. *Rapports germano-suisses.*

Pas très bons.
L'attitude de la Suisse
Manifestement Pro-alliée
Ne voyant de beau que ce qui se faisait à l'Ouest
Refusant de voir ce qui se faisait d'utile Outre-Rhin
Fermant les yeux sur réalités militaires
La presse
Le dossier gonflé
Là pas d'appui possible du côté italien
C'est un diagnostic – pas diatribe – pas une absoute
Pas un cordial discours[6]
Le médecin qui constate
Pas étonné de l'expulsion de Caratsch
Le Journal aurait beaucoup mieux fait de le rappeler.
Situation délicate
D'autant plus qu'elle s'est aggravée ces dernières semaines.

Secret

Serment intérieur.
L'internement.
Pense pas aux difficultés matérielles
Pas aux difficultés politiques
(prisonniers français)
(prisonniers polonais)
Arrangements de Wiesbaden.
Pense aux conditions mêmes de l'arrivée.
A l'attitude de la population
Gouvernement bernois
Grimm – Stähli
Cris – Complicité – Immoralité.
Pas rempli impartialement nos devoirs de neutres.
Pas une question d'humanité
Discipline
Prudence
Décence
J'ignore les conséquences
Economiquement pas favorables.

---

6. *Mot biffé par Pilet-Golaz.*

Puis incidents aériens.

D'autant plus fâcheux que droit international hésitant.
Règles terrestres? Non
Règles maritimes? Pas telles quelles
Règles dépassées par les progrès de la technique.
Espace d'exploration.
Chutes de bombes.
Acte unilatéral donc simple.
D'où viennent les bombes?
Si on peut l'établir, protestation, suite
Sinon – Enregistrer – Danger inhérent à l'état de guerre actuel
Courrendlin?
Kreuzlingen?
Genève-Daillens.
Rothenthurm – etc.

Avions.

Combats

Attention des pilotes détournée du terrain
Frontières très sinueuses et pas facilement repérables.
Altitude – 3000/4000/5000 mètres.
Vitesse: 450 km/h = 7,5 km/minute.
Observation difficile
Monter – descendre – virer
Erreurs – confusions – transgressions faciles.
Or, plusieurs rencontres au début de juin à notre extrême frontière
Plusieurs avions allemands tombés sur France.
Allemagne affirme que certains de nos aviateurs ont passé la frontière.
Fort possible, sans qu'ils s'en rendent compte.
Mais c'est une circonstance extrêmement grave entraînant pour nous des conséquences pénibles.
Représentez-vous ce qu'est une discussion avec un adversaire fort et victorieux.
Selon que vous serez puissants ou misérables, les jugements de cœur...

V. *Avenir.*

Présent très sombre.
Avenir? Il est à Dieu.
L'équilibre se rétablit lentement.
Napoléon–Rome–Madrid–Berlin–Vienne–Moscou
épouse Marie-Louise.
La France rentre dans ses frontières.
La Prusse sort grandie.
L'Autriche conduit la politique.
L'Italie prépare son unité.

Ne pas désespérer.
Voir clair.
Agir vite.
Comme dans la tempête.
Confiance dans ceux qui sont aux responsabilités.
Le capitaine du bateau.
La croisière tranquille.
Le mauvais grain.
Personnellement confiance: intelligence – réalisme – dextérité.
Paix peut-être pas aussi éloignée.
Mais cohésion – union – discipline.
[...][7]

7. *Pilet-Golaz a pris quelques notes (non reproduites) au cours de la discussion avec les membres de la Commission.*

330

E 2001 (D) 2/42

Le Département politique à la Légation de Suisse à Londres

Copie d'expédition
T Numéro 84. Berne, 3 juillet 1940, 12 h 00

Durant nuit 29 au 30 juin deux avions étrangers survolèrent Suisse centrale entre minuit trente et une heure quinze. Vers une heure, ils survolèrent vallée de la Biber au nord Rothenturm. Huit bombes incendiaires 25 livres fabrication anglaise tombèrent près Weissenbach Zoug et une quinzaine bombes identiques près Altmatt Schwyz. Au même moment une escadrille étrangère survola Jura bernois. Deux bombes incendiaires anglaises tombèrent près Cerneux-Godat. Dégâts causés par triple bombardement sont insignifiants. Veuillez signaler ces violations territoire suisse par aviation britannique et protester contre répétition incidents[1].

1. *Cf. la note de la Légation suisse à Londres au Ministère britannique des Affaires étrangères du 5 juillet 1940* (E 2200 London 44/7).

331

E 27/14274

Le Général H. Guisan
au Chef du Département militaire, R. Minger,
à l'intention du Conseil fédéral

L N° 11318 1/8/mo. Quartier Général de l'Armée, 4 juillet 1940

1) Le dispositif des troupes allemandes qui se trouvent au-delà de nos frontières, soit en territoire allemand, soit en territoire français occupé, crée une situation nouvelle qui m'oblige à prendre, dans un très court délai, des *décisions* en ce qui concerne:
- le *dispositif* à adopter par notre propre armée pour accomplir la mission qui lui sera dévolue et dont j'attends qu'elle soit précisée ou confirmée par le Conseil fédéral;
- le *degré de mobilisation* à maintenir, ou à renforcer, suivant les circonstances.

2) La situation militaire se présente comme suit, au-delà de nos frontières, à la date du 3.7.40:

a) en *Forêt Noire,* dans une zone approximativement délimitée au Nord par la transversale du Kehl, un groupement d'une quinzaine de divisions, dont une division blindée dans le Sud de cette zone;

b) en *Haute-Alsace,* 2 divisions d'infanterie;

c) dans la zone *Ajoie-Besançon-Faucille,* un groupement qui semble composé de 3 divisions blindées et de 2 divisions motorisées, constituant un corps d'armée Schmidt (ou Guderian), dont le caractère est nettement offensif,

d) entre *la Faucille et St-Gingolph,* des détachements allemands bordent notre frontière depuis hier,

e) au-delà de notre *frontière Sud,* le gros de la 7e armée italienne occupe le front franco-italien des Alpes, son aile Nord, constituée par une division alpine, dans la haute vallée d'Aoste et au Petit St-Bernard;

f) au-delà de nos *autres frontières,* aucun groupement qui ait le caractère d'une concentration;

3) De l'examen de cette situation, il ressort:
- qu'au lendemain de l'armistice, nous serions appelés, en cas d'agression allemande (ou italo-allemande), à faire face à des forces sensiblement plus importantes que celles qui se trouvaient disposées au-delà de nos frontières, en additionnant les effectifs des belligérants, pendant la guerre elle-même;
- qu'aujourd'hui, en revanche, pour défendre le territoire national, nous ne pourrions plus compter sur l'aide de celui des belligérants qui serait, automatiquement, devenu notre allié en cas d'agression de l'autre.

4) Au cours des hostilités, à plusieurs reprises, la Légation d'Allemagne à Berne a posé des questions sur la proportion de troupes que nous opposions aux concentrations françaises signalées au-delà de la frontière franco-suisse. Il leur a été répondu, chaque fois, d'une manière satisfaisante.

De notre côté, dès septembre 1939, nous avons été amenés à faire une démarche diplomatique auprès du Gouvernement français pour lui demander de justifier la présence de troupes françaises au Sud de la transversale de Clerval. La réponse que nous avons reçue a été également satisfaisante[1].

Il me paraît donc naturel, et, plus que cela, nécessaire, de demander aujourd'hui au Gouvernement allemand, par voie diplomatique, des explications sur les effectifs et la raison d'être des rassemblements qui se trouvent le long de notre frontière.

Je prie donc le Conseil fédéral de bien vouloir prendre ma demande en considération. Il ne m'appartient pas de préciser sous quelle forme une démarche peut être effectuée. Je suggère cependant qu'elle pourrait être motivée par les raisons suivantes:

Le Conseil fédéral, considérant la situation nouvelle créée par la conclusion des armistices franco-allemand et franco-italien, étudie, en coopération avec le Commandement de l'Armée, dans quelle mesure et dans quels détails, pourrait être envisagée la démobilisation graduelle de l'Armée suisse.

Le maintien sous les armes des effectifs actuels constitue, en effet, une lourde charge pour le Pays.

Si le Gouvernement allemand (et, le cas échéant, le Gouvernement italien) peut donner au Conseil fédéral une explication rassurante de la présence, au-delà de ses frontières, et dans toute la profondeur intéressante, des effectifs qui s'y trouvent actuellement rassemblés, ou de ceux qui devraient l'occuper dans un prochain délai, il lui fournira un élément d'appréciation décisif.

Il semble que cette réponse pourrait être obtenue d'autant plus facilement que, l'armistice étant signé entre les puissances de l'Axe et la France, la question du *Secret* ne joue plus le même rôle qu'au cours de la guerre.

Quelle que doive être la réponse du Gouvernement allemand, elle nous fournira un renseignement sur les dispositions du Reich à notre endroit, renseignement qui ne sera pas moins précieux dans le domaine politique et économique que dans le domaine militaire.

7) Il semble enfin que nous soyons d'autant mieux fondés à présenter une telle demande d'explication que nous venons de répondre[2] – d'une façon entièrement satisfaisante pour l'Allemagne – à la note concernant les combats aériens des 1, 2 et 4 juin 1940[3].

---

1. *Cf. N° 154 et* E 5795/300.
2. *Cf. N°s 300, 325 et 327.*
3. *Minger a transmis cette lettre à Pilet-Golaz, qui l'a annotée ainsi:* Retour au Département militaire comme décidé au Conseil fédéral. 12.7.40. *Minger a noté au bas du document:* Den General über die Stellungnahme des Bundesrates heute mündlich orientiert. 12.7.40. *Le procès-verbal du Conseil fédéral est muet sur la décision du gouvernement. Les documents conservés ne mentionnent pas de démarche diplomatique dans le sens suggéré par le Général.*
Le 18 juillet, au lendemain d'un entretien avec Minger, le Général Guisan adresse une autre lettre au Chef du Département militaire (à l'intention du Conseil fédéral): *le Général analyse à nouveau la situation militaire et, en particulier la composition, le dispositif et l'attitude des troupes allemandes rassemblées au-delà des frontières Nord-Ouest et Ouest. Il relève* des indices ostensibles qui semblent indiquer la mise en place de *moyens* de pression, plutôt que de véritables préparatifs, lesquels seraient, probablement, mieux camouflés.

De même, les propos et les bruits, d'après lesquels «le tour de la Suisse viendrait bientôt», qui sont répandus par les troupes allemandes dans toute cette zone, décèlent une propagande par la menace et la pression. (...)
Si je vous communique ces renseignements de source militaire, c'est que j'estime qu'ils ont aussi, et peut-être avant tout, une *valeur politique.* (...)
Vous apprécierez vous-même si cette situation ne justifierait pas un nouvel examen de la proposition formulée dans ma lettre du 4.7.40 en faveur d'une démarche diplomatique destinée à éclaircir la situation. (E 27/9911/1)
La réaction du Conseil fédéral à cette lettre du 18 juillet semble avoir été la même qu'à celle du 4 juillet.

332

E 1004.1 1/399

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 juillet 1940[1]

1151. Waren- & Zahlungsverkehr mit Rumänien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 4. Juli 1940

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:
«In unserem Antrag vom 9. November 1939[2] sind die Voraussetzungen dargelegt, unter denen der Modus-Vivendi vom 2. November 1939 zum schweizerisch-rumänischen Clearingabkommen abgeschlossen wurde. Es galt damals zu versuchen, das System des zwischen den beiden Ländern vertraglich vereinbarten Zahlungsverkehrs an die durch das rumänische Gesetzesdekret vom 16. September 1939 einmal mehr grundlegend abgeänderten Aussenhandelsbestimmungen anzupassen, um dadurch die Möglichkeit zu schaffen, den Warenverkehr zwischen der Schweiz und Rumänien aufrecht zu erhalten und durch weitere möglichst bedeutende Bezüge rumänischer Produkte nicht nur den schweizerischen Export nach Rumänien im Rahmen des Möglichen beizubehalten, sondern auch die im damaligen Zeitpunkt bereits sehr beträchtlichen schweizerischen Aussenstände – sie betrugen allein auf dem Warengebiet nahezu 15 Millionen Franken – in angemessener und wenn möglich beschleunigter Weise abzutragen. Angesichts der im damaligen Zeitpunkt ziemlich unübersichtlichen Verhältnisse auf dem rumänischen Markt musste dem erwähnten Modus vivendi der Charakter eines Versuchs zukommen, der in der kurzen Gültigkeitsdauer und der knapp bemessenen Kündigungsfrist dieses Abkommens zum Ausdruck kam. Wenn die darin vereinbarte Zahlungsweise – 60%

1. *Etait absent: H. Obrecht.*
2. *Non reproduit. Cf. la décision du Conseil fédéral du 10 novembre 1939* (E 1004.1 1/391, *N°* 2137).

Clearing- und 40% Devisenzahlung – in den ersten Monaten nach Inkrafttreten es auch gestattete, die bedeutenden rumänischen Überpreise für einige wenige Produkte, vor allem für Getreide, zu überbrücken, wodurch in einem gewissen Rahmen schweizerische Bezüge ermöglicht wurden, so erlaubte die weitere Preis- und Kursentwicklung doch leider nicht, diese schweizerischen Käufe in Rumänien beliebig zu steigern. In gleicher Richtung erschwerend auf die schweizerischen Absichten der vermehrten Alimentierung des Clearings wirkten sodann die ab November 1939 einsetzenden rumänischen Exportverbote ein, die zunächst die Gerste, einen in früheren Jahren wesentlichen Bestandteil unseres Imports aus diesem Lande, dann aber auch die übrigen Getreidearten sowie Hülsenfrüchte, Ölsamen, Ölfrüchte und eine Reihe anderer Waren umfassten. Anderseits bedingten die aus der internationalen Lage und dem Ausbruch kriegerischer Ereignisse zu erklärenden sehr hohen rumänischen Preise für flüssige Brennstoffe einen steten Rückgang unserer Bezüge aus Rumänien, solange der Schweiz für diese Produkte die Zufuhr aus anderen, überseeischen Bezugsquellen offen stand.

Es waren jedoch nicht diese Ursachen allein, die den Modus vivendi vom 2. November 1939 die in ihn gesetzten Erwartungen nicht erfüllen liessen. Das Aussenhandelsregime vom 16. September 1939, dem sich die Geschäftswelt nur langsam und mit Mühe anpasste, wurde schon auf den 10. März 1940 durch vollkommen neue Bestimmungen ersetzt, deren wesentlichste Neuerung darin bestand, dass für den gesamten rumänischen Export die 100%ige Devisenzahlung als Grundsatz aufgestellt und dem rumänischen Exporteur für diese von ihm an die Rumänische Nationalbank zu ihrer freien Verfügung abzuliefernden Devisen ein gegenüber dem bisherigen um 50% erhöhter Kurs zugesichert wurde. Anderslautende zwischenstaatliche Vereinbarungen wurden durch diese Änderung der autonomen rumänischen Vorschriften selbstverständlich nicht berührt, sodass im Verkehr mit der Schweiz der rumänische Exporteur wie bisher für die im Wege des Clearings zu transferierenden 60% seiner Forderung den Clearingkurs (rund 32 Lei pro Schweizerfranken) und nur für den in Devisen zu bezahlenden Rest von 40% seiner Forderung den Devisenkurs (rund 48-50 Lei pro Franken) abgerechnet erhielt, wodurch sich für ihn ein Mittelkurs von ca. 39 Lei ergab, während er für Verkäufe nach Ländern, die 100% in Devisen bezahlten, den Gesamtbetrag zum neuen Devisenkurs (ca. 48-50 Lei pro Franken) ausbezahlt erhielt. Dass durch diese Änderung im Aussenhandelsregime die Fortdauer des schweizerisch-rumänischen Clearings ernstlich in Frage gestellt und seine weitere Alimentierung sozusagen unmöglich gemacht wurde, bedarf keiner näheren Begründung.

Damit sind aber die Schwierigkeiten, die die Aufnahme von Unterhandlungen über die weitere Gestaltung unseres Waren- und Zahlungsverkehrs mit Rumänien als notwendig erscheinen liessen, keineswegs abschliessend aufgezählt. Es sei jedoch hier nur noch auf die Klagen hingewiesen, die aus den schweizerischen Wirtschaftskreisen laut wurden über die ungenügende Zuteilung von Devisen für Zahlungen nach der Schweiz durch die zuständigen rumänischen Stellen, währenddem sich Rumänien im Modus vivendi vom 2. November 1939 verpflichtet hatte, die aus dem Export nach der Schweiz aus der im Vertrag vereinbarten 40%igen negoziablen Devisenquote anfallenden Devisen

«im Rahmen des Möglichen» für Zahlungen nach unserem Lande freizugeben.

Seit dem Abschluss des Waffenstillstandsabkommens zwischen Frankreich und den Achsenmächten und der daraus hervorgehenden, wenigstens vorläufig vollkommenen Stockung in unseren überseeischen Zufuhren hat aber die Frage unseres Warenverkehrs mit Rumänien einen neuen Aspekt erhalten, der das Schwergewicht in wesentlichem Masse auf ein anderes Gebiet, nämlich die Versorgung unseres Landes mit lebenswichtigen Waren verlegt. Bis zum Abschluss neuer Vereinbarungen mit den Blockademächten, wozu von der Schweiz aus gesehen heute auch Deutschland und Italien gehören, wird vor allem die Einfuhr von *flüssigen Brennstoffen* bis auf weiteres zur Hauptsache nur noch aus Rumänien möglich sein. Die Tatsache, dass aus diesem Lande in der allerletzten Zeit nur ca. 18% des Gesamtbedarfs der Schweiz importiert werden konnten, beleuchtet die Bedeutung dieser Bezugsquelle bei Ausbleiben aller oder auch nur der wesentlichsten übrigen Zufuhren. Der heutige Stand der Landesversorgung müsste nach Mitteilung des zuständigen Kriegswirtschaftsamtes unbedingt zum Erlass weitgehender einschränkender Massnahmen auf dem Gebiete des Benzinverbrauchs führen, wenn es nicht gelingen sollte, aus Rumänien noch möglichst grosse Mengen zu importieren, wobei unter den heutigen Verhältnissen die Preisfrage kein unbedingtes Hindernis bilden darf. Anderseits besteht Grund anzunehmen, dass auch auf rumänischer Seite das Interesse an Verkäufen nach der Schweiz wieder etwas zugenommen haben dürfte, seit die Westmächte infolge der kriegerischen Ereignisse als Bezugsstaaten in Wegfall kommen. Wenn auch Deutschland ohne Zögern als Bezüger der dadurch ausfallenden Mengen in die Lücke zu springen bereit ist, so entstehen für Rumänien dadurch ausschliesslich Verrechnungsguthaben in einem Clearing, in dem Rumänien bereits stark in Vorschuss getreten ist, sodass die Schweiz als wenigstens teilweise in Devisen bezahlender Abnehmer vielleicht doch als Käufer nicht uninteressant ist. Selbstverständlich bedarf auch das Problem des Abtransports der Ware einlässlicher Abklärung. Die Beschaffung zusätzlicher Transportmöglichkeiten wird in Verbindung mit den Interessenten und den beteiligten Verwaltungen abgeklärt.

Wesentliches Interesse für die schweizerische Inlandsversorgung bietet aber auch der Bezug anderer rumänischer Produkte. So wäre Rumänien zweifellos in der Lage, die Schweiz mit wesentlichen Mengen Schmieröl zu versorgen, während es auch auf dem Gebiete des *Getreides* Verhandlungsaufgabe sein müsste, durch das Angebot grösserer Käufe die rumänische Regierung zur Lockerung ihrer Exportverbote für solche Lieferungen nach der Schweiz zu bewegen. Durch die Ereignisse der letzten Tage in Rumänien hat natürlich die Frage der Beschaffung aller dieser Waren in unliebsamer Weise an Bedeutung gewonnen. Wenn aber im Hinblick auf die grosse Dringlichkeit des Problems vom Standpunkt der Inlandsversorgung aus sich die Aufnahme sofortiger Verhandlungen gebieterisch aufdrängt, so wäre es nicht zu verantworten, wenn nicht gleichzeitig mit allen Mitteln versucht würde, solche Bezüge, falls sie sich als möglich erweisen, in vermehrtem Masse, als es durch den Modus vivendi vom 2. November 1939 hat verwirklicht werden können, in den Dienst des schweizerischen Exports zu stellen, wobei vor allem auch auf die Abtragung der noch immer über 13,5 Millionen Franken betragenden Warenausstände

– abgesehen von den noch nicht transferierten Guthaben auf dem Gebiete der Finanz- und Versicherungsforderungen – Bedacht genommen werden muss. Aber auch der Anbahnung neuer Exportgeschäfte, sofern die Verhältnisse es gestatten, kommt unter den heutigen Verhältnissen im Interesse der Arbeitsbeschaffung vermehrte Bedeutung zu. Anderseits lage es bei solchen Verhandlungen auch im Bereich der Möglichkeit, zur Lösung des Preisproblems für die aus Rumänien zu beziehenden Waren dadurch beizutragen, dass die Bereitwilligkeit schweizerischer Exportkreise, für die rasche Heimschaffung ihrer Guthaben ein angemessenes Opfer auf sich zu nehmen, in Rechnung gestellt wird.

Der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins in Zürich, ist ebenfalls der Meinung, dass alles versucht werden sollte mit dem wir diese Fragen eingehend besprochen haben, um die vorstehend aufgeworfenen Fragen in sofortigen Verhandlungen in Bukarest zu klären. Die Petrola, Schweizerische Genossenschaft für die Versorgung mit flüssigen Kraft- und Brennstoffen, Zürich, hat für die Diskussion der mit dem Bezug von flüssigen Brennstoffen zusammenhängenden Fragen verschiedene Experten bezeichnet, die der schweiz. Delegation zur Verfügung stehen. Durch Vermittlung der Schweizerischen Gesandtschaft in Bukarest ist die rumänische Regierung ersucht worden, eine schweiz. Delegation so rasch wie möglich in der rumänischen Hauptstadt zu empfangen.»

Antragsgemäss wird daher

beschlossen:

1. mit der rumänischen Regierung sind im Sinne des vorliegenden Antrages sofort Verhandlungen aufzunehmen;
2. mit der Führung dieser Verhandlungen werden bezeichnet die Herren Dr. H. Ebrard, Delegierter für Handelsverträge, als Leiter der Delegation, und Dr. P. Aebi, I. Sekretär des Vororts des Schweiz. Handels- und Industrie-Vereins in Zürich, als Delegierten;
3. Das eidg. Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, der Delegation die zur Durchführung ihrer Aufgabe erforderlichen Experten beizugeben.

ANNEXE

E 1004.1 1/400

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 9 août 1940[3]

1329. Trafic des marchandises et règlement des paiements entre la Suisse et la Roumanie

Département de l'Economie publique. Proposition du 6 août 1940

Le Département de l'économie publique expose ce qui suit:

«Dans notre proposition du 4 juillet 1940, nous avions relevé que l'approvisionnement de notre pays en marchandises absolument nécessaires à sa vie économique revêtait, dans les circonstances actuelles, une importance primordiale. Lors de l'envoi d'une délégation suisse en Roumanie,

3. *Etaient absents: M. Pilet-Golaz, E. Wetter.*

décidé par le Conseil fédéral le 5 juillet 1940, il avait été prévu que celle-ci devait principalement s'efforcer de remédier aux difficultés de notre approvisionnement, notamment en carburants liquides et en céréales. Les autres questions mentionnées dans notre proposition du 4 juillet quoique un peu moins brûlantes devaient cependant, elles aussi, être réglées. En particulier, parallèlement au problème des importations de marchandises roumaines en Suisse et en liaison avec lui, la question du rapatriement des créances suisses accumulées en Roumanie et celle des nouvelles livraisons possibles de marchandises suisses à destination de ce pays devaient aussi recevoir une solution.

I.

Les experts en matière de commerce de carburants liquides et de céréales qui accompagnaient la délégation suisse se mirent à étudier le marché roumain dès leur arrivée à Bucarest, le 10 juillet 1940.

1) En ce qui concerne les *céréales roumaines*, il convenait de tenter, en faisant des offres d'achats importantes, d'obtenir la livraison de certaines quantités à la Suisse, en dérogation aux interdictions d'exportation en vigueur en Roumanie. Malheureusement, nos prévisions assez pessimistes relativement à la possibilité d'obtenir des dérogations de ce genre se sont trouvées confirmées par les faits. L'expert suisse compétent a dû constater qu'il n'existait pas en Roumanie d'excédent exportable, au moins pour le blé. Pour l'orge, la situation du marché n'était pas encore absolument claire et, en ce qui concerne le maïs, on n'a pas encore pu réunir des informations absolument certaines. La récolte encore sur pied peut, en effet, être meilleure en définitive que les autorités roumaines ne le prévoyaient tout d'abord. Les constatations de l'expert suisse ont été confirmées par les délégués roumains au cours des négociations. Durant celles-ci, la délégation suisse s'est efforcée d'obtenir que si un excédent de production permettait la reprise des exportations de certaines céréales roumaines, la Suisse bénéficierait d'une quote-part de cet excédent proportionnelle à ses achats en Roumanie au cours des années antérieures. Du côté roumain, même cette concession minime n'a pas été accordée sous prétexte qu'il n'y aurait certainement pas d'excédent exportable cette année. Il semble toutefois que la négociation pourra être reprise plus tard au sujet du maïs, lorsque la récolte aura été effectuée.

2) Les experts suisses ont trouvé une situation plus favorable sur le marché roumain des *carburants liquides;* les quantités désirées par la Suisse étant encore disponibles. Seule l'essence d'aviation a manqué. Toute la question de l'approvisionnement de la Suisse en carburants liquides de Roumanie s'est donc trouvée ramenée à un problème de transport, dont l'importance nous était connue ainsi qu'il ressort de notre proposition du 4 juillet 1940. Le problème dont il s'agit revêtait un quintuple aspect:

Il convenait en effet d'assurer tout d'abord le transport des quantités, dont l'achat était envisagé par la Suisse, des raffineries proches des lieux d'extraction jusqu'aux ports de Giurgiu sur le Danube, ou de Constantza, sur la mer Noire.

En outre, les moyens de transport permettant d'effectuer l'embarquement des quantités dont il s'agit, dans les ports précités, devaient être réunis.

D'autre part, l'encombrement des lignes de chemins de fer et l'embouteillage des ports se superposant au manque de wagons-citernes pouvaient rendre impossible toute exportation vers la Suisse.

Par ailleurs, à partir de Giurgiu, le transport sur le Danube des quantités nécessaires à notre pays devait être assuré. Cette question a été réglée sur place d'une manière satisfaisante. Il a été possible de louer et d'affréter des bateaux sur le Danube qui devront effectuer le service entre Giurgiu et un port danubien de Yougoslavie. De là, la marchandise parviendra en Suisse par rail.

Enfin, le problème du transport par mer de certaines quantités de carburants liquides s'est révélé très difficile, non pas seulement en ce qui concerne l'affrètement des bateaux, mais surtout du fait des entraves résultant de l'application du blocus anglais qui rend aléatoire l'arrivée de la marchandise à un port yougoslave et, surtout, à un port italien. La délégation suisse chargée des pourparlers avec la Roumanie a maintenu un contact constant avec la Division du commerce afin de trouver une solution permettant le passage des bateaux pétroliers destinés à la Suisse. Cependant, un modus vivendi satisfaisant n'a pu être trouvé pendant la durée des dernières négociations

roumano-suisses et les pourparlers avec Londres devront être poursuivis jusqu'à ce qu'un règlement intervienne.

Le ravitaillement de la Suisse en carburants liquides de Roumanie se heurtait également à un autre obstacle, au moment de l'arrivée de la délégation suisse à Bucarest. Les prix de ces carburants, pour un pays qui comme le nôtre était lié à la Roumanie par un accord de clearing, étaient en effet prohibitifs. Le régime du clearing ne donnait pas à la Suisse, en vertu de dispositions internes roumaines, le droit de bénéficier de la surprime de 50% accordée en Roumanie pour les règlements en devises convertibles. Dans nombre de cas, les prix facturés par les vendeurs roumains aux acheteurs suisses étaient donc plus élevés que ceux demandés aux importateurs d'autres pays.

II.

Au cours des négociations économiques qui débutèrent à Bucarest le 11 juillet, la délégation suisse mit immédiatement la question des transports de marchandises roumaines sur le tapis. Elle demanda que dans la répartition des moyens de transports disponibles entre les différents Etats une place soit faite à la Suisse et que celle-ci puisse, notamment, disposer d'une quote-part dans cette répartition qui corresponde à son rang dans la liste des acheteurs réguliers et anciens de carburants roumains. Les délégués suisses ont dû insister sur le fait qu'ils ne pouvaient accepter que les autorités roumaines fassent mettre, notamment, des wagons-citernes, seulement à la disposition de certains pays, à l'exclusion de la Suisse.

La question des prix des marchandises roumaines a également été soulevée par la délégation suisse afin de chercher sur quelle base des achats pourraient être opérés en Roumanie. La recherche de cette base a naturellement amené les négociateurs des deux pays à aborder l'examen du problème du régime futur des paiements entre la Roumanie et la Suisse.

En ce qui concerne le système des paiements, les conceptions roumaines concrétisées dans les nouvelles dispositions législatives entrées en vigueur le 10 mars 1940, dont il a déjà été fait mention dans notre proposition du 4 juillet 1940, se sont nettement heurtées aux nôtres. La délégation roumaine s'est absolument refusée, malgré la résistance de la délégation suisse, à accorder à la Suisse la surprime de 50% mentionnée plus haut, dans le cadre d'un régime roumano-suisse de clearing, parce que les nouvelles dispositions du 10 mars 1940 ne le lui permettaient pas. Il est vrai qu'une demande roumaine tendant à transformer le système du clearing existant entre les deux pays en un régime de transfert avait été présentée à plusieurs reprises au cours de ces dernières années. Cependant, nous avions toujours dû refuser de donner suite à cette requête parce que nous n'avions pas une entière confiance dans les garanties qu'un régime de transfert pourrait nous offrir relativement au paiement à l'échéance de nos exportations en Roumanie. Cette fois-ci nous avons dû entrer dans les vues de la délégation roumaine. La situation se présentait pour nous de toute autre manière que lors de nos précédents refus. Si la délégation suisse s'était cantonnée sur le terrain du clearing et avait refusé de changer de système de règlement des paiements, elle n'aurait pas pu obtenir l'application a l'égard de la Suisse de la surprime de 50%, ce qui excluait d'avance tout achat de marchandises roumaines par notre pays, vu les prix inabordables qui nous auraient été faits. Même si nous nous étions passagèrement accommodés de ces prix, cela aurait eu pour effet de provoquer une telle hausse des prix de revient intérieurs suisses que les prix de vente de la benzine et le l'huile de chauffage notamment, auraient dû être augmentés dans une mesure considérable. Vu les conséquences graves d'une telle augmentation, il convenait d'accorder une importance particulière à un régime des paiements qui permettrait à la Suisse de majorer aussi faiblement que possible les prix des carburants liquides sur le marché interne. C'est en se basant sur cette considération que la délégation suisse a, en définitive, consenti à envisager la discussion des modalités d'un accord de transfert avec la Roumanie, sous réserve que cet accord assurerait à notre pays toutes les garanties visant le paiement à l'échéance des marchandises suisses exportées en Roumanie qui sont compatibles avec l'institution d'un système de transfert. Ces garanties consistent tout d'abord, selon l'article 2, chiffre 4 de l'accord de transfert roumano-suisse du 30 juillet 1940[4], en un engagement solidaire du

4. *Une copie complète de l'accord et de ses annexes se trouve dans* E 1001 1/VD 1.8.-30.9.1940. *Cf. aussi* K. I. 1217; *RO, 1940, vol. 56, II, pp. 1428-1434;* E 2001 (D) 1/223 *et* E 7110 1967/32/900 Rumänien.

Gouvernement roumain et de la Banque nationale de Roumanie visant la reconstitution des avoirs des comptes de transfert dont ladite Banque aura disposé immédiatement. En outre, la Banque nationale de Roumanie s'est engagée à maintenir sur l'ensemble des comptes de transfert ouverts auprès de la Banque nationale suisse des avoirs s'élevant au total à au moins deux millions de francs suisses. Il est évident que des engagements de ce genre n'ont de valeur que pour autant qu'il est possible d'avoir confiance dans celui qui les prend. Malgré la situation politique troublée dans les Balkans, nous avons estimé que la garantie conjointe de l'Etat roumain et de l'Institut central d'émission, ainsi que le solde de 2 millions de francs suisses devant être maintenu à Zurich pouvaient permettre le passage du système du clearing à celui du transfert.

III.

L'accord de transfert signé le 30 juillet 1940 prévoit (article premier) l'obligation du versement en francs suisses à la Banque nationale suisse de la contre-valeur de toutes les marchandises d'origine roumaine importées en Suisse. En principe, la Banque nationale de Roumanie peut disposer immédiatement des sommes ainsi versées (article 2, chiffre 4), mais elle s'engage à les restituer pour assurer le paiement à l'échéance des marchandises suisses exportées en Roumanie. L'accord du 30 juillet 1940 contient une innovation intéressante, par rapport aux autres accords de transfert déjà conclus par la Suisse, en ce sens que la garantie du paiement, à l'échéance, des marchandises suisses n'est pas seulement accordée par l'Etat roumain, mais également par l'Institut central d'émission. La garantie de la Banque nationale de Roumanie avait toujours été refusée lors des précédentes offres roumaines visant la conclusion d'un accord de transfert roumano-suisse. L'engagement de restituer les sommes prélevées sur les comptes de transfert ouverts à Zurich a donc une portée suffisante, d'autant plus que le maintien d'un fonds de roulement de deux millions de francs suisses aux comptes de transfert donne une garantie supplémentaire. L'importance de ce fonds est que du règlement des paiements entre la Roumanie et la Suisse (envoi des avis de versement de Zurich en Roumanie et réception des ordres de paiements de Roumanie en Suisse).

Le nouvel accord offre, il faut le relever, dans un tout autre ordre d'idées, un avantage sur le Modus Vivendi précédemment en vigueur. En effet, la cote de 40% en devises négociables provenant de l'exportation roumaine en Suisse, qui était mise à la disposition de la Roumanie, n'a plus trouvé de place dans un accord de transfert. Dorénavant, les comptes de transfert ouverts auprès de la Banque nationale suisse seront alimentés par la contre-valeur totale des marchandises roumaines importées en Suisse et payées en mains de ladite banque.

IV.

Le rapatriement des créances suisses accumulées en Roumanie avait déjà occupé la délégation suisse lors des négociations qui avaient eu lieu à Bucarest l'automne dernier. Dans l'entre-temps cette question était devenue absolument urgente par suite des événements politiques survenus en Roumanie. Les créances suisses qui s'élevaient à la fin du mois dernier à environ 15 millions de francs suisses constituaient l'un des points essentiels des négociations relatives au nouveau régime des paiements entre la Roumanie et la Suisse. La délégation suisse a insisté à réitérées reprises sur le fait que tout ce qui serait possible devrait être tenté pour assurer le rapatriement des créances suisses accumulées en Roumanie. Les délégués roumains ont déclaré qu'ils ne pourraient pas affecter les sommes résultant de l'importation de carburants liquides par la Suisse à la liquidation de ces créances, vu que cette marchandise, très demandée actuellement, pourrait être vendue sans autre, en devises libres à la plupart des autres pays clients de la Roumanie. Après des délibérations prolongées, la délégation suisse est enfin arrivée, au tout dernier moment, à obtenir que 20% du total des sommes versées à la Banque nationale suisse en règlement de 100% de la contre-valeur des marchandises roumaines importées en Suisse soient affectés exclusivement au règlement des créances suisses dont la contre-valeur aurait été versée en Roumanie jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du nouvel accord (article 2, chiffre 1). Cette cote de 20% servira au rapatriement d'une somme d'environ 7 millions de francs suisses (protocole confidentiel, article 7, chiffre 4), qui représente le montant des créances versées en Roumanie au «compte de dépôt en lei» existant auprès de la Banque nationale de Roumanie et aux comptes bloqués tenus par les banques roumaines autorisées à crédit illimité jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du nouvel accord. Le solde des créances suisses,

soit les montants non encore versés à ladite date, seront liquidés au moyen des autres disponibilités du compte marchandises.

Du côté roumain, il a été relevé que vu l'impossibilité dans laquelle se trouve la Suisse d'acheter pour le moment des carburants liquides en Roumanie, en les payant en devises libres, les autorités roumaines devaient demander une modification sensible de l'échelle de répartition des montants versés à la Banque nationale suisse. La délégation suisse, toujours guidée par la nécessité d'assurer le ravitaillement du pays en carburants liquides et tenant compte des nouvelles mesures de rationnement de la consommation de ces carburants prises après son départ, a alors proposé aux délégués roumains d'augmenter la cote en devises libres mise à la disposition de la Roumanie jusqu'à 25%. L'offre de la délégation suisse s'est heurtée à une fin catégorique de non-recevoir. Après avoir fait usage de tous les moyens d'amener un changement de l'attitude roumaine, qui étaient en son pouvoir, la délégation suisse a dû consentir à l'octroi d'une cote de 35% en devises libres (art. 2, chiffre 2, litt. f). Il faut relever que cette cote se calcule seulement sur le reliquat de 80% des montants versés à la Banque nationale suisse pour le règlement des marchandises roumaines importées dans notre pays. Cette cote ne représente donc en fait que 28% du total des sommes versées à Zurich. Pour le moment, pendant que la cote de 20% pour la liquidation des créances arriérées existe encore, on peut prévoir que l'évolution de la situation économique rendra sans doute nécessaires de nouvelles négociations au sujet du contenu de l'accord et, notamment, de la cote de 35% en devises libres. Pour ne pas préjuger de l'avenir, une lettre a été échangée entre les Présidents des délégations suisse et roumaine afin de bien spécifier que, du côté suisse, l'augmentation de la quote-part de devises libres à 35% ne peut pas constituer un précédent pour un accord futur.

La délégation roumaine a également cherché à obtenir une diminution des cotes réservées aux créanciers financiers et aux assureurs suisses, ce que nous avons refusé catégoriquement.

Le reliquat de 80% des montants versés à la Banque nationale suisse se répartit (article 2, chiffre 2) à raison de 35% pour le règlement des créances résultant de livraisons de marchandises suisses, sans égard à la date de leur importation en Roumanie. Cette cote de 35% est distribuée par la Suisse et par la Roumanie qui disposent chacune de la moitié de cette quote-part. Le compte spécial pour le règlement de créances résultant de fournitures spéciales, qui existait déjà sous le régime des accords précédemment en vigueur, subsiste, mais avec des disponibilités réduites de 10 à 9%. Si l'on tient compte également de l'amortissement résultant de la cote de 20% pour créances arriérées, dont les 3/4 des disponibilités sont affectées à des règlements pour marchandises, on constate qu'il n'y a qu'une légère diminution de la cote globale disponible pour les marchandises suisses par rapport à celle qui résultait des clauses des anciens accords. On devra même observer à ce propos que sous le régime de ces anciens arrangements une certaine quote-part revenait aux devises négociables au sujet de l'attribution desquelles la Roumanie n'a jamais donné d'assurance positive.

La cote de 4,5% pour les paiements à des créanciers domiciliés en Suisse de revenus de capitaux placés en Roumanie est restée sans changement par rapport au «statu quo ante». De même, la cote de 1 1/2% pour le règlement des créances d'assurance et de réassurance est restée à son niveau antérieur. Celle de 15% pour le règlement des paiements à faire en Suisse par l'Etat roumain, en premier lieu pour le service de la Dette Publique, à l'exception des paiements pour des marchandises, a subi une diminution de 2%, pour tenir compte de la situation créée par l'octroi d'une plus forte cote en devises libres.

Selon l'article 3 de l'accord de transfert, les débiteurs roumains continuent à pouvoir verser le montant de leurs dettes au crédit de comptes bloqués ouverts auprès de banques roumaines autorisées à crédit illimité ou d'un compte bloqué tenu par la Banque nationale de Roumanie s'il s'agit de la contre-valeur de livraisons à l'Etat roumain ou à des établissements roumains contrôlés par l'Etat – lorsqu'il n'existe pas, à un moment donné, de disponibilités sur les comptes de transfert suffisantes pour assurer le transfert immédiat, des versements des débiteurs dont il s'agit.

Les autres clauses du nouvel accord ne contiennent pas de nouveautés par rapport aux modalités des accords en vigueur jusqu'ici. Il faut cependant mentionner que l'article 9 (clause de résiliation) contient une innovation en ce sens que les soldes existant aux comptes de transfert, du moment de l'arrivée à expiration de l'accord, seront liquidés au moyen de 60% de la contre-valeur de nouvelles exportations de marchandises roumaines vers la Suisse. Une fois que les créances en

marchandises auront été liquidées, ces 60% seront réduits à 30% jusqu'à liquidation complète des créances des autres catégories. Cette clause de résiliation est très satisfaisante pour assurer la sauvegarde des intérêts suisses en jeu après la résiliation de l'accord de transfert. Elle constitue un progrès par rapport au régime en vigueur antérieurement.

Mentionnons, pour terminer, que l'accord de transfert qui remplace l'accord de clearing conclu le 24 mars 1937, ainsi que les arrangements ultérieurs le modifiant et le complétant, sortira ses effets tout d'abord jusqu'au 31 mars 1941 avec possibilité de prorogation de mois en mois.

V.

Le protocole final à l'accord de transfert du 30 juillet 1940, qui devra également être publié précise tout d'abord (ad article 2, chiffre 1) qu'après liquidation complète des créances suisses existant au «compte de dépôt en lei» ouvert auprès de la Banque nationale de Roumanie ou aux banques roumaines autorisées à crédit illimité, la totalité des versements à la Banque nationale suisse sera répartie selon l'échelle fixée dans l'accord de transfert: La cote de 20% pour amortissements disparaîtra par conséquent.

Il est également précisé (ad article 2, chiffre 2, litt. b) que les paiements pour capitaux pourront être admis au transfert.Les dispositions relatives au règlement des créances des sociétés suisses d'assurances et de réassurances, au service de la Dette Publique roumaine, à la tenue des comptes bloqués et à la technique des transferts des sommes versées sur ces comptes sont, avec quelques variantes sans grande importance, reprises d'anciens accords.

VI.

Dans le Protocole confidentiel à l'accord de transfert roumano-suisse, les clauses figurant dans des accords antérieurs, relatives à la délivrance des permis d'importation par les autorités roumaines, à la délivrance des certificats jaunes par les autorités suisses et à la répartition des «dovadas» roumaines sont reprises sans modifications importantes (article premier), mais adaptées, s'il y a lieu, au nouveau régime de transfert prévu dans l'accord du 30 juillet 1940.

L'article 2 précise que les disponibilités de la cote de 9% pourront être affectées par le Gouvernement roumain au paiement de fournitures d'armement proprement dites.

L'article 3 est entièrement nouveau. Il a été établi à la demande de certaines succursales roumaines de maisons suisses pour parer à des difficultés qui avaient surgi dans le règlement des provisions et commissions en Roumanie.

L'article 4 reproduit la clause de convertibilité en or qui figurait déjà dans les accords en vigueur antérieurement, avec les adaptations rendues nécessaires par le nouveau régime des paiements.

L'article 5 concerne la technique des paiements et, en particulier, l'exécution des ordres de paiement émanant de l'Office suisse de compensation.

Il est précisé à l'article 6 que la Suisse bénéficiera de la clause de la nation la plus favorisée en matière de fixation du cours des devises convertibles en Roumanie tant que le franc suisse restera une monnaie libre. Actuellement, le cours le plus favorable, dont la Suisse bénéficie dans ses relations d'affaire avec la Roumanie est identique au cours officiel augmenté de la prime de 38% et de la surprime de 50%, selon les dispositions du décret-loi N° 668 du 2 mars 1940, établissant le régime des échanges avec l'étranger.

L'article 7 fixe de quelle manière seront répartis les 20% prévus pour la liquidation des créances suisses accumulées en Roumanie et de quelle manière s'opérera cette liquidation.

Selon l'article 8, le Gouvernement roumain sera tenu d'attirer l'attention des débiteurs en Roumanie sur le fait que le nouveau cours comprenant la surprime de 50% est dorénavant applicable à tous les paiements en faveur de bénéficiaires suisses, même s'il s'agit du règlement de créances existantes. Les débiteurs roumains pourront donc être appelés à effectuer des paiements complémentaires pour la différence entre l'ancien et le nouveau cours de conversion.

L'article 9 a pour but d'éviter que les paiements en Suisse au moyen de devises négociées en Bourse cessent brusquement d'être possibles, du fait de la suppression de la cote de 40% en devises négociables qui existait sous le régime des accords précédemment en vigueur.

L'article 10 prévoit le maintien en vigueur des lettres I et III du 13 décembre 1937, adressées à l'Association suisse des banquiers, à Bâle, par le Ministre des finances de Roumanie, relatives au

règlement de la Dette Publique roumaine en Suisse, pendant la durée de validité du nouvel accord de transfert.

Enfin, l'article 11 contient une clause de bienveillance en ce qui concerne les demandes de devises des personnes domiciliées en Roumanie et désirant faire en Suisse un séjour pour raison de santé, d'études ou de tourisme.

VII.

La première lettre accompagnant l'accord de transfert entre la Roumanie et la Suisse, dont elle forme partie intégrante, a été adressée par la Banque nationale de Roumanie à l'Office suisse de compensation afin de fixer que l'écart entre le cours appliqué aux versements à la Banque nationale de Roumanie et aux paiements effectués par elle ne peut dépasser 2%.

La lettre relative au dédouanement des couleurs d'aniline importées en Roumanie est absolument identique à celle qui figurait dans les accords précédemment en vigueur.

Une troisième lettre fixe quelle sera la structure de l'exportation suisse en Roumanie pendant la durée de validité de l'accord de transfert. Cette structure correspond à celle de l'exportation suisse dans le Royaume danubien pendant ces années dernières.

Lorsque les délégations suisse et roumaine se furent mises d'accord sur la question du système de règlement des paiements qui serait appliqué entre les deux pays et que l'échelle de répartition des disponibilités provenant de l'exportation roumaine en Suisse fut également mise au point, il devint possible d'obtenir des autorités roumaines des assurances précises concernant l'obtention et le transport des quantités de produits pétroliers nécessaires à notre pays. Ces assurances sont confirmées dans une lettre jointe à l'accord de transfert, dont elle fait partie intégrante. Il est prévu que des permis d'exportation seront délivrés par les autorités roumaines compétentes, à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'accord de transfert, à raison de 40 000 tonnes de produits pétroliers qui seront en général répartis moitié en essence et moitié en gasoil, mensuellement jusqu'au 31 octobre 1940, et à raison de 30 000 tonnes à partir du 1er novembre 1940 jusqu'à la date de l'arrivée à expiration de l'accord de transfert. Les autorités roumaines s'engagent, en outre, à faire le nécessaire afin que les quantités précitées puissent être transportées par moitié à Giurgiu et à Constantza. Il n'est pas mentionné dans la lettre en question que le cours dont la Suisse bénéficiera pour les achats dont il s'agit comportera la surprime de 50%, du moment que cette question du cours est déjà réglée d'une manière générale à l'article 6 du Protocole confidentiel.

Si rien d'extraordinaire ne vient interrompre l'application de l'accord de transfert du 30 juillet 1940 et, notamment, troubler les transports entre la Roumanie et la Suisse, on peut donc compter sur une importation de 40 000 tonnes par mois de produits pétroliers roumains, importation qui se stabilisera par la suite à 30 000 tonnes. Ces importations représentent un pourcentage très important du total de nos achats de produits pétroliers étrangers et il en résultera une amélioration sensible de notre ravitaillement en carburants liquides.

VIII.

En tenant compte de toutes les circonstances et, principalement de la nécessité absolue d'assurer le ravitaillement de la Suisse en carburants liquides, tout en opérant l'amortissement des créances suisses accumulées en Roumanie, on peut considérer l'accord de transfert du 30 juillet 1940 comme un arrangement satisfaisant. Il faudra voir naturellement dans quel esprit ses clauses seront exécutées par l'autre partenaire.

Il est nécessaire de prévoir la mise en vigueur d'un arrêté relatif à l'exécution de l'accord de transfert conclu le 30 juillet 1940 entre le Royaume de Roumanie et la Confédération suisse pour tenir compte de la nouvelle situation résultant de la mise en application de cet accord. Le projet de nouvel arrêté ci-joint tient compte de la nouvelle situation dont il s'agit.

Vu les considérations qui précèdent et conformément à la proposition du département de l'économie publique,

il est *décidé:*

1. D'approuver l'accord de transfert entre la Confédération suisse et le Royaume de Roumanie, conclu à Bucarest le 30 juillet 1940, le protocole final et le protocole confidentiel à cet accord, ainsi que les 7 lettres qui l'accompagnent.

2. D'approuver le projet d'arrêté relatif à l'exécution de l'accord de transfert entre la Confédération suisse et la Roumanie.

3. De publier dans le Recueil des Lois, l'accord de transfert entre la Confédération suisse et le Royaume de Roumanie et le Protocole final à cet accord, ainsi que l'arrêté relatif à l'exécution de l'accord de transfert.

4. De charger la chancellerie fédérale d'établir l'instrument de ratification nécessaire.

333

E 2300 Berlin /41

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

RP F/AZ Berlin, 5. Juli 1940

Bei meinem letzten Besuch hat Herr von Weizsäcker der Überzeugung der Reichsregierung Ausdruck gegeben, dass die Beziehungen beider Länder nun wieder freundlicher würden. Ich habe für diese erfreuliche Eröffnung auch im Namen des Bundesrates gedankt und geantwortet, dass die Schweiz nichts anderes wünsche und wünschen könne. Es sei immer mein Auftrag gewesen, sich dieser Aufgabe zu widmen, und ich könne versichern, dass es mein Bestreben sei, dies auch in Zukunft zu tun.

Bei der Erklärung des Staatssekretärs muss im Auge behalten werden, dass er im Namen der Reichsregierung gesprochen hat. Es handelt sich also nicht bloss um eine persönliche Äusserung Herrn von Weizsäckers, dessen gute Dispositionen unserem Lande gegenüber bekannt sind. Deutschland streckt uns also freundschaftlich die Hand entgegen, die wir nicht ausschlagen sollten.

In welchem Sinne dies zu geschehen hat, habe ich verschiedentlich schriftlich und auch mündlich in Bern darzulegen gesucht. Wir sollten nicht passiv bleiben und bloss abwarten, bis man von uns gewisse Massnahmen wünscht, später dann verlangt und denen wir dann schliesslich unter Pression nachgeben müssen. Wir sollten diesbezüglich selbst initiativ vorgehen, da dann unsere Massnahmen als freundliche Gesten gewürdigt werden.

Bezüglich Presse, Völkerbund, Polen, Studenten, kulturelle Zusammenarbeit, Unsichtbarmachung antideutscher Literatur, Erleichterung der Einreise etc. habe ich verschiedene Anregungen gemacht. In Bern wird man, falls meine Ansicht geteilt wird, dass solche freundlichen Gesten gemacht werden sollten, noch andere Gelegenheiten und Möglichkeiten finden. Allerdings habe ich den Eindruck, dass man bei den zuständigen Stellen bei uns noch zu wenig von der politischen Nützlichkeit und sogar Notwendigkeit dieses Vorgehens überzeugt ist und dass die Chefbeamten des Politischen Departements, überhäuft mit täglicher Arbeit, nicht die Zeit finden, um dieser hochaktuellen Frage nachzugehen und für die Durchführung zu sorgen.

[...][1]

Schliesslich möchte ich bei dieser Gelegenheit noch auf eine weitere Frage hinweisen, wobei ich allerdings nicht ausschliesse, dass meine diesbezüglichen Bemerkungen und Anregungen bereits überholt sind. Auch die Armeeleitung sollte sich vom Verständnis für die Notwendigkeit der Verbesserung der deutsch-schweizerischen Beziehungen leiten lassen. In den Äusserungen sollte weniger die weitgehende Aufrechterhaltung der Mobilisation als die Demobilisation betont werden, und weniger die Fortführung der Befestigungsarbeiten, die sich heute doch nur gegen die Achsenmächte richten. Auch scheint es mir, dass die Befestigungen und Sperren in den Städten, insbesondere in Zürich und Basel, die der heutigen militärischen Lage und auch den neuen Aufgaben unserer Landesverteidigung nicht mehr entsprechen, eingestellt und möglichst weitgehend beseitigt werden. Ihre Idee, die Hauptteile der Armee, soweit sie wegen des Arbeitsmarktes nicht demobilisiert werden können, in der Zentralschweiz zu konzentrieren, ist aussenpolitisch sicherlich eher tragbar als das Festhalten an Dispositionen, die durch den militärischen Zusammenbruch Frankreichs überholt sind und die, falls sie aufrecht erhalten werden, in Deutschland sicher Anstoss erregen.

1. *Frölicher recommande d'attribuer au Ministre de Pury, qui va quitter son poste à La Haye, une fonction d'expert auprès du Département politique, où il puisse employer ses qualités et son expérience à l'amélioration des relations germano-suisses.*
Lors de sa séance du 26 juillet 1940, le Conseil fédéral nommera A. de Pury à la tête de la Division des Intérêts étrangers du Département politique. (Cf. PVCF N° 1267, E 1004.1 1/399).

334

E 2001 (D) 2/121

La «Basler Rheinschiffahrt-Aktiengesellschaft»[1] *au Département politique*

L Betr. Publizität in der Schweiz.
Presse über die Wiederaufnahme
der Schiffahrt nach Basel

Basel, 6. Juli 1940

Aus der Presse ist Ihnen bekannt, wie englische Flugzeuge deutsche Schiffahrts-Einrichtungen angegriffen haben und eigentlich täglich weiter angreifen. So liegt z.B. die Schiffahrt auf dem Mittelland-Kanal bei Münster und bei Bergeshövede seit Tagen still, weil Schleusenanlagen, Stauwehre usw. durch englische Flugzeuge beschädigt worden sind. Mitte Juni legten in der Nacht englische Flugzeuge in der Gegend von Ober-Wesel Minen in den Rhein,

1. *Deux signatures illisibles.*

wodurch in Lorch und Ober-Wesel insgesamt 3 Rheinschiffe gesunken sind und 5 schwer beschädigt wurden. Diese Tatsachen zeigen, wie aufmerksam die englische Regierung die Störung der Wasser-Verkehrswege verfolgt.

Es ist nun zwecklos, durch überflüssige Zeitungs-Schreibereien englische Behörden darauf hinzuweisen, dass die Schiffahrt nach Basel in absehbarer Zeit wieder in Gang kommt. Diese Schiffahrt kann nämlich auf leichte Art und Weise durch Flugzeuge in kürzester Zeit gründlich unterbrochen werden. Das Stauwehr Märkt und die Gross-Schiffahrtsschleusen Kembs sind geeignete Objekte für Bombenabwürfe. Sie sind sehr leicht zu finden, da sie an markanter Stelle liegen und die nachts beleuchtete Stadt Basel, die sich nur wenige km. von diesen Objekten entfernt befindet, einen sehr günstigen Hilfszielpunkt abgibt. Wenn die Zeitungsschreiberei über die Schiffahrt nach Basel andauert – bis jetzt waren fast alle Nachrichten entweder ungenau oder unrichtig – so ist mit Sicherheit damit zu rechnen, dass auch die Tatsache publiziert wird, dass der deutsch/italienische Kohlenverkehr bis Basel auf den Rhein abwandern wird. Wenn das die Engländer rechtzeitig erfahren, werden Sie unseres Erachtens nichts unterlassen, um diese neue Versorgungsstrasse für Italien zu unterbrechen.

Wir erlauben uns deshalb, Ihnen die Anregung zu machen, der gesamten Presse strikte Order zu erteilen, über die Wiederaufnahme der Schiffahrt nach Basel weder im Text- noch im Inseratenteil irgendwelche Angaben zu machen. Unter diese Presse müsste auch die Fachpresse fallen, da anzunehmen ist, dass auch diese vom englischen Geheimdienst genauestens studiert wird[2].

---

2. *Le Département politique fait savoir à la société bâloise, le 15 juillet, que sa proposition n'est pas réalisable.*

335

E 5155 1968/12/2

Le Chef du Service technique militaire du Département militaire, R. Fierz, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz

Copie
No St Vertraulich.
Aktennotiz für Herrn Dir.
Dr. Hotz, Handelsabteilung
E.V.D.

Bern, 8. Juli 1940

Ich habe heute den 8. Juli um 16.30 Uhr eine Unterredung mit Herrn Bührle, dem Inhaber der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon, gehabt.

Herr Bührle ist soeben von Rom zurück und teilte mir folgendes mit:

Er stehe vor dem Abschluss einer Lieferung mit Italien und glaube, dass in den nächsten Tagen in Rom der definitive Entscheid fallen werde. Es handle

sich um die Lieferung von 500 Stück 20 mm Automatkanonen mit Munition mit einem Totalwert von ca. 30. Millionen Schweizerfranken.

Herr Bührle hatte insbesondere betreffend Bezahlungen längere Unterredungen mit Herrn Minister Ricardi, der wenn ich nicht irre der Valutaminister ist und habe diesen überzeugen können, dass ein solches Geschäft unmöglich über Clearing gemacht werden könne. Im Prinzip sei man darum einverstanden, die Sache ausserhalb Clearing zu finanzieren.

Gleichzeitig mit Herrn Bührle war Herr Bianchi, der Präsident der italienischen Handelskammer in Zürich ebenfalls in Rom und war ihm scheints sehr behilflich. Von seiten von Herrn Bianchi, aber wie es scheint auch von seiten von Herrn Minister Ricardi wurde angetönt, ob es nicht zweckmässig wäre, zwischen der Schweiz und Italien ein Kreditabkommen im Betrage von etwa 100-150 Millionen abzuschliessen. Mussolini hätte in den letzten Monaten soviel freundliches für die Schweiz getan, dass man glaubt, man könnte nun auch einmal etwas von unserer Seite aus tun. Herr Bührle wusste, dass vor einiger Zeit die Schweiz. Kreditanstalt mit Italien ein Kreditabkommen abgeschlossen habe, wenn ich richtig verstanden habe, über einen Betrag, der um 50 Millionen ging. (Ich kann mich dabei aber auch um eine Null irren). Herr Bührle hat dann von Rom aus mit der Kreditanstalt gesprochen und diese habe ihm bestätigt, dass sich das Geschäft anstandslos abgewickelt habe.

Neben dem obenerwähnten Geschäft soll noch ein zweites in Frage kommen mit der Marine, wobei es sich um die gleichen Waffen handelt, wie sie bisher nach England geliefert worden sind. Die Zahl der Waffen sei allerdings nicht sehr gross, dagegen werde sehr viel Munition verlangt. Dieses zweite Geschäft scheint Berlin zu Ohren gekommen zu sein, und die delegierten Fachleute von Berlin, die morgen den 9. crt. mit Oerlikon in Oerlikon Fühlung nehmen wollen, hätten schon Angst, die Italiener könnten ihnen das Geschäft wegschnappen (sagt Bührle).

Meines Erachtens ist es ganz gut, wenn man die beiden Eisen im Feuer hat und es ist dabei zu hoffen, dass Oerlikon das gesamte in Fabrikation befindliche Material, erheblich über 1000 Geschütze, verkaufen kann. Von Berlin aus habe man ihm berichtet, man wolle die Firma für mindestens ein Jahr beschäftigen.

Bei der ganzen Angelegenheit, sowohl in Italien wie Deutschland ist ein dunkler Punkt und zwar die Rohmaterialfrage, wobei insbesondere das Kupfer für die Patronenhülsen eine wesentliche Rolle spielen wird. Wenn man einmal den Umfang der gewünschten Lieferungen kennt, so wird man diese Seite des Problems sehr genau prüfen müssen. Auf Grund meiner Besprechungen scheint Deutschland ohne weiteres gewillt zu sein, das notwendige Zink zu liefern, das ist aber nur 30% des Materialbedarfes, und 70% ist Kupfer, und man wird sich fragen müssen, ob dann nicht neuerdings eine Vereinbarung getroffen werden kann, dass Bührle von seinem Kupfer aus der Slowakei beziehen kann[1].

---

1. *Une notice du 9 juillet, rédigée par le Chef du Bureau du Contentieux du Département politique, R. Kohli, contient les informations suivantes:*

Von Herrn Dr. Vieli, Generaldirektor der Schweizerischen Kreditanstalt, vernehme ich hierüber folgendes:
Herr Bührle, Inhaber der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon, weilte dieser Tage in Rom, um über die Lieferung von Kriegsmaterial an die italienische Regierung zu verhandeln. Er hat bei der Schweizerischen Kreditanstalt wegen eines Kredites von 50 Millionen Lire zur Ausführung der erhofften Aufträge sondiert. Herrn Dr. Grandjean, Generaldirektor der Kreditanstalt, der ebenfalls in Rom weilte, habe zunächst abgelehnt. Als später die Kreditanstalt auf die Sache zurückkommen wollte, erklärte Bührle, seine Anfrage sei hinfällig. Commendatore Bianchi werde im Auftrage Mussolinis beim Herrn Bundespräsidenten vorsprechen und um die Einräumung eines Kredites von 500 Millionen Lire nachsuchen. Mussolini habe sich unzufrieden darüber geäussert, dass man sich schweizerischerseits trotz seinen freundschaftlichen Gesten bisher italienischen Kreditbegehren gegenüber ablehnend verhalten habe, den Franzosen aber Kredite gewährt habe (E 2001 (D) 2/268).
Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, transmet cette notice le jour même au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter, en lui demandant de lui rendre le document et d'en discuter dès que possible.
Le 9 juillet, le Président de la Chambre de commerce italienne pour la Suisse, Bianchi, adresse une lettre au Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz, afin de lui demander une audience:
Comme vous vous souvenez sûrement, lors de l'éclat de la guerre actuelle, j'ai fait des grands efforts pour améliorer la situation de la Suisse au point de vue économique, et c'était S.E. Mussolini lui-même qui, à la suite d'une audience que j'ai eue chez lui en octobre 1939, a accordé toutes les facilités demandées par la Suisse. Maintenant, en rentrant de Rome, je sens la nécessité de m'adresser à vous, Monsieur le Président, pour vous faire des communications qui, à mon avis, sont très importantes et dans l'intérêt de la Suisse (E 2001 (D) 2/268).
On ne trouve pas de trace écrite de la réponse de Pilet-Golaz. Toutefois, le Chef du Département politique évoque le rôle de Bianchi lors d'un entretien avec le Ministre d'Italie à Berne, le 26 juillet. A cette occasion, A. Tamaro informe Pilet-Golaz du vœu du gouvernement italien d'obtenir des devises en Suisse (Cf. la notice de Pilet-Golaz sur cet entretien, E 2001 (D) 2/268).

336

E 1004.1 1/399

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 9 juillet 1940[1]

1179. Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland. 2. Zwischenbericht

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 8. Juli 1940

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:
«1. In unserem 1. Zwischenbericht vom 1. ds. Mts.[2] wiesen wir auf die

1. *Etait absent: H. Obrecht.*
2. *Cf. N° 328.*
Les relations économiques germano-suisses sont aussi marquées indirectement par les conséquences des victoires militaires de l'Allemagne: afin de sauvegarder les créances suisses dans les pays envahis, un arrêté du 6 juillet 1940 du Conseil fédéral introduit le blocage des avoirs belges, français, luxembourgeois, danois, hollandais et norvégiens en Suisse, comme le montrent les documents reproduits en annexes.

immer noch bestehenden grossen Differenzen im *Waren-Sektor* hin. Die seither gepflogenen Verhandlungen lassen hoffen, dass auf dem *Blockade-Gebiet* eine Lösungsmöglichkeit auf praktischem Boden – ähnlich wie es mit den Westmächten möglich geworden ist – nicht unmöglich erscheint. Ferner verhalten sich die Deutschen gegenüber den *Wertgrenzen* im Rumpf-Clearing grundsätzlich nicht mehr ablehnend. Dagegen bestehen hinsichtlich der zu erfolgenden Kreditgewährung noch wesentliche Meinungsverschiedenheiten.

2. *Kreditaktion:*

Wir haben mit unserer Aufzeichnung vom 5. crt.[3] den Deutschen unsere Auffassung bekanntgegeben. Leider war die deutsche Reaktion nicht besonders günstig. Einmal erschien ihnen der Betrag zu niedrig, die Verzinsung als undiskutabel, weil gar kein deutscher Schuldner in Frage komme. Auch die vorgesehene Liquidationsklausel stiess auf starke Opposition. Schliesslich erklärten sich die Deutschen nicht ermächtigt, irgendwelche Erklärungen zu machen hinsichtlich des zu liefernden Kohlen-Quantums, noch der zu bezahlenden Kohlenpreise. Nach reiflicher Überlegung hat die schweizerische Delegation die folgenden Änderungen – vorbehältlich der bundesrätlichen Zustimmung – in Aussicht gestellt.

a) Die Verbindung der Höhe des Kredites mit der zu liefernden Kohlenmenge muss aufrecht erhalten bleiben, dagegen ist die Schweiz bereit, wenn beispielsweise die Kohlenversorgung bis Ende März 1941 gesichert werden kann, den Kreditbetrag entsprechend um weitere 50 Millionen Franken zu erhöhen. Über die Höhe des Kredites könne übrigens, wenn sonst eine Einigung möglich werde, entsprechend grösserer Kohlenlieferungen verhandelt werden.

b) An der *Verzinsung* zum offiziellen Diskontsatz hielten wir einstweilen fest, obschon hier keine grosse Aussicht auf Annahme durch die Deutschen besteht.

c) Es besteht auch Übereinstimmung darüber, dass die einmal im Rahmen des Kohlen-Kredites erteilten *Devisenbescheinigungen* auch dann noch schweizerischerseits honoriert werden, wenn deren Fälligkeit nach dem 31. Dezember 1940, resp. 31. März 1941 liegt.

d) Betreffend *Tilgung* sind wir bereit, uns mit einem pactum decontrahendo zufrieden zu geben, in der Weise, dass die bezüglichen Rückzahlungsmodalitäten anlässlich der Erneuerung des Verrechnungsabkommens im kommenden Mai/Juni 1941 einvernehmlich zu vereinbaren wären.

e) Am grössten war jedoch die Differenz hinsichtlich der Beziehungen des Kohlen-Kredites zu den übrigen Mitteln der verschiedenen Clearing-Konti (Kohle-Eisen, Kriegsmaterial, Landwirtschaft und Rumpf-Clearing). Die Deutschen verlangten hier die Möglichkeit, in unbeschränktem Umfange Devisenbescheinigungen ausstellen zu können, – also unbeschränkt Einkäufe in der Schweiz tätigen zu können –; der Mehrbetrag über die Höhe des zu vereinbarenden Kohlen-Kredites hinaus wäre dann durch die Abspaltung von 10% der übrigen Clearingmittel wiederum auf die vereinbarte Höhe des Kohlen-Kredites zurückzuführen. Im gleichen Atemzug, wo sie unbeschränkte Einkaufs-

3. *Cf.* E 7110 1967/32/ 900 Deutschland /7/.

möglichkeiten auf dem Kreditwege postulierten, verlangten sie dann, dass im ordentlichen Clearing eventuell sich ergebende Guthaben zugunsten der Deutschen diesen in freien Devisen zur Verfügung gestellt würden. Wir haben des bestimmtesten erklärt, dass eine Kredithingabe in Verbindung mit freien Devisen an Deutschland für uns völlig untragbar sei.

Nach einem heute stattgefundenen Gespräch zwischen den beiden Delegationschefs sollte eine *Lösung* in folgender Weise möglich sein:

Die Schweiz ist grundsätzlich bereit, nicht an der starren Kreditsumme von 100 Millionen Fr. festzuhalten, sondern diese Summe einvernehmlich mit den Deutschen und immer entsprechend den deutschen Kohlenlieferungen zu erhöhen. Dagegen beharrt Deutschland nicht mehr in absoluter Weise auf der Zurverfügungstellung in freien Devisen eventueller Guthaben auf den verschiedenen Clearing-Konti. Auch hier gäbe sich Deutschland mit einem pactum de contrahendo zufrieden, in der Weise, dass eben bei deutschen Guthaben im ordentlichen Verrechnungsverkehr über die Abdeckung derselben durch die Schweiz zu verhandeln wäre.

3. Es wird sich nun zeigen, welche Aufnahme die schweizerische *Kredit-Offerte in Berlin* erfahren wird und ob Deutschland bereit ist, die Kohlenlieferungen wiederum in früherem Umfange nach der Schweiz aufzunehmen. Fraglich erscheint zudem, ob Deutschland sich bereit erklären wird, in gleicher Höhe des Kredites Kohlen nach unserem Land zu liefern. Nach verschiedenen Andeutungen scheint wenigstens in Berlin die Meinung zu herrschen, dass die Kohlen derart begehrt seien, dass der zu eröffnende Kredit min. das Doppelte der zu liefernden Kohlen auszumachen habe.»

Gestützt auf obige Ausführungen wird antragsgemäss von diesem 2. Zwischenbericht in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

ANNEXE I

E 1001.1/ VD 1.5.-31.7.1940

Proposition du Département de l'Economie publique au Conseil fédéral[4]

Begründung des Antrags nicht für die Presse
Frankreich: Zahlungsverkehr Bern, 4. Juli 1940

Die Folgen des Krieges und die von Frankreich mit Deutschland und mit Italien abgeschlossenen Waffenstillstandsvereinbarungen lassen bedenkliche Auswirkungen auf unsern Wirtschafts-

---

4. *Le Chef du Département, H. Obrecht, étant gravement malade, c'est son suppléant, R. Minger, qui signe cette proposition rédigée par la Division du Commerce* (*Cf.* E 7110/1967/32/861.0. International). *Ce rapport est examiné par le Conseil fédéral lors de sa séance du 5 juillet 1940* (*PVCF N° 1150 du 5 juillet 1940,* E 1004.1 1/399).
En tête du document, une annotation de la Chancellerie de la Confédération précise: Réservé pour une décision présidentielle qui sera prise avant la séance du 9 juillet. Communiqué à modifier. 5 juillet 40.
Le Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz, a inscrit les annotations suivantes: Voir rapport complémentaire du Département de l'Economie publique du 6.7.40 Annexe.
1) Entrée en vigueur le 8.7.49, à 0.00 h.
2) Titre modifié selon désir du Département de l'Economie publique.

verkehr mit diesem Lande befürchten. Es lässt sich heute noch keineswegs überblicken, wie sich unser Warenverkehr mit Frankreich in Zukunft gestalten wird. Wir wissen nicht, in welchem Umfang es noch möglich sein wird, Waren aus Frankreich geliefert zu erhalten und dorthin zu liefern. Höchste Unsicherheit besteht inbezug auf den Zahlungsverkehr. Die Schäden, die Frankreich durch den Krieg erlitten hat und die schweren Lasten, die es wird auf sich nehmen müssen, lassen seine Zahlungsfähigkeit für die Zukunft als höchst fraglich erscheinen. Die grossen schweizerischen Export- und Finanzguthaben in Frankreich müssen daher als sehr gefährdet betrachtet werden. Auf jeden Fall kann unter den heutigen chaotischen Verhältnissen mit irgendwelchen Zahlungen aus Frankreich vorderhand nicht gerechnet werden.

Unter diesen Umständen stehen wir vor der dringenden Notwendigkeit, vorsorgliche Massnahmen zum Schutze der schweizerischen Interessen in Frankreich ins Auge zu fassen. Wir können nicht zulassen, dass die schweizerischen Verpflichtungen gegenüber Frankreich unbehindert erfüllt und die bedeutenden, ein wichtiges Kompensationsobjekt darstellenden französischen Vermögenswerte in der Schweiz zurückgezogen oder anderswohin disponiert werden, während anderseits die schweizerischen Aussenstände und Vermögensanlagen in Frankreich dem Risiko der Blockierung und einer zunehmenden Entwertung ausgesetzt sind.

Als vorsorgliche Massnahme kommt zunächst die gleiche Massnahme, die gegenüber Dänemark durch den Bundesratsbeschluss vom 26. April 1940[5] und gegenüber Norwegen, Belgien, Luxemburg und den Niederlanden durch den Bundesratsbeschluss vom 21. Mai 1940[6] getroffen wurde, in Betracht, d.h. eine Verfügung, wonach sämtliche Zahlungen von der Schweiz nach Frankreich (einschliesslich der französischen Besitzungen, Kolonien, Protektoratsgebiete und Mandate) im Hinblick auf eine später mit Frankreich zu treffende staatsvertragliche Regelung bis auf weiteres an die Schweizerische Nationalbank zu leisten sind.

Diese Massnahme bedarf jedoch einer Ergänzung. Die schweizerischen finanziellen Interessen in Frankreich dürften ganz beträchtliche Summen erreichen. Es sei nur an die in der Schweiz begebenen französischen Anleihen, an die Krediterteilungen unserer Banken und Trustgesellschaften und an die schweizerischen Beteiligungen an französischen Handels- und Industrieunternehmungen erinnert. Anderseits wurden von jeher bedeutende französische Vermögenswerte (Guthaben bei Banken, Wertschriften, Beteiligungen, etc.) in der Schweiz verwahrt und verwaltet. Auf welchen Betrag sich diese Werte zusammen heute belaufen, wird durch eine Enquête noch festzustellen sein. Sicher ist jedoch schon jetzt, dass sie eine ganz erhebliche Summe ausmachen. Es drängt sich daher die vorläufige Blockierung dieser französischen Vermögensanlagen in der Schweiz auf, die als vorübergehende vorsorgliche Massnahme verhindern soll, dass bis zum Zeitpunkt, in welchem wir mit Frankreich über die Regelung der gegenseitigen Ansprüche und Verpflichtungen zu verhandeln haben werden, eine Verschiebung der Kompensationsbasis durch Abwanderung französischer Werte und damit eine Verschlechterung unserer Verhandlungsposition eintreten kann.

Es liegt auf der Hand, dass diese Blockierung für die schweizerischen Banken, insbesondere für diejenigen, die vorwiegend das ausländische Depotgeschäft pflegen, eine Beeinträchtigung in ihrer Geschäftstätigkeit mit sich bringen wird. So sehr dies zu bedauern ist, so glauben wir doch, dass unter den gegebenen Verhältnissen die Rücksichten auf eine einzelne Erwerbsgruppe hinter dem allgemeinen Landesinteresse zurückzutreten haben, ganz abgesehen davon, dass unsere Banken ohnehin mit einer starken Schrumpfung des Auslandsdepotgeschäfts zu rechnen haben werden. Dieser Auffassung ist auch die Schweizerische Nationalbank[7].

---

5. *PVCF N° 705*, E 1004.1 1/396.
6. *PVCF N^os 876 et 894*, E 1004.1 1/397.
7. *Cf. les lettres du 8 juin et du 4 juillet 1940 de la Banque nationale à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique;* E 7110/1967/32/861.0. International.
Cf. aussi la lettre du 5 juillet 1940 du Président de la Direction générale du Crédit Suisse, A. Jöhr, au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter (J.I.7.1/4) *et la correspondance de juin 1940 de Wetter avec le Président de la Commission fédérale des banques, Ed. Schulthess* (J.I.7.1/5).

Wir haben seinerzeit davon abgesehen, gegenüber Dänemark, Norwegen, Belgien, Luxemburg und den Niederlanden die Blockierung der in der Schweiz liegenden Vermögenswerte der betreffenden Länder zu beantragen, da dieser Frage jenen Ländern gegenüber bei weitem nicht die Bedeutung zukommt, wie gegenüber Frankreich. Nachdem nun aber diese Massnahme inbezug auf Frankreich unumgänglich erscheint, sind wir der Auffassung, dass sie auch auf die genannten Länder, gegenüber welchen die Verhältnisse wenn nicht genau gleich, so doch sehr ähnlich liegen, ausgedehnt werden sollte.

Inbezug auf Dänemark könnte man sich fragen, ob es angezeigt ist, eine Verschärfung der diesem Lande gegenüber bereits getroffenen Massnahmen eintreten zu lassen, nachdem ein Abkommen über den Waren- und Zahlungsverkehr mit diesem Lande bereits bis zur Paraphierung durch die Vorsitzenden der beiden Verhandlungsdelegationen gediehen ist[8]. Mit der Genehmigung des Verhandlungsergebnisses durch die Dänische Regierung darf jedoch noch keineswegs mit Sicherheit gerechnet werden. Aus gewissen Äusserungen der zurzeit in Bern weilenden deutschen Verhandlungsdelegation lässt sich vielmehr darauf schliessen, dass von dieser Seite eventuell noch Schwierigkeiten zu gewärtigen sind. Ferner besteht darüber, ob die Dänische Regierung einer von uns vorgeschlagenen Vereinbarung über den Ausgleich der gegenseitigen Kapitalverpflichtungen zustimmen wird, noch völlige Ungewissheit. Unter diesen Umständen halten wir es für richtig, Dänemark vorderhand gleich wie die andern in Frage kommenden Länder zu behandeln, wobei der diplomatische Vertreter Dänemarks in der Schweiz in geeigneter Form darüber aufzuklären wäre, dass bei Unterzeichnung der in Aussicht genommenen vertraglichen Vereinbarungen zwischen der Schweiz und Dänemark die getroffenen vorsorglichen Massnahmen gegenüber Dänemark unverzüglich ausser Kraft gesetzt werden.

Zu dem beiliegenden Entwurf für einen Bundesratsbeschluss, welcher die vorerwähnten Massnahmen in Kraft setzen soll, möchten wir noch folgendes bemerken:

Artikel 1 und 2 verfügen die Einzahlungspflicht an die Schweizerische Nationalbank entsprechend der für Dänemark, Norwegen, Belgien, Luxemburg und die Niederlande auf Grund der Bundesratsbeschlüsse vom 26. April und 21. Mai 1940 bereits geltenden Regelung. Neu ist einzig, dass Zahlungen an natürliche oder juristische Personen, die zwar nicht ihren Wohnsitz oder ihren Sitz, jedoch den Ort der geschäftlichen Leitung in einem der betreffenden Länder haben, der Einzahlungspflicht ebenfalls unterstellt werden, sowie die Festsetzung des 1. Mai 1940 als Stichtag für den Wohnsitz.

Artikel 3 enthält die Bestimmungen über die Blockierung der Vermögenswerte. Diese besteht darin, dass über in der Schweiz liegende oder verwaltete Vermögenswerte für Rechnung oder zu Gunsten von Personen in den betreffenden Ländern grundsätzlich nur mit Genehmigung der Schweizerischen Verrechnungsstelle verfügt werden kann. Dasselbe gilt gemäss Artikel 3 Absatz 2 für Verfügungen für Rechnung oder zu Gunsten von schweizerischen juristischen Personen oder Vermögensverwaltungen, an welchen in den betreffenden Ländern domizilierte Personen massgebend interessiert sind. In diesem Falle sind jene juristischen Personen nur formell schweizerisch, während sie wirtschaftlich den betreffenden Ländern zuzuzählen sind und deshalb in die Verfügungssperre einbezogen werden müssen.

Im dritten Absatz von Artikel 3 ist vorgesehen, dass Handänderungen, die seit dem 1. Mai 1940 vorgenommen wurden, unberücksichtigt bleiben sollen. Diese Bestimmung halten wir für notwendig, da mit Sicherheit anzunehmen ist, dass in letzter Zeit Vermögensverschiebungen verschiedener Art vorgenommen worden sind, zu dem einzigen Zwecke, die betreffenden Vermögenswerte einer eventuellen Sperre von schweizerischer Seite zu entziehen.

Als Stichtag sieht der Entwurf den 1. Mai 1940 vor, von der Annahme ausgehend, dass die vor diesem Datum vorgenommenen Transaktionen als normal, d. h. ohne die erwähnte spekulative Absicht vorgenommen, gelten können, während Verschiebungen, die wenige Tage vor oder erst nach dem deutschen Angriff auf Belgien, Luxemburg und Holland vorgenommen wurden, verdächtig erscheinen müssen. Sollte in Einzelfällen dieser Verdacht sich als unbegründet erweisen, so kann die Schweizerische Verrechnungsstelle die Genehmigung zur freien Verfügung erteilen.

8. *Cf. PVCF du 2 juillet (N° 1138) et du 19 juillet (N° 1227)*, E 1004.1 1/399.

Inbezug auf Dänemark und Norwegen sollte eigentlich der Stichtag auf ein vor der Verwicklung dieser Länder in die kriegerischen Ereignisse liegendes Datum verlegt werden. Wir glauben jedoch, dass von der Festsetzung eines besondern Stichtages für diese beiden Länder abgesehen werden kann, da die Gefahr, dass Vermögensverschiebungen vorgenommen wurden, hier wesentlich geringer ist als z. B. inbezug auf Frankreich oder Belgien und zudem der Blockierung gegenüber diesen Ländern ohnehin eine geringere Bedeutung zukommt.

Artikel 4 des Entwurfs sieht gewisse Lockerungen der Sperre vor. Gemäss Absatz 1 dieses Artikels soll die Veräusserung von Vermögenswerten ohne Genehmigung erfolgen können, sofern der Erlös wieder angelegt wird in Werten der gleichen Währung oder in schweizerischen Anlagen einschliesslich Immobilien oder sofern er an die Schweizerische Nationalbank einbezahlt wird. Diese Lockerung dürfte angesichts der erwähnten damit verbundenen Kautelen ungefährlich sein und wir halten sie für notwendig, um den Besitzern der von der Blockierung betroffenen Vermögenswerte unnötige Schädigungen zu ersparen. Eine weitere Lockerung enthält Absatz 2 von Artikel 4, indem im Interesse der schweizerischen Pfandgläubiger diesen die Verwertung ihrer Pfänder gestattet wird, ohne sie zur Einholung einer Genehmigung der Schweizerischen Verrechnungsstelle zu verpflichten.

Artikel 5 des Entwurfs bestimmt, dass bei Zuwiderhandlung gegen die Verfügungsbeschränkung der Gegenwert der Vermögenswerte, über die zu Unrecht verfügt wurde, in Höhe des von der Schweizerischen Verrechnungsstelle festzusetzenden Betrages an die Schweizerische Nationalbank einzuzahlen ist. Es ist dies eine Wiedergutmachungsmassnahme, die zugleich eine vor Missachtung der Sperre abschreckende Wirkung haben wird, was umso notwendiger ist, als die Bussenandrohung des Art. 9 Absatz 7 von Fr. 10000.— im Maximum mit Rücksicht auf die in Betracht kommenden Transaktionen als ungenügend bezeichnet werden muss. Eine Erhöhung der Bussenandrohung ist jedoch nicht möglich, da das Maximum von Fr. 10000.— im Bundesbeschluss vom 14. Oktober 1933/22. Juni 1939 über wirtschaftliche Massnahmen gegenüber dem Ausland, auf den sich der Bundesratsbeschluss stützt, festgesetzt ist. Mit Rücksicht auf die Limitierung der zulässigen Strafsanktionen in dem genannten Bundesbeschluss kann auch nicht eine Beschlagnahmung der Vermögenswerte, über die widerrechtlich verfügt wurde, die als Nebenstrafe zu betrachten wäre, vorgesehen werden.

Die übrigen Artikel des Entwurfs entsprechen im Wesentlichen der in den Bundesratsbeschlüssen vom 26. April 1940 betreffend Dänemark und vom 21. Mai 1940 betreffend Norwegen, Belgien, Luxemburg und den Niederlanden getroffenen Regelung. Eine Ergänzung enthält Artikel 9 in Absatz 4 und 5, wo die nötigen Strafsanktionen für Widerhandlungen gegen die Blockierungsvorschriften vorgesehen sind.

Der vorgeschlagenen Regelung haben das eidg. Politische Departement, das eidg. Finanz- und Zolldepartement, die Schweizerische Nationalbank, der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins und die Schweizerische Verrechnungsstelle zugestimmt.

Um den Anschein eines schroffen Vorgehens gegenüber Frankreich zu vermeiden, sollte vorgängig der Inkraftsetzung des Bundesratsbeschlusses mit der diplomatischen Vertretung Frankreichs in Bern Fühlung genommen werden. Ergibt sich aus dieser Fühlungnahme, wie zu erwarten ist, dass Frankreich bindende Zusicherungen inbezug auf die Aufrechterhaltung eines unbeschränkten Transfers nach der Schweiz nicht geben kann, so wird die Inkraftsetzung unverzüglich erfolgen müssen. Es empfiehlt sich daher die Festsetzung des Datums des Inkrafttretens des Beschlusses einer Präsidialverfügung vorzubehalten.

[...]

ANNEXE II

E 1001.1/ VD 1.5.-31.7.1940

Le suppléant du Chef du Département de l'Economie publique, R. Minger, au Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz[9]

Frankreich: Zahlungsverkehr. Bern, 6. Juli 1940

Unter Bezugnahme auf den Antrag an den Bundesrat vom 4. dies betreffend den Erlass eines Bundesratsbeschlusses über die vorläufige Regelung des Zahlungsverkehrs zwischen der Schweiz und Belgien, Dänemark, Frankreich, Luxemburg, den Niederlanden und Norwegen beehren wir uns Ihnen mitzuteilen, dass wir die französische Botschaft (Herrn Minister Juge) von der geplanten Massnahme in Kenntnis gesetzt haben. Wie erwartet, konnten uns keine Zusicherungen inbezug auf den zukünftigen Transfer von Frankreich nach der Schweiz gegeben werden; Herr Juge schien jedoch unsere Mitteilungen mit Verständnis aufzunehmen. Er ersuchte lediglich, die Veröffentlichung des Bundesratsbeschlusses nicht vor Montag, den 8. Juli, vorzunehmen, was wir ihm zugesagt haben.

Was den Titel des Bundesratsbeschlusses anbetrifft, scheint es uns empfehlenswert, darin nicht die einzelnen Länder zu nennen, sondern ihn zu betiteln «Bundesratsbeschluss über den Zahlungsverkehr mit verschiedenen Ländern». Diese Fassung empfiehlt sich insbesondere deshalb, weil damit zu rechnen ist, dass der Bundesratsbeschluss für das eine oder andere Land ausser Kraft wird gesetzt werden müssen, sobald er durch eine vertragliche Regelung ersetzt werden kann. Ferner ist nicht ausgeschlossen, dass in der Zukunft noch andere Länder dem Bundesratsbeschluss unterstellt werden müssen.

Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen

beantragen wir:

1. Der Bundesratsbeschluss betreffend die vorsorgliche Regelung des Zahlungsverkehrs zwischen der Schweiz und Belgien, Dänemark, Frankreich, Luxemburg, den Niederlanden und Norwegen wie folgt zu betiteln: «Bundesratsbeschluss über den Zahlungsverkehr mit verschiedenen Ländern».
2. Das Datum des Inkrafttretens des Bundesratsbeschlusses wird auf den 8. Juli 1940 festgesetzt.

Wir wären für möglichst baldige Bekanntgabe Ihres Entscheides dankbar, damit wir noch rechtzeitig die Publikation im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 8. Juli 1940 veranlassen können.

[...]

P.S. Soeben sprach Herr Minister Juge in Begleitung eines Finanzexperten nochmals bei Herrn Direktor Dr. Hotz vor. Er wies darauf hin, dass die Beziehungen zwischen der Schweiz und Frankreich doch ganz andere seien als gegenüber den übrigen in Frage stehenden Ländern, was schon die gemeinsame Grenze mit sich bringe und ersuchte, man möchte doch Frankreich aus dem Bundesratsbeschluss weglassen. Herr Direktor Dr. Hotz gab ihm zu verstehen, dass dies kaum möglich sein werde, erklärte sich jedoch bereit, seinen Wunsch der Regierung zu unterbreiten. Zugleich wies er nochmals auf den rein vorsorglichen Charakter der geplanten Massnahme hin und versicherte, dass man bei der Durchführung den Interessen Frankreichs soweit wie nur irgendmöglich Rechnung tragen werde.

---

9. *Annotation de Pilet-Golaz:* Vu 6.7.40.
Cette décision présidentielle est confirmée par le Conseil fédéral lors de sa séance du 9 juillet (PVCF N° 1164, E 1004.1 1/399) *et publiée (RO, 1940, vol. 56, II, pp. 1232-1235).*
Cf. aussi E 2001 (E) 2/562.

Wir sind der Auffassung, dass ein Verzicht auf die Inkraftsetzung der vom Bundesrat beschlossenen vorsorglichen Massnahmen gegenüber Frankreich bei allem Verständnis für die von Herrn Minister Juge vorgebrachten Einwendungen nicht in Frage kommen kann und bitten um Ihre Entscheidung gemäss dem vorstehenden Antrag. Für eine baldige Bekanntgabe Ihres Entscheides wären wir Ihnen sehr verbunden, damit wir Herrn Minister Juge wenn möglich noch heute Vormittag von der definitiven Beschlussfassung der schweizerischen Regierung in Kenntnis setzen können.

337

E 2200 Rom 23/9

Notice du Secrétaire de légation chargé des affaires économiques à la Légation de Suisse à Rome, M. Troendle

No Tr/FA Rome, 9 juillet 1940

TÉLÉPHONE DU DÉPARTEMENT POLITIQUE, M. HOHL, DU MARDI 9 JUILLET 1940

M. Hohl nous informe que ce matin a eu lieu une séance entre le Politique, le Commerce, l'Office de guerre des transports et le Vorort pour délibérer sur les questions de transport par l'Italie, et notamment sur la possibilité de procéder à des exportations pour les pays outre-mer non ennemis.

Au cours de cette séance, les représentants de l'industrie suisse ont insisté sur l'importance primordiale de ces exportations.

J'informe M. Hohl que M. le Ministre a déjà fait une démarche samedi passé, après avoir reçu la lettre du 1er juillet [1], qui n'est arrivée, par suite du mauvais fonctionnement du courrier, que le 5. M. Giannini aurait promis une réponse dans le courant de cette semaine et j'ai exprimé l'espoir de pouvoir donner des nouvelles favorables ces jours-ci.

M. Hohl dit qu'en cas de besoin le Commerce serait disposé à envoyer le Professeur Keller à Rome pour négocier avec les Italiens au sujet de ces transports, soit de ravitaillement pour la Suisse, soit d'exportation. Vu les démarches déjà faites par la Légation, je tombe d'accord avec M. Hohl de constater que, pour le moment, la présence du Professeur Keller à Rome ne semble pas nécessaire. D'autre part son intervention pourrait être prise en considération au cas où la Légation rencontrerait des difficultés dans ce domaine.

M. Hohl m'informe que, étant donné le contrôle anglais, les envois suisses devront être accompagnés d'un «origin certificate» anglais; mais il est bien entendu qu'en outre, on établira aussi, pour chaque cas particulier, des certificats d'origine suisse. M. Hohl craint que la présentation du document anglais puisse induire les Autorités italiennes de contrôle en erreur sur la provenance de la marchandise. Je dis à M. Hohl que, le cas échéant, la Légation va attirer

1. *Non reproduite.*

l'attention des Autorités italiennes sur ce fait et je le prie de bien vouloir envoyer des spécimens des différents documents qui sont employés pour les envois d'exportation suisses.

M. Hohl précise encore une fois qu'il ne s'agit lors de ces envois que de marchandises de provenance suisse et à destination de pays d'outre-mer neutres, c'est-à-dire non ennemis avec l'Italie.

M. Hohl m'informe aussi qu'on vient de demander des Autorités anglaises l'autorisation de voyage pour les bateaux «Nereus» et «Mount Pindus» à Gênes. Ces bateaux déchargés dans ce port, on voudrait profiter de l'occasion pour les recharger de quelques marchandises d'exportation. Il serait donc très important d'avoir le plus vite possible le consentement de principe des Autorités italiennes.

338

E 2001 (D) 1/8

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division
des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L XVI 20/99 – F/AZ
ad WN.

Berlin, 11. Juli 1940

Die polemischen Äusserungen des deutschen Rundfunks wegen der Ausweisung von Herrn Dr. Caratsch[1] und der Nichtveröffentlichung des diesbezüglichen deutschen Kommentars in der Schweiz, worüber Sie mit Ihrem Schreiben vom 6. dieses Monats berichten[2], habe ich leider überhört. Diese Ausführungen hätten mir aber auch kaum Anlass gegeben, mich beim Auswärtigen Amt darüber zu beschweren.

Am besten wäre es gewesen, wenn Herr Caratsch von der «Neuen Zürcher Zeitung» schon längstens zurückgezogen worden wäre, wie ich dies vergeblich bei Ihnen angeregt hatte. Dann wäre er nicht in der Lage gewesen, seine unbesonnenen Berichte über die deutsch-russischen Unstimmigkeiten und das deutsche Weissbuch betreffend Belgien zu verfassen. Die Abberufung wäre hier als eine freundliche Geste vermerkt worden. Unglücklich war es auch, dass die Meldung des Deutschen Nachrichtenbureaus nur auszugsweise bei uns wiedergegeben wurde. Es hätte meines Erachtens nichts geschadet, wenn man bei uns weiss, das sich Deutschland solche Unfreundlichkeiten in Zukunft nicht mehr gefallen lässt und dass wir anderenfalls mit dem Schlimmsten rechnen müssen. Offenbar hat man bei uns den Ernst der Situation noch nicht voll erkannt.

1. *Cf. N° 327.*
2. *Non reproduite.*

Aber wenn man schon unserer Presse nicht zumuten wollte, selbst zu zeigen, in welche Gefahren ihre unkluge Haltung die Schweiz hineinmanövriert hat, so hätte man vermeiden sollen, den Kommentar der «Neuen Zürcher Zeitung» über die Gründe der Ausweisung zu verbreiten, wonach die deutsche Massnahme auf eine grundsätzliche unterschiedliche Auffassung über die Aufgaben eines Auslandskorrespondenten zurückzuführen sei.

Es ist keine Notwendigkeit vom schweizerischen Standpunkt, dass über Deutschland unfreundlich berichtet wird, wie dies Herr Caratsch seit Jahr und Tag getan hat. Im Gegenteil, es ist eine Existenzfrage für unser Land geworden, dass freundlich berichtet wird und dass die Schweizerpresse zur Verbesserung der deutsch-schweizerischen Beziehungen beiträgt. Vergeblich habe ich bisher empfohlen, dass nach Berlin Korrespondenten entsandt werden, die in diesem Sinne für das Wohl unseres Landes wirken.

Ihre Bemühungen für eine Verbesserung der Pressebeziehungen in allen Ehren. Sie haben aber erst etwas genützt, als Deutschland entgegen allen Erwartungen erfolgreich war und das Gebäude wie ein Kartenhaus zusammenstürzte, in dem man unsere antideutsche geistige Landesverteidigung untergebracht hatte.

Es genügt heute nicht mehr, wenn unser Land nicht weiterhin grössten Gefahren ausgesetzt bleiben soll, dass unsere Presse «vorsichtig» und «korrekt» ist. Sie muss endlich die Notwendigkeiten der schweizerischen Aussenpolitik erkennen und das Verständnis hierfür im Volk wecken. Die schweizerische Pressefreiheit ist nicht dazu da, dass man von ihr aus Dummheit oder noch Schlimmerem einen landesgefährlichen Gebrauch macht. Man bekämpfe auch nicht mehr, wenigstens intern, den Begriff der Gesinnungsneutralität; denn ohne das Schweizervolk lässt sich auf die Dauer keine Aussenpolitik machen. Der Schweizer muss erkennen und die Presse soll dieses Verständnis vermitteln, dass unser Land in dem neuen Europa nur existieren kann, wenn es uns gelingt, wieder ein freundliches Verhältnis mit Deutschland herzustellen.

ANNEXE

Notice du Chef du Service de la presse et de la propagande du Département politique, C. Rezzonico

WN.
Memorandum — Berne, 24 juillet 1940

1. Lorsque la nouvelle de l'expulsion de M. Caratsch fut connue, M. Kappeler nous téléphona pour nous demander de faire tout ce qui était en notre pouvoir en vue d'éviter que la presse suisse se livre à des commentaires au sujet de cette expulsion[3].

2. Nous nous mîmes aussitôt en rapport avec la Division Presse et Radio de l'Etat-Major de l'Armée qui, de son côté, s'engagea à s'employer de son mieux dans ce but.

---

3. *Annotation de Bonna en haut à gauche:* Il me paraît préférable de mettre ad acta pour le moment.

3. Dans son émission du 5 juillet à 17 heures la radio allemande prenait vivement à partie la presse suisse pour n'avoir pas publié in extenso le communiqué officiel diffusé par D.N.B. dans lequel il était dit entre autres que l'ordre d'expulsion avait été pris dans l'intérêt même de la Suisse.

3. L'Attaché de presse de la Légation d'Allemagne, auquel le soussigné avait exprimé les regrets que lui inspirait cette nouvelle attaque de la radio allemande contre la presse suisse, expliqua que Berlin était mécontent du fait que nos journaux avaient ignoré le communiqué du D.N.B. et reproduit le court article de la «Neue Zürcher Zeitung», dans lequel on expliquait l'expulsion par la différence des conceptions journalistiques dans les Etats totalitaires et les Etats démocratiques.

4. Par lettre du 7 juillet[4], nous faisions savoir à la Légation de Suisse à Berlin que l'attitude de la radio allemande n'avait pas été sans nous surprendre.

5. Notre communication suscita la réponse plutôt violente de la Légation datée du 11 juillet.

A ce propos, il pourrait être utile d'attirer l'attention de M. Frölicher sur les points suivants:

a) Nous regrettons que notre presse ait passé sous silence les explications fournies par l'agence allemande et ait donné une large publication au commentaire plutôt maladroit de la «Neue Zürcher Zeitung».

b) Dans les jugements qu'elle porte à l'égard de la presse suisse, notre Légation devrait éviter de généraliser et de s'inspirer par trop des commentaires de la presse allemande.

Nous ne partageons pas le point de vue de notre Légation, selon lequel les efforts de nos autorités en vue d'amener notre presse à plus de mesure et d'objectivité ont eu du succès à partir du moment seulement où les armées allemandes furent victorieuses et où «l'édifice dans lequel nous avions abrité notre défense spirituelle anti-allemande avait croulé comme une construction de cartes».

c) Plus de 400 journaux paraissent en Suisse. Il n'est pas exact de prétendre que *toute la presse suisse* a pratiqué une politique agressive à l'égard de l'Allemagne. Il est par conséquent injuste d'attaquer constamment la presse suisse en bloc. Les journaux allemands d'ailleurs ne se bornent plus à s'en prendre aux journaux suisses, mais ils font campagne contre le Gouvernement fédéral et contre l'Etat-Major de l'Armée. De telles attaques sont injustifiées et dangereuses, et le Ministre de Suisse à Berlin servirait les intérêts des deux pays en s'efforçant de mettre un terme à ce genre de polémiques.

d) L'attitude de certains journaux suisses qui nous a causé de sérieux soucis a commencé à se modifier avant les succès militaires allemands. Nous avons suivi cette évolution de très près. Nous avons d'autre part dû constater que tant les correspondants de journaux allemands en Suisse que les rédactions en Allemagne ont consciencieusement ignoré cette amélioration. Les correspondants allemands en Suisse s'appliquent à chercher dans les articles de notre presse des passages qu'ils transmettent isolés de leur contexte dans le seul but de favoriser cette lutte entre les deux presses. Il nous est arrivé à diverses reprises d'observer qu'un seul et même article avait été reproduit soit par la radio soit par la presse allemandes dans deux sens différents: une fois comme propagande contre les Alliés, et une seconde fois comme jugement téméraire porté à l'égard de l'Allemagne.

Le collaborateur de la Légation d'Allemagne à Berne, chargé de la rédaction des rapports de presse qui sont transmis à Berlin, se livre à la même pratique que les journalistes allemands. Il ferme systématiquement les yeux sur tout ce qui pourrait faire plaisir à Berlin et choisit soigneusement les voix susceptibles de créer du mécontentement. Il n'a jamais relevé l'amélioration qui s'est manifestée et à propos de laquelle la Légation d'Allemagne et l'Attaché de presse en particulier ont, à diverses reprises, exprimé leur satisfaction. L'Attaché de presse signalait tout récemment encore à l'égard du soussigné que cette attitude négative non moins que les polémiques exagérées de la presse allemande à l'égard de la Suisse rendaient son travail et le nôtre inutilement difficile. Il a observé également qu'au Ministère des Affaires Etrangères on paraissait apprécier le changement opéré dans notre presse; il ajoutait cependant qu'il ne comprenait pas pourquoi le Ministère de la Propagande n'a pas encore réalisé l'intérêt qu'il y aurait à mettre un terme à cette guerre de presse.

---

4. *Non reproduite; cf.* E 2001 (D) 2/128.

e) Les articles publiés en Suisse et qui parlent avec compréhension, parfois même en les louant, de certaines mesures prises en Allemagne dans le domaine économique, des articles sympathiques à l'Allemagne sur l'occupation des pays conquis, etc. (qui paraissent de plus en plus fréquemment dans notre presse) n'ont pas encore trouvé leur chemin dans les compte-rendus de la presse allemande, qui continue à reproduire des passages désagréables extraits de nos journaux. Comme ces derniers deviennent rares, la presse allemande doit se rabattre sur des articles parus il y a un mois ou deux déjà.

f) Pour se faire une idée de la situation actuelle il suffit de comparer les memoranda que le soussigné échange avec M. Trump. Ceux remis par l'Attaché de presse allemand contiennent des réclamations au sujet d'articles qu'il signale plutôt par acquit de conscience qu'en raison de leur violence. Nos memoranda, en revanche, contiennent des extraits d'articles agressifs et désagréables qui continuent à paraître régulièrement en Allemagne.

La Légation ferait par conséquent bien de s'inspirer de ce qui précède dans ses conversations avec l'autorité allemande compétente et de ne pas baser son jugement sur les critiques purement négatives qui remplissent les colonnes des journaux du Reich.

339

E 2001 (D) 2/235

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique[1]
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L C.22.41.10.A.1. - XO.
ad. 40/3 3 V/LB. Bern, 13. Juli 1940

Wir beehren uns, den Empfang Ihres Schreibens vom 4. Juli anzuzeigen, das sich mit dem unsern vom 6.d.M.[2] gekreuzt hat und mit dem Sie uns mitteilen, dass Sie sich wegen der deutschen Transitsperre für Wagenladungen nach der Schweiz wiederum mit dem Reichsverkehrsministerium in Verbindung gesetzt haben.

Leider ist bis jetzt entgegen früherer Vermutungen eine Lockerung der Sperre nicht zu verzeichnen. Die Schweizerischen Bundesbahnen berichten, dass auch der Verkehr aus Deutschland nach der Schweiz sehr gering sei und dass beispielsweise Kohlentransporte fast ganz ausbleiben. Der Verkehr durch Deutschland nach der Schweiz und auch nach Italien sei sozusagen eingestellt; nur hin und wieder gehen vereinzelte Transporte nach der Schweiz ein. Überdies melden die Bundesbahnen, dass der Transitverkehr von Stettin, Lübeck und Danzig nach Italien über die schweizerischen Strecken vollständig gesperrt, dass dagegen die Beförderung ab diesen Häfen über die Brennerroute möglich sei.

1. *La lettre est signée* Hohl.
2. *Non reproduit.*

Die Schweizerischen Bundesbahnen stehen in dieser Frage mit der Reichsbahn in ständiger Fühlung, jedoch haben ihre direkten Schritte bisher zu keinem Ergebnis geführt. Vielmehr ist ihnen gestern aus Berlin telegraphisch der Bescheid zugegangen, die Sperre müsse beibehalten werden.

Bei der Bedeutung, die dem Durchgangsverkehr durch Deutschland zukommt, wirkt sich diese Sperre für unser Wirtschaftsleben äusserst nachteilig aus. Im Zusammenhang mit den gegenwärtigen Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland hat denn auch die Schweizerische Delegation diese Frage wiederholt zur Sprache gebracht. Es ist ihr aber zu verstehen gegeben worden, dass mit einer Aufhebung der Sperre vor dem Abschluss der Verhandlungen nicht gerechnet werden könne.

Unter diesen Umständen – und trotz des Umstandes, dass die Transitsperre im Widerspruch steht zu den Zusicherungen, die uns die deutsche Regierung am 28. Juni 1939 inbezug auf den freien Transit durch Deutschland gab[3] – glauben wir nicht, dass im jetzigen Zeitpunkt eine Intervention Ihrerseits zur gänzlichen Aufhebung der Sperre führen könnte. Dagegen sollte es möglich sein, insofern eine Lockerung zu erzielen, als die wenigen, Ihnen als dringlichst genannten Sendungen zur Durchfuhr durch Deutschland zugelassen werden. Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie uns über das Ergebnis Ihrer Besprechungen mit dem Auswärtigen Amt oder dem Reichsverkehrsministerium über diese dringlichsten Wagenladungen auf dem laufenden halten wollten[4].

3. *Cf. N° 121.*
4. *Cf. la lettre du 24 juillet 1940 (non reproduite).*

340

E 27/15067

Le Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz,
au Chef du Département militaire, R. Minger

Personnelle et confidentielle
L Berne, 16 juillet 1940

Mon cher,

En retour la lettre du commandant en chef de l'armée du 12 juillet 1940, numérotée 1 et secrète[1]. J'en ai donné connaissance au Conseil fédéral ce matin en disant que les quatre points que j'avais relevés étaient les suivants:

1° Pas trop de distance entre commandement de l'armée et gouvernement.

2° Pas trop de troupes dans la position dite de couverture; gros échelonnement en profondeur et instruction.

1. *Cf. annexe du présent document.*

3° Nécessité d'un service de relève portant sur l'effectif de trois divisions, par exemple, pour avoir une rotation dans le temps et dans l'espace.

4° Préparation indispensable de troupes pour le service d'ordre (brigades légères et certains régiments)[2].

Les deux derniers points sont les plus importants.

Le Conseil s'est déclaré d'accord. Il insiste sur la nécessité d'organiser les relèves d'une manière qui soit plus utile à l'économie du pays que ce ne fut le cas jusqu'ici. M. Wetter a tout particulièrement exprimé le désir que le général y soit rendu attentif.

Tu ne t'étonneras pas de ma note marginale à *[la]* première page. C'est que le terme «automatiquement» est politiquement dangereux et dans la réalité inexact. Jamais nous n'avons envisagé qu'une aide nous serait apportée automatiquement, si nous étions attaqués. Au contraire, nous avons toujours réservé notre absolue liberté de faire appel ou non à l'aide étrangère. Un document de cette nature, s'il tombait un jour dans des mains de propagandiste, pourrait permettre des conclusions tout à fait fausses.

J'attends pour te faire remettre les présentes sous pli fermé et cacheté ton retour au département.

ANNEXE

Le Général H. Guisan au Chef du Département militaire, R. Minger
(A l'intention du Conseil fédéral) [3]

1/8/mo. Q.G.A., 12 juillet 1940

Secret.

NOTE CONCERNANT LE NOUVEAU DISPOSITIF DE DÉFENSE

I. 1) Par sa lettre du 2.7.40[4], le Conseil fédéral m'a confirmé les instructions du 31.8.39: «sauvegarder l'indépendance du Pays et maintenir l'intégrité du territoire en mettant en œuvre tous les moyens militaires appropriés.»

Le dispositif que j'ai appliqué pendant la première phase de la guerre visait à défendre la plus grande partie du territoire national. Il comportait deux échelons:

- les *troupes frontière*, appuyées à des fortifications permanentes et de campagne, et résistant sur place;
- la *position d'armée*, sur laquelle s'exerçait l'effort principal de la défense, et que tenaient, sans esprit de recul, les gros de nos forces.

Le tracé de cette position était jalonné généralement par Sargans-Wallensee-Canal de la Linth-Lac de Zürich-Limmat-Jura argovien, bâlois, bernois et neuchâtelois-Lac de Neuchâtel-Mentue-Lac Léman.

2) En cas d'agression par l'un des belligérants, je pouvais escompter qu'une aide nous serait

---

2. *Cf. lettre du 27 août 1940 de Pilet-Golaz à Minger (non reproduite).*
3. *Annotation marginale de Minger:* An Herrn Bundespräsident Pilet-Golaz weitergeleitet. 13.7.40.
4. *Non reproduite.*

apportée, automatiquement[5], par son adversaire, et que notre capacité de défense s'en trouverait renforcée et prolongée.

II. 1) Cette situation s'est modifiée progressivement à la suite de la diminution et de l'effondrement de la résistance française, puis de l'entrée en scène de l'Italie aux côtés de l'Allemagne.

Dès lors, ce n'était plus sur un ou deux fronts que nous risquions d'être attaqués, mais sur tous les fronts, et ceci d'autant plus que la saison autorisait les opérations en haute montagne.

Enfin, nous ne pouvions plus compter sur l'aide d'un allié éventuel.

2) Aux besoins de la situation nouvelle, a répondu la remobilisation du 11 mai, puis un remaniement de notre dispositif qui s'est traduit par l'extension progressive de notre effort défensif à des fronts nouveaux en réponse au développement de la menace.

III. 1) La signature de l'armistice est venue, une fois de plus, modifier la situation extérieure. Celle-ci m'inspire aujourd'hui l'appréciation suivante:

Si, d'une part, l'Allemagne et l'Italie n'ont pas intérêt à provoquer de nouveaux conflits aussi longtemps qu'elles ne sont pas venues à bout de la résistance anglaise, d'autre part, les voies de communication directes qui traversent nos Alpes présentent, pour la première de ces puissances en tout cas, un intérêt indiscutable. Celle-ci pourrait donc être amenée à exercer sur la Suisse une pression économique, politique, et même militaire, pour obtenir libre usage de ces voies de communication.

Ainsi, les exigences allemandes pourraient, tôt ou tard, devenir telles qu'elles seraient inconciliables avec notre indépendance et notre honneur national. La Suisse ne parviendra à échapper à la menace d'une attaque allemande directe que si le haut commandement allemand, dans ses calculs, considère qu'une guerre contre nous serait longue et coûteuse, qu'elle ranimerait, inutilement, ou dangereusement, un foyer de luttes au centre de l'Europe et gênerait l'exécution de ses plans.

2) Dès lors, l'objet et le principe de notre défense nationale sont de démontrer à nos voisins que cette guerre serait une entreprise longue et coûteuse. Si nous devons être entraînés dans la lutte, il s'agira de vendre notre peau aussi cher que possible.

IV. 1) A cette appréciation nouvelle, dans le cadre d'une mission inchangée, correspondent des décisions nouvelles.

2) Une *démobilisation partielle* a été effectuée le 7 juillet. J'estime que des mesures de démobilisation plus complètes ne sauraient être envisagées pour le moment, sauf en ce qui concerne une partie des troupes légères dont les chevaux doivent revenir à l'agriculture pour le temps des moissons.

3) *L'articulation de notre dispositif de défense* en 2 échelons – troupes frontière et position d'armée – est-elle encore justifiée?

a) *Troupes frontière:* sans aucun doute, leur valeur s'est accrue au cours des mois de service actif en même temps que leurs travaux de fortifications se sont développés.

b) *Position d'armée:* elle comporte deux avantages principaux:

- elle couvre une partie essentielle du territoire national, avec les ressources qui s'y trouvent;
- elle comprend de solides organisations, maintenant presque achevées, et pour lesquelles d'importantes dépenses ont été consenties.

En revanche, telle qu'elle était conçue et occupée jusqu'ici, cette position présentait des *inconvénients et des risques.* La nécessité de parer à une attaque sur tous les fronts à la fois m'imposait une nouvelle répartition des moyens, qui impliquait une diminution de la densité d'occupation.

De plus, en présence des méthodes de combat modernes, et, notamment, des engins blindés, notre position d'armée risquait d'être prise à revers; si j'y concentrais le gros de nos moyens, même avec une densité moindre, leur action risquait de se trouver compromise par l'effet d'une menace ou d'une irruption sur ses flancs ou ses arrières (expérience de la manœuvre à revers contre la ligne Maginot).

---

5. *Pilet-Golaz a souligné ce mot et écrit dans la marge:* Jamais, il n'en fut question. Bien au contraire.

V. 1) J'ai pris la décision suivante: la défense du territoire s'organisera suivant un principe nouveau, celui de l'*échelonnement en profondeur.*

A cet effet, j'ai institué trois échelons de résistance principaux, complétés par un système intermédiaire de points d'appui.

2) Les trois échelons de résistance seront:

a) les *troupes frontière*, qui conserveront leur dispositif actuel;

b) une *position avancée* ou de *couverture*, qui utilisera le tracé de la position d'armée actuelle entre le Lac de Zürich et le massif du Gempen et qui se prolongera par un front Ouest, jalonné généralement par le Jura bernois et neuchâtelois – Morat – la Sarine jusqu'à la trouée de Bulle.

c) une *position des Alpes* ou *réduit national* qui sera flanquée, à l'Est, à l'Ouest et au Sud, par les forteresses, englobées, de Sargans, de Saint-Maurice et du Gothard, et dont le tracé sera jalonné généralement par le Canal de la Linth – le Rigi – le Pilate – Schrattenfluh – La Sulg – la chaîne du Stockhorn – les Alpes fribourgeoises – la Dent de Lys – Villeneuve – la crête frontière des Alpes valaisannes – le front Sud de la forteresse du Gothard – le Tödi – Sargans.

3) Les *missions* dévolues à ces trois échelons de résistance seront les suivantes:

a) Celle des *troupes frontière* sera maintenue.

b) La *position avancée* ou de *couverture* barrera les axes de pénétration vers l'intérieur du pays.

c) Les troupes de la *position des Alpes* ou *réduit national* tiendront, sans esprit de recul, avec des approvisionnements constitués pour une durée maximum.

d) Entre ces trois échelons, le *système défensif intermédiaire* comportera des *points d'appui* de défense anti-chars, constituant autant de *réduits* ou de *nids de résistance*, gardés sur tous les fronts. Leurs méthodes de combat s'inspireront de celles de la guérilla, ainsi que des plus récents enseignements de la guerre.

En cas d'irruption de blindés à l'intérieur de nos positions, la défense anti-chars devra être assumée ou reprise, à n'importe quelle profondeur, avec la même efficacité et la même rapidité.

En plus de ces points d'appui, le système de défense intermédiaire comportera un jeu profond de *destructions*, qui sera complété dans la zone comprise entre la position de couverture et le réduit national.

Cette défense intermédiaire sera dévolue, suivant les zones:

- à des *détachements légers* de formation;
- à des *troupes territoriales* mobilisant dans la région et agissant en coopération avec les *gardes locales*;

4) L'*importance des forces* affectées à la position de couverture sera de 4 divisions et une division légère sur l'ensemble de nos 9 divisions et 3 brigades de montagne.

Cette proportion m'a été dictée par des considérations *stratégiques*, (densité d'occupation nécessaire pour tenir la position de couverture), et *économiques* (impossibilité de faire vivre des effectifs supérieurs dans la zone alpestre du réduit national).

VI. Ce nouveau dispositif de défense aura pour conséquence inévitable le maintien sur place des *populations civiles.* Des évacuations partielles pourront, sans doute, être ordonnées par le commandement local suivant les circonstances.

Mais il importe avant tout que les populations ne refluent, en aucun cas, vers le réduit national, où elles compromettraient le succès des opérations et ne disposeraient pas d'approvisionnements suffisants.

VII. La *mise en œuvre* du nouveau dispositif comportera diverses opérations:

1) Regroupement partiel des *internés*;

2) *Regroupement simultané* des unités d'armée dans les zones avoisinant le *réduit national*, où l'*instruction* sera entreprise selon les enseignements les plus récents;

3) *Regroupement* des troupes destinées à la *position de couverture*;

4) Travaux de *fortification* sur la position du réduit national.

VIII. Le nouveau dispositif pourra être achevé au début du mois d'août.

En dépit des difficultés que cette opération comporte, toutes mesures utiles seront prises pour assurer la continuité de la défense pendant cette période de regroupement.

IX. Le P.C. de l'Armée viendra probablement à Altdorf.

X. Il importerait que le Conseil Fédéral se transportât, dès le début des hostilités, dans une localité située à l'intérieur du réduit national, qui pourrait être Kandersteg, où aucun P.C. n'est prévu.

341

E 2001 (D) 2/133

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

L 40.10.G.6. Vertraulich.
Durch Kurier. Rom, 16. Juli 1940

Im Anschluss an meine telegraphische Mitteilung von gestern Abend[1] beehre ich mich, Ihnen über meine Unterredung vom 15. Juli abends mit dem italienischen Aussenminister, Graf Ciano, folgendes mitzuteilen.

Der Aussenminister hatte mich, wie er gleich zu Anfang unserer Besprechung sagte, aus Anlass des letzten Presse-Zwischenfalls zu sich gebeten. Er erklärte indessen sofort, dass angesichts der raschen und wirksamen Intervention der Bundesbehörden seinen Eröffnungen nicht der Charakter einer Demarche, sondern einer freundschaftlichen Empfehlung zukomme.

Die von der italienischen Gesandtschaft in Bern berichtete Stellungnahme einiger Tessiner Blätter zu den Kampfhandlungen zur See im Jonischen Meer hatte, wie er sagte, den italienischen Regierungschef «ausser sich gebracht». (Es ist nicht das erste Mal, dass mir Graf Ciano in ähnlicher Weise von den Reaktionen seines Schwiegervaters berichtet.) Andererseits gab der Aussenminister sofort zu, dass die Bundesbehörden im Rahmen der ihnen gegebenen Möglichkeiten gehandelt hätten, indem sie die Zeitungen, welche die Haltung der italienischen Flotte lächerlich machten oder bloss die Communiqués der englischen Admiralität veröffentlichten, suspendierten und weitere Massnahmen der Eidg. Pressekommission in Aussicht stellten. Graf Ciano hob hervor, dass er es besonders begrüsse, dass die Bundesbehörden von sich aus spontan und in rascher Weise zugegriffen hätten. Dadurch werde, sagte er, ein Zwischenfall beigelegt, der schwere Konsequenzen hätte haben können.

Im Sinne Ihrer Instruktionen bestätigte ich die von den Bundesbehörden getroffenen Massnahmen, wobei ich nicht unterliess, darauf hinzuweisen, dass die Schwierigkeiten derartiger Schritte bei uns ganz ausserordentliche seien und als solche gewürdigt werden müssten. Gleichzeitig deutete ich auch an – im Sinne meines Schreibens an die Abteilung für Auswärtiges vom 15. Juli vormittags[2] – dass die Haltung gewisser italienischer Revuen und deren fortgesetzten Propaganda auch zu Bemerkungen von unserer Seite Anlass gebe.

Der Aussenminister bestritt das Letztere nicht, wollte indessen in unserer gestrigen Besprechung im einzelnen auf die letztere Bemerkung nicht eingehen, die Gegenstand weiterer Schritte der Gesandtschaft bei den zuständigen Abteilungen bilden kann. Er betonte, der wesentliche Unterschied liege eben darin,

1. *Non reproduite.*
2. *Non reproduit.*

dass die Schweiz eben nicht im Kriege stünde, währenddem Italien sich mit seinem Achsenpartner in einem *äusserst harten Kampfe befinde.* Im Gegensatz zu dem, was die Zeitungspropaganda tagtäglich publiziert, betonte der Aussenminister, dass der Gegner Italiens und Deutschlands ausserordentlich stark sei, über enorme Hülfsmittel mehrerer Kontinente verfüge, und dass dessen Leistungen alle Anerkennung verdienen. In diesen Äusserungen erkannte ich, dass den heutigen Verhältnissen zum Trotz die Einschätzung des englischen Gegners, wenigstens persönlich seitens des Grafen Ciano, dieselbe ist als zur Zeit, da er sich der italienischen Intervention, mit Zustimmung seiner sämtlichen Mitarbeiter des Ministeriums, widersetzte. Er sagte zwar, dass schlussendlich Italien, nach seiner Meinung, siegreich aus dem Krieg hervorgehen werde, aber nach einem sehr harten Kampf. Diese Situation begründe, dass mit jedem Kriegsmonat Italien in steigendem Masse auch gewisse Vorgänge jenseits der Grenze beobachten und wachsam verfolgen müsse.

[...][3]

Ohne im weitern den Achsenpartner besonders blosstellen zu wollen, machte Graf Ciano, wie er sagte «da buon amico», die folgenden Feststellungen, die offenbar auf seinen letzten Besprechungen in Berlin und München beruhen: «Die einzige Gefahr, die die Schweiz heute noch läuft, liegt auf dem Gebiet der Presse. Auf diesem Gebiet aber marschiert Ihr auf des Messers Schneide («camminate sulla lama del rasoio»). Ist es der Mühe wert, wegen einiger Quadratmeter gedruckten Papiers, Euer Land direkt zu gefährden? Gewiss nicht. Man mag über die Berechtigung streiten. Darum handelt es sich heute nicht. Wir befinden uns im Krieg. Natürlich kann ich nicht im Namen von Berlin reden, aber, wie gesagt, die einzige Gefahr für Euch liegt heute auf dem Gebiet der Presse. Darum sind einschneidende Massnahmen, wie sie im vorliegenden Fall getroffen wurden, zu begrüssen und notwendig. Auch für die Zukunft bin ich vom Duce beauftragt, Ihnen zu sagen, dass wir den schweizerischen Behörden eine besondere Vorsicht in ihrer Pressepolitik ans Herz legen.» Indem ich selbstverständlich Ihre Instruktionen zum Ausdruck brachte, habe ich natürlich gleichzeitig unterstrichen, dass man sich vor Übertreibungen hüten müsse und ebenso, dass unserer besondern Situation Rechnung zu tragen sei. Gleichzeitig wollte ich von Graf Ciano auch endlich eine Äusserung darüber – nach den vielen Äusserungen aus italienischen offiziellen und offiziösen Kreisen, inklusiv Regierungsmitglieder und seine engsten Mitarbeiter – ob tatsächlich Italien, in für die Schweiz gefährlichen Momenten, zu Gunsten unseres Landes gegenüber dem Achsenpartner interveniert sei. Anlässlich dieser offiziellen Besprechung, der indessen ein mehr privater Meinungsaustausch folgen kann, wollte sich Graf Ciano nur in sehr vorsichtiger Weise äussern. Er erklärte bloss, dass Rom in Berlin stets wirkliches Verständnis für unsere Situation und Mission gefunden habe. Ich kann mich des Eindrucks nicht erwehren, dass Graf Ciano nicht eine Äusserung tun wollte, die hätte zitiert werden können; darum füge ich bei, dass der fragliche Punkt noch abzuklären sein wird. Indessen wiederholte er, dass seitens Italiens aller gute Wille bestehe, mit der Schweiz in freundschaftlichen Beziehungen zu bleiben, die in so vieler Hinsicht durch die

3. *Suit un commentaire sur la situation internationale du point de vue italien.*

Verhältnisse direkt bedingt seien. – Es ist in der Tat klar, dass Italien eine Ausdehnung der Einflusssphäre Deutschlands an seinen eigenen Grenzen nur mit grösster Besorgnis sehen könnte.

Im Hinblick auf den Zwischenfall, der sich zu Ende der letzten Woche ereignete, sind die Erklärungen des italienischen Aussenministers an sich befriedigend. Freilich wird dahin zu wirken sein, dass nicht steigernde Forderungen seitens der Achsenmächte gestellt werden. Immerhin möchte ich unterstreichen, dass Graf Ciano den freundschaftlichen Charakter der schweizerisch-italienischen Beziehungen ebensosehr hervorhob, wie die Verbundenheit der Achsenmächte. Dies ist ein Anzeichen, das als solches gewertet werden muss.

Es darf natürlich nicht meine Sache sein, im Anschluss an die vorstehend wiedergegebene Besprechung, Anregungen über Fragen zu formulieren, die bereits Gegenstand einlässlichster Prüfung unserer zuständigen Behörden waren und sind. Immerhin sei es mir vielleicht gestattet, an folgende Punkte zu erinnern.

1°) Die Gesandtschaft hat seit vielen Jahren auf die ganz wesentliche Bedeutung hingewiesen, welche Pressefragen in unserm Verhältnis zu unsern totalitären Nachbarn, speziell Italien, zukommt. Ich brauche in dieser Beziehung nicht nur auf unsere unzähligen Berichte hinzuweisen, sondern beispielsweise auf das, was wir zusammenfassend in unserm Geschäftsbericht 1938 auseinander setzten[4].

2°) Heute, wo den Bundes- und Militärbehörden besondere Vollmachten zur Verfügung stehen, ist die Möglichkeit gegeben, den sich in Kriegszeiten mehrenden Schwierigkeiten von Anfang an zu begegnen. Dies ist natürlich sehr zu begrüssen, ja eine absolut politische Notwendigkeit. Immerhin darf nicht der Eindruck aufkommen, dass die von uns getroffenen Massnahmen, wie bereits von verschiedenen Seiten und manchmal hämisch bemerkt wurde, unter dem «Eindruck einer Angst» erfolgen.

3°) Es ist daran zu erinnern, dass unter allen Umständen ein auch in der Presse geäussertes, ständiges Bekenntnis zu unsern althergebrachten Institutionen nicht nur verständlich, sondern politisch notwendig ist. Man achtet uns nur so lange, als wir bleiben was wir sind und an unserm politischen Bekenntnis intern festhalten. Mussolini selbst, der, wie ich wiederholt feststellen konnte, die Traditionen der Schweiz kennt und achtet, hat öffentlich erklärt, dass die *schweizerische* Demokratie etwas eigenes sei, das von der antidemokratischen Propaganda nicht berührt werden müsse. Je und je haben wir hervorgehoben, welche enorme Vorteile die schweizerische Demokratie durch die Tatsache ihrer Regierungsstabilität besitze. Darum ist es wenig würdevoll und auch nicht vorteilhaft, wenn einige grosse schweizerische Blätter zurzeit sich anscheinend gleichsam scheuen, das Wort von der «Schweizerischen Demokratie» auszusprechen. (Dies geschieht, nebenbei gesagt, gerade von denjenigen Seiten, die den Bundesbehörden und auch meiner Gesandtschaft alle Schwierigkeiten in den Weg legten, als es sich darum handelte, den leidigen Konflikt unserer Kolonie in Italien, der durch die temporäre Gründung schweizerischer «fasci» in

4. *Cf.* Rapport de gestion de la Légation de Suisse en Italie pour 1938, *daté du 20 février 1939, pp. 6-7* (E 2400 Rom/11).

Rom, Mailand, Genua, usw. entstanden war, beizulegen und diese heute zweifellos gefährlichen Fremdkörper in unserer Kolonie rechtzeitig, d.h. vor Kriegsbeginn, zu entfernen.)

4°) Auch handelt es sich keineswegs darum, häufig Komplimente über italienische Persönlichkeiten u.s.w. zu veröffentlichen, wie dies ebenfalls geschieht. Für derartige Komplimente in zwölfter Stunde ist man hier begreiflicherweise hellhörig. Es handelt sich darum, würdevoll zu unsern Traditionen zu stehen, die direkte Demokratie, auch im kleinen Gemeinwesen, und andererseits Regierungsstabilität, bedeuten. Ebenso besteht hier für unsere föderalistische Struktur heute alles Verständnis. Darin liegt die Möglichkeit einer Gewähr der moralischen Abwehr gegen die «Einfügung eines kleinen Einheitstaates» in eine von der Achse – *wie man hier vermeint* – geformte europäische Planwirtschaft.

5°) Dagegen kann m.E., im Rahmen unseres geschriebenen und ungeschriebenen Verfassungsrechts und unserer Tradition, sehr wohl den politischen Notwendigkeiten Rechnung getragen werden, die Graf Ciano in der Formel zitierte, die entweder von seinem Schwiegervater stammt, oder die Gegenstand von Besprechungen mit dem Achsenpartner bildete: der Formel nämlich dass, wie die Verhältnisse eben in der Periode eines schweren Krieges liegen, die Achsenmächte nicht wünschen, dass Einflüsse von «Zentren von Defaitismus» von der Schweiz aus ausserhalb unserer Landesgrenzen, d.h. in die dafür doch tatsächlich empfänglichen Länder der Achse, getragen werden. Ist es beispielsweise notwendig, dass jedes Ereignis oder «fait divers» des Krieges, unter ganzseitigen Fettdrucktiteln, im Sinne der Propaganda der einen oder andern Kriegspartei, tatsächlich nach aussen getragen wird? Die kommerziellen Erwägungen des Zeitungsverkaufs müssen heute in Gottes Namen hinter andern Erwägungen zurückstehen. Das blosse, nüchterne Gegenüberstellen der amtlichen Mitteilungen beider Kriegsparteien und objektiv und vorsichtig abgefasste Kommentare genügen in der Tat, um dem denkenden Publikum zu erlauben, sich selbst ein Urteil zu bilden. Ein solches Vorgehen kann nicht Anstoss erregen und festigt im Gegenteil unsern Widerstand gegen Zumutungen, die sonst, im Verlauf der Krieges, unangenehme Formen annehmen könnten.

342

E 2001 (D) 2/47

Le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer, au Département politique

Copie de réception
T Numéro 183

Londres, 16 juillet 1940, 10 h 30
(*Reçu:* 17 juillet, 01 h 20)

Girardet convoqué Economic War Fare pour discussion détails comme arrangé avec Dalton. Reçu au lieu de cela information Lord Drogheda que

Ministre Kelly chargé communication suivante à Président Confédération vu déclaration Président que Suisse pas en mesure résister pression économique allemande. Demande révision accord blocus. Gouvernement britannique considère les deux parties relevées des obligations réciproques. Dénonciation formelle pas nécessaire. Presse suisse publia récemment que stocks céréales avec récoltes 1940 suffisent pour un an. Grande-Bretagne ne peut accepter pareille accumulation céréales vu danger main-mise allemande. Disposée laisser passer charbon sous surveillance quantités limitées. Refus complet pour céréales. Exprima très vifs regrets cette décision qui touche vivement pays auquel aucune inobservation engagements pris ne peut être reprochée, mais inéluctable vu nécessité vitale. Arrêter par tous moyens ravitaillement Allemagne. Drogheda releva que céréales sur bateaux immobilisés dépassent total 70 000 tonnes. Autoriser pareille quantité actuellement hors question. Interrogé sur cas spéciaux mais dit si ravitaillement insuffisant pourrait être examiné, mais toutes justifications à fournir auparavant ici ou Légation Berne. ss. «ABEKERKE» examinera mais ne promet rien. Importateurs suisses céréales très inquiets insistent chaque jour Légation pour nouvelles démarches. Prière donner instructions sur ce que pouvons leur dire[1].

1. *Cf. aussi N° 347.*

343

E 2001 (D) 2/237

Le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer,
au Chef de la Division
des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L E.a.2.1940.
ad C.22.41.11.10.1-XO. Londres, 16 juillet 1940

BATEAUX DESTINÉS AU RAVITAILLEMENT DE LA SUISSE
RETENUS PAR LE CONTRÔLE BRITANNIQUE

Pour faire suite à ma lettre du 28 juin[1], j'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 3 juillet[2] concernant la bonne arrivée en Suisse de la cargaison du s.s. «STAVROS», ainsi que les démarches à faire pour obtenir l'autorisation de passage pour d'autres bateaux à destination de ports italiens et la question de nos rapports commerciaux avec les pays d'outre-mer. Dans l'intervalle, je vous ai tenu au courant dans mes télégrammes 148, 161, 165 et

1. *Cf. N° 313 et annexes.*
2. *Non reproduite.*

176 de mes diverses démarches[3]. J'ai reçu sur ce même sujet vos câbles 83, 88, 98 et 100 ainsi qu'un télégramme en clair de la Division du Commerce[4] concernant les entretiens de Monsieur le Président de la Confédération avec le Ministre de Grande-Bretagne au sujet des accords du blocus. Il eût peut-être été préférable pour le secret du chiffre que ce dernier télégramme eût été chiffré lui aussi.

Lorsque j'ai vu Mr. Butler, le 10 juillet, son accueil avait été plutôt favorable. Il m'avait donné à entendre que les résistances venaient surtout du Ministère du Blocus et qu'il serait utile de faire porter sur ce Ministère mon principal effort d'intervention. J'avais cru comprendre que si le Blocus se montrait intraitable, les Affaires Etrangères seraient disposées à prêter leur bons offices. Cependant, lorsque j'ai vu Mr. Dalton, le 12 juillet, lui aussi m'avait reçu favorablement. Je vous envoie ci-joint la copie du mémorandum remis à cette occasion avec une liste des bateaux retenus et les détails sur les cargaisons[5]. Notre entretien ne pouvait évidemment porter que sur les questions générales et il avait été convenu avec le Ministre qu'un de mes collaborateurs discuterait avec l'un des siens les questions de détails. Sans m'attendre à un succès rapide, j'étais cependant un peu plus optimiste et ai été par conséquent d'autant plus sensible au résultat tout à fait négatif de l'entretien avec Lord Drogheda sur lequel mon télégramme 183 vous a renseigné[5].

N'ayant plus reçu depuis le télégramme de la Division du Commerce du 8 juillet de renseignements sur les négociations économiques en cours à Berne, je ne sais à quoi attribuer la différence entre l'attitude bienveillante de mes interlocuteurs d'il y a quelques jours et le caractère négatif de la communication de M. le Ministre Kelly. Je pense qu'au moment où j'ai vu Mr. Dalton, les instructions pour le Ministre de Grande-Bretagne à Berne n'étaient pas encore au point. Quoi qu'il en soit, d'après le rapport verbal de mon collaborateur, Lord Drogheda, tout en gardant un ton très amical et sans dissimuler qu'il lui était pénible de devoir faire part de la décision intervenue, a donné à entendre que le Gouvernement Britannique tire les conséquences du fait que les exportations de Suisse à destination de l'Allemagne vont être augmentées et comprendront probablement des marchandises que la Grande-Bretagne ne désire pas voir passer en Allemagne. Cela étant, le Gouvernement Britannique ne peut aider la Suisse à se procurer de telles marchandises[6]. Il a mentionné aussi dans la conversation que, depuis un certain temps, la Grande-Bretagne n'a plus reçu de Suisse les produits manufacturés auxquels elle s'intéresse. Si la Suisse trouve moyen d'assurer l'exportation de ces marchandises[7], la Grande-Bretagne verra ce qu'elle pourra faire de plus pour notre ravitaillement. A l'argument que ces marchandises sont pour beaucoup de la contrebande de guerre et qu'il

---

3. *Cf.* E 2001 (D) 2/237 *et* E 7110 1973/134/4.
4. *Cf.* E 2001 (D) 2/237 *et* E 7110 1973/134/4.
5. *Ci-dessus, N° 342.*
6. *Annotation en marge:* erreur!
7. *Annotation en marge:* oui, l'Italie ne fait pas obstacle à l'exportation vers des pays neutres d'outre mer (jusqu'ici la question de l'ultimate destination n'a pas été soulevée!).

est difficile d'admettre que leur transit par des pays tiers ne soit pas entravé, même par des moyens indirects, Lord Drogheda n'a rien répondu.

Je ne puis naturellement me rendre compte comment, ni dans quel état d'esprit Mr. Kelly aura exécuté les instructions qu'il a reçues. Quant à Lord Drogheda et par conséquent le Ministère de la Guerre Economique, je dois conclure qu'en ce qui concerne en tous cas les céréales, cela ne sera guère avant que nos stocks soient assez sérieusement diminués que nous pourrons demander de faire passer nos bateaux par le Contrôle Britannique.

Cette situation va certainement causer des pertes considérables aux importateurs de céréales en Suisse tels que MM. André & Cie., Bunge & Cie., etc., etc., ainsi qu'à l'Office Fédéral de Guerre pour les Transports et il me paraît probable qu'il faudra envisager la liquidation sur d'autres marchés des céréales actuellement achetées. C'est un problème que je ne puis que signaler, mais il me paraît qu'une décision rapide est indispensable pour arrêter les pertes déjà encourues actuellement.

ANNEXE

E 7110 1973/134/4

La Division de Commerce du Département de l'Economie publique à la Légation de Grande-Bretagne à Berne

Copie
M Memorandum Bern, 19. Juli 1940

1. Nach den der schweizerischen Regierung aus London zugegangenen Nachrichten scheint die britische Regierung den am 26. April 1940[8] mit der Schweiz abgeschlossenen Blockade-Vertrag als hinfällig zu betrachten. Die schweizerische Regierung ist von dieser Stellungnahme der britischen Regierung umsomehr überrascht, als sie sich bewusst ist, durch die peinlich genaue Innehaltung aller vertraglichen Verpflichtungen selbst nicht die geringste Veranlassung für die Aufhebung des Vertrags gegeben zu haben. Die Schweiz hofft bestimmt, dass die britischen Blockadebehörden es weiterhin ermöglichen werden, beschränkte Zufuhren über italienische Häfen nach der Schweiz zu bewilligen. Diese Zufuhren sind für die schweizerische Landesversorgung auch in Zukunft lebenswichtig. Eine völlige Unterbindung der Zufuhren durch die britischen Kontrollhäfen hatte zur Folge, dass die rohstoffarme Schweiz in ihrer Versorgung sehr stark beeinträchtigt würde, was sicherlich nicht in den Absichten der britischen Regierung liegen kann.

2. Die schweizerische Regierung steht unter dem Eindruck, dass die britischen Blockadebehörden über die Verwendung der nach der Schweiz zu bewilligenden Zufuhren beunruhigt sind. Sie gestattet sich, dazu die folgenden Ausführungen zu machen:

a) Eine Ausfuhr von Waren aus der Schweiz nach irgendeiner Richtung ist nach wie vor nur mit einer besondern Bewilligung der schweizerischen Behörden möglich. Diese Bewilligung richtet sich nach den Bestimmungen des Blockadevertrags vom 26. April 1940 mit Grossbritannien und den seither mit der britischen Gesandtschaft in Bern vereinbarten Abänderungen an diesem Vertrag. Eine Wiederausfuhr der eingeführten Waren in unverarbeitetem Zustande ist ausgeschlossen. Nach wie vor ist jede Ausfuhr aus der Schweiz abhängig von der Vorlage eines Ursprungszeug-

8. *Cf. à ce sujet N° 265 et* E 7110 1973/134/4.

nisses, das den schweizerischen Ursprung der Ware bescheinigt. Eine blosse Transitierung der Waren aus italienischen Häfen durch die Schweiz nach Deutschland ist somit unmöglich.

b) Die italienische Regierung hat in einem besonderen Transitabkommen, das der britischen Gesandtschaft in Bern am 29. Juni 1940 zur Kenntnis gebracht wurde[9], den freien Transit der in italienischen Häfen mit Bestimmung für die Schweiz eintreffenden Güter garantiert. Diese Garantie ist nach dem Eintritt Italiens in den Krieg durch die italienische Regierung ausdrücklich bestätigt worden[10]. Die Bestätigung ist ebenfalls der britischen Gesandtschaft zur Kenntnis gebracht worden. Die Erfahrungen mit der Kohlenladung des Schiffes «Stavros» haben den Beweis für die Innehaltung der von italienischer Seite gemachten Zusagen erbracht. Die Kontrolle der Ankunft der angemeldeten Schiffsladungen in der Schweiz erfolgt durch die schweizerischen Überwachungsstellen, welche das Ergebnis jeweils der britischen Gesandtschaft in Bern melden.

c) Die schweizerische Regierung erhielt inzwischen von der italienischen Regierung auch die Bewilligung für die Nutzung der von der schweizerischen Regierung zeit-gecharterten Schiffe für den Export schweizerischer Waren nach neutralen Überseeländern. Die Ausfuhr setzt aber die vorangehende Freigabe der Schiffe durch die britischen Blockadebehörden für die Fahrt nach den italienischen Häfen notwendig voraus.

Die schweizerische Regierung erklärt sich bereit, mit der englischen Regierung eine Verständigung über die für diese Ausfuhr erforderlichen Begleitpapiere zu treffen.

3. Die schweizerische Regierung steht unter dem Eindruck, dass die britischen Blockadebehörden über die in der Schweiz liegenden Vorräte an Rohstoffen und Lebensmitteln und die Gefahr einer Beschlagnahme durch Deutschland beunruhigt sind. Sie gestattet sich, dazu die folgenden Darlegungen zu machen:

a) In den seit einigen Wochen laufenden schweizerisch-deutschen Wirtschaftsverhandlungen ist von einer Auslieferung schweizerischer Vorräte nie die Rede gewesen. Die Schweiz behält die für ihre Selbstversorgung notwendigen Vorräte und gibt lebenswichtige Waren nur nach Massgabe der Sicherstellung der Deckung ihrer eigenen Bedürfnisse für den Export (vgl. Ziff. 2 lit a dieses Memorandums) frei.

b) Die schweizerische Regierung erklärt sich bereit, der britischen Gesandtschaft in Bern alle Aufschlüsse über die schweizerische Vorratshaltung mit Bezug auf jene Waren zu erteilen, für welche sie bei den britischen Blockadebehörden um die Zufuhrbewilligung ersucht.

Die den britischen Behörden zur Freigabe bereits beantragten Schiffe haben die folgenden Waren als Ladung:

I. *Mais & Getreide Dampfer:*

	Ladung:		*Empfänger:*
«MOUNT PINDUS»	5995 t.	Mais	Bunge AG, Zürich
z.Zt. Madeira	1525 t.	Hafer	
	500 t.	Gerste	
	100 t.	Hirse	
	8120 t.		
«ROKOS»	8960 t.	Mais	Bunge AG, Zürich
z.Zt. Lissabon	150 t.	Hafer	
	260 t.	Gerste	
	300 t.	Korn	
	100 t.	Mehl	
	400 t.	Roggen	
	10170 t.		

9. *Cf. N° 322.*
10. *Cf. N° 337.*

«SIRETUL»	2020 t.	Mais	Bunge AG, Zürich
z.Zt. Cadiz	2750 t.	Hafer	
	1230 t.	Gerste	
	200 t.	Hirse	
	200 t.	Leinsamen	
	6400 t.		
«KAPETAN STRATIS»	5550 t.	Mais	Bunge AG, Zürich
z.Zt. Lissabon	450 t.	Sonnenblumen Abfall Kuchen	
	6000 t.		
«MIMOSA»	4742 t.	Mais	André & Cie, Lausanne
z.Zt. Cadiz	300 t.	Hirse	
	120 t.	Mehl	
	5162 t.		
«FANEROMENI»	5200 t.	Mais	André & Cie, Lausanne
z.Zt. Cadiz	150 t.	Leinsaat	
	200 t.	Mehl	
	300 t.	Hirse	
	5850 t.		

II. *Getreide Dampfer:*

«MOUNT HELIKON»	3950 t.	Weizen	André & Cie, Lausanne
z.Zt. Madeira	2970 t.	Hafer	
	425 t.	Leinsaat	
	500 t.	Gerste	
	300 t.	Roggen	
	120 t.	Mehl	
	8265 t.		
«NEREUS»	1553 t.	Hafer	Eidg. Getreideverwaltung
z.Zt. Madeira	3850 t.	Weizen	Louis Dreyfus & C., Zürich
	2792 t.	Gerste	
	800 t.	Hafer	
	8995 t.		
«MAPRESSA»	3073 t.	Weizen	Bunge A.G., Zürich
z.Zt. Madeira	2150 t.	Gerste	
	2167 t.	Hafer	
	200 t.	Roggen	
	100 t.	Leinsaat	
	7690 t.		
«JURKO TOPIC»	7136½ t.	Weizen	Karr & Cie, Zürich
z.Zt. Lissabon			
«OLGA TOPIC»	7068 t.	Weizen	Karr & Cie, Zürich
z.Zt. Lissabon			
«MOSCHA KYDONIEFS»	1764 t.	Korn	André & Cie, S.A., Lausanne
z.Zt. Gibraltar	1429 t.	Hafer	

	2700 t.	Gerste	
	1500 t.	Roggen	
	7393 t.		
«NADIN»	4750 t.	Korn	André & Cie, S.A., Lausanne
abgesegelt New York 10.7./40	860 t.	Gerste	
	5610 t.		

III. *Kohlendampfer.*	*Ladung:*	*Empfänger:*
«MOUNT TAURUS» z.Zt. Madeira	8878 t.	Schweizerische Bundesbahnen
«MOUNT LYCABETTUS» z.Zt. Madeira	6626 t.	Firma Jörin, Basel
«MASTER ELIAS KULUKUNDIS» z.Zt. Madeira	9104 t.	Sektion für Kraft und Wärme
«HELENE KULUKUNDIS» z.Zt. Madeira	9041 t.	Sektion für Kraft und Wärme
«MOUNT AETNA» z.Zt. Madeira	7080 t.	Sektion für Kraft und Wärme
«MOUNT PARNES» z.Zt. Madeira	6323 t.	Sektion für Kraft und Wärme
IV. *Schienen Dampfer.*		
«KASSOS» z.Zt. Madeira	9006 t.	Chef der Genie Armeestab
«HADIOTIS» z.Zt. Madeira	6993 t.	Chef der Genie Armeestab

Den als Hauptbestandteile der aufgehaltenen Ladungen angeführten Warenkategorien entsprechen der folgende Jahresbedarf und die folgenden gegenwärtigen Vorräte in der Schweiz:

	Jahresbedarf	*Vorrat*
Futterhafer	188000 t.	für Armeebedarf ungenügend für Zivilbedarf keinen
Mahlhafer	40000 t.	6500 t.
Futtermais	120000 t.	5000 t.
Essmais	32000 t.	4000 t.
Gerste	150000 t.	20000 t.
Mahlgerste	5600 t.	1200 t.
Roggen	37000 t.	keinen
Leinsamen	18000 t.	1900 t.
Weizen		für 8-9 Monate ohne Einrechnung der neuen Ernte, deren Ertrag bedeutend geringer sein wird, als in den Zeitungsmeldungen angenommen wurde.

Seit dem Eintritt Italiens in den Krieg sind die Zufuhren zur See völlig ausgeblieben; die Schweiz muss aus ihren Vorräten leben, was bei längerdauernder Zufuhrsperre eine rasche Aufzehrung der Vorräte zur Folge haben müsste. Ein Teil der auf den zurückgehaltenen Schiffen geführten Ladungen ist dem Verderb ausgesetzt, sodass die Schweiz Gefahr läuft, ausser den durch den unfreiwilligen Aufenthalt entstehenden hohen Kosten auch noch den Verlust der Ladung tragen zu müssen.

344

E 2300 Berlin/41

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

RP IV 6/56 – F/VL Vertraulich. Berlin, 17. Juli 1940

Wie ich Ihnen bereits telegraphisch berichtet habe, bat mich Herr von Weizsäcker heute zu sich.

Gleich zu Anfang bemerkte er, dass er das Unangenehme vorannehmen wolle. Herr Köcher sei beauftragt worden, wegen unserer Presse wieder einmal vorstellig zu werden. Der Staatssekretär zeigte mir längere Instruktionen, in denen unter anderem die «Neue Zürcher-Zeitung» und das «Journal de Genève» figurierten. Er bemerkte, es sei bedauerlich, dass die Pressefrage nie zur Ruhe komme. Es nütze niemand etwas, wenn unsere Zeitungen sich zum Sprachrohr der englischen Propaganda machten, dagegen würde uns dies sehr schaden und es sei für unser Land nicht ungefährlich.

Der Grund, weshalb mich Herr von Weizsäcker zu sich bat, war aber um mir mitzuteilen, dass die Reichsregierung die Fliegerzwischenfälle mit unserer Antwortsnote [1] als erledigt betrachte und auf alle weiteren Ansprüche, insbesondere auf die Geltendmachung eines Schadenersatzes, verzichte. Dass wir die deutschen Internierten von uns freigelassen hätten [2], sei höhernorts gebührend vermerkt worden und habe zu dieser Erledigung des Konfliktes wesentlich beigetragen.

Ich gab meiner Befriedigung über diese Erledigung des Zwischenfalles Ausdruck, und bat den Staatssekretär auch den Dank des Bundesrates hiefür entgegennehmen zu wollen.

Nachdem also Deutschland auf Schadenersatzanspruch verzichtet, wäre es wenig elegant, wenn die Schweiz für die Fliegerzwischenfälle von Kleinhüningen und Courrendlin auf Entrichtung von Entschädigungen beharren würde. Es wird Sache des Bundes sein, den privaten Geschädigten angemessene Vergütungen zu leisten. Beim Fall Courrendlin, wo nur Flurschäden und Schäden an

1. *Cf. N° 300.*
2. *Cf. N° 320.*

der Bahnanlage entstanden sind, handelt es sich um unbedeutende Summen. Im Fall Kleinhüningen haben die Interessenten offensichtlich übersetzte Ansprüche geltend gemacht, die ich auch aus diesem Grunde kaum vertreten könnte[3].

Es ist aber überhaupt zu begrüssen, wenn jetzt, nachdem der Krieg an unseren Grenzen beendigt ist, die Anstände, die sich aus den Verletzungen unseres Luftraumes ergaben, aus den Traktanden endgültig gestrichen werden können. Schliesslich, und das ist die Hauptsache, handelt es sich bei einem solchen Verzicht um eine Geste unsererseits, die noch weiter zur allgemeinen Entspannung der deutsch-schweizerischen Beziehungen beitragen kann.

Dass dies nötig ist, zeigt die einleitende Bemerkung des Staatssekretärs bezüglich der Presse. Auch vermute ich, dass man ursprünglich der Erledigung des Zwischenfalles deutscherseits eine weitergehende Bedeutung, als es jetzt geschehen ist, geben wollte. Schon vor einiger Zeit hörte ich aus Kreisen des Auswärtigen Amtes, dass beabsichtigt sei, die mir jetzt erteilte Antwort durch den Aussenminister persönlich zu geben.

Möglich ist, dass jetzt wo grosse Entscheidungen vor der Türe stehen, Herr von Ribbentrop anderweitig in Anspruch genommen ist; aber es ist auch nicht ausgeschlossen, dass wegen des unbefriedigenden Standes der Pressefrage, diese Aussprache mit dem Aussenminister unterblieben ist. Aufgefallen ist mir jedenfalls, dass der Staatssekretär auf seine Erklärung anlässlich der letzten Besprechung über die zu erwartende, befriedigende Gestaltung der deutsch-schweizerischen Beziehungen diesmal nicht zurückkam, obwohl ich versuchte, das Gespräch auf diese allgemeine Frage zu lenken. Umsomehr sollten wir heute nicht die Gelegenheit verpassen, die von mir angeregte Geste zu machen.

ANNEXE

E 1004.1 1/400

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 août 1940[4]

1306. Deutsche Geschoss-Schäden in Basel-Stadt u*[nd]* Courrendlin. Ersetzung

Politisches Departement. Antrag vom 5. August 1940

Am 18. November 1939 fielen Geschosse der deutschen Fliegerabwehr, die auf ein französisches Flugzeug gerichtet waren, in Klein-Hüningen und Riehen nieder. *[...]*[5]

Die Zusammenstellung der Schäden nahm im besondern wegen des Umstandes, dass die gesundheitlichen Nachteile, welche die beiden Verkäuferinnen erlitten, nicht endgültig feststellbar waren, erheblich Zeit in Anspruch, sodass der deutschen Regierung erst am 16. April 1940 durch die schweizer. Gesandtschaft in Berlin eine Note[6], enthaltend das Begehren auf Schadenersatz, unterbreitet werden konnte. Die Gesandtschaft war dabei in der Lage, sich darauf zu berufen, dass

3. *Cf. annexe au présent document.*
4. *Etait absent: E. Wetter.*
5. *Suit la description des dégâts. Cf.* E 2001 (E) 1967/113/90.
6. *Non reproduite;* E 2001 (D) 2/41.

die Leitung der deutschen Luftwaffe durch den deutschen Luftattaché in Bern unmittelbar nach dem Vorfall um eine Bekanntgabe der entstandenen Schäden zwecks Wiedergutmachung nachgesucht hatte.

Die Schadensaufstellung bezifferte sich auf Fr. 55388.15. *[...]*[7]

Das Deutsche Auswärtige Amt hat sich bisher damit begnügt, mit Note vom 24. Mai 1940[8] den Empfang der schweizerischen Note vom 16. April d.J. mit dem Bemerken anzuzeigen, dass die zuständige Behörde um Prüfung ersucht worden sei; eine weitere Mitteilung dürfe vorbehalten bleiben. Bis heute ist indessen keine neue Äusserung der deutschen Behörden erfolgt.

Der Rechtsanwalt der Klara Thierstein und Martha Wittlin[9] hat in letzter Zeit verschiedentlich auf eine rasche Erledigung der Ersatzansprüche seiner Klientinnen gedrängt. Anderseits hat der schweizer. Gesandte in Berlin empfohlen, angesichts der veränderten Verhältnisse auf einer weitern Verfolgung der Ansprüche nicht zu bestehen, sondern im Gegenteil gegenüber der deutschen Regierung als besondern Beweis freundschaftlicher Gesinnung auf eine Wiedergutmachung der Schäden ausdrücklich zu verzichten. Es steht dabei ausser Zweifel, dass ein solcher freiwilliger Verzicht des Bundes, ohne entsprechende Ermächtigung der Geschädigten, ohne weiteres die Übernahme der Schadenersatzpflicht durch die Eidgenossenschaft in sich schliessen würde.

Am 10. Mai 1940 wurden in der Gegend von Courrendlin durch ein Flugzeug 17 Bomben abgeworfen. Aus den Bombenplittern ergibt sich, dass es sich um ein deutsches Flugzeug handelte. Durch Splitter wurde die Fahrleitung der schweizer. Bundesbahnen zerrissen. Andere nicht sehr erhebliche Schädigungen wurden im offenen Gelände angerichtet. Die SBB beziffern ihren Verlust auf Fr. 1599.80, während die Schäden der Privateigentümer die Höhe von Fr. 669.— erreichen.

Die deutsche Regierung hat erklärt, zu der Schadenersatzfrage nicht Stellung nehmen zu können, bevor sie sich auf Grund der Bombenüberreste nicht davon überzeugen könne, dass ein deutsches Flugzeug den Schaden verursacht habe. Die Bombensplitter wurden daraufhin nach Berlin übersandt, doch ist seither keine Rückäusserung mehr erfolgt.

Das Politische Departement hat im Benehmen mit dem Finanz- und Zolldepartement die ganze Sachlage einer genauen Prüfung unterzogen. Unter gewöhnlichen Umständen könnte sicherlich nicht die Rede davon sein, Ansprüche von Schweizerbürgern gegenüber einem fremden Staate, deren grundsätzliche Berechtigung nicht bestritten ist, ohne Not preiszugeben. Indessen ist nicht ausser acht zu lassen, dass die Fliegerzwischenfälle vom Juni dieses Jahres, auch wenn sie inzwischen ihre Erledigung gefunden haben, doch Folgen zurückliessen, die einer glatten Regelung der noch bestehenden schweizerischen Schadenersatzansprüche nicht gerade förderlich sind[10]. Es kommt hinzu, dass die Forderungen der beiden verletzten Frauenspersonen übertrieben, jedenfalls nicht genau ausgewiesen erscheinen müssen, dass aber eine zwischen den beiden Regierungen geführte Erörterung über den genauen Nachweis der erlittenen Schäden wohl für beide Teile etwas peinlich ausfallen würde. Wenn nun schweizerischerseits diese Situation durch eine Verzichtserklärung der Schweiz beseitigt wird, in der Absicht, damit einen weitern Beitrag zur Normalisierung der schweizerisch-deutschen Beziehungen zu leisten, so dürfte ein solcher Akt wohl nicht verfehlen, den gewünschten Eindruck bei der deutschen Regierung zu hinterlassen. Unter den heutigen Gegebenheiten muss aber jede Möglichkeit begrüsst werden, die gestattet, der deutschen Regierung deutliche Beweise unseres guten Willens zur Pflege freundschaftlicher Beziehungen zu geben. Allerdings wäre zu vermeiden, dass der Rücktritt von der Schadenersatzforderung als ein grundsätzlicher Verzicht auf den Rechtsanspruch aufgefasst werden könnte. In dieser Hinsicht müsste jedes Missverständnis ausgeschlossen werden.

Eine Abgeltung der Schäden durch den Bund wäre an zwei Voraussetzungen zu knüpfen. Einmal müssten die Empfänger auf die Geltendmachung jeglicher weiterer Ansprüche gegen wen immer verzichten. Ferner aber wäre die Vergütung aus Bundesmitteln als eine durchaus freiwillige

---

7. *Suit le détail des frais de dédommagement.*
8. *Non reproduit.*
9. *Les deux vendeuses blessées.*
10. *Cf. N° 300.*

Leistung, als eine Liberalität zu bezeichnen, die auf keinem Rechtsanspruch beruht und die für andere durch Kriegsereignisse Geschädigte keine Grundlage abgeben könnte, ihrerseits irgendwelche Entschädigungen durch den Bund zu verlangen.

[...][11]

Aus vorstehenden Erwägungen wird antragsgemäss und im Einvernehmen mit dem Finanz- und Zolldepartement

beschlossen:

1. Die schweizer. Gesandtschaft in Berlin wird ermächtigt, der deutschen Regierung zu erklären, dass auf eine Ersetzung der durch deutsche Geschosse in Basel-Stadt und Courrendlin entstandenen Schäden nicht weiter bestanden wird.
2. Den Geschädigten können nach Prüfung ihrer Ansprüche im Sinne der vom Politischen Departement dargelegten Grundsätze zu Lasten des Mobilisationskontos Vergütungen aus der Bundeskasse ausgerichtet werden.

11. *Suit le détail des dédommagements attribués aux victimes et à leur avocat.*

345

E 2200 Paris 14/2

Notice sur les relations économiques franco-suisses[1]

Verbal — Vichy, 18 juillet 1940

ENTRETIEN AVEC MONSIEUR GIRAUDET
AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

1) *Marchandises suisses bloquées à Alger.*

Je rappelle mes précédentes démarches. Monsieur Giraudet me répond que l'affaire est étudiée actuellement par l'Amiral Heer, de même que celle concernant le transit des marchandises entreposées à Bordeaux.

2) Je lui remets un aide-mémoire[2] concernant les documents (connaissements, etc...) relatifs à divers lots de marchandises destinées à la S.A. Impag, à Zurich, documents qui ont été remis au Ministère du Blocus, à Paris, à l'occasion d'une demande de relaxe. Monsieur Giraudet répond, comme me l'a déclaré récemment Monsieur Charguéraud, que le Blocus a détruit la plus grande partie de ses archives à Langeais et qu'il y a peu de chance que ces documents soient retrouvés. Il ajoute que la question de la réexpédition de ces marchandises privées de documents, est actuellement à l'étude.

3) Je signale qu'un certain nombre de marchandises suisses se trouvent à Marseille lesquelles ont fait l'objet d'une saisie par les Autorités navales britan-

1. *Ce document n'est pas signé. Il a probablement été rédigé par J. Decroux.*
2. *Non reproduit.*

niques. Je le prie de faire donner des instructions à Marseille pour que ces marchandises soient libérées aussitôt que possible. Il discutera avec l'Amiral Heer la question des marchandises saisies par l'Amirauté britannique et entreposées sur territoire français (remis un aide-mémoire).

4) Je signale à Monsieur Giraudet que le Haut-Commissariat en Syrie retient des envois de blé iraquien, destinés à la Suisse et qu'il ne connaît pas les dispositions de l'accord franco-suisse de contrôle qui est devenu caduc puisque le Blocus français n'existe plus. Monsieur Giraudet va donner les instructions nécessaires.

5) Monsieur Giraudet ignore où se trouve le Conseil des prises. Je saisis l'occasion pour lui demander la libération des marchandises dont les dossiers de saisie ont été envoyés au Conseil des prises et j'insiste notamment au sujet des balles de coton appartenant aux Filatures Kunz, à Windisch. Monsieur Giraudet examinera la question avec les divers services intéressés.

6) En ce qui concerne la reprise des importations et des exportations, mon interlocuteur déclare que l'on fait actuellement un inventaire des marchandises se trouvant en territoire non occupé. Selon lui, actuellement aucune importation ni exportation ne peut avoir lieu, le trafic international ne pourra reprendre que lorsque des accords de compensation auront été conclus.

346

E 1004.1 1/399

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 19 juillet 1940[1]

1226. Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland. 3. Zwischenbericht

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 18. Juli 1940

«1. Seit unserem letzten Bericht vom 8. crt.[2] sind die Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland intensiv weitergeführt worden, mit dem Resultat, dass die *Versicherungs- und Grenzverkehrsfragen* und die *Goldhypotheken* als erledigt betrachtet werden können, ebenso die *Transferprobleme*. Dagegen ist im Sektor *Reise-Verkehr* noch keine Einigung möglich geworden. Die Deutschen wollen von 2,8 Millionen Fr., die ursprünglich für Reisezwecke reserviert wurden, 1,2 Millionen Fr. auf das Waren-Konto übertragen, und nur 0,1 Million Fr. der Tilgung des Reiseverkehrs-Kontos I zuführen. Wir beantragten Übertrag von 1 Million Fr. auf das Waren-Konto und 0,3 Million Fr. für die

1. *Etait absent: H. Obrecht.*
2. *Cf. N° 336.*

Cf. E 7110 1967/32/900 Deutschland /7/ 1939-1940.

erwähnte Tilgungsaktion. Von den noch verbleibenden 1,5 Millionen Fr. werden, 1,1 Millionen Fr. für den genehmigungspflichtigen Verkehr und 0,4 Million Fr. für den genehmigungsfreien Verkehr reserviert. Auch hier gehen die Meinungen noch auseinander über die Art und Weise des Übertrags der nicht verbrauchten Summen auf das Waren-Konto. Schliesslich haben die Deutschen auch die vom Fremdenverkehrs-Verband beantragte Wiederherstellung der ursprünglichen Kopfquote von 400 RM – gegenüber gegenwärtig nur noch 300 RM – abgelehnt. Immerhin sind die Differenzen hier nicht derart, dass eine erträgliche Lösung nicht möglich werden sollte.

2. Dagegen bestehen noch sehr wesentliche Differenzen im *Waren-Verkehr*. Die Deutschen haben sich nunmehr bereit erklärt, der Schweiz wiederum *Kohlen* zu liefern, aber leider nur in ungenügender Weise. Wir verlangten bis Ende des Jahres eine Menge von 1,138 Millionen Tonnen, entsprechend einem Kaufpreis von ca. 100 Millionen Fr. Die deutsche Offerte lautet auf 730 000 Tonnen, die wir als absolut ungenügend bezeichnet haben. Wenn wir bedenken, dass die Schweiz in den letzten Jahren etwa 50% ihrer Kohlenbezüge aus den übrigen europäischen Staaten – ausgenommen Deutschland und Polen – bezogen hat und nunmehr auf diese Lieferungen einstweilen verzichten muss, so ergibt sich die dringende Notwendigkeit, doch wenigstens noch die *bisherigen* deutschen Kohlenzufuhren zu retten. Wir hoffen denn auch, dieses Ziel zu erreichen, indem eben Deutschland seine letzte Offerte von 730 000 Tonnen auf rund 900 000 Tonnen erhöht. Dieses Entgegenkommen darf erwartet werden, macht doch die Differenz nicht einmal 1‰ der jährlichen deutschen Kohlenproduktion aus. Wir haben auch nicht ermangelt, auf die Bedeutung der deutschen Kohlenlieferungen für die schweizerische Lieferfähigkeit im Export nach Deutschland hinzuweisen, sowie die Zusammenhänge mit der Ausfuhr elektrischer Energie nach Deutschland nachdrücklich zu betonen. Nach Angaben des Amtes für Elektrizitätswirtschaft entspricht die halbjährliche Ausfuhr elektrischer Energie aus der Schweiz nach Deutschland einer deutschen Kohlenersparnis von rund 200 000 Tonnen ausgerechnet die uns noch fehlende Kohlenmenge. Schliesslich sind die Deutschen auch nicht in der Lage, sich in Verhandlungen bezüglich der *Kohlenpreise* zu binden; immerhin besteht die Aussicht, dass die von uns genannten Preise als Richtpreise in Betracht gezogen werden. Dagegen sind die Deutschen ausdrücklich bereit, bei einer Verhandlungs-Einigung eine feste *Verflichtung für Kohlenlieferungen* zu übernehmen.

3. Was die *Kreditfrage* anbelangt, so verlangten die Deutschen die Möglichkeit, bis auf 150 Millionen Fr. gehen zu können, lehnten es aber strikte ab, für diese Art Clearing-Bevorschussung eine Verzinsung zu übernehmen. Es wird nichts anderes übrig bleiben, als dass die Schweiz selber dafür aufkommt. Wir stellen uns das so vor, dass die Verrechnungsstelle ihre bisherige *Auszahlungskommission von 1/4% auf 1/2%* erhöht. Dadurch wird sie in die Lage versetzt, ihr letztes Defizit abzutragen und noch eine ansehnliche Summe dem Finanzdepartement zuhanden der Nationalbank für ihre Bevorschussungsaktion zur Verfügung stellen zu können.

Wir halten diese zwei Fragen für derart wichtig, dass es sehr wünschenswert wäre, wenn auch noch der Chef des Politischen Departements die *dringende Notwendigkeit der Kohlenlieferung Deutschlands* an die Schweiz min. im

Umfang des 2. Semesters 1939 auch für das laufende Halbjahr gegenüber dem deutschen Gesandten unterstreichen könnte[3].

4. Recht schwierig steht es noch auf dem Gebiete der «Blockadefragen», indem die Deutschen von Berlin den Auftrag erhalten haben, auf einem Ausfuhrverbot gegenüber England und bis auf weiteres auch gegenüber Frankreich zu bestehen. Wir haben darauf hingewiesen, dass Deutschland es ja tatsächlich in der Hand habe, die ihm nicht genehme Ausfuhr nach den genannten Staaten zu verhindern, es solle aber von uns nicht eine de jure Anerkennung dieses Zustandes fordern. Unsere Berstrebungen gingen immer noch dahin, nicht nur interessante Zufuhren von Übersee durch die englische Blockade hindurch in unser Land zu bringen, was auch Deutschland wiederum zugute komme, sondern auch unsern Export in bescheidenem Umfange wenigstens mit unsern Schiffen nach den neutralen Übersee-Staaten wiederum in Gang bringen zu können. Ein Ausfuhrverbot gegenüber England müsste aber alle diese Bemühungen völlig zum Scheitern bringen. Es wird sich zeigen, ob in Berlin mehr Verständnis für unsere Lage zu erreichen ist als dies mit der deutschen Verhandlungsdelegation der Fall war. Es ist aber von höchster Wichtigkeit, dass uns gerade in diesem Moment England nicht im Stiche lässt und weitere Schiffe für die Zufuhr über italienische Häfen mit Bestimmungsort Schweiz freigibt. Leider hat uns die gestrige englische telegraphische Antwort schwer enttäuscht und wir haben uns daher in Übereinstimmung mit dem Politischen Departement, sowie dem Kriegs-Transport-Amt entschlossen, im Sinne vorgelegten Telegrammes in London und Bern bei den Engländern dringend vorstellig zu werden[4]. Auch in dieser lebenswichtigen Frage erbitten wir die Unterstützung, durch einen ensprechenden Schritt des Chefs des Politischen Departements beim englischen Gesandten Kelly. Wir sind zudem der Meinung, dass auch die amerikanische Regierung durch unseren Gesandten Bruggmann in Washington zu unsern Gunsten mobilisiert werden muss[5]. Schliesslich werden wir auch in der morgen vormittag stattfindenden commission mixte Gelegenheit haben, dem englischen Handelsattaché Setchell die grosse Bedeutung und die absolute Dringlichkeit eines englischen Entgegenkommens am Vorabend unserer entscheidenden Verhandlungen in Berlin in aller Eindringlichkeit vor Augen zu führen.

5. Da die deutsche Verhandlungsdelegation – die seit über 3 Wochen in Bern verhandelt hatte – am 17. crt. zu dringenden weitern Aufgaben wiederum nach Berlin zurückreisen musste, ist zwischen den beiden Delegationschefs vereinbart worden, die Verhandlungen kommenden Montag, den 22. crt., in Berlin weiterzuführen und wenn immer möglich bis Ende Juli a.c. zu beendigen. Es wird keine leichte Aufgabe sein, in so kurzer Zeit zu einer für unser Land erträglichen Lösung zu kommen; umsomehr müssen wir Sie bitten, der Delegation im Rahmen dieses Berichtes eine *möglichst weitgehende Bewegungs-Freiheit* zu gewähren.»

---

3. *Une telle démarche ne semble pas avoir eu lieu; cf.* E 2001 (D) 2/228 *et* 229.
4. *Cf. annexe au N° 343.*
5. *Cf. N° 347.*

Gestützt auf diese Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

Dieser Bericht wird als Instruktion für die kommenden Verhandlungen genehmigt:

die Delegation für diese Verhandlungsetappe wird wie folgt bestellt: Direktor Hotz, Verhandlungsleiter, Direktor Homberger, Prof. Laur, Direktor Schwab, R. Kohli (Chef des Rechtsbureaus) und Nationalrat Dr. Gafner, eventuell in dessen Vertretung Direktor Hunziker vom Fremdenverkehrs-Verband. Ferner wird für den Fall, dass Herr Dr. Vieli aus Gesundheitsgründen nicht nach Berlin reisen kann, der Delegation als weitern Delegierten Herrn Dr. Jöhr, Präsident der Schweizerischen Kreditanstalt, Zürich, beigegeben, der bekanntlich zu den höchsten Berliner Stellen ausgezeichnete Beziehungen unterhält. Als Experten werden die Delegation begleiten Vize-Direktor Burger von der Schweizerischen Verrechnungsstelle und Fürsprech Marti von der Handelsabteilung.

ANNEXE

E 2001 (D) 2/229

Notice du Chef du Bureau du Contentieux du Département politique, R. Kohli, sur les négociations économiques germano-suisses

No *[s.d.]* [6]

WIRTSCHAFTSVERHANDLUNGEN MIT DEUTSCHLAND

Die deutsche Delegation hat Weisung erhalten, nach Berlin zurückzukehren, weil sie daselbst nach mehr als dreiwöchiger Abwesenheit dringlich benötigt werde. Sie hat den Wunsch ausgesprochen, dass die Verhandlungen schon nächsten Dienstag in Berlin fortgesetzt werden. Es sind noch folgende Fragen offen:

I. Kohlenbezüge der Schweiz.

Es handelt sich hier um das Zentralproblem der gesamten Verhandlungen. Die Schweiz hat um die Lieferung von insgesamt 1,1 Millionen Tonnen ersucht, was ziemlich genau den entsprechenden schweizerischen Bezügen aus dem grossdeutschen Gebiet in frühern Jahren entspricht. Die deutsche Delegation hat nur die Lieferung von 730 000 Tonnen in Aussicht gestellt mit der Begründung, dass Deutschland Skandinavien, Belgien, Holland und sogar Frankreich versorgen müsse. Ferner sei von höchster Stelle angeordnet worden, dass die deutschen Städte nächsten Winter hinreichend versorgt sein müssten. Der Ausfall wird sich für die Schweiz aber umso stärker fühlbar machen, als nur etwa die Hälfte der Kohlenimporte aus Deutschland stammte und die andern Bezüge (aus Frankreich, England, Belgien, Holland, USA) ebenfalls ausbleiben werden. Allerdings ist auch auf dem Kohlengebiet eine Vorratspolitik betrieben worden, die die Überbrückung der grössten Schwierigkeiten erhoffen lässt. Immerhin werden unbedingt weitere Anstrengungen gemacht werden müssen, um das von Deutschland in Aussicht gestellte Kohlenquantum zu erhöhen. Von der Kohlenknappheit würde nicht nur der Hausbrand, sondern auch die Industrie (Arbeitsbeschaffung!) betroffen.

---

6. *Pilet-Golaz a visé le document le 18 juillet 1940.*

II. Schweizerischer Kredit an Deutschland.

Hierüber zeichnet sich eine Einigung in den Grundzügen bereits ab. Auf die Verzinsung wird verzichtet werden müssen.

III. Blockade.

Die schweizerische Delegation hat in einer ersten Phase der Verhandlungen die deutsche Delegation davon zu überzeugen vermocht, dass es auch in Deutschlands Interesse liege, wenn die Schweiz vom Handel mit Frankreich und England nicht völlig abgeschnitten werde[7]. Für zahlreiche schweizerische Erzeugnisse, die auch im Rahmen des Blockadevertrags nach Deutschland weitergeliefert werden konnten, sind wir auf die überseeische Rohstoffzufuhr angewiesen (Baumwolle, Kautschuk, Kupfer usw.). Die schweizerische Delegation erklärte sich bereit, mit Deutschland ähnliche Verpflichtungen einzugehen, wie seinerzeit mit Grossbritannien und Frankreich (Liste 1: Ausfuhrverbote; Liste 2: courant normal, usw.). Die deutsche Delegation leitete die schweizerischen Vorschläge weiter, wurde aber völlig desavouiert. Auch die Ausfuhr der Schweiz nach Frankreich soll nun nach den letzten deutschen Anträgen bis auf weiteres einem Lizenzsystem unterworfen werden, das allerdings entgegenkommend gehandhabt werde.

Am letzten Freitag wurde die Frage in der Warenkommission erneut diskutiert. Schweizerischerseits hält man an der Notwendigkeit der Aufrechterhaltung von Handelsbeziehungen mit Grossbritannien fest, erklärte sich aber bereit, mit Deutschland zu prüfen, für welche Warenkategorien totale Ausfuhrverbote zu erlassen wären. Die deutsche Delegation hat die neuen schweizerischen Vorschläge wiederum in Berlin unterbreitet, aber noch keine Antwort erhalten.

Inzwischen scheint die britische Regierung ihrerseits Schwierigkeiten zu machen wegen der Durchlassung der 14 von der Schweiz gecharterten, in Madeira liegenden Schiffe.

Die beste Lösung, die noch erreichbar wäre, schiene die vom Politischen Departement von Anfang an vertretene: Keine ausdrückliche Verpflichtung der Schweiz, den Handel mit Grossbritannien abzubrechen, aber auch keine Zumutung an Deutschland, den schweizerischen Handel mit Grossbritannien ausdrücklich anzuerkennen. Dagegen müssten die Bemühungen zur Sicherung der schweizerischen Versorgung aus neutralen überseeischen Ländern (insbesondere USA) und des schweizerischen Exportes nach diesen Ländern fortgesetzt werden.

Die schweizerische Delegation ist sich dessen bewusst, dass der bevorstehenden Verhandlungsphase besondere politische Bedeutung zukommt. Sie hat das dringende Bedürfnis, mit dem Bundesrat Fühlung zu nehmen, um vor ihrer Abreise von ihm die erforderlichen Weisungen zu erhalten[8].

---

7. *Cf. N° 339.*
8. *Cf. ci-dessus.*

347

E 2001 (D) 2/235

Le Département politique à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T Nummer 29. *Berne, 19 juillet 1940, 15 h 45*

Nummer 29. Unser 23[1] und Schreiben Handel 10. Juli[2] Kohlenladung Dampfer Stavros nach raschester Entladung im Hafen Savona 8. Juli Schweiz angekommen, test-case also gelungen. Trotzdem verweigert Economic Warfare London Bewilligung Weiterfahrt italienische Häfen der ca. 20 mit Gütern schweizerische Landesversorgung beladenen, vor Gibraltar wartenden oder dorthin schwimmenden Schiffe. Bezugnehmend auf schweizerische Pressemeldung, wonach Getreidevorräte und heurige Ernte genügend für ein Jahr, wird britischerseits Befürchtung geäussert, dass so grosse Vorräte für Deutschland verlockend. Schiffe unterwegs indessen zum grossen Teil mit Futtermitteln wie Mais usw. beladen, für welche Schweiz nur geringe oder gar keine Vorräte. Thurnheer beauftragt, Situation klarzulegen und insbesondere darauf hinzuweisen, dass ablehnende Haltung Grossbritanniens zur Folge hätte, dass Schweiz ganz von Übersee abgeschnitten würde. Handelsvertragsverhandlungen mit Deutschland Wiederbeginn nächste Woche. Würde daher Unterstützung unseres Standpunktes in London durch Amerika hochschätzen. Italienische Regierung hat grundsätzliches Einverständnis Benützung der in italienischen Häfen entladenen Schiffe für Export schweizerischer Waren nach neutralen Überseestaaten erteilt. Da Aufrechterhaltung britischer Weigerung Weiterfahrt unserer Schiffe unsern Import und Export lahmlegen würde, Intervention dringend. Sind überzeugt, dass Amerika für unsere prekäre Lage wie seinerzeit 1918 Verständnis hat, da es sich hauptsächlich um Import amerikanischer Waren und Export nach Amerika handelt, somit also unser freier Handelsverkehr mit Amerika in Frage steht[3].

---

1. *Non reproduit.*
2. *Non reproduit.*
3. *Cf. N° 366.*

348

E 2001 (D) 2/228

Le Chef de la Délégation suisse aux négociations commerciales avec l'Allemagne à Berlin et Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz

L Vertraulich. Berlin, 24. Juli 1940

Ich habe die Ehre, Ihnen über den Stand der Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland folgenden Zwischenbericht zu erstatten:

1. Nach dem mit der deutschen Delegation vereinbarten Programm hätte die erste Plenarsitzung beider Delegationen am Montag nachmittag stattfinden sollen. Bei der Ankunft in Berlin wurde mir jedoch durch Vermittlung der Schweizerischen Gesandtschaft mitgeteilt, dass, wie letztes Mal, Herr Botschafter Ritter, Leiter der Wirtschaftsabteilung im Auswärtigen Amte, mich vorgängig der Aufnahme der Verhandlungen zu sprechen wünsche. Die Unterredung fand am Montag nachmittag statt. Im Mittelpunkt der Erörterung stand die Blockadefrage, und es war offensichtlich, dass die Zusammenkunft nur anberaumt worden war, um den deutschen Standpunkt hierüber klarzulegen. Nach den Ausführungen von Botschafter Ritter müsste die deutsche Delegation gemäss den ihr erteilten Instruktionen eigentlich verlangen, dass die Schweiz eine de jure-Verpflichtung eingehe, keine Ausfuhr mehr nach den Ländern zu tätigen, mit denen Deutschland im Kriege steht. Im Auswärtigen Amt scheint man sich aber darüber Rechenschaft zu geben, dass diese Zumutung zu weit geht. Herr Ritter glaubte daher eine Lösung als realisierbar bezeichnen zu können, die von einer de jure-Verpflichtung Abstand nehmen würde. Es könne eine Freiliste von Waren aufgestellt werden, die die Schweiz weiterhin auch nach England exportieren könnte. Diese Freiliste werde aber sehr klein bleiben müssen. Herr Botschafter Ritter liess durchblicken, dass es zu begrüssen wäre, wenn die Blockadefrage, die politischen Charakter habe, im gegenseitigen Einvernehmen möglichst bald geregelt werden könne.

Die Unterredung, die ungefähr dreiviertel Stunden dauerte, verlief in durchaus freundschaftlichem Ton. Ich habe die Überzeugung, dass Herr Botschafter Ritter der Schweiz wohlgesinnt ist und sich redlich bemüht, eine Lösung zu finden, die den Bedürfnissen beider Staaten Rechnung trägt.

2. In der gestrigen ersten Plenarsitzung zeichnete sich der deutsche Standpunkt in der Blockadefrage noch deutlicher ab. Der Vorsitzende der deutschen Delegation, Ministerialrat Seyboth, erklärte Auftrag zu haben, den Entwurf für einen Briefwechsel zwischen den beiden Delegationsvorsitzenden vorzubereiten und Herrn Botschafter Ritter zur Gutheissung vorzulegen. In einem ersten Briefe, den der schweizerische Vorsitzende an die deutsche Delegation zu richten hätte, würde man sich schweizerischerseits einverstanden erklären, nach Feindstaaten ohne deutsche Zustimmung keine Ausfuhr zu tätigen. In der Antwort der deutschen Delegation würde für eine Reihe von Waren die deut-

sche Zustimmung sofort und generell erteilt. Diese sogenannte Freiliste würde nur einige wenige Warenkategorien aufweisen, die kriegswirtschaftlich völlig belanglos sind. Beispielsweise wurden Spitzen und Seidenbänder genannt.

Ein Versuch, die deutsche Delegation von diesen Forderungen abzubringen, verlief völlig ergebnislos. Der deutsche Vorsitzende erklärte wiederholt, es handle sich um eine politische Frage, und spielte auch darauf an, dass die Schweiz mit dem Vertrage mit Frankreich und Grossbritannien der englischen Blockade einen Dienst erwiesen habe; Deutschland müsse nun dasselbe für sich beanspruchen.

3. In der ersten Plenarsitzung ist klar zum Ausdruck gekommen, dass es zwecklos wäre, den deutschen Verhandlungsleiter umstimmen zu wollen. Er hätte auch kaum die Position, die es ihm ermöglichen würde, in dieser Angelegenheit die Verantwortung für eine Regelung zu übernehmen, die von den erhaltenen Instruktionen abweicht. Die schweizerische Delegation ist daher der Auffassung, dass durch eine zweite Unterredung des Unterzeichneten mit Herrn Botschafter Ritter oder vielleicht sogar durch eine Demarche von Herrn Minister Frölicher bei Herrn Staatssekretär von Weizsäcker Klarheit darüber geschaffen werden muss, ob nicht doch der deutsche Vorschlag noch wesentlich modifiziert werden kann. Eine schweizerische Ausfuhr nach Grossbritannien ist gegenwärtig praktisch unmöglich. Deutscherseits wird allerdings immer wieder auf «das Loch im Westen» hingewiesen, womit der von den deutschen Truppen nicht besetzte Grenzabschnitt bei Genf gemeint ist. Die deutsche Regierung wird Frankreich in den Wiesbadener Verhandlungen sicher ebenfalls die Verpflichtung auferlegen, nicht nach England zu exportieren. Ferner wird wohl auch die Frage der Durchfuhr nach England geregelt werden. Deutschland hätte es also in der Hand, die Durchfuhr schweizerischer Waren nach England sowohl über den Achsenpartner Italien als auch über Frankreich zu kontrollieren. Als Optimum vom schweizerischen Standpunkt aus wäre es bei der gegenwärtigen Sachlage zu betrachten, wenn Deutschland sich mit einer solchen tatsächlichen Verhinderung der schweizerischen Ausfuhr begnügen würde. Die Frage ist aber, ob die deutsche Regierung nicht auf einer formellen Verpflichtung besteht, nicht sowohl wegen der Bedeutung einer solchen Verpflichtung für den Wirtschaftskrieg gegen England, als wegen der politischen Situation, die sich für das schweizerisch-englische Verhältnis ergeben müsste.

4. Sollten die in Aussicht genommenen Bemühungen ergebnislos verlaufen, so bliebe wohl nur übrig, auf die deutschen Vorschläge einzutreten. Man darf hoffen, dass in der Form noch einige Erleichterungen sich erzielen lassen. An die Stelle der einseitigen deutschen Genehmigung könnte die Zustimmung einer paritätischen schweizerisch-deutschen Kommission treten; da sie ihre Beschlüsse mit Einstimmigkeit fassen müsste, würde eine solche Kommission Deutschland die nämliche Gewähr bieten. Die Anrufung einer gemischten Kommission war bekanntlich für bestimmte Überschreitungen von Kontingenten auch im Blockadevertrag mit Frankreich und England vorgesehen. Es müsste ferner dafür gesorgt werden, dass womöglich auch die Warenfreiliste bereits in den Brief der schweizerischen Delegation aufgenommen werden könnte. Diese formellen Erleichterungen dürfen aber nicht darüber hinwegtäuschen, dass sich die Schweiz für ihren Aussenhandel mit England völlig in

die Hand Deutschlands begäbe. Diese Lage würde wohl kaum schon beim Friedensschluss ändern. Deutschland wird darnach trachten, die wirtschaftliche Kontrolle, die es erworben hat, zu behalten und seinen eigenen wirtschaftspolitischen Zielen auf weite Sicht dienstbar zu machen.

Die schweizerische Delegation betrachtet sich nicht als ermächtigt, von sich aus auf den deutschen Vorschlag einzutreten. Sie behält sich daher vor, neue Instruktionen einzuholen, und zwar je nach der Verhandlungslage telegraphisch oder nach ihrer Rückkehr nach Bern, wenn alle übrigen Punkte bereinigt werden können und der Abschluss des neuen Abkommens nur noch von der schweizerischen Zustimmung zu den deutschen Vorschlägen bezüglich der Blockade abhangen sollte. Zweck dieses Schreibens ist es, Sie, Herr Bundespräsident, über die gegenwärtige Situation zu unterrichten, für den Fall, dass telegraphisch Weisungen eingeholt werden müssten.

5. Die deutschen Vorschläge beziehen sich nicht nur auf unser Verhältnis zu England, sondern auch auf dasjenige zu Frankreich. Es sollte jedoch möglich sein, in letzterer Beziehung eine Lösung zu finden. Unser Güteraustausch mit Frankreich ist ohnehin so gut wie völlig zum Erliegen gekommen und wird des Neuaufbaus bedürfen. In der Übergangszeit werden wohl auch die deutsch-französischen Verhandlungen so weit fortgeschritten sein, dass man klarer sieht als heute.

Im Zusammenhang mit der Blockade stellt sich auch die Frage der schweizerischen Exporte nach neutralen Ländern. Wie seinerzeit Frankreich und England, verlangt nun auch Deutschland, dass sich die Schweiz verpflichte, ihre Ausfuhr nach den neutralen Ländern auf einen gewissen «courant normal» zu beschränken. Als «courant normal» will Deutschland im zweiten Halbjahr 1940 die Hälfte der Ausfuhr des Jahres 1938 anerkennen, dürfte aber schlussendlich zustimmen, dass das Jahr 1937 als Stichjahr gilt, soweit die schweizerische Ausfuhr in diesem Jahr günstigere Ergebnisse aufweist.

6. Die übrigen noch offenen Punkte werden, obschon zum Teil ebenfalls noch beträchtliche Schwierigkeiten zu überwinden sind, die schweizerische Delegation nicht vor so schwere Entscheidungen stellen wie die deutschen Blockadebegehren. In der Kohlenfrage werden die deutschen Fachstellen direkt zu den Besprechungen beigezogen werden können. Über die deutschen Begehren um Erleichterungen auf fremdenpolizeilichem Gebiet, die in Bern zur Sprache gekommen waren, ist hier bis jetzt noch nicht gesprochen worden.

349

E 7110 1967/32/831 Liechtenstein

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli [1]

Copie
L B. 14.21. Liecht. 2.33 – VN. Bern, 24. Juli 1940

Bezugnehmend auf unsere bisherige Korrespondenz betreffend Regelung der liechtenstein-schweizerischen Beziehungen beehren wir uns, Ihnen anbei die Abschrift einer Note vom 14. d.M. zu übermitteln [2], mit welcher die liechtensteinische Regierung nochmals gewisse Wünsche bezüglich Vertiefung der durch den liechtensteinisch-schweizerischen Zollvertrag geschaffenen gegenseitigen Beziehungen unterbreitet und dabei der Hoffnung Ausdruck gibt, dass denselben entsprochen und damit die Voraussetzung für eine Besserung der wirtschaftlichen Verhältnisse in Liechtenstein herbeigeführt werden könne.

Da es sich hierbei vornehmlich um wirtschaftliche Fragen handelt, wären wir Ihnen verbunden, wenn Sie die Ausführungen der liechtensteinischen Regierung prüfen und uns Ihre Stellungnahme bekanntgeben wollten [3]. Zu einer mündlichen Besprechung der aufgeworfenen Fragen sind wir gewünschtenfalls gerne bereit.

Ohne hier auf die einzelnen Fragen näher einzutreten, möchten wir darauf hinweisen, dass der Wunsch der fürstlichen Regierung dahin geht, es möchte Liechtenstein wirtschaftlich die völlige Gleichstellung mit einem Kanton eingeräumt werden, was nach Ansicht der liechtensteinischen Regierung am besten in einem Zusatzabkommen zum liechtensteinisch-schweizerischen Zollvertrag festgelegt werden könnte.

Wie Ihnen bekannt sein dürfte, ist das liechtensteinische Volk in seiner grossen Mehrheit mit seiner Regierung gewillt, weiterhin die Schicksalgemeinschaft mit der Schweiz zu teilen, doch mehren sich in der letzten Zeit Zeichen von Missstimmung, die naturgemäss von fremden Elementen gefördert werden.

Es liegt zweifellos im politischen wie im militärischen Interesse der Schweiz, dass das kleine Fürstentum im Zollverbende *[sic]* mit der Schweiz verbleibt und das Deutsche Reich nicht die Möglichkeit erhält, mit seiner Macht bis an die Luziensteig und ins Herz der Festung Sargans vorzustossen.

Wir sind der Ansicht, dass den liechtensteinischen Wünschen, soweit die formellen Bedingungen dafür gegeben sind, entsprochen werden sollte, um so mehr als die von der Schweiz erwarteten Zugeständnisse nicht von grosser Bedeutung sind.

---

1. *Le 18 juillet 1940, l'Assemblée fédérale a élu W. Stampfli au Conseil fédéral, pour remplacer le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht, démissionnaire pour raisons de santé.*
2. *La correspondance antérieure n'a pas été reproduite.*
3. *Cf.* E 7390 (A) 1968/98/16.

350

E 7800 1/170

Le Chef de l'Office de guerre pour les transports du Département de l'Economie publique, E. Matter, au Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli

L M/AM
Transportmöglichkeiten in Frankreich, Italien, Spanien, Portugal.

Bern, 26. Juli 1940

Herr Fürsprech Kaufmann teilte uns an der Sitzung der Kommission für Kriegswirtschaft mit, Sie wünschten nähere Auskunft über den am Rand bezeichneten Gegenstand.

Wir haben die Ehre, Ihnen hierauf folgendes mitzuteilen.

Frankreich.

In den von den Deutschen besetzten Gebieten ist der Betrieb noch nicht aufgenommen. Es können aus diesem Grunde die in den Häfen von Bordeaux, Le Havre, Dunkerque usw. lagernden schweizerischen Güter noch nicht in das Land hereingebracht werden.

Auf der Strecke Bellegarde-Schweizergrenze, die nicht besetzt ist[1], ist das Geleise auf etwa 40 m zerstört. Die Wiederherstellung soll nach neuestem Bericht nicht vor 25. August 1940 beendigt sein. Das ist für uns namentlich deshalb bedauerlich, weil infolgedessen die Räumung des Hafens von *Marseille,* wo selbst sich rund 60 000 Tonnen Güter für die Schweiz befinden, nicht mit der wünschbaren Raschheit vollzogen werden kann. Seit nahezu drei Wochen kann ein Verkehr in beschränktem Ausmass über Grenoble-St. Gingolph-Bouveret-St. Maurice und nach Genève-Eaux-Vives geleitet werden. Ab Montag, den 22. Juli wurde in Marseille die Abfertigung von täglich 80 Wagen zugestanden. Wir senden täglich einen Zug mit etwa 55 leeren schweizerischen Güterwagen nach Marseille. Französischerseits werden ebenfalls Wagen gestellt.

Die Linie über Annemasse-St. Gingolph ist einspurig und weist auch sonst nicht leistungsfähige Einrichtungen auf. Über diese Linie muss ebenfalls der Verkehr nach und von Spanien, sowie derjenige nach und von dem übrigen besetzten Gebiet geleitet werden. Es ist leider kaum damit zu rechnen, dass bis zum Zeitpunkt der Inbetriebnahme der Strecke Bellegarde-La Plaine eine namhafte Steigerung ab Marseille eintreten wird. Wir behalten die Sache aber ständig im Auge.

Spanien und Portugal.

Über die Verhältnisse bezüglich der Leitung von überseeischen Ein- und Ausfuhrgüter über diese beiden Länder gibt das Zirkular des Kriegs-Tran-

1. *Annotation en bas de la page:* Soeben vernehmen wir, dass diese Strecke, mit Ausnahme des Bahnhofs Bellegarde, nun auch besetzt wurde.

sport-Amtes No. 14 vom 19. Juli 1940, wovon wir ein Exemplar beilegen[2], Aufschluss. Der spanisch-französische Grenzbahnhof Hendaye ist von den Deutschen besetzt; es müssen daher alle Güter über Cerbère geleitet werden.

Wegen der langen Bahnstrecke, der hohen Frachten, der unzureichenden Leistungsfähigkeit der Häfen, dem Mangel an Wagen, der Notwendigkeit des Umlades an der französischen Grenze kommt die Leitung von aus Massengütern bestehenden ganzen Schiffsladungen nur als Notbehelf in Frage. Dagegen leisten Lissabon und Bilbao für die Leitung von Stückgütern (Parcels) Dienste, immerhin könnten sie nicht den gesamten schweizerischen Stückgüterverkehr bewältigen.

Italien.

Ein mit der französischen Regierung vor Ausbruch des Krieges getroffenes Abkommen sah vor, dass uns im Fall, dass die Mittelmeerhäfen im Kriegsfall nicht benützbar sein sollten, die Häfen von Bordeaux-La Queyries, La Rochelle und La Pallice zur Verfügung gestellt würden. Diese Häfen hätten aber nicht den gesamten französischen und schweizerischen Verkehr übernehmen können. Dieser Umstand und die Entwicklung auf dem Kriegsschauplatz gaben Anlass, den Regierungen im Rom, Paris und London das Gesuch zu unterbreiten, es möchte uns für den Fall des Eintritts Italiens in den Krieg ermöglicht werden, durch das Mittelmeer nach italienischen Häfen zu fahren. Italien und Frankreich stimmten zu[3]. England dagegen stellte wohlwollende Prüfung in Aussicht. Es stimmte schliesslich dem Durchlass eines mit Kohlen beladenen Schiffes nach Savona als Versuch zu und behielt sich weitere Entschliessungen nach Ankunft der Ware in der Schweiz vor. Obwohl der Entlad des Schiffes und der Abtransport mit kaum zu übertreffender Raschheit erfolgte, wurde allen Anstrengungen zum Trotz bis zur Stunde einzig die Durchfahrt eines weitern mit englischer Kohle beladenen Schiffes nach Savona bewilligt. Es ist am 24. Juli daselbst eingetroffen und am 25. Juli entladen. Der Abtransport der Kohle ist im Gang und in wenigen Tagen beendigt. An einer mit dem Attaché commercial der britischen Gesandtschaft abgehaltenen Konferenz sagte dieser zu, die Bewilligung zum Durchlass von einem Schiff mit Kohlen nach Savona und von zwei, hauptsächlich mit Mais beladenen Schiffen nach Genua einzuholen. Bis zur Stunde ist die Zustimmung bedauerlicherweise nicht eingetroffen. Es warten z.Zt. in Madeira, Lissabon, Cadiz und St. Vincent 20 mit Schweizerwaren befrachtete Schiffe auf die Bewilligung zur Weiterfahrt. Diese Schiffe kosten uns ein enormes Geld und zudem besteht die Gefahr, dass gewisse Waren, wie Getreide, Mais usw. zu Grunde gehen. Auf alle diese Verhältnisse sind die englischen Behörden wiederholt aufmerksam gemacht worden. Es war aber trotzdem das nötige Entgegenkommen bisher nicht zu finden.

Italien hat kürzlich auch die Zustimmung zur Leitung eines Schiffes mit Benzin nach Triest gegeben. Die englische Bewilligung steht noch aus.

Stückgüter Schweiz-Übersee und umgekehrt können gegenwärtig nur über

---

2. *Non reproduit.*

3. *Cf. N^os 265, 322, 337 et 343 ainsi que* E 7110 1973/134/4 *et* 10, E 7389 1/329, E 7800 1/163 *et* 170.

Lissabon und spanische Häfen geleitet werden, die aber, wie oben angedeutet, den gesamten Verkehr nicht zu bewältigen vermögen. Wir werden daher unsere Schiffe nach Bedarf für die Stückgütertransporte nach Übersee ab Genua zur Verfügung stellen. Italien hat bereits zugestimmt, die seit langer Zeit bei den englischen Behörden nachgesuchte Einwilligung steht leider noch aus.

Wir gestatten uns auch bei dieser Gelegenheit festzustellen, dass Italien uns seit Ausbruch des Krieges in der Abwicklung des Verkehrs in jeder Beziehung weitgehendes Entgegenkommen gezeigt und sich an die Abkommen gehalten hat.

351

E 2001 (D) 2/229

Compte-rendu des négociations économiques germano-suisses

Berlin, 30. Juli 1940

NIEDERSCHRIFT
ÜBER DIE UNTERREDUNG VOM 29. JULI 1940, NACHM. 16-18 UHR, IN DER BLOCKADEFRAGE.

Anwesend: Herr Direktor Dr. Hotz, Herr Direktor Homberger, der Unterzeichnete [1], Herr Ministerialrat Seyboth, Herr Geheimrat Sabath.

I. Ausfuhr nach England und Frankreich.

Herr Ministerialrat *Seyboth:* Die deutsche Delegation habe Auftrag, von der schweizerischen Delegation zu verlangen, dass sich die Schweiz verpflichte, nach Grossbritannien nur noch mit deutscher Genehmigung Waren auszuführen. Die schweizerische Delegation habe in vorangegangenen Erörterungen über die Blockadefrage darauf hingewiesen, dass die Ausfuhr der Schweiz nach England praktisch bereits völlig unterbunden sei. Das treffe aber nach den Informationen, die den deutschen Behörden vorlägen, nicht zu. Es gingen nun wieder regelmässig Camionzüge von Genf über Frankreich nach Spanien und Portugal. Das deutsche Begehren sei daher nicht gegenstandslos.

Herr Direktor *Hotz* begründet einlässlich den schweizerischen Standpunkt. Die schweizerische Ausfuhr nach Grossbritannien sei in Tat und Wahrheit völlig belanglos. Deutschland habe es zudem in der Hand, diese Ausfuhr zu kontrollieren. Die schweizerische Delegation müsse die dringende Bitte an die deutsche Delegation richten, der ganz besondern, völlig einzigartigen Lage der Schweiz und ihrer überlieferten Neutralitätspolitik Rechnung zu tragen. Wenn

1. *L'auteur de ce compte-rendu est le Conseiller de légation Robert Kohli, Chef du Bureau du Contentieux du Département politique.*

die Schweiz auf das deutsche Begehren nicht eintreten könne, so gehe es ihr dabei nicht um die Wahrung wirtschaftlicher Vorteile durch einen noch so geringfügigen Güteraustausch mit England. Worauf es ihr ankomme, sei die Aufrechterhaltung des Wirtschaftsverkehrs mit den überseeischen Neutralen. Es bestehe begründete Hoffnung, dass England die von der schweizerischen Regierung auf Zeit gecharterten griechischen Schiffe in Gibraltar durchlasse. Diese Möglichkeit sich offen zu halten, sei für die schweizerische Versorgung von grösster Bedeutung und könne auch Deutschland nur willkommen sein. Die Schiffe sollen sodann auch die schweizerische Ausfuhrware nach den überseeischen Neutralen aufnehmen.

Herr Geheimrat *Sabath:* Es ist Deutschland in der Tat lieber, eine wirtschaftlich gesunde Schweiz als Nachbar zu haben, statt eines geschwächten Landes, das Deutschland nicht beliefern kann. Im Entscheidungskampf mit England muss Deutschland aber andererseits alles daran setzen, das Kriegspotential des Gegners zu schwächen. Diesem Ziel müssen gegenwärtig alle andern Interessen untergeordnet werden.

Deutschland hatte sich bei Kriegsausbruch vorgestellt, dass die neutralen Staaten ihren Handelsverkehr mit beiden Kriegsparteien völlig unbehindert fortsetzen könnten und sich Beschränkungen ihrer Rechte nicht gefallen lassen würden. Die Schweiz hat sich aber mit dem Vertrag, den sie mit Frankreich und Grossbritannien schloss, in die Blockadebestrebungen der Gegner Deutschlands einordnen lassen. Deutschland liess in der Blockadefrage England zunächst vorangehen, holt jetzt aber auf. Die deutsche Regierung muss verlangen, dass die Schweiz ihrer Lage Rechnung trägt. Sie ist Aufmarschgebiet, und Deutschland kann nicht dulden, dass England weiterhin von der Schweiz aus mit kriegswichtigen Gütern versorgt wird. Die Schweiz kann sich England gegenüber ruhig darauf berufen, dass sie sich in einer Zwangslage befunden habe. Sie kann ja auch gar nicht anders, als dem deutschen Begehren zu entsprechen, da sie völlig in deutscher Hand ist.

Die von der schweizerischen Delegation angeregte Lösung der tatsächlichen Kontrolle des schweizerischen Aussenhandels wäre unbequem. Es müsste an der ganzen schweizerisch-französischen Grenze ein deutsches Zollkordon eingesetzt werden. Das ist nicht die deutsche Absicht. Es ist daher viel einfacher, sich direkt mit der Schweiz zu verständigen, dass ohne deutsche Genehmigung nichts mehr nach Grossbritannien ausgeführt werden darf.

Der Unterzeichnete stellt fest, dass sich die Schweiz je und je bereit erklärt hat, mit Deutschland ein gleiches Abkommen zu schliessen wie mit Frankreich und Grossbritannien. Es handelt sich nicht darum, wie die Schweiz ihre Haltung gegenüber England rechtfertigen könnte, wenn sie dem deutschen Begehren entsprechen würde. Das sei eine Verkennung der schweizerischen Neutralität. Die schweizerische Delegation müsse vielmehr ihre Haltung gegenüber dem Bundesrat und dieser die von ihm eingegangenen Verpflichtungen vor dem Volke rechtfertigen können. Der Bundesrat sei auf die Verfassung vereidigt. Sie mache es ihm zur Pflicht, die Neutralität des Landes zu wahren. Der General sei ausdrücklich ausser auf die Verfassung auch auf die Wahrung der Neutralität vereidigt worden. Die Schweiz habe ihre Neutralität stets und nach allen Seiten aufrechterhalten.

Herr Dr. *Homberger:* Die schweizerische Delegation kann nicht anerkennen, dass die Blockadevereinbarungen mit Frankreich und Grossbritannien den schweizerischen Neutralitätspflichten zuwiderlaufen. Die Schweiz hat sich keineswegs den britischen Zumutungen gefügt. Das Gegenteil war der Fall. Sie hat sich gegen das britisch-französische Begehren, die Wirtschaftsbeziehungen zu Deutschland abzubrechen, mit grösster Energie zur Wehr gesetzt und hat dabei Erfolg gehabt. Dies hat auch der Vorsitzende der deutschen Delegation, Herr Gesandter Hemmen, in aller Form anerkannt. Die Vereinbarungen haben der Schweiz das Recht gegeben, nicht nur Textilerzeugnisse nach Deutschland zu liefern, sondern sogar Nickel und Kupfer. Sie haben es der Schweiz ermöglicht, den bisherigen Wirtschaftsverkehr mit Deutschland aufrechtzuerhalten. Was Deutschland nun von der Schweiz verlangt, ist grundsätzlich etwas völlig anderes. Wir sollen uns rechtlich verpflichten, mit einem der Kriegführenden den Wirtschaftsverkehr völlig abzubrechen. Das können wir nicht, ohne unsere staatspolitischen Grundsätze zu verleugnen und eine Haltung einzunehmen, die der bisherigen, auch gegenüber Grossbritannien und Frankreich eingenommenen, diametral entgegengesetzt ist.

In der Sache selbst bestehen keine Divergenzen. Eine schweizerische Ausfuhr nach Grossbritannien ist derzeit gar nicht möglich. Man sieht nicht, wie sie verwirklicht werden könnte. Deutschland verlangt einen Text, dessen Inhalt bereits erfüllt ist. Es sollte daher nicht schwer fallen, eine Form zu finden, die unsern staatsrechtlichen Gegebenheiten Rechnung trägt.

Es handelt sich nicht darum, an der Grenze Zollkordons einzusetzen. Deutschland wird der französischen Regierung bezüglich der Aus- und Durchfuhr gewisse Verpflichtungen auferlegen. Es wäre daher z.B. denkbar, dass Frankreich die Durchfuhr schweizerischer Exportware nur noch gestatten würde, wenn die Ware von einem Papier begleitet wäre, das die Beglaubigung eines deutschen Konsulats tragen würde.

Herr Ministerialrat *Seyboth:* Als England der Schweiz zumutete, dass sie den Verkehr mit Deutschland abbreche, war die Lage für die Schweiz eine gänzlich andere als jetzt. Ein solcher Abbruch hätte einen casus belli begründet. England hätte der Schweiz einen wirksamen Schutz gegen Deutschland nicht gewähren können. Anders ist es jetzt.

Herr Seyboth will die schweizerische Anregung immerhin prüfen. Die Lösung würde darin bestehen, dass Deutschland von Frankreich verlangen müsste, schweizerische Ausfuhrsendungen über französisches Gebiet nur noch durchzulassen, wenn sie von einem Papier begleitet wären, das die Beglaubigung eines deutschen Konsulats tragen müsste. Das Schwergewicht der Kontrolle würde damit auf das schweizerische Gebiet verlegt. Es müsste eine Verständigung mit Italien getroffen werden, damit für die Durchfuhr durch Italien ebenfalls ein von einem italienischen Konsulat beglaubigtes Begleitpapier verlangt würde.

Herr Direktor *Hotz* und Herr Dr. *Homberger* weisen darauf hin, das sich die Tätigkeit der deutschen Konsulate auf die Erteilung der Beglaubigungen zu beschränken hätte. Soweit Nachprüfungen erforderlich wären, müsste die Mitwirkung der schweizerischen Behörden in Anspruch genommen werden. Die Schweiz hat die Ausübung direkter Kontrollmassnahmen durch britische

Konsulate ebenfalls nicht zugelassen. (Dies wird von den beiden deutschen Herren anerkannt.)

Bezüglich der Ausfuhr nach Frankreich wird auch deutscherseits festgestellt, dass sich das Problem wesentlich anders darstelle. Die deutsch-französischen Verhandlungen werden zum Abschluss kommen, bevor der schweizerisch-französische Verkehr staatsvertraglich neu geregelt werden kann. Herr Seyboth bemerkt, es sei beabsichtigt, von Frankreich zu verlangen, dass es den künftigen Wirtschaftsvertrag mit der Schweiz den deutschen Behörden zur Gutheissung vorlege.

II. Ausfuhr nach neutralen Staaten.

Herr Direktor *Hotz* äussert sich auch zum Problem der Beschränkung der schweizerischen Ausfuhr nach neutralen Staaten. Deutschland wünscht, dass diese Ausfuhr auf den normalen Umfang des Jahres 1938 oder 1937, sofern die Zahlen für die Schweiz günstiger sind, beschränkt werde. Dieses Begehren trägt den schweizerischen Bedürfnissen nicht genügend Rechnung. Es besteht kein Grund, die Ausfuhr nach Ländern zu beschränken, die für die Wiederausfuhr nach Grossbritannien in keiner Weise in Betracht kommen, wie z.B. Dänemark, Schweden, Finnland, Bulgarien, Ungarn, Rumänien usw. Für Spanien waren die Ausfuhrzahlen von 1937 und 1938 ungenügend; damals war die schweizerische Ausfuhr infolge des Bürgerkrieges fast inexistent. Ähnliches gilt für Griechenland; infolge des schlechten Clearingstandes blieb in den beiden Stichjahren auch unsere Ausfuhr nach diesem Lande weit unter dem Durchschnitt.

Herr Ministerialrat *Seyboth:* Für die Monate Juli bis Dezember würde zunächst die Hälfte der Ausfuhrmengen des Jahres 1938 oder 1937 genügen. Es ist zu hoffen, dass der Krieg bald beendigt ist. Für die kurze Zeit ist es nicht notwendig, eine Regelung aufzustellen, die auf lange Sicht berechnet wäre. Die Verpflichtungen der Schweiz auf dem Gebiete der Blockade müssten bis auf weiteres Geltung haben, unabhängig von der Dauer des Verrechnungsabkommens. Sollte die Schweiz mit den betreffenden Ausfuhrmengen nicht auskommen, so ist die deutsche Regierung bereit, schweizerische Anträge auf Überschreitung dieser Mengen zur Prüfung entgegenzunehmen.

Herr Dr. *Homberger* setzt sich erneut dafür ein, dass die schweizerische Ausfuhr nach neutralen Ländern nicht stärkeren Einschränkungen unterworfen werde als unbedingt notwendig sei. Wenn Deutschland bezüglich gewisser Länder besondere Wünsche habe, so könne ihnen durch Warenlisten und durch besondere Länderlisten Rechnung getragen werden. (Deutscherseits werden Portugal und die Türkei, aber auch Griechenland genannt, letzteres namentlich wegen seines Exportes nach Ägypten.)

Herr Ministerialrat *Seyboth:* Es ist den deutschen Behörden zugekommen, dass der Plan bestehe, Fabrikeinrichtungen der Rüstungsindustrie in der Schweiz aufzukaufen, sie abmontieren zu lassen und nach den Vereinigten Staaten zu verbringen. Dort würden sie wieder aufgestellt und von schweizerischen Spezialarbeitern, die zu diesem Zweck angeworben würden, wieder in Betrieb gesetzt, um Grossbritannien zu beliefern. Dies muss verhindert werden.

Schweizerischerseits weist man darauf hin, dass ein solcher Transport an

sich ein Ding der Unmöglichkeit wäre, da er entweder über Frankreich oder über Italien gehen müsste. In Betracht kämen nur einige wenige, genau bekannte Fabriken. Offenbar habe man es mit einem blossen Plan zu tun, der nie auch nur einen Anfang der Verwirklichung fand. (Aus den weitern deutschen Bemerkungen geht hervor, dass die Hispano-Suiza gemeint ist.)

III. Kriegsmaterial.

Herr Ministerialrat *Seyboth* stellt die Frage, wie es sich mit der Ausfuhr des Kriegsmaterials verhalte, das seinerzeit von den Gegnern Deutschlands bestellt wurde, fertig gestellt ist und von Deutschland nicht abgenommen wird. Er erkundigt sich, ob die Schweiz für solches Material Ausfuhrbewilligungen nach dritten Ländern erteilen würde.

Herr Direktor *Hotz* bejaht, dass grundsätzlich solche Ausfuhrbewilligungen in Betracht kommen könnten, weist aber gleichzeitig auf die Unmöglichkeit eines Transportes ohne deutsche oder italienische Kontrolle hin. Es sind seit der Rückkehr des Herrn Oberst Fierz von seinen Berliner Besprechungen nur vereinzelte unbedeutende Ausfuhrgenehmigungen erteilt worden.

Der *Unterzeichnete* benützt die Gelegenheit, um klarzustellen, dass die Schweiz seit Beginn des Krieges bereit war, deutsche Kriegsmaterialbestellungen entgegenzunehmen und solche Bestellungen auch erwartet hatte. Deutschland hat erst sehr spät einen Auftrag von 8 Millionen Franken vergeben. Es ist nicht so, dass die Kriegsmaterialverordnung des Bundesrates Deutschland an Bezügen gehindert hätte. Die Schweiz habe Material aus eigenen Vorräten zugeliefert.

IV. Zusammenfassung.

Herr Ministerialrat *Seyboth* fasst das Ergebnis der Aussprache – die er ausdrücklich als unverbindlich bezeichnet – dahin zusammen, dass die schweizerische Delegation es weiterhin ablehne, für die Schweiz eine formelle Verpflichtung einzugehen, nur mit deutscher Genehmigung nach Grossbritannien zu exportieren. Schweizerischerseits werde in Vorschlag gebracht, das Blockadeproblem von der Durchfuhrseite her zu lösen. Er ersucht Herrn Geheimrat Sabath, dieses Ergebnis im Auswärtigen Amt zu besprechen. Da Herr Gesandter Hemmen derzeit in Berlin sei, werde deutscherseits die Angelegenheit auch noch mit ihm besprochen werden können.

Herr Geheimrat *Sabath* teilt mit, er sei telephonisch benachrichtigt worden, dass im Auswärtigen Amt neue deutsche Vorschläge vorliegen.

352

E 1001.1 VD 1.5-31.7.1940

Proposition du Département de l'Economie publique au Conseil fédéral

Int. 861.0. Bern, 30. Juli 1940

Baltische Staaten:
Massnahmen zum Schutze
der schweizerischen Interessen.

Angesichts der politischen Entwicklung in den Baltischen Staaten hat die Handelsabteilung wiederholt die Frage erwogen, ob vorsorgliche Massnahmen hinsichtlich des Zahlungsverkehrs mit diesen Staaten getroffen werden sollten im Sinne des Bundesratsbeschlusses vom 6. Juli 1940 über die vorsorgliche Regelung des Zahlungsverkehrs mit verschiedenen Staaten[2]. Wir sahen bis jetzt aus folgenden Gründen davon ab, dem Bundesrat einen entsprechenden Antrag zu stellen:

Durch andauernde Bemühungen, die im Hinblick auf die Unsicherheit der Lage in den Baltischen Staaten gesteigert wurden, ist es gelungen, den weitaus grössten Teil der bereits fälligen Guthaben aus Warenlieferungen hereinzubringen. Es flossen andauernd Beträge aus diesen Staaten ein. Hätte man die Zahlung nach diesen Staaten gesperrt, so wäre voraussichtlich kein Transfer von Geldern mehr nach der Schweiz zugelassen worden. Da aber die Waren, die aus diesen Staaten bezogen wurden, entweder mittels Akkreditiven bezahlt werden mussten, oder nur gegen Dokumente abgeliefert wurden, wären ohnehin auf die Sperrkonten keine oder nur unbedeutende Beträge einbezahlt worden. Die Einfuhr aus diesen Staaten, die schon infolge der Transitsperre Deutschlands zurückfiel, wäre vollständig versiegt. Vorsorgliche Massnahmen hätten demzufolge nur Nachteile nach sich gezogen, ohne entsprechende Vorteile zu bieten[3].

Durch die neuerdings von den lettischen, estnischen und litauischen Regierungen gefassten Beschlüsse über die Enteignung der Banken, der industriellen Betriebe und Handelsgesellschaften ist eine vollständig neue Situation eingetreten[4]. Durch diese Enteignung werden die in diesen Staaten ansässigen Schweizerbürger ausserordentlich stark geschädigt. Es ist leider nicht möglich, abzuschätzen, wie hoch die Verluste sein werden. Es wird sich aber ohne Zweifel um Millionen Beträge handeln. Im Vordergrund steht heute nicht mehr die Sicherung des Transfers schweizerischer Guthaben aus dem Warenexport, sondern der Schutz der Interessen unserer Landsleute. Nachdem von der

---

1. *Ce texte a été préparé par la Division du Commerce du Département de l'Economie publique.*
2. *Cf. les annexes I et II du N° 336.*
3. *Sur les relations économiques avec les Etats baltes, cf.* E 7110/1976/16/31 *et* 53.
4. *Cf. la lettre de la Division des Affaires étrangères du Département politique du 29 juillet 1940,* E 7110/1967/32/861.0. International. *Cf. aussi* E 2001 (D) 3/65 *et* E 2001 (D) 3/396.

Gesandtschaft in Helsinki wie auch von Kaunas gestern nachmittag alarmierende Telegramme einliefen, wonach durch Enteignungen bereits schwere Schädigungen unserer Landsleute festzustellen sind, empfiehlt das Politische Departement dringend, dass die seinerzeit aus andern Gründen in Aussicht genommenen vorsorglichen Massnahmen unverzüglich beantragt werden, dies umsomehr, als die Vorstellungen der Gesandtschaft bei den Baltischen Regierungen sich als zwecklos erwiesen.

Wir möchten jedoch nicht verfehlen, darauf hinzuweisen, dass einem solchen Beschluss nun aber neuerdings schwerwiegende handelspolitische Bedenken gegenüberstehen. Dieser Tage sollen Verhandlungen über den Warenverkehr mit Russland aufgenommen werden. Dem Warenverkehr mit Russland kommt mit Rücksicht auf die durch den Krieg geschaffene Lage möglicherweise eine viel grössere Bedeutung zu, als bis anhin, und zwar sowohl im Hinblick auf die Landesversorgung als auch auf die Arbeitsbeschaffung. Obwohl die Massnahmen formell sich gegen Beschlüsse der lettischen, estnischen und litauischen Regierungen richten, würde Russland es wahrscheinlich als eine unfreundliche Haltung der Schweiz ansehen, wenn heute der Bundesratsbeschluss vom 6. Juli 1940 auf die drei Staaten anwendbar erklärt würde. Wir hätten es begrüsst, wenn vor irgendwelchen Massnahmen der russischen Delegation hätte Kenntnis gegeben werden können von den von der Schweiz beabsichtigten Schritten, was frühestens am ersten Tag der Verhandlungen, d.h. nächsten Freitag möglich wäre. Es ist jedoch nicht zu verkennen, dass ein solches Zuwarten die Situation noch heikler gestalten würde. Am 1. August tritt der oberste Rat der Sowjetrepubliken zusammen, um dem Begehren der Baltischen Staaten um Aufnahme in die Sowjetrepublik stattzugeben. Würde der Bundesratsbeschluss erst auf dieses oder ein späteres Datum in Kraft gesetzt, so würde die Massnahme auch formell als gegen Russland gerichtet erscheinen. Andererseits besteht unter den schweizerischen Kolonien in den drei Ländern eine ausserordentliche Beunruhigung. Es würde nicht verstanden, wenn die schweizerischen Behörden scheinbar tatenlos der Entrechtung unserer Landsleute zusehen würden.

Es stellt sich somit die Frage, ob es sich verantworten lässt, mit den in Aussicht genommenen Massnahmen noch einige Tage zuzuwarten, wobei vorläufig die Banken vertraulich zur Zurückhaltung in der Ausführung von Aufträgen über die in Frage kommenden Vermögenswerte einzuladen wären, oder ob unter Hintanstellung der vorerwähnten handelspolitischen Bedenken die Inkraftsetzung des beantragten Bundesratsbeschlusses sofort erfolgen soll. Sollte der Bundesrat nicht die sofortige Inkraftsetzung beschliessen, so empfiehlt es sich, den Herrn Bundespräsidenten zu ermächtigen, durch Präsidialverfügung das Datum des Inkrafttretens im gegebenen Zeitpunkt festzusetzen[5].

5. *Le Conseil fédéral approuve cette proposition lors de la séance du 30 juillet 1940* (E 1004.1 1/399, *PVCF N° 1282*). *Cf. RO, 1940, vol. 56, II, p. 1351.*
Lors de sa séance du 23 août 1940, le Conseil fédéral décidera de fermer les représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse dans les anciens Etats baltes, im Zusammenhang mit dem Anschluss von Estland, Lettland und Litauen an die Soviet-Union. (*PVCF N° 1376,* E 1004.1 1/400). *Cf. aussi* E 2001(D)3/262.

353

E 2001 (D) 3/3

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L WN. Berne, 31 juillet 1940

Le Général a réuni, le 25 juillet, au Grütli, les officiers supérieurs de l'Armée. Il leur a tenu à cette occasion une brève allocution en langue française[1]. Il devait s'agir, dans la convocation de ce «rapport d'armée» avant tout d'un geste symbolique[2].

Malheureusement, cette réunion donna bientôt naissance à des bruits fantaisistes qui incitèrent l'Etat-Major de l'Armée à publier un communiqué dont le but était de mettre un frein à ces rumeurs. Le communiqué a paru dans la presse suisse le 29 de ce mois, et nous vous en remettons sous ce pli le texte authentique en langue française ainsi que sa traduction en langue allemande[3].

Il nous revient que cette réunion, ainsi que le communiqué qui l'a suivie, ont causé une certaine mauvaise humeur à la Légation d'Allemagne et à la Légation d'Italie à Berne. Nous nous expliquons cette attitude des deux missions diplomatiques par le fait que la réunion elle-même, ainsi que la traduction en quelques points trop libre du communiqué, a éveillé auprès d'elles un malentendu regrettable. En effet, le «rapport d'armée» du 25 juillet ne doit et ne peut pas être considéré comme une manifestation à l'égard des pays qui nous entourent. Notre Armée est sous les armes depuis bientôt une année.

Pour des raisons d'ordre économique et en vue notamment d'éviter une augmentation rapide du chômage, il ne peut être procédé, pour le moment, à une démobilisation générale. D'autre part, le Haut Commandement de l'Armée ne pouvait pas ne pas tenir compte d'une certaine lassitude qui pourrait se faire sentir parmi les soldats, et il fallait par conséquent leur adresser quelques paroles d'encouragement, pour les induire à la patience et pour leur faire sentir qu'en demeurant à leur poste ils remplissent un devoir patriotique. Il ne faut pas perdre de vue non plus le fait que, dans la période troublée par laquelle passe l'Europe en ce moment, des considérations politiques d'ordre purement intérieur justifient largement le maintien d'une partie de nos troupes sous les drapeaux[4].

---

1. *Le texte de cette allocution n'a pas été retrouvé et n'a sans doute jamais existé. Un projet se trouve dans* E 5795/173. *Cf. Oscar Gauye,* «Au Rütli, 25 juillet 1940». Le discours du Général Guisan: nouveaux aspects, *in* Etudes et Sources (Revue des Archives fédérales), *1984, pp. 3-56.*
2. *Sur l'organisation de ce rapport d'armée, cf.* E 5795/130 *et* 342.
3. *Non reproduits.*
4. *Dans une lettre du 27 août 1940 adressée au Chef du Département militaire, le Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz, souligne l'importance de l'armée pour le service d'ordre intérieur* (E 27/15067). *A ce sujet, cf.* E 27 /15092. *Cf. aussi N° 340.*

Nous avons jugé utile de vous fournir, pour votre information, les précisions qui précèdent, pour le cas où, de votre côté, vous devriez être saisi officiellement ou officieusement de cette affaire.

ANNEXE

E 27/ 14192/3

Le Général H. Guisan à tous les membres de l'Armée [5]

ORDRE D'ARMÉE

1/8/vu N° 11900 Rütli, 25 juillet 1940

Le secret fait partie des mesures de défense nationale. Son observation est le fait d'une armée disciplinée.

J'ai ordonné récemment des modifications importantes dans le groupement de nos forces. Beaucoup s'en sont avisé, au moment où leur unité a été déplacée. Ils se sont demandé pourquoi les travaux accomplis paraissent devenus sans objet; pourquoi l'armée est encore mobilisée.

Je sais que vous exécuterez mes ordres, même si, de votre place dans le rang, vous ne pouvez comprendre les raisons qui les ont motivés.

Parmi celles-ci, il en est, toutefois, que je puis vous communiquer, et je tiens à le faire:

Le 29 août 1939, le Conseil Fédéral ordonnait la mobilisation des troupes frontière, bientôt suivie de la mobilisation générale. Il confiait à l'Armée la mission de sauvegarder notre indépendance séculaire. Cette indépendance, nos voisins l'ont respectée jusqu'ici. Nous la ferons respecter encore, jusqu'au bout.

Les événements historiques qui sont survenus depuis quelque temps n'ont diminué en rien cette obligation d'être constamment sur nos gardes. Il y a actuellement, au-delà de nos frontières, plus de troupes – et d'excellentes troupes – qu'il n'y en eut jamais. Nous pouvons être attaqués sur tous les fronts à la fois, ce qui n'était guère concevable il y a quelques semaines encore.

L'Armée doit s'adapter à cette situation nouvelle et prendre un dispositif qui lui permette de tenir sur tous les fronts. Elle remplira ainsi sa mission historique, qui ne varie pas.

Telle est la raison des regroupements auxquels votre unité a participé. Vous devez le savoir, et cela suffit.

Aussi longtemps qu'en Europe des millions d'hommes demeurent sous les armes et que des forces considérables peuvent nous attaquer d'un moment à l'autre, l'Armée doit rester prête. Quoi

---

De plus, le 26 juillet 1940, le Général adresse la lettre suivante au Chef du Département militaire, R. Minger, à l'intention du Conseil fédéral:

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les nombreuses lettres écrites par des soldats démobilisés ou en congé, qui s'indignent de la propagande communiste.

Beaucoup s'étonnent que le Conseil fédéral n'ait pas encore pris des mesures plus rigoureuses contre ces quelques milliers d'individus qui, sous la protection de nos lois, travaillent à corrompre l'état d'esprit de notre peuple et à compromettre la sécurité du Pays.

Au moment où le Conseil fédéral doit prendre position sur l'interdiction de ce parti, je crois de mon devoir de vous signaler ces témoignages qui traduisent exactement l'opinion de l'Armée. Il me semble que les mesures prises jusqu'ici ne sont pas suffisantes et qu'il y aurait lieu de mettre ces ennemis de notre Patrie hors d'état de nuire avant que ce poison n'ait contaminé l'Armée et le Pays (E 5795/151).

Le 6 août 1940, un arrêté du Conseil fédéral institue des mesures contre l'activité communiste ou anarchiste. *(Cf. RO, 1940, vol. 56, p. 1397 et FF, 1940, II, pp. 1239-1240).*

5. *Ce texte est adressé aux commandants de troupe afin d'être lu à la troupe.*

qu'il arrive, les travaux que vous avez effectués n'ont rien perdu de leur valeur, nos sacrifices n'ont pas été faits en vain, puisque nous sommes toujours maîtres de notre destin.

N'écoutez pas ceux qui sont mal renseignés ou mal intentionnés, ceux qui, par ignorance ou par intérêt, vous incitent au doute. Croyez, non seulement à notre bon droit, mais à notre force et, si chacun le veut, à l'efficacité de notre résistance.

Soldats du Premier Août 1940, les nouveaux postes que je vous assigne sont ceux où votre courage et vos armes serviront le Pays au mieux, dans les circonstances nouvelles[6].

Aujourd'hui, sur la prairie du Rütli, berceau de notre liberté, j'ai réuni vos chefs supérieurs pour leur passer la consigne et je les charge de vous la passer à leur tour.

Courage et confiance: le Pays compte sur vous.

---

6. *A l'occasion de la fête nationale, le Général adressera encore un «message» aux soldats suisses* (E 2001 (D) 3/3).

354

E 7800 1/24

La Direction générale de la Banque nationale[1] *au Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli*

L Sr/F Persönlich und vertraulich — Zürich, 2. August 1940

Wir beehren uns, Ihnen folgende Kreditangelegenheit zur gef*[ä]l[ligen]* Stellungnahme vorzulegen.

Letzter Tage hatten wir den Besuch des Herrn Dr. Manlio Masi, Verwaltungsdelegierter des Istituto Nationale per i Cambi con l'Estero, Rom, der uns ein Kreditgesuch der italienischen Regierung von 300 Millionen Franken unterbreitet hat, wobei der Kredit im Verhältnis 1:3 in Schweizerfranken bezw. in Dollars abgezogen würde. Der Schweizerfrankenkredit hätte der Bezahlung von italienischen Warenkäufen in der Schweiz zu dienen, während die Dollartranche der italienischen Regierung nach Massgabe des Bedarfes im Verlaufe von 1-3 Monaten zur Verfügung zu stellen wäre. Beim Frankenkredit wäre an einen Blankokredit der Banken gedacht. Für den Dollarkredit würde seitens Italiens eine Golddeckung offeriert. Der gesamte Kredit hätte eine Dauer von 2 Jahren.

Etwas überrascht von der Höhe des begehrten Kredites, haben wir dem italienischen Regierungsvertreter zu verstehen gegeben, dass, wenn die schweizerischen Banken zur Kreditgewährung auch Hand bieten würden, ein Darlehen in der genannten Höhe kaum in Betracht käme. In der weiteren Diskussion hat

---

1. *La lettre est signée* Weber *et* Schnorf. *La Banque nationale a adressé le même jour une lettre mot pour mot identique au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter* (E 6100 (A) 19/1508) *et au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz* (E 2001 (D) 2/268). *Ainsi, conformément à la pratique habituelle pour ce genre d'affaires, la «délégation financière du Conseil fédéral» est consultée.*

Herr Dr. Masi die Kreditforderung auf einen Betrag von höchstens 200 Millionen Franken ermässigt unter Aufteilung des Kredites in eine Tranche von 75 Millionen Schweizerfranken und eine solche von 125 Millionen Schweizerfranken in Dollars.

Es ist nicht zu verkennen, dass dem Kreditbegehren in starkem Masse politische Tragweite beizumessen ist. Nur die Quote, die zum Bezug schweizerischer Waren reserviert werden soll, ist als normales kommerzielles Geschäft zu betrachten. Der grössere Teil des Kredites ginge als Darlehen an eine kriegführende Macht, ohne dass daraus unsere Wirtschaft direkt Nutzen ziehen könnte. Wir glauben, dass auf diese Feststellung unter den heutigen Verhältnissen in Europa besonderes Gewicht zu legen ist, indem dieses Kreditgeschäft unter Umständen in den U.S.A. eventuell auch in England gewisse, für uns unangenehme Folgen nach sich ziehen könnte.

Im weiteren Verfolg der Angelegenheit hat der italienische Unterhändler mit hiesigen Banken (Schweizerische Kreditanstalt, Schweizerischer Bankverein, Schweizerische Bankgesellschaft) Fühlung genommen, um von ihnen zu erfahren, ob sie bereit wären, auf das Kreditgesuch einzutreten. Die Banken haben erklärt, dass sie grundsätzlich nicht abgeneigt wären, sich an einem Kredit an Italien zu beteiligen. Immerhin fiele die Gewährung eines Blankokredites zum vorneherein ausser Betracht. Ihre Mitwirkung käme nur für die Dollartranche im Gegenwert von 125 Millionen Schweizerfranken in Frage, wobei sie sich das Vorgehen so vorstellen, dass sie das als Deckung dienende Gold unserem Institut verkaufen würden, mit der Option, es bei Rückzahlung des Kredites von uns wieder zurückzunehmen. Das würde bedeuten, dass die Nationalbank Gold im Betrage von 125 Millionen Franken erwerben und hierauf bis zur Tilgung des Kredites das Preisrisiko zu tragen hätte. Für den Kreditbetrag von 125 Millionen Franken hätten wir den Banken Dollars zur Verfügung zu stellen. Für die Banken würden sich aus einer derartigen Kreditabwicklung keinerlei Risiken ergeben.

Nachdem Herr Bundespräsident Pilet-Golaz, der über die italienische Demarche bereits kurz orientiert worden ist, der Auffassung Ausdruck gegeben hat, dass es wohl angezeigt erscheine, die Frage der Kreditgewährung an Italien zu prüfen, hat das Direktorium seinerseits Anlass genommen, die Angelegenheit einem weiteren Studium zu unterziehen[2]. Es ist dabei zum Schlusse

---

2. *Cf. N^os 335 et 357.*
Le vice-président de la Banque nationale, P. Rossy, a écrit le 1^er août 1940 au Président de la Confédération afin lui donner quelques renseignements provisoires sur l'état des pourparlers dans l'affaire du crédit à l'Italie.
Les Italiens demandent:
1) un crédit de 75 millions qui serait affecté à l'achat de marchandises suisses;
2) un crédit de 125 millions qui serait prélevé en dollars.
Le premier crédit devrait être accordé par la Confédération et trouverait son règlement définitif par voie du clearing. Il s'agit d'une affaire analogue à celle que nous traitons en ce moment avec l'Allemagne, à cette différence près, que les Italiens paraissent disposés à payer un intérêt sur les avances qui leur seraient consenties.
Le second crédit serait seul garanti par un dépôt d'or et serait accordé par les deux grandes banques suisses, à des conditions à débattre. Ce second crédit se heurte à certaines difficultés. Les

gekommen, dass der Vorschlag der Banken, der auf den *Ankauf* von seitens der Banken *bevorschusstem* Gold durch unser Institut hinausläuft, keinen gangbaren Weg darstellt. Eine Lösumg liesse sich in der Form erblicken, dass uns die italienische Regierung wenn nicht die ganze Golddeckung, so doch einen Teil davon, zum Beispiel die Hälfte, entsprechend 62,5 Millionen Franken, zum Ankauf anbieten würde und dass die verbleibenden 62,5 Millionen Franken von den Banken als Kredit gegen Goldhinterlage zu übernehmen wären, wobei gleichzeitig das Gold bei uns seitens der Banken lombardiert werden könnte. Für diesen Betrag hätten somit die Banken das Risiko des Goldpreises zu tragen, wofür sie allerdings die Haftung der italienischen Regierung besitzen.

Was die Schweizerfranken-Tranche von 75 Millionen anbelangt, erhebt sich die Frage, ob es nicht möglich wäre, diesen Kreditbetrag über das Clearing mit Italien zur Abwicklung zu bringen, in der Weise, dass Italien einen Clearingsaldo in der fraglichen Höhe auflaufen liesse. Es hätte dabei die Meinung, dass

---

banques n'ont plus confiance dans l'or et voudraient avoir une garantie de prix de la Banque nationale suisse. La Banque nationale hésite à donner cette garantie. Nous proposerons, après nous être mis en rapport avec Monsieur Wetter, que la Banque nationale achète ferme aux Italiens un montant de 50 à 60 millions d'or, contre cession d'un montant équivalent en dollars. Le crédit bancaire serait ainsi réduit de moitié et nous pensons que les banques devraient supporter le risque sur une somme aussi minime.

Si cette solution n'est pas acceptée, la Banque nationale examinera la possibilité d'accorder une avance sur nantissement d'or à un taux de par exemple 1½%, soit directement à l'Italie, soit aux banques suisses, qui alors, supporteraient le risque afférent à l'or. Si les banques refusent, la Banque nationale envisagerait d'accorder elle-même le crédit lombard pour le montant total. Les banques adoptent, à mon avis, une attitude curieuse en refusant de prendre tout risque à leur charge et à vouloir traiter l'affaire quand même , mais en laissant tous les risques à l'établissement d'émission. Nous avons le sentiment que les banques ne traitent pas volontiers cette affaire avec l'Italie. La raison de cette réserve paraît devoir être cherchée dans la crainte qu'ont les banques suisses de voir leurs dépôts bloqués à New York, si les Etats-Unis ont connaissance d'une opération avec l'Italie. Je ne sais quelle importance on peut accorder à cette crainte. Elle ne me paraît toutefois pas dénuée de tout fondement, car l'Italie entend se servir de nos banques pour se cacher derrière leurs noms. Nous supposons, en effet, que les dollars que l'Italie entend se procurer par ce crédit devraient rester aux noms des banques suisses en Amérique, et que ces banques recevraient des ordres de transferts en faveur de pays balkaniques, mais sans que les banques américaines puissent se douter qu'il s'agit de paiements faits par l'Italie (E 2001 (D) 2/268).

Le 19 août, la Direction générale de la Banque nationale adresse une lettre, signée par Weber et Schnorf, au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter, au sujet des menaces de blocage des avoirs suisses aux Etats-Unis:

Wir beehren uns, Ihnen davon Kenntnis zu geben, dass in einer am 9. ds. an die Schweizerische Bankgesellschaft von ihrem Direktor Ernst aus New York adressierten Depesche folgender Passus zu lesen war:

> «danger freezing still exists as Washington unjustly very sceptical to financial actions Swiss banks».

Wir vermögen nicht zu beurteilen, ob diese Meldung auf Gerüchte zurückzuführen ist, wie sie schon vor einigen Wochen aufgetaucht sind, oder ob sie mit der schwebenden Kreditangelegenheit Italien im Zusammenhang steht (E 6100 (A) 19/1508).

A ce sujet, cf. aussi la lettre du 8 août 1940 de l'Association suisse des banquiers à la Division des Affaires étrangères du Département politique (E 2001 (D) 2/255).

in der Schweiz ein Betrag bis zu 75 Millionen Franken prompt an die schweizerischen Exporteure ausbezahlt würde als Gegenwert für in Rom erfolgte Einzahlungen, und zwar ungeachtet des Umstandes, dass in der Schweiz keine genügenden Einzahlungen vorliegen. Es würde dies zur Folge haben, dass der Bund zur Bezahlung der schweizerischen Exporteure in der Höhe des Schweizerfrankenkredites einzuspringen hätte, wobei die Möglichkeit zu prüfen wäre, ob nicht einzelne grössere Exporteure in geeigneter Form zur Mitwirkung am Kredit gewonnen werden könnten.

Hinsichtlich der Lage am Geld-, Kapital- und Valutamarkt würden wir die Kreditoperation für unser Land und die Nationalbank als tragbar erachten. Immerhin möchten wir darauf hinweisen, dass die Mitwirkung der Nationalbank an einer solchen Kredittransaktion nicht in ihren normalen Tätigkeitsbereich fällt. Ferner ist nicht zu übersehen, dass, wenn der geplanten Kreditaufnahme, wie bereits erwähnt, an sich politische Tragweite zukommt, dies nicht minder der Fall wäre, wenn die Notenbank unter den heutigen Verhältnissen von einer kriegführenden Macht grosse Quantitäten Gold gegen Dollars entgegennähme.

Wir bitten Sie in Erwägung der angeführten Gründe um Ihre gefl. Stellungnahme

1. zu der Frage, ob Sie grundsätzlich der Gewährung eines Kredites an die italienische Regierung beipflichten können und

2. ob der Bundesrat wünscht, dass die Nationalbank ihre Mitwirkung am Kreditgeschäft zusagen und die damit verbundenen Risiken auf sich nehmen soll, wobei die endgültige Form der Krediterteilung noch abzuklären wäre[3].

---

3. *Le Département politique répond, par une lettre du 5 août signée par Pilet-Golaz:* Wir möchten uns ein näheres Eingehen auf noch offene, mehr technische Probleme versagen und uns darauf beschränken, zu den von Ihnen aufgeworfenen grundsätzlichen Fragen Stellung zu beziehen.

Wie wir Ihnen bereits mitteilten, hat unser Departement gegen die Gewährung eines Kredites an die Italienische Regierung unter den gegenwärtigen Verhältnissen nicht nur keine Einwendungen zu erheben, sondern es würde das Zustandekommen einer solchen Operation sehr begrüssen. Wir glauben, dass eine derartige Transaktion, so gut wie der seinerzeit in Aussicht genommene Vorschuss an die Englische Regierung, mit unserer wirtschaftlichen Neutralität durchaus vereinbar wäre.

Wir möchten die Risiken eines so bedeutenden Kredites keineswegs missachten; anderseits dürften sie aber, soweit wir die Frage zu beurteilen vermögen, sich in durchaus tragbaren Grenzen halten. Der Kreditnehmer, wie auch die angebotene Golddeckung bieten erste Garantien, die je nach der Kriegslage eine sich ausgleichende Wertgestaltung erfahren dürften und sich darum ergänzen.

Unser Departement möchte demnach auch die zweite von Ihnen gestellte Frage bejahen und die Nationalbank bitten, ihre Mitwirkung am Kreditgeschäft im vorgesehenen Umfang in Aussicht zu nehmen. Die endgültige Form der Kredite wäre im Einvernehmen mit den übrigen Beteiligten Ihrem Ermessen anheimgestellt.

Da die Angelegenheit als dringlich bezeichnet wird, dürfen wir Sie ersuchen, unsere gegenwärtige Äusserung als Zustimmung zu der Operation im Sinne des eidgenössischen Bankengesetzes betrachten und die übrigen beteiligten Departemente ebenfalls begrüssen zu wollen.

Wetter répondra le 6 août: Grundsätzlich sprechen staatspol*[itische]* Überlegungen dafür, dass man versucht, Italien entgegenzukommen. *Il conseillera toutefois de temporiser.*

Dans sa réponse du 7 août, Stampfli conclut dass es im Interesse unserer Volkswirtschaft liegt,

ANNEXE I

E 6100 (A) 19/1508

La Direction générale de la Banque nationale[4]
au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter

L Vertraulich
Betr. Kreditgesuch der italienischen Regierung

Zürich, 7. August 1940

Wir beehren uns, den Empfang Ihres Schreibens vom 6. ds[5]. zu bestätigen und Ihnen für die Vernehmlassung in rubr*[izierte]* Angelegenheit bestens zu danken. Unter Bezugnahme auf die heute Morgen mit Ihnen gehabte telephonische Unterredung geben wir Ihnen davon Kenntnis, dass wir, wie Ihnen bereits angekündigt, dem hiesigen Vertreter der italienischen Regierung den Vorschlag gemacht haben, dieser schon jetzt 5-10 Millionen Dollars gegen Zedierung von Gold zur Verfügung zu stellen, um der italienischen Regierung die Überbrückung der Wartezeit, die sich aus der Hinausziehung der Kreditverhandlungen ergibt, zu ermöglichen. Wir wollten damit Italien gegenüber gleichzeitig unser weitgehendes Entgegenkommen bekunden. Es entzieht sich allerdings unserer Kenntnis, ob Italien gewillt ist, zu einem Goldverkauf gegen Dollars Hand zu bieten.

ANNEXE II

La Direction générale de la Banque nationale[6]
au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter

L Sr/F. Vertraulich.
Betr. Kreditgesuch der italienischen Regierung.

Zürich, 14. August 1940

Unter Bezugnahme auf den mit Ihnen in rubr*[izierte]* Angelegenheit gehabten Korrespondenzwechsel beehren wir uns, Ihnen mitzuteilen, dass nach den weiteren Verhandlungen mit dem Vertreter des Istituto Nationale per i Cambi con l'Estero, Herrn Dr. Masi, und den schweizerischen Bankenvertretern der ursprünglich in Aussicht genommene Kreditbetrag auf 200 Millionen Franken belassen wird. Davon sollen 75 Millionen Franken über das schweizerisch-italienische Clearing abgewickelt werden. Zur Regelung dieser Frage hat Herr Dr. Masi bereits mit Herrn Dr. Hotz, Direktor der Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, Fühlung genommen. Der Bankkredit würde somit auf 125 Millionen Franken fixiert, der teilweise in Schweizerfranken, teilweise in Dollars benützt würde. Die Relation ist noch nicht festgelegt. Vor-

---

wenn die Nationalbank ihre Mitwirkung an dem Kreditgeschäft auf sich nimmt. Wünschenswert wäre allerdings, dass die Nationalbank bei den Verhandlungen durchblicken lässt, dass die Schweiz mit der Gewährung des Kredites die Erwartung verbindet, dass Italien weiterhin seine bisherige wohlwollende Haltung gegenüber dem Transit von und nach der Schweiz beibehalten wird.

4. *La lettre est signée* Weber *et* Schnorf.
5. *Cf. ci-dessus, note 3.*
6. *La lettre est signée* Weber *et* Schwegler.
Par une lettre amicale adressée le 12 août 1940 au Président du Comité de banque de la Banque nationale, G. Bachmann, le conseiller national L.-F. Meyer rapporte des informations émanant d'amis italiens et préconise une attitude conciliante de la Suisse: l'octroi d'un crédit faciliterait les relations avec Mussolini (J.I.114/92).
Cf. aussi la notice de Meyer du 2 août 1940 (J.I.114/9).

aussichtlich dürfte die Schweizerfrankentranche 70 Millionen Franken, die Dollartranche 50 Millionen Franken betragen.

Für den ganzen Kreditbetrag von 125 Millionen Franken offeriert die italienische Regierung Deckung in Gold. Das Golddepot würde vom Istcambi auf den Namen der Schweizerischen Nationalbank bei der Banca d'Italia in Rom errichtet. Seitens des italienischen Finanzministeriums würde die Zusicherung abgegeben, dass, wenn das Istcambi bei Fälligkeit des Kredites nicht in der Lage wäre, seinen Verpflichtungen nachzukommen, der Ausfuhr des als Kredithinterlage dienenden Goldes italienischerseits keine Schwierigkeiten in den Weg gelegt würden.

Hinsichtlich der Modalitäten des Kredites ist die Befristung auf 1 Jahr vorgesehen, mit der Möglichkeit für den Schuldner, den Kredit um ein weiteres Jahr zu verlängern. Der Zinsfuss wäre gleich hoch wie die jeweils geltende offizielle Rate der Nationalbank, im Minimum aber 2 1/2% p.a. Dazu käme eine Bereitstellungskommission von 1%, sodass die Gesamtverzinsung auf 3 1/2% zu stehen käme. Für das zweite Jahr würde sich die Zinsvergütung um 1/4% erhöhen.

Die Banken wünschen, dass wir ihnen die Lombardfähigkeit des Goldes in dem Umfange zusagen, in dem es als Deckung der Schweizerfrankentranche von voraussichtlich 70 Millionen Franken zu dienen hat.

Herr Dr. Masi hat dem Wunsch der italienischen Regierung Ausdruck gegeben, dass das den Banken als Deckung offerierte Gold in Rom belassen werden sollte, woraus sich die Notwendigkeit für die oben bereits dargelegte Errichtung eines Depots bei der Banca d'Italia in Rom ergibt. Nicht nur spielt dabei die Höhe der Transportspesen für die Errichtung eines Golddepots in der Schweiz mit, sondern es handelt sich, wie man durchblicken lässt, in erster Linie um eine Prestigefrage Italiens. Es würde zweifellos als besonderes Entgegenkommen der Schweiz betrachtet, wenn sich die Banken mit der Errichtung und Haltung eines Depots in Italien einverstanden erklären könnten.

Die schweizerischen Banken haben sich nun Herrn Dr. Masi gegenüber dahin geäussert, dass sie dem italienischen Vorschlag nur unter der Bedingung zustimmen könnten, wenn die Schweizerische Nationalbank den am Kredit beteiligten Banken gegenüber die Erklärung abgibt, dass im Verhältnis zwischen der Schweizerischen Nationalbank und den Banken das in Italien aufbewahrte Gold in jeder Beziehung so behandelt werden soll, als ob es zugunsten der Banken bei der Schweizerischen Nationalbank in der Schweiz deponiert wäre, d.h. dass die Schweizerische Nationalbank das Risiko der Hinterlegung in Italien übernimmt.

Des fernern wünschen die Banken, dass sich die Nationalbank bereit erklärt, das bei der Banca d'Italia errichtete Golddepot nötigenfalls in der gleichen Weise zu belehnen, wie wenn das Depot in der Schweiz liegen würde.

Ist somit einerseits festzuhalten, dass die Banken nicht gewillt sind, das Risiko der Depothaltung in Italien selbst zu übernehmen, so muss anderseits darauf hingewiesen werden, dass die geplante Kredittransaktion, soweit die Nationalbank dazu ihre Mitwirkung leihen soll, insofern kein notenbankmässiges Geschäft darstellt, als die Bevorschussung von Pfändern, die im Ausland liegen, bis jetzt noch nie getätigt worden ist. Abgesehen davon, darf erneut bemerkt werden, dass der Kreditoperation in starkem Masse politischer Charakter innewohnt. Diese Gründe veranlassen uns, Ihnen die Frage zu unterbreiten, ob Sie es, eventuell nach Rücksprache mit dem ganzen Bundesrat, für wünschenswert erachten, dass die Nationalbank das Risiko der Depothaltung in Rom, wie wir dargelegt haben, zur Ermöglichung des Kredites übernehmen soll.

Da scheinbar die italienische Regierung auf eine möglichst baldige Klärung der Kreditangelegenheit drängt, würde es Herr Dr. Masi sehr begrüssen, schon morgen von uns Bescheid zu erhalten. Wir würden uns deshalb erlauben, Sie im Verlaufe des morgigen Vormittags anzurufen, um Ihre Auffassung zu der aufgeworfenen Frage zu erfahren. Wir wären Ihnen deshalb ausserordentlich dankbar, wenn Sie die Angelegenheit nach Erhalt unseres Schreibens prüfen wollten.

Um die andern zuständigen Bundesdepartemente über den weiteren Verlauf der Unterhandlungen zu orientieren, haben wir Ihnen Abschrift dieses Schreibens zugestellt[7].

---

7. *Lors de sa séance du 16 août, le Conseil fédéral discuta aussi des relations économiques avec l'Italie:* Die Handelsabteilung frägt an, ob der Bundesrat damit einverstanden wäre, dass der Clearingkredit für Italien von 75 auf 90 Millionen Franken erhöht würde. Der Vorsteher des

Volkswirtschaftsdepartements sowie die übrigen Mitglieder des Rates haben darüber Bedenken. Es wird daher beschlossen, dass der genannte Kredit auf 75 Millionen Franken belassen werden soll (E 1004.1 1/400, N° 1346).

Lors de la séance du 20 août, Wetter informera oralement le Conseil fédéral. Celui-ci se déclare alors mit dem Vorgehen der Schweizerischen Nationalbank einverstanden und übernimmt der Schweizerischen Nationalbank gegenüber die mit der Depothaltung des Goldes in Italien verbundenen Risiken (E 1004.1 1/400, N° 1359).

Sur les motifs politiques de cette décision, cf. le commentaire de Hotz à l'intention de Ruegger, N° 377.

355

E 2001 (D) 3/3

La Légation de Suisse à Berlin au Département politique

Copie de réception
T Nr. 153. Geheim. [1] Berlin, 3. August 1940 [2]

Starke Misstimmung gegen General wegen kürzlichem Armeebefehl als gegen Deutschland gerichtet empfunden. Schritt zu gewärtigen. Angeblich in Frankreich Armeeleitung belastende Dokumente gefunden [3].

ANNEXE

E 27/ 15067

Le Chef de la Section de renseignements de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson, au Général H. Guisan

Copie
R Quartier Général, 9 août 1940

Activité politique de la section de renseignements

Vous avez bien voulu me faire connaître que Monsieur le Président de la Confédération suspectait la section de renseignements – et par conséquent moi-même – de m'immiscer d'une façon

1. *Souligné deux fois à la main.*
2. *Ce télégramme arriva au Département politique le 3 août à 17 h 00, alors que le Conseiller fédéral Pilet-Golaz recevait le Général Guisan. Au cours de cette réunion, divers problèmes de la politique étrangère furent discutés. Dans une lettre du 13 août 1940 adressée personnellement au Chef du Département politique, le Général Guisan écrit:* Lors de l'entretien que nous eûmes le 3 août, en présence de M. le Chef du Département Militaire fédéral, vous avez reproché à la Section de Renseignements de l'Etat-Major d'Armée de s'immiscer dans des questions de politique extérieure. Vous m'avez cité en particulier quatre cas. Après avoir entendu le Colonel E.M.G. Masson, je lui ai demandé un rapport écrit *[reproduit en annexe au présent document]*, que j'ai l'honneur de vous remettre ci-inclus, avec ses annexes. Il ressort de ce rapport que le Chef de la Section de Renseignements conteste les faits qui lui sont reprochés, sur des données qui me paraissent fondées (E 5795/327). *Le Général adresse des copies au Conseiller fédéral Minger,* à titre personnel, pour rétablir les faits dans leur exactitude.
3. *Cf. aussi* E 5795/53.

active dans des questions de politique extérieure relevant en principe du chef de nos affaires étrangères.

Pour confirmer son jugement, Monsieur le conseiller fédéral Pilet-Golaz vous aurait cité 4 cas concrets tendant à démontrer que le chef de la section de renseignements prenait, sur le plan politique, des initiatives pour le moins déplacées.

Il s'agirait notamment de:

1) Cas du Dr. Monfrini (mission en Italie auprès du Duce)[4].
2) Incident germano-suisse à notre frontière, région de la Jougnenaz[5].
3) Cas Ketterer, agent consulaire à Stuttgart.
4) Cas Ritter, consul de Suisse à Munich[6].

A ce propos, j'ai l'honneur de vous répondre ce qui suit:

La question de principe.

Les opérations militaires qui se sont déroulées en Europe depuis septembre 1939 étant fonction de l'argument politique, il en résulte l'impossibilité d'établir une discrimination nette entre les éléments qui relèvent spécifiquement du domaine militaire et ceux qui sont de nature politique. Aussi longtemps que notre armée se trouvera en veilleuse, qu'elle ne sera pas engagée dans un conflit armé, il importera en première urgence que notre service recherche et apprécie, sur la base de sa documentation propre, entre autres les courants dangereux susceptibles d'intéresser notre pays. Dans ce domaine, il y aura toujours une interpénétration étroite entre la politique et les opérations militaires (lesquelles s'expriment initialement par des concentrations de troupes) et ce sont là pour nous deux aspects du même problème. Une fois en possession de certains renseignements d'ordre politique, il nous appartient d'en informer régulièrement le chef de nos affaires étrangères, par l'intermédiaire de son service. Nous n'avons jamais manqué, à cet effet, de nous tenir en contact avec le Département politique fédéral. A son tour, du reste, ce dernier nous a fait connaître ses informations. Un tel échange de vues à l'échelon «affaires étrangères – section de renseignements» constitue une nécessité; il est utile et d'ordre interne, n'affectant en rien les prises de contact entre le Président de la Confédération et le Général, lesquels agissent sur le plan supérieur des préoccupations du Gouvernement, et, par voie de conséquence, du Commandement de l'Armée.

Déceler et exploiter, grâce à notre réseau d'agents spécialisés, des sources d'informations que ne peuvent normalement atteindre nos ministres à l'étranger – même dans l'ordre politique – puis transmettre nos renseignements au Département intéressé, cela nous l'avons considéré comme un simple devoir professionnel. C'est ce que nous avons fait. Un service de renseignements ne saurait limiter ses investigations au seul domaine de l'information strictement militaire.

[...][7]

---

4. *A ce sujet, cf. la lettre (non reproduite) de M. Regamey à R. Masson.*
5. *Sur cet incident, cf. les notes de Pilet-Golaz,* E 2809/1/5.
6. *Cf. le rapport du 28 mai 1940 (non reproduit) du Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, J. Huber, au Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz.*
7. *Dans la deuxième partie (non reproduite) de son rapport, le Colonel Masson se justifie en expliquant les* cas concrets cités par M. le Président de la Confédération.

356

E 2001 (D) 3/3

Le Département politique à la Légation de Suisse à Berlin

Copie d'expédition
T Numéro 205 Berne, 4 août 1940[1]

Votre 153[2]. Général ne pouvait s'abstenir occasion premier août et devait dire aux troupes encore sur pied ce qui est but naturel toute armée stop Interprétation donnée à Berlin ne correspond nullement à réalité démontrée par forte démobilisation déjà intervenue. Démarche formelle provoquerait en Suisse réaction fâcheuse et contrecarrerait nos efforts continus pour améliorer relations. Cherchez à la prévenir en donnant discrètement explications nécessaires dans conversations officieuses. Pouvez laisser prévoir démobilisation très prochaine plusieurs divisions élite.

1. *Ce télégramme a été expédié à 21 h 00.*
2. *Cf. N° 355.*

357

E 6100 (A) 19/1508

Le Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz, au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter

L Berne, 5 août 1940

Les circonstances sont telles qu'il ne faut plus tarder beaucoup à envisager la préparation de nos discussions éventuelles avec l'Allemagne sur l'avenir de nos relations économiques. Le cours des négociations qui se déroulent actuellement, et qui ne sont pas encore terminées, est significatif à cet égard. Bien entendu, rien ne doit être fait avant le retour de notre délégation. Peut-être pourra-t-elle nous donner des informations utiles.

En ce qui me concerne, j'ai fait tenir des instructions à la Légation de Berlin pour qu'on recueille la documentation utile. Mais il faudrait pouvoir la travailler en Suisse. Je me demande s'il est bien opportun d'en charger un fonctionnaire du Département de l'économie publique. Ceux qui en seraient capables sont sans doute très chargés et risquent de traîner les choses en longueur; puis nous pourrions risquer des indiscrétions. Est-ce que tu vois un expert auquel on pourrait confier cet examen, ou quelqu'un de la pratique, ou quelque professeur d'université? J'ai entendu parler de Böhler à deux ou trois reprises pour des travaux de cette nature, mais j'ignore ce que tu en penses.

Il faut aussi réfléchir à la mission que nous enverrions. Les signes se répètent. Il semble qu'il faudrait s'efforcer de prendre contact avec le Ministre de l'économie nationale, venu à l'Exposition l'an passé, et que peut-être lui renverrait aux personnes compétentes pour la discussion [1].

Ce que j'en dis est tout à fait préliminaire. Mais, je le répète, nous ne pouvons plus beaucoup tarder. Je te serais reconnaissant d'y réfléchir et de prendre contact à cet effet, dès que tu le pourras, avec notre nouveau collègue [2]. Tu es mieux à même que moi de le mettre au courant, ce qui ne m'empêchera pas naturellement, après, de conférer à trois.

Bien à toi [3].

1. *Cf.* E 2001 (D) 1/131.
2. *W. Stampfli.*
3. *Une annotation manuscrite de E. Wetter indique qu'il a répondu à cette lettre le 7 août, mais aucune trace de cette réponse n'a été retrouvée. Le 18 août 1940, le Président de la Confédération adresse une lettre manuscrite à E. Wetter:*
Les circonstances m'obligent, hélas, à m'absenter de nouveau quelques jours.
Mais je ne voudrais pas qu'il en résulte un retard quelconque dans l'expédition d'une ou deux affaires importantes.
C'est pourquoi je te prie d'entamer sans m'attendre la discussion avec notre collègue Stampfli au sujet des études Böhler et de l'éventuelle mission d'exploration en Allemagne. A ce propos, on m'assure que Jöhr est toujours très bien introduit et fort estimé. Qu'en penses-tu, comme second cela va sans dire?
Le Professeur Burckhard*[t]* est aussi homme remarquablement bien vu. Mais évidemment sa «partie» essentielle n'est pas l'économie nationale.
En tous cas, il ne faut plus beaucoup tarder, si nous voulons faire quelque chose d'utile.
En outre, je te recommande encore l'affaire italienne. On y attache à Rome une grande importance. Il ne faudrait pas qu'elle s'achoppe à des difficultés de détail ou de forme. Le Ministre d'Italie est revenu auprès de moi hier à ce sujet.
Bien à toi.
(E 6100 (A) 19/1508)

358

E 2300 Berlin/ 41

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L B. 51.12.A.1 UW. Berne, 6 août 1940
Confidentiel.

Nous avons eu l'honneur de recevoir l'office du 2 août par lequel vous avez bien voulu nous communiquer, à titre confidentiel, copie de la lettre personnelle que M. Huber vous a adressée [1], après s'être entretenu avec vous des

1. *Cf.* E 2001 (D) 3/306.

mesures à prendre en vue d'accélérer une amélioration des rapports germano-suisses. Nous en avons pris connaissance avec beaucoup d'intérêt et nous vous remercions de nous fournir l'occasion de dissiper certains malentendus.

Nous partageons pleinement votre avis qu'il est de toute importance d'arriver très rapidement à créer entre la Suisse et l'Allemagne un climat psychologique meilleur. Nous y travaillons de notre mieux. Nous sommes conscients de la nécessité d'éviter toute perte de temps qui pourrait être fatale. Nous ne pouvons nous dissimuler, toutefois, qu'il serait plus pernicieux encore de provoquer, en brûlant les étapes, des réactions de l'opinion publique dans un sens contraire au but poursuivi.

Il est fort compréhensible que le danger d'incidents de politique intérieure, qui risqueraient d'anéantir en un instant les résultats obtenus jusqu'ici, soit mal aisé à discerner de Berlin. A distance, il peut sembler que le Conseil fédéral ayant la confiance de la grande majorité du peuple suisse et étant au bénéfice de pleins pouvoirs, il n'a qu'à agir selon les besoins de la politique extérieure, sans se préoccuper de la façon dont ses actes seront jugés à l'intérieur du pays. Sur place, il apparaît beaucoup plus clairement que le Conseil fédéral ne peut conserver son ascendant que si sa politique est comprise et approuvée par l'opinion suisse et qu'il doit prendre constamment garde de ne pas dérouter les esprits par des mesures précipitées.

Il ne suffit pas que la presse garde le silence pour que des remous dangereux soient évités. Nous venons d'en faire l'expérience: l'Attaché de presse allemand *[G. Trump]*, qui ne manque pas d'entregent et a su nouer des relations dans des milieux assez divers, a cru pouvoir signaler lui-même à la direction de certains journaux (Bund, Nationalzeitung, etc.) l'opportunité de se débarrasser de rédacteurs qui ont montré leur zèle contre l'Allemagne. Il n'a pas été éconduit, mais son action, menée de façon trop rapide, a provoqué un profond malaise dont les journaux ont à peine parlé, mais dont l'existence n'a pas échappé à la Légation d'Allemagne elle-même. Des rédacteurs de journaux assez discrédités y ont gagné une popularité nouvelle; ils seront plus difficiles à écarter que si l'on avait procédé plus prudemment. Les manifestations patriotiques un peu trop claironnantes qui ont eu lieu dans les milieux militaires suisses sont, elles aussi, des réactions contre ce qui est apparu à d'aucuns comme une ingérence inadmissible dans nos affaires intérieures.

Les mesures à prendre pour améliorer le climat de nos relations avec l'Allemagne ne peuvent donc être que progressives et doivent être soigneusement étudiées et préparées. Nous vous prions d'être assuré qu'elles le sont – non seulement dans les bureaux qui font ce qu'ils peuvent et dont il est injuste de soupçonner la bonne volonté – mais par le Président de la Confédération et la délégation du Conseil fédéral pour les affaires étrangères. Certains gestes que vous avez préconisés pourront sans doute être accomplis dans un avenir rapproché: (restitution des avions allemands internés, abandon de nos réclamations pour les dommages de Bâle et de Courrendlin, démobilisation progressive, envoi à Berlin de correspondants de journaux sympathiques à l'Allemagne). D'autres gestes devront être différés.

En ce qui concerne la Société des Nations, nous pensons que la Suisse n'aurait rien à gagner à imiter servilement la Roumanie en en sortant. Un tel

geste conduirait beaucoup de gens, en Suisse et à l'étranger, à rappeler que nous avons fait naguère de grands efforts pour attirer la S.D.N. sur notre territoire et à trouver que nous manquons d'élégance en chassant de chez nous une institution qui a cessé toute activité politique et qui est pratiquement en état de liquidation, ainsi que le montre la démission de M. Avenol. Vous pouvez, en revanche, donner discrètement à entendre qu'il n'y a plus aucun Suisse dans le personnel dirigeant de la S.D.N. et du B.I.T., MM. de Haller et Secretan s'étant retirés, et que nous n'avons pas l'intention de prévoir au budget pour 1941 une contribution de la Suisse aux dépenses de la S.D.N..

Nous entrons, comme vous le voyez, largement dans vos vues. Nous sommes résolus à continuer avec la circonspection nécessaire, mais sans nous laisser décourager par les difficultés de la tâche, nos efforts en vue d'améliorer les relations germano-suisses. Notre tâche serait facilitée si nous pouvions compter sur une pleine compréhension de votre part des nécessités de politique intérieure qui exigent la plus grande prudence si l'on veut éviter le risque de tout remettre en question.

359

E 2200 Paris 14/4

Le Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli, au Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki

L Bern, 6. August 1940

Wir erhielten heute Ihren Brief vom 29. Juli 1940[1], von dem wir mit lebhaftem Interesse Kenntnis genommen haben und den wir Ihnen bestens verdanken.

Wie Sie wissen, ist der schweizerisch-französische Warenaustausch durch die Ereignisse der letzten Wochen und durch die beidseitigen Massnahmen betr. den Zahlungsverkehr (vom 6. resp. 14. Juli 1940)[2] stark reduziert worden. Die Schweiz hat durch eine Reihe von einseitig gewährten Erleichterungen versucht, den Warenverkehr am Leben zu erhalten. Sie bestehen in der Befreiung von der Einzahlungspflicht:

a) des Verkehrs mit den Freizonen von Gex und Hochsavoyen;

b) des grenznachbarlichen Verkehrs;

c) des Abrechnungsverkehrs der Bahnen und der Post- Telephon- und Telegraphenverwaltungen (weiterhin aufgehoben bleiben die Warenwert- Bahnnachnahmen sowie der Postnachnahmeverkehr und der Postüberweisungs- und Anweisungsdienst);

---

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. N° 336 (annexes I et II).*

d) der Nebenkosten im Warenverkehr, hauptsächlich französischer Frachten und Einlagerungsgebühren, auf Gesuch hin und in jedem einzelnen Falle;

e) des Gegenwerts von unbedingt lebenswichtigen Einfuhren, auf Gesuch hin und von Fall zu Fall.

In einem Schreiben vom 12. Juli 1940[3] beantragte Herr Minister Juge die Freigabe des gesamten Warenzahlungsverkehrs von der Einzahlungspflicht. Die ablehnende Antwort der Handelsabteilung vom 18. Juli 1940 liegt hier bei[4]. In erneuten Vorsprachen auf der Handelsabteilung hat Herr Minister

---

3. E 7110/1967/146/861.0. Frankreich/20.

4. E 7110/1967/146/861.0. Frankreich/20.

Cet arrêté du Conseil fédéral suscite aussi des critiques parmi les autorités suisses: le Chef du Département des Finances et des Contributions du Canton de Genève, F. Perréard, écrit au Chef du Département fédéral des Finances et des Douanes, E. Wetter: (...) Nous nous étonnons tout d'abord que de telles mesures aient été prises à l'égard de certains pays, alors qu'elles n'ont pas été prises à l'égard d'autres. En particulier, le geste apparaîtra certainement inélégant à la France, qui n'a jamais été défaillante envers la Suisse.

D'autre part, nous craignons beaucoup que les mesures prescrites par cet arrêté – si elles étaient maintenues – n'ébranlent fortement le crédit de notre pays à l'étranger et, par conséquent, n'aient des effets graves sur notre économie nationale.

Ces conséquences atteindraient certainement l'ensemble de la Suisse, mais, d'une façon toute spéciale, notre Canton.

En effet, l'arrêté du 6 juillet 1940 s'applique notamment, au trafic avec la France. Or, pour des raisons géographiques évidentes, de nombreux capitalistes français ont, de préférence, placé leurs fonds dans le Canton de Genève. Si la confiance qu'a toujours inspirée la Suisse à l'étranger diminuait, cela aurait de graves répercussions sur de nombreuses branches d'activité de notre canton.

Le Conseiller d'Etat cite notamment le tourisme, les activités immobilières, les entreprises bancaires et les sociétés holdings. Il évoque les risques de licenciements et de pertes fiscales pour préconiser une révision de cet arrêté (lettre du 22 juillet 1940, E 7110/1967/32/861.0. International).

De même, le banquier privé A. Pictet écrira une lettre personnelle à E. Wetter pour expliquer son opposition à l'arrêté fédéral du 6 juillet 1940: (...) Je n'ai pas besoin de vous affirmer que je me rends parfaitement compte des grands dangers qui menacent notre pays, depuis la carence de la France et en présence de la politique dynamique des puissances de l'Axe. Je suis très conscient des responsabilités écrasantes qui incombent, en ce moment, au Conseil fédéral et je comprends que chaque citoyen doit savoir mesurer ses réactions personnelles et faire confiance aux hommes qui ont la tâche surhumaine de préserver notre pays d'une destruction économique et peut-être politique.

Si j'ai cru devoir prendre une attitude très catégorique dans l'examen de l'arrêté fédéral du 6 juillet et de son application, c'est parce que j'ai constaté qu'en dehors de vous-même on n'a pas encore compris dans tous les départements, et surtout à la Banque nationale, toute l'importance des capitaux étrangers pour notre économie. On a trop tendance, à mon avis, à considérer ces capitaux comme du «Fluchtgeld» alors que ce n'est là qu'un élément et de beaucoup le moins important. On oublie trop souvent que la plus grande partie de ces capitaux sont investis dans notre économie, non depuis quelques années seulement, mais bien depuis des générations et que beaucoup de ces capitaux, loin de passer et de repasser la frontière suivant la plus ou moins grande sécurité politique ou économique du moment, sont au contraire très stables. Je persiste à croire qu'en bloquant tous les capitaux appartenant à des ressortissants de pays envahis, y compris ceux administrés par nos banques à l'étranger, on a été trop loin et qu'il sera très difficile maintenant pour la Suisse de revenir en arrière, même partiellement. (...) *(lettre du 2 décembre 1940,* J.I. 7.1/5).

Juge eindringlich auf die Notwendigkeit hingewiesen, für die noch unbestimmte Zeit bis zum Abschluss eines neuen Abkommens über den schweizerisch-französischen Waren- und Zahlungsverkehr zu einem «modus vivendi» zu gelangen, der einen bescheidenen Warenverkehr zwischen den beiden Ländern ermöglichen soll. Wir haben uns diesem Gedanken gewogen gezeigt, ohne materiell auf eine der möglichen Lösungen einzutreten.

Der Warenverkehr zwischen der Schweiz und Frankreich verläuft heute nur einseitig. Es kommen täglich ausser den von Marseille abtransportierten und nicht an Frankreich zu bezahlenden Waren bescheidene Importe aus Frankreich selbst bei Genf in die Schweiz herein. In der Hauptsache sind es Obst und Gemüsesendungen, chemische Produkte und nicht weiter klassifizierbare Einzelsendungen. So bescheiden diese Einfuhren gegenwärtig sind, so bedeutsam ist ein Teil von ihnen für die Versorgung der schweizerischen Industrien und damit für die Erhaltung der Arbeitsmöglichkeiten. Es liegt deshalb im gegenseitigen Interesse, diese Einfuhrbeziehungen zu erhalten. Sie sind gegenwärtig durch die Forderung der französischen Exporteure auf prompte Bezahlung gefährdet. Wir bitten Sie deshalb, der französischen Regierung den folgenden schweizerischen Vorschlag zu unterbreiten:

Die französische Regierung gestattet den französischen Importeuren die Einzahlung ihrer Schulden an schweizerische Exporteure und für deren Rechnung auf ein «Spezialkonto», das die Banque de France sowohl im besetzten wie im unbesetzten Gebiet Frankreichs bei einem ihrer Sitze eröffnet.

Die Schweizerische Nationalbank oder in ihrem Auftrag die Schweizerische Verrechnungsstelle sind befugt, über die auf die Spezialkonten einbezahlten Summen zur Bezahlung von französischen Exportgütern und ihrer Nebenkosten sowie zur Ausrichtung von Unterstützungen an Schweizer in Frankreich zu verfügen. Die Zahlungen über «Spezialkonto» würden für Rechnung der in Frage stehenden schweizerischen Gläubiger (Begünstigte) erfolgen und zwar so, dass die für sie einbezahlten Beträge durch die Schweizerische Nationalbank oder die Verrechnungsstelle an jene schweizerischen Personen verkauft würden, welche Zahlungen nach Frankreich zu leisten haben.

Die Einzahlung auf eines der drei Spezialkonten soll für den Schuldner befreiende Wirkung haben. Der Verkauf der einbezahlten Beträge soll zu einem bestimmten Kurs, beispielsweise zum Kurs am Verkaufstage erfolgen, sodass die kontenführenden Stellen kein Kursrisiko zu tragen haben. Das Kursrisiko geht zu Lasten des Gläubigers (Begünstigten), für den die Einzahlung auf Spezialkonto erfolgt und der dadurch eine rasche Verwertungsmöglichkeit erhält.

Die schweizerische Regierung ist bereit, die Eröffnung eines entsprechenden Spezialkontos bei der Schweizerischen Nationalbank zu Gunsten der Banque de France oder des französischen Office de compensation zu gestatten.

Wir sind uns bewusst, dass das Interesse an der Verwirklichung dieses Vorschlags unter den gegenwärtigen Verhältnissen insbesondere auf schweizerischer Seite liegt. Wir kennen aus Ihrem Brief vom 29. Juli 1940[5] die technischen Schwierigkeiten, mit den kompetenten französischen Stellen ins

5. *Non reproduite.*

Gespräch zu kommen. Wir empfinden aber mit Ihnen den gegenwärtigen Zustand als unhaltbar und möchten nichts unversucht lassen, um die noch bestehenden Warenbeziehungen zu Frankreich nicht völlig abreissen zu lassen und der Schweiz wichtige Zufuhren zu erhalten.

360

E 2200 Paris 14/5

Le Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki,
au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, J. Hotz

Copie
L Vichy, 8 août 1940

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus un exemplaire de l'aide-mémoire que j'ai remis hier à Monsieur le Ministre Arnal[1], Directeur des Affaires Politiques et Commerciales au Ministère des Affaires Etrangères, avec lequel je me suis entretenu des difficultés que nous rencontrons pour la réexpédition vers la Suisse des marchandises destinées à notre pays, retenues par les Autorités du contrôle naval[2]. Monsieur Arnal m'a promis de discuter immédiatement de ces questions avec l'Amiral Heer, chargé des affaires du Blocus de l'Amirauté.

Cet après-midi, les services du Ministère des Affaires Etrangères ont fait savoir de vive voix à mon collaborateur Monsieur Decroux que l'Amiral Heer avait déclaré qu'il se trouvait actuellement à Marseille environ 70 000 tonnes de marchandises destinées à la Suisse entièrement libres du point de vue du Blocus et prêtes à pouvoir être expédiées vers la Suisse. Il a ajouté que le nombre des marchandises suisses retenues par les services des Prises pour enquête, ne dépassaient pas 7000 à 10 000 tonnes. On m'a donné l'assurance que l'examen des dossiers relatifs à ces marchandises serait effectué aussi rapidement que possible.

En ce qui concerne les marchandises suisses ayant fait l'objet d'une saisie par les Autorités navales britanniques, le Ministère des Affaires Etrangères m'a confirmé n'avoir reçu aucune communication à ce sujet de l'Ambassade de France, à Berne. Pour libérer ces marchandises, l'Amirauté désirerait, à défaut de pouvoir recevoir dans les circonstances actuelles une communication directe du Gouvernement anglais, avoir tout au moins en mains, soit une note du Ministre britannique, à Berne, à Monsieur Coulondre, Ambassadeur de France, soit copie certifiée conforme d'une lettre de la représentation britan-

1. *Reproduit en annexe.*
2. *Cf. N^os 345 et 359.*

nique en Suisse aux Autorités fédérales. Je vous laisse le soin de vouloir bien provoquer, le plus rapidement possible, une telle démarche.

En ce qui concerne les marchandises dont les documents ont été perdus en raison de la destruction des archives du Ministère du Blocus, les Autorités françaises seraient prêtes à établir un certificat devant permettre aux propriétaires de prendre possession de ces marchandises et de les réexpédier de Marseille vers la Suisse. Toutefois, avant de délivrer ce certificat, elles désirent, à leur tour, recevoir une attestation de la part des propriétaires des marchandises qui pourrait être rédigée de la manière suivante:

«Le soussigné... déclare être le véritable propriétaire des marchandises (désignation exacte) et dégager par la présente en cas de contestations émanant de tiers concernant la propriété de la marchandise, la responsabilité du Gouvernement français».

Cette attestation devra être légalisée par le Consulat de France ou si vous l'estimez possible, par votre Division.

La question des marchandises dont les dossiers de saisie ont été renvoyés au Conseil des Prises, rencontre, en revanche, de grosses difficultés auprès des Autorités françaises, dont le formalisme est bien connu, qui déclarent ne pouvoir retirer de la juridiction du Conseil des Prises, les affaires qui lui ont été envoyées.

Je continue mes démarches en vue d'arriver à une solution satisfaisante sur ce point.

ANNEXE

Le Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki,
au Directeur des Affaires politiques et commerciales
du Ministère français des Affaires étrangères, P. Arnal.

Copie
Aide-Mémoire

Vichy, 7 août 1940

MARCHANDISES SUISSES RETENUES À MARSEILLE
APRÈS AVOIR FAIT L'OBJET D'UNE SAISIE
PAR LES AUTORITÉS DU CONTRÔLE NAVAL

1) Bien que le Blocus français ne soit plus en vigueur, une très grande quantité de marchandises destinées à la Suisse est actuellement retenue à Marseille par le Service des Prises. Il s'agit principalement de produits dont la Suisse a le plus grand besoin pour le ravitaillement de sa population et de ses industries et dont le stationnement prolongé cause des pertes et frais importants aux importateurs qui ne manqueront pas de contribuer à la hausse du prix de vente de ces produits sur le marché suisse.

Les Autorités Fédérales attacheraient le plus grand prix à ce que ces marchandises puissent être réexpédiées vers la Suisse, aussitôt que possible, étant donné qu'il s'agit de marchandises pour lesquelles toutes les garanties de consommation ont été fournies conformément aux dispositions de l'accord franco-suisse sur le contrôle des importations.

2) Parmi les marchandises visées sous le N° 1 qui précède, se trouve une certaine quantité de produits destinés principalement à l'industrie suisse, dont les dossiers de saisie ont été renvoyés par

le Comité de Contrebande au Conseil des Prises, pour lesquels les garanties de consommation nécessaires ont également été données.

Eu regard aux difficultés croissantes créées par la situation actuelle pour le ravitaillement de la Suisse, la Légation se plaît à croire que le Ministère des Affaires Etrangères voudra bien s'employer à faciliter la libération de ces marchandises, sans attendre les résultats de la longue procédure que nécessiterait l'examen de ces cas par le Conseil des Prises.

3) Par des communications précédentes, la Légation a fait connaître au Département que les Autorités anglaises avaient informé le Gouvernement suisse que les marchandises suisses se trouvant à Marseille après saisie par les Autorités du Contrôle de la Contrebande britannique, seraient immédiatement libérées. Le Service des Prises à Marseille s'oppose à la libération de ces marchandises.

La Légation serait reconnaissante au Département de vouloir bien faire donner d'urgence les instructions nécessaires pour que ces marchandises puissent être expédiées sans retard vers la Suisse.

4) Par suite de la destruction des archives du Ministère du Blocus, les documents (connaissements, factures, etc.) fournis à l'appui de demandes de relaxe de la part d'importateurs suisses, ont été perdus. Faute de ces pièces, les propriétaires des marchandises ne peuvent en prendre livraison à Marseille et les faire expédier vers la Suisse. Dans ces conditions, la Légation prie le Département de vouloir bien examiner la possibilité de faire établir une attestation certifiant que les documents relatifs à l'expédition de telle ou telle marchandise ont été anéantis dans la destruction des archives du Ministère du Blocus. Cette attestation permettrait aux importateurs de faire expédier par leurs transitaires les marchandises en question, les transitaires ayant eu ainsi la garantie que les connaissements ne leur seront pas présentés de nouveau, ultérieurement. Il va sans dire que les intéressés pourront fournir la preuve de la remise au Ministère du Blocus des documents que celui-ci ne serait plus en mesure de leur restituer.

361

E 2200 Rom 23/8

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, au Ministre des Affaires étrangères d'Italie, G. Ciano

Copie
N 01160

Rome, 10 août 1940

J'ai l'honneur de recourir à l'obligeante et haute intervention de Votre Excellence dans les circonstances suivantes:

Le 19 juin dernier, la Légation Royale d'Italie à Berne a communiqué aux Autorités fédérales[1] que le Ministère de l'Aéronautique, pour des raisons techniques et inhérentes à l'état de belligérance, se trouvait, à son regret, dans la nécessité de ne pouvoir confirmer plus longtemps l'autorisation accordée en son temps pour les services aériens suisses Locarno – Rome et Locarno – Barcelone, avec survol du territoire italien.

1. *Non reproduite.*

Une demande présentée ultérieurement, en vue d'obtenir quelques vols spéciaux pour transport de marchandises sur le parcours Locarno – Barcelone, soit éventuellement via Lyon – Marseille – Barcelone, a été écartée pour le moment par le Ministère de l'Aéronautique, pour cause de guerre.

J'ai été chargé et j'ai l'honneur de solliciter à nouveau de la part de mon Gouvernement la réouverture de la ligne Locarno – Barcelone et de faire valoir à l'appui de cette requête les motifs ci-après.

L'Italie a, jusqu'à présent, facilité de son mieux les transports maritimes ou terrestres destinés à ravitailler la Suisse, apportant ainsi une aide estimée à sa juste valeur. Or, la Suisse a un intérêt économique impérieux à avoir des transports rapides avec la péninsule ibérique. Certaines marchandises destinées à la Suisse restent en souffrance à Lisbonne et, d'une manière générale, son ravitaillement ne se fait plus d'une façon normale, faute de pouvoir envoyer rapidement sur place les personnes compétentes pour faire hâter l'expédition des marchandises se trouvant dans cette ville à destination de la Suisse. En outre, une partie du commerce d'exportation de la Suisse est constituée par des objets manufacturés, de valeur assez considérable, mais de petit volume, tels que horlogerie et bijouterie qui, en raison de cette valeur et de leur faible poids, sont expédiés par le moyen de transport rapide qu'est l'avion. Par suite des difficultés des communications actuelles en France, il est presque impossible d'exporter ces articles pour les pays d'outre-mer, tandis qu'ils le seraient facilement par la ligne aérienne Locarno – Barcelone. L'industrie suisse fabriquant ces articles travaille essentiellement pour l'exportation et, si elle ne peut plus expédier ses produits à l'étranger, toute l'économie du pays s'en ressent.

L'Administration postale suisse a aussi un intérêt considérable à des correspondances rapides avec l'Espagne et le Portugal. Chaque jour gagné dans l'expédition du courrier peut signifier des affaires importantes pour le commerce et l'industrie de la Suisse; donc le rétablissement d'une correspondance aérienne avec Barcelone, au moyen de laquelle on puisse envoyer les sacs postaux, est vivement désirée par l'Administration postale fédérale.

Si les Autorités italiennes ne pouvaient pas accorder le survol du territoire italien, les Autorités fédérales désireraient savoir si l'autorisation d'exploiter une ligne Genève-Barcelone, dont le parcours passerait à l'est du Rhône, mais en dehors de la zone neutralisée, en vertu de la convention d'armistice franco-italienne, rencontrerait l'assentiment des Autorités Royales.

L'autorisation d'exploiter une ligne aérienne Locarno – Barcelone ou Genève – Barcelone, ou tout au moins d'effectuer sur ces parcours des vols spéciaux, serait un complément nécessaire aux arrangements faits pour le transit par voie de mer ou de terre. Les Autorités fédérales voudraient espérer que l'Italie apportera à ces transports aériens la même compréhension qu'elle a témoignée pour les autres transports.

Les Autorités suisses peuvent, dès à présent, donner l'assurance que ces survols n'auront qu'un seul but de transport normal et que toutes mesures utiles seraient prises pour que les prescriptions légales, fiscales ou de douane soient respectées.

Je me plais à espérer que Votre Excellence voudra bien faire valoir auprès du Ministère Royal de l'Aéronautique les motifs de bon voisinage et l'intérêt

économique qui militent en faveur de l'autorisation sollicitée, malgré les objections techniques soulevées antérieurement [2].

2. *Par une note du 10 octobre 1940, le Ministère des Affaires étrangères d'Italie répondra favorablement (cf.* E 2001 (D) 2/225*). En fait, le service aérien entre Locarno et Rome ne sera autorisé que du 6 au 14 janvier 1941. Toutefois, des vols de ravitaillement entre la Péninsule ibérique et la Suisse continueront en faisant escale à Munich, Stuttgart ou Berlin.*

362

E 2001 (D) 3/3

La Légation d'Allemagne à Berne au Département politique [1]

M Nr. 4091.
Memorandum [2]. Bern, 10. August 1940

Am 25. Juli hat der Herr General Guisan in einer Rede vor schweizerischen Offizieren darauf hingewiesen, dass die Schweiz an einem Wendepunkt ihrer Geschichte stehe und dass es gegenwärtig um die Frage ihrer Erhaltung gehe. In diesem Zusammenhang hat der Herr General in Erinnerung an den Rütli-Schwur auch an die Schwierigkeiten angeknüpft, «die sich stets zeigen und die schon im Bundesbrief 1291 als die Arglist der Zeit bezeichnet werden».

In einem Armeebefehl vom gleichen Tage ist von der Unabhängigkeit die Rede, die von den Nachbarn der Schweiz bis heute geachtet worden sei «und der wir bis zum Schluss Achtung zu verschaffen wissen werden». Der Armeebefehl fährt fort: «Solange in Europa Millionen von Bewaffneten stehen und solange bedeutende Kräfte jederzeit zum Angriff gegen uns schreiten können, hat die Armee auf ihrem Posten zu stehen... Noch halten wir unser Schicksal in unserer Hand. Leiht Euer Ohr nicht denjenigen, die aus Unwissenheit oder böser Absicht defaitistische Nachrichten verbreiten... Glaubt an unsere Kraft, mit der wir, wenn jeder von eisernem Willen erfüllt ist, erfolgreichen Widerstand leisten werden... Am 1. August werdet Ihr Euch vor Augen halten, dass die neuen Stellungen, die ich Euch zugewiesen habe, diejenigen sind, wo Eure Waffen und Euer Mut sich unter den neuen Verhältnissen am besten zum Wohle der Heimat werden auswirken können.»

Die Deutsche Regierung hat von dieser Kundgebung, in der sie nichts anderes als eine erneute Aufhetzung der schweizerischen öffentlichen Meinung

1. *Annotation de Bonna en haut à droite:* Remis le 13 août 1940 à 16 h 30 par M. Köcher à M. Etter.

2. *La veille (9 août, 13 h 20), Frölicher avait averti le Département politique d'une démarche imminente par le télégramme suivant:* Staatssekretär sagte gestern wegen Armeebefehls stehen Schritte bevor. Deutschland beanstande Aufrechterhaltung Mobilisation nicht, wohl aber Begründung, die General gebe. Als Freund der Schweiz rate er, Schweiz solle sich möglichst unauffällig verhalten.

gegen Deutschland und Italien sehen kann, mit tiefem Befremden Kenntnis genommen. Wenn etwas die verbündeten Achsenmächte in ihrem Entschluss wankend machen könnte, ihre bisherige Haltung der Schweiz gegenüber fortzusetzen, so sind es so unzeitgemässe Demonstrationen, wie die des Herrn Generals. Die Deutsche Regierung muss in diesem Zusammenhang an die Schritte erinnern, durch die sie die Aufmerksamkeit des Bundesrates auf die Hetze gegen Deutschland und die hier ansässigen Reichsangehörigen gelenkt hat. Sie macht die Schweizerische Regierung auch in Zukunft für alle Ausschreitungen verantwortlich, die aus amtlichen Äusserungen des schweizerischen Armeeführers entstehen sollten[3].

ANNEXE

Notice du suppléant du Chef du Département politique, Ph. Etter

Bern, 14. August 1940

BEMERKUNGEN FÜR DAS POLITISCHE DEPARTEMENT.

Dienstag, den 13. August, Nachmittags 16.30 Uhr erschien bei mir *Hr. Minister Köcher* und eröffnete mir mündlich die Mitteilungen, deren Inhalt er mir unmittelbar im Anschluss an seine mündliche Erklärung durch die Übergabe eines Memorandums bestätigte.

Ich bemerkte, dass es mir nicht möglich sei, jetzt schon materiell zur Erklärung der deutschen Regierung Stellung zu nehmen. Immerhin möchte ich jetzt schon bemerken, dass die Erklärungen des Generals offensichtlich nicht so interpretiert würden, wie sie der General verstanden wissen wollte. Nach meiner Überzeugung sei dem General selbstverständlich jede Absicht fern gelegen, gegen die Achsenmächte zu hetzen. Sein Tagesbefehl sei auch im Schweizervolk nicht in diesem Sinne aufgefasst worden. Man dürfe die Bemerkungen des Generals nicht negativ, sondern müsse sie positiv interpretieren, als das Wort des obersten Heerführers an seine Soldaten mit der Aufforderung, ihre Pflicht restlos zu erfüllen, was auch kommen möchte. Dem General sei eine Absicht, gegen Norden oder Süden zu hetzen, nach meiner vollen Überzeugung absolut fern gelegen. Er dachte einfach positiv an die Behauptung der Unabhängigkeit unseres Landes, und diese zu verteidigen sei ja gerade die Pflicht des Generals in der Armee.

Minister Köcher erwiderte, dass er meine Erklärung, der General hätte nicht die Absicht gehabt, gegen Deutschland zu hetzen, nach Berlin weitergeben werde, und sie werde seines Erachtens geeignet sein, bei seiner Regierung beruhigend zu wirken. Immerhin habe der General von der jederzeitigen Möglichkeit eines Angriffes gesprochen. Als Angreifer könnten aber, unter den gegenwärtigen Verhältnissen, nur die Achsenmächte verstanden sein. Die Wirkung solcher Äusserungen unseres obersten Herrführers in unserem Volk müsste naturgemäss in neuem Misstrauen gegen Deutschland und Italien bestehen. Die deutsche Kolonie in der Schweiz glaube denn auch, nach verschiedenen eingegangenen Meldungen, seit der Veröffentlichung jenes Tagesbefehls ein neues Aufflammen der Antipathien in der schweizerischen Bevölkerung gegen die Deutschen beobachtet zu haben. Daraus erklärten sich auch die Gerüchte, die vor etwa zehn Tagen in einzelnen Kreisen unseres Volkes aufgetreten seien, wonach Italien verdächtige Truppenbewegungen gegen die schweizerische Grenze ausführe.

---

3. *Le 13 août également, mais à 17 heures, M. Tamaro, Ministre d'Italie, remet à Etter une note exactement identique, en version italienne.*

Ich bemerkte, dass ich die Auffassung, also ob der Tagesbefehl des Generals in der schweizerischen Bevölkerung neue Beunruhigungen und neue Antipathien ausgelöst hätte, nicht teilen könne. Mir selbst seien derartige Erscheinungen nicht zur Kenntnis gekommen. Dass Truppenbewegungen und Truppenansammlungen in der Nähe der Schweizergrenze bei einzelnen Schweizerbürgern Beunruhigung auslösen könnten, liege in der Natur der Dinge.

Auf meine diesbezügliche Bemerkung erklärte Minister Köcher, dass das Stehen deutscher Truppen in der Nähe der Schweizergrenze kein Anlass zu Beunruhigung sei, da diese Truppen doch irgendwo stehen müssten. [Auf diesen Punkt könnte vielleicht bei weiterem Gespräch in geeigneter Weise zurückgekommen werden. In unserem gestrigen Gespräch wurde er nur beiläufig gestreift, da der italienische Gesandte sich auf 16.45 Uhr gemeldet hatte und ich ihn deshalb nicht länger warten lassen wollte.]

Nachdem ich das überreichte Memorandum während der Aussprache noch flüchtig durchgegangen habe, gab ich meiner Überraschung über die Schluss-Sätze des Memorandums Ausdruck, in denen der Bundesrat für Ausschreitungen, die durch die Äusserungen des Generals ausgelöst werden könnten, verantwortlich gemacht werden soll, und fügte bei, dass nach meinem Dafürhalten die Äusserungen des Generals, der als Soldat zu seinen Soldaten gesprochen habe, nicht geeignet sein könnten, Ausschreitungen auszulösen.

Wir wechselten dann noch einige persönliche Bemerkungen, die beiderseits in durchaus freundschaftlichem Ton gehalten waren.

Unmittelbar, nachdem mich Hr. Minister Köcher verlassen hatte, erschien 16.50 Uhr *Hr. Minister Tamaro* bei mir. Er bemerkte, er sei von seiner Regierung beauftragt, den soeben erfolgten Schritt der deutschen Regierung durch eine parallele Démarche zu unterstützen, und überreichte mir das italienische Memorandum. Auf mein Befragen teilte er mir mit, dass das Memorandum seiner Regierung wesentlich mit dem deutschen Memorandum übereinstimme. Ich wiederholte meine Bemerkungen so, wie ich sie dem deutschen Gesandten gegenüber gemacht hatte. Diesen meinen Bemerkungen gegenüber stellt sich Hr. Tamaro auf den gleichen Standpunkt wie Hr. Köcher. Hr. Tamaro teilte mir noch mit, dass er persönlich sofort, nachdem er den Tagesbefehl in der Presse gelesen hatte, den italienischen Militärattaché zu Herrn Oberst Masson geschickt habe, damit dieser den Herrn General ersuche, sich in Zukunft reservierter und vorsichtiger auszudrücken. Er, Tamaro, habe den beanstandeten Passus [jederzeitige Möglichkeit eines Angriffes] als einen Ausfall gegen die Achsenmächte aufgefasst. Auf das von Minister Köcher erwähnte Gerücht, wonach Italien vor ca. 10 Tagen Truppenbewegungen gegen die Schweizergrenze ausgeführt hätte, kam Hr. Tamaro nicht zu sprechen und machte überhaupt keine derartige Anspielung. Hrn. Tamaro gegenüber betonte und unterstrich ich noch besonders die Tatsache, dass der General sich als Soldat an die Armee gewandt habe, und dass Wort als Soldatenwort interpretiert werden müsse. Der General habe, als erster Soldat des Landes, der Armee einfach ihre Pflicht in Erinnerung gerufen, für die Unabhängigkeit des Landes gegen jeden möglichen Angriff zu kämpfen. In der Armee verkörpere sich aber eben der Wille des Landes zur Unabhängigkeit, der nationale Gedanke und die Einheit des Landes. Diesen Willen zur Unabhängigkeit positiv zu betonen, das sei der wirkliche Sinn dieses Soldatenwortes. Hr. Tamaro meinte dazu, wenn der General, den er übrigens persönlich durchaus respektiere, nur von der Unabhängigkeit und nicht von «jederzeit möglichem Angriff» gesprochen hätte, hätte man ihm daraus sicher keinen Vorwurf gemacht.

Ich unterhielt mich alsdann mit Hrn. Tamaro über verschiedene andere Fragen [Injurierung von Italienern in der Schweiz durch die Bezeichnung «Tschingg», kulturelle Beziehungen zu Italien usw.][4]. Als sich Hr. Tamaro von mir verabschiedete, bemerkte er mir noch *rein persönlich,* dass man seine Démarche nicht allzu hart auffassen möchte.

Beide Herren führten die Verhandlungen in ruhigem, in deren zweiten Teil eher freundschaft-

4. *Ce problème marque les relations italo-suisses à de nombreuses reprises. Cf. N° 316. De plus, le 6 septembre 1940, la Légation d'Italie adressera une note au Département politique pour se plaindre des nombreux licenciements d'ouvriers italiens, et en général des conditions qui leur sont faites dans divers cantons. (Cf.* E 2001 (D) 2/111, E 2001 (D) 3/262 *et* E 4300 (B) 2/7*).*

lichem Ton. Ich selbst hatte mich zu absolut ruhiger Entgegennahme der Erklärungen gezwungen; ich muss jedoch gestehen, dass es mir Einiges kostete, ruhig und freundlich zu bleiben, da sich der ganze Mensch und insbesondere der Offizier in mir aufbäumte gegen die mir zugefallene Aufgabe, seitens ausländischer Mächte einen meines Erachtens sachlich unberechtigten Protest gegen einen Tagesbefehl unseres Generals zuhanden des Bundesrates entgegennehmen zu müssen. Durum officium![5]

5. *Pilet-Golaz lira ce document le 16 août 1940.*

363

E 1004.1 1/400

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 13 août 1940[1]

1339. Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland. Schlussbericht

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 12. August 1940

1. Am 9. August a.c. konnten in Berlin die *neuen Wirtschafts-Vereinbarungen mit Deutschland* zwischen Ministerialdirektor Wiehl, Ministerialrat Seyboth, sowie Minister Dr. Frölicher und Direktor Dr. Hotz unterzeichnet werden, wodurch unsere Beziehungen zu Grossdeutschland wiederum für ein Jahr bis Ende Juni 1941 vertraglich geregelt sind. Allerdings konnte dem Abkommen für einige Fragenkomplexe – mit Rücksicht auf die Unsicherheit der Zeit – vorläufig nur ein Inhalt gegeben werden bis Ende dieses Jahres, sodass voraussichtlich im Dezember resp. Januar neue Besprechungen nötig werden. Es wird sich dann vor allem darum handeln, über weitere Warenlieferungen auf industriellem, aber auch auf landwirtschaftlichem Gebiet sowie für weitere Kohlenlieferungen neue Abmachungen zu treffen und auch über die Entwicklung der Kredit-Inanspruchnahme und dessen Abdeckung zu verhandeln.

2. Auf dem Gebiet des *Versicherungsverkehrs,* der *Goldhypotheken,* des *Transfers* sowie des *Reiseverkehrs* bleibt es im wesentlichen bei der bisherigen Regelung. Trotz der reichlichen Clearing-Einzahlungen war es nicht möglich, von den Deutschen eine 2% übersteigende Verzinsung zu erreichen; wir mussten froh sein, den bisherigen Transfersatz beibehalten zu können. Im Reiseverkehr ist es gelungen, die ursprüngliche Kopfquote von wiederum 400 RM zu vereinbaren, dagegen würde auf eine Tilgung mit dem vorgesehenen sehr bescheidenen Betrag von monatlich 0,1 Millionen Franken für das Reiseverkehrs-Konto I (schweizerische Guthaben von ca. 9 Millionen Franken, die durch Kohlenlieferungen zu tilgen wären) verzichtet. Über die Tilgung soll im Zusammenhang mit der Abtragung des Kredits seinerzeit verhandelt werden. Die ganze Differenz zwischen 2,8 Millionen Franken und 1,5 Million Franken geht somit auf Landwirtschafts-Konto, während der aufgelaufene Betrag auf

1. *Etaient absents: R. Minger, M. Pilet-Golaz, E. Wetter.*

Reiseverkehrs-Konto V in Höhe von 5 Millionen Franken auf Warenkonto übertragen wird; dem Landwirtschaftskonto werden dagegen eventuell nicht benützte Summen der noch 1,5 Million Franken betragenden monatlichen Reiseverkehrsquote gutgeschrieben.

3. Im Gebiet des *Warenverkehrs* ist es gelungen, mit geringen Korrekturen für kleine und nicht ausgenützte *Wertgrenzen* die bisherigen 40% zu retten, was nicht ohne die allergrössten Anstrengungen möglich geworden ist. Auch bezüglich der *Kohlenlieferungen* ist ein befriedigendes Resultat erzielt worden, indem die Deutschen beim Koks unser Begehren für 300000 Tonnen akzeptiert haben, sodass sie bis Ende des Jahres total 870000 Tonnen liefern werden. Es besteht noch eine Differenz in der Menge für Braunkohlen-Briketts von ca. 40-80000 Tonnen, weshalb vorgesehen ist, sobald sich die Verhältnisse auf dem deutschen Kohlenmarkt bessern sollten, erneut in Besprechungen über zusätzliche Kohlenmengen einzutreten.

4. Die *Kreditfrage* ist folgendermassen geregelt worden: Der Kredit ist grundsätzlich auf 150 Millionen Franken angesetzt worden, wobei aber die den Deutschen am 22. Juni aufs freie Reichsbankkonto zur Verfügung gestellten 28 Millionen Franken grundsätzlich abzuziehen sind. Es werden somit für 124 Millionen Fr. *neue* Devisenbescheinigungen ausgegeben. Eigentlich wären es nur 122 Millionen Fr., aber es kommt noch ein Betrag von ca. 2 Millionen Fr. hinzu, die auf Reisekonto aufgelaufen sind und nicht aufs freie Reichsbankkonto überwiesen wurden, sondern auf Warenkonto. Die Summe ist aber nicht starr begrenzt, indem die Schweiz noch folgenden Erleichterungen für die Deutschen zugestimmt hat: Sollte ganz wider Erwarten der Kredit im Momente erschöpft sein, wo noch dringende Heereslieferungen aus der Schweiz zu machen sind – insbesondere für den Reichsmarschall Goering – dann wäre die Schweiz bereit, über die 150 Millionen Franken hinauszugehen. Ferner ist die Schweiz bereit, gegenüber den Deutschen für monatlich 11 Millionen Fr. Bezugsmöglichkeiten über die normalen Wertgrenzen etc. hinaus gutzustehen auch für den Fall, dass die kommenden Clearing-Einzahlungen eine niedrigere verfügbare Summe als die erwarteten 11 Millionen Fr. ergeben sollten. Die obigen 11 Millionen werden nämlich nur erreicht, wenn die monatlichen Einzahlungen in Zürich nicht unter 38 Millionen Fr. fallen. Es ist weitgehend dieser Eventual-Verpflichtung zu verdanken, dass die bisherigen 40% Wertgrenzen erneut haben gerettet werden können.

5. Schliesslich konnte für den Waren- und Dienstleistungsverkehr eine provisorische Lösung betreffend *Polen* in der Weise getroffen werden, dass noch möglichst viele Geschäfte – wo eben die nötigen Kompensations-Partner noch gefunden werden können – auf bisheriger Kompensationsbasis abgeschlossen werden können. Für die Zukunft, d.h. vom 1. Januar 1941 an, geht der Verkehr mit den eingegliederten Gebieten über das deutsch-schweizerische Verrechnungsabkommen, während für die Abwicklung alter Forderungen im Generalgouvernement ein Sonderkonto geführt wird.

6. *Blockade-Frage.* Nach zähem Ringen ist es schliesslich gelungen, auch in dieser heiklen und politisch gefärbten Frage eine erträgliche Lösung zu finden. Deutschland beharrt nicht mehr auf einem «de jure» Verbot der Ausfuhr nach Frankreich und England. Es begnügt sich damit, dass unser Land hier nur eine

passive Rolle zu spielen hat. Die getroffene Regelung unterscheidet sich von den frühern deutschen Begehren dadurch, dass es eben Deutschland selber ist, das für eine Anzahl Waren unsern Export nach England/Frankreich verunmöglicht und wir daher das Odium der Ausfuhrverweigerung nicht auf uns nehmen müssen. Da eine nennenswerte Ausfuhr nach den genannten Ländern momentan praktisch nicht möglich ist, hat die Angelegenheit vornehmlich *grundsätzliche* Bedeutung im Hinblick auf unsere *staatsrechtliche Stellung*.

Die nunmehr getroffene Regelung besteht darin, dass Deutschland und Italien autonom Massnahmen treffen werden, dass die in der beiliegenden Anlage I aufgeführten Waren nur dann durch Deutschland und Italien durchgeführt und nur dann über die schweizerisch-französische Grenze, sei es mit der Bestimmung nach Frankreich oder mit der Bestimmung nach einem dritten Land, ausgeführt werden können, wenn die Sendungen von einem *Geleitschein* der deutschen resp. italienischen Gesandtschaft in Bern begleitet sind. Es braucht allerdings deutscherseits noch Verhandlungen mit Italien, die aber unverzüglich eingeleitet worden sind. Sobald die französischen Durchfuhrverbote erlassen sein werden und damit auch die in der

Anlage I aufgeführten Waren in Frankreich diesen Durchfuhrverboten unterliegen, wird in Aussicht genommen, von der Ausstellung von Geleitscheinen für die Durchfuhr durch Frankreich abzusehen. Dabei ist über folgende Punkte Einverständnis erzielt worden:

1) Die in der Anlage 2 aufgeführten Waren können von der Schweiz unbeschränkt nach allen Ländern ausgeführt werden. Es bleibt vorbehalten, diese Anlage zu ändern.

2) Die Schweiz wird vorbehaltlich von Sonderabmachungen die Ausfuhr derjenigen Waren, die weder in der Anlage 1 noch in der Anlage 2 enthalten sind, nach allen Ländern mit Ausnahme von Deutschland und Italien bis Ende des Jahres 1940 auf diejenigen Mengen beschränken, die der Halbjahresausfuhr im Jahre 1938 oder, wenn die Ausfuhr im Jahre 1937 höher gewesen sein sollte, der Halbjahresausfuhr im Jahre 1937 entsprechen. Die gleiche Beschränkung gilt für die Ausfuhr im I. Halbjahr 1941.

Da noch etwelche Zeit verstreichen wird, bis die ganze Organisation von seiten Deutschlands und Italiens geschaffen ist, wird sich unser Land veranlasst sehen, Ausfuhrbewilligungen für die in Anlage I genannten Waren bis dahin zurückzuhalten, da wir schon mit Rücksicht auf die Kriegsrisiko-Versicherung, aber auch aus wirtschaftlichen Gründen vermeiden müssen, dass plötzlich schweizerische Waren der genannten Liste von Deutschland, resp. Italien beschlagnahmt werden. Diese Zurückhaltung unsererseits nimmt aber ihren Anfang erst im Moment der Publikation der entsprechenden deutschen Verordnung[2].

2. *Cf. la lettre confidentielle du Président de la délégation allemande, Seyboth, au Président de la délégation suisse, J. Hotz:* Bis zum Zeitpunkt, an dem die erforderlichen Einrichtungen für die Erteilung der Geleitscheine und für die Kontrolle an der deutschen, italienischen und französischen Grenze getroffen sein werden, wird die Schweiz Ausfuhrbewilligungen für die in der Anlage 1 aufgeführten Waren, soweit diese nicht für Deutschland oder Italien bestimmt sind, nicht erteilen. Das Gleiche gilt für die Ausfuhr von Kriegsgerät über die italienische und französische Grenze, soweit das Kriegsgerät nicht für Italien bestimmt ist (K I/940).

Schliesslich bemerken wir noch, dass den Gegenständen der Anlage I die Lieferungen von Kriegsgerät gleichgestellt sind. Bis die definitive Ordnung von Deutschland und Italien getroffen worden ist, gelten als solche diejenigen Waren, die unter den bekannten Bundesratsbeschluss vom 13. Februar 1940 fallen[3].

7) *Zusammenfassend* dürfen wir mit dem erzielten Resultat durchaus zufrieden sein. Wenn wir bedenken, dass die Verhandlungen seit dem 25. Mai angedauert haben und unter welchen schwierigen Voraussetzungen sie haben geführt werden müssen (Regelung der Kriegsmateriallieferungen, Behebung der Kohlen- und Transitsperre, die politisch sehr heiklen Blockadefragen, die für unser Verhältnis zu Frankreich, besonders aber zu Grossbritannien und Übersee äusserst wichtig sind), so geht mit aller Deutlichkeit die grosse Bedeutung des neuen Vertragswerkes mit Gross-Deutschland für unser Land hervor. Die zeitweise gehegten Befürchtungen, die Schweiz werde nicht zu wirklichen Verhandlungen kommen, haben sich erfreulicherweise nicht bewahrheitet. Dass die neuen handelspolitischen Abmachungen aber auch politisch im Hinblick auf unsere Beziehungen zum grossen nördlichen Nachbar von bedeutender Tragweite sind, liegt auf der Hand. Unter dem Gesichtswinkel der *Arbeitsbeschaffung* ergeben sich schätzungsweise zusätzliche Lieferungen nach Deutschland für minimum 150 Millionen Fr. (100 Millionen Fr. Waffen und Munition, 15-20 Millionen Fr. Aluminium, vermehrte Maschinenlieferungen und 40 Millionen Fr. für landwirtschaftliche Erzeugnisse). Ohne diese Exportmöglichkeiten, die Arbeitsbeschaffung im besten Sinne des Wortes darstellen, wäre es um unsere Industrie, aber auch um unsere Landwirtschaft schlimm bestellt. Dass die schwierigen und komplizierten Verhandlungen besonders in der letzten Verhandlungs-Etappe in einer freundschaftlichen Atmosphäre haben zu Ende geführt werden können, ist gerade im Hinblick auf unsere weitgehende Abhängigkeit von Gross-Deutschland für unsere Zukunft von besonderer Wichtigkeit. Es ist aber dringend nötig, dass sich unser Land der neuen Sachlage in Europa bewusst wird und sich dazu, wo immer es eine Gelegenheit gibt, auch entsprechend einstellt. Unvorsichtige Äusserungen massgebender schweizerischer Kreise, besonders aber auch in der Presse, sind geeignet, bis zu den höchsten Stellen für unser Land folgenschwere Verstimmungen zu verursachen.»

Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Dem neuen Vertragswerk mit Deutschland wird die vorbehaltene Genehmigung erteilt.

2. Das eigentliche Verrechnungsabkommen wird in die Gesetzessammlung aufgenommen, während die übrigen Vereinbarungen vertraulich den interessierten Kreisen durch die Handelsabteilung, resp. die in Frage kommenden Spitzenverbände der schweizerischen Wirtschaft bekanntgegeben werden[4].

---

3. *Cf.* E 1004.1 1/394, *N°* 233.

4. *Copie complète de l'accord, avec ses annexes et la correspondance échangée entre les délégations au sujet du contre-blocus dans* E 1001 1/VD 1.8.-30.9.1940. *et* K I /940. *Sur les négociations, cf. notamment* E 2001 (D) 2/ 47 *et* 229, E 7110 1967/32/900 Deutschland (7) *et* (8).

364

E 2001 (D) 2/228

Le Directeur du premier Département de la Banque nationale, M. Schwab, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

L S/Sp Vertraulich.
Betrifft: deutsch-schweizerische Wirtschaftsverhandlungen.

Zürich, 13. August 1940

[...][1]

Wollen Sie mir gestatten, noch eine Frage hier kurz zu streifen, die mehr als einmal in persönlichen Gesprächen mit deutschen Herren von diesen aufgegriffen wurde: Es betrifft die Aufrechterhaltung der Mobilmachung unserer Armee. Schon während unserer ersten Berliner Verhandlungsperiode im Juni abhin wurde gelegentlich sogar während einer Verhandlung, bei welcher die Verzögerung schweizerischer Warenlieferungen nach Deutschland ausser mit den langandauernden Blockadeverhandlungen auch mit der Remobilmachung unserer Armee und infolgedessen beschränkten Arbeitskräften motiviert wurde, deutscherseits die Bemerkung gemacht, dass die Aufrechterhaltung unserer Armeebestände nun wohl überflüssig geworden sei. Auch während meiner letzten Berliner Anwesenheit wurde mir die Frage gestellt, weshalb wir eigentlich immer noch ein so grosses Truppenaufgebot unterhalten, nachdem ja die kriegerischen Aktionen auf dem Kontinent zum Abschluss gekommen seien und anderseits der deutsche Führer ja die Erklärung abgegeben habe, dass er die Neutralität der Schweiz respektieren werde, falls sie nicht selbst eine andere Einstellung provoziere. Es war unverkennbar, dass man in gewissen deutschen Kreisen unsere militärische Bereitschaft als eine einseitig gegen Deutschland gerichtete Massnahme betrachtet, in der zum mindesten ein gewisses Misstrauensvotum erblickt wird. Ich habe darauf jeweils bemerkt, dass es sich dabei um eine rein schweizerische, interne Massnahme handle, die selbstverständlich nicht gegen irgend ein bestimmtes Land gerichtet sei, dass es sich dabei aber vor allem um ein schwieriges wirtschaftliches Problem handle, indem es nicht verantwortet werden könnte, heute, bei den stark verminderten Rohmaterialzufuhren, dem Rückgang des Beschäftigungsgrades in vielen Erwerbszweigen, usw., auf einmal hunderttausende arbeitsfähiger Männer zu entlassen, ohne vorher für entsprechende Arbeitsmöglichkeiten gesorgt zu haben. Eine Verschärfung der Arbeitslosigkeit müsse unter allen Umständen vermieden werden.

Ich weiss, dass unsere verantwortliche Behörde sich intensiv damit beschäftigt, vermehrte Arbeitsmöglichkeiten zu schaffen. Die Frage ist dringlicher Natur und muss wohl mit allen Mitteln gefördert werden. Anderseits sollte aber m.E. mit einer raschmöglichen Demobilmachung nicht länger zugewartet wer-

1. *La lettre résume les négociations avec l'Allemagne qui viennent d'aboutir; cf. N° 363.*

den, nicht zuletzt mit Rücksicht auf gewisse Einstellungen im Ausland. Wenn nur alle diejenigen Leute, die in fester Anstellung stehen, und die ihre Arbeitsplätze sofort wieder einnehmen könnten (das trifft beispielsweise für das jetzt noch mobilisierte Nationalbank-Personal restlos zu), entlassen würden, so wäre damit schon eine fühlbare Demobilisation und Reduktion der hohen Militärausgaben verbunden. Es würde aber davon auch eine weitere Beruhigung im ganzen Lande ausgehen, was im Interesse unserer Volkswirtschaft, einschliesslich Kapitalmarkt und Währungslage, sehr zu begrüssen wäre. Auf einen Punkt gestatte ich mir noch Ihre besondere Aufmerksamkeit zu lenken: einer der Hauptvorwürfe der uns im Laufe der Verhandlungen von deutscher Seite gemacht wurde, ging dahin, dass Deutschland seit letzten Sommer alles getan habe, um den Clearingverkehr wieder in richtigen Gang zu bringen und die entstandene Clearingschuld von rund 70 Millionen Fr. innert Halbjahresfrist zu tilgen, während die Schweiz mit ihren Warenlieferungen zum Teil versagt habe oder stark in Rückstand gekommen sei. Deutschland hat heute noch einen gewaltigen Warenhunger und hat die bestimmte Erwartung ausgesprochen, dass es nun, nachdem es uns weiter die Kohlenlieferungen zugesagt, auch seinerseits die von ihm gewünschten Warenbezüge in der Schweiz tätigen könne. Es ist unerlässlich, dass nun diejenigen für die Belieferung Deutschlands in Betracht kommenden Industriebetriebe über die erforderlichen Arbeitskräfte verfügen können, und es sollten daher jetzt schon die nötigen Anordnungen getroffen werden, damit die benötigten Arbeitskräfte, soweit sie zurzeit noch im Militärdienst stehen, auf erstes Begehren entlassen werden.

Ich bitte Sie, hochgeehrter Herr Bundespräsident, diese Abschweifung, die vielleicht über den Rahmen meines Mandates als Delegierter für die Wirtschaftsverhandlungen etwas hinausgeht, zu entschuldigen, ich hielt mich aber für verpflichtet, Ihnen auch hierüber kurz meine Auffassung bekannt zu geben[2].

---

2. *Sur les conséquences de cet accord sur les finances fédérales et les modalités du crédit de clearing, cf. la correspondance entre la Banque nationale, l'Office suisse de compensation et le Département des Finances et des Douanes* (E 6100 (B) 1981/96/ 9816.7).

365

E 7110 1973/134/4

Le Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, H. Ebrard, à l'Attaché commercial de la Légation de Grande-Bretagne à Berne, H. Setchell

Copie
L Pn

Bern, August 13th, 1940

With reference to our yesterdays discussion I would send you herewith an Exposé on the general import situation of this country with regard to liquid fuels together with the proposals of my Government for the organisation of imports to Switzerland of these products from oversea.

I. Commercial Requirements and Reserve Storage.

1. Switzerland's peacetime requirements of liquid fuels of all grades amount to some 420-450 000 tons p.a. Normally, therefore, some 32 000-40 000 tons are imported monthly. Benzine[1] forming the greater part of these imports during the spring and summer months, whilst from October to May greater quantities of heating oil are imported.

2. From the outbreak of war up to April 1940 Switzerland imported, on average, some 30 000 tons per month. Motor fuels formed the greater part of the imports over this period, as the available reserve storage had to be filled. Since the beginning of May 1940 there has been a continuous and marked decrease in imports, which in July had sunk to 1/3 of their normal. In August there has been, to date, no improvement in the situation. Despite the stringent rationing of consumption we have been obliged to call upon the reserve stocks laid down in earlier months to such an extent that our stocks of liquid fuels in all grades are below normal peacetime reserves. Particularly disquieting is the position with regard to heating oils. Instead of the normal peacetime stocks of some 80 000 tons, stocks of heating oils, unless there is an increase in imports, will have sunk by the end of August as low as 10 000 tons, including stocks carried by dealers and consumers.

II. Supplies from Roumania[2].

1. To improve the present import situation and to avoid the inevitable consequences which a continuation of the present conditions with regard to the import of coal and heating oils must have for the countries which formerly exported to Switzerland, the Swiss Government adopted the following measures:

For the three months July to September 1940 Switzerland has purchased in Roumania 40 000 tons per month of all grades of liquid fuels. For the further

---

1. *Noté en bas de page:* The word «Benzine» is throughout used to designate what you in England call petrol.
2. *Cf. annexe au N° 332.*

three months October to December 1940 Switzerland has secured in Roumania, up to the present, further quantities of 30 000 tons per month. The Roumanian Government has approved this programme. Delivery of the above quantities is to be made by the end of January 1941.

III. Transport.

The quantities mentioned under II above can be transported either by the direct land-route or via the Danube and Jugoslavia, or by the sea-route to Adriatic or Mediterranean ports.

1. The direct land-route to Switzerland by rail from Roumania via Jugoslavia, Bulgaria or Hungary is a technical possibility, but owing to the transport conditions obtaining in these countries, the direct rail-route is in practice feasible only for the transport of very small quantities. One rail trip from Roumania to Switzerland occupies more than one month. Owing to the very reduced number of rail tank cars at our disposal it is vital that our rail tank cars would be employed on the shortest possible routes, as only if our rail cars are able to make $2^1/_2$-3 trips per month it is possible for us to import the quantities necessary to cover our requirements.

2. The route via the Danube to Jugoslavia is assured for Switzerland by means of a transit agreement covering all types of river transport. At the moment we have 6-8 Danube barges at our disposal and by the end of August 1940 9-12 barges will in all be available. The capacity of each barge is 7-800 tons. Nine of these barges have been chartered firm to June 1941; every effort is being made to charter further vessels. At present the barges require some 12-15 days to reach the discharge points in Jugoslavia. The discharge of barges at the Jugoslav ports of Osijek, Vukovar and Caprag has been organised and occupies some 3 to 4 days per barge as no land storage is available, thus necessitating the direct discharge of barges into rail tank cars. Every effort is being made to speed up these operations in order to obtain an increased performance from the available transport facilities.

In July some 3 000 tons were shipped up the Danube for Swiss account. In August the quantity transported via the Danube will reach some 8500 tons and this will be increased in September to 13-15 000 tons. Any further increase of Danube transports for Swiss account appears at present impossible owing to the heavy traffic already organised on the Danube by Germany. From December to March, when the river freezes over, all transport on the Danube has to be suspended.

3. As it is in practice impossible to bring imports to Switzerland by the direct rail-route from Roumania, and as the transport facilities on the Danube are very restricted, Switzerland is unable to cover more than, at maximum, 40% of here requirements by these routes. *It is, therefore, essential that Switzerland should be able to import considerable quantities by the sea-route ex Constantza.*

The sea trip from Constantza to Jugoslav ports or to Trieste occupies some 9-10 days. Ample storage and handling facilities are available, in particular the Anglo-Iranian installation at Trieste and the installations of other concerns at Soline and Susak in Jugoslavia. Products reaching these installations will be

imported to Switzerland by rail tank car. Rail tank cars operating on these routes can make 2½-3 trips per month.

IV. Demands of Swiss Government.

Switzerland accordingly demands that His Majesty's Government shall without delay approve the following measures:

a) Free passage by the sea route for all quantities which cannot be imported either direct by rail or via the Danube, namely:

for August minimum 30 000 tons,

for September minimum 25 000 tons and

for October, November and December a minimum of 20 000 tons per month.

In addition to the above quantities the loss of imports sustained in July, amounting to 25 000 tons, is to be made good over the period August to December by a corresponding increase of the transport programme. When, in winter, transport on the Danube has to be suspended all imports will have to be effected over the sea route.

b) Approval of the use by Switzerland of the following installations: Susak and Soline in Jugoslavia, Trieste in Italy and possibly also a French Mediterranean port.

c) His Majesty's Government shall without delay and at any time grant Switzerland the necessary laisser passer for all ships which Switzerland, in fulfillment of the programme as set out under I an II above shall from time to time advise to the British authorities.

V. Demands for the immediate free passage for tankers.

Switzerland requires for the fulfillment of the transport programme ex Constantza to the above mentioned ocean installations that free passage shall be granted immediatelly for the following tankers:

a) s/s Yolanda, Panama flag 7800 tons capacity black products. Loading immediately Gulf of Mexico.

b) s/s Currier, Swiss tanker under Panama flag. 6-8000 tons capacity black products. Ready for loading on lst to 15th november 1940.

It is foreseen that both these vessels should be chartered under time charter for at least 6 months in the first place, with an option for a further 3-6 months. The charter parties for these vessels cannot be considered as legally binding until H.M. Government grants free passage for these vessels through Gibraltar. The two vessels will be used exclusively for Swiss transports and supplies.

I should be grateful if you would forward the text of the above note without delay to your Government.

366

E 2001 (D) 2/235

Le Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna

L C. 10. Vertraulich. Washington, 13. August 1940[1]

Ich benütze die Gelegenheit eines persönlichen Kuriers, der morgen mit dem Dampfer «Excalibur» nach Lissabon fährt, um Ihnen über meine Besprechungen mit dem Staatsdepartement in Sachen der britischen Blockade zu berichten:

Schon in Verbindung mit den vom Staatsdepartement gutgeheissenen Optionsverträgen für Einkäufe von Rohstoffen in den Vereinigten Staaten erhielt die Gesandtschaft, wie Sie wissen, eine allgemeine Zusage der amerikanischen Regierung, im Kriegsfall nach Möglichkeit alles zu tun, um der Versorgung unseres Landes keine Schwierigkeiten in den Weg zu legen, bzw. auf diesem Gebiet uns nach Kräften zu helfen[2]. Als mit Italiens Eintritt in den Krieg Grossbritannien die Ausgabe von Navicerts für das Mittelmeer und für die Schweiz sperrte und infolgedessen ungefähr 20 unserer Schiffe mit Rohstoffen und wichtigen Futtermitteln vor Gibraltar liegen blieben, habe ich zunächst aus eigener Initiative die Fühlung mit dem Staatsdepartement aufgenommen, dasselbe über die Situation orientiert und, soweit dies überhaupt nötig war, für unsere Bedürfnisse interessiert. Ende Juni hat das Staatsdepartement von sich aus durchblicken lassen, dass es bereit wäre, bei seinen Besprechungen mit England im Interesse der Schweiz einen gewissen Druck auszuüben. Ich wollte aber von dieser Möglichkeit solange keinen Gebrauch machen, als ich nicht im Besitz Ihrer Instruktionen war, um zu vermeiden, dass eine amerikanische Intervention in London für uns von der britischen Regierung allenfalls missverstanden werden könnte.

Auf Grund Ihrer Telegramme vom 19. und 21. Juli (Nrn. 29 und 31)[3] habe ich sodann beim Staatsdepartement auf die Dringlichkeit der Situation und die Wünschbarkeit eines Schritts der amerikanischen Botschaft in London aufmerksam gemacht. Es wurde mir sofortige Hilfe zugesagt, und ich weiss, dass die amerikanische Botschaft in London entsprechend tätig gewesen ist.

Die auf 1. August erlassene Verfügung der englischen Regierung, dass die britischen Konsulate in den Vereinigten Staaten wieder Anträge für Navicerts nach der Schweiz annehmen sollen, ist sicher zum Teil den amerikanischen Bemühungen zuzuschreiben. Was die 20 zurückgehaltenen Dampfer betrifft, so weiss ich über deren Schicksal bedauerlicherweise gar nichts. Auch die amerikanische Botschaft in London scheint über diesen Punkt nicht oder noch

---

1. *La lettre a été reçue par le Département politique le 4 septembre 1940.*
2. *Cf. N^os 88, 93, 104, 207 et 321.*
3. *Cf. N^o 347.*

nicht informiert worden zu sein. Eine telegraphische Anfrage meinerseits bei unserer Gesandtschaft in London ergab, dass Aussicht bestehe, diese Schiffe eins nach dem andern abzufertigen. Ich wäre ausserordentlich dankbar, wenn ich – schon im Interesse der amerikanischen Exporteure und um in meinen Besprechungen auf dem Staatsdepartement auf dem Laufenden zu sein – über das Schicksal dieser Schiffe näher informiert würde.

Das Staatsdepartement ist nach wie vor bereit, uns zu helfen; andererseits ist es schwierig für mich, die amerikanischen Stellen auf dem Laufenden zu halten, ohne über die Ergebnisse der Besprechungen zwischen der Gesandtschaft in London und der englischen Regierung orientiert zu sein. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie in dieser Hinsicht für einen raschern Nachrichtendienst sorgen wollten.

Die Ausgabe von Navicerts für die Schweiz, die seit dem 1. August wieder in Aussicht gestellt wurde, scheint nicht besonders glatt vonstatten zu gehen. Von zahllosen Anträgen soll bis jetzt nur einigen wenigen entsprochen worden sein, da sich das Ministry of Economic Warfare in jedem einzelnen Fall die Prüfung der Bedürfnisfrage vorbehält. Für den griechischen Dampfer «Stavros», der im Auftrag des Kriegstransportamtes in Baltimore 8100 Tonnen Kohle geladen hat, bin ich bei der britischen Botschaft wiederholt vorstellig geworden. Der Antrag für das Navicert ist schon am 2. August von der hiesigen britischen Botschaft nach London gekabelt worden, ohne dass bis jetzt eine Antwort vorliegt. Das Aufladen der Kohle musste vorgenommen werden, auch wenn ein Navicert noch nicht vorlag, um dem Kriegstransportamt erhebliche Lager- und Arbeitskosten im Hafen von Baltimore zu ersparen, da die Kohle beim Eintreffen des Schiffes in Baltimore bereits im Anrollen war. Ich hoffe, dass es unserer Gesandtschaft in London möglichst rasch gelingt, das Navicert für dieses Schiff beizubringen. Der Dringlichkeit und Einfachheit halber habe ich mir gestattet, direkt an unsere Gesandtschaft in London in dieser Sache zu telegraphieren und derselben die Nummer des fraglichen Navicerts bekannt gegeben.

367

E 5795/153

Le Général H. Guisan
au Chef du Département militaire, R. Minger

L 1/8/vu Personnelle
Secrète

Quartier Général de l'Armée, 14 août 1940

J'ai l'honneur de vous donner connaissance de l'opinion qui ressort d'un certain nombre de lettres que j'ai reçues et de conversations que j'ai eues ces derniers temps avec diverses personnalités suisses [1].

De la victoire allemande sur la France, de la conclusion de l'armistice et de l'établissement d'une hégémonie de fait des puissances de l'Axe sur l'Europe continentale, il résulte un changement d'équilibre politique qui implique, pour tous les états de l'Europe, et singulièrement pour les états limitrophes des puissances de l'Axe, une situation entièrement nouvelle sur les plans politique, économique et social.

Celle-ci implique à son tour des obligations diplomatiques nouvelles.

Notre diplomatie ne saurait s'ancrer désormais dans des méthodes surannées.

Or, il semble que, depuis le début de la guerre, et surtout depuis la signature de l'armistice, nos agents diplomatiques aient obtenu des résultats très inégaux d'une capitale à l'autre.

A cet égard, la comparaison entre l'efficacité de notre action à Berlin et à Rome ferait l'objet d'une étude riche d'enseignements.

Pendant la période, décisive, qui succéda à l'armistice et qui fut marquée, entre autres, par l'affaire des aviateurs [2], notre représentant diplomatique à Berlin ne réussit pas à saisir les principales autorités du Reich et dut se contenter de traiter avec les chancelleries, lesquelles obéissaient à des instructions impératives.

Ces autorités, ces dirigeants, purent être comparés eux-mêmes, avec raison, à des «étoiles filantes», dans le sillage desquelles il n'y eut ni temps ni place pour des entretiens germano-suisses.

Le moins qu'on puisse dire est que cette situation se révèle très fâcheuse. L'affaire des aviateurs, dans la mesure où elle a été connue, et notamment le refus des visas à la mission des Col. Isler et Magron [3], a donné, à tort ou à raison, l'impression d'une carence ou d'un échec de notre action diplomatique. Peut-être cette impression n'a-t-elle pas été étrangère au mouvement de

---

1. *Cette lettre, rédigée par Bernard Barbey, se base notamment sur une* Note sur notre représentation diplomatique et ses exigences nouvelles, *datée du 12 août 1940* (E 27 /9911).
2. *Il s'agit de deux pilotes allemands abattus et internés en Suisse et des incidents aériens, cf. N^os^ 300, 320, 325.*
3. *Ces deux officiers (dont un de milice) devaient partir en mission auprès de l'armée de l'air allemande.*

défiance que le Président de la Confédération a relevé lui-même, dans certains milieux, à l'endroit de la conduite de notre politique extérieure.

Depuis lors, des pourparlers germano-suisses se sont déroulés sur le plan économique; ils ont abouti aux accords annoncés par le communiqué officiel du 9 août.

Mais ces négociations paraissent limitées à un domaine restreint. Il y aurait lieu d'envisager désormais entre Berne et Berlin, un échange de vues d'une autre ampleur, qui s'étendrait non seulement aux questions économiques, mais aux questions politiques, culturelles, sociales, touristiques, etc.

Autrement dit, il faudrait inaugurer dès maintenant une *politique de prestige et de propagande suisses*, qui viserait, en premier lieu, à s'exercer en Allemagne. Parallèlement, les efforts heureux de notre diplomatie en Italie seraient confirmés et développés.

Si, pour des raisons dont le Commandement de l'Armée n'a pas à connaître, notre ministre actuel à Berlin doit être maintenu à son poste pour un certain temps encore, on pourrait étudier, non pas en superposition, mais sur un plan plus large et plus élevé, une «ambassade» extraordinaire, qui serait confiée à un homme «nouveau», lequel serait chargé, auprès du Gouvernement du Führer, de missions temporaires.

Il semble que cet homme «nouveau» existe en la personne de M. C.-J. Burckhardt, ex Haut-Commissaire de la S.d.N à Dantzig, membre du Comité International de la Croix-Rouge, et Professeur à l'Université de Genève.

Par sa formation et sa culture, essentiellement germaniques, M. Burckhardt se trouve à même de comprendre les hommes, les idées et le courant de civilisation qui s'affirment aujourd'hui, à travers le III[e] Reich, comme une des manifestations les plus caractéristiques de la civilisation et de la puissance germaniques.

Grâce aux relations personnelles qu'il a nouées, au cours de ces dernières années, avec les dirigeants du III[e] Reich, – avec le Führer, avec M. von Weizsäcker, avec le Maréchal Goering, etc., – M. Burckhardt pourrait avoir aujourd'hui avec eux de nouveaux entretiens qui se dérouleraient en dehors du cadre des chancelleries[4].

Par l'activité qu'il a déployée en faveur du Comité International de la Croix-Rouge, institution estimée du Chancelier Hitler, M. Burckhardt se présenterait sous un drapeau incontesté.

Enfin, par ses qualités psychologiques et sa curiosité des «valeurs» nouvelles, il serait en mesure d'apprécier ce qu'il peut y avoir de bon, d'utile, d'important et de neuf dans l'esprit du III[e] Reich, en même temps qu'il nous renseignerait sur ses évolutions et ses tendances nouvelles.

M. Burckhardt ne serait pas seulement l'homme «nouveau» – sans étiquette politique – qui se présenterait aux dirigeants du Reich: il nous «représenterait» – au sens le plus général – auprès d'eux: sa venue, sa présence, donneraient au III[e] Reich l'impression qu'il y a quelque chose de nouveau en Suisse, que notre pays est capable de s'affranchir, à l'occasion, d'un certain esprit de routine,

---

4. *Cf. N° 127. Sur le voyage à Berlin de C.J. Burckhardt au début du mois de juillet 1940, cf.* E 2001 (D) 3/470, E 2001 (D) 2/178 *et* 181.

lequel paraît aujourd'hui intempestif ou mesquin; en un mot, que nous accomplissons, à l'aube d'une ère nouvelle, un geste tout ensemble réel et symbolique.

Parmi les diverses questions qui pourraient être traitées par M. Burckhardt, il y aurait, entre autres, de larges échanges culturels, artistiques et touristiques.

Enfin, dans un domaine très particulier, celui de la presse, où se livre entre nos deux pays, depuis le début de la guerre, une lutte incessante et souvent envenimée, M. Burckhardt serait particulièrement qualifié pour tenter un apaisement et instituer une collaboration.

Si le principe de cette «ambassade» était admis, il y aurait lieu d'examiner dans quelle mesure elle devrait ou pourrait être «camouflée», si on le jugeait nécessaire, au moins à son début.

Dans ce sens, la Croix-Rouge internationale pourrait servir de paravent.

D'après d'autres opinions que j'ai recueillies, l'*Italie* pourrait être amenée, suivant le cours de la guerre en général et de la campagne contre l'Angleterre en particulier, à nouer des relations économiques avec les Etats-Unis.

L'homme qui serait appelé à réaliser un plan économique et financier entre l'Italie et les Etats-Unis serait le Comte Volpi, dont les sympathies pour la Suisse sont connues[5].

Il y aurait donc lieu d'envisager de plus en plus dans quelle mesure et par quels moyens les bonnes relations que notre diplomatie a réussi à créer avec l'Italie, notamment dans le domaine de la presse, pourraient être étendues et développées sur le plan économique et financier. Cela contribuerait à nous faire sortir de notre isolement actuel pour nous préparer, l'heure venue, une place dans un système économique italo-américain, auquel la France pourrait participer un jour ou l'autre.

Je vous laisse le soin de juger dans quelle mesure il y aurait lieu de donner suite à ces remarques et à ces suggestions[6].

5. *Cf.* E 4001 (C) 1/283.

6. *Ni les archives du Département militaire, ni celles de l'Etat-Major particulier du Général ne font mention d'une réponse de Minger.*

368

E 2200 London 44/7

Le Ministre britannique des Affaires étrangères, E. Halifax, au Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer

N Foreign Office, S.W. 1., August 19th, 1940

With reference to your note of the 16th August[1], and to your subsequent representations on the night of the 17th-18th August[2], concerning the alleged

1. *Non reproduite. Thurnheer rappelait l'intention suisse de se défendre par les armes contre les violations de l'espace aérien suisse par des avions anglais.*

2. *Thurnheer a protesté oralement deux fois de suite.*

flights of British aircraft over Swiss territory, I have the honour to inform you that I have caused enquiries to be made into this matter.

2. I am informed that on investigation it has been found that aircraft of the R.A.F. did inadvertently fly over Swiss territory on the dates in question, and I am to express, on behalf of His Majesty's Government, my deep regret at this circumstance.

3. Aircraft of the R.A.F are instructed to take all possible steps to avoid flying over neutral territory, but it is clear that conditions of wind and weather have on occasions rendered it impossible to comply with these instructions.

4. Im am to add that if such violations should unfortunately recur, His Majesty's Government fully recognize the right, and indeed the duty, of the Swiss authorities to take steps to defend their neutrality.

ANNEXE

Le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie
L Londres, 23 août 1940

J'ai déjà eu l'honneur de renseigner votre Département sur le résultat de ma démarche au sujet des récents survols du territoire suisse par des avions britanniques, mais je voudrais vous donner ici une impression un peu plus personnelle sur la manière dont, soit le Foreign Office, soit la presse en général, ont réagi à notre protestation.

Une première constatation c'est que les Anglais n'ont nullement cherché à décliner leur responsabilité au sujet de ces incidents; bien au contraire, et quoique la réponse officielle à ma note parle de «survols commis par inadvertance» il faut admettre que les aviateurs anglais n'ont probablement pas exclu à l'avance la possibilité de survoler notre territoire si cela leur paraissait une nécessité impérieuse pour des motifs militaires:

La note du Foreign Office parle de conditions atmosphériques défavorables. Cela paraît valoir à la rigueur pour les erreurs de parcours sur les régions frontières: mauvaise visibilité, etc. En revanche, cela n'est évidemment qu'un prétexte lorsqu'il s'agit de vols en transit vers le nord de l'Italie, par exemple, où le survol du territoire suisse est motivé de toute évidence par des raisons différentes.

Des déclarations faites par Lord Halifax, j'ai acquis la certitude que des ordres ont été donnés aux aviateurs britanniques d'éviter le survol de notre territoire; si donc il a été dérogé à ces ordres, quelles peuvent en être les raisons? En ce qui concerne les vols sur le nord de l'Italie, le raccourci que représente le passage sur la Suisse est évident. Il comporte une économie de benzine appréciable, et un entretien que j'ai eu à ce sujet avec un haut fonctionnaire de l'Air Ministry me prouve que la question avait son importance. C'est également une économie de temps extrêmement importante au moment où les nuits sont encore assez courtes pour des vols de bombardiers sur l'Italie. D'autre part il est possible que l'aviation anglaise cherche à concentrer tous ses efforts sur l'Italie du Nord immédiatement avant que le froid ne rende plus difficiles les vols à haute altitude des bombardiers anglais. En tous les cas il semble que les Anglais, en cherchant à atteindre les centres industriels du Nord de préférence, espèrent créer une atmosphère de mécontentement dans cette région de l'Italie qui n'aurait jamais été très enthousiaste pour la guerre. Peut-être le gouvernement britannique va-t-il jusqu'à espérer que le monde industriel italien, réalisant le tort que leur cause la guerre avec la Grande-Bretagne, serait de la sorte amené à déclencher un mouvement en faveur de la cessation des hostilités entre les deux pays.

Quels que soient les motifs de ces survols, leur gravité en ce qui nous concerne demeure la même et *[c'est]* ce que je me suis efforcé à démontrer à mes divers interlocuteurs. Avant l'invasion de la Belgique et de la Hollande, je sais que les gouvernements de ces pays avaient protesté à plusieurs reprises contre le survol de leurs territoires par les avions britanniques. Il serait intéressant de connaître quelle avait été l'attitude du gouvernement britannique à ce moment-là. Nul doute que Monsieur le Ministre de Pury et Monsieur le Ministre de Stoutz pourraient vous renseigner à ce sujet. Peut-être serait-il également possible d'obtenir des renseignements du gouvernement belge, actuellement en France. Quant au gouvernement hollandais, il est si étroitement lié au gouvernement britannique qu'une démarche d'information n'aurait, je le crains, pas de résultat satisfaisant.

Cette importante question retient, soyez-en certain, toute mon attention, car je me rends compte des répercussions sérieuses que de nouveaux incidents de ce genre pourraient avoir pour nous. Malheureusement je crains qu'il ne faille pas exclure la possibilité de leur répétition bien que le gouvernement britannique ne puisse avoir de doute, après notre démarche, de notre intention de nous opposer par tous nos moyens à de tels survols de notre territoire.

369

E 27/12698

L'Attaché militaire de Suisse à Berlin, H. von Werdt, à la Section de renseignements de l'Etat-Major Général de l'Armée

L M.A./MK. Nr. 52/168 Berlin, 19. August 1940

Ich habe auftragsgemäss in der Attachéabteilung besprochen, welche Art von Offiziersmissionen von schweizerischer Seite eventuell in Betracht kämen und bei der Gelegenheit auch sondiert, ob hierorts Geneigtheit besteht, ein eventuelles Gesuch in günstigem Sinne zu beantworten.

Es wurde mir nun mündlich eröffnet, dass im Laufe dieser Sondierung die Sache auch mit dem Führer direkt besprochen wurde. *Dieser selbst habe eine ablehnende Antwort gegeben und diese begründet mit der politischen Haltung und Einstellung der Schweiz sowie mit der Rede des General Guisan.*

Gemeint ist die Rede am Rütli.

Diese Antwort stellt für uns kein Refus dar, da ich ausdrücklich nur sondierte und in keiner Weise ein Gesuch stellte.

Jedenfalls aber sieht man daraus, dass die Stimmung gegen die Schweiz noch immer nicht am besten ist und zweitens ist es ein Beweis, dass Hitler *selbst* dieser Meinung ist.

Ich führe das speziell an, weil bei meinem letzten Aufenthalt in Bern ich viele Schweizer traf, die der Meinung waren, die Stimmung gegen die Schweiz sei nur Sache Goebbels und der Partei. Dem Hitler sei die Schweiz ganz gleichgültig [1].

---

1. *Le 24 août 1940, le Général demande au Chef du Département militaire que des démarches soient entreprises pour envoyer une mission militaire en Allemagne. Consulté par Minger, le Département politique répondra à celui-ci le 7 septembre 1940*:

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 30 août par laquelle vous avez bien voulu nous faire part de l'intérêt que le Commandement en Chef de l'armée verrait à envoyer en Allemagne une mission militaire destinée à se mettre au courant des progrès matériels réalisés durant la guerre en ce qui concerne, notamment, les troupes cuirassées, les forces aériennes, la défense contre avions, les moyens de liaison et les méthodes sanitaires. Nous avons pris connaissance avec le plus grand intérêt du désir exprimé par le Général et nous partageons pleinement son opinion qu'une mission de ce genre pourrait, dans les circonstances actuelles, être fort utile. Cette utilité serait, à notre avis, non seulement militaire, mais également politique.

Malheureusement, ainsi que le Commandement de l'armée en a été informé – postérieurement sans doute à l'envoi de la communication dont vous nous avez transmis les termes – des sondages que notre Attaché militaire à Berlin a faits en vue de déterminer l'accueil qui serait fait à une telle mission ont donné des résultats négatifs et ne permettent pas de douter qu'une demande officielle se heurterait, pour le moment, à un refus.

Les conversations que nous avons eues avec le Ministre d'Allemagne nous permettent toutefois d'espérer que la question pourra être reprise à plus ou moins brève échéance. En vue de cette éventualité, il nous serait agréable de connaître les noms des officiers qui seraient envisagés par le Commandement de l'armée comme devant participer à la mission dont il s'agit, afin de pouvoir, le moment venu, nous assurer par des moyens officieux que des objections d'ordre personnel ne rencontreront pas de grands obstacles à la réalisation d'un projet auquel nous attachons de l'importance.

Le Département militaire transmet cette réponse au Général par une lettre du 13 septembre 1940 (E 2001 (D) 3/306).

370

E 2200 Rom 23/9

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz

Copie
L 40.A.r./9 Dringend. Vertraulich Rom, 20. August 1940

Herr Senator Amedeo Giannini, der vorgestern Nacht, nach Abschluss neuer italienisch-deutscher Verhandlungen, aus Berlin eingetroffen ist, hat mich gestern Abend zu sich gebeten um mir, zu Ihren Handen, die folgende Mitteilung zu machen, der, wie er betonte, ein dringender Charakter zukommt.

Die von Herrn Clodius geführte deutsche Verhandlungsdelegation hat Herrn Giannini Eröffnungen über unser letztes schweizerisch-deutsches Abkommen gemacht; namentlich im Hinblick auf die Punkte, in denen anlässlich Ihrer Verhandlungen in Berlin auf die Stellungnahme Italiens Bezug genommen wurde.

Herr Senator Giannini möchte sich nun insbesonders auf das am 9. August in Berlin unterzeichnete, als «geheim» bezeichnete Protokoll beziehen, und zwar auf Absatz 1 (letzter Satz) des genannten Protokolls. Auf Grund des

erwähnten Passus ist, nach Ansicht von Herrn Giannini, ein italienisch-schweizerischer Notenwechsel sobald als möglich durchzuführen.

Infolgedessen übergab mir Herr Giannini den beiliegenden Entwurf der Note, die er, Ihr Einverständnis vorausgesetzt, an Sie richten würde. Herr Giannini wies darauf hin, dass der Text des Entwurfes sich durchaus an das in Berlin Vereinbarte hält, mit Ausnahme der rot unterstrichenen («clauses de style»).

Herr Giannini fügte bei, dass er Ihnen dankbar wäre, wenn Sie ihm, durch unsere Vermittlung, baldmöglichst Ihr Einverständnis mitteilen würden, unter Ankündigung der von Ihnen zu unterzeichnenden Gegennote.

ANNEXE I

Proposition de Note italienne

Segreto

I. In occasione delle trattative sulla conclusione dell'Accordo di compensazione germano-svizzero in data 9 agosto u.s. il Governo tedesco ha comunicato che esso allo scopo di impedire la fornitura, ad altri Paesi che non siano l'Italia, di merci necessarie all'industria bellica adotterà, invia autonoma, misure perchè le merci indicate nell'all. n.1 (siano esse destinate alla Francia o ad un terzo Paese) non possono transitare per la Germania e quindi valicare la frontiera franco-svizzera, se le spedizioni non sono accompagnate da un certificato rilasciato da un Ufficio che sarà determinato dal Governo tedesco. Si la riserva di modificare l'all. 1. Il Governo germanico in conformità delle intese intercedute col Vostro Governo si è rivolto al Governo italiano al fine di pregarlo di emanare ne analoghe ordinanze per il transito attraverso l'Italia.

Appena i divieti di transito francesi saranno amenati e con ciò anche le merci menzionate nell'all. 1 saranno i in Francia sottoposte a tali divieti, si prenderà in considerazione la rinuncia al rilascio del certificato di cui sopra per il transito attraverso la Francia.

Il. In detta occasione è stato raggiunto l'Accordo sui punti segue:

1) Le merci menzionate nell'all. 2 possono essere esportate senza nessuna limitazione dalla Svizzera verso tutti gli altri Paesi. Si fa riserva di modificare eventualmente questo allegato.

2) La Svizzera, salvo accordi speciali, limiterà l'esportazione delle merci che non sono menzionate nè nell'all. 1 nè dall'all. 2, verso tutti i Paesi che non siano l'Italia o la Germania a quelle quantità esportate durante il semestre del 1938, o, se l'esportazione del 1937 è stata più alta alle corrispondenti quantità del 1937. La stessa limitazione vale per l'esportazione durante il 1° semestre del 1941.

Le possibilità di acquisto tedesche o italiane non devono essere pregiudicate da questa esportazione verso terzi Paesi.

3) Fino al momento in cui le disposizioni per il rilascio dei certificati e per il controllo alle frontiere italiana, germanica e francese non sono state prese, le concessioni di esportazione non dovranno essere accordate dalla Svizzera per le merci menzionate all'allegato 1 salvo che dette merci non siano destinate alla Germania o all'Italia. Lo stesso vale per l'esportazione di materiale da guerra attraverso la frontiera italiana o francese in tanto in quanto detto materiale non sia destinato all'Italia.

Ho l'onore di comunicar Vi che il Governo italiano è d'accordo per adottare con il Governo elvetico le stesse norme su riferite, da esso concordate con il Governo germanico e Vi prego a tale scopo, di darmene conferma[1].

---

1. *Cette dernière phrase est soulignée en rouge à la main.*

ANNEXE II

E 2200 Rom 23/9

Notice du Secrétaire de légation chargé des affaires économiques à la Légation de Suisse à Rome, M. Troendle

No Tr. 3140
Telefono del Herrn Direktor Hotz, Chef der Handelsabteilung, Bern

Rome, 23. August 1940

Herr Direktor Hotz telephoniert in der Angelegenheit des Notenwechsels betreffend die deutsch-italienische Gegenblockade.

Er ist mit dem italienischerseits vorgeschlagenen Text einverstanden und bittet, Herrn Senator Giannini unverzüglich hievon zu verständigen. Italien könnte die unterschriebene Note der Gesandtschaft aushändigen und Direktor Hotz würde alsdann sofort die Gegennote ausstellen.

Im weitern ist eine dringende Demarche bei Senator Giannini notwendig in folgender Sache.

In Genua liegt der Schweizer Dampfer «Mount Taurus», welcher bestimmt ist, eine Anzahl schweizerischer Exportgüter nach New York zu transportieren. Alle in Frage kommenden Waren sind für neutrale Überseeländer bestimmt.

Nachdem diese Exportsendungen zu einer Zeit zusammengestellt worden sind, während welcher noch nichts über die Gegenblockade bekannt war, befinden sich nun darunter einzelne Warenpartien, die in Hinkunft auf der Liste I figurieren werden und daher nur mit einem Geleitschein ausgeführt werden können. Die Anzahl dieser Waren im Verhältnis zu dieser Gesamtsendung ist sehr gering. Um jede mögliche Loyalität zu bekunden, legt indessen Direktor Hotz Wert darauf, dass Senator Giannini unterrichtet wird. Es handelt sich um einzelne Sendungen folgender Warengruppen:

Werkzeugmaschinen,
Schleifscheiben,
Kondensierte Milch,
Autochâssis,
Elektrische Apparate,
Metallwaren,
Elektro-Dynamomaschinen.

Direktor Hotz gibt der bestimmten Erwartung Ausdruck, dass, nachdem die Einrichtung des Geleitscheines noch nicht spielt, Italien bereit ist, diese Waren hinauszulassen, zumal sie ja samt und sonders nach neutralen Überseeländern gehen.

Herr Dir. Hotz erwartet auch italienischerseits die Zusicherung, in Hinkunft für Exportsendungen von Waren der Liste I Geleitscheine auszuhändigen, wenn sie nach neutralen Überseeländern bestimmt sind.

Die diesbezügliche Antwort von Senator Giannini ist sehr dringend, weil nunmehr das Schiff «Mount Taurus» bereit liegt und die zum Export bestimmten Waren von der Schweiz zum Versand gebracht werden sollten.

Direktor Hotz hofft noch heute telephonischen Bescheid zu bekommen ist und bis 7 Uhr abends im Büro. Herr Hotz bittet Herrn Senator Giannini seine herzlichsten Grüsse zu übermitteln[2].

---

2. *En prenant connaissance de l'accord de Hotz sur l'échange de notes, Giannini donnera le sien pour le chargement du «Mount Taurus», mais sans valeur de préjudice.*

371

E 2200 London 44/7

Le Département politique à la Légation de Suisse à Londres

Copie de réception
T 203

Berne, 25. August 1940
(*Ankunft:* 26. August)

Die neue schweizerische Neutralitätsverletzung durch britische Flugzeuge in der ersten klaren Nacht seit 20. August erfolgte offensichtlich beabsichtigt stop. Sie beweist offenkundige Verachtung der von Lord Halifax gegebenen Zusicherungen und schafft eine besorgnisserregende Lage in Anbetracht der möglichen Folgen. Unternehmen Sie Alles um von heute Abend an eine strickte Beachtung der gegebenen Weisungen zu erhalten.

ANNEXE

La Légation de Suisse à Londres au Ministère britannique des Affaires étrangères

Copie d'expédition
M Memorandum

London, August 25th, 1940

The Swiss Minister received today the following communication:

In spite of the assurances given on August 20th, the British air forces have during last night again violated Switzerland's neutrality. Between 11 and 11.30 p.m. about twenty aircraft flew over the Jura between Coppet and Boncourt. They crossed over the Swiss territory in a south-eastern direction, bombed Milan and Monza and came once more over Switzerland between 0.15 and 0.30 a.m. They flew again over the Jura in a north-western direction between 1.05 and 2.10 a.m.

In consequence of this fact M. Thurnheer has been instructed to inform His Majesty's Government that the Swiss Government regards this new violation of the Swiss neutrality by British air forces, which took place on the first clear night since August 20th, as having been evidently intended. This fact means obviously a flagrant neglect of the assurances given by Lord Halifax and creates a very disturbing situation in view of possible repercussions.

M. Thurnheer is further directed to reiterate a strong protest against this renewed violation of the Swiss neutrality and to ask that sanctions be taken towards the violaters. Moreover, he is to request that immediate measures be taken in order that the instructions given to respect the Swiss neutrality will be strictly followed.

372

E 1004.1 1/400

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 août 1940[1]

1400. Britische Blockade-Politik

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 26. August 1940

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«Mit dem Eintritt Italiens in den Krieg und mit dem Zusammenbruch Frankreichs sind die bis dahin bedeutenden Zufuhren über die italienischen Häfen und über Marseille nach der Schweiz unterbrochen worden. Unseren beständigen Bemühungen, unterstützt durch zahlreiche Interventionen der schweizerischen Gesandtschaft in London und durch die verständnisvolle Haltung der britischen Gesandtschaft in Bern, ist es bisher lediglich gelungen, von den britischen Blockadebehörden vier Kohlenschiffe und zwei Schiffe mit Futtermitteln für die Fahrt nach Savona-Genua frei zu bekommen[2]. Etwa zwanzig Schiffe mit für die Schweiz bestimmten Ladungen sind seit Wochen westlich Gilbraltar durch die Verweigerung der Einfahrt ins Mittelmeer blockiert; ein Teil ihrer Ladungen (Futtermittel) verdirbt unter dem Einfluss der Hitze. Die Zufuhr auf dem Landweg durch Portugal und Spanien stösst auf grösste technische Schwierigkeiten.

Die künftige britische Blockadepolitik gegenüber der Schweiz ist zur Zeit völlig undurchsichtig. Die schweizerische Gesandtschaft in London berichtet, dass die britische Regierung gewillt sei, der Schweiz auch in Zukunft die Zufuhr lebenswichtiger Güter zu gestatten, sich aber vorbehalte, diese Zufuhren von der Höhe der jeweiligen schweizerischen Inlandsvorräte abhängig zu machen. Ob für die Verwendung künftiger Zufuhren, insbesondere für die Wiederausfuhr in verarbeitetem Zustande, die Regeln des Blockadevertrages vom 25. April 1940[3] weiter in Geltung bleiben, erscheint fraglich. Die britische Gesandtschaft in Bern ist nicht in der Lage, über die künftige Versorgung der Schweiz mit Gütern, welche die britische Blockade zu durchlaufen haben, irgendwelche allgemeine Richtlinien bekannt zu geben, oder Zusicherungen abzugeben. Die in nächster Zeit zu erwartende Durchfuhrkontrolle für schweizerische Ausfuhrgüter auf deutschem, italienischem und französischem Gebiet scheint für die britische Regierung ein neuer Grund der Unsicherheit und der Zurückhaltung zu bilden.

Unter diesen Umständen und insbesondere mit Rücksicht auf die Dringlichkeit der Öffnung neuer Zufuhrmöglichkeiten für eine Reihe lebenswichtiger Güter, wie feste und flüssige Brennstoffe, Futtermittel, Eisen usw. erachten wir

---

1. *Etait absent: Ph. Etter.*
2. *Cf. N^os 313, 321 et 366.*
3. *Cf. N^o 265.*

es als notwendig, unverzüglich Besprechungen mit den britischen Blockadebehörden in London aufzunehmen. Es wäre sehr zu begrüssen gewesen, wenn der Handelsrat der britischen Gesandtschaft in Bern, Herr H.L. Setchell, unsere Begehren durch seine Kenntnis der schweizerischen Verhältnisse persönlich hätte unterstützen können. Seine Mitwirkung in London würde eine Reise im Flugzeug von Bern bis Barcelona voraussetzen, zu der jedoch das Eidg. Luftamt die notwendigen ausländischen Bewilligungen bis heute nicht erhalten konnte. Da ein weiteres Aufschieben unserer Vorstellungen bei den britischen Blockadebehörden wegen des besorgniserregenden Standes gewisser Vorräte nicht zu verantworten ist, müssen die notwendigen Schritte auch ohne die Anwesenheit des Herrn Setchell in London unternommen werden. Es wäre dafür zu sorgen, dass die britische Gesandtschaft in Bern die schweizerischen Begehren nach Möglichkeit unterstützt. Die Besprechungen in London sollen in engster Zusammenarbeit mit der schweizerischen Gesandtschaft geführt werden.

Als Programm für diese Besprechungen, die sich ausschliesslich mit der britischen Blockadepolitik befassen sollen, ergeben sich die folgenden schweizerischen Begehren:

1. Freigabe der zur Zeit westlich von Gibraltar zurückgehaltenen Schiffe.
2. Freigabe der Zufuhr zur See von festen und flüssigen Brennstoffen (Kohlen aus den Vereinigten Staaten, Benzin und Öle aus Rumänien und Amerika).
3. Verständigung im Anschluss an den Blockadevertrag vom 25. April 1940 über die künftige Zufuhr von Rohstoffen und Halbfabrikaten, welche in der Schweiz verarbeitet und wieder ausgeführt werden.»

Auf Grund der gemachten Darlegungen stellt das Departement den Antrag und der Rat

beschliesst:

1. Dieser Bericht wird im Sinne von Instruktionen an den Unterhändler genehmigt;
2. Herr Prof. Keller, Delegierter für Handelsverträge, ist unverzüglich nach London zu schicken, um auf Grund dieser Instruktionen mit den britischen Behörden zu verhandeln;
3. Es soll Herrn Prof. Keller unbenommen bleiben, im Bedarfsfalle technische Experten beizuziehen.

373

E 2200 London 44/7

Le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer, au Département politique

Copie d'expédition
T 297. *Londres,* 28 août 1940

Votre 205 [1]. J'ai rappelé aujourd'hui au Foreign Office la nouvelle demande de notre 291 et lui ai remis en même temps un mémorandum concernant votre 205 en y ajoutant verbalement une protestation énergique stop. Sir Alexander [2] regrette la nouvelle violation de nos frontières et promet une intervention immédiate en vue d'éviter l'espace aérien suisse stop. Strictement confidentiel, j'ai l'impression que les autorités militaires éviteront si possible la Suisse, crains cependant de nouvelles violations aussi longtemps que certains buts militaires à Milan ne seront pas atteints stop. La défense suisse soutiendrait donc très efficacement nos interventions verbales stop. En cas de succès, les autorités montreront de la compréhension; le peuple est toutefois sentimental et réagira défavorablement stop. J'apprends de mes collègues hollandais et danois qu'ils ont dû en son temps faire de maintes protestations contre les violations de l'espace aérien.

ANNEXE

E 1004.1 1/401

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 3 septembre 1940 [3]

1426. Neue Verletzungen des schweizerischen Luftraumes

Präsidentschaft. Mündlich

Der Herr Bundespräsident Pilet-Golaz berichtet über die jüngsten erneuten Verletzungen des schweizerischen Luftraumes durch englische Flieger. Er bittet den Rat um die Ermächtigung, mit der Armee die allfällig zu treffenden Massnahmen zu besprechen und vorzubereiten, um nötigenfalls die schweizerischen Kampfflugzeuge in die Luft steigen zu lassen, falls die Antwort Englands nicht befriedigen sollte. Insbesondere müsste der Bundespräsident mit Herrn Oberstdivisionär Bandi und Herrn Oberst Logoz in der Angelegenheit sprechen.

In der Beratung wird einerseits darauf aufmerksam gemacht, dass es schwer sein dürfte das gegenwärtige System zu ändern; auf der andern Seite wird gewünscht, dass der Öffentlichkeit mitgeteilt werde, die Frage der Einsetzung unserer Flugzeuge zur Bekämpfung der nächtlichen Flieger werde geprüft.

---

1. *Non reproduit; semblable au N° 371.*
2. *Sir Alexander Cadogan.*
3. *Etaient absents: J. Baumann, Ph. Etter.*

Darauf erwidert der Herr Bundespräsident, dass vor einer solchen Mitteilung zuerst eine Einigung mit der Armee erzielt werden müsse[4].

Der Rat erteilt dem Herrn Bundespräsidenten die gewünschte Ermächtigung.

4. *Cette entente s'est faite rapidement; cf. N^os 375 et 378.*

374

E 1004.1 1/401

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 3 septembre 1940[1]

1433. Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland i*[n]* S*[achen]* besetzte Gebiete

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 1. September 1940

A. Das Volkswirtschaftsdepartement führt folgendes aus:

«I. *Eingliederung* des Protektorates Böhmen/Mähren ins Deutsche Reich.

1. *Allgemeines.*

Bekanntlich sichert uns das am 27. April 1939 in Berlin unterzeichnete Protokoll[2] die Bezahlung der gegenseitigen Verbindlichkeiten in freien Devisen zu, wobei immerhin für die Zahlung von Kapitalfälligkeiten mit Schwierigkeiten zu rechnen war. Da dieser Zustand natürlich für unser Land vorteilhafter war als eine Verschmelzung mit den mit dem Deutschen Reich vereinbarten Wirtschaftsabkommen, hat die Schweiz die Verhandlungen über die Eingliederung des Protektorates möglichst hinausgeschoben. Da jedoch die Eingliederung auf den 1. Oktober 1940 Tatsache wird – Deutschland hat vorsorglich das erwähnte Protokoll auf 30. Sept. 1940 gekündigt –, so blieb nichts anderes übrig als mit Deutschland über die Eingliederung Böhmen/Mährens in Verhandlungen einzutreten, was denn auch seit dem 22. August a.c. mit einer deutschen Delegation in Bern der Fall war.

2. *Handelspolitisches.*

Die Deutschen verlangen grundsätzlich die Aufrechterhaltung der der Tschechoslowakei durch unsern Handelsvertrag vom 19. März 1927[3] gewährten Zollreduktionen und Zollbindungen sowie die Aufstockung der tschechischen

1. *Etaient absents: J. Baumann, Ph. Etter.*
2. *Cf.* E 7110 1967/32/900 Deutschland (6) *et* (7).
3. *RO, 1927, vol. 43, pp. 159 ss.*
Cf. DDS, vol. 9, Table méthodique: 25.1 Tschechoslowakei. Handelsvertragsverhandlungen.

Einfuhrkontingente auf die deutschen. Die Schweiz hat schliesslich diesen Begehren grundsätzlich – mit einigen Ausnahmen – zugestimmt in der Meinung, dass uns auch Deutschland bei einzelnen Exportzweigen Erleichterungen hinsichtlich der Verzollung nach dem deutschen Tarif, ferner hinsichtlich gewisser Zollkontingente bei der Einfuhr nach Deutschland sowie hinsichtlich bestimmter Wertgrenzen für die Ausfuhr nach dem Protektorat gewähre. Nach eingehenden Verhandlungen konnte auf diesem Gebiete eine für unser Land befriedigende Verständigung erzielt werden, wobei sich die Schweiz immerhin vorbehielt, gewisse Zölle (Bleistifte, Carborundumprodukte, Textililt etc.) nur bis Ende 1941 zu binden. Ferner behielt sie sich vor, die Deckenzölle entsprechend den erhöhten Baumwoll- und Seidengewebezöllen zu erhöhen. Dagegen haben wir schliesslich eingewilligt, autonom die deutsche Einfuhr von Baumwoll- und Wollgeweben auch dann zu unsern entsprechenden Zöllen zuzulassen, wenn sie bis 50% Zellwolle enthalten. Schliesslich erklärten wir uns mit den bisherigen Vereinbarungen betr. den Schutz für Pilsner Bier und Hopfen in der Schweiz wiederum einverstanden. Dagegen fällt die bisherige Bindung betr. Einfuhr von Rohzucker nur im Rahmen von 3000 Wagen zum reduzierten Zoll nach Pos. 68 a weg.

3. *Verrechnungsverkehr.* Hier hat die Schweiz schliesslich auf eine Änderung des Verteilungsschlüssels im Sinne einer Reduktion der Reichsbankspitze verzichtet. Dabei gab sie aber der bestimmten Hoffnung Ausdruck, dass unser Land mit Zucker und Eisen zu angemessenen Preisen beliefert werde und eventuell von Deutschland in den besetzten Gebieten requirierte Waren in freien Devisen vergütet werden. Das Landwirtschaftskonto wird wiederum mit 4% gespiesen, zuzüglich eines monatlichen Beitrages von 0,25 Millionen Fr. zulasten des Warenkontos. Dagegen gehen die Zuckerlieferungen allgemein fortan über Warenkonto und nicht mehr über Landwirtschaftskonto. Die Transfergläubiger erhalten wie für das Reich 2%, wobei es nunmehr gelungen ist, auch die gleiche Verzinsung für unsere Guthaben in den von den Deutschen eingegliederten polnischen Gebieten zu erreichen.

Wir stellen Ihnen den

Antrag,

es sei die schweizerische Delegation zu ermächtigen, einem Protokoll über die Einbeziehung des Protektorates Böhmen/Mähren in den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr in obigem Rahmen zuzustimmen und gegebenenfalls in Verbindung mit dem Chef des eidg. Volkswirtschaftsdepartements zu unterzeichnen.

II. Regelung des Zahlungsverkehrs mit den von Deutschland besetzten Ländern.

1. Die Deutschen schlagen eine Teilung vor in alte und neue Geschäfte. Die alten Verbindlichkeiten über den Warenverkehr würden über ein in Zürich und im besetzten Staat geführtes Sonderkonto geleitet und verrechnet. Die Auszahlungen an die Begünstigten in der Schweiz und dem besetzten Land erfolgen nach Massgabe der Gegeneinzahlungen auf den betreffenden Konten. Über die Abwicklung eines dann verbleibenden Saldos werden sich der deutsche und der schweizer. Regierungsausschuss rechtzeitig verständigen.

2. Neue Geschäfte im Warenverkehr im weitern Sinne des Wortes: Dieser Verkehr wickelt sich im Wege des deutsch-schweizerischen und deutsch-holländischen, resp. deutsch-norwegischen, resp. deutsch-belgischen Verrechnungsabkommens durch Vermittlung der Deutschen Verrechnungskasse in Berlin ab. Schweizerische Zahlungsverpflichtete lassen den Reichsmarkgegenwert der geschuldeten Beträge bei Fälligkeit durch die schweizer. Nationalbank über die Deutsche Verrechnungskasse auf das Reichsmarkkonto des Verrechnungsinstitutes des betreffenden besetzten Gebietes bei der Deutschen Verrechnungskasse in Berlin zahlen. Das Verrechnungsinstitut des besetzten Gebietes wird in seiner Währung den Gegenwert der gutgeschriebenen Reichsmarkbeträge an den betreffenden Begünstigten auszahlen lassen. Entsprechend ist das Vorgehen für Zahlungsverpflichtete in den besetzten Ländern, welche den Gegenwert ihrer geschuldeten Beträge durch ihr Verrechnungsinstitut über die Deutsche Verrechnungskasse auf das Reichsmarksammelkonto der schweizer. Nationalbank bei der Deutschen Verrechnungskasse in Berlin zahlen.

Der entsprechende deutsche Entwurf zu seinem Protokoll soll in den nächsten Tagen mit den Clearing-Spezialisten besprochen und so formuliert werden, dass er für unsere Verhältnisse tragbar ist. Das Neue liegt darin, dass wir uns auf diesem Wege auf dem Boden des multilateralen Clearings bewegen, was aber nach der Meinung unserer Wirtschaftskreise wie auch der schweizer. Nationalbank und der Verrechnungsstelle von der Schweiz nicht abgelehnt werden kann. Es bietet sich hier im Gegenteil eine Gelegenheit, in beschränktem Umfang einen Versuch zu machen und praktische Erfahrungen zu sammeln, weshalb wir den

Antrag

stellen, es sei auf den deutschen Entwurf einzutreten und es seien auf dem Verhandlungswege die nötigen Sicherungen und Ergänzungen mit den Deutschen vertraglich zu vereinbaren.»

B. Auf Grund der Beratung stimmt der Rat den obigen Ausführungen und Anträgen zu, immerhin unter folgenden zwei Vorbehalten:

1. Die Frage der Einbeziehung der Kapitalforderungen in das Clearing soll von der Delegation noch näher geprüft werden.

2. Die beiden Abkommen sind vor der Unterzeichnung noch dem Bundesrate vorzulegen[4].

---

4. *Ce sera fait le 16 septembre 1940* (E 1004.1 1/401, *N°* 1496).

375

E 2200 London 44/7

Notice du Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer

Memorandum *London,* 4. September 1940

Ich sprach heute nachmittag um drei Uhr bei Unterstaatssekretär Butler vor, der eben aus seinen Ferien zurückgekehrt ist.

Ich mache ihm folgende Mitteilung.

Ich hätte seinerzeit seine Vermittlung angerufen betreffend die erste grosse Grenzverletzung anlässlich der leider 18 Tote und Verwundete in der Westschweiz zu verzeichnen gewesen seien neben ganz bedeutendem Materialschaden. Hernach sei eine kurze ruhige Periode gekommen, nach der leider sozusagen regelmässig eine Grenzverletzung der andern folgte. Mit diesen verbunden hätten zu verschiedenen Malen Bombenabwürfe stattgefunden, glücklicherweise immer ohne nennenswerten Schaden. Die meisten Verletzungen seien im Zusammenhang mit Flügen nach Oberitalien, manche aber auch mit solchen nach Deutschland erfolgt. Die Letzteren könne ich mir nicht einmal vom militärischen Standpunkt aus erklären, da der kürzeste Weg von England aus z.B. nach Friedrichshafen oder Au keineswegs über die Schweiz führe.

Bei den ersten Vorfällen hätte der Bundesrat mich mit den entsprechenden Schritten in London betraut[1]. Ich hätte die ihm bekannte Zusicherung von Lord Halifax bekommen[2]. Das habe aber weitere Verletzungen nicht verhindert, gegen die ich erneut protestiert habe. Da alle diese Verwendungen kein Ende der Verletzungen brachten, habe Minister Bonna mit dem Britischen Gesandten Rücksprache genommen, leider, wie die weiteren Vorfälle erwiesen, wiederum mit negativem Erfolg.

Angesichts dieser wachsenden Missachtung unserer Neutralität habe sich schliesslich der Bundespräsident Pilet-Golaz persönlich beim Britischen Gesandten eingesetzt. Wie ich seitdem vernommen habe, scheinen trotzdem neue Grenzverletzungen vorgekommen zu sein, es sei ausserordentlich bedauerlich, dass man einer direkten Verwendung unseres Staatsoberhauptes nicht mehr Beachtung schenke.

Wir hätten unsere Neutralität seit Jahrhunderten verteidigt, sie sei keine Institution, die wir von Fall zu Fall dann und wann, wenn sie uns nützlich sei, in Anwendung bringen. Sie gehöre sozusagen zum Fleisch und Blut des Schweizers. Wir hätten die Neutralität auch nie rein passiv aufgefasst, sondern ihr auch den aktiven Sinn verliehen, dass wir sie unter allen Umständen verteidigen würden und dementsprechend vorbereitet sein sollten. Wir wären dauernd vorbereitet, wir hätten dies im letzten grossen Krieg bewiesen und erneut im gegenwärtigen. Die Schweiz habe in beiden für strikte Achtung ihrer Neutralität

---

1. *Cf. N^os 371 et 373.*
2. *Cf. N^o 368.*

gesorgt unter Aufbietung einer im Verhältnis zur Einwohnerzahl sehr grossen und überdies sehr gut ausgerüsteten Armee.

Zum Neutralitätsbegriff gehöre nicht nur der Schutz des Landes, sondern auch des Luftraumes, auch hier hätten wir die nötigen Massnahmen getroffen und jede Verletzung entweder in Protesten oder direkt mit Waffen abgewiesen. Ich erinnere daran, dass verschiedene deutsche Flieger abgeschossen worden seien. Wenn wir gegen die einen strikte verfahren, müssten wir ein Gleiches gegen die andern tun, ansonst wir uns eine Verfehlung der Neutralität zuschulden kommen lassen.

Man empfinde daher bei uns diese konstanten Missachtungen unserer Hoheitsrechte sehr tief, dazu trete der Umstand, dass unser Volk nicht verstehe, wenn die berechtigte Demarche seines Bundespräsidenten keine Beachtung finde. Es sei mir sehr viel an der Aufrechterhaltung der guten Freundschaft zwischen Grossbritannien und der Schweiz gelegen, doch könnte diese bei Fortsetzung der Verletzungen wesentlich Schaden leiden. Ich mache ihn darauf aufmerksam, dass gemäss Pressenotizen der Bundesrat offenbar sich mit dem Gedanken trage, falls wir nicht bald auf unsere verschiedenen Verwendungen eine befriedigende Antwort bekämen, mich nach Bern zum Rapport zurückzuberufen.

Ich ersuche daher Mr. Butler dringendst, das ganze Dossier der Zwischenfälle erneut zu prüfen, sich von der Richtigkeit meiner Ausführungen Rechenschaft zu geben und endlich einmal für eine definitive Abstellung der Fliegerangriffe zu sorgen.

Unterstaatssekretär Butler erklärt mir:

1. dass diese Übergriffe keineswegs die Zustimmung der Regierung hätten und diese von ihr bedauert würden.
2. Er glaube, dass ein Teil der Verletzungen auf atmosphärische Verhältnisse zurückzuführen sei.
3. Die Regierung hoffe, dass die lange Freundschaft zwischen den beiden Ländern weiterbestehe und wünsche, diese zu pflegen.
4. Die Regierung verstehe durchaus unsere Stellungnahme, die energischen Proteste und unsere militärischen Abwehrmassnahmen.

Mr. Butler frägt mich gesprächsweise, wie ich mir die Verletzung des Schweizergebietes durch die Flieger begründe. Ich antworte ihm, dass ich nach den wiederholten Verletzungen und auf Grund der Tatsache, dass die Flieger immer ihr Endziel richtig gefunden, diese nur als vollständig bewusste Missachtung unserer Rechte auffassen könne; ihr Interesse sei möglichst rasch und in möglichst geradem Flug an das Ziel ihrer Aufgabe und von dort zurückzugelangen. Es sei das System, das diese Verletzungen so schwerwiegend mache. Ich könne mir nicht erklären, weshalb man nicht vorziehe, eine Bombe weniger mitzuführen und sich statt dessen genügend Benzin für die Rückfahrt zu sichern; dies würde den Umweg dem Jura entlang, umschwenkend im Süden vom Kanton Genf erlauben.

Was meine Rückberufung nach Bern anbetreffe, so hoffe Mr. Butler doch sehr, dass dies keine Massnahme bleibender Natur sei. Er würde dies sehr bedauern und sie würden mich sehr ungern verlieren. Er stelle mir gerne das Zeugnis aus, dass ich diese ganze, sehr unangenehme und heikle Angelegenheit

mit festem Willen und Verständnis durchgeführt habe, niemand könne mir mangelnde Energie in den Protesten vorwerfen.

Der Unterstaatssekretär verspricht mir, das Dossier im Lichte meiner Ausführungen erneut zu prüfen und mir eine Antwort zugehen zu lassen.

376

E 1004.1 1/401

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 septembre 1940[1]

1142. Levée de l'interdiction frappant le journal «Völkischer Beobachter»

Département politique. Proposition du 5 septembre 1940

Par décision du Conseil fédéral du 17 juillet 1934[2], l'importation et la vente en Suisse de divers journaux allemands, parmi lesquels figure le «Völkischer Beobachter», furent interdites.

Il s'agissait d'une mesure de représailles provoquée par l'interdiction dont étaient frappés, en Allemagne, certains journaux suisses.

Depuis lors, la situation a subi un changement radical. Il ne conviendrait pas de maintenir l'interdiction du «Völkischer Beobachter» en Suisse, en invoquant les sévères prescriptions en vigueur en Allemagne en matière de presse et de radiodiffusion, qui sont de caractère général et ont été édictées pour des raisons de sécurité. Le «Völkischer Beobachter» est, on le sait, l'organe officiel du parti national-socialiste. Il y a lieu de supposer que le maintien de son interdiction ne laisserait pas d'influencer défavorablement les relations germano-suisses, tandis qu'une levée de ladite interdiction contribuerait, dans une large mesure, à amener une détente. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que presque tous les journaux allemands sont admis en Suisse et qu'on considère, du côté allemand, comme choquant, que la vente du principal organe du Reich ne soit pas autorisée chez nous.

Le ministère public fédéral a déclaré qu'il ne s'opposerait pas à une réadmission du «Völkischer Beobachter» en Suisse, étant donné qu'il s'agit en l'occurrence d'une question de politique étrangère. Il ne dissimule pas cependant une certaine hésitation dictée par la crainte de la réaction éventuelle de l'opinion publique en Suisse.

La division presse et radio de l'état-major de l'armée affirme n'avoir, de son

---

1. *Etaient absents: J. Baumann, Ph. Etter.*
2. *Cf. DDS, vol. 11, N° 52. Cf. aussi* E 2001 (D) 2/6.

côté, aucune raison de s'opposer à la vente et à la circulation en Suisse du journal dont il s'agit.

Dans ces conditions et vu la proposition du département politique, il est

décidé:

1. L'interdiction prononcée par décision du Conseil fédéral du 17 juillet 1934 à l'égard du «Völkischer Beobachter» est rapportée.
2. Cette décision, qui entre immédiatement en vigueur, ne fera pas l'objet d'une communication à la presse. Elle sera portée, par les soins du département politique, à la connaissance du gouvernement allemand.

377

E 7110 1967/32/900 Italien/3/1939-1940

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger

Copie
L FR Gy. It. 900
Italien. – Spezialkonto II.
Kreditgewährung.

Bern, 6. September 1940

Herr Generaldirektor Masi vom Ministerio scambi e valute befand sich dieser Tage zum zweiten Mal zu einem kurzen Aufenthalt in der Schweiz[1]. Während dieser letzten Schweizerreise ist es ihm gelungen, mit den schweizerischen Banken ein Abkommen über einen Kredit an die italienische Regierung abzuschliessen. Wir gestatten uns, Ihnen nachstehend die Einzelheiten dieser Kreditoperation bekanntzugeben:

Herr Masi begab sich erstmals in der zweiten Hälfte des Monats Juli zur Schweizerischen Nationalbank und präsentierte ein Kreditgesuch in Höhe von 300 Millionen Fr. Dieser Betrag wurde in der Folge auf 200 Millionen Fr. reduziert. Von dieser Summe wurden 75 Millionen Fr. als Clearingvorschuss für den Ankauf von Schweizerwaren zur Verfügung gestellt, während die restlichen 125 Millionen als Darlehen der Schweizerbanken in Franken oder Dollars gegen Golddeckung vorgeschossen werden. Die Besonderheit der Deckung besteht darin, dass das Gold nicht in der Schweiz, sondern bei der Banca d'Italia in Rom auf den Namen der Schweizerischen Nationalbank deponiert wird. Um den Banken die Durchführung dieser Operation zu ermöglichen, ist die Nationalbank vom Bunde ermächtigt worden, den schweizerischen Darlehensgebern gegenüber die Erklärung abzugeben, «dass im Verhältnis zwischen der Schweizerischen Nationalbank und den Banken das in Italien aufbewahrte Gold in jeder Beziehung so behandelt werden soll, als ob es zugunsten der Ban-

1. *Cf. N° 354 et annexes.*

ken bei der Schweizerischen Nationalbank in der Schweiz deponiert wäre». Damit hat die Nationalbank das Risiko der Hinterlegung in Italien übernommen. Sie hat dieses Risiko ihrerseits dem Bunde überbunden, welcher es durch Bundesratsbeschluss übernommen hat.

Die Kreditgewährung wurde vom Bundesrat natürlich in erster Linie als ein politisches Geschäft betrachtet. Nachdem wir, wie Ihnen aus der Presse bekannt sein wird, einen Clearingkredit an Deutschland gewährt haben, lag es auf der Hand, dass eine ähnliche Geste auch dem andern Achsenpartner gegenüber gemacht werden musste. Im übrigen aber werden sowohl der deutsche als der italienische Kredit vom Bundesrat als Arbeitsbeschaffungsaktion betrachtet, indem diese Kredite in erster Linie dazu dienen sollen, den Ankauf schweizerischer Waren durch Deutschland und Italien zu finanzieren.

Mit Bezug auf den Teilkredit in Höhe von 75 Millionen Fr., welcher als sogenannter Clearingkredit bezeichnet wird, hat ein besonderer Notenwechsel stattgefunden, welcher das Datum des 23. August trägt[2]. Wir beehren uns, Ihnen in der Beilage eine Kopie zuzustellen[3].

Der «Clearingkredit» ist in der Weise ausgestaltet, dass die Schweizerische Nationalbank dem Istituto cambi auf einem «Spezialkonto II» einen Kredit in Höhe von maximal 75 Millionen Fr. eröffnet. Dieser Kredit dient ausschliesslich der Finanzierung des Ankaufs von Schweizerwaren, d.h. Waren, welche den schweizerischen Clearing-Ursprungskriterien gemäss Bundesratsbeschluss vom 28. Juni 1935 entsprechen. Das Verfahren für den Bezug solcher Waren ist so geordnet, dass die Italienische Gesandtschaft in Bern der Handelsabteilung jeweilen von Fall zu Fall Vorschläge für den Kauf von Waren unterbreitet. Es herrscht Einverständnis, dass es sich nur um Bezüge ausserhalb der bestehenden Kontingente handeln soll. Für Bezüge innerhalb der Kontingente soll die Zahlung nach wie vor über den Clearing geleitet werden.

Der Kredit wird in erster Linie für Kriegsmaterial (Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon[4]) in Anspruch genommen werden, dann aber auch für Alumi-

---

2. *Cf. N° 370 et annexes.*

3. *Non reproduit.*

4. *Dans une lettre du 9 décembre 1940 adressée à J. Vollenweider, de la Division du Commerce du DEP, l'entreprise Oerlikon-Bührle écrit notamment:*
Wie Ihnen bekannt sein dürfte, ist Italien unser grösster Abnehmer von Werkzeugmaschinen, und zwar mit einem Anteil von 50-55% des Gesamtexportes. Zu unserer Kundschaft zählen wir die grössten staatlichen, halbstaatlichen und privaten Werke Italiens. Wir haben aus diesem Grunde selbstverständlich das grösste Interesse daran, dass unsere Exportbeziehungen nach diesem Lande keinen Unterbruch erleiden, umsomehr als die deutsche und tschechische Konkurrenz sich bereits wieder stark fühlbar macht. Ausserdem ist noch zu sagen, dass unser zweitgrösster Abnehmer, Japan, zufolge der bestehenden Transportschwierigkeiten mit neuen Aufträgen sehr zurückhält. Wir bekommen somit einen wesentlichen Fabrikationsüberschuss, den wir anderweitig absetzen müssen. Vor allem kommt gegenwärtig Italien in Frage, das in der Lage wäre, einen Teil dieses Fabrikationsüberschusses abzunehmen.
Nachdem im Moment die Exportmöglichkeiten sehr zusammengeschrumpft sind und unsere Werkzeugmaschinentypen bei den verhältnismässig langen Terminen für Deutschland kaum in Frage kommen, sind wir ausserordentlich stark auf unsere italienischen Abnehmer angewiesen, weshalb wir Sie bitten müssen, uns die Hereinnahme weiterer Aufträge aus diesem Lande zu ermöglichen (E 7110/1967/32/900 Italien/3).

nium und Werkzeugmaschinen. Eine erste Liste der für das Spezialkonto II in Betracht fallenden Artikel wurde gleichzeitig bei Vertragsabschluss provisorisch aufgestellt. Die Zulassung der Zahlungen für das Aluminium zum Spezialkonto II wurde an besondere Bedingungen geknüpft, welche inzwischen erfüllt worden sind. Wir werden Sie über diesen Punkt noch besonders informieren. Sämtliche italienischen Bestellungen werden in erster Linie daraufhin geprüft, ob sie im Hinblick auf die schweizerische Landesversorgung zur Ausfuhr zugelassen werden können. Gewisse Schwierigkeiten bietet in diesem Zusammenhang der von der Schweiz mit England und Frankreich abgeschlossene Blokkade-Vertrag, welcher von uns immer noch eingehalten wird, trotzdem die italienischen Stellen den Standpunkt einnehmen, dass unsere Verpflichtungen aus diesem Vertrag, insbesondere die Beschränkungen der Ausfuhr nach Deutschland und Italien, nicht mehr existieren. Wir müssen jeweilen bei der praktischen Behandlung italienischer Begehren ausserordentlich behutsam vorgehen, um einesteils den italienischen Lieferwünschen Rechnung tragen zu können, andernteils die uns durch die englische Blockade auferlegten Kontingente nicht zu überschreiten. Eine gewisse Erleichterung besteht darin, dass alte Verträge, d.h. Vereinbarungen, die vor dem 10. Juli a.c. getroffen wurden, auf die Blockade-Kontingente nicht angerechnet werden müssen. Jede anderweitige Überschreitung der Blockade-Kontingente muss durch die Commission mixte, in welcher England durch den hiesigen Handelsattaché vertreten ist, bewilligt werden. Dies nur zu Ihrer vertraulichen Orientierung. Unsere Ausführungen werden Ihnen eine Erklärung bieten, wenn Sie in zukünftigen Fällen eine sonst unbegreifliche Verzögerung in der Erteilung schweizerischer Ausfuhrbewilligungen werden feststellen können. Den italienischen Stellen gegenüber kann selbstverständlich diese Begründung nicht gegeben werden, sondern wir müssen uns stets auf die Erfordernisse der schweizerischen Landesversorgung berufen.

Die Unterzeichnung des Notenwechsels vom 23. August wurde schweizerischerseits zum Anlass genommen, einige schweizerische Wünsche vorzubringen. Der Direktor der Handelsabteilung, welcher den Notenwechsel vollzog, tat dies unter der Voraussetzung, dass die Italiener:

1. den Transit drittländischer Waren durch Italien auch dann gemäss unserem Transitabkommen gewährleisten, wenn es sich um Waren englischen Ursprungs handelt oder um Waren, welche aus den englischen Dominien und Kolonien stammen, welche sich mit Italien im Kriege befinden,

2. die Schweiz nach wie vor mit wichtigen Waren (z.B. Pyrit) beliefern,

3. gewissen schweizerischen Begehren um Erhöhung der schweizerischen Stickereikontingente, welche bei diesem Anlass formuliert wurden, stattgeben.

Was die Punkte 1 und 2 anbetrifft, so sind uns grundsätzliche Zusagen gemacht worden. Das Begehren betreffend die Stickereikontingente wird gegenwärtig noch geprüft.

Wie wir heute am Telephon ausführten, kann die nunmehr abgeschlossene Kreditoperation füglich auch zum Anlass genommen werden, um das weitgehendste Entgegenkommen der italienischen Behörden in der Angelegenheit des «Mount Taurus» zu erwirken, wie überhaupt die Zurverfügungstellung der in

Frage stehenden beträchtlichen Summe in Italien als eine Geste des schweizerischen Zutrauens und der schweizerischen Bereitschaft zur Zusammenarbeit in schweren Zeiten gewertet werden soll.

378

E 2200 London 44/7

Le Département politique à la Légation de Suisse à Londres

Copie de réception
T 234.

Bern, 9. September 1940
(*Ankunft*: 10. September Nachmittag)

Ihr Telegramm 336. Wir finden die neue Note des Foreign Office[1] sehr wenig befriedigend stop. Die wiederholten Überflüge des Schweizergebietes können nicht Navigationsfehlern zugeschrieben werden, sondern dem Willen, auf dem bequemsten Wege militärische Objekte in Norditalien zu erreichen, ohne auf die schweizerische Neutralität, welche die britische Regierung doch feierlich versprochen hat zu respektieren, Rücksicht zu nehmen stop. Wenn britische Regierung sich weigert ihre Pläne betreffend Bombardierung Italiens zu ändern und die Flieger, welche die Schweiz überflogen haben, zu bestrafen, ist das tiefe Bedauern, welches sie ausdrückt, wertlos. stop. Verlangen Sie neue Audienz[2] bei Halifax und drücken Sie mit grosser Entschlossenheit die Notwendigkeit aus dringend zu erhalten, dass Instruktionen, die Schweiz nicht mehr zu überfliegen, strikte beachtet werden stop. Geben Sie zu verstehen, dass wir bei neuen Verletzungen der schweizerischen Neutralität alle Konsequenzen ziehen müssten stop. Insistieren Sie, um eine Antwort auf Ihre Einsprachen betreffend Überfliegen in den Nächten vom 1. auf 2. und 2. auf 3. und 5. auf 6. September zu erhalten.

ANNEXE

Le Ministère britannique des Affaires étrangères[3] *au Ministre de Suisse à Londres*

N No. C 9289/1193.43. Foreign Office, S.W.1., September 7th, 1940

I have the honour to inform Your Excellency that immediate enquiries were made into the allegations contained in your notes of 25th and 27th August[4] and your letter to Sir Alexander Cado-

1. *Reproduite en annexe. Thurnheer en avait immédiatement cablé le contenu à Berne.*
2. *Thurnheer remettra une nouvelle note de protestation à Halifax le 13 septembre 1940.*
3. *La note est signée* For the Secretary of State, J.K. Roberts.
4. *Cf. annexe au N° 371; la seconde note n'est pas reproduite.*

gan of 28th August[5] regarding the flight of British aircraft across Switzerland. The enquiries show that the aircraft in question were correctly identified as British and His Majesty's Government have charged me to request you to express to the Swiss Government their profound regret at this further violation of Swiss neutrality.

2. As stated in my note of 19th August[6], the Royal Air Force have been instructed to take all practicable steps to prevent the flight of their aircraft over Swiss territory. His Majesty's Government cannot, however, modify their plans for the bombing of military objectives in Northern Italy, and it is unfortunately impossible to guarantee that in flights of so long a range there will not be errors of navigation. It is the earnest desire of His Majesty's Government that such errors should be reduced to a minimum, and they recognize that if they occur your Government are fully entitled to take all proper action for the defence of Swiss neutrality.

5. *Non reproduite.*
6. *N° 368.*

379

E 1004.1 1/401

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 septembre 1940

1465. Richtlinien für die bundesrätliche Politik

Departement des Innern. Mündlich

Es war seinerzeit beschlossen worden «Richtlinien» aufzustellen, nach denen der Bundesrat seine Politik zu gestalten gedenke. Dies geschah auf Wunsch der nationalrätlichen Vollmachtenkommission, der diese Richtlinien bekannt zu geben wäre. Die Kommission tritt morgen nachmittag zusammen.

Der Vorsteher des Departements des Innern hat nun gemäss Auftrag des Bundesrates einen Entwurf aufgestellt, der den Mitgliedern des Bundesrates bereits übergeben worden ist. Redner bemerkt, es wäre verfrüht, wenn der Bundesrat jetzt schon positiv oder negativ Stellung nehmen wollte zu Bewegungen und Erneuerungstendenzen. Ferner macht er darauf aufmerksam, dass es heute gar nicht möglich und angezeigt wäre, eine Totalrevision der Bundesverfassung vorzunehmen. Er betont sodann, dass seine Vorschläge nicht umfassend seien und keineswegs auf Vollständigkeit Anspruch erheben.

Auf Grund der Beratung wird hierauf folgender bereinigter Text

beschlossen

in der Meinung, die insbesondere vom Vorsteher des Departements des Innern zum Ausdruck gebracht wird, dass der beschlossene Text morgen nicht etwa an die Kommissionsmitglieder verteilt werden soll, sondern lediglich als Grundlage für die mündlichen Ausführungen der Vertreter des Bundesrates zu dienen hätte. Es soll dann später eine neue Redaktion, d.h. eine endgültige Fassung dieser «Richtlinien» erstellt und gleichzeitig entschieden werden, ob dieser

neue Text der Arbeitsgemeinschaft der Parteien auszuhändigen sei. An die morgigen Verhandlungen der nationalrätlichen Vollmachtenkommission werden als Vertreter des Bundesrates für die Beratung über die Richtlinien die Herren Bundespräsident Pilet-Golaz und Bundesräte Etter und Stampfli delegiert.

Die «Richtlinien, nach denen der Bundesrat seine Politik zu gestalten gedenkt» lauten nach Bereinigung wie folgt:

«1. Die verantwortungsvollste und entscheidende Aufgabe, die dem Bundesrat sich stellt, besteht darin, das Land durch die Gefahren unserer Zeit zu steuern und unversehrt in seiner Unabhängigkeit zu erhalten.

Die *Aussenpolitik* des Bundesrates war immer bestrebt, mit allen Staaten insbesondere mit allen unsern Nachbarländern gute und freundschaftliche Beziehungen zu unterhalten. Er wird diese Politik gewissenhaft weiterführen.

Die Grundlage unserer Aussenpolitik bleibt das Prinzip der *Neutralität*. Wenn auch völkerrechtlich die Neutralität nur den Staat und nicht auch den einzelnen Bürger und seine Gesinnung verpflichtet, muss der Bundesrat doch darauf halten, dass, im Hinblick auf das höhere Landesinteresse, auch die einzelnen Bürger in ihrem Verhalten und insbesondere in der Presse und in allen öffentlichen Kundgebungen sich gegenüber dem Ausland grösster Mässigung und Zurückhaltung befleissen, damit sie nicht der Regierung die Erfüllung ihrer Aufgabe erschweren.

Es ist nicht zu verkennen, dass unsere tatsächlichen Beziehungen zu einzelnen unserer Nachbarstaaten während der letzten Jahre eine Trübung erfahren haben. Der Bundesrat fühlt sich verpflichtet, das, was an ihm liegt und sich mit der Würde des Landes vereinbaren lässt, vorzukehren, um diese Beziehungen zu entspannen und wieder freundschaftlich zu gestalten, nicht nur von Regierung zu Regierung, sondern auch von Volk zu Volk, ohne dass dadurch die grundlegenden und wesentlichen geistigen und politischen Konzeptionen unseres Landes berührt werden sollen[1].

Der Bundesrat beobachtet nach wie vor mit aller Aufmerksamkeit die für unsere Beziehungen zu Russland massgebende Entwicklung. Angesichts der Unklarheit und Unsicherheit der heutigen Verhältnisse erachtet der Bundesrat den Zeitpunkt nicht als gekommen die offiziellen Beziehungen mit Russland wieder aufzumehmen, wozu auch unter dem Gesichtspunkt wirtschaftlicher Interessen keine Notwendigkeit vorliegt.

Der Bundesrat *ist entschlossen, die Ehre und die Unabhängigkeit des Landes unter allen Umständen zu wahren und zu verteidigen.* Solange der Krieg und die dadurch bedingte Unsicherheit andauern, müssen genügende Kräfte unserer

---

1. *Dans une lettre du 9 septembre 1940 adressée au Général Guisan, le Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz, écrit:*

Je suis persuadé, personnellement, que nous pourrions améliorer sensiblement nos rapports avec notre voisine du nord si nous pouvions nous débarrasser d'une optique idéologique fâcheuse, d'un ultradémocratisme démagogique inspiré du parlementarisme à la française, si mortel pour ce dernier pays.

Mais ce n'est que lentement qu'on y pourra parvenir, en profitant de toutes les occasions et en évitant, si possible, tout incident, pour autant que cela dépend de nous. (E 5795/546)

Armee im Felde bleiben, um nötigenfalls die Unabhängigkeit des Landes mit bewaffneter Hand zu verteidigen.

2. Die tiefgehenden politischen und geistigen Veränderungen, die sich im Verlauf der letzten Jahre und während des Krieges in Europa vollzogen, haben auch in unserem Lande eine Reihe von *Erneuerungsbewegungen* auf den Plan gerufen. Philosophie, Geschichte und Erfahrung lehren, dass die Formen, in denen das staatliche und gesellschaftliche Leben sich vollzieht, und die Auffassungen, die diesen Formen zu Grunde liegen, nicht von ewiger Dauer sind. Sie unterliegen vielmehr stetem Wechsel und müssen sich, wenn sie nicht erstarren und einen untragbaren Zwiespalt mit dem wirklichen Leben schaffen sollen, den ändernden Verhältnissen anpassen. Es wäre deshalb verfehlt, Bewegungen, die auf eine Erneuerung unseres staatlichen Lebens hinzielen, durch politische und polizeiliche Zwangsmassnahmen unterbinden zu wollen, sofern und solange solche Bewegungen nicht mit illegalen Mitteln arbeiten, die bestehenden Verhältnisse auf illegale Weise zu ändern suchen oder Ziele verfolgen, die mit der öffentlichen Ordnung oder mit der Unabhängigkeit des Landes in Widerspruch ständen. Wo solche illegale Mittel oder Ziele in Erscheinung treten, werden die Behörden des Bundes und der Kantone einschreiten. Im übrigen aber soll die Auseinandersetzung mit den Erneuerungsbewegungen sich auf dem Boden des freien geistigen Kampfes abspielen.

Das beste Mittel, *ungesunden* und *illegalen* Bewegungen entgegenzuwirken, besteht darin, dass wir dem arbeitenden Schweizervolk in einer *Ordnung der Gerechtigkeit* und des *sozialen Ausgleiches Brot und Arbeit* verschaffen und in organischer Entwicklung selbst jene Änderungen und Erneuerungen vornehmen, die sich durch die Verhältnisse aufdrängen und als notwendig erweisen.

3. Bisher hat sich, trotz empfindlicher Störung unserer Wirtschaftsbeziehungen zum Ausland, keine wesentliche Erhöhung unserer Arbeitslosenziffern eingestellt. Die Demobilmachung grosser Teile unserer Armee vollzog sich ohne merklichen Einfluss auf den Arbeitsmarkt. In einzelnen Gebieten und Wirtschaftszweigen, z.B. in der Landwirtschaft und teilweise auch im Baugewerbe, macht sich sogar auch heute noch eher ein Mangel an geeigneten Arbeitskräften bemerkbar. Diese Verhältnisse werden sich jedoch ändern, wenn die wirtschaftlichen Beziehungen zum Ausland, die Einfuhr von Rohmaterialien und die Ausfuhr von Fertigprodukten noch weitere Erschwerungen erfahren oder wenn auch nur die bestehenden Schwierigkeiten auf längere Dauer anhalten. Deshalb schenkt der Bundesrat dem Problem der *Arbeitsbeschaffung* grösste Aufmerksamkeit. Durch entsprechende Kooperation von Privaten, Gemeinden, Kantonen und Bund werden Arbeitsmöglichkeiten in grossem Ausmasse zur Verfügung gestellt, wofür zum grössern Teil bereits bewilligte Kredite in Anspruch genommen werden können, da seit Beginn des Krieges alle nicht dringlichen Arbeiten zurückgestellt worden waren. Das Schwergewicht ist auf wirtschaftlich produktive oder auf wehrpolitisch notwendige Arbeiten zu verlegen. Von besonderer Bedeutung ist die Organisation der Arbeitsbeschaffung für zurückgekehrte Auslandschweizer und für die Angehörigen der *intellektuellen Berufe,* da die Bildung eines akademischen Proletariates in Zeiten des Umbruches immer ein erhöhtes Gefahrenelement darstellt. Auf dem letztgenannten Gebiet sind neben den Gemeinden und Kanto-

nen auch die wissenschaftlichen Institute und Organisationen zur Mitarbeit heranzuziehen.

Die beste Art der Arbeitsbeschaffung besteht in der Möglichkeit, die Arbeitskräfte in ihrem ordentlichen Beruf und an ihren gewohnten Arbeitsplätzen zu beschäftigen. Nach dieser Richtung bemühen wir uns durch Wirtschaftsabkommen mit dem Ausland unserem Export den nötigen Absatz zu verschaffen.

4. Mit der Schaffung zusätzlicher Arbeitsmöglichkeiten durch Gemeinden, Kantone und Bund auf dem Wege von Notstandsarbeiten ist jedoch das Problem der Arbeitsbeschaffung nicht gelöst. Wir werden selbstverständlich versuchen müssen, die Beziehungen unseres Landes zur Weltwirtschaft so weit wie nur möglich zu erhalten und wieder herzustellen. Wie weit uns das gelingen wird, kann zur Zeit unmöglich vorausgesehen werden. Nach aller Voraussicht werden wir gezwungen sein, die Witschaft unseres Landes mehr als bisher und mit grössern Bindungen in den neu zu organisierenden *europäischen Wirtschaftsraum einzubauen.* Diese Notwendigkeit wird uns voraussichtlich vor zwei nicht leicht zu lösende Probleme stellen; eine gewisse zwangsläufige Anpassung unserer Lebensbedingungen an die in der europäischen Wirtschaftsgemeinschaft bestehenden Verhältnisse, und eine durch die Natur der Dinge sich aufdrängende Neuordnung und Führung unserer Wirtschaft.

Die Anpassung an die neuen Verhältnisse eines europäischen Wirtschaftsraumes wird nach aller Wahrscheinlichkeit nicht ohne schmerzliche Opfer vor sich gehen. Es wäre eine Sünde an unserem Volk, ihm diese bittere Wahrheit vorenthalten zu wollen, und jede Selbsttäuschung nach dieser Richtung könnte sich schwer rächen. Es erscheint deshalb dem Bundesrat unerlässlich, das Volk auf diese Möglichkeit psychologisch vorzubereiten und es zur *Opferbereitschaft* und zur *Solidarität* aufzurufen. Wenn uns die Bewährung des Willens, für das Land zu *sterben*, erspart werden sollte, dann muss die soldatische Tugend der Disziplin und des Durchhaltens sich umsetzen in die zivile Tugend, opferbereit für das Land zu *leben*, und für des Landes Unabhängigkeit wirtschaftliche Opfer zu bringen. Diese Notwendigkeit verlangt die Zusammenfassung aller Kräfte und insbesondere die nach dem höheren Interesse des Landes ausgerichtete *Solidarität zwischen Arbeit und Kapital*, wobei das Kapital weitestgehend in den Dienst der Arbeit gestellt werden muss.

Die Wirtschaft von morgen wird nicht mehr die freie Wirtschaft von gestern sein. Wenn auch die private Initiative als erster Träger und erste schöpferische Kraft des wirtschaftlichen Lebens erhalten bleiben muss, so wird doch eine gewisse Leitung und Organisation der Gesamtwirtschaft des Landes unerlässlich sein. Wir halten es demnach für unmöglich, den für die Bedürfnisse der Kriegswirtschaft aufgebauten Apparat, der sich bisher gut bewährt und die Wirtschaft unseres Landes vor Erschütterungen bewahrt hat, nach Schluss des Krieges einfach abzubauen. Der Bundesrat glaubt vielmehr, dass wir die Erfahrungen der Kriegswirtschaft und die Bauelemente ihrer Organisation ausnutzen müssen, um die Wirtschaft des Landes ohne grössere Reibungen aus der Zeit des Krieges in die Zeit des Friedens hinüberzuführen. Wenn wir jedoch der Gefahr einer verstaatlichten und totalen Wirtschaft, die auch unbestreitbare Gefahren der kulturellen und politischen Totalität in sich schliesst, erfolgreich

entgehen wollen, müssen wir an die Erfahrungen anknüpfen, die wir seit Jahrhunderten mit der eigenartigen Struktur unseres Bundesstaates gesammelt und die es uns gestattet haben, dank der föderalistischen Gliederung das eigentliche Wesen der Freiheit durch alle Stürme und Gefährden hindurchzuretten. Die schweizerische Freiheit hatte ihre stärksten Stützpunkte immer im Selbstbestimmungsrecht der Gemeinden und der Kantone und in der im Wesentlichen auf eine subsidiäre Funktion beschränkten koordinierenden und ausgleichenden Tätigkeit des Bundes. Der Bundesrat ist der Ansicht, dass der Grundsatz der Autonomie aus dem *politischen* Leben auch übertragen werden soll auf die Neuordnung unseres *wirtschaftlichen* Lebens in der Weise, dass dem Beruf gewisse Selbstbestimmungsrechte eingeräumt werden, wie bisher schon die Berufsverbände der nationalen Wirtschaft grosse Dienste geleistet haben.

5. Seit Jahren hat der *Arbeitsfrieden* in unserem Lande trotz wirtschaftlicher Krise und wirtschaftlichen Schwierigkeiten verschiedenster Art, dank dem guten, auf gegenseitige Verständigung hingeordneten Willen der Arbeitgeber und Arbeitnehmer, keine ernstliche Störungen mehr erfahren. Die Erhaltung des Arbeitsfriedens bildet für das erfolgreiche Durchhalten unserer Wirtschaft durch die Schwierigkeiten und Gefahren der kommenden Jahre eine unerlässliche Voraussetzung. Auch nach dieser Richtung können wir an die Erfahrungen der letzten Jahre anknüpfen. Entsprechende Vereinbarungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern der einzelnen Berufe, deren Verbindlichkeit und die Schlichtung allfälliger Differenzen auf dem Wege der Schiedsgerichtsbarkeit werden geeignet sein, den Arbeitsfrieden zu sichern und die Solidarität zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern zu stärken.

6. Da unter Umständen auf kürzere oder längere Dauer mit einer Verminderung des der Gesamtheit unseres Volkes zur Verfügung stehenden Arbeitsvolumens gerechnet werden muss, ist darauf Bedacht zu nehmen, dieses Arbeitsvolumen gerecht und sozial möglichst wirksam zu verteilen. Deshalb nimmt der Bundesrat eine einschränkende Regelung des sogenannten *Doppelverdienertums* in Aussicht.

Um die vorhandenen Arbeitsmöglichkeiten der *Jugend* zur Verfügung stellen zu können und dieser ein rechtzeitiges Nachrücken in den Arbeitsprozess zu ermöglichen, wird es nötig sein, das Ausscheiden der ältern Jahrgänge aus dem Arbeitsprozess durch entsprechende Massnahmen zu erleichtern und zu fördern. Dies bedingt jedoch einen weiteren Ausbau der Fürsorge für das Alter.

7. Ein brennendes Problem von nationaler Bedeutung für die Zukunft des Landes stellt sich auf dem Gebiete des wirtschaftlichen Schutzes der *Familie*. Wir sind ein sterbendes Volk geworden. Der Klageruf, den Marschall Pétain am Tage des Zusammenbruches über Frankreich erhoben: «Trop peu d'enfants»!, gilt leider auch für unser Land. Die Geburten sind in erschreckender Weise zurückgegangen. Wir geben uns nicht dem Glauben hin, dass diese Erscheinung, die ihren Grund mehr in geistigen und sittlichen als in materiellen Voraussetzungen hat, durch wirtschaftliche Massnahmen allein wirksam bekämpft werden kann. Aber es ist zu befürchten, dass bei einer Verschärfung der wirtschaftlichen Lage der Geburtenrückgang noch schärfer sich geltend machen wird, und anderseits entspricht es einer Forderung der sozialen Gerechtigkeit, die Familienväter, die ihre Pflicht gegenüber der Zukunft des

Landes erfüllen, wirtschaftlich so zu stellen, dass sie ihre Familien, ihre Kinder auch recht erhalten und erziehen können. Der Gedanke des Familienschutzes hat in den letzten Jahren in einer Reihe von Betrieben bereits etwelche Berücksichtigung gefunden. Der Bundesrat hält jedoch die Stunde für gekommen, in der dieses Problem auf breiter Grundlage einer Lösung entgegengeführt werden muss. Und hier wiederum sollte an bereits bestehende Institutionen angeknüpft werden. Der Bundesrat nimmt in Aussicht, unter Fühlungnahme mit den zuständigen Organen der Kantone und der Wirtschaftsorganisationen, an die für die Familien der mobilisierten Wehrmänner geschaffenen Lohnausgleichskassen auf den Kriegsschluss hin die Bildung von *Ausgleichskassen für die Einführung von Familienlohn-Zulagen* anzulehnen.

Der Bundesrat wird, in Verbindung mit den Kantonen und Gemeinden, noch weitere Massnahmen in die Wege leiten, um der Familie und insbesondere der kinderreichen Familie Gerechtigkeit widerfahren zu lassen.

8. *Kulturpolitisch* finden Zuständigkeit und Aktion des Bundes ihre natürlichen Schranken am Recht der freien *Persönlichkeit*, am Recht der *Familie*, an der Freiheit des *religiösen Bekenntnisses* und der *Kirchen* und an der kulturpolitischen Souveränität der eidgenössischen *Stände*.

Die Freiheit der menschlichen Persönlichkeit und das Lebensrecht der Familie setzen die Achtung vor dem *Privateigentum* voraus. Die Finanzpolitik darf deshalb das Privateigentum nicht erdrücken. Dagegen soll das Privateigentum im Verhältnis zu seiner Trag- und Leistungsfähigkeit zur Deckung der staatlichen und sozialen Lasten herangezogen werden.

Der Freiheit des religiösen Bekenntnisses und der Kirchen entspricht als Verpflichtung im Interesse dieser Freiheit selbst und des Staates die Sicherheit des *religiösen Friedens*.

Öffentliche Schulen und Erziehung bleiben nach wie vor eine Domäne der kantonalen Staatshoheit. Der nationalen Erziehung im schul- und nachschulpflichtigen Alter ist seitens der Kantone vermehrte Aufmerksamtkeit zu schenken.

Der Bund fördert das *Schrifttum, die bildende Kunst und die Musik*, namentlich in allen Manifestationen des geistigen Lebens, die der Vertiefung und Stählung des nationalen Geistes dienen.

Die Freiheit der *Presse* soll im Prinzip gewahrt bleiben. Doch erscheint eine vermehrte Disziplinierung, Verantwortung und Verpflichtung der Presse auf das gemeinsame Interesse des Landes unerlässlich. Ohne diese im höhern Landesinteresse gebote Disziplin wird die Presse die verantwortungsvolle Funktion nicht erfüllen können, die ihr auf ihrem Gebiete zukommt, um das Land durch die Gefahren der Gegenwart und der Zukunft hinzudurchzusteuern. Der Bundesrat denkt nicht an eine autoritär geleitete Presse. Ihm schwebt vielmehr eine Lösung vor, nach der sowohl die Publizisten als auch die Verleger auf dem Wege der *Selbstverwaltung* das Prinzip der öffentlichen Verantwortung der Presse durchsetzen.

Um zwischen der Regierung und der Presse eine engere und ständige Verbindung herzustellen wird der Bundesrat in Angliederung an das Eidgenössische Departement des Innern eine *Zentralstelle für nationale Propaganda* schaffen. Die Aufgabe dieser Zentralstelle wird nicht darin bestehen, die Presse mit eige-

nen Artikeln zu beliefern und damit selbst publizistisch tätig zu sein. Sie wird vielmehr der Presse als amtliche Informationsquelle dienen, ihre Tätigkeit durch entsprechende Anregungen schöpferisch befruchten und ihrerseits Anregungen seitens der Presse entgegennehmen. Die Zentralstelle für nationale Propaganda wird ihre Tätigkeit nicht nur auf die Presse beschränken, sondern, in Verbindung mit bestehenden und zuständigen Institutionen, auf andere Organe der öffentlichen Meinungsbildung ausdehnen, z.B. auf Radio und Film. Der Bundesrat lässt sich dabei vom Grundgedanken leiten, dass die seit Kriegsbeginn eingeführte Pressekontrolle durch positive Verbindung und Erleichterung des Informationsdienstes ergänzt werden muss und dass nach Kriegsende die letztere an die Stelle der ersteren treten soll.

9. Der Bundesrat ist überzeugt, dass auch auf *politisch-konstitutionellem* Gebiet sich Änderungen aufdrängen werden. Doch erscheinen dem Bundesrat die bisher schon gefallenen Vorschläge und Anregungen noch zu wenig reif und auch die Verhältnisse noch zu wenig abgeklärt, als dass er heute schon in der Lage wäre, dazu Stellung zu nehmen oder selbst mit positiv gefassten Vorschlägen an die Öffentlichkeit zu treten.

Der Bundesrat bejaht die Notwendigkeit einer *Totalrevision der Bundesverfassung*. Solange jedoch das Land alle seine Kräfte zusammenfassen muss, um sich wirtschaftlich durchzuhalten und seine politische Unabhängigkeit zu behaupten, betrachten wir die Durchführung einer Totalrevision als untunlich. Dies desto mehr, als der Bundesrat im Besitze umfassender Vollmachten ist, die es ihm gestatten, jeder wirklichen Notwendigkeit Rechnung zu tragen. Der Bundesrat behält sich vor, von sich aus im gegebenen Zeitpunkt Änderungen zu beantragen.

Eine der Hauptforderungen,die heute erhoben werden, geht auf die Schaffung einer *starken Regierungsgewalt*. Diese Forderung ist jetzt schon nach der Richtung verwirklicht, dass wir als Erbstück der alten Eidgenossenschaft sowohl im Bund wie in den Kantonen über eine starke, ausgesprochene *Stabilität* der Regierung verfügen, wie sie wohl in den wenigsten andern Staaten bisher zu finden war. Für die *Dauer des Krieges* sind der Bundesrat wie auch eine Reihe kantonaler Regierungen mit umfassenden *ausserordentlichen Vollmachten* ausgerüstet. Es besteht somit zur Stunde keine unmittelbare Notwendigkeit, durch neue rechtliche Massnahmen die Regierungsgewalt zu verstärken. Der Bundesrat ist bereit und gewillt, von seinen Vollmachten jederzeit und ohne Verzug Gebrauch zu machen, wenn und soweit er dies als im Interesse des Landes erforderlich betrachtet.

Der Bundesrat ist der Auffassung, dass das *Parlament* sich in dieser Übergangszeit mehr noch als sonst auf seine *natürlichen Funktionen* beschränken soll: Ausübung der ihm verfassungsmässig zustehenden Wahlrechte, Ausübung des Budgetrechtes und der Kontrolle. Grössere Werke der Gesetzgebung, die in normalen Zeiten eine Hauptaufgabe des Parlamentes darstellen, sind heute im Hinblick auf die Zeitverhältnisse und die Unüberblickbarkeit der zukünftigen Entwicklung zurückzustellen.

In der Überzeugung, dass die *föderative Struktur* unseres Landes und seiner Verfassung eine der wesentlichen Grundkräfte des schweizerischen Staatsgedankens darstellt, gedenkt der Bundesrat in Zukunft noch mehr als bisher die

unmittelbare Verbindung mit den kantonalen Regierungen zu pflegen. Dies soll geschehen durch die gelegentliche Einberufung von *Konferenzen der kantonalen Regierungspräsidenten*, die sich zugleich zu einem Organ gegenseitigen Informations-Austausches gestalten sollen.

Was dem Lande heute vor allem not tut, ist eine starke innere *Geschlossenheit des Volkes*. Der Bundesrat richtet deshalb an die *Parteien* des Landes die Einladung, das Trennende in den Hintergrund zu stellen, auf die Verfechtung einseitiger Gruppen- und Partei-Interessen zu verzichten und den Blick ausschliesslich auf das gemeinsame Wohl des Vaterlandes zu richten. Statt gegeneinander, sollen die Parteien miteinander und zusammen arbeiten, sich hinter die Regierung stellen und zwischen dieser und dem Volk eine Brücke des Vertrauens bilden. Der Bundesrat begrüsst deshalb die in die Wege geleiteten Bestrebungen zur Bildung einer interparteilichen Arbeitsgemeinschaft.»

Es soll noch ein Passus über die Stellung der Schweiz zum Völkerbunde sowie über die körperliche Ertüchtigung der Jugend in die Richtlinien aufgenommen werden; der entsprechende Wortlaut wird auf Grund der Aussprache noch genau festzusetzen sein.

ANNEXE I

E 1050.1 I/1

Procès-verbal de la séance du 11 septembre 1940
de la Commission des pouvoirs extraordinaires du Conseil national

[...]

M. *Pilet-Golaz,* Président de la Confédération: La Commission des pouvoirs extraordinaires a exprimé le désir de connaître les intentions du Conseil fédéral pour le prochain avenir. Le Conseil fédéral les a fixées dans la mesure où les circonstances, qui se modifient sans cesse, le lui permettaient. Il faut, en effet, compter avec les événements et leur évolution. Ce serait faire acte de somnambule que de les ignorer.

La séance d'aujourd'hui sera donc essentiellement réservée aux communications du Conseil fédéral sur ses desseins. Le Président de la Confédération parlera de la situation internationale; le Chef du Département de l'Intérieur, des lignes que le Conseil fédéral entend suivre sur le plan intérieur; M. Stampfli ajoutera quelques précisions sur les questions économiques.

La situation internationale ne s'est pas améliorée. Elle a, au contraire, tendance à s'aggraver. Les conflits se généralisent; il semble que nous allions au devant d'une extension, sinon de la guerre, du moins des complications internationales. Tout en priant instamment les membres de la Commission de *considérer ses communications comme strictement confidentielles,* M. Pilet-Golaz fait un rapide tour d'horizon.

Au nord, où, croyait-on, la paix avait été rétablie au début de l'année par la cessation des hostilités entre la Finlande et la Russie, de nouvelles difficultés semblent s'élever. Une forte pression russe s'exerce à nouveau sur la *Finlande.* Cette dernière est inquiète, l'Angleterre paraissant jouer à son égard un jeu singulier. La Finlande espère cependant en l'Allemagne – à tort ou à raison.

En *Suède,* les courants politiques sont très divisés. Il n'est pas exclu que, cette fois-ci, elle se porterait au secours de la Finlande si celle-ci était derechef attaquée.

Les *pays baltes* ont disparu, ce qui dispense de tout commentaire à leur sujet. Ce fait risque d'avoir une répercussion sur l'existence future de la *Pologne.* Il fut un temps où la politique de l'Allemagne et de la Russie semblait pencher en faveur de la création d'un cordon d'Etats-tampons

entre ces deux grandes puissances. Tel ne paraît plus être le cas aujourd'hui. La partie de la Pologne occupée par les Allemands et qui porte le nom de «Gouvernement général» semble devoir être absorbée, d'une manière ou d'une autre, par le Reich, comme ce fut le cas pour *la Bohême et la Moravie,* qui – comme on sait – viennent, par la suppression de la frontière douanière, d'être englobées dans l'espace vital du Reich allemand.

Il est extrêmement difficile de dire ce qui se produira dans les *Balkans,* qui sont en mouvement. Il n'est pas exclu qu'ils aillent vers une révolution, mais ce n'est pas probable. Une guerre aurait provoqué immédiatement l'intervention étrangère, car l'Allemagne et l'Italie ne peuvent admettre des troubles dans cette partie de l'Europe. Cette situation explique l'abdication du roi Carol de *Roumanie.* Le Président de la Confédération saisit l'occasion de donner quelques explications sur les conditions dans lesquelles le roi Carol est arrivé en Suisse, d'où, après un très court séjour, il est reparti la nuit dernière[2].

La Grèce s'est rendue suspecte aux yeux des puissances de l'axe, du fait qu'elle jouit de la garantie britannique. Les opérations des deux grandes puissances qui se livrent la guerre en Méditerranée semblent viser l'île de Crête, dont l'importance stratégique est évidente.

Mais c'est l'*Afrique* qui est pour le moment l'enjeu principal de la lutte entre la Grande-Bretagne et l'Italie. Les Italiens ont remporté quelques succès, il est vrai; mais ce sont des succès préparatoires et non définitifs. Leur effort se dirige vers l'*Egypte* et le *Canal de Suez.* L'Egypte, qui comme on le sait, a un statut international équivoque, commande la route des Indes.

Parlant des *Indes,* nous arrivons en *Asie.* Aux Indes règne également une certaine effervescence.

Il y a aussi la question des *Indes néerlandaises* et de l'*Indochine française,* deux colonies appartenant à des puissances abattues par la guerre. Le *Japon* a le plus grand désir de soumettre ces territoires à son influence. Mais s'il voulait mettre la main sur les Indes néerlandaises ou l'Indochine française, il est hors de doute que les Etats-Unis ne resteraient pas passifs et qu'une telle entreprise risquerait d'aboutir à une généralisation du conflit.

Quelle est la *position de la Suisse* dans ce monde en mouvement? Elle est surtout caractérisée par la disparition des éléments d'équilibre sur lesquels nous nous fondions. En fait, cet équilibre avait déjà été rompu, à la fin de la dernière guerre, par la suppression de l'Empire d'Autriche-Hongrie. Il a disparu complètement par suite de l'impuissance actuelle de la *France.* Celle-ci se trouve dans une situation effroyable. Les rapports et les conversations de notre Ministre à Vichy sont des plus sombres. On ne se trouve pas seulement en présence d'une simple défaite militaire, mais bien d'une désorganisation, d'une décomposition absolue. Divisée en trois zones écartelées, elle semble impuissante à se relever. On ne peut se défendre de penser que le gouvernement du Maréchal Pétain, qui a fait table rase de tout ce qui existait, n'a pu mettre à la place des institutions disparues que du papier et des décrets.

L'*Angleterre* est restée «anglaise», ce qui signifie «elle», toujours «elle». Elle défend ses intérêts et n'entend pas se préoccuper d'autre chose. Preuve en soit le sans-gêne avec lequel son aviation a violé notre neutralité. Elle l'a fait le sachant et le voulant. Non pas que l'Angleterre soit nécessairement résolue à nous jeter dans la bagarre, mais lorsqu'elle a à choisir entre ses intérêts à elle et notre droit à nous, notre droit ne la préoccupe certainement pas. C'est l'éternel jeu historique des grandes nations en face des petites.

Lors du passage des avions anglais à travers notre espace aérien, le Conseil fédéral a immédiatement protesté à Londres et à Berne. M. Etter a parlé très sérieusement au Ministre d'Angleterre et, à son retour, le Président de la Confédération l'a fait encore plus énergiquement. Nous n'avons pas obtenu entière satisfaction. C'est pourquoi les communiqués de presse à ce sujet ne pouvaient être très clairs. Il importait en effet, d'éviter que, par ces communiqués, l'attitude (avec réserves et sous-entendus) de l'Angleterre fût portée à la connaissance de l'Allemagne et de l'Italie. La diplo-

---

2. *Cf.* E 2001 (D) 3/284 *et le rapport de Karl Stucki du 9 septembre 1940 sur l'arrivée de Carol II à Lugano. Après en avoir discuté le 6 septembre, le Conseil fédéral publie un communiqué le 10 septembre* (*Cf.* E 1001 1/EPD 1940 *et PVCF N° 1463). Cf. aussi le rapport du Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck, du 12 septembre 1940* (E 2300 Bukarest/8).

matie publique, telle qu'on la pratiquait à la Société des Nations, serait le pire dans de telles circonstances. Ces multiples violations de notre neutralité provoquent chez nos voisins de l'axe une extrême nervosité, qui se manifeste surtout dans leurs presse et radio. Ils attendent de nous une réaction très énergique. Sur le terrain militaire, nous avons fait tout ce que nous avons pu. Mais la défense contre avions, destinée surtout à protéger certaines localités déterminées, est peu efficace quand il s'agit du survol d'une partie étendue du pays à une très grande altitude. L'envoi d'escadres de chasse et le combat de nuit dans les airs sont très difficiles, pour ne pas dire impossibles. Peut-être désirent-ils que notre insuffisance militaire nous engage à une réaction politique. On voudrait nous faire rompre. Il va de soi que le Conseil fédéral hésite. Ce serait une décision grave. Une rupture des relations diplomatiques avec l'Angleterre nous rapprocherait nécessairement d'un camp et risquerait, de cette manière, de nous faire sortir de la neutralité. Mais d'autre part, si les violations se répètent, nous nous exposons à des réactions militaires de nos voisins sur notre territoire. Nos relations avec l'Allemagne, avec l'Italie surtout, en souffrent. En Italie, laquelle s'est toujours montrée si bienveillante vis-à-vis de nous, on constate une nervosité croissante. L'Allemagne, en revanche, envisage la situation avec un regard d'acier. Elle n'a aucune sympathie pour nous. Elle se souvient du conflit de la presse et surtout de la récente affaire de ses propres avions. Il est peu probable qu'elle ait l'intention de prendre des mesures militaires. Elle n'en a pas besoin car, placés entre l'Allemagne et l'Italie, nous pouvons être d'un moment à l'autre coupés du monde. Notre situation est donc très délicate. Nous devons obtenir à tout prix que les Anglais cessent leurs violations, autrement nous risquons de subir le sort d'autres petits pays neutres. En attendant, il faut durer. Voilà l'opinion du Conseil fédéral en politique extérieure: Durer. Tout faire pour maintenir notre indépendance et nos libertés. Si nous arrivons entiers à la paix, la partie est presque gagnée. Durer est difficile quand nous dépendons, en fait, de l'axe. Néanmoins, nous voulons sauvegarder entièrement notre indépendance. Et parlant d'indépendance, nous parlons de dignité. Il faut voir la situation avec réalisme et quelque égoïsme. La politique extérieure du Conseil fédéral ne connaît ni sympathies ni antipathies. Elle ne voit que la Suisse. Si nous regardons la situation froidement, il est possible que nous sortions de difficulté, mais nous devons rester froid, calme et ferme.

Bundesrat Etter: [...]. Die tiefgreifenden Umwälzungen, die Europa in den letzten Monaten erfahren hat, können nicht wirkungslos bleiben auf unser Land. Es war dies immer der Fall. In unserem Lande haben die Geschehnisse auch diesmal eine gewisse Beunruhigung ausgelöst. Es machen sich Bewegungen bemerkbar, die getragen sind vom Bedürfnis, die Einrichtungen unseres Staates neu zu gestalten. Im Gegensatz zum Jahre 1933, wo der sogenannte «Frontenfrühling» seinen Nährboden hauptsächlich in der deutschen Schweiz gefunden hatte, tritt heute das Erneuerungsbedürfnis lebhafter in der welschen Schweiz zutage. Dies mag seine Ursache in den tiefgreifenden Umwälzungen in Frankreich haben. Dort haben wir einen Zusammenbruch, wie er in der Geschichte einzigartig dastehen dürfte. Man hat die Pfeiler der bisherigen Ordnung eingerissen, bevor Bausteine für das Neue zur Stelle waren. Die Lage scheint bedenklich. Vielleicht treibt Frankreich schon im nächsten Winter einer Revolution entgegen.

In der Schweiz hat sich der Wille der «Erneuerer» in einer Anzahl junger Bewegungen kristallisiert. Wie will sich der Bundesrat gegenüber diesen verschiedenen Bewegungen verhalten? Die Formen des staatlichen Lebens sind nicht von ewiger Dauer, sie wechseln und müssen sich den veränderten politischen, wirtschaftlichen und sozialen Gegebenheiten anpassen. Es wäre daher verfehlt, Bewegungen, die auf eine Umbildung des staatlichen Lebens abzielen, grundsätzlich durch Polizeimassnahmen unterbinden zu wollen. Doch muss diese Haltung ihre Grenze an der Art der Tätigkeit und der Ziele dieser Bewegungen finden. Der Bundesrat will keine Massnahmen ergreifen, solange die Bewegungen legal bleiben in Mittel und Ziel. Andernfalls ist er gesonnen, mit aller Entschlossenheit einzuschreiten.

[La suite de l'exposé de Etter et celui de Stampfli correspondent au texte adopté par le Conseil fédéral, reproduit ci-dessus.]

ANNEXE II

E 2809/1/5

Le Conseiller national L.-F. Meyer aux Conseillers fédéraux, M. Pilet-Golaz, F. Baumann, W. Stampfli et E. Wetter[3]

L Express Luzern, 3. September 1940

An die freisinnigen Mitglieder im Bundesrat.

Mein verehrter Herr Bundespräsident!

Liebe Bundesräte und Freunde!

Beobachtungen ernster Art drücken mir die Feder in die Hand.

Aus meinen freundschaftlichen Beziehungen zu Industrie und Finanz in Nord und Süd ergibt sich aus der letzten Zeit ungefähr folgendes Bild:

In Deutschland gibt es seit längerer Zeit eine Gruppe von Politikern, welche auf dem Standpunkt stehen, die Schweiz müsse aufgeteilt werden. Die deutsche Schweiz zu Deutschland, Tessin, die bündnerischen Südtäler, vielleicht auch das Wallis zu Italien, die französische Schweiz als teilweise Kompensation zu Frankreich. Es sind nicht einflusslose Männer, welche sich auf diesen Standpunkt stellen. Immerhin hat bisher Adolf Hitler derartige Anregungen von der Hand gewiesen und die offizielle Stellung von Deutschland war der Erhaltung der Schweiz günstig.

In Italien war die Meinung bis vor kurzem ganz einhellig für die Integrität der Schweiz. Dies wesentlich unter der entschiedenen Stellungnahme von Mussolini. Leider hat sich diese entschiedene Einstellung von Italien in den letzten paar Wochen nicht unerheblich verschlechtert. So soll gerade Mussolini wegen gewisser Zwischenfälle verstimmt sein. Ich nehme an, dass unser Minister Rüegger hierüber orientiert ist. Immerhin hat das Zustandekommen der Anleihe von 200 Millionen an Italien als Geste der Schweiz die Situation offenbar erheblich verbessert. Aber trotzdem wird gegenwärtig in massgebenden Kreisen von Italien ganz offen über die Aufteilung der Schweiz in oben angedeutetem Sinne verhandelt.

Ich bin sicher persönlich nicht ängstlich und möchte auch die mir zugekommenen Mitteilungen in ihrer Tragweite nicht übertreiben. Ich habe aber doch den bestimmten Eindruck gewinnen müssen, dass die Stimmung gegenüber der Schweiz in Nord und Süd in den letzten paar Wochen sich sehr erheblich verschlechtert hat.

Ich habe versucht mich nach den Ursachen zu erkundigen. Wiederum wird mir in erster Linie die Presse genannt. Verschiedene Organe seien nun von der offenen Feindschaft zur verdeckten Unfreundlichkeit übergegangen. Durch scheinbar harmlose Bemerkungen versuche man so zu schreiben, dass man nicht gefasst werden könne und doch seine innere ausgesprochene Abneigung gegen die Achsenmächte zum Ausdruck bringen könne. Als Beispiele solcher Zeitungen werden mir genannt: Die Weltwoche, die Tat, sodann aber auch gewisse Einsendungen in der Neuen Zürcher Zeitung und im Bund, während man anerkennt, dass die Haltung der Redaktionen dieser letztgenannten beiden Zeitungen einwandfrei sei. Diese veränderte Schreibweise mache sich bemerkbar, so sagt man mir, seit man wieder zu glauben anfange, die Invasion Englands werde Deutschland doch vielleicht nicht gelingen. Darob offensichtlich grosse innere Freude, die man nicht verheimlichen könne.

Ich habe überall Gelegenheit genommen zu erklären: Liebe lässt sich nicht befehlen, ebensowenig wie der Hass. Das gibt man zu. Aber man sagt mir: Schweigen könne man befehlen. Wenn die Schweiz nicht endlich soweit zur Vernunft komme, dass sie ihre Zeitungen schweigen lerne, dann werde sie unabwendbar die Konsequenzen zu tragen haben. Man sei nun einmal entschlossen, das «neue Europa» derart aufzubauen, dass alle Herde künftiger Unruhe ausgetilgt seien.

Selbstverständlich habe ich nicht unterlassen überall zu erklären, dass eine derartige Aufteilung

---

3. *Annotation de Pilet-Golaz en haut du document:* 4.9.40. *Cf. aussi* J.I.114,9.

nur möglich sein werde, wenn man die Schweiz militärisch niederschlage. Sie werde sich bis zum äussersten zu verteidigen wissen.

Neben der Haltung einer gewissen Presse spielt eine ganz besondere Rolle auch unsere Einstellung zu England. Man vergleicht die Energie, mit welcher wir der Grenzverletzung deutscher Flieger entgegentraten, die wir sofort mit Waffengewalt bekämpften. Von England lassen wir uns alles und jedes gefallen. Wir hätten bisher nicht dagegen reagiert, dass man uns unter vollständigster Verletzung des Völkerrechts und der internationalen Verträge unsere für das eigene Land benötigten Lebensmittelsendungen in Gibraltar zurückhält. Wir würden uns auch mit papierenen Protesten begnügen, die ganz offensichtlich von England vollkommen ignoriert würden. Nachdem die Schweiz offenbar gar nicht gewillt sei, gegenüber England diejenigen Konsequenzen zu ziehen, die sie gegenüber Deutschland (Fliegerabwehr) ohne weiteres gezogen habe und offenbar auch gegen Italien ziehen würde, hätten die beiden Achsenmächte wirklich nicht den geringsten Anlass, auf die Schweiz irgendwelche Rücksicht zu nehmen.

So der Niederschlag von verschiedenen Mitteilungen aus ernsten Kreisen, von denen ich zudem weiss, dass sie der Schweiz überaus wohlwollend gesinnt sind und aufs wärmste deren Erhaltung wünschen und erhoffen. Ich bin daher der Meinung, dass wir derartige Äusserungen nicht in den Wind schlagen dürfen.

Was können wir tun?

1.) Wir müssen unsere Presse dahin bringen, dass sie endlich schweigt wo die Schweiz nicht interessiert ist. Wir sind wirklich nicht die Moralwächter und nicht die Lehrmeister der Welt. Ferner muss dafür gesorgt werden, dass das kleine Sticheln, das verdeckte Hetzen usw. aufhört. Die Sache ist zu ernst, als dass man derartige Spielereien noch erlauben könnte.

2.) Wir müssen gegen England die vollen Konsequenzen der Verletzung unserer Rechte ziehen. Gewiss können wir England nicht den Krieg erklären. Aber wir können und müssen die diplomatischen Beziehungen mit England so lange suspendieren, eventuell abbrechen, bis wir nicht nur Genugtuung für das schon geschehene Unrecht erhalten, sondern Garantien dafür, dass inskünftig unser Recht nicht mit Füssen getreten wird[4]. Dabei würden wir gut tun, Gibraltar und die Luftraumverletzungen zusammenzuhängen. Eine starke und selbstbewusste Stellungnahme ist gegenüber der Rücksichtslosigkeit, mit der wir von England behandelt werden, die einzig mögliche Entgegnung. Wenn wir auf der einen Seite bereit sind zu erklären, dass wir in unserm Gebirgsreduit mit Waffengewalt unsere Ehre und unsere Freiheit zu verteidigen gewillt seien, dann dürfen wir uns eine Behandlung wie die gegenwärtig englische nicht gefallen lassen ohne die entsprechenden kräftigen Massnahmen zu treffen.

3.) Beides sollte rasch geschehen. Insbesondere darf die Stellungnahme gegen England keine Verzögerung erfahren. Heute können wir noch spontan und aus eigenem Entschlusse handeln. Ob wir dies auch morgen noch können, ist fraglich; denn es ist sehr leicht möglich, und ich habe Anhaltspunkte hiefür, dass die Achsenmächte auf uns einen Druck ausüben wollen, damit wir gegenüber England entsprechende Massnahmen ergreifen. Sobald wir dies aber unter Druck tun müssten, hätten wir enorme innere Schwierigkeiten und zudem hätte unsere Massnahme gegenüber England ihren Hauptwert verloren. Ich empfehle daher, sofern überhaupt etwas getan werden will, dies rasch und kräftig zu tun.

Ich möchte diese Ausführungen nicht in der Vollmachtenkommission machen, die sich am 11. September besammelt. Auch scheint mir der Termin schon zu spät. Wenn dagegen der Bundesrat finden sollte, er wolle noch seine Vertrauensmänner konsultieren, bin ich bereit, dort meine Anregung zu vertreten. Ich halte aber auch diese Konsultation nicht für notwendig. Der Fall an sich ist klar. Zudem bleibt wenig Zeit zum Überlegen und es dürfte m.E. genügen, wenn der Bundesrat sofort, nachdem er seine Massnahmen beschlossen hat, die Vertrauensmänner einberuft und sie darüber orientiert. Die zu fassenden Beschlüsse eignen sich ohnehin nicht zu einer breiten Beratung in einer grossen Kommission.

---

4. *Pilet-Golaz a marqué ce passage d'un point d'interrogation dans la marge.*

380

E 7001 (B) 1/453

Le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer,
au Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli

L E.a.2. 1939. London, 11. September 1940

Ich sprach am 6. September beim Kriegswirtschaftsministerium vor. Minister Dalton ist in den Ferien abwesend. Statt dessen empfing mich sein Stellvertreter, der Parlamentssekretär Foot. Ich teilte ihm mit, dass wir aus der Schweiz die Meldung erhalten hätten, Prof. Keller werde am 9. September von dort abreisen, um in London Besprechungen zu führen wegen Wirtschaftsfragen in Verbindung mit der Blockade[1].

Herr Foot möchte genau wissen, welche offizielle Stellung Prof. Keller in dieser Mission habe. Da das Berner Telegramm hierüber keinen Aufschluss enthält, antwortete ich ihm, Prof. Keller sei einer der höchsten Angestellten des Volkswirtschaftsdepartements, ein Departement, das fast sämtliche wirtschaftlichen Angelegenheiten in sich vereinige und dass er speziell mit dem Studium von Handelsverträgen und Durchführung der Verhandlungen betraut sei. Er sei vor mehreren Monaten auch in London gewesen als Chef der schweizerischen Handelsdelegation. Falls Prof. Keller in besonderer Eigenschaft herüberkomme, würde ich Herrn Foot seinerzeit sofort dementsprechend verständigen.

Herr Foot möchte dann wissen, welcher Natur diese Verhandlungen seien. Ich gab ihm folgende Antwort. Seit dem Zusammenbruch Frankreichs sei die Schweiz mehr oder weniger vom Ausland isoliert. Sie sei umgeben von Diktaturstaaten mit Ausnahme des «unkontrollierten» Frankreichs; angesichts dieses Zustandes hätte ich mich seinerzeit bei Minister Dalton dafür verwendet, dass uns Gelegenheit geboten wäre, über den Hafen von Genua Schiffsladungen zu importieren. Genua sei für uns gut gelegen, sehr gut ausgestattet für Umladungen und per Bahn aus der Schweiz leicht erreichbar. Bedingungen, die für Marseille zurzeit nicht zutreffen.

Gestützt auf eine Garantie der italienischen Regierung, die für die Schweiz bestimmten Waren passieren zu lassen, habe Minister Dalton zuerst ein Schiff und hernach mehrere andere passieren lassen, die Italiener hätten ihr Wort gehalten. Foot bemerkte dazu, dass sie trotzdem den Italienern nicht trauen können. Er erinnere mich an den griechischen Dampfer, der neulich von den Italienern aufgebracht worden sei[2]. Ich betonte, das Verhältnis zwischen Italien und Griechenland entspreche nicht demjenigen zwischen Italien und der Schweiz, was Foot zugibt.

Nun sei aber dieser spärliche Importhandel für die Schweiz nicht genügend. Es sei gerade ein kleines Luftloch, um ein Ersticken zu verhindern. In Anbe-

---

1. *Cf. N° 372.*
2. *Pilet-Golaz a marqué un point d'interrogation dans la marge le 30 septembre.*

tracht dieses Umstandes sei ich bestrebt gewesen, die ganze Situation auf eine bessere Basis zu bringen. Ich hätte dazumal mit statistischem Material bei Minister Dalton vorgesprochen. Es habe sich dabei ergeben, dass seine und meine Zahlen grosse Divergenzen aufwiesen. Zu meinem Bedauern musste ich in der Folge feststellen, dass Bern bei genauerer Untersuchung seine Ziffern revidierte. Angesichts dieser Sachlage betrachtete ich es für zwecklos, weiter mit Minister Dalton zu verhandeln bevor die Gesandtschaft in den Besitz soliden, umfassenden Zahlenmaterials gelange. Aus diesem Grunde begrüsse ich es sehr, dass Prof. Keller hieher komme, er werde zweifellos in der Lage sein, diese Lücke auszufüllen und allfällige Unklarheiten aufzuklären.

Herr Foot bemerkte daraufhin, wie ich mir diesen Export und Import vorstelle und nach welchen Ländern wir speziell exportieren wollen. Ich antwortete ihm, dass wir vor dem Kriege mit der ganzen Welt verkehrt hätten und dass es selbstverständlich unser Wunsch sei, soviel wie möglich zu exportieren, wir seien auf den Export angewiesen. So denken wir auch an Exporte nach England, soweit dies möglich sei. Herr Foot bemerkt, dass sie in der Tat an gewissen Importen interessiert wären. Wir hätten, soviel er wisse, auch grosse Waffenfabriken. Er möchte wissen, ob wir Waffen nach England oder Deutschland exportierten. Da ich hierüber keine Angaben habe, erkläre ich ihm, dass Prof. Keller wohl in der Lage sein werde, ihm hierüber Auskunft zu erteilen.

Herr Foot weist dann darauf hin, dass wir neulich eine Abmachung mit Deutschland getroffen hätten. Eine Abmachung wirke immer beidseitig. Er verstehe, dass wenn wir von Deutschland etwas erhalten, auch diesem etwas liefern müssten. Er möchte wissen, worin diese Lieferungen bestehen. Ich gebe eine ausweichende Antwort in dem Sinne, dass die Schweiz über sehr wenig Rohprodukte verfüge, dass die Zufuhr so gut wie abgeschnitten sei und wir wahrscheinlich deshalb auf eigene Produkte angewiesen wären. Dazu gehöre z.B. Käse. Bei allem Verständnis für unsere Lage bemerkt Herr Foot, dass das Kriegswirtschaftsministerium ihr Hauptziel nicht aus den Augen verlieren dürfe. Deutschland führe eine rücksichtlose Blockade gegenüber Grossbritannien, sie zahlen Deutschland mit gleicher Münze zurück. Es sei das natürliche Bestreben des Ministeriums, soweit wie nur möglich in Deutschland gerade die Einfuhr derjenigen Produkte zu verhindern, die dort anfangen selten zu werden.

In Erkenntnis der mir ohnehin schon bekannten Tatsache, dass das Ministerium offenbar sehr zugeknöpft sein werde und dass es wichtig wäre, wenn Prof. Keller zum voraus diejenigen Positionen kennen würde, an denen das Ministerium besonders interessiert, fragte ich Herrn Foot, ob er mir unverbindlich einige Angaben über die sie interessierenden Punkte machen könne. Er erklärte sich bereit, diese schriftlich zu formulieren. Ich nehme das Anerbieten an unter der Bedingung, dass der Brief am 7. September in meinem Besitze sei, dies im Hinblick auf die auf den 9. September festgesetzte Abreise Prof. Kellers.

Zusammenfassend erklärte mir Herr Foot, dass sie Prof. Keller sehr gerne empfangen werden, um mit ihm eine Reihe von Fragen zu diskutieren. Er gestehe mir aber offen, dass ich gut tun werde, Prof. Keller zu warnen, dass er

eventuell ohne Abmachung in die Schweiz zurückkehren müsste. Ich solle dies nicht so interpretieren, dass sie überhaupt nicht geneigt wären, zu einer Abmachung zu gelangen, falls Prof. Keller in der Lage wäre, ihre Zweifel zu beseitigen und sie zu überzeugen, dass eine Abmachung möglich sei.

Am 9. September erkundigte sich Herr Foot bei mir, wann Herr Prof. Keller zu erwarten sei, da sie ihn gerne offiziell zu einem Essen einladen möchten, um die Bekanntschaft mit ihm und den zuständigen Herren für die Besprechung zu ermöglichen. Er fügte dann bei, er hoffe, dass die Besprechungen doch zu einer Vereinbarung führen werden. Dies lautet etwas positiver wie die Mitteilungen, die er mir anlässlich der Besprechung vom 6. September machte.

Ich bestätige Ihnen in diesem Zusammenhang auch den Empfgang Ihres Telegramms No. 240[3], wonach Herr Prof. Keller voraussichtlich um den 12. September herum von Lissabon abreisen werde.

3. *Non reproduit.*

381

E 2001 (D) 3/39

La Division des Affaires étrangères du Département politique[1]
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L
A.45.14.10.WN.

Berne, 14 septembre 1940

Les chefs du Mouvement National Suisse ont tenté depuis longtemps d'être reçus par M. le Président de la Confédération pour lui exposer leurs aspirations et leurs buts, et avec lequel ils désirent également discuter entre autres la question de l'interdiction qui frappe la «Neue Basler Zeitung», organe du mouvement[2].

M. le Président a cru devoir céder aux insistances de ces messieurs et a reçu en audience, le mardi 10 courant, MM. Hofmann, Keller et Schaffner. La conversation a duré une heure et demie environ. A l'issue de l'entretien, le Mouvement National envoya à la presse un communiqué conçu en des termes malheureux et susceptibles de provoquer une confusion. Le Conseil fédéral s'est vu dans l'obligation de publier à son tour une mise au point rendue nécessaire par les circonstances. En dépit de cette rectification de la part de l'autorité, la presse suisse se livre, depuis quelques jours, à des attaques plutôt violentes contre le Président de la Confédération, auquel il est reproché d'avoir accordé une audience aux chefs d'un mouvement subversif. Nous n'avons pas

1. *Le paraphe figurant sur cette lettre est celui de C. Rezzonicco.*
2. *Sur ce journal, cf.* E 2001 (D) 2/127.

besoin d'ajouter que ce reproche nous paraît non seulement injuste, mais pour le moins inopportun.

Nous vous envoyons sous ce pli, pour votre orientation, une série de coupures de presse relatives à cette affaire[3]. La lecture de ces articles illustre d'une manière éloquente les difficultés auxquelles le Conseil fédéral est exposé dans la conduite de sa politique extérieure[4].

---

3. *Non reproduites.*

4. *Lors de sa séance du 17 septembre 1940, le Conseil fédéral adoptera la déclaration suivante publiée le lendemain* (E 1004.1 1/401, *N°* 1503):

L'audience accordée par le Président de la Confédération, le 10 septembre au Palais fédéral, à Messieurs Schaffner, Hofmann et Keller et le communiqué qui suivit ont donné lieu à des interprétations diverses qu'il convient de mettre exactement au point. C'est pourquoi le Conseil fédéral tient à faire la déclaration ci-après:

Le poète Schaffner avait sollicité du Président de la Confédération une audience qui lui fut accordée au su du Conseil fédéral. Au cours de l'entretien, Messieurs Hofmann et Keller, qui l'accompagnaient, exposèrent, en qualité de représentants de la «Nationale Bewegung», les buts et requêtes de ce mouvement. Ils précisèrent, d'ailleurs, qu'ils se plaçaient absolument sur le terrain d'une Suisse indépendante et libre, qu'ils ne recevaient ni instructions ni argent de l'étranger, qu'ils entendaient se conformer dans toute leur activité aux règles de l'ordre public. Le Président de la Confédération les a priés de bien vouloir lui confirmer ces quatre points par écrit pour qu'il puisse transmettre au Conseil fédéral les informations fournies. Ils l'ont fait le lendemain déjà.

En le quittant, Messieurs Hofmann et Keller déclarèrent qu'ils avaient l'intention de faire un communiqué. Le Président de la Confédération les invita à se borner à dire qu'ils avaient été reçus et lui avaient exposé leurs idées. Le texte transmis par leur service de presse, qui ne s'en est pas tenu à cette instruction, ne lui fut pas soumis.

Quelques minutes après, il présentait un rapport préliminaire au Conseil fédéral, au cours de la séance de relevée tenue ce jour-là. Il le compléta le vendredi suivant, en possession de la lettre de Messieurs Hofmann et Keller.

Il va de soi qu'après comme avant cette entrevue, le Conseil fédéral poursuivra la politique qu'il a définie dans sa déclaration solennelle du 30 août 1939, son exposé du 11 septembre devant la Commission des pouvoirs extraordinaires du Conseil national et le discours du Président de la Confédération du lendemain 12 septembre à Lausanne:

Volonté inébranlable d'indépendance et de liberté, observation et maintien rigoureux de la neutralité, relations cordiales avec tous les Etats.

Ordre, discipline, union et solidarité à l'intérieur dans le cadre de nos institutions séculaires, dont les principes éprouvés restent la base de notre organisation démocratique et fédéraliste.

En affirmant et confirmant ainsi sa politique, le Conseil fédéral est convaincu d'être en communion d'idées avec le peuple suisse et, appuyé sur le Parlement, de pouvoir envisager l'avenir avec confiance.

382

E 2001 (D) 2/207

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L 60/136 – I/AZ Berlin, 16. September 1940

Ich beehre mich, Ihnen vorläufig zu Ihrer Information Kopien einer Korrespondenz des kommissarischen Verwalters der ehemals polnischen Aktien- und Privatbanken im Bereich der Treuhandstelle Kattowitz zu übermitteln[1], der darum nachgesucht hatte, eine Kopie einer Bestellungsurkunde zu beglaubigen, um ein Dokument zu erhalten, das ihm ermöglichen sollte, die Interessen der ihm als Treuhänder unterstellten ehemals polnischen Unternehmen gegenüber schweizerischen Bankfirmen geltend zu machen.

Ich habe ihn mit seinem Anliegen zunächst an die Deutsche Gesandtschaft in Bern verwiesen, da es sich um die Geltendmachung deutscher Interessen in der Schweiz handelt. Es dreht sich bei der Angelegenheit hauptsächlich um die Frage, wieweit die Massnahmen der deutschen Okkupationsbehörden im ehemals polnischen Gebiet schweizerischerseits anerkannt werden sollen. Es schiene mir, nachdem der Krieg auf dem europäischen Kontinent als entschieden gelten kann[2], angezeigt, nunmehr dem tatsächlichen Zustand Rechnung zu tragen.

Für Ihre Stellungnahme zu der Angelegenheit wäre ich Ihnen für den Fall, dass der kommissarische Verwalter in Kattowitz auf sein Anliegen zurückkommt, sehr zu Dank verpflichtet[3].

1. *Non reproduite.*
2. *Ce passage est souligné à la main d'un double trait, de deux points d'interrogation en marge avec l'exclamation* was!
3. *Cf.* E 2001 (D) 2/207.

383

E 2001 (E) 1/8

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[1]

L F/AZ Vertraulich. Berlin, 17. September 1940

In Beantwortung Ihrer Zuschrift vom 11. dieses Monats[2] beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass mir vor ungefähr einer Woche vertraulich gesagt

1. *Annotation de Pilet-Golaz en haut:* Donné connais*[sance]* verb*[a]\[ement]* au C*[onseil]* f*[édéral]* le 20.9.40 de la première partie.
2. *Non reproduite.*

wurde, dass die in Frankreich gefundenen Dokumente, die unseren Generalstab belasten, zu einer diplomatischen Aktion Anlass geben werden. Es sei aber auch nicht ausgeschlossen, dass die Dokumente vorderhand «aufs Eis» gelegt würden, um sie in einem späteren Zeitpunkt zu verwenden. – Unser Gesuch um Öffnung der elsässischen Grenze wurde abgelehnt, weil, wie ich ebenfalls vertraulich erfuhr, der Aussenminister auf unserer Note den Randvermerk anbrachte: «Kommt jetzt nicht in Frage». – Die Sprengung der Eisenbahnbrücke in Savoyen und die bisherige Nichtöffnung der Zufahrt über Bellegarde lassen verschiedenen Vermutungen Raum. – Unser Gesuch, die Fluglinie Schweiz-München wieder zu eröffnen, wurde aus allgemeinen politischen Gründen bisher verweigert. – Man stösst an eine Wand, wenn man die Frage der Internierten in der Schweiz erörtern möchte. Die Aktion der deutschen Ferienkinder ist aufgegeben worden. – Der Chef des Transportamtes, Herr Matter, hat ebenso wie die Gesandtschaft wenig Entgegenkommen gefunden bei seinen Bemühungen, den Abtransport der schweizerischen Güter in den besetzten Gebieten in die Wege zu leiten.

Alles dies sind Symptome einer gespannten Lage. Herr alt Bundesrat Musy[3] wird wohl in der Zwischenzeit dem Herrn Bundespräsidenten über seine Eindrücke, die nicht günstig waren, Bericht erstattet haben. Auch Herr Oberstleutnant Ilsemann, der kürzlich in Berlin war, äusserte sich dahin, dass in leitenden Kreisen eine Unzufriedenheit mit der militärischen und politischen Führung unseres Landes festzustellen sei.

Die Gefahren, die unser Land bedrohen, sind daher zweifellos vorhanden. Man muss sich auch darüber klar sein, dass in einigen Monaten unsere Vorräte zu Ende gehen und dass die Achsenmächte unsere gesamte Zufuhr kontrollieren. Durch die mobilisierten Divisionen am Gotthard werden sich die Achsenmächte also kaum beeindrucken lassen. Der Wirklichkeitssinn, den der Bundespräsident in Lausanne forderte, sollte die Einsicht in diese Realitäten vermitteln. Es ist nicht ratsam, vor den Gefahren den Kopf im Sande zu verstecken und abzuwarten, was sich ereignen werde. Besser ist es eine Lösung zu suchen, solange man noch eine gewisse Bewegungsfreiheit hat und nicht erst dann, wenn man aus dem letzten Loch pfeift.

Wenn ich vorgeschlagen habe, ein Bekenntnis zur Mitarbeit im neuen Europa zu äussern, – eine Mitarbeit, die im wesentlichen auf wirtschaftlichem Gebiet liegt – so bedeutet dies keine Preisgabe wesentlicher Grundsätze. Die völkerrechtliche Neutralität steht nicht zur Diskussion. Niemand verlangt von uns, dass die Schweiz sich am englischen Krieg oder an einem anderen beteilige. Dagegen kann man sich der Tatsache nicht verschliessen, dass das machtpolitische Gleichgewicht, auf dem unsere bisherige Neutralitätspolitik beruhte, nicht mehr besteht und dass sich daher auch unsere Neutralitätspolitik den neuen Verhältnissen anpassen muss. Es nützt nichts an Grundsätzen festzuhalten, die auf nicht mehr bestehenden Voraussetzungen beruhen.

Wenn vor dem Zusammenbruch Frankreichs der positive Gehalt unserer Neutralitätspolitik in der Formel Ausdruck fand: Gleichmässig freundschaft-

3. *Sur les activités politiques de J.-M. Musy en 1940, cf. notamment* J. I. 131/47 *et* E 27/9943, 14117 *et* 15067, E 5795/437, E 2800/1967/59/18.

liche Beziehungen mit allen Nachbarstaaten, so wurde damit zum Ausdruck gebracht, dass unser demokratisches Land keine ideologische Aussenpolitik macht. Nach dem französischen Zusammenbruch ist dies selbstverständlich. Sogar die Sozialisten sind ja jetzt damit einverstanden. Auch sie sehen heute ein, dass wir uns nicht gegen die Achsenmächte stellen können. Die erwähnte Formel hat daher heute ihren Sinn verloren. Oder will man sich etwa an das britische Weltreich anlehnen, von dem wir durch die Achsenmächte abgeschnitten sind? Die Bereinigung des Verhältnisses zu Deutschland und Italien erfordert vielmehr eine Stellungnahme zu dem neuen Europa. Ich brauche übrigens für diese Problemstellung keine Lanze zu brechen, nachdem der Herr Bundespräsident in Lausanne darüber gesprochen hat. Das günstige Echo, das seine Ausführungen in Deutschland gefunden haben, zeigt, dass mein Rat nicht abwegig war.

Im übrigen nehme ich mit Genugtuung davon Kenntnis, dass Sie bereit sind, mit der Methode der «Bausteine» weiterzufahren. Darf ich darauf hinweisen, dass ich noch keine endgültige Antwort bezüglich der Zulassung der deutschen Studenten erhalten habe, und dass die Korrespondenten von Schweizerzeitungen, deren Ankunft mir in Aussicht gestellt wurde, noch nicht in Berlin eingetroffen sind. Auch mit der Beantwortung der Frage der Zulassung des Landesleiters und der Kreisleiter sollte nicht zugewartet werden. Bei der Animosität, die hier gegen den General besteht, wäre es auch nützlich, wenn wenigstens die in Aussicht genommenen Veränderungen in der Umgebung des Generals zur Tatsache würden. Meine übrigen Ratschläge, die zwar bei Ihnen keine Gnade fanden, will ich nicht wiederholen, obwohl ich sie nach wie vor für richtig und dringlich halte. Vielleicht erwägt das Politische Departement auch die Frage, ob es nicht an der Zeit wäre, dass die Polnische und die Norwegische Gesandtschaft in der Schweiz ihre Tätigkeit einstellen, nachdem die betreffenden Regierungen nirgends mehr eine Souveränität ausüben. Dies hindert ja nicht, dass man den betreffenden Funktionären einen ehrenvollen Aufenthalt in der Schweiz ermöglicht.

Es ist, wie gesagt, ein Lichtblick, dass die deutsche Presse von den Äusserungen des Bundespräsidenten in Lausanne auf Weisung des Auswärtigen Amtes in freundlicher Weise Kenntnis nahm, ebenso von der Tatsache, dass der Herr Bundespräsident Vertreter der sogenannten nationalen Erneuerung empfangen und angehört hat. Hoffentlich lässt sich der Bundesrat nicht durch die Kritik der Parteipresse irremachen. Die gleichen Kreise, die die kluge Neutralitätspolitik von Herrn Motta sabotierten, versuchen auch heute in ihrer Verblendung eine kluge Nachkriegspolitik[4], von der wohl die Existenz unseres Landes abhängt, zu verunmöglichen. Dies sollte daher unter allen Umständen verhindert werden.

---

4. *Pilet-Golaz a marqué ce passage d'un point d'interrogation dans la marge.*

ANNEXE

E 2001 (D) 3/306

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L B.51.12.A.1. – VF.
ad F/AZ

Bern, 24. September 1940

Von dem Inhalt Ihres Schreibens vom 17.d.M.[5] haben wir mit lebhaftem Interesse Kenntnis genommen, und wir danken Ihnen verbindlich für die aufklärenden Mitteilungen, die Sie uns bezüglich des gegenwärtigen Standes der deutsch-schweizerischen Beziehungen geben.

Die von Ihnen wiedergegebenen Tatsachen sind gewiss sehr bemerkenswert und lassen erkennen, dass man in Berlin die Abhängigkeit unseres Landes von dem guten Willen der deutschen Regierung uns recht eindrücklich vor Augen führen will. Sie lassen aber auch die Frage aufsteigen, wieweit unsere Politik des Entgegenkommens und der Nachgiebigkeit noch zu rechtfertigen ist, wenn die «Bausteine» zu einem bessern Einvernehmen fast nur von unserer Seite geliefert werden. Denn Ihrer Liste der offen gebliebenen schweizerischen Wünsche kann eine andere zur Seite gesetzt werden, die dartut, dass wir es nicht an deutlichen Beweisen unseres aufrichtigen Willens zur Beilegung der zwischen beiden Staaten bestehenden Schwierigkeiten haben fehlen lassen.

Wenn wir von der Beilegung der Fliegerzwischenfälle ausgehen, die für die Schweiz ausserordentliche und nur schwer erfüllbare Zumutungen in sich schloss, so reihte sich daran die freiwillige Entlassung der internierten deutschen Fliegermannschaften, welche Massnahme uns von Seiten der britischen Regierung einen Protest wegen neutralitätswidrigen Verhaltens eintrug. – Letzthin wurde auch das Material der internierten deutschen Flugzeuge zurückerstattet, wobei schweizerische Wünsche auf entgeltliche Überlassung einzelner Apparate rundweg abgelehnt wurde*[n]*. – Der Bundesrat hat ferner auf die Schadenersatzansprüche aus der Beschiessung von Kleinhüningen und Courrendlin verzichtet und musste die Vergütung dieser Schäden zu Lasten der Bundeskasse übernehmen[6]. – Er hat kürzlich 64 in der Schweiz verbliebene polnische Eisenbahnwagen auf Begehren der Reichsregierung wieder nach Polen abrollen lassen, was zu einer Protesterklärung der Polnischen Gesandtschaft geführt hat. – Auf dem Gebiete der Presse ist es dem Eingreifen des Bundesrates zu verdanken, dass unsere Zeitungen in den letzten Monaten grosse Mässigung und z.T. verständnisvolle Haltung gegenüber dem Deutschen Reich an den Tag gelegt haben. Die «Neuen Zürcher Nachrichten» sind wegen eines in dem Blatt erschienenen Artikels eines deutschen Emigranten für zehn Tage beschlagnahmt worden, und der Verfasser ist nachträglich wegen dieser Sache interniert worden. – Der «Völkische Beobachter» ist für die Schweiz wieder zugelassen worden[7], und es wurde in unserer Presse vielfach mit Enttäuschung bemerkt, dass es an einer Gegenleistung fehle. – Zwei ständige Schweizer Korrespondenten werden in diesen Tagen nach Berlin abreisen, nachdem sie mehrere Wochen auf die Erteilung des Visums haben warten müssen. – Seitens der schweizerischen fremdenpolizeilichen Behörden werden die Vorschriften zur Erteilung von Einreise- und Aufenthaltsbewilligungen deutscher Staatsangehöriger besonders entgegenkommend behandelt, sodass kaum noch Klagen in dieser Hinsicht vorkommen. – Die Zulassung der deutschen Studenten für das Wintersemester in Lausanne und Genf wurde gewährleistet, und es ist lediglich der Ferienzeit zuzuschreiben, wenn die betreffenden Universitäten noch keine endgültige Antwort auf Anberaumung der betreffenden Kurse gegeben haben. – Schliesslich haben wir der Einsetzung von Kreisleitern der NSDAP in der Schweiz unsere Zustimmung gegeben und ihnen, wie dem Landesleiter, fehlt hiezu nur noch der Name. – Vor kurzem hat in Zürich ein

5. *Ci-dessus.*
6. *Cf. annexe au N° 344.*
7. *Cf. N° 376.*

allgemeines Sportfest der deutschen Vereine in der Schweiz stattgefunden, und in der gleichen Stadt ist eine nationalsozialistische Ausstellung durchgeführt worden. Die reibungslose Abwicklung dieser Veranstaltungen zeigt, wie wenig begründet der Vorwurf einer Verfolgung der Deutschen in der Schweiz ist und wie sehr die bedauerlicherweise vorgekommenen Fälle verallgemeinert und aufgebauscht worden sind.

Wir bitten Sie, uns nicht misszuverstehen. Wir gehen ganz mit Ihnen darin einig, dass die Stellung der Schweiz zwischen den Achsenmächten eine neue Orientierung ihrer aussenpolitischen Beziehungen unerlässlich macht. Diese neue Orientierung wird sich vor allem auf dem Gebiete der Wirtschaft notwendig erweisen und ist übrigens auch schon in Erscheinung getreten. Ebenso werden die Voraussetzungen für einen Austausch der kulturellen Güter, ungeachtet der Gegensätzlichkeit der beiderseitigen Staatenordnungen, geschaffen werden müssen. Abzulehnen aber ist der Gedanke eines freiwilligen Verzichts auf unsere traditionelle Neutralitätspolitik, und wir würden wohl auch in den Augen der Achsenmächte kaum etwas damit gewinnen, wenn wir in allzu rascher Beflissenheit unsere staatliche Existenz ganz von der Politik unserer beiden grossen Nachbarn abhängig machen wollten. Im Rahmen dieser Richtlinien ist der schweizerische Standpunkt jeweilen mit Festigkeit zu vertreten, was sicherlich auch von der deutschen Regierung verstanden werden wird.

384

E 2200 London 44/7

Notice du Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer.

London, 18. September 1940

NOTIZ BETREFFEND MEINE BESPRECHUNG MIT MR. BUTLER

Mr. Butler ersuchte mich Mittwoch den 18. September, um 3 1/4 Uhr bei ihm vorzusprechen. Er überreichte mir das Memorandum vom 18. September [1]. Er ersucht mich, von diesem Kenntnis zu nehmen. Nach dessen Durchsicht hatten wir eine Besprechung gemäss nachstehenden Notizen.

1. Selbstverständlich hat die schweizerische Regierung nie die Absicht gehabt, sich in irgendeiner Weise in die britischen Militäroperationen gegen Italien einzumischen. Alles, was sie wünscht und dringend verlangt, ist, dass die britischen Flieger nicht mehr Schweizergebiet benützen. Wenn die Flieger den kleinen Umweg um die Ecke über Genf herum wählten und dann einmal zur Seltenheit einer aus Versehen ein paar Meter über schweizerisches Terrain fliegen würde, könnten wir dies als Navigationsfehler wohl verstehen, nicht aber der systematische Hin- und Rückflug über die Schweiz.

Ich werfe erneut die Frage auf, ob die Flieger nicht besser eine Bombe weniger mitnehmen und statt dessen Benzin mitführen könnten, um den längeren Flug zu sichern.

---

1. *Reproduit en annexe.*

2. Mr. Butler erklärt mir, dass jegliches Abwerfen von Bomben in der Schweiz nicht nur den Intentionen der Regierung, sondern auch des Fliegerkommandos absolut widerspreche. Ich habe den bestimmten Eindruck, dass in dieser Hinsicht die schärfsten Weisungen bestehen.

Mr. Butler erklärt mir auch, dass das Überfliegen in keiner Weise in übelwollender Absicht oder gar um Schwierigkeiten zu bereiten, geschehe. Dies liege allen fern.

Ich bemerke hiezu, dass das Überfliegen an sich für uns Schwierigkeiten kreiere und es sehe fast so aus, dass diese in der Wage weniger ins Gewicht fallen wie die Wünsche des Militärs, auf den kürzesten Flug. Ich gehe dann einen Schritt weiter und frage, ob die britische Regierung in diesem Ringen und in einer Zeit, wo alles mit der grossen Elle gemessen werden, ungenügendes Interesse an unserem kleinen Staate in Europa habe. Mr. Butler versichert mir, dass dies gar nicht der Fall sei, man gebe sich völlig Rechenschaft von der Bedeutung und Wichtigkeit der Schweiz, er sei überzeugt, dass England immer für die Erhaltung der Schweiz, die er als notwendig und nützlich betrachtet, eintreten würde, ganz abgesehen von den grossen Sympathien und andern Erwägungen.

3. Ich bringe dann das Gespräch auf die eventuellen Rückwirkungen des weiteren Überfliegens schweizerischen Gebietes in anderen neutralen Staaten und frage, ob auch diese bei der Antwort in Erwägung gezogen seien. Mr. Butler erklärt mir, sie hätten auch diesen Umstand in Betracht gezogen.

Das Kabinett habe die Entscheidung durchaus nicht leichter Hand getroffen, sondern sehr ernst diskutiert. Lord Halifax habe an der Sitzung nicht teilgenommen, sondern sei durch Mr. Chamberlain vertreten gewesen. Er sei aber telephonisch von der Angelegenheit in Kenntnis gesetzt worden. Ich bemerke dann, dass ich gemäss meinen Instruktionen eine Besprechung mit Lord Halifax in dieser Angelegenheit nachgesucht habe und ich bitte Mr. Butler, mir trotz dem heutigen Memorandum zu einer solchen Besprechung Gelegenheit zu geben, was er mir verspricht.

4. Mr. Butler erklärt mir weiterhin, dass ihm daran gelegen gewesen sei, uns eine klare unzweideutige Antwort zu verschaffen, damit wir genau wissen, woran wir wären. Anderseits sollten wir aber ja nicht die Antwort der britischen Regierung in einem der Schweiz unfreundlichen Sinne deuten, dies würde den Tatsachen widersprechen.

5. Ich komme auf Grund der ganzen Diskussion zum Schluss, dass es sich im Fall der Grenzverletzung nicht um eine Angelegenheit der Argumentation zwischen den schweizerischen und englischen Zivilbehörden handelt, also um eine rein diplomatische Angelegenheit, sondern endgültig viel mehr um eine Diskussion zwischen den englischen Zivil- und Militärbehörden, wobei die letzteren den Ausschlag geben. Um dies in einem Lande wie Grossbritannien verstehen zu können, muss man sich in die gegenwärtige Lage versetzen. Der Krieg zwischen Grossbritannien und Deutschland ist in sein akutestes Stadium getreten. Es geht um das Sein oder Nichtsein; die Flieger sind zurzeit die erfolgreichen Vorkämpfer in der Sache des Britischen Reiches. Von ihren Aktionen hängt die unmittelbare Entwicklung der Kriegslage, soweit es Grossbritannien direkt und selbst betrifft, ab. Die Flieger spielen die Hauptrolle in der Abwehr der deut-

schen Flugangriffe über den Kanal; ohne deren täglichen mutigen Kämpfe würde Englands militärische Lage ungünstig beeinflusst.

Dazu tritt, dass zur gleichen Zeit die Italiener eine lebhafte Tätigkeit in den Gebieten des Suezkanals und Ägyptens entwickeln; um diese zu lähmen werden die Fliegerattacken in die Industriegebiete Oberitaliens durchgeführt, und falls das Militärkommando für diese Zwecke den kürzesten Weg, der über die Schweiz führt, für unerlässlich betrachtet, wird gegenwärtig die Regierung sie hieran nicht hindern können.

Die Bulldogge ist lange zahm geblieben, heute aber aufs höchste gereizt und beisst nun wild zu, ohne auf freundliche Mahnungen betreffend Beachtung aller in Frage kommender Rechte Drittstehender viel Rücksicht zu nehmen. Dies zweifellos, wie das Memorandum erwähnt, in der Meinung, sein Sieg komme andern auch zugute.

ANNEXE

Le Ministère britannique des Affaires étrangères au Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer

Memorandum — Foreign Office, S.W.1., September 18th, 1940

His Majesty's Government have taken note of the communication which Your Excellency made on September 17th[2] concerning the occasions on which aircraft of the Royal Air Force have flown over Swiss territory. The Swiss Government appear to have mis-interpreted the terms of His Majesty's Government's note of September 7th[3], and to have given a somewhat incorrect and incomplete presentation of it in the communiqué which was issued in Switzerland on 10th September.

If the Swiss Government consider that the assurances contained in that Note are insufficiently categorical, it would seem to follow that they expect the Royal Air Force to refrain from undertaking bombing forays against military objectives in Italy unless these can be certainly accomplished without crossing over Switzerland. In present circumstances such certainty cannot be presumed, as His Majesty's Government's note of September 7th made clear; and it would appear, therefore, that His Majesty's Government are being invited to abandon altogether their air attacks against Italy.

If this is indeed the attitude of the Swiss Government, then His Majesty's Government must observe that they are engaged in war against enemies who have not hesitated to disregard neutral rights whenever it has suited their purpose to do so. Germany has invaded and occupied five neutral countries without a scintilla of justification, because she considered that her conduct of the war would be thereby assisted. It was by invading the neutral Low Countries that Germany was able to establish herself in Northern France, and it is from that area and from the Low Countries themselves that the present indiscriminate air attacks on this country are being conducted. It is clear that if it suited her purpose Germany would not feel herself debarred by any considerations whatever from similar action in other cases. Italy, who joined Germany as an ally in the hope of securing advantages for herself from two nations who had no cause of quarrel with her, and has profited from the German invasion of neutral countries, must be considered to have given her full

2. *Non reproduit.*
3. *Cf. annexe au N° 378.*

approval to the German violation of neutrality. Moreover Italy has consistently infringed Spanish neutrality during the flight of her aircraft to attack Gibraltar, and has continuously violated Greek neutrality in daily reconnaissance flights over the Aegean Sea.

His Majesty's Government are exposed to the consequences resulting from such enemy violation of neutrality. They are unable to accept the position whereby they would be debarred from action which, while it may involve flying over neutral territory, is not in itself of a nature to cause injury to the neutral concerned and may well be regarded as being at most a technical violation of its rights.

No country has done more by its example for the cause of liberty and of democratic institutions than the Swiss Republic. His Majesty's Government understand and appreciate the difficult position of the Swiss Government and the pressure to which they are subjected, but they are convinced that only through an allied victory can Switzerland fully regain her liberty of action and preserve her independence, her institutions, and her neutrality for the future[4].

4. *Thurnheer donne connaissance du mémorandum et rapporte son entretien avec Butler le lendemain par câble. Il conclut:* En rédigeant instructions éventuelles pour moi, prenez très en considération que le Gouvernement britannique est amical à l'égard de la Suisse avec exception des violations de frontière et de certains cas de blocus, ce qui est grande importance pour les négociations de Keller et l'avenir politique de notre pays. Enfin pensez à la situation actuelle de la guerre où le militaire joue le plus grand rôle.

385

E 1004.1 1/401

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 23 septembre 1940

1546. Verdunkelung

Präsidentschaft. Mündlich

Der Herr Bundespräsident verliest einen Bericht und eventuellen Antrag des Herrn Generals betr. die Verdunkelung im Falle einer neuen Verletzung des schweizerischen Luftraumes durch fremde Flieger[1].

Gestützt auf diesen Antrag und auf die Beratung wird

beschlossen:

Für den Fall einer neuen nächtlichen Verletzung des schweizerischen Luftraumes durch eine Mehrzahl englischer Flugzeuge wird der Herr General ermächtigt, sofort, und zwar mit Wirksamkeit schon vom folgenden Abend an, für das ganze Gebiet der schweizerischen Eidgenossenschaft die Verdunke-

1. *Rapport du Général Guisan à Pilet-Golaz du 19 septembre 1940,* E 2001 (E) 1967/113/126.

lung bis auf weiteres anzuordnen. Diese würde sich erstrecken für die Zeit von 21 Uhr bis zum Morgengrauen.

Vor der Anordnung dieser Massnahme hätte indessen der Herr General sich vor 8 Uhr morgens mit dem Herrn Bundespräsidenten in Verbindung zu setzen, um sich mit ihm in dieser Beziehung zu verständigen.

Es wird davon Kenntnis genommen, dass der Herr General beabsichtigt, schon jetzt ein Verbot der Lichtreklame zu erlassen.

Gleichzeitig nimmt der Bundesrat Kenntnis von einer Bemerkung des Herrn Vorstehers des Departements des Innern, wonach einzelne Verkehrsanstalten auf die gleichzeitige Verdunkelung für das Gesamtgebiet der Eidgenossenschaft ungenügend vorbereitet seien und überweist diese Bemerkung an den Herrn Vorsteher des Post- und Eisenbahndepartements zur Prüfung und Anordnung der erforderlichen Massnahmen.

Sodann wird das Volkswirtschaftsdepartement gebeten, zu prüfen, ob nicht die Wirtschaften bei Anordnung der Verdunkelung schon um 21 Uhr geschlossen werden sollen.

386

E 2001 (D) 3/306

Le Président de la «Presse Suisse Moyenne», C. Jenny[1], *au Directeur du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, H. Homberger*[2]

Copie
L *s.l.*, 24. September 1940

Ich möchte Ihnen ganz konzentriert einige Eindrücke von der gestrigen Zusammenkunft in Wülflingen widergeben. An derselben nahmen teil, deutscherseits Dr. Gutekunst, Germanist, Dr. Hügel, Assessor, Dr. Bühner, Kaufmann und Dr. Weidenbach, Schriftleiter des Stuttgarter Stadtblattes, alle aus Stutt-

1. *Industriel à Ziegelbrücke, Caspar Jenny assumait d'importantes responsabilités à la tête du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie.*

2. *Dans le prolongement de la rencontre du 9 novembre 1939 (cf. N° 205), H. Homberger avait été invité par A. von Tscharner à participer à un entretien avec des personnalités allemandes. Finalement, Homberger n'avait pas pu participer à la rencontre; toutefois, il écrivit le 19 septembre 1940 à von Tscharner:* Ich freue mich aber, Sie benachrichtigen zu können, dass ein prominenter Vertreter der schweizerischen Wirtschaft in der Person des Herrn Caspar Jenny, Grossindustrieller aus der Textilindustrie, der schweizerischen Delegation angehören wird. Ich habe Gelegenheit gehabt, mit Herrn Jenny über die Sache eingehend zu sprechen, und ich werde durch ihn über den Verlauf des Gesprächs seinerzeit orientiert werden. Ich hoffe, dass die Veranstaltung zu einem guten Ziele gelangt.

gart, sowie Herr Tscharner und Dr. Fritz Schindler, Kennelbach, der die Herren im Auto herbrachte. Die vier deutschen Herren sind kultivierte Süddeutsche. Gutekunst war Hörer von Dr. H. Ammann, als dieser in Freiburg im Breisgau einen Lehrauftrag für Schweizergeschichte innehatte, wodurch der Kontakt leichter gefunden wurde. Die deutsche Delegation war über Schweizerverhältnisse ausserordentlich gut informiert, zum Beispiel über Wesen und Wirken der Schweizerischen Mittelpresse. Es herrschte die Tendenz, von uns möglichst viel herauszuholen und selbst nicht allzu viel zu sagen, was Herr Dr. Ammann, unser Wortführer, mit Geschick bis zu einem gewissen Grade umbiegen konnte. Deutscherseits führte in Hauptsache Dr. Hügel das Gespräch. Die Herren gaben zu, dass sie mit Wissen und Willen des Propagandaministeriums und des auswärtigen Amtes gekommen seien. Erwähnt wurde, das ist nicht uninteressant, der letzte Besuch Musys in Berlin, welcher u.a. dort wegen den Genferzonen vorgesprochen hat und natürlich auch bezüglich der allgemeinen Beziehungen. Herr von Weizsäcker soll Musy herauskomplementiert haben mit der Bemerkung, er, Musy, sei Jäger und er tue gut, nach Hause zu gehen und englische Flieger, die das schweizerische Gebiet verletzten, herunterzuholen. Musy ist zweifellos nicht der Mann, um nach Berlin zu reisen und dort für die Belange der Eidgenossenschaft aufzutreten.

Als Konklusion der mehr als vierstündigen durch keinen Misston getrübten Unterredung ist folgendes zu sagen: Die Süddeutschen Herren kennen die Schweiz und bis zu einem gewissen Grade auch unsere für Angehörige grosser Länder, namentlich wenn diese diktatorisch regiert sind, schwer verständlichen demokratischen Einrichtungen. Berlin aber, sagten sie, sei sehr weit von der Schweiz entfernt, und es sei dort naturgemäss wenig Verständnis für unsere Eigenart vorhanden. Hierzu hat Dr. Ammann mit Recht bemerkt, dass, soviel er wisse, – es wurde dies auch bejaht – der Führer beträchtliche Kenntnisse über schweizerische Belange habe. Es wurde uns vorgehalten, unsere Haltung und namentlich jene unserer Presse, sei nicht neutral und teilweise auch unfreundlich. Zum Beispiel sei anlässlich der Gottfried Keller Feiern nie etwas darüber zu lesen gewesen, wie sehr Keller in Deutschland geschätzt und gefördert worden sei. Dieses und anderes habe man empfunden. Im Juni hätte sich durch den Schock, welcher bei uns durch die Kapitulation Frankreichs entstanden sei, die Tendenz gebessert, jetzt aber fange man wieder an, sich an den Strohhalm England zu klammern und setze zum so und sovielten Male auf das falsche Pferd. In Berlin sei man, weil man sich ausschliesslich den ganz grossen Fragen zu widmen habe, zurzeit an der Nebenfrage Schweiz desinteressiert, es sei aber unverkennbar, dass jetzt die Schweiz die letzte Chance zur Objektivität hätte, sonst, liess man durchblicken, hätten die wohlwollenden Kreise Mühe, uns «Unannehmlichkeiten» zu ersparen. Wenn man die schweizerische Berichterstattung aus London und Berlin vergleiche – wir können diese Tatsache, unter uns gesagt, nicht leugnen –, so berichte man aus London, was man dort denkt und gerne hört, während aus Berlin meistens das geschrieben worden sei, was nicht wohlwollende internationale Kreise dort denken. Man wünscht dringend in allererster Linie, dass gute Korrespondenten der führenden schweizerischen Blätter wiederum nach Berlin kommen und auch auf andern Gebieten wieder Kontakt genommen werde. Wir konnten glücklicherweise mitteilen, dass Herr

Dürrenmatt[3] von der S.M.P. im Begriffe sei, nach Berlin zu gehen, worüber man Genugtuung zeigte, aber gleichzeitig nachdrücklich gute Korrespondenten für die N.Z.Z., Basler Nachrichten und den Bund wünschte. Hierfür ist natürlich nicht nur die Personen-, sondern auch die Kostenfrage zu lösen. Bei N.Z.Z. und Basler Nachrichten scheint mir eine eindrückliche Demarche des Vorortes unsere Pflicht zu sein, daneben haben wir eine Deutschlandreise von geeigneten Redaktoren, auch französischer Zunge, angeregt – man wird sie sorgfältig aussuchen müssen – und eine Offiziersmission. Die wirtschaftlichen Belange wurden nur nebenbei gestreift, denn dort findet man sich bekanntlich leichter zum Gespräch. Bei aller Sympathie für unsere mittlern Blätter wurde uns gesagt, dass die Stimmung in der Schweiz ausschliesslich nach der Haltung unserer Grossblätter beurteilt werde. Die Herren scheinen Verständnis zu haben für manches, was sonst durch die deutsche Brille gesehen, falsch beurteilt wird, aber, ich wiederhole dies, sie haben Bedenken, in Berlin durchzudringen. Mir scheint, dass Regierung und Wirtschaft mit allergrösster Energie daraufdrücken, dass in Berlin wieder tüchtige Schweizerkorrespondenten sich niederlassen, die, wie es sich für einen solchen Mandatar gehört, das berichten, was dort vorgeht. Man verlangt keine Kniefälle, nicht einmal eine speziell wohlwollende Schreibweise, sondern nur Objektivität. Das Schulmeistern hat man nach den Erfolgen satt. Wir konnten auch darauf hinweisen, dass auch deutscherseits die Kontaktnahme behindert werde, indem man Herrn Dürrenmatt sieben Wochen auf das Visum warten liess. Ob sympathisch oder unsympathisch, es muss endlich von Seite der Regierung auf eine klugere Führung unserer grossen Blätter gedrückt werden. Man sollte auch erwarten dürfen, dass in diesen Kreisen unsere so bitter schwere aussenpolitische Lage verstanden und die Vogelstrausspolitik ad acta gelegt wird. Man kann sich doch des Eindrucks nicht erwehren, dass auch wenn die Auseinandersetzung mit England eine für das Reich wenig günstige Wendung nehmen sollte, so ist dessen Hegemonie auf dem Kontinent wohl einfach nicht zu brechen. Die kleinen Stiche sind auch zu vermeiden, zum Beispiel scheint es sehr zu pikieren, wenn eine schweizerische Zeitung schreibt: «Das Oberkommando der Wehrmacht behauptet...» Ich kann dem Argument, dass, wenn man uns nicht wohlwolle, die Pressepolitik nichts ändere, einfach nicht beipflichten. Nach all' den falschen Prophezeiungen, zu denen sich unsere Grosspresse wiederholt hat hinreissen lassen, welche ihren Ruf auch im eigenen Lande ausserordentlich herabgesetzt haben, sollte endlich die dem kleinen Neutralen geziemende Bescheidenheit und Schlichtheit Richtschnur werden. Die enorme Verantwortung unserer sogenannten Grosspresse aber auch der Regierungsstellen, die sie beeinflussen müssen, sind zurzeit aussergewöhnlich gross, und der Vorort hat die Pflicht, in dieser Sache sein ganzes Gewicht in die W*[a]*agschale zu werfen.

Und nun noch eine Bitte. Herr Dürrenmatt hat letzten Samstag das Einreisevisum nach Deutschland erhalten, anderseits aber läuft sein Militärurlaub mit nächsten Sonntag ab. Sein Major ist gegen eine Verlängerung des Urlaubes, wogegen der Regimentskommandant, dieselbe unterstützt. Die Haltung des Divisionärs kennen wir noch nicht. Herr Haas interveniert beim General.

3. *Sur le départ de P. Dürrenmatt pour Berlin, cf.* E 2001 (D) 2/11.

Würden Sie dasselbe beim politischen Departement tun? Ich habe gestern geglaubt, Herr Dürrenmatt sei bereits verreist und bin über die Verzögerung sehr erstaunt.

Empfangen Sie meine herzlichen Grüsse, und zeigen Sie diesen Brief auch den Herren Dr. Sulzer und Dr. Köchlin[4].

4. *Homberger adressa une copie de cette lettre, avec d'autres documents (non reproduits) à ce sujet, à P. A. Feldscher, suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique.*

387

E 7110 1973/134/4

Rapport du Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, P. Keller

RC London, 25. September 1940

1. VERHANDLUNGS-BERICHT, LONDON 14.–24. SEPTEMBER 1940.

1. Die ersten Tage dienten der Kontaktnahme mit Herrn Minister Thurnheer und seinen Mitarbeitern, die mit Interesse meine Berichte über die jüngste wirtschaftspolitische Entwicklung in der Schweiz hörten und mir ihrerseits ein klares Bild der Situation in London, insbesondere über die seit dem Zusammenbruch Frankreichs bestehende britische Einstellung zur Blockade-Politik gaben.

2. Donnerstag, 19. September vormittags wurden Herr Minister Thurnheer und ich von Herrn Minister Hugh Dalton, Chef des Ministry of Economic Warfare, unter Beisein des Unterstaatssekretärs D. Foot, empfangen. Wir haben die Lage der Schweiz und das sich aus ihr ergebende Bedürfnis nach neuen regelmässigen Zufuhren vom Westen dargelegt und das beiliegende Memorandum[1] überreicht.

Herr Minister Dalton hat alles Verständnis für unsere schwierige Lage bekundet, aber mit aller Deutlichkeit erklärt, dass künftige Zufuhren nach der Schweiz mit den britischen Blockadeabsichten und dem Bedürfnis Grossbritanniens nach weiteren Bezügen aus der Schweiz in Einklang zu bringen seien, was nach dem Inkrafttreten der deutschen Transit-Kontrolle nicht leicht fallen werde. Er hat mich eingeladen, zunächst mit seinen Mitarbeitern die schweizerischen Vorräte in jenen Waren abzuklären, die auch in Zukunft durch die britische Blockade-Kontrolle hindurch bezogen werden müssen. Auf der Grundlage dieser Tatsachen wolle er später die künftige Zufuhrpolitik mit uns diskutieren.

3. Diese Abklärungsarbeit ist in den letzten Tagen erfolgt und dürfte im wesentlichen beendigt sein.

1. *Reproduit en annexe.*

4. Ein weiteres Verhandeln über die künftige Blockade-Politik ist zur Zeit verunmöglicht, weil eine Reihe von Unsicherheiten bestehen:

a. mit Bezug auf das Schicksal des «Mount Taurus», der bald als noch ladend, bald als ausgefahren, dann aber von den Engländern als in den Hafen von Genua zurückbeordert gemeldet wird. Die Engländer sind geneigt, auf Grund dieser Nachrichten den «test case» für die schweizerischen Exportmöglichkeiten als gescheitert zu betrachten. Solche widersprechenden Meldungen sind eine unverantwortliche Störung unserer Verhandlungen;

b. mit Bezug auf die schweizerische Mitwirkung in der deutsch-italienischen Transitkontrolle, durch die Verweigerung von Ausfuhrbewilligungen in der Richtung nach Grossbritannien von Waren, welche einen Geleitschein besitzen. Die Engländer, die über dieses schweizerische Verhalten durch ein Telegramm von Setchell unterrichtet sind, finden unser Vorgehen im Widerspruch zu unseren bisherigen Erklärungen, dass die Schweiz zu dieser Kontrolle nicht Hand biete, sondern sich rein passiv verhalten werde. Die Delegation sollte über Besprechungen mit britischen Vertretern in Bern unbedingt laufend unterrichtet werden;

c. mit Bezug auf die deutsch-italienische Praxis der Bewilligung von Geleitscheinen. Lord Drogheda hat heute erklärt, dass es den britischen Stellen nicht möglich sein werde, über die künftigen Grundlagen der Zufuhrbewilligung zu sprechen, solange die Grundlagen der Transitbewilligung durch die Achsenmächte nicht abgeklärt sei (Beispiel Industriediamanten). Das Ministry of Economic Warfare hält einen «one way traffic» nicht für vertretbar. Es will nicht einen direkten Anteil Grossbritanniens am Ergebnis der schweizerischen Verarbeitung von Rohstoffen verlangen, welche durch die britische Kontrolle in die Schweiz gelangen, wohl aber soll die Möglichkeit des Exportes nach Drittländern weiterbestehen. Dazu braucht es eine weitere Abklärung der Geleitscheinpraxis der Achsenmächte. Es wird unter Umständen notwendig werden, in Einzelfällen (Industriediamanten) über die Erhöhung solcher Exporte nach Drittländern in einem befriedigenden Ausmass mit den deutschen Stellen in neue Besprechungen zu treten, insbesondere dann, wenn Grossbritannien der einzig mögliche Versorger der schweizerischen Industrie ist.

5. Erst wenn diese Unsicherheiten eine befriedigende Abklärung erfahren haben werden, wird eine Diskussion über künftige Zufuhren möglich sein. Bis dahin halten die hiesigen Stellen alle schweizerischen Begehren für die Erteilung von Navicerts und für die Freigabe von Schiffen pendent. Jedes Einzelgesuch ist zur Zeit aussichtslos.

Die Diskussion über künftige Zufuhren nach der Schweiz wird hier in einer Atmosphäre grimmiger Entschlossenheit den Krieg zu gewinnen und nichts zu bewilligen, was den Feind stärken könnte, stattfinden. Diese Stimmung wird durch die Bombardemente während jeder Nacht verstärkt. Diese letzteren machen jedoch Besprechungen durchaus nicht unmöglich. Alle Ministerien sind in London.

6. Ausserhalb der eigentlichen Verhandlungen hatte ich Gelegenheit, mit folgenden Herren, die für den Erfolg unserer Bemühungen von Bedeutung sein können, in persönlichen Kontakt zu treten:

Sir Frederick Leith-Ross, Economic Advisor
Lord Finlay, President of the Contraband Control Committee
Unterstaatssekretär Butler vom Foreign Office
Sir George Warner, usw.

Alle Herren zeigen Verständnis für die ausserordentlich schwierige Lage unseres Landes und seine Wirtschaft. Alle sind bereit, persönlich «im Rahmen der Regierungspolitik» zu helfen. Die heute geltenden Grundsätze dieser Politik werden uns noch grosse Schwierigkeiten für die Erreichung neuer regelmässiger Zufuhren aus Übersee bereiten.

7. Unterstützt durch die Gesandtschaft, insbesondere durch die Herren Minister Thurnheer und Legationsrat Girardet, werde ich meine Bemühungen in aller Ruhe und mit grösster Beharrlichkeit trotz der nicht leichten Zeitumstände fortsetzen. Ich bitte um Ihre Unterstützung durch eine möglichst beschleunigte und gründliche Abklärung der unter Ziffer 4 genannten Fragen, sowie durch eine laufend eingehende Orientierung.

ANNEXE

La Délégation commerciale suisse à Londres au Ministère britannique du Blocus

Copie
Memorandum London, September 19th, 1940

1. On April 25th, 1940[2], a War Trade Agreement has been concluded between the Swiss Government and His Majesty's Government in the United Kingdom in which his Majesty's Government undertook not to hamper the imports destined for Switzerland passing through the British blockade, whilst Switzerland on her part assumed far reaching obligations concerning the re-export, in particular to belligerent countries.

2. Switzerland has always fulfilled these obligations most scrupulously. In so far as certain amendments have been brought to the original stipulations of the Agreement since April 25th, this was done with the utter consent of His Majesty's Government. The application of the Agreement itself has always taken place in close contact with His Majesty's Legation in Berne.

3. On Italy's entry into the War, the imports into Switzerland have been suddenly stopped. A large number of ships, the cargoes of which are accompanied by all documents required, are waiting in ports west of Gibraltar and causing heavy losses to Switzerland in money and goods. Further imports are at present prevented through the refusal of Navicerts.

4. In view of the changed conditions, Switzerland has at first had an amount of comprehension for this interruption. Still, the longer this situation lasts and the more the stocks in the country are dwindling and new imports are becoming of vital necessity, the more difficult it is to understand the negative attitude taken by His Majesty's Government, considering that the questions pertaining to the blockade have been settled by Agreement. The release of a few vessels to Savona and Genoa has been greatly appreciated. It was hoped that His Majesty's Government would allow further imports in a more swift succession. Yet although the above test cases have shown that even under the present circumstances imports and exports through Italy are secured without any loss of goods under the Transit Agreement between Switzerland and Italy two cargoes of maize and four

2. *Cf. N^os 259 et 265.*

of coal have only been allowed through the control during the last three months. Switzerland begins therefore to feel cut off from the Western World.

5. The re-organization of the Navicert system and the British authorities' practice to issue permits for the goods which have to pass through the British blockade place the import channels into Switzerland from overseas under His Majesty's Government's control. The Swiss Government have noted with satisfaction that His Majesty's Government neither intend to stop the imports into Switzerland nor to barr the various and important Swiss trade relations with the neutral countries overseas. Switzerland hopes to find in His Majesty's Government's future attitude the same friendly comprehension for her very particular position which was shown her during the first nine months of the war.

6. It has become manifest during the last three months that the amount of the stocks in foodstuffs and raw materials now existing in Switzerland causes some concern to the British Government. These stocks are extremely diverse. Some of them such as coal, oil, maize, oats, etc. or, in an other category diamond boarts, are actually so small now that immediate imports have become a vital necessity in order to prevent far reaching repercussions in Switzerlands economic and therefore social conditions.

7. It should not be disregarded in appreciating the problem of the Swiss stocks that the country has no direct approach to the sea and that under the present circumstances, the delays to which new imports from far distant territories overseas are subject have been greatly increased. Stocks for about six months ahead should therefore not be considered as a rule as exceptionally high. As such stocks apply to a population of only 4 million people, they should not, when comparison is made with other countries' immensely greater requirements, be of any concern to His Majesty's Government.

8. The Swiss Government would view as a practical solution of the present import difficulties to come, on the basis of the War Trade Agreement of April 25th, 1940, to a modus vivendi with His Majesty's Government, according to which imports into Switzerland should be made possible within certain limits to be drawn up in common. To this effect the Swiss Government have sent a representative to London to conduct negotiations towards this end.

9. The points to be discussed foremost would seem to be:

a. The prompt release of the cargoes mentioned under point 3 hereabove. This would mean an increase of the now existing stocks covering not more than a few weeks requirements in the utmost case.

b. The beginning of the cold season makes it imperative that the question of fuel for domestic used be settled forthwith. Imports of coal by sea should be freed from any quantitative restrictions. Up to now only 25% of the normal requirements of coal for such use could be allotted. Moreover the fuel oil stocks have reached such a low level that no allotment for domestic purposes could be made so far. No improvement of this situation can be secured without allowing the use of transport by sea as the transport facilities of oil over land from Rumania are entirely inadequate.

c. An arrangement should be reached the main purpose of which would be to secure for Switzerland henceforth regular imports from overseas. The Swiss Government appeals again to the friendly co-operation of His Majesty's Government and hopes that the country's vital needs will be given due consideration.

388

E 2001 (D) 7/35

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L Wirtschaftsdienst der schweizerischen Gesandtschaften und Konsulate

Bern, 27. September 1940

Unter Bezugnahme auf die Besprechung vom 24. dies beehre ich mich, Ihnen der Ordnung halber folgendes zu bestätigen:

Ich habe Ihnen insbesondere die nachstehenden Bitten unterbreitet:

1. Weitestmögliche Stabilität hinsichtlich der Belassung wirtschaftlicher Sachverständiger auf wirtschaftlich wichtigen Auslandsposten.

2. Grösseres Mitspracherecht der Handelsabteilung bei der Besetzung von Auslandsvertretungen und insbesondere auch bei Versetzungen.

3. Bessere Dotierung einzelner wirtschaftlicher Mitarbeiter im Aussendienst in bezug auf den Gehalt und die Hilfsmittel.

Ich habe eindringlich auf die Gründe hingewiesen, aus denen nicht nur ich, sondern auch die schweizerischen Wirtschaftskreise unter den gegenwärtigen Umständen mehr als je eine unbedingt erstklassige Vertretung der wirtschaftlichen Interessen unseres Landes durch die diplomatischen und konsularischen Vertreter im Ausland verlangen müssen.

In seiner Doppeleigenschaft als Handelsvertragsunterhändler und Direktor des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins hat Herr Dr. Homberger meine Ausführungen unterstrichen und insbesondere auch einige konkrete Fälle aufgeführt, in denen der Wirtschaftsdienst von Gesandtschaften unbedingt raschestens verbessert werden muss.

Herr Dr. Ebrard hat dann auf Grund seiner praktischen Erfahrungen als Unterhändler im Osten und im Balkan verschiedene Übelstände noch näher beleuchtet.

Ich glaube, davon absehen zu können, die Begründungen hier zu wiederholen; sie eignen sich übrigens zum Teil auch nicht für eine schriftliche Wiedergabe.

Vor allem möchte ich Ihnen und auch Herrn Dr. Stucki für die verständnisvolle Würdigung danken, die Sie unsern Wünschen und Argumenten entgegengebracht haben.

Wenn ich mir gestatte, noch auf einen Punkt besonders zurückzukommen, so geschieht es, weil – zweifelsohne ungewollt – durch Ihre Erwiderung der Eindruck erweckt werden konnte, als ob Sie die von mir und den genannten Herren geäusserte Befürchtung der Aushöhlung der Gesandtschaften und Konsulate durch Selbsthilfeorganisationen der Wirtschaftskreise etwas leichter nähmen als wir und als ob Sie demnach Selbsthilfeaktionen der in Frage stehenden Art nicht als besonders bedenklich betrachteten. Sollte der entstandene Eindruck richtig sein, so möchte ich mir gestatten, darauf hinzuweisen, dass sowohl nach

der Auffassung des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins als Vertreter der schweizerischen Exportkreise als auch nach derjenigen unseres Departements die Gesandtschaften und Konsulate unbedingt die wirtschaftlichen Belange unseres Landes vollwertig vertreten müssen. Es gibt sehr viele Posten, bei denen sich die Aufrechterhaltung einer Gesandtschaft weder aus politischen Notwendigkeiten heraus, noch wegen des Umfanges der Schweizerkolonie rechtfertigen liesse, während sie in wirtschaftlicher Hinsicht unentbehrlich ist. Ihr Wirtschaftsdienst kann nicht vollgültig durch Selbsthilfeorganisationen irgendwelcher Art ersetzt werden. Auch nur eine Aushöhlung der offiziellen Auslandsvertretungen durch die Schaffung von Selbsthilfevertretungen der Industrie könnten wir nicht auf die leichte Schulter nehmen und überhaupt nicht zulassen. Es ist dies übrigens auch nicht das, was die Exportindustrie in erster Linie wünscht; sie schreitet zur Selbsthilfe nur dann, wenn unsere Auslandsvertretungen in wirtschaftlicher Hinsicht versagen. Wir haben Ihnen dafür konkrete Beispiele genannt. Eine solche Ersetzung des Wirtschaftsdienstes der offiziellen Vertretungen durch mehr oder weniger private Gebilde widerspräche übrigens den wiederholt geäusserten Wünschen der eidgenössischen Räte und müsste unserm Lande unermesslichen Schaden bringen, weil eben in mancher Hinsicht die betreffenden Gebilde nicht diejenigen Dienste leisten können, die von einer amtlichen Vertretung erwartet werden dürfen.

Ich bitte um Entschuldigung, wenn, wie ich hoffe, es eigentlich gar nicht nötig gewesen wäre, auf diesen Punkt noch besonders zurückzukommen. Es lag mir aber daran, in dieser prinzipiellen Hinsicht auch nicht den geringsten Zweifel bestehen zu lassen, da eine Meinungsverschiedenheit in dieser grundsätzlichen Frage sich unbedingt unheilvoll auswirken müsste.

Was die für bestimmte Fälle in Aussicht genommenen Veränderungen bei einzelnen Posten betrifft, so möchte ich Ihnen, auch im Namen von Herrn Direktor Homberger, noch ganz besonders für Ihr Entgegenkommen danken.

389

E 2001 (D) 2/100

L'Union suisse des commerçants en soieries[1] *au Bureau du Contentieux de la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L Zürich, 28. September 1940

Deutschland:
Ausfuhr durch nicht arische Firmen

Der Leiter der Kontingentsverwaltungsstelle der Zürcherischen Seidenindustrie-Gesellschaft für die Ausfuhr seidener Gewebe nach Deutschland hat

1. *La lettre est signée par le Président, G. Verron.*

letzte Woche in Berlin mit der zuständigen Reichsstelle für Bekleidung und verwandte Gebiete persönlich Unterhandlungen in bezug auf die Handhabung der deutschen Einfuhrbewilligungen geführt. Bei diesem Anlass wurde ihm mündlich mitgeteilt, dass die von der Zürcherischen Seidenindustrie-Gesellschaft ausgestellten Bescheinigungen nicht mehr anerkannt würden, wenn der schweizerische Verkäufer der Ware Nichtarier sei. Dies trifft nun auf einige unserer Mitglieder zu, die infolge ihrer früheren regen Geschäftstätigkeit mit Deutschland, zugleich auch Inhaber bedeutender Ausfuhrkontingente sind.

Der Leiter der Kontingentsverwaltungsstelle hat die in Frage kommenden Firmen von dem in Berlin erhaltenen Bescheid in Kenntnis gesetzt und diese haben uns alsdann ersucht, bei Ihnen vorstellig zu werden. Wir kommen diesem Wunsche nach, da wir vom schweizerischen Standpunkte aus einen Unterschied zwischen arischen und nichtarischen Kaufleuten nicht kennen und es sich bei den betreffenden Häusern um angesehene Firmen handelt, die seit Jahrzehnten in Zürich ansässig sind und zahlreiche Angestellte beschäftigen.

Wir bitten Sie, sofern Sie dies für tunlich halten, für eine Gleichstellung der nichtarischen mit den arischen Firmen im Warenverkehr mit Deutschland und damit für die Aufrechterhaltung des bisherigen Zustandes einzutreten.

Das gleiche Schreiben richten wir an die Handelsabteilung des Eidgen. Volkswirtschaftsdepartements[2].

---

2. *Par une lettre du 3 octobre 1940, le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, répond à la requête du 28 septembre 1940:*
Es liegt auf der Hand, dass wir eine Unterscheidung zwischen Ariern und Nichtariern für das Gebiet der Schweizerischen Eidgenossenschaft nicht anerkennen können. Nach Art. 4 der Schweizerischen Bundesverfassung sind vor dem Gesetz alle Bürger gleich und es wird selbstverständlich kein Unterschied gemacht nach Ständen, Berufen, Konfessionen usw.
Andererseits müssen wir darauf hinweisen, dass die schweizerische Mitverwaltung gewisser Exportkontingente, wie sie gerade auf dem Gebiete der Seide ausgeübt wird, eine Errungenschaft darstellt, welche in den schweizerisch-deutschen Wirtschaftsbeziehungen nur mit grossem Kampfe erreicht werden konnte und welche ständig neuen Angriffen durch die deutsche Seite ausgesetzt ist. Es frägt sich deshalb sehr, ob wir wohl daran tun, die Arierfrage den deutschen Behörden gegenüber in aller Form aufzuwerfen. Auch wenn wir auf diesem Gebiete einen Erfolg in der grundsätzlichen Frage davontragen würden, wäre doch die Gefahr gross, dass dabei das schweizerische Mitspracherecht in der Verwaltung der Exportkontingente für Seidenwaren verloren ginge. In diesem Falle wären die deutschen Stellen autonom für die Verwaltung der Kontingente zuständig. Sie könnten den deutschen Bezügern ohne weiteres Auflagen machen, mit welchen derselbe Zweck erreicht würde, welcher jetzt gemäss der oben genannten Mitteilung der Reichsstelle für Bekleidung und verwandte Gebiete verfolgt wird. Es muss infolgedessen wohl von schweizerischer Seite aus versucht werden, die Frage einer irgendwie tragbaren internen Lösung zuzuführen. Soweit wir orientiert sind, haben die in Frage stehenden schweizerischen Firmen für eine solche Lösung das nötige Verständnis aufgebracht, was im Interesse der Gesamtheit des schweizerischen Exports auf den in Frage stehenden Gebieten sicher zu begrüssen ist. (E 2001 (D) 2/100)
Par une lettre du 4 octobre 1940, le Département politique annonce à l'Union suisse des commerçants en soieries qu'il considère que l'affaire est réglée par la réponse du 3 octobre.

ANNEXE

E 2001 (D) 2/100

Le Consul de Suisse à Mulhouse, W. Kunz, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L Mulhouse, 11 juillet 1940

J'ai été saisi, ces derniers temps, de différentes demandes émanant d'israélites investis de la nationalité suisse qui réclament la protection de leur personne et de leurs biens en Alsace.

Avec l'occupation et la prise des pouvoirs par les autorités allemandes, l'épuration de la population a en effet commencé et suivant les principes que vous connaissez, l'élément juif est surtout pourchassé.

J'attacherais, par conséquent, du prix à connaître de quelle manière les juifs de nationalité suisse domiciliés en Allemagne ont été traités jusqu'ici et j'aimerais recevoir vos instructions sur ce qu'il y a lieu d'entreprendre si des israélites suisses devaient, à l'instar des juifs indigènes, être astreints à des travaux de voirie ou autres corvées, ou bien subir des atteintes dans leur patrimoine[3].

---

3. *Par une lettre du 19 juillet 1940, signée par Feldscher, suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères, le Département politique répond ainsi:*
Ces compatriotes ont droit comme les autres à votre protection, mais au risque de compromettre votre action en faveur de la colonie, il est indiqué d'être très prudent et d'éviter absolument de faire incident, ce qui ne servirait en rien la cause des intéressés. Il n'est pas possible de s'inspirer des expériences faites dans ce domaine aux débuts du régime hitlérien. Depuis lors, la situation a considérablement changé et presque tous les juifs suisses établis en Allemagne – qui n'ont, du reste, jamais été nombreux – ont maintenant quitté ce pays.
Par une lettre du 3 octobre 1940, le conseiller de légation de la Légation de Suisse à Paris, H. de Torrenté, demande quelles ont été les expériences faites pour la protection des israélites suisses dans les pays occupés et quelles sont les instructions de la Division des Affaires étrangères du Département politique (E 2001 (D) 2/101). *Celle-ci répondra, par une lettre du 18 décembre 1940 développant les arguments évoqués dans la lettre du 19 juillet citée ci-dessus.*
De plus, le 23 octobre 1940, le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, transmet une lettre de la Légation de Suisse à Budapest au Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie et au Département politique, avec ce commentaire: Wie Sie dem Inhalt dieses Briefes entnehmen werden, besteht die Gefahr, dass in Anbetracht der antisemitischen Gesetzgebung in Ungarn die Interessen von Schweizerfirmen dann geschädigt werden, wenn die Vertreter dieser Firmen in Ungarn nicht arischen Blutes sind. (E 2001 (D) 3/171)

390

E 1004.1 1/402

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 1er octobre 1940[1]

1595. Bericht über den gegenwärtigen Stand der «Gegenblockade»

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 30. September 1940

1. In seinem Bericht vom 12. August[2] gab das Volkswirtschaftsdepartement dem Bundesrat Kenntnis von den von Deutschland und Italien autonom beabsichtigten Massnahmen gegenüber der schweiz. Ausfuhr nach den kriegführenden Staaten, insbesondere England.

2. Der Direktor der Handelsabteilung hat nicht ermangelt, den englischen Handelsattaché über die Regelung i./S. Gegenblockade am 13. August a.c.[3] eingehend zu orientieren und ihm klar zu machen, dass es in kurzer Zeit nicht mehr möglich sein werde, die genannten kriegswichtigen Waren ohne einen deutschen resp. italienischen Geleitschein nach England zu exportieren. Diese Übergangszeit hat nun ziemlich lange gedauert, indem die entsprechende deutsche Verordnung, die am 1. Sept. 1940, in Kraft getreten ist, erst am 5. Sept. 1940 sind aber immer noch Waren der Liste I (Anlage I z. Bericht des Volkswirtschaftsdepartements vom 12. August) über die französische Grenze zum Export nach England gelangt, weil die Schweiz die lückenlose Organisation an der Westgrenze erst von diesem Zeitpunkt an und gestützt auf bezügliche deutsche Vorstellungen vorgenommen hat. Es ist eben vorgekommen, dass auf der schweizerischen Ausfuhrbewilligung entweder kein Ausfuhrzollamt angegeben war resp. eine über die ital. oder deutsche Grenze vorgesehene Ausfuhr sich im letzten Moment über die französisch-schweizerische Grenze vollzog. Wollte man den Verpflichtungen gegenüber den Achsenmächten nachkommen – d.h. Ausfuhrbewilligungen über die französische-schweizerische Grenze erst erteilen, wenn die entsprechenden französischen Ausfuhrverbote erlassen worden sind – so musste schweizerischerseits Vorsorge getroffen werden, dass die Zollämter an der französisch-schweizerischen Grenze Waren der Anlage I der deutschen Verordnung auch dann nicht freigaben, wenn zwar eine Ausfuhrbewilligung vorlag, diese Bewilligung aber auf ein Zollamt der schweizerisch-deutschen oder schweizerisch-italienischen Zollgrenze lautete.

Diese Verweigerung von Ausfuhrbewilligungen durch die Schweiz vom 19. September an hat nun die Engländer stark verstimmt, weil sie der Auffassung sind, ohne eine solche Stellungnahme durch die schweiz. Behörden wäre es möglich geworden, noch Exporte nach England von Waren der Liste I über das unbesetzte französische Gebiet via Spanien Portugal durchzuführen.

---

1. *Etait absent: Ph. Etter.*
2. *Cf. No 363.*
3. *Cf. No 365.*

Dazu ist aber folgendes auszuführen:

In den jüngsten Verhandlungen mit einer deutschen Delegation ist zur Kenntnis gebracht worden, dass die zur Durchführung der Gegenblockade nötigen französischen Massnahmen in allernächster Zeit publiziert werden. Die Engländer behaupten von solchen französischen Massnahmen nichts zu wissen, während sich die Schweiz auf den Standpunkt stellte, unmöglich riskieren zu können, dass im Moment der Publikation der französischen Verbote noch grössere Mengen Schweizerwaren sich dann in Frankreich der Gefahr der Sequestrierung aussetzen dürfen. Der Ablauf der Ereignisse hat in der Folge der schweiz. Einstellung durchaus recht gegeben, indem nach erhaltenen Mitteilungen bereits am 18. September Frankreich die entsprechenden Ausfuhrverbote erlassen hat. Exporte durch Frankreich der Liste I können daher nur noch mit einem deutschen Geleitschein erfolgen.

Leider hat das Volkswirtschaftsdepartement bisher offiziell noch keine Kenntnis erhalten vom franz. Dekret betr. die Ausfuhrverbote vom 18. September und auch die hiesige deutsche Gesandtschaft ist offenbar noch nicht instruiert betr. die Ausstellung von Geleitscheinen über die schweizerisch-französische Grenze. Da Herr Gesandter Hemmen dieser Tage in Bern weilt, wird das Departement mit der deutschen Gesandtschaft und mit ihm die Sache besprechen und dafür sorgen, dass nunmehr auch der Verkehr über die französisch-schweizerische Grenze sich nur noch im Rahmen der autonomen deutschen resp. französischen Massnahmen abwickelt.

3. *Verhandlungen mit England.* Der vom 11. September datierte Bericht unseres Gesandten in London[4] über seinen Besuch beim stellvertretenden Minister für Blockade-Fragen, Mr. Foot, dem Herr Thurnheer die bevorstehende Ankunft von Prof. Keller mitteilte, bemerkte u.a. «Zusammenfassend erklärte mir Herr Foot, dass die Engländer Prof. Keller sehr gerne empfangen werden, um mit ihm eine Reihe von Fragen zu diskutieren. Er gestehe aber offen, dass Minister Thurnheer gut tun werde, Keller zu warnen, dass er ev. ohne Abmachung in die Schweiz zurückkehren müsste.» Ferner erklärte der in die Schweiz zurückkehrende Vertreter der Schweiz. Versicherungsgesellschaft in London, R. Zürrer, unserm Geschäftsträger in Lissabon am 18. crt: «Suivant l'opinion d'une haute personnalité britannique touchant de près l'autorité chargée d'appliquer le blocus, l'Angleterre déclarera incessamment la Suisse territoire belligérant (sic) qu'il *[y]* a lieu de bloquer étroitement. Pour ce motif, la mission du Prof. Keller serait vouée à un insuccès certain».

Nach einem ersten Telegramm von Prof. Keller, der am 13. Sept. in London gut angekommen ist, begannen die Verhandlungen in nicht gerade günstiger Atmosphäre. Bereits am 23. Sept. telegraphierte Keller[5]: Unsere Verhandlungen äusserst gefährdet durch Bericht Setchells, dass die Schweiz keine Ausfuhrbewilligungen für Export nach Grossbritannien mehr erteilt.

Darauf hat das Departement wie folgt geantwortet: «Lage für Warenliste I

---

4. *Cf. N° 380.*

5. *Non reproduit; cf.* E 7110 1973/134/4. *Cf. aussi N° 387 (le rapport de Keller du 25 septembre n'était sans doute pas encore parvenu à Berne le 30, lorsque le rapport du Département fut distribué aux membres du Conseil fédéral).*

mit Transitzertifikat nach Frankreich äusserst verworren. Deutsche Delegation rechnet mit baldigen franz. Ausfuhrverboten, sodass Ausfuhrbewilligungen für Liste I nicht zu verantworten. Riskieren Konfiskationen in Frankreich und schwere Folgen für Schweiz besonders für Kohlenzufuhr. Liste I allein betroffen, für übrige Waren Ausfuhr nach England möglich, was mehr als 50% Ausfuhr 1940 ausmacht. Suchen trotzdem in dieser schwierigen Lage einen Weg.»

Nach einem weitern Telegramm Kellers vom 27. Sept.[6] entstünden ferner grosse Schwierigkeiten für die Londoner Verhandlungen dadurch, dass nach einem Bericht Setchells die Schweiz Ausfuhrbewilligungen für U.S.A. verweigert. Darauf ist zu antworten – was übrigens Herr Prof. Keller gestützt auf den geheimen Notenwechsel mit Deutschland vom 9. August a.c. schon weiss –, dass eben die Ausfuhrbewilligungen für alle Waren der Liste I über die schweizerisch-französische Grenze für alle Provenienzen seit dem 19. Sept. zurückgehalten werden mussten bis zum Moment, wo auch über diese Grenze, gestützt auf deutsche Geleitscheine, Durchfuhren insbesondere nach den U.S.A. wiederum möglich werden.

4. Zusammenfassend stellt das Departement fest, dass die englische Verstimmung sicherlich der Schweiz gegenüber nicht gerechtfertigt ist, da das Land sowenig wie gegenüber den Westmächten auch gegenüber den Achsenmächten nicht in der Lage war, deren Blockademassnahmen zu beseitigen. Dass es Deutschland möglich geworden ist, sich mit Frankreich auch bezüglich der Durchfuhr durch das unbesetzte Frankreich im Sinne der deutschen Wünsche zu einigen, kann doch sicherlich nicht der Schweiz zur Last gelegt werden.

Es wird daher die nächste Aufgabe sein in den kommenden Tagen durch die vorgesehene Besprechung mit dem Gesandten Hemmen und der deutschen Gesandtschaft dafür zu sorgen, dass das vorgesehene Geleitschein-System nunmehr auch gegenüber der Ausfuhr über die schweizerisch-französische Grenze zum möglichst baldigen Spielen kommt, damit man wiederum Ausfuhrbewilligungen auch für die Waren der Liste I über die genannte Grenze erteilen kann. Ferner beabsichtigt das Departement, Herrn Setchell in der commission mixte über die jetzige Lage eingehend aufzuklären, um zu erreichen, dass er seine Regierung in zutreffender Weise über die Lage der Schweiz gegenüber der deutschen-italienischen Gegenblockade unterrichtet. Es wird sich dann zeigen, ob Herr Setchell und mit ihm auch der englische Gesandte davon zu überzeugen sind, dass die gegenwärtige Haltung der engl. Regierung der Schweiz gegenüber auch nicht den wohlverstandenen englischen Interessen entspricht. Das Departement wird bei dieser Aussprache in der commission mixte nicht müde werden zu betonen, dass die Schweiz in einer ganz besondern Lage ist und sie der bestimmten Hoffnung Ausdruck geben muss, dass auch England erneut wie auch die Achsen-Mächte nach Möglichkeit dieser Lage Rechnung tragen werde. Der heutige Zustand als Folge der unverständlichen englischen Haltung ist unerträglich und kann bei etwas mehr Verständnis für unsere Lage wesentlich erleichtert werden, ohne dass dadurch die Wirkung der englischen Blockade in einem irgendwie nennenswerten Umfang zu Gunsten der Achsenmächte durchbrochen wird.

---

6. *Non reproduit; cf.* E 7110 1973/134/4.

ANNEXE

E 1004.1 1/402

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 4 octobre 1940[7]

1617: 1. Ergänzungsbericht über den Stand der «Gegenblockade»

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 3. Oktober 1940

1. In seinem Bericht vom 30. Sept. 1940[8] gab das Volkswirtschaftsdepartement dem Bedauern Ausdruck, dass es offiziell von franz. Seite noch keine Kenntnis hätte vom franz. Dekret über die Ausfuhrverbote vom 18. Sept. a.c. Inzwischen ist aber am 25. Sept. a.c. im Moniteur Officiel du Commerce et de l'Industrie die bereits seit 20. pto. bekannte Instruction de la Section douanière No. 611 vom 18. Sept. erschienen. Darnach sind fortan Exporte der Liste I nach Frankreich und im Transit durch Frankreich nur noch mit einem Geleitschein der Deutschen Gesandtschaft in Bern möglich. Die deutsche Gesandtschaft hat auch bereits die nötigen Instruktionen zur Ausstellung der bezüglichen Geleitscheine von Berlin erhalten. Die Mitteilungen von deutscher Seite – vertraulich besonders auch vom Gesandten Hemmen – haben sich also durchaus bestätigt. Das Departement hat daher unverzüglich Weisung gegeben, dass die schweiz. Ausfuhrstellen wiederum Ausfuhrbewilligungen für die Waren der deutschen Liste I ausstellen können; es ist fortan allein Sache des Exporteurs, sich die nötigen deutschen Geleitscheine zu verschaffen.

2. Gestützt auf obige Tatsachen wurde die gegenwärtige Lage mit dem englischen Handelsattaché Setchell einer eingehenden Aussprache unterzogen. Das Departement glaubt Herrn Setchell davon überzeugt zu haben, dass die schweiz. Haltung bezüglich der Ausfuhr der Artikel der deutschen Liste I durchaus richtig und korrekt war, was er offenbar nunmehr zu begreifen beginnt. Es war für die Schweiz einfach untragbar vom 20. Sept. bis zum 2. Oktober Ausfuhrbewilligungen nach und über Frankreich zu erteilen für Waren der Liste I, nachdem das Departement darüber orientiert war, dass es seit dem 18. Sept. einen deutschen Geleitschein bedurfte und die französischen Zollämter entsprechende Weisungen besassen. Die ev. noch möglichen Exporte in dieser kurzen Zeit über Frankreich nach England waren auch für dieses Land nicht sehr bedeutend; für die Schweiz stund aber gegenüber den Achsenmächten sehr viel auf dem Spiel, insbesondere erneute Schwierigkeiten in der Kohlenzufuhr etc. Da seit Anfang dieser Woche die geführten Besprechungen mit Herrn Gesandten Hemmen aus Wiesbaden mit allzu grosser Deutlichkeit gezeigt haben, dass man in Deutschland unsere Beziehungen zu England mit schälen Augen verfolgt und die geringste schweiz. Unkorrektheit weittragende Folgen haben müsste.

3. Gestützt auf die Aufklärungen des Volkswirtschaftsdepartements wird nunmehr Herr Setchell im Verein mit seinem Gesandten versuchen, die getrübte Atmosphäre zwischen England und unserm Land durch die erhaltenen einwandfreien Aufklärungen wiederum zu verbessern. Er hofft, dass es möglich werde, dass London wiederum für unser Land und seine besonders schwierige Lage mehr Verständnis an den Tage lege. Es wurden dabei die nachfolgenden eindringlichen schweiz. Wünsche formuliert:

1. Herr Setchell sollte in den allernächsten Tagen wiederum die Möglichkeit und Kompetenz haben, mit dem Departement zusammen in der «commission mixte» über Anpassungen an die jetzigen Blockade-Verhältnisse zu verhandeln und überhaupt den Kontakt zwischen seiner Regierung und der Schweiz aufrecht zu erhalten und zu pflegen. Sollte dies in Bälde nicht möglich werden, so müsste man sich um das Schicksal des schweiz.-britischen Blockade-Abkommens vom 25. April

---

7. *Etait absent: E. Wetter.*
8. *Ci-dessus.*

1940[9] – das die Schweiz immer noch korrekt zur Anwendung bringt im Gegensatz zu England – die allergrössten Sorgen machen.

2. Die Schweiz muss der bestimmten Erwartung Ausdruck geben, dass nunmehr in Bälde alle noch vor Gibraltar zurückgehaltenen Schweizer Schiffe freigegeben werden;

3. Es ist dringend nötig, dass England für Exporte aus Übersee nach der Schweiz wiederum «Navicerts» gibt, damit wiederum neue Importe möglich werden. Im gegenteiligen Fall wird die Schweiz gezwungen sein, wichtige Waren wie Baumwolle etc. aus Russland, der Türkei etc. zu beziehen, wodurch sie immer mehr und völlig von den Achsenmächten abhängig wird. Das kann unmöglich im englischen Interesse liegen.

4. Nachdem nun endlich dieser Tage der erste schweiz. Export-Dampfer «Mount Taurus» Gibraltar passiert hat, müssen unbedingt weitere solche Export-Dampfer mit schweiz. Exportgütern beladen nach den neutralen Übersee-Staaten ermöglicht werden.

Diese dringenden und sicherlich berechtigten schweiz. Wünsche wird in den nächsten Tagen Herr Minister Sulzer auch gegenüber dem englischen Gesandten Kelly vertreten und es wäre der Sache sicherlich sehr dienlich, wenn es dem Chef des Politischen Departements bei der nächsten Gelegenheit möglich würde, auch seinerseits in diesem Sinne auf den englischen Gesandten einzuwirken.

Es wird von diesen Ausführungen Kenntnis genommen.

---

9. *Cf. N[os] 259 et 265.*

391

E 2001 (D) 3/271

Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, au Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki

Copie
L

Bern, 2. Oktober 1940

Heute geht der erste Transport deutscher Flüchtlinge von Genf aus im Transit durch Frankreich nach Übersee. In zwei Autocars werden zusammen 52 Personen die Reise unternehmen. Damit wir einen genauen Einblick erhalten über den Ablauf des Transportes und Erfahrung für die Zukunft, haben wir den Generalsekretär des Justiz- und Polizeidepartements des Kantons Genf, Herrn Guillermet, und einen seiner Sektionschefs, Herrn Déléaval, mit der Begleitung beauftragt. Herr Guillermet reist mit Diplomatenpass; er wird bis Barcelona fahren. Herr Déléaval hat einen Dienstpass. Wir haben den Herren gesagt, sie möchten sich mit Ihrer Gesandtschaft in Verbindung setzen, wenn irgend etwas nicht klappen sollte.

Wenn es auch Ihren Bemühungen, für die wir Ihnen zu grossem Dank verpflichtet sind, gelungen ist zu erreichen, dass das Auswärtige Amt die Botschaft in Bern ermächtigt hat, bis zu 150 Transitvisa an von den Deutschen vertriebene, in der Schweiz auf die Weiterreise wartende Flüchtlinge zu erteilen, so

ist das nur ein erster Anfang. Wir müssen unbedingt erreichen, dass die französische Regierung der Botschaft in Bern die generelle Weisung zur Erteilung von Transitvisa an solche Ausländer gibt, und zwar ohne Rücksicht auf deren Zahl und auf das Bestimmungsland ihrer Reise. Wir hätten das erwarten dürfen, auch ohne dass die Transporte auf unsere Kosten begleitet werden und ohne dass wir in jedem Fall ein Rückreisevisum erteilen. Nachdem wir Frankreich die sichere Kontrolle über die Abwicklung dieser Durchreisen abnehmen und zugleich noch die Garantie geben, dass wir diese Ausländer wieder zurücknehmen für den Fall, dass wider alles Erwarten trotz des spanischen Visums einmal die Weiterreise nicht möglich sein sollte oder dass einer in Frankreich dem geschlossenen Transport entweichen sollte, müssten weitere Schwierigkeiten von seiten Frankreichs nicht nur unverständlich erscheinen, sondern sie wären eine ausgesprochene Unfreundlichkeit der Schweiz gegenüber. Dies ganz besonders im Hinblick auf die Hilfeleistungen unseres Landes an unsere in Not sich befindenden Nachbarn durch die Aufnahme von ungefähr 8000 Zivil- und über 40 000 Militärflüchtlingen im Juni dieses Jahres, die Sammlungen des schweizerischen Roten Kreuzes, die schweizerischen Hilfeleistungen an Flüchtlinge in Frankreich, die Bereitschaft 800 französische Kinder in der Schweiz zu hospitalisieren usw., und nicht zuletzt die grosse Freundschaft des schweizerischen Volkes zum französischen.

Die verkehrte Auffassung über diese Frage dürfte wohl davon herrühren, dass Ihre ersten Demarchen um die Gestattung des Transits der Flüchtlinge aus Deutschland in die Zeit des Beginns des Krieges zurückgehen. Damals hat es sich darum gehandelt, Angehörige des mit Frankreich im Kriege stehenden Deutschland durch Frankreich durchreisen zu lassen. Das war auch der Grund, weshalb wir Frankreich so weitgehende Garantien für die Kontrolle der Durchreise angeboten und zunächst nur von einer beschränkten Zahl von Transiten gesprochen haben. Seit dem Abschluss des Waffenstillstandsvertrages hat sich die Lage jedoch bedeutend verändert. Für Frankreich könnte sich allerdings vielleicht heute die Frage stellen, wie sich Deutschland zu diesem Transit verhalte. In der Tat hat gestern anlässlich eines Frühstücks auf der französischen Botschaft Herr Botschaftsrat Gazel dem Unterzeichneten erklärt, es dürfte für Vichy wertvoll sein eine Mitteilung zu haben, dass die deutsche Regierung nichts einzuwenden habe gegen diesen Transit. Dem Unterzeichneten wurde im September 1938, anlässlich von Verhandlungen in Berlin über die Kontrolle der Einreise deutscher Flüchtlinge nach der Schweiz, von Vertretern des Auswärtigen Amtes und des Innenministeriums (Gestapo) erklärt, Deutschland habe nicht das geringste Interesse daran, diese Leute in den Nachbarstaaten zu wissen, sie wollten gegenteils in möglichst entfernten Ländern untergebracht werden. Das gleiche wurde dem Unterzeichneten in jüngster Zeit von der Deutschen Gesandtschaft in Bern wiederholt. Ja der deutsche Gesandte hat auf unser Ansuchen hin vor kurzem das Auswärtige Amt in Berlin gebeten, es möchte der deutschen Botschaft in Madrid zuhanden der spanischen Regierung mitteilen, Deutschland habe kein Interesse daran, dass die Durchreisegesuche durch Spanien von in der Schweiz sich aufhaltenden Flüchtlingen einzeln durch die Zentrale in Spanien geprüft würden, was heute bei solchen der Fall ist, die nicht im Besitze eines deutschen Passes sind. Sie können also der französischen

Regierung erklären, wir wüssten mit Bestimmtheit, dass Deutschland der Weiterreise der Flüchtlinge aus der Schweiz nicht nur keinerlei Schwierigkeiten bereiten wolle, sondern dass es diese als auch in seinem Interesse liegend betrachte.

Wir beehren uns, im folgenden noch einmal kurz zusammenzufassen, wie sich das Problem der Flüchtlinge im Hinblick auf den Transit durch Frankreich für uns darstellt. Von allem Anfang an, schon im April 1933 als die ersten Massnahmen gegen die Juden in Deutschland getroffen wurden, wurde durch eine Mitteilung in der Presse erklärt [1], die Schweiz könne diesen Ausländern nur eine vorübergehende Zuflucht bieten, ohne Ausübung einer Erwerbstätigkeit; der Aufenthalt in unserm Lande dürfe einzig zur Vorbereitung der Weiterwanderung benützt werden. Die kurzbefristeten Toleranzbewilligungen wurden jeweils nur verlängert, wenn der Nachweis erbracht werden konnte, dass der Gesuchsteller alles ihm Zumutbare getan hatte um die Weiterwanderung vorzubereiten. In engster Verbindung mit den privaten Organisationen, die sich dieser Flüchtlinge angenommen hatten, besonders aber mit der Leitung des schweizerischen israelitischen Gemeindebundes wurde die Frage der Weiterwanderung auch von uns ständig geprüft. Wir waren ebenfalls in Verbindung mit der aus der Evian-Konferenz entstandenen Organisation in London, wo der Unterzeichnete im Juli 1939 an einer Konferenz teilgenommen und die Gelegenheit benützt hatte, auf die besondere schwierige Lage hinzuweisen, in die die kleinen Transitländer durch die Aufnahme der Flüchtlinge geraten waren, und wo in Begleitung des Präsidenten des schweizerischen israelitischen Gemeindebundes auch die privaten englischen und internationalen Organisationen aufgesucht wurden. Im April 1940 begaben wir uns nach Basel, um den durchreisenden frühern belgischen Ministerpräsidenten van Zeeland aufzusuchen, der vom Londoner Komitee den Auftrag hatte, für neue Siedlungsmöglichkeiten besorgt zu sein. Im Oktober 1939 hatte übrigens eine Vorsprache der Leitung des Londoner-Komitees bei Präsident Roosevelt in Washington stattgefunden. Anlässlich jener Beratungen hatten die Vertreter Englands und Frankreichs die Erklärung abgegeben, die in der Presse verbreitet wurde, die beiden Länder würden den kleinen Transitländern Schweiz, Belgien und Holland für die Organisation der Weiterreise den Vortritt lassen. England hatte im Laufe des Jahres 1939 zahlreichen Flüchtlingen aus Deutschland die Zureise bewilligt. Frankreich hatte vorher schon viele zugelassen. Beide Staaten rechneten mit längeren Aufenthalten, sogar mit einer dauernden Anwesenzeit dieser Ausländer. Frankreich, dessen Stärke ja nie die Organisation war, hat also keine Vorbereitungen für die Weiterreise der sich in diesem Lande aufhaltenden Flüchtlinge unternommen.

Als der Krieg ausbrach und wir befürchten mussten, diese Ausländer noch für längere Zeit bei uns behalten zu müssen ohne dass es möglich sein würde, ihnen eine Erwerbstätigkeit gestatten zu können, haben wir mit der Armeeleitung die Frage der Schaffung von Arbeitslagern geprüft. Dies auch aus der Überlegung heraus, dass körperlich erstarkte und an harte Arbeit gewöhnte Emigranten leichter von überseeischen Einwanderungsländern aufgenommen

1. *Cf. DDS, vol. 10, N° 257.*

würden. Der Kostenvoranschlag hat für eine Beschäftigung von 800 Mann während eines Jahres in Arbeitslagern 1½ Millionen Franken ergeben.

Die Bestrebungen des einzelnen Emigranten für die Weiterwanderung, die sich oft nach den verschiedensten Ländern richteten, unter Ausnützung aller frühern verwandtschaftlichen, freundschaftlichen und geschäftlichen Beziehungen und Schaffung neuer Beziehungen nehmen sehr viel Zeit in Anspruch. Angesichts der in fast allen Einwanderungsländern zunehmenden Abschliessung gegen die Einwanderung, besonders von Juden, sind die Erfolge dieser Bestrebungen nicht sehr gross und auf jeden Fall nicht zum voraus absehbar. Dies gilt auch für die Vereinigten Staaten von Nordamerika. Wir sind also nicht in der Lage vorauszusehen, wie vielen Flüchtlingen es gelingen wird, eine Einreisebewilligung nach Übersee zu erhalten. Die Gesamtzahl der sich noch bei uns aufhaltenden beträgt 7-8000. Wir hoffen bald in der Lage zu sein, sie genau angeben zu können; eine Gesamterhebung ist im Gange. Sie mögen diesen Ausführungen entnehmen, dass die vom französischen Innenministerium gemachte Überlegung, «unsere» Emigranten könnten den in Frankreich sich aufhaltenden die Plätze in Übersee wegnehmen falsch ist. Ganz besonders stimmt sie nicht für die Vereinigten Staaten. Die für Deutschland reservierte Quote ist auf die verschiedenen europäischen Staaten verteilt. Wenn einer dieser weniger Auswanderungen von Emigranten aus Deutschland zu verzeichnen hat, so kann der Rest des ihm zugeteilten Quotenteils nicht auf einen andern übertragen werden.

Anders können vielleicht die Verhältnisse liegen bei San Domingo. Es ist in New York eine Gesellschaft gegründet worden für die Schaffung einer vorläufig auf 100000 Personen beschränkten jüdischen Siedlungskolonie in San Domingo. Ein Vertreter dieses Staates ist nach Europa gekommen, um die ersten qualifizierten Kolonisten in den verschiedenen europäischen Ländern auszusuchen. Er wollte zunächst aus der Schweiz 10 Personen auswählen. Nachdem er unsere Arbeitslager besucht und festgestellt hat, dass deren Insassen die beste Vorbereitung als künftige Kolonisten erhalten, hat er sich entschlossen, von Anfang an 100 Leute auszuwählen. Wir rechnen mit Bestimmtheit darauf, eine verhältnismässig grosse Zahl nach San Domingo zu bringen und haben deshalb unsere Arbeitslager ganz auf dieses Projekt eingestellt. Hier könnte natürlich Frankreich mit einigem Recht die schweizerische Konkurrenz befürchten. Wir haben Herrn Dr. Ing. Trone, den Vertreter der «Dominican Republic, Settlement Association, New York» denn auch bis heute zurückgehalten, nach Vichy zu fahren, um mit der französischen Regierung über die Durchreise zu verhandeln, weil gerade er mit seinem interessanten Projekt das Innenministerium in seiner Ansicht über die schweizerische Konkurrenz hätte bestärken können. Das ist mit ein Grund, weshalb wir Sie so sehr bedrängt haben, die Zustimmung Frankreichs für den Transit zu erreichen und weshalb wir auch heute noch zu grosser Eile drängen müssen. Solange wir Herrn Trone, der übrigens ein sehr tüchtiger Mann mit entscheidendem Einflüss in San Domingo ist, in unserer Nähe haben, haben wir die Möglichkeit, mit ihm einen grösseren Plan Schweiz-San Domingo auszuarbeiten. Herr Trone beabsichtigt jedoch, demnächst nach Portugal zu fahren und auf der Durchreise in Vichy Station zu machen. Bevor er dort ankommt, was auf die übernächste Woche zu

erwarten ist, müssen wir unbedingt die generelle Zusicherung der französischen Regierung für den Transit unserer Flüchtlinge besitzen.

Das Problem der Emigranten hat für die Schweiz auch eine nicht unwesentliche finanzielle Seite. In den Jahren 1937-1939 sind von den Hilfsorganisationen ungefähr 7 Millionen Franken ausgegeben werden, wovon 5 1/2 Millionen von der jüdischen Flüchtlingshilfe. Ein Teil dieser Mittel stammt allerdings aus Amerika. Die schweizerischen Juden haben aber bis heute über 4 Millionen Franken gesammelt. Da wir auch unter den Juden nur eine kleine Zahl von begüterten Schweizern haben, ganz grosse Vermögen wohl überhaupt keine, muss die Belastung als aussergewöhnlich hoch bezeichnet werden. Der Staat kann aber an die Unterstützungen in der Schweiz nichts beitragen, schon deshalb nicht, weil dann die private Initiative vollkommen zusammenfallen würde. Wie bereits ausgeführt, finanzieren wir jedoch die Arbeitslager. Dazu kommen Bundesbeiträge für die Weiterwanderung, die sich auch ständig vergrössern. Heute betragen sie 400 Franken pro Person, also für eine fünfköpfige Familie 2000 Franken. Wir werden mit einem sehr hohen Gesamtbetrag rechnen müssen, der in die Millionen gehen kann, sind aber entschlossen, die Auswerfung so grosser Mittel vorzuschlagen, weil die Entfernung der Emigranten, die sich ungefähr zu 90% aus Juden zusammensetzen, aus bevölkerungs- und allgemeinen inner- und aussenpolitischen Gründen unbedingt notwendig ist. Dass die politischen Gründe heute mit im Vordergrund stehen, brauchen wir nicht besonders hervorzuheben. Wir weisen nur darauf hin, dass wir das Problem auch heute aus eigener Initiative lösen wollen, damit wir jede fremde Einmischung zurückweisen können.

Eine Besprechung mit Herrn Coulondre anlässlich des gestrigen Frühstücks auf der französischen Botschaft hat ergeben, dass der Botschafter unser Begehren bei seiner Regierung in Vichy sehr unterstützt hat. Auch ihm ist die Haltung seiner Regierung nicht verständlich.

Gestern hatten wir noch den Besuch des Delegierten des französischen Roten Kreuzes bei den Militärflüchtlingen in der Schweiz, Herrn Bernheim, Elsässer und Schweizerbürger, domiziliert in Basel. Herr Bernheim hat die Aufgabe übernommen, die Vorbereitungen für die Entsendung französischer Kinder, die durch das schweizerische Komitee für kriegsgeschädigte Kinder in der Schweiz hospitalisiert werden sollen, in Vichy zu beschleunigen. Wir haben Herrn Bernheim über die uns von Frankreich gemachten Transitschwierigkeiten orientiert, sowie auch darüber, dass wir entschlossen sind, durch Verweigerung der Einreisebewilligung für die Kinder oder Sperrung der Grenze den Transit zu erzwingen, falls die französische Regierung unserm selbstverständlichen Begehren nicht endlich Folge leisten sollte. Wir haben ihm allerdings gesagt, dass wir berechtigte Gründe zur Hoffnung haben, es werde Ihnen gelingen, auch ohne die Anwendung von Druckmitteln unser Begehren durchzusetzen.

Wie oben ausgeführt ist es uns nicht möglich, Ihnen zuhanden der französischen Regierung mitzuteilen, wieviele Flüchtlinge Frankreich transitieren werden und zu welchem Zeitpunkt sie die Einreisebewilligung in das Einwanderungsland erhalten und alle übrigen Formalitäten erfüllt haben werden. Gegenwärtig sind etwa 180 Personen reisebereit.

Wie wir der heutigen Presse entnehmen, befasst sich der französische Ministerrat mit einem Rassengesetz, das die Juden in verschiedene Kategorien einteilen soll[2]. Möglicherweise wird der Versuch gemacht werden, Ihren Bemühungen auch dies entgegenzuhalten. Es wird Ihnen nicht schwer sein, diesem Einwand zu begegnen.

Wir hoffen, Ihnen mit diesen Ausführungen alle Überlegungen an die Hand gegeben zu haben, die ins Feld geführt werden können, um ein endliches grundsätzliches Einlenken der französischen Regierung zu erreichen. Unsere Ausführungen über unsere Bemühungen um die Auswanderung nach San Domingo sind natürlich nur für Sie bestimmt und sollen Ihnen erklären, weshalb wir auf eine rasche Zusicherung der französischen Regierung drängen müssen.

Wir bitten Sie, die französische Regierung zu veranlassen, der Botschaft in Bern die Ermächtigung zu geben, allen mit schweizerischen Rückreisevisa versehenen, mit auf unsere Kosten begleiteten Sammeltransporten – sei es per Autocar oder vielleicht später per Bahn – durch Frankreich durchreisenden Flüchtlingen das Transitvisum listenweise zu erteilen. Eine zahlenmässige Beschränkung soll nicht erfolgen. Ebenso soll sich die französische Regierung nicht bekümmern um das Endziel der Reise der Flüchtlinge; es muss ihr genügen, dass die Weiterreise nach Spanien durch das spanische Ein- oder Durchreisevisum gesichert ist. Das französische Innenministerium kann sich dadurch die Kontrolle über jede erfolgte Durchreise sichern, dass es sich durch die französische Einreisestelle eine von dieser abgestempelte Liste über die erfolgte Einreise und durch die Ausreisestelle eine von der Einreise- und Ausreisestelle abgestempelte Liste zustellen lässt. Es ist also nicht notwendig, dass die Botschaft die Listen jeweils eine bestimmte Zeit vor dem Abgang des Transportes nach Vichy schickt, wie das vor dem heutigen Transport der Fall war. Die Botschaft hatte uns ausdrücklich erklärt, dass Vichy die Listen nur brauche, um sie an die französischen Grenzposten weiterzuleiten, nicht aber um die Frage des Transits der auf den Listen vermerkten Personen nochmals zu prüfen.

Wir möchten noch einmal die ausserordentliche Wichtigkeit und Dringlichkeit der Angelegenheit betonen. Wir wären Ihnen deshalb zu grossem Dank verpflichtet, wenn Sie alles daran setzen würden, um bis spätestens Ende kommender Woche die endgültige Zustimmung der französischen Regierung zu unserm Vorschlag zu erreichen. Sollten Sie Druckmittel benötigen, so dient Ihnen als erstes die Verweigerung der Einreise der zu hospitalisierenden Kinder und als zweites die vollständige Visumsperre gegenüber Frankreich. Wir überlassen es Ihnen, darüber zu befinden, ob diese Mittel angewendet werden sollen.

---

2. *Cf. la lettre du Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki, du 31 octobre 1940* (E 2001 (D) 2/101).

392

E 2001 (D) 3/306

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L F/AZ
ad B.51.12.A.1.-VF. Berlin, 3. Oktober 1940

Ihr Schreiben vom 24. vorigen Monats[1] veranlasst mich noch einmal zu betonen, dass nach meinen hiesigen Beobachtungen unser Land seit langem nie mehr in einer solchen Gefahr schwebte wie heute. Die Haltung der deutschen Regierung, die Einstellung der deutschen Presse zeigen mit aller Deutlichkeit, dass die Beziehungen zur Schweiz noch nicht geklärt sind. Allerdings ist man jetzt mit dem englischen Krieg und mit anderen für Deutschland wichtigen Problemen beschäftigt. Aber im gegebenen Zeitpunkt wird die Frage Schweiz aktuell werden. Wir haben also eine Atempause.

Es wäre meines Erachtens unklug abzuwarten, bis die Krisis da ist. Richtiger ist es schon jetzt das Möglichste zu tun, um den zu erwartenden Gefahren zu begegnen. Darüber dürften wohl keine Meinungsverschiedenheiten herrschen.

Sie schreiben nun aber, dass bei aller Anerkennung einer Neuorientierung wir weder die Neutralität aufgeben, noch mit allzu rascher Beflissenheit unsere staatliche Existenz ganz von der Politik unserer beiden grossen Nachbarstaaten abhängig machen dürfen. Darum handelt es sich nun aber bei meinen Anregungen nicht. Es betrifft nicht die Existenz der Schweiz, noch ihre Unabhängigkeit, ja sogar nicht einmal ihre Neutralität, wenn wir endlich aus dem unneutralen Völkerbund austreten, wenn die polnischen und norwegischen Vertretungen, die tatsächlich nichts mehr vertreten, geschlossen werden, wenn wir zur Wahrung unserer Interessen Mandschukuo anerkennen, wenn wir uns aus der Rheinkommission zurückziehen, wenn die «Neue Basler Zeitung», die mit der Militärzensur an der Strippe gehalten werden kann, zugelassen wird, wenn die Herren Schürch und Bretscher die Chefredaktion geeigneteren Kräften überlassen und wenn wir von Staates wegen dafür sorgen, dass unsere Presse zu der absolut notwendigen Verbesserung unserer Beziehungen mit Deutschland beiträgt.

Wir können allerdings mit «Festigkeit» diese Beiträge zu einer Verständigung ablehnen und uns einreden, dass diese Haltung deutscherseits verstanden werde. Ich sehe dann nur das Unheil kommen, nämlich dass später viel weitgehendere Forderungen gestellt werden. Dass wir diese dann unfreiwillig erfüllen müssen, ist vom höheren Landesinteresse aus betrachtet ein schlechter Trost. Lieber freiwillig weniger als unfreiwillig mehr.

Der Wirklichkeitssinn muss uns die Erkenntnis vermitteln, dass unsere Existenz und unsere Unabhängigkeit, machtpolitisch gesehen, von den beiden Achsenmächten und namentlich von Deutschland abhängen. Trotzdem sehe

1. *Cf. annexe au N° 383.*

ich mit einer gewissen Zuversicht in die Zukunft, weil ich überzeugt bin, dass die Achsenmächte ein Interesse an unserer staatlichen Existenz und unserer Unabhängigkeit haben, aber nicht an einer Schweiz, die sich unfreundlich und ablehnend dem neuen Europa gegenüber einstellt, sondern einer Schweiz, die es bei aller Unabhängigkeit und Neutralität versteht, ihren Weg in die neuen Verhältnisse zu finden[2].

---

2. *Les archives du Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, conservent une notice manuscrite du 7 octobre 1940 rédigée par le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, et destinée à son suppléant, P.A. Feldscher:*
Il me semble qu'on pourrait répondre à M. Frölicher dans le sens suivant:

1. Il est exagéré et inexact de prétendre que la SdN est «unneutral». Nous avons fait le nécessaire pour qu'elle ne sorte pas de la neutralité. Cela la rend inexistante, mais cela nous oblige à ménager ce qui en reste.

2. Il est exact que les Légations de Pologne et de Norvège ne représentent plus grand-chose, mais ce n'est pas une raison pour que, contrairement aux traditions diplomatiques et à la pratique des autres Etats non belligérants (Espagne, Hongrie, etc.), nous cessions de les reconnaître.

3. L'adhésion du Mandchoukouo à la Convention d'Union postale est à l'étude; elle sera vraisemblablement tranchée favorablement d'ici peu.

4. La Commission du Rhin est paralysée; elle ne peut vraiment gêner personne. Notre intérêt est de laisser les choses en état.

5. Il serait, en effet, équitable de laisser Hoffmann et consorts disposer d'un journal, mais la réapparition de la «Neue Basler Zeitung» soulèverait un tollé qu'il faut éviter.

6. Le départ de MM. Schürch et Bretscher est une affaire privée, qui semble, du reste, avoir chance de s'arranger.

7. A cet égard, M. Frölicher se montre plus sévère que la Légation d'Allemagne à Berne qui reconnaît, en général, les progrès réalisés (E 2809/1/4).

Finalement, P.A. Feldscher rédige une lettre, qui est signée par P. Bonna et adressée à Frölicher le 15 octobre:
Wir glauben, dass über diesen Punkt vernünftigerweise keine andere Meinung vertreten werden kann und dass deshalb darüber auch keine weitern Worte zu verlieren sind. Eine Diskussion dürfte nur darüber noch zulässig sein, in welchen Punkten und wie rasch eine Umstellung und Anpassung an diese politische Situation erfolgen soll. In dieser Beziehung hat die Schweiz nicht nur der neuen Mächtekonstellation Rechnung zu tragen, sondern auch noch andern nationalen und internationalen Gegebenheiten, die ebenso realer Natur sind. Wir haben übrigens den Eindruck, dass auch Deutschland und Italien dies erkannt haben und gewillt sind, auf diese Notwendigkeiten, die auch im richtig verstandenen Interesse dieser beiden Mächte liegen dürften, Rücksicht zu nehmen.
Solche Erwägungen müssen auch bei der Behandlung der von Ihnen erwähnten Einzelprobleme in Betracht gezogen werden. Über diese hatten wir Gelegenheit, Ihnen unsere Auffassung mündlich darzulegen, sodass es sich erübrigen dürfte, auf sie hier nochmals einzutreten. (E 2001 (D)3/306)

393

E 2200 London 44/7

Le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer,
au Département politique

Copie d'expédition
T 419. *Londres,* 5 octobre 1940

J'ai eu, selon vos instructions 234, 249 et 262 [1], un entretien avec Halifax. Je lui rappelé mes explications précédentes, en y ajoutant les nouveaux arguments stop. Je n'ai pas pu obtenir une réponse pleinement satisfaisante. Le Gouvernement comprend entièrement notre situation et point de vue légal. Il examina notre exposé d'une manière sympathique. Vu la prise de position des autorités militaires, il n'est toutefois pas en mesure de donner une déclaration qu'aucun survol quelconque de la Suisse n'aura plus lieu. Les autorités militaires sont toutefois manifestement volontiers prêtes à montrer la plus grande considération possible envers les désirs de la Suisse aussi longtemps qu'ils sont compatibles avec les nécessités militaires importantes. Cela représente la marge extrême pour laquelle les autorités militaires peuvent se déclarer prêtes. Le Gouvernement Churchill n'ira pas plus loin. Cela est mon impression déterminée sur la situation, basée sur des informations qui m'ont été faites d'une manière strictement confidentielle et privée stop. Halifax m'autorise à vous communiquer confidentiellement que par suite des efforts de la Suisse et des siens les assurances suivantes ont été obtenues de la part des autorités militaires. Quote: L'espace aérien suisse sera complètement évité dans les cas suivants: 1° attaques contre l'Allemagne; 2° attaques contre Turin et Gênes; 3° pas de lâchement de bombes sur la Suisse. L'Office de l'Air a donné, dans ce sens, des ordres les plus stricts. Quote stop. Malgré notre position légale claire c'est le Maximum qu'on a pu atteindre actuellement sur la base de vos efforts, des miens et de ceux de Halifax. Lorsqu'un grand nombre de bombardiers américains avec un plus grand rayon d'action, seront une fois arrivés en Angleterre, on pourra peut-être obtenir d'autres assurances stop. Des violations britanniques à ce jour cinq ont été effectuées en rapport avec l'Allemagne, quelques-unes avec Turin-Gênes et cinq bombes, de sorte que les assurances de Halifax signifient toutefois un succès pratique puisqu'elles excluront ainsi considérablement les possibilités de danger. D'autre part il n'y a point eu d'incidents depuis un mois. Je conseille donc, et aussi par égard pour M. Keller, commerce Londres, de s'abstenir en tous les cas de faire d'autres démarches jusqu'à de nouveaux cas concrets.

---

1. *Non reproduites; cf. N° 384 et nombreux documents antérieurs.*

394

E 7800 1/163

Rapport du Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, P. Keller

Copie
RC

London, 5. Oktober 1940

2. VERHANDLUNGSBERICHT. LONDON, 25. SEPTEMBER BIS 4. OKTOBER 1940.

1. Nach der Abklärung der zahlenmässigen Grundlagen der Versorgung der Schweiz mit jenen Erzeugnissen, welche die britische Blockadekontrolle passieren müssen um in die Schweiz zu gelangen [1], begann eine Verhandlungsetappe, die wenig angenehmer und zum Teil schwieriger Aufschlusserteilung über die im ersten Bericht unter Ziffer 4 genannten Punkte gewidmet war.

a. Die «MOUNT TAURUS»-Affäre kann als erledigt betrachtet werden. Sie wird im Gedächtnis der Engländer haften bleiben als Beweis für die umfassende Kontrolle unserer Ausfuhren durch die Achsenmächte. Der Rückruf des Schiffes in den Hafen von Genua war hier Beleg für die willkürliche Behandlung, der die schweizerischen Exporte in Zukunft ausgeliefert sein werden.

Unsere Bemühungen, ein neues Schiff für schweizerische Exporte nach neutralem Überseehafen bewilligt zu erhalten, blieben zur Zeit erfolglos. Das britische Interesse an solchen Exporten wird offen als sehr gering bezeichnet und unsere dringlichen Vorstellungen, dass diese Exportmöglichkeiten für die Schweiz lebenswichtig seien, begegneten dem Einwand, dass vorerst die ganze Lage grundsätzlich durchbesprochen werden müsse und alle Einzelfragen bis dahin zuwarten müssten. Wir haben Ihnen deshalb telegraphisch empfohlen, das amerikanische Interesse an der Aufrechterhaltung laufender Ein- und Ausfuhrbeziehungen mit der Schweiz zu wecken und hier auf diplomatischem Wege wirksam werden zu lassen. Wir versprechen uns davon eine Hilfe gegen eine Beurteilung unserer künftigen Zu- und Ausfuhren unter dem Blickpunkte des geringer gewordenen direkten englischen Interesses.

b. Das englische Interesse an der schweizerischen Produktion ist durch die deutsch-italienische Gegenblockade sehr stark getroffen worden. Nach einer Analyse der britischen Einfuhr aus der Schweiz im Jahre 1940 (bis Ende August) werden in Zukunft 60% dieser Käufe unter die Bewilligungspflicht der Achsenmächte fallen und nur noch 40% im Transit frei bleiben. Diese veränderte Lage bildet die Basis einer «Neu-Überprüfung unserer Zufuhren».

Man macht uns hier nicht die deutsch-italienische Gegenblockade – die wir nicht zu verhindern vermögen – zum Vorwurf, als vielmehr die Tatsache, dass die schweizerischen Regierungsstellen durch die Verweigerung von Ausfuhrbewilligungen während Wochen die Versorgung Englands mit wichtigen Erzeugnissen verhindert und damit seine Stellung geschwächt hätten. Die Einrede des

1. *Cf. N° 387.*

Schutzes schweizerischer Exporteure vor einer eventuellen Beschlagnahme ihrer Waren im Transit durch Frankreich wird hier nicht gehört, sondern mit dem Hinweis auf die britische Risiko-Übernahme (Bezahlung) in der Schweiz zurückgewiesen. Die lange Dauer des seinerzeit kurzfristig gedachten «Übergangsstadium», hat uns hier in ein schiefes Licht versetzt und uns viel guten Glauben genommen. Wir haben versucht, das bestehende Misstrauen durch offene Darlegung der Entwicklung zu zerstreuen. Dies ist uns noch nicht völlig gelungen und wir werden die Nachwirkungen unseres aktiven Verhaltens in dieser Angelegenheit sicher noch einige Zeit spüren. Hier liegt sicher auch einer der Gründe, die es gegenwärtig verunmöglichen, einzelne Navicerts zu erhalten oder einzelne Schiffe für Ein- oder Ausfuhr bewilligt zu bekommen.

Ich möchte auf diesen Punkt das grösste Gewicht legen. Es ist zur Zeit sinnlos, in aller Welt Waren zu kaufen und in jedem Einzelfall die Gesandtschaft in London mit Interventionen zu beauftragen. Es braucht jetzt 2-3 Wochen Geduld, weil sich hier ganz einfach nichts erzwingen lässt. Wir haben Hoffnung, neue Zufuhren bewilligt zu erhalten, aber erst nach erfolgter Stellungnahme sämtlicher interessierter Ministerien zu den von uns mit dem Blockadeministerium bereinigten Grundlagen. Man hat uns eine erste Äusserung auf Ende der nächsten Woche versprochen. Bis dahin und bis zu unserem Bericht sollten von privater Seite in der Schweiz weder Schiffe gechartert und beladen noch von staatlicher Seite irgendwelche Warenaufkäufe durch die Gewährung von «certificats de garantie» begünstigt werden.

2. Wir benützen die Zwischenzeit, um durch persönliche Fühlungnahme mit Vertretern der Ministerien, welche sich zu den Vorschlägen des Blockadeministeriums zu äussern haben werden, auf diese Stellungnahme Einfluss zu gewinnen. Die guten Beziehungen unserer Gesandtschaft zum Foreign Office und zur Presse, alte und neue Beziehungen zum Board of Trade und zu den höchsten Beamten des Ministry of Economic Warfare ermöglichen uns diese Fühlungnahme. Eine Erweiterung der Delegation unter diesem Gesichtspunkt ist zur Zeit nicht notwendig; über die Wünschbarkeit technischer Experten lässt sich erst nach der Stellungnahme von Minister Dalton entscheiden.

3. Die drohende Spannung zwischen Italien und Griechenland legt uns die Anregung nahe, alles vorzukehren, um Schwierigkeiten für die vom Bunde zeit-gecharterten griechischen Schiffe zu vermeiden. Als einfachste Lösung erschiene uns ein Abkommen mit Italien, diese Schiffe und ihre Mannschaft selbst im Konfliktfalle ungehindert zu lassen. Sollte dies nicht erreichbar sein, so müsste die Frage der Schweizer-Flagge mit allem Nachdruck erneut gestellt werden. Wir nehmen an, dass das Kriegs-Transport-Amt diesen Fragen bereits seine Aufmerksamkeit schenkt, glaubten aber im Zusammenhang mit den Bemühungen um neue Zufuhren und auf Grund bisheriger Erfahrungen mit nicht genehmen Schiffseigentümern auf ihre mögliche Bedeutung hinweisen zu sollen.

4. Das Board of Trade hat uns wissen lassen, dass es mit uns über die möglichen und wünschbaren Ein- und Ausfuhren zwischen den beiden Ländern sprechen möchte. Wir haben den deutlichen Eindruck, dass England an der Wiederaufnahme seiner Kohlentransporte nach der Schweiz stark interessiert ist. Ich habe Ihnen deshalb gekabelt, es möchte versucht werden, von Italien

erhöhte Zusicherungen für diesen besondern Transit von Gütern feindlichen Ursprungs zu erhalten. Ein Erfolg dieser Bemühungen würde uns hier unsere schwache und schwierige Situation etwas verstärken[2].

2. *Cf. N° 396.*

395

E 2001 (D) 2/235

La Division du Commerce du Département de l'Economie publique à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T Nummer 54. Bern, 7. Oktober 1940, 21h45

Von Handel. Bezugnehmend auf Telegramm Politisches Nr. 29 vom 19. Juli[1]. Ersuchen dringend bei amerikanischer Regierung vorstellig werden. Führet amerikanischer Regierung eindringlich gemeinsames Interesse an Aufrechterhaltung laufender Wirtschaftsbeziehungen der Vereinigten Staaten mit Schweiz vor Augen. Prof. Keller verhandelt in London im Sinne erwähnten Telegramm vom 19. Juli. Seit längerer Zeit verweigert London Navicerts für Importe aus Übersee nach Schweiz. Anhalten dieser unverständlichen englischen Haltung zwingt Schweiz, wichtige Käufe in Getreide, Wolle, Baumwolle, Kohle, Schweineschmalz, Tabak etc. in Russland, Türkei, Jugoslawien etc. zu tätigen. Aufrechterhaltung Einfuhr von Nahrungsmitteln und Rohstoffen aus Übersee, wie auch Export dorthin, liegt auch im amerikanischen Interesse. Hoffen auf amerikanisches Verständnis für Schweiz und bitten dringend rasche Unterstützung unseres Standpunktes durch Washington in London. Kabelt über Resultat unternommener Schritte[2].

1. *Cf. N° 347.*
2. *La Légation de Suisse à Washington répond par un télégramme du 10 octobre:* Ihr 54. Staatssekretär Hull versprach generelle Unterstützung schweizerischer Begehren. Glaubt schweizerische Interessen verlangen gegenüber London Geheimhaltung unserer hiesigen Demarche. Erbitten Bericht über Verhandlungsverlauf.
Sur ces négociations, cf. E 7110 1973/134/4 *et* E 7800 1/163.

396

E 7110 1973/134/4

Rapport du Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, P. Keller

RC London, 15. Oktober 1940

3. VERHANDLUNGS-BERICHT. LONDON 6. – 14. OKTOBER 1940.

1. Wie im letzten Bericht [1] bereits angedeutet wurde, haben wir die Zeit, in der wir wegen den interministeriellen Besprechungen nicht verhandeln konnten, zur Beeinflussung der Stellungnahme verschiedener Ministerien und der Presse benützt.

a. Am 7. Oktober 1940 sah ich an einem Lunch Sir Robert Vansittart, Adviser des Foreign Office. Da er sich besonders mit den Propagandafragen befasst, legte ich grosses Gewicht auf den günstigen Eindruck, den die Wiederaufnahme der Zufuhren (insbesondere von Kohle) in der schweizerischen Bevölkerung machen müsste. Vansittart interessierte sich darüber hinaus für die Gefahr grösserer Arbeitslosigkeit in der Schweiz und deren mögliche sozialen und politischen Folgen.

b. Am 8. Oktober 1940 hatten wir eine zweistündige Unterhaltung mit Sir Frederick Leith-Ross. In der Aussprache mit Sir Frederick wurde das grosse Misstrauen deutlich, das in offiziellen britischen Kreisen gegenüber der Haltung und Stellung der Schweiz unter den veränderten Verhältnissen besteht. Als Quellen dieses Misstrauens zeigten sich auf wirtschaftlichem Gebiet:

die Verweigerung von Ausfuhrbewilligungen während einiger Wochen,

die noch nicht zu übersehende Praxis der deutsch-italienischen Gegenblockade und

die schweizerischen Kredite an Italien, deren politischer Charakter hier unterstrichen wird.

Als entscheidend wichtig bezeichnete Sir Frederick die Aufrechterhaltung der schweizerischen Ausfuhren nach Drittländern. Es wird für die künftige britische Blockadepolitik sicherlich von grösstem Gewicht sein, Grossbritannien einen interessanten Anteil an den Produkten zu sichern, welche aus den vom Westen importierten Rohstoffen hergestellt werden. Die britische Regierung scheint nicht gewillt zu sein, der Schweiz Einfuhren zu gestatten, welche ausschliesslich Deutschland und Italien zu gute kommen.

c. Da die grossen englischen Zeitungen seit Beginn der Verhandlungen zu mehreren Malen auf Veranlassung des Ministry of Economic Warfare die kritische Einstellung Grossbritanniens gegenüber der Schweiz in sachlich korrekten Berichten über die schweizerischen Vorräte und über das deutsch-italienische Geleitschein-System in der breiten Öffentlichkeit mitvertreten hatten, schien es angebracht, mit den diplomatischen und wirtschaftlichen Korrespondenten

1. *Cf. N° 394.*

von vier grossen Zeitungen persönlich Kontakt zu nehmen. Dies geschah an einem Lunch (9. Oktober 1940), als dessen Ergebnis wir keine sofortige Reaktion der Presse, sondern einzig einige Aufklärung im persönlichen Gespräch wünschten, was wohl auch erreicht worden ist.

d. Am 11. Oktober 1940 besuchte ich Sir William Brown, bisher Permanent Secretary of the Board of Trade und jetzt in gleicher Stellung im Ministry of Supply. Auch bei ihm fand ich jenes Verständnis für unsere schwierige Lage, das er uns schon in früheren Verhandlungen bewiesen hatte. Sir William wiederholte den mir bereits von anderer Seite geäusserten Wunsch des Board of Trade, meine Anwesenheit in London zu Besprechungen über die gegenseitigen Warenbeziehungen zu benützen. Ich sagte sie für nächste Woche zu.

2. Montag, den 14. Oktober 1940 fand im Ministry of Economic Warfare eine Sitzung statt, zu der ich ausdrücklich allein eingeladen worden war. Ich fand dann aber auf britischer Seite die Herren Minister H. Dalton, Unterstaatssekretär D. Foot, Sir Frederick Leith-Ross und Lord Drogheda vor. Über das materielle Ergebnis der Verhandlungen dieser Sitzung, das als vorläufiges zu betrachten ist, habe ich Ihnen mit beiliegendem Telegramm sofort berichtet[2]. Es liegt mir aber daran, zur Kennzeichnung der Stimmung und Einstellung hier noch folgende Punkte hervorzuheben:

a. Minister Dalton erklärt sich grundsätzlich zur Wiederaufnahme neuer Zufuhren nach der Schweiz bereit; er will aber unter allen Umständen die Aeuffnung oder Aufrechterhaltung grösserer Vorräte in der Schweiz verhindern. Dalton unterstreicht, dass alle Konzessionen, in denen er so weit gehe als es ihm seine Funktionen im Rahmen der britischen Kriegführung irgendwie gestatten, sich auf die heutige Stellung der Schweiz, wie wir sie ihm geschildert hätten, gründen. Sollten in diesen Voraussetzungen wesentliche Veränderungen eintreten, so behalte er sich vor, unverzüglich Gegenmassnahmen zu treffen.

b. Auf meine Entgegnung hin, dass Zwei-Monats-Vorräte angesichts der geographischen Lage der Schweiz und der Unsicherheit der Zufuhrmöglichkeiten zur See zu gering seien, erklärt Dalton, dass dies nur eine allgemeine Richtlinie sei und dass die Länge der Zufuhrwege bei der rechtzeitigen Erteilung von Navicerts in entgegenkommender Weise berücksichtigt werden solle. Sein Ministerium werde hier nicht kleinlich sein.

c. Dalton kritisiert dann in wenig konkreter Form das Verhalten gewisser Schweizer Banken und stellt scharfe britische Abwehrmassnahmen in Aussicht. Ich werde versuchen, über Sir Frederick Leith-Ross und Direktor Cobbold von der Bank of England näheres über diesen Punkt zu erfahren.

Die Erklärungen Daltons sollen uns schriftlich zugestellt werden[3]. Eine Reihe von Fragen ist noch nicht entschieden, sondern unterliegt weiterer Prüfung und Unterhandlung. Das endgültige Resultat soll nachher nochmals mit Minister Dalton fixiert werden.

---

2. *Non reproduit.*

3. *Annotation de Keller dans la marge:* eingetroffen, hier beigelegt. *Cf. annexe au présent document.*

ANNEXE

Le Ministre britannique de l'Economie de guerre, H. Dalton,
au Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, P. Keller

L *London,* October 15th, 1940

When I had the pleasure of seeing you yesterday I informed you of the policy in regard to Swiss imports which His Majesty's Government have decided to adopt in existing circumstances. In doing so I was obliged to point out that the already difficult situation had been aggravated by the temporary refusal of the Swiss Authorities to grant Swiss export licences for a number of goods consigned to the United Kingdom and even, I understand, for certain goods destined for neutral countries. I added however that, in spite of this, we were prepared to make a number of concessions in order to meet the wishes of your Government so far as we reasonably can.

As I told you, I was glad to learn that you had been able to agree with my officials the amounts of the Swiss stocks of the most important commodities, and also to hear that Switzerland has a considerable supply of lubricating oil, wheat, rye, vegetable oils, sugar, coffee, rice, cotton, wool, lead, zinc, tin and mercury. As regards all these commodities His Majesty's Government cannot agree to facilitate further imports into Switzerland until the Swiss stocks have in each individual case come down to a two months level. I wish, however, to make it clear that this principle will not be applied with undue rigidity, and in particular that Switzerland will not have to wait until her stocks are at or below the two months level before applying for navicerts and export licences. In general, I shall be prepared to consider applications so that stocks in Switzerland can be maintained at the two months level and no undue anxiety need, therefore, be felt by your Government as to the supplies in question.

It has been noted that the Swiss supplies of which there is now a shortage include coke, paraffin, benzine, diesel oil, maize and to a lesser extent barley and oats. To take each of these commodities in turn, His Majesty's Government will be prepared to facilitate the import of coke into Switzerland and will also grant navicerts and export licences for coal, although I understand that Switzerland has in fact a six months' supply of coal. Without making any condition on this point, I hope that Switzerland will find herself able to purchase in the United Kingdom a reasonable proportion of the coke and coal she requires. As for benzine, paraffin and diesel oil, all these are German deficiencies, and I shall have to examine further the question whether any shipments of them from overseas to Switzerland through our blockade can be permitted. My officials are not entirely satisfied that there is a real shortage of maize in Switzerland, but we will nevertheless agree to allow the maize on three of the waiting ships (the «Kapetan Stratis», the «Mount Pindus» and the «Siretul») to go forward. Permission cannot however be granted for the «Siretul» to proceed, and this particular cargo will therefore have to be forwarded on some other ship. In the same way my officials are not convinced that a good case has been made out for facilitating a further import into Switzerland at this stage of barley and oats. Nevertheless I will raise no objection to the consignments of barley (500 tons) and oats (1,525 tons) on the «Mount Pindus» going forward or to the transhipment to Switzerland of the barley (1,230 tons) and oats (2,750 tons) on the «Siretul».

I am also glad to inform you that His Majesty's Government will be ready to grant navicerts and export licences for any goods of a character which they are satisfied cannot benefit our enemies. I cannot at the moment give you a list of such goods and this will need further exploration. But I may say at once that I shall be prepared to authorise navicerts for certain consignments from the U.S.A. of motor-trucks (without tyres), spare parts, agricultural machinery and electric motors for frigidaires in respect of which we have had applications. On the information before me, I cannot agree to any tyres being imported.

As to the four coal ships now waiting (the «Mount Aetna», the «Mount Parnes», the «Ivan Topic» and the «Stavros») I agree to allow these vessels to proceed two by two, in any order you may prefer. You will no doubt get in touch with this Ministry about these ships in order that the necessary instructions may be given.

I was also able to inform you that, in response to the urgent representations of the Swiss President that these rails are required on defence grounds, instructions are being sent to facilitate the passage to Switzerland of the two ships (the «Kassos» and the «Hadiotis») loaded with scrap rails.

I trust that you will recognize the extent to which I have gone to meet the Swiss Government's requests. It is our desire to avoid all unnecessary friction in the application of the policy outlined in this letter, and accordingly navicerts and export licences within the agreed quotas and for commodities not subject to any quota will, as a general rule, be granted without our requiring guarantees against export from the individual consignees, as we rely on the official certificate of guarantee under the Anglo-Swiss Agreement. Nevertheless, I must make it clear that we must naturally maintain fully our right to examine from the consignee angle all applications for navicerts and export licences. I must also emphasise that our whole policy will be subject to revision at any time, if the position in Switzerland deteriorates from our point of view or if the enemy detains or seizes any cargoes destined for Switzerland or any ships carrying such cargoes. On the other hand, we will be ready to consider a relaxation of our policy, if Switzerland at some future time is able to show that she has regained her independence from the present enemy control over her exports.

In this connexion, it would be useful if you would take steps to elucidate the exact position in regard to Swiss exports. I understand that export permits will in future be freely granted by the Swiss authorities, but that you are not yet in a position to say how far the German or Italian controls will be extended and what goods will, in fact, be allowed to pass through these controls. I trust that you will be able to assure me that the Swiss Government will do its utmost to facilitate the passage of exports to the United Kingdom and our judgment of the success of Switzerland in maintaining her independence will naturally be influenced by the extent to which such exports will, in fact, prove possible.

I wish also to confirm what I said to you about certain Swiss Banks with international connexions. His Majesty's Government are not satisfied about some of the operations of these banks, and they must reserve their right to take such action as may be necessary should these operations continue.

I think that I have now dealt with all the more general questions of policy which have been raised either by yourself or by this Ministry. There are, however, no doubt some other matters which will have to be gone into. For instance, there are other ships which have been waiting to proceed to Switzerland besides the three I have already mentioned. I understand that the «Marpessa», the «Mount Helikon», the «Nereus», the «Moscha D. Kydoncfs», the «Jurco Topic», the «Olga Topic», the «Nadin», and the «Thetis» have all got wheat and other cereals on board. As at present advised, I cannot, in view of the very large stocks of wheat already in Switzerland, agree to these going forward. As an earnest of our desire to minimize as far as possible the loss which this decision might cause to the Swiss purchasers of these cargoes, I told you that we were considering whether it would be possible for the Ministry of Food to buy the cargoes at their market price on arrival, if the ships can be sent to the United Kingdom, or alternatively whether the cargoes can be sold to Spain. You asked, however, whether our decision in regard to these vessels could not be reconsidered and in accordance with my promise, I will have this matter further examined.

397

E 7800 1/163

Le Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, P. Keller,
à la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique

Copie de réception
T Nummer 439. London, 18. Oktober 1940, 18 h 55

Für Handel von Keller.

Nach erneuten Verhandlungen feststellen, dass Zweimonatsvorräte mit Rücksicht auf veränderte politische Lage Gegenblockade Achsenmächte und schweizerische Ausfuhren dorthin unter Abänderung des Blockadevertrages und Kredite insbesondere Bankkredit an Italien [1] und Verhalten gewisser Banken als letzte heute mögliche Konzession zu betrachten ist. Dalton selbst will jede direkte oder indirekte Begünstigung Achsenmächte mit allen Mitteln verhindern. Er ist getragen von starker Bewegung überhaupt keine weiteren Zufuhren blockadewichtiger Waren nach Schweiz und andern Nachbarstaaten Deutschlands mehr zu gestatten. Hat trotzdem gemeldete Konzessionen gemacht ohne Verschärfung der Verwendungsbestimmungen, laut Blockadevertrag. Milderung Zufuhrbeschränkung nur über Ausfuhrerweiterung zu Gunsten Englands möglich. Falls klarer Nachweis, Ungenügen von Zweimonatsvorräten für einzelne Warengruppen erbracht wird, ist wohlwollende Prüfung zugesagt. Über Handhabung zitiert Brief Daltons 15. Oktober [2] in welchem das Resultat bisheriger Verhandlungen festgehalten ist; Switzerland has a considerable supply of lubricating oil, wheat, rye, vegetable oils, sugar, coffee, rice, cotton, wool, lead, zinc, tin and mercury as regards all these commodities his Majesty's Government cannot agree to facilitate further imports into Switzerland until the Swiss stocks have in each individual case come down to a twomonths' level; I wish howewer to make it clear that this principle will not be applied with undue rigidity and in particular that Switzerland will not have to wait until her stocks are at or below the twomonths' level before applying for Navicerts and exportlicences in general; I shall be prepared to consider applications so that stocks in Switzerland can be maintained at the twomonths' level and no undue anxiety need the before be felt by your Government as so the supplies in question; Brief Dalton folgt per Kurier für Kornschiffe, Diamanten und Benzinzufuhr und Exportschiffe Genua fehlt noch jede britische Zusage. Gedenke nach Lösung dieser Fragen zur Berichterstattung heimzukehren [3]. Berichtet über schweizerische Flugverbindung Spanien.

---

1. *Cf. N° 354 et annexes.*
2. *Cf. annexe au N° 396.*
3. *Cf. N° 402.*

398

E 1004.1 1/402

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 18 octobre 1940

1682. Deutsche Saboteure in der Schweiz und schweizerische politische Häftlinge in Deutschland

Politisches Departement. Bericht und Antrag vom 19. August 1940[1]
Militärdepartement. Mitbericht vom 12. September 1940[2]
Justiz- und Polizeidepartement. Mitbericht vom 24. September 1940

I.

Das Politische Departement führt an seinem Berichte vom 19. August d.J. aus:

«Der Armee-Auditor hat an das Militärdepartement einen Bericht über das Ergebnis der militärgerichtlichen Untersuchung gegen die deutschen Saboteure *Loos & Mith.* erstattet. Die Untersuchung ist abgeschlossen. Die Beschuldigten haben sich des militärischen Landesverrates (Art. 87 MStrG) sowie der Sabotage gemäss Art. 2 der Verordnung betr. Abänderung und Ergänzung des MStrG vom 28.5.1940 schuldig gemacht. Die Akten sind dem hiefür zuständigen Auditor des Territorial-Gerichts 2 zur Erhebung der Anklage übermittelt worden.

Es stellt sich die Frage, ob die Durchführung des militärgerichtlichen Verfahrens gegen die Saboteure im gegenwärtigen Augenblick politisch zweckmässig ist und nicht allgemeinen Landesinteressen zuwiderläuft. In der Tat wird die Öffentlichkeit bei dem Verfahren nicht völlig ausgeschlossen werden können, und jedenfalls wird die Bekanntgabe der Anklage und des Urteils nicht zu umgehen sein. Bei der in den Beziehungen zum Deutschen Reich noch vorhandenen Spannung lässt sich aber nicht voraussehen, welche Rückwirkungen eine Verurteilung der Saboteure, die zum Teil mit lebenslänglicher Zuchthausstrafe, ja vielleicht sogar mit der Todesstrafe belegt werden könnten, haben wird. In dieser Hinsicht ist nicht ausseracht zu lassen, dass eine ganze Anzahl

---

1. E 2001 (E) 1967/113/90.
Dans la nuit du 13 au 14 juin 1940, sept Allemands et deux Suisses avaient franchi illégalement la frontière près de Kreuzlingen. Ils furent ensuite arrêtés en Suisse. Leurs équipements et leurs interrogatoires révélèrent qu'ils avaient reçu l'ordre de saboter des aéroports et des installations militaires en guise de représailles pour les incidents aériens survenus entre la Suisse et l'Allemagne. Le Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz, remit un aide-mémoire à ce sujet au Ministre d'Allemagne à Berne, O. Köcher, lors d'un entretien le 22 juin 1940. Par la suite, aucune démarche ne fut entreprise par les diplomates allemands, qui semblent s'être désintéressés complètement du sort de ces accusés.
2. E 1001 1/EPD 1.6-31.12. 1940.

Schweizer wegen politischer Vergehen in deutschen Gefängnissen sitzen[3].

Das Politische Departement ist der Auffassung, dass vermieden werden sollte, vor Abklärung der gegenwärtigen politischen Situation das Gerichtsverfahren durchzuführen, indem sonst zweifellos die Gefahr ernster Verwicklungen heraufbeschwört werden könnte. Die verhafteten Saboteure haben sämtlich mit einer längern Freiheitsstrafe zu rechnen, sodass das Andauern der Untersuchungshaft für sie ohne wesentliche Bedeutung ist. Dabei kann die Frage, ob für den einen oder andern ein Austausch mit schweizerischen Häftlingen in Deutschland in Aussicht zu nehmen wäre, einstweilen offengelassen werden.

Das Politische Departement stellt deshalb den Antrag, es sei zu beschliessen, dass von den obigen Ausführungen zustimmend Kenntnis genommen werden solle, unter Bekanntgabe an den Armee-Auditor.»

II.

Das Militärdepartement in seinem Mitberichte vom 12. September 1940 und das Justiz- und Polizeidepartement in demjenigen vom 24. September 1940 (Zustimmung zur Vernehmlassung der Bundesanwaltschaft vom 23. September 1940) sind hingegen der Meinung, dass das Strafverfahren gegen die Saboteure nunmehr zu Ende geführt werden sollte.

III.

Das Politische Departement erklärt sich nunmehr damit einverstanden, dass das Strafverfahren gegen die Saboteure seinen Fortgang nehme und zu Ende geführt werde, und verlangt lediglich, dass dabei die nötige Diskretion und Zurückhaltung geübt werde, was ihm vom Bundesrate zugesichert wird[4].

---

3. *Il s'agit en particulier de 9 personnes: deux communistes condamnés pour contrebande de publications interdites; un habitant de Munich et un autre ressortissant suisse condamnés pour espionnage; un socialiste condamné pour avoir participé en Allemagne aux activités illégales du parti socialiste allemand; un socialiste accusé d'avoir tenu des propos hostiles au IIIe Reich; une coiffeuse résidant à Francfort, condamnée pour avoir critiqué Hitler au cours d'une conversation après l'attentat du 9 novembre 1939. Enfin, Maurice Bavaud, arrêté en 1938 pour avoir tenté d'assassiner Hitler et condamné à mort; malgré quelques démarches des diplomates suisses, Bavaud sera exécuté le 14 mai 1941.*
Sur cette affaire, cf. E 2001 (E) 1991/17/549.

4. *Le 15 novembre, le Conseil fédéral adoptera un texte remanié de communiqué annonçant la condamnation de ces personnes (cf. PVCF N° 1819 du 15 novembre 1940,* E 1004.1 1/403).

399

E 1004.1 1/402

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 22 octobre 1940[1]

1698. Verletzung des schweizerischen Luftraumes und Verdunkelung

Politisches Departement. Mündlich

Herr Bundesrat Etter als Stellvertreter des Vorstehers des Politischen Departements berichtet über die neue Verletzung des schweizerischen Luftraumes durch englische Flieger in der Nacht vom 20. auf 21. Oktober. Er hat sofort bei der englischen Regierung energisch Protest erheben lassen[2]. Nunmehr hat der deutsche Gesandte bei ihm vorgesprochen, und dabei rein persönlich, ohne bisher einen Auftrag von seiner Regierung erhalten zu haben, auf diese neue Verletzung des schweizerischen Hoheitsgebietes durch englische Flieger aufmerksam gemacht und daran erinnert, dass der Bundesrat gemäss einer Verbalnote, die ihm (dem Gesandten) seinerzeit überreicht worden war, die Verdunkelung in Aussicht genommen habe, sobald die Engländer die Schweiz neuerdings überfliegen sollten[3], der Gesandte fragte an, was der Bundesrat nunmehr zu tun gedenke und machte darauf aufmerksam, dass er noch nicht wisse, ob die deutsche Regierung ihn beauftragen werde, offiziell Vorstellungen zu erheben. Herr Bundesrat Etter weist noch darauf hin, dass nach dem Bundesratsbeschlusse vom 23. September d.J.[4] der General für die Anordnung der Verdunkelung zuständig sei, und dass er ermächtigt wurde, für den Fall einer neuen nächtlichen Verletzung des schweizerischen Luftraumes durch eine Mehrzahl englischer Flugzeuge sofort und zwar mit Wirksamkeit schon vom folgenden Abend an für das ganze Gebiet der schweizerischen Eidgenossenschaft die Verdunkelung anzuordnen; diese hätte sich zu erstrecken für die Zeit von 21 Uhr bis zum Morgengrauen. Der genannte Bundesratsbeschluss sieht vor, dass indessen der Herr General vor Anordnung dieser Massnahme

---

1. *Etait absent: M. Pilet-Golaz.*
2. *Cf.* E 2200 London 44/7.
3. *Les Ministres d'Allemagne et d'Italie à Berne avaient fait une démarche commune auprès du Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz, pour faire part de l'intérêt que leurs gouvernements verraient à ce que la Suisse prenne des mesures d'obscurcissement* afin de cesser de constituer un repère au centre de l'Europe, pouvant faciliter les raids des avions britanniques. *Après avoir pris contact avec le Commandement de l'Armée et avoir fait approuver par le Conseil fédéral les termes d'un aide-mémoire, Pilet-Golaz a reçu séparément, le 27 septembre, les deux Ministres* pour les informer que, nonobstant les risques que ces mesures comportent, le Conseil fédéral est disposé à ordonner l'obscurcissement du pays si l'espace aérien suisse devait être à nouveau traversé de nuit par des avions britanniques. (*Lettre du 28 septembre 1940 du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger.* E 2001 (E) 1967/113/126).
4. *Cf. N° 385.*

sich vor 8 Uhr morgens mit dem Herrn Bundespräsidenten in Verbindung zu setzen hätte, um sich mit ihm in dieser Beziehung zu verständigen.

Der Vorsteher des Militärdepartements, der als Vizepräsident des Bundesrates gegenwärtig den Herrn Bundespräsidenten vertritt, führt aus, der Herr General habe ihm am Montagmorgen nicht telephoniert, sondern habe Bedenken, die Verdunkelung anzuordnen. Redner ist der Meinung, dass nun heute, gestützt auf den Vorfall von der Nacht des letzten Sonntags auf den Montag, noch keine Verdunkelung angeordnet werden sollte, wohl aber das nächste Mal, sobald eine neue Verletzung erfolgt. Dies wäre dem deutschen Gesandten zur Kenntnis zu bringen. Er gibt ferner Kenntnis von einem Bericht, den er soeben erhalten hat, über die nunmehrige Stellung des Herrn Generals, die als eine ablehnende zu bezeichnen sei. Dieser sei der Meinung, dass die Anordnung der Verdunkelung nicht eine militärische, sondern eine politische Massnahme bedeuten würde und somit nicht vom General zu ergreifen sei.

Der Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements teilt die Ansicht desjenigen des Militärdepartements. Sollte die Verdunkelung angeordnet werden, so sollte diese sich erst von 22 Uhr an erstrecken und nicht schon von 21 Uhr an.

Der Vorsteher des Finanz- und Zolldepartements schliesst sich der Ansicht desjenigen des Militärdepartements ebenfalls an. Für heute sollte noch nichts verfügt werden, sondern man möge noch zuwarten bis zu einer nächsten ähnlichen Verletzung. Dann aber müsste die Verdunkelung sofort und ohne weiteres angeordnet werden.

Der Vorsteher des Post- und Eisenbahndepartements hat Bedenken gegen eine Verdunkelung, insbesondere mit Rücksicht auf die territoriale Gestaltung des Kantons Tessin, der dadurch grossen Gefahren ausgesetzt wird. Immerhin stellt er keinen Gegenantrag. Doch sollte der Befehl zur Verdunkelung nur vom Herrn General erlassen werden, wie dies übrigens im Bundesratsbeschluss vom 23. September vorgesehen sei, und nicht vom Bundesrat.

Der Vorsteher des Departements des Innern, und zugleich Stellvertreter desjenigen des Politischen Departements, widerlegt die Auffassung des Herrn Generals, dass die Anordnung der Verdunkelung im Sinne des Bundesratsbeschlusses vom 23. September 1940 nicht eine militärische, sondern eine politische Massnahme bedeuten würde. Auch er hält dafür, dass, wenn man für diesmal von der Verdunkelung Umgang nehmen wolle, diese jedenfalls bei der nächsten Verletzung unseres Luftraumes vorgenommen werden müsse.

Es wird daher

beschlossen:

Der Bundesrat nimmt für einmal davon Umgang, im Anschluss an die Verletzung des schweizerischen Luftraumes durch englische Flieger in der Nacht vom letzten Sonntag auf den Montag, die Verdunkelung anzuordnen. Sobald aber neuerdings eine derartige Verletzung in dem vom Bundesratsbeschlusse vom 23. September 1940 vorgesehenen Umfang vorkommt, so wird schon vom folgenden Abend an ohne weiteres für das ganze Gebiet der schweizerischen Eidgenossenschaft die Verdunkelung auf unbestimmte Zeit anzuordnen sein, und zwar durch den Herrn General, nach dem im genannten Bundesratsbeschluss vorgesehenen Verfahren. Der Vorsteher des Militärdepartements wird beauftragt, mit dem Herrn General über die Angelegenheit zu sprechen und ihn

darauf aufmerksam zu machen, dass er zuständig und gehalten sei die Verdunkelung anzuordnen, wie er dies übrigens in seinem Bericht und Eventualantrage vom Monat September selbst vorgesehen hatte.

400

E 7110 1973/134/15

Le Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, P. Keller, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz

L Streng vertraulich. London, 22. Oktober 1940

Wie ich Ihnen in meinem Telegramm No. 432 vom 14. Oktober 1940[1] mitteilte, hat der Chef des Ministry of Economic Warfare, Herr Minister H. Dalton, Kritik am Verhalten einiger Schweizer Banken geübt. In seinem Schreiben vom 15. Oktober 1940[2] hat er diese Kritik in folgende Worte gefasst:

«I wish also to confirm what I said to you about certain Swiss Banks with international connexions. His Majesty's Government are not satisfied about some of the operations of these banks, and they must reserve their right to take such action as may be necessary should these operations continue.»

Ich habe seither an mehreren Stellen versucht, näheres über das unseren Banken im Rahmen der britischen Wirtschaftskriegführung zum Vorwurf gemachte Verhalten zu erfahren. Ich hätte diese delikaten Dinge lieber mündlich vorgetragen; da aber meine Heimkehr durch die Verhandlungslage noch unbestimmt ist, möchte ich sie Ihnen in Form eines ausführlichen Briefes mitteilen, um jede Unklarheit durch telegraphische Übermittlung zu vermeiden. Ich bitte Sie davon zunächst ausschliesslich dem Nationalbankdirektorium Kenntnis geben zu wollen[3].

Auf mein Gesuch hin hat mir heute Lord Drogheda in der Bankenangelegenheit eine Unterredung mit Mr. Dudley-Ward, vom Ministry of Economic Warfare, verschafft. Das Gespräch wurde im wesentlichen einseitig von britischer Seite (Mr. Dudley-Ward und Mr. Bliss, der Spezialist für die schweizerischen Finanzoperationen im MEW zu sein scheint) geführt. Ich habe mich auf die Entgegennahme der Aufklärung und auf einige abklärende Fragen beschränkt, da ich keinerlei Verhandlungsinstruktionen über diesen Fragenkomplex besitze. Das Gespräch lässt sich wie folgt zusammenfassen:

Dudley-Ward erklärt, dass die britische Regierung die Bedeutung des internationalen Bankgeschäfts für die Schweiz wohl kenne und es grundsätzlich

1. *Non reproduit; cf. N° 396.*
2. *Cf. annexe au N° 396.*
3. *Hotz a noté dans la marge:* gemacht 11. XI.40.

nicht hindern wolle. Sie möchte auch vermeiden, der Schweiz durch irgendwelche Massnahmen auf diesem Gebiet politische Schwierigkeiten zu bereiten. Die britische Regierung könne jedoch nicht zusehen, wenn aus einem normalen internationalen Bankgeschäft während des Krieges ein anormales und sehr stark einseitiges Geschäft werde. Er stellt wörtlich fest:

«That has been carried to an extreme extent» und fügt bei, dass die schweizerischen Banken damit sehr nahe an eine unneutrale Haltung geraten. Alle «drei schweizerischen Grossbanken» hätten solche Geschäfte gemacht; eine davon in höherem Masse als die anderen beiden.

Als «anormal» bezeichnet Dudley-Ward die Tatsache, dass grosse deutsche oder italienische Banken sowie «official organisations» dieser beiden Länder ihre Guthaben in New York auf den Namen einer Schweizer Bank halten und dass Schweizer Banken beispielsweise grosse Auszahlungen an deutsche Konsulate in den Vereinigten Staaten machen. Er bezeichnet es als eine Beihilfe zur Verschleierung der tatsächlichen Verhältnisse, wenn schweizerische Banken Konten Angehöriger von Staaten, welche mit Grossbritannien im Kriege stehen, im Ausland auf ihren eigenen Namen oder unter blosser Chiffre-Bezeichnung führen. Die Herren erklären, für alle diese Fälle vollen Beweis zu besitzen. Diese Geschäfte der Schweizer Banken hätten jetzt einen Umfang angenommen, der zum Aufsehen mahne.

Auf meine Frage, ob und welche Massnahmen ins Auge gefasst seien, erklärt Dudley-Ward, dass seit langem Massnahmen erwogen werden. Man habe damit zugewartet, um nicht unnötige Schwierigkeiten zu schaffen, und wolle zunächst sehen, ob die schweizerischen Behörden in der Lage seien, einen Einfluss auf die Banken auszuüben. Dies, obwohl man feststellen müsse, dass eine früher von Frankreich an zwei schweizerische Banken ergangene eindringliche Warnung ohne Wirkung geblieben sei. Sowohl die Schweizerische Nationalbank wie die betroffenen Banken selbst seien durchaus in der Lage abzuschätzen, welche britischen Gegenmassnahmen in Betracht kommen können. Mehr könne er mir zur Zeit über die geplanten Massnahmen nicht sagen. Sir Frederick Leith-Ross und Minister Dalton werden sich in nächster Zeit mit der Angelegenheit befassen. Dass sie vom Ministry of Economic Warfare verfolgt wird, mag ihren besonderen Charakter und die Gesichtspunkte, unter denen sie hier beurteilt wird, klar legen.

Herr Minister Thurnheer hat bereits in seinem Telegramm No. 274 vom 21. August 1940[4] an das Eidgenössische Politische Departement auf eine britische Pressekritik am Verhalten der schweizerischen Banken hingewiesen. Ich sehe in den offiziellen Mitteilungen von gestern, die durch persönliche Bemerkungen von anderer gutorientierter britischer Seite bestätigt werden, eine ernste Warnung an die schweizerischen Banken. Sie richtet sich nicht gegen ihr internationales Geschäft; die Engländer werden auch nicht aus Verlagerungen, wie sie sich aus der gegenwärtigen Situation ergeben und dem Geschäft mit Deutschland und Italien grösseres Gewicht verleihen, einen Vorwurf machen. Sie richtet sich gegen gewisse Geschäfte, die hier als anormal bezeichnet und

4. *Non reproduit; cf.* 2001 (D) 2/237.

gegen eine Rolle der schweizerischen Banken, welche als den britischen Interessen in einseitiger Weise zuwiderlaufend beurteilt werden.

Die Angelegenheit betrifft nicht bloss die Banken allein, sondern ist insofern für die schweizerische Wirtschaft allgemein von Bedeutung als die kritisierte Geschäftsführung der Banken hier den Eindruck verstärkt, die schweizerische Wirtschaft sei zu einem Teil des grossdeutschen Wirtschaftsgebiets geworden und müsse entsprechend behandelt werden. Diese Auffassung ist ein starkes Hindernis unserer Verhandlungen, welche das Ziel verfolgen, der Schweiz die notwendigen Zufuhren durch die britische Blockadekontrolle sicherzustellen.

401

E 5795/527

Le Général H. Guisan
au Chef du Département militaire, R. Minger,
à l'intention du Conseil fédéral

L No. 14259
Concerne: Rapatriement des internés.

Quartier Général de l'Armée, 23 octobre 1940

J'ai l'honneur de vous confirmer que l'internement en Suisse de 42 000 Français et Polonais me préoccupe toujours davantage. La question de leur rapatriement s'avère de plus en plus urgente. En effet, le moral de ces troupes, dont la plupart sont désœuvrées, va en s'abaissant, en raison, notamment, du mal du pays et de diverses publications prématurées qui ont fait allusion à un prochain rapatriement et ont donné ainsi de vains espoirs aux internés. J'appréhende les difficultés que cette situation risque de nous apporter.

D'autre part, le coût de l'internement s'élève à environ 1 million par semaine. Au milieu des difficultés économiques qui nous guettent, les dépenses supplémentaires occasionnées pour le logement, le chauffage et la subsistance des hommes et des chevaux internés deviennent de plus en plus lourdes à supporter. Nos troupes affectées à leur garde se recrutent, désormais, parmi les territoriaux, au nombre desquels se trouvent de nombreux agriculteurs, et leurs effectifs sont très réduits. Il est impossible de commettre à cette garde des troupes d'élite ou de landwehr, celles-ci devant demeurer à la disposition des commandants d'unités d'armée pour remplir leur mission de défense dans les secteurs qui leur seraient affectés en cas de guerre et y poursuivre leur instruction.

Telles sont les raisons principales qui rendent le prochain rapatriement des internés non seulement désirable, mais nécessaire.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir aujourd'hui de ce sujet avec le nouvel Attaché militaire près l'Ambassade de France à Berne, le lt-colonel Chauvin. Cet officier, qui était chef d'Etat-Major du Général Huntziger à la Commis-

sion d'armistice de Wiesbaden, m'a informé que le Ministre allemand Hemmen, chef de la délégation économique à la Commission d'armistice, ainsi que le Général von Stuelpnagel, chef de la délégation militaire, auraient donné leur assentiment de principe au rapatriement des internés. Le Gouvernement français de Vichy entreprendrait, cette semaine encore, des démarches dans ce sens.

En conséquence, j'estime que le moment est venu de faire à notre tour des démarches parallèles. Je vous prie donc de bien vouloir porter ces faits à la connaissance du Conseil fédéral, en insistant, une fois encore, sur la nécessité d'obtenir le rapatriement des internés dans le plus court délai[1].

1. *Le Conseiller fédéral Minger transmet cette lettre au Chef du Département politique le 28 octobre 1940. Pilet-Golaz répond par une lettre du 5 novembre 1940; il remercie d'abord le Général de lui avoir communiqué ces informations intéressantes, mais remarque:*
Toutefois, nous croyons savoir que, si la Commission d'Armistice paraît considérer favorablement la question du rapatriement, les négociations qui s'y rapportent ne sont pas encore suffisamment avancées pour qu'il soit possible d'envisager la fin de l'internement pour un avenir très prochain.
Comme vous le savez, d'autre part, nous ne manquons aucune occasion d'intervenir, à ce sujet, auprès des Gouvernements intéressés. Il y a lieu de présumer qu'il s'écoulera encore un temps assez long avant que les internés puissent quitter la Suisse (E 2001 (D) 3/316).

402

E 7110 1973/134/4

Rapport du Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, P. Keller

RC London, *[s.d.; env. 24 octobre 1940]*

4. VERHANDLUNGS-BERICHT. LONDON 15. - 24. OKTOBER 1940.

Nach den Eröffnungen von Minister Dalton vom 14. Oktober 1940, die er in seinem ausführlichen Schreiben vom 15. Oktober 1940 bestätigt hat (es liegt dem 3. Verhandlungs-Bericht bei)[1], stellten sich als neue Verhandlungsaufgaben:

1. alles zu unternehmen, um die generelle Zwei-Monats-Grenze für schweizerische Vorräte zu erhöhen, und
2. die noch offenen Fragen:
a. Freigabe der Kornschiffe
b. Regelung der Benzinzufuhr

1. *Cf. N° 396 et annexe.*

c. Benutzung eines Schiffes für den Export von Schweizer Waren nach Übersee

d. Abklärung der Bankenangelegenheit

e. Sonderfrage der britischen Ausfuhrlizenz für Industriediamanten

einer möglichst günstigen Lösung zuzuführen.

ad. 1. In einer Unterredung vom 17. Oktober 1940 mit Sir Frederick Leith-Ross und Lord Drogheda habe ich die Beschränkung unserer Vorräte auf einen Zwei-Monats-Bedarf mit allen verfügbaren Argumenten, insbesondere mit dem Hinweis auf die geographische Lage der Schweiz, die Unsicherheit der laufenden Zufuhren im Kriege, die Unmöglichkeit rationeller betrieblicher Disposition, die gesetzliche Vorschrift über Drei-Monats-Vorräte in der Schweiz angegriffen – leider ohne Erfolg. Lord Drogheda erklärte, er könne mir nicht die geringste Hoffnung lassen, bei Minister Dalton über die von ihm vor dem Parlament und der Öffentlichkeit mehrmals mit aller Bestimmtheit als Prinzip erklärte Zwei-Monats-Grenze für Neutrale hinauszukommen. Sir Frederick teilte diese Auffassung durchaus und fügte bei, die englische Wirtschaft wäre froh, Zwei-Monats-Vorräte verfügbar zu haben; sie müsse mit geringeren Vorräten wirtschaften. Er betrachtet die Konzessionen Daltons als das Maximum des zur Zeit Erreichbaren. Sollte sich in Einzelfällen ergeben, dass Zwei-Monats-Vorräte wirklich als ungenügend begründet werden können, so wolle man diese Fälle gesondert prüfen. Eine erneute Diskussion der britischen Richtlinien für die Zufuhren nach der Schweiz halte er erst wieder für aussichtsreich, wenn die heute für Grossbritannien unbefriedigende Regelung der schweizerischen Ausfuhren verbessert worden sei.

Sir Frederick Leith-Ross ist von den entscheidenden Herren des Blockadeministeriums wohl der uns bestgesinnte und zugleich der Mann, der die schweizerische Wirtschaft sehr gut kennt. Man wird auf ihn rechnen können.

An einem von Herrn Minister Thurnheer am 18. Oktober 1940 gegebenen Mittagessen gab sich sowohl für Herrn Minister Thurnheer wie für mich Gelegenheit, die Frage der von uns als sehr unbefriedigend erachteten Zwei-Monats-Grenze mit Minister Dalton selbst aufzunehmen. Dalton zeigte sich über die schweizerische Beurteilung seiner Konzessionen sehr erstaunt und hat sowohl Herrn Minister Thurnheer wie mir in unabhängigen Gesprächen keine Hoffnung auf eine derzeitige Änderung dieser Richtlinie gelassen. Leith-Ross hat mir erklärt, wenn ich wüsste, welche Mühe die Erreichung der uns zugestandenen Zufuhren gekostet hat, so würde ich nicht mehr insistieren. Er warnte privat davor, die Lage jetzt durch weitergehende Forderungen zu gefährden. Wir sind aber trotzdem entschlossen, die Sache an höchster Stelle nochmals aufzunehmen.

Wie ich in meinem 3. Berichte ausführte, sind den Erklärungen Daltons vom 14. Oktober 1940 zwischenministerielle Besprechungen vorangegangen. Nach erhaltenen Berichten ist die grundsätzliche Zustimmung zu neuen Zufuhren nach der Schweiz in erster Linie auf die Haltung des Foreign Office zurückzuführen, während eine starke Gruppe von Blockadeleuten im Ministry of Economic Warfare uns als von Deutschland abhängiges und in erster Linie für die Achsenmächte arbeitendes Wirtschaftsgebiet betrachtet und deshalb völlig blockieren wollte. Erst in den letzten Wochen soll langsam eine Strömung

wachsen, die der Schweiz wirtschaftlich besser gesinnt ist. Dies lässt mir die Hoffnung, dass unsere Begehren nach grösseren Vorräten wenigstens in Zukunft etwas bessere Aussichten haben werden. In der gleichen Richtung wirkt eine Entwicklung, über die ich mündlich berichten werde. Es ist jedoch, um verstärkte Zufuhren zu erhalten notwendig, mit den Achsenmächten zu einer Milderung ihrer Blockademassnahmen im schweizerischen wie in ihrem eigenen Interesse an einer gesunden und leistungsfähigen schweizerischen Wirtschaft zu gelangen.

ad. 2a/b. Wir haben Lord Drogheda am 18. Oktober 1940 nochmals jede wünschbare Aufklärung zu diesen beiden Fragen gegeben. Die erste bedingt ein Abgehen des britischen Blockadeministeriums vom erklärten Grundsatz, dass neue Zufuhren bei einem schweizerischen Weizenvorrat von 8-9 Monaten nicht möglich sein sollen; sie ist noch völlig offen und bedingt ein nochmaliges Ansetzen bei Minister Dalton. Die zweite erscheint – neben den Diamanten – als eine der schwierigsten Blockadefragen. Keine der beteiligten Stellen wagte es bis heute, einen Entschluss zu fassen, der uns eine Mindestzufuhr zur See sichert. Wir haben heute über diese Frage nochmals ein ausführliches und eindringliches Memorandum an Lord Drogheda gerichtet[2] und angesichts der schwierigen Lage unserer Versorgung auf eine rasche Stellungnahme gedrängt.

ad. 2c. Diese Frage konnte in positivem Sinne erledigt werden, wie wir Ihnen und dem Transportamt telegraphiert haben.

ad. 2d. Über diese Angelegenheit sind mir offiziell Aufklärungen erteilt worden, die ich Ihnen mit meinem vertraulichen Schreiben vom 23. Oktober 1940[3] mitgeteilt habe. Dieses Schreiben geht in zwei Exemplaren mit dem gleichen Kurier, der diesen 4. Bericht mitnimmt.

ad. 2e. Zu diesem Punkt erwarten wir das Ergebnis Ihrer Verhandlungen mit Herrn von Selzam. Es wird nicht bloss für die Ausfuhrbewilligung für die Diamanten von grundlegender Bedeutung sein, sondern in allgemeinener Weise als Indiz für die deutsche Einstellung zu ähnlich gelagerten Fällen.

Da ich immer wieder auf die für die schweizerische Uhrenindustrie lebenswichtige Bedeutung der Diamantenzufuhr zurückkam, haben die Engländer schliesslich durchblicken lassen, dass sie eventuell bereit wären, Diamanten für die Uhrenindustrie zu bewilligen, jedoch unter ausdrücklichem Ausschluss der Fabrikation jener Präzisionsinstrumente, an deren Absatz sie heute keinen Anteil mehr haben. Ich habe diesen Gedanken zur Zeit nicht aufgenommen, sondern auf die grossen Schwierigkeiten seiner Verwirklichung hingewiesen. Ich tat dies, weil ich auf ein besseres Resultat als Ergebnis Ihrer Verhandlungen hoffe. Es würde uns jedoch interessieren zu hören, ob Sie den von Lord Drogheda angekündeten Weg irgendwie als gangbar erachten, um wenigstens der Uhrenindustrie im engeren Sinne aus ihrer Versorgungsnot zu helfen.

Zur *Kohlenfrage* habe ich Ihnen auf Ihre Rückfrage hin nochmals telegraphisch bestätigt, dass das britische Blockadeministerium bereit ist, sowohl für Kohle wie für Koks Navicerts (für überseeische Zufuhr) und Export Permits (für britische Kohle und Koks) zu geben. Wir haben sehr empfohlen, die

2. *Non reproduit.*
3. *Cf. N° 400; il s'agit de la lettre du 22 octobre 1940.*

Importeure nicht mit wilden Begehren einzeln dreinfahren zu lassen, sondern jene Mengen anzufordern, welche in Savona in der vom Ministry of Economic Warfare verlangten Weise umgeschlagen werden können (nur zwei Schiffe im Hafen). Die britische Zufuhrpolitik wird unvermeidbar zu einer organisatorischen Zusammenfassung der schweizerischen Importe gewisser Waren führen müssen.

Grossbritannien legt auf die Abnahme britischer Kohle mehr Gewicht als aus dem Schreiben Daltons vom 15. Oktober 1940 ersichtlich ist. Es wird nicht zuletzt von diesen Kohlenkäufen abhängen, wie viele und welche schweizerischen Waren nicht kriegswichtiger Natur von England zur Einfuhr aus der Schweiz zugelassen werden. Eine mengenmässige Abrede hierüber ist bei der Unsicherheit der Grundlagen mit dem Board of Trade heute noch nicht möglich. Wir erhielten jedoch den Eindruck, dass bei Bestehen einer entsprechenden britischen Kaufkraft auf dem schweizerischen Markt aus dem Gegenwert der Kohlenverschiffungen auch jene schweizerischen Exportwaren, für die wir uns im Winter eingesetzt haben, wieder zugelassen würden. Dass für die Kohlenverschiffungen keine vom Bunde gecharterten Schiffe in Frage kommen werden, war uns klar. Es sollen aber finnische, schwedische oder Schiffe unter der Panamaflagge in bescheidener Zahl hier am Markte sein, sodass eine beschränkte Zufuhr britischer Kohle nach Savona grundsätzlich möglich wäre. Wir wissen noch nicht, wie das Ministry of Shipping auf die von Italien geforderten Meldungen des Abfahrtshafens und der Route aus militärischen Überlegungen heraus reagieren wird. Wir verstehen jedoch nicht, weshalb die ganze Angelegenheit der Transitgarantie, nachdem sie am 5. Oktober mit Italien in befriedigender Weise geregelt werden konnte, nachträglich auch noch den direkt nicht beteiligten deutschen Behörden vorgelegt werden musste. Ein Zurückkommen auf die italienische Zusage als Folge einer abweichenden deutschen Beurteilung müsste hier einen sehr peinlichen Eindruck machen.

Eine Reihe von Gründen sprechen für meine Rückkehr zur Berichterstattung. Der Brief Daltons vom 15. Oktober 1940 lässt die Türe zu weiteren Besprechungen offen. Ich möchte jedoch nicht abreisen, ohne im Verein mit den Herren der Gesandtschaft eine wenigstens vorläufige Lösung der noch offenen Frage erreicht zu haben.

403

E 1004.1 1/402

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 29 octobre 1940.

1741. Wirtschaftsverhandlungen mit Jugoslawien, Bulgarien, Rumänien, Türkei und Ungarn

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 24. Oktober 1940

Die politische Entwicklung der letzten Monate hat das Gesicht Europas tiefgehend verändert. Die wirtschaftlichen Auswirkungen des Weltgeschehens bringen insbesondere für die im Zentrum des europäischen Kontinents gelegene, weitgehend exportorientierte Schweiz einschneidende und schmerzliche Änderungen, die nun mit der sich nach Osten ausweitenden Entwicklung des Krieges unser Verhältnis zunächst zu den verschiedenen Staaten des nahen Ostens aufs Nachdrücklichste in Mitleidenschaft ziehen.

Zu Beginn des Krieges, dessen Schwergewicht sich von Anfang an nach Westen verlegte, bildeten diese Länder des nahen Ostens und Südostens für die Schweiz ein reiches Reservoir wichtiger Rohstoffe die, dank insbesondere auch der wenig gehemmten Transportverhältnisse, in nachhaltiger Weise die Versorgungslage der Schweiz mit sicherzustellen vermochten.

Die der Schweiz in der Folgezeit von beiden Kriegsgruppen auferlegten Blockadeschranken wirkten sich in einschneidender Weise auch auf unsere Partner des nahen Ostens aus, denen wir in stetig abnehmendem Masse Rohstoffe und rohstoffnahe Produkte abzugeben vermochten, die sie zufolge der Sperre der Weltmeere durch den schweizerischen Kanal zu erhalten trachteten. Dazu kommt, dass für diese Länder, beim weitgehenden Ausfall ihrer Verbindungen zu Übersee, insbesondere den Vereingten Staaten, die Schweiz beinah der einzige Lieferant sogenannter freier Devisen geblieben ist, ein Umstand, der seit jeher unsere Verhandlungsstellung gegenüber diesen Ländern stärkte, solange jedenfalls, als der Devisenanfall sie in den Stand setzte, sich aus anderen Devisenländern Rohstoffe zu beschaffen, soweit sie in der Schweiz oder durch ihre Vermittlung nicht erhältlich waren.

Es zeichnet sich im Zuge dieser Entwicklung in den vergangenen Monaten das Bestreben dieser Länder ab, die an die Schweiz gelieferten und für sie meist lebenswichtigen Waren für die eigene Notlage besonders nutzbringend auszuwerten, indem sie, oft unter Missachtung von Inhalt und Sinn der bestehenden, bilateralen Waren- und Zahlungsabkommen, neue Gegenforderungen stellten, besonders solche der kompensationsweisen Lieferung bestimmter Waren und der Zahlung ihrer Exportware gesamthaft in freien Devisen, und zwar je nach Laune in USA-Dollars oder in Schweizerfranken.

Die von der Schweiz in zahlreichen Verhandlungen mit den Staaten des nahen Ostens und Südostens oft unter schwierigsten Umständen abgeschlosse-

nen bilateralen Abkommen über die Regelung des Waren- und Zahlungsverkehrs würden ohne jeden Zweifel rasch notleidend, wenn diesen Versuchen der Vertragspartner um Erlangung von reiner Warenkompensation im Einzelfall und völlig freien Devisenerlöses für ihren Export in die Schweiz nachgegeben würde.

Gefährliche Ansätze für ein derartiges schweizerisches Einschwenken liegen vor. Bereits hat in mehreren Fällen besonders dringlichen Anforderungen der Kriegswirtschaft im Hinblick auf unabwendbare Erfordernisse der schweizerischen Versorgungslage entsprochen werden müssen. Erinnert sei unter den jüngsten Fällen dieser Praxis an die Einfuhr türkischer Baumwolle, und zwar ausserhalb des vereinbarten Vertragsrahmens und gegen freie Devisenzahlung; diese Ausnahme droht, seit längerer Zeit schwebende Verhandlungen mit der Türkei über eine Reihe schwerwiegender Fragen aufs schwerste zu beeinträchtigen und insbesondere Präjudizien zu schaffen, deren Folge sich auf die Dauer sehr nachteilig auf die Gesamtheit der durch die bilateralen Abkommen wahrgenommenen schweizerischen Interessen, nicht nur diejenigen der Exportindustrie, auswirken müssten.

Die wenig günstige Lage, in die dank dieser Entwicklung die Schweiz hineingetrieben zu werden droht, wird nicht wenig verschärft durch die auf die Länder des Balkans hinübergreifende Kriegsausweitung. Zu der damit verbundenen Beunruhigung der Märkte, Überbeanspruchung bzw. Verknappung der Transportmittel, kommt hinzu das wirtschaftspolitische Streben der Achsenmächte, mit der militärischen und politischen auch die wirtschaftliche Vormachtstellung in diesem Sektor weitestgehend an sich zu bringen. Geschieht dies auch zunächst im Rahmen einer die nationale Selbständigkeit dieser Länder nicht oder noch nicht unmittelbar bedrohenden Aktion, so liegen doch eine Reihe von Folgeerscheinungen dieser Entwicklung klar zu Tage, die das Streben der Achsenmächte nach wirtschaftlicher, fast ausschliesslicher Prädominierung in diesen Ländern klar erkennen lassen.

Zu diesen Folgeerscheinungen sind zu rechnen vor allem die fast ständigen Wirtschaftsverhandlungen der Achsenmächte mit diesen Ländern, in denen deren Aus- und Einfuhr mit allen Mitteln weitgehend an Deutschland und Italien gebunden werden soll.

Verschiedene Staaten sind bereits so weit eingeengt, dass ihre Verhandlungsfreiheit gegenüber Drittstaaten, einschliesslich der Schweiz, nur noch partiell besteht.

Dazu tritt als weiteres geeignetes Mittel solcher Zielsetzung die mit Jugoslawien und Bulgarien bereits erreichte, mit Rumänien derzeit versuchte Aufwertung des Markkurses, verbunden in einzelnen Fällen (Bulgarien) mit einem Entzug der den sogenannten freien Devisen bisher gewährten Hilfen. Die Folge ist vermehrte Lenkung der Ausfuhr dieser Länder in die Richtung der Achsenmächte und Komprimierung ihres Handels mit den verbliebenen nichtkriegführenden Staaten.

Der Katalog dieser wirtschaftspolitischen Bestrebungen der Achsenmächte auf Isolierung und ausschliesslichen Einbezug der Oststaaten in den alleinigen eigenen wirtschaftlichen und politischen Lebensraum liesse sich leicht vermehren.

Die Gefahren, die sich für die Schweiz aus einem allseitigen Beitritt dieser Länder zum Zentralclearing ergeben, seien nur angedeutet.

Die Folgen dieses politischen und damit wirtschaftlichen Umschichtungsprozesses, der nun auch den östlichen Sektor Europas in zunehmendem Masse erfasst, machen sofortige Verhandlungen mit den einzelnen Staaten des nahen Ostens und Südostens zur zwingenden Notwendigkeit. Die vorstehenden Ausführungen vermögen nur anzudeuten, wie schwierig und schwach in solch internationaler Konstellation die schweizerische Verhandlungslage erscheint.

Gleichwohl wird, solange hierfür objektive Möglichkeit besteht, das Letzte versucht werden müssen, um die auf dem Spiele stehenden, sehr beträchtlichen schweizerischen Interessen mit allen Mitteln, die der Schweiz noch zu Gebote stehen, zu verteidigen.

Es darf nicht das so oft verschobene Eintreffen der fremden Delegationen, insbesondere der seit Monaten vergeblich erwarteten ungarischen und jugoslawischen abgewartet, noch mit Verhandlungen über die formelle Ausgestaltung der bestehenden oder langwierige Schaffung neuer Abkommen kostbare weitere Zeit verloren gehen.

Dies gestattet insbesondere nicht die Lage der Landesversorgung; ihre dauernden besonderen Schwierigkeiten auch im Osten dürfen als bekannt vorausgesetzt werden.

Es ist deshalb, kurz zusammengefasst, Ziel der zu führenden Verhandlungen:

1. a) Prüfung aller für die Landesversorgung dringlichen Importmöglichkeiten aus den genannten Ländern.

b) Ermöglichung von einmaligen Sondertransaktionen, evtl. ausserhalb des Rahmens der bestehenden Abkommen, unter Beiziehung von geeigneten Experten. Soweit als möglich Zentralisierung solcher Importtransaktionen.

c) Möglichst intensive handelspolitische Auswertung allfälliger Importtransaktionen, die sich nicht im Rahmen der bestehenden Abkommen abwickeln lassen.

2. a) Versuch, die bestehenden Abkommen, die sich zum grossen Teil für die Schweiz günstig ausgewirkt haben, weitgehend in Kraft zu erhalten bis zu einer späteren Periode, die klarere Beurteilung der künftigen politischen und wirtschaftlichen allgemeinen Entwicklung erlaubt.

b) Soweit dies angängig erscheint, Verbesserung der bestehenden Abkommen und Erreichung der den heutigen Verhältnissen angepassten Durchführungsbestimmungen.

[...][1]

Gestützt auf diese Erwägungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. es sind mit den Regierungen von Jugoslawien, Bulgarien, Rumänien, der Türkei und Ungarn Verhandlungen aufzunehmen;

---

1. *Suit un exposé sur la situation économique de chaque pays concerné et sur les possibilités de développement des échanges commerciaux.*

2. mit der Führung der Verhandlungen werden betraut die Herren Dr. Ebrard, Delegierter für Handelsverträge, als Delegationschef, Herr Dr. P. Aebi, I. Sekretär des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins, Zürich, als Delegierter.

3. Das Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, der Delegation die zur Durchführung ihrer Aufgabe erforderlichen Experten beizugeben.

404

E 2200 London 44/7

Le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer,
au Ministre britanique des Affaires étrangères, E. Halifax

Copie
N

Londres, 29 octobre 1940

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Seigneurie que je n'ai pas manqué de communiquer à mon Gouvernement le Mémorandum du 18 septembre [1] dans lequel le Gouvernement de Sa Majesté précise sa note du 7 septembre [2], en exprimant l'opinion que la R.A.F. ne saurait, pour éviter de survoler le territoire suisse, renoncer à bombarder certains objectifs militaires en Italie.

Après avoir examiné très attentivement la note du 7 septembre et le Mémorandum qui la complète, le Gouvernement de la Confédération m'a chargé d'exposer ce qui suit au Gouvernement de Sa Majesté.

Le Conseil fédéral a vivement apprécié l'esprit de loyauté dans lequel le Gouvernement de Sa Majesté a reconnu qu'à diverses reprises des avions britanniques ont survolé le territoire suisse au cours d'opérations militaires et que ces faits constituent une violation de la neutralité suisse. Il a pris acte avec satisfaction de ce que le Gouvernement de Sa Majesté regrettait lesdites violations et il ne peut pas penser que le Gouvernement de Sa Majesté soit disposé à manquer à l'engagement pris par lui et réitéré le 9 septembre 1939 en ces termes:

«Le Conseil fédéral suisse peut être assuré que si, en présence d'une guerre européenne, la Suisse adopte une attitude de neutralité, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume Uni, fidèle à sa politique traditionnelle, est résolument décidé à respecter cette neutralité intégralement tant que la Suisse, de son côté, adopte toutes les mesures en son pouvoir pour défendre et maintenir une stricte neutralité.»

Le Conseil fédéral est persuadé que le Gouvernement de Sa Majesté n'envisage pas de soutenir que la neutralité d'un Etat pourrait être à la fois reconnue et pourtant légitimement transgressée lorsque des raisons d'opportunité le

1. *Annexe au N° 384.*
2. *Annexe au N° 378.*

conseillent. Une neutralité ainsi conçue n'est certainement pas celle que les Puissances signataires de la déclaration de Vienne du 20 mars 1815 ont garantie à la Suisse comme étant dans l'intérêt de l'Europe. Pour inspirer confiance aux deux groupes de belligérants, la neutralité suisse ne peut comporter d'accommodement. Le Conseil fédéral est déterminé à la faire observer intégralement et il en a obtenu le respect de la part des ennemis de la Grande-Bretagne.

Avancer des motifs d'opportunité pour ne pas tenir parole à l'égard d'un petit Etat serait inconciliable avec le respect de la parole donnée que le Conseil fédéral croit être fondé à attendre de la Grande-Bretagne.

Il est évident d'autre part que les violations de la neutralité d'autres Etats que le Gouvernement de Sa Majesté relève à la charge de l'Allemagne dans son Mémorandum du 18 septembre ne sauraient être reprochées à la Confédération, ni délier la Grande-Bretagne de sa promesse de respecter la neutralité suisse.

Le Conseil fédéral prise trop haut l'esprit de loyale amitié du Gouvernement de Sa Majesté pour douter qu'un nouvel examen de la question n'amène le gouvernement à donner les ordres nécessaires pour assurer l'entière observation des engagements pris vis-à-vis de la Suisse.

405

E 2200 Rom 23/9

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger

L V It.900.G./It.845. Dringlich!
Durchfuhr nach Italien. Bern, 31. Oktober 1940

Mit Schreiben vom 28. vorigen Monats[1] ersuchten wir Sie dringlich um Schritte bei den zuständigen italienischen Behörden wegen der Durchfuhr schweizerischer Waren nach achsenfeindlichen Gebieten. Wir legten Ihnen darin die Gründe dar, aus denen wir nach den Verhandlungen mit Deutschland ein Anrecht darauf zu haben glauben, dass alle schweizerischen Waren, die über Italien versandt werden, auch dann keinen Schwierigkeiten begegnen, wenn sie nach achsenfeindlichen Gebieten bestimmt sind. Schon in jenem Briefe haben wir darauf hingewiesen, dass sogar diejenigen Waren, für die ein Geleitschein erforderlich ist, ebenfalls zur Durchfuhr zugelassen werden sollten, wenn dafür seitens der zuständigen Stelle ein Geleitschein erteilt wird. Ebenso sollten gemäss den Vereinbarungen zwischen der Schweiz und Deutsch-

1. *Non reproduit; cf.* E 7110 1967/32/900 Italien/3/1939-1940.

land die übrigen schweizerischen Waren – also diejenigen, die auf der Freiliste stehen und die grosse Masse der Waren, die wir gemäss den Vereinbarungen mit Deutschland nach allen Staaten im Rahmen bestimmter Kontingente (Stichjahr 1937 oder 1938) ausführen können – ungehindert zur Durchfuhr nach irgendwelchem Land zugelassen werden.

Nachdem Italien einfach die schweizerisch-deutschen Vereinbarungen übernommen hat[2], können wir nicht verstehen, dass man nun im Gegensatz zu Deutschland hinsichtlich der Ausfuhr nach achsenfeindlichen Staaten Schwierigkeiten machen will.

In unserm vorzitierten Briefe vom 28. September haben wir Sie ersucht, sich darauf zu berufen, dass zwischenstaatliche Vereinbarungen nach allgemein gültiger Regel entgegenstehende interne gesetzliche Vorschriften aufheben und dass somit die die Durchfuhr von Waren nach feindlichen Gebieten verbietenden Bestimmungen des italienischen Kriegsgesetzes vom 8. Juli 1938 (Artikel 326) für die Durchfuhr schweizerischer Waren nicht Anwendung finden können. Wir verweisen insbesondere nochmals auf Ziffer II, Absätze 1 und 2 des italienisch-schweizerischen Notenwechsels vom 29. August dieses Jahres über die Blockade. Es steht dort ausdrücklich unter 1, dass die in der Beilage 2 erwähnten Waren aus der Schweiz ohne irgendwelche Beschränkung *nach allen andern Staaten* exportiert werden können, und unter 2, dass die Schweiz die weder in Beilage 1 noch in Beilage 2 aufgeführten Waren bei der Ausfuhr nach *allen Ländern ausser Italien oder Deutschland* auf bestimmte Kontingente zu beschränken habe. Von irgend einem Ausschluss irgend eines Landes ist keine Rede.

Nachdem nun bereits ein Monat verflossen ist, seit Sie im Sinne unserer Weisungen Schritte unternommen haben, möchten wir Sie erneut bitten, auf eine rasche Erledigung zu dringen. Angesichts des Umstandes, dass Deutschland und Italien hinsichtlich der Gegenblockade überaus eng zusammen arbeiten, ist es umso unbegreiflicher, dass nun in bezug auf die Ausfuhr nach achsenfeindlichen Staaten Italien anders vorgehen will als Deutschland. Der zitierte Artikel 326 des Kriegsgesetzes kann dafür keine Entschuldigung bilden, da, wie gesagt, die getroffenen Vereinbarungen seine Wirkungen für die Durchfuhr schweizerischer Waren ohne weiteres aufheben sollten.

Herr Direktor Homberger und der Unterzeichnete haben gestern die Angelegenheit auch noch mit dem italienischen Handelsrat Dr. Nicita besprochen, um ihn zu veranlassen, sich seinerseits zugunsten einer rascheren Erledigung unseres gerechtfertigten Begehrens einzusetzen. Er erklärte spontan, dass er von sich aus auch Geleitscheine für gewisse, nach britischen Dominien bestimmte schweizerische Erzeugnisse erteilen würde, sofern angenommen werden könnte, dass sie nicht zu Kriegszwecken verwendet würden. Wenn er bis jetzt solche Geleitscheine nicht abgegeben habe, so sei dies nur dem Umstande zuzuschreiben, dass wegen des italienischen Kriegsgesetzes die Durchfuhr durch Italien doch nicht möglich gewesen wäre. Wir glauben, bei ihm das nötige Verständnis dafür geweckt zu haben, dass Italien in bezug auf die Durchfuhr schweizerischer Waren nach achsenfeindlichen Gebieten nicht anders verfah-

2. *Cf. N^os 337 et 370 et annexes.*

ren sollte, als es Deutschland gemäss den getroffenen Vereinbarungen tut, und dass die in Frage stehende Bestimmung des italienischen Kriegsgesetzes infolge der getroffenen Vereinbarungen auf die schweizerischen Erzeugnisse keine Anwendung finden sollte. Auf alle Fälle versprach er, sich für eine beschleunigte Erledigung unseres Begehrens einzusetzen. Wir hoffen sehr, dass es den vereinten Bemühungen Ihrer Gesandtschaft und des Herrn Nicita gelingen werde, eine befriedigende italienische Antwort so rasch zu erlangen, dass sie bereits für die für Mitte November in Aussicht genommene weitere Abfahrt eines Dampfers mit Schweizerwaren ab Genua praktisch wirksam werden könne.

406

E 2001 (D) 3/304

Le Président de la Commission fédérale des banques, Ed. Schulthess[1], *au Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz*

[s.l., s.d.][2]

NOTIZEN ÜBER DIE REISE NACH BERLIN.

1. Die Reise muss ihrer Tendenz nach in erster Linie[3] informatorischen Charakter haben. Man muss versuchen, zu vernehmen, welche Rolle man der Schweiz im europäischen Konzert zudenkt und welches ihre politische und wirtschaftliche Stellung sein soll.

In Beziehung auf zwei Punkte wird die Schweiz von Anfang an ihre Stellungnahme markieren müssen. Sie steht auf dem Boden, dass ihre Unabhängigkeit und Selbständigkeit erhalten werden soll und dass in allen internen Dingen ihr Wille entscheidet. Als Bindungen können nur völkerrechtliche in Betracht fallen, nicht staatsrechtliche. Der zweite Punkt ist die Neutralitätspolitik. Diese soll zweifellos fortgesetzt werden. Indessen ergibt sich in dieser Beziehung eine gewisse Verschiebung[4]. Bisher war unsere Neutralität durch die Wiener Akte anerkannt und gewährleistet. Es wird kaum zu erreichen sein, dass Deutschland und Italien mit andern Ländern zusammen die Neutralität der Schweiz anerkennen und garantieren und eine einseitige Garantie würde Gefahren ber-

1. *Schulthess a agrafé à ce document un carton avec ces mots:* Mon cher Président, Voilà les notes approuvées aujourd'hui par Messieurs Wetter et Stampfli. Bien à vous.
Sur les conditions d'élaboration de ce document, cf. la notice du 17 octobre 1940 du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, reproduite en annexe.
2. *Pilet-Golaz a apposé ses initiales sur le document le 1er novembre 1940.*
3. *Pilet-Golaz a souligné ces trois mots et a noté un point d'interrogation dans la marge.*
4. *Pilet-Golaz a noté un point d'interrogation dans la marge.*

gen, auf die ich nicht näher einzutreten brauche. Unsere Neutralitätspolitik wird also in Zukunft m.E. wohl ausschliesslich auf unsern Willen gestellt sein.

2. In wirtschaftlicher Beziehung ist es natürlich Aufgabe des Delegierten [5], herauszubringen, welche Rolle man uns zudenkt. Aber gerade weil wir in grundsätzlichen Dingen unsere Selbständigkeit aufrecht erhalten wollen, müssen wir uns hüten, einfach nur in die Negation zu verfallen. Wir werden unsern Willen, an der Wiederaufrichtung Europas tatkräftig mitzuwirken, zum Ausdruck bringen müssen. Weil wir aber nicht schlechthin mit Deutschland und Konsorten mitarbeiten wollen, so wird man von uns erwarten, dass wir, wenigstens beispielsweise, gewisse Vorschläge machen, und ich glaube, wir sollten solche machen, soweit sie unsere Interessen nicht verletzen und unsere Selbständigkeit nicht antasten.

3. In erster Linie stehen wohl die Fragen der Handelspolitik, über die seinerzeit im einzelnen verhandelt werden muss. Diese Fragen sind nun durch die innere Ordnung Deutschlands und Italiens und die dirigierte Wirtschaft dieser beiden Länder viel wichtiger geworden und drohen die politischen Fragen zu überschatten und eventuell auch unsere Entschlussfähigkeit zu beschränken. Mit dieser Feststellung ist auch gesagt, in welchen Fällen wir uns prinzipiell zustimmend und wo ablehnend verhalten müssen [6].

4. Damit die Diskussion ins Rollen kommt und man vernimmt, was die andere Seite denkt, anstrebt und will, wird es meines Erachtens nützlich sein, positive Vorschläge zu machen, die Deutschland interessieren und uns in keiner Weise unangenehm treffen.

Ich würde vorschlagen zu betonen, dass die Schweiz, die im Herzen Europas mitten zwischen den Achsenmächten liegt, bestrebt sein wird, eine kontinentale Verbindung zwischen den beiden Wirtschaftsgebieten herzustellen und nach Möglichkeit zu entwickeln. Sie wird also – würde ich sagen – alles tun, was möglich ist um die Eisenbahnverbindungen zu verbessern und die höchstmögliche Leistungsfähigkeit zu erzielen. Dies gilt für die Lötschbergbahn, insbesondere aber für die Gotthardlinie, die man stark auszubauen im Zuge ist.

Ferner ist es naheliegend, wenn wir darauf hinweisen, dass wir bereit sind, die zum guten Teil an unsern Grenzen liegenden, aber auch die im innern befindlichen Wasserkräfte auszubauen und die elektrische Energie für einmal bis auf weiteres Deutschland zur Verfügung zu stellen [7].

In die gleiche Kategorie gehört die Entwicklung der Schiffahrt bis zum Bodensee und die Erleichterung des Automobilverkehrs durch Herstellung von Autostrassen.

Alle diese Forderungen decken sich auch mit dem Erfordernis der Arbeitsbeschaffung und verhindern, dass die daherigen Ausgaben gemacht werden, ohne dass Gegenwerte geschaffen werden.

5. Auf handelspolitischem Gebiete werden wir uns auf den Boden stellen müssen, dass die Schweiz leben können muss. Deshalb darf man erwarten, dass man ihr die Arbeitsgebiete überlässt, in denen sie bisher eine besonders wich-

---

5. *Idem.*
6. *Idem.*
7. *Idem.*

tige Stellung einnahm. Das gilt für den Fremdenverkehr. Die Schweiz soll Verkehrs- und Reiseland bleiben. Aber weiter auch für gewisse Industrien, wie die Uhrenindustrie. Nicht minder müssen Konkurrenzfähigkeit und Absatzgebiete für unsere weitern Industrien, so Maschinenindustrie, Textilindustrie und chemische Industrie, gewahrt werden. Mit einem Wort, die Schweiz muss verlangen, dass man ihr ermöglicht, zu leben und zu arbeiten. Sie darf aber erklären, dass sie bereit ist, ihre Arbeit so einzustellen, dass sie möglichst im Interesse des europäischen Wiederaufbaues und einer vorteilhaften europäischen Entwicklung liegt.

6. Ein heikles Thema werden die Fragen der Niederlassungsverträge und die Fragen bilden, die sich auf die Einwanderung Fremder beziehen. Meines Erachtens sind diese Dinge jetzt noch nicht zu diskutieren. Immerhin ist so viel zu bedenken, dass auch die Schweiz an der freien Niederlassung in dem Gebiete des deutschen Wirtschaftsblocks grosses Interesse hat, und dass der Umstand, dass in Frankreich und England die freie Niederlassung existierte, einen Hauptgrund für die Prosperität der schweizerischen Volkswirtschaft bildete. Allerdings sind auf der andern Seite auch die Gefahren zu würdigen, die in der Einwanderung nach der Schweiz liegen.

ANNEXE

Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

Berne, 17 octobre 1940

A la demande de M. le Ministre Frölicher, j'avais pris rendez-vous pour le 17 octobre à 11 h. avec M. le Dr. W. Schulthess, Directeur de la Bodenkreditanstalt à Zurich, qui désirait me mettre au courant des renseignements qu'il avait recueillis au cours de son récent voyage en Allemagne[8]. M. W. Schulthess vient me voir à l'heure indiquée en compagnie de son oncle, M. le Conseiller fédéral Schulthess, ancien Président de la Confédération.

M. W. Schulthess m'expose ce qui suit.

Les affaires de la Bodenkreditanstalt l'appellent fréquemment en Allemagne où il a de nombreuses relations[8]. Il a été à Berlin la semaine dernière et a recueilli, de plusieurs côtés, l'avis que les rapports germano-suisses donnaient des préoccupations à ses amis et qu'il devenait de plus en plus indispensable d'essayer de les améliorer. Les critiques portent essentiellement 1) sur la presse, 2) sur le fait que la Suisse garde, sans raisons évidentes, une grande partie de son armée sur pied, 3) sur le fait que, dans le domaine économique, la Suisse marque une certaine réserve et ne cherche pas la collaboration avec l'Allemagne. Ces griefs sont systématiquement exploités par le Ministère de la Propagande et ont déjà aliéné à la Suisse, dans la population et dans l'armée allemandes, beaucoup d'éléments précédemment indifférents ou même bien disposés.

M. W. Schulthess est lié depuis des années avec le Dr. Öding qui a rempli des fonctions officielles et est resté en étroit contact avec les cercles dirigeants. M. Öding lui a donné nettement à entendre qu'il serait dangereux de laisser aller plus longtemps les choses et qu'un effort devait être

---

8. *Cf. sa notice (non reproduite) sur son voyage en Allemagne du 5 au 15 octobre 1940. Sur la* Schweizerische Bodenkreditanstalt, *cf.* E 2001 (E) 1968/78/342.

tenté pour, d'une part, dissiper les malentendus et créer de la sympathie pour la Suisse auprès des quelques personnalités dont tout dépend en Allemagne, notamment le Maréchal Göring et, d'autre part, contrecarrer les préjugés défavorables dont témoignent MM. de Ribbentrop, Goebbels et Himmler. C'est M. Öding qui semble avoir émis l'idée que M. le Conseiller fédéral Schulthess, avec lequel il a fait récemment un séjour au Gurnigel, devrait revenir à Berlin pour chercher, par des conversations privées, à changer l'état d'esprit actuel.

M. W. Schulthess a eu l'occasion de dîner le 10 octobre avec M. Öding et le Général Bodenschatz, Chef du Feldmarschallamt de M. Göring. Le Général Bodenschatz, dont les bonnes dispositions pour la Suisse sont connues, se montre moins pessimiste que d'autres pour l'avenir des relations germano-suisses. Il a cependant donné à entendre que le moment lui paraissait venu de provoquer des contacts officieux entre des personnalités dirigeantes en Allemagne et une personnalité suisse telle que M. le Conseiller fédéral Schulthess. Il se déclarait prêt à procurer séance tenante un rendez-vous avec M. Göring. M. Schulthess a fait observer qu'il n'avait aucun mandat pour prendre des rendez-vous de ce genre, mais qu'il rendrait compte de ce qui lui était dit dès son retour en Suisse à son oncle, M. Ed. Schulthess, et aux autorités fédérales. Le Général Bodenschatz indiqua qu'il y aurait inconvénient à trop retarder les choses et qu'il serait désirable que M. Schulthess puisse venir en Allemagne dans une quinzaine de jours.

J'ai remercié M. W. Schulthess de sa communication et j'ai promis d'en faire part au Chef du Département politique fédéral.

M. Ed. Schulthess, qui assiste à l'entretien, déclare qu'il n'a pas particulièrement envie de jouer le rôle que nos amis en Allemagne désireraient lui voir prendre, mais qu'il est prêt à le faire si le Conseil fédéral y voit un intérêt et peut l'autoriser à faire, à titre personnel et officieux, mais sans risquer d'être désavoué, entrevoir que des projets intéressant l'Allemagne pourraient se réaliser. Lorsqu'il a été question, dans les conversations entre le Président de la Confédération et lui, d'une mission d'un caractère plus officiel qui semble devoir être abandonnée pour le moment, il aurait déjà indiqué l'opportunité de promettre:

1) un développement des relations ferroviaires entre l'Allemagne et l'Italie, notamment de la ligne du Gothard, pour lesquelles des projets concrets sont déjà en voie de réalisation;

2) la question d'une usine hydro-électrique sur le Rhin (pour laquelle des projets sont à l'étude avec les Cantons) et la possibilité d'augmenter nos exportations de courant électrique en Allemagne;

3) l'aménagement du Rhin, en amont de Bâle, pour la navigation, qui a déjà fait l'objet d'échanges de vues officiels entre la Suisse et l'Allemagne.

De ce point de départ économique, M. Schulthess croit pouvoir passer, dans les conversations, à des questions politiques plus délicates.

M. le Conseiller fédéral Schulthess souhaiterait pouvoir s'atteler dès lundi prochain à la préparation de son voyage. Il voudrait avoir, ce jour-là, une conversation préliminaire avec M. le Président de la Confédération. Je réponds que M. Pilet-Golaz ne sera probablement pas encore rentré à Berne et je l'engage vivement à voir M. le Conseiller fédéral Etter.

407

E 2001 (D) 3/306

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Chef du Département militaire, R. Minger
(à l'intention du Général H. Guisan)

Copie
L
B. 51.12.A.1. UW

Berne, 1er novembre 1940

Vous avez bien voulu nous communiquer, en date du 30 octobre, la lettre que le Commandant en chef de l'Armée vous a adressée le 24 octobre [1] au sujet de la mission militaire qu'il souhaiterait pouvoir envoyer en Allemagne. Nous vous remercions de cette obligeante communication.

Ainsi que vous vous en souvenez sans doute, les démarches entamées, peut-être un peu prématurément, par l'Attaché militaire de Suisse à Berlin au sujet de l'envoi d'une mission militaire suisse en Allemagne se sont heurtées à un refus [2]. Les conversations que le soussigné a eues par la suite avec le Ministre d'Allemagne à Berne nous ont donné l'impression que ce refus n'était peut-être pas définitif et qu'une nouvelle tentative pourrait être risquée au moment où l'on pourrait enregistrer certains symptômes de détente dans les relations germano-suisses. Cette tentative n'a toutefois de chances de succès que si les officiers prévus pour cette mission sont au moins en partie déjà connus en Allemagne et peuvent compter sur le bon vouloir de leurs amis dans les milieux militaires allemands.

Nous ne croyons pas que tel soit le cas des cinq officiers mentionnés dans la lettre du 24 octobre, quelles que puissent être, par ailleurs, leurs qualités personnelles.

Il nous paraîtrait donc souhaitable que la composition de la mission militaire que serait envoyée en Allemagne, lorsque les circonstances le permettraient, soit soumise à un nouvel examen qui aurait à tenir compte également d'autres facteurs que des considérations militaires. Il est peu probable, en effet, que les autorités allemandes voient, en ce moment, un grand intérêt à permettre au Commandement de l'Armée suisse de tirer des enseignements des campagnes de Hollande, de Belgique et de France. Elles ne pourraient être amenées à faciliter notre orientation à ce sujet que par des considérations de camaraderie et de bonne volonté à l'égard des personnalités déjà connues d'elles.

Nous désirons souligner, d'autre part, que la question de la mission militaire suisse en Allemagne a un aspect politique. Provoquer un nouveau refus aurait des inconvénients pour l'ensemble des relations germano-suisses. Parvenir à faire recevoir par l'Armée allemande une mission d'officiers suisses contribuerait, en revanche, à créer l'atmosphère plus amicale qu'il est extrêmement souhaitable de voir se former entre l'Allemagne et la Suisse.

---

1. *Cf. annexe au présent document.*
2. *Cf. N° 369.*

ANNEXE

Le Général H. Guisan au Chef du Département militaire, R. Minger

L
1/8/gd. Quartier général de l'Armée, 24 octobre 1940

Concerne: Mission militaire suisse en Allemagne.

Monsieur le Conseiller fédéral,

J'ai l'honneur de vous rappeler que la question de l'envoi en Allemagne d'une mission militaire, composée d'officiers suisses, a déjà été soumise à l'examen du Conseil fédéral.

Si mes souvenirs sont exacts, le Département politique avait entrepris, à ce sujet, diverses démarches, qui n'avaient pas abouti pour des raisons dont j'ignore si elles conservent, ou non, leur valeur.

J'estime aujourd'hui que cette question mérite d'être envisagée à nouveau, et ceci pour les raisons suivantes:

— *au point de vue militaire,* il est grand temps de chercher à recueillir sur place, officiellement, auprès des exécutants et, autant que possible, par des visites de champs de batailles, les principaux enseignements qui découlent de la victoire des armes allemandes au cours des campagnes de Hollande, de Belgique et de France;

— je me demande, en outre, si une telle mission ne pourrait pas avoir une *signification morale, psychologique et politique,* dont le Conseil fédéral apprécierait la valeur et l'opportunité. Cette mission représenterait, à mon sens, non seulement un geste de courtoisie, mais un indice de notre volonté d'assurer notre défense selon des méthodes éprouvées.

Si le principe de cette mission était agréé et afin de marquer toute l'importance que j'y attache, je me proposerais de placer à sa tête un officier supérieur, distingué et représentatif, ayant rang de Divisionnaire.

J'envisagerais, par exemple, le Colonel Divisionnaire *Borel,* l'un de nos plus anciens et de nos meilleurs Commandants de Division, qui est susceptible d'accéder au rang de Commandant de Corps d'Armée.

La mission pourrait comprendre en outre:

pour l'infanterie, les troupes légères et motorisées: le Colonel E.M.G. *Nager,* Chef E.M. de la 9. Div.;

pour l'artillerie: le Colonel *Maurer,* officier instructeur d'artillerie;

pour l'aviation et la D.C.A.: le Cap. E.M.G. *Primault,* E.M. Trp. d'aviation et de D.C.A.;

pour le Génie: le Major E.M.G. *Steinrisser,* officier instructeur du Génie.

Au cas où le principe de cette mission et le choix des officiers qui la composeraient seraient approuvés, je demanderais au Conseil fédéral de bien vouloir entreprendre, aussitôt, les démarches nécessaires pour obtenir l'agrément du Gouvernement allemand.

408

E 2001 (D) 3/317

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Chef du Département militaire, R. Minger
(à l'intention du Général H. Guisan)

Copie
L B. 51.13.53.F.O. UW.
ad No 4232.

Berne, 4 novembre 1940

Le 25 octobre dernier, vous avez bien voulu nous remettre une lettre[1] du Commandant en chef de l'Armée, relative aux démarches entreprises auprès du Commissaire fédéral à l'Internement par l'Attaché militaire allemand, en vue du rapatriement des internés français d'origine alsacienne ou lorraine. Nous vous remercions de cette communication dont nous avons pris connaissance avec intérêt.

Nous partageons pleinement l'avis du Commandant en chef de l'Armée de traiter les questions relatives aux internés français d'origine alsacienne ou lorraine avec une circonspection particulière. Elles peuvent être la source de difficultés aussi bien avec l'Allemagne qu'avec la France et il ne saurait en tout cas pas être question d'entreprendre des démarches officielles auprès de la Légation d'Allemagne en vue de hâter le rapatriement de cette catégorie d'internés.

Du moment que l'Attaché militaire allemand a déjà été informé par le Commissaire fédéral à l'Internement qu'il recevrait les listes des internés d'origine alsacienne ou lorraine, nous ne saurions cacher pourtant que nous verrions plus d'inconvénient à ne pas les lui faire parvenir qu'à les remettre, à titre officieux et purement informatif, à la Légation d'Allemagne. Nous nous chargerions volontiers de le faire dans une forme qui ne préjugerait en rien les décisions qui pourraient intervenir par la suite.

Il ne faut pas se dissimuler, en effet, qu'en donnant l'impression en Allemagne que le rapatriement en Alsace-Lorraine des internés militaires français internés en Suisse pourrait faire l'objet de difficultés de notre part, nous risquons de retarder l'assentiment du Gouvernement allemand au rapatriement des internés en France. Nous serions donc très reconnaissants au Commandant en chef de l'Armée de charger le Commissaire à l'Internement de nous faire parvenir directement les listes d'internés dont le Colonel Ilsemann attend la communication.

---

1. *Non reproduite.*

409

E 2001 (E) 1967/113/ 126

Le Ministre de Grande-Bretagne à Berne, D. Kelly, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

L Immediate Berne, November 6th, 1940

I note from an Army Communiqué issued today that in agreement with the Federal Council, a general black-out at 22.00 each night has been ordered throughout the Confederation as from tomorrow evening November 7th [1].

As Your Excellency is aware, pilots of the Royal Air Force have strict orders to avoid flying over Swiss territory in pursuit of military objectives situated in Germany. I am therefore writing at once to point out to Your Excellency that in the view of the technical experts it is extremly difficult for even the best pilots to distinguish the northern frontier of Switzerland from the German or German-occupied territories adjoining if there is equal obscurity on both sides of the frontier, especially on long distance flights and in wintry weather.

As there can be no question of abandoning the pursuit of military objectives in Germany, you will appreciate that the risk of bombs being released in error over Swiss territory must necessarily be increased. I note from the terms of the Communiqué that the responsibility for incurring the risk is being deliberately assumed. I am informing my Government accordingly.

ANNEXE I

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Ministre de Grande-Bretagne à Berne, D. Kelly

Copie
L Berne, 7 novembre 1940

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre du 6 novembre par laquelle vous voulez bien attirer notre attention sur les risques d'erreur qui peuvent naître de la suppression de l'éclairage normal de la Suisse.

Ce n'est pas de gaîté de cœur – nous vous prions d'en être assuré – que le Commandant de l'Armée a, d'accord avec le Conseil fédéral, ordonné une mesure qui causera à la population suisse une pénible gêne et entraînera, dans divers domaines, de graves inconvénients et des risques. Mais l'engagement d'honneur que nous avons pris par l'Acte d'accession de la Confédération suisse, du 27 mai 1815, à la Déclaration du Congrès de Vienne et plusieurs fois réaffirmé depuis lors, nous impose le devoir de ne favoriser en rien un belligérant aux dépens des autres. Nous entendons le tenir.

Les récentes violations du domaine aérien suisse par l'aviation britannique, et notamment le grave incident survenu dans la nuit du 5 au 6 novembre, ont malheureusement démontré qu'au

1. *Cf. à ce sujet N^os 385 et 399.*

milieu de l'Europe obscurcie, l'éclairage normal de la Suisse ne sert pas aux pilotes à éviter le territoire de la Confédération, dont la Grande-Bretagne a promis de respecter la neutralité, mais peut servir, bien au contraire, à le mieux survoler en utilisant, pour franchir la barrière des Alpes, de bonnes conditions d'orientation. Les Autorités suisses sont tenues, dans ces conditions, de faire cesser un état de choses dont, nonobstant les engagements pris par le Gouvernement de Sa Majesté[2], les aviateurs britanniques tirent avantage contre leurs adversaires.

Il n'est pas contestable que l'obscurcissement de la Suisse augmente les possibilités d'erreur et expose, de ce fait, la population suisse à de graves risques. Le Gouvernement de Sa Majesté, qui a passé outre aux légitimes protestations du Gouvernement suisse, ne saurait, en toute justice, en décliner la responsabilité. Nous ne voulons pas croire que la lettre de Votre Excellence tende à en rejeter le fardeau.

Nous nous plaisons, au contraire, à penser que nous pouvons – à l'avenir comme dans le passé – compter sur vous pour chercher à faire comprendre au Gouvernement britannique les dangers évidents qu'il nous fait courir en laissant ses forces aériennes violer impunément la neutralité suisse et l'impérieuse nécessité morale de prendre enfin les mesures propres à éviter de nouveaux incidents. Si nous avions la certitude que le domaine aérien suisse ne sera plus délibérément violé par l'aviation britannique, c'est avec soulagement que nous envisagerions la possibilité de rapporter la mesure à laquelle les manquements qui se sont produits nous contraignent.

ANNEXE II

La Légation de Suisse à Londres au Ministère britannique des Affaires étrangères

Copie
N

London, November 7th, 1940

The Swiss Minister presents his compliments to His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs and regrets to have to make the following statement.

During the night of November 5th-6th the Royal Air Force committed a fresh grave violation of Swiss neutrality. Between 10.10 and 11.45 p.m. about forty 'planes in different groups flying from the north-west to the south-east, crossed the Rhine and the Jura between Hallau and Les Verrières. The Swiss ground defences opened fire and dispersed several formations, which turned back. Other formations crossed the southern Swiss frontier between Rolle and Champery, Monte Leone and Ofenhorn, Mesocco and Poschiavo.

Between 12.40 and 1.20 a.m. three formations, flying from the south-east to the north-west, again crossed Swiss territory, between Poschiavo and Constance. Air-raid alarms and detonations could be heard in Switzerland from Italy and from Friedrichshafen.

M. Thurnheer, on behalf of the Swiss Government is therefore compelled to protest very strongly against this new grave breach of Swiss neutrality which the British Government solemnly promised to respect. He must insist that strict orders are now given to the Command of the Royal Air Force in order to prevent further incidents of this nature.

The Swiss Government wishes at the same time to give Lord Halifax the following information. Owing to the fact that normal illumination might facilitate the bearings of pilots indifferent to Swiss neutrality, the Commander-in-Chief of the Swiss Army has decided to order, until further notice, a complete «Black-out» all over Switzerland.

---

2. *Cf. N° 368 et les annexes aux N^os 371 et 384.*

410

E 5795/153

Le Général H. Guisan
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie
L No 14736
Secret. Personnelle Quartier général de l'Armée, 9 novembre 1940

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai pris connaissance du rapport, très significatif et alarmant à divers égards, que vous a adressé, en date du 1er novembre, notre Ministre à Berlin, Monsieur Frölicher [1].

Un passage de ce rapport a tout particulièrement retenu mon attention. C'est celui (page 4, 1er alinéa) où notre Ministre, relatant son entretien avec le Secrétaire d'Etat a.D. von Rheinhaben, écrit: «Wir sollten aber jetzt versuchen, durch geeignete *Persönlichkeiten* den Kontakt mit der deutschen Staatsführung aufzunehmen und aufrechtzuerhalten, wie dies auch Schweden tue. Gerade jetzt sei der bekannte Forscher Swen Hedin wieder da...», suivi des lignes, écrites de la main de notre Ministre, où il est fait allusion à Monsieur Schulthess.

Vous savez, mieux que personne, que je n'ai pas l'habitude de m'immiscer dans les affaires de la politique et combien, en général, je répugne à m'écarter de mon rôle de soldat. Mais l'indication et la suggestion formulées dans ce rapport, viennent, d'une façon trop parfaite, confirmer ma propre opinion pour que je me sente le droit de me taire.

Certes, j'estime, moi aussi, qu'une mission confiée à Monsieur Schulthess serait tout à fait indiquée, en raison de l'autorité dont jouit en Allemagne l'ancien Président de la Confédération, des relations qu'il y possède et de son expérience des affaires économiques.

Je serais donc le premier à me réjouir de savoir que le soin de plaider notre cause lui a été confié sur ce plan.

Mais, à côté de Monsieur Schulthess, nous avons en Suisse une autre personnalité qui pourrait faire valoir les relations nouées sur un autre plan: c'est Monsieur C.J. Burckhardt, ex-commissaire de la Société des Nations à Danzig [2].

Je sais, Monsieur le Président, que vous appréciez Monsieur Burckhardt au point que vous lui avez déjà témoigné votre confiance en le chargeant de certaines missions en des circonstances délicates.

Je crois savoir aussi que vous le gardiez, pour ainsi dire, «en réserve», en prévision de jours plus critiques encore.

Ces jours ne sont-ils pas venus?

---

1. *Non reproduit; cf.* E 2300 Berlin/41.
Frölicher y rapporte la rumeur courant à Berlin que «la partition de la Suisse n'est plus qu'une question de temps». Il suggère d'envoyer quelqu'un (peut-être l'ancien Conseiller fédéral Schulthess) à Berlin, afin de nouer de plus amples contacts avec l'élite gouvernementale allemande.
2. *Guisan avait déjà fait cette proposition à Minger en août 1940; cf. No 367.*

Par sa formation et sa culture, essentiellement germaniques, Monsieur Burckhardt se trouve à même de comprendre les hommes, les idées et le courant de civilisation qui s'affirment aujourd'hui, à travers le troisième Reich, comme une des manifestations les plus caractéristiques de la civilisation et de la puissance germaniques. De plus, Monsieur Burckhardt a noué, depuis plusieurs années, avec Monsieur von Weiszäcker d'excellentes relations personnelles.

Par l'activité qu'il a déployée au Comité International de la Croix-Rouge, institution estimée du chancelier Hitler, Monsieur Burckhardt se présenterait sous un drapeau incontesté. La récente visite que les journalistes allemands ont faite à l'Agence des Prisonniers de Guerre et les impressions qu'ils en ont rapportées, ont démontré l'estime et la sympathie que cette grande institution internationale, dirigée par des Suisses et dont le siège est en Suisse suscite encore en Allemagne.

Parmi les diverses questions qui pourraient être traitées par Monsieur Burckhardt, il y aurait, entre autres celle des échanges culturels, artistiques et touristiques. Enfin, dans le domaine de la presse, où se livre, entre nos deux pays, depuis le début de la guerre, une lutte incessante et souvent envenimée, Monsieur Burckhardt ne serait-il pas particulièrement qualifié pour tenter un apaisement et instituer une collaboration?

Je me permets de vous soumettre ces réflexions à toutes fins utiles.

411

E 2200 Athen 2/8

La Légation de Suisse à Athènes
au Ministère des Affaires étrangères de Grèce[1]

Copie
N V.21/12.- No 2221. Athènes, 11 novembre 1940

La Légation Royale de Grèce à Londres a informé la Légation de Suisse dans cette ville que le Gouvernement Royal hellénique se proposerait d'interdire l'entrée dans la Méditerranée aux bateaux affrétés par la Confédération suisse pour les diriger sur le port de Lisbonne. Le Gouvernement suisse fait observer qu'en raison de la capacité insuffisante de ce port et de l'entassement actuel des marchandises, le déchargement se heurterait à des difficultés insurmontables. D'autre part, les moyens de transport par chemin de fer font totalement défaut.

Le Gouvernement fédéral croit pouvoir admettre que dans l'intérêt de l'approvisionnement de la Suisse, le Gouvernement italien consentirait à garantir également à l'avenir le libre passage des bateaux grecs et l'utilisation des

1. *Annotation de Ratzenberger en haut à gauche:* remis l'original à M. Delmouzos et une copie à l'Amiral Sakellariou et à M. Argyropoulos.

ports italiens, à condition que les cargos naviguent sous pavillon neutre et que les équipages grecs soient remplacés par du personnel ressortissant à des Etats neutres.

Faute d'un droit maritime propre, la Suisse ne peut pas faire circuler ces navires sous pavillon suisse. Comme l'acquisition du pavillon de Panama paraît être possible, sans grande difficulté, il y aurait, semble-t-il, moyen de résoudre la question en faisant naviguer les quinze bateaux affrétés par la Confédération sous le pavillon de Panama. A cet effet, il serait nécessaire de transférer, pour la forme, la propriété de ces bateaux à la Suisse et de les enregistrer à Panama pour la durée de la guerre. De plus, il y aurait lieu de remplacer les équipages grecs par des ressortissants d'Etats neutres.

Etant donné l'urgente nécessité de poursuivre le ravitaillement de la Suisse au moyen des bateaux grecs dont il s'agit, le Gouvernement fédéral se plaît à espérer que le Gouvernement Royal pourra donner son consentement à la solution envisagée, à condition, bien entendu, que les garanties italiennes précitées soient accordées [2].

---

2. *Dans sa Note du 12 novembre 1940, le Ministère des Affaires étrangères de Grèce répondra:* Le Ministère Royal des Affaires Etrangères regrette vivement que, malgré son sincère désir de lui paraître agréable, il ne puisse donner suite à la proposition de la Légation de Suisse, en considération du fait que cette solution, si elle était adoptée, irait à l'encontre des dispositions de la législation hellénique en vigueur en cette matière.
D'ailleurs, étant donné que les nouvelles circonstances créées par suite de la déclaration de guerre de l'Italie à la Grèce ont amené le Gouvernement Royal à réquisitionner le total du tonnage hellénique pour les besoins urgents du réapprovisionnement du pays, ce fait constitue une raison de plus de ne pouvoir donner suite à la proposition avancée dans la Notice de la Légation de Suisse.

412

E 7110 1973/134/4

Le Ministre britannique de l'Economie de guerre, H. Dalton, au Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, P. Keller

L London, November 15th, 1940

I write to confirm what I said when you and Monsieur Thurnheer came to see me yesterday.

The matter to which you attach most importance is, I think, that of the commodities of which Swiss stocks have come down to or below the two months level. As to these the stock situation has of course been greatly affected by the utterly unprovoked attack of Italy on Greece which prevented the cargoes released by me on the 15th October reaching Switzerland. I regret the diffi-

culties which have thus been caused to your country by no fault of ours, and I am authorising the immediate issue of further navicerts or export licenses as follows:

Oats	45,725 tons
Barley	13,270 tons
Maize	3,425 tons
Edible oils and fats	1,100 tons
Oil seeds	4,650 tons

I realize that you will need further amounts of these commodities in order to maintain your two months stocks, but I think that you agree with me that the problem of shipping the amounts now authorised makes it useless to go any further for the present.

I am also authorising navicerts for the 24 motor cars as to which I understand applications have already been made, and for 100 lorries. Moreover, in spite of what I said in my letter of the 15th October[1], I have agreed that the cars and lorries may have their usual complement of tyres. Navicerts will also be issued for the spare parts now the subject of navicert applications, for agricultural machinery, and for electric motors for frigidaires. I should not, however, for some time to come be prepared to entertain navicert applications in respect of cars and lorries.

You mentioned to me again the question of oil for the Swiss army and the wheat and other cereals on the waiting ships. I find great difficulty in making a concession on either of these points, but I am prepared to do so, if your Government is able to grant the request made by the Foreign Office on another matter.

As regards your desire that we should be more liberal in allowing the export of certain classes of manufactured and semi-manufactured goods to Switzerland from this country and from America, I am having this question examined and I understand that you will be discussing it with my officers today. I hope that it will prove possible to go some way to meet your wishes in this respect.

As to the future generally, I must once more emphasise that our whole policy will be subject to revision at any time if the position in Switzerland changes. In this connexion I was very glad to hear from Monsieur Thurnheer yesterday that there is no truth in the rumour that Germany is trying to include Switzerland in the German Customs Union.

---

1. *Cf. annexe au N° 396.*

413

E 1005 4/1940

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 22 novembre 1940

Liechtenstein

Geheim — Politisches Departement. Mündlich

Der Vorsteher des Politischen Departements berichtet, er habe letzthin den Besuch einer Delegation der Regierung des Fürstentums Liechtenstein empfangen. Diese habe ihm erklärt, dass sie keinerlei Gedanken habe sich von ihren gegenwärtigen vertraglichen Bindungen mit der Schweiz loszumachen, oder diese Bindungen zu lockern; im Gegenteil möchte sie sich noch mehr der Schweiz nähern. Andererseits möchte die liechtensteinische Regierung die Möglichkeit für ihre Staatsangehörigen schaffen, in der Schweiz zu arbeiten oder in die Lehre einzutreten; sie möchte daher die schweizerischen Fremdenpolizeivorschriften auch auf ihr Land anwenden und infolgedessen ein Verhältnis schaffen, wonach die Erschwerungen oder Verbote betreffend Einreise, Niederlassung, berufliche Betätigung für die Liechtensteiner nicht gelten. Dafür würde die liechtensteinische Grenze nach dem Osten so geschlossen, dass der Eintritt in das Fürstentum Liechtenstein aus Deutschland nur nach Massgabe der schweizerischen Fremdenpolizeivorschriften möglich und gestattet wäre. Der Vorsteher des Politischen Departements erklärt, er habe diese Mitteilungen lediglich zur Prüfung entgegengenommen, aber keinerlei Zusicherungen gegeben, dass den Wünschen Liechtensteins entsprochen würde. Er bittet nun, dass die zuständigen Amtsstellen (Abteilung für Auswärtiges, Polizeiabteilung, Biga) ermächtigt würden, die Begehren Liechtensteins und die ganze Angelegenheit zum Zwecke der Unterbreitung eines Antrages an den Bundesrat, zu prüfen.

Der Rat ist mit einer derartigen Prüfung einverstanden. Dabei soll die Führung in dieser Sache dem Politischen Departement übertragen sein.

414

E 6100 (A) 18/1426

Le Chef de l'Office de guerre pour les transports du Département de l'Economie publique, E. Matter, à l'Administration des Finances du Département des Finances et des Douanes

L M./W.
Betr. Gecharterte griechische Schiffe

Bern, 22. November 1940

Wir sind im Besitze Ihrer Schreiben vom 13. und 15. ds.[1] und beehren uns, Ihnen darauf folgendes mitzuteilen:

1. Sofort nach Eintritt des Kriegszustandes zwischen Italien und Griechenland haben wir im Einvernehmen mit dem Politischen Departement Verhandlungen mit Rom und Athen[2] aufgenommen, um wenn möglich eine Lösung herbeizuführen, die uns die Verwendung unserer 15 gemieteten griechischen Schiffe, im Dienste der Versorgung unseres Landes mit überseeischen Waren, weiterhin gestatten würde. Diese Verhandlungen sind noch nicht abgeschlossen, und es lässt sich noch kein Bild über deren endgültigen Ausgang machen. Es werden z.Zt. mehrere Lösungen geprüft.

2. Gleichzeitig haben wir uns nach allen Richtungen bemüht, andere neutrale Schiffe zu finden, für den Fall, dass alle unsere Bemühungen, einen Modus für die weitere Benützung der griechischen Schiffe zu finden, scheitern sollten. Wir taten das auch, um ein Bild zu erhalten über die Möglichkeiten, die noch vorhanden sind, sich andere Tonnage auf dem Weltmarkt zu sichern.

3. Die Bemühungen, andere Schiffe als eventuellen Ersatz für die griechischen zu finden, sind bis jetzt nahezu resultatlos verlaufen. Unsere Gesandtschaft in London meldete uns, dass England wegen der grossen Verluste, die es in der letzten Zeit erlitten habe, Mangel an Frachtraum habe. Zudem weigern sich viele Reeder, das Mittelmeer zu befahren.

4. Die Verunmöglichung der Weiterverwendung der 15 griechischen Schiffe für unsere Transporte, würde sich für die Landesversorgung katastrophal auswirken, weil die Beschaffung neutraler Schiffe wie unter Ziff. 3 bemerkt, mit den grössten Schwierigkeiten verbunden ist.

Es müssen infolgedessen in erster Linie alle Möglichkeiten ausgeschöpft werden, um eine Lösung zu finden, die uns die Weiterverwendung der 15 gemieteten Schiffe gestattet, bevor die Auflösung des Chartervertrages mit Rethymnis & Kulukundis Ltd. ernsthaft erwogen wird.

5. England und andere Staaten haben uns schon vor Kriegsausbruch die Zusicherung abgegeben, dass sie die von uns gemieteten oder ev. gekauften Schiffe unbehelligt lassen und auch nicht requirieren würden. Sollte die engli-

1. *Non reproduits.*
2. *Cf. N° 411.*

sche Regierung in Verbindung mit der griechischen Regierung, die 15 von uns gemieteten Schiffe requirieren, so würde unser Chartervertrag mit Rethymnis & Kulukundis Ltd. ohne weiteres hinfällig.

6. Der Umstand, dass England seit Eintritt Italiens in den Krieg nur mehr vereinzelte Schiffe durch Gibraltar passieren liess, veranlasste uns, schon am 20. September die Justizabteilung des Justiz- & Polizeidepartements zu ersuchen, vorsorglicherweise die Frage zu prüfen, ob dieser Umstand uns das Recht gäbe, gegebenenfalls von unserem Chartervertrag zurückzutreten. Das Gutachten der Justizabteilung lautete dahin, dass die Frage nach englischem Recht beurteilt werden müsse, und dass sie deshalb von hier aus nicht eindeutig beantwortet werden könne.

Wir haben hierauf die Schweizer Gesandtschaft in London gebeten, in diskreter Weise die Frage durch einen sachverständigen Anwalt in Schiffahrtsfragen abklären zu lassen. Die Antwort steht noch aus. Wie bereits angedeutet, handelt es sich um eine sehr delikate Angelegenheit.

7. Das Joint Account in New York ist gemäss Mitteilung des Politischen Departements vom 1. November am 29. Oktober eröffnet worden. Die Eröffnung dieses Accounts erfolgte in Form eines gemeinsamen Kontos auf den Namen der Nationalbank, der Schweiz. Gesandtschaft in Washington und Rethymnis & Kulukundis Ltd. Damit erklärte sich der Reeder anfänglich nicht einverstanden. Er beharrte auf Errichtung eines Trustfunds in Form eines «Escrow Account».

Da die Kriegserklärung Italiens an Griechenland die weitere Benützung der gecharterten Schiffe in Frage zu stellen droht, haben wir veranlasst, dass der Versuch unternommen werde, das Joint Account rückgängig zu machen. Hierauf steht die endgültige Antwort aus Washington noch aus.

8. Inzwischen haben wir eines unserer Schiffe («Atlanticos») von Argentinien nach U.S.A. befrachtet. Weitere 3 leere Schiffe liegen in New York, und wir bemühen uns schon seit Anfang dieses Monats, anderweitige vorübergehende Beschäftigung für sie zu finden. Passende Angebote sind uns von London noch keine gemacht worden. Die übrigen 11 Schiffe sind alle beladen und müssen zuerst gelöscht werden, bevor sie für andere Beschäftigung in Frage kommen. Die Verhandlungen, die uns eine zweckmässige Löschung – wenn möglich in einem Mittelmeerhafen – ermöglichen sollen, sind, wie eingangs erwähnt, noch nicht abgeschlossen.

Wir dürfen Sie versichern, dass wir alle Anstrengungen machen, uns den für die allgemeinen Landesinteressen günstigsten Ausweg aus der gegenwärtigen schwierigen Lage zu finden.

Die Behandlung der Frage betreffend die Weiterverwendung unserer Schiffe erfolgt in enger Fühlungnahme mit dem Politischen Departement.

415

E 2001 (D) 3/39

La Division des Affaires étrangères du Département politique[1]
aux Légations de Suisse à Berlin, Rome et Vichy

Copie
L
A 45.14.10 -VF. Bern, 25. November 1940

Wie Ihnen bereits durch die Presse bekannt geworden ist, hat der Bundesrat mit Beschluss vom 19. November d.J. auf Antrag des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements die «Nationale Bewegung der Schweiz» (NBS) aufgelöst, ihre Tätigkeit unter Strafe gestellt und etwaige Ersatzorganisationen verboten[2].

Die Massnahme ist, wie wir vorweg betonen möchten, aus innenpolitischen Gründen erfolgt, doch dürfte es am Platze sein, Sie über die Erwägungen, die zu dem Erlass geführt haben, kurz zu unterrichten. Die NBS hatte am 12. und 17. d.M. dem Bundesrat Erklärungen zukommen lassen, in denen er zu einer Antwort auf eine Anzahl aufgeworfener Fragen binnen Monatsfrist aufgefordert wurde. Ferner wurde darin angeregt, der Bundesrat möchte einer Delegation eine neue Audienz gewähren. Dieses Drängen, gleichzeitig bekanntgegebene Drohungen, sowie die gegenüber der Bundesanwaltschaft eingenommene Haltung haben den Bundesrat in dem Eindruck bestärkt, dass weitere Erörterungen mit einer Bewegung, die sich bereits als ebenbürtig verhandelnde Macht aufführte, zu keinem praktischen Ergebnis führen, ja dem Ansehen der Regierung nur schädlich sein könnten, umsomehr als solche Auseinandersetzungen einer Politik vertrauensvoller zwischenstaatlicher Zusammenarbeit nicht nur keineswegs förderlich, sondern je länger je mehr geradezu hinderlich waren. Auf Grund der von den NBS-Leuten angewandten Methoden musste der Bundesrat die Überzeugung gewinnen, dass sie mit zum Teil illegalen Mitteln ein illegales Ziel, nämlich den Umsturz der öffentlichen Ordnung, verfolgten und dass unter diesen Umständen nichts anderes übrig blieb, als die Organisation zu verbieten. In diesem Zusammenhang ist zu bemerken, dass die kommunistische Partei bisher als solche nicht verboten war, indem nur die kommunistische

---

1. *La lettre est signée* M. De Stoutz.
2. *Un rapport du 5 juillet 1940 du Ministère public au Chef du Département de Justice et Police constatait une reprise de l'activité de ces mouvements «rénovateurs»* (E 2001 (E) 1/96).
Lors de sa séance du 6 août 1940, le Conseil fédéral avait approuvé un rapport du Ministère public sur les problèmes juridiques soulevés par l'activité de ces mouvements (PVCF N° 1310 du 6 août 1940, E 1004.1 1/400*).*
Le 16 novembre 1940, le Général Guisan adressait une lettre au Chef du Département militaire, R. Minger, pour demander que le Ministère public surveille plus efficacement les mouvements subversifs de droite et de gauche (E 5795/151).
Le 22 novembre 1940, le Conseil fédéral décide d'interdire le parti communiste dans toute la Suisse (Cf. PVCF N°s 1877 et 1893, E 1004.1 1/403)

Tätigkeit untersagt wurde; doch ist auch diese Unebenheit nunmehr beseitigt worden.

Von dem bundesrätlichen Verbot ist die «Eidgenössische Sammlung» des Herrn Tobler, die ebenfalls den autoritären Staatsgedanken vertritt, nicht betroffen. Wir glauben zu wissen, dass Herr Tobler von der NBS deutlich abgerückt ist, offenbar weil ihm das Gebaren der hinter ihr Stehenden je länger je weniger behagte.

Sie ersehen aus Vorstehendem, dass die vom Bundesrat beschlossene Massnahme nicht dahin gedeutet werden darf, dass sie sich gegen Schweizerbürger wegen ihrer Denkweise richtet, sondern dass sie als Vorkehrung zur Sicherheit des Staates und zur Wahrung der Regierungsautorität verstanden sein will.

Wir nehmen an, dass diese Mitteilungen Ihnen nützlich sein werden, um etwaigen falschen Auffassungen entgegentreten zu können[3].

---

3. *Cette décision du Conseil fédéral incite le Ministre de Suisse à Berlin à demander un entretien avec le Président de la Confédération (cf. lettre de Frölicher du 21 novembre 1940, non reproduite). Le Ministre d'Italie à Berne, au cours d'une réception, désapprouva cette interdiction; mais Pilet-Golaz devait observer, dans une notice pour De Stoutz du 24 novembre:* Ne pas attacher trop d'importance aux conversations de «dîner». Guerre des nerfs.
Cf. aussi E 2200 Rom 23/11.

416

E 2001 (D) 3/316

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki

Copie
L
B.51.13.53.F.O.-WW. Berne, 26 novembre 1940

Ainsi que vous le savez, un corps d'armée français, le 45e, commandé par le Général Daille, a sollicité, le 20 juin 1940, son internement en Suisse.

Constituaient le 45e Corps d'armée, 30000 Français environ, 12000 Polonais et quelque 600 Belges.

Un matériel de guerre important est également entré en Suisse en même temps que le 45e Corps. Il s'agit de plus de 4500 chevaux, de près de 2000 véhicules à moteur, dont un millier de camions, d'armes, de canons, de voitures hippomobiles, de matériel technique, etc.

Cette unité militaire a été internée en Suisse conformément aux articles 11 et 12 de la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907 (convention N° V), sur les droits et les devoirs des puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre.

Un Commissariat fédéral à l'Internement a été constitué et placé sous la direction du Colonel divisionnaire de Muralt. Or, ainsi que vous l'aurez sans doute appris comme nous par la voie de la radio et de la presse, un accord aurait été conclu entre le Chancelier du Reich allemand et M. l'Ambassadeur Scapini concernant les prisonniers de guerre français en Allemagne. Un des articles du protocole y relatif aurait trait à la libération des internés *français* en Suisse.

Bien que la décision semble avoir été prise à Berlin dans les 17, 18 ou 19 novembre et que la radio française, l'agence Havas et la presse en général aient été mises en mesure de rendre cet accord public, le Département Politique et singulièrement le Conseil fédéral n'en ont pas été alors officiellement informés, fait qui a exercé et exerce encore sur l'ensemble de la question, notamment sur les négociations à conduire tant avec l'Allemagne qu'avec la France une influence extrêmement fâcheuse.

Le Département Politique a tenu à laisser au Gouvernement allemand et au Gouvernement français le temps de l'informer officiellement de la solution intervenue à Berlin. Toutefois, aucune notification n'ayant encore été faite à la date du 22 novembre, le Chef du Département Politique a pris l'initiative de convoquer l'Ambassadeur de France ainsi que le Ministre d'Allemagne et de leur demander de le mettre en mesure de renseigner aussitôt que possible le Conseil fédéral afin de permettre au Gouvernement suisse d'arrêter sa ligne de conduite et de prendre ses décisions. Les pourparlers qui se sont engagés et qui vont continuer, notamment avec la France, nous obligeront sans doute à faire appel au concours de la Légation de Suisse à Vichy. C'est pourquoi nous estimons nécessaire que dès à présent vous soyez informé des aspects essentiels du problème.

Une considération domine le débat. C'est l'aspect politique. En effet, l'internement ne devrait, dans la règle, prendre fin qu'à la paix. Or, dans le cas particulier, l'accord Hitler-Scapini est intervenu à la suite de convention d'armistice, non de traité de paix et à un moment où les hostilités sont encore en cours entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, pour ne pas parler de la guerre qui se poursuit entre l'Italie et l'Angleterre. Cette circonstance nous oblige à ne traiter qu'avec prudence les diverses questions que soulève le rapatriement des internés.

Le premier point sur lequel nous désirons attirer votre attention est le caractère imparfait à l'heure qu'il est encore de notre information. Tout ce que vous pourrez faire pour nous procurer des renseignements officiels nous sera utile et nous vous en serons reconnaissants.

La situation que nous venons de décrire – absence d'un traité de paix; relations franco-allemandes fondées sur une convention d'armistice; état de guerre entre le Reich allemand et l'empire britannique – nous amène à cette conclusion qu'avant de pouvoir consentir à la libération des internés, nous serons vraisemblablement amenés à demander à la France de nous donner l'assurance, la garantie que les hommes, les chevaux et le matériel ainsi restitués ne seront plus employés à des buts de guerre, c'est-à-dire qu'ils ne seront plus mobilisés.

Un autre point à propos duquel une divergence de vues peut surgir entre la France et la Suisse a trait à la composition même du 45e Corps d'armée. Comme nous vous l'avons indiqué au début, cette unité militaire est constituée

en majorité de Français et comprend également un nombre élevé de soldats polonais et de Belges. D'emblée. mous avons veillé à tenir l'Ambassade de France exactement au courant de tout ce qui concernait le 45e Corps, que les événements eussent trait aux Français, aux Polonais ou aux Belges. Nous nous sommes heurtés, sur ce point, à une certaine résistance, l'Ambassade feignant de se désintéresser des éléments non strictement français et cherchant à nous renvoyer aux Légations de Belgique et de Pologne pour tout ce qui avait trait à ces éléments. L'attitude de l'Ambassade de France paraissant dictée par une intention bien nette, nous avons été amenés à lui adresser, dès le 10 juillet, puis derechef le 16 août une note[1] faisant connaître que le Gouvernement suisse considère le 45e Corps d'armée comme une troupe *française,* comme une unité militaire et que c'est à ce titre qu'elle avait été internée en Suisse.

Jusqu'à présent, la note en question n'a pas reçu de réponse de la part de l'Ambassade de France, ce qui tend à prouver que, sinon le Gouvernement français, du moins cette Mission n'a pas renoncé à son point de vue primitif.

Le dernier paragraphe de l'article 12 de la Convention de La Haye concernant les droits et les devoirs des puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre dispose que «bonification sera faite à la paix des frais occasionnés par l'internement».

Vous savez que, dans certains cas, des conventions spéciales d'internement sont conclues entre officiers qui sollicitent leur entrée sur territoire d'un Etat neutre et officiers du pays qui les reçoit. Tel avait été le cas, notamment, en 1870, lors de l'internement de l'armée du général Bourbaki[2]. Un accord de ce genre n'a pas été conclu en juin 1940 entre le Général Daille et le commandement de l'armée suisse. Le seul fondement sur lequel asseoir notre créance sur la France est donc la disposition conventionnelle que nous venons de citer. Nous vous informons, pour votre orientation personnelle, que les frais d'internement s'élèvent aujourd'hui à 12 millions de francs suisses environ, si l'on ne tient pas compte de diverses constructions – baraquements – qui ont été entreprises, et atteignent le chiffre de 20 millions environ si l'on y fait entrer le coût des travaux en question.

A en croire la radio et la presse, il semblerait que nous eussions à restituer à la France les quelque 4500 chevaux et mulets et à l'Allemagne le matériel de guerre. Cette question particulière présente un double aspect, l'un politique, l'autre financier. L'aspect politique est celui-là même que nous avons exposé au début du présent rapport, lorsque nous avons fait allusion aux circonstances irrégulières dans lesquelles se produit le rapatriement des internés. L'aspect financier, vous le discernez vous-même: inutile de vous rappeler notre droit éventuel de rétention sur le matériel et les chevaux.

La discussion entre la Suisse, d'une part, l'Allemagne et la France, d'autre part, se déroule en Suisse entre le Conseil fédéral et les Chefs de Mission français et allemand. Nous comptons cependant sur la Légation de Suisse à Vichy pour seconder nos efforts dans toute la mesure où les circonstances l'exigeront, et pour nous communiquer ce qu'elle apprendra.

---

1. *Non reproduite.*
2. *Cf. DDS, vol. 2, table méthodique, VI.4.*

417

E 1004.1 1/405

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 26 novembre 1940[1]

1900. Vorschuss-Aktion mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 25. November 1940

Mit Schreiben vom 9. Nov. 1940[2] teilte die Schweiz. Gesandtschaft in Berlin dem Volkswirtschaftsdepartement mit, dass die Absicht bestehe, mit dem Wunsch an die schweiz. Regierung zu gelangen, die bisherige Kreditlimite von ca. 150-200 Millionen Fr. ganz erheblich heraufzusetzen. Die deutsche Gesandtschaft in Bern werde nächstens in diesem Sinne an das Volkswirtschaftsdepartement gelangen, wobei irgend eine Zahl über die Höhe der neuen Kreditbegehren nicht in Erfahrung gebracht werden konnte. In der gleichen Woche suchte am 13. crt. der deutsche Gesandte für den Herrn Gesandten Hemmen eine Besprechung nach beim Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, sowie beim Direktor der Handelsabteilung. Die Besprechungen mit dem Gesandten Hemmen haben dann vorerst Samstags den 16. crt. und am darauffolgenden Montag beim Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements stattgefunden.

Die deutschen Begehren für neue Lieferungen im Bevorschussungswege lauten wie folgt:

		Mio. Fr.
A. a) Für die Marine	1000 2 cm–Flackgeschütze + 5 Millionen Schussmunition	125
b) für die Luftwaffe	1000 2 cm–Flackgeschütze + 2 Millionen Schussmunition	60
	Tavaro-Zünder Stellmaschinen	10
c) für das Heer	2 cm–Munition	24
	Werkzeugmaschinen	20
	Leeren	12
	Verschiedene kleinere Aufträge	10
		261
d) Dazu kämen noch verschiedene Maschinen, besonders Werkzeugmaschinen für den zivilen Bedarf		40
	Total	301

1. *Etait absent: E. Wetter.*
2. *Non reproduit; cf. copie dans* E 2001 (E) 1970/3/2.

B. Die Zahlungen für die Kriegsmaterial-Lieferungen wären zu staffeln wie folgt:

Bis Ende Juni 1941		Mio. Fr. 90
Bis Ende Dezember 1941		Mio. Fr. 100
Rest bis Ende September 1942		Mio. Fr. 70
	Total	Mio. Fr. 260

C. Es ist klar dass den deutschen Abgesandten sofort wichtige Vorbehalte gemacht worden sind: Wie steht es mit der Lieferung des notwendigen Materials, mit der Produktionsmöglichkeit im Rahmen der schweiz. militärischen und zivilen Bedürfnisse, mit der Staffelung der Fristen für die Vorschussaktion, besonders wegen der Inflationsgefahr, mit der möglichst weitgehenden Verteilung der Aufträge auf die verschiedenen Produktionszweige; ganz besonders aber wies das Departement auf die Frage der deutschen Gegenlieferungen hin, wobei es neben der normalen Belieferung der Schweiz im allgemeinen besonders auf Kohlen und Eisen sowie auf die im besetzten Gebiet zurückgehaltenen schweiz. Waren hinwies.

1. Diese verschiedenen Fragen sind dann im Laufe der vergangenen Woche in zahlreichen Besprechungen mit den zuständigen Stellen, sowie mit dem deutscherseits ebenfalls nach Bern delegierten Ministralrat Seyboth vom Reichswirtschaftsministerium – dem interimistischen deutschen Verhandlungsleiter – eingehend besprochen worden. Es hat sich dabei ergeben, dass über den bisherigen Vorschuss in vollem Umfang verfügt worden ist, sodass die erwähnte Summe von 300 Mo. Fr. tatsächlich als zusätzlich zu betrachten ist und sich zahlenmässig unter dem Wert der von Deutschland bis Ende September 1942 zu beziehenden Kohlenlieferungen bewegt. Das Departement ist der Meinung, dass unter Würdigung der allgemeinen politischen und wirtschaftlichen Lage der Schweiz und unter besonderer Betonung der Tatsache, dass die Schweiz von den deutschen Kohlen- und Eisenlieferungen absolut abhängig ist, auf das deutsche Begehren um Erhöhung der bisherigen Vorschussaktion eingetreten werden sollte, wobei die Deutschen nicht im Zweifel gelassen wurden – die Herren Hemmen und Seyboth haben dafür in der Folge volles Verständnis gezeigt – dass ohne entsprechende deutsche Gegenleistungen auch nur eine teilweise Berücksichtigung der deutschen Begehren undiskutierbar wäre.

2. Unter der Voraussetzung, dass definitive Abmachungen vorerst nur bis Ende Juni 1941, dem Datum des Ablaufes des geltenden Verrechnungsabkommens, getroffen werden sollten, müssen die folgenden Gegenleistungen deutscherseits verbindlich zugesagt werden:

a) *Kohlen:* Im laufenden Semester hat sich Deutschland verpflichtet, 870000 Tonnen Kohlen in die Schweiz zu liefern, wobei sich die deutsche Regierung bereit erklärt hat, im Falle der Besserung der deutschen Kohlenlage eine Erhöhung der genannten Menge in Erwägung zu ziehen. Das Departement ist der Meinung, dass von Deutschland für das erste Semester 1941 die bisherige Menge, d.h. rund 900000 Tonnen zu liefern sei, zuzüglich derjenigen Mengen aus den Gebieten die Deutschland besetzt hat (Belgien, Holland, Tschechoslowakei, Frankreich), wobei für Frankreich 1/3 der bisher gelieferten Menge

mit 175 000 Tonnen einzusetzen ist. Das zu verlangende Quantum beträgt dann 1 300 000 Tonnen. Die Sektion für Kraft und Wärme hat ebenfalls zugestimmt und bemerkt, dass auf diese Weise für die Schweiz eine Mindereinfuhr von ca. 25% resultiere.

b) *Eisen:* Die von Herrn Minister Sulzer Ende Oktober in Berlin geführten Besprechungen[3] haben dazu geführt, dass sich Deutschland bereit erklärte im Laufe der nächsten 6 Monate neue Eisen-Bestellungen schweiz. Auftraggeber bis zu einer Gesamtmenge von 50 000 Tonnen entgegenzunehmen, entgegen einem schweizerischerseits berechneten Bedarf von ca. 220 000 Tonnen. Zu obigen 50 000 Tonnen kommen hinzu a) monatlich ca. 2000 Tonnen aus Böhmen-Mähren, b) diejenigen Mengen die für die Schweiz noch in den Werken der besetzten Gebiete (Belgien etc.) liegen und c) sowie dasjenige Eisen, das für die in der Schweiz vergebenen deutschen Aufträge benötigt wird. Nach eingehender Bespechung mit der Sektion Eisen und Maschinen (Chef Minister Sulzer) sollte sich Deutschland verpflichten bis Ende Juni 1941 ausser den unter a) und c) genannten Mengen zu liefern ca. 150 000 Tonnen, wovon min. 30 000 Tonnen Halbzeug und 10 000 Tonnen Roheisen; in obigen 150 000 Tonnen sind die oben erwähnten 50 000 Tonnen inbegriffen.

c) *Nicht-Eisenmetalle:* Allein die Fertigstellung der bisherigen deutschen Bestellungen bei Bührle & Co., Oerlikon erfordert noch ca. 1750 Tonnen Kupfer; neu wären nötig ca. 1350 Tonnen Kupfer und 40 Tonnen Aluminium-Legierungen, wofür Bührle nur etwa zur Hälfte eingedeckt ist. Dazu kommen noch zahlreiche Aufträge an Firmen und Uhrenbranche, wo ebenfalls die Gelbmetalle fehlen. Man wird daher gezwungen sein – die entsprechenden genauen Berechnungen werden von der K.T.A. noch nachgeholt – von Deutschland einen wesentlichen Teil obigen Kupfers, ferner auch des benötigten Rohgummis, als Zulieferung verlangen zu müssen.

d) *Gegenblockade:* Nachdem die in Frage stehenden neuen deutschen Bestellungen einseitig der Maschinen- und Metallindustrie und ganz besonders Oerlikon zugute kommen – nur ca. 50% wird von Bührle an Unterlieferanten weitergegeben – hat sich die schweiz. Vertretung bemüht den Deutschen klar zu machen, dass auch für die übrigen Wirtschaftskreise eine Verbesserung resultieren sollte. Eine interessante Gelegenheit dazu biete sich, indem Deutschland der Schweiz gegenüber in den Fragen der Gegenblockade in Zukunft einen grosszügigeren Standpunkt einnehme. Bekanntlich erweisen sich die Ausfuhrkontingente auf Basis der Stichjahre 1937 resp. 1938 für zahlreiche Warengruppen und Länder als ungenügend. Es wurde nachgewiesen, dass eine wesentliche Verbesserung der Ausfuhrmöglichkeiten der Schweiz die deutschen Blockade-Interessen in keiner nennenswerten Weise tangieren. Aber auch für die dem Geleitschein-System unterstellten Warengruppen postulierte das Departement Erleichterungen besonders für Ersatzteile, sowie für Lieferungen nach den Dominions für nicht kriegswichtige Produkte. Es muss immer und immer wieder betont werden, dass die Verweigerung der Ausfuhr für die Schweiz einen derartigen Schaden darstellt der in keinem Verhältnis zum event. Nutzen für die Kriegführung stehe.

---

3. *Cf. à ce sujet annexe au N° 390.*

Das Departement wird nun die verschiedenen Fragen noch eingehender abklären und präzisieren, insbesondere bezüglich der im besetzten Gebiet immer noch zurückgehaltenen Waren, sowie hinsichtlich der unerlässlichen deutschen Material-Zulieferungen, wobei noch Besprechungen mit der K.T.A., sowie der Sektion Metalle vorgesehen sind. Gestützt darauf wird es dem Bundesrat dann unverzüglich seine definitiven Anträge unterbreiten, damit deutscherseits nicht der Eindruck erweckt wird, die Schweiz wolle die Sache auf die lange Bank schieben. Es ist vorgesehen, die schweiz. Antwort durch die hiesige deutsche Gesandtschaft nach Berlin zu leiten, worauf voraussichtlich Besprechungen in Berlin notwendig werden.

Gestützt auf obige Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen,

von diesem vorläufigen Bericht einstweilen in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen.

418

E 2001 (D) 2/137

Le Chargé d'affaires ad interim de Suisse à Berlin, F. Kappeler, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L I/AZ Vertraulich. Berlin, 27. November 1940

Herr Gesandter Dr. Clodius, stellvertretender Leiter der wirtschaftspolitischen Abteilung im Auswärtigen Amt, den ich bei einem Essen traf, sagte mir, es errege hier Anstoss, dass von der Schweiz aus über das unbesetzte Frankreich immer wieder Uhrenzünder nach England geliefert werden. Er wolle mich nicht offiziell, sondern als Freund gegenüber einem Freunde darauf aufmerksam machen, dass es auch im Interesse der Schweiz gelegen wäre, diesen Lieferungen ein Ende zu bereiten. Wirtschaftlich würde daraus kaum ein wesentlicher Nutzen für die Schweiz ausfallen, wogegen sich für unser Land die Verärgerung nachteilig auswirken müsse, die daraus entstehe, dass die deutsche Regierung von ihren Agenten in England immer wieder Nachrichten über das Eintreffen solcher Lieferungen aus der Schweiz erhalte.

Ich wollte nicht unterlassen Sie hiervon zu verständigen und füge einen Durchschlag meines Schreibens zuhanden der Handelsabteilung bei.

419

E 6100 (A) 33/2763

Le Président de la Direction générale de la Banque nationale, E. Weber, au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter

L RP/MN Persönlich. Zürich, 28. November 1940

Von Herrn Dr. h.c. Per Jacobsson, volkswirtschaftlichem Berater der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich, habe ich ein Schreiben erhalten, das ich Ihnen mitfolgend in Abschrift zur Kenntnis bringen möchte[1]. Herr Dr. Jacobsson ist schwedischer Nationalität und gilt als eine Autorität in Wirtschafts- und Finanzfragen. Er ist mir seit Jahren persönlich bestens bekannt.

Herr Puhl bekleidet das Amt des ersten Vizepräsidenten der Deutschen Reichsbank. Er ist wohl der eigentliche Leiter der Reichsbank, da der Präsident, Herr Walther Funk, durch seine Funktionen als Wirtschaftsminister voll in Anspruch genommen sein dürfte. Den Äusserungen von Herrn Puhl darf daher massgebende Bedeutung zugeschrieben werden.

Wie Sie wissen, hat sich die Nationalbank aus währungspolitischen und wirtschaftlichen Gründen stets gegen die Einführung einer Devisenzwangswirtschaft ausgesprochen. Die Stellungnahme der Nationalbank war ausschliesslich bedingt durch die schweizerischen Bedürfnisse. Es besteht aber kaum ein Zweifel, dass das Vorhandensein einer freien Währung, wie sie der Schweizerfranken in Europa noch allein darstellt, auch für andere Länder unseres Kontinents von Nutzen sein kann. Ich wollte daher nicht verfehlen, Ihnen diese interessante Äusserung eines ausländischen Notenbankvertreters mitzuteilen. Ich darf es wohl Ihnen überlassen, falls Sie es als angezeigt erachten, auch Herrn Bundespräsident Pilet-Golaz hievon Kenntnis zu geben.

ANNEXE

Le Conseiller économique de la Banque des Règlements internationaux, P. Jacobsson, au Président de la Direction générale de la Banque nationale suisse, E. Weber

Copie
L Personal. Registrated. Basle, November 25th, 1940.

Herr Puhl, the first Vice-President of the Deutsche Reichsbank, is in Basle and the Management of the B.I.S. has to-day had a lunch for him at the Schützenhaus. In the course of the conversation we came to speak of the exchange restrictions in Sweden and also of the exchange position of Switzerland. I said that it was of great importance to Europe that the Swiss currency should remain a free currency so that we would have on this continent one strong currency in which we could deal

1. *Reproduit en annexe au présent document.*

freely when the war was over. Herr Puhl immediately said that he agreed fully with this point of view and he added: «That the Swiss do not introduce exchange restrictions is important also from a political point of view for it constitutes a reason for leaving Switzerland free». It may be that Herr Puhl has already said this in Zürich, but you may be interested in obtaining confirmation on this point from Basle. I personally believe that it is strongly in the interests of Switzerland to retain the greatest possible freedom in currency matters even at present. The Gentlemen's Agreement with the banks seems to me an excellent expedient by which a safeguard is provided against flight of capital without interfering with the essential freedom of the exchange market for all ordinary transactions of business and investment. Considering the great gold and foreign exchange reserves held by the National Bank it should be possible to avoid an introduction of exchange restrictions, which would certainly be disadvantageous to this country also from a political point of view.

420

E 1004.1 1/404

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 2 décembre 1940

1947. Wirtschaftsverhandlungen mit der U.d.S.S.R.

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 28. November 1940[1]

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«Der Rapport über die Beziehungen zwischen der Schweiz und der U.d.S.S.R., den das Politische Departement zusammen mit Herrn Dr. Ebrard, Delegierter für Handelsverträge, am 10. August vergangenen Jahres[2] der Kommission für Auswärtige Angelegenheiten erstattet hat, ist im Sektor der *wirtschaftlichen Betrachtungen* zum Ergebnis gelangt, dass in dem an sich bescheidenen Rahmen des russischen Gesamtexportes die Schweiz wohl die Möglichkeit besitzt, ihren Warenverkehr mit der U.d.S.S.R. in fühlbarer Weise zu entwickeln, dass jedoch eine wesentliche Verbesserung des gegenseitigen Warenaustausches nur dann erwartet werden könne, wenn das ausgefahrene und untauglich befundene Geleise des seit 1933 bestehenden Kompensationsverkehrs (im besonderen russischen Sinne verstanden) endgültig verlassen werde.

[...][3]

---

1. *Une esquisse de cette proposition, préparée par la Division du Commerce, avait été mise en circulation le 23 octobre déjà. Cf. la réaction de Pilet-Golaz, du 12 novembre, reproduite ci-dessous en annexe.*
2. *Extraits reproduits au N° 126.*
3. *Suivent quelques alinéas du rapport du 10 août 1939 (N° 126) suggérant que* la reprise des relations diplomatiques, peut-être d'une façon sensible, n'est pas la seule chance de développer avec l'U.R.S.S. le trafic commercial russo-suisse.

Die im vorstehenden Rapport vertretene Auffassung besitzt zweifellos auch heute, trotz der inzwischen veränderten allgemeinen politischen Lage, ihre Berechtigung und es ist nichts erfolgt, das uns veranlassen könnte, unser Urteil abzuändern[4].

Allein das Problem des schweizerisch-sowjetrussischen Warenverkehrs ist in diesem Rapport – es ist immer nur von dessen wirtschaftspolitischem Teil die Rede – betrachtet vornehmlich vom Standpunkt der möglichen Förderung und Entwicklung unseres *Exportes* und unter besonderer Beachtung der handelspolitischen Rückwirkungen, die ein eventuell möglicher Ausbau unseres Handels mit Russland auf andere, für den schweizerischen Export ungleich bedeutendere Drittmächte mit sich bringen könnte.

Heute aber, im Stadium dringlicher Fürsorge um die allgemeine Landesversorgung ist eine *Überprüfung unseres der Frage des Wirtschaftsverkehrs mit Russland gegenüber eingenommenen Standpunktes* unerlässlich, nicht nur im Hinblick auf allfällige Bezugsmöglichkeiten für ganz besonders benötigte und anderweitig schwer oder gar nicht zu beschaffende Rohprodukte, sondern nicht minder wegen der in der heutigen internationalen Lage unter Umständen relativ günstigen Transitverhältnisse für solche Güter. Es genügt daran zu erinnern, dass Russland wichtige Rohstoffe wie u.a. Getreide, Schmieröle, Baumwolle, Holz und selbst Kohle in für die Schweiz beträchtlichen Mengen zu liefern im Stande ist, wenn es auch zweifellos in erster Linie seine Bedürfnisse in den Dienst der Bedarfdeckung des eigenen Marktes zu stellen die Gewohnheit hat und an Exporten nur aus devisenpolitischen Erwägungen Interesse besitzt, d.h. dann, wenn sie in Gold bezahlt werden.

Freilich ist es angesichts des Fehlens jeglicher zuverlässiger Statistik für die Jahre 1938 und 1939 unmöglich, sich ein etwas einlässliches Bild darüber zu machen, in welchem Rahmen sich Drittländern gegenüber der russische Export in den wichtigsten Warenkategorien entwickelt hat. Auch die mit andern Staaten in der letzten Zeit abgeschlossenen Handelsabkommen geben, soweit überhaupt Angaben hierüber in unseren Besitz gelangt sind, kein brauchbares Ergebnis; auch die Völkerbunds-Statistik versagt.

Somit wird man für die Beurteilung der heute eine für die Schweiz ganz andere Bedeutung als bisher besitzenden russischen Exportkapazität auf das statistische Material abstellen müssen, wie es für die zurückliegenden letzterfasslichen Jahre besteht.

Zunächst geben folgende *Export-Zahlen* der Jahre *1936* und *1937* ein allgemeines Bild über die russische Gesamt*ausfuhr* in den *hauptsächlichsten Warenkategorien:*

(in 1000 Tscherwonetz-Rubeln dessen Kurs in Goldprozent 1936: 100,06; 1937: 97,11)

Warenart	*1936*	*1937*
I. Nahrungsmittel, Getränke und Tabak:		
a) Getreide	35895	257629
b) Fische (inkl. Caviar)	21392	24185
c) Butter	42119	31827
d) Zucker	36736	38475

4. *Cf. à ce sujet N° 323.*

II. Rohstoffe:		
a) Häute, roh	7484	10875
b) Flachs und Hanf	81377	54794
c) Holz und Holzmaterial	359466	237790
d) Därme und Borsten	12804	18355
e) Steinkohle und Anthrazit	42799	30950
f) Chemische Rohprodukte	15759	15252
III. Halb- und Fertigfabrikate:		
a) Düngemittel	23585	28997
b) Asbest	9118	9143
c) Naphta-Produkte	160834	150051
d) Eisen und Eisenwaren	39191	44917
e) Baumwolle und -Gewebe	67420	130653

Über die Entwicklung der russischen Produktionskapazität im Jahre 1939 gegenüber dem Vorjahr gibt die russische Statistik keine absoluten Zahlen; sie äussert sich lediglich über den prozentualen Produktionszuwachs folgendermassen:

	Produktionsvermehrung in 1939 gegenüber 1938
I. Metallindustrie	
Eisen	+ 5%
Rüstung	+47%
schwere Maschinen	+14%
mittlere Maschinen	+15%
II. Chemische Industrie	+12,6%
III. Laufende industrielle Konsumationsartikel	+8,1%
IV. Textilindustrie	
Baumwollgewebe	+297 Millionen Meter
Baumwollgarne	+32600 Tonnen
Wollgewebe	+6,8 Millionen Meter
Seidengewebe	+9,5 Millionen Meter

Damit sind die statistischen Angaben über Produktions- und Exportkapazität Sowjetrusslands, soweit sie hier greifbar sind, erschöpft.

Was sich aus diesem Material entnehmen lässt, ist das Bestehen der objektiven Möglichkeit, in der gegenwärtigen Periode dringlichen Importbedarfs für eine Reihe von Rohstoffen und rohstoffnahen Produkten auf den sowjetrussischen Markt greifen zu können, der zweifellos, gemessen am in Betracht fallenden schweizerischen Importvolumen, als leistungsfähig anzusprechen ist.

Ob und in welchem Ausmass Sowjetrussland in Anbetracht einmal seiner Lage und der gegenwärtigen internationalen Konstellation, ferner seines Expansionsdranges und damit verbunden seines militärischen Bedarfes, zum andern im Hinblick auf das Fehlen offizieller Beziehungen zur Schweiz in der Lage und bereit ist, in vermehrtem Masse seine Waren auch der Schweiz zur Verfügung zu stellen, dies wird sich nur auf empirischem Wege, eben durch Verhandlungen mit den zuständigen Stellen in Moskau selbst, einwandfrei feststellen lassen.

Hinzu kommt, dass den Fragen des Transits für sowjetrussische Ware derzeit besondere Bedeutung zukommt. Gelingt es, taugliche Transitwege zu eröffnen, so wird die Schweiz dadurch in zusätzlicher Weise unabhängig von

den Einwirkungen der Blockademassnahmen der Westmächte sowohl wie auch derjenigen Deutschlands.

Unsere Gesandtschaften in Rumänien und Jugoslawien sind beauftragt worden, die erforderlichen Erhebungen über die Benützbarkeit des ebenfalls in Frage kommenden Donauweges sofort anzustellen. Die beiden Gesandtschaften sind dabei zu durchaus positiven Ergebnissen gelangt.

Zunächst, d.h. solange nicht zwischen Italien und der U.d.S.S.R. Schwierigkeiten entstehen, liegt der Transit durch Dardanellen und Adria durchaus im Bereich normaler Annahmen. Der Transit über die Nordhäfen Stettin und Danzig wird der Schweiz offen stehen, solange sie selbst geregelte Handelsbeziehungen zu Deutschland unterhalten kann und sich im Verhältnis zwischen Deutschland und der U.d.S.S.R. nichts ändert.

Nicht zu übersehen ist schliesslich, dass auch der *Transit durch* Russland nach dem Fernen Osten für die Schweiz von nicht zu unterschätzender Bedeutung ist. So hat sich der Export deutscher Waren nach China dank der Transitmöglichkeit durch die U.d.S.S.R. im ersten Quartal 1940 gegenüber der gleichen Zeit des Vorjahres um ca. 55% vermehrt.

Selbstverständlich ist im voraus kein Urteil darüber möglich, ob die U.d.S.S.R. bei Aufnahme direkter Verhandlungen in Moskau grössere Anstrengungen zu machen bereit ist als bisher, den Handelsverkehr mit der Schweiz, sowohl nach der Export- wie nach der Importseite, wirklich zu entwickeln. Es ist jedoch nicht zu übersehen, dass in der jüngsten Vergangenheit solche Versuche nicht ohne Erfolg von verschiedenen anderen Staaten unternommen worden sind, wenn immerhin klar erkennbar ist, dass die Aufnahme von Wirtschaftsverhandlungen in Moskau selbst nicht immer rein wirtschaftlichen Belangen dienen sollte als vielmehr der Wiederherstellung geordneter zwischenstaatlicher Beziehungen.

Ob angesichts der grundlegenden Änderungen in der gesamten Struktur des europäischen Kontinents nicht auch für die Schweiz sich die Frage stellt, ob nicht eine Überprüfung auch der staatsrechtlichen bezw. völkerrechtlichen Seite des schweizerisch-russischen Problems nunmehr erwogen werden sollte, ist hier nicht zu untersuchen. Zweifellos aber sind Wirtschaftsverhandlungen mit den zuständigen Amtsstellen in Moskau geeignet, eine eventuell nachfolgende Abklärung dieser Fragen zu erleichtern. Es werden sich jedoch anlässlich von in Moskau zu führenden Unterhandlungen Fragen stellen, die an sich nicht ausschliesslich wirtschaftliche Belange betreffen, sondern zum mindesten Grenzgebiete berühren. Hieher gehören alle mit der Aufteilung Polens zusammenhängenden Probleme; ferner diejenigen, die sich aus der Übernahme Bessarabiens und der sogenannten Randstaaten ergeben.

[...][5]

Der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins, Zürich, den wir ebenfalls in dieser Angelegenheit begrüsst haben, teilt uns mit, dass er es für ausserordentlich wichtig hält, die in Aussicht genommenen Wirtschaftsverhandlungen mit der russischen Regierung sobald als möglich zu beginnen;

---

5. *Suivent les conclusions du Département politique sur une éventuelle reprise des relations diplomatiques; cf. annexe ci-dessous.*

er ist jedoch mit dem Politischen Departement der Ansicht, dass es sich dabei ausschliesslich um die Regelung wirtschaftlicher Fragen handeln soll.

Wir schliessen uns den vorstehenden Ausführungen des Eidgenössischen Politischen Departementes sowie des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins durchaus an. Die schweizerische Delegation, welche sich zu eventuellen Wirtschaftsverhandlungen nach Moskau begeben würde, hätte selbstverständlich neben den Fragen, welche den Warenverkehr zwischen der Schweiz und der U.d.S.S.R. betreffen, auch die Frage der schweizerischen Finanzforderungen aufzuwerfen, jedoch ohne über die einschlägigen schweizerischen Forderungen eine Zusammenstellung vorzunehmen und ohne dadurch die grundsätzliche Frage der schweizerischen Forderungen gegenüber dem eigentlichen Russland zu präjudizieren.

Gleichwohl wird bei einer ersten Fühlungnahme zwischen beiden Wirtschaftsdelegationen in Moskau die Diskussion unter allen Umständen ausschliesslich und allein auf rein wirtschaftliches Gebiet sich zu beschränken haben, was nicht hindert, allenfalls von der russischen Regierung unterbreitete Anregungen oder Vorschläge, die über diesen abgegrenzten Bezirk hinausreichen sollten, zum Bericht an den Bundesrat und zur Prüfung durch ihn entgegen zu nehmen.

Zu Beginn des Monats Oktober dieses Jahres ist schweizerischerseits abermals der Versuch gemacht worden, auf dem üblichen Wege der Verhandlungen mit der russischen Handelsvertretung in Berlin die der Entwicklung der Handelsbeziehungen zwischen beiden Staaten sich entgegenstellenden Hemmnisse zu beseitigen oder doch zu mindern[6]. Einmal mehr, und diesmal in besonders eindrücklicher Weise, hat festgestellt werden müssen, dass alle schweiz. Begehren unerfüllt blieben, ja nicht einmal sachgemäss behandelt werden konnten, da der die Verhandlungen leitende stellvertretende Handelsvertreter nicht in der Lage war, sich zu äussern und jede Frage in Moskau telephonisch unterbreiten musste.

Dabei ist gerade *[in]* der gegenwärtigen internationalen Lage die Schweiz in besonderem Masse auf wichtigste russische Exportgüter weitgehend angewiesen. Wir dürfen sie in diesem Zusammenhang als allgemein bekannt voraussetzen. Hingewiesen sei noch auf die wirtschaftlichen Abmachungen, die Russland in den letzten vergangenen Monaten mit einer Reihe von Staaten getroffen hat, so beispielsweise mit Deutschland am 19. August 1939, mit Iran am 25. März 1940 und mit Schweden am 7. September 1940, sowie mit Jugoslawien im Mai 1940, mit Ungarn am 3. September 1940. Wenn auch die Texte dieser Abkommen bisher nur sehr summarisch durch unsere Auslandvertretungen in Erfahrung haben gebracht werden können, so geht aus dem uns inzwischen zugänglich gemachten Material immerhin soviel hervor, dass im Rahmen von zum Teil beachtlichen Wert- oder Mengengrenzen die russische Ausfuhr nach diesen Ländern für eine Reihe auch für die Schweiz wertvoller Waren vereinbart bezw. geplant worden ist.

Von Delegationsmitgliedern solcher Drittstaaten, wie denjenigen Bulgariens und Ungarns, ist uns mitgeteilt worden, dass Russland im Zuge solcher Wirt-

6. *Cf.* E 7110 1976/16/53.

schaftsverhandlungen irgendwelche politische Fragen nicht berührt habe. Äusserungen solcher Delegationsmitglieder sind auch in der Presse publiziert worden (vgl. Pester Lloyd vom 15. Sept. 1940) und lassen erkennen, dass auch der reservierte und nüchtern urteilende Beobachter bei aller erforderlichen Kritik gegenüber der russischen Wirtschaftspolitik zu anerkennender Feststellung über die russische Produktionskapazität und damit zu einer positiven Wertung der Voraussetzungen intensiverer Wirtschaftsbeziehungen gelangt.»

Gestützt auf den obzitierten Rapport des Politischen Departementes an die Kommission für Auswärtige Angelegenheiten vom 10. August 1939 und die dort erklärte Bereitschaft, die Wirtschaftsverhandlungen in Moskau durchzuführen, wenn der Weg des sogenannten Kompensationsverkehrs sich als ungangbar erweise, gestützt ferner auf die auseinandergesetzten Erwägungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Es sind im Dezember 1940 oder im Januar 1941 Wirtschaftsverhandlungen mit der U.d.S.S.R. in Moskau aufzunehmen[7]. Direkten und ungezwungenen Anlass hiezu bietet eine offizielle Einladung des Volkskommissariats für den Aussenhandel («Narkomwneschtrog»), die durch Vermittlung der zuständigen Sektion der Schweiz. Gesandtschaft in Berlin der schweiz. Delegation mit Schreiben vom 12. Okt. 1940 zugegangen ist und die folgenden Wortlaut hat:

«Hiermit bitten wir Sie, Herrn Dr. Ebrard bekanntzugeben, dass sein Vorschlag über die Lieferung von Getreide und anderer Waren aus der U.d.S.S.R. nach der Schweiz von dem Volkskommissariat für Aussenhandel («Narkomwneschtrog») geprüft wurde. Man ist zur Schlussfolgerung gekommen, dass diese Frage in Berlin bis zu Ende nicht gelöst werden kann.

Das Volkskommissariat für Aussenhandel ist einverstanden, die Frage über die Sowjetlieferungen der Getreide und anderer Waren nach der Schweiz gemeinsam mit den Vertretern der schweiz. Seite in Moskau zu besprechen. Falls die Schweizerseite sich einverstanden erklärt, diese Frage zu besprechen und darauf eine konkrete Antwort zu bekommen, kann die Schweizerdelegation, zwecks unmittelbaren Verhandlungen mit dem Volkskommissariat für Aussenhandel über diese Fragen, nach der U.d.S.S.R. fahren.

Das Volkskommissariat für Aussenhandel der U.d.S.S.R. ist bereit, Vertreter des Schweiz. Landes zu empfangen und mit ihnen die Frage der Sowjetlieferungen nach der Schweiz zu besprechen.»

2. Die Wirtschaftsdelegation wird aus folgenden Herren bestellt:
Dr. Ebrard, Delegierter für Handelsverträge, als Vorsitzender,
Dr. P. Aebi, I. Sekretär des Vororts des Schweiz. Handels- und Industrie-Vereins in Zürich, als Delegierter,
F. Bauer, Adjunkt der Handelsabteilung.
Dr. Zehnder, Legationssekretär, z.Zt. Ankara.

3. Die Delegation wird angewiesen sich ausschliesslich auf die wirtschaftlichen Fragen zu beschränken und allfällige Anregungen politischer Natur nur zur Übermittlung an den Bundesrat entgegen zu nehmen.

---

7. *Ces négociations auront lieu à partir de la mi-janvier 1941.*

4. Das Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, der Delegation die zur Durchführung ihrer Aufgabe erforderlichen Experten beizugeben.

ANNEXE

E 7110 1967/32/370.0.1. 1940. P

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli

L B.15.R.2-VF
Vertraulich

Bern, 12. November 1940

Wir beehren uns Ihnen mitzuteilen, dass wir den uns durch Schreiben der Handelsabteilung vom 23. Oktober d.J.[8] (Ba. 370.0.1) zugestellten Entwurf zu einem Antrag an den Bundesrat betreffend Aufnahme von Wirtschaftsverhandlungen mit der U.d.S.S.R. aufmerksam geprüft haben. Die darin enthaltenen Ausführungen geben uns zu einigen Bemerkungen Anlass, die wir Ihnen nachstehend mit dem Ersuchen übermitteln, sie in Ihrem endgültigen Antrag an den Bundesrat berücksichtigen zu wollen.

Das Politische Departement ist der Auffassung, dass es aus Gründen der äussern wie der innern Politik kaum zweckmässig sein dürfte, im gegenwärtigen Augenblick diplomatische Beziehungen mit der U.d.S.S.R. herzustellen. Es besteht für die Schweiz kein Interesse, den Eindruck zu erwecken, dass sie ihre Politik gegenüber der Sovietunion einer neuen Orientierung unterzogen habe. Wenn indessen das Volkswirtschaftsdepartement im Hinblick auf die Lebensmittelversorgung des Landes die Entsendung einer Wirtschaftsdelegation nach Moskau als angebracht erachtet, so möchten wir dagegen keine Einwendungen erheben, selbstverständlich unter der Voraussetzung, dass sie sich ausschliesslich mit den wirtschaftlichen Fragen abgibt und sich darauf beschränkt, Eröffnungen, die ihr allenfalls auf andern Gebieten gemacht werden sollten, anzuhören und weiterzuleiten. Immerhin möchten wir vor allen weitgehenden Erwartungen, die man sich hinsichtlich einer Intensivierung unseres Handelsverkehrs mit der Sovietunion machen könnte, warnen. Die Ausdehnung des Krieges auf Griechenland lässt alle Möglichkeiten eines Warentransportes auf dem Seeweg als illusorisch erscheinen. Auch haben die Staaten, die mit der Sovietunion Beziehungen aufnahmen, keine geringen Enttäuschungen erleben müssen.

Sofern es zu Wirtschaftsverhandlungen kommen sollte, so dürften auf dem Gebiete des Kapitalverkehrs kaum irgendwelche Aussichten auf Berücksichtigung schweizerischer Interessen bestehen. Es wird sich deshalb wohl auch erübrigen, über die einschlägigen schweizerischen Forderungen eine Zusammenstellung vorzunehmen, sondern unsere Delegation würde sich im wesentlichen darauf zu beschränken haben, alles zu vermeiden, was als eine Preisgabe schweizerischer Finanzforderungen ausgelegt werden könnte. Sollte sie die Möglichkeit erblicken, in die Wirtschaftsverhandlungen auch schweizerische Finanzansprüche, wie z.B. diejenigen der Schweizer aus dem Baltikum[9], einzubeziehen, so könnten wir uns natürlich mit einem solchen Vorhaben nur einverstanden erklären. Immerhin wäre es uns sehr gedient, wenn Sie uns gegebenenfalls vorgängig Ihre Ansicht darüber bekanntgeben wollten, auf welcher Grundlage eine derartige Wahrnehmung von Interessen schweizerischer Finanzgläubiger durchführbar erscheint[10].

---

8. *Non reproduite.*
9. *Sur ce sujet, cf.* E 2001 (D) 3/396.
10. *Sur une copie de ce document, le vice-directeur de la Division du Commerce, E. Werthmüller, a écrit au bas de la lettre:* Note 3, bescheiden!
Cf. aussi PVCF N° 2030 du 17 décembre 1940, E 1004.1 1/404.

421

E 2300 Berlin/41

Le Chargé d'affaires ad interim de Suisse à Berlin, F. Kappeler, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

RP P.B. Nr.70 – I/AZ
Vertraulich. Berlin, 4. Dezember 1940

Bereits in meinem Telegramm vom 2. dieses Monats [1] wies ich anlässlich der deutschen Pressepolemik wegen des in der «Neuen Zürcher Zeitung» vom 28. November erschienenen Berichts aus London [2] darauf hin, dass es dringend notwendig sei ernsthafte Anstrengungen zu machen, um zu einem besseren Verhältnis zu Deutschland zu kommen. Gewiss hat Ihnen Herr Minister Frölicher darüber mündlich ausführlich berichtet. Ich halte es aber für meine Pflicht auch meinerseits zum Ausdruck zu bringen, wie sehr die täglich sich erneuernden Eindrücke, die man als Vertreter der Schweiz hier empfängt, die Notwendigkeit und Dringlichkeit solcher Bemühungen immer wieder ergeben. dete Londoner Bericht war nur der letzte Anlass, der die angesammelte Unzufriedenheit zum Ausbruch brachte. Gewiss, so offen wie in der Zeit, als man sich noch stark fühlte und auf das Recht der Pressefreiheit pochte, wagt man die Deutschfeindlichkeit nicht mehr zu betreiben. Aber bei der übergrossen Empfindlichkeit, die durch die früheren Fehler unserer Zeitungsschreiber in Deutschland nun einmal gegenüber der Schweiz und der Schweizerpresse vorhanden ist, reagiert man hier auch auf die versteckten Bosheiten und auf alle Anzeichen einer von der englischen Propaganda beeinflussten Einstellung sehr stark. Die Folge davon ist, dass die uns feindlich gesinnten Kreise immer wieder neuen Auftrieb erhalten. Selbst die der Schweiz gegenüber stets sehr freundschaftlich eingestellte «Frankfurter Zeitung» schrieb am Montag, wenn nicht der Anstand, so sollte wenigstens die Klugheit die Schweiz veranlassen, Äusserungen zu vermeiden, die hier verletzen. Auch die der Schweiz gegenüber sonst immer freundlich eingestellte «Deutsche Allgemeine Zeitung» äusserte sich sehr scharf.

Von allen Seiten, auch von Leuten, die in keiner Weise voreingenommen oder einseitig sind, bekomme ich immer wieder zu hören, wie sehr die trotz allen Bemühungen hier eben doch als englandfreundlich empfundene Haltung der Schweizer Presse unserem Land schade und Feindseligkeit erzeuge [3].

---

1. *Non retrouvé.*
2. NZZ, *N° 1738, 28 novembre 1940, article intitulé* Besuch in Coventry und Birmingham. *L'article commente la nouvelle tactique des forces aériennes allemandes, qui vise désormais les centres industriels. Il conclut:* Warum die deutsche Luftwaffe in Coventry nochmals die Taktik der Terrorisierung der Zivilbevölkerung einschlug, nachdem sich diese in London als wirkungslos erwiesen hatte, ist schwer verständlich.
3. *Pilet-Golaz a marqué ce passage d'un trait dans la marge et noté:* Parfaitement exact.

Es handelt sich aber keineswegs nur um ein Presseproblem. Die ganze Einstellung der schweizerischen Öffentlichkeit gegenüber dem mächtigen Nachbarn ist wirklichkeitsfremd und unklug und bedeutet in dem von den Achsenmächten beherrschten Europa eine Gefahr für unser Land, die, wenn man die Dinge so weitergehen lässt, immer grösser wird. Bei aller Sympathie und Achtung, die die Schweiz immer noch geniesst, empfindet man es hier auf die Dauer als unerträglich, dass man in der Schweiz immer wieder auf die englische Karte setzt und in Deutschland den gefährlichen Feind sieht, dem gegenüber man zum unverminderten Abwehrwillen aufruft, gegen den das Gerede von der Schweiz als «belagerter Festung», als «von den Achsenmächten umklammert» gerichtet ist.

Während man hier sich bereits mitten im Kriege aufs eifrigste mit den Fragen des künftigen Europas beschäftigt, stellt man fest, dass in der Schweiz zwar erheblich Druckerschwärze vergossen wurde, man im übrigen sich aber in den alten Bahnen weiter bewegt, als ob nichts geschehen wäre, ja die Erneuerungsbewegung, auf die man hier als Wortführerin einer freundschaftlichen Einstellung zum Reich gewisse Hoffnungen gesetzt hat, verbietet.

Bereits kann man von ernsthaften Leuten die Ansicht vertreten hören, es sei ein hoffnungsloses Beginnen, mit den Kreisen, die heute die Macht in der Schweiz in den Händen haben, wieder zu einem normalen freundnachbarlichen Verhältnis zu kommen. Dieses Ziel könne nur noch durch eine revolutionäre oder doch evolutionäre Entwicklung im Sinne des Hochkommens einer neuen von der Vergangenheit unbelasteten Volksbewegung, die auf dem Boden des neuen Europas stehe, erreicht werden.

Man hält mir immer wieder vor, dass man in der Schweiz Vogelstrausspolitik treibe, die Augen vor der Wirklichkeit verschliesse oder nicht wage, der herrschenden Strömung entgegenzutreten und dem Volk klar zu machen, dass es im bisherigen Stil nicht weitergehen könne, sondern dass die Schweiz sich entschlossen auf den Boden der Tatsache des neuen von den Achsenmächten geführten Europa stellen müsse.

Darin liegt heute die wahre Gefahr für unser Land, dass man hier eines Tages an die Möglichkeit einer Verständigung und Zusammenarbeit mit der heutigen Schweiz nicht mehr glaubt. Dann wird es zu spät sein, dann aber auch nur dann droht uns das Schicksal, dass das Problem von aussen und mit Zwang einer Lösung zugeführt wird.

Darum scheint es mir höchste Zeit, dass einmal eine massgebende schweizerische Persönlichkeit mit Hitler zusammentrifft, um ein Gespräch über das deutsch-schweizerische Verhältnis einzuleiten. Das braucht nicht offiziell und öffentlich zu geschehen, sondern kann in Form einer Privatreise verwirklicht werden. Schon die Geste als solche dürfte entspannend wirken. Vor allem aber ist es von grösster Wichtigkeit, Einblick in die Ansichten des deutschen Staatsmannes zu erhalten und durch direkten Kontakt auch die schweizerische Stimme an der massgebenden Stelle zum Worte kommen zu lassen[4].

---

4. *Pilet-Golaz a marqué cet alinéa d'un trait et d'un point d'interrogation dans la marge.*

422

E 2200 Washington 16/5

La Division des Affaires étrangères[1]
du Département politique,
au Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann

L C 22.91.2.a. – VZ. Bern, 4. Dezember 1940

Von englischer wie auch von amerikanischer Seite wurde den schweizerischen Banken wiederholt der Vorwurf gemacht, dass sie zugunsten deutscher Interessenten grosse Operationen durchführen. Die Schweizerische Nationalbank wurde diesbezüglich direkt von der Gesandtschaft der Vereinigten Staaten in Bern begrüsst. Herr Generaldirektor Rossy von der Nationalbank schreibt uns hierüber was folgt:

«D'accord avec mes collègues, j'ai déclaré au Ministre des Etats-Unis à Berne qu'il était fort possible et même probable que nos banques servent d'intermédiaire dans ces opérations de rachat de titres allemands à New York, bien qu'il soit hors de doute que la clientèle suisse s'intéresse également à ces titres.

Je lui ai dit qu'il ne nous était pas possible de déterminer l'importance des opérations faites pour compte suisse et pour compte allemand. J'ai ajouté que tant que l'Allemagne avait le droit et la faculté de faire ces opérations directement et ouvertement aux Etats-Unis, nous ne pouvons pas comprendre que les Etats-Unis fassent des reproches aux banques suisses qui servent d'intermédiaire pour une partie de ces opérations. Le cas serait différent si l'Allemagne ne pouvait traiter directement à New York. Monsieur Harrison m'a déclaré comprendre tout à fait notre point de vue[2].»

Die Schweizerische Bankiervereinigung, mit der wir ebenfalls Fühlung nahmen, äussert sich in einem Brief vom 15. v.M. an einen unserer Mitarbeiter in nachstehender Weise:

«Ich komme nochmals zurück auf mein Schreiben vom 2. Oktober 1940 in Sachen Verdächtigung schweizerischer Banken durch amerikanische Kreise und möchte Ihnen diesbezüglich noch persönlich mitteilen, dass ich mit unserem Präsidium erneut diesen Punkt besprochen habe. Es wurde mir des bestimmtesten versichert, dass es absolut abwegig ist, dass schweizerische Banken grosse Aufträge zur Vermittlung finanzieller Transaktionen zu Gunsten Deutschlands besitzen. Es sei ausserordentlich billig und geradezu beleidigend, wenn ein höherer Beamter der Federal Reserve Bank nur in ganz allgemeinen Ausdrücken behaupte, den Affidavits schweizerischer Banken dürfe nur wenig Glauben geschenkt werden. Damit lässt sich natürlich nichts anfan-

1. *La lettre est signée* Für den Chef der Abteilung: de Stoutz.
2. *Cf. la lettre du 20 novembre 1940 du vice-président de la Direction générale de la Banque nationale, P. Rossy, à la Division des Affaires étrangères du Département politique* (E 2001 (D) 2/257).

gen. Der richtige Weg wäre, wenn eventuell vorgekommene bestimmte Fälle zur Kenntnis der schweizerischen Behörden und durch diese der Bankiervereinigung gebracht würden. Solange keine eindeutigen Beweise vorliegen, müssen wir uns gegen solche ganz allgemein gehaltene Verdächtigungen energisch zur Wehr setzen und ich bitte Sie, wenn Sie weitere ähnliche Erklärungen entgegenzunehmen hätten, Ihrerseits solche Äusserungen zurückzuweisen.»

Wir hielten es für angezeigt, Ihnen diese Information zu Ihrer genaueren Unterrichtung zu übermitteln und dürfen Sie bitten, uns fernerhin über Ihnen zugehende Mitteilungen zu berichten[3].

3. *Cette lettre ne parviendra à Washington que le 16 janvier 1941.*

423

E 1004.1 1 /404

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 décembre 1940[1]

1977. Wirtschaftsverhandlungen mit Grossbritannien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 3. Dezember 1940

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

I.

Auf Antrag des Volkswirtschaftsdepartements vom 26. August 1940 beschloss der Bundesrat am 27. August 1940[2] den Delegierten für Handelsverträge, Professor Keller, nach London zu entsenden, um mit der Britischen Regierung Besprechungen über die seit Anfangs Juni durch die britische Blockadekontrolle beinahe völlig unterbundenen Zufuhren zur See nach der Schweiz aufzunehmen. Prof. Keller reiste am 9. September 1940 über Rom-Barcelona-Madrid-Lissabon[3] nach London, wo er am Abend des 13. Septem-

1. *Etait absent: Ph. Etter.*
2. *Cf. N° 372.*
3. *Le port de Lisbonne acquiert une grande importance en 1940, comme l'explique le Département politique dans une proposition au Conseil fédéral du 16 décembre:*
Die tiefgreifende Wandlung, die der französische Zusammenbruch und die nachfolgende festsetzung deutscher Truppen an der Atlantikküste bis hinunter zur spanischen Grenze für das europäische Festland bewirkt haben, verleiht der Republik Portugal und damit den Vertretungen in Lissabon eine politische und vorab auch wirtschaftliche Bedeutung, die ihnen in normalen Zeiten seit Jahrhunderten kaum je zugekommen ist. Lissabon ist heute die einzige Pforte, durch die es der Schweiz ohne allzu grossen Zeitverlust noch möglich ist, die lebenswichtige Verbin-

ber eintraf. Die nächsten Tage waren der Fühlungnahme mit der Schweizerischen Gesandtschaft gewidmet. Am 19. September 1940 hatten Minister Thurnheer und Prof. Keller eine erste Aussprache mit dem Chef des Ministry of Economic Warfare, Minister H. Dalton, und seinem Unterstaatssekretär, Dingle Foot. Sie legten die kritische Wirtschaftslage der Schweiz dar und forderten auf Grund der vom Bundesrat erteilten Verhandlungsinstruktionen:

1. Die Freigabe der westlich Gibraltar blockierten Schiffe,
2. Die Freigabe der Zufuhr flüssiger und fester Brennstoffe zur See,
3. Die Ermöglichung neuer laufender Zufuhren von Waren verschiedenster Art durch die britische Blockadekontrolle, welche der Schweiz die Aufrechterhaltung von mindestens 6-Monats-Vorräten gestatten sollten.

Die erste Unterredung verlief sehr höflich; es zeigten sich aber sofort die sachlichen Schwierigkeiten, die einer für die Schweiz befriedigenden Lösung im Wege standen und welche die Herren der Londoner Gesandtschaft in ihrem Kontakt mit den britischen Behörden in den vorausgegangenen Monaten bereits hatten feststellen können. Sie liegen einerseits in der britischen Einschätzung der gegenwärtigen Lage der Schweiz und anderseits in der aktiven Blockadepolitik Grossbritanniens.

Auf dem Grunde jeder britischen Beurteilung der schweizerischen Wirtschaft seit dem Zusammenbruch Frankreichs und dem Eintritt Italiens in den Krieg liegen die Bedenken gegen den möglichen Verlust der schweizerischen Vorräte von blockadewichtigen Waren an die Achsenmächte. Aus diesen Bedenken stammt die entschiedene Haltung des britischen Kriegswirtschaftsministeriums, welches neue Zufuhren nach der Schweiz durch die britische Blockadekontrolle erst wieder gestatten will, wenn die heute zum Teil beträchtlichen schweizerischen Vorräte auf ein Mass abgebaut sind, das nach englischer Auffassung geringere Gefahren in sich schliesst. Von dieser grundsätzlichen Einstellung ist die britische Regierung zurzeit nicht abzubringen. Insbesonders gilt dies vom Chef des Kriegswirtschaftsministeriums, Minister Dalton, der sich in einer Reihe von Reden vor dem Parlament und der Öffentlichkeit in diesem Punkte festgelegt und als zuzugestehendes Maximum für Vorräte in neutralen Ländern die Deckung eines 2-Monats-Bedarfes bezeichnet hat.

Diese weitgehende Beschneidung der Zufuhren bedeutet ein scharfes Abgehen von der bisher von Grossbritannien gegenüber der Schweiz befolgten Zufuhrpolitik, die sich seit dem 25. April 1940 auf das Blockadeabkommen zwischen der Schweiz und Grossbritannien gründete, dessen loyale Innehaltung durch die Schweiz in London gerne anerkannt wird. Jede schweizerische Berufung auf diesen Vertrag begegnet jedoch heute dem britischen Einwurf,

---

dung mit Grossbritannien und wichtigen Teilen des britischen Reiches sicherzustellen; aber auch für den Verkehr mit den Vereinigten Staaten und den lateinamerikanischen Republiken ist diese Kapitale zu einem unserer wichtigsten Umschlags- und Etappenplätze geworden. Es liegt auf der Hand, dass sich die schweizerische Gesandtschaft in Lissabon demzufolge einer sehr beträchtlichen Mehrarbeit gegenübergestellt sieht. *[...]*

Cette situation incite le Conseil fédéral à demander au gouvernement portugais l'agrément de H. Martin comme Chargé d'Affaires de Suisse en poste à Lisbonne, tout en restant formellement Ministre de Suisse en Pologne (PVCF N° 2029 du 17 décembre 1940, E 1004.1 1/404).

dass sich die Verhältnisse seit seinem Abschlusse völlig verändert hätten und dass Grossbritannien deshalb das Recht habe, die Lage neu zu überprüfen. Dies sei umso mehr der Fall, als die Schweiz selbst weitgehende Abänderungen am Vertrag und dessen Anpassung an die neue Lage verlangt und auch zugestanden erhalten habe.

Grossbritannien hat durch die neuen Vorschriften über die Navicerts (Begleitscheine, welche jede einzelne Warensendung und ganze Schiffsladungen aus Übersee zu decken haben, damit sie die britische Blockadekontrolle passieren können) die Zufuhren zur See seit Ende Juni 1940 nicht nur gegenüber der Schweiz, sondern allgemein autonom an die Hand genommen. Die am 25. April 1940 erteilte britische Zusage im Blockadeabkommen ist so sehr verklausuliert und enthält zugunsten Grossbritanniens den Vorbehalt der «Rechte einer kriegführenden Partei», dass eine rein juristische Berufung auf den Vertragsinhalt unter diesen Umständen unwirksam blieb.

Die seit dem Abschluss des schweizerisch-britischen Blockadeabkommens von der Schweiz mit Deutschland und Italien getroffenen Clearing- und Kreditvereinbarungen haben in britischen Regierungskreisen die Überzeugung geschaffen, dass die schweizerische Wirtschaft unter den gegenwärtigen Umständen in einseitiger Weise für die Achsenmächte arbeite und dass jede neue Zufuhr über den Eigenbedarf der Schweiz hinaus diesen Mächten zum Vorteil gereiche. Es besteht nicht nur im britischen Kriegswirtschaftsministerium sondern auch in der britischen Öffentlichkeit eine starke Strömung, die uns jede neue Zufuhr vorenthalten möchte. Aus ihr erklärt sich die bisherige Verweigerung von Navicerts durch das britische Kriegswirtschaftsministerium und die Blockierung von 19 Schiffen mit Getreide, Kohle und Eisen für die Schweiz in Häfen westlich Gibraltar.

Diese blockadepolitische Einstellung wird seit dem Inkrafttreten der Gegenblockade (Durchfuhrkontrolle) der Achsenmächte noch durch den starken Rückgang des britischen Interesses an der schweizerischen Produktion gestützt. Grossbritannien und insbesondere sein Alliierter Frankreich waren während den ersten 9 Monaten des Krieges sehr lebhaft an der Erzeugung der schweizerischen Industrie interessiert. Frankreich ist seit den Juni-Ereignissen als Käufer ausgeschieden und das britische Interesse ist durch die Gegenblockade der Achsenmächte, welche sich auf alle kriegswichtigen schweizerischen Erzeugnisse erstreckt, wesentlich zurückgegangen. Vom rein blockadepolitischen Gesichtspunkt aus vertrat man daher in London zunächst den Standpunkt, dass alle neuen Rohstoffzufuhren bei ihrer Wiederausfuhr in verarbeitetem Zustande aus der Schweiz ausschliesslich den Achsenmächten zugute kommen, England leer ausgehe und solche Zufuhren deshalb nicht mehr länger verantwortet werden könnten. Es bedurfte aller Energie und der Mobilisierung einer Reihe anderer Stellen, um neben diesen blockadepolitischen Überlegungen weitere Gesichtspunkte für die britische Einstellung gegenüber der Schweiz wirksam werden zu lassen.

Aus der langen Reihe der Argumente, die von der schweizerischen Delegation gegen diese negative britische Haltung ins Feld geführt wurden, haben in erster Linie die Darlegungen über die bei ungenügender Zufuhr rasch zunehmende Gefahr grosser Arbeitslosigkeit in der Schweiz Gehör gefunden. Sie

haben die Engländer schliesslich zu einer grundsätzlichen Bejahung neuer Zufuhren geführt, allerdings unter Voraussetzungen, welche nach schweizerischer Auffassung wenig befriedigend sind. Alle Anstrengungen jedoch, die im Verein mit Minister Thurnheer unternommen wurden, um Minister Dalton zu ihrer Revision zugunsten der Schweiz zu veranlassen, sind zurzeit erfolglos geblieben. Erst wenn auf schweizerischer Seite neue Tatsachen gegeben sein werden, ist ein Verhandeln über eine Verstärkung der Zufuhren und damit über eine Erhöhung der schweizerischen Inlandsvorräte aussichtsreich. Dies setzt in erster Linie voraus, dass eine Verständigung mit Deutschland über unsere Exportmöglichkeiten erzielt werden kann. Es sollte erreicht werden, dass – wenn nicht Grossbritannien selbst – so doch Drittländer in Übersee in höherem Masse an der schweizerischen Ausfuhr teilhaben können als dies gegenwärtig der Fall ist. Der wenig glückliche Verlauf der «Mount Taurus»-Ausfahrt aus Genua und die seither eingetretene Unterbindung der Ausfuhren durch das unbesetzte Frankreich haben in London einen ungünstigen Eindruck hinterlassen. Sie stützten alle jene Tendenzen, welche die Schweiz als ein mehr oder weniger zu Deutschland gehörendes Wirtschaftsgebiet blockieren wollen.

II.

Unter diesen Umständen war das in den bundesrätlichen Instruktionen für die Londoner Verhandlungen gesteckte Ziel nur zum Teil zu erreichen.

1. *Freigabe der blockierten Schiffe:*

Am 4. Oktober 1940 sind 2 Kohlenschiffe zur Fahrt nach Savona und am 14. Oktober 1940 sind 4 weitere Kohlenschiffe, 2 Schiffe mit Einsenbahnschienen für die schweizerische Heeresverwaltung und 2 Getreideschiffe zur Fahrt nach italienischen Häfen freigegeben worden, dazu noch die Ladung eines weitern Getreideschiffes. Am 18. Oktober 1940 ist der Schweiz ein neues Schiff für die Ausfuhr schweizerischer Produkte nach Übersee bewilligt worden.

Die Freigabe der immer noch blockierten 8 Weizenschiffe machte Minister Dalton von der schweizerischen Ermöglichung einer direkten Flugverbindung zwischen England und der Schweiz abhängig.

2. *Freigabe der Zufuhr fester und flüssiger Brennstoffe:*

a) Am 14. Oktober 1940 ist die Zufuhr fester Brennstoffe (Kohlen und Koks) zur See freigegeben worden. Das britische Kriegswirtschaftsministerium hat Navicerts und Exportlizenzen, ohne Festsetzung bestimmter Mengen, zugesagt. Kohlen und Koks sind auf die britische Freiliste für die Schweiz gesetzt worden.

Grossbritannien wünscht – ohne jedoch daraus eine Bedingung seiner Zusage zu machen – an der Belieferung der Schweiz mit Kohlen teilzuhaben. Der Board of Trade scheint grundsätzlich bereit zu sein, gegen solche britische Kohlenlieferungen aus der Schweiz auch Einfuhren nicht-kriegswichtiger Produkte wie Stickereien, Seidenbänder etc. in gewissem Umfange zuzulassen. Italien hat leider seine Transitgarantie für englische Kohlen mit Bedingungen belastet (Angabe des englischen Ausfuhrhafens und der Route des Schiffes), welche von der britischen Admiralität aus leicht verständlichen militärischen Überlegungen kaum erfüllt werden können. Eine definitive Stellungnahme steht noch aus. Es liegt nicht nur im Interesse der schweizerischen Kohlenversorgung, son-

dern ebenso sehr im Interesse der schweizerischen Exportindustrie, die italienischen Bedingungen so zu gestalten, dass sie von britischer Seite erfüllt werden können.

b) Einer befriedigenden Lösung der Zufuhrfrage für flüssige Brennstoffe stehen die grössten Schwierigkeiten entgegen, weil es sich hier um ein Gut handelt, dem in den Augen der britischen Behörden höchste Blockade-Bedeutung zukommt. Das britische Kriegswirtschaftsministerium wollte die Schweiz in ihren Bezügen ausschliesslich auf den Landweg von Rumänien über Jugoslawien und Italien verweisen und lehnte jede Zufuhr zur See sowohl vom Osten wie vom Westen her ab. Da die Unterhändler sich mit dieser Lösung nicht abfinden konnten, hat Minister Dalton schliesslich eine entgegenkommendere Haltung in dieser Frage zugesichert, sofern der dringende Wunsch des Foreign Office nach Errichtung einer direkten zivilen Flugverbindung mit der Schweiz erfüllt werde. Alle Anstrengungen, diese unerwünschte Verquickung zweier innerlich getrennter Angelegenheiten zu lösen, blieben bisher erfolglos.

3. *Neue Zufuhren:*

Für die künftige Handhabung neuer Zufuhren durch die britische Blockadekontrolle setzte der Chef des Kriegswirtschaftsministeriums die allgemeine Regel, dass neue Einfuhren erst gestattet werden sollen, wenn die schweizerischen Inlandsvorräte ungefähr auf einen 2-Monats-Normal-Bedarf abgebaut sind. Zu dieser Regel sind von britischer Seite bereits einige Vorbehalte mit Bezug auf Zufuhren besonderer Waren wie Industriediamanten und Nickel angebracht worden. Über die künftige Versorgung der Schweiz mit diesen Waren ist in jedem Falle eine besondere Verständigung zu suchen. Diese würde durch die obenerwähnte erweiterte Bezugsmöglichkeit der westlichen Welt in der Schweiz bedeutend erleichtert werden.

Auf die eindringliche Kritik der britischen Regel und nach der Darlegung der in ihr liegenden Gefahren für die Schweiz erklärte Minister Dalton, dass die Regel der 2-Monats-Reserven nicht allzu starr angewendet werde und neue Zufuhren so rechtzeitig ermöglicht werden sollen, dass die in der Schweiz liegenden 2-Monats-Reserven unangetastet bleiben können. Alle Anstrengungen, die im Verein mit Minister Thurnheer unternommen wurden, um die Regel der 2-Monats-Reserven im Sinne einer Erhöhung der schweizerischen Vorräte zu verbessern, blieben bisher erfolglos. Minister Dalton ist in dieser Beziehung persönlich stark festgelegt und befürchtet eine scharfe Kritik durch das Parlement. Trotzdem sollen die schweizerischen Bemühungen um verstärkte Zufuhren fortgesetzt werden. Sie werden dann aussichtsreich sein, wenn den Unterhändlern schweizerische Entgegenkommen (Flugdienst, vermehrter Anteil Grossbritanniens an der schweizerischen Ausfuhr) in die Hand gegeben werden können. Es ist jetzt gelungen, die negative Haltung der britischen Blockadebehörden zu überwinden und es handelt sich nun darum, auf dem eingeschlagenen Wege weiterzugehen, um die Versorgungsprobleme nach Möglichkeit im schweizerischen Interesse zu lösen.

Da eine generelle Abänderung der vom Kriegswirtschaftsministerium für seine Zufuhrpolitik aufgestellten Regel zur Zeit nicht zu erreichen war, mussten sich die schweizerischen Anstrengungen auf eine möglichst flüssige

Praxis der Navicerts-Bewilligungen durch das britische Kriegswirtschaftsministerium richten. Der Delegierte hat die letzten 4 Wochen seines Aufenthalts in London dazu benutzt, um den äusserst schwerfälligen Bewilligungsapparat in Bewegung zu bringen. Dazu waren eingehende zahlenmässige Darlegungen und energische Vorstellungen an höchster Stelle notwendig. Es ist am 14. und 16. November 1940 gelungen, positive Ergebnisse in der Form neuer Navicerts-Bewilligungen für verschiedenste Warengattungen im Gesamtausmass von über 100 000 Tonnen zu erhalten und die Vorbereitungen für neue Bewilligungen im Verlaufe des Monats Dezember zu treffen, die inzwischen bereits teilweise erfolgt sind.

4. Minister Dalton hat sich vorbehalten, im Falle einer Änderung der allgemeinen Lage der Schweiz auf seine unter Ziff. 3 angeführte Zufuhrpolitik jederzeit zurückzukommen.

III.

Nach Erreichung dieses Teil-Resultats schien es dem Delegierten im Einvernehmen mit Minister Thurnheer richtig, die Verhandlungen zu unterbrechen und zur Berichterstattung nach Bern zurückzukehren. Er ist am 18. November 1940 von London weggefahren und am 30. November in Bern eingetroffen. Die Verhandlungen selbst fanden unter dem störenden Einfluss täglicher Luftangriffe statt. Sie wurden im engsten Kontakt mit der Schweizerischen Gesandtschaft in London geführt, deren Unterstützung von wesentlicher Bedeutung für das Ergebnis der Verhandlungen war.

Auf Grund der gemachten Darlegungen wird antragsgemäss

beschlossen.

von diesem Verhandlungsbericht in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen.

424

E 2200 Washington 16/5

Le Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann, au Sous-secrétaire d'Etat américain, S. Welles

Copie
L CB/ss

Washington, D.C., December 14th, 1940

Is it intruding too much on your time if I ask you to look over the enclosed exposé[1]? I should be very much obliged to you if you would do so.

1. *Le texte de cet exposé avait été adressé à la Division des Affaires étrangères du Département politique par le Conseiller de légation E. Feer, de la Légation de Suisse à Washington, qui écrit dans sa lettre du 26 novembre 1940* (E 2001 (D) 2/257): Angesichts des Umstandes, dass die massgebenden hiesigen Stellen sich dauernd mit der Frage der Sperrung der Guthaben weiterer

A Damocles' sword of an occasional blocking of Swiss accounts in this country is still dangling over our economy. If it should fall on it, it would mean a terrible blow and a decided weekening of the position of our country.

I am convinced that the desired effect of such a drastic measure can be reached otherwise.

ANNEXE I

Copie
Exposé

SWITZERLAND'S UNIQUE FINANCIAL SITUATION AND ITS SIGNIFICANCE FOR THE UNITED STATES

Of the 45 countries which at the beginning of the first world war adhered to the gold standard, and of the remaining six which concluded the Tripartite Agreement a few years ago, only two maintained the gold standard – the United States and Switzerland.

The exceptional standing of these two countries in international trade and finance was empha-

---

europäischer Länder befassen, hielt ich es für nützlich, den schweizerischen Standpunkt in umfassender, aber knapper Form den zuständigen Departementen zur Kenntnis zu bringen. Das Exposé wurde unter Mitwirkung von Herrn Somary abgefasst und den zuständigen leitenden Beamten mit entsprechendem Kommentar übergeben. Ich erreichte dabei die Zusage, dass die Herren Cordell Hull und Morgenthau von diesen Ausführungen Kenntnis erhalten.

Erst gestern verbreitete die United Press wieder in sehr positiver Form durch ihre Washingtoner Zentrale die Meldung, dass die Regierung der Vereinigten Staaten ernstlich die Blockierung der deutschen und italienischen Guthaben in Erwägung ziehe, wobei aus Gründen der Gleichbehandlung und der Neutralität die britischen Funds ebenfalls eingefroren werden sollen. Meine Besprechungen im State Department und im Treasury Department ergaben, dass von einer unmittelbar bevorstehenden Massnahme in dieser Richtung nicht die Rede sein könne. Der Vorschlag, auch die englischen Guthaben einzufrieren, ist interessanterweise von englischer Seite selbst gekommen, um den Amerikanern ein Vorgehen gegen Englands Feinde zu erleichtern. Da die hier liegenden britischen Guthaben ausnahmslos von der Bank of England zur Finanzierung englischer Kriegsmaterialbestellungen reserviert sind, entsprechend also von den Vereinigten Staaten zu diesem Zweck freigegeben werden müssen, ist es natürlich für England ein Leichtes, derartige Vorschläge zu machen. Ich habe denn auch nicht verfehlt, mit dem nötigen Nachdruck darauf hinzuweisen, dass die Situation der Schweiz dem Blockierungsproblem gegenüber eine diametral entgegengesetzte sei, da wir nur einen ganz geringen Prozentsatz unserer hiesigen Guthaben zur Bezahlung von Materialbezügen aus den Vereinigten Staaten benötigen, während der Rest sozusagen als internationaler Betriebsfonds unserer Volkswirtschaft zu betrachten sei. Um möglichst alles vorzukehren, was in unserer Macht ist, um die Blockierung unserer Guthaben abzuwenden, wurde – wie schon im Exposé angedeutet – die Bereitwilligkeit der Schweiz bekanntgegeben, mit den Vereinigten Staaten zusammenzuarbeiten, um einen Weg zu finden, der die Ausnahmebehandlung der Schweiz praktisch möglich machen und entsprechend sicherstellen würde. In diesem Zusammenhang kam der Gedanke auf, allenfalls ein internes Komitee, zusammengesetzt aus einem Vertreter der Gesandtschaft, des Treasury Department und des State Department, eventuell auch der Federal Reserve Bank, ins Leben zu rufen, das sich in dauernder Kontaktnahme dieser Aufgabe widmen würde.

Sur l'attitude des milieux bancaires suisses face aux menaces américaines de blocage des avoirs suisses, cf. aussi E 2001 (D) 2/255.

sized by the British Government in granting in its war regulations to these two countries, and these two countries only, special exchange conditions.

The maintenance of the gold standard by the United States is a matter of course: based on the shifting of the political importance and on the development of the incomparable economic resources of this country. The other country, however, singled out in the British regulations together with the U.S.A. is by nature one of the poorest countries in Europe, with no raw materials of her own, no access to the sea, without political power, with fewer inhabitants than Colombia and in size smaller than any of the Central American countries.

Switzerland owes her position in international finance to the natural thrift of her people and her methodical investment in foreign countries extending over a period of more than three generations. There is no other country where the standard of living is so dependent on the fluctuations of the American market as in Switzerland, and the investment in American securities infiltrates into the remotest valleys of Switzerland. Since New York took over the position of London as financial world center, a good part of the currency reserves of Switzerland were centered in the U.S.A. A rough estimate shows an average investment in the United States of almost $1000 per Swiss family, a figure without comparison to any other country in the world. On the other hand research has proved that the assertion to the effect that a considerable part of the Swiss holdings in the U.S.A. represent foreign – i.e. non-Swiss – investments is actually unfounded.

These large foreign holdings, spread over all classes of the Swiss population, enable the country to balance her foreign trade liabilities, even in times lacking assets derived from tourist traffic, insurance and bank transactions. This permits the upkeep of a comparatively high standard of living among the lower middle class and labor, thus counteracting the radicalisation so strongly and effectively enforced in other countries. While most of the other states of the world will, upon termination of the war, be confronted with the alternative of either basing their economic life on an international barter trade or requesting long term credits from the United States, Switzerland will not only be in a position to support herself financially, but will most probably be able to participate in rendering financial support to those countries in need of capital for reconstruction. All this will be possible for her in spite of the set back suffered through the loss of one billion dollars in Germany alone during the past decade and in spite of the war expenditures, the comparatively large amount of which will hardly be surpassed by any other country. Switzerland has called to the colors not less than 15% of her population. The extraordinary war expenditures during the first year of war reached a total of no less than $700.— per family.

There is no other country in the world where there is such contrast of natural poverty on one side and so comparatively high a standard of living on the other. This is the result of incessant hard work, peaceful international trade relations and full confidence extending over the past century. Once destroyed, this foundation could hardly be rebuilt.

The financial power of Switzerland is of particular importance to the United States. Switzerland can be considered her partner in the maintenance of the gold standard and its manifold consequences. The opinion so often expressed, that the maintenance of the gold standard is pratically impossible for any other state than the U.S.A. is contradicted by the fact that a country without natural resources and without colonies is still in a position to fulfill the requisites of adhering to the gold standard, thereby setting an example for the possibility of future rehabilitation. It may prove important for the United States to have a partner after the war to help solve these difficult problems of reconstruction, a partner not only experienced, but capable of financial participation, even though to a limited extent only – as a matter of fact, the only potential partner, since financial power in Western Europe suffered a collapse.

There have circulated many rumors about hemispheric politics and an economic or even a financial blockade of the entire European continent. From a purely administrative point of view, it may appear as a tempting simplification to make no exceptions while proceeding in this direction. But, since Switzerland is defending her exceptional position as a free economy country against all contrary influences, she has a right to demand this position to be respected. A blocking of the Swiss assets in the United States, even in form of only temporarily restrictive measures, would not only inflict irreparable damage to the economic standing of Switzerland, but would also

destroy the gold standard and with it the independence of the Swiss currency and the so hard defended international solvency. It is the firm hope of people and government of Switzerland that such catastrophic and undeserved developments can be prevented and both shall do their utmost to cooperate in this direction, with the United States Government. Switzerland will remain in the future what she was in the past, but this is only possible if her financial status remains untouched.

ANNEXE II

Le Sous-secrétaire d'Etat américain, S. Welles,
au Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann

L Washington, December 17th, 1940

I have your letter of December 14, 1940 and have read carefully the expose you have given of Switzerland's unique financial situation and the bearing upon it of any action by this Government which would block Swiss accounts in this country.

No action of this type is in immediate prospect. If it should come to the fore, I think you may be assured that every attention will be given to the considerations put forward in your memorandum, and every possible attempt made to guard against any undue or injurious embarrassment of the Swiss financial and economic position.

425

E 2200 London 44/7

Le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer,
au Ministère britannique des Affaires étrangères[1]

Copie
N X.A.7.1940 London, December 18th, 1940

The Swiss Minister presents his compliments to His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs and regrets to have to inform him that a new and very grave violation of Swiss neutrality by the Royal Air Force took place during the night of December 16th/17th.

Several British bombers repeatedly crossed the Swiss frontier in the neighbourhoods of Basle, Laufen and Les Rangiers between 11.0 p.m. and 12.45 a.m. At 11.10 p.m. these planes dropped bombs on the station of the Swiss Federal Railways at Basle and on the neighbouring districts. Fifteen or sixteen 250 lb high explosive bombs and more than fifty-three incendiary

1. *Annotation de Thurnheer en haut à gauche:* Am 19. Dez. 40 persönlich Lord Halifax übergeben.

bombs were dropped, causing a number of deaths and injuring many people. Considerable material damage was also sustained.

This very serious bombardment of the Swiss town of Basle is the more incomprehensible in that there was a full moon and that the ground was covered with snow, thus affording perfect visibility.

The Swiss Federal Council protest against this renewed bombardment of a Swiss town and ask for full reparation of the damage done[2].

In view of the continuous breaches of Swiss neutrality they must insist that active measures now be taken to avoid any repetition of these deplorable incidents.

ANNEXE

Le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer, au Ministère britannique des Affaires étrangères[3]

Copie
N X.A.7.1940 CJ/nb London, December 19th, 1940

You will remember that during our interview to-day I mentioned the fact that the Swiss Radio Station at Beromünster had announced a new violation of Swiss neutrality by the Royal Air Force, which occurred last night.

On my arrival back at the Legation from the Foreign Office, I found a cable from the Swiss Government informing me that during the night of December 18th/19th, between the hours of mid-night and 1.17 a.m. about ten British aircraft, flying in three groups, crossed the Jura mountains between La Chaux-de-Fonds and Les Verrières and then the Alps between Collon and the Simplon. Italian anti-aircraft batteries came into action at Varèse and Milan.

Five groups of aircraft returned across Switzerland between 1.50 a.m. and 3.55 a.m. crossing the Alps between the Simplon and the Great St. Bernard, and the Jura mountains between Basle and Neuchâtel. The night was perfectly clear, with fog up to 800 metres, only, offering good conditions for navigation.

The Swiss Government have asked me to protest anew against this breach of Swiss neutrality. They are especially astounded by this fresh incident committed two days after the bombardment of Basle. They wish me to inform the British Government that under these conditions indignation amongst the population is growing[4].

---

2. *Le Conseil fédéral avait décidé de protester lors de sa séance du 17 décembre 1940; cf.* E 1004.1 1/404, *N°* 2026.

3. *Annotation de Thurnheer en haut à gauche:* Am 19. Dez. 40 persönlich Lord Halifax übergeben.

4. *Le 24 décembre, Thurnheer remettra une nouvelle note de protestation après le bombardement de Zurich dans la nuit du 23 décembre 1940.*

426

E 2001 (D) 3/316

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Général H. Guisan

Copie
L

Berne, 18 décembre 1940

Je suis en mesure aujourd'hui de compléter les informations que je vous ai données, le 16 décembre[1], au sujet du rapatriement des internés.

Ainsi que je vous l'écrivais il y a deux jours, les négociations ont été entamées le 22 novembre avec l'Ambassade de France et le 11 décembre avec la Légation d'Allemagne. Les pourparlers, tant avec la France qu'avec l'Allemagne, ont porté notamment sur les points ci-après:

garantie de non-utilisation à des buts de guerre des hommes qui seraient restitués;

question de l'unité militaire du 45e Corps d'armée;

le problème du matériel;

celui des Alsaciens-Lorrains;

celui des frais.

Le Conseil fédéral a estimé que des assurances devaient être demandées à la France si l'internement, ainsi que nous le souhaitons tous, prend fin avant la conclusion de la paix. Cette condition se justifie d'autant plus que la France, dans l'accord qui a été conclu le 16 novembre entre les Ambassadeurs Albrecht et Scapini, a donné une garantie de ce genre au Reich. En effet, l'article 2 du protocole Albrecht-Scapini dispose que les soldats français seront démobilisés dès qu'ils auront franchi la frontière de leur pays. La convention d'armistice pouvant toutefois être dénoncée d'une heure à l'autre, et la Suisse devant observer une véritable attitude de neutralité, j'ai demandé à l'Ambassadeur de France de me donner des assurances allant un peu au-delà de celles qui avaient été faites au Reich et de prendre vis-à-vis de la Suisse l'engagement que les soldats, leur démobilisation une fois effectuée, ne seraient pas remobilisés.

Le texte qui a été accepté par le Gouvernement de Vichy a la teneur suivante:

---

1. *Dans cette lettre (non reproduite), Pilet-Golaz écrit notamment:*
Là aussi, les choses ont avancé, mais il ne faut pas se dissimuler que la négociation est, dans son ensemble, extrêmement délicate. Quel que soit le désir du Conseil fédéral de liquider l'internement le plus rapidement possible, il est malaisé d'y mettre un terme alors que la guerre continue. Il est d'usage que l'internement prenne fin à la paix. Vouloir l'interrompre dans les circonstances actuelles et alors que les hostilités se poursuivent rend la négociation particulièrement difficile, d'autant plus que nous ne pouvons partir d'une base précise, comme la convention conclue en 1870/71 avec le Général Clinchant.
Soyez assuré que je m'emploie activement à la faire aboutir, car je me rends parfaitement compte des inconvénients qu'il y a, du point de vue militaire, à assurer la surveillance d'un corps d'armée. Mais nous devons aussi veiller à ce que notre attitude de neutralité ne puisse être sérieusement mise en doute, tout formalisme écarté.
(Sur la convention signée le 1er février 1871, cf. DDS, vol. 2, No 321.)

«Les internés qui seront restitués à la France seront, en attendant la conclusion de la paix, placés en position de démobilisation.»

C'est par une lettre en date du 15 décembre que l'Ambassadeur de France m'a informé du consentement de son Gouvernement[2].

Je me propose de porter à la connaissance du Ministre d'Allemagne les termes de l'engagement pris par la France, et j'ai lieu de penser que ce texte aura son approbation.

Dans la question de l'unité militaire du 45e Corps d'armée, je me suis heurté à des difficultés assez considérables, car, d'une part, l'Ambassadeur de France m'a donné à entendre que l'on se préoccupait peu, à Vichy, de ces anciens alliés et, d'autre part, l'Allemagne fait une vive opposition au départ de ces hommes, car on paraît redouter, à Berlin et à Wiesbaden, que, sitôt la frontière suisse franchie, les soldats polonais ne cherchent à passer en Angleterre et à y poursuivre la lutte.

Bien que le Département Politique ait pris soin d'emblée de soutenir la thèse de l'unité militaire du Corps Daille, je me suis rendu compte qu'une application absolue de ce principe risquait de faire échouer la négociation. Aussi ai-je fini par considérer avec l'Ambassadeur de France une solution consistant à séparer dans le temps le problème des Français proprement dits de celui des soldats d'autre nationalité faisant partie du 45e Corps.

Le texte qui a été adopté sur ce point par le Gouvernement français a la teneur que voici:

«Lorsque les accords à prendre entre la France et l'Allemagne envisageront la restitution du solde du 45e Corps d'Armée – quitte à distinguer, dans le temps, entre les régions de la France occupée, la zone libre et celle qui est interdite – le Gouvernement français devra, à la demande du Gouvernement suisse, recevoir ceux d'entre les internés qui ne sont pas de nationalité française, mais qui avaient leurs occupations en France avant le mois de septembre 1939, le problème des frais demeurant, d'ailleurs, réservé.»

De même que je compte informer le Ministre d'Allemagne des termes de la garantie donnée par la France, j'ai l'intention de le mettre au courant de l'accord intervenu au sujet des éléments non français du Corps Daille. Je ne suis, toutefois, pas en mesure de vous dire dès à présent si la solution qui est intervenue rencontrera l'approbation de la Légation d'Allemagne, qui doit naturellement en référer à Wiesbaden, l'arrangement sommaire pris entre la France et l'Allemagne paraissant former aux yeux des parties un tout.

La question de la restitution du matériel est, elle aussi, épineuse. Il semble que le protocole Albrecht-Scapini soit à interpréter dans ce sens que la totalité du matériel qui est entré en Suisse avec le 45e Corps doive être livrée directement par la Suisse à l'Allemagne. Sur ce point, les difficultés sont nombreuses. Je dois examiner tout d'abord très attentivement la question de savoir si un acte de ce genre est compatible avec le principe fondamental qui régit la politique extérieure de la Suisse. Je me suis entouré, dans cette intention, des avis juridiques du Colonel Paul Logoz et du Lieutenant-Colonel Dietrich Schindler[3].

---

2. *Non reproduite.*
3. *Non reproduites.*

Les consultations qu'ils m'ont données laissent entendre que la remise du matériel à l'Allemagne peut être considérée comme un moindre mal et que la Suisse pourrait, à la rigueur, l'admettre. De même que la campagne de Pologne a pris fin, la guerre en France s'est terminée et une convention d'armistice a pu être conclue le 25 juin 1940. Par ailleurs, la valeur militaire du matériel ne semble pas considérable. Enfin, une opposition absolue à la livraison de cet armement ferait sans doute échouer la négociation, ce qui aurait pour effet, au point de vue politique, d'indisposer et l'Allemagne et la France, au point de vue financier, de faire supporter à la Suisse les frais de l'internement prolongé et, au point de vue humain, de priver la France d'hommes et de chevaux dont elle a grand besoin.

La totalité du matériel devant être remise au Reich, c'est avec le Ministre d'Allemagne qu'il faudra sans doute reprendre les négociations concernant les achats souhaités par le Service de Santé et par l'Etat-Major général. Je me suis rendu compte d'emblée que les désirs de l'Armée se heurteraient à une certaine opposition. Je compte cependant les faire valoir et vous serais obligé de me renseigner de façon précise sur les besoins en ce qui concerne les voitures sanitaires et certaines autres catégories de véhicules.

Les chevaux devant être rendus à la France, les pourparlers peuvent être continués sur ce point avec le Colonel Chauvin, sous réserve, bien entendu, du consentement de toutes les parties.

Dans la question des Alsaciens et des Lorrains, l'entente n'est pas encore faite entre les Allemands et les Français eux-mêmes[4]. Du côté allemand, on me laisse entendre que les décisions ont déjà été entérinées par la Commission d'armistice, mais cette thèse n'est pas formellement reconnue par l'Ambassade de France. Je suis donc obligé d'attendre que l'accord franco-allemand soit acquis. Il n'est pas exclu du tout que, du côté allemand, on ne s'oppose au retour des Français aussi longtemps qu'un doute subsiste sur le sort des Alsaciens et des Lorrains.

Dans la question des frais, j'ai obtenu du Gouvernement français qu'il reconnaisse le principe de sa dette. L'Ambassadeur conteste toutefois que les obligations de son Gouvernement s'étendent au-delà des éléments strictement français du 45e Corps. Je m'oppose, cela va sans dire, à cette manière de voir, mais n'ai pas encore obtenu de déclaration formelle[5].

Ainsi que vous le voyez, Monsieur le Général, si l'on est en droit d'affirmer que les pourparlers ont réalisé des progrès, il faut cependant reconnaître que des difficultés subsistent.

La négociation n'en continue pas moins et, comme je vous l'ai toujours dit et écrit, je suis résolu à faire tout mon possible pour lui permettre d'aboutir à bref délai[6].

---

4. *Sur le problème des Alsaciens-Lorrains, cf.* E 2001 (D) 3/317.

5. *Sur les problèmes matériels et économiques posés par l'internement, cf.* E 2001 (D) 3/318 *et* E 5795/528.

6. *Le 17 janvier 1941, le Maréchal Pétain fera remettre par l'Ambassade de France à Berne au Président de la Confédération* un message de gratitude du Chef de l'Etat français: «Grâce à la généreuse décision prise par le Conseil fédéral de s'associer à l'exécution de l'accord inter-

venu le 16 novembre 1940 entre le Gouvernement français et le Gouvernement allemand, les premiers convois transportant nos soldats internés se préparent à quitter la Suisse pour la France, et près de 30000 Français vont être rendus à leur pays. (...) Dans les heures présentes et par ces témoignages de sympathie agissante, la Suisse a su, une fois de plus, toucher le cœur de la France.»

Cf. la lettre (non reproduite) du major Barbey, Chef de l'Etat-Major particulier du Général, du 17 janvier 1941.

De son côté, le Ministre de Grande-Bretagne à Berne, D. Kelly, adresse à ce sujet deux aide-mémoires (du 26 et du 30 décembre 1940, non reproduits) au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, afin d'obtenir des précisions sur l'attitude de la Suisse.

427

E 1004.1 1/404

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 20 décembre 1940

2066. Vorschussaktion mit Italien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 16. Dezember 1940

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«I.

Ende August dieses Jahres wurde Italien mit Ihrer Ermächtigung ein Clearing-Vorschuss-Kredit von 75 Millionen Franken gewährt [1]. Dieser Kredit sollte es unserm südlichen Nachbarlande ermöglichen, aus der Schweiz Waren zu beziehen, die wir als Lieferungen ausser Kontingent nicht ohne weiteres zur Verrechnung über das normale Clearing zugelassen hätten. Dieses normale Clearing wäre übrigens durch diese ausserordentlichen Warenbezüge so stark belastet worden, dass sich daraus eine für unsere normale Ausfuhr nach Italien von Maschinen, Uhren, Textilwaren, Farbstoffen und andern chemischen Produkten usw. untragbare Verlängerung der Auszahlungs-Wartefrist ergeben hätte. Ausserdem hätten sich wahrscheinlich verschiedene Lieferanten nicht dazu verstehen können, diejenigen Waren, die Italien, vor allem zusätzlich, auf Rechnung des Kredites beziehen wollte, mit langen Clearing-Wartefristen zu verkaufen.

Zudem wäre es politisch unmöglich gewesen, Italien einen Vorschuss-Kredit zu verweigern, während ein solcher seinem Achsenpartner gewährt worden ist. Zugunsten der Gewährung des Kredites sprach ferner auch die Tatsache, dass uns die italienische Regierung bis jetzt besonders auch hinsichtlich der Durchfuhr stets weitgehend entgegengekommen ist und dass auch sonst die politi-

1. *Cf. N° 354, 370 et 377.*

schen und wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Ländern wenig zu wünschen übrig liessen. Schliesslich ist auch das Arbeitsbeschaffungsproblem nicht gering anzuschlagen. Wenn auch Italien auf Rechnung des Vorschusskredits vor allem Waren zu beziehen wünschte, die für seine militärischen Bedürfnisse wichtig sind, so wäre im Falle der Nichtgewährung des Kredites – abgesehen von andern Folgen – zu befürchten gewesen, dass Italien dazu übergegangen wäre, die Verschlechterung der Clearinglage durch scharfe Einschränkungen der Einfuhr nicht lebens- und kriegswichtiger Waren hintanzuhalten.

II.

Heute ist der Vorschuss-Kredit von 75 Millionen Franken der Erschöpfung nahe. Italien hat denn auch prompt das Gesuch seiner Erhöhung um weitere 75 Millionen Franken gestellt. Es besteht Grund zur Annahme, dass Italien auch schon von dem neuen deutschen Begehren Kenntnis hatte. Im Gegensatz zu Deutschland hat bis jetzt Italien keine konkreten Angaben darüber gemacht, wie der zusätzliche Kredit verwendet werden sollte. Wir müssen annehmen, dass man vor allem Kriegsmaterial erwerben möchte.

Die Lage, die Sie zur Gewährung des ersten Kredites von 75 Millionen Franken bewogen hat, ist auch jetzt noch dieselbe. Wir können aus politischen und wirtschaftlichen Gründen nicht wohl Italien einen weitern Vorschuss-Kredit verweigern, während wir einen solchen Deutschland gewähren.

Dagegen sind wir der Auffassung, dass im Zusammenhang mit der Kreditgewährung eine Reihe von Fragen abgeklärt und geregelt werden sollten, die die Beziehung zwischen den beiden Ländern und vor allem auch unsere Versorgung betreffen.

In erster Linie gedenken wir, falls Sie der Gewährung eines weitern Vorschusskredits an Italien grundsätzlich zustimmen, durch unsere Gesandtschaft in Rom nähere Angaben darüber zu verlangen, für welche Käufe die italienische Regierung den neuen Kredit zu benötigen glaubt. Die Abklärung dieser Frage wird vor allem auch zeigen, ob auf schweizerischer Seite die entsprechenden Lieferungsmöglichkeiten bestehen und, wenn ja, mit welchen Fristen und ob wirklich schon wieder ein Betrag von 75 Millionen Franken zur Verfügung gestellt werden müsste.

Gleichzeitig würden wir – ebenfalls durch unsere Gesandtschaft in Rom – wissen lassen, dass wir im Zusammenhang mit der Gewährung eines neuen Kredites eine Reihe von Fragen geklärt und geregelt haben möchten. Auf Einzelheiten in dieser Hinsicht würden wir solange nicht eingehen, als die Höhe des neuen Kredites nicht festgelegt wäre. Immerhin würden wir schon jetzt unter anderem folgende Wünsche und Begehren vorbringen:

1. Ausfuhr aus der Schweiz:

a) Weitgehende Berücksichtigung anderer schweizerischer Industrien als derjenigen der Kriegsmaterialien bei der Erteilung von Aufträgen auf Rechnung des neuen Kredites.

b) Gewährung einiger bescheidener Zusatzkontingente für die Einfuhr in Italien (z.B. für Stickereien) und Sicherung einer annehmbaren Verteilung der auf 1. Januar 1941 neu in die italienische Verwaltung übergehenden italienischen Einfuhrkontingente.

2. Versorgung der Schweiz:

a) Sicherung der Belieferung der Schweiz mit einer Anzahl italienischer Erzeugnisse, wie Pyrit, Tonerde zur Aluminiumherstellung, Hanf, Saathanf, Reisstärkemehl usw.

b) Materiallieferung aus Italien für die Herstellung des von ihm bestellten Kriegsmaterials.

3. Durchfuhr durch Italien:

a) Durchfuhr schweizerischer Waren, auch nach italienfeindlichen Gebieten.

b) Durchfuhr ausländischer, auch britischer Waren (wie z.B. Kohlen) in der Richtung nach der Schweiz, unter Sicherung gegen jegliche Beschlagnahme.

c) Lockerung der deutsch-italienischen Gegenblockade gegen Grossbritannien zugunsten der schweizerischen Ausfuhr. (In dieser Frage wird allerdings das Schwergewicht stets bei Deutschland liegen.)

Neben diesen Hauptpunkten werden auch noch einige weitere Fragen wirtschaftlicher Natur bei Besprechungen über eine neue Kreditgewährung zur Sprache gebracht werden müssen.»

Das *Politische Departement*, dem ein Durchschlag dieses Berichtes zugestellt wurde, ergänzt denselben wie folgt:

«Als das italienische Begehren bekannt wurde, wies der schweizerische Gesandte in Rom, Herr Minister Rüegger, sofort darauf hin, dass man schweizerischerseits wenn immer möglich nicht in diese Verhandlungen eintreten sollte, ohne die Aufmerksamkeit der italienischen Regierung darauf hinzulenken, dass es dem Bundesrat viel leichter wäre, dem italienischen Begehren zu entsprechen, wenn in gewissen allgemeinen Fragen der schweizerisch-italienischen Besprechungen dem Standpunkt der Schweiz vermehrte Berücksichtigung zuteil würde. Das Politische Departement teilt diese Auffassung.

Eine Besserung sollte vor allem auf dem Gebiete der Pressebeziehungen eintreten. Ohne dass in den Verhandlungen dem Presseproblem eine Bedeutung beigemessen wird, die allzu sehr in Erscheinung treten zu lassen einmal opportun wäre, sollte erreicht werden, dass Polemiken gewisser Zeitungen, wie sie sich noch vor kurzem ereignet haben, auf Anordnung der Regierung unterbleiben.

Eine weitere Frage, die zur Sprache gebracht werden sollte, ist diejenige der Verweigerung der Einreisevisa an Schweizerbürger, die zu geschäftlichen Zwecken nach Italien reisen möchten oder zum Besuche der Familie oder auch zur Verwaltung von Liegenschaften, die sie in Italien seit langem besitzen. Mehrere dieser Visaverweigerungen bedeuten für die Betroffenen eine grosse Härte. Über die Gründe der Verweigerung wird kein Aufschluss gegeben.

Für die in Italien selbst niedergelassenen Schweizer macht sich das Bedürfnis eines erhöhten Rechtsschutzes geltend, namentlich gegen Verhaftungen ohne Grundangabe und Ausweisungen.

Die italienische Regierung hat durch ein Gesetz vom 26. Oktober 1940 die Entschädigung für Kriegsschäden, die sich im Hoheitsgebiete des Königreichs ereignen, neu geordnet. Ausländer bleiben ausgeschlossen, insoweit nicht auf Grund eines Staatsvertrags Anspruch auf Wiedergutmachung besteht. Nach

den Erfahrungen im Weltkrieg 1914-1918 bedarf es keiner besondern Rechtfertigung, wie sehr erwünscht wäre, dass den Schweizern in Italien die Vorteile des Gesetzes vom 26. Oktober gesichert werden könnten. Das Politische Departement hat denn auch bereits gegenüber dem Volkswirtschaftsdepartement die Frage aufgeworfen, ob nicht in den Wirtschaftsverhandlungen verlangt werden könnte, dass sich Italien grundsätzlich bereit erkläre, über diesen Gegenstand mit der Schweiz einen Staatsvertrag abzuschliessen. Voraussetzung wäre allerdings die Zusicherung des Gegenrechts. Diese Frage wird gegenwärtig vom eidg. Justiz- und Polizeidepartement geprüft, so dass schon aus dem Grunde dem Bundesrate derzeit noch kein Antrag unterbreitet werden kann. Man muss sich aber auch ernstlich fragen, ob neben dem Problem der Pressebeziehungen, der Einreisevisa und der Ausweisungen noch andere ausserwirtschaftliche Fragen mit den Verhandlungen über die Erhöhung des Clearingvorschusses verknüpft werden dürfen. Nach reiflicher Überlegung glaubt das Politische Departement, das Kriegsschädenproblem für einmal zurückstellen zu sollen.»

Im Sinne dieses Mitberichtes schliesst sich das Politische Departement dem nachstehenden Antrage des Volkswirtschaftsdepartements an, der zum *Beschluss* erhoben wird:

Das Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, über das italienische Begehren um Gewährung eines weitern Vorschusskredits für zusätzliche Warenbezüge aus der Schweiz mit der italienischen Regierung im Sinne der vorstehenden Ausführungen zu verhandeln.

428

E 2200 London 44/7

Notice du Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer

No London, 24. Dezember 1940

Ich sprach heute beim Unterstaatssekretär Butler vor betreffend die Grenzverletzung. Ich drücke mein Bedauern aus, dass ich am Weihnachtsvorabend mich veranlasst sehe, zu ihm zu kommen mit der Meldung, dass britische Flieger erneut zu zwei Malen schweizerisches Souveränitätsrecht verletzt, zum ersten Male in der Nacht vom 21. auf den 22. Dezember, offenbar anlässlich eines Fluges nach Italien, vielleicht Venedig, und das zweite Mal am 22./23. Dezember im Zusammenhang mit einem Flug nach Zürich und Bombenabwürfen über diese wichtigste Stadt der Schweiz.

Das erstaunliche auch bei diesem Fall, wie übrigens demjenigen Basels sei die schlechte Orientierung der Flieger. Auch Zürich sei eine markante Stadt auf der Landkarte, am Ende des langen schmalen Zürichsees und es sei mir unerklärlich, wie man Zürich mit einer Süddeutschen Stadt verwechseln könne, es sei

denn, dass der Flieger vielleicht Konstanz mit Zürich verwechsle. In diesem Falle müsste er aber den relativ schmalen Zürichsee mit dem breiten Becken des viel grösseren Bodensees verwechselt haben.

Diese konstanten und in letzter Zeit so schweren Verletzungen machen einen sehr ungünstigen Eindruck, vor allen Dingen einmal bei uns, dann aber glaube ich, dass sie überhaupt dem Ansehen der britischen Flieger im Ausland schaden. Die Schweiz sei überall beliebt und bekannt und man könne nicht verstehen, weshalb britische Flieger so schlecht orientiert seien, dass sie über der Schweiz Bomben abwerfen.

Mr. Butler erklärt seinerseits sein Bedauern über die konstanten unangenehmen Aufträge, die mir hier infolge der britischen Flieger überbunden seien. Als ich meinen Besuch heute meldete hätte er vermutet, dass ich wegen der Grenzverletzung komme und deshalb vorgängig eine Besprechung mit dem neuen Chef des Auswärtigen, Mr. Eden, der gestern sein Amt angetreten hat, gehabt. Er könne mir mitteilen, dass dieser sofort eine eingehende Untersuchung angeordnet habe. Bevor diese beendigt, könne er sich nicht weiter äussern; dagegen spreche er über die Umstände an sich sein Bedauern aus.

Mr. Butler bemerkt dann, dass es erstaunlich sei, dass so rasch und in kurzer Frist derartig schwere Verletzungen vorkommen, und fügt die Frage bei, ob ich ganz sicher sei, dass es sich um britische Flieger handle. Ich antworte, dass meiner Ansicht nach hierüber kaum ein Zweifel herrschen könne; die Bomben seien britische Bomben und die Radiomeldungen der Flieger bilden ebenfalls eine Bestätigung, dass es britische Flieger gewesen *[seien]*; überdies seien unsere Untersuchungsbehörden sehr vorsichtig und gründlich. Butler bemerkte hierzu, dass er nicht den geringsten Zweifel in diesen Meldungen hege. Er erwähnt nur, dass die Deutschen eben leider im Besitze von britischen Bomben seien. Ich füge dann bei, dass dieser britische Zweifel bei uns keine günstige Aufnahme finden würde, und Mr. Butler möchte denn auch lieber, dass ich hierüber keinen Bericht mache, was ich zusage.

Ich tue dies, einmal um die berechtigte Verstimmung bei uns nicht unnötig zu vergrössern; wenn die Engländer später den Nachweis erbringen sollten, dass es sich ihrer Ansicht nach um britische Flieger handelt, ist der Zeitpunkt für eine solche Meldung immer noch früh genug, namentlich angesichts der Tatsache, dass die britischen Flieger notorisch die schweizerischen Territorialrechte missachten.

429

E 27/14353

Le Général H. Guisan au Président de la Confédération, M. Pilet-Golaz

Copie
L No 16216
Personnelle. Secret

Quartier Général de l'Armée, 31 décembre 1940

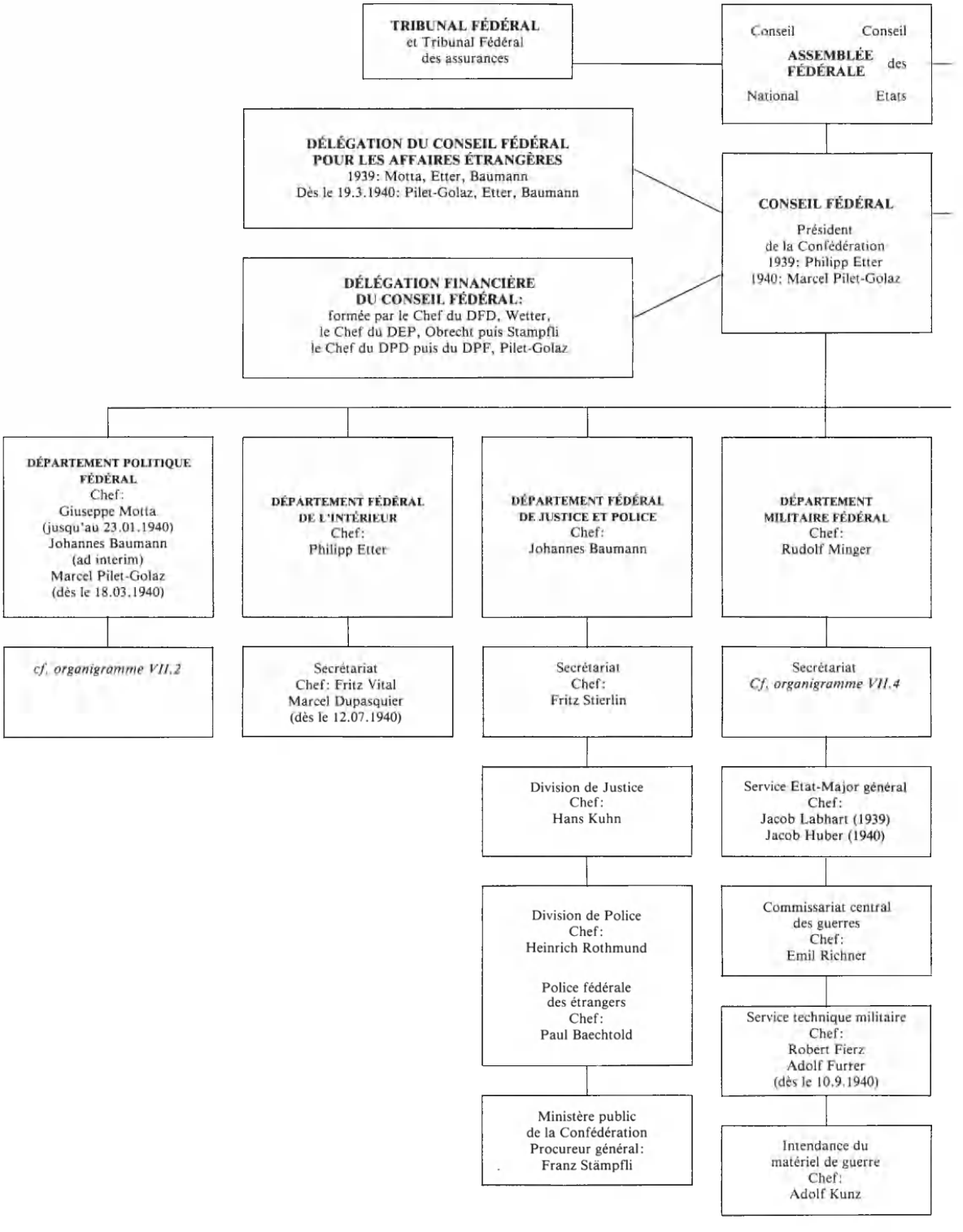
Me référant à notre entretien de ce matin[1], je vous confirme que je n'ai passé aucune convention militaire quelconque avec n'importe quelle Puissance étrangère. Je n'ai fait aucune communication à ce sujet.

---

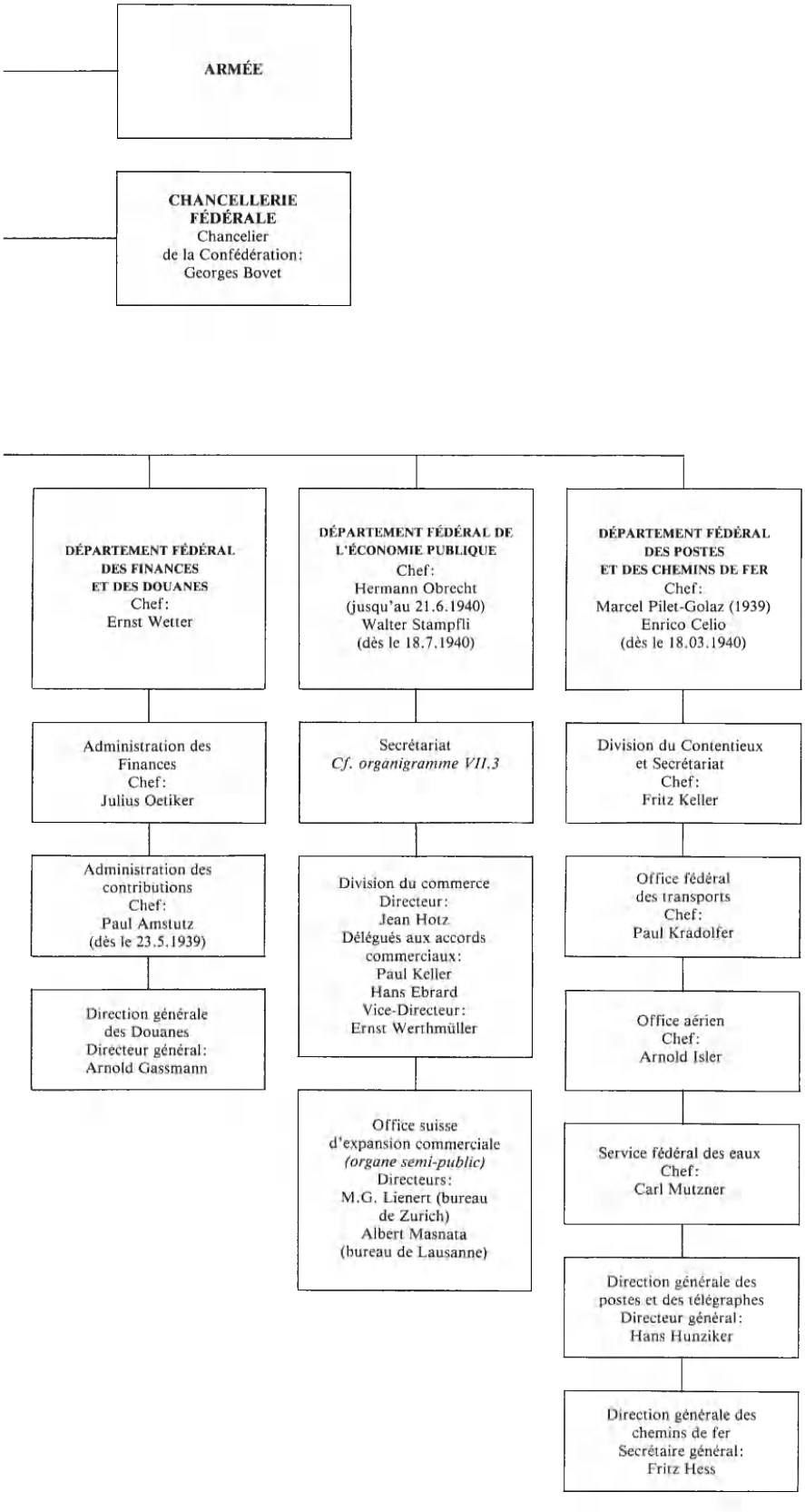
1. *La persistance de rumeurs sur le fait que les Allemands seraient en possession de documents attestant une convention militaire passée entre le Général Guisan et l'Etat-major français a incité le Président de la Confédération à s'entretenir de cette question avec le Général. Cf. Nos 355 et 369. Cf. aussi* E 27/14353.
Pilet-Golaz avait été notamment informé par le colonel Däniker lors d'un entretien le 23 décembre 1940 (E 5795/440/1). *Au sujet de cet entretien, cf. la lettre de Pilet-Golaz au Conseiller fédéral Kobelt du 9 février 1946* (E 27/10027).
Sur la manière dont le Général avait préparé cet entretien, cf. la lettre du 19 décembre du lieutenant-colonel EMG S. Gonard, Chef de la Section des Opérations (E 5795/447) *et les notes de Guisan du 31 décembre 1940* (E 5795/440/1).

VII. ANNEXES

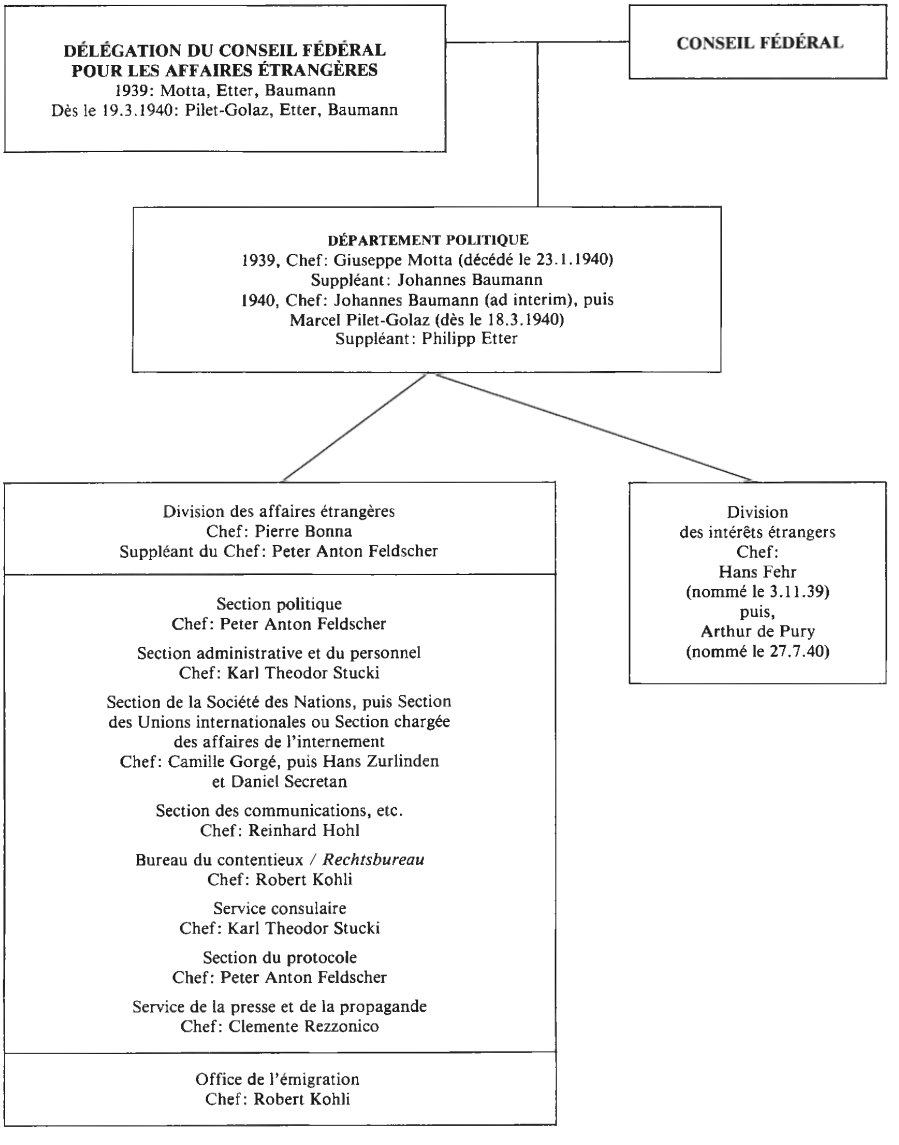
VII.1. CONSEIL FÉDÉRAL ET DÉPARTEMENTS FÉDÉRAUX



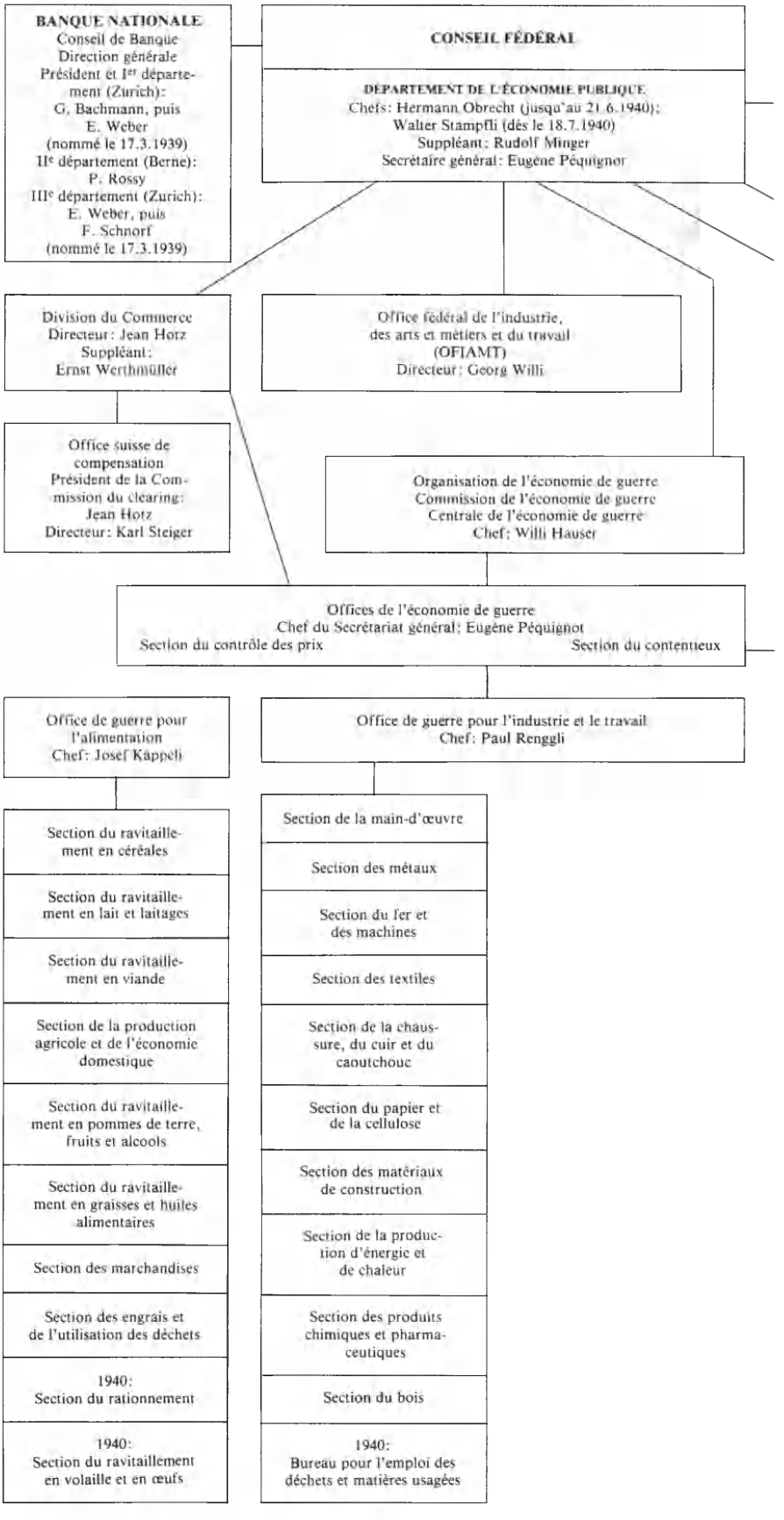
N.B. — *Organigramme partiel. Seuls ont été retenus les services directement concernés par les relations extérieures de la Suisse ou mentionnés dans le présent volume.*

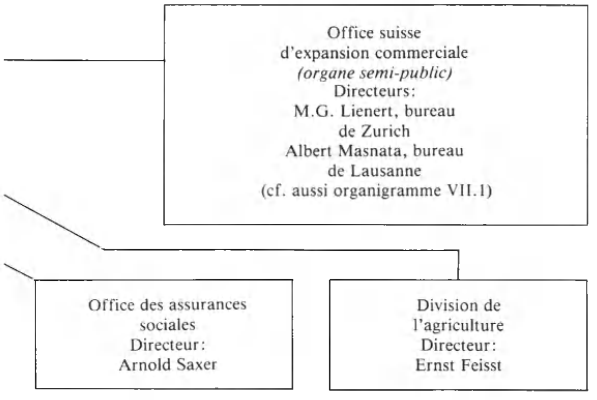

ARMÉE
CHANCELLERIE FÉDÉRALE
Chancelier de la Confédération:
Georges Bovet
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES FINANCES ET DES DOUANES
Chef:
Ernst Wetter
Administration des Finances
Chef:
Julius Oetiker
Administration des contributions
Chef:
Paul Amstutz
(dès le 23.5.1939)
Direction générale des Douanes
Directeur général:
Arnold Gassmann
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
Chef:
Hermann Obrecht
(jusqu'au 21.6.1940)
Walter Stampfli
(dès le 18.7.1940)
Secrétariat
Cf. organigramme VII.3
Division du commerce
Directeur:
Jean Hotz
Délégués aux accords commerciaux:
Paul Keller
Hans Ebrard
Vice-Directeur:
Ernst Werthmüller
Office suisse d'expansion commerciale
(organe semi-public)
Directeurs:
M.G. Lienert (bureau de Zurich)
Albert Masnata
(bureau de Lausanne)
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES POSTES ET DES CHEMINS DE FER
Chef:
Marcel Pilet-Golaz (1939)
Enrico Celio
(dès le 18.03.1940)
Division du Contentieux et Secrétariat
Chef:
Fritz Keller
Office fédéral des transports
Chef:
Paul Kradolfer
Office aérien
Chef:
Arnold Isler
Service fédéral des eaux
Chef:
Carl Mutzner
Direction générale des postes et des télégraphes
Directeur général:
Hans Hunziker
Direction générale des chemins de fer
Secrétaire général:
Fritz Hess

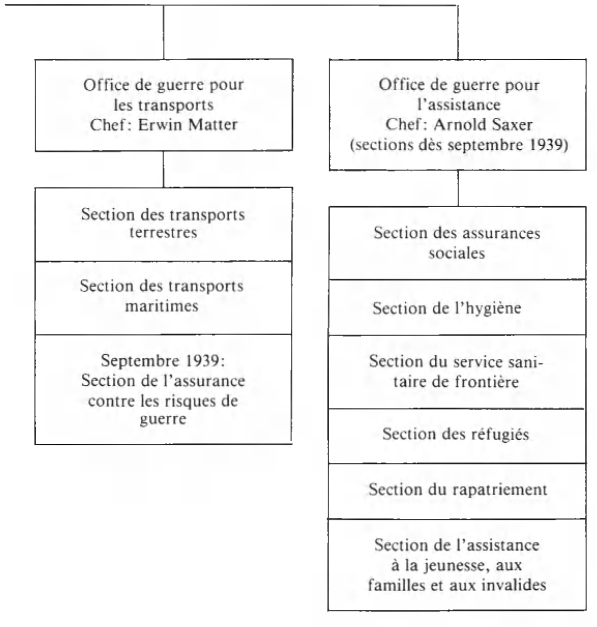
VII.2. DÉPARTEMENT POLITIQUE



VII.3. DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE ET OFFICES DE

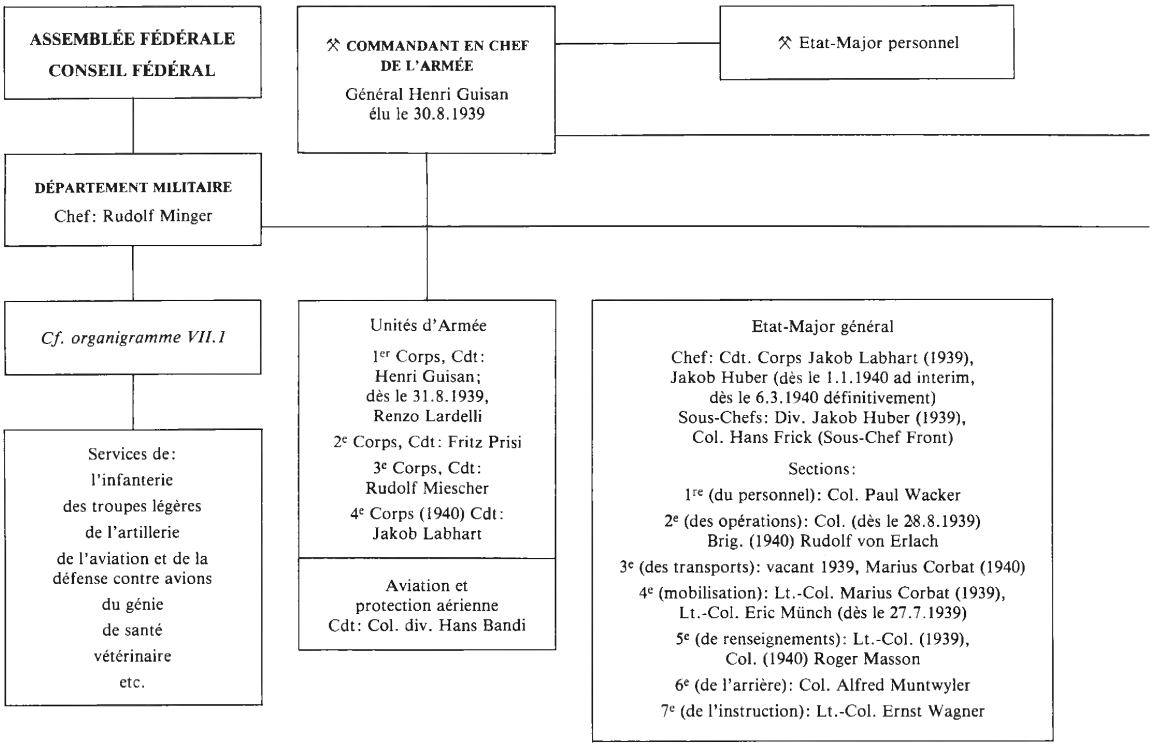






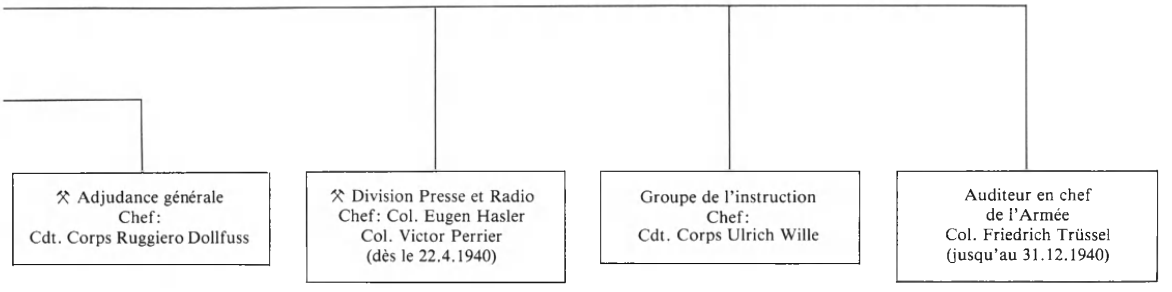
N.B. — *L'organisation de l'économie de guerre avait été constituée entre avril 1937 et la fin de 1938, à titre de précaution et sans fonctionner encore. Elle fut mise en service le 4 août 1939 (donc avant le début des hostilités). Les services qui la composaient furent en partie nouveaux, en partie repris, tels quels ou modifiés, de l'administration du temps de paix. Parmi les chefs placés à la tête des sections, on trouve quelques fonctionnaires, mais aussi des personnalités du secteur privé: Rodolphe Stadler, Directeur de la S.A. des Câbleries de Cossonay, à la Section des métaux; Hans Sulzer, Président de Sulzer Frères S.A., à celle des machines; C. Koechlin, Président de la Chambre de commerce de Bâle, à celle des produits chimiques; F.T. Wahlen, Directeur de la Station fédérale d'essais agricoles de Zurich-Oerlikon, à celle de la production agricole. Paul Renggli était Directeur de la Société générale pour l'industrie horlogère, à Bienne; etc. D'autres responsables de l'économie de guerre furent recrutés parmi les hauts fonctionnaires à la retraite. Cf.* FF, 1938, II, *pp.* 1215-1219; FF, 1939, II, *pp.* 270-273, FF, 1939, II, *pp.* 407-410.

VII.4. ORGANISATION MILITAIRE (service actif)[1]



⚒ = seulement pendant le service actif.

1. *Pour des renseignements plus détaillés, cf.* E 27/ 15067 *et* E 27/ 14192/3.


⚒ Adjudance générale
Chef:
Cdt. Corps Ruggiero Dollfuss
⚒ Division Presse et Radio
Chef: Col. Eugen Hasler
Col. Victor Perrier
(dès le 22.4.1940)
Groupe de l'instruction
Chef:
Cdt. Corps Ulrich Wille
Auditeur en chef
de l'Armée
Col. Friedrich Trüssel
(jusqu'au 31.12.1940)

VII.5. LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES SUISSES À L'ÉTRANGER 1939-1940

Les représentants de la Suisse à l'étranger sont aussi chargés de la représentation des intérêts du Liechtenstein.

(Les noms des consuls, des attachés militaires et des principaux collaborateurs des Légations sont publiés dans la *Feuille fédérale* et dans l'*Annuaire de la Confédération suisse* des années 1939 et 1940)

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats et Consulats généraux (CG)
		EUROPE		
1. Allemagne et pays occupés	Berlin	Hans Frölicher		Bregenz (dès 17.3.1939), Brême, Cologne, Düsseldorf, Elbing, Francfort-sur-le-Main, Hambourg, Leipzig, Mannheim, Munich (CG), Prague (CG dès le 18.4.1939), Stuttgart, Vienne (CG)
2. Belgique et possessions belges	Bruxelles (fermée le 16.7.1940)	Maxime de Stoutz		Anvers, Bruxelles (Chancellerie consulaire dès le 16.7.1940), Léopoldville
3. Bulgarie	Sofia	Etienne Lardy (Ankara)	Alfred de Claparède	
4. Danemark		Paul Dinichert (Stockholm)		Copenhague (CG)
5. Dantzig				Dantzig (fermé le 30.1.1940)
6. Espagne	Madrid	Eugène Broye (Représentant officieux à San Sebastian, Ministre à Madrid dès le 17.2.1939)		Barcelone, Séville
7. Estonie		Paul Dinichert (Stockholm)		Reval (fermé le 23.8.1940)
8. Finlande	Helsinki (évacuée à Grankulla en 1939)	Karl Egger		

9. France et possessions françaises	Paris, puis Vichy	Walter Otto Stucki		Alger (CG), Besançon, Beyrouth, Bordeaux, Casablanca, Dakar, Dijon, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Mulhouse, Nancy (évacué en 1939, puis réouvert en juillet 1940), Nantes, Nice, Saigon, Strasbourg (évacué et fermé provisoirement en 1939), Tananarive, Toulouse, Tunis (ouvert en 1939)
10. Grande-Bretagne et possessions britanniques	Londres	Charles R. Paravicini, puis Walter Thurnheer (dès 22.7.1939)		Accra, Bombay (CG), Calcutta, Capetown, Colombo, Hong Kong (dès 3.10.1939), Jaffa (déplacé à Tel Aviv), Johannesburg (CG), Liverpool, Manchester, Melbourne, Montréal (CG), Singapour, Sydney(CG), Tanga, Toronto, Vancouver,Wellington, Winnipeg
11. Grèce	Athènes	René de Weck (Bucarest)	Max Ratzenberger	Thessalonique
12. Hongrie	Budapest	Maximilian Jaeger		
13. Italie	Rome	Paul Ruegger		Catane, Florence, Gênes, Milan (CG), Naples, Trieste, Turin, Venise
14. Irlande	Dublin (dès 16.10.1939)		Carl Benziger	Dublin (CG, de 1934 à 1939)
15. Lettonie		Paul Dinichert (Stockholm)		Riga (fermé le 23.8.1940)
16. Lithuanie		Paul Dinichert (Stockholm)		Kaunas (fermé le 25.8.1940)
17. Norvège		Paul Dinichert (Stockholm)		Oslo (CG)
18. Pays-Bas et possessions néerlandaises	La Haye (fermée en 1940)	Arthur de Pury		Amsterdam, Batavia, Medan (Sumatra), Rotterdam
19. Pologne	Varsovie (fermée en 1940)	Henri François Martin		Lodz (fermé le 1.4.1940)

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats et Consulats généraux (CG)
20. Portugal et possessions portugaises		Eugène Broye (Madrid)	Charles Arthur Redard	Lisbonne (CG), Porto, Lourenço-Marques
21. Roumanie	Bucarest	René de Weck		Galatz
22. Suède	Stockholm	Paul Dinichert		
23. Tchécoslovaquie	Prague (fermée le 18.4.1939)	Karl Bruggmann		Prague (dès le 18.4.1939, CG pour le Protectorat de Bohême et Moravie, cf. Allemagne)
24. Turquie	Ankara	Etienne Lardy		Istanbul
25. Yougoslavie	Belgrade (ouverte le 19.1.1940)	René de Weck (Bucarest) Paul Werner Steiner (dès 1.2.1940)	Paul Werner Steiner	Zagreb
		AMÉRIQUE		
1. Argentine	Buenos Aires	Conrad Caspar Jenny		Cordoba, Rosario de Santa Fé
2. Bolivie				La Paz (CG)
3. Brésil	Rio de Janeiro	Emile Traversini		Bahia (Salvador), Curitiba, Pernambuco, Porto Alegre, São Paulo
4. Canada, cf. Grande-Bretagne				
5. Chili		Conrad Caspar Jenny (Buenos Aires)		Santiago de Chile (CG), Valdivia, Valparaiso
6. Colombie	Bogotà (dès 19.6.1940)		Ephyse Darbellay (dès 29.6.1940)	Bogotà (CG jusqu'au 19.6.1940)

7. Costa Rica				San José
8. Cuba		Marc Peter, puis Karl Bruggmann (Washington)		La Havane (CG)
9. Equateur				Guayaquil
10. Etats-Unis d'Amérique	Washington	Marc Peter, puis Karl Bruggmann (dès le 27.6.1939)		Chicago, Cincinnati, Denver (fermé le 30.6.1939), Los Angeles, Manille, New Orleans, New York (CG), Philadelphie, San Francisco, Saint-Louis, Seattle,
11. Guatémala				Guatemala-City
12. Haïti				Port-au-Prince
13. Honduras				Tegucigalpa
14. Mexique				Guadalajara, Mexico (CG)
15. Nicaragua				Managua
16. Panama				Panama
17. Paraguay		Conrad Caspar Jenny (Buenos Aires)		Asunción (CG)
18. Pérou				Lima (CG)
19. République Dominicaine				Ciudad Trujillo
20. (San) Salvador				San Miguel
21. Uruguay		Conrad Caspar Jenny (Buenos Aires)		Montevideo (CG)
22. Vénézuela	Caracas (1939)		Adolf Gonzenbach (dès 24.10.1939)	Caracas (CG jusqu'en 1939)

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats et Consulats généraux (CG)
			ASIE	
1. Chine			Emile Fontanel	Canton, Shanghai (CG)
2. Irak				Bagdad
3. Iran (Perse)	Téhéran	Armin Daeniker		
4. Japon	Tokio	Walter Thurnheer, puis Camille Gorgé (nommé le 12.8.1939)	Julien Arthur Rossat (du 19.8.1939 au 15.2.1940)	Kobé (dès le 28.12.1940)
5. Palestine, cf. Grande-Bretagne				
6. Philippines, cf. Etats-Unis d' Amérique				
7. Possessions et mandats britanniques, cf. Grande-Bretagne				
8. Possessions et mandats français, cf. France				
9. Possessions et mandats néerlandais, cf. Pays-Bas				

10. Thaïlande (Siam)				Bangkok

AFRIQUE

1. Egypte	Le Caire		Alfred Brunner	

2. Possessions belges, cf. Belgique

3. Possessions, protectorats et mandats britanniques, cf. Grande-Bretagne

4. Possessions, protectorats et mandats français, cf. France

5. Possessions portugaises, cf. Portugal

AUSTRALIE

1. Australie, cf. Grande-Bretagne

VII.6. LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES ÉTRANGERS EN SUISSE 1939-1940

(Les noms des consuls, des attachés militaires et des principaux diplomates étrangers sont publiés dans la *Feuille fédérale* et dans l'*Annuaire de la Confédération suisse* des années 1939 et 1940)

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Postes consulaires
		EUROPE		
1. Albanie				Berne, Genève (fermés en 1939)
2. Allemagne et pays occupés	Berne	Otto Köcher		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lugano, Saint-Gall, Zurich
3. Belgique	Berne	Louis d'Ursel		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lucerne, Neuchâtel, Zurich
4. Bulgarie	Berne	Detchko Karadjoff (dès le 22.4. 1938), puis Georges Kiosseivanov (dès le 14.11.1940)	Ivan Radeff (du 21. 7. au 14.11.1940)	Berne
5. Danemark	La Haye	Harald de Scavenius (décédé le 22.4.1939)	Erik Hans Schack, puis Hubert de Wichfeld	Bâle, Berne, Genève, Montreux, Zurich
6. Espagne	Berne	Antonio Fabra Ribas (nommé par le gouvernement républicain, Ministre d'Espagne à Berne du 3.11.1936 au 14.2. 1939); Domingo de las Bárcenas y López Mollinedo («Représentant officieux du gouvernement du Général Franco», agréé par le Conseil fédéral dès le 2.9.1938),		Au début de 1939, à la suite de la rupture des relations avec les autorités républicaines et de la reconnaissance du gouvernement de Franco, «la Légation gère provisoirement les affaires consulaires pour toute la Suisse». Des Consulats sont réouverts à Genève en décembre 1939 et à Zurich en mai 1940.

		puis Pablo de Churruca y Dotres, Marquis d'Aycinena (nommé par le gouvernement de Franco, Ministre d'Espagne à Berne, dès le 25.4.1939), puis Domingo de las Bárcenas y López Mollinedo (dès le 6.2.1940)		
7. Estonie	Londres	August Schmidt (dès le 14.8.1931), puis Karl Selter (dès le 11.6.1940)		Berne (fermé à fin 1940)
8. Finlande	Berne	Eino Rudolf Woldemar Holsti (rappelé le 3.9.1940)	Hugo Valvanne (dès le 4.9.1940)	Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Zurich
9. France	Berne	Charles Hervé Alphand (dès le 11.12.1936), puis Robert Coulondre (dès le 3.6.1940), puis Robert Renom de la Baume (dès le 22.11.1940)		Bâle, Davos, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Saint-Gall, Zurich
10. Grande-Bretagne	Berne	George Redstone Warner (dès le 21.1.1935), puis David Victor Kelly (dès le 10.1.1940)		Bâle, Berne, Davos (fermé le 9.11.1939), Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Montreux, Neuchâtel, Saint-Moritz, Zurich
11. Grèce	Berne	Constantin Psaroudas		Davos, Lugano
12. Hongrie	Berne	László de Velics (dès le 1er avril 1935), puis Jean Wettstein de Westersheimb (dès le 26 septembre 1939),		Genève, Zurich
13. Irlande	Berne		Frank T. Cremins (dès le 10.10.1940)	
14. Italie	Berne	Attilio Tamaro		Bâle, Bellinzone, Brigue, Chiasso, Coire, Davos, Genève, Lausanne, Locarno, Lucerne, Lugano, Neuchâtel, Schaffhouse (agence consulaire fermée provisoirement le 26.11.1940), Sion, Saint-Gall, Zurich

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Postes consulaires
15. Lettonie	Berne	Jules Feldmans		Berne (fermé à fin 1940)
16. Lithuanie	Varsovie	Jurgis Šaulys		Zurich (fermé à fin 1940)
17. Luxembourg				Berne, Genève, Lausanne
18. Monaco				Bâle, Berne, Genève, Zurich
19.Norvège	Rome, puis Berne	Johannes Irgens (dès le 4.7.1922), puis Alf Hassel dès le 27.7.1939), puis Finn Koren (dès le 3.6. 1940)		Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Zurich
20. Pays-Bas	Berne	Johan Jernonimus Balthasar Bosch, Chevalier van Rosenthal (dès le 12.4.1940)	H.P.J. Bosch van Drakestein	Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne (dès le 16.5.1939), Lucerne, Lugano, Zurich
21. Pologne	Berne	Tytus Komarnicki (rappelé le 5.6.1940)	Alexander Lados	Bâle, Genève (fermé le 1.8.1940), Zurich
22. Portugal	Berne	Jorge Santos		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Zurich
23. Roumanie	Berne	Alexandre Guranesco (dès le 18.5.1938), puis Raoul V. Bossy (dès le 14.11.1940)		Bâle, Genève, Zurich
24. Saint-Marin				Berne
25. Saint-Siège	Berne (Nonciature)	Mgr Philippe Bernardini		
26. Slovaquie			Bohdan Galvánek (du 29.3.1940 au 31.7. 1940), Tido Gašpar (dès le 3.8.1940)	

27. Suède	Berne	Karl Ivan Westman (dès le 10.7.1928), puis Hans Gustaf Beck-Friis (dès le 12.6.1939), puis Z. St. de Przybyszwewski Westrup (dès le 12.7.1940)		Bâle, Berne, Genève, Zurich
28. Tchécoslovaquie	Berne	Bohdan Štrér		Genève, Zurich (fermés en 1939)
29. Turquie	Berne	Vasfi Mentes		Berne, Genève
30. Yougoslavie	Paris	Bojidar Pouritch (dès le 17.4. 1936), puis Vladimir Milanovitch (dès le 23.11.1939), puis Montchilo Yourichitch-Sturm (dès le 21.3.1940)		Bâle, Genève, Zurich

AMÉRIQUE

1. Argentine	Berne	Enrique Ruiz-Guiñazú (dès le 23.7.1931), puis Rodolfo Freyre (dès le 25.4.1939), puis Alberto Palacios Costa (dès le 11.10.1940)		Bâle, Berne, Genève, Lugano, Saint-Gall, Zurich
2. Bolivie				Bâle, Genève, Lausanne, Zurich
3. Brésil	Berne	José Franscisco de Barros Pimentel (dès le 13.4.1937), puis Mario de Barros e Vasconcellos (dès le 14.4. 1939), puis Carlos Alberto Moniz Gordilho (dès le 13.9.1940)		Genève, Zurich
4. Chili	Berne	Fernando Garcia Oldini (Ministre résident, dès le 30.11.1934)	Carlos Morla Lynch (dès le 10.12.1940)	Genève, Lausanne, Neuchâtel (fermé en 1939), Zurich

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Postes consulaires
5. Colombie	Rome	Nieto Caballero (dès le 21.7.1939)	Angel Maria Céspedes (dès le 25.9.1940)	Berne, Genève
6. Costa Rica				Genève, Lugano, Zurich
7. Cuba	Paris	Juan Antiga y Escobar (dès le 10.9.1937), puis Santiago Verdeja y Sardiña (dès le 12.4.1940)	José de la Luz León (dès le 9.2.1939)	Genève
8. République Dominicaine	Paris	Virgilio Trujillo Molina		Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Zurich
9. Equateur	Londres	Antonio Quevedo		Genève, La Chaux-de-Fonds, Zurich
10. Etats-Unis d'Amérique	Berne	Leland Harrison		Bâle, Berne, Genève, Zurich
11. Guatemala				Genève, Zurich
12. Haïti				Berne, Genève, Zurich
13. Honduras				Bâle, Berne, Genève, Lugano, Zurich
14. Mexique				Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano, Zurich
15. Nicaragua				Berne, Genève
16. Panama	Berlin		Francisco Villalaz	Genève, Lugano, Zurich
17. Paraguay				Aarau, Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Zurich

18. Pérou	Berne	Victor Andrés Belaúnde dès le 17.4.1936), puis Ricardo Boza Aizcorbe (dès le 9.6.1939)	Miguel Grau Price	Bâle, Genève, Lausanne, Lugano, Zurich
19. (San) Salvador				Genève, Zurich
20. Uruguay	Berne	Victor Benavides	Ernesto Benavides	Genève, Lucerne, Lugano, Zurich
21. Venezuela	Berne	C. Parra-Pérez	Jaime Picón-Febres	Bâle, Berne, Genève, Zurich
		ASIE		
1. Afghanistan	Paris	Shah Wali Khan		La protection des intérêts afghans en Suisse est assurée par les postes consulaires turcs.
2. Chine	Berne	Chi-Tsai Hoo		Lucerne (ouvert en 1940)
3. Irak				
4. Iran (Perse)	Berne		Abdollah Entezam	
5. Japon	Berne	Eiji Amau (dès le 13.8.1937) puis, Sho Kurihara (dès le 2.4.1940), puis Takanobu Mitani (dès le 5.11.1940)		Bâle, Genève
6. Thaïlande (Siam)	Paris	Phra Bahiddha Nukara		
		AFRIQUE		
1. Egypte	Paris	Fakhry Pacha (dès le 12.11.1935)	A.F. Assal Bey, puis Mohamed Waguih Rostom (dès le 3.8.1940)	
2. Libéria				Berne

VIII. INDEX

1. NOMS DE PERSONNES[1]

Abt, Roman (Avocat et propriétaire foncier à Wohlen, Conseiller national, membre du Parti des artisans et bourgeois), 56, 765-767

Aebi, Peter (1er Secrétaire du *Vorort* de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie), 397, 802, 988, 1021

Albiswerk S.A. (Entreprise suisse, Zurich), 56

Albrecht, Erich (Chef-suppléant de la Division juridique du Ministère allemand des Affaires étrangères), 1036

Alexander, Sir (cf. Cadogan)

Alfieri, Dino (Ministre de la Culture populaire d'Italie), 230-231

Alphand, Charles Hervé (Ambassadeur de France à Berne, remplacé à ce poste dès le 3 juin 1940 par Robert Coulondre), 60, 202, 225-226, 253, 325, 349, 382, 546, 548, 553, 587

Alphand, Hervé (fils du précédent, Directeur des Accords commerciaux au Ministère français du Commerce et de l'Industrie), 225-226, 258, 338-339, 476, 524, 560

Alphonse XIII (Ex-Roi d'Espagne), 749

Alvarez Arenas, Eliseo (Général espagnol, Chef de la 4ème Région militaire), 140-141

Alvaro da Costa, Antonio (Homme d'affaires portugais), 292

Amez-Droz, Albert (Directeur de la Chambre suisse de l'horlogerie), 443

Ammann, Hector (Historien, Archiviste du Canton d'Argovie), 943

André & Cie (Entreprise d'importations de grains, Lausanne), 736, 834-838

Anglo-Iranian (Société pétrolière), 892

Antognini, Isidoro (Président du Conseil d'Etat du Canton du Tessin), 749

Arbenz, Frank Eric (Délégué du CICR en Espagne), 65

Argyropoulos, A. (Directeur du Département des Affaires commerciales au Ministère grec des Affaires étrangères), 1001

Arnal, Pierre (Ministre plénipotentaire français, Chargé de mission à l'Ambassade de France à Berne du 9 octobre 1939 au 8 juin 1940; puis Directeur des Affaires politiques et commerciales au Ministère français des Affaires étrangères, membre de la Délégation du gouvernement de Vichy à la Commission d'armistice de Wiesbaden), 305, 878-879

Arx, Werner von (Lieutenant-Colonel, Commandant du Régiment frontière 49), 449-450

Aschmann, Gottfried (Chef de la Division de la presse et de l'information à l'*Auswärtiges Amt*), 32

Attolico, Bernado (Ambassadeur d'Italie à Berlin), 283-284, 302

Avenol, Joseph Louis Marie Charles (Secrétaire général de la Société des Nations), 137, 489, 875

Azaña y Diaz, Manuel (Président de la République espagnole), 62-63

Bachmann, Gottlieb (Président de la Direction générale de la Banque nationale; puis Président de l'Assemblée générale et du Conseil de banque de la Banque nationale, Conseiller national, membre du parti radical-démocratique), 72, 868

Bagli, Ivo (Directeur général des Douanes italiennes), 39-40, 108, 373

Ballinari, Ernesto (Chef principal de l'exploitation des Chemins de fer fédéraux), 704

Bally A.G. (Entreprise suisse de fabrication de chaussures), 442-444

Balsiger, Werner (Chef du Service de la Police fédérale au Ministère public de la Confédération), 719

Bandi, Hans (Colonel divisionnaire, Chef des troupes d'aviation et de DCA), 333-335, 337-338, 907

[1] Il a paru utile d'y inclure les personnes physiques et des personnes morales (sociétés ou entreprises). Pour les personnes vivantes en 1939-1940, l'index ne prend en considération, en principe, que la ou les fonctions exercées pendant cette période.

Banque fédérale (Société anonyme) (*Eidgenössische Bank A.-G.*), 584-585, 617, 681

Banque pour entreprises électriques (*Elektro-Bank*)(Société financière, Zurich), 643

Barbey, Bernard (Major; dès le 11 juin 1940, Chef de l'Etat-Major particulier du Général Guisan), 750, 785, 896, 1039

Barnes, Julius Howland (Président de la *Grain Corporation* de *l'US Food Administration* en 1917/18), 77-78

Basler Handelsbank (Banque commerciale de Bâle), 89

Basler Rheinschiffahrt-Aktiengesellschaft (Entreprise de navigation fluviale à Bâle), 810

Bastard, de (Capitaine français), 449

Bastianini, Guiseppe (Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères d'Italie, suppléant du Ministre Ciano), 330-331

Battaglia, Roman Roger, Baron Forst de (Secrétaire du Tribunal polono-allemand à Paris, Conseiller du Commissariat polonais à Danzig, Délégué par le Gouvernement polonais à Genève pour négocier avec l'Allemagne, Délégué du Comité polonais de la Chambre de Commerce polono-suisse), 75-76

Bauer, Friedrich (Adjoint à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 50, 1021

Bauer, Hans (Président central de l'Association «Europa-Union»), 308

Baumann, Frédéric (Président de la Commission des Questions douanières de la Chambre de commerce suisse en France), 425

Baumann, Johannes (Conseiller fédéral, Chef du Département de Justice et Police, suppléant du Chef du Département politique jusqu'à la nomination de M. Pilet-Golaz, puis suppléant du Chef du Département militaire), 22, 60, 70, 99, 133, 158, 159, 163, 288, 324, 425, 528, 542, 549, 582, 598-599, 729, 785, 907-908, 913, 928, 977

Baume, de la (cf. Renom de la Baume)

Bavaud, Maurice (Suisse condamné à mort pour avoir tenté d'assassiner Hitler), 975

Bébié, Edmundo (Industriel suisse, propriétaire d'une fabrique textile à Barcelone), 61

Beck, Joseph (Colonel, Ministre des Affaires étrangères de Pologne), 18, 303, 305

Beigbeder Atienza, Juan (Colonel, Ministre des Affaires étrangères d'Espagne, ancien Haut-Commissaire à Tétouan), 500, 610, 615

Beil (Fonctionnaire polonais à Danzig; peut-être: Bela, Alojzy, Fonctionnaire de la Poste polonaise, ou, Bianza, Jan, Collaborateur du Commissariat polonais à Danzig. – Renseignements aimablement communiqués par le professeur Henryk Samsonowicz, Université de Varsovie), 302-303

Benès, Edouard (ancien Président de la République tchécoslovaque), 308

Bernath, Erwin (Juriste à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 63

Bernheim (Alsacien et citoyen suisse domicilié à Bâle, Délégué de la Croix-Rouge française auprès des réfugiés militaires en Suisse), 961

Bernheim, Jacques (Fabricant d'horlogerie à la Chaux-de-Fonds), 11

Berzine (Bersine), Jean (Chef de la Mission soviétique à Berne, expulsé en 1918), 223, 297, 300

Besson, Antoine (Général français, Commandant du IIIe Corps d'Armée), 450, 453

Beucker Andreae, W. C. (Diplomate hollandais, Chef de la Direction des Affaires juridiques au Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas), 23

Beyl, E. (membre du NSDAP, Président de la Diète – *Volkstag* – de la Ville libre de Danzig – élue par la population de Danzig le 20 juin 1938), 303

Bianchi, Carlo (Président de la Chambre de commerce italienne en Suisse), 812-813

Bibra, Hans Sigismund, Baron, von (Conseiller de légation à la Légation d'Allemagne à Berne, du 2 juillet 1936 au 3 mai 1943; *Landesgruppenleiter des NSDAP in der Schweiz*), 9, 112, 131-132, 134, 164, 421-422, 472, 665-667, 689, 719-720

Billieux, Paul (Conseiller national, membre de la Fédération libérale populaire jurassienne qui se rattache au groupe radical-démocratique aux Chambres, Président de la Section pour le Département politique de la Commission de gestion du Conseil national), 296

Bischoff-Oswald, Hans (Fondé de pouvoir de la *Lloyd AG* à Bâle), 141

Biscottini, Umberto (Professeur italien, Directeur de la revue mensuelle *Giornale di Politica e di Letteratura*, attaché à la Direction des Italiens à l'étranger du Ministère italien des Affaires étrangères), 175, 263

Bitz, Carl (Consul de Suisse à Bregenz, dès le 29 juin 1939), 16, 472
Blankart & Cie (Banque à Zürich), 244
Bliss, Ernst H. (Expert des relations financières avec la Suisse au Ministère britannique de l'Economie de guerre), 978
Blœsch, Emil Anton (Industriel, ancien Secrétaire de la Légation de Suisse à Ankara), 574
Blonay, Richard de (Lieutenant-Colonel, Attaché militaire à la Légation de Suisse à Paris), 26, 316, 546, 624
Blücher, Wipert von (Ministre d'Allemagne à Stockholm), 682
Bockhoff, Ernst Hermann (Juriste et publiciste allemand), 9-10, 31-32
Bodenmann, Marino (Conseiller national, membre du Parti communiste suisse), 170-171
Bodenschatz, Karl (Général allemand, Chef de l'Etat-Major particulier du Maréchal Gœring), 29, 994
Böhi, Carl (Vice-Directeur de l'Office suisse de Compensation dès le 24 novembre 1939), 520
Böhler, Eugen (Professeur d'économie nationale à l'Ecole Polytechnique fédérale de Zurich), 872
Boisanger, Yves Marie Antoine Léopold Michel, Bréart de (Sous-Gouverneur de la Banque de France), 674, 677
Boissanger (probablement: Boisanger, Claude, Bréart, de, Diplomate français), 347
Bonhôte, Eric (Adjoint à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 398, 516
Bonna, Pierre (Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique), 1, 15, 19-20, 46, 58, 65, 68, 90, 97, 113-114, 118, 123, 133, 137, 154, 157, 162-163, 166, 172, 187-188, 205, 208-209, 221, 230, 259, 295-296, 300-301, 319, 332-336, 342, 347, 370-371, 389, 393, 416, 449, 462, 471, 475, 487-489, 493, 508-509, 549, 552-553, 556, 573, 581, 593, 607, 634, 656, 671, 674, 693, 700, 703, 713-714, 721, 729, 736, 748, 774, 821-822, 833, 852, 862, 873, 882, 894, 911, 934, 937, 949, 952, 963-964, 976, 991, 993, 1014
Bonnefon-Craponne, Louis (ancien Directeur des Accords commerciaux au Ministère français du Commerce, remplaçant de Hervé Alphand junior), 399, 476
Bonnet, Georges (Ministre français des Affaires étrangères du 10 avril 1938 au 13 septembre 1939, puis Ministre de la Justice, puis Ministre du Blocus du 21 mars au 16 juin 1940), 305
Borel, André (Vice-Directeur de l'Union suisse des paysans), 639, 647
Borel, Henri (Fonctionnaire à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 2
Borel, Jules (Colonel Divisionnaire, Commandant de la Deuxième Division), 996
Bourbaki, Charles-Denis (Général français, commandant les troupes internées en Suisse en 1871), 727, 1010
Bovet, Georges (Chancelier de la Confédération), 286, 296, 327, 340
Bracher, Hans (Capitaine à l'Etat-Major Général de l'Armée, officier de liaison avec le Chef du Département militaire), 751
Brand, Paul (Ingénieur, Délégué de l'Office suisse d'expansion commerciale, à Salamanque, puis à Bilbao), 140, 615
Bratschi, Robert (Secrétaire général de la Fédération suisse des cheminots, Conseiller national, membre du Parti socialiste), 766
Braun von Stumm, Gustav (*Geheimrat*, suppléant de Schmidt Chef de la Section Presse de l'*Auswärtiges Amt*), 462
Bretscher, Willy (Rédacteur en Chef de la *Neue Zürcher Zeitung*), 963-964
Briner, Robert (Conseiller d'Etat du canton de Zurich, Président de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés), 542
Britisch Petroleum (Société pétrolière), 459
Brown, Boveri & Cie, BBC (Entreprise de mécanique et d'électrotechnique, Baden), 72
Brown, William, Sir (*Permanent Secretary of the Board ot Trade*, puis *of the Ministry of Supply*), 970
Broye, Eugène (Représentant du Conseil fédéral auprès du Gouvernement nationaliste espagnol du Général Franco, puis Ministre de Suisse en Espagne), 41, 60, 62-63, 68, 141, 342, 500, 615
Bruggmann, Karl (Ministre de Suisse à Prague, puis à Washington), 98, 165, 481, 773, 845, 894, 1025, 1031, 1034
Brunner, Alfred (Chargé d'affaires de Suisse au Caire), 400, 581
Budde, Eugen (Conseiller de légation à la Légation d'Allemagne à Berne, du 6 octobre 1937 au 18 octobre 1939), 5, 158-160
Bühner, Theodor (*Wirtschaftsreferent* au *Sicherheitsdienst* de Stuttgart), 942

Bührle, Emil Georg (Industriel, Directeur de la Fabrique de Machines-outils d'Oerlikon), 548, 811-813, 915, 1013
Bullitt, William Christian (Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Paris), 716, 834
Bunge & Cie (Entreprise suisse d'importations), 736, 834, 836-838
Burckhardt, Carl Jacob (Professeur à l'Université de Genève, Haut-Commissaire de la Société des Nations à Dantzig, Membre du CICR), 100, 301-305, 330, 655, 785, 873, 897-898, 1000-1001
Burckhardt, Walter (Professeur de droit à l'Université de Berne), 31, 329, 435
Burg, Walter von (Consul général de Suisse à Vienne), 556
Burger, Werner (Vice-Directeur de l'Office suisse de compensation, dès le 24 novembre 1939), 688, 846
Burgin, Edward Leslie (Ministre britannique des Transports de 1937 à 1939, puis Ministre des Fournitures de guerre de 1939 à 1940), 484
Burrus, Henry (Industriel du tabac, Maire de Boncourt dès 1925, Conseiller national dès 1939, membre du groupe catholique-conservateur), 140-141
Buti, Gino (Ambassadeur italien, Directeur général des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères d'Italie), 15, 188-189, 263, 306
Butler, Richard Austen (Sous-Secrétaire d'Etat au *Foreign Office*), 715, 833, 911-912, 938-941, 947, 1042-1043

Cadogan, Sir Alexander Georg Montagu (Sous-Secrétaire d'Etat au *Foreign Office*), 17-19, 907, 917
Caflish, Albert (Premier Secrétaire de l'Association suisse des banquiers), 398, 533
Caglio, Luigi (Journaliste licencié de la *Gazzetta Ticinese*), 747
Cappis, Oskar (Rédacteur aux *Basler Nachrichten*), 720
Caratsch, Reto (Correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* à Berlin, expulsé en juillet 1940), 789, 794, 821-822
Carol II (Roi de Roumanie), 926
Carr (Fonctionnaire britannique du *Board of Trade*), 445
Carriguel, (Fonctionnaire de la Banque de France), 677
Cartwright, Henry Antrobus (Lieutenant-Colonel, Attaché militaire à la Légation de Grande-Bretagne à Berne), 678
Casagrande, Alessandro (Correspondant du journal *Der Bund* en Italie), 260
Celio, Enrico (Conseiller fédéral, élu le 22 février 1940, Chef du Département des Postes et des Chemins de fer), 747-749, 760, 785, 942, 977
Černák, Matúš (Ministre de Slovaquie à Berlin), 557
Chamberlain, Arthur Neville (Premier Ministre de Grande-Bretagne et Premier Lord de la Trésorie, puis Président de la Chambre des Lords), 421, 939
Chamier, Fritz von (Attaché de presse à la Légation d'Allemagne à Berne, du 30 mars 1938 au 16 mars 1943), 719
Chargueraud, Paul-Henri (Diplomate français), 842
Charles-Roux, François (Ambassadeur de France au Vatican; dès le 20 mai 1940, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères), 716
Charmilles, Ateliers des (Entreprises de constructions mécaniques, Genève), 382
Charvériat, Emile (Diplomate français, Directeur des Affaires politiques et commerciales au Ministère des Affaires étrangères), 187, 281, 523-524
Chauvin, André Marie (Lieutenant-Colonel d'artillerie, Attaché militaire près l'Ambassade de France à Berne, dès octobre 1940), 980, 1038
Chenevière, Jacques (Président de la Commission des œuvres de guerre et Directeur de l'Agence des Prisonniers de Guerre du Comité international de la Croix-Rouge), 310
Chodacki, Marjan (Ministre plénipotentiaire, Commmissaire général, Représentant diplomatique de la Pologne dans la Ville libre de Danzig), 303
Churchill, Winston (Membre de la Chambres des Communes; dès le 10 mai 1940, Premier Ministre de Grande-Bretagne et Ministre de la Défense), 654, 965
Churruca y Dotres, Pablo de, Marquis d'Aycinena (Ministre d'Espagne à Berne, dès le 25 avril 1939), 342
Ciano, Edda (Fille de B. Mussolini, Epouse de Galeazzo), 231
Ciano, Galeazzo, Comte (Ministre des Affaires étrangères d'Italie), 15, 91, 175,

188-189, 200, 230-231, 260-265, 306, 330, 362-363, 466-467, 656, 659-660, 704, 714, 829-832, 880

Clark, William Clifford (Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances du Canada), 246

Clinchant, Justin (Général français, Commandant de l'Armée de l'Est en 1870, Signataire de la Convention d'internement de troupes françaises en Suisse en 1871), 1036

Clodius, Carl (Directeur ministériel, suppléant du Chef de la Division économique du Ministère allemand des Affaires étrangères), 901, 1014

Cobbold, Cameron Fromantell (*Deputy Governer* de la *Bank of England*), 503-506, 970

Compagnon, Marcel (Directeur de la succursale de Genève de la Banque nationale), 677

Compañia Hispano-Americana de Electricidad S.A. (Chade) (Société financière possédant des entreprises d'électricité et de tramways en Amérique latine, principalement en Argentine), 138, 602

Comte, Paul (suppléant du Directeur général des Douanes, Inspecteur général de la 2e Division de la Direction générale des Douanes), 440, 516

Corbin, Charles (Ambassadeur de France à Londres), 48

Corné, Michele de (Inspecteur en chef des chemins de fer italiens), 374-375

Coulondre, Robert (Ambassadeur de France à Berlin dès le 24 septembre 1938; Directeur du Cabinet du Ministre français des Affaires étrangères du 14 septembre 1939 au 2 mai 1940; Ambassadeur de France à Berne du 25 mai 1940 au 9 octobre 1940), 438, 770, 772, 878, 961

Cranfil, Georges (Diplomate roumain), 255

Crédit commercial de France (Banque française), 531

Crédit général foncier de Bâle (*Allgem. Grundkreditbank*), 255

Crédit lyonnais (Banque française), 531

Crédit suisse (*Schweiz. Kreditanstalt*), 8, 72-73, 89, 584-585, 617, 681, 812-813, 816, 846, 865

Crescent (Directeur général des voies fluviales au Ministère français des travaux publics), 411

Cross, Sir Ronald Hibert (Homme politique anglais, nommé *Minister of Economic Warfare* en septembre 1939, puis *Minister of Shipping* en mai 1940), 447, 483

Cuénod, Bernard (Major, Officier instructeur), 121

D'Agostino, Alberto (Haut fonctionnaire italien, Administrateur-délégué de l'*Istituto nazionale per i cambi con l'estero)*, 40, 377-379

Daille, Marius (Général français, Commandant du 45e Corps d'armée interné en Suisse en 1940), 1008, 1010, 1037

Daladier, Edouard (Homme politique français, Président du Conseil, Ministre de la Défense nationale et de la Guerre), 421

Dalton, Hugh (Ministre de l'Economie de guerre de Grande-Bretagne), 832-834, 930-931, 945, 967, 970-973, 978-979, 981-984, 1002, 1027, 1029-1031

Damoclès, 765, 1032

Däniker, Gustav (Colonel, Commandant de l'Ecole de tir de Walentstadt), 1044

Darbellay, Ephyse (Chargé d'affaires de Suisse en Colombie), 734-735

Darlan, François-Xavier (Amiral français), 675

Dautry, Raoul (Ministre français de l'Armement), 587-589, 619-620, 671, 683-684

Decroux, Jean (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Paris, puis à Vichy), 842, 878

Déléaval, Eugène (Chef de section au Département de Justice et Police du Canton de Genève), 957

Delenda, Antoine (Ministre plénipotentiaire, Sous-Directeur des relations commerciales au Ministère français des Affaires étrangères), 176-177, 181-182, 184, 350-352, 408-409, 524

Delmouzos, A. (Directeur général du Ministère des Affaires étrangères de Grèce), 1001

Dicker, Jacques (Avocat à Genève, Conseiller national, membre du Parti socialiste suisse jusqu'en septembre 1939), 695

Dinichert, Paul (Ministre de Suisse à Stockholm), 25

Dollfus, Engelbert (Chancelier de la République fédérale autrichienne assassiné en 1934), 767

Dornach (*Mettalwerke Dornach*) (Entreprise métallurgique), 341

Douglas Aircraft Co, Inc. (Entreprise américaine de construction aéronautique), 321

Dreyfus, Louis & Co. (Entreprise de commerce international, Zürich), 837
Drogheda, Lord Henri Charles (Homme politique britannique, *Joint Director* au *Ministry of Economic Warfare*), 832-834, 945-946, 970, 978, 982-983
Dubler, César (Industriel suisse établi en Espagne), 61
Dudley-Ward (Responsable du Ministère britannique de l'Economie de guerre; probablement: Dudley, William Humble Eric Ward), 978-979
Dufour, Alfred (Industriel suisse établi à Buenos Aires), 510, 512
Dunant, Henri (Fondateur de la Croix Rouge), 231
Dunning, Charles Avery (Ministre des Finances du Canada), 246
Durcansky, Ferdinand (Ministre des Affaires étrangères de Slovaquie), 156
Dürrenmatt, Peter (Journaliste de l'Agence «Presse Suisse Moyenne»), 944-945
Duttweiler, Gottlieb (Fondateur de la «Migros», Conseiller national, Dirigeant de l'«Alliance des Indépendants»), 767

Ebrard, Hans (Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux), 2, 50, 72-73, 123-124, 254-255, 272, 296, 397, 610, 615, 780, 802, 891, 949, 988, 1016, 1021
Eden, Antony (Ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, dès le 23 décembre 1940), 1043
Emerson, Sir Herbert (Haut-Commissaire pour les réfugiés sous la protection de la Société des Nations, puis Directeur permanent du Bureau permanent du Comité intergouvernemental pour les réfugiés), 23, 70, 199, 242-243, 279
Erlach, Rudolf von (Colonel-brigadier, Chef de la Section des opérations de l'Etat-Major Général de l'Armée), 315, 317, 333, 335-338
Ernst, Rudolf (Directeur de l'Union de Banque Suisse – *Schweizerische Bankgesellschaft* – à New York), 866
Escher, Alfred (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Berlin), 165, 285
Etter, Hans (Président de la Direction Générale des Chemins de fer fédéraux), 329
Etter, Philipp (Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Intérieur, Président de la Confédération en 1939), 12, 60, 98, 122, 272, 278, 288, 312-313, 327, 487-488, 519, 598-599, 668, 760, 785, 789, 882-883, 905, 907-908, 913, 918-919, 925-927, 942, 953, 976-977, 994, 1026
Euler, William D. (Ministre du Commerce du Canada), 246
Exbrayat, Jules (Administrateur de la Banque de l'Union Parisienne à Paris, Chef de la Mission française d'achats en Suisse), 588, 683-684

Fabra Ribas, Antonio (Ministre d'Espagne à Berne, représentant du gouvernement républicain, du 3 novembre 1936 au 14 février 1939), 60, 62-63
Feer, Eduard (Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Washington), 773, 1031
Fehmi (Commandant turc, adjudant du Sous-Secrétaire d'Etat pour l'Air), 574-575
Fehr, Hans (Professeur, Chef de la Division des intérêts étrangers du Département politique), 332
Feis, Herbert (Conseiller économique au Département d'Etat des Etats-Unis), 206-207, 246, 773
Feldscher, Peter Anton (suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique), 34, 55, 98, 112, 131-133, 162, 281-283, 308, 342, 402, 413, 421-422, 462, 464, 472, 475, 654, 665-667, 671, 689, 719, 945, 952, 964
Fierz, Robert (Colonel, Chef du Service technique militaire du Département militaire), 71-72, 101, 341, 386-389, 507-508, 535, 541, 546, 616, 648-650, 678, 711-712, 725-726, 738, 740, 743-744, 811, 859
Figueredo-Lora, Viriato (Consul du Costa Rica à Genève), 115, 591-592
Finlay, Justice, Lord (Président du Comité de contrôle de la contrebande à Londres), 947
Flunser, Adolf (Délégué du Conseil d'administration de la Fabrique de chaussures Bally à Schönenwerd), 442-444
Fontanel, Emile (Consul général et Chargé d'affaires de Suisse à Shangai), 521, 523
Foot, Dingle Macintosh (Sous-Secrétaire d'Etat, Secrétaire parlementaire du Ministère britannique de l'Economie de guerre), 930-931, 945, 954, 970, 1027
Ford, Henry (Industriel américain), 625
Formichella, [Italo?] (Homme politique italien, suppléant de A. Giannini), 39-40
Forster, Albert (*Gauleiter* de Dantzig), 302-303, 305

Fournier, Pierre-Eugène (Gouverneur de la Banque de France), 652, 674
Franco Y Bahamonde, Franscisco (Général, Chef de l'Etat espagnol), 12-13, 41-42, 60-63, 65-66, 68, 84, 140-141, 170-171, 298, 342-343
François-Joseph II, Prince du Liechtenstein, 91-93
François-Poncet, André (Ambassadeur de France à Rome), 363, 704
Frank, Friedrich (Directeur de la *Schweizerische Reederei AG* à Bâle), 351
Fraser, Ronald (Fonctionnaire britannique, du *Board of Trade*), 445-447
Frey, Edwin (Secrétaire du *Vorort* de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie), 441
Frick, Hans (Colonel; en 1939, Sous-chef du Groupe Front de l'Etat-Major Général; en 1940, Chef d'Etat-Major du Groupement III de l'Etat-Major Général), 131, 319, 329, 333-335, 337, 340, 343, 346, 393, 438, 453
Frick, Wilhelm (Ministre allemand de l'Intérieur), 92
Frölich, Ernst (Directeur de la «Société suisse de réassurances»), 648
Frölicher, Hans (Ministre de Suisse à Berlin), 9, 12, 16, 19-21, 29-31, 44, 47, 55, 92, 97, 100, 129-131, 135-136, 155, 157, 160, 170, 188, 208-210, 256, 280-283, 285, 330, 332, 370, 403, 462, 501, 539, 596, 653, 655, 657, 665-666, 689-690, 710-712, 725, 789, 809-810, 821, 823-824, 839, 850, 862, 873, 882, 885, 897, 932, 934, 937, 963-964, 993, 1000, 1008
Frommelt, Anton (Président du *Landtag* du Liechstenstein), 34
Fuchss, Werner (Secrétaire de légation à La Haye), 784
Fueter, Rudolf (Professeur de mathématiques à l'Université de Zurich, Colonel, Chef-suppléant de la Division Presse et Radio de l'Etat-Major Général), 474
Fumasoli, Mario (Conseiller de légation, chargé des affaires économiques à la Légation de Suisse à Rome, puis à Madrid dès mars 1940), 8, 39, 54, 372, 377-379, 615
Funk, Walter (Président de la *Reichsbank* et Ministre de l'Economie), 1015

Gabathuler, Johann Jacob (Conseiller d'Etat à Saint-Gall et Conseiller national, membre du Parti radical-démocratique), 276
Gafner, Max (Président de la Fédération suisse du tourisme, Vice-Président de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, Président de l'Association des sociétés bernoises de détaillants, Conseiller national, membre du Parti des paysans, artisans et bourgeois), 355, 647, 688, 846
Galvanek, Bohdan (Conseiller de légation, Chef de la Division politique au Ministère des Affaires étrangères de Slovaquie, puis Chargé d'Affaires à Berne), 556-558
Galvanek, Eleonore, née Janoska (épouse du précédent), 558
Gamelin, Maurice Gustave (Général français, nommé Chef d'Etat-Major Général de la Défense nationale en 1938, puis Commandant en Chef des forces alliées en septembre 1939, remplacé en mai 1940 par Weygand), 120, 316, 346, 453, 624
Gautier, Victor (Directeur de la Banque nationale suisse, suppléant du Chef du IIIe Département de la Direction générale), 549
Gazda, Antoine (Ingénieur en chef de la Fabrique de Machines-outils d'Oerlikon), 102-104
Gazel, Armand (Conseiller à l'Ambassade de France à Berne), 958
Geigy AG, Basel (Société de produits chimiques à Bâle), 244
Gentin, Fernand (Ministre français du Commerce), 203, 225-226, 240, 249, 251, 253, 258-259, 338-339, 347
Gentizon, Paul (Correspondant de la «Gazette de Lausanne» à Rome), 91
George VI (Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande), 246
Georges, Joseph (Général français, adjoint du Général Gamelin et chargé des opérations dans le Nord-Est de la France), 453
Giannini, Amedeo (Sénateur et Ministre plénipotentiaire italien, Directeur général des Affaires commerciales au Ministère des Affaires étrangères), 7, 38-39, 53-54, 64, 107-108, 110, 307, 368, 372-377, 379, 384-385, 457-459, 525-528, 774, 820, 901-903
Girardet, Alexandre (Conseiller de légation chargé des affaires commerciales à la Légation de Suisse à Londres), 407, 445, 484, 487, 520, 832, 947
Giraudet (Diplomate français, responsable de la Sous-Direction des Relations commerciales au Ministère des Affaires étrangères), 408, 842-843

Glaeser, Ernst (Ecrivain allemand), 695
Gœbbels, Joseph Paul (Ministre allemand de la Propagande), 231, 264, 900, 994
Gœring, Hermann Wilhelm (Président du *Reichstag*, Ministre de l'Air, Maréchal du Reich, Commissaire pour le Plan de 4 ans), 29-30, 92, 100, 110, 264, 886, 897, 994
Golay, Maurice (Directeur général de la Société de Banque Suisse), 533
Golliez, Georges (Consul honoraire de Suisse à Batavia), 784
Gonard, Samuel (Lieutenant-Colonel EMG, Chef de l'Etat-Major particulier du Général Guisan; nommé le 6 juin 1940, Chef de la Section des opérations à l'Etat-Major Général de l'Armée), 1044
Gondrand Shipping Co, Inc.(Entreprise de transports, New York), 79
Gonzenbach, Adolf (Consul de Suisse à Barcelone, nommé Chargé d'affaires à Caracas en octobre 1939), 46, 60
Gorgé, Camille (Chef de la Section chargée de la Société des Nations au Département politique, puis Ministre de Suisse au Japon), 11, 209, 469-470, 489
Gorgerat, Charles-Albert (Avocat à Lausanne, Conseiller national, membre du Parti libéral), 765-766
Grandjean, Henri (Membre de la Direction générale du Crédit Suisse), 813
Gray, Douglas, Georges (Biologiste anglais), 522
Graziani, Rodolfo, Marquis de Neghelli (Maréchal italien, dès novembre 1939 Chef de l'Etat-Major Général), 450
Greiser, Arthur Karl (membre du NSDAP, Président du Sénat de la Ville libre de Dantzig et Sénateur pour les Affaires étrangères de novembre 1934 à septembre 1939), 302-303
Grimm, Robert (Conseiller national, membre du Parti socialiste), 319, 764, 767, 794
Groschupf, Ludwig (Directeur de la *Lloyd AG*, Bâle), 141-142
Grossreederei Rethymnis & Kulukundis Ldt (Entreprise de transports maritimes, Londres), 433-438, 1005
Guarnaschelli, Giovanni-Battista (Vice-Directeur général des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères d'Italie, suppléant de Buti), 306-307
Guarneri, Felice (Ministre italien des Echanges et des Devises, jusqu'au 31 octobre 1939), 235, 368, 467
Guderian, Heinz (Général allemand), 797
Guéra, Alfred (Chef de la Chancellerie de la Légation de Suisse à Madrid), 46, 65, 68
Guillaume II (Wilhelm II) (Roi de Prusse et Empereur d'Allemagne), 304
Guillaumy, (Commandant, officier français), 449-450
Guillermet, Arthur (Secrétaire général du Département de Justice et Police du Canton de Genève), 957
Guisan, Henri (Colonel Commandant du 1er Corps d'Armée; puis Général, Commandant en Chef de l'Armée suisse), 26, 28, 326-327, 447-448, 450, 453-454, 474-475, 536, 546, 554, 571-572, 594, 597, 624, 634, 667, 670, 693-694, 700-701, 705-706, 708, 721-723, 727-730, 745, 750-753, 759, 785-788, 797-799, 825-826, 856, 862-864, 870-872, 882-885, 896, 900-901, 919, 941-942, 944, 976-977, 980, 995-1000, 1007, 1036, 1044
Gulf Oil (Compagnie pétrolière), 245
Gut, Théodor (Conseiller national, membre du Parti radical-démocratique, premier-lieutenant, Officier de liaison entre le Conseil fédéral et l'Etat-Major Général de l'Armée, Président de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national dès juin 1940), 474, 668, 791
Gutekunst (suppléant d'E. Peter), 942
Gutsche, Bruno (Etudiant allemand en Suisse, arrêté pour espionnage en Suisse), 694
Gygax, Fritz (Fonctionnaire de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 389, 648
Gysin, Charles(Directeur de l'*European Grain Agency Ltd* à Londres, lié à l'entreprise André & Co; dès septembre 1939, représentant à Londres de la Confédération pour les questions d'affrètement, pour les achats de produits alimentaires, de matières premières et de combustibles), 491

Haab, Robert-Heinrich (Professeur à Bâle, Jurisconsulte du Département politique), 435
Haas, Samuel (Rédacteur en chef de l'agence «Presse Suisse Moyenne»/*Schweizer Mittel Presse*), 944
Hacke, Dr (Homme d'affaires allemand), 72-73
Haefeli (probablement: Haefely, James Emile, Economiste suisse), 689

Hafner, Walter (Colonel, Chef de la Section des forteresses à l'Etat-Major Général), 120
Halifax, Lord, Vicomte Edward Wood (Secrétaire d'Etat au *Foreign Office*), 18, 48, 154, 305, 483, 534-536, 898-899, 904, 911, 917, 939, 965, 988, 999, 1034-1035
Haller, Edouard de (Diplomate suisse, Directeur de la Section des mandats à la Société des Nations), 137, 875
Hanesse, Friedrich (Colonel, Attaché de l'Air près la Légation d'Allemagne à Berne, dès le 6 septembre 1939), 389
Harrison, Leland (Ministre des Etats-Unis à Berne), 162-163, 562-565, 1025
Hasler, Eugen (Colonel, Chef de la Division Presse et Radio de l'Etat-Major Général de l'Armée), 376, 472, 475
Hauser, Willi (Avocat, Préposé à l'Economie de guerre du Département de l'Economie publique), 244
Häusermann, Samuel (Chef de la 1ère Division de la Direction générale des Douanes, suppléant du Directeur général), 647, 775
Hauswirth, Hermann (Fonctionnaire de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 50, 52
Hedin, Swen (Voyageur et savant suédois, sympathisant du régime national-socialiste), 1000
Heer (en fait, Herr) Amiral (Chargé des Affaires du Blocus de l'Amirauté en France, Membre de la Cour de Riom), 842-843, 878
Heinkel, Ernst (Constructeur allemand d'avions), 573-575
Hélouis, Georges (Conseiller de l'Ambassade de France à Berne, du 3 novembre 1933 au 22 juillet 1940), 114, 118, 671-672
Hemmen, Johannes Hans Richard (Ministre plénipotentaire, attaché à la Légation d'Allemagne à Berne dès le 17 novembre 1939, Chef de la Délégation allemande pour les négociations commerciales avec la Suisse, Président de la Délégation économique allemande à la Commission d'armistice de Wiesbaden), 212, 267, 353, 389, 461, 539, 687, 690, 710, 726-727, 737-741, 743-744, 771, 857, 859, 954-956, 981, 1011, 1012
Henderson, Sir Nevile Meyrick (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, du 30 avril 1937 au 3 septembre 1939), 325
Herbert, Sir (cf. Emerson)
Herold, Hans (Secrétaire du *Vorort* de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), 93, 648
Herzog, Albert Hans (Consul de Suisse à San José du Costa Rica), 114
Hess, Rudolf, 666
Himmler, Heinrich (*Reichsführer SS* et Chef de la Police allemande), 994
Hispano-Suiza (Entreprise de métallurgie à Genève), 102, 382, 671, 859
Hitler, Adolf, 9-10, 18-19, 44-45, 56-58, 80, 82-83, 91-92, 100, 162, 164, 170-171, 264, 301-304, 313, 325-326, 421, 653, 666, 720, 897, 900, 928, 943, 975, 1001, 1009, 1024
Hodel, Robert (Correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* à Rome), 91
Hofmann, Ernst (Chef de l'*Eidgenössische Soziale Arbeiter-Partei*, Dirigeant de la *Nationale Bewegung der Schweiz* – «Mouvement national suisse»), 932, 933, 964
Hohl, Reinhardt (Chef de section au Département politique, spécialiste des problèmes de transports internationaux), 14, 409, 820-821, 824
Homberger, Heinrich (Directeur du *Vorort* de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie), 93, 225-226, 355, 361, 394, 407, 431-432, 441-442, 516, 528, 627, 632, 648-649, 688, 712, 739, 741, 743-744, 846, 855, 857-858, 942, 949-950, 990
Hoop, Josef (Chef du Gouvernement du Liechstenstein), 33-35, 37, 92
Hotz, Jean (Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 11, 38, 49, 53, 59, 64, 74, 105, 109, 115, 158, 202-203, 224, 235, 239, 249, 251, 253-254, 267, 271, 353, 355, 361, 368, 373, 377, 398, 400, 407, 420, 427-428, 430-431, 451, 458-461, 482, 516, 521, 523, 525, 539, 560, 577, 583, 591, 627, 632, 647, 688, 690-691, 710, 712, 726, 738, 739-742, 769-770, 811, 819, 846, 849, 855-859, 868, 878, 885, 887, 901, 903, 914, 916, 949, 951-953, 978, 989, 1011
Huber, Albert (Consul de Suisse pour le Protectorat de Bohême et de Moravie à Prague, dès le 12 juin 1939; nommé Consul général par le Conseil fédéral le 19 novembre 1940), 165, 873
Huber, Jakob (Colonel commandant de corps; Sous-Chef de l'Etat-Major Général; dès le 1er janvier 1940, Chef de l'Etat-Major Général), 98, 110, 448, 692-693, 709-710, 751, 757-759, 871

Huber, Karl Albert (Fondé de pouvoirs de la société *Standard AG* à Zurich), 351
Huber, Max (Professeur de droit, Jurisconsulte des Départements militaire et politique, Président du Comité international de la Croix-Rouge), 289-290, 434-435, 469, 589-590, 605-607, 722, 724
Hudson, Robert Spear (Secrétaire d'Etat au Département britannique du Commerce avec l'outre-mer, de mai 1937 à avril 1940), 447, 483
Hug, Friedrich (Président du Directoire commercial à Saint-Gall, Membre du Conseil de banque de la Banque nationale), 442-443
Hügel, Klaus (Membre des SS, Chef de l'*Alemannischer Arbeitskreis* et de la Section VI du *SD-Leitabschnitt* de Stuttgart), 472, 475, 942-943
Hull, Cordell (Secrétaire d'Etat des Etats-Unis), 206-207, 218, 220, 245-246, 481, 566, 773, 968, 1032
Humbert, René (Fonctionnaire du Service de Police du Ministère public de la Confédération), 576
Humbert-Droz, Jules (Conseiller national, membre du Parti communiste), 171, 222
Huntziger, Charles (Général français, Président de la Délégation française à la Commission d'Armistice de Wiesbaden), 980
Hunziker, Hans (Directeur général de l'Administration fédérale des Postes et des Télégraphes), 329
Hunziker, Walter (Directeur de la Fédération suisse du tourisme), 846

Ilsemann, Iwan von (Lieutenant-colonel, Attaché militaire à la Légation d'Allemagne à Berne), 131-132, 343-344, 935, 997
Impag SA (Société de commerce international, Zurich), 842
Ingianni, Giulio (Général italien, attaché à la Direction de la Marine Marchande au Ministère des Communications), 372-373, 376
Iselin, Félix (Colonel, Chef de l'Etat-Major du 3ème Corps d'Armée), 719
Isler, Arnold (Colonel, Directeur de l'Office fédéral de l'air, Chef de l'Etat-Major de l'aviation et de la DCA), 333, 335, 785, 896

Jaccard, Gaston (Consul général de Suisse à Montréal), 246-247
Jacobsson, Per (Conseiller économique de la Banque des Règlements internationaux), 1015
Jaeger, Maximilian (Ministre de Suisse à Budapest), 537
Jenny, Caspar (Industriel à Ziegelbrücke, Membre du *Vorort* de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, Président de l'Agence «Presse Suisse Moyenne»), 942
Jöhr, Adolf (Président de la Direction générale du Crédit suisse), 816, 846, 873
Jörin (Entreprise de commerce international, Bâle), 838
Juge, Jean-Fernand (Ministre plénipotentiaire honoraire, Chef du Service commercial à l'Ambassade de France à Berne), 202-203, 240, 253-254, 420, 425, 427, 440, 530, 771, 819-820, 876
Justo, Agustin P. (Général argentin, ancien Président de la République), 511

Kappeler, Franz (Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Berlin, puis Chargé d'affaires ad interim), 59, 100, 304, 462, 822, 1014, 1023
Karr & Cie (Entreprise de commerce international, Zürich), 837
Kaufmann, Max (1er Adjoint du Directeur de l'Office fédéral de l'Industrie et du Travail du Département de l'Economie publique), 853
Keel, Guido (Rédacteur au Département politique, Secrétaire-traducteur au Conseil national et Secrétaire de la Commission des pleins-pouvoirs du Conseil national), 319
Keel, Valentin (Conseiller d'Etat du Canton de Saint-Gall, Chef du Département de Police), 632
Kellenberger, Eduard (suppléant du Directeur de l'Administration fédérale des Finances), 495
Keller, Gottfried (Ecrivain suisse), 943
Keller, Max Léo (Membre du *Führerkreis* de la *Nationale Bewegung der Schweiz*, Délégué du Conseil d'Administration du journal *Neuen Basler Nachrichten*), 719, 932, 933
Keller, Paul Victor (Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux), 267, 346, 350, 352, 355, 361, 407, 441-443, 447, 454, 482, 491-493, 497, 503, 517, 520, 560, 577, 591, 632, 649, 651, 820, 906, 930-932, 941, 945, 954, 965-966, 968-971, 973, 978, 981, 1002, 1026-1027
Kelly, David Victor (Ministre de Grande-Bre-

tagne à Berne dès le 10 janvier 1940), 540-541, 616, 671-672, 770, 772, 833-834, 845, 878, 911, 926, 957, 998, 1039
Kennard, Sir Howard William (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Varsovie), 303
Kepler (Keppler), Alfred (Correspondant du journal bernois *Der Bund* en Italie), 260
Kessler, Eric (Journaliste, attaché à la Légation de Suisse à Londres), 416
Ketterer, James (Agent consulaire de Suisse à Stuttgart), 871
Kissling, Walter (Colonel, Secrétaire du Département militaire), 387-388
Knatchbull-Hugessen, Sir Hughe Montgomery (Diplomate britannique), 1
Kobelt Karl (Colonel suisse, Chef de l'Etat-Major du 4e Corps d'Armée, puis Conseiller fédéral, Chef du Département militaire de 1941 à 1954), 709, 1044
Koch, Adalbert (Adjoint à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 407, 487, 520
Koch, Erich (*Gauleiter der NSDAP Ostpreussens* 1928-1945), 302
Köcher, Otto Carl Albrecht (Ministre d'Allemagne à Berne de 1937 à 1945), 92, 157, 162-163, 281, 311-312, 325, 330, 332, 353, 371, 653, 656-657, 719, 839, 882-884, 901, 974, 976, 995, 1037
Kœchlin, Carl E. (Président de la Chambre de commerce de Bâle, Vice-Président du *Vorort* de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, Chef de la Section des produits chimiques et pharmaceutiques de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail), 650, 945
Kohler, Pierre (Professeur à l'Université de Berne), 418
Kohli, Robert (Secrétaire de légation, Chef du Bureau du Contentieux – *Rechtsbureau* -du Département politique, Chef de l'Office de l'émigration), 268, 355, 361, 407, 460, 549, 573, 648, 712, 726, 739, 812, 846, 855-856, 859
Kokothaki, Rakan (Directeur commercial de l'entreprise *Messerschmitt AG*), 388
Komarnicky (Komarnicki), Tytus (Ministre de Pologne à Berne, Délégué polonais à la Société des Nations), 302, 472, 656-657
König, Hans (Directeur général de la *Schweizerische Lebensversicherungs- und Rentenanstalt*, Zurich), 271, 688
Kopf, [Rudolf?] (Homme politique à Bregenz), 472-473
Kordt, Erich (Diplomate allemand), 719
Krzemien (Membre de la Délégation polonaise pour les négociations économiques à Berne; probablement: Kremer, Jerzy, Conseiller au Ministère polonais du Commerce), 52-53
Kullmann, Gustave G.(citoyen suisse, Haut-Commissaire adjoint de la Société des Nations pour les réfugiés, puis Directeur adjoint du Comité intergouvenemental pour les réfugiés), 69, 166, 197, 242
Kunz A.G. (Filatures à Windisch), 843
Kunz, Walter (Consul de Suisse à Mulhouse), 952

La Roche, Robert (Banquier à Bâle, Président de l'Association suisse des banquiers), 531
Labaume (cf. Renom de la Baume)
Labhart, Jacob (Colonel Commandant de corps, Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée; puis dès le 1er janvier 1940, Commandant du 4e Corps d'Armée, tout en conservant le titre de Chef du Service de l'Etat-Major Général), 28, 131, 110, 333-338, 346, 438, 447, 449, 453, 469, 472, 474-475, 751, 756, 759
Lachenal, Adrien (Président du Conseil d'Etat du Canton de Genève), 112-113
Lamoureux, Lucien (Ministre français des Finances, de mars 1940 au 5 juin 1940), 651-652, 657, 675
Land, Emory Scott (Vice-Amiral américain, Président de la Commission maritime), 153
Lardelli, Renzo (Colonel, Commandant du 1er Corps d'Armée dès le 31 août 1939), 751, 756-757, 759
Lardy, Charles (Ministre de Suisse, Chef de la Division des intérêts étrangers du Département politique), 332
Lardy, Etienne (Ministre de Suisse à Ankara), 573
Laur, Ernst (Directeur de l'Union suisse des paysans), 5, 355, 361, 407, 516, 688, 712, 739, 742-744, 846
Léger, Alexis (Saint-John Perse) (Diplomate français, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères jusqu'au 19 mai 1940), 716
Leith-Ross, Frederick, Sir (Directeur général du Ministère britannique de l'Economie de guerre), 447, 947, 969-970, 979, 982
Lentillon, Etienne (membre du Parti communiste suisse), 695
Lenzinger, Paul Louis (Vice-Consul et Gérant

du Consulat de Suisse à Batavia, Consul dès le 3 juin 1940), 784
Léopold III (Roi des Belges), 325, 390-391, 464
Liechti, Ernest (Directeur de la *Schweiz. Genossenschaft für Getreide-und Futtermittel* – Société Coopérative suisse des Céréales et Matières fourragères – à Berne), 207, 218, 244
Lifschitz, Boris (Avocat à Berne, Consul du Nicaragua), 59
Ligne, Eugène, Prince de (Diplomate belge, chargé de mission auprès des gouvernements du Groupe d'Oslo), 391
Lipski, Joseph (Ambassadeur de Pologne à Berlin), 303
Litvinoff, Maxime (Diplomate soviétique, Ancien Commissaire du peuple aux Affaires étrangères et représentant de l'URSS à la Société des Nations, remplacé par Molotov en mai 1939), 224
Lloyd AG (Entreprise spécialisée dans la navigation fluviale, Bâle), 141-147
Lodigenki (Lodygensky, Vladimir) (Lieutenant suisse), 555
Logoz, Paul (Colonel, adjoint comme expert juriste au bureau du Chef de l'Etat-Major Général), 329, 333-335, 338, 453-454, 475, 607, 721-724, 730, 785-787, 907, 1037
Lokomotik-und Maschinenfabrik Winterthur (Entreprise de construction de machines et de locomotives, Winterthur), 72, 446
Lonza (Entreprise de produits chimiques, Bâle et Gampel), 684
Loos (alias Luhr), Berthold (Saboteur allemand entré illégalement en Suisse et arrêté en juin 1940), 974
Ludwig, Hermann (Chef du Service du chiffrage de la Division des Affaires étrangères du Département politique), 401
Lutz, Carl (Chancelier à Tel-Aviv du Consulat de Suisse pour la Palestine et la Transjordanie), 204

Maag (Entreprise de métallurgie, Zurich), 386-388
Mackenzie King, William Lyon (Premier Ministre du Canada), 246
Maginot, André (Ancien Ministre français de la Guerre), 315, 317, 753, 827
Magron, Peter (Colonel suisse, Commandant de troupes d'aviation), 785, 896
Makins, Roger Mellor (Secrétaire du Comité intergouvernemental pour les réfugiés, remplacé par Reilly; puis Haut fonctionnaire de l'administration centrale du *Foreign Office*, Directeur du *Central Department* – Direction d'Europe -), 69, 305, 715
Mann, Heinrich (Ecrivain allemand), 308
Mannerheim, Carl Gustaf Emil (Maréchal finlandais), 554
Marbach, Fritz (Professeur d'économie à l'Université de Berne), 221
Marie-Louise, de Habsbourg-Lorraine (Epouse de Napoléon Ier, Impératrice des Français), 795
Marti, Hans (Juriste à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 688, 846
Martignon (Général français), 671
Martin, Henri (Ministre de Suisse à Varsovie, désigné par le Conseil fédéral le 17 décembre 1940 comme Chargé d'affaires permanent à Lisbonne), 49-50, 74, 401, 654, 1027
Marvin (Fabrique d'horlogerie et de mécanique, La Chaux-de-Fonds), 341
Masi, Manlio (Directeur général pour le Commerce extérieur au Ministère italien des Echanges et des Devises, Délégué du Conseil d'Administration de l'*Istituto Nationale per i Cambi con l'Estero*), 40, 368-370, 864, 868-869, 914
Masnata, Albert (Directeur de l'Office suisse d'expansion commerciale), 204
Masson, Roger (Lieutenant-Colonel, Colonel en 1940; Chef de la Section de renseignements de l'Etat-Major Général), 119, 121, 131, 295, 333-334, 337-338, 340-341, 343, 346, 438, 453, 546, 593, 599, 678, 749, 870-871, 884
Massstabfabrik Schauffausen (Entreprise industrielle), 292
Mateu (Maire-Président de la Ville de Barcelone), 140
Matter, Erwin (Chef de l'Office de guerre pour les transports), 1, 14, 142, 168-169, 176, 201, 208-210, 245, 256, 284, 350, 358-359, 372-375, 377, 383, 408-409, 425, 457-458, 461, 491, 524, 595, 853, 935, 1005
Maurer, Walter (Colonel, Officier instructeur d'artillerie), 996
Mayer, Saly (Président de la Fédération suisse des communautés israélites), 959
Meier, Richard (Chef de section de 2e classe au Département politique), 72-73, 205
Meili, Armin (Conseiller national, membre du Parti radical-démcratique, Directeur de

l'Exposition nationale suisse de Zurich, Colonel), 240
Meissner, Otto (Ministre d'Etat allemand, Chef de la Chancellerie présidentielle d'Hitler), 100
Meister, Max (Fonctionnaire à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 349
Mereghetti (Société d'exportation de paille), 379
Merminod, Jean (Juriste à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 14, 208
Messerschmitt, Willy (Constructeur allemand d'avions), 104, 387-389, 539
Meyer, Ludwig Friedrich (Avocat à Lucerne, Conseiller national, membre du Parti radical-démocratique), 216, 868, 928
Meylan, Edmond (Secrétaire de la Chancellerie du Consulat de Suisse à Barcelone), 140
Miescher, Rudolf (Colonel, Commandant du 3ème Corps d'Armée), 27-28, 751, 754-755, 759
Milanovitch, Vladimir (Ministre de Yougoslavie en Suisse, du 21 novembre 1939 au 21 mars 1940), 537
Minger, Rudolf (Conseiller fédéral, Chef du Département militaire), 25-26, 28, 104, 122, 133, 190, 208, 272, 286, 292, 308, 329, 336, 338, 387, 433, 470, 528-529, 539, 540, 548, 557, 590, 594, 598, 606, 615-616, 667, 669, 693, 723, 725, 739, 744-745, 750, 785, 797, 798, 815, 819, 825-826, 863, 870, 885, 896, 898, 900, 977, 980, 981, 995-997, 1000, 1007
Mitchell, S.S.C., *Commander* (Représentant de l'Amirauté britannique auprès de la Fabrique de Machines-Outils d'Oerlikon), 616, 678
Mœrikofer, Peter (Directeur de *Geigy AG* à Bâle), 244
Mœsch, Walter (Colonel, Chef du télégraphe de l'Armée), 329
Monfrini, Louis (Médecin à Lausanne, officier suisse, admirateur de Mussolini), 871
Monnet, Georges (Ministre français du Blocus du 21 mars au 15 juin 1940), 619-620
Monzie, Anatole de (Ministre français des Travaux Publics jusqu'au 5 juin 1940), 152-153
Morane (Entreprise française de construction aéronautique), 104, 589
Morgenthau, Henry J., Jr (Secrétaire américain au Trésor), 1032
Morlath, Karl Heintz (Etudiant allemand, arrêté pour espionnage en Suisse), 695
Moscicky, Ignacy (Président de la République de Pologne), 402
Motta, Giuseppe (Conseiller fédéral, Chef du Département politique), 9, 12, 14, 16-19, 30, 32, 41-42, 44, 47, 55-56, 60, 70, 88, 92, 100, 112-114, 122-123, 129-131, 141, 157, 160, 164, 171, 190, 194, 202, 208, 211, 216-217, 230, 248, 256, 259-260, 263, 268, 276, 280-283, 287, 289, 292-293, 296, 301, 304, 306, 308-311, 319, 322, 324, 328, 332, 336, 338, 342, 344, 349, 362, 392, 403, 416, 421-422, 447-448, 460, 466, 468-470, 474, 476, 487, 489, 501, 508, 528, 531, 534, 539, 571, 582, 936
Motta, Riccardo (Directeur du deuxième Département de la Banque nationale, suppléant du Directeur général), 205, 703
Müller, Guido (Maire de Bienne, Conseiller national, membre du Parti socialiste), 22, 99
Müller, Hans (Conseiller national, domicilié à Grosshöchstetten, Dirigeant du *Schweiz. Bauernheimatbewegung* – «Mouvement des Jeunes-Paysans»), 767
Munch, Peter R. (Ministre des Affaires étrangères du Danemark), 390
Muralt, Johannes von (Colonel divisionnaire, Chef du Groupe Id de l'Etat-Major Général, nommé Commissaire fédéral pour l'internement en juin 1940), 692, 997, 1009
Muri, Alois (Chef de la Division des télégraphes et des téléphones à la Direction générale des postes et télégraphes), 329
Mussolini, Benito, 26, 82-83, 91, 189, 203, 231, 264, 325, 362-363, 421, 467, 682, 683, 712, 714, 745, 749, 812-813, 829-831, 868, 871, 928
Musy, Jean-Marie (ancien Conseiller fédéral, Conseiller national, membre du Parti catholique-conservateur), 140-141, 383, 935, 943

Naef, Hans Rudolf (Membre du Comité directeur de l'Union suisse des fabricants de soieries – *Verband schweiz. Seidenstofffabrikanten*), 442-443
Nafta (Société de transports d'hydrocarbures), 459
Nager, Franz (Colonel, Chef d'Etat-Major de la 9e Division), 996
Napoléon Ier, 795
Nef, Victor (Consul général de Suisse à New York), 77, 244, 247

Negrín Lopez, Juan (Président du Gouvernement républicain espagnol), 62
Nelson, Frank (Représentant du gouvernement britannique à Bâle en tant que *Trade Adviser*), 444
Nestel, Erwin Rudolf (Secrétaire du Consulat général de Suisse à Copenhague), 587
Nestlé (Entreprise de produits alimentaires), 61
Neuhausen (*Schweizerische Industriegesellschaft Neuhausen*) (Société industrielle suisse de Neuhausen, à Schaffhouse), 292, 342, 360, 508
Neurath, Konstantin, Baron, von (Ancien Ministre allemand des Affaires étrangères; Président du Conseil Secret; Protecteur de la Bohême et de la Moravie, dès le 16 mars 1939), 45, 101
Neuveville (Neuville E., Consul de France à Madrid), 46
Nicita, Francesco (Conseiller commercial près la Légation d'Italie à Berne), 990-991
Nickl, Alfred von (Diplomate hongrois), 272
Nicole, Léon (Conseiller national socialiste, exclu du Parti socialiste suisse en septembre 1939 après avoir approuvé le pacte germano-soviétique), 112, 223, 301, 695
Nietlispach, Emil (Avocat à Wohlen, Conseiller national, membre du Parti catholique-conservateur , Président de la Commission des pouvoirs extraordinaires du Conseil national), 763, 765, 768
Niggli, Theophil (Secrétaire de la *Zürcherische Seidenindustrie Gesellschaft*), 443
Noël, Léon (Ambassadeur de France à Varsovie), 303
Nussbaumer, Albert Charles (Directeur du siège de Londres de la Société de Banque Suisse, puis Membre de la Direction générale de la Société de Banque Suisse), 487, 503, 520, 582

Obrecht, Hermann (Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Economie publique, démissionnaire le 5 juillet 1940), 7, 14, 94, 104, 139, 152, 158-159, 164, 168, 176, 202, 209-210, 212, 221, 225, 239, 244, 249, 284, 288, 323, 344, 347, 350, 382-383, 386-387, 392, 408, 424, 426-427, 433, 439, 462, 468, 476, 487, 489, 493, 497, 499, 512, 519, 529, 537, 562, 577, 582, 584-585, 587-588, 594-595, 615, 619, 626-627, 689, 727, 731, 780, 786, 789, 792, 799, 813, 815, 843, 852
Odjfell, Fredrik (Armateur norvégien), 245, 437
Oeding (Personnalité allemande; peut-être: Oetting, Wolfgang, Collaborateur du Ministère des Affaires étrangères), 993-994
Oeri, Jakob Albert (Rédacteur en chef des *Basler Nachrichten*, Conseiller national de Bâle-Ville, membre du Parti libéral), 720
Oerlikon (Werkzeugmaschinen-Fabrik), 72, 322, 331, 341, 361, 382, 445, 508, 540-542, 546-548, 615, 650, 671, 678, 684, 743-744, 811-813, 915, 1013
Omega (Fabrique d'horlogerie à Bienne), 341
Oprecht, Hans (Conseiller national, Président du PSS), 134, 760, 763, 766

Paillard (Entreprise de petite mécanique à Sainte-Croix et Yverdon), 561
Paravicini, Charles Rudolf (Ministre de Suisse à Londres), 1, 17, 19, 47, 483-484
Paschoud, Maurice (Chef du Département des travaux et de l'exploitation à la Direction générale des CFF), 329
Patijn, Jacob Adriaan Nikolaas (Ministre hollandais des Affaires étrangères), 47
Payot (Editions à Lausanne), 555
Pedrazzini, Luigi (Correspondant de journaux tessinois à Rome), 91
Pell, Robert T. (Vice-Directeur du Bureau Permanent du Comité intergouvernemental pour les réfugiés), 199, 242-243, 279
Péquignot, Eugène (Secrétaire général du Département de l'Economie publique), 104, 221, 509, 587, 619
Pernot, Georges (Ministre français du Blocus, du 13 septembre 1939 jusqu'en avril 1940), 451-452, 461, 513, 524, 628
Perréard, François (Chef du Département des Finances et des Contributions du Canton de Genève, Conseiller national, membre du Parti radical-démocratique), 876
Perrenoud (Fabrique de mécanique, Le Locle), 341
Perret, Henri (Administrateur du Technicum des Montagnes neuchâteloises, Conseiller national, membre du PSS), 765
Perrin, Georges (Fonctionnaire à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 296
Pétain, Philippe (Maréchal de France, Chef de l'Etat français), 922, 926, 1038
Peter, A[rnold?] (Directeur de la Société Sulzer à Bucarest), 255

Peter, Ernst (*SS-Hauptsturmführer*, chef de la section VI du *SicherheitsDienst-Leitabschnitt* de Stuttgart et de l'*Almenannischer Arbeitskreis*), 472, 475
Peter, Marc (Ministre de Suisse à Washington), 77, 153, 172, 218, 220, 245
Petrola (Schweizerische Genossenschaft für die Versorgung mit flüssigen Brennstoffen , Coopérative suisse pour l'approvisionnement en carburants liquides, Zürich), 802
Philipps, William (Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Rome), 682
Pictet, Albert (Banquier genevois, Président de l'Association des Banquiers Privés de Suisse), 876
Pie XII (Mgr Eugenio Pacelli, dit) (Pape, élu le 2 mars 1939), 325, 464
Pierlot, Hubert (Homme politique belge, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères), 390
Pilatus (Flugzeugwerke A.G., Stans), 102-104
Pilet-Golaz, Marcel (Conseiller fédéral, Chef du Département des Postes et des Chemins de fer, puis Chef du Département politique, Président de la Confédération en 1940), 32, 163-164, 281, 286, 308, 329, 422, 448, 476, 509, 528, 565-566, 571, 582, 584, 590, 594, 597-599, 606-608, 622, 653-659, 667-671, 674-676, 683-684, 690, 700-701, 711, 712, 716, 721-724, 727-729, 739, 741-742, 747-750, 760, 763-766, 768-770, 785-787, 789, 791-796, 798, 802, 809, 813, 815, 819, 825-827, 829, 839, 845-846, 849, 862, 864-865, 870-872, 874, 885, 889, 899, 907, 911-912, 919, 925, 928-929, 932-936, 941, 957, 964, 974, 976-977, 981, 991-995, 997-998, 1000, 1004, 1008, 1015-1016, 1022-1024, 1036, 1044
Poninski, A., Comte (Conseiller de l'Ambassade de Pologne à Bucarest), 402
Primault, Etienne (Capitaine, de l'Etat-Major des troupes d'aviation et de Défense Contre Avions), 996
Prisi, Adrian (Capitaine à l'Etat-Major Général, officier de piquet, rédacteur des procès-verbaux), 333
Prisi, Fritz (Colonel, Commandant du 2e Corps d'Armée), 27, 449, 751, 755-756, 758-759
Puhl, Emil Johann (Premier Vice-Président de la *Reichsbank*), 1015
Pury, Arthur de (Ministre de Suisse à la Haye, puis Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique à Berne), 22, 47, 783, 785, 810, 900

Raczkiewicz, Wladislaw (Président de la République de Pologne), 402, 626
Raczynski, Roger, Comte (Ambassadeur de Pologne à Bucarest), 401-402
Radlinsky, Raduz (Diplomate slovaque, Chef du protocole au Ministère des Affaires étrangères à Bratislava), 556-557
Rais, Albert (Avocat et Notaire à la Chaux-de-Fonds, Conseiller national, membre du Parti radical-démocratique, Président de la Chambre suisse de l'horlogerie), 442
Randall, Alec Walter George (Diplomate britannique, Conseiller pour les relations avec la Société des Nations et le Comité intergouvernemental d'aide aux réfugiés), 69
Rappard, William Emmanuel (Professeur, Directeur de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, Délégué de la Suisse à la Société des Nations), 488
Ratzenberger, Max (Chargé d'affaires a.i. de Suisse à Athènes), 1001
Real, Fritz (Conseiller de légation, Attaché commercial à la Légation de Suisse à Washington), 206, 246
Redard, Charles (Chargé d'affaires de Suisse à Lisbonne), 292
Reederei Odjfell (Compagnie norvégienne de transports maritimes), 437
Regamey, Marcel (Avocat à Lausanne), 871
Reilly (Secrétaire du Comité intergouvernemental pour les réfugiés), 69
Reiss, Ignace (Militant communiste, assassiné à Chamblandes), 223, 298
Remarque, Erich Maria (Ecrivain allemand), 695
Renault, Louis (Industriel français), 624
Renggli, Paul (Chef de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail du Département de l'Economie publique), 625, 648, 650
Renom de la Baume, Robert (Directeur politique adjoint, chargé des affaires économiques au Ministère français des Affaires étrangères, et Secrétaire général du Ministère du Blocus dès septembre 1939; puis Ambassadeur de France à Madrid, puis à Berne, dès le 22 novembre 1940), 523-524, 619, 1037
Rethymnis & Kulukundis Ldt (cf. *Grossreederei...)*
Reusser, Louis (Directeur de la Fabrique de

munitions de Thoune, Lieutenant-Colonel), 738
Reynaud, Paul (Ministre français des Finances), 89
Rezzonico, Clemente (Conseiller de légation, Chef du Service de la presse et de la propagande du Département politique), 113, 133, 230, 295, 376, 719, 822, 932
Rheinhaben, Werner von (Secrétaire d'Etat a. D. allemand), 1000
Ribas (cf. Fabra)
Ribbentrop, Joachim, von (Ministre allemand des Affaires étrangères), 302, 340, 653-657, 665, 840, 994
Riccardi, Raffaelo (Ministre italien du Commerce extérieur et des Devises, succcède à F. Guarneri le 1er novembre 1939), 467, 683, 812
Rietmann, Ernst (Directeur de la *Neue Zürcher Zeitung*), 416
Rigassi, Georges (Directeur de la «Gazette de Lausanne»), 746
Ritter, Karl (Négociateur allemand, *Leiter der Wirtschaftsabteilung im Auswärtigen Amte*), 690, 710, 849-850
Ritter, Paul (Consul général de Suisse à Munich), 170, 871
Roberts, Frank Kenyon (Diplomate britannique), 917
Rocco, Guido (Chef du Service de la presse étrangère du Ministère italien de la culture populaire), 230, 251
Rochat, Charles (Directeur adjoint des Affaires politiques et commerciales au Ministère français des Affaires étrangères), 347
Roche, cf. La Roche, Robert
Röhm, Ernst (Commandant en chef des SA, exécuté en 1934), 695
Rohner, Frédéric (Chef de la Mission suisse d'achat aux Etats-Unis en 1917-1919), 78-79
Rohner, Gehrig & Co, Inc. (Entreprise de transports), 79
Rollin, Louis (Ministre français du Commerce), 619
Rolls-Royce (Entreprise britannique), 102
Roosevelt, Franklin Delano (Président des Etats-Unis d'Amérique), 69, 162-163, 167, 170, 198-199, 207, 325, 562-564, 959
Rosenberg, Alfred (Editeur des *Nationalsozialistische Monatshefte*), 10
Rossy, Paul (Vice-Président de la Direction générale de la Banque nationale suisse, Chef du 2e Département), 205, 652, 658, 674, 676-677, 865, 1025
Röthlisberger, Walter (Consul général de Suisse à Bogota), 732
Rothmund, Heinrich (Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police), 5, 22, 69, 98, 158, 160, 166, 197, 242, 244, 280, 419, 466, 719, 730, 957, 959
Rougemont, Denis de (Ecrivain et journaliste suisse), 746
Rublee, George (Représentant américain au Comité intergouvernemental pour les réfugiés, élu Directeur permanent le 3 août 1938 et démissionnaire en février 1939), 23, 69-70, 197, 278-279
Rueff, Jacques (Sous-Gouverneur de la Banque de France), 533-534
Ruegger, Paul (Ministre de Suisse à Rome), 7, 38, 53, 64, 91, 105, 109-110, 175, 188, 200, 203, 211, 230, 235, 237, 251-252, 260, 306, 330, 362, 368, 373, 377, 419, 466, 525, 593, 659, 682-683, 704, 713-714, 774, 829, 880, 901, 914, 928, 976, 989
Rusca, Francesco (Commerçant à Chiasso, Conseiller national, membre du Parti radical-démocratique), 109, 648, 775
Ryniewicz, Stefan J. (Premier secrétaire de la Légation de Pologne à Berne), 72

Sabath, Hermann Friedrich (*Vortragender Legationsrat* à la Division économique du Ministère allemand des Affaires étrangères), 855-856, 859
Sakellariou, Alexander E. (Vice-Amiral grec, Chef de l'Etat-Major Général de la marine royale de Grèce), 1001
Salis, Jean Rodolphe de (Professeur d'histoire à l'Ecole Polytechnique Fédérale de Zurich), 418
Salis, Peter Anton, von (1er Secrétaire, chargé des affaires commerciales à la Légation de Suisse à Paris), 350, 399, 408, 411, 516
Sänger, Walter (Représentant de *Geigy AG* à New York), 244
Sarasin, Hans Franz (Représentant de l'Association suisse des Fabricants de Rubans de Soie – *Schweiz. Seidenband Fabrikanten-Verein*), 442-443
Saussure, Jacques de (Chef-adjoint de la Division des Intérêts étrangers du Département politique), 471
Sayre, Francis Bowes (Sous-Secrétaire d'Etat

des Etats-Unis d'Amérique, chargé des relations commerciales extérieures), 245
Scapini, Georges (Ambassadeur français, Membre de la Délégation du gouvernement de Vichy à la Commission d'armistice de Wiesbaden), 1009, 1036
Schacht, Horace Greely Hjalmar (Président de la *Reichsbank* de 1933 à 1939, Ministre allemand sans portefeuille de 1937 à 1943), 279
Schaffner, Hans (Chef de la *Nationale Bewegung der Schweiz* – «Mouvement national suisse»), 932-933
Schindler, Dietrich (Professeur de droit à l'Université de Zurich, Jurisconsulte du Département politique et de l'Etat-Major Général, Lieutenant-Colonel), 9, 364, 461, 773, 1037
Schindler, Fritz (Industriel suisse à Kennelbach), 943
Schlatter, Ernst (Secrétaire de légation à Bruxelles), 784
Schmid-Ruedin, Philipp (Conseiller national, membre du Parti radical-démocratique, Secrétaire général de la Société suisse des commerçants), 555
Schmidt, Paul Karl (Chef de la Division de la Presse au Ministère allemand des Affaires étrangères), 462
Schmidt, Rudolf (Général allemand, adjoint de H. Guderian, commandant des blindés), 797
Schnorf, Fritz (Directeur général de la Banque nationale, Chef du troisième Département, nommé par le Conseil fédéral le 17 mars 1939), 116, 124, 138, 147, 151, 520, 566, 602, 660, 864, 868
Schulthess, Edmund (Ancien Conseiller fédéral, Président de la Commission fédérale des banques), 56, 171, 307, 529, 622, 720, 816, 991-994, 1000
Schulthess, Willy (Neveu du précédent, Directeur de la *Schweizerische Bodenkreditanstalt* à Zurich), 993
Schürch, Ernst (Rédacteur en chef du journal bernois *Der Bund*), 963-964
Schuschnigg, Kurt-Edler, von (Chancelier autrichien de 1934 à 1938), 767
Schwab, Max (Directeur de la Banque nationale, suppléant du Chef du premier Département de la Direction générale), 268, 647, 688, 712, 739, 743, 846, 889
Schwegler, Walter (Fondé de pouvoirs au Deuxième Département de la Direction générale de la Banque nationale), 868
Schweizerische Bankverein (cf. Société de Banque Suisse)
Schweizerische Bodenkreditanstalt,(Banque à Zurich), 993
Schweizerische Diskontbank, 89
Schweizerische Lokomotiv-&-Maschinenfabrik, Winterthur (S.L.M.), 72, 446
Schweizerische Reederei AG, Bâle, 351, 411, 434-435
Schwengeler, Arnold H. (Collaborateur à la Section de renseignements de l'Etat-Major Général), 422
Secretan, Daniel (Diplomate suisse, Secrétaire général de l'Institut international de coopération internationale de la Société des Nations; dès le 18 septembre 1939, Chef de section au Département politique), 875
Secrétan, Jacques (Membre du Service juridique du Bureau International du Travail de 1930 à 1940), 875
Selzam, Edwart, von (Conseiller de légation, Chef de la Division commerciale de la Légation d'Allemagne à Berne), 983
Serruys, Daniel (Haut Commissaire français à l'Economie nationale, dès le 13 septembre 1939), 524
Setchell, Herbert Léonard (Secrétaire commercial de la Légation de Grande-Bretagne à Berne, du 26 novembre 1934 au 30 juin 1941), 530, 649, 771, 845, 891, 906, 916, 946, 953-956
Seyboth, Gottfried (Conseiller ministériel au Ministère allemand de l'Economie, Président de la délégation allemande pour les négociations germano-suisses en été 1940), 212, 849, 855, 857-859, 885, 887, 1012
Shell (Compagnie pétrolière), 374
SIAP (Compagnie pétrolière), 374, 459
Siemens S.A. (Entreprise allemande), 56, 387-388
Sikorski, Wladislaw, Général (Chef du Gouvernement de Pologne réfugié en France), 402
Sillig, Edouard (Avocat à Vevey), 509, 511-512
SIM (Etablissements SIM S.A., Ateliers de construction mécanique, Morges), 259
Siméon, Henry (Commandant, Chef d'escadron, Attaché militaire près l'ambassade de France à Berne, du 19 septembre 1938 au 17 mai 1940), 119-121, 341-342, 346, 547
Simon Planas, José Maria, de (Espagnol réfugié à la Légation de Suisse à Madrid), 66

Skelton, O. D. (Sous-Secrétaire d'Etat pour les Affaires extérieures du Canada), 246
Société Coopérative suisse des Céréales et Matières fourragères (*Schweiz. Genossenschaft für Getreide-und Futtermittel*), 244
Société de Banque Suisse (*Schweiz. Bankverein*), 8, 89, 138-139, 487, 503, 520, 576, 582, 584-585, 602, 617, 651-652, 681, 865
Société financière italo-suisse, 643
Société française pour l'Aluminium, 360
Société genevoise d'Instruments de Physique, 387
Société Suisse de Surveillance économique, 1, 169, 183, 237, 347, 353, 367,
Somary, Félix (Banquier, de la Banque Blankart et Cie à Zurich), 206-207, 218, 244, 246, 773, 1032
Speich, Rudolf (Membre de la Direction générale de la Société de Banque Suisse et du Conseil d'Administration de l'Association suisse des banquiers), 531
Spinasse, Charles (Ministre français de l'Economie nationale en septembre 1936), 249
Stadler, Rodolphe (Directeur de la SA des câbleries et tréfileries de Cossonay, Chef de la Section des Métaux de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail), 588, 648, 650
Stähli, Hans (Conseiller d'Etat bernois, Conseiller national, membre du Parti des paysans, artisans et bourgeois), 794
Staline, Joseph, 301, 552, 695
Stämpfli, Franz (Procureur de la Confédération), 58, 133, 576
Stampfli, Walter (Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Economie publique), 852-853, 864, 867, 873, 875, 919, 925, 927-928, 930, 991, 1011, 1022
Standard Mineralölprodukte A.G.(Entreprise de commerce, de raffinage, de production et de transport de pétrole et de produits analogues, Zurich), 245, 345, 351
Standard Oil (Compagnie pétrolière), 245
Starrfräsmaschinen A.G. (Entreprise de machines à fraiser, Rorschach), 4
Stein, Paul Emil (Membre de la Direction du Secrétariat des exportateurs suisses de tricots – *Vereinigung schweiz. Stickerei-Exporteure* – à Saint-Gall), 443
Steiner, Paul (Chargé d'affaires, puis Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentaire de Suisse à Belgrade), 537-538
Steinrisser, Eduard (Major EMG, officier instructeur au Service du Génie), 996
Stoga, Stanislaw (Conseiller du Commerce extérieur au Ministère polonais de l'Industrie et du Commerce, Président de la Commission gouvernementale polonaise pour les négociations économiques avec la Suisse), 50-53, 76
Stoutz, Camille, de (Ministre de Suisse à Bruxelles), 14, 371, 784, 900, 1007-1008, 1025
Strér, Bohdan (Ministre de Tchécoslovaquie à Berne), 164
Stucki, Karl (Chef du protocole et Chef du service consulaire et du personnel au Département politique), 926, 949
Stucki, Walter (Ministre de Suisse à Paris, puis à Vichy), 89, 105, 113-119, 151-152, 161, 168, 187, 202-203, 205, 224-226, 239, 249, 251, 253, 258-259, 281-282, 293, 319, 338, 346-347, 398, 402, 420, 424, 426, 430, 438, 440-442, 447, 451, 453, 460, 478, 487, 512-513, 515-516, 523, 529, 533, 555, 587, 619, 628, 630-631, 651-652, 656-657, 671, 674, 676-677, 683, 689, 716, 793, 875, 878-879, 926, 957, 962, 1008
Studer (*Firma A.G. Fritz Studer*, Glockenthal), 4
Stuelpnagel, Karl-Heinrich, von (Général, Chef de la délégation militaire allemande aux négociations d'armistice à Wiesbaden), 981
Sulzer Frères (Entreprise métallurgique, Winterthour), 255, 259, 446
Sulzer, Hans Adolf (Industriel, ancien Ministre de Suisse à Washington, Président du Conseil d'administration de Sulzer Frères, Président du *Vorort* de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, Chef de la Section du fer et des machines de l'Office de guerre pour l'Industrie et le Travail), 104, 407, 427-428, 431, 441-442, 444, 447, 454, 483-484, 499, 520, 528, 577, 589, 648, 650-651, 739, 743-744, 945, 957, 1013
Suter, Ernst Eduard (Consul de Suisse à Stuttgart), 689
Swissair, 321, 615

Tamaro, Attilio (Ministre d'Italie à Berne), 92, 263, 328, 509, 747-749, 813, 883-884, 976, 1008
Tataresco, Georges (Président du Conseil, puis Ambassadeur de Roumanie à Paris), 549
Tavannes Watch (Entreprise d'horlogerie et de mécanique à Tavannes), 341

Tavaro (Entreprise de mécanique à Genève), 382, 1011
Taylor, Myron C. (Président du Comité intergouvernemental pour les réfugiés), 69, 166, 197-198, 242
Thiébaud, Paul (Commandant, Attaché de l'Air près l'Ambassade de France à Berne), 334, 337
Thierstein, Klara (Victime de bombardements), 841
Thommen-Buser, Ernst (Directeur de la *Seidenbandfirma Senn & Co*, Bâle), 444
Thurnheer, Walter (Ministre de Suisse à Londres), 471, 520, 534, 715, 735-737, 770, 832-833, 848, 898-899, 904, 907, 911, 917, 930, 938, 940-941, 945-947, 954, 965, 979, 982, 988, 999, 1002-1003, 1027, 1029-1031, 1034-1035, 1042
Tiso, Joseph, Monseigneur (Chef de l'Etat slovaque), 556
Tobler, Robert (Chef du «Front national», puis de l'*Eidgenössische Sammlung*), 1008
Töndury, Jean-Eugène (Juriste à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 52
Torrenté, Henry, de (Conseiller de légation chargé des affaires commerciales à la Légation de Suisse à Paris), 168, 240-242, 347, 516, 716, 952
Torres, de las, Baron (Chef du Protocole du Ministère des Affaires extérieures du Gouvernement du Général Franco), 68
Trœndle, Max (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Varsovie en 1939, puis à Riga en 1940; Secrétaire de légation chargé des affaires économiques à la Légation de Suisse à Rome de 1940 à 1943), 50, 820, 903
Trone Dr. Ing (Représentant du *Domenican Republic., Settlement Associations*, New York), 960
Trotsky, Léon, 223
Trump, Georg (Attaché de presse à la Légation d'Allemagne à Berne), 690, 719, 823-824, 874
Trümpy, Hans (Rédacteur en chef des *Glarner Nachrichten*, Conseiller national, membre du Parti radical-démocratique), 22, 99
Trüssel, Friedrich (Colonel, Auditeur en chef de l'Armée, Chef du Service judiciaire), 329
Tscharner, Johann Anton, von (Architecte suisse, ancien officier, domicilié à Bregenz), 472, 942, 943
Udet, Ernst (Général allemand, *Generalflugzeugmeister der Luftwaffe*), 387-388
Uebersee-Handels A.G. (Société de commerce international, Zurich), 73-74
Union de Banques Suisses (*Schweiz. Bankgesellschaft*), 584-585, 617, 681, 865-866

Valeri, Valerio, Monseigneur (Nonce apostolique à Paris), 716
Vallotton, Henry François Jules (Avocat à Lausanne, Conseiller national, membre du Parti radical-démocratique, Président du Conseil national en 1939, Président de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national jusqu'en juin 1940), 55-57, 332, 554-555, 571-573, 700, 766
Vallotton, Madame, née Freudenreich (Epouse du précédent), 571
Vansittart, Sir Robert (Principal conseiller diplomatique du *Foreign Office*), 969
Vassalli, Louis (Directeur de la «Rhodania S.A.» à Lyon), 146
Verron, Gaston (Président de l'«Union suisse des commerçants en soiries»), 950
Vickers-Armstrong (Entreprise aéronautique anglaise), 101-104, 507-508
Vieli, Peter (Membre de la Direction générale du Crédit Suisse, Président du Comité Allemagne de l'Association suisse des banquiers), 355, 688, 813, 846
Villiger, Otto (Chancelier du Consulat de Suisse à Mannheim), 16
Vincent, Jean (Avocat à Genève, militant communiste), 695
Vitetti, Leonardo (Ministre italien, Directeur des Affaires générales au Ministère des Affaires étrangères), 15
Vogel, Henry (Premier-lieutenant, Officier de liaison entre l'Etat-Major Général et le Président de la Confédération), 728
Vogt, Aloïs (suppléant du Chef du Gouvernement du Liechstenstein), 34-35
Vollenweider, Jakob (Premier-adjoint de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 110, 114, 509, 915
Vollenweider, Paul (Colonel, Médecin en Chef de l'Armée), 469
Volpi di Misurata, Giuseppe, Comte (Financier et industriel italien, ancien Ministre des Finances), 898
Vorovsky, Vatzlav (Diplomate soviétique assassiné à Lausanne en 1923), 221

Waldkirch, Eduard, von (Professeur de droit à l'Université de Berne, Jurisconsulte et Chef de la Division pour la défense aérienne passive du Département militaire), 289-290, 333-334, 336-337
Waley, Sigismund David (Sous-Secrétaire d'Etat britannique au Trésor), 497, 503, 506, 680
Warner, Sir George Redston (Ministre de Grande-Bretagne à Berne, jusqu'au 28 décembre 1939), 1, 60, 349, 482, 484, 947
Watteville, Karl, von (Colonel, Attaché militaire à la Légation de Suisse à Rome), 190, 593, 749
Wawrzecki, [Jean?] (Directeur de la Société polonaise pour le Commerce de compensation – *ZAHAN*), 76
Weber, Ernst (Directeur général et Chef du Troisième Département de la Banque nationale; nommé par le Conseil fédéral le 17 mars 1939 pour succéder à G. Bachmann comme Président de la Direction générale et Chef du Premier Département), 72, 116, 124, 138, 147, 151, 549, 566, 602, 660, 864, 868, 1015
Weck, René, de (Ministre de Suisse à Bucarest), 254, 300-301, 537, 551-552, 926
Wehrli, Hans (de l'entreprise *Siber & Wehrli, Silk Manufacturers* à Zurich), 443
Weidenbach, Karl (Rédacteur en chef du *Stuttgarter Tagblatt*), 942
Weinert, Bernard (Délégué de l'Office suisse d'expansion commerciale), 204
Weizsäcker, Ernst, Baron von (Ancien Ministre d'Allemagne à Berne, Secrétaire d'Etat allemand), 9-10, 30-32, 45, 55-57, 97, 129-131, 157, 160, 280-285, 303, 330, 501, 571, 725, 789, 809, 839, 850, 897, 943, 1001
Welles, Sumner (Sous-Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, Envoyé du Président Roosevelt en Europe), 563, 1031, 1034
Werdt, Hans, von (Colonel, Attaché militaire à la Légation de Suisse à Berlin), 900-901, 995
Werthmüller, Ernst (Vice-Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 464, 650, 1022
Wetter, Ernst (Conseiller fédéral, Chef du Département des Finances et des Douanes), 93, 116, 138, 139, 147, 151, 216, 248, 276, 286, 308-309, 497, 528-529, 550, 563, 566, 576, 586, 597, 602, 626-627, 651, 660, 667, 676, 739, 744, 785, 789, 802, 813, 816, 826, 840, 864, 866-868, 872-873, 876, 885, 928, 956, 977, 991, 1011, 1015
Weyrauch, Walter (Consul d'Allemagne à Saint-Gall), 632
Wiehl, Emil Karl Joseph (*Ministerialdirektor, Leiter der Wirtschaftspolitischen Abteilung des Auswärtigen Amts*), 885
Wilhelmine (Reine des Pays-Bas de 1890 à 1948), 325, 391, 464, 590
Wille, Ulrich (Colonel Commandant de corps, Chef du Service de l'infanterie), 26, 28, 659, 751, 753-755, 758-759
Willi, Georg (Directeur de l'Office des Arts et Métiers et du Travail du Département de l'Economie publique), 5, 25
Wills, John Joseph (*Principal Assistant Secretary* au *Board of Trade*), 445
Winterfeld, Ludwig, von (Industriel berlinois, Membre de la Direction de *Siemens & Halske AG*), 55-57
Winterton, Edward Turnour, Lord (Président du Comité intergouvernemental pour les réfugiés), 278
Wirth, Albert (Colonel, Chef de l'Inspectorat de la Division Presse et Radio de l'Etat-Major Général), 746
Wittlin, Martha (Victime d'un bombardement), 841
Wœrmann, Ernst (Sous-Secrétaire d'Etat allemand, Chef de la Section politique à l'*Auswärtiges Amt*), 19-20, 97, 208-210, 256, 285-286
Wohltat, Helmuth (Directeur ministériel à l'Office du Commissaire au Plan de Quatre ans, désigné par Göring pour s'occuper de l'émigration des Juifs), 279

Yokohama Specie Bank (Banque japonaise), 74

Zaleski, Auguste (Ministre des Affaires étrangères de Pologne), 401
Zeeland, Paul, van (Ancien Premier Ministre de Belgique), 959
Zehnder, Alfred (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Ankara), 573-575, 1021
Zœlly, Charles (Délégué du Conseil d'Administration de la Banque fédérale, Président du Comité Italie de l'Association suisse des banquiers), 647
Züblin, Anton (Colonel et Avocat à Zurich, Expert du Département militaire pour les affaires de la SdN et du désarmement), 607-609

Zürcher, Willy (Fabricant de textiles, Saint Gall), 443, 487
Zürrer, R. (Représentant à Londres de la Société suisse d'assurances), 954
Zurlinden, Hans (Chef de la Section des Unions internationales du Département politique), 589, 607
Zwerner, G. (Fonctionnaire à la Division de Police du Département de Justice et Police), 280

2. NOMS GÉOGRAPHIQUES[1]

[1] Les noms Berne et Suisse n'ont pas été retenus

Aare, 317-318
Abyssinie, 146
Addis Abeba, 85
Adriatique, 713, 782, 892, 1019
Afrique, 84, 86, 145, 372, 582, 926
Afrique du Nord, 82, 144, 675-676, 718
Afrique du Sud, 332, 442
Airolo, 709
Aix-La-Chapelle, 142
Ajoie, 315, 317-318, 346, 415, 728, 797
Albanie, 638, 775
Albula, 600
Alger, 842
Algérie, 531
Alicante, 61
Allemagne, 5-6, 9-11, 14, 16-21, 23-24, 26-27, 29-32, 42, 44-45, 50, 55-59, 72-73, 80-88, 92-93, 97, 100-102, 110-113, 118-119, 127, 129-137, 142, 146, 149, 155, 157-167, 170-171, 183, 190-198, 204, 208-218, 223, 227-229, 235, 240, 243, 250, 256-257, 261, 263, 265-271, 277-286, 289, 294-295, 300-308, 311-316, 319, 325, 329, 331-334, 339-340, 343-345, 349-350, 353-356, 362, 364, 366-367, 370-371, 376, 380, 385-389, 393, 404-406, 408-409, 413, 415, 419-424, 428-430, 438-439, 442-443, 448-457, 460-464, 472-475, 477, 479, 482-483, 487, 494-495, 501-502, 504, 508-509, 511, 513-515, 520-526, 529-530, 534, 536-537, 539, 552, 556-557, 559, 563, 571-576, 578, 584, 589, 593-596, 599-601, 620, 622, 628-633, 646, 651-657, 659-660, 664-668, 678-679, 682, 685-692, 694, 698, 700, 702, 706-713, 719-728, 731, 737-744, 749-756, 759-760, 764-766, 768-773, 776, 778, 781, 783-799, 801, 809-815, 821-825, 827, 830-831, 833-834, 836, 839-852, 854-860, 862, 865, 869-875, 882-883, 885-890, 896-897, 900-903, 905, 908-911, 913, 925-929, 931, 934-940, 942-944, 946, 950-960, 963-966, 969, 971, 973-974, 976, 979, 982, 986, 989-998, 1000-1001, 1003-1004, 1009-1016, 1019-1020, 1023-1026, 1028-1029, 1032-1033, 1036-1038, 1040-1044
Allgäu, 751
Allmatt, 796
Alpes, 27, 252, 601, 678, 723, 752-760, 797, 827-828, 999, 1035
Alsace (et Haute-Alsace), 10, 346, 731, 797, 935, 952, 997, 1036, 1038
Altdorf, 929
Altenstadt, 601
Altmatt, 796
Amérique, 82, 118, 137, 372, 430, 793, 906, 961, 1003
Amérique centrale, 1033
Amérique du Sud, 245
Amérique latine, 1027
Amsterdam, 116, 145, 592, 784
Angers, 653-654
Angleterre (cf. Grande-Bretagne)
Ankara, 573, 1021
Annemasse, 853
Anvers (Antwerpen), 145, 181-183, 341, 350, 425, 784
Aoste, 797
Ardennes, 754
Argentine, 241, 294, 490, 509-512, 1006
Argonne, 754
Argovie, 826
Arlberg, 315
Asie, 12, 145, 582, 926
Athènes, 1001, 1005
Atlantique (Océan), 143, 183, 344, 689, 1026
Au, 911
Australie, 372
Autriche, 19, 36, 81, 84, 88, 135-137, 165, 191, 196, 315, 371, 534, 537, 631, 669, 767, 795
Autriche-Hongrie (Empire d'), 926

Baden, 72
Bâle, 26, 97, 113, 118-121, 133-134, 141-142, 244, 274, 301, 303, 305, 315, 329, 351, 411, 434-435, 444, 531, 601, 651, 719, 729, 751, 785, 807, 809-811, 826, 838, 840-842, 874, 959, 961, 994, 1015-1016, 1034-1035, 1042
Balkans, 24, 143, 146, 170, 397, 537, 666, 805, 866, 926, 949, 986
Ballan, 716
Baltes (Etats), 24, 44, 259, 620, 860-861, 925, 1022
Baltique, Mer (Ostsee), 666
Baltimore, 895
Balzers, 34
Bangkok, 165
Barcelone, 13, 42-43, 46, 60, 68, 80, 84, 140-141, 615, 880-881, 906, 957, 1026
Batavia, 784
Bavière, 170, 315
Bayonne, 144
Belfort, 317, 450, 728
Belgique, 14, 18, 23, 42, 44, 48, 70, 83, 111, 126-127, 143-144, 148, 161, 169, 177-179, 183-185, 204, 240-241, 253, 282-283, 285, 288, 294, 319, 325, 335, 339, 350, 385, 390-392, 404-405, 427, 430, 439, 464, 476, 493, 513, 556, 563-564, 566, 580, 607, 620, 626, 640, 657-658, 667, 671, 685, 694, 701, 705, 718, 722, 726-727, 733, 742, 755, 764, 769, 783-784, 813, 816-821, 846, 900, 959, 995-996, 1008, 1010, 1012-1013
Belgrade, 123, 395, 537, 538
Bellechase, 543-544
Bellegarde, 317, 751, 853, 935
Bellinzona, 709
Benken, 449
Berchtesgaden, 303
Bergeshövede, 810
Berlin, 2, 4, 9, 11-12, 15-19, 23, 26, 29-30, 44, 55, 57, 59, 69, 80-88, 92, 97, 100, 112-113, 123, 129-130, 132, 135-136, 155, 157, 158, 160, 165, 170, 189-190, 203, 209-212, 231, 256-257, 280, 283-284, 295, 298-299, 304, 306-307, 311, 316, 330, 332, 340, 353, 363, 370, 388-389, 421-422, 462, 472-474, 489, 501-502, 539, 554, 557, 559, 563, 571, 576, 595-596, 599, 634, 653-654, 656-657, 660, 666, 678, 682, 686, 688-691, 704, 708, 711-713, 720, 725-726, 738, 740-742, 754, 768, 782-785, 787, 789, 795, 809, 812, 815, 821-824, 831, 839-842, 845-847, 849, 855, 859, 862, 870, 872-874, 882, 885, 889, 896-897, 900-902, 908, 932, 934-935, 937, 943, 944, 951, 956, 958, 963, 991-995, 1000, 1007, 1009, 1011, 1013-1014, 1020, 1023, 1037
Bernina, 600
Beromünster, 65, 1035
Berthoud (Burgdorf), 754
Besançon, 145, 315, 317, 411, 797
Bessarabie, 1019
Biber (Vallée de), 796
Bienne (Biel), 317-318, 341, 745, 748, 757
Bière, 709
Bilbao, 140, 146, 854
Birmingham, 1023
Birse (La), 317
Blochmont (Blotzheim ?), 317
Bodensee, cf. Constance (Lac de)
Boécourt, 708
Bogota, 731-735
Bohême, 150, 156, 164-165, 193, 267, 315, 739, 908-909, 926, 1013
Boncourt, 140, 904
Bordeaux, 144, 178, 182, 185, 344, 350, 596, 676, 717, 742, 751, 793, 842, 853-854
Bourrignon, 317-318
Bouveret, 853
Bozen, 600
Brassus, Le, 708
Bratislava, 156, 556-558
Bregenz, 16, 28, 376, 472, 601
Breisach, 754
Brenner, 315, 599-600, 709, 824
Brésil, 42-43, 95, 278, 294, 504
Bruderholz, 450
Brugg, 647, 709, 712
Brunnen, 709
Bruxelles, 14-15, 42, 48, 319, 325, 371, 390-391, 556, 563, 774, 783-784
Bucarest, 254-255, 300, 395-397, 401, 549, 551, 552, 802-804, 808, 926
Buchs, 276
Budapest, 272, 395-398, 402, 537, 952
Buenos Aires, 510-511, 734
Bukowina, 85
Bulgarie, 146, 148, 294, 394-398, 477, 556, 630, 858, 892, 985-987, 1020
Bulle, 828
Burgos, 13, 41-42, 60-63, 65-66, 138, 602

Cádiz (Cadix), 837, 854
Caire, Le, 400, 581
Calais, 717
Campione, 419, 638
Canada, 244-247, 274, 442, 446, 494, 499, 744
Caprag, 892

Caracas, 90, 731
Carelie, 554
Caronte, La, 344, 350, 411
Carouge, 714, 715
Carpates, 273
Carpato-Ukraine, 100, 164
Catalogne, 42, 60-61, 80, 84, 85
Cerbère, 854
Cerneux-Godat, 796
Chalon-sur-Saône, 145, 177, 185, 186
Chamblandes, 223, 298
Champery, 999
Chasseral, 708, 709
Chaumont, 318
Chaux-de-Fonds, La, 11, 341, 708, 1035
Chiasso, 7-8, 39-40, 54, 64, 106-110, 379, 637, 648, 775
Chicago, 173
Chili, 66, 294
Chine, 11, 59, 292, 294, 521, 782, 1019
Clerval, 346, 798
Collon, 1035
Colombie, 733, 1033
Colombier, 318
Constance, 340, 999, 1043
Constance (Lac de), 26, 315, 439, 751, 992, 1043
Constantza, 803, 808, 892
Copenhague, 390, 586-587, 626
Coppet, 904
Corse, 84
Coruna, La, 146
Cossonay, 588
Costa Rica, 114-115, 278, 591-592
Courrendlin, 795, 839-842, 874, 937
Coux (Col de), 318
Coventry, 1023
Crassier, 708
Crête (Ile de), 926
Creux-du-Van, 318, 709

Daillens, 714, 795
Danemark, 44, 294, 364-365, 390-392, 436, 477, 522, 563, 580, 586-587, 620, 626, 630-631, 656, 660, 666, 669, 696, 726, 744, 755, 769, 771, 813, 816-820, 858, 907
Danube, 83, 146, 537, 549, 551-552, 782, 803, 892-893, 1019
Danzig, 100, 301-305, 313, 824, 897, 1000, 1019
Dardanelles, 782, 1019
Delémont (Delsberg), 317-318, 755
Delle, 339, 729
Dent de Lys, 828
Denver, 174
Dijon, 317, 351
Djibouti, 85, 682
Dole, 177, 185, 186
Dordrecht, 145
Doubs, 318
Dranse, La, 317
Dublin, 90
Dunkerque (Dünkirchen), 145, 717, 853
Durham, 492

Egée (Mer), 941
Egypte, 371, 400-401, 494, 499, 581-582, 858, 926, 940
Einsiedeln, 754
Ellhorn, 33-34
Emmenmatt, 758
Escaut, 184-185
Espagne, 12-13, 25-26, 41-44, 46, 60-63, 65-68, 84, 95, 138-141, 236, 250, 260, 265, 289, 298, 342, 390, 433, 500-501, 556, 602-603, 610-615, 626, 630, 729-730, 749, 769, 853-855, 858, 881, 905, 941, 953, 958, 962, 964, 973, 1026
Estonie, 364, 860-861
Etats-Unis d'Amérique, 8, 23, 25, 77-80, 126-127, 148, 154, 162, 170, 172-174, 206-207, 218-220, 240-241, 244-247, 271, 278, 466, 481, 562-565, 579, 591, 595, 651, 675-676, 683-686, 702-703, 712, 717, 744, 773, 793, 846-848, 865-866, 894-895, 898, 906, 926, 955, 960, 965, 968, 971, 979, 985, 1006, 1025-1027, 1031-1034
Ethiopie, 171, 248, 467
Europe, 17, 26, 41, 47, 77, 79, 82-83, 85-86, 88, 114, 147, 150, 153-154, 162, 181, 205, 207, 218, 220, 250, 285, 298, 308, 321, 325-326, 371, 394, 398, 418, 434, 454, 521, 534, 537, 555, 563, 582, 601, 664, 695, 702, 713, 732-733, 761, 764-765, 789, 822, 827, 844, 863, 871, 882, 888, 896, 920-921, 926-928, 934-936, 960, 964, 976, 985, 987, 989, 991-993, 999, 1015, 1019, 1024, 1026, 1032-1033
Evian (Conférence d'), 23, 69, 168, 197-198, 278, 280, 959
Extrême-Orient, 12, 73, 522, 782, 1019

Faucille (Col de la), 797
Feldkirch, 601
Finlande, 44, 294, 330, 365, 390-391, 487-490, 508, 535, 545, 554-555, 621, 722, 724, 769, 858, 925

Flandres, 725
Flüelen, 709
Forêt Noire (Schwarzwald), 28, 315, 751, 755-757, 797
France, 8, 9-10, 12-14, 18-19, 23, 26, 28, 39, 43, 45-47, 54-55, 60, 62, 64, 66, 70, 80-90, 97, 104, 106-107, 111, 113-114, 118-121, 123, 125-127, 129-131, 134, 138-140, 142-144, 154-155, 157, 160-162, 167-171, 176-186, 187, 202, 204-208, 222-226, 239-242, 245, 249-251, 253-254, 258-259, 263, 278, 281-282, 289, 293-294, 297, 304, 313, 315-319, 322, 325, 329, 331, 333, 337-342, 344-347, 349-352, 357-362, 370, 373, 375, 380, 382, 384-385, 393, 395, 402, 404, 406, 408-415, 420, 424-427, 429-430, 432, 436, 438-441, 444, 446-455, 457, 460-462, 464-465, 476-481, 483-484, 491-492, 508, 511-516, 523-526, 528-535, 546-548, 553, 560, 563, 568, 572, 577, 580, 587-589, 594, 596, 620, 624, 627, 630, 651-652, 656-658, 661, 671-677, 683-685, 689-690, 700, 702, 704-708, 712, 716-719, 722-731, 735, 737, 741, 744-745, 748, 750-753, 755-756, 759-760, 764-766, 770-772, 784-785, 793, 795, 797-798, 801, 810, 813, 815-820, 827, 840, 842-843, 846-847, 850-851, 853-855, 857-859, 870, 875-881, 886-887, 893, 896, 898, 902, 905, 916, 919, 922, 926-928, 930, 935, 940, 943, 953-962, 967, 980, 993, 995-997, 1008-1010, 1012, 1014, 1026-1029, 1036-1039, 1044
Francfort, 975
Franches-Montagnes, Les, 317-318
Frauenfeld, 709
Fribourg (Suisse), 402, 730, 754, 828
Fribourg-en-Brisgau, 943
Friedrichshafen, 388, 601, 911, 999
Funchal, 736
Furka, 709

Gabès, 85
Gand, 181-183, 350
Gdynia (Gdingen), 303
Gempen (Massif du), 450, 828
Gênes, 372-376, 383-385, 395, 425, 458-459, 594-595, 677, 713, 777, 821, 831, 855, 903, 905, 930, 946, 965-966, 973, 991, 1029
Genève, 112-115, 119, 121, 125, 137-138, 146, 183, 231-234, 242, 249, 301-302, 305, 310, 317-318, 336, 339, 382, 469, 471, 487-489, 505, 553, 555, 589-591, 643, 676-677, 684, 695, 708, 714-715, 728-729, 748, 795, 850, 853, 855, 876-877, 881, 897, 912, 937-938, 943, 957
Genève (Convention de), 231-234, 468-471, 589-591, 603-610
Genève (Lac de), cf. Léman
Gex, 875
Gibraltar, 84, 595, 651, 736, 793, 838, 848, 893, 894, 905-906, 929, 941, 957, 1006, 1027-1028
Giurgiu, 803, 808
Glockenthal, 4
Gothard, Saint (Massif et Col du), 27, 118, 329, 599-600, 709-710, 756, 760, 828, 935, 992, 994
Grand-Saint-Bernard (Col du), 1035
Grande-Bretagne, 1, 8, 12-13, 17-19, 45, 47-49, 60, 62, 66, 70, 82-88, 101-105, 123, 126-127, 129-130, 138, 140, 143-144, 154-155, 167-168, 171, 177-179, 184-185, 201, 207, 223, 240-241, 245-246, 253, 263, 282, 289, 292, 294, 297-298, 304, 315-316, 319, 325, 331-331, 333, 345, 349-351, 362, 366-367, 371, 373, 380, 385, 393, 403-407, 409, 413-416, 421, 424-427, 430, 436, 438-447, 449, 451-452, 454-457, 460-462, 464-465, 477, 482-487, 491-500, 503-506, 508, 511-520, 525-526, 528-530, 534-536, 540-542, 560-561, 563, 567, 569, 575, 577-585, 596, 601, 615-624, 627-634, 648-651, 654-656, 663-664, 666, 671-672, 678-682, 684-685, 689, 695, 702, 712, 714-715, 717, 722, 724, 726, 736-741, 744, 753, 755, 758, 761, 764, 769-771, 773, 788, 791-793, 796, 810-812, 827, 832-839, 845-848, 850-851, 854-859, 865, 878, 886-887, 891, 893-894, 898-900, 904-908, 911-913, 916-918, 925-932, 935, 938-941, 943-948, 953-957, 959, 965-973, 976-984, 988-989, 993, 998-999, 1002, 1005, 1009, 1014, 1024-1035, 1037, 1039, 1041-1043
Grèce, 148, 161, 284, 294, 384, 436, 858, 895, 926, 930, 941, 967, 1001-1002, 1005-1006, 1022
Grenoble, 853
Grisons, 27, 33, 171, 472, 643, 928
Grütli, 862, 864, 882, 900
Guéret, 684
Gurnigel, 994

Hagenthal, 449
Hallau, 999
Hauenstein, 752-753
Haute-Alsace, cf. Alsace

Havre, Le, 177, 182, 184, 399, 596, 717, 853
Haye, La, 22, 48, 319, 556, 563, 594-596, 783-785, 810
Haye, La (Accords, Conventions), 233-234, 337, 348, 365, 415, 449, 461, 590, 603-608, 1008, 1010
Hegenheim, 449
Helsinki, 436, 554, 682, 861
Hendaye, 854
Héricourt, 317
Hollande (cf. Pays-Bas)
Hongkong, 494, 499
Hongrie, 5, 11, 22, 24, 84-85, 100, 148, 164, 272-275, 294, 305, 394-398, 477, 537, 556, 630, 769, 858, 892, 952, 964, 985, 987, 1020
Hsinking, 12

Ibérique (Péninsule), 881-882
Indes, 145-146, 926
Indes néerlandaises, 784, 926
Indochine, 685, 926
Indre-et-Loire, 716-717
Innsbruck, 600
Irak, 494, 499, 843
Iran, 95, 1020
Irlande, 294
Irlande (Mer d'), 143
Islande, 365
Istein, 136
Italie, 5, 7-8, 14, 22, 24, 26-27, 38-41, 42, 45, 53-55, 64, 66, 79, 80-88, 90-92, 100, 105-111, 127, 129-131, 143, 150, 155, 161-162, 171, 175, 188-190, 200, 211, 213, 223, 230-231, 235-237, 241, 251-252, 260-265, 294, 304, 306-307, 313, 315, 325-326, 328-331, 335, 339, 350, 352, 362, 368-370, 372-376, 377-380, 383-386, 395, 408-410, 413, 415, 419-420, 425, 429, 439, 450, 457-459, 466-467, 474, 477, 509, 511, 522, 525-528, 538, 540, 556-557, 559, 563, 593-594, 599-601, 626, 630, 634-648, 651, 653-654, 659, 664, 666, 668, 675, 682-683, 685, 690, 700, 702, 704, 712-714, 717, 724, 735-737, 739, 744-751, 757, 760, 764, 769, 771-772, 774-779, 786, 788, 792-795, 797-798, 801, 803, 811-813, 815, 820-821, 824, 827, 829-832, 834, 836, 839, 845, 848, 850, 853-855, 857, 859, 862, 864-869, 871, 873, 880-885, 887-888, 893-894, 897-898, 901-903, 905, 911, 914-917, 926-928, 930, 936, 940-941, 946, 953, 964, 966-967, 969, 973, 976, 979, 986, 989-992, 994, 999, 1001-1002, 1005-1006, 1009, 1019, 1027-1030, 1032, 1035, 1039-1042
Japon, 11, 42, 72-74, 95, 294, 304, 522, 915, 926
Jolimont, 318
Jougnenaz, 871
Jura, 132, 317-319, 322, 341, 349, 706-708, 729, 796, 826, 828, 904, 912, 999, 1035

Kandersteg, 829
Kattowitz, 934
Kaunas, 861
Kehl, 136, 797
Kembs, 811
Kennelbach, 943
Kleinhüningen, 840, 937
Klosters, 709
Köln, 142
Königsberg, 330
Kreuzlingen, 795, 974

Lajoux, 708
Landskron, 450
Langeais, 842
Laufont (Laufen), 317, 1034
Lausanne, 56, 555, 695, 709, 837-838, 933, 935-937
Leibach, 600
Leimen (Leymen), 449
Léman (Lac), 715, 826
Lettonie, 364, 436, 860-861
Liddes, 734
Liechstentein, 16, 32-38, 91-93, 122, 129, 276-277, 330, 650, 852, 1004
Lignières, 708
Limmat, 753-755, 826
Linth (Canal de), 753, 826, 828
Lisbonne, 292, 836-837, 854-855, 881, 894, 932, 954, 1001, 1026-1027
Lithuanie, 85, 294, 330, 436, 860-861
Locarno, 615, 709, 880-882
Locle, Le, 341, 576, 651-652, 708, 765
Lodz, 403
Londres, 1, 17, 23-25, 47-48, 69, 79, 103, 116, 154, 166-168, 187, 197, 199, 201, 205-206, 233, 242-243, 263, 278-280, 292, 300, 305, 313, 325, 403, 407, 426, 430, 433, 436-438, 440-443, 445, 454, 462, 464-465, 471, 483, 486-487, 489, 491, 493, 495, 503, 507, 520, 529, 534, 560, 563, 577, 582, 592, 603, 615-616, 620, 631, 633-634, 656, 682, 714-715, 718, 735-737, 742, 770-771, 773, 796, 832-833, 835, 845, 848, 854, 894-895, 898-899, 904-907, 911, 917, 926, 930, 938, 940, 943, 945-948, 954, 956, 959, 965-969, 971,

973, 976, 978, 981, 988-999, 1001-1002, 1005, 1023, 1026, 1029, 1031, 1034-1035, 1042
Londres (Déclaration de Londres du 13 février 1920), 721
Longwy, 671
Lorch, 811
Lorraine, 10, 997, 1036, 1038
Los Angeles, 173-174
Lötschberg, 600, 992
Lübeck, 824
Lucerne, 325, 758, 928
Lugano, 926
Lustenau, 601
Lützel, 318
Luxembourg, 240, 335, 390, 667, 671, 718, 764, 783-784, 813, 816-820
Luziensteig, 33, 852
Lyon, 146, 180, 333, 558, 881

Mâcon, 177, 185-186, 351, 411
Madère, 736, 837-838, 854
Madrid, 41-43, 46, 60, 61-63, 65, 68, 170, 500, 611, 626, 631, 795, 958, 1026
Magadino, 709
Maîche, 317-318, 346
Maloja, 709
Manche, La (Ärmelkanal), 145
Mandchoukouo, 11-12, 963-964
Mandchourie, 11-12, 521-523
Mannheim, 16, 100
Marchairuz, 318
Märkt, 811
Maroc, 84
Marseille, 144, 178, 182, 185, 344, 350, 375, 399, 411-412, 420, 559, 595-596, 717, 736, 759, 842-843, 853, 877-881, 905, 930
Martigny, 709
Medan, 784
Méditerranée, 18, 27, 82, 143, 178, 180, 183, 185-186, 219, 344, 350, 410, 575, 682, 712-713, 736, 769-770, 793, 854, 892-894, 905, 926, 1001, 1005
Memel, 85, 100, 305
Mentue, 826
Menznau, 758
Mer du Nord, 143
Mer Ionienne, 829
Mer Noire, 803
Mers-el-Kebir, 793
Mesocco, 999
Mexique, 245
Mexique (Golfe du), 893
Middes, 140
Milan, 236, 751, 776, 831, 904, 907, 1035
Minde bei Bergen, 437
Modane, 39, 64, 106-110
Mollendruz, 318
Mont Blanc, 27
Montbéliard, 317, 346
Monte Leone, 999
Montevideo, 734
Montfaucon, 708
Montréal, 90, 246
Montreux, 709
Monza, 904
Morat, 828
Moravie, 150, 156, 164-165, 193, 267, 739, 908-909, 926, 1013
Morteau, 315, 317-318, 346
Morvillars, 411
Moscou, 123-124, 171, 223-224, 263, 296-301, 490, 552, 555, 781-783, 795, 1018-1022
Moselle, 579
Moyen-Orient, 162
Mulhouse, 952
Munich, 111, 170-171, 601, 830, 871, 882, 935, 975
Munich (Conférence de), 82
Münster, 810
Muri, 253

Nancy, 558
Nantes, 144
Napf, 752-754
Netze, 85
Neuchâtel, 317-318, 708, 729, 745, 748, 826, 828, 1035
Neuchâtel (Lac de), 826
Neufundland, cf. Terre-Neuve
Neuhausen, 292
Neuweiler, 449
New York, 77, 79, 116, 137, 172-173, 206, 244-247, 652, 658, 673, 674, 677, 838, 866, 903, 960, 979, 1006, 1025, 1033
Nicaragua, 59
Noiraigue, 318
Norvège, 44, 139, 245, 294, 365, 390, 427, 436, 626, 631, 654, 660, 666, 669, 694-696, 701, 742, 755, 769, 783, 813, 816-820, 936, 963-964
Noteč , (Netze), 85
Nuremberg, 30
Ober-Wesel, 810-811
Oerlikon (cf. Index des noms de personnes)
Ofenhorn, 999

Offenburg, 601
Olten, 709
Oran, 675, 793
Orbe, 318
Osijek, 892
Oslo, 783
Oslo (Groupe d'), 325, 335, 338, 371, 389-392, 405, 415, 430, 462, 502
Ostende, 784
Ostermundigen, 758
Ottawa, 246

Palestine, 204-205
Pallice, La, 178, 344, 350, 854
Panama, 245, 893, 984, 1002
Paris, 14, 23, 25, 73, 89, 105-106, 113, 116, 119-121, 145, 151-152, 154, 157, 168, 176, 179, 180, 184, 187, 189, 202, 205, 212, 224-226, 239, 249, 253-254, 258-259, 263, 282, 292-293, 313-314, 316, 319, 338, 344-346, 350, 357, 376, 385, 398, 401-402, 408, 411, 415, 420-421, 424-426, 430, 433, 440-442, 447-448, 451, 453, 460, 462, 465, 483, 487, 489, 512, 515-516, 523, 524, 529, 533, 546, 553, 558, 560, 563, 577, 587-588, 619, 630-632, 634, 648, 651, 656-658, 671, 674, 676-677, 683, 689, 716, 718, 741, 746, 842, 854
Paris (Traité de), 721
Pas-de-Morgins, 318
Passwang, 317
Payerne, 758
Pays-Bas, 18-19, 23, 44, 47-49, 70, 83, 89-90, 97, 126-127, 139, 143-144, 155, 161, 170, 204, 233-234, 240-241, 245, 249, 253, 259, 278, 281, 283, 285, 288, 294, 298, 313, 335, 390-391, 404, 427, 436, 439, 462, 464, 467, 477, 493, 522, 547-548, 556, 563, 566, 580, 590, 594, 596, 606-607, 620, 626, 630, 667, 685, 695, 701, 705, 718, 726-727, 733, 742, 744, 749, 755, 769, 771, 783-784, 813, 816-820, 846, 900, 907, 959, 995-996, 1012
Petit-Saint-Bernard, (Col du), 797
Pétrograd, 222
Pfirt, 317
Pilate (Pilatus), 758, 828
Plaine, La, 853
Pleigne, 317-318
Poitiers, 751, 784
Pologne, 5, 18, 24, 43, 49-53, 71-72, 74-76, 81, 84, 100, 171, 294, 298, 300, 302, 304, 313, 315-316, 325, 331, 401-403, 413, 448-449, 472, 489, 501, 571, 580, 621, 626-627, 631, 653, 656, 669, 688, 696, 701, 729-730, 739, 755, 764, 809, 844, 886, 925-926, 934, 936-937, 963-964, 980, 1008, 1010, 1019, 1027, 1038
Pont, Le, 708
Pontarlier, 177, 185, 315, 317, 346, 728
Pontresina, 709
Porrentruy (Pruntrut), 755
Port-Saint-Louis-du-Rhône, 144, 344, 350-351, 411
Portugal, 42, 292, 298, 390-391, 853, 858, 881, 905, 953, 960, 1026
Poschiavo, 999
Prague, 98, 164-165, 193, 267-268, 558, 703
Préalpes (cf. Alpes)
Pressburg (cf. Bratislava)
Promenthouse, La, 318
Pruntrut (cf.Porrentruy)
Prusse, 302, 795
Pully, 223, 298

Quatre-Cantons (Lac des), 753
Queyries, La, 185, 344, 350, 854

Ragaz, 276
Rangiers, Les, 317-318, 708, 1034
Rankweil, 601
Regensburg, 146
Renens, 714, 715
Rhin, 17, 26, 33, 58, 111, 119, 136, 142, 145, 177, 357, 450, 579, 601, 751, 794, 810-811, 963-964, 994, 999
Rhône, 142, 357, 709, 751, 759, 881
Riehen, 840
Rigi, 828
Rochefort, 144
Rochelle, La, 144, 152, 344, 350, 717, 854
Roide (Pont de), 317, 346
Rolle, 317-318, 999
Romainmôtier, 318
Rome, 7-8, 11, 14-15, 38, 53, 64, 80-88, 91-92, 105-106, 123, 170, 175, 188-189, 200, 203, 211, 230-231, 235, 251, 260, 283, 298-299, 306, 307, 314, 330, 352, 362-363, 368, 372, 376-377, 383, 385, 415, 419, 457-459, 466, 525, 527, 563, 593, 599, 634-635, 659, 682, 704, 713, 718, 747, 749, 774, 795, 811-813, 820, 829-831, 854, 864, 867, 869, 873, 880-882, 896, 901, 903, 914, 976, 989, 1005, 1007-1008, 1026, 1040
Rorschach, 4, 632-633
Rothenturm, 795-796
Rotterdam, 145, 601, 784
Rouen, 177, 184, 351, 411, 493, 596, 717

Roumanie, 43, 84-85, 146, 148, 161, 164, 171, 241, 254-256, 284, 294, 390-391, 394-398, 477, 549-552, 556, 630, 698, 769, 781-782, 799-809, 858, 874, 891-892, 906, 926, 948, 985, 987, 1019, 1030
Ruhr, 142, 289
Russie (cf. Union soviétique)
Rütli (cf. Grütli)

Saint Louis (Etats-Unis d'Amérique), 173
Saint-Cergue, 708
Saint-Gall, 16, 26, 33, 226, 251, 276-277, 442, 485, 487, 535, 544, 632-633, 709
Saint-Gingolph, 318, 797, 853
Saint-Gothard, cf. Gothard
Saint-Hippolyte, 120
Saint-Jacques-sur-la-Birse, 706
Saint-Jean-de-Losne, 177, 185, 186
Saint-Maurice, 752-754, 758, 828, 853
Saint-Sébastien, 41, 68, 141
Saint-Siège (cf. Vatican)
Saint-Vincent, 854
Sainte-Croix, 132, 318
Salamanque, 66
Salève, 317
Salzburg, 315
Sambre, 184-185
San Bernardino (Col du), 709
San Domingo, 960, 962
San Francisco, 173-174, 652
San José (Costa Rica), 114, 591-592
Sao Paulo, 734
Sargans, 33, 709, 756, 826, 828, 852
Sarine, La (Saane), 754, 828
Sarre, 142
Savoie (et Haute-Savoie), 317-318, 751, 875, 935
Savone (Savona), 374, 383, 395, 458, 735, 740, 771, 848, 854, 905, 984, 1029
Saxerried, 544
Scandinavie, 70, 148, 285, 390, 563, 566, 620, 626, 695, 846
Scarpe, 184-185
Schaffhouse, 81, 121, 292, 340, 415, 751
Scheulte, La, 317
Schrattenfluh, 828
Schwyz, 796
Seattle, 174
Seine, 145, 177, 184
Serbie, 146
Sète, 144, 178, 182, 185, 344, 350-351, 411
Shanghai, 90, 521
Siam (Thaïlande), 294
Sierentz, 317
Silésie, La (Schlesien) 19, 85
Simmental, 754
Simplon, 600, 1035
Sion, 709
Slovaquie, 100, 148, 156, 164, 305, 556-558, 812
Sofia, 395, 537
Soleure (Solothurn), 317-318, 729
Soline, 892-893
Sotto Cenere, 415
Stettin, 824, 1019
Stockholm, 25, 390, 563, 704
Stockhorn, 758, 828
Strasbourg, 136
Stuttgart, 111, 439, 472, 689, 871, 882, 942
Sudètes, 35, 92, 149, 191
Suède, 25, 44, 100, 126, 139, 294, 365, 373, 385, 390-391, 427, 433, 436, 477, 508, 518, 520, 522, 555-556, 563, 569, 626, 664, 694, 704, 733, 858, 925, 1015, 1020
Suez (Canal de), 85, 736, 926, 940
Sulg, 828
Sumatra, 784
Sursee, 754
Susak, 892-893
Syrie, 843

Tavannes, 318, 341
Tchécoslovaquie, 5, 19, 22, 24, 35, 43, 66, 80-81, 84, 98-101, 110, 112-113, 118, 147-150, 156, 164-165, 171, 205, 241, 248, 294, 305, 325, 417, 466, 631, 656, 669, 730, 908, 1012
Tel Aviv, 204
Terre-Neuve (Neufundland), 494, 499
Tessin, 81, 133, 263, 375, 383, 640, 643, 747-749, 775, 829, 928, 977
Thaïlande (Siam), 294
Thoune (Thun), 752-753
Thoune (Lac de), 758
Thusis, 709
Timisoara, 255
Tirano, 600
Tödi, 828
Tokio, 72, 233
Toulon, 676
Touraine, 716
Tourne, La, 318
Tours, 716, 751
Trieste, 372-373, 376, 378, 383-384, 395, 458-459, 600, 713, 854, 892-893
Tunis, 85
Turin, 965

Turquie, 148, 573-576, 769, 858, 957, 968, 985, 987
Tuttlingen, 28
Tyrol, 315

Ukraine, 85, 100, 164 (cf. aussi Carpato-Ukraine)
Ulm, 111, 333, 439, 601
Union soviétique, 2-5, 11-12, 22, 81, 85, 123-124, 143, 170-171, 218, 221-224, 259, 281, 296-300, 393, 477, 487-490, 537-538, 549, 552, 555-556, 576, 580, 630, 651-652, 780-783, 789, 792, 861, 919, 925, 957, 968, 1016-1022

Vado (Vado Ligure), 372, 383-384, 395, 458-459
Vaduz, 34
Valais, 27, 729, 734, 828, 928
Valdahon, 317
Valence, 42, 60-62
Vallorbe, 132, 177, 185, 318, 674-675, 677, 708
Varèse, 1035
Varsovie, 18, 49, 51, 74-76, 91, 165, 330, 403, 654
Vatican, 88, 170, 556, 563, 716
Vaud, 298, 301, 729
Venezuela, 732
Venise, 383, 458, 713, 1042
Venoge, La, 318
Verona, 600
Verrières, Les, 318, 708, 999, 1035
Vevey, 509
Vichy, 842, 875, 878-879, 926, 957-962, 1007-1010, 1036-1037
Vienne, 35, 231, 556-558, 795
Vienne (Actes, Congrès, Déclaration, Traités), 114, 155, 161, 187, 721, 989, 991, 998
Villeneuve, 828
Vistule, La (Weichsel), 85
Vladivostok, 652
Vorarlberg, 16, 26, 28, 751
Vue-des-Alpes, La, 708
Vukovar, 892

Waldighofen, 317
Waldshut, 16
Walensee, 826
Walenstadt, 709
Washington, 77, 153, 163, 170, 172, 206, 218, 220, 245-246, 433, 481, 563, 773, 845, 848, 866, 894, 959, 968, 1006, 1025-1026, 1031, 1034
Weissenbach, 796
Weissenstein, 709
Wiesbaden, 794, 850, 981, 1037
Wiesental, 751
Wilna (Vilnius), 85
Windisch, 843
Winterthur, 72
Witzwil, 543-544

Yorkshire, 492
Yougoslavie, 148, 294, 298, 373, 385, 394-398, 477, 537-538, 595, 630, 698, 769, 781-782, 803, 892-893, 968, 985-987, 1019-1020, 1030
Yverdon, 318, 708

Zernez, 709
Ziegelbrücke, 942
Zoug, 754, 796
Zoug (Lac de), 754, 758
Zurich, 27, 56, 72, 93-94, 116, 118, 124, 138, 147, 151, 193, 226, 236, 240, 244, 251-252, 254-255, 262-263, 268, 272, 275, 281, 308, 345, 351, 363-364, 376, 388, 472-473, 475, 528, 549, 566, 576, 602, 614, 641, 643, 647-648, 660, 712, 722, 724, 754-755, 802, 805, 810, 812, 837, 842, 864, 868, 889, 937, 950-951, 988, 993, 1015-1016, 1019, 1021, 1035, 1042
Zurich (Lac de), 753, 754, 758, 826, 828, 1042

IX. LISTE DES FONDS DES ARCHIVES FÉDÉRALES D'OÙ PROVIENNENT LES DOCUMENTS PUBLIÉS

FONDS OFFICIELS

A. FONDS DE MATIÈRES

E 1	Chancellerie fédérale
E 27	Affaires militaires

B. FONDS DE PROVENANCE

Chancellerie fédérale

E 1001 1	Propositions de la Chancellerie fédérale et des Départements au Conseil fédéral
E 1004.1 1	Procès-verbaux du Conseil fédéral
E 1005 4	Procès-verbaux du Conseil fédéral portant à l'époque la mention «secret»
E 1201 I	Procès-verbaux de l'Assemblée fédérale
E 1301 I	Procès-verbaux du Conseil national
E 1401 I	Procès-verbaux du Conseil des Etats

Département politique

E 2001 (D)	Division des Affaires étrangères (enregistrement central, 1937-1945)
E 2001 (E)	Division des Affaires étrangères (enregistrement central, 1946 ss.)
E 2200	Représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse
E 2300	Rapports politiques et consulaires des représentants diplomatiques et consulaires de la Suisse
E 2400	Rapports de gestion des représentations diplomatiques de la Suisse à l'étranger
E 2805 1971/29	Handakten Pierre Bonna
E 2809 1	Handakten Marcel Pilet-Golaz

Département de l'Intérieur

E 3001 (A)	Secrétariat, Secrétariat général et Division des Affaires culturelles
E 3800 1	Handakten Philipp Etter

Département de Justice et Police

E 4001 (B) 1970/187	Secrétariat du Département (enregistrement central, 1925-1965) Magistratur Johannes Baumann

E 4300 (B)	Police fédérale des étrangers
E 4320 (B) 1968/195	Ministère public fédéral, Service de police
E 4450	Division Presse et Radio
E 4800 (A) 1	Handakten Heinrich Rothmund
E 4800 (A) 1967/111	Handakten Heinrich Rothmund

Département militaire

E 5001 (F)	Direction de l'Administration militaire fédérale (enregistrement central, 1940-1959)
E 5155	Secrétariat du Service technique militaire
E 5795	Etat-major personnel du Général Guisan

Département des Finances et des Douanes

E 6100 (A)	Administration des finances (1922-1949)
E 6100 (B)	Administration des finances (1950 ss.)
E 6350 (B)	Direction générale des douanes

Département de l'Economie publique

E 7001 (B) 1	Secrétariat général (enregistrement central, 1940-1955)
E 7110	Division du Commerce
E 7170 (A) 1	Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail
E 7160 (B) a	Office suisse de compensation
E 7390 (A) a 1968/98	Office de guerre pour les transports
E 7390 (C) 1	Office de guerre pour l'industrie et le travail
E 7800 1	Secrétariat des Chefs du Département

Département des Postes et des Chemins de fer

E 8100 (B) 1971/137	Office fédéral des transports

C. ACTES JURIDIQUES

K I	Traités, dès 1848

FONDS PRIVÉS

J I.1 1	Giuseppe Motta
J I.7 1	Ernst Wetter
J I.49	Jakob Labhart
J I.107 1975/60	Hans Hausamann
J I.108	Rudolf Minger
J I.131	Walter Stucki
J I.149	William Rappard

DOCUMENTS OFFICIELS CONSULTÉS ET CITÉS

- Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale/ Amtliches stenographisches Bulletin der Bundesversammlung
- Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse
- Recueil systématique du droit fédéral
- Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion
- Feuille fédérale de la Confédération suisse
- Feuille officielle suisse du commerce
- Journal officiel de la Société des Nations

X. LISTE DE PARAPHES DES CORRESPONDANTS DU DÉPARTEMENT POLITIQUE

Seuls les correspondants figurant dans les documents publiés ont été retenus. Les paraphes des correspondants des autres départements et des représentants diplomatiques n'ont pas été décodés.

		1939	1940
Aubert de la Rue, Philippe		UL	UT
Bernath, Erwin		RT	XP
Bonna, Pierre		RU	UW
de Diesbach, François		RZ	VD
de Grenus, Edmund		SF	VN
Feldscher, Peter Anton		SB	VF
Gorgé, Camille		SD	
Hohl, Reinhard		SK	VR
Keel, Guido		SM	VS
Kohli, Robert		SP	VT
Meier, Richard		SX	VZ
Merminod, Jean	PK (en 1938)	SY	WA
Motta, Giuseppe		TB	
Näf, Conrad		TC	WF
Perrin, Georges		TW	WL
Rezzonico, Clemente		TG	WN
Schneider, Oskar			XO
Secrétan, Daniel		UF	WW
de Stoutz, Maxime			YV
Stucki, Karl Theodor		TM	WZ
Zurlinden, Hans		TR	XH